L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME I : UNE NATION SOUS LES TIRS, DE 2001 À 2006

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE

CANADIAN ARMY

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME I : UNE NATION SOUS LES TIRS, DE 2001 À 2006

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

ARMÉE CANADIENNE / CANADIAN ARMY

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2022. Tous droits réservés.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou transmise ou archivée sous quelque forme que ce soit, par quelque mode graphique, électronique ou mécanique que ce soit, ou par photocopie, enregistrement (dont sur bande) ou stockage dans un système d'extraction électronique, sans la permission écrite préalable du détenteur du droit d'auteur.

DONNÉES AU SUJET DE LA PUBLICATION

L'Armée Canadienne en Afghanistan, Volume I : Une nation sous les tirs, de 2001 à 2006

Publication
IDDN – R-GJ-007-000/JD-002
ISSN – 978-0-660-41167-5

En-ligne
IDDN – R-GJ-007-000/JD-002
ISSN – 978-0-660-41166-8

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

CONCEPTION DE LA COUVERTURE
Silvia Pecota

TRADUCTION
Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada

CONCEPTION DE LA PUBLICATION
Bureau d'édition de l'Armée de terre

DES REMERCIEMENTS TOUT PARTICULIERS
À ceux qui ont contribué à cet ouvrage en participant au travail d'édition, de correction d'épreuves et d'indexation.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, politiques ou positions de la maison d'édition, de l'éditeur, du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces armées canadiennes ou de toute unité ou organisation leur étant subordonnée. La maison d'édition, l'éditeur, le gouvernement du Canada, le ministère de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes ou toute unité ou organisation leur étant subordonnée ne font aucune déclaration, n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité du contenu de cette publication. Ils se dégagent également de la responsabilité envers quelconque personne ou entité à l'égard de toute perte, ou de tout dommage incident ou consécutif ayant été causé, ou qui auraient selon allégations été causés, de manière directe ou indirecte, par les renseignements contenus dans cette publication.

AVANT-PROPOS

La première fois que j'ai rencontré Sean Maloney, Ph. D., j'étais préoccupé. C'était à la fin d'avril 2011, et je ressentais tout le poids de la présence de l'un des plus éminents historiens militaires du Canada à bord de mon véhicule blindé léger (VBL III) pour une visite du district de Panjwai. Ayant suivi des cours d'histoire militaire à l'Université du Nouveau-Brunswick sous la direction des professeurs Charters (Ph. D.), Milner (Ph. D.) et Windsor (Ph. D.) à la fin des années 1990, j'avais lu les travaux de monsieur Maloney sur la contribution du Canada à l'OTAN, le conflit dans les Balkans, le maintien de la paix et la guerre froide. Il était (et est toujours) un personnage plus grand que nature, riche de connaissances qu'il a acquises en concentrant son champ d'études sur le conflit en Afghanistan pendant une certaine période au début des années 2000. J'avais beaucoup d'appréhension lorsque nous avons entrepris notre première visite du champ de bataille ensemble.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je dois admettre que c'est en ayant à l'esprit les milliers de soldats, d'opérateurs des forces spéciales, d'aviateurs et de marins qui ont servi en Afghanistan que je rédige très humblement l'avant-propos de cette trilogie de livres qui porte sur l'intervention de l'Armée canadienne en Afghanistan pendant la période de combat de 2001 à 2011. En tant que commandant de l'Armée canadienne par intérim, je me dois de vous guider dans ce parcours. À ce titre, je suis reconnaissant d'avoir passé du temps avec monsieur Maloney en Afghanistan et, plus récemment, dans sa maison à Harrowsmith, en Ontario, en novembre 2021. À la lumière de ce qui s'est passé en Afghanistan au cours des mois de juin, de juillet et d'août 2021, nous avons discuté de notre intervention dans ce pays il y a dix ans. La façon dont le pays est tombé aux mains des talibans pèse lourdement sur les vétérans, les familles, les militaires en service actif, les fonctionnaires, les journalistes qui ont couvert le conflit et les historiens. Toutefois, ce qui est le plus pénible dans toute cette situation, c'est qu'une autre génération d'Afghans en a été victime.

Cependant, ces livres n'ont rien à voir avec les récents évènements. En lisant ces livres, en parlant à mes coéquipiers et en passant des heures à écouter l'auteur, j'ai pu replacer l'histoire de ces déploiements dans leur contexte. Cette démarche m'a également donné suffisamment de force pour écrire ces quelques lignes qui, je l'espère, vous inciteront à vous lancer dans la lecture de cette histoire en plusieurs volumes sur ce qui a été fait sur le terrain en Afghanistan au cours de ces années. L'historien Sean Maloney y présente un point de vue éclairé et passionné sur les évènements. D'abord, parce qu'il était constamment sur place;

il s'est rendu régulièrement dans le théâtre des opérations pendant ces dix années, a parlé aux dirigeants, aux soldats, aux Afghans, et même à l'ennemi. Il connaissait les acteurs, les problèmes et les enjeux. Ensuite, parce que son travail s'appuie sur des entretiens avec toutes les personnes clés et sur une compréhension des rouages de l'histoire. Enfin, parce que cette narration constitue une contribution essentielle à l'ensemble des connaissances sur ce conflit et à notre contribution en tant que pays.

Certaines personnes diront que beaucoup de choses ont déjà été écrites sur le sujet, mais je ne suis pas d'accord. La plupart des ouvrages écrits en anglais sont rédigés selon une perspective américaine ou britannique. Dans notre propre documentation limitée, le point de vue canadien est présenté par des comptes rendus de première main rédigés par des soldats et des officiers qui ont vécu les déploiements, par les évènements couverts par des journalistes qui les ont inscrits dans la perspective plus large de la mission en Afghanistan ainsi que par les mots des proches, des familles et des amis des militaires qui ont servi en Afghanistan, qui ont à leur tour ajouté leurs réflexions à la mosaïque de nos pensées et de nos réalisations. Des spécialistes en sciences sociales et des experts en relations internationales ont apporté leur contribution à l'expérience canadienne, mais rien de ce qui a été fait ne ressemble au travail qui a été accompli par Sean Maloney. Cet ouvrage monumental en trois volumes est ce qui se rapproche le plus d'une histoire officielle, mais, comme l'admet l'auteur dans son propre préambule, il ne s'agit pas du « dernier mot sur l'intervention de l'Armée en Afghanistan ». Cet ouvrage constitue actuellement la seule et meilleure tentative de présenter les dix années d'opérations de combat dans une narration précise et chronologique. Il vise à mettre en ordre nos actions en Afghanistan de septembre 2001 à juillet 2011. Il s'agit d'une source à consulter et à prendre en compte lorsque les générations futures étudieront notre contribution. Qui plus est, il fournit une base concrète et un rapprochement éclairé des faits pour les études futures. En revanche, pour un soldat comme moi et des milliers d'autres qui ont servi en Afghanistan et qui portent encore certaines des cicatrices visibles et invisibles de ce service, cet ouvrage fait resurgir de nombreux souvenirs.

Un parcours qui nous oblige à nous poser la question suivante : cela en valait-il la peine? La réponse à cette question est très personnelle. Elle changera en fonction du temps, de l'actualité et d'une personne à l'autre. Ma réponse à l'intention des vétérans et de leurs familles demeure la suivante : oui. Cela en valait la peine, car l'histoire relatée dans ces pages révèle que la situation dans la province de Kandahar était très précaire en 2005-2006 et, pour reprendre les mots d'un ancien commandant de l'Armée, le Lgén Devlin, « nous avons défendu notre position ». Cela en valait la peine, car les provinces où nous avons mené des opérations ont connu des améliorations pendant la durée de la mission de

combat du Canada. Cela en valait la peine parce que, comme tout au long de son histoire, le Canada a prouvé qu'il était un partenaire militaire capable et digne de confiance lorsque l'Alliance de l'OTAN a invoqué l'article 5. Cela en valait la peine, car je suis convaincu que les soldats que nous avons perdus le croiraient. Bien que cette opinion ne soit pas partagée par tous, les récits contenus dans ces pages témoignent du sacrifice, du tribut payé, mais aussi de l'innovation dont ont fait preuve les troupes sur le terrain. Au fil de ces pages, vous voyagerez en Afghanistan : de Kaboul à Kandahar, de Spin Boldak à Maywand, de Panjwai à Arghandab, et au-delà. Nous avons servi là où on avait besoin de nous partout en Afghanistan, que ce soit dans une localité assignée ou ailleurs, en appui à nos partenaires et à nos Alliés. Vous serez obligés de repenser aux pertes que nous avons subies, mais vous apprendrez aussi que nous avons répondu à l'appel, que nous avons fait une différence, et que le pays peut en être fier.

Lorsque je réfléchis à la raison pour laquelle j'étais préoccupé de patrouiller dans Panjwai avec monsieur Maloney à l'arrière de mon VBL III – pendant qu'il me parlait par l'interphone du véhicule - c'est parce que j'étais parfaitement conscient que le groupement tactique de la ROTO 10 marquait le dernier chapitre de ces livres. Nous étions la dernière rotation à participer aux opérations de combat, et nous étions là au tout début de la dernière saison de combat estivale afghane au nom du Canada. Au cours des cinq derniers mois, nous avions travaillé avec acharnement pour inonder notre zone avec la puissance de combat des Afghans et de la coalition, pour repousser l'ennemi hors de notre district et pour lui enlever le matériel et les refuges dont il avait besoin pour mener ses opérations. Forts du succès des rotations précédentes, nous avons finalement bénéficié de forces écrasantes et de la possibilité de nous concentrer sur un seul district. Cette situation nous a donné une chance. Mais comme toujours, l'ennemi avait son mot à dire, et maintenant, j'avais un historien dans mon véhicule. Je savais qu'il avait vu toutes les rotations antérieures, qu'il connaissait certains des défis auxquels les unités précédentes de l'Armée canadienne avaient été confrontées et qu'il était une mine de connaissances pour notre équipe. Il était là, mais nous ne savions pas comment les mois de mai, de juin et de juillet se dérouleraient au moment de terminer ce chapitre de l'histoire militaire canadienne. Si vous ne savez pas la fin de cette histoire, je vous laisserai la lire dans les dernières pages du troisième volume, mais pour l'instant, je vous encourage à vous lancer dans cette expérience. Découvrez par la lecture de ces livres, le travail, les actions, les succès, mais aussi les épreuves et les déchirements d'une génération de soldats canadiens.

Je remercie Sean pour sa passion, son point de vue et sa contribution à la narration de l'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan.

Vigilamus pro te

Je me souviens

Michel-Henri St-Louis, OMM, CSM, MSM, CD
Commandant de l'Armée canadienne par intérim,
et auparavant, commandant du dernier groupement tactique à Panjwai

Le 17 décembre 2021,
à Kingston, en Ontario

REMERCIEMENTS

En 2007, le lieutenant-général (Lgén) Andrew Leslie, chef d'état-major de l'Armée de terre, m'a demandé de m'assurer que les données sur l'Armée en Afghanistan soient colligées, et qu'à partir de celles-là un document historique soit rédigé et publié. Comme je m'étais déjà rendu en Afghanistan à plusieurs reprises dans le cadre de diverses activités canadiennes, et que j'étais connu pour vouloir saisir la complexité de la scène afghane avec intérêt et dévouement, j'ai été réaffecté, moi qui étais en poste au Collège militaire royal, à l'organisation du Chef d'état-major de l'Armée de terre, afin de m'occuper de la tâche qui m'était demandée. Ainsi, le projet n'aurait pu exister sans la vision du Lgén Lesley. Au départ de ce dernier, c'est le Lgén Peter Devlin qui a repris le flambeau. Après une période de délai imposé, le général (Gén) Jon Vance, chef d'état-major de la défense, ainsi que le lieutenant-général (Lgén) Wayne Eyre, commandant de l'Armée canadienne ont confirmé que le projet allait se poursuivre jusqu'à sa conclusion. Je voudrais remercier ces personnes d'avoir manifesté la volonté qu'il fallait et d'avoir fourni le leadership et les ressources nécessaires.

La nature de ladite histoire, de même que l'envergure du projet, qui augmentait avec le temps, ont fait en sorte que j'ai eu besoin d'un assistant, que j'ai trouvé en la personne du capitaine (Capt) Marta Rzechowka. Cette dernière, qui a su se montrer résiliente, efficace, extrêmement motivée et – plus important encore – fidèle au cours des années, mérite toute ma gratitude. Le major-général (Mgén) Derek Macaulay et le lieutenant-colonel (Lcol) Douglas McNair méritent également ma très grande reconnaissance : ne fut-ce de leur travail, le projet serait encore dans les limbes. Par la même occasion, je tiens à remercier de leur soutien les membres d'état-major de l'Armée de terre, composante qui deviendra plus tard l'Armée canadienne.

Le contexte bureaucratique qui caractérise le travail à Ottawa n'est pas celui dans lequel j'évolue habituellement. Il a ses propres codes, un langage qui lui appartient et des attentes distinctes. Dans certains cas, ces aspects ont nui à la réalisation du projet, du point de vue de l'efficacité et des échéanciers. Je dois beaucoup à nombre de personnes qui ont compris l'importance qu'il y avait à rédiger et à publier l'histoire de l'Armée de terre en Afghanistan, et je dois beaucoup aussi à ceux qui m'ont aidé dans cette campagne parallèle particulière. J'aimerais remercier les personnes suivantes : M. Joel Sokolsky, Ph. D., major-général (Mgén) Alan Howard, brigadier-général (Bgén) David Anderson, Bgén Christian Drouin,

Bgén Simon Hetherington, Bgén Mike Rouleau, colonel (Col) Ian Hope, Col Roger Cotton, Col Mike St Louis, lieutenant-colonel (Lcol) Steve Graham, Lcol Vincent Giroux, Lcol Chris Adams, major (Maj) Chris Comeau, Maj Jim Fitzgerald, Maj Brian Hynes et Maj Steven Moritsugu (grades contemporains).

Au fil des ans, et au cours de plusieurs rotations, j'ai toujours pu compter sur le Maj Quentin Innis pour enrichir les débats passionnés sur la nature de ce qui fut appelé plus tard la « connaissance de la situation blanche ». La vision de Quentin à l'égard de l'Afghanistan (et de la vie) s'inscrit hors des schémas habituels de pensée, et elle est aussi inébranlable que son engagement envers la mission canadienne et les Afghans. De même, je remercie Renata Pistone, Christina Green, Andrew Scyner et Michael Callan de l'Agence canadienne de développement international, ainsi que Chris Alexander, Pam Isfeld, Jennie Chen, Ken Lewis, Barbara Martin, Gavin Buchan et Neil Clegg de l'ancien ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Les critiques que j'adresse ici à leurs organisations d'appartenance respectives ne s'appliquent pas à eux.

Il est facile de tomber dans un problème de perspective quand on rédige un manuscrit aussi détaillé. J'ai demandé à des collègues aux domaines d'expertise variés de lire l'ouvrage et de m'offrir leurs commentaires. Ainsi, le politicologue David Last, Ph. D., du Collège militaire royal du Canada, avait des points de vue politiques et méthodologiques aux antipodes des miens, tout comme ceux apportés par Michael Whitby, rédacteur chevronné de l'histoire officielle de la Marine royale du Canada au sein de la Direction — Histoire et patrimoine et par le Maj Sean Wyatt, officier cultivé et très expérimenté. De plus, pour terminer, j'ai pu compter sur M. Kim Nossal, Ph. D., de la School of Policy Studies de l'Université Queen's, qui a offert ses opinions empreintes de sa grande expérience. Leurs observations et arguments m'ont été extrêmement précieux.

Dans le même ordre d'idées, il y a eu l'examen de la sécurité opérationnelle mené par le Maj Gordon Ohlke, avec l'accord du chef du renseignement de la Défense. L'expérience du Maj Ohlke comme officier du renseignement qui travaille en Afghanistan et qui s'intéresse à ce pays s'est révélée particulièrement précieuse, et ce, à maintes occasions.

Au fil des ans, j'ai également eu la chance de recevoir les sages conseils du dénommé Les Grau, du Foreign Military Studies Office de Fort Leavenworth. Vétéran de la guerre du Vietnam et de la bureaucratie de l'United States Army [Forces terrestres des États-Unis], Les Grau est le plus éminent spécialiste sur l'Afghanistan de cette organisation. De plus, il comprend d'instinct les dimensions humaines de la guerre de contre-insurrection, dimensions que j'ai souvent évoquées.

Entre 2003 et 2014, je me suis rendu à maintes reprises en Afghanistan pour observer le déroulement des opérations et prodiguer des conseils. Le fait d'avoir vu de près le déroulement des opérations et d'y avoir participé a constitué un apport inestimable à ce document d'histoire. Au début, les représentants des principaux organismes parrains, soit les majors-généraux de l'époque, Michel Maisonneuve (de la Direction générale — Planification stratégique) et Andrew Leslie (vice-chef d'état-major de la défense par intérim et sous-chef d'état-major de la défense) avaient compris l'utilité de mon analyse des événements qui se déroulaient en Afghanistan. Une fois que le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada a pu être organisé et devenir fonctionnel, son commandant, le lieutenant-général Michel Gauthier, a approuvé mes visites régulières dans le théâtre, et son état-major écartait les éléments qui tentaient de s'ingérer dans mes déplacements.

Il m'est impossible de remercier toutes les personnes qui m'ont aidé à comprendre le contexte de l'Afghanistan et les opérations que l'on y mène. Je tiens tout de même à souligner le travail de l'ensemble des officiers subalternes et des soldats que j'ai accompagnés au fil des ans lors de missions de combat tactique. Sur le terrain, je n'ai jamais eu l'impression d'avoir affaire à autre chose qu'à des professionnels exceptionnellement compétents. Compte tenu de la confiance qu'ils m'ont témoignée, j'aimerais tout particulièrement leur rendre service à mon tour en rajoutant de la perspective à leur travail. Ensuite, j'aimerais mentionner que tous les commandants d'unité, commandants adjoints et états-majors ont joué un rôle ou un autre en vue de m'aider à comprendre l'histoire dont il est question. Il n'y a simplement pas assez d'espace ici pour remercier toutes les personnes personnellement, mais je tiens à leur exprimer mon respect et ma profonde gratitude.

J'aimerais également remercier l'état-major canadien du Commandement régional (Sud) de sa contribution au fil des ans, en particulier les personnes suivantes : major-général (Mgén) David Fraser, lieutenant-général (Lgén) Marc Lessard, Lgén Marquis Hainse, Bgén André Corbould, Col Spike Hazleton, Col René Melançon, Col Tim Bishop, Lcol Shane Schreiber, Lcol Harjit Sajjan, Maj Julie Roberge, Capt Darcy Heddon-Chalmers.

Les commandants du QG de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan ont tous contribué au pan de l'histoire que je présente ici. Je remercie le Mgén Tim Grant, le Bgén Guy Laroche, le Mgén Denis Thompson, le Gén Jon Vance et le Mgén Dean Milner. Je dois également préciser que, bien qu'ils soient rarement mentionnés à quelque titre que ce soit, les commandants adjoints du QG de la Force opérationnelle interarmées en l'Afghanistan ont joué un rôle déterminant en m'aidant par divers moyens. Je remercie le Col Christian Juneau, le Col Roch Lacroix, le Bgén Richard Giguère, et plus particulièrement, le Col Jamie Cade pour ses idées au fil des ans.

Pendant un certain nombre d'années, j'ai entretenu une relation privilégiée avec l'Équipe de reconstruction provinciale à Kandahar. C'est pourquoi je souhaite remercier le Lgén Steve Bowes, le Col Bob Chamberlain, le Lcol Dana Woodworth, leur état-major, et plus particulièrement, les compagnies de protection de la force présentes au moment des rotations applicables. Au cours des années suivantes, Bill Harris, du Département d'État des États-Unis, a été un interlocuteur dont l'apport a été spécialement précieux. Je m'en voudrais de ne pas remercier tout particulièrement les commandants de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan, notamment le colonel Mike Capstick, le Col Don Dixon, le brigadier-général Serge Labbé et tout leur personnel. Leur accueil et leurs conseils ont été essentiels à la compréhension de la situation dans son ensemble.

Il est tout aussi primordial de saluer les efforts des interprètes avec qui j'ai travaillé pendant ces années. Encore une fois, je ne peux pas tous les nommer, et nous utilisions bien souvent pour les désigner des noms de guerre, pour des raisons de sécurité opérationnelle. Je les remercie donc collectivement, car ils ont joué un rôle important et parfois même déterminant dans ma compréhension du contexte afghan. Le Canada doit beaucoup à chacun d'eux. De la même façon, mes contacts au sein de l'organisation du pouvoir à Kandahar doivent garder l'anonymat, mais leurs points de vue et même leurs tentatives de changer mes perceptions se sont révélés fort utiles.

En plus de remercier tous les commandants canadiens de groupement tactique, compagnie et escadron, je tiens à souligner l'apport de certains de nos alliés : le Col Chris Vernon de la United Kingdom Army; le Col Trey Turner de la United States Air force [Forces aériennes des États-Unis]; le Lcol Dan Hurlbut de la *2-2 Infantry*; le Lcol James Benson du *4-101st Aviation Regiment*; le Lcol Johnny Bourne, en particulier, du *1st Battalion* au sein des Royal Gurkha Rifles de même que le Maj Randy Graddic des Forces terrestres des États-Unis.

Il y a eu un nombre incalculable de membres de la collectivité canadienne et alliée du renseignement et des forces d'opérations spéciales qui ont apporté leur aide année après année. Ils ne peuvent être nommés ici; néanmoins, je les remercie.

Je remercie également le personnel de soutien de la Direction du développement des méthodes de combat de la Force terrestre, qui s'est occupé de notre soutien administratif pendant plusieurs années : Shaunna Lee, la maître de 2e classe Andria Coward et le Capt Kirby Dickson.

Je m'en voudrais grandement de ne pas remercier infiniment Brian Rogers et Steven Lukits pour leur précieux soutien juridique.

Pour conclure, j'aimerais m'adresser au mollah Omar et à ses partisans, ainsi qu'à ceux qui ont aidé l'auteur de l'attentat-suicide à la bombe qui a détruit mon véhicule, blessé deux Canadiens et tué neuf hommes, femmes et enfants afghans le 21 juin 2006. Les atrocités que ses adeptes et lui ont commises ce jour-là m'ont donné la détermination nécessaire pour mener le projet à terme. Nos tentatives fructueuses visant à déjouer leurs visées inhumaines et à aider le peuple afghan sont désormais gravées pour toujours dans notre histoire et dans celle de l'Afghanistan. La mise en œuvre de nos efforts a pu être problématique et les résultats ont pu être inférieurs aux attentes, mais notre cause, elle, était juste. Comme le dit le livre sacré :

« *Allah aime ceux qui observent la justice.* »

(Sourate Al-Maida, 42)

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos i

Remerciements v

Liste des figures xiii

Mot de l'auteur xvii

Introduction xxi

Prologue – Une paix interrompue : Dépêches de Kaboul, de 1990 à 1992. 1

Chapitre 1 – « Le commencement… » : De septembre à décembre 2001 13

Chapitre 2 – Opération APOLLO, de février à juillet 2002 : Genèse de l'opération. 39

Chapitre 3 – Opération ATHENA : Engagement de l'Armée canadienne au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité à Kaboul, de 2002 à 2003 109

Chapitre 4 – Calme mais instable : Opération ATHENA à Kaboul, d'août à décembre 2003 133

Chapitre 5 – De moins en moins calme, mais relativement stable : Opération ATHENA à Kaboul, de janvier 2004 à août 2004 217

Chapitre 6 – Capacités résiduelles : Opération ATHENA à Kaboul, de septembre 2004 à mai 2005 277

Chapitre 7 – Opération ARGUS : Équipe consultative stratégique en Afghanistan, de 2004 à 2006 301

Chapitre 8 – Retour à Kandahar : Nouvel engagement de l'Armée canadienne à l'égard de l'opération ENDURING FREEDOM, de 2003 à 2005 323

Chapitre 9 – Opération ARCHER : Équipe de reconstruction provinciale à Kandahar, de juillet 2005 à janvier 2006 351

Chapitre 10 – L'Odyssée : Force opérationnelle multinationale AEGIS et Force opérationnelle ORION, de janvier à août 2006 395

Chapitre 11 – Opération MEDUSA : D'août 2006 à janvier 2007 485

Conclusion 591

Bibliographie choisie. 597

Appendice A – Le Pakistan et l'insurrection en Afghanistan jusqu'en 2006. 601

Glossaire 611

À propos de l'auteur 627

Index 629

LISTE DES FIGURES

Figure 1-1 : Les piliers de Bonn 30

Figure 2-1 : Installations de formation et de soutien d'Al-Qaïda en Afghanistan, 2001 48

Figure 2-2 : Dispositifs de protection de l'aérodrome de Kandahar, mars 2002 56

Figure 2-3 : Opération APOLLO – Ops dans l'est de l'Afghanistan, printemps 2002 62

Figure 2-4 : Opération HARPOON, Jour un 73

Figure 2-5 : Opération HARPOON, Jour deux 77

Figure 2-6 : Opération APOLLO – Op dans le Sud de l'Afghanistan, printemps-été 2002 94

Figure 4-1 : Centre de Kaboul, 2003-2004 136

Figure 4-2 : Forces de milices afghanes – Répartition dans Kaboul, 2003 139

Figure 4-3 : Zone d'opérations – KMNB, 2003-2004 145

Figure 4-4 : Zones d'opérations de la FIAS, 2003-2004 146

Figure 4-5 : Zones d'opérations – Groupe-bataillon canadien, Kaboul Ouest, 2003-2004 157

Figure 4-6 : Opérations – Groupe-bataillon canadien, septembre 2003 160

Figure 4-7 : Opération POWER PLAY – Disposition des milices afghanes, du 16 au 22 septembre 2003 169

Figure 4-8 : Opération POWER PLAY – Planification de la FIAS, du 16 au 22 septembre 2003 171

Figure 4-9 : Opération GONDOLA – Sites d'entreposage d'armes lourdes, 2003-2004 178

Figure 4-10 : Opérations du Groupe-bataillon canadien, octobre-décembre 2003 200

Figure 5-1 : Opération ROME – Plan des points d'entrée dans Kaboul, 2004 220

Figure 5-2 : Opération HERMES – Zones d'opérations pour l'inscription des électeurs et la tenue des élections, 2004 254

Figure 7-1 : Cadre de gestion des investissements (en anglais seulement) 307

Figure 7-2 : ORM (en anglais seulement) 308

Figure 7-3 : SIDNA 320

Figure 8-1 : FIAS de l'OTAN – Expansion de l'étape III (en anglais seulement) 332

Figure 9-1 : Positions de l'ennemi dans la province de Kandahar (estimations), 2005 356

Figure 9-2 : Incidents dans la ville de Kandahar, de septembre à décembre 2005 362

Figure 9-3 : Districts et caractéristiques de la province de Kandahar, 2005 364

Figure 9-4 : ERP – Factions tribales dans la province de Kandahar, selon l'ERP, 2005 382

Figure 9-5 : Détenteurs de pouvoir dans la province de Kandahar, 2005-2006 383

Figure 9-6 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 10 au 18 septembre 2005 387

Figure 9-7 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 19 septembre au 16 octobre 2005 388

Figure 9-8 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 17 octobre au 11 décembre 2005 389

Figure 10-1 : Disposition du Commandement régional Sud, févier-août 2006 397

Figure 10-2 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district Nord, mars-juin 2006 414

Figure 10-3 : Opération KATERA – Province d'Helmand, mars-avril 2006 420

Figure 10-4 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district de Zharey, avril-juin 2006 432

Figure 10-5 : Influences tribales – Districts de Zharey et de Panjwayi, 2006 434

Figure 10-6 : Opération TABER KUTEL, 17-21 juin 2006 447

Figure 10-7 : Opération ZAHAR – La bataille de Pashmul, 7-9 juillet 2006 452

Figure 10-8 : Opération AUGUSTUS – Province d'Helmand, du 12 au 17 juillet 2006 459

Figure 10-9 : Opération CAUCHEMAR – Reprendre Garmsir et Nawa, 17-19 juillet 464

Figure 10-10 : La deuxième bataille de Pashmul, 3 août 2006 471

Figure 10-11 : La relation entre le district de Zharey, le district d'Arghandab et la ville de Kandahar 477

Figure 11-1 : ZDA – Modèle conceptuel de disposition des forces de sécurité, de 2006 à 2007 487

Figure 11-2 : ZDA – Disposition des forces de sécurité de la province de Kandahar, 2007 489

Figure 11-3 : Positions de la FO 3-06 dans la province de Kandahar, août 2006 495

Figure 11-4 : La bataille de Ma'Sum Ghar, le 19 août 2006 498

Figure 11-5 : Opération MEDUSA – Concept d'opérations, août 2006 503

Figure 11-6 : Opération MEDUSA – Opérations prévues de la FO 3-06, août 2006 506

Figure 11-7 : Opération MEDUSA, du 3 au 6 septembre 2006 511

Figure 11-8 : La bataille de Sperwan Ghar, du 3 au 7 septembre 2006 522

Figure 11-9 : Reprise de l'Op MEDUSA, du 7 au 16 septembre 2006 529

Figure 11-10 : Itinéraire SUMMIT – District de Zharey, d'octobre à décembre 2006 544

Figure 11-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, de septembre à décembre 2006 552

Figure 11-12 : Opération BAAZ TSUKA, de novembre 2006 à janvier 2007 567

Figure 11-13 : FO 31 des FOS, plan de consolidation, districts de Zharey et de Panjwayi 568

Figure 11-14 : Op dans les districts de Zharey et de Panjwayi, décembre 2006 572

MOT DE L'AUTEUR

[Traduction]
Dieu m'envoie en mer une fois de plus, accompagné d'un tel équipage, quand il en voit la nécessité.

– Baron Howard d'Effingham.

C'est ce qu'il a fait, et c'est ce qui est arrivé.

L'ouvrage *L'Armée canadienne en Afghanistan* a été rédigé immédiatement après que les opérations de combat de l'Armée canadienne en Afghanistan aient pris fin, en juillet 2011. La très grande proximité de la présente histoire et des événements qui y sont décrits soulèvera assurément des questions quant à la nature de l'histoire, à la distance objective et à la participation personnelle de l'auteur dans le conflit. En guise de réponse, je soutiens que l'histoire sera toujours une cible mouvante soumise à l'effet Rashomon. Je soutiens également que les événements et décisions donneront toujours lieu à des interprétations et réinterprétations idéologiques, compte tenu des pressions politiques contemporaines et d'autres facteurs, dont beaucoup sont personnels.

Il existe différents types d'histoire. Je n'en présente ici qu'un seul. Une vue d'ensemble ne permet malheureusement pas d'aborder tous les aspects d'un conflit. Pour tous les aborder, une variété de documents est requise, comme des mémoires, récits tactiques et antécédents techniques et organisationnels. *L'Armée canadienne en Afghanistan* ne se veut pas non plus le fin mot de l'histoire sur la participation de l'Armée de terre en Afghanistan. Forcément, certains éléments ont dû être abrégés en raison des contraintes d'espace, de temps et de lisibilité. Au vu de la nature du conflit et du caractère secret ou technique de plusieurs réussites canadiennes, et au vu de plusieurs idées fausses qui subsistent dans l'opinion publique, il est devenu primordial de dresser une chronologie exacte des événements et d'écrire un premier récit pour rendre compte de ce qui s'est passé en nous fondant sur ce que nous savons à ce jour.

La présente description des événements survenus entre 2001 et 2011 sera remise en cause, et je n'en attends rien de moins de la part des successeurs. Je m'attends aussi sincèrement à ce qu'ils produisent d'autres travaux, le temps venu, à la lumière de meilleurs renseignements peut-être, ou par le biais d'une nouvelle lorgnette. Il fallait toutefois une personne pour amorcer la démarche afin de pouvoir en apprendre grâce aux expériences vécues par l'Armée

canadienne. Le dialogue et les débats entourant la matière dans les présents volumes d'histoire doivent se poursuivre. La participation de l'Armée canadienne au conflit comporte bien des nuances qu'il ne faudrait pas perdre au fil du temps, ou encore, dans notre désir d'aller trop vite. Nous, les Canadiens, pourrions en apprendre beaucoup, mais seulement à la condition de poser un regard honnête et persistant sur l'expérience afghane et à la condition d'analyser nos réussites et échecs de même que les raisons sous-jacentes. C'est la tâche qui m'a été confiée en 2007 par le chef d'état-major de l'Armée de terre, avec l'approbation du chef d'état-major de la Défense.

Un aspect tout aussi important du projet est sa perspective canadienne bien assumée. Jusqu'à maintenant, les écrits existants aux États-Unis et dans le Royaume-Uni sur la guerre en Afghanistan rayent pratiquement le Canada de la carte historique. Pire, les échecs étasuniens ou britanniques sont maintenant considérés comme étant aussi des échecs canadiens. Lorsque le Canada ou l'Armée canadienne sont mentionnés, soit c'est superficiel, soit le ton est dénigrant, ou encore, les deux. Dans l'ensemble, la documentation étrangère ne reconnaît pas du tout les soldats canadiens à leur juste valeur. Compte tenu de ce que nous avons accompli et sacrifié pendant le conflit, une telle situation est inadmissible, quoique prévisible — c'est loin d'être un phénomène nouveau. Or, en tant que nation adulte, nous devons assumer la responsabilité de notre propre histoire. Nous devons cesser de nous fonder sur ce que les autres pensent, ressentent ou croient pour définir ce que nous les Canadiens devrions penser, ressentir ou croire. Ceux qui m'ont demandé de réaliser le présent projet comprenaient le problème.

Pour produire *L'Armée canadienne en Afghanistan*, j'ai eu la chance de pouvoir consulter un large éventail de sources primaires, d'accéder à l'espace de combat pendant le déroulement des opérations et aussi de consulter les participants pendant les opérations et après ces dernières. En fait, plus de 95 p. 100 du texte des deux volumes est fondé sur des sources primaires. Je me permets de citer la préface de «*Six années de guerre*», de Charles Stacey :

> Plusieurs de ces documents restent dans les archives secrètes et les citations qu'on en fait ne permettent pas nécessairement de conclure qu'ils sont accessibles au public. Néanmoins, l'auteur a tenu à les citer parce que le récit fondé sur des documents a plus de poids qu'une simple narration, même si toutes les sources ne peuvent être contrôlées. Un grand nombre de ces documents seront d'ailleurs éventuellement livrés à la publication[1].

NOTE

1. C. P. Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale, Volume I : Six années de guerre : l'Armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957, p. xi [Note de la traduction : cette version française se trouve en ligne à https://www.canada.ca/content/dam/themes/defence/caf/militaryhistory/dhh/official/livre-1955-armee-ww2-1-fr.pdf].

Cela dit, l'interprétation des événements tombe sous la responsabilité de l'auteur, et les présents volumes ne reflètent aucunement un point de vue officiel quelconque (je ne le voudrais pas non plus). Qui plus est, ceux qui m'ont demandé d'entreprendre le projet m'avaient demandé de le produire de façon à faire fi, le plus possible, des contraintes institutionnelles. Les frictions ont donc été considérables avec les personnes qui, plus tard, n'allaient pas connaître cette intention. Les volumes adhèrent maintenant au mandat premier.

De plus, j'ai employé un système de symboles de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) grandement modifié et extrêmement simplifié dans les croquis cartographiques, afin qu'il soit compris par un vaste auditoire, étant donné que les systèmes actuels étaient trop fastidieux et auraient pu rebuter le lecteur.

Le projet a été entrepris en toute bonne foi. J'encourage fortement ceux qui ont participé à la guerre en Afghanistan à consigner sur papier leurs expériences et réflexions, surtout si elles viennent enrichir, améliorer, corriger ou même contredire le contenu des présents volumes. L'histoire est et sera toujours un diamant aux multiples facettes. *L'Armée canadienne en Afghanistan* n'en est que l'une d'elles.

INTRODUCTION

La participation de l'Armée canadienne en Afghanistan, après les attentats du 11 septembre 2001, aura été aussi dramatique que lourde de sens sur le plan historique. Le conflit en Afghanistan constituait la première guerre ouverte d'envergure à laquelle le Canada prenait part depuis la guerre de Corée dans les années 1950. C'était également la première campagne de contre-insurrection à long terme entreprise non seulement par l'Armée, mais aussi par le gouvernement du Canada. Les actes de bravoure des Canadiens et des Canadiennes, encore jamais vus ailleurs que dans les livres d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, ont refait surface en abondance. La guerre en Afghanistan a rappelé aux Canadiens que le paradigme du maintien de la paix, qui a dominé si longtemps la vision canadienne du monde, était le reflet d'un âge d'or révolu, voire mythique. Le Canada était désormais aux prises avec un nouveau genre d'ennemi : un ennemi d'envergure internationale, agile et polyvalent. Cet ennemi s'était fixé des objectifs radicaux, apparemment avec l'aval d'une puissance supérieure. En plus de ces visées, il semblait pouvoir recruter des membres à l'infini. Ce nouvel ennemi, d'une certaine manière, n'était pas si différent des despotes contre lesquels nous avons eu maille par le passé. L'ennemi était en effet dirigé par un petit groupe d'hommes résolus à imposer, par la violence, leur vision extrême du monde. Nous, les Canadiens, avions choisi de ne pas adhérer à cette vision puisqu'elle était contraire à notre système de valeurs et à nos intérêts sur le plan international. Étant donné qu'un compromis diplomatique avec ces hommes n'était pas possible, une intervention armée était la seule riposte convenable, vu l'ampleur de ce nouveau défi.

Il y avait 25 Canadiens parmi les quelque 3 000 victimes des attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par Al-Qaïda, une organisation qui se cachait derrière un bouclier fourni par le mouvement taliban en Afghanistan, lequel était soutenu par le Pakistan. Ce mouvement avait conquis et mis sous son joug des régions de l'Afghanistan, puis avait permis l'essor des communications entre les cellules de planification d'Al-Qaïda et l'établissement accru sur le territoire afghan d'installations d'entraînement et de laboratoires biochimiques. Il n'était pas possible de s'adresser à ces entités par la méthode classique des affaires internationales canadiennes. Avec qui pouvions-nous négocier, et que pouvions-nous négocier, étant donné que le régime taliban n'était pas un gouvernement légitime et reconnu? Les Canadiens auraient-ils dû discuter sérieusement du démantèlement de leurs systèmes politiques, religieux et économiques pour satisfaire les exigences de ces commandeurs autoproclamés de la foi d'Allah, comme Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri? Aurions-nous dû céder à leurs menaces pour éviter d'autres pertes de vies? Bien sûr que non… Ces idées étaient aussi absurdes qu'irréalistes.

Il était devenu évident que les Étasuniens allaient prendre l'initiative de la chasse aux auteurs des attentats, puisque leur pays avait été la cible la plus durement touchée et qu'ils disposaient des capacités militaires les plus puissantes. Les spécialistes canadiens des affaires étrangères, dont plusieurs avaient œuvré par le passé à dissocier et à éloigner le Canada des États-Unis, devaient maintenant changer leur fusil d'épaule, car les intérêts canadiens et américains convergeaient vers l'Afghanistan. En revanche, la contribution militaire du Canada devait demeurer distincte et marquante. Ces tensions allaient résonner dans les sphères canadiennes au cours des dix années suivantes, étant donné que la participation de l'Armée canadienne serait établie à Ottawa, tandis que les opérations se dérouleraient sur le terrain.

Pendant les débats sur la question, le niveau de participation était abordé parfois en coulisse, parfois dans les médias. Il était donc facile de perdre de vue les premiers objectifs ainsi que l'intention initiale de l'engagement canadien en Afghanistan. Tout d'abord, il fallait comprendre la menace mondiale étendue que posait Al-Qaïda puis la confronter. Cela supposait de renverser le régime taliban qui protégeait Al-Qaïda puis d'évaluer la portée stratégique d'Al-Qaïda en analysant les indices trouvés dans les ruines de ses centres de formation et de ses laboratoires biochimiques situés en Afghanistan. En principe, les résultats de ces analyses permettraient à la coalition de lancer une riposte à l'échelle mondiale afin de faire obstacle aux divers projets déjà mis en branle par l'organisation terroriste. Al-Qaïda serait affaiblie, contrainte de s'installer ailleurs et de recommencer, mais cette fois, ses activités meurtrières seraient surveillées.

Puis il y avait l'Afghanistan proprement dit. Il fallait empêcher les diverses factions de reprendre les combats entre elles, et pour y parvenir, il fallait mettre en place une forme donnée de gouvernance. Cela allait permettre à la communauté internationale de s'investir dans la reconstruction.

Il fallait protéger les efforts laborieux et graduels de la coalition contre de nouvelles tentatives de l'ancien régime et de ses alliés visant à reprendre leur place en Afghanistan. Parallèlement, il était de la plus haute importance de préserver la réussite stratégique que représentait le retrait du régime taliban, puisqu'elle faisait échos dans la presse internationale dont l'auditoire comptait des millions d'adversaires éventuels. Al-Qaïda tentait de renverser la défaite majeure qu'elle avait subie et par le fait même elle mettait les bouchées doubles pour montrer à son auditoire international qu'au contraire elle obtenait du succès. Al-Qaïda a intensifié ses efforts même si (ou parce que?) elle avait subi une défaite en Irak, elle avait été contrée en Somalie, elle avait été mise au défi aux Philippines et déjouée dans ses tentatives répétées de détournement ou de destruction d'avions de ligne civils autour du globe.

Par comparaison, l'effort de reconstruction déployé par la coalition en Afghanistan reposait sur un ensemble tentant d'objectifs fragiles. Il y avait quantité de mécontents parmi les alliés ennemis potentiels, notamment le mouvement taliban « revitalisé », qui allait pouvoir servir de force interposée dans un tel combat. Le territoire afghan, qui n'était que l'un des fronts de la guerre d'Al-Qaïda, était devenu le seul front pour le nouveau régime taliban et ses alliés afghans et pakistanais.

À mesure que la guerre évoluait, il est devenu évident que la menace pesant sur la reconstruction était multidimensionnelle. Elle ne pouvait plus se résumer à une simple guerre entre les talibans (soutenus par Al-Qaïda) et la coalition. Toutes sortes d'éléments — ce que l'historien David C. Isby appelle « le vortex » — ont dilué la soi-disant pureté idéologique du mouvement taliban du mollah Omar. Les producteurs et transporteurs de stupéfiants, les organisations non gouvernementales islamistes, les éléments islamistes des divers services du renseignement et de la sécurité pakistanais, les bailleurs de fonds, les mafias du camionnage, les djihadistes individuels partout sur la Planète et divers intérêts commerciaux se sont tous joints à la bataille ou en ont tiré profit. Certains de ces éléments ont même chevauché des volets du nouveau gouvernement afghan, ou se sont retrouvés enchevêtrés dans ses activités. Ce qui a commencé par un combat sans nuances entre le bien et le mal s'est transformé en quelque chose de beaucoup plus obscur. La situation a permis à l'Armée canadienne, aux citoyens canadiens et à leurs dirigeants de comprendre comment fonctionne le reste du monde à l'extérieur de l'Amérique du Nord, et de saisir les limites de la vision axée sur le maintien de la paix (la vision supposément traditionnelle du Canada).

Les divers engagements de l'Armée canadienne envers l'Afghanistan sur une dizaine d'années s'inscrivent dans un cadre stratégique particulier. D'aucuns pourront débattre de la façon dont chaque engagement a été réalisé, ou du niveau de continuité observée entre les engagements malgré la présence quasi continue de l'Armée canadienne en Afghanistan pendant 12 ans. Quoi qu'il en soit, il y a essentiellement eu huit périodes d'engagement distinctes de 2001 à 2014 :

de 2001 à 2002 Le retrait du régime taliban, et les efforts d'exploitation du renseignement stratégique contre Al-Qaïda dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM.

de 2003 à 2004 La stabilisation de Kaboul et la prévention d'une résurgence de la guerre civile grâce au travail de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sous l'égide de l'OTAN.

2005	Les premiers efforts déployés en vue de cerner les problèmes de la province de Kandahar et d'y apporter de la stabilité.
2006	La défense de Kandahar et de ses environs, le fait d'avoir empêché les efforts de la communauté internationale dans la province de Helmand d'être réduits à néant, et l'aide apportée en vue de l'expansion de la FIAS.
de 2007 à 2009	La perturbation des efforts accrus de l'ennemi dans les voies d'approche vers Kandahar, et la protection des efforts de développement déployés dans la province de Kandahar.
de 2009 à 2010	L'arrivée de renforts américains et le retrait de la zone de responsabilité canadienne.
2011	Le retrait des Forces canadiennes de Kandahar.
de 2011 à 2014	La participation du Canada à la mission d'entraînement de l'OTAN en Afghanistan.

L'Armée canadienne en Afghanistan suivra la précédente structure. Contrairement à tout autre compte rendu de l'histoire militaire canadienne, celui-ci doit réunir les perspectives stratégiques, opérationnelles et tactiques. Il doit de plus aborder les volets non traditionnels de la guerre contre-insurrectionnelle du XXI^{e} siècle. La méthode traditionnelle s'appliquant à l'élaboration de documents historiques militaires canadiens consiste à rédiger un ouvrage distinct pour traiter des niveaux opérationnels et tactiques ou pour traiter des niveaux stratégiques et opérationnels. Des livres entiers sont consacrés à des informations tactiques extrêmement précises sur un bataillon ou un régiment donné. Dans un ouvrage sur l'histoire militaire du XX^{e} siècle, seul le niveau tactique traditionnel aurait été abordé compte tenu de la taille des Forces canadiennes déployées en Afghanistan. Cependant, dans l'histoire militaire du XXI^{e} siècle, le recours aux forces tactiques de l'Armée canadienne a eu des répercussions importantes aux niveaux opérationnels et stratégiques. De la même façon, de nouveaux types d'unités n'ayant pas d'équivalent dans l'histoire été utilisées, par exemple des unités vouées au renforcement des capacités de forces de sécurité ou vouées à la reconstruction et au développement. Ces unités étaient intégrées et menaient leurs activités de concert avec les unités traditionnelles des armes de combat. Par conséquent, il fallait une nouvelle structure narrative pour ces nouvelles unités.

Compte tenu de tous ces facteurs, il faut adopter une démarche complètement différente pour raconter une histoire donnée sur l'engagement du Canada en Afghanistan. Même si des unités tactiques ont été employées au premier niveau de l'activité militaire, le présent ouvrage ne pourrait pas fournir toutes les informations tactiques extrêmement précises qu'exige l'histoire d'une unité : l'ouvrage doit sélectionner des actions représentatives de l'ensemble ou pertinentes d'une autre façon. De même, à l'autre extrémité du spectre, les machinations et positionnements stratégiques et diplomatiques adoptés par Ottawa, Washington, l'OTAN à Bruxelles, et parfois par d'autres joueurs, ont eu des répercussions sur des événements jusqu'au niveau tactique. Toutefois, si nous entrons trop dans les détails des procédés, nous pourrions perdre le fil du sujet, qui est principalement l'Armée de terre. De façon similaire, la montée hésitante mais progressive de la coopération interministérielle et l'absence de coopération pourraient et devraient faire l'objet de thèses et de mémoires dans l'avenir.

Le présent ouvrage porte sur l'Armée canadienne, et plus particulièrement sur son travail à l'intérieur même de l'Afghanistan. Il ne s'agit pas d'une tentative d'écrire l'histoire des relations interministérielles ni de présenter les points de vue des autres ministères et de l'Armée de terre. On se bornera à dire que la coopération interministérielle a des problèmes pendant le passage des soldats canadiens en Afghanistan, et que toute histoire qui passerait sous silence ces difficultés manquerait un volet important de notre engagement dans ce pays. De même, une telle omission rendrait un bien mauvais service à ceux qui doivent tirer des leçons de ces problèmes pour soutenir les opérations futures.

Notre compréhension de l'ennemi ainsi que des liens qui existent entre les aléas de la guerre en Afghanistan et les motivations et agissements ennemis doivent, pour le moment, demeurer en quelque sorte conjecturaux. Nous ne possédons rien, à l'heure actuelle, qui puisse se comparer aux collections de documents capturées chez les Allemands auxquelles les historiens de la Deuxième Guerre mondiale avaient accès. Nous aurons peut-être un jour quelque chose de semblable entre nos mains, ou peut-être jamais. Nous pouvons nous rendre compte comment les activités des insurgés en sont venues à se manifester et comment elles ont changé au fil du temps. Nous sommes éclairés sur la méthodologie de l'ennemi. Cela dit, le présent ouvrage ne se veut pas un traité équilibré et détaillé sur le mouvement taliban et sur ses alliés, ou sur leurs croyances ou système de valeurs. Il s'agit du récit historique des efforts que l'Armée canadienne a déployés pour combattre l'ennemi, et l'objectif n'est pas de comparer la position canadienne, morale ou autre, à celle des insurgés. D'autres pourront le faire. Le but de cette histoire n'est pas d'ouvrir un débat ou une discussion sur l'équivalence morale, ou de s'adonner à des jeux pédagogiques — d'autres pourront le faire plus tard, une fois qu'un récit et une chronologie sommaires auront été établis. De façon similaire, la présente histoire ne porte pas sur le régime disciplinaire des Forces armées canadiennes

en Afghanistan. Il ne s'agit pas non plus d'un traité juridique, et l'ouvrage ne vise pas à clore les controverses qui ont surgi dans l'espace public pendant la guerre. Il s'agit d'une histoire sur les Canadiens et leurs alliés en Afghanistan, écrite par un historien militaire canadien qui s'est rendu plusieurs fois là-bas pendant la guerre pour observer, consigner et expliquer le travail accompli par l'Armée canadienne.

La guerre menée par le Canada en Afghanistan ne ressemble à aucune autre de son histoire. Les circonstances ont contraint la nation de partir avec une armée qui avait été forgée sur le plan institutionnel pendant la guerre froide (où l'ennemi était clairement identifiable) et qui avait été modifiée dans les années 1990 aux fins d'opérations de stabilisation (où il n'y a en principe aucun ennemi); ces mêmes circonstances ont aussi obligé la nation d'envoyer cette armée combattre un ennemi astucieux, affranchi des paradigmes de guerre traditionnels ou de toute contrainte morale. Le tout s'est joué sous le regard très public de la loupe des médias nationaux et internationaux, lesquels étaient en soit un type d'arme dont la méthodologie était encore inédite. Ajouté à cela, il y avait l'environnement hyperlégalisé où les subtilités de nos propres lois pouvaient être retournées contre nous par des groupes d'intérêt (et même par des individus) dans le but d'entraver l'efficacité du Canada sur le champ de bataille. En même temps, le Canada a subi les effets psychologiques d'une campagne de bombardement à son encontre qui exploitait les engins explosifs improvisés (EEI), campagne destinée à miner la volonté du peuple canadien et de ses dirigeants. Les talibans et leurs alliés avaient un accès tel à la psyché nationale du Canada que Joseph Goebbels, dans les années 1940, n'aurait même jamais osé se l'imaginer. Ce nouvel environnement du renseignement et de l'influence a eu une incidence profonde sur la façon dont l'Armée canadienne a combattu en Afghanistan.

En outre, d'autres aspects de la guerre étaient nouveaux. Le Canada a eu recours à des chars et à des armes jugées mal adaptés à la conduite de la guerre au XXI^{e} siècle par de nombreux spécialistes militaires et civils. Il y avait des groupes de lutte contre les EEI menant leurs activités au niveau tactique, mais ces groupes généraient des effets stratégiques. L'Équipe de reconstruction provinciale, l'Équipe consultative stratégique – Afghanistan ainsi que les unités inter-organisations n'ont aucun réel équivalent dans l'histoire militaire canadienne, mais elles étaient essentielles au conflit dans les fonctions contre-insurrection et développement. De plus, les équipes d'entraînement intégrées et les équipes de liaison et de mentorat opérationnel avaient tiré quelques rudiments de l'expérience de l'Armée de terre pendant la guerre froide, mais travailler et vivre aux côtés de soldats et de policiers afghans a porté la formation donnée à des forces de sécurité nationale à un tout autre niveau. La coopération civilo-militaire (COCIM) et les capacités d'opérations psychologiques, des équipes qui étaient en veilleuse depuis longtemps, ont été mises en service et bonifiées.

Il y avait aussi les Forces d'opérations spéciales, version moderne de l'historique capacité de raid de la Seconde Guerre mondiale. Cette nouvelle « Devil's Brigade » [Brigade du Diable] faisait des ravages la nuit en ciblant la structure de commandement de l'ennemi et ses fabricants de bombes.

La guerre en Afghanistan, c'était aussi la première guerre de la génération X du Canada. Ridiculisés par les commentateurs culturels des années 1990, qui les qualifiaient d'hédonistes et de fainéants paresseux et égocentriques, les membres de la génération X ont montré que les commentateurs avaient tort en prenant la tête de l'Armée canadienne, de la brigade jusqu'à la compagnie. Les membres de la génération Y, un autre groupe jugé problématique par les critiques sociaux, ont formé l'effectif des soldats, caporaux et sous-lieutenants à l'avant-scène du combat. Ce n'était pas une guerre de baby-boomers. Si la présente histoire avait une trame sonore, ce serait le « *Black Album* » de Metallica. « *Enter Sandman* » résonnait sur les haut-parleurs pour iPod pendant que des obusiers canadiens M-777 tiraient sur l'ennemi la nuit. « *Broken, Beaten and Scarred* », avec son refrain « *We die hard!* », était la chanson favorite de certains convois, et non pas « *Run Through the Jungle* » de Credence Clearwater Revival, ou « *Paint it Black* » des Rolling Stones. C'était une génération de soldats qui comprenaient l'importance des sites de réseautage social, qui pouvaient se détendre dans les bases d'opérations avancées en jouant à des jeux vidéo de tir à la première personne après les patrouilles, et qui pouvaient discuter par téléconférence avec leurs proches, le tout sans que cela nuise à leur capacité de vivre des horreurs et de combattre l'insurrection dans des environnements parmi les plus primitifs sur terre. En tant que Canadiens, nous devrions être fiers de leur dévouement, de leur sacrifice et de leur vaillance.

UNE PAIX INTERROMPUE :

DÉPÊCHES DE KABOUL, DE 1990 À 1992

L'implication de l'Armée canadienne en Afghanistan a précédé les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par Al-Qaïda. À la fin de la guerre froide, et dans la période qui a immédiatement suivi, les antagonistes idéologiques se sont retirés de leurs engagements dans les pays en voie de développement. Loin de donner lieu à des dividendes de paix, la libération d'une haine refoulée ou d'un nationalisme émergent a fait sombrer de nombreuses régions du monde dans une violence extrême. Dans bien des cas, les Nations unies sont entrées en jeu pour négocier des cessez-le-feu et des retraits, notamment en Amérique latine, en Afrique et en Asie; tel fut le cas pour la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP). L'UNGOMAP veillait à la mise en œuvre des Accords de Genève de 1988. Elle a donc surveillé l'énorme machine de guerre soviétique qui quittait l'Afghanistan[1]. Une fois le retrait terminé, la direction de l'UNGOMAP a été cédée au Bureau du secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan (OSGAP), qui est devenu l'organe de coordination des activités de l'ONU en Afghanistan.

En avril 1989, pendant la période suivant le retrait de l'Union soviétique, le gouvernement canadien emploie des membres du génie militaire canadien dans une mission des Nations Unies, à savoir le Programme de sensibilisation aux mines et de formation au déminage (MACTP). Ce programme, administré par l'OSGAP, avait été créé par les Nations Unies dans la foulée de son vaste programme de reconstruction de l'Afghanistan. Le MACTP visait à former des démineurs afghans à Islamabad (au Pakistan), lesquels seraient ensuite mutés à des organisations non gouvernementales de déminage en Afghanistan[2].

La contribution canadienne au MACTP avait un nom : l'« Op DECIMAL ». Il y a eu quatre rotations entre mars 1989 et juillet 1990, chacune composée de 12 membres du Génie de combat qui provenaient d'unités à la grandeur du Canada. Les Canadiens, qui travaillaient en petites équipes à partir de Quetta et de Peshawar (au Pakistan) ont initié quelque 10 500 hommes et femmes afghans à l'art dangereux du déminage. Puis, la tâche a été confiée à des organisations civiles non gouvernementales et les troupes canadiennes sont rentrées chez elles à l'automne 1990[3].

La période de tranquillité relative qui a suivi le départ des Soviétiques n'a pas duré. Les divers groupes moudjahidines, soutenus par le Pakistan et l'Iran, ont été revitalisés et ont attaqué le régime communiste afghan dirigé par Mohammad Najibullah.

Les activités du Bureau du secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan (OSGAP) n'avaient pas été orchestrées comme celles d'une mission de maintien de la paix; à bien des égards, ce bureau a été le prédécesseur de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui allait voir le jour dix ans plus tard. L'OSGAP a toutefois conservé une unité consultative militaire à Kaboul, au cas où les Nations Unies seraient appelées à fournir des forces de maintien de la paix dans la région. Le Canada a accepté d'envoyer un lieutenant-colonel dans cette unité pendant un an[4]. Le ministère de la Défense nationale comprenait que « l'OSGAP est une petite mission sans mandat officiel. Il s'agit en fait d'une équipe de reconnaissance sur place dont l'avenir et l'utilité sont souvent remis en question[5]. » [Traduction] D'abord stationné à Islamabad, le Lcol Harry Mohr a été le premier Canadien au sein de l'OSGAP. Son successeur, le Lcol Mark Skidmore, a fait une mission de déploiement à Kaboul en 1992. Leurs observations et rapports couvrant la période de mai 1991 à décembre 1992 (le mois du retrait de l'OSGAP), ont été intégrés aux comptes rendus de l'ambassade du Canada par l'ambassadeur Louis Delvoie, lequel les a transmis à Ottawa depuis Islamabad. Les observations du Canada au cours de cette période remettent en contexte l'éventuelle participation substantielle du Canada en Afghanistan.

M. Benon Sevan, originaire de Chypre, est le représentant des Nations Unies qui a entrepris la tâche impossible d'instaurer la paix dans le sillage des Accords de Genève. Le rapport canadien du 23 mai 1991 révèle les obstacles qui se dressent sur son chemin :

[Traduction]

> La stratégie de Sevan consiste à adopter une approche ascendante unique lors de toute négociation en Afghanistan, dans le but d'obtenir l'accord de tous les groupes afghans dès le début du processus de négociation. Une telle démarche éviterait d'affaiblir l'Accord de Genève, sur lequel les principaux acteurs internationaux se sont entendus, mais qui a eu peu d'incidence sur le terrain en Afghanistan. La tâche qui attend Sevan consiste à mettre au point une disposition transitoire que les diverses factions afghanes respecteraient réellement. Étant donné la nature fratricide des Afghans, cette tâche est colossale. […] Pendant environ un mois, Sevan a assisté à des réunions au Pakistan, en Arabie saoudite, en Iran et en Afghanistan à un rythme effréné, dans le but d'établir le cadre des négociations. […] Il est convaincu que tous les principaux acteurs internationaux sont prêts à appuyer ses efforts de maintien de la paix, mais admet être irrité par les jeux des services secrets du Pakistan (ISI). D'une part, le gouvernement pakistanais, y compris le premier ministre, le président et le ministre des Affaires étrangères, appuie le règlement négocié, alors que, d'autre part, l'ISI continue son jeu de guerre en soutenant et en guidant les extrémistes afghans[6].

Plus particulièrement, et de façon prophétique :

> [Traduction]
>
> Le Canada doit saluer les efforts déployés par Sevan pour mettre en place un processus réaliste qui permettra d'établir le cadre des négociations de paix en Afghanistan. La balle est maintenant dans le camp des dirigeants de la multitude de factions afghanes, qui doivent désormais décider si une partie du pouvoir du gouvernement transitoire vaut plus, à leurs yeux, que les gains personnels qu'ils ont pu tirer d'une longue décennie de guerre[7].

En août 1991, Sevan a fait des progrès puisque tous les adversaires ont accepté de parler de paix. Parmi ces derniers, on compte notamment les fameux dirigeants moudjahidines afghans Gulbuddin Hekmatyar, Yunus Khalis et Abdul Rassul Sayyaf, dont il sera question plus loin dans le volume I. Cependant, même si le président pakistanais Nawaz Sharif appuie le plan de paix, et que le ministre pakistanais des affaires étrangères a tendu la main aux moudjahidines pour les inviter à la table, les Canadiens signalent que l'armée pakistanaise et l'ISI maintiennent et, dans certains cas, renforcent leur aide clandestine à la campagne militaire des moudjahidines[8].

D'autres avancées se produisent en août 1991 en vue de déterminer à quoi ressemblerait un gouvernement de transition :

> [Traduction]
>
> La composition du gouvernement de transition devient un exercice dont l'objectif est de trouver un terrain d'entente. Autrement dit, il faut dénicher des représentants acceptables pour les deux parties, plutôt que de diviser le pouvoir ou l'autorité, un concept plutôt étranger à la culture afghane. À la fin de la période de six mois, une Loya Jirga nationale (conseil tribal ou convention) se réunira pour choisir le nouveau gouvernement intérimaire. Un gouvernement intérimaire de deuxième étape rédigerait la nouvelle constitution nationale et tiendrait des élections à l'échelle nationale. Celles-ci se dérouleraient sans la participation des partis, de sorte que la concurrence électorale serait basée sur les personnalités. On éviterait ainsi les scissions fondées sur des partis dont l'attrait est limité à une région ou à un groupe ethnique[9].

Il a toutefois fallu exclure « Najibullah le communiste » pour que le processus suive son cours, même s'il n'était pas disposé à partir. Il a ensuite été question de Hekmatyar :

[Traduction]

Bien que les partis modérés se méfient de l'impitoyable et ambitieux Hekmatyar, ils trouvent préférable de l'avoir à l'intérieur de la tente afghane, plutôt qu'à l'extérieur, afin d'éviter les problèmes[10] […].

Le processus de paix s'enlise à l'automne 1991. En janvier 1992, les observateurs canadiens soulignent que l'armée pakistanaise (surtout l'ISI) privilégiait depuis longtemps une solution militaire à la question afghane. On connaissait bien leur favoritisme à l'égard de l'organisation fondamentaliste Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmatyar[11].

En février 1992, Sevan faisait des progrès, mais il a tout de même rencontré de graves problèmes :

[Traduction]

Sevan a eu recours à une métaphore afghane pour décrire le processus de paix des Nations Unies, en le qualifiant de « tapis que nous tissons ensemble ». [...] Les trois partis moudjahidines modérés, basés à Peshawar, ont adhéré au processus de paix, tandis que les trois partis fondamentalistes l'ont rejeté. Le parti Hezb-i-Islami de Hekmatyar est de loin le plus important. Il est bien organisé et discipliné. Les assassinats fréquents qu'il commet pour terroriser ses adversaires suscitent la crainte chez les Afghans modérés[12].

Hekmatyar, qui exprimait vraisemblablement les inclinations de ses supporteurs, a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de cessez-le-feu tant que le régime de Najibullah était au pouvoir. Et dire que le plan de paix des Nations Unies était fondé sur l'inclusion. Cela dit, il semblait tout de même plausible que le processus fonctionne. C'est donc en prévision d'une telle éventualité que, en mars 1992, des mesures ont été prises en vue d'allouer des ressources canadiennes à une éventuelle mission en Afghanistan :

[Traduction]

Des contacts diplomatiques précoces seront également de mise afin de trouver des personnes-ressources pour l'aide internationale, le commerce, l'immigration et d'autres facettes des relations bilatérales normales. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) devrait être prête à recevoir une demande d'aide à la reconstruction de la part du système

> des Nations Unies et du nouveau gouvernement de transition. […] Puisque la région fait partie du Triangle d'or et d'un grand centre de production et d'exportation de drogue, il sera dans l'intérêt supérieur de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) de songer à conclure des ententes de liaison avec le nouveau gouvernement afghan. [...] Le Canada pourrait être appelé à élargir sa participation militaire au sein de l'OSGAP, ou à prendre part à un nouveau mécanisme de maintien de la paix de l'ONU. Bien que les débouchés commerciaux soient limités, les entreprises canadiennes pourraient tout de même avoir des possibilités d'affaires[13].

Il était impossible de prédire ce qui allait se passer en avril 1992, tandis que les moudjahidines fondamentalistes soutenus par l'ISI préparaient une offensive en se dirigeant vers Kaboul, alors détenue par Najibullah :

> [Traduction]
>
> Les plans sont tombés à l'eau. Au cours des trois dernières semaines, les événements se sont accélérés à un rythme tel que les Nations Unies ne peuvent plus attendre l'issue positive d'un processus aussi long. En somme, le gouvernement de Najibullah est sur le point de tomber. Dans une telle éventualité, Kaboul sombrerait dans le chaos et l'anarchie, et toute possibilité de négocier un règlement partirait en fumée[14].

Le 15 avril 1992, l'aérodrome de Bagram, au nord de Kaboul, est tombé aux mains des forces moudjahidines, et Najibullah a demandé d'être évacué par les Nations Unies, qui se sont empressées de mettre en place une forme de gouvernement transitoire; les observateurs canadiens étaient toutefois pessimistes à ce sujet. Ils estimaient que les fondamentalistes purs et durs seraient alors incités à choisir l'option militaire. Si le chaos s'ensuivait, tous les Afghans qui y perdraient au change[15].

Deux jours plus tard, Najibullah a été destitué par un coup d'État dirigé par des généraux qui étaient liés à Ahmad Shah Massoud, un dirigeant moudjahid tadjik modéré. L'OSGAP a offert un refuge à Najibullah dans le complexe des Nations Unies à Kaboul. Selon des rapports canadiens, « les moudjahidines afghans sont maintenant assoiffés de pouvoir[16]. » [Traduction]

Massoud, qui ne devait rien aux factions de Peshawar soutenues par l'ISI, était de plus en plus considéré comme un ennemi par le nouveau « conseil moudjahid de Peshawar », étant donné que ses partisans et lui avaient devancé le conseil. L'analyse canadienne conclut ainsi : « En ce moment crucial, les dirigeants de Peshawar font encore fausse route et sont impuissants devant les modérés, en dépit de leur souffle court[17]. » [Traduction] Les observateurs canadiens estiment qu'il ne faut pas exclure la possibilité d'un affrontement

entre les forces de Massoud et celles de Hekmatyar, qui pourrait être provoqué par leurs divergences idéologiques ou les animosités viscérales que se vouent les deux chefs de guérilla. Ils avertissent que « les enjeux sont élevés. Même si un gouvernement de transition est mis en place, de nombreuses questions épineuses devront être abordées, y compris la difficulté à rétablir un ordre public quelconque dans un pays désormais habitué à la guerre et à l'anarchie[18]. » [Traduction]

Le 25 avril 1992, les groupes moudjahidines sont entrés à Kaboul sans résistance. Les moudjahidines modérés ont travaillé à l'établissement d'un gouvernement intérimaire sous la direction de Mojadedi (Ph. D.), tandis que Hekmatyar et ses partisans tentent de miner ces efforts[19]. Le gouvernement pakistanais a ensuite annoncé la conclusion d'un accord de cessez-le-feu entre toutes les factions. Toutefois, les rapports en provenance de Kaboul laissent entendre le contraire :

> [Traduction]
>
> La ville est dominée par une alliance souple entre les forces de guérilla dirigées par Ahmad Shah Massoud, les milices ethniques et les soldats du gouvernement qui sont fidèles à Massoud. Cependant, les moudjahidines fondamentalistes du Hezb-i-Islami essaient encore de s'emparer des secteurs stratégiques. Les affrontements prennent la forme d'escarmouches dispersées, ainsi que de véritables attaques à la roquette et barrages d'artillerie. Des avions de la Force aérienne afghane ont bombardé et mitraillé une enclave de guérillas du Hezb-i-Islami, située au sud de la capitale afghane. Les combats les plus féroces ont eu lieu lorsque des milices ethniques du nord ont tenté de sortir les guérillas du Hezb-i-Islami de certains secteurs de la capitale. Les affrontements en cours tournent en dérision le cessez-le-feu, qui a été appuyé par le Pakistan. […] Les éloges que le gouvernement pakistanais se fait à lui-même ont atteint des proportions presque humoristiques[20].

Pendant le chaos, le QG de l'OSGAP est bombardé de roquettes, et des véhicules sont la cible de tirs. Une milice ouzbek menée par Abdul Rashid Dostum est arrivée en renfort pour aider Massoud et, ensemble, ils ont mis en déroute les forces de Hekmatyar, qui ont quitté la ville. Hekmatyar a ensuite battu en retraite dans les collines, puis bombardé Kaboul en guise de représailles[21]. Les factions ont demandé qu'il y ait une trêve. Le hasard a voulu qu'un certain homme d'Arabie saoudite qui connaissait Hekmatyar et Massoud et qui venait d'être expulsé de la péninsule arabique venait juste d'arriver au Pakistan. Les Pakistanais l'ont pressé d'agir à titre de médiateur entre les deux combattants au moyen de la radio, mais Hekmatyar a refusé de bouger. L'intermédiaire saoudien a alors quitté le Pakistan en direction du Soudan[22].

Benon Sevan a demandé à Mojadedi s'il était avisé de déployer à Kaboul une force de maintien de la paix des Nations Unies. Il lui a répondu que les seuls qui peuvent stabiliser la région sont les Afghans eux-mêmes. Les observateurs canadiens ont noté ceci :

[Traduction]

> La triste réalité qui découle de ces remarques, c'est que, même après leur établissement à Kaboul, les dirigeants de Peshawar continuent de rêver de grandeur et d'exagérer leur importance. Malgré le besoin criant d'un leadership fort pour coordonner les activités colossales de reconstruction et de remise en état, la politicaillerie mesquine continue d'être à l'avant-plan. Mojadedi et Rabbani sont tous les deux des personnages timorés qui sont loin de répondre aux besoins des Afghans, qui ont immédiatement besoin de hauts dirigeants vigoureux[23].

Compte tenu de la dangerosité de la situation qui se présente, l'ambassadeur Delvoie recommande le retrait des observateurs canadiens de l'OSGAP :

[Traduction]

> Nous n'avons pas été en mesure de cerner le mandat qu'il leur reste, ou ce qu'ils font exactement au-delà de la collecte d'information. Il nous semble que les officiers de l'OSGAP qui sont assignés par rotation au bureau de Kaboul sont exposés inutilement à un danger réel sans aucune raison valable [...][24].

Alors que les factions s'installent à Kaboul, le Lcol Mark Skidmore signale que la situation est calme pour le moment, mais dangereuse, et qu'il est difficile de mener des patrouilles et de recueillir des renseignements[25]. Les factions affiliées à Hekmatyar, à Rabbani, à Massoud et à Dostum occupent différents secteurs de Kaboul, et le groupe ethnique des Hazaras revient sur place. Il est difficile de vérifier ce qui se passe en dehors de Kaboul. Hekmatyar est le facteur critique et inconnu [26].

Le nouveau gouvernement afghan a essayé de collaborer avec les Nations Unies. En effet, le nouveau ministre des Affaires étrangères a relancé l'idée de tenir une Loya Jirga. Il s'agit d'un certain Hamid Karzai qui, selon les observateurs canadiens, est charismatique, cosmopolite et parle couramment l'anglais. Son moment est toutefois mal choisi. Lors des discussions avec les alliés, il semble y avoir un consensus sur la tenue d'une choura, mais les représentants américains ont une vision quasi apocalyptique de l'évolution du conflit armé à grande échelle qui oppose Dostum, Hekmatyar, Massoud et d'autres factions en Afghanistan[27].

La dernière dépêche que voici du Lcol Skidmore remonte au 8 décembre 1992 :

[Traduction]

Le gouvernement de Rabbani tente d'organiser une choura pour régler la question de la direction et de l'orientation du pays. [...] Les parties ne s'entendent toujours pas sur les niveaux de représentation. [...] Le fondamentaliste Hekmatyar s'oppose catégoriquement à la participation de l'ancien communiste Dostum. Les pragmatistes comme Rabbani reconnaissent toutefois que Dostum contrôle le Nord et doit être inclus. [...] En l'absence d'autorité centrale, même dans la capitale, le gouvernement ne peut pas assurer la sécurité des délégués de la choura. [...] De nouveaux affrontements ont été signalés aux alentours de l'importante base aérienne de Shindand, près de Hérat. Le commandant Ismael Khan s'est emparé de la base, mais il semble maintenant que les forces d'Hekmatyar tentent de la reprendre. La situation à Kaboul ne semble pas prometteuse. Les rumeurs de coups d'État vont bon train dans la ville. Les auteurs présumés seraient le ministre de la Défense Massoud, Dostum et même le vieux parti communiste Khalq. Un coup d'État est cependant peu probable puisqu'il reste peu de véritable pouvoir ou autorité à s'arroger [...].

Skidmore ajoute ce qui suit :

[Traduction]

La période de service à Kaboul a duré jusqu'au retrait de tout le personnel, suivant l'ordre du Représentant permanent du Secrétaire général [...]. L'évacuation a eu lieu par véhicule le 7 décembre 1992. Au moment du départ, la situation en matière de sécurité à Kaboul était tendue, mais viable. La décision de se retirer à une croisée des chemins aussi importante a été surprenante et décevante. Les conseillers militaires estiment que cette décision a été prise pour des raisons politiques, dans l'espoir éloigner l'OSGAP de la choura et de ses répercussions. Les préoccupations relatives à la sécurité étaient vraisemblablement une excuse pratique. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas l'intention de quitter Kaboul. Certaines ambassades sont même en train de rouvrir leurs portes. La crédibilité de l'OSGAP en Afghanistan dans son rôle d'intermédiaire impartial a été sérieusement minée. Il faut de l'information au sujet de l'emploi prévu dans l'avenir[28].

L'OSGAP est fermé en décembre 1992, et le Lcol Skidmore est rapatrié de Kaboul. À ce moment, le Canada est fortement présent dans les Balkans, et le Lcol Skidmore est envoyé en Croatie pour diriger le 1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment. Un de ses

commandants de compagnie est le Maj Jonathan Vance, qui sera aux commandes de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan en 2009. Il y a aussi un autre acteur en Croatie, soit le Maj Pat Stogran, observateur militaire des Nations Unies à l'époque où Skidmore et Vance entraient dans le pays. Le Col Andy Leslie, qui deviendra commandant adjoint de la FIAS à Kaboul en 2003, sera le chef d'état-major du Commandement de l'ONU dans le Sud de la Croatie qui commande en 1995 le 1er Bataillon canadien (CANBAT). Le Col Rick Hillier est officier d'état-major au siège des Nations Unies à Zagreb, en Croatie. Un autre ancien des Balkans est le Maj Peter Devlin, qui est à la tête d'une compagnie d'infanterie à Sarajevo en 1992, et qui a plus tard dirigé la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB). Tous les commandants de groupement tactique canadiens qui serviront en Afghanistan sont déja allés en Bosnie, en Croatie ou au Kosovo. En fait, de nombreux dirigeants supérieurs militaires canadiens qui seront en Afghanistan après les attentats de 2001 avaient déjà travaillé avec l'ONU dans les Balkans, et beaucoup ont juré que les limites imposées par l'ONU aux troupes canadiennes ne seraient plus tolérées dans un éventuel conflit auquel le Canada participerait. Le Lcol Skidmore finira par retourner à Kaboul en 2008 à titre de conseiller militaire dans le cadre de la MANUA.

Le refus du Pakistan d'appuyer sérieusement les efforts de paix déployés en Afghanistan, jumelé à la baisse de persévérance et d'habileté des représentants des Nations Unies en cause, a contribué de façon déterminante à la détérioration de la situation. Les circonstances ont été aggravées par l'incapacité des multiples factions moudjahidines à collaborer pour réaliser un objectif commun. C'est une faiblesse que d'autres ont exploitée, en particulier les fondamentalistes wahhabites soutenus par l'Arabie saoudite et le Pakistan. Ces facteurs réunis représentent les causes immédiates qui ont contribué à la forte présence du Canada en Afghanistan pendant la dizaine d'années ayant suivi les attaques du 11 septembre 2001. Ce n'était pas uniquement attribuable à la mauvaise gestion par les superpuissances de l'après-guerre froide, même si cette situation a indéniablement pesé lourd dans la balance.

Pour les acteurs au Pakistan qui cherchaient à influencer le cours des événements en Afghanistan à leur avantage, soutenir les éléments d'Hekmatyar s'est avéré d'une utilité de plus en plus discutable. Le groupe a plus tard porté son attention sur une milice religieuse de Quetta, qui travaillait pour des marchands de la ville souhaitant réprimer le « banditisme » qui nuisait supposément aux affaires sur la route commerciale entre Quetta et Kandahar, ainsi que sur la route périphérique de l'Afghanistan. Le chef de cette milice — un taliban — est un personnage obscur, mais charismatique : le mollah Omar. Entre 1994 et 1996, les talibans du mollah Omar ont l'élan nécessaire pour dominer la majeure partie de l'Afghanistan. Les groupes choisissent ensemble un chef populaire de la province de Kandahar, le mollah Naqibullah, qui remet Kandahar aux talibans au moment où un autre chef moudjahidine, Gul Agha Sherzai, perd de plus en plus de pouvoir.

Hekmatyar lui-même est d'abord hostile aux talibans, puis il change de camp et se joint à eux pour combattre Massoud et les moudjahidines modérés après le combat pour Kaboul. Kaboul tombe aux mains des talibans en août 1996, et l'ancien président, Mohammad Najibullah, est enlevé du complexe de l'ONU, castré et pendu à un poteau de téléphone. Sa bouche était remplie d'argent, et ses narines, de mégots de cigarettes. Les forces de Massoud se replient au nord de Kaboul, et une nouvelle guerre éclate, une guerre qui fera rage tout au long des années 1990.

L'homme saoudien qui, en 1992, avait aidé les Pakistanais en agissant comme médiateur entre Massoud et Hekmatyar est recruté par une organisation dirigée par Abdullah Azzam. Cet individu rêvait de former une Légion étrangère musulmane pour protéger les disciples de Mahomet dans les zones de conflit du monde entier. Quand Azzam est assassiné, cet homme saoudien prend en charge les vestiges de l'organisation et la restructure de façon à créer Al-Qaïda, « la base ». Al-Qaïda déménage alors ses installations de formation, de communication, de planification, d'essais d'armes et de production dans les régions de l'Afghanistan qui sont sous l'emprise des talibans. Ces activités jettent les bases des attaques du 11 septembre et d'autres attaques. Le 10 septembre 2001, Ahmad Shah Massoud est assassiné au nom des talibans en route vers New York et Washington. L'homme originaire d'Arabie Saoudite se nomme Oussama ben Laden.

Au début des années 1990, l'Afghanistan n'est même pas encore sur le radar politique ou militaire du Canada; il n'y a même pas d'ambassade canadienne dans ce pays. Le Pakistan est une région reculée de la politique étrangère canadienne. À cette époque, le Canada met de l'avant son rôle de gardien de la paix par excellence de l'ONU, et cherche à se déployer dans le plus grand nombre possible de missions de l'ONU dans le monde. L'Afghanistan représente alors une occasion de participer à plus d'opérations de maintien de la paix de l'ONU. Lorsque cet objectif n'est pas atteint, le Canada porte son attention ailleurs, dans des endroits comme la Somalie (de 1992 à 1993), la Croatie (de 1992 à 1995), la Bosnie (de 1992 à 2004) et le Cambodge (de 1992 à 1993), entre autres lieux en voie de décolonisation des pays communistes après la guerre froide. En fait, les forces de l'Armée canadienne déployées dans les Balkans de 1991 à 2004 étaient de taille comparable à celles qui seront déployées en Afghanistan après 2002.

Dans les années 1990, les yeux du monde entier sont rivés sur le drame violent qui se déroule dans les vestiges de l'ancienne Yougoslavie. Les caméras de télévision par satellite et les célèbres journalistes des médias internationaux s'attardent aux rues de Mogadiscio, aux monceaux de cadavres qui jonchent le Rwanda et aux ruines de Sarajevo. Aucun média n'est à Kaboul, et encore moins à Kandahar. Personne au Canada ne soupçonne que l'Afghanistan finira par dominer les activités après le 11 septembre 2001. Après dix années d'opérations expéditionnaires, toutefois, l'armée canadienne était mûre et expérimentée. Elle aurait dorénavant à s'adapter aux circonstances à venir.

NOTES

1. Nations Unies, *Les casques bleus : les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 3e édition*, New York, Nations Unies, 1996, p. 641 à 648.
2. CO CCMACTP à DI, *After-Action Report, Op DECIMAL IV*, 30 juillet 1990.
3. *Ibid.*
4. Lettre au MDN du CEMD et SM, *Continued DND Participation in The United Nations Office of the Secretary General in Afghanistan and Pakistan*, 6 mars 1991.
5. DiPol DPkO *Mission Information Brief: Office of the Secretary General in Afghanistan and Pakistan (OSGAP)*, 23 mai 1991.
6. Message ISBAD à Ottawa, *UN Framework for Peace in Afghanistan*, 23 mai 1991.
7. *Ibid.*
8. Message ISBAD à Ottawa, *Endorsement of UN Peace Plan*, 1er août 1991.
9. Message ISBAD à Ottawa, *Tripartite Peace Talks*, 26 août 1991.
10. *Ibid.*
11. Message ISBAD à Ottawa, *Peace for Afghanistan-Three in a row for the UN?*, 23 janvier 1991.
12. Message ISBAD à Ottawa, *The Afghan Peace Carpet*, 23 février 1991.
13. Message ISBAD à Ottawa, *Afghan Peace Process-Implications for CDN GOVT*, 29 mai 1991.
14. Message ISBAD à Ottawa, *Najibullah: Leaving on a Jet Plane?*, 8 avril 1992.
15. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Military Losses Have Najibullah Packing*,15 avril 1992.
16. Message ISBAD à Ottawa, *Najibullah Overthrown in Military Coup*, 17 avril 1992.
17. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan Since the Coup*, 22 avril 1992.
18. *Ibid.*
19. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Kabul Falls to the Mujahedeen*, 26 avril 1992.
20. Message ISBAD à Ottawa, *Afghan Cookie Continues to Crumble*, 29 avril 1992.
21. *OSGAP Monthly SITREP*, 10 mai 1992.
22. Roy Gutman, *How We Missed the Story: Osama Bin Laden and the Hijacking of Afghanistan*, Washington DC : U.S. Institute for Peace, 2008, p. 36 à 27.
23. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Ceasefire and Formation of Cabinet*, 7 mai 1992.
24. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: Redundant UN Organization*, 5 août 1992.
25. Message ISBAD à Ottawa, *OSGAP SITREP Aug 92*, 3 septembre 1992.
26. Message ISBAD à Ottawa, *OSGAP SITREP Oct 92*, 29 octobre 1992.
27. Message ISBAD à Ottawa, *Afghanistan: OSGAP Briefing/Possible Shoora Delay*, 2 décembre 1991.
28. Message ISBAD à Ottawa, *OSGAP SITREP Nov and Early Dec 92*, 9 décembre 1992.

« LE COMMENCEMENT... » :

DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2001

La guerre en Afghanistan n'a pas commencé par des déclarations nationales officielles, comme ce fut le cas pour la Première et la Seconde Guerre mondiale. Aucune station radar du réseau d'alerte n'a capté de signaux montrant des bombardiers nucléaires survolant le pôle Nord. Aucune tension prolongée n'a perturbé les diplomates discutant de frontières dans des salles enfumées. Pour le Canada, la guerre en Afghanistan a plutôt commencé quand dix-neuf agents saoudiens d'Al-Qaïda ont détourné, en vingt minutes, quatre avions de ligne afin de s'en servir comme missiles pour détruire les édifices du World Trade Center à New York et attaquer le Pentagone à Washington.

Les réfugiés de ces attaques, ce furent les passagers à bord des centaines d'avions laissés en rade dans les espaces aériens au-dessus des océans Atlantique, Pacifique et Arctique. Ces passagers, qui ne pouvaient entrer aux États-Unis, portaient parfois un complet Armani, parfois un jean Levi's. Ce n'était donc pas le genre de réfugiés habillés de loques, faisant la file et traînant leurs maigres possessions dans des chariots à travers la steppe. À partir de la classe affaires, les passagers de l'un de ces vols sont devenus malgré eux les premiers soldats de cette guerre, formant la première ligne d'une milice improvisée de citoyens, qui ont essayé de reprendre la maîtrise du cockpit du vol 93 de la compagnie United. De ces événements découlera, en 2002, le premier déploiement de militaires canadiens en Afghanistan.

Comme les Forces armées canadiennes (FAC) ont mené des opérations durant près de quatorze ans dans les Balkans et durant quarante ans au Moyen-Orient, les Canadiens s'étaient habitués à croire que leur armée jouait strictement un rôle de maintien de la paix. Ce fut donc avec une certaine surprise qu'ils virent, en février 2002, les membres du 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), The Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) (LdSH[RC]), de même que les logisticiens du Groupe de soutien avancé (GSA) monter à bord d'aéronefs de transport à l'aéroport international d'Edmonton, pour un long vol qui les mènerait à Kandahar.

Comment les attentats ont-ils mené à ce déploiement? Deux processus stratégiques, l'un canadien, l'autre américain, ont donné lieu à l'engagement du Canada dans la guerre en Afghanistan. Ces processus ont influé sur les opérations se déroulant aux confins du monde par la première force de combat de l'Armée canadienne à se déployer depuis des décennies. En vérité, il est essentiel de comprendre les influences en jeu pour saisir l'histoire du 3 PPCLI. Et il convient surtout de savoir que les activités de terrain du 3 PPCLI,

dans ce contexte, ont entraîné des incidences à long terme pour les forces canadiennes quand elles ont été redéployées à Kandahar en 2005 et qu'elles ont mené leurs activités dans cet environnement pendant dix ans. À l'époque, personne n'aurait pu prévoir la durée ou l'intensité de l'engagement qui allait suivre pour le Canada, dont les bases ont été jetées dès les premières activités du 3 PPCLI à Kandahar.

Un autre aspect important du déploiement de 2002 était que le groupement tactique canadien menait ses activités sous l'égide d'une équipe de combat de brigade américaine, et non à titre de commandement indépendant. Par conséquent, les actions du groupement tactique du 3 PPCLI étaient étroitement liées à celles du quartier général de sa formation parente américaine, liens qui disparaîtraient dans les déploiements subséquents. Le Lcol Pat Strogan, commandant du groupement tactique du 3 PPCLI, a comparé la relation entre les Canadiens et les Étasuniens en Afghanistan à l'esprit qui régnait au sein de la Première Force du Service spécial (PFSS) durant la Deuxième Guerre mondiale. D'ailleurs, le Lcol Strogan employait les images, mots codes et analogies de la Brigade du diable dans ses fonctions de commandement. Impossible donc de trouver un récit exclusivement canadien relatif à ce premier déploiement, car les Canadiens et les Étasuniens travaillaient main dans la main comme ils ne l'avaient pas fait depuis plusieurs dizaines d'années.

Le groupement tactique du 3 PPCLI a réalisé un ensemble de tâches particulières ayant directement contribué à l'atteinte des objectifs stratégiques généraux établis par le Canada et les États-Unis. Le fait de comprendre ces tâches permet de mieux comprendre les réalisations canadiennes dans les premières années du conflit. Nous n'avons pas dans cette section l'espace requis pour examiner minutieusement les processus décisionnels stratégiques canadiens et étasuniens. Par conséquent, nous n'y aborderons que l'essentiel des décisions, des politiques et des stratégies entourant la mission du groupement tactique du 3 PPCLI en vue de comprendre pourquoi le Canada a pris une série d'engagements ultérieurs dans le cadre de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) chapeautée par l'OTAN (de 2003 à 2004). Les décisions stratégiques de 2001 et les actions du 3 PPCLI, inextricablement liées aux décisions et opérations subséquentes, allaient aussi établir les conditions à leur égard.

Après le 11 septembre 2001

Al-Qaïda a été officiellement reconnue comme étant le principal ennemi dans la semaine suivant les attentats du 11 septembre. Le 19 septembre, une délégation des services secrets du Pakistan (ISI) (Direction pour le renseignement interservices) a cherché à persuader les chefs talibans de livrer Oussama ben Laden aux États-Unis, mais les chefs rejetèrent la demande. En six jours, les talibans avaient accentué leur financement dans plusieurs villes du Pakistan. Leur recrutement visait des étudiants religieux, volontaires pour combattre en Afghanistan[1].

Mais les talibans de Kandahar étaient divisés : trois de leurs chefs étaient en désaccord avec la décision du mollah Omar de rejeter la stratégie du Pakistan[2]. Glyn Berry, ambassadeur canadien au Pakistan, avertissait déjà ses supérieurs à Ottawa que l'organisation talibane pourrait s'effondrer complètement sous la pression d'une attaque. Un dangereux vide dans la structure des pouvoirs pouvait en résulter à Kaboul, en Afghanistan, et cela pourrait se répercuter ensuite dans la région[3].

En même temps, un consensus se dégageait : la guerre contre Al-Qaïda était d'envergure mondiale. Les planificateurs du Pentagone et de Tampa – où est logé le Commandement central américain (CENTCOM) (soit le quartier général américain responsable du Moyen-Orient et de la corne de l'Afrique) – voyaient l'Afghanistan comme un des nombreux fronts éventuels. Ils estimaient qu'Al-Qaïda menait des activités au Yémen, en Somalie, au Pakistan et en Arabie saoudite de même qu'en Afghanistan. Le régime taliban dans ce dernier pays, déjà engagé dans une guerre contre les factions de l'Alliance du Nord, était reconnu pour avoir abrité Al-Qaïda quand l'organisation avait été forcée de quitter le Soudan en 1996. Pendant l'intervalle entre les deux époques, Al-Qaïda avait établi en Afghanistan des bases de formation, de communication et de recherche, en plus de parasiter le régime taliban. L'infiltration de ce refuge dans les régions contrôlées par les talibans et la destruction d'Al-Qaïda sont devenues hautement prioritaires alors que les dirigeants étasuniens élaboraient leurs plans au cours de réunions à Camp David, le 15 et 16 septembre 2001[4]

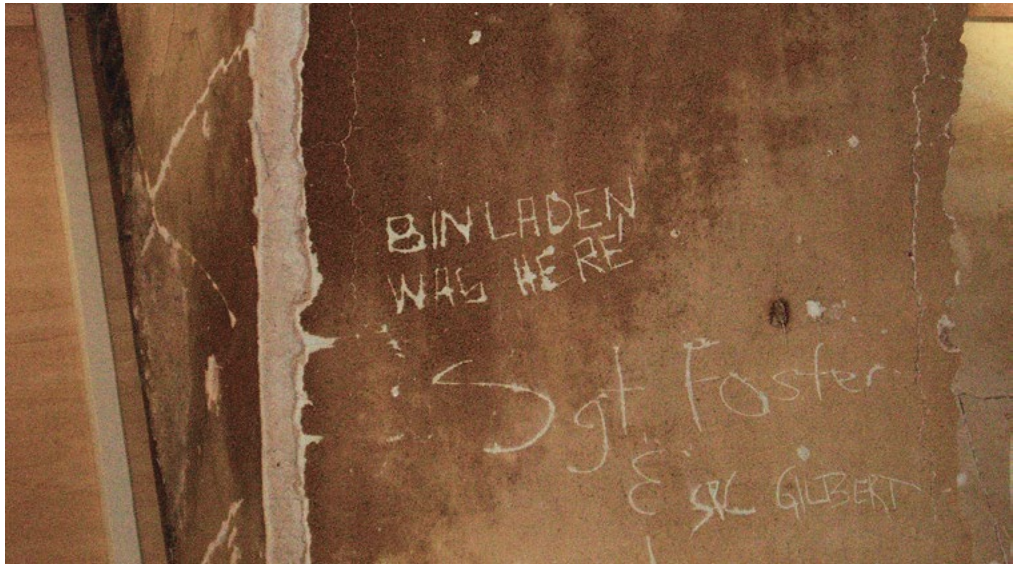


Photo : Auteur

L'Afghanistan a servi de base et de centre de communication et de formation à Al-Qaïda. Les attentats du 11 septembre ont été fomentés dans ses installations à Kandahar et dans celles des environs.

Plusieurs questions furent soulevées à la réunion : fallait-il cibler Al-Qaïda exclusivement, ou aussi les talibans? On s'inquiétait notamment de la relation entre le régime de Saddam Hussein en Irak et les deux organisations. Fallait-il inclure l'Afghanistan et l'Irak dans une plus vaste campagne? Les discussions ont permis d'établir un important principe, tel que le fit valoir un participant : « L'objectif de l'action militaire des États-Unis (É.-U.) n'était pas de punir les responsables du 11 septembre, mais il était d'attaquer les responsables d'un éventuel prochain 11 septembre[5] » [Traduction]. Dès le début, la crainte d'une attaque chimique, biologique ou nucléaire sur des cibles nord-américaines était bien réelle, comme celle de voir le 11 septembre se reproduire[6].

Par ailleurs, la réunion de Camp David permit également de déterminer que la guerre contre Al-Qaïda serait une vaste campagne de longue haleine qui allait s'étendre au-delà de l'Afghanistan. Il allait falloir, aussi, débusquer et juguler le système financier de l'ennemi ainsi qu'affaiblir ses réseaux mondiaux d'agents avant qu'il ne puisse sévir de nouveau. Qui plus est, il allait falloir dissuader les régimes sympathisants d'Al-Qaïda de profiter de l'instabilité qui régnait. Un principe fondamental d'action allait influer directement sur les opérations canadiennes, soit « placer les terroristes sur la défensive, de sorte qu'ils consacrent toutes leurs énergies au repli, qu'ils se terrent dans leurs cachettes et qu'ils soient moins en mesure de planifier et d'exécuter de nouvelles attaques à grande échelle[7] » [Traduction].

C'est ainsi que sur la directive stratégique des É.-U., exprimée le 19 septembre 2001, les objectifs suivants furent définis[8] :

1. viser des cibles, comme les cellules d'Al-Qaïda (d'Oussama ben Laden), dans d'autres régions du monde que l'Afghanistan, et même à l'extérieur du Moyen-Orient. Il importera d'indiquer dans les premiers temps que la portée de cette campagne s'étend bien au-delà de l'Afghanistan,

2. viser des cibles terrestres où l'on pourra colliger des données du renseignement afin de contribuer au démantèlement des réseaux terroristes,

3. profiter des occasions de démontrer la capacité et l'audace nécessaires pour mettre hors d'état de nuire les terroristes et ceux qui les abritent, ainsi qu'accroître leurs craintes, leurs risques et les conséquences de se faire prendre.

Le deuxième point mérite des précisions. Les responsables étasuniens qui ont conçu la campagne savaient qu'ils ne possédaient pas suffisamment de renseignements sur Al-Qaïda et sur ses organisations affiliées. Effectivement, plusieurs enquêtes en cours depuis nombre d'années portaient sur les activités dangereuses menées par Abdul Qadeer « AQ » Khan,

un concepteur pakistanais d'armes nucléaires, et sur le vaste réseau de mouvements aériens contrôlé par l'ancien officier soviétique des forces aériennes, Viktor Bout, entre autres. Des hommes comme Khan et Bout opéraient secrètement, et les liens entre eux, soit divers éléments non étatiques comme Al-Qaïda et des gouvernements établis étaient fort possiblement une menace pour la sécurité de l'Amérique du Nord. Les opérations militaires, dont celles envisagées en Afghanistan, ont en partie été lancées pour générer des occasions de recueillir des données du renseignement, dans le but non seulement de prévenir de futures attaques, mais aussi de connaître la nature et l'étendue de la menace mondiale contre l'Amérique du Nord[9]. Ces facteurs, comme tant d'autres, eurent des répercussions sur les activités du Canada en Afghanistan.

Pourquoi le Canada se souciait-il de tout cela? Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont le principal allié de ce pays sur le plan culturel, militaire et économique. Le traumatisme des attentats du 11 septembre s'est fait directement ressentir à divers égards au Canada, et ce, autant chez les résidents de Gander, dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, qui ont accueilli les passagers d'avions de ligne forcés d'atterrir à la fermeture de l'espace aérien nord-américain, que chez les pilotes de CF-18 du Commandement aérien survolant le Yukon qui auraient pu devoir abattre les aéronefs détournés. Le traumatisme s'est également fait ressentir chez les employés de constructeurs automobiles en Ontario dont le gagne-pain est tributaire d'une relation commerciale ouverte avec les États-Unis[10]. Cependant, on omet parfois de mentionner que le Canada est un membre fondateur de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le principe de l'article 5 du Traité, en vertu de quoi une attaque contre un allié est une attaque contre tous, a été évoqué le 13 septembre 2001, entraînant par là un ensemble d'obligations[11].

De par tradition, quand le Canada déploie une force militaire à l'étranger, c'est pour assurer une sécurité avancée. Il vaut bien mieux lutter à l'étranger contre les idéologies menaçant les intérêts et les valeurs du Canada que de le faire en Occident. Cette stratégie, ne reposant sur aucun texte de loi, mais néanmoins appliquée à l'heure actuelle, a amené le Canada à engager des militaires durant la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale, durant la guerre froide, dans le cadre de missions de l'ONU et d'autres missions de maintien de la paix au Tiers-Monde, dans des missions de stabilisation de l'OTAN dans les Balkans, et même à exercer la diplomatie de la canonnière dans les Caraïbes. La participation du Canada à la coalition en Afghanistan s'inscrivait dans la logique de la stratégie traditionnelle[12].

Or, comme le Canada n'avait pas suffisamment de forces de grande taille et qu'il n'avait pas assez de capacités en matière de déploiement stratégique, de commandement élargi, de contrôle, de communication et de renseignement, il n'allait pas pouvoir réaliser la tâche à lui seul, ce qu'il n'avait d'ailleurs pu faire non plus auparavant. Les opérations de coalition

avaient été à l'ordre du jour par le passé et elles l'étaient encore dans l'immédiat. Il restait à préciser la nature qu'aurait la contribution du Canada à la campagne étasunienne, mais on tenait aussi à établir des objectifs strictement canadiens, et ce, afin de protéger l'autonomie du Canada. Ce travail allait prendre un certain temps, durant lequel les États-Unis formuleraient les premières phases de leur plan de campagne et le mettraient en œuvre contre l'ennemi en Afghanistan.

L'idée générale voulait qu'il fût préférable que les Forces de l'Alliance du Nord (appuyées par les forces spéciales, une puissance aérienne ciblée et des actions secrètes accomplies par des forces étasuniennes et de coalition) renversent le régime taliban, plutôt que de recourir à une force de coalition de grande envergure affrontant directement l'ennemi[13]. Ce plan fut privilégié, étant donné qu'il n'existait pas suffisamment de données précises du renseignement sur la présence d'Al-Qaïda en Afghanistan et ailleurs. Il visait également à gérer la situation d'après-guerre afin d'éviter qu'il se produise un vide destructeur dans la structure des pouvoirs, semblable à celui qui avait surgi après que les moudjahidines eurent défait les forces communistes en 1992 et 1993. Les planificateurs étasuniens savaient dès le début qu'il était essentiel de tisser des liens étroits avec les forces afghanes pour accomplir les deux objectifs; ils savaient également que les forces de la coalition allaient devoir délibérément rester dans l'ombre pour éviter de se mettre la population à dos, comme cela s'était produit avec les Soviétiques, de 1979 à 1989[14].

Le débat sur ces concepts se poursuivit jusqu'à la fin de septembre 2001, mais dès le 27 septembre, les premières équipes de l'Agence centrale du renseignement (CIA) se déployèrent pour assurer la liaison avec l'Alliance du Nord et pour préparer le terrain en vue de l'arrivée des forces d'opérations spéciales de la coalition[15].

Entre-temps, l'Armée canadienne fit comme à son habitude devant une crise : elle se mit à examiner divers plans d'action (ou options) en vue de répondre à un éventuel appel imminent du gouvernement canadien visant le déploiement de forces. Le 21 septembre, le chef d'état-major de l'Armée de terre, le Lgén Mike Jeffrey, ordonna à son état-major de préparer un ensemble de plans d'action à présenter, le 27 septembre, au Conseil de l'Armée. Dans de telles conditions, l'Armée canadienne allait utiliser un plan général de circonstance nommé « opération (Op) SABRE », qui, essentiellement, consistait en un gabarit organisationnel et logistique applicable au déploiement à l'étranger d'une brigade de combat lourde. On jugea pourtant que ce plan n'était pas pertinent vu la situation avec laquelle on devait composer, et ainsi on examina d'autres gabarits associés à divers types d'unités et de formations[16].

Comme l'expliquèrent les planificateurs[17], l'Armée pouvait envoyer un seul type de force (il y en avait trois, représentant chacune une option). Ainsi, la première option consistait en une Force de réaction immédiate (Terre) (FRI[T]), essentiellement composée d'un bataillon

d'infanterie doté d'une batterie d'artillerie, d'un escadron du Génie de combat, d'un escadron de reconnaissance (reco) et d'un soutien intégral; le tout formerait un groupement tactique. Cette FRI(T) s'apparenterait à la Force mobile (Terre) canadienne du Commandement allié en Europe (CAE) de l'OTAN qui avait mené des opérations durant la guerre froide, ou encore, à la Force en attente de l'ONU. Au Canada, il y avait toujours un bataillon dont l'état de préparation était plus élevé que les autres, en vue d'un déploiement international. Cette fonction incombait à tour de rôle aux trois bataillons d'infanterie légère.

La deuxième option était une brigade de soutien de la paix. Son précédent était la force déployée en Bosnie en 1995 et 1996 à titre de Force de mise en œuvre dirigée par l'OTAN. Cette brigade, optimisée grâce à son rôle de commandement et de contrôle, comprenait un quartier général de brigade canadien, un bataillon canadien et un escadron de reco; elle pouvait commander deux unités alliées ou plus de la taille d'un bataillon. La formation était optimisée pour jouer un rôle de stabilisation, et non un rôle de combat.

La troisième option était une force de contingence principale (FCP), essentiellement fondée sur l'Op SABRE, mais permettant au besoin de mobiliser une brigade d'infanterie légère ou une brigade lourdement mécanisée, ou même deux ou trois unités de la taille d'un bataillon relevant d'un quartier général de brigade.

Or, le Canada n'avait pas encore engagé de forces dans la campagne. Les options (ou plans d'action) demeuraient jusque-là hypothétiques et les états-majors continuaient de les raffiner à mesure que la situation évoluait.

Octobre

Le 2 octobre 2001, un agent du renseignement étasunien rencontra en secret, à Quetta au Pakistan, le second (reconnu) du chef du régime taliban, le mollah Osmani. Il lui présenta un ultimatum : livrer Oussama ben Laden ou subir les conséquences de ne pas le livrer[18]. Comme le mollah ne choisit pas la première option, la campagne aérienne de l'Op ENDURING FREEDOM fut lancée le 7 octobre. En cinq jours, les aéronefs de transport, bombardiers stratégiques et missiles de croisière détruisirent toutes les cibles fixes repérées. Ensuite, la campagne aérienne changea de cap pour viser des objectifs inopinés[19].

Entre le 9 et le 11 octobre, une suite de rencontres à Washington jeta les bases de ce qui deviendrait la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). On craignait notamment que la faction de Fahim Khan au sein de l'Alliance du Nord ne s'empare de Kaboul. Les planificateurs ne voulaient pas voir les événements de 1992 et de1993 se reproduire, c'est-à-dire lorsque les moudjahidines victorieux avaient mis la ville à sac, déclenché une guerre civile et suscité un ressentiment qui était toujours palpable chez les groupes tribaux du pays. Il faut comprendre que c'était précisément ces événements-là qui avaient donné lieu à la naissance de l'organisation talibane. Si l'Alliance du Nord dominée[20].

Photo : Auteur

Deux coalitions ont été mises sur pied pour appuyer l'Afghanistan. La première, par le biais de l'Op ENDURING FREEDOM dirigée par les É.-U., allait viser à traquer Al-Qaïda dans la région, puis par la suite dans le monde.

L'idée de cette force internationale serait développée plus abondamment par la suite, en novembre. À l'époque, toutefois, les planificateurs étasuniens reconnaissaient que même s'ils avaient de l'influence, ils n'avaient pas nécessairement le contrôle. Les responsables au Pentagone avançaient un argument, à savoir que même s'il était souhaitable de bâtir un Afghanistan stable après le départ des talibans, les États-Unis n'avaient pas nécessairement les moyens de le faire. De plus, ils étaient d'avis que leur pays ne devait pas laisser les enjeux de stabilité paralyser leurs efforts pour chasser les chefs talibans. L'idée étant devenue un peu plus précise, les planificateurs en vinrent à la mi-octobre à voir d'un bon œil la perspective qu'une force internationale non américaine veille sur Kaboul[21]. Cette idée ayant fait considérablement de chemin, le Canada finit par prendre le commandement de la mission en 2004.

Cependant, dans certains cercles aux États-Unis, on exprimait de vives inquiétudes quant à l'édification de la nation; cela requiert ici quelques explications compte tenu du déroulement de la campagne dans les cinq années suivantes. L'idée que ce soit les Afghans (plutôt que les bureaucrates de l'ONU, les organisations internationales ou les ONG) qui

déterminent l'avenir de leur pays circulait à Washington, et on trouvait important que l'Afghanistan ne devienne pas dépendant de l'aide au développement. Certains planificateurs étasuniens croyaient que les efforts d'envergure de reconstruction des Balkans dictés par les décideurs représentaient un modèle à ne pas suivre. En effet, ces planificateurs craignaient que les Afghans ne réagissent mal à ce qu'ils verraient comme de l'ingérence étrangère, et qu'il pourrait y avoir reprise de la guerre destructrice survenue de 1992 à 1996. Pour cette raison, on établit dès le début que l'aide et l'intervention en matière de développement allaient être minimales, et que les efforts allaient être axés sur l'encouragement et l'habilitation des institutions afghanes[22]. La stratégie allait ultimement mener à la création d'équipes de reconstruction provinciale (ERP), à la fin de 2002 et au début de 2003; le Canada commanderait l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar, en 2005.

Parallèlement, les planificateurs de l'Armée canadienne se réunirent à maintes reprises en octobre et établirent que l'option de la Force de contingence principale (FCP) (lourde) ne tenait pas la route au vu de l'échéancier de quatre-vingt-dix jours et en raison de contraintes logistiques[23] (la capacité de transport militaire aérien et maritime du Canada était insuffisante, car le Canada ne possédait pas encore de C-17)[24]. Chacun des secteurs de l'Armée se mit à se préparer selon divers types de scénarios liés à l'Afghanistan, car on ne connaissait pas encore le genre de force que le gouvernement allait envoyer. Le Secteur de l'Ouest de la Force terrestre reçut l'ordre de se préparer à prendre part à un bataillon de la FRI(T) renforcé comprenant un escadron de reconnaissance et possiblement un peloton de défense nucléaire, biologique et chimique[25].

De son côté, le Secteur du Centre de la Force terrestre préparait l'option de la FCP (légère), une force composée d'un quartier général de brigade, d'une FRI(T), d'un bataillon du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre, d'un escadron blindé de reco, d'une batterie d'artillerie légère, d'un régiment du Génie de combat, d'un bataillon des services, d'une ambulance de campagne et de policiers militaires. Le Secteur du Centre de la Force terrestre devait être prêt à recourir au 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, mécanisé, aux côtés du bataillon de la FRI(T)[26]. Le Secteur du Québec de la Force terrestre avait reçu l'ordre de préparer un quartier général de brigade pour une opération de soutien de la paix tel qu'envisagé par le système de forces en attente de l'ONU. Ce dernier secteur devait aussi être prêt à commander la Force opérationnelle Bosnie Herzégovine (essentiellement un groupement-tactique) en plus de préparer un second bataillon et un groupement tactique de la FRI(T). À l'époque, les planificateurs n'avaient pas discuté de toutes les incidences qu'aurait le retrait de la Force de stabilisation en Bosnie[27], mais certains craignaient que les éléments d'Al-Qaïda présents dans les Balkans ne lancent des opérations là-bas qui troubleraient la paix fragile que le Canada et ses alliés avaient péniblement installée au cours des années 1990[28].

Le 18 octobre, le chef d'état-major de l'Armée de terre diffusa l'ordre d'avertissement numéro (nº) 1, dans lequel on indiquait qu'il fallait préparer les troupes de manière à ce que l'Armée de terre occupe une position lui permettant de mener des tâches de soutien à l'Op APOLLO[29]. Entre le 18 et le 24 octobre, les communications furent considérables entre Ottawa et le CENTCOM étasunien. Le 24 octobre, la FRI(T) était prête à se déployer selon un préavis de mouvement de quarante-huit heures. Pendant sept jours, cet état de préparation ne s'appliqua qu'au groupe-compagnie d'avant-garde, et non à tout le bataillon[30].

La situation était un peu ironique. On avait formé le bataillon de la FRI(T) en se fondant sur le 3 PPCLI, un bataillon d'infanterie légère. Il faut savoir que les trois bataillons d'infanterie légère de l'Armée canadienne étaient d'abord et avant tout des unités orphelines d'après la guerre froide. Lorsque les troupes se retirèrent, de 1991 à 1992, on désigna un bataillon mécanisé de chaque régiment d'infanterie en tant que « 10/90 » ou bataillon de « force totale », formé d'un nombre réduit de militaires réguliers et d'un nombre accru de miliciens. Au démantèlement du Régiment aéroporté après l'affaire somalienne, les militaires des trois commandos de parachutistes de la taille d'une compagnie avaient été réaffectés à leur régiment d'appartenance et intégrés aux bataillons de force totale, lesquels ont été renommés « bataillons d'infanterie légère ». Au départ, ils n'avaient pas réellement de rôle à jouer et encore moins de matériel à leur disposition, mais au fil du temps, des commandants de bataillon diligents changèrent la donne pour ces unités orphelines et commencèrent à concevoir une doctrine pour l'infanterie légère et les opérations aéroportées.

Toutefois, le chef d'état-major de l'Armée de terre devait composer avec des contraintes d'ordre financier et son état-major était prêt à abolir les bataillons d'infanterie légère, à munir toutes les unités de nouveaux véhicules d'infanterie de combat (le LAV III), et à retirer du matériel comme des chars et canons automoteurs de l'ordre de bataille de l'Armée canadienne. Ce n'est qu'après le 11 septembre qu'il devint soudainement évident que l'organisation la mieux placée, celle qui était prête à un déploiement quasi immédiat était le 3 PPCLI, le bataillon d'infanterie légère qui, pendant une rotation, assumait le rôle de la FRI(T) durant l'automne.

Pendant ce temps, on appliquait le concept d'opération du CENTCOM aux forces terrestres Afghanistan. Les unités étasuniennes protégeaient un ensemble de bases dans des pays adjacents : Ouzbékistan, Tadjikistan, Pakistan. La Special Activities Division [Division des activités spéciales] de la CIA, nom de code JAW-BREAKER assurait la liaison avec des commandants anti-talibans en Afghanistan et facilita l'arrivée des Forces d'opérations spéciales (SOTF) [FO] K-Bar et Dagger, qui allaient travailler avec les Forces de l'Alliance du Nord et améliorer leur capacité à affronter le régime taliban et les forces d'Al-Qaïda. En théorie, ces deux activités produiraient du renseignement sur l'emplacement des chefs talibans et leurs activités en Afghanistan. La Force opérationnelle (FO) 11,

Photo : Auteur

La Force multinationale interarmées d'opérations spéciales en Afghanistan a soutenu l'Alliance du Nord dans sa victoire contre le régime taliban en 2001 et 2002. Le Canada a fourni des effectifs à la mission et appuyé les activités de la Force multinationale en protégeant ses bases à l'aérodrome de Kandahar (KAF).

fondée sur les unités de mission spéciale hautement classifiées du Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC), effectuerait des missions d'action directe pour tuer ou capturer les chefs d'Al-Qaïda ainsi que des missions d'exploitation de sites sensibles pour recueillir du renseignement stratégique au sujet des activités internationales d'Al-Qaïda, et ce, pour mieux cibler et contrecarrer les complots éventuels comme ceux qui étaient survenus le 11 septembre[31].

Mi-novembre

En novembre 2001, le Canada avait établi un élément vigoureux de planification et de coordination au quartier général du CENTCOM : la Force opérationnelle interarmées Asie du Sud-Est. Aucun des planificateurs de Tampa ou d'Ottawa n'avait prévu que le régime taliban allait s'effondrer en seulement trois semaines, et ce, sur plusieurs fronts. Pourtant, épaulé par les Forces spéciales des É.-U., la CIA et des éléments aériens étasuniens, le commandant de l'Alliance du Nord, Abdul Rashid Dostum s'empara de Mazar-é-Charif le 5 novembre, tandis que son rival, Ismael Khan prenait Hérat le 11 novembre. L'avancée sur Kaboul s'amorça le 13 et le 14 novembre : les Forces de l'Alliance du Nord menées par

Fahim Khan bifurquèrent vers le sud par la plaine de Shomali, et un deuxième front, ouvert par Khan, permit de prendre DJalalabad le 14 novembre. Ensuite, les troupes de Dostum et de Khan prirent Kondoz en étau : il tomba entre le 24 et le 30 novembre.

Pendant que cela se produisait, Ottawa songeait à déployer des CF-18 dans la campagne aérienne. Il pouvait stationner les aéronefs à Kulyab, au Tadjikistan. Il ressortit des discussions préliminaires que l'Armée devait fournir un élément de protection, puis on s'intéressa de plus en plus à l'idée d'établir la FRI(T) à Kulyab. À la chute de Mazar-é-Charif, le commandant du CENTCOM, le général (Gén) Tommy Franks, se dit que le groupement tactique canadien basé à Kulyab pourrait être employé dans la campagne menée dans le Nord du pays. Le Gén Franks demanda au sous-chef d'état-major de la Défense, l'amiral (Am) Greg Madison, de planifier la contribution de forces terrestres du Canada à l'Afghanistan dans l'immédiat ou au printemps[32].

Après l'effondrement accéléré de la résistance talibane à Mazar-é-Charif, le CENTCOM demanda officiellement aux partenaires de la coalition d'envisager de participer à l'opération de stabilisation en Afghanistan. Le Gén Franks était fermement convaincu que la prise de Mazar-é-Charif représentait une occasion à saisir, une épreuve qui permettrait de savoir si la coalition était véritablement capable de réussir. Le groupement tactique de la FRI(T) était tout désigné dans le contexte : le CENTCOM lui demanda de faire son possible afin d'être prêt le 1er décembre en vue de sa participation. Pressés par des délais toujours plus serrés, les planificateurs du CENTCOM indiquèrent aux planificateurs canadiens qu'ils devaient être prêts à passer à l'action rapidement, afin que les forces terrestres du Canada puissent jouer un rôle de premier plan dans la campagne sur le terrain. Les planificateurs canadiens changèrent alors leur fusil d'épaule et commencèrent à envisager de placer les chasseurs CF-18 et la FRI(T) à Mazar-é-Charif ou à Hérat[33].

Cependant, le 13 novembre 2001, ce branle-bas de combat s'arrêta net. Tout d'abord, Rashid Dostum, ne voulant pas que la coalition prenne trop de place à Mazar-é-Charif, découragea le CENTCOM d'y envoyer des troupes. De plus, les planificateurs français de Tampa, de concert avec les Jordaniens, avaient élaboré un plan de circonstance visant à déployer leurs forces à Mazar-é-Charif avant que les Canadiens n'aient pu le faire. Par ailleurs, les Forces de l'Alliance du Nord de Fahim Khan étaient sur le point d'attaquer Kaboul. Une telle attaque aurait pu causer de l'instabilité ainsi que la répétition des événements destructeurs de 1992 et 1993; elle aurait pu également déclencher un conflit ethnique entre, d'un côté, les forces tadjikes et ouzbèques de l'Alliance du Nord, et de l'autre, les forces anti-talibanes à dominance pachtoune. Le CENTCOM envisagea alors l'insertion d'une force britannique de la taille d'une brigade à l'aérodrome de Bagram, en vue de la déplacer ensuite à Kaboul pour stabiliser la situation[34].

Londres et Ottawa lancèrent les discussions : la FRI(T) pourrait-elle faire partie de la force britannique? Le premier ministre et le ministre de la Défense nationale obtinrent des détails sur cette option le 14 novembre, et le premier ministre approuva le déploiement de forces terrestres canadiennes en Afghanistan. Par la suite, le CENTCOM demanda officiellement qu'un bataillon d'infanterie légère canadien participe aux opérations en Afghanistan[35].

Le premier ministre était d'avis que dans le cadre de cet engagement, les Forces canadiennes allaient devoir aussi atteindre plusieurs objectifs. Cette façon de voir allait influer à long terme la participation du Canada en Afghanistan et elle allait justifier les futurs déploiements. On dénombrait six objectifs[36] :

1. Éliminer l'organisation Al-Qaïda en tant que menace terroriste incessante.

2. Exécuter l'action militaire appropriée qui obligera les talibans à cesser de soutenir Al-Qaïda et à cesser de collaborer avec cette organisation et de lui fournir un refuge.

3. Isoler le régime taliban de tout soutien international.

4. Traduire en justice Oussama ben Laden et les chefs d'Al-Qaïda.

5. Répondre aux besoins humanitaires immédiats des Afghans [sic] dans la région, en apportant un complément aux opérations humanitaires qui existent déjà, si possible.

6. Appuyer la reconstruction de l'Afghanistan.

Dans les faits, ces objectifs devinrent en quelque sorte le programme de l'Armée pour l'Op APOLLO et pour les déploiements subséquents en Afghanistan. Dès 2001, toutes les actions exécutées par l'Armée canadienne en Afghanistan visaient, de près ou de loin, à réaliser ces objectifs.

Tout de suite après que le Canada eut annoncé qu'il allait engager une force terrestre dans le cadre de la campagne, le déploiement britannique à Bagram s'interrompit. Le 15 novembre, six avions de transport en mode masqué (des C-130 de la Royal Air Force) chargés de militaires du Special Boat Services et du Special Air Services atterrirent à l'aérodrome de Bagram; leur arrivée donna lieu à une impasse mexicaine mettant en jeu les forces de Fahim Khan. Comme Dostum à Mazar-é-Charif, Khan ne voulait pas que

la coalition surveille de trop près ses activités à Kaboul et dans les environs[37]. Alors que les planificateurs canadiens retouchaient leur plan du déploiement de Bagram avec leurs homologues de la coalition, on leur dit qu'un tel déploiement était désormais problématique en raison du comportement des Forces de l'Alliance du Nord. L'option de l'intervention dirigée par les Britanniques fut écartée le 19 novembre, mais l'option de déployer une compagnie d'infanterie canadienne avec des forces étasuniennes à Bagram demeurait pertinente, pour le moment[38].

L'émergence de la Force internationale d'assistance à la sécurité

Le 18 novembre 2001, les planificateurs du CENTCOM réalisèrent que la classification habituelle des opérations selon les catégories « de façonnage, de stabilité et décisives » ne s'appliquait pas très bien à l'Afghanistan, car elles se recoupaient tellement qu'il était difficile de les distinguer. L'aérodrome de Bagram servait de base nénuphar pour les forces d'opérations spéciales qui lançaient des missions d'actions directes contre Al-Qaïda, mais cet aérodrome servait aussi de base pour une force de stabilisation dont la tâche consistait à éviter qu'un conflit ethnique n'éclate pendant la période suivant la chute des talibans. Les planificateurs et stratèges s'intéressaient de plus en plus à l'idée qu'une coalition des volontaires, distincte de l'Op ENDURING FREEDOM, pourrait se charger des tâches de stabilisation, et que cette coalition pourrait arriver dans les 60 jours après la fin des hostilités, ou encore après l'extraction des troupes de l'Op ENDURING FREEDOM d'Afghanistan. Le CENTCOM tenait la Somalie à l'œil pour empêcher Al-Qaïda d'y trouver refuge. Qui plus est, les planificateurs du CENTCOM savaient qu'il était important que les Afghans participent au processus de stabilisation et que de plus les Afghans seraient réticents à accepter l'arrivée massive de militaires étrangers. À ce stade-là, on avait envisagé le déploiement d'une division étasunienne dotée d'un quartier général de corps, mais cette possibilité avait été écartée[39].

À ce moment-là, l'idée demeurait imprécise, mais les décideurs à Bonn (en Allemagne) songeaient aussi à faire appel à une coalition de l'ONU ou à une coalition régionale pour réaliser les opérations de la phase IV pour stabiliser le pays[40]. À l'ONU, Lakhdar Brahimi présenta un plan de reconstruction de l'Afghanistan; le 14 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU approuvait un plan visant à rencontrer des personnes d'influence afghanes de même que des membres de la communauté internationale pour discuter de la reconstruction d'après-guerre. Appuyés par les États-Unis, les représentants de l'ONU s'envolèrent pour Kaboul en vue de discuter avec les dirigeants de l'Alliance du Nord et d'autres parties prenantes. De grands efforts de diplomatie furent investis et toutes les factions non talibanes convinrent de se réunir à Bonn.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la rencontre[41], mais disons que le plan préliminaire consistait à établir une autorité intérimaire afghane dirigée par les Afghans, à recueillir des appuis à l'échelle internationale et ainsi de la légitimité, et à éviter la violence et la destruction entre factions victorieuses. L'un des enjeux dont il fut question à Bonn touchait l'architecture de sécurité qu'il faudrait créer pour que l'effort de gouvernance prenne vie. Du 25 novembre au 5 décembre, les factions et d'autres parties intéressées en vinrent à un compromis : les Nations Unies ne déploieraient pas de ressources pour assister l'Afghanistan en l'absence d'une force de sécurité sous un commandement autre qu'américain. La faction de l'Alliance du Nord (appelée Front uni durant les discussions) jugeait pour sa part que la présence d'une robuste force onusienne au pays allait faire obstacle à la consolidation du pouvoir.

Résultat? La mise sur pied de la Force d'assistance à la sécurité chapeautée par les Nations Unies. La FIAS, que les Afghans ont délibérément gardée de petite taille pour qu'elle ne menace par l'Alliance du Nord dans le contrôle de Kaboul, devait être formée de 1 500 soldats de combat et de 3 000 membres d'un personnel de soutien. Sa tâche initiale était de protéger la communauté internationale et le personnel d'administration en transition à Kaboul et à l'aéroport international de Kaboul (une infrastructure névralgique). On était bien loin de ce que la FIAS allait devenir au cours des cinq années suivantes[42].

Par ailleurs, l'Accord de Bonn prévoyait une stratégie rudimentaire pour l'Afghanistan pendant la période post-talibane, stratégie appelée familièrement les « piliers de Bonn » (voir la figure 1-1).

C'était une chose que d'établir la légitimité au moyen d'un engagement commun vers un gouvernement national. Mais dans la réalité, il fallait que le gouvernement (élu si possible) soit le seul à contrôler une force coercitive, et il fallait neutraliser ceux qui s'y opposaient. Comme on savait tous que les institutions afghanes avaient subi des dommages aussi dévastateurs que dramatiques, plusieurs pays convinrent de prendre les devants dans les cinq domaines prioritaires et d'appuyer l'émergence de l'Administration afghane[43]. Comme nous le verrons, cette tâche se révélerait titanesque pour les participants et entraînerait des effets à long terme.

En vérité, quel type de relation devait-il y avoir entre l'Op ENDURING FREEDOM et la FIAS? Paul Wolfowitz du Pentagone avait informé les planificateurs canadiens que la FIAS ne devait en aucun cas s'ingérer dans l'Op ENDURING FREEDOM ou miner ses objectifs de campagne. De toute évidence, la priorité absolue était de détruire Al-Qaïda et son infrastructure afghane. Les premières activités de l'Administration transitoire afghane ou celles de la Force de protection de la FIAS passaient au second plan. Le Gén Franks, qui veillait à coordonner les efforts et à dissiper les tensions, mit sur pied une équipe de planification, à laquelle le Canada fut invité à se joindre[44].

Photo : Auteur

La seconde coalition était la FIAS. Découlant de l'Accord de Bonn de 2001, sa portée se limitait à Kaboul et ses environs. La FIAS passa ensuite sous la houlette de l'OTAN en 2003 et s'étendit à tout le pays.

On avait évalué qu'on serait en mesure d'éliminer l'influence politique des talibans en Afghanistan, en tant que régime à tout le moins, dans les trois premiers mois; on avait aussi déterminé que les capacités d'Al-Qaïda étaient considérablement réduites. Il fallait donc éliminer les dernières poches de talibans et d'Al-Qaïda. Les sites sensibles avaient été considérablement exploités; on procédait à une analyse détaillée des sites d'entraînement, de commandement et autres pour en tirer du renseignement stratégique; néanmoins, la plupart des principaux chefs ennemis n'avaient pas été capturés.

Photo : Auteur

La Brigade multinationale de Kaboul était le principal élément opérationnel de la FIAS à Kaboul en 2003 et 2005

La mission du CENTCOM fut modifiée, du moins sur papier. La coalition devait faire ce qui suit[45] :

1. détruire Al-Qaïda
2. assurer un climat stable pour l'Autorité intérimaire afghane
3. faciliter l'assistance humanitaire
4. conduire des opérations de contre-terrorisme.

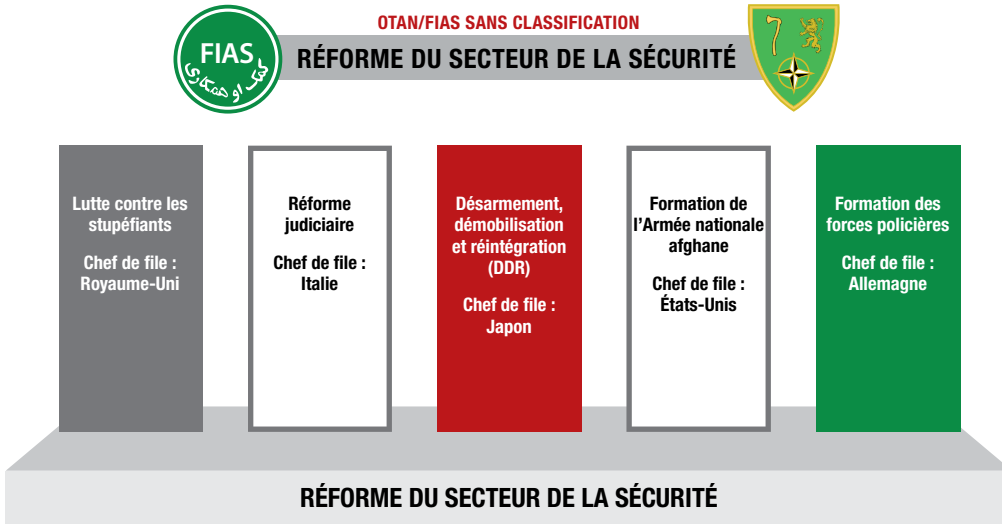


Figure 1-1 : Les piliers de Bonn

Les nouveaux objectifs de la campagne étaient ceux-ci[46]:

1. éliminer la menace posée par les groupes terroristes en Afghanistan
2. éliminer ou capturer les chefs d'Al-Qaïda et les chefs talibans
3. établir les conditions nécessaires pour empêcher que le terrorisme reprenne racine en Afghanistan
4. appuyer le gouvernement émergent
5. établir les conditions nécessaires à l'exécution d'opérations décisives dans toute la zone d'opérations du CENTCOM
6. prévenir l'instabilité
7. être prêt à faire la transition vers des forces multinationales.

Cependant, à la mi-décembre, les planificateurs canadiens et leurs homologues du Commonwealth au CENTCOM s'inquiétaient. Parmi les représentants, il y avait consensus : on jugeait que le CENTCOM insistait trop sur la phase III et qu'il n'avait pas de plan cohérent au-delà des opérations militaires[47]. Un observateur avait fait remarquer ceci : « le commandant en chef du CENTCOM est totalement absorbé par les opérations de combat et il semble voir la FIAS comme un irritant au lieu d'un moyen d'atteindre les objectifs de la phase IV de la campagne[48] » [Traduction]. L'idée que la FIAS pouvait devenir plus qu'une force de stabilité pour la capitale émanerait de ces discussions informelles. Néanmoins, le président Bush avait formulé des directives explicites : « La FIAS, quelle qu'en soit sa forme, ne doit pas nuire au déroulement de l'Op ENDURING FREEDOM[49] » [Traduction]. Il y avait deux options : la première que la FIAS aurait un mandat restreint issu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, et la deuxième, que la FIAS deviendrait un commandement subalterne dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM. On retint la première.

Le Royaume-Uni accepta de devenir la nation dirigeante de la FIAS au début de décembre et se mit à la recherche de pays contributeurs. À cette période, il y avait un groupe au ministère des Affaires étrangères qui voulait que le Canada déploie la FRI(T) comme membre de la FIAS, croyant à tort que cette dernière (contrairement aux activités de l'Op ENDURING FREEDOM) agissait dans le cadre d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Par ailleurs, les planificateurs britanniques ne voulaient pas vraiment d'un bataillon canadien, mais ils demandèrent au Canada d'envoyer un escadron du Génie. Après la tenue de discussions à Ottawa, on estima que la participation d'un bataillon de combat dans la foulée de l'Op ENDURING FREEDOM était plus importante que le déploiement d'un petit escadron du Génie pour escorter des diplomates à Kaboul. Le Canada n'allait pas contribuer à la FIAS à ce moment-là, mais il allait le faire plus tard[50].

Tora Bora

La bataille de Tora Bora en décembre 2001 eut aussi des incidences sur les opérations canadiennes menées par la suite en Afghanistan. La chute du régime taliban et la retraite vers le sud de Kaboul entraînèrent l'arrivée massive de forces d'Al-Qaïda dans un triangle formé par Khost, Gardez et Kaboul. Les ressources du renseignement et du ciblage permirent de déterminer que la région de Tora Bora, extrêmement montagneuse et sauvage, servait probablement de sanctuaire ou de passage aux chefs insurgés ciblés en route vers le Pakistan. Des agents de la CIA et des Forces spéciales des É.-U. furent secrètement insérés dans les montagnes et repérèrent de nombreuses cibles qui furent engagées à l'aide de bombes à munitions interarmes d'attaque directe (JDAM) et d'avions d'attaque AC-130 (au fur et à mesure que les forces arrivaient sur les lieux), du début à la mi-décembre. Le renseignement

de transmission détermina qu'Oussama ben Laden et son entourage se trouvaient fort probablement dans les montagnes de Tora Bora. On fit exploser toutes les grottes qu'on trouva avec une variété de bombes à pénétration profonde. Les forces afghanes, de concert avec les Forces spéciales des É.-U. et les équipes de la CIA, tentèrent de bloquer les itinéraires de sortie des montagnes, afin de piéger les chefs d'Al-Qaïda. Malgré de lourdes pertes chez l'ennemi, aucun des chefs insurgés ne fut capturé. Bien que les Forces spéciales des É.-U. eurent mené quelques missions d'exploitation sur les sites sensibles de Tora Bora en janvier 2002, rien n'était encore joué et on se demandait toujours où se trouvaient ben Laden et son second, Ayman al-Zawahiri. Étaient-ils morts durant la mission d'exploitation de Tora Bora? S'ils s'étaient échappés, où étaient-ils? Comment avaient-ils fait[51]?

L'échec de Tora Bora souleva la question du niveau de confiance qu'on pouvait avoir envers les groupes afghans qui travaillaient avec les Forces spéciales des É.-U. Les médias faisaient état de maintes allégations de pots-de-vin donnés par Al-Qaïda à des milices tribales pour qu'elles laissent ses membres s'enfuir. On critiquait beaucoup le fait qu'il n'y avait pas suffisamment de forces terrestres traditionnelles et on spéculait sur ce qui aurait pu se produire à Tora Bora si un bataillon de Rangers ou le 10th Mountain Division battalion basé à Karshi-Khanabad en Ouzbékistan avait participé au combat[52]. Ces critiques eurent leur effet et, à certains égards, influèrent sur les opérations qu'aurait à réaliser le groupement tactique canadien en Afghanistan à son arrivée sur le terrain.

La guerre dans le Sud

La nature de la guerre dans le Sud de l'Afghanistan était bien différente de celle de la guerre dans le Nord. Il n'existait aucune opposition organisée ou conventionnelle qui s'opposait au régime taliban ou de « pendant » à l'Alliance du Nord que l'on pouvait appuyer. Il allait falloir créer une coalition de toutes pièces : mission classique pour l'élite des Forces spéciales. Le Détachement opérationnel Alpha (ODA) fut inséré dans la région et, de concert avec des agents de la CIA, identifia les groupes tribaux qui avaient des raisons de se plaindre des talibans. On entra en contact avec eux et on tissa des liens. On leur apporta du soutien. On misait principalement sur les groupes tribaux de la confédération Durrani des Pachtounes, qui s'opposaient aux talibans dominés par les Ghilzais. Par la suite, on inséra Hamid Karzai et d'autres chefs tribaux pour stimuler la rébellion contre le régime, en particulier dans la province d'Oruzgan[53].

À la fin octobre, les Rangers américains furent parachutés dans un aérodrome de la province d'Helmand. Ils y opérèrent un raid (nom de code RHINO); ils se rendirent compte que l'endroit était possiblement un point du passage que pouvaient emprunter les chefs d'Al-Qaïda pour quitter l'Afghanistan en direction des pays du Golfe. L'élément de

protection taliban fut éliminé. Le message était clair : l'Op ENDURING FREEDOM faisait son travail. Le JSOC mena d'autres raids à Kandahar et dans les environs, dont un audacieux, mais infructueux, dans le complexe du mollah Omar à Ghecko, à Kandahar, le 19 octobre[54].

On planifia d'autres raids majeurs dont se chargerait la FO 58 de la U.S. Navy-Marine Corps [Corps des Marines des États-Unis], menée par le brigadier-général James Mattis (membre de ce corps). Compte tenu de la chute des talibans et d'Al-Qaïda dans le Nord, le CENTCOM tenait à déployer la FO 58 dans la région du Sud de l'Afghanistan pour établir une base d'opérations avancée. Il voulait empêcher l'ennemi d'entrer dans la région du Sud ou d'en sortir. Cette fois, ce fut la FO 58 qui s'empara de nouveau de l'objectif RHINO. La FO 58 était arrivée par hélicoptère en provenance de trois bases situées au Pakistan. RHINO servait de FOB pour le JSOC, la FO K-Bar, la FO-64 (le régiment de SAS australien) et les forces de SAS britanniques. Les forces d'opérations spéciales effectuèrent des sorties à partir de RHINO et menèrent une action directe ainsi qu'une exploitation de site sensible à Helmand, dans l'Oruzgan, et dans les provinces de Kandahar à la fin de novembre et pendant tout le mois de décembre 2001. La FO 58 effectua aussi des sorties à bord de VBL-25 et exécuta des embuscades le long de l'autoroute 1 dans la province de Kandahar[55].

En collaboration avec plusieurs clans de la confédération Durrani, les Forces spéciales des É.-U. établirent une base près de Taktah Pol, entre Spin Boldak et Kandahar. Ces forces progressèrent ensuite sur l'autoroute 4, contraignant les forces d'Al-Qaïda et les talibans à poursuivre plus en avant par rapport aux forces de la coalition[56]. La FO 58 se trouvant à l'ouest de Kandahar et les éléments amis exécutant des manœuvres maintenant dans la ville, la situation dans le Sud semblait intenable pour l'ennemi. Les forces ennemies qui se retiraient de Kaboul à la mi-décembre firent halte dans les régions de Ghazni, de Paktika et de Khost, au lieu de se diriger vers Kandahar. Voilà entre autres ce qui avait préparé le terrain pour les opérations de Tora Bora dont il fut question précédemment.

Le 7 décembre 2001, des chefs de groupes tribaux à Kandahar firent défection pour joindre la coalition et cédèrent le contrôle de la ville aux forces afghanes et de coalition. Les Marines des États-Unis qui se trouvaient dans la FOB RHINO levèrent le camp et avancèrent afin de s'emparer de l'aérodrome de Kandahar (KAF), en collaboration avec les Forces spéciales et les forces des groupes tribaux. Le CENTCOM informa ensuite le Canada, le 18 décembre, qu'il lui faudrait peut-être envoyer un bataillon d'infanterie légère pour sécuriser le KAF. Le jour suivant, les commandants canadiens obtinrent l'autorisation de planifier cette mission. La requête officielle pour l'envoi de forces arriva le 5 janvier 2002. Le 7 janvier, le gouvernement du Canada annonçait le déploiement du groupement tactique du 3 PPCLI[57].

L'ennemi était certes désorganisé et en cavale, mais il demeurait dangereux. Il restait encore à consolider le renversement du régime taliban, et il fallait exploiter les sites sensibles pour déterminer la portée des opérations mondiales d'Al-Qaïda. Des renseignements permettaient de croire que des cellules d'Al-Qaïda allaient attaquer des installations de gaz naturel en Amérique du Nord et en Europe, si Oussama ben Laden ou le mollah Omar venaient à être capturés. Certaines données colligées indiquaient que l'ennemi prévoyait mener des attaques pouvant occasionner des pertes massives dans des réseaux de transport en Amérique. On repéra quarante-huit sites afghans dont Al-Qaïda s'était servie, du moins on le soupçonnait, pour fabriquer des armes chimiques, biologiques ou radiologiques. Il restait à exploiter ces sites afin de découvrir d'éventuelles données du renseignement. On trouva des preuves montrant qu'un type spécial de chaussure piégée avait été confectionné pour cibler des passagers d'aéronefs. Des données du renseignement jugées crédibles indiquaient qu'un groupe d'Al-Qaïda avait prévu attaquer l'aéroport Heathrow, au Royaume-Uni. Enfin, on confirma que les attentats terroristes en Inde avaient été perpétrés dans la foulée d'un plan visant à convaincre le Pakistan de déplacer ses forces de manière à couvrir la frontière qu'il partageait avec l'Afghanistan, et ce, pour contrebalancer la réaction éventuelle de l'Inde et ainsi aider les chefs des talibans et chefs d'Al-Qaïda à s'enfuir[58].

Le KAF était une infrastructure névralgique du Sud de l'Afghanistan qui constituait un carrefour logistique pour la coalition, le seul capable de soutenir des opérations aériennes, aéromobiles et spéciales. La coalition, en plus de devoir pourchasser Al-Qaïda, se vit attribuer le 28 décembre 2001 par le CENTCOM cette nouvelle mission : « Réduire la capacité des talibans de se reconstituer en une organisation présentant une menace pour l'Autorité afghane intérimaire[59] » [Traduction]. Les forces d'opérations spéciales se mirent à traquer le mollah Omar et ses semblables au nord de la ville de Kandahar et dans la province adjacente, l'Oruzgan. C'est justement à ce moment-là que le groupement tactique du 3 PPCLI fit son entrée dans la guerre.

NOTES

1. Joint Task Force Southwest Asia (JTFSWA) ASSESSREP, 19 septembre 2001.
2. CJTFSWA ASSESSREP, 25 septembre 2001.
3. CJTFSWA ASSESSREP, 28 septembre 2001.
4. George Tenet, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York, Harper Collins, 2007, p. 177, p. 207 à 208.
5. Douglas J. Feith, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper Collins, 2008, p. 49.
6. *Ibid*., p. 50-51.

7. *Ibid*., p. 51.

8. *Ibid*., p. 55.

9. Messieurs Tenet et Feith en discutent dans leur ouvrage respectif, mais omettent les détails. D'autres ouvrages traitent du problème auquel l'administration fait face à l'heure actuelle, plus précisément les suivants : Douglas Farah et Stephen Braun, *Merchant of Death: Money, Guns, Planes, and the Man Who Makes War Possible*, New York, John Wiley and Sons, 2007; Daniel Byman, *Deadly Connections: States that Sponsor Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005; Gordon Corera, *Shopping for Bombs: Nuclear Proliferation, Global Insecurity, and the Rise and Fall of the AQ Khan Network*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

10. Voir Jim Defede, *The Day the World Came to Town: 9/11 in Gander, Newfoundland*, New York, Harper Collins Publishers, 2002.

11. Comme nous le rappelle le lieutenant-général Michael DeLong, de l'USMC, dans *Inside CENTCOM: The Unvarnished Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq*, Washington, Regnery Publishing, 2004, p. 27.

12. Voir Sean M. Maloney, *Helpful Fixer or Hired Gun? Why Canada Goes Overseas, Policy Options*, janvier 2001, p. 59-65; Sean M. Maloney et Douglas L. Bland, *Campaigns for International Security*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 22.

13. Tommy Franks (avec Malcolm McConnell), *American Soldier*, New York, Harper Collins, 2004, p. 269-271.

14. Feith, *War and Decision*, p. 75-77.

15. Comme il est examiné en détail dans Gary Schroen, *First In: An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan*, New York, Ballantine Books, 2005, et dans Gary Berntsen, *Jawbreaker: The Attack on Bin Laden and Al-Qaeda*, New York, Crown Publishers, 2005.

16. Message du DDOA à la Liste de distribution, *Warning Order 01-Potential Land Force Contribution to the War on Terrorism*, 18 octobre 2001.

17. *Ibid.* La définition des trois types de forces est tirée de l'ordre d'avertissement 01. Les descriptions sont celles de l'auteur.

18. Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 182.

19. DeLong, *Inside CENTCOM*, p. 38-39.

20. Feith, *War and Decision*, p. 97-98.

21. *Ibid*., p. 101.

22. *Ibid*., p. 101-102.

23. Message du Directeur – Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre (DDOFT) à la Liste de distribution, *Warning Order 01-Potential Land Force Contribution to the War on Terrorism*, 18 octobre 2001.

24. Notes manuscrites du Lcol Larry Zaporzan, *Courses of Action*, s.d. Note contextuelle : À l'automne 2001, il y a eu une telle ruée pour louer, au moyen de contrats, des avions de transport que les forces de coalition ont engagé la ou les sociétés de transport aérien de Viktor Bout, même si cette société appuyait par ses vols tant l'Alliance du Nord que les talibans. Voir Farah et Braun, *Merchant of Death*, chap. 11.

25. Message du DDOFT à la Liste de distribution, *Warning Order 01-Potential Land Force Contribution to the War on Terrorism*, 18 octobre 2001.

26. *Ibid.*

27. *Ibid*.
28. JTFSWA ASSESSREP, 26 octobre 2001.
29. Message du DDOFT à la Liste de distribution, *LF Contribution to Op APOLLO-Concept of Operations*, 29 novembre 2001.
30. *Ibid*.
31. Sean M. Maloney, *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Washington, Potomac Books, 2005, p. 48-50.
32. *Commander Canadian Joint Task Force South West Asia Operation APOLLO Rotation Zero Report-Op APOLLO Chronology*, 19 avril 2002.
33. *Ibid*.
34. *Ibid*.
35. *Ibid*.
36. Le CEMD et le SM au PM, *Canadian Forces' Objectives Related to Combating the Threat of Terrorism*, 20 novembre 2001.
37. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 51.
38. *Commander Canadian Joint Task Force South West Asia Operation APOLLO Rotation Zero Report-Op APOLLO Chronology*, 19 avril 2002.
39. CJTFSWA ASSESSREP, 18 novembre 2001.
40. CJTFSWA ASSESSREP, 26 novembre 2001.
41. Le seul examen qui a été fait des origines de la FIAS jusqu'à maintenant : Sean M. Maloney, *La Force internationale d'assistance à la sécurité : les origines d'une force de stabilisation*, Revue militaire canadienne, vol. 4, nº 2.
42. *Ibid*.
43. *CJ-5 ISAF Command Brief*, 2003.
44. CJTFSWA ASSESSREP, 4 décembre 2001; (S) SSS 10 G 3 3350-20 v. 3 CJTFSWA ASSESSREP, 5 décembre 2001.
45. CJTFSWA ASSESSREP, 13 décembre 2001.
46. CJTFSWA ASSESSREP, 13 décembre 2001.
47. CJTFSWA ASSESSREP, 13 décembre 2001.
48. CJTFSWA ASSESSREP, 14 décembre 2001.
49. CJTFSWA ASSESSREP, 17 décembre 2001.
50. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 57-58.
51. DeLong, *Inside CENTCOM*, p. 54-56; Berntsen, *Jawbreaker*, chap. 16-19.
52. Voir Philip Smucker, *Al Qaeda's Great Escape*, Washington, Potomac Books, 2004, et plus particulièrement l'ouvrage *Jawbreaker* de Berntsen.
53. Feith, *War and Decision*, p. 120; Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 219-220.

54. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 48.

55. *Unclassified Documents from Marine Task Force 58's Operations in Afghanistan, Strategy Page*, 2002.

56. Maloney, *Enduring the Freedom*, p. 202-204.

57. *Commander Canadian Joint Task Force South West Asia Operation APOLLO Rotation Zero Report-Op APOLLO Chronology*, 19 avril 2002.

58. CJTFSWA ASSESSREP, 4 novembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 6 novembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 11 décembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 12 décembre 2001; CJTFSWA ASSESSREP, 1er janvier 2002.

59. CJTFSWA ASSESSREP, 28 décembre 2001.

OPÉRATION APOLLO, DE FÉVRIER À JUILLET 2002 :

GENÈSE DE L'OPÉRATION

La décision d'Ottawa de déployer le groupement tactique du 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) déclenche une avalanche d'activités d'Ottawa jusqu'à Edmonton en passant par Tampa. Le précédent créé par l'envoi d'un contingent de combat de l'Armée canadienne ne manque pas de retenir l'attention de la population et des médias. Les soldats et leurs familles vivaient dans l'expectative depuis près de deux mois alors que les différentes options étaient évaluées et que le conflit prenait de l'ampleur en Afghanistan.

En février 2002, la force de déploiement aux fins de l'opération (Op) APOLLO est établie dans sa forme définitive. Elle comprend ces éléments : un quartier général de bataillon; deux compagnies d'infanterie légère (une troisième provenant du 2e Bataillon du PPCLI sera ajoutée en mars 2002); une compagnie de tir d'appui direct (tireurs d'élite, mitrailleuses, lance-missiles TOW); la moitié d'un escadron de reco du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) équipé de véhicules de surveillance Coyote; une troupe renforcée du Génie de combat du 12e Escadron de campagne (1er Régiment du Génie de combat); un peloton de mortiers composé de membres du 1er Régiment, Royal Canadian Horse Artillery; un Groupe de soutien avancé chargé de la logistique, lui-même composé de 77 militaires provenant d'une quinzaine d'unités de diverses régions du Canada. Il faut aussi ajouter un peloton des transmissions qui comprend un détachement léger du Système national d'information, de commandement et de contrôle (SNICC) pour les communications stratégiques[1], et une section de l'Équipe mobile de guerre électronique du 2e Escadron de guerre électronique. Dans l'ensemble, 1 000 personnes sont déployées au sein du groupement tactique du 3 PPCLI[2].

Comme le Canada ne détient pas suffisamment de ressources de transport aérien stratégique, des avions de transport C-5B Galaxy et C-17 Globemaster III des Forces aériennes des États-Unis (É.-U.) [U.S. Air Force] servent à transporter les effectifs du groupement tactique d'Edmonton jusqu'à Frankfurt am Main, en Allemagne, ce qui est loin de passer inaperçu. Le reste du trajet jusqu'en Afghanistan est assuré par des appareils C-17 dotés de systèmes défensifs.

Photo : MDN APD02 5000-139

Comme le Canada ne dispose pas des ressources de transport aérien stratégique suffisantes, il doit s'en remettre aux appareils C-5B et C-17 des Forces aériennes des É.-U. pour le déplacement du groupement tactique canadien d'Edmonton jusqu'au KAF. Il faudra plus de cinq ans (durée approximative de la Seconde Guerre mondiale) pour corriger cette lacune en matière de transport.

Le lieutenant-colonel (Lcol) Pat Stogran et son détachement de reconnaissance (reco) arrivent à Kandahar le 14 janvier 2002. Dans les premiers jours de l'Op APOLLO, presque tous les militaires ont droit à une scène similaire à leur arrivée, qui ressemble à ceci. L'appareil C-17, arrivant de nuit, effectue une manœuvre en tire-bouchon au-dessus de l'aérodrome de Kandahar (KAF) en vue de perturber les éventuels systèmes de défense aérienne de l'ennemi avant d'atterrir sur une piste non éclairée. Le terminal international, saccagé, est pour sa part seulement éclairé par des feux qui ont été allumés dans des barils de 50 gallons. Penchés au-dessus des barils et essayant de se réchauffer les mains, des Marines américains à la propreté douteuse, coiffés d'une tuque et lourdement armés, essaient de se réchauffer les mains. Le tout semble tiré directement d'un film postapocalyptique! Lorsque le gros des troupes arrive le 3 février, on emmène les soldats en pleine nuit sur un terrain dénudé en leur ordonnant d'installer un camp. Il n'y a au départ aucun ouvrage défensif; il faut emprunter des sacs de sable et du matériel de défense du Special Air Service (SAS) de la Nouvelle-Zélande, et les soldats doivent creuser des tranchées à l'aide de leurs pelles-pioches et de tout ce qui leur tombe sous la main.

Photo : MDN ISD02-9506

Le Lcol Pat Stogran, commandant du 3e Bataillon (PPCLI) et du contingent canadien au KAF, transmet des indications à son état-major.

Le groupement tactique du 3 PPCLI mène ses activités à titre de membre d'une brigade des États-Unis. Plus précisément, il est intégré à la 187e Équipe de combat de brigade (187 ECB) de la 101e Division aéroportée (aéromobile), aussi appelée « Force opérationnelle (FO) Rakkasan[3] ». La 187 ECB devait fonctionner suivant une rotation de trois bataillons alternant entre des tâches de sécurité au KAF, des tâches de sécurité dans une base au Pakistan et des tâches de projection de force. Basée à Kandahar, la 187 ECB est constituée d'un bataillon du Génie, d'une FO de logistique (soit le 626e Bataillon de soutien avancé [BSA]), d'une unité d'hélicoptères d'attaque AH-64 Apache, et d'une unité d'hélicoptères de transport équipée de CH-47 Chinook et de UH-60 Blackhawk. Dans les faits, il manque un bataillon à la FO Rakkasan, et c'est là que le groupement tactique du 3 PPCLI entre en jeu : il devient le 3e Bataillon de la Brigade[4].

La chaîne de commandement canadienne du Lcol Stogran a des maillons à Tampa (en Floride). Elle s'étend jusqu'à la Force opérationnelle interarmées canadienne de l'Asie du Sud-Ouest pour se terminer à Ottawa. Le groupement tactique du 3 PPCLI est pour sa part sous le contrôle opérationnel de la FO Rakkasan, située en Afghanistan. Cette complexité équivaut à restreindre la liberté d'action des forces en déploiement avancé, mais il y a autre chose. En effet, le vice-amiral (Vam) Greg Maddison, sous-chef d'état-major

de la Défense, avait déjà imposé un régime restrictif aux opérations qui font intervenir les Forces d'opérations spéciales canadiennes en Afghanistan. En vertu de ce régime, le sous-chef d'état-major de la Défense doit donner son approbation à partir d'Ottawa chaque fois que l'on désire mener une opération d'action directe ou que l'on souhaite intégrer des troupes à une organisation alliée. Les restrictions précédemment mentionnées font directement suite à l'affaire somalienne de 1993 et de l'enquête qui a suivi sur les activités du Régiment aéroporté du Canada[5]. Les Forces canadiennes ne peuvent se permettre une nouvelle défaillance comme celle de la Somalie, et il y a des risques politiques, d'où les contrôles plus serrés jugés nécessaires par le chef d'état-major et sous-chef d'état-major de la Défense. Ces contrôles s'appliquent au Lcol Stogran et au 3 PPCLI, qui n'est pas une FOS axée sur l'action directe (et ne semble donc pas devoir être assujetti à un contrôle aussi rigoureux de la part d'Ottawa). La situation a pour effet de restreindre la gamme des activités éventuelles du 3 PPCLI, une telle restriction étant inhabituelle pour les Américains[6]. Le régime restrictif établi en 2001 demeurera en vigueur jusqu'à la fin de 2004 alors que l'Op ATHENA bat son plein.

Aérodrome de Kandahar : un terrain vital pour l'Op ENDURING FREEDOM

Le KAF est un terrain vital non seulement dans la guerre en Afghanistan, mais aussi dans le vaste conflit contre Al-Qaïda, et c'est ce qui explique l'emploi que l'on fera du groupement tactique du 3 PPCLI. En effet, il ne s'agit pas que de protéger un aérodrome. Le KAF, en raison de sa piste longue de 10 000 pieds et de très nombreux autres facteurs, est l'une des installations qu'il faut à tout prix contrôler pour gagner la guerre. En 2002, seulement trois de ces installations vitales sont tenues par la coalition en Afghanistan : l'aérodrome de Bagram (dans le nord), l'aérodrome de Khost (de petite taille) et le KAF (au sud). Il y a dans les pays voisins des bases aériennes périphériques servant au ravitaillement des forces de l'Op ENDURING FREEDOM stationnées en Afghanistan. Tout le nécessaire pour appuyer la guerre contre le régime taliban et Al-Qaïda doit arriver par la voie des airs via ce réseau de bases. Comme il s'agit d'une tâche peu prestigieuse comparativement à d'autres, l'importance du rôle de protection de la force confié au groupement tactique du 3 PPCLI au KAF est généralement sous-estimée. On a tendance à oublier que la perte de l'aérodrome ou même la perturbation de ses activités aurait été catastrophique et aurait ruiné des mois, voire des années, d'efforts de la coalition.

Les aérodromes de Bagram, de Kandahar et de Khost servent de plateformes de lancement à divers types de missions. La plupart du temps, ces dernières sont menées par des forces d'opérations spéciales avant que l'infanterie légère conventionnelle ne prenne la relève. Le KAF est situé à proximité de Kandahar, la plus grande ville du Sud de l'Afghanistan.

Cette ville est depuis fort longtemps un carrefour de transport et de commerce non seulement pour le pays, mais aussi pour toute la région de l'Asie centrale. Kandahar est en outre la première ville dont les talibans se sont emparés dans leur marche vers le pouvoir, à la fin des années 1990, ce qui lui confère donc également une valeur psychologique. Avant l'invasion, les activités d'Al-Qaïda en Afghanistan étaient regroupées à Djalalabad, Kaboul, Khost et Kandahar; on y retrouvait plus de 50 sites servant aux fins suivantes : entraînement, recherche et développement, commandement et contrôle. Il est donc bien certain que la prise du KAF a énormément perturbé les opérations des talibans et d'Al-Qaïda.

Le KAF offre une base avancée sûre à diverses unités d'opérations spéciales. Celles-ci devaient, par le passé, intervenir à partir de divers endroits qui étaient loin de Kandahar : Jacobabad au Pakistan; Karshi-Khanabad en Ouzbékistan; Manas au Kirghizistan; navires stationnés dans la mer d'Oman. Ces forces d'opérations spéciales se retrouvent dorénavant plus près de leurs cibles et peuvent réagir rapidement. Elles sont moins exposées aux systèmes de défense anti-aérienne pendant leurs trajectoires, car les vols sont de moins longue durée. Le personnel des opérations spéciales peut se reposer et s'entraîner dans des installations sûres, tout en étant proches de l'action et en disposant d'un système de logistique protégé. Somme toute, l'accès protégé au KAF permet d'augmenter considérablement la cadence des opérations dans le Sud.

À ce stade, nombreux objectifs de la guerre s'imbriquent les uns dans les autres. Il y a d'abord le démantèlement du régime taliban, ce « bouclier » censé protéger les forces et l'infrastructure d'Al-Qaïda en Afghanistan. Il y a en deuxième lieu l'engagement direct contre les unités et formations d'Al-Qaïda appuyant les talibans en Afghanistan. En troisième lieu, il y a l'infrastructure et le leadership d'Al-Qaïda. Enfin, il y a la nécessité de s'en prendre aux réseaux d'Al-Qaïda qui mènent des activités terroristes dans différentes régions du monde de même qu'à leurs éléments se consacrant au financement, à la logistique et au recrutement.

Les ressources nécessaires pour engager ces quatre objectifs varient en types et en nombres. Les Détachements opérationnels Alpha des Forces spéciales des É.-U. [U.S. Special Forces] ont travaillé en étroite collaboration avec des groupes anti-talibans en Afghanistan pour renverser le régime. Les équipes de la CIA (aussi désignée « l'Autre agence gouvernementale (AAG) ») ont collaboré avec ces mêmes groupes afin de collecter des données du renseignement stratégique au sujet d'Al-Qaïda en Afghanistan aux fins du ciblage. D'autres forces spéciales, aussi désignées « autres forces de la coalition », sont notamment le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC), la Division des activités spéciales de la CIA [U.S. Special Activities Division], et plusieurs organisations désignées seulement par un numéro. Les « autres forces de la coalition » sont censées entrer en action sur la base des informations fournies par l'AAG. Lorsque le conflit prend de l'ampleur, les forces spéciales de plusieurs

pays de l'OTAN se mettent de la partie, dans certains cas aux côtés des Forces spéciales des États-Unis.

Lorsque le 3 PPCLI arrive à Kandahar, les acteurs en matière d'activités spéciales sont encore plus nombreux. Le transport aérien des Forces spéciales est assuré par le 3e Bataillon du 160e Régiment d'aviation des Forces d'opérations spéciales [Special Operations Aviation Regiment] (3-160 SOAR). Ce dernier déploie à l'aérodrome une partie de sa flotte d'hélicoptères comptant dix MH-60 et huit MH-47D pour appuyer la FO K-Bar. Cette dernière est constituée des entités suivantes : unités des Forces spéciales (SEAL) de la Marine des É.-U., du 3e Bataillon du 3e Groupe aéroporté des Forces spéciales [Special Forces Group (aéroporté)] (3 SFGA), des forces d'opérations spéciales (FOS) du Canada, de la Norvège, du Danemark, de la Nouvelle-Zélande et de l'Allemagne. Il faut aussi noter la présence de la FO 64, l'unité de SAS du Régiment australien qui a été déployée en 2001[7].

Composé de 12 soldats, le Détachement opérationnel Alpha (ODA) du 3e Bataillon, le 3 SFGA, travaille étroitement avec les éléments tribaux anti-talibans à Kandahar et dans les provinces adjacentes. Le KAF lui sert de base d'opérations avancée. Ce sont les mêmes forces interposées qui ont déstabilisé et défié les talibans dans le Sud en 2001. Les unités européennes de la FO K-Bar se chargent principalement des missions stratégiques et de reco spéciale alors que le 3-160 SOAR s'occupe des insertions. Les membres de l'unité de SEAL et les Canadiens accomplissent généralement les missions d'action directe et les missions d'exploitation de site sensible[8].

Le contingent du JSOC est appelé FO Green et comprend un escadron du Groupe des applications au combat, mieux connu de la population sous l'appellation Force Delta. Le Groupe de développement de la Marine, communément appelé SEAL Team Six, forme la FO Blue. Il y a également l'unité des opérations de la force avancée et l'Activité de soutien au renseignement, sous le nom de code Gray Fox. Des équipes de Rangers fournissent des éléments de protection (FO Red). La Division des activités spéciales de la CIA et son dispositif du Renseignement font partie de la FO 5. Des éléments du 2e Bataillon du 160 SOAR soutiennent ces forces. Il arrive que des escadrons du SAS et du Service spécial naval [Special Boat Service] (SBS) britanniques collaborent avec certains éléments de la FO 5. Cette dernière est principalement basée à Bagram; s'il y a lieu de croire qu'un chef pouvant représenter une cible de choix est actif dans le Sud, ces différents éléments peuvent être mobilisés en vue d'un déploiement à partir de Kandahar[9].

Dans les faits, une grande partie de l'équipement servant à combattre Al-Qaïda en Afghanistan et servant de base à des opérations planétaires de grande envergure contre cette organisation se trouve au KAF, sous la protection des Forces canadiennes. Étant donné son emplacement centralisé sur le front du Sud, le KAF est aussi le témoin de nombreuses activités de collecte et d'analyse du renseignement électromagnétique. Ces activités font

intervenir certains éléments d'une équipe nationale de soutien au renseignement, une unité dirigée par le Corps des Marines des É.-U. qui appuie la FO 11 dans sa recherche d'objectifs de grande importance[10].

Du point de vue médical, une équipe chirurgicale avancée et un détachement de médecine préventive sont installés dans l'aile ouest du terminal de l'aérodrome avec tout le soutien logistique nécessaire[11]. Le tout s'appelle collectivement « Charlie Med ». D'autres unités sur place se chargent d'approvisionner la chaîne des soins de santé en cas de pertes. Les bataillons de la 101e Division aéroportée (aéromobile) disposent d'hélicoptères UH-60 servant expressément aux évacuations d'urgence, avec personnel médical à bord, alors que les Forces aériennes des É.-U. maintiennent sur place une unité de recherche et sauvetage de combat (RESCO). Cette dernière dispose d'hélicoptères UH-60, dont le personnel navigant comprend des parachutistes-secouristes spécialisés dans l'extraction d'équipages d'aéronef dans des environnements hostiles. Une autre unité des Forces aériennes qui se spécialise dans l'évacuation de blessés par la voie des airs à destination d'hôpitaux en Allemagne est également stationnée au KAF[12].

Le KAF est le principal carrefour logistique des forces de la coalition dans le Sud de l'Afghanistan. On doit acheminer par voie aérienne tout ce qui est nécessaire aux 5 000 militaires se trouvant dans le pays, des véhicules jusqu'aux munitions, en passant par l'eau, la nourriture et les allumettes. Il faut en outre un endroit pour emmagasiner tous ces biens de façon ordonnée en les protégeant contre le climat, les pillards et l'ennemi.

En un mot, le KAF, c'est l'énergie vitale et le cerveau des efforts de la coalition dans le Sud. Il suffirait d'un seul bombardement précis d'un lance-roquettes multitube pour entraver considérablement la mission dans son ensemble. Une infiltration ennemie ou un raid dans les zones de soutien pourrait couper le pont aérien. Il en irait de même d'une attaque réussie par un missile sol-air portable à l'encontre d'un C-17 à son arrivée ou à son départ. C'est le groupement tactique canadien qui est responsable de la protection du KAF et de toutes les ressources qui y sont gardées : une tâche essentielle à la réussite de l'Op ENDURING FREEDOM.

Exploitation de sites sensibles : une base solide pour jihadistes

Du point de vue stratégique, les éléments d'information colligés dans la région de Kandahar et dans l'Est de l'Afghanistan contribuent à dégager un portrait plus général de l'énigme que représente Al-Qaïda. De quoi Al-Qaïda est-elle capable à l'échelle planétaire? Quelles autres opérations prépare-t-elle? Ou encore, dans certains cas, et chose tout aussi importante, qu'est-ce que l'organisation est incapable de faire? Plusieurs sources fournissent des éléments de réponse à ces questions : ennemis capturés; documents et ordinateurs saisis; analyse de vestiges de camps d'entraînement de jihadistes; infrastructure de réseau utilisée.

Le KAF sert également d'escale et de filtre pour les ennemis capturés. On y trouve une zone de détention (d'attente), des locaux pour les interrogatoires et un centre d'exploitation des documents (DOCEX), tous relevant des unités de la police militaire et du renseignement de l'Armée des É.-U., avec l'aide toutefois d'agences alliées et étasuniennes du renseignement et de l'application de la loi. Il y a un autre établissement ailleurs pour les détenus de haute importance. En fait, tous les détenus capturés dans le Sud, des simples soldats talibans jusqu'aux agents de niveau supérieur d'Al-Qaïda, transitent par la base. Selon l'importance qui leur est attribuée, certains se retrouvent à Bagram, d'autres sont confiés aux services du renseignement américains alors que d'autres encore demeurent au KAF, qui devient rapidement une plaque tournante pour les efforts du renseignement déployés à l'encontre des groupes terroristes à l'échelle planétaire[13].

Le cas d'Abu Zubaydah peut servir d'exemple à ce sujet. En mars 2002, les liens trilatéraux entre Bagram, Kandahar et les efforts consentis en commun au Pakistan permettent la capture de Zubaydah, une cible de grande valeur parmi les têtes dirigeantes d'Al-Qaïda. Dans le cadre du programme d'interrogatoire de la CIA, Zubaydah est amené sans tarder dans un lieu non divulgué où l'on prend tous les moyens nécessaires pour l'interroger à fond. Résultat : on réussit à prendre puis à transporter ses plus proches associés par avion jusqu'au KAF où ils sont pris en charge par les services du renseignement[14].

L'exploitation de Zubaydah et de ses associés permet d'obtenir d'excellents résultats une fois le tout juxtaposé à la kyrielle d'autres éléments d'information recueillis ailleurs en Afghanistan. À titre d'exemple, un individu soupçonné de planifier une attaque à la bombe radioactive aux États-Unis est appréhendé en mai 2002[15] alors qu'il prépare en fait des attaques conventionnelles contre des gratte-ciel résidentiels civils[16]. L'individu qui a été le lien de communication principal entre les chefs d'Al-Qaïda et les pirates de l'air du 11 septembre est capturé au Pakistan grâce à des informations obtenues au KAF. Des données colligées pendant des opérations d'exploitation de sites sensibles en Afghanistan sont jumelées à d'autres données du renseignement pour mener les enquêteurs à l'arrestation d'une cellule d'Al-Qaïda composée de six hommes à Buffalo, dans l'État de New York, avant même qu'elle ne puisse organiser une opération[17].

Zubaydah détient aussi de l'information sur des cellules de soutien d'Al-Qaïda en opération au Canada qui sont en mesure de se procurer des passeports canadiens permettant aux agents de l'organisation d'entrer plus facilement aux États-Unis pour attaquer des cibles[18]. Zubaydah confirme également qu'Al-Qaïda prévoit attaquer des cibles au Canada[19]. D'autres informations recueillies au sujet des opérations d'Al-Qaïda révèlent qu'une cellule mène des activités à partir d'un programme universitaire de biologie et de chimie au Canada, le tout pouvant avoir fait partie d'une seconde vague d'attaques planifiées dans la foulée du 11 septembre. Les plans établis prévoyaient apparemment l'utilisation d'avions d'épandage pour vaporiser des agents chimiques ou biologiques, y compris peut-être de l'anthrax[20].

Photo : Auteur

Cinq sites d'entraînement importants d'Al-Qaïda étaient situés au KAF ou aux alentours en plus de cinq autres installations de soutien dans la ville de Kandahar. Tous sont bombardés dès le début de l'Op ENDURING FREEDOM avant d'être exploités aux fins du renseignement une fois les forces terrestres arrivées au KAF.

En vérité, l'Op ENDURING FREEDOM révèle l'ampleur stupéfiante du système d'entraînement jihadiste en Afghanistan. Al-Qaïda et ses alliés disposent d'une bonne cinquantaine d'installations consacrées à la formation à grande échelle de terroristes, avec un contingent de jihadistes provenant de plus de 20 pays, dont le Canada. On estime à 20 000 le nombre de jihadistes qui ont reçu un entraînement en Afghanistan pendant les années 1990. En plus du Canada, ils sont ensuite déployés dans une gamme variée de pays comprenant la Tchétchénie, la Chine, le Maroc, le Mexique, l'Espagne, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, les Philippines et l'Allemagne (voir la figure 2-1).

On peut dire, en substance, qu'Al-Qaïda jouait un rôle clé dans l'émergence d'une véritable culture jihadiste multinationale en incubation dans ces installations. Les talibans avaient leurs propres centres d'entraînement (qui ont été saisis ou autrement enlevés par l'organisation de Gulbuddin Hekmatyar en 1995 et 1996), mais l'ensemble des groupes jihadistes étaient en grande partie intégrés au tournant de l'an 2000. En 2001, il est de plus en plus difficile de déterminer où s'arrête l'influence d'Al-Qaïda et où commence celle des talibans ou d'autres groupes à l'intérieur de ce système. Parmi les exceptions, il faut noter certains groupes plus étroitement liés aux services de sécurité pakistanais, mais il y a encore là des chevauchements considérables dans le système de formation avec le groupe Lashkar-e-Taiba, par exemple, ou avec le mouvement Harkat ul-Ansar[22].

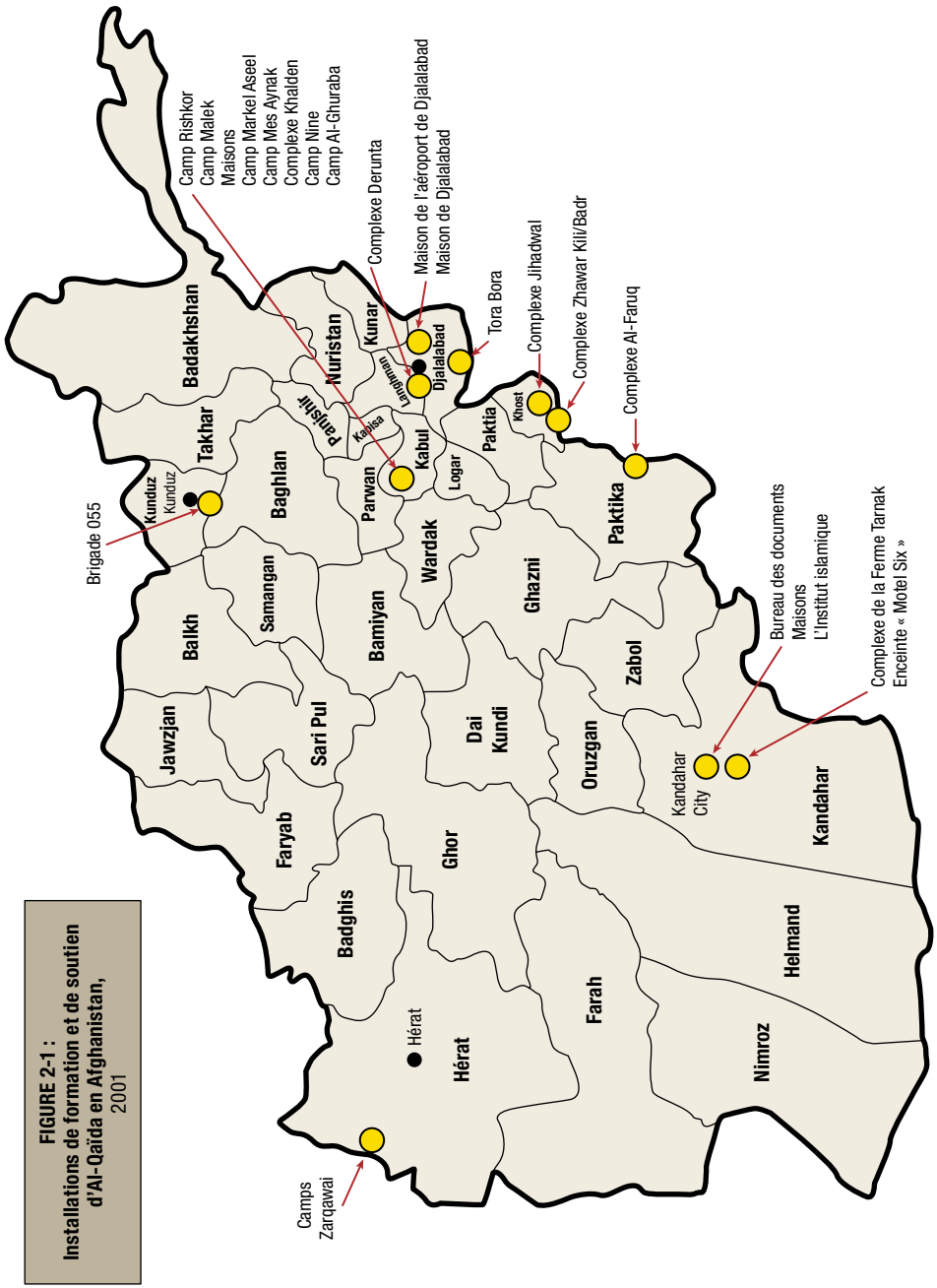


FIGURE 2-1 :
Installations de formation et de soutien d'Al-Qaïda en Afghanistan, 2001

Figure 2-1 : Installations de formation et de soutien d'Al-Qaïda en Afghanistan, 2001

On en arrive à un point où Al-Qaïda et les autres groupes mettent en commun installations, expertise, équipement et personnel de façon presque interchangeable. Ainsi, le groupe Lashkar-e-Taiba envoyait des combattants, une fois qu'ils avaient suivi la formation de base ailleurs, au Camp d'entraînement Derunta contrôlé par Al-Qaïda près de Djalalabad pour qu'ils se perfectionnent dans l'utilisation d'explosifs[23]. Des combattants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan suivaient une formation sur les missiles SA-7 et la contre-surveillance à Kandahar, donnée par des instructeurs de Tchétchénie et d'Al-Qaïda[24]. Au Khana Gulam Bacha Guesthouse à Kaboul[25], Al-Qaïda formait des jihadistes de plusieurs pays pour qu'ils remplacent individuellement des talibans au sein de leurs unités de combat, mais assurait également l'entraînement d'étrangers pour qu'ils joignent les rangs de la conventionnelle Brigade 055 d'Al-Qaïda dans son combat contre l'Alliance du Nord[26].

Cela dit, Al-Qaïda se servait de son système de formation pour repérer les individus particulièrement déterminés et les recruter aux fins d'activités plus spécialisées. On se retrouvait ainsi avec un système à l'intérieur d'un autre système qui comportait lui-même plusieurs couches et compartiments. Ainsi, de nombreuses sources faisaient référence au Camp d'entraînement Al-Farouq que l'on retrouvait, semble-t-il, dans au moins cinq endroits différents[27]. Il y avait un vaste camp portant le nom d'Al-Farouq dans la province de Paktika, près de la frontière avec le Pakistan. La meilleure analogie consiste à voir Al-Farouq comme l'équivalent d'un programme universitaire d'éducation permanente pour le perfectionnement des jihadistes dans plusieurs camps dirigés par différents groupes parallèlement au travail d'un groupe de formation de base pour les nouveaux jihadistes. Dans les faits « Al-Farouq » servait de pseudonyme à un large éventail d'installations et d'activités[28].

Les analystes de l'Op ENDURING FREEDOM arrivent à regrouper les activités les plus secrètes d'Al-Qaïda en Afghanistan et les installent dans plusieurs emplacements géographiques, qui font ensuite l'objet, en 2020, de raids et de missions d'exploitation. Il y a Kaboul, dans un premier temps, là où se trouve le quartier général d'Al-Qaïda et où logent les chefs talibans dans le district Wazir Akbar Khan en plus d'au moins cinq hôtels particuliers pour le personnel[29] et le Camp Al Ghuraba, foyer d'Abu Musab al-Suri, un homme encore plus radical que ben Laden qui s'emploie à doter Al-Qaïda de capacités chimiques, biologiques et même nucléaires. Un cours de formation sur la guerre en zone urbaine est offert dans la ville. Mais il y a aussi ce qu'on appelle « Camp Nine ». Il s'agit d'un camp spécial de formation à l'assassinat dont le programme est très varié :

[Traduction]

> [Notre source] indique que pendant sa formation, il a empoisonné des lapins et également visionné une vidéo montrant un chien qui meurt dans une pièce que l'on enfume. Il a expliqué également à [notre source] qu'on lui a enseigné des techniques de contre-surveillance. (Note de l'analyste : la période de formation de [notre source] coïncide avec celle de la formation suivie par le détenu au camp. La formation en empoisonnement suivie par [notre source] est considérée comme similaire aux expériences menées avec le cyanure décrites par [notre source] avec l'empoisonnement de lapins[30].

C'est également à Kaboul que sont situés les bureaux d'Ummah Tameer-e-Nau (UTN), un organisme non gouvernemental « d'aide humanitaire » pakistanais fondé par Bashiruddin Mahmood (responsable du réacteur de traitement du plutonium du Pakistan); un officier d'artillerie supérieur de l'armée pakistanaise; Hamid Gul, chef des services secrets du Pakistan (l'ISI). L'exploitation des documents trouvés dans ces bureaux après un raid confirme l'existence de liens entre Al-Qaïda et certaines autorités pakistanaises responsables de l'armement nucléaire[31].

On recense également un autre groupe d'installations d'Al-Qaïda à proximité de Djalalabad, y compris le complexe Derunta, où le programme comprend un entraînement à la guerre chimique. Il y a eu à cet endroit la découverte de vidéos illustrant la mise à l'essai d'agents de guerre chimique sur des chiens. La description suivante est fournie concernant le Camp Derunta :

[Traduction]

> Un des camps les plus importants… situé à environ 8 milles de la ville de Djalalabad à l'est du pays. Le complexe compte en fait quatre sous-camps : le Camp Abu Khabab où, d'après les sources du renseignement, on emmagasine des produits chimiques et des explosifs et on forme des terroristes quant à la meilleure façon de les utiliser pour maximiser le nombre de victimes; le Camp Assadalah Abdul Rahman, dirigé par le fils du chef spirituel aveugle Omar Abdel Rahman (actuellement incarcéré aux États-Unis pour avoir comploté en vue de faire exploser le World Trade Center en 1993); le Camp Hizbi Islami [sic], dirigé par un groupe d'extrémistes pakistanais combattant au Cachemire; enfin, le Camp Taliban, où la milice religieuse est formée et endoctrinée pour combattre l'Alliance du Nord[32].

Photo : MDN AP2002-5617

Exploitation d'un site sensible : Le système d'entraînement et de soutien d'Al-Qaïda et des jihadistes consistait en plus de 40 installations, certaines dans des régions éloignées. Le repérage et l'examen de ces sites contribuent à fournir aux planificateurs stratégiques les données requises pour en savoir plus long au sujet des capacités mondiales de l'ennemi.

Le complexe Derunta regorge de jihadistes provenant des Philippines, de la Turquie, de l'Égypte et de la Malaisie et forme des soldats pour aller combattre en Bosnie, en Tchétchénie et en Azerbaïdjan[33]. Les jihadistes le connaissent bien pour son expertise en formation dans l'utilisation d'explosifs, de poisons et de bombes à retardement[34]. Les spécialistes du renseignement s'intéressent tout particulièrement aux cellules d'Al-Qaïda actives en Bosnie qui souhaitent perturber la paix fragile que l'Armée canadienne et ses alliés de l'OTAN ont contribué à instaurer après 10 années d'opérations des Nations Unies et de l'OTAN dans cette région. Ces complots, planifiés et financés par le bureau des opérations d'Al-Qaïda, sont contrés avant même leur mise à exécution[35].

Le troisième regroupement découvert comporte les installations situées à Djalalabad et à proximité. On apprend que la formation en fabrication de bombes, principalement au moyen de matériel électronique, est offerte à la Maison des Algériens [House of the Algerians]. On trouve à Djalalabad des installations pour les Maghrébins (groupes basés en Afrique du Nord). On constate surtout que la Maison de l'aéroport [Airport House] est la maison familiale de ben Laden à Djalalabad et devient l'un de ses quartiers généraux[36].

Au sud-est de Tani, dans les montagnes à la frontière du Pakistan près de Khost, les complexes du Camp Zhawar Kili servent depuis longtemps à la formation de jihadistes. Ils ont été la cible en 1998 d'un missile de croisière américain qui n'a pas totalement atteint son objectif. Selon toutes vraisemblances, six installations sur place comprennent deux des plus importants centres de formation, soit Badr-1 et Badr-2, qui permettent d'entraîner 350 combattants en même temps. Les soldats formés dans les camps Badr doivent généralement aller combattre en Bosnie ou en Tchétchénie. Un autre camp du complexe, qui fait partie du réseau Haqqani, est relié à des madrasas du Waziristan du Nord. Al-Qaïda est pour ainsi dire une « unité hébergée » au Camp Zhawar Kili[37].

La province de Hérat accueille pour sa part les mystérieuses installations dirigées par Abu Musab al-Zarqawi. Une installation manifestement talibane, le Camp Ziarat Jah sert à l'entraînement des Tchétchènes. Il semblerait que tous les autres camps d'Al-Qaïda dans la région servent à emmagasiner du matériel nucléaire. Des Arabes provenant de 18 pays, et notamment du Liban, de la Jordanie et de l'Iraq, suivent une formation pour l'utilisation d'armes légères, d'explosifs et d'armes chimiques. Une équipe formée là-bas tentera d'ailleurs en 2004 de déclencher à Amman, en Jordanie, une arme chimique qui aurait tué quelque 80 000 personnes, mais cet attentat sera déjoué[38]. Oussama ben Laden lui-même est le seul à pouvoir autoriser des visites de ces installations[39]. Il faut surtout noter que dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM, il est de la plus haute importance pour le personnel du renseignement de jauger l'intérêt d'Al-Qaïda pour les armes et le matériel nucléaires et qu'al-Zarqawi figurait au sommet de la liste des têtes dirigeantes d'Al-Qaïda à appréhender.

D'après les renseignements colligés, le personnel d'Al-Qaïda sur place tentait apparemment de se procurer une arme nucléaire par l'entremise d'un groupe radical de scientifiques et d'officiers au Pakistan, et au moins deux scientifiques russes possédant une expertise en armements nucléaires étaient en contact avec Al-Qaïda[40].

Signalons en dernier lieu les installations d'Al-Qaïda dans la province de Kandahar et dans les environs. C'est dans celles-là que sont planifiés les attentats du 11 septembre par Oussama ben Laden et Khalid Sheikh Mohammed, et que les pirates s'entraînent en vue de la mission et que le soutien logistique requis est offert. Ainsi, le bureau des documents fournit aux pirates de fausses pièces d'identité[41]. Un jihadiste formé dans le réseau Al-Farouq demeure à l'hôtel particulier pour jihadistes de Kandahar et se sert de faux passeports produits par le bureau des documents de cette province pour se rendre au Canada et recruter des candidats en vue de former des cellules jihadistes en 2000. Il est aussi déterminé que le Canada sert de base à un autre jihadiste que l'on appréhende alors qu'il utilise des papiers produits à Kandahar. Lorsqu'on lui demande : « Pourquoi le Canada? », il répond : « Le Canada accepte tout le monde[42]. »

Le Complexe Mall Six [Mall Six Complex] est la principale base administrative d'Al-Qaïda. Y logent ben Laden, ses seconds, leurs familles et leurs gardes du corps. Cet ensemble de cinq rangées de six maisons de brique crue se trouve à un kilomètre du KAF. Seul le personnel d'Al-Qaïda est autorisé à y entrer[43].

Le Camp Abu Ubaydah de la Ferme Tarnak, à 10 kilomètres au sud du KAF, est aussi connu sous le nom de Camp Commando par la communauté jihadiste. On y compte près de 100 bâtiments et un grand champ de tir. Le programme de formation porte notamment sur les missiles sol-air, les techniques d'évasion, la guerre en zone urbaine, l'entraînement aux environnements de montagne, de désert et de jungle, les explosifs, le tir isolé, les poisons et les armes chimiques[44]. Une équipe de lancement de missiles sol-air formée à cet endroit participe à une tentative avortée visant à abattre un avion de ligne israélien à Mombasa[45], en novembre 2002.

L'aérodrome lui-même sert à répéter des scénarios terroristes dans des avions de ligne et des aéroports. Une formation sur l'utilisation des missiles air-sol est offerte dans des champs de tir spécialisés. Parmi les installations d'Al-Qaïda à Kandahar, notons le Laboratoire chimique, pour reprendre l'expression utilisée par le personnel capturé, où entre 40 et 50 combattants insurgés reçoivent une formation alors qu'ils sont hébergés au petit hôtel al-Ansar. Le Laboratoire permet de réaliser des expériences portant notamment sur les explosifs et sur les produits chimiques pouvant servir de poison, d'agent suffocant ou d'agent vésicant[46]. Le programme de développement de l'anthrax d'Al-Qaïda se déroule parallèlement à tout cela à proximité du Laboratoire[47]. Comme on a pu le constater par la

suite, deux programmes parallèles, mais distincts, visant l'utilisation de l'anthrax comme arme sont menés par Al-Qaïda à Kandahar : l'un est dirigé par un scientifique pakistanais, et l'autre, par un capitaine de l'armée malaisienne. Il y a des liens entre l'un de ces projets et une cellule basée dans une université canadienne[48].

Un important projet en cours à Kandahar depuis 1999 englobe des expériences réalisées dans le désert sur des explosifs à teneur nucléaire par l'un des chefs supérieurs d'Al-Qaïda, Abd al Aziz al-Masri[49]. Il s'agit sans doute de mettre à l'essai une forme quelconque de dispositif de dispersion radiologique. Quelques années plus tard, des nomades Kutchi indiqueront que des Pakistanais auraient déclenché dans le désert du Registan (le « Reg ») de fortes explosions qui ont causé une sécheresse. Un produit chimique est aussi utilisé à l'encontre de gens ciblés dans le désert qui voient le sang couler de tous les orifices de leur tête[50].

Autre exemple illustrant l'importance du KAF, une mission d'exploitation d'un site sensible est menée dans un Camp d'Al-Qaïda situé deux heures à l'est de la base en février 2002. Cette opération permet de s'emparer d'un guide d'Al-Qaïda sur la façon de procéder après une capture. Ces documents sont utilisés en 2003 pour venir à bout de la résistance de Khalid Sheikh Mohammed, agent des opérations d'Al-Qaïda, qui refuse de répondre aux questions posées lors de son interrogatoire. À l'issue de cet interrogatoire, un agent d'Al-Qaïda planifiant de nouvelles attaques terroristes contre les États-Unis est intercepté et capturé[51].

L'Op ENDURING FREEDOM permet de contrer de nombreuses missions d'Al Qaïda en cours à différentes étapes de leur conceptualisation ou de réalisation. On peut citer notamment un plan pour qu'un avion de ligne percute la Library Tower à Los Angeles à la fin de 2001; l'attaque de bateaux ancrés à Singapour à la fin décembre 2001, avortée grâce à la capture de l'équipe d'Al-Qaïda qui avait été dépêchée pour faire le travail; la tentative de 2002 d'explosion des pétroliers transitant par le détroit de Gibraltar, laquelle a également abouti à l'arrestation d'une autre équipe d'Al-Qaïda; l'attentat de 2002 visant l'aéroport d'Heathrow, Canary Wharf et Big Ben au moyen d'avions de ligne détournés[52]. Plus important encore, une cellule d'Al-Qaïda pour la planification d'opérations outremer et l'entraînement nécessaire à cette fin est ensuite mise au jour; elle est déplacée de Kandahar à Shakai, au Pakistan, et s'emploie à concevoir une nouvelle série de complots à réaliser outremer, lesquels sont contrés ou ne sont pas menés à terme pour différentes raisons[53].

À peu– près tous les renseignements sur le système d'entraînement des jihadistes et la structure de soutien d'Al-Qaïda sont inconnus des pays engagés dans l'Op ENDURING FREEDOM avant leur mise au jour grâce à des missions menées en 2002. En l'absence d'une base d'opération sûre dans le Sud de l'Afghanistan pour procéder à l'exploitation des sites et

à l'identification des détenus, il est probable qu'aucun de ces renseignements n'aurait été découvert et que des complots aussi meurtriers que celui du 11 septembre, voire pire encore, auraient pu être menés à bien en Amérique du Nord et ailleurs.

Sécuriser l'aérodrome de Kandahar

À son arrivée, le 15 février 2002, le groupement tactique du 3 PPCLI se voit immédiatement confier la protection périphérique du KAF. L'évaluation de la menace en Afghanistan révèle une situation instable. Des têtes dirigeantes d'Al-Qaïda, dont Oussama ben Laden, sont toujours en liberté, tout comme les principaux chefs talibans, les mollahs Abdul Ghani Baradar, Akhtar Osmani et Mohammed Omar. Jalaluddin Haqqani, du réseau tribal Haqqani, est quelque part à Khost. Selon certaines indications, on comploterait en vue d'assassiner le chef de l'Administration transitoire afghane, Hamid Karzai. Qui plus est, des rumeurs d'une tentative de résurgence des talibans continuent de circuler, mais se révèlent difficiles à confirmer. Les incidents récents à Kaboul semblent indiquer le rétablissement d'une capacité de commandement et de contrôle chez les talibans, mais il faudra un certain temps avant qu'elle soit pleinement opérationnelle[54].

Le plan de protection du KAF en vigueur est rudimentaire et il avait été fait à la hâte; certaines des positions ne sont situées qu'à 20 mètres de la piste elle-même, et il n'y a pas chevauchement des champs de tir. À titre d'exemple, un bataillon d'infanterie de la Marine s'est emparé au départ de l'aérodrome et a creusé des tranchées pour établir les positions de défense initiale avant d'être relevé par un bataillon d'infanterie de l'Armée des É.-U. qui y a apporté certaines modifications. Aucune de ces deux unités n'a toutefois établi des positions à long terme. Il y a trois secteurs : le bleu, au nord de la piste; le blanc, dans la section sud-ouest, et le rouge, qui comprend le terminal et la section sud-est, en plus de la zone où les munitions sont conservées, laquelle est située entre les secteurs bleu et blanc. Le KAF est un endroit dangereux; on y trouve un peu partout des munitions non explosées de même que des champs de mines datant des années 1980, sans compter les aéronefs de divers types et de toutes formes et tailles circulant sur les aires de trafic et les pistes (voir la figure 2-2).

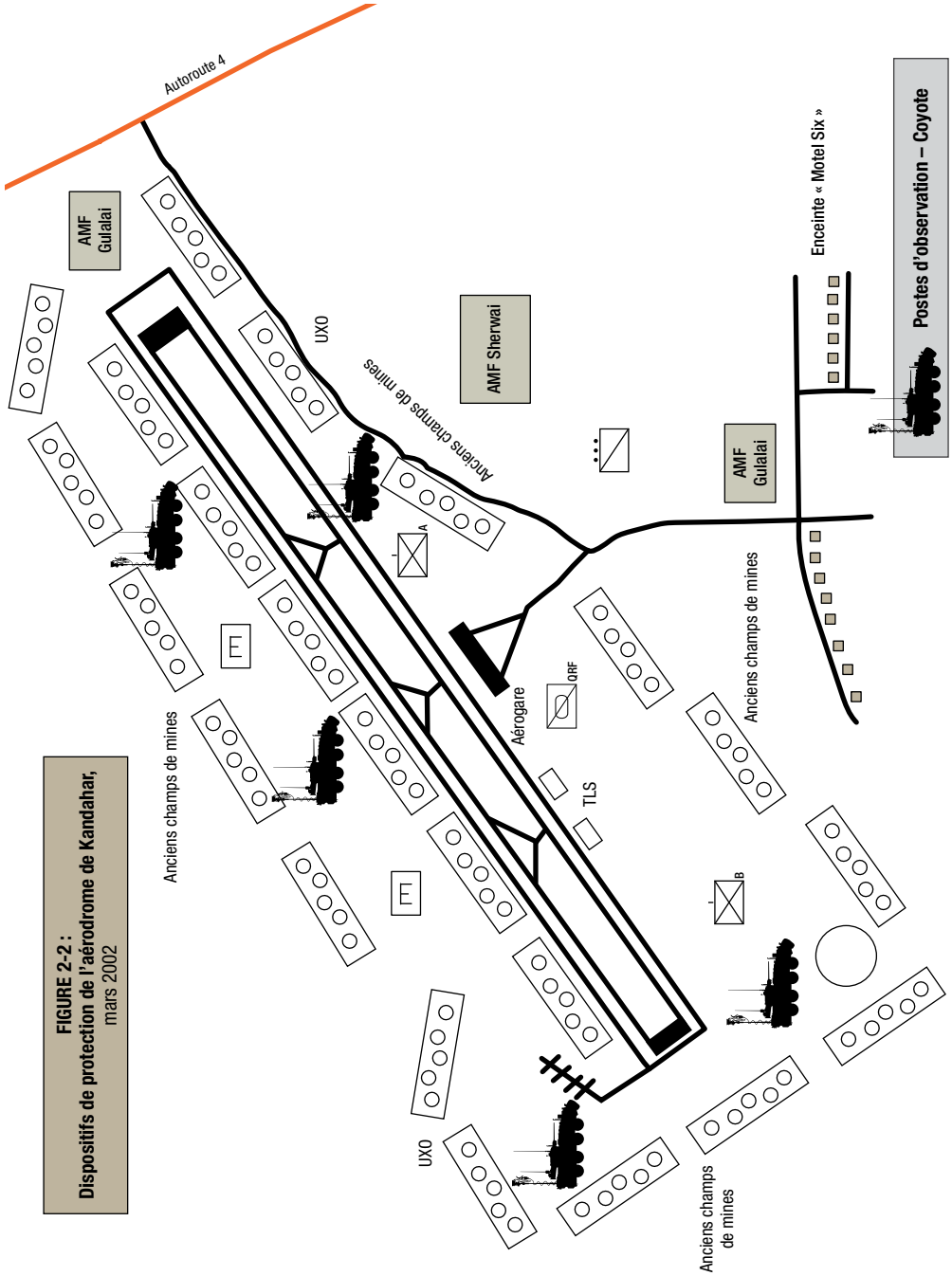


FIGURE 2-2 :
Dispositifs de protection de l'aérodrome de Kandahar,
mars 2002

Figure 2-2 : Dispositifs de protection de l'aérodrome de Kandahar, mars 2002

Photo : Auteur

Une des nombreuses fortifications construites par les membres du Génie canadiens et américains sur le périmètre du KAF en 2002. Cette photo a été prise en 2007, longtemps après que le périmètre eut été considérablement élargi pour accueillir des effectifs de plus de 17 000 personnes.

Le groupement tactique du 3 PPCLI passe à l'action dans un délai de 24 heures. La Compagnie B, dirigée par le major (Maj) Mike Blackburn, prend position dans le secteur blanc, tandis que la Compagnie A, dirigée par le Maj Sean Hackett, s'occupe du secteur rouge. Le 12e Escadron de campagne prend en charge le secteur bleu sous le commandement du Maj Rod Keller en jouant un rôle d'infanterie. Dès leur arrivée, le Maj Tom Bradley et l'escadron de reconnaissance entreprennent des patrouilles mobiles avec leurs véhicules Coyote. Ils reçoivent l'aide d'un peloton de véhicules Hummer porteurs de missiles TOW de l'Armée des États-Unis, équipés de systèmes d'imagerie thermique. Une fois la topographie bien établie, l'escadron de reconnaissance conçoit un plan de surveillance détaillé pour les Coyote. L'escadron dispose de 12 Coyote répartis entre une force de réaction rapide et une troupe de surveillance. Cette dernière établit ses tranchées à proximité des compagnies d'infanterie et des membres du Génie et ensuite elle installe ses capteurs sur mât dans cinq emplacements à l'intérieur du périmètre du KAF. Les troupes assurant la protection de l'aérodrome disposent ainsi d'une capacité d'observation nocturne au sol d'un rayon de près de 25 kilomètres, alors que celle des unités américaines se limite à cinq kilomètres[55].

Photo : MDN APD02 5000-133c

Des véhicules Coyote de reco et de surveillance du The Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) permettent la surveillance périphérique du KAF à l'aide de leurs systèmes sur mât, ce qui libère presque un bataillon complet d'infanterie des É.-U. auquel cette tâche avait d'abord été confiée.

On ne saurait trop insister sur l'importance des Coyote. En effet, ces véhicules permettent de réduire le nombre de soldats se consacrant à la défense ponctuelle du KAF : les soldats ainsi libérés peuvent être déployés sur le terrain. Les capteurs de longue portée et la capacité de tir de précision procurent aux défenseurs une distance de sécurité accrue. Par conséquent, en théorie, cela force tout ennemi potentiel équipé d'un système de tir direct ou indirect à s'éloigner de la base, ce qui réduit d'autant la précision de ses tirs et ses chances d'atteindre un élément vital. Il y a notamment eu un cas où des civils afghans ont eu la vie sauve grâce à cette capacité accrue : les Coyote avaient réussi à déterminer que les civils ne posaient pas une menace et en avaient averti d'autres unités avant que ces dernières ne les prennent à parti. Un tel engagement aurait été néfaste pour les relations entre les intervenants de l'Op ENDURING FREEDOM et le peuple afghan[56].

Photo : MDN IS2002-0092a

Le groupement tactique du 3 PPCLI est une organisation d'infanterie légère et il n'a donc pas apporté tous ses véhicules. Des Humvee sont empruntés pour patrouiller et accomplir des tâches de coopération civilo-militaire.

Une équipe temporaire canado-américaine de guerre électronique et de renseignement électromagnétique est aussi formée dès le départ. Des membres du 2e Escadron de guerre électronique (2 Esc GE) et du Groupe des opérations d'information des Forces canadiennes, avec leurs équipes mobiles et véhicules spécialement équipés, collaborent avec des équipes américaines de forces conventionnelles et de forces d'opérations spéciales.

Les équipes de l'Armée des États-Unis travaillent au départ de façon non coordonnée avec le système PROPHET pour la collecte et le traitement de l'information. Cependant, lorsque les commandants américains se rendent compte des capacités dont disposent les membres du 2 Esc GE, ils confient aux Canadiens la coordination des activités de guerre électronique et de renseignement électromagnétique nécessaires à la défense du KAF. Cette organisation commune compte 8 Canadiens et 24 Américains. Les équipes mobiles canadiennes travaillent de concert avec les Américains, les Allemands, les Australiens, les Norvégiens, les Néo-Zélandais et des FOS des États-Unis, alors que les équipes mobiles étasuniennes de guerre électronique travaillent avec les patrouilles de FRR de l'escadron de reconnaissance dans le périmètre de l'aérodrome en procédant à des interceptions et en réagissant aux attaques[57].

Les États-Unis en viennent à installer dans le périmètre leur Système de surveillance à distance de capteurs sur le champ de bataille (REMBAS), grâce auquel on fait la capture de munitions thermobares de type RPO-A, extrêmement meurtrières (les armes correspondantes génèrent un effet de souffle dévastateur). De meilleures mesures de coordination et d'harmonisation s'imposent étant donné le nombre accru de systèmes de surveillance pilotés et non pilotés se trouvant au KAF et dans son espace aérien, dont un radar transhorizon du Corps des Marines des États-Unis. Le Maj Mark Campbell, cmdt de la compagnie de soutien du 3 PPCLI, crée une matrice ISTAR (de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance) pour la coordination de tous les systèmes, ce qui améliore grandement une situation jusque-là chaotique.

Dans le même ordre d'idée, une meilleure coordination est également de mise, compte tenu du nombre de ressources du Génie se trouvant au KAF et disposant dorénavant de la majorité des éléments d'un bataillon léger du Génie de l'Armée des États-Unis, d'un escadron de Génie de combat canadien et d'équipes norvégiennes et croates spécialisées dans le déminage et la neutralisation de munitions non explosées. En s'inspirant du modèle doctrinal canadien fourni par le Centre de coordination de l'appui du Génie, le Maj Rod Keller et sa petite équipe parviennent à améliorer considérablement la coordination des activités du Génie de la coalition.[58]

Le groupement tactique du 3 PPCLI tisse également des liens étroits avec les forces afghanes qui ont un rôle à jouer dans le plan de sécurité. Vers 2002, les forces anti-talibanes dans la région ont été regroupées sous les ordres de deux commandants rivaux, soit Gul Agha Sherzai et Haji Gulalai. Elles forment ce qu'on appelle collectivement les Forces de milices afghanes (AMF). Ces dernières sont peu équipées, mais extrêmement mobiles. Elles sont mises à contribution pour assurer une couche de sécurité à l'extérieur du périmètre sécurisé par la coalition. Il leur arrive d'occuper les miradors avec les soldats canadiens et étasuniens. Leur premier contact avec la coalition se fait par l'entremise des Forces d'opérations spéciales (FOS) des États-Unis; toutefois, l'arrivée du groupement tactique du 3 PPCLI amène la milice à nouer des liens

avec les Canadiens, par l'entremise de l'officier responsable de la coopération civilo-militaire (COCIM), le capitaine Alex Watson, ainsi qu'avec le peloton de reconnaissance. Les AMF participent ainsi aux patrouilles et aux opérations du groupement tactique dans périmètre élargi (tout ce qu'il y a autour du périmètre de sécurité du KAF) (voir la figure 2-3).

On peut donner l'exemple de l'Op CLEAN SWEEP, une mission de bouclage et de fouille exécutée dans la région de Hajji Mohammad Shah Kalay, au nord du KAF en juin 2002. D'après les informations obtenues des Afghans, il y avait une importante cache d'armes lourdes dans la communauté. Une section du Génie et une section de fusiliers accompagnent donc un peloton (par la suite renforcé pour dépasser la taille d'une compagnie) de la Milice de Gulalai, tandis qu'une force de réaction rapide de l'escadron de reco, équipée d'hélicoptères d'attaque AH-64 et d'hélicoptères d'évacuation sanitaire UH-60, demeure en arrière-plan. Malgré une fouille intensive, rien n'est trouvé; dans le groupement tactique, on se demande si les Afghans n'avaient pas des motifs cachés d'avoir voulu l'intervention.

L'Op GREY HUSKY menée le 7 avril 2002 a aussi son importance. Selon des sources du renseignement, un lance-roquettes multitube BM-21 était caché dans le district d'Arghistan, à l'est du KAF, et les forces ennemies allaient peut-être le mettre en position en vue de pilonner le KAF. Des éléments de l'escadron de reco, du peloton de reconnaissance et de l'AMF sont alors déployés autour d'Arghistan pour localiser l'arme et s'en emparer, et pour démontrer la liberté de mouvement des forces de la coalition. L'arme n'est pas trouvée, mais le message est transmis. Outre les déplacements pour se rendre au KAF et en revenir, les forces de la coalition ne sont jusque-là que rarement déployées dans la région d'Arghistan, mais les FOS mènent des opérations pendant des périodes assez longues dans la ville. Le KAF sert de rampe de lancement pour les interventions directes des FOS et les opérations aéromobiles entreprises dans d'autres endroits, ce qui donne toute leur importance à des expéditions comme celle de l'Op GREY HUSKY.

Les forces de réaction rapide canadiennes entrent aussi en action toutes les fois qu'un incident grave se produit dans la zone de protection entourant l'aérodrome. Il y a notamment un accident qui coûte la vie à quatre soldats américains qui s'employaient à désarmer une cache de roquettes. Une section de la Compagnie B est la première à intervenir et s'occupe du nettoyage. Un autre incident voit trois Rangers trouver la mort dans la zone d'entraînement de la Ferme Tarnak en désamorçant des munitions non explosées ou un piège. À la suite d'un autre incident où un appareil Apache AH64 de l'Armée des États-Unis s'écrase, une FRR, relevant du capitaine (Capt) Jay Adair, sécurise le site. Une autre fois, un peloton canadien, un officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé (OOA/CAA) et un technicien médical sont chargés d'escorter l'équipe d'enquête qui se penche sur l'écrasement d'un aéronef de combat Talon MC-130 près du barrage de Band-e Sardeh en juin 2002. C'est un appareil CH-47 qui fait l'insertion et l'extraction de l'équipe, et le tout se déroule sans heurts.

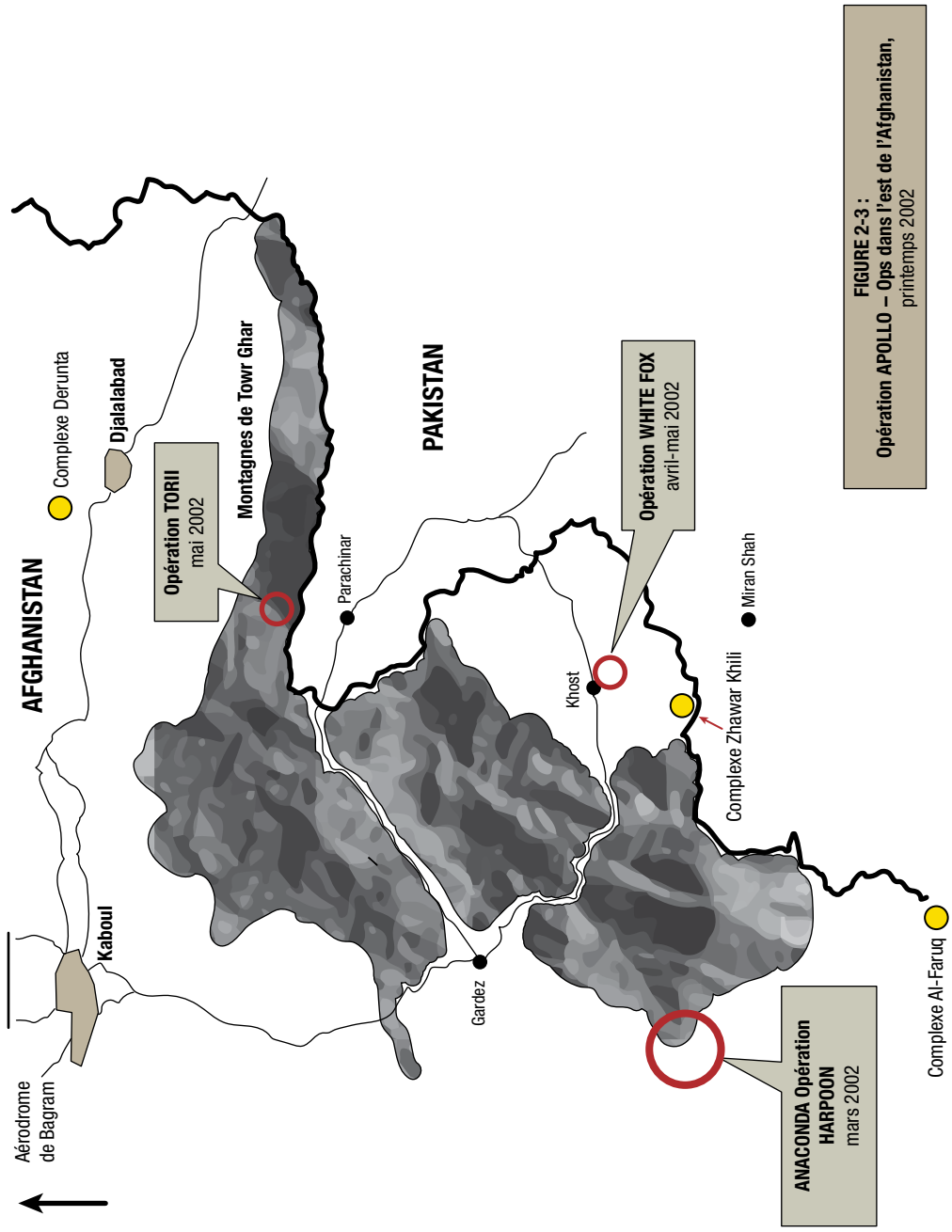


Figure 2-3 : Opération APOLLO – Ops dans l'est de l'Afghanistan, printemps 2002

C'est aussi dans le contexte de la sécurité du KAF que le Canada voit avorter sa première tentative de coopération entre les agences. Des équipes ennemies de missiles sol-air pouvaient infiltrer les villages afghans situés dans la trajectoire de vol du KAF. Comme peu de contacts avaient été établis avec la population de ces secteurs, on demande au Capt Alex Watson de générer ce que l'on appelle alors un plan d'aide humanitaire. Le Capt Watson noue ainsi subséquemment des liens avec les collectivités du nord-ouest du KAF. Le Lcol Stogran, qui constate les avantages inhérents de ce plan, demande un financement de 50 000 $; la requête aboutit dans les bureaux de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à Ottawa qui, à son tour, s'empresse de refuser quelque rôle que ce soit par rapport aux Forces canadiennes en Afghanistan. Les hauts représentants ont eu beau tenter d'amadouer l'Agence, cette dernière est demeurée intraitable. Le Lcol Stogran se tourne donc plutôt vers les familles militaires d'Edmonton pour leur demander des vêtements et d'autres fournitures. Le matériel est intégré à la chaîne de réapprovisionnement. Le Capt Watson, dans un complet civil confectionné à la hâte, se rend pour sa part à Dubaï pour rencontrer des gens d'affaires afghans expatriés et d'autres bailleurs de fonds dans le but d'obtenir d'eux une aide financière. Le Capt Watson finira par faire forer des puits, construire une nouvelle école et remettre en état d'autres écoles locales, tout cela dans des collectivités revêtant une importance capitale à proximité du KAF.

Il faut bien dire par contre que la tâche de protection du KAF comporte de grands moments d'inactivité et d'ennui. Avec le temps, on atteint un faible niveau de menace, et il devient évident que l'ennemi n'est pas à nos portes. Mais cette manque de protection, est-elle essentielle? Oui. Le KAF est-il un terrain vital? Oui. Est-ce une tâche stimulante? Non. Il fait chaud, et la situation se détériore au printemps et à l'été quand le mercure s'est à mis à frôler les 50 degrés. Cette chaleur amène avec elle serpents, araignées et scorpions. Le territoire est morne et peu habité. Les soldats vivent dans des tentes pour deux, installées sur un sol rocailleux. Pour le moral des troupes, leur bien-être et leur amusement, il faut se contenter d'une salle d'exercice digne des Pierrafeu. La nourriture est peu inspirante. Chacun ne peut communiquer avec ses proches que de façon sporadique. Comme l'aérodrome est l'un des plus achalandés au monde, il y a beaucoup de bruit. Il faut vraiment être exténué pour arriver à bien dormir. Pour tromper l'ennui, il arrive que des membres de la coalition et des FOS de niveau I se joignent aux patrouilles canadiennes dans le périmètre de sécurité du KAF et aux alentours. En une occasion, des opérateurs des Forces spéciales allemandes (KSK) sont à l'arrière d'un véhicule de transport de troupes blindé Bison qui heurte une mine, mais heureusement il n'y a pas de victimes.

La situation évolue toutefois avec le nombre accru d'alertes aux attaques à la roquette. Les véhicules de la coalition et de la milice afghane sont de plus en plus nombreux à heurter des mines sur des routes de patrouille, ce qui oblige à intensifier la surveillance.

Deux membres de la Milice de Gulalai perdent la vie lors d'une attaque; le personnel médical canadien et américain quant à lui, s'occupe des blessés. À une autre occasion, on cible l'enceinte de la Milice de Gulalai et on fait exploser la réserve de munitions. Selon les indices du Renseignement, l'action aurait été menée de l'intérieur par un agent.

C'est à ce moment-là que les premières traces fugitives de l'insurrection qui finira par engloutir le Sud et l'Est de l'Afghanistan sont consignées par les analystes. Une importante mission d'action directe menée par les Forces d'opérations spéciales à Deh Rawod dans la province d'Oruzgan permet de tuer 15 insurgés et d'en capturer 27 autres, qui connaissent les mouvements de leurs chefs. Cette information permettra de mener à bien d'autres actions directes fructueuses un peu partout dans la ville de Kandahar, ce qui met à mal l'insurrection déjà chambranlante. Le frère du mollah Omar est capturé lors d'un autre raid. La riposte des talibans consiste à afficher des tracts appelant à la résistance dans des lieux publics des provinces d'Helmand et du Kandahar. Le mollah Omar ordonne la distribution des stocks d'armes restants aux combattants qui souhaitent se joindre à lui[59].

En marge de ces événements, des agents d'Al-Qaïda enveniment délibérément des querelles intertribales à Gardez et à Khost afin de miner les efforts de l'Administration transitoire afghane pour prendre le contrôle de la région[60]. On croit en outre que l'organisation Hezb-i-Islami-Gulbuddin (HiG) de Gulbuddin Hekmatyar est en train de se reconstituer pour mener des opérations à Kaboul[61]. Et ce qui inquiète aussi sont les violentes manifestations contre les opérations d'éradication du pavot qui sont menées par l'Administration transitoire afghane dans les provinces de Nangarhar et d'Oruzgan. Une décision est prise par l'Administration transitoire afghane(AIA) selon laquelle on évitera l'élimination du pavot dans la province d'Helmand de crainte de nuire à la campagne de contre-insurrection, car l'élimination du pavot pourrait inciter la population à se ranger derrière les anciens dirigeants gouvernementaux devenus insurgés[62].

Soutien à l'opération APOLLO

Le soutien logistique nécessaire au groupement tactique en Afghanistan est offert par deux organisations : la compagnie d'administration du Bataillon et le Groupe de soutien avancé (GSA), commandés par le Maj Colin Blair. Le GSA compte à son effectif 77 personnes, y compris des chauffeurs, des techniciens des mouvements, des postiers, un peloton de soutien et un élément des transmissions provenant de nombreuses unités au Canada.

Le GSA entretient de formidables relations avec le 626e BSA de la FO Rakkasan. Parmi les dispositions convenues entre le Maj Colin Blair et le Lcol Tom Pirozzi, commandant du 626e BSA, notons la mise en commun des vivres, y compris l'entretien et le contrôle du site où ils sont conservés, le ravitaillement en carburant, l'entretien des véhicules, et le décompte, l'entreposage et la protection des munitions. Dans tous ces domaines,

les logisticiens et techniciens canadiens travaillent de pair avec leurs homologues américains. La zone où sont stockées les munitions est particulièrement à risque du fait qu'elle se trouve aux bordures du périmètre. Trois techniciens en munitions canadiens et leurs homologues américains sont chargés de la protection et du maintien du site; les spécialistes canadiens des transmissions installent même une ligne terrestre pour que l'équipe responsable du site puisse communiquer avec le GSA. C'est tout au moins l'occasion pour les Canadiens de suivre une formation en cours d'emploi dans des domaines non conventionnels. Ainsi, des membres canadiens du GSA ont pu participer au ravitaillement en carburant de l'aéronef C-17 des Forces aériennes des États-Unis ainsi que des hélicoptères CH-47 et AH-64 de l'Armée des États-Unis en plus de s'occuper des appareils canadiens. Le GSA contribue de cette façon à assurer une meilleure reddition de comptes de la part des Américains, surtout pour ce qui est des taux de consommation de carburant et de l'utilisation de chiffriers[63].

La gestion du point de ravitaillement en eau est un autre élément pour lequel la coopération est cruciale. Le 12e Escadron de campagne est toutefois arrivé avec un système de purification d'eau par osmose inverse (SPEOI) et du personnel capable de le faire fonctionner. Le 626e BSA a aussi déployé du matériel pour la purification de l'eau, mais n'a que peu de soldats formés pour l'utiliser. L'équipe canadienne du SPEOI prend donc en charge le point de ravitaillement en eau et se sert au besoin du matériel des deux pays. Un système expérimental d'ensachage est mis à l'essai, mais la chaleur fait exploser les sacs, si bien que les soldats en reviennent aux gourdes et à l'eau embouteillée.

L'élimination des déchets humains peut devenir très problématique pour toute force militaire déployée dans un environnement difficile. Si l'on ne parvient pas à s'acquitter efficacement de la tâche, les maladies, insectes et rongeurs peuvent affaiblir les combattants les plus valeureux, comme l'histoire militaire nous l'a démontré. À leur arrivée, les membres du groupement tactique canadien et de la FO Rakkasan sont tout simplement consternés par les pratiques sanitaires des occupants précédents de l'aérodrome. À peu près rien n'a été fait pour assurer une saine élimination des déchets à long terme. Les techniciens en approvisionnement (tech Appro) du peloton de soutien du GSA parviennent à trouver du bois et des scies pour construire des latrines arborant même la traditionnelle ouverture en demi-lune dans les portes. En voyant les nouvelles installations des Canadiens, les Américains formulent une demande pour que la section canadienne de la charpenterie en construise davantage. Ils apprennent toutefois, à leur grande surprise, qu'il n'existe pas de section semblable; c'est simplement le fruit de l'esprit d'initiative des Canadiens[64].

Le système de logistique de l'Armée des États-Unis réussit à obtenir une livraison de toilettes portatives en plastique, mais l'appareil C-17 ne peut en transporter que six à la fois. Ce n'est pas le nombre de « fusées bleues » pose des problèmes, mais plutôt l'absence d'équipement pour en pomper le contenu et d'un emplacement pour le déversement des

déchets humains produits chaque jour par plus de 3 000 personnes. Le GSA, avec ses contacts à l'échelle planétaire, et les membres du Génie du 12e Escadron de campagne arrivent alors à la rescousse[65].

Dans un premier temps, l'état-major à Ottawa ne prend pas au sérieux la demande de « pompes à merde » et ne la traite donc pas. Le GSA doit donc soumettre une demande de forces en bonne et due forme en passant par Tampa pour enclencher le processus. Parallèlement à cette démarche, les Forces aériennes des États-Unis, travaillant en collaboration avec le 626e BSA, sont convaincues que le matériel de pompage est nécessaire à la protection de la force et acceptent de déployer un C-17 pour le ramassage et la livraison en priorité de ce matériel à l'aérodrome de Kandahar[66].

Grâce à des contacts à l'extérieur des réseaux officiels, le personnel du GSA apprend qu'il y a sur un site à proximité de Brindisi, en Italie, deux dispositifs de pompage qui ont été utilisés à l'appui des opérations canadiennes dans les Balkans. Un appareil C-17 des forces aériennes des États-Unis est donc envoyé là-bas pour ramener les appareils en question à Kandahar. Comme les dispositifs ne sont pas autopropulsés, le 626e BSA fournit deux camions. Les équipements ainsi montés par les Canadiens et les Américains sont surnommés « Piglet » et « Pooh ».

Pendant que les techniciens de véhicules du GSA et du 626e BSA découvrent comment installer les dispositifs de pompage sur les camions destinés au transport des déchets humains, le sergent (Sgt) Mark Pennie du 12e Escadron de campagne s'occupe du bassin d'épandage. Les membres du Génie se voient attribuer la tâche de creuser une structure circulaire comportant plusieurs segments en pointes de tarte. Les déchets humains sont versés progressivement dans chacun des segments pour permettre un nettoyage optimal. Par la suite, une demande est envoyée à l'officier responsable de la coopération civilo-militaire, le Capt Alex Watson, pour l'acquisition de deux poulets vivants. Une fois livrés depuis le marché de Kandahar, les poulets ont la gorge tranchée et sont lancés dans l'un des segments rempli d'eau grisâtre. La bactérie produite par les poulets ainsi sacrifiés contribue à la décomposition chimique des déchets humains à cette étape du processus. Le Sgt Pennie reçoit après coup la Médaille de service méritoire pour sa gestion du système de purification d'eau par osmose inverse, mais nombre de Canadiens et d'Américains présents au KAF sont d'avis que l'on aurait dû la lui remettre en raison du plan qu'il a élaboré pour le bassin d'épandage[67].

Une fois sur le terrain à Kandahar, le GSA est censé établir la liaison avec un réseau de logistique qui s'étend sur plusieurs milliers de kilomètres jusqu'au Canada (le tout sans l'appui d'un port de soutien), comme c'était le cas en Somalie, en Bosnie et au Kosovo. Tout doit arriver par la voie des airs. Il n'est toutefois pas si simple de déterminer les moyens à prendre pour y parvenir compte tenu du processus de planification, alambiqué sur plusieurs plans, et de l'incertitude qui règne tout au long de l'été 2002 quant à la mission

du groupement tactique. De nombreuses entités sont disposées à alimenter l'Élément de soutien national. Il y a d'abord les lignes de communication stratégiques (LCS), qui englobent le personnel du 1er Bataillon de soutien général et celui du 1er Bataillon des services en poste au Qatar. La tâche consiste à accueillir deux navires transportant le nécessaire pour une période de 60 jours. Il y a aussi les lignes de communication intégrées (LCI), résultat d'un accord conclu pendant la guerre froide avec les États-Unis, grâce auxquelles du matériel canadien est confié au système américain de transport aérien et déposé dans un site avancé. La base des forces aériennes située à Dover au Delaware est le terminal nord-américain des LCI, alors que les aérodromes de Kandahar et de Bagram sont les sites avancés. Le Camp Mirage est ensuite mis sur pied aux Émirats arabes unis avec l'aide des C-130 Hercules canadiens. On indique toutefois au GSA qu'il s'agit d'une base de soutien pour la Marine et les Forces aériennes et qu'il ne peut ni l'utiliser ni adresser des requêtes aux unités logistiques qui y sont déployées; on doit s'en remettre aux LCS au Qatar et aux LCI[68].

Quand les spécialistes canadiens de la logistique ont besoin de quelque chose, ils doivent se tourner vers une chaîne de traitement des demandes, mais il est difficile de savoir laquelle. En théorie, le GSA doit s'adresser à la direction de la logistique (J-4) de la FOI de l'Asie du Sud-Ouest à Tampa qui communique ensuite avec le sous-ministre associé, matériel/J-4, à Ottawa de telle sorte que les éléments requis puissent être acheminés via les LCI, s'il n'est pas possible de les trouver à même les stocks des LCS au Qatar. L'état-major du GSA reçoit aussi des demandes de renseignements d'une entité de logistique au Koweït sans toutefois savoir vraiment où cette entité se situe dans le portrait général. C'était la structure idéale. Cependant, dans la pratique, il y avait de graves problèmes. Il y a d'abord les lignes de communication stratégiques. Comme aucun accord sur le statut des forces déployées n'a été conclu entre le Canada et le Qatar, le personnel canadien est confiné à la base et limité dans ses possibilités d'action. On n'autorise pas le déchargement des navires au Qatar, si bien que l'on ne peut pas profiter des stocks prévus pour une période de 60 jours. Il y a aussi des problèmes avec les LCI. Il faut compter au moins 30 jours entre la demande et la livraison. Contrairement à ce que certains laissent entendre, ce n'est pas attribuable au fait que les États-Unis privilégient leurs propres besoins au détriment de ceux des Canadiens. La chaîne d'approvisionnement des États-Unis s'étend de l'Afghanistan jusqu'à la base aérienne de Dover au Delaware, en passant par l'Europe et la Californie où les stocks des États-Unis sont entreposés, et il faut beaucoup de temps pour acheminer le matériel par l'entremise du système. Le GSA se retrouve ainsi en quelque sorte dans une impasse et doit recourir à des solutions à la Radar O'Reilly pour veiller à ce que le groupement tactique dispose de tout le nécessaire pour mener ses opérations en Afghanistan. À titre d'exemple, l'officier des opérations du GSA, la Capt Marjorie Coakwell, envoyait des courriels distincts à toutes les entités de logistique du Canada; elle traitait ensuite avec la première à lui donner

une réponse favorable. Il ne semble y avoir aucune hiérarchie dans le système. Il est ainsi arrivé qu'aucun des groupes logistiques ne donne suite à une requête pour obtenir des pièces de rechange dont on avait besoin immédiatement pour les véhicules Coyote. Comme l'entreprise de messagerie DHL dessert le KAF avec des aéronefs de transport AN-12, les logisticiens canadiens ont eu recours à ses services pour transporter les pièces de rechange de Montréal jusqu'en Afghanistan. On les reçoit ainsi en quatre jours à peine, plutôt que plusieurs semaines plus tard[69].

Le Canada finit par conclure une entente secrète avec les Émirats arabes unis qui lui permet d'utiliser la base aérienne d'Al Minhad comme escale pour la logistique et le personnel. Le contingent canadien doit se montrer discret à cette base surnommée Camp Mirage. Ainsi, les appareils de transport aérien stratégique ne pouvant circuler dans un espace hostile, comme l'aéronef CC-150 Polaris, se rendent jusqu'à Al Minhad, et le personnel et le matériel sont transférés à bord d'appareils canadiens CC-130 Hercules équipés de systèmes de défense pour le trajet jusqu'à l'aérodrome de Kandahar. Le Camp Mirage, dirigé par l'Élément de soutien du théâtre, prend ensuite le nom de Base de soutien du théâtre.

L'organisation des FOS du Canada dispose de sa propre capacité logistique et de ses propres moyens de transport aérien. D'un point de vue strictement technique, le GSA n'a pas accès à ces capacités, mais des membres des deux organisations s'entendent officieusement pour que l'on puisse s'offrir mutuellement le soutien nécessaire à l'échelon inférieur à l'égard de petits besoins courants ou dans des situations d'urgence. De manière générale, les FOS demeurent une entité distincte.

La quasi-élimination des formations musicales des Forces canadiennes sous le coup des compressions effectuées dans les années 1990 et le maximum fixé quant au nombre de militaires pouvant prendre part à l'Op APOLLO font en sorte que le groupement tactique ne dispose d'aucun soutien musical officiel pour cette opération. Le corps de cornemuses de Kandahar est constitué de façon informelle par des soldats ayant apporté leur propre instrument. Sous la direction du Capt Gordon Hagar, quatre cornemuseurs peuvent ainsi apporter le soutien nécessaire au KAF.

Les cornemuseurs canadiens sont appelés à s'exécuter le 20 février 2002 à la suite d'un incident où une patrouille du Régiment des SAS heurte une mine au cours d'une mission. Des parachutistes-secouristes des Forces aériennes des États-Unis sautent alors dans le champ de mines pour stabiliser la situation et secourir les blessés, mais le parachutiste (Para) Andrew Russell meurt sur les lieux. Le commandant adjoint du Régiment des SAS demande aux cornemuseurs de jouer lors de la cérémonie d'adieu qui se tient à minuit. Les représentants des médias sont déjà au lit. Certains d'entre eux se réveillent toutefois lorsque les cornemuseurs interprètent *Amazing Grace* et demandent qu'on leur permette de filmer la cérémonie. Cette requête est rejetée par l'état-major des Affaires publiques des États-Unis.

Le corps de cornemuses interprète également *Flowers of the Forest* et *Scotland the Brave* pendant que le cercueil est placé à bord d'un C-17 et que la garde d'honneur quitte les lieux.

Le corps de cornemuses de Kandahar joue ensuite lors d'autres cérémonies d'adieu, la plus importante d'entre elles étant sans doute le rapatriement des quatre Canadiens tués lors du bombardement de la Ferme Tarnak. Il faut être sur place pour bien jauger toute l'émotion émanant du jeu des cornemuseurs à cette occasion.

Op GREEN GOPHER : du 25 au 28 février 2002

À la fin de février 2002, on demande au 5e Peloton de se préparer à contribuer à une importante mission d'exploitation d'un site sensible. Un « invité », que les Canadiens appellent « Dr Evil », arrive au KAF escorté par une équipe lourdement armée formée d'agents de la CIA, du FBI et du PAPD (Port Authority Police Department). Le Dr Evil, c'est un biologiste qui effectue des recherches sur l'anthrax.

Il y a l'affreuse crainte selon laquelle Al-Qaïda souhaite acquérir ou développer, puis utiliser des armes biologiques et chimiques. Lorsqu'Al-Qaïda était basée au Soudan, ben Laden avait investi dans les organisations de recherche du gouvernement soudanais qui s'intéressaient à la production et à l'utilisation des armes chimiques[70]. Al-Qaïda avait été également en contact avec le régime Hussein en Iraq pendant l'année 1994 alors que des pourparlers avaient été entrepris concernant le transfert à Al-Qaïda d'une expertise en guerre biologique et chimique[71]. Les relations ainsi établies portent fruit lorsqu'Al-Qaïda sert de lien entre le régime taliban et celui de Saddam Hussein. Ce lien prévoyait notamment le déploiement de spécialistes iraquiens de la guerre chimique en 1998[72]. Dans la foulée des attentats du 11 septembre, plusieurs agences de presse, fonctionnaires gouvernementaux et simples citoyens des É.-U. reçoivent des lettres renfermant de l'anthrax en poudre. Cinq personnes perdent la vie, et une cinquantaine d'autres sont infectées. On soutient qu'Al-Qaïda se livre à des actes de bioterrorisme aux É.-U., et l'hystérie publique, de même que la production de cipro[73], atteignent de nouveaux sommets à la suite d'attentats imités. On expédie également de l'anthrax par la poste à différentes adresses gouvernementales au Kenya[74]. Le Canada n'est pas épargné. Le 16 octobre 2001, la Colline du Parlement est évacuée lorsque des préposés à la manutention du courrier présentent des symptômes pouvant être attribuables à de l'anthrax. Un ministre du Cabinet reçoit ensuite de la poudre blanche par la poste. Cette poudre est mise en quarantaine et transportée par un avion des Forces canadiennes jusqu'à un laboratoire d'analyse de Winnipeg. Un incident semblable survenu à Queen's Park à Toronto en février 2002 entraîne l'évacuation de 2 000 personnes[75].

L'analyse par la CIA du matériel d'Al-Qaïda saisi permet de croire qu'il y a peut-être déjà eu un site de production quelque part au sud du KAF[76]. L'emplacement le plus probable est le complexe d'Al-Qaïda à la Ferme Tarnak, une zone agricole et un village situés sept

kilomètres au sud du KAF qui ont été réquisitionnés et convertis en centre d'entraînement pour terroristes. Ces sites ont été la cible de nombreux bombardements durant la campagne aérienne. Comme des agents biologiques ou chimiques risquent d'être présents à cet endroit, la mise en place d'une opération d'envergure s'impose. « GREEN GOPHER » est le nom de code attribué à cette mission d'exploitation d'un site sensible.

GREEN GOPHER est une opération multinationale faisant intervenir plusieurs agences. Étant donné l'incertitude quant à l'emplacement exact des installations de recherche, la CIA décide de faire venir le « Dr Evil » par avion. Ce dernier était interrogé par les autorités pakistanaises concernant ses liens avec Ayman al-Zawahiri. Il arrive escorté par l'équipe CIA/FBI/PAPD. Une unité d'exploitation technique composée de spécialistes de la guerre chimique et biologique doit être déployée sur place pour procéder aux analyses nécessaires. Les enquêteurs de la Division des enquêtes criminelles doivent pouvoir procéder à des tests d'ADN sur tous les corps découverts. On a besoin de spécialistes du Génie de combat pour désamorcer tous les pièges. Des installations de décontamination et de soins de santé, établies à l'avance pour traiter d'éventuelles victimes, sont également requises. Enfin, il faut escorter l'ensemble de ces effectifs à destination et au retour de la Ferme Tarnak, et établir sur place un périmètre pour la protection de toutes les activités en cours[77].

Le 5e Peloton est chargé d'escorter la force d'exploitation du site sensible et d'y assurer sa sécurité en collaboration avec la milice afghane pendant que les travaux sont réalisés. Il doit également voir à ce que l'ennemi n'installe pas la nuit venue de nouvelles mines ou de nouveaux pièges. On emprunte des camions MLVW de 2,5 tonnes au GSA et des véhicules Humvee de la 187e infanterie du 2e Bataillon de l'Armée américaine afin d'assurer au 5e Peloton la mobilité requise[78].

Le « Dr Evil » confirme que le site de la Ferme Tarnak est l'un de ceux qu'il a équipés pour le compte d'Al-Qaïda lors de trois visites qu'il a effectuées à cet endroit, dont la dernière remonte à janvier 2001. L'équipe de neutralisation des explosifs et munitions dégage une surface d'approche pour ce site. Le Service d'escorte technique [Technical Escort Unit] et l'équipe de l'Autre agence gouvernementale découvrent des flacons, des béchers, l'équipement de laboratoire semblant neuf et un nouvel édifice renfermant des éviers, des étagères et beaucoup d'espace de comptoir. Le « Dr Evil » confirme que cela fait partie des équipements dont il a fait l'acquisition, mais que ce n'est pas l'endroit qui était utilisé pour entreposer le matériel biologique et que certains appareils ont disparu. L'équipe convient de procéder à une analyse plus approfondie sur place et dans un autre site le lendemain[79].

Le 5e Peloton, qui doit mettre en place des liens de communication, passe beaucoup de temps à se battre contre des moulins à vent dans la zone d'agencement; chaque rame doit être placée dans un ordre précis. Ainsi, le 626e BSA doit arriver à établir un site distinct doté d'installations de soins médicaux et de décontamination pour le cas où les

membres du personnel d'exploitation seraient exposés à des agents chimiques ou biologiques. Cela signifie qu'il faut escorter l'équipe de décontamination, de même que 6 000 gallons d'eau, sur l'autoroute 4, puis vers l'ouest en direction de la Ferme Tarnak, le tout avant le déploiement des autres éléments[80].

Pour procéder à l'exploitation du laboratoire de guerre biologique, le Service d'escorte technique doit minutieusement photographier l'ensemble des installations et les écouvillonner. L'un des interprètes afghans indique à l'équipe que quelqu'un était chargé de transporter des liquides noirs dans de grandes fioles pour les gens qui travaillaient ici. Une fois la tâche terminée, le Service d'escorte technique et l'Autre agence gouvernementale concluent que le laboratoire avait été aménagé pour la production d'anthrax, en précisant toutefois qu'aucun pathogène n'avait été décelé au moyen de la vérification par frottis. Les échantillons prélevés sont envoyés aux États-Unis pour une analyse plus approfondie[81].

Mené par le lieutenant (Lt) Cowan, le 5e Peloton emprunte l'autoroute 4. Le 5e Peloton escorte un rang plutôt bigarré de véhicules : un petit fléau, un bouteur blindé, une excavatrice, un camion à benne, des camions-citernes et des Humvee transportant des enquêteurs de la Division des enquêtes criminelles [Criminal Investigation Division], des scientifiques et du personnel de la CIA. Le convoi arrive à la Ferme Tarnak sans incident. Vu l'ampleur des dommages, la tâche est impossible à accomplir dans le temps imparti à l'Op GREEN GOPHER : on décide d'y renoncer et de récupérer l'équipe de laboratoire sur le chemin du retour vers le KAF[82].

De nombreuses opérations semblables à GREEN GOPHER sont menées par les forces de la coalition pour l'exploitation de sites sensibles en Afghanistan en 2001 et 2002. Il est rare que de telles opérations produisent des résultats concrets dans l'immédiat, car les données colligées n'éclairent que certains éléments d'une problématique beaucoup plus vaste. Même si la contribution du groupement tactique à cet égard est limitée, c'est l'occasion pour les participants de constater que leur travail s'inscrit dans une guerre de plus grande envergure.

Les analyses des sites en Afghanistan permettent aux spécialistes du renseignement de conclure en mai 2003 qu'Al-Qaïda et des groupes extrémistes de même allégeance ont eu à leur disposition un large éventail d'agents chimiques et biologiques. Plus particulièrement, des vidéos de formation trouvées en Afghanistan démontrent qu'Al-Qaïda a fait l'essai d'agents chimiques facilement produits à partir de cyanure et que le groupe avait tout ce qu'il fallait pour fabriquer de l'agent moutarde, du sarin et du VX (agents neurotoxiques). Al-Qaïda a envisagé l'utilisation d'aéronefs agricoles pour épandre des agents de guerre biologique comme l'anthrax sur de grandes superficies. En outre, le groupe a exprimé ouvertement sa volonté de produire des armes nucléaires. Nous savons qu'il pourrait facilement construire un appareil de dispersion radiologique qui causerait la panique et minerait gravement l'économie[83].

Op ANACONDA et HARPOON : mars 2002

En janvier 2002, au moment où les forces des talibans et d'Al-Qaïda se retirent au sud de Kaboul, des entretiens avec des personnes déplacées laissent croire que l'ennemi prépare un dernier coup d'éclat dans la région de Shah-i-Kot, près de Gardez. Cette région montagneuse exceptionnelle, qui se caractérise par une crête surnommée « la Baleine » à l'ouest et, à l'est, une vallée avec en son centre la ville de Serkhankhel. Le tout donnait littéralement sur un mur de montagnes à l'est de la ville qui comportait de nombreux passages vers les vallées de Chumara et de Naka, suivis par d'autres terrains accidentés qui arrivent au Pakistan. La ville de Serkhankhel repose dans la vallée entre la Baleine et les montagnes. On évalue à plusieurs centaines environ le nombre d'ennemi à cet endroit; des chefs ennemis y sont peut-être aussi cachées (voir la figure 2-4).

Entre le 13 et le 20 février 2002, les états-majors étasuniens mettent de l'avant un ambitieux plan appelé « Op ANACONDA ». Des forces d'opérations spéciales infiltrées entreraient dans les positions de défense aérienne de l'ennemi et les neutraliseraient. Ensuite, un assaut aérien surprise permettrait d'établir des positions d'arrêt dans les passages de l'est avec des compagnies d'infanterie étasuniennes. Les FOS des É.-U. et les AMF pénétreraient ensuite dans la vallée de Serkhankhel pour agir comme un piston afin de repousser l'ennemi vers les positions d'arrêt, pendant que les éléments aériens et les FOS pourchasseraient et élimineraient tous les fuyards[84].

Par un heureux hasard, l'arrivée du 3 PPCLI à Kandahar permet de libérer des forces étasuniennes qui assuraient la protection du KAF et elles sont en mesure de participer à l'Op ANACONDA. Comme il leur manque des spécialistes, une demande des États-Unis est faite auprès du 3 PPCLI afin que ce dernier fournisse des tireurs d'élite. Après quelques pourparlers avec l'état-major du SCEMD à Ottawa, on donne suite à cette requête par l'attribution de cinq tireurs d'élite canadiens aux 1er et 2e Bataillons de la 187e Infanterie[85].

Très tôt dans la fraîcheur matinale du 2 mars 2002, les Forces d'opérations spéciales ouvrent la voie à l'assaut aérien, tandis que les CH-47 Chinook, remplis de soldats, prennent une position d'arrêt. Les choses se gâtent, et ce, à toutes les étapes ou presque. Des hélicoptères sont abattus, le soutien aérien n'est pas coordonné, et les pertes se font de plus en plus nombreuses. Dans les minutes après avoir atterris, en quittant l'appareil avec leurs équipiers étasuniens, les tireurs d'élite canadiens, soit le Cplc Aaron Perry, le Cplc Graham Ragsdale et le Cpl Dennis Eason sont exposés à des tirs directs et indirects. Pendant que les forces de débarquement atteignent leurs zones d'atterrissage, les trois tireurs d'élite prennent des positions élevées, demeurent à découvert et parviennent à toucher des objectifs ennemis grâce à des tirs efficaces[86].

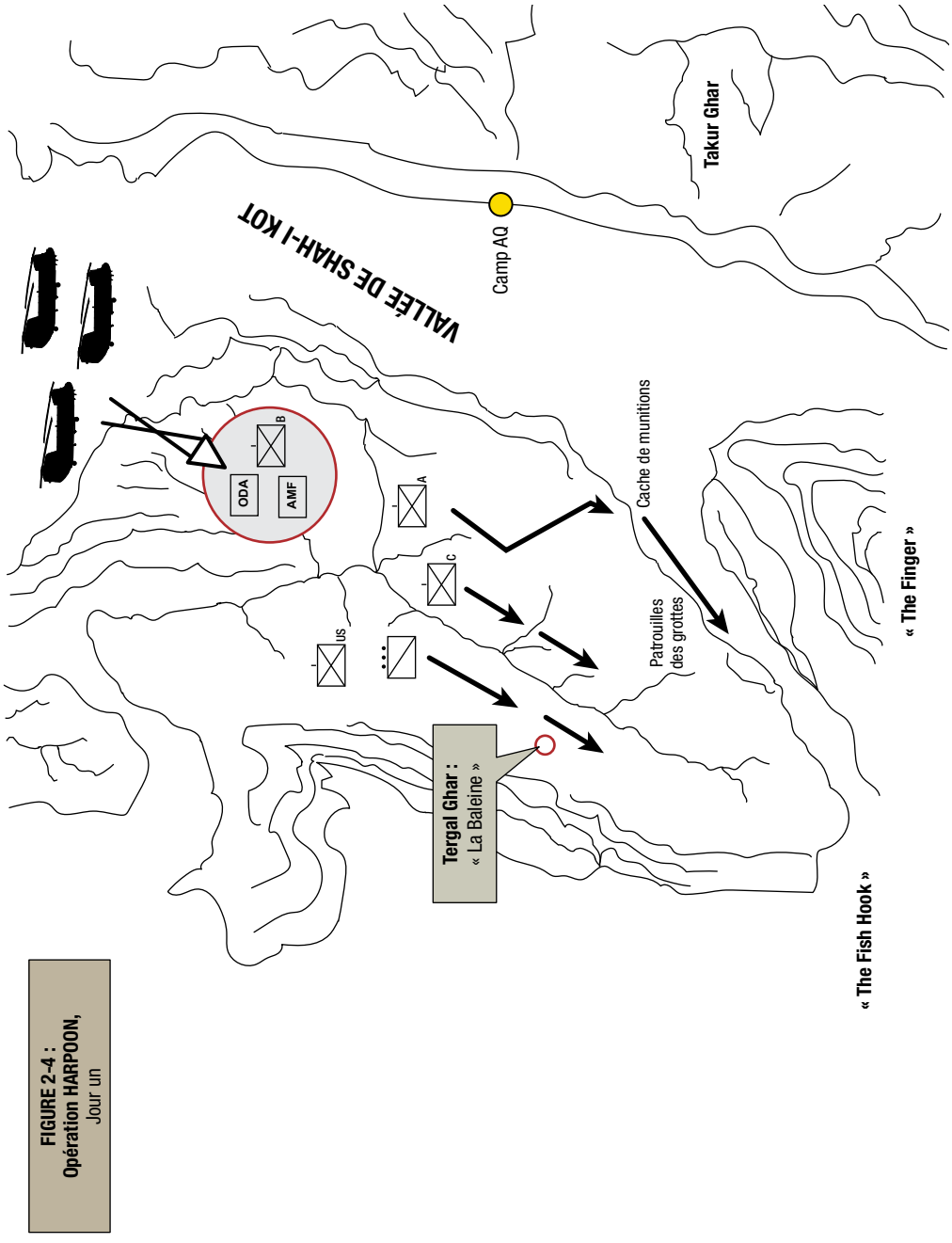


FIGURE 2-4 :
Opération HARPOON,
Jour un

Figure 2-4 : Opération HARPOON, Jour un

Photo : MDN AP2002-5593

L'Op HARPOON ne sera finalement pas à la hauteur des attentes, mais la fébrilité et le stress qui règnent au moment du débarquement des soldats sur la crête surnommée « la Baleine » sont bien réels. Des aumôniers ont offert leur aide sur l'aire de trafic de l'aérodrome de Bagram avant l'assaut aérien.

Le lendemain, le Cplc Tim McMeekin et le Cpl Robert Furlong, qui travaillaient pour le 1er Bataillon de la 187e Infanterie, se trouvent dans une base de patrouille qui est incendiée. En se dirigeant vers de nouvelles positions, l'équipe de tireurs d'élite échange des tirs avec des insurgés ennemis à des distances supérieures à 1 400 mètres. Dans les jours suivants, les tireurs d'élite canadiens se déplacent sur le champ de bataille, en perturbant les activités ennemies à longue distance, grâce à leurs fusils McMillan Brothers TAC-50[87]. Le Cpl Furlong réussit même à atteindre un mitrailleur ennemi à une distance de près de deux kilomètres et demi, un record du monde à l'époque. Cet exploit procure une réputation de durs à cuire et un plus grand prestige aux états-majors du renseignement et de liaison canadiens qui travaillent avec le quartier général de la Brigade étasunienne[88]. Les cinq tireurs d'élite canadiens se voient finalement décerner l'Étoile de bronze, une décoration prestigieuse des É.-U. pour actes d'héroïsme, mérite ou service méritoire dans une zone de combat.

Lorsque le Lcol Pat Stogran apprend que l'Op ANACONDA connaît des ratés, il demande à l'état-major du 3 PPCLI d'établir des plans d'urgence pour déplacer le groupement tactique, en totalité ou en partie, jusqu'à Shah-i-Kot. Est-ce que l'escadron de Coyote peut se rendre jusque-là? Est-ce que les groupes de toboggans avec leurs fournitures

médicales et leurs radiateurs pourraient être utiles? De quoi aurait-t-on besoin pour que le groupement tactique puisse arriver à Bagram? Le 5 mars, le colonel (Col) Wiercinski appelle pour demander si le 3 PPCLI peut accomplir un assaut aérien dans la vallée de Naka en vue de repousser les renforts ennemis et de perturber tout nouveau mouvement vers l'est en direction du Pakistan[89].

Le commandant canadien à Tampa y mets toutefois son veto une décision frileuse selon le leadership canadien en Afghanistan. On convient plutôt d'avoir recours au 3 PPCLI pour le ratissage et nettoyage de la crête dite de la Baleine. Un bataillon étasunien doit être déployé par avion aux positions entourant le KAF, pendant que le 3 PPCLI doit se rendre à l'aérodrome de Bagram à bord de C-130 Hercule. Le plan initial prévoit un assaut aérien par deux bataillons sur la Baleine, mais on ramènera le tout par la suite à deux compagnies du PPCLI et à une compagnie étasunienne dépêchée depuis le Koweït (la Compagnie A du 4e Bataillon de la 31e Infanterie). Le 3 PPCLI, qui faisait partie de la FO Rakkasan, passe ainsi à une brigade avec laquelle il n'avait jamais travaillé, soit la deuxième Brigade du 10th Mountain Division Battalion. La phase s'appelle « Op HARPOON[90] ».

Le problème, c'est que l'on ne sait pas exactement quoi faire. Lorsque le Lcol Stogran pose la question au Col Kevin Wilkerson, commandant de la 2e Brigade, le lcol ne peut obtenir une réponse plus précise qu'« éliminer Al-Qaïda ». Au bout d'un certain temps, l'état-major du 3 PPCLI parvient à en savoir plus long au sujet de sa mission. On estime qu'entre 80 et 100 combattants d'Al-Qaïda se terrent dans les nombreuses grottes que recèle la crête de la Baleine. Avec l'aide des forces qui lui sont attachées, le 3 PPCLI doit mener un assaut aérien pour ratisser la crête et réaliser une opération d'exploitation afin d'analyser tout ce que l'ennemi laissera derrière lui sur ce site sensible. Le GSA prend les dispositions nécessaires pour le déplacement de trois compagnies, plus le quartier général du Bataillon, à Bagram. L'escadron de reco, le 12e Escadron de campagne ainsi que le GSA continuent de protéger le KAF[91].

Le 10 mars 2002, le 3 PPCLI se déplace vers Bagram, mais le transport par CH-47 n'est pas suffisant, ce qui retarde l'opération. On ne sait pas trop à quoi s'attendre une fois rendu sur la crête de la Baleine. C'est une zone montagneuse extrêmement accidentée avec une « épine dorsale » allant du nord-est vers le sud-ouest, des échancrures, des ravins et des pentes abruptes. Il y a partout des roches arrachées à la montagne. Il faudra du temps pour ratisser le tout et s'assurer qu'il n'y a pas de forces ennemies ou de caches d'équipement encore en place. La fébrilité et les attentes sont élevées : ce sera peut-être la première bataille importante livrée par l'Armée canadienne depuis la guerre de Corée, 50 ans auparavant. La motivation est à son comble chez les soldats qui attendent de passer à l'action pendant que des aumôniers américains donnent l'absolution et bénissent les hélicoptères[92].

Le vol prend un peu plus d'une heure. À 0712 Z le 13 mars, les premiers Chinook atterrissent sur la Baleine, et les membres du PPCLI descendent précipitamment les rampes. La zone d'atterrissage est située dans la portion nord-est de la crête. La Compagnie B se dirige vers l'est et le nord, pendant que les compagnies A et C se déplacent en parallèle le long de la face ouest de la montagne. Le peloton de reco et la compagnie d'infanterie étasunienne longent la « colonne vertébrale ». Des membres des FOS des É.-U. et de la milice afghane arrivent ensuite[93] (voir la figure 2-5).

On progresse lentement, car chaque échancrure doit être sécurisée. Certains soldats transportent plus de 100 livres d'équipement, et la Baleine est située à haute altitude. L'hydratation devient problématique. Il en va de même du comportement de la compagnie d'infanterie étasunienne qui ne tient pas compte des directives, fonce vers l'avant à la recherche de confrontations, puis critique les Canadiens parce qu'ils ne vont pas assez vite. Les seuls tirs viennent de cette sous-unité lorsqu'elle prend à partie deux membres des forces ennemies, dont l'un était déjà blessé. Pendant le reste de la première journée, la compagnie A descend la montagne pour vérifier ce qui se révèle être une cache de munitions, puis explorer différentes grottes, pendant que la Compagnie C poursuit son chemin le long du flanc sud de la « colonne vertébrale ». On trouve des documents, des corps et de l'équipement abandonnés à différents endroits[94].

Photo : MDN APD02 5000-152

L'Op HARPOON, composante de l'Op ANACONDA, est menée à haute altitude. Parmi les risques encourus, il y a celui de la déshydratation dont souffrent certains membres de la 10th Mountain Division accompagnant les Canadiens.

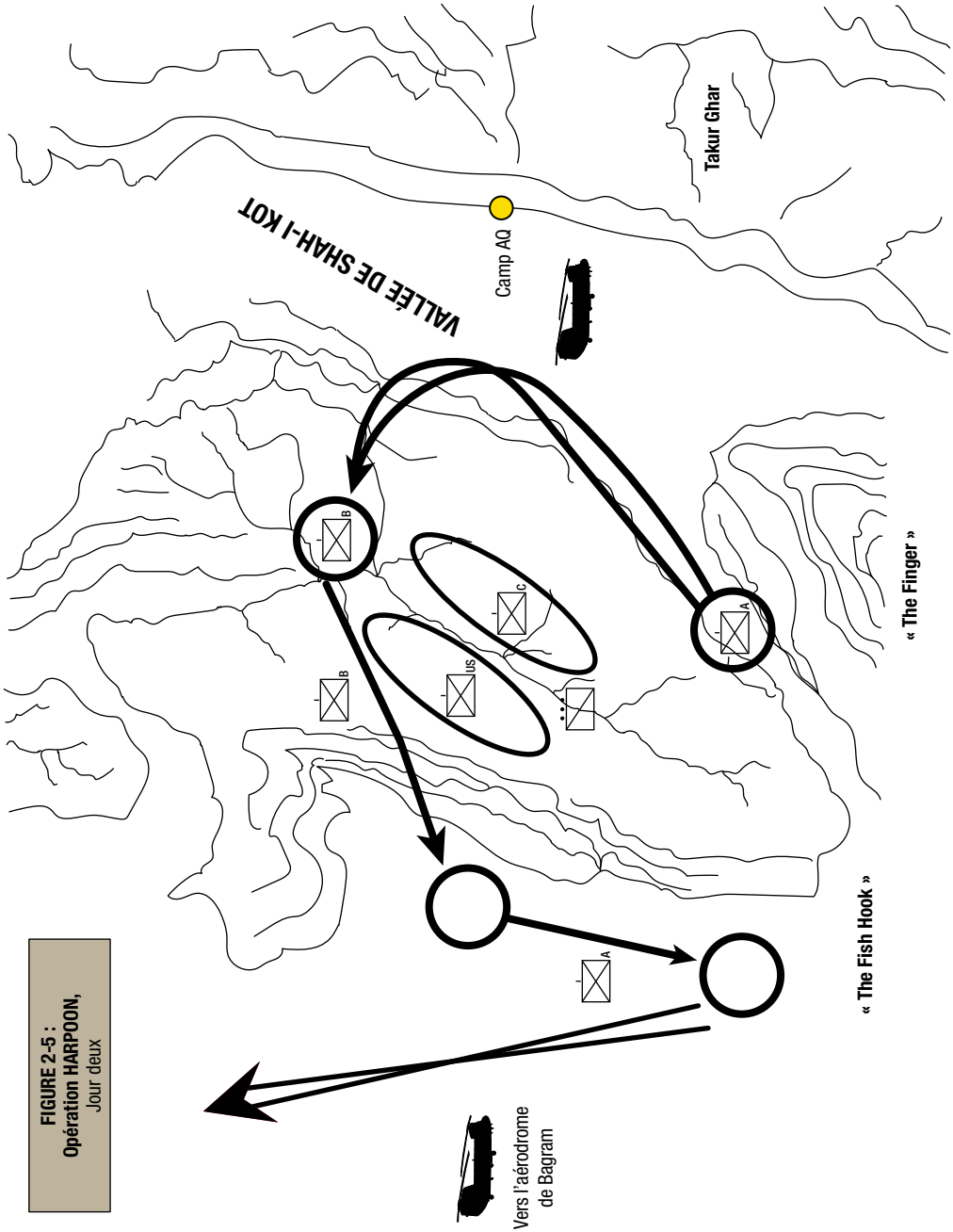


FIGURE 2-5 : Opération HARPOON, Jour deux

Figure 2-5 : Opération HARPOON, Jour deux

Le deuxième jour, un CH-47 prend à son bord les membres de la Compagnie A pour les réinsérer dans la crête de la Baleine. La Compagnie B traverse sur la face nord et se dirige vers le sud-ouest en faisant chemin sur le terrain accidenté pour fouiller tous les affleurements rocheux et les sangars. À l'issue d'une marche exténuante, un petit village est en vue à la base de la face nord. Les compagnies A et B s'y rendent pour examiner le secteur; aucun contact n'est établi et, encore là, des documents et du matériel sont découverts, mais il n'y a pas de caches d'importance. Le plan d'urgence élaboré au départ pour la vallée de Naka est dépoussiéré, mais l'Op ANACONDA tire à sa fin, et les manœuvres prévues ne sont plus nécessaires. Le 3 PPCLI et la compagnie étasunienne se regroupent avant leur extraction par hélicoptère; ils arrivent à Bagram le 18 mars[95].

Malgré l'absence de contact, une analyse ultérieure conclut que l'Op HARPOON a incité les forces ennemies encore présentes sur la Baleine à éviter le 3 PPCLI et à se déplacer vers le sud. La FO 64 (SAS australien), reste en attente dans des caches et fait appel au soutien aérien toutes les fois qu'un ennemi tente de se déplacer vers le sud des positions d'arrêt ou vers l'est. On estime que la FO 64 a abattu quelque 200 membres des forces ennemies dans sa zone d'opération[96].

Une opération de suivi, MOUNTAIN LION, est mise sur pied à la fin de mars 2002 dans le complexe du Camp d'entraînement de Zhawar Kili. Les Forces d'opérations spéciales et la FO-187 mènent alors une mission d'exploitation de site sensible qui est toutefois dirigée à partir de Bagram et ne fait pas intervenir le groupement tactique du 3 PPCLI[97].

Tirs fratricides : la tragédie de la Ferme Tarnak

Le 17 avril 2002, deux chasseurs-bombardiers F-16 Falcon du 170e Escadron de chasse [Fighter Squadron] des Forces aériennes des États-Unis portant les indicatifs d'appel COFFEE 51 et COFFEE 52, décollent à 1520 Z de la Base aérienne Al Jaber au Koweït. Ils rejoignent ensuite un avion-citerne pour se ravitailler en carburant et se dirigent vers le Sud de l'Afghanistan. Les majors William Umbach et Harry Schmidt ont pour mission d'offrir, au besoin, un soutien aérien rapproché aux forces de l'Op ENDURING FREEDOM. Leurs appareils F-16 sont équipés à cette fin de nacelles de désignation d'objectifs LITENING II, de canons 20 millimètres et de bombes GBU-12 de 500 livres[98].

Demeurant en orbite à proximité du KAF après un vol de plusieurs heures, les pilotes des appareils COFFEE 51 et COFFEE 52 aperçoivent des éclairs provenant de tirs d'armes légères au sud de la Base et décident d'attaquer à 2121 Z[99]. Les deux F-16 effectuent les manœuvres nécessaires à deux milles et demi de distance de leur cible. Les deux pilotes synchronisent leurs liaisons de données de manière à pouvoir visualiser la cible simultanément. La bombe GBU-12 touche sa cible à 2126 Z.

Ce que les Maj Umbach et Schmidt avaient en fait aperçu, c'était la Compagnie A du Maj Sean Hackett qui tenait un exercice avec tirs réels dans le champ de tir de la Ferme Tarnak. La Compagnie A se préparait en vue d'un déploiement à Khost dans le cadre de l'Op WHITE FOX et devait tenir un exercice d'appoint sur les techniques de tir nocturne. Les soldats de la Compagnie A étaient alignés du nord au sud le long d'un fossé de drainage. Ils tiraient vers l'ouest en direction d'un terrain découvert où l'on trouvait seulement une cible représentant un char criblé de balles et une enceinte circulaire aux murs de boue séchée.

Les images plutôt floues des nacelles de désignation d'objectifs montrent la bombe GBU-12 touchant terre au milieu d'une section d'infanterie de 10 soldats, et plus précisément à proximité d'un groupe formé par trois d'entre eux : le Cpl Ainsworth Dyer, le Cplc Curtis Hollister et le Sgt Marc Léger. La bombe atterrit juste à côté du Sgt Léger[100]. L'explosion tue quatre Canadiens – Dyer, Léger, et les soldats Richard Green et Nathan Smith – en plus d'en blesser huit autres.

Les membres de la Compagnie A viennent immédiatement au secours de leurs camarades blessés, croyant que l'accident est dû à la défectuosité d'une arme. Trois techniciens médicaux se précipitent sur la scène et prennent en charge les blessés. L'un d'eux, le Cpl Jean de la Bourdonnaye, traite le Sgt Lorne Ford, grièvement blessé. Son intervention permet à Ford d'éviter l'amputation d'une de ses jambes. Un hélicoptère d'évacuation médicale H-60 de l'Armée des États-Unis est appelé en renfort pour l'évacuation des soldats les plus grièvement blessés, pendant qu'un véhicule Bison et deux Coyote de l'escadron de reco sont déployés pour le transport des autres blessés vers l'hôpital du KAF. Les Canadiens gravement blessés sont évacués par un C-17 des Forces aériennes des États-Unis vers l'hôpital de Landstuhl, en Allemagne, où ils sont traités[101].

Pourquoi les choses ont-elles aussi mal tourné? Dans une atmosphère chargée d'émotion et fortement politisée, plusieurs processus juridiques et disciplinaires se succèdent pour brosser de façon assez détaillée le portrait d'une séquence d'événements marquée par des procédures institutionnelles déficientes et des erreurs humaines. Tout bien considéré, on doit essentiellement conclure que plusieurs éléments expliquent pourquoi le Maj Schmidt a largué une bombe GBU-12 sur la Compagnie A.

Premièrement, la cellule de planification de la mission du 170e Escadron de chasse avait retiré de la trousse d'information destinée aux pilotes la zone d'opérations réglementée du champ de tir de la Ferme Tarnak. Une zone d'opérations réglementée est établie dans chaque secteur où des forces amies mènent des opérations afin d'alerter les pilotes de leur présence et de s'assurer qu'ils font preuve de prudence. La commission d'enquête a conclu que le processus d'information du 170e Escadron et que le logiciel utilisé à cette fin étaient déficients.

En effet, comme la quantité d'information est souvent impossible à gérer et devient source de confusion, tous les renseignements sur l'espace aérien en deçà de 10 000 pieds d'altitude ont été intentionnellement retirés des données de mission fournies aux équipages d'aéronef. Le but était d'alléger les trousses d'information et de cartes de vol. Schmidt et Umbach ne savaient pas à quel endroit des forces amies pouvaient être en opération aux alentours de l'aérodrome. De même, l'équipage utilisant le système aéroporté d'alerte et de surveillance travaillait à l'aide d'un ensemble de données simplifiées où ne figurait pas non plus la zone d'opérations réglementée[102].

Ces faits suffisent à semer la consternation, mais pas autant que les divergences entre le récit des événements que font par la suite Umbach et Schmidt et ce que révèlent les données accessibles. Si leur vol était menacé à ce point, pourquoi les deux pilotes ne se sont-ils pas empressés de s'éloigner pour réévaluer la situation et passer ensuite à l'attaque de façon plus réfléchie? Les membres de la commission d'enquête utilisent les termes « routine », « relax » et « décontractés » pour décrire le comportement des pilotes aux commandes. Ils n'avaient pas l'air de se sentir en danger de mort. Les dispositifs de défense comme les paillettes et les leurres n'ont pas été utilisés. Un observateur souligne que la manœuvre de Schmidt a aggravé la situation et l'aurait placé dans une posture d'autodéfense… si la menace avait été réelle[103].

L'idée qu'un système de lance-roquettes multitubes comme le BM-21 puisse représenter une menace pour un aéronef F-16 est tout simplement absurde. La commission d'enquête conclut que Schmidt n'avait pas compris que les tirs observés étaient échangés dans le cadre d'un exercice d'entraînement sol-sol… Cette erreur de perception est à l'origine de la série de signaux mal interprétés et d'actions précipitées et imprudentes qui ont mené au largage prématuré de la bombe. Toujours selon la commission, l'impatience semble avoir joué un rôle important[104]… Une manière polie de dire que le Maj Schmidt voulait s'en prendre à quelqu'un, peu importe qui, semblant l'avoir pris pour cible, sans égard aux circonstances.

Deux soldats seront récompensés pour leurs agissements dans la foulée de la tragédie de la Ferme Tarnak. Les adjudants Billy Bolen et Keith Jones reçoivent la Mention élogieuse du chef d'état-major de la Défense pour leur professionnalisme et leur esprit humanitaire au cours de la période suivant immédiatement la frappe aérienne qui a touché par erreur la Compagnie A[105].

Dans un contexte historique, l'incident de la Ferme Tarnak n'est rien si on le compare au bombardement en août 1944 des premières lignes canadiennes en Normandie par les forces aériennes américaines et canadiennes.

Deux incidents de tirs amis ont alors coûté la vie à près de 250 Canadiens en plus d'en blesser quelque 500 autres[106]. Cependant, le fait que les seuls décès et blessures survenus dans le Camp canadien en 2002 sont attribuables aux forces américaines, plutôt qu'à l'ennemi, combiné au risque que cet incident alimente le sentiment anti-américain au Canada avec les effets néfastes qui en découleraient pour le soutien public à la mission, influent grandement sur le choix des suites à donner à cette tragédie. Le gouvernement et les Forces canadiennes

optent pour des commémorations publiques de grande envergure. Les circonstances exigent une réaction qui doit avoir l'air disproportionnée. Cela contraste de but en blanc avec la manière dont les incidents mortels ont été traités par les Forces canadiennes à l'époque de la Force de protection des Nations Unies dans les années 1990 alors qu'on ne tenait pas de cérémonie d'adieu et que l'on déconseillait ouvertement toute forme de commémoration publique. Des militaires canadiens tués dans des embuscades, blessés par des tireurs d'élite ou touchés par des tirs de mortiers de forces belligérantes étaient déclarés victimes d'« accidents »[107]. Les suites données à la tragédie de la Ferme Tarnak finissent par créer des attentes plus élevées quant au rayonnement public des cérémonies de rapatriement et aux moyens d'enquête à mettre en œuvre dans les cas d'incidents et de décès touchant des Canadiens sur les champs de bataille au cours des années à venir.

Op TORII : Towr Ghar, mai 2002

Au cœur de la chaîne de montagnes Tora Bora, la région de Towr Ghar (« poussière noire ») dans la province de Nangarhar fait certes partie des secteurs les plus inhospitaliers et accidentés de l'Afghanistan. Il suffit d'observer une image aérienne de la partie est du pays pour voir la bande noire formée par la chaîne Tora Bora qui ressemble à la coque d'un voilier dont la proue serait située dans la passe de Khaibar et la poupe à proximité de Kaboul. Au nord, les zones fertiles des plaines entourant Djalalabad; au sud des montagnes s'étend la ville de Parachinar, dans le Kurram, au Pakistan. Il s'agit de l'une des zones tribales sous administration fédérale; le gouvernement central n'y exerce à peu près aucun contrôle, ce qui en fait le véritable Far West du Pakistan. En décembre 2001, Towr Ghar devient une scène d'intense activité pour les forces de la coalition. Dans le cadre d'une opération appelée « bataille de Tora Bora » par les médias, les forces de l'Op ENDURING FREEDOM s'en prennent à un important contingent de forces d'Al-Qaïda dans les montagnes et, ce faisant, parviennent presque à capturer, voire à tuer, Oussama ben Laden (voir la figure 2-3).

D'après certaines informations, ben Laden aurait quitté Kaboul en novembre 2001 pour se diriger vers Djalalabad où il aurait tenté de rallier la population locale à l'appui d'Al-Qaïda. Cette tentative se soldant par un échec, il bat en retraite vers le sud avec son entourage dans les monts Tora Bora vers la fin novembre ou au début décembre. Le 5 décembre, des équipes de reco et d'observation des Forces spéciales des É.-U. sont déployées au nord de la région de Towr Ghar pendant que deux chefs afghans opposés aux talibans mobilisent et déploient leurs milices en vue d'encercler la région, ce qui se révèle mission impossible. Le 14 décembre, une équipe étasunienne du JSOC repère des membres de l'entourage de ben Laden. Un chasseur bombarde le secteur pendant trois heures. On ne reçoit aucune nouvelle transmission de ben Laden à partir de ce secteur à compter du 14 décembre[108].

Les opérations de la coalition et de la milice afghane se poursuivent dans la région de Towr Ghar jusqu'à ce qu'il n'y reste plus aucun combattant d'Al-Qaïda. Les corps de plus de 200 victimes ennemies sont retrouvés, mais on ne saura jamais exactement combien ont été ensevelis dans les grottes et bunkers ou déchiquetés par les bombardements[109].

En mars 2002, un groupe d'analystes du renseignement basé à l'aérodrome de Bagram consulte à nouveau les documents archivés pour déterminer ce qui s'était passé. Ils en arrivent à élaborer une théorie suivant laquelle ben Laden aurait été tué dans la région de Towr Ghar, et ils vont même jusqu'à préciser l'emplacement probable de sa mort[110]. Il y a plusieurs avantages à confirmer le décès de ben Laden. Premièrement, on peut axer les ressources sur d'autres cibles d'importance. Deuxièmement, cela évite, comme les analyses l'ont si bien résumé, d'avoir à composer avec de nombreux signalements d'Oussama ben Laden pendant des années encore – un peu comme tous ces gens qui prétendaient avoir croisé Elvis. Enfin, cela témoigne de la réussite de l'Op ENDURING FREEDOM et du fait que ses activités d'information ont été couronnées de succès. Même si on ne retrouve pas son corps, il serait utile de mettre au jour d'autres éléments d'information d'Al-Qaïda qui pourraient avoir été cachés dans la région : ordinateurs portables, équipement de communications et documents, par exemple. On s'expose toutefois à des critiques si rien n'est découvert, surtout si les médias ont créé de fortes attentes[111].

En outre, de plus en plus d'éléments observés à Djalalabad laissent croire que l'ennemi prépare une campagne de guérilla ou une forme quelconque de soulèvement dans la province. Un retour en force dans la région de Towr Ghar contribuerait aux efforts de dissuasion déployés le long de la frontière, enverrait un message clair aux publics cibles dans la province de Djalalabad, et favoriserait la confirmation de la mort de ben Laden[112].

La mission d'exploiter le site sensible est attribuée au groupement tactique du 3 PPCLI. La phase des mouvements aériens depuis le KAF jusqu'à l'aérodrome de Bagram se fait suivant le modèle établi pendant l'Op HARPOON. Sept appareils C-130 sont affectés au transport jusqu'à Bagram des compagnies A et C, d'une compagnie d'appui au combat, du quartier général du Bataillon, du 12e Escadron de campagne, et du matériel et des fournitures nécessaires. C'est à partir de cette base que le groupement tactique se réorganise en vue d'une insertion aéroportée dans la région de Towr Ghar et ses objectifs ciblés[113].

Les premiers soldats décollent à 0043 le 4 mai 2002 dans des CH-47 Chinook du 7e Bataillon (101e Régiment d'aviation de l'Armée des États-Unis), escortés par des hélicoptères d'attaque AH-64 Apache du 3e Bataillon (101e Régiment d'aviation). Des aéronefs d'attaque au sol F-16 et A-10 survolent pour intervenir au besoin. Un groupe d'hélicoptères Apache devance la formation en direction des zones d'atterrissage tout en observant de près le sol avec leurs systèmes de capteurs. Le vol depuis l'aérodrome de Bagram se déroule sans incident, et les hélicoptères circulent à basse altitude entre les inhospitaliers sommets noirs et blancs de la chaîne Tora Bora afin d'être moins vulnérables à une attaque depuis le sol.

À 0130, les appareils du premier pont aérien se posent dans les zones d'atterrissage EAGLE et LOON. Les appareils du deuxième pont arrivent à 0430. Il n'y a aucun contact avec l'ennemi; seul incident : un soldat se blesse au genou en débarquant. La Compagnie A sécurise EAGLE et part immédiatement vers l'ouest pour la reco des zones FREZENBERG et SOMME. Pendant ce temps, la Compagnie C sécurise LOON au profit du pont 2 et évalue visuellement KAPYONG. Les équipes de mortiers installent leurs tubes en position de tir, pendant que le peloton de reco établit des postes d'observation en hauteur. Les tireurs d'élite en font autant. En très peu de temps, le groupement tactique se trouve en position de surveillance, dominant ses deux objectifs, DIFENSA et CAMINO, toujours sans contact avec l'ennemi. Tout est tranquille lorsque les Chinook redécollent à destination de l'aérodrome de Bagram. Les seuls sons proviennent des commandements criés ici et là et du bourdonnement lointain des moteurs des AH-64 Apache qui tournent autour de l'objectif FREDERICK[114]. La section des transmissions, relevant du Capt Eric McFee, doit modifier rapidement son plan de communication, car le terrain montagneux empêche la transmission des messages. Conformément aux enseignements tirés de l'Op HARPOON, toutes les sous-unités servent de relais de transmission pendant l'opération. Il n'est ainsi pas rare de voir une section d'infanterie faire le relais entre le groupement tactique et une compagnie, par exemple, ou le quartier général du groupement tactique faire en sorte que deux pelotons puissent communiquer entre eux. Cette démarche permet de transmettre les signaux radio dans tous les emplacements en évitant l'effet d'atténuation habituel[115].

Les membres du Génie du 12e Escadron de campagne sont déployés dans la zone souterraine KAPYONG pendant que le groupement tactique recherche en vain l'objectif VIMY. On utilise une charge creuse conique de 40 livres et un grain de poudre à trois trous pour provoquer une explosion creusant un orifice de huit pieds de profondeur dans le but d'avoir accès à l'intérieur de la montagne, mais rien n'y fait. Le peloton de reco découvre deux groupes de sept bunkers dans la zone de la Compagnie A qui cherche un moyen d'accéder à FREZENBERG. Voici ce qu'indique dans son rapport le Lcol Stogran à la fin de la première journée :

[Traduction]

> Les attaques lancées contre les entrées des grottes les ont scellées à un point tel qu'elles sont devenues impossibles à repérer. L'exploitation s'en tiendra aux hypothèses les plus plausibles quant à l'emplacement exact de ces entrées et utilisera du matériel de démolition pour pratiquer une ouverture. On serait plutôt malavisé à ce moment-ci, c'est le moins qu'on puisse dire, de commander une évaluation à nos membres du Génie quant aux moyens à privilégier, à moins que l'on ait l'intention de procéder à une excavation majeure des sites en question[116] …

Photo : MDN AP2002-5414

Nommée au départ BLACK DEVIL par le groupement tactique du 3 PPCLI, l'opération est ensuite rebaptisée à l'insistance d'autres états-majors tenant davantage à la rectitude politique. L'Op TORII se déroule en mai dans les montagnes de la région de Towr Ghar en vue de déterminer si Oussama ben Laden y a trouvé la mort – ou non (comme l'avenir nous l'apprendra).

Les contacts avec les habitants de la région commencent toutefois à porter fruit. Plusieurs villageois indiquent aux soldats canadiens qu'Oussama ben Laden n'est pas sur place, mais qu'il aurait été transporté par hélicoptère jusqu'au Pakistan pendant la bataille de décembre 2001 ou peu de temps après. Le plus important élément d'information qu'ils fournissent concerne par contre la présence de 24 tombeaux d'Al-Qaïda au sud-est de KAPYONG, soit entre les villages avoisinants de Merkhan et d'Alefkehl. Selon des sources, un Arabe, grand et mince, serait enterré parmi eux[117]. Les corps proviennent de la vallée dans la zone KAPYON d'où ils ont été transportés pour être enterrés au cimetière à proximité d'Alefkehl. Les militaires apprennent que des pèlerins sont venus à pied depuis le Pakistan, car ils croient, dit-on que prier sur la tombe d'un martyr permet de guérir les maladies et d'autres problèmes de santé[118].

Le Lcol Stogran confie au Maj Bob Ford le commandement de l'équipe d'exploitation. Celle-ci comprend le 3e Peloton de la Compagnie C, la moitié d'une section de Génie du 12e Escadron de campagne, un officier du renseignement, des enquêteurs de la Division des enquêtes criminelles de l'Armée des États-Unis et des éléments du Commandement des opérations spéciales interarmées[119]. On sélectionne trois tombeaux en raison de la complexité des empilements de pierres qui les recouvrent et des différents drapeaux qui les ornent. Les Afghans placent le corps des défunts enveloppé dans un linceul dans un trou de trois à quatre pieds de profondeur. Le trou est généralement bordé de bois ou de pierres. Il est protégé par un couvercle en bois ou en pierre, lui-même surmonté d'un amoncellement de pierres comportant une base et un linteau généralement dans un alignement nord-sud. Les sépultures des martyrs, ou *shahid*, sont habituellement ornées de nombreux drapeaux colorés[120]. L'équipe procède à deux séries d'exhumations, soit trois le 5 mai, et dix-sept le 6 mai.

Un observateur canadien décrit ainsi le processus d'exhumation :

[Traduction]

> L'infanterie commence à dégager les sépultures en s'assurant de noter la façon dont chacune d'elle est identifiée, car nous devrons les remettre toutes exactement dans l'état où nous les avons trouvées. Une fois les éléments de marquage enlevés et notés, nous amorçons l'excavation. Nous creusons jusqu'au moment d'atteindre le dessus du couvercle surplombant le corps. Une fois toute la terre enlevée, un membre du Génie tire le couvercle de bois avec une corde après s'être assuré que la manœuvre est sans danger. Dès qu'il est établi que le couvercle est exempt de pièges, on le retire pour exposer le corps. Nous utilisons ensuite un détecteur de mines pour détecter la présence d'objets métalliques de grande dimension qui ne devraient pas se retrouver près du corps. Une fois qu'il est déterminé que l'on a détecté seulement une fermeture éclair, une boucle de ceinture ou tout autre objet habituel, la corde est attachée autour des chevilles du cadavre pour le tirer hors de la sépulture. Les spécialistes de la Division des enquêtes criminelles procèdent alors au prélèvement de l'ADN… Après coup, nous remettons le corps à sa place avec le couvercle et tous les éléments exactement dans l'état où nous les avons trouvés. Nous refaisons le même travail pour les 20 sépultures[121].

Des habitants de la région sont consultés pendant le processus pour veiller à ce que les exhumations soient faites avec autant de dignité que la situation le permet. Les chefs des villages de Merkhan et Alefkehl comprennent la nature de l'opération menée et ne s'y opposent aucunement[122].

Les exhumations permettent de découvrir 23 corps presque intacts. En raison du processus de momification, les visages sont méconnaissables. Les corps ne sont accompagnés d'aucun document ni pièce d'équipement. Des échantillons de cheveux sont prélevés. L'équipe croit qu'il s'agit de la garde rapprochée d'Oussama ben Laden[123].

Les explosions à répétition ne permettent de déceler aucune trace des entrées des grottes. Les patrouilles ne découvrent aucun élément à exploiter dans les zones visées. Des résidents de l'endroit peuvent confirmer que les forces de l'Op TORII interviennent bel et bien dans des secteurs où des grottes ont été localisées avant les bombardements et que les bombes larguées en décembre ont fait tomber des surplombs rocheux qui bloquent désormais deux des ouvertures. Le MajRod Keller du 12e Escadron de campagne recommande qu'une mission à venir commence par la localisation des grottes au moyen de matériel d'exploration sismique avant que l'on procède à des tentatives d'excavation[124].

Par conséquent, on décide de quitter Towr Ghar. Le 7 mai 2002, une première vague de six appareils CH-47 arrivent aux zones d'atterrissage LOON, EAGLE et FALCON pour

entreprendre l'évacuation à 0300 z. L'Op TORII se termine sans incident avec le retour des forces à l'aérodrome de Bagram, puis à celui de Kandahar à bord d'appareils C-130. Cinq ans plus tard, les Forces d'opérations spéciales sont déployées à nouveau dans la chaîne Tora Bora, croyant qu'Oussama ben Laden y est peut-être retourné pour un assaut final, mais ce nouvel effort se révélera infructueux[125].

Op WHITE FOX : Khost, avril et mai 2002

En avril 2002, la FO Rakkasan demande au 3 PPCLI de préparer une compagnie d'infanterie en vue d'un déploiement dans la région de Khost pour protéger une ancienne base soviétique maintenant utilisée par les Forces spéciales de la coalition. D'un point de vue géographique, la région de Khost est importante pour différentes raisons. Située à 50 milles au sud-est de Kaboul, elle n'est qu'à 20 milles du Pakistan. La ville de Khost et l'aérodrome Chapman se trouvent au cœur de ce que l'on appelait la « cuvette de Khost », une large vallée fertile entourée de toutes parts par des montagnes boisées. La seule autoroute d'accès relie Khost à la ville garnison cruciale de Gardez, à partir de laquelle on assure le contrôle de l'autoroute 1 qui va de Kaboul à Kandahar (en passant par Qalat dans la province de Zaboul). La cuvette de Khost est une forteresse naturelle pouvant servir de refuge. Une forte présence de la coalition dans la région est essentielle pour que les forces ennemies ne puissent pas se réfugier dans ce secteur et permet, dans un premier temps, d'empêcher les talibans et les forces d'Al-Qaïda de battre en retraite vers le sud à partir de Kaboul (voir la figure 2-3).

Comme il est situé à proximité des régions montagneuses longeant la ligne Durand, l'aérodrome Chapman près de Khost sert généralement de base de soutien logistique et de base d'étape intermédiaire pour les opérations spéciales de la coalition. À l'arrivée de la Compagnie B, le Détachement opérationnel Bravo des Forces spéciales est en place ainsi que le Détachement des communications du 112e Bataillon des transmissions. Le Détachement opérationnel Bravo offre du soutien à différents détachements opérationnels Alpha en activité dans la province, notamment des équipes du 2e Bataillon du 19e Groupe des Forces spéciales travaillant avec les AMF et des équipes du 7e puis du 3e Groupe des Forces spéciales qui s'emploient à stabiliser la région. Il y a à Khost une maison secrète des Forces spéciales de telle sorte que les différentes équipes puissent jouir d'un pied-à-terre sur le terrain[126].

Voilà pour la géographie militaire. Or, la géographie sociétale est tout aussi importante. Au tout début de la guerre, la CIA essaie de former l'Alliance de l'Est par la fusion d'éléments tribaux de la région. Cette soi-disant Alliance de l'Est doit être l'équivalent pachtoune de l'Alliance du Nord, et des ressources considérables sont déployées pour que ces éléments abandonnent leur position de neutralité ou changent de camp[127]. Cette initiative ne produit pas vraiment les résultats escomptés. Les Pachtounes ne sont ni des Tadjiks ni des Ouzbeks,

et les membres de l'Alliance du Nord combattent ensemble depuis passablement d'années. Néanmoins, les Op HARPOON et TORII nous ont déjà permis de constater que la CIA et les Forces spéciales des É.-U. ont su nouer avec les tribus pachtounes de la région des liens qui ont produit des effets variables.

Au début de 2002, on se pose ces questions : Qui contrôlera quel territoire? Quels liens uniront les groupes d'influence tribaux et la nouvelle Administration transitoire afghane dirigée par Hamid Karzai? L'instabilité des dispositions de gouvernance à Khost et dans les environs a des répercussions considérables à ces niveaux supérieurs et menace par conséquence la stabilité de l'Afghanistan après le régime taliban. C'est dans cet environnement plutôt complexe que sera déployée en avril et en mai 2002 la Compagnie B du 3 PPCLI, à l'aérodrome de Chapman. Un peu comme pour le groupement tactique à Kandahar, il s'agit, d'une part, de protéger un aérodrome et, d'autre part, d'assurer la stabilité aux échelons local et provincial; comme toujours, la chasse aux objectifs de grande importance se superpose au tout.

À la fin de janvier 2002, des combats entre groupes pachtouns armés sont signalés à Gardez. Au début février, le déploiement d'une faction depuis Gardez se traduit par 50 morts. Le CENTCOM décide alors d'examiner la situation de plus près. En concentrant les ressources nécessaires à l'analyse du problème, on voit se dessiner les détails des complexes dissensions intestines. Auparavant, Khost n'était pas une province, mais une division administrative de la province de Paktia. Ces arrangements ne plaisent pas nécessairement aux Pachtouns de la région, exception faite de certains qui en bénéficient. En sa qualité de chef de l'Administration transitoire afghane, Hamid Karzai nomme Pacha Khan Zadran gouverneur de la province de Paktia. Le frère de Pacha Khan Zadran, Amanullah Khan, est à ce moment-là le nouveau ministre responsable des zones tribales et frontalières au sein de l'Administration transitoire afghane. Pacha Khan Zadran, dont la milice qui lui appartient est appuyée par la CIA et les Forces spéciales des États-Unis, établit quant à lui son pouvoir à Khost où son demi-frère Kamal Khan Zadran s'est imposé grâce à ses propres forces miliciennes[128].

Lorsque Pacha Khan Zadran déménage à Gardez pour devenir gouverneur, la choura locale dirigée par Haji Saifullah (un homme associé à la faction de Rabbani dans les années 1980) refuse de l'accueillir, en partie parce qu'il vient de Paktika et non de la province de Paktia, en partie en guise de revanche à la suite de la guerre civile de 1992, et aussi peut-être du fait des mauvaises relations entretenues par la choura avec Kamal Khan Zadran à Khost[129]. Pour compliquer les choses encore davantage, Kamal Khan Zadran ne s'entend pas bien avec Zakim Khan Zadran, lequel a également une force de milice stationnée à Khost. En plus de cette dynamique des pouvoirs, il y a des problèmes liés aux registres de propriété foncière conservés à Gardez concernant Khost et relativement au contrôle de l'industrie forestière sur les collines entourant la ville de Khost[130].

Selon les analystes, cette situation extrêmement instable est exacerbée par Jalaluddin Haqqani du réseau tribal Haqqani, un groupe pachtoun transfrontalier allié à Al-Qaïda. Toujours selon les analystes, Al-Qaïda alimente délibérément le conflit entre Pacha Khan Zadran et la choura de Gardez en vue d'affaiblir l'Administration transitoire afghane et de discréditer le processus de paix dans ce pays. On croit qu'Al-Qaïda a infiltré les deux factions et les incite à s'en prendre l'une à l'autre[131]. Il est possible que cette dissension ait eu des conséquences négatives sur le soutien des AMF à l'Op ANACONDA[132].

En plus des états d'âme quant au rôle de gouverneur à Gardez, les luttes intestines entre Kamal Khan et Zakim Khan à Khost et la tentative d'assassinat du chef de la sécurité à Khost font grimper la tension dans la ville[133]. Ces problèmes minent les ressources des forces d'opérations spéciales à un point tel que les responsables de l'Op ENDURING FREEDOM en viennent à admettre que les conflits intra-tribaux contrecarrent la recherche des têtes dirigeantes d'Al-Qaïda qui sont ciblées : on croit notamment qu'Ayman Al-Zawahiri se cache dans la province de Khost dans les montagnes environnantes le long de la frontière[134]. Ainsi, le 19 mars 2002, les forces ennemies lancent-ils un raid d'envergure contre l'aérodrome Chapman : les spécialistes en logistique et en transmission des Forces spéciales sur place arrivent à peine à le contrer[135]. La situation se détériore suffisamment pour justifier le déploiement d'un escadron des forces d'opérations spéciales britanniques et de deux détachements opérationnels Bravo (ODB) des Forces spéciales des É.-U. avec les détachements opérationnels Alpha (ODA) qui les accompagnent à la fin mars à l'aérodrome Chapman[136].

Le niveau de tension demeure élevé pendant tout le mois d'avril 2002[137]. Il se produit plusieurs incidents où l'on échange des tirs de roquettes ou de mortiers pendant que l'on apprend que des mines à détonation télécommandée sont placées sur les routes et qu'Al-Qaïda fait du recrutement dans les camps de réfugiés au Pakistan en vue de lancer des opérations contre l'aérodrome[138].

Pendant ce temps-là à Kandahar, la Compagnie B du Maj Mike Blackburn vient tout juste de céder son temps d'exercice au champ de tir à la Compagnie A du Maj Sean Hackett, car celle-ci doit être déployée à Khost. Après la tragédie de la Ferme Tarnak, la tâche est confiée à la Compagnie B pendant que la Compagnie A se remet de ses pertes et que le reste du groupement tactique se prépare en vue de l'Op TORII[139].

La mission confiée par la FO Rakkasan consiste à sécuriser une base d'opérations avancée pour permettre aux forces d'opérations spéciales et à l'AAG d'intervenir dans les zones d'opération entourant Khost. Aucun détail n'est donné quant à la façon dont la Compagnie B doit s'y prendre, ce qui ne va pas manquer de causer des problèmes par la suite. Les membres de la Compagnie D du 1er Bataillon du 187e Régiment d'infanterie doivent essentiellement repartir à bord des hélicoptères qui ont transporté les membres de la Compagnie B. L'état-major du 3 PPCLI précise autant que possible la façon dont les choses

doivent se dérouler : la Compagnie B doit envisager la tâche de défense dans une optique dynamique et déterminée (routine de défense variable, surveillance discrète, patrouilles dans un périmètre limité, etc.) de manière à déstabiliser et à dissuader tout ennemi potentiel[140].

C'est une version allégée de la Compagnie B qui participe à l'Op WHITE FOX en raison de la disponibilité restreinte du transport héliporté attribuable aux opérations en cours. Il y a deux pelotons, un officier des opérations avancées, un technicien médical et une section du Génie du 12e Escadron de campagne. Un spécialiste étasunien des communications est détaché auprès du Maj Blackburn de façon à maintenir l'interopérabilité. En outre, grâce à la collaboration de la Compagnie B avec le 3e Bataillon de la 101e Compagnie de police militaire, la première apprend à utiliser efficacement le système de lance-grenades automatique M-19 et d'autres armes américaines comme le AT-4. Les soldats canadiens découvrent des caisses et des caisses d'armes américaines non utilisées au KAF. Lorsque les Canadiens lui demande s'ils peuvent emprunter ces armes, le quartier-maître de la FO Rakkasan de répondre sans hésitation : « Certainement. Quelle quantité de munitions voulez-vous[141]? »

L'insertion sur l'aérodrome Chapman se fait le 20 avril 2002 à l'aide d'hélicoptères de transport CH-47 escortés par des hélicoptères d'attaque AH-64. Lorsque les membres de la Compagnie B sortent en courant par les rampes arrière, ils aperçoivent une tour de contrôle délabrée retenue par des sacs de sable. Sur la façade en contreplaqué, ils voient un écriteau qui indique « Aérodrome Chapman, altitude 3 775 pieds ». Au loin, à l'autre extrémité de la piste de 9 000 pieds, reposent les carcasses d'une dizaine d'aéronefs Antonov 32 peints en havane et en vert. La route principale mène à la ville de Khost, environ trois kilomètres à l'ouest. Un oued coule parallèlement à la piste d'atterrissage, à environ deux kilomètres de distance au sud. Toujours au sud, une chaîne de montagnes apparaît en toile de fond[142].

À leur arrivée, les membres de la Compagnie B constatent que l'aérodrome Chapman sert de base non seulement au détachement opérationnel Bravo (ODB) des Forces spéciales, mais aussi à un détachement de l'AAG et à une installation de collecte de renseignement électromagnétique. En plus de servir au soutien logistique, la base contribuait donc aussi à la collecte du renseignement[143]. Les problèmes de transport initiaux sont réglés par l'ODB des Forces spéciales des États-Unis qui parvient à trouver des camionnettes Toyota Hilux que la Compagnie B pourra utiliser. Il y a aussi à l'aérodrome Chapman deux organisations des AMF ayant chacune leur commandant. Les Canadiens les surnomment « brigade Polypro », en raison de la marque des sous-vêtements fournis par les Forces spéciales des États-Unis, et « Brigade Tank et Artillerie ». Cette dernière compte 12 membres installés dans une baraque avec à leur disposition une poignée d'armes attaquées par la rouille : des T-55, un canon de 152 millimètres, un canon de 122 millimètres et ce qui semblait être un canon antichar de 11 millimètres. Il y a quelques « policiers » sur la route à l'extérieur de l'aérodrome, mais on ne sait pas vraiment à quel corps ils appartiennent, car ils ne portent pas d'uniforme[144].

Le Maj Blackburn et la Compagnie B doivent répondre d'entrée de jeu à une question bien précise. Où se situent exactement les limites du périmètre de sécurité de l'aérodrome Chapman? Aux bordures de l'enceinte? À celles de la piste d'atterrissage? À la tour de contrôle? Les ordres sont vagues. Il n'y a pas de directives pour la coordination des relations de la Compagnie B avec plusieurs types de forces d'opérations spéciales, d'agences du renseignement et de milices afghanes, le tout dans une conjoncture politique complexe. Les Américains éprouvent eux-mêmes des problèmes de coordination entre ce qu'ils appellent la grande armée et le secteur des Forces spéciales. Le plus souvent, la main droite ne sait pas ce que fait la main gauche. Où prend fin la zone d'opération des forces à l'aérodrome Chapman et où commencent celles des Forces spéciales des É.-U.? Ce n'est pas clairement précisé[145].

Cette situation où règne la confusion n'empêche pas la Compagnie B de prendre l'initiative et de mettre un semblant d'ordre dans tout cela. Dans un premier temps, on évalue les dispositions de défense déjà en place. La Compagnie B doit maintenant travailler en liaison avec trois groupes distincts de la milice afghane, le tout sans l'aide d'un interprète! On ne sait pas précisément à quelles factions ces groupes appartiennent. La mobilisation de la milice afghane devient donc sur ce plan un exercice de protection de la force. De temps à autre, l'aérodrome Chapman est la cible de roquettes, ce qui exige une intervention conjointe des Canadiens, des Afghans et des Américains pour pourchasser les tireurs et les dissuader de recommencer[146].

Qui plus est, il faut coordonner la question de la puissance de tir pour défendre l'aérodrome contre les attaques extérieures. La dernière chose dont on a besoin, c'est d'un équipage de char désordonné lançant au hasard des projectiles de 100 millimètres. La Compagnie B a apporté avec elle des mortiers de 60 millimètres, des mitrailleuses et des lance-grenades M-19. En collaboration avec la brigade Tank et Artillerie, la compagnie en arrive à une matrice de ciblage permettant de répliquer à tout tir direct ou indirect menaçant l'aérodrome au moyen d'une combinaison de systèmes canadiens, américains et afghans. Le Maj Blackburn entreprend sur-le-champ un programme d'illumination nocturne qui doit avoir un effet psychologique sur tout ennemi éventuel. Les miliciens afghans font montre d'enthousiasme et surprennent à l'occasion les Canadiens avec leur utilisation créative d'anciens équipements soviétiques en piteux état[147].

Au cours des deux mois suivants, la Compagnie B assure la sécurité de cette installation cruciale en la mettant à l'abri non seulement des talibans et d'Al-Qaïda, mais également de l'instabilité tribale qui prend de l'ampleur à Khost. Parmi les principales tâches accomplies avec une grande efficacité, notons les patrouilles systématiques, la réorganisation du matériel et des ressources de défense en place, et la coordination de l'éventail de forces utilisant l'aérodrome comme base. Lorsque les membres de la Compagnie B commencent,

comme le font toujours les bons soldats canadiens, à élargir de plus en plus le périmètre de sécurité, ils sont rappelés à l'ordre par leurs supérieurs au quartier général canadien qui leur ordonnent de ne pas quitter l'aérodrome lui-même jusqu'à ce qu'une compagnie d'infanterie américaine vienne prendre la relève. Comme ce fut le cas pour la tâche de protection du KAF, l'Op WHITE FOX permet la conduite d'opérations cruciales dans une province revêtant une importance capitale malgré la grande instabilité qui y règne[148].

Plan d'urgence PYTHON

À la suite de l'Op ANACONDA et de la série d'opérations frontalières menées près de Khost en mars 2002, il ne semble plus y avoir d'importantes concentrations de forces d'Al-Qaïda et des talibans à l'Est et au Sud de l'Afghanistan. On consacre alors davantage de ressources à la poursuite des chefs du régime taliban renversé dans un effort pour contrecarrer leurs intentions annoncées publiquement d'organiser une insurrection contre la coalition et le nouveau gouvernement intérimaire[149]. Les mollahs Omar, Baradar et Osmani figurent parmi les principales cibles, mais il y a d'autres « personnes d'intérêt », y compris le mollah Rafiq, ce chef taliban qui a dirigé la campagne de nettoyage ethnique contre les Hazaras à la fin des années 1990[150].

Il incombe aux services du renseignement et aux opérations spéciales basés à l'aérodrome de Kandahar de suivre et appréhender ou tuer ces têtes dirigeantes dans le Sud de l'Afghanistan. Grâce aux informations précises recueillies pendant le déploiement des opérations de la coalition dans la région, le nombre de missions de reconnaissance spéciales et d'action directe associées à la poursuite des chefs talibans est considérablement à la hausse en avril 2002.

Le 17 mars, une mission d'action directe menée dans la ville de jeunesse du mollah Omar, Sangsar (dans le district de Zharey à l'ouest de la ville de Kandahar) se traduit par la capture de 30 talibans, mais pas du mollah Omar. Les prisonniers sont pris en charge dans les installations du KAF[151]. Une autre mission d'action directe est menée le 24 mars avec pour cible Osmani, mais sans succès[152]. Les rapports produits après chaque raid par les missions d'exploitation ou par des sources du renseignement nous donnent accès à de nouvelles pièces du puzzle taliban; cela contribue à la poursuite des opérations. Le 20 avril, une équipe des forces d'opérations spéciales essaie de capturer un chef taliban, le mollah Bismillah, dans une résidence de la partie nord de la ville où il s'emploie à organiser une cellule talibane retranchée. L'équipe abat un agent taliban et saisit des armes, du matériel de communication et des documents. Le mollah Bismillah ne se trouve toutefois pas à la maison[153].

De quelle manière exactement cette situation touche-t-elle le groupement tactique du 3 PPCLI? Il faut savoir que la possibilité que des problèmes surgissent lors de ces missions d'action directe et d'exploitation de sites sensibles est bien réelle. Le film *La chute du faucon noir* illustre on ne peut mieux l'échec d'une mission d'action directe. Cette production de 2001

décrit la myriade de problèmes éprouvés par une force d'opérations spéciales à la poursuite de chefs ennemis en Somalie durant l'intervention d'aide humanitaire de 1993. Pour tout observateur avisé du milieu, l'enseignement le plus important à tirer de l'événement est la nécessité de pouvoir compter sur une FRR conventionnelle bien équipée et prête à venir à la rescousse d'une force d'action directe qui serait confrontée à des éléments ou à des situations outrepassant ses capacités. L'augmentation de la cadence des opérations pour les forces d'opérations spéciales stationnées au KAF exige un examen rigoureux du rôle que le groupement tactique du 3 PPCLI pourrait être appelé à jouer si ces forces avaient besoin de soutien dans une situation semblable à celle survenue en Somalie.

La ville de Kandahar est en partie contrôlée par la famille Sherzai et les AMF de Barakzai qui lui sont associées. Or, il est impossible pour ces forces de maintenir à long terme l'ordre dans cette ville qui est peuplée d'un demi-million d'habitants. Il faudra un certain temps pour mettre en place un gouvernement offrant tous les services nécessaires. D'ici là, les AMF de Sherzai, avec l'aide du 19e Groupe aéroporté des Forces spéciales, occupe un nombre de positions clés à l'intérieur de la ville, à partir desquelles des sorties sont effectuées au besoin. Un réseau peu structuré de postes de contrôle est en place sans toutefois qu'il ne soit soumis à une véritable force de commandement et contrôle. Ce ne sont pas tous les districts de la ville qui s'opposent aux talibans. Si des chefs ou des agents ennemis avaient à s'installer dans un quartier pro-taliban, il pourrait se produire une situation similaire à celle vécue par le JSOC à Mogadiscio[154].

Il est également envisageable qu'une force talibane attaque certains sites dans la ville contrôlés par la coalition. Parmi ces terrains clés, notons l'hôtel particulier du gouverneur à partir duquel Gul Agha Sherzai préside aux destinées de la ville, le poste de police central, le palais du gouverneur et les bureaux des Nations Unies et des autres organismes d'aide qui commencent à arriver. Les forces d'opérations spéciales contrôlent également l'ancienne résidence du mollah Omar, maintenant la base d'opérations avancée Ghecko, dans la partie nord-est de la ville. Une FRR pourrait devoir mener une opération de sauvetage à partir de l'aérodrome s'il arrivait que l'un de ces sites soit menacé ou assiégé par des actes de violences menées par les forces ennemies ou par des manifestants ou par d'autres acteurs.

La FRR de la brigade est structurée en fonction des forces requises pour effectuer une évacuation aéroportée au moyen de CH-47. Mais qu'adviendrait-t-il si les hélicoptères étaient occupés ailleurs ou si les conditions météo se détérioraient? Le plan d'urgence PYTHON est élaboré par l'état-major du 3 PPCLI en vue d'offrir une option terrestre qui met en jeu six véhicules Coyote, trois blindés Bison transportant un peloton d'infanterie et un véhicule du Génie Nyala, tous prêts à procéder, au besoin, à l'extraction des membres des Forces spéciales dans la ville[155].

Le groupement tactique du 3 PPCLI est prêt à déployer plusieurs fois la FRR en application du plan d'urgence PYTHON. Le 9 mai 2002, un raid des FOS dans la ville permet de capturer 13 insurgés et de saisir leurs armes et un certain nombre d'ordinateurs portables[156]. Une autre mission d'action directe, menée le 21 mai dans la ville, aboutit à la capture de deux autres détenus et à la collecte de nouveaux renseignements[157]. Il s'ensuit une autre action directe, soit celle d'appréhender un commandant du nom de Sardar Mohammad le 6 juin[158]. Un raid substantiel orchestré par le 19e Groupe aéroporté des Forces spéciales et les milices afghanes qui y sont associées cible trois résidences le 9 juin et permet de produire encore davantage de données destinées au service du renseignement situé au KAF[159]. Ces différentes opérations ne suscitent pas de fortes réactions dans la ville, si bien qu'il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre le plan PYTHON.

À l'extérieur de la ville, les membres de la FO K-Bar lancent des opérations dans le district de Maywand. Aux environs du 20 mai, les FOS de la Nouvelle-Zélande et du Canada attaquent une série de bases militaires et capturent un nombre important de personnes. Comme les détenus ne sont pas tous des insurgés talibans, les résidents locaux se braquent et tiennent une manifestation à l'entrée du KAF. C'est la première fois que les forces de la coalition sont à même de constater que les interventions sur le terrain produisent directement une réaction négative chez la population. On peut y voir une menace pour les activités du KAF et les forces de protection doivent prendre la situation au sérieux, même si l'on soupçonne que la manifestation a eu lieu à l'instigation de détenteurs de pouvoirs locaux pour servir leurs intérêts politiques et économiques[160]. Le Lcol Stogran et son état-major prennent bonne note de ce phénomène, un constat qui sera subséquemment utile au groupement tactique.

Op FULL THROTTLE

En mai 2002, une équipe des FOS basée dans la partie supérieure de la vallée de la rivière Helmand reçoit des informations indiquant que des talibans seraient actifs dans le secteur éloigné de Deh Rawod, dans la province occidentale d'Oruzgan. On sait que Deh Rawod est le village d'enfance du mollah Omar, et il est possible qu'il y ait trouvé refuge. Les services du renseignement saisissent des informations selon lesquelles les mollahs Omar, Osmani et Baradar se trouveraient dans cette région. Des ressources du renseignement électromagnétique (SIGINT) confirment qu'il y a un nombre inhabituel de communications dans ce secteur. Si les indications se révèlent fondées, il pourrait être possible d'organiser une opération en vue de neutraliser complètement la structure de commandement encore en place chez les talibans[161] (voir la figure 2-6).

Des missions spéciales de reconnaissance exécutées par des équipes de la Norvège, de l'Allemagne, de l'Australie et du Canada permettent de se faire une meilleure idée de

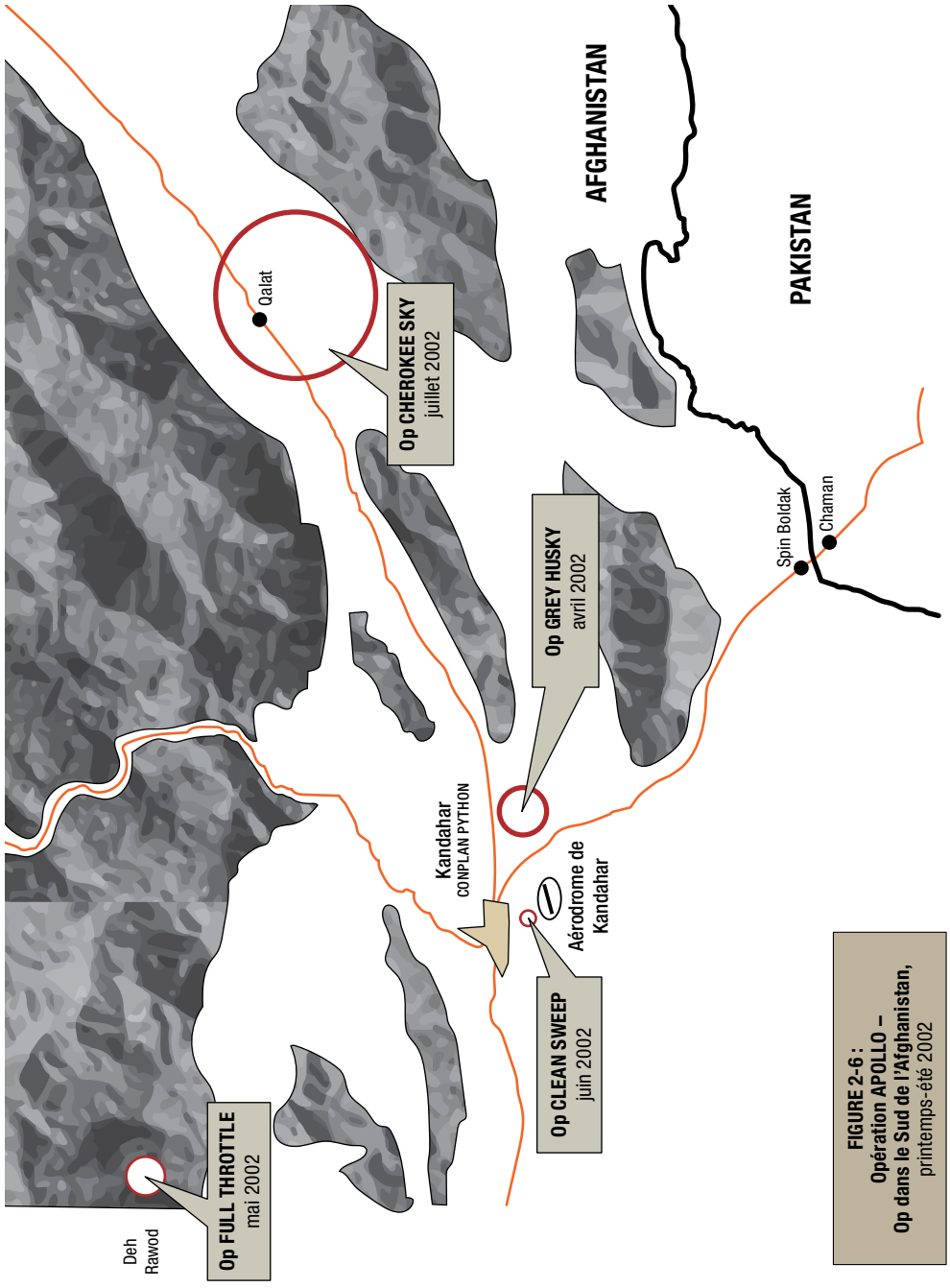


FIGURE 2-6 :
Opération APOLLO –
Op dans le Sud de l'Afghanistan,
printemps-été 2002

Figure 2-6 : Opération APOLLO – Op dans le Sud de l'Afghanistan, printemps-été 2002

la situation dans la vallée. On constate qu'il s'il trouve un niveau important d'activité, beaucoup trop élevé pour une région éloignée. Une des équipes entend même des tirs d'essai de mortier. Les rapports ISTAR pointent tous vers un secteur au nord-est de la ville qui semble servir de nœud de commandement[162].

Une opération est menée par la suite en juin 2002 par des membres des Forces d'opérations spéciales norvégiennes (NORSOF) et un ODA de 12 soldats du 3e Groupe des Forces spéciales. Il s'agit d'insérer les équipes spéciales de reco des NORSOF, puis d'employer l'ODA et les Afghans pour faire sortir l'ennemi de sa tanière. L'équipe des NORSOF se retrouve dans une situation périlleuse : le pire se produit lorsque l'ennemi la prend à partie. Les responsables de la collecte captent alors de nombreuses communications transmises à partir de sites avoisinant Deh Rawod. L'unité du SIGINT tactique découvre un réseau de postes d'observation, également situés dans les hauteurs[163].

La situation est corsée dans le secteur de Deh Rawod. Il y a constamment des indices révélant que certaines têtes dirigeantes des forces talibanes se trouvent encore dans la région. Par conséquent, le commandant et l'état-major de la Force opérationnelle multinationale d'opérations spéciales interarmées – Afghanistan (CJSOTF-A) élaborent un plan pour se rendre dans la vallée de Deh Rawod et localiser ces chefs talibans. En cours de planification, on se rend compte que l'on aura besoin d'un bataillon d'infanterie légère, et c'est là que le 3 PPCLI entre en jeu, par le biais de l'Op FULL THROTTLE.

L'opération reçoit le nom de code TF TYCZ. Le premier élément est formé de trois unités des AMF de la taille d'une compagnie accompagnées de deux ODA des Forces spéciales des États-Unis et d'équipes spécialisées dans les opérations psychologiques et les affaires civiles. Le 3 PPCLI et ses trois compagnies forment le second élément. L'insertion se fera au moyen d'appareils CH-47 accompagnés par des AH-64. Le troisième élément comprend deux pelotons des Forces spéciales (SEAL) de la Marine des États-Unis transportés par des hélicoptères MH-47D, MH-60 et MH-53 du 160e Régiment d'aviation des Forces d'opérations spéciales [Special Operations Aviation Regiment] (160 SOAR). Des avions d'attaque AC-130 assureront la couverture aérienne[164].

Il s'agit d'abord et avant tout de déterminer avec exactitude quels périmètres les chefs ennemis occupent dans la vallée. La population est hostile et l'introduction de forces considérables par voie terrestre activerait le système d'alerte rapide de l'ennemi, ce qui, par ricochet, permettrait à ses têtes dirigeantes de s'enfuir ou de se cacher. Le commandant de la CJSOTF-A planifie une opération devant servir de leurre. Deux détachements opérationnels Alpha des Forces spéciales seraient déployés dans une vallée adjacente pendant que les FOS du Canada et de la Nouvelle-Zélande iraient ailleurs en vue d'attirer l'attention de l'ennemi. Dès que l'on saurait mieux à quoi s'en tenir au sujet de la situation, d'autres forces mèneraient une opération de bouclage et de fouille[165].

Des éléments des trois détachements opérationnels Alpha, accompagnés de deux ressources de recherche du SIGINT et d'une équipe SEAL, effectueraient une reconnaissance spéciale du secteur de la vallée à partir des hauteurs. À l'étape suivante, les trois compagnies d'infanterie du 3 PPCLI iraient par hélicoptère en vue d'occuper des positions d'arrêt. Les détachements opérationnels Alpha ainsi que les forces afghanes franchiraient ces positions pour entreprendre des opérations de bouclage et fouille. Une autre équipe SEAL ferait irruption par hélicoptère et effectuerait des raids dans différentes enceintes. Les membres du 3 PPCLI devaient aussi intervenir en cas de concentration de forces talibanes à partir de l'extérieur et intercepter quiconque essaie de s'enfuir de la zone de recherche[166].

L'Op FULL THROTTLE est importante et de grande envergure, dans la même mesure que les opérations ANACONDA et TORII. Le plan établi ne convient toutefois pas au Lcol Stogran qui considère que les données du renseignement dont il dispose ne sont pas suffisamment précises. Le 3 PPCLI se retire donc du processus de planification.

L'Op FULL THROTTLE va tout de même de l'avant. Pour une raison ou une autre, on renonce à l'assaut aérien prévu. Le plan consiste maintenant en un déplacement terrestre depuis Kandahar jusqu'à Deh Rawod pour les ODA des Forces spéciales des États-Unis et les forces afghanes qui les accompagnent. Il n'y aura aucune insertion de force d'arrêt par hélicoptère. Après le retrait du 3 PPCLI, les planificateurs essaient d'obtenir l'apport d'un bataillon des Royal Marines, mais ne parviennent pas à s'assurer le concours des Britanniques. En fin de compte, la force déployée comprend deux ODA, un peloton SEAL et un groupe des AMF de la taille d'une compagnie avec l'encadrement des soldats du 19e Groupe aéroporté des Forces spéciales [Special Forces Group (Airborne)] (SFGA)[167].

Dès que les véhicules de la force arrivent dans la vallée de Deh Rawod, l'ennemi est prévenu par son système d'alerte rapide. Les équipes de reconnaissance spéciale font alors appel au soutien aérien pour détruire les sites de mitrailleuses et d'artillerie anti-aérienne. On utilise pour ce faire des avions AC-130 et des bombes guidées JDAMS larguées à partir de B-52. L'un des canons antiaériens est situé dans une enceinte adjacente à une autre où se tiennent des noces. Ce canon prend pour cible les forces de la coalition. Un appareil AC-130 Spectre de la coalition réplique à l'aide de ses canons de 25 millimètres et de 40 millimètres. Comble de malheur, les tirs du Spectre atteignent l'enceinte où ont lieu les noces, tuant ainsi une quarantaine de personnes et en blessant entre 50 et 100 autres. Une fois sur place, les éléments du 19e SFGA se rendent compte qu'ils s'apprêtent à attaquer la mauvaise enceinte et s'arrêtent juste à temps. L'Op FULL THROTTLE est stoppée sans plus tarder[168].

L'enquête menée par la suite conclut que les opérateurs ennemis des armes avaient choisi de les placer dans des secteurs civils et décidé d'ouvrir le feu sur les forces de la coalition alors même qu'ils savaient que de nombreux civils étaient présents à proximité[169].

Ce n'est toutefois rien pour apaiser une population déjà hostile à Kandahar. Selon les indications obtenues sur place, les gens les plus éduqués sont attristés par la tragédie, mais la colère règne au sein des segments les moins instruits de la population que certains pourraient vouloir manipuler. La situation se détériore encore davantage le 6 juin avec l'assassinat du nouveau vice-président afghan[170].

Selon la section du renseignement du 3 PPCLI, les forces de la coalition sont en train de tester les limites de l'hospitalité locale, et il pourrait suffire d'un seul autre incident fâcheux pour inciter la grande majorité de la population à se rallier contre elles[171]. Un contexte semblable risque de mettre en péril la sécurité du camp et pourrait donner lieu à des incidents nécessitant la mise en œuvre du plan d'urgence PYTHON dans la ville. Ce n'est heureusement pas ce qui s'est produit pendant le reste du séjour du 3 PPCLI en Afghanistan.

Op CHEROKEE SKY : Zaboul, juillet 2002

En juin 2002 les planificateurs de l'Op ENDURING FREEDOM commencent à s'intéresser à la province de Zaboul. Non seulement cette région géographique clé s'étend-elle de part et d'autre de l'autoroute 1 qui relie Kaboul à Kandahar, mais Qalat, sa capitale, est une ville de grande taille davantage qui se trouve à proximité d'une région montagneuse adjacente à la frontière pakistanaise. Les vallées du district de Shinkay se prêtent très bien à l'infiltration et offrent de nombreuses caches, alors que Qalat peut servir de voie de canalisation pour les forces ennemies encore actives dans la province voisine d'Oruzgan. Un ODA des Forces spéciales des États-Unis s'est installé à Qalat pendant une certaine période, mais a été retiré depuis. Selon certaines indications, des armes sont transportées et des factions des talibans et d'Al-Qaïda s'entraînent dans les collines en prévision d'une guérilla. Gulbuddin Hekmatyar, le mollah Omar et un certain nombre d'Arabes aurait été aperçus dans la région. Il y a en outre tout lieu de s'interroger quant à la mesure dans laquelle le gouverneur soutient les efforts de la coalition.

L'Op CHEROKEE SKY vise deux objectifs. En premier lieu, déstabiliser les choses à Zaboul pour voir ce qui en ressort; en deuxième lieu, aider à mettre en place les conditions propices pour améliorer les liens entre l'Administration transitoire afghane et l'administration provinciale de Zaboul. Les membres du peloton de reco du 3 PPCLI, se déplaçant dans des véhicules Hilux et portant des vêtements pour région désertique (pour éviter de trop se faire remarquer), doivent collaborer avec un détachement opérationnel Alpha (ODA) portant l'indicatif d'appel PYTHON, afin de rassembler de l'information sur l'infrastructure de la province et les endroits où peuvent se trouver des cibles ennemies. Le 3 PPCLI et les forces américaines effectueront ensuite des manœuvres aériennes et terrestres visant des objectifs choisis. Le 3 PPCLI se chargera de la région au nord de Qalat alors que les autres forces s'occuperont du district de Shinkay et de Qalat elle-même. Trois opérations doivent être

menées de front dans l'ensemble de la province de Zaboul, mais la seule pour laquelle on obtient suffisamment de ressources est CHEROKEE SKY qui doit compter sur des effectifs réduits malgré une portée étendue à deux des trois zones ciblées.

Le peloton de reco part le 22 juin 2002 en vue d'exécuter une jonction avec les Forces spéciales à Qalat, pendant que des véhicules Coyote sont réquisitionnés et préparés aux fins de l'opération. En cours de route, le peloton de reco en vient rapidement à manquer de pneus de secours, et des mesures sont prises pour le réapprovisionner par la voie des airs. La jonction est exécutée, la reco est accomplie, et le peloton rentre de mission le 25 juin avec de plus amples détails au sujet des emplacements pouvant servir de sites d'entraînement et de caches souterraines au nord de la ville. La réinsertion du peloton s'effectue le 30 juin.

Le jour de la fête du Canada, les Compagnies B et C sont déployées à partir d'hélicoptères Chinook CH-47 de l'Armée des États-Unis dans les zones de recherche désignées où l'on sait qu'il y a des grottes sans toutefois connaître leur contenu. Pendant ce temps, l'escadron de reco du Maj Tom Bradley et son échelon empruntent l'autoroute 1 pour se rendre de Kandahar jusqu'à Qalat. Les Compagnies B et C reviennent bredouilles de leur fouille des grottes. L'escadron de reco et le quartier général du Bataillon se dirigent alors vers le palais du gouverneur à Qalat pour discuter avec lui et ses partisans, alors que le groupe de soutien avancé et la compagnie d'administration prennent les dispositions nécessaires au réapprovisionnement aérien des forces au moyen d'hélicoptères américains. Pas moins de 20 missiles sol-air SA-7 sont remis aux Forces spéciales par les AMF travaillant pour le gouverneur. Après discussion avec le gouverneur, le Lcol Stogran décide de concentrer les efforts sur la vallée de Shinkay. Les deux compagnies d'infanterie vont effectuer un assaut aérien dans les hauteurs pendant qu'une force combinant des membres de l'escadron de reco des Forces spéciales et des AMF se déplacera par voie terrestre dans la vallée pour y mener des opérations de recherche. Les choses se passent essentiellement de cette manière les 3 et 4 juillet. Les Compagnies B et C prennent par voie aérienne les positions d'arrêt, pendant que la force terrestre arrive de l'ouest. En l'absence de contacts, un certain nombre de pelotons sont dépêchés vers un regroupement de villages dans une vallée plus étroite au sud de Shinkay. Encore là, il n'y a aucun contact. Les résidents locaux (et sans doute également les forces ennemies assistant à la scène) sont stupéfaits de la présence de véhicules Coyote dans un environnement aussi inhospitalier. Lorsque l'un d'eux tombe en panne, l'équipage est pour ainsi dire pris d'assaut par une foule de civils curieux. Deux Apache AH-64 volent alors à faible altitude, et la foule se disperse.

Les Compagnies B et C sont évacuées par hélicoptère le 4 juillet 2002, pendant que l'escadron de reco, les Forces spéciales et les AMF parviennent à quitter la région montagneuse et à rejoindre l'autoroute 1 pour rentrer au KAF plus tard dans la journée.

La plupart des participants ne connaissent pas les aspects de plus haut niveau de l'Op CHEROKEE SKY. Le 2e Escadron de guerre électronique (GE) et d'autres ressources alliées et associées ont la région à l'œil dans l'espoir d'en apprendre davantage via les capacités de transmission radio de tout belligérant potentiel, tout particulièrement dans le but de détecter les réseaux d'alerte rapide. Les efforts de collecte d'information commencent pour de bon au moment où l'escadron de reco quitte Kandahar pour se rendre dans la province de Zaboul. Ces efforts se poursuivent tout au long de l'Op CHEROKEE SKY et en sont vraisemblablement la composante la plus fructueuse. Ils permettent en outre aux responsables de l'Op ENDURING FREEDOM de bien comprendre la situation qui prévaut dans la province de manière à pouvoir établir une présence de la coalition à Zaboul, puis une équipe de reconstruction provinciale en 2003. L'Op CHEROKEE SKY permet également de démontrer que les forces de l'Op ENDURING FREEDOM peuvent se déplacer sans entrave dans les régions montagneuses avoisinant la frontière pakistanaise et pourraient bénéficier de cette liberté de mouvement. Il s'agit donc à ce moment-là – comme c'est le cas encore aujourd'hui – de déterminer la façon de s'y prendre pour effectuer des opérations visant à leurrer les agents ennemis et leurs réseaux d'alerte rapide de telle sorte qu'une mission puisse être menée à terme. En ce sens, l'Op CHEROKEE SKY est le véritable prototype de ce qui va devenir un élément fondamental des opérations ultérieures du Canada en Afghanistan : le concept des manœuvres visant à collecter des données de renseignement.

Conclusion

Dans les semaines qui suivent l'incident de la Ferme Tarnak, les soldats de la Compagnie A, certains pionniers d'assaut et un membre du 12e Escadron font la conception d'un cairn commémoratif dédié aux victimes. Ces cairns sont devenus une véritable tradition pour les unités canadiennes déployées à l'étranger au cours des 40 dernières années. Il y en a un sur les hauteurs du Golan entre Israël et la Syrie, et un autre à l'hôtel Ledra Palace à Chypre. On en trouve une version portative à Primosten, en Croatie, et une autre à Bihac, en Bosnie. Dans le cas de l'Afghanistan, le monument prend la forme d'un inukshuk, cette borne d'aide à la chasse et à la navigation utilisée par les Inuits du Nord canadien. À la fin de la période de déploiement, le monument est terminé et repose sur des plaques de granit où sont gravés les symboles des unités des victimes.

Cet inukshuk est toujours debout en 2011 au KAF. Il a été déplacé à deux reprises, passant d'abord du terminal international à celui désigné comme étant la dernière position tenue par les talibans (Taliban's Last Stand) avant d'aboutir sur la promenade où il rappelle aux passants la situation qui prévalait à l'amorce de l'Op ENDURING FREEDOM et le sacrifice des Canadiens, des Américains et des Australiens qui ont perdu la vie là-bas.

La contribution de l'armée canadienne à l'Op ENDURING FREEDOM en 2002 est importante à de nombreux égards. Premièrement, elle montre clairement que le Canada est déterminé à participer à la lutte internationale contre Al-Qaïda dans la foulée des attentats du 11 septembre. En écartant le bouclier taliban et en contribuant à des missions d'exploitation de sites sensibles, on permet à la coalition d'en savoir plus long sur ce qu'Al-Qaïda compte faire – ou ne pas faire, une considération tout aussi importante pour certains. Ce travail ouvre la voie à de nouvelles opérations menées ailleurs dans le monde pour contrer le terrorisme.

Deuxièmement, la composante terrestre de l'Op APOLLO de même que ses interventions vont beaucoup plus loin qu'un simple engagement symbolique, bien que ce soit là le souhait de certains à Ottawa qui veulent voir les soldats canadiens demeurer en lieu sûr de manière à minimiser les risques politiques au Canada. L'environnement opérationnel, la fierté nationale et le professionnalisme des troupes exigent toutefois une contribution bien concrète devant avoir un impact significatif sur la mission en Afghanistan. Le Canada a grandement contribué à la réussite de l'Op ENDURING FREEDOM en 2002 en assurant la protection de bases comme les aérodromes de Kandahar et Chapman, en fournissant des FRR pour l'extraction lors d'opérations spéciales, en bonifiant les capacités de recherche de la matrice ISTAR et, surtout, en assumant des fonctions de coordination absolument essentielles à l'accomplissement de toutes ces tâches par les forces de la coalition. Le Canada n'a pas pris part à la « bataille en règle » dans la vallée de Shah-i-Kot et il y en a assurément certains qui le regrettent. Le fait de ne pas avoir participé à certaines de ces actions ne doit toutefois pas porter ombrage aux autres contributions importantes de l'Armée canadienne. Sans ces contributions, les opérations menées dans la région auraient sans doute été beaucoup plus difficiles et peut-être également plus coûteuses en vies humaines.

En fin de compte, les opérations terrestres menées à Kandahar en 2002 deviendront, sans que cela n'ait été planifié, une étape préalable importante en vue du réengagement majeur du Canada dans le Sud de l'Afghanistan en 2005. Personne ne croyait que les Canadiens reviendraient à Kandahar. Il ne fait aucun doute que personne ne voyait l'Armée canadienne revenir en force pour aider à protéger la ville contre des insurgés de plus en plus belliqueux. Il fallait pouvoir se reporter plusieurs années dans l'avenir. Pourtant, l'Armée canadienne allait bel et bien revenir en Afghanistan, mais cette fois à Kaboul et sous un commandement différent.

Photo : Auteur

Le groupement tactique canadien a conçu et érigé un monument en forme d'inukshuk pour commémorer le sacrifice des soldats de la coalition ayant perdu la vie, y compris les quatre Canadiens victimes d'une bombe larguée par erreur par les Forces aériennes des É.-U.

NOTES

1. Le dét léger du SNICC sera ultérieurement augmenté par un dét lourd et il restera dans le théâtre afin d'assurer une liaison déployable avec l'aérodrome de Bagram.
2. Entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002.
3. Rakkasan est un mot japonais signifiant « parapluie qui tombe », c'est à-dire, « parachute ».
4. Entrevue avec le Lcol Stogran.
5. Allocution du vice-amiral Greg Maddison à la conférence de la FOSCAN tenue au CMR (8 décembre 2010).
6. Entrevue avec le Lcol Stogran.
7. Entrevue avec le Maj David Short, Armée des États-Unis, Combat Studies Institute, Leavenworth, Kansas, 4 janvier 2006; « Déclaration du Lgén Emil R. Bedard, commandant adjoint responsable des plans, politiques et opérations, Corps des Marines des États-Unis, devant le House Armed Services Committee Special Oversight Panel on Terrorism, 28 juin 2002.
8. Sean M. Maloney, *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Washington DC: Potomac Books, 2005.
9. *Ibid.* Voir aussi Naylor, *Not a Good Day to Die*.
10. Services du renseignement du Corps des Marines (quartier général), « SIGINT Marines Help Fight War on Terrorism in Afghanistan », *Intelligence Community Newsletter*, vol. 1, nº 2, p. 2.
11. « History of the 626th BSB », Fort Campbell, site Web de l'Armée des États-Unis.
12. Observations de l'auteur sur le système médical américain au KAF, mars 2003.

13. Suivant la description de Chris Mackey et Greg Miller dans *The Interrogators: Inside the Secret War against Al Qaeda*, New York: Little Brown and Co, 2004. Cette section est le fruit de l'analyse par l'auteur de plus de 700 rapports d'évaluation de détenus de la FOI Guantanamo (FOI GTMO) qui figurent à http://wikileaks.org/gitmo. Ces rapports sont inestimables pour plusieurs raisons. Premièrement, ils relatent ce que le détenu a révélé lors de son interrogatoire, notamment quant à l'endroit où il a été recruté et formé. Deuxièmement, on y retrouve une analyse des propos recueillis, qui ne sont pas toujours exacts ou véridiques, mais cette analyse résume les évaluations du renseignement et les analyses comparatives effectuées par les interrogateurs pour situer le détenu dans le contexte général des opérations jihadistes. Ces dossiers permettent de retracer les grandes lignes et même quelques caractéristiques détaillées d'une grande partie du réseau de formation des jihadistes en Afghanistan.

14. *Ibid.*, p. 345. Voir aussi Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 240-242.

15. Mackey et Miller, *The Interrogators*, p. 348.

16. Mémoire présenté par la CIA aux fins du rapport du comité du renseignement du Sénat américain sur le programme d'extradition, de détention et d'interrogatoire, 27 juin 2013.

17. Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 240-242.

18. *Ibid.*, p. 146.

19. Synthèse du renseignement (INTSUM) du 3 PPCLI, 18-19 mai 2002.

20. Voir Rolf Mowatt-Larssen, « Al Qaeda Weapons of Mass Destruction Threat: Hype or Reality? », Harvard Kennedy School, Belfer Center for Science and International Affairs, janvier 2010. Nota : Mowatt-Larssen a dirigé le service du renseignement du département américain de l'Énergie et est un ancien membre de la CIA.

21. Tel qu'indiqué par Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of Al Qaeda Strategist* Abu Mus'ab al-Suri, New York: Columbia University Press, 2008.

22. Don Rassler et Vahid Brown, *The Haqqani Nexus and the Evolution of al-Qa'ida*, West Point: Combating Terrorism Center, 2011.

23. WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation to Retain under DoD Control: Mohammad Anwar », 21 février 2004.

24. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdullah R. Razaq », 6 août 2007.

25. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdullah Mohammad Khan », 27 mars 2008; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdullah Hussein », 23 avril 2008.

26. Roland Jacquard, *Au nom d'Oussama ben Laden… : dossier secret sur le terroriste le plus recherché du monde*, Paris, Jean Picollec, 2001, p. 93-94; « Return of the Arabs: Al Qaida's Current Military Role in the Afghan Insurgency », Combating Terrorism Center, USMA; vol. 1, nº 3, article 8, Combating Terrorism Center, USMA; « Afghan Camps Linked to Recent Terror », Jihad Watch, 24 novembre 2003.

27. Voir Fawaz A. Gerges, *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, Cambridge: Cambridge University Press, 2005, p. 134; Roy Gutman, *How We Missed the Story*, Washington DC: U.S. Institute for Peace, 2008, p. 209; Maria A. Ressa, *Seeds of Terror*, New York: The Free Press, 2003, p. 69; Peter Blaber, *La mission, les hommes et moi*, Paris, Nimrod, 2016, p. 101-102; le rapport de Rassler et Brown.

28. Conclusion de l'auteur qui s'appuie sur son étude non publiée, « Jihadist Training Facilities in Afghanistan ».

29. Blaber, *La mission, les hommes et moi*, p. 101; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Transfer: Mohammad Aman », 22 octobre 2004; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Transfer: Faris Musil al-Ansari », 14 avril 2006; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention: Khalid Mohammad Al », 22 mai 2007.

30. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Min Gazrov », 14 mars 2008.

31. Voir Mowatt-Larssen, « Al Qaeda Weapons of Mass Destruction Threat: Hype or Reality? ».

32. Étude sur le terrorisme de l'Institute For Defence Analyses, *The Anatomy of Terrorism and Political Violence in South Asia*, voir article de Karzai p. II-58.

33. Jacquard, *Au nom d'Oussama ben Laden*, p. 98-99.

34. WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation to Retain in Custody: Khalid Sulymanjaydh al Hbyashi » 31 janvier 2004.

35. Entrevue confidentielle avec des spécialistes canadiens du renseignement. Voir aussi Evan F. Kohlmann, *Al-Qaeda's Jihad in Europe: The Afghan-Bosnian Network*, Oxford: Berg Press, 2004; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Bensayah Belkacem », 28 avril 2008; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Sabir Lahmar Manfud », 17 avril 2008; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Mustafa Air Idr », 30 juin 2008; WikiLeaks, communication de la FOI GTMO au COMUSSOUTHCOM, « Response to the DCO decision to Transfer Detainee Al Zuhhayri, Ahmad Zayd Salim », 29 décembre 2008.

36. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Mutij Sadiz Ahmad Sayab », 9 janvier 2007; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Transfer: Nabil Hadjarab », 22 janvier 2007; WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Bendar al-Ataybi », 25 février 2007.

37. Jacquard, *Au nom d'Oussama ben Laden*, p. 97-98; Note d'information du département américain de la Défense, à partir d'images prises en 1998, « Kowst, Afghanistan Terrorist Camps »; rapport de Rassler et Brown; Gutman, *How We Missed the Story*, p. 83.

38. Jean-Charles Brisard, *Zarkaoui : le nouveau visage d'Al-Qaïda*, Paris, Fayard, 2005, p. 93, 101, 106-108.

39. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Khair Ulla Said Wali », 6 mars 2008.

40. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment, Abdullah Alamatrafi », 25 octobre 2007; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention Under DoD Control: Hamud Dakhil Hamud », 25 août 2006; WikiLeaks, FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention Under DoD Control: Abdulhadi Abdallah Ibrahim al-Sharakh », 26 juillet 2007.

41. Richard Miniter, *Mastermind: The Many Faces of the 9/11 Architect*, Khalid Shaikh Mohammad, New York: Sentinel Books, 2011, chap. 3.

42. Ces données proviennent des rapports sur les détenus de la FOI GTMO accessibles via WikiLeaks à l'adresse : http://wikileaks.org/gitmo. Voir FOI GTMO, « Detainee Assessments for Hasan Zamiri », 18 novembre 2008 et « Detainee Assessments for Ismaiil Saiid Ali Bin Nast », 21 août 2008.

43. Blaber, *La mission, les hommes et moi*, p. 70-71. Voir aussi WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment: Abdulatif Nasser », 22 novembre 2008 et FOI GTMO, « Recommendation for Continued Detention: Faha Sultan », 21 avril 2007.

44. WikiLeaks, FOI GTMO, « Transfer Recommendation Mohammad Omar », 31 mai 2003; FOI GTMO, « Recommendation for continued detention: Fahd Umr Abd al-Majid al-Sharif », 1er septembre 2006; voir également l'évaluation du détenu Razaq.

45. Mémoire du service de recherche du Congrès américain soumis au comité de la réforme gouvernementale de la Chambre des représentants, « Terrorist Attacks by Al Qaeda », 31 mars 2004.

46. WikiLeaks, FOI GTMO, « Update Recommendation for Transfer to the Control of another Country: Abdulhadi Abdallah Ibrahim al-Sharakh », 26 juillet 2007.

47. WikiLeaks, FOI GTMO, « Detainee Assessment, Mustafa So Bin Ahmad », 25 juillet 2005; FOI GTMO, « Detainee Assessment, Saifullah A. Paracha », 1er décembre 2008; FOI GTMO, « Detainee Assessment, Mohammed Ahmad Rabbani », 26 mai 2008.

48. Voir Mowatt-Larssen, « Al Qaeda Weapons of Mass Destruction Threat: Hype or Reality? ».

49. *Ibid.*

50. L'auteur obtient cette information en décembre 2005 d'un agent de liaison d'une ONG auprès de tribus kutchies vivant dans le désert de Reg et d'un spécialiste afghan de la sécurité originaire du district de Spin Boldak.

51. Richard Miniter, *Mastermind: The Many Faces of the 9/11 Architect*, Khalid Shaikh Mohommad, New York: Sentinel Books, 2011, p. 171-177.

52. Richard Miniter, *Mastermind*, p. 232-234. Voir aussi mémoire présenté par la CIA aux fins du rapport du comité du renseignement du Sénat américain sur le programme d'extradition, de détention et d'interrogatoire, 27 juin 2013.

53. Mémoire présenté par la CIA aux fins du rapport du comité du renseignement du Sénat américain sur le programme d'extradition, de détention et d'interrogatoire, 27 juin 2013.

54. Synthèse de l'opération (OPSUM) du 3 PPCLI (20 février 2002).

55. Entrevue avec le Lcol Tom Bradley, Edmonton, 26 juin 2008.

56. *Ibid.*

57. Informations transmises à l'auteur par le 2e Esc GE. Le directeur de l'Agence de sécurité nationale américaine a félicité les membres du 2e Esc GE et du Groupe des opérations d'information des Forces canadiennes (GOIFC) pour leur travail dans le Sud de l'Afghanistan.

58. Entrevue téléphonique avec le Maj Rod Keller, 13 novembre 2008.

59. Compte rendu d'évaluation (ASSESSREP) de la FOI-ASO du Canada, 6 février 2002.

60. ASSESSREP – FOI-ASO, 27 février 2002.

61. ASSESSREP – FOI-ASO, 13 mars 2002.

62. ASSESSREP – FOI-ASO, 7 avril 2002; ASSESSREP – FOI-ASO du Canada (12 avril 2002); ASSESSREP – FOI-ASO, 15 avril 2002.

63. Entrevue téléphonique avec le Lcol Colin Blair, 28 octobre 2008; entrevue téléphonique avec la Maj Marjorie Coakwell, 10 novembre 2008; entrevue téléphonique avec le Cap Gordon Hagar, 14 novembre 2008. Voir aussi les journaux de guerre du Groupe de soutien avancé (GSA), Direction – Histoire et patrimoine (DHP).

64. *Ibid.*

65. *Ibid.*

66. *Ibid.*

67. *Ibid.*

68. *Ibid.*

69. *Ibid.*

70. Benjamin et Simon, *The Age of Sacred Terror*, p. 128.

71. Scheuer, *Through Our Enemies' Eyes*, p. 124.

72. *Ibid.*, p. 88.

73. Plus tard, en 2008, il est établi que les attaques aux É.-U. sont l'œuvre d'un scientifique mentalement perturbé des services de guerre biologique de l'Armée des É.-U.

74. Message à la liste de distribution, dossier 4A0013 3350-165/A27 v.3, « Kenya Anthrax Confirmed », 18 octobre 2001; « Possible Anthrax Letter Received by UN Offices in Nairobi. »

75. Reportage de CBC News sur des attentats à l'anthrax, « Parliament Hill areas evacuated after anthrax scare », 16 octobre 2001 et « Anthrax Hoaxes Strike Canadian Government Offices; Evacuation Ordered ». Il est déterminé par la suite qu'il s'agit de canulars.

76. Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 278.

77. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, « Operation GREEN GOPHER OPORD », (*s.d.*).

78. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, rapport du commandant du 5e Peloton au Centre des opérations tactiques (Devil TOC), « Op GREEN GOPHER: 25-27 février 2002 After Action Review », 27 février 2002.

79. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, « Tarnak Farms SSE », 26 février 2002.

80. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, « Operation GREEN GOPHER OPORD », (*s.d.*).

81. 3 PPCLI, Op 002 GREEN GOPHER, note de service versée au dossier, « Subject: GREEN GOPHER 27 février 2002 (Sensitive Site Exploitation) », 27 février 2002.

82. *Ibid.*

83. Direction du renseignement de la CIA, « Terrorist CBRN: Materials and Effects », bibliothèque de la CIA, mai 2003.

84. Suivant la description fournie par Les Grau dans *Operation ANACONDA: America's First Major Battle in Afghanistan*, Lawrence: University Press of Kansas, 2011.

85. Entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002; entrevue avec le Maj Brian Hynes, Ottawa, 17 juillet 2008.

86. Note de service du commandant de la FO Rakkasan au commandant de la FOIM Mountain, « Narrative pertaining to the recommendation for award of the Bronze Star Medal for MCpl Graham Ragsdale, Canadian Army ».

87. Note de service du commandant de la FO Rakkasan au commandant de la FOIM Mountain, « Narrative pertaining to the recommendation for award of the Bronze Star Medal for MCpl Robert Furlong, Canadian Army ».

88. Cet exploit s'est traduit par un plus grand accès pour le Canada aux aspects de l'Op ENDURING FREEDOM touchant la planification et le renseignement. Voir l'entrevue avec le Maj Brian Hynes, Ottawa, 17 juillet 2008.

89. Entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002.

90. Entrevue avec le Lcol Stogran.

91. *Ibid.* Voir aussi le résumé de mission du 3 PPCLI « Mission Synopsis-Op HARPOON 13-18 mars 2002. »

92. Entrevue avec le Lcol Stogran.

93. Résumé de mission du 3 PPCLI « Mission Synopsis-Op HARPOON 13-18 mars 2002. »

94. Suivant la description fournie par Les Grau dans *Operation ANACONDA: America's First Major Battle in Afghanistan*, Lawrence: University Press of Kansas, 2011.

95. Entrevue avec le Lcol Sean Hackett, Kingston, octobre 2008.

96. *Ibid.*

97. Note d'information, 1-187 IN, « Operation MOUNTAIN LION: Lessons Learned ».

98. Cette section a été rédigée en s'inspirant généralement sur des informations fournies dans « Tarnak Farm Board of Inquiry: Final Report », 19 juin 2002. Dans son ouvrage *Friendly Fire: The Untold Story of the US Bombing that Killed Four Canadian Soldiers in Afghanistan*, Toronto: John Wiley et and Sns, 2005 Michael Friscolanti offre une description très détaillée et plus humaine des événements survenus à la Ferme Tarnak et des enquêtes et procès qui ont suivi. Voir également l'entrevue avec le Lcol Sean Hackett, Kingston, octobre 2008.

99. Tiré du rapport final de la commission d'enquête, « Tarnak Farm Board of Inquiry: Final Report », 19 juin 2002.

100. Voir la section réservée aux photos dans l'ouvrage de Michael Friscolanti *Friendly Fire: The Untold Story of the US Bombing that Killed Four Canadian Soldiers in Afghanistan*, Toronto: John Wiley and Sons, 2005.

101. Rapport final de la commission d'enquête, « Tarnak Farm Board of Inquiry: Final Report », 19 juin 2002.

102. *Ibid.*

103. *Ibid.*

104. *Ibid.*

105. Message général des Forces canadiennes (CANFORGEN) 043/03 CDS 032 281524z Mar 03, Annonce des distinctions honorifiques et des décorations.

106. C.P. Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale, vol. III : la campagne de la victoire*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966, p. 235-236, 257-258. Les chiffres sont approximatifs, mais offrent une base de comparaison suffisante.

107. Scott Taylor et Brian Nolan, *Tested Mettle: Canada's Peacekeepers at War* (Ottawa: Esprit de Corps Books, 1998), chap. 11.

108. Dalton Fury, nom de plume du Maj Thomas Greer, officier des Forces spéciales des États-Unis, a produit le seul compte rendu militaire détaillant jusqu'à maintenant le déroulement de l'opération menée dans les monts Tora Bora. Il en ressort clairement qu'il y avait des différends entre les commandants de composante américains de même qu'entre eux et la CIA quant à l'importance de la région et à la situation de ce qu'on appelait l'« Alliance de l'Est », et que, dans un contexte où les autres opérations menées à l'appui de l'Alliance du Nord étaient prioritaires, celle effectuée à Tora Bora a d'abord pris la forme d'une mission de reconnaissance bénéficiant d'un soutien minimal. On connaît toutefois beaucoup moins bien les détails des échanges à ce sujet, de même que les aspects liés à l'analyse tactique graphique et à la préparation de l'opération avant l'insertion des forces de la coalition. Voir *Kill Bin Laden: A Delta Force Commander's Account of the Hunt for the World's Most Wanted Man*, New York: St Martin's Press, 2008.

109. *Ibid.*

110. Présentation PowerPoint du 3 PPCLI, « UBL is Dead, and We Can Recover His Body », 30 mars 2002.

111. *Ibid.*

112. 3 PPCLI, « FRAGO 1 to OPORD BLACK DEVIL », (*s.d.*).

113. Entrevue téléphonique avec le Maj Colin Blair, 31 octobre 2008.

114. Compte rendu de situation (SITREP) du 3 PPCLI dans le cadre de l'OpTORII, section des journaux de guerre de la DHP, boîte 1323, chemise 8710, dossier 6, 4 mai 2002.

115. Entrevue avec le Maj Eric McFee, Kingston, 12 novembre 2008.

116. SITREP du 3 PPCLI dans le cadre de l'Op TORII, 4 mai 2002.

117. SITREP du 3 PPCLI par le Cap P.E.D. Nicholson, officier de renseignement du 3 PPCLI; entrevue avec le Lcol Pat Stogran, Kingston, 9 décembre 2002.

118. Synthèse du renseignement du 3 PPCLI, « INTSUM of Al Qaeda Grave Exploitation 5-6 mai 2002 ».

119. Compte rendu du Génie du 3 PPCLI dans le cadre de l'opération BLACK DEVIL, rapport de patrouille du caporal-chef R.B. Hryniuk, 11 mai 2002; Fury, *Kill Bin Laden*, p. 82.

120. Synthèse du renseignement du 3 PPCLI, « INTSUM of Al Qaeda Grave Exploitation 5-6 mai 2002 ».

121. Compte rendu du Génie du 3 PPCLI dans le cadre de l'OpBLACK DEVIL, rapport de patrouille, 11 mai 2002.

122. SITREP du 3 PPCLI dans le cadre de l'Op TORII, 5 mai 2002.

123. Synthèse du renseignement du 3 PPCLI, « INTSUM of Al Qaeda Grave Exploitation 5-6 mai 2002 ».

124. SITREP du 3 PPCLI concernant l'Op TORII, 6 mai 2002.

125. Mark Owen, *No Easy Day*, New York: Dutton Press, 2012, p. 149-151.

126. Voir la une du *Progress News*, Emlenton, Pennsylvanie, 8 juillet 2003 illustrant la présentation du drapeau utilisé par les différentes unités des Forces spéciales à l'aérodrome Chapman au service des pompiers volontaires d'Emlenton; Brad Mills, « 112th Signal Battalion soldiers get valor awards », *Army Communicator*, printemps 2003.

127. Gary Berntsen, *Jawbreaker*, p. 240, 272, 275 et 290.

128. « Afghan warlords battle for control of Paktia province », *The News International*, 31 janvier 2002; Hamid Hussein, « Afghanistan-not so great games », *Defence Journal*, avril 2002.

129. « Fighting in E. Afghanistan Claims More than 50 Lives », *Voice of America*, 6 février 2002.

130. Scott Baldauf, « Al Qaeda Hunt: Violent Shell Game », *Christian Science Monitor*, 20 mai 2002; Hafizullah Ghashtalai, « Friction Over Land Rights in South », *Afghanistan Recovery Report No. 113*, 1er avril 2004; Hamid Hussein, « Afghanistan-not so great games », *Defence Journal*, avril 2002.

131. ASSESSREP – FOICASO, 27 février 2002.

132. Naylor, *Not a Good Day to Die*, p. 71, 157.

133. « Gunman Attack Afghan Security Chief », Associated Press, 25 mars 2002.

134. ASSESSREP – FOI-ASO, 25 mars 2002.

135. Brad Mills, « 112th Signal Battalion soldiers get valor awards », *Army Communicator*, printemps 2003.

136. Julian West, « Final Phase of Afghan Campaign is most deadly », *The Telegraph*, 31 mars 2002.

137. ASSESSREP – FOICASO, 16 avril 2002; ASSESSREP – FOI -ASO, (S) SSS 10 G 3 3350-20 v. 3, 17 avril 2002.

138. Section des journaux de guerre de la DHP, boîte 1781, chemise 9795, « Operation WHITE FOX », 17 avril 2002.

139. Entrevue avec le Maj Mike Blackburn, Petawawa, 17 juin 2008.

140. Berntsen, *Jawbreaker*.

141. Entrevue avec le Maj Blackburn.

142. *Ibid.*

143. *Ibid.*

144. *Ibid.*

145. Berntsen, *Jawbreaker*.

146. Entrevue avec le Maj Blackburn.

147. *Ibid.*

148. *Ibid.*

149. Voir les comptes rendus d'évaluation (ASSESSREP) de la FOI-ASO pour cette période de même que *Hunting Al Qaeda*, anonyme.

150. Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, chap. 1.

151. Human Rights Watch, « Enduring Freedom: Abuses by US Forces in Afghanistan » (2005).

152. Quartier général de la FOICASO, note de service signée Osborne (date inconnue).

153. Synthèse du renseignement (INTSUM) 72 du 3 PPCLI (21-22 avril 2002).

154. Observations faites par l'auteur à Kandahar en 2003. Le 20e Groupe aéroporté des Forces spéciales avait alors pris la relève du 19e.

155. Journal de guerre du 3 PPCLI, inscription du commandant, 1er au 31 mars 2002. Section des journaux de guerre de la DHP, journal de guerre du 3 PPCLI, description, 1er et 2 avril 2002.

156. INTSUM 91 du 3 PPCLI, 10-11 mai 2002.

157. INTSUM 102 du 3 PPCLI, 21-22 mai 2002.

158. INTSUM 188 du 3 PPCLI, 6-7 juin 2002.

159. INTSUM 121 du 3 PPCLI, 9-10 juin 2002.

160. INTSUM 107 du 3 PPCLI, 26-27 mai 2002.

161. Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, p. 85-86.

162. 3 PPCLI, OPCON – Op FULL THROTTLE, 25 juin 2002.

163. *Ibid.*; Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, chap. 7.

164. *Ibid.*

165. *Ibid.*

166. *Ibid.*

167. Anonyme, *Hunting Al Qaeda*, chap. 9.

168. *Ibid.*; publication du CENTCOM, 02-09-03 « Investigation of Civilian Casualties, Uruzgan province, Operation FULL THROTTLE 30 juin 2002 », 6 septembre 2002.

169. *Ibid.*

170. INTSUM 147 du 3 PPCLI (5-6 juillet 2002).

171. INTSUM 146 du 3 PPCLI (4-5 juillet 2002).

OPÉRATION ATHENA :

ENGAGEMENT DE L'ARMÉE CANADIENNE AU SEIN DE LA FORCE INTERNATIONALE D'ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ À KABOUL, DE 2002 À 2003

Les derniers soldats canadiens du groupement tactique (3 PPCLI) quittent Kandahar pour un séjour de repos et de récupération à Guam, mais ils ne seront pas les derniers Canadiens à quitter cette ville en 2002. En effet, les forces d'opérations spéciales canadiennes intégrées à la Force opérationnelle (FO) K-Bar et à l'organisation qui lui a succédé y seront présentes jusqu'en novembre 2002. C'est à ce moment qu'un bataillon d'infanterie roumain remplace le 3 PPCLI dans son rôle de sécurité de l'aérodrome de Kandahar (KAF) et qu'une brigade de la 82e Division aéroportée arrive sur place puis prend la relève de la FO Rakkasan. Pendant la même période, divers événements, dont bon nombre sont imprévus et non planifiés, tracent la voie d'un retour des Forces armées canadiennes (FAC) en Afghanistan au milieu de 2003 et, par le fait même, constituent la base d'un engagement à long terme imprévu dans ce pays.

Avant d'aborder en détail les opérations de l'Armée canadienne à Kaboul, il est essentiel de comprendre les raisons pour lesquelles le Canada a choisi d'engager des forces au sein de la FIAS. Précisons d'abord que les Canadiens, à ce moment-là, ne savent pas trop à quoi s'en tenir sur la question, d'autant plus que la décision doit se prendre dans le contexte d'une éventuelle intervention en Iraq. En outre, cette décision aura ultérieurement des répercussions sur celle d'engager des forces dans la province de Kandahar en 2005. Il est également crucial de comprendre ce que les dirigeants canadiens souhaitaient accomplir à Kaboul. Les prochains chapitres montreront que l'Armée canadienne a joué un rôle important, voire capital, dans la stabilisation du nouvel État afghan. Elle aura même permis d'éviter une autre guerre civile dévastatrice.

Qu'en est-il des opérations de la phase IV?

La campagne menée en Afghanistan en 2002 a progressé plus vite que prévu, tant et si bien que le CENTCOM décide de réduire les effectifs américains déployés là-bas. La décision est motivée par différents facteurs dont la plupart sont liés à la planification d'opérations pour contrer des établissements possibles d'Al-Qaïda au Yémen et en Somalie, ainsi qu'à la guerre en préparation contre l'Iraq. De toute évidence, les planificateurs étasuniens du CENTCOM avaient les yeux tournés vers l'Iraq à la fin de 2001 et craignaient vivement

que le régime de Saddam Hussein en vienne à fournir à Al-Qaïda une expertise scientifique et même du matériel pour des armements de destruction massive. L'invasion de 2003 et l'insurrection qui a suivi en Iraq ont soulevé bien des commentaires et des critiques, mais la possibilité d'un transfert de technologie est en 2001 une préoccupation qui était tout à fait fondée et a été un élément déterminant dans la planification des opérations en Iraq. Il en est résulté des répercussions sur la planification canadienne relativement à l'Afghanistan.

En février 2002, les représentants canadiens à Tampa peuvent toutefois en apprendre plus long sur les intentions du CENTCOM quant aux opérations de la phase IV en Afghanistan. Cette phase visera à empêcher le retour dans ce pays des organisations terroristes, et tout particulièrement d'Al-Qaïda. L'état final de la phase IV comportera les points suivants[1] :

a. un gouvernement afghan capable, unilatéralement ou avec le soutien de la coalition, de prévenir le retour du terrorisme;

b. une coalition assurant le maintien de la capacité militaire requise pour détecter, prévenir ou mettre en échec toute reprise des activités terroristes en Afghanistan;

c. l'établissement d'une armée nationale afghane;

d. la mise en place d'une structure de coopération en matière de sécurité.

Parmi les principales tâches à accomplir pour atteindre cet état final, notons la création d'une force de remplacement pour l'assistance à la sécurité (FOSAF) et la mise en place d'organisations aptes à faire le nécessaire pour la coopération en matière de sécurité, sans oublier certains mécanismes permettant d'établir la connexion entre ces entités et le nouveau gouvernement afghan.

Sous le commandement des Britanniques, la FIAS doit s'occuper de donner de la formation à l'Armée nationale afghane, mais manque de ressources, d'enthousiasme et de vision – les Britanniques veulent se contenter d'entraîner un bataillon pour Kaboul et une force centrale afghane pouvant se consacrer à l'entraînement et à l'instruction. À l'issue de pourparlers entre le président de l'Administration transitoire Hamid Karzai et le président George Bush, le CENTCOM et l'opération (Op) ENDURING FREEDOM en viennent à jouer un rôle accru, plus actif dans la planification et la formation de l'Armée nationale afghane de telle sorte que les efforts de planification de la FIAS sous le commandement du Royaume-Uni revêtent un caractère de plus en plus secondaire. L'Allemagne demeure responsable de la formation de la police afghane, comme elle s'est engagée à le faire en vertu de l'accord de Bonn[2].

Reste quand même qu'une assistance doit être offerte pour stabiliser le pays après le départ des États-Unis, un constat de plus en plus inévitable au Pentagone de Donald Rumsfeld, d'où la nécessité de créer une force de sécurité de remplacement. Il en découlera également un intérêt croissant de la part des États-Unis, dans le contexte de l'Administration transitoire afghane, pour un déploiement de la FIAS dans les centres urbains de tout le pays avant l'éventuelle expiration du mandat confié par les Nations Unies. L'Administration transitoire afghane exerce même des pressions pour que l'Allemagne prenne les commandes de la FIAS. Pour différentes raisons, le Royaume-Uni souhaite abandonner dès que possible son commandement de la FIAS à Kaboul, mais personne ne désire prendre la relève. L'Allemagne et la Turquie envisagent de le faire, mais les considérations politiques entourant la planification de la guerre en Iraq influent sur le rôle qu'aurait pu assumer la Turquie dans le commandement de la FIAS[3]. Comme l'avenir de la FIAS semble incertain, on se demande si son mandat pourrait être rempli dans le cadre de l'opération (Op) ENDURING FREEDOM. Cela est sérieusement envisagé au début de 2002. Karzai veut que la FIAS ou l'éventuelle force de remplacement qui lui succédera soit déployée dans tous les grands centres urbains en plus de Kaboul, mais on ne sait pas vraiment si les Nations Unies et les pays de la coalition ont la volonté politique de même que la capacité de donner suite à cette requête[4].

Les planificateurs du CENTCOM constatent en outre qu'une forme quelconque de programme de contrôle des armes est nécessaire pour que ces dernières ne puissent pas servir à une éventuelle insurrection et que la nouvelle Armée nationale afghane en ait suffisamment à sa disposition. Les planificateurs font valoir qu'il faut désarmer, dans une certaine mesure, pour atteindre l'objectif de la phase IV, soit empêcher le retour des organisations terroristes. On espère pouvoir y arriver sans créer un déséquilibre militaire entraînant un vide au niveau du pouvoir dans l'une ou l'autre des régions. Les représentants canadiens y vont alors du commentaire prophétique suivant :

[Traduction]

> Une fois mis en œuvre, ces plans jetteront les bases d'une transition qui verra les opérations en Afghanistan prendre la forme d'une mission d'édification de la nation, plutôt que d'une campagne de combat direct. La position du CENTCOM a toujours été que l'édification de la nation doit relever du gouvernement afghan, mais, au fur et à mesure que les mécanismes de mise en œuvre de ces plans sont communiqués, il devient évident que le CENTCOM devra jouer un plus grand rôle aussi bien dans la direction des efforts d'édification de la nation que dans le soutien de cette mission si l'on veut que l'Op ENDURING FREEDOM soit couronnée de succès en Afghanistan[5].

À la fin de mars 2002, les planificateurs canadiens à Tampa et à Ottawa commencent à examiner les moyens à prendre pour assurer le maintien d'une présence canadienne en Afghanistan, au cas où une requête en ce sens serait formulée. On part de l'hypothèse que les objectifs stratégiques du Canada vont demeurer les mêmes, à savoir :

a. éliminer l'organisation Al-Qaïda en tant que menace terroriste incessante;

b. exécuter l'action militaire appropriée pour obliger les talibans à cesser de soutenir Al-Qaïda et à cesser de collaborer avec cette organisation et de lui fournir un refuge;

c. isoler le régime taliban de tout soutien international;

d. traduire en justice Oussama ben Laden et les autres chefs d'Al-Qaïda devant la justice;

e. répondre aux besoins humanitaires urgents des Afghans;

f. appuyer la reconstruction de l'Afghanistan.

On considère que les objectifs 2 et 3 ont été atteints et que tous les autres sont en cours d'accomplissement. Les États-Unis croyaient qu'ils allaient assurer une présence en Afghanistan pour une période de deux ans. Les planificateurs stratégiques notent qu'il y a eu des pourparlers concernant le maintien d'une Force internationale d'assistance à la sécurité qui serait active en dehors de Kaboul en vertu d'un nouveau mandat des Nations Unies. Ils soulignent toutefois que c'est chose peu probable et que certains éléments indiquent que le mandat actuel de la FIAS sera prolongé de six mois. Les planificateurs étasuniens cherchent des façons de centraliser le commandement à l'intérieur de la zone d'opérations sous l'égide du QG de la Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM) pour l'Afghanistan. On veut intégrer la FIAS à l'Op ENDURING FREEDOM, mais on ne sait pas trop comment la FIAS va pouvoir s'adapter dans le contexte des dispositions prises relativement au commandement et au contrôle. De plus, personne ne sait exactement comment s'établira la connexion entre, d'une part, l'Op ENDURING FREEDOM ou la FIAS et, d'autre part, l'organisation d'entraînement de la police dirigée par les Allemands en vertu de l'accord de Bonn et l'organisation prévue pour la formation de l'Armée nationale afghane sous la direction des Américains. Il y a tout simplement trop de questions sans réponse en mars 2002[6].

En mai et juin 2002, le Conseil de sécurité des Nations Unies accepte une proposition visant à prolonger de six mois le mandat de la FIAS. Au même moment, les Turcs remplacent les Britanniques aux commandes de la FIAS pendant que l'Administration transitoire afghane devient l'Administration transitoire afghane (ATA). Le bureau du secrétaire américain de la Défense annonce que les États-Unis vont appuyer un futur déploiement de la FIAS à l'extérieur de Kaboul. La planification de la relève aux commandes de la FIAS devient problématique lorsque la Turquie annonce qu'elle va assumer ce rôle pour un seul mandat. L'Administration transitoire afghane, en la personne de Hamid Karzai, demande alors l'aide des Allemands qui, de concert avec les Néerlandais, commencent à envisager la possibilité de remplacer les Turcs. Les deux pays se mettent ensuite en contact avec l'OTAN pour obtenir de l'aide aux fins de la planification des effectifs et des ressources du renseignement. L'OTAN accepte d'apporter son aide à la FIAS. Il ne faut pas en conclure que la FIAS est d'ores et déjà sous le commandement de l'OTAN, mais simplement que l'OTAN aide le quartier général germano-néerlandais à mener à bien sa mission. On approche de la fin novembre 2002 et l'OTAN continue d'envisager la possibilité d'assurer la responsabilité de la FIAS[7].

Iraq, Afghanistan ou les deux à la fois?

À l'automne 2002, les responsables des politiques canadiens se trouvent à la croisée des chemins. Il est évident que les États-Unis vont partir en guerre contre le régime de Saddam Hussein en Iraq dans un avenir très rapproché. Le Canada a participé à presque tous les engagements militaires visant à endiguer l'Iraq depuis 1990 et il s'est déjà engagé à mener plusieurs opérations de soutien[8]. En accompagnant les Américains en Iraq, on irait tout à fait dans le sens d'une politique canadienne bien ancrée en la matière, mais il faut absolument pour ce faire une résolution des Nations Unies autorisant la mission, une possibilité dont on débat encore fermement alors que l'automne tire à sa fin. Il faut bien comprendre que l'opposition du gouvernement canadien à la guerre en Iraq ne se manifeste que très tardivement et n'existe pas encore en 2002.

En juillet, le Canada retire de l'Afghanistan son groupement tactique participant à l'Op APOLLO à l'issue d'une mission de six mois. Il maintient toutefois sur place ses forces d'opérations spéciales engagées jusqu'en novembre 2002. Le ministre de la Défense nationale demande qu'on lui soumette une analyse des options pour l'Afghanistan et l'Iraq au plus tard le 30 août 2002. Le Bureau du Conseil privé, le ministère des Affaires étrangères et celui de la Défense nationale doivent travailler en coordination pour produire cette analyse qui débouche sur les options suivantes dont les trois organisations conviennent[9] :

1. envisager une intervention militaire, en sachant toutefois que le Canada préconise une résolution pacifique du conflit et préférerait voir l'Iraq accepter le retour des inspecteurs des Nations Unies;

2. fournir tous les renseignements contextuels nécessaires au ministre de la Défense nationale;

3. poursuivre l'Op APOLLO tout à fait indépendamment des actions menées contre l'Iraq;

4. déterminer quelles forces le Canada pourrait déployer en Iraq.

D'après les planificateurs, on se serait engagé à déployer six CF-18 en Iraq, mais pour une seule période de six mois, alors qu'un bataillon d'infanterie légère serait prêt pour un déploiement à l'été 2003. Le chef d'état-major de l'Armée de terre dispose d'un autre bataillon pouvant être déployé au besoin en Afghanistan comme force de contingence, mais cela exigerait le retrait du Canada de l'Op PALLADIUM, l'engagement du pays que représente la Force de stabilisation en Bosnie[10].

Dans le document d'information finalement soumis au ministère de la Défense nationale en octobre 2002, on conclut que l'objectif de départ de l'Op ENDURING FREEDOM, à savoir éliminer toutes les organisations terroristes, n'est pas réalisable et que l'on cherchera désormais à venir à bout des organisations terroristes ayant une portée planétaire. On cible ainsi Al-Qaïda. De plus, selon l'évaluation des commandants de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan, les opérations de combat décisives dans ce pays sont peut-être en train de perdre de l'efficience dans la lutte contre cette organisation, et l'expansion possible de la FIAS est considérée comme une solution à court terme visant à étendre la sphère d'influence de l'Administration transitoire afghane auprès des seigneurs de guerre régionaux[11]. Personne n'est en mesure de dire quelles pouvaient être les solutions à long terme.

Les planificateurs stratégiques du Canada ont aussi constaté qu'une « coalition interne » est en train de se former dans les rangs du CENTCOM : d'une part, il y a les pays engagés en Iraq, et d'autre part, il y a les pays participant à l'Op ENDURING FREEDOM, lesquels ne sont pas présents en Iraq. Si le Canada veut continuer d'avoir accès à cette plateforme pour pouvoir y exercer une influence, il va devoir y aller d'une contribution bien sentie en Iraq sous la forme d'un groupement tactique, de forces d'opérations spéciales, de CF-18 ou d'un autre engagement d'importance. De l'avis des planificateurs, plusieurs options s'offrent au Canada. Premièrement, le Canada pourrait mener des actions « compensatoires » en Afghanistan. Deuxièmement, le Canada pourrait participer à des opérations de combat

en Iraq. Troisièmement, le Canada pourrait adopter une position non compromettante en maintenant le statu quo avec l'Op APPOLO qui se poursuit avec les forces navales dans l'océan Indien, mais a perdu de l'importance maintenant que la Corne de l'Afrique est moins considérée comme une zone possible de sanctuaire pour Al-Qaïda. Quatrièmement, il y a l'option du détachement consistant à envoyer des officiers d'échange canadiens servir en Iraq aux côtés des forces alliées[12].

Les planificateurs canadiens mettent de l'avant six options de « compensation » pour l'utilisation de nos forces en Afghanistan :

1. commandement de la FIAS et déploiement d'un groupement tactique avant juin 2003;

2. commandement de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul et déploiement d'un groupement tactique au sein de la FIAS;

3. déploiement d'un groupement tactique au sein de la FIAS;

4. soutien à la formation pour l'Armée nationale afghane;

5. déploiement d'un groupement tactique au sein des forces de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan;

6. déploiement d'officiers dans le cadre de la mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

De toute évidence, on s'inquiète de voir le Canada ne pas jouer un rôle suffisamment important en Iraq et des contrecoups possibles d'un tel choix dans les rangs de la coalition. Les planificateurs croient toutefois que les États-Unis et le Royaume-Uni verraient d'un bon œil un engagement canadien envers la FIAS. Or, la mission de la FIAS est en train d'évoluer; la situation est de plus en plus instable à Kaboul et le mandat de la FIAS risque de ne plus être limité à cette ville. À la rencontre des délégués ministériels de l'OTAN tenue à Varsovie, les Allemands et les Néerlandais s'enquièrent déjà de la possibilité de voir l'OTAN prendre en charge la FIAS[13].

Lors de cette rencontre, les options consistant à prendre le commandement de la FIAS et à déployer un groupement tactique pour la Brigade multinationale de la FIAS ne sont pas jugées valables par le Canada, contrairement à celles prévoyant l'engagement d'un groupement tactique dans le cadre de la FIAS ou encore de l'Op ENDURING FREEDOM.

On détermine par ailleurs que l'entraînement de l'Armée nationale afghane risque fort de ne pas être considéré comme étant une mesure de compensation suffisante. L'engagement de forces de combat en Iraq est pour sa part jugé envisageable[14].

La perspective d'un engagement canadien en Iraq demeure ouverte pendant la plus grande partie de l'année 2003. Au début de janvier de cette année-là, on fait le point sur la situation avec le ministre de la Défense nationale. On lui indique que la possibilité de déployer des CF-18, une équipe d'intervention en cas de catastrophe et une compagnie de défense nucléaire, biologique et chimique n'est plus envisagée, car il ne s'agit pas d'options valables. Parmi les possibilités qui tiennent la route, on songe aux suivantes : confier un nouveau rôle aux forces navales de l'Op APPOLO pour le soutien des opérations en Iraq; déployer un escadron des forces d'opérations spéciales; adjoindre à un tel escadron une compagnie d'infanterie légère capable de l'appuyer; déployer un groupement tactique d'infanterie mécanisée (prêt à passer à l'action dès la fin d'avril 2003), déployer un groupement tactique d'infanterie légère (prêt dès le début d'avril 2003)[15].

La participation de forces canadiennes aux opérations de phases I, II et III (combat) en Iraq est considérée comme un engagement ayant préséance sur un rôle dans le cadre de la phase IV (stabilisation). Pourquoi donc? La contribution aux opérations à la phase III procurerait au Canada un argument de poids pour l'amélioration de ses relations internationales. L'engagement des Forces d'opérations spéciales (FOS) du Canada, particulièrement au niveau I, constitue l'exception en ce sens que l'on pourrait en profiter pour essayer de trouver des leaders de grande valeur et les viser à la phase IV, et alors cela devient assez pertinent[16].

Lors d'échanges ultérieurs, les planificateurs du sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) confirment que les Américains voient l'Afghanistan comme un théâtre d'opérations secondaire pour leur pays; ils entrevoient à ce moment-là la mission en Afghanistan comme étant rendue à la phase IV (stabilisation) et ils sont d'avis qu'elle est rapidement en train de devenir une mission d'économie de forces. Il est vrai qu'il existe des préoccupations du point de vue de la sécurité de même que des incertitudes quant au rôle futur de la FIAS. Néanmoins, la mise en place prévue des équipes de reconstruction provinciale (ERP), un concept mis à l'essai par les États-Unis en Afghanistan, offre la possibilité d'étendre le contrôle du gouvernement afghan aux différentes régions du pays. Selon les analyses menées, un engagement sous forme d'ERP ne représente pas une option valable pour le Canada à ce moment-là, car la structure de ces équipes n'en est qu'à l'état embryonnaire et l'on ne sait pas encore exactement où elles seront localisées. En outre, le SCEMD note qu'il est fortement recommandable que le Canada n'envisage pas de prendre le commandement de la FIAS à titre d'option de compensation, sans toutefois indiquer pour quelles raisons exactement[17].

L'option de prise en charge de la FIAS est également problématique à l'interne. En devenant le pays responsable, le Canada se verrait dans l'obligation d'offrir l'architecture de commandement et de contrôle de niveau supérieur nécessaire à cette force internationale. Cela exigerait du personnel de planification et de logistique, des systèmes de transmission et une capacité de traitement du renseignement. Il s'agit d'exigences généralement associées à un quartier général de corps d'armée ou même à un quartier général de division. Le Canada ne dispose ni de l'un ni de l'autre, ayant démantelé le QG de la 1re Division du Canada dans les années 1990 afin de réaliser des économies et de faire taire les critiques qui estimaient que le Canada comptait un trop grand nombre de généraux. Comme l'armée dispose de plusieurs quartiers généraux de brigade, la prise en charge de la Brigade multinationale de Kaboul est alors considérée comme une solution correspondant mieux aux capacités canadiennes[18].

Engagement à Kaboul

Le 14 février 2003, toutefois, l'ambassadeur David Wright informe le Secrétaire général de l'OTAN que le Canada fournira à la FIAS à l'été 2003 un bataillon et un quartier général de brigade, et que les Canadiens préfèrent poursuivre le mandat de la FIAS à l'extérieur de Kaboul. Comment et pourquoi en est-on arrivé à cette décision[19]? M. Chrétien n'avait pas encore écarté, à ce moment-là, la possibilité d'envoyer des militaires canadiens en Iraq – ou, s'il l'avait fait, il n'en avait pas informé le MDN ou les Forces canadiennes. En rétrospective, cela donnait en fait l'impression que le Canada prévoyait engager des forces dans les deux conflits simultanément ou qu'il souhaitait à tout le moins que ces deux options demeurent ouvertes. C'est bien sûr ce que font les planificateurs. Rien n'a jamais indiqué que l'état-major de planification travaillait à l'extérieur du contrôle national. Le ministre de la Défense nationale savait de quoi il en retournait; il était prêt à passer à l'action et comprenait qu'il fallait soumettre des options valables au premier ministre, peu importe la décision prise quant au déploiement de forces canadiennes en Iraq et en Afghanistan[20].

Alors même que la confusion atteint son niveau d'apogée, le Canada reçoit une requête du CENTCOM qui l'invite à envisager la possibilité de déployer une équipe de reconstruction provinciale (ERP) en Afghanistan. Le Lgén Michael DeLong du Corps de Marines des États-Unis (USMC) du CENTCOM, indique alors au SCEMD que l'intervention active des Canadiens dès le départ a grandement contribué à la réussite de la mission en Afghanistan en permettant de défaire rapidement Al-Qaïda et de chasser les talibans du pouvoir. La note ajoute qu'il est de plus en plus essentiel de permettre à l'Administration transitoire afghane d'étendre son contrôle à l'extérieur de Kaboul. On veut donc au départ mettre en place trois EPR, et d'autres doivent suivre. Comme le Lgén DeLong l'explique, le rôle de ces équipes consiste à faire ceci : conseiller les leaders des régions; appuyer la mise en place d'instances locales et régionales capables d'atténuer les instabilités; faciliter les opérations

de prise d'information et les activités des organisations non gouvernementales; suivre de près le développement[21]. Cette requête est mise en veilleuse pendant deux mois, le temps que les planificateurs tirent au clair les liens entre l'OTAN et la FIAS.

La stratégie du Canada dans le contexte de l'OTAN consiste à faire en sorte que le commandement du quartier général principal de la FIAS soit assuré par l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie ou l'Espagne, pendant que le Canada prend en charge la Brigade multinationale de Kaboul et fournit l'un des groupements tactiques. Cette stratégie se justifie notamment du fait que le Canada ne dispose pas de certains éléments habituellement nécessaires pour assurer le commandement supérieur, soit des hélicoptères moyen-porteur, un appui aérien rapproché et des capacités de communications stratégiques et du renseignement au niveau du théâtre. Le Canada fait donc en quelque sorte les frais de ses investissements insuffisants dans des capacités semblables à la suite de la guerre froide, à une époque où le maintien de la paix et la stabilisation avaient la cote.

Il s'avère que l'Italie est intéressée à prendre éventuellement le commandement de la FIAS, mais pas en 2003. Les Français n'y sont pas favorables; d'un point de vue stratégique, ils s'opposent aux opérations hors zone de l'OTAN (comme ils l'ont toujours fait). Ils craignent que l'OTAN soit perçue comme une force d'occupation en Afghanistan et ne veulent pas se retrouver dans le même bateau. En outre, leurs forces expéditionnaires sont massivement engagées dans des efforts de néocolonialisme en Afrique[22].

À la fin de février, le Mgén Cam Ross est dépêché afin de solliciter l'appui de partenaires de l'OTAN en vue de l'expansion de la FIAS. Le même jour, l'ordre d'avertissement de l'Op ATHENA est diffusé : l'Armée canadienne doit se tenir prête à déployer des forces à Kaboul dans le cadre de la mission de la FIAS sous le commandement de l'OTAN.

La démarche du Mgén Ross produit néanmoins des résultats décevants. L'Espagne examine la possibilité de prendre le commandement, mais n'est pas convaincue de la pertinence des ERP, pas plus d'ailleurs que de la nécessité d'étendre la FIAS à l'ensemble de l'Afghanistan. L'Italie est favorable à la FIAS sous l'égide de l'OTAN, mais elle ne veut pas y engager trop de ressources étant donné ses engagements existants au Kosovo. Les Allemands sont tout à fait en faveur d'une prise en charge de la FIAS par l'OTAN, car ils estiment nécessaire de fournir une orientation stratégique à long terme à la mission, ce qui constitue à ce moment-là une lacune à leurs yeux. Tant les Allemands que les Néerlandais sont prêts à garder le commandement de la FIAS aussi longtemps que possible, et ce, même jusqu'en 2006, au besoin. La Grèce est indifférente pendant que la France désapprouve le projet. Les Français s'objectent tout particulièrement au déploiement combiné de l'Op ENDURING FREEDOM et de la FIAS; ils ne sont pas non plus disposés à étendre la FIAS à l'extérieur de Kaboul en raison de la conjoncture en matière de sécurité.[23] Il demeure donc difficile de trouver un pays prêt à prendre les commandes.

La situation en Iraq reste bien présente dans les esprits tout au long du processus de planification du Canada pour l'Afghanistan. L'Équipe canadienne de liaison avec l'Iraq fait savoir que la structure conceptuelle d'intégration d'un bataillon canadien à la Force opérationnelle interarmées (FOI) de l'Asie du Sud-Ouest est prête. Le déploiement du bataillon se fonde sur plusieurs hypothèses. Premièrement, le Canada ne participera pas aux opérations de la phase III, c'est-à-dire aux combats terrestres. Deuxièmement, le Canada va poursuivre sa participation à l'Op ENDURING FREEDOM avec les « ressources qui sont déjà sur le terrain », soit la force d'interception maritime dans l'océan Indien et sans doute également les FOS. Qui plus est, l'équipe souligne qu'il est peu probable que les Forces canadiennes puissent contribuer à la phase IV en Iraq en raison de leurs engagements à venir au titre de la FIAS. Afin d'assurer une présence visible, comme celle des Américains, en l'Iraq, différentes entités canadiennes (comprendre l'Agence canadienne de développement international [ACDI]) sont incitées à apporter une contribution sous forme de capacités de gouvernance non militaires, d'aide humanitaire, de soutien financier à la reconstruction, de remise en état des infrastructures civiles, et de rétablissement des institutions gouvernementales en Iraq[24].

Le 25 mars 2003, le gouvernement du Canada informe les autorités militaires de sa décision de ne pas participer au conflit en Iraq[25]. Certaines tergiversations s'ensuivent toutefois dès la mi-avril. Les états-majors de la planification sont invités à informer le ministre de la Défense nationale des tenants et des aboutissants d'une possible participation aux opérations de la phase IV– la phase de stabilisation – en Iraq. Encore là, les planificateurs font valoir l'utilité possible d'une action combinée misant sur l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe ainsi que sur des forces navales et terrestres[26]. La possibilité d'engagement en Iraq demeure présente en toile de fond pendant une bonne partie de 2004, mais perd toute influence sur les événements dès que le Canada entre pour de bon en action à Kaboul.

Pendant que les états-majors de planification jaugent les différentes formes d'engagement possibles, un petit nombre de Canadiens sont déjà sur le terrain en Afghanistan pour rendre compte de la situation aussi bien dans le sud de ce pays qu'à Kaboul en mars 2003. Il s'agit notamment des personnes suivantes : un agent de liaison auprès de l'Op ENDURING FREEDOM; deux membres canadiens de l'Équipe de conception de l'Armée nationale afghane; un professeur d'histoire du Collège militaire royal du Canada; les cinq membres d'une équipe canadienne de reconnaissance stratégique relevant du Mgén Andrew Leslie. C'est ainsi que l'état-major de l'Armée de terre et les planificateurs du SCEMD sont tenus au fait de la situation sur le terrain. Il s'avère que l'Afghanistan est en pleine ébullition et prêt à exploser en un mélange de violence ethnique et de tractations pour le pouvoir à Kaboul pendant que les activités d'insurrection se poursuivent dans une mesure réduite, mais constante dans le sud, avec l'appui d'entités situées au Pakistan.

L'urgence émanant de toute cette situation ne transpire pas de l'analyse présentée par l'OTAN au Canada et n'est pas non plus à l'avant-plan des efforts consentis au départ par les planificateurs canadiens. L'apport de ces sources concernant la réalité sur le terrain influe sur la structure des Forces canadiennes qui seront déployées plus tard en 2003[27].

Pendant ce temps-là, l'OTAN progresse dans sa réflexion concernant la prise en charge de la FIAS. Le Conseil de l'Atlantique Nord approuve le soutien continu et accru de l'OTAN à la FIAS pendant que l'on explore la possibilité de prendre le commandement de cette force. Pour leur part, les diplomates canadiens peaufinent leur stratégie pour convaincre les membres de l'OTAN d'accepter que l'organisation prenne le commandement de la FIAS.

Élaboration du mandat à Kaboul

À la mi-avril, les commandements de l'OTAN (dont deux travaillaient à contre-courant selon les planificateurs canadiens)[28] ont terminé l'élaboration d'un concept d'opérations sans avoir effectué une reconnaissance détaillée de la situation à Kaboul ni tenu compte des évaluations du Canada. Les planificateurs de l'OTAN croient que l'Accord de Bonn de 2001 et la présence de la FIAS ont pour but d'établir un environnement politiquement neutre de telle sorte qu'une Loya Jirga, grande assemblée traditionnelle, puisse choisir les membres de l'Administration transitoire. Ils font valoir à juste titre que la Loya Jirga d'urgence tenue précédemment avait profité de la protection d'une FIAS commandée par les Britanniques sans intervention de l'OTAN. Ils jugent en outre que les diverses résolutions des Nations Unies et que l'Accord technique militaire conclu à l'initiative du Royaume-Uni procurent les bases nécessaires à la participation de la FIAS à l'instruction des forces de sécurité afghanes. On ne fait cependant aucunement mention de la FO Phoenix qui s'emploie à offrir cette instruction sur le terrain depuis un moment déjà sous l'égide des États-Unis. Les planificateurs de l'OTAN conviennent toutefois qu'à ce stade, il est prioritaire de soutenir l'Administration transitoire dans ses efforts pour assurer la sécurité à Kaboul et dans les environs. On considère que la résolution 1444 du Conseil de sécurité des Nations Unies offre le fondement juridique nécessaire à la mise en œuvre du mandat de la FIAS[29].

L'OTAN a désormais pour objectif de démontrer qu'elle est prête à accroître le soutien à la FIAS et d'aider l'Autorité intérimaire à maintenir la sécurité à Kaboul de manière à permettre la reconstruction du pays en misant sur un environnement de sécurité stable et une représentation multiethnique au sein du gouvernement. On considère que les menaces se posant à cet égard sont, par ordre de priorité[30]

- les seigneurs de guerre régionaux;
- la tension sociale;

- les attaques à la roquette;
- l'agitation civile;
- les forces s'opposant au gouvernement.

Malgré l'inclusion d'une menace tactique (roquettes) parmi les risques d'ordre opérationnel, le fait que les planificateurs de l'OTAN classent en tête de liste les « seigneurs de guerre régionaux » (une désignation bien réductrice) est lourd de sens. En réalité – et les planificateurs de l'OTAN ne le comprennent pas encore –, ces « seigneurs de guerre régionaux » sont à la tête d'armées traditionnelles équipées d'armes lourdes, de véhicules de combat blindés et même de lanceurs de missiles Scud. En outre, ils sont considérés comme des acteurs ayant une grande légitimité par les groupes ethniques dont ils sont originaires, et ils sont maîtres de plus de la moitié de l'Afghanistan, et pas seulement de la capitale. Ce sont eux les *véritables détenteurs de pouvoir* dans le pays : ils ne sont pas que les chefs de quelque enclave (comme ils auraient pu l'être si cela se passait en Bosnie ou au Kosovo).

Les planificateurs de l'OTAN se mettent à imposer certaines limites quant au champ d'action de la FIAS commandée par l'OTAN. Ainsi, la FIAS n'a pas pour rôle de protéger l'Afghanistan contre une menace qui viendrait de l'extérieur. Elle ne doit pas non plus mener d'opérations offensives contre les talibans qui se trouvent encore en Afghanistan (dernière menace sur la liste). La FIAS n'est pas là non plus pour offrir sa propre aide humanitaire. La FIAS doit plutôt apporter son soutien aux organismes d'aide internationaux et aux organisations non gouvernementales. Elle doit mener des opérations de déminage et de neutralisation des explosifs et munitions. La FIAS ne doit pas se mêler du fonctionnement d'un tribunal pénal (comme l'a fait la Force de stabilisation en Bosnie) et de tout l'enchevêtrement de complications associées au traitement des personnes inculpées de crimes de guerre (PICG). Les aspects négatifs des expériences vécues par l'OTAN dans les Balkans sont tenus en compte dans la préparation de son intervention en Afghanistan[31].

Les planificateurs stratégiques de l'OTAN dressent ensuite la liste préliminaire suivante pour ce qui est des tâches à accomplir par la FIAS[32] :

1. assurer le maintien d'un environnement sûr pour l'Administration transitoire à Kaboul;
2. assurer le contrôle de l'Aéroport international de Kaboul;
3. assurer la protection de la force;

4. appuyer les Nations Unies dans leurs efforts de désarmement [démobilisation, démilitarisation et réintégration (DDR)];

5. aider l'Administration transitoire à instruire et entraîner les forces de sécurité;

6. contribuer au soutien à l'aide humanitaire;

7. apporter du secours aux sinistrés.

Dans son rapport final communiqué à la fin avril, l'équipe de reco stratégique conclut que les commandants de la FIAS de l'époque (en dehors du cercle de l'OTAN) seraient extrêmement heureux d'accueillir le Canada au sein de la FIAS; cependant, les risques d'agitations demeurent très élevés bien qu'il n'y ait pas de courant clair et organisé s'opposant à la présence de la FIAS. Kaboul est calme, mais instable; il semble y avoir un fossé grandissant entre les Tadjiks et les Pachtounes, avec Mohammad Qasim Fahim de l'Alliance du Nord qui s'oppose à une présence militaire étrangère en Afghanistan. Selon l'équipe de reco stratégique, les talibans et Al-Qaïda ne représentent pas une menace militaire pour la FIAS, mais ces organisations terroristes sont toutefois capables de former de petites cellules d'attaque[33].

La fonction la plus cruciale de toute mission de la FIAS à venir sera d'assurer la sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle prévue pour octobre 2003. Cette grande assemblée vise à réunir « sous une même tente » toutes les factions présentes en Afghanistan pour déterminer quelle forme de gouvernement le pays devrait se donner. C'est un préalable obligatoire à la tenue d'élections. Un processus de DDR vient d'être mis en œuvre pour réduire la taille des différentes armées ayant croisé le fer lors de la guerre civile (en sachant bien sûr que les talibans ont déjà été désarmés de force dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM), et le renforcement des mesures de DDR est vu comme un élément clé dans l'atténuation des risques de contravention à l'accord de Bonn. Il y a bien évidemment des commandants afghans qui ont tout intérêt à maintenir le statu quo. Des efforts de DDR fructueux dans la région de Kaboul pourraient mener à un processus étendu à la grandeur du pays, ce qui, aux yeux de l'équipe de reco stratégique du Canada, permettrait d'améliorer la sécurité d'une manière générale. Si le processus de DDR ne produit pas les résultats escomptés à Kaboul, on s'exposera à long terme à des problèmes ailleurs dans ce pays, avec comme conséquence non déclarée que l'Afghanistan se retrouverait dans une situation semblable à celle qui a prévalu de 1992 à 1996 alors que les commandants anticommunistes sont entrés en conflit les uns avec les autres pour se livrer une guerre civile d'une durée de trois ans. Comme on le sait, cette guerre a créé les conditions propices à l'émergence des talibans[34].

Le rapport de l'équipe de reco stratégique recommande les tâches suivantes pour une éventuelle Brigade multinationale de Kaboul commandée par le Canada dans le cadre de la FIAS[35] :

- patrouiller de façon très visible;
- protéger les éléments clés;
- coordonner la sécurité des convois entre Kaboul et l'aérodrome de Bagram;
- accomplir les tâches d'une force d'intervention rapide.

Si un groupement tactique canadien est intégré la Brigade multinationale de Kaboul, il pourra notamment s'acquitter des tâches suivantes[36] :

- procéder à des patrouilles visibles dans différents secteurs d'opérations et à des patrouilles à pied conjointes dans les zones urbaines;
- assurer le maintien d'une bonne connaissance de la situation;
- intervenir en cas d'incident grave.

Émergence des équipes de reconstruction provinciales

Pendant que les états-majors compilent leurs évaluations au sujet de la FIAS à Kaboul, il survient sur le front de l'Op ENDURING FREEDOM des événements d'importance qui vont avoir des effets à long terme sur l'Armée canadienne et la façon dont elle va mener ses opérations en Afghanistan. La demande de création d'une ERP sous commandement canadien formulée par le Lgén DeLong en février 2003 est l'aboutissement d'un processus de près de six mois. En examinant les problèmes qui se posaient en Afghanistan, les planificateurs de l'Op ENDURING FREEDOM en sont arrivés à la conclusion en octobre et novembre 2002 qu'il y a dans certaines provinces des zones pouvant servir de sanctuaire aux terroristes et qu'il faut donc assurer une présence constante dans ces zones pour empêcher l'expansion du mouvement terroriste et créer un environnement plus sûr pour l'ensemble de l'Afghanistan. Il n'y a pas suffisamment de forces de l'Op ENDURING FREEDOM déployées dans ce pays pour parvenir à cette fin et les planificateurs ne croient pas que la solution réside dans une expansion de la FIAS, et ce, pour toutes sortes de raisons. En effet, les circonstances varient d'une province à l'autre et exigent des solutions différentes,

sans compter que la FIAS n'a pas le mandat d'agir à l'extérieur de Kaboul et qu'il faudrait du temps pour que l'OTAN approuve l'élargissement de ce mandat alors même qu'il est urgent d'agir. Les responsables de l'Op ENDURING FREEDOM s'inquiètent tout particulièrement à ce moment-là de la situation dans les provinces adjacentes au Pakistan et des activités d'insurrection de faible intensité le long de la ligne Durand[37].

Le concept des équipes régionales interarmées tire ses origines de l'idée de voir de petites équipes travailler discrètement aux côtés de la milice afghane pour s'attaquer aux causes de l'instabilité et habiliter les institutions afghanes à l'échelle des provinces. Il s'agit dans chaque province d'adjoindre à une force de protection les représentants de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), de la MANUA et d'organisations non gouvernementales intégrant le secteur de la sécurité (personnel de formation et de perfectionnement des forces de sécurité afghanes) afin d'appuyer la nouvelle autorité afghane. La mise en œuvre de telles organisations doit permettre également d'établir des liens plus étroits entre ces régions éloignées et l'Administration transitoire afghane à Kaboul. Il en résulterait dans certaines provinces une meilleure collecte d'information pour faciliter la détection des chefs d'Al-Qaïda et des talibans ainsi que des autres cibles des forces conventionnelles. À cette fin, un détachement opérationnel Alpha des forces d'opérations spéciales comptant de 12 à 16 personnes doit, en théorie, être intégré à la structure[38].

Au début de 2003, les équipes régionales interarmées sont renommées « équipes de reconstruction provinciale » (ERP). Leur rôle est formé de trois volets : contribuer à l'éradication des causes de l'instabilité en étendant l'autorité du gouvernement central; aider au rétablissement de la stabilité et de la sécurité; permettre la reconstruction. Dans les faits, les ERP s'emploient tout autant à mobiliser les dirigeants locaux afghans déjà en place et à remplacer les milices par une force de sécurité organisée relevant du gouvernement qu'à contrer l'insurrection à proprement parler. En outre, on dispose de peu de données concrètes sur les besoins de chaque province en matière de reconstruction et il faut trouver le moyen d'en apprendre davantage pour pouvoir combler ces besoins de façon systématique.

Le projet pilote d'ERP réalisé à Gardez est jugé concluant. Des ERP entreprennent leurs activités à Bamiyan et à Kunduz au début de 2003. Par la suite, l'Op ENDURING FREEDOM doit composer avec un manque d'effectifs. Une rude concurrence bureaucratique en vue d'obtenir de la main-d'œuvre pour d'autres secteurs de l'Afghanistan et, surtout, pour l'Iraq, réduit les effectifs disponibles à un point tel qu'il n'est plus possible de réaliser tout ce qui avait été prévu dans le cadre de l'opération[39].

Le 25 avril 2003, les représentants canadiens au sein du CENTCOM sont invités encore une fois à envisager la possibilité de voir le Canada prendre le commandement d'une ERP qui pourrait être celle de Parwan, à proximité de Kaboul. L'état-major obtient alors tous les détails relatifs à la répartition des huit ERP prévues. Les États-Unis en ont trois sous

leur charge; les Britanniques vont prendre la responsabilité de celle de Mazar-é-Charif; les Français et les Allemands réfléchissent à prendre les rênes de celle de Hérat. On arrive difficilement à trouver un pays responsable pour les trois ERP restantes[40].

Les ERP, dont le concept est alors rodé, comprennent beaucoup plus de membres que les équipes régionales interarmées (ERI) qu'elles remplacent. Les ERP sont composées comme suit : un conseiller politique; un représentant de la police civile; une équipe de coopération civilo-militaire (COCIM)/coordination des affaires civiles pour l'aide humanitaire; un système efficace de collecte du renseignement (mettant l'accent sur le renseignement humain); une capacité pour les opérations d'information et les opérations psychologiques; des ressources de surveillance, une capacité de passation de marchés, une capacité d'évaluation de la santé publique, du personnel de la USAID (ou une agence de développement équivalente pour l'évaluation des besoins en aide humanitaire); et une force de protection[41].

Les ERP sont conçues pour assurer une présence discrète et apporter des changements sans recourir à la violence, mais en étant capables de se protéger tout en marginalisant les causes de l'instabilité via la mise en commun de l'information et l'amplification des efforts de reconstruction. Les ERP doivent aussi contribuer à créer un environnement sûr et sécuritaire en assurant le contrôle des activités de réforme, en facilitant les négociations de manière à désamorcer les tensions, et en participant à l'instruction et à l'entraînement de l'armée et de la police nationales afghanes[42].

Le personnel du SCEMD à Ottawa conclut que les Forces canadiennes ne sont pas en mesure à ce stade de prendre les rênes d'une ERP ou même d'y contribuer. En effet, les forces spécialisées ne sont pas disponibles en raison d'autres engagements, mais reste quand même que le concept d'ERP pourrait être intégré à la stratégie canadienne de sortie relativement à l'engagement du Canada avec le FIAS[43].

Le conseiller politique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international au quartier général canadien du CENTCOM à Tampa, Gavin Buchan, est en faveur de la participation canadienne au déploiement des ERP. Il soutient que les ERP s'inscrivent dans un effort pour favoriser un dialogue constructif entre une communauté neutre d'organisations non gouvernementales se consacrant à l'aide internationale, la MANUA et l'Op ENDURING FREEDOM aux fins de l'orientation future des efforts de reconstruction de l'Afghanistan. Il préconise cette approche, laquelle n'avait jamais été mise à l'essai. Par ailleurs il la juge assez radicale à certains égards, d'autant plus qu'elle émane des forces militaires des États-Unis. Il affirme que la possibilité de voir les ERP devenir un facteur important dans la stabilisation de l'Afghanistan ne cesse de s'accroître. Il faut lire entre les lignes : les ERP sont la voie à privilégier si le Canada souhaite jouer un rôle positif dans la reconstruction à long terme[44].

À cette étape, en mai 2003, les planificateurs stratégiques du MDN et du MAECI et leurs ministres respectifs conviennent que le grand objectif stratégique du gouvernement du Canada est de veiller à ce que l'Afghanistan ne redevienne pas un État en déroute (en ce sens que les groupes terroristes comme Al-Qaïda pourraient y retourner pour y trouver à nouveau un refuge sûr)[45]. La situation en Afghanistan est alors jugée stable, mais précaire, la majorité des actes de violence étant perpétrés dans l'est et le sud du pays. La violence s'est intensifiée depuis janvier 2003 et les extrémistes sont en train de se réorganiser en misant sur des tactiques de plus en plus sophistiquées[46].

Voici les options qui s'offrent au Canada : se joindre à la FIAS à Kaboul; prendre les rênes d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM; accomplir les deux missions simultanément; mener ces deux missions une à la suite de l'autre. Une idée commence à faire lentement son chemin : le Canada pourrait s'engager à court terme avec la FIAS à Kaboul dans un rôle de commandement, puis changer de cap en s'occupant d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM en tendant vers une participation à plus long terme qui le sortirait de ce premier engagement. On passe sous silence le fait que l'on apaiserait ainsi à la fois l'OTAN et les États-Unis en contribuant toujours de façon importante aux efforts déployés en Afghanistan tout en évitant d'aller en Iraq.

En vérité, les planificateurs ne pensent pas qu'il serait possible de mener à bien un engagement à long terme avec la FIAS à Kaboul. Le Canada peut fournir le commandant adjoint, le personnel du quartier général de la FIAS, un quartier général de brigade et un groupe-bataillon d'infanterie, mais il ne dispose pas des capacités supérieures de communications et du renseignement qu'il lui faudrait pour tenir cet engagement pendant plus d'un an[47]. On se garde bien d'ajouter que le déploiement de 50 à 100 personnes au sein d'une ERP sans avoir à engager une unité ou une formation pourrait être prolongé presque indéfiniment.

En mai 2003, l'orientation générale de la planification canadienne s'articule autour de l'option de la FIAS à Kaboul et des moyens à prendre pour y donner suite. Les critères d'évaluation utilisés par le Canada, tels qu'établis par le J3 International, sont liés à la sécurité, à la santé et à la logistique. Si la matrice de planification ne permet pas d'intégrer les différentes capacités requises à ces égards, la mission s'annonce problématique. Les planificateurs canadiens démontrent sans cesse leur efficacité en s'efforçant de faire le nécessaire avec les ressources à leur disposition, même si ces ressources sont insuffisantes. C'est ainsi qu'il a fallu se débrouiller dans les années 1990 et pendant la guerre froide. Les enjeux ne sont toutefois plus les mêmes cette fois. À titre d'exemple, on a besoin d'hélicoptères pour évacuer les victimes. Le Canada a abandonné les hélicoptères de transport moyen CH-47 Chinook pour les remplacer par des CH-146 Griffon, un hélicoptère de transport des dignitaires modifié aux fins des opérations de surveillance. Est-ce que le CH-146 peut servir à l'évacuation des victimes? Peut-être.

Le chef d'état-major de la défense (CEMD), lui-même pilote d'hélicoptère, soutient cependant que non. Il en ressort qu'un autre pays membre de l'OTAN doit fournir les hélicoptères nécessaires à l'évacuation des victimes pour la FIAS à Kaboul.

Les planificateurs mettent au jour un nombre de lacunes en matière de capacité. On a notamment besoin d'un hôpital de rôle 3, c'est-à-dire apte à offrir toute la gamme des services médicaux, y compris la chirurgie. L'absence d'hélicoptères pour l'évacuation des victimes fait aussi partie des lacunes cernées. Il faudrait en outre un quartier général pour une unité de la taille d'un bataillon, parce que les autres pays ont seulement fourni des compagnies d'infanterie et non des bataillons complets. Quelqu'un doit assurer la protection et le fonctionnement de l'Aéroport international de Kaboul, un lien vital pour la FIAS. Il faudrait pour ce faire presque un bataillon au complet en plus de troupes techniques. On a aussi besoin d'une compagnie de sécurité pour assurer la protection du quartier général de la FIAS. Les planificateurs de l'OTAN ont présumé que le Canada allait combler tous ces besoins, mais ce n'est pas chose possible. Lorsque les autres membres de l'OTAN se montrent réticents, les représentants canadiens leur indiquent que le Canada va se retirer des discussions si un autre pays ne fournit pas un hôpital de rôle 3[48]. Pour s'assurer que les choses progressent, le Commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe brandit au moins à trois reprises la menace canadienne concernant l'hôpital de rôle 3 pour obtenir différents engagements de la part d'autres pays de l'OTAN[49].

Voici ce que note à ce sujet le Bgén Marquis Hainse, chef canadien de la mission de planification :

> [Traduction]
>
> Il est surtout ressorti de cette conférence la nécessité pour le Canada d'amorcer sans tarder la mise en œuvre de sa stratégie de sortie. La réticence à engager des forces montre clairement à quel point il devient de plus en plus difficile pour les pays de fournir des troupes pour des missions à l'étranger en raison de budgets de défense qui ne cessent de diminuer et d'une utilisation déjà excessive des effectifs en place[50].

On pourrait en dire autant du Canada. En 2003, l'Armée canadienne est engagée dans plusieurs autres missions à l'étranger, outre celle en Afghanistan, une réalité que l'on peut facilement perdre de vue dans la foulée du 11 septembre et de l'Op APOLLO. On a déployé un bataillon de logistique presque complet sur les hauteurs du Golan au sein de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, en plus des observateurs et du personnel éparpillés dans quatre autres missions au Moyen-Orient. Un groupement tactique a été déployé en Bosnie avec du soutien logistique dans le cadre de la Force de stabilisation commandée

par l'OTAN. Trois missions se poursuivent en Afrique, soit en Sierra Leone, au Darfour et au Congo. Et il y a toujours Haïti[51]. Toutes ces opérations et les représentants canadiens qui y participent doivent encore pouvoir bénéficier des mesures de contrôle et de soutien prises à Ottawa par le personnel en place, mais ce dernier en a par ailleurs énormément à faire avec la planification des mesures d'urgence pour l'Iraq et l'Afghanistan. Il n'y a qu'un nombre limité d'heures dans une journée et de travailleurs disponibles, un autre effet de l'engagement excessif de forces par le gouvernement du Canada dans les années 1990 et des restrictions financières qui en découlent.

Cela dit, l'Afghanistan devient progressivement l'option principale et le plus important engagement international pour le Canada. Des plans sont dressés pour réduire ou éliminer d'autres engagements : l'Armée allait retirer ses forces de Bosnie en 2004 et restreindre sa participation à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement sur les hauteurs du Golan à peu près au même moment. L'orientation est bien établie : le Canada va poursuivre son engagement en Afghanistan. Il ressort des négociations à l'OTAN que le Canada va prendre le commandement de la Brigade multinationale de Kaboul, l'aider dans toute la mesure du possible à se donner les moyens d'action nécessaires et déployer un groupement tactique. L'Allemagne fournira certains autres éléments habilitants de même que le commandant de la force. Le commandant adjoint viendra toutefois du Canada qui prendra ensuite le commandement de la FIAS à Kaboul une fois qu'il aura réduit ses engagements dans d'autres régions et qu'il lui sera possible de déployer davantage de ressources pour les besoins de ce quartier général[52].

Il y a une chose que très peu de gens comprennent, mais qu'il est extrêmement important de souligner. Le Canada s'est engagé à prendre le commandement de la FIAS à Kaboul pour une période d'un an. Cependant, cet engagement du Canada envers la FIAS n'était pas limité à une seule année. On a tendance à considérer à la pièce les engagements du Canada en Afghanistan. Il est tentant de le faire, mais cela traduit mal les intentions des planificateurs à l'époque. L'armée canadienne doit continuer à faire partie de la FIAS même après que le Canada en aura abandonné le commandement. Il s'agit d'une pause prise délibérément pour réorganiser l'Armée en fonction d'engagements à venir en Afghanistan, sans égard à la forme qu'ils pourraient prendre, à l'issue de ce qui aura été une année d'essai à Kaboul. À ce stade du processus, tout indique que l'OTAN va prendre en charge différentes équipes provinciales de reconstruction à l'extérieur de Kaboul puis étendre ses opérations à l'ensemble du pays. Autrement dit, le Canada envisage un engagement dans une ERP dès 2003, notamment dans le but de pouvoir sortir de Kaboul. On tient à ce sujet des échanges plutôt ouverts, et non des pourparlers en catimini dans les coulisses de la bureaucratie. Les représentants du MAECI en viennent de plus en plus à la conclusion qu'il faut aller de l'avant avec une forme quelconque d'engagement canadien envers les équipes provinciales de reconstruction[53].

Parallèlement à l'apparition de ces nouvelles réalités politiques et au processus de dotation pour l'organisation de la force, la démarche stratégique canadienne aboutit en juin 2003 à une requête adressée au premier ministre pour qu'il approuve l'orientation stratégique établie pour l'Afghanistan. Dans les faits, cette orientation stratégique est similaire à celle retenue en 2001[54]. Près d'un mois plus tard, le ministre de la Défense nationale est informé que cette orientation stratégique a été jugée acceptable[55]. L'Op ATHENA, la mission canadienne à Kaboul, peut enfin prendre son envol.

NOTES

1. Communication du commandant de la FOI-ASO au SCEMD, *Phase IV Afghanistan Operations and Follow-on Security Plans*, 26 février 2002.
2. *Ibid.*
3. Sean M. Maloney, *La force internationale d'assistance à la sécurité : Les origines d'une force de stabilisation, Revue militaire canadienne* vol. 4, nº 2.
4. Communication du commandant de la FOI-ASO au SCEMD, *Phase IV Afghanistan Operations and Follow-on Security Plans*, 26 février 2002.
5. *Ibid.*
6. *Operation APOLLO - Sustainment Strategy*, 28 mars 2002.
7. Basé sur la chronologie de la FIAS reconstituée par l'auteur.
8. Voir Sean M. Maloney, *War with Iraq: Canada's Strategy in the Persian Gulf*, 1990-2002, Kingston : Centre des relations internationales de l'Université Queen's, 2002.
9. SCEMD, *Initiating Directive – Iraq Staff Check*, août 2002.
10. Note de service du CEM J3 à la D POL MP, *Comments on Briefing Note for MND – Iraq Policy Paper*, août 2002.
11. SCEMD, *Afghanistan/Iraq Planning Update – Briefing to the MND*, 7 octobre 2002.
12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. SCEMD, document d'information à l'intention du MDN, *Possible Canadian Participation in Military Operations Against Iraq*, 14 janvier 2003.
16. Note de service du CEM J3 au SCEMD, *Response to CDS Questions post-23 Jan 03 MND Briefing*, janvier 2003.
17. Lettre du SCEMD au CEMD, *CF Operations in Afghanistan/Iraq*, février 2003.
18. Entrevue avec le Mgé Marquis Hainse, Kingston, 27 janvier 2010.
19. Lettre de l'ambassadeur David Wright au secrétaire-général de l'OTAN, 14 février 2003.
20. Entrevue avec le Mgén Marquis Hainse.
21. Lettre du CENTCOM au SCEMD, 25 février 2003.

22. SCEMD, *Canadian Participation in ISAF – Diplomatic Strategy* (*s.d.*).

23. *Visit Report – Visit to Potential ISAF Partner Nations*, 28 février 2003; document d'information, *Military to Military Discussions*, 24 au 27 février 2003.

24. Message, *Iraq Liaison Team*, 24 mars 2003.

25. Note de service du CEM J3 au COT QGIP, 25 mars 2003.

26. Document d'information pour le MDN, *Possible Participation in Phase 4 Iraq*, 17 avril 2003.

27. L'auteur était le professeur d'histoire du CMR qui a participé à quelques-uns de ces processus, y compris via un compte rendu direct à l'état-major de l'Armée de terre dans les 48 heures suivant son retour au Canada à l'issue d'un séjour prolongé en Afghanistan où il observait les activités de la FIAS et de l'opération ENDURING FREEDOM. Le Maj René Melançon était l'officier de liaison avec l'opération ENDURING FREEDOM à Bagram. Bien que certains aient jugé alarmistes les comptes rendus du major, ces derniers étaient en vérité conformes à la réalité, à savoir que la situation se détériorait de façon perceptible dans le sud. La visite du Mgén Leslie à Kaboul a été marquée par les interventions des entités internationales sur place qui ont tenté de minimiser les tensions et le niveau de risque dans la capitale. Le Mgén Leslie a toutefois écarté ces allégations en faisant valoir que l'on essayait de toute évidence d'influer insidieusement sur les perceptions des Canadiens.

28. Entrevue avec le Mgén Marquis Hainse.

29. Communication du représentant canadien auprès du Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE) à la Liste de distribution, *SACEUR Concept of Operations from Enhanced NATO Support to ISAF in Afghanistan*, 17 avril 2003.

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

33. Communication du CEM J3 au SCEMD, *Operation ATHENA Strategic Reconnaissance Team Report*, 22 avril 2003.

34. *Ibid.*

35. *Ibid.*

36. *Ibid.*

37. Informations transmises à l'auteur, mars 2003.

38. *Ibid.*

39. *Ibid.*

40. Communication du SCEMD au CEMD, *Brief to CDS: PRTs*, 15 mai 2003.

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. Message de Gavin Buchan, conseiller politique de la FOI-ASO à la Liste de distribution, 7 mai 2003.

45. Document d'information du MDN à la FIAS –Afghanistan (*s.d.*).

46. Information transmise au CEMD, 9 mai 2003.

47. Information transmise au MDN, *CF Potential Role and Contribution to ISAF IV and V*, 11 avril 2003.
48. Note de service au CEM J3, *Operation ATHENA – NATO Force Generation Conference*, 27 mai 2003.
49. Entrevue avec le major-général Marquis Hainse, Kingston, 27 janvier 2010.
50. Note de service au CEM J3, *Operation ATHENA – NATO Force Generation Conference*, 27 mai 2003.
51. Entrevue avec le major-général Hainse.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. Lettre du MDN au PM, *Concurrence with Strategic Guidance*, 3 juillet 2003.
55. Lettre du PM au MDN, *Concurrence with Strategic Guidance*, 3 juillet 2003.

CALME MAIS INSTABLE :

OPÉRATION ATHENA À KABOUL, D'AOÛT À DÉCEMBRE 2003

Dès les premiers succès de l'Op ENDURING FREEDOM, l'Armée canadienne a assuré une présence à Kaboul (la capitale), laquelle s'est prolongée durant les années tumultueuses que furent 2003 à 2005. Cette période extrêmement importante vit les Afghans décider de la trajectoire future de leur pays, ce qui traça pour les dix années suivantes le contexte de la participation canadienne. Les soldats canadiens jouèrent un rôle majeur dans l'établissement et le maintien de mesures de protection, meures qui ne furent en rien limitées à la protection statique. C'est ainsi qu'une petite force, dotée d'une puissance de feu inférieure dans une vaste zone urbaine, eut recours à un ensemble de mesures à la fois habiles et politiquement astucieuses. Sa violence pouvait prendre de multiples visages, par exemple celui d'une simple manifestation ou celui d'un acte terroriste, ou encore, elle pouvait se manifester par une opération classique impliquant une artillerie et des blindés. L'ennemi, réel ou potentiel, se cachait dans les moindres recoins sombres de Kaboul. Ce fut une campagne semblable à aucune autre à laquelle l'armée avait participé pendant l'Op APOLLO, et totalement différente de la subséquente qui allait se dérouler dans la province de Kandahar. En 2003, Kaboul était un endroit décisif pour la stabilisation de l'Afghanistan, et à cet égard, l'Armée canadienne joua aussi un rôle de tout premier.

Kaboul : un terrain vital

Kaboul constituait un problème sur le plan politique et militaire. Pendant le jihad, dans les années 1980, les commandants régionaux et leurs partisans étaient entrés en scène et avaient formé des groupes de résistance, dont certains avaient constitué des partis politiques. Les forces s'unirent pour former les « moudjahidines antisoviétiques », divisés en factions, ces dernières ne disposant pas d'un commandement central, mais bénéficiant de commanditaires régionaux et internationaux, dont certains avaient tenté de les regrouper pour faciliter la logistique et établir un certain contrôle. Les commandants qui avaient survécu et leurs forces de guérilla, de même que certains commandants du gouvernement communiste ayant fait défection avec leurs formations, avaient la main mise sur Kaboul en 1992. Pendant l'année suivante, ils ont combattu les uns contre les autres, principalement à Kaboul. Il ne s'agissait pas simplement d'une lutte entre groupes militaires; il s'agissait plutôt d'un conflit qui ressemblait davantage aux événements de Sarajevo qu'à tout autre conflit

à l'époque, en ce sens qu'il fut le théâtre d'enlèvements, de viols, de nettoyages ethniques et de recours à l'artillerie contre des civils, tout cela pendant les opérations menées par les diverses factions.[1]

Ce conflit, aussi violent que péniblement complexe, a influé directement sur la mission de la FIAS à Kaboul. Pourquoi? Parce que les commandants de 1992 et de 1993 étaient les mêmes que ceux qui avaient pris la ville en 2001 et en 2002. Au milieu des années 1990, cet écroulement a entraîné, dans le reste du pays, la création des talibans par des entités au Pakistan voulant protéger leurs intérêts plus au sud. Les commandants victorieux de 1992 ont à nouveau formé diverses configurations et alliances afin de lutter contre le mouvement des talibans qui se répandait vers le nord, sans toutefois mettre fin à leurs querelles précédentes des années 1992 et 1993. Tout portait à croire que Kaboul allait redevenir leur champ de bataille.

L'Accord de Bonn devait fortifier le projet de stabilisation dans ses débuts, par la mise en place d'une force de sécurité mandatée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que de divers programmes non coordonnés destinés à appuyer l'Autorité intérimaire afghane (AIA). Cet accord avait l'aval des parties afghanes qui étaient ressorties victorieuses en novembre 2001. À Kaboul, en 2002, les forces d'opérations spéciales de l'Op ENDURING FREEDOM firent la chasse aux chefs talibans et ordinateurs portables d'Al-Qaïda, tandis que la FIAS (telle qu'elle était avant le mandat de l'OTAN) patrouillait avec évidence dans la ville. Les factions victorieuses, bien équipées de chars et de pièces d'artillerie, demeuraient dans leurs casernes qui étaient éparpillées dans la ville, se surveillant nerveusement les unes les autres, tout en ne perdant pas de vue les joueurs des autres pays. L'avenir était incertain. Il fallait absolument trouver un processus qui permettrait de parvenir à une quelconque forme de gouvernement en 2003, sans quoi les Afghans se retrouveraient de nouveau au cœur d'une violence multifactorielle, comme ce fut le cas en 1992 et en 1993. Sur le plan stratégique, les seuls gagnants d'un tel chaos seraient le Pakistan, les talibans et Al-Qaïda.

Kaboul, qui était peuplée de près de trois millions d'habitants, constituait l'échiquier sur lequel la partie allait se jouer. On pouvait peut-être pardonner aux troupes de la FIAS de voir la situation comme une reprise de Sarajevo ou de Pristina, car elles avaient encore en tête l'expérience des Balkans. Il est vrai que Kaboul se trouvait en région montagneuse et que l'on y retrouvait des milices armées aux dissensions ethniques. Par contre, Kaboul couvrait un immense territoire, et ses factions armées étaient beaucoup plus nombreuses et expérimentées que celles de la Bosnie ou du Kosovo. Les motivations des acteurs étaient différentes, également. Il ne s'agissait pas d'un conflit d'ordre strictement ethnique (même si cet aspect jouait un rôle certain), et il y avait un volet économique sous-jacent, comme toujours en Afghanistan.

Photo : Auteur

Le contingent canadien de la FIAS était principalement basé au Camp Julien, construit près du palais Darulaman, dans la partie ouest de Kaboul. Ce secteur a été talonné par des tirs d'artillerie et de roquettes en 1992 et 1993, lorsque les factions moudjahidines afghanes luttaient pour le contrôle de la capitale.

Kaboul est entourée de montagnes, mais en son intérieur se trouve une chaîne de collines en forme de croissant qui sépare un tiers de la ville (occupé par les districts sud-ouest) des deux autres tiers. Quelques défilés relient les deux portions de la ville, dont ceux situés près de « TV Hill », un site vital; cet ancien restaurant, transformé en avant-poste fortifié des communications, surplombe tout le secteur. Les maisons et les enceintes, construites en terrasse sur les collines, sont toutes des forteresses naturelles. La partie nord de la ville est moins accidentée. On y trouve le centre commercial ainsi que l'aéroport international de Kaboul (KAIA) (la principale base logistique de la FIAS). Les quartiers industriels s'étendent à l'est, le long de l'autoroute qui permet de se rendre au-delà du Camp Warehouse de la FIAS — qui longe aussi le quartier général de la Brigade multinationale de Kaboul (BMNK) — et qui mène vers la passe de Khyber et le Pakistan. Bagrami, un district plus rural, s'étend au sud de l'autoroute jusqu'à la chaîne de collines, tandis que la plaine de Shomali s'étend au nord du KAIA jusqu'à la Base aérienne Bagram, qui constitue la principale base de l'Op ENDURING FREEDOM dans le Nord de l'Afghanistan (voir la figure 4-1).

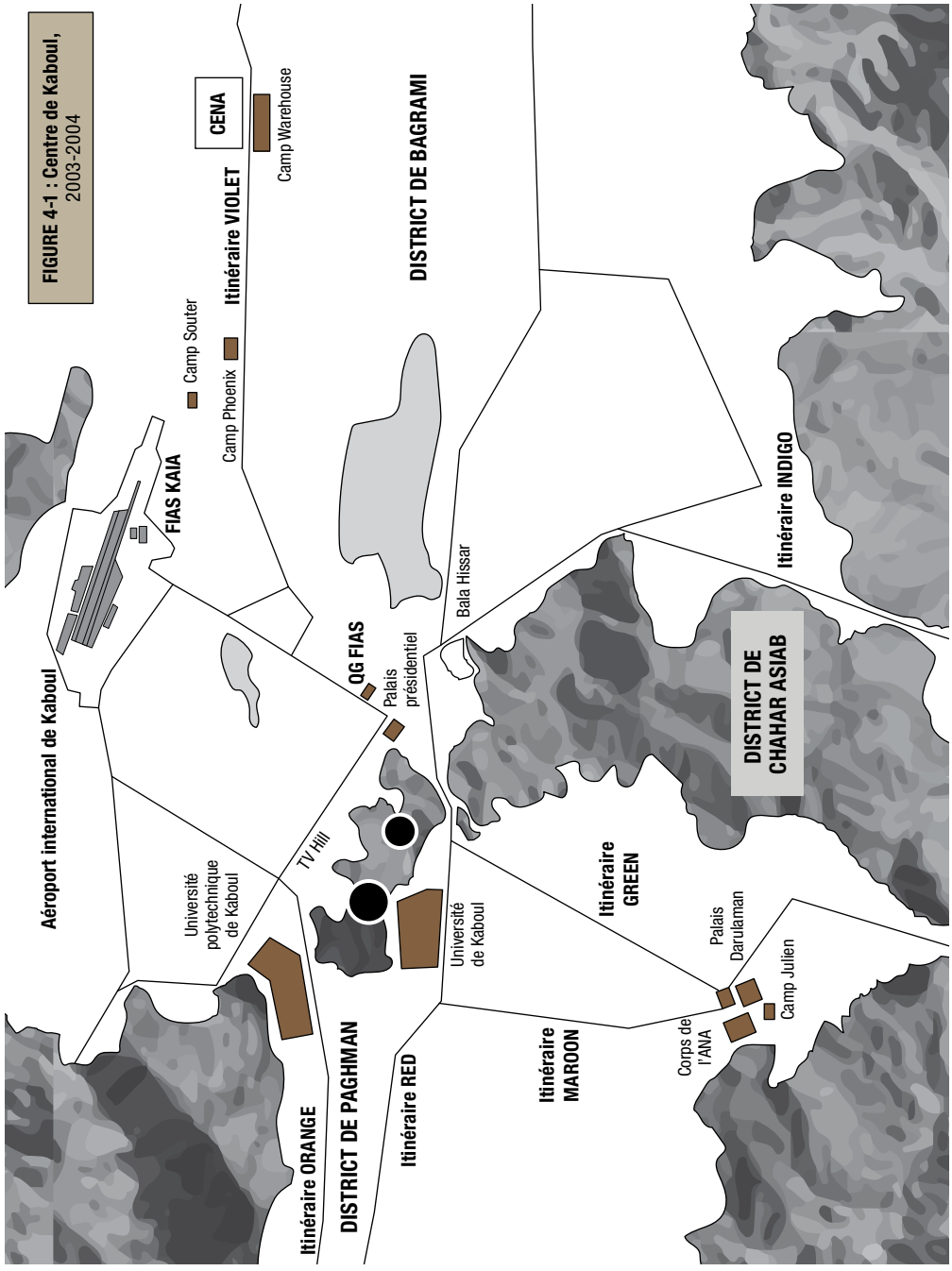


Figure 4-1 : Centre de Kaboul, 2003-2004

La zone d'opérations canadienne fut finalement établie dans un secteur du sud-ouest de la ville. Dans une perspective de protection de la force, c'était le pire endroit où patrouiller pour la FIAS, car il était le plus éloigné du KAIA et on pouvait en interdire l'accès en bloquant les passes qui se rendaient jusque-là. L'université et d'autres établissements d'enseignement supérieur s'y trouvaient également, ainsi que le siège traditionnel du pouvoir du pays, le palais Darulaman, siège du coup d'État soviétique en 1979. Il y avait deux grands districts ruraux : celui de Chahar Asiab, au sud et voisin de la province de Logar, et celui de Paghman, voisin de la province de Wardak. Ces deux provinces montagneuses fourmillaient de factions qui voyaient d'un mauvais œil les tentatives de stabiliser Kaboul. Les zones urbaines de Kaboul ne correspondaient pas au tracé ou à la structure d'une ville canadienne. Il n'y avait ainsi pas de feux de circulation. Les parties plus anciennes de la ville et les quartiers montagneux n'étaient pas propices à la circulation automobile. Quant aux plaques de rues, elles étaient peu nombreuses, et les soldats canadiens avaient donné des surnoms aux principaux carrefours giratoires : le carrefour giratoire « Massoud », en raison des immenses panneaux d'affichage représentant Ahmed Shah Massoud, ou encore le carrefour giratoire « Holy Fuck », à cause du chaos qui régnait dans le district commercial environnant. À des fins organisationnelles, les troupes de la FIAS désignaient les parties de la ville selon les districts de police (DP) correspondants. Par exemple, le secteur canadien couvrait le DP 3, soit celui de l'université. Il y avait le DP 7 qui était adjacent au district de Chahar. Il y avait le DP 5, près du district de Paghman. Ensuite le DP 6 (où était situé le camp canadien). Aussi il y avait le DP 15. Ces secteurs comprenaient des mélanges de complexes résidentiels, de centres commerciaux linéaires décrépits, de terres agricoles çà et là et d'une multitude d'édifices écroulés de divers types. Les routes étaient en piètre état. Il n'y avait pas d'eau courante, et peu de quartiers avaient l'électricité. Des carcasses de véhicules jonchaient çà et là. Kaboul se trouvant à 1 800 mètres d'altitude, même l'oxygène était rare. À bien des égards, on peut dire que les soldats canadiens se trouvaient dans un environnement quasi postapocalyptique.

Personnages et personnalités à Kaboul

Tout environnement postapocalyptique se doit d'avoir une armée postapocalyptique, et Kaboul illustrait bien cette vérité. Dans cette ville, effectivement, il y avait plusieurs armées du genre, qu'on pouvait plus ou moins diviser en trois catégories, dont la première comprenait les formations classiques, dirigées par les principaux chefs militaires anti-talibans. Ces dernières ressemblaient dans une certaine mesure à des formations classiques aux effectifs réduits par les combats : une brigade blindée pouvait ainsi compter sept chars, et une division d'infanterie pouvait être heureuse de disposer d'environ 4 500 soldats. Dans la deuxième catégorie, il y avait les unités dirigées par un commandant fidèle à un,

voire à plusieurs chefs militaires anti-talibans, mais dont les forces étaient fidèles à leur commandant immédiat. Il y avait aussi, en troisième catégorie, les soldats des factions qui avaient été défaites, lesquels soldats avaient combattu de façon classique dans des unités ou formations détruites et dispersées par les attaques de la coalition. Dans certains cas, ces unités étaient dirigées par des commandants qui n'avaient aucune allégeance (voir la figure 4-2).

De façon générale, les factions anti-talibanes se transformèrent en une pseudo-armée permanente que la FIAS appelait « Forces de milice afghanes (AMF) ». Ces combattants étaient fidèles à leurs divers chefs. Les éléments les plus extrémistes des factions pro-talibanes formèrent dans la ville des groupes terroristes fragmentés, et dans les zones rurales, ils formèrent des guérillas.

Photo : Auteur

Ces trois photos représentant un panorama ont été prises en mars 2003 de TV Hill. Elles montrent le secteur qui devint la zone d'opérations canadienne dans l'Ouest de Kaboul. Sur la première, on voit le croisement des routes Red et Green, la route Green menant au palais Darulaman et s'étirant dans le lointain. La deuxième montre l'Université de Kaboul, et la troisième, le district de Paghman et la route Orange au loin.

FIGURE 4-2 :
Forces de milices afghanes – Répartition dans Kaboul,
2003

Figure 4-2 : Forces de milices afghanes – Répartition dans Kaboul, 2003

Photo : Auteur

Photo : Auteur

À la même époque, la FO Phoenix (le groupe d'entraînement dirigé par les États-Unis) collaborait avec les Britanniques, les Français et les Canadiens afin de bâtir l'Armée nationale afghane (ANA). L'Armée afghane n'était pas plus grande qu'une brigade en 2002 (ou qu'une division, peut-être, en 2003) mais elle ne pouvait pas vraiment fonctionner en tant qu'entité dépassant la taille d'un bataillon (appelé *kandak* en Afghanistan). Selon l'Accord de Bonn, l'Allemagne devait assurer la formation des policiers. Il y avait un semblant de force policière à Kaboul, bien plus que dans le reste du pays, mais c'était loin d'être une force professionnelle.

Même si c'était difficile à comprendre pour certains soldats vétérans de la guerre en Bosnie, Kaboul renfermait un incroyable mélange de factions politiques, religieuses et ethniques. En Bosnie, les choses étaient assez claires : les Serbes et les Croates avaient chacun leurs districts, tandis que les musulmans avaient des enclaves. La situation était relativement la même à Sarajevo. Les hostilités étaient généralement prévisibles le long des frontières ethniques et géographiques. La situation n'était pas aussi claire à Kaboul et ailleurs en Afghanistan. Trop de factions avaient changé d'allégeance au fil des ans, et l'effet donné était un peu comme celui du kaléidoscope[2]. À bien des égards, le pays ressemblait davantage au Liban qu'à la Bosnie.

L'expression « seigneur de guerre » est péjorative. Elle sous-tend une absence de perspicacité politique et est utilisée à toutes les sauces dans le contexte afghan. « Chef de faction » fait un peu trop clinique et omet à dessein la connotation de brutalité. Pour sa part, l'expression « détenteur de pouvoir » est un bien meilleur descriptif, qui allie savoir-faire politique et brutalité. En 2003, ce sont les détenteurs de pouvoir qui détenaient le contrôle, et non l'Administration transitoire afghane dirigée par Hamid Karzai, appuyée par la communauté internationale et protégée par la FIAS.

Les principaux acteurs incluaient Rashid Dostum, chef des Ouzbeks (devenus les membres du mouvement Junbish). Ancien général communiste, il avait changé de camp en 1992 et aidait par là les moudjahidines à prendre Kaboul. Les Tadjiks, quant à eux, avaient plusieurs commandants : Qasim Mohammad « Fahim Khan » (remplaçant d'Ahmed Shah Massoud après l'assassinat de ce dernier) était le commandant militaire associé au Jamiat-e-Islami (parti de Burhanuddin Rabbani). D'autres commandants tadjiks disposaient d'effectifs dans la ville, soit « Bismillah Khan » Mohammadi, Mohammad « Atta » Noor et Abdul Basir Salangi, mais il n'y avait pas vraiment d'union entre eux. À titre d'exemple, Bismillah Khan et Fahim Khan se détestaient.

Abdul Rasul Sayyaf, un Pachtoune, était à la tête du parti Ittihad, une organisation intégriste wahhabite financée par des États du golfe Persique. Dans les années 1980, des installations de Sayyaf avaient servi à entraîner le chef d'Al-Qaïda Khalid Sheikh Mohammed, et elles recevaient du financement de la part d'Oussama ben Laden[3]. D'autres chefs

pachtounes de la ville faisaient front avec Sayyaf, notamment Abdullah Abdullah (Ph. D.), Sher Khan et Abdul Mumtaz. Toutes des forces musulmanes sunnites. Il y avait aussi les partis chiites : Harakat-i Islami et Hezb-e Wahdat. Le parti Wahdat était d'ethnie hazara, mais non le parti Harakat. Mohammad Karim Khalili dirigeait le parti Wahdat, tandis que Haji Mohammad Mohaqqeq dirigeait une faction dissidente du Wahdat. Comme ce sont les forces de Sayyaf qui avaient procédé au nettoyage ethnique des Hazaras en 1993, il existait une rivalité naturelle entre les éléments Ittihad et Wahdat. Le fait que le groupe Jamiat-e Islami ait participé à l'orgie de violence à cette époque a engendré une autre ligne de faille possible entre certaines des forces Tajik, les chiites et les Hazaras[4].

Pourquoi tout cela est-il important? Tout simplement parce que la zone d'opérations des Canadiens dans Kaboul Ouest constituait leur champ de bataille en 1992 et 1993, alors que ces factions luttaient pour le pouvoir. Le conflit eut des effets à long terme, dont d'énormes dommages aux infrastructures et à la structure sociale des quartiers. Les talibans n'ont pratiquement rien fait pour améliorer les conditions de vie pendant leurs six années de pouvoir après la conclusion du conflit.

Chaque faction possédait des forces ayant capacités, effectifs et moyens variés, et chacune souhaitait influer sur l'avenir de l'Afghanistan, surtout aux dépens de ses rivaux. À la base, ces détenteurs de pouvoir étaient tout simplement attirés par le pouvoir et ses avantages. Aucun n'a démontré de vision véritable à long terme pendant les années précédant l'Accord de Bonn de 2001. Il est essentiel de savoir que certaines factions bénéficiaient du soutien financier et militaire de l'Arabie saoudite ou de l'Iran, et plusieurs du Pakistan. Il n'était pas toujours facile de comprendre comment les objectifs de ces pays se traduisaient chez leurs bénéficiaires afghans, mais il était évident que la rivalité entre les chiites et les sunnites pesait dans la balance, tout comme le fait que l'Arabie saoudite et le Pakistan souhaitaient contenir l'influence de l'Iran — ou était-ce le prolongement de la vieille rivalité entre Moghols et Safavides? Des entités au Pakistan souhaitaient déstabiliser l'Afghanistan afin d'éviter un problème stratégique sur deux fronts avec l'Inde. D'autres entités souhaitaient faire la même chose, mais afin d'éviter de perturber les profits provenant du trafic de stupéfiants. Déterminer qui faisait quoi pour qui devint une importante source de préoccupation pour les états-majors du renseignement canadien.

Hamid Karzai était le seul chef de faction à l'époque qui avait un semblant de vision. Le processus qui a permis de nommer Hamid Karzai président de l'Administration transitoire afghane avait commencé par l'utilisation de son influence tribale et ethnique par les forces américaines dans le Sud de l'Afghanistan afin de reprendre avec succès la ville de Kandahar des mains des talibans et d'Al-Qaïda. Dès le début de l'Op ENDURING FREEDOM, on avait conclu qu'il était primordial d'avoir à Kaboul un leader pachtoune pouvant se

hisser au-dessus des rivalités ethniques et politiques et veillant à ce que le Nord et le Sud ne fassent pas sécession. Les détenteurs de pouvoir ont jugé qu'Hamid Karzai était un candidat acceptable précisément parce qu'il ne détenait que peu ou pas de pouvoir[5] — et que certains détenteurs, eux, faisaient justement partie du gouvernement transitoire. L'Alliance du Nord avait réussi à inciter l'ONU à maintenir la FIAS suffisamment petite pour qu'elle ne menace pas leurs activités sur le plan militaire[6]. La situation dans son ensemble semblait donc favorable aux détenteurs de pouvoir. L'Op ENDURING FREEDOM permettrait d'éradiquer Al-Qaïda, les talibans et le Hezb-e Islami Gulbuddin (HiG) à leur place, et les intrus du Pakistan seraient filtrés. À leur avis, le gouvernement dirigé par Karzai serait très visible mais peu efficace, et leur permettrait de mener leurs petites affaires et prévoir leurs prochaines manœuvres. Serait-il possible d'inciter la FIAS à partir, ou encore, de manipuler l'Op ENDURING FREEDOM de sorte qu'elle élimine leurs rivaux politiques? Les détenteurs de pouvoir pourraient alors recommencer à s'affronter, comme en 1992 et 1993. Ou peut-être pas? Aucun d'entre eux n'avait prédit ce que la communauté internationale s'apprêtait à faire pour les en empêcher, et encore moins le rôle majeur que le Canada allait jouer à cet égard.

L'Armée canadienne à Kaboul : Structure, commandement planification

Après que fut décidé dans quelle partie de la ville le contingent canadien allait se déployer et mener ses activités, l'équipe d'activation dans le théâtre du Groupe Interarmées des opérations (GIO) de Kingston (en Ontario) arrive au KAIA à l'été 2003 afin d'entreprendre la construction du Camp Julien avec des entrepreneurs. Des rangées de tentes Weatherhaven et un périmètre constitué de murs et de tours Hesco bastion sont érigés entre ce que les soldats appellent les palais du roi et de la reine. Les officiers canadiens de liaison du Camp Warehouse, le quartier général de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) (situé dans le district est de l'autre côté de la route par rapport au site d'entreposage Pol-e Charkhi) et le quartier général de la FIAS au centre-ville se préparent à recevoir les quelque 1 910 membres du contingent canadien au début d'août 2003.

L'arrivée des soldats se déroule assez rondement, mais on ne peut en dire autant du matériel, loin de là. Les problèmes survenus lors de l'Op KINETIC (au Kosovo en 1999), refont surface à Kaboul en 2003. Par exemple, les véhicules de surveillance Coyote arrivent du 3e Groupe de soutien du Canada, basé à Montréal, sans système infrarouge à balayage frontal. Un Coyote a même la coque fissurée. Par ailleurs, une pièce d'équipement essentielle à l'installation du canon principal de 25 mm est retrouvée dans un camion des transmissions 10 jours après son arrivée[7].

Le 11 août 2003, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) prend le commandement de la FIAS. Cette dernière, dont le commandement était auparavant appuyé par l'OTAN, devient un commandement de l'OTAN au niveau du corps, responsable essentiellement d'une brigade et d'un aéroport. Le drapeau bleu foncé avec la rose des vents blanche se met donc à flotter au-dessus du quartier général. La prédominance des ressources allemandes au sein de la FIAS fait en sorte que le commandant de cette force doit être un général allemand. En tant que deuxième pays contributeur de troupes, le Canada nomme le major-général (Mgén) Andrew Leslie, qui devient le commandant adjoint (CmdtA). À ce moment, le commandant de la FIAS dirige la KMNB, le contingent logistique au KAIA ainsi que le quartier général de la FIAS et ses troupes. Des pourparlers sont en cours afin de déterminer si la FIAS sera élargie afin d'inclure le projet pilote d'équipe de reconstruction provinciale (ERP) germano-américaine à Kondoz, mais il s'agit d'un sujet très controversé. En effet, la zone d'opérations de la FIAS dans Kaboul même fait l'objet d'un différend : il y a de vastes zones non patrouillées entre l'aérodrome de Bagram et Kaboul ainsi qu'à l'est et à l'ouest de la ville qui sont manifestement sous le contrôle de la FIAS. Il convient de noter que les troupes du quartier général de la FIAS étaient formées d'équipes de liaison, d'équipes du renseignement humain, d'un « peloton de reconnaissance spéciale du commandant de la FIAS », et d'un centre de coordination de la coopération civilo-militaire (CCC). Le CCC est devenu par la suite un élément clé des aspects de développement international de la mission. Le personnel canadien a joué un rôle dans toutes ces fonctions en plus de celles des fonctions d'état-major du quartier général de la FIAS.

Sur le plan du nombre de soldats et de la capacité, le principal joueur de la KMNB est le Canada; le brigadier-général (Bgén) Peter Devlin se retrouve donc commandant de la KMNB. Le gros de ses forces est constitué comme suit : un groupe-bataillon canadien (le 3e Bataillon, The Royal Canadian Regiment) dirigé par le lieutenant-colonel (Lcol) Don Denne; un groupe-bataillon allemand auquel est rattachée une compagnie d'infanterie turque; un groupe-bataillon français; une compagnie d'infanterie britannique; une compagnie italienne de protection de la force pour le quartier général de la FIAS. Les troupes constituant la KMNB proviennent de neuf pays différents. La compagnie de police militaire est constituée de Canadiens, de Roumains, de Croates, d'Allemands et de Danois, tandis que le Groupe du Génie multinational est constitué de compagnies provenant de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne. La neutralisation des explosifs et munitions est assurée par l'Estonie, tandis que l'escadron des transmissions est canadien. L'Allemagne fournit trois hélicoptères CH-53 pour les évacuations médicales. Il y a aussi des équipes d'opérations psychologiques (OPPSY) allemandes et de la COCIM norvégiennes[8]. La KMNB compte environ 1 500 soldats des armes de combat et 3 000 soldats de soutien logistique du combat (voir les figures 4-3 et 4-4).

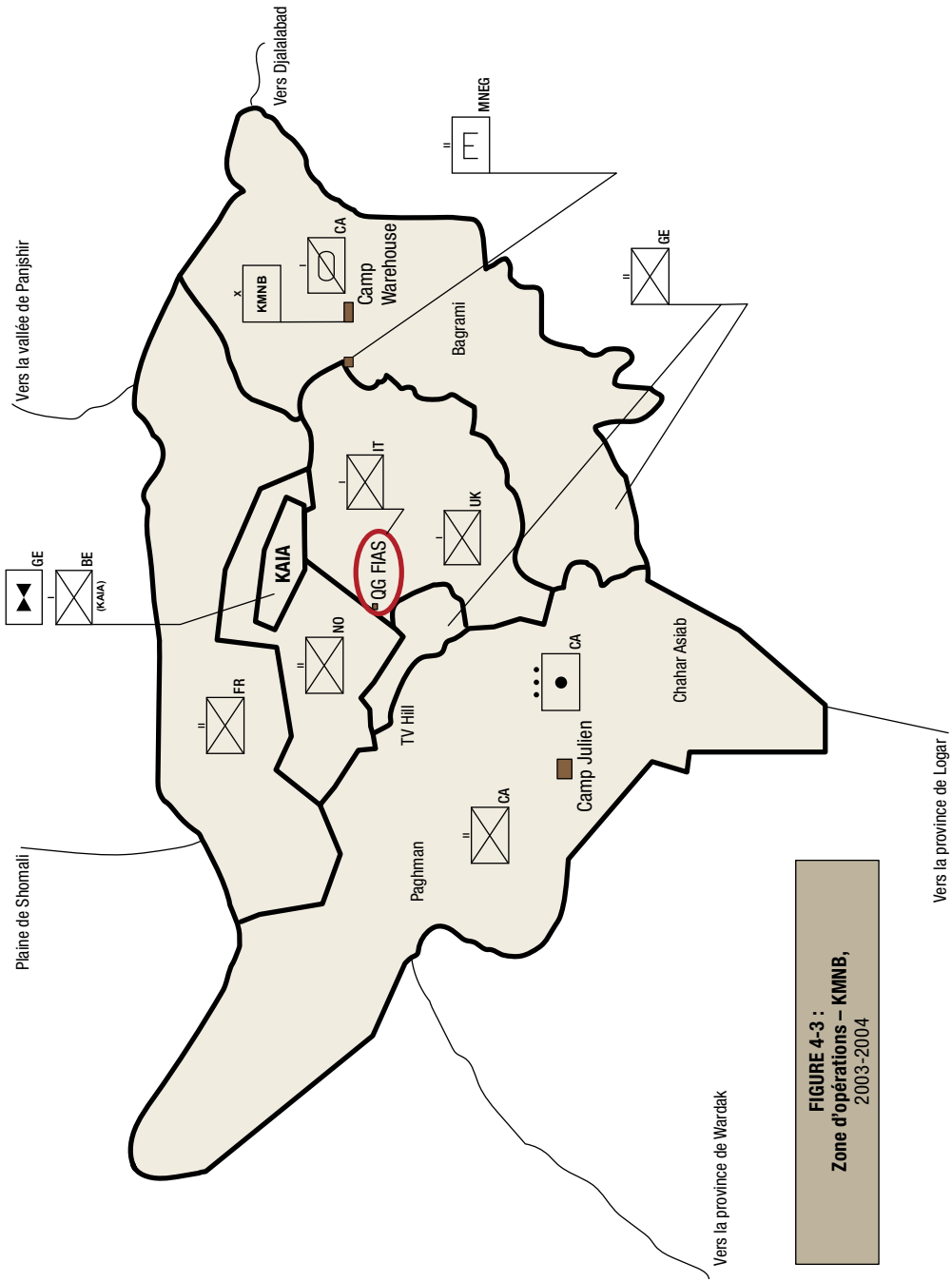


FIGURE 4-3 :
Zone d'opérations – KMNB,
2003-2004

Figure 4-3 : Zone d'opérations – KMNB, 2003-2004

FIGURE 4-4 :
Zones d'opérations de la FIAS,
2003-2004

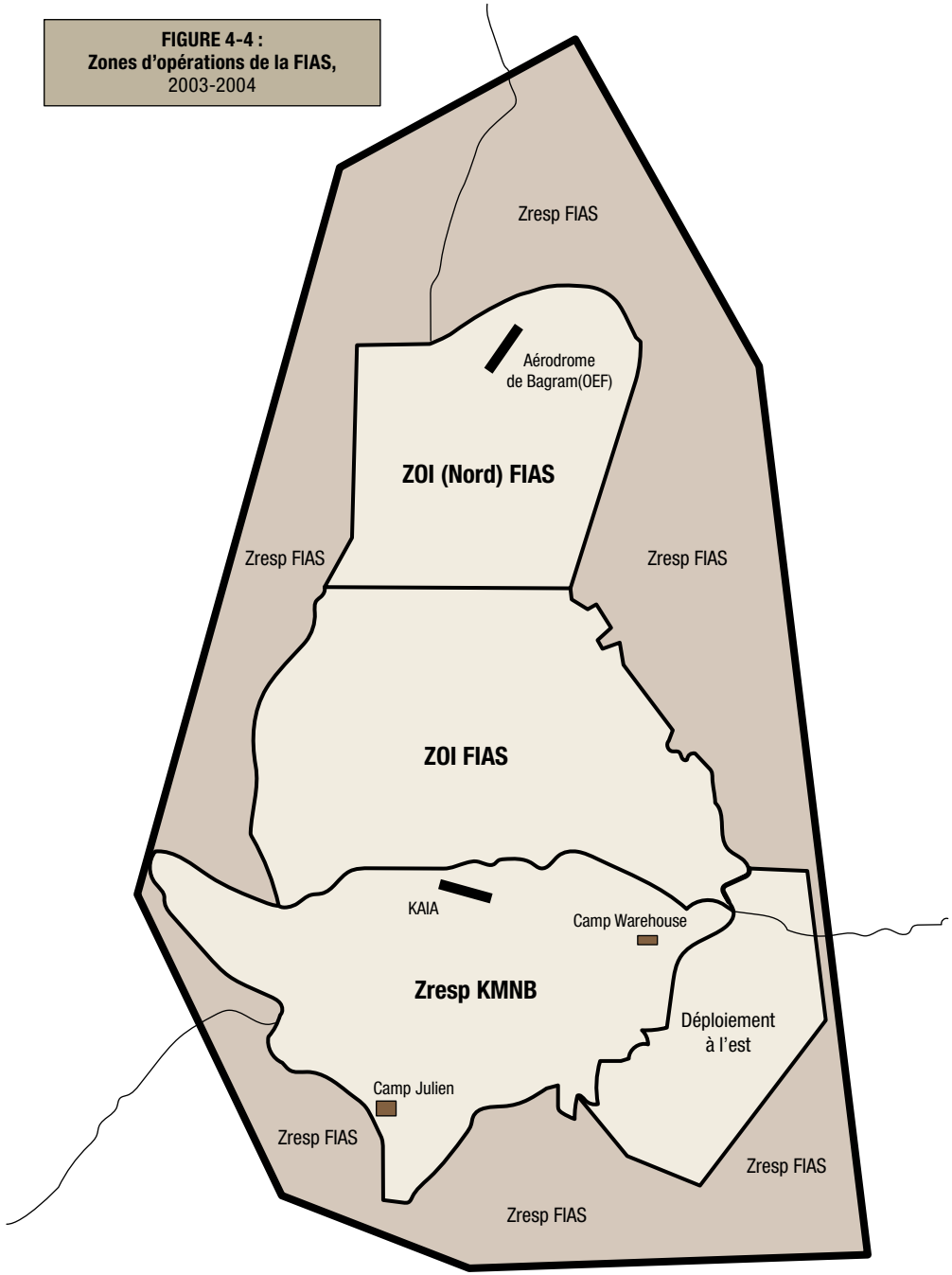


Figure 4-4 : Zones d'opérations de la FIAS, 2003-2004

Photo : MDN IS2003-2581a

Le Mgén Andrew Leslie, cmdtA de la FIAS à Kaboul, était chargé de protéger le gouvernement transitoire afghan et de perturber les nombreuses menaces posées au processus politique émergent.

Lorsque les planificateurs canadiens examinent la situation au début de 2003, la structure originelle de la KMNB manque de puissance de feu. Compte tenu de la volatilité du contexte à Kaboul et du fait que les troupes canadiennes allaient devoir se déployer de l'autre côté de la ville, loin de l'aéroport, une des compagnies d'infanterie du groupe-bataillon canadien est équipée de véhicules blindés LAV III munis de canons de 25 mm. Une batterie de quatre obusiers LG-1 de 105 mm provenant du 2e Régiment, RCHA, vient aussi rejoindre la KMNB[9]. Deux des obusiers se positionnent près du quartier général de la KMNB, à Camp Warehouse, et les deux autres, à Camp Julien. Ces obusiers sont appuyés par quatre radars de détection de tirs d'artillerie surnommés ARTHUR (ARTillery HUnting Radars), loués auprès d'Ericsson Microwave, et montés sur des véhicules chenillés BV-206.

Photo : MDN IS2003-2498a

Le Canada a accepté de participer à la FIAS à la condition que ce soit sous l'égide de l'OTAN. Au départ, les opérations de la FIAS se limitent à la ville de Kaboul et sont destinées à appuyer l'Administration transitoire afghane créée par l'Accord de Bonn de 2001.

Un nouveau type d'organisation de l'Armée canadienne voit le jour en Afghanistan : la compagnie ISTAR, créée à partir des leçons apprises des opérations APOLLO et PALLADIUM concernant la fusion et le traitement de l'information provenant des systèmes de surveillance. Dirigée par le major (Maj) Dyrald Cross, la compagnie ISTAR rassemble plusieurs « éléments habilitants ». Elle comprend deux troupes de cinq Coyote provenant des Royal Canadian Dragoons, dont environ la moitié est munie de capteurs montés sur mat. Il y a aussi une troupe de guerre électronique provenant du 2e Escadron de guerre électronique (2 Esc GE).

Le Canada déploie pour la première fois en Afghanistan une équipe de renseignement humain. Un centre du renseignement de toutes sources et une équipe de soutien géodésique font aussi partie de la compagnie ISTAR. Les Allemands fournissent aussi une équipe de GE ainsi que cinq véhicules aériens sans pilote (UAV) LUNA (le véhicule aérien sans pilote tactique [TUAV] canadien Sperwer sera déployé ultérieurement). L'idée derrière la compagnie ISTAR est de regrouper tous les éléments de reconnaissance (reco), de surveillance et de traitement dans une seule organisation relevant du commandant de la KMNB, et ainsi éliminer les cloisonnements observés lors de reco précédentes dans Kaboul[10].

Sur le plan national, la FO Kaboul (composée de l'élément de commandement national [ECN] du Canada, dirigé par le Col Mark Hodgson, ainsi que l'élément de soutien national [ESN], dirigé par le Lcol Chris Thurrott) compte en tout 350 membres de la logistique, de l'administration et des communications. Il y a aussi le 24e Escadron de campagne, constitué d'éléments « déclarés » et « non déclarés ». L'un des éléments non déclarés est l'équipe de destruction des engins explosifs improvisés, équipée de véhicules-robots de neutralisation des explosifs et munitions, et l'autre des véhicules blindés de transport de troupes M-113 télécommandés munis de rouleaux. Ces deux éléments demeurent des ressources nationales canadiennes qui ne sont pas sous le commandement de l'OTAN. Pareillement, un petit contingent des forces d'opérations spéciales canadiennes cohabite avec la FO; certains de ses membres forment des équipes de protection rapprochée pour les généraux Leslie et Devlin, mais ils demeurent sous le commandement du SCEMD, et non du contingent à Kaboul[11].

L'autorité nationale supérieure de commandement et de contrôle reste complexe pour le contingent canadien, comme lors de l'Op APOLLO. Le commandant adjoint de la FIAS, un major-général canadien, est en théorie sous les ordres d'un lieutenant-colonel canadien de l'ECN située à Kaboul; ce lieutenant-colonel canadien reçoit à son tour des ordres d'un amiral situé à Ottawa. La situation se simplifie lorsque le Mgén Leslie reçoit aussi le titre de commandant du contingent canadien. Cela était lié en partie à l'élément de soutien à l'échelle du théâtre situé à Camp Mirage à Dubaï, à ses liens avec les forces déployées à l'avant en Afghanistan, et à la tendance de l'organisation du SCEMD à microgérer les opérations pendant les périodes d'agitation politique à Ottawa. Dans les faits, le SCEMD devait approuver toutes les opérations ou les déploiements d'action directe des soldats canadiens à l'extérieur des limites de Kaboul[12].

Les dispositions de commandement et de contrôle de la FIAS évoluent elles aussi beaucoup pendant la période de mandat canadienne. La FIAS de l'OTAN relève du quartier général des Forces alliées Nord Europe, lequel relève d'un général allemand qui lui-même rend compte au Commandant suprême des Forces alliées en Europe. Parallèlement, les forces de l'Op ENDURING FREEDOM de même que les troupes américaines et de la

coalition relèvent du Commandement central (CENTCOM) (le commandement régional américain). La FIAS doit notamment stabiliser Kaboul de concert avec l'Administration transitoire afghane selon (un mandat de l'ONU), tandis que l'Op ENDURING FREEDOM stabilise les provinces rurales et pourchasse ce qui reste d'Al-Qaïda et des talibans (également selon un mandat de l'ONU). Les troupes de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM partagent le même environnement opérationnel à Kaboul.

On parvient à une entente selon laquelle le Commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR) de l'OTAN et le commandant du CENTCOM communiqueront ensemble afin d'harmoniser les opérations à Kaboul. Le commandement subordonné du CENTCOM en Afghanistan (soit la Force opérationnelle interarmées multinationale 180 [FOIM-180]), est chargé d'appuyer la FIAS en cas d'urgence. Si la FIAS devait s'extraire de Kaboul, ses unités passeraient en fait sous le commandement de la FOIM-180[13]. Il existe une foule d'autres ententes secondaires concernant l'aide des États-Unis en matière d'appui aérien rapproché, d'aide et d'évacuation médicales et de soutien du renseignement[14].

Voici le mandat du Canada : la résolution n° 1386 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 20 décembre 2001 confie à la FIAS la mission d'« aider […] à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Administration transitoire afghane et le personnel des Nations Unies puissent travailler […] » et « assurer la liaison avec les dirigeants politiques, sociaux et religieux, afin de veiller à ce que les opérations de la FIAS respectent les sensibilités religieuses, ethniques et culturelles de l'Afghanistan » [Traduction]. Les tâches de la FIAS incluent les suivantes[15] :

1. Assurer la liberté de mouvement dans la ville de Kaboul et les environs;

2. Assurer la protection de la force;

3. Conseiller l'Administration transitoire afghane en matière de structures et d'enjeux de sécurité;

4. Contribuer au fonctionnement de l'aéroport international de Kaboul (KAIA);

5. Contribuer au rétablissement de l'Armée nationale afghane.

Photo : MDN KA2003-A332D

La situation instable à Kaboul tout au long de 2003 a incité les planificateurs de l'Armée canadienne à inclure des pièces d'artillerie et des missiles antichars TOW pour les unités déployées en Afghanistan. Les canons LG-1 font partie de l'ensemble des mesures de protection.

Dans son analyse, le Commandant en chef des Forces alliées Nord-Europe a établi plusieurs objectifs[16] :

1. Démontrer que l'Alliance est prête à accroître son soutien à la FIAS;

2. Aider l'Administration transitoire afghane et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs afin de pouvoir reconstruire le pays et établir une société stable dirigée par un gouvernement représentatif multiethnique;

3. Contribuer au maintien d'un environnement sûr à Kaboul.

Les critères du succès doivent être la remise de l'administration transitoire à un gouvernement afghan représentatif qui disposerait de structures civile et militaire dûment constituées et fonctionnelles[17].

Après que le Canada eut accepté de s'acquitter des tâches de la FIAS en Afghanistan au printemps 2003, le Mgén Leslie, son état-major et celui de l'Armée de terre analysent la situation à Kaboul et rédigent diverses hypothèses de planification qui finiront par constituer le fondement du plan de campagne de la KMNB.

En travaillant à rebours à partir de l'état final, les responsables de l'Op ATHENA souhaitent arriver à ce qui suit : parvenir à une situation où les organismes d'aide et de reconstruction mènent leurs activités librement; constituer une force policière et une armée plus professionnelles; développer et maintenir la réputation positive de la KMNB; promouvoir une solide coalition entre toutes les parties. Il fut déterminé que le centre de gravité de la FIAS devait être un soutien international et local pour la FIAS à Kaboul. Il était admis que les forces d'opposition voulaient perturber les opérations de sécurité de la FIAS et de l'Administration transitoire afghane. Sur le plan militaire, la FIAS avait pour objectifs ceci : assurer la sécurité et la stabilité; appuyer l'Administration transitoire afghane; appuyer la création de structures de sécurité durables. Quatre lignes d'opérations doivent servir à atteindre les objectifs militaires. Premièrement, l'environnement doit être sûr, et la clé en est la démobilisation, la démilitarisation et la réintégration, aussi appelé processus de DDR. Il faut démanteler les milices. Il est également essentiel de mener des patrouilles régulières dans la ville, car la FIAS doit être vue comme appuyant l'administration transitoire. Deuxièmement, il faut développer les institutions, en particulier le ministère de la Défense, et réorganiser et rééquiper la police. Une Loya Jirga (Grande assemblée) fidèle, un système d'inscription des électeurs protégé et d'autres préparatifs en vue d'élections font partie de cette ligne d'opérations. Troisièmement, il faut protéger la mission au moyen de mesures autant passives qu'actives. Quatrièmement, il faut renforcer la coalition afin de permettre une transition en douceur au moment de la rotation suivante, et ainsi assurer la continuité[18].

On conclut que la clé de la stabilisation serait sans doute la tenue d'une Loya Jirga constitutionnelle. Des représentants de toutes les sphères de la société afghane pourraient élaborer, avec l'aide de l'ONU, le type de gouvernement qui conviendrait. Il s'agit du dernier et du meilleur espoir de paix pour ce pays. Comme de nombreuses entités pourraient menacer ou perturber les travaux de l'assemblée, la FIAS doit les protéger, non seulement en assurant la sécurité sur place pendant l'événement, mais aussi en empêchant et dissuadant les intrus bien avant sa tenue. Les planificateurs de l'OTAN se penchent sur le problème, mais l'organisation a été ensevelie sous une liste de 11 tâches communes et est indirectement appelée à aider l'autorité de transition et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en vue d'organiser la Loya Jirga constitutionnelle. C'est au Mgén Leslie et au Bgén Devlin qu'il revient de concrétiser le tout en détail. La puissance de feu de la FIAS est inférieure sur plusieurs fronts contre des forces conventionnelles dans le cas d'agitations. Il y a aussi

Photo : Auteur

Le véhicule aérien sans pilote (UAV) CU-161 Sperwer a été acquis à l'origine dans le cadre de l'Op ATHENA pour protéger la force. Malgré des problèmes de rodage, il fut redéployé dans la province de Kandahar en 2006. L'indicatif SKIDOO a été un UAV fiable dans toutes les conditions climatiques jusqu'à son remplacement en 2009.

plusieurs organisations terroristes. La force militaire n'est pas nécessairement le meilleur outil contre elles. Comment parvenir à atteindre l'objectif tout en agissant simultanément à tous les niveaux[19]?

Un des obstacles qui ressort est la relation conflictuelle entre les commandants canadiens et le commandant de la FIAS, le lieutenant-général (Lgén) Götz Gliemeroth. C'est pourquoi on a réparti le travail de manière informelle en fonction des circonstances et des compétences. Le commandant de la FIAS doit donc traiter avec le président Karzai, les ministres civils, l'Administration transitoire afghane et le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU (responsable de la MANUA). Le Mgén Leslie, commandant adjoint de la FIAS, doit pour sa part s'occuper des principaux dirigeants militaires, tant civils que militaires, du gouvernement afghan, en plus de tous les autres chefs locaux de Kaboul qui s'affublaient du titre de général et des chefs de mission et leurs adjoints n'appartenant pas à l'ONU et provenant de la communauté internationale. Le commandant de la KMNB, le Bgén Devlin, doit pour sa part se concentrer sur les principaux détenteurs de pouvoir qui contrôlent les événements dans la ville elle-même[20]. Cette répartition des tâches facilite l'intégration de la planification détaillée réalisée plus tôt dans l'année par l'état-major canadien avec l'approche plus vague déjà adoptée par leurs prédécesseurs au sein de la FIAS et de la KMNB.

Il convient ici de noter l'existence de l'Op ACCIUS. Les Forces canadiennes avaient envoyé un officier en affectation à la MANUA depuis novembre 2002. La MANUA axait son travail principalement sur les affaires politiques et le développement des institutions et de la gouvernance, et plus précisément sur les efforts de secours, de rétablissement et de reconstruction. Elle possédait sept bureaux régionaux dans les grands centres de l'Afghanistan. Le Lcol Robert Jensen était l'officier de liaison militaire qui formulait également des conseils dans la mesure du possible. La présence d'un officier canadien à la MANUA devint un élément important pour la coordination ainsi que pour le cheminement de l'information lorsque les programmes de démobilisation et de désarmement furent lancés à l'automne 2003 et au printemps 2004[21].

Le soutien de l'Op ATHENA à Kaboul[22]

La ligne de ravitaillement stratégique de l'Op ATHENA est semblable à celle de l'Op APOLLO. Presque tout est acheminé jusqu'au KAIA dans des avions de transport AN-124 Antonov arrivant directement de la Base des Forces canadiennes Trenton (en Ontario) ou parfois venant d'une base d'étape intermédiaire située en Turquie, ou encore, cela pouvait par le biais de CC-150 Polaris ou de CC-130 Hercules passant par le Camp Mirage (à Dubaï).

Pendant l'Op APOLLO, le groupe de soutien avancé s'était occupé des fournitures et du matériel qui arrivaient à l'intention du groupement tactique déployé à l'aérodrome de Kandahar (KAF). La situation était très différente, et ce, pour plusieurs raisons, dans le cas de l'Op ATHENA. D'abord et avant tout, le niveau de confort des effectifs déployés à Kaboul a été considérablement augmenté. Les effectifs de l'Op APOLLO avaient opéré dans des conditions austères, mais pas celles de l'Op ATHENA. Cela signifiait qu'il était nécessaire de maintenir les installations de cantonnement et de détente des camps Julien et Warehouse. Par ailleurs, il y avait dans les faits à Kaboul deux installations qui se trouvaient à des endroits différents et qui devaient pouvoir opérer de façon autonome, tant sur le plan défensif que sur celui de l'entretien. Cela signifiait que le rapport personnel de combat/personnel de soutien risquait de diminuer, chose que les planificateurs d'Ottawa étaient déterminés à éviter.

Leur solution fut de créer un ESN (unité logistique mixte), puis d'avoir recours à l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) et au Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) afin de réduire le nombre de militaires de la logistique. Dans les Balkans, le personnel canadien de la logistique avait pu constater comment les forces européennes et américaines s'appuyaient sur des entrepreneurs (d'autres modes de prestation des services) pour la construction et l'entretien des camps et ainsi libérer des soldats afin que ceux-ci puissent se consacrer aux tâches opérationnelles. La première expérience canadienne de ce genre a été entreprise à la fin de 2000 pendant la ROTO 7 en Bosnie avec la Force de stabilisation de l'OTAN. Cela avait eu l'effet négatif

de détourner de l'argent vers le Canada au lieu d'améliorer l'économie locale, mais certains étaient déterminés à utiliser le CANCAP pour résoudre une myriade de problèmes. C'est ainsi que SNC Lavalin a remporté le contrat destiné à fournir une organisation CANCAP de quelque 300 personnes afin d'appuyer les activités logistiques du Canada à Kaboul. L'ASPFC s'occupait des activités de bien-être.

Basé à Camp Julien et ayant des détachements à Camp Warehouse et au quartier général de la FIAS, l'ESN de l'Op ATHENA, commandé par le Lcol Chris Thurrott, est constitué de membres d'unités de logistique provenant d'un bout à l'autre du Canada. L'ESN en soi est divisé en fonctions logistiques traditionnelles canadiennes : maintenance, transport, approvisionnement, mouvements, soutien du personnel, services financiers, services postaux et services du Génie. La différence réside dans les relations avec le groupe-bataillon et la compagnie ISTAR. Dans le passé, chaque unité possédait sa propre compagnie d'administration qui était intégrée au bataillon et qui transigeait avec le bataillon de logistique. En partie dans un but d'économie et d'efficacité, la compagnie d'administration du 3e Royal Canadian Regiment (3 RCR) est réduite et ses fonctions assurées par l'ESN. Ce changement, en vigueur pour le reste de la guerre en Afghanistan, provoqua d'intenses débats au sein du monde de la logistique et avec les armes de combat afin de déterminer qui était responsable du contrôle de la logistique et des opérations. Certains croyaient que cette nouvelle façon de procéder était trop centralisée et qu'elle réduisait la souplesse des forces de combat vu que le groupe-bataillon, par exemple, devait s'adresser à une autre organisation pour l'entretien de ses véhicules. D'autres étaient plutôt d'avis que la nouvelle structure permettait d'éviter le chevauchement des efforts. La question est restée en suspens.

Dans le domaine des transmissions, les Forces canadiennes disposent de communications haute fréquence et ultra haute fréquence entre leurs unités, et communiquent avec les systèmes informatiques canadiens et alliés de façon interne et stratégique. Ce dernier point est important sur le plan historique car l'Op ATHENA constitue un tournant pour ce qui est de la taille et de l'étendue des capacités informatiques déployées.

Le quartier général de la KMNB et l'Escadron des transmissions ont été formés à l'aide d'effectifs de la 2e Brigade au Canada. Des signaleurs des organisations des Systèmes d'information et de communications terrestres se joignent à l'Escadron des transmissions au quartier général de la FIAS. Le 3 RCR et la compagnie ISTAR sont eux aussi dotés de signaleurs intégrés s'adonnant aux tâches de communications tactiques. En ce qui concerne les communications stratégiques, la FO Kaboul dispose d'une troupe de 40 personnes chargées des Systèmes de commandement, de contrôle et d'information réparties en trois détachements de terminal mobile situés à Camp Julien, Camp Warehouse et Camp Mirage. Ces systèmes satellites constituent l'épine dorsale des communications vers le Canada.

En matière de santé, il y a une compagnie de soutien des services de santé provenant de la 2e Ambulance de campagne comprenant six ambulances Bison blindées et leur équipage, ainsi que 10 auxiliaires médicaux qui accompagnent le bataillon d'infanterie. Le principal hôpital de la FIAS est constitué des installations allemandes, à Camp Warehouse.

En général, la portion militaire du système logistique établi pour l'Op ATHENA à Kaboul fonctionna bien et sans incidents catastrophiques. Le dur labeur des spécialistes de l'entretien, chauffeurs et techniciens en approvisionnement a fait en sorte que le groupe-bataillon, la compagnie ISTAR et leurs commandants à la KMNB et au quartier général de FIAS ont pu se concentrer sur les tâches exigeantes que représentaient la stabilisation de Kaboul au vu d'une situation qui se dégradait. Le CANCAP et l'ASPFC, par contre, ont posé beaucoup plus de problèmes. L'ESN et le CANCAP ont été mal intégrés sur le plan de la procédure et travaillaient parfois en opposition. Il n'existait pas de commandement central où regrouper toutes les entités. Le personnel du CANCAP n'avait pas d'habilitation de sécurité (il ne s'agissait souvent même pas de Canadiens), n'avait pas reçu la formation nécessaire et n'était pas en nombre suffisant, ce qui entraînait des retards dans les opérations. De façon générale, SNC Lavalin n'était pas suffisamment préparée pour travailler dans un environnement hostile comme Kaboul, mais en même temps les planificateurs logistiques des Forces canadiennes ont admis qu'ils en avaient peut-être exigé trop du CANCAP. Au bout du compte, on se demande si vraiment le CANCAP a permis de libérer des troupes pour qu'elles puissent se consacrer à autre chose. Les soldats du Génie se plaignaient constamment qu'ils se retrouvaient à accomplir le travail des entrepreneurs. L'ESN est allé jusqu'à élaborer un « plan d'atténuation CANCAP » en cas de retrait de l'entrepreneur, ce qui signifiait de désigner des troupes au Canada qui pourraient être amenées par avion à Kaboul en cas d'urgence en renfort à l'ESN. Pour ce qui est de l'ASPFC « le gestionnaire principal de l'ASPFC était un major à la retraite qui refusait de travailler pour un capitaine à l'ESN […] la recherche de statut bureaucratique était grande entre les membres de l'ASPFC, mais une fois ce facteur éliminé, le service devint efficace[23]. [Traduction] »

Les opérations du groupe-bataillon du 3 RCR

C'est la présence du groupe-bataillon léger canadien formé à partir d'effectifs du 3 RCR qui permet de gagner une influence opérationnelle auprès de la FIAS et de l'OTAN, ce qui ensuite permet au Canada d'assurer le commandement à Kaboul. Sous le commandement du Lcol Denne, le groupe-bataillon fournit trois compagnies d'infanterie : la compagnie N, montée dans des jeeps Iltis, patrouille les DP 3, 5 et 14; la compagnie de parachutistes (Para), aussi montée dans des jeeps Iltis, patrouille les DP 6 et 7; la compagnie Charles, montée dans des LAV III, patrouille les districts de Paghman et de Chahar Asiab ainsi que les districts ouest (voir figure 4-5).

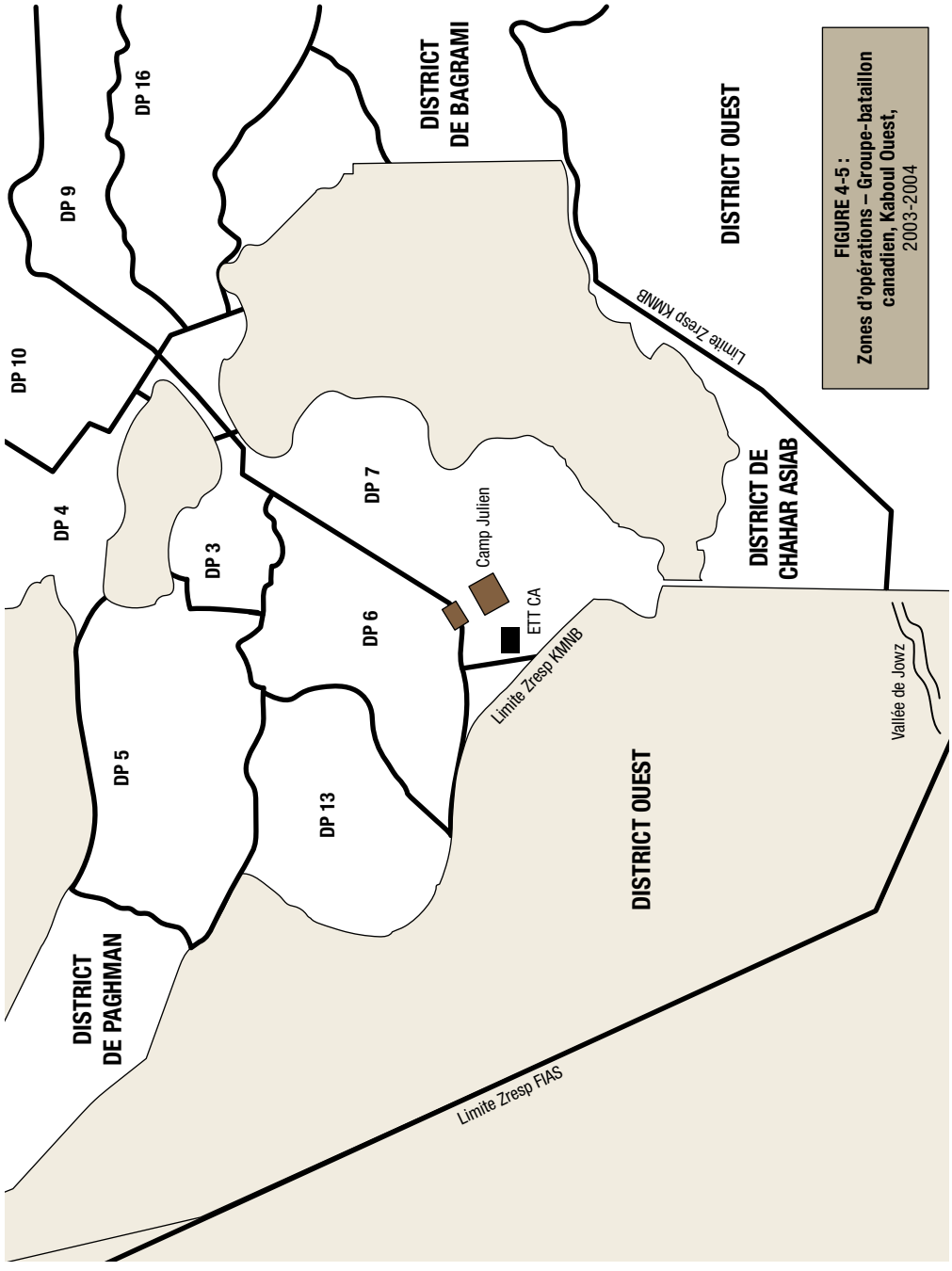


FIGURE 4-5 :
Zones d'opérations – Groupe-bataillon canadien, Kaboul Ouest,
2003-2004

Figure 4-5 : Zones d'opérations – Groupe-bataillon canadien, Kaboul Ouest, 2003-2004

La compagnie Q, composée d'un mélange de troupes de sécurité du Camp, de troupes de l'ESN et de troupes de l'ECN, s'occupe de Camp Julien et des deux miradors surplombant le camp qui sont situés aux palais du roi et de la reine. Des éléments de la compagnie de soutien au combat sont déployés selon les besoins. Par exemple, le peloton de reco est chargé de diverses missions secrètes et nocturnes d'observation, tandis qu'un peloton antiblindés/d'appui-feu direct équipé de jeeps Iltis munis de missiles TOW est chargé d'élaborer un plan antiblindés pour la zone d'opérations canadienne au cas où les chars des forces de milices afghanes (AMF) feraient des siennes. Le 24e Escadron de campagne est intégré au groupe-bataillon. Il a notamment pour tâches de préparer la défense du camp, de s'occuper de la menace que posent les mines, de mener des reco d'infrastructure, d'éliminer les NEM et les EEI et d'exécuter des projets de construction en soutien au groupe-bataillon[24].

Contrairement aux déploiements canadiens précédents, le groupe-bataillon du 3 RCR se déploie avec son propre groupe de COCIM consistant en un peloton de 28 personnes, tandis que le groupe-bataillon de l'Op APOLLO disposait d'une section de COCIM ad hoc; les tâches notamment sont de participer à la protection de la force en interagissant avec la population et en exécutant de petits projets de développement[25]. La COCIM est au cœur du concept d'opération du groupe-bataillon, concept qui met l'accent sur une présence constante dans la zone d'opérations au moyen de patrouilles de jour et de nuit, accompagnées dans la mesure du possible par la police afghane. Le Lcol Denne et son état-major comprennent que la clé de la compréhension de l'environnement consiste à « établir rapidement et maintenir des liens étroits avec la police, les maires et les mollahs en tirant parti de la COCIM comme outil de collecte de renseignements et moyen de gagner le cœur et l'esprit de la population grâce à des projets de type humanitaire [Traduction] ». Les planificateurs du 3 RCR croient qu'il est essentiel d'accroître le professionnalisme de la police[26].

Les compagnies d'infanterie patrouillent dans leurs secteurs avec la police et entrent en contact avec la population; les troupes de surveillance spécialisée concentrent leurs efforts sur des cibles précises afin de recueillir de l'information; la COCIM centralise tous ces efforts vers les dirigeants locaux de la population. Ces activités sont appelées « opérations-cadres » et, dans la majorité des cas, c'est ce que les troupes du groupe-bataillon feront tous les jours pendant la durée de leur mission. Il y a aussi les opérations dirigées. Tout ce qui sort du contexte des opérations-cadres doit être transféré à l'état-major du SCEMD à Ottawa afin d'obtenir l'autorisation nécessaire à l'exécution. Tout ce qui risque d'avoir des conséquences politiques ou tout ce qui représente un risque élevé doit être évalué par des gens qui ne sont pas sur place à Kaboul. Par exemple, si on commence à surveiller un chef terroriste dans la zone canadienne et que le groupe-bataillon veut le capturer, il faut envoyer le plan à Ottawa et attendre d'obtenir la permission. Si on veut déployer des troupes canadiennes

Photo : MDN KA2003-A056D

Le groupe-bataillon canadien a mené un programme intensif de patrouilles dans les districts ouest. Ces patrouilles ont surtout été menées dans des véhicules Iltis, même s'il y avait une compagnie de LAV III pour les situations plus intenses.

à l'extérieur de la zone canadienne désignée (pas nécessairement la zone de la FIAS mais une zone établie par les planificateurs à Ottawa), il faut élaborer un plan, en évaluer les risques, puis le transmettre à Ottawa pour qu'il y soit approuvé[27].

Les troupes du 3 RCR, qui disposent de peu d'information à leur arrivée dans la zone d'opérations comprenant des districts plus rureaux, seront parmi les premières de la FIAS à les patrouiller. Le terrain varie considérablement. Le district de Paghman, par exemple, est agricole, tout comme celui de Chahar Asiab. Le DP 3 est une zone urbaine très lourdement endommagée à la suite d'années de combats, tandis que les immeubles du DP 5 sont complètement intacts. Le DP 14 est un mélange de secteurs urbains et suburbains. Sur les plans ethnique et politique, presque tous les groupes d'Afghanistan sont représentés dans la zone d'opérations canadienne. Il faudra du temps pour déterminer les allégeances de tout un chacun (voir figure 4-6).

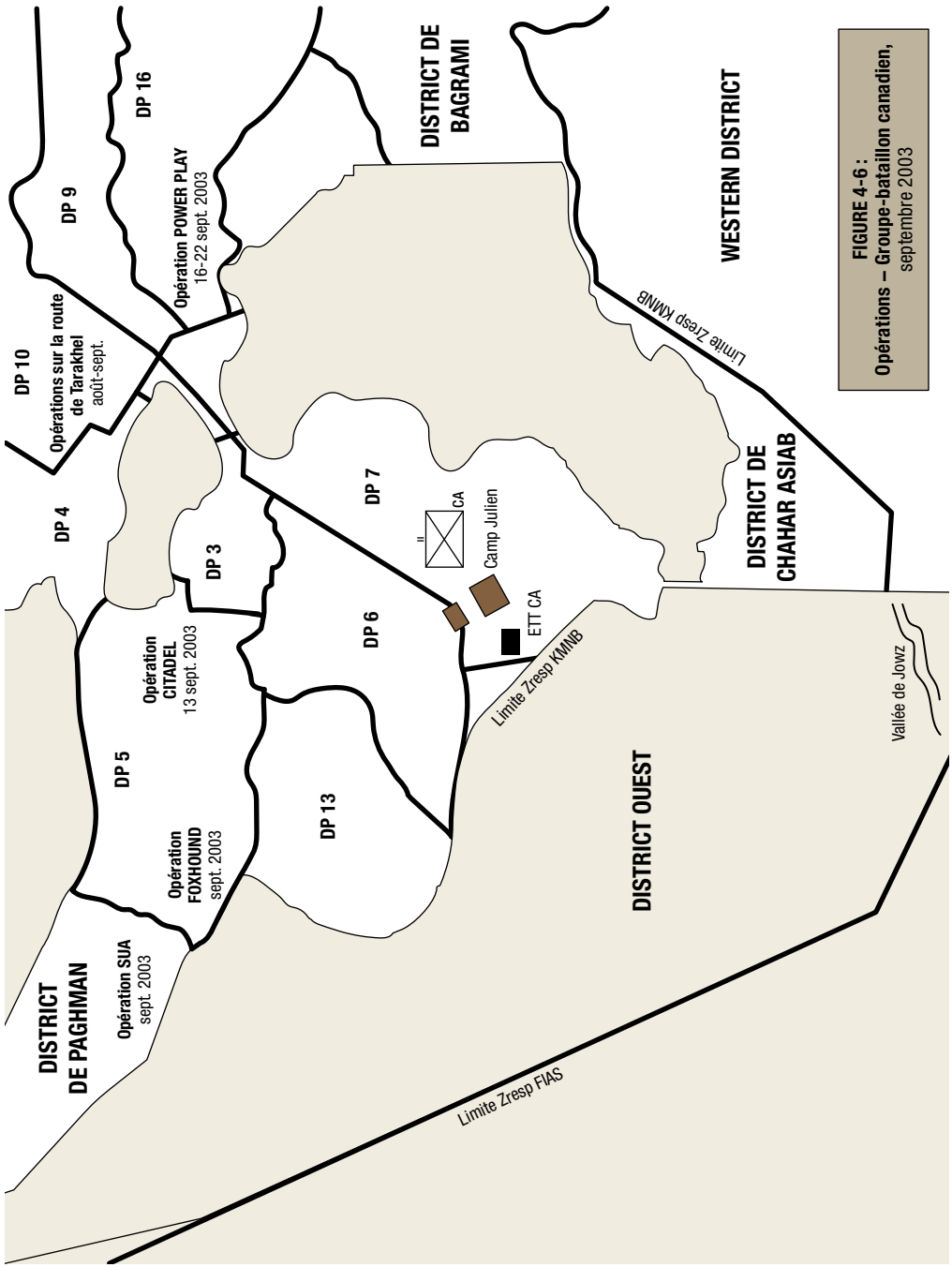


FIGURE 4-6 :
Opérations – Groupe-bataillon canadien, septembre 2003

Figure 4-6 : Opérations – Groupe-bataillon canadien, septembre 2003

Le groupe-bataillon est confronté à trois autres problèmes à la fin août et au début septembre. Le premier met en cause des rapports envoyés au Canada par la chaîne de commandement de l'Op ENDURING FREEDOM et révélant qu'une cellule d'Al-Qaïda est en train d'arriver à Kaboul pour cibler les leaders de l'Administration transitoire, qu'une autre cellule spécialisée dans les attentats-suicides à la bombe est sur le point d'entrer dans la ville, et que les activités de formation de terroristes sont en hausse dans la province de Logar, qui jouxte le district de Chahar Asiab. Le Camp Julien est une cible possible[28]. À mesure que les patrouilles du 3 RCR sortent sur le terrain, les habitants leur apprennent que des chefs talibans défaits recrutent activement dans trois des districts à l'ouest de Kaboul. Des équipes canadiennes de renseignement humain se déploient avec les patrouilles et confirment que la situation évolue[29]. Le groupe-bataillon met alors en branle l'Op WOLVERINE, qui prévoit le retrait de certaines ressources des patrouilles de DP et du peloton de reco leur réaffectation à la partie sud-ouest des districts ouest afin qu'elles soient bien visibles, afin de montrer une présence et de recueillir d'avantage d'information[30].

Le deuxième problème est la situation en évolution dans le DP 5 et le district de Paghman. La population du DP 5 est majoritairement pachtoune (60 %) et fidèle à Abdul Rab Rassoul Sayyaf, qui tient résidence là. La faction de Sayyaf est retournée à l'époque du djihad des années 1980. Les forces de Sayyaf se sont jointes à l'Alliance du Nord contre les talibans même si ce mouvement avait l'appui de l'Arabie saoudite et était d'obédience wahhabite. Le district de Paghman et le DP 5 abritent la plupart des formations de l'AMF de Sayyaf (1re et 10e divisions), soit quelque 6 000 éléments équipés de chars d'assaut et de véhicules BMP. D'autres formations associées à Sayyaf sont basées dans les DP 6 et 7, près de Camp Julien. Il s'avère que la faction de Sayyaf effectue des patrouilles conjointes avec la police. Une enquête plus poussée permet de déterminer que la police a aussi été cooptée par l'AMF de Sayyaf dans le district de Paghman. Cette situation est potentiellement déstabilisante, car pour assurer la légitimité du pouvoir du gouvernement, la police doit y être fidèle, et non être lié à un chef de faction. Dans les faits, il s'agit d'une tentative flagrante de prise de pouvoir parallèle dans deux districts. On conclut aussi que la hausse du taux de criminalité observée dans le DP 5 est en quelque sorte reliée à cette structure du pouvoir, et que la police et la milice de Sayyaf sont en cause. Des *maliks* locaux demandent que les patrouilles canadiennes restent loin des réunions. L'Op CITADEL prévoit qu'un peloton anti-blindés et des équipes de renseignement humain recueillent de l'information sur la situation, en préparation d'une opération intensifiée dans le DP 5 : cette dernière a lieu le 13 septembre 2003 et le taux de criminalité chute temporairement[31].

Photo : MDN KA2003-A149D

Photo : MDN KA2003-A272D

Des patrouilles mobiles et à pied étaient envoyées dans les districts ouest de Kaboul, qui comprenaient des zones rurales situées près de provinces plus problématiques comme Laghman au sud et Wardak à l'ouest. Il y avait des partisans des talibans dans la province de Laghman, tandis que celle de Wardak était un territoire du HiG.

Le troisième problème est lié au fait que la COCIM canadienne a signalé l'existence d'un camp de réfugiés dans le DP 7, qui se trouverait, selon les informations, sur une terre appartenant à un entrepreneur local voulant le démantèlement du camp. Les réfugiés prétendent que le ministère de l'Intérieur les a autorisés à occuper temporairement les lieux. Selon les personnes impliquées et leurs différentes connexions, de tels différends mineurs peuvent se transformer en un problème plus important risquant d'englober la participation d'autres détenteurs de pouvoir. La compagnie Para reçoit la tâche de garder l'œil sur cette situation avec la COCIM; l'opération est baptisée Op RAPTOR[32].

Dans ces trois cas, le groupe-bataillon du 3 RCR doit faire preuve de vigilance et chercher des occasions de perturber ceux qui tentent d'aggraver les choses, et ce, tout en maintenant une présence dans l'ensemble de la zone d'opérations canadienne.

Opérations de la KMNB et de la Compagnie ISTAR

Le 3e Groupe-bataillon du RCR eut de l'aide de la KMNB, et plus précisément celle de la Compagnie ISTAR canadienne. La KMNB exploitait un centre de coordination ISTAR, qui déployait des ensembles de systèmes de surveillance dans des zones prioritaires établies par le commandant. Il y avait notamment les ressources suivantes : dispositifs de détection (comme les UAV LUNA), véhicules blindés Coyote avec mât, systèmes de GE, éléments de

recherche (comme celles de reco), officiers observateurs avancés et équipes du renseignement humain. Il y avait trois types de tâches : les permanentes (semblables aux opérations cadres), les tâches dirigées et les tâches de circonstance. La Compagnie ISTAR utilisait une analogie policière pour expliquer son *modus operandi*. Ainsi, un tuyau obtenu d'un délateur pouvait donner lieu à une mise sur écoute téléphonique, laquelle pouvait entraîner de la surveillance. Cette dernière pouvait permettre une analyse des liens entre les personnes mises en cause, ce qui pouvait enfin aboutir à une descente. La Direction nationale de la sécurité (DNS) pouvait se charger de la descente, avec l'aide des forces classiques, ou encore, les forces d'opérations spéciales pouvaient exécuter une mission d'action directe.

Dans un milieu comme Kaboul, le défi des équipes ISTAR consistait à pouvoir se déployer dans un même endroit et à y rester, et ce, sans se faire repérer ni par la population, ni par la cible. Comme les chefs de factions et éléments anti-gouvernementaux surveillaient de près les mouvements de la FIAS, le leurre et le camouflage étaient des compétences très recherchées. Une compagnie pouvait mener une opération en étant accompagnée d'une équipe de recherche intégrée ayant une tâche distincte. Des soldats canadiens, attendant que l'on vienne les chercher parce que leur véhicule était en panne, pouvaient décider « d'explorer les alentours » avec leurs caméras numériques, par exemple.

Étant rattachée à la Brigade, la Compagnie ISTAR ciblait toute la zone d'opérations de la FIAS. Des problèmes survinrent dans le DP 10 (qui entourait le KAIA), au moment où la Cmpagnie y porta une attention particulière à la fin août et au début septembre. En effet, certains renseignements permettaient de croire qu'une cellule terroriste était active dans le village de Tarakhel, au nord-est de la piste du KAIA. Comme le Bataillon français n'avait pas patrouillé dans le secteur, les renseignements étaient limités quant à la disposition des lieux, l'organisation sociale et la présence d'éléments anti-gouvernementaux. Quand la Compagnie ISTAR concentra ses ressources sur ce village, le Bgén Devlin convainquit les Français de patrouiller avec les équipes canadiennes montées sur Coyote. Les renseignements obtenus de ces activités permirent de repérer des individus qui avaient participé en juin 2003 à un attentat à la bombe contre un autobus militaire allemand (six personnes avaient été tuées et 30, blessées). Finalement, un important raid de la DNS permit l'arrestation de 28 personnes, dont certaines avaient participé à l'attentat[33].

Le DP 10 hébergeait aussi un certain nombre d'enceintes occupées par les AMF, dont la Brigade de la Garde nationale (800 personnes), deux régiments d'infanterie indépendants et deux régiments de défense aérienne. L'un de ces régiments utilisait un système de missiles de défense anti-aérienne automoteur SA-13 Gopher qui captait les aéronefs de la FIAS et les avions commerciaux avec ses radars lorsqu'ils décollaient et se posaient au KAIA, ce qui entraîna le tir de nombreux leurres thermiques, le largage de beaucoup de paillettes, ainsi que de nombreux vertiges pour les passagers et les pilotes qui tentaient des manœuvres

extrêmes pour échapper à ce que leurs systèmes disaient être une menace anti-aérienne. Une autre unité entretenait des liens avec un camp de réfugiés de la région, et des inquiétudes furent soulevées à propos d'activités criminelles de vente de carburant et de la réaffectation abusive de fournitures et denrées provenant de l'aide humanitaire. Grâce aux ressources de surveillance de la Compagnie ISTAR qui avaient été affectées à ces problèmes, d'autres organismes furent en mesure de régler les deux affaires avant qu'elles tournent à la violence et qu'elles aient un effet d'entraînement ailleurs[34].

Cependant, tout n'était pas réglé dans le DP 10. Au cours de la nuit du 11 septembre 2003, des roquettes touchèrent les installations de la FIAS, dans une attaque coordonnée mais inefficace. Le Camp Warehouse fut touché par deux roquettes, alors que le KAIA signala deux explosions au nord-est et à l'ouest de l'aéroport. Une roquette tomba dans le DP 10, et une explosion fut signalée près de l'aéroport. Une autre roquette, celle-là n'ayant pas explosé, fut découverte au matin dans le DP 10. Des unités de patrouille allemandes investirent le district de Bagrami au sud du Camp Warehouse afin d'enquêter sur une autre explosion signalée, tandis que tous les autres bataillons investissaient leurs zones d'opérations. Aucun des radars ARTHUR n'avait détecté les attaques, ce qui inquiétait grandement le quartier général de la KMNB. Aucune explication plausible ne fut trouvée. Il s'agissait d'une forme d'avertissement au contenu incertain lancé par une entité mécontente des activités de la FIAS[35].

La situation des radars ARTHUR posa des problèmes pendant tout l'automne. Les systèmes avaient été acquis parce que certains croyaient que leur présence offrait un moyen de dissuasion contre les tirs indirects des factions; une telle chose s'était vue à Sarajevo en 1995. À Kaboul toutefois, les attaques à la roquette étaient des opérations fortuites de type « tir et détale » n'impliquant pas de multiples lance-roquettes ni d'artillerie classique, de sorte que les canons légers canadiens n'avaient pas de cibles pour riposter; si les AMF déployaient des pièces d'artillerie contre la FIAS, l'utilisation combinée des canons légers et des radars ARTHUR était utile. On ne sait pas exactement dans quelle mesure le système dissuada les AMF d'utiliser des pièces d'artillerie. Les restrictions imposées à l'utilisation des radars ARTHUR étaient extrêmes : pour épargner de l'argent, chaque radar pouvait émettre pendant 1 500 heures par période de 18 mois. Autrement dit, les radars ne pouvaient être utilisés que pendant les « périodes de pointe » d'attaques éventuelles. Les systèmes arrivaient à détecter le point d'origine avec une incroyable précision et, contrairement à d'autres systèmes, ils pouvaient détecter les roquettes, mais s'ils n'étaient pas activés, toute riposte devenait pratiquement impossible[36].

La situation s'étant corsée dans le DP 5, la Compagnie ISTAR réaffecta ses ressources à la surveillance de la faction Sayyaf. Des unités de Coyote, de LUNA et de GE avaient signalé, dans le DP 14, des activités criminelles liées à des activités semblables dans le DP 5. L'Op SUA, conçue pour observer les deux complexes résidentiels de la faction Sayyaf, fut lancée.

Une grande part de cette activité donna lieu aux préparatifs de l'Op FOXHOUND, qui prévoyait l'irruption du 3e Groupe-bataillon du RCR dans le DP 5 et le district de Paghman. L'Op FOXHOUND fut toutefois reportée en raison d'un problème latent encore plus important : des indices laissaient présager qu'un coup d'État se préparait.

Op POWER PLAY : du 16 au 22 septembre 2003

À la mi-septembre 2003, des réfugiés qui rentraient à Kaboul furent empêchés de retourner à leurs maisons par des troupes des AMF tadjikes. Après plusieurs accrochages de plus en plus violents, un certain nombre de réfugiés furent abattus. Lors de l'enquête qui suivit, la FIAS découvrit que les coupables étaient des hommes de Fahim Khan, ce dernier étant à la fois ministre de la Défense de l'Administration transitoire afghane et chef des forces tadjikes au sein de l'Alliance du Nord. Fahim Khan s'appropria alors les logements et autres biens abandonnés lors des combats dans le DP 10, avant de faire raser les maisons et de donner les terrains à plusieurs ministres de l'Administration transitoire : des Pachtounes, des Hazaras et des Tadjiks. Le Représentant spécial des Nations Unies Lakhdar Brahimi porta l'affaire à l'attention du président Karzaï. Ce dernier fit alors savoir à ses ministres que ces activités étaient interdites et qu'une enquête aurait lieu. Cela déplut à Fahim Khan[37], qui alla trouver l'ambassadeur étasunien et lui fit savoir que M. Karzaï était un faible n'exerçant pas suffisamment de contrôle dans les provinces éloignées et que la violence envers le gouvernement augmentait; il dit aussi à l'ambassadeur qu'il fallait remplacer le président. Fahim Khan laissa entendre que d'autres détenteurs de pouvoir pensaient comme lui. Parallèlement, le président Karzaï était sur le point de se rendre à l'étranger pour des discussions avec la communauté internationale. Fahim Khan indiqua qu'il pouvait, pendant son absence, prendre le pouvoir sans causer de bain de sang. L'ambassadeur étasunien tenta de lui faire renoncer au projet[38].

Il semblerait que les États-Unis omirent de faire part de la situation à la FIAS. Deux acteurs afghans, le ministre des Finances Ashraf Ghani et le ministre de l'Intérieur Jalali communiquèrent avec les commandants de la FIAS et de la FOIM-180 pour leur faire part de leurs inquiétudes quant à la sécurité du président Karzaï[39]. Au même moment, les ressources du renseignement de la FIAS, dont des informateurs et des agents d'interception radio, obtenaient des données sur les manœuvres préliminaires de Fahim Khan et des AMF : elles indiquaient que le palais présidentiel serait la cible[40]. Le quartier général de la FIAS convoqua alors le Bgén Devlin, à 2000, le 16 septembre 2003, pour une rencontre avec le commandant de la FIAS et le Mgén Leslie.

[Traduction]

« Il y a une menace imminente de coup d'État contre le président Karzaï », lui dit le Mgén Leslie.

« Avez-vous un ordre d'avertissement formel pour moi? », demande le Bgén Devlin.

« Nous n'avons pas le temps. Peter, nous devons l'arrêter maintenant. »

Et sur ce, le commandant de la KMNB partit pour le Camp Warehouse; le G3 attendait et, à 2300, le commandant et le personnel avaient rédigé un ordre d'avertissement et dressé un plan appelé POWER PLAY[41]. Pour le public, POWER PLAY devait être considéré comme un exercice. Les troupes avaient été informées qu'elles répétaient un plan d'opération de contingence, mais les motifs réels de toute cette activité étaient bien gardés afin d'empêcher les médias canadiens, excitables et à l'affût, de divulguer ce qui se passait[42].

Le Centre de coordination ISTAR contacta le Maj Dyrald Cross, qui exécutait une patrouille avec les Coyote. L'escadron de reco reçut l'ordre de se déployer et d'observer trois complexes des milices. Les motifs ne furent pas transmis sur le réseau. Les équipes des Coyote s'approchèrent jusqu'à la portée des détecteurs et des canons des trois complexes des milices tadjikes et s'installèrent avant minuit. Les détecteurs effectuaient leurs balayages et les équipes dénombraient des chars T-55, des BMP et des véhicules lance-roquettes multiples, au moment où des ordres arrivèrent du Bgén Devlin : s'il y a du mouvement dans les complexes, signalez-le. S'il s'agit du déplacement d'un groupe plus nombreux qu'une compagnie, les Coyote sont autorisés à ouvrir le feu avec les canons de 25 mm et les mitrailleuses coaxiales, avant de se retirer pour se rendre à la base de la FIAS la plus près[43].

La procédure de combat se poursuivit toute la nuit. Des armes antichars, notamment les lanceurs TOW du 3e Groupe-bataillon du RCR, furent tout à coup en demande pour contrer les forces blindées et mécanisées des milices, tout comme les canons légers LG-1 de 105 mm de la Batterie F. Les Allemands apportèrent leurs véhicules TOW Wiesel et les Français dévoilèrent leur système de missiles antichars non déclaré. Le quartier général de la KMNB activa sa liaison en renseignement avec la FOIM-180 et l'information commença à circuler dans les deux sens[44].

Photo : MDN KA2004-R103-1272d

À deux reprises, le contingent canadien de la FIAS s'est préparé à déployer des forces pour prévenir un coup d'État des forces de milices afghanes. La première fois, le Mgé Leslie et le Bgén Devlin avaient préparé l'Op POWER PLAY pour faire contrepoids aux forces des milices tadjikes de Fahim Khan. Ces activités ont comporté des préparatifs à découvert et des opérations secrètes de surveillance.

Parmi les forces ennemies potentielles, il y avait le 717e Régiment d'infanterie de la Garnison de Kaboul du Lgén Bismillah Khan et le 637e Bataillon blindé avec ses 17 chars T-55 et ses BMP; ces deux formations étaient situées au centre de la ville. Selon les évaluations, elles allaient être les fers de lance du coup d'État contre le palais. La Brigade de la Garde nationale, avec ses 10 chars T-55 et ses deux chars T-62, était considérée comme un allié potentiel des auteurs du coup; son rôle consisterait à bloquer les unités de la KMNB entrant dans la ville à partir du Camp Warehouse. Il y avait aussi le 21e Régiment d'infanterie avec ses 400 soldats à la place Massoud, également au centre de la ville. Toutes ces unités étaient tadjikes. Selon les évaluations, les unités de défense aérienne près du KAIA étaient neutres[45] (voir la figure 4-7).

La forteresse de Bala Hissar, abritant la 55e Division d'infanterie (neuf chars T-55, un bataillon de canons D-30 et 3 000 artilleurs) était considérée comme le cordon extérieur du fer de lance. Selon les évaluations, la 1re Division Panjshir dans le DP 5 (six chars T-55 et 3 000 hommes), essentiellement tadjike, pouvait constituer une force d'arrêt pour empêcher le déploiement des forces du Camp Julien. La 16e Brigade blindée (12 chars T-55) et le 761e Régiment antichar (12 systèmes de missiles Milan montés sur Jeep), dominés par les tadjiks, seraient peut-être utilisés pour bloquer l'arrivée des forces étasuniennes en provenance de Bagram[46].

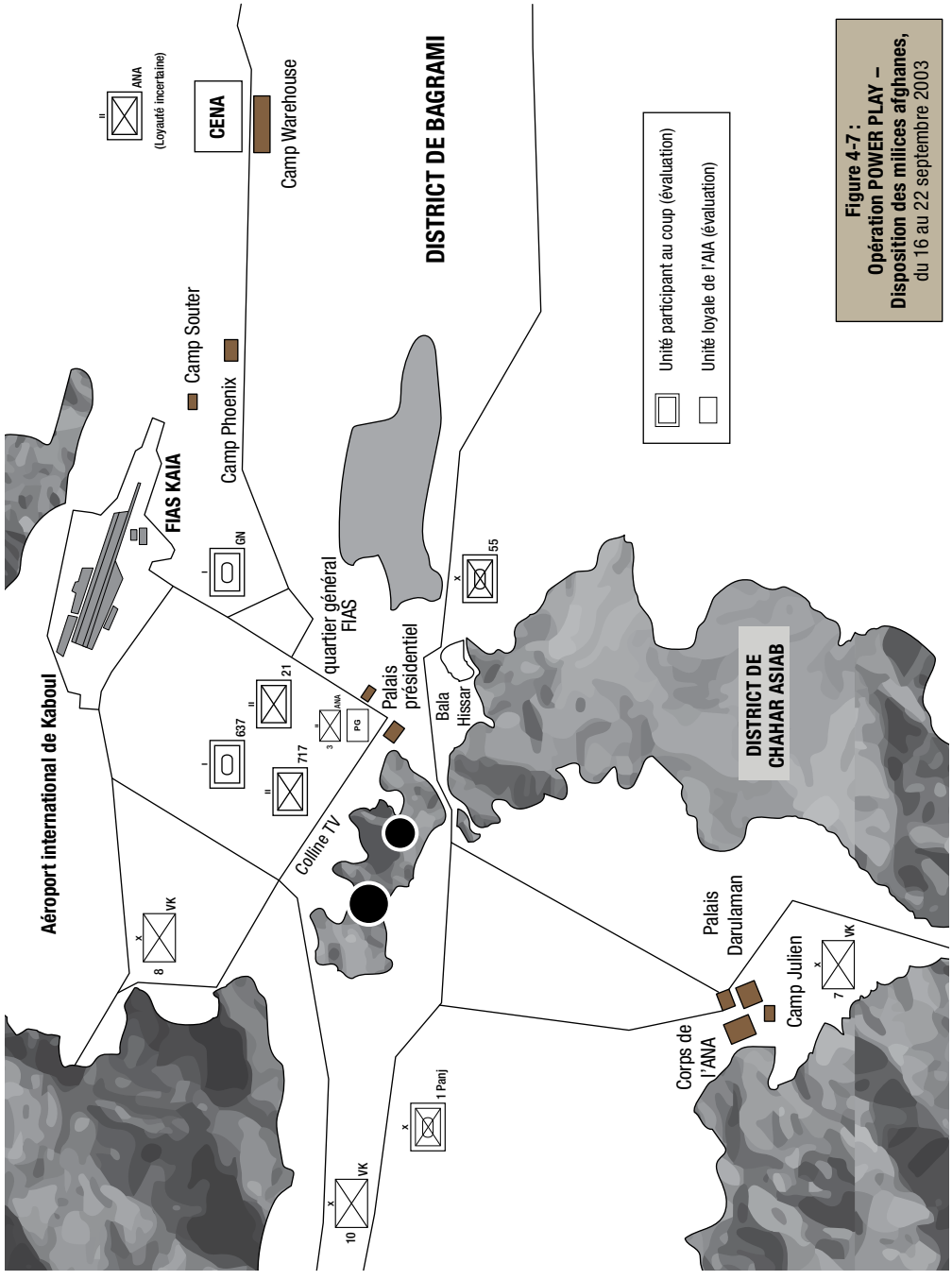


Figure 4-7 : Opération POWER PLAY – Disposition des milices afghanes, du 16 au 22 septembre 2003

Figure 4-7 : Opération POWER PLAY – Disposition des milices afghanes, du 16 au 22 septembre 2003

Pour ce qui est des forces amies, il y avait la KMNB; le ministère de l'Intérieur, sous M. Jalali, appuierait le président – il contrôlait la FRR de la police, mais les forces de police municipales resteraient vraisemblablement neutres (la DNS allait fort probablement prendre le parti du coup d'État, étant dominée par les Tadjiks). La garde présidentielle, formée du 3e Bataillon de l'Armée nationale afghane, était considérée comme loyale, alors que les unités de l'Armée afghane s'exerçant à Pol-e-Charki seraient fort probablement du côté de l'Administration transitoire. Le problème était que le général (Gén) Zemeray, commandant de la Brigade de l'Armée afghane, était un ancien protégé de la faction ennemie. Les unités des milices pachtounes (corps de Kaboul sous le commandement de Sher Alam Ibrahimi) étaient considérées comme loyales à l'Administration transitoire. Les planificateurs de la KMNB ne savaient pas très bien ce que ferait la FOIM-180[47]. Le détachement des États-Unis chargé de la sécurité du président Karzaï entretenait de bonnes relations avec des éléments des forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) et ne communiquait qu'avec les Canadiens. Il ne faisait confiance à personne d'autre[48].

L'autre partie du plan consistait à mobiliser les trois bataillons de la KMNB, puis à déplacer la compagnie canadienne de VBL III ainsi que le gros des deux autres compagnies canadiennes vers le quartier général de la FIAS à la faveur de la nuit[49]. Cette FRR serait prête, sur ordre, à établir une ceinture de protection autour du palais présidentiel. Les Compagnies Para, November et Charles, se démenant pour respecter les délais, se déployèrent en petits groupes, à partir de Kaboul Ouest en passant par les défilés jusqu'à la grande enceinte du quartier général de la FIAS, où ils arrivèrent à 0600, le 17 septembre[50].

Au besoin, le Bataillon français tiendrait le KAIA, tandis que le Bataillon allemand et le reste du 3e Groupe-bataillon du RCR couvriraient les abords du palais présidentiel : les Allemands au nord-est dans le DP 1; les Canadiens et la compagnie britannique au sud-est et au palais proprement dit. Les canons légers canadiens couvriraient tout[51] (voir la figure 4-8).

Pendant ce temps, le Mgén Leslie découvrit, en communiquant avec ses homologues étasuniens, l'existence d'un plan pour que des aéronefs de la Force aérienne des États-Unis, y compris un bombardier B-1 et une unité d'hélicoptères d'attaque AH-64 des Forces aériennes des États-Unis, exécutent une démonstration de force aérienne. Les hélicoptères tournoyèrent au-dessus de la ville pendant la nuit et des bangs supersoniques furent entendus partout. À l'aube, le Mgén Leslie invita le Gén Bari Ali, bras droit de Fahim Khan, au quartier général de la FIAS pour une tasse de thé. Le Mgén Leslie veilla à ce que le Gén Ali voie, en chemin pour se rendre au café, les VBL III et les Coyote alignés, les munitions étalées, les soldats répétant la procédure de combat et les baïonnettes en préparation. Pas un mot ne fut dit. « Aucun doute ne fut permis quant au coût que représenterait une telle entreprise » [Traduction], déclarerait plus tard le Mgén Leslie[52].

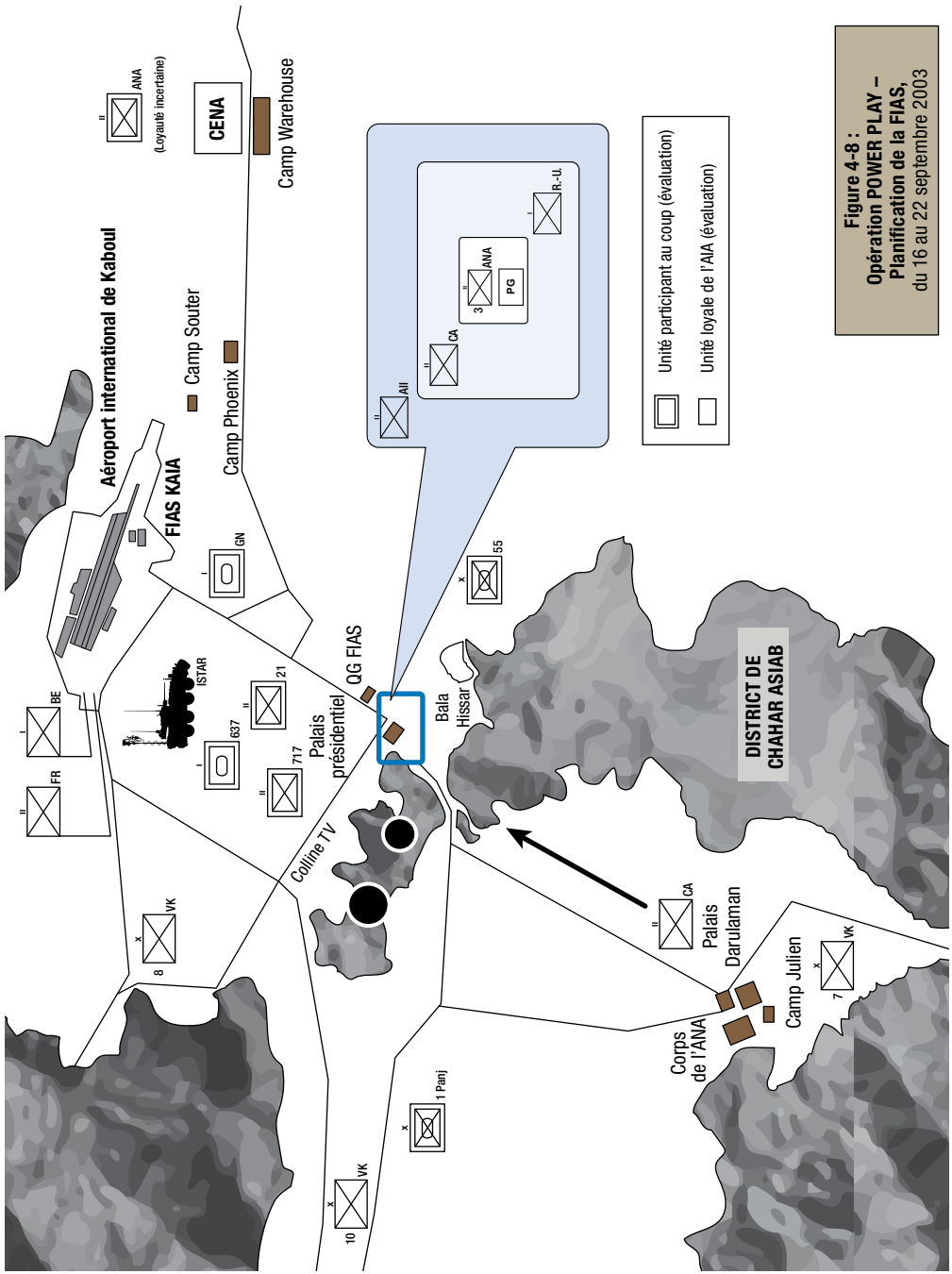


Figure 4-8 : Opération POWER PLAY – Planification de la FIAS, du 16 au 22 septembre 2003

La Compagnie ISTAR surveillait maintenant sept complexes des AMF. Les véhicules UAV LUNA allemands étaient constamment dans le ciel pendant que les équipes de GE canadiennes et allemandes se tenaient prêtes selon un niveau d'alerte élevé. Les détachements d'officiers observateurs avancés canadiens déterminèrent des cibles dans les enceintes afin que les canons puissent les bombarder au besoin. Une attention particulière fut portée à la 55e Division d'infanterie et au 717e Régiment d'infanterie, tous deux basés dans le DP 1, directement au centre de la ville[53]. Les chars tadjiks qui commençaient à se déplacer à l'intérieur de leurs enceintes s'arrêtèrent soudain, pour retourner à leurs places de stationnement. Aucun autre mouvement ne fut observé.

L'Op POWER PLAY fut maintenue pendant les neuf jours suivants, avant d'être levée le 21 septembre 2003. Le coup d'État avait été contrecarré sans qu'un coup de feu ne soit tiré et sans que personne ne meure. Pour l'heure, l'Administration transitoire afghane était sauvée et une autre guerre civile évitée. Le chef de police de Kaboul fut renvoyé pour son rôle dans la saisie des terres, tandis que le président Karzaï se penchait avec plus de soin et d'intérêt sur ce que l'on appelait par euphémisme la « réforme du ministère de la Défense nationale ».

Désarmement, démobilisation et réintégration; entreposage d'armes lourdes; expansion de la FIAS

Avec les opérations de sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle, le plus important projet auquel les soldats canadiens eurent participé pendant l'année 2003 fut le programme de Démobilisation, démilitarisation et réintégration, mis sur pied pour démobiliser les AMF ayant prêté allégeance à divers détenteurs de pouvoir. Non seulement le programme joua-t-il un rôle central dans la stabilité à court terme de Kaboul, mais il eut aussi des implications stratégiques dans le reste du pays. De plus, les retombées du processus allaient avoir une influence sur les rôles, missions et opérations du Canada en Afghanistan pour la décennie suivante. Par conséquent, la complexité du programme de DDR et ses imbrications méritent d'être abordées ici en détail, en raison de la façon dont ils allaient s'enchevêtrer avec plusieurs autres problèmes.

L'idée d'un processus de DDR dans le cadre d'un armistice n'est pas nouvelle. En Bosnie, le retrait des armes lourdes de Sarajevo en 1995 fut considéré comme un précurseur du processus de paix de Dayton. L'entreposage des armes lourdes, c'est-à-dire leur regroupement dans des dépôts sous la garde de la communauté internationale, ainsi que la démobilisation des armées dans toute la Bosnie furent exécutés par la Force de mise en œuvre dirigée par l'OTAN en 1996, puis contrôlés par la Force de stabilisation après 1997. Un ajout fut apporté à ces processus de stabilisation au Kosovo, à savoir le concept d'« accord militaire technique », selon lequel les forces belligérantes s'engageaient officiellement à mettre graduellement en œuvre le processus de DDR sous la surveillance de la force de stabilisation internationale.

Un programme semblable avait été mis sur pied pour l'Irlande du Nord. Presque tout le commandement de la FIAS et la plupart des soldats avaient une expérience de ces processus dans les Balkans et en comprenaient l'importance, particulièrement les officiers canadiens.

L'Accord de Bonn de 2001 établissait une entente technique militaire à Kaboul, mais il n'était pas mis en œuvre par la communauté internationale. Cet accord n'était pas un traité de paix; il s'agissait d'un accord entre les détenteurs de pouvoir pour la stabilisation et la reconstruction du pays sous un nouveau gouvernement. La FIAS n'était pas une force de maintien de la paix; sa raison d'être était le soutien de l'Administration transitoire afghane. En théorie, l'Alliance du Nord et l'Administration transitoire étaient toujours en conflit avec les talibans et Al-Qaïda. Les moyens de faire appliquer un accord militaire technique n'existaient tout simplement pas en 2002 ou 2003. Cela dit, le président Karzaï appuya entièrement le processus de DDR et prit, en janvier 2003, un décret présidentiel ordonnant que le ministère de la Défense et l'ONU démobilisent les formations et unités des milices afghanes. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Afghanistan, administré par la MMANU), qui comptait le processus de DDR parmi ses programmes, fut chargé de financer le processus de DDR et de le mettre en œuvre en partenariat avec l'Administration transitoire afghane. Pour ce faire, on misa sur le programme Nouveau départ pour l'Afghanistan, établi en avril 2003. Le Japon avait fourni des fonds et était aussi censé assurer une forme de commandement, mais, en août 2003, l'incompétence d'un conseiller militaire de l'ONU à Kaboul combinée au manège bureaucratique du Japon pour éviter la responsabilité de faire quelque chose exigeant un travail concret ou pour éviter d'assumer tout élément de risque, suscita un fort mécontentement à la FIAS et à la FOIM-180. Les Japonais déclarèrent qu'ils n'affecteraient aucuns fonds au projet avant que le ministère de la Défense ait été constitué. Absolument rien n'avait été accompli[54].

Comme nous l'avons vu précédemment, le Mgén Leslie et son état-major avaient déjà établi un plan de campagne pour la FIAS, dont le programme DDR était un élément crucial. À la mi-août 2003, le Mgén Leslie rencontra l'ambassadeur britannique et le commandant de la FOIM-180 afin de relancer le processus de DDR. Tous les participants reconnurent que le désarmement des milices était essentiel à l'établissement de la légitimité de l'Administration transitoire afghane à Kaboul, mais tous voyaient que le processus devrait en définitive être élargi à l'ensemble de l'Afghanistan. Le Mgén Leslie se chargea des aspects militaires de la mise en œuvre, en utilisant les plans de campagne canadiens établis plus tôt au cours de l'année.

Pour le Mgén Leslie et les planificateurs canadiens, il était évident que tout ce qui pouvait être fait pour réduire ou éliminer le pouvoir parallèle améliorerait les chances de survie de l'Administration transitoire. Les Étasuniens et les Canadiens de la FIAS établirent des relations de travail informelles tout en maintenant la MANUA et les Japonais à la tête du programme de DDR[55].

Pour que ce projet réussisse, des relations devaient impérativement être établies, non seulement entre les Afghans, mais aussi entre les membres de la communauté internationale lorsqu'il fut devenu évident que l'ONU était incapable d'opérationnaliser le processus de DDR et l'entreposage des armes lourdes. L'ambassadeur canadien Chris Alexander joua alors un rôle considérable, travaillant de concert avec le Mgén Leslie. Le fait d'avoir réuni les parties intéressées de la communauté internationale autour d'une même table et les responsables du ministère de la Défense nationale de l'Afghanistan autour d'une autre, d'avoir réuni les ressources nécessaires, puis d'avoir établi des liens entre les deux groupes pour faire avancer le DDR fut une réalisation importante pour les deux hommes, particulièrement dans le contexte de Kaboul en 2003.

Il est essentiel de noter ici que le Mgén Leslie, et encore moins Chris Alexander, n'aurait été en mesure d'exercer une telle influence sans la présence du 3e Groupe-bataillon du RCR, de la Compagnie ISTAR et du commandement canadien de la KMNB et sans la capacité d'offrir un soutien logistique à ces forces. C'est la synergie établie par les unités canadiennes, non seulement par leur présence à Kaboul, mais aussi par leur haut niveau manifeste de professionnalisme et d'efficacité, qui fut le fondement de cette influence, et non pas la simple présence d'une ambassade ou la capacité à distribuer des fonds d'aide au développement par l'entremise d'intermédiaires.

Si le processus de DDR était considéré comme un programme visant l'ensemble du pays, le Mgén Leslie et les planificateurs canadiens se rendirent rapidement compte que le retrait consensuel des armes lourdes de la capitale constituait pratiquement un autre problème à part entière, dont la résolution était nécessaire pour deux raisons : premièrement, un gouvernement légitime devait être établi le plus indépendamment possible de l'influence des milices toujours à Kaboul, dans le cadre de la prochaine Loya Jirga constitutionnelle; deuxièmement, une fois la légitimité de l'Administration transitoire établie dans les faits et non pas seulement en théorie, la démobilisation des armées des milices à l'extérieur de Kaboul serait en principe progressivement plus facile, particulièrement si elle s'accompagnait d'une solide campagne d'information. L'interrelation entre ces deux raisons ayant été établie, le problème devint l'opérationnalisation. L'ONU n'avait pas les ressources requises pour inventorier les armes lourdes et les entreposer où que ce soit, encore moins dans la capitale. Le processus de DDR visait essentiellement les soldats des milices, et non pas leur équipement; lorsque chaque formation et unité eut inscrit ses miliciens auprès du programme Nouveau départ pour l'Afghanistan, on les paya, leur remit un certificat de bons et loyaux services et les envoya chez eux.

Photo : Auteur

Photo : Auteur

Photo : MDN KA2004-A012D

Photo : MDN KA2004-A010D

Les diverses factions de l'Alliance du Nord étaient équipées de chars, de véhicules de combat d'infanterie, de systèmes de défense aérienne, de lance-roquettes et de pièces d'artillerie classique. Les opérations d'entreposage des armes lourdes réalisées par la FIAS jouèrent un rôle essentiel dans la réduction de la capacité des AMF à influer sur le processus politique.

Il y eut ensuite les détenteurs de pouvoir. Comment allaient-ils réagir à la confiscation de leurs chars, de leurs lance-roquettes multiples et de leurs missiles antiaériens? Dans cette partie du monde, la possession de telles armes, peu importe leur état de fonctionnement, était un signe de prestige et d'efficacité. Un commandant afghan pouvait avoir 12 chars, dont cinq étaient des chars « de service », mais en apparence il avait 12 chars, alors que son rival pouvait en avoir sept. Le ministère de la Défense, avec sa seule Brigade de l'Armée nationale, ne pouvait dicter la conduite des formations des milices. En apparence, ces dernières relevaient du ministère de la Défense, mais tous savaient que ce ministère, dont l'effectif était largement tadjik, entretenait des liens particuliers avec les milices tadjikes. La pression constante exercée par le président Karzaï pour une réforme du ministère de la Défense les rendait tous nerveux. Le projet exigeait donc beaucoup de finesse. Un seul faux pas, et la ville pouvait sombrer dans une autre guerre civile.

De fait, la FIAS dirigeait le programme d'entreposage des armes lourdes, et non pas l'ONU. Bien que l'entreposage ait commencé dans le cadre d'un programme distinct, il finit par devenir lié au programme de DDR. Le quartier général de la FIAS désigna et établit trois sites d'entreposage. Le site 1 était la base d'entraînement de Pol-e Charkhi, située de l'autre côté de la route, en face du quartier général de la KMNB. Le site 2 était situé à Chahar Asiab et le site 3, à Paghman, tous deux dans la zone d'opérations canadienne (voir la figure 4-9).

Les unités de la KMNB et celles de l'Armée afghane étaient chargées de repérer et d'aller trouver les formations des AMF dans les unités de leur secteur et d'effectuer le relevé de leurs stocks d'armements. Ensuite, on devait communiquer avec chaque commandant en passant par sa chaîne de commandement, quand celle-ci pouvait être déterminée, par l'entremise du ministère de la Défense, l'informer de ce qui se passait, dresser l'inventaire des armes et établir un calendrier de transport. Des véhicules de transport de charges lourdes et des porteurs de chars transportaient ensuite les armes lourdes aux sites d'entreposage, où, en théorie, le ministère déterminait ce qui pouvait être réparé et réutilisé et ce qui devait être envoyé à la ferraille[56]. Ce fut, selon le Mgén Leslie, « des thés et des dîners interminables, où on les déshonorait presque en leur faisant tenir des parades pour compter leurs soldats et obtenir leurs noms. Lorsqu'on avait obtenu leurs noms et déterminé qu'ils ne faisaient pas partie des niveaux de force proscrits de l'Armée afghane, on retournait sur place une semaine ou deux plus tard, et on disait : "Remettez-nous vos armes. Nous tenons une parade de désarmement[57]" » [Traduction].

L'entreposage des armes lourdes imposa un grand fardeau à la FIAS. Dès qu'une unité des milices était démobilisée, il fallait prévoir des transporteurs de chars (loués, empruntés ou libérés), des quantités substantielles de diésel pour les alimenter, une escorte armée pour le convoi, des ressources de récupération en cas de panne, un soutien pour les affaires publiques et, au besoin, des chauffeurs. L'ESN canadien pour les premières rotations de l'Op ATHENA offrit un important soutien à l'entreposage des armes lourdes.

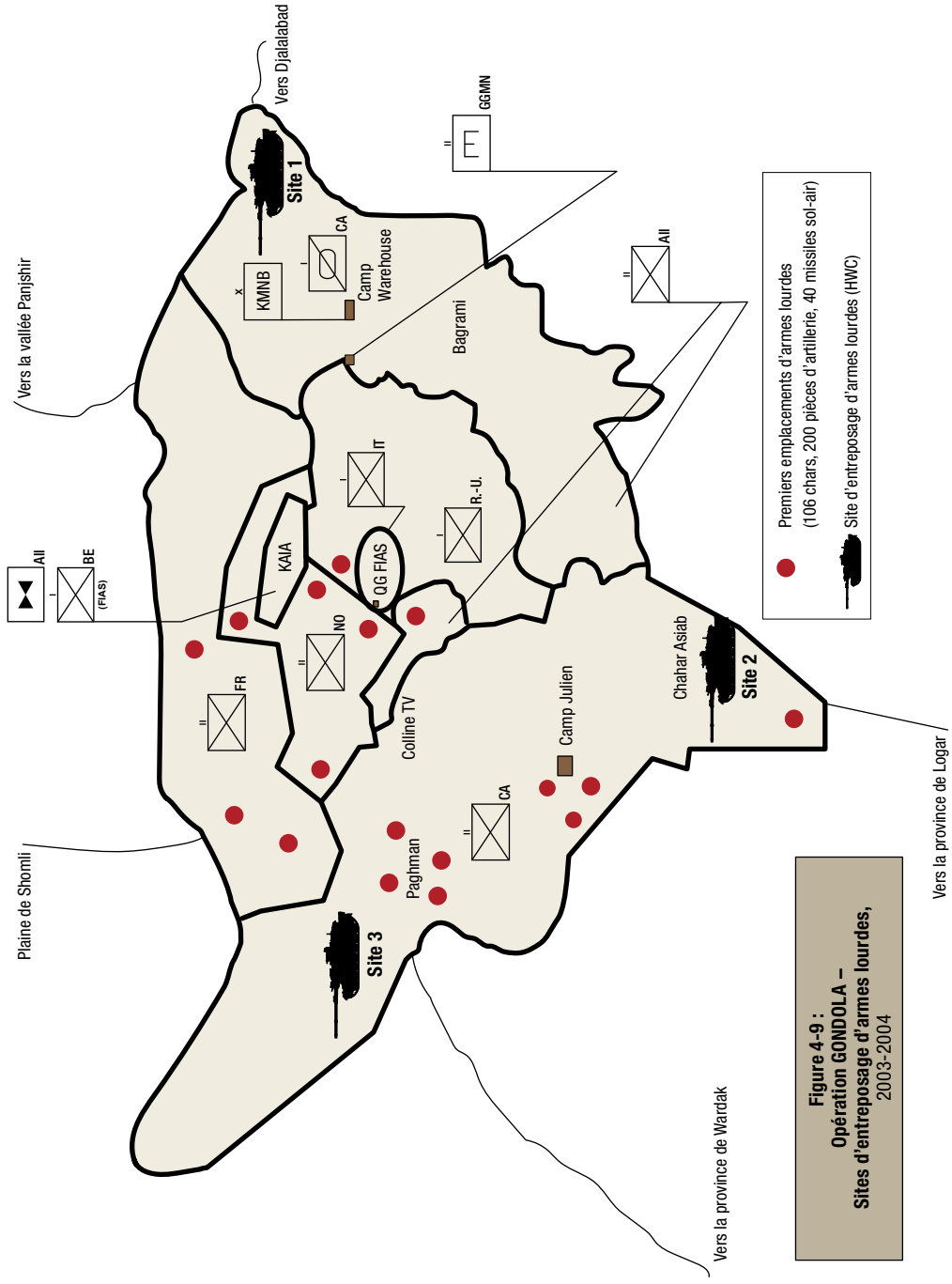


Figure 4-9 :
Opération GONDOLA –
Sites d'entreposage d'armes lourdes,
2003-2004

Figure 4-9 : Opération GONDOLA – Sites d'entreposage d'armes lourdes, 2003-2004

Le calendrier d'entreposage des armes lourdes était ambitieux – trop ambitieux, comme on le constata en 2004 alors que le processus était toujours en cours. Il était impossible d'entreposer toutes les armes lourdes de Kaboul avant la tenue de la Loya Jirga constitutionnelle. Mais un dynamisme psychologique découlant de l'initiative d'entreposage se fit sentir à l'approche de la Loya Jirga. Au besoin, la Compagnie ISTAR pourrait discrètement suivre l'affaire, tandis que l'Armée nationale afghane pourrait renforcer son rôle en matière de sécurité aux yeux du public grâce à des BMP propres, des uniformes resplendissants et une attention médiatique braquée sur elle. Suffisamment d'armes étaient entreposées pour créer l'impression d'une stabilité grandissante à court terme – ce qui suffirait à stabiliser la situation pour que la Loya Jirga constitutionnelle puisse avoir lieu.

Le processus de DDR coïncida alors avec d'autres processus : l'expansion prochaine de la FIAS, le rôle des EPR et les activités de DDR dans les provinces. De nombreux acteurs souhaitant que la FIAS augmente ses activités à l'extérieur de Kaboul, l'idée de deux coalitions internationales distinctes pour l'Afghanistan était de moins en moins sensée. Or, toute forme de fusion entre la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM rencontrait des obstacles importants de tous côtés. De façon générale, de nombreux membres européens de l'OTAN ne voulaient pas participer aux activités de « contre-insurrection » dirigées par les États-Unis et préféraient faire partie d'une force de stabilisation, même si les deux étaient autorisées par mandat de l'ONU. De nombreux gouvernements européens, minoritaires, ne croyaient pas pouvoir survivre politiquement en étant publiquement impliqués dans une « guerre » où il était question de « tuer » des gens. Pour eux, il était impératif d'appeler les choses autrement et d'écarter le plus possible la notion de « tuer » de la mission. La France souleva aussi une question secondaire concernant l'opposition européenne à l'action anglo-américaine contre le régime de Saddam Hussein en Irak : accepter de faire partie d'une coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan tout en refusant de participer à une telle coalition en Irak aurait été d'une incohérence un peu trop marquée pour certains[58].

Les États-Unis ne voulaient pas de la partie « antiterrorisme » de l'opération, notamment la traque des hauts gradés d'Al-Qaïda, sujette à l'ingérence de certains membres européens de l'OTAN, particulièrement des Français. Nombreux étaient ceux qui croyaient que les Français avaient compromis les opérations spéciales étatsuniennes de recherche de criminels de guerre en Bosnie et qu'ils avaient divulgué au gouvernement de Belgrade des ordres de mission aérienne au cours de l'Op ALLIED FORCE en 1999[59].

L'impulsion pour l'expansion de la FIAS de l'OTAN vint de plusieurs côtés. Le président Hamid Karzaï et Lakhdar Brahimi en étaient deux partisans. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, la préconisait lui aussi. Des membres du personnel du département d'État américain, y compris l'ambassadeur des É.-U., s'opposèrent à l'expansion et furent mis de côté, comme le fut la direction de la FOIM-180, qui était d'accord avec ces derniers. En effet,

on croyait de plus en plus dans de nombreux cercles « que l'Administration transitoire afghane (ATA) sous le président Karzaï n'allait peut-être pas survire, politiquement ou physiquement, à moins que la FIAS ne s'étende sur tout le territoire afghan »[60]. La direction de la Commission européenne à Kaboul plaidait elle aussi en faveur de l'expansion. En outre, plusieurs organismes d'aide internationale ne souhaitaient pas collaborer avec l'Op ENDURING FREEDOM dirigée par les États-Unis et voulaient que la FIAS se charge de la sécurité. Nombre de ces organismes croyaient obstinément que la FIAS constituait une sorte de force de maintien de la paix de l'ONU sur laquelle ils pouvaient s'aligner pour s'acquitter de leur travail soi-disant impartial[61].

Mises sur pied par les commandements étasuniens en Afghanistan vers la fin de 2002, les ERP devinrent un enjeu du débat. Leur rôle consistait à étendre l'autorité de l'Administration transitoire aux provinces en offrant des services de base en matière de liaison, de coordination, d'évaluation et de communication. Dans les secteurs où les talibans et leurs alliés étaient actifs, ces équipes étaient aussi chargées d'établir des cibles pour les opérations spéciales et les frappes aériennes. Malheureusement, en plus des problèmes d'effectifs et de la volonté de M. Rumsfeld d'étendre les activités de la FIAS, les États-Unis souhaitaient que des alliés prennent la direction de certaines des équipes. Au même moment, le concept des ERP fluctuait; certains les voyaient comme un point de convergence pour la prestation de l'aide à la reconstruction, en plus de leurs fonctions courantes. Alors que l'on tentait de déterminer pourquoi et comment elles seraient employées et qui les dirigerait, l'idée que les ERP pourraient jouer un rôle dans le désarmement et la démobilisation prit forme.

Soit dit en passant, certains membres de la FIAS de l'OTAN (particulièrement l'Allemagne, mais aussi le Canada plus tard) estimaient que les ERP faisaient partie d'une stratégie de sortie pour retirer leurs forces de Kaboul, ce qui donna lieu à des discussions bilatérales entre l'Allemagne et la FOIM-180 sur la prise en charge de l'ERP de Kondoz. L'idée que l'équipe de Kondoz puisse aider au désarmement et à la démobilisation fut soulevée par les États-Unis autour de cette période, de sorte qu'il est difficile de dire ce qui est survenu en premier : l'œuf ou la poule.

La question restait entière : qui commanderait les ERP? La FIAS? L'Op ENDURING FREEDOM (OEF)? Un commandement commun de la FIAS et de l'OEF? Tous les facteurs mentionnés ci-haut entrant en ligne de compte, la réponse ne pouvait être simple ni preste. Nombreux étaient ceux qui voulaient étendre les activités de la FIAS, mais avec les forces d'autres nations plutôt qu'avec les leurs. La question culmina en octobre 2003 lorsque la FIAS informa l'OTAN qu'elle ne s'étendrait pas au-delà de Kaboul si l'OTAN ne trouvait pas de forces suffisantes pour assurer la rotation du commandement au KAIA. En outre, il était nécessaire d'obtenir une modification du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU pour la FIAS avant que quiconque puisse sérieusement envisager une expansion. La chose fut faite assez rapidement à la mi-octobre dans les cercles de l'OTAN,

puis au Conseil de sécurité de l'ONU après que les Chinois eurent appuyé l'initiative. Le 13 octobre 2003, le Conseil de sécurité adopta à l'unanimité la résolution 1510 demandant l'expansion de la mission de la FIAS au-delà de Kaboul. Mais personne ne voulut engager de forces, sinon les Allemands à Kondoz[62].

Il fut quelque peu ironique de voir le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld faire l'éloge de la FIAS lors d'une visite et déclarer que la FIAS sous la direction de l'OTAN était « tout à fait appropriée » pour l'Afghanistan. L'approche de la FIAS à Kaboul était grandement influencée par la participation de l'OTAN à la Force de protection de l'ONU, aux forces de mise en œuvre et de stabilisation, à la Force pour le Kosovo et à l'intervention en Macédoine, des initiatives que M. Rumsfeld avait si ardemment souhaitées au début de son mandat de secrétaire à la Défense[63]. En revanche, sa moquerie à propos de la « vieille Europe » était justifiée compte tenu des énormes efforts consacrés à ergoter sur les détails et à ménager les susceptibilités relativement à l'expansion de la FIAS. Les nations européennes, avec leurs millions d'habitants (plus d'un million de militaires) et leurs milliards de dollars, n'étaient pas en mesure de trouver 500 militaires pour gérer l'aéroport international de Kaboul. En outre, avec toute son expérience du maintien de la paix et du désarmement, l'ONU n'était pas en mesure de gérer un programme de désarmement et de réintégration. Comment les deux institutions pourraient-elles gérer une campagne de terrorisme prolongée contre elles et conçue pour contrecarrer leurs activités de stabilisation?

Terrorisme et EEI

Le terrorisme n'était pas une nouveauté quand la KMNB chapeautée par le Canada arriva à Kaboul en août 2003. La FIAS avait été la cible d'attaques à la roquette et de mines depuis sa création. Le premier attentat à l'EEI contre la FIAS avait eu lieu en septembre 2002, mais en mars 2003, les engins étaient devenus plus perfectionnés, comme le montra la découverte du premier engin commandé à distance. En mai 2003, des engins filocommandés étaient déjà utilisés à Kaboul. Les premiers EEI embarqués furent employés en septembre 2002, puis en juin 2003 contre un convoi allemand avec des résultats spectaculaires[64]. Le nombre d'attentats à l'EEI fut relativement faible par comparaison à ce qu'allaient connaître les Canadiens dans le Sud de l'Afghanistan après 2005, quoique l'utilisation de ces engins était une chose relativement nouvelle pour les troupes et les commandants canadiens (sans parler des médias et des politiciens)[65].

Qui et pourquoi? Telle était la question. On trouvait aisément des munitions partout en ville et dans les environs, et nombre de citoyens souffraient de divers troubles mentaux ou éprouvaient un besoin de vengeance. Si aucune organisation ne revendiquait un attentat, il était difficile de conclure que celui-ci constituait un message à la FIAS ou à la communauté internationale de la part de certains groupes ou dirigeants en colère.

Les forces canadiennes à Kaboul avaient affaire à plusieurs organisations cherchant à déstabiliser l'Autorité transitoire, certaines anti-talibanes, d'autres pro-talibanes. La ville abritait des survivants et sympathisants talibans, mais à l'automne 2003, l'insurrection talibane en était à ses premiers balbutiements. En effet, le mollah Omar tenait ses premières chouras entre le milieu et la fin de l'année 2003 – l'une à Peshawar et l'autre à Quetta, au Pakistan. Celle de Quetta allait devenir la structure de commandement de l'insurrection qu'affronta le Canada de 2005 à 2011 dans le Sud, alors que celle de Peshawar constitua l'un des adversaires à Kaboul et dans les provinces environnantes. Au début du mois de septembre 2003, le centre canadien du renseignement de toutes sources (CRTS) et la Compagnie ISTAR recevaient presque quotidiennement des rapports d'activités associées aux talibans. Ces rapports, provenant surtout du district de Chahar Asiab et de la province de Logar, contenaient de multiples avertissements relativement au déploiement d'EEI embarqués. Certains rapports indiquaient aussi que Anwar Dangar, ancien commandant de l'Alliance du Nord et associé de Fahim Khan qui avait fait défection pour rejoindre les talibans et qui figurait parmi les talibans les « plus recherchés », faisait du recrutement pour la cause talibane dans l'ouest de Kaboul[66].

À cette époque, la menace terroriste la plus importante pour la FIAS n'était toutefois pas les talibans proprement dits, mais plutôt l'organisation fondamentaliste HiG, dirigée par Gulbuddin Hekmatyar. Le HiG fut l'un des premiers groupes djihadistes anticommunistes des années 1980 à avoir la faveur des services de sécurité pakistanais. Le HiG fut l'instigateur de la plupart des violences à Kaboul en 1992 et 1993, après que Gulbuddin Hekmatyar eut été exclu des ententes de partage du pouvoir conclues après la défaite du régime Najibullah. Il prit le parti des talibans après 1996 et devint un adversaire de l'Alliance du Nord, notamment du moudjahid Ahmed Shah Massoud, son rival des années 1980. Si le HiG était principalement pachtoune sur le plan ethnique, il comptait de nombreux sympathisants à Maidan Shar, dans la province de Wardak, ainsi que dans le Sud, dans la province de Logar.

Le HiG était considéré comme responsable de la plupart des activités terroristes contre la FIAS à la fin de 2002 et dans le cours de 2003. Par conséquent, l'organisation attira beaucoup l'attention de diverses forces antiterroristes basées en Afghanistan, celles de la FIAS, entre autres, particulièrement à la suite de l'attentat à la bombe contre un autobus allemand en juin. Ainsi, les forces de sécurité afghanes, avec le soutien de la FIAS et d'autres éléments de la coalition, furent en mesure d'arrêter un certain nombre de chefs de cellules du HiG à Kaboul le 19 août, le 31 août et le 26 septembre 2003. Elles manquèrent de peu le cerveau de l'attentat, un certain Mamor Malang[67]. La rafle du 31 août fut importante en ce sens qu'elle donna lieu à la capture d'un commandant du HiG appelé Mohammad Qalamuddin (dit Qalam), qui avait été l'un des commandants du HiG dans le district de Sarobi dans les années 1980. La Compagnie ISTAR canadienne localisa et traqua Qalam; la compagnie

d'infanterie britannique établit un cordon et la DNS l'arrêta ainsi que trois complices. Du matériel de fabrication d'explosifs et des armes furent trouvés en sa possession[68].

Gulbuddin Hekmatyar, personnage impitoyable mais politiquement rusé, voulait désespérément redevenir l'acteur qu'il croyait avoir déjà été sur la scène politique afghane. Il était prêt à toutes les alliances pouvant servir ses ambitions. Le HiG, qui avait des représentants auprès de la choura du mollah Omar à Peshawar, exploitait des installations d'approvisionnement, de recrutement et d'entraînement dans le nord-ouest du Pakistan. Certains pensaient de lui qu'il était un élément des services de sécurité pakistanais, envoyé pour créer des remous à Kaboul et entraver le processus de stabilisation de l'Administration transitoire afghane. En réalité, les talibans mettant sur la touche le HiG en tant que principale ressource pakistanaise, la situation incita probablement M. Hekmatyar à montrer de quoi il était capable et à sauver la face[69]. Un jour, l'un de leurs fabricants de bombes se fit exploser par accident en préparant un engin qui était destiné à tuer le président Karzaï; d'autres ratés d'allumage furent aussi soupçonnés. À la fin du mois de septembre 2003, la FIAS avait reçu des rapports indiquant que le mollah Omar était contrarié de l'inefficacité du HiG et qu'il avait eu, avec Gulbuddin Hekmatyar, une confrontation dont le but était de le motiver[70].

Le meurtre du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger et ses conséquences, 2 octobre 2003

Les avertissements de plus en plus nombreux concernaient l'éventuel déploiement d'EEI embarqués et commandés à distance sur les principales routes de service de la FIAS entre le Camp Warehouse, l'aéroport de Kaboul, le quartier-général et le Camp Julien. La Compagnie de police militaire de la KMNB, en collaboration avec la Compagnie ISTAR, prépara l'opération de contingence AEGIS, qui devint ensuite l'Op BASEBALL. Cette dernière établissait des miradors à découvert et d'autre camouflés sur les itinéraires d'approvisionnement pour tenter de repérer des cellules EEI posant des engins ou de repérer des véhicules suspects. L'idée était de décourager les activités ennemies, d'identifier les acteurs lorsque ceux-ci se plaignaient du peu d'occasions s'offrant à eux, puis de les suivre jusqu'à leurs chefs.

Dans Kaboul Ouest, le 3e Groupe-bataillon du RCR poursuivait ses opérations-cadre dans les DP. En outre, le Lcol Denne restait préoccupé par les régions rurales des districts ouest et leurs liens avec les itinéraires dans les vallées menant à la province de Wardak à l'ouest et à la province de Logar au sud. Un certain nombre de problèmes se posait. Premièrement, la FIAS n'avait pratiquement pas patrouillé dans ces secteurs avant l'arrivée du 3e Groupe-bataillon du RCR, de sorte que l'on savait peu de choses sur ceux qui s'y trouvaient, ce qu'ils faisaient et ceux qu'ils soutenaient. Deuxièmement, les terroristes, les trafiquants de drogue ou les opposants à l'Administration transitoire afghane ne reconnaissaient pas la frontière artificielle délimitant la zone d'opérations de la FIAS.

Le RCR monta l'Op WOLVERINE afin de recueillir des renseignements sur ces régions. WOLVERINE était séquentielle : le district ouest était divisé en sous-secteurs, de A à E. Le peloton de reco, doté d'un officier observateur avancé, d'un contrôleur aérien avancé et d'un membre du Génie, patrouilla dans ces régions dans le but de montrer la présence de troupes. L'Op WOLVERINE fut suspendue, pendant que l'Op POWER PLAY était au centre des activités, avant de reprendre pleinement son cours. L'Op GRIZZLY, quant à elle, fut essentiellement un prolongement de WOLVERINE[71]. Un certain nombre de vallées et de creux au sud-ouest du Camp Julien retinrent l'attention, notamment la vallée de Jowz. Les patrouilles du 3e Groupe-bataillon du RCR parcoururent les localités afin d'y recueillir des renseignements, tandis que les équipes de la COCIM examinaient la possibilité d'étendre les projets d'aide aux populations de ces régions. Dans ces lieux sauvages et désolés, les populations se clairsemaient à mesure que les patrouilles s'éloignaient de Kaboul. Les chemins, non pavés, se résumaient bien souvent à des sentiers de chèvres.

Le 2 octobre 2003, un véhicule Iltis canadien fut touché par une explosion lors d'une patrouille dans la vallée de Jowz. Le Sgt Robert Short et le Cpl Robbie Beerenfenger furent tués et trois autres soldats furent blessés. Alors que les médias s'affairaient à affirmer que l'Iltis n'était pas un véhicule adapté à la patrouille, le contingent canadien pleurait la mort de deux soldats. Les experts en NEM du 24e Escadron de campagne se rendirent sur les lieux de l'explosion pour déterminer ce qui s'était produit. Ils établirent qu'au moins une mine antichar TM-57 soviétique ainsi qu'un autre engin avaient détruit l'Iltis et tué les membres de l'équipage. L'engin se trouvait dans une ornière sur la route. Les membres du Génie avaient précédemment vérifié la route, c'est-à-dire qu'il s'agissait d'une route connue. La veille, une ambulance Bison et un camion du Génie avaient parcouru la route du sud au nord; un LAV III, une ambulance Bison, un camion du Génie et deux véhicules Iltis l'avaient aussi parcourue précédemment. Les membres du Génie conclurent que la mine avait été placée entre les passages des convois et qu'il ne s'agissait pas d'une ancienne mine[72].

Les meurtres furent présentés comme le résultat d'une « explosion de mine » afin d'atténuer le tollé pendant que l'on tentait de démêler les motifs inextricables de l'attentat. Le Sgt Short et le Cpl Beerenfenger furent victimes d'un meurtre à forfait orchestré par le HiG. Les assassins avaient été payés entre 5 000 et 10 000 $. L'une des théories était que les patrouilles canadiennes accrues dans les districts ouest avaient perturbé le trafic de drogue et que l'attentat était un avertissement aux Canadiens. Une autre théorie voulait que l'attentat eût été commandé par quelqu'un des AMF qui ne voulait pas que les unités des AMF soient démobilisées. Si, en principe, il existait encore une menace à Kaboul, les AMF ne seraient pas démobilisées. Selon une troisième théorie, l'attentat était attribuable à ceux qui étaient à l'origine de la tentative de coup d'État et qu'il s'agissait d'une revanche contre l'Op POWER PLAY. Le Mgén Leslie conclut, à titre personnel, que l'attentat était prémédité et politiquement motivé et que les meurtriers avaient été payés[73].

Photo : MDN KA2003-A358D

La gigantesque chargeuse frontale Zettelmeyer était certifiée apte aux opérations de déminage dans certaines conditions. Celle-ci est tombée sur une mine lors du déminage sur une route de Kaboul Ouest.

Le Lcol Denne voulut organiser une mission de déminage, l'Op OVERTHROW, dans la vallée de Jowz, afin de montrer que le Canada allait maintenir le haut du pavé psychologique et qu'on ne le dissuaderait pas de patrouiller dans les districts ouest. L'Op OVERTHROW embusquait la nuit des équipes de reco pour observer la vallée. Puis, le Génie déminait la route pour le passage de la Compagnie Para et la Compagnie Québec. La partie secrète de l'opération se déploya le 7 octobre 2003. Mais l'effort principal de l'Op OVERTHROW était toujours repoussé en raison d'autres activités dans la ville. Puis, le 29 octobre, quand les membres du Génie allèrent déminer l'itinéraire, un véhicule de terrassement blindé Zettelmeyer frappa une mine qui le mit hors service et ébranla son conducteur sans toutefois le blesser gravement. L'Op OVERTHROW fut suspendue[74].

Le meurtre du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger incita le 3e Groupe-bataillon du RCR à revoir ses dispositions et son équipement. Une demande fut reçue pour le déploiement de plus de transports de troupes blindés Bison à huit roues, tandis que les compagnies dotées de véhicules Iltis étaient limitées aux chemins compactés dans la ville. La Compagnie Charles, avec ses véhicules LAV III, prit le relais dans les districts ouest, mais dans une certaine mesure seulement, étant donné que ce type de véhicule serait aussi requis dans la ville au cas où d'autres troubles surviendraient avec les milices[75].

La traque des responsables des meurtres était maintenant lancée, mais il faudrait du temps pour établir leur identité exacte. Avant les meurtres du 2 octobre, la FIAS avait été informée d'une opération conjointe du Royaume-Uni et des États-Unis visant les chefs

du HiG, une coïncidence que la FIAS allait exploiter. Au cours de la nuit du 7 octobre, des données de renseignement utiles furent obtenues relativement au lieu où pouvait se trouver Abu Bakr, commandant principal du HiG dans la région de Kaboul (qui était tadjik, soit dit en passant). L'information fut transmise au quartier général de la KMNB et la Compagnie ISTAR déploya des ressources pour observer l'endroit, lequel se trouvait dans la zone d'opérations britannique. Quand le service de police de la ville de Kaboul fut alerté, la compagnie du Royaume-Uni forma le cordon extérieur, la police afghane investit les lieux et Abu Bakr fut arrêté[76].

La FIAS resta à l'affût de toute information sur l'attentat du 2 octobre. Une source indiqua qu'Anwar Dangar était impliqué et qu'il aurait transporté des mines dans les districts ouest à la fin du mois d'août pour les utiliser contre des cibles de la FIAS[77]. Toute affaire cessante ou presque, le 3e Groupe-bataillon du RCR se mit en chasse de tout ce qui pouvait être relié au HiG dans sa zone d'opérations. Le 14 octobre, des sources locales établies par le personnel canadien indiquèrent que M. Dangar se trouvait dans le village de Chaki Wardak pour y rencontrer trois commandants subalternes talibans. Un agent taliban qui avait transporté des détonateurs télécommandés et les avait distribués aux insurgés y rencontra Anwar Dangar[78]. Puis, le 28 octobre, des équipes du renseignement humain et le CRTS canadien traquèrent les responsables de l'attentat dans la province de Logar, qui se trouvait malheureusement à l'extérieur de la zone d'opérations de la FIAS[79]. Le rôle de M. Dangar était désormais moins qu'évident.

Le problème était que les ressources du 3e Groupe-bataillon du RCR et de la KMNB n'étaient pas infinies. Le Lcol Denne dut trouver un juste équilibre entre la mise sur pied d'une opération contre-insurrectionnelle rurale prolongée comme mesure de protection de la force et le maintien des patrouilles urbaines pour assurer la stabilité du district, tout en tenant à l'œil les milices de Sayyaf. L'Op FOXHOUND, l'opération intensifiée des DP 5 et 14, suspendue en raison de l'Op POWER PLAY, était maintenant en suspens en raison de l'Op OVERTHROW. Une personne d'intérêt semblait être au centre des événements, mais il pouvait y en avoir d'autres. Le Groupe-bataillon devait-il porter son attention uniquement sur Anwar Dangar? Ou la Compagnie ISTAR devait-elle le faire? Combien de militaires de la Compagnie ISTAR devait-on affecter à une telle opération? Le Lcol Denne et son personnel allaient continuer à réfléchir à la répartition de leurs effectifs pendant les mois d'octobre et novembre, à l'approche de la Loya Jirga constitutionnelle[80].

La capture d'Abu Bakr eut d'autres répercussions. La DSN, fâchée parce que la police avait participé à l'opération, tenta de brouiller les pistes en affirmant que l'homme capturé n'était pas Abu Bakr. Des sources de la FIAS indiquèrent que le HiG préparait des représailles contre la FIAS pour l'arrestation de Bakr. Le HiG et les talibans organisèrent subséquemment une campagne de propagande contre l'Administration transitoire et la FIAS dans les

mosquées de Kaboul, ce qui n'avait pas été prévu par les Opérations d'information de la FIAS, ces dernières n'ayant pas pensé que les institutions religieuses pouvaient servir de canal d'information. Par conséquent, le Bgén Devlin commença à rencontrer régulièrement les chefs religieux de la ville afin d'établir des relations et de contrer les messages des insurgés[81].

Au début de novembre 2003, une source britannique (ne faisant pas partie de la FIAS et ne participant pas à son processus) informa le Mgén Leslie que des renseignements étaient disponibles au sujet des déplacements futurs des tueurs du 2 octobre. Il était possible qu'ils reviennent en ville pour participer à l'opération visant à venger la capture d'Abu Bakr. Le Mgén Leslie demanda au QGDN du Canada l'autorisation de confier la détention aux Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN). Un plan fut établi pour qu'un peloton d'infanterie canadien de la Compagnie Para agisse comme force d'entrée, avec l'appui d'une compagnie de Gurkhas. Étant donné qu'il n'existait pas d'installations de détention canadiennes, les Britanniques se chargeraient des terroristes une fois appréhendés. Cette opération, appelée CUTAWAY, eut lieu à six heures de préavis, le 14 novembre. Une autre opération, VICTOR, impliquant la capture éventuelle d'un membre du HiG à l'ouest des districts ouest par la Compagnie Charles, reçut un préavis de mouvement de huit heures[82]. Le lendemain, les contacts britanniques déterminèrent que leur source était probablement morte. L'Op CUTAWAY fut mise en suspens, en attendant que les cibles réapparaissent[83].

Coordination de la sécurité entre la FIAS et l'Administration transitoire afghane

Pour les commandants de la FIAS, les événements relatifs à l'op POWER PLAY illustraient les problèmes qu'entraînait le fait que trop d'armées et trop de détenteurs de pouvoir étaient en concurrence avec l'Administration transitoire afghane, seule organisation à Kaboul dont la communauté internationale reconnaissait la légitimité. Les détenteurs de pouvoir avaient soi-disant accepté cet état de choses en novembre 2001 dans l'Accord de Bonn; or, s'ils respectaient la lettre de l'Accord, ils n'en respectaient pas l'esprit. Le processus de DDR sous la direction de l'ONU et du Japon s'enlisait déjà à l'arrivée des Canadiens en août et, bien que les Français, les Britanniques et les Étasuniens eussent réalisé des progrès dans la formation de l'Armée nationale afghane, celle-ci n'était absolument pas en position de défier les détenteurs de pouvoir et leurs forces mécanisées. Il fallait agir pour relier la nouvelle armée au gouvernement et faire changer d'allégeance les forces des milices, ou les convertir, afin qu'elles ne puissent être utilisées pour appuyer des structures de pouvoir parallèles, non seulement à Kaboul, mais dans tout le pays.

Le problème concernait les dispositions relatives au commandement et au contrôle pour le ministère de la Défense afghan. Au début de la mission canadienne à Kaboul, le « ministère de la Défense » était un terme pratique désignant tout un groupe de généraux

de milices afghanes, leurs forces et leurs bienfaiteurs. Quand Hamid Karzaï défia ces personnes sur la question de « l'appropriation des terres » en septembre, il décida de réformer ce ministère dans le but de prévenir toute insubordination future en réduisant le nombre de commandants tadjiks. Certains craignirent que l'établissement d'un « équilibre ethnique » ne ralentisse encore plus le processus de DDR; un détenteur de pouvoir de la province de Parwan ruait déjà dans les brancards, prévenant qu'il ne se laisserait pas confisquer ses armes sans rien dire[84].

Au même moment, le ministre Jalali éprouvait des problèmes avec le ministère de l'Intérieur. Ce dernier avait-il autorité sur la DNS? Dans quelle mesure avait-il l'obéissance ou la fidélité des commandants des districts de police de Kaboul? Il n'existait apparemment rien de semblable au programme de DDR pour les forces de police.

La Loya Jirga constitutionnelle à venir allait nécessiter un énorme déploiement de sécurité pour la protéger de toute ingérence externe. Les opérations de sécurité devaient avoir une image afghane, sans quoi l'impression que M. Karzaï était un pantin de la communauté internationale aurait été exploitée par tous. Toutes les personnes impliquées dans le processus le comprenaient. En réunissant les dirigeants des forces de sécurité afghanes à l'ONU et à la FIAS, on parviendrait à atteindre les deux objectifs. C'est ainsi que la FIAS proposa gentiment au ministre Jalali qu'il établisse un centre de coordination conjointe de la sécurité[85]. Pendant ce temps, le Mgén Leslie effectuait des visites à Kaboul afin d'obtenir l'appui de divers antagonistes, tandis que le Bgén Devlin faisait de même auprès des gens de la rue. Le 25 septembre, le Centre de coordination conjointe de la sécurité était en activité.

Le 2 octobre 2003, d'anciens officiers des milices organisèrent la première de nombreuses manifestations au bureau du ministère de la Défense pour protester contre leur démobilisation[86]. On ne savait pas très bien si ces manifestations étaient spontanées ou politiquement orchestrées, mais elles suscitaient des inquiétudes non seulement pour la poursuite du processus de DDR, mais aussi à l'égard des tactiques employées par divers détenteurs de pouvoir. La FIAS obtint des renseignements indiquant que des réunions dirigées par MM. Rabbani et Sayyaf avaient été tenues les 26 septembre et 5 octobre. MM. Abdullah, Bismillah Khan, Fahim Khan, Taj Mohammad Wardak et Yunis Qanuni y avaient aussi assisté. Les réunions visaient à organiser une campagne de propagande conçue pour discréditer Hamid Karzaï, puis promouvoir M. Rabbani en tant que prochain chef (fondamentaliste) de l'Afghanistan. Le plan consistait notamment à prendre à partie le processus de DDR, parce que les détenteurs de pouvoir ne voulaient pas perdre le commandement de leurs armées[87].

On ne peut que spéculer sur la mesure dans laquelle les fondamentalistes parmi ces hommes interagissaient par des intermédiaires avec les fondamentalistes talibans ou du HiG pendant cette période. À l'époque, il était impératif de redynamiser le processus de DDR

afin de réduire la menace du pouvoir militaire, qui pouvait être exercé sur l'Administration transitoire afghane et sur le processus de la prochaine Loya Jirga constitutionnelle.

Hamid Karzaï passa à l'acte et, le 16 octobre, le ministère de la Défense avait été restructuré en y nommant 22 nouveaux dirigeants. Le Gén Abdul Rahim Wardak (un pachtoune) fut nommé sous-ministre, tandis que Bismillah Khan (un tadjik) fut nommé chef d'état-major. Fahim Khan conserva son poste de ministre, mais Bismillah Khan et lui étant des rivaux de longue date, les trois se faisaient contrepoids[88]. La réforme du ministère et les liens établis entre les divers services de sécurité dans la ville faisaient augmenter les chances de succès du processus de DDR et de la Loya Jirga constitutionnelle.

Au moment des premières réussites du ministère de la Défense, la MANUA souleva la question des initiatives pour dynamiser la structure de gouvernance de l'Administration transitoire en se servant de la FIAS. La MANUA se plaignit que des problèmes majeurs persistaient en raison d'un manque de communication et de coordination entre les divers ministères de l'Administration transitoire afghane et de l'absence d'indications claires quant aux implications financières rattachées à la gestion du gouvernement. Au cours de cette réunion, on fit valoir qu'il serait possible qu'un groupe de gestion des politiques prête main-forte au cabinet afin de déterminer des objectifs stratégiques et coordonner les activités des divers ministères, dans le but de préserver certaines compétences tout en établissant une cohérence générale sur le plan des politiques[89]. La MANUA tenta en vain de mettre efficacement cette idée en application à long terme. D'autres demandaient discrètement de l'aide, comme Abdul Karimi au ministère de la Justice, qui n'obtenait pas des Italiens toute l'aide dont il avait besoin. « Les institutions afghanes ont de plus en plus tendance à requérir les bons offices de la FIAS afin de régler les problèmes de susceptibilités politiques ou d'intervenir lorsqu'elles subissent des pressions politiques auxquelles elles peuvent difficilement résister afin que les projets de réforme puissent suivre leur cours. La FIAS ne devrait pas être poussée dans des dédales politiques internes. Cependant, en étant considérée comme un tiers fiable et efficace, la FIAS peut utiliser son influence pour favoriser les communications interministérielles[90] » [Traduction]. En 2004, Hamid Karzaï entra en contact avec le contingent canadien de la FIAS pour mettre sur pied une telle organisation. Celle-ci sera finalement déployée en 2005, sous le nom d'Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan.

L'équipe d'entraînement intégrée du Canada et l'Armée nationale afghane

La FO PHOENIX, assurant la direction étasunienne de l'Armée nationale afghane comme pilier de l'Accord de Bonn, fut un élément essentiel de la création d'une armée nationale afghane légitime pour faire contrepoids aux forces des milices. L'organisation était constituée d'instructeurs étasuniens, britanniques et français détachés de leurs contingents

de l'Op ENDURING FREEDOM. La FO Phoenix était commandée par le Groupe interarmées pour les opérations civilo-militaires (CJCMOTF) – un commandement étasunien relevant du Bureau de coopération militaire en Afghanistan (OMC-A) – et ne faisait donc pas partie de la FIAS. Le camp destiné à la 1re Brigade de l'Armée nationale afghane était en construction, à côté du Camp Julien, et la FO Phoenix était à la recherche d'installations pour plusieurs équipes d'entraînement intégrées (ETT) des États-Unis. Le contingent canadien auprès du CJCMOTF reçut alors des États-Unis une demande informelle pour l'hébergement éventuel des équipes d'entraînement au Camp Julien[91]. Le Mgén Leslie appuya cette idée afin de simplifier le plan défensif pour le Camp Julien, mais aussi pour améliorer les relations avec les forces étasuniennes en activité dans Kaboul, compte tenu des problèmes de coordination que posait la présence de plusieurs coalitions dans la ville[92].

Un certain nombre d'autres facteurs concomitants incitèrent le Canada à participer à la formation de l'armée afghane en 2003, ce qui allait paver la voie à l'importante participation du Canada aux équipes de liaison et de mentorat opérationnel au cours de la période 2006 à 2011 et au-delà. Premièrement, les officiers canadiens membres du CJCMOTF souhaitaient recourir au programme canadien d'aide à l'instruction militaire pour appuyer la FO Phoenix. Deuxièmement, les planificateurs à Ottawa, dans leurs discussions avec le Mgén Leslie, envisageaient déjà un plan de sortie pour Kaboul; l'EPR était un pas vers la sortie, mais une participation à la formation de l'Armée nationale afghane pouvait en constituer un autre. Offrir une forme d'aide à la FO Phoenix permettrait au Canada de garder ses options ouvertes en Afghanistan[93].

Quand les membres de l'équipe de la FO PHOENIX visitèrent le Camp Julien pour en évaluer les installations de stockage, ils demandèrent de façon informelle si le Canada souhaitait participer aux activités de la FO PHOENIX en y affectant une équipe d'entraînement intégrée qui contribuerait à former la 1re Brigade de l'Armée nationale afghane. Le Col Hodgson trouva l'idée bonne et en fit part au Mgén Leslie, qui se trouvait au beau milieu de l'Op POWER PLAY. La nécessité d'une armée nationale viable fut mise en évidence au cours de ces événements. Une organisation aurait un jour à remplacer les AMF, non seulement à Kaboul, mais dans tout le pays, la formation d'une Armée nationale afghane (ANA) étant un élément essentiel à la viabilité future du gouvernement central. Pour que la sécurité puisse être établie dans tout l'Afghanistan, il faudra que l'Armée nationale afghane devienne une organisation indépendante assurant une présence viable à la grandeur du pays[94].

Des débats internes eurent lieu. À Ottawa, le personnel du sous-chef d'état-major de la Défense (SCED) ne voulait pas que les commandants sur place prennent au nom du Canada des engagements pouvant avoir de plus vastes implications. L'une des questions étudiées fut

la possibilité que des bataillons de l'Armée afghane (*kandaks*) aient à se déployer à l'extérieur de Kaboul avec leurs instructeurs, soit pour appuyer l'Op ENDURING FREEDOM, soit pour soutenir l'Administration transitoire afghane qui s'apprêtait à exécuter le processus de DDR. On assura Ottawa que la FO Phoenix n'était pas associée à la FOIM-180 et qu'elle ne jouait absolument aucun rôle offensif. Les Canadiens à Kaboul rappelèrent à Ottawa que, de toute façon, le mandat de la FIAS consistait en partie à aider à la formation des unités de l'Armée afghane, et que l'aide du Canada était demandée[95].

Le SCEMP acquiesça, en indiquant clairement qu'aucune ressource humaine ou financière supplémentaire ne serait envoyée pour appuyer cette initiative. Les ressources devraient provenir de la FO Kaboul. Les commandants canadiens examinèrent la question après avoir demandé l'avis de leurs homologues étasuniens et déterminèrent que 20 officiers et militaires du rang pourraient être affectés à l'initiative. Il y aurait trois mentors par compagnie, quatre compagnies, ainsi que six membres du personnel et deux chefs d'équipe. Le but était de former, instruire et encadrer le commandement du 1er Kandak, 1re Brigade[96].

L'Équipe d'entraînement intégrée (ETT) canadienne fut formée officiellement le 7 octobre 2003. Ses membres portaient des uniformes DCamC pour condition aride pour les distinguer des membres de la FIAS revêtues d'un uniforme vert et des membres de l'Armée afghane, qui portaient des uniformes de camouflage verts à motifs forestiers. En mettant l'accent sur la formation individuelle et collective, l'ETT canadienne adapta la formation du kandak aux opérations de sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle, et non pas, par exemple, aux opérations mécanisées. À l'occasion, la Batterie F se joignait à l'ETT canadienne pour l'entraînement au tir de mortier. Tous les Canadiens eurent à sa familiariser avec la pléthore d'armes légères et d'armes d'appui soviétiques et chinoises qu'utilisaient les Afghans.

L'ETT canadienne dut s'adapter à la façon dont le 1er Kandak était organisé et dirigé. Constitué en 2002, il comptait environ 360 militaires. Le commandement du bataillon afghan était essentiellement constitué de combattants moudjahidines des années 1980, tandis que certains des soldats avaient servi auprès de l'une ou l'autre des armées des factions à la fin des années 1990. Comme le souligna le capitaine (Capt) Michael Chagnon de l'ETT canadienne, « ils ne suivaient aucune doctrine, aucune tactique normalisée ni aucune norme établie, et avaient été soumis à diverses formations, d'abord auprès des Forces spéciales de la Réserve des États-Unis, ensuite auprès d'instructeurs britanniques, puis auprès d'ETT étasuniennes de la 10th Mountain Division » [Traduction]. Ce fut comme si l'ETT canadienne reprenait tout à partir de zéro. Les Afghans réussirent les exercices de tir avec diverses armes, mais l'interaction avec les sous-officiers et officiers s'avéra difficile. Cela dit, l'ETT canadienne, avec une infinie patience, finit par s'adapter et aider les Afghans à améliorer leur situation et à se préparer à protéger leur nouvel État[97].

Sur le plan stratégique, la contribution canadienne à la FO Phoenix eut des retombées positives. En effet, chose singulière, le contingent canadien provenait de la FIAS et non pas de l'Op ENDURING FREEDOM, même si la situation allait changer l'année suivante lorsque l'Op ARCHER fut mise sur pied en tant que mission distincte englobant les ETT canadiennes et autres activités canadiennes auprès de l'Op ENDURING FREEDOM. Les états-majors de l'OTAN à l'AFNORTH se félicitèrent d'avoir eu la clairvoyance d'établir un tel accès auprès de la FO Phoenix[98].

Au cours de cette période, le 3e Groupe-bataillon du RCR chercha à obtenir une mission semblable auprès de la police afghane locale. Il ne s'agissait pas d'une mission distincte officielle, même si les Allemands avaient la responsabilité de la formation et de l'organisation de la police afghane conformément à l'Accord de Bonn. Le Lcol Denne et son personnel firent observer qu'un meilleur service de police dans la zone d'opérations canadienne aurait un effet positif sur tous les aspects de l'opération, en améliorant la coordination, en augmentant la légitimité et en éloignant la police des détenteurs de pouvoir. Le 3e Groupe-bataillon du RCR élabora un plan de formation où chaque compagnie offrirait un cours de six jours pour 20 à 25 agents de la police de Kaboul, dans leurs districts respectifs, avant de poursuivre selon les résultats obtenus. Les cours mirent l'accent sur la gestion des postes de contrôle des véhicules, les fondements de la communication et de l'organisation et la transmission de l'information. Modeste mais efficace, comme dans le cas de la formation de l'Armée nationale afghane, le programme améliorait la sécurité en vue de la tenue prochaine de la Loya Jirga constitutionnelle[99].

Opérations civilo-militaires : la coopération civilo-militaire, l'Agence canadienne de développement international et le développement

Le peloton de COCIM du 3e Groupe-bataillon du RCR, nous nous en souvenons, se déploya immédiatement afin d'évaluer la zone d'opérations canadienne. Après deux mois de travail, les équipes découvrirent que presque tous les puits creusés par les organisations d'aide au développement dans les districts ouest étaient à sec. Selon le rapport initial au quartier général de la FIAS, la situation signifiait peut-être un manque de coordination de projet avec les ministères ou organisations concernés[100]. En définitive, l'énoncé s'avéra être un énorme euphémisme. Au même moment, les équipes de la COCIM de la Norvège faisant partie du groupe de la COCIM de la KMNB se déplaçaient dans la zone d'opérations canadienne sans en informer le 3e Groupe-bataillon du RCR. Il y avait un centre de coordination de la COCIM au quartier général de la KMNB. Où était la coordination? Il s'avéra que les rotations précédentes de la KMNB n'avaient fait l'objet d'aucune coordination; le nouveau quartier général de la KMNB entreprit donc de corriger la situation[101].

Le principal problème était l'absence d'une séparation précise du travail entre la Brigade et le Bataillon, entre la Brigade et la Force, entre la Force et le gouvernement et entre la force et les organisations non gouvernementales (ONG). Il y avait à Kaboul des centaines d'organisations d'aide; peu d'entre elles tentaient de coordonner leurs opérations avec l'Administration transitoire afghane, s'en tenant à leurs propres activités. Peu souhaitaient coordonner leurs opérations avec la FIAS sur quelque plan que ce fut, opérationnel ou tactique, se considérant « neutres » et considérant la force de sécurité sous le mandat de l'ONU comme un « belligérant ».

L'Administration transitoire afghane, en revanche, travailla pendant toute l'année 2003 à l'établissement d'une approche nationale en matière de développement, une approche qui n'allait pas être annoncée avant un certain temps. Ainsi, même si les organisations d'aide au développement avaient voulu coordonner leurs efforts, il n'y aurait eu aucun endroit où se raccorder, hormis les Nations Unies est ses organismes. Puis il y eut les entités ou les personnalités des Nations Unies qui croyaient qu'elles devaient se charger du développement pour l'Administration transitoire afghane et qui établirent ce qui revint à une « concurrence en matière d'aide » avec l'Administration transitoire.

Même si elle n'était pas nouvelle pour l'Armée canadienne, la COCIM peinait toujours à trouver sa place au sien de l'institution. L'exercice de la COCIM n'était pas une spécialité et les officiers de la COCIM étaient pour la plupart des réservistes formés pour ce type d'activité et réunis en équipes selon les besoins pour chaque mission. Il n'existait aucune unité de COCIM. Nonobstant la prévoyance du Lcol Denne et sa compréhension de l'utilité de la COCIM, d'autres militaires n'étaient pas entièrement convaincus de son efficacité. C'était un domaine qui n'avait jamais vraiment fait partie du programme d'enseignement supérieur de l'Armée de terre. Cette attitude était en partie héritée de la Guerre froide, où la COCIM consistait en une poignée d'officiers du 4e Groupe-brigade mécanisé du Canada qui, en Allemagne de l'Ouest, payaient pour les dommages causés par les manœuvres de l'exercice FALLEX et buvaient de la bière avec les maires des villages allemands. Au Kosovo, il n'y avait qu'un seul officier de bataillon COCIM auprès du groupement tactique déployé, de même pour l'Op APOLLO.

En revanche, le peloton de la COCIM du 3e Groupe-bataillon du RCR faisait du travail novateur à Kaboul, avec un peloton complet. En termes clairs, le but de la COCIM était d'établir de bons rapports avec la population locale, puis de créer un contexte où ces gens étaient plus susceptibles d'interagir avec les forces de sécurité et de fournir des renseignements sur les activités antigouvernementales, notamment criminelles et terroristes, ce qui, l'amélioration de la sécurité aidant, leur était aussi profitable qu'aux forces de sécurité. Ces bons rapports s'établissaient en définissant les besoins d'une communauté, en discutant avec les responsables de la communauté de la façon de répondre à ces besoins et en offrant à la population un soutien pour l'aider à régler les problèmes les plus urgents et les plus importants pour la communauté.

La distinction entre les projets de COCIM et l'aide au développement offerte par les organisations internationales, nationales et non gouvernementales était extrêmement floue dans l'environnement de Kaboul, chose qui contrariait les organisations d'aide au développement soi-disant « neutres », qui considéraient que la COCIM était « partiale » et « favorable à la guerre » – le débat sur la neutralité de l'aide au développement en temps de guerre n'était pas suffisamment avancé à l'époque pour faire contrepoids à de tels arguments. Le problème allait se manifester à plus grande échelle lors des débats sur les ERP entre 2003 et 2005.

Cela dit, le peloton de la COCIM fut en mesure de définir et d'établir 74 projets pouvant aider la population et appuyer les mesures de protection de la force dans la zone d'opérations canadienne. Les projets visaient tous des choses essentielles à une communauté : eau potable, locaux et abris pour la police, locaux pour le système d'éducation, fournitures pour les écoles et fournitures médicales pour les services de soins de santé locaux[102]. Malheureusement, seuls dix-huit de ces projets avaient été terminés en 2003, parce que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avait bloqué les fonds d'aide.

Cette situation était liée à la question problématique de l'approche du Canada à l'égard de la COCIM relativement à l'aide au développement et au rôle que le développement devait jouer dans la stratégie canadienne pour l'Afghanistan. Comme l'avait illustré l'Op APOLLO, l'ACDI ne souhaitait pas aider le groupement tactique du 3 PPCLI; le 3 PPCLI fut forcé de mener des opérations ad hoc d'aide au développement avec protection de la force autour du KAF. Pour l'Op ATHENA, les choses étaient censées être différentes.

Avant l'Op ATHENA, l'ACDI avait été pratiquement forcée par ses maîtres élus d'affecter des fonds d'aide au développement à l'Afghanistan[103]. Au terme des négociations entre le gouvernement canadien et l'ACDI, un mécanisme alambiqué d'affectation des fonds fut convenu. Une tranche de 250 000 dollars était censée être remise au 3e Groupe-bataillon du RCR et être dépensée par l'équipe de la COCIM; l'ACDI devait remettre les fonds à l'OTAN, pour ensuite être remis au quartier général de la FIAS[104]. Il s'avéra qu'aucun mécanisme administratif n'était en place pour acheminer les fonds canadiens à l'OTAN, à l'AFNORTH, puis à la FIAS. Le personnel de l'OTAN s'étonna grandement de la naïveté collectiviste canadienne et se donna beaucoup de mal pour le faire savoir aux commandants canadiens à Kaboul[105]. Pour combler le manque à gagner, le Mgén Leslie ordonna qu'une somme de 300 000 dollars, prise sur le budget de fonctionnement et d'entretien de la FO Kaboul, soit mise à la disposition des opérations de COCIM. Le peloton de COCIM canadien définit et priorisa divers projets, la plupart visant à assurer la protection de la force en engageant des gens sur place, et entreprit de les réaliser. Les médias canadiens désignèrent à tort ces projets comme étant des projets de l'ACDI, ce qui contraria les soldats. Dans un rapport transmis aux autorités canadiennes en septembre, le SCEMD fut informé que « pas un cent n'avait encore été reçu de l'ACDI » en plus d'être averti que lorsque les médias

commenceraient à poser des questions, les Canadiens à Kaboul diraient la vérité et qu'il se pourrait que « des choses se perdent à des échelons sous la haute direction, particulièrement à l'ACDI ». Notamment, « nous n'avons pas le temps d'attendre que l'ACDI à Ottawa approuve chacun des projets. Les sommes en question sont beaucoup trop insignifiantes pour justifier l'actuel processus byzantin et il se pourrait que nous soyons de retour au Canada et que la mission soit terminée avant que l'ACDI nous ait autorisés à dépenser un seul cent[106].

Chose incroyable, certains éléments au QGDN à Ottawa menèrent une enquête pour déterminer s'il était légal d'autoriser que des fonds de fonctionnement et d'entretien soient affectés à des activités de protection de la force par l'entremise de la COCIM. Heureusement, le SCEMD appuya le commandant sur place et fit remarquer aux responsables des finances que les Forces canadiennes n'avaient pas de politique claire sur la COCIM[107].

En octobre, rien n'avait encore été fait. « Je commence à croire que l'idée était très mauvaise », déclara le CmdtA de la FIAS. À la mi-octobre, après le meurtre du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger et malgré qu'il fut devenu urgent d'établir des rapports avec la population afin d'obtenir des renseignements sur les mouvements de l'ennemi, rien ne se passait encore. Le Mgén Leslie menaça de porter l'affaire à l'attention du premier ministre au moment de sa visite, mais reçu l'ordre de s'en abstenir[108]. La situation n'était rien de moins qu'exaspérante. Les Canadiens à Kaboul avaient besoin de fonds pour réaliser une tâche essentielle, des fonds qui avaient été déterminés et affectés, mais auxquels on ne pouvait accéder. La frustration ressentie mérite une citation détaillée :

[Traduction]

> Tout ce processus nous fait passer pour des personnages d'un épisode très exagéré de « Yes, Minister ». Le message que je propose de transmettre à l'ACDI est fort simple […] « Nous, grands primates illettrés, voulons argent pour creuser trous profonds pour avoir eau et réparer écoles brisées pour que gens de la place ne nous fassent pas mal et que nous fassions le bien. Vous donnez argent à nous et nous l'utiliser pour améliorer vie des gens pauvres. Cela rend grand patron du Canada heureux. Cela rend nous heureux. Cela rend les gens de la place heureux. Vous, personnes de l'ADCI, grouillez-vous et donnez-nous petit sac de pièces toute sweet (points supplémentaires pour contenu bilingue) ou nous penser mal de vous pendant très longtemps. » Pour mettre les choses en contexte, nous demandons, et avons été informés que nous allions recevoir, un dixième d'un pour cent des fonds de l'ADCI affectés à l'Afghanistan […] Il semblerait (à confirmer) que la ministre responsable de l'ACDI ait décidé que l'approbation de chaque projet, peu importe l'ampleur, relevait exclusivement d'elle. Cela pourrait expliquer certains blocages. La situation sera bientôt critique[109] […]

À la mi-novembre, toujours rien : « Les mots me manquent […] Le MDN a pour politique d'utiliser la force en dernier recours afin d'imposer la volonté de la nation. Avec l'ACDI, on doit recourir à la force dès le départ afin que la volonté de la nation lui soit imposée[110]. » Le représentant de l'ADCI à Kaboul fut remplacé par la dynamique et coopérative Nipa Bannerjee, mais même elle fut incapable de susciter l'intérêt à Ottawa. C'est en janvier 2004 que les choses commencèrent à bouger :

> [Traduction]
>
> Le processus n'est plus lourd, il est devenu laborieux. L'image, certes abusive, que l'on pourrait utiliser pour illustrer ces deux institutions négociant ou communicant sur cette question est analogue à celle de deux éléphants qui s'accouplent. Beaucoup de beuglements, de battements d'oreilles, de grognements incompréhensibles et de pauvres témoins piétinés, et voilà, 22 mois plus tard, une chose bruyante, laide et nauséabonde affublée d'un gros nez voit le jour… Lorsque j'aurai un peu de temps pour réfléchir à la question, je tenterai de découvrir l'identité de l'entremetteur qui a donné suite à cette idée saugrenue… Je sais qui a joué ce rôle au QGDN ainsi qu'à l'ACDI. Mais quelque part au MAECI se trouve quelqu'un qui n'a pu s'empêcher de compliquer les choses. Où est mon fusil à éléphant[111]?

Le ton négatif de la relation entre l'ACDI et les Forces canadiennes, établit très tôt par les dirigeants de l'ACDI, fut maintenu pendant plusieurs années, dès lors que des questions interministérielles canadiennes étaient soulevées. En termes simples, il existait de graves problèmes avec l'ACDI dans le contexte bureaucratique d'Ottawa. Les divers gouvernements canadiens qui s'étaient succédé au fil des ans n'avaient tout simplement pas exercé la direction voulue sur l'ACDI, un ministère dépensant l'argent des contribuables. Les problèmes concernant l'ACDI et le développement en Afghanistan, qui surgirent plus tard dans le conflit, n'étaient pas nouveaux et avaient été notés cinq ans plus tôt en Afghanistan. Ces problèmes allaient plus tard avoir des effets à long terme sur les efforts du Canada à Kandahar.

Préfigurant aussi les événements qui allaient se produire cinq ans plus tard, les équipes de la COCIM de l'Armée canadienne allèrent au-delà des ressources qui leur étaient accordées pour accomplir le travail. Avec l'appui du commandant de la Force et du SCEMD, les équipes de la COCIM furent en mesure de mettre en œuvre un nombre substantiel de projets dans l'ouest de Kaboul, comme l'établissement d'un réservoir d'eau et d'une station de pompage offrant de l'eau potable à tous, la construction de dix puits d'eau potable dans des districts voisins et la mise sur pied de plusieurs programmes d'emploi locaux au Camp Julien, la fourniture de matériel scolaire et l'exécution de petits travaux de réparation d'écoles, la prestation d'aide aux services de soins de santé dans la vallée de Jowz et la construction

de postes de garde pour la police dans des régions isolées. Comme le personnel le souligna en décembre 2003, « nous sommes maintenant d'avis qu'il serait trop difficile d'obtenir des fonds de l'ACDI à cette étape avancée […] puis d'obtenir ensuite l'approbation de l'ACDI pour dépenser les fonds de chacun des projets (compte tenu du lourd processus de l'ACDI pour l'approbation des projets)[112] ».

Le travail du peloton de la COCIM était aussi lié aux opérations d'information locales et stratégiques. L'importante couverture médiatique canadienne des activités du Groupe-bataillon de COCIM fut utile pour mettre en évidence les opérations du Canada en Afghanistan auprès de la population canadienne. Malheureusement, le contingent canadien n'avait pas les capacités intégrales d'opérations psychologiques nécessaires pour exploiter pleinement le bon travail du peloton de la COCIM auprès de la population et les activités des forces antagonistes à Kaboul et dans les environs. S'il pouvait miser sur les ressources d'opérations psychologiques de la Brigade, la synergie requise sur le plan tactique faisait défaut. Les opérations psychologiques, comme la COCIM, constituaient aussi une capacité naissante au sein de l'Armée canadienne, sans métier ou unité propre pour protéger et encourager leur développement. Il faudra des années pour combler cette lacune.

« Travail de nuit »

Le Canada participait peu aux forces d'opérations spéciales dans des environnements complexes avant l'Afghanistan. Les opérations à Kaboul offrirent de nouvelles occasions de comprendre cet aspect habituellement caché des opérations de coalition. De façon générale, le Canada déploya une petite équipe de membre des FOSCAN à Kaboul – l'Op ARTEMIS, qui, comme on l'a mentionné plus tôt, ne faisait pas partie de l'Op ATHENA. Ce contingent des FOSCAN était généralement structuré pour assurer la protection rapprochée des dignitaires et leur récupération au besoin. Il ne se trouvait pas nécessairement à Kaboul pour effectuer des opérations d'action directe. Le commandant de la FIAS pouvait aussi compter sur une petite équipe de FOS allemande. En général, les FOS relevaient de la prérogative nationale et non pas de la FIAS de l'OTAN[113].

Cela dit, de nombreuses relations informelles étaient établies, notamment pour réduire les risques de tir ami. Le principal problème était le nombre et la diversité des opérations de forces spéciales à Kaboul et dans les environs. Comme un observateur le fit remarquer, « il ne se passait littéralement pas un mois sans que nous découvrions un nouvel acteur d'importance[114] ». Dans l'ensemble, il s'agissait d'organisations étasuniennes travaillant pour plusieurs agences et certaines étaient en concurrence les unes avec les autres; l'une d'elles était même une entité complètement privée, dont le responsable, un ancien membre des Forces spéciales des États-Unis, se présentait, lui est son équipe, comme des membres du personnel des forces spéciales en place[115].

Le quartier général de la FIAS adopta une approche prudente à l'égard des opérations de capture d'individus clés. Le concept de « soutien de deuxième ligne » était en jeu en ce sens que la FIAS souhaitait dans toute la mesure du possible renforcer la souveraineté du gouvernement de l'Administration transitoire afghane, de sorte que la Direction nationale de la sécurité ou la police de Kaboul devait assurer la direction des opérations, même si l'information sur les objectifs venait de la FIAS ou d'autres sources nationales. De même, si la Direction nationale de la sécurité ou la police de Kaboul avait besoin de la FIAS en renfort, un processus devait être en place. Dans les deux cas, la FIAS fut accusée par les alliés (ou par L'allié) et même par les forces de sécurité afghanes de « prendre trop de temps ». Ce processus était conçu pour « veiller à ce que tout fut vérifié avant coup parce que nous ne voulions pas être entraînés dans une situation où un chef de guerre nous utilise contre un autre […] il ne s'agissait aucunement de [restrictions nationales] ».

En outre, tous les partenaires de la FIAS n'avaient pas la capacité ou la volonté nationale de faire du « travail de nuit », comme on l'appelait par euphémisme. Dans ces cas, les ressources d'une nation pouvaient être utilisées dans la zone d'opérations d'une autre nation. Dans certains cas, toutefois, les forces d'une tierce partie pouvaient même observer la même cible :

> [Traduction]
>
> [La Brigade multinationale de Kaboul] effectuait une mission [dans la zone française]; elle était prête à agir et nous attendions tous, tendus, près du téléphone et des radios au quartier général de la FIAS. Le commandant du groupement tactique communiqua avec nous et nous dit sans ambages, dans un français rapide, qu'ils devaient abandonner la mission parce qu'ils s'étaient retrouvés sur la ligne de départ avec les forces d'une autre agence visant le même objectif […] il n'y avait pas de problème lorsque nous rencontrions des forces étasuniennes ou autres en raison de notre langue commune, mais les choses devenaient extrêmement tendues lorsque des Afghans étaient confrontés à l'inattendu[116].

Dans le cas du Canada, le meurtre de Short et Beerenfenger mit en lumière le problème de la frontière artificielle établie dans la montagne et délimitant les zones d'opérations de la FIAS. Si Ottawa refusait que les forces canadiennes traversent la ligne, ce qui était le cas, et que cette ligne ne pouvait pas être déplacée, comment le Canada pouvait-il réduire l'activité terroriste dans ces régions? Les discussions informelles, tenues lors de la traque des tueurs de Short et Beerenfenger entre le cmdtA de la FIAS et les forces britanniques, donnèrent lieu à des pourparlers sur la possibilité d'utiliser les FOS britanniques de l'autre côté de la ligne. Cette activité fut approuvée par le commandant en chef de l'AFNORTH,

dont la première préoccupation était la sécurité opérationnelle, de sorte que les entités afghanes à Kaboul n'étaient pas au courant. En contrepartie, le CRTS canadien aida les forces britanniques en effectuant certaines tâches d'établissement des cibles dans la ville de Kaboul[117]. Cette relation bilatérale se poursuivit pendant 2005, année où le Canada se retira de Kaboul pour se diriger dans la partie sud.

À court terme, en novembre 2003, la relation avait été développée de manière à y inclure les États-Unis, ce qui fut un facteur essentiel de la capture de plusieurs terroristes. Il existait quatre objectifs principaux selon les estimations : deux dans la zone britannique et une dans les zones allemande et française respectivement. Le CRTS du Canada ainsi que des éléments de la Compagnie ISTAR jouèrent un rôle important à cet égard. En décembre 2003, Mamor Malang, l'un des trois principaux commandants du HiG à Kaboul, ainsi qu'un homme qui relevait directement de Gulbuddin Hekmatyar, fut attrapé à un poste de contrôle des véhicules par une patrouille du service de police de Kaboul, avec la compagnie britannique en renfort. Il fut conduit chez les Britanniques, soit au Camp Souter, puis transféré à l'aérodrome de Bagram[118]. Le « travail de nuit » devint un aspect de plus en plus important de la campagne canadienne à Kaboul, laquelle allait jouer un rôle clé en démantelant complètement le HiG pendant de longues périodes, particulièrement pendant des événements importants comme la Loya Jirga et les élections de 2004.

Les opérations de la Force opérationnelle à Kaboul : novembre 2003

L'Op OVERTHROW, à savoir le déminage planifié de la vallée de Jowz, fut suspendue lorsque l'engin de terrassement blindé Zettelmeyer de l'escadron de campagne heurta une mine. Certaines patrouilles furtives de l'Op WOLVERINE et de l'Op GRIZZLY dans les districts ouest C et E furent mises en place afin d'assurer une observation constante de la vallée. L'Op FOXHOUND, l'irruption planifiée dans les DP 5 et 14, fut modifiée en raison de problèmes d'effectifs. Une série de patrouilles et d'opérations de postes d'observation fut prévue en lieu et place, en attendant les ressources requises pour faire irruption dans les districts afin de perturber les activités criminelles (voir la figure 4-10). Le travail du RCR auprès de la Compagnie de patrouille du Royaume-Uni donna lieu à un échange de soldats avec les Gurkhas au cours de l'Op KHUKURI : ce fut la première de plusieurs initiatives profitables entre l'Armée canadienne et les Gurkhas en Afghanistan.

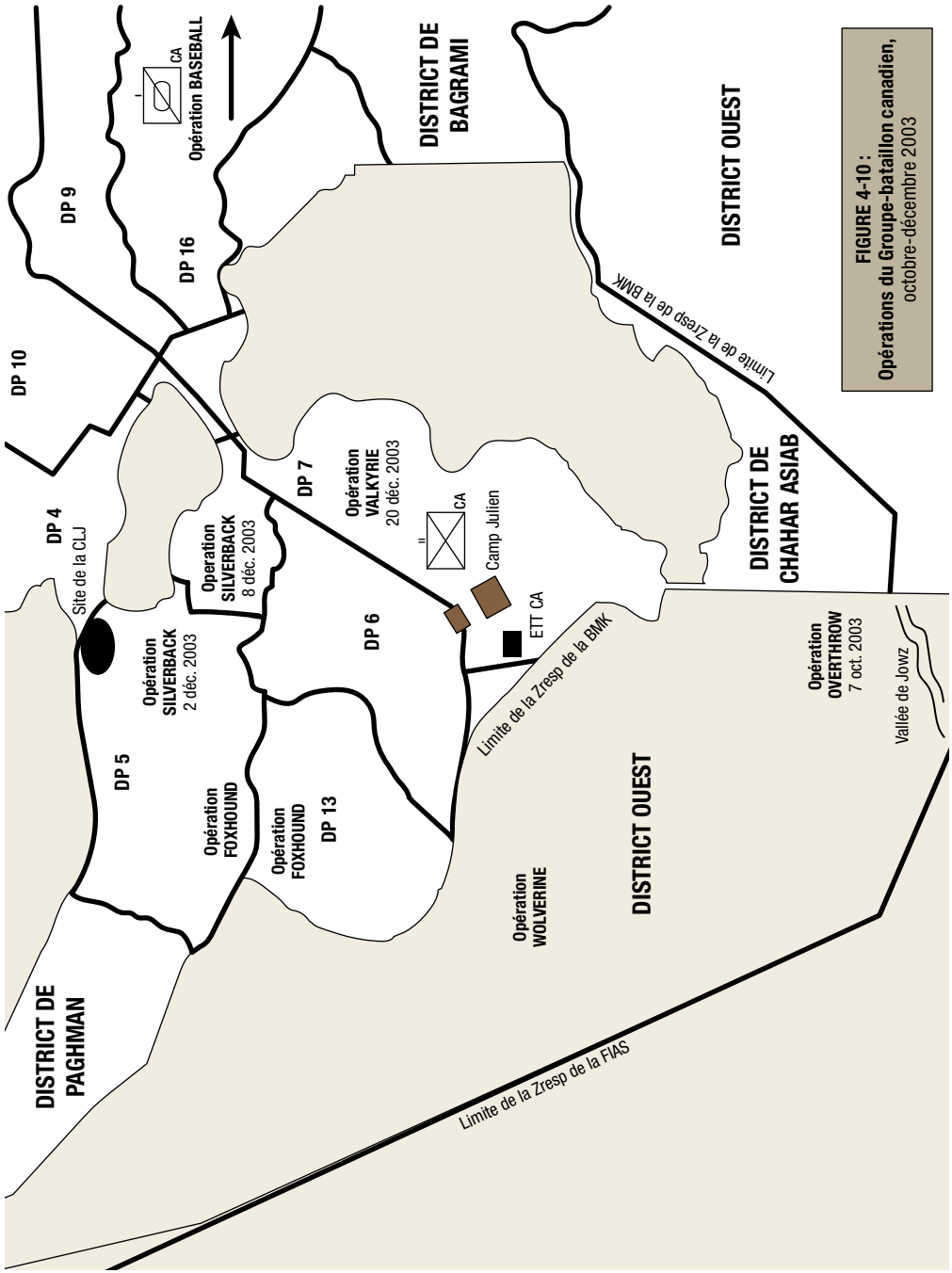


FIGURE 4-10 :
Opérations du Groupe-bataillon canadien,
octobre-décembre 2003

Figure 4-10 : Opérations du Groupe-bataillon canadien, octobre-décembre 2003

La montée de la menace terroriste en novembre, période précédant la Loya Jirga constitutionnelle, modifia le schéma opérationnel du contingent canadien. L'Op LURKER fut lancée. S'organisèrent alors une série provisoire de postes de contrôle des véhicules, de postes d'observation et d'irruptions à partir du Camp Julien dans les zones voisines afin de désorganiser les mouvements des terroristes et les activités d'observation du Camp ou de ses convois. Le palais royal, vaste structure lourdement endommagée située de l'autre côté de la route, face au camp, devint l'un des points d'intérêt de l'Op LURKER. L'une des patrouilles découvrit deux roquettes de 107 mm reliées à une batterie d'auto et pointées vers le Camp Julien. Des tireurs d'élite furent insérés de nuit pour surveiller la situation et la Compagnie Québec élargit de deux kilomètres les patrouilles à pied à l'extérieur du Camp. Cinq jours plus tard, un EEI constitué de deux obus de 100 mm était découvert dans un secteur couvert par les patrouilles. Trois jours après, les partenaires du service de police de Kaboul du DP 7 arrêtaient deux individus transportant 35 livres d'explosifs en provenance du village de Rish Khvor. On crut au départ qu'ils se dirigeaient au palais royal, mais il s'avéra que leur cible était la Loya Jirga constitutionnelle. Les inquiétudes du Lcol Denne augmentant, il voulut obtenir la permission d'utiliser ses ressources de surveillance pour lancer une opération de « frappe de deuxième ligne » avec la police de Kaboul. L'Op LURKER continuait de mettre au jour d'intéressants aspects du Palais royal – l'une des patrouilles découvrit un tunnel menant à un poste d'observation qui ne pouvait être vu ni des postes d'observation ni des tours du Camp Julien. Il était bien situé et sa construction était récente[119].

Introduction des UAV : Le TUAV Sperwer

La décision d'acquérir le SAGEM Sperwer (« Sparrowhawk ») plus tôt en mai 2003 offrit enfin à l'Armée canadienne un système de surveillance aérien sans pilote. Le Canada était à la traîne d'autres pays de l'OTAN en matière d'acquisition et d'intégration d'UAV; l'acquisition du véhicule aérien tactique sans pilote CU-161, ou TUAV comme on appelait le Sperwer dans les Forces canadiennes, fut un progrès bien accueilli. En novembre 2003, quatre cellules TUAV à voilure delta avec caméras, deux postes de contrôle au sol, un système de lancement par catapulte et les ressources d'appui en matière de maintenance des systèmes avaient été finalement assemblés et rendus opérationnels. Dotée à l'aide d'éléments de troupes d'artillerie et de navigateurs du Commandement aérien, l'unité fut appelée la Troupe TUAV tactique et elle fut affectée à la Compagnie ISTAR.

La capacité qu'apporta le TUAV dans le contexte de Kaboul fut sans précédent pour l'Armée canadienne. La caméra du CU-161 était exceptionnelle, tout comme sa capacité à rester en vol d'attente pendant des heures. Le 3e Groupe-bataillon du RCR fut si impressionné qu'il demanda à obtenir un signal terrestre improvisé pour son centre d'opérations tactiques

afin de pouvoir observer les opérations, ainsi qu'une liaison radio pour pouvoir communiquer avec le CRTS et assigner des tâches au système. Les décideurs avaient maintenant la capacité d'observer une opération ou un événement en temps réel, sans avoir à attendre que l'information soit relayée par radio ou interprétée par les médias. Cette nouvelle capacité avait des avantages et des inconvénients – elle permettait de réagir rapidement à un événement, mais elle faisait augmenter la probabilité qu'un événement fasse l'objet d'une micro-gestion et que la perspective sur la portée d'événements simultanés s'en trouve réduite[120]. Certains problèmes en découlèrent. Premièrement, le fait d'avoir un système comme le TUAV et de l'intégrer à divers processus utilisés par l'Armée canadienne pour exécuter des opérations dans un environnement opérationnel représentait une courbe d'apprentissage abrupte dépassant les simples processus physiques du vol et de la récupération de la cellule[121].

En janvier 2004, toutes les cellules avaient été endommagées et la plupart nécessitaient des travaux de réparation à l'extérieur du théâtre des opérations – l'une d'elles avait même heurté une montagne pendant que la caméra pivotait à la recherche d'un site d'atterrissage. Le 24e Escadron de campagne dut déminer un champ de mines pour que l'aéronef puisse être récupéré. Il y eut des critiques et des railleries dans les médias. Vinrent ensuite des critiques interservices provenant du Commandement aérien qui a) n'aimait pas les UAV b) estimait que ce n'était pas à l'Armée de s'en charger ou c) les deux[122]. La pression était énorme, surtout sur la Compagnie ISTAR et la Troupe de TUAV. Ces équipes s'évertuèrent à démontrer aux détracteurs que les UAV constituaient un élément crucial de la structure de la force de l'Armée. Leurs efforts ne furent pas vains et finirent par porter leurs fruits pendant l'engagement du Canada en Afghanistan.

Problèmes dans la partie nord, problèmes dans la partie sud

L'instabilité gagnait tout l'Afghanistan tandis que la FIAS tentait de stabiliser la capitale. Les coalitions internationales tentaient de contenir les problèmes au nord et au sud dans l'attente de la Loya Jirga constitutionnelle. Encore une fois, les effets à long terme de ce qui se passait à la fin de 2003 allaient se faire sentir au cours de la décennie suivante, particulièrement pour l'Armée canadienne.

Dans la partie nord du pays, une rivalité de longue date entre Rashid Dostum et Atta Mohammad Noor causa une certaine angoisse à Mazar-e Charif lorsque des combats éclatèrent entre leurs forces respectives à la fin du mois de septembre 2003. La rivalité datait de 1992 et 1993, alors qu'Atta Noor avait formé sa propre milice tadjike et marché sur Mazar-e Charif où il fut défait par les forces de Rashid Dostum; la situation semblait vouloir se répéter maintenant que les talibans étaient hors de combat. M. Karzaï intervint. Il congédia Atta Noor et lui offrit le poste de ministre des Mines et des Ressources. Si Atta Noor avait accepté, il aurait eu à renoncer au contrôle de ses forces de milice. La situation était fortuitement problématique

en ce sens qu'Atta Noor représentait à certains égards un tampon entre Rashid Dostum et Fahim Khan, mais elle pouvait simplifier le processus de DDR, notamment parce que les forces de Rashid Dostum et d'Atta Noor devaient être fusionnées en un seul corps avant le lancement du processus. Mais ce processus allait être long et même le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld intervint personnellement en décembre 2003 pour veiller à ce que la rivalité entre Rashid Dostum et Atta Noor ne dégénère pas[123].

Quant à eux, Fahim Khan et les tadjiks du Panjshir résistaient au processus de DDR et au cantonnement de leurs forces au nord de Kaboul, craignant à juste titre de perdre leur pouvoir de coercition sur l'Administration transitoire afghane à Kaboul. Ils avaient certes accepté l'entreposage des armes lourdes à Kaboul, mais ils continuèrent à résister au processus de DDR et au cantonnement dans la vallée Panjshir pendant une bonne partie de l'année 2004. Dans la province de Harat, dans l'Ouest de l'Afghanistan, le détenteur de pouvoir Isma-el Khan, constatant avec inquiétude ce que le processus de DDR faisait à ses rivaux ouzbeks et tadjiks, appréhendait l'idée que soient constitués une police frontalière et un service des douanes afghans ne relevant pas de lui (et desquels il n'obtiendrait pas de ristournes). La tension dans la province de Harat allait monter jusqu'en 2004, avant de dégénérer plus tard au cours de l'été[124].

Des problèmes semblables liés au processus de DDR se faisaient sentir dans la province de Paktia, mais la coalition dirigée par les États-Unis, responsable de cette région, prit la direction des opérations. Là encore, les rivalités dans la région de Khost, semblables à celles rencontrées par les forces de l'Op APOLLO dans la région en 2002, faisaient de ce secteur une autre région potentiellement problématique.

Ce furent les graves problèmes dans le Sud de l'Afghanistan qui firent écho jusqu'à Kaboul. En septembre 2003, une série d'attaques des talibans menées contre des travailleurs humanitaires et des leaders modérés à Kandahar et partout dans la partie sud ralentirent nettement le rythme du développement et produisirent « un sentiment d'aliénation et peut-être même de la crainte parmi les Pachtounes modérés ». Prophétiquement, le Mgén Leslie nota dans un rapport au Canada :

[Traduction]

> Au palmarès des besoins, la sécurité vient au premier rang. Une fois un certain niveau de sécurité atteint, la reconstruction et le développement social peuvent avoir lieu. Je suppose que l'essentiel est que le statu quo ne fera pas gagner la bataille pour un Afghanistan meilleur. Soit l'OTAN et la FIAS étendent leurs activités à court terme, avec les ressources nécessaires pour changer positivement les choses, soit l'Occident court le risque de devoir engager beaucoup de ressources dans quelques années pour stabiliser et pacifier l'Afghanistan à ses dépens[125].

Puis la Croix-Rouge suspendit ses opérations dans le Sud en octobre 2003, ce qui eut un effet d'entraînement sur ceux chargés du recensement, de l'inscription des électeurs et des mécanismes électoraux[126] en vue des élections de 2004 et de la Loya Jirga de 2003. L'inquiétude montait, surtout dans la période précédant la Loya Jirga constitutionnelle. Le 11 novembre, un EEI embarqué explosa à l'extérieur du bureau électoral parrainé par l'ONU à Kandahar qui tentait d'ouvrir la voie vers l'élection des délégués. Même s'il n'y eut aucun mort, la FIAS interpréta l'attentat comme une attaque directe contre le processus électoral de la Loya Jirga[127].

Le Représentant spécial des Nations Unies Brahimi rencontra le cmdtA de la FIAS le 14 novembre 2003, avant une rencontre d'urgence sur la sécurité avec les principaux commandants internationaux. M. Brahimi était plutôt contrarié et déterminé à faire en sorte que la FIAS et l'OTAN élargissent leurs activités dans tout le pays. M. Brahimi voulait des escortes de la FIAS pour les convois sur la route périphérique entre Kaboul, Kandahar et Harat et peut-être aussi une compagnie à Kandahar pour assurer la protection de l'ONU. M. Leslie lui répondit qu'il n'y avait aucun avantage à ce que la FIAS se précipite vers l'échec en ayant plus d'ambition que de capacités[128]. Cela dit, M. Brahimi allait maintenir la MANUA à Kandahar, mais en réduisant ses activités.

Étaient présents à la réunion de sécurité : le sous-ministre de la Défense Wardak et le Lgén Hilal de l'Armée afghane; le ministre des Affaires tribales Arif Noorzai; le nouveau commandant de la FOIM-180, le Lgén David Barno; M. Brahimi; le Mgén Leslie. M. Brahimi répéta que l'attentat était anti-loya jirga, et qu'il allait recommander au Secrétaire général de l'ONU d'étendre le mandat de la FIAS. Les participants examinèrent diverses options de sécurité – les représentants militaires occidentaux favorisant une réponse afghane et M. Wardak indiquant que les AMF au sud avec une structure de commandement étasunienne pourraient constituer une autre option.

L'idée était particulièrement intéressante. Il s'avérait que la MANUA avait tenu des pourparlers avec les commandants étasuniens du Commandement des forces multinationales en Afghanistan au sujet du concept de zone de développement régional (ZDR) plus tôt en 2003. Kandahar fut désignée comme projet pilote de stabilisation d'une ZDR qui allait englober l'ONU, l'EPR des États-Unis, ainsi que les Forces de sécurité afghanes provenant de la nouvelle Armée nationale afghane et des milices ayant fait l'objet du processus de DDR. Utiliser les AMF avec des conseillers étasuniens pouvait relancer le processus de ZDR à Kandahar, ce qui pouvait ensuite avoir d'importants effets positifs à court terme (le concept de ZDR sera approfondi dans les chapitres sur la période 2004-2006)[129].

En tout état de cause, Ottawa fit savoir que la MANUA continuerait à favoriser l'idée d'une présence accrue des unités de la FIAS à l'extérieur de Kaboul, particulièrement en ce qui concerne Kandahar, en raison de l'interaction entre les défis de sécurité,

les processus électoraux et le nouvel intérêt de la MANUA et du Commandement des forces multinationales en Afghanistan pour ce qui est de faire de la ville le premier projet pilote d'un modèle de développement régional[130].

Lors d'une réunion subséquente avec Hamid Karzaï, et avec les mêmes responsables une semaine plus tard, les représentants de la MANUA firent observer que la situation s'était détériorée, que l'ennemi avait modifié ses schémas d'attaque et qu'il avait aussi intensifié sa guerre de propagande. Karzaï, révolté, critiqua sévèrement la MANUA pour les messages négatifs qu'elle envoyait au sujet de l'état de la sécurité en Afghanistan. Il déclara sans ménagements ne pas s'inquiéter des talibans et ne pas les considérer comme étant une menace pour quoi que ce soit. Il répéta que les deux principales menaces qui pesaient sur l'Afghanistan étaient l'incompétence et la corruption au sein de l'Administration transitoire afghane ainsi que la situation de l'autre côté de la frontière[131].

Les Canadiens en furent pour le moins stupéfaits. M. Karzaï faisait une distinction entre les talibans en Afghanistan et leurs divers alliés insurgés abrités dans les vallées de l'ouest du Pakistan. Cette opinion était contraire au point de vue dominant selon lequel il s'agissait d'un problème beaucoup plus vaste aux implications encore plus grandes :

> [Traduction]
>
> Les talibans et leurs complices ont visé des Afghans locaux avec un certain succès […], éliminant divers dirigeants des échelons inférieurs et intermédiaires qui étaient en faveur de l'ATA et de la réforme. Les attaques ont eu lieu à l'extérieur de la ZO [zone d'opérations] de la FIAS, les assaillants surgissant depuis la frontière pakistanaise, avant de commettre des meurtres et de retourner se mettre en lieu sûr. La situation exaspère l'ATA et ses partisans locaux, que l'on fait passer pour encore plus impuissants qu'ils ne le sont […] À n'en pas douter, la FOIM-180 reconnaît qu'un important nettoyage se fait attendre depuis longtemps dans cette partie du monde. J'avance l'hypothèse que peut-être les talibans ou AQ [Al-Qaïda] (en se rappelant que les talibans et AQ ne sont pas amis et qu'ils ont simplement un ennemi commun) ont adopté la pratique consistant à engager des bandits pachtounes pour former des commandos, ou pour escorter des éléments d'AQ […] Mais si les É.-U. vont au Pakistan pour éliminer ces brigands, le ressentiment qui couve sans cesse à l'égard du président [Musharraf] pour sa récente position pro-américano-occidentale pourrait dégénérer et faire en sorte que des fondamentalistes islamiques s'emparent du Pakistan et de ses armes nucléaires […] Quelle dynamique compliquée que celle dans laquelle nous nous retrouvons. C'est à la fois épouvantable et fascinant […] L'influence du [Canada] ici est subtile, mais beaucoup plus importante que ne peuvent l'imaginer ceux qui vivent dans l'ignorance la plus totale[132].

La Loya Jirga constitutionnelle en décembre 2003

Les événements de décembre 2003 furent décisifs dans l'histoire de l'Afghanistan. Pour la toute première fois, le peuple afghan était consulté sur le type de gouvernement qu'il voulait et sur les mécanismes par lesquels il serait régi. Après près de 25 ans de répression totalitaire et de violence impitoyable, l'occasion était réelle de repartir à zéro avec l'aide de la communauté internationale. Cette aide ne pouvait être offerte sans un gouvernement pour l'accepter. Cependant, les réunions de décembre 2003 furent un précurseur nécessaire à l'acheminement de l'aide internationale, cruciale pour la reconstruction du pays.

L'événement préliminaire fut la Loya Jirga d'urgence tenue en 2002 aux termes de l'Accord de Bonn. La tâche de l'Administration transitoire afghane était de travailler de concert avec l'ONU pour établir les règles qui allaient servir à créer la nouvelle constitution. Une Loya Jirga d'urgence, composée de représentants de tout l'Afghanistan, allait débattre de ces règles et les adopter. L'Administration transitoire afghane qui allait suivre allait créer une commission constitutionnelle, puis rédiger une constitution et la soumettre à l'approbation de la Loya Jirga constitutionnelle en 2003. La sélection de délégués de l'ensemble de pays en vue de cette Loya Jirga était en soi un processus complexe conçu pour assurer une large représentation.

Ce processus, public et fragile, fut l'objet de diverses influences, tant de l'intérieur que de l'extérieur de l'Afghanistan. Les critiques occidentaux, essentiellement des universitaires et des avocats, avaient leurs idées sur la façon dont les Afghans devaient être gouvernés. Ils qualifièrent le processus de déficient parce qu'il n'incorporait pas leur conception des droits de la personne[133]. Les intégristes musulmans opposés à la stabilité en Afghanistan protestèrent avec véhémence qu'il s'agissait d'une constitution « étasunienne » imposée aux Afghans par les vainqueurs et que cette constitution était non islamique parce que trop peu fondamentaliste à leur goût[134]. Chaque groupe ethnique, politique et religieux du pays redoutait une perte de pouvoir et de prestige dans tout nouvel ordre émanant du processus. La majorité pachtoune craignait que leurs traditions culturelles soient remises en question par la modernité, alors que d'autres groupes redoutaient que les Pachtounes n'obtiennent trop de pouvoir. Dès lors, la question fut de savoir qui était prêt à recourir à la violence pour influencer le processus et qui ne l'était pas.

Au même moment, l'insurrection s'unifia lorsque les antagonistes se rendirent compte de l'importance de la Loya Jirga constitutionnelle et de la menace qu'elle représentait pour l'atteinte de leurs objectifs. À la mi-décembre 2003, les talibans, le HiG, Al-Qaïda et leurs associés avaient officiellement créé un nouveau mouvement, appelé Jawahar al-Islam, ou « Joyaux de l'islam ». Leur but déclaré était de combattre le nouvel État afghan, qu'ils considéraient comme une création des croisés occidentaux. Ces groupes allaient ultérieurement monter des opérations pour perturber la Loya Jirga constitutionnelle.

Il y avait aussi les détenteurs de pouvoir afghans. La proportion dans laquelle la Loya Jirga constitutionnelle allait les coopter était incertaine; serait-ce chacun d'entre eux, certains d'entre eux ou même un seul d'entre eux? Assurément, le processus de DDR et l'entreposage des armes lourdes, combinés à la détermination manifeste des forces de la FIAS lors des frictions de septembre et à la participation accrue à la formation de l'Armée afghane contribuèrent à convaincre au moins certains d'entre eux de participer à l'établissement d'un nouvel État. Les mesures d'incitation financière annoncées par la communauté internationale jouèrent sans doute elles aussi un rôle important. Cela dit, il était toujours possible que des personnages marginaux fassent dérailler tout l'événement. Toutes les armes n'avaient pas été entreposées et toutes les AMF n'avaient pas fait l'objet du processus de DDR, notamment celles des Tadjiks du Panjshir et de Rashid Dostum à Mazar-e Charif.

Les Nations Unies décidèrent que le campus universitaire dans la zone d'opérations canadienne allait être le site des réunions. Environ 500 représentants de tout l'Afghanistan allaient converger vers Kaboul, où il faudrait les loger, les nourrir et les protéger contre l'intimidation. Certains d'entre eux allaient être élus délégués pour former les divers groupes de travail. Ensuite, les groupes de travail allaient évaluer chacune des parties du projet de constitution. Une fois la version finale acceptée, un vote aurait lieu. Ce processus allait prendre plusieurs semaines, peut-être plus d'un mois. Beaucoup de choses pouvaient aller de travers en un mois à Kaboul.

Le Mgén Leslie, le Bgén Devlin, le Lcol Denne et les unités sous leur commandement furent chargés de la coordination de la sécurité de la Loya Jirga constitutionnelle. L'enjeu était d'éviter de donner l'impression que c'était la FIAS qui tenait les rênes. La chose était fondamentale étant donné que le processus constitutionnel était déjà contesté par ceux qui le considéraient comme une opération imposée par l'Occident. Tout devait être mis en œuvre pour montrer au monde que les Afghans étaient aux premières lignes de la sécurité d'un processus afghan.

L'opération prit plusieurs formes. Premièrement, l'ETT canadienne fit tout ce qu'elle put pour préparer le 1er Kandak en vue des opérations de sécurité; il constituerait la principale force de sécurité présente sur le site de la Loya Jirga. Deuxièmement, les activités de formation des forces de police entreprises par le 3e Groupe-bataillon du RCR furent également essentielles. Troisièmement, le Bgén Devlin convainquit l'Armée nationale afghane et le service de police de Kaboul à collaborer au cours des semaines précédant la Loya Jirga. Un centre de coordination commun, formé de la FIAS, de l'Armée nationale afghane, du service de police de Kaboul et de la Direction nationale de la sécurité, fut mis sur pied. La planification d'urgence et les exercices connexes furent confiés aux agences afghanes, sous l'étroite surveillance des Canadiens, toutefois. Quatrièmement, le Bgén Devlin et son personnel, en collaboration avec le personnel afghan, établirent plusieurs périmètres

de sécurité : les cordons intérieurs, extérieurs et éloignés. La MANUA, avec sa sécurité privée, allait assurer une présence discrète sur le site de la Loya Jirga, au cas où. Le site proprement dit relevait du 1er Kandak et de la police, les sapeurs canadiens du 24e Escadron de campagne étant chargés de ratisser le site avec leur matériel pour la NEM et les EEI. À l'extérieur du site se trouvaient la KMNB, la Direction nationale de la sécurité et le reste de l'Armée nationale afghane. La Compagnie ISTAR avait posté des Coyote sur tous les points surélevés et déployé des UAV dans le ciel de l'ouest de Kaboul. Une compagnie d'infanterie norvégienne et la Compagnie Charles avec ses LAV III constituaient la Force de réaction immédiate, avec le soutien des ressources NEM/EEI du 24e Escadron de campagne[135]. La « Mobile Drug Detection Team » du Royaume-Uni, qui travaillait en collaboration avec la police de Kaboul, fut aussi mobilisée au cours de cette période.

Les opérations d'information de la FIAS jouèrent aussi un rôle important. Les planificateurs avaient prévu que les divers groupes insurgés allaient tenter de provoquer des incidents afin de montrer que l'Administration transitoire afghane ne contrôlait pas la ville et que, par conséquent, elle ne pouvait protéger la Loya Jirga constitutionnelle ni, dès lors, l'avenir de l'Afghanistan. Le contre-message, utilisé de façon préventive, fut le suivant : « Nous pouvons réunir 500 personnalités déterminées et antagonistes sous une même tente; elles peuvent s'asseoir ensemble, peut-être à côté d'un vieil ennemi, rompre le pain et débattre des intérêts supérieurs. Et vous, insurgés, que pouvez-VOUS faire, hormis le meurtre et la mutilation? » Aux détenteurs de pouvoir, le message était : « Armes et coercition interdites. Vous aussi pouvez parler sous la tente avec vos anciens rivaux dans l'intérêt supérieur de l'Afghanistan et les gens écouteront vos préoccupations[136]. »

Les Canadiens déterminèrent qu'il existait une forme d'alliance entre Sayyaf et les autres fondamentalistes afin de favoriser des opérations menées dans le Sud du pays par les talibans et Al-Qaïda dans le but de modeler la composition de la délégation par des assassinats sélectifs bien avant l'arrivée des représentants à Kaboul. Leur but était de veiller à ce que la constitution intègre la sharia et d'autres principes islamiques. Toutefois, la menace la plus importante venait de Mohammed Ahmad Rabbani, Fahim Khan, Ismael Khan, Rashid Dostum et Mohammad Khalili, des hommes « devenus riches et très puissants en vertu des règles du jeu actuelles […] en plus d'avoir profité du lucratif commerce de la drogue et des stratagèmes d'appropriation foncière qu'ils avaient érigés en art ». La Loya Jirga constitutionnelle était une menace potentielle à leur pouvoir relatif. L'Iran et plus particulièrement le Pakistan étaient aussi considérés comme des menaces potentielles, mais agiraient probablement par l'entremise d'intermédiaires et de mandataires[137].

Certaines menaces furent conjurées au cours de la période précédant la Loya Jirga. On craignait au sein de la communauté internationale que, à Kaboul, plusieurs chefs militaires afghans de moindre importance associés aux détenteurs de pouvoir, des hommes loin de

l'attention des médias mais ayant néanmoins la capacité de causer des ennuis, ne cherchent effectivement à créer des problèmes avant de perdre leurs armes lourdes dans le cadre du processus d'entreposage. L'un d'entre eux fut envoyé à l'étranger par le président Karzaï et un autre fut envoyé dans l'ouest de l'Afghanistan pour y prendre le commandement d'un corps. Un autre encore fut tué lors d'un échange de coups de feu au cours d'une opération anti-narcotiques lancée par un allié canadien, et un quatrième fut tué par un autre allié canadien au cours d'une fusillade à un poste de contrôle routier. Les deux morts étaient fortuites, mais divers sinistres motifs ont été attribués à ces morts et à ces affectations », ce qui était utile aux fins des opérations d'information. Les sous-commandants des AMF comprirent qu'ils n'étaient plus sans surveillance et qu'ils devraient être vigilants. D'autres, plus haut dans la hiérarchie, en prirent aussi bonne note[138].

Le plan 3e Groupe-bataillon du RCR pour la sécurité de la Loya Jirga était l'Op SILVERBACK, laquelle couvrait un certain nombre d'activités. Le Lcol Denne lança la Compagnie November dans le DP 5 le 2 décembre 2003 pour démanteler l'organisation de M. Sayyaf, tandis que la Compagnie Charles effectuait une visite de reconnaissance du site de la Loya Jirga. Les gardes du corps de M. Sayyaf posèrent des problèmes constants durant cette période. À de nombreuses reprises, ces individus menacèrent des soldats canadiens, allant même jusqu'à dire à un commandant de patrouille que « lorsque nous en aurons le pouvoir, nous vous ferons ce que nous avons fait aux Russes et nous vous ferons partir ». Le Lcol Denne augmenta les postes de contrôle des véhicules et jura qu'il n'allait pas tolérer de connerie de la part de Sayyaf[139]. L'Op SILVERBACK se poursuivit par une offensive dans le DP 3 le 8 décembre. La Compagnie November se rendit ensuite dans les DP 3 et 5 pour y assurer une présence accrue. M. Sayyaf était sous pression et le message était clair.

Le 15 décembre, la FIAS reçut plusieurs avertissements indiquant qu'une attaque à la roquette sur la ville se préparait. En réponse, le 3e Groupe-bataillon du RCR augmenta les patrouilles à Chahar Asiab. La Compagnie November obtint alors du renseignement d'origine humaine indiquant que trois villages dans la zone ouest abritaient des hommes armés. Cette nuit-là, une patrouille allemande repéra un groupe équipé de lance-roquettes et engagea le combat avec six insurgés. Le lendemain matin, plusieurs roquettes frappèrent le centre de Kaboul, mais aucune n'explosa[140]. La Loya Jirga constitutionnelle commençait en grand.

Le lendemain, les radars ARTHUR captaient le signal d'un tir de mortier. Il y eut deux explosions; l'une près du stationnement et l'autre près du ministère de l'Éducation. Puis, une équipe de démolition se présenta à l'improviste (ou peut-être pas) au camp de réfugiés du DP 7, escortée par un peloton de police. La foule défia l'équipe et une patrouille canadienne persuada la police de ne pas envenimer la situation. Quelqu'un cherchait à profiter de ce que l'attention fut sur la Loya Jirga pour confisquer des terres, ou peut-être

que quelqu'un tentait de distraire la FIAS de la sécurité de la Loya Jirga. Ce n'était pas clair. La Compagnie ISTAR augmenta ses effectifs de surveillance et des radars M-STAR furent déployés, tandis que la Batterie F tira au hasard toute la nuit des projectiles éclairants. Les sorties de LUNA et de TUAV furent accrues dans la zone d'opérations canadienne[141].

Selon certaines indications, un commandant de milice hostile au processus de DDR et associé à Sayyaf allait peut-être tenter quelque chose. Le Bgén Devlin décida un jour de « passer le voir pour le thé »; la visite tenait lieu de message. Mais des menaces étaient toujours signalées. Des contacts de la police du DP 7 indiquaient maintenant que le Camp Julien constituait la prochaine cible d'une attaque à la roquette tout comme le site de la Loya Jirga.

Le 20 décembre 2003, le 3e Groupe-bataillon du RCR lança l'Op VALKYRIE, conçue en partie pour décourager et prévenir l'utilisation des sites de tir de roquettes habituels par les insurgés au sud et à l'ouest du Camp Julien. L'Op VALKYRIE s'accompagnait d'offensives de nuit menées dans ces zones par des groupes de la taille de pelotons et de compagnies[142]. Puis, le 28 décembre, deux attentats suicides furent perpétrés contre le personnel de la Direction nationale de la sécurité, tuant six de ses membres. L'un de ces hommes était le chef de l'unité antiterroriste[143].

À mesure que progressaient les séances de la Loya Jirga, il devint évident que le processus était afghan, et non pas occidental, international ou onusien. Ces trois derniers groupes de nations facilitèrent l'événement, créèrent les conditions requises pour sa tenue dans un contexte relativement exempt de coercition et souhaitèrent que tout se passe pour le mieux. Rien n'indique que les principaux pays de la coalition se seraient livrés à des actes importants d'ingérence ou de manipulation directe, malgré les affirmations de certains détracteurs[144].

Au cours de la mission de l'Armée canadienne en Afghanistan, certains des problèmes en jeu avaient des effets à long terme sur ce pays. Le premier problème était le maintien de la participation des Pachtounes dans le processus. De façon très générale, les talibans étaient considérés comme un mouvement pachtoune appuyé par la majorité des Pachtounes et par le Pakistan, tandis que l'Alliance du Nord, malgré les problèmes entre ses factions, considérait qu'elle avait gagné la guerre civile et que le butin lui revenait de plein droit. L'évaluation n'était pas tout à fait exacte; de nombreuses tribus pachtounes étaient opposées aux talibans et des commandants de l'Alliance du Nord, tout aussi nombreux, étaient prêts à changer de camp si suffisamment d'argent leur était proposé. La réalité était qu'il existait un sentiment d'aliénation pachtoune croissante qui devait être dissipé à la Loya Jirga constitutionnelle pour que l'Administration transitoire afghane puisse étendre son influence au Sud. Cela impliquait que la constitution à venir devait établir un juste équilibre dans le partage des pouvoirs, non seulement sur le plan quantitatif mais aussi sur le plan des mécanismes. C'est d'ailleurs là qu'allaient résider les frictions lors de la Loya Jirga : quel pouvoir un président pachtoune devrait-il avoir sur les autres groupes ethniques « victorieux »?

Le processus et ses résultats furent imparfaits, mais furent probablement aussi parfaits qu'ils pouvaient l'être compte tenu des circonstances en décembre 2003.

À la fin décembre, alors que les soldats canadiens et leurs homologues afghans patrouillaient et surveillaient dans les froides collines et les ruelles de Kaboul, le peuple afghan et leurs représentants débattaient de leur avenir. Dans la nuit du 31 décembre 2003, Sibghatullah Mojadedi annonça que la plupart des divergences de vue dans le texte constitutionnel harmonisé avaient été aplanies et qu'un groupe de négociation avait été constitué pour résoudre les dernières questions.

NOTES

1. Roy Gutman, *How We Missed the Story: Osama Bin Laden, the Taliban, and the Hijacking of Afghanistan*, Washington, DC, US Institute For Peace, 2008, chap. 2 et 3.
2. Human Rights Watch, *Blood-Stained Hands: Past Atrocities in Kabul and Afghanistan's Legacy of Impunity*, Human Rights Watch, 2005.
3. Richard Miniter, *Mastermind: The Many Faces of the 9/11 Architect, Khalid Shaikh Mohammad*, New York, Sentinel Books, 2011, chap. 3.
4. Voir Human Rights Watch, *Blood-Stained Hands*.
5. Le lignage moudjahidine de Karzai était lié à la faction royaliste, et non fondamentaliste, dans les années 1980, et il était sous-ministre des Affaires étrangères en 1992. Voir Berntsen, *Jawbreaker*, p. 81.
6. Sean M. Maloney, « La Force internationale d'assistance à la sécurité : les origines d'une force de stabilisation », *Revue militaire canadienne*, vol. 4, n° 2.
7. Entrevue avec le Lcol Dyrald Cross, Kandahar, 13 août 2008.
8. Briefing to the author by MGen Peter Devlin, "Task Force Kabul Roto 0, Operation ATHENA", Ottawa, 13 juin 2009.
9. À l'origine, les radars ARTHUR montés sur véhicules chenillés BV faisaient partie de la Compagnie ISTAR, mais ils ont été transférés aux pièces d'artillerie après un mois d'opérations.
10. Entrevue avec le Maj Dyrald Cross, Kandahar, 13 août 2008.
11. Breffage à l'auteur par le Mgén Peter Devlin, Ottawa, 13 juin 2009. L'Op ARTEMIS et son lien avec le contingent canadien était controversé, car les cmdt canadiens à Kaboul croyaient que le SCEMD utilisait la SOF et sa chaîne de commandement distincte pour les espionner comme des commissaires du peuple.
12. Cela ne changerait qu'à la création du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada en 2005-2006. Puis, le COMFEC commença à microgérer les opérations à partir d'Ottawa à la place du SCEMD. Au moins le COMFEC était à deux intermédiaires de la bureaucratie civile au lieu d'un seul...
13. En novembre 2003, on créa le Commandement des Forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) pour servir de quartier général à la coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan. La FOIM-180 fut restructurée en organisation subordonnée au CFC-A, qui relevait du CENTCOM. Sous la FOIM-180 puis plus tard le CFC-A, le quartier général central au niveau du Corps, un quartier général divisionnaire de supervision des brigades de combat fut maintenu en Afghanistan.
14. DCDS, COS J3, "Memorandum of Understanding CINCNORTH and COMUSCENTCOM Concerning ISAF under NATO Leadership in Afghanistan", 22 août 2003.

15. Message, Warning Order Op ATHENA Roto One, 29 août 2003.
16. Briefing to the author by MGen Peter Devlin, Ottawa, 13 juin 2009.
17. *Ibid*.
18. “KMNB Campaign Plan,” Leslie Papers.
19. Entrevue avec le Lgén Andrew Leslie, Ottawa, 14 mars 2007; Breffage à l’auteur par le Mgén Peter Devlin, Ottawa, 13 juin 2009.
20. Lettre de Leslie à Labbé, 29 octobre 2003.
21. CF Fact Sheet, “Op ACCIUS.”
22. Cette section est fondée sur des documents post-action fournis à l’auteur par le Bgén Chris Thurrott et sur les observations de l’auteur sur le théâtre.
23. *Ibid*.
24. Briefing, “Op ATHENA 3 RCR Bn Gp Army Lessons Learned Centre/Peace Support Training Centre, 1er déc. 2003”; Briefing, “Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004.”
25. Briefing, “Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004.”
26. *Ibid*.
27. Discussions avec le Lgén Andrew Leslie; Entrevue avec le Bgén Jocelyn Lacroix, Ottawa, 15 mars 2010.
28. CA JTFSWA NCE J2 Daily Int SITREP, 11 août 2003.
29. TFK Op ATHENA NCE SITREP, 31 août 2003; TFK Op ATHENA NCE SITREP, 27 août 2003.
30. Briefing, “Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004.”
31. TFK Op ATHENA NCE SITREP, 5 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 6 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 7 septembre 2003; TFK Op ATHENA NCE SITRE, 10 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 11 septembre 2003; Briefing, “Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 fév. 2004”; HQ KMNB SITREP, 11 septembre 2003; HQ KMNB SITREP, 13 septembre 2003.
32. SITREP QG KMNB, 6 septembre 2003; SITREP QG KMNB, 7 septembre 2003.
33. Entrevue croisée; SITREP QG KMNB, 5 septembre 2003.
34. Entrevue croisée; SITREP QG KMNB, 9 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 11 septembre 2003.
35. SITREP ECN FOK Op ATHENA, 11 septembre 2003; Message comd ECN au CCDN, 11 septembre 2003. Les radars ARTHUR étaient loués et on craignait à Ottawa que les dépenses d’entretien seraient trop élevées si on les utilisait en tout temps. Ils ne l’ont donc pas été. SITREP Comd FOK n° 2, semaine du 11 au 17 août 2003, 17 août 2003.
36. Trembley à DL, « Arthur Counter-Battery Radar », 23 février 2004.
37. Entrevue de M. Leslie; SITREP Comd FOK n° 6, semaine du 8 au 14 septembre 2003, 15 septembre 2003; SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
38. Anthony Shaffer, *Operation DARK HEART*, New York, St Martin’s Press, 2010, p. 81.
39. SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
40. Entrevue de M. Leslie.

41. Manifestement, un des planificateurs au QG KMNB était amateur de films sur les coups d'État. POWER PLAY est un film de 1978 sur ce sujet dans un pays en voie de développement. Les FAC ont fourni les chars Centurion. L'Op VALKYRIE était un autre plan de contingence à Kaboul.
42. SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
43. Entrevue croisée.
44. Entrevue de M. Devlin.
45. Plans du G3 du QG KMNB, *Fragmentary Order (FRAGO) 013-Increased Force Protection Measures for Key Point*, septembre 2003.
46. *Ibid.*
47. *Ibid.*
48. SITREP Comd FOK n° 7, semaine du 15 au 21 septembre 2003, 22 septembre 2003.
49. L'affirmation du Lcol Shaffer, dans *Op DARK HEART*, selon laquelle les forces de la FIAS ne constituaient pas une puissance de combat et que la seule puissance de combat était celle de la FOIM-180 à Bagram (p. 82) est manifestement inexacte.
50. Entrevue de M. Devlin.
51. Plans du G3 QG KMNB, *Fragmentary Order (FRAGO) 013-Increased Force Protection Measures for Key Point*, septembre 2003.
52. Entrevue de M. Leslie.
53. SITREP QG KMNB, 18 septembre 2003.
54. SITREP Comd FOK n° 1, semaine du 3 au 12 août 2003, 10 août 2003. Barbara Stapleton, qui a travaillé pour les ONG et l'UE, prétend que les Japonais retenaient les fonds jusqu'à ce que la réforme du ministère de la Défense soit mise en œuvre. Voir « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », dans Markus Hakansson (dir.), *Peacebuilding in Afghanistan*, à http://www.sak.se.
55. SITREP Comd FOK n° 2, semaine du 11 au 17 août 2003, 17 août 2003.
56. Note d'information, *Disarmament, Demobilization, and Integration (DDR) and Heavy Weapons Cantonment (HWC) in Kabul*, 18 janvier 2004.
57. Entrevue de M. Leslie.
58. Comme décrit dans Maloney, *Confronting the Chaos*.
59. *Ibid.*
60. SITREP Comd FOK n° 3, semaine du 18 au 24 août 2003, 24 août 2003.
61. Entrevue de M. Graham; SITREP QG FIAS, 3 décembre 2003.
62. Note de service de M. Maclean à MM. Maddison et Henault, 24 octobre 2003.
63. SITREP QG FIAS, 11 septembre 2003; Bradley Graham, *By His Own Rules: The Ambitions, Successes, and Ultimate Failures of Donald Rumsfeld*, New York, Public Affairs Books, 2009, p. 382.
64. Selon les données recueillies par l'auteur à partir de la NEM de la FIAS en décembre 2004.

65. Les EEI sont devenus en 2004 un sujet d'actualité dans les médias et parmi les commentateurs nord-américains, à telle enseigne que certains analystes craignaient que les techniques irakiennes ne se transmettent en Afghanistan. Ils n'avaient pas à s'inquiéter. Notons que des EEI perfectionnés étaient utilisés en Afghanistan bien avant que la coalition dirigée par les États-Unis occupe l'Irak au milieu de 2003 et qu'elle soit l'objet d'une attaque soutenue des insurgés plus tard au cours de la même année.

66. SITREP QG KMNB, 5 septembre 2003; SITREP QG KMNB, 6 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 9 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 23 septembre 2003; SITREP QG FIAS, 30 septembre 2003. Dangar fut aussi impliqué dans les troubles de 1992-1993 à Kaboul et les organisations de défense des droits la personne le considéraient comme un criminel de guerre. Voir *Blood-Stained Hands*, p. 52.

67. SITREP QG KMNB, 7 octobre 2003.

68. SITREP Comd FOK n° 4, semaine du 25 au 31 août 2003, 31 août 2003.

69. David C. Isby, « Trojan Horse or Genuine Schism? The Hizb-i-islami Split », *Terrorism Monitor*, vol 2. n° 11, 2 juin 2004).

70. SITREP QG FIAS, 29 septembre 2003.

71. Note d'information, « Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy, 10 févr. 2004 ».

72. Note de service de Wadsworth au SCEMD, « Briefing Note: Mine Strike 02 Oct 03 », 5 octobre 2003.

73. Entrevue de M. Leslie. Document de M. Leslie, lettre de M. Leslie au SCED, « Jowz Valley Mine-Strike Board of Inquiry-Final Report ».

74. SITREP ECN FOK, 6 octobre 2003; SITREP QG KMNB, 29 octobre 2003.

75. Appelé Op CAROUSEL.

76. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003.

77. SITREP QG KMNB, 7 octobre 2003.

78. SITREP QG KMNB, 14 octobre 2003.

79. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.

80. SITREP QG KMNB, 4 octobre 2003.

81. SITREP QG KMNB, 14 octobre 2003; SITREP QG KMNB, 15 octobre 2003.

82. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003; SITREP QG KMNB, 14 novembre 2003.

83. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.

84. SITREP QG FIAS, 16 septembre 2003.

85. SITREP QG FIAS, 11 septembre 2003.

86. SITREP QG FIAS, 2 octobre 2003.

87. SITREP QG FIAS, 7 octobre 2003; SITREP QG FIAS, 13 octobre 2003.

88. Entrevue de M. Leslie.

89. SITREP QG FIAS, 27 octobre 2003.

90. SITREP QG FIAS, 16 décembre 2003.

91. Courriel de Hitesman à DL, « Afghan National Army Military Training », 25 août 2003.

92. SITREP Comd FOK n° 4, semaine du 25 au 31 août 2003, 31 août 2003.
93. SITREP Comd FOK n° 5, semaine du 1er au 7 septembre 2003, 8 août 2003; échange de courriels entre M.G. Rompre et le DP OTAN, « Afghan National Army Military Training », 25 août 2003.
94. Note de service de M. Leslie, « Embedded Training Team Coordination Meeting », 20 septembre 2003.
95. Courriel du Comd de l'ECN à DL, « Op PHOENIX Visit », 27 août 2003.
96. CEM J3 au SCED, « Comd TFK Support to ANA Training », 3 octobre 2003; Leslie à DL, « Commander TFK Guidance-Canadian Embedded Training Team », 12 octobre 2003.
97. Entrevue avec le Cap Mike Chagnon, Petawawa, 10 mars 2010. Voir aussi Mike Chagnon, « L'équipe d'instruction intégrée du Canada : leçons retenues », Journal de l'Armée du Canada, automne/hiver 2004, p. 156 à 170.
98. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003.
99. Note d'information, « Op ATHENA Roto 0 3 RCR Bn Gp briefing to LCol J.B.S. Roy 10 Feb 04 ».
100. SITREP QG FIAS, 16 septembre 2003.
101. SITREP FOK ECN, 19 septembre 2003.
102. Note d'information, « Op ATHENA 3 RCR Bn Gp Army lessons Learned Peace Support Training Centre 1er déc 2003 ».
103. Entrevue téléphonique avec le ministre de la Défense Bill Graham, 5 mars 2010.
104. CEM J3 et SCED, « CIMIC and CIDA », 11 décembre 2003.
105. SITREP Comd FOK n° 4, semaine du 25 au 31 août 2003, 31 août 2003.
106. SITREP Comd FOK n° 5, semaine du 1er au 7 septembre 2003, 8 septembre 2003.
107. CEM J3 et SCED, « Op ATHENA 3 RCR BG CIMIC Projects List », 7 octobre 2003.
108. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003.
109. SITREP Comd FOK n° 11 et 12, semaines du 13 octobre au 26 octobre 2003, 27 octobre 2003.
110. SITREP Comd FOK n° 13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.
111. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004.
112. CEM J3 et SCED, « CIMIC and CIDA », 11 décembre 2003.
113. Entrevue de M. Leslie; Entrevue de M. Devlin.
114. Entrevue de M. Leslie.
115. Affaire Jack Idema.
116. Entrevue de M. Leslie.
117. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004.
118. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004; SITREP QG FIAS, 3 décembre 2003.
119. SITREP ECN FOK, 20 novembre 2003, 25 novembre 2003, 28 novembre 2003, 29 novembre 2003, 8 décembre 2003.
120. Ce problème se manifesta pour la première fois lors de la crise d'Oka, où un hélicoptère de la GRC muni d'un système de caméra Wescam transmettait des images en temps réel au quartier général du Commandement de la Force mobile (FMC). De son côté, le commandant du FMC utilisa ce nouvel outil pour dire au commandant d'une compagnie, par le biais d'un téléphone cellulaire, qu'il n'aimait pas la manière dont un de ses pelotons était déployé, court-circuitant ainsi vers le bas quatre niveaux de la chaîne de commandement pour une question insignifiante.

121. Entrevue croisée. Voir aussi Chris W. Johnson, « Act in Haste, Repent at Leisure: An Overview of Operational Incidents involving UAV's in Afghanistan ».

122. Cette faction ne voulait pas non plus envoyer en mission d'aéronef de patrouille Aurora avec ses systèmes de caméra en Afghanistan et était apparemment incapable de concevoir d'autres missions que celles visant à chasser des sous-marins soviétiques qui n'existaient plus. À remarquer : les forces étasuniennes et britanniques ont déployé des aéronefs de patrouille maritime en tant que plateformes de l'ISTAR en Afghanistan, en plus de divers UAV.

123. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003; SITREP QG FIAS, 6 décembre 2003.

124. SITREP Comd FOK n° 9 et 10, semaines du 29 septembre au 12 octobre 2003, 13 octobre 2003; Maloney, *Confronting the Chaos*.

125. SITREP Comd FOK n° 8, semaine du 22 au 28 septembre 2003, 30 septembre 2003.

126. SITREP Comd FOK n° 11 et 12, semaines du 13 octobre au 26 octobre 2003, 27 octobre 2003.

127. SITREP QG FIAS, 11 novembre 2003.

128. SITREP Comd FOK n°13, 14 et 15, semaines du 27 octobre au 16 novembre 2003, 17 novembre 2003.

129. SITREP QG FIAS, 14 novembre 2003.

130. *Ibid.*

131. SITREP QG FIAS, 26 novembre 2003.

132. SITREP Comd FOK n° 3, semaine du 18 au 24 août 2003, 24 août 2003.

133. Cornelia Schneider, « Striking a Balance in Post-Conflict Constitution-Making: Lessons from Afghanistan for the International Community » *Peace, Conflict and Development*, vol. 7, juillet 2005, p. 174 à 215.

134. La logique circulaire est voulue.

135. Entrevue de M. Devlin.

136. Entrevue de M. Leslie.

137. SITREP Comd FOK n° 16 et 17, semaines du 17 novembre au 15 décembre 2003, 4 janvier 2004.

138. Entrevue de M. Leslie.

139. SITREP ENC FOK, 4 décembre 2003; SITREP QG KMNB, 2 décembre 2003.

140. SITREP QG KMNB, 16 décembre 2003.

141. SITREP QG KMNB, 17 décembre 2003.

142. SITREP QG KMNB, 18 décembre 2003; SITREP QG KMNB, 19 décembre 2003.

143. Selon les données obtenues par l'auteur auprès de la FIAS (NEM) en décembre 2004.

144. Plus particulièrement, Schneider, dans *Striking a Balance in Post-Conflict Constitution-Making: Lessons from Afghanistan for the International Community*, qui affirme qu'aucun membre du personnel militaire international n'était envoyé en déploiement pour assurer la protection du processus et qu'aucune unité spéciale de la police ou de l'armée afghane n'avait été formée. L'affirmation est manifestement inexacte.

DE MOINS EN MOINS CALME, MAIS RELATIVEMENT STABLE :

OPÉRATION ATHENA À KABOUL, DE JANVIER 2004 À AOÛT 2004

La participation de l'Armée canadienne aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) à Kaboul en 2004 repose sur de solides assises jetées durant la deuxième moitié de 2003. Pour l'essentiel, l'opération (Op) ATHENA a pour objectifs, à sa ROTO 0, de régler les questions cruciales liées à la survie de l'Administration transitoire afghane dans l'immédiat, puis de susciter la volonté d'atteindre un consensus politique parmi les personnes d'influence et d'éviter la guerre civile, non sans difficultés. La ROTO 1 sert à continuer les projets d'entreposage des armes lourdes et à lancer les opérations d'inscription des électeurs et de sécurité des élections, lesquelles sont si essentielles au bon fonctionnement à long terme de la Loya Jirga constitutionnelle. Les ROTO 2 et 3, déployées dans une capacité résiduelle, continuent de fournir des ressources très compétentes pour les opérations de sécurité de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) afin que la sécurité dans la capitale de l'Afghanistan soit accrue. Pendant ce temps, l'Équipe d'entraînement intégrée (ETT) du Canada fait tout en son pouvoir pour former l'Armée afghane, et de graves problèmes empêchent la communauté internationale de bien coordonner les nombreuses mesures qui aident le peuple afghan à faire face aux menaces croissantes. Une fois de plus, le rôle central de l'Armée canadienne dans nombre d'initiatives a contribué à diverses tentatives pour harmoniser la stratégie de la coalition.

Établissement de la Loya Jirga constitutionnelle

Durant la nuit du 31 décembre 2003, Mojadedi, Ph. D., annonce que les parties ont conclu un accord de principe. Pour éviter que des entités ne suscitent de la violence et n'attirent l'attention, le 3e Bataillon du Royal Canadian Regiment (3 RCR), dirige simultanément, dans l'ouest de Kaboul, plusieurs intensifications dans le cadre de l'Op VALKYRIE et quintuple les patrouilles effectuées dans l'Op LURKER. La saga se poursuit le lendemain à la Loya Jirga constitutionnelle alors que les factions de Rabbani et de Sayyaf menacent de boycotter le vote de la Constitution afin de démontrer leur position de force dans les questions ethniques, en particulier la représentation des Pachtounes et le pouvoir présidentiel. Le 3 RCR et la compagnie ISTAR mènent ensuite l'Op MAVERICK, une intensification à l'échelle de la compagnie qui se déroule dans le district de police (DP) 14, qui est non par

hasard le fief de Sayyaf. L'Op MAVERICK est manifestement mise sur pied pour décourager les activités criminelles, mais encore faut-il définir au sens large ce en quoi consistent des activités criminelles[1].

Comme 48 p. 100 des délégués boycottent le vote, la Loya Jirga constitutionnelle ajourne jusqu'au 3 janvier 2004. Le nombre de vice-présidents et l'admissibilité des Afghans ayant une double nationalité aux postes de ministre constituent les pierres d'achoppement. Le problème de l'admissibilité illustre le schisme provoqué après l'effondrement du régime taliban entre, d'une part, les Afghans qui sont restés au pays et ont combattu et, d'autre part, ceux qui ont fui durant l'occupation soviétique, ou le régime taliban, et qui sont revenus en 2002, ces derniers étant quelque peu méprisés. Il y a parfois une différence sur le plan de la scolarité entre les groupes. Les Afghans de retour au pays après avoir fait des études en Occident se butent contre d'anciens moudjahidines parfois analphabètes qui n'ont pas peur de recourir à la violence pour réaliser leurs objectifs. Cependant, si l'on veut attirer les investissements internationaux dans la reconstruction réussie du pays, une bureaucratie s'avère indispensable. Par ailleurs, ce boycottage vise aussi des membres en particulier de l'Administration transitoire afghane qui contrecarrent visiblement les intérêts individuels sous le couvert des intérêts de groupes ethniques.

Lakhdar Brahimi est appelé à la rescousse pour dénouer l'impasse, puis Francesc Vendrell de l'Union européenne se joint à lui. Ensemble, ils travaillent avec les moudjahidines à trouver une solution. À la reprise des travaux de la Loya Jirga constitutionnelle, les moudjahidines annoncent le 3 janvier que toutes les parties se sont entendues sur la Constitution. La Loya Jirga constitutionnelle prend quatre jours à mettre fin à ses activités, car les délégués traînent sur place. L'Op SILVERBACK se termine aussi, et le 3 RCR et la compagnie ISTAR affectent leurs ressources ailleurs.

L'Afghanistan possède désormais une Constitution et, pour la première fois depuis 1974, les représentants de la population, qu'il s'agisse de représentants politiques, ethniques ou religieux, disposent des moyens nécessaires pour édifier un État autre qu'un vestige du socialisme scientifique ou d'une figure du fondamentalisme islamique. Contrairement aux dires des critiques, le processus est entièrement afghan, et tous les efforts nécessaires sont déployés pour tenir compte de l'ensemble des sources de pouvoir et d'influence au pays, sous la houlette des Nations Unies qui facilitent le processus et d'une combinaison de forces afghanes et de forces de la coalition qui le protègent. Les délégués sont devenus la cible de tentatives d'intimidation, dans un sens large, que les efforts de sécurité ont neutralisées à Kaboul. Surtout, les gens ont l'impression que le processus et les mesures de protection sont afghans, et les médias les présentent comme tels.

La Loya Jirga constitutionnelle constitue un processus légitime qui produit un résultat tout aussi légitime et qui est approuvé par la communauté internationale. Toutefois, deux choses doivent se produire pour qu'elle conserve sa légitimité. Tout d'abord, l'Administration transitoire afghane doit faire place à un gouvernement élu aux échelons national et provincial. Ensuite, le gouvernement doit se doter d'une bureaucratie fonctionnelle garantissant que les ressources indispensables à la reconstruction soient consenties par la communauté internationale et bien réparties selon les besoins. Voilà la trame des trois années suivantes où le Canada joue un rôle en Afghanistan. Comment un pays avancé sur le plan technologique et ses alliés apportent-ils une aide efficace à un État encore fragile qui sort d'un contexte aux allures apocalyptiques, surtout quand les gens sont prêts à mourir au nom des autres, voire celui de Dieu, pour les en empêcher?

Poursuite des opérations de la KMNB

Le groupe-bataillon du 3 RCR et la compagnie ISTAR reprennent les opérations de sécurité dans leurs zones d'opérations respectives. Pendant les opérations visant la Loya Jirga, un certain nombre de points d'entrée importants (PEI) sont établis tout autour de la ville. En collaboration avec la police de Kaboul, les unités de la FIAS procèdent à des fouilles éclair de véhicules aux postes de contrôle à proximité des PEI. Ces opérations se révélant bien utile à la prévention de diverses activités antigouvernementales, les PEI sont officialisés et désignés par des lettres. Le peloton de coopération civilo-militaire (COCIM) arrive sur place et amorce des pourparlers avec les dirigeants locaux, et les membres du Génie du Canada construisent ensuite aux PEI des installations pour la police et élaborent des mesures de contrôle de la circulation[2]. Les postes communs de contrôle des véhicules sont maintenus par le 3 RCR, la compagnie ISTAR et la police, et le tout a formé l'Op ROME[3] (voir la figure 5-1).

Le PEI Echo se trouve juste à l'extérieur de la zone d'opérations de la FIAS, entre la province de Wardak et le district de Paghman. Il s'agit d'un endroit de prédilection pour la police de Kaboul puisqu'il est encaissé, ce qui facilite le contrôle de la circulation entrante. Cependant, le 3 RCR n'obtient pas du sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD), par l'intermédiaire de l'Élément de commandement national (ECN), l'autorisation d'y mener des tâches liées à l'Op ROME. On sait que ce point d'entrée se trouve sur une route empruntée par les opposants, mais comme il est juste de l'autre côté d'une frontière artificielle, la FIAS n'a pas le pouvoir d'aider la police[4].

L'Op ROME doit donc se réaliser aux autres PEI. Des préoccupations sont exprimées, notamment concernant la viabilité de la police dans certains districts, car des policiers utilisent les PEI pour soutirer de l'argent aux citoyens. La compagnie ISTAR est chargée de mener l'Op SMOKEY et d'exercer une surveillance secrète aux PEI en question afin d'établir la véracité des allégations et de donner l'heure juste au chef de police de Kaboul[5].

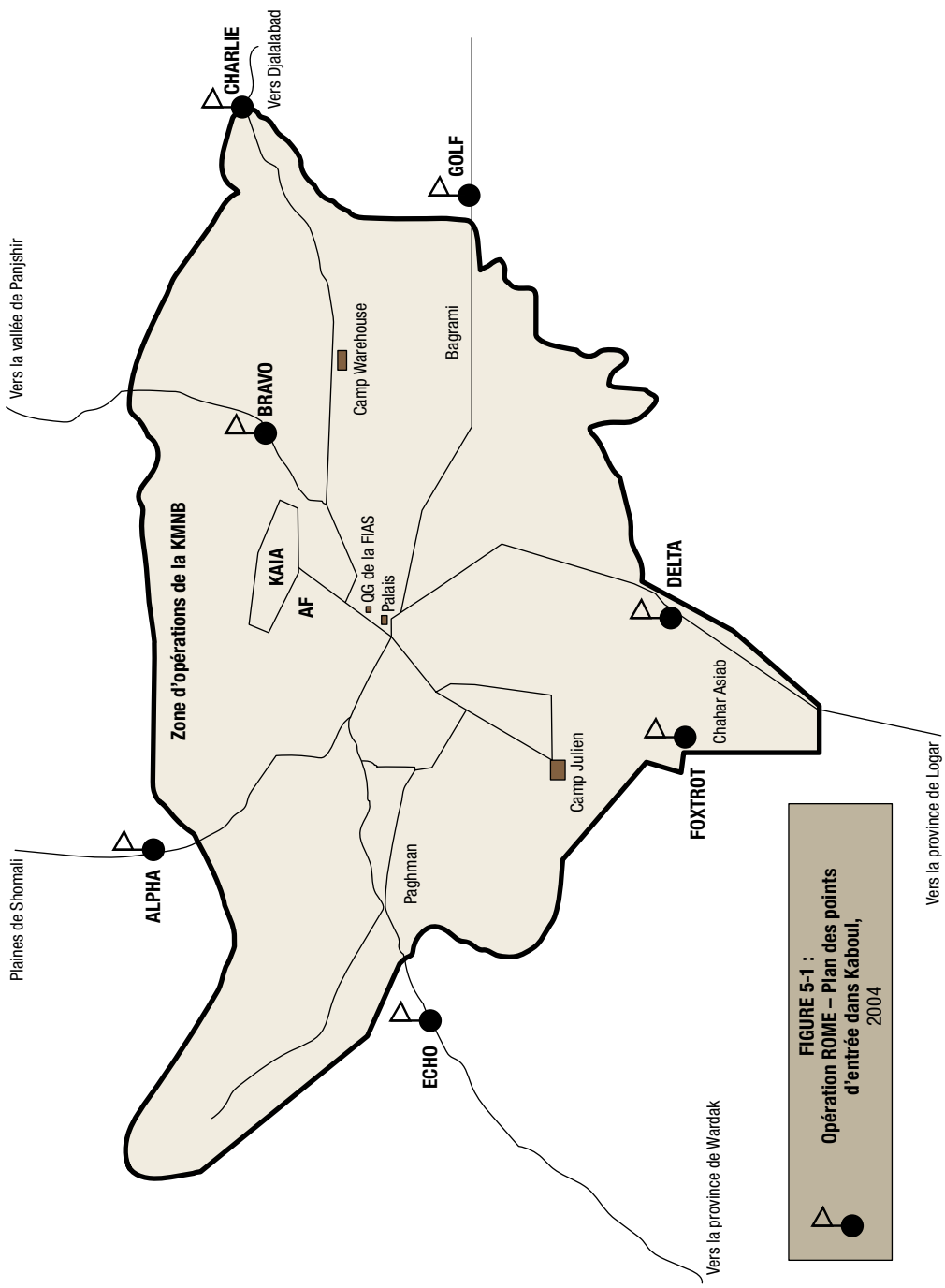


Figure 5-1 : Opération ROME – Plan des points d'entrée dans Kaboul, 2004

La mise en œuvre initiale de l'Op GONDOLA, qui représente la participation du Canada au programme d'entreposage d'armes lourdes, commence le 15 janvier 2004 en pleine tempête médiatique. À Kaboul, l'artillerie lourde revêt une importance symbolique sur bien des plans. L'utilisation abusive de l'artillerie contre les civils par les factions dans les combats de 1992-1993 s'est gravée dans la mémoire de la population. C'est la raison pour laquelle l'une des premières milices afghanes cantonnées est la 88e Brigade d'artillerie. En effet, le 3 RCR, appuyé par la compagnie ISTAR et l'ECN, escorte un convoi transportant 24 canons de gros calibre, 13 canons de petit calibre, 3 lance-roquettes multiples et 10 véhicules blindés de combat à partir de leur position jusqu'au site d'entreposage à Rash Lahore, dans le district de Chahar-Asiab. Un autre convoi se compose de 11 lance-roquettes multiples, de 27 pièces d'artillerie et même de systèmes de missiles antichars. Les préparatifs de l'Op GONDOLA se font à la faveur d'un battage médiatique et d'une grande campagne d'information orchestrée par le quartier général (QG) de la FIAS de manière particulièrement délibérée. Ces opérations d'entreposage indiquent à tous les acteurs le sérieux du programme, qui va bien au-delà des simples paroles. L'entreposage étant désormais chose concrète, il faut profiter de la belle lancée et mettre fin aux armées de factions sous la coupe des détenteurs de pouvoir non élus[6].

Le groupe-bataillon du 3 RCR et la compagnie ISTAR obtiennent des renseignements qui permettent de confirmer l'existence d'une enceinte du groupe HiG dans le DP 7. Après le décès du sergent (Sgt) Short et du caporal (Cpl) Beerenfenger, le 3 RCR accorde une grande priorité à tout ce qui est lié à cette faction et met au point un plan où la police de Kaboul sert de paravent. L'Op TSUNAMI, menée le 18 janvier 2004, permet d'appréhender des membres de la faction et de leur soutirer des renseignements que le 3 RCR utilise contre les autres cellules, dont certaines sont impliquées dans le narcotrafic[7]. Une autre cible apparaît sur le radar le 25 janvier : le 3 RCR prépare alors l'Op WHIRLWIND pour son arrestation. Avec la collaboration de la Direction nationale de la sécurité, deux raids sont menés dans la zone d'opérations du Canada grâce auxquels trois terroristes sont arrêtés, notamment Abdul Maruf, et une importante cache d'armes est trouvée. Le peloton de COCIM est déployé afin d'atténuer les effets dans les quartiers avoisinants[8].

Attentats-suicides du 27 janvier 2004, le décès du Cpl Murphy et les répercussions

Six soldats à bord de deux véhicules Iltis quittent le Camp Julien pour assister à une réunion de COCIM au quartier général de la police de Kaboul. À moins de deux kilomètres du camp canadien sur l'itinéraire GREEN, un civil dans son véhicule prévient l'ennemi en embuscade par un appel de phares qu'une patrouille de la FIAS se dirige droit sur lui. La patrouille doit ralentir pour traverser un petit fossé; le premier véhicule Iltis s'avance

Photo : MDN KA2004-R103-1273d

Le contingent du Canada de la FIAS à Kaboul travaille étroitement avec la police de Kaboul dans les districts de la partie ouest de la ville. De milice sans formation, la police est lentement devenue une force capable de mener des opérations antiterroristes aux côtés de la FIAS.

et traverse le fossé alors que le deuxième véhicule de la patrouille ralentit. Un homme qui porte sur lui deux projectiles de 76 mm se met à marcher à côté du deuxième véhicule et fait détonner sa bombe à quelques pas de l'avant du véhicule. Le Cpl Jamie Murphy meurt sur le coup et trois autres Canadiens sont blessés; un civil afghan meurt et neuf autres sont blessés. Une colonne de la Force de réaction rapide (FRR), notamment composée d'une ambulance Bison et d'une équipe mobile de dépannage (EMD), est dépêchée sur les lieux pour sécuriser le périmètre et évacuer les victimes[9].

Pendant que la Force opérationnelle à Kaboul (FO Kaboul) se remet du choc de l'attentat, une patrouille britannique, accompagnant une équipe de l'Estonie responsable de la neutralisation des explosifs et munitions (NEM) sur l'itinéraire VIOLET, est visée le lendemain par un engin explosif improvisé (EEI) placé dans un véhicule pour attentat suicide. L'attentat cause la mort d'un soldat britannique et des blessures graves à trois Britanniques et à deux Estoniens. Force est de constater qu'il y a des ressemblances entre les deux attentats : ils sont perpétrés le matin, sont commis par des kamikazes et visent des

véhicules non blindés à toit ouvert souvent utilisés pour les patrouilles qui empruntent les principaux itinéraires de ravitaillement de la FIAS[10]. La menace d'un autre attentat-suicide contre l'aéroport de Kaboul a plané, mais elle ne s'est pas concrétisée; cinq explosions ont retenti au sud de l'aérogare civile[11]. L'Op WHIRLWIND en a probablement empêché ou contrecarré l'exécution d'une quelconque façon.

Il s'agit du troisième attentat-suicide à Kaboul, après le bombardement de l'autocar allemand, et du premier attentat contre une cible canadienne. Il n'y a aucun doute cette fois-ci : un individu a délibérément commis un acte pour tuer et mutiler des gens. On se demande toujours en Afghanistan quels peuvent être les motifs. Tout comme dans le cas de l'attentat dans la vallée de Jowz, il est difficile de se les expliquer. Le terrorisme assumé qui cherche à réduire les capacités de la FIAS est à tout le moins facile à comprendre. En effet, le point commun reste la FIAS, mais le but est-il de faire passer un message? Dans l'affirmative, quel est le message? S'il s'agit d'une mesure de représailles, la FIAS peut considérer plusieurs événements récents. Tout d'abord, on peut penser au groupe HiG en soif de vengeance pour le démantèlement de ses réseaux à Kaboul, mais à ce stade de la guerre, ce groupe ne s'est pas encore mis à commettre des attentats-suicides. Il peut aussi être question de représailles pour l'entreposage d'armes lourdes ou pour l'Op POWER PLAY. Les attentats n'ont sans doute pas de lien avec Loya Jirga constitutionnelle puisqu'ils ne sont pas perpétrés lorsqu'elle siège. Selon une théorie, Al-Qaïda et les talibans, lassés par les échecs du groupe HiG, ont entrepris de lui montrer comment faire. Comme auparavant, un amalgame complexe de motifs peut aussi expliquer les attentats. Des renseignements circonstanciels ont transpiré sur les liens entre deux personnalités anti-talibans à Kaboul et un mollah qui a hébergé un terroriste dans une maison secrète la veille de l'attentat, mais c'est le silence radio dans le milieu après le décès du Cpl Murphy, tout comme après celui du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger[12].

Des avions C-130 canadiens qui ont à leur bord le brigadier-général (Bgén) Jocelyn Lacroix et son personnel de remplacement pour la KMNB sont redirigés vers l'aérodrome de Bagram. Dans d'autres circonstances, le renversement d'un véhicule Coyote dans lequel deux soldats sont coincés entraîne une autre sortie de la FRR depuis le Camp Julien. L'alerte rouge de la KMNB est déclenchée. Les véhicules non blindés circulent de manière limitée : les véhicules canadiens d'échelon B, comme les véhicules logistiques intermédiaires et lourds, ne sont pas autorisés à sortir de leurs zones. Les deux compagnies d'infanterie qui se déplacent avec des Iltis y sont également confinées; seuls quelques véhicules blindés Bison de transport de troupes sont disponibles. Heureusement, après le décès du Sgt Short et du Cpl Beerenfenger, le lieutenant-colonel (Lcol) Denne insiste sur l'envoi de véhicules supplémentaires dans le théâtre. Ainsi, la compagnie de VBL III reste la seule organisation qui peut aller et venir dans la zone d'opérations du Canada. Les opérations de COCIM et

Photo : Auteur

Les Iltis, des VTT datant de la guerre froide, n'étaient plus adaptés en 2003 à Kaboul. Les attentats-suicides commis avec un EEI contre des véhicules non blindés à toit ouvert ont causé la mort de plusieurs membres de la FIAS, dont des Canadiens. Il est décidé de s'en départir en 2004.

de nature psychologique étant paralysées, aucun projet ne peut se réaliser, et les patrouilles sont réduites. Plusieurs jours s'écoulent avant d'obtenir à nouveau des véhicules d'échelon B au Camp Julien. Les membres du Génie électrique et mécanique de l'Élément de soutien national (ESN) travaillent finalement nuit et jour pour transformer les véhicules en blindés par suite des recommandations de l'équipe d'assistance technique[13].

Les deux attentats empêchent immédiatement la KMNB et ses unités de mener des opérations dans la ville, parfois pendant une semaine, parfois beaucoup plus longtemps. C'est la raison pour laquelle on reporte le projet dans le cadre duquel la FIAS collabore avec les responsables des élections et déterminent les bureaux d'inscription des électeurs pour le scrutin de 2004. Plus important, le président Karzai révoque le chef de la Direction nationale de la sécurité, l'ingénieur Muhammad Arif Sarwari.

Ces attentats forcent le 3 RCR à réaffecter ses ressources pour mieux protéger les troupes. L'Op HYDRA est mise sur pied pour surveiller l'itinéraire GREEN. Le redéploiement en attente de la ROTO 0 et l'arrivée de la ROTO 1 signifient que des ressources supplémentaires, dont celles de la compagnie ISTAR, serviront à protéger le convoi de troupes entre le Camp Julien et l'aéroport international de Kaboul. Dans l'ensemble, les attentats freinent les travaux du 3 RCR dans l'ouest de Kaboul ainsi que dans les districts à l'ouest, notamment les activités de COCIM. Ils brident aussi la capacité du Lcol Denne d'organiser des patrouilles renforcées et de communiquer avec la population, et l'ennemi se sent tout aussi menacé. Au même moment, le taux de véhicules Coyote hors d'usage de la compagnie ISTAR monte en flèche en février, ce qui a un effet sur la couverture de surveillance. Les véhicules Coyotes du Royal Canadian Dragoons se détériorent, et les mécaniciens de l'ESN travaillent sans relâche pour les maintenir en état de fonctionnement dans l'environnement austère et poussiéreux de Kaboul[14].

Photo : MDN KA2004-R102-075a

Le remplacement des véhicules Iltis a donné lieu à l'achat de véhicules utilitaires légers à roues, également appelés G-Wagon, qui se trouvent à Kaboul et à Kandahar.

Remise en cause des opérations de NEM et de lutte contre les EEI

Les deux types d'attentats contre le 3 RCR ont obligé l'Armée canadienne à revoir la NEM ainsi que la lutte contre les EEI. D'habitude, les techniciens en munition s'occupent de la neutralisation et travaillent au sein d'un bataillon de logistique, tandis que les sapeurs de combat se chargent du déminage et travaillent dans des escadrons de campagne. Les deux fonctions ont de plus en plus de responsabilités communes en Afghanistan et, en présence de la nouvelle menace des EEI, une quelconque forme de rapprochement et d'harmonisation devait être convenue[15].

L'escadron du Génie des ROTO 0 et 1 possède de l'équipement de déminage et de NEM. En général, il se sert de plusieurs systèmes achetés au temps des opérations de stabilisation en Bosnie et au Kosovo. Le fléau de déminage Marion est un système tracté léger à la puissance insuffisante. Un autre véhicule propulse le dispositif de dégagement de munitions dispersables Pearson (essentiellement une charrue) équipé d'un radar infrarouge à balayage frontal et d'un détecteur magnétique. Deux appareils M-113 téléguidés et équipés de dispositifs Pearson les ont remplacés ultérieurement. De même, on se sert de deux véhicules blindés Nyala (résistants aux mines avec des caisses en forme de V et originaires d'Afrique du Sud) pour « vérifier » les itinéraires; on conduisait des véhicules à côté d'eux jusqu'à ce que ces derniers croisent quelque chose. Trois robots légers de NEM Vanguard MK 1 sont également déployés, chargés dans de véhicules blindés Bison de transport de troupes spécialement équipés. Aucun de ces systèmes n'est conçu pour traiter les EEI : ils servent à désamorcer les mines et les munitions explosives non explosées dans un environnement relativement permissif[16].

Les Forces canadiennes (FC) ont mis un certain temps à se préparer aux nouvelles menaces et à se remettre des compressions budgétaires de l'après-guerre froide qui ont réduit la capacité de NEM du Canada et de la priorisation des opérations de maintien de la paix dans les années 1990[17]. Deux mois après le décès du Cpl Murphy, on admet enfin au niveau politique à Ottawa que « les éléments anti-FIAS ont acquis un savoir-faire technologique encore jamais vu par les troupes canadiennes pendant des opérations » [Traduction]. Leur savoir-faire technologique avancé étant surtout axé sur les systèmes de détonation des EEI, il fallait trouver des moyens technologiques pour les neutraliser. Il fallait donc procéder à l'achat et au déploiement de systèmes de contremesures électroniques (CME).

Les CME au niveau tactique terrestre n'ont rien de nouveau. En effet, l'Armée britannique s'en sert en Irlande du Nord depuis les années 1980. Le personnel canadien de NEM a recours systématiquement à des CME de faible puissance durant leurs opérations depuis bien avant sa présence en Afghanistan. Les États-Unis ont vu des EEI radiocommandés pour la première fois en Afghanistan en 2002 et ne disposaient pas de moyens de les neutraliser.

Photo : Auteur

Le personnel canadien se sert d'un robot d'observation et de neutralisation d'explosifs et de munitions Telerob, ici chargé à l'arrière d'un véhicule blindé Bison de transport de troupes, à Kaboul pour lutter contre les EEI, les munitions explosives non explosées et les mines.

Photo : MDN IS2004-0665a

La menace posée par les EEI et les mines à Kaboul, puis à Kandahar, a entraîné le déploiement de véhicules Nyala, pour la vérification d'itinéraires, provenant des unités canadiennes en Bosnie. Les véhicules Nyala étaient en tête de convois de la FIAS, puis de l'équipe de reconstruction provinciale dans les régions éloignées.

Les Forces navales des États-Unis [U.S. Navy] possédaient beaucoup de brouilleurs désuets, vestiges de la guerre froide, qui ont été modifiés et installés dans des véhicules militaires des États-Unis. Ces brouilleurs ont reçu le nom de code ACORN. Entre la détermination du problème et le déploiement des brouilleurs ACORN se sont écoulés trois mois[19].

Selon certains, il faut déployer les CME dans l'ensemble de la force. Le déploiement apporte son lot de défis techniques, surtout lorsque les CME doivent être harmonisées avec les opérations de l'escadron des transmissions, le travail de l'équipe affectée à la guerre électronique et ainsi de suite. Il est nécessaire que le groupe du Génie et le groupe des Transmissions au Canada ainsi que l'équipe sur le terrain se rencontrent pour éviter un « fratricide » sur le spectre des radiofréquences. L'achat d'une quantité suffisante de systèmes adéquats dans le cadre d'un processus d'acquisition de la défense en temps de paix est tout aussi difficile. Le Canada accuse du retard dans la guerre contre les EEI et peine à le rattraper.

Nouveau shérif en ville : Arrivée de la ROTO 1 de l'Op ATHENA

Le transfert entre la ROTO 0 et la ROTO 1 de l'Op ATHENA se déroule au début de février 2004. Le major-général (Mgén) Andrew Leslie quitte son poste de commandant adjoint de la FIAS. Grâce à ses longues démarches fructueuses, le Canada obtient le commandement de la FIAS, et le lieutenant-général (Lgén) Rick Hillier succède au Lgén Gliemeroth[20].

Le Canada garde aussi le commandement de la KMNB, le Bgén Jocelyn Lacroix prenant la relève du Bgén Peter Devlin. Le major (Maj) Dyrald Cross confie les rênes de la compagnie ISTAR au Maj Andrew « Z » Zdunich et à son escadron de reco du *12e Régiment blindé du Canada* (12 RBC). Le 3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3eR22eR) du Lcol Stéphane Roy prend la relève du groupe-bataillon du 3 RCR du Lcol Don Denne, tandis que la Batterie R du *5e Régiment d'artillerie légère du Canada* (5 RALC) remplace la Batterie F. L'ESN est désormais dirigé par le Lcol Serge Carignan, et le gros des nouveaux effectifs se compose de membres des unités de la 5e Brigade du Québec. Pour finir, le 52e Escadron du *5e Régiment du Génie de Combat* (RGC) constitue le Génie de la force.

La différence la plus marquante dans les rapports de commandement et contrôle de la ROTO 1 réside dans la fonction du commandant de la FO Kaboul qui gagne en importance. Le Lgén Hillier est peut-être le commandant de la FIAS, mais il ne dirige pas tout le contingent canadien contrairement au Mgén Leslie. Le colonel (Col) Alain Tremblay commande le contingent à la ROTO 1, mais son prédécesseur à la ROTO 0, le Col Mark Hodgson, exerçait, quant à lui, la fonction de commandant adjoint du contingent avec un personnel réduit. L'état-major du commandant a également grossi – le Lcol Sylvain Sirois est devenu chef d'état-major. Ce changement majeur tient à nombre de raisons. Le chef d'état-major de la Défense (CEMD), le général (Gén) Ray Henault, s'inquiétait qu'une situation problématique impliquant des troupes canadiennes en Afghanistan nuise aux élections fédérales imminentes au Canada et souhaitait en réduire les risques. Il a transmis son opinion au commandant de la FO par le biais du SCEMD qui avait déjà limité les activités de l'Armée canadienne en Afghanistan en 2001[21].

Photo : MDN KA2003-A407D

Lgén Rick Hillier a pris le commandement de la FIAS. Il a dû avoir recours à des troupes non canadiennes à Kaboul à cause des risques croissants de pertes canadiennes potentielles.

En outre, certains éléments du Quartier-général de la Défense nationale (QGDN) et d'ailleurs n'apprécient pas l'autonomie relative du Mgén Leslie, l'utilisation qu'il en fait et la manière dont il rogne celle des commandants des rotations ultérieures. D'autres éléments du nouveau quartier général n'approuvent pas l'évolution des opérations en 2003. À leur avis, les activités de démobilisation, démilitarisation et réintégration (DDR), d'entreposage d'armes lourdes, de l'ETT et du travail de nuit ne devaient pas être exécutées nécessairement par les Canadiens, car elles sont risquées sur le plan politique. En rétrospective, cet avis témoigne d'une mentalité étroite centrée sur le maintien de la paix aux responsabilités limitées héritée des années 1990 qui ne correspond pas du tout avec la réalité sur le terrain, à Kaboul. Dans les faits, le QG a pris la voie tracée par le SCEMD, selon le Lcol Sirois[22]. Comme l'a résumé le Col Tremblay, la FO Kaboul a pour mission de protéger les intérêts du Canada, et non de garantir à tout prix une réussite tactique[23].

Les nouveaux rapports de commandement posent de graves problèmes pour les opérations du Canada et de la FIAS à Kaboul. De nouveaux mécanismes mis en place au QG de la FO Kaboul permettent de vérifier les opérations hors cadre des troupes canadiennes dans la ville : un conseil des opérations formé au quartier général se chargera de cette responsabilité. Ce n'est qu'après une recommandation du conseil qu'une demande est transmise au SCEMD, puis au chef d'état-major à des fins d'approbation. Ni le nouveau commandant de la FIAS, ni le nouveau commandant de la KMNB n'aiment que la bureaucratie mine leur autonomie [24].

De plus, les nouveaux processus mis en place finissent par aggraver des désaccords sur la structure de la force. Dans les équipes de préparation au Canada, deux courants de pensée s'affrontent au sujet de l'escadron de reco au moment où la ROTO 1 établit sa structure à l'automne 2003, avant le déploiement. La première école de pensée soutient que toutes les sous-unités canadiennes doivent être sous le commandement d'un bataillon et que la force doit rester unie. Selon l'autre école, l'escadron de reco demeure une ressource de la brigade en plus d'être commandé et employé par le quartier général de la brigade[25]. Ce problème de doctrine ne date pas d'hier, comme on l'a vu lors de l'Op APOLLO, qui découle des rotations de la Force de stabilisation de l'Armée en Bosnie. L'affectation du personnel au groupe-bataillon repose sur la participation de l'escadron de reco; quand il est occupé ailleurs, son absence pose des problèmes, car le bataillon d'infanterie n'a pas son propre escadron de reco sur place. Par ailleurs, nul n'a songé à affecter suffisamment de personnel pour exécuter les tâches de l'ETT.

Le plafond de la dotation imposée par Ottawa génère des circonstances où les responsables de la mise sur pied de la force se disputent avec les utilisateurs de cette force sur la dizaine ou la vingtaine de postes à pouvoir ici et sur les cinq à dix autres là. L'ensemble des corps et des branches possèdent leurs structures doctrinales propres et, s'il faut les changer pour respecter le plafond (c'est-à-dire les réduire dans tous les cas), cela suscite une compétition

presque toujours malsaine. Ces désaccords commencent durant l'entraînement et, alliés aux nouvelles dispositions prises pour le commandement, s'enveniment au point de dégénérer en conflits de personnalités entre les commandants canadiens, ce qui donne lieu à une situation néfaste pour les opérations du Canada à Kaboul.

Dans l'ensemble, la structure du groupe-bataillon, de la compagnie ISTAR, du QG et des troupes de la KMNB ainsi que de l'ECN et de l'ESN ressemble à celle adoptée à la rotation précédente. Le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) passe de la KMNB à l'ECN et devient une ressource canadienne. Ce changement est effectué sous prétexte de complications liées au traitement de documents secrets à ne pas diffuser aux autres pays membres de l'OTAN.

La nouvelle rotation ne dispose pas du personnel nécessaire à l'exécution de la mission de l'ETT. Il faut quelques semaines pour convaincre Ottawa de déployer 20 autres militaires qui succéderont à ceux envoyés en premier pour cette mission. La FO Kaboul omet d'avertir la FO Phoenix que le remplacement des ETT n'est pas prévu à la ROTO 1. « On nous parle constamment d'optimisation dans cette entreprise, a expliqué le Col Tremblay à Ottawa. Le Canada ne sortirait pas indemne s'il se retirait de cette mission à laquelle il s'est engagé. » [Traduction] Le nouveau commandant de la FIAS, le Lgén Hillier, conscient lui aussi des effets bénéfiques du travail exceptionnel initié par la rotation précédente, appuie le Col Tremblay en ce sens. Le nouveau personnel arrive enfin à la fin de février 2004 et commence à encadrer un kandak de la 1re Brigade de l'Armée nationale afghane[26].

Opérations de la KMNB et de la compagnie ISTAR

Lorsque le Maj Andrew Zdunich lance les opérations à son arrivée, seuls 30 p. 100 des véhicules sont fonctionnels, et aucun des dispositifs de lancement des véhicules aériens sans pilote tactiques (TUAV) n'est en état de fonctionnement. En effet, les troupes affectées aux TUAV attendent une cellule envoyée de France[27]. Au départ, les patrouilles du 12 RBC se limitent à l'Op BASEBALL, qui consiste en une tâche de surveillance de l'itinéraire INDIGO et où les Coyotes travaillent de pair avec les équipes d'officiers observateurs avancés et de contrôleurs aériens avancés de la Batterie R responsables de surveiller cet itinéraire névralgique. La compagnie ISTAR envisage d'établir un poste d'observation dans le centre-ville de Kaboul (Op OLYMPUS), car des installations d'importance sur « TV Hill » ont été la cible de roquettes. Pour l'essentiel, la compagnie ISTAR poursuit les mêmes tâches que l'organisation qui l'a précédée.

La KMNB accueille quelques nouvelles unités. Le détachement d'hélicoptères CH-53 de l'Allemagne est envoyé à Kondoz pour appuyer l'équipe de reconstruction provinciale (ERP)[28], et le détachement d'hélicoptères UH-60 de la Turquie prend la relève.

Aussi, les Pays-Bas assignent six hélicoptères d'attaque AH-64 Apache à la FIAS de Kaboul – leur puissance de feu, la capacité d'intervention rapide et leurs capacités de surveillance sont un ajout précieux. Par ailleurs, la Slovénie demande au Canada d'intégrer un peloton de reconnaissance légère dans l'escadron de reco. Une fois la demande acceptée, le peloton s'installe avec ses véhicules Hummer au Camp Julien et se met à patrouiller en mai.

Les opérations de la FIAS en viennent à reposer essentiellement sur les actions directes à l'époque où la menace terroriste continue à planer tout au long de l'année 2004. L'ennemi a adopté comme modus operandi les attentats, suicides ou par radiocommande, commis avec des EEI (encore peu souvent déclenchés par une victime). Il privilégie aussi les attaques à la roquette, mais il est difficile de savoir si elles étaient l'œuvre des insurgés. Rares sont les embuscades avec tir direct. On priorise donc la compagnie ISTAR et le CRTS ainsi que leurs relations avec les organismes alliés qui fournissent en temps utile des renseignements sur les réseaux ennemis. Par la suite, ces réseaux doivent être démantelés. On peut avancer que la FIAS a privilégié ce type d'opérations à Kaboul, puisque les détenteurs de pouvoir en perte de puissance devenaient de moins en moins menaçants en 2004.

Les dispositions relatives au commandement et contrôle ainsi que leurs liens avec les opérations d'action directe nuisent carrément à la conduite des opérations de la KMNB lors de la ROTO 1. Le Mgén Leslie et le Bgén Devlin court-circuitent discrètement les tracasseries de la bureaucratie, tandis que le Lgén Hillier et le Bgén Lacroix prennent le taureau par les cornes. Dans ses mémoires, le Lgén Hillier ne mâche pas ses mots :

> [Traduction]
>
> Pour que les choses se fassent, je ne me tournais pas vers le Canada à cause du système lourd et complexe à Ottawa et du traitement bureaucratique des opérations. Si des missions devaient être menées rapidement, j'allais voir mon contingent du Royaume-Uni, j'allais voir ma compagnie de la Norvège et parfois, j'allais même voir le groupement tactique de la France. Je me suis rarement tourné vers le Canada. Le temps gaspillé, les détails à expliquer ainsi que les désagréments et l'agonie à subir, sans compter toutes les tergiversations prenaient une telle ampleur que le jeu n'en valait pas la chandelle […] Afin d'obtenir le feu vert d'Ottawa pour la participation du groupe-bataillon du Canada à un raid, il fallait attendre entre 12 et 24 heures, et c'était à condition que la réponse soit positive. Il fallait moins de deux heures aux Britanniques et aux Norvégiens pour faire approuver et réaliser une opération[29].

Photo : MDN KA2004-A018D

Photo : MDN KA2004-A024D

La hausse des opérations terroristes menées par des cellules du groupe HiG, des talibans et d'Al-Qaïda a donné lieu à des opérations de perturbation vigoureuses coordonnées par la KMNB, l'équipe ISTAR du Canada et des membres du CRTS. Ces opérations ont permis d'appréhender ou d'éliminer des cellules terroristes avant qu'elles ne nuisent au nouveau processus politique.

Il y a aussi des problèmes de publicité. Durant le transfert entre la ROTO 0 et la ROTO 1, la KMNB prépare l'Op MAELSTROM, qui vise un complice d'Anwar Dangar, associé aux services secrets du Pakistan et à la tête d'une cellule de dix hommes. D'après les renseignements, il est en train d'organiser un attentat avec huit véhicules piégés dont les principales cibles sont l'ambassadeur et l'ambassade des États-Unis. Les FSNA, composées de l'Armée nationale afghane et de la police nationale afghane, se trouvent au premier rang, avec le groupement tactique de la France qui assume un rôle d'appui. Le Canada fournit l'équipe responsable de l'exploitation de sites sensibles alors que le TUAV Sperwer fait des rondes de surveillance du DP 11. L'Op MALESTROM est mise en œuvre le 14 février 2004 : on prend la cible et on parvient à exploiter le site de fabrication de bombes[30]. Les médias ont posé des questions à propos de l'opération, qui a suscité des interrogations sur les restrictions nationales. Certains voulaient aller de l'avant avec les opérations d'action directe, mais des sensibilités nationales les en ont empêché – le QG de la FIAS, le centre canadien de l'ECN et le QG de la KMNB ne sont pas en mesure d'expliquer les motifs de cette décision sans révéler des détails sur les opérations.

En tant que commandant de la KMNB, le Bgén Lacroix a grandement contribué à dynamiser les relations entre les FSNA et la FIAS, surtout en ce qui avait trait à la communication du renseignement et aux opérations d'action directe. La promotion d'Amrullah Saleh au poste de chef de la Direction nationale de la sécurité après les attentats des 27 et 28 janvier représente une avancée majeure. Le Bgén Lacroix l'a d'ailleurs convié ainsi que le chef de la police de Kaboul et le commandant de la garnison de Kaboul à une rencontre entre leurs quatre entités. Il est d'abord pris de court par les plaintes des Afghans concernant la KMNB et son manque de communication des renseignements à leurs organismes respectifs. À l'évidence, la confiance n'est pas encore établie de manière durable entre les divers chefs. Le Bgén Devlin entretenait des liens avec quelques Afghans et avait « créé un contexte propice » pour Lacroix; ce dernier comprend bien qu'on ne lui fera pas automatiquement confiance puisqu'il est arrivé depuis peu et qu'il n'est pas encore aussi connu que Devlin. La KMNB profite de la cérémonie organisée pour la passation de commandement, dont il coordonne la sécurité, pour demander aux Afghans de prendre la direction afin de gagner leur confiance. La cérémonie s'est clôturée avec succès et le chef de la Direction nationale de la sécurité à Kaboul décide ensuite de rencontrer le Bgén Lacroix pendant quelques heures et il lui donne essentiellement accès au vaste corpus de renseignements recueillis. À partir de ce moment, la coopération entre la KMNB et la Direction nationale de la sécurité ne cesse de s'améliorer. Le nombre d'opérations d'action directe menées à Kaboul progresse bien : il passe de six à la ROTO 0 à trente durant la ROTO 1[31].

Il reste la question des restrictions nationales. Plusieurs pays membres de la FIAS sont dirigés par des gouvernements minoritaires qui sont au courant des problèmes causés par les membres de leur personnel : ceux-ci sont les auteurs ou les victimes de meurtres ou encore d'emprisonnement et d'assassinat. En parallèle, des contingents étrangers n'ont pas des périodes d'affectation de six mois comme les Canadiens, ou alors ils n'ont pas coordonné leur arrivée avec la rotation des Canadiens. Par exemple, les rotations des Français durent quatre mois, tandis que celles des Allemands durent six mois. En outre, l'unité d'hélicoptères des Pays-Bas passe en alternance deux mois en Afghanistan et en Iraq. La méconnaissance des règles d'engagement et des restrictions nationales ainsi que les personnalités de type A ne cessent de nuire à la situation, sans oublier l'inconvénient que représente l'utilisation de plusieurs langues européennes. Certains pays ne veulent pas travailler aux côtés ou sous la gouverne d'autres pour toutes sortes de raisons historiques. Le QG de la FIAS et la KMNB doit ainsi mettre au point une matrice qui les aide à choisir le plus rapidement possible la force chargée d'une mission spéciale dans les délais impartis. Malheureusement, le groupe-bataillon du Canada fait partie des forces assujetties au plus de restrictions, contrairement à la compagnie ISTAR et au CRTS. Comme ils « surveillent » et n'exécutent pas d'opérations sur le terrain, ces derniers présentent peu de risques sur le plan politique à Ottawa. Par ailleurs, un groupe d'action directe se compose habituellement de Coyotes du Canada et d'un UAV LUNA de l'Allemagne, avec des membres de la Direction nationale de la sécurité actifs sur le terrain et la compagnie de la Norvège encerclant le quartier ou l'enceinte. Il est possible que le CRTS du Canada, ou son équivalent britannique, s'occupe de l'exploitation du site[32].

Citons en exemple l'Op SPEED, menée à la fin de mars 2004. La Direction nationale de la sécurité a rassemblé des renseignements selon lesquels un individu associé au groupe HiG et à Al-Qaïda est censé acheminer des explosifs dans la ville par le district à l'ouest. Puisque l'enceinte visée se trouve dans la zone d'opérations du Canada, elle sollicite du soutien par l'entremise de la KMNB grâce à leurs relations fraîchement fortifiées. La KMNB n'a pas pu faire intervenir le contingent du Canada à temps (72 heures), et a donc chargé la compagnie de patrouille du Royaume-Uni d'installer le cordon de sécurité pour la Direction nationale de la sécurité. L'équipe responsable de l'exploitation de sites sensibles était composée de 13 Canadiens, et des membres britanniques de l'équipe de NEM, de la police militaire et de l'équipe canine assumaient un rôle d'appui. Trois hommes de la cellule sont arrêtés, et une quantité considérable de matériaux pour fabriquer des bombes est saisie[33]. Il s'agit d'une cible terroriste cruciale qui se trouve en plein dans la zone d'opérations du Canada; or, le 3^{e}R22^{e}R devant être écarté de l'opération, les forces britanniques sont appelées. Voilà bien le type de situation qui minerait la crédibilité du Canada.

La KMNB et la Direction nationale de la sécurité mettent en branle une opération de suivi, l'Op HAMMER, trois jours après l'Op SPEED, durant laquelle cinq insurgés sont arrêtés. La police de Kaboul et la KMNB exécutent ensemble l'Op SWIFT, sans lien direct avec les autres opérations; ils frappent à trois endroits de la ville en même temps et y trouvent des explosifs. Le Canada a obtenu presque le même résultat avec l'Op SPEED. Ces opérations ont considérablement affaibli les activités terroristes du groupe HiG et de ses alliés en mars et en avril 2004[34]. Des unités canadiennes ont rassemblé des renseignements de sources inattendues dans la population aussi bien durant les patrouilles que durant les activités de COCIM. En plus des opérations de renseignement humain, les commandants se sont aperçus avec le temps que « les renseignements que les équipes de COCIM collectent auprès des ONG et des organisations internationales ont permis aux équipes de rassembler d'autres informations utiles à la planification des opérations dirigées ainsi que celles menées hors de la zone des opérations[35] » [Traduction]. Une nouvelle optique ressort, soit que l'idée de fusionner les renseignements recueillis par la cellule de coordination de COCIM et le CRTS mérite d'être creusée, mais elle posera des problèmes ultérieurement.

Avec le nombre grandissant d'opérations d'action directe menées dans la zone d'opérations en 2004, il reste à régler la question des Afghans détenus durant les opérations, ce que le Col Tremblay explique au SCEMD :

> [Traduction]
>
> L'interrogation et le traitement des détenus afghans constituent des questions épineuses […] La FO Kaboul faisait preuve de bon sens et respectait les lois et protocoles nationaux et internationaux sur le traitement des détenus. Elle ne dispose cependant pas encore des installations adaptées au traitement et à l'interrogation des détenus afghans. Au vu du récent scandale en Iraq, la question est loin d'être réglée[36].

Opérations du groupe-bataillon du 3eR22eR

Une fois sur le terrain, le Lcol Roy et les soldats du groupe-bataillon du 3eR22eR se sont familiarisés avec leur nouvel environnement en effectuant des patrouilles qui visaient à dissuader les activités criminelles dans le DP 7 et le DP 14. Le 3eR22eR possède une structure comparable à celle du 3 RCR : une compagnie de VBL III et deux compagnies légères dotées de véhicules Iltis. Il y a une troupe indépendante de VBL III aussi. Le 3eR22eR apporte des systèmes TOW supplémentaires (six au lieu de deux à la rotation précédente) installés encore une fois sur des véhicules Iltis que le peloton antiblindés contrôle. À l'exemple du 3 RCR, le 3eR22eR a un peloton de COCIM désigné ainsi qu'un escadron de Génie de combat, le 52e Escadron du 5 RGC[37].

Dans le nouvel environnement des EEI, les compagnies dotées de véhicules Iltis représentaient une complication évidente, à tout le moins jusqu'à ce que des véhicules de remplacement soient achetés et déployés. Autre limite, il faut accréditer les équipes de neutralisation d'engins explosifs improvisés (NEEI), qui doivent mettre à jour leurs connaissances de base et des procédures après leur arrivée. Ces deux facteurs entament, pendant les premières semaines du déploiement, la capacité de patrouiller du 3eR22eR dans la zone de responsabilité du Canada[38].

Au vu de la situation, comment le 3eR22eR peut-il continuer à maintenir un environnement stable? Une solution possible consiste à collaborer avec la police de Kaboul, à l'aider le cas échéant et à l'appuyer si le besoin s'en fait sentir. Le plan des PEI est toujours valide. Op COBRA est devenue le nom de code pour les postes communs de contrôle des véhicules du 3eR22eR et de la police de Kaboul et d'autres mesures associées à la circulation dans ces zones pour rendre les choses imprévisibles pour ceux désireux de s'infiltrer dans la ville. Le 3eR22eR met au point un plan où l'affectation du personnel se fait de manière aléatoire entre les PEI D, E et F et où ils sont ouvertement ou secrètement surveillés à distance. Le problème du PEI E réside dans son emplacement hors de la zone d'opérations de la FIAS, et Ottawa n'autorise pas le 3eR22eR à déplacer le périmètre de 500 à 1 000 mètres vers l'ouest en direction de Maidan Shar. Quand elle découvre que le 3eR22eR ne peut pas l'accompagner au PEI E, la police de Kaboul prend le chemin du retour et laisse le PEI E à découvert dans la province de Wardak infestée par le groupe HiG[39]. Mécontent, le Lgén Hillier décrète que le PEI E se trouve à l'intérieur de la zone d'opérations de la FIAS temporairement élargie pour certaines activités particulières du 3eR22eR dans l'attente de résoudre une situation insensée – ce qui s'est révélé impossible[40].

L'Op LOUP GAROU, dans le cadre de laquelle le 3eR22eR sature le DP 14, a pour but de dissuader les activités criminelles. Les équipes de COCIM et de sécurité en campagne font observer que le soutien à la police priorisé par le 3eR22eR a entraîné des effets imprévus. Certains Afghans croient que la FIAS est là pour prendre la place de la police, et non pour lui venir en renfort, ce qui pousse les dirigeants locaux à se demander qui détenait le pouvoir. La situation a peut-être sapé l'autorité de la police. La population ne comprend pas les subtilités d'un rôle d'appui, car elle considère tout groupe armé comme l'autorité locale. En réalité, les relations avec la police de Kaboul se dégradent : « les policiers sont moins disposés à patrouiller avec le 3eR22eR » [Traduction], et ce froid a visiblement mené à une présence policière réduite dans la zone d'opérations du Canada[41]. Au début d'avril 2004, la police dans le DP 14 intimide la population et affiche une attitude anti-FIAS, sans qu'on sache vraiment pourquoi[42].

Photo : MDN KA2004-R101-458

Les patrouilleurs canadiens participent aux opérations en Afghanistan depuis presque deux ans lorsqu'ils reçoivent leurs uniformes DCamC (région aride), et le système d'approvisionnement prend encore plus longtemps à leur fournir l'équipement DCamC.

Ottawa a pu heureusement faire avancer le remplacement des véhicules Iltis. En mars 2004, 60 nouveaux véhicules, baptisés véhicules utilitaires légers à roues ou, plus familièrement, G-Wagon pour les soldats, sont arrivés à bord de quatre avions de transport lourd nolisés en partance de Graz, en Autriche. Toutefois, les mitrailleuses et les systèmes d'armes TOW ne peuvent pas y être installés à cause de leur conception[43]. À tout le moins, leur blindage est supérieur à celui des véhicules, qui en fait n'étaient pas blindés. La mise hors service de la flotte de véhicules Iltis désuets apporte son lot de difficultés sur le plan environnemental et de lamentations dans certains milieux où l'on croit qu'ils devraient être renvoyés au Canada à grands frais pour être mis au rebut. Des gens plus raisonnables ont eu gain de cause, et il a été décidé que la flotte serait mise au rebut à Kaboul.

Vers la fin mars, le 3eR22eR est enfin autorisé à participer à une opération directe. On a su que des talibans ont dissimulé 35 véhicules chargés d'armes dans une cache dans le district à l'ouest, tout juste avant que l'Alliance du Nord les pousse hors de la capitale. Un commerçant, qui a déjà travaillé comme cuisinier pour les talibans, en faisait le guet. Le 3eR22eR devait établir le périmètre de sécurité avec la police de Kaboul, tandis que les équipes de NEM et de NEEI du 52e Escadron accompagnait la police. L'Op SCORPION s'est déroulée le 29 mars durant laquelle cinq personnes sont arrêtées; la police les relâche

toutes. On n'a peut-être pas trouvé d'armes, mais on a mis la main sur de la poudre d'aluminium utilisée dans la fabrication d'EEI, des documents de la FIAS sur la Loya Jirga constitutionnelle et une photographie du général Gliemeroth pendant l'exploitation de sites sensibles[44].

Le peloton de COCIM, qui travaille de pair avec le conseiller juridique, est prêt à « limiter les dégâts » après les opérations si le besoin s'en fait sentir, ce qui rappelle le rôle plus traditionnel de la COCIM au temps de la guerre froide.

Le groupe-bataillon du 3eR22eR affecte le 52e Escadron à l'exécution de son plan de COCIM. La partie ouest de Kaboul étant remplie de munitions explosives non explosées après des années de guerre, l'Op VENDANGE a pour but de les retirer et de les détruire pour améliorer la sécurité de la population locale. Celle-ci en est donc informée grâce à des campagnes d'information du QG de la KMNB et de la FIAS, qui aussi organise un programme de signalement et un plan d'intervention. L'opération comprend aussi le transport des munitions vers le site d'entreposage à Pol-e Charkhi et la sécurité permanente du site assurée par des équipes en rotation[45].

Photo : MDN KA2004-R103-1593 L

Les attentats contre les véhicules de la FIAS ont entraîné un usage accru de véhicules blindés. Après un attentat mortel visant un autocar de l'Armée allemande, qui a tué et blessé plus de 30 soldats, les véhicules blindés Bison de transport de troupes sont employés pour les convois dans les allers-retours pour l'aéroport international de Kaboul.

Photo : MDN IS2004-2066a

En raison du nombre insuffisant d'hélicoptères canadiens, conséquence d'une décision malavisée prise dans les années 1990, le contingent canadien de la FIAS est contraint de compter sur les hélicoptères CH-53 de l'Allemagne pour ses opérations aéromobiles et d'évacuation sanitaire.

COCIM, Agence canadienne de développement internationale, et développement

Le Col Tremblay, commandant de la FO Kaboul, s'inquiète de plus en plus pour la protection de la force à l'intérieur et autour du Camp Julien. Aux premières étapes de la mission, il a donc cherché à optimiser les ressources et capacités du Canada consacrées à l'établissement de relations communautaires. Déjà mis en place par le 3 RCR, le programme de COCIM est repris par le 3eR22eR; la FO Kaboul fait toutefois un plan de plus grande ampleur, le Programme d'amélioration des communautés.

Le programme, qui repose sur les fondements de la COCIM du 3 RCR, prône une approche davantage systématique au problème; son objectif consiste à « rétablir, réhabiliter et reconstruire certaines infrastructures nécessaires à pérenniser une communauté[46] » [Traduction]. En réalité, le problème se résume à la taille de ladite communauté – le Canada et la KMNB s'occupaient de centaines de milliers de personnes dans l'ouest de Kaboul avec l'aide d'un peloton du Canada et d'un autre de la Norvège, tous deux de COCIM. Le Programme d'amélioration des communautés est censé influencer la population dans un rayon de cinq à dix kilomètres du Camp Julien, et le reste de la zone d'opérations relève de la COCIM de la KMNB et de la FIAS. En conclusion, l'équipe de la COCIM du 3eR22eR est présente partout.

Le Col Tremblay invite le personnel médical à sortir du camp pour faire des examens médicaux dans la région. Le personnel des ambulances de campagne s'y rend en civil pour ne pas attirer l'attention. Le personnel compte aussi des infirmières. Les conseillers juridiques sont automatiquement affectés aux griefs : en cas de problème, la population locale doit en faire part aux conseillers juridiques, qui s'entretiendront avec les dirigeants locaux. Les membres du Génie ont intégré le programme de neutralisation des munitions explosives non explosées, à savoir l'Op VENDANGE, au Programme d'amélioration des communautés[47].

Le peloton de COCIM a repris le flambeau. La COCIM s'occupait surtout du forage de puits et de la réparation des stations et systèmes de pompage, de la rénovation d'immeubles destinés à l'enseignement et à l'entreposage d'équipement pédagogique, du repérage et de l'établissement de points de collecte des ordures ménagères ainsi que de la rénovation de casernes de pompiers et de leur équipement[48].

Fait à noter, la COCIM fournit aussi du soutien à la police au chapitre des communications hautes fréquences dans certains districts. Cependant, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) n'a pas la volonté ou le pouvoir de verser les fonds d'aide à la police, et il semble que les Allemands, responsables de la formation et du soutien de la police, s'occupent peu ou pas de la question dans l'ouest de Kaboul. Voilà un autre signe avant-coureur des problèmes éprouvés à Kandahar en 2005 quand l'ERP du Canada a tenté d'améliorer les services de police[49]. La COCIM tente aussi de réaliser des synergies et d'assurer la coordination des ONG d'aide. La collaboration avec ces dernières s'est d'ailleurs révélée difficile :

[Traduction]

> Le Programme [d'amélioration des communautés] n'a pas su inciter d'autres ONG à s'installer dans certaines zones ni s'intégrer à leur milieu bien établi. La ROTO 1 a communiqué avec plusieurs et a tenté de collaborer avec elles […] L'équipe de COCIM a organisé trois rencontres au Camp Julien avec plusieurs ONG afin d'harmoniser les actions de chacun. Il est hélas extrêmement difficile d'exécuter des projets communs avec des ONG, car celles-ci conservent une vue à long terme, contrairement à la COCIM qui travaille à de petits projets à court terme [...] Il est recommandé que la COCIM travaille plus étroitement avec les entreprises privées. Ces dernières favorisent davantage les activités de reconstruction, possèdent en général une force de gestion développée et sont plus efficaces dans la réalisation de projets[50].

À l'image des relations entre la COCIM et l'ACDI, la liaison entre les deux ne s'améliore pas bien durant la rotation : le peloton de COCIM participe à 140 projets communautaires à petite échelle durant les trois premiers mois des opérations. Alors que la rotation du 3 RCR mène à bien 11 projets de continuité, le peloton de COCIM du 3eR22eR en recense 39 autres, et 15 projets sont annulés. L'obtention des fonds de l'ACDI demeure préoccupante :

[Traduction]

> Le financement des projets de COCIM par l'ACDI se révèle une entreprise trop lourde et bureaucratique, au point où il est très difficile de dépenser quelques petites sommes […] Comme aucun fonds n'est alloué au fonctionnement des projets de COCIM dès le départ, la charge de travail du groupe-bataillon de COCIM et de l'organisation de liaison ne peut que sensiblement augmenter. Le personnel de COCIM est obligé, au début de chaque rotation, de recenser et d'établir rapidement les projets que la FO Kaboul financerait sans savoir si les fonds sont là […] La COCIM doit être en mesure de saisir les occasions qui s'inscrivent dans la mission du commandant, mais qui ne s'harmonisent pas nécessairement avec le régime de financement de l'ACDI[51].

Fait à noter,

[Traduction]

> L'harmonisation des objectifs de l'ACDI et de l'Armée constitue un éternel défi. Or, il faut tenir compte du fait que la COCIM relève de l'ACDI et doit mettre en œuvre les politiques et objectifs de celle-ci. La protection de la force et l'atteinte d'un état final recherché, buts de la COCIM, semblent entrer en conflit avec certains objectifs de l'ACDI, en particulier l'égalité

> des sexes. Il s'agit d'une tâche difficile dans le cadre de la mission surtout dans une société où l'égalité des sexes pourrait générer des tensions, car elle n'est peut-être pas encore prête à s'attaquer à cette question délicate[52].

Le ministère de la Défense nationale (MDN) et le QGDN n'ont pas réussi à régler les relations difficiles entre l'équipe de COCIM, l'ACDI et les ONG. Les problèmes de financement que le Mgén Leslie a connus à la ROTO 0 se sont répétés à la ROTO 1. Plus important encore, des gens de l'organisation du SCEMD s'inquiètent de plus en plus de l'image. En l'occurrence, ils remettent en question le degré d'activité de la COCIM pour ce qui est de protéger la force. Ils s'inquiètent du fait que le 3eR22eR se sert de la COCIM pour collecter des renseignements et que cette utilisation pourrait mettre en péril les relations avec le milieu des ONG et « donner lieu à la mise à l'écart des FC par des acteurs de ce milieu et des organisations internationales » [Traduction]. Ce à quoi le SCEMD a répliqué :

> [Traduction]
>
> La protection de la force étant bel et bien l'objectif principal des activités proposées, il n'est pas question d'appuyer des projets où l'on propose de se servir de la COCIM pour collecter des renseignements. Pour ne pas mettre en péril les relations actuelles et futures entre l'équipe de COCIM et les ONG et d'autres organisations non militaires, il faut respecter le principe doctrinal de la COCIM en matière de collecte de renseignements ainsi que l'affirmation de la bonne volonté qui sont des conséquences heureuses, jamais des objectifs directs[53].

La COCIM en Afghanistan doit-elle appuyer l'ACDI et les ONG ou alors le contingent de l'Armée canadienne déployé qui soutient l'Administration transitoire afghane? Le SCEMD et d'autres parties font l'erreur de croire que les objectifs des diverses ONG coïncident avec ceux du Canada et de l'Administration transitoire afghane. Ils déterminent ensuite, de manière implicite, que les relations entre le Canada et les ONG du monde entier revêtent davantage d'importance que les opérations de COCIM destinées à protéger les soldats canadiens dans l'environnement hostile de Kaboul. Il dépasse donc l'entendement que des Canadiens soient exposés au danger par crainte de critiques émises par des organisations canadiennes ou étrangères et des entités non élues par le peuple canadien et non assujetties au processus démocratique du Canada. Le problème appelle donc une discussion interministérielle sur la politique à adopter et une précision du gouvernement élu au Canada. Or, il n'est toujours pas vraiment réglé et entraîne des répercussions à long terme quand le Canada a commencé à diriger l'ERP de Kandahar. Reste une grande question encore en suspens qui en découle : quel ministère du gouvernement du Canada a préséance en Afghanistan

si des missions entrent en conflit : le MDN, le MAECI (ministère des Affaires étrangères et du commerce international) ou l'ACDI? Aucun dispositif n'a été mis en place en 2004 pour résoudre la question, ni à Kaboul ni à Ottawa, et, encore une fois, des effets à long terme se sont fait sentir à Kandahar.

Dimension stratégique

À leur arrivée à Kaboul, les nouvelles unités du Canada ont pu constater les bouleversements massifs de l'Administration transitoire afghane qui luttait pour établir un gouvernement légitime malgré les nombreuses menaces. Tout comme les rotations antérieures sous les ordres du Mgén Leslie et du Bgén Devlin, les nouveaux commandants du Canada ont composé avec une multitude de situations catastrophiques à régler avec ruse et habile marchandage. Comme par le passé, les Canadiens se trouvent au centre de ces tractations à Kaboul et ailleurs. Parmi les cinq situations catastrophiques, notons en premier lieu l'opération d'entreposage d'armes lourdes à Kaboul en cours depuis février 2004, qui permettaient de retirer de la circulation des armes menaçant directement la stabilité de la capitale. C'est donc dire qu'elles contribuent sensiblement à la stabilité durant les délibérations politiques en décembre et en janvier 2004, sans entamer la présence des forces appartenant aux détenteurs de pouvoir dans la ville. C'est là la tâche du programme de DDR, qui n'a pas réalisé beaucoup de progrès. L'artillerie, les chars d'assaut et les systèmes de défense aérienne sont graduellement entreposés, ce qui constitue une bonne chose, mais plusieurs milliers d'hommes munis d'armes légères déambulent toujours dans les rues. Il faut les démobiliser aussi. En deuxième lieu, l'entreposage d'armes ou les processus de DDR ne sont pas encore établis dans le reste du pays, en particulier dans les provinces dans le nord et le nord-est de l'Afghanistan qui connaissaient de plus en plus de troubles où les lignes des diverses forces de l'Alliance du Nord avaient des failles. D'autres détenteurs de pouvoir régnaient sur ces provinces, et la friction augmentait à mesure que l'Administration transitoire afghane et la FIAS gagnaient en influence. En troisième lieu, il est question des élections : il faut choisir la taille, le mode de scrutin, la forme, le moment et la méthodologie à employer ainsi que mettre le choix à exécution. En quatrième lieu, l'insurrection de talibans à peine perceptible en février et en mars 2004 guettait à l'horizon. En cinquième lieu, le groupe HiG et Al-Qaïda poursuivent leurs activités terroristes à Kaboul. Il faut une approche systématique pour régler ces deux dernières situations catastrophiques.

La pièce maîtresse du casse-tête demeure les élections. En effet, la communauté internationale n'investirait pas dans la reconstruction de l'Afghanistan sans l'instauration d'un gouvernement légitime. Cela gaspillerait tout simplement ses ressources. Ce pays entre en concurrence avec des pays d'Afrique et d'Asie pour des fonds d'aide de plus en plus rares alors que nombre de ces pays sont dotés de gouvernements aux capacités variables.

Les Nations Unies et l'Union européenne, par exemple, ne concluront jamais d'ententes avec des hommes tels que Dostum, Sayyaf ou Fahim, et le Fonds monétaire international et la Banque mondiale suivront leur exemple. Par ailleurs, les ONG de secours ne portent généralement pas les personnes d'influence dans leur cœur et préfèrent s'entendre avec un gouvernement reconnu sur le plan international et appuyé par les Nations Unies. Les ONG exercent des pressions croissantes sur divers gouvernements pour appuyer l'Administration transitoire afghane et, par le fait même, le processus électoral. Il est à remarquer que personne n'a les moyens de consulter le peuple afghan et de lui demander ce qu'il voudrait et que les deux groupes, respectueux de leurs normes de pratique établies hors de l'Afghanistan, se trouvent à imposer leur vision du monde – il est donc indispensable de tenir des élections et d'élire des représentants afghans avec qui collaborer. L'Afghanistan doit disposer des mécanismes nécessaires pour refaire partie de la communauté internationale et tirer parti des relations qu'elle y noue, mais elle n'était pas encore prête à y adhérer en 2004.

Il faut souligner la lutte contre le narcotrafic et son importance dans la situation d'ensemble. De façon très générale, les puissances de l'Europe de l'Ouest s'inquiètent particulièrement de la circulation de l'opium et de ses dérivés depuis la région vers l'ouest. Le problème n'a rien de nouveau : il se posait déjà en 1960. Dans certains milieux, cependant, on croit qu'un nouveau gouvernement aura peut-être le pouvoir de mettre fin au trafic d'opium en Afghanistan. Les principaux défenseurs de cette optique sont le gouvernement britannique ainsi que des membres du département d'État des États-Unis et les services de police, qui voient l'Afghanistan comme une Colombie de l'Asie. Les Britanniques et le département d'État des États-Unis dirigent divers programmes de lutte contre le narcotrafic en attendant que les Afghans mettent en place leurs structures policières. À tous les égards, ces programmes semblent destinés à aider l'Administration transitoire afghane à assurer la stabilité du pays, mais l'objectif premier reste de servir les intérêts politiques d'autres pays concernant la consommation de drogues.

Les programmes et initiatives de l'Administration transitoire afghane et de la communauté internationale mis ensemble menacent gravement les personnes d'influence. Ces dernières ne disposent plus de leurs principaux moyens de coercition à cause de l'encadrement et de l'agrandissement de l'Armée nationale afghane, conjugués au retrait d'armes lourdes appartenant aux milices et à la démobilisation de ces milices. La tenue d'élections pourrait faire changer les allégeances des gens sous leur coupe s'ils peuvent exprimer leur voix librement. La conduite d'opérations de lutte contre le narcotrafic nuit aux revenus de certaines personnes d'influence, dont le pouvoir, en somme, passe graduellement et entièrement aux mains d'un gouvernement élu. Mais ces personnes d'influence, qu'en retirent-elles? Pourquoi devraient-elles souscrire aux programmes? Comment la communauté internationale peut-elle s'attendre à ce qu'elles ne les abandonnent pas sans haute lutte? N'oublions pas qu'elles ont

combattu les Soviétiques (ou se sont parfois rangés de leur côté, notamment dans le cas de Dostum), puis les talibans. Il est irréaliste de croire que la transition se passerait sans heurts et que toutes ces personnes d'influence représentent seulement des adversaires. Certains souhaitent même qu'elles soient traduites en justice pour crimes de guerre comme en Bosnie, mais la chose n'est pas très réaliste. Les personnes d'influence en Afghanistan sont sorties victorieuses de leur guerre contre les talibans, et il ne s'agit pas ici d'une opération de maintien de la paix comme en Bosnie, où l'OTAN dirigeait le pays, contrairement à ce qui s'est passé en Afghanistan. Les personnes d'influence font bien partie du paysage, et il fallait les traiter avec doigté pour éviter de déclencher une autre guerre civile, de se les mettre à dos ou de les menacer avec le mécanisme des droits de la personne dirigé par Louise Arbour. Voilà la politique implicite des Canadiens à Kaboul[54].

Le Lgén Hillier et le Bgén Lacroix disposent des mêmes moyens que le Mgén Leslie et le Bgén Devlin ont utilisés, et à l'image de leurs prédécesseurs, ils les combinent de différentes manières pour influencer la prise de décisions et des événements discrets. Par exemple, il faut cesser de voir le 3eR22eR comme un bataillon d'infanterie ou une unité de manœuvre et le voir plutôt comme un outil d'influence qu'on peut retourner contre Sayyaf. Il peut soutenir la police et réduire la criminalité, sans compter qu'il combat le terrorisme dans sa zone d'opérations avec la collaboration des autres organisations. Sa taille permet aux commandants canadiens de tenir leurs positions et d'affirmer qu'ils exercent une influence dans les cercles de la coalition. Les Canadiens ont ainsi participé au règlement des différends à Mazar-e Charif et à Kondoz, ou à l'établissement des relations de planification et de la coordination avec les organisations membres de l'Op ENDURING FREEDOM, le Commandement des Forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) et la Force opérationnelle interarmées multinationales 180 (FOIM-180)[55]. En raison de ses excellentes relations avec les commandants canadiens, l'ambassadeur du Canada, Chris Alexander, fait souvent mention des ressources de l'Armée canadienne dans les discussions avec les autres parties dans la capitale. L'ensemble des activités de l'ETT, de la compagnie ISTAR, du CRTS ainsi que des autres s'axaient sur cet environnement, et les restrictions imposées par le SCEMD commençaient à paralyser le système.

En conformité avec la Loya Jirga constitutionnelle, le président Karzai et son administration transitoire ont établi les critères applicables aux élections nationales et internationales dont la date provisoire tourne autour du juin 2004. Tous les partis doivent s'inscrire et remplir des conditions. Par exemple, les membres de l'armée, de la police ou de l'appareil judiciaire ne sont pas éligibles, ni les partis fondés sur des principes anti-islamiques. Il est d'ailleurs interdit aux partis politiques de promouvoir des préjugés sociaux, religieux ou régionaux ainsi que d'adhérer à des doctrines qui portent atteinte aux droits et libertés de la personne. Les branches militaires et le financement étranger leur sont également proscrits.

Le secrétariat de la Loya Jirga constitutionnelle devient l'Organe mixte d'administration des élections (JEMB), qui a pour tâches d'organiser, de mener et de surveiller les élections. Il aura à travailler étroitement avec les Nations Unies, auxquelles il fera appel pour la planification, le cas échéant. Il est à pied d'œuvre dès la fin de février 2004[56].

Le problème du JEMB vient tout simplement de son manque d'effectif. Mis au fait de la situation, le Lgén Hillier fait pression sur l'Union européenne pour obtenir davantage de ressources en gestion[57]. En échangeant des informations de manière non officielle, les Canadiens de la FIAS et les Étatsuniens du CFC-A découvrent un autre grave problème : il existe bien un plan de sécurité des Nations Unies concernant le processus d'inscription des électeurs, sans qu'il ait eu coordination avec la FIAS ou les États-Unis. Qui plus est, les échéanciers ne concordent pas du tout. D'autres questions épineuses portent sur la FIAS : combien de troupes de la FIAS seront-elles mobilisées à cette tâche et à quelle date les élections auront-elles lieu? C'est alors qu'un responsable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) demande à un officier de liaison de la FIAS sa collaboration pour harmoniser les échéanciers. Le Lgén Hillier rencontre par ailleurs les dirigeants de la MANUA afin d'inciter le secrétaire général de l'ONU à réclamer la participation de l'OTAN aux activités de sécurité des élections. La FIAS va jusqu'à soumettre au président Karzai une ébauche de lettre adressée à l'OTAN dans laquelle il réclame davantage d'assistance[58]!

Les représentants de l'Union européenne qui participent à la mise en place des structures indispensables à l'observation des élections expriment alors leurs craintes à la FIAS. Selon leurs employés, le peuple afghan s'attend à la présence d'observateurs internationaux qui garantiront la tenue d'élections libres et justes. Qui s'occupera donc de leur sécurité? Et de celle aux bureaux de scrutin? Le ministère de l'Intérieur exprime lui aussi aux responsables canadiens son mécontentement causé par l'imprévoyance de la MANUA au sujet de la sécurité lors de l'inscription des électeurs, ajoutant que les circonstances ne lui sont pas aussi favorables qu'avec la Loya Jirga constitutionnelle[59].

La situation s'aggrave lorsque cinq employés de l'organisme humanitaire Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE) sont tués par des insurgés dans l'est de l'Afghanistan, le 24 février 2004. L'organisme CARE blâme publiquement la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM; il réclame l'amélioration de la sécurité, la participation des ERP aux opérations de sécurité et la coordination de leurs opérations avec les ONG présentes dans les provinces[60].

Devenue le point de convergence pour les relations entre la communauté internationale et l'Administration transitoire afghane pour les grands dossiers, la FIAS a les mains liées. L'OTAN peine toujours à trouver suffisamment de personnel pour l'aéroport international de Kaboul, sans parler de l'expansion au-delà de Kondoz. En mai 2004, il est toujours impossible de convaincre d'autres membres européens de s'engager dans l'action menée en Afghanistan. Le commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR),

mécontent, déclare que « si ces conditions essentielles ne sont pas remplies, l'expansion au-delà de Kaboul sera difficile, et les troupes sur place s'exposeront à des risques considérables […] L'OTAN a entrepris une mission pour laquelle les pays ne peuvent ni ne souhaitent fournir de ressources[61] » [Traduction]. Pire encore, le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a affirmé à l'ambassadeur du Canada que « l'Afghanistan fait ressortir notre incapacité à mettre une force sur pied […] Nous risquons de manquer à nos engagements […] Notre crédibilité et l'avenir de l'Afghanistan sont en jeu[62] » [Traduction].

Les commandants étatsuniens en Afghanistan, en particulier le Lgén David Barno, s'impatientent devant l'immobilisme sur tous les fronts. Par conséquent, le CFC-A décide de préparer seul la sécurité lors de l'inscription des électeurs et de la tenue du scrutin. Avec le déploiement de la 25e Division de l'infanterie en Afghanistan, la FOIM-180 devient la FOIM-76. En effet, les forces armées des États-Unis ont réorganisé ses trois commandements régionaux : chacun d'entre eux était responsable des ERP de chaque région ainsi que de forces opérationnelles de manœuvre, en général un bataillon par région, chargées de mener des opérations à l'échelle de la province et de la région. Les planificateurs de la stratégie des États-Unis tiennent compte du fait que la FIAS est capable d'assurer le soutien aux activités d'inscription des électeurs et de tenue du scrutin à Kaboul, dans la province de Kaboul et dans un rayon de 40 km autour de l'ERP de Kondoz. Ainsi, les forces de l'Op ENDURING FREEDOM s'occupent du reste, à la place de l'OTAN[63]. Encore ici, la nécessité et la commodité sont les mots d'ordre pour une « harmonisation stratégique », au lieu d'une approche à long terme mûrement réfléchie.

Au début de 2004, il devient de plus en plus évident que la concertation entre la communauté internationale et l'Administration transitoire afghane doit s'améliorer. Les rencontres sur la réforme du secteur de la sécurité, les réunions sur les groupes de principes et les tribunes propices à la coordination de la communauté internationale s'enlisent. Le QG de la FIAS a fait observer dans ses rapports de situation au Canada :

> [Traduction]
>
> À la rencontre sur la réforme du secteur de la sécurité d'aujourd'hui, on a souligné nombre des inquiétudes philosophiques du COMISAF à propos de la mise en œuvre et de la coordination des activités menées par l'Administration transitoire afghane et la communauté internationale en Afghanistan. Même si elles sont fructueuses et constructives, les discussions sont dominées par les représentants de la communauté internationale au détriment de ceux de l'Administration. La rencontre fait également ressortir le manque général de coordination entre les piliers de la réforme du secteur de la sécurité et vient confirmer le besoin et le bien-fondé de la feuille de route du projet en Afghanistan[64].

Dans le même ordre d'idées, lors des réunions sur les groupes de principes, « les discussions montrent bien le manque de coordination entre les principales organisations qui participent aux programmes de reconstruction de l'Afghanistan[65] » [Traduction]. Des expériences semblables ont incité l'Armée canadienne à contribuer davantage à la reconstruction en 2005-2006.

Problèmes avec les personnes d'influence

L'Op GONDOLA, soit la participation du Canada à l'entreposage d'armes lourdes, avance tant bien que mal à l'arrière-plan. La ROTO 1 hésite beaucoup plus que la ROTO 0 à appuyer les activités de DDR. De l'avis de certains, ces activités ne sont que le « spectacle de Leslie », qui y affecte des ressources supplémentaires. Ne croyant pas disposer de telles ressources, la ROTO 1 choisit d'en tirer parti pour appuyer les Canadiens d'abord[66]. Quoi qu'il en soit, on continue à nouer des relations avec les commandants sur place et on négocie avec le ministère de la Défense pour convenir des dispositions à prendre pour la livraison des systèmes aux lieux d'entreposage. Au début de mars 2004, le processus est interrompu par 16 brigades blindées, une formation présente dans le nord de Kaboul et associée aux Tadjiks de Fahim. Le commandant de la FIAS s'adresse à ce dernier en vue de faire avancer le processus d'entreposage, et ses efforts portent fruits[67].

Le problème des 16 brigades a motivé la FIAS à approfondir l'analyse de ses prochaines activités d'entreposage et de la conduite d'activités de DDR en général. La FIAS apprend que l'équipe du programme Nouveau départ pour l'Afghanistan, en collaboration avec le ministère de la Défense, avait préparé un plan d'entreposage et de DDR pour le reste de l'Afghanistan. Elle éprouve du mal à trouver du personnel pour son plan, mais le président Karzai n'a pas donné son aval de toute manière. Lors de son entretien avec Karzai, le Lgén Hillier prend connaissance de graves préoccupations sur les liens entre l'entreposage et le DDR ainsi que le processus d'inscription des électeurs[68]. En réalité, le démantèlement des milices et l'inexistence d'une solide Armée nationale afghane donnent l'occasion aux talibans et à d'autres d'occuper une position de choix. Si les milices étaient restées en place, les personnes d'influence partout au pays les auraient manipulées pour influer sur les élections. Kaboul connaît depuis un certain temps les retombées positives de l'entreposage, contrairement au reste du pays.

À la fin mars, une grande réunion est convoquée, à laquelle sont présents les Nations Unies, l'OTAN, le ministère de la Défense, Karzai, Fahim, Dostum et le Gén Abdul Rahim Wardak. Dostum joue un rôle décisif à cause d'une recrudescence des problèmes dans le nord de l'Afghanistan, où la FIAS prend de l'expansion. La réunion montre que les divergences entre les intérêts de chacun pose un problème. Tout d'abord, Karzai souhaite la disparition

totale des forces de milice afghanes d'ici 2005, et il se dit contre l'équilibre des groupes ethniques dans l'Armée. Exaspéré par l'absence de progrès dans la planification de DDR, il a hâte, durant sa prochaine campagne électorale, d'annoncer publiquement des progrès à la population afghane et aux donateurs de la communauté internationale. Ensuite, nombre de ces derniers insistent sur l'élimination des « seigneurs de guerre », quoique certains acteurs du milieu des ONG soupçonnent les États-Unis d'exercer des pressions associées à leurs prochaines élections. Il s'avère que la faille de sécurité concernant les forces de milice afghanes et l'Armée nationale afghane est soulevée par Wardak, qui souhaite des garanties écrites que la FIAS occupera la position de choix (ce qui est bien sûr impossible compte tenu des problèmes découlant de son expansion). Wardak se dispute avec l'équipe du programme Nouveau départ pour l'Afghanistan et les Nations Unies à propos des données concernant le nombre de membres des forces de milice afghanes qu'il faut renvoyer dans les cadres d'activités de DDR. Wardak avance un nombre plus élevé que celui convenu, soit 4 000 de plus que le chiffre actuel[69].

Quelle est la signification de tout cela? Dans les faits, les personnes d'influence font ce à quoi les Afghans excellent : négocier, tergiverser, marchander, temporiser et négocier encore jusqu'à épuiser leur adversaire et obtenir ce qu'ils désirent. La stratégie ne diffère pas des palabres habituelles dans un bazar, soit la combinaison d'une prestation publique, du divertissement et de rapports sociaux pour parvenir à conclure un accord satisfaisant aux deux parties sur le plan matériel et pour leur prestige. Le personnel de la communauté internationale et les militaires de l'Occident ont une notion du temps différente et veulent que les choses se fassent tout de suite, car il y a des échéanciers à respecter. Cette façon de faire n'est pas du tout afghane. Il est plus important de garder la face que de respecter une échéance de l'Occident. Qui plus est, les personnes d'influence n'aiment pas revenir sur leurs positions. Pourquoi le devraient-elles?

Le Canada réplique notamment en poursuivant lentement, mais sûrement l'Op GONDOLA. Au cours de mars 2004, des armes lourdes à Kaboul, soit l'artillerie appartenant à la brigade de la Garde nationale, sont acheminées vers les lieux d'entreposage de Rish Khvor et de Banda Daud. De ce fait, les personnes d'influence ne peuvent plus autant s'en servir comme armes de négociation ou de coercition dans la capitale. Les prochains sur la liste sont la 31e Division d'infanterie, la 11e Division aérienne et le 216e Régiment d'artillerie anti-aérienne.

La FIAS et les Nations Unies poursuivent les pourparlers où sont confirmées les craintes au sujet de l'entreposage des armes et du DDR ainsi que de l'inscription des électeurs et de la tenue du scrutin. Le processus de DDR, lorsqu'il est échantillonné, est fortement axé sur la démobilisation et non sur la réintégration. Pour que les chiffres fonctionnent,

les miliciens sont simplement libérés sans recevoir leur trousse de réintégration, ou pire, certains commandants se réservent les fournitures de réintégration. La perspective que des milliers d'anciens miliciens au chômage vagabondent était, selon les représentants des Nations Unies, « plus dangereuse que l'immobilisme[70] » [Traduction].

Il est évident pour ceux ayant servi au Kosovo que les personnes d'influence pourraient enrôler des soldats démobilisés dans leurs propres forces de sécurité privées qui ne sont pas, en théorie, des milices en Afghanistan. Elles pourraient toujours les utiliser comme des moyens de coercition pour faire concurrence avec le gouvernement. C'est exactement ce qui s'est passé plus tard dans la province de Kandahar. Avec le temps, l'ONU a mis au point un nouveau programme de démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI).

De toute façon, les représentants des Nations Unies ont prié la FIAS de fournir davantage de soutien pour l'inscription des électeurs. Les Nations Unies envisagent l'affectation des forces de la FIAS dans les administrations centrales dans l'ensemble du pays. Elles souhaitent aussi que la FIAS et le CFC-A contribuent à la sécurité des bureaux de scrutin[71]. La FIAS subit de plus en plus de pression pour poursuivre son expansion au-delà de Kaboul et de Kondoz, et se dessine alors l'idée que les ERP servent à d'autres fins, comme la démobilisation et l'appui des élections.

Les relations entre les personnes d'influence, les Nations Unies et l'Administration transitoire afghane se détériorent gravement en mai 2004. Les efforts de Karzai pour démobiliser et réintégrer 40 p. 100 des miliciens avant les élections ne sont pas couronnés de succès. Les Nations Unies pointent du doigt plusieurs milices des personnes d'influence qui bloquent ou refusent catégoriquement de fournir des listes de personnel aux responsables du DDR. Les principaux coupables sont Ismael Khan à Hérat, le major-général Daud Daud et son 6e Corps à Kondoz, puis le Gén Atta et son 7e Corps près de Mazar-e Chari, qui incidemment se trouvent tous dans le camp de Fahim, ministre de la Défense à l'époque. Rashid Dostum, qui reste encore au-dessus de la mêlée, prononce des vœux pieux selon lesquels il ne devrait y avoir qu'une seule armée en Afghanistan (selon de nombreuses personnes, il parlait de la sienne, non pas de l'Armée nationale afghane). Les forces de Sayyaf, cantonnées à Kaboul, font aussi traîner les choses pour ce qui est du DDR. Le Lgén Hillier conclut que « [l]a crédibilité d'élections tenues dans le climat actuel sera toujours mise en doute. Des élections ne serviront qu'à donner de la légitimité à la personne d'influence, à supprimer tout avantage au désarmement futur et à cultiver les conditions idéales pour un nouveau conflit […] La faible vitesse à laquelle les électeurs s'inscrivent menace aussi la réalisation d'élections libres et justes[72] » [Traduction].

L'entreposage de l'artillerie de la 8e Division traîne. Le changement de personnel dans le commandement des milices dans la province de Faryab peut aussi rompre le délicat équilibre des pouvoirs avec les narcotrafiquants qui menace de recourir à la violence.

Puis, il est su qu'Ismael Khan et Fahim complotaient peut-être pour renverser Karzai, rumeur jugée peu crédible. Par la suite, Ismael Khan refuse de se soumettre aux activités de DDR, et l'un des commandants divisionnaires d'Atta refuse lui aussi de mettre la 1re Division hors service à moins que la 53e Division de Dostum le soit en même temps[73]. La violence entre les factions a provoqué la mort de six personnes, dont des policiers près de Mazar-e Charif. Au milieu de tout cela, le conseil des ministres de Karzai promulgue, le 12 mai 2004, une loi sur les élections.

Le Lgén Hillier s'envole vers Mazar-e Charif pour constater ce qui se passe. Il y apprend que la province de Balkh, 35 km au sud, était au fond « le territoire » des forces de Dostum et d'Atta qui sont en train de « régler de vieux comptes » et que les forces extérieures ne peuvent pas faire grand-chose pour l'instant. L'idée d'envoyer une délégation composée d'ambassadeurs de la communauté internationale et d'un représentant spécial des Nations Unies est discutée, mais il faut du temps pour la concrétiser[74].

À la fin mai, les personnes d'influence et les commandants indépendants qui s'opposent au gouvernement au sujet du DDR et d'autres questions se font de plus en plus nombreux. Atta accuse les Nations Unies de l'insulter publiquement, et il ne coopérera pas tant que l'organisation ne lui présente pas d'excuses, ce qu'elle a refusé de faire. En plus des problèmes à Balkh, à Mazar-e Charif, à Kondoz et à Hérat, les commandants des milices dans le Parwan, le Panjshir et maintenant dans la province de Kaboul refusent eux aussi de coopérer. La situation est critique[75].

Des événements qui se sont produits plus ou moins en même temps ont permis de désamorcer cette situation explosive. Bismillah Khan a demandé à Hamid Karzai d'envisager une approche relative au DDR davantage progressive. Vers la fin mai, Karzai dit pencher pour cette façon de faire. En outre, l'ambassadeur des États-Unis a rencontré des personnes d'influence dans la région pour savoir ce qu'elles veulent exactement et ce qui peut être négocié. Il réussit par la suite à convaincre Fahim et Sayyaf de produire les listes d'effectifs, une étape préalable au DDR, mais pas un accord pour le DDR[76].

Il apparaît que Karzai et les personnes d'influence concluent un pacte et se partagent les pouvoirs en quelque sorte, mais les détails restent nébuleux. Selon une version, Karzai interdit aux personnes d'influence de participer aux élections si elles dirigent des formations qui ne se sont toujours pas soumises au DDR; selon une autre version, il a cédé sur tous les points, et l'approche progressive n'est qu'un écran de fumée[77]. Dans ni l'une ni l'autre des versions, il n'est fait mention d'un quelconque mouvement de DDR dans la ceinture formée par les forces des milices à l'extérieur de Kaboul, ni d'aucun lien avec la hausse des violences dans le nord-est ou avec la tenue des élections.

Op HERMES – Inscription des électeurs et tenue des élections

Après avoir suivi les événements de près, la FIAS conclut que les nouveaux accords de DDR ne fonctionneront probablement pas à long terme. Tous les indicateurs lui montrent que la population ne voulait plus subir les pressions des personnes d'influence; elle souhaite des élections tenues dans un climat sans coercition et assurées par la communauté internationale. Les États-Unis sont en train de repenser leur stratégie pour s'occuper de l'inscription des électeurs et de la tenue des élections sur tout le territoire afghan. Au vu de tous les problèmes associés aux personnes d'influence, à la démobilisation et aux élections, comment la FIAS pouvait-elle améliorer la situation?

Il y a plusieurs facteurs à considérer. Les activités d'entreposage se poursuivent à Kaboul, mais l'hésitation des personnes d'influence freine l'enquête sur les armes lourdes auprès des milices hors de la capitale. Ensuite, les patrouilles ne couvrent pas toute la zone d'opérations de la FIAS, en particulier dans les parties rurales dans la province de Kaboul tout autour de la ville. Nombreux étaient les coins et recoins dans les collines, les endroits où les gens cachent des choses discrètement et les déviations de terrain où une frontière artificielle est laissée sans surveillance par la FIAS et l'équipe de l'Op ENDURING FREEDOM. Il y avait des populations isolées (dont les membres pouvaient être des électeurs inscrits ou des insurgés!), qui peuvent encore ignorer la tenue prochaine des élections. De plus, l'équipe de l'Op ENDURING FREEDOM a pratiquement écarté les provinces voisines dont le terrain aboutit sur le Kaboul-Wardak, le Parwan, le Kapisa, le Logar et le Panjshir parce qu'elle s'occupe surtout de lutter contre les insurgés dans les provinces limitrophes qui relèvent du Commandement régional (Est). Étant donné les meurtres d'employés affectés aux élections, l'idée d'aider à leur sécurité dans l'exercice de leurs fonctions dans ces provinces a gagné des appuis à la KMNB. Le JEMB choisit d'ailleurs sa région centrale dans ces mêmes provinces. Y a-t-il possibilité de trouver des synergies? Le Bgén Lacroix souhaite « montrer aux vilains que le théâtre d'opérations de la FIAS dépasse les lignes tracées sur une carte[78] » [Traduction] (voir la figure 5-2).

Il y a une autre zone de préoccupation : Koh-e Safi. Ce district se trouve à la limite est de la zone d'opérations de la FIAS, mais il est coincé entre une chaîne de montagnes à l'ouest et la ligne artificielle de la zone d'opérations toute à l'est; les montagnes séparent le district de Kaboul, lequel ne fait pas vraiment partie de la province de Kapisa ni de la province de Parwan. Il s'agit d'une zone de transit naturelle pour les insurgés qui veulent attaquer Bagram et Kaboul. À la fin d'avril 2004, le KMNB dirige l'Op BAFFIN pour fouiller et constater ce qui se passe. La mission de reco n'a pas détecté d'activité ennemie, mais il y a tout de même une agglomération négligée[79].

FIGURE 5-2:
Opération HERMES –
Zones d'opérations pour l'inscription des électeurs et la tenue des élections,
2004

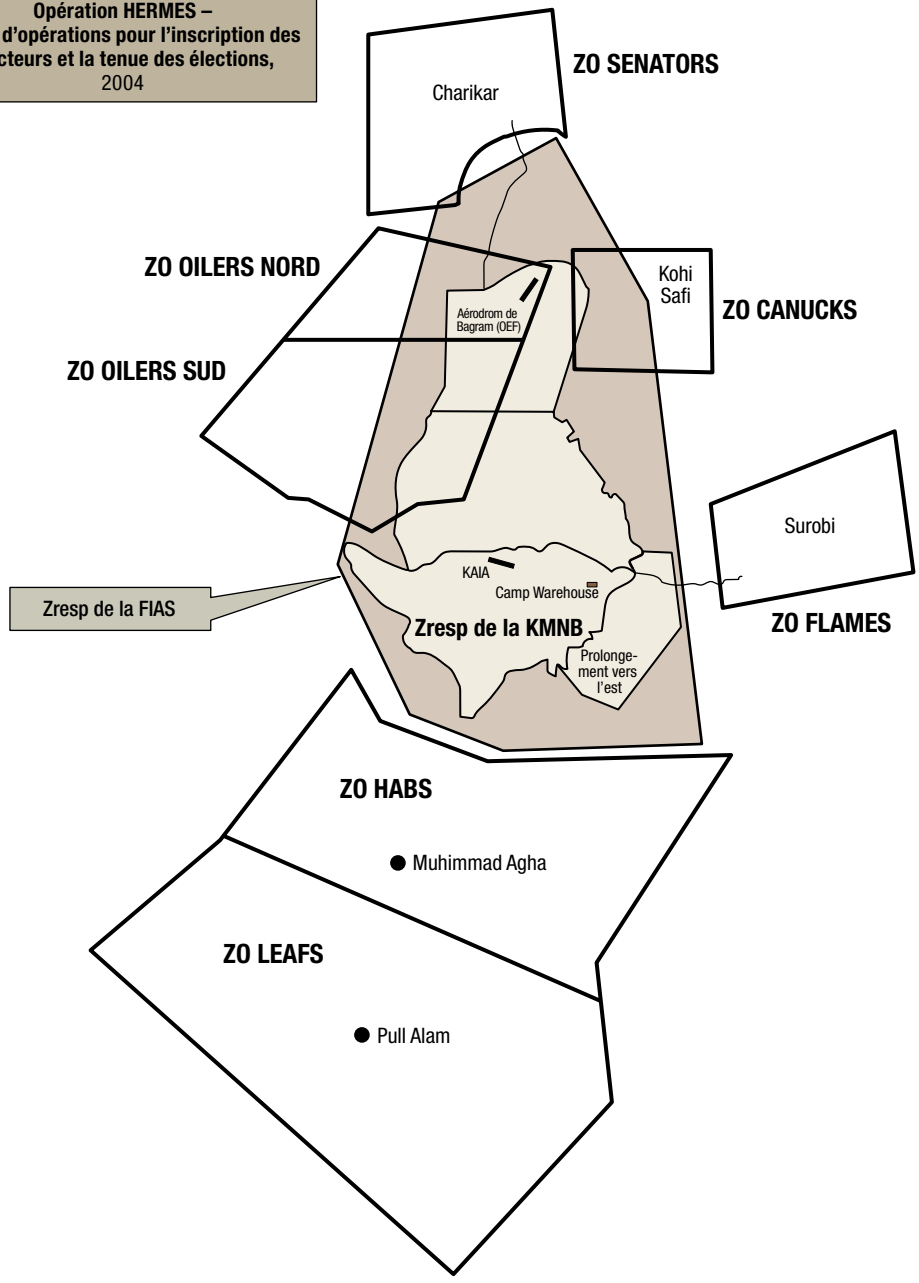


Figure 5-2 : Opération HERMES – Zones d'opérations pour l'inscription des électeurs et la tenue des élections, 2004

Voilà le point de départ de l'Op HERMES. Les planificateurs tablent sur l'échéancier du JEMB pour bien préparer l'opération qui vise à l'appuyer[80] :

- **Étape I** Inscription du 1er mai au 30 juin 2004.
  Objectif : 5 800 bureaux et dix millions d'électeurs admissibles.

- **Étape II** Mise en candidature et campagne électorale du 1er juillet au 11 septembre 2004.
  Campagne pour les élections à la présidence et à la Wolesi Jirga.

- **Étape III** Scrutin et élections, peut-être en septembre 2004.
  Voix exprimées aux urnes et transportées à Kaboul pour le dépouillement.

- **Étape IV** Second tour du scrutin.

Les priorités de la FIAS consistent à faire en sorte que la KMNB soutienne les activités d'entreposage d'armes lourdes et de DDR à Kaboul et à Kondoz, puis à mener des opérations « hors zone » dans les provinces de la région centrale. Toutes les opérations se concentrent sur la dissuasion et l'assurance par la démonstration de force et la présence la plus visible possible, notamment des opérations d'information et un soutien logistique dans la mesure du possible au JEMB lui-même[81].

Pour l'Op HERMES, le concept d'opération de la KMNB a quatre étapes par zone cible. Dans un premier temps, la brigade G-9 et un officier de liaison membre de l'unité d'exécution se rendent dans la zone et prennent contact avec les aînés qui seront invités à rencontrer le commandant de la KMNB au Camp Warehouse. Dans un deuxième temps, une première mission de reco composée d'un peloton de reco, d'une équipe d'officiers observateurs avancés et de contrôleurs aériens avancés ainsi que de membres du personnel médical, du renseignement, de la COCIM et des opérations psychologiques font une incursion et évalue la situation sur le plan de la sécurité. Le commandant de la KMNB retourne parler avec les aînés. Dans un troisième temps, on procède aux opérations de suivi, qu'il faut définir; l'objectif consiste à « préparer l'environnement des opérations ultérieures », c'est-à-dire la tenue des élections. Dans un quatrième temps, il faut mener les opérations ultérieures, notamment le déploiement de la COCIM, les opérations d'information et l'aide médicale. L'escadron de reco ou les compagnies du 3eR 22eR protègent tous les déploiements. Fait important, les planificateurs de la KMNB insistent pour éviter complètement les interférences entre l'éradication du pavot et l'Op HERMES afin que les deux ne semblent

pas liés[82]. La FIAS a également assuré au JEMB qu'elle se chargerait d'évacuer son personnel des zones d'opérations en cas d'urgence médicale ou de menace.

Dans l'Op HERMES, les zones sont nommées en l'honneur d'équipes de hockey. Les HABS et les LEAFS se postent dans la province de Logar, en direction sud, tandis qu'au nord, les CANUCKS sont dans le district de Koh-e Safi, et les OILERS occupent la principale zone de bataille entre Bagram et Kaboul où l'Alliance du Nord affronte les talibans. La zone d'opérations des FLAMES se trouve dans le district de Sarobi, qui renferme un barrage hydroélectrique et l'autoroute menant au col de Khyber.

Le Lgén Hillier approuve le plan; l'accent sera d'abord mis sur le Koh-e Safi, puis sur le Sarobi. L'inscription des électeurs et les élections doivent encore se faire à Charikar et dans la zone militaire centrale ouest. C'est la raison pour laquelle ces lieux sont ajoutés (probablement pour accroître la présence du groupe-bataillon du 3eR22eR). Si la commission électorale réclame de l'aide dans n'importe quelle boîte d'opérations, un « groupe » envoyé sur place préparera le terrain pour les opérations[83].

Il n'est donc pas étonnant qu'il soit difficile d'obtenir l'autorisation du CEMD pour l'Op HERMES. Au lieu de donner une approbation générale pour l'opération, il doit donner son accord chaque fois qu'une unité canadienne se déploie dans une boîte d'opérations. La KMNB doit donc le demander au CEMD, par l'intermédiaire de l'ECN, puis du SCEMD, chaque fois qu'elle déploie une unité (reco initiale, opérations de suivi et opérations ultérieures) dans chaque boîte d'opérations. L'ECN remet, avec chaque rapport de situation, une matrice pour chaque volet de l'Op HERMES au SCEMD au fur et à mesure de son déroulement. Le CEMD approuve ensuite chaque déploiement. Il va sans dire que cette façon de faire ralentit l'Op HERMES à un moment où une présence visible est nécessaire au périmètre de la zone d'opérations de Kaboul.

Il est également difficile de financer le soutien de la COCIM à l'Op HERMES. Il s'agit là de la « nature éphémère » des opérations décrite précédemment par les critiques à la FIAS concernant la « lourdeur bureaucratique » de l'ACDI. Nipa Bannerjee de l'ACDI affirme avoir fait son possible lorsqu'elle était à Kaboul, mais avec le temps, le Bgén Lacroix a réorienté ses efforts après avoir pris connaissance du financement substantiel de la FO Phoenix, un programme de formation des États-Unis, versé par son Programme d'aide urgente des commandants (CERP). Le commandant de la FO Phoenix, conscient des contraintes imposées à la KMNB, a offert un million de dollars pour financier les projets de COCIM. Fait à remarquer, si le Canada n'avait pas envoyé une ETT pour la formation de l'Armée nationale afghane et qu'il n'avait pas appuyé les États-Unis en accueillant leur équipe de formateurs intégrée au Camp Julien, la KMNB n'aurait probablement pas obtenu les ressources. Le Bgén Lacroix souhaite consacrer 75 p. 100 des fonds à l'Op HERMES et le reste aux projets du maire de Kaboul[84].

Au début juin, les équipes de Canadiens membres de la KMNB, de l'escadron de reco, de la Batterie « R » et du 3eR22eR se déploient progressivement dans les boîtes d'opérations de l'Op HERMES alors que les équipes du JEMB responsables de l'inscription des électeurs les suivent et s'attellent à la tâche. Les troupes accueillent bien ce changement de rythme, car elles s'affairaient principalement aux activités dans les districts de police, à la formation des policiers et à la préparation des patrouilles régulières. En juin, il n'y a aucune résistance dans les boîtes d'opérations, ni de violence contre les équipes du JEMB protégées par les troupes canadiennes de la FIAS. Par contre, la situation était complètement différente dans la province de Nangarhar. Un attentat à la bombe contre un autocar du JEMB a causé la mort de deux personnes et des blessures à plusieurs autres qui ont toutes été transportées par les UH-60 de la Turquie vers l'hôpital de rôle 3 au Camp Warehouse[85].

L'Op HERMES a enfin permis à l'Administration transitoire afghane d'étendre sa sphère d'influence, quoique temporairement, et de contribuer à mener à bien le processus d'inscription des électeurs et des élections. Son effet dissuasif est difficile à mesurer, mais s'ils l'ont observée, des personnes d'influence, des commandants de forces de milice afghanes ou des insurgés auront vu des équipes mobiles qui se rendent où et comment elles le veulent pour susciter le soutien au gouvernement dans les groupes de la population dans des régions traditionnellement sous le contrôle des personnes d'influence[86].

Les critères de la FIAS qui servent à mesurer l'efficacité des processus d'inscription des électeurs et de l'organisation des élections reposent sur un groupe de paramètres, notamment le nombre d'électeurs inscrits et leur genre ainsi que le nombre et le lieu des bureaux d'inscription ouverts. Le changement dans les opérations que la FIAS et le CFC-A ont menées pour appuyer le JEMB en mai et en juin a fort probablement eu des effets positifs. Par exemple, au début de mai 2004, 2,3 millions de personnes se sont inscrites. C'est donc dire que, tous les jours, 37 000 personnes ont fait leur inscription à l'un des 408 bureaux, un résultat médiocre selon certains[87]. La MANUA et le JEMB se sont heurtés aux manques de moyens de transport et de communications, surtout dans les lieux isolés. Un mois plus tard, avec l'aide de la FIAS et du CFC-A, trois millions de personnes ont fait leur inscription dans les 800 bureaux. Avant, les femmes représentaient 50 p. 100 des personnes inscrites dans une société où les hommes sont plus nombreux qu'elles. Ce pourcentage recule à 35 p. 100, ce qui montre que les hommes étaient de plus en plus favorables au processus[88]. À la fin juin, le JEMB déclare à la FIAS que « les bouleversements et les problèmes de sécurité ne menacent pas directement l'inscription des électeurs, qui affiche enfin un taux de réussite acceptable compte tenu de l'objectif non officiel de 5,2 millions d'électeurs inscrits » [Traduction] sur les dix millions de personnes admissibles[89]. Et le nombre continue à augmenter.

Opérations du contingent canadien

Le contingent canadien, en particulier l'ESN, poursuit l'Op GONDOLA; l'une des plus importantes opérations d'entreposage visait le 11e Régiment d'artillerie anti-aérienne et le 216e Régiment d'artillerie anti-aérienne, qui possédaient un grand nombre de lance-missiles SA-13 et SA-7, ainsi que d'autres moyens d'artillerie anti-aérienne. Une fois découvertes lors d'inspections, ces armes, qui représentent une menace pour le couloir aérien à l'aéroport international de Kaboul, sont donc priorisées. Leur entreposage s'est effectué sans difficulté et s'est terminé en avril[90].

À mesure que le groupe-bataillon du 3eR22eR noue des relations avec la police et la population grâce à des activités de formation et de COCIM, de plus en plus de renseignements sur des caches d'armes à l'ouest de Kaboul affluent de diverses sources. Ces caches sont dispersées, mais elles se trouvent la plupart du temps hors des limites de la zone d'opérations ou dans les provinces avoisinantes de Wardak et de Logar. Dans nombre de cas, le SCEMD n'a pas donné l'autorisation d'agir à temps, alors la KMNB s'est tournée vers d'autres pays pour trouver et détruire les armes. Lors d'une de ces opérations sont saisies 40 roquettes de 122 mm cachées près de la frontière entre le district de Paghman et la province de Wardak. Le Lcol Roy obtient enfin le feu vert pour l'Op DAMOCLES I et II, qui vise à détruire des caches dans le Wardak. L'opération permet de détruire une importante cache, notamment des charges à base d'hydrocarbures de l'ère soviétique[91].

La compagnie ISTAR, quant à elle, poursuit ses tâches régulières de surveillance et de patrouille dans la zone d'opérations de la KMNB. L'unité de reconnaissance légère de la Slovénie la rejoint dans l'Op OLYMPUS pour mettre en place des postes d'observation surplombant le centre-ville de Kaboul[92].

Les opérations dirigées se poursuivent aussi à un rythme accéléré. L'Op ULYSSES, qui visait un marchand d'armes, est annulée pour des raisons de sécurité et confiée à la KMNB. Elle est rebaptisée Op PENELOPE et permet au 3eR22eR et à la Direction nationale de la sécurité de saisir 200 kg d'explosifs et d'arrêter 36 personnes. Il y a aussi l'Op SCHILLER, que les Allemands, les Français et le ministère de l'Intérieur de l'Afghanistan mènent en même temps pour arrêter les personnes impliquées dans l'attentat à la bombe contre un autocar allemand en 2003. Elle a donné lieu à l'arrestation du chef de la cellule qui a commis l'attentat. Le Canada a participé à toutes ces opérations que ce soit en s'occupant du périmètre de sécurité ou de l'exploitation de sites sensibles ou encore du renseignement. Un autre partenaire de la coalition a mené lui aussi une opération pour appréhender un dirigeant du groupe HiG qui commande dans la province de Wardak et qui est impliqué dans des attentats contre les Canadiens[93]. La situation est différente : les Canadiens auraient dû avoir la possibilité d'infliger des représailles pour les attentats contre des compatriotes, mais surtout auraient dû croire qu'ils en étaient capables. En l'occurrence, les apparences

sont toujours importantes. Le fait qu'un autre pays fasse sa « sale besogne » ne fait que ternir l'image du Canada dans les sphères de la coalition et auprès de l'ennemi, surtout avec toutes les restrictions concernant l'Op HERMES et les opérations dirigées.

Une autre opération a ensuite lieu : Op HALLE. Le chef de police de Kaboul était aux prises avec de graves problèmes d'activités criminelles dans – ô surprise! – la DP 5 et la DP 14. Son propre corps de police est suspect et, compte tenu des relations entre la police locale, l'organisation de Sayyaf et le 717e Régiment de protection dont le personnel travaille aux PEI, il sollicite l'aide de la FIAS pour « décourager » les activités criminelles. Toutes les ressources de surveillance de la compagnie ISTAR sont mises à contribution, puis le gros du 3eR22eR balaie les districts d'un seul coup le 1er juin 2004. Les AH-64 des Pays-Bas survolent le territoire et font des allers-retours pendant que les TUAV assurent leur surveillance et que les VBL du R22eR déposent l'infanterie qui contrôlera les véhicules et patrouillera les quartiers. Les policiers de Kaboul, et certains d'autres districts, retrouvent leurs collègues du DP 5 et du DP 14 pour effectuer des « patrouilles conjointes ». En saturant les deux districts, ils envoient un message non seulement aux criminels de rue, mais également aux personnes d'influence dominant dans cette partie de la ville. Le chef de la police de Kaboul se réjouit de l'Op HALLE, et la couverture du CRTS confirme son succès : c'est un point culminant de la coopération entre le groupe-bataillon et la police, ce qui confirme les relations de travail fructueuses construites avec soin[94].

Il reste d'autres « facteurs inconnus » dans un système qui mène des opérations d'actions directes dans la zone d'opérations du Canada. Trois opérations sont préparées en juin 2004 sans la coordination de la KMNB, dont l'une dans le DP 5. Durant l'une d'entre elles, la force d'assaut a demandé un soutien en NEM par téléphone cellulaire à la KMNB. La situation était étrange, mais la KMNB a envoyé les ressources appropriées. Il s'avère qu'un groupe paramilitaire indépendant des États-Unis appelé « Task Force Saber 7 » menait ses propres opérations en Afghanistan. Elles comprenaient notamment l'arrestation et l'interrogation d'Afghans qu'il soupçonne de terrorisme. Dirigé par Keith « Jack » Idema, un homme qui prétend être un ancien soldat des forces spéciales, le groupe recherchait intensément Oussama ben Laden afin de gagner la prime de plusieurs millions de dollars. Ce groupe se faire passer pour des membres des Forces spéciales des États-Unis. Idema a tenté de refiler au contingent canadien de supposés renseignements sur la cellule terroriste qui a commis l'attentat du 27 janvier, mais a fini par être arrêté et emprisonné par des Afghans[95].

Une insurrection grandissante

Il n'est pas étonnant que l'attention du FIAS se soit portée sur les problèmes dans le nord de l'Afghanistan et les environs de Kaboul – c'est en effet sa zone d'opérations jusqu'à ce que la question d'une fusion de l'Op ENDURING FREEDOM et de la FIAS soit réglée.

Cela étant, la FIAS est en mesure d'observer la croissance initiale de l'insurrection des talibans et certains des facteurs qui l'ont alimentée. L'idée qu'une FIAS sous l'égide de l'OTAN se voit graduellement confier certains pouvoirs de quelques commandements régionaux du CFC-A fait déjà son chemin à la fin de 2003. Au début de 2004, le concept d'une progression dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, c'est-à-dire du nord à l'ouest et du sud à l'est, est examiné et soumis à la discussion. En même temps, le Canada étudie les possibilités d'ERP et cherche les endroits qui auraient le plus grand effet stratégique. Lors d'une réunion à la fin janvier 2004 avec le CFC-A, la FIAS et des membres de la communauté internationale, l'ambassadeur du Canada, Chris Alexander, exprime de graves inquiétudes à propos d'un plan de progression dans le sens antihoraire. Dans ses déplacements au sud, il a remarqué que les Pachtounes croient de plus en plus que les membres de l'Alliance du Nord, qui ne sont pas Pachtounes donc, ont leur part du gâteau[96]. Il est possible qu'un sentiment « d'aliénation des Pachtounes » (une expression prononcée dans les discussions diplomatiques) peut susciter des problèmes comme les personnes d'influence de l'Alliance du Nord ont provoqué avec leurs valses-hésitations au sujet du DDR ou pire encore, comme l'insurrection des talibans. Ces derniers pourraient même être accueillis de nouveau dans de telles circonstances.

L'ambassadeur du Canada propose une solution : cesser la progression dans le sens antihoraire et poster une ERP de la FIAS directement à Kandahar afin que l'aide à la reconstruction démarre rapidement dans cette province et cette ville névralgiques pour éviter l'aliénation des Pachtounes[97]. Il s'agit d'un jalon dans le cheminement du Canada entre Kaboul et Kandahar. Au début de 2004, les problèmes avec les gens dans le nord supplantent les difficultés grandissantes avec les Pachtounes. En mai 2004, la première tranche de données sur l'inscription des électeurs dans le sud montre que les choses ne vont pas très bien : 75 p. 100 des électeurs inscrits viennent du nord, et seulement 25 p. 100, du sud[98]. C'est à ce moment que des membres de la communauté internationale ont pris conscience de la situation.

Ces membres n'ont pas su voir ce qui se passait sous leur nez dans la capitale. Tout un « front » de la guerre existe dans les mosquées et entre les autorités religieuses en Afghanistan. En mai 2004, les analystes de la FIAS et du CFC-A remarquent la montée de discours anti-occidentaux dans les mosquées à Kaboul. Des conférenciers du Pakistan étaient souvent invités. Comme le commandant de la FIAS l'a si bien tourné : « Dans une société où la télévision et les autres médias de masse sont absents, les mollahs ont du prestige et de l'influence […] Il est impératif de suivre la situation de près, puisque les discours anti-occidentaux pourraient engendrer un effet déstabilisateur sur la sécurité[99] » [Traduction]. La FIAS ne mettra jamais au point un plan cohérent sur l'établissement de liens avec les religieux – pas en 2011 et certainement pas en 2004.

Heureusement, la coalition a pour ainsi dire « l'appui » du Conseil national des oulémas, lequel est une instance supérieure islamique en Afghanistan omniprésente à tous les niveaux de l'appareil judiciaire. Après une analyse approfondie de la Loya Jirga constitutionnelle, le Conseil national des oulémas appuie publiquement le gouvernement afghan le 22 mai 2004. En plus d'appuyer les droits des femmes et de s'opposer au narcotrafic, il soutient vivement les élections libres[100]. Lorsque le Conseil national des oulémas rejoint les rangs de Karzai et se prononce en juillet 2004 contre les personnes d'influence dans la région, seuls quelques membres de la FIAS saisissent l'importance du geste[101]. La communauté religieuse a posé une grande marque de confiance, mais ni la FIAS ni la communauté internationale n'a compris son importance et n'en tire parti.

Cela dit, la campagne de discours dans les mosquées est à l'évidence organisée par quelqu'un de l'autre côté de la ligne Durand. Elle n'a rien de spontané et exploite aussi un filon. Dès juin 2004, les équipes responsables de l'inscription des électeurs dans le sud et l'est des territoires pachtounes sont attaquées ainsi que dans l'enclave nord des Pachtounes à Kondoz[102]. Quant à la guérilla, les principales zones à problèmes sont les provinces de Khost, d'Oruzgan et de Zabul. Il y a constamment des fusillades, des enlèvements et d'autres atrocités contre les travailleurs humanitaires et le personnel chargé de l'inscription des électeurs. Le 16 juin 2004, deux hommes armés à moto ont assassiné le directeur des réfugiés dans la province de Kandahar.

Dans cette situation, il est à noter la mise sur pied de la Force centrale d'éradication du pavot de l'Afghanistan, une organisation du ministère de l'Intérieur, par les Britanniques et le département d'État des États-Unis. Sa mise en œuvre doit se faire graduellement dans la province de Wardak, et dès qu'elle devient opérationnelle, les rapports que les habitants de cette province en font ne sont pas élogieux. Les effets du programme de DDR sur les unités au Wardak combinés aux conséquences de l'éradication du pavot provoquent une grande agitation dans la population pachtoune de la province, qui se sent injustement visée par le gouvernement et ses partisans. L'agitation entraîne des actes de violence contre la police et la Force centrale. Le Gén Wardak décide donc de retirer la Force centrale et prévoit l'envoyer dans une région où il n'y a pas de Pachtounes afin que le gouvernement semble « juste »[103].

Les conditions propices à une insurrection des Pachtounes commencent à se mettre en place, et des situations annoncent les événements qui se produiront plus tard dans le sud de l'Afghanistan en 2004. L'aspect religieux du développement du pays est occulté. L'éradication du pavot et l'absence d'une approche équilibrée de la reconstruction suscitent les doléances au sein d'une partie de la population. Un fort pourcentage de celle-ci ne participe pas à l'inscription des électeurs. Il s'agit de quelques-uns des indicateurs. Le Gén Wardak a dit dans un briefing en juillet 2004 que :

[Traduction]

> L'image d'invincibilité, que la coalition a bien établie en 2001, perd de son éclat à mesure que les talibans accumulaient les petits succès. Ici se pose la question du moment où les gens que vous veniez aider vous considèrent maintenant comme faisant partie du problème. Ce raisonnement est tout aussi valable pour la FIAS[104].

Peu de gens auraient pu prédire à cette époque les événements violents de 2006, mais les signes avant-coureurs étaient là.

Op DIANA et ETT

En avril 2004, le Col Tremblay et son équipe s'inquiètent du statut de l'ETT. À ce moment-là, l'ETT travaille avec le 4e Kandak, et 13 des 15 kandaks, que la FO Phoenix est en train de former, sont en quelque sorte déjà déployés à l'extérieur de Kaboul. Toutefois, la politique du Canada empêche l'ETT canadienne de se déployer. Le Col Tremblay ne peut que constater que la décision engendre de plus en plus de problèmes :

[Traduction]

> Le fait que le Canada retire l'ETT de ses kandak ne fait que compliquer une conjoncture déjà difficile pour l'unité. Il a fallu du temps pour que les membres de son ETT et du kandak tissent des liens, l'arrivée d'une ETT d'un autre pays aurait pu entamer la confiance de ces derniers et de ce fait, nuire à leur efficacité[105].

Les intérêts canadiens représentent un facteur important. Le Col Tremblay prévoit que la FIAS et l'équipe de l'Op ENDURING FREEDOM allaient fusionner. On prétextera que l'ETT du Canada fait partie de la FIAS et que son cantonnement à Kaboul ne tient plus. Selon le Col Tremblay et d'autres personnes, cette mission attirait beaucoup d'attention pour le Canada et revêtait une grande importance pour ses alliés. Le Canada avait affaire à divers responsables afghans. L'effet médiatique positif constitue une expérience précieuse pour les soldats canadiens. Le Col Tremblay y va de sa prophétie : « Si les restrictions ne sont pas levées, l'ETT du Canada doit être affectée à une autre tâche, car elle deviendra pratiquement inutile[106] » [Traduction].

Le Col Tremblay assiste ensuite à une réunion désagréable avec les États-Unis à la FO Phoenix. Le CFC-A, commandement des États-Unis, entend mettre l'ensemble des ressources de l'Armée nationale afghane à contribution pour ses opérations d'inscription des électeurs et de tenue d'élections; c'est donc dire que les ETT se déploieront avec eux

et que le 4e Kandak sera affecté à Mazar-e Charif. Qu'allait faire le Canada? C'est alors que le Col Tremblay demande l'autorisation de mener l'Op DIANA, qui est le déploiement prévu de l'ETT du Canada à Mazar-e Charif. Il souligne que la menace est d'une gravité moyenne au lieu d'élevée, qu'il s'agit d'une guerre entre factions et non du terrorisme et que le kandak effectuera les patrouilles régulières. « Les derniers mouvements de troupes de l'Armée nationale afghane décidés par le ministre de la Défense de l'Afghanistan ont apporté un niveau raisonnable de stabilité » [Traduction] par le passé; par ailleurs, tous les commandants de milice savent que les États-Unis appuient le kandak et hésiteraient donc à s'y prendre. Il n'y a pas eu de réponse immédiate.

Photo : Auteur

L'Armée canadienne a prêté à l'Armée afghane une partie de ses forces déployées pour l'équipe de conception, mise sur pied en 2003 et dotée de personnel en 2004, puis à une ETT. C'est là le début d'un engagement de 15 ans à aider l'Armée nationale afghane à se professionnaliser.

L'attention de la FIAS se détourne de Kaboul à cause de la situation qui se dégrade dans les provinces de Balkh, de Hérat et de Kondoz. Le ministère de la Défense prévoit déployer à Mazar-e Charif un kandak de la 1re Brigade dans le cadre de l'action du président Karzai. Ce dernier veut rappeler aux adversaires de Balkh qu'un gouvernement central est bien en place.

La présence de l'Armée nationale afghane dans la capitale provinciale ainsi que celle de la nouvelle ERP dirigée par les Britanniques auraient pour effet, en théorie, d'apaiser la situation. Et c'est le 4e Kandak qui est choisi, soit le kandak avec l'ETT du Canada. L'ECN du Canada travaille à l'Op DIANA, laquelle vise à soutenir l'ETT si elle se déploie à Mazar-e Charif. On sollicite à nouveau l'autorisation du SCEMD à Ottawa, qui est refusée seulement le 1er août 2004, soit des mois après le premier avertissement que la participation du Canada peut être nécessaire[107].

En effet, certains n'étaient pas favorables à ces missions ni à des opérations similaires. À son examen des risques liés au déploiement de l'ETT, ils préviennent que les besoins en matière d'évacuation sanitaire ne seront pas satisfaits. De plus, le nombre d'heures de vol des CC-130 canadiens basés au Camp Mirage que le QGDN limite signifie qu'il faut se servir des aéronefs d'un autre pays et que la fiabilité de ceux-ci pouvait être discutable. La FO Kaboul était en désaccord avec le Lgén Hillier d'un point de vue philosophique. Selon certains à la FO, le Lgén Hillier dépasse le mandat que lui a confié le CEMD et cherche à faire du contingent canadien la « brigade de pompiers » de la FIAS pour l'ensemble du pays. Certains ont même exprimé leur désaccord avec l'ambassadeur Chris Alexander, qui voulait se servir de la FO Kaboul sur le grand échiquier stratégique à Kaboul; ils estiment que le Canada doit jouer un rôle aussi limité que possible[108].

Le 4 juillet 2004, 400 miliciens du 7e Corps d'armée d'Atta remplacent les policiers aux postes de contrôle à Mazar-e Charif, en plus de les expulser de leur quartier général. Le chef de la police de la province de Balkh s'est d'ailleurs barricadé chez lui. À Hérat, Ismael Khan renvoie le chef de la sécurité de la province, que le ministère de l'Intérieur venait de nommer à Kaboul. Les gardes du corps d'Ismael Khan renvoient de force les employés et les officiers du bureau de la Direction nationale de la sécurité à Hérat. Bien que certains analystes du FIAS n'aient pas vu de lien entre eux, ces deux événements concomitants ont constitué de sérieux problèmes pour l'Administration transitoire afghane[109].

La situation à Mazar-e Charif s'est apaisée grâce à la négociation. Le nouveau chef de la police, un Pachtoune de Kandahar, est accusé d'activités liées aux stupéfiants, et la faction d'Atta voulait le limoger. On ignore s'il est un concurrent. Or, la situation est toujours instable. L'ETT et l'ECN du Canada réitèrent la demande d'autorisation pour se déployer avec leur kandak à Mazar-e Charif. Leur mission consiste à établir avec le kandak des opérations cadres comme la sécurité des points névralgiques, les patrouilles et les postes de contrôle dans la ville. La demande n'est pas approuvée[110]. Il convient de se poser la question suivante : si le kandak avec l'équipe canadienne d'entraînement intégrée s'était déployé plus tôt, le coup d'État de Balkh aurait-il eu lieu?

La situation à Hérat est différente, mais elle est pire[111]. Amanullah Khan Zadran, le commandant d'une milice régionale et rival de longue date d'Ismael Khan, mobilise

ses troupes à Shindand, qui marchent sur Hérat. C'est comme l'histoire d'Atta contre Dostum qui se répète à un endroit différent. Le ministre de la Défense, en collaboration de la FO Phoenix, met au point un plan approuvé par Karzai, dont l'objectif est de déployer la 1re Brigade à Shindand avec neuf appareils C-130. L'arrivée soudaine de troupes de l'Armée nationale afghane, au lieu de milices, a eu l'effet de calmer la situation. Encore une fois, Ottawa n'a pas autorisé l'ETT du Canada à accompagner son kandak à Hérat[112]. Quelque 1 500 soldats de la 1re Brigade arrivent par avion à la fin d'août 2004, et les forces des deux hommes ont mis un terme à leur litige. Ainsi, cette accalmie a permis à Karzai de gagner du temps indispensable pour améliorer ses relations avec Ismael Khan, qui a fini par être « promu » à un poste à Kaboul, puis démis plus tard à l'automne[113].

Le Canada a la chance de jouer un rôle positif dans ces événements majeurs et d'améliorer sa crédibilité et son influence grâce au déploiement de 20 membres du personnel. Or, à deux reprises, il choisit de ne rien faire par crainte. La crédibilité du Canada auprès de l'Armée nationale afghane est alors entachée, en particulier auprès des troupes formées par l'ETT du Canada : le moral de l'ETT en a d'ailleurs souffert[114]. À cause du long retard, le contingent de l'ETT ne s'est pas attiré la sympathie de la FO Phoenix et de sa chaîne de commandement, qui ont dû compenser avec leurs rares ressources.

Après l'affaire, les dirigeants de la FO ont déclaré être frappés par la réticence d'Ottawa à donner son appui complet aux opérations de l'ETT qui ne cadre pas du tout avec les objectifs du Canada à Kaboul :

> [Traduction]
>
> D'après certains, la future stratégie de sortie de la FIAS dépendra de la remise des pouvoirs en matière de sécurité aux Afghans. La police de Kaboul, la Direction nationale de la sécurité et l'Armée nationale afghane devront s'occuper de la sécurité de la capitale afin que la FIAS puisse mettre à exécution son plan de l'ERP[115].

Ce plan prévoit une Armée nationale afghane capable et confiante, et les opérations provinciales ont contribué à la réalisation de l'objectif final. Étant donné que l'OTAN peine à trouver 500 personnes à affecter à l'aéroport international de Kaboul, on aurait cru que le Canada aurait alors consacré davantage d'efforts et qu'il formerait davantage l'Armée nationale afghane et les ETT. Il y a quelque chose de paradoxal, car le Canada a par la suite priorisé l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, sans compter qu'il a complètement transformé la mission de l'Armée canadienne pour en faire une action de formation de la police et de l'armée huit ans plus tard, en 2011.

Un autre coup d'État?

Les unités de la FIAS à Kaboul poursuivent leurs opérations et continuent toutes les semaines à nuire aux cellules du groupe HiG, d'Al-Qaïda et des talibans. L'Op GONDOLA est réalisée à 60 p. 100. Ces opérations suffisent pour porter un coup sérieux aux ressources militaires des personnes d'influence qui menacent le processus démocratique de la ville, mais des commandants et des unités posent toujours des problèmes. Le 717e Régiment de protection, par exemple, est impliqué dans le narcotrafic et s'est acoquiné avec Fahim. Quand la police antidrogue dirigée par le Royaume-Uni a confronté le commandant du régiment après la saisie de 42 kg d'opium dans son véhicule à un poste de contrôle, le général responsable de la police antidrogue a récolté un nez cassé lors d'une bagarre entre les deux corps. Il n'est pas étonnant que le 717e Régiment de protection soit réfractaire au DDR. Des ressources de l'ISTAR sont d'ailleurs affectées à la surveillance de cette formation[116].

Dans les derniers jours de la ROTO 1, le Bgén Jocelyn Lacroix assiste à un dîner où plusieurs généraux afghans sont présents. Hamid Karzai est sur le point de retirer à Fahim le portefeuille de la Défense et de lui offrir la vice-présidence. Le Bgén Lacroix apprend de manière officieuse que le ministère de la Défense craignait la mauvaise réaction des milices tadjikes.

Une semaine plus tard, ISTAR signale des mouvements inhabituels du 717e Régiment de protection. Par la suite est évoquée la possibilité que le régiment soit mobilisé, alors qu'il est posté près du ministère de l'Intérieur et dirigé par du personnel connu pour son implication dans le narcotrafic et ses liens avec Fahim. Or, les forces de la FIAS sont les seules forces stationnées entre la base du régiment et le palais présidentiel. Le Bgén Lacroix décide, par mesure de précaution, de déployer des éléments de la KMNB qui protègeront le siège du ministère de l'Intérieur. L'escadron de reco du Maj Andrew Zdunich, appuyé par des membres du Génie de combat de l'Espagne, s'approche discrètement du quartier général; pendant ce temps, l'état-major de la KMNB élabore les plans de contingence d'invention BASTION et BRITTANY avec la FOIM-76 des États-Unis. Les Forces spéciales des États-Unis s'introduisent discrètement dans le palais présidentiel, tandis que les forces de la FIAS patrouillent l'extérieur et que les AH-64 des Pays-Bas volent au-dessus du centre-ville. L'escadron de reco et les TUAV ont pour consigner de surveiller l'enceinte du 717e Régiment. Les AH-64 ont reçu l'ordre de tirer un missile Hellfire sur tout véhicule blindé qui franchit le portail et de le détruire. La tactique permet de bloquer le portail et de disposer du temps nécessaire pour établir le contact avec le commandant du 717e Régiment – ou quiconque le dirige – et de l'amener à faire un retrait.

Heureusement, aucun char d'assaut ne tente de sortir de l'enceinte à la vue des hélicoptères d'attaque, et la tension baisse[117].

Prolongation de l'Op ATHENA à Kaboul : d'octobre 2003 à août 2004

On se souviendra qu'au début de 2003, le Canada accepte de commander la FIAS et de poursuivre ses contributions jusqu'en août 2004. Il est de la responsabilité de l'OTAN de reprendre le commandement de la FIAS et de le confier à un état-major d'un pays non membre de l'OTAN. Le Canada reste un an et demi à la tête de la FIAS à Kaboul avant d'y renoncer. Pourquoi? Ne souhaitant pas rester à Kaboul, il préfère que l'OTAN et ses membres acceptent davantage de responsabilités et espère orienter ses engagements concernant les ERP vers une stratégie de sortie. En octobre 2003, le ministre, le CEMD et le sous-ministre passent en revue les divers engagements et options. Ils concluent que la contribution idéale du pays est une « solution » régionale qui se compose d'un navire canadien à l'appui d'un groupe aéronaval des Forces navales des États-Unis et de quelques engagements envers l'Afghanistan. Après le retrait des forces à Kaboul, la composante privilégiée en Afghanistan est l'ETT et les membres canadiens de la FOIM-180 (plus tard FOIM-76) ainsi que les « demandes des États-Unis pour un soutien supplémentaire à l'Op ENDURING FREEDOM » (langage codé pour les forces d'opérations spéciales) et l'engagement au titre de l'Op ACCIUS envers la MANUA qui aide à la démobilisation. Il est aussi possible de contribuer à la mission des Nations Unies en Iraq. Pour ce qui est des ERP en Afghanistan, on exerçait des « pressions sur les pays afin qu'ils soutiennent cette initiative des États-Unis dans les centres régionaux de l'Afghanistan. Il faut régler d'importants problèmes de sécurité, d'aide médicale et de logistique avant qu'une ERP dirigée par les FC puisse être envisagée » [Traduction]. La situation à Kaboul est toujours instable, et les dirigeants canadiens ont l'impression que la prolongation au-delà d'août 2004 était une autre possibilité[118].

Le mécontentement règne dans les milieux canadiens au sujet de l'incapacité de l'OTAN de mettre sur pied une force qui succédera au contingent canadien. Entre octobre et novembre 2003, il n'y a eu aucun mouvement. Le CEMD a écrit au SACEUR, le Gén James Jones, pour lui rappeler que le Canada retirait ses troupes en août 2004 et examinait aussi la possibilité de maintenir des « capacités résiduelles ». Le Gén Henault rappelle au Gén Jones que « les pays de l'OTAN doivent continuer à se montrer à la hauteur de la tâche, soit assurer les forces nécessaires à la réussite de la mission, en particulier si la FIAS doit assumer de plus grandes responsabilités en dehors de Kaboul[119] » [Traduction]. Il y a une question sous-entendue : la « capacité résiduelle » du Canada peut-elle stimuler le processus?

Le groupe de coordination stratégique de haut niveau de la FIAS et un groupe interministériel canadien se réunissent en décembre 2003 pour tracer la voie à suivre. Il y est question de la pression exercée par le commandant du FIAS en attente, le Lgén Rick Hillier, pour que la position canadienne soit décidée au plus tôt. Le MAECI propose que le Canada s'occupe de l'aéroport de Kaboul, tandis que d'autres options, comme une ERP et le prolongement de l'engagement, sont envisagées. La Défense nationale durcit le ton

concernant le prolongement aux niveaux actuels, ne le soutient pas à cause des effectifs et insiste sur le besoin d'une pause stratégique de 18 mois. À la réunion, la proposition concernant l'aéroport de Kaboul n'est pas envisagée d'un point de vue opérationnel, et il n'est pas non plus question de sa faible importance dans le contexte de la coalition en Afghanistan. Bon nombre de participants, sauf l'ACDI, semblent savoir sans le dire ouvertement que l'option concernant l'ERP semble bonne. Le représentant de l'ACDI laisse entendre que l'Agence avait besoin d'un horizon stratégique sur dix ans avant de pouvoir dire ou faire quoi que ce soit en rapport avec une ERP, et qu'un « énoncé de politique approuvé » était indispensable. Les représentants du MAECI se rallient à cette idée et soulignent le besoin d'un horizon sur cinq ans. Les représentants des FC et du MDN rétorquent que cette option n'est pas une initiative militaire proprement dite, « mais un projet développé pour mettre les ressources nécessaires du gouvernement du Canada à contribution d'une manière bien définie afin de répondre à un besoin particulier dans un lieu géographique précis. L'ERP n'est pas une option pour le MDN, mais bien un énoncé de politique du gouvernement du Canada » [Traduction]. Autrement dit, la Défense nationale et les FC ne courront pas le risque de choisir les ERP pour une stratégie de sortie à moins que l'ACDI et le MAECI adhèrent à l'idée. Par conséquent, une ERP comme une stratégie de sortie ou une solution au problème de la FIAS à Kaboul n'est pas envisageable sauf si le gouvernement élu accepte l'engagement et toutes ses implications[120].

L'OTAN fait parvenir sa réponse au CEMD au début janvier 2004. Les planificateurs du SACEUR s'intéressent aux « capacités résiduelles » :

> [Traduction]
>
> Notre priorité consisterait à prendre connaissance de votre renseignement d'origine humaine et, dans la mesure du possible, à conserver votre capacité ISTAR. Votre service de renseignement a accumulé des connaissances et des contacts personnels au fil du temps qui gagneront de la valeur. Il serait difficile de remplacer ces sources majeures, même si modestes en nombre, dans les opérations fondées sur le renseignement.

Il s'agit d'un fait particulièrement intéressant. Les planificateurs de l'OTAN accordent davantage d'importance aux ressources combinées de l'escadron de reco, du renseignement d'origine humaine et du CRTS qu'au groupe-bataillon d'infanterie. D'après une perspective canadienne, ces ressources servent surtout à l'exécution et ne sont pas jugées suffisamment importantes pour la coalition. L'OTAN souhaite mettre la capacité du Canada à contribution, mais qu'est-ce que le Canada aura en échange? La réponse n'est pas évidente. Au début février, le SACEUR se fait dire que le gouvernement du Canada examinerait les « capacités résiduelles[121] ».

La pression monte également au sein de l'Armée. Il faut du temps pour planifier et préparer soit le maintien d'une force soit le retrait d'une force, et la plupart des décideurs n'ont aucune idée des longs délais nécessaires pour déployer ou retirer de l'équipement ou encore pour construire ou détruire des infrastructures. L'Armée canadienne ne peut pas tout arrêter et quitter des infrastructures à l'étranger, principalement en raison des lois du Canada sur les armées. En cas de remplacement, la force qui succède a besoin d'une orientation dès le début, en janvier 2004, pas en août. Comme la pression est grande, le CEMD envoie pour la première fois un message dans l'ensemble de la force pour expliquer les échéanciers et le processus décisionnel qu'il a suivi avant de diffuser l'ordre d'avertissement de la ROTO 2. Le 9 février, le Comité des opérations du Cabinet est mis au courant de la question. Le lendemain, le 10 février, les ministres du MDN, de la MAECI et de l'ACDI font un exposé au Comité du Cabinet chargé des affaires internationales présidé par le premier ministre. L'OTAN diffuse son énoncé des besoins de la FIAS le 13 février. Les choses peuvent changer. L'objectif est de mener le Cabinet à signer une note de service sur la nouvelle structure et l'engagement de la force. Le 24 février, le Comité du Cabinet chargé des affaires internationales se penche sur la manière dont le Canada peut aider à répondre à cet énoncé des besoins. La décision est transmise à l'OTAN le 5 mars lors de la Conférence sur la composition de la force, où tout s'est bien passé, bien sûr[122].

L'OTAN se met à exercer davantage de pression. Dans une missive au ministre de la Défense nationale, le secrétaire général de l'OTAN explique que l'aéroport de Kaboul manque d'effectifs, et que la FIAS a davantage besoin de personnel pour d'autres tâches. Il souligne que l'expansion de la FIAS est tributaire de nouvelles ERP et il exhorte, par la même occasion, les parties qui envisagent de déployer des ERP à accélérer le processus[123].

Il y a toujours peu d'avancées dans le dossier en mars 2004. Le problème des effectifs à l'aéroport de Kaboul (qui fonctionne avec seulement 65 p. 100 du personnel) et le besoin d'un hôpital de rôle 2 ne sont toujours pas réglés. Si le Canada se retire, on ne disposera plus de radar d'acquisition d'objectif ni de ressources pour la guerre électronique et le renseignement d'origine électromagnétique, sans compter que la compagnie de police militaire sera en sous-effectifs. D'ailleurs, la couverture des UAV ne sera pas aussi complète, et la force comptera un groupement tactique de moins. La FIAS sous l'égide de l'OTAN est censée reprendre le commandement de cinq autres ERP dans le nord de l'Afghanistan, où la situation s'est nettement dégradée et où il faut intervenir.

En mars 2004, est apparue l'idée de confier le commandement à le Corps européen, une formation indépendante de l'OTAN, ainsi que de confier la KMNB à l'état-major de la FIAS sous l'égide de l'OTAN à Kaboul et à la brigade franco-allemande. Il est aussi évoqué de demander à l'état-major des Britanniques de commander la KMNB, cette fois-ci sous l'égide du Corps européen, ce que les Français rejettent. Cette solution prend son élan au printemps 2004[124].

En mai 2004, le Canada penche pour le maintien des forces à Kaboul au-delà du mois d'août et annonce finalement que l'escadron de reco restera. Plusieurs facteurs sont intervenus, mais surtout les difficultés à inciter les électeurs à s'inscrire durant le printemps et le caractère fondamental des élections pour la stabilité future du pays (soit de l'Afghanistan, et non du Canada). Des pressions ont également été exercées de divers côtés, notamment de l'OTAN, pour conserver le bataillon et les autres capacités. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont néanmoins demandé au Canada de retarder son retrait. Cette demande était « motivée par les préoccupations concernant la précarité de la sécurité dans le pays (Kaboul est relativement sûre) à l'approche des élections maintenant prévues pour septembre […][125] » [Traduction].

Dans sa missive adressée au premier ministre Paul Martin, le premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, félicite la décision du Canada de maintenir ses forces à Kaboul pour les élections de 2004 et fait l'éloge des soldats canadiens : « Je rends hommage à leurs exploits. » [Traduction] M. Blair invite aussi le Canada à s'occuper d'une ERP : « Il s'agirait d'une autre preuve de l'engagement continu du Canada envers nos objectifs communs de reconstruction en Afghanistan[126]. » [Traduction]

Selon les planificateurs des FC, il est toutefois hors de question de maintenir le même niveau d'engagement dans les FIAS. Même si le Canada gardait un bataillon à Kaboul, il ne pourrait pas se déployer en dehors de Kaboul, faute d'hélicoptères. Il y aurait « des effets négatifs sur le programme de recyclage et de rééquipement des FC en vue d'opérations futures ». Le rythme des opérations est si élevé que le Canada a besoin de 12 à 18 mois afin de se préparer pour un engagement de même niveau. L'Armée canadienne participe toujours à la Force de stabilisation dirigée par l'OTAN en Bosnie et qu'elle a des forces en Haïti. L'attitude de la bureaucratie génère d'ailleurs de la frustration chez les Canadiens – le Canada, selon de nombreux planificateurs, fait plus que sa part en Afghanistan, et d'autres n'en font pas autant[127].

En ce qui a trait à l'ERP du Canada, le Cabinet a demandé une recommandation. Le groupe stratégique interministériel l'admet : « Au vu de la situation de sécurité en Afghanistan et des gros investissements du Canada, il est logique de croire que le Canada s'occuperait d'une ERP » [Traduction] – mais pas jusqu'en août 2005[128]. C'est le « feu vert » pour la ROTO 2 de l'Op ATHENA. Le Canada restera à Kaboul avec sa « capacité résiduelle ».

NOTES

1. SITREP QG KMNB, 1er janvier 2004; SITREP QG FIAS, 1er janvier 2004; SITREP QG KMNB, 2 janvier 2004.
2. SITREP QG KMNB, 16 janvier 2004.
3. SITREP QG KMNB, 1er janvier 2004.
4. SITREP ECN, 7 janvier 2004.
5. SITREP QG KMNB, 14 janvier 2004, 15 janvier 2004, 18 janvier 2004.
6. SITREP QG KMNB, 15 janvier 2004; SITREP QG FIAS, 15 janvier 2004; SITREP ECN, 17 janvier 2004.
7. Message au SCEMD, « Op TSUNAMI », 21 janvier 2004.
8. SITREP QG KMNB, 27 janvier 2004.
9. ECN, « Special Assessment SIED 27 Jan 04 », 27 janvier 2004; « Board of Inquiry-Kabul Suicide Bomber », 12 mars 2004.
10. *Ibid*.
11. SITREP QG KMNB, 27 janvier 2004; Entretien avec le Mgén Jocelyn Lacroix, Ottawa, 15 mars 2010.
12. Entretien avec le Mgén Leslie.
13. SITREP QG FIAS, ECN et KMNB, 27 janvier 2004, 28 janvier 2004, 29 janvier 2004, 1er février 2004.
14. SITREP KMNB, 6 févier 2004.
15. Entretien avec le Maj David Warnke, à Kandahar, 8 février 2009.
16. « J3 Engineer Visit to TFK-10-16 Jan 04-Comments for DCDS », 24 février 2004.
17. D'après le Col Sylvain Sirois, la décision prise par le Canada de réduire le soutien des FC aux activités de NEM à l'échelle du pays et le mélange ultérieur des cultures des membres du Génie et des techniciens en munitions à des fins d'économies au début des années 1990 ont eu des effets néfastes. Entretien téléphonique avec le Col Sirois, 11 janvier 2011.
18. Message, « Implementation Order: CF Radio Controlled Improvised Explosive Devices Electronic Counter Measures », 30 mars 2004.
19. Jon M. Anderson, « The New Wizard War: Challenges and Opportunities for Electronic Warfare in the Infor- mation Age ». U.S. Naval War College, 6 novembre 2007, http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?Location=U2&doc=GetTRDoc.pdf&AD=ADA476476.
20. Le 9 février 2004, le Lgén Rick Hillier du Canada prend le commandement, et le Mgén Werner Korte de l'Allemagne est son adjoint.
21. Entretien téléphonique avec le Bgén Alain Tremblay, 13 janvier 2011.
22. Entretien téléphonique avec le Bgén Leslie, 11 janvier 2011; entretien avec le Lcol Sirois.
23. Entretien avec le Bgén Tremblay.
24. Entretien avec le Bgén Tremblay et le Lcol Sirois.
25. Entretien avec le Lcol Sirois.
26. Message de Tremblay au CEM J3, « Training of the Afghan National Army Embedded Training Team (ETT) Op PHOENIX », 11 février 2004.

27. SITREP ECN, 29 février 2004.

28. En décembre 2003, le Conseil de l'Atlantique Nord autorise le Gén James Jones, commandant suprême des Forces alliées en Europe, à lancer l'expansion de la FIAS en reprenant le commandement de l'ERP de Kondoz auparavant dirigée par l'Allemagne. Le 31 décembre 2003, le volet militaire de l'ERP de Kondoz est mis sous l'égide de la FIAS à titre de projet pilote et de première étape de l'expansion de la mission.

29. Rick Hillier, *A Soldier First: Bullets, Bureaucrats and the Politics of War*, Toronto, Harper Collins, 2009, p. 258.

30. Message de la Force opérationnelle à Kaboul au QGDN, « Op MALESTROM-Fr Bn Gp Task », 10 février 04; SITREP ECN, 15 février 2004; entretien avec le Mgén Lacroix.

31. Entretien avec le Mgén Lacroix. Qu'il s'agisse d'une hausse du nombre de terroristes à Kaboul à arrêter ou d'une augmentation de la capacité de la KMNB et des organismes alliés à les pourchasser, la question mérite d'être creusée.

32. Entretien avec le Mgén Lacroix.

33. « Op SPEED », 30 mars 2004; SITREP ECN, 1er avril 2004; « Op SPEED-SSE Report », 3 avril 2004.

34. SITREP QG FIAS, 31 mars 2004; SITREP ECN, 1er avril 2004.

35. « Operation ATHENA Task Force Commander's End Tour Report », 4 août 2004.

36. *Ibid.*

37. « Présentation 3eR22eR Gp Bataillon », 29 mars 2004.

38. SITREP ECN, 19 février 2004; SITREP QG KMNB, 23 février 2004; TF Engineer to Commander TFK, « Operational Readiness Declaration of the Improvised Explosive Device Destruction Teams (IEDD) », 4 mars 2004.

39. Note de service du SCEMD au CEM J3, « Op ATHENA-op COBRA Update », 27 février 2004; SITREP ECN, 29 février 2004; SITREP ECN, 1er mars 2004; SITREP ECN, 3 mars 2004.

40. SITREP ECN, 29 février 2004.

41. SITREP QG KMNB, 27 février 2004; SITREP QG KMNB, 5 mars 2004; SITREP QG KMNB, 9 mars 2004.

42. SITREP QG KMNB, 5 avril 2004.

43. Notre de service du CEM J3 au SCEMD, « Op ATHENA-LUVW Fielding to TFK », 24 février 2004.

44. Message de l'ECN au QGDN, « Op SCORPION », 26 mars 2004; SITREP ECN, 29 mars 2004; « Op SCORPION-SSE Report », 3 avril 2004.

45. SITREP QG KMNB, 30 mars 2004; SITREP ECN, 30 mars 2004.

46. 3eR22eR, « TFK Community Improvement Programme (CIP) End-Tour Report », 30 juillet 2004.

47. Entretien avec le Col Tremblay. Il soutient que le Programme d'amélioration des communautés a contribué à prévenir des attentats contre le Camp Julien. Selon d'autres, l'absence relative d'activités offensives du 3eR22eR dans la Zresp signifie que le contingent du Canada n'irrite pas les gens désireux de dénoncer les Canadiens pour abus de violence et qu'ils ne gagnaient rien à attaquer le camp. Les opérations antiterroristes de plus en plus musclées de la KMNB en collaboration avec la police et la Direction nationale de la sécurité ont également aidé à réduire les risques d'attentats contre le Camp Julien.

48. « TFK Community Improvement Programme (CIP) End Rotation Report », 30 juillet 2004.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. « Op ATHENA Task Force Commander's Mid-Tour Report », 7 mai 2004.

52. *Ibid.*
53. Note de service entre le SCEMD et le CEM J3 et ECN, 7 juin 2004, 10 juin 2004.
54. Il en est question dans *Confronting the Chaos*.
55. En novembre 2003, le Commandement des Forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) est une coalition dirigée par les États-Unis, dont le QG en Afghanistan dirige toutes les missions de l'Op ENDURING FREEDOM. La FOIM-180 est restructurée de manière à ce qu'elle soit sous les ordres du CFC-A qui, lui, relève du commandement central.
56. SITREP QG FIAS, 11 février 2004, 12 février 2004, 19 février 2004. Fiche d'information de l'Organe mixte d'administration des élections, « Wolesi Jirga and Provincial Council Elections Afghanistan 2005 ».
57. SITREP QG FIAS, 18 février 2004.
58. SITREP QG FIAS, 2 mars 2004, 5 mars 2004.
59. SITREP QG FIAS, 1er avril 2004, 4 avril 2004.
60. SITREP QG FIAS, 28 février 2004.
61. « Final Report of Meetings: The Military Committee in Chiefs of Staff Session: Critical Shortfalls for CJSOR », 5 et 6 mai 2004.
62. Lettre du secrétaire général de l'OTAN à l'ambassadeur du Canada, 7 mai 2004.
63. SITREP QG FIAS, 16 avril 2004.
64. SITREP QG FIAS, 14 février 2004.
65. SITREP QG FIAS, 16 février 2004.
66. Entretien avec le Lcol Sirois.
67. SITREP QG FIAS, 3 mars 2004; SITREP KMNB, 3 mars 2004; SITREP FIAS, 8 mars 2004.
68. SITREP QG FIAS, 9 mars 2004; SITREP QG FIAS, 11 mars 2004.
69. SITREP QG FIAS, 25 mars 2004. Voir aussi Barbara Stapleton, « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », sous la direction de Markus Hakansson, *Peacebuilding in Afghanistan* (2009).
70. SITREP QG FIAS, 31 mars 2004.
71. *Ibid.*
72. Mise à jour du COMISAF, 9 mai 2004.
73. Mise à jour du COMISAF, 12 mai 2004.
74. Mise à jour du COMISAF, 19 mai 2004.
75. *Ibid.* SITREP QG FIAS, 19 mai 2004.
76. SITREP QG FIAS, 10 mai 2004, 23 mai 2004, 2 juin 2004.
77. SITREP QG FIAS, 29 mai 2004, 3 juin 2004, 5 juin 2004, 14 juin 2004.
78. Entretien avec le Lcol Sirois.
79. CEM J3 au SCEMD, « Op ATHENA-Request to Deploy Forces Outside of the ISAF Area of Operations », 14 mai 2004.
80. KMNB, « Op HERMES Operations Order », mai 2004.
81. *Ibid.* Entretien avec le Lcol Sirois.

82. *Ibid.*
83. SITREP KMNB, 13 mai 2004; ECN au SCEMD, « Op HERMES-Phase One Koh-e Safi », 21 mai 2004.
84. SITREP KMNB, 31 mai 2004. Entretien avec le Bgén Lacroix.
85. SITREP QG FIAS, 27 juin 04.
86. SITREP ECN, juin 2004.
87. SITREP QG FIAS, 19 mai 2004.
88. SITREP QG FIAS, 5 juin 2004; SITREP QG FIAS, 13 juin 2004.
89. SITREP QG FIAS, 17 juin 2004.
90. SITREP ECN, 2 avril 2004.
91. SITREP ECN, 31 mars 2004; Mise à jour du COMISAF, 31 mars 2004. ECN « Post-Op Report: Op DAMOCLES II », 10 mai 2004.
92. SITREP ECN, 16 mai 2004.
93. SITREP QG FIAS, 27 mai 2004; SITREP ECN et message de l'ECN au QGDN, « Op PENELOPE », 26 mai 2004; SITREP QG FIAS, 31 mars 2004.
94. « Operation ATHENA Board of Inquiry Rotation 1 3eR22eR Battalion Group », 6 août 2004.
95. SITREP ECN, 25 juin 2004; Entretien avec le Bgén Lacroix. Celui-ci explique qu'une personne d'une AAG des États-Unis lui a dit qu'Idema travaillait pour eux. D'autres ont insinué qu'Idema était devenu corrompu et de mèche avec Fahim. Certaines autres personnes ont dit les trois. Il était pratiquement impossible de savoir ce qui se passait vraiment. Idema est décédé au Mexique en 2012 des suites d'une maladie mortelle.
96. Réunion du COMISAF et du CFC-A, 25 janvier 2004.
97. *Ibid.*
98. Mise à jour du COMISAF, 12 mai 2004.
99. Mise à jour du COMISAF, 9 mai 2004.
100. SITREP QG FIAS, 22 mai 2004.
101. SITREP QG FIAS, 15 juillet 2004.
102. SITREP QG FIAS, 10 juin 2004.
103. Mise à jour du COMISAF, 23 mai 2004; SITREP QG FIAS, 27 juin 2004.
104. SITREP QG FIAS, 7 juillet 2004.
105. Le Col Tremblay au DL, « Canadian Embedded Training Team », 16 avril 2004.
106. *Ibid.*
107. SITREP ECN, 16 mai 2004; message du QGDN au DL, « CA ETT Deployment to Mazar-e Sharif », 1er août 2004.
108. Entretien avec le Col Tremblay.
109. SITREP QG FIAS, 4 juillet 2004.
110. Message de l'ECN au QGDN, « CA ETT Mazar-e Sharif Approval », 4 août 2004.
111. Les dessous fascinants de la politique à Hérat dépassent malheureusement le cadre de l'étude.

112. Voir Maloney, *Confronting the Chaos*.
113. *Ibid.*
114. « Operation ATHENA Task Force Commander's End Tour Report », 4 août 2004.
115. *Ibid.*
116. SITREP QG FIAS, 29 juin 2004.
117. Entretien avec le Bgén Lacroix.
118. Lettre du CEMD et du SM du MDN, « Future of CF Operation in Southwest Asia », 8 octobre 2003.
119. Lettre du Gén Henault au Gén Jones, 2 novembre 2003.
120. Procès-verbal : Réunion du Groupe de coordination stratégique de la FIAS, 18 décembre 2003.
121. CEMD au D SACEUR, « Canadian Withdrawal from ISAF », 4 février 2004.
122. CEMD à la liste de diffusion, « Op ATHENA-Canadian Contribution Post-August 2004 », 19 janvier 2004.
123. Lettre du secrétaire général de l'OTAN au MDN, 23 février 2004.
124. « Trip Report-NATO ISAF VI Force Generation Conference, 11 Mar 04 », 11 mars 2004.
125. Procès-verbal d'une réunion interministérielle, « Afghanistan: PRTs and ISAF Expansion », 28 mai 2004.
126. Lettre du premier ministre Tony Blair au premier ministre Paul Martin, 18 mai 2004.
127. Procès-verbal d'une réunion interministérielle, « Afghanistan: PRTs and ISAF Expansion », 28 mai 2004.
128. *Ibid.*

CAPACITÉS RÉSIDUELLES :

OPÉRATION ATHENA À KABOUL, DE SEPTEMBRE 2004 À MAI 2005

Après le retrait de Kaboul du plus gros de la force, en août 2004, l'Armée canadienne y maintiendra une présence sous la forme de nouvelles itérations considérablement réduites de la Force opérationnelle à Kaboul (FO Kaboul), appelées « capacités résiduelles » par les planificateurs. Cette présence contribuera de diverses façons à la stabilité de la capitale. Contrairement aux rotations antérieures, elle ne sera pas assez marquante pour que le Canada continue d'exercer la forte influence qu'il avait fait sentir en 2003-2004. Désormais, les rotations serviront de pont entre Kaboul et Kandahar, mais il est difficile de les décrire, à cause de la nature répétitive et du grand nombre d'initiatives disparates inachevées des rotations antérieures. La plupart des opérations cadres des escadrons de reco étaient presque identiques à celles des ROTO 0 et 1, par exemple. Cela dit, il est manifestement injuste de faire fi de la contribution des soldats canadiens déployés dans ces rotations, vu, particulièrement, le risque que ce milieu dangereux leur faisait courir.

Ils ont surtout puissamment contribué aux opérations de sécurité dans le contexte des élections présidentielles de 2004. Le nouveau gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, qui remplacera l'Administration transitoire afghane et qui inspirera les travaux de développement et de reconstruction des années ultérieures en tirera beaucoup de légitimité. Aujourd'hui encore, l'efficacité à long terme de ces travaux reste douteuse, mais il faut comprendre que l'optimisme de l'époque était très réel; pendant les élections de 2004, l'atmosphère était presque carnavalesque. De la Loya Jirga constitutionnelle de 2003, aux élections de 2005 dans les provinces, en passant par les élections présidentielles de 2004, on peut tracer le graphique de l'effet salutaire de la présence de l'Armée canadienne. En même temps, le rôle du Canada en Afghanistan s'adaptait aux missions de sécurité de la FO Kaboul. L'autre aspect important des dernières rotations de l'opération (Op) ATHENA a été la relocalisation progressive des forces de Kaboul dans la province de Kandahar.

Organisation de la ROTO 2 de l'Op ATHENA

Pour la ROTO 2, on a conservé les objectifs canadiens antérieurs, c'est-à-dire empêcher l'Afghanistan de retomber en déconfiture et de servir de repaire aux terroristes et à leurs organisations[1]. Comme avant aussi, les attributions de la force étaient d'aider la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et les organisations afghanes de sécurité à sécuriser la zone d'opérations de Kaboul, afin de favoriser le développement national. Comme on l'a déjà vu,

cependant, l'Op ATHENA s'est également poursuivie à Kaboul pour garder au Canada certaines portes ouvertes et, autant que tout le reste, lui conserver un pied à terre dans le pays. Il fallait donc promouvoir la conservation d'une connaissance aussi grande que possible de la situation.[2]

Le colonel (Col) Jim Ellis a fait venir une force opérationnelle sensiblement différente des rotations antérieures de l'Op ATHENA. L'emploi de certains éléments de la FO Kaboul se voyait imposer, par les circonstances ou de propos délibéré, plusieurs complications sur le plan du commandement et contrôle. On notera que la ROTO 2 de l'Op ATHENA, avec ses 711 militaires, n'était pas structurée pour s'occuper de l'inscription des électeurs et du scrutin, sans parler de l'entreposage des armes lourdes, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) ni de nombreuses autres activités de la région de Kaboul qu'elle connaissait déjà bien. On se rappellera que les élections devaient avoir lieu pendant la ROTO 1, mais avaient été retardées. Comme le sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) et son état-major n'ont pas retenu l'idée de relever le plafond des effectifs pour la ROTO 2, il s'en est ensuivi une augmentation sensible des communications entre Kaboul et Ottawa sur ce qui équivalait à la mobilisation, à l'addition ou à la soustraction de quelques soldats[3].

L'effort principal a consisté à employer l'escadron de reco (parfois appelé *escadron de surveillance*) dirigé par le major (Maj) Derek Macaulay, sous-unité qu'on a détachée auprès de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB), désormais commandée par la Brigade franco-allemande, un commandement n'appartenant pas à l'OTAN qui remplaçait le commandement canadien. Cet escadron continuera d'utiliser des véhicules Coyote, mais il sera renforcé par des tireurs d'élite, des membres du Génie et un peloton d'infanterie du 1er Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) pour jouer un rôle dit de reconnaissance rapprochée. On tentait une expérience doctrinale par laquelle le personnel des véhicules Coyote déterminerait l'identité d'une cible, puis le peloton embarqué dans des véhicules G-Wagon ferait enquête et produirait un rapport[4].

Cependant, le Centre du renseignement toutes sources (CRTS), sous le commandement du Maj Dave Travers, reste un atout national non déclaré. Tous les véhicules aériens sans pilote tactiques (TUAV) étaient partis, et l'organisation canadienne du renseignement d'origine humaine était réduite. L'idée d'une compagnie ISTAR, bien vivante dans la ROTO 0, était maintenant morte, de même que les synergies qui en découlaient[5]. Au début, le manque de personnel dans le CRTS a été assez problématique, mais, plus important encore, la chaîne s'était rompue pendant la rotation antérieure, ce qui « a mis fin aux associations de liaison créées par la ROTO 0, pour des motifs indépendants de la volonté de ses dirigeants. Les contacts rompus se révèlent difficiles à réparer[6] » [Traduction]. Ayant peiné pour les rétablir, le nouveau centre finira par se rendre indispensable [au commandant de la FO Kaboul] « pour la connaissance de la situation et il pourra combler les lacunes dans l'appui au renseignement de la FIAS et du Quartier général (QG) de la KMNB[7] » [Traduction].

Photo : Auteur

Le Camp Julien reste opérationnel après le retrait, en 2004, du plus gros des troupes canadiennes. Une infrastructure importante en était le puits profond et le point d'eau, aménagés par des membres du Génie du Canada, à l'intention de la population. Ici, deux camions-citernes s'y approvisionnent.

La FO Kaboul disposait également du 11e Escadron de campagne du 1er Régiment du Génie de combat, chargé des opérations de neutralisation d'engins explosifs improvisés (NEEI) et de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), qui commençaient cependant à se confondre. Une réorganisation discrète a permis de former des détachements de contremesures électroniques grâce à l'introduction de quelques ensembles Icarus de brouillage des contremesures électroniques. Le 11e Escadron a contribué à la rotation des équipes d'intervention immédiate (IRT) de la FIAS contre des EEI ou pour la NEM. Ainsi a-t-il noué des rapports importants et les a-t-il même élargis avec diverses organisations alliées qui affrontaient la menace assez nouvelle à l'époque des EEI, notamment avec le centre de coordination de la NEM de Kaboul, le Centre de lutte antimines des Nations unies en Afghanistan et la nouvelle cellule combinée d'exploitation des explosifs, un organisme de lutte contre les EEI des États-Unis. Dans les rotations ultérieures, les membres du Génie de combat du Canada profiteront de ces liens et les amplifieront même[8].

L'autre effort principal du Canada sera le maintien du Camp Julien, qui restera la seule installation de la FIAS de l'autre côté de la chaîne de montagnes entre les villes. À ce titre, des ententes seront conclues pour appuyer le Groupement tactique 3 de la KMNB, qui, en principe, remplacera le groupe-bataillon du 3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3eR22eR). Ce groupement tactique englobait une compagnie belge dite « SAS » (à ne pas confondre avec les forces d'opérations spéciales, mais, essentiellement, une unité de reconnaissance légère embarquée) et une compagnie hongroise d'infanterie mécanisée, bizarrement équipée de canons de 20 mm embarqués sur des véhicules BTR-80 soviétiques. Un groupe norvégien de coopération civilo-militaire (COCIM) de 12 hommes rayonnait aussi à partir du camp, tandis que le contingent slovène poursuivait ses opérations.

Photo : Auteur

À la fin de 2004, le Camp Julien accueille de nombreux autres contingents alliés, notamment une unité belge de reconnaissance, une unité étatsunienne de formation, une unité slovène de reconnaissance et une unité blindée hongroise équipée de véhicules BTR-80 modifiés.

Le Camp Julien a également continué d'abriter l'équipe d'entraînement intégrée (ETT), dirigée par le Maj Brian Hynes, ainsi que 50 soldats étatsuniens de la FO Phoenix, qui travaillaient dans le camp d'en face de l'Armée nationale afghane. En octobre 2004, quand la force d'appui aux élections s'est déployée à Kaboul, plus de 100 militaires des États-Unis de plus, de la FO Apache, se sont installés temporairement près des positions abandonnées de l'artillerie canadienne et de lancement des TUAV.

Le soutien à tous ces groupes reposait sur les 92 hommes de l'Élément de soutien national (ESN) sous les ordres du lieutenant-colonel (Lcol) Charles Lamarre, épaulé par 500 entrepreneurs du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP); il est à noter qu'il y avait presque autant d'entrepreneurs dans le camp que de soldats canadiens. Plus important encore, le Camp Julien était doté d'une installation médicale de rôle 2+ et de six ambulances Bison de la 1re Ambulance de campagne, la seule capacité de ce genre au sud des montagnes, tandis que l'hôpital disposait d'une hélisurface sécurisée[9].

Quel défi que la protection du Camp Julien et de ses plus de 4 km de murs de gabions HESCO Bastion! C'est ce qui alimentait les discussions, au Canada, sur les effectifs. La FO Kaboul s'est fait attribuer seulement deux pelotons d'infanterie embarqués sur véhicules blindés légers (VBL) III, sans poste de commandement de compagnie. L'un de ces pelotons était la force de réaction rapide (FRR) dont les sections avaient des préavis de mouvement

de 5, 15 et 30 minutes. On a conclu sur place des ententes pour obtenir un peloton des autres contingents non canadiens, lesquels, à leur tour, ont diminué leur capacité de patrouille dans les districts policiers (DP) avoisinants. Ottawa a finalement acquiescé au déploiement d'un troisième peloton embarqué sur VBL III, mais seulement pour trois mois. Ce troisième peloton est venu protéger l'équipe de réduction de mission et escorter les convois destinés à l'aéroport de Kaboul ou en revenant. De plus, il a fallu former un peloton de réserve opérationnelle de fortune, avec des cuisiniers, des commis et des plongeurs pour aider à sécuriser le camp. La situation a exercé des pressions sur l'escadron de reco qui, en théorie, « appartenait » à la KMNB et possédait un peloton d'infanterie[10]. Il s'agissait en effet de trouver le juste milieu entre des situations périlleuses. D'ailleurs, aux yeux de certains, la tâche de la FO Kaboul était de se protéger elle-même.

Opérations de la ROTO 2

Les opérations de la ROTO 2 peuvent généralement se ranger dans deux catégories : celles de l'escadron de reco et les opérations visant à maintenir la sécurité du Camp Julien. Finies les opérations de DDR ainsi que celles d'appui à l'entreposage des armes lourdes. Finie également la zone d'opérations du Canada; le Groupement tactique 3 a pris le contrôle de cet environnement d'opérations. On a laissé tomber la formation des policiers. Quant au développement et à la reconstruction, le financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) était tari. Il subsistait cependant un petit détachement de COCIM. Il a bricolé les 17 000 $ qui restaient du budget, puis il s'est procuré de l'argent au Canada, auprès du *Rotary Club of Chilliwack* et du chœur de la Knox-Met, pour appuyer les initiatives locales qu'on pouvait financer[11].

Dans la période préélectorale, la FIAS a élargi sa zone dite d'opérations interarmées dans la province de Kaboul, qui englobait tous les coins et recoins où logeaient les ambiguïtés entre les zones d'opérations de la FIAS et du Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFC-A). Naturellement, cela a créé des problèmes entre le personnel de la ROTO 2 et l'état-major du SCEMD relativement aux autorisations de déploiement vers la périphérie ou l'extérieur de la zone d'opérations interarmées de la FIAS. Pendant quelque temps, les deux organisations n'ont absolument pas été sur la même longueur d'onde, ce qui a sonné le glas de tout ce qui ressemblait à l'Op HERMES de la rotation antérieure. La ROTO 2 a tenté un déploiement dans le district de Surobay (Op GRANITE), ce qui lui a été refusé. La KMNB n'était pas chaude non plus pour les opérations dans le district de Koh-e Safi ni entichée des déploiements prévus pour l'Op WHISTLER et l'Op TIMBERWOLF dans la province du Logar, ce qui, essentiellement, a freiné l'élan imprimé par le programme de l'Op HERMES pendant la ROTO 1[12].

Photo : Auteur

Les attaques à la roquette s'intensifient en 2004, avant les élections nationales, mais la ville ne verra absolument rien de pareil aux dévastations causées, en 1992-1993, par les forces soutenues par les Pakistanais. Tombé à proximité du Camp Julien, le projectile, à droite du missile sol-air Blowpipe, n'a pas explosé.

Pendant l'affectation de la ROTO 2 à Kaboul, elle et la FIAS ont subi des attaques répétées à la roquette, semblables aux attaques antérieures. De septembre à octobre 2004, la ville en a essuyé plus de 22, aux roquettes de 107 et 122 mm, soit plus que dans toute l'année précédente. Les opérations d'information de la FIAS en ont souffert gravement, parce que les médias afghans et internationaux décriaient de plus en plus l'insécurité préélectorale. C'était bien sûr l'objectif précis des insurgés, mais l'incapacité de la communauté internationale, de la FIAS ou du CFC-A de préparer, avec l'Administration transitoire afghane, une riposte publique coordonnée à ces critiques aura de lourdes conséquences. La ROTO 2 et l'escadron de reco avaient déjà planifié l'Op HORSESHOE – le plan de surveillance antiroquettes pour le Camp Julien, qui prévoyait que des patrouilles d'infanterie et des patrouilles embarquées sur véhicules Coyote sillonneraient les régions rurales montagneuses à l'ouest du camp pour décourager les attaques. Quand la KMNB a essayé l'Op RATTLESNAKE pour étayer un plan plus ambitieux de dissuasion antiroquettes, l'incoordination des plans – l'Op HUNTER et l'Op OCTOPUS – a créé des conflits internes longs à résoudre[13].

Problèmes de commandement et contrôle avec la FIAS et la KMNB

Le passage de la FIAS sous le commandement de deux quartiers généraux canadiens à deux multinationaux européens sous commandements n'appartenant pas à l'OTAN a posé des difficultés de plusieurs ordres au nouveau contingent canadien. Le QG de la FIAS était désormais basé dans le Corps européen, sous commandement français, tandis que la KMNB était commandée par le QG de la Brigade franco-allemande sous commandement allemand. L'intégration verticale organisée par le Canada à Kaboul n'existait plus. En même temps, le Corps européen a provoqué une interruption grave dans la continuité des opérations, en cherchant à s'adapter – difficilement – au contexte de Kaboul. Même chose dans la KMNB, ce qui a causé des problèmes à l'escadron de reco. La KMNB poursuivait simultanément, sur l'emploi de l'escadron, des plans divergents, parfois contradictoires, à la consternation du Maj Macaulay et de ses hommes. Par exemple, une entité de la KMNB avait produit un plan de surveillance qui positionnait les véhicules Coyote en des endroits stratégiques. Une autre entité de la KMNB l'a soudainement remplacé, en changeant le nom de l'opération et en plaçant les véhicules en des endroits de son choix. Lequel fallait-il appliquer[14]?

Le Col Ellis et le commandant de la KMNB « ne s'entendaient pas si bien. Bien disposé envers l'escadron de reco, il restait néanmoins convaincu, à tort, que le Canada, la bride sur le cou, se consacrait à des opérations dont lui n'était pas averti, motivées par la présence, là-bas, [de forces canadiennes d'opérations spéciales]. On a organisé quelques huis clos entre quatre yeux pour en discuter sereinement » [Traduction]. C'est alors que les modalités restrictives de commandement et contrôle du SCEMD se sont révélées utiles. Le Col Ellis et son état-major ne voulaient pas que la KMNB envoie un demi-escadron de reco dans une zone non dégagée, infestée de terroristes, « seulement pour y cueillir quelques fusils[15] » [Traduction].

La KMNB n'avait pas accès au CRTS, en partie parce que la France et l'Allemagne n'avaient pas droit au renseignement que mettaient en commun les membres du Groupe des cinq. Secrets de Polichinelle, sauf imagination débordante, les vieux soupçons et frictions du temps des missions dans les Balkans saturaient cependant de méfiance le système. Le commandement français de la FIAS incitait de moins en moins les Étatsuniens à coordonner avec lui leurs activités nocturnes comme au temps du commandement canadien. On surprendra même une entité à diriger des systèmes de collecte de renseignements d'origine électromagnétique vers le Centre canadien du renseignement de toutes sources, dans le Camp Julien, une entité croyant que le Canada faisait bande à part ou avait partie liée avec le Royaume-Uni et les États-Unis et ne coordonnait pas son action avec la KMNB. La « balkanisation » de l'effort de la KMNB s'est donc aggravée pendant l'affectation de la ROTO 2 à l'Op ATHENA[16].

Photo : MDN KA2004-A020D

En 2004, le terrorisme « des suspects habituels » est resté la principale menace pour les soldats canadiens de la FIAS, laquelle a régulièrement déjoué, grâce à sa collaboration avec la police, les unités du renseignement et les forces d'opérations spéciales, des attaques éventuellement très meurtrières.

À l'époque, le Canada disposait d'atouts non déclarés à Kaboul, notamment un détachement de ses forces d'opérations spéciales (FOSCAN), des capacités d'interception de signaux, une équipe chargée de la sécurité sur le terrain et des capacités de lutte contre les EEI. Une équipe mobile de guerre électronique était détachée auprès de l'escadron de reco, mais elle demeurait un atout du Canada. Ces atouts étaient jalousement protégés, et il n'était pas réaliste de croire qu'eux ou l'information brute qu'ils produisaient seraient simplement confiés à un poste de commandement étranger ou multinational qui s'en servirait à loisir. D'ailleurs, jamais aucun autre pays ne réciproquerait, peu importe les circonstances. Le Col Ellis estimait que « notre service du renseignement est sans pareil et, de temps à autre, quand je rendais visite au général (Gén) Py, commandant de la FIAS, je percevais son agacement […], mais je ne pouvais pas leur remettre le CRTS, parce que, en possession de cet élément de sécurité, les États-Unis garderaient tout pour eux […] En fin de compte, je leur communiquais des renseignements, utiles à la protection de leur force et de la nôtre. Les Canadiens s'assuraient de focaliser le renseignement sur la menace et de le leur communiquer, d'une façon ou d'une autre, sans conséquences funestes pour personne[17] » [Traduction].

La structure de la contribution canadienne à la FIAS, en 2004-2005, a mis en évidence les lacunes des opérations multinationales dans un milieu aussi complexe. Quelles qu'aient été les raisons, la nouvelle KMNB n'était pas aussi efficace que les unités qui l'avaient précédée. Par la suite, les Canadiens lui feront moins confiance[18].

À un échelon supérieur, le QG de la FIAS et ses activités échappaient désormais au contingent canadien. Aucun des six officiers d'état-major canadiens de grade intermédiaire qu'on y dénombrait ne détenait de poste supérieur. L'influence du Canada sur l'orientation de l'activité de la FIAS dans le pays, sans parler de Kaboul, était nulle. L'escadron de reco et le Camp Julien pesaient peu. Nous le verrons plus loin, les nouveaux commandants abandonneront, dilueront ou rendront méconnaissables presque toutes les initiatives de développement à haut niveau indispensables à la stabilisation de la situation en Afghanistan que caressaient le Gén Leslie et le Gén Hillier en 2003-2004.

D'ailleurs, les observateurs canadiens et autres du CFC-A s'accordaient à dire que le QG de la FIAS « était dysfonctionnel, était dénué d'esprit pratique et tournait en dérision les normes militaires » [Traduction], à tel point qu'un officier canadien a ouvertement déclaré que « le vernis qui masquait l'animosité entre les principaux commandants de l'état-major était trop fragile pour ne pas révéler des faiblesses qui pourraient même exposer des vies[19] » [Traduction].

Problèmes stratégiques permanents

Dès que le Corps européen a assumé la direction de la FIAS, beaucoup de liens stratégiques qui commençaient à se créer entre la FIAS, l'Op ENDURING FREEDOM et l'ONU se sont rompus. La coordination fondée sur des liens personnels entre le QG canadien de la FIAS et le CFC-A a essentiellement pris fin pour plusieurs raisons : le Corps européen n'était tout simplement pas désireux de l'entretenir, et un climat de suspicion régnait entre les États-suniens et cette force dirigée par les Français. Une grande « animosité régnait entre le groupe de la FIAS qui avait remplacé celui du Gén Hillier et [le Corps européen] […] Le Canada était perçu, à l'époque, comme un joueur de premier plan à Kaboul, et, quand les Européens ont pris sa place, c'était beaucoup moins net[20] […] » [Traduction]. Bien sûr, l'antiaméricanisme de l'époque, ressenti au début de la guerre en Iraq, y a eu une part importante. Le Corps européen a jeté par-dessus bord le prototype de stratégie de développement national méticuleusement élaboré par les Canadiens de la FIAS (d'après les plans de la Banque mondiale) pendant son assimilation par ses homologues étatsuniens de Bagram et de Washington. L'effort de la communauté internationale en Afghanistan devait en être retardé d'un an et demi[21].

Heureusement, le lieutenant-général (Lgén) David Barno au CFC-A travaillait déjà à un plan de campagne visant l'inscription des électeurs et le scrutin en vue des élections présidentielles de 2004. Ce plan était lacunaire en ce qui concerne le développement

(et, sur ce point, le QG de la FIAS du Gén Hillier essayait de coordonner son travail et celui du commandement), mais non en ce qui concerne l'inscription des électeurs, le scrutin et la sécurité. Les planificateurs du CFC-A avaient correctement reconnu la priorité de l'inscription des électeurs et du scrutin. L'effort principal devait s'y porter. Ils avaient aussi corrélé élections et légitimité. De ce constat a découlé l'élaboration, par le CFC-A, de plusieurs lignes d'opérations[22].

Un certain nombre d'aspects importants de la mise en œuvre du plan de campagne du CFC-A ont eu des effets durables, dans les années suivantes, particulièrement dans le Sud. D'abord et surtout, ce plan de campagne reconnaissait l'éventuelle avance de la FIAS de l'OTAN en Afghanistan, qui gagnerait successivement les quatre commandements régionaux déjà établis par le CFC-A. L'enjeu était les ressources à accorder à l'OTAN. Le CFC-A se préparait à appuyer l'éventuelle avance de l'OTAN.

Ensuite, le CFC-A a modifié la conduite des opérations des forces engagées dans l'Op ENDURING FREEDOM, en abandonnant une stratégie de raids s'appuyant sur les bases de Kandahar, de Bagram et de Khost et en adoptant une stratégie de déploiement de forces opérationnelles et d'équipes de reconstruction provinciale (ERP) dans les commandements régionaux. Les principaux secteurs d'activité limitée des insurgés étaient dans l'est de la province de l'Uruzgan, la province de Kandahar, le Haut Helmand et quatre provinces du Commandement régional (Est), limitrophes du Pakistan – Paktya, Paktika, Khost et Nangarhar. C'était pour la plupart des régions très éloignées de centres populeux, et l'ennemi concentrait ses efforts sur des objectifs non renforcés : les organismes de développement et de reconstruction, surtout, et les pouvoirs locaux. En collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), le CFC-A voulait créer des zones de développement régional (RDZ) qui, dans chaque zone, focaliserait les efforts dans les domaines suivants :

- la bonne gouvernance;
- le domaine judiciaire;
- l'augmentation des effectifs de l'Armée nationale afghane;
- l'augmentation du nombre de centres régionaux de formation de la police;
- l'aide et la reconstruction;
- les forces de combat.

Selon cette démarche axée sur des RDZ, l'ERP et la FO ont renforcé les grands principes de la réforme du secteur de la sécurité pour stabiliser la situation dans chaque région. Les forces de combat, les forces d'opérations spéciales et les forces classiques s'en prendraient aux insurgés dans les régions éloignées pour les tenir à l'écart des RDZ[23]. On était censé mettre sur pied la RDZ pilote dans la province de Kandahar vers la fin de 2004 ou en 2005 même si on n'avait pas encore répondu à des questions sur la relation entre les RDZ projetées et l'avance de l'OTAN.

Remarquablement, la planification du CFC-A faisait comme si l'influence des détenteurs de pouvoir et de leurs milices s'érodait, et ce, malgré la poursuite du DDR. C'était manifestement à la mesure des résultats positifs cumulatifs des opérations de la FIAS à Kaboul, en 2003, et de l'Op ENDURING FREEDOM à Hérat et à Mazar-e-Charif, en 2004. En effet, le plan de campagne du CFC-A a été le seul à prévaloir en 2004-2005, en ce qui concerne la stratégie adoptée à la grandeur du pays et pendant que s'accélérait la planification des mesures de sécurité pour les élections présidentielles et provinciales, après l'investiture du président en décembre 2004.

De l'équipe d'entraînement intégrée au Centre d'entraînement national afghan

À la fin de l'histoire de l'ETT, Ottawa n'approuvera pas l'Op DIANA, le déploiement à Mazar-e-Charif, ce qui devait conduire au réexamen des opérations de l'équipe. Le personnel du SCEMD reconnaîtra que :

> [Traduction]
>
> Résultat moins tangible, mais encore plus important, [l'ETT] avait développé des rapports à long terme avec les chefs de l'Armée nationale afghane, et la société afghane reconnaissait que nous avions laissé en place une solution qui subsisterait après notre départ. Ce sera particulièrement important, vu que le Canada maintient les programmes des ERP et poursuit ceux de développement[24].

On a résolu le problème causé par le retrait de membres canadiens de l'ETT d'une mission de la FIAS collaborant avec l'Op ENDURING FREEDOM, une coalition distincte. L'Op ARCHER s'est distinguée de l'Op ATHENA comme mission prenant en charge l'ETT et tous les officiers d'état-major canadiens affectés au quartier général de la coalition dirigée par les États-Unis, comme le CFC-A. En conséquence, l'ETT du Camp Julien qui comptait 14 membres sera intégrée dans l'Op ARCHER, même si la FO Kaboul continuait de la commander, et le soutien qui lui était accordé proviendra des Canadiens de l'Op ATHENA. Elle demeurait confinée, cependant, dans la zone d'opérations de Kaboul et n'était pas autorisée à se déployer à Shindand ou à Hérat.

L'ETT du Canada continuera de fournir ses services à la 1re Brigade de l'Armée nationale afghane, particulièrement au 4e Kandak, le bataillon de soutien au combat. Les ETT contribueront également au mentorat des éléments du commandement régional de l'Armée nationale afghane destinés à Kandahar, à Hérat, à Mazar-e-Charif et à Gardez. Ces éléments constituaient la base des quatre commandements de corps de l'Armée nationale afghane qui reproduisaient les commandements régionaux de l'OTAN et de l'Op ENDURING FREEDOM. Ces liens devaient se révéler fructueux, ultérieurement, quand le Canada s'est attaché au Commandement régional (Sud) et au 205e Corps de l'Armée nationale afghane déployé dans cette région[25].

Les liens solides noués avec l'Armée nationale afghane produiront l'Op RAVEN. Le renseignement afghan, validé par le CRTS et d'autres sources, permettra de localiser le chef d'un parti terroriste du HiG et la cellule qui avait participé à l'attentat mortel contre le caporal (Cpl) Murphy. Ils avaient établi leur base dans le village de Tanji Sidan, à environ 5 km du Camp Julien. La FO Kaboul avait communiqué les renseignements permettant de les cibler à la KMNB, qui n'en avait tenu aucun compte. Le dossier avait ensuite été communiqué à des éléments de l'Armée nationale afghane, et, en quelques heures, on montait l'opération. Pendant le ciblage, Ottawa avait repoussé l'idée, maintes fois réitérée par la FO Kaboul, de faire surveiller le secteur ciblé par l'escadron de reco et de faire exploiter le site par le CRTS. En conséquence, le 23e Kandak s'acquittera donc de l'opération avec des instructeurs canadiens intégrés en qualité d'observateurs. L'Op RAVEN s'est donc muée en une véritable opération d'encerclement et de recherche par le kandak, qui a ensuite fondu sur le village aux premières heures du matin, capturant deux commandants du groupe islamiste. L'un d'eux, qui se révélera être le numéro quatre des chefs terroristes de la région de Kaboul, n'a pas dominé sa frayeur – et a dû véritablement se changer de pantalon – après avoir vu les membres de l'ETT avec un drapeau du Canada sur les épaules. L'exploitation du site aboutira au démantèlement de caches d'armes et à la désorganisation complète des factions terroristes pendant l'investiture du président en décembre 2004[26].

Mais, en fin de compte, la réticence d'Ottawa devant les déploiements de l'ETT du Canada mènera à d'autres modifications. De plus en plus, ces équipes étaient appelées à se déployer à mesure que l'Armée nationale afghane avançait dans le pays pour aller remplacer les milices et, si le Canada ne pouvait pas déployer sa contribution, on ne pouvait pas vraiment qualifier ces équipes d'intégrées. La FO Phoenix était en voie d'établir une organisation plus officielle, le Centre d'entraînement national afghan, qui avait besoin de personnel. À la fin de la ROTO 2 de l'Op ATHENA, l'ETT du Canada a été transformée en un détachement d'entraînement auprès du Centre, avec l'accord du QGDN et du bureau de coopération militaire pour l'Afghanistan[27].

Photo : Auteur

En 2004-2005, l'ETT du Canada est réaffectée au Centre d'entraînement national afghan, responsable de mettre sur pied l'Armée nationale afghane.

Photo : Auteur

La force coercitive ne doit appartenir qu'à l'État. Le désarmement des milices afghanes et le renforcement de l'Armée nationale afghane ont fini par neutraliser la contrainte qu'exerçaient ouvertement les détenteurs de pouvoir sur le processus politique.

Opérations de sécurité pour les élections de 2004

Le 9 octobre 2004, 8,5 millions des 10 millions d'électeurs afghans inscrits participaient, dans les bureaux de scrutin, aux premières élections démocratiques à avoir eu lieu dans leur pays en plus de 30 ans. Dès avril, on avait invité les groupes de talibans et les autres partis anti-gouvernementaux à participer au processus, mais aucun parti de talibans ne s'est manifesté pour plaider la cause d'un retour au despotisme islamique. Dès l'annonce des élections, les talibans et leurs alliés avaient fait flèche de tout bois pour déstabiliser le pays afin de discréditer le processus électoral. Des fonctionnaires chargés d'organiser le scrutin seront assassinés; d'autres, enlevés, sinon intimidés. Les forces de sécurité étaient maintenues sous tension en raison des attentats-suicides par EEI. Pourtant, les électeurs, notamment une forte proportion de femmes, seront des millions à exercer leur nouveau droit démocratique. Et, en réponse aux allégations de fraudes électorales généralisées, une équipe indépendante de Canadiens, de Suédois et de Britanniques et 230 observateurs internationaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de la fondation pour l'intégrité des élections en Afghanistan concluront unanimement que les élections se sont assez bien déroulées. Non parfaitement, mais assez bien[28].

Les élections ont joué un rôle important dans le cours des événements, car elles ont non seulement légitimé, aux yeux de la population, le nouveau gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, mais elles ont également bien marginalisé les détenteurs de pouvoir et créé les conditions qui permettaient aux grandes organisations internationales d'examiner les modalités précises du déploiement de l'aide au développement et de la distribution des sommes d'argent destinées à la reconstruction de ce pays très éprouvé. Avant les élections, c'était une tâche impossible à réaliser de façon normale et à grande échelle. Les élections ont également permis d'intensifier les attentes d'une aide qui, enfin, s'était mise en branle. Le Lcol George Petrolekas, officier de liaison canadien auprès de l'OTAN, a fait cependant observer « la très grande portée politique de cette réussite, qui était de bon augure pour autant que la communauté internationale n'aille pas gâcher les progrès réalisés[29] » [Traduction].

Le Maj Deitra Korando, analyste principale du renseignement de l'Armée des États-Unis au CFC-A, y voit « une terrible défaite pour les talibans. Ils n'ont jamais réussi à faire dérailler le processus […] le jour même des élections, alors que leurs tentatives ont toutes été inefficaces : quelques attaques à la roquette, quelques tentatives pour pénétrer dans Kaboul. Mais, en réalité, la FIAS, la Force internationale d'assistance à la sécurité, de concert avec la police de Kaboul, a réussi à rendre la ville assez étanche, ce qui a condamné à la stérilité leurs tentatives, déjouées assez loin de la ville[30] » [Traduction].

Photo : Auteur

Depuis les collines, on aperçoit, devant l'arrière-plan des collines centrales enveloppées de brume, vers le nord-est, et le palais de Darulaman et le Camp Julien, au centre, le poste vital de dépouillement du scrutin, protégé par la base d'entraînement de l'Armée nationale afghane, en avant-plan.

Les forces du Canada ont joué un rôle important dans cet effort. Les mesures qui suivent ont toutes établi les conditions qui allaient prévaloir pendant les élections de 2004 :

1. la protection de la Loya Jirga constitutionnelle et le chamboulement du programme d'action des détenteurs de pouvoir de Kaboul, pour faire reconnaître un gouvernement unique de transition;

2. la suppression des armes lourdes comme moyen de coercition à Kaboul;

3. l'affaiblissement et la neutralisation des milices par DDR;

4. la protection de l'inscription des électeurs en dépit du terrorisme;

5. la mise hors d'état de nuire des principaux dirigeants et cellules terroristes bien avant qu'ils ne puissent agir.

La contribution de la ROTO 2 s'insérait également dans cette stratégie, particulièrement en septembre et octobre 2004. Après un débat vigoureux, l'OTAN créait une force de soutien du processus électoral, conçue pour renforcer temporairement les opérations de sécurité de la FIAS pendant les élections. Une question fascinante est comment et pourquoi l'OTAN a pu déployer une telle force de 9 000 militaires sans pouvoir en trouver 500 pour l'aéroport international de Kaboul. Mais il faut dire que cette force a déployé un bataillon d'infanterie espagnol à Mazar-e-Charif, un bataillon italien et une compagnie d'infanterie mécanisée étatsunienne à Kaboul, six F-16 néerlandais, pour un soutien aérien rapproché, et des avions du système aéroporté d'alerte et de contrôle, en réserve, puisque les talibans ne disposaient d'aucune force aérienne. Les véritables motifs de la présence de ces avions en cet endroit restent nébuleux, si ce n'est qu'on voulait faire une démonstration de solidarité ou augmenter les effectifs[31].

Le Camp Julien a appuyé la FO Apache, la compagnie d'infanterie mécanisée étatsunienne dotée de véhicules M-113 et Hummer, qui a joué un rôle de FRR à Kaboul. Le Centre de dépouillement du scrutin de la région centrale de l'Organe mixte d'administration des élections (JEMB) et de la MANUA a été établi dans le camp d'entraînement afghan qui lui était contigu. Les ETT du Canada ont collaboré avec le 23e Kandak pour étanchéifier la sécurité de cette installation stratégique où près de la moitié des votes exprimés dans le pays ont été dépouillés par le personnel compétent, pour qui il avait fallu instaurer un mentorat suivi au quartier général et aux niveaux de planification – ce qui n'avait pas été exclusivement à sens unique. Notamment, l'un des officiers du kandak, qui était du parti adverse pendant les troubles de 1992-1993, savait où se trouvaient les anciens points de lancement de roquettes dans les collines à l'ouest du camp. Sur une carte annotée, il a communiqué les renseignements voulus au Maj Hynes. Le kandak, accompagné de membres des ETT du Canada et appuyé par l'escadron de reco a veillé, à la faveur de l'Op HORSESHOE, à dissuader les attaques contre les deux installations. Aucune roquette n'a été lancée depuis ces emplacements pendant les élections[32]. Le Canada a également fourni une escorte et une protection routières au convoi transportant les bulletins (Op PRONGHORN) et patrouillé les bureaux de scrutin dans la zone d'opérations du Groupement tactique 3[33].

Dans les coulisses, le Maj Travers et le CRTS ainsi que le Maj Macaulay et l'escadron de reco ont participé à une série d'opérations qui ont complètement dispersé les cellules terroristes des talibans, d'Al-Qaïda et du HiG dans toute la ville. La première a été l'Op DRUMHELLER, organisée à la mi-septembre 2004. D'après des renseignements dignes de confiance, plus de 800 kg d'explosifs devaient arriver du Pakistan. L'escadron de reco s'est déployé pour la surveillance des itinéraires INDIGO et RED et la recherche du véhicule en question dont le déplacement était suivi. En fin de compte, d'autres acteurs ont intercepté les destinataires[34].

Photo : Auteur (photo d'une carte reproduite avec l'aimable autorisation du Maj Brian Hynes)

L'ETT du Canada dirigée par le Maj Brian Hynes et affectée au 23e Kandak a appris d'un officier afghan qui avait fait partie, en 1992-1993, d'une faction islamiste (Hezbe Islami Gulbuddin) de quels endroits, au sud-ouest de la ville, on avait lancé contre elle des roquettes. Pendant les élections de 2004, les patrouilles s'y succéderont sans répit.

La plus spectaculaire a été l'Op FOX. Des sources britanniques ont obtenu des renseignements détaillés, avec le concours du CRTS sur quatre cellules terroristes de Kaboul. Des véhicules de reco Coyote étaient disposés de façon à maintenir l'observation des maisons sûres et des têtes dirigeantes pendant les préparatifs de leurs attaques. Dans la nuit du 29 septembre 2004, percée majeure, la compagnie de patrouille britannique et la police de Kaboul raflent les 20 membres des quatre cellules. Le CRTS, grâce à son exploitation des sites sensibles, mettra au jour des liens entre ces cellules et un certain nombre d'entités terroristes en Europe, ainsi que des preuves de déplacements et d'aide fournis par des cellules de soutien des Émirats arabes unis, d'Iran, du Pakistan et d'Arabie saoudite[35].

D'après des sources roumaines, un camion rempli d'explosifs, en provenance de la province de Wardak, devait arriver le 2 octobre. Le groupement tactique norvégien a établi des postes de contrôle des véhicules avec le concours de la police de Kaboul et l'a repéré : le 11e Escadron de campagne a déployé ses robots de NEM/NEEI et les équipes d'appui nécessaires[36]. L'Op RACCOON, une autre descente conjointe de la compagnie de patrouille britannique

et de la police de Kaboul appuyée par l'escadron de reco canadien et l'exploitation des indices trouvés sur place par le CRTS a permis de cueillir la totalité des membres d'une cellule du groupe terroriste HiG avec ses armes et explosifs[37].

L'équipe canadienne chargée de la sécurité sur le terrain cartonnera même le 5 octobre, quand une source qu'elle a exploitée révélera que, dans une installation située à 5 km du Camp Julien, mais à l'extérieur du territoire qui relevait des Canadiens, un groupe terroriste bricolait pour le compte d'une cellule d'Al-Qaïda un gros réservoir de propane qui devait servir d'EEI contre le bureau de dépouillement des votes de la région centrale de la MANUA. La compagnie hongroise du Groupement tactique 3 se fera confier la tâche de collaborer avec la police de Kaboul pour faire avorter le complot. Malheureusement, un malentendu conduit la descente au mauvais endroit. Retombant rapidement sur ses pieds, le personnel du CRTS entre en contact avec les spécialistes de la lutte antiterroriste de la Direction générale de la sécurité nationale et redirige une équipe vers le bon endroit. Les spécialistes du 11e Escadron de campagne arrivent à la rescousse pour neutraliser le dispositif[38].

En l'espace d'une semaine, la FIAS, avec l'appui des Canadiens, a pu neutraliser le terrorisme à Kaboul. Cette réussite a contribué, sensiblement et même de façon spectaculaire, à la réussite des élections de 2004, en dépit de ressources humaines insuffisantes, d'oppositions à la grandeur du pays, des lacunes du commandement et contrôle de la coalition et des conflits de personnalités. Ç'a sans doute été la dernière contribution de la ROTO 2 à l'effort de stabilisation de l'Afghanistan.

Vers la fin d'octobre 2004, cependant, des hommes armés enlèvent trois fonctionnaires du JEMB. Dans l'impossibilité de déterminer si les instigateurs étaient des insurgés, une organisation criminelle ou, encore, des personnes d'influence, il était manifeste que, si c'était des insurgés voulant intimider le JEMB, ils s'y prenaient trop tard. Malheureusement, cette action a aggravé le complexe de l'assiégé chez les organisations d'aide internationale, en entraînant plus tard des conséquences négatives. Les trois captifs seront libérés un mois plus tard, ce qui amènera des membres de la FO Kaboul à conclure que l'opération pouvait avoir été inspirée par l'esprit de lucre plutôt que par des motifs idéologiques[39].

Les élections de 2004 marquent le début d'une ère nouvelle pour les Afghans. Des enquêtes indépendantes sur la fraude électorale concluent que « les irrégularités n'ont pas influé sensiblement sur l'issue des élections » [Traduction]. Le 3 novembre 2004, Hamid Karzai est déclaré président du gouvernement de la République islamique d'Afghanistan pour un mandat de cinq ans après avoir recueilli 55 p. 100 des voix, contre 16 p. 100, 11,7 p. 100 et 10 p. 100, respectivement à Yunis Qanuni, à Mohaqqeq et à Dostum.

Chez les personnes d'influence, Abdul Rahim Wardak remplace Fahim au poste de ministre de la Défense. Abdullah Abdullah reste ministre des Affaires étrangères, mais Ismael Khan et Dostum sont respectivement nommés ministres de l'Eau et de l'Énergie

ainsi que chef militaire de l'état-major de Karzai. Comme le programme de DDR évoluait vers le programme davantage problématique de licenciement des groupes armés illégaux, les formations des milices afghanes des chefs de guerre de Kaboul et des environs devenaient lentement les ombres de ce qu'elles avaient été[40].

Graduellement, Abdul Rasul Sayyaf perdra de son influence. Une opération intensifiée de la KMNB, dans le district de Paghman l'obligera à révéler l'existence de plusieurs caches d'armes, ce qui incitera le Gén Wardak, du ministère de la Défense, à intervenir et à demander à la brigade la cessation de ses opérations. Wardak réussira à convaincre Sayyaf à adopter un ton plus conciliant envers la FIAS et la communauté internationale. L'organisme canadien de COCIM observera « le mécontentement croissant à l'égard de Sayyaf dans son voisinage. Les habitants du district se demandent désormais ce qu'on peut faire de lui. De plus en plus, on fait confiance au gouvernement intérimaire et à la FIAS[41] » [Traduction].

Karzai est investi dans ses fonctions en décembre 2004. La voie est désormais libre pour que les Afghans et leurs partenaires internationaux formulent une stratégie nationale de développement, accèdent aux ressources financières nécessaires et commencent à réparer le pays – si on peut conserver l'élan. Inquiet pour la continuité à Kaboul, l'ambassadeur du Canada, Chris Alexander, déplore l'inertie de la FIAS sous la houlette du Corps européen par rapport aux initiatives canadiennes. Le Corps de la Turquie s'annonçait et ça promettait de l'action[42].

Dans le Sud, les problèmes s'aggravaient. L'analyse du Canada concluait que :

[Traduction]

> Dans le Sud et l'Est, y compris dans la province de Kaboul, l'insurrection extrémiste a maintenu une forte violence, au printemps et en été […] l'ennemi ayant l'intention de mener des attaques aveugles pour perturber le processus électoral. La violence observée tout l'été devrait durer et se poursuivre […][43]

Tâches humanitaires

Les opérations qui visaient à assurer la sécurité de l'investiture du président dans ses fonctions ayant été couronnées de succès, en décembre 2004, le contingent canadien a continué à surveiller la bulle de sécurité entourant le Camp Julien. L'escadron de reco a été appelé en deux occasions à s'acquitter de tâches non traditionnelles. La première a suivi une importante chute de neige dans le district de Surobay, particulièrement dans les cols, arrêtant les camions-citernes, éventuellement au détriment des opérations à Kaboul.

Les patrouilles en véhicules Coyote ont évalué la situation, et la KMNB a mobilisé le groupe du Génie multinational pour aider les Afghans à déneiger et à déglacer les cols. Le 4 février 2005, un avion 737 de Kam Air de la ligne de Hérat à Kaboul disparaît des écrans radar. Des appareils de reconnaissance de la FIAS et du CFC-A sont dépêchés sur les lieux de l'écrasement. Alors que des avions P-3 des Forces navales des États-Unis [U.S. Navy] sillonnent le ciel, au sud de la ville, la FO Kaboul dépêche des équipes spéciales de recherche et sauvetage de l'unité des Services de soutien de santé, l'escadron de reco et l'unité slovène de reconnaissance. On découvre les débris deux jours plus tard, au sud-est de Kaboul, puis on héliporte les Slovènes sur place pour sécuriser les lieux (situés à l'extérieur de la zone d'opérations de la FIAS, ce qui empêchait l'intervention des unités canadiennes). Les 104 passagers et membres d'équipage ont tous péri dans cet accident causé – ce sera confirmé – par le mauvais temps. Les terroristes n'ont rien à voir[44].

ROTO 3 de l'Op ATHENA : de février à mai 2005

Sous la direction du Col Walter Semianiw, la ROTO 3 de l'Op ATHENA est devenue une rotation de référence pendant que le gouvernement canadien et les Forces canadiennes (FC) déterminaient la ligne de conduite à tenir en Afghanistan. À cet égard, cette rotation est essentiellement devenue une entreprise d'autoprotection, mais elle était prête à contribuer, avec la KMNB, aux mêmes entreprises opérationnelles que l'organisation qui l'avait précédée. Hiérarchiquement, elle ressemblait à la ROTO 2, même si on a discuté ferme, à haut niveau, sur la nécessité de doter les trois pelotons d'infanterie d'un poste de commandement de compagnie.

Le QG de la FO Kaboul a essentiellement appliqué de nouveaux noms de code à d'anciennes opérations et a continué, comme avant, à effectuer des tâches de dissuasion d'attaques à la roquette, d'observation des routes et de protection du Camp Julien. Le personnel de la ROTO 3 a réorganisé et fusionné les programmes d'approche communautaire dans les opérations ARREST (aide à la formation de la police), AMNESTY (Génie et neutralisation des munitions explosives non explosées), ASCLEPIUS (aide médicale sur place) et AMULET (opérations de COCIM), qui privilégiaient le DP 6 et le DP 7 pour influencer la population à proximité immédiate de l'installation. Contrairement aux rotations antérieures, cette rotation-là n'a participé à aucune manifestation particulière d'envergure.

Le CRTS a continué d'appuyer les opérations de la KMNB et à favoriser les échanges de renseignements avec le CFC-A qui ont sensiblement contribué à la planification des opérations à venir dans le sud du pays. En une occasion, l'équipe de sécurité sur le terrain a poursuivi un EEI monté sur véhicule qu'on soupçonnait d'être déguisé en véhicule des opérations de l'ONU. Le Camp Julien a été alerté, mais le véhicule a disparu dans

le labyrinthe de la ville avant d'être arrêté. L'escadron du Génie a été alerté en une autre occasion, quand, après la fonte printanière, on a prévu une montée des eaux. Le principal point chaud, pendant l'affectation de la ROTO 3, a été le district de Surobay, où l'escadron de reco a appuyé le groupement tactique allemand qui progressait rapidement pour effectuer une série d'opérations d'encerclement et de recherche avec la police. En mars 2005, on a bien senti que ça chauffait à Kaboul, quand un véhicule de l'ambassade canadienne a fait l'objet d'une tentative infructueuse d'explosion par EEI. C'est aussi pendant cette rotation que s'est faite la transition de l'ETT au détachement du Centre d'entraînement national afghan[45]. En mai 2005, la ROTO 3 de l'Op ATHENA a entrepris la transition vers la FO Afghanistan.

NOTES

1. « Commander's Presentation: Task Force Kabul, Rotation 2 Aug 04-Feb 05 » (exposé du commandant sur la ROTO 2 de la FO Kaboul, d'août 2004 à février 2005).
2. Entrevue avec le Col Jim Ellis et le Lcol Ross Nairne, Edmonton, 8 février 2010.
3. *Ibid*.
4. Pendant la guerre froide, c'était ce qu'on appelait les « troupes de choc » constituées de soldats des blindés, mais, dans les années 1990, per mesure d'économie, on les a retirées de l'ordre de bataille.
5. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
6. « Task Force Kabul Commander's Mid-Tour Report » (rapport de mi-affectation du commandant de la FO Kaboul), 22 novembre 2004.
7. « Operation ATHENA Roto 2 End Tour Report: 9 Aug 04-10 Feb 05 » (rapport de fin d'affectation de la ROTO 2 de l'Op ATHENA, 9 août 2004-10 février 2005).
8. « Task Force Kabul Commander's Mid-Tour Report » (rapport de mi-affectation du commandant de la FO Kaboul), 22 novembre 2004.
9. *Ibid*.
10. *Ibid*.
11. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).
12. SITREP ECN, 4 septembre 2004, 17 septembre 2004; « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).

13. SITREP ECN, 4 septembre 2004, 17 septembre 2004; « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005); observations de l'auteur sur place à Kaboul (décembre 2004).

14. Comme le décrit Maloney dans *Confronting the Chaos*.

15. Entrevue avec le Col Ellis et le Lcol Nairne.

16. Observations de l'auteur sur place à Kaboul, décembre 2004.

17. Entrevue avec le Col Ellis et le Lcol Nairne.

18. *Ibid*.

19. Les divers rapports du Lcol George Petrolekas, l'officier canadien de liaison à Brunssum, l'indiquent catégoriquement. Voir « Report of the Canadian LO to JFC Brunssum » (rapport de l'officier canadien de liaison au commandement de la force interarmées à Brunssum), 3 septembre 2004 et 11 octobre 2004. Malheureusement, le Lcol Petrolekas a été marginalisé par des éléments timides d'Ottawa, qui ne digéraient pas sa franchise.

20. Entrevue avec le Col Ellis et Lcol Nairne.

21. Entrevue téléphonique avec Hope, 1er décembre 2010.

22. Séance d'information du CAC-F avec l'auteur, Kaboul, décembre 2004. Voir également David Barno, « Fighting the 'Other War' Counterinsurgency Strategy in Afghanistan, 2003-05 », *Military Review*, septembre-octobre 2007, p. 32-44.

23. Séance d'information de la FO Victory avec l'auteur, Kaboul, décembre 2004. Voir aussi le message d'Olexiuk au QGDN, 22 janvier 2004.

24. Communication de Cairnes au SCEMD, « Operation ARCHER-Staff Positions and Embedded Training Team with Combined Forces Command Afghanistan HQ » (postes d'état-major dans l'Op ARCHER et Équipe intégrée d'entraînement au QG du Commandement des forces combinées en Afghanistan), 5 octobre 2004.

25. « Task Force Kabul Commander's Mid-Tour Report » (rapport de mi-affectation du commandant de la FO Kaboul), 22 novembre 2004.

26. Voir Maloney, *Confronting the Chaos*. Voir aussi le fil de courriels du J3 International et de l'Élément de commandement national intitulé « Op RAVEN », 28 décembre 2004.

27. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).

28. BBC News, « Observers Approve Afghan Election » (satisfecit des observateurs aux élections afghanes), 10 octobre 2004. Golnaz Esfandiari, « Afghanistan: Karzai Calls On Taliban to Participate in Elections » (Afghanistan : Appel de Karzai à la participation des talibans aux élections), Radio Free Europe/Radio Liberty, 27 avril 2004.

29. « Report of the Canadian LO to JFC Brunssum » (rapport de l'officier canadien de liaison au commandement de la force interarmées à Brunssum), 11 octobre 2004.

30. Série d'entrevues avec le Maj Deitra Korando sur les expériences de leadership opérationnel du Combat Studies Institute, Leavenworth, Kansas, 5 octobre 2005.

31. Note d'information à l'auteur, « Support to Presidential Elections » (appui aux élections présidentielles). Kaboul, décembre 2004; Daniele Roggio, « NATO's Role in the Stabilization Process of Afghanistan » (rôle de l'OTAN dans le processus de stabilisation en Afghanistan), *The Future of Euro-Atlantic Security*, Rome, 1er-3 décembre 2004.

32. L'auteur possède la carte. Voir Maloney, *Confronting the Chaos* et SITREP ECN, 18 octobre 2004.

33. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).

34. *Ibid.*

35. SITREP ECN, 9 octobre 2004; « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005). Voir aussi Maloney, *Confronting the Chaos*.

36. SITREP ECN, 3 octobre 2004.

37. « Operation ATHENA Task Force Kabul National Command Element Change of Command Board of Inquiry between Col W.J. Ellis and Col W. Semianiw, 8 Feb 2005 » (commission d'enquête sur la passation du commandement de l'Élément de commandement national de la FO Kaboul de l'Op ATHENA entre le Col W.J. Ellis et le Col W. Semianiw, 8 février 2005).

38. Voir Maloney, *Confronting the Chaos* et SITREP ECN, ,5 octobre 2004.

39. « Operation ATHENA Roto 2 End Tour Report: 9 Aug 04-10 Feb 05 » (rapport de fin d'affectation de la rotation 2 de l'Op ATHENA, 9 août 2004-10 février 2005); entrevue avec le Col Ellis et Lcol Nairne.

40. Kenneth Katzman, « Afghanistan: Presidential and Parliamentary Elections » (élections présidentielles et parlementaires en Afghanistan), rapport du service de recherche au Congrès, 8 avril 2005.

41. SITREP ECN, 17 et 31 janvier 2005.

42. SITREP ECN, 17 janvier 2005.

43. Ordre de déploiement, Reconnaissance tactique, Op ATHENA, ROTO 3, 7 octobre 2004.

44. Bashir Seiqy, « Rescuers Scour Afghan Plane Crash » (sauveteurs sur les lieux de l'écrasement d'un avion afghan), *Turkish Weekly*, 7 février 2005; SITREP ECN, 3 et 4 février 2005.

45. SITREP ECN, mars-mai 2005.

OPÉRATION ARGUS :

ÉQUIPE CONSULTATIVE STRATÉGIQUE EN AFGHANISTAN, DE 2004 À 2006

Le point le plus important à émerger du mandat du Canada dans le cadre de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) menée par l'OTAN à Kaboul en 2003 et en 2004 est la reconnaissance de l'absence totale d'une stratégie de l'OTAN ou même d'une stratégie unifiée concernant l'Afghanistan. Oui, il y a bien l'Accord de Bonn de 2001; oui, un document afghan intitulé « Rebâtir notre nation » [Traduction] a bien été publié en 2002; oui, diverses nations européennes ont convenu de travailler à certains « piliers » du développement. Cependant, l'opération (Op) ENDURING FREEDOM vise une variété d'initiatives cinétiques et non cinétiques, notamment le renforcement des capacités des forces de sécurité, qu'on peut vaguement qualifier de stratégiques. De plus, divers organismes d'aide nationaux et internationaux circulent ici et là dans le pays sans aucune coordination et travaillent à des projets de manière inopinée.

Essentiellement, il s'agit d'interventions opérationnelles et même tactiques en réponse aux problèmes de l'Afghanistan. Rien ne relie ces efforts entre eux, et très peu de tout cela a quelque chose à voir avec l'Administration transitoire afghane. Il n'y a aucune fonction publique fédérale, conséquence du mode de gouvernance moyenâgeux des talibans. L'expansion de l'OTAN est généralement perçue comme un moyen de produire un commandement militaire international unique pour le pays et d'amener les gouverneurs locaux à créer un lien avec Kaboul, mais ce n'est pas la solution à long terme aux problèmes de l'Afghanistan, bien qu'on y travaille avec vigueur et que cela contribue dans une grande mesure à unifier les efforts. L'existence d'un commandement ne vient pas nécessairement avec une stratégie, cependant. Pour certains, les dispositions relatives au commandement et contrôle deviennent même une fin en soi.

C'est le même problème qui se produit dans le contexte canadien. Le Canada établit des objectifs stratégiques en novembre 2001 et les confirme au moment du processus d'engagement de 2003 et du processus de planification de 2004, concernant l'acceptation d'une équipe de reconstruction provinciale (ERP). Toutefois, le Canada n'a toujours pas d'approche stratégique concertée – l'approche est fragmentée, tout comme l'est la situation en Afghanistan. Même s'il y a en Afghanistan un petit nombre de personnes compétentes et dévouées, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ne veut pas vraiment, à l'échelle de l'organisme, intervenir avec la Défense nationale ou les Forces canadiennes

(FC) ni même avec l'Afghanistan. L'ACDI a tendance à porter son attention sur l'Afrique. Personne au Canada n'en est encore au point d'envisager sérieusement une composante policière. Il y a des divisions entre diverses factions au sein des Affaires étrangères concernant l'intervention canadienne dans le pays. L'approche coopérative adoptée par le major-général (Mgén) Andrew Leslie et l'ambassadeur Chris Alexander est une première tentative réussie d'intégration sur le front national. Cette approche a des effets stratégiques et opérationnels en Afghanistan, car il est ainsi possible d'obtenir des fonds des alliés et de miser sur l'attitude des Afghans. Il s'agit cependant d'une approche axée sur la personnalité qui n'a aucun fondement, en tant que tel, si elle n'était pas institutionnalisée dans une certaine mesure, mais les efforts en ce sens sont déjoués par des intérêts divers, dont certains au sein même de l'OTAN. En 2004, ces facteurs ont été cernés par le lieutenant-général (Lgén) Hillier et son état-major, et amènent le Canada à jouer un rôle clé dans l'encadrement et la conception d'une stratégie pour l'Afghanistan. Au bout du compte, leurs efforts se traduisent par une meilleure coordination de l'approche canadienne par rapport à la guerre en Afghanistan.

Problèmes associés à la conception d'une stratégie pour l'Afghanistan

Arrivés à Kaboul, les planificateurs canadiens, forts de leur expérience acquise auprès de la Force de stabilisation (SFOR) de l'OTAN en Bosnie, se demandent où se trouve le tableau de bord pluriannuel (MYRM) de la FIAS. Le MYRM, élaboré pour résoudre le problème de la coordination entre les organismes et l'affectation des ressources en Bosnie, était une matrice de synchronisation qui répartissait les activités de stabilisation et de reconstruction en catégories, établissait des jalons permettant de mesurer les progrès, situait ces jalons dans le temps et affectait des ressources provenant des divers organismes internationaux. En fait, le MYRM était la stratégie de reconstruction de la Bosnie; le Bureau du Haut-Représentant (BHR) était le point de convergence de toute l'activité internationale, et même si la SFOR avait créé le MYRM, c'était le BHR qui l'administrait[1]. La FIAS menée par l'OTAN à Kaboul n'a pas de MYRM. Il n'y a pas non plus de véritable équivalent du BHR.

L'Administration transitoire afghane est en gros l'équivalent du BHR, mais avec les élections fédérales prochaines, en 2004, elle travaille surtout à devenir un gouvernement légitime démocratiquement élu. Cela dit, des efforts préliminaires visant l'établissement de programmes de reconstruction ont été déployés en 2003 et en 2004.

Il y a premièrement les Européens et leurs plans établis en vase clos pour aider à la transition sur le plan administratif. L'aide des Italiens est censée porter sur le plan judiciaire, et les Allemands doivent jouer le rôle prépondérant dans la mise sur pied des forces policières. Les Britanniques détiennent quant à eux le dossier de la lutte contre les stupéfiants. Les États-suniens sont responsables de l'organisation de l'armée, mais c'est la

Force opérationnelle (FO) Phoenix du Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFC-A) qui administre le dossier. Il n'y a pas vraiment de coordination officielle entre ces activités, quelles qu'elles soient.

En même temps, le ministère du Relèvement rural et du Développement, rétabli et confié au leadership acharné d'Ashraf Ghani, Ph. D., travaille avec la Banque mondiale et divers donateurs en vue de mettre en place 12 initiatives, ou programmes prioritaires nationaux, pour l'Administration transitoire afghane. Ces programmes, qui visent aussi bien les mécanismes de microfinancement que les moyens d'améliorer l'eau et les installations sanitaires, constituent un plan détaillé et ambitieux dont le but est de réparer l'Afghanistan après 25 années de guerre. Le Programme national de solidarité (PRONASOL) est le plus connu de ces programmes, et il va devenir important pour la guerre menée dans le sud du pays par le Canada.

Le PRONASOL est conçu pour développer la gouvernance locale et soulager la pauvreté à l'échelle des collectivités et des districts. Le concept du « conseil de développement communautaire » fait partie des concepts que le Ministère veut employer dans le cadre du PRONASOL[2]. Selon le plan, le conseil de développement communautaire travaillerait avec un autre organisme, le comité de développement provincial, et ces deux organismes interagiraient à leur tour avec les gouverneurs afin d'administrer le PRONASOL. Tout cela est très embryonnaire, et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'y oppose même, en partie parce que l'idée n'est pas venue d'elle et qu'elle ne pourra exercer aucun contrôle. La MANUA veut établir, à l'échelle des provinces, des bureaux régionaux qui feraient essentiellement la même chose en utilisant les ressources des Nations unies et du personnel à forfait, alors que Ghani, entre autres, veut un système contrôlé et exploité par des Afghans travaillant pour un gouvernement afghan[3].

La capacité des Afghans de mettre en œuvre ces idées fait problème, en 2004. Il y a une bureaucratie naissante à Kaboul, mais il n'y a rien dans les provinces. On commence à peine à faciliter les liens avec les provinces au moyen des ERP menées par les États-Unis en 2004, mais dans de nombreux cas, les gouverneurs locaux entretiennent des liens directs avec Karzai, et ils les utilisent. En 2004, on ne sait pas très bien comment les programmes prioritaires nationaux et le PRONASOL vont coexister avec la lutte contre-insurrectionnelle, puis s'intégrer dans une stratégie ou un concept opérationnel à l'échelle du pays, mais c'est une question qu'il va falloir régler. On sait encore moins dans quelle mesure les comités de développement provincial et les conseils de développement communautaire prévus vont interagir avec les gouverneurs, qui ont leurs propres forces militaires indépendantes.

Pendant ce temps, à la fin de 2003 et au début de 2004, le CFC-A, qui est à la tête de la nouvelle Op ENDURING FREEDOM menée par les États-Unis, travaille à sa propre solution aux problèmes de développement et de contre-insurrection. Les objectifs du CFC-A sont de favoriser[4]:

1. l'instauration de la sécurité et de la règle de droit;

2. la bonne gouvernance et la démocratie;

3. le développement socio-économique et la reconstruction;

4. l'engagement à l'échelle internationale et régionale, ainsi qu'à l'échelle des agences, visant à réaliser les objectifs de sécurité et à préparer l'Afghanistan à continuer de jouer son rôle dans la guerre mondiale contre le terrorisme.

Le CFC-A désigne le peuple afghan comme étant le centre de gravité. Plutôt que de miser sur les piliers de l'Accord de Bonn, le CFC-A choisit ses propres piliers :

1. vaincre le terrorisme et priver les forces ennemies de tout refuge;

2. aider les structures de sécurité afghanes;

3. soutenir la prise en charge du secteur;

4. favoriser la reconstruction et la bonne gouvernance;

5. mobiliser les États de la région.

L'objectif central du raisonnement du CFC-A est d'étendre le rayon d'action du gouvernement de Kaboul à l'ensemble du pays, en partie pour qu'il se prépare aux élections nationales de 2004. Les Afghans seront ainsi en mesure de participer aux élections, ce qui contribuera à la légitimité de celles-ci. Les liens entre Kaboul et les provinces s'en trouveront également resserrés. L'application des programmes de sécurité et de reconstruction sera de ce fait facilitée, en particulier les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et d'entreposage des armes lourdes, lesquels se limitaient à ce jour à la région de Kaboul. En théorie, les moyens requis pour faire tout cela viendront principalement des ERP, dont la configuration initiale évoluera de sorte qu'elles s'occupent davantage de développement et de DDR[5].

De là émerge l'idée des zones de développement régional (RDZ). Les planificateurs du CFC-A envisagent l'établissement d'une RDZ autour de chaque ERP. Jusqu'à ce que le gouvernement afghan puisse mieux s'établir dans les provinces, l'ERP va coordonner et accompagner le gouverneur provincial, les agences de développement et les organisations

non gouvernementales afin qu'ils mettent en place une bonne gouvernance et un système judiciaire, qu'ils étendent les rôles de la police et de l'armée et qu'ils favorisent l'acheminement de l'aide, la reconstruction, la croissance économique et la production de revenus dans des secteurs choisis. Les forces de combat, les forces d'opérations spéciales et les forces classiques, vont veiller à sécuriser les RDZ et à éradiquer toute activité insurrectionnelle. Les secteurs à l'extérieur des RDZ seront pris en charge une fois que le gouvernement provincial sera établi et sécurisé. La province de Kandahar sera la RDZ pilote, au cours de l'année 2005, et d'autres RDZ suivront[6].

Les planificateurs canadiens sont alors confrontés à des idées diverses, à des idées qui chevauchent ou, même, à des idées concurrentes sur la façon dont la communauté internationale et le gouvernement afghan abordent les problèmes de reconstruction du pays. Il y a les piliers de l'Accord de Bonn; il y a un plan d'opération de l'OTAN qui se limite aux opérations de Kaboul, mais qu'on essaie de convertir en quelque chose de plus; il y a les programmes de reconstruction du ministère afghan du Relèvement rural et du Développement; puis il y a la stratégie du CFC-A et les applications conceptuelles et opérationnelles de cette stratégie.

Les conversations entre le président Karzai, Eileen Olexiuk et Chris Alexander du MAECI et le Lgén Rick Hillier amènent les Afghans à demander qu'un certain nombre de planificateurs canadiens aident Ashraf Ghani (maintenant ministre des Finances) à concevoir un plan de coordination du développement national. Entre autres grands enjeux, l'Afghanistan doit satisfaire aux exigences de la Banque mondiale pour avoir accès aux ressources de cette dernière à des fins de reconstruction. Cela signifie qu'il faut un plan, et que ce plan doit être transparent et réalisable. Sans plan, il n'y aura pas de certification et, donc, pas d'argent pour la reconstruction. C'est aussi simple que cela[7].

En juin 2004, le lieutenant-colonel (Lcol) Ian Hope, le Lcol Kevin Moore et le major (Maj) Howard Coombs, qui sont au QG de la FIAS, au CJ9 (état-major interarmées pour la coopération civilo-militaire, ou COCIM), sont détachés auprès du personnel de Ghani. Pendant toute l'année 2004, les planificateurs canadiens soumettent la situation à une analyse du centre de gravité. D'importants obstacles au succès des opérations en Afghanistan se dressent sur tous les fronts : ils sont d'ordre social, politique, militaire et économique. Ces obstacles empêchent la création d'un gouvernement légitime et crédible[8].

Tandis que l'Administration transitoire afghane se prépare aux élections de 2004, plusieurs puissances se font concurrence à l'extérieur de Kaboul. Il s'agit principalement des grands détenteurs de pouvoir dont nous avons parlé dans les chapitres précédents : Dostum, Fahim, Sayyaf, Rabbani, Khalili et Ismael Khan, dans le nord et à l'ouest. À l'est, Pacha Khan Zadran est le principal détenteur de pouvoir. Au sud, la famille Sherzai et l'assemblée de la justice de Kandahar dominent la province de Kandahar, alors qu'un ensemble inconnu de forces irrégulières sont aux commandes dans la province d'Helmand[9].

Les analystes croient qu'il y a en Afghanistan cinq systèmes économiques identifiables et distincts. Dostum est dans les domaines du gaz, du textile et de l'agriculture. Fahim est dans le commerce des émeraudes, du lapis-lazuli et du bois d'œuvre. Pour Sayyaf et le clan Sherzai, c'est l'argent et les articles ménagers. Ismael Khan domine quant à lui le marché du textile et l'agriculture. Tous les cinq font le commerce de l'opium et des armes[10].

La question que les planificateurs posent est la suivante : le modèle d'avenir de l'Afghanistan est-il semblable à celui de la Colombie ou de la Somalie, ou plutôt à celui de la Thaïlande, du Ghana, du Pérou ou du Salvador? Pour faire pencher la balance, tout plan national futur devra avoir comme objectif de miner l'économie illicite et de stimuler la concurrence. La méthodologie élaborée à l'automne et à l'hiver de 2004 propose une architecture des opérations axée sur les districts :

> [Traduction]
>
> Choisir les districts qui recevront des trousses de développement intensif misant sur les effets conjugués des [programmes prioritaires nationaux], du [programme de stabilisation de l'Afghanistan], du PRONASOL, du [Programme national d'urgence pour l'emploi], du [Mécanisme de microfinancement et de soutien en Afghanistan], de l'ERP et des RDZ, dans le cadre d'un programme national de certification du « nettoyage » des districts. Les critères de sélection et de certification seront la coopération aux opérations de sécurité, le maintien de l'ordre public, la culture du pavot et le potentiel économique[11].

L'étape suivante consiste à lier ces économies de district à l'économie urbaine par la reconstruction d'un réseau de transport routier national, puis par l'établissement d'un « contrôle national sur tous les principaux points de passage frontaliers, de manière à commencer à tirer des revenus des tarifs[12] » [Traduction]. On présume à cette fin de la croissance proportionnelle de l'Armée nationale afghane et de la police afghane, ainsi que de la poursuite des programmes de DDR et d'entreposage des armes lourdes à l'extérieur de Kaboul, ce qui minera les activités des milices des détenteurs de pouvoir de la région (il est également important de souligner que l'insurrection à laquelle l'Afghanistan sera plus tard confronté ne représente pas encore une entrave sérieuse au développement).

Le cadre de gestion des investissements et la feuille de route opérationnelle (ORM) sont les principaux produits du processus de planification canadien. Ce cadre et l'ORM correspondent essentiellement au MYRM établi pour la Bosnie, mais modifié en profondeur en fonction de la situation en Afghanistan. Ces deux documents comportent des catégories, des jalons et des critères d'efficacité en matière de sécurité, de gouvernance et de développement; ils sont très détaillés, et il s'agit de la seule option possible pour arriver à coordonner la myriade d'agences en activité en Afghanistan et à définir pour eux une orientation commune[13] (voir les figures 7-1 et 7-2).

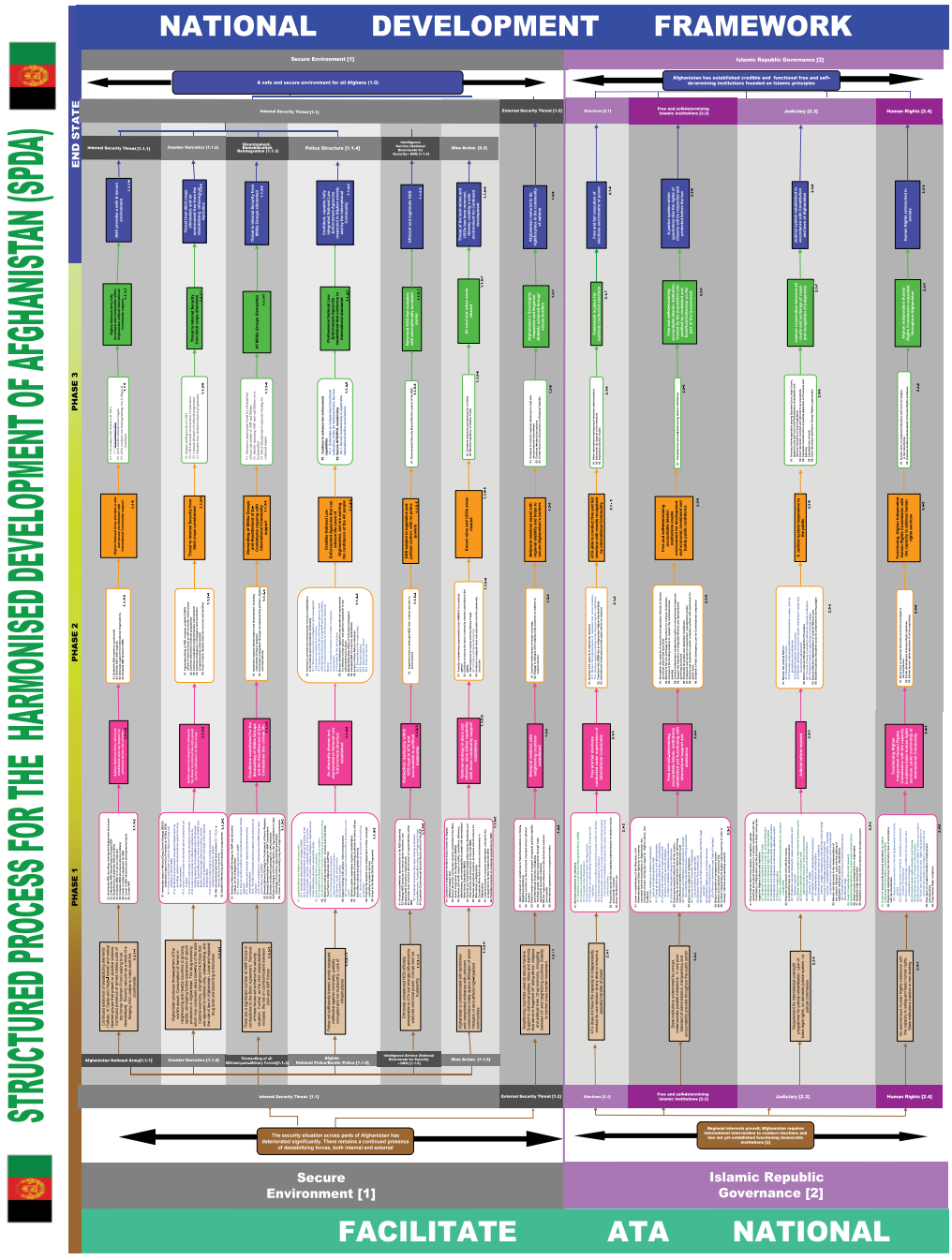


Figure 7-1 : Cadre de gestion des investissements (en anglais seulement)

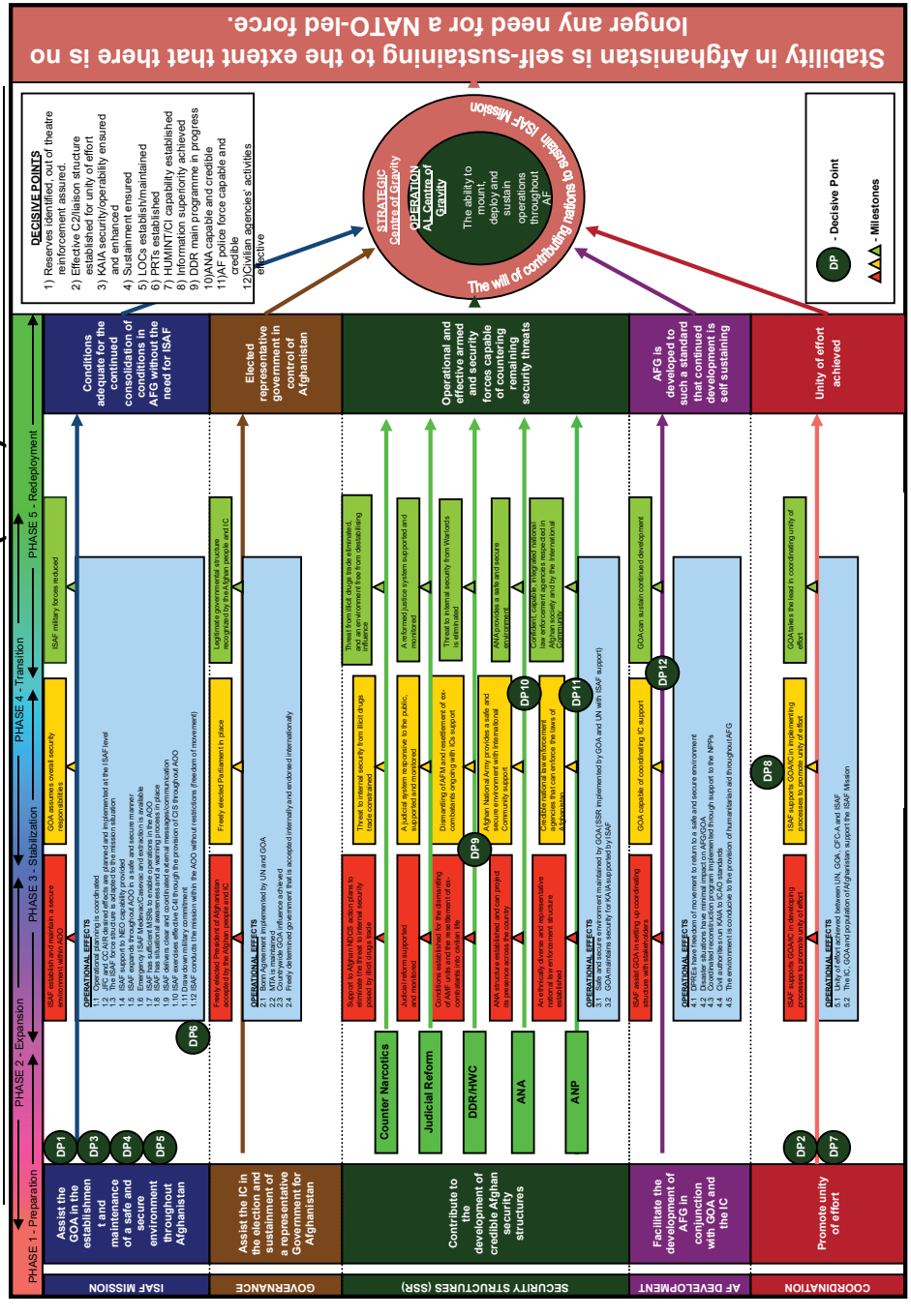


Figure 7-2 : ORM (en anglais seulement)

Cependant, quand le Lgén Hillier va présenter le cadre de gestion des investissements et l'ORM au QG du Commandement des forces interarmées de l'OTAN à Brunssum, il se heurte à un mur. Le général (Gén) Gerhard Back, pilote de chasse de la Luftwaffe pendant la guerre froide, refuse catégoriquement que la FIAS se mêle de développement en Afghanistan et déclare au Lgén Hillier, lors d'un échange acrimonieux par téléconférence, que la FIAS n'est là que pour la sécurité et qu'elle doit s'en tenir à ce rôle. Venant d'un général allemand, c'est une opinion étonnamment restrictive, compte tenu du rôle joué par l'Allemagne dans la mise en œuvre du projet pilote de l'ERP de l'OTAN à Kondoz. Malgré tous ses efforts, le Lgén Hillier ne parvient pas à convaincre l'OTAN d'assumer une quelconque forme de responsabilité en matière de coordination ni même de simplement fournir de l'aide. On soupçonne, chez les Canadiens, que certains éléments de l'OTAN essaient de se distancer de l'Afghanistan et que le quartier général de Brunssum sert de mécanisme à cette fin. Même le commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR), le Gén James Jones, n'arrive pas à obtenir la collaboration du Gén Back. Quand le Corps européen prend le commandement de la FIAS des mains du Lgén Hillier, à la fin de l'été 2004, il laisse s'éteindre le cadre de gestion des investissements et l'ORM. Le Lgén Jean-Louis Py[14], de la France, ne veut pas vraiment avoir à faire avec ce projet lui non plus[15].

Une telle approche est problématique. L'OTAN étend ses activités, ou compte étendre ses activités à tout l'Afghanistan, au moyen d'ERP, mais elle n'a aucune stratégie pour les intégrer ou pour intégrer toute autre activité de l'OTAN dans les opérations de développement national de l'Afghanistan ou dans les opérations de sécurité du CFC-A. Par choix. Combinée à l'absence de progrès valables réalisés par les Allemands et les Italiens entre 2002 et 2005, dans les domaines de la réglementation et des tribunaux, la décision d'un général allemand et d'un général français de saborder la création d'une stratégie nationale pour l'Afghanistan devrait se classer parmi les revers les plus graves infligés à l'effort international pour stabiliser l'Afghanistan. Cette décision démontre à n'en pas douter les limites de l'influence canadienne dans les cercles de l'OTAN, et elle pousse manifestement le Lgén Hillier, qui est sur le point de devenir chef d'état-major de la Défense (CEMD), à travailler beaucoup plus étroitement avec les États-Unis et l'Op ENDURING FREEDOM, plutôt qu'avec la FIAS de l'OTAN, dominée par l'Europe.

De fait, le cadre de gestion des investissements et l'ORM seront présentés aux planificateurs du Pentagone en décembre 2004. D'un point de vue conceptuel, ils seront absorbés dans la façon que les États-Unis auront de voir l'Afghanistan, mais parce que les États-Unis s'apprêtent à réduire leurs forces au profit d'une FIAS au rôle élargi, le cadre et l'ORM ne s'enracineront pas dans ces circonstances[16].

Puis les Afghans font leur entrée. Au printemps de 2005, Ashraf Ghani demande au Lgén Hillier si le Canada accepterait d'aider encore une fois en envoyant une équipe de planification plus permanente. L'OTAN n'est toujours pas intéressée, et les planificateurs du CFC-A continuent de se concentrer sur les opérations. Ghani aime l'approche du cadre de gestion des investissements et pense que c'est la bonne voie à prendre, mais son personnel a besoin de mentorat pour en poursuivre le développement. En même temps, l'idée selon laquelle la communauté internationale doit s'engager par écrit à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan émerge aussi, comme moyen d'éviter un retour aux circonstances de l'ère postsoviétique. Un groupe d'ambassadeurs dont fait partie Chris Alexander, représentant le Canada, estime qu'il faut un document faisant le lien entre les efforts des Afghans et l'engagement international. Ce document s'intitulera *Le Pacte pour l'Afghanistan*. Ghani a donc besoin d'aide pour créer un nouveau cadre et élaborer ce document[17].

Après consultation avec l'ambassadeur Chris Alexander et Nipa Bannerjee, chef du développement de l'ACDI à l'ambassade, le Lgén Hillier revient à Ottawa, mais l'idée d'une équipe consultative canadienne qu'il propose se heurte à l'opposition de membres de la gestion intermédiaire des Affaires étrangères qui, pour reprendre les mots d'un observateur, « ont un problème avec la justification et s'obstinent à cet égard » [Traduction] et prétendent ne pas avoir été informés. Confrontés à des échanges de messages démontrant qu'ils l'ont été, ils ne cèdent quand même pas, car l'« [équipe consultative stratégique en Afghanistan] n'a pas été inventée là » [Traduction]. Le Lgén Hillier tient une réunion interministérielle avec les Affaires étrangères, l'ACDI, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN). Les principes mis de l'avant sont adoptés avec enthousiasme, et l'ACDI offre à l'équipe les services d'un responsable de l'élaboration de contrats, ou « coopérant ». Certains éléments des Affaires étrangères continueront de résister; il faudra que le sous-ministre, Peter Harder, force les opposants de la gestion intermédiaire à reculer. Ces gens trouvent l'idée de l'équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) un peu alarmante parce que cette idée ne vient pas d'eux et qu'ils ne peuvent exercer aucun contrôle sur l'équipe[18]. Incidemment, c'est l'argument que les forces bureaucratiques internes du Canada vont utiliser pour ultérieurement détruire l'ECS-A.

À l'été de 2005, le colonel (Col) Mike Capstick et un groupe de planificateurs triés sur le volet sont arrivés à Kaboul à l'été 2005 pour former l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A). Le tout fut surnommé « opération ARGUS ».

Avant d'aborder le sujet des activités de l'ECS-A, il est important de noter qu'à ce moment-là, le Lgén Hillier et son entourage deviennent de plus en plus sensibles aux problèmes de la coordination et de la stratégie inter institutions, et ce, non seulement dans le cadre d'une alliance, mais également dans une perspective canadienne. D'un point de vue stratégique, la reconstruction de l'Afghanistan visant à l'empêcher de redevenir un

refuge d'Al-Qaïda signifie qu'il faut intégrer et coordonner le développement rural et la sécurité liée à une telle initiative. Le Canada peut jouer un rôle prépondérant en matière de coordination, mais pour ce faire, il doit donner l'exemple et démontrer aux Afghans qu'il est prêt à faire suivre ses paroles des ressources financières et humaines nécessaires. Une poignée de conseillers ne suffit pas à cette fin.

D'un autre côté, si l'ECS-A contribue à créer à Kaboul l'« entonnoir » nécessaire à l'acheminement des fonds de reconstruction, le Canada ne va pas pouvoir surveiller ce qui va sortir du bec, à l'autre bout, dans les provinces. Avec une ERP, le Canada pourra constater l'application pratique de la stratégie de développement, et cela créera, en théorie, un effet de rétroaction selon lequel la rétroaction de l'ERP se rendra à l'ECS-A et le plan sera rectifié par les Afghans. Cependant, rien de tout cela n'est explicité à ce moment-là. Le Canada convient d'une ERP avant l'arrivée de l'ECS-A, mais combiner les deux pourrait avoir un effet synergique. En théorie toujours, le Canada pourrait miser sur cela dans les officines du pouvoir à Kaboul, à Bruxelles, à New York et à Washington. On ne sait pas si, au sein du MAECI ou de toute autre entité canadienne intervenant en matière de politique étrangère, des gens reconnaissent la valeur de cette option, mais une chose est sûre, et c'est qu'il y a, dans les FC et au MDN, des visionnaires qui la reconnaissent.

En parallèle, l'idée du Canada de s'engager de nouveau au déploiement d'un groupement tactique et de forces d'opérations spéciales en Afghanistan fait son chemin. La pause opérationnelle de l'Armée canadienne va prendre fin en janvier 2006, et un groupement tactique va par conséquent devenir disponible pour des opérations, quelque part. Étant donné que le Canada s'en va à Kandahar, et qu'il s'agit d'un secteur risqué du point de vue de la sécurité, il est prudent d'avoir un groupement tactique et des forces d'opérations spéciales pour protéger les initiatives de développement de l'ERP, vu l'évolution de la situation au cours de 2005. L'idée d'un groupement tactique en plus de l'engagement d'une ERP a émergé en mars 2005[19].

En combinant l'ECS-A, la FIAS et le personnel du QG de l'Op ENDURING FREEDOM, les instructeurs militaires et l'ambassade à Kaboul, avec une ERP, un groupement tactique et des forces d'opérations spéciales à Kandahar, on bénéficie de la puissance d'une force intégrée verticalement. Ainsi, le Canada sera lié à tous les aspects de la sécurité, de la reconstruction et du développement de l'Afghanistan, ce qui améliorera la capacité canadienne de comprendre la situation en Afghanistan et de s'y adapter, et partant, d'atteindre ses objectifs nationaux de fermer la porte de l'Afghanistan à Al-Qaïda et à ses alliés. Encore là, il est possible de mettre à profit cet ensemble de circonstances de concert avec les États-Unis et l'OTAN. Rien de semblable n'a été tenté auparavant, dans l'histoire militaire du Canada, et jamais les hauts dirigeants de l'Armée canadienne n'ont eu une telle influence lors des conflits antérieurs de l'histoire du Canada.

Op ARGUS : ECS-A

Installés dans le bâtiment de l'ECS, derrière le complexe de l'ambassade canadienne à Kaboul, les 17 membres de l'ECS-A relevant du Col Mike Capstick se mettent à l'ouvrage en août 2005. Sur le plan fonctionnel, il y a deux équipes de planification, soit l'équipe A et l'équipe B, un analyste des politiques, un conseiller de l'ACDI, un spécialiste des communications stratégiques et des membres du personnel de soutien, ainsi que des interprètes. Les planificateurs de l'ECS-A vivent dans le bâtiment de l'ECS, mais ils portent des vêtements civils pour travailler avec leurs homologues afghans des ministères situés ici et là à Kaboul. L'ECS-A a ses propres véhicules utilitaires sport blindés, et puisque l'ECS-A se compose en majorité de militaires, elle s'occupe elle-même de la sécurité de ses membres quand ils se rendent d'un point à l'autre.

Il est important de souligner que l'ECS-A est une opération bilatérale du Canada et de l'Afghanistan. Elle ne relève ni de la FIAS ni de l'Op ENDURING FREEDOM. Il s'agit d'une initiative autonome purement canadienne conçue pour combler une lacune particulièrement grave de l'intervention de la communauté internationale visant la reconstruction de l'Afghanistan. Il est primordial d'avoir de la crédibilité auprès des Afghans. Il ne doit absolument pas y avoir de dispositions monétaires nationales correspondant à la façon dont l'ACDI fonctionne ailleurs dans le tiers monde, en ce sens que l'ECS-A ne doit pas se mettre à acheminer de façon préférentielle les fonds d'aide à la reconstruction de l'Afghanistan par l'intermédiaire d'organismes de développement, de sociétés et d'entrepreneurs canadiens; d'autres nations le font, les Afghans le savent, et cela leur déplaît. L'ECS-A ne pratiquera pas cette méthode, malgré les pressions exercées par d'autres milieux[20].

En 2005-2006, l'ECS-A intervient dans le cadre de cinq grandes activités. L'effort principal est la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) et, dans ce cas particulier, la Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan (SIDNA). Une équipe travaille avec Ishaq Nadiri, Ph. D., le conseiller économique principal du président. Nadiri a établi une relation étroite avec la chef de l'aide à l'ambassade du Canada, Nipa Bannerjee, qui, à l'époque, essaie de faire comprendre aux gens de l'ACDI à Ottawa le problème de coordination qui existe à Kaboul. L'ACDI est cependant limitée par la culture entourant ses processus de programmation à long terme et n'est pas en mesure de réagir rapidement aux préoccupations de Bannerjee. Cette dernière n'a qu'une autre personne de l'ACDI à Kaboul : Christina Green. Nadiri demande à Bannerjee de diriger le groupe consultatif externe (GCE), composé des 11 donateurs potentiels qui fournira de l'argent à la SDNA une fois qu'elle sera établie. Bannerjee et Green sont dépassées; ce n'est pas une tâche pour l'ACDI, mais personne d'autre ne va s'en occuper et, par conséquent, Bannerjee demande à l'ECS-A de l'aider en développant les capacités de base du GCE – par exemple, comment tenir une réunion, préparer des diapositives et transmettre un ordre du jour.

Photo : Auteur

Le Col Mike Capstick est initialement à la tête de l'ECS-A. Ce groupe relativement peu nombreux, mais compétent travaille en étroite collaboration avec le gouvernement afghan à la formulation de la SDNA, document qui constitue une étape cruciale à l'obtention de fonds pour l'effort international de reconstruction de l'Afghanistan.

Cette contribution s'élargira quand Nadiri va demander au Col Capstick d'aider le personnel afghan à comprendre les outils de synchronisation et d'autres outils de planification, lesquels seront directement appliqués à la SIDNA au fil de ses diverses versions provisoires, jusqu'à la fin de 2005, période préparatoire à la Conférence de Londres de 2006[21].

La SDNA, dans ses versions provisoires et finales, et *Le Pacte pour l'Afghanistan* représentent ce que l'ECS-A a entrepris de plus important. La SDNA perdra son statut de stratégie provisoire une fois tous les problèmes corrigés. Quand elle arrive en août 2005, l'ECS-A offre en priorité son soutien au groupe de travail de la SDNA. Étant donné que les dix milliards de dollars prévus ne seront pas versés pour la reconstruction de l'Afghanistan sans plan et sans engagement sérieux de la part des principaux intervenants, il est crucial de concevoir un bon plan dès le départ.

La politique entourant le rôle du GCE concernant le processus de la SIDNA est trop détaillée pour que nous puissions la décrire ici. Pour la première fois depuis l'Accord de Bonn, en 2011, il y a une forme de cohésion avec la communauté des donateurs. En effet, l'un des principaux problèmes est lié à des personnalités de l'ONU qui veulent tout contrôler et se comportent avec arrogance comme si elles étaient premières parmi les pairs. Les Afghans n'ont généralement pas confiance en l'ONU, et ce, pour des raisons historiques qui remontent au début des années 1990. Le GCE sert de tampon, dans un certain sens, garantissant l'inclusion de l'ONU sans qu'elle exerce de contrôle, tout en donnant aux

autres donateurs un moyen d'exprimer leurs préoccupations, notamment leur désir que « les donateurs soient bien en place avant qu'on ait répandu trop d'encre[22] » [Traduction]. Il ne faut pas oublier que sans plan, les donateurs ne vont pas investir dans la reconstruction de l'Afghanistan. Sans investissements, rien ne se réalisera dans le cadre des programmes, à l'échelon des provinces et des collectivités[23].

L'ECS-A travaille également au Bureau de soutien au programme national. Il y a des problèmes avec les 12 programmes du ministère du Relèvement rural qui ont été créés en 2004. Le Bureau de soutien au programme national est une initiative conjointe de l'ACDI et de l'USAID. Il est censé aider au contrôle de la qualité, au dépannage et à la coordination des 12 initiatives – les programmes prioritaires nationaux. L'intention est de « choisir 15, 20, 25 ou plus de projets de développement parmi les plus ratés du pays et de leur offrir du soutien[24] » [Traduction]. À leur arrivée, les planificateurs canadiens évaluent la situation et découvrent que seulement 23 p. 100 des fonds de reconstruction destinés à ces programmes pourront être dépensés à cause de l'absence de compétences en gestion de programmes parmi les membres du personnel des divers programmes. Après le travail préliminaire réalisé pour établir un plan sommaire et déterminer les exigences entre l'ECS-A et le personnel, un entrepreneur est retenu pour le développement des compétences du personnel[25].

Cela amène l'ECS-A à s'intéresser davantage au développement des compétences pour l'ensemble du gouvernement afghan. Est-ce que l'ECS-A peut contribuer à aider la Commission de la fonction publique à développer ses compétences de manière à produire des fonctionnaires? Un groupe de l'ECS-A intervient afin d'évaluer la situation et de contribuer dans toute la mesure possible. On constate, en fin de compte, qu'aucune stratégie cohérente n'a été mise en place pour créer une fonction publique. C'est ahurissant. Quatre années se sont écoulées depuis le début du processus de reconstruction de l'Afghanistan, et personne dans toute la communauté internationale ne s'est concentré sur l'essentiel, soit de mettre sur pied un gouvernement. Encore une fois, l'ECS-A se rend sur place en reconnaissance afin de mesurer l'ampleur du problème et de créer un groupe de travail pour s'y attaquer; cette initiative donne lieu à ce qui deviendra, au fil du temps, la stratégie de réforme de l'administration publique, une stratégie problématique qui affligera tout le monde pendant des années alors que les Afghans essaieront de louvoyer entre le recours aux entrepreneurs étrangers et le développement des capacités. Au bout du compte, il y a entre autres principaux problèmes « le fait que rien ne s'approche d'un système de gestion des ressources humaines, que d'importants groupes de fonctionnaires ont des idées enracinées dans l'ère communiste et ont une façon de faire des affaires centralisée et axée sur la micro-gestion […] Plus vous avez d'échelons d'approbation à l'aveuglette, mieux c'est » [Traduction]. En plus, ces gens sont âgés. La bureaucratie était absente, avec les talibans, si bien que la génération montante de fonctionnaires afghans vient de la communauté des

expatriés. Enfin, il y a les conflits de personnalités entre ceux qui sont restés et ceux qui sont partis. C'est un cauchemar, aux dires du Col Mike Capstick[26].

L'ECS-A travaille étroitement avec le gouvernement afghan dans un autre secteur : celui des communications stratégiques. C'est une chose d'encadrer les processus et de créer des programmes, mais c'est un défi de taille de les expliquer aux organisations très diverses de la communauté internationale, aussi bien à Kaboul qu'à l'extérieur du pays. En fait, les Afghans doivent apprendre le nouveau langage des médias du XXIe siècle et comprendre comment il peut jouer en faveur ou à l'encontre des priorités du gouvernement afghan. D'ailleurs, un des plus grands succès remportés est la mise sur pied d'un groupe consultatif sur les communications stratégiques pour aider à résoudre ces problèmes. Le groupe est composé de représentants de la MANUA, de la FIAS et du CFC-A ainsi que de porte-paroles d'ambassades choisies. L'ECS-A travaillera à cette fin dans les coulisses, sans laisser de traces. D'autres initiatives de ce genre seront facilitées en douce, autour du feu, bière à la main, au bâtiment de l'ECS. Puisqu'il ne s'agit pas d'une ambassade, il est possible de faciliter officieusement des initiatives, alors que cela ne pourrait pas se faire en toute sécurité à d'autres occasions ou en présence de représentants des gouvernements nationaux[27].

L'ECS-A sortira des sentiers battus de toutes les façons possibles et travaillera sans relâche dans un environnement où les menaces sont élevées. Kaboul n'est pas un lieu sûr et sécurisé. À cette époque, en 2005-2006, Kaboul est aussi dangereuse que Kandahar. Il y a au quotidien des avertissements de menaces concernant des engins explosifs improvisés (EEI) et des attentats-suicides avec EEI. Il y a des attaques isolées à la roquette. Des bombes explosent régulièrement. Les bureaux gouvernementaux sont, bien sûr, des cibles de choix, tout comme d'ailleurs presque tout le personnel militaire international. En 2006, des émeutes violentes seront déclenchées après qu'une patrouille des États-Unis aura accidentellement abattu des citoyens; puis il y aura les émeutes tout aussi violentes causées par une caricature danoise. On bâtit un gouvernement national en situation de combat.

Aucune autre organisation du gouvernement canadien n'est aussi bien placée que l'ECS-A pour aider le gouvernement afghan, et il ne fait aucun doute qu'aucun autre pays, outre les États-Unis, n'a acquis auprès du gouvernement Karzai un tel degré de crédibilité à cette époque, en 2005-2006. Cette crédibilité se fonde sur les relations personnelles des 17 personnes qui s'exposent au danger aux côtés de leurs homologues afghans et travaillent avec eux, jour après jour, dans les ministères gouvernementaux clés participant au processus de planification.

L'un des impératifs est que l'Accord de Bonn de 2001 va expirer avec les élections provinciales de 2005. Il faut remplacer cet accord. *Le Pacte pour l'Afghanistan* représente l'engagement, et la SIDNA est le plan. La SDNA perdra son statut de stratégie provisoire une fois tous les problèmes corrigés. À son arrivée, en août 2005, l'ECS-A offre en priorité son

soutien au groupe de travail de la SDNA. L'ambassadeur Chris Alexander joue déjà un rôle prépondérant au moment de l'élaboration du *Pacte*, lequel va remplacer le document-cadre d'engagement établi à Bonn. D'autres intervenants, comme Barney Rubin, des États-Unis, contribueront également au processus de rédaction.

L'ECS-A aidera l'ambassadeur Alexander à rédiger les ébauches du *Pacte* et de la SIDNA et à coordonner ces ébauches à d'autres ébauches. En parallèle, l'ECS-A soutiendra le travail de Nipa Bannerjee au sein du GCE[28].

Photo : Auteur

L'Équipe consultative stratégique est voisine de l'ambassade du Canada à Kaboul. Le rond de feu et le frigo à bière ont apparemment davantage contribué à maximiser l'influence canadienne à Kaboul que les liens diplomatiques formels.

Le Pacte pour l'Afghanistan établira plusieurs principes de coopération, dont témoignent les engagements suivants[29] :

1. Respecter la culture pluraliste, les valeurs et l'histoire de l'Afghanistan fondées sur l'Islam;

2. Œuvrer sur la base du partenariat entre le gouvernement afghan, investi des responsabilités souveraines qui sont les siennes, et la communauté internationale, au sein de laquelle un rôle central et impartial de coordination est dévolu à l'ONU;

3. Encourager davantage une tradition séculaire marquée par la participation du peuple afghan et son aspiration à la maîtrise de son destin;

4. Rechercher la viabilité financière et institutionnelle ainsi que la durabilité de l'environnement;

5. Renforcer durablement les capacités afghanes ainsi que les institutions étatiques efficaces et les organisations de la société civile, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement des capacités humaines s'agissant tant des hommes que des femmes;

6. Assurer une répartition équilibrée et juste des ressources nationales et internationales afin d'offrir à toutes les régions du pays des perspectives de bien-être concrètes;

7. Reconnaître, aux hommes et aux femmes, dans toutes les politiques et dans tous les programmes, des droits égaux et des responsabilités égales;

8. Promouvoir la coopération régionale;

9. Lutter contre la corruption et garantir la transparence et l'obligation de rendre des comptes vis-à-vis du public.

Toutes les parties s'engageront à assurer la sécurité :

[Traduction]

Une sécurité authentique demeure un préalable fondamental pour parvenir à la stabilité et au développement en Afghanistan. La sécurité ne saurait être assurée par les moyens militaires à eux seuls. Elle exige la bonne gouvernance, la justice et l'état de droit, que viennent renforcer la reconstruction et le développement. Avec l'appui de la communauté internationale, le gouvernement afghan consolidera la paix en démantelant tous les groupes armés illégaux. Le gouvernement afghan et la communauté internationale créeront un environnement sûr en renforçant les institutions afghanes pour leur permettre de respecter les besoins du pays en matière de sécurité dans un cadre fiscal durable.

À cette fin, la FIAS dirigée par l'OTAN, l'Op ENDURING FREEDOM dirigée par les États-Unis ainsi que les nations partenaires participant à la réforme du secteur de la sécurité continueront d'apporter un solide appui au gouvernement afghan pour l'établissement et le

maintien de la sécurité et de la stabilité dans le pays, sous réserve des procédures nationales d'approbation des États participants. Elles continueront de renforcer et de développer la capacité des forces nationales de sécurité afin de garantir qu'elles seront pleinement opérationnelles. Toutes les activités de lutte contre le terrorisme de l'Op ENDURING FREEDOM seront menées en coordination étroite entre le gouvernement afghan et la FIAS. Cette dernière continuera d'étendre sa présence à tout l'Afghanistan, notamment par l'intermédiaire des ERP et elle continuera de promouvoir la stabilité et de soutenir les réformes du secteur de la sécurité dans ses zones d'opérations.

La gouvernance devra être prioritaire :

[Traduction]

La gouvernance démocratique et la protection des droits de la personne constituent la pierre angulaire de tout progrès politique durable en Afghanistan. Le gouvernement afghan étendra rapidement sa capacité à fournir les services de base à la population dans tout le pays. Il recrutera, sur la base du mérite, des spécialistes compétents et crédibles dans la fonction publique; mettra en place une administration plus efficace, plus responsable et plus transparente à tous les niveaux de l'appareil étatique; et apportera des améliorations mesurables à la lutte contre la corruption, à la défense de la justice et à l'état de droit ainsi qu'à la promotion du respect des droits de la personne pour tous les Afghans.

La priorité sera donnée à la mise en place coordonnée dans chaque province d'institutions opérationnelles – notamment l'administration civile, la police, les établissements pénitentiaires et l'appareil judiciaire. Ces institutions seront dotées de cadres juridiques et de procédures de nomination appropriés, de personnel qualifié, ainsi que d'un système de rémunération adéquat, d'une infrastructure suffisante et d'un bon dispositif d'audit. Le gouvernement établira, sous la supervision de la Commission électorale indépendante de l'Afghanistan, une administration viable sur les plans financier et institutionnel pour les élections futures.

Le développement économique et social se fondera sur six secteurs :

- Infrastructure et ressources naturelles;
- Éducation;
- Santé;

- Agriculture et développement rural;
- Protection sociale;
- Gouvernance économique et développement du secteur privé.

La lutte contre les stupéfiants fera l'objet d'une mention spéciale :

[Traduction]

> Faire face à la menace que l'industrie de la drogue fait planer sur la sécurité nationale, régionale et internationale ainsi que sur le développement et la gouvernance du pays de même que sur le bien-être des Afghans sera une priorité pour le gouvernement et la communauté internationale. Il s'agira d'obtenir une réduction significative soutenue de la production et du trafic de stupéfiants en vue de leur élimination complète.

Fondamentalement, la SIDNA est identique au MYRM établi pour la Bosnie. Elle comporte une matrice de synchronisation qui décrit les piliers : la sécurité, la gouvernance, l'état de droit et les droits de la personne; et le développement économique et social. Chaque pilier comporte un ou des secteurs; dans le cas de la SIDNA, la sécurité est un secteur et un pilier, mais le pilier 3 englobe les secteurs 3 à 8, de l'infrastructure à la protection sociale. Chaque secteur comporte divers programmes. Les planificateurs prévoient aussi cinq thèmes transversaux : l'égalité entre les sexes, la lutte contre les stupéfiants, la coopération régionale, la lutte contre la corruption et l'environnement. Ces thèmes doivent faire partie de tout plan lié aux secteurs ou aux piliers. Les thèmes, tels qu'ils sont représentés, soutiennent les piliers énoncés dans le diagramme[30] (voir la figure 7-3).

Tous les programmes du gouvernement afghan doivent s'insérer dans ce cadre; la SIDNA sert donc d'outil d'établissement des priorités. Elle se fonde sur des objectifs quinquennaux. Étant donné qu'il s'agit d'un document évolutif, la SIDNA comporte la possibilité d'établir des jalons à la dixième et la quinzième année. Il est difficile d'examiner entièrement la SIDNA dans le présent document, mais le pilier de la « sécurité » est un bon exemple de la façon dont le plan est organisé. Il y a la défense nationale, la sécurité interne et le maintien de l'ordre, le démantèlement des groupes armés illégaux, et les programmes de déminage. Dans tous les cas, l'objectif est fixé à cinq années ou moins : avant l'année (*jaddi*) 1389 (la fin de 2010), l'Armée nationale afghane devra avoir 70 000 membres formés et équipés, et capables de répondre aux besoins du pays en matière de sécurité. L'Armée devra être représentative sur le plan ethnique. Tous les groupes armés illégaux devront avoir été démantelés pour

l'année (*jaddi*) 1386 (2007). Quant au déminage, 70 p. 100 des mines accumulées devront avoir été détruites pendant la même période. Chaque programme devra s'accompagner d'un plan visant la réalisation de l'objectif, et chaque programme devra être assigné à un ministère[31].

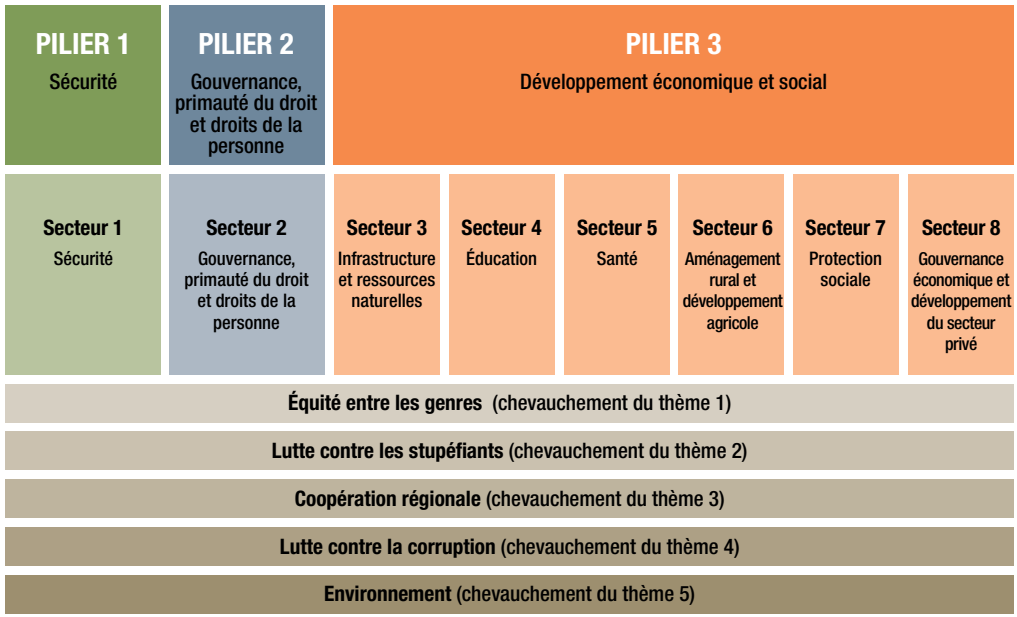


Figure 7-3 : SIDNA

Les principaux intervenants à Londres accepteront *Le Pacte pour l'Afghanistan* et la SIDNA en février 2006, ce qui constituera la base conceptuelle des activités de développement et de sécurité, puis servira de toile de fond aux activités de développement auxquelles l'Armée canadienne participera dans la province de Kandahar au cours des cinq années suivantes.

Il faudra un jour répondre à la question suivante : Pourquoi, malgré toute l'expérience acquise en Bosnie et au Kosovo, l'OTAN a rejeté toute responsabilité et a activement refusé, pendant près de deux années d'une période critique – de la fin de 2003 à tard dans l'année 2005 –, d'aider à créer un plan stratégique pour l'Afghanistan après que le besoin d'un tel plan a été signalé par les officiers généraux, les diplomates et les membres du personnel de développement canadiens, et ce, non pas passivement, mais au contraire activement, tandis que l'OTAN insistait pour élargir son mandat et déployer plus d'ERP?

Et où étaient les États-Unis? Le département d'État était au courant des éléments de l'ECS-A, avait exprimé de l'envie par rapport à la position de l'ECS-A et l'avait même dit au personnel de l'ECS-A, sans toutefois chercher à supplanter ou à miner ses activités. Dans ce cas, les objectifs du Canada et des États-Unis étaient semblables, et l'ECS-A produisait des effets positifs. Pourquoi donc faire obstacle à cela? Il était inconcevable pour certains membres du personnel de l'ECS-A que le Canada puisse être si adroit, exercer autant d'influence et combler autant de vides pendant cette période cruciale. En même temps, l'accès obtenu et le succès remporté par l'ECS-A en 2005-2006 ont suscité énormément de jalousie au sein de la bureaucratie canadienne, ce qui a fini par mener à son effondrement prématuré. Cela dit, on travaillait à mettre en place l'« entonnoir » requis pour les fonds destinés à la reconstruction. Mais qu'est-il advenu des ERP dans les provinces, auxquelles ces fonds étaient destinés?

NOTES

1. Renseignements fournis à l'auteur par la SFOR et par le BHR, Bosnie, juin-juillet 2001 et août 2004.
2. Renseignements fournis à l'auteur, « National Solidarity Programme-An Overview », Kaboul, décembre 2004. Voir aussi « National Solidarity Programme Disburses First Grants to 14 Afghan Communities », *Voices*, vol. 1, nº 2, décembre 2003; Sultan Barakat, « Mid-term Evaluation Report of the National Solidarity Programme (NSP), Afghanistan, May 2006 », MRRD-NSP, Post-war Reconstruction and Development Unity, Université de York, mai 2006.
3. Entrevue avec Nipa Bannerjee et Andy Tamas, Kaboul, décembre 2005.
4. Renseignements fournis à l'auteur par le CFC-A, Kaboul, décembre 2004.
5. *Ibid*.
6. Compte rendu sur la victoire de la FO, décembre 2004.
7. Entrevue avec le Col Mike Capstick, Kaboul, 29 décembre 2005.
8. Maj Kathy Amponin et Lcol Ian Hope, « Strategic Assessment for the Reconstruction of Afghanistan », octobre 2004, et décembre 2004. Nota : Ce document d'information s'est fondé sur le travail initial réalisé par les trois officiers canadiens, au début de 2004.
9. *Ibid*.
10. *Ibid*.
11. *Ibid*.
12. *Ibid*.
13. Renseignements fournis à l'auteur, « The Investment Management Framework and the JFC Operational Road Map », Kaboul, décembre 2004, et discussions contemporaines avec les participants canadiens au processus.
14. Le 7 août 2004, le Gén Jean-Louis Py, commandant du Corps européen, a pris le commandement de la FIAS.
15. Entrevue téléphonique avec le Lcol Ian Hope, 17 février 2010. Voir aussi Maloney, *Confronting the Chaos*, p. 114 à 117.

16. *Ibid*.
17. Entrevue avec le Col Mike Capstick, Kaboul, 29 décembre 2005.
18. Entrevue avec le Col Mike Capstick, Kaboul, 29 décembre 2005; Hillier, *A Soldier First*, p. 424.
19. Entrevue téléphonique avec le Lcol Ian Hope, 17 février 2010.
20. Observations de l'auteur,Kaboul, décembre 2005, et discussions avec des membres du personnel de l'ECS-A.
21. Entrevue avec Capstick; entrevues avec le Lcol Christian Drouin et le Maj James Mackay, Kaboul, décembre 2005; entrevue avec Bannerjee et Tamas.
22. Entrevue avec Capstick.
23. Entrevues avec le Lcol Christian Drouin et le Maj James Mackay, Kaboul, décembre 2005.
24. Entrevue avec Capstick.
25. Entrevues avec Capstick, Drouin et Mackay.
26. Entrevue avec Capstick.
27. Discussions avec l'auteur, Kaboul, juillet 2006.
28. Discussions avec le personnel de l'ECS-A, Kaboul, juillet 2006.
29. Extrait de *Le Pacte pour l'Afghanistan*.
30. Conformément à la description donnée dans Maloney, *Confronting the Chaos*, p. 114-122.
31. *Ibid*.

RETOUR À KANDAHAR :

NOUVEL ENGAGEMENT DE L'ARMÉE CANADIENNE À L'ÉGARD DE L'OPÉRATION ENDURING FREEDOM, DE 2003 À 2005

Situation globale en 2003-2004

Le départ de l'Armée canadienne de Kandahar en novembre 2002 réduit la connaissance de la situation dans la zone et rien ne permet de prévoir qu'il sera nécessaire qu'elle y retourne. De 2002 à 2003, toutefois, il reste des activités insurrectionnelles résiduelles dirigées contre l'administration provisoire et des partisans de la coalition. Par exemple, selon certains rapports, des tribus afghanes du Sud seraient payées par des éléments au Pakistan pour lutter auprès des talibans. Des analystes repèrent les premières cellules de talibans « pakistanais » en juillet 2002[1]. En octobre 2002, le mollah Omar ordonne aux madrasas qui lui sont fidèles au Pakistan de recruter de petits groupes de jeunes hommes qui seront envoyés dans chaque province de l'Afghanistan afin de jeter les bases d'une action antigouvernementale[2]. Le mois suivant, une équipe du renseignement des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army] travaillant en collaboration avec des milices locales déjoue un complot d'assassinat contre Hamid Karzai dans la ville de Kandahar[3].

Les éléments restants des forces classiques d'Al-Qaïda et les survivants du réseau de camps d'entraînement sont réorganisés au Pakistan. Ils sont chargés d'attaquer les installations du gouvernement et de la coalition dans les provinces de Paktia, de Paktika et de Khost. Des cellules d'Al-Qaïda continuent de déstabiliser la situation avec les tribus dans la province de Khost[4]. L'organisation HiG de Gulbuddin Hekmatyar, reconstituée, mène ses opérations depuis des bases au Pakistan et exécutent des opérations de terrorisme urbain à Kaboul[5].

Il faudrait aussi noter que sur le front international, Al-Qaïda a tenté, sans succès, de répliquer aux opérations menées en Afghanistan. On déjoue un plan d'Al-Qaïda visant à commettre des assassinats de masse contre les familles de membres des forces d'opérations spéciales des États-Unis. Plus près de nous, on déjoue également un plan d'Al-Qaïda visant à attaquer et à couler le Navire canadien de Sa majesté (NCSM) Montréal[6].

En 2003, il devient de plus en plus clair parmi les membres de la coalition que toutes ces activités ne sont ni discrètes, ni disparates. En septembre 2003, des rapports indiquent que le mollah Omar a formé un comité visant à lutter contre les administrations intérimaires et transitoires. Surnommée la choura de Quetta, l'organisation est composée de quatre comités : militaire, politique, culturel et économique[7]. Al-Qaïda est représenté dans cette nouvelle organisation, mais certaines frictions demeurent entre ses leaders au sujet du rôle

du mollah Omar, certains considérant qu'il a « perdu » l'Afghanistan[8]. Cela dit, on remarque une vaste distribution de cassettes audio sur lesquelles on entend le mollah Omar appeler à des attaques contre le gouvernement et les efforts de la communauté internationale dans le sud de l'Afghanistan[9].

Début de 2003 : Le Canada et l'expansion de la FIAS

Trois mois après le lancement de l'opération (Op) ATHENA en 2003, des plans sont en cours pour affecter le Canada à une équipe de reconstruction provinciale (ERP) de l'Op ENDURING FREEDOM. À ce moment, le Canada cherche à rester en Afghanistan après avoir cédé le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en 2004, et la participation à une ERP est vue comme faisant partie d'une stratégie de retrait de Kaboul, et ce, avant même que le moindre soldat canadien n'atterrisse à Kaboul. Cependant, dès que la mission à Kaboul est sur pied, les officiers supérieurs canadiens sur le terrain, en particulier le major-général (Mgén) Andrew Leslie, commandant adjoint (cmdtA) de la FIAS, estiment à l'automne 2003 qu'il est urgent que les forces de l'OTAN augmentent leur présence en Afghanistan. Selon le Mgén Leslie : « Au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et parmi certains hauts diplomates, il est devenu assez clair que l'Administration transitoire afghane du président Karzai pourrait ne pas survivre, que ce soit sur le plan politique ou en tant qu'entité, à moins que les opérations de la FIAS ne s'étendent à l'ensemble de l'Afghanistan[10]. » [Traduction]

Avec Karzai en tête et grâce à l'appui de la MANUA, de certains organismes non gouvernementaux et même de personnes d'influence locales, de plus en plus de demandes affluent sur tous les fronts afin d'étendre la zone d'opérations de la FIAS ou de combiner la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM sous le leadership de l'OTAN. Parallèlement, des représentants des États-Unis demandent au Canada de s'engager à l'égard d'une ERP. Le Mgén Leslie reste prudent, car le Canada est déjà pleinement engagé à Kaboul :

> [Traduction]
>
> Nous faisons déjà plus que notre part sur le plan de l'engagement national et les ERP sont des entreprises à long terme […] une fois que l'aide commencera à arriver, cela attirera peut-être des seigneurs de guerre ou des bandits avides d'accaparer une partie de la richesse, ce qui entraînera une demande pour davantage de sécurité. À court terme, une compagnie d'infanterie ou un groupement tactique pourrait être déployé de façon permanente en Afghanistan, loin de Kaboul[11].

Un engagement à l'égard d'une ERP constitue toutefois un moyen utile de traiter ce qui pourrait être un changement brutal après que le Canada eut cédé le commandement de la FIAS. Si personne ne reprend le flambeau après le Canada, la FIAS risque de s'écrouler. Un engagement à l'égard d'une ERP ferait en sorte d'inclure le Canada, de faire en sorte que le pays n'abandonne pas l'Afghanistan. On craint que le fait de « quitter la FIAS sans remplacement adéquat n'entraîne la chute de l'Administration transitoire afghane et que le pays au complet ne revienne à la case départ[12] » [Traduction].

Le problème est le suivant : aucun pays ne veut prendre le relais du Canada à la tête de la FIAS. La transition d'un quartier général (QG) de pays chef de file à un QG de l'OTAN devient par conséquent une priorité stratégique pour le Canada. L'expansion de l'OTAN est devenue un mécanisme visant la participation de l'ensemble de l'Alliance, et non seulement de quelques pays disposant d'une certaine capacité. L'enjeu de l'expansion demeure « incohérent » jusqu'en septembre 2003, mais l'idée selon laquelle un engagement à l'égard d'une ERP peut « permettre d'obtenir une exposition et une valeur maximales pour une participation minimale de troupes » [Traduction] commence à prendre racine dans les milieux canadiens[13].

Parallèlement,

[Traduction]

> Les pressions exercées par Brahimi, Annan, le président Karzai, une véritable horde d'ambassadeurs locaux et les États-Unis (qui sont très intéressés à ce que la FIAS prenne en charge les travaux de construction liés à l'ERP et englobe l'ensemble du pays, pas seulement Kaboul), sans parler d'à peu près toutes les organisations internationales et ONG ainsi que de l'ONU, font en sorte que la situation approche d'un point de bascule. Étendre la FIAS de sorte qu'elle s'occupe de la gestion des ERP et qu'elle assure le commandement et contrôle et les communications pour Kaboul est une occasion trop belle pour de nombreux groupes d'intérêts spéciaux pour qu'ils la laissent passer. L'OTAN tient à démontrer sa pertinence, le SACEUR (un officier des États-Unis) tient à alléger quelque peu la charge des forces très sollicitées du CENTCOM, et certaines nations ont déclaré qu'elles n'entreprendraient aucune ERP sous le commandement de la FOIM-180 (apparemment la France et l'Allemagne). Le rôle de combat conféré à la FOIM-180 cadre mal avec les ERP et de ce fait, beaucoup de pays sont très réticents à s'associer à cette force (mêmes s'ils sont très reconnaissants de la sécurité qu'elle procure)[14].

La FIAS sous le commandement de l'OTAN devait prendre de l'expansion, point à la ligne. Qu'allait maintenant faire le Canada pour rester dans la partie? Il restait l'ERP. Toutefois, cela pose maintenant un problème, comme le cmdtA de la FIAS en fait rapport au pays : « Les plus sûrs s'envolent rapidement et d'ici quelques mois, il ne restera que les plus inhospitaliers. » [Traduction] Les États-Unis sondent le Canada au sujet de l'ERP de Djalalabad, une réelle possibilité car proche de Kaboul et de la tête de pont aérienne de l'aéroport international de Kaboul : « Cela ne nécessiterait peut-être qu'une petite compagnie de fusiliers […] ainsi que quelques membres de la police locale, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) et d'organisations internationales[15]. » [Traduction] En l'absence d'une réponse cohérente de la part d'Ottawa aux principes canadiens à Kaboul, le Mgén Leslie souligne l'urgence de se pencher sur la situation :

> [Traduction]
>
> Je recommande qu'on réfléchisse bien, et très rapidement, à la façon dont nous voulons faire sortir nos forces, ou à tout le moins les réduire d'ici août 2004. Si l'ERP fait partie de cette stratégie, nous devons alors commencer à manifester notre intention à cet effet. L'équipe de reco de l'ERP du QGDN est une très bonne idée. Le plus tôt sera le mieux. Je crains que nous ne nous retrouvions avec Kandahar ou quelque chose de tout aussi déplaisant[16].

En septembre 2003, le chef d'état-major des opérations du sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) reçoit l'ordre de planifier le déploiement d'une « équipe d'enquête sur l'ERP » afin de discuter officieusement de la question avec les planificateurs étatsuniens de la FOIM-180. La FOIM-180 est alors le quartier général divisionnaire des forces classiques de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan et s'occupe du dossier de l'ERP. Le SCEMD souhaite deux choses : savoir exactement ce qu'est une ERP et savoir comment l'ERP s'inscrit dans ce qui se passe en Afghanistan; et il demande officieusement comment les FC peuvent contribuer à l'Op ENDURING FREEDOM[17]. Les planificateurs laissent en effet la porte ouverte à diverses options. Le gouvernement du Canada pourrait vouloir se servir d'un engagement à l'égard d'une ERP pour quitter Kaboul, ou encore s'acquitter à la fois de la mission à Kaboul et d'une ERP. Quoi qu'il en soit, il faut planifier divers scénarios sans prendre d'engagements fermes.

En ce qui concerne la FIAS, les ERP sont prises l'une après l'autre. Les Français semblent intéressés par Hérat, les Néo-Zélandais veulent Bamiyan, tandis que les Allemands veulent Kondoz. Les Britanniques ont des visées sur Mazar-e Charif, tandis que les États-suniens et les Italiens prévoient se partager Gardez. Parwan est disponible,

tout comme Kandahar et Djalalabad. Comme le Mgén Leslie l'indique dans un rapport à Ottawa, « nous avons l'intention de vous garder des possibilités en tant qu'autorité nationale. Si nous décidons d'appuyer l'option de l'ERP, nous ne voulons pas être contraints de choisir un endroit défavorable tel que Kandahar pour gérer une ERP (ce que les États-Unis sont parfaitement disposés à laisser à un allié sans méfiance)[18] » [Traduction]. Parmi les options possibles, notons :

> [Traduction]
>
> […] réduire le contingent de la FIAS Kaboul à un petit ESN et à peu de personnel, ainsi qu'un groupe-compagnie d'infanterie avec VBL ou Iltis/Mercedes avec une troupe de Coyote et quelques éléments d'ISTAR […] prendre ou partager une ERP assez proche de Kaboul, pour un total d'environ 120. Veiller à ce que l'ACDI soit prête à verser des fonds en appui à des projets de COCIM locaux à hauteur de quatre millions de dollars canadiens par année […] déployer trois hélicoptères moyens Cormorant basés à Kaboul. Mission principale : appuyer l'ERP canadienne; mission secondaire : appuyer le reste de la FIAS[19].

L'ERP de planification de l'Op ENDURING FREEDOM se poursuivant, une autre idée fait surface à Kaboul. Et si le Canada s'occupait d'une ERP à Kaboul, en plus de satellites dans les provinces de Parwan, de Logar et de Wardak? C'est à la fois avantageux et important sur le plan logistique. L'idée est transmise à Ottawa pour étude, mais elle reste sans réponse[20].

Tout au long de septembre et d'octobre 2003, des débats font rage à haut niveau sur l'avenir des diverses structures de commandement des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan et sur la façon dont elles pourraient ou devraient être reliées. En octobre 2003, le commandant en chef du Commandement central (CENTCOM), le général (Gén) John Abizaid, et le commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR), le Gén James Jones, conviennent que l'expansion de la FIAS par l'intermédiaire de l'ERP est une bonne approche. Cela contribuerait à la sécurité de secteur autour de Kaboul mais, plus important encore, cela constituerait « un moyen possible pour l'Administration transitoire afghane d'étendre son influence à l'extérieur de Kaboul[21] » [Traduction].

La situation en Afghanistan évolue tout au long de 2003. L'analyse de l'Op ENDURING FREEDOM transmise à l'OTAN conclue que les talibans et Al-Qaïda sont sur le point de « lancer une campagne concertée » [Traduction] contre la FIAS, l'Op ENDURING FREEDOM, l'Administration transitoire afghane et les organisations non gouvernementales dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Le recrutement est en hausse, il y a de plus en plus de rencontres entre les chefs talibans et d'Al-Qaïda, et on détecte davantage d'argent destiné

aux insurgés. Par ailleurs, on découvre des plans visant à assassiner le président Karzai en Afghanistan et le président Musharraf au Pakistan. La possibilité d'un schisme au sein du commandement taliban, incluant la formation possible d'une faction encore plus radicale, inquiète également. Certains analystes considèrent le mollah Omar comme quelqu'un de relativement modéré[22].

La province de Kandahar est particulièrement inquiétante compte tenu de l'emplacement central qu'elle occupe dans la vie politique et économique du Sud de l'Afghanistan. À l'automne 2003, deux attaques ont lieu simultanément sur des postes de contrôle gouvernementaux, ce qui démontre de la coordination et une meilleure organisation. Des mollahs progouvernementaux avaient été assassinés à Kandahar en août 2003, tandis que les locaux se plaignent du fait qu'il y a de plus en plus de postes de contrôle illégaux de véhicules et que la police est inefficace. On constate une recrudescence de l'activité ennemie dans la province de Zabul, mais les forces afghanes locales et les forces spéciales de l'Op ENDURING FREEDOM parviennent à contrôler l'ennemi. Le gros des activités des insurgés semble toutefois se concentrer dans la province de Kandahar. D'autres indices semblent indiquer que l'organisation HiG y participe de plus en plus activement et qu'elle reçoit l'appui de trois groupes au Pakistan[23].

Tout cela se produit avant la tenue d'une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord où l'OTAN accepte d'étendre la FIAS à l'ensemble de l'Afghanistan. L'Allemagne tente d'obtenir le commandement de l'ancienne ERP de l'Op ENDURING FREEDOM à Kondoz pour en faire un programme pilote (en partie pour quitter Kaboul), tandis que des forces de la FIAS sont déployées en nombre limité à l'extérieur de la zone d'opérations existant autour de Kaboul. Dans les faits, le Conseil de l'Atlantique Nord convient que l'expansion de la FIAS « renforcerait la capacité de l'Administration transitoire afghane d'offrir un environnement sécuritaire » [Traduction] pour la reconstruction[24].

En novembre 2003, le ministre de la Défense nationale demande des options au sujet du Canada et de la FIAS. Le chef d'état-major de la défense (CEMD) explique que, d'ici février 2004, le Canada a besoin d'une stratégie pour trouver des pays capables de remplacer le contingent canadien à Kaboul en août 2004. Cette ville était maintenant sous la responsabilité de l'OTAN, et non du Canada, mais « l'OTAN a beaucoup de difficulté à trouver des pays prêts à fournir les ressources jugées nécessaires […] » [Traduction]. Par ailleurs, comme l'OTAN ne peut obliger des pays à s'engager sur cette voie, si le Canada a des intérêts qui valent la peine d'être protégés à Kaboul, « nous devons […] jouer un rôle actif à l'extérieur du processus de mise sur pied d'une force » [Traduction]. Le Canada ne pourrait pas maintenir son effort à Kaboul au-delà d'août 2004, mais le pays ne pouvait pas se retirer unilatéralement[25].

Photo : Auteur

La ville de Kandahar est la deuxième en importance du pays. Elle est à la croisée de routes commerciales nationales et régionales et est aussi un important siège de légitimité religieuse dans les zones pachtounes du pays.

Photo : Auteur

Décembre 2003 : Changements au sein du gouvernement du Canada

Des changements politiques au Canada bouleversent le cours des événements : Paul Martin remplace Jean Chrétien comme premier ministre en décembre 2003, ce qui entraîne une modification de la politique canadienne en matière de défense et de politique extérieure, un sujet qui est au cœur des activités à Ottawa. En mai 2004, il y a un regain d'intérêt au sujet des engagements du Canada en Afghanistan. Les options sont alors les suivantes[26] :

1. Maintenir le nouvel engagement concernant le Camp Julien à Kaboul, un escadron ISTAR et le soutien, mais réduire le « profil » du Canada au sein de la FIAS et en Afghanistan;

2. Créer une ERP canadienne en 2005;

3. Réaliser les deux premiers engagements en 2005;

4. Quitter complètement l'Afghanistan d'ici août 2005.

Les planificateurs émettent des réserves à l'endroit de l'option nº 4, car elle nuirait grandement aux relations entre le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi qu'entre le Canada et l'OTAN.

La possibilité d'envoyer des troupes canadiennes en Irak refait surface une fois de plus en septembre 2004. On répète que les FC ne pourraient offrir qu'un appui limité à toute opération en Irak en raison d'engagements existants en Afghanistan. Le Canada pourrait peut-être fournir certains services « antiterroristes » (autrement dit, des forces d'opérations spéciales) ou des renforts individuels, mais le CEMD rappelle au ministre de la Défense nationale que le Canada contribue déjà à quatre programmes d'échange, notamment un major-général, 20 instructeurs de police en Jordanie, deux agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et un agent des Affaires étrangères à Bagdad, ainsi qu'un conseiller militaire adjoint au représentant spécial du Secrétaire général en Irak. À hauteur de 300 millions de dollars, le Canada est aussi le septième donateur en importance au chapitre de l'aide en Irak[27]. L'Irak ne fait plus partie de l'équation pour l'instant.

En octobre 2004, le Canada lance l'Op ARCHER en tant qu'engagement distinct en Afghanistan. Les recommandations initiales du Mgén Leslie au sujet de la participation accrue du Canada auprès de l'Armée nationale afghane portent enfin ses fruits, mais de façon davantage officielle. L'équipe d'instruction initiale est composée d'éléments déjà sur place du contingent canadien. Il s'agit maintenant d'une mission distincte. La mise sur pied de l'Op ARCHER est en partie attribuable au fait que le Canada contribue à une meilleure instruction collective de l'Armée nationale afghane « concernant des tâches destinées à faciliter les stratégies de sortie de la FIAS » [Traduction]. Les liens créés pendant l'instruction mènent à des relations à long terme avec les Afghans, ce qui est jugé « particulièrement important tandis que le Canada poursuit des programmes d'ERP et de développement subséquent » [Traduction]. Autrement dit, le Canada pourrait tisser davantage de liens personnels avec de nombreux Afghans et mieux en tirer parti[28].

La participation à la formation de l'Armée nationale afghane signifie toutefois qu'il faut s'occuper de l'Op ENDURING FREEDOM, car la FIAS, menée par l'OTAN, ne participe pas encore officiellement à la formation de l'Armée nationale afghane[29]. Cela signifie que l'état-major canadien devait établir des liens avec le nouveau commandement des États-Unis, le Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFC-A), qui est le quartier général principal de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan. Outre l'équipe d'entraînement intégrée (ETT), composée de 14 militaires, qui devait travailler avec la FO Phoenix, trois officiers

seraient affectés au QG du CFC-A et deux autres à la FOIM-76. Ainsi, l'Armée canadienne avait ses « entrées » à l'Op ENDURING FREEDOM, ce qui lui permettait d'avoir un meilleur œil sur les activités de cette opération, surtout en ce qui concerne le développement des ERP. Par contre, les ETT de l'Op ARCHER ne peuvent pas « participer à des opérations dirigées sans autorisation » [Traduction], ce qui illustre bien les inquiétudes quant aux susceptibilités politiques à l'égard des perceptions concernant les activités de « stabilisation » de la FIAS par rapport aux activités de « combat » de l'Op ENDURING FREEDOM[30].

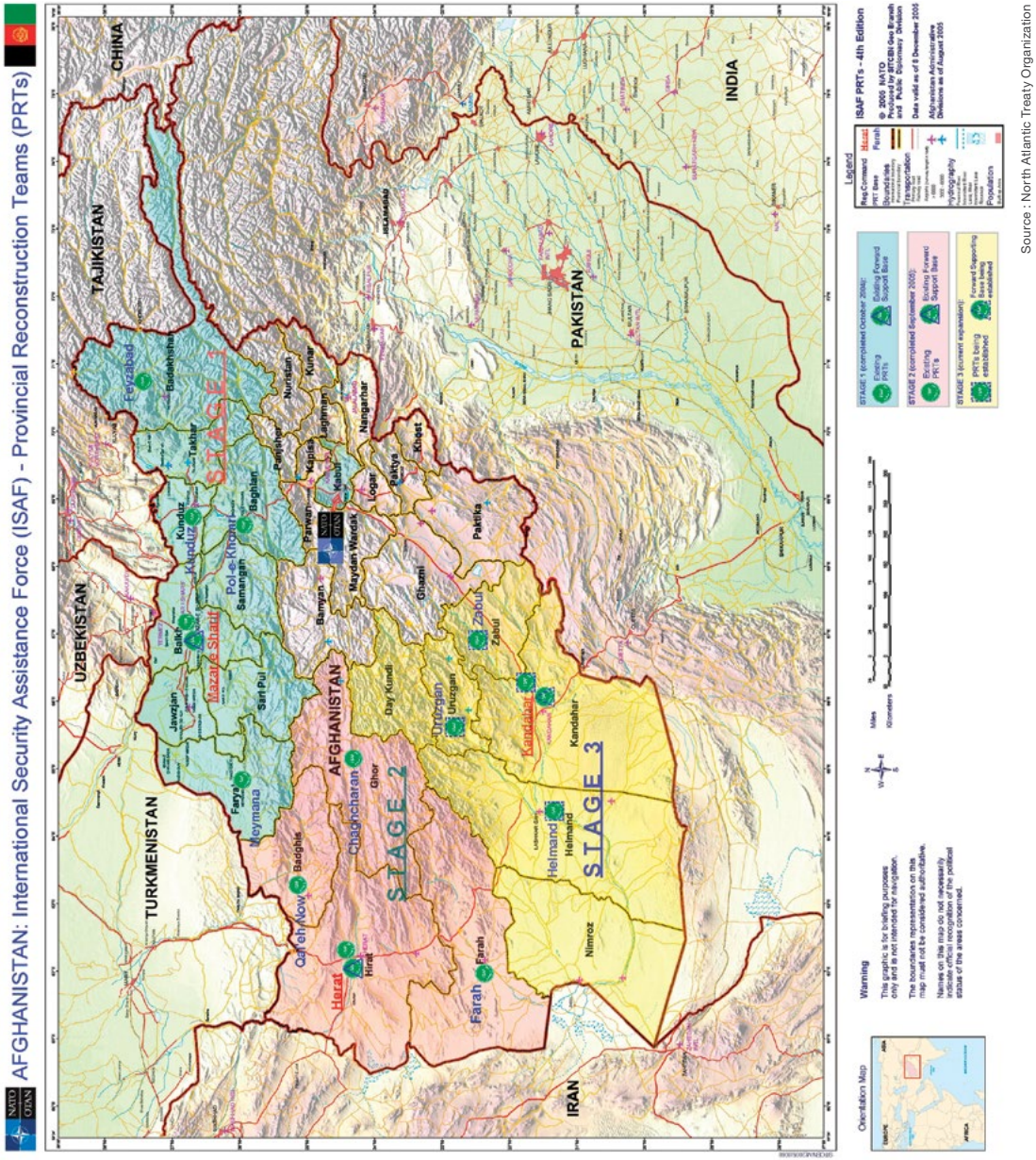
Si le Canada s'engageait à l'égard d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREDOM, ce serait sous l'égide de l'Op ARCHER, et non de l'Op ATHENA. Entre mai et novembre 2004, la Défense nationale, les Affaires étrangères et l'ACDI travaillent à déterminer en quoi consisterait une ERP canadienne.

En août 2004, le groupe de travail sur l'ERP se penche sur « les options concernant un déploiement en Afghanistan après août 2005 » [Traduction]. Deux autres régions du monde retiennent alors l'attention des FC : le Moyen-Orient et l'Afrique. Il y a en effet la signature possible d'un des multiples accords de paix israélo-palestiniens, qui s'accompagne du besoin éventuel d'une force de maintien de la paix. Personne parmi le groupe de travail ne retenait son souffle à ce sujet. Quant à l'Afrique, la situation là-bas demeure une « préoccupation secondaire » [Traduction], en particulier au sujet du Soudan, où personne n'avait encore demandé l'envoi de troupes. Par ailleurs, il n'y avait pas encore de cadre d'élaboration de la paix là-bas de toute façon[31].

Il reste donc l'Afghanistan. L'évaluation est pour le moins grave. La conclusion du groupe de travail est claire : « La menace d'écroulement du gouvernement dans les 24 mois est ÉLEVÉE. » [Traduction] L'expansion prévue de la FIAS (voir la figure 8-1) est essentielle pour éviter une telle éventualité mais, comme le groupe l'indique :

> **Étape I :** Il est difficile de mettre sur pied une force;
>
> **Étape II :** L'expansion démontre des signes de problèmes de mise sur pied d'une force;
>
> **Étapes III et IV :** La mise sur pied d'une force débutera probablement pendant le deuxième semestre de 2005.

« La stabilité politique, sociale et économique de l'Afghanistan demeure précaire […] Il est essentiel d'étendre l'influence du gouvernement afghan au-delà de Kaboul. Le soutien de la FIAS dans le cadre des élections afghanes fait partie de son empreinte à titre d'ERP[32]. » [Traduction]



Source : North Atlantic Treaty Organization

Figure 8-1 : FIAS de l'OTAN – Expansion de l'étape III (en anglais seulement)

Voici les options proposées par le groupe de travail :

1a. Le Canada remplace une ERP existante ou en forme une nouvelle;

1b. Le Canada dirige la création d'une ERP et d'une base de soutien avancée [QG de brigade et force de réaction rapide de la taille d'un bataillon];

2. Le Canada maintient un escadron de reco à Kaboul;

3. Le Canada déploie un groupe-bataillon au sein de la KMNB sous le commandement de la Grande-Bretagne;

4. Une combinaison des options n^{os} 1 et 2 ou 1 et 3.

Toutes les options exigent un « consensus interministériel quant au concept, au rôle et à la structure des opérations. Les Affaires étrangères et l'ACDI se sont déjà engagés à l'égard d'une ERP » [Traduction]. En effet, les Affaires étrangères préfèrent les provinces d'Hérat, de Chaghcharan, de Qal'eh-ye Now, de Farah et de Kandahar[33].

Un mois plus tard, un ordre de déploiement est émis au sujet d'une équipe de reco stratégique en vue d'une ERP, qui est composée de membres des FC, de l'ACDI, du MAECI et de la GRC. Cette équipe a pour but de « déterminer l'emplacement le plus approprié pour la création d'une ERP canadienne[34] » [Traduction].

L'équipe de reco stratégique reçoit des directives détaillées. Le Canada s'est déjà engagé à l'égard d'une ERP lors du Sommet de l'OTAN à Istanbul, et il est maintenant temps d'en déterminer l'emplacement. Les provinces d'Hérat et de Kandahar sont les finalistes. Celle d'Hérat est devenue une possibilité après que le SACEUR eut forcé la main au CEMD, le Gén Henault, pendant un voyage en Afghanistan. Le chef de l'équipe de reco stratégique a l'instruction précise de confirmer avec ses homologues des autres ministères qu'il y avait une « compréhension en 3D du contexte de la sécurité » [Traduction]. Par ailleurs, afin d'éviter les problèmes survenus entre les FC et l'ACDI au cours des années précédentes, l'ACDI devait « collaborer avec le MDN, explorer des possibilités de COCIM tenant compte de l'ERP et de son évolution » [Traduction] et envisager des liens relatifs à « une stratégie de développement national du gouvernement de l'Afghanistan incluant les programmes prioritaires nationaux[35] » [Traduction].

Les trois ministères s'entendent finalement sur cinq critères avant le départ de l'équipe de reco stratégique de l'ERP. Tout engagement canadien devrait :

1. appuyer l'expansion de l'étape II de la FIAS de l'OTAN;
2. relever les forces des États-Unis;
3. optimiser les effets du Canada en Afghanistan;
4. bâtir l'approche en 3D du processus canadien de développement;
5. disposer d'un soutien au combat et d'une durabilité adéquats à l'entreprise[36].

L'équipe de reco stratégique de l'ERP fait rapport au début de novembre. Cette équipe se déploie en Afghanistan pendant 10 jours en octobre 2004 afin d'étudier les ERP et la situation. Un des principaux problèmes observés est l'absence d'un représentant canadien haut gradé au QG de la FIAS, ainsi que des « problèmes pour obtenir les véritables données du QG de la FIAS. Les séances d'information de soutien étaient inutiles. » [Traduction] (Résultat de la présence peu notable du Canada à Kaboul après août 2004.)

L'équipe de reco stratégique détermine que le Canada pourrait maintenir un escadron de surveillance à Kaboul et une ERP à Hérat ou à Kandahar. L'engagement à Kandahar pourrait débuter dès août 2005, alors que cette province était sous la supervision des États-Unis. Les Britanniques cherchent à obtenir la direction du QG à Kandahar. L'équipe de reco stratégique note donc qu'il est possible qu'une force opérationnelle canadienne soit déployée en janvier ou février 2006. En ce qui concerne la province d'Hérat, le Canada pouvait s'occuper de l'ERP, de la base de soutien avancée et du QG de brigade du quartier général du Commandement régional (Ouest) de la FIAS de l'OTAN[37].

Chris Alexander, ambassadeur du Canada en Afghanistan, souhaite une présence canadienne à Kaboul, mais souligne que le nouveau programme prioritaire national sur lequel travaille le gouvernement nécessitera le recours à des ERP dans les provinces afin de pouvoir acheminer l'aide à la reconstruction aux régions environnantes reliées au gouvernement à Kaboul. Il déclare n'avoir aucune préférence à l'équipe de reco stratégique, mais penche pour Kandahar[38].

Selon des discussions avec le CFC-A, ce dernier se trouvait « devant une importante opération de contre-insurrection en Afghanistan » [Traduction]. Le succès des élections de 2004 avait été une défaite sur le plan opérationnel pour les talibans et ils réagiraient.

Le cmdtA du CFC-A, un officier britannique, estime que le Canada devrait s'engager à s'occuper du Commandement régional (Ouest). Au Bureau de coopération militaire – Afghanistan, un officier d'état-major signale de façon prémonitoire que l'accent sur la lutte contre les stupéfiants, qui allait augmenter à court terme, « risque de rendre l'ERP vulnérable à des ripostes de la part des factions liées au crime organisé » [Traduction]. Selon lui, une ERP dans la province d'Hérat ne serait pas aussi touchée que dans celle de Kandahar[39].

Lorsque l'équipe de reco stratégique rend visite à la FOIM-76 (qui succède à la FOIM-180 – la 25e Division d'infanterie a relevé la 82e Division aéroportée en 2004), on l'encourage à recommander Hérat. Il est toutefois « évident que la FOIM-76 n'a rien planifié en vue de l'expansion de la FIAS aux étapes II et III » [Traduction]. C'est un développement perturbant à divers égards, mais l'équipe de reco stratégique n'a pas donné de détails.

Les arguments en faveur de la province d'Hérat sont fondés sur le fait qu'il s'agit d'une région stable après le passage d'Ismael Khan. Une force opérationnelle des États-Unis, la FO Longhorn, peut assurer la sécurité des activités d'une ERP canadienne. Les forces d'opérations spéciales peuvent notamment jouer un rôle : « Hérat offre de bonnes possibilités pour la participation des CSTO [forces d'opérations spéciales]. Un déploiement rapide aiderait à déterminer le champ de bataille, tandis qu'une reco stratégique et une action directe dans les zones les plus éloignées permettraient d'appuyer les patrouilles de l'ERP.[40] » [Traduction]

L'ERP de Kandahar, telle qu'elle est en 2004, « fait partie d'une opération de contre-insurrection commandée par le Commandement régional (Sud) » [Traduction]. L'ERP actuelle « sous le commandement de la FO BRONCO, s'est limitée aux projets d'affaires civiles et aux patrouilles de protection de la force aux alentours de l'ERP […] elle est considérée comme une unité de manœuvre de la FO BRONCO » [Traduction]. Il y avait d'importantes restrictions au sujet de son utilisation, tel que noté par l'équipe de reco stratégique :

> [Traduction]
>
> L'ERP, qui fonctionne comme une entité centrée sur les affaires civiles, est jugée inadéquate pour réussir les prochaines tâches de la FIAS. Une structure et un concept d'opérations différents permettraient à l'ERP de mieux étendre l'influence du gouvernement afghan dans la province, mais cela poserait un défi et serait difficile à mettre en œuvre sous le commandement de la FO BRONCO[41].

Par ailleurs, « on s'attendrait à ce qu'une ERP canadienne contribue aux opérations de contre-insurrection » [Traduction]. Quant aux forces d'opérations spéciales, il serait « possible d'y avoir recours, mais on note une forte présence des forces spéciales de la coalition qui mènent des opérations de contre-insurrection[42]» [Traduction].

Pendant le mois suivant, la Défense nationale, les Affaires étrangères et l'ACDI débattent des mérites d'une ERP. Le 7 décembre 2004, les trois ministres responsables remettent leur recommandation au premier ministre Paul Martin. En raison de la tenue prochaine d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et d'un sommet informel de l'OTAN prévu au début de 2005, ces trois ministres tentent d'obtenir la création d'une ERP canadienne en Afghanistan pour les raisons suivantes :

[Traduction]

> La politique canadienne joue un rôle prépondérant depuis maintenant trois ans. Nous nous sommes joints aux États-Unis et à leurs alliés afin de neutraliser la menace terroriste et de créer une fondation solide [pour la reconstruction] pour que l'Afghanistan ne puisse plus jamais servir de refuge aux terroristes. Ces deux objectifs sont indissociables de la sécurité des Canadiens et de nos relations avec nos partenaires internationaux, en particulier les États-Unis[43].

Par ailleurs, « notre présence diplomatique a contribué à d'importants progrès dans divers dossiers » [Traduction]. L'Afghanistan était un État fragile et il faut accorder davantage d'autorité aux provinces : « Une aide internationale accrue, en particulier à l'extérieur de Kaboul, sera la clé du succès des efforts menés par l'Afghanistan. » [Traduction] Le Canada avait quatre objectifs[44] :

1. Faire en sorte que l'Afghanistan devienne un État stable, démocratique et autosuffisant qui n'abrite pas les terroristes;

2. Contribuer au profil et à l'influence du Canada concernant les enjeux en matière de paix et de sécurité, et démontrer que le Canada peut influencer le cours des événements;

3. Appuyer l'OTAN dans sa première mission non-européenne d'envergure;

4. Appuyer les États-Unis dans leur campagne mondiale contre le terrorisme.

Une ERP canadienne « ferait part de nos intentions à nos alliés, indiquant ainsi clairement que le Canada revendique l'endroit qui convient le mieux à ses intérêts pour mettre en œuvre une ERP » [Traduction]. Elle aurait pour mandat de « créer un environnement sûr et d'étendre l'autorité du gouvernement » [Traduction].

Le facteur le plus important est l'étape III de l'expansion de la FIAS de l'OTAN. Les options du Canada sont limitées du fait que l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont conjointement accepté de diriger le Commandement régional (Ouest). Les étapes I et II sont déjà prises par d'autres pays, tandis que le Royaume-Uni envisage de s'occuper de l'étape III, qui doit couvrir le Sud de l'Afghanistan, « où l'insurrection s'étiole ». L'étape IV, le Commandement régional (Est), est la cible « d'intenses opérations de contre-insurrection[45] » [Traduction].

Par conséquent, c'est la province de Kandahar qui correspond le mieux aux objectifs du Canada. « Notre vision d'une ERP axée sur la stabilisation pourrait produire des résultats » [Traduction] en ce sens que l'ERP de Kandahar « pourrait contribuer à accélérer une convergence éventuelle des missions de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM » [Traduction]. Cela signifie que le Canada pourrait servir de pont entre les deux et faciliter l'expansion de l'étape III de l'OTAN. Il y a toutefois des risques. Il y a un manque de gouvernance, des attaques des insurgés et des critiques constantes de la part de certains concernant le flou entre le développement lié à l'ERP et la contre-insurrection : « le profil, la sécurité et l'impact de notre ERP risquaient d'être réduits en raison des activités de contre-insurrection menées par les nombreuses forces de la coalition dans cette région » [Traduction]. Le Canada concentrerait ses efforts sur les points suivants : établir des relations, influencer le comportement du leadership dans la province de Kandahar et améliorer la capacité de gouvernance[46].

La mise sur pied d'une ERP dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM ne fait pas l'unanimité au sein du MAECI. Certains s'y opposent, un peu comme la France, et ne veulent pas que le Canada ait quoi que ce soit à faire avec une telle ERP, car elle pourrait jouer un rôle dans la traque aux chefs ennemis et les opérations de contre-insurrection si chères aux États-Unis. Aux dires d'un observateur, « certains souhaitent simplement 'bien paraître' et ne pas 'mal paraître' » [Traduction]. Finalement, le 9 décembre 2004, le Canada annonce qu'il acceptera le commandement d'une ERP pour la province de Kandahar. Le Canada retourne donc dans le Sud.

Photo : Auteur

Photo : Auteur

La ville de Kandahar se trouve sur une route commerciale millénaire reliant le sous-continent indien à l'ancienne Perse. Les talibans ont été créés en 1996 pour nettoyer la route entre Chaman et Kandahar au nom d'intérêts économiques pakistanais.

Février 2005 : Le Gén Hillier prend le commandement

Le Gén Rick Hillier remplace le Gén Ray Henault au poste de CEMD en février 2005. La passation de commandement entraîne d'importants changements dans la façon dont les FC voient l'Afghanistan, et plus particulièrement les opérations dans le Sud et l'ERP. Parmi ces changements, notons la création du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC). Dans les faits, le COMFEC prend en charge les fonctions du SCEMD et les regroupe sous un seul général, qui s'occupe maintenant d'un commandement opérationnel physiquement indépendant du QGDN et de la bureaucratie du centre-ville d'Ottawa, car situé dans le complexe Star Top, dans l'est d'Ottawa. L'aspect le plus important de l'emplacement du COMFEC est qu'il permet de protéger en partie la planification et la conduite des opérations militaires de l'interférence directe des éléments politiques de la bureaucratie de défense militaire et civile qui, comme on l'a vu dans les chapitres sur Kaboul, ont eu des effets négatifs significatifs sur la conduite des opérations.

Sur le front international, la réunion des chefs d'État de l'OTAN en février 2005 révèle le maintien de différends entre les positions de la France et des États-Unis concernant la structure de commandement et les détails du lien entre la FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM. Le rôle que ces différends ont joué dans la décision du Canada de s'engager n'est pas clair, mais l'expansion de l'OTAN en Afghanistan en a été ralentie. Au bout du compte, toutefois, les chefs d'État conviennent de poursuivre l'expansion de la FIAS dans la zone d'étape II dans l'ouest de l'Afghanistan, l'Italie étant aux commandes[47]. Les chefs d'État de l'OTAN font aussi la vague promesse d'« accroître la coopération avec l'Op ENDURING FREEDOM » [Traduction].

L'attention se déplace maintenant vers les détails de l'engagement du Canada dans la province de Kandahar. Même s'il n'est pas très emballant à lire (ni à écrire), ce processus est important sur le plan historique, car des décisions sont prises à cette époque qui ont eu une grande incidence sur l'évolution des opérations pendant l'année suivante. Si le Canada n'en était pas arrivé à la structure de forces obtenue grâce à ce processus, il est probable que les provinces de Kandahar et d'Helmand seraient tombées aux mains des insurgés à l'été de 2006.

Au début de mars 2005, des représentants militaires des quatre pays cherchant à diriger le Commandement régional (Sud) – le Canada, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les États-Unis – se réunissent à diverses occasions pour régler les détails de l'expansion de l'étape III. Les Britanniques souhaitent être à la tête du Commandement régional (Sud) et de la province de Kandahar. Le Corps à réaction rapide du Commandement allié en Europe, un quartier général de l'OTAN dirigé par le Royaume-Uni, se prépare à prendre le commandement du QG de la FIAS en août 2006, juste au moment où l'expansion de l'étape III doit avoir lieu[48].

Toutefois, des facteurs politiques internes poussaient les planificateurs militaires britanniques vers la province d'Helmand avec un groupement tactique et une ERP : ils furent donc obligés d'bandonner leurs plans dans la province de Kandahar et la prise du commandement du Commandement régional (Sud). Les Néerlandais proposent que le Commandement régional (Sud) soit dirigé en alternance par le Canada, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. La solution avait déjà été mise en œuvre auparavant avec la force de stabilisation en Bosnie (SFOR) et avait été considérée comme un succès. Le Gén Hillier, qui avait commandé la Division multinationale (Sud-Ouest) en Bosnie en 2001, connaissait bien la notion.

Soit dit en passant, pour les Britanniques, les facteurs politiques internes concernaient les activités liées aux stupéfiants et la conviction que la province d'Helmand était au cœur de ces activités en Afghanistan. Les opérations des Britanniques en Afghanistan étaient axées principalement sur la lutte contre les stupéfiants. Les commandants britanniques, dont le Lcol Stuart Tootal, en route vers l'Afghanistan avec le groupement tactique du 3e Bataillon du Régiment de parachutistes, étaient contrariés par le fait que :

> [Traduction]
>
> […] une partie de la mission du Royaume-Uni était clairement l'éradication des cultures d'opium. L'Afghanistan fournit 93 p. 100 de la production mondiale d'opium, la moitié de la culture étant produite dans la province d'Helmand. La majeure partie de la drogue arrive dans les villes occidentales sous forme d'héroïne et répond à la demande de 95 p. 100 des toxicomanes de Grande-Bretagne[49].

En effet, Tootal et d'autres indiquent à leurs dirigeants que cette éradication nuirait au soutien que la population locale accorde au gouvernement afghan dans la zone où ils se dirigent :

> [Traduction]
>
> J'ai soulevé cette question auprès des représentants de Whitehall qui nous ont mis au courant de la mission […] Malgré les réserves, les partisans de la politique officielle ont insisté que la réduction de la production d'opium constituait un élément essentiel de la mission[50].

Une analyse canadienne fournie par le Lcol Robert Jensen, de l'Op ACCIUS, renferme des inquiétudes semblables à celles de Tootal en janvier 2005 :

[Traduction]

> Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur les agriculteurs, qui constituent le maillon le plus pauvre et le plus vulnérable de la chaîne. Le programme de lutte contre les stupéfiants renforce les barons de la drogue, car plus on est haut dans la chaîne, plus on peut stocker de drogue. Le programme d'éradication supprimera le revenu des agriculteurs et augmentera de façon exponentielle les profits des intermédiaires et des barons de la drogue. Il faut concentrer les efforts plus haut dans la chaîne, ce qui est difficile, car bon nombre des principaux barons de la drogue ont des liens directs avec les fonctionnaires, les militaires et les politiciens les plus hauts placés[51].

Par ailleurs, les participants canadiens aux discussions ont l'impression que le Royaume-Uni souhaite se détacher le plus possible du Commandement régional (Est), même sur le plan géographique. Les chefs politiques britanniques préfèrent mener des opérations de lutte contre les stupéfiants et de développement plutôt que de participer à la « guerre mondiale contre le terrorisme » des États-Unis. Dans les faits, il y avait chevauchement, mais une certaine forme de dissonance cognitive brouillait les choses. Le Royaume-Uni s'est donc concentré de plus en plus sur la province d'Helmand pendant le processus de planification du printemps 2005[52].

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? L'idée que le Canada dirigerait le Commandement régional (Sud) avec une brigade multinationale établie au Canada commence à prendre forme. L'engagement du Canada à l'égard d'une ERP était un catalyseur de l'expansion de l'étape III en ce sens qu'il s'agissait davantage d'une ERP de la FIAS que d'une ERP de l'Op ENDURING FREEDOM. Toutefois, à mesure que les choses progressent sans plan détaillé, le cours des événements entraîne l'amalgamation des deux organisations. Il y avait d'ailleurs un précédent à cela : les ERP de l'OTAN dans le nord et l'ouest ont été appuyées par un quartier général de brigade et des facilitateurs et ont été qualifiés de « base de soutien avancée », ce à quoi ressemblait le QG du Commandement régional (Sud).

En mars 2005, ces idées se matérialisent en plans. Le Canada doit diriger une ERP dans la province de Kandahar, et le Royaume-Uni doit diriger une ERP et un bataillon d'infanterie légère dans la province d'Helmand. Pour leur part, les Pays-Bas lorgnent sérieusement la province d'Oruzgan. Au bout du compte, les quatre pays acceptent le fait qu'il est « dans l'intérêt des États-Unis d'assurer la réussite du transfert à l'OTAN des parties appropriées de l'opération en cours dans le cadre de leurs plans de transformation des forces des États-Unis en Afghanistan et dans la région, et qu'ils feront tout en leur pouvoir pour que cela se réalise[53] » [Traduction]. Il est nécessaire de disposer d'une capacité de « réaction/frappe » de l'envergure d'une brigade dans la région pour appuyer les combinaisons ERP-bataillon que les Britanniques et les Néerlandais envisageaient. Le QG du Commandement régional

devrait « accomplir une fonction de commandement et non de coordination au sein des divers groupes nationaux provinciaux » [Traduction]. Il y a toutefois une lacune sur le plan de l'aviation, qu'il faudra régler en temps et lieu.

Il convient de noter, surtout au vu des faits qui se sont produits en 2006, que les États-Unis estiment que toute disposition ne doit pas interférer avec leurs activités de repérage et de neutralisation prioritaires de chefs terroristes, et qu'il devrait y avoir des règles d'engagement « proactives » afin de permettre aux forces de lutter contre l'ennemi. Il est clair qu'il ne s'agit pas là d'une opération de l'ONU ou de l'OTAN dans les Balkans. Enfin, les représentants des États-Unis expliquent qu'ils ne veulent pas jouer le rôle de « pompier » régional et tirer les divers contingents nationaux d'un pétrin dans lequel ils se seraient mis[54].

À ce moment, on commence à se demander à quel niveau de menace les forces sur le point d'arriver seront confrontées. Selon une opinion d'origine non canadienne, « la principale menace à la stabilité de la sécurité dans la zone de l'étape III provient d'éléments criminels qui participent à la production et au trafic de drogue dans la région et qui entendent bien protéger leur commerce lucratif[55] » [Traduction]. Le groupe de planification quadripartite avait déjà exprimé une opinion légèrement différente selon laquelle « la zone de l'étape III serait le théâtre de défis militaires accrus[56] » [Traduction]. Selon le nouveau CEMD, le Gén Hillier :

> [Traduction]
>
> J'ai insisté sur le fait qu'il faudrait envoyer un groupement tactique complet à Kandahar pour accompagner [l'ERP], car 200 ou 300 soldats canadiens d'une [ERP] ne feraient pas une grande différence. Si la sécurité à Kandahar devenait très menacée, comme ce fut effectivement le cas peu après notre arrivée, ces soldats seraient bloqués dans des positions vulnérables sans qu'il soit possible d'assurer facilement leur sécurité ou de les secourir en raison des risques extrêmes qu'ils devraient affronter au quotidien[57].

Cela correspondait bien à ce que les quatre autres pays du Commandement régional (Sud) envisagent déjà : une ERP jumelée à un groupe-bataillon dans chacune des provinces qui leur avait été assignée.

Une escadre aérienne canadienne en Afghanistan?

Une fois de plus, comme à Kaboul, le manque de ressources d'aviation refait surface. Le Commandement régional (Sud) est énorme sur le plan géographique. Il faut donc pouvoir compter sur une réaction rapide (hélicoptères et appui aérien rapproché) en situations de crise. Le problème, c'est que les États-Unis envisagent de renoncer au contrôle

de l'aérodrome de Kandahar (KAF) et de concentrer leurs ressources d'aviation à la base de Bagram dans le cadre de l'étape III ou de l'étape IV. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas comptent déployer des hélicoptères et un appui aérien rapproché provenant de leurs forces. Qu'en est-il du Canada? Une vérification d'état-major est menée au sujet de la possibilité de déployer six CF-18, en se fondant sur la planification de 2001, et une autre au sujet de la disponibilité des hélicoptères[58].

L'histoire mouvementée de la perte de capacité du Canada en matière d'hélicoptères moyens remonte à l'époque sombre des années 1990, lorsque des décisions politiques ont entraîné la vente des Chinook CH-47 canadiens aux Pays-Bas, soit les mêmes hélicoptères que les Néerlandais déploient à Kandahar en 2005. Le Canada, qui a remplacé ses hélicoptères d'observation armés Kiowa, ses hélicoptères de transport tactique Twin Huey et ses hélicoptères CH-47 par un modèle unique optimisé pour le transport de cadres dirigeants, a été paralysé dans les années qui ont suivi, en particulier en Afghanistan. Même le Kiowa aurait été utile, car l'hélicoptère OH-58D Warrior des États-Unis, équivalent sur le plan fonctionnel, a fini par appuyer les forces terrestres du Canada en 2007-2009 en raison de l'absence de capacité canadienne.

Sous la direction du Gén Hillier, les FC lancent un programme d'acquisition d'hélicoptères moyens en 2005. Il faudra toutefois du temps pour récupérer la perte de capacité. On entreprend donc une vérification d'état-major pour voir ce qu'on peut faire. En 2005, les principales exigences sur le plan aérien dans le sud de l'Afghanistan incluent le transport de troupes, l'évacuation des blessés, la charge sous élingue pour le réapprovisionnement, le commandement et contrôle, la reconnaissance et la surveillance. Les planificateurs étudient les hélicoptères CH-124 Sea King et CH-146 Griffon. Pour une raison quelconque, le nouvel hélicoptère CH-149 Cormorant, suggéré par le Mgén Leslie à Kaboul, n'est pas retenu. On n'encourage pas non plus l'utilisation du CH-124 car, selon la vérification d'état-major, « l'utilisation du Sea King en Afghanistan réduirait davantage la capacité de la Force aérienne de s'acquitter de ses tâches de défense en soutien au Chef d'état-major de la Force maritime[59] » [Traduction]. Le message est clair : la Force aérienne et la Marine ne sont pas prêtes à laisser aller des hélicoptères en Afghanistan, sous-entendant que cela réduirait les activités de défense continentale de l'Amérique du Nord.

Il reste donc l'hélicoptère CH-146 Griffon. Comme des CH-146 ont été déployés en Afghanistan en 2009, la décision de ne pas les déployer en 2006 devient un enjeu historique grave. Selon une version circulant au sein des FC, si le CH-146 était déployé, le gouvernement risquait de ne plus vouloir investir dans un hélicoptère moyen et faire valoir que l'investissement n'était pas nécessaire. Rien dans les documents disponibles ne permet d'étayer une telle affirmation, même si elle était dans l'air à l'époque. Bien avant l'Afghanistan, le CH-146 faisait déjà l'objet d'importantes critiques concernant ses limites,

et ce, même s'il avait fait un bon travail en Bosnie avec la SFOR et au Kosovo avec la Force pour le Kosovo (KFOR), où les équipages lui avaient fait accomplir des tâches pour lesquelles il n'avait pas été conçu. Tout comme le véhicule aérien sans pilote tactique (TUAV), le Griffon traînait une mauvaise réputation, et ce, bien longtemps après qu'il ait démontré ses capacités.

Une combinaison de facteurs a fort probablement nui au déploiement des CH-146. Premièrement, le chef d'état-major de la Force aérienne de l'époque ne manifestait aucun enthousiasme et, entre la possibilité de déployer des CH-146 ou des CF-18 dans la province de Kandahar pour un appui rapproché, ce sont les CF-18 qui ont remporté la mise (même si, au bout du compte, ils n'ont pas été déployés non plus). Deuxièmement, le Gén Hillier était sceptique quant au CH-146 lorsqu'il commandait la Division multinationale (Sud-Ouest) en Bosnie en 2001, ce qui l'a peut-être incité à encourager l'achat d'hélicoptères moyens. Troisièmement, les coûts associés au déploiement de l'un ou l'autre, ou des deux types d'hélicoptères, ainsi qu'à la capacité d'appui aérien rapproché ont probablement intimidé certains bureaucrates[60]. Une fois de plus, les tentatives d'économies ont compromis une approche globale de la structure des FC, ce qui, comme on le verra en 2006-2008, a réduit la capacité du Canada et l'a obligé à quémander l'aide d'autres forces aériennes à des moments cruciaux, réduisant ainsi son influence dans les milieux de la coalition.

Naissance de la Force opérationnelle en Afghanistan

Entre mai et août 2005, toutefois, les provinces d'Hérat et de Kandahar restent une possibilité, les planificateurs en étant toujours à déterminer à quoi ressemblerait le nouvel engagement dans le Sud. En mai 2005, le Gén Hillier souhaite que le Canada gère l'ERP pendant au moins 18 mois; le quartier général de brigade serait à la tête du Commandement régional (Sud) et la force opérationnelle du groupement tactique devait arriver en février 2006. La force opérationnelle serait déployée pendant douze mois et le quartier général pendant neuf mois. Le déploiement servirait de catalyseur à l'expansion de l'étape III et à la mise en place du commandement en alternance de l'OTAN pour le Commandement régional (Sud). Autrement dit, on considère généralement que l'engagement canadien dans le Sud durerait environ deux ans, et non pas sept comme cela a fini par être le cas. Il faut garder à l'esprit que le degré élevé de violence qui s'est répandu dans cette région n'avait pas encore commencé et que rien n'indiquait que l'insurrection allait durer si longtemps. La durée de l'engagement et la structure de la force étaient prévues en fonction de tâches liées à un cadre et à la reconstruction qui correspondent à un contexte de contre-insurrection de faible niveau, et non au contexte frôlant celui de la guerre conventionnelle qui est apparu en juin 2006[61]. Cette force porterait le nom de Force opérationnelle en Afghanistan pour la différencier de la Force opérationnelle à Kaboul.

Le Camp Julien serait démantelé d'ici octobre 2005 et on transférerait le matériel et les structures vers le sud. Le Centre d'entraînement national afghan, le personnel de commandement et l'équipe consultative stratégique en Afghanistan resteraient à Kaboul sous le commandement de la FO Afghanistan. La force opérationnelle du Sud devait être robuste – à ce moment, les planificateurs savaient bien qu'il fallait maintenir une capacité de puissance de feu indépendante. La structure de base de la force opérationnelle était la suivante : une batterie d'artillerie, une troupe d'UAV, un détachement de guerre électronique, une troupe de reconnaissance équipée de véhicules Coyote, des capacités en génie avec capacité de lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI), des équipes du renseignement d'origine humaine et de COCIM, ainsi que deux compagnies d'infanterie équipées de VBL III[62].

À la fin de juin 2005, les quatre pays participant au Commandement régional (Sud) et à la transition vers l'expansion de l'étape III poursuivent leurs délibérations. Tous visent un changement de commandement vers février-mars 2006 et ont convenu d'un QG de brigade en alternance pour le Commandement régional (Sud). Fait à noter, les quatre nations ont convenu d'établir une unité médicale multinationale de rôle 3 à KAF pour y remplacer l'hôpital « Charlie Med » des États-Unis[63]. Le Canada a accepté le commandement de cette installation, semblable à une installation multinationale créée par la Force de stabilisation en Bosnie. Cette unité médicale, d'une importante capitale, allait sauver la vie de nombreux Canadiens et Afghans. Le fait de disposer d'une unité de rôle 3 plutôt que de rôle 2 signifie qu'on peut y réaliser des interventions médicales beaucoup plus complexes quelques minutes, et non quelques heures ou même quelques jours, après un incident. Les États-Unis ont accepté de fournir en appui des hélicoptères d'évacuation médicale UH-60 Blackhawks de leurs Forces terrestres et HH-60 Pave Hawks de leurs Forces aériennes [U.S. Air Force].

À cette étape, la Roumanie a accepté de poursuivre la mission de sécurité de KAF, rôle qu'elle avait repris du Canada en 2002. Il reste toutefois à déterminer qui commandera les ETT des États-Unis travaillant auprès de l'Armée nationale afghane du Commandement régional (Sud) après la transition à la FIAS. L'OTAN constituait des équipes de liaison et de mentorat opérationnel, semblables aux ETT mais sans la capacité logistique, mais on n'envisageait pas qu'elles soient sous le commandement de la FO Phoenix (on se rappelle que la FO Phoenix était une organisation de l'Op ENDURING FREEDOM)[64].

Prise de décision

La décision concernant Kandahar est prise à l'été de 2005. La décision de déployer des forces d'opérations spéciales a été « prise unilatéralement par le premier ministre » [Traduction], mais elle n'a pas été rendue publique en raison d'un « climat politique national imprévisible[65] » [Traduction]. Par contre, le déploiement des forces conventionnelles n'a

toutefois pas été un fait accompli. Un fort lobby « l'Afrique d'abord » avec des partisans bien établis au MAECI, à l'ACDI et même au MDN, était d'avis que le Canada devrait affecter ses ressources militaires au Darfour ou au règlement du conflit au Soudan du Sud dans le cadre d'une « mission de paix » de l'ONU au lieu d'aller « faire la guerre » en Afghanistan sous ce qui était perçu comme le commandement des États-Unis. La faction « l'Afrique d'abord » avait le soutien du milieu universitaire, d'une partie des médias et même de certaines personnalités. Des éléments de cette faction tiraient parti de l'émotivité entourant le rôle du Lgén Roméo Dallaire dans le génocide au Rwanda pour favoriser une intervention canadienne ailleurs en Afrique. Il y avait aussi les problèmes continus à Haïti, et il semblait devoir y avoir un autre accord de paix israélo-palestinien. Le gouvernement Martin a donc été forcé d'examiner la possibilité de déployer des troupes au Darfour, au Soudan du Sud, au Moyen-Orient, à Haïti et à Kandahar.

Ce genre de problème s'était déjà produit dans le passé, plus particulièrement dans les années 1990. Le gouvernement du Canada, désireux de plaire à tous sans offenser qui que ce soit, avait envoyé des troupes canadiennes dans une multitude de missions à l'étranger sans penser à la durabilité. À un moment donné, les FC étaient présentes à Haïti, en Croatie, en Bosnie, en Macédoine, au Cambodge, en Somalie, puis au Rwanda et au Koweït. Les chefs militaires de l'époque ne s'étaient pas opposés à cet enthousiasme, avec pour résultat que les troupes étaient épuisées et la logistique sursollicitée.

En 2005, les chefs militaires ne comptaient pas répéter les mêmes erreurs que pendant la « décennie noire ». Ils avertirent le premier ministre que « les FC ne peuvent maintenir en puissance qu'une seule base de théâtre d'opérations à l'étranger et ne peuvent pas mettre en œuvre deux théâtres en même temps. Le soutien du renseignement, le soutien médical et le soutien logistique constituent tous des facteurs importants. Le déploiement d'une deuxième force opérationnelle est réaliste, mais risqué » [Traduction]. Le personnel de planification a envisagé toutes les possibilités et les combinaisons, analysant les avantages et les inconvénients de chaque option. Par exemple :

Darfour

Avantages :

Aucun.

Inconvénients :

Fierté et indépendance de l'unité africaine;

Peu d'alliés traditionnels;

Nombreux groupes rebelles;

Seuls les rebelles recherchent le soutien de la communauté internationale;

Manque d'accessibilité;
Réseau routier saisonnier;
Développement rudimentaire.

Soudan du Sud

Avantages :

Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies

Inconvénients :

Aucun mandat;
Aucune invitation;
Visibilité limitée pour le Canada sur le plan international;
Lutte entre de nombreuses factions;
Intérêts divergents;
Très grand pays.

En ce qui concerne l'Afghanistan, il s'agissait d'une opération de l'OTAN sous mandat de l'ONU. Elle faisait partie d'une plus vaste campagne contre le mouvement Al-Qaïda et ses groupes affiliés qui menaçaient les intérêts et les valeurs du Canada. Le Canada était déjà très engagé dans la reconstruction d'un État en déroute. Enfin, l'ERP et d'autres activités allaient permettre au Canada de mettre en œuvre une « approche 3D ciblée » afin de combiner les éléments de défense, de développement et de diplomatie dans un contexte multilatéral. Le Soudan, le Darfour, Haïti et le Moyen-Orient ne répondaient à aucun de ces critères ou conditions, contrairement à l'Afghanistan[66].

En effet, l'état-major a été très clair sur le fait que sans un engagement continu — le Canada s'étant déjà engagé pour l'avenir en acceptant une ERP —, la situation, déjà fragile, pourrait s'effondrer. Le résultat non déclaré était que le Canada contribuerait à quelque chose de semblable au Rwanda si les talibans parvenaient à reprendre le pays et que d'autres attentats comme celui du 11 septembre se reproduisent advenant la reprise des activités d'Al-Qaïda depuis l'Afghanistan.

Le gouvernement Martin a pris ces arguments en compte. Dans une série de communications effectuées entre mai et juillet 2005, le premier ministre accepte la nouvelle mission dans le sud de l'Afghanistan. Le cadre légal restait le même qu'il avait été depuis 2001 et le premier ministre accepta le raisonnement stratégique de 2001-2003 concernant les opérations canadiennes en Afghanistan comme fondement pour des « opérations de combat aériennes et terrestres dirigées contre Al-Qaïda, les talibans et les groupes armés qui s'opposent à la coalition en Afghanistan; d'autres opérations aériennes et terrestres,

y compris l'entraînement des forces de sécurité afghanes, la création d'une ERP; des opérations d'interdiction aérienne contre Al-Qaïda, les talibans, HiG et d'autres groupes armés anti-coalition dans l'espace aérien international; et d'autres opérations[67] » [Traduction].

Le 15 septembre 2005, le CEMD émet un ordre de déploiement :

[Traduction]

> Le Canada déploiera une force opérationnelle de la taille d'un bataillon en février 2006 afin de relever sur place une unité des États-Unis au Commandement régional (Sud) tout en s'occupant d'une ERP. Un quartier général de brigade sera également déployé afin d'assumer le commandement du Commandement régional (Sud) sous mandat de l'OEF [Op ENDURING FREEDOM] et de diriger une brigade multinationale. Ce contingent canadien dirigera la transition du commandement du CR (Sud) entre l'OEF et l'OTAN et jouera un rôle de leader dans l'expansion de l'étape III et la fusion des missions de l'OEF et de la FIAS[68].

Pendant que toute cette planification est en cours, des rapports en provenance de Kandahar provoquent des inquiétudes au sujet de l'assassinat du mollah Mawlavi Abdullah Fayaz, le principal érudit religieux qui dirigeait la choura des oulémas de Kandahar. Son homologue de la province d'Helmand, Haji Baba, a lui aussi été assassiné, tandis qu'un autre mollah bien connu, qui se préparait à remplacer le mollah Lalojan assassiné, a été décapité en public. Il y avait aussi des « indicateurs d'insécurité à la hausse » dans deux districts provinciaux appelés Zharey et Panjwayi[69].

NOTES

1. CJTFSWA ASSESSREP, 25 avril 2002 et 5 juillet 2002.
2. CJTFSWA ASSESSREP, octobre 2002.
3. Tel que discuté dans Maloney, *Enduring the Freedom*. Voir aussi JTFSWA ASSESSREP, 12 novembre 2002.
4. CJTFSWA ASSESSREP, 16 août 2002 et 26 août 2002.
5. CJTFSWA ASSESSREP, 13 mars 2002 et 26 avril 2002.
6. CJTFSWA ASSESSREP, 27 septembre 2002 et 13 novembre 2002.
7. HQ ISAF report 44, 23 septembre 2003.
8. Message de Burgess à une liste de distribution, « NAC Discussions on Afghanistan », 22 octobre 2003.
9. HQ ISAF report 117, 5 décembre 2003.
10. Comd TFK SITREP Number 3, Week of 18 to 24 Aug 03, 24 août 2003.
11. Comd TFK SITREP Number 1, Week of 3 to 12 Aug 03, 10 août 2003.

12. Comd TFK SITREP Number 2, Week of 11 to 17 Aug 03, 17 août 2003.
13. Comd TFK SITREP Number 7, Week of 15 to 21 Sep 03, 22 septembre 2003.
14. Comd TFK SITREP Number 4, Week of 25 to 31 Aug 03, 31 août 2003.
15. *Ibid*.
16. Comd TFK SITREP Number 5, Week of 1 to 7 Sep 03, 8 août 2003.
17. Memorandum COS J3 to dl, 4 A 0013 2 G 1, « Afghan Planning-Transition/Exit Strategy Development », 19 septembre 2003.
18. Comd TFK SITREP Number 6, Week of 8 to 14 Sep 03, 15 septembre 2003.
19. *Ibid*.
20. Comd TFK SITREP Number 8, Week of 22 to 28 Sep 03, 30 septembre 2003.
21. SACEUR to CMC, « Possible Expansion of ISAF's Mandate in Afghanistan », octobre 2003.
22. Message to NDCC, « NAC Meeting », 21 octobre 2003.
23. Message LFWA HQ to dl, 22 août 2003.
24. COS SHAPE to dl, « ISAF Expansion-PRT Pilot Project », 7 octobre 2003.
25. Lettre du CEMD et du SM au MDN, « Replacement Strategy: Canadian Forces Contribution to ISAF », Annex #1 Working Binder #1, 28 novembre 2003.
26. « Canada's Contribution to a PRT in Afghanistan », 4 mai 2004.
27. Lettre du CEMD au MDN, « Possible Canadian Forces Contribution to Iraq », 7 septembre 2004.
28. COS J3 and J3 International to DCDS, « Op ARCHER-Staff Positions and ETT with CFC-A HQ », 21 octobre 2004.
29. Plusieurs membres de la FIAS ont participé à l'entraînement de l'Armée nationale afghane sans que la FIAS ne contrôle cet entraînement, ce qui complique les choses. La FO Phoenix était l'entité de l'OEF qui était le point central de cet effort; il relevait du CJCMOTF.
30. 3350-165/A37 15 G 1, « Establishment of Op ARCHER », 22 octobre 2004.
31. « Mini-JSAT-PRT », 5 août 2004.
32. *Ibid*.
33. *Ibid*.
34. Message to dl, « Deployment Order: PRT Strategic Reconnaissance Team », 7 septembre 2004.
35. « COS J3 Direction to Strategic Reconnaissance Team Leader-PRT », 18 octobre 2004.
36. 4 A 0013 Annex 1 5 G 2, « PRT SRT Report », 8 novembre 2004.
37. *Ibid*.
38. *Ibid*.
39. *Ibid*.
40. *Ibid*.
41. *Ibid*.
42. *Ibid*.
43. Lettre au PM, 7 décembre 2004.

44. *Ibid*.

45. *Ibid*.

46. *Ibid*.

47. Le 10 février 2005, l'OTAN a annoncé l'expansion de la FIAS dans l'ouest de l'Afghanistan. La nouvelle zone, le Commandement régional (Ouest), englobait les provinces de Badghis, de Farah, de Ghor et d'Hérat. Ce processus a débuté le 31 mai 2005 lorsque la FIAS a pris le commandement de deux ERP supplémentaires dans les provinces d'Hérat et de Farah, ainsi que d'une base de soutien avancé dans la province d'Hérat. Deux autres ERP dirigées par la FIAS devinrent opérationnelles au début de septembre dans l'ouest : une à Chaghcharan, capitale de la province de Ghor, et l'autre à Qual'eh-ye Now, capitale de la province de Badghis, complétant ainsi l'expansion de la FIAS dans l'Ouest.

48. Briefing Note for the DCDS, « Report of Meetings in CENTCOM 7 Mar 05: CF participation in Operations in Afghanistan », 11 mars 2005.

49. Stuart Tootal, *Danger Close*, p. 27.

50. *Ibid*.

51. MLO report LCol R T Jensen, 30 janvier 2005.

52. Tony Blair, *Mémoires* (Paris, Albin Michel, 2010), p. 692-694. Dans ses mémoires, il explique clairement la décision d'engager des forces britanniques dans la province d'Helmand, la politique d'éradication et le degré de violence qui en a découlé.

53. « UK/NL/CA/ Afghanistan Quadripartite Conference: Military Talks », 13 avril 2005.

54. *Ibid*.

55. « Stage 4 CONOPS OPG 3 May SITREP », 3 mai 2005.

56. Quadrilateral Planning Conference with UK MOD, 11-13 avril 2005.

57. Hillier, *A Soldier First*, p. 343-344.

58. « CF-18 Deployments-NRF versus OEF/ISAF », 8 juin 2005.

59. « COS J3 Planning Guidance to J Staff for a Canadian Aviation Detachment in Afghanistan », 27 juin 2005.

60. Entrevue de Leslie, 26 octobre 2014. Certains renseignements proviennent d'une entrevue confidentielle réalisée par l'auteur le 11 janvier 2011 auprès d'un officier supérieur de la Force aérienne ayant participé à des opérations en hélicoptère pendant cette période.

61. Diapositives « Canadian Contribution to Afghanistan-Post-August 2005 », 16 mai 2005.

62. *Ibid*.

63. « Minutes of the ISAF Stage 3 Planning Conference 22 June 05 », 29 juin 2005.

64. *Ibid*.

65. WikiLeaks, message de l'ambassade des États-Unis à Ottawa au département d'État, « Le Canada accepte de fournir des forces d'opérations spéciales à l'OEF », 8 juin 2005.

66. Ébauche de briefing avec commentaire du CEMD « CF Operations for Afghanistan Post-Aug 05 », 21 juillet 2005.

67. CDS Directive, « Campaign Planning in Support of CF Transition from Kabul to Kandahar, Afghanistan », août 2005.

68. Message au dl, « Deployment Order: Afghanistan Transition Planning Conference 27 Sep-1 Oct, Qatar », 15 septembre 2005.

69. Message, Délégation conjointe canadienne du Conseil de l'Atlantique-Nord au QGDN, 9 août 2005.

OPÉRATION ARCHER :

ÉQUIPE DE RECONSTRUCTION PROVINCIALE À KANDAHAR, DE JUILLET 2005 À JANVIER 2006

Transition : Force opérationnelle Kaboul et Force opérationnelle Afghanistan

La fin des opérations de l'Armée canadienne à Kaboul et la mise sur pied des opérations à Kandahar ont nécessité énormément de coordination et de leadership. En effet, la Force opérationnelle (FO) Kaboul et la nouvelle FO Afghanistan ont travaillé côte à côte temporairement pendant la transition. La FO Kaboul devait maintenir l'escadron de reco ainsi que le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) en prévision des élections provinciales qui se tiendraient à l'automne à Kaboul et organiser le soutien de l'équipe consultative stratégique (ECS), tout en démontant le Camp Julien et la structure de soutien canadienne. Parallèlement, l'équipe de reconstruction provinciale (ERP) se réinstallait à Kandahar dans une conserverie convertie qui, plus tard, allait s'appeler « Camp Nathan Smith » – et il fallait une nouvelle force opérationnelle pour l'appuyer. Pendant ce temps, la FO Kaboul poursuivait les tâches de surveillance établies de longue date à Kaboul et les environs. En gros, elles assuraient un soutien en vue des opérations de la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) pour l'inscription des électeurs de la province. Au début d'août 2005, la FO Kaboul, dirigée par le colonel (Col) Semianiw, a transféré le contrôle des opérations à la ROTO 4 de la FO Kaboul, dirigée par le Col Steve Noonan et qui est alors devenue la FO Afghanistan le 17 septembre 2005[1].

Le Col Noonan et son chef d'état-major, le lieutenant-colonel (Lcol) David Anderson, ont été les principaux acteurs de cette transition. Il n'était pas question d'improviser; par conséquent, bien avant que le quartier général (QG) de la nouvelle FO Afghanistan s'installe, ils ont mis au point leur plan de campagne avant de partir. Se servant du manège militaire de la place Cartier à Ottawa comme quartier de planification, l'état-major de la nouvelle FO Afghanistan a réalisé des simulations de guerre pour tout le processus[2].

Ce n'était pas une mince affaire à l'époque, puisque les Transmissions devaient maintenir les communications avec Kandahar, Kaboul et les grands convois qui emprunteraient l'autoroute 1 entre les deux villes. Même chose pour les officiers du Génie électrique et mécanique : leurs convois ne pouvaient pas se permettre une panne en traversant les provinces disputées de Wardak, de Ghazni et de Zabul. N'oublions pas qu'il ne s'agissait pas de simples déplacements administratifs et que l'insurrection gagnait du terrain dans le pays. Chaque aspect de la transition pouvait, en théorie, faire l'objet d'une attaque ennemie. Les deux organisations ont donc été renforcées pour mener la transition à bien[3].

Une compagnie de véhicules blindés légers (VBL) III du 2e Bataillon du Royal Canadian Regiment (2 RCR) et de l'élément de soutien national (ESN) veillait à la sécurité du déplacement. Une série de missions de reconnaissance, sous l'appellation d'opération (Op) CARTIER, ont été effectuées le long de la route de 450 kilomètres, une distance énorme en Afghanistan; il ne faudrait donc pas sous-estimer l'ampleur de ce que la FO Afghanistan allait entreprendre. Soit les convois devaient se rendre d'une escale protégée à l'autre, soit ils devaient être entièrement autonomes d'un point de vue défensif et pouvoir se mettre en position de laager la nuit au bord de la route. On a appelé ces options « Tunnel of Steel » et « Running Gun ». Au bout du compte, on a employé une combinaison des deux options en faisant une étape à Gardez.

On prévoyait que la FO Afghanistan cesse ses opérations à Kaboul entre la mi-septembre et le début octobre, une fois que les élections provinciales seraient terminées. Toutefois, le 8 octobre 2005, un énorme tremblement de terre s'est produit au Pakistan. Le gouvernement du Canada a décidé de dépêcher l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) dans la région touchée. La FO Afghanistan, déjà aux prises avec une préparation complexe, s'est vue pressée de soutenir l'Op PLATEAU, mais, par manque de temps, tout ce qu'elle a pu faire c'est envoyer du personnel de la coopération civilo-militaire (COCIM) à des fins d'évaluation ainsi que du personnel médical de l'hôpital de rôle 2 pour contribuer aux efforts[4].

Le 22 octobre 2005, l'Op ATLAS a commencé, et les premiers convois se sont mis en route pour Kandahar. Il y a eu une attaque à l'engin explosif improvisé (EEI) sur l'autoroute 1, qui n'a fait aucun mort. Malheureusement, le soldat (Sdt) Scott Woodfield, du 2 RCR, est mort lorsque son VBL III s'est renversé sur l'autoroute 1 le 25 novembre. L'Op ATLAS s'est poursuivie jusqu'au début décembre. Pendant la transition, l'ennemi a aussi rappelé aux Canadiens que les opérations de la FO Kaboul n'étaient pas de tout repos non plus. Le 15 septembre, une attaque à l'EEI contre un véhicule Coyote du Royal Canadian Dragoons (RCD) a blessé deux soldats[5]. L'arrivée à bon port à Kandahar de tous les convois de l'Op ATLAS, sauf un en près de deux mois, est un énorme succès, non seulement du point de vue logistique, mais aussi stratégique. L'Op ATLAS a démontré qu'il était possible de mener de grands convois sur l'autoroute 1 dans un environnement hostile à l'époque. Que l'ennemi n'ait pas réussi à interférer, à perturber ou à détruire la force opérationnelle canadienne pendant qu'elle se déplaçait signifiait que les opérations dans la partie sud de Kandahar en 2006 pouvaient prendre place comme prévu et à temps.

La FO Afghanistan s'est installée dans un complexe vide à l'aérodrome de Kandahar (KAF) devant les baraques de contreplaqué qui abritaient la 173e Brigade aéroportée; c'est dans ce complexe que se sont installées toutes les incarnations subséquentes de la FO Afghanistan jusqu'en 2011. Une troupe de construction de la 191e Escadrille du génie

de l'air est arrivée de la Base des Forces canadiennes Comox et, de concert avec les sapeurs de la force opérationnelle, a commencé à construire le cantonnement qui abriterait les futurs contingents de l'Armée canadienne qui arriveraient à KAF[6].

Néanmoins, la situation n'était pas parfaite. L'insurrection dans le Sud de l'Afghanistan gagnait en puissance. Il faut dire que l'Occident, en aidant le Pakistan à se relever du tremblement de terre, a sans le vouloir versé de l'argent dans les coffres d'organisations djihadistes dans ce pays. Les structures squelettiques des talibans qui avaient traversé la ligne Durand en 2002 pour échapper à l'Op ENDURING FREEDOM étaient en voie de rétablissement. Avec cet argent, ils ont repris du poil de la bête et étaient prêts à prendre leur revanche[7].

La guerre dans le Sud, 2005

Il fallait maintenant donner suite à la décision d'envoyer une ERP canadienne dans la province de Kandahar au printemps 2005. Comme dans le cas de l'Équipe consultative stratégique – Afghanistan (ECS-A), l'Armée canadienne n'avait jamais déployé quelque chose ressemblant à une ERP et devait encore déterminer sa structure et ce qu'elle ferait. Pour compliquer le tout, l'ERP canadienne devait travailler au sein d'une équipe de combat d'une brigade des États-Unis qui non seulement prenait part à un conflit non orthodoxe, mais qui menait des opérations dans un environnement de commandement et de contrôle complexe.

La 173e Brigade aéroportée formait la base de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Bayonet. Cette force opérationnelle se composait d'un bataillon d'infanterie, d'un bataillon d'artillerie aéroporté déployé en tant qu'infanterie et d'une compagnie de reconnaissance, en plus de la structure de soutien logistique. Sa zone d'action comprenait les provinces de Nimruz, d'Helmand, de Zabul et une partie de la province de Kandahar (à des fins de comparaison, cette brigade en sous-effectif couvrait une zone qui serait par la suite prise en charge par trois brigades de la Force internationale d'assistance à la sécurité [FIAS] en 2007 et presque deux divisions entières en 2010).

La FOM Bayonet devait prendre la relève de trois ERP : Helmand, Kandahar et Zabul. Quand le Canada s'est engagé à l'égard du Kandahar, la brigade en a pris deux sous sa responsabilité. Les Forces d'opérations spéciales (FOS) de la FO 71 puis de la FO 31 se sont chargées de la province d'Oruzgan avec le service aérien spécial de l'Australie, tandis que les FOS des Pays-Bas et de la France s'occupaient des districts de Registan, de Shorabak, de Spin Boldak et de Maruf dans la province de Kandahar, le long de la frontière pakistanaise. Les FOS relevaient toutes de la Force interarmées multinationale d'opérations spéciales – Afghanistan (CJSOTF-A), et non de la FOM Bayonet, mais pouvaient se retrouver dans la zone d'opération de la FOM Bayonet à tout moment[8].

La FO Gun Devils, le 3e Bataillon du 319e Régiment d'artillerie de campagne aéroporté, dirigé par le Lcol Bert Ges, était chargé du reste de la province de Kandahar. Elle se composait d'une compagnie d'infanterie, d'un peloton d'artillerie, d'un peloton anti-char, d'un peloton mécanisé roumain et d'un peloton de police militaire. Il y avait un kandak de l'Armée nationale afghane de trois compagnies, mais l'une des compagnies travaillait avec des FOS, et une autre servait de garde stationnaire sur une base d'opérations avancée (FOB) dans le district de Shah Wali Kot.

En ce qui concerne l'ERP de Kandahar, son calendrier de rotation n'était pas aligné à celui de la FOM Bayonet et de la FO Gun Devils. Elle devait partir en juin 2005, alors que l'ERP canadienne ne devait arriver qu'en août. La FOM Bayonet et la FO Gun Devils ont dû trouver une façon de combler l'écart, mais pendant presque deux mois, les opérations de l'ERP ont cessé. Par comparaison avec l'organisation qui prendrait la relève, l'ERP des États-Unis sur place était peu nombreuse et surtout axée sur la protection, jouant un rôle de type COCIM plutôt qu'un rôle de renforcement des capacités ou de développement. Il y avait une organisation des Affaires civiles au niveau de la brigade, ainsi que des fonds provenant du Programme d'aide urgente des commandants, mais ces fonds étaient destinés aux tâches des Affaires civiles, et non au développement à long terme. Il n'y avait pas de lien entre l'ERP et le Programme national de solidarité (PRONASOL) ou les autres programmes nationaux émanant de Kaboul[9].

En ce qui concerne le renforcement des capacités de sécurité, le QG du 205e Corps de l'Armée nationale afghane était à Kandahar, mais il n'y avait qu'un seul kandak d'infanterie en sous-effectif, un kandak d'appui au combat et un kandak d'appui logistique au combat embryonnaire. Il y avait bien des équipes d'entraînement intégrées (ETT), mais l'Armée nationale afghane à Kandahar était loin d'être prête au combat en 2005. En ce qui concerne la police militaire, une équipe d'entraînement mobile de 20 personnes travaillait avec l'entrepreneur DynCorp, qui dirigeait le nouveau Centre d'entraînement régional, en plus de deux petites équipes de mentorat travaillant avec la police frontalière. Pour la plupart, les policiers sur place étaient d'anciens combattants de la milice afghane non formés ou partiellement formés[10].

La FO Gun Devils a cherché à savoir ce qui se passait dans sa zone d'opération. Le profil d'activité de l'ennemi entre février 2004 et janvier 2005 était peu développé. Il y a eu des EEI, mais peu. La FO Gun Devils a appris qu'en février 2004, un EEI de type « araignée » avait été découvert à Sperwan dans le district de Panjwayi et qu'un bureau d'inscription des électeurs avait été attaqué à Talukan, aussi dans le district de Panjwayi. Le plus grand projet de reconstruction en cours dans la province était le pavage de la route périphérique, financé par l'Agence de coopération internationale du Japon, et qui consistait à paver l'autoroute 1 de la ville de Kandahar à la province d'Helmand vers l'ouest ainsi que l'autoroute 4 entre

KAF et Kandahar. D'octobre 2004 à avril 2005, sept EEI ont détonné sur l'autoroute 1, trois dans le district de Panjwayi, sur la route reliant Mushan à Bazaar-e Panjwayi, et trois sur l'autoroute 4. Ces EEI étaient munis de divers types de détonateurs reliés à des obus d'artillerie et de mortier. Ces dispositifs ont causé peu de pertes, puisqu'ils n'étaient pas assez puissants pour détruire les véhicules de patrouille de la coalition[11].

Au début 2005, l'ennemi semble avoir été surtout actif dans les districts montagneux et accidentés de Shah Wali Kot et de Mianishin, dans le nord de la province. Quand le pavage de la route reliant la ville de Kandahar à Tarinkot dans l'Oruzgan a commencé, au printemps, les équipes de pavage et leurs forces de sécurité ont eu maille à partir avec les talibans dans ces districts. Grâce à des analyses d'ISTAR, on a déterminé que le grand chef des opérations ennemies dans les districts de Khakrez, de Shah Wali Kot et de Mianishin était le mollah (Hayatullah) Khan, qui commandait huit cellules d'une quinzaine de combattants, en plus de deux cellules d'EEI[12].

Le reste de l'activité des talibans au Kandahar était concentré sur la capitale. Le mollah Osmani, un chef taliban éminent pendant le régime, dirigeait le groupe de Kandahar. Ses lieutenants étaient Hafiz Majid et le mollah Baqi. En 2004, ils contrôlaient au départ trois cellules d'action directe (d'une quinzaine de combattants chacune), une cellule d'EEI et une cellule logistique. Cette organisation avait essentiellement doublé au début 2005[13] (voir la figure 9-1).

En 2005, la tâche première de la FOM Bayonet et de la FO Gun Devils consistait à protéger le processus des élections à l'Assemblée nationale et aux conseils provinciaux (EANCP). Ce processus comprend l'inscription des électeurs, la création d'une liste de candidats, la campagne, la distribution des bulletins de vote, puis la collecte des bulletins et leur dépouillement. À l'instar des élections nationales de 2004, les élections provinciales de 2005 aideraient le gouvernement à rayonner en zone rurale, en plus de renforcer la légitimité du gouvernement et des mesures de reconstruction entreprises par la communauté internationale. Grâce à des analyses d'ISTAR, on savait que l'ennemi ferait des pieds et des mains pour s'ingérer dans les éléments et les étapes du processus des EANCP afin de contrecarrer les objectifs du gouvernement afghan. Les élections provinciales étaient un centre de gravité important des forces de la coalition; à ce titre, il était essentiel de perturber les insurgés, où qu'ils soient[14].

La FO Gun Devils a examiné le calendrier du processus des EANCP et élaboré un plan de campagne pour l'appuyer. Les élections devaient se tenir en septembre 2005. Le plan de la FO Gun Devils se déroulerait en trois étapes. La première serait axée sur les manœuvres. Jusqu'en août, la FO Gun Devils exécuterait diverses opérations dans les districts de Shah Wali Kot et de Mianishin pour y perturber l'ennemi. Une autre opération de moindre envergure aurait ensuite lieu, où la force opérationnelle parcourrait les districts de Zharey

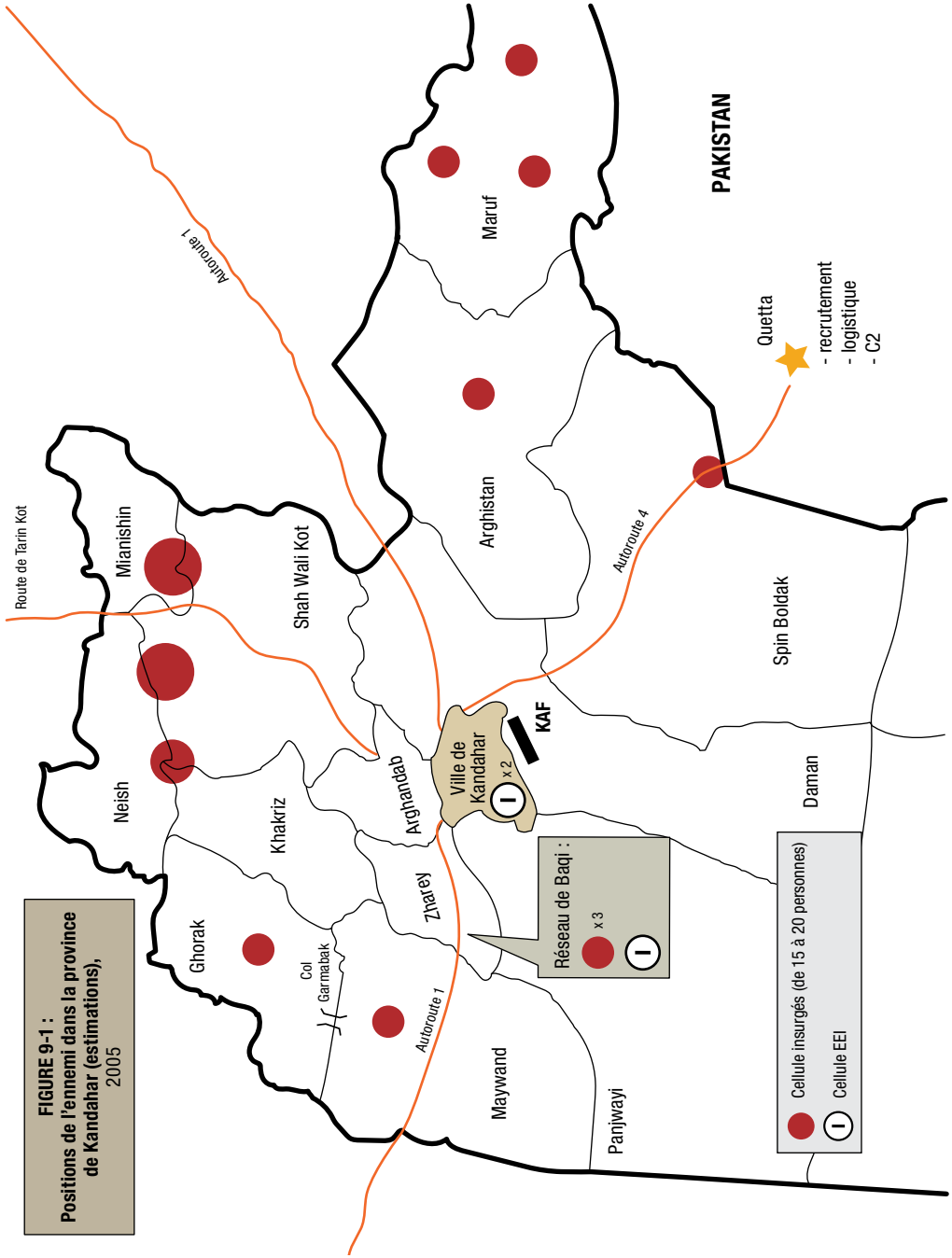


Figure 9-1 : Positions de l'ennemi dans la province de Kandahar (estimations), 2005

et de Panjwayi. La deuxième étape, axée sur la sécurité et l'information, commencerait en août, une fois que l'ERP canadienne serait sur le terrain. Les compagnies d'infanterie se déploieraient dans les communautés avec les forces de sécurité afghanes, distribueraient de l'aide de concert avec l'unité des Affaires civiles de la FOM Bayonet et l'ERP, et rencontreraient des chefs. Enfin, les forces se retireraient; les Afghans s'occuperaient de la sécurité des bureaux de vote, tandis que la force opérationnelle agirait à titre de force de réaction rapide (FRR) en cas de problème[15].

Les principales opérations de la FO Gun Devils dans le district de Shah Wali Kot, DIABLO REACH et DIABLO REACHBACK, se sont transformées en fusillades inattendues et graves. Les embuscades se sont alors multipliées sur l'autoroute 1 tout au long de l'été 2005. La FO Gun Devils s'est vue forcée de réévaluer la menace. En fin de compte, l'ennemi était beaucoup plus actif et organisé que ne l'avait évalué la FO Bronco en 2004 ou que ce à quoi elle avait été confrontée. En juin et juillet, on rapportait presque constamment que des combattants et fabricants de bombes arabes, tchétchènes et punjabis pénétraient dans la province pour compenser les pertes locales essuyées par les cellules des talibans dans les districts de Shah Wali Kot et de Mianishin au cours des opérations de la FO Gun Devils. Trois chefs religieux en vue et connus pour leur opposition aux talibans ont aussi été assassinés, de même qu'un administrateur dans le district de Shah Wali Kot et un juge dans le district de Panjwayi. Un convoi de l'Organe mixte d'administration des élections (JEMB) a aussi été attaqué dans le district de Maywand. Six mollahs talibans se déplaçaient d'une zone rurale à l'autre pour y faire de la propagande[16].

On a ensuite découvert que l'organe dirigeant des talibans, la choura de Quetta, s'était réuni au début juin. Le mollah Baqi, chef des cellules des districts de Zharey et de Panjwayi et ancien sous-ministre de l'information et de la culture sous le régime taliban, avait rencontré les mollahs Dadullah, Osmani et Mansour pour trouver des façons de semer la zizanie entre les tribus, attaquer les forces de sécurité et porter atteinte au processus électoral de 2005. La FO Gun Devils s'est essentiellement retrouvée mêlée aux premiers pas de cette campagne[17].

L'intensification et la diversification de l'activité ennemie qu'on constatait maintenant en Afghanistan ne se limitaient pas à la province de Kandahar; les talibans et leurs sympathisants sont devenus beaucoup plus nuisibles dans le Sud à la fin 2004 et en 2005. La FO 71 de la CJSOTF-A, dirigée par le Lcol Paul Burton, et son remplacement, la FO 31, dirigée par le Lcol Don Bolduc, étaient chargées des opérations spéciales de niveau II menées dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Pendant leurs opérations dans la province d'Oruzgan au printemps 2005, les deux commandants ont remarqué un changement distinct dans la façon dont l'ennemi fonctionnait, changement qu'on a aussi constaté plus tard dans la province de Zabul. Les FOS des États-Unis ont commencé à essuyer de plus en plus de pertes causées par

des tirs directs, et non seulement par des EEI. Lors de plusieurs missions d'exploitation de sites sensibles, les FOS ont découvert des preuves que des instructeurs tchétchènes et d'autres combattants étrangers de pays arabes travaillaient de concert avec les cellules talibanes. Une unité a même pris des photos de chefs et combattants étrangers morts[18].

Quand les commandants de la FO 71 et de la FO 31 ont comparé leurs notes au programme de développement venant de Kaboul et examiné les tentatives de l'ennemi de s'ingérer dans la gouvernance de la province de Kandahar, ils ont conclu que l'environnement dans le Sud n'était pas encore propice au développement et ont tenté de convaincre la Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM) 76 et le Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFC-A) que la situation tactique était en train de changer. Ils se sont fait dire que l'OTAN refuserait d'accepter leurs évaluations, parce que cela nuirait aux messages politiques demandant à l'OTAN de prendre la relève de la mission, et que l'OTAN souhaitait faire de la stabilisation et non se lancer dans la contre-insurrection – malgré ce qui était ou non en train de se passer. À Kaboul, on refusait de plus en plus de croire à quel point le Sud devenait dangereux. Le major-général (Mgén) Kamiya et le lieutenant-général (Lgén) Eikenberry ont expliqué au Lcol Bolduc qu'ils ne pouvaient reconnaître la situation officiellement en raison des réalités politiques entourant l'expansion de la FIAS, mais que la FO 31 devait poursuivre ses opérations et se faire une meilleure idée de la situation au cours de l'année 2005[19].

Op ARCHER : ERP au Kandahar

Le Col Steve Bowes a mené la première ERP canadienne au Kandahar. De concert avec le Groupe interarmées des opérations à Kingston, et après avoir analysé la façon dont les ERP déjà sur place fonctionnaient en Afghanistan, en particulier l'ERP britannique à Mazar-e Charif, le Col Bowes a conclu que la meilleure approche serait de délaisser les projets de type COCIM et de se concentrer sur les opérations de réforme du secteur de la sécurité et les efforts généraux de reconstruction. À son avis, cela contribuerait davantage à asseoir la sécurité dans la province. Les opérations tactiques de COCIM n'étaient pas ce qu'il y avait de plus efficace : il fallait développer la capacité de l'Afghanistan à gouverner à l'échelle provinciale et locale avant de stabiliser ou de sécuriser des domaines d'opération. Cela voulait dire que l'ERP devrait nouer des liens pour renforcer la capacité et faciliter le développement[20]. L'ERP devait comprendre l'environnement dans lequel ses successeurs et elle-même devaient évoluer. Il n'existait aucune donnée à ce sujet. Quel était, au juste, l'état du développement dans la province? Comment les activités de développement, le cas échéant, cadreraient-elles avec les programmes nationaux émanant de Kaboul? L'ERP devait se structurer de façon à pouvoir acquérir cette information.

Photo : Auteur

En 2005, on a transformé une ancienne conserverie dans le nord-est de Kandahar pour y établir le Camp Nathan Smith, où logerait l'ERP dirigée par les Canadiens. On la voit ici du haut des airs, face au sud-ouest, avec le centre-ville de Kandahar au loin.

Des représentants du gouvernement canadien ayant pris part à la décision de déployer l'ERP souhaitaient adopter ce qu'on appelait à l'époque l'approche « pangouvernementale » en Afghanistan. Dans les années 1990, un général étatsunien, Charles Krulak, a créé l'expression « guerre à trois volets » pour décrire les activités simultanées de combat et de développement dans les États en déroute de l'époque. Le concept est devenu à la mode dans les rangs de défense des États-Unis et a par la suite été adapté par le général (Gén) Rick Hillier pour devenir l'approche 3D (défense, diplomatie et développement), dans laquelle les trois entités gouvernementales étaient censées travailler à l'unisson pour atteindre les objectifs nationaux du Canada dans un pays donné.

Il n'y avait encore jamais eu d'application pratique de ce concept dans le contexte canadien, et l'on n'avait jamais vraiment réfléchi à son opérationnalisation. On a demandé au Col Bowes et aux planificateurs du Groupe interarmées des opérations de se pencher sur la question. L'ERP devait donc se composer d'une équipe de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour le développement, d'une équipe des Affaires étrangères pour la gouvernance et d'une équipe de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour le maintien de l'ordre. D'autres organismes d'aide gouvernementale travaillaient dans la région, dont l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID) et le ministère britannique du Développement international. Tous deux ont accepté que leurs représentants dans la province se joignent à l'ERP. Ensemble, ces équipes formaient les « autres ministères du gouvernement ».

Parallèlement, toutefois, c'était la guerre, et l'ERP s'est vue forcée de contribuer aux aspects plus « cinétiques » du conflit, malgré ce que chacun souhaitait faire. On s'était servi de l'ERP de la FO Bronco comme d'une compagnie de manœuvre (ce à quoi elle n'était pas destinée) pour couvrir la zone d'opérations de la ville de Kandahar et non pas comme l'outil de renforcement des capacités qu'elle devait être. Il était question que la FOM Bayonet confie à l'ERP canadienne le rôle de premier répondant dans le grand labyrinthe qu'est Kandahar[21].

L'ERP canadienne à Kandahar, installée au Camp Nathan Smith dans le quartier nord-est de la ville, ne ressemblait à aucune autre organisation de l'histoire des Forces canadiennes (FC). Composée de 235 personnes, elle avait quatre grandes sections : les autres ministères, une compagnie de patrouille, des éléments habilitants de fonctions militaires et une unité de soutien. La compagnie de patrouille, fondée sur la Compagnie B du 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian light Infantry (3 PPCLI), comportait deux pelotons de patrouille équipés de véhicules de patrouille blindés G-Wagon. Les éléments habilitants comptaient une équipe d'intervention contre les EEI et de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), avec ses robots et ses véhicules blindés Bison pour le transport des troupes, une équipe de COCIM, une équipe d'opération psychologique et une petite cellule du renseignement. Il y avait aussi un groupe de maintien de l'ordre, formé de miliciens autrefois contrôlés par Abdul Raziq, mais embauchés par l'ERP. Le peloton de miliciens du Col Tor Jan s'occupait essentiellement de la sécurité locale, accompagnait les patrouilles en tant qu'escortes et facilitateurs et menait des opérations de renseignement de source humaine à des fins de protection des forces locales. De façon générale, la compagnie de patrouille, les sapeurs de combat, l'équipe de NEM ainsi que les hommes du Col Tor Jan servaient de « système de mise en œuvre » de la protection pour les autres ministères et leurs activités[22].

En particulier, les carences accablant les opérations de l'ACDI-FC à Kaboul n'ont pas été ignorées. Les nouveaux commandants à Ottawa ont affecté un million de dollars à l'ERP, sous la forme de ce qu'ils ont appelé un « Fonds de contingence du commandant », pour composer avec les « écarts imprévus » au moment où l'ERP passait du contrôle des États-Unis à celui du Canada. Le Fonds de contingence du commandant devait aussi permettre au commandant d'influer sur son domaine d'opération au moment voulu en ayant les moyens financiers pour répondre aux besoins de la mission[23].

Les opérations dans la province de Kandahar et la ville de Kandahar

Le personnel de l'ERP à Kandahar a appris à bien connaître la ville et la province. La plupart des soldats de la Compagnie B avaient participé à la rotation de 2002, mais leur connaissance de la province se limitait aux environs de KAF. Maintenant, trois ans plus tard, ils couvraient beaucoup plus de chemin lorsqu'ils faisaient des patrouilles d'évaluation et

escortaient les autres ministères. La ville de Kandahar comptait au moins 500 000 habitants et sans doute tout autant dans les environs immédiats. Comme il n'y a pas de panneaux de rues ou de systèmes de contrôle de la circulation et que la planification urbaine est quasi inexistante, les patrouilleurs ont donné des noms aux routes et aux endroits clés. Il y avait Electronic Square, où l'on vendait des électroménagers; Crop Circle, un carrefour giratoire où poussait du blé; Crane Route, une route dominée par les restes rouillés d'une immense grue; et Martyr's Circle, l'équivalent d'un cénotaphe. Le chemin le plus dangereux était l'autoroute 4, qui partait des « Arches dorées », la porte d'entrée de l'Est, jusqu'à KAF. L'autoroute 4 rejoignait l'autoroute 1 sur Angle Road en direction ouest : ces zones canalisaient les mouvements et étaient de bonnes cibles pour des attaques aux EEI. C'est d'ailleurs à cet endroit qu'a eu lieu une ambitieuse embuscade des moudjahidines en 1982, qui a détruit 30 véhicules soviétiques, à la suite de quoi les Soviétiques ont rasé les immeubles du coin au bulldozer[24]. Le « cône » Nord de la ville s'appelait Loy Wala, un endroit interdit qu'on disait infesté de sympathisants des talibans[25] (voir la figure 9-2).

Photo : Auteur

En 2005, les patrouilles de l'ERP canadienne se retrouvent devant une infrastructure municipale délabrée et sans grande gouvernance municipale. Cette patrouille a garé ses véhicules G-Wagon à côté d'un dépotoir de déchets humains dans le centre de la ville pendant qu'elle procédait à l'évaluation du site d'une école.

Parmi les principaux endroits où la compagnie de patrouille devait escorter les gens de la COCIM, du MAECI, de l'ACDI, de l'USAID, du DFID et de la GRC dans la ville, notons le palais du gouverneur, sa maison d'accueil, le Comité de développement provincial

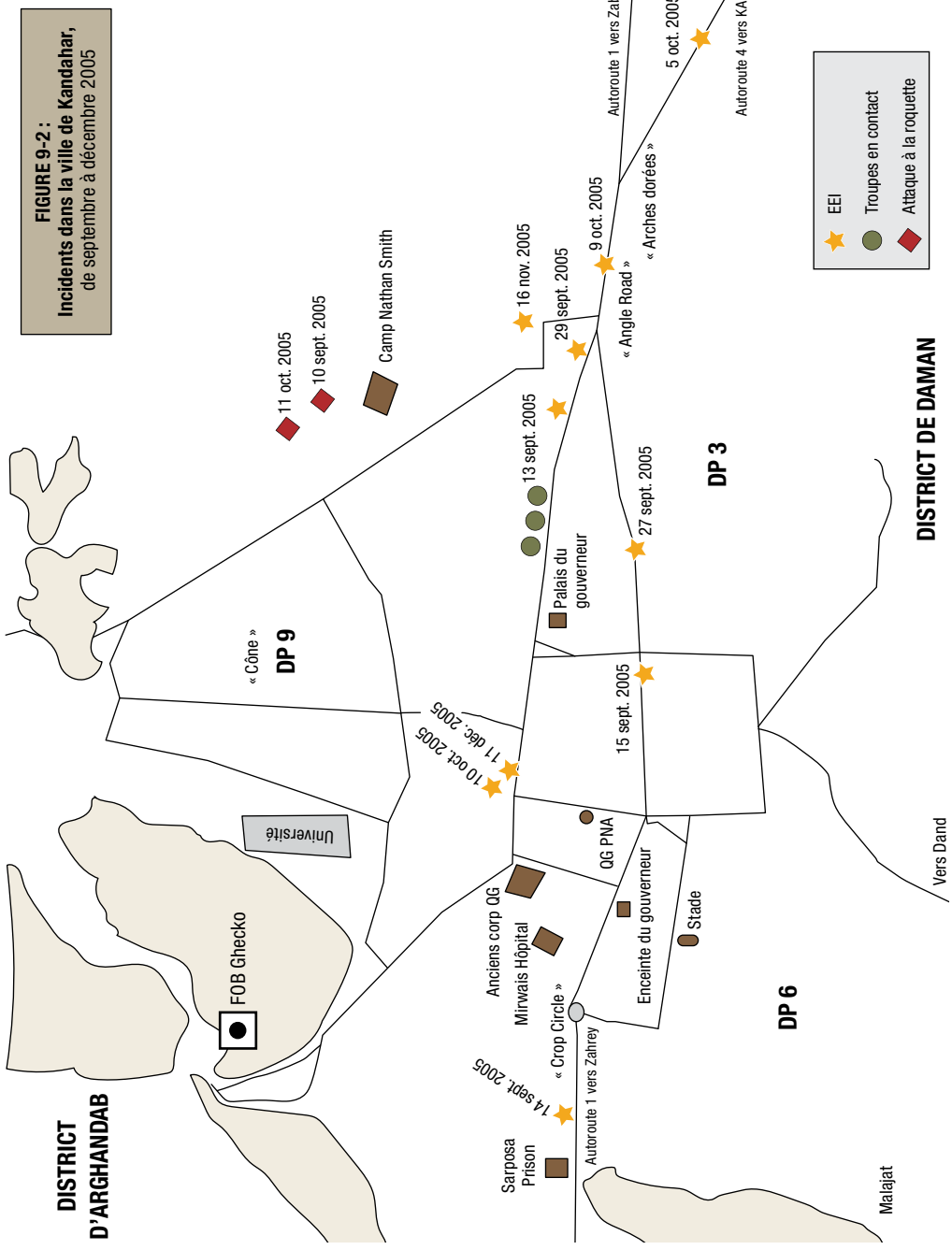


Figure 9-2 : Incidents dans la ville de Kandahar, de septembre à décembre 2005

(CDP), le poste de police et le QG du 205e Corps. Par exemple, si le représentant de l'ACDI voulait rencontrer le CDP, une patrouille de trois ou quatre véhicules G-Wagon et d'équipages armés planifiait le déplacement. Il fallait, entre l'ERP et le lieu de rencontre, varier les itinéraires et les rendre aléatoires afin de désorganiser le ciblage de l'ennemi. Le segment le plus dangereux était le retour, puisqu'il fallait tôt ou tard revenir au Camp Nathan Smith et que les chemins à proximité étaient peu nombreux, ce qui augmentait la prévisibilité. Il y avait des culs-de-sac, des débris sur la route, des charrettes tirées par des ânes et des foules de gens, dont beaucoup revêtant la burka. Dans cet environnement, la discipline des troupes était primordiale pour éviter de tirer sur les mauvaises personnes. Les officiers de rang subalterne devaient être irréprochables. Tuer la mauvaise personne pouvait entraîner une émeute ou une manifestation de masse, ce qui pouvait avoir un effet domino sur d'autres opérations s'il fallait faire intervenir d'autres forces[26].

Plus l'ERP s'avançait dans les districts ruraux à l'automne 2005, plus elle découvrait la diversité du terrain et la beauté frappante de la province de Kandahar (voir la figure 9-3).

Chaque district – et l'ERP les a pratiquement tous visités les premiers mois – avait ses propres caractéristiques. Registan et Shorabak abritent le désert du Registan (appelé indifféremment « Reg Desert » ou « Red Desert » par les forces de la coalition), avec ses dunes de sable ondulantes, ses affleurements rocheux et ses nomades kouchis à dos de chameau. Maruf est un district montagneux au terrain accidenté et comptant de vastes vallées jouxtant la frontière pakistanaise. Spin Boldak est encaissé entre Registan, Shorabak et Maruf. « Spin B » est le point d'entrée du commerce régional pour l'autoroute 4, après KAF, menant à Kandahar; c'est en fait un point d'entrée régional millénaire[27].

La rivière Arghandab traverse la province. Plusieurs districts chevauchent la rivière et son approvisionnement vital en eau de tous les côtés : Maywand à l'ouest; Zharey et Panjwayi et leurs champs de raisins au nord et au sud; Arghandab et ses vergers, jusqu'aux districts rocheux Shah Wali Kot et Mianishin; puis vers la province d'Oruzgan. Ghorak, Khakrez et Nesh sont des districts ruraux éloignés dans le nord-ouest, retranchés derrière des montagnes et comptant peu de routes. Au sud de la ville, le district de Dand, prospère et populeux, fait le lien entre Panjwayi et les alentours de KAF. À l'est de KAF, le district accidenté d'Arghistan connecte la ville à Maruf. L'autoroute 1 traverse la province de Zabul à Helmand[28].

L'ERP a vite constaté qu'un terrain humain se superposait au terrain géographique. Un soldat de la rotation de 2002 savait que des Pachtounes collaboraient avec la coalition contre les talibans; c'était une situation binaire. Si ce même soldat revenait dans la province en 2005, il apprendrait qu'il existe maintenant près de 26 groupes et sous-groupes tribaux pachtounes dans la province, plus ou moins divisés en deux confédérations, les Durrani et les Ghilzai. Les allégeances changent au gré des intérêts économiques et des ambitions

FIGURE 9-3 : Districts et caractéristiques de la province de Kandahar, 2005

Figure 9-3 : Districts et caractéristiques de la province de Kandahar, 2005

de pouvoir; il n'est donc pas facile de savoir qui est qui et ce que veut chacun, surtout que de l'aide financière allait venir et que les talibans tentaient délibérément d'envenimer les conflits et les tensions entre tribus. L'ERP s'est fait une meilleure idée de cette dynamique au cours de la première rotation, ce qui a été fort utile aux rotations canadiennes subséquentes pendant les cinq années suivantes[29].

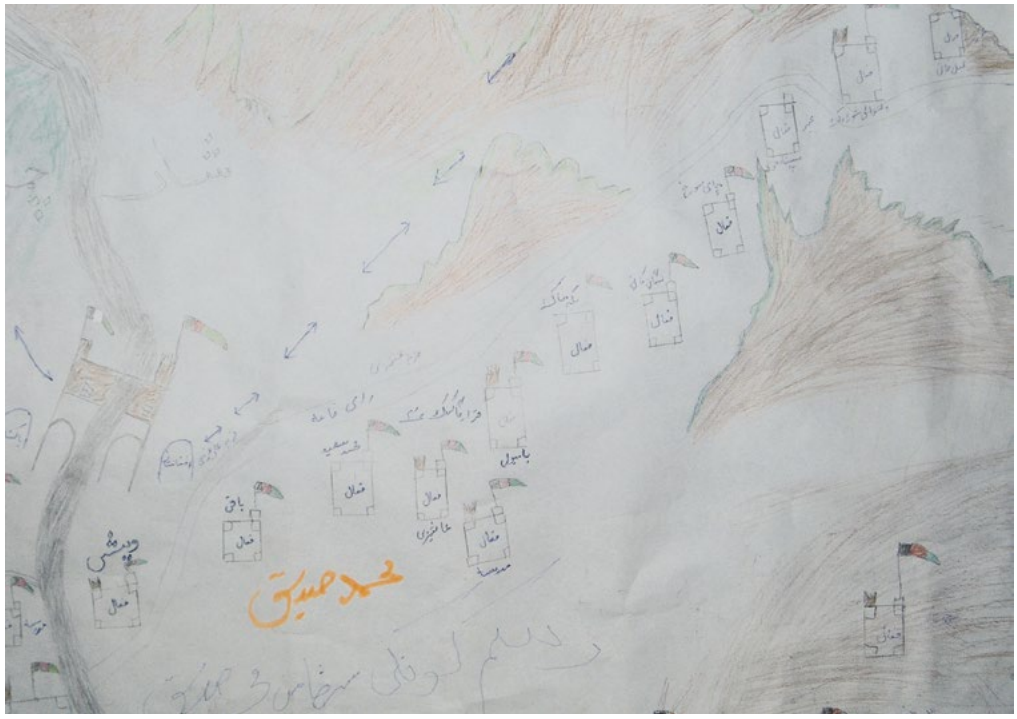


Photo : Auteur

Les patrouilles de l'ERP dans le district de Spin Boldak, à la frontière pakistanaise, ont découvert que les forces afghanes, même si elles se servaient de crayons plutôt que de pixels, comprenaient bien mieux la situation à la frontière que les forces de la coalition.

La guerre aux EEI commence dans le Sud

L'ERP canadienne, comme les unités canadiennes à Kaboul, comptait sur des capacités de NEM à des fins de protection des forces. L'utilisation d'EEI n'était pas nouvelle dans la province de Kandahar; les forces antigouvernementales s'en servaient dès le printemps 2003. Ces dispositifs n'étaient guère complexes, mais l'Op ENDURING FREEDOM a pris les mesures nécessaires pour établir une cellule combinée d'exploitation des explosifs (CEXC, prononcée « sexy ») en 2003-2004, car elle craignait que les tactiques employées en Iraq soient adoptées en Afghanistan. CEXC a analysé les « signatures » et les procédures relatives

aux armes, recueilli de l'information sur les fabricants de bombes et leurs cellules de soutien, et transmis leur savoir aux unités qui arrivaient; les équipes canadiennes de NEM ont par la suite noué des liens avec cette cellule à KAF.

L'évolution des EEI dans le Sud a été fulgurante en 2005. Les EEI les plus primitifs se composaient d'obus d'artillerie ou de mortier reliés à divers types de détonateurs activés par la victime; c'était ni plus ni moins une mine improvisée. Ce dispositif s'est transformé en EEI à plaque de pression, où le poids d'un véhicule ou d'une personne active les deux moitiés d'une lame qui, par contact, déclenchent un circuit électrique faisant détoner l'engin. L'EEI à plaque d'écrasement en est une variante.

Les dispositifs radiocommandés sont apparus plus tard au cours de la rotation; ce type d'explosif permettait de cibler un véhicule ou une personne en particulier à l'aide d'un téléphone cellulaire. Ce type de dispositif a aussi évolué. Quand les insurgés ont compris que les véhicules de la coalition étaient de plus en plus souvent dotés de matériel de contre-mesures électroniques en 2004, les fabricants de bombes ont conçu un engin de type « araignée ». Une antenne était érigée hors de la portée du brouilleur, puis reliée par fil à la bombe. Un homme pouvait observer le mouvement du véhicule au loin et déclencher la bombe en appuyant sur un commutateur.

Tous ces types de dispositifs existaient en 2005 quand l'ERP est arrivée. Le nombre d'attaques dans la province de Kandahar, toutefois, était comparativement faible. Entre octobre 2004 et avril 2005, sept EEI ont détoné sur l'autoroute 1; trois dans le district de Panjwayi et trois sur l'autoroute 4. Deux EEI ont détoné en mai-juin, quatre autres en août. Toutes ces attaques ciblaient les forces de sécurité[30].

Photo : MDN AR2005-A01-145a

À l'automne 2005, la ville de Kandahar a été la cible d'une campagne de terrorisme urbain exploitant principalement les EEI. Ici, une équipe de NEM mesure le siège de l'explosion de l'un de ces dispositifs près de la porte d'entrée des « Arches dorées ».

Des changements notables survenus entre la fin août et octobre 2005 donnent à penser que les talibans ont aussi changé leur façon de penser. Comme premier changement, on a par exemple découvert une cache d'EEI fabriqués à l'aide de casseroles dans la région de Loy Wala après la détonation de quelques-uns de ces dispositifs dans un marché de Kandahar. Dans ce cas, les cibles étaient des civils et non les forces de sécurité. L'ennemi a ensuite commencé à exécuter des attentats-suicides avec EEI placés dans un véhicule. Cette méthode, plus spectaculaire, consiste à placer les EEI dans un véhicule quelconque – bicyclette, moto, charrette tirée par un âne, automobile ou SUV –, que le conducteur déclenche dans un acte de suicide. Une patrouille de l'ERP canadienne a subi pareille attaque le 5 octobre 2005; c'était la première fois qu'on utilisait ce type d'engin contre les FC.

Les attentats-suicides avec EEI placés dans un véhicule étaient différents, du point de vue de la qualité, des autres attaques. Premièrement, l'idée qu'un être humain soit prêt à se suicider pour tuer des militaires canadiens était suffisamment sensationnelle pour susciter une attention accrue de la part des médias. Cela n'a été payant que pour les insurgés et leur cause – toute publicité est bonne pour eux. Deuxièmement, la puissance explosive de ces dispositifs et les dégâts qu'ils ont causés dans un environnement urbain de grande densité étaient beaucoup plus terrifiants que l'explosion d'une mine improvisée faisant sauter un camion de police dans un district éloigné comme Ghorak. La combinaison de ces deux éléments – dégâts substantiels, peur généralisée et intérêt morbide des médias envers des formes de mort spectaculaires – a modifié la guerre des EEI. Du jour au lendemain, ce qui était un engin tactique conçu pour des effets tactiques avait maintenant des effets tactiques, opérationnels et stratégiques tout à la fois.

Du point de vue tactique et opérationnel, les patrouilles de l'ERP ont dû modifier leurs procédures et augmenter leur sécurité, ce qui a réduit le nombre de sorties qu'elles pouvaient faire. Cela a donc aussi réduit les possibilités de sorties que pouvait effectuer le personnel des autres ministères pour accomplir son travail, ce qui entraînait des répercussions potentielles sur la mise en œuvre du programme. Le taux de sortie s'est toutefois amélioré une fois que les patrouilles se sont habituées aux nouvelles procédures, mais la menace des EEI a haussé le niveau de danger au point d'entraîner des effets psychologiques négatifs sur l'ensemble du processus.

Du point de vue opérationnel et stratégique, l'instauration d'un climat de peur dans la ville a gravement affaibli le soutien du public envers le gouvernement, en plus d'ébranler la volonté des organismes d'aide non protégés à travailler dans la ville et la province. Avec un ralentissement de l'aide et des projets de reconstruction à Kandahar, le gouvernement perdrait encore plus de crédibilité auprès de la population, à qui on avait promis aide et reconstruction. Les insurgés ont exploité ce revirement non seulement dans la province, mais dans tout le Sud de l'Afghanistan. L'ennemi a ainsi gagné du temps qu'il a mis à profit pour cibler la population et intimider les chefs locaux. C'est exactement ce qui est arrivé dans le district de Shah Wali Kot d'août à octobre 2005.

Photo : MDN AR2005-A01-238aVBIED5Oct05

Vers la fin de l'automne, l'ennemi a commencé à commettre des attentats-suicides avec EEI, notamment à l'aide d'EEI placés dans un véhicule. Ici, une patrouille de l'ERP, à l'abri dans ses véhicules G-Wagon attend l'équipe de NEM sur l'autoroute 4, près de la montagne dite « no drug ».

Le recours aux EEI et aux attentats-suicides à l'aide d'EEI placés dans des véhicules a en effet beaucoup nui aux efforts de la coalition pour stabiliser la province de Kandahar. Entre septembre 2005 et janvier 2006, la compagnie de patrouille de l'ERP et les équipes de NEM ont répondu à plus de 20 incidents liés à des EEI à Kandahar. La compagne de patrouille, dans ses véhicules G-Wagon à blindage léger, s'est fait attaquer quatre fois, dont trois ont causé des blessures graves et des décès chez le personnel canadien. L'année 2005 marque le début de la lutte que le Canada mènera pendant six ans contre les cellules d'EEI de l'ennemi dans la province de Kandahar.

Les élections de 2005

Le processus des EANCP commençait à peine quand l'ERP canadienne est arrivée. Suivant ses évaluations, la FO Gun Devils avait conclu que les forces militaires de l'ennemi dans le district de Shah Wali Kot étaient perturbées et qu'une menace manifeste à l'élection, le cas échéant, viendrait du réseau du mollah Baqi, dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Les activités anti-élections dans la province, toutefois, ont pris différentes formes. Une équipe du JEMB a été menacée à Pashmul, dans le district de Zharey. Plusieurs assassinats ont été perpétrés en septembre avant la tenue des élections : un à Panjwayi, où deux mollahs

ont été abattus par balle; un autre à Shah Wali Kot, où trois fonctionnaires ont été tués. Après ces attaques, le chef du district de Khakrez, qui se portait candidat, ainsi que trois de ses gardes du corps, ont été assassinés. Un autre fonctionnaire a été tué à Arghandab. La détonation d'EEI dans un marché de Kandahar ferait partie de la campagne d'intimidation[31].

La FOM Bayonet a trouvé que ce que faisait l'ERP dans l'effort de coordination et de reconstruction contribuait de façon très générale à la réussite du processus électoral. Toute mesure positive à l'appui des Afghans était considérée comme faisant partie de cet effort. L'ERP y a pris part de multiples façons, en plus de ses opérations régulières.

Photo : Auteur

Une autre tâche importante de l'ERP consistait à sonder l'attitude de la population à l'égard de la reconstruction, du gouvernement et de l'insurrection. L'équipe des opérations psychologiques, dirigée par le sergent (Sgt) Reg Obas, en était chargée.

L'ERP, en collaboration avec la FO Gun Devils, a joué un rôle dans l'établissement du Centre de coordination interarmées (CCI). Cette organisation avait au départ été formée pour coordonner l'Armée nationale afghane, la police afghane, la Direction nationale de la sécurité et la force de sécurité de la coalition pendant les élections. La force de réaction provinciale de l'Armée nationale afghane était prête à intervenir partout où les insurgés menaçaient les activités de scrutin. Le CCI a tellement bien fonctionné qu'il est devenu un élément permanent de l'appareil de sécurité de la coalition en 2006 et a continué sous diverses formes bien après 2011[32].

La compagnie de patrouille de l'ERP et les équipes de NEM étaient prêtes à intervenir en cas d'incident partout dans la ville pendant les élections. L'insuffisance de force substantielle de la coalition dictait ce rôle. La Force de soutien aux élections, une organisation ad hoc de l'OTAN déployée dans le pays pour les élections de 2004, n'irait pas dans le Sud. Seuls un bataillon d'infanterie légère des États-Unis et ses quatre compagnies ont été appelés et déployés dans le Commandement régional (Est) et le Commandement régional (Sud). Une compagnie était stationnée à titre de FRR pour la province[33]. Quatre compagnies d'infanterie en sous-effectif s'occupaient de la sécurité des élections dans la province de Kandahar, dont une provenait de l'ERP.

Le niveau de violence commise le 18 septembre 2005 a été minime, et les avis sont partagés quant aux raisons. Des chefs talibans à Quetta ont annoncé par radio qu'il y aurait un cessez-le-feu pendant les élections. Certains commandants talibans n'étaient pas d'accord et comptaient quand même agir. Des porte-paroles du groupe HiG ont déclaré qu'ils perturberaient les élections, peu importe ce que les talibans feraient. Qui plus est, les talibans manquaient de fonds, et leur argent ne se rendait pas là où il devait aller dans la province. Les commandants locaux ou leurs sympathisants étaient donc moins motivés à organiser des attaques. On ne peut non plus exclure les opérations manifestes de perturbation menées par la FO Gun Devils dans le district de Shah Wali Kot et les mesures de sécurité mises en place dans la ville par les Afghans, l'ERP et les forces de la coalition. La combinaison de ces facteurs a de toute évidence donné à la choura de Quetta l'envie de rester tranquille. Des chefs talibans ont fait marche arrière et décidé de ne pas attaquer les bureaux de vote, comme ils l'avaient prévu. Après les élections, la choura de Quetta a décidé d'envoyer de nouveaux chefs et poseurs de bombes, ce qui donne à penser qu'elle n'était pas sûre de ses rapports de commandement et de contrôle[34].

Quoi qu'il en soit, la participation au scrutin au Kandahar a été l'une des plus faibles au pays. Seulement 25,3 p. 100 des 744 952 électeurs inscrits ont voté. La province d'Oruzgan, avec 23 p. 100, n'a pas fait mieux, mais c'est la province de Zabul qui en a eu le moins, avec 20,1 p. 100. Le taux de participation au scrutin dans la province d'Helmand, qui deviendrait extrêmement problématique en 2006-2007, a été de 36,8 p. 100. Ailleurs au pays, le taux était supérieur à 50 p. 100 et allait même jusqu'à 60 p. 100 dans certains cas[35].

Ce piètre bilan pourrait être partiellement attribuable à la violence et à l'intimidation des talibans. Toutefois, quand l'ERP a envoyé des patrouilles de COCIM et des opérations psychologiques après les élections, elles ont appris que l'absence du gouvernement dans les zones rurales, combinée à la corruption policière (dans certains cas, des policiers exigeaient de l'argent des électeurs pour les laisser voter), érodait gravement la confiance de la population envers le gouvernement dans certains districts. En effet, la distribution inégale des ressources d'aide et de reconstruction par le gouvernement provincial, qu'aggravaient d'autant plus les dissensions tribales, nourrissait le mécontentement[36].

Programmes de désarmement et de démobilisation

Le programme d'entreposage d'armes lourdes a été exécuté avec succès dans la province de Kandahar avant l'arrivée de la FO Gun Devils et de l'ERP canadienne. Le Camp Sherzai, quartier général du 1er Bataillon de la 205e Brigade installé près de KAF, abritait des chars T-55, des véhicules d'infanterie légère BMP ainsi qu'une variété de véhicules lance-roquettes multiples dans divers états d'entretien et de détérioration. En 2005, l'étape suivante de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) était en cours et, une fois sur le terrain, l'ERP a commencé à faire rapport sur le programme de démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) dans ses communications avec le gouverneur provincial. Si, de leur côté, l'entreposage d'armes lourdes et le DDR se concentraient principalement sur les grandes formations miliciennes, le DGAI s'intéressait davantage aux petits groupes armés. Confisquer et entreposer une trentaine de chars sous le contrôle de la milice de Kandahar était déjà délicat, mais identifier puis désarmer vingt ou trente hommes qui avaient prêté serment d'allégeance à un chef local régnant dans les collines ou à un baron de la drogue était autrement complexe. C'est aussi un anathème pour la culture afghane, où chaque homme est censé être un guerrier. Porter la carabine fait partie de son identité.

En général, l'idée consistait à convaincre les Afghans d'appliquer le DDR à ces hommes et de leur donner le choix de se joindre à l'Armée ou à la police. Si un groupe s'avérait trop réticent, un comité DGAI du gouvernement provincial était censé exercer une pression par les pairs ou d'autres moyens non violents pour les convaincre. Un membre de l'équipe de COCIM de l'ERP représentait la coalition à ce comité. Le processus de DGAI au Kandahar a été long et a fait les frais de la politique locale et de ses manipulations. Comme le reste, le DGAI a été récupéré par les grands jeux de pouvoir entre les confédérations tribales, les groupements tribaux et leurs chefs. L'ERP avait des motifs de croire que certaines entités omettaient volontairement de révéler des caches d'armes pour se garder des options[37].

L'ERP a aussi observé la question de l'entreposage de munitions de la 15e Division. Cet énorme entrepôt sous abri au nord-est de la ville, qui datait de l'ère soviétique, avait été fortement endommagé par la campagne aérienne de 2001. Des équipes de déminage continuaient de s'y rendre pour tenter de détruire les munitions restantes ou de les récupérer au profit de l'Armée nationale afghane. On craignait que des groupes armés illégaux, et pas seulement des insurgés, n'y pénètrent. L'équipe de COCIM de l'ERP a travaillé avec diverses entités afghanes gouvernementales et non gouvernementales pour tenter d'atténuer la menace que représentait cette possibilité[38].

Services de police

En ce qui concerne les services de police, la priorité des deux agents de la GRC faisant partie de l'ERP était d'évaluer l'état des forces de l'ordre au Kandahar. Sous les talibans,

la charia, ou loi islamique, était moyenâgeuse et brutale. Le système juridique d'avant les talibans, tout comme la bureaucratie, s'était complètement effondré. Il y avait une prison. Il y avait des gens en uniforme portant une arme et appelés « police ». Toutefois, il ne semblait exister aucun « tissu connecteur » pour relier police, lois, tribunaux et incarcération. Il n'y avait pas de système juridique en dehors du code social, le pachtounwali, ni de lien entre ce code et la nouvelle Constitution[39].

En réalité, la plupart des « policiers » dans la province de Kandahar étaient des miliciens qui étaient passés par le processus de DDR ou de DGAI. La police frontalière était, essentiellement, la milice privée d'Abdul Raziq à qui l'on avait donné des véhicules et des uniformes, puis qu'on avait étiquetée « police frontalière ». De même, les policiers patrouillant sur l'autoroute 1 étaient d'anciens membres de la milice afghane associés à au moins trois commandants locaux qui imposaient un « péage » aux camions[40].

Le problème, c'est que la réforme de la police, l'un des piliers de l'Accord de Bonn de 2001, et qui relève de la responsabilité des Allemands, ne s'est pas rendue dans les provinces. Que s'est-il donc passé en trois ans et demi? Les Allemands, comme l'a fait remarquer un observateur, « ont conçu et construit une «Mercedes», mais elle ne pouvait pas sortir de Kaboul. Elle était lente, ennuyeuse et déconnectée du reste du processus de développement » [Traduction]. Le plan des Allemands ne prévoyait aucun encadrement des policiers à l'extérieur de Kaboul une fois qu'ils avaient terminé leur formation dans la nouvelle académie de police et qu'ils étaient déployés. Quand le département d'État des États-Unis s'est rendu compte de ce qui se passait en 2003, il a instauré un programme d'urgence et confié à l'entreprise DynCorp le soin d'établir des centres d'entraînement régionaux dont les instructeurs étaient des policiers étatsuniens à la retraite. L'un de ces centres était à Kandahar près de KAF. DynCorp, toutefois, n'avait pas pour mission d'assister les policiers sur le terrain ou de servir de renfort à leur logistique inexistante : elle s'occupait uniquement de la formation de base[41].

Vers la fin 2004, le Pentagone, sous l'égide de Rumsfeld, a questionné le département d'État et DynCorp sur l'efficacité de la formation des policiers, mais n'a pas obtenu les réponses qu'il voulait et a insisté pour qu'on améliore le programme. Quand l'ERP canadienne est arrivée en 2005, elle a découvert que le peloton de police militaire relevant de la FOM Bayonet avait été désigné équipe d'entraînement et d'assistance de la force policière et qu'une équipe d'entraînement mobile de Kaboul se déplaçait périodiquement[42]. C'était là les premières mesures concrètes de l'Armée des États-Unis pour tenter de réparer un programme de formation policière qu'on percevait de plus en plus comme un processus de développement collectivement bousillé par les Allemands, le département d'État et DynCorp. L'absence d'une stratégie de développement pour l'Afghanistan pendant la période de 2001 à 2004 a de toute évidence contribué à ce problème, mais le sous-financement du programme allemand et son approche limitée y étaient aussi pour quelque chose.

Photo : Auteur

Les agents de la GRC de l'ERP ont aussi fait tout ce qu'ils pouvaient, avec des ressources limitées, pour établir la force de police locale. Ils étaient appuyés par l'incorruptible colonel Hussain et son fils Niaz Mohammad, qui serait plus tard grièvement blessé en prêtant assistance à une patrouille canadienne.

Certains policiers étaient passés par le centre d'entraînement régional de DynCorp, mais ils étaient en minorité. Les agents de la GRC ont décidé qu'il valait mieux, avant toute chose, chercher à savoir qui avait suivi quelle formation, où étaient établis les postes de police secondaires, qui les contrôlait et de quel type d'appui ils bénéficiaient. Il fallait en effet brosser un portrait général de la situation avant de pouvoir penser à la coordination et aux recommandations.

Les conclusions n'étaient pas encourageantes. Il y avait dix postes secondaires dans la ville, qui seraient pratiquement tous inhabitables l'hiver, selon les critères canadiens. La majeure partie du personnel était illettré, certains n'étaient pas armés, il n'y avait pas de système de communication, et les véhicules étaient rares. Les insurgés avaient compromis au moins deux de ces postes secondaires, dont celui qui « contrôlait » la zone des « Arches dorées » sur l'autoroute 4. Il était évident que le chef de police de la ville n'avait pas la maîtrise de son propre service. La GRC a estimé qu'il faudrait deux mois pour former un agent et 18 mois pour former un commandant de poste secondaire. Il y avait trop d'acteurs externes et trop peu de coordination entre eux. Les détenteurs de pouvoir locaux, qui voulaient conserver leurs milices privées ou se servir de la police comme couverture pour leurs propres activités, exploitaient la situation. De l'avis de la GRC, il faudrait des années pour que la force de police soit efficace et professionnelle[43].

En ce qui concerne le système de justice, il semblait inexistant. La GRC avait remarqué que les mollahs du coin jouaient un rôle dans la résolution de différends, mais l'ERP ne comprenait guère la place qu'y occupait la religion. Les Italiens, chargés du pilier de la justice dans l'Accord de Bonn de 2001, n'avaient pas de représentants au sein de l'ERP ni même au Kandahar. La force de police, au moins, pouvait s'appuyer sur la structure, bien qu'imparfaite, établie par le département d'État et DynCorp. Rien de tel n'avait été mis en place pour le système de justice.

Photo : Auteur

Les patrouilles de l'ERP ont servi de système de mise en œuvre pour d'autres ministères gouvernementaux (AMG). Ici, un membre de la GRC évalue le site futur d'un poste de police secondaire.

Programmes de développement

L'ERP a pris part à une vaste gamme d'activités de développement. En gros, il y avait les projets à court terme et les programmes à long terme. En général, l'aphorisme « donne un poisson à un homme, il aura à manger aujourd'hui; enseigne-lui à pêcher, il aura à manger toute sa vie » correspond à l'aide et au renforcement des capacités, respectivement.

Certains projets de développement étaient plutôt gérés par le personnel des Affaires civiles des États-Unis affecté à la FO Gun Devils et le personnel de COCIM affecté à l'ERP. Les FOS des États-Unis avaient aussi leur propre équipe d'Affaires civiles, mais ses priorités n'étaient pas les mêmes. La coordination entre les trois était minime, en partie parce que chaque commandant étatsunien disposait de ses propres fonds au titre du Programme d'aide urgente des commandants. Le Canada n'avait rien de tel jusqu'à ce que le Col Bowes convainque le MDN d'établir un fonds de contingence du commandant.

Les organisations nationales d'aide humanitaire géraient et des projets et des programmes. Trois de ces organisations fonctionnaient dans le cadre de l'ERP : l'ACDI, l'USAID et le ministère du Développement étranger international du Royaume-Uni (DFID). La représentante de l'USAID, Ashley Abbott, avait accès à beaucoup plus d'argent que l'ACDI ou le DFID. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) était aussi censé prendre part à des projets et programmes ayant un volet de démobilisation et de démilitarisation, parce que les gens de l'ACDI à Ottawa ne voulaient prendre part à aucune activité comportant la moindre dimension de coercition, comme les forces de police, les prisons et le système de justice.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) était une autre organisation présente dans la province de Kandahar ne faisant pas partie de l'ERP. La MANUA était parfois inactive dans la province, quand son QG à Kaboul jugeait que la menace à la sécurité était trop élevée. Une trentaine d'ONG étaient au Kandahar. Peu d'entre elles avaient des contacts avec l'ERP, parc qu'elles se voyaient comme des entités neutres dans la guerre.

On se rappellera que les programmes du ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan, en particulier le PRONASOL, avec son CDP et les conseils de développement communautaire (CDC), étaient censés être en fonction au Kandahar depuis 2005. Ils ne l'étaient pas. En théorie, un CDP devait être sur place pour coordonner les projets du PRONASOL. Il n'y en avait pas. Cela s'explique en partie par la piètre capacité administrative du gouverneur Asadullah Khalid, le fait qu'il mettait l'accent sur les questions de sécurité dans la province et la dynamique politique entre les détenteurs de pouvoir du Kandahar, qui tentaient de s'accrocher à leurs acquis devant les changements d'influence qui s'opéraient sous leurs yeux.

En outre, même s'il y avait eu un CDP fonctionnel, personne ne comprenait, avant l'arrivée de l'ERP, quelle serait au juste l'interaction du programme de solidarité, du comité de développement et des conseils de développement communautaires avec les projets et les programmes déjà établis par les forces opérationnelles avec l'argent provenant de leur Programme d'aide urgente des commandants, l'ACDI, le MAECI, l'USAID, la MANUA et la trentaine d'ONG impossibles à contrôler. Il a fallu des mois pour que l'ERP ait l'heure juste.

C'est la raison pour laquelle le Col Bowes, Glyn Berry, du MAECI, et Michael Callan, de l'ACDI, ont décidé de tout faire pour convaincre la structure du pouvoir en place d'accepter l'établissement d'un CDP. Mais comme cela n'a pas eu lieu pendant le premier mandat de l'ERP canadienne, les Canadiens et leurs alliés de l'ERP ont dû élaborer d'autres approches. Sans le CDP et les CDC, il serait impossible de diriger vers la province en 2006 une part des fonds qui arriveraient sous peu à Kaboul par l'entremise de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). En effet, le robinet serait fermé tant et aussi longtemps que la structure du pouvoir du Kandahar n'accepterait pas les structures du CDP et des CDC.

Photo : Auteur

Niki Palmer, représentante du ministère britannique du Développement étranger international, sur le terrain avec le major (Maj) Sanchez King, officier de COCIM, dans le district éloigné du Maruf.

Le rôle de l'ERP est alors devenu encore plus prépondérant, ce qui a forcé le Col Callan, Glyn Berry, Michael Bowes, Ashley Abbott et Mathias Tut, du DFID, ainsi que d'autres acteurs à travailler plus étroitement pour trouver des solutions de rechange afin d'exécuter les projets et les programmes tout en insistant quand même pour mettre en œuvre le PRONASOL. Le Col Bowes a organisé une rencontre de synchronisation de l'ERP, pour agir à titre de CDP. Glyn Callan a joué un rôle de premier plan dans la conception d'un plan baptisé « Confiance dans le gouvernement » [Traduction], pour actionner la « pompe » du PRONASOL. Les représentants de l'ERP convenaient en général que parmi les sources d'insécurité dans la province, il y avait la réaction des forces antigouvernementales et des talibans face à la marginalisation politique ou leur passivité face aux talibans. Il y avait des différends quant à l'enregistrement des terres, les droits de pâturage et les droits sur les eaux. Il y avait le chômage chez les jeunes. Les structures de l'autorité de droit étaient inexistantes ou corrompues. Enfin, il y avait des éléments criminels opportunistes[44].

Les forces opérationnelles pouvaient se mesurer aux forces antigouvernementales ouvertes, mais l'ERP devait cibler les causes sous-jacentes de l'apathie et de la corruption et entrer en relation avec le peuple afghan, pas seulement ses chefs. Le niveau communautaire était primordial. Malheureusement, on n'avait pas assez de données sur les communautés dans la province. L'ERP devait se faire une idée du fonctionnement du système de justice. Il lui fallait savoir qui était propriétaire de quelles terres, quels étaient les différends et leurs causes.

Il lui faudrait au moins trois mois pour y parvenir. La police avait besoin de ressources, bien entendu, mais on ne s'était pas préoccupé de façon systématique de répondre aux besoins pour ce qui était d'encadrer des juges, des avocats et du personnel de tribunaux.

Le plan « Confiance dans le gouvernement » visait à[45] :

1. instaurer un environnement de confiance habilitant et réceptif aux programmes nationaux;

2. donner aux habitants des zones éloignées des raisons concrètes de soutenir la direction et la légitimité du gouvernement afghan;

3. implanter des réseaux directs entre les communautés touchées par l'insécurité et le gouvernement provincial;

4. promouvoir l'utilité et l'efficacité, et donc la légitimité, du processus démocratique dans sa plus récente incarnation – le CDP.

L'objectif était d'obtenir des subventions en bloc du CDP (et donc d'obtenir la bonne volonté des détenteurs de pouvoir) pour les affecter à des priorités locales. Ce sont les dirigeants communautaires, de concert avec le CDP, qui décideraient de ces priorités. Un comité directeur du plan « Confiance dans le gouvernement » (c.-à-d. un pseudo-CDP) assurerait la coordination avec le gouverneur. Le plan « Confiance dans le gouvernement » était conçu, sans qu'on le dise ouvertement, pour apaiser les préoccupations des détenteurs de pouvoir locaux, qui craignaient que les ministères du gouvernement venant de Kaboul ne les écartent et prennent les choses en main. Il devait aussi servir à répondre au besoin criant d'établir des liens entre les communautés éloignées et vulnérables et Kandahar. Avec le temps, on suppose, cela entraînerait une plus grande participation du PRONASOL. Là encore, il a fallu plusieurs mois pour se faire une idée de la situation dans la province, mais on a commencé à vanter les mérites du plan « Confiance dans le gouvernement » dès novembre et décembre 2005.

Par ailleurs, pourquoi le MAECI faisait-il affaire avec une organisation gouvernementale d'ordre provincial dans un pays non industrialisé? Même Glyn Berry, le représentant du MAECI au sein de l'ERP, n'en avait pas la moindre idée. Certains disaient que le modèle d'ERP de l'OTAN devait comprendre un diplomate (comme l'ERP allemande à Kondoz) et que, par conséquent, toutes les ERP devaient en avoir. Dans le cas des Canadiens, le personnel du MAECI devait s'occuper de « gouvernance », mais les diplomates, comme l'a admis maintes fois Glyn Berry, n'avaient aucune formation de gouvernance au niveau provincial

ou communautaire. Les diplomates ont pour rôle d'interagir entre les gouvernements. Étant donné que les gens de l'ACDI à Ottawa ne voulaient pas avoir affaire avec les programmes de sécurité, il revenait aux représentants du MAECI de s'en charger, parce qu'ils n'avaient pas vraiment autre chose à faire à part servir de lien civil canadien auprès du gouverneur de la province.

Par conséquent, Glyn Berry et son assistante Erin Dorgan ont administré divers programmes internationaux du MAECI. Parmi eux se trouvait le Programme de la sécurité humaine, mais le MAECI à Ottawa n'y a accordé que 200 000 $. En outre, le MAECI souhaitait affecter des fonds à la choura des femmes ainsi qu'au groupe de formation juridique des femmes. Les représentants du MAECI considéraient que leur rôle consistait à servir de renfort au plan « Confiance dans le gouvernement » et à encadrer l'éventuel CDP[46].

Pour ce qui est des gros travaux de développement, en revanche, l'USAID apportait tellement de ressources financières à la table que tout ce que les organisations canadiennes d'aide humanitaire envisageaient semblait ridicule. De plus, l'USAID était présente dans le pays et la province depuis 2002, et donc connaissait bien les structures du pouvoir, ce qui n'était pas le cas des agences canadiennes. L'argent étant source d'influence, on a tenté de mettre à profit la collaboration étroite entre Ashley Abbott et les autres représentants dans certains domaines pour se rapprocher des objectifs globaux. Encore une fois, la coordination faisait défaut, et comme il n'y avait toujours pas de CDP, l'ERP s'en est remise à ses relations personnelles pour harmoniser les projets et les programmes de l'USAID à ceux des autres agences.

La relation de travail étroite que l'USAID entretenait avec les FOS des États-Unis a mis en relief un autre problème qui s'est répété dans le contexte canadien. Où les projets des Affaires civiles et de COCIM se terminaient-ils et où les projets et programmes de l'USAID et de l'ACDI commençaient-ils? La COCIM avait habituellement pour rôle d'aider une force de manœuvre à maintenir de bonnes relations avec la population civile. En Allemagne de l'Ouest, pendant la guerre froide, la COCIM du Canada a indemnisé des fermiers allemands quand des chars avaient détruit des champs ou des routes lors d'exercices. Au Vietnam, les Affaires des États-Unis étaient chargées, en réalité, de graisser la patte des gens du coin pour faciliter la collecte du renseignement et susciter leur bonne volonté, ne serait-ce que temporairement. Les Étatsuniens en Afghanistan étaient, dans une certaine mesure, intégrés à la fois verticalement et horizontalement. Par exemple, si une force opérationnelle des FOS des États-Unis avait besoin de plus d'argent en aide humanitaire que ne pouvait lui en fournir le Programme d'aide urgente des commandants, elle pouvait demander à la représentante de l'USAID d'intervenir, car elle avait l'habitude de traiter avec des projets autant qu'avec des programmes. Dans le cas des Canadiens, l'ACDI n'avait pas de véritable expérience de travail avec l'Armée canadienne (du moins avant le Kosovo et jusqu'à un certain point seulement) et était davantage axée, en tant qu'institution, sur les programmes plutôt que sur les projets.

Photo : Auteur

La choura du district de Panjwayi, en décembre 2005, discute avec Ashley Abbott, représentante de l'USAID, qui disposait de beaucoup d'argent pour la construction de routes. Le district de Panjwayi deviendrait en moins d'un an le point de mire des opérations de l'Armée canadienne, jusqu'en 2011.

Dans l'ERP, les capacités de COCIM étaient limitées et, à ce titre, celle-ci se contentait d'assurer la liaison avec les autres agences. Le Maj Sanchez King et ses effectifs étaient les yeux et les oreilles du Col Bowes en ce qui concerne les projets et les programmes. Au fil du temps, l'équipe de COCIM s'est spécialisée dans certaines tâches que les autres refusaient ou pour lesquelles ils n'étaient pas mandatés, comme le démantèlement des groupes armés illégaux et l'entreposage de munitions.

La politique du pouvoir dans la province de Kandahar[47]

Lors du premier mandat de l'ERP canadienne au Kandahar, le Col Bowes et les autres membres de l'ERP qui étaient en contact avec des représentants afghans supérieurs et intermédiaires ont commencé à percevoir les contours flous des jeux de pouvoir dans la société locale. Les soldats canadiens qui avaient servi dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afrique comprenaient en général qu'il y avait une sorte de façade à tout conflit, qu'à première vue les choses semblaient ou noires ou blanches. Avec le temps toutefois, le personnel d'expérience se rendait compte que les conflits comportaient souvent plusieurs couches, comme le verraient les Canadiens à Kaboul. Il y avait toujours quelqu'un qui profitait de l'instabilité et qui n'avait aucun scrupule à la provoquer au besoin. D'autres soutenaient les deux côtés à la fois, pour se ranger du côté du vainqueur. Et d'autres encore voulaient se venger des torts, perçus ou autres, subis dans le passé. Seul le temps passé sur le terrain pouvait révéler ces motivations et ces réalités aux Canadiens en mission en Afghanistan. L'existence de l'ERP en 2005 a accéléré ce processus et permis aux Canadiens de jeter un premier regard sur ce qui se tramait sous la surface au Kandahar et dans le Sud de l'Afghanistan.

Il ne fait aucun doute qu'un mouvement appelé les talibans existait bel et bien, et que la choura de Quetta, basée au Pakistan, contrôlait les opérations des insurgés, mais l'ampleur du mouvement ne faisait pas l'unanimité en 2005. On savait aussi que les talibans avaient des alliés parmi d'autres groupes djihadistes et qu'ils n'hésitaient pas à user de violence pour parvenir à leurs fins, quelles qu'elles soient. Parallèlement, cependant, les talibans évoluaient dans un environnement où plusieurs groupes se disputaient le pouvoir dans la province de Kandahar. Les dommages collatéraux, pour ainsi dire, engendrés par leurs disputes ont gravement nui à la capacité du Canada d'accomplir ses objectifs nationaux au Kandahar pendant les cinq années suivantes. Nous devons dès à présent examiner la structure du pouvoir pour en comprendre les effets dans les chapitres subséquents.

En 2005, le gouvernement du Canada et celui d'autres pays ont consacré des efforts considérables à étudier les divisions et les structures tribales du sud de l'Afghanistan. Toutefois, leurs recherches ne sont pas allées suffisamment loin et n'ont touché que certains

personnages clés et les tribus dont ils étaient issus. Grosso modo, on comprenait qu'il y avait rivalité entre les confédérations des Ghilzai et des Durrani, dans les tribus pachtounes, et que certaines tribus appuyaient les talibans et d'autres pas, mais c'était une vision élémentaire de la situation. C'est cette vision qui a dominé dans les cercles de la coalition de 2002 à 2004, malgré une certaine divergence entre les professionnels civils et militaires du renseignement ainsi qu'entre anthropologues (voir la figure 9-4).

Un excès d'idéalisme a gravement nui aux premières tentatives des Canadiens d'analyser l'état des lieux. Dans les premiers temps, les Canadiens n'ont pas examiné avec sérieux, dans leur analyse des rivalités tribales, ce que voulaient exactement les détenteurs de pouvoir ou même la teneur de leurs activités para-professionnelles. Le personnel de la police civile de la GRC au Camp Nathan Smith a tenté de le faire vers la fin 2005, mais ce travail n'a guère pris d'ampleur à l'époque. De façon générale, ce qui revenait le plus souvent, c'est l'argent et l'influence, comme c'est le cas au Canada et n'importe où ailleurs. La différence, c'est qu'il n'y a pas de limite fixe entre ce qui est licite et illicite au Kandahar. La situation pour ainsi dire post-apocalyptique dans laquelle se trouvait la province en faisait un territoire prêt à exploiter, que ce soit avec les narcotiques, les contrats de camionnage, la prestation de services de sécurité ou la distribution de l'aide humanitaire au nom d'organisations non gouvernementales ou d'agences nationales d'aide. En fait, toutes les factions trempaient d'une manière ou d'une autre dans ces activités.

Trois rivalités principales dominaient le Kandahar, auxquelles s'ajoutaient de nombreuses rivalités sous-tribales. La famille Sherzai, qui était barakzai, a été la première à avoir l'appui des FOS des États-Unis en 2002; cette famille était farouchement opposée aux talibans, car elle avait été la première à se faire envahir par les talibans au milieu des années 1990. Gul Agha Sherzai a été gouverneur jusqu'en 2004 et s'est servi de son pouvoir pour favoriser ses sympathisants pendant son mandat. Le président Karzai (un Popalzai) a écarté les Sherzai et nommé un gouverneur ostensiblement neutre en 2004. Les Sherzai se trouvaient affaiblis, mais connaissaient encore des gens pouvant protéger leur intérêt dans la province. L'un d'eux était le député Habibullah Jan, le chef de Senjaray, dans le district de Zharey. Il y avait d'autres acteurs en arrière-scène, mais ils se sont faits discrets et se sont déplacés vers des zones où les Popalzai ne dominaient pas (voir la figure 9-5).

Le nouveau gouverneur de 2005 était Asadullah Khalid, un Ghilzai de Ghazni. Toutefois, Hamid Karzai tentait de couvrir tous les fronts et a réussi à manœuvrer pour que son frère Ahmad Wali Karzai dirige le CDP. Les tensions entre Khalid et Ahmad Wali Karzai ont varié en intensité au cours des années suivantes, mais tout le monde savait qui jouissait de la plus forte influence. Cela dit, Khalid et Karzai avaient leurs propres activités para-professionnelles, mais ont réussi à les coordonner à leur avantage mutuel.

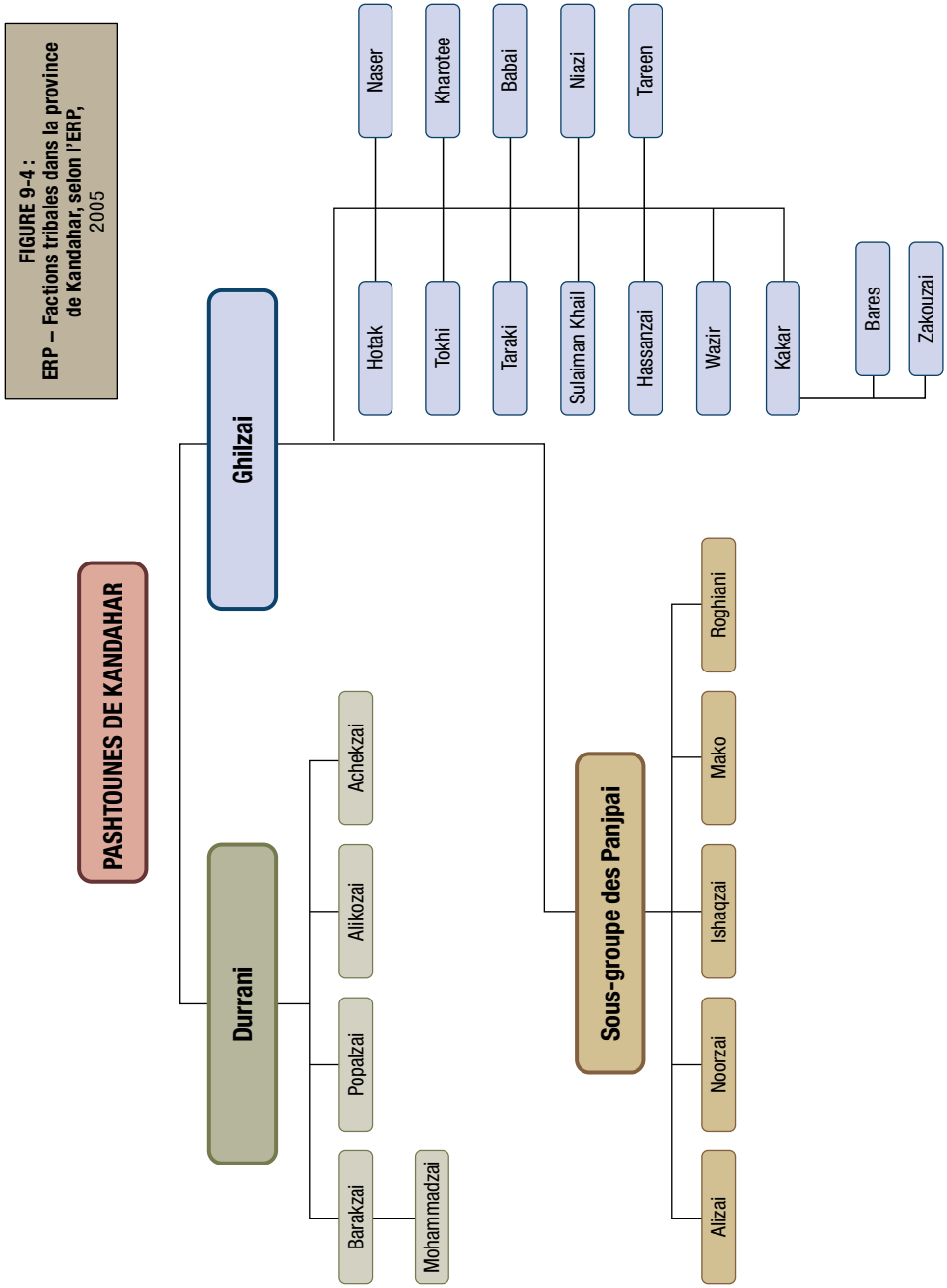


Figure 9-4 : ERP – Factions tribales dans la province de Kandahar, selon l'ERP, 2005

FIGURE 9-5 :
Détenteurs de pouvoir dans la province de Kandahar,
2005-2006

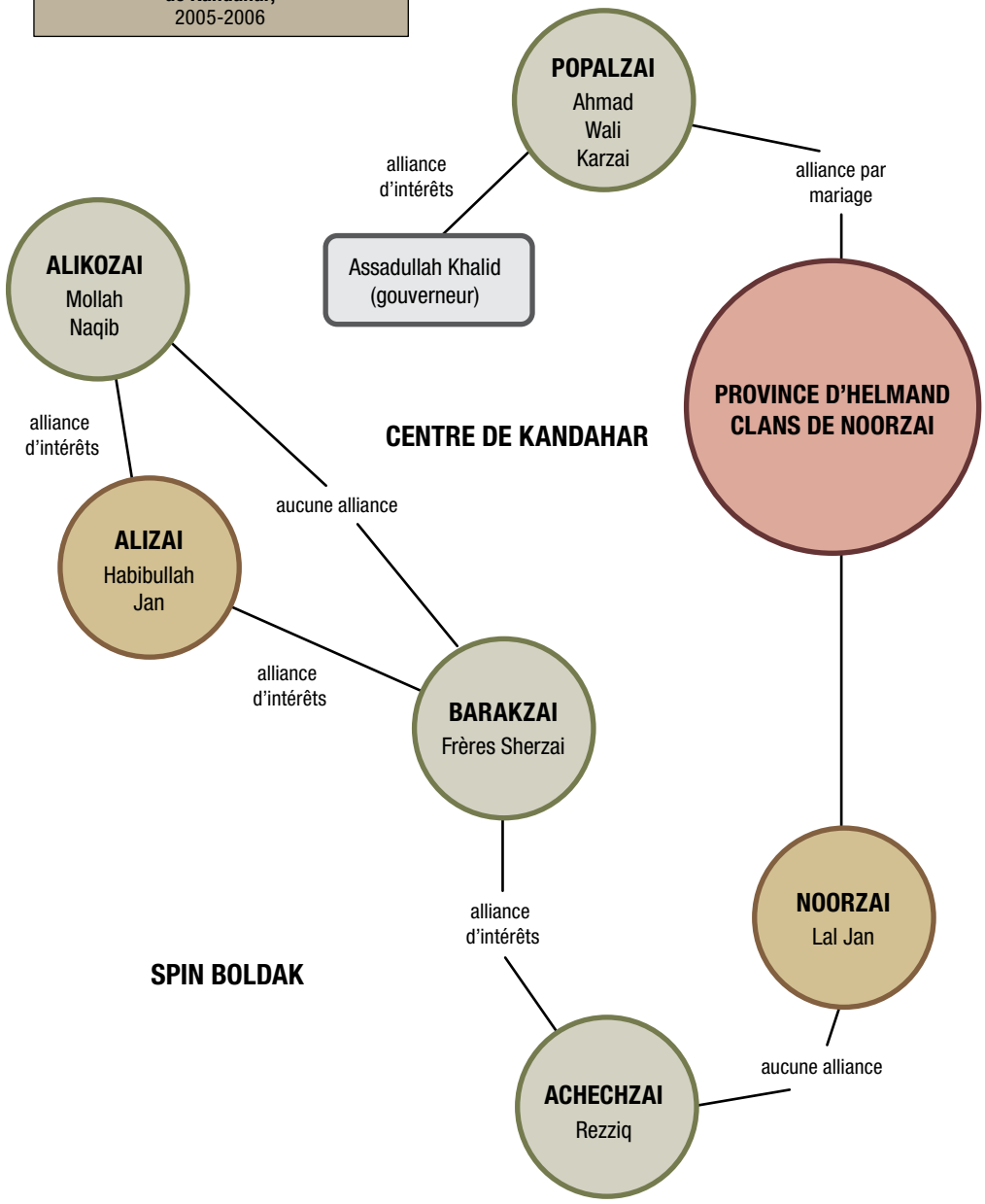


Figure 9-5 : Détenteurs de pouvoir dans la province de Kandahar, 2005-2006

Il y avait ensuite le mollah Naqib, chef de la tribu des Alikozai, dans le district d'Arghandab, l'éminence grise de la ville. Les Alikozai avaient appuyé les talibans quand ils ont pris les rênes de Kandahar des mains des Barakzai en 1996; ils ont ensuite changé de camp, en 2002, et recédé la ville à la structure du pouvoir des Barakzai. Quand les Popalzai ont évincé Gul Agha Sherzai et les Barakzai en 2004, Naqib et les Alikozai ont appuyé les Popalzai. Autrement dit, Naqib se rangeait du côté du camp qu'il jugeait le plus puissant. Cela avait une certaine légitimité, puisque quiconque contrôlait le district d'Arghandab, dont l'emplacement était stratégique par rapport à Kandahar, augmentait ses chances de contrôler la ville.

Plus au sud, la ville commerciale de Spin Boldak était aux prises avec une rivalité constante entre les Noorzai et les Achakzai. Les opposants comprenaient Haji Lal Jan, un Noorzai, et Abdul Raziq, un Achakzai. Chacun disposait d'une milice privée formée à la suite du processus de DGAI. La situation était quelque peu détendue, mais personne ne savait combien de temps cela durerait. Tout ce qu'on savait, c'est que Raziq connaissait des gens dans les structures popalzai et que tout le monde détestait les chefs noorzai pour s'être ouvertement rangés du côté des talibans en 1994.

Naqib et les représentants popalzai se considéraient avec prudence, mais, d'un autre côté, ni un ni les autres ne feraient ouvertement affaire avec les Sherzai ou leurs substituts. Au bout du compte, un statu quo s'est installé, dans lequel les Barakzai conservaient certains intérêts économiques sans se faire harceler par les chefs popalzai, afin de conserver la paix. Il semble qu'à l'époque, Naqib ait tenté de rester au-dessus de la mêlée autant qu'il le pouvait. Cela dit, il y avait toujours d'autres individus, aux échelons inférieurs des trois factions, pour causer des troubles à l'occasion. Et, bien entendu, les Barakzai voulaient se venger à la fois des Alikozai et des Popalzai pour leurs diverses trahisons de 1996 et de 2004.

Voici les principaux problèmes tribaux cernés entre le début et la moitié de 2005, par district :

- District de Ghorak : les Alikozai dominent, griefs tribaux mineurs;

- District de Khakrez : bastion des Alikozai, griefs contre les Barakzai en raison du manque d'aide au développement sous l'égide du gouverneur Gul Agha Sherzai;

- Kandahar (ville) : les Barakzai y détenaient le pouvoir politique jusqu'à ce que Karzai fasse entrer les Popalzai, ce qui a provoqué de fortes tensions entre les Barakzai et les Popalzai; les Alikozai ont obtenu les postes au niveau du secrétariat dans l'administration;

- District de Panjwayi : les Alikozai de ce district sont irrités par le manque d'aide au développement sous l'égide des Barakzai;
- Shah Wali Kot : tensions entre les Barakzai et les Popalzai;
- Maywand : bastion des Noorzai et des Ishaqzai;
- Daman : les Achakzai dominent, griefs tribaux mineurs.

Il importe de comprendre que toutes ces rivalités n'évoluaient pas en vase clos sans lien avec les talibans et leurs activités. C'est là ce qui était le plus difficile à comprendre et à accepter pour de nombreux militaires canadiens, et encore plus pour la population canadienne. De temps à autre, de jeunes analystes du renseignement ou des recrues de COCIM et des opérations psychologiques fraîchement débarqués déclaraient, comme si c'était la première fois, que tel détenteur de pouvoir avait des liens avec les talibans. La vérité, c'est que toutes les factions avaient des liens avec les talibans, et parfois même des liens parentaux avec des chefs talibans de rang supérieur et intermédiaire. Parfois, ils allaient même jusqu'à se narguer sur la radio pendant des opérations. Ce n'était pas les Alliés contre l'Axe en Normandie, ou l'OTAN contre le Pacte de Varsovie dans une Allemagne divisée. La situation ressemblait plutôt à ce qu'on voit dans les séries télévisées comme « Les Sopranos » ou « Deadwood »; l'ERP s'est peu à peu rendu compte, vers la fin 2005, que Kandahar fonctionnait selon un ordre sans droit.

Les opérations de l'ERP jusqu'à décembre 2005

Il est impossible de dresser la liste de chaque patrouille à long rayon ou de chaque interaction d'importance effectuée au cours du mandat de six mois de cette ERP. Ce qu'il faut retenir, c'est que les divers types de patrouille (renseignement, liaison avec les forces policières, COCIM, visites auprès des principaux chefs ou évaluations des districts) ont tous contribué à brosser un portrait d'ensemble de tous les niveaux de la société dans la province. Dans les faits, l'ERP a fait office de bataillon social d'ISTAR autant que de mécanisme de mise en œuvre pour les projets et les programmes. Dans une culture où la compréhension, l'hospitalité et les relations à long terme servent de monnaie d'échange, le premier déploiement de l'ERP en 2005-2006 a pavé la voie au succès du Canada dans la province.

L'insurrection de septembre à décembre 2005 évoluait d'un mois à l'autre. En septembre, il y a eu des EEI sur l'autoroute 1 à Zharey et sur l'autoroute 4 au sud de KAF. Une série de contacts a eu lieu dans la zone entre le district de Panjwayi et le sud-ouest de la ville de Kandahar, où la FO Gun Devils a mis au jour une filière clandestine de soutien aux insurgés en provenance de cellules actives dans le district de Zharey. De la mi-septembre à la mi-octobre, l'action s'est concentrée le long de l'autoroute 1 dans le district de Zharey, et les contacts se sont multipliés au nord de la ville, dans les districts de Shah Wali Kot et de Mianishin. L'aérodrome a subi quelques attaques à la roquette. De la mi-octobre à la mi-décembre, le niveau d'activité sur l'autoroute 1 est demeuré élevé, les tirs de roquette ont continué sur l'aérodrome, et une nouvelle série d'EEI a commencé sur l'autoroute 4 entre l'aérodrome et la ville. Quand la FO Gun Devils s'est déployée dans les districts du Nord, elle a échangé des coups de feu avec des cellules d'insurgés à six occasions. Du côté du district de Maruf, les FOS de la France ont réussi à contenir une autre grappe de cellules vers la fin décembre. Il y a eu des problèmes dans le district de Panjwayi : la clinique de la ville de Nakhonay a été incendiée, l'école du village voisin de Chalghowr a été incendiée, et le gardien de l'école de Belanday a été kidnappé et pendu[48] (voir les figures 9-6 à 9-8).

L'ERP craignait néanmoins que la FOM Aegis et la FO Orion, qui prendraient la relève, ne comprennent pas le travail de l'ERP ou ce qu'elle était devenue depuis son arrivée à l'été 2005. Les organisations qui arriveraient, mises sur pied au moment où l'ERP se déployait, avaient leur propre idée quant à l'objectif de l'ERP et changeraient complètement sa structure et ses rapports de commandement. Certains éléments de l'ERP appréhendaient ce changement, car ils commençaient tout juste, après six mois, à lever un coin du voile recouvrant le monde fermé de la société locale et à comprendre la place qu'y occupe l'influence. Ils craignaient que les nouveaux arrivants détruisent la confiance fragile qu'ils avaient su gagner et que tout soit à refaire, ce qui retarderait encore le développement dans la province[49].

Ce dont les dirigeants de l'ERP étaient certains après six mois, c'est que l'ERP, à elle seule, n'avait pas les capacités nécessaires. Elle avait besoin de plus de ressources humaines et financières. Le Col Bowes appelait d'ailleurs cette ERP la « rotation nulle » plutôt que la rotation zéro, qui désigne habituellement les premiers déploiements. C'était une grosse opération de reconnaissance, et elle n'avait qu'effleuré la surface.

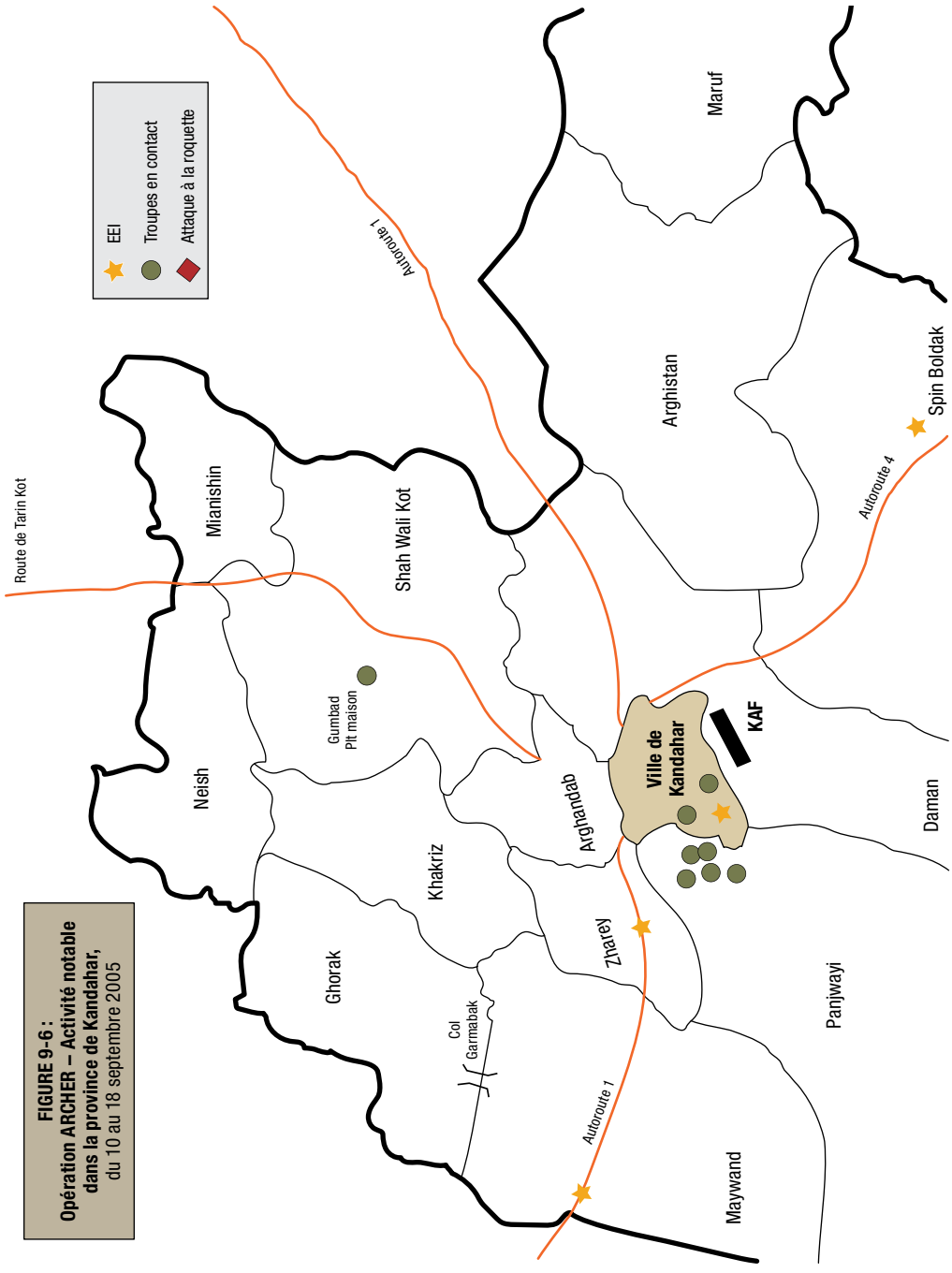


Figure 9-6 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 10 au 18 septembre 2005

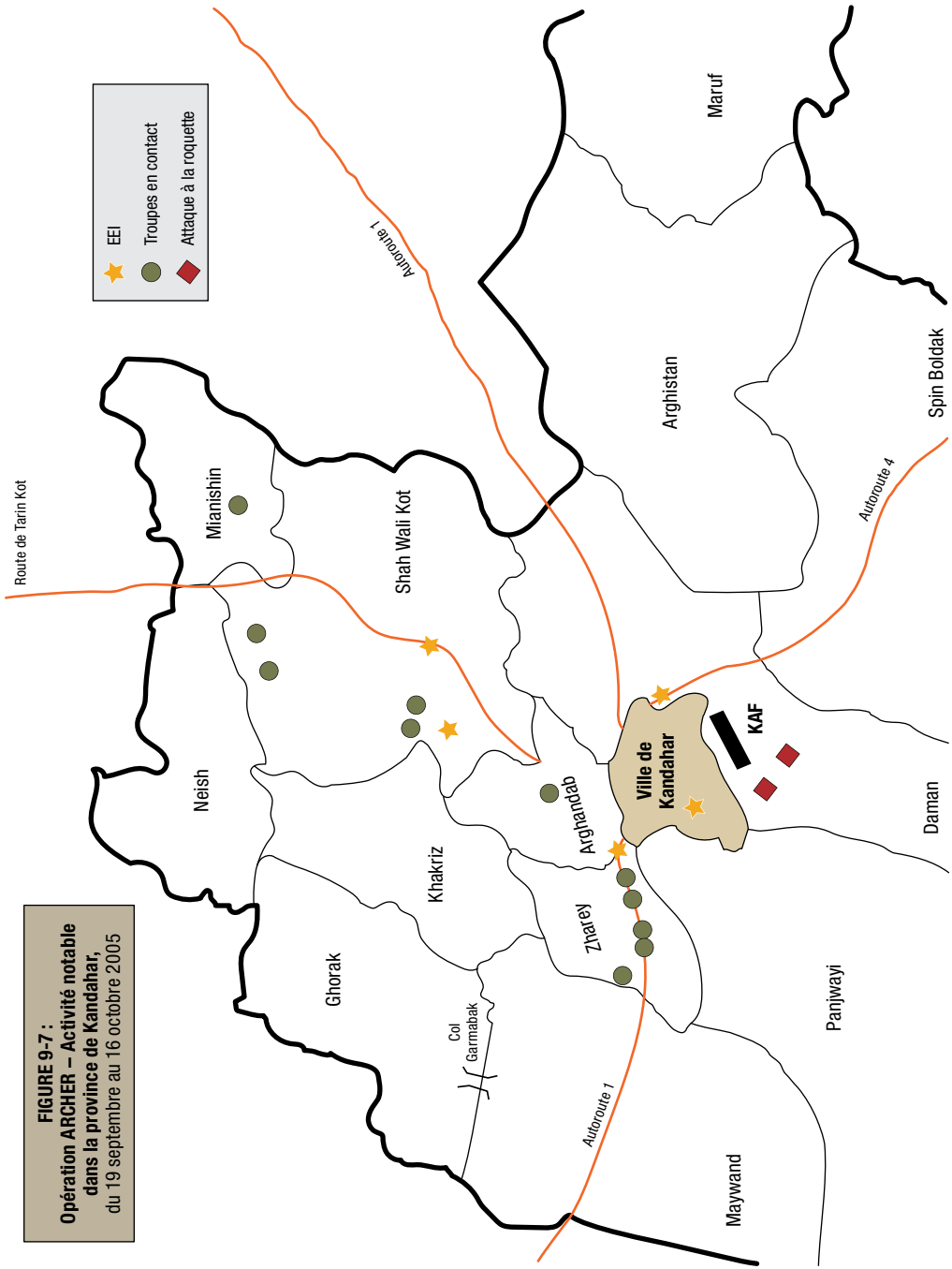


Figure 9-7 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 19 septembre au 16 octobre 2005

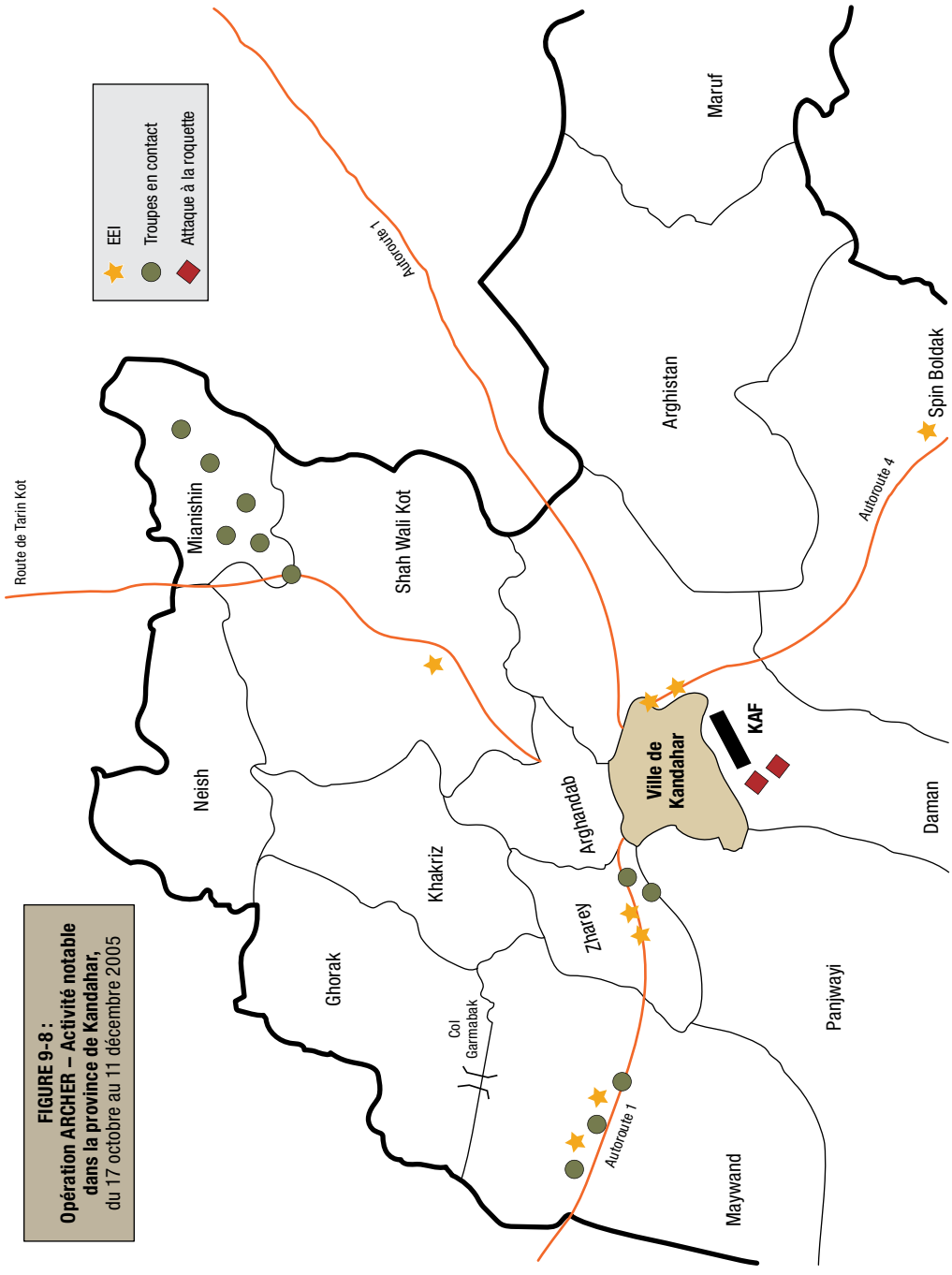


Figure 9-8 : Opération ARCHER – Activité notable dans la province de Kandahar, du 17 octobre au 11 décembre 2005

Pour être juste, le Kandahar et ses habitants avaient déjà énormément de problèmes. La province se trouvait dans un pays qui était en guerre depuis plus de 20 ans. Les dommages causés aux infrastructures, à la culture, à la religion et à la démographie étaient considérables. Par où commencer? Et avec qui? Cela dit, l'approche canadienne était plutôt myope et, dès le départ, on a semé les graines de problèmes futurs. Tout d'abord, les bureaucrates d'Ottawa ont imposé au personnel de l'ERP des projets et des programmes prioritaires insensibles sur le plan culturel et ont imposé des restrictions irréalistes en ce qui concerne l'argent qui pouvait être dépensé, sur quoi et par qui. Ils n'ont pas compris comment acheter de l'influence, alors que l'influence est essentielle pour faire avancer les choses dans l'environnement afghan. Il y avait du ressentiment du fait que l'ERP était gérée par « les militaires » et non par un service civil. Certains milieux refusaient délibérément de reconnaître que l'ERP était une unité anti-insurrectionnelle engagée dans une guerre, qu'il n'y avait pas de neutralité et que le Canada avait pris parti. Au lieu de faire travailler les agences canadiennes ensemble sous un même drapeau pour atteindre les objectifs du gouvernement canadien, des gens à Ottawa semblaient plus étroitement alignés sur les ONG ainsi que sur les mentalités et les objectifs de l'ONU. Après avoir passé un certain temps au Kandahar, les représentants de ces ministères sur le terrain ont développé un point de vue qui ne correspondait peut-être pas aux programmes ministériels et personnels de la bureaucratie d'Ottawa. Certains éléments de la bureaucratie d'Ottawa ne voulaient pas ou ne pouvaient pas accepter ces réalités.

L'assassinat de Glyn Berry

Le 15 janvier 2006, un kamikaze a fait exploser sa camionnette Toyota à côté d'un G-Wagon transportant l'ambassadeur Glyn Berry après que la patrouille qui l'escortait est entrée dans la ville de Kandahar en provenance de KAF. Glyn Berry a été tué dans l'explosion, et trois soldats ont été grièvement blessés; l'explosion était si forte qu'elle a projeté le G-Wagon de l'autre côté de la route, arraché le toit et ouvert le véhicule comme une boîte de conserve. Le caporal-chef (Cplc) Paul Franklin, un technicien médical, a tout fait pour sauver la vie de ses camarades, malgré de graves blessures aux jambes, qu'on a dû ensuite lui amputer. Le Sgt Joe Brink est entré dans le véhicule en feu et s'est occupé d'un autre soldat blessé jusqu'à ce qu'on puisse le sortir du G-Wagon. Le Sgt Brink a été décoré de la Croix du service méritoire pour ses faits d'arme.

Les effets de cet assassinat ont été importants. Les opérations des autres ministères canadiens à l'ERP ont été suspendues, et le personnel des autres ministères en congé a vu son congé prolongé indéfiniment. On a réexaminé les mesures de sécurité. Certains ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un « coup de chance », que l'ennemi ne pouvait pas savoir qui était dans le véhicule, mais d'autres n'étaient pas d'accord[50]. Des bureaucrates réticents à Ottawa, que ce soit par souci de la sécurité de leur personnel ou par soulagement de pouvoir

utiliser l'assassinat comme excuse pour se retirer des opérations de l'ERP, ont refusé de renvoyer du personnel civil au Kandahar à moins que les FC n'acquiescent à leurs demandes de protection, ce qui comprenait du transport aérien. Malheureusement, sans hélicoptères canadiens au sol, répondre à cette demande n'a pas été facile, et il a fallu conclure un accord avec les États-Unis et le Royaume-Uni pour avoir accès à leurs appareils. Il a fallu des mois pour mettre les dispositions au point et, pendant tout le printemps 2006, une période très critique, les projets non soutenus par la GRC ont été suspendus, y compris l'initiative cruciale appelée « Confiance dans le gouvernement ». Tous les programmes ont ralenti, puis se sont arrêtés. La représentante de l'USAID et le chéquier qui l'accompagnait se sont alignés sur une force opérationnelle des FOS des États-Unis au lieu de l'ERP51.

Le Col Bowes a remis l'ERP entre les mains de la FO Orion en février 2006. L'assassinat de Glyn Berry a marqué le début d'une année longue, chaude et dangereuse où le sort de la ville de Kandahar serait décidé. La plupart des projets de développement ont été suspendus pendant que l'ennemi menait une attaque nourrie dans les districts environnants de la ville. Avec un seul attentat-suicide par EEI, les insurgés ont fait stagner le développement provincial pendant près d'un an. Il n'y aurait pas de programme de développement coordonné au niveau provincial à Kandahar avant le début 2007. Pour mettre cela en perspective, c'était près de six ans après l'Accord de Bonn et quatre ans après la mise en œuvre du PRONASOL.

NOTES

1. « Task Force Commander's Report: Task Force Afghanistan Roto 0 », 1er mars 2006.
2. Entrevue téléphonique avec le Col Dave Anderson, février 2011.
3. « Task Force Commander's Report: Task Force Afghanistan Roto 0 », 1er mars 2006.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*
7. Voir : Département d'État des États-Unis, « Nature of the Threat of Terrorist Abuse and Exploitation of Non-Profit Organizations (NPOs) »; Thomas Bamforth, « Political Complexities of Humanitarian Intervention in the Pakistan Earthquake », *Journal of Humanitarian Assistance*, 16 janvier 2007; Evan F. Kohlmann, « The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing », DIIS Working Paper No. 2006/7, Danish Institute for International Studies, 2006.
8. Briefing sur les opérations et le renseignement de la FOM Bayonet à l'auteur, KAF, décembre 2005.
9. Entrevue avec le Col Steve Bowes, Kandahar, 21 décembre 2005.
10. Briefing sur les opérations et le renseignement de la FOM Bayonet à l'auteur, KAF, décembre 2005; entrevue avec le Col Paul Calbos, 22 février 2010.
11. Briefing de la FO Gun Devils à la FO Afghanistan.

12. *Ibid*.
13. *Ibid*.
14. Briefing de l'ERP à l'auteur, Kandahar, décembre 2005.
15. Briefing de suivi de la FO Gun Devils/ERP Kandahar sur les élections.
16. Briefing de la FO Gun Devils à la FO Afghanistan.
17. *Ibid*.
18. Entrevue avec le Lcol Don Bolduc, Carlisle, 26 mai 2009.
19. Entrevue avec le Lcol Bolduc.
20. Entrevue avec le Col Bowes.
21. Entrevue avec le Col Bowes.
22. Briefing de l'ERP à l'auteur, Kandahar, décembre 2005.
23. Mission du chef d'état-major J3 « PRT/BDS Contingency Fund », 11 juillet 2005.
24. Al Ahmad Jalali et Lester W. Grau, *The Other Side of the Mountain: Mujahideen Tactics in the Soviet-Afghan War*, Quantico: U.S. Marine Corps Studies and Analysis Division, 1995, p. 35-38.
25. Observations de l'auteur pendant un voyage de recherche avec l'ERP, décembre 2005.
26. *Ibid*.
27. *Ibid*.
28. *Ibid*.
29. *Ibid*.
30. Briefing de la FO Gun Devils à la FO Afghanistan.
31. ERP « Kandahar Significant Incident Tracking August-December 2005 ».
32. Vincent C. Fusco, « Election Security in Kandahar province Successful in Review », Association of the United States Army, 28 septembre 2005.
33. Mike Pryor, « Red Falcons ensure violence-free elections »; Mike Pryor, « 82nd Airborne Unit to Bolster Election Security », 8 août 2005
34. Briefing de la FO Gun Devils à l'auteur, décembre 2005.
35. Elizabeth Speed, « SAT-A Assessment of the 18 September Election Results ».
36. Maloney, *Confronting the Chaos*.
37. *Ibid*.
38. Briefing du Maj S.F. King, « CIMIC in the Kandahar PRT », 13 décembre 2005.
39. Observations de l'auteur pendant un voyage de recherche avec l'ERP, décembre 2005.
40. *Ibid*.
41. Entrevue avec le Col Calbos.

42. Entrevue avec le Col Calbos.

43. Briefing sur les opérations et le renseignement de l'ERP-K; observations de l'auteur, 11 décembre 2005.

44. Briefing de l'ACDI à l'auteur, Kandahar, décembre 2005.

45. *Ibid.*

46. Briefing sur les opérations et le renseignement de l'ERP, Kandahar, 11 décembre 2005.

47. Cette section est basée sur les informations recueillies par ses relations afghanes lors des multiples déploiements de l'auteur à Kandahar de 2003 à 2011.

48. *Ibid.*

49. Cette opinion a été exprimée à l'auteur quand il était dans l'ERP, Kandahar, décembre 2005.

50. L'auteur émet comme hypothèse, en se fondant sur ses 11 années d'observation de la scène politique de Kandahar et ayant rencontré Glyn Berry quelques jours avant sa mort et discuté des détails de cette scène avec lui, que Glyn Berry a été assassiné en partie à cause de ses enquêtes musclées sur les activités illicites menées par des éléments de la structure du pouvoir à Kandahar. Cette hypothèse est partagée par plusieurs Canadiens ayant collaboré étroitement avec des éléments de la structure du pouvoir à Kandahar à partir de cette période. Au moins un membre de la commission d'enquête canadienne sur la mort de Glyn Berry qualifie de manière dédaigneuse (et inappropriée) de « théorie du complot » toute tentative rétroactive d'analyse de son assassinat. Bien qu'une commission d'enquête ait été mise sur pied au début 2006, à mon avis, ses membres n'avaient pas une longue expérience de l'environnement politique, économique et tribal du sud de l'Afghanistan, expérience qui était essentielle pour comprendre les raisons et les rouages à l'œuvre derrière cet assassinat. En effet, le rapport de la commission d'enquête est loin d'être exhaustif et présente un manque flagrant de contexte qui aurait pu éclairer ces facteurs. Selon mon opinion professionnelle, on ne connaîtra sans doute jamais la séquence exacte des événements qui ont conduit à la mort de Glyn Berry, étant donné la disparition des Afghans qui en sont à l'origine.

51. Cet aspect des événements a été cerné par les membres de l'ERP et communiqué à l'auteur, été 2006.

L'ODYSSÉE :

FORCE OPÉRATIONNELLE MULTINATIONALE AEGIS ET FORCE OPÉRATIONNELLE ORION, DE JANVIER À AOÛT 2006[1]

La décision d'engager dans le Sud de l'Afghanistan un quartier général de brigade dirigé par le Canada et un groupement tactique d'infanterie mécanisée a été prise au vu du contexte stratégique et opérationnel de 2005. D'une part, il fallait faciliter politiquement la phase III (expansion) selon la volonté de l'OTAN et soutenir pratiquement les efforts de reconstruction de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP). D'autre part, il était absolument nécessaire de rehausser le niveau des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA). Lorsque les membres de la Force opérationnelle multinationale (FOM) et de la Force opérationnelle (FO) Orion ont été déployés au début de 2006, ils ont découvert qu'un changement draconien s'était produit dans le Sud de l'Afghanistan durant leur période de préparation au déploiement. Ainsi, de février à août 2006, ils ont été confrontés à un contexte de sécurité en dégradation constante, qui a culminé par une série de batailles tragiques à l'ouest de Kandahar. Pendant ce temps, la force britannique se déployait dans la province d'Helmand voisine, et faisait son entrée dans la fosse aux lions. Les forces canadiennes ont dû sortir de Kandahar à maintes reprises pour soutenir la position britannique, alors que les activités d'insurrection à Kandahar se développaient à un rythme dangereux. Les combats visant à prendre le Sud étaient lancés. C'est à cette étape que les insurgés réussirent à montrer que la position de la coalition et du gouvernement était beaucoup plus précaire que l'on ne croyait.

Ce que peu de gens avaient compris en 2005, c'est la mesure avec laquelle les talibans et leurs alliés avaient pu se reconstituer au Pakistan et poursuivre ambitieusement la réalisation de leur projet. Ce ne sera que pendant les activités de la FOM Aegis et de la FO Orion que la coalition comprendra exactement la nature et la portée de cette nouvelle menace, soit durant la première moitié de 2006. Dans les faits, l'ennemi voulait générer une crise dans la ville de Kandahar et dans ses environs, pour mieux tirer parti de la situation et gagner l'appui de la population, dans l'optique de s'emparer de la ville, moyennant des conditions propices. On peut présumer que cela aurait donné lieu à l'effondrement de la position du gouvernement dans la moitié sud du pays et pavé la voie au retour des talibans et d'Al-Qaïda, qui auraient tiré parti de l'échec de la coalition pour servir leurs intérêts. En gros, l'échec de l'Opération (Op) ENDURING FREEDOM ou de la FIAS à Kandahar ou dans la région pouvait avoir d'éventuelles répercussions stratégiques.

La FOM Aegis et la FO Orion combinées

La FOM Aegis, commandée par le brigadier-général (Bgén) David Fraser, ne ressemblait à aucun autre quartier général canadien déployé au cours des cinquante dernières années. Même si, techniquement, c'était un quartier général de la taille d'une brigade, ses fonctions, l'étendue de son contrôle, et sa zone d'opérations étaient beaucoup plus vastes que ne l'était, par exemple, un quartier général de brigade durant la Seconde Guerre mondiale. La FOM Aegis avait la responsabilité du Commandement régional (Sud) (CR [S]), c'est-à-dire de tout le Sud de l'Afghanistan (voir la figure 10-1).

En définitive, il y avait cinq pays qui apportaient chacun un groupement tactique : le Canada, la Grande-Bretagne, les États-Unis (É.-U.) les Pays-Bas, la Roumanie. On pouvait aussi compter sur quatre ERP, soit canadienne, britannique, américaine et néerlandaise. Or, en février 2006, seuls les groupements tactiques étasunien, roumain et canadien, ainsi que les ERP de Kandahar et de Kaboul étaient en place. Les Forces spéciales (FS) de la coalition s'affairaient à préparer les choses dans les provinces d'Helmand d'Orozgan, tandis que les provinces de Nimroz et de Deykandi étaient des régions où s'appliquait l'« économie de forces », et où la coalition était absente. La FOM Aegis relevait de la Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM-76), le quartier général de taille divisionnaire situé sur la base aérienne de Bagram, plus précisément dans le quartier général de la 10th Mountain Division. La FOIM-76 relevait du Commandement des Forces multinationales – Afghanistan (CFC-A), lequel à son tour relevait du CENTCOM des É.-U. Le Canada a fait en sorte qu'il y ait des officiers de liaison et des officiers d'état-major auprès de tous ces quartiers généraux en vue de leur fournir une connaissance de la situation et de protéger les intérêts du Canada.

La FOM Aegis disposait des sections d'état-major habituelles (personnel, renseignement, opérations et logistique), mais on en a ajouté de nouvelles. Un Centre d'opérations interarmées a été mis en place pour l'ensemble de la région. La FOM Aegis disposait d'un système de planification élargi, assorti d'un J3, J5 et J3/5, chacun conçu pour gérer la planification sur plusieurs jours, **semaines** ou mois. De plus, une organisation était chargée de coordonner des activités d'influence, comme les opérations psychologiques (OPSPSY) et les Affaires publiques. Enfin, il y avait aussi une entité chargée d'assurer la liaison auprès de la pléthore d'organisations encadrant les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) émergentes. Parmi ces dernières, mentionnons les Équipes de liaison et de mentorat opérationnel de l'OTAN, les Équipes d'entraînement intégré (EEI), les contingents de policiers civils des Équipes de reconstruction provinciale (ERP), et les instructeurs de police contractuels de DynCorp. La FOM Aegis comptait également sur les services d'une conseillère en développement. Il s'agissait de Christina Green, travaillant auprès des ERP, du Bureau de la coopération civilo-militaire (COCIM) et des autorités afghanes chargées de coordonner et d'harmoniser les efforts de

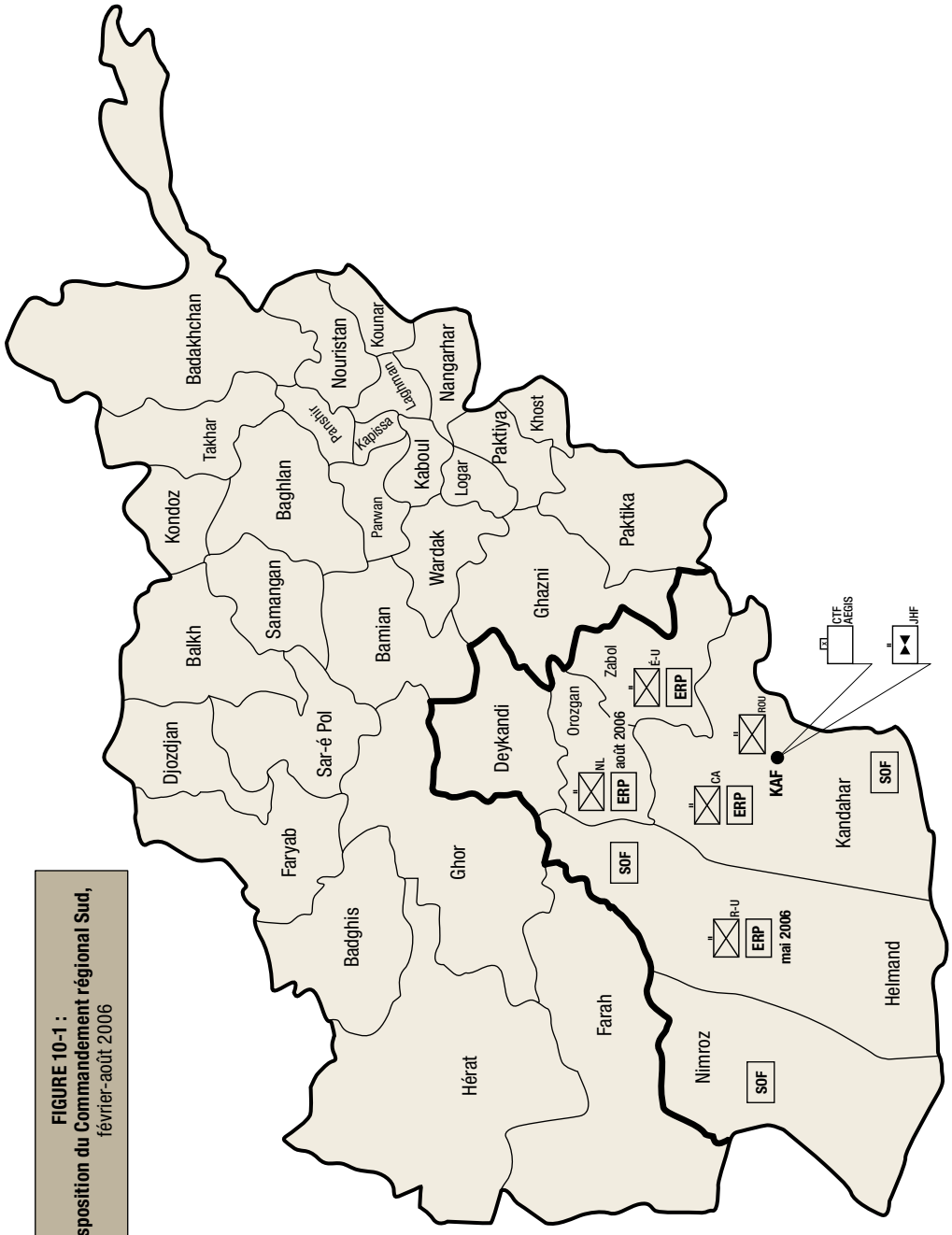


FIGURE 10-1 :
Disposition du Commandement régional Sud,
février-août 2006

Figure 10-1 : Disposition du Commandement régional Sud, févier-août 2006

développement et de reconstruction. La conseillère politique, Pam Isfeld, avait collaboré aux aspects de gouvernance et diplomatie de la mission. Le quartier général était majoritairement canadien, mais du personnel d'autres pays de l'OTAN, notamment des Danois et des alliés de l'OTAN comme des Australiens, y ont également grandement contribué.

Surtout, la FOM Aegis était le point de convergence de la coalition pour ce que nous appelons, par euphémisme, des « éléments habilitants », c'est-à-dire les systèmes nationaux de recherche du renseignement allant de systèmes du renseignement des transmissions et de guerre électronique, à des véhicules aériens avec ou sans pilote. Les données tirées de ces systèmes étaient « filtrées » ou fractionnées par les agents de liaison des pays et transmises à la FOM Aegis puis, au besoin, étaient intégrées aux mesures de planification et d'avertissement. La plupart du temps, il s'agissait de se brancher à l'immense appareil de collecte et d'analyse du renseignement mondial américain, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars[2].

La FOM Aegis n'était pas peu fière d'avoir à sa disposition des organisations interarmées d'appui-feu et des organisations axées sur les effets interarmées capables de coordonner le soutien létal et non létal. Toutes les formes d'appui-feu offertes, que ce soit par l'artillerie, le mortier, l'aviation ou le soutien aérien rapproché étaient coordonnées par le truchement de la FOM Aegis et, parfois, elles étaient regroupées aux fins d'utilisation dans la zone d'opération en entier. Par exemple, un détachement canadien de M-777 situé dans la province d'Helmand, sous responsabilité britannique, pouvait être appelé à tirer sur des cibles définies par une FO étasunienne.

En ce qui a trait au soutien de l'aviation, un parc d'hélicoptères (étasuniens, britanniques, australiens et les anciens CH-47 Chinooks canado-néerlandais) devait être mis à la disposition de la FOM Aegis, le tout coordonné par le quartier général. Toutefois, la plupart du temps, les FO des pays devaient présenter des soumissions pour pouvoir utiliser ces systèmes, et les propriétaires avaient généralement la priorité. Ainsi, au quotidien, les graves lacunes au chapitre du soutien aérien à voilure tournante rendaient le Canada dépendant d'autres pays, comme cela avait été le cas à Kaboul. Cet état de choses eut des ramifications à long terme.

Une autre lacune était l'incapacité de la FOM Aegis de se coordonner efficacement avec la variété d'organisations d'opérations spéciales qui menaient des activités dans l'espace de bataille du CR (S). Essentiellement, cela s'appliquait aux chasseurs de leaders supérieurs des Forces d'opérations spéciales (FOS), mais également, jusqu'à un certain point, aux SOTF de niveau II opérant au sein du CR (S). La FOM Aegis avait établi une relation cordiale avec la FO 31, une FO étasunienne, et avec la FO 42, la FO d'opérations spéciales britannique. Cette dernière relation a permis d'obtenir des effets très bénéfiques pendant les opérations de lutte contre le terrorisme menées dans la ville de Kandahar. La FOM Aegis n'avait pratiquement aucun lien avec les activités des FOS canadiennes. Au moins à deux reprises,

cependant, des organisations des FOS ont mené des opérations dans l'espace de bataille sans se coordonner, ce qui a entraîné des décès à la fois parmi les membres de la population civile et des FOS. C'était là un malencontreux départ de ce qui allait ultimement devenir une relation utile, et mutuellement profitable dans les années à venir[3].

La FO Orion, menée par le Lcol Ian Hope, était un groupement tactique basé sur le 1er Bataillon de la PPCLI. Elle était sous le commandement de la FOM Aegis. Sur le plan structurel, elle était composée de trois compagnies d'infanterie. Il y avait les compagnies A et C (dirigées par le major (Maj) Kirk Gallinger et le Maj Bill Fletcher respectivement) toutes deux équipées du VBL III, et provenant du 1 PPCLI. Il y avait aussi la compagnie B du PPCLI 2, menée par le Maj Nick Grimshaw, qui était équipée d'un mélange de G-Wagon, de RG-31 et de VBL III. La batterie d'artillerie, dotée de quatre canons M-777, provenait de la Batterie A du 4 RCHA, et était commandée par le Maj Steve Gallagher; le Maj Trevor Webb dirigeait, quant à lui, le 11e Escadron de campagne du 1er Régiment du Génie de combat. Le capitaine (Capt) Bryan Flemming du 12e Régiment blindé du Canada (RBC) était à la tête d'une troupe de véhicules de reconnaissance (reco) Coyote. La FO Orion se distinguait des autres groupements tactiques en ce que la décision avait été prise de placer l'ERP de Kandahar sous son commandement. Cette façon de faire a donné lieu à d'étranges hiérarchies de commandement et de contrôle, qui ont été abandonnées par la suite en août 2006, mais l'idée était que la Compagnie B, dotée d'équipements plus légers, agisse en tant qu'organisation de protection de la force pour l'ERP et ses autres ministères. Parallèlement au Centre d'opérations interarmées de la FOM Aegis, la FO Orion opérait un centre d'opérations tactiques à son installation de contreplaqué de l'aérodrome de Kandahar (KAF) pour les opérations à l'échelle provinciale[4].

L'Élément de commandement national (ECN) pour les opérations menées dans le Sud de l'Afghanistan était commandé par le Colonel (Col) Tom Putt. Dans les faits, l'ECN était également la FO Afghanistan, et cette dernière commandait par ailleurs un escadron des transmissions (appelé officieusement FO Mercury), une troupe de guerre électronique du 2e Escadron de guerre électronique (GE), le Centre du renseignement de toutes sources (CRTS), et de l'Élément de soutien national (ESN) dirigé par le lieutenant-colonel (Lcol) John Conrad; la question de l'ESN sera approfondie plus tard. Il ne s'agissait pas d'organisations de coalition, et celles-ci sont demeurées sous le commandement du Canada. Par ailleurs, même si la FOM Aegis était commandée par le Canada, elle ne contrôlait pas automatiquement l'ensemble des organisations canadiennes en Afghanistan, et ce, même si le brigadier-général (Bgén) Fraser exerçait à la fois les fonctions de commandant de la FO Afghanistan et de la FOM Aegis.

Le plan de campagne de la FOM Aegis combinée et le concept d'opérations

Le général (Gén) Rick Hillier, qui venait à peine de sortir d'un environnement de coalition rempli de frustrations à Kaboul, et qui possédait de l'expérience en Bosnie en tant que commandant de division multinationale dans la Force de stabilisation de l'OTAN, insistait pour que le quartier général du Bgén Fraser produise un document-cadre. Tout d'abord, il voulait éviter le « syndrome de la rotation », en dépit duquel chaque nouveau commandant et état-major entendent tour à tour établir leur propre plan selon les aspects de leur personnalité; la présence de la coalition allait peut-être se prolonger sur dix ans, et par conséquent, la continuité était cruciale. Ensuite, une interface était nécessaire entre le système étasunien et ce petit système de coalition, étant donné que ce dernier était moins « autoritaire » et plus « démocratique ». L'enjeu témoignait des susceptibilités politiques liées au fait d'accueillir les Britanniques et les Néerlandais au sein des forces de la coalition œuvrant dans le Sud[5].

Par ailleurs, le Bgén David Fraser avait une vaste expérience des environnements de coalition. Effectivement, il avait été l'adjoint d'un commandant français au sein de la Force de protection de l'ONU en 1994 et 1995, en plus d'avoir été commandant d'un groupement tactique en Bosnie en 1997, et planificateur dans le cadre de l'Op KINETIC au Kosovo et auprès du Commandement de l'Amérique du Nord. À son avis, il fallait absolument que les objectifs canadiens soient inscrits dans tout plan plus vaste, et ce, dès l'adhésion des membres de la coalition au dit plan. Au Canada, à l'époque, l'élaboration d'objectifs stratégiques se déroulait dans un contexte totalement chaotique. En effet, le sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) était en train d'alléger son mandat de commandement et contrôle international, en vue de le passer au nouveau Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), ce dernier étant en voie d'être établi. Par conséquent, la directive du Gén Hillier à l'égard du Bgén Fraser était, littéralement : « Dave, construis-moi un pays[6] ».

Dans le cas de la FOM Aegis, elle relevait d'une division étasunienne ayant son propre programme, cette dernière relevant à son tour d'un quartier général américain ayant également son propre programme. Durant le mandat de la FOM Aegis, il allait y avoir une transition de l'Op ENDURING FREEDOM vers la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN. Cette dernière suivait également un programme qui lui était propre. Qui plus est, on retrouvait aussi les autres ministères canadiens : où s'inscrivaient-ils dans l'équation? En août 2005, le Bgén Fraser mettait le Maj Steve Carr à contribution. Il lui demanda d'élaborer un document qui rallierait tous les acteurs. Au cours du même intervalle, le Bgén Fraser a sollicité l'apport des autres ministères canadiens à Ottawa, ainsi que celui de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et des États-Unis. Le document provisoire était modifié en conséquence. Ce processus s'est poursuivi jusqu'en février 2006, lorsque la FOM Aegis a été déployée au KAF[7].

En tenant compte de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan et de la planification de campagne en cours au sein du CFC-A et de la FOIM-76, les planificateurs de la FOM Aegis se sont penchés sur les directives de la campagne britannique ainsi que sur les plans d'opération de la FIAS de l'OTAN. Ils ont notamment remarqué ceci :

[Traduction]

> Le concept du pays chef de file adopté aux fins de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) à la Conférence de Bonn II n'a pas produit les résultats escomptés. Il a souffert d'un manque de ressources, de stratégie et d'empressement. La coordination entre les nations s'est réduite à sa plus simple expression… la formation de la Police nationale afghane a souffert d'un manque de ressources et de l'absence d'un plan intégré et exhaustif. Ces limites, conjuguées à l'insuffisance d'avancées dans la réforme judiciaire, font en sorte que la réalisation de l'état de droit n'est absolument pas envisageable dans l'immédiat[8].

Cela rendait l'Afghanistan vulnérable à un violent maquignonnage politique, particulièrement dans le Sud. Une frontière fragile, en plus du trafic de stupéfiants pouvait mettre en péril les efforts dans tous les domaines en vue d'établir un gouvernement national marqué par la stabilité, en plus d'exposer le pays aux terroristes et aux éléments talibans encore présents. Les objectifs stratégiques du Canada sont demeurés les mêmes depuis 2001 : contribuer à la sécurité internationale; fournir du soutien politique, économique et militaire en attendant le rétablissement des institutions gouvernementales permanentes; aider le gouvernement de l'Afghanistan à maintenir la sécurité; contribuer à l'établissement d'un gouvernement élu démocratiquement et responsable; contribuer à la reconstruction. L'état final envisagé par l'OTAN et l'Op ENDURING FREEDOM était le suivant : que les Afghans contrôlent leur propre territoire à l'aide de leur propre force de sécurité dirigée par un gouvernement représentatif formé grâce à la participation du peuple afghan sur le plan politique[9].

Dans le plan de campagne de la FOM Aegis, on prévoyait une opposition provenant de trois sources, soit les talibans, le parti politique Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) et Al-Qaïda, lesquels poursuivront leurs efforts visant à se débarrasser des forces de la coalition. Les planificateurs croyaient que les seigneurs de la guerre et réseaux de trafiquants non politisés et sans aucun lien entre eux allaient continuer de se mobiliser contre le gouvernement nouvellement élu. On croyait, et il est important de le souligner, que ces trois groupes ne travailleraient pas nécessairement ensemble, mais qu'ils tenteraient de faire obstacle à l'instauration de la démocratie… et contrecarreraient la réalisation de la RSS[10].

Selon les hypothèses contenues dans le plan de la FOM Aegis, les talibans visaient à établir un État islamique conservateur. On supposait qu'ils étaient soutenus par les collectivités frontalières et les donateurs internationaux, quoique les auteurs du plan ne fussent probablement pas autorisés à expliquer précisément, dans la formulation de la planification proprement dite, en quoi consistait l'appui du Pakistan envers le mouvement. Al-Qaïda visait la promotion du jihad et l'opposition à l'influence et à la présence de l'Occident dans les régions islamiques. À cet égard, les groupes d'insurgés perpétreraient des attaques ciblées...

[Traduction]

> …contre des institutions du gouvernement afghan, des organisations de la coalition et internationales ou non gouvernementales, pour éloigner l'influence occidentale de l'Afghanistan; de plus, ils perturberaient et déstabiliseraient le gouvernement en place de sorte qu'il ne puisse accroître son pouvoir et sa portée. Au final, les groupes d'insurgés seraient en position pour prendre le contrôle de l'Afghanistan après le départ de la coalition, permettant encore une fois à Al-Qaïda de trouver refuge et d'utiliser le pays comme base pour ses activités terroristes à l'échelle mondiale[11].

Cela signifiait que l'ennemi voulait à la fois rétablir le contrôle théocratique en Afghanistan, le régime taliban sous l'égide du mollah Omar de même que l'émirat islamique. Par conséquent, l'énoncé de mission de la FOM Aegis était le suivant : mener des opérations dans l'ensemble du spectre afin de donner les moyens au gouvernement afghan de vaincre les forces adverses et de créer un État-nation sûr, démocratique et autosuffisant[12].

Comment la coalition s'y prendrait-elle? Un aspect fondamental était la réunion de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM, ce qui correspondait à réaliser la phase III, expansion. La FOM Aegis serait au cœur de la transition. Son quartier général entamerait la réunion, en tant qu'entité de l'Op ENDURING FREEDOM, puis deviendrait une entité de l'OTAN en juillet ou en août 2006. La FOM Aegis a examiné l'ensemble des activités de l'Op ENDURING FREEDOM et de la FIAS, elle les a situées dans le contexte de la SDNA (encadrée par l'Équipe consultative stratégique à Kaboul), puis est parvenue à une fusion des activités.

Le plan de campagne de la FOM Aegis, à l'instar de la SDNA, ressemblait à la Feuille de route pluriannuelle de la Force de stabilisation de l'OTAN. On y retrouvait trois lignes d'opérations : gouvernance et justice; sécurité et stabilité; développement. La FOM assurerait la stabilisation ainsi que la transition vers les forces de sécurité afghanes, tandis que l'engagement non militaire par le truchement des autres ministères ainsi que des organisations

internationales et non gouvernementales établiraient des structures de développement et de gouvernance, et ce, de concert avec les forces de sécurité de la coalition – et non de manière indépendante.

Voici la répartition des effets escomptés pour chaque ligne d'opération[13] :

1. Gouvernance et justice

    a. les gouvernements provinciaux fournissent et améliorent la prestation des services de base, et mettent en place une administration civile crédible;

    b. l'appareil judiciaire est fonctionnel, y compris les pénitenciers, et la règle de droit est mise en œuvre dans l'ensemble du CR (S);

    c. les membres du CR (S) acceptent l'autorité des leaders provinciaux, et les gouverneurs sont en mesure de diriger et de coordonner des activités en comptant sur un soutien minimal de la communauté internationale.

2. Sécurité et stabilité

    a. l'Armée nationale afghane, en particulier le 205e Corps, est en mesure de coordonner et de mener des opérations militaires soutenues avec un appui minimal de la coalition/FIAS;

    b. la Police nationale afghane est une organisation crédible qui applique la règle de droit;

    c. les forces de sécurité afghanes ont mis en place un programme de sécurité intégré aux frontières;

    d. les réseaux d'insurgés et de terroristes opérant à l'intérieur du CR (S) sont isolés et sont privés d'une base de soutien;

    e. les seigneurs de la guerre et les factions armées illégales sont réintégrés ou marginalisés.

3. Développement

   a. les autorités civiles orientent la reconstruction à l'échelle provinciale conformément aux priorités du gouvernement de l'Afghanistan;

   b. l'économie locale connaît une croissance soutenue;

   c. la culture de terres arables dans le CR (S) est accrue, à l'appui d'une économie agraire.

Pour accomplir ces objectifs, la FOM Aegis a défini un nombre de fonctions opérationnelles clés communes à l'ensemble de ses forces. La première consistait à former un partenariat avec l'Armée et la police nationale afghanes afin de pouvoir planifier et exécuter les opérations avec l'apport de tous les acteurs. Ces opérations, qui devaient être alimentées par le renseignement, visaient à interdire l'infiltration d'insurgés en Afghanistan et à les priver de trouver refuge dans le Sud de ce pays. Les opérations d'information appuieraient ces efforts visant à influencer positivement la population et à obtenir son soutien. Le maintien d'un dialogue avec les leaders provinciaux, autorités civiles et chefs tribaux, l'appui au Centre de coordination provincial (entité mise sur pied en vue des élections provinciales de 2005, mais qui a poursuivi ses activités par le truchement de la FO Gun Devils puis de la FO Orion) et le programme d'amnistie Takhim-e Sohl (PTS) ont également été considérés comme étant des tâches essentielles. Pour les ERP, la tâche clé consistait à faciliter la mise en place de l'architecture de gouvernance afghane et la « prestation des projets et des programmes de développement[14].

Sur le plan de l'échéancier, les planificateurs de la FOM Aegis envisageaient la relève sur position avec la FOM Bayonet en février ou en mars 2006, suivie par des opérations menées dans l'ensemble du spectre de mars à juillet, dont des opérations d'interdiction dans les régions montagneuses du nord dans les provinces d'Helmand, de Kandahar et de Zabol, jumelées à des opérations des ERP au sud de ces zones d'interdiction. Parallèlement, le plan prévoyait des opérations d'interdiction à la frontière autour de Spin Boldak à Kandahar, et à la frontière sud de la province d'Helmand. La FOM Aegis croyait pouvoir se déplacer en juin ou juillet vers le nord et, au moyen du renseignement, repérer et détruire les réseaux qui opéraient à cet endroit. L'ennemi serait perturbé à une certaine distance de Kandahar et de l'autoroute 1, pendant que la phase III, soit l'expansion, se déroulait de juillet à octobre. Après la transition en octobre, un nombre indéterminé de rotations aurait lieu. Au fil du temps, le renforcement réussi des capacités du gouvernement de l'Afghanistan donnerait lieu à des mesures favorisant la sécurité et la stabilité, et au transfert délibéré des

responsabilités dans ces domaines. De plus, au moment opportun, les progrès au chapitre du développement socioéconomique jetteront les bases solides d'un État afghan autosuffisant et durable[15]. Les commandants étasuniens, soit le lieutenant-général (Lgén) Karl Eikenberry à Kaboul et le major-général Ben Freakley à Bagram, ont approuvé le plan de campagne de la FOM Aegis; les états-majors ont donc lancé les préparatifs visant à harmoniser le plan et la série d'opérations dans les montagnes qui étaient sur le point de commencer à l'échelle du pays[16].

Soutenir la FOM Aegis et la FO Orion

Durant la première moitié de 2006, le soutien logistique aux forces canadiennes dans le Sud de l'Afghanistan avait été mis à rude épreuve en raison de la décision de reprendre le modèle de l'ESN de la FIAS-Kaboul et de l'appliquer à Kandahar. Autrement dit, attribuer les postes des effectifs de la compagnie de soutien logistique (c'est-à-dire, la compagnie d'administration) intégrés au bataillon d'infanterie, et de les attribuer à un bataillon logistique fortement réduit, puis recourir au Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes. En 2006, l'ESN de Kandahar qui était plafonné à 300 militaires et ne comptait aucun contractuel n'a pas vu de contractuels ajoutés à l'ESN à la première rotation. Le lieutenant-colonel (Lcol) John Conrad avait à déterminer la proportion optimale entre les fonctions de transport, d'approvisionnement et de réparation[17].

À l'instar des rotations précédentes, l'imposition d'un plafond artificiel d'effectif a entraîné de graves problèmes. Kandahar n'était pas Kaboul. Le Lcol Conrad a constaté que la situation en appelait à un concept logistique fondamentalement différent L'ESN de Kaboul fonctionnait principalement selon une structure en étoile. Les unités étaient soutenues à partir d'une base logistique fixe. L'ESN de Kandahar devait pouvoir être protégé par le maintien en puissance pour la FO Orion[18]. Il était inconcevable de penser qu'un ESN, optimisé en fonction de l'environnement urbain de l'ouest de Kaboul (zone d'environ 400 kilomètres carrés) et soutenant deux principales villes, pouvait être employé dans une province de la taille de Kandahar (225 000 kilomètres carrés). De plus, il était inconcevable de penser que ce même ESN pouvait par la même occasion appuyer quatre sites à l'extérieur de la tête de pont aérienne par-dessus un terrain accidenté dans le cours d'opérations mobiles prolongées, sur l'aller jusqu'à la province d'Helmand et sur le retour. Sans parler du fait que tout l'arsenal logistique était fréquemment la cible d'attaques de roquettes au KAF, et qu'en plus les convois tombaient souvent sur des engins explosifs improvisés (EEI) et que les équipes mobiles de récupération se faisaient prendre dans des embuscades. L'entretien des véhicules à lui seul exigeait une capacité améliorée – en particulier lorsque les pneus et les essieux des LAV III étaient mis à rude épreuve par le sol rocailleux et les chemins non pavés, les oueds et les sentiers dans les districts ruraux.

La situation était semblable eu égard aux munitions. Lors des opérations de stabilisation à Kaboul, pratiquement aucune munition n'était utilisée, sauf à des fins d'exercice pour le maintien des habiletés. Lorsque la FO Orion a monté des opérations de combat au printemps et à l'été 2006, l'appareil logistique n'était pas prêt à gérer la quantité de munitions utilisées par la FO. Il fallait du personnel pour déplacer, entreposer et maintenir le stock de munitions. Les effectifs étaient suffisants pour Kaboul (ou encore pour la Bosnie ou le Kosovo), mais ils ne l'étaient pas en fonction de l'environnement de Kandahar, où l'utilisation des munitions était nécessaire et fréquentes[19].

Ensuite, il y avait la nature dispersée des opérations de la FO Orion. Au départ, la FO menait ses activités à partir de la maison de peloton de Gumbad, dans le district de Shah Wali Kot, puis de la Base d'opérations avancée (FOB) Martello. Ces installations étaient situées à 100 kilomètres au nord de la ville de Kandahar. Ensuite, il y avait le Camp Nathan Smith, où était logée l'ERP. La FOB Wilson, qui deviendrait plus tard la Base de patrouille Wilson, était à 25 kilomètres à l'ouest de la ville. Enfin, au fil du temps, la FO Orion a assumé la responsabilité de la FOB de Spin Boldak, qui se trouvait à 85 kilomètres au sud-est du KAF. Étant donné qu'il n'y avait pas d'hélicoptères canadiens de logistique, le réapprovisionnement de ces sites se faisait par voie terrestre grâce aux « patrouilles logistiques de combat (PLC) » (en anglais, l'abréviation est « CLP », mais par ironie on disait aussi « clips » [signifiant attaches en anglais]). En effet, les véhicules logistiques lourds à roues Steyr de 16 tonnes très légèrement blindés de l'ESN avaient peut-être besoin de « clips » pour les raccommoder, car ils s'usaient très rapidement. La consommation de carburant de la Force augmenta de façon exponentielle. Autrement dit, il fallait entreposer davantage de carburant, il fallait davantage d'effectifs pour manipuler le carburant, et ainsi de suite…

Dans les faits, l'ESN se retrouvait avec un tourbillon de besoins qui ne cessaient d'augmenter et il ne pouvait les combler en raison de sa structure. Le Lcol John Conrad et ses équipes ont été poussés jusqu'au bout de leurs limites physiques et morales dans tous les domaines, surtout après que la FO Orion eut été obligée, à maintes reprises, de se déployer et d'opérer dans la province d'Helmand. Il fallait donc former des colonnes ponctuelles d'approvisionnement et de maintenance, semblables à celles employées dans le désert occidental durant la Deuxième Guerre mondiale. Or, une telle activité ne pouvait être gérée par le CANCAP, et les économies d'effectifs réalisées à Kaboul n'ont pas vu jour à Kandahar. La logistique était pleinement intégrée aux opérations de la FO Orion, à tous les échelons, jusqu'aux combats de section, ce qui rendit impossible le recours aux contractuels en tant que tels du KAF.

Photo : Auteur

L'ESN comptait sur des services contractuels afghans de camionnage pour exécuter les tâches logistiques n'exigeant pas d'équipement essentiel ou de protection lourde. Des camions à clochettes comme celui-ci étaient constamment utilisés à l'appui des opérations canadiennes dans la province de Kandahar durant la guerre.

Les opérations de réapprovisionnement étaient, dans certains cas, aussi risquées que les engagements auxquels participaient les compagnies d'infanterie. Vulnérables en raison de leurs véhicules lourds et imposants circulant à basse vitesse et de leur protection limitée, les équipes de patrouille logistique de combat de l'ESN et les équipes mobiles de récupération combattaient sur leur propre front, en colonnes mobiles et dispersées dans des FOB, d'un bout à l'autre de la province. Heureusement, le Lcol Conrad et l'état-major de l'ESN avaient retenu les leçons apprises par les États-Unis en Iraq, particulièrement l'embuscade de la 507th Maintenance Company en 2003, et avaient préparé leurs soldats en conséquence. L'ESN avait son propre peloton d'infanterie qui servait à la protection de la force : tous ses logisticiens étaient en mesure d'utiliser la gamme complète des armes légères et collectives que le Canada avait mises à leur disposition.

La récupération des véhicules revêtait une importance majeure. À première vue, il serait impensable de laisser un véhicule de combat de plusieurs millions de dollars sur le champ de bataille, ne serait-ce que pour des considérations monétaires, et sur le plan des relations publiques, ce serait une catastrophe. Mais ce n'est pas tout, et c'est là où les opérations de récupération au 21e siècle diffèrent de celles de la Deuxième Guerre mondiale. En Afghanistan, l'ennemi pouvait utiliser les véhicules détruits dans le cadre de ses opérations d'information, et ses spécialistes pouvaient s'en servir pour fabriquer des EEI plus efficaces.

Par exemple, des insurgés découvrant des carcasses de véhicules LAV III calcinés pourraient rapidement en publier des photos sur Internet à des fins de propagande. Au moins à une reprise, les effets personnels d'un équipage ayant abandonné un véhicule ont été utilisés par l'ennemi dans le cadre de ses OPSPSY. De plus, pour les médias canadiens, de voir des véhicules blindés canadiens au combat était un phénomène nouveau. Il était possible que des médias mal informés ou peu sensibilisés utilisent des photos de véhicules détruits et exagèrent l'ampleur de la perte d'un seul véhicule. C'est pourquoi des mesures rigoureuses étaient en place pour récupérer les véhicules canadiens.

En 2006, la structure de l'ESN comprenait également un peloton des services pour le Camp. Ce dernier était chargé de gérer l'administration au KAF. Le peloton de transport, avec ses camions de 16 tonnes surblindés, ses camions ravitailleurs et ses véhicules blindés Bison, ne comptait que 56 soldats. Le peloton d'approvisionnement ne comptait que 36 soldats, lesquels soutenaient le contingent entier et ses 40 000 pièces d'équipement. Le peloton d'entretien, avec ses remorques Arnes et ses équipes mobiles de réparation de véhicules Bison ainsi que ses véhicules logistiques lourds à roues pour le dépannage, était divisé en deux groupes : des équipes de réparation mobile déployables et une organisation de mécanique lourde au KAF. Cette dernière organisation était parfois augmentée, par contourner le problème du plafond d'effectifs, par des soldats qui était soi-disant en « visites d'aide technique ». Il y avait aussi un peloton d'infanterie qui était constitué de soldats issus de plusieurs régiments de réservistes; ce peloton était chargé d'assurer la sécurité des convois. En tout, un effectif de 281 membres formait l'ESN. Comme l'a souligné le Lcol John Conrad :

> [Traduction]
>
> À cause des minces effectifs de mon unité, je n'avais aucune zone de confort, aucune réserve dans laquelle puiser en cas d'urgence et encore moins pour prendre soin des soldats en permission au Canada…. Compte tenu de la taille de l'unité que nous étions en train de former, il n'allait y avoir aucune redondance, aucune capacité excédentaire[20].

Les ressources de transmissions qui appuyaient l'effort canadien se sont heurtées à des difficultés structurelles. Pendant la guerre froide, un quartier général de brigade disposait d'un escadron des transmissions et était orienté vers la guerre mobile. En Afghanistan, la FOM Aegis disposait d'un quartier général fixe, d'infrastructures de soutien et de forces mobiles, et elle devait également pouvoir communiquer avec le Canada qui se trouvait de l'autre côté de la Planète. En outre, il y avait les équipes de guerre électronique mobiles du 2e Escadron (GE). Du point de vue doctrinal, les escadrons des transmissions de brigade n'étaient pas montés ou équipés pour gérer ces quatre activités. Toutes les organisations et

le personnel des transmissions à Kandahar ressemblaient à la FO Mercury pour l'ECN, mais en réalité, 65 membres du personnel des transmissions faisaient partie de la FO Orion et de la FOM Aegis, et l'équipe de guerre électronique mobile travaillait pour le Centre du renseignement toutes sources (CRTS). Les détachements du système de communication stratégique étaient situés au KAF et au Camp Mirage, mais il n'était pas clair s'ils relevaient du Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes à Kingston ou de l'ECN, ou des deux. Il y a eu un manque notable de centralisation de l'effort en matière de transmissions en Afghanistan : cela a entravé les efforts de planification à long terme et a donné lieu à passablement d'improvisation[21].

Sur le plan médical, le Canada a accepté, en février 2006, de commander un hôpital multinational de rôle 3. Le bâtiment temporaire en contreplaqué (situé près de la piste du KAF) que l'on appelait *Charlie Med* depuis des années, relevait de la FOM Bayonet (et auparavant, de ses prédécesseurs). On y ajouta plusieurs abris Weatherhaven, et ainsi s'est créée l'Unité médicale multinationale de rôle 3 (UMM de rôle 3). Commandée par le Col Jacques Richard, cette unité était composée de médecins, d'infirmiers, de techniciens médicaux, de spécialistes en santé mentale et de physiothérapeutes, ainsi que de toutes sortes de professionnels de la santé issus des principaux pays fournisseurs de contingents dans le CR (S). Il y avait de plus des postes sanitaires d'unité (PSU) pour les unités canadiennes, qui étaient distincts de l'UMM de rôle 3. Des ambulances Bison étaient détachées auprès de sous-unités de la FO Orion par rotation. Encore une fois, ce sont les hélicoptères des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army] et des Forces aériennes des É.-U. [U.S. Air Force] qui s'occupaient des évacuations du champ de bataille, le Canada n'étant pas en mesure de fournir ces ressources.

Le soutien du Renseignement aux missions canadiennes pendant l'opération de Kandahar à ses balbutiements était un peu problématique. Pourquoi? Parce que le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) (logé au KAF) et la relation que ce centre entretenait avec les unités et formations en déploiement ne ressemblaient pas à ce qu'il y avait à Kaboul. À Kandahar, de 2003 à 2005, il n'existait rien de cette synergie entre le Centre du renseignement toutes sources (CRTS), la compagnie ISTAR et la Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB). Par exemple, la FOM Aegis était loin de ressembler à la KMNB. Par ailleurs, il n'y avait pas de compagnie ISTAR – cette structure n'aurait d'ailleurs pas fonctionné dans le contexte des opérations dispersées géographiquement que menait la FO Orion. Les factions politiques dans un milieu urbain unique ne ressemblaient en rien aux dynamiques tribales complexes de plusieurs provinces. Le CRTS situé au KAF, qui était commandé par le Maj Mark Godefroy, était arrivé sur place sans avoir l'infrastructure nécessaire pour recueillir des informations et analyser la dynamique politique dans la province de Kandahar, ou encore les relations entre cette dynamique et l'insurrection.

Photo : Auteur

Le Canada a pris la tête de l'UMM de rôle 3 au KAF en 2006 lorsque la FOM Aegis a assumé le commandement des forces de l'Op ENDURING FREEDOM dans le Sud de l'Afghanistan. L'UMM de rôle 3 est demeuré sous commandement canadien jusqu'en 2010, sauvant la vie d'innombrables militaires et civils blessés.

On a donc laissé le soin à l'ERP et à ses quelques membres du personnel du Renseignement (non formés en analyse politique ou en dynamique tribale) de comprendre ces processus importants. Le CRTS tendait à se concentrer sur les enjeux importants en surface, mais en vérité ces enjeux n'étaient peut-être pas les plus essentiels. Autrement dit, il axait ses efforts sur les unités de combat d'insurgés, sans nécessairement tenir compte des effets politiques et sociaux de ces unités sur la population et le gouvernement.

Certes, nombreux sont ceux qui pensaient que le CRTS soutenait davantage Ottawa que la FO Orion. Il est vrai que des équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) du 2e Escadron (GE) étaient présentes, en compagnie de leurs spécialistes associés, et qu'elles travaillaient en collaboration avec la FO Orion et il est vrai qu'elles ont été capables de fournir des données actuelles à la seconde. Par contre, c'est le long processus par lequel les données étaient analysées au CRTS qui posait un problème. Le Lcol Hope ne croyait pas que le CRTS pouvait répondre assez rapidement à ses besoins, ni le Bgén Fraser d'ailleurs. Par conséquent, les deux commandants recouraient plutôt à des mesures informelles pour obtenir l'information dont ils avaient besoin pour suppléer aux lents processus du CRTS. Dans le cas du Bgén Fraser, ce dernier avait appris que le Centre de coordination interarmées (établi en 2005 pour coordonner la police afghane, l'Armée nationale afghane et les opérations de la coalition liées aux élections) était encore opérationnel. Ce Centre, initialement logé dans les installations de l'ONU, avait été déménagé par la FO Orion dans le Palais du gouverneur.

Le Maj Harjit Sajjan, un officier réserviste de l'Arme blindée ayant de l'expérience policière, y avait été affecté. Il y avait subséquemment puisé de nombreuses informations relatives à l'organisation du pouvoir et à l'insurrection à Kandahar. Ces informations ont permis de mieux comprendre certains aspects que le CRTS n'abordait pas. De plus, le Lcol Hope a tissé des liens étroits avec certains chefs de la police qui exploitaient leurs propres réseaux de renseignement humain (ROHUM) auxquels la FO Orion avait accès. Le groupe S-2 sur le site la FO Orion et le groupe S-2 sur le site de la FOM Aegis, grâce à leur accès à des sources étasuniennes, utilisaient habituellement des informations en provenance de sources variées, et pas seulement des produits fournis par le CRTS[22].

L'ESN et le CRTS souffraient du même mal. Les états-majors au Canada avaient transposé le modèle de Kaboul à Kandahar. Ainsi, les forces à Kandahar se trouvaient sous pression en raison d'un plafond d'effectif fixé artificiellement, et elles tentaient de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille. Les commandants sur le terrain ont dû se résoudre à tenter de trouver un moyen de parvenir à leurs fins tout en étant les cibles d'attaques, et les résultats n'étaient pas toujours sans dégâts. En fait, le Bgén Fraser s'est rendu compte que le CRTS canadien avait affiché un rendement insuffisant pendant les deux premiers mois de son fonctionnement; c'est ainsi qu'une équipe de liaison du renseignement de quatre personnes, puisées dans le quartier général du major-général (Mgén) Freakley à Bagram, s'est rendue à l'emplacement de la FOM Aegis. C'est ainsi que le renseignement américain a pu arriver à Kandahar. En avril, toutefois, le CRTS canadien réussit un exploit. Il produisit l'analyse la plus exhaustive qui existait à ce moment-là sur les routes empruntées par les insurgés voyageant du Pakistan vers le CR (S)[23].

Opérations de lutte contre les EEI

En 2005, l'ERP canadienne était confrontée à un environnement de menace énormément modifié. Depuis plusieurs mois, les insurgés employaient des EEI placés dans des véhicules pour attentat suicide (SVBIED) partout dans la ville de Kandahar et ses voies d'approche; en décembre 2005, des EEI ont été déployés contre l'ERP et d'autres patrouilles à long rayon d'action de la coalition dans les régions rurales. Les fabricants de bombes dans les campagnes avaient tendance à se servir de dispositifs uniques à plateaux de pression déclenchés par radio; toutefois, les Gun Devils avaient aperçu des EEI utilisés pour déclencher des embuscades complexes dans leur zone d'opérations. En raison de la lenteur du processus d'acquisition d'équipements canadiens, la FO Orion avait été déployée en Afghanistan sans aucun équipement anti-EEI. À ce stade de la guerre, les États-Unis utilisaient un détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) pour balayer les routes avant le passage des convois. Un DDI se composait d'un véhicule de détection résistant aux explosions qui ressemblait à une niveleuse de route; d'un énorme véhicule angulaire à six roues équipé d'un bras portant

un ensemble de capteurs et une « main »; d'un véhicule de type RG-31 transportant un robot de neutralisation des explosifs et munitions (NEM). Le nombre de détachements était limité. Le Canada se retrouvait donc encore une fois dans la situation où il lui fallait chercher des ressources contractuelles pour remplir ce besoin essentiel. Comme il y avait un manque de capacité canadienne en cette matière, le Col Hope devait décider du niveau de risque de chaque opération, niveau qui augmentait en cas d'indisponibilité de ces détachements. Dans un monde idéal, le rythme des opérations aurait été régi par la disponibilité des DDI. Mais qu'adviendrait-il si l'ennemi augmentait soudainement le rythme de ses opérations et que la capacité de la FO Orion à intervenir avec ses DDI se trouvait dépassée? Si le quartier général supérieur insistait pour que toutes les opérations soient accompagnées de DDI, mais qu'il en manquait, et que l'ennemi intensifiait ses opérations et forçait la FO Orion à réagir, il allait falloir prendre des décisions dont l'incidence irait au-delà de ce qui était possible et de ce qui ne l'était pas. La FO Orion n'a jamais annulé une opération ou fermé un itinéraire pour cause de manque de DDI.

Facteur encore plus fondamental, il n'y avait pas assez d'émetteurs de contre-mesures électroniques (CME) pour toute la FO Orion. Des années plus tard, chaque véhicule canadien serait équipé de son propre émetteur de CME. Mais durant la première moitié de 2006, il y avait à peine un émetteur pour cinq véhicules; pire, au tout début, il n'y avait que 18 ensembles, et ceux-ci provenaient de l'ERP. Cela signifiait que chaque convoi devait maintenir ses véhicules dans la « bulle » invisible des CME et s'assurer qu'il y avait suffisamment de véhicules équipés de CME pour couvrir la colonne. Dans de nombreux cas, les G-Wagons de la COCIM et des OPPSY de la FO Orion ont été modifiés pour transporter l'équipement de CME. Si la FO Orion entendait maintenir le rythme opérationnel voulu, il y avait toujours un risque, car la couverture de CME n'était jamais suffisante pour les opérations.

Au début, la capacité canadienne en matière de NEM était semblable à celle employée par l'ERP. Les relations entre les diverses organisations de lutte contre les EEI de la coalition ont continué de se tisser. La cellule multinationale d'exploitation d'explosifs a continué à échanger des informations précieuses avec les organisations canadiennes sur les engins et leur emploi, et les deux entités ont constitué des bases de données et des « signatures » de fabricants de bombes. Au début de 2006, les efforts canadiens ont convergé vers la création d'une équipe d'exploitation tactique (EET) lors d'une visite d'assistance technique. Cette équipe, la FO IED Defeat, se déployait chaque fois qu'il y avait explosion à l'EEI, selon la protection et le transport, et évaluait chaque attaque pour déterminer les schémas de comportement des Canadiens ainsi que ceux de l'ennemi. Ces informations étaient diffusées dans les unités canadiennes afin qu'elles améliorent leurs tactiques de convoi[24].

Photo : Auteur

La compétition perpétuelle entre les fabricants de bombes et l'Armée obligeait cette dernière à améliorer constamment ses véhicules. Les véhicules Iltis et G-Wagon étant jugés trop vulnérables, on se procure, en 2006, des RG-31 munis de postes de tir télécommandés pour permettre à l'ERP de circuler dans toute la province. Celui-ci a été la cible d'une attaque-suicide par bombe de billes de roulement à Kandahar en juin 2007. Les occupants ont survécu et n'ont subi aucune blessure.

Premières opérations de la FO Orion : district de Shah Wali Kot

Lorsque la FO Orion est entrée dans le théâtre en janvier 2006, la situation sur le terrain n'était pas tellement différente de celle dans laquelle la FO Gun Devils et l'ERP se trouvaient à la fin de 2005. La menace insurgée provenait principalement des régions accidentées de Shah Wali Kot et de Mianishin, dans le nord de la province de Kandahar (voir figure 10-2).

Ces groupes de talibans, soutenus dans les provinces d'Oruzgan et de Zabol, se livraient à des raids éclair sur les avant-postes et les installations afghanes, et tendaient des embuscades aux forces de sécurité et aux équipes de construction routière, autant qu'ils le pouvaient. Le recours à des EEI était de plus en plus fréquent. La FO Orion a emménagé dans les installations des Gun Devils, notamment la maison de peloton de Gumbad, qui était située de manière à pouvoir observer et, si nécessaire, projeter la force dans (ou sur) un élément appelé « The Belly Button [Le Nombril] », une forteresse naturelle de montagnes dans l'ouest de Shah Wali Kot. À ce stade, le gouvernement afghan tentait de créer des centres de district et des écoles dans les districts du nord, et un important projet de construction de route partait de Kandahar jusqu'à Oruzgan, appelé « route de Tarin Kot ».

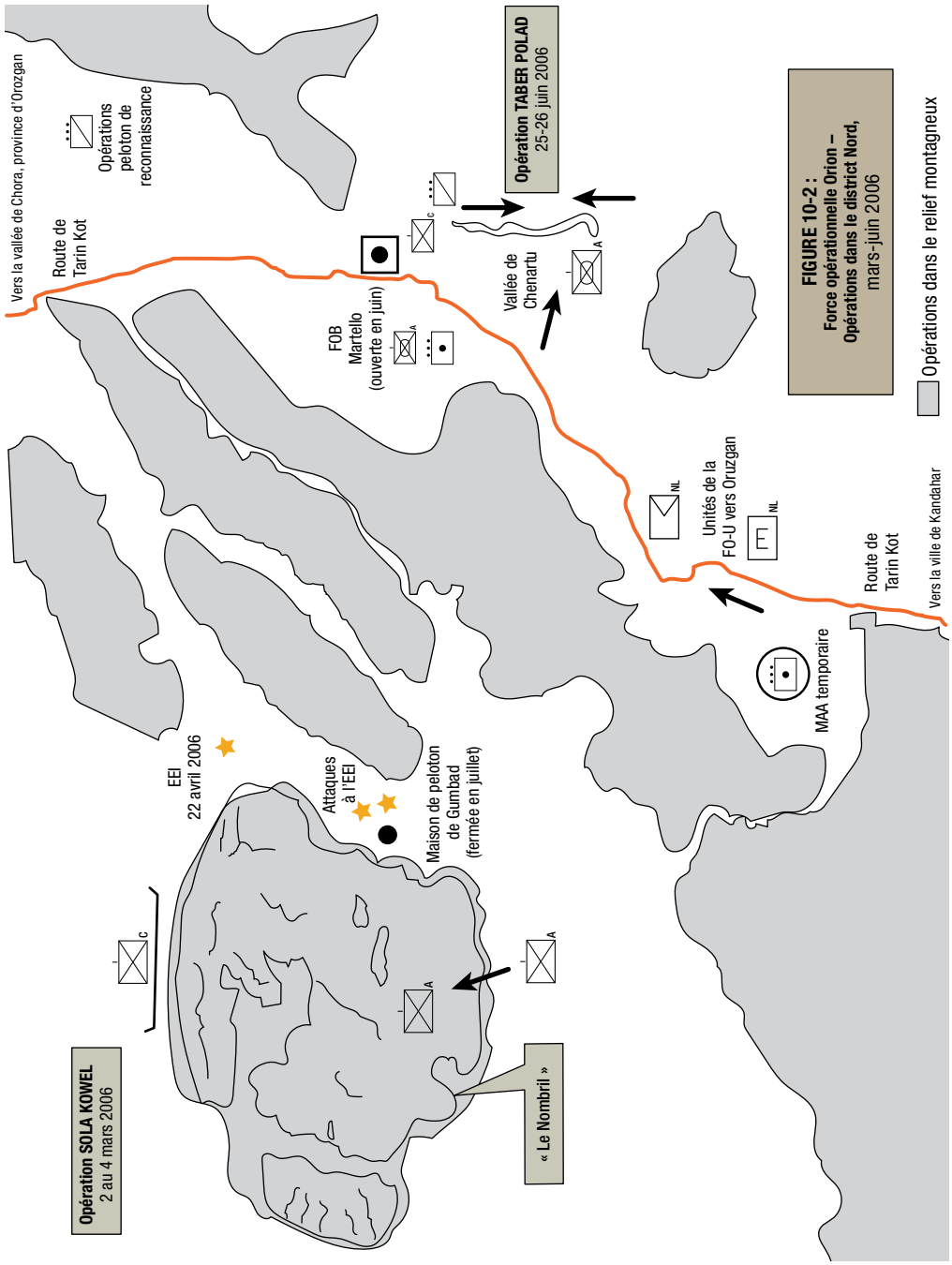


Figure 10-2 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district Nord, mars-juin 2006

Le projet de route de Tarin Kot était important de plusieurs points de vue. Premièrement, la route allait devenir un itinéraire commercial important, et les retombées seraient positives pour les agriculteurs d'Oruzgan; la route permettrait aux produits agricoles d'Oruzgan d'être acheminés vers les marchés de Kandahar. Deuxièmement, la liaison entre la province montagneuse d'Oruzgan et Kandahar réduirait l'isolement de cette province, un état de choses que les talibans exploiteraient à leurs fins; en effet, le nord de la province d'Helmand, de la province d'Oruzgan et le nord-ouest de la province de Zabol étaient considérés comme étant des « zones sanctuaires », comme la FOIM-76 les appelait. Troisièmement, la FO néerlandaise qui était à la veille d'arriver devait pouvoir se déployer en toute sécurité à Tarin Kot, établir sa base et remplacer l'ERP étasunienne. Cette route était le seul moyen d'y parvenir depuis le KAF.

Finalement, la FO Orion a établi la FOB Martello juste à l'est de la route de Tarin Kot dans le district du haut Shah Wali Kot et y a déployé la Compagnie A du Maj Gallinger. La FOB Martello a servi de point de passage pour les convois néerlandais ainsi que de base de projection de puissance dans les districts du nord. À l'aide des forces supplémentaires opérant depuis la maison de peloton de Gumbad à l'ouest, l'idée était de déstabiliser les talibans pendant que le gouvernement provincial se consolidait dans le district et que le trafic routier commercial et militaire circulait au nord et au sud. L'initiative pilote de l'ERP « Confiance dans le gouvernement », de Michael Callan, était censée jouer un rôle important à cet égard.

Les premiers contacts de la FO Orion ont eu lieu dans le district de Shah Wali Kot. Un peloton de reco et un détachement de Coyote sont entrés brièvement en contact le 4 février 2006 près de Mianishin. Les talibans en ont été grandement surpris parce qu'ils n'avaient jamais vu de véhicules de ce type aussi loin dans les montagnes. Ensuite, la maison de peloton de Gumbad a été attaquée à la mi-février. La FO Orion a répliqué en déployant des armes lourdes et des tirs d'artillerie M-777[25].

Toutefois, avant de pouvoir construire Martello, il fallait perturber l'ennemi par une opération délibérée. C'est ainsi que du 18 au 20 mars, les compagnies A et C de la FO Orion ont lancé l'Op SOLA KOWEL dans Le Nombril. Ayant mesuré les collines rocheuses durant la nuit, la Compagnie A a balayé le terrain dans l'espoir de repousser l'ennemi vers la Compagnie C, qui l'attendait. Malheureusement, l'ennemi avait quitté la zone[26].

À la suite de l'Op SOLA KOWEL, les insurgés du district ont changé leurs méthodes de fonctionnement et ont eu recours aux EEI, en particulier dans la région de Gumbad et ses environs. Deux attaques au printemps ont été suivies d'une attaque extrêmement meurtrière le 22 avril 2006. Le groupe de protection rapprochée du Bgén David Fraser a été attaqué au moyen d'un amas de mines déclenchées à distance, tuant le Cpl Matthew Dinning, le bombardier Myles Mansell, le Cpl Randy Payne et le Lt Bill Turner. Dans un incident

Photo : Auteur

Le district inhospitalier de Shah Wali Kot, durant les opérations de la FO Orion à l'été 2006, se caractérisait par un relief montagneux et rocheux. Territoire de combat classique pour les guérillas, il était relativement isolé des grands centres populeux de la province.

distinct, le Capt Trevor Greene, officier de la COCIM, a été victime d'une attaque brutale à la hache alors qu'il parlementait avec des chefs locaux dans le district. Il a survécu, mais il était évident que les insurgés entrevoyaient les projets de la COCIM comme une menace à l'atteinte de leurs objectifs et cherchaient à les perturber. En même temps, les talibans ont lancé une campagne d'intimidation par « transmission de nuit » contre les mollahs du district. La FO Orion ayant peu ou aucune capacité en matière d'OPPSY, et la FOM Aegis étant encore en train de se positionner dans ce secteur, il était impossible d'organiser une campagne d'information cohérente pour contrer la campagne des talibans à ce moment-là.

Diverses opérations de ratissage, de bouclage et de fouille menées dans tout le district par les compagnies A et C en mars, avril et mai 2006 ont perturbé les opérations des insurgés. Bien qu'il y ait eu peu de contacts, à aucun moment durant cette période les insurgés ont réussi à bloquer la route de Tarin Kot à Shah Wali Kot. En effet, les conditions ont été jugées acceptables pour ouvrir le centre du district de Shah Wali Kot[27]. L'ennemi, toutefois, posait bel et bien un défi pour les efforts d'expansion de la gouvernance dans les autres parties nord du district. Au fil du printemps, puis de l'été, la FO néerlandaise a pu se rendre pratiquement sans être inquiétée jusqu'à son nouvel emplacement à Oruzgan; or, la menace talibane à Shah Wali Kot était toujours présente, et les opérations ont fait des victimes. En mars 2006, un accident de véhicule a causé la mort du Cplc Tim Wilson et du Cpl Paul Davis.

OPÉRATION KATERA : province d'Helmand, mars 2006

Dès le début de la période de déploiement, la FO Orion et l'ESN ont dû s'atteler à la première de leurs tâches non planifiées en dehors de la zone. Comme nous l'avons vu, le plan de la FOM Aegis était d'amener le groupement tactique à travailler avec l'Armée nationale afghane et l'ERP dans la province de Kandahar, en vue d'établir une synergie entre gouvernance, sécurité et reconstruction. L'Op KATERA et les opérations ultérieures de même nature dans la province d'Helmand ont essentiellement invalidé ce plan au printemps et à l'été 2006.

Photo : Auteur

La vallée de Chenartu dans le district de Shah Wali Kot a été le théâtre d'un important raid de la FO Orion en juin 2006. On aperçoit ici le peloton de reco du Cap Jon Hamilton filant dans ses véhicules RG-31 vers un périmètre qui, selon les informations, contenait de l'équipement de communication appartenant aux insurgés.

La participation du Canada dans la province d'Helmand était controversée, en raison du rôle central qu'y jouait la culture du pavot (tant sur le plan économique que religieux et de la politique locale) et en raison de son lien avec le trafic mondial des stupéfiants. Pour le Canada, la politique de lutte contre les stupéfiants était l'enjeu principal. En termes simples, il y avait deux points de vue sur cet enjeu. Le premier : la culture et la transformation du pavot sapent les tentatives d'établir une autorité gouvernementale centralisée à tous les niveaux, d'Helmand à Kaboul; elles menacent la tranquillité intérieure des pays européens, et donc l'éradication du pavot doit être au cœur des opérations de sécurité de la coalition. Le deuxième : l'éradication du pavot et la suppression active du trafic de stupéfiants en Afghanistan poussent la population des zones touchées dans les mains des insurgés, lesquels sont plus que disposés à fournir une protection et un soutien aux personnes touchées par les opérations de sécurité de la coalition. Le gouvernement britannique, la Drug Enforcement

Administration américaine et le Département d'État américain étaient en faveur du premier point de vue[28], tandis que le Département de la défense américain, la communauté du renseignement et le gouvernement canadien étaient en faveur du deuxième. Le gouvernement afghan à Kaboul préférait plutôt le premier, probablement en raison de considérations liées à la communauté internationale et aux tendances ou pressions bilatérales concernant le financement de la reconstruction[29].

Le Canada ne voulait pas que ses forces soient utilisées pour combattre des trafiquants de stupéfiants : techniquement, l'enjeu relevait de la police. Cependant, la FO Orion a d'abord travaillé pour la FOM Bayonet, puis pour un quartier général dirigé par le Canada, mais de coalition, soit la FOM Aegis, qui à son tour, a travaillé pour un quartier général étasunien, la FOIM-76. Lorsque la bien mal dénommée « Force d'éradication afghane », financée par le Département d'État américain, s'est rendue dans la province d'Helmand au printemps de 2006 pour mener des manœuvres d'éradication du pavot, la FOIM-76 a reçu pour instruction de lui fournir un appui-feu dans les situations extrêmes. La FO Bayonet a demandé à la FO Orion de tenir prête une compagnie dans un préavis de mouvement de trois heures pour aller aider la force d'éradication. Le Lcol Hope a refusé et, par l'intermédiaire de l'ECN, a demandé au Col Noonan d'intervenir. Cependant, en mars 2006, un peloton d'infanterie canadien de la FO Orion venait d'effectuer une rotation et se trouvait à devoir accomplir des fonctions de FRR divisionnaire lorsque la Force d'éradication afghane a été attaquée dans la province d'Helmand. L'éventualité que le Canada soit amené à soutenir les efforts d'éradication était maintenant réelle[30].

Pour l'Afghan moyen de la province d'Helmand, la Force d'éradication afghane n'avait rien de différent par rapport à une unité militaire afghane de la coalition. Elle disposait de conseillers étasuniens de l'équipe d'entraînement intégrée (ETT) pour la composante de l'Armée nationale afghane, de différentes variantes de la Police nationale afghane issues des provinces du nord, d'hélicoptères UH-1N armés de canons Gatling, et de bases d'opérations avancées des forces spéciales américaines comme la FOB Wolf (renommée plus tard FOB Robinson) près de Sangin dans la province d'Helmand pour le réapprovisionnement et le soutien. Le cultivateur de pavot moyen n'y voyait qu'une force dominée par l'Occident venue le priver de son gagne-pain. Il avait peut-être aussi vu les forces d'opérations spéciales de la coalition lui tourner autour en préparation du déploiement des forces britanniques de Mazar-e Sharif. Il avait sûrement entendu parler de l'arrivée des Britanniques et il n'aurait pas pu faire la distinction entre eux et la Force d'éradication afghane. Comme l'a expliqué un officier de renseignement de l'Armée nationale afghane à la FOM Aegis, « la campagne contre les stupéfiants est devenue un outil de propagande pour les talibans, qui encouragent les gens à défendre leurs terres et les provoquent en ce sens, [et] l'incapacité du gouvernement à indemniser les agriculteurs pour la destruction de leurs récoltes a aggravé la situation[31] » [Traduction].

Une résistance clanique organisée contre le gouvernement afghan dans la province d'Helmand était inévitable dans ces circonstances. Le soutien des talibans était une certitude. De toute évidence, aucune leçon n'avait été tirée de l'expérience du Programme central d'éradication du pavot dans la province de Wardak en 2004.

Le 29 mars 2006, la FOA Robinson est attaquée après que la Force d'éradication afghane a commencé à labourer les champs de pavot dans la vallée de Sangin. Un kandak de l'Armée nationale afghane opérant en compagnie d'ETT françaises et américaines près de Sangin dans le cadre d'opérations non liées à la mission d'éradication est attaqué sur la route 611. Cette unité est réduite en pièces dans une embuscade complexe, et deux soldats français sont tués et mutilés. Les survivants réussissent à atteindre la FOB Robinson, où ils sont la cible d'une attaque coordonnée.

Cette situation a mis en évidence les écueils qui attendent les opérations non coordonnées. En effet, les Forces spéciales relevaient de la Force opérationnelle multinationale d'opérations spéciales interarmées – Afghanistan (CJSOTF-A) à Bagram; les ETT relevaient de la FO Phoenix à Kaboul; la Force d'éradication afghane relevait des autorités de Kaboul; le kandak afghan avait une chaîne de commandement difficile à comprendre. Aucune de ces organisations n'avait de liens avec la FOM Aegis ou ses opérations. Toutefois, le quartier général dirigé par le Canada avait une certaine connaissance de la situation et entendu certains rapports confus par les ETT françaises. Ainsi, le Bgén Fraser a décidé de déployer la réserve de la FOM Aegis à la FOB Robinson pour stabiliser la situation, ainsi qu'un peloton d'infanterie canadien par hélicoptère Chinook à Sangin. À l'arrivée des soldats, cependant, la situation confuse de commandement et de contrôle a engendré une situation où le Sdt Robert Costall a été accidentellement abattu par les soldats des Forces spéciales américaines qui gardaient l'installation. L'attaque contre la FOB Robinson, cependant, a été repoussée, et lors de l'échange de tirs, il y a eu 60 victimes parmi les attaquants. On ne sait pas exactement qui avait mené l'attaque; dans de nombreux cercles, toutefois, on croit fermement qu'il s'agissait des talibans collaborant avec les clans locaux pour protéger leur base de pouvoir et leurs intérêts économiques[32] (voir la figure 10-3).

Ce deuxième incident impliquant la mort d'un soldat canadien sous un tir ami étasunien a mis au jour une situation extrêmement délicate à plusieurs niveaux qui aurait pu avoir de graves conséquences politiques en ce qui a trait au soutien national à la mission. Parallèlement, la FOM Aegis risquait d'être alignée sur les efforts d'éradication du pavot, ce que le Bgén Fraser voulait éviter à tout prix. Les États-Unis ont fait pression par l'entremise du Mgén Freakley pour faire en sorte que le Canada participe à cet effort, et ce, quelles que soient les circonstances ou les conséquences futures[33].

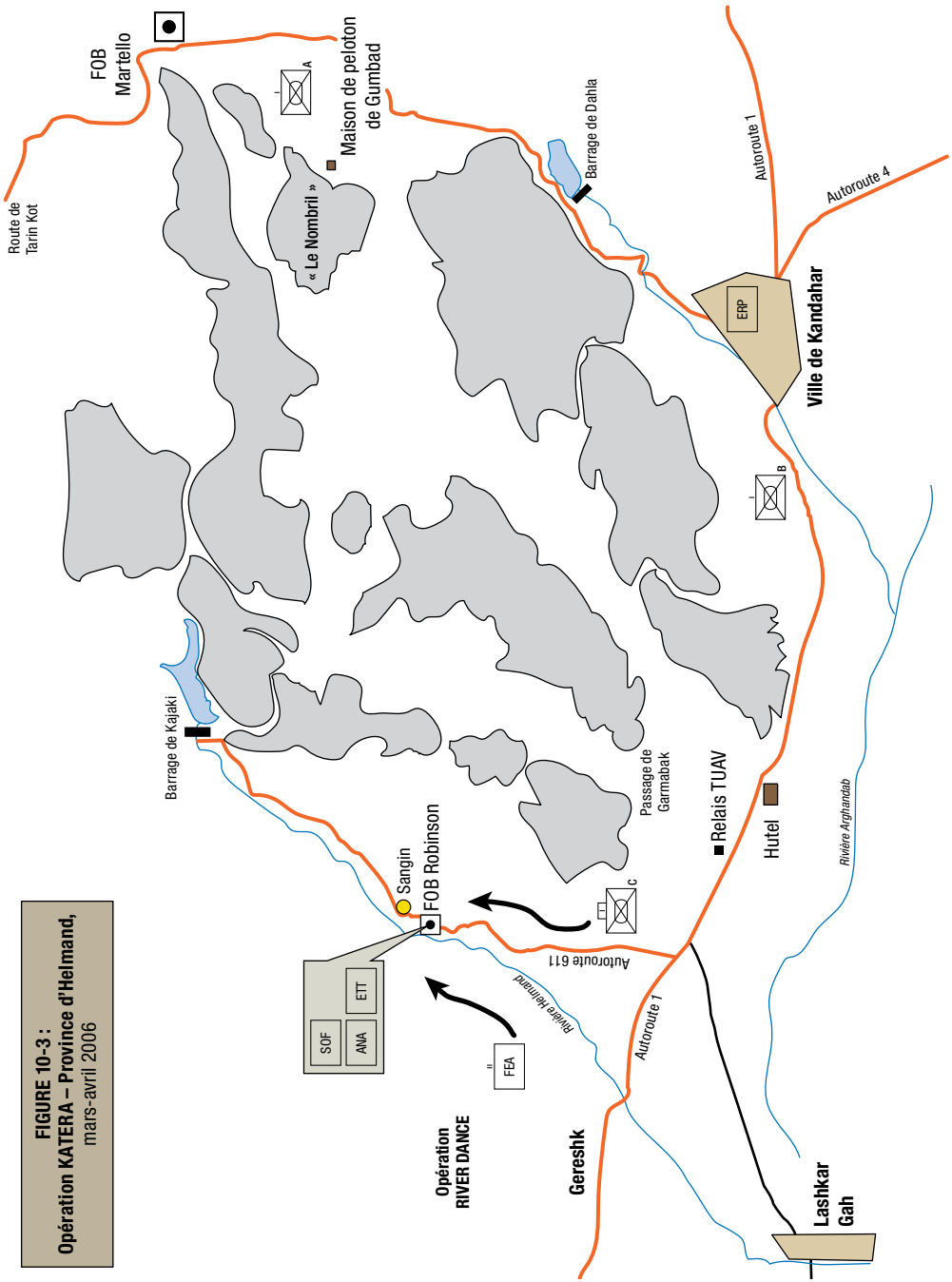


FIGURE 10-3 :
Opération KATERA – Province d'Helmand,
mars-avril 2006

Figure 10-3 : Opération KATERA – Province d'Helmand, mars-avril 2006

L'assaut a incité la FOM Aegis à accepter le déploiement temporaire, à la FOB Robinson, des éléments qui suivent : Compagnie C du Maj Bill Fletcher, véhicules de surveillance Coyote et canons M-777. Le quartier général tactique du groupement tactique s'est également déployé. Des missions de surveillance mettant à profit des véhicules aériens sans pilote tactique (TUAV) de type Sperwer ont également été lancées à l'appui du déploiement, et le système de liaison avant mobile a été déployé de sorte que les TUAV puissent être contrôlés depuis le KAF, malgré la distance. Ce déploiement arrivait à point puisque les embuscades commençaient à poser un réel danger le long de l'itinéraire 611, le tronçon principal reliant l'autoroute 1 et la FOB Robinson à Sangin. Au cours du mois suivant, la Compagnie C et ses forces d'appui ont collaboré avec un détachement opérationnel Alpha (ODA) des Forces spéciales des É.-U. et son groupe de collaborateurs afghans au repérage et à la perturbation des nouvelles organisations d'insurgés à Sangin et ses environs. Il s'agissait de missions de bouclage et de fouille exécutées à la lumière de résultats du renseignement, d'établissement de liens avec la population, de missions anti-embuscades et de ratissage visant à prendre au collet les chefs insurgés. Le 28 avril 2006, la Compagnie C a réussi à mettre en échec une équipe d'embuscade de huit talibans à une distance de 1 500 mètres en utilisant des viseurs de nuit et un canon de 25 mm[34].

À l'instar des opérations de la FOB Martello et de la maison de peloton de Gumbad, l'Op KATERA a joué un rôle pour ce qui est de tenir les insurgés réels et les insurgés potentiels sur leurs gardes pendant que la force britannique se déployait dans la province d'Helmand. Malheureusement, un point de non-retour avait été franchi. La population n'était pas capable de faire la distinction entre les opérations de lutte contre les stupéfiants, les opérations de sécurité contre les insurgés talibans et les efforts visant à étendre la gouvernance afghane et le développement aux zones reculées de la province. Une province, justement, qui avait connu relativement peu de violence depuis 2003, et qui était sur le point de voir la marmite déborder tant les répercussions à long terme allaient être nombreuses au cours des cinq prochaines années[35], non seulement pour la FO Orion, mais aussi pour la coalition dans son ensemble. À un certain moment, la guerre dans la province d'Helmand allait faire concurrence à celle de Kandahar pour l'obtention de ressources de la coalition, lesquelles ressources étaient maigres, en particulier celles du Canada.

La FOM Aegis a continué d'observer l'évolution de la situation dans la région d'Helmand. Ce que les analystes ont découvert était troublant. Deux grandes organisations de trafic de stupéfiants coopéraient entre elles : le groupe de Ghazni et le groupe d'Helmand. D'après ce qu'on savait, le groupe de Ghazni était composé d'Arif Noorzai et du gouverneur de Kandahar, Asadullah Khalid. Le groupe d'Helmand était composé de Sher Mohammad Akhund (ancien gouverneur d'Helmand), Mohammed Issa Noorzai, Bashir Noorzai et du gouverneur d'Oruzgan, Jan Mohammad Khan. Akhund et les Noorzais avaient, selon les analyses,

des liens commerciaux avec les talibans et peut-être avec Al-Qaïda. Bashir Noorzai avait carrément des liens avec tout le monde avant d'être arrêté à New York en 2005. Ancien organisateur du HiG, il était lié à la Direction pour le renseignement interservices (ISI), au gouverneur Gul Agha Sherzai ainsi qu'au mollah Omar – un taliban – et au mollah Baradar de la choura de Quetta. Le « tissu conjonctif » entre les deux groupes était Ahmad Wali Karzai, époux de la sœur d'Arif Noorzai[36].

Ce niveau de complexité et ses répercussions sur la mission que la FOM Aegis tentait de mettre en œuvre dans le Sud de l'Afghanistan semblaient, à l'époque, insurmontables. Si les trafiquants étaient des membres du gouvernement, et que celui-ci était attaqué par les trafiquants et l'insurrection, que pouvait-on faire? Pouvait-on se concentrer uniquement sur les cellules d'insurgés elles-mêmes et mener des activités de développement en marge de ce problème? C'était une possibilité. Les cellules des talibans, du HiG et d'Al-Qaïda représentaient une menace mesurable et définissable pour la sécurité, tandis que le développement à l'échelle locale et provinciale semblait très peu lié aux filières du trafic de stupéfiants et aux intérêts des trafiquants.

Le Bgén Fraser et la FO Aegis comprenaient les limites de ce qu'ils pouvaient accomplir dans ce domaine; par conséquent, ils ont surveillé la situation autant que possible tout en essayant d'en déterminer les répercussions à long terme. En effet, le Bgén Fraser s'est servi de l'implication d'Asadullah Khalid dans le trafic de stupéfiants contre lui comme levier lorsqu'il a eu besoin de faire avancer les objectifs dans les domaines de la sécurité et du développement. De plus, l'accélération de l'insurrection ennemie dans le CR (S), en juin et juillet 2006, a réorienté la priorité, qui était maintenant de vaincre l'insurrection et non de s'occuper d'enjeux à long terme. Quand enfin l'Op MEDUSA s'est intensifiée, vers la fin de l'été, tout devint relatif, car la survie de l'effort de la coalition dans toute la région au sud était en jeu. Le Bgén Fraser comprenait les problèmes liés aux relations qui existaient entre les trafiquants et le gouvernement dans le Sud, mais il n'y avait aucun moyen de les régler pour protéger la population civile et l'effort de développement. Le Bgén Fraser appelait cette politique « Le diable que nul n'ignore[37] ».

Camp Nathan Smith : enjeux touchant l'ERP

L'assassinat de Glyn Berry en janvier 2006 a engendré une série d'effets négatifs à court et à long terme sur l'ERP. Le premier a été la commission d'enquête elle-même sur l'assassinat. À cette époque, la FO Orion avait adopté un protocole de déplacement de nuit vers, depuis et dans la ville de Kandahar afin de minimiser le risque d'attaques à l'EEI. Or, les membres de la commission d'enquête voulaient visiter, de jour, le site où le convoi de Berry avait été attaqué. Les officiers de l'ERP avaient jugé l'idée « extrêmement imprudente », mais la Commission s'était néanmoins rendue en convoi sur le site de l'attaque « l'allée aux EEI »,

de l'autoroute 4. Le convoi de la commission a été victime, comme on pouvait s'y attendre, d'une attaque par SVBIED. Le Cap Bryan Flemming et sa troupe de reco du 12 RBC ont secouru les membres de la Commission avec le VBL III endommagé et les quatre soldats canadiens blessés, dont un grièvement. En raison de la perte du véhicule et des victimes occasionnées, les sorties de l'ERP ont été moins fréquentes[38].

Quant aux effets à long terme, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont rapatrié leur personnel après la mort de Berry, et ont refusé d'y retourner à moins que des mesures strictes de protection rapprochée et d'autres mesures de sécurité ne soient mises en place par les Forces canadiennes et le MDN : il a fallu des mois pour trouver des solutions. Pendant ce temps, rien ou presque n'avait été fait pour assurer la continuité des importants projets de gouvernance lancés à la fin de 2005. Les officiers de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) (CIVPOL) sont demeurés à Kandahar et ont maintenu leurs liens avec la police afghane. Le représentant du Department for International Development (DFID) était en train de quitter le terrain lorsque les Britanniques ont pris le relais dans la province d'Helmand et les Néerlandais, dans la province d'Oruzgan. La représentante de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), mécontente de l'inactivité imposée, s'est alignée sur la communauté des FOS étasuniennes et a soutenu leurs activités[39].

La perte des fonds liés au Programme [étasunien] d'aide urgente des commandants (CERP), qui appartenaient à la FOM Bayonet, a été l'un des changements les plus importants. Lorsque la FOM Aegis a pris le relais, les fonds se sont taris du jour au lendemain, ce qui sonna le glas pour les programmes de développement et de reconstruction de haut niveau. Il ne resta que quelques équipes des affaires civiles étasuniennes disposant de fonds du CERP jusqu'à leur départ, prévu en mai. La FOM Aegis était un quartier général dirigé par des Canadiens travaillant pour une division étasunienne. Aucune disposition administrative ne lui permettait d'utiliser l'argent du CERP[40].

Pour empirer les choses, la décision prise par les planificateurs d'Ottawa de fusionner l'ERP et le groupement tactique de la FO Orion a donné de bien piètres résultats. Le commandant de l'ERP, le Lcol Tom Doucette, recevait ses ordres de la part du commandant du groupement tactique, le Col Hope. L'ERP devait entrer dans la compétition si elle voulait obtenir des ressources, en particulier dans le secteur des « éléments habilitants »; la NEM intégrée, les affaires publiques, le personnel du renseignement et les capacités de soutien faisaient désormais partie du groupement tactique stationné au KAF, que le commandant de l'ERP ne contrôlait pas. Cela ajouta du sable dans l'engrenage, puisque le commandant de l'ERP devait demander à une organisation située à l'aérodrome la permission d'utiliser ces ressources qui pouvaient, en outre, être priorisées ailleurs[41].

Qui plus est, les deux pelotons de la Compagnie B désignés pour assurer la protection des forces dans le cadre du travail de l'ERP étaient de plus en plus sollicités dans la foulée des opérations de sécurité menées par le groupement tactique, ce qui signifiait que les autres ministères ne disposaient pas des ressources nécessaires pour se déplacer, même s'ils avaient voulu le faire. Le Comité de développement provincial était moribond; le Programme national de solidarité ne pouvait pas être mis en œuvre. De plus, le commandant de l'ERP a dû être rapatrié plus tôt, laissant le Maj Erik Liebert tenir les rênes. Bref, l'ERP était sens dessus dessous, lorsque le Maj Liebert devait y mettre de l'ordre. Les initiatives de développement et de reconstruction de l'ERP étaient en difficulté dans presque tous les domaines et le Canada perdait sans cesse de sa crédibilité auprès de la population afghane sur tous les aspects, et ce, tout au long du printemps 2006. Des promesses avaient été faites et elles n'avaient pas été tenues, ou presque pas.

Cette perte de crédibilité auprès de la population était attribuable à l'incapacité de l'ERP d'avoir un effet sur l'encadrement de la gouvernance au niveau provincial. Les Canadiens savaient que, comme à Kaboul, des éléments de la filière du pouvoir à Kandahar étaient impliqués dans les activités illicites et douteuses. On décida de travailler quand même avec ces éléments pour deux raisons. Primo, ces éléments avaient été affectés dans la province par le gouvernement démocratiquement élu de Karzaï, et secundo, on croyait qu'avec le temps ils finiraient par s'adonner à une activité plus productive. Encore une fois, on peut voir que les leçons de Kaboul n'étaient pas nécessairement applicables à Kandahar, et il est à noter que les personnalités canadiennes qui s'étaient unies à Kaboul et y avaient fait des avancées n'avaient pas leur pendant à Kandahar. La population afghane ne faisait pas nécessairement confiance à la structure de pouvoir provinciale, et le Canada donnait l'impression de la soutenir[42].

Un autre problème s'ajoutait à l'équation, soit celui de la politique intérieure canadienne. Les critiques des médias, de l'opposition et d'autres acteurs poussaient le gouvernement à vouloir montrer que des progrès étaient réalisés en matière de développement. Le refus d'expliquer publiquement que la détérioration de la sécurité entraînait des répercussions sur le développement, conjugué à l'incapacité du gouvernement de convaincre l'ACDI et le MAECI de reprendre le travail à Kandahar, a exercé des pressions sur les personnes qui restaient à l'ERP. En effet, il fallait « donner l'impression » de faire du « développement », pour contrer la perception des critiques selon lesquelles il y avait « trop d'activité cinétique », et ce, peu importe la réalité du contexte. Cela n'a jamais été dit explicitement, mais cette pression a été ressentie par ceux qui opéraient dans l'environnement opérationnel avancé[43].

La FO Orion envisageait de mitiger certains de ces problèmes. Le Lcol Hope voulait faire entrer les représentants des autres ministères de l'ERP dans le Palais du gouverneur et travailler étroitement et plus directement avec le Centre de coordination provincial et

le gouverneur Asadullah Khalid. Ainsi, l'ERP pourrait se transformer en une organisation ressemblant plus à une équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) et être à même d'encadrer le changement à Kandahar. Deux choses ont fait dérailler ce plan. D'abord, le convoi de contrôle aérien tactique (CAT) du Lcol Doucette a accidentellement tué un chauffeur de taxi civil. La suite des événements a entraîné le rapatriement du Lcol Doucette au Canada et de plus amples perturbations des activités de l'ERP. Deuxièmement, les planificateurs du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) ont consulté la FO de remplacement, la FO 3-06, pour savoir ce qu'elle voulait faire au sujet de l'ERP, du Centre de coordination interarmées et du mentorat en matière de gouvernance. La FO a répondu qu'elle voulait conserver la structure existante. Aucun changement n'a donc été apporté et on a cherché à trouver un nouveau commandant pour l'ERP au Canada[44].

Le Maj Liebert et le personnel restant de l'ERP sont intervenus pour remettre un peu d'ordre dans ce chaos. C'était une situation à la « Apollo 13 » : pratiquement tous les systèmes étaient en panne. Que pouvait-on bien accomplir avec les ressources dont on disposait? Contrairement à l'ERP précédente, l'ERP Orion avait une composante COCIM renforcée. Il y avait l'argent du programme à impact rapide et il y avait encore un Fonds de contingence du commandant. Les officiers de la CIVPOL étaient toujours prêts et capables de poursuivre les tâches d'évaluation et d'encadrement de la police et ils avaient la volonté de le faire. Il y avait des organisations non gouvernementales opérant de façon indépendante à Kandahar qui disposaient de ressources. Puis, des fonds canadiens ont soudainement été versés à l'ERP pour qu'elle puisse être perçue comme se consacrant à des activités de développement. La question était maintenant la suivante : quelle ampleur les dommages d'une reconstruction de gratification immédiate auraient-ils pour l'encadrement et le développement à long terme? Cette question n'a jamais été abordée avec sérieux en 2006.

Le Maj Liebert et son état-major ont cherché des synergies, des lieux et des situations où les ressources dont ils disposaient pouvaient être utilisées pour améliorer plus d'une ligne d'opération. L'état-major a convenu de quatre lignes d'opérations : la sécurité, la santé, l'éducation et le soutien aux opérations tactiques. Voici un exemple d'une telle synergie : un plan visant à soutenir l'éducation des filles et à utiliser les écoles comme point de distribution d'huile de cuisson. Un autre exemple (parmi tant d'autres) est celui des tentatives de l'ERP de simplifier les soins de santé dans la ville de Kandahar et de travailler avec le nouveau ministère de la Santé; il existe plusieurs hôpitaux et cliniques, dont l'un appartient à l'Armée nationale afghane et un autre à la police. L'ERP s'est efforcée d'obtenir une « pollinisation croisée » entre le personnel de ces institutions dans le but d'améliorer la prestation des soins de santé à la population en général, mais aussi aux forces de sécurité en vue d'accroître leur efficacité. Par exemple, rien ne justifiait qu'un médecin de la police afghane ne puisse pas améliorer ses compétences aux côtés d'un médecin civil[45].

Étonnamment, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ont fait obstacle à ce projet en insistant sur leur neutralité et en refusant tout lien avec l'ERP. Cette situation sous-tendait un problème plus vaste. En fait, les organisations non gouvernementales comme le Comité international de la Croix-Rouge sapaient la capacité des Afghans à gouverner; elles prodiguaient des soins de santé aux insurgés blessés dans un hôpital gouvernemental. Ce genre de problème se transposait dans d'autres secteurs et nuisait considérablement aux efforts de reconstruction et de développement. Tout d'abord, rien n'incitait le gouvernement afghan émergent à prendre les rênes des services de base si les organisations non gouvernementales le faisaient à leur place; ensuite, aux yeux de la population, une organisation non gouvernementale semblait plus légitime que le gouvernement[46].

L'importance du soutien des opérations tactiques avec la COCIM augmentait à mesure que le rythme opérationnel du groupement tactique s'accélérait au printemps. Cette situation soulevait une autre question. Où la portée de la COCIM s'arrêtait-elle pour faire place au développement? Sans les experts en développement sur place à l'ERP, la COCIM a été laissée à elle-même pour couvrir cette zone grise, surtout lorsqu'elle est devenue le système de prestation temporaire des fonds de développement. Au fil du temps, il n'y avait pratiquement plus de différence entre la COCIM tactique et le développement, ce qui a posé des défis et des problèmes à long terme entre les entités militaires et civiles de l'ERP.

Pour compliquer davantage les choses, la FOM Aegis tentait de plus en plus de coordonner les opérations et le développement de l'ERP dans le Sud de l'Afghanistan, sa zone de responsabilité. À mesure que les ERP néerlandais et britanniques s'établissaient dans les provinces d'Oruzgan et d'Helmand, on réfléchissait aux liens à tisser sur le plan de la formation. En général, il y a eu beaucoup trop d'apports visant à influencer ce qui se passait au sein de l'ERP de Kandahar, par des entités qui ne comprenaient pas bien les difficultés vécues sur le terrain par la coalition – et qui ne prenaient même pas en considération l'impact létal des activités des insurgés.

Le Lcol Hope, le Maj Liebert et l'état-major de l'ERP ont fait ce qu'ils ont pu pour stabiliser la situation en vue de la reconstruction. Par exemple, ils ont déterminé les dangers liés à un système carcéral indépendant et déconnecté du système juridique (pratiquement inexistant). Ils ont relevé, en particulier, les problèmes que posait la prison de Sarposa. Le manque d'impact du « pilier » de la police dirigée par l'Allemagne à Kaboul a été souligné à maintes reprises, lorsque la CIVPOL canadienne se déplaçait et encadrait les différentes forces de police dans la ville et ses environs. Toutefois, les difficultés administratives liées à l'affectation de fonds de l'ACDI à des projets de soutien à la police ont empêché l'ERP de mettre en œuvre des programmes efficaces qui auraient permis d'améliorer le contexte policier en 2006.

L'un des enjeux les plus importants relevés par l'ERP à cette époque était le contexte religieux à Kandahar et dans le sud. L'aumônier Suleyman Demiray, l'imam des Forces canadiennes, a rejoint l'ERP au début de l'année 2006. Après avoir rencontré les chefs religieux, il a acquis une connaissance approfondie du rôle des mollahs et de la choura des oulémas de Kandahar dans la vie politique afghane. En effet, contrairement au Canada, la religion et la politique ne sont pas séparées en Afghanistan. Il s'est avéré que la choura des oulémas de Kandahar était un champ de bataille en soi. Les talibans s'évertuaient à éliminer les membres modérés de ce corps et à faire progresser la carrière de ceux qui soutenaient la vision extrémiste de l'islam. La choura des oulémas de Kandahar, en tant que groupe religieux dominant et respecté dans le Sud, avait le potentiel d'influencer les mollahs ruraux et la choura des oulémas nationale à Kaboul. Malheureusement, des liens potentiellement précieux avec la choura des oulémas de Kandahar n'ont pas pu se concrétiser en 2006, car cette dernière entretenait une relation antagoniste avec le gouverneur, ce qui compliquait la sécurité et les moyens de subsistance de ses membres. Parallèlement, le fort potentiel d'engagement religieux s'est perdu dans la vague d'opérations à cadence élevée ayant eu lieu cet été-là. Cette situation aurait des effets néfastes à long terme pour les opérations canadiennes au cours des années subséquentes[47].

Sur une note positive, l'ERP a été en mesure d'obtenir les services de Michael Callan de l'ACDI à l'été 2006. Le nouveau projet Confiance dans le gouvernement, en veilleuse depuis janvier, a été relancé dans le district de Shah Wali Kot; en 2007, il était devenu un catalyseur des mécanismes du PRONASOL dans la province. Ce fil évolutif fera l'objet d'un chapitre subséquent.

Une fonction importante de l'ERP, qui était alors entourée de secret, était son rôle significatif dans les opérations anti-terroristes dans la ville de Kandahar. Le Camp Nathan Smith servait de base avancée pour les opérations des FOS contre les cellules terroristes urbaines qui opéraient dans le quartier voisin de Loy Wala; il disposait d'un héliport, de capacités de traduction et d'installations médicales auxquelles on faisait appel de temps en temps. Des installations SIGINT étaient également discrètement installées pour que les communications ennemies puissent être « localisées » (opérations de radiogoniométrie) et surveillées, et les agents de contre-espionnage recueillaient des données HUMINT auprès de sources situées dans un environnement relativement sûr. Le ministère afghan de l'Intérieur et d'autres représentants des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) au Camp Nathan Smith ont également fourni un flux important d'informations à ceux qui en avaient besoin.

Les FSNA en 2006

L'état de développement des FSNA dans le Sud de l'Afghanistan était médiocre. L'Armée nationale afghane, en théorie, était censée avoir une brigade pour chaque province. Chacune devait comprendre trois kandak (bataillons) d'infanterie, un kandak de soutien au combat et un kandak de soutien au service de combat. De plus, un quartier général de corps d'armée, le 205e Corps (Hero), commandant l'ensemble des éléments, devait être établi à Kandahar. En réalité, il y avait une brigade de trois kandak dans la province de Zaboul, un kandak dans celle de Kandahar et deux kandak dans la province d'Helmand. Aucune de ces unités n'était vraiment capable d'opérer au-delà du niveau du peloton. Toutes étaient encadrées par des ETT étasuniennes et des FOS françaises – et même ces équipes étaient peu nombreuses sur le terrain. Une ETT était même composée de sous-mariniers de la marine américaine[48]. Comme nous l'avons vu, le plan de campagne de la FOM Aegis prévoyait le jumelage d'un kandak avec chaque groupement tactique national dans chaque province. Il s'agissait-là d'un plan idéal établi dans des conditions beaucoup plus favorables.

À maintes reprises, des commandants canadiens d'Ottawa se sont rendus à Kaboul pour s'entretenir avec le ministre Wardak de la Défense. Puis la nouvelle annonçant l'arrivée d'autres de l'ANA se répandait, mais alors aucun élément n'arrivait. La Force interarmées multinationale d'opérations spéciales (CJSOTF) et les forces conventionnelles se faisaient la compétition pour les kandak de l'Armée nationale afghane dans le Sud de l'Afghanistan. Parfois, les kandak étaient cantonnés dans l'Oruzgan pour travailler avec les FOS étasuniennes sur place ou dans la province de Zabol. La FOM Aegis n'était cependant pas assez au courant de la situation au début de 2006 pour concurrencer bureaucratiquement la CJSOTF concernant ces ressources. Parallèlement, le ministère de la Défense à Kaboul a maintenu «sur écoute» de nombreux kandak à Kaboul et dans les environs en cas de tentative de coup d'État. Le seul succès canadien dans ce domaine avant le mois d'août a été lorsque le Bgén Fraser a utilisé ses contacts personnels auprès du G3 du 1/205 Corps, le Maj (plus tard Bgén) Habibi, pour qu'une compagnie d'infanterie afghane de l'Armée nationale fasse équipe avec la FO Orion en juin et juillet 2006[49].

Quant à la police, la situation était tout simplement catastrophique, en particulier dans la province de Kandahar. Il y avait la police, et puis il y avait la «police». Comme en a témoigné la CIVPOL de l'ERP à la fin de 2005, les «policiers» n'étaient guère plus que des miliciens en uniforme qui avaient été désarmés dans le cadre du programme de démantèlement des groupes armés illégaux (DIAI). Il y avait la police des routes afghane, la police des frontières afghane, la police nationale afghane, etc., mais la police des frontières était en réalité la «police» de la milice de Spin Boldak et du Col Abdul Raziq portant des uniformes de la police des frontières, notamment. La police régulière était peu formée

(lorsqu'elle l'était), mais la CIVPOL de l'ERP tentait d'y remédier progressivement. Pour les élections de 2005, le ministère de l'Intérieur avait déployé l'Unité de police en attente 005, une sorte de gendarmerie contrôlée par le pays. Celle-ci avait peu à peu succombé aux machinations des mandataires du pouvoir dans la province de Kandahar tout au long de l'année 2006[50].

En principe, les unités de police relevaient d'une chaîne de commandement qui avait l'air logique sur une présentation PowerPoint. Cette chaîne de commandement allait du district vers la province, de la province à la région et ainsi de suite jusqu'à Kaboul. La réalité était que la « police » écrasait cette structure policière avec qui elle coexistait : la « police » rendait compte aux détenteurs de pouvoir provinciaux. Parfois, il s'agissait des mêmes personnes : un détenteur de pouvoir dans un district pouvait être à la fois membre du parlement et responsable informel de la police dans son district, relevant d'un « chef de police » de district désigné censé diriger les choses et interagir avec la chaîne de commandement. Bien que cela semble contradictoire aux yeux des Canadiens, c'est la réalité à laquelle les unités de la coalition sur le terrain devaient s'adapter. En effet, la police d'un district donné coopérait avec les forces de la coalition si, et seulement si, les intérêts de leurs clients coïncidaient avec ceux des forces de la coalition[51].

Il est essentiel de comprendre les effets néfastes des opérations « policières ». Ces organisations, portant des uniformes de la police afghane, secouaient la population passant sur leur territoire, éradiquait des champs de pavot de manière sélective, et les insurgés leur offraient même des pots-de-vin en échange du soutien à leurs activités. Si leurs « commanditaires » étaient associés au gouvernement provincial, les actions de la « police » suscitaient la grogne de la population, et les talibans en profitaient pour détourner celle-ci du gouvernement. De plus, les organisations non gouvernementales et l'ONU engageaient à meilleur salaire des policiers pour garder leurs installations et escorter leur personnel. Par conséquent, le nombre de policiers efficaces (et d'armes disponibles) s'en trouvait davantage réduit[52].

En 2006, les ressources de la coalition étaient tout simplement insuffisantes pour aider à faire évoluer la « police » vers une véritable police rigoureuse. Les Allemands, qui étaient chargés du pilier de la police à Kaboul, ont été rarement, voire jamais, vus dans la province de Kandahar, et encore moins dans les provinces d'Helmand ou d'Oruzgan. Il est à noter que cela se passait cinq ans après l'accord de Bonn. Pour prendre le relais, les États-Unis ont créé une organisation ad hoc de mentorat policier, mais elle était limitée en effectif; elle commençait à peine à fonctionner à la mi-2006 et n'avait pas encore eu d'effet dans le Sud de l'Afghanistan. La FOM Aegis a joué un rôle positif en coordonnant de manière d'abord informelle, puis officielle, le perfectionnement de la police dans tout le CR (S); or, les pressions de la lutte contre l'insurrection ont rapidement pris le dessus à la mi-2006[53].

Les conséquences d'un effectif déficient de police et d'armée afghanes dans les provinces du sud ont fait en sorte que les forces de la FOM Aegis ont été la seule véritable option en matière d'opérations de sécurité. L'effet sur la FO Orion a été que cette dernière devait être mobile et prête à répondre aux actions des insurgés n'importe où dans la province de Kandahar, ou à les prévenir. Il n'y avait aucune densité de troupes ou de police, ce qui a rendu la reconstruction, le développement et la gouvernance très problématiques et tributaires de la densité des groupes d'insurgés. L'insurrection ne pouvait pas non plus être partout à la fois, ce qui a transformé la situation opérationnelle dans la province en une série de mouvements d'action-réaction entre les adversaires, un peu comme une partie d'échecs.

Spin Boldak et l'initiative des Émirats arabes unis

Le point d'entrée critique pour le Sud de l'Afghanistan et pour l'itinéraire régional de Quetta à Kandahar se trouvait dans une sorte de zone floue en 2006. Les équipes de COCIM canadiennes de l'ERP et les spécialistes du renseignement humain ont commencé à travailler à Spin Boldak à la fin de 2005 sous les auspices de l'ERP. En raison des restrictions imposées aux opérations de l'ERP après l'assassinat de Berry, cette collaboration a disparu, comme la visibilité sur diverses viles activités. Essentiellement, les FOS françaises ont continué à y manœuvrer depuis leur base d'opérations avancée du début à la mi-2006. Le Col Abdul Raziq semblait avoir la main mise sur la situation par divers moyens, tantôt honorables, tantôt moins honorables.

En mars et avril 2006, le chef d'état-major de la Défense (CEMD), le Gén Rick Hillier tient des rencontres avec son homologue des Émirats arabes unis (EAU) pour envisager une participation éventuelle de leur part à la FIAS en Afghanistan. Les EAU cherchaient à s'engager dans la région de Kaboul. Ils avaient déjà envoyé des éléments des FOS à l'aérodrome de Bagram, et ils avaient beaucoup d'argent à consacrer à la reconstruction. Une équipe inter-organisations composée notamment du commandant de l'ECN, le Col Putt (en tant que représentant des Forces canadiennes), s'est penchée sur la question. Était-il possible de faire participer les EAU au travail de l'ERP? Si oui, à quels projets coûteux et d'envergure pourraient-ils prendre part? Le Col Putt et l'équipe sont allés voir Asadullah Khalid pour connaître ses intentions, et ses yeux se sont animés[54]. Une liste de priorités a été établie : mosquées, écoles, hôpitaux et routes[55].

Pourquoi vouloir la participation des EAU? Mentionnons d'abord qu'ils avaient contribué à la Force du Kosovo dirigée par l'OTAN, tant sur le plan militaire que sur le plan financier, pour la reconstruction. Leurs hélicoptères d'attaque AH-64 avaient patrouillé dans le ciel tandis que leurs chars de combat principaux Leclerc dissuadaient les blindés serbes, aux côtés des blindés canadiens, britanniques et allemands. Aussi, les avantages évidents de la religion commune semblaient attrayants, tout comme les relations commerciales et en

matière de main-d'œuvre qui existaient déjà. En outre, les membres de la famille royale des EAU allaient souvent chasser dans le Sud de l'Afghanistan. Les Britanniques exerçaient une pression croissante pour qu'un contingent des EAU soit déployé dans la province d'Helmand. Sur le plan stratégique pour le Canada, les EAU accueillaient les Forces canadiennes à Minhad et l'activité de soutien de la flotte à Dubaï[56].

On décida en fin de compte que les EAU allaient contribuer à l'ERP non seulement par l'apport de ressources monétaires de reconstruction, mais aussi par celui d'un bataillon d'infanterie mécanisée et d'un groupe de forces spéciales qui pourrait s'occuper des activités à Spin Boldak dans le cadre du travail de la FIAS. L'enthousiasme initial manifesté du côté canadien s'est éteint à la fin de l'été 2006, lorsque les EAU et le gouvernement afghan se sont enlisés dans les technicités juridiques d'un protocole d'entente[57].

Puis, les FOS françaises ont brusquement quitté Spin Boldak en juillet 2006, pratiquement sans préavis. La FO Orion s'est retrouvée à devoir s'occuper de la FOB abandonnée qui avait été par la suite vandalisée. Le Lcol Hope a envoyé un peloton de la Compagnie C pour protéger les installations, dans l'optique de déployer le reste de la compagnie peu de temps après. Cependant, les événements dans le district de Zharey et la province d'Helmand ont fait en sorte que même ces projets ont dû être retardés. Comme depuis plusieurs années déjà, Spin Boldak est restée aux mains du Col Raziq.

Les opérations de la Compagnie B : districts de Zharey et de Panjwayi

La Compagnie B, dirigée par le Maj Grimshaw, assurait la protection de la force de l'ERP et faisait office de FRR dans la ville de Kandahar. Cependant, à mesure que le printemps avançait, la compagnie s'est de plus en plus concentrée sur les opérations à l'ouest de la ville. En fait, comme la Compagnie B était liée à l'ERP, elle avait accès à une variété accrue d'informations sur ce qui se passait dans les différents districts. Certaines de ces informations contredisaient les opinions prédominantes circulant dans les quartiers généraux supérieurs quant à la nature et à l'étendue de l'insurrection dans la province. Outre les sources de l'ERP et des organisations non gouvernementales, la Compagnie B entretenait des liens avec le Centre de coordination provinciale interarmées. La Compagnie B a également commencé à patrouiller l'autoroute 1 vers l'ouest en direction de la province d'Helmand en prévision du déploiement de la FO britannique.

Pour soutenir ces opérations, la Compagnie B s'est engagée dans des activités de COCIM et de collecte d'informations, puis a noué des relations avec la police de la région. Contrairement au district de Shah Wali Kot, au relief montagneux et dont la population était dispersée sur un territoire accidenté, la zone d'opérations de la Compagnie B était agricole, densément peuplée et accessible par la route, ce qui facilitait les contacts avec les Afghans[58] (voir la figure 10-4).

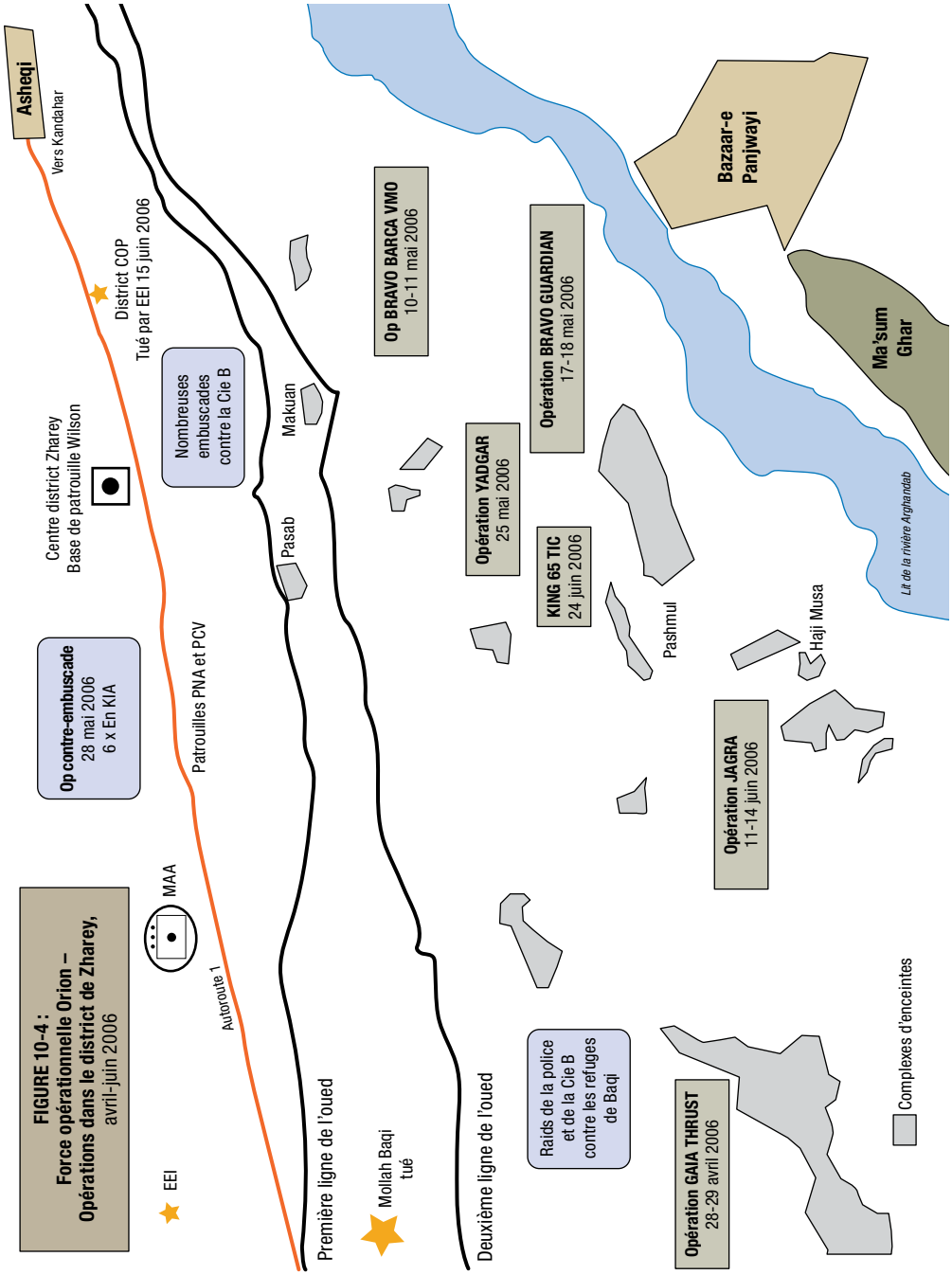


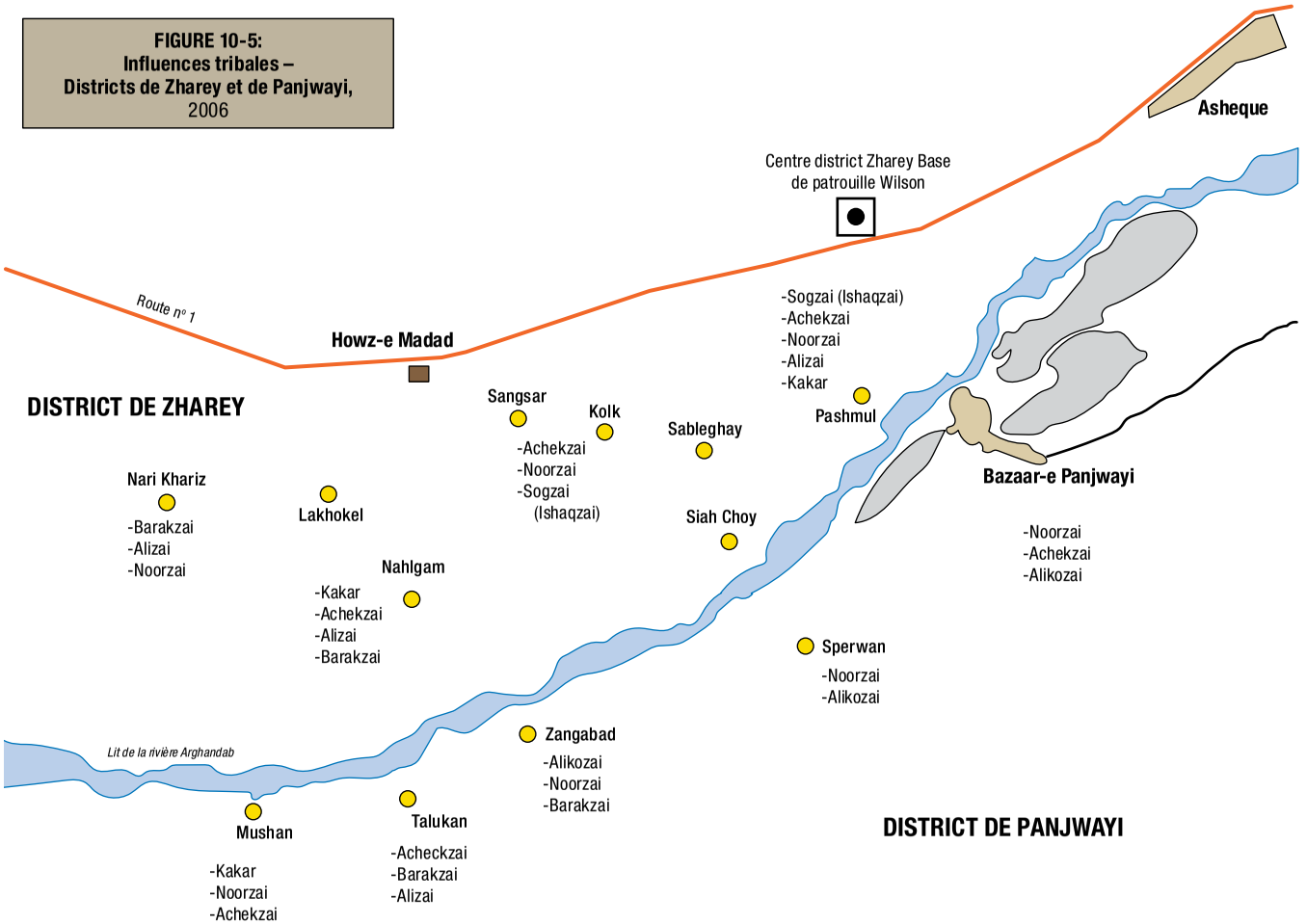
Figure 10-4 : Force opérationnelle Orion – Opérations dans le district de Zharey, avril-juin 2006

Ce que la Compagnie B a réussi à mettre au jour était un ensemble complexe d'activités dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Ces deux districts étaient extrêmement différents d'un point de vue tribal (voir la figure 10-5). Le réseau de Baqi, tirant parti du conflit entre les tribus Panjpai et le gouvernement provincial dominé par Popalzai et Barakzai, était toujours opérationnel et soutenait, depuis le district, les attaques aux EEI dans la ville. Il y avait la culture du pavot, mais il y avait aussi les éradications sélectives aggravées par la corruption de la police locale. Il y avait également des conflits concernant les droits sur l'eau, teintés de violence, car l'eau était à la base de la culture, qui elle-même constituait le gagne-pain de la majorité de la population dans le district de Zharey. Au départ, la Compagnie B ne distinguait pas très bien ce qui relevait de la violence talibane et ce qui relevait de la violence commerciale ou intercommunautaire; toutefois, au fil du temps, elle s'est rendu compte que les talibans intervenaient de plus en plus dans le district. Ainsi, sur plusieurs mois, on a pu voir l'ennemi se constituer lentement et de manière pratiquement inaperçue dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Il profitait des doléances de la population locale à l'égard de la structure du pouvoir provincial de l'époque[59].

La FO Orion a fini par établir la FOB Wilson, appelée plus tard Base de patrouille Wilson, sur l'autoroute 1, base qu'elle partageait avec le centre du district de Zharey. Cette base assurait une présence dans la région, facilitait les patrouilles sur l'autoroute 1, favorisait le contact avec les forces de sécurité afghanes le long de cette route, et servait de rampe de lancement pour les opérations dans la partie dense et bâtie du district au sud de l'autoroute.

Les champs de vigne, les huttes de séchage du raisin et les systèmes d'irrigation caractérisaient le terrain des districts de Zharey et de Panjwayi. Les photos présentées aux pages suivantes illustrent la densité du relief et les difficultés inhérentes au déroulement des opérations dans ces zones.

FIGURE 10-5:
Influences tribales –
Districts de Zharey et de Panjwayi,
2006



Source : Capitaine Zia Massoud à l'auteur

Figure 10-5 : Influences tribales – Districts de Zharey et de Panjwayi, 2006

Photo : Auteur

Vues du ciel à l'été 2006, les tranchées à raisins sont entourées de murs et regorgent de végétation. Une cabane de pompage de l'eau se trouve au premier plan, et trois cabanes de séchage du raisin en arrière-plan. Les cabanes sont faites de boue, mais au fil des ans, elles ont pris la consistance du béton.

Photo : Auteur

Champ de vigne typique en hiver. Les vignes poussent le long des murs, qui atteignent généralement 4 pieds (1,2 m) de haut. À l'instar des autres structures dans la région, celles-ci ont la consistance du béton.

La Compagnie B est allée de l'avant et a augmenté son rythme opérationnel dans le district. Elle a connu des réussites notables. Des éléments de la police afghane, menés par le dynamique Qadr Jan et travaillant de concert avec la Compagnie B, ont exécuté des raids dans des caches d'armes et des maisons sécurisées à la grandeur du district. Le tristement célèbre réseau Baqi, dont le mollah Baqi lui-même, a finalement été traqué et démantelé lors d'une opération de la police afghane à Sangsar le 14 avril 2006. Les têtes dirigeantes talibanes ont donc dû envoyer un chef de haut niveau, le mollah Dadullah Lang, pour tenter de reconstituer les réseaux et renforcer la présence talibane. La stratégie talibane était un autre indicateur pour la FO Orion de l'importance croissante du district de Zharey. Malheureusement, Qadr Jan a été touché et tué par des tirs amis provenant d'un hélicoptère américain AH-64 au cours d'une suite de malentendus tragiques dans le cadre de ces opérations. Comme le Maj Grimshaw l'a souligné, « on aurait dit que quelqu'un avait allumé un interrupteur et que l'insurrection était apparue[60] » [Traduction].

La FO Orion a organisé une série de raids et de ratissages sur Zharey, semblables aux opérations menées à Shah Wali Kot, pour déséquilibrer les insurgés, mais aussi pour recueillir des informations sur eux. Bien que la notion de la « manœuvre de collecte » n'était pas encore en vogue à cette époque, c'est à cela que ces opérations se résumaient; la FO Orion a donc appris à connaître son ennemi. L'exploitation des informations recueillies a fourni des données indiquant la présence des chefs hauts placés talibans Hafiz Majid, Akhtar Mohammad et Khairullah; ils étaient en train d'entrer dans le district de Maywand pour soutenir les activités du mollah Dadullah Lang dans le district de Zharey[61].

Au terme d'une frappe réussie des FOS dans la province d'Helmand qui avait causé la mort de plusieurs autres chefs ennemis, la Direction nationale de la sécurité afghane a signalé que les chefs de Kandahar et le mollah Dadullah Lang avaient été rappelés par la choura de Quetta à la suite des opérations du 14 et du 18 mai en vue de se réorganiser et de modifier leurs plans. Leurs sous-chefs s'étaient tous retirés dans les montagnes au nord en attendant[62]. Le mollah Dadullah Lang a ensuite donné plusieurs entrevues aux médias, expliquant que des opérations à grande échelle – au lieu de tactiques de guérilla – seraient utilisées à l'avenir[63].

Photo : Auteur

Le système d'irrigation relie chacun des champs de vigne à un bassin d'irrigation puisant dans la rivière Arghandab. À l'été, les champs sont remplis d'eau et couverts de feuillage; ils étaient donc utilisés par les insurgés pour se dissimuler en mouvement. Voir la taille des soldats canadiens pour tenter de comparer avec le relief.

Photo : Auteur

Patrouille canadienne circulant dans un champ de vigne dans le district du Panjwayi. On aperçoit la densité du champ et l'éventail de possibilités de se cacher pour les défenseurs.

C'est au cours de l'Op BRAVO GUARDIAN que la Compagnie C du Maj Bill Fletcher a collaboré avec la Compagnie B, le 17 et 18 mai, afin de résoudre le problème posé par Zharey. La Compagnie C a adopté une position d'écran au sud de l'autoroute 1, tandis que la Compagnie B et les forces de police afghanes ont traversé la rivière Arghandab pour se diriger vers le nord, en direction de Pashmul. Les AH-64 Apache ont attaqué des combattants ennemis qui tentaient de fuir, pendant qu'un peloton de la Compagnie B, qui se trouvait dans un périmètre, essuyait les tirs de grenades propulsées par fusée des forces ennemies : il y a eu des victimes. Le Capt Nichola Goddard, un officier d'observation avancée du 1 RCHA, préparait une mission de tir depuis son LAV III, mais le véhicule dans lequel elle prenait place a été touché par de multiples obus antichars, causant sa mort. Un bombardier B-1B a largué une munition à guidage de précision de 500 livres (227 kg) sur l'enceinte, ce qui a détruit l'ennemi. Les survivants ennemis fuyaient le champ de bataille. Ce niveau de violence n'avait jamais été observé dans le district de Zharey, pas même à l'automne de 2005[64].

Le 22 mai 2006, le Bgén Fraser a rencontré le gouverneur Asadullah Khalid. Ce dernier a exprimé son inquiétude à l'égard des districts de Zharey et de Panjwayi. Il a aussi prévenu le Bgén Fraser que des combattants arrivaient à Zharey et que l'ennemi renforçait son organisation logistique. Il a dit qu'il avait rencontré les autres détenteurs de pouvoir de Kandahar : le mollah Naqib, Haji Agha Lalai Dastagiri et Ahmad Wali Karzai. Ces personnes s'entendaient pour dire que l'ennemi allait organiser des attaques contre les organisations d'aide non gouvernementales et les organismes de l'ONU à Kandahar. Une protection accrue était nécessaire, et le gouverneur Khalid a accepté de travailler plus étroitement avec le Comité de développement provincial. Incidemment, les observateurs canadiens ont remarqué qu'il s'agissait de l'une des premières tentatives d'accroître l'influence d'Ahmad Wali Karzai dans les cercles provinciaux, et que cette tentative était soutenue par le gouverneur Khalid[65].

Du 24 au 28 mai 2006, il y a eu d'autres combats. Une embuscade sur une patrouille de la Compagnie B, qui a blessé grièvement l'interprète Niaz «Junior» Mohammed en raison d'une salve de RPG qu'il avait essuyée, qui s'est transformée en un assaut de deux compagnies soutenu par des tirs de M-777 contre une position de défense ennemie dans un complexe de cabanes de séchage de raisins (Op YADGAR). Couvert par des hélicoptères d'attaque et un appui aérien rapproché, l'effectif de la FO Orion a pris 11 otages, tué neuf ennemis et blessé un nombre indéterminé d'insurgés[66].

Une opération ultérieure, menée du 11 au 14 juin, l'Op JAGRA, a essentiellement permis de répéter le ratissage, mais depuis des directions différentes, la Compagnie C entraînant l'ennemi vers la Compagnie B. Quelques contacts ont eu lieu sous forme de tirs de RPG et de munitions interarmes d'attaque directe conjointe (JDAM) larguées en guise de riposte par

un avion Harrier britannique. Contrairement aux opérations précédentes, l'ennemi restait sur place pour combattre : il mourait sur place. C'était nouveau et inhabituel. Le Lcol Hope et l'état-major de la FO Orion en ont pris note. Au fil des semaines, les missions des FOS ont augmenté de manière significative dans le district, car de plus en plus de renseignements sur les chefs ennemis ciblés entraient dans le système. Les choses avaient changé. Le district de Zharey était chaud, et ce n'était que le début[67].

Opérations anti-roquettes

Le KAF demeurait la cible principale des lance-roquettes ennemis. En 2006, plus l'année avançait, plus la fréquence des attaques augmentait. La FOM Aegis conservait la responsabilité globale de la sécurité du KAF, en collaboration avec le Centre d'opérations de défense interarmées (JDOC). La « bulle » de sécurité à l'aérodrome était formée d'un certain nombre de « bandes » : la bande la plus éloignée était censée être patrouillée régulièrement par la Police nationale afghane. Un bataillon d'infanterie roumain s'occupait des miradors sur le périmètre de l'aérodrome, tandis que plusieurs pays, dont le Canada, assuraient à tour de rôle la fouille et la sécurité à l'entrée principale. Les tâches plus spécialisées de défense de la base ont progressivement été confiées au Régiment de la Royal Air Force (RAF) en 2007, et l'un de ses U escadrons a apporté des mortiers, des tireurs d'élite, des radars et des capacités de commandement et contrôle. Un certain nombre de miradors étaient équipés de systèmes de caméras infrarouges et d'imagerie thermique et érigés pour assurer une surveillance 24 heures sur 24. La Force aérienne des É.-U. a déployé des équipes de renseignement humain dans le cadre de cet effort. Avant l'arrivée du Régiment de la RAF, le Canada fournissait une FRR en rotation avec des unités étasuniennes, britanniques et néerlandaises. Pour compliquer les choses, le peloton, mené par le Capt Kevin Barry, « appartenait » à la FOIM-76 de Bagram, mais a été transféré au Centre d'opérations de défense interarmées pour répondre au besoin[68].

La menace consistait en des roquettes non guidées de 107 mm installées sur lance-roquettes de fortune et connectées à une batterie et à une minuterie, pouvant être lancées sans la présence d'un « lanceur ». Les roquettes étaient de fabrication chinoise et, plus tard, iranienne. Un type de « lance-roquettes » était composé de pieux disposés en forme de « X » sur lesquels la fusée était posée puis déclenchée par une minuterie. Une version ultérieure consistait à lancer la fusée à partir d'un tube enfoui dans le sol et aligné avec la base. Ces configurations n'ont jamais été utilisées ensemble, ce qui indiquait la présence de différents groupes d'insurgés[69].

On utilisait l'analyse statistique du point d'origine, de la trajectoire et du point d'impact pour déterminer d'où les fusées étaient lancées – ces « boîtes à fusées » se trouvaient généralement au nord-ouest et au nord-est de l'aérodrome; les fusées étaient rarement lancées

du sud. On ne sait pas exactement comment les roquettes parvenaient en Afghanistan depuis le Pakistan en 2006, mais de toute évidence, les lanceurs préféraient les zones bâties et peuplées entre la ville de Kandahar et l'aérodrome aux grands espaces du sud[70].

Au KAF, en 2006, voici comment se passait habituellement une attaque à la roquette : le lancement était détecté par les systèmes radar, la sirène retentissait, puis les occupants de l'aérodrome allaient se réfugier en courant dans des bunkers en béton un peu partout sur les lieux. Il n'y avait aucun moyen d'intercepter la roquette après son lancement. Ensuite, la FRR se rendait au point d'origine, évaluait le site de lancement, interrogeait la population locale et enrichissait le portrait du renseignement. Lorsque le Régiment de la RAF s'est déployé, il y avait des mesures plus proactives, comme le déploiement d'équipes de tireurs d'élite dans les boîtes à roquettes[71].

On pouvait facilement minimiser la menace des roquettes, car elles étaient non guidées et les tirs étaient imprécis. Cela dit, le KAF était grand et ne cessait de s'agrandir. La probabilité de toucher un élément vital augmentait avec le temps. Notamment, un avion d'appui rapproché Harrier avait été détruit, et une roquette non explosée avait atterri près de la camionnette contrôlant les véhicules aériens sans pilote (UAV) MQ-1 Predator. Sans compter le risque de pertes humaines. En juillet 2006, un restaurant Kellogg Brown & Root situé à côté du quartier général canadien a été touché par un tir de roquette qui a blessé 14 personnes, dont un soldat canadien du détachement de TUAV Sperwer. Une autre a manqué de peu le Tim Horton de la promenade, démoralisant temporairement le personnel jusqu'à la réouverture de l'établissement. Les attaques à la roquette étaient un grain dans l'engrenage global de la coalition parce qu'elles mobilisaient des ressources, privaient le personnel de sommeil et, parfois, avaient des effets psychologiques négatifs sur certaines personnes. Sur le plan des opérations d'information, les attaques à la roquette renforçaient la perception des médias que Kandahar était en état de siège[72].

L'insurrection évolue et la FOI Aegis s'adapte; juin et juillet 2006

La nature exacte des plans des talibans en mai et juin 2006 restait obscure. Ce qui a été glané à l'époque par divers moyens ISTAR a conduit les leaders de la FO Orion à conclure que les talibans cherchaient à organiser une série d'attaques spectaculaires dans la ville de Kandahar, ce que la FO Orion a appelé la « Thèse du Têt » (du nom de l'offensive du Têt de 1968). La liste des cibles comprenait la prison de Sarposa, le palais du gouverneur, la maison d'hôtes du gouverneur, le siège de la MANUA et l'ERP[73]. L'objectif global de l'ennemi était de démontrer à tous les publics (nationaux, régionaux et internationaux) que le gouvernement afghan était incapable de gouverner la province. En théorie, cette situation était censée mettre en place les conditions nécessaires pour que les sympathisants de l'insurrection dans la ville et les districts environnants changent de camp et se débarrassent des forces

de la coalition. Une situation similaire s'était produite au milieu des années 1990 avec les talibans et, dans une certaine mesure, en 2001 lors de l'Op ENDURING FREEDOM. Toutefois, la théorie ne faisait pas l'unanimité au sein de la coalition. La FOIM-76, par exemple, restait sceptique tout au long de juin 2006[74].

Pour comprendre les opérations ennemies, la FOM Aegis s'était d'abord appuyée sur les analyses de la FOM Bayonet et d'autres entités réalisées en 2005. Les talibans étaient considérés comme un conglomérat de cellules peu structurées comptant chacune une trentaine d'agents. La choura de Quetta, au Pakistan, était le principal quartier général du mouvement et donnait des ordres directement aux cellules. La stratégie des cellules rurales consistait en des attaques par tirs directs contre les forces de la coalition chaque fois qu'elles se trouvaient à proximité. Les EEI avaient initialement été utilisées pour canaliser le mouvement pendant cette période. Plus tard en 2005, le mollah Dadullah Lang est devenu le commandant sur le terrain de la plupart des cellules talibanes dans les provinces du Sud de l'Afghanistan, ce qui a entraîné l'ajout d'opérations d'assassinat et de terrorisme par EEI dans la ville de Kandahar à l'approche des élections[75].

Le renforcement des activités en milieu rural et urbain de l'ennemi s'est poursuivi au début de 2006, mais la stratégie est restée la même et les résultats ont été peu impressionnants. En effet, les actions de la FO Orion dans les districts nord et ouest de Kandahar ont été très similaires à celles de la FO Gun Devils en 2005, et l'ennemi est demeuré perturbé dans ces zones.

Le 22 mai 2006, l'annonce par le mollah Dadullah Lang que les talibans allaient modifier leur mode de fonctionnement et la ratification ultérieure de ce changement par la choura de Quetta lors d'une réunion tenue du 23 au 30 mai ont confirmé que la FOM Aegis et les alliés avaient eu un effet significatif sur l'ennemi de février à avril. En effet, il semblait que la choura de Quetta allait renforcer ses opérations dans la province d'Helmand, où la position britannique était considérée comme plus faible que la position canadienne à Kandahar[76].

Du 3 au 5 juin, les chefs talibans étaient de retour en Afghanistan : Hafiz Majid et trois de ses sous-chefs se sont terrés quelque part près de Talukan, dans le district de Panjwayi, pour se préparer à mettre en œuvre les nouveaux plans. Au même moment, la Direction nationale de la sécurité a relevé des indications selon lesquelles des groupes de haut niveau étaient en route vers la province de Kandahar, ce que les analystes ont jugé inhabituel. D'autres informations faisaient état du déplacement de groupes de combattants arabes et pakistanais de Karachi à Quetta puis dans la ville de Kandahar[77]. Il était difficile de déterminer les intentions de l'ennemi; cependant, à la fin de juin, des informations plus probantes indiquaient que l'objectif explicite du mollah Dadullah Lang et du mollah Baradar était désormais de prendre le Sud de l'Afghanistan et d'établir une présence permanente à Kandahar. La choura de Quetta laissait entrevoir les mêmes intentions[78].

Dans les cercles de la coalition, on croyait qu'en perturbant et en frustrant les talibans assez longtemps, ces derniers voudraient peut-être s'asseoir à la table et discuter. Toutefois, comme il y avait une apparente transition à partir d'opérations de guérilla vers une combinaison complexe de terrorisme urbain et d'aspirations à des opérations plus conventionnelles, on commençait à croire que l'occasion se présenterait de vaincre l'insurrection une fois pour toutes. En attendant, toutefois, la perturbation est demeurée le fondement des opérations de la FOM Aegis[79]. Cette démarche a pris de nombreuses formes. Les unités de manœuvre ont poursuivi leurs activités de déstabilisation tandis que la FOM Aegis s'est tournée vers des moyens plus ésotériques.

Le repérage du système médical des insurgés en est un exemple. On localisait le personnel médical de haut niveau, les points de récupération des blessés et les « filières clandestines » d'évacuation médicale jusqu'à la ligne Durand et au-delà. Malgré l'accent mis ouvertement sur l'efficacité du martyre jihadiste, les talibans prenaient les opérations médicales au sérieux. Avant de préparer des opérations, les insurgés créaient et géraient des points de ramassage des blessés et stockaient des fournitures médicales. Souvent, en particulier dans les provinces de Zabol et d'Helmand, la coalition repérait ces installations, puis les démantelait. Il s'agissait d'une activité non cinétique : on disait aux médecins de quitter la région et on utilisait les fournitures pour aider la population locale. Cela a eu un effet mesurable sur les opérations ennemies dans ces provinces, mais moins à Kandahar ou Oruzgan, où l'ennemi utilisait les hôpitaux du gouvernement local pour soigner ses victimes[80].

Un autre exemple est le recours aux FOS pour repérer et surveiller les passages secrets pour insurgés traversant la ligne Durand en Afghanistan. Ces passages comprenaient des endroits dans la région de Bahram Chah/Barab Chah dans le sud d'Helmand; une piste d'atterrissage construite par Al-Qaïda à Kala Puti dans le district de Shorabak; et le désert de Reg, et en particulier Spin Boldak, où passaient des composantes d'EEI. On surveillait les allées et venues des chefs; on observait les combattants y entrer, et les blessés ou les morts en sortir[81].

Pendant tout le mois de juin 2006, la FOM Aegis a pris note des changements de comportement des talibans en repérant les lieux où se trouvaient leurs chefs et les types d'opérations menées dans chaque province. Par exemple, le déploiement dans la province de Kandahar des deux cellules de 15 hommes du mollah Hanan formé par Al-Zarqawi et des bombes humaines d'Al-Qaïda a été annonciateur d'un niveau de carnage plus élevé que la normale à Kandahar. Si, par exemple, le nombre de combattants talibans de Toor Naquib dans le haut Shah Wali Kot n'était pas accru et que ces derniers continuaient à exécuter leur niveau habituel d'embuscades sur la route de Tarin Kot, on pouvait exclure qu'il s'agisse d'un effort principal. Si le mollah Shakur et ses cellules à Chenar et Tambil, dans le district de Khakrez, ne faisaient pas grand-chose, il est probable que l'effort principal n'était pas là non plus. Cependant, la présence du mollah Dadullah Lang à Helmand et du

mollah Baradar à Zaboul signifiait probablement que des opérations coordonnées contre les forces de la coalition visant des effets plus importants se prépareraient là-bas dans un avenir rapproché[82].

A un niveau supérieur, la FOIM-76 devait coordonner les opérations du Commandement régional (Est) avec celles de la FOM Aegis dans le CR (S). À cette époque, Al-Qaïda, ses alliés et ses affiliés avaient consolidé leurs positions dans les zones tribales sous administration fédérale et au Waziristan Nord et Sud. Si la FOIM-76 retirait des forces et ressources du Commandement régional (Est) et les envoyait soutenir la FOM Aegis, cela encouragerait-il les insurgés basés au Pakistan à attaquer le Commandement régional (Est)? L'état-major canadien de liaison de la FOIM-76 a prévenu la FOM Aegis que les priorités divisionnaires étaient les suivantes : opérations dans les provinces N2K (Nangarhar, Kunar et Khost); opérations dans la zone de sécurité frontalière du Commandement régional (Est); opérations dans le CR (S). Ces priorités étaient sur le point de changer, mais la FOM Aegis devait planifier sur la base qu'elle ne pourrait pas gérer indéfiniment des ressources empruntées ou assignées, en particulier les systèmes de collecte ISTAR. Elle devait être sélective quant aux mesures à adopter[83].

L'Op MOUNTAIN THRUST, conçue par la FOIM-76, s'est concentrée sur le nord d'Helmand, Oruzgan et le nord de Zabol. Les objectifs étaient les suivants : vaincre les talibans dans ce que la FOIM-76 croyait être ses sanctuaires; étendre la gouvernance du gouvernement afghan à ces régions; faciliter l'expansion, la phase III de l'OTAN. L'effort principal était la province d'Helmand. Les forces de la coalition devaient y fixer les conditions nécessaires aux opérations spéciales de la FO Bushmaster en vue d'éliminer et de vaincre les talibans dans la vallée de Bagran et dans l'ouest d'Oruzgan. Les opérations à Zabol et à Kandahar devaient servir à soutenir les opérations de façonnage. Les tâches principales consistaient à tuer/capturer les leaders et les cellules d'EEI de l'ennemi, et à interdire l'entrée des cellules talibanes à Kandahar, à Qalat et à Lashkar Gah[84].

Opération MOUNTAIN THRUST : district de Khakrez, juin 2006

L'Op MOUNTAIN THRUST a fait intervenir pratiquement tout l'effectif de la FOM Aegis, y compris la FO Orion. Cette dernière devait se déployer dans le nord de la province de Kandahar, encercler et fouiller toutes les zones de refuge potentielles des talibans et, de manière plus générale, faire barrage à tout taliban qui tenterait de se diriger vers le sud pour échapper aux forces de la coalition exécutant des manœuvres à Oruzgan[85].

Cette stratégie posait un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, le plan ne tenait pas compte des détails du relief montagneux et complexe, et il n'y avait tout simplement pas assez de forces pour passer au peigne fin l'ensemble des zones désignées. Deuxièmement, il n'était pas prévu de laisser une présence afghane en matière de sécurité et de gouvernance

dans les zones ratissées. Troisièmement, et c'est le plus important pour la FO Orion, l'Op MOUNTAIN THRUST devait envoyer toutes les forces d'Orion dans les districts du centre de la province et dans la ville vers le nord, dans des districts où l'ennemi ne semblait pas se trouver. Ce dernier se concentrait à Zharey et Panjwayi, et non à Khakrez ou Ghorak. Oui, l'ennemi était présent à Shah Wali Kot, mais en quoi constituait-il une menace? Il ne perturbait pas sérieusement la route de Tarin Kot et il était éloigné de la ville de Kandahar[86].

Il était extrêmement difficile de convaincre la FOIM-76 de cet état de fait. Cette dernière avait déjà établi sa trajectoire depuis des mois et alloué des capacités ISTAR et d'autres ressources à l'Op MOUNTAIN THRUST. Ces ressources devaient se rendre ailleurs pour une opération ultérieure, MOUNTAIN LION, dans un autre commandement régional. Des éléments de l'état-major de la FOIM-76 n'étaient pas convaincus que le problème de Zharey/Panjwayi était suffisamment important dans le schéma de ses objectifs plus larges[87].

Le gouvernement afghan dans la province de Kandahar n'était pas d'accord avec la FOIM-76 et a imaginé plusieurs moyens de convaincre la FOM Aegis et la FO Orion d'organiser plus d'opérations à Zharey pour maintenir l'ennemi en déséquilibre. Il y avait de nombreux programmes en jeu concernant la structure du pouvoir provincial, pas tous strictement liés à la sécurité, mais le Lcol Hope en a convenu qu'il y avait un problème émergent dans le district et a fait pression sur la FOIM-76 pour qu'elle refasse enquête à Zharey avant de lancer l'Op MONTAGNE THRUST. L'Op JAGRA, menée du 12 au 14 juin 2006, a renvoyé les compagnies C et B à Zharey. L'échange de tir qui en a résulté et à laquelle la Compagnie C s'est trouvée mêlée a montré une fois de plus que l'ennemi s'organisait. Les forces ennemies ont alors tenu leur position et combattu avant de battre en retraite progressivement, puis de se disperser. C'était une nouvelle façon de faire de leur part[88].

Malheureusement, la coalition ne pouvait pas protéger les districts de Zharey et de Panjwayi car elle n'avait pas suffisamment de troupes. L'ensemble de la FO Orion s'est déplacée vers le nord dans le cadre de l'Op MOUNTAIN THRUST. Aucun kandak de l'Armée nationale afghane n'a été mis à la disposition de la coalition dans la province de Kandahar. Les kandak formés par les États-Unis n'ont pas été envoyés à Kandahar et sont soit allés au commandement régional (Est), soit ils ont protégé Kaboul. Les différentes forces de « police », dont la plupart ne valaient guère mieux que les milices tribales et étaient mal équipées pour les opérations anti-insurrectionnelles, sans parler de la police traditionnelle, n'ont donc pas pu être déployées. Comment une ERP, avec une poignée d'officiers canadiens de la CIVPOL, a-t-elle pu former et encadrer plusieurs forces de police afghanes partiellement formées qui étaient en contact presque quotidien avec les insurgés dans toute la province? Où étaient les policiers de Kaboul qui avaient été formés par les Allemands? L'incapacité du gouvernement canadien à exercer une influence à Kaboul ou auprès de ses alliés pour obtenir plus de ressources pour la province de Kandahar, ou pour convaincre la FOIM-76

de modifier sa perception pendant cette période a démontré une faiblesse importante dans la capacité du Canada à intégrer les ministères et à créer une synergie dans la capitale pour atteindre les objectifs de sécurité dans la province de Kandahar. Les hommes et les femmes de la FO Orion ainsi que leurs successeurs devaient maintenant en porter le fardeau[89].

La FO Orion a été déployée dans le district de Khakrez, au nord, le 12 juin 2006 (voir la figure 10-6).

Il n'y a eu pratiquement aucun contact tandis que les compagnies A et C menaient des opérations épuisantes de bouclage et de fouille. Après plusieurs jours d'opérations peu concluantes, la FO Orion se préparait à retourner au KAF, dans le sud. C'est alors qu'un LAV III a été frappé par un énorme amas de mines, blessant gravement l'équipage et détruisant le véhicule. Au même moment, un VBL III du quartier général tactique de la FO Orion a été touché par un EEI à plateau de pression dans le district de Ghorak. Et alors deux G-Wagons du quartier général tactique ont été mis hors service par un véhicule suicide renfermant un EEI à l'entrée de la ville, blessant deux Canadiens et tuant neuf civils afghans. Pendant que la FO Orion était perturbée au nord, les talibans poursuivaient leurs préparatifs dans le district de Zharey[90].

Opérations dans le district nord, juin-juillet 2006

Dans le cadre des opérations en cours de la FOM Aegis dans le nord de la province de Kandahar liées à l'Op Mountain Thrust, la vallée de Chenartu constituait une zone d'intérêt à l'est de la route de Tarin Kot, au centre de la province de Zabol. Chenartu a été le théâtre d'une opération réussie des forces spéciales en décembre 2005, qui a permis d'atteindre plusieurs chefs talibans ciblés et de montrer que la coalition pouvait atteindre à volonté des vallées presque inaccessibles. Une perspective similaire sous-tendait cette opération. La vallée de Chenartu était une zone verte étendue sur le long atteignable uniquement par voie aérienne ou par l'équivalent d'un sentier de chèvre élargi. Selon les renseignements obtenus, les talibans du district de Shah Wali Kot s'y seraient regroupés, et d'autres organisations talibanes d'Oruzgan et de Zabol auraient utilisé la vallée comme point de rencontre. L'Op TABER POLAD était une mission complexe faisant intervenir la FO Orion, la Police nationale afghane, et la FO Knighthawks, l'unité d'aviation des Forces terrestres des É.-U. appartenant à la FOIM-76[91].

Le schème de manœuvre prévoyait l'assaut aérien de la Compagnie C sur deux positions de blocage, pendant que la Compagnie A et la police fouillaient la vallée. Le principal défi consistait à se conformer aux exigences de la FO Knighthawks, qui affirmait que les zones d'atterrissage de leurs hélicoptères devaient être sécurisées par des véhicules armés avant d'atterrir. De toute évidence, on cherchait à ne pas avoir de surprise; l'état-major de la FO Orion s'est donc démené pour trouver un moyen de répondre à ce critère.

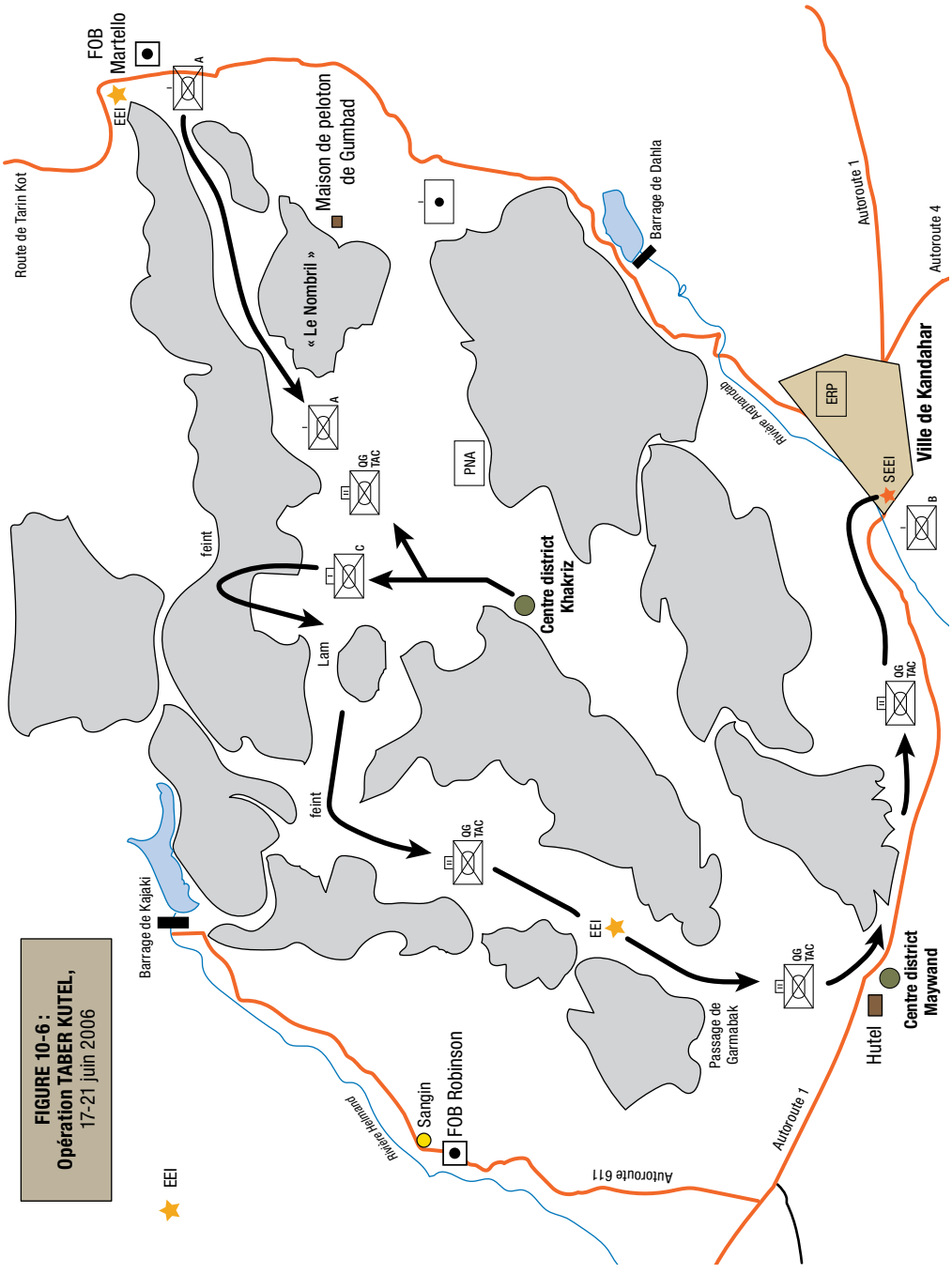


FIGURE 10-6 : Opération TABER KUTEL, 17-21 juin 2006

Figure 10-6 : Opération TABER KUTEL, 17-21 juin 2006

Le peloton de reco et les tireurs d'élite se sont déployés au sud-est de la FOB Martello vers leurs positions de blocage désignées. Lorsque leurs RG-31 et leurs G-Wagons ont été en position, plusieurs CH-47 Chinook escortés par des hélicoptères d'attaque AH-64 ont alors surgi en même temps que la Compagnie C : la moitié au nord de la vallée, l'autre moitié au sud. Le TUAV Sperwer tournait en boucle en attendant les « squirters ». La Compagnie A et la police afghane, suivies par les VBL III de la Compagnie C, se sont déployés au sud sur la route de Tarin Kot, puis à l'est sur la piste qui mène à l'extrémité sud de la vallée de Chenartu. L'intervention a pris par surprise le système d'alerte précoce de l'ennemi, qui a eu du mal à trouver des spécialistes d'EEI pour répondre à l'incursion.

Alors que la police afghane adoptait ses positions de blocage, la Compagnie C lançait des manœuvres de bouclage et de fouille dans le nord, tandis que la Compagnie A se frayait un chemin depuis le sud. Il y a eu plusieurs réussites sur le plan du renseignement, mais les insurgés talibans qui se trouvaient dans la vallée se sont terrés et n'ont pas affronté la FO Orion. Les fouilles n'ont rien donné et aucun ennemi n'a été identifié par la population, qui était intimidée. Encore une fois, sans une présence de sécurité importante et compétente, la population ne se rangerait pas du côté du gouvernement ou des forces de la coalition. Après deux jours, on a dû mettre fin à l'Op TABER POLAD. Alors que les effectifs quittaient la zone, des spécialistes des EEI ennemis ont posé des dispositifs sur l'itinéraire d'extraction, mais les systèmes de CME sur les véhicules canadiens les ont tous détruits. Cela a donné lieu à une série de communications frustrées entre les insurgés.

Pendant que la FO Orion se remettait de TABER POLAD, il fallait prendre une décision importante. La maison de peloton de Gumbad, créée à l'époque des Gun Devils et entretenue par la FO Orion, était de plus en plus problématique en raison de son éloignement. Gumbad nécessitait des ressources canadiennes et était difficile à réapprovisionner. La plupart des pertes de la FO Orion, tant sur le plan du personnel que des véhicules, ont été signalées dans ses environs. Parallèlement, une présence en matière de gouvernance était assurée dans le nouveau centre du district. Un petit effectif de policiers et de l'Armée nationale afghane y était installé. Gumbad était un exemple du dilemme auquel étaient confrontés non seulement la FO Orion, mais aussi les commandants des FO ultérieures; elle coûtait cher et on y voyait un potentiel sur le plan des objectifs à long terme de la campagne, mais compte tenu des changements à court terme dans la province d'Helmand et autour de Kandahar, était-ce toujours aussi important? Si la FO Orion quittait la région après plusieurs mois d'opérations de sécurité et de gouvernance, l'ennemi viendrait et montrerait à la population qu'il était désormais aux commandes. La nouvelle se répandrait dans tout le district que les forces de la coalition et du gouvernement étaient faibles. Le contexte, à savoir le manque d'effectifs et le changement de priorités, ne serait pas de bonnes justifications pour la population locale.

La décision de retirer les Forces canadiennes de Gumbad a été extrêmement difficile à prendre. Cependant, la FO Orion ne pouvait pas simplement abandonner une maison de peloton fortifiée. On s'inquiétait du fait que l'ennemi occuperait l'installation et l'utiliserait dans le cadre de ses offensives d'information. Ils diraient : « Voyez, nous avons vaincu les Canadiens à Gumbad. Voici leur base et nous l'occupons[92] ! » Il fallait organiser une opération délibérée pour démanteler la maison de peloton de Gumbad. On a donc mis sur pied une patrouille médicale de village pour camoufler le déroulement simultané de l'opération de démantèlement. Ainsi, pendant que des médecins, dentistes, vétérinaires, psychologues et membres des forces de sécurité afghanes atterrissaient en hélicoptère pour aider la population locale, une force terrestre de la Compagnie C démantelait la base. Même s'il n'y avait pas eu de victimes, les relations à long terme entre les forces gouvernementales et la population locale de Shah Wali Kot ont été mises à mal. Dans l'ensemble, c'était la bonne décision, mais un piètre réconfort pour la population locale[93].

Ce retrait allait se répercuter à long terme. Au cours des années suivantes, chaque fois que le Canada se retirait d'un avant-poste de combat ou démantelait une maison de peloton, les analystes des médias canadiens qualifiaient ce geste de « retraite » et de démonstration d'une perte de contrôle de la coalition. Cela exerçait une pression sur la chaîne de commandement canadienne à Ottawa, l'obligeant, ainsi que le quartier général avancé en Afghanistan, à dépenser de précieuses ressources et du temps à sur-analyser l'impact politique interne de chaque redistribution tactique potentielle des forces. Bien entendu, la chaîne de commandement ne pouvait pas expliquer aux médias, et par conséquent à l'ennemi, que les forces étaient insuffisantes, et elle ne pouvait certainement pas divulguer les priorités futures. Le milieu des affaires publiques n'a pas su expliquer ces réalités et, en fin de compte, la perception que le Canada « battait constamment en retraite » s'est imposée dans les médias canadiens, ce qui a eu des effets néfastes au fil du temps[94].

Même si l'opération MONTAGNE THRUST n'a pas été concluante dans la zone d'opérations canadienne, elle a eu des effets importants ailleurs. Le major-général Freakley a affirmé ceci :

> [Traduction]
>
> Nous avons éliminé plusieurs des chefs ennemis clés dans le sud, principalement dans la province d'Helmand. Nous avions ciblé dix individus là-bas. Nous en avons éliminé quatre et avons chassé les autres du pays. En octobre, ils étaient tous les six de retour à cause de l'inactivité des Britanniques. Cependant, l'Op MOUNTAIN THRUST a permis aux Britanniques, Néerlandais et Roumains d'entrer dans le pays pratiquement sans entrave. [Ce travail a été effectué par] le chef de la FO Bushmaster. Pour ce qui est du volet « combats », ils ont été menés par le Canada et les États-Unis... Mais nous n'avons pas obtenu d'effet durable[95].

Op ZAHAR : la bataille de Pashmul, du 7 au 9 juillet 2006

La FOM Aegis et la FO Orion ont dû faire face à deux problèmes apparus simultanément. Fin juin, l'activité des insurgés s'est considérablement accrue dans les districts de Musa Qala et de Kajaki, dans la province d'Helmand... Puis, les entreprises de sécurité du barrage hydroélectrique de Kajaki, d'une importance vitale, ont déserté. D'autres indicateurs laissaient entrevoir que la sécurité dans la région de Sangin était de plus en plus problématique. La situation a donné lieu à un débat entre les commandants britanniques et les dirigeants politiques d'Helmand sur la réponse à apporter. Le 3 PARA devait-il ou non se diriger vers le nord en dehors de ses zones d'opérations désignées autour de Lashkar Gah[96]? Dans un même temps, la Compagnie B de la FO Orion a détecté la montée en puissance d'insurgés dans le district de Zharey, dans la province de Kandahar. La différence, maintenant, résidait dans le fait que les chefs talibans arrivaient en plus grand nombre et que des préparatifs de défense étaient en cours dans le district. Les indicateurs ISTAR ont suggéré qu'il y avait un lien entre les activités au centre d'Helmand et celles dans le district de Zharey. Une possibilité était que la force de Zharey allait bloquer l'autoroute 1 pour empêcher le réapprovisionnement et provoquer des « spectacles » à Kandahar, pendant que la force insurgée d'Helmand attirerait les forces britanniques vers le nord et se dirigerait ensuite vers Lashkar Gah, la capitale provinciale, ou encore éliminerait la force opérationnelle britannique en déploiement à mesure qu'elle ferait son entrée sur le terrain[97].

L'Op HEWAD (« Homeland ») était un plan de contingence établi par la FOM Aegis pour résoudre le problème de la région centrale d'Helmand. Une partie de ce plan était appelée Op AUGUSTUS, un sous-plan conçu pour neutraliser les leaders ennemis s'ils se réunissaient dans la région de Sangin pour planifier ou négocier avec des groupes locaux. La FO Orion travaillait déjà, seule, sur un plan de contingence pour retourner dans le district de Zharey et perturber les activités de l'ennemi : ce plan était appelé Op ZAHAR (« Epée »). Cependant, Orion avait un rôle à jouer dans HEWAD et AUGUSTUS, et toutes les activités devaient alors être coordonnées avec l'Op MOUNTAIN THRUST, menée par la FOIM-76 dans la province d'Oruzgan et dans les zones adjacentes. Dans les faits, la FO Orion se désengagerait du Shah Wali Kot, se rendrait dans le district de Zharey et perturberait l'ennemi, se réapprovisionnerait, puis se dirigerait vers l'ouest jusqu'à Helmand pour soutenir les opérations britanniques à Sangin.

Le portrait du renseignement pour l'Op ZAHAR a pris forme le 5 juillet. Les leaders ennemis étaient sur le point de se rencontrer dans la région de Pashmul, de consolider le contrôle du district, puis d'organiser une série d'opérations « spectaculaires » à Kandahar tout en entravant la circulation sur l'autoroute 1. Conscient de ce fait et de la montée en puissance signalée par la Compagnie B du Maj Grimshaw et d'autres sources, le Lcol décide qu'il est temps de lancer l'Op ZAHAR.

Cette dernière s'appuyait sur toutes les leçons tirées de la FO Orion à ce moment-là dans la province, la première étant qu'un réseau de signalement de l'ennemi existait bel et bien à Kandahar et autour, et que celui-ci devait être déjoué avant que le groupement tactique ne puisse converger vers les zones cibles. Contrairement aux opérations précédentes, ZAHAR recourrait aux trois compagnies d'infanterie. Encore une fois, les opérations précédentes ont prouvé que le fait d'encercler une zone cible en terrain difficile et de surprendre l'ennemi améliorait les chances de succès.

Dans la nuit du 7 juillet 2006, les compagnies d'infanterie de la FO Orion ont fait des allers et retours dans la ville de Kandahar pour brouiller le réseau d'alerte précoce de l'ennemi. Juste avant minuit, la Compagnie A et le peloton de reco se sont déplacés vers la Base de patrouille Wilson (avec un véhicule de COCIM qui a essuyé des tirs pendant qu'il traversait la ville), tandis que les compagnies B et C se sont déplacées vers le centre du district de Bazaar-e Panjwayi dans le district de Panjwayi. Les canons M-777 ont été installés en position le long de l'autoroute 1. Une compagnie des troupes de l'Armée nationale afghane du nord de l'Afghanistan et leurs instructeurs américains intégrés ont été séparés; un peloton afghan a été affecté à chaque compagnie canadienne. Pour des raisons de sécurité opérationnelle, la police afghane n'a pas été invitée à participer à cette opération (voir la figure 10-7).

La FO Orion se déploie à minuit. La compagnie A du Maj Gallinger se dirige vers l'ouest en descendant l'autoroute 1 et bifurque brusquement vers le sud dans les allées étroites entre les tranchées des vignobles. La Compagnie C du Maj Bill Fletcher traverse la rivière Arghandab et établit un « point d'appui » au carrefour, à courte distance du bazar au sud de Pashmul, pendant que le Maj Grimshaw et la Compagnie B se préparent à croiser la Compagnie C en se dirigeant vers l'ouest en position de blocage.

Les tirs commencent immédiatement sur tous les fronts. Les véhicules de la Compagnie A sont ciblés par des tirs après cinq minutes, tout comme ceux de la Compagnie C. Cette dernière tient bon et riposte par des tirs de 25 mm provenant de ses VBL III de tête. La colonne de VBL III et de G-Wagons de la Compagnie A se déplace lentement le long de l'allée sombre, les tourelles vont à gauche et à droite, visant les équipes RPG ennemies à l'aide de lunettes de vision nocturne. Les femmes et les enfants commencent à fuir la zone de combat. Pendant que la Compagnie C continue de tirer sur ses objectifs, la Compagnie B se déplace vers l'ouest, mais est lourdement attaquée par des équipes de RPG et des tirs de mitrailleuses depuis le sud et l'ouest. Les trois compagnies sont donc prises à partie par une force de couverture ennemie déployée en cercle autour de Pashmul. L'ennemi tente d'envoyer un petit nombre de renforts à moto pour soutenir la force de couverture, mais ceux-ci sont éliminés alors qu'ils tentent de se mettre en position. Les combats durent

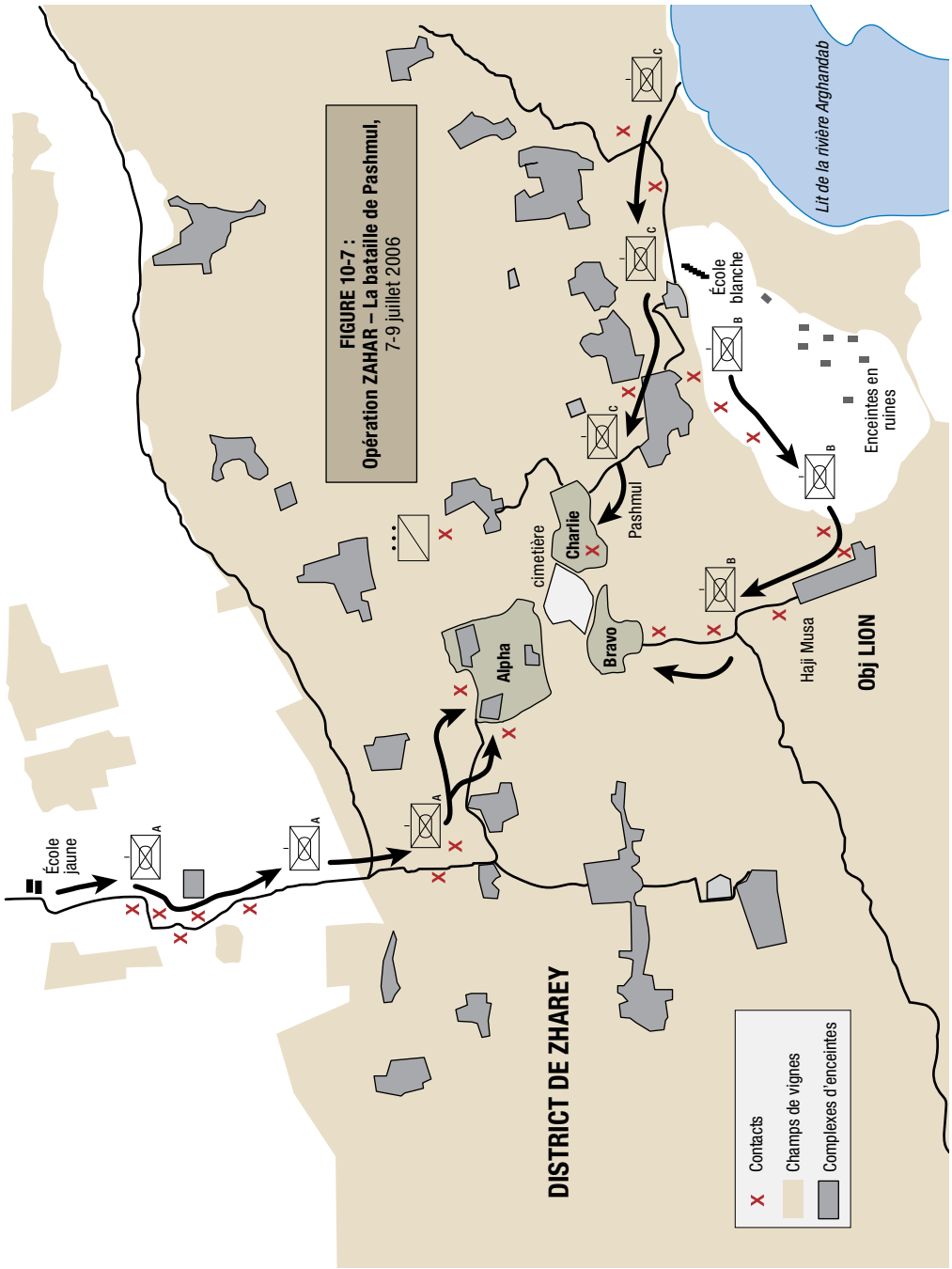


Figure 10-7 : Opération ZAHAR – La bataille de Pashmul, 7-9 juillet 2006

toute la nuit alors que les compagnies se mettent en position en face de leurs zones cibles, désignées ALPHA PUMA, BRAVO PUMA et CHARLIE PUMA. Le peloton de reco se déplace du nord-est vers une position de blocage et appréhende des éléments ennemis qui tentent d'échapper à l'assaut.

Aux premières lueurs du jour, les trois compagnies et les troupes afghanes qui les accompagnent descendent et avancent vers les zones d'objectif. Les trois compagnies essuient des tirs de mitrailleuses, tandis que la Compagnie A commence à être touchée par des tirs indirects de mortiers et de GPF. Les combattants rapprochés constatent que des RPG sont utilisés par les deux camps à des portées minimales. L'enchevêtrement de ces engins et la chaleur extrême ralentissent la progression. C'est alors que l'ennemi contre-attaque, essayant d'exploiter un filon entre les pelotons de la Compagnie B, une manœuvre qui surprend le commandement canadien et qui se révèle un autre indicateur d'une capacité tactique accrue de l'ennemi. Les combats sur toutes les zones d'objectifs se poursuivent jusque tard dans la matinée; les canons M-777 de la batterie A, les hélicoptères d'attaque AH-64 de l'armée étasunienne et les chasseurs-bombardiers A-10 des Forces aériennes des É.-U. sont amenés en renfort.

Au cours de l'action, le Cpl Anthony Boneca, un réserviste du Lake Superior Scottish Regiment, est abattu lors de l'assaut de la Compagni C, sur une enceinte. Un UAV MQ-1 Predator de la 62e Escadrille de reconnaissance expéditionnaire des Forces aériennes des É.-U. est amené et largue un missile Hellfire sur la structure, qui enflamme les munitions et brûle le bâtiment. C'est la première fois qu'un contrôleur interarmées de l'attaque finale du Canada guidait un AGM-114 Hellfire lancé par un UAV : ce ne sera pas la dernière. Dans la zone de la Compagnie A, de petites équipes d'insurgés tentent de prendre le flanc de l'assaut principal et de gêner le ravitaillement en eau ou de provoquer d'autres perturbations pour ralentir l'élan de l'assaut. Ces mouvements sont contrés par le quartier général de la compagnie et le réapprovisionnement se poursuit.

Les membres du Génie de combat nettoient peu à peu les enceintes tout au long de la journée. Les membres du Génie de combat du Maj Trevor Webb découvrent le matériel de fabrication d'EEI et les postes de commandement ennemi abandonnés. Les victimes ennemies, dont les corps ont été fragmentés par divers systèmes d'armes canadiens, se trouvent dispersées dans toute la zone de combat; en collaboration avec la COCIM locale, on tente de disposer des restes d'une manière culturellement appropriée. Les ressources ISTAR tentent de localiser l'ennemi pour reprendre l'engagement. Selon les indicateurs, un certain nombre d'insurgés se sont échappés vers l'objectif LION, le village de Haji Musa, au sud-ouest de Pashmul. Des plans sont établis pour converger vers Haji Musa le lendemain matin.

Parallèlement, des indicateurs plus clairs montrent que certains ennemis ont pu s'exfiltrer vers l'ouest avant que le périmètre puisse être entièrement délimité. Malheureusement, la capacité de la FO Orion à poursuivre compte tenu du terrain resserré était minime. Un ratissage à Haji Musa après une mission d'OPPSY a permis de trouver des équipements et des fournitures médicales, mais les insurgés étaient déjà partis. Aucun autre contact n'a eu lieu cette journée-là.

Pendant que la FO Orion attaquait l'ennemi à Pashmoul, le gouverneur de Kandahar et diverses unités de police de la ville effectuaient des raids dans de nombreuses mosquées soupçonnées de soutenir l'insurrection; 156 personnes sont arrêtées, dont 50 restent en détention. L'Op ZAHAR conjuguée aux raids sur les mosquées perturbe totalement les plans de l'ennemi, qui prévoyait lancer une offensive de type Têt. En effet, on évalue à trois ou quatre le nombre de chefs ennemis qui ont été mis hors de combat par l'Op ZAHAR. Deux d'entre eux ont été blessés, exfiltrés, puis sont décédés par la suite ailleurs. Il est à noter que ces chefs étaient amenés à remplacer les pertes antérieures, en particulier celles du réseau de Baqi, et comprenaient probablement des spécialistes des EEI. Après l'opération, la Compagnie B a interrogé ses sources locales et a conclu qu'il y avait 200 insurgés ennemis présents entre Pashmul et Siah Choy à l'ouest. Finalement, une cinquantaine d'entre eux ont été tués ou sont morts des suites de leurs blessures. Il semble que la Compagnie A a abattu le groupe de protection rapprochée d'un chef ennemi en route; ce dernier a quitté la zone de combat, neutralisé et sans gardes du corps[98].

ZAHAR est la première opération réussie qui a sérieusement perturbé le renforcement de l'ennemi à l'ouest de Kandahar; elle a permis à la coalition de gagner du temps pour faire face à la situation qui se détériorait dans la province d'Helmand. Par ailleurs, c'était la première fois que l'ensemble du groupement tactique canadien était engagé dans une opération de combat unique : une action nocturne importante sur un terrain complexe.

Photo : Auteur

L'Op ZAHAR (du 7 au 9 juillet 2006) a été la première grande mission de combat canadienne faisant intervenir l'ensemble du groupement tactique, lancée de nuit en terrain complexe contre des positions défendues. La Compagnie A (1 PPCLI), quitte ses véhicules et essuie des tirs ennemis de l'objectif ALPHA PUMA.

Photo : Auteur

Des LAV III lancent une pluie de tirs de calibre 25 mm sur l'objectif ALPHA PUMA.

Photo : Auteur

Des véhicules de la Compagnie A font feu sur un mouvement de flanquement ennemi.

Photo : Auteur

L'infanterie canadienne avance pour débusquer les insurgés.

Photo : Auteur

Le lendemain, les compagnies C et A progressent pour dégager Haji Musa.

Photo : Auteur

Un missile Hellfire lancé par un MQ-1 Predator tue les insurgés qui ont blessé mortellement le Cpl Tony Boneca de la Compagnie C, 1 PPCLI, durant l'Op ZAHAR.

Op AUGUSTUS : vers la vallée de Sangin

Pendant que la FO Orion menait l'Op ZAHAR, une suite de développements dans la province d'Helmand alimente ce qui allait devenir l'Op AUGUSTUS. Dans le cadre de l'Op Mountain Thrust, les opérations spéciales américaines de la FO Bushmaster s'étaient déplacées dans le nord de la province d'Helmand, amenant l'ennemi à bouger et perturbant les opérations dans cette région et dans l'ouest de la province d'Oruzgan. L'élément de soutien logistique de la FO Bushmaster, situé au nord du barrage de Kajaki, est tombé dans une embuscade. Puis un raid des FOS de niveau I, destiné à éliminer les chefs ennemis dans la région de Sangin, a mal tourné, entraînant la perte d'un hélicoptère MH-47. Au même moment, une compagnie d'infanterie britannique du 3 PARA est coincée dans le centre du district de Sangin par les forces insurgées de la ville. En raison de cette suite d'incidents, on décide de suspendre les premières opérations de reconstruction britanniques dans le centre-sud d'Helmand[99].

Des ajustements sont apportés au plan HEWAD initial. L'assaut aérien contre les chefs ennemis ciblés, au nord de Sangin, l'Op AUGUSTUS, devait avoir lieu en même temps qu'une mission de secours au centre du district de Sangin. La FO Bushmaster, qui était sur le terrain depuis longtemps et devait être utilisée pour la prochaine opération de la série MONTAGNE au sein du commandement régional (Est), devait passer par la zone d'opération de Sangin, être escortée jusqu'à l'autoroute 1, puis revenir au commandement régional (Est). Les planificateurs de la FOM Aegis devaient s'assurer que tout cela se déroule le plus harmonieusement possible. La force aéromobile 3 PARA, dotée d'une mobilité terrestre limitée, ne serait pas en mesure de gérer toutes ces pièces mobiles. Par conséquent, la FO Orion, renforcée d'une compagnie d'infanterie étasunienne équipée de Hummer de la FO Warrior, 1-2 Infantry à Zabol, est amenée en renfort. Qu'est-ce que cela signifiait dans le portrait global? Pour éviter que la position de la coalition à Helmand s'effondre, la FOM Aegis a dû dépouiller les provinces de Kandahar et de Zabol de la majorité de leurs forces opérationnelles « cinétiques » et les redéployer dans le centre d'Helmand. Dans le plan de campagne initial, ces FO étaient censées escorter et soutenir leurs ERP respectives dans leurs activités de développement, de reconstruction et de gouvernance, et participer à l'encadrement des forces de sécurité afghanes. Presque toutes ces activités ont dû être suspendues dans les trois provinces. La FO Orion devait également prendre le relais des forces d'opérations spéciales françaises à Spin Boldak. Cette opération a également dû être suspendue (les Français sont finalement partis sans avoir dûment procédé au transfert de responsabilités à la FO Orion, laissant un vide dans ce district crucial).

Le plan général prévoyait que la FO Orion établisse des barrages à l'est et au sud de la zone cible d'AUGUSTUS (voir la figure 10-8).

FIGURE 10-8 :
Opération AUGUSTUS – Province d'Helmand,
du 12 au 17 juillet 2006

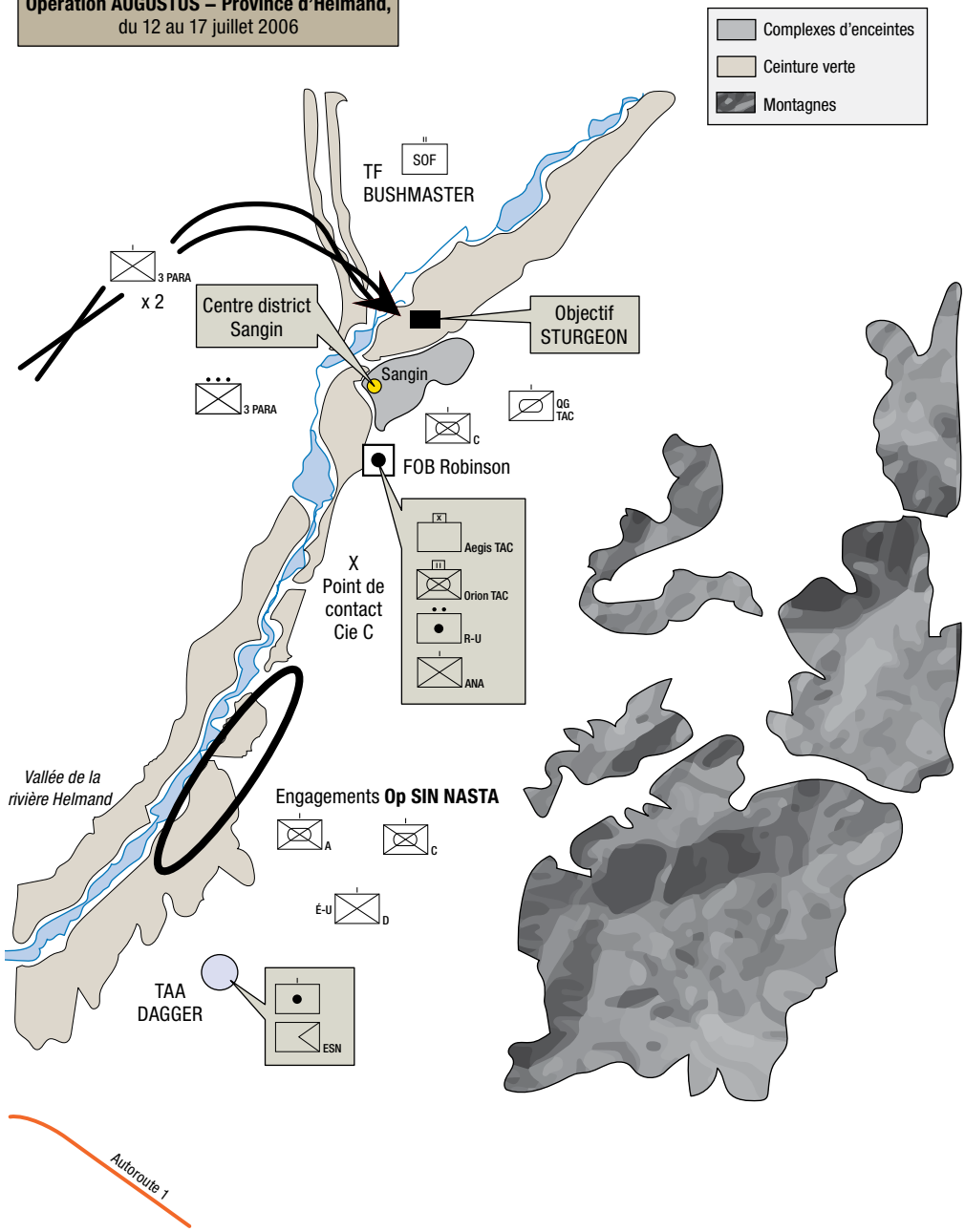


Figure 10-8 : Opération AUGUSTUS – Province d'Helmand, du 12 au 17 juillet 2006

La FO Bushmaster s'occuperait des barrages nord. La 3 PARA lancerait un assaut aérien dans la zone cible, puis une compagnie d'infanterie canadienne se déplacerait pour prendre le relais dans le centre du district de Sangin. La FO Orion couvrirait ensuite la FO Bushmaster pendant son redéploiement dans l'est de l'Afghanistan. La participation des forces de sécurité afghanes serait négligeable, car l'Armée nationale afghane et la police afghane ne détachaient pas de forces d'ailleurs en Afghanistan pour des opérations dans le sud. C'est regrettable. Un élément clé du plan était un sous-plan appelé RANA, dirigé par la conseillère en politiques de la FOM Aegis, Pam Isfeld, qui envisageait une « super choura » dirigée par le coordinateur de l'amnistie du programme afghan PTS, le légendaire professeur Mojadedi. L'idée était d'orienter la loyauté de la population de Sangin vers le gouvernement et de « réconcilier » les insurgés de la région. Finalement, l'opération dans la province d'Helmand s'est transformée en opération multinationale de la taille d'une brigade, faisant intervenir des éléments importants de quatre groupes tactiques distincts, ainsi que la plupart des services de combat et d'appui-feu associés, sous la direction de la FOM Aegis commandée par le Canada. Il s'agissait d'un jalon important, qui ajoutait toutefois une pression sur le quartier général de la FOM Aegis.

Les premiers mouvements dans le cadre des opérations HEWAD/AUGUSTUS ont été dissimulés sous le couvert d'une intempérie le 12 juillet 2006, modifiant le calendrier d'exécution. Ainsi, le Lcol Hope a profité de la tempête de poussière pour s'infiltrer dans le centre de la FO Orion sans être repéré et sans incident. AUGUSTUS a été mis en attente, permettant à la FO Orion de lancer une série d'opérations de perturbation à partir de la zone de rassemblement tactique DAGGER, de sorte que les insurgés ne puissent pas savoir où la FO Orion se rendrait ensuite.

Photo : Auteur

Se servant d'une tempête pour dissimuler ses mouvements, le groupement tactique se déploie en entier vers la Zone de rassemblement tactique (TAA) DAGGER dans la province d'Helmand avant l'Op AUGUSTUS. AUGUSTUS visait à capturer et à éliminer les chefs de l'insurrection au centre de la province d'Helmand. Le PPCLI a exécuté plusieurs raids à partir de cette TAA, lesquels ont perturbé les opérations ennemies au sud de Sangin.

Photo : Auteur

Le Lcol Ian Hope et le Bgén David Fraser préparent leurs prochaines attaques dans la TAA DAGGER dans la province d'Helmand le 12 juillet 2006, avant de partir pour Sangin. Quarante-huit heures plus tard, la FO Orion est forcée de faire demi-tour et se dirige au sud vers les districts de Nawa et de Garmsir pour reprendre le contrôle de deux centres de district. Ces opérations dans la province d'Helmand ont évité l'effondrement complet du gouvernement dans certaines zones critiques.

Plusieurs confrontations importantes ont eu lieu avec les forces insurgées dans la région d'Hyderabad, collectivement appelées Op SIN NASTA. La Compagnie A a traversé la rivière Helmand vers la ceinture verte occidentale à plusieurs reprises pour perturber l'ennemi, et la Compagnie C a exécuté un raid sur des complexes soupçonnés d'abriter des chefs ennemis à l'est de la TAA DAGGER. La compagnie américaine de la FO Warrior avait mené des opérations similaires dans la zone de Pasab. SIN NASTA a causé de nombreuses pertes humaines chez l'ennemi qui, s'il n'avait pas été molesté, aurait pu sévir contre la FOB Robinson et Sangin. Durant l'une de ces incursions, un membre du peloton de reco de la FO Orion s'est retrouvé blessé. Au vu de la situation, le Soldat et technicien médical Jason Lamont, bien que ne bénéficiant pas d'une couverture d'appui-feu, s'est élancé en terrain ouvert et a administré les premiers soins au blessé. Cet acte lui a valu d'être récompensé de la Médaille de la vaillance militaire. Par ailleurs, c'est à ce stade que le quartier général mobile de la FOM Aegis, indicatif 99, a croisé la FO Orion et s'est installé dans la FOB Robinson à Sangin. Le soir de son arrivée, il a été immédiatement bombardé par le mortier, mais les canons britanniques de 105 mm sur la base d'opérations avancée ont réagi en frappant la plaque de base, faisant cesser la frappe.

Les indicateurs de renseignement pointaient vers une zone bâtie désignée STURGEON à l'est de Sangin comme le lieu de rencontre le plus probable des chefs des insurgés. Dans la nuit du 15 juillet 2006, couverts par des drones B-1B, A-10 et MQ-1 Predator, des CH-47 Chinooks britanniques escortés par des AH-64 Longbow Apache ont fait route depuis le Camp Bastion et ont mené un assaut aérien sur l'Objectif STURGEON. La FO Bushmaster faisait obstacle au nord, tandis que la Compagnie C, accompagnée d'un peloton afghan et d'un escadron de chars légers britanniques Scimitar de la HouseholdCavalry, filtrait au sud. Les Chinooks de la RAF ont essuyé quelques tirs en chemin, mais les 3 PARA ont fini par les rejoindre au sol et les fouilles ont commencé. La Compagnie « C » s'est retrouvée coincée sur un plan d'eau après l'effondrement d'un ponceau, mais les véhicules qui ont pu traverser ont continué à avancer.

La présence d'une compagnie de VBL III, selon le rapport ISTAR, a dissuadé l'ennemi d'envoyer des renforts montés sur camion. En fin de compte, la compagnie 3 PARA n'a rien trouvé. Les dirigeants ennemis ciblés ont fui à un certain moment et n'étaient pas présents aux fins de l'objectif STURGEON. On suppose qu'ils ont été avertis par des agents du bureau du gouverneur. Deux corps et quatre civils blessés ont été retrouvés, mais ces victimes avaient été atteintes par un MQ-1 Hellfire qui n'était pas associé à l'Op AUGUSTUS. Les PARA, frustrés, ont appelé les Chinooks et sont partis vers leur base, laissant la Compagnie C seule sur l'objectif STURGEON pour se préparer à entrer dans la zone bâtie de Sangin et à remplacer les PARA assiégés dans le centre du district. C'est alors qu'un B-1B apparemment sorti de nulle part a largué plusieurs munitions à guidage de précision sur une enceinte au sud de la FOB Robinson. La FOIM-76 a alors donné instruction à la FOM Aegis de procéder à l'exploitation de ce site sensible.

Une partie de la Compagnie C a été détournée vers le site d'attaque, où elle a fait face à une salve de tirs de grenades propulsées par fusée et à de nombreux ennemis prêts à se battre pour protéger les dirigeants cibles qui se trouvaient dans le complexe. Après avoir éliminé une cinquantaine d'insurgés avec leurs canons de 25 mm, les soldats de la Compagnie C reçoivent l'ordre de regagner Sangin. Des M-777 canadiens ont tiré sur plusieurs formations d'insurgés sur la rive ouest de la rivière pendant que la Compagnie C rentrait en ville pour relever la garnison du centre du district. Le professeur Mojadedi est ensuite arrivé par avion. Toutefois, peu de personnes ont assisté à la « super choura »; ses effets ont été, malheureusement, limités.

Une patrouille d'éclaireurs du 3 PARA est alors tombée sur les cibles des dirigeants ennemis qui s'étaient échappés et qui se cachaient dans une mosquée. Ces hommes avaient survécu à une attaque des forces spéciales de niveau I, échappé aux forces de l'Op AUGUSTUS dans le cadre de l'objectif STURGEON, et survécu au déchargement de JDAM par un B-1B dans leur enceinte. À l'époque, ils étaient au cœur de l'insurrection dans la province

d'Helmand. Le personnel a évalué toutes les options possibles, mais les règles d'engagement établies et appliquées par le CENTCOM interdisaient un raid aérien sur une mosquée. Les dirigeants ennemis se sont dérobés une fois de plus provoquant, au cours des années suivantes, des niveaux sans précédent de violence et de perturbation.

Le portrait de la situation était le suivant : la FO Bushmaster, installée au nord de Sangin, était à la limite de son endurance logistique et devait retourner au commandement régional (Est) pour se rééquiper en vue de la prochaine opération de la série « Montagne ». La Compagnie B de la FO Orion surveillait la situation dans le district de Zharey, à Kandahar, et des rapports commençaient à signaler que l'ennemi était revenu dans la région de Pashmul. Les compagnies A et C, et la FO Orion accompagnée de la FO Warrior à Zabol, se dirigeaient vers la zone de rassemblement tactique DAGGER sur la route 611 dans la province d'Helmand. Le 3 PARA consolidait le centre du district de Sangin et ses nombreuses maisons de peloton, et sa compagnie d'assaut aérien était de retour au camp Bastion. Les Néerlandais poursuivaient leur déploiement dans la province d'Oruzgan. Le 99 TAC du Bgén Fraser avait déjà plié bagage et retournait à l'aérodrome de Kandahar. Or, un autre drame était sur le point de se produire.

Op CAUCHEMAR : reprendre Garmsir et Nawa

Dans la nuit du 17 juillet 2006, l'état-major de la FOIM-76 alerte le centre d'opérations conjointes de la FOM Aegis que deux centres de district du sud de la province d'Helmand, Garmsir et Nawa, sont attaqués. Le président Karzai est au téléphone et exige que les forces de la coalition reprennent les deux centres. D'un côté, les centres de district étaient perçus comme des symboles de la gouvernance; il s'agissait donc d'un affront direct à l'autorité de l'administration Karzai, et la situation devait être réglée rapidement, sinon le gouvernement de Kaboul perdrait la face. De l'autre, ces deux attaques étant dans des directions diamétralement opposées l'une de l'autre, sans parler de la distance qui les séparait de Sangin, visaient probablement à faire fuir les forces de la FOM Aegis au nord et à réduire ainsi la pression sur les dirigeants de l'insurrection, qui étaient coincés quelque part autour de Sangin. La pression politique était immense; les planificateurs de la FOM Aegis dirigés par le Lcol Shane Schreiber et le Lcol Mark Brewer élaborent donc une réponse immédiate aux fins d'approbation par le Bgén Fraser[100] (voir la figure 10-9).

La situation telle qu'elle se présentait cette nuit-là a mis en lumière les difficultés auxquelles la FOM Aegis était confrontée. Comme nous l'avons mentionné précédemment, il y avait quatre groupements tactiques pour quatre provinces. Il n'y avait pratiquement aucune force de l'Armée nationale afghane, et la police n'était guère plus que des milices portant des uniformes sur lesquelles on ne pouvait pas compter. La FO Orion a quitté la province de Kandahar et une partie importante de la FO Warrior s'est retirée de la province

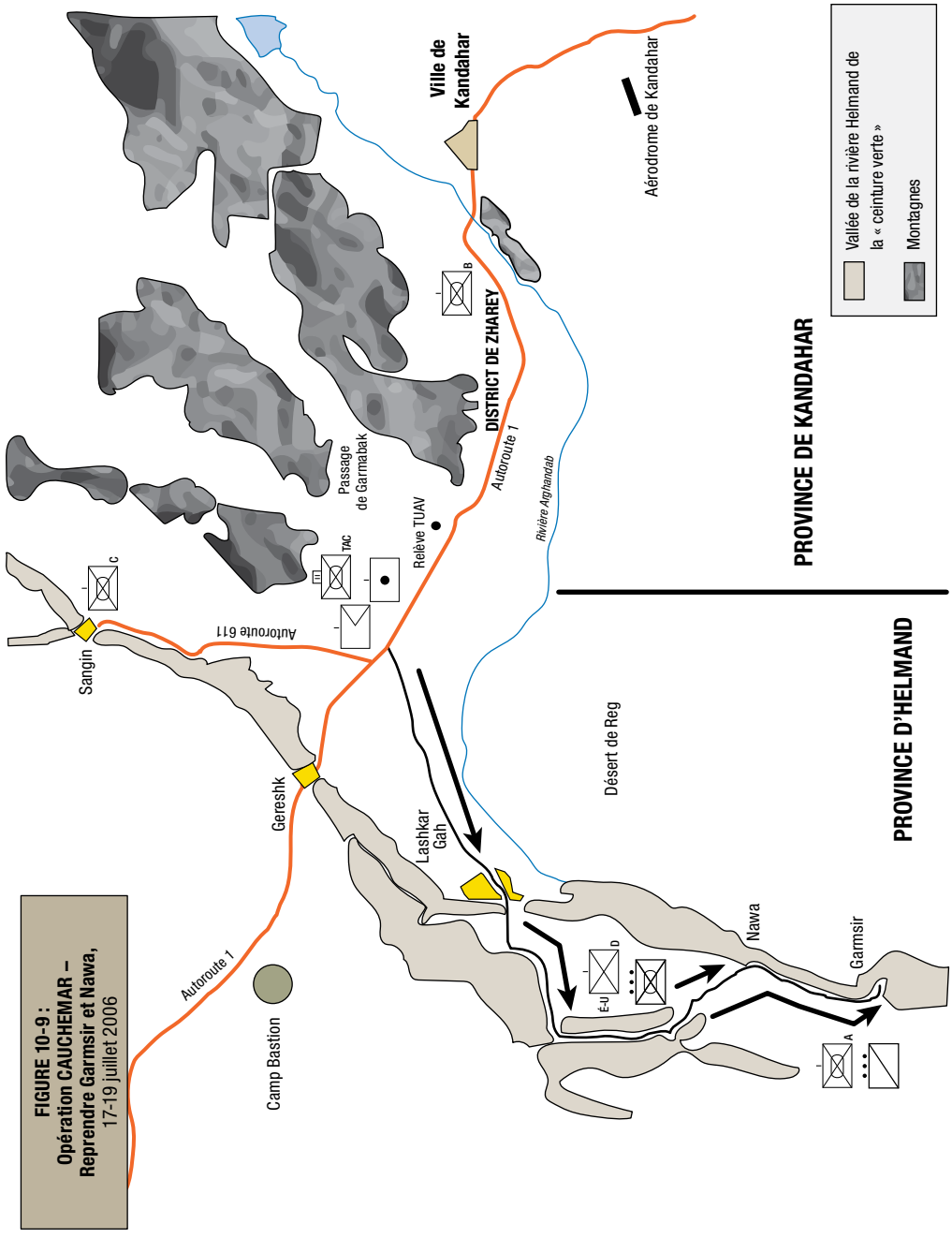


FIGURE 10-9 : Opération CAUCHEMAR – Reprendre Garmsir et Nawa, 17-19 juillet 2006

Figure 10-9 : Opération CAUCHEMAR – Reprendre Garmsir et Nawa, 17-19 juillet

de Zabol par suite de l'Op AUGUSTUS. La force opérationnelle néerlandaise était en cours de déploiement et n'allait pas organiser des opérations sans plan d'ensemble. Les Roumains étaient responsables de la sécurité à l'aérodrome de Kandahar. Les forces britanniques dans la province d'Helmand manquaient de mobilité au sol et comptaient sur un nombre relativement faible d'hélicoptères. La FO Bushmaster, qui n'appartenait pas à la FOM Aegis, était revenue au commandement régional (Est). La majorité de la FOM Aegis était engagée dans la région d'Helmand, ce qui rendait les trois autres provinces vulnérables (et réduisait sérieusement la capacité à mener des opérations ERP, en l'absence des forces de protection).

La seule force capable d'intervenir à temps à ces attaques était la FO Orion. Elle était équipée de VBL III et avait la capacité avérée de se déployer n'importe où dans la zone d'opérations du CR (S). Elle disposait d'une capacité logistique mobile et des moyens de faire fonctionner des TUAV à longue portée grâce à sa liaison terrestre mobile. La question était de savoir où se trouvaient exactement Garmsir et Nawa? La FO Orion et les Forces canadiennes avaient une capacité très limitée de transmission de données cartographiques ou d'autres types d'imagerie, se limitant principalement à des communications vocales ou à des cartes larguées par hélicoptère. Même si le TUAV pouvait trouver les deux sites, il devait envoyer ses images au centre d'opérations tactiques de la FO Orion à l'aérodrome

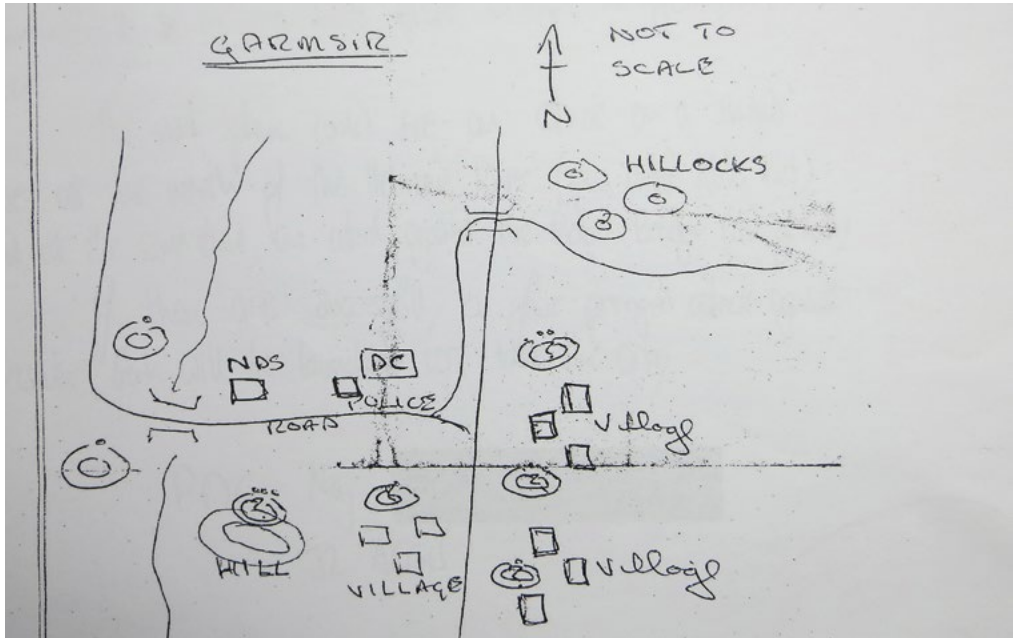


Photo : Auteur, du major Kirk Gallinger

Sur ce croquis, on voit les seules indications géographiques dont disposait la Compagnie C pour prendre d'assaut le centre du district de Garmsir, dans la province d'Helmand, lors de l'Op CAUCHEMAR en juillet 2006.

de Kandahar, qui devait imprimer les informations, puis appeler la FO Orion par radio pour organiser un dépôt par hélicoptère, dont le Canada n'était pas propriétaire. À ce stade du conflit, il n'y avait aucun moyen de transférer l'imagerie en temps réel du TUAV vers un terminal situé dans le véhicule du commandant de terrain.

La compagnie de la FO Warrior avec la FO Orion, cependant, était équipée de Hummer blindés et manquait de puissance de feu à longue portée, mais contrairement à la FO Orion, elle était équipée de Blue Force Tracker et de FalconView et donc pouvait transmettre des données à ses véhicules depuis le quartier général supérieur en utilisant un système de conversation par relais Internet. Ces systèmes étaient utilisés par l'armée américaine depuis au moins 2003. Le Lcol Hope a pu obtenir des images d'un MQ-1 Predator et des données cartographiques du FalconView de la FO Warrior afin de planifier l'Op CAUCHEMAR. Un croquis en .jpeg a été mis à la disposition des commandants de compagnie[101].

Cette opération était extrêmement risquée pour la FO Orion, mais aussi pour la FOM Aegis, qui avait engagé le gros de sa puissance de combat dans la province d'Helmand, de trois autres provinces. Garmsir et Nawa se trouvaient au sud de la capitale d'Helmand, Lashkar Gah, qui n'avait pas de route de contournement. Ce n'était pas tout. À Lashkar Gah, la FO Orion devait traverser la rivière Helmand, se diriger vers l'ouest puis vers le sud, puis entrer dans une ceinture verte composée non pas d'un, mais de plusieurs systèmes d'irrigation qui sillonnaient toute la région; la multitude de ponceaux, ponts et gués offrait donc d'innombrables possibilités de pièges par EEI. Nawa se trouvait sur la rive ouest du fleuve, ce qui était bien. Mais Garmsir se trouvait à l'est du fleuve. La FO Orion devait donc effectuer un passage d'assaut pour entrer dans la ville. En outre, il fallait assurer le soutien logistique. L'ESN du Lcol John Conrad devait pouvoir le faire à partir de l'aérodrome de Kandahar : nourriture, munitions et essence. La FO Orion était maintenant à bout de ressources. Sans hélicoptères, tout devait passer par la route, à l'aide de camions «à clochettes» et de véhicules de transport de 14 tonnes à peine blindés. Le besoin d'images plutôt que de cartes était évident : les cartes indiquant de «nombreux fossés» dans la ceinture verte n'étaient pas très utiles.

La Compagnie A et la compagnie de la FO Warrior» font le plein de carburant et de munitions dans un centre logistique de l'ESN sur l'autoroute 1, tandis que le Lcol Hope et son équipe planifient les prochains mouvements, le 18 juillet. Le Maj Gallinger se déplacerait puis reprendrait Garmsir. La Compagnie C étant toujours engagée à Sangin, la compagnie «Devil» de la 1-2 Infantry est chargée de reprendre Nawa. Un peloton de VBL III leur est détaché pour fournir une puissance de feu à plus longue portée, tandis que la compagnie américaine est à bord de Hummer. Le peloton de reco du Capt Jon Hamilton, un contrôleur interarmées de la finale de l'attaque, et un peloton de l'Armée nationale afghane accompagné d'instructeurs américains rejoignent la Compagnie A. Les M-777 du Maj Steve Gallagher arrivent également.

La force se déploie dès qu'elle est prête le 18 juillet 2006. Il devait y avoir une liaison avec la police d'Helmand à Lashkar Gah, mais personne n'était au rendez-vous, alors la FO Orion a continué à avancer vers l'ouest à travers le fleuve et vers le sud dans la ceinture verte. Il n'y a eu aucun contact le long des canaux et des enceintes. La compagnie «Devil» et le peloton canadien de VBL III se séparent et se dirigent vers Nawa, tandis que la Compagnie A continue vers le sud.

Nawa, en fin de compte, était pratiquement déserte. La Compagnie A s'est cependant approchée de Garmsir, les pelotons de VBL III en ligne étendue. Les insurgés, mis au fait des mouvements de la FO Orion en raison de miroirs utilisés par des éclaireurs, ouvrent le feu avec des mitrailleuses, des RPG et des mortiers. Les LAV III ouvrent le feu avec des tirs de 25 mm lorsque les contrôleurs interarmées de la finale de l'attaque appellent les chasseurs-bombardiers A-10 et les JDAM. Les troupes de la Compagnie A sortent même des mortiers de 60 mm et commencent à riposter en lançant des obus. Les échanges de tirs se poursuivent jusqu'à la tombée de la nuit. La force ennemie était de la taille d'une compagnie et se trouvait dans une zone bâtie; la seule façon de l'atteindre était de traverser le seul pont de la zone. Le Maj Gallinger décide que la prudence est la mère de toutes les vaillances et choisit d'attendre le matin pour que les ingénieurs de combat du Maj Webb puissent dégager le pont de toute possibilité de destruction. Cette nuit-là, le 2e Peloton élimine une patrouille ennemie qui traversait la rivière[102].

Aux premières lueurs du jour, les membres du Génie et le 3e Peloton dégagent le pont et font traverser le 2e Peloton et le peloton de reco vers Garmsir. Il n'y a aucune résistance et aucun tir. Une recherche bloc par bloc commence, mais Garmsir est déserte. Des traces de sang et de nombreux corps en lambeaux sont trouvés, suffisamment pour évaluer la présence d'environ deux sections d'insurgés pendant la nuit. On trouve plusieurs grandes caches de munitions, y compris de grandes caches de RPG ainsi que des usines de fabrication d'EEI. Le rapport ISTAR indiquait que plusieurs chefs d'insurgés s'étaient dissimulés dans la population locale. La FO Orion s'était déplacée tellement rapidement que les insurgés n'avaient pas pu préparer une défense adéquate de la ville. Pour s'assurer que l'ennemi reste en déséquilibre, la FO Orion a maintenu des patrouilles et des sondages constants dans les zones environnantes pendant plusieurs jours.

Des policiers afghans et des 3 PARA en colonne arrivent finalement dans chaque ville pour reconstruire les centres de district et les postes de police; pendant ce temps, le personnel des opérations d'information vante la victoire de Garmsir auprès des médias. L'Armée nationale afghane et ses instructeurs intégrés reçoivent l'ordre de rester à Garmsir. La FO Orion reprend donc l'autoroute 1 pour rentrer à Kandahar. L'ESN remballe son campement de logistique mobile près de l'autoroute 611 et fait route vers l'est. En chemin vers la ville de Kandahar, un véhicule muni d'un EEI frappe un véhicule Bison de l'ESN, tuant le Cpl Francisco Gomez et le Cpl Jason Warren.

Les objectifs de l'Op CAUCHEMAR ont été atteints : deux bâtiments en danger ont été repris dans des districts éloignés, et le gouvernement de Karzai n'a pas perdu la face; toutefois, deux Canadiens y ont laissé leur vie. La décision du Lcol Hope de laisser la Compagnie C au nord, dans la province d'Helmand, a fait en sorte que les forces de la coalition n'étaient pas toutes réorientées vers le leurre. Ainsi, les dirigeants des insurgés de la province d'Helmand n'ont pas retrouvé la liberté de mouvement à Sangin comme ils l'espéraient : un grain de sable dans leur engrenage. Parallèlement, cependant, toute l'aventure dans la province d'Helmand a réduit l'attention de la FOM Aegis et de la FOIM-76 à l'égard des activités d'insurrection dans la province de Kandahar, plus précisément dans le district de Zharey.

Le 1er août 2006, la FOIM-76 et l'Op ENDURING FREEDOM sont confiées à la FOM Aegis et à son effectif auprès de la FIAS dirigée par l'OTAN. Désormais, la FO Orion et les autres organisations de la FOM Aegis font partie de la FIAS. La troisième phase, expansion, est terminée, et un objectif stratégique majeur de la guerre en Afghanistan était maintenant atteint. Les coalitions internationales avaient fait, à première vue, un pas de plus vers l'unité de commandement. De l'autre côté de la ligne Durand, la choura de Quetta a annoncé discrètement ce que les Canadiens ont appelé une « pause opérationnelle »[103].

Op BRAVO CORRIDOR et la deuxième bataille de Pashmul, le 3 août 2006[104]

Pendant que la FOM Aegis et la FO Orion effectuaient des manœuvres autour d'Helmand, la Compagnie B tenait le fort à Kandahar tout en maintenant ouverte l'autoroute 1 à l'ouest de la ville pour les mouvements de soutien. Pendant ce temps, le Maj Grimshaw, le Capt Jay Adair et l'état-major de la compagnie B, le Maj Erik Liebert de l'ERP, le Maj Harjit Sajjan et le Capt Walter Jull du 2e Escadron (GE) surveillaient, par divers moyens, l'évolution de la situation dans le district de Zharey. Chacun est arrivé à la conclusion que les insurgés étaient en train de se reconstituer, à différents niveaux, dans la partie orientale du district. Le reste de la FO Orion et de l'ESN sont revenus d'Helmand pour se réorganiser :la Compagnie A est retournée au nord à la FOB Martello, tandis que la Compagnie C se préparait à s'installer et à combler le vide laissé par les FOS françaises à Spin Boldak. Tous les éléments de la FO Orion voyaient maintenant leur redéploiement au Canada se profiler à l'horizon. La relève sur place fournie par le 1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR), allait se faire au cours des semaines suivantes[105].

Cependant, le niveau de violence le long de l'autoroute 1 augmente considérablement durant les derniers jours de juillet. Des contacts quotidiens avaient lieu entre la Compagnie B et les insurgés, y compris des embuscades complexes, dont l'une s'étendait sur près de deux kilomètres. Ils utilisaient de nouvelles formes d'EEI jamais vues auparavant. Cette recrudescence de l'activité ennemie était problématique pour la FOM Aegis,

car les Britanniques envoyaient des troupes en Afghanistan et repoussaient l'ennemi depuis l'aérodrome, à travers la ville et le long de l'autoroute 1 en direction de l'ouest vers la province d'Helmand. Préparée par la FO Orion pour perturber l'activité ennemie dans le district de Zharey, le long de l'autoroute 1 et, si possible, se rendre jusqu'à Pashmul, l'Op BRAVO CORRIDOR est lancée les 1er et 2 août à l'aide de deux pelotons de la Compagnie B et d'un peloton de la Compagnie C. Les effectifs étaient insuffisants pour garder la voie ouverte et permettre le déplacement vers Pashmul en raison de l'imminente relève sur place, alors l'accent a été mis sur la route plutôt que sur Pashmul puisque le déploiement des Britanniques était jugé prioritaire.

Cependant, pendant le déroulement de CORRIDOR BRAVO, des pressions supplémentaires se sont exercées sur la FO Orion. Le Lcol Hope était en contact avec le gouverneur Asadullah Khalid. Ce dernier était préoccupé par l'imminence de la saison des vendanges et par le grand nombre de personnes déplacées qui devaient retourner à Zharey pour s'occuper des récoltes. Les propriétaires terriens exerçaient une pression politique importante sur lui. Il fallait mettre tout en œuvre pour chasser les insurgés de Zharey afin que la population puisse revenir. Puis, des informations de source policière ont filtré selon lesquelles des dirigeants de l'insurrection, probablement haut placés, se réuniraient à nouveau dans la région de Pashmoul pour préparer de nouvelles opérations contre la ville de Kandahar. D'autres informations venaient corroborer cette possibilité réelle. Cette pression combinée a entraîné la modification de CORRIDOR BRAVO au-delà des paramètres initiaux pendant qu'elle était en cours[106].

Le Lcol Hope s'est penché sur la situation. Le problème du district de Zharey n'allait pas disparaître. Idéalement, il voulait mener une opération de secours sur place avec le 1 RCR à Pashmul même, s'il pouvait y faire entrer la FO Orion. Cela permettrait de maintenir l'ennemi en déséquilibre et de l'éloigner d'une zone qu'il voulait contrôler. Beaucoup trop d'aspects convergents sur le plan opérationnel, politique et tactique étaient en jeu à ce moment-là pour qu'un chef puisse s'éloigner de la zone. Il y avait cependant des opinions divergentes sur ce qui se passait à Pashmul :

[Traduction]

> Certains pensaient que les informations de la police étaient au mieux fausses, au pire un piège. Ils ont observé les préparatifs défensifs qui ont eu lieu au cours des deux dernières semaines et la réaction de l'ennemi lors de la manœuvre de collecte près de Ma'Sum Ghar, et ils ont conclu que l'ennemi attendait simplement un nouveau déplacement de la FO Orion vers Pashmul en provenance du sud. Des éléments du milieu du renseignement, hostiles aux efforts indépendants de collecte de renseignements de la FO Orion, se sont rangés à cet avis. Une autre organisation

> du renseignement, sans lien avec Aegis ou Orion, était d'accord. D'autres ne partageaient pas cet avis. Ils pensaient que l'ennemi était tellement perturbé par les événements d'Helmand et de Zharey qu'ils s'éloigneraient de tout effectif entrant pour éviter un combat, se dirigeraient vers l'ouest, attendraient le départ des forces de la coalition, puis reviendraient. Il y a eu des tentatives pour faire remonter l'affaire jusqu'à la FOM Aegis et obtenir du quartier général qu'il reporte l'opération.... Finalement, [Bgén] Fraser, qui était à Kaboul, est revenu à Kandahar, a examiné les arguments et a approuvé l'opération[107].

La FO Orion était divisée en petites parties éparses; la FOB Martello au nord facilitait le déploiement néerlandais à Oruzgan, la Compagnie C était partiellement déployée à Spin Boldak et la Compagnie B se trouvait à la base de patrouille Wilson, qui maintenait l'autoroute 1 ouverte. D'autres changements importants avaient également eu lieu. Le transfert d'autorité de l'Op ENDURING FREEDOM à la FIAS a entraîné la fin des relations de commandement entre l'Armée nationale afghane et ses instructeurs intégrés et la FOM Aegis. Les soldats du 209e Corps au nord du pays sont rentrés chez eux. Surtout, les services de renseignement et les éléments habilitants des forces d'opérations spéciales américaines qui faisaient partie de la structure de l'Op ENDURING FREEDOM n'étaient plus accessibles à la FOM Aegis, ni en quantité ni en disponibilité. Enfin, les groupes d'ouverture d'itinéraire américains, essentiels à l'élimination des EEI, avaient été redéployés dans le cadre d'opérations américaines ailleurs au sein du commandement régional (Est).

Le plan de la FO Orion prévoyait un mouvement d'encerclement de Pashmul. La Compagnie B se déplacerait du nord, tandis qu'une compagnie composite composée de pelotons des compagnies C et A et d'un peloton de reco traverserait la rivière Arghandab depuis Bazaar-e Panjwayi au sud, puis elles se rejoindraient à Pashmul. L'Armée nationale afghane ne disposant pas de forces, la Police nationale afghane a été acquise auprès d'une variété de sources. Les canons canadiens M-777 sont préparés et le Sperwer TUAV, désormais seul moyen de surveillance vidéo en mouvement disponible, est lancé (bien qu'à un certain moment, des MQ-1 Predator sont devenus disponibles).

Après une suite de manœuvres de diversion, les forces de la FO Orion se sont déployées. Les forces du sud et du nord se lancent à 0400 le 3 août 2006 (voir la figure 10-10).

À 0405, le 9e Peloton de la Compagnie C, accompagné d'une trentaine de policiers afghans, attaque le système d'alerte rapide de l'ennemi pendant que les VBL III traversent la rivière Arghandab, remontent le gué et s'approchent du carrefour à l'est de l'école blanche et du bazar de Pashmul. Dix minutes plus tard, un LAV III tombe sur un EEI, ce qui désactive le véhicule, tuant le Cpl Chris Reid et blessant le l'Adj Shaun Petersen, le chef de peloton. Un grand nombre de tirs provenant des positions des insurgés près du carrefour sont ensuite dirigés vers les véhicules. Au nord, la Compagnie B envoie son premier VBL III au-dessus de

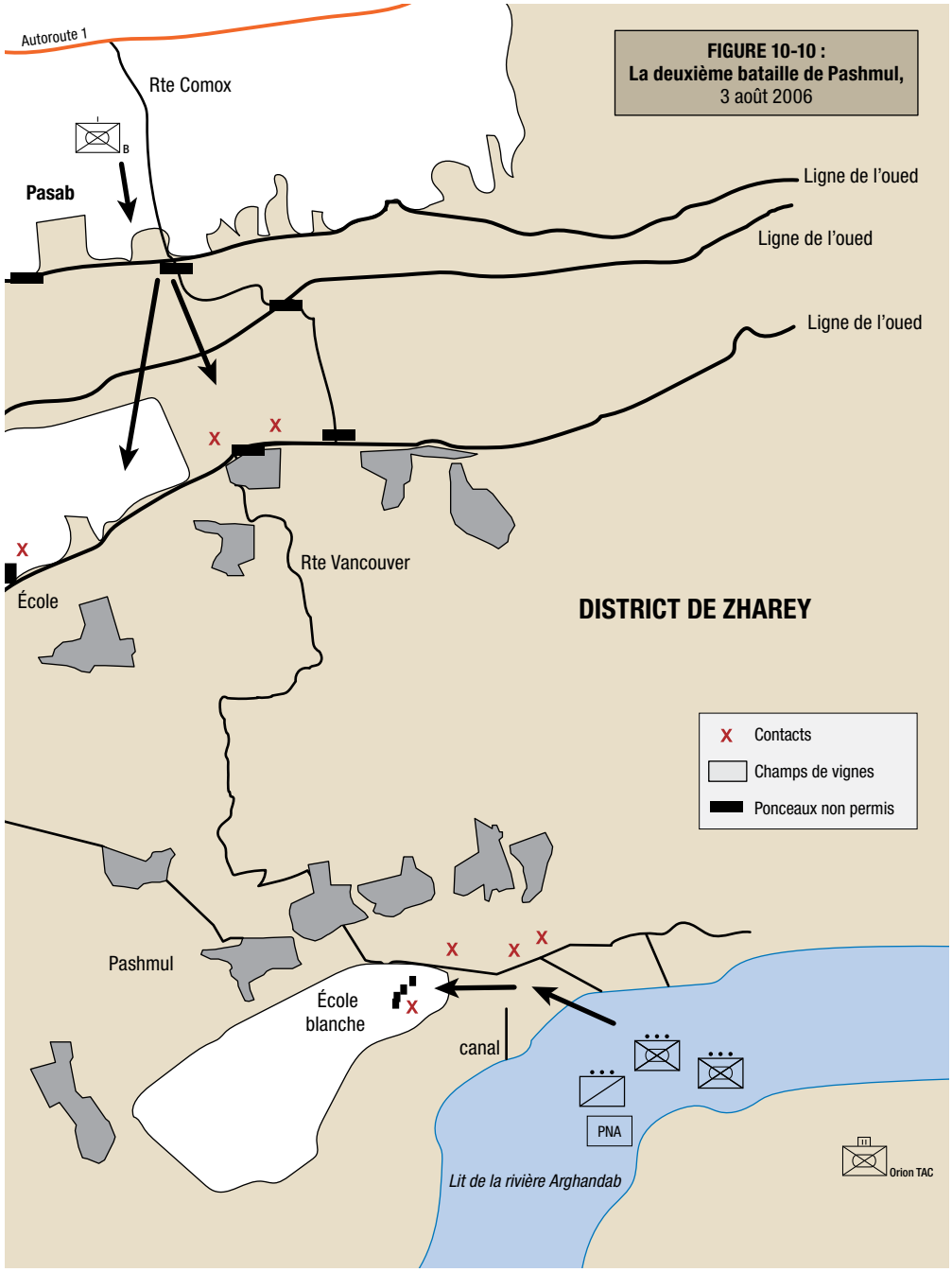


Figure 10-10 : La deuxième bataille de Pashmul, 3 août 2006

la ligne de l'oued sur un petit ponceau près de Pasab. Les insurgés font exploser le ponceau, piégeant le LAV III et son équipage. Maintenant qu'ils sont déployés, les membres de la Compagnie B se rendent compte que tous les moyens utilisés habituellement pour traverser les lignes des oueds dans l'est de Zharey ont été soit supprimés, donc rendus impraticables par l'ennemi. Ils sont par ailleurs accueillis par un important volume de tirs ennemis[108].

Le renseignement transmis à la FO Orion par l'équipe mobile de guerre électronique indique ensuite qu'un important chef d'insurrection, Haji Lala, a été piégé dans l'École blanche près du bazar de Pashmul. Le Lcol Hope ordonne à ses forces d'avancer, avec la Police nationale afghane en tête, pour tenter d'appréhender Haji Lala. Un deuxième VBL III qui manœuvrait à ce moment-là heurte une plaque de pression EEI et est immobilisé. Le peloton de reco reçoit l'ordre de tirer au nord du carrefour pour donner de l'espace au VBL touché afin que les blessés puissent être extraits et les véhicules, récupérés, puis de se diriger vers l'ouest jusqu'à l'école blanche. Le Lcol Hope appelle la FOM Aegis et demande une démonstration de force des canons M-777 derrière l'école pour dissuader ses occupants de s'enfuir.

Cette demande est refusée. C'est à ce moment-là seulement que la FO Orion se rend compte que les règles d'engagement de la FIAS, par opposition à l'Op ENDURING FREEDOM, sont beaucoup plus restrictives. Sans raison, un officier d'état-major canadien ajoute d'autres restrictions, semblables à l'établissement d'un rayon de sécurité en temps de paix; pour ainsi dire, tout engagement d'artillerie à proximité de quelque structure que ce soit est interdit. De telles règles d'engagement étaient clairement irréalistes dans un environnement bâti.

La FOM Aegis demande alors aux Néerlandais d'envoyer leurs hélicoptères d'attaque AH-64 Apache en renfort. Tout comme au sud, la Compagnie B ne disposait d'aucun DDI au nord de Pashmul. Lorsque l'ennemi a fait exploser le ponceau, les membres du Génie de combat ont dû sonder la route à l'ancienne avec des détecteurs de métaux et des aiguillons. La Compagnie B est restée bloquée jusqu'à ce que quelqu'un trouve un moyen de traverser l'oued et les systèmes d'irrigation. Les ingénieurs sont retournés à la base de patrouille Wilson et ont saisi chaque morceau de bois ou autre objet pouvant être jeté dans les fossés pour faire traverser les VBL III et les G-Wagons.

À 1130, sous la chaleur accablante du mois d'août, les éléments débarqués du 9e Peloton, du peloton de reco et de la police afghane s'avancent pour dégager l'école blanche, avec une paire d'AH-64 néerlandais survolant Pashmul à bonne altitude selon une trajectoire en orbite. Les insurgés déclarent sur leurs moyens de communication : « Dieu merci, ils sont enfin là ! », puis font feu à tout rompre sur les forces afghanes et canadiennes, qu'ils accompagnent de mortiers. Le 9e Peloton riposte, mais la police afghane abandonne l'attaque et prend la fuite. Les Apache néerlandais tentent d'engager le combat avec leur canon automatique, mais en raison de leurs règles d'engagement nationales, ils sont trop hauts pour être efficaces.

Pendant ce temps, la réserve de la FO Orion arrive à Bazaar-e Panjwayi. Le Lcol John Conrad déploie une colonne de récupération mobile (remorques surbaissées et véhicules de récupération Bison puisqu'il n'y a pas de véhicules de récupération LAV III), des ressources de NEM et le 7e Peloton du Capt Hugh Atwell. Un peloton des FRR, mené par le Lt Ben Richard, arrive également. Le Capt Kevin Barry prend le relais et déplace les forces pour établir une bulle de sécurité autour des LAV III en détresse afin de pouvoir en extraire les occupants.

Vers 1230, les forces canadiennes de la taille d'un peloton se rapprochent de l'école blanche, et sont attaquées par quelque 60 insurgés de trois côtés : nord, ouest et sud. Le Capt Jon Hamilton et le peloton se cachent dans les dépendances de l'école puis ripostent. C'est alors qu'un autre effectif ennemi ouvre le feu sur le site de récupération du VBL III, coinçant les forces pour orienter leur attention sur la nouvelle menace plutôt que sur le peloton de manœuvre. Ce soutien est une fois de plus refusé par la FOM Aegis. Les AH-64 néerlandais ne veulent pas tirer sous la limite d'altitude fixée par leurs règles d'engagement et ne sont pas en mesure de fournir un appui-feu.

Dix minutes après le refus de l'appui-feu, une volée d'obus de RPG frappe le bâtiment, tuant le Sgt Vaughan Ingram, le Cpl Bryce Keller et le Sdt Kevin Dallaire. Six autres personnes, dont le chef du peloton de reconnaissance, le Capt Hamilton, sont grièvement blessées. Beaucoup d'autres soldats souffraient déjà des effets de la chaleur extrême à ce moment-là.

Pendant ce temps, les pelotons 4 et 5 de la Compagnie « B » se livraient à un combat de feu majeur à l'est de l'autre école blanche près de Pasab[109]. Le Maj Grimshaw tente d'obtenir un soutien d'artillerie contre l'ennemi situé près de l'école, mais il y a confusion dans les éléments de coordination du soutien de feu sur cette école et l'école de Pashmul, en plus de la question des règles d'engagement. Le Lcol Hope, le Maj Gallagher et la FOM Aegis se battaient continuellement pour obtenir un appui-feu sur les fronts nord et sud pendant les combats.

L'extraction des blessés dans l'école de Pashmul était primordiale. Les combattants talibans, enhardis par la situation, commençaient à affluer par l'ouest. Le Lcol Hope a pu obtenir du Maj Gallagher l'accord pour un tir de M-777 contre les forces ennemies entourant l'école de Pashmul. Hope savait que le passage entre le lieu de la frappe et l'école était probablement parsemé d'EEI, mais elle n'avait plus le choix. Le Cplc Matthew « Kiwi » Parsons, qui conduisait un VBL III, conscient de la létalité potentielle de la situation, se porte volontaire pour procéder à une extraction avec son véhicule. Le Cplc Tony Perry, dans un autre VBL III, se prépare à suivre le Cplc Parson; si le VBL III de Parsons heurte un EEI, Perry continuera à s'occuper des blessés assiégés. Le peloton du Lt Ben Richard se met en liaison et se prépare à couvrir les deux LAV III.

Puis, lors d'une manœuvre inattendue, un énorme bombardier stratégique B-1B de l'USAF effectue une démonstration de force à basse altitude en descendant la rivière Arghandab, les quatre moteurs remuant le peu d'eau qui s'y trouve et secouant Pashmul. À 13 heures, la première salve d'artillerie atterrit finalement sur les forces ennemies près du bazar de Pashmul. Les tirs ennemis ralentissent. Avec le Cplc Parsons à sa tête, la force d'extraction traverse le terrain découvert et recule jusqu'aux bâtiments annexes, rampes abaissées. Les morts et les blessés sont chargés sous des tirs très soutenus, tandis qu'une petite équipe de soldats menée par le Sgt Patrick Tower ripostent avec tout l'arsenal dont ils disposent pour les couvrir, y compris des armes ramassées auprès de leurs camarades morts. Le Sgt Tower a reçu l'Étoile de la vaillance militaire pour ses actions. Pour sa part le Sgt William MacDonald, qui s'est exposé aux tirs ennemis en vue d'aider ses camarades blessés, s'est vu remettre l'Étoile de la vaillance militaire.

Au moment où les hélicoptères d'évacuation médicale UH-60 de l'armée américaine atterrissent au point de rassemblement des blessés, établi dans le lit de la rivière par la FO Orion, un véhicule civil entre lentement à Bazaar-e-Panjwayi en provenance de l'est. Le Lt Doug Thorlakson, commandant du peloton de transport de l'ESN et à la tête de la colonne mobile de récupération sur la route, a un mauvais pressentiment. Le conducteur de la voiture appuie sur l'accélérateur. Le Lt Thorlakson ouvre le feu avec sa mitrailleuse C-6 montée sur Bison, tirant sur ce qui était manifestement un véhicule suicide muni d'un EEI. L'auteur de l'attentat est atteint, mais réussit à faire exploser son véhicule. L'explosion blesse deux soldats canadiens de l'ESN et tue 26 civils afghans dans le bazar. Le Lt Thorlakson est blessé lors de l'attaque, mais la colonne de récupération a pu terminer sa mission.

L'avance de la Compagnie B était totalement compromise. Elle obtient finalement un appui aérien rapproché de type A-10 pour couvrir l'extraction de son VBL III de l'autre côté de l'oued. Au sud, les pelotons de la FO Orion forment une force d'arrêt puisque selon le rapport ISTAR, les insurgés préparent un assaut à vagues multiples contre les forces qui occupent toujours le lit de la rivière. Cet assaut ne s'est pas concrétisé : les VBL III tiraient sur tout ce qui bougeait avec leurs canons de 25 mm.

À 1600, les deux LAV III touchés avaient été ramenés de la rivière, puis de Bazaar-e-Panjwayi. Il y a eu de nombreux blessés et morts. En l'absence d'un appui-feu efficace, de l'Armée nationale afghane ou de la police en soutien, de renseignements à jour du CRTS ou d'autres sources sur ce qui l'attendait à Pashmul, le Lcol Hope décide de retirer la FO Orion du district de Zharey Est et d'attendre l'arrivée du 1 RCR pour exécuter une relève sur place.

Après le 3 août 2006

Les événements du 3 août ont été tout simplement choquants. La FO Orion a subi d'importantes pertes humaines et matérielles, avec quatre morts et plus d'une dizaine

de blessés. Les procédures de la FOM Aegis relatives au contrôle des tirs découlant des restrictions du FIAS de l'OTAN ont été pires qu'inutiles; elles ont été source de négligence et ont contribué aux pertes encourues. L'ennemi a obtenu le coup de pouce psychologique qu'il lui fallait après ses défaites progressives à Pashmul et dans la province d'Helmand en juillet. Les talibans qui étaient maintenant installés dans le district de Zharey étaient très différents de ceux combattus par la FO Orion en mai, juin et juillet. Ils étaient retranchés. Ils avaient un plan d'obstacles couvert par le feu; ils pouvaient utiliser une cellule EEI suicide comme support de tir d'attaque en profondeur, presque comme un pendant à l'artillerie. Ils disposaient de mortiers pour le tir indirect qu'ils pouvaient contrôler. En outre, ils étaient coordonnés de manière jamais vue jusqu'à présent dans le Sud de l'Afghanistan, en position adjacente à l'autoroute 1 et à portée de Kandahar.

Du point de vue de la campagne, cependant, la bataille du 3 août a eu des effets positifs inattendus mais importants. Rappelons que le mollah Naqib (dans le district d'Arghandab) avait joué, par le passé, le rôle de « faiseur de rois » chaque fois qu'une force s'approchait de la ville de Kandahar. La clé du concept (bien qu'elle n'ait pas été entièrement comprise par la FOM Aegis et la FO Orion à l'époque) était la suivante : c'était les Alikozais et leurs alliés du district d'Arghandab - dirigés par le mollah Naqib – qui, essentiellement, déterminaient celui qui allait avoir le contrôle sur Kandahar. Historiquement, quiconque était choisi par eux finissait par régner sur la ville. Ironiquement et sans que ce soit voulu, les opérations de la FO Orion dans les districts de Khakrez et de Shah Wali Kot au nord d'Arghandab perturbaient le soutien que les groupes insurgés au nord fournissaient aux sympathisants des talibans dans le district d'Arghandab et perturbaient la communication entre ces deux groupes.

Naqib et d'autres surveillaient de près les combats dans le district de Zharey. Ils craignaient que les forces de la coalition ne soient pas en mesure de contenir les talibans, et ils se préparaient à changer de camp si la situation évoluait en ce sens. Arghandab et ses habitants pouvaient représenter de coriaces adversaires. En mai et juin 1987, les forces communistes comptant 6 000 soldats avaient lancé une offensive dans cette ville. Elles ont subi 500 morts ou blessés, 30 de leurs véhicules blindés ont été détruits et entre 5 et 16 de leurs hélicoptères ont été abattus. Près de 1 200 membres des troupes communistes afghanes qui s'apprêtaient à attaquer ont changé de camp avec leurs armes, ce qui a incité le commandement soviétique à envoyer plusieurs milliers de soldats supplémentaires dans le district pour réprimer l'insurrection[110].

Les planificateurs occidentaux de la coalition avaient tendance à considérer la province de Kandahar comme une série de districts distincts. Les tracés qui délimitent chaque district sont devenus partie intégrante d'une carte mentale et peuvent facilement compartimenter notre perception de la situation. Ici, les cartes des districts provinciaux ont représenté les districts d'Arghandab et de Zharey comme des zones complètement séparées, presque

détachées les unes des autres. Dans la vision afghane, ils faisaient partie d'un continuum allant du barrage de Dahla jusqu'au district de Maywand. La ceinture verte triangulaire de Zharey ne s'est pas arrêtée soudainement : elle s'est rétrécie jusqu'à Asheque et Senjaray, pour se fondre ensuite en douceur dans le district d'Arghandab inférieur (voir la figure 10-11).

Selon une perspective afghane, l'activité ennemie dans l'est de Zharey était le prélude à un mouvement sur Asheqi, Senjaray, Arghandab et ensuite sur Kandahar. Les effets psychologiques de l'entrée de l'ennemi dans le district d'Arghandab auraient pu être suffisants pour amener Naqib à changer de camp, et l'ennemi aurait alors pu entrer en force dans la ville même ou toucher psychologiquement la population d'une autre manière.

La bataille du 3 août a impressionné les leaders afghans qui envisageaient de retirer leur soutien à la coalition et au gouvernement : c'est ce qu'ont fait savoir le mollah Naqib, Ahmad Wali Karzai et Asadullah Khalid aux hauts commandants canadiens à la mi-août, après la bataille[111]. La bataille de la FO Orion, le 3 août, a démontré à leurs yeux une force et une volonté de se sacrifier. Elle a freiné, selon les Afghans, la progression des talibans vers l'est, en direction d'Arghandab, même si l'intention de la FO Orion était très différente. En effet, comme il en sera question dans le prochain volume, le mollah Naqib et ses partisans paieront très cher l'année suivante le fait de n'avoir pas changé de camp. Les conséquences ont été graves pour les habitants du district d'Arghandab, leurs dirigeants et la conduite de la campagne.

Sur le plan stratégique, la bataille du 3 août a secoué le quartier général de la FIAS à Kaboul. Selon les officiers d'état-major canadiens, ce quartier général en particulier opérait dans un monde détaché de la réalité de combat dans laquelle évoluaient la FOM Aegis et la FO Orion dans le Sud de l'Afghanistan. Nombreux sont ceux qui ont été amenés à croire que le Sud de l'Afghanistan était une sorte de zone d'opération de stabilisation plutôt que de contre-insurrection, en dépit des faits prouvant le contraire. Des éléments du quartier général de la FIAS ont critiqué l'Op ENDURING FREEDOM, la qualifiant de « trop cinétique » et ont voulu voir les opérations dans le Sud réduites pour faire place au « développement ». Or, l'ennemi n'était pas désireux d'acquiescer au programme du quartier général de la FIAS. La troisième phase, l'expansion était maintenant terminée, mais le quartier général des FIAS était-il vraiment capable de s'adapter à ce qui se passait réellement dans le Sud? La bataille du 3 août a été le catalyseur du changement de point de vue de la FIAS depuis Kaboul.

Malgré la perte de quatre Canadiens et l'incapacité de la FO Orion à reprendre Pashmul, la bataille du 3 août a joué un rôle important pour ce qui est de prévenir l'effondrement de la coalition et l'effort du gouvernement afghan dans la province de Kandahar et, par conséquent, dans le Sud de l'Afghanistan. De plus, la bataille a eu des effets à long terme sur la perception de la situation dans cette région.

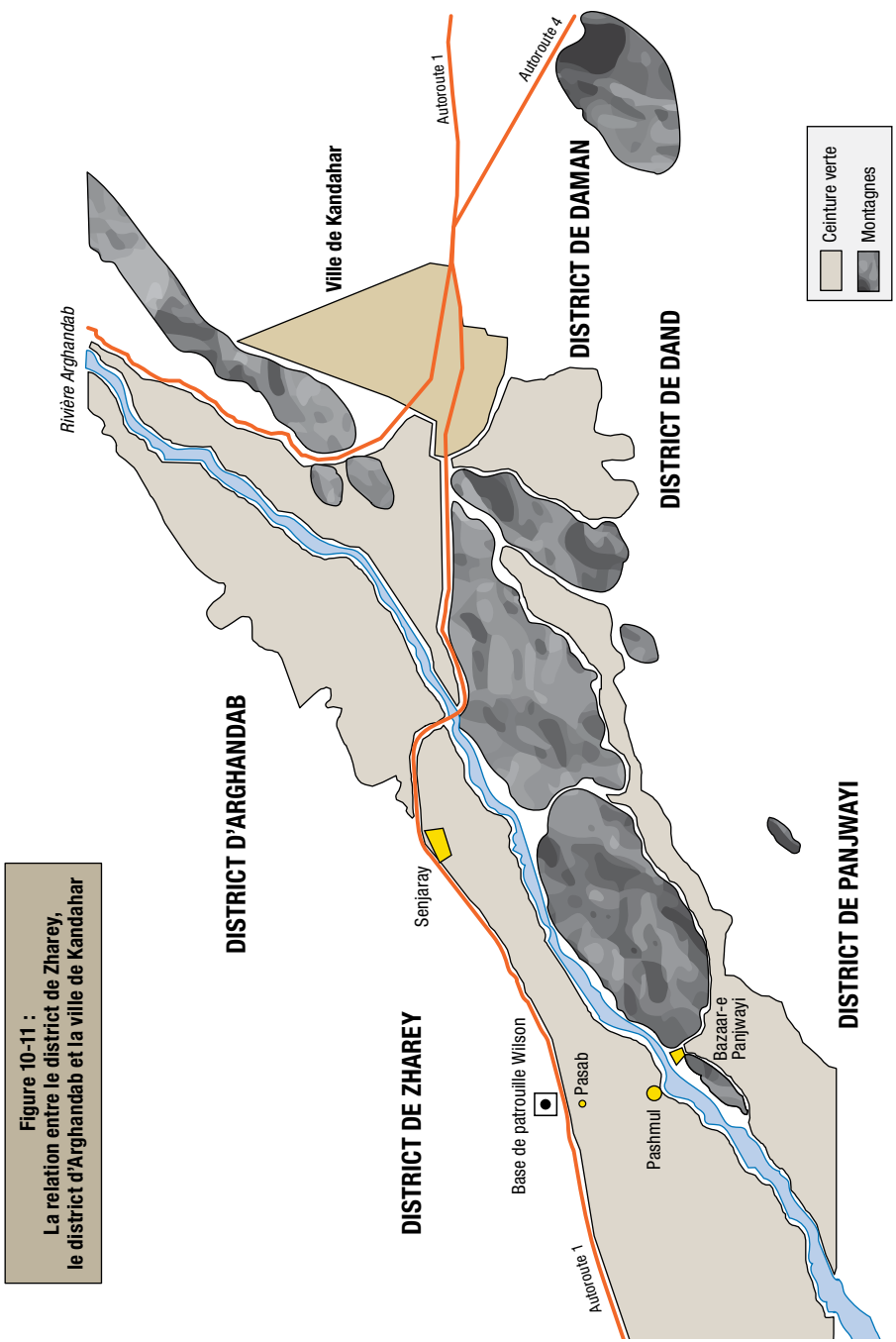


Figure 10-11 : La relation entre le district de Zharey, le district d'Arghandab et la ville de Kandahar

Relève sur place

Les pertes humaines n'ont toutefois pas cessé pour la FO Orion. Le 5 août 2006, le Cplc Raymond Arndt du Loyal Edmonton Regiment (composante du peloton d'infanterie de l'ESN), a trouvé la mort dans une collision entre véhicules dans la ville. Puis le 9 août, le Cplc Jeffrey Walsh du 2 PPCLI est mort d'une blessure par balle accidentelle. Deux jours plus tard, les insurgés ont mené une attaque suicide sur un convoi canadien revenant de Spin Boldak au KAF. Le Cpl Andrew Eykelenbooma a perdu la vie à bord de son G-Wagon qui est tombé sur un EEI. Il était le médecin ayant sauvé la vie de Niaz «Junior» Mohammed (un interprète de l'ERP qui a perdu ses jambes lors d'une attaque au RPG plus tôt dans l'affectation).

La FO Orion n'était pas du tout en état de relancer une attaque délibérée dans l'est de Zharey. En effet, la FO 3-06, fondée sur le 1er Bataillon, The RCR, était sur le point d'effectuer une rotation. Ce que les planificateurs à Ottawa n'ont pas bien compris, c'est l'impact de la forte chaleur d'août et de septembre en Afghanistan. Ils ont très probablement fondé leur planification de la rotation sur l'Op PALLADIUM 1 (de la Force de stabilisation en Bosnie), où il n'y avait ni climat rigoureux, ni fuseaux horaires extrêmes (l'Afghanistan a un décalage horaire de 8,5 à 9,5 heures par rapport à l'Ontario, et de 10,5 à 11,5 heures par rapport à l'Alberta, selon la période de l'année). Cet impair signifiait que le groupement tactique du 1 RCR se déployait dans une situation instable et imprévisible sans avoir le temps de s'acclimater, tandis que le groupement tactique de la FO Orion sortant était épuisé après six mois de combat à un rythme accéléré. Un grand nombre de véhicules se trouvaient dans divers états de délabrement, car l'ESN avait plafonné son personnel et donc, sa capacité de réparation. Il était impossible de lancer immédiatement le groupement tactique du 1 RCR dans l'est de Zharey, bien que l'éventualité d'envoyer une force composite FO Orion/1 RCR ait été examinée *in extremis*.

Chaque jour que les forces de la coalition attendaient permettait à l'ennemi de mieux s'organiser à Zharey. Toutefois, chaque journée signifiait aussi que davantage d'informations étaient recueillies, que les troupes s'acclimataient, et que des plans pouvaient s'élaborer. La FOM Aegis bouillonnait d'activité. La table était mise pour l'Op MEDUSA.

NOTES

1. Ce chapitre porte principalement sur un éventail de documents recueillis par l'auteur et sur son expérience personnelle auprès de la FOM Aegis et de la FO Orion durant l'été 2006. L'auteur a été mis au fait du détail des activités d'intervention dans les deux quartier généraux, et circulé librement au sein des deux formations (Aegis et Orion) en observant la planification et l'exécution de chaque opération. Le Lcol Ian Hope, ainsi que les majors Gallinger, Grimshaw et Fletcher, commandants de compagnie, ont été interviewés en détail par la suite. Par ailleurs, l'auteur a souvent accompagné le Bgén David Fraser lors de ses déplacements et de ses séances de breffage. Le commandant de la FOIM-76, le Mgén Ben Freakley a également été interviewé subséquemment. On peut trouver un compte rendu détaillé de l'été 2006 dans l'ouvrage de Sean M. Maloney, *Fighting For Afghanistan: A Rogue Historian at War*, Annapolis, Naval Institute Press, 2011.
2. Breffage de la FOM Aegis à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 9 juin 2006.
3. FO Orion, « King 65 TiC In Panjwayi » (s.d.). Consulter également l'entrevue avec le Mgén Ben Freakley (Watertown, New York, 25 avril 2007).
4. Breffage de la FO Orion à l'auteur (aérodrome de Kandahar, 11 juin 2006).
5. Entrevue avec le Mgén David Fraser (Toronto, 18 juin 2014).
6. *Ibid*.
7. *Ibid*.
8. « Coalition Task Force AEGIS Campaign Plan » (février 2006).
9. *Ibid*.
10. *Ibid*.
11. *Ibid*.
12. *Ibid*.
13. *Ibid*.
14. *Ibid*.
15. *Ibid*.
16. Entrevue de Fraser.
17. Voir Conrad, John, « Ce que dit le tonnerre : réflexions d'un officier canadien à Kandahar », Kingston (Ont.), Presse de l'Académie de la défense, 2009.
18. Courriel du Lcol John Conrad à l'auteur (27 février 2012).
19. Comme il a été question dans « Ce que dit le tonnerre » de Conrad.
20. *Ibid*., p. 112.
21. Discussion avec le Maj David Keehn (aérodrome de Kandahar, 8 mars 2009).
22. Observations de l'auteur concernant les opérations de la FOM Aegis et de la FO Orion (juin et juillet 2006).
23. Entrevue de Fraser.
24. FOI-A « R2 End Tour Report: Counter EEI ».
25. Notes du Lcol Hope à Maloney.

26. Entrevue téléphonique avec le Maj Kirk Gallinger (17 septembre 2009); entrevue avec le Maj Bill Fletcher (Edmonton, 15 mai 2007).

27. Mise à jour de la FO Orion BUB (5-6 avril 2006).

28. Discussions de l'auteur à la FOM Aegis. Le personnel a indiqué que deux membres des ambassades britanniques et étasuniennes faisant partie de groupes antidrogues étaient les principaux éléments habilitants en matière d'opérations antidrogues en Afghanistan. Ils ont tous deux été avertis par la FOM Aegis que la capacité des FSNA était limitée dans la province d'Helmand et que la population réagirait négativement à toute opération de ce type.

29. Observations de l'auteur à la FOM Aegis (juin et juillet 2006).

30. Entrevue avec le Lcol Ian Hope, Carlisle, 26 août 2008.

31. Réunion de la FOM Aegis avec le Mgén Rahmatullah Raufi, 6 avril 2006.

32. Observations de l'auteur à la FOM Aegis, juin 2006. Voir également CR (S), notes de réunion, Ahmad Wali Karzai (30 mars 2006).

33. Entrevue de Fraser; entrevue de Hope.

34. Entrevue de Fletcher. BUB, FOM Orion, 30 avril au 1er mai 2006.

35. L'ampleur de l'influence ou du contrôle des talibans sur certaines régions de la province d'Helmand avant 2006 demeurent hypothétiques. Dans ses mémoires, *Danger Close*, le Lcol Stuart Tootal affirme que les talibans contrôlaient les régions non gouvernées ce la province. D'autres, notamment Hafvenstein dans son ouvrage *Opium Season*, laissent entendre que la situation était plus ambigüe. Je suis porté à croire, au vu de mon expérience dans le Sud de l'Afghanistan de 2003 à 2006, que la situation dans la province avant 2006 était beaucoup plus complexe que ce que l'ouvrage *Danger Close* laissait entendre. Les ramifications à propos de qui savait quoi et quand concernant la situation avant 2006 seront scellées dans la « chasse aux coupables » post-conflit des Britanniques, dans la foulée du fiasco dans la province d'Helmand. Ce genre d'accusations est quasi inutile sans analyse détaillée du processus décisionnel britannique; toutefois, dans ses mémoires *Cables From Kabul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Londres, Harper Press, 2012, l'ambassadeur britannique Sherard Cowper-Coles tente une première analyse en ce sens.

36. Breffages de la FOM Aegis à l'auteur, juin 2006.

37. Voir l'entrevue de Fraser à propos de Khalid, 18 juin 2014. Concernant la politique du « diable que nul n'ignore », le Bgén Fraser a utilisé cette phrase lors d'une discussion avec l'auteur en juillet 2006 après que ce dernier a été mis au courant de la situation, d'une extrême complexité.

38. Courriel du Lcol Erik Liebert à l'auteur, 3 novembre 2015.

39. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.

40. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.

41. Nombreuses discussions entre l'auteur et le Bgén David Fraser, le Lcol Ian Hope, et le Lcol Simon Hetherington, été 2006.

42. Observations de l'auteur, décembre 2005, juin et juillet 2006.

43. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.

44. Notes de Hope à Maloney.

45. Entrevue avec le Major Erik Liebert, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.

46. Breffage de l'ERP à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006.

47. Discussions entre l'auteur et Padre Suleyman Demiray, Camp Nathan Smith, 26 juillet 2006. Voir également le rapport de Padre Demiray « Reflection on the Importance of Religious Issues for the Future of Afghanistan ».
48. Breffage de la FOM Aegis à l'auteur, 30 juin 2006.
49. Notes de Hope à Maloney. Voir également entrevue avec le Lgén Mike Gauthier, Ottawa, 17 février 2012.
50. Discussion de l'auteur avec le personnel du ministère afghan de l'Intérieur, juin et juillet 2006.
51. Observations de l'auteur en 2005 et en 2006, et échanges avec le personnel de la coalition et afghan s'occupant d'enjeux politiques.
52. Discussions de l'auteur avec le Maj Harjit Sajjan.
53. Entrevue de Calbos.
54. Pour être exact, les personnes présentes ont dit qu'Asadullah Khalid « s'était plutôt mis à saliver [Traduction]» au vu des possibilités.
55. Breffage du Col Tom Putt à l'auteur, KAF, 20 juillet 2006.
56. *Ibid*.
57. *Ibid*.
58. Entrevue avec le Maj Nick Grimshaw, Ottawa, 14 janvier 2008.
59. Entrevue de Grimshaw, entrevue de Sajjan. Discussions entre l'auteur et le Cap Zia Massoud, juin et juillet 2006.
60. Entrevue de Grimshaw.
61. Rapports de la FO Orion, 17 mai 2006.
62. Rapports de la FO Orion, 18 mai 2006.
63. Rapports de la FO Orion. du 20 au 22 mai 2006.
64. Entrevue de Fletcher.
65. Notes de réunion, le Bgén David Fraser et le gouverneur Asadullah Khalid, 22 mai 2006.
66. Notes de Hope à Maloney.
67. FO Orion « Op YADGAR POR » (s.d.).
68. Discussions avec le Cap Kevin Barry, KAF, 4 juillet 2006.
69. Breffage à l'auteur, KAF, 4 juillet 2006.
70. *Ibid*.
71. *Ibid*.
72. Observations de l'auteur en décembre 2005, et en juin et juillet 2006.
73. Entrevue de Hope.
74. L'auteur était observateur et parfois, participant dans le cadre de ces discussions en juin et juillet 2006.
75. Breffage de la FOM Bayonet à l'auteur, décembre 2005; entrevues de Fraser.
76. Rapports de la FO Orion, 20-30 mai 2006.
77. Rapports de la FO Orion, 3-5 juin 2006.
78. Rapports de la FO Orion, 28 juillet 2006.

79. Entrevue de Fraser.

80. *Ibid*.

81. *Ibid*. Voir également Rapports de la FO Orion, 9 juin 2006; Rapports de la FO Orion, 2 juillet 2006; Rapports de la FO Orion, 10 juillet 2006.

82. FOM Aegis, 2 juin 2006, breffage de l'Op MOUNTAIN THRUST.

83. *Ibid*.

84. *Ibid*.

85. Breffage de l'Op MOUNTAIN THRUST à l'auteur, KAF, juin 2006.

86. L'auteur a observé les processus de planification de la FOM Aegis et de la FO Orion concernant l'Op MOUNTAIN THRUST et a participé au volet canadien des opérations.

87. *Ibid*.

88. *Ibid*.

89. *Ibid*.

90. Le véhicule dans lequel prenait place l'auteur a évité de peu le premier EEI de la journée à Ghorak, et l'auteur était dans l'un des véhicules frappés par l'attentat-suicide à l'EEI au début de la soirée.

91. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.

92. Des incidents similaires sont survenus au CR (Est) lorsqu'un avant-poste de combat américain a été envahi.

93. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.

94. L'ardent défenseur de cette idée était Grahame Smith, avec qui l'auteur a souvent eu de vives discussions au KAF sur le sujet. D'autres journalistes moins sensibilisés ou expérimentés ont accepté l'argument de Smith sans discernement.

95. Entrevue de Freakley.

96. Selon Stuart Tootle dans *Danger Close*, le gouverneur de la province d'Helmand, Daud, l'a pressé d'établir des maisons de peloton dans les districts au centre et au nord, y compris Sangin. Cela allait à l'encontre du mandat original des Britanniques, qui consistait à soutenir les efforts de développement à Lashkar Gah et ses environs. Les forces britanniques n'avaient pas la souplesse nécessaire pour s'acquitter des deux mandats, mais Tootle a tenté de satisfaire les deux dirigeants, étirant au maximum les capacités de ses forces.

97. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.

98. Entrevue avec le major Nick Grimshaw, Ottawa, 14 janvier 2008; rapport de l'ERPK, 9 juillet 2006.

99. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération. Voir également les entrevues de Fletcher et de Hope.

100. L'auteur a observé attentivement la planification et l'exécution de cette opération.

101. Voir la note manuscrite de J2 Aegis et croquis annexé de Garmsir. Voir également l'entrevue de Gallinger.

102. Entrevue de Gallinger.

103. Rapports de la FO Orion, 28 juillet 2006.

104. Il s'agit bien de deux opérations distinctes qui se fondaient l'une dans l'autre, contrairement à la tendance par certains à penser qu'elles étaient fusionnées. De plus, certains l'appellent la bataille de Pashmul ou même, l'Op MEDUSA. La bataille de Pashmul s'est déroulée en juillet. Elle est parfois appelée également bataille de Panjwayi, à tort puisque celle-ci s'est déroulée à la fois dans les districts de Zharey et de Panjwayi. L'Op BRAVO CORRIDOR était une mission de la Compagnie B qui a servi de point de départ à certains événements survenus le 3 août, mais n'englobait par un assaut sur Pashmul en provenance du sud, ni l'expansion de l'opération au-delà de la taille d'une compagnie. Essentiellement, le combat du 3 août 2006 n'a pas de nom officiel. Il ne faisait pas partie de l'Op MEDUSA, cette dernière ayant été élaborée en réaction au combat du 3 août.

105. Cette section est une compilation d'une variété de scénarios post-opérationnels accompagnés de notes afférentes fournis par le 1 PPCLI à l'auteur, ainsi que d'entrevues avec le Lcol Ian Hope, le Lcol Harjit Sajjan, le Lcol Shane Schreiber et des conversations informelles avec le Cplc « Kiwi » Parsons, le Lcol Ian Hope, le Lcol Shane Schreiber, le Maj Kevin Barry, et le Lcol Mason Stalker. L'auteur a également consulté un mémoire non publié du Cpl Gordon Whitton (mentionné également dans *Dispatches*) intitulé *Be the Wolf*, qu'il a fourni à l'auteur en 2007.

106. Entrevue de Hope.

107. Comme il en a été question dans Maloney, *Fighting for Afghanistan*. Le volet « renseignement » entourant cette opération est encore très controversé. À ce stade-ci, il s'agit du meilleur résumé dont nous disposons au vu des renseignements ISTAR colligés et des enjeux concernant les rapports.

108. Entrevue de Grimshaw.

109. L'« autre école blanche » était également appelée « l'école jaune ». Une immense confusion régnait dans les quartier général supérieurs, où l'on confondait ces deux sites si l'on ne connaissait pas bien le terrain.

110. David C. Isby, *War in a Distant Country*, Londres, Arms and Armour Press, 1989, p. 38 et 39.

111. Fraser, Hope et Lavoie ont tous signalé ceci à l'auteur séparément, dans le cadre d'entrevues distinctes.

OPÉRATION MEDUSA :

D'AOÛT 2006 À JANVIER 2007

Les opérations de grande envergure des insurgés atteignent leur point culminant en Afghanistan à l'automne 2006[1]. Les talibans viennent frapper aux portes de Kandahar après avoir été temporairement arrêtés au début d'août. Ils poursuivent leurs attaques pendant un certain temps, mais la série d'opérations menées par le Canada, les États-Unis et l'Afghanistan et regroupées sous l'étiquette d'opération (Op) MEDUSA réduisent sérieusement la capacité de l'ennemi de se servir des districts de Zharey et de Panjwayi pour isoler Kandahar ou pour lancer des offensives semblables à celle du Têt, qui auraient un effet psychologique décisif au cours de cette période cruciale. L'Op MEDUSA cause aussi de lourdes pertes humaines à l'ennemi, ce qui freine son élan dans la province de Kandahar et les provinces voisines.

Comme nous l'avons vu précédemment, grâce aux opérations de la Force opérationnelle (FO) Orion, la coalition a pu évaluer la nouvelle menace sur le plan tactique, et ses hauts gradés, à Kaboul, se sont mis à y porter une attention particulière. Par la même occasion, ces opérations ont convaincu les détenteurs de pouvoir à Kandahar que la guérilla « foquiste » des talibans, prenant appui sur la paysannerie afin de conquérir les villes, peut être endiguée et qu'il n'y a pas lieu de céder à la panique, de se réfugier dans la neutralité ou de changer tout simplement de camp. Les opérations menées à l'automne visent à consolider davantage ces acquis cruciaux sur le plan psychologique et social. Par ailleurs, dans l'optique de la stratégie des zones de développement en Afghanistan (ZDA) que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) s'apprête à mettre en œuvre, le développement de la zone de Kandahar sera entravé si l'ennemi contrôle le district de Zharey. L'ennemi doit être délogé de l'est de ce district. Le gouverneur, Asadullah Khalid, et le président du Conseil provincial, Ahmad Wali Karzai, sont clairement d'avis qu'il ne peut y avoir de reconstruction sans sécurité[2].

FIAS et la stratégie des ZDA

Dans les chapitres précédents, nous avons étudié comment les planificateurs canadiens avaient été informés du concept étatsunien de zone de développement régional (RDZ), c'est-à-dire un territoire peuplé et désigné sur lequel on créerait une synergie entre les divers organismes de reconstruction et de développement, gouvernementaux et non gouvernementaux, qui seraient protégés par les forces de la coalition de concert avec les forces de sécurité afghanes. Ces RDZ devaient être liées aux équipes de reconstruction provinciale (ERP), qui coordonneraient les activités de reconstruction. En 2005, le concept

de RDZ avait été abandonné, faute de financement et de soutien de l'appareil administratif. L'équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) s'efforçait, à Kaboul, de trouver une solution au problème de la coordination de haut niveau, de manière à attirer les investisseurs étrangers, dans le cadre de la stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). Au début de 2006, lorsque le lieutenant-général (Lgén) David Richards reprend le commandement de la FIAS, il redonne vie au concept de RDZ tout en lui trouvant un nouveau nom. Elles deviennent des zones de développement en Afghanistan, ou des ZDA, et sont intégrées à la SDNA, qui est en train de prendre forme. En août 2006, le groupe d'action sur les politiques, qui réunit des représentants des États-Unis, de l'OTAN et de l'Afghanistan et qui a pour but de convenir des approches communes face à l'insurrection, discute des principes de base de la stratégie des ZDA, qui est approuvée subséquemment par le président Karzai[3].

Beaucoup de gens qualifient la stratégie des zones de développement de théorie de la tache d'encre et font une comparaison avec les opérations britanniques en Malaisie, au cours des années 1950. Ce genre d'analogie est toutefois une simplification à outrance. La nouvelle stratégie de l'OTAN repose sur une version bonifiée de l'ancien concept de RDZ. Chaque ERP doit déterminer sur quels territoires les efforts de développement et de maintien de la sécurité devraient être concentrés. Ce sont habituellement les lieux les plus densément peuplés, qui ont par ailleurs tendance à être à proximité les uns des autres. Idéalement, ce sont les forces de sécurité afghanes, soit la police et l'armée du pays, qui devraient maintenir la sécurité à l'intérieur de la zone elle-même, tandis que les groupements tactiques de manœuvre de la FIAS s'occuperaient de garder le périmètre de la zone. Les forces d'opérations spéciales (FOS), quant à elles, mèneraient des opérations de perturbation hors de la zone (voir la figure 11-1).

L'exercice de la gouvernance et le transfert progressif aux Afghans de la coordination de la sécurité et du développement à l'intérieur de chaque zone sont essentiels dans le concept des ZDA. C'est là qu'entre en jeu la SDNA, avec laquelle la stratégie des ZDA doit être harmonisée de toutes les manières possibles. On souhaite qu'au fil du temps, les zones s'agrandissent et se fusionnent un peu partout au pays[4].

Le 1er août 2006, la stratégie des ZDA, qui porte désormais le nom d'Op ARGUS RESOLVE et d'Op OQAB (ce qui signifie « aigle » en dari), devient la stratégie de référence pour le Commandement régional (Sud). La Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis s'étant préparée progressivement à l'adoption officielle de cette stratégie au cours de l'été 2006, son état-major n'est pas pris au dépourvu. En fait, le plan de campagne de la FOM Aegis s'insère très bien dans la nouvelle stratégie, entre autres parce que des officiers canadiens occupent des postes un peu partout dans la FIAS et dans d'autres quartiers généraux (QG) de la coalition, ce qui leur permet de maintenir la connaissance de la situation et d'avoir leur mot à dire.

FIGURE 11-1 :
ZDA – Modèle conceptuel de disposition des forces de sécurité,
de 2006 à 2007

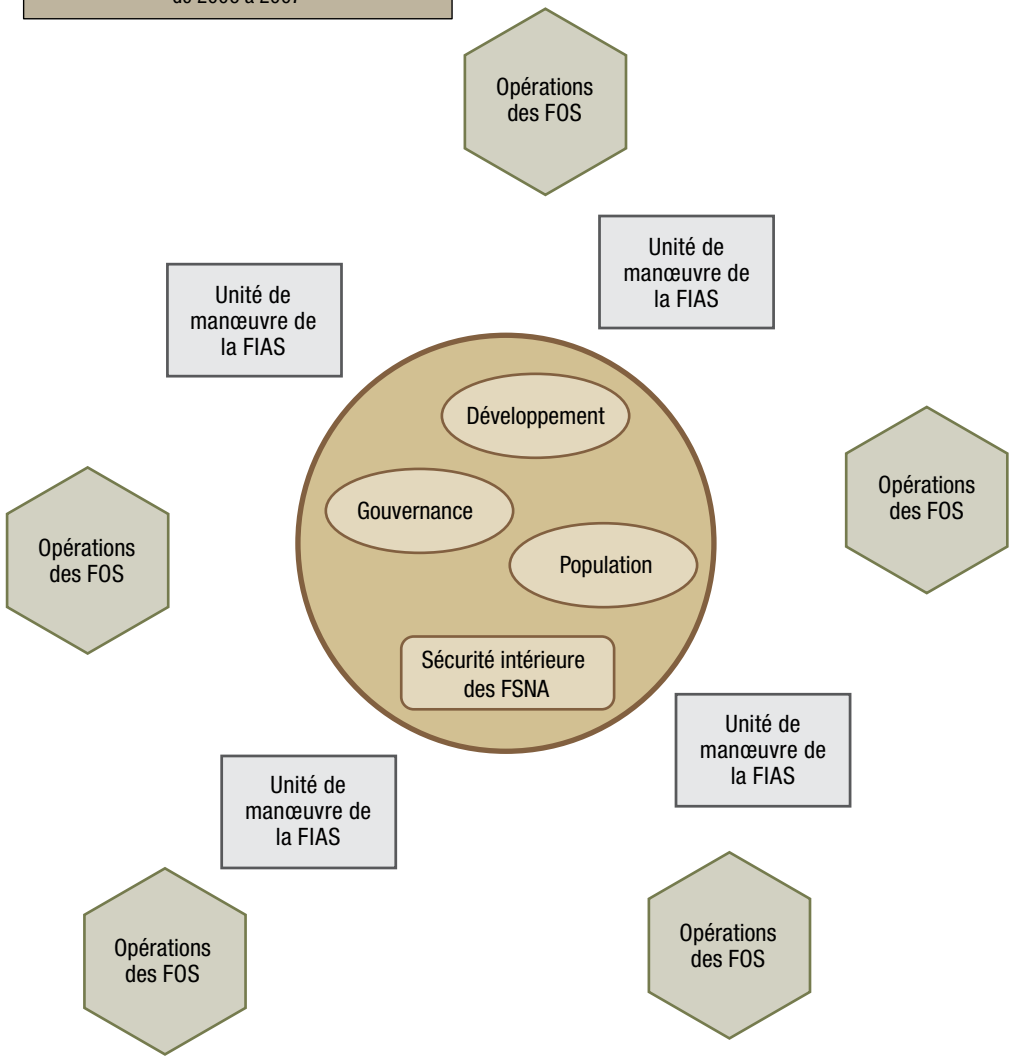


Figure 11-1 : ZDA – Modèle conceptuel de disposition des forces de sécurité, de 2006 à 2007

Le président Karzai « a insisté pour que personne ne parle publiquement des ZDA, et [la communauté internationale] est entièrement d'accord […] S'il fallait que l'emplacement des futures zones soit connu, elles pourraient être soumises à des attaques avant que le dispositif de sécurité ne soit en place » [Traduction]. Le Lgén Richards « a promis que

la FIAS n'abandonnera aucun centre régional clé une fois que les ZDA auront été établies. Il a souligné qu'il ne s'agit pas d'un concept défensif et que la FIAS effectuera des opérations offensives visant à chasser les talibans de leurs fiefs[5] » [Traduction].

Au Commandement régional (Sud), le plan de référence de la ZDA se nomme l'Op SATYR PYRRHA. L'ERP et les forces de sécurité afghanes se chargent de la zone elle-même, qui correspond au départ à la ville de Kandahar. La zone de sécurité, qui comprend les districts adjacents à la ville, est sous la responsabilité du groupement tactique, de l'ERP et des forces de sécurité afghanes. Les FOS mènent leurs opérations en périphérie (dans ce qu'on appelle aussi la zone de perturbation), c'est-à-dire partout ailleurs. Spin Boldak devient en quelque sorte une ZDA, compte tenu des conditions uniques créées là-bas par le colonel (Col) Abdul Raziq (voir la figure 11-2).

Malheureusement, alors que la FIAS de l'OTAN prend la relève, des problèmes plus pressants se manifestent. L'Op SATYR PYRRHA, conçue avant les batailles de la FO Orion au cours de l'été, n'est pas structurée pour résister à l'assaut de centaines ou de milliers d'insurgés bien organisés et équipés d'armes lourdes.

Genèse de l'Op MEDUSA

Les premières réunions officieuses de l'état-major du brigadier-général (Bgén) David Fraser au Commandement régional (Sud)[6] se tiennent trois jours après le choc de la deuxième bataille de Pashmul. La poussière étant retombée, l'état-major discute de Pashmul. Ces réunions voient naître ce qui s'appellera plus tard l'Op MEDUSA. Alors que, de toute évidence, l'ennemi occupe des positions fortifiées et qu'il est capable de coordonner des tirs indirects avec des manœuvres au sol et l'utilisation de engins explosifs improvisés (EEI), l'état-major ne perd pas de vue que les opérations qu'il demandera à ses troupes d'effectuer à l'avenir auront une dimension psychologique importante. Il faudra tenir compte des Afghans de Kandahar. Le gouverneur, Asadullah Khalid, insiste pour que les forces de la coalition entrent dans les districts de Zharey et de Panjwayi parce que ce sera bientôt la saison des vendanges et que la viticulture est le pilier de la prospérité économique de Kandahar[7].

Le lieutenant-colonel (Lcol) Shane Schreiber racontera plus tard ce que le gouverneur avait dit sans détour aux officiers de la coalition lors d'une grande réunion où il était présent avec les chefs de tribu : « Des chefs et des aînés de tribu qui sont dans la salle actuellement pactisent avec les talibans parce qu'ils pensent que la FIAS est incapable de les vaincre. Ils ne vous font pas confiance. Vous avez beaucoup de moyens, mais aucune volonté. » [Traduction] C'était le nœud du problème, dira le lieutenant-colonel[8]. L'ERP, elle, rapporte les paroles suivantes d'Asadullah Khalid : « La population locale trouve que la FIAS est faible, qu'elle ne veut pas combattre les talibans et qu'elle veut seulement faire de la reconstruction[9]. » [Traduction]

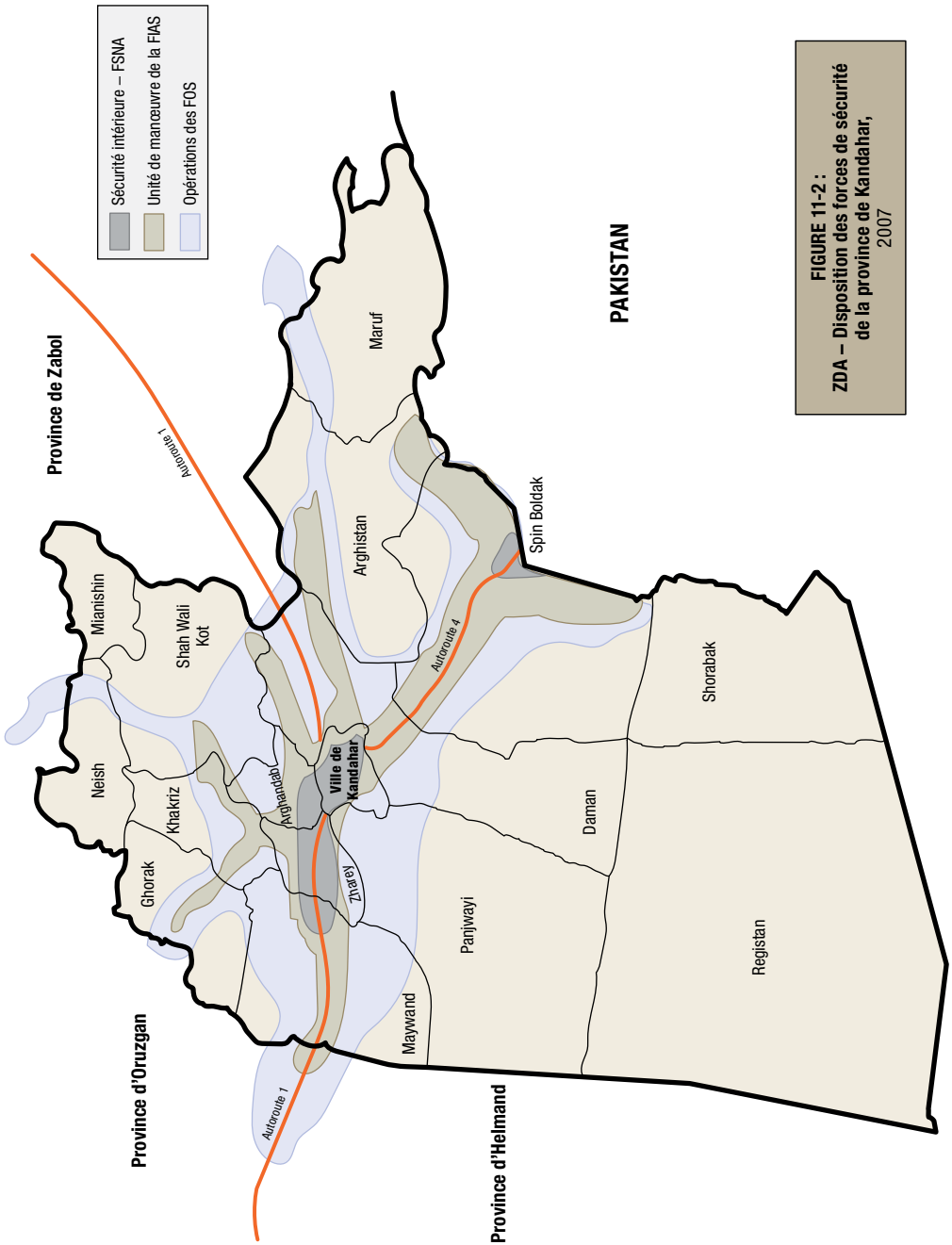


Figure 11-2 : ZDA – Disposition des forces de sécurité de la province de Kandahar, 2007

Parallèlement, les officiers canadiens constatent qu'au QG de la FIAS, à Kaboul, le Lgén Richards « n'a pas vraiment envie d'entendre parler du problème » [Traduction]. Ils veulent le convaincre que la FIAS devra affronter sérieusement l'ennemi pour protéger les approches à l'ouest de Kandahar. Qu'est-ce qui explique la réticence du lieutenant-général? C'est essentiellement parce que « certains, au sein de la FIAS, ont comme préjugé que, sous le commandement du major-général (Mgén) Freakley, les États-Unis sont trop allés à l'offensive, qu'ils ont trop cherché la bagarre et n'ont pas fait assez de reconstruction » [Traduction]. On entend ce point de vue dans les médias, qui mettent ainsi sous pression les gouvernements des pays membres de l'OTAN. Ces derniers risquent de voir naître chez eux de la dissidence concernant l'Afghanistan, puisque les populations se sont fait dire que leurs armées étaient en Afghanistan dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Comme si ce n'était pas déjà assez compliqué ainsi, les Britanniques sont en train de perdre le contrôle de la situation dans la province d'Helmand, ce qui les oblige à envoyer près de la moitié d'une brigade en renfort au 3e Bataillon du Régiment de parachutistes. Les médias britanniques se mettent alors à poser beaucoup de questions. Que se passe-t-il en Afghanistan? La vague de questionnement se répand jusqu'au Canada, en particulier au QGDN, où « certaines personnes au ministère de la Défense nationale s'inquiètent des pertes humaines et disent que ce n'était pas censé être difficile à ce point puisque nous devions faire de la reconstruction, et non des opérations de combat[10] » [Traduction].

Le Bgén Fraser part expliquer la situation au Lgén Richards : dans le district de Zharey, il faut affaiblir l'ennemi, ce qui nécessitera pratiquement une opération militaire classique. Or, les effectifs dont dispose le Commandement régional (Sud) ne suffiront pas pour y arriver et pour que les grands objectifs de la stratégie de la ZDA puissent être atteints. La FIAS demande de l'aide au commandant de la force française. Il lui répond qu'il est prêt à redéployer ses troupes, mais qu'il se heurte à un refus de ses supérieurs, à Paris. La réaction est la même du côté des Allemands. Le Bgén Ed Butler parvient à libérer un petit nombre de soldats pour aider un peu le 1er Bataillon du Royal Canadian Regiment (1 RCR), mais il ne peut faire plus parce qu'il a besoin du reste de ses troupes dans la province d'Helmand. Richards finit par dire au Bgén Fraser qu'il n'a rien d'autre à lui donner que son soutien moral[11].

Les contraintes imposées par Ottawa et Kaboul pour limiter le recours à la force risquent de réduire dangereusement l'efficacité des opérations vitales pour extirper les insurgés des districts de Zharey et de Panjwayi. On n'a plus affaire au même ennemi. Ce n'est plus celui qui a combattu la coalition en 2005, et il semble de plus en plus que ce n'est pas non plus l'ennemi qui a mené les opérations du printemps 2006. Le Commandement régional (Sud) doit prendre le temps de recueillir des renseignements pour faire le portrait de la situation qui lui servira à informer le nouveau QG de la coalition à Kaboul et le QGDN à Ottawa. Le Mgén Freakley, qui est désormais le commandant adjoint de la FIAS, appuie le

Commandement régional (Sud) à Kaboul. Après les deux batailles de Pashmul, il comprend qu'il y a un grave problème à l'ouest de la ville[12]. Le Commandement régional (Sud) doit aussi démontrer au QG de la FIAS que les opérations qu'il veut entreprendre respectent les paramètres de la stratégie des ZDA et que son plan inclut l'atténuation des effets et la reconstruction. Il va falloir du temps.

Des pressions viennent aussi des plus hauts échelons du pouvoir politique en Afghanistan, c'est-à-dire que le gouvernement Karzai tient à ce que l'autoroute 1 demeure ouverte. Le nombre d'embuscades sur cette route a grimpé en flèche depuis le 3 août 2006, et le ministère de la Défense a donné l'ordre à l'Armée nationale afghane de faire tout ce qu'elle peut pour que ce corridor reste ouvert. Évidemment, le Commandement régional (Sud) est directement concerné par toute activité ayant lieu sur l'autoroute 1, alors ces considérations sont intégrées au travail de planification[13].

Pendant que se déroulent ces tractations, le QG de la FIAS commence à voir l'opération qui se dessine comme une occasion de mener une campagne d'information stratégique, tandis que le Commandement régional (Sud) y voit plutôt une façon d'influencer concrètement les détenteurs de pouvoir de Kandahar et de sauver la ville. Pour certains, l'Op MEDUSA permettra à l'OTAN de montrer sa détermination sur la scène internationale[14].

Le Commandement régional (Sud) voudrait bien en savoir davantage sur l'ennemi, mais l'architecture du renseignement est problématique et ne lui est pas utile. Un nouveau Centre du renseignement toutes sources (CRTS), dirigé par le major (Maj) Dominic Goulet, est installé sur place au début du mois d'août 2006. Les nouveaux venus qui en font partie voient avec scepticisme l'information sur les installations ennemies dans le district de Zharey qui est recueillie par la Compagnie B, du Maj Nick Grimshaw, par le Maj Harjit Sajjan, par l'ERP et par le nombre considérable d'informateurs afghans qu'ils sont parvenus à recruter dans la population locale. Selon un informateur afghan ayant de l'expérience militaire, les bunkers construits par l'ennemi dans le district de Zharey sont suffisamment profonds pour résister à des bombes de 500 livres. L'informateur recommande à l'OTAN d'employer des bombes de 1 000 livres, mais son conseil est ignoré par le système de planification du renseignement. Les avis offerts par des sources afghanes ne sont habituellement pas retenus. Le commandant du CRTS se plaindra plus tard que le commandant du Commandement régional (Sud) se servait moins des conseils fournis par le CRTS que de l'information non vérifiée provenant d'ailleurs[15].

Les sources du Maj Sajjan l'amènent à penser que : un poste de commandement et contrôle se trouve à Sperwan Ghar, dans le district de Panjwayi; Zangabad abrite une cache d'armes; une route logistique va de Sperwan Ghar à Zangabad et Talukan, puis elle traverse la rivière pour se rendre dans le district de Zharey; l'installation de Gundy Ghar est un poste de commandement et contrôle. De plus, un hôpital de campagne se trouve

à Siah Choy, dans le district de Zharey. Les renforts de l'ennemi qui arrivent du Pakistan se servent de Gundy Ghar et de Sperwan Ghar comme points de repère et de rassemblement avant d'être envoyés au combat[16].

On ne sait toutefois pas comment les forces ennemies sont organisées dans l'est du district de Zharey. Où les principaux commandants ennemis se trouvent-ils? Qui sont-ils? Quel est le modus operandi de leurs forces? Le Commandement régional (Sud) veut effectuer une série d'opérations de façonnage pour mieux définir la cible. Il s'agit de faire des manœuvres servant à recueillir de l'information. Pour ce faire, le Commandement veut disposer de ressources accrues ISTAR, en particulier des véhicules aériens sans pilote (UAV) et des systèmes de renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT), de manière à pouvoir observer les réactions de l'ennemi pendant les manœuvres. Toutefois, le Commandement régional (Sud) étant désormais un QG de l'OTAN, il n'a plus le degré d'accès aux systèmes de renseignement des États-Unis que la FOM Aegis avait lorsqu'elle était sous le commandement du quartier général de la FOIM-76 des États-Unis. Le Col Steve Williams, commandant de l'Élément de commandement national (ECN) des États-Unis à l'aérodrome de Kandahar (KAF), et son personnel servent de lien vital par des canaux parfois non officiels, au cours de cette période, ce qui remédie en partie aux lacunes. Le Mgén Freakley apporte également son aide. Les besoins du Commandement régional (Sud) ne sont pas toujours prioritaires pour ces systèmes. Fait à noter, les véhicules aériens sans pilote tactiques (TUAV) canadiens si souvent dénigrés font malgré tout une contribution importante à l'exécution du plan ISTAR.

À l'époque, le Bgén Fraser et le Lcol Peter Connolly, l'un de ses officiers des opérations australiens, entretiennent une relation étroite avec le Lcol Don Bolduc, le commandant étatsunien de la FO 31, qui fait partie des forces spéciales. Afin que l'on puisse repérer plus distinctement le dispositif de l'ennemi dans le district de Panjwayi, le Lcol Bolduc accepte de déployer une partie de sa force opérationnelle spéciale dans le désert du Registan et dans le sud du district de Panjwayi, pour y effectuer des manœuvres qui serviront à recueillir de l'information. Une fois sur place, la FO 31 et une partie du 2e Kandak de la 1re Brigade du 205e Corps d'armée partiront en reconnaissance à plusieurs endroits susceptibles d'abriter des talibans, notamment à Talukan, à Mushan, à Sperwan Ghar et à Ma'Sum Ghar, des lieux que les unités de l'Armée canadienne apprendront à bien connaître au cours des cinq années qui suivront[17].

L'autre relation qui s'avère utile est celle du Bgén Fraser avec le Mgén Freakley. Le Bgén Fraser lui dit : « J'ai besoin d'aide. Qu'est-ce que vous êtes capable de fournir? » [Traduction] À titre de commandant supérieur étatsunien de la 10e Division de montagne, le Mgén Freakley envoie une compagnie d'infanterie et deux canons de 105 mm pour renforcer la FO 31 et faciliter les efforts de l'ECN des États-Unis dirigé par le Col Steve Williams.

En outre, des discussions entre le Bgén Fraser et le directeur des forces spéciales britanniques permettent le redéploiement d'une partie de la FO 42 pour exécuter des tâches d'observation et d'interdiction dans le désert du Registan[18].

Le Lgén Richards et le Mgén Rahmatullah Raufi font pression sur Bismillah Khan, à Kaboul, pour qu'il déploie toutes les forces dont il dispose dans la province de Kandahar. L'Armée nationale afghane envoie des compagnies équivalant à deux kandaks et provenant des commandements régionaux afghans du Nord du pays. Le Mgén Raufi les affecte aux agglomérations clés, notamment à Bazar-e Panjwai. Une compagnie afghane s'ajoute également aux effectifs de la FO 31[19].

L'ERP, sous la direction du Lcol Simon Hetherington, joue, elle aussi, un rôle clé dans la planification de l'Op MEDUSA, qui ne manquera pas d'endommager considérablement les infrastructures et qui devra être accompagnée de mesures pour atténuer les effets. La participation de l'ERP devient plus importante, mais comme d'habitude, le problème du manque d'argent se pose. L'équipe ne ménage aucun effort en vue de trouver ailleurs dans le monde du financement pour la reconstruction parce que le Canada n'en fournit pas du tout et que l'ACDI est réticente à participer. En revanche, le Col Williams, de l'ECN des États-Unis, a accès à des sommes substantielles par l'entremise du Programme d'aide urgente des commandants. Les relations du Lcol Hetherington et l'argent provenant de ce programme seront des facteurs importants au cours de l'opération[20]. L'Allemagne fournit aussi plusieurs millions d'euros[21].

Arrivée de la FO 3-06

Le Lcol Omer Lavoie prend le commandement du 1 RCR à l'été 2005. Il sait qu'il mène son bataillon en Afghanistan. Dès lors, il axe l'entraînement de ses soldats sur les méthodes anti-insurrectionnelles classiques et sur les patrouilles à pied, tout en suivant de près l'évolution de la situation, alors que l'ERP et la FO Gun Devils sont aux prises avec les talibans de Kandahar. Au cours de ses préparatifs, la FO 3-06 est structurée de la même manière que la FO Orion : trois compagnies d'infanterie, quatre canons M-777 issus de la Batterie E, un escadron de Génie (le 23e Escadron de campagne) ainsi que des troupes de reconnaissance provenant du Royal Canadian Dragoons (RCD). Les planificateurs savent que l'ERP va se trouver sous le commandement du groupement tactique et ils la placent sous la protection de la Compagnie B. Lorsque la FO 3-06 arrive à Kandahar, au mois d'août 2006, elle est structurée selon le cadre conceptuel de 2005, qui lui, est conforme au plan de campagne original de la FOM Aegis[22].

Même si, au printemps 2006, le Lcol Lavoie a rendu visite à plusieurs reprises à la FO Orion pour mieux se renseigner sur l'évolution de la situation, c'est tout de même un choc pour lui et ses soldats de voir les talibans atteindre presque son VBL III avec un

obus de mortier de 82 mm, au cours d'une expédition de reconnaissance dans le district de Panjwayi, en compagnie du Lcol Ian Hope, juste avant la passation de commandement entre les deux hommes. Trois occupants du blindé sont blessés, y compris l'artilleur, ce qui amène le Lcol Lavoie à décider que, dès qu'il assumera le commandement, il ira occuper le terrain surélevé de l'autre côté de la rivière, au sud de Pashmul, pour enlever à l'ennemi sa capacité de tir indirect. Manifestement, le travail qui attend la FO 3-06 n'a rien à voir avec la lutte anti-insurrectionnelle pour laquelle elle a été préparée et structurée. La Base de patrouille Wilson essuie des tirs de mortier trois nuits d'affilée, pendant la passation de commandement, ce qui oblige les troupes à dormir dans leurs véhicules[23].

Sur le terrain, l'organisation de la FO 3-06 est également calquée sur celle de la FO Orion. À l'instar du Lcol Hope, le Lcol Lavoie a la responsabilité de la Base d'opérations avancée Martello (FOB Martello), dans le district de Shah Wali Kot, des opérations à Spin Boldak, près de la frontière, et des opérations de l'ERP dans la province. La Compagnie B, qui est sous le commandement du Maj Geoff Abthorpe, se voit affectée à l'ERP, mais finit à toutes fins utiles par être responsable de la FOB Martello. La Compagnie C, ou Compagnie Charles, commandée par le Maj Matthew Sprague, devait s'installer à Spin Boldak, mais on y envoie plutôt l'escadron ISTAR. C'est la Compagnie A, du 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI), commandée par le Maj Mike Wright, qui doit s'emparer du terrain surélevé près de Bazar-e Panjwai, de l'autre côté de la rivière, au sud de Pashmul, et qui doit commencer à patrouiller là-bas. La Batterie E, commandée par le Maj Greg Ivey, hérite des quatre canons M-777 du Maj Steve Gallagher. Le Lcol Lavoie apporte des changements à l'organisation des opérations de reconnaissance et confie au Maj Andrew Lussier l'escadron ISTAR, qui comprend une troupe de reconnaissance à bord de blindés Coyote du RCD, un peloton de reconnaissance du 1 RCR ainsi que les tireurs d'élite de ce bataillon. Pour ce qui est du Génie, le Maj Mark Gasparotto commande le 23e Escadron de campagne. Il dispose de deux troupes de campagne (avec les VBL III et les soldats des blindés du RCD), d'une troupe d'équipement lourd et de trois équipes de neutralisation des explosifs et munitions (NEM), dont deux sont dotées d'équipement lourd (des véhicules Bison et des robots) et une est aéroportée[24]. Le personnel chargé de la guerre électronique et des TUAV poursuit son travail comme avant (voir la figure 11-3).

Malheureusement, à ce moment de l'année 2006, l'équipement de la FO 3-06 est dans un état qui laisse beaucoup à désirer, en particulier les VBL III. Il a été mis à rude épreuve. La décision de réduire les effectifs et les capacités de l'Élément de soutien national (ESN) du Lcol John Conrad en 2005 l'a privé des moyens nécessaires pour faire la maintenance de la flotte de véhicule après six mois d'opérations incessantes un peu partout dans le Sud de l'Afghanistan. L'équipement de l'ESN lui-même est complètement usé. Le taux de véhicules qui ne sont pas en état de rouler atteint presque 80 p. 100 au mois d'août.

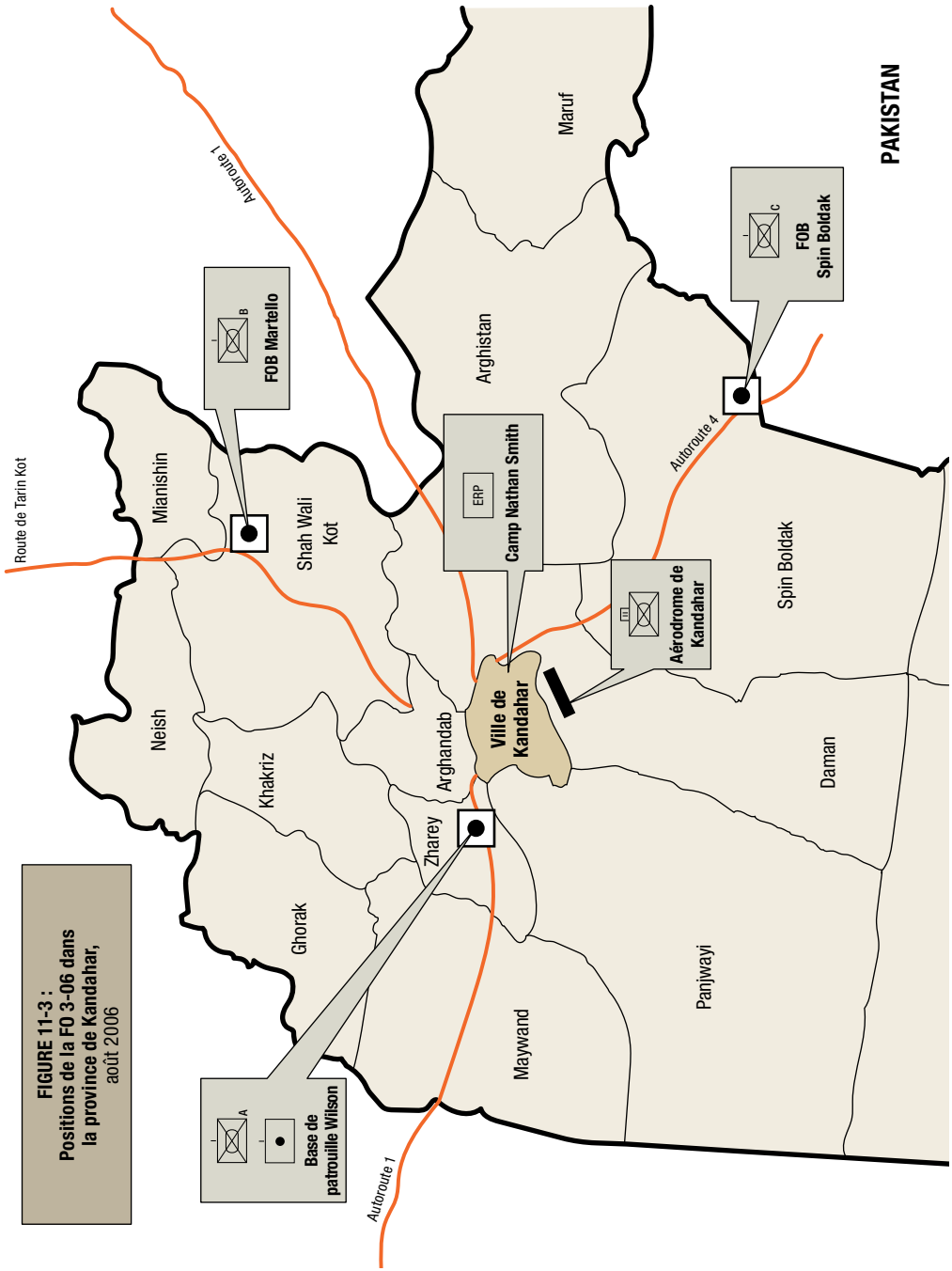


FIGURE 11-3 :
Positions de la FO 3-06 dans la province de Kandahar,
août 2006

Figure 11-3 : Positions de la FO 3-06 dans la province de Kandahar, août 2006

On a recours à des « visites d'assistance technique » pour ajouter du personnel à l'ESN sans dépasser officiellement le plafond d'effectifs imposé par l'appareil administratif, mais ces renforts ne suffisent pas à résoudre vraiment le problème[25].

L'utilisation continue des vulnérables véhicules G-Wagon comme véhicules des contre-mesures électroniques (CME) constitue une grave lacune. On est obligé de les substituer aux blindés RG-31, qui éprouvent de graves problèmes d'alternateur. L'équipement lourd du 23e Escadron de campagne est extrêmement problématique. Il n'a pas été utilisé par la FO Orion en raison de la nature de ses opérations. La plupart des véhicules ont servi en Bosnie ou au Kosovo. Ils ont été envoyés à Kaboul, puis à Kandahar, mais ils sont hors d'état de fonctionner. Les militaires canadiens ne disposant d'aucun équipement de franchissement d'obstacle, ils doivent le faire fabriquer à KAF. Et comme aucun bouteur ne fonctionne, ils vont « quêter » un D-6 britannique parmi la machinerie garée à KAF[26]. Ils ne disposent toujours d'aucune troupe de déminage pour neutraliser les EEI le long des routes avec un système comme celui des États-Unis.

On s'aperçoit aussi qu'il y a un problème du côté des munitions. Lors de la passation des responsabilités à la FO 3-06, le Lcol Lavoie ne trouve sur place que 300 obus brisants de 155 mm. Or, selon lui, il en aurait fallu au moins 3 000 ainsi qu'un réapprovisionnement de 500 par jour. Le Bgén Fraser en est informé et questionne le Lcol Conrad, qui confirme l'insuffisance des stocks de munitions. Les munitions utilisées en juillet n'ont pas été remplacées pour plusieurs raisons : le Lcol Conrad est personnellement débordé; la décision a été prise de réduire les effectifs; les militaires canadiens ne sont pas habitués à gérer la consommation élevée de munitions en temps de guerre. C'est le legs des opérations de maintien de la paix de l'ONU, notamment dans les Balkans, où l'artillerie déployée a rarement fait feu[27].

Lorsque la demande de munitions additionnelles parvient à Kaboul, un général de l'Aviation canadienne est contrarié parce qu'il craint de surcharger « ses ressources de transport aérien » [Traduction]. On téléphone de Kaboul pour exiger une justification : « Le groupement tactique précédent a tiré 600 obus, alors pourquoi vous en faut-il une si grande quantité? » [Traduction] Les responsables du transport aérien finissent par être convaincus que les besoins sont réels et se mettent à augmenter les stocks aussi rapidement que possible[28].

La FO 3-06 est obligée de surcroît d'affronter la chaleur. Elle arrive durant les premières semaines du mois d'août 2006, alors que la température atteint en moyenne de 50 à 60 degrés Celsius. Il n'est pas réaliste d'attendre des troupes qu'aussitôt débarquées de l'avion Hercules C-130, elles commencent les opérations, en particulier avec un gilet pare-balle et des munitions à transporter. Il est essentiel de leur accorder une période d'acclimatation. La rotation des troupes a été planifiée selon une approche bureaucratique issue de l'époque des opérations de maintien de la paix de l'ONU. À Ottawa, les planificateurs n'ont pas tenu

compte du rythme élevé des opérations et du climat de l'Afghanistan. Ils sont encore enfermés dans le paradigme des Balkans et fonctionnent machinalement comme si le calendrier de rotation tous les six mois des Balkans était encore en vigueur. Pendant ce temps, l'ennemi a tout le temps qu'il faut pour s'acclimater et il est déjà sur place.

Bataille de Ma'Sum Ghar, le 19 août 2006[29]

Au cours de la visite de familiarisation avec le Lcol Hope, le 15 août, un obus de mortier tombe tout près du VBL III du Lcol Lavoie, et l'explosion blesse son artilleur. Le Lcol Lavoie ordonne donc à la Compagnie A de s'emparer de la montagne de Ma'Sum Ghar et de trouver l'endroit d'où proviennent les tirs de mortier[30].

La Compagnie A, du Maj Wright, prend le relais de la Compagnie B, du Maj Grimshaw, le 14 août à la Base de patrouille Wilson. La zone se trouvant au sud du premier oued, dans le district de Zharey, est considérée comme un endroit à éviter totalement, et ce, conformément à l'information recueillie par le Maj Sajjan, que le Maj Wright considère comme l'information qui est de loin la plus fiable. C'est cette information qui l'a guidé tout au long de sa période de service en Afghanistan[31]. Le 19 août, l'unité policière d'intervention 005, du Capt Massoud, occupe Bazar-e-Panjwai avec une compagnie de l'Armée nationale afghane. Elle essuie des tirs et prévient les militaires canadiens que l'ennemi est en train d'essayer de s'emparer du centre du district de Panjwayi. Lavoie ordonne à Wright de riposter. Tandis que le Peloton 1 protège la Base de patrouille Wilson et que le Peloton 2 agit comme force de réaction rapide (FRR) sur l'autoroute 1, le Peloton 3, un officier d'observation avancée de la Batterie E ainsi que le quartier général de la Compagnie A se déploient vers l'est le long de l'autoroute 1, jusqu'à la jonction de la route Fosters, puis vers l'ouest (voir la figure 11-4).

En arrivant à Bazar-e Panjwai, les troupes constatent que tout est fermé et que seule la police est dans les rues. En se dirigeant vers la montagne de Ma'Sum Ghar qui surplombe les deux districts, le Maj Wright voit que la police se concentre sur Pashmul, en direction nord, mais que personne ne regarde vers le sud et le sud-est de la montagne. Il place deux sections et l'officier d'observation avancée juste au nord des positions de la police, en contrebas, sur la montagne. Puis, il oriente la troisième section vers le sud. Le Capt Reekie est envoyé vers le bas, sur la route Fosters, dans son VBL III. À 1845, des tirs de mitrailleuse retentissent dans les vignobles au sud de Ma'Sum Ghar. Les VBL de la Compagnie A sont la cible d'une attaque aux grenades propulsées par fusée (GPF) lancée depuis des positions supposément occupées par la police dans la cuvette de Ma'Sum Ghar. Les talibans ont infiltré une position et se sont emparés de deux postes d'observation entre les sections de la Compagnie A.

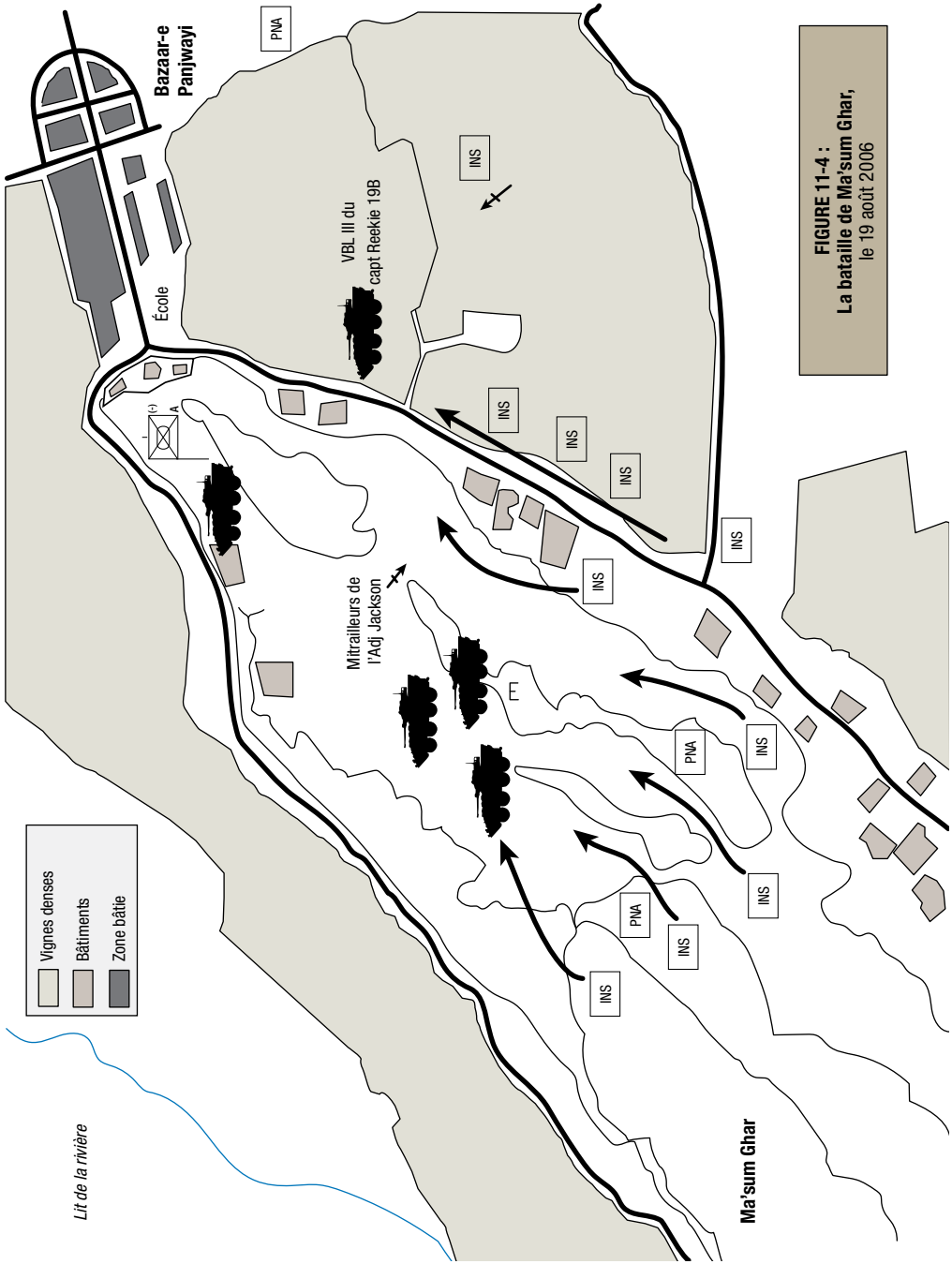


Figure 11-4 : La bataille de Ma'Sum Ghar, le 19 août 2006

À la tombée de la nuit, l'Adj Mike Jackson et l'une des sections parviennent jusqu'à une sorte de col sur la montagne où ils ont une vue en direction du sud. Arrivés là, ils font feu sur plusieurs vagues d'insurgés qui tentent de se diriger vers le nord à travers les champs, vers l'autre côté de la route Fosters, dans le but de prendre part au combat. On estime que la section réussit alors à abattre une quarantaine de combattants ennemis[32].

Les communications du Maj Wright avec le Lcol Lavoie sont presque interrompues et il doit les faire relayer par la Base de patrouille Wilson. Le Lcol Lavoie demande au Maj Wright s'il a besoin de renforts, et celui-ci répond que non. La situation lui paraît trop confuse sur le terrain, et le risque que les renforts tirent sur les troupes de leur propre camp est trop grand. Des hélicoptères AH-64, des TUAV et des drones Predator sont en route. Il est encore difficile pour le Maj Wright de déterminer les positions d'où proviennent les tirs ennemis, et le Capt Massoud retire ses policiers.

Le Capt Mike Reekie et son équipage, eux, avancent et cherchent un emplacement pour leur véhicule, mais le relief est trop plat. Le capitaine finit par trouver un pli de terrain derrière lequel il peut abriter le véhicule, mais il se rend compte après coup qu'il se trouve à presque 400 mètres de Ma'Sum Ghar. L'ennemi envoie les combattants dans la région à sa rencontre, se voyant peut-être obligé de le faire plus tôt que prévu. Le véhicule du Capt Reekie fait feu sur plusieurs vagues ennemies organisées en sections de dix hommes ayant chacune une mitrailleuse PKM et GPF. Ces insurgés ont l'air d'être drogués, car ils marchent vers une mort certaine. Le conducteur du VBL, le caporal (Cpl) Chad Chevrefils, utilise des lunettes de vision nocturne pour repérer les cibles et en indiquer la position au capitaine (Capt) Reekie et à son artilleur, le sergent (Sgt) Dan Holley. Avant d'être obligé de se retirer, cet équipage aux commandes d'un seul véhicule, sans appui aérien ni appui d'artillerie, parvient à abattre, estime-t-on, de 30 à 45 insurgés sortant par groupes de cinq des bâtiments à proximité[33]. Tout l'équipage du VBL du Capt Reekie a été décoré pour ce fait d'armes. Le Capt Reekie et le Cpl Chevrefils ont tous les deux reçu la Médaille de la vaillance militaire, tandis que le Sgt Holley, le Cpl Nigel Gregg et le soldat (Sdt) Tim Wilkins ont été cités à l'ordre du jour.

Ses munitions étant sur le point de manquer, le Maj Wright décide de se retirer, d'aller à la rencontre du Peloton 2 sur la route Fosters pour se ravitailler, puis de revenir prendre part au combat. Toutefois, au moment de partir, deux véhicules G-Wagon de CME refusent de démarrer et doivent être remorqués. À un certain moment, l'adjudant (Adj) Michael Jackson et le caporal-chef (Cplc) Paul Monroe sont obligés de diriger la protection de ce repli tactique. Sous le feu de l'ennemi, ils s'emploient à extraire les deux blindés et finissent par regrouper leurs hommes pour qu'ils poursuivent le combat. L'Adj Jackson et le Cplc Monroe recevront plus tard la Médaille de la vaillance militaire pour leurs faits d'armes.

Le Peloton 2 fonce vers le laager et y remet toutes les munitions qu'il peut trouver au Peloton 3, qui retourne aussitôt d'où il est venu par la route. Un drone Predator qui survole la zone repère un détachement ennemi en embuscade à la station-service et l'élimine avec un missile Hellfire. Un autre détachement ennemi s'infiltre par le nord et essaie de prendre le Peloton 3 en embuscade sur la route Fosters, mais les VBL III font feu et échappent au piège. Le Maj Wright veut faire la jonction avec les positions de l'Armée nationale afghane au nord du centre du district et compte emprunter, pour ce faire, une route secondaire qui contourne l'agglomération. Un VBL III s'enlise, ce qui oblige le peloton à s'immobiliser. Entretemps, le Peloton 2 a repris ses positions sur la route Fosters. Il aperçoit une équipe ennemie qui est armée de GPF et qui accompagne une section au sud de la route. Il fait feu sur elles. Selon les renseignements qui parviennent aux troupes canadiennes, une force ennemie de la taille d'une compagnie est en train de s'infiltrer depuis le district de Zharey, en passant par Badvan Ghar, tandis que les positions de l'Armée nationale afghane sont la cible de tirs nourris dans le centre du district de Panjwayi.

Photo : Auteur

La montagne de Ma'Sum Ghar, vue de la « colline du char », au nord-est, en juin 2006, plusieurs mois avant que la FOB soit établie. Le 19 août 2006, l'ennemi attaque la Compagnie A du 2 PPCLI et les forces afghanes. Les talibans s'infiltrent sur la montagne du côté ouest.

Photo : Auteur

Face sud de la montagne Ma'Sum Ghar photographiée depuis les localités au sud de Bazar-e Panjwai. Le 17 août 2006, des éléments de la Compagnie A du 2 PPCLI repoussent une attaque d'insurgés arrivant de la gauche et ayant comme objectif de s'emparer de la montagne et de l'agglomération. Un équipage de VBL III se trouvant sur la route et des mitrailleurs ayant pris position sous le col parviennent à abattre 75 combattants ennemis et neutralisent l'attaque.

Le Maj Wright s'inquiète encore une fois du risque de tir ami et, à 0300, demande la permission de regrouper ses hommes et d'attendre que des mesures de contrôle plus claires soient prises. La police afghane déplore plusieurs blessés dans ses rangs et demande une escorte pour les renvoyer à Kandahar par la route Fosters. Chose inusitée, les insurgés abandonnent de nombreux morts derrière eux. Les cadavres de 37 insurgés sont retrouvés à Ma'Sum Ghar, à Bazar-e Panjwai et dans les environs. La plupart ont été atteints par des projectiles de 25 mm. À partir de diverses sources, on estime que l'ennemi a perdu entre 75 et 100 combattants cette nuit-là. Le nombre de blessés serait encore plus grand[34].

Bazar-e Panjwai, le centre du district de Panjwayi et Ma'Sum Ghar restent entre les mains de la coalition. Le Maj Wright et le Lcol Lavoie conviennent que des positions permanentes doivent être établies à Ma'Sum Ghar, car l'endroit revêtira une importance clé pour toute action à venir. La nuit suivante, la Compagnie A subit une embuscade qui se prolonge sur dix kilomètres. L'ennemi fait feu sur elle de la Base de patrouille Wilson jusqu'au pont sur la rivière Arghandab, aux environs de Kandahar, en passant par Asheque et Senjaray. Sachant toujours faire preuve d'ingéniosité, l'ennemi allume des feux en bordure de la route pour que ses opérateurs de GPF puissent distinguer la silhouette des véhicules canadiens. Les commandants des insurgés souhaitent ainsi venger leurs pertes du 19 août.

Le Lcol Lavoie constate qu'il y a « nettement plus que 50 talibans dans la région […] qu'ils sont manifestement déterminés à combattre comme ils l'ont fait au sens conventionnel du mot, dans des affrontements directs »[35] [Traduction].

Élaboration du plan, du milieu à la fin d'août 2006

Au moment de la passation de commandement de la FO Orion à la FO 3-06 et des événements du 19 août, le Commandement régional (Sud) reçoit un ordre d'avertissement adressé à la FIAS, qui doit créer les conditions nécessaires dans quatre provinces pour établir une ZDA à Lashkar Gah, à Tarinkot, à Kandahar et à Qalat. La FO Kandahar, c'est-à-dire la FO 3-06, se voit confier des tâches additionnelles. Elle doit : appuyer les opérations de l'Armée nationale afghane pour sécuriser l'autoroute 1; effectuer des opérations permettant de recueillir le renseignement en évitant tout engagement décisif; extraire les membres des FOS et appuyer leurs opérations au besoin. Le groupement tactique canadien doit « feindre une manœuvre de la force opérationnelle pour que l'ennemi se croie attaqué sur son flanc sud » [Traduction], c'est-à-dire à Pashmul, dans le district de Zharey. Il doit se préparer à « lancer une attaque à Pashmul et à nettoyer les positions ennemies à Pashmul et à l'ouest de cette ville »[36] [Traduction] (voir la figure 11-5).

C'est ainsi que le Lcol Lavoie prend connaissance de l'Op MEDUSA. Le 25 août 2006, l'état-major des opérations de la FO 3-06, sous la direction du Maj Jay Harvey, a fini d'examiner les diverses options. Il envoie son ordre d'avertissement à la FO 3-06 pour l'informer du concept de l'opération :

> [Traduction]
>
> […] faire croire à l'ennemi qu'une attaque majeure se prépare contre ses centres de commandement et contrôle et ses centres de soutien logistique du combat en avançant de l'EST vers l'OUEST sur deux axes distincts. Pour ce faire, [nous utiliserons] deux équipes équilibrées de groupe-compagnie, dont l'une passera au nord, par l'autoroute 1, et l'autre empruntera principalement la route Fosters, au sud. Les talibans penseront qu'une force terrestre importante s'apprête à attaquer leurs points vulnérables et ils masseront leurs troupes pour les défendre. C'est alors que la brigade puisera dans les ressources d'un niveau supérieur et aura recours à des frappes de précision avec des appareils d'appui aérien rapproché, des éléments de l'aviation et des pièces d'artillerie, de manière à détruire la capacité opérationnelle des talibans. Si l'occasion se présente d'avancer plus loin, dans PASHMUL, le groupement tactique poursuivra sa marche, ce qui lui permettra non seulement de remporter une victoire concrète, mais aussi d'infliger aux talibans une défaite dans les opérations d'information[37].

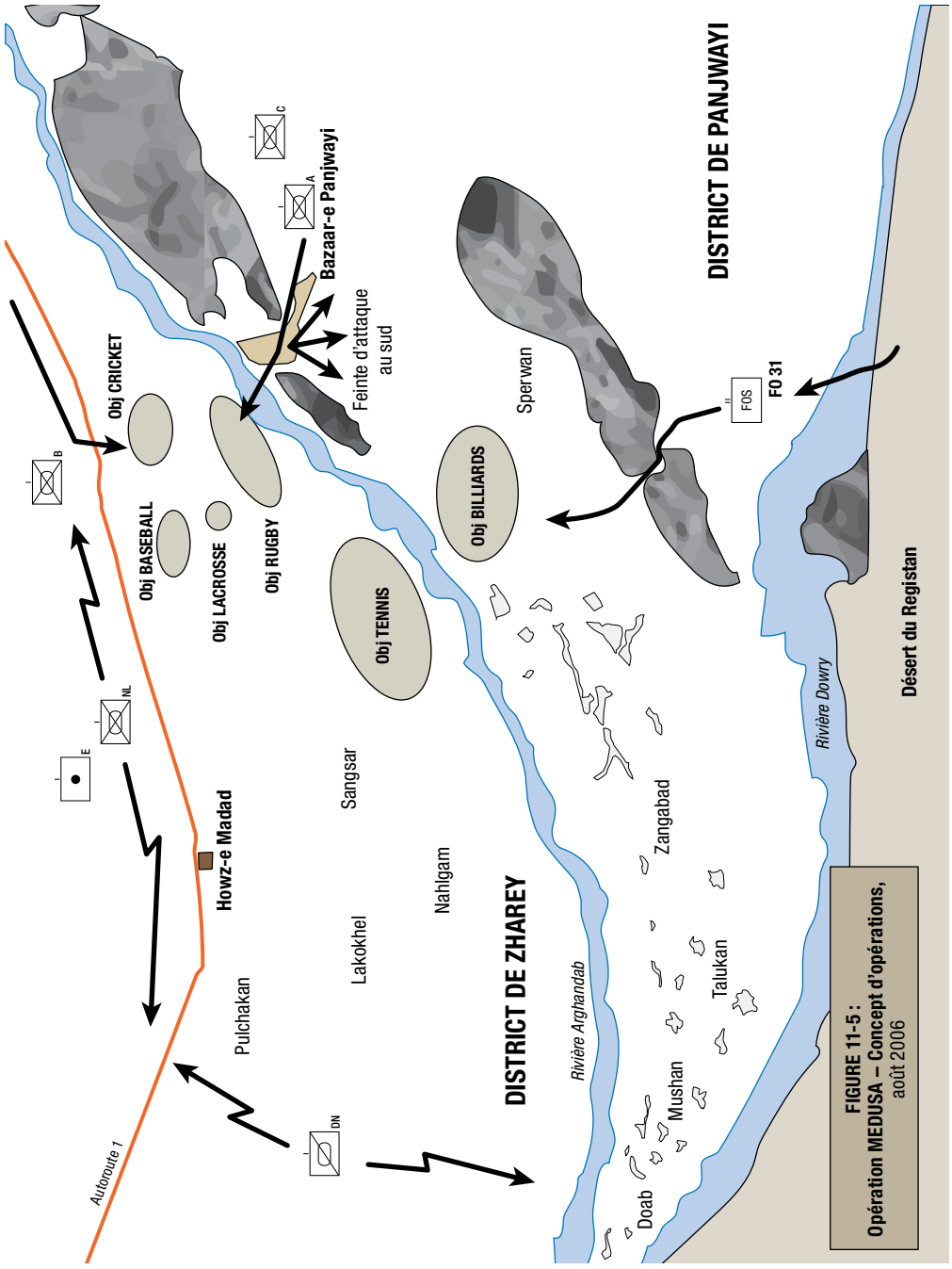


Figure 11-5 : Opération MEDUSA – Concept d'opérations, août 2006

Entretemps, la Compagnie B s'installe à la FOB Martello. Le Maj Geoff Abthorpe a déjà établi un plan de patrouille agressif, avec trois ou quatre patrouilles par jour, lorsque l'ennemi se met à harceler les troupes canadiennes en frappant la base avec des obus de mortier et des roquettes. On décide alors de sonder le périmètre de la FOB. Un moment donné, un détachement d'artillerie de l'Armée nationale afghane se met à pilonner les insurgés avec des tirs directs au moyen de ses canons D-30. Réduite à deux pelotons et une troupe de campagne du Génie[38], la Compagnie B s'aperçoit que la situation n'est pas bonne dans le district de Shah Wali Kot, mais que ce n'est pas uniquement à cause des insurgés. Un gang lourdement armé intercepte les camions sur la route Tarinkot. Les six individus en question sont tués lors d'une escarmouche les opposant à une patrouille conjointe des forces canadiennes et afghanes, mais les obus de mortier continuent de frapper la FOB Martello[39].

Le Bgén Fraser décide également de nettoyer l'ouest du district de Panjwayi après la bataille de Ma'Sum Ghar et d'éliminer le gouvernement fantôme de la région[40]. Le 26 août, les FOS constituant la FO 31, dirigée par le Lcol Bolduc, partent de KAF et s'en vont dans le désert du Registan avec le Capt Derek Prohar, qui est l'officier de liaison Aegis pour les FOS. Sur ces terres désolées, la FO 31 affronte à de multiples reprises des combattants talibans qui s'infiltrent. Elle intercepte du personnel militaire pakistanais qui conduit des camions dans lesquels sont dissimulées des munitions et des armes dans des espaces cachés. Elle découvre même un camp d'entraînement des talibans. Ce sont des preuves additionnelles de l'existence d'un vaste réseau de soutien et de renforcement des forces ennemies à l'ouest de Kandahar. Le 31 août, la FO 31 « atterrit » dans le sud du district de Panjwayi et poursuit ses manœuvres visant à recueillir du renseignement[41].

Le Centre tactique des opérations de la FO 3-06 devient le pôle de coordination pour l'utilisation des TUAV Sperwer permettant de repérer les cibles dans les affrontements. La FO 3-06 poursuit avec plus d'ampleur l'utilisation des drones MQ-1 Predator et d'autres TUAV que la FO Orion avait entreprise afin de guider les tirs d'appui aérien rapproché, d'artillerie ou de drone Predator armé. À la fin d'août 2006, ces opérations se concentrent sur plusieurs lieux probables de rassemblement des talibans le long de l'autoroute 1. La première mission, le 22 août, permet de découvrir 45 insurgés en train de recevoir des ordres. Cependant, comme aucune arme n'est repérée sur les lieux, aucune frappe n'est ordonnée. L'ennemi se divise alors en trois groupes qui prennent des positions de combat sur l'autoroute 1. L'un des groupes de 15 prend position près de la route, tandis qu'un autre s'en va sur un flanc susceptible d'être utilisé par les forces de la coalition. Le troisième groupe de 15 se place en retrait. L'ennemi continue de s'entraîner sur le terrain où il combattra, mais n'a pas d'armes[42].

C'est à ce moment que la FO 3-06 commence à subir des pertes. Le 22 août, un attentat-suicide à la bombe est perpétré contre le Camp Nathan Smith. Le Cpl David Braun, du 2 PPCLI est tué, et trois autres Canadiens sont blessés. Le Lcol Lavoie veut une riposte qui fera réfléchir l'ennemi, alors il ordonne à la Compagnie A de faire une patrouille sur l'autoroute 1. Des canons M-777, des avions Harrier et des drones Predator sont prêts à faire feu. Ils attendent l'embuscade qui finira par se produire et à laquelle de 40 à 50 combattants, qui selon les constatations sont armés jusqu'aux dents, participeront. Malheureusement, le commandant ennemi les déploie en les répartissant pour former une ligne le long de la route. Le Maj Greg Ivey suggère de faire deux ou trois tirs d'artillerie pour obliger l'ennemi à se mettre à l'abri, donc à se concentrer au même endroit. Trente insurgés courent se réfugier dans le même bâtiment, tandis que les autres se dispersent. Un avion Harrier de l'Aviation royale [Royal Air Force] vient alors raser le bâtiment avec des bombes de 500 livres, tuant ainsi 29 insurgés. Par la suite, les embuscades se feront plus rares sur l'autoroute 1[43].

Le Commandement régional (Sud) reçoit l'ordre formel d'exécution de l'Op MEDUSA le 27 août. L'évaluation faite par les spécialistes du renseignement indique que des chefs ennemis et des formateurs d'Al-Qaïda constituant des cibles de première importance sont de plus en plus présents dans le district de Zharey et qu'on y trouve aussi un mélange de combattants de la faction HiG et de combattants venant de l'extérieur de la région. On estime les forces ennemies à 200 combattants locaux et de 200 à 300 combattants venus d'ailleurs. Ils sont retranchés dans des positions défensives renforcées et ont démontré par leurs embuscades sur l'autoroute 1 qu'ils étaient capables d'effectuer des déplacements et des tirs. La FO 3-06 a comme mission de vaincre les forces talibanes à Pashmul afin de créer les conditions nécessaires à l'établissement de la ZDA à Kandahar, ce qui suppose que les véhicules peuvent circuler librement sur l'autoroute 1 et que la ville de Kandahar est sécurisée. Le plan prévoit quatre phases et deux sous-phases. La phase 1 consiste à mener des opérations de façonnage. Les opérations menées par la FO 3-06 depuis le 15 août en font partie, notamment les manœuvres visant à recueillir du renseignement. Donc, on considère que la FO 3-06 est déjà en train de réaliser la phase 1 avec le repérage des positions ennemies et la destruction au passage des objectifs inopinés. Une compagnie de reconnaissance danoise se trouvant dans l'ouest du district de Zharey, des forces spéciales britanniques au sud-ouest et des forces spéciales étatsuniennes au sud prendront part à ces efforts[44] (voir la figure 11-6).

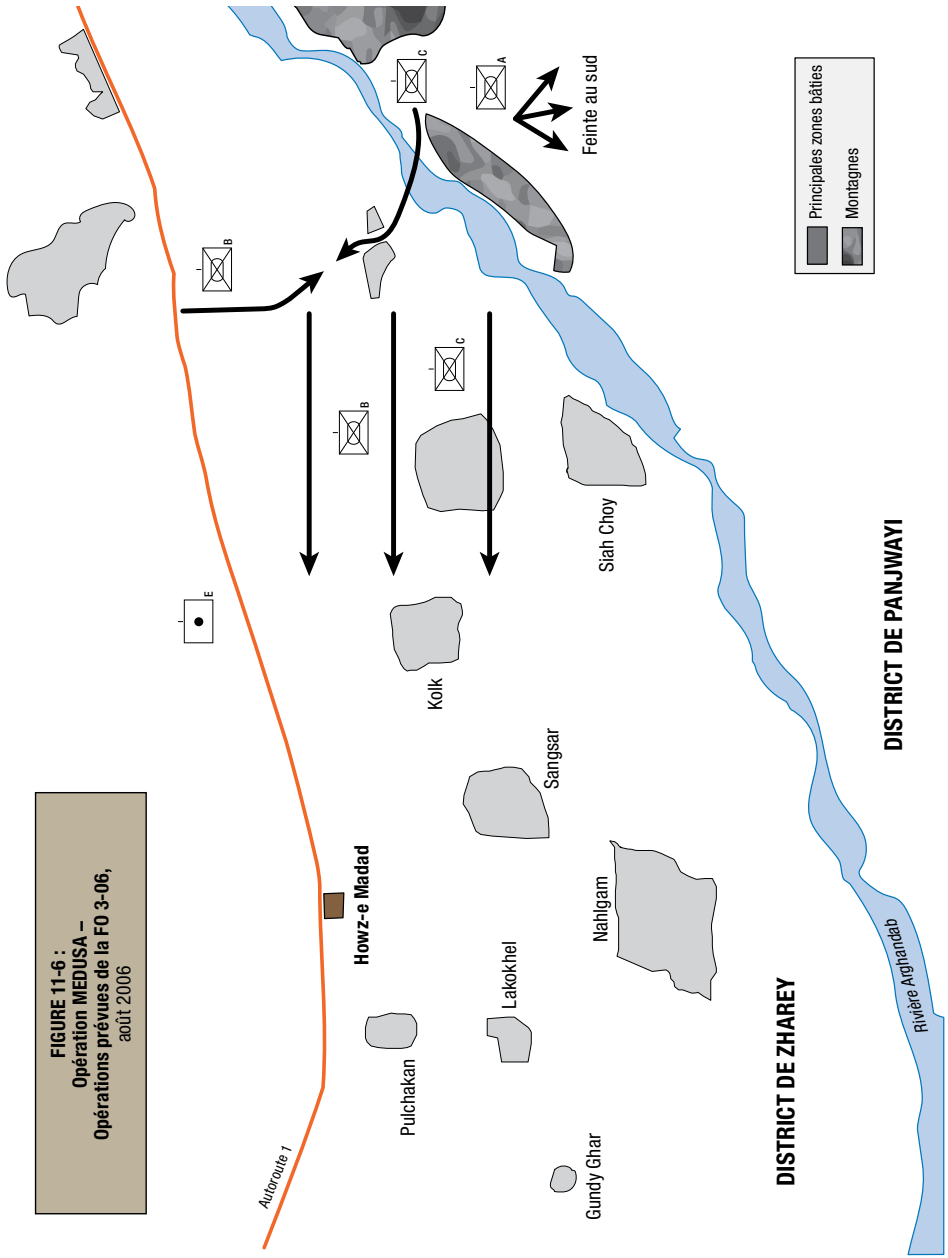


Figure 11-6 : Opération MEDUSA – Opérations prévues de la FO 3-06, août 2006

La phase 2, celle des « opérations décisives », est conçue pour vaincre l'ennemi aux environs de Pashmul. Elle comporte deux sous-phases distinctes. La sous-phase 2A, la « frappe », est une feinte où la FO 3-06 simule un assaut contre les objectifs RUGBY (Pashmul) et CRICKET. Le plan souligne que la FO 3-06 ne doit pas s'engager de façon décisive. Les systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance observeront l'ennemi pour déterminer à quel endroit il concentrera son dispositif de commandement et contrôle ainsi que d'autres ressources. Puis, un bombardement aura lieu pendant 24 heures. La phase 2B, la « jonction », verra la FO 3-06 procéder à la destruction des objectifs RUGBY, CRICKET et LACROSSE ainsi qu'à l'élimination de l'ennemi à l'est, vers la route Comox. Pashmul serait ainsi sécurisée et les conditions seraient créées pour que les Afghans établissent une structure de gouvernance. Dans la phase 3, les forces doivent se déplacer jusqu'à la coordonnée 25 à l'est. Lors de la phase 4, la « stabilisation », un kandak de l'Armée nationale afghane doit sécuriser la région pour faciliter le retour de la population. Des projets à effet rapide seront entrepris le temps que les activités de développement soutenues par l'ERP puissent commencer. Le plan de l'opération ne prévoit aucun rôle pour la police et ne précise pas qui gouvernera et protégera la région ni de quelle manière cela se fera[45].

Le plan de gestion des mesures d'atténuation des effets dans le district de Zharey prévoit la participation du Lcol Hetherington et de l'ERP. L'arrivée en ville de déplacés en provenance du district attire l'attention du Comité de gestion des catastrophes, qui est dirigé par Haji Agha Lalai Dastagiri. Les organismes de l'ONU présents à Kandahar collaborent avec le Comité, qui comprend en outre un officier de liaison issu de l'ERP. Le concept adopté veut que ce soit les Afghans qui prennent les commandes par l'entremise des organismes existants, en particulier les conseils de développement communautaire et le Comité de développement provincial. Ces organismes doivent jouer un rôle important pour faciliter le travail, de concert avec les équipes spéciales du Comité de gestion des catastrophes formées par le ministère du Relèvement rural et du Développement. Ils communiquent avec les membres du Conseil de développement communautaire et coordonnent l'aide à l'échelle locale. Les militaires du Canada et des États-Unis disposent d'enveloppes budgétaires pour l'aide financière à la reconstruction, notamment les fonds de prévoyance des commandants et le Programme d'aide urgente des commandants[46].

La FO 3-06 doit se repositionner en vue de l'Op MEDUSA, ce qui entraîne des problèmes identiques à ceux qu'a connus la FO Orion lorsqu'elle a été déployée dans la province d'Helmand, en juillet 2006. Les FOB de Shah Wali Kot et de Spin Boldak doivent être protégées pendant que leurs compagnies d'infanterie se rendront dans les districts de Panjwayi et de Zharey. Le Commandement régional (Sud) décide d'envoyer à Spin Boldak des éléments du régiment de l'Aviation royale qui garde KAF, pour qu'il protège la base avec des entreprises de sécurité privées. Parallèlement, le Commandement régional (Sud) veille

à ce qu'une compagnie de parachutistes néerlandaise occupe la FOB Martello. Quelques sapeurs de combat canadiens du 23e Escadron de campagne resteront à cette base. Ces mouvements de troupes ont lieu les 25 et 28 août respectivement[47].

La FO 31 est parvenue dès lors dans le sud du district de Panjwayi après avoir été ravitaillée par un avion MC-130 Combat Talon. Parmi les premières installations des insurgés qu'elle découvre là-bas figurent un système de communication par satellite et une infirmerie se trouvant tous les deux dans la boutique d'un marchand. En outre, elle recueille de l'information lui indiquant que l'un des principaux commandants des talibans, Hafiz Majid, est dans les environs. Les soldats des forces spéciales découvrent un ordre de bataille émanant du commandement ennemi et la méthode de communication qu'il emploie. La population locale confirme que les « Arabes », c'est-à-dire Al-Qaïda, sont de retour dans le pays avec les talibans. Le SIGINT confirme la présence de 16 commandants des forces insurrectionnelles dans le sud et l'ouest du district de Panjwayi. Habituellement, un commandant est à la tête de 50 combattants, ce qui veut dire que la FOS « s'est trompée de beaucoup » [Traduction] dans son estimation initiale de 300 à 400 combattants, pour reprendre les mots du Maj Rusty Bradley, membres de la FOS. Ils sont au moins deux fois plus nombreux[48]. Puis, les insurgés attaquent la FO 31 de façon coordonnée, ce qui l'oblige à employer des avions d'attaque AC-130, des « avions de la mort » comme les appellent les talibans. Le Maj Bradley note que c'est la première fois qu'il voit l'ennemi coordonner son action de la sorte en Afghanistan, où il en est à sa troisième période de service[49]. Par conséquent, la FO 3-06 s'apprête à attaquer un ennemi dont on estime les effectifs à 500 combattants dans le district de Zharey, mais qui en a peut-être 800 ou 1 000, voire davantage dans le district de Panjwayi, au sud-ouest.

Le 29 août 2006, le Commandement régional (Sud) apporte des changements mineurs aux ordres d'opérations MEDUSA et prévoit tenir une répétition de concept le 30 août. Les changements apportés incluent les ajouts suivants : des troupes de déminage des États-Unis pour neutraliser les EEI le long des routes, équipes qui viennent de la province de Zabul; deux canons automoteurs néerlandais PzH 2000; la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis, qui servira de brigade de réserve.

Chose inhabituelle, tout le haut commandement de la FIAS débarque à KAF pour une réunion d'information sur l'opération à venir, y compris le Lgén Richards et le Mgén Freakley. Même le Lgén Mike Gauthier, commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), est présent. Le Bgén Fraser est en permission à ce moment-là. L'exposé est fait par le Lcol Lavoie, qui racontera ceci plus tard : « J'ai présenté le concept d'opération et le plan de manœuvre au Lgén Richards et je me souviendrai toujours des deux dernières choses qu'il m'a dites : «Omer, si vous échouez, ce sera un échec pour l'OTAN. Nous prendrons le thé ensemble sur l'Arghandab dans un mois»[50]. » [Traduction]

Exécution de l'Op MEDUSA, du 1er au 4 septembre 2006

Le 1er septembre, le gouverneur, Asadullah Khalid, annonce publiquement que des opérations offensives auront lieu dans les districts de Zharey et de Panjwayi et que la population devrait les évacuer. Des tracts de la FIAS sont largués un peu partout sur la région pour diffuser encore davantage cette annonce. Les colonnes de déplacés fuyant la région se font plus nombreuses dans les jours qui suivent[51]. La Compagnie B quitte la FOB Martello pour être redéployée à la Base de patrouille Wilson, tandis que la Compagnie Charles entre dans Bazar-e Panjwai, de même que la Compagnie A. Conformément à l'ordre reçu, les compagnies d'infanterie doivent garder leur position pendant 72 heures, observer ce qui se passe et attaquer d'éventuels objectifs inopinés si l'occasion se présente52. Entretemps, le 23e Escadron de campagne n'a pas chômé. Il a déniché de la machinerie lourde, soit un bouteur britannique, un bouteur de l'Armée nationale afghane et un bouteur civil loué. Il a soudé rapidement à cette machinerie des plaques de blindage à la « Mad Max ». Et il a renforcé de la même manière l'engin de terrassement Zettelmeyer ainsi que la pelle rétrocaveuse[53].

L'opération qui se met en branle doit subitement être interrompue le 2 septembre, après des semaines de préparation. Le Capt Steve MacBeth, du peloton de reco, aperçoit une « boule de feu dans le ciel ». Ce qui semble être un avion de transport s'est écrasé aux environs de Chalghowr-Salavat, dans l'est du district de Panjwayi. Tous les aéronefs qui accompagnent la FO 3-06 sont réaffectés, y compris les appareils de surveillance, les appareils d'appui aérien rapproché et les hélicoptères. Une fuite de carburant dans un avion de surveillance Nimrod MR2 de l'Aviation Royale a provoqué une explosion catastrophique. Cet avion était équipé d'un système de surveillance Wescam MX-15 et il était utilisé pour appuyer la FO 42, la FOS britannique, dans ses opérations à Kandahar. Les ambulanciers sauveteurs parachutistes des Forces aériennes des États-Unis [U.S. Air Force] sont aussitôt sur place à bord de leurs hélicoptères HH-60, mais ils attendent que les forces au sol sécurisent l'endroit avant de descendre au sol. L'escadron ISTAR, dirigé par le Maj Lussier, rongeait son frein dans la zone d'attente A, sur la route Fosters, à l'est de Bazar-e Panjwai. Il a vu le Nimrod s'écraser à l'est, près de Chalghowr, et il est aussitôt déployé sur le lieu de l'écrasement, où il établit immédiatement un périmètre de sécurité en forme d'étoile. La boîte noire, les empreintes génétiques de l'équipage, les ordinateurs et les documents secrets qui sont éparpillés doivent être récupérés en priorité. Le peloton de reco doit passer l'endroit au peigne fin pour y ramasser des restes humains, une tâche passablement horrible, dira le Capt Macbeth, qui dirige l'opération. Près d'une journée après l'assaut pour prendre Pashmul, le 3 septembre, le régiment britannique libère l'escadron ISTAR, avec ses véhicules Coyote de reconnaissance et le peloton de reco, qui peut alors quitter le lieu de l'écrasement[54].

Afin de tromper l'ennemi comme prévu, la Compagnie B emprunte l'autoroute 1 tandis que la Compagnie A prend la route Fosters vers l'est. La Compagnie Charles, le 23e Escadron de campagne et un détachement de tireurs d'élite se rendent sur Ma'Sum Ghar qui se trouve en face de Pashmul, de l'autre côté de la rivière. La Compagnie B gagne sa position le long de l'autoroute 1. Une équipe de guidage au sol des FOS du Canada qui a accès à des ressources aériennes et des éléments d'artillerie des FOS des États-Unis prend position haut sur la montagne[55] (voir la figure 11-7).

À 0615, le Maj Sprague, commandant de la Compagnie Charles, indique par radio qu'il n'aperçoit aucun signe de vie civile de l'autre côté de la rivière, mais qu'il peut voir les talibans en train de fortifier leurs positions défensives. À 0630, la Batterie E ouvre le feu avec ses canons M-777 sur quelques-uns de ses 19 objectifs présélectionnés[56]. Des sapeurs du 23e Escadron de campagne entrent en action pour améliorer les approches sud du lit de la rivière Arghandab. Ils creusent des chemins au moyen de leurs bouteurs modifiés et abattent les arbres avec des explosifs[57]. Ces manœuvres destinées à tromper l'ennemi devaient l'amener à prendre ses positions de combat pour qu'on puisse le bombarder avec l'artillerie et l'aviation, mais ce n'est pas ce qui se passe. On n'observe aucun regroupement de combattants ennemis, et une frappe prévue avec des bombes guidées JDAM devant être larguées par un bombardier B-1B est annulée. À 1000, la Batterie E s'est tue puisque l'ennemi ne semble pas réagir et n'offre aucun objectif. Le détachement de tireurs d'élite sur la montagne de Ma'Sum Ghar pense néanmoins avoir vu l'ennemi se servir de miroirs pour communiquer d'un endroit à l'autre. Plus tard, le détachement signale qu'il aperçoit des déplacements de l'ennemi[58].

Au début de l'après-midi du 2 septembre, le Bgén Fraser, qui est rentré plus tôt que prévu de permission, est mis au courant de la situation. Deux facteurs ressortent. Premièrement, le tableau du renseignement semble indiquer que le nombre de combattants ennemis occupant Pashmul n'est pas ce que prévoyaient les estimations initiales. Deuxièmement, les insurgés ne se sont pas regroupés comme on aurait voulu les amener à le faire pour pouvoir les éliminer efficacement avec des bombardements. Le Bgén Fraser pense que la stratégie des manœuvres qui visent à recueillir de l'information et qui doivent être suivies de bombardements est de moins en moins susceptible d'être efficace. En outre, les forces alliées temporairement déployées pour aider le Commandement régional (Sud) à réaliser l'Op MEDUSA ne pourront rester qu'un temps limité, qui pourrait n'être que de sept jours, avant d'être redéployées ailleurs pour d'autres tâches[59].

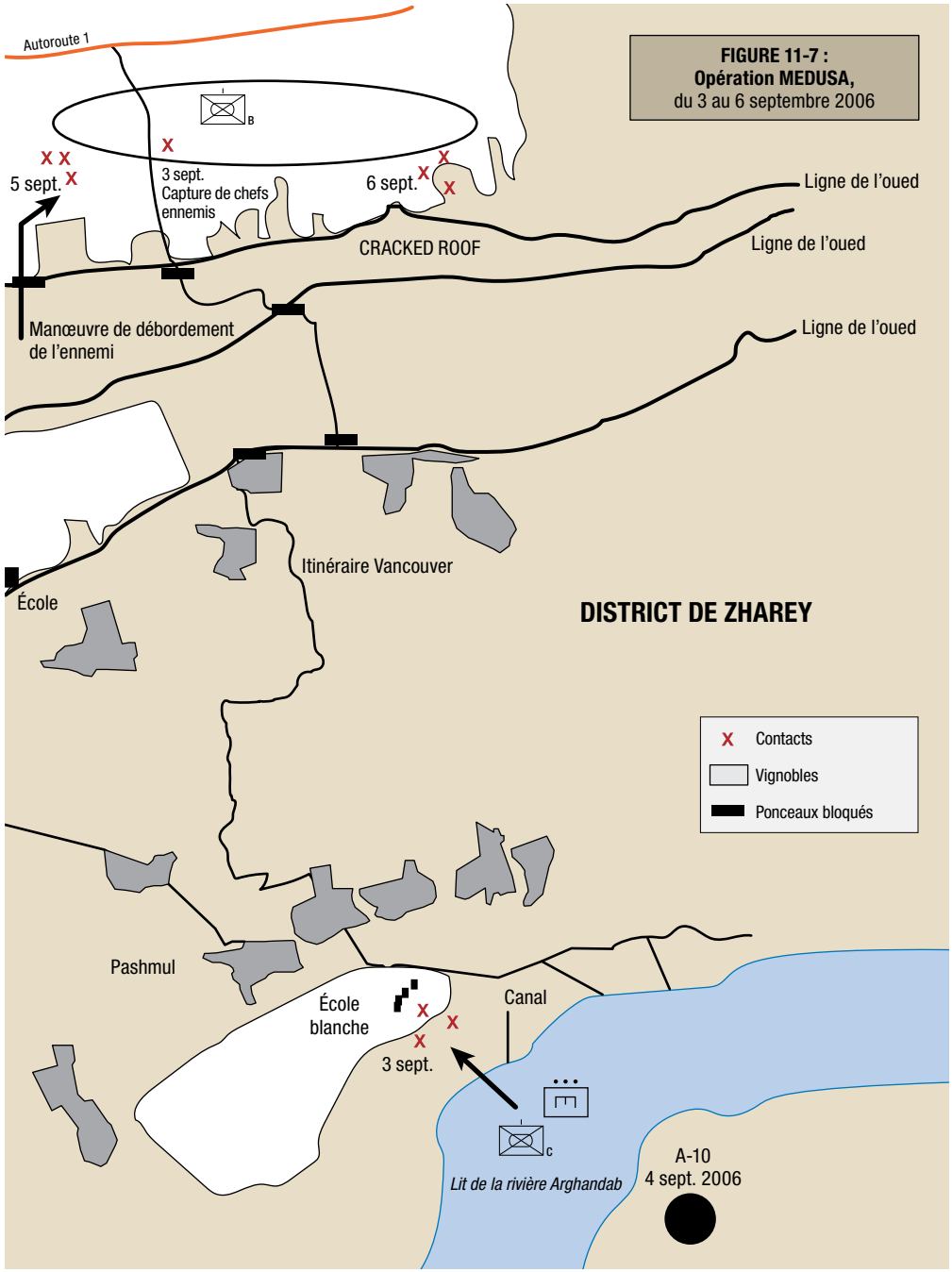


Figure 11-7 : Opération MEDUSA, du 3 au 6 septembre 2006

Le Bgén Fraser se rend alors en avion à Bazar-e Panjwai pour y voir le Lcol Lavoie. Il lui dit : « Omer, je veux que vous entriez dans Pashmul maintenant. Comprenez-vous ce que je vous demande? » [Traduction]. Les esprits s'échauffent au cours de la discussion, et les deux hommes argumentent vivement. Le Lcol Lavoie dit qu'il ne sait pas où l'ennemi se cache, qu'il fait nuit et que le risque de tomber sur des EEI est élevé. Il veut qu'on lui accorde encore 48 heures pour repérer les positions ennemies et les bombarder. Le Bgén Fraser, lui, veut que la force opérationnelle franchisse la rivière et occupe Pashmul. Il retourne à KAF pendant que le Lcol Lavoie informe le Maj Sprague et les autres commandants de sous-unité[60].

À 1600, le groupement tactique reçoit l'ordre du Commandement régional (Sud) de passer à la phase 2B du plan dès 0100 le 3 septembre. Il demande la poursuite des bombardements[61]. Le Peloton 7 et les sapeurs traversent l'oued pour creuser des chemins, mais on les retire plus tard, au cours de la soirée[62].

Le Bgén Fraser subit d'importantes pressions de la part de multiples intervenants afin que l'opération avance. Des membres de son état-major et des officiers de l'état-major supérieur diront plus tard que le Mgén Freakley l'avait mis au courant de l'impatience du Lgén Eikenberry et même du CENTCOM parce l'Op MEDUSA utilisait beaucoup de ressources des États-Unis de surveillance aérienne, de renseignement et d'appui aérien rapproché. Ces ressources ne peuvent pas être accaparées au même endroit pendant trop longtemps. Par exemple, les 36 chasseurs F-18 du porte-avions USS Enterprise, qui se trouve au large de la côte du Pakistan, ne sont disponibles pour l'appui aérien que pendant un certain temps parce qu'ils ont d'autres missions à remplir. Les drones MQ-1 Predator sont utilisés en Irak et au Pakistan, pas uniquement en Afghanistan. Par ailleurs, le QG de la FIAS souhaite avoir une « victoire » à brandir dans ses opérations d'information stratégique visant les Afghans et les pays membres de l'OTAN qui sont plus réticents que d'autres. Aucune pression venant des autorités supérieures du Canada ne se fait sentir à ce moment-là[63].

Dès minuit, le Bgén Fraser ordonne au Lcol Lavoie de traverser la rivière à 0200, mais le Maj Sprague s'y oppose et argumente avec le Lcol Lavoie : l'opération serait trop précipitée et il aurait besoin de plus de temps de préparation. Plusieurs engueulades ont lieu sur les ondes radio sécurisées, entre Bazar-e Panjwai et le Commandement régional (Sud) à KAF. Le moment où l'on traversera la rivière est de nouveau repoussé : ce sera à 0700 au lieu de 0600[64].

Le Maj Martin Lipcsey, commandant adjoint, le Maj Jay Harvey, officier des opérations, et le personnel chargé du renseignement au sein de la FO 3-06, sous la direction du Capt Chris Purdy, se disent inquiets, dans leurs discussions entre eux, parce que le groupement tactique n'a toujours pas une idée claire des positions de l'ennemi dans le district de Zharey. Les senseurs des TUAV, par exemple, sont incapables de détecter l'ennemi à travers le feuillage dense de

la région de Pashmul. Les plants de marijuana gorgés d'eau sont particulièrement efficaces pour effacer les signatures thermiques[65].

Le Maj Lipcsey n'est par ailleurs pas au courant des activités de collecte du renseignement d'origine humaine du Maj Sajjan, qui se trouve à la Base de patrouille Wilson et qui s'efforce d'en savoir plus sur la présence de l'ennemi dans le district de Zharey. Lorsque le Maj Lipcsey lui annonce que le groupement tactique se mettra en marche à 0600 le 3 septembre et que l'ennemi a quitté Pashmul, le Maj Sajjan lui demande qui a pu déterminer que c'était le cas. « Les gars du renseignement », répond-il. À bien y réfléchir, le Maj Sajjan pense qu'on est arrivé à cette conclusion en partie à cause de l'évaluation faite par un caporal-chef de l'équipe mobile de guerre électronique. Par contre, cette évaluation est contredite par le renseignement d'origine humaine qui est recueilli dans le district de Zharey. Lorsque le Maj Sajjan demande à l'équipe mobile de guerre électronique d'utiliser son système de communication pour qu'il puisse transmettre ses inquiétudes, l'équipe l'empêche d'entrer dans le véhicule et refuse de transmettre l'information ou le point de vue dissident qu'il veut exprimer. Pourtant, le Lcol Erik Gjos, G-2 du Commandement régional (Sud), a déjà été prévenu par le Bgén Fraser que le Maj Sajjan doit avoir accès à l'architecture des services de renseignement[66]. La FO 31 des États-Unis écrira plus tard que « le Gén Fraser avait été mal informé et que les talibans n'étaient pas faibles et abattus comme on le pensait[67] » [Traduction].

Il est possible qu'on se soit trop fié aux systèmes techniques pour recueillir du renseignement sur l'ennemi dans le district de Zharey, avant le 3 septembre 2006. Les systèmes aériens se sont heurtés au feuillage dense, aux cours d'eau dissimulés et aux zones bâties[68]. Les systèmes de SIGINT se sont heurtés au silence radio inhabituel de l'ennemi et à ses méthodes plus traditionnelles de communication. Le renseignement d'origine humaine n'a pas été bien exploité. L'unité de reconnaissance au sol de la FO 3-06, l'escadron ISTAR, était occupée à sécuriser le lieu de l'écrasement du Nimrod et, de toute façon, semblait ne pas avoir été incluse comme telle dans la planification. On l'avait utilisée comme FRR. En théorie, le peloton de reco aurait dû faire des patrouilles de reconnaissance en périphérie et même à l'intérieur de la zone ciblée, tandis que les véhicules de surveillance Coyote auraient permis d'observer au sol ce qui n'était pas perceptible du haut des airs. Toutefois, l'information recueillie par les États-Unis avec des moyens à plus grande échelle et celle que les Canadiens avaient obtenue au niveau tactique semblaient concorder : l'ennemi n'était plus présent à Pashmul en aussi grand nombre que ce que les estimations précédentes indiquaient.

Appuyée par la Troupe 2 et la machinerie lourde du 23e Escadron de campagne, la Compagnie Charles quitte Ma'Sum Ghar vers 0630. La Compagnie B feint une attaque sur le front nord, le long de l'autoroute 1, et se déplace aussi au sud vers le premier oued, désigné par le nom de code CRACKED ROOF, près de l'école jaune à l'ouest de Pasab. Il essaie ainsi de provoquer une réaction de l'ennemi. Tandis que la Troupe 2 découvre,

à l'endroit où elle doit traverser, un EEI qu'elle élimine, la Batterie E tire sur des positions que l'on pense être occupées par l'ennemi, autour de l'objectif RUGBY[69]. La Compagnie Charles, elle, doit traverser de 200 à 300 mètres à l'ouest du passage utilisé par la FO Orion, le 3 août, afin d'éviter de se retrouver sur un terrain canalisant[70].

Photo : Auteur

Cette vue aérienne du district de Zharey montre l'autoroute 1, qui mène vers la province d'Helmand, à l'ouest. Elle permet d'apercevoir clairement le premier et le deuxième oued que devaient traverser la FO Orion et la FO 3-06 au cours de leur assaut de 2006 dans le district, à partir du nord.

Après le passage, la Compagnie Charles se scinde en trois : le Peloton 7 va vers la gauche, en direction de l'école blanche; le Peloton 8 avance au centre; le Peloton 9 va vers la droite. Sous la direction du Capt Derek Wessan, le Peloton 7 avance vers l'école blanche avec ses trois VBL III et un G-Wagon de CME. Il s'arrête au bout de 50 à 100 mètres afin de permettre aux sapeurs d'ouvrir le passage. Il n'y a ni EEI ni mine. L'ennemi ouvre alors le feu en tirant une GPF sur le G-Wagon de CME et le détruit. L'Adj Richard Nolan est tué. De violents échanges de tirs éclatent aussitôt, et l'ennemi vise le VBL III se trouvant sur le flanc droit. Le Peloton 7 riposte avec ses canons de 25 mm, tandis que les autres VBL III, y compris ceux du 23e Escadron de campagne, qui se trouvent loin en surplomb, sur la montagne de Ma'Sum Ghar, repèrent des cibles et ouvrent le feu. L'équipage de l'un des VBL III se trouvant sur la

montagne parvient à éliminer 12 insurgés en maintenant son canon de 25 mm pointés vers un espace entre deux bâtiments où l'ennemi doit passer pour prendre part au combat. Après avoir tiré six coups, le canon de 25 mm du VBL III du Peloton 7 qui se trouve sur le flanc gauche cesse de fonctionner. Le fil des écouteurs du chef d'équipage est resté pris dans le mécanisme d'alimentation du canon, qui s'est ainsi enrayé. L'ennemi concentre ses tirs sur le VBL III, qui recule. L'équipage riposte avec sa mitrailleuse coaxiale, mais le véhicule s'enlise, et l'équipage doit l'abandonner et se rendre à l'endroit prévu pour le rassemblement des blessés, soit derrière l'engin de terrassement Zettelmeyer[71].

Un VBL III de la Troupe 2 vient en aide au Peloton 7 avec des tirs de suppression. L'ennemi le vise avec un canon sans recul de 82 mm. Le projectile pénètre dans la tourelle, tue le Sgt Shane Stachnik et blesse l'artilleur. Le véhicule peut encore se déplacer, toutefois. Pendant ce temps, le Sgt Scott Fawcett, le Cpl Jason Funnell et le Sdt Michael O'Rourke se précipitent hors de leur VBL III pour aider les occupants du G-Wagon de l'Adj Nolan, qui est lourdement endommagé. Le Sgt Fawcett fait des tirs de suppression avec le Cpl Sean Teal pendant que le Sdt O'Rourke et le Cpl Funnell sortent les blessés du G-Wagon sous les tirs nourris de l'ennemi. Le Cpl Teal sera décoré de l'Étoile de la vaillance militaire pour ce fait d'armes, tandis que le Sgt Fawcett, le Cplc Niefer, le Cpl Funnell et le Sdt O'Rourke recevront la Médaille de la vaillance militaire.

Depuis leurs positions, les deux autres pelotons tirent sans répit sur les insurgés qui se trouvent en face d'eux, alors qu'ils essuient d'abondants tirs de mitrailleuses et de grenades en provenance des mêmes positions depuis lesquelles l'ennemi a fait feu sur la FO Orion, le 3 août. Ces positions se trouvent au nord du site de franchissement, derrière les champs entourés de murets et les hautes herbes à la jonction des routes. Depuis leurs positions sur la montagne de Ma'Sum Ghar, les tireurs d'élite voient l'ennemi tirer à travers des meurtrières dans les murets[72]. Sous le regard des observateurs membres des forces spéciales, les insurgés obligent à la pointe du fusil les quelques civils qui restent à sortir à découvert pour qu'ils leur servent de boucliers humains contre les frappes aériennes[73].

Au nord, la Compagnie B poursuit sa mission consistant à établir un cordon et brûle d'envie de prendre part au combat. Le Maj Abthorpe déplace la compagnie et feint de s'engager vers le sud, puis revient sur la route et feint la même chose ailleurs. Son équipe tactique d'opérations psychologiques établit un poste de contrôle où elle parvient à capturer quatre chefs talibans qui essayaient de fuir la zone[74].

À Pashmul, une équipe ennemie des canons sans recul manœuvre, puis tire avec un canon SPG-9 sur l'engin de terrassement Zettelmeyer et le point de rassemblement des blessés. L'Adj Frank Mellish et le Sdt William Cushley sont tués. Huit autres militaires sont blessés. Un aéronef venu fournir un appui aérien rapproché sème davantage la confusion en larguant ses bombes tout près du Maj Sprague et du poste de commandement de sa

compagnie, qui sont secoués. Un autre G-Wagon, qui est venu récupérer le G-Wagon de CME, reste coincé dans un fossé. On essaie sans succès de le récupérer pendant des heures, jusqu'à ce qu'il finisse par être détruit. Le Cpl Clinton Orr, du 23e Escadron de campagne, parvient avec son bouteur jusqu'au VBL III qui s'est enlisé et essaie de le dégager sous les tirs ennemis. Il n'y parvient pas, et le bouteur est atteint par des tirs à maintes reprises. Il est obligé de se retirer. Ses actions lui vaudront la Médaille de la vaillance militaire. Le Cpl Joseph Ruffolo, responsable du véhicule, s'expose aux tirs de l'ennemi pour aider au dégagement. Il se verra aussi décerner la Médaille de la vaillance militaire.

L'ordre est donné de battre en retraite jusqu'au lit de la rivière. Les appareils d'appui aérien rapproché et l'artillerie pilonnent le périmètre ennemi tandis que des ambulances Bison arrivent pour évacuer les blessés. La Compagnie Charles et la Troupe 2 quittent le champ de bataille avec quatre morts et dix blessés. Elles laissent derrière elles quatre véhicules détruits. Des hélicoptères des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army] emmènent les blessés à l'hôpital de rôle 3 de KAF. La force se retire jusqu'à Ma'Sum Ghar et Bazar-e Panjwai en manœuvrant par feu et mouvement pour rompre le contact[75]. On demande une frappe aérienne pour détruire le VBL III enlisé, mais le pilote rate la cible et atteint plutôt le Zettelmeyer, qui est hors d'usage[76].

Photo : Lcol Geoff Abthorpe

Les canons canadiens M-777 de la Batterie E pilonnent les positions des insurgés dans le district de Zharey avec des obus fusants de grande puissance.

À la tombée de la nuit, la Compagnie Charles et le 23e Escadron de campagne prennent des positions de combat à Ma'Sum Ghar et aux alentours. Le détachement de tireurs d'élite continue à observer Pashmul et détecte la flamme bleue d'un chalumeau coupeur sous la caisse du VBL III qui a été touché par les tirs ennemis, de l'autre côté de la rivière. Les insurgés ont leur manière à eux de tirer parti techniquement de la situation et c'est probablement de cette manière, entre autres, qu'ils arriveront plus tard à perfectionner leurs EEI. L'équipe de guidage au sol des forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) et le Détachement opérationnel Alpha (ODA) 333 des forces spéciales des États-Unis se joignent aux tireurs d'élite pour tenter de poursuivre l'observation et d'abattre des cibles avec l'aide des ressources d'appui-feu des États-Unis. Plusieurs frappes ont lieu cette nuit-là au moyen d'un système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS), contre des têtes dirigeantes et des installations, alors que l'ennemi se regroupe pour célébrer sa victoire. La compagnie de l'Armée nationale afghane entre dans le réseau radio de l'ennemi et se met à l'insulter. Cette opération psychologique improvisée se poursuit toute la nuit[77]. Le Mgén Freakley appelle le Bgén Fraser après la neuvième frappe au moyen d'un HIMARS et retire l'accès au système du Commandement régional (Sud) parce que celui-ci est en train d'épuiser les stocks de roquettes disponibles dans le théâtre des opérations. « C'était le jour des roquettes «par commande téléphonique», dira-t-on. La FO multinationale Aegis a tiré plus de projectiles avec HIMARS que la 101e Division aéroportée lorsqu'elle est partie du Koweït pour attaquer Mossoul![78] » [Traduction]

Puis, le Bgén Fraser rencontre le Lcol Lavoie et lui dit de lancer ses forces contre l'objectif RUGBY le lendemain. Le Lcol Lavoie et ses commandants de compagnie se réunissent et prévoient feindre une attaque de la Compagnie Charles à l'est de l'objectif. Il s'agit de faire réagir l'ennemi pour détecter ses positions, puis lancer l'assaut principal contre lui[79].

Les frappes nocturnes au moyen d'un HIMARS ayant provoqué des incendies au nord de la rivière Arghandab, et certains bâtiments fument encore au matin. La Compagnie Charles se réveille et mange dehors, près d'un petit bâtiment de Ma'Sum Ghar désigné comme la position de combat 301. Un feu est allumé pour brûler la pile de déchets des rations consommées au déjeuner. Une équipe canadienne de contrôle aérien tactique interarmées est alors en train d'observer ce qui se passe de l'autre côté de la rivière pour guider des frappes contre des objectifs inopinés. Elle repère du mouvement dans le camp ennemi, près de l'un des bâtiments incendiés et demande une frappe d'un appareil A-10 des Forces aériennes des États-Unis qui survole la région. À 0528, l'avion arrive au-dessus de Ma'Sum Ghar en provenance du sud. Le pilote vient tout juste d'enlever ses lunettes de vision nocturne à cause du changement de luminosité. Il pense que la fumée des déchets qui brûlent est celle du bâtiment qu'il a l'ordre d'attaquer et il ouvre le feu avec son canon automatique Gatling GAU-8 de 30 mm. Les tirs atteignent la Compagnie Charles. Le Sdt Mark Graham est tué et 35 autres militaires canadiens sont blessés, y compris le Maj Sprague[80].

Tous les militaires canadiens ayant une formation médicale accourent sur les lieux de la frappe aérienne, y compris les membres des FOSCAN. Les membres du RCD qui font partie de l'escadron ISTAR et qui ont été entraînés pour le secourisme en situation de combat établissent un point de rassemblement des blessés et informent la chaîne de commandement avec le réseau radio de l'escadron ISTAR. Deux hélicoptères UH-60 des Forces terrestres des États-Unis arrivent rapidement pour emmener les huit blessés les plus graves, tandis qu'un hélicoptère Chinook CH-47 australien décolle de KAF avec du personnel médical de l'hôpital de rôle 3. La Batterie E tourne ses canons de manière à créer un écran de fumée entre Ma'Sum Ghar et la rivière Arghandab. L'un des hélicoptères CH-47 passe près d'atterrir du mauvais côté de l'écran, mais file rapidement vers le lieu d'atterrissage avant que l'ennemi ne puisse lui tirer dessus[81].

Photo : MDN AR2006-P008-0030

Le secteur des pièces d'artillerie de l'Op MEDUSA, au nord de l'autoroute 1. Deux hélicoptères UH-60 et un hélicoptère d'attaque AH-64 survolent deux Panzerkanone néerlandais et un canon M-777 canadien.

On oubliera presque de raconter aussi l'histoire d'un petit groupe composé de sapeurs canadiens, d'artilleurs de la Batterie E avec leurs mortiers et de parachutistes néerlandais, qui se trouvent à la FOB Martello, dans le district de Shah Wali Kot. Les 4 et 5 septembre 2006, ils sont la cible de tirs nourris d'armes légères, de mortiers et de GPF. On parvient à ralentir l'assaut avec les canons de 30 mm des véhicules de combat de l'infanterie mécanisée néerlandaise et avec des tirs d'un mortier de 81 mm canadien jusqu'à ce que des renforts puissent arriver sous forme d'hélicoptères néerlandais CH-47, qui attaquent l'ennemi par les airs.

Dans l'évaluation des dommages après la bataille, on estime que les assaillants étaient une centaine. Ils ont employé des mesures coordonnées pour attaquer la base d'opérations avancée avec des tirs directs, des manœuvres et un appui par tirs indirects. Les Canadiens ne retrouvent que dix cadavres abandonnés par les insurgés, alors il est difficile de déterminer exactement l'ampleur des pertes infligées à l'ennemi[82].

L'Op MEDUSA est désormais au point mort, et le Bgén Fraser ordonne un arrêt temporaire des opérations de combat. La Compagnie Charles a perdu des têtes dirigeantes. Son commandant et un sergent-major sont blessés. Deux adjudants ont été tués et deux autres ont été blessés. Le Sgt Scott Fawcett joue provisoirement le rôle de sergent-major de la compagnie, tandis que le Capt Steve Brown est promu major en pleine campagne pour pouvoir prendre le commandement de la compagnie[83].

On comprend que les deux journées qui viennent de s'écouler auront des effets considérables sur le plan stratégique quand on fait le bilan des morts et des blessés et quand on sait que c'est la deuxième fois que les Forces aériennes des États-Unis tuent et blessent par accident un nombre important de militaires canadiens. Premièrement, l'accident de l'avion A-10 servira d'argument à ceux qui s'opposent à la mission et il réveillera le sentiment anti-américain qui est latent au Canada, ce qui aura des répercussions néfastes sur le gouvernement élu. Deuxièmement, on craint que les pays membres de l'OTAN qui pourraient envoyer des troupes en Afghanistan ne veuillent plus en entendre parler, quoiqu'on ne voie déjà aucun empressement de la part des Européens à se joindre au combat dans le Sud. Toutefois, contrairement à ce qui s'est passé en 2002, « le pilote étatsunien éprouve un profond sentiment de culpabilité qu'il n'arrive pas à surmonter. Il est très pratiquant, et ce qui est arrivé l'a anéanti. On ne voit pas du tout la même arrogance que les Canadiens ont perçue de la part du Maj Harry Schmidt » [Traduction], selon le chef d'état-major de la défense. Le supérieur du pilote dit au chef d'état-major de la défense que « les Forces aériennes des États-Unis n'arriveraient jamais à infliger au pilote une punition plus sévère que la douleur qu'il ressent déjà[84] » [Traduction].

Les officiers canadiens de l'état-major supérieur entendent constamment leurs collègues étatsuniens exprimer leur désarroi quant à ce qui vient de se produire. Il y en a qui sont en larmes. Un officier dira avoir entendu « probablement une centaine de militaires des États-Unis lui présenter des excuses, y compris tous les généraux[85] » [Traduction]. L'état-major canadien à Kaboul est obligé d'expliquer à ses homologues des États-Unis que l'accident pourrait faire tomber le gouvernement au Canada en lui faisant perdre un vote de confiance, ce qui nuirait considérablement aux efforts de la coalition en Afghanistan. Les officiers supérieurs canadiens avertissent leurs subalternes que, si les FC subissent encore de multiples pertes dans la même journée, le gouvernement risque de tomber. Les troupes canadiennes quitteraient l'Afghanistan[86].

Photo : Lcol Geoff Abthorpe

Au cours de l'Op MEDUSA, le 1 RCR s'empare de positions ennemies où il découvre des tranchées situées et creusées professionnellement, comme celle que l'on voit sur la photo et qui n'a pas encore été recouverte.

FO 31 et la bataille de Sperwan Ghar, du 3 au 5 septembre 2006

Une fois la FO 31 arrivée dans le sud du district de Panjwayi, les quatre ODA et les compagnies de l'Armée nationale afghane qui leur sont associées (de très gros pelotons renforcés) se rendent à la montagne Akhyond Saheb Ghar pour observer la vallée. Le Capt Prohar compte plus de 400 personnes qui évacuent la zone. Ce sont des hommes qui ne sont pas d'âge à combattre. Les régions de Sperwan et de Zangabad ne comptent plus de civils, mais sont « remplis de méchants ». À l'origine, il était prévu que la FO 31 avancerait vers le nord pour prendre position sur la rivière Arghandab de manière à pouvoir couper la retraite aux insurgés, qui seraient éliminés dès qu'ils fuiraient vers le sud-ouest l'assaut du groupement tactique du 1 RCR[87]. Les commandants des ODA qui suivent le déroulement des combats au nord par l'entremise de leurs équipes déployées dans le district de Panjwayi concluent que la force ennemie considérable qui s'y trouve pourrait faire pencher la balance si elle prenait à revers les sous-unités de la FO3-06 qui se trouvent devant Pashmul. Les trois chefs d'équipe des ODA font part de leurs inquiétudes au Lcol Bolduc, qui approuve leur idée de s'emparer des terrains surélevés à un endroit nommé Sperwan Ghar, de telle sorte que la FO 31 puisse dominer l'extrémité ouest du district de Panjwayi et qu'elle puisse guider des frappes contre tout groupe ennemi se dirigeant vers le nord.

À mesure que la FO 31 avance sur la montagne de Sperwan Ghar (l'objectif BILLIARDS), le 3 septembre, elle est la cible de tirs ennemis venant du nord, du sud et de l'est. Les trois ODA traversent audacieusement un champ de mines à bord de leurs véhicules et tentent de prendre rapidement l'ennemi par surprise sur la montagne. Or, il se trouve que l'école et d'autres bâtiments sont remplis d'insurgés, et une longue bataille éclate avant que les Canadiens et leurs alliés afghans puissent s'emparer de la montagne. Au bout d'un certain temps, la FO 31 commence à manquer de munitions et bat en retraite sous la protection d'appareils A-10 et d'un hélicoptère de combat néerlandais AH-64. En ayant mis ainsi le pied sur le nid de guêpes, on s'est donné la possibilité de prendre la mesure des forces ennemies. Les spécialistes du renseignement concluent qu'il y a au moins plusieurs centaines d'insurgés dans la zone et qu'ils pourraient même être un millier[88] (voir la figure 11-8).

Photo Credit: Author

La photo ci-dessus a été prise en direction du sud-ouest depuis une localité au sud de Bazar-e Panjwai. Elle fait ressortir l'importance de la montagne de Sperwan Ghar. En 2006, les forces de la coalition se battent pour en conserver le contrôle et subséquemment, une base de patrouille est installée sur la montagne et autour de celle-ci. En raison d'une illusion d'optique, le désert du Registan paraît être au-dessus du district de Panjwayi.

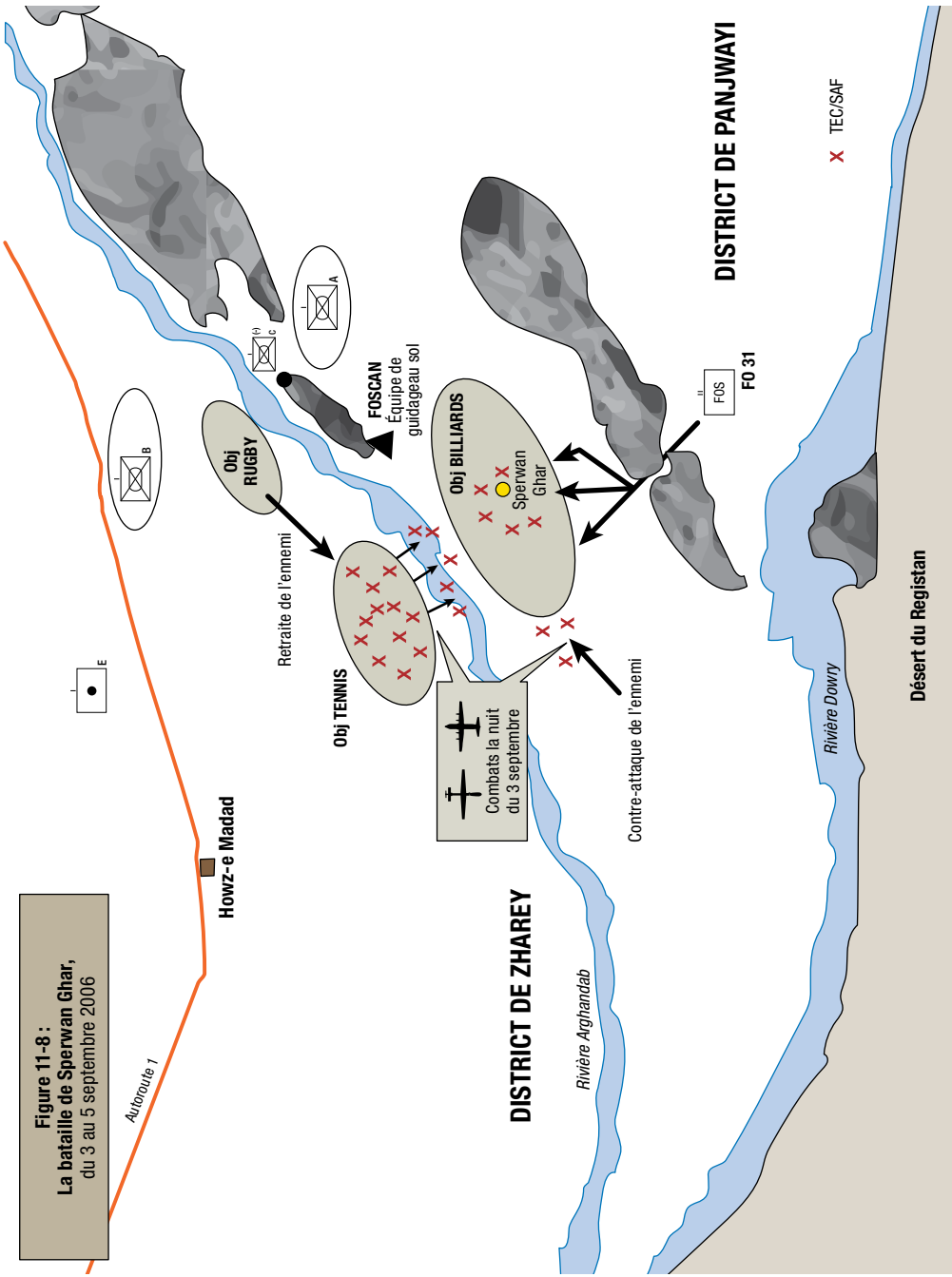


Figure 11-8 : La bataille de Sperwan Ghar, du 3 au 7 septembre 2006

Les spécialistes du renseignement de la FO 31 interceptent des communications des talibans, qui demandent à Quetta de leur envoyer plus de combattants pendant que les ODA et leurs homologues afghans se ravitaillent. La décision est prise de revenir à 0500 le lendemain matin pour libérer l'école et prendre la montagne. Avec l'aide des drones MQ-1 Predators, les ODA de la FO 31 et leurs alliés afghans retournent affronter l'ennemi pour s'emparer de la position qu'ils convoitent. La bataille épouvantable dure 13 heures. Une contre-attaque majeure et coordonnée des talibans impliquant près de 100 combattants est arrêtée net par deux appareils A-10 qui larguent des bombes à proximité et infligent des pertes importantes à l'ennemi. Les commandants talibans de la région demandent qu'on leur envoie des renforts en provenance du nord de la rivière, dans le district de Zharey. Pendant la nuit, des avions d'attaque AC-130 tournant au-dessus de Sperwan Ghar éliminent d'autres concentrations d'ennemis. La collecte du renseignement à l'école permet d'avoir une bonne idée des endroits où se trouvent certains chefs ennemis, notamment le mollah Omar et le mollah Dadullah Lang. Des ressources des FOS ailleurs attaquent ces endroits. L'ODA 333 se joint alors aux Canadiens à Ma'Sum Ghar, d'où il peut observer le territoire en direction sud, vers Sperwan Ghar, et guider les frappes dès qu'il aperçoit des mouvements de l'ennemi. Au bout de deux jours d'opérations, la FO 31 compte 12 blessés, un mort et six véhicules hors d'usage[89].

Les combats continuent de faire rage au cours des 24 heures suivantes. Les mitrailleuses de calibre 0.50 montées sur des véhicules font des tirs plongeants pour tuer les insurgés avant qu'ils puissent se rapprocher suffisamment pour être à portée de tir avec leurs armes légères. Les F-18 décollant du porte-avions des États-Unis bombardent et mitraillent autour de la FO 31. Les insurgés se déplaçant en groupes sur des VUS Toyota, de l'autre côté de la rivière, dans le district de Zharey, sont pris pour cible, eux aussi, alors qu'ils tentent de venir en renfort. Pendant que la FO 31 cherche à se donner de l'espace pour manœuvrer, ses démineurs se rendent compte que presque tous les bâtiments de Sperwan Ghar et de Zangabad qu'ils sondent sont piégés. Des frappes aériennes avec des bombes guidées JDAM sont demandées pour détruire ces bâtiments[90].

La force ennemie compte des centaines de combattants qu'on pourrait difficilement qualifier d'« agriculteurs fâchés ». Selon des observateurs au sein de la FO 31, « les combattants utilisent des tactiques modernes de guerre conventionnelle. Ils emploient notamment la tactique de feu et mouvement. Par groupes de 12 à 15 hommes […] ils essaient de déborder les lignes ennemies. Ils ont des brêlages de poitrine et des AK-47[91] [Traduction].

La nuit du 3 septembre 2006, la FO 31 observe du mouvement. Des groupes de cinq camions Toyota transportant des combattants armés arrivent à l'objectif TENNIS tandis que d'autres combattants se rendent à Zangabad. Ils essaient d'encercler la FO 31 à Sperwan Ghar. Des appareils AC-130 et des chasseurs-bombardiers décollant du porte-avions sont guidés

vers les forces ennemies pour les frapper lorsqu'elles essaient de traverser la rivière à partir de l'objectif TENNIS, pour attaquer l'objectif BILLIARDS. Alors que le nombre de blessés étatsuniens augmente, le Capt Prohar prend la relève comme commandant adjoint. Il est en communication avec l'équipe contrôle aérien tactique interarmées pour guider les frappes aériennes contre les vagues d'insurgés qui déferlent sur Sperwan Ghar. Il recevra plus tard la Médaille de la vaillance militaire pour ses faits d'armes. De 200 à 300 insurgés sont abattus cette nuit-là, dans la région. C'est du moins le nombre de cadavres relativement intacts laissés sur le champ de bataille qui peuvent être comptés au moyen des images prises par un drone MQ-1 Predator. Le nombre de blessés est probablement beaucoup plus élevé[92]. Encore 20 autres insurgés sont tués alors qu'ils essaient de manœuvrer sur la position de Sperwan Ghar. Des sources talibanes à Quetta admettent que 300 de leurs combattants sont morts, et des centaines de blessés affluent vers les hôpitaux de l'autre côté de la ligne Durand. Les combats se poursuivent sur la montagne et aux environs jusqu'au 5 septembre. Ce jour-là, l'ennemi se retire temporairement[93].

Les renforts promis par le Mgén Freakley — la Compagnie C du 2e Bataillon du 87e Régiment d'infanterie, des troupes additionnelles de l'Armée nationale afghane et un ODA équipé de canons automatiques Gatling montés sur des Hummer — arrivent juste à temps pour aider la FO 31 à supprimer les forces ennemies entre l'objectif BILLIARDS, au nord de Sperwan Ghar, et la rivière. La FO 31 se place ainsi en bonne position pour s'emparer de l'objectif TENNIS. La Compagnie C est à gauche, et une compagnie afghane est à droite, avec son équipe d'entraînement intégrée (ETT). Elles font face au nord. Dès que la Compagnie C se met à avancer, elle tombe dans une embuscade. Quant à la compagnie afghane, elle essuie des tirs venant du nord-est. Pour les observateurs sur la montagne qui voient 50 combattants talibans attaquer les États-uniens et les Afghans, on dirait des « fourmis de feu qui sortent d'un gros monticule » [Traduction]. Un membre étatsunien de l'ETT est tué et trois Afghans sont blessés. Les positions des insurgés sont copieusement bombardées par des tirs d'artillerie et des appareils d'appui aérien rapproché, et ce n'est que le début. Les insurgés redoublent d'efforts pour s'emparer de Sperwan Ghar[94].

L'Armée nationale afghane et les États-Unis avancent pour éliminer les insurgés vers le nord-est et vers le sud. Un échange de tirs très intense éclate au nord-est lorsque les troupes afghanes se font prendre en souricière par trois mitrailleuses cachées dans trois bâtiments. L'Armée nationale afghane et les États-Unis tiennent bon et ripostent. Les insurgés manœuvrent alors pour essayer de déborder les forces de la coalition jusqu'à ce que des hélicoptères de combat AH-64 arrivent et perturbent la manœuvre. À la surprise générale, les forces de la coalition se font tirer dessus avec des GPF fusantes. Les tireurs d'élite sur la montagne peuvent alors observer le système de logistique et de ravitaillement des insurgés en pleine action. Des camionnettes civiles font la navette pour amener des

renforts et évacuer les blessés. Les tireurs d'élite voient l'ennemi déployer de cette manière pratiquement toute une compagnie de réserve en renfort alors que les combats se poursuivent. À d'autres moments, l'ennemi sonde le périmètre de Sperwan Ghar en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre avec une unité de la taille d'un peloton, afin de découvrir une faille à exploiter. Ce haut degré de coordination étonne beaucoup d'observateurs[95].

Pendant les deux jours que dure la bataille, la FO 31 et ses renforts déploient suffisamment de puissance de feu pour épuiser les insurgés, qui finissent par battre en retraite sous les bombardements constants des F-18 des Forces navales des États-Unis (U.S. Navy) et des canons de 105 mm pendant le jour et des avions d'attaque AC-130 pendant la nuit. On compte environ quatre morts et douze blessés dans les rangs de la coalition. Les pertes dans le camp ennemi sont difficiles à confirmer, mais elles sont probablement d'environ 200 combattants[96]. Sperwan Ghar demeure entre les mains de la coalition.

Un peloton afghan et une partie d'un ODA des États-Unis avancent vers la rivière Arghandab dans l'espoir de pouvoir gagner une position d'observation en terrain surélevé, où il leur sera possible de perturber les déplacements d'une rive à l'autre du cours d'eau. Mais le groupe est attaqué par un nombre substantiel de talibans. Coupé de ses arrières, il parvient à se tirer d'affaire en servant d'appât pour attirer les insurgés qui veulent essayer de le capturer, mais qui se font tuer par les tirs d'appui aérien rapproché. Le terrain ayant été ainsi dégagé, la FO 31 est prête à attaquer l'objectif TENNIS[97].

L'assaut de la FO 31 et la capture de Sperwan Ghar ont eu des effets frappants. Premièrement, des centaines de combattants ennemis du district de Panjwayi n'ont pas pu prendre part aux combats dans le district de Zharey ni attaquer la FO 3-06 directement à Ma'Sum Ghar et à Bazar-e Panjwai. Deuxièmement, l'assaut a attiré des combattants du district de Zharey juste à temps pour que la FO 3-06 puisse se réorganiser dans le but de s'emparer de Pashmul. Toutefois, le Commandement régional (Sud) doit faire face à un nouveau problème. La bataille n'est plus limitée au district de Zharey, et Sperwan Ghar ne peut pas être abandonné. Les forces sont-elles suffisantes pour éliminer les insurgés du district de Zharey, tenir les positions là-bas et tenir aussi le district de Panjwayi?

Reprise de l'Op MEDUSA : retour dans le district de Zharey

Selon le commandant adjoint de la FO 3-06, le Maj Martin Lipcsey, c'est le peloton de reco du Capt Macbeth qui, grâce à ses patrouilles nocturnes dans le district de Zharey après les événements désastreux des 3 et 4 septembre 2006, a permis à la force de ne pas perdre pied. La première patrouille entre en territoire ennemi le 5 septembre, à la recherche de passages au sud de l'autoroute 1 pour entrer dans l'est du district de Zharey. Selon le Capt Macbeth, la FO 3-06 avait alors un urgent besoin de pouvoir bien visualiser l'environnement, soit d'avoir une « connaissance de la situation brune » [Traduction].

Elle devait mieux connaître les particularités du terrain, c'est-à-dire sa praticabilité, plutôt que de se contenter d'interpréter des lignes sur une carte. Les images aériennes n'étaient pas toujours utiles. Parfois, les murets ressemblaient à des chemins, et des obstacles en apparence infranchissables ne l'étaient pas. Le Lcol Lavoie craignait qu'avec des équipes trop petites, « ses hommes se fassent capturer. On les verrait se faire décapiter sur YouTube » [Traduction]. Donc, on faisait beaucoup de travail de coordination et de protection. Les drones Predator et les TUAV, par exemple, pouvaient repérer les ennemis sur les toits de bâtiment pour que les patrouilles les contournent[98].

L'escadron ISTAR et ce qu'il reste de la Compagnie Charles empêchent l'ennemi de se déplacer dans le district de Zharey essentiellement en tirant sur tout ce qui bouge. Un détachement d'armes lourdes d'un kandak de l'Armée nationale afghane comprenant une ETT des États-Unis se joint à eux et est capable de leur fournir du renseignement qu'ils recueillent avec leur scanneur radio Icom. Des opérations peuvent ainsi avoir lieu contre des ennemis dont les communications radio trahissent la position. Après l'attaque, le personnel ennemi qui intervient pour récupérer les blessés est lui aussi ciblé. Dès qu'un commandant insurgé essaie de s'informer sur la situation de ses hommes, il devient la cible d'un tir d'artillerie ou d'une frappe aérienne[99].

Le Commandement régional (Sud) et la FO 3-06 s'emploient à préparer les prochaines étapes. Il est important de souligner que, pendant que l'Op MEDUSA était en cours, le Commandement régional (Sud) devait aussi gérer ce qui se passait dans plusieurs autres provinces. Il était alors évident, pour le Bgén Fraser et pour les membres de son état-major chargés du renseignement et des opérations, que les chefs talibans jetaient toutes leurs forces dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Des combattants talibans de toutes les provinces relevant du Commandement régional (Sud) convergeaient dans la région, de même que des combattants venant du Pakistan. Le Bgén Fraser avait donc deux possibilités. Premièrement, il pouvait se servir de cette convergence pour mettre en échec l'opération à grande échelle du mollah Dadullah Lang, ce qui aurait des effets psychologiques à grande échelle sur la population afghane de la province de Kandahar ainsi que sur la choura de Quetta. Deuxièmement, on pouvait en profiter pour consolider la position des Britanniques dans la province d'Helmand et celle des Néerlandais dans la province d'Oruzgan. Par conséquent, les forces opérationnelles présentes dans chaque province reçoivent l'ordre de sortir de leurs positions, de se rapprocher de la population et de progresser sur le plan de la sécurité et du développement[100].

C'est ainsi que la force opérationnelle de la province d'Helmand met sur pied les opérations KADU, KUKRI et MELA dans les agglomérations éloignées de Musa Qala, de Now Zad et de Garmsir. Les Pays-Bas lancent l'Op ALEXANDER dans la vallée de Chora de la province d'Oruzgan. Les États-Unis et la Roumanie font de même dans la

province de Zabul. La riposte de l'ennemi est une salve d'attaques inefficaces par des tirs indirects à quatre endroits dans la province d'Helmand, une embuscade dans la province de Zabul et une bataille dans celle d'Oruzgan. Malheureusement, les insurgés parviennent à déloger les Afghans du centre du district de Gamsir, que ces derniers abandonnent comme ils l'ont fait en juillet[101].

On estime que, dans la province de Kandahar, à l'ouest de la ville de Kandahar, dans le district de Zharey, les tirs indirects de la coalition les 3 et 4 septembre ont tué 123 membres des forces ennemies. Et surtout, on est parvenu par divers moyens, y compris avec des roquettes propulsées par HIMARS, à cibler et à tuer cinq commandants ennemis, tandis que deux autres étaient blessés gravement. Selon les estimations, il reste entre 120 et 200 membres des forces ennemies dans le triangle formé par Siah Choy, Pashmul et Pasab[102].

Le Lcol Lavoie range son fourbi et retourne en hélicoptère à KAF pour rencontrer le Bgén Fraser. Il pense qu'il sera peut-être relevé de son commandement. Son instinct ne le trompe pas, car plus haut dans la chaîne de commandement, la pression est forte pour qu'on le remplace. Après une dure conversation entre les deux hommes, le Bgén Fraser demande au Lcol Lavoie s'il peut compter sur lui et, dans l'affirmative, ce qu'il lui propose de faire pour la suite des choses. Ce dernier lui répond qu'il peut compter sur lui et il sort une carte pour lui proposer un plan d'action. Le Bgén Fraser prend la décision de maintenir le commandant du 1 RCR à la tête des troupes au combat. Il s'agit selon lui d'une décision stratégique qui repose sur les perceptions concernant l'ennemi et les alliés afghans qui devront être façonnées par les opérations d'information ainsi que sur des facteurs psychologiques liés au maintien de l'efficacité sur le terrain de la FO 3-06[103].

Le Bgén Fraser et le Lcol Lavoie préparent un nouveau plan qui comporte deux feintes exécutées l'une après l'autre : la première vers le sud, à partir de l'autoroute 1, et la seconde vers le nord, à partir de Ma'Sum Ghar et de Bazar-e Panjwai. Les deux feintes doivent être séparées d'une heure et ne pas donner lieu à un engagement décisif. Les sapeurs ouvriront une brèche à partir de la rivière. Il s'agit d'obliger l'ennemi à bouger, de manière à pouvoir le pilonner avec des tirs d'artillerie et d'appui aérien rapproché[104]. Le plan précise clairement la nécessité d'établir la stabilité, d'entreprendre des activités de reconstruction sur un plus grand territoire et d'exécuter des opérations d'information[105] (voir la figure 11-9).

Des pressions ayant recommencé à s'exercer en provenance du haut de la chaîne de commandement pour que la mission avance. En conséquence, on apporte des modifications pour qu'après les feintes, une force arrivant du nord descende vers le sud et une force venant du sud traverse la rivière, ouvre une brèche, fasse la jonction et fasse le nettoyage en allant vers l'ouest. Le Commandement régional (Sud) doit donc réorienter ses forces. Le peloton de reco danois part inspecter l'autoroute 1 avec des éléments de l'escadron ISTAR. Des patrouilles à pied s'aventurent au sud de la route jusqu'au premier oued et parfois même au-delà.

La FO 31 reçoit des renforts envoyés par le Mgén Freakley, qui a fait une visite-surprise à Sperwan Ghar et a demandé à la force ce dont elle avait besoin. Une compagnie d'infanterie embarquée, la Compagnie C du 2e Bataillon du 87e Régiment d'infanterie, qui relève du Commandement régional (Est), se rend dans le district de Panjwayi à bord de ses Hummer, tandis que deux canons de 105 mm sont apportés par avion. L'idée de voir la FO 31 déloger l'ennemi de l'objectif BILLIARDS est en train de prendre forme. Une autre compagnie d'infanterie des États-Unis, la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie, arrive dans le décor et s'installe à la Base de patrouille Wilson. Au sein de la FO 3-06, la Compagnie A et la plus grande partie du 23e Escadron de campagne, avec ses canons, peuvent se concentrer sur le front nord à la Base de patrouille Wilson. La Compagnie B est déjà en train d'inspecter le terrain le long du premier oued, au sud de la route. La Compagnie Charles, elle, est largement hors de combat[106].

Le Bgén Fraser estime qu'une opération destinée à tromper l'ennemi faciliterait la capture de l'est du district de Zharey à partir du nord. Par conséquent, le Col Steve Williams, commandant de l'ECN des États-Unis, forme une compagnie à partir de zéro à son quartier général. Un peloton de la Compagnie Charles, un détachement d'opérations psychologiques canadiennes et une partie de l'escadron ISTAR se joignent à cette nouvelle compagnie pour devenir la FO Grizzly. Ils partent pour Bazar-e Panjwai. La FO Coyote, une compagnie néerlandaise qui se trouve à l'extrémité ouest de l'autoroute 1 dans le district de Zharey, ira déstabiliser l'ennemi au sud et l'empêchera de fuir en empruntant la route[107].

Il y a plusieurs jours déjà que la Compagnie B occupe les mêmes positions lorsque le Maj Abthorpe prend la décision de retrancher ses troupes. Sa compagnie a essuyé des tirs de canon sans recul lorsque l'ennemi s'est aperçu de la présence de cibles atteignables au nord de ses positions. Un VBL III a été touché, ce qui a fait cinq blessés. La Compagnie B se sert de toute sa puissance de feu et obtient l'aide d'un hélicoptère AH-64 néerlandais pour raser l'école et éliminer la vingtaine d'ennemis qui s'y trouvent. La nuit du 6 septembre, les insurgés essaient de déborder la Compagnie B avec des patrouilles. « Le matin, nos patrouilles parties vérifier les fils-pièges installés sur nos flancs constatent qu'ils ont tous été coupés ou enlevés […] toute notre technologie ne nous a pas permis de détecter la présence des insurgés. » [Traduction] Mais l'ennemi finit par commettre une erreur, et six insurgés sont abattus avec un canon de 25 mm[108].

Les ordres de marche sont donnés lors d'une réunion qui a lieu le 7 septembre. Tandis que le Lcol Lavoie et la Maj Abthorpe sont à KAF pour recevoir ces ordres, une patrouille de la Compagnie B qui longe le premier oued (dont le nom de code est CRACKED ROOF) découvre un atelier de fabrication d'EEI et un laboratoire de drogue. Lorsque les forces arrivent pour sécuriser l'endroit, le Capt Max Michaud-Shields, commandant en second, progresse sur le terrain avec sa compagnie, ce qui déclenche l'avancée par inadvertance

FIGURE 11-9 :
Reprise de l'Op MEDUSA,
du 7 au 16 septembre 2006

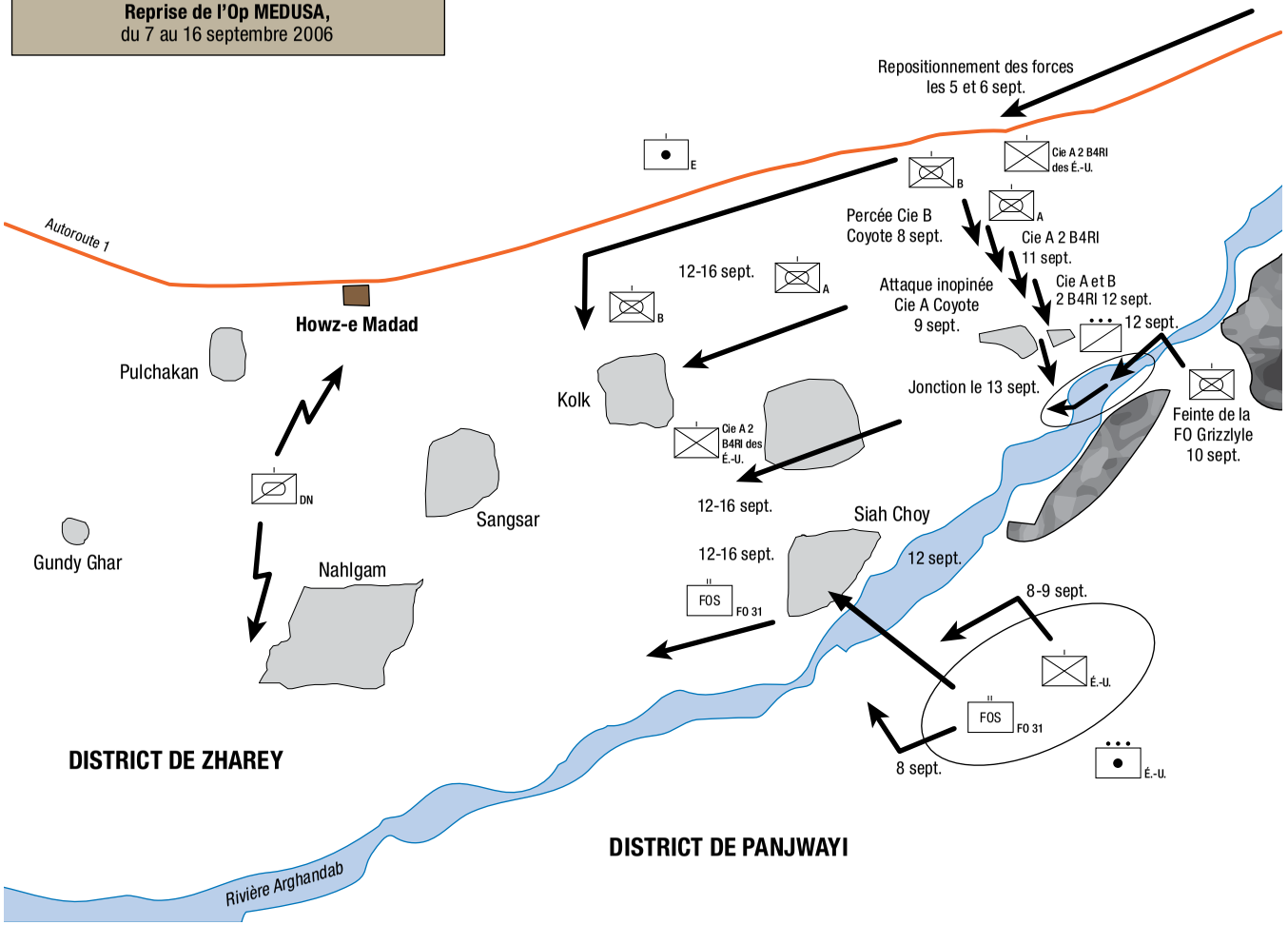


Figure 11-9 : Reprise de l'Op MEDUSA, du 7 au 16 septembre 2006

et oblige le Maj Lipcsey, commandant adjoint, à prendre le contrôle du groupement tactique jusqu'à que le reste du commandement puisse revenir de KAF. C'est ainsi que, le 8 septembre, les troupes atteignent sans affrontement la ligne CRACKED ROOF, objectif de la première phase[109].

La capture par inadvertance de l'objectif CRACKED ROOF prend toute la chaîne de commandement par surprise. Les lignes artificielles tracées sur une carte avaient d'autant plus tendance à se transformer en barrières psychologiques que les stratèges étaient éloignées du champ de bataille. L'objectif CRACKED ROOF n'avait rien d'une ligne Maginot solidement fortifiée, mais on avait tendance à faire comme s'il se trouvait dans un quartier de Kaboul. (Fait à noter, cette tendance se manifestera à maintes reprises dans les zones d'opérations du Canada au cours de la guerre.)

Le nettoyage de l'est du district de Zharey est exécuté de manière délibérée et méthodique, à la manière d'une opération conventionnelle. Le Maj Mark Gasparotto en fera le résumé suivant :

> [Traduction]
>
> Nous fixions l'ennemi au moyen de tirs directs et indirects (y compris avec des tirs d'appui aérien rapproché), tandis que l'infanterie débarquée aidait les sapeurs de combat à extirper l'ennemi des vignobles et des bâtiments dans un rayon de 300 mètres (soit la portée effective d'une GPF). Souvent, mes sapeurs perçaient des trous dans les murs des bâtiments et y enfonçaient des charges de démolition, ce qui permettait à l'infanterie d'y entrer sans emprunter les portes, qui risquaient d'être piégées. Puis, les bouteurs ouvraient une voie à travers les vignobles entre les espaces découverts, ce qui permettait aux VBL d'avancer et de rejoindre l'infanterie débarquée. Une fois le périmètre sécurisé, les démineurs neutralisaient les EEI le long de l'itinéraire COMOX pour permettre le ravitaillement […] la nuit, des patrouilles partaient en reconnaissance de l'autre côté de la ligne de front, et les compagnies d'infanterie envoyaient des troupes d'attaque perturber les opérations des talibans[110].

Le 9 septembre 2006, la Compagnie A traverse les positions de la Compagnie B le long de CRACKED ROOF et s'arrête le matin au deuxième oued, qui est le premier objectif de la journée. Le renseignement obtenu indique que « l'ennemi commence à manquer de nourriture, de fournitures médicales et de munitions[111] » [Traduction]. Le Lcol Lavoie se souvient « quand ils sont arrivés au premier objectif le matin, c'était un peu dégoûtant. Des morceaux de tête et d'autres restes humains que l'ennemi n'a pas eu le temps de récupérer jonchent le sol. On voit beaucoup de traces de sang, mais aucun cadavre entier[112] » [Traduction]. La résistance diminue à mesure que les forces avancent vers le sud.

Les deux compagnies consolident leurs positions et envoient des patrouilles. Chaque nuit, à mesure que les forces progressent vers le sud, le peloton de reco rencontre l'ennemi, et des échanges de tirs ont lieu. Toutefois, l'ennemi ne dispose d'aucune arme lourde pour empêcher les bouteurs blindés « Mad Max » d'ouvrir le chemin qui deviendra l'itinéraire SUMMIT[113].

Le lendemain, 10 septembre, la FO Grizzly effectue une feinte :

[Traduction]

> Le Col [Steve] Williams donne l'ordre à l'équipe des opérations psychologiques de commencer à diffuser un message de l'autre côté de la rivière : « C'est le colonel étatsunien qui est venu vous tuer, pas les Canadiens. Nous allons traverser la rivière et vous tuer. » L'artillerie de la FO Grizzly tire avec des obus au phosphore blanc qui allument des feux de brousse sur les berges de la rivière, puis l'équipe des opérations psychologiques annonce que les États-Unis vont venir brûler les talibans […] Elle fait jouer de la musique forte, comme « Back in Black », du groupe AC/DC, en même temps qu'elle effectue des tirs nourris de canon de 25 mm montés sur un VBL […] La répétition de la musique accompagnant les tirs de canon a pour but d'associer les deux dans l'esprit de l'ennemi, de manière à ce qu'il cherche à s'abriter aussitôt qu'il entend la musique[114].

Tôt ce matin-là, la Compagnie B avance vers l'objectif TEMPLER tandis que la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis se prépare à avancer vers l'objectif CROSSBOW. Le matin du 11 septembre, après une autre nuit de patrouilles de reco, elle s'empare de cet objectif pendant que la Compagnie A sécurise un carrefour menant à l'objectif LACROSSE[115].

Le Col Williams veut traverser dès que possible la rivière Arghandab, mais il se heurte aux protestations des membres restants de la Compagnie C qui font partie de sa force opérationnelle mixte. Ceux-ci voient la traversée comme une opération improvisée et s'inquiètent beaucoup de l'appui aérien des États-Unis après avoir vu l'appareil A-10 leur tirer dessus. Le Col Williams veut que les Canadiens obéissent immédiatement à ses ordres. Le Maj Lussier intervient, car la sérieuse crise de confiance affectant la Compagnie C s'aggravera grandement si un officier qui n'est pas canadien essaie de l'intimider. La traversée de la rivière aura donc lieu la nuit, après des expéditions de reco qui permettront de voir à ce qu'aucun EEI ne se trouve sur la berge d'en face[116].

Une patrouille de nuit comprenant des sapeurs nettoie la berge, et la FO Grizzly franchit la rivière. À 0830, elle atteint la partie est de l'objectif RUGBY. Elle y trouve une incroyable quantité de restes humains éparpillés un peu partout, jusque dans les arbres.

Personne n'a survécu. Les postes de contrôle et de commandement sont réduits en miettes. Ce sont manifestement les traces d'une armée en déroute que les Canadiens et les Étatsuniens découvrent. Les lieux sont entièrement parsemés de munitions non explosées. Le peloton de reco sort de ses positions camouflées et rejoint la FO Grizzly[117]. En examinant l'endroit, on découvre « de véritables positions de combat [qui] ont été aménagées un peu comme l'aurait fait l'armée canadienne. Des tranchées classiques et profondes ont été creusées, y compris des tranchées de communication. On aurait dit un ouvrage d'une troupe soviétique [de la taille d'une compagnie][118] » [Traduction].

Le Col Steve Williams demande au Bgén Fraser la permission de continuer d'avancer jusqu'à l'objectif RUGBY. La permission lui est accordée, et la FO Grizzly nettoie le terrain à l'ouest. Elle se rend presque jusqu'à l'objectif TENNIS. Le soir du 12 septembre 2006, la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie, un peloton de VBL de la Compagnie B et une troupe de sapeurs dépassent la Compagnie A et atteignent l'objectif LACROSSE. La Compagnie B consolide ses positions sur l'objectif CRICKET, tandis que le peloton de reco se rend à l'objectif RUGBY pendant la nuit. Le 13 septembre 2006, la jonction est déjà officiellement faite entre les troupes du Lcol Lavoie et celles du Col Williams. Les positions sont consolidées sur l'objectif RUGBY[119].

Peu d'échanges de tirs ont lieu avec l'ennemi pendant cette phase de l'opération. Certains, plus précisément des Étatsuniens, critiquent le caractère excessivement méthodique et lourd de la phase, ce qui aurait permis à l'ennemi de fuir. On va jusqu'à rebaptiser l'Op MEDUSA, qu'on appelle « CANACONDA » pour évoquer la bataille problématique de la vallée de Shah-i-Kot sous le commandement des États-Unis, en 2002. Un jour, le Mgén Freakley, qui avait passablement d'expérience comme mentor au Centre d'entraînement national des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army], était venu sur place et avait tenté d'amener le Lcol Lavoie à hausser la cadence de l'opération[120]. Le Mgén Freakley avait demandé au Lcol Lavoie s'il avait lu la bible, ce à quoi ce dernier avait répondu, perplexe, qu'il ne l'avait pas lu récemment. Le Mgén Freakley lui avait alors dit qu'il était venu l'encourager comme saint Paul l'aurait fait. Le Lcol Lavoie avait répondu que lui était plutôt comme saint Thomas, apôtre du doute. Il avait choisi de procéder méthodiquement, avec l'aval du Bgén Fraser[121].

D'autres facteurs doivent également être considérés. À l'époque de l'opération, la FO 31 a beaucoup engagé ses forces autour de l'objectif BILLIARDS et doit retarder sa progression vers l'objectif TENNIS[122]. Le 7 septembre, des sous-unités de la FO 31 sont repositionnées sur l'objectif BILLIARDS devant l'objectif TENNIS. Elles font des patrouilles de perturbation aux environs, ce qui occasionne une série d'affrontements dans lesquels 150 ennemis sont tués directement en deux jours, tandis que 110 autres sont tués par des tirs de mortier ou d'artillerie et par les appareils fournissant l'appui aérien[123].

La compagnie néerlandaise et l'unité de reco danoise n'ayant pas le droit d'engager le combat[124], en raison des restrictions qui leur sont imposées par leur pays, elles ne peuvent intervenir pour bloquer la retraite de l'ennemi vers l'ouest au centre du district de Zharey, ce qui, conjugué au retard dans la progression de la FO 31 vers l'objectif BILLIARDS, aide probablement les insurgés qui restent à se sauver pour ne pas être écrasés par les forces canadiennes et étatsuniennes qui avancent inexorablement du nord au sud et de l'est vers l'ouest[125]. En outre, on s'aperçoit que l'observation aérienne pour guider les tirs et économiser les forces n'a qu'une efficacité limitée quand il s'agit de bloquer les déplacements de l'ennemi sur un terrain dense comme celui du district de Zharey, mais on n'a pas encore intégré systématiquement cette donnée. Cependant, il est possible que l'Op MEDUSA ait tout simplement anéanti le gros des insurgés déployés au front dans les deux districts et que peu d'entre eux aient pu fuir.

Mais surtout, le QG de la FIAS ne cesse d'exiger l'annonce de l'établissement de la ZDA de Kandahar. Le plan MEDUSA met un accent particulier sur les mesures d'atténuation, la reconstruction et le développement. C'est bien beau d'envoyer un groupement tactique pourchasser les insurgés sur le terrain. Toutefois, à défaut d'enlever les munitions non explosées et les EEI des endroits où passe le groupement tactique et à défaut d'éradiquer les insurgés et leur infrastructure (en faisant exploser leurs bunkers, en remplissant leurs tranchées et en repérant et détruisant leurs caches), l'ennemi pourrait revenir après le départ des forces de la coalition et nuire à la reconstruction. La coalition serait de retour à la case départ. Il ne peut y avoir de ZDA à Kandahar sans un nettoyage et une prise de contrôle méthodiques du district de Zharey. Dans leur empressement à dénigrer la force opérationnelle canadienne, ceux qui la critiquent ne tiennent pas compte de cette contrainte.

Op MEDUSA, du 12 au 30 septembre 2006

Le 12 septembre, la FO 31 est devenue l'effort principal de la brigade. Ce jour-là, la FO 31 a déployé la moitié de ses forces de l'autre côté de la rivière Arghandab pour dégager le secteur de l'objectif TENNIS pendant que l'autre moitié de ses forces s'affairait à sécuriser le secteur de l'objectif BILLIARDS. Une fois rendues de l'autre côté de la rivière, les forces ont combattu un petit groupe d'insurgés, qu'elles ont abattus. Les forces spéciales ont également découvert des piles « d'armes, de radios, de téléphones et de cadavres […], laissant présager que les combattants talibans ont quitté les lieux en panique[126] » [Traduction]. Une exploitation plus poussée a permis de découvrir des caches d'EEI et des documents en arabe.

Le 13 septembre, les forces de la coalition avaient l'essentiel d'un kandak afghan qui occupait Bazaar-e Panjwayi. La Compagnie A était à RUGBY EST, la Compagnie B, à RUGBY CENTRE, et la FO Grizzly, à RUGBY OUEST. La Compagnie A du 2e Bataillon

du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis a quitté l'objectif LACROSSE et s'est dirigée vers l'itinéraire Comox pour exécuter une tâche de sécurité des flancs. L'exploitation de RUGBY a permis de découvrir des positions défensives et un tunnel[127]. Le 23e Escadron de campagne a également déterré plusieurs EEI à plateau de pression et découvert des mines antichars italiennes TC-6 en plastique empilées en triple. Durant le déminage, le bouteur D-7 du 23e Escadron de campagne a fait exploser un gros EEI pour le désactiver. D'autres mines profondément enfouies ont été découvertes près du point de passage et à partir de là jusqu'à l'arrière de l'école blanche. L'équipement du Canada ne les a pas détectées et ces mines ont été trouvées plus tard par accident[128].

Au cours de la journée et demie suivante, les forces se sont repositionnées en prévision de la phase 3. La Compagnie A est partie pour la zone d'attente MOUNTAIN, la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis, pour RUGBY OUEST, et la FO Grizzly, pour RUGBY EST. La Compagnie B s'est repliée vers l'autoroute 1, a évolué vers l'ouest, puis vers le sud sur l'itinéraire Victoria aux alentours de Gundy Ghar pour établir des positions d'arrêt. Elle ne s'est heurtée à aucune résistance. Le peloton de reco s'est chargé de la sécurité routière sur l'autoroute 1. La FO 31 est restée dans la zone de l'objectif TENNIS, et les Afghans et leurs ETT sont restés à Bazaar-e Panjwayi. Il y avait peu de contact, sinon aucun, pendant cette période, même de la part de la Compagnie B[129].

Le matin du 15 septembre, la Compagnie A s'est mise en route vers l'ouest pour déminer l'itinéraire St Johns, tandis que la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis a fait de même sur l'itinéraire Ottawa. La zone d'opérations de la FO 31 était au sud de celle de la Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis, et leurs ODA et les Afghans ont cheminé vers l'ouest entre l'itinéraire Ottawa et la rivière Arghandab. La FO Grizzly a assuré la sécurité dans la zone arrière aux alentours de Comox. À 1600, les forces ont mis le cap sur l'itinéraire Abbotsford. Il n'y avait aucun contact[130].

Du 16 ou 18 septembre, le Commandement régional (Sud) a réorienté ses forces. La Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis a dû retourner à sa zone d'opérations. Deux zones d'opérations ont été établies pour les compagnies : la Compagnie B était responsable du secteur Victoria-Abbotsford et la Compagnie A, du secteur allant d'Abbotsford à Comox. La FO Grizzly a poursuivi ses tâches de sécurité dans les environs de Comox. La Compagnie B est retournée à KAF pour une remise en état et l'ISTAR a pris la relève. La Compagnie A s'est rendue dans le secteur de la Compagnie B. Le seul incident important a été quand le véhicule du Maj Abthorpe a été la cible d'une attaque par EEI placé dans un véhicule pour attentat suicide alors qu'il était en route vers le KAF. La phase 3 était terminée[131]. Le Lgén Richards a annoncé le 17 septembre que l'Op MEDUSA a été « menée à bien avec succès[132] » [Traduction].

Malgré l'annonce de Richards, la partie la plus importante de l'Op MEDUSA, la phase 4 de stabilisation et de gouvernance, devait encore être réalisée. Les districts de Zharey et de Panjwayi n'étaient pas complètement libres d'insurgés. Le matin du 18 septembre, la Compagnie A effectuait ses patrouilles quotidiennes lorsque le Peloton 2 et les sapeurs de combat qui l'accompagnaient se sont arrêtés pour discuter avec deux jeunes filles. Une personne âgée à vélo s'est approchée du peloton et a déclenché une bombe. Dans l'explosion, le kamikaze a tué le Sdt David Byers, le Cpl Shane Keating, le Cpl Keith Morley du 2 PPCLI, le Cpl Glen Arnold et un technicien médical de la 2e Ambulance de campagne; 16 autres Canadiens et deux Afghans ont été blessés[133].

Lorsque les hélicoptères UG-60 et CH-47 sont arrivés pour récupérer les morts et les blessés, l'analyse a commencé. La Compagnie A et la Compagnie B ainsi que le peloton de reco avaient saturé le secteur de patrouilles, si bien que l'environnement était rempli de cibles. Cette attaque particulière est survenue le matin du 18 septembre 2006, ce qui concordait avec la rentrée du Parlement au Canada. Compte tenu de l'heure à laquelle l'attaque est survenue, elle aurait été rapportée aux nouvelles du soir. C'était trop fortuit; les attentats-suicides s'étaient jusque-là limités aux zones peuplées aux alentours de la ville de Kandahar. Le Maj Wright a signalé que « l'attaque n'était pas si perfectionnée au point que l'ennemi reçoive un appel téléphonique pour lui demander de causer des pertes massives à un moment précis[134] » [Traduction].

La Compagnie A et les unités ISTAR ont reçu l'ordre de se regrouper en laagers au nord de leurs zones de patrouille, plus près de l'autoroute 1[135]. Ainsi, le secteur allant de l'itinéraire Comox jusqu'à Victoria a continué de faire l'objet de patrouilles sporadiques pendant quelques jours. Les forces ennemies ont donc pu se repositionner et avoir du temps pour récupérer. Il y a eu d'autres effets. Un officier a signalé que « les soldats étaient désormais inquiets du fait que la population présentait une menace et que l'augmentation du recours à la force était devenue problématique. Les dirigeants ont dû vraiment s'attaquer à ces problèmes[136] » [Traduction].

Entre-temps, le Lcol Hetherington et le personnel de l'ERP ont travaillé à coordonner les travaux pour atténuer les effets après le combat avec les autorités des provinces. Quel était le plan pour repeupler le district de Zharey? Les membres afghans du Comité de gestion des catastrophes, conjointement avec les organismes de l'ONU à Kandahar et le ministère du Relèvement rural et du Développement, ont déterminé qu'ils enverraient des équipes « pour aller rencontrer les villageois dans leur région et visiter leur propriété » [Traduction]. Ils se rendraient sur place et leur diraient : « Nous allons veiller à ce que dix tonnes de briques vous soient livrés pour pouvoir rebâtir vos demeures. » [Traduction] Nous pourrions y parvenir à l'aide du Fonds de contingence du commandant. Les équipes auraient ensuite à établir où les familles s'installeraient et à leur acheminer des denrées

alimentaires. Nous pourrions passer par les conseils de développement communautaire et les assemblées de développement des districts pour établir quelles sont les priorités[137]. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a accepté le plan et une choura subséquente avec les détenteurs de pouvoir du district s'est bien déroulée.

Il y avait aussi la police. Les policiers jouaient un rôle crucial dans les plans du gouvernement d'occuper le district de Zharey. Un plan national pour dynamiser la présence policière en Afghanistan a été mis en œuvre lors de l'arrivée et de l'échec des recommandations du Groupe d'action des politiques et de la stratégie des ZDA[138]. La Police auxiliaire nationale afghane (PANA) a été appelée. C'était une mesure provisoire prévue pour deux ans jusqu'à ce que des policiers entièrement formés dans les centres de formation régionaux dirigés par DynCorp soient prêts. Créée par des chouras de district avec les nouveaux chefs de police régionaux, la PANA était une milice partiellement formée qui prêtait légèrement plus allégeance au gouvernement national qu'à la Police nationale afghane existante, constituée principalement de membres des forces de milices afghanes réaffectés. L'ERP surveillait la création du corps de police auxiliaire, et c'était prometteur, mais la mise sur pied de la force a stagné lorsqu'elle est devenue étroitement liée à la bureaucratique et aux politiques[139].

L'Armée nationale afghane avait des segments de deux kandaks dans le combat MEDUSA. À la fin de septembre, lorsque l'Op MEDUSA tirait à sa fin, l'Armée nationale afghane a cependant dû se retirer. Les membres d'un kandak du 209e Corps dans le nord ont dû retourner à la maison dans le cadre d'une rotation, laissant à une partie du 2e Kandak, la 1re Brigade du 205e Corps, la responsabilité de protéger Bazaar-e Panjwayi. Ce kandak a fait de l'excellent travail pour protéger la ville durant l'Op MEDUSA et a joué un rôle déterminant dans la réinstallation de la population là-bas, mais il a lui aussi été affecté ailleurs et est parti[140].

Il y avait des fonds de l'Armée canadienne et des Forces terrestres des États-Unis. Les Afghans avaient un plan en place pour utiliser ces fonds. La phase 4 était prête pour le déploiement, mais certains éléments faisaient défaut. La population ne retournait pas dans le district de Zharey. Malgré le fait que la FO Grizzly avait signalé que des gens étaient revenus dans la région, ils étaient surtout retournés à Bazaar-e Panjwayi. Un nombre insuffisant de personnes étaient retournées dans le district de Zharey. Comme le Lcol Hetherington l'a signalé avec regret : « Les gens ne voulaient pas retourner dans la région, et ceux qui l'ont fait ont rencontré des membres du Génie de la ville qui travaillaient à la reconstruction, mais ces derniers ne sortaient pas de la ville, soutenant que c'était trop dangereux parce que le groupement tactique leur avait dit que les talibans se réunissaient encore là-bas. » [Traduction] La PANA, qui aurait dû être là pour escorter et protéger ces

gens, ne s'est pas présentée non plus. Le Lcol Lavoie a affirmé qu'il n'avait pas les forces requises pour continuer à dégager le secteur et à détenir la zone[141]. Cette situation a préparé le terrain pour le prochain acte dans la tragédie de l'Op MEDUSA.

Itinéraire SUMMIT

Le Commandement régional (Sud) et la FO 3-06 se sont heurtés à un problème de taille. Que devaient-ils faire maintenant? L'ennemi a contribué à cette décision en réinfiltrant la zone de bataille, l'itinéraire Comox sur lequel des EEI ont été détectés et les routes nord-sud entre l'autoroute 1 et Bazaar-e Panjwayi. Il y a eu pas moins de sept attaques aux EEI contre le groupement tactique en l'espace d'une semaine, en plus de plusieurs attaques contre des civils. Plusieurs soldats étatsuniens et canadiens ont été blessés. Selon le Maj Gasparotto, « ces incidents ont précipité l'ordre de construire l'itinéraire Summit » [Traduction]. Le Lcol Lavoie a commandé la construction d'un chemin qui relierait la Base de patrouille Wilson sur l'autoroute 1 et une FOB qui serait construite sur Ma'Sum Ghar. Une autre FOB serait construite de l'autre côté de la rivière Arghandab en face de la FOB Ma'Sum Ghar pour que le point de passage soit protégé; son site était situé à l'emplacement exact où l'engin de terrassement Zettelmeyer détruit se trouvait et qui est devenu la FOB Zettelmeyer[142]. L'itinéraire a été divisé en secteurs pour faciliter le contrôle et la construction. Plusieurs centres de résistance ont été ajoutés plus tard au plan : les centres Nord, Centre et Sud, tous capables d'héberger un peloton. L'idée était que ces installations soient ultérieurement transformées en stations de police ou bases de patrouille de l'Armée nationale afghane.

L'itinéraire Summit était au départ une route de combat rapide non pavée et n'était pas destiné à être la route pavée qu'il est devenu aujourd'hui. Pendant les combats, les voies existantes avaient été élargies par les membres du Génie pour que les véhicules puissent circuler. Le Lcol Lavoie voulait pouvoir se déplacer dans de vastes champs de tir pour éviter les embuscades. Ce n'était pas une pure coïncidence que cette route serait située exactement là où Haji Agha Lalai Dastagiri (membre du Comité de gestion des catastrophes et du Comité de développement provincial du district de Panjwayi) avait commencé sa liaison routière à Bazaar-e Panjwayi en 2005, avant que le projet soit contrecarré par des détenteurs de pouvoir. Il est devenu un « porte-parole » du projet, selon le Lcol Hetherington. Dastagiri est devenu l'intervenant clé dans le versement de fonds aux propriétaires fonciers dont les terres avaient été expropriées pour le projet dans le district de Zharey. Il a pris sa part pour avoir négocié les ententes, et l'octroi de fonds était la meilleure façon et la seule façon d'exécuter le travail rapidement et, dans une certaine perspective, sécuritairement[143]. Les retombées économiques de la mise en place de l'itinéraire Summit étaient clairement attrayantes pour l'ERP et le Comité de développement provincial.

Lorsque le QG de la FIAS à Kaboul a eu vent des plans futurs de construire et de paver l'itinéraire Summit pour y retirer les EEI, des pressions considérables ont été exercées sur le Commandement régional (Sud) pour « permettre » à l'Allemagne de payer pour le projet. L'Allemagne pourrait dire qu'elle contribuait à la guerre dans le Sud sans envoyer de troupes. Personne ne s'attendait à ce qu'un bataillon de sapeurs de combat allemands débarque sur les lieux et commence à paver la route, mais les semaines se sont transformées en mois et aucune ressource allemande n'est arrivée. L'organisation équivalente de l'ACDI en Allemagne, la GTZ (Agence de coopération technique), était censée venir du Commandement régional (Nord), mais elle n'a rien fait dans le cadre du projet de l'itinéraire Summit[144].

Pour construire l'itinéraire Summit, le 23e Escadron de campagne a utilisé ses bouteurs « Mad Max » loués, empruntés ou libérés. L'escadron s'est également vu attribuer deux pelotons d'infanterie de VBL III, l'escadron ISTAR avait ses véhicules Coyote et le peloton de reco poursuivait sa surveillance. La construction a débuté le 29 septembre 2006 et prévoyait la démolition de huttes de séchage de raisins, l'élimination de tranchées de vignes et l'élargissement de la route de combat et de ses verges à 100 mètres. L'idée était de placer trois centres de résistance le long de la route de 6,5 kilomètres et d'avoir des lignes de visée d'une position à l'autre, de la Base de patrouille Wilson jusqu'à la FOB Ma'Sum Ghar, pour décourager l'ennemi de traverser l'itinéraire Summit ou de poser des EEI. Cependant, lorsque l'opération a commencé, le Sdt Josh Klukie du 1 RGC a déclenché un gros EEI, qui l'a tué[145]. Le maître de 2e classe (M2) James Leith a eu plus de chance : après que son véhicule a heurté un EEI à Pashmul, il a trouvé un dispositif secondaire qui était instable. L'équipement de NEM a été détruit dans l'explosion initiale. Le M2 Leith a dû utiliser sa baïonnette pour démanteler le deuxième dispositif, ce qu'il a fait avec succès. Le M2 Leith a été décoré de l'Étoile du courage pour ses faits d'armes.

Atténuation des effets : les opérations de l'ERP

En raison de tous les combats qui avaient cours, il était facile d'oublier les opérations de l'ERP. Pendant la majeure partie de l'automne, le Lcol Hetherington mettait l'accent sur l'atténuation des effets dans le sillage des opérations :

> [Traduction]
>
> Mes équipes de COCIM étaient comme des équipes d'OOA de reconstruction (je suis un artilleur). Je créais un détachement de l'ERP, l'assignais aux compagnies qui assureraient sa sécurité durant ses déplacements et travaillais avec le commandant de cette compagnie en tant que livreur d'effets non cinétiques, que ce soit par l'entremise de projets de liaison ou de projets

de petite taille. Elle pouvait toujours recourir à l'ERPK si quelqu'un disait : « Nous avons peut-être besoin que l'ACDI se penche sur un projet plus important, ou nous avons peut-être besoin d'une liaison à une ONG […] ». Durant l'opération BAAZ TSUKA, nous avons déployé un Centre de coordination de la COCIM dans le quartier général du groupement tactique[146].

Cependant, trois membres du personnel de l'ACDI sont arrivés pour remplacer Michael Callan en août 2006. Gavin Buchan du MAECI s'est également joint à l'équipe. Malgré la réduction marquée des activités des ONG et de l'ONU dans la province, le Lcol Hetherington était encore responsable d'aider les Afghans à coordonner les activités, si bien qu'il a mis sur pied un Comité de ciblage des projets pour évaluer chaque projet, établir l'ordre des priorités et assigner chaque projet à l'utilisateur final approprié. L'ERP était cependant paralysée de deux façons sur le plan bureaucratique. Premièrement, le représentant de l'ACDI a essentiellement tenu un long débat théorique sur la valeur de chaque projet, alors que le personnel militaire voulait voir des effets tangibles et visibles immédiatement. Deuxièmement, le pouvoir de dépenser était encore contrôlé par l'ACDI, comme c'était le cas à Kaboul trois années plus tôt, ce qui rendait le processus très centralisé, bureaucratique et désespérément lent.

Il y avait ensuite les Nations Unies. L'ERP s'en remettait naturellement à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et a sollicité son avis sur la façon de gérer l'environnement après l'Op MEDUSA pour reconstruire le district de Zharey et ramener la population. Pour ce faire, il faut procéder à des opérations de déminage, reconstruire des abris, transporter les gens à Zharey et fournir des denrées alimentaires. En théorie, le Programme alimentaire mondial, les démineurs des Nations Unies et ONU-Habitat auraient dû être en mesure de répondre à ces exigences. À Kandahar, la réponse du bureau de la MANUA était extrêmement bureaucratique : il refusait essentiellement de traiter avec l'ERP et a insisté pour que la demande vienne du gouvernement afghan. Le Lcol Hetherington voulait habiliter le Comité de gestion des catastrophes (dirigé par Dastagiri) et convaincre les Afghans de travailler avec l'ERP canadienne et la MANUA. Au final, le Programme alimentaire mondial était la seule organisation qui était disposée à contribuer de manière significative[147].

Le Lcol Hetherington a contourné ces barrières grâce au Fonds de contingence du commandant et a donné à ses détachements de COCIM ce qu'il a appelé « des sacs d'argent ». Des agents de COCIM comme l'Adj Dean Henley, la Sgt Nicky Bascon et d'autres intervenants qui travaillaient à Zharey et à Panjwayi ont réussi à rouvrir les écoles à Sperwan et à Bazaar-e Panjwayi en travaillant en collaboration avec des détenteurs de pouvoir locaux comme Dastagiri.

Le Lcol Hetherington et l'ERP ont également joué un rôle important pour maintenir le contact, sur le plan social et développemental, avec d'importants détenteurs de pouvoir. Ce n'était pas facile lorsque l'attention était tournée vers l'ouest de la ville, mais si ces liens et autres relations avaient été négligés, les opérations menées en 2007 et les subséquences seraient devenues encore plus problématiques. Le Lcol Hetherington était également le principal point de contact avec le gouverneur, Asadullah Khalid. Il continuait d'exercer des pressions sur Khalid pour faire progresser le Comité de développement provincial, mais « aucune priorité n'avait été établie, il n'y avait aucune coordination […] un cadre bureaucratique n'existait pas au bureau du gouverneur à l'époque[148] » [Traduction]. Il n'y avait aucune organisation provinciale comme l'ECS-A pour offrir du mentorat à Kandahar.

Ce projet a dû attendre, cependant, puisque d'autres problèmes plus urgents surgissaient dans les districts de Zharey et de Panjwayi. La mise en place des efforts d'aide humanitaire et de reconstruction a lentement mis en lumière les rivalités de pouvoirs dans ces districts. Ces efforts ont permis d'avoir une idée de ce qui se passe dans la province au-delà des activités commerciales et des discours quotidiens et de savoir ce qui a alimenté l'insurgence à l'échelle locale.

Le député et dirigeant de Senjaray, Habibullah Jan, a jugé que le Comité de gestion des catastrophes dirigé par Dastagiri ne distribuait pas l'aide équitablement dans son secteur. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a signalé à l'ERP qu'Habibullah Jan a fourni du soutien logistique aux talibans. Lorsque l'ERP a rencontré Jan, celui-ci lui a dit que les policiers sur l'autoroute 1, dirigés par le Col Akka qui avait été nommé par Asadullah Khalid, harcelaient les gens et leur extorquaient de l'argent. Jan a affirmé que Khairuddin, le chef de district de Zharey, était le cousin d'Ahmad Wali Karzai et que le gouverneur l'avait nommé également. De plus, Khairuddin a loué les tracteurs donnés par les organisations non gouvernementales plutôt que de les remettre à ceux qui en avaient besoin[149].

Le résultat, comme l'ERP l'a appris de la population locale, était le suivant :

[Traduction]

> Les facteurs qui ont contribué à la détérioration de la situation de sécurité sont l'ingérence des étrangers, une mauvaise gouvernance et les promesses non tenues […] le récent bombardement durant l'Op MEDUSA était lâche, impitoyable et discriminatoire à l'égard de cibles civiles, et le gouverneur de Kandahar [a été critiqué] pour ne pas avoir aidé les civils […] il y a eu l'échec du PRONASOL, l'élimination du pavot et les taux de chômage élevés […] le gouvernement ne construit aucun madrasa dans la province et les jeunes finissent dans des madrasas pakistanaises où ils subissent un lavage de cerveau[150].

L'ERP a tiré la conclusion suivante :

[Traduction]

> Les engagements pris avec les citoyens locaux sont la preuve flagrante de la corruption généralisée à tous les niveaux : administration, appareil judiciaire et organe exécutif du gouvernement provincial. L'objectif de la FIAS et de l'ERPK est de soutenir les institutions et non pas des particuliers – p. ex. appuyer la gouvernance mais pas le gouverneur de Kandahar. Cependant, si ces institutions sont dirigées par des personnes connues pour leur incompétence, leur corruption, leur méfait et leur abus de confiance du public, alors la population nous percevra comme faisant partie du problème et non pas de la solution[151].

Transition de l'Op MEDUSA : l'amélioration robuste des capacités

En 2006, le Bgén Fraser était de moins en moins emballé par la précision de l'appui aérien rapproché. Il y a eu des accidents évités de justesse durant les opérations de la FO Orion, ce qui n'a pas plu aux dirigeants canadiens. À la fin du mois d'août 2006, Fraser et son personnel ont discuté avec le Lgén Gauthier à propos de la nécessité d'avoir des capacités additionnelles. Trois jours avant l'attaque meurtrière de l'A-10 survenue le 4 septembre, le rapport de visite du commandant du COMFEC a dressé une longue liste d'éléments, de sous-unités et de facteurs habilitants. Ce que le Bgén Fraser voulait, c'était des chars d'assaut. Il voulait une capacité de tir direct et précis qui pourrait être utilisée immédiatement, et non pas seulement lorsque l'aéronef de quelqu'un était disponible et que les planètes étaient alignées[152]. (Les Israéliens, par exemple, ont trop misé sur la puissance aérienne comme « artillerie aérienne » au détriment de l'équipe interarmes en 1956 et 1967, et ont payé le prix du sang durant la guerre de 1973.)

Le compte rendu de visite de Gauthier au début de septembre a indirectement mentionné le fait que « les exigences incluent maintenant la nécessité d'avoir une capacité blindée et d'ajuster le TED (Tableau d'effectifs et de dotation) pour améliorer les véhicules blindés de combat[153] » [Traduction]. Fraser et le personnel voulaient une autre compagnie d'infanterie, des capacités anti-mortiers, de meilleurs dispositifs de lutte contre les EEI et des éléments du Génie blindé. Ils voulaient que des améliorations soient apportées à l'ERP, et plus particulièrement qu'il y ait une forme quelconque de COCIM protégée qui, contrairement aux autres ministères, était prête à rendre dans des secteurs dangereux. C'était considéré comme indispensable puisque l'ERP était limitée quant aux secteurs où elle pouvait aller et à ce qu'elle pouvait faire – et il y avait plus à faire.

Photo : MDN AS2006-0954a

Le Bgén David Fraser a demandé le déploiement de chars Leopard canadiens après qu'un peloton du 1 RCR a été la cible de tirs et a été mis hors de combat par un aéronef d'attaque A-10 des Forces aériennes des États-Unis le deuxième jour de l'Op MEDUSA.

Bien entendu, « le plus à faire » coûterait plus d'argent, et Ottawa, comme d'habitude, ne voulait pas dépenser d'argent. Ottawa avait jusqu'à présent participé à la guerre à moindre coût et timidement pour faire croire que les opérations en Afghanistan n'étaient « pas une guerre ». Il y avait des préoccupations à Ottawa selon lesquelles le déploiement de véhicules comme des chars confirmerait enfin aux impitoyables détracteurs que le Canada était bel et bien en guerre. De plus, il y avait les experts de salon habituels qui remettaient publiquement en question la valeur des chars d'assaut dans un environnement de « contre-insurrection ». Il y avait d'autres obstacles, le lourd processus d'acquisition du gouvernement et le personnel à Ottawa qui avait un intérêt direct à remplacer les chars Leopard par un système de blindage au canon pointé vers l'arrière dangereusement vulnérable nommé Stryker[154]. Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le Lgén Andrew Leslie, a décidé de mettre un terme aux absurdités et a appelé le Lcol Lavoie pour lui poser la question suivante : « Pouvez-vous utiliser des chars d'assaut? ». Lavoie a répondu : « Absolument. Je peux utiliser des chars d'assaut![155] » [Traduction] La question était réglée!

Les améliorations prioritaires sont devenues un escadron de chars Leopard C-2, une compagnie d'infanterie mécanisée de VBL III, deux canons M-777 supplémentaires,

une troupe de reco additionnelle munie de Coyote et un escadron du Génie blindé doté d'engins blindés du Génie (EBG) Badger. De plus, il y aurait un système de détection des mortiers HALO, une troupe du Génie de campagne de remplacement, ainsi que des renforts individuels pour les services de santé, les services du renseignement et l'ESN. La nécessité d'un détachement de dégagement d'itinéraire de circonstance a été signalée, mais il faudrait faire l'acquisition de cette capacité – toutes les autres capacités étaient disponibles au Canada. Les unités et les formations au Canada ont tout laissé tomber pour réaliser ces objectifs, mais il était peu probable que ces améliorations soient apportées dans le théâtre avant le mois d'octobre[156].

Le rapport de Gauthier s'est également penché sur les changements nécessaires à apporter à la structure de commandement et contrôle. Ces changements seraient mis en œuvre lorsque le Canada transférerait le contrôle du Commandement régional (Sud) en novembre et seraient examinés ultérieurement.

Octobre 2006 : les engagements relatifs aux centres de résistance de l'itinéraire Summit

Le personnel du commandement de la FO 3-06 a fait le point et a conclu que la phase 3 de l'Op MEDUSA n'a vraiment « pas eu lieu » et que la phase 4 « a été annoncée », mais n'a pas vraiment été mise en œuvre. Il a qualifié la transition des activités ennemies comme étant « des embuscades et des attaques de guérilla pour perturber la sécurité » [Traduction]. À toutes fins utiles, c'était une opération complètement nouvelle, même si on ne lui a pas attribué un nom de code. Le Lcol Lavoie voulait « élargir la bulle de sécurité aux alentours de l'itinéraire Summit[157] » [Traduction] (voir la figure 11-10).

L'ennemi était toutefois plus que prêt à essayer de faire éclater la bulle. Le 23e Escadron de campagne croyait que l'ennemi ciblait délibérément ses trois bouteurs, sachant pertinemment que sans les machines, le chemin ne pourrait pas être construit. Il n'était pas inhabituel de voir quatre VBL III et un peloton d'infanterie protéger un seul bouteur. À plusieurs occasions, l'ennemi a tiré des GPF sur ces bouteurs, mais heureusement, ces attaques n'ont eu aucun effet[158].

L'escadron ISTAR et le 23e Escadron de campagne travaillaient à l'itinéraire Summit et, à des fins de protection, ils ont établi un laager au sud de Pasab, près de l'ancien objectif TEMPLAR. L'escadron ISTAR avait également un poste d'observation au nord avec deux véhicules Coyote et une équipe mobile de guerre électronique. Ils pouvaient superviser les travaux dans les secteurs 2 et 3 depuis leur position. Habituellement, ce laager comptait plusieurs véhicules Coyote, mais durant la nuit du 3 octobre 2006, il y avait également de l'équipement de construction routière et un détachement de dégagement d'itinéraire des États-Unis[159].

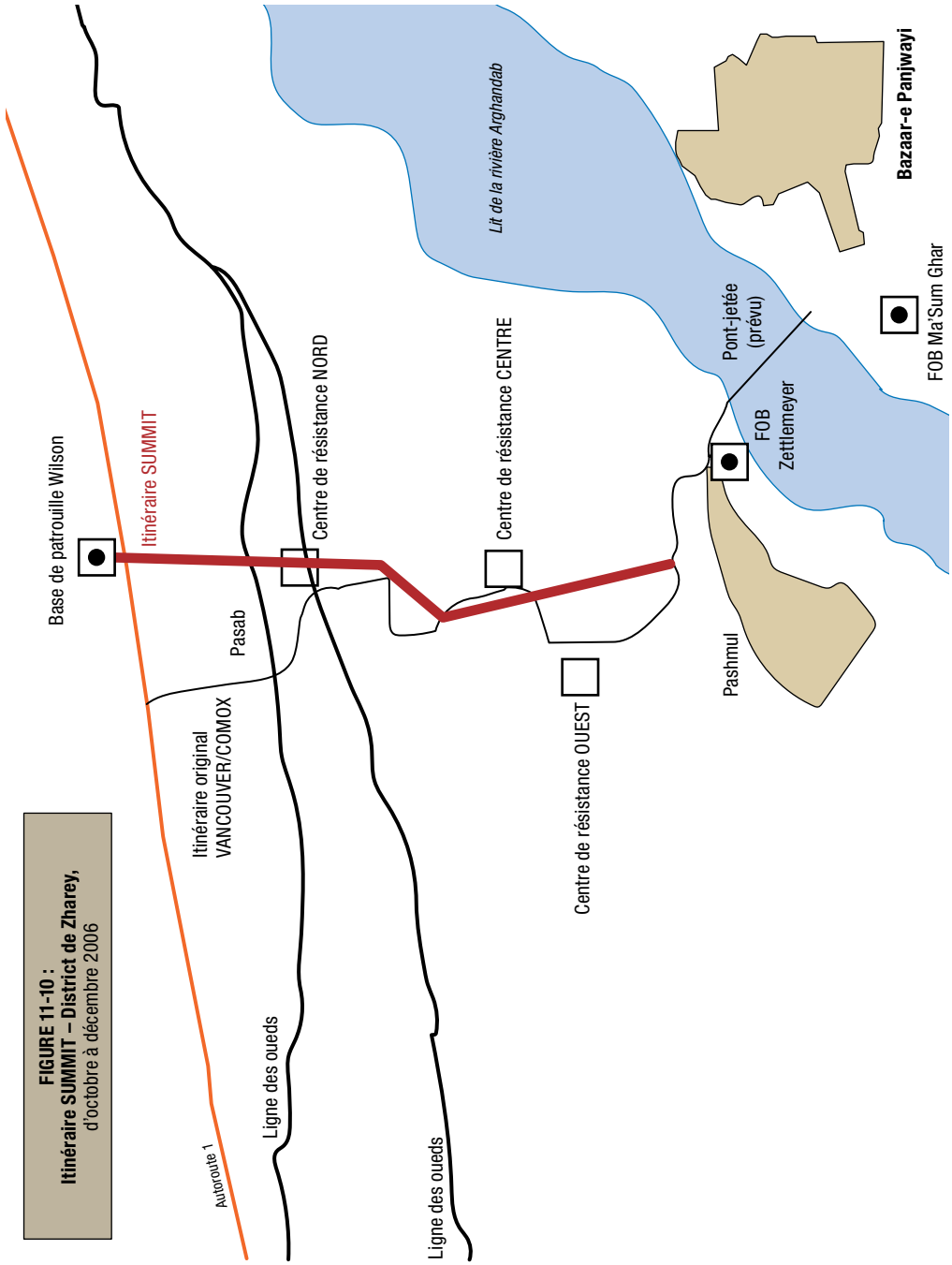


Figure 11-10 : Itinéraire SUMMIT – District de Zharey, d'octobre à décembre 2006

L'équipe de guerre électronique a détecté des préparatifs de l'ennemi quelques minutes avant que trois groupes d'assaut ennemis, en provenance de l'ouest et de l'est, ont attaqué le poste d'observation et le laager. Une salve de tirs de GPF lancés à partir de sites situés à 70 mètres à l'est a atteint les deux positions. Deux membres du RCD, le Sgt Craig Gillam et le Cpl Robert Mitchell ont été tués, et cinq autres Canadiens ont été blessés. La remorque d'un Hummer des États-Unis transportant des explosifs a été touchée, et trois sapeurs étatsuniens ont été blessés. Le Maj Lussier lançait des tirs avec le canon de 25 mm des VBL et le Maj Gasparotto a escorté les deux autres Hummer des États-Unis transportant les blessés à la Base de patrouille Wilson. Le véhicule Husky du détachement de dégagement d'itinéraire a été immobilisé, de même qu'un véhicule Coyote. L'ennemi a battu en retraite et a ramené ses victimes[160]. Cette attaque a forcé l'arrêt des travaux dans le secteur 2. Par conséquent, la construction du centre de résistance Nord a été accélérée pour qu'une présence puisse être maintenue dans le secteur. La couverture d'observation dans le secteur 2 a été réduite, ce qui a donné à l'ennemi l'occasion de poser des EEI. Un a fait exploser un RG-31, tuant le Cvr Mark Wilson du RCD. Dans un incident subséquent, le VBL III du Maj Gasparotto a également été la cible d'une attaque invalidante à l'EEI[161].

La nécessité que les centres de résistance puissent contrôler l'itinéraire Summit a mené à leur achèvement expéditif au début d'octobre. Le centre de résistance Nord (« The Ghetto ») et le centre de résistance Centre (« Castle Greyskull ») ont été achevés en premier. Après que quelques incidents de tirs d'armes légères ont démontré la nécessité d'avoir une défense plus solide, le centre de résistance Ouest (« The Hacienda ») a également été construit. Ces centres de résistance ont été conçus pour héberger un peloton et ses véhicules. Chacun avait une fosse à mortier, un poste d'observation surélevé et des points fixes pour que les VBL III puissent utiliser leur canon de 25 mm. La FO 3-06 a travaillé à l'élaboration d'un plan de rotation pour qu'un groupe de la taille d'une compagnie puisse occuper les centres de résistance, tout en maintenant une autre compagnie en poste à la FOB Martello. Les membres restants de la Compagnie Charles ont été les premiers à occuper les centres de résistance à la mi-octobre, remplaçant les troupes de l'escadron ISTAR et du 23e Escadron de campagne.

Pendant les deux premières semaines d'octobre, l'ennemi a utilisé un groupe de combattants de la taille d'un peloton pour s'en prendre au projet de construction de l'itinéraire Summit. Les sections ennemies établissaient un contact juste avant le coucher du soleil et profitaient de l'obscurité pour s'exfiltrer. Le centre de résistance Ouest a été la cible de nombreux tirs d'armes légères en raison de son emplacement[162].

Photo : Auteur

Les vestiges du centre de résistance Centre du 1 RCR, où des combats acharnés se sont déroulés à l'automne 2006. Le centre de résistance Centre était l'un des nombreux postes établis pour protéger l'itinéraire Summit, qui reliait l'autoroute 1 à Bazaar-e Panjwayi.

Dans la nuit du 14 octobre, cependant, l'ennemi a orchestré son attaque la plus complexe jusque-là avec quatre embuscades simultanées. Un membre du Génie d'un VBL III a été la cible de tirs de canon sans recul de 82 mm en provenance de l'ouest, près de la jonction des itinéraires Summit et Comox. Les soldats ont riposté et un AH-64 néerlandais est venu apporter son aide. Un VBL III de la Compagnie Charles s'est joint à eux alors qu'ils se faisaient attaquer, cette fois en provenance de l'est. Le poste de commandement tactique du Lcol Lavoie circulait sur l'itinéraire Summit et essuyait des tirs également.

Le Peloton 9, qui occupe le centre de résistance Centre, a été la cible de tirs de multiples mortiers, de GPF et de canons sans recul de 82 mm en provenance de positions ennemies à l'ouest. Un véhicule a été touché, tuant le Sgt Darcy Tedford et le Sdt Blake Williamson, et blessant deux autres personnes. Alors que le combat battait son plein, le Cplc Jeremy Leblanc a pris en charge la section de Tedford, s'est occupé des blessés et a rallié la section pour qu'elle riposte et maintienne sa position. Le Peloton 9 a appelé la Batterie E en renfort pour atténuer les tirs qui provenaient des tranchés et des camps. Les tirs d'armes légères de l'ennemi se sont poursuivis, malgré le bombardement, contre tous les groupes canadiens appelés en renfort pendant près d'une heure. Une ambulance Bison en chemin pour

récupérer les blessés est tombée en panne sur l'itinéraire Summit, ce qui a forcé un VBL III du 9 TAC du 1 RCR et un autre du Peloton 9 à évacuer les blessés à la Base de patrouille Wilson. Les deux VBL III ont escorté un véhicule logistique lourd à roues (VLLR) jusqu'à l'ambulance Bison, puis il est tombé en panne. L'ambulance Bison a été remorquée au centre de résistance Centre. L'ennemi a ensuite attaqué la FOB Zettelmeyer par l'ouest avec des tirs d'armes légères. Après avoir largué plus d'artillerie sur les forces ennemies, ces dernières se sont repliées à l'ouest[163]. Le Cplc Leblanc a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses faits d'armes.

Dans le cadre de n'importe quel autre conflit, passé et présent, les positions défensives comme celles-là auraient disposées d'un vaste éventail de matériel de défense pour veiller à ce que les forces ennemies gardent leurs distances, ce qui aurait réduit leur précision ou les auraient découragés de faire quoi que ce soit. La politique canadienne, cependant, a empêché les soldats de la FO 3-06 d'utiliser tous les moyens possibles. Un membre du Génie a fait la déclaration suivante : « Les pelotons faisaient de leur mieux. Il était extrêmement difficile de couvrir le territoire, et les talibans dans le secteur étaient hautement qualifiés en matière d'infiltration.

Photo : Lcol Geoff Abthorpe

Le centre de résistance Ouest près de Pashmul a été attaqué par deux groupes d'insurgés durant la nuit du 29 décembre 2006. Alors qu'elle commençait à manquer de munitions, la Compagnie B a bénéficié du renfort de l'escadron de chars Leopard et a repoussé l'ennemi.

Je n'ai aucun doute que des mines antipersonnel aux alentours de l'itinéraire Summit auraient bloqué certaines de ces attaques[164] » [Traduction]. Les promoteurs du désarmement, surtout ceux au MAECI qui appuyaient le Traité d'Ottawa avec une ferveur messianique, ont dépouillé les soldats canadiens des outils traditionnels lorsqu'ils en avaient besoin. C'était, selon certains observateurs, un autre exemple de la façon dont l'époque de maintien de la paix avait des effets néfastes sur les opérations de l'Armée canadienne.

Les progrès sur l'itinéraire ont stagné et le projet « risquait de se solder par un échec ». Cela dit, un petit nombre de personnes commençaient à retourner chez eux dans le secteur 1, le plus près de la Base de patrouille Wilson et du centre de résistance Nord. Le manque de bouteurs protégés et de matériel du Génie était un problème considérable. Les entrepreneurs locaux, surtout ceux qui fournissaient le gravier pour la route, utilisaient des véhicules civils non protégés et étaient de plus en plus réticents à participer. De plus, il y avait des problèmes avec les contrats, auxquels l'ERP prenait part de plus en plus. Au final, les problèmes relatifs à l'itinéraire Summit ont été portés à l'attention du QG de la FIAS et, après quelques délibérations, une entente a été conclue : le Canada financerait le secteur 6, l'USAID financerait le secteur 5 (où le pont traversant la rivière Arghandab serait construit), et l'Allemagne financerait les secteurs 1 à 4. Des fonds canadiens étaient disponibles, mais selon un agent participant au projet, « Les Allemands ont fini par verser les fonds mais le retard a coûté au groupement tactique deux mois, durant lesquels il a dû assurer la garde sur la route. L'USAID n'a jamais financé le pont[165] » [Traduction].

Le 21 octobre 2006, le 23e Escadron de campagne a enfin obtenu ses quatre EBG Badger pour qu'il puisse continuer à travailler dans un environnement semi-permissif, juste à temps pour les pluies d'automne. Des pluies sans précédent, après des années et des années de sécheresse, ont transformé l'itinéraire Summit en lac Summit. Un pont-jetée de circonstance traversant la rivière Arghandab fait de ponceaux en béton a été emporté par les crues, alors que le changement apporté au système d'irrigation en raison de la construction routière a entraîné l'inondation du secteur 2. Comme le Maj Gasparotto l'a signalé, « sans les Badger, nous aurions perdu l'itinéraire Summit » [Traduction]. Les EBG étaient occupés à fortifier les centres de résistance avec leurs lames de bouteur et leurs pelles hydrauliques. Le 23 novembre, les membres du Génie estimaient que la date d'achèvement des travaux serait le 11 janvier 2007[166]. En fait, le pavage ne serait pas terminé avant mars 2007 et le pont ne serait pas achevé avant l'automne de cette année-là.

Retour à la FOB Martello, octobre 2006

La FO 3-06 ne pouvait toutefois pas faire fi de ses autres tâches. Par conséquent, la Compagnie B et des attachements ont été renvoyés à la FOB Martello pour reprendre les opérations à Shah Wali Kot. Puisque toute l'attention était portée à l'itinéraire Summit,

la Compagnie B a créé ce que le Maj Abthorpe a qualifié de « vide informationnel de 60 jours ». Personne ne savait ce qui se passait dans le district. Le milieu du renseignement était « compatissant, mais [il] a dit qu'il n'avait qu'une puissance limitée et que l'accent était mis sur Panjwayi » [Traduction]. Les Néerlandais, qui avaient pris le contrôle de la FOB Martello durant l'Op MEDUSA, avaient été touchés à plusieurs reprises et n'avaient pas patrouillé à l'extérieur de la FOB. Laissés à eux-mêmes, le Maj Abthorpe et ses hommes sont retournés aux opérations de contre-insurrection pour lesquelles ils se sont entraînés et ont rebâti leur base de connaissances par l'entremise de patrouilles dynamiques et de contacts locaux. Une équipe de COCIM de l'ERP est arrivée et a mené des projets à l'échelle locale, y compris la réparation d'une génératrice. La communication avec la « police » de l'endroit a donné lieu à la mise en place de postes conjoints de contrôle aléatoire des véhicules sur la route Tarinkot. Avec des ressources limitées (il n'y avait que deux pelotons, dont un affecté à l'ERP jusqu'à l'arrivée de la compagnie de protection des forces en décembre), la Compagnie B n'a réussi qu'à influencer la communauté d'El Bak plutôt que les communautés dans les vallées environnantes et du district de Mianishin.

Il y avait encore cependant la présence d'insurgés à Shah Wali Kot : des roquettes et des mortiers s'abattaient sur la FOB quotidiennement. En raison du manque d'accès au renseignement et de capacités, la Compagnie B a noué des liens avec des sources locales du mieux qu'elle a pu. Comme les soldats manquaient d'équipement de guerre électronique et de SIGINT, ils ont démonté des radios destinées à l'aide humanitaire, emprunté et modifié des antennes et construit des ressources de recherche SIGINT improvisées qui avaient une portée d'environ 25 kilomètres. À l'aide de ces systèmes, la Compagnie B a été en mesure de cartographier les activités de l'ennemi dans le secteur[167].

En ayant recours à ses sources, la Compagnie B a relevé plusieurs catégories d'ennemis, qui s'élevaient à environ 150 personnes. Le premier groupe était constitué de citoyens locaux qui étaient harcelés par la police, qui se sont regroupés et qui ont pris les armes contre les policiers dans le cadre de la vendetta de Pashtunwali. Il y a eu ensuite des agitateurs d'ailleurs à Kandahar qui venaient de temps à autre pour leur lancer des œufs. Les combattants les plus aguerris plus au sud venaient parfois dans le nord pour « relaxer » et collaborer avec les citoyens locaux ou travailler seuls. Les activités ennemies dans le district étaient coordonnées avec les actions plus au sud. Lorsque les commandants des insurgés à Zharey et à Panjwayi avaient besoin que les pressions soient relâchées, « ils envoyaient quelques personnes, créaient un groupe hétéroclite, tiraient sur nous et retournaient vers le sud[168] » [Traduction].

Les attaques contre la FOB Martello utilisaient habituellement un mortier et avaient un contrôleur de tir et une équipe. Après plusieurs jours de bombardements sporadiques, les patrouilles de la Compagnie B ont finalement permis d'appréhender un contrôleur de tir de mortier sur une crête. Après un interrogatoire tactique, les Canadiens ont appris que

« l'individu avait été formé dans l'Armée pakistanaise, qu'il avait quittée pour se joindre aux combats de l'autre côté de la frontière[169] » [Traduction]. Les aînés de la localité sont arrivés et ont réclamé son retour, craignant des représailles possibles des talibans. Il a été envoyé vers le sud à KAF.

Au moment opportun, une entente a été conclue entre la FO 3-06, le Commandement régional (Sud) et la FO 31. L'ODA 336 est arrivé à la FOB Martello et a ordonné une coopération avec la Compagnie B. La Compagnie B a obtenu à nouveau son troisième peloton de l'ERP. Ce retour a amélioré le rythme des opérations dans le district.

Les ressources du renseignement de l'ODA 336 ont comparé leurs données avec celles de la Compagnie B pour retracer l'ennemi, et elles étaient identiques. Le sergent du renseignement de l'ODA a confirmé qu'il y avait un camp d'entraînement dans une vallée adjacente qui comptait environ 50 insurgés ennemis, en plus des quelque 150 autres combattants dans la région. Un plan a été élaboré pour piller et exploiter le camp. Dans le cadre des nouvelles règles d'engagement établies par le commandant néeerlandais entrant du Commandement régional (Sud), les forces de la coalition à la FOB Martello ne pouvaient pas lancer des tirs a priori sur le camp d'entraînement. Le commandant de l'ODA a déclaré une situation où les troupes sont en contact (TEC) avec l'ennemi juste au moment où ses forces et lui quittaient la FOB Martello pour exécuter le raid. Durant le raid, les forces de la coalition ont participé à des visites médicales dans les communautés adjacentes à la FOB.

L'ODA est revenu du raid du camp d'entraînement avec des renseignements qui confirmaient des liens entre la police dans le district de Khakrez et les forces insurgées à Shah Wali Kot. Aucun lien n'a été établi entre ces policiers et les « policiers » de la localité, qui étaient perçus comme étant des concurrents. Il semblait que les policiers sympathisant avec les talibans à Khakrez et les talibans à Shah Wali Kot faisaient front commun contre la « police » de Shah Wali Kot. Avant que quoi que ce soit puisse être fait à propos de la situation, la Compagnie B a reçu l'ordre de confier la FOB Martello à une société privée de sécurité. La Compagnie B et l'ODA 336 ont migré vers le sud à la fin de novembre.

Le nouveau Commandement régional (Sud) entrant a pris la décision de retirer les troupes canadiennes de Shah Wali Kot pour l'instant. Ce district était situé à l'extérieur de la ZDA et n'était plus une priorité. Le plan pour influencer le regain de confiance dans le gouvernement, mis en veilleuse depuis l'été 2006, a été abandonné. Il est juste d'affirmer que la FOB Martello a accompli son mandat en 2006 en facilitant le déploiement néerlandais à Oruzgan, mais la décision d'abandonner les travaux de stabilisation et de reconstruction menés par l'ERP, la FO Gun Devils et la FO Orion est encore contestable. L'influence ennemie à Shah Wali Kot a pris de l'ampleur et a eu des effets négatifs sur les opérations de la FO Kandahar en 2007 et en 2008.

District de Panjwayi, septembre et octobre 2006

Les dispositions de la coalition dans l'ouest du district incluaient le quartier général d'un kandak et une compagnie d'infanterie afghane et son ODA des FOS des États-Unis. L'objectif était de transférer le contrôle de Sperwan Ghar à la FO Grizzly. La Compagnie A du 2e Bataillon du 4e Régiment d'infanterie des États-Unis, des ODA, un kandak afghan et une compagnie d'infanterie afghane additionnelle menaient des opérations dans ce qu'on appelait la zone de l'opération Grizzly. Ces forces ont été retirées le 21 septembre[170] (voir la figure 11-11).

La FO 31 est retournée dans la zone et a mené des opérations contre toutes les cibles dans les environs immédiats. Sperwan Ghar était quotidiennement la cible de frappes de mortiers[171]. Au moment opportun, la Batterie E a déployé deux de ses canons M-777 et de ses mortiers de 81 mm à ce qu'on appelle maintenant la Base de patrouille de Sperwan Ghar, qui a été subséquemment renforcée par des tireurs d'élite canadiens, un contrôleur canadien interarmées de la finale de l'attaque, une compagnie d'infanterie afghane et trois ODA des FOS des États-Unis (en rotation). La compagnie afghane était une organisation dynamique et confiante formée par des rangers des États-Unis. Une ETT des Royal Marines s'est subséquemment jointe à cette compagnie, de même qu'une autre compagnie afghane[172]. L'escadron ISTAR du Maj Lussier s'est rendu à la Base de Sperwan Ghar après que la Compagnie Charles a fait une rotation et a rejoint l'itinéraire Summit en octobre.

Un détachement du Génie de combat du 23e Escadron de campagne est arrivé avec une pelle rétrocaveuse civile et a commencé à creuser. Le bastion HESCO a permis de fortifier les positions alors que les insurgés utilisaient des mortiers et procédaient à des GPF fusantes quotidiennement. L'ODA des États-Unis et la compagnie de l'Afghanistan ont créé à tour de rôle des patrouilles à pied à l'ouest ou des patrouilles motorisées au nord pour générer des contacts. Le problème était que le Canada était la FIAS et que les États-Unis étaient l'Op ENDURING FREEDOM. Il n'y avait aucun plan opérationnel conformément aux instructions d'exploitation de la FIAS, mais les Canadiens ont répondu pour retirer les Étatsuniens, au besoin[173].

Les capteurs des véhicules Coyote ont fini par être utilisés pour fournir des indications aux FOS et aux Afghans. À une occasion, une patrouille des FOS a fait le tour du marché de Zangabad, des insurgés sont sortis de nulle part et un combat a éclaté. Un appui aérien rapproché, des ressources d'aviation et de l'artillerie ont été déployés avec l'aide des équipages des véhicules Coyote basés à Sperwan Ghar. Cette action a duré neuf heures : les membres du RCD surveillaient sur leurs écrans l'ennemi qui courait d'un bâtiment à l'autre, tentant d'échapper aux bombes guidées JDAM et aux bombes guidées larguées par l'aéronef USS Eisenhower. Les troupes afghanes, à l'aide de leurs Icom, pouvaient entendre l'ennemi

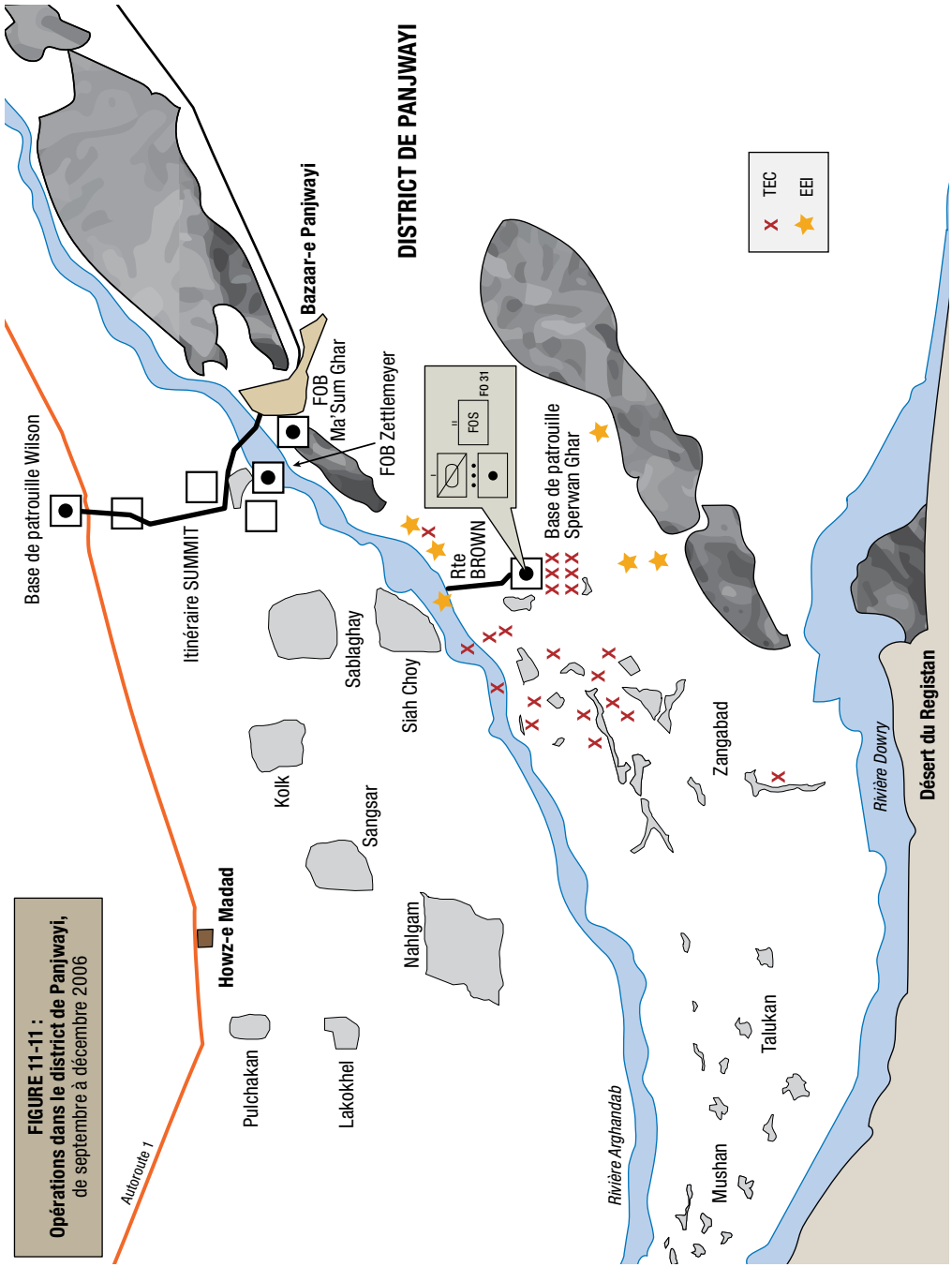


FIGURE 11-11 :
Opérations dans le district de Panjwayi,
de septembre à décembre 2006

Figure 11-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, de septembre à décembre 2006

« gémir et pleurer » en raison du grand nombre de victimes. Elles ont nargué les forces ennemies par radio pour avoir un effet psychologique sur elles. Au milieu du combat, le Maj Lussier a reçu un appel d'un Étatsunien inconnu sur le réseau de l'escadron :

« Comment allez-vous? »
« Nous tuons des talibans. Qui êtes-vous? »
« [désignation] »
« Contribuez-vous au combat? »
« Continuez votre bon travail! »

Il s'agissait probablement d'un opérateur de système de l'autre organisme gouvernemental observant le combat d'un poste surélevé qui voulait adresser ses compliments. Les patrouilles des FOS ont subséquemment découvert quatre points de rassemblement des victimes avec des cadavres et des piles de parties de corps. Au final, le décès de 85 combattants ennemis et de quatre de leurs commandants a été confirmé. Aucun d'eux n'était de l'Afghanistan[174].

Dans la plupart des cas, les forces ennemies restaient en dehors de la zone à l'ouest de Sperwan Ghar et semblaient être basées à Zangabad, qui s'est révélée être davantage une zone d'intérêt pour les insurgés qu'on le pensait. Il y avait de nombreux contacts à l'ouest de la base de patrouille. Des sapeurs canadiens ont été déployés pour améliorer le chemin qui commençait à Sperwan Ghar jusqu'au chemin de terre sillonné d'ornières est-ouest qu'on appelait la route Fosters, située à l'ouest de Mushan et à l'est de Bazaar-e Panjawayi puis de Kandahar. Des entrepreneurs débarquaient du gravier mais étaient harcelés par des attaques aux EEI. Lorsque le sergent de première classe (Sgt 1re) William Brown des FOS des États-Unis a été tué lors d'une attaque par EEI, la route allant de Sperwan Ghar jusqu'à la route Fosters a été renommée la route Brown. Les EBG Badger, protégés par des chars Leopard, sont venus pour dégager une route et détruire les immeubles de chaque côté[175].

Puisque la végétation meurt à l'automne, il y avait une meilleure observation et donc, plus d'occasions de lancer des tirs sur les insurgés en mouvement lorsqu'ils étaient observés à partir des véhicules Coyote à l'aide de capteurs montés sur mât. Les oueds qui avaient été couverts par les arbres étaient maintenant découverts et devenaient des routes de transit logistiques. L'escadron ISTAR a même observé une force de relève ennemie, où les insurgés maintenaient un silence radio complet. Les insurgés qui menaient des opérations dans l'ouest de Panjwayi portaient des tenues diverses et certains étaient vêtus d'un pantalon de tenue de combat de l'Armée nationale afghane avec un t-shirt et un brêlage de poitrine. Ils semblaient tous être en bonne forme physique. Il ne s'agissait pas d'agriculteurs locaux. Certains des insurgés étaient même des Caucasiens de grande taille. Ils utilisaient un système de conduit de tirs et étaient dirigés selon une approche tactique, et non pas selon une approche de « tirer et prier »[176].

Les forces de la coalition à la Base de patrouille de Sperwan Ghar ont eu un nombre presque incalculable de TEC en octobre et en novembre. L'environnement était tellement riche en cibles que les patrouilles des FOS réclamaient un compte rendu des TEC au moment de quitter la base pour que l'appui rapproché soit en poste avant que les tirs commencent. Les véhicules Coyote et les VBL III de l'escadron ISTAR ont répondu pour appuyer ces patrouilles au quotidien. En trois jours, l'escadron a utilisé 145 boîtes de munitions de 25 mm[177].

Durant la nuit du 24 octobre 2006, l'équipage d'un véhicule Coyote a repéré un mouvement ennemi près d'un complexe et a demandé des mortiers de 81 mm de la Batterie E. Un contrôleur étatsunien interarmées de la finale de l'attaque a apporté à la station un bombardier B-1B, qui a largué quatre bombes de 2 000 livres. Ensuite, un avion d'attaque AC-130 est arrivé et a tué du personnel ennemi en fuite[178]. À l'époque, ce n'était pas considéré comme étant un événement de TEC extrêmement important. Cependant, lorsque les Canadiens ont quitté le QG du Commandement régional (Sud) et que les Néerlandais ont pris la relève, des aînés furieux de Panjwayi se sont manifestés et se sont plaints que 60 civils avaient été tués. Il s'agissait de la première plainte à propos de pertes civiles alléguées dans le cadre des opérations de la FO 3-06. La plainte a été acheminée jusqu'à Kaboul puis au gouvernement Karzai et au QG de la FIAS, ce qui a donné lieu à une enquête. La FO 3-06 a été exonérée de tout acte répréhensible et il n'y avait aucune preuve de pertes civiles, encore moins de 60 victimes. Cependant, la perception selon laquelle les Canadiens utilisaient trop leurs capacités de tir était intensifiée dans les milieux à Kaboul et à Kandahar, et plus particulièrement avec le commandant du Commandement régional (Sud) entrant, le Mgén Ton Van Loon.

Une nouvelle attitude : changements de commandement, novembre 2006

Le Mgén Ton Van Loon et son personnel ont remplacé le Bgén Fraser et la FOM Aegis le 1er novembre 2006. En tant que nouveau commandant, Van Loon estimait que l'Op MEDUSA avait eu recours à une trop grande puissance de feu, si bien qu'il a mis en place un contrôle des tirs plus rigoureux. Par conséquent, il a ajouté des règles d'engagement plus détaillées. Son point de vue était influencé par ce que de nombreuses personnes appelaient la « méthode néerlandaise »[179], qui est très bien résumée dans les remarques du Col Hans van Griensven formulées au *New York Times* : « Nous ne sommes pas ici pour combattre les talibans. Nous sommes ici pour rendre les talibans impuissants[180] » [Traduction]. Influencés par le massacre de Srebrenica survenu en 1995 et par leurs opérations en Irak, certains des commandants néerlandais interrogés croyaient que « les décès de civils et les dommages matériels […] ont durci les attitudes des villageois, ce qui aidait les insurgés au niveau du recrutement, du renseignement et de la protection[181] » [Traduction]. Ils voulaient

insister davantage sur la compréhension de la culture locale et voulaient éviter d'offenser les Afghans, croyant que cette approche ferait son chemin dans le cœur et l'esprit des habitants afin qu'ils appuient le gouvernement.

Quelle était la « méthode néerlandaise » dans la pratique? Pour de nombreux praticiens aguerris d'autres pays, la méthode semblait placer le « développement » avant la « sécurité ». Dans la province d'Oruzgan, les forces néerlandaises, dont les règles d'engagement étaient extrêmement restrictives, se sont retirées lorsque les forces ennemies étaient régulièrement présentes, ce qui révoltait de nombreux interprètes afghans qui estimaient que cette attitude envoyait le mauvais message. Les forces néerlandaises mettaient l'accent sur les activités de l'ERP d'Oruzgan pour s'attirer les faveurs de la structure du pouvoir en Afghanistan, prenaient des photos de leurs membres qui portaient des bérets plutôt que des casques, circulaient à vélo et s'insinuaient dans les bonnes grâces de la population de Tarinkot, mais laissaient le soin aux FOS de l'Australie et des États-Unis de faire le sale boulot et de tuer des gens en arrière-plan dans les collines. Puisque ces unités étaient soustraites au regard public, les effets qu'elles avaient n'étaient pas pris en compte dans l'équation publique, si bien que de nombreuses personnes, et plus particulièrement dans les médias et le gouvernement néerlandais, avaient l'impression que la « méthode néerlandaise » était efficace. Ces gens voulaient des résultats rapides et tangibles182. Van Loon voulait maintenant appliquer la « méthode néerlandaise » à la FO Kandahar et au Commandement régional (Sud). La vitrine de cette « nouvelle » approche serait une opération du nom de BAAZ TSUKA. Une planification connexe, l'opération surnommée SATYR DEUCALION, visait à tirer parti d'engagements avec les dirigeants clés et d'une planification des effets non cinétiques.

En termes plus généraux, les directives de planification de Van Loon pour le Commandement régional (Sud) mettaient l'accent sur la consolidation du groupement tactique canadien à Zharey et à Panjwayi. Les Canadiens dans les FOB Martello et Spin Boldak devaient quitter les lieux le plus rapidement possible. La FO 3-06 devait assurer la sécurité « dans la ville de Kandahar et aux alentours », conformément à une autre opération, Op SATYR PYRRHA. L'itinéraire Summit devait être achevé dès que possible. On cherchait aussi des moyens d'améliorer la capacité des forces de sécurité afghanes, et surtout la capacité des forces policières[183].

Les résultats des discussions sur le commandement et contrôle du Lgén Gauthier avec les commandants canadiens et de la FIAS en septembre ont été mis en œuvre en tant que politique lorsque le Commandement régional (Sud) a changé de mains. Il y avait plusieurs enjeux. Premièrement, le Commandement régional (Sud) allait passer d'un quartier général de la taille d'une brigade à un quartier général de la taille d'une division. Deuxièmement, les principales contributions du Canada à la FIAS, le groupement tactique, l'ERP et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) entrante devaient tous être coordonnés

avec la planification de la FIAS par l'OTAN. Le Canada estimait qu'on devait lui attribuer un certain mérite pour son engagement dans les milieux de l'OTAN pour pouvoir en tirer parti de façon stratégique. Le commandant de la FIAS, Lgén Richards, était d'accord avec Gauthier et a suggéré que le Canada établisse la FO Kandahar, dirigée par un brigadier-général responsable des opérations dans la province au Commandement régional (Sud) et à la chaîne de commandement canadienne[184].

Parallèlement, il y avait un besoin accru d'avoir un quartier général qui pourrait gérer les opérations de l'ERP et du groupement tactique, à mesure que les opérations comme celles du Commandement régional (Sud) devenaient davantage axées sur les provinces. Par ailleurs, il y avait le besoin pressant d'avoir un intermédiaire entre les forces tactiques et les entités canadiennes à Ottawa pour éviter une micro-gestion[185].

Auparavant, le Bgén Fraser occupait une double fonction en tant que commandant des FC en Afghanistan et commandant de la coalition FOM Aegis/Commandement régional (Sud). Conformément à la nouvelle structure, toutes les opérations dans la province de Kandahar relevant de la FIAS de l'OTAN sont désormais dirigées par le commandant de la FO Kandahar qui était également le commandant canadien de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A), à la tête de tous les Canadiens en Afghanistan, dont ceux à Kaboul. Le Commandement régional (Sud) devait faire une rotation entre les Néerlandais, les Britanniques et les Canadiens tous les neuf mois.

Il a fallu apporter des changements de dernière minute et à long terme. L'ECN entrant devait être renforcé de façon importante, puis transformé en quartier général de brigade – et il fallait trouver un commandant. Il y avait peu ou pas de temps pour former cette nouvelle organisation. La nouvelle FO Kandahar/FOI-A était une conglomération de renforts de la Réserve du Secteur de l'Atlantique de la Force terrestre et des troupes entrantes de l'ECN, avec en plus des opérateurs expérimentés de l'Op APOLLO dans les ministères clés. Il y avait des gens comme le Maj Alex Watson, qui était maintenant responsable des opérations d'information, ou comme le Lcol Tom Bradley, qui a établi qu'il n'y avait aucun centre d'opérations et a créé le Centre d'opérations de la province. Le Bgén Tim Grant a été assigné à la tête de l'organisation pour gérer la mêlée générale et promettre un commandement et un contrôle rationnels[186].

Le QG élargi du Canada a fourni des éléments habilitants essentiels dans quatre secteurs clés. Premièrement, une cellule de tirs a été incorporée à la structure pour coordonner l'appui aérien, l'appui de l'artillerie et les autorisations relatives aux règles d'engagement. Le Centre d'opérations interarmées de la FOM Aegis avait une cellule pour l'ensemble du secteur sud de la province. En donnant au Centre d'opérations de la province cette capacité, le QG du Canada pouvait avoir plus rapidement accès à l'appui aérien d'autres pays et disposait de la capacité de résoudre les conflits pour éviter des incidents comme

la tragédie de Tarnak Farms. Deuxièmement, une réunion de ciblage a été tenue pour discuter des effets non létaux comme les opérations d'information, la COCIM et l'aide à la reconstruction. Le QG a pu ainsi obtenir des fonds de reconstruction et d'autres formes de soutien en prévision d'une opération bien à l'avance plutôt que d'attendre à la dernière minute. Ces effets ont pu être intégrés à la planification à un stade précoce. De plus, le Centre d'opérations de la province a reçu les transmissions vidéo des TUAV et des drones Predator pour que le personnel puisse voir plus ou moins immédiatement ce qui se passait. Leurs prédécesseurs lors de la rotation de la FOM Aegis devaient se rendre dans une salle du fond spécialement conçue dans le Centre des opérations interarmées de la FOM Aegis ou communiquer par téléphone avec le Centre des opérations tactiques de la FO Orion, lequel était en contact avec les contrôleurs de drones Predator étasuniens[187].

Enfin, le Centre d'opérations de la province a revitalisé le Centre interarmées de coordination provinciale (CICP). La FO 3-06 n'accordait pas la même importance au CICP que la FO Orion et la FOM Aegis. Le nouveau QG de Grant a immédiatement compris que le CICP était non seulement une source de données importantes, mais aussi un outil d'influence auprès de la police afghane et du palais du gouverneur. L'instantanéité de l'information, surtout celle sur les opérations policières dans les districts et la ville, permettait d'avoir une connaissance essentielle de la situation. Le centre, pour reprendre les propos du Lcol Bradley, est devenu un « élément habilitant essentiel » et était traité de la sorte par le nouveau QG de la FOI-A. Il y avait aussi la réunion hebdomadaire sur la sécurité. Cela existait sous une autre forme à l'époque de la FOM Aegis, mais comme le CICP, on a procédé à une revitalisation, attirant de plus en plus les dirigeants des forces de sécurité afghanes à la fin de 2006 et au début de 2007. La réunion hebdomadaire sur la sécurité a augmenté la probabilité de recueillir de l'information additionnelle et plus exacte et servait de tribune aux organisations antagonistes pour se rencontrer et régler les différends sous la gouverne subtile du Bgén Grant[188].

Entre-temps, les chars Leopard du Maj Trevor Cadieu sont arrivés à KAF durant le mois d'octobre à bord des C-17 des Forces aériennes des États-Unis. L'Escadron B n'a cependant pas été déployé immédiatement pour participer au combat. Lorsque le Mgén Van Loon a pris la relève et a découvert que les Canadiens acheminaient des chars d'assaut, il était consterné et a informé la FO Kandahar qu'il ne voulait pas de chars d'assaut dans un environnement de « contre-insurrection ». Il y avait des préoccupations parmi les membres du nouveau QG du Commandement régional (Sud) à propos de la possibilité de pertes civils dans la ville de Kandahar si les chars traversaient la ville pour se rendre à Zharey et à Panjwayi. Le nouveau commandant de la FO Kandahar, qui n'était pas au fait des politiques et qui était sur le terrain, ne voulait pas traiter avec Van Loon et a retiré le commandant adjoint de la FO 3-06 d'une réunion sur la question. Il n'y a pas eu de suivi. Lorsque le Lcol Lavoie est

revenu de congé, il est allé parler directement à Van Loon. Il y avait eu une intervention de haut niveau, si bien qu'une entente a été conclue entre la FO Kandahar et le Commandement régional (Sud) pour que les chars d'assaut ne traversent pas la ville, qu'ils empruntent une voie de contournement à l'ouest de KAF approuvée par le Commandement régional (Sud). Après près de trois semaines de débat, le 22 novembre, Cadieu a dirigé l'Escadron B vers la sortie de KAF pour aller directement dans un champ de mines non marqué, où son véhicule a perdu une chenille dans l'explosion d'une mine. Les chars à charrue de déminage ont dégagé des voies avec les sapeurs et, 12 heures plus tard, l'Escadron B prenait la route, après avoir découvert 50 mines antichars et antipersonnel[189].

La FOI-A et la FO Kandahar ont fait preuve de plus de logique tout au long du mois de novembre 2006. Un membre de la haute direction a reconnu que la FOI-A a « cheminé en raison d'une exigence de surveiller de façon plus attentive et d'influencer les opérations tactiques » menées par des éléments canadiens (lire la partie sur le groupement tactique) au nom du commandant du COMFEC, mais il y avait d'autres raisons. En fait, la FOI-A n'était « ni dotée en personnel ni équipée » de façon adéquate pour gérer cette opération et la myriade d'autres tâches qui semblaient arriver de nulle part[190]. Le Centre d'opérations de la province a officiellement été créé le 15 décembre, mais on croyait que le QG de la FOI-A n'assumerait pas complètement ses capacités opérationnelles avant la fin de février 2007.

Faire partie de l'ELMO

La quasi-absence de l'Armée nationale afghane dans les combats à Kandahar en 2006 était problématique. Effectivement, une partie d'un kandak du 209e Corps des forces au nord a pu exécuter des opérations au niveau du peloton avec les effectifs de la compagnie, mais c'était clairement insuffisant pour accomplir la tâche, compte tenu de la stratégie des ZDA. La concurrence interne parmi les coalitions pour les kandaks afghans était féroce et le problème était amplifié parce que les FOS des États-Unis avaient deux avantages distincts. Premièrement, elles entretenaient des relations avec les Afghans qui remontaient à 2001. Deuxièmement, les FOS des États-Unis faisaient partie de l'Op ENDURING FREEDOM, et non pas de la FIAS. Ce qui jouait en faveur du Canada, c'est qu'il y avait une représentation importante au Centre d'entraînement militaire de Kaboul et d'autres outils d'influence à Kaboul. Cependant, serait-il possible de les réunir et d'en tirer parti pour déployer plus d'Afghans au sud pour participer aux combats? Ce n'était pas clair à la fin de 2006, mais des efforts ont été déployés par le Lgén Leslie, qui était à l'époque le chef d'état-major de l'Armée de terre, pour utiliser l'influence qu'il avait eue auparavant auprès des dirigeants afghans pendant que le Lgén Gauthier exerçait de plus en plus de pressions en faisant graduellement appel à des politiciens canadiens plus haut placés lors de leurs visites à Kaboul[191].

Une autre étape progressive était de réactiver les ETT canadiennes, mais cette fois-ci, sous les auspices de l'OTAN. Les ETT dirigées par l'OTAN s'appelaient des équipes de liaison et de mentorat opérationnel, ou ELMO. La différence était que les ELMO n'offraient pas un soutien logistique pour venir en aide à leurs homologues afghans. C'était un peu ambigu, mais c'était le travail des équipes de logistique avancées des États-Unis (Op ENDURING FREEDOM). Cette action a permis au Canada de prendre part au processus d'appel d'offres de l'OTAN pour les kandaks.

Quoi qu'il en soit, la décision de former une ELMO canadienne a été prise. Sous le commandement du Lcol Jean-Marc Lanthier, 65 membres issus de bataillons du Royal 22e Régiment à Valcartier ont été rassemblés en août et déployés en octobre 2006. La relation personnelle entre le Bgén Fraser et l'Armée nationale afghane à Kandahar a été fructueuse et l'ELMO a commencé à collaborer avec le 2e Kandak de la 1re Brigade du 205e Corps d'armée, qui était sous le commandement du Lcol Sherin Shah Kohbandi. Le Lcol Lanthier et ses équipes ont travaillé conjointement avec le 2e Kandak et, au moment de l'Op BAAZ TSUCKA, les Afghans étaient de retour au combat à Kandahar, même s'il y avait toujours des défis quant à la façon d'intégrer un processus de planification des kandaks afghans au processus de planification du groupement tactique canadien.

Appuyer les opérations

Le remplaçant du Lcol John Conrad, le Lcol Doug LaBrie, est arrivé plus ou moins au milieu de la planification de l'Op MEDUSA. Le nouvel ESN faisait partie de la même structure avec laquelle Conrad devait travailler, avec environ le même nombre de membres du personnel, soit 245. La situation de l'ESN s'est quelque peu résorbée car le groupement tactique de la FO 3-06 ne se rendait pas jusqu'à Helmand, et, au fil du temps, la FOB Martello a été réduite, transférée puis fermée. Cela a permis à l'ESN de mettre l'accent sur la façon d'appuyer l'opération à Zharey et à Panjwayi. Une ESN avancée a été créée à la Base de patrouille Wilson, où deux jours d'approvisionnements étaient stockés et où les opérations logistiques pouvaient être mieux coordonnées et contrôlées. Les formations de manœuvre avaient deux autres journées d'approvisionnements. Les patrouilles logistiques de combat protégées par le peloton de protection des forces de l'ESN faisaient la navette entre KAF et la Base de patrouille Wilson. On faisait une utilisation maximale des services de transport en sous-traitance locale (les « camions à clochettes ») pour l'équipement non militaire, dans la mesure du possible. Des équipes mobiles de dépannage ont été détachées auprès du groupement tactique, une par compagnie[192].

Lorsque les centres de résistance et les FOB ont été établis à Panjwayi et à Zharey en octobre 2006, cela a fait augmenter les pressions exercées sur l'ESN et la vulnérabilité de ses forces. Des détachements de l'ESN ont été créés pour Ma'Sum Ghar et Sperwan Ghar.

Le manque d'hélicoptères canadiens signifiait que toutes ces installations, qui sont passées d'une seule en août à huit en octobre, devaient être approvisionnées par voie terrestre. L'ennemi a reconnu cet état de fait et a transféré les ressources d'EEI à la route Fosters à l'est pour interférer avec la ligne de ravitaillement. Il convient de noter que les patrouilles logistiques de combat de l'ESN devaient être très disciplinées pendant la transition vers la ville de Kandahar. Une mauvaise utilisation de la force entraînant le décès d'un civil aurait pu dégénérer en émeutes, ce dont les insurgés auraient tiré parti. Durant cette rotation, les patrouilles de l'ESN ont eu recours à la force à 27 reprises, c'est-à-dire en tirant des coups de semonce en direction de véhicules potentiellement chargés d'EEI. Il n'y a eu aucune perte civile lors de ces incidents[193].

Une patrouille logistique de combat particulière s'est démarquée à l'automne 2006. Une patrouille se dirigeant vers KAF transportant des munitions d'artillerie a été la cible d'un attentat-suicide avec EEI sur l'autoroute 4, juste à l'extérieur de la ville de Kandahar. Le chariot élévateur a été détruit, la remorque y étant rattachée a été endommagée, et quatre civils ont été tués dans l'explosion. Les véhicules endommagés ont été déposés au Camp Nathan Smith pendant que la patrouille a continué son trajet vers la Base de patrouille Wilson. À la Base de patrouille Wilson, le véhicule de réapprovisionnement de la bataille d'artillerie n'est pas arrivé, si bien que la moitié des patrouilleurs sont allés là où se trouvaient les canons M-777 : à Dasht, au nord-ouest de la Base de patrouille Wilson. Lorsque la patrouille est revenue, les talibans l'ont attaquée au mortier. Sur le trajet de retour en passant par la ville, la patrouille a été la cible de GPF. Une équipe mobile de dépannage Bison a répliqué avec une mitrailleuse C-9, pour réprimer l'embuscade, mais le chef d'équipage a été atteint d'une balle au cou. La patrouille a poursuivi son chemin jusqu'à l'entrée de KAF sur l'autoroute 4 et a renversé un véhicule dans le fossé en essayant de prendre un virage à droite. Une équipe mobile de dépannage s'est occupée de récupérer le véhicule tandis qu'un hélicoptère évacuait les blessés[194].

Le Lcol LaBrie et son remplaçant prévu pour la ROTO 3, le Lcol Chuck Mathé, a discuté des problèmes durant la reco de Mathé en septembre 2006. La structure de la force existante devait augmenter son effectif de 80 personnes pour demeurer viable. Avec les capacités d'amélioration de la force, et plus particulièrement les Leopard et les Badger ainsi que les VBL III additionnels d'une compagnie d'infanterie, il fallait 95 membres du personnel supplémentaires pour maintenir le groupement tactique et l'ERP opérationnels[195].

Ces exigences n'ont pas été entièrement abordées à la fin de 2006, mais ont eu une incidence sur l'ESN de la ROTO 3. Le Lcol Labrie a toutefois réussi à convaincre Ottawa de remplacer les véhicules usés du groupement tactique, un à la fois. Les VBL III vénérables mais usés de la FO Orion, après avoir été utilisés par la FO 3-06, ont été renvoyés au Canada par l'entremise de la base de soutien intermédiaire en Turquie pour être reconstruits pendant

que de nouvelles machines arrivaient par avion[196]. De même, des VLLR semi-blindés usés de la rotation précédente ont été remplacés par de nouveaux véhicules modernisés et surblindés acheminés par avion du Canada. Les vieux VLLR ont par la suite été utilisés pour former la compagnie d'administration pour soutenir le groupement tactique. Un nouveau véhicule lourd de soutien du Génie a également été déployé à ce moment-là. Ces mises à niveau ont augmenté considérablement le moral au sein des équipes de patrouille logistique de combat de l'ESN[197].

La situation concernant les effectifs était si mauvaise que le Lcol LaBrie a dû mettre fin à des opérations de logistique et de soutien à KAF et déployer ces soldats pour effectuer des patrouilles logistiques de combat et exécuter d'autres fonctions dans les FOB. Par conséquent, l'infanterie n'a pas été obligée de s'occuper de la protection de la force à la Base de patrouille Wilson et les « effectifs » ont été augmentés pour les opérations. Il n'y avait tout simplement pas assez de personnel. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a fini par régler son processus de passation de marchés extrêmement lent pour les activités de maintien de la paix, et le personnel civil en renfort du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes est arrivé à KAF pour s'occuper du matériel et s'acquitter de certaines fonctions de transmissions. Son aide a allégé une partie des pressions[198].

Les soldats du peloton de protection des forces de l'ESN étaient des réservistes qui étaient principalement des étudiants à l'université dans la vie civile. Bon nombre d'entre eux n'avaient aucun permis de conduire militaire avant la formation afin de les préparer au déploiement, mais en l'espace de quelques semaines, ils étaient qualifiés pour conduire les véhicules d'escorte RG-31. Sortant chaque jour de KAF, les patrouilles logistiques de combat devaient circuler le long de l'autoroute 4, puis traverser la ville de Kandahar avant d'atteindre leurs points de livraison situés à l'ouest des districts de Zharey et de Panjwayi. La ville semblait être un théâtre de guerre distinct, car la menace provenait d'attentats-suicides, de voitures piégées et d'embuscades dans les zones urbaines bâties, et non pas de largages de mortiers et de tirs directs dans un contexte rural. Ces soldats sont devenus des experts à traverser cet environnement, sachant où regarder, où tirer et comment réagir dans un environnement congestionné. Certains des soldats du groupement tactique ont dit qu'ils préféraient les combats normaux à Zharey plutôt que ce que les forces de l'ESN devaient faire pour les opérations de patrouille logistique de combat. L'ennemi a toujours su lorsque la patrouille logistique de combat arrivait : il y avait un nombre limité de moyens de traverser la ville et d'innombrables occasions d'embuscades et d'attaques par EEI[199].

La façon de l'ennemi d'utiliser les EEI est demeurée la même qu'à l'époque de la FO Orion. Toutefois, la capacité de lutte contre les EEI du Canada a augmenté. L'équipe de neutralisation des EEI existante, qui effectuait essentiellement une visite d'aide technique, a été renforcée en août grâce à l'ajout d'une équipe d'exploitation des dispositifs et d'un

conseiller en contre-mesures électroniques. Elle a maintenu la relation existante avec la FO Paladin des États-Unis et ses homologues du Royaume-Uni, mais est allée un peu plus loin en appuyant l'établissement de la Force opérationnelle de lutte contre les EEI du Commandement régional (Sud). Les équipes de lutte contre les EEI ont exploité 29 sites et offert un entraînement dans le théâtre d'opérations à 2 500 membres des troupes canadiennes arrivantes. Tout le personnel des opérations de neutralisation des EEI a été regroupé pour former l'organisation de « lutte contre les EEI » à la fin de 2006.

Il convient de noter que le Canada a également envoyé un technicien légiste pour appuyer le laboratoire de protection contre les EEI des États-Unis à la base aérienne de Bagram. Les équipes d'exploitation ont été en mesure de découvrir des renseignements « biographiques positifs » sur les kamikazes et les fabricants de bombes dans 63 p. 100 des sites exploités (comparativement au taux standard de 10 p. 100 utilisés par la police au Canada)[200]. Ces renseignements biographiques ont été ajoutés aux bases de données du renseignement sur la lutte contre les EEI, en attente d'être corroborés par d'autres renseignements dans le cadre de la situation d'ensemble relative au renseignement de lutte contre les EEI en Afghanistan. Ces renseignements ont permis de relever des données de ciblage sur des réseaux d'EEI et des fabricants de bombes précis.

Enfin, et avant tout, la première installation de transfert des détenus a été construite à KAF. Dotée en personnel par la police militaire basée à KAF et dirigée par le Maj James Fraser, l'installation de transfert des détenus était initialement très rudimentaire : tentes et barbelés dans une enceinte entourée d'aires d'entreposage logistique. L'entente existante Hillier-Wardak de 2005 est demeurée en place : les détenus capturés par les unités canadiennes sur le terrain étaient transférés par les autorités afghanes dans les plus brefs délais. Il y avait des défis liés à la doctrine cependant. L'Armée canadienne n'avait pas vraiment capturé de prisonniers depuis la guerre de Corée. Les opérations de maintien de la paix ont contribué à cette mentalité, même si la police militaire durant la guerre froide avait cette doctrine relative au traitement des prisonniers. Le problème était que l'Armée canadienne aidait le gouvernement de l'Afghanistan et devait gérer, du moins en apparence, les insurgés internes et pas techniquement les prisonniers de guerre. Les complications juridiques de cette situation ont remis en question l'ensemble du système canadien au cours de l'année suivante[201].

Opérations en novembre 2006

La FO 3-06 a poursuivi son travail sur la route et a doté en personnel les centres de résistance et les FOB, et l'ESN a continué de les approvisionner pendant que de petits groupes d'insurgés vidaient régulièrement les chargeurs de leurs armes légères, visant les soldats des trois organisations. Les patrouilles logistiques de combat ont été la cible de ces attaques par EEI à plusieurs occasions. Un attentat-suicide avec EEI a blessé deux Canadiens et tué

deux civils aux « Arches dorées » sur l'autoroute 4. Même la Batterie E a perdu un VLLR à cause d'un EEI à plateau de pression, qui a blessé deux autres Canadiens. Une patrouille du RCR qui sortait du centre de résistance Nord pour nettoyer une hutte de séchage de raisins a été la cible de l'explosion d'une mine, qui a grièvement blessé deux personnes. Près de Sperwan Ghar, la situation s'était calmée, mais à la fin de novembre, les activités ennemies ont repris. Une patrouille de la FO 31 et de l'ISTAR a tendu une embuscade à quelques insurgés puis, à l'aide des fréquences radio des talibans, a demandé du renfort urgent à Pashto. Puisque le nombre d'ennemis augmentait, un véhicule Coyote de la FRR a été déployé pour les frapper pendant que la Batterie E lançait des mortiers de 81 mm. Un A-10 s'est joint au combat avec quatre bombes de 500 livres. Le décès de 35 ennemis a été confirmé. Pendant que les dommages du combat étaient en train d'être évalués, une autre force ennemie est arrivée, ce qui a donné lieu à des TEC de manière prolongée. Les véhicules Coyote du Maj Lussier formaient la base des tirs pour la manœuvre de la FO 31, et les mortiers et les A-10 constituaient ce qu'on qualifierait de force de la taille d'un peloton. Un combat en retraite s'est ensuivi puisque les insurgés tentaient de fuir au sud, mais on leur a tiré dessus jusqu'à détruire la force ennemie[202].

Tragiquement, le 1 RCR a perdu son sergent-major régimentaire le 27 novembre 2006. L'adjudant-chef (Adjuc) Bobby Girouard et son conducteur, le Cpl Albert Storm, ont tous les deux été tués lorsque leur véhicule blindé de transport de troupes Bison a été attaqué lors d'un attentat-suicide avec EEI survenu tôt le matin sur l'autoroute 4. Ces tueries ont été un coup dur sur le plan psychologique pour une force opérationnelle qui comptait déjà 16 décès et près de 100 blessés. Ces décès ont particulièrement touché le Lcol Lavoie. Comme un présage, une patrouille logistique de combat traversant la route Fosters à l'est a déclenché un EEI, blessant un soldat. C'était la première attaque parmi tant d'autres sur cette route principale de service qui était essentielle.

Le Canada participait à un effort pour négocier des missions de paix dans les districts de Zharey et de Panjwayi. C'était un effort conjoint entre le Commandement régional (Sud), l'ECN du Canada et l'ERP. Le principal dirigeant afghan présent était Habibullah Jan, et les réunions ont été tenues dans l'enceinte Sherzai plutôt que dans le palais du gouverneur. Les aînés de Zharey ont présenté leur politique : ils voulaient que les talibans quittent Zharey, que la FIAS cesse de causer des dommages destructeurs dans le district, que les talibans locaux contribuent à reconstruire la communauté, et que tous les postes de contrôle de la police et de l'armée afghane quittent le district, même si ceux sur l'autoroute 1 pouvaient rester. De plus, ils voulaient réélire le chef de district et le chef de police de façon démocratique. Ils fourniraient des gens pour assurer la sécurité. Mais surtout, les aînés voulaient que la FIAS discute avec eux directement pour qu'ils puissent corriger les problèmes. La réponse de la coalition était que les talibans locaux devaient se joindre au programme d'amnistie

Takhim-e Sohl (PTS) et que la formation de la PANA soit offerte pour le personnel de la sécurité local. Lorsque la FIAS était convaincue que la police auxiliaire faisait son travail efficacement, les entrepreneurs en reconstruction seraient autorisés à intervenir. Les aînés ont convenu de communiquer ces renseignements à la population[203].

Durant une réunion de suivi qui a eu lieu le 25 novembre, les aînés de Panjwayi ont essentiellement réitéré la même politique, quand Habibullah Jan était présent. Les participants canadiens avaient l'impression que Jan réclamait pour Kandahar un équivalent à l'entente controversée de Musa Qala, que les Britanniques ont négociée à Helmand. Dans ce cas-ci, les Britanniques ont convenu de quitter la zone si les Afghans en assuraient la sécurité eux-mêmes, mais ce qui est arrivé, c'est que la zone est devenue un refuge pour les insurgés qui faisaient exploser les Britanniques puis se retiraient à Musa Qala, où ils n'étaient pas la cible d'attaques ou n'étaient pas contrôlés par les Afghans.

Durant ces discussions, les participants de la FIAS voulaient qu'Ahmad Wali Karzai participe aux discussions, mais les aînés ont laissé savoir qu'ils ne faisaient pas confiance à Ahmad Wali Karzai et le personnel canadien a reconnu qu'il y avait un clivage entre Habibullah Jan et celui-ci. Au bout du compte, les représentants de la FIAS ont affirmé qu'aucune entente ne pouvait vraiment être conclue sans la participation du gouverneur ou du dirigeant du Conseil provincial. De plus amples discussions risquaient en fait d'aliéner Karzai et Khalid[204].

À la fin de ces rencontres, Raziq Sherwai a dit à la FIAS et aux participants canadiens qu'il croyait qu'« Ahmad Wali Karzai tentait d'empêcher les contacts entre la FIAS et les citoyens locaux dans la région à l'ouest de Kandahar et qu'il travaillait activement à empêcher l'arrêt des hostilités dans la région[205] » [Traduction]. Lorsque l'idée d'avoir une choura plus grande pour traiter des districts de Zharey et de Panjwayi avec Ahmad Wali Karzai et de faire participer Habibullah Jan a été soulevée auprès du gouverneur, Khalid a affirmé qu'il « doutait qu'Habibullah Jan y assisterait. Il a déclaré avec empathie qu'il [Khalid] ne travaillait pas pour Ahmad Wali Karzai et la suggestion apparente semblait l'offenser » [Traduction]. L'ERP a pu déduire qu'il y avait « un fossé entre Ahmad Wali Karzai et Habibullah Jan, ce qui a divisé en deux groupes les notables de la ville de Kandahar[206] » [Traduction]. Les Canadiens ne savaient pas trop la raison d'être de ce fossé, mais il interférait avec tout règlement de problème survenant à Zharey et à Panjwayi.

Op BAAZ TSUKA, de décembre 2006 à janvier 2007

Selon les membres du nouveau QG du Commandement régional (Sud), le Mgén Van Loon était mécontent du niveau de violence utilisée durant l'Op MEDUSA, ce qui est devenu un événement phare pour lui. Il percevait l'Op MEDUSA comme étant incomplète, et en cherchant une grande opération pour que les éléments mobiles fonctionnent à nouveau,

la phase 4 de l'Op MEDUSA est devenue l'Op BAAZ TSUKA (ou Op FALCON SUMMIT), une opération qui effectuerait au final une rotation des forces opérationnelles canadiennes en janvier et février 2007. L'Op BAAZ TSUKA a été conçue pour établir la ZDA de Kandahar. Les principes directeurs de la nouvelle opération s'articulaient autour des engagements avec les dirigeants clés, les opérations d'information et les opérations psychologiques, qui ont tous pour but d'influencer les gens sans forcément les tuer avec des tirs d'artillerie massifs et un appui aérien rapproché. Van Loon voulait dicter le rythme des opérations au quartier général du Commandement régional (Sud) dans cette zone d'opérations et ne permettait pas que les opérations soient confiées au groupement tactique national ou à la force opérationnelle[207].

Parallèlement, et contrairement au Bgén Fraser qui croyait à la réduction de l'efficacité des opérations de neutralisation et de capture des FOS à l'époque, Van Loon a introduit un processus de ciblage des leaders plus perfectionné au sein du Commandement régional (Sud). Cela découlait de son intérêt à l'égard d'une analyse des liens entre les « tribus », les « trafiquants » et les autres intervenants. De nombreux efforts ont été déployés pour établir les effets du retrait de certains intervenants, les personnes pouvant être touchées et celles qui ne devraient pas l'être. Une analyse des liens de très haut niveau a été réalisée pour éliminer les conflits pour les FOS du Commandement régional (Sud) et les organisations de FOS ne faisant pas partie de la FIAS. Une cellule spéciale de fusion des cibles a été formée à cette fin puisqu'un grand nombre de personnes figuraient sur les deux listes. À l'avenir, chaque opération de grande envergure aurait une cible où il faut régler des conflits – il n'y aurait plus de superposition avec les FOS de niveau 1 des États-Unis dans l'espace de bataille au milieu de ces opérations – à tout le moins pas en théorie[208].

L'Op BAAZ TSUKA a été structurée pour « éviter les points forts des talibans et mettre l'accent sur les opérations d'information soutenues par la manœuvre ». L'idée était que les « démunis » dans ce que le Commandement régional (Sud) appelait de façon simpliste « la tribu Ghilzai » à Zharey et à Panjwayi étaient apparemment le groupe cible du plan. Le personnel du Commandement régional (Sud) de Van Loon croyait qu'il y avait deux « types » de talibans : les endurcis, qui n'étaient pas forcément issus de la région, et les talibans locaux. Ils croyaient qu'une série de manœuvres et le retrait des FOS de certains dirigeants ennemis clés créeraient des pressions pour amener les chefs talibans à demander aux combattants endurcis de quitter les districts. Des intervenants de l'aide humanitaire, de la police et de la gouvernance se rendraient dans les districts et élargiraient le volet amitié du programme Takhim-e-Solh. Les planificateurs du Commandement régional (Sud) croyaient avec optimisme qu'« à la fin de l'opération, on aurait encore besoin des forces du Canada dans la région jusqu'à ce que suffisamment de membres de la PANA soient recrutés pour assurer la sécurité » [Traduction]. Les Canadiens pourraient ensuite retourner à la maison[209].

Les autorités à Ottawa surveillaient attentivement l'Op BAAZ TSUKA évolué à la fin de novembre et au début décembre de 2006. L'OTAN tenait ses réunions annuelles de haut niveau, cette fois-ci à Riga, et le Canada insistait fortement pour que plus de membres de l'OTAN participent aux opérations dans le Sud de l'Afghanistan. Aucun ne s'est manifesté. L'observateur de l'alliance, Nile Gardiner, a décrit les frustrations du jour de façon très convaincante :

[Traduction]

> L'Allemagne, la France, la Turquie, l'Italie et l'Espagne ont tous rejeté des appels pour envoyer leurs propres soldats afin d'appuyer les forces britanniques, canadiennes et néerlandaises dans le Sud, car la situation est trop dangereuse et les ressources sont « exploitées à leur limite ». La Pologne s'est manifestée […] De nombreux grands pays de l'Union européenne déploient des forces militaires émasculées en Afghanistan, commandées par de piètres dirigeants politiques qui redoutent la réaction du public à l'égard de la perte de soldats et qui refusent de redéployer leurs soldats au sud pour participer à des opérations militaires contre les talibans. C'est un spectacle désolant qui tourne en dérision l'engagement déclaré de l'Europe envers la lutte contre le terrorisme. L'OTAN est une alliance dans le combat, et non pas un groupe de maintien de la paix glorifié[210].

Les préoccupations d'Ottawa concernant l'Op BAAZ TSUKA étaient les suivantes : a) les victimes; b) la possibilité que les commandants canadiens croient que les troupes canadiennes étaient trop utilisées par d'autres qui refusaient de faire les « tâches difficiles ». Le message à la FOI-A était clair : évitez de vous retrouver en situation d'engagement décisif[211].

L'Op BAAZ TSUKA a été prolongée et comptait de nombreuses étapes et de trop nombreuses sous-étapes. « Façonner, disloquer et consolider » étaient les principales phases. « Disloquer » avait quatre sous-phases : interdire, perturber, sécuriser, encercler. Chaque sous-phase était confiée à une force opérationnelle ou à une sous-unité distincte. Bref, une compagnie britannique se déplaçait vers l'ouest tandis que la FO 31 effectuait une démonstration de la capacité à Zangabad Ghar. La FO 3-06 descendait l'autoroute 1 et assurait la sécurité de Howz-e Madad, pendant qu'une compagnie aéromobile néerlandaise menait une attaque aérienne dans tout le district de Zharey (voir la figure 11-12).

À la phase 3, aux étapes a, b et c, la gouvernance et la sécurité étaient instaurées dans l'ensemble du district[212]. La FO 31 a proposé ce qu'on appelle un « plan de consolidation » pour le district de Zharey et l'ouest du district de Panjwayi. Cette proposition comprenait la mise sur pied de postes de contrôle de l'Armée nationale afghane et de la police dans des communautés clés et des jonctions routières dans les deux régions[213] (voir la figure 11-13).

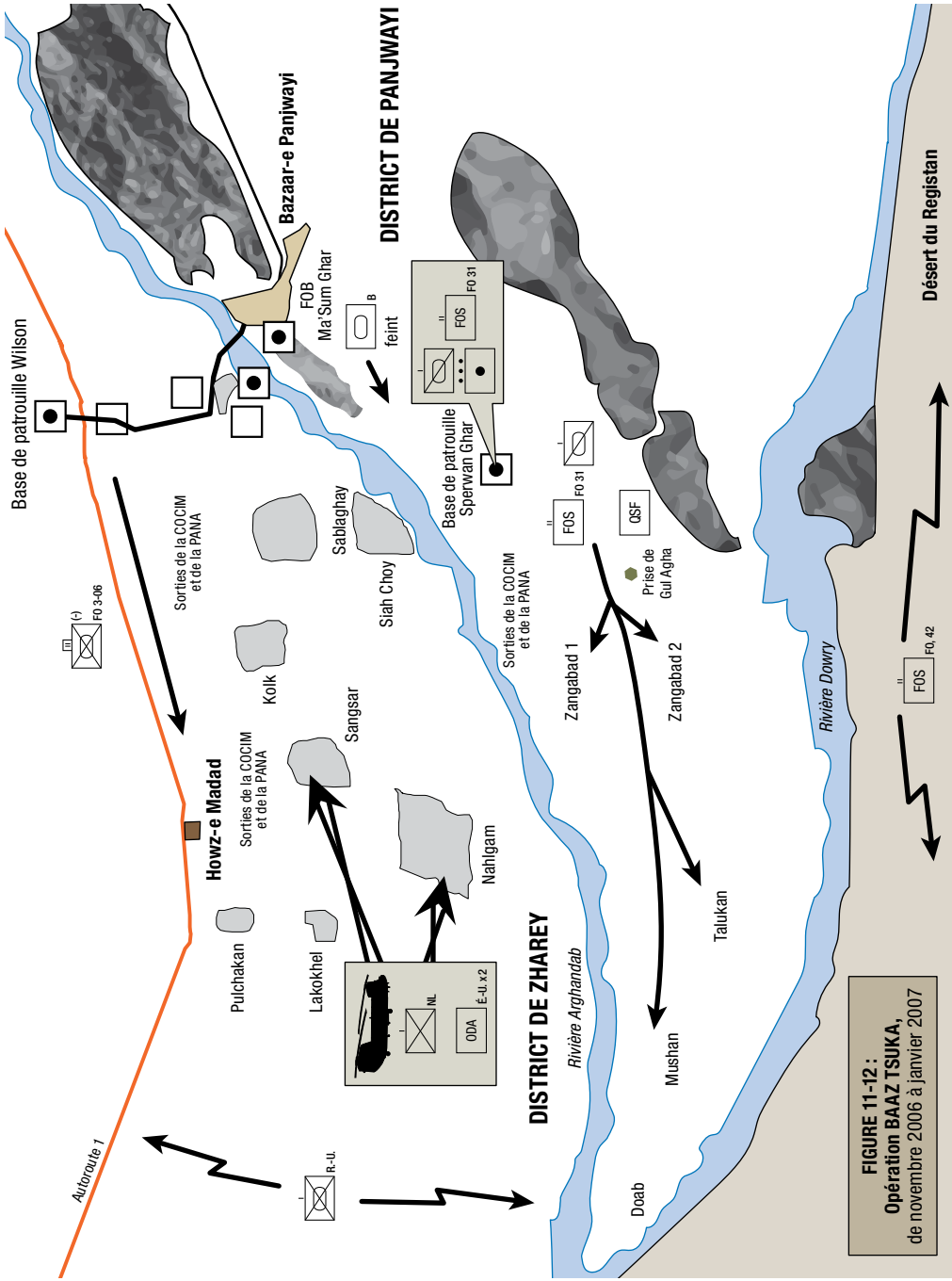


FIGURE 11-12 :
Opération BAAZ TSUKA,
de novembre 2006 à janvier 2007

Figure 11-12 : Opération BAAZ TSUKA, de novembre 2006 à janvier 2007

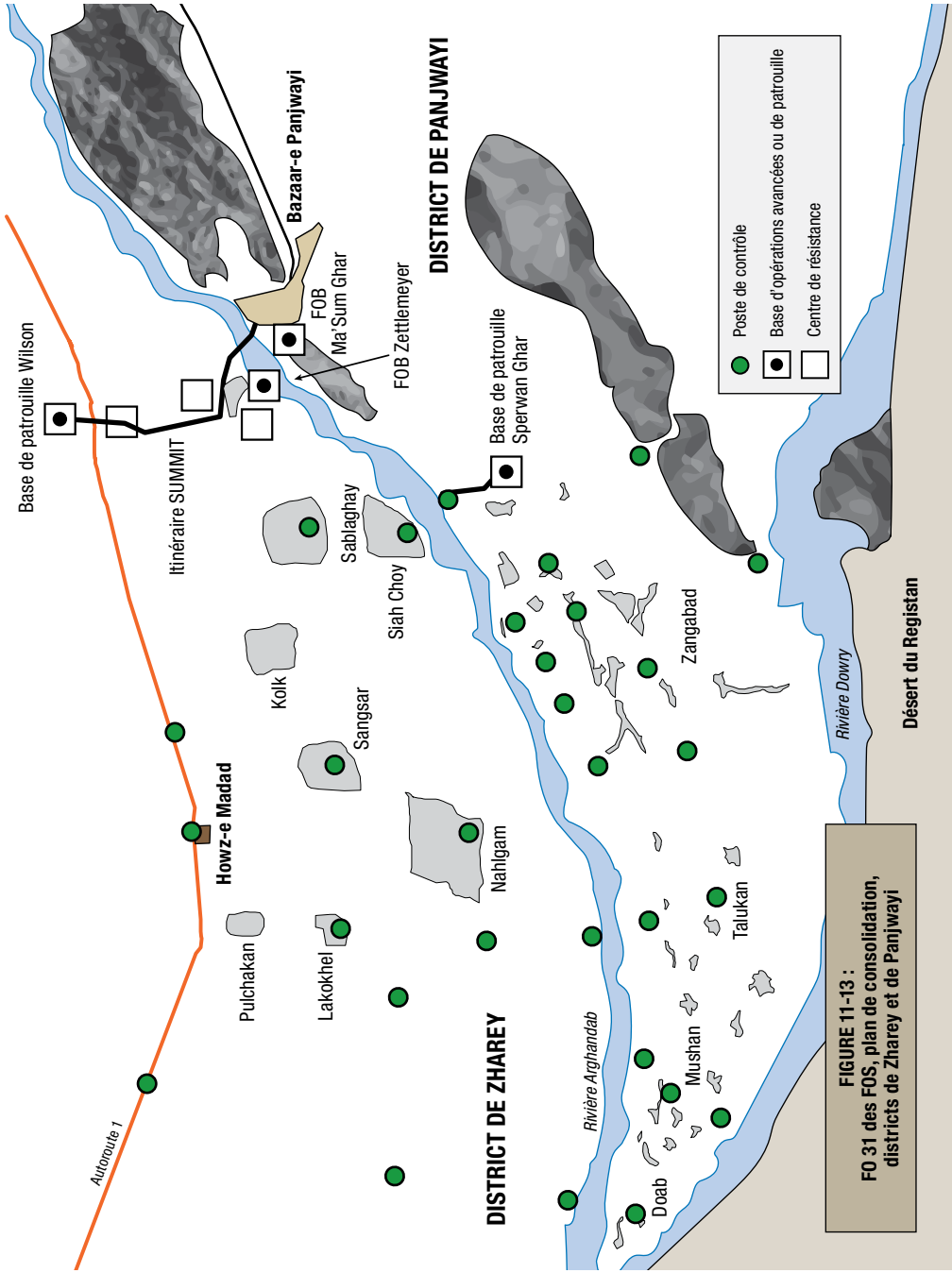


Figure 11-13 : FO 31 des FOS, plan de consolidation, districts de Zharey et de Panjwayi

Le Commandement régional (Sud) a évalué que l'ennemi comptait de 400 à 600 combattants déployés dans un périmètre en arc constitué de Sangsar, de Siah Choy, de Zangabad Ghar et de Zangabad, avec un nœud de commandement à Nahlgam et un nœud logistique à Band-e Timor. Un système d'avertissement rapide est situé à l'avant de cet arc[214].

La FO 3-06 mettait presque seulement l'accent sur la ville du bazar de How-e Madad sur l'autoroute 1. Comme Abdul Khaliq, une personnalité talibane dans le district de Zharey, résidait dans cette ville, le dégagement et l'occupation faciliteraient la sécurité sur l'autoroute 1 et représenteraient une menace à Sangsar, qui abrite l'une des présumées résidences familiales du mollah Omar (l'autre était à Deh Rawod dans la province d'Oruzgan) et sa bande extrémiste « pro-talibane ». Les chars d'assaut feraient une feinte en partant de Ma'Sum Ghar et descenderaient la route Fosters en direction de Zangabad Ghar, pendant que le reste du groupement tactique, l'Armée nationale afghane et la PANA installeraient un périmètre de sécurité autour de Howz-e Madad. L'Armée nationale afghane et la PANA se livreraient à des opérations de bouclage et de fouille, feraient venir les équipes de COCIM du Lcol Hetherington et de l'aide de l'ERP, laisseraient la présence policière derrière. Dans le cadre des opérations à la phase 3, la FO 3-06 doterait en personnel les FOS et les centres de résistance de l'tinéraire Summit. Six « périmètres » seraient établis entre l'itinéraire Summit et l'« arc » des villes occupées par l'ennemi. Une compagnie et une compagnie afghane qui travaillent avec l'ERP se rendraient dans ces périmètres et, si les ressources de police et de l'armée étaient suffisantes, elles les dégageraient et les sécuriseraient[215].

Tandis que les planificateurs travaillaient à l'élaboration de l'Op BAAZ TSUKA, l'ennemi a relevé des points vulnérables dans les dispositions de la coalition et s'est mis au travail. L'ennemi a correctement relevé que la route Fosters était la route principale de service de la FO 3-06 et de la FO 31, et trois attaques avec EEI ont été perpétrées à l'encontre de patrouilles logistiques de combat du 4 au 6 décembre. Quatre Canadiens ont été blessés lors d'une de ces attaques[216].

Des améliorations ont été apportées au plan. La FO 42, une force opérationnelle des FOS britanniques, était maintenant responsable d'interdire la frontière entre Panjwayi et le désert du Registan. Les États-Unis se sont engagés à utiliser de façon continue la FO 31. Dans ce cas-ci, quatre ODA, chacun avec une compagnie d'infanterie afghane, menaient des opérations à partir de Sperwan Ghar à l'ouest de la Corne de Pankwayi et ont saisi le territoire[217].

La manœuvre de l'Op BAAZ TSUKA s'est déroulée comme prévu. Toutes les actions prévues dans le plan se sont produites : une compagnie britannique s'est déplacée vers le secteur frontalier des districts de Maywand et de Zharey. Les chars d'assaut ont simulé un mouvement, puis se sont dirigés, avec la force canado-afghane, vers Howz-e Madad et ont sécurisé le territoire. La FO 31 a agi rapidement et a saisi Mushan, Talukan 1, Zangabad-2 et Zangabad-1, avec un ODA et une compagnie d'infanterie afghane. La ville de Zangabad

Ghar a été saisie à l'aide d'un ODA. L'escadron ISTAR a appuyé ces opérations avec des tireurs d'élite et des véhicules Coyote. La compagnie aéromobile néerlandaise et deux ODA de la FO 31 ont attaqué Nahlgam et Sangsar. La FO 3-06 est retournée aux centres de résistance sur l'itinéraire SUMMIT et a préparé des opérations dans les périmètres à l'ouest pour les déminer.

Durant ces manœuvres, il y avait toutefois très peu de contacts. Environ 38 insurgés ont été ciblés en l'espace de trois jours. Fait intéressant et utile, trois dirigeants talibans ont été éliminés : Haji Mullah Sahib, Gul Agha et mollah Sher Jan. Les sous-unités de l'escadron ISTAR et les opérateurs de la FO 31 ont observé l'arrivée de la « Force de sécurité de Qandahar » et des mentors d'autres organismes gouvernementaux (AOG) sur le champ de bataille dans des hélicoptères Mi-17 et des véhicules utilitaires sports non blindés à Zangabad peu de temps avant que la FO 31 et l'escadron ISTAR se soient mis en route vers l'ouest[218]. Gul Agha était un important « bailleur de fonds » pour les talibans, une grande source de financement. Une analyse a laissé entendre que lorsque ces trois dirigeants ont été éliminés, les insurgés à Zharey et à Panjwayi ont caché leurs armes et sont rentrés chez eux[219].

L'Op BAAZ TSUKA était un effort de coalition pour tuer moins de 40 ennemis. L'issue de l'opération a été déterminante d'une autre façon. La FO Kandahar, et le Commandement régional (Sud) d'ailleurs, avaient désormais une série de lieux défendus dans un périmètre en forme d'arc allant de Howz-e Madad à la Base de patrouille Wilson, descendant aux centres de résistance de l'itinéraire SUMMIT, jusqu'à Ma'Sum Ghar, Sperwan Ghar, Zangabad, Talukan et Mushan. Que faire ensuite? Selon le plan, les aînés locaux, motivés par l'entremise d'engagements avec des dirigeants clés et appuyés par de l'aide humanitaire, devaient former des hommes dans leurs communautés afin qu'ils deviennent des policiers de la PANA. Toutefois, seulement le secteur ouest de Zharey était peuplé et, dans les petites régions contrôlées par le gouvernement, personne ne joignait les rangs de la PANA. De plus, il n'y avait pas suffisamment d'agents dans la Police nationale afghane pour gérer tous ces endroits. Selon l'un de ses commandants de compagnie, le Lcol Lavoie « était au téléphone tous les soirs avec le G3/5 et le chef des opérations pour essayer d'obtenir une présence policière quelconque dans la région[220] » [Traduction]. En ce qui concerne l'est de Zharey, la réinstallation n'était pas substantielle, si bien que les effets que le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar voulaient obtenir de la reconstruction et de la sécurité ne pouvaient pas être générés.

L'évaluation de la situation réalisée par le COMFEC en décembre 2006 faisait état que « le groupement tactique du 1 RCR a été forcé d'adopter une position défensive avec une structure de force qui restreignait les opérations à d'autres parties de la zone d'opérations » [Traduction]. C'était un résultat direct de l'Armée nationale afghane « qui ne réalisait que de modestes progrès » et de la police nationale afghane « abandonnant son rôle de soutien

sur l'itinéraire Summit[221] » [Traduction]. Le Canada et ses partenaires étaient maintenant en place dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Peu de travaux de reconstruction, voire aucun, étaient réalisés dans presque tous les districts de Kandahar, encore moins dans les districts qui étaient censés faire partie de la ZDA.

Au début de décembre 2006, l'Escadron B était établi à la FOB Ma'Sum Ghar qui était maintenant en pleine croissance. La « MSG », comme on l'a communément appelée, a construit des installations autour de l'enceinte existante sur le terrain plat. Le 23e Escadron de campagne a procédé à des travaux de démolition à l'aide d'un bouteur partout au Ghar et a construit des bunkers pour l'Armée nationale afghane dans les éléments en hauteur. L'artillerie est arrivée par avion dans un système de contre-bombardement HALO et ses antennes se sont mêlées aux multiples systèmes de communications déjà installés. L'ESN a fait intervenir un détachement, puis il y a eu « maintenance Tango », le corps du Génie électrique et mécanique responsable des chars Leopard et des EBG Badger. La MSG était en train de devenir en quelque sorte un cuirassé stationnaire, au milieu des districts de Zharey et de Panjwayi, avec des tours et des tourelles pointant dans toutes les directions. La FOB a attiré son lot d'attention ennemie, cette fois-ci des roquettes de 107 mm semblables à celles larguées sur KAF, en plus de tirs de mortiers et d'armes légères.

L'Escadron B avait trois troupes de chars Leopard C-2 armés de canons de 105 mm. Les Leopard étaient également munis d'équipement de combat nocturne. Dans les positions d'intervention, ils pouvaient tirer sur n'importe quelle cible à une distance de deux kilomètres. À partir du 3 décembre, une équipe dotée de roquettes de 107 mm a été la cible d'une attaque et a été détruite par l'un des chars d'assaut. La trajectoire en ligne droite des pièces explosives de 105 mm anti-char était extrêmement précise. Une semaine plus tard, un mortier de 82 mm a été largué sur la MSG, accompagné de tirs de 105 mm. Les soldats des blindés du Maj Cadieu, travaillant en collaboration avec leurs collègues de la reco et de l'artillerie, ont élaboré des tactiques dans le cadre desquelles des tirs directs élimineraient la cible, et l'artillerie était appelée pour intercepter et détruire les combattants ennemis qui s'étaient dispersés et avaient survécu au premier tir. Les insurgés locaux ont commencé à être sur leurs gardes lorsqu'ils circulaient aux alentours de la MSG[222].

Les objectifs de l'ennemi ont changé, et les forces ennemies s'en sont prises à nouveau aux centres de résistance de l'itinéraire Summit. Du 7 au 11 décembre, les insurgés ont orchestré trois attaques distinctes. Dans ces trois attaques, l'Escadron B avait soit une troupe présente à un centre de résistance, soit une troupe en position d'intervention pour fournir du soutien à la Compagnie B. Un peloton d'insurgés a attaqué les centres de résistance Nord et Centre : un tir de 105 mm a tué 12 combattants ennemis. Une salve de GPF a été larguée sur le centre de résistance Ouest le 9 décembre. Deux combattants ennemis armés de GPF ont été tués. Dans une attaque contre un poste de contrôle de l'Armée nationale afghane sur l'itinéraire Summit, une autre équipe antichar ennemie a été déployée[223] (voir la figure 11-14).

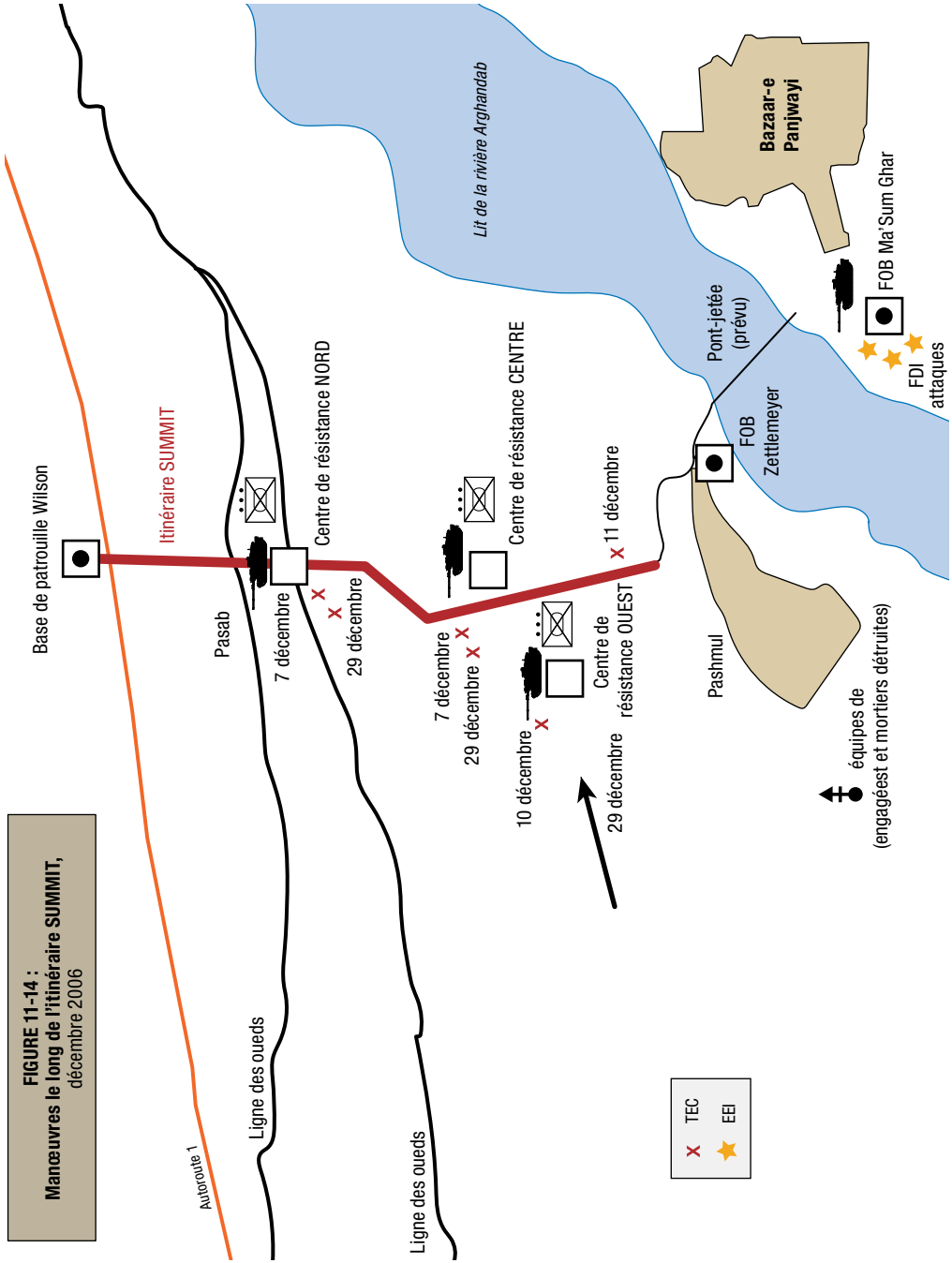


Figure 11-14 : Op dans les districts de Zharey et de Panjwayi, décembre 2006

Cependant, le déploiement n'a pas freiné l'insurrection. En changeant de tactiques, l'ennemi a orchestré une importante attaque sur le centre de résistance Ouest la nuit du 29 décembre. Le centre de résistance Ouest dominait la région de Pashmul, et plus particulièrement le cimetière que les insurgés utilisaient comme point de ralliement en juillet 2006. La Compagnie B effectuait régulièrement des patrouilles de dégagement à partir des centres de résistance et a rencontré quelques personnes de retour dans la région, parmi lesquelles la Compagnie B était certaine qu'il y avait une proportion élevée d'insurgés. Ce soir-là, un équipage de VBL III dans une position d'intervention a aperçu un groupe d'hommes en train de déballer un gros objet dans un immeuble adjacent au centre de résistance. En raison des règles d'engagement restrictives, la Compagnie B ne pouvait pas tirer sur eux avant que l'objet lance un obus anti-char explosif de 82 mm en caisse défilée. Les VBL III et trois mitrailleuses ont fait feu du côté canadien. Le Maj Abthorpe a détecté 20 insurgés se déplaçant dans un champ de raisins adjacent, en train de préparer une attaque. Une arme anti-char ennemie a détruit la tourelle du VBL III, le rendant hors service, mais les membres d'équipage n'ont pas été tués[224].

Plus loin sur la route, tous les autres centres de résistance ont été la cible de tirs d'armes légères simultanés et concentrés. De retour au centre de résistance Ouest, les VBL III ont fait feu sur la force d'assaut ennemie pendant que le peloton au centre de résistance lançait des tirs d'artillerie de la Batterie E, mais une mauvaise manœuvre a fait que l'obus a atterri juste à côté du centre de résistance – et, par pure coïncidence, directement sur les combattants ennemis qui l'avaient atteint. L'officier observateur avancé a riposté en lançant des tirs en direction ouest, afin de repousser l'ennemi. Les tirs ont cessé et le Maj Abthorpe s'est préparé à mettre fin aux TEC. Le Maj Jay Harvey a pris la radio et lui a dit qu'ils surveillaient l'action à partir d'un MQ-1 Predator et d'un TUAV. Au Centre des opérations tactiques du groupement tactique, ils pouvaient voir 20 insurgés qui avaient survécu à l'artillerie, mais ils pouvaient également voir deux groupes de combattants qui se regroupaient derrière le cimetière, chacun d'environ 65 à 80 combattants. Le peloton et le quartier général de la Compagnie B commençaient à manquer de munitions. Les obus de 155 mmm continuaient d'être largués tandis que le Lcol Lavoie a ordonné à l'Escadron B du Maj Cadieu d'entrer en action. Deux troupes de Leopard C-2 de Ma'Sum Ghar sont arrivées et ont déployé un « mur d'acier » autour du centre de résistance Ouest, tuant environ neuf insurgés[225].

Après la bataille du centre de résistance Ouest, l'ennemi a eu à nouveau recours aux EEI et aux embuscades avec armes légères sur l'itinéraire Summit. La FO 3-06 a orchestré quatre opérations de perturbation de la taille d'une équipe de combat au début de janvier 2007. Combinant l'escadron de chars Leopard et une compagnie d'infanterie (parfois canadienne, parfois afghane avec une ELMO canadienne) et des éléments blindés du Génie canadien, la FO 3-06 a sécurisé Howz-e Madad, a procédé à des opérations de dégagement à l'ouest

de l'itinéraire SUMMIT, a fait une descente sur Siah Choy et a sécurisé un emplacement pour une équipe britannique d'exploitation de sites sensibles. Ces opérations ont adopté une approche semblable. Les chars à charrue de déminage étaient utilisés dans les terrains découverts, tandis que les EBG Badger et les chars à lame étaient utilisés dans les terrains découverts pour réduire l'utilisation d'EEI par l'ennemi. Les chars à lame se sont disposés en arête de poisson pour l'infanterie dans les VBL III derrière les véhicules de dégagement pendant que l'opération pour créer une brèche était en cours. L'infanterie a dégagé les lieux suspects. Une fois que les chars d'assaut avaient surveillé la zone cible, l'infanterie et les sapeurs ont dégagé l'objectif. Ensuite, l'équipe de combat s'est retirée en empruntant une autre route[226]. La COCIM a été appelée en renfort pour gérer les réclamations pour dommages, ce qui nécessitait une certaine forme de gouvernance dans le district de Zharey.

Des considérations pratiques de l'ERP et la ZDA

Les efforts déployés par le gouvernement de l'Afghanistan pour mettre en branle le Programme national de solidarité (PRONASOL) dans la province de Kandahar ont été éclipsés par les autres opérations menées dans les districts de Zharey et de Panjwayi. L'ACDI s'est avérée utile, car son personnel était en mesure de surveiller, de façon indépendante, l'efficacité avec laquelle les conseils de développement communautaire (CDC) et les assemblées de développement des districts (ADD) prenaient forme par l'entremise de leurs relations avec l'ONU-Habitat, le partenaire pour la mise en œuvre du PRONASOL. En effet, l'ERP a commencé à utiliser le nombre de CDC et d'ADD dans la province, et plus particulièrement, dans des zones contestées pour mesurer le succès durant cette période.

Le PRONASOL était actif dans 7 des 17 districts de Kandahar en novembre 2006. Le nombre de CDC et de projets approuvés dans chaque district servait de guide (extrêmement) approximatif pour mesurer le progrès. Dand, par exemple, avait 133 CDC élus avec 325 projets approuvés. Panjwayi, pour sa part, avait 27 CDC et 15 projets approuvés. Les projets, dans ce cas-ci, étaient des canaux d'irrigation et des dérivations de barrage, des travaux de drainage, des ponceaux routiers, des sources d'alimentation électrique, la distribution de machines à coudre, des puits, des pompes et des réservoirs. Pratiquement aucun des projets n'était sur le point d'être terminé en raison du manque de fonds versés par des ADD non existantes et d'un Comité de développement provincial moribond. La situation a entraîné de plus en plus de problèmes de crédibilité auprès de la population locale. Les districts appuyés par le PRONASOL étaient notamment Maywand, Panjwayi, Zharey, Arghandab, Dand, Daman et Shiga – essentiellement la ZDA et le long de l'autoroute 1, d'importance cruciale. Les autres districts étaient essentiellement laissés à eux-mêmes[227].

Le principal exemple de réussite de l'ERP dans la deuxième moitié de 2006 était l'établissement de relations avec le gouvernement, ce qui a facilité le retour de la population dans des parties des districts de Zharey et de Panjwayi. Avec l'arrivée d'une compagnie consolidée de protection des forces formée des bataillons du Royal 22e Régiment en décembre, l'ERP a été en mesure de réorganiser ses détachements COCIM puisqu'ils ne dépendaient plus du groupement tactique à des fins de protection et de sécurité. Le Royal 22e Régiment était accompagné de deux pelotons de VBL III et d'une multitude de RG-31. Cela a augmenté considérablement la mobilité et a facilité grandement les opérations de l'ERP. Cela a également aidé les autres ministères à assouplir leurs restrictions de sécurité contraignantes, ce qui a facilité leurs activités. Même Corrections Canada a envoyé deux personnes pour évaluer le système d'incarcération afghan. Cela a également libéré les troupes du groupement tactique qui pouvaient accomplir d'autres tâches. Gavin Buchan du MAECI a calculé que l'arrivée de la compagnie de protection des forces a fait augmenter le taux de « sorties » de l'ERP, le faisant passer de deux éléments de tâche par jour à huit et neuf éléments de tâche par jour. L'augmentation radicale du « volume de contacts » avec des détenteurs de pouvoir de Kandahar a aidé à restaurer l'influence du gouvernement canadien afin de rétablir les niveaux à ce qu'ils étaient avant l'assassinat de Berry d'ici janvier 2007[228].

Le rôle de l'ERP dans l'Op BAAZ TSUKA a été facilité par les nouvelles capacités. Les détachements COCIM ont été en mesure de fournir de l'« aide matérielle » (expression politiquement correcte dans le jargon militaire pour désigner de l'« aide humanitaire » et qui traduisait les demandes de plus en plus pressantes de la communauté des organisations non gouvernementales pour ce qui est de respecter l'« espace humanitaire »), sous la forme de « bombes COCIM ». Il s'agissait de conteneurs maritimes renfermant des cargaisons d'outils, de denrées alimentaires et d'autres articles qui pourraient être livrés par les « camions à clochettes » en sous-traitance ou par l'ESN à une région qui est en train d'être repeuplée. Un autre concept connexe était celui où des conteneurs maritimes modifiés et équipés ont servi de postes de contrôle policiers mobiles et déployables.

L'ERP a pu mettre l'accent sur les personnes qui sont retournées dans la région tout au long du mois de janvier 2007. Une séance de photos avec le gouverneur dirigeant quelques centaines de personnes revenant à Sperwan a été coordonnée avec la réouverture de l'école Sperwan, la prestation d'« aide matérielle » et la tenue d'une grande choura avec les aînés locaux : des visites médicales dans les villages ont également été prévues dans le cadre des événements. Une autre s'est déroulée le 10 janvier à Zangabad, avec 200 familles. Vers la fin du mois, 161 personnes sont retournées à Pasab dans le district de Zharey et 100 personnes sont retournées à Musa Khan. Cependant, le secteur est du district de Zharey est encore non peuplé[229].

Photo : MDN IS2006-0388

Le commandant de l'ERP, le Lcol Simon Hetherington, accompagné par le Maj Harjit Sajjan et une représentante de l'USAID, Ashley Abbott, travaille avec la choura du district de Panjwayi pour réduire les effets des opérations militaires dans la région.

Un autre endroit négligé était la ville de Kandahar, située au cœur de la ZDA. Lorsque le Mgén Van Loon a pris le relais en novembre, il a ordonné qu'un plan de contingence d'abord appelé BAAZ et qui est devenu plus tard l'Op BAAZ SATYR, soit élaboré pour « détourner l'attention de l'Op MEDUSA [zone d'opérations] et porter plutôt l'attention à ce qui a toujours été notre centre de gravité, la population de la ZDA de Kandahar. Ce que je cherchais à faire, c'était de m'assurer que les auditoires locaux et internationaux prennent conscience de l'amélioration de la situation [dans la ville de Kandahar] […][230] » [Traduction]. L'Op BAAZ était complètement axée sur la ville. Des FOS étaient déployées dans les secteurs « rouges », tandis que l'ERP, avec sa compagnie de protection de la force entrante, renforcée par les opérations psychologiques néerlandaises, mènerait des patrouilles conjointement avec la police. L'objectif du plan de contingence BAAZ était de donner un faux sentiment de sécurité pour que la ZDA puisse être officiellement établie et qu'une victoire soit déclarée. L'ERP, cependant, n'était pas enthousiaste. Elle n'était pas convaincue que suffisamment d'habitants de la ville étaient pro-gouvernement pour tenter ce coup des opérations d'information croyait que la police afghane devrait être soutenue par une approche de deuxième ligne, une approche qui véhiculerait le meilleur message selon lequel les Afghans étaient en charge. Quoi qu'il en soit, l'ERP n'était pas organisée pour commander des patrouilles débarquées dans la ville[231].

Van Loon voulait déployer une compagnie néerlandaise dans la ville comme solution de rechange. Cependant, les planificateurs canadiens ont appris que la MANUA, qui a affirmé qu'il y avait plus de contrôle ennemi sur la ville que ce que les évaluations canadiennes prétendaient, a influencé Van Loon dans sa décision. Lorsque la nouvelle s'est répandue, la communauté des organisations non gouvernementales, les Nations Unies à Kandahar et le gouverneur adjoint se sont violemment opposés à l'idée. À leur avis, il était préférable d'éliminer les terroristes en faisant appel aux forces policières et aux FOS plutôt que de se livrer à de lourds combats urbains, ce qui attirerait probablement de plus en plus de combattants ennemis et causerait de graves dommages à la ville et à ses habitants[232].

Avec toutes les manœuvres à l'ouest de la ville, les gens ont oublié qu'il y avait un problème dans la ville en soi. Les planificateurs canadiens ont remarqué que les membres du renseignement du Commandement régional (Sud) continuaient de copier-coller à répétition les mêmes données généralisées dans leurs séances d'information. Lorsque le CRTS a réalisé sa propre analyse, il a confirmé que l'ennemi avait élargi sa présence dans le « cône » au nord de la ville, le district de Loy Wala. Les mollahs étaient de plus en plus véhéments dans leur position contre la FIAS et le gouvernement, et cette influence a contaminé les districts de l'est de la ville. Loy Wala semblait être de plus en plus une zone « à éviter », a facilité des attaques par EEI sur l'autoroute 1 à l'ouest de la ville, mais plus important encore, a appuyé des attaques perpétrées sur l'autoroute 4 à KAF et sur l'autoroute 1 à l'est de la province de Zabul.

L'analyse de la FOI-A a donné lieu à deux projets. Il y a eu premièrement l'idée d'une voie de contournement au sud de la ville de Kandahar, qui permettrait aux forces de la FIAS à KAF de déployer ses troupes à l'ouest sans devoir traverser la ville. Il y a eu deuxièmement l'Op PORTCULLIS. Il y avait quatre postes de contrôle existants dans la ville, essentiellement les points cardinaux. L'Op PORTCULLIS a proposé 12 postes de contrôle avec des policiers couvrant toutes les principales entrées et a été déployée de façon approfondie, plus particulièrement sur les approches à l'est, qui avaient des problèmes avec les EEI.

Pour diverses raisons, l'idée de la voie de contournement prenait du temps à élaborer et serait très problématique. Ce n'est qu'en 2011 qu'un semblant de voie de contournement a été achevé. L'Op PORTCULLIS était une idée attrayante. L'ERP a joué un rôle de premier plan dans sa conception, principalement parce qu'elle faisait grandement appel aux connaissances spécialisées des Canadiens en matière de maintien de l'ordre. Pour compenser les lacunes des Allemands dans le secteur du renforcement des capacités de la police, le Canada a été en mesure de déployer trois conseillers de la police locale supplémentaires à l'ERP, ce qui a porté leur nombre à cinq. Leurs relations avec la Police nationale afghane, en plus des relations établies avec le gouvernement par le Lcol Hetherington et son personnel étaient

des éléments clés qui ont permis de façonner le plan[233]. Il ne faut pas oublier que l'ERP a fait des tentatives qui remontent à 2005 pour évaluer l'état des dispositions et des capacités de la Police nationale afghane.

L'idée sous-jacente à l'Op PORTCULLIS était le concept des postes de contrôle policiers mobiles et déployables, qui a été mentionné précédemment. Des postes de contrôle des véhicules temporaires composés de parois du bastion HESCO et de conteneurs maritimes pourraient facilement être installés jusqu'à ce que des sous-stations policières plus permanentes soient construites. La présence accrue dans les lieux prévus pour l'Op PORTCULLIS était jugée comme étant critique, et plus particulièrement sur l'autoroute 4, qui devait avoir quatre postes de contrôle[234]. Comme d'habitude, le problème était le manque de personnel dans la Police nationale afghane. Comme l'accent était dorénavant mis sur la PANA, la pseudo-milice, il y avait une concurrence pour obtenir des ressources aux centres d'entraînement des régions.

La situation du maintien de l'ordre dans les zones d'intérêt canadiennes à l'extérieur de la ville continuait d'être problématique. L'ERP de la COCIM, par exemple, a relevé de multiples organisations policières non coordonnées distinctes dans le district de Zharey. La Police national afghane, contrôlée par le Col Akka, avait quatre postes de contrôle près de Howz-e Madad, deux à Senjaray, un dans le centre du district de Zharey, deux camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays au nord de l'autoroute et un autre à Maku, le long de l'autoroute 1. Il y avait une « patrouille routière » à partir de Pasab, qui longe aussi l'autoroute 1. Un autre groupe de la Police nationale afghane qui menait des opérations à partir de la FOB Zettelmeyer le long de l'itinéraire Summit faisait rapport à Haji Agha Lalai Dastagiri. Habibullah Jan avait son propre corps de police à Senjaray. Ils avaient leurs propres postes de contrôle en plus des postes de contrôle de la Police nationale afghane sur l'autoroute 1. Un autre groupe de la Police nationale afghane, payé par le gouverneur, assurait la sécurité du camp de personnes déplacées à l'intérieur du pays, à Panjwayi. L'unité 005 de la police de réserve et ses anciens membres étaient en opération là où ils voulaient[235].

Le général Asmatullah Alizai, le chef de police de la province de Kandahar, était censé avoir autorité sur Akka et, en théorie, sur toutes ces forces. En réalité, le gouvernement a rassemblé Akka et ses hommes dans la province de Zabul et les a déployés dans le district de Zharey. Akka était hostile à l'égard d'Habibullah Jan et de son « corps de police » à Senjaray. La situation a généré certaines tensions, que les talibans ont exploitées, et la police a eu du mal à prendre le contrôle dans les districts de Zharey et de Panjwayi[236].

Tandis que l'ERP commençait les travaux préparatoires administratifs pour l'Op PORTCULLIS, le problème consistait à savoir comment gérer les réseaux d'insurgés dans la ville sans transformer la ville de Kandahar en 2007 en ce qu'était devenue la ville de

Mogadiscio aux alentours de 1993. Selon les données du renseignement, les commandants ennemis clés des batailles dans le cadre de l'Op MEDUSA auraient exfiltré la région et se cacheraient à Loy Wala. La FOI-A n'a pas traité entièrement la situation, probablement en raison de la priorité accordée à l'action qui était menée à l'ouest de la ville pendant que le quartier général continuait de mener le combat. C'était en grande partie la responsabilité des FOS.

Au début de janvier 2007, la FOI-A a établi une perspective plus détaillée sur l'Op SATYR PYRRHA. Les planificateurs estimaient que cette opération chevauchait la phase 3 de l'Op BAAZ TSUKA. Le QG de la FIAS avait l'intention d'accomplir deux choses : établir les ZDA et garder l'autoroute 1 ouverte en améliorant la sécurité. La FIAS a décidé, contrairement à l'approche de Van Loon, que la sécurité l'emporterait sur le développement parce que la sécurité « établit les conditions pour la reconstruction et le développement à long terme » [Traduction], et non l'inverse. La FO Kandahar visait à « isoler et neutraliser les éléments perturbateurs pour assurer la sécurité et permettre la reconstruction et le développement » [Traduction]. Il y avait des pages et des pages de tâches, mais parmi ces tâches, il y avait la nécessité d'élaborer un plan pour contrôler les déplacements dans la ville de Kandahar dans le cadre de la sécurité de l'autoroute 1, qui était en synergie avec la sécurité des ZDA[237].

Conclusions

L'Op MEDUSA, comme il fallait s'y attendre, a occupé une place centrale à l'automne 2006. C'était l'une des plus grandes opérations canadiennes. L'exécution était de toute évidence de nature cinétique et représentait ce à quoi une bataille devait ressembler, selon les médias et les autres observateurs. C'était également une bataille cruciale dans le cadre de la perspective stratégique du Canada. Si l'Op MEDUSA avait échoué, le gouvernement canadien serait probablement tombé au combat, ce qui aurait eu des effets importants sur la présence du Canada en Afghanistan. La possibilité d'une réaction en chaîne sur un certain nombre de membres déjà nerveux de l'OTAN était bien réelle. Lorsque le Lgén Gauthier a eu une rencontre individuelle avec le Lgén Richards à Kaboul, on lui a dit que si l'opération échouait, l'OTAN échouerait[238].

L'Op MEDUSA détournait cependant l'attention et des ressources des efforts de reconstruction et de développement depuis un certain temps. Cela a également forcé les commandants canadiens à consacrer la majorité de leurs ressources à une partie d'un seul district, celui de Zharey, tout en participant à l'économie d'effort dans les districts de Panjwayi et de Shah Wali Kot. Très peu a été accompli dans la ZDA désignée. Ce n'est que grâce au déploiement de plus de forces dans la rotation que la mobilité a été rétablie à l'ERP pour qu'elle puisse sortir et effectuer son travail.

La nature de la menace ennemie pour la ville de Kandahar, cependant, exigeait une opération « cinétique » claire et sans équivoque à cet endroit et à ce moment-là. Lorsque la FO Orion a cerné le problème des insurgés et a gagné du temps avec la bataille du 3 août contre le mollah Naqib et le district d'Arghandab, la FO 3-06 a insisté sur le fait que le Canada était disposé à combattre et à payer de son sang pour protéger la ville et ses habitants. Indirectement, l'Op MEDUSA a gardé l'autoroute 1 ouverte pour que les renforts britanniques en direction d'Helmand puissent continuer à être déployés et à soutenir leurs efforts menacés dans cette province.

Il y avait toutefois des effets non voulus liés à l'Op MEDUSA, certains étaient négatifs et d'autres, positifs. Premièrement, certains, au sein des Forces terrestres des États-Unis critiquaient la conduite de l'Op MEDUSA qu'ils nommaient « CANACONDA », dans le dos des Canadiens, et ce, de façon injuste et avec dérision. Lorsque les Canadiens l'ont su, ils se sont froissés, surtout le chef d'état-major de la Défense (CEMD). Il y avait d'autres expressions malsaines de nationalisme de bas étage sous forme écrite provenaient de sources des États-Unis et du Canada. La nature de la bataille, dont certains éléments avaient tendance à être conventionnels avec un appui-feu important, a créé une concurrence non officielle parmi certains des officiers canadiens qui ont essayé de comparer leurs dernières opérations à la « prétendue » norme de l'Op MEDUSA. On aurait aussi bien pu comparer des pommes à des oranges. Dans certains briefings qui ont eu lieu après l'Op MEDUSA, on abusait de l'expression « depuis la Corée », ce qui, peut-être, a intensifié les attentes de certains concernant les combats en Afghanistan.

La quête inévitable du Saint-Graal d'une « bataille décisive » et d'une « victoire » par les amateurs, les médias et les politiciens ont trouvé un terrain fertile dans des opérations comme MEDUSA. Lorsque l'ennemi continuait à se battre, il était facile pour les gens non instruits de qualifier l'Op MEDUSA d'opération ratée, et ce, malgré les réussites à l'arrière-scène dans la province de Kandahar et les alentours. L'OP MEDUSA a eu des effets psychologiques sur l'ennemi, même dans des endroits aussi lointains que le Commandement régional (Est) où il y a eu des effets considérables dans le théâtre. Lorsque la FOIM-76 s'est réarmée pour dégager les provinces dans le Commandement régional (Est) dans le cadre de l'Op MOUNTAIN FURY, les réseaux du renseignement des États-Unis ont appris que les commandants des insurgés dans les trois provinces observaient étroitement ce qui se passait à Kandahar. Comme un officier d'état-major canadien à Bagram l'a déclaré : « Tous les méchants ont vu toute la puissance de combat et ont dit 'Bordel!', ont lâché leurs armes, sont partis en direction des collines, puis rien n'est arrivé[239] » [Traduction].

Le Commandement régional (Sud) a conçu et mis sur pied l'Op BAAZ TSUKA qui a été, cependant, une opération ratée et a eu des conséquences à long terme pour le Canada à Kandahar. L'Op BAAZ TSUKA n'a pas pu étendre le contrôle de la coalition au

district de Zharey à l'ouest de l'itinéraire SUMMIT, alors que l'opération dispersait trop les forces de la coalition dans l'ouest du district de Panjwayi. Les capacités de gouvernance et de développement étaient tout simplement insuffisantes pour les soutenir, et il n'y avait certainement pas suffisamment de sécurité. Le principal enjeu était la présence policière insuffisante pour maintenir la sécurité après le départ des forces militaires. Lorsque le Commandement régional (Sud) était à la recherche du Saint-Graal à Helmand durant l'Op ACHILLES (voir le volume 2), le Canada, ou à tout le moins la FO 1-07 entrante, a dû écoper. Tout compte fait, cependant, les soldats de la FO 3-06 et leurs alliés ont repris le flambeau que leur a transmis la FO Orion et ont livré bataille à divers combattants insurgés, étrangers et nationaux, et ont connu beaucoup de succès dans ces conditions environnementales et politiques ardues.

NOTES

1. L'Op MEDUSA n'avait pas d'équivalent dans les autres commandements régionaux, où l'ennemi n'avait pas de la même capacité sur un terrain semblable, aux environs d'une ville, Kandahar, revêtant un caractère central. Les unités des États-Unis rattachées au Commandement régional (Est) n'ont jamais rencontré durant 2006 une résistance aussi forte de la part de l'ennemi que celle à laquelle se sont heurtées les troupes de la coalition dans la province de Kandahar.
2. Rencontres de l'ERP avec des dirigeants clés, « Meeting with Governor Asadullah Khalid re: Southern Security Situation », 17 août 2006.
3. Message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PAG Makes First Recommendations to President Karzai, 21 août 2006.
4. Séance d'information de la FOM Aegis à l'intention de l'auteur, 29 juin 2006. L'auteur a participé à des réunions de la FOM Aegis où des discussions ont eu lieu sur le concept des zones de développement.
5. Message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PAG Makes First Recommendations to President Karzai », 21 août 2006.
6. Le Commandement régional (Sud) a continué de se nommer la FOM Aegis jusqu'à l'automne 2006.
7. Entrevue avec le Lgén David Fraser, 28 avril 2014.
8. Entrevue avec le Lcol Shane Schreiber, Edmonton, 16 mai 2007.
9. « Meeting with Governor Asadullah Khalid re: Southern Security Situation », 17 août 2006.
10. Entrevue avec le Lcol Shane Schreiber, Edmonton, 16 mai 2007; entrevue avec le Col Brad Booth, Carlisle, 27 août 2008.
11. Entrevue avec le Lgén Fraser.
12. Entrevue avec le Mgén Ben Freakley.
13. Courriel du Lcol Shane Schreiber à une liste de distribution, « Warning Order-Clear Within Sector Highway 1 », 9 août 2006.
14. Entrevue avec le Col Brad Booth, Carlisle, 27 août 2008.

15. Entrevue avec le Lcol Harjit Sajjan, Kandahar, 15 mars 2009. Voir aussi AAR CRTS, « Operation MEDUSA Intelligence Points », s.d. Voir aussi Bernd Horn, *No Lack of Courage: Operation Medusa, Afghanistan*, Toronto, Dundurn, 2010, p. 81.
16. Entrevue avec le Lcol Harjit Sajjan, Kandahar, 15 mars 2009.
17. Entrevue avec le Lcol Don Bolduc, Carlisle, août 2008.
18. Entrevue avec le Lgén Fraser.
19. Entrevue avec le Lgén Fraser.
20. Entrevue avec le Col Simon Hetherington, Kandahar, 12 août 2010.
21. Entrevue avec le Lgén Fraser.
22. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
23. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
24. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
25. D'après la description détaillée dans John Conrad, *Ce que dit le tonnerre : réflexions d'un officier canadien à Kandahar*, Kingston (Ontario), Presses de l'Académie canadienne de la défense, 2009.
26. Entrevue avec le Lcol Mark Gasparotto, Kingston, 22 mai 2008.
27. Entrevue avec le Lcol Lavoie; Conrad, *Ce que dit le tonnerre*, p. 139-143.
28. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
29. Le contenu de cette section est tiré de l'entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Wright, le 4 octobre 2011, et de la deuxième entrevue avec lui, le 7 mai 2013, à la BFC Shilo. Je tiens aussi à remercier le Maj Duncan Redburn pour sa contribution.
30. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
31. Entrevues avec le Lcol Wright.
32. Entrevue avec l'Adjum Mike Jackson, BFC Shilo, 8 mai 2013.
33. Entrevue avec le Maj Mike Reekie, BFC Shilo, 8 mai 2013.
34. Les données historiques pour les opérations conventionnelles indiquent un ratio de trois blessés pour chaque mort, ratio qui est généralement employé pour la planification. Dans cette situation, il est impossible de déterminer le nombre exact.
35. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
36. Commandement régional (Sud), « CTF Aegis Warning Order », 19 août 2006.
37. FO 3-06, « Warning Order 001 to Op MEDUSA », 25 août 2006.
38. Un peloton assurait la sécurité de l'ERP.
39. Entrevue avec le LCol Geoff Abthorpe, Edmonton, 2011.
40. Entrevue avec le Maj Derek Prohar, Ottawa, 24 octobre 2012.
41. Rusty Bradley et Kevin Maurer, *Lions of Kandahar: The Story of a Fight Against All Odds*, New York, Bantam Books, 2011, ch. 7-9. Voir aussi la note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
42. Entrevue avec le Maj Lipcsey.

43. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
44. Commandement régional (Sud), « Change to FRAGO/Ops 0 », 29 août 2006.
45. FO 3-06, « Op MEDUSA 26 August-6 September 2006 », 29 août 2006; Commandement régional (Sud), « Change to FRAGO/Ops 0 », 27 août 2006.
46. Entrevue avec le Col Hetherington.
47. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne; Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
48. Bradley et Maurer, *Lions of Kandahar*, p. 133-136.
49. *Ibid*.
50. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
51. Gary M. Bowman, « Operation Medusa: Coalition Operations in Kandahar Province, Afghanistan September 2006 ».
52. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
53. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
54. Entrevue téléphonique avec le Maj Steve Macbeth, 16 janvier 2011; entrevue téléphonique avec le Maj Andrew Lussier, 5 octobre 2011).
55. Bradley et Maurer, *Lions of Kandahar*.
56. Lettre du Bgén Tim J. Grant au commandant du COMFEC, « Operation MEDUSA », s.d.
57. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.
58. Maj S.R. Rankin, OLLAT, « TIC-Operation MEDUSA Initial Assault on Pashmore [sic] 3 Sep 06 Incident Lessons Report (ILR) », 6 septembre 2006; entrevue avec l'Adj Gordon Cullen et le Cplc Seanan Houlihan, Ma'Sum Ghar, Afghanistan, 2 août 2010.
59. Entrevue avec le Lgén Fraser.
60. Entrevue avec le Lcol Gasparotto; entrevue avec le Lcol Lavoie; entrevue avec le Lgén Fraser.
61. Rankin, « TIC-Operation MEDUSA Initial Assault on Pashmore [sic] 3 Sep 06 Incident Lessons Report (ILR) ».
62. Adam Day, « Operation Medusa: The Battle for Panjwayi Part One », *Legion Magazine*, 1er septembre 2007.
63. Entrevue avec le Lcol Schreiber; entrevue avec le Maj Lipcsey; entrevue avec le Lcol Chris Adams; entrevue avec le Lgén Fraser.
64. Bernd Horn, *No Lack of Courage: Operation Medusa, Afghanistan*, Toronto, Dundurn Press, 2010; entrevue avec le Maj Lipcsey; entrevue avec le Lcol Lavoie.
65. Entrevue avec le Maj Lipcsey; entrevue avec le Lcol Lavoie.
66. Entrevue avec le Lcol Sajjan.
67. Bradley, *Lions of Kandahar*, p. 148.
68. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
69. Horn, *No lack of Courage*, p. 63-66; entrevue avec le Lcol Abthorpe; entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan. Les sources se contredisent quant à l'heure exacte à laquelle la Compagnie Charles a quitté Ma'Sum Ghar : 0600, 0620, 0630 et même 0730.
70. Entrevue avec le Lcol Lavoie.

71. Rankin, « TIC-Operation MEDUSA Initial Assault on Pashmore [sic] 3 Sep 06 Incident Lessons Report (ILR) ». Voir aussi les illustrations sur les combats du 3 septembre 2006.
72. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
73. Bradley, *Lions of Kandahar*, p. 148.
74. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
75. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
76. Entrevue avec le Maj Lipcsey.
77. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.
78. Entrevue avec le Mgén Freakley.
79. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
80. Registre des messages de la FO Kandahar, 4 septembre 2006; voir aussi « Board of Inquiry Minutes of Proceedings: A-10A Friendly Fire Incident 4 September 2006, Panjwayi District, Afghanistan », réunion tenue le 22 septembre 2006.
81. Entrevue avec le Maj Andrew Lussier; registre des messages de la FO Kandahar, 4 septembre 2006.
82. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne.
83. Entrevue avec le Maj Lipcsey.
84. Hillier, *A Soldier First*, p. 438.
85. Entrevue avec le Lcol Adams.
86. Entrevue avec le Lcol Adams.
87. Entrevue avec le Capt Derek Prohar.
88. Le contenu de cette section est tiré de Bradley, *Lions of Kandahar*.
89. Voir Bradley, *Lions of Kandahar*.
90. Entrevue avec le Capt Prohar; voir aussi la note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
91. Entrevue avec le Capt Prohar.
92. Selon une autre estimation, le nombre était de 300; voir l'entrevue avec le Lgén Fraser, 28 avril 2014.
93. Entrevue avec le Capt Prohar; voir aussi la note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.; voir aussi Bradley, *Lions of Kandahar*.
94. Bradley, *Lions of Kandahar*; voir aussi l'entrevue avec le Sgt Aaron Riley, du 2e Bataillon du 87e Régiment d'infanterie, province de Wardak, 27 février 2009.
95. *Ibid*.
96. *Ibid*.
97. *Ibid*.
98. Entrevue avec le Maj Macbeth.
99. Entrevue avec le Maj Lussier.
100. Entrevue avec le Lgén Fraser.

101. Mise à jour de la CFT Aegis sur la situation à 1200 L, le 7 septembre 2006.
102. Mise à jour de la « Operation MEDUSA Situation Update: 2000", le 4 septembre 2006.
103. Entrevue avec le Lgén Fraser; entrevue avec le Lcol Lavoie.
104. CTF Aegis, « Op MEDUSA Plan-04 Sep 06 », 4 septembre 2006.
105. Message 090400Z de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA, le 9 septembre 2006; entrevue avec le Lcol Lavoie; entrevue avec le Lgén Fraser.
106. FRAGO MEDUSA 2 B 060906-1680-RCS, 6 septembre 2006.
107. FRAGO MEDUSA 2 B 060906-1680-RCS, 6 septembre 2006; entrevue avec le Lgén Fraser.
108. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
109. *Ibid*; entrevue avec le Maj Lipscey.
110. Entrevue avec le Lcol Gasparotto; journal de guerre du 23e Escadron de campagne; voir aussi l'entrevue avec le Maj Lipcsey.
111. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne.
112. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
113. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA; entrevue avec le Lcol Lavoie.
114. Bowman, « Operation MEDUSA ».
115. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
116. Entrevue avec le Maj Lussier.
117. *Ibid*.
118. Entrevue avec le Lcol Lavoie.
119. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la FO multinationale Aegis sur l'Op MEDUSA; entrevue avec le Maj Macbeth.
120. Entrevue avec le Mgén Freakley; entrevue avec le Lgén Fraser.
121. Entrevue avec le Lcol Lavoie; entrevue avec le Lgén Fraser.
122. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
123. Note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
124. Entrevue avec le Lgén Fraser.
125. Bowman, « Operation MEDUSA ».
126. Note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.
127. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
128. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne.
129. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.
130. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.

131. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.

132. Bowman, « Operation MEDUSA ».

133. SIGACT, « 180450Z Sep 06-Bicycle Bomb (BB) EEI Strike v.3. ». Entrevue avec le Maj Macbeth.

134. Entrevues avec le Lcol Wright.

135. Mise à jour aux 4 heures et SITREP aux 12 heures de la CFT Aegis sur l'Op MEDUSA.

136. Entrevue avec le Maj Macbeth.

137. Entrevue avec le Col Hetherington.

138. Message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PAG Makes First Recommendations to President Karzai », 21 août 2006.

139. Entrevue avec le Col Hetherington. Voir aussi le message à l'État afghan de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, « PRT Kandahar; Afghan National Army Implementation Snapshot », 16 décembre 2006.

140. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne; entrevue avec le Lcol Abthorpe; entrevue avec le Maj Lipcsey.

141. Entrevue avec le Col Hetherington.

142. Entrevue avec le Lcol Gasparotto; journal de guerre du 23e Escadron de campagne; entrevue avec le Lcol Lavoie.

143. Entrevue avec le Col Hetherington; voir aussi Maloney, *Confronting the Chaos*.

144. Source de l'ERP.

145. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne.

146. Entrevue avec le Col Hetherington.

147. Réunion de l'ERP avec le gouverneur adjoint, « Emergency Response Council », 7 septembre 2006; réunion de l'ERP avec le CGD, le MRDR, la MANUA, le PAM, l'UNHCR, 9 septembre 2006; réunion de l'ERP avec la MANUA des États-Unis, le PAM, UNICEF ET UNHCR, 19 septembre 2006.

148. Entrevue avec le Col Hetherington.

149. ERP, « Meeting of LO PRT with GoK Haji Asadullah Khalid », 4 et 5 septembre 2006; ERP, « CO PRT Visit of Mr. Habibullah Jan », 2 et 3 septembre 2006; « KLE 09- PRT Comd with GoK », 4 et 5 septembre 2006.

150. ERP, « Notes from the Provincial Council Security Convention », 20 septembre 2006.

151. *Ibid*.

152. Discussions du Lgén Fraser avec Maloney, juillet 2006.

153. « Visit Report/Post Visit Direction-Comd CEFCOM Visit to TFA 25 Aug-1 Sep 06 », 1er septembre 2006.

154. Discussions du Lgén Leslie avec l'auteur.

155. Entrevue avec le Lcol Lavoie.

156. QG FOA FRAGO 006, « Capability Enhancement Implementation », octobre 2006.

157. 1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment, « Battle Group Briefing », 15 décembre 2006.

158. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.

159. *Ibid*.

160. *Ibid*.; journal de guerre du 23e Escadron de campagne; « Multiple Location Attack-Final Version », 3 octobre 2006.

161. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.

162. *Ibid*.

163. FOK, « Multiple Ambush on TFK Elements V5 », 14 octobre 2006, voir aussi Horn, *No Lack of Courage*.

164. Journal de guerre du 23e Escadron de campagne.

165. Entrevue avec le Lcol Gasparotto.

166. « Rte Summit Construction: Progress to Date », 23 novembre 2006.

167. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.

168. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.

169. Entrevue avec Lcol Abthorpe.

170. Note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief », s.d.

171. Entrevue avec le Maj Macbeth.

172. Entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan; entrevue avec le Maj Lussier.

173. Entrevue avec le Maj Lussier.

174. Entrevue avec le Maj Lussier.

175. Entrevue avec le Maj Macbeth; entrevue avec le Maj Lussier.

176. *Ibid*.

177. Entrevue avec le Maj Lussier.

178. « Sperwan Ghar-TF-31 and ISTAR Squadron TIC », 24 octobre 2006.

179. Thijs W. Brocades Zaalberg, « The Roots of Dutch Counterinsurgency Balancing and Integrating Military and Civilian Efforts from Aceh to Oruzgan », ministère de la Défense des Pays-Bas. Il soutient qu'il n'y a aucune « méthode néerlandaise ».

180. C.J. Chivers, « Dutch Soldiers Stress Restraint in Afghanistan », *New York Times*, 6 avril 2007.

181. *Ibid*.

182. Entrevue avec le Lcol Charlie Herbert, Armée du R.-U., Kandahar, 8 juin 2007.

183. « RC (South) Planning Guidance-Operations in Kandahar Province in Support of Operations Oqab/Baaz Phase One », 14 novembre 2006.

184. Rapport de visite du commandant du COMFEC, 1er septembre 2006.

185. Entrevue avec le Lcol Tom Bradley, Edmonton, 10 février 2010.

186. Entrevue avec le Lcol Bradley. C'est mon sarcasme à moi seul.

187. Entrevue avec le Lcol Bradley.

188. Entrevue avec le Lcol Bradley.

189. Entrevue avec le Maj Lipcsey, entrevue avec le Maj Trevor Cadieu, Séance d'information de l'Escadron B à l'auteur, « Tanks in Counter Insurgency Operations: Initial Lessons Learned ».

190. FOK, « G-3 End Tour Report », 5 février 2007.

191. Entrevue avec le Lgén Mike Gauthier, Ottawa, 17 février 2012.

192. « Annex G Service Support TFK Op Ord 001-Op MEDUSA », 13 août 2006. Entrevue téléphonique avec le Lcol Dan LaBrie, 28 février 2012.

193. « NSE End Tour Report », 5 février 2007.

194. Entrevue avec le Lcol LaBrie.

195. « TAC Recce Report-National Support Element Roto 3 », 25 septembre 2006.

196. « NSE End Tour Report », 5 février 2007.

197. Entrevue avec le Lcol LaBrie.

198. *Ibid*.

199. *Ibid*.

200. « C-EEI End Tour Report », 5 février 2007.

201. Les détails complexes du volet interorganisationnel de cet enjeu dépassent la portée de cette histoire et exigent une étude distincte et détaillée. Voir l'entrevue avec le Maj Steeve Gregoire, aérodrome de Kandahar, 11 mai 2011.

202. Diapositives des TEC de la FOK, 16 octobre 2006, 2 novembre 2006, 21 novembre 2006, 22 novembre 2006 et 23 novembre 2006.

203. KLE avec les aînés de Zharey et Habibullah Jan, 13 novembre 2006.

204. KLE avec les aînés de Panjwayi et Habibullah Jan, 25 novembre 2006.

205. *Ibid*.

206. KLE de l'ERP au palais du gouverneur, 9 décembre 2006.

207. Entrevue avec le Lcol Glenn Stockton, Armée australienne, Kandahar, 7 juin 2006. Entrevue avec le Maj Randy Graddic, Armée américaine, Kandahar, 3 juillet 2007.

208. Entrevue avec le Lcol Stockton.

209. « Op BAAZ TSUKA CEFCOM Update-JTF-AFG Observations », 1er décembre 2006.

210. http://www.heritage.org/research/reports/2006/11/the-nato-riga-summit-time-for-backbone-in-the-alliance#_ ftnref2.

211. Courriel du Lgén Gauthier au Bgén Grant, 5 décembre 2006.

212. Note de synthèse du GT 1 RCR, « Op BAAZ TSUKA ».

213. Note de synthèse du 1er Bataillon du 3e Groupe des forces spéciales (aéroportées) des États-Unis, « SOTF-31 Panjwayi/Pashmul Brief » (s.d.).

214. Note de synthèse du GT 1 RCR, « Op BAAZ TSUKA ».

215. *Ibid*.

216. Diapositives des TEC de la FOK, 4, 5 et 6 décembre 2006.

217. Entrevue avec le Maj Graddic, « Operation BAAZ TSUKA: CEFCOM Update », 14 janvier 2007.

218. C'est noté dans *Lions of Kandahar*. Voir aussi l'entrevue avec l'Adj Cullen et le Cplc Houlihan.

219. O FRAG 01 BAAZ TSUKA Ph 3 V.1, « Phase 2 C »; « Operation BAAZ TSUKA: CEFCOM Update », 14 janvier 2007.

220. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.

221. « CEFCOM's Quarterly Assessment Report-Afghanistan 15 August-15 November 2006 », 6 décembre 2006.
222. Entrevue avec le Maj Trevor Cadieu et séance d'information de l'Escadron B avec l'auteur, « Tanks in Counter Insurgency Operations: Initial Lessons Learned ».
223. *Ibid*.
224. Entrevue avec le Lcol Abthorpe.
225. Entrevue avec le Lcol Abthorpe; entrevue avec le Maj Trevor Cadieu; séance d'information de l'Escadron B avec l'auteur, « Tanks in Counter Insurgency Operations: Initial Lessons Learned ».
226. Séance d'information de l'Escadron B, « Tanks in Counter Insurgency Operations (COIN): Initial Lessons Learned », 7 juillet 2007.
227. Séance d'information de l'ERP, « Districts Where NSP is Currently Active », novembre 2006.
228. Entrevue téléphonique avec Gavin Buchan, 24 octobre 2011.
229. « Kandahar PRT End Tour Report (Dec 06-Jan 07) », 5 février 2007.
230. « CONOP BAAZ v2 », 7 novembre 2006.
231. Courriel à la FOI-A de l'ERP, 8 novembre 2006.
232. Courriel de la FOI-A, « Enjeux soulevés durant une discussion avec le commandant néerlandais Van Loon », 10 novembre 2006.
233. « Opération PORTCULLIS », 4 janvier 2007.
234. *Ibid*.
235. ERP, « Meeting Report: Security Meeting for Zharey District », 17 décembre 2006.
236. *Ibid*.
237. « Op SATYR PYRRHA: Establishment of Kandahar ADZ-JTF-Afghanistan Information Brief Update », 5 janvier 2007.
238. Entrevue avec le Lgén Gauthier.
239. Entrevue avec le Lcol Adams.

CONCLUSION

Les cinq premières années de l'Armée canadienne en Afghanistan ont été caractérisées par un engagement temporaire initial, lequel a été suivi par une participation progressivement plus investie, selon l'évolution des choses, dans les domaines suivants : stratégique, opérationnel, de développement, de renforcement des capacités.

L'opération (Op) APOLLO, qui englobait le déploiement du groupement tactique du 3 PPCLI (Princess Patricia's Canadian Light Infantry) à l'aérodrome de Kandahar (KAF) dans la première moitié de 2002, s'est avérée une contribution relativement limitée, si on la compare à la vaste contribution de la coalition dirigée par les États-Unis et qui visait à attaquer, disperser et exploiter l'organisation Al-Qaïda après lui avoir enlevé son « bouclier » taliban. La composante terrestre de l'Op APOLLO a assuré la sécurité indispensable dont la pléthore de forces de la coalition avait besoin dans la province de Kandahar; de plus, à mesure que la situation a évolué, cette composante a aussi identifié des éléments et orchestré des opérations limitées de stabilisation dans les environs du KAF. En temps voulu, le 3 PPCLI a également projeté de la force à l'extérieur du KAF de concert avec des forces étasuniennes en vue de mettre en déroute les forces conventionnelles d'Al-Qaïda dans la vallée de Shah-i-Kot. Le 3 PPCLI a aussi accompli une importante mission d'exploitation d'un site sensible à Tora Bora; il a fourni une base de manœuvre stable pour les forces étasuniennes dans la région de Khost et il a contribué à définir la situation opérationnelle dans la province de Zabul. Ces apports s'intégraient aux vastes efforts menés par la coalition (sous l'égide des États-Unis) en Afghanistan et, par ricochet, dans le monde, mais en même temps, ils servaient les intérêts stratégiques canadiens, car il était important que le Canada fasse montre de solidarité avec les États-Unis après les attaques du 11 septembre et qu'il contribue au repérage de la menace que posait Al-Qaïda à la paix et à la stabilité dans le monde et à la mitigation de cette menace. Même si le 3 PPCLI ne s'engageait pas dans des opérations de combat de grande envergure au niveau du bataillon, il ne fait aucun doute que la diversité de ses opérations, quand on les voit comme un tout, a grandement contribué à l'atteinte des objectifs stratégiques dans leur ensemble.

La participation canadienne touchant les niveaux supérieurs de décision, toutefois, a révélé des failles dans l'approche étasunienne. L'ambivalence chez les plus hauts dirigeants du gouvernement étasunien à l'égard de la situation post-talibane et post-Al-Qaïda en Afghanistan a été observée dès le départ par les officiers canadiens; malgré ce constat,

beaucoup supposaient que la Force d'assistance à la sécurité chapeautée par l'Europe et que les efforts de reconstruction dirigés par la communauté internationale suffiraient pour résoudre le tout. Quand ces structures ont commencé à battre de l'aile en 2003, le Canada a décidé d'envoyer d'autres troupes en Afghanistan. Les raisons ayant motivé ce choix sont plus variées que celles ayant motivé l'Op APOLLO, mais on a par la suite constaté l'importance stratégique de contribuer à la FIAS, et on a fourni un quartier général de Brigade et un groupement tactique. En termes simples, l'Op ATHENA (la mission de stabilisation de la FIAS menée par le Canada à Kaboul) a empêché qu'une autre guerre civile destructrice n'éclate dans la capitale, en plus de paver la voie à un nouveau gouvernement national, puis à la tenue d'élections nationales. Sans ces mesures, pour imparfaites qu'elles fussent, la communauté internationale n'aurait pas pu s'investir dans la reconstruction de l'Afghanistan après ces 20 ans de mort et de destruction.

On a déjà amplement décrié aujourd'hui les faiblesses et conflits de personnalités qui sont apparus dans la structure de gouvernance afghane après 2003 et 2004 ainsi que leurs répercussions négatives sur la stabilité du pays. Certaines des critiques ressorties sont pertinentes. Cependant, l'avenue du retrait des forces coalisées n'aurait rien apporté. En effet, en suivant cette avenue, les événements de 1992 et de 1993 se seraient répétés et les talibans, soutenus par les djihadistes, auraient réaffirmé leur mainmise sur le pays. Il est certain qu'Al-Qaïda aurait été invitée à y revenir, et le statu quo d'avant 2001 aurait sans doute été rétabli. Un scénario inacceptable pour le Canada.

La participation de l'Armée canadienne à l'Op ATHENA à Kaboul a de nouveau fait ressortir les lacunes de l'approche stratégique de la communauté internationale à l'égard de la reconstruction afghane post-talibane. On a pu, grâce à la vaste expérience d'une génération de soldats canadiens ayant servi dans les Balkans pendant toutes les années 1990, prendre des mesures pour combler ces lacunes. Toutefois, quand le Canada a cédé les rênes de la FIAS et que ces correctifs ont pris fin, la reconstruction menaçait à nouveau de tomber en déroute. L'Op ARGUS et l'Op ARCHER, l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS A) ainsi que l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) dans la province de Kandahar ont joué un rôle de premier plan dans le redressement de la situation. L'ECS-A, agissant en dehors du cadre de la coalition, a travaillé avec les Afghans pour élaborer le premier véritable plan stratégique du pays. Parallèlement, la décision d'envoyer des Canadiens dans une ERP démontrait la capacité du Canada à prêcher par l'exemple dans les provinces, et non seulement à parler sans agir dans la capitale. Accepter de former une ERP dans la province la plus volatile de l'Afghanistan démontrait hors de tout doute aux Afghans, aux insurgés, aux Européens et aux Étasuniens que le Canada prenait très au sérieux les efforts de rétablissement de l'Afghanistan.

Certes, il y a toujours eu des aspects stratégiques vis-à-vis des Étasuniens et des Européens dans les décisions du Canada de contribuer à la coalition. Ces aspects ne doivent pas, cependant, occulter les effets psychologiques et physiques que les opérations ATHENA, ARGUS et ARCHER ont eus sur le terrain en Afghanistan. Pareils effets n'auraient pas été possibles sans l'intervention de soldats canadiens hautement professionnels à tous les niveaux, dans les rues jusqu'au sommet des divers quartiers généraux de la coalition. L'intégration verticale et horizontale des efforts de l'Armée canadienne en Afghanistan s'est grandement améliorée en 2004 et en 2005, à tel point que le Canada a pu exercer, à Kaboul et dans les cercles de la coalition, une influence qu'il n'aurait pu concevoir avant 2003, ni même du temps de la guerre froide quand il s'est joint à l'OTAN.

Les Op APOLLO et ATHENA, toutefois, ont révélé que les forces tactiques en Afghanistan faisaient l'objet d'une micro-gestion exagérée de la part du Commandement stratégique au Canada. Avec l'établissement de liens directs, basés en partie sur des communications améliorées et des modifications aux niveaux de commandement traditionnel, les messages délicats de dimension politique se transmettaient beaucoup plus facilement et fréquemment qu'auparavant. Cela a entraîné des effets nuisibles sur les opérations à Kaboul, ce qui a par ricochet affaibli la capacité du Canada à exercer une influence, surtout en 2004.

Dans un même ordre d'idée, la mise en œuvre laborieuse de l'approche dite « 3D », où la frontière séparant coopération civilo-militaire et développement était loin d'être nette, a nui aux efforts canadiens dès le départ. Ce fut surtout grâce aux personnalités des parties prenantes plutôt qu'aux structures ou aux politiques que les ministères canadiens réussirent un tant soit peu de coordination en 2005.

Dans l'ensemble, les aspects positifs de la présence de l'Armée canadienne en Afghanistan pendant l'Op ATHENA ont surpassé ces aspects négatifs. Grâce aux soldats canadiens, on a pu éviter pas moins de deux coups d'État en 2003 et en 2004. En partenariat avec l'Armée nationale afghane naissante, le contingent canadien a protégé la tenue de la Loya Jirga constitutionnelle de 2003 et a joué un rôle prépondérant dans la sécurité des élections nationales de 2004. Pendant cette période, la coalition, sous l'égide canadienne, a conçu une campagne visant à perturber le terrorisme à Kaboul et les environs, et qui s'est surimposée aux autres lignes d'opération. Les interventions militaires canadiennes ont réussi à stabiliser Kaboul de façon que d'autres activités puissent s'y tenir, et quand ces activités ont perdu de leur vigueur, les soldats canadiens ont repris le flambeau là où ils le pouvaient.

Quand le Canada s'est engagé à fournir un QG pour la coalition ainsi qu'un groupement tactique pour les opérations, aux côtés de l'ERP dans la province de Kandahar, personne à Ottawa n'avait réellement prévu la violence de plus en plus intense des insurgés à laquelle la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis et la Force opérationnelle (FO) Orion ont fait face dans la première moitié de 2006. Le groupement tactique de la FO Orion,

en sous-effectif et débordé, a absorbé les premières attaques d'envergure de l'ennemi à l'ouest de Kandahar tout en maintenant des forces pour contrer l'insurrection dans le Nord de la province. Si la FO Orion n'avait pu maintenir les lignes de communication ouvertes dans l'Ouest et dans le Nord, les forces britanniques et néerlandaises auraient été incapables de se déployer et de mener des opérations pendant ce temps, et on aurait peut-être été forcé de reporter indéfiniment l'étape III du plan d'expansion (de l'OTAN).

Malheureusement, les politiques de la coalition en matière de lutte contre les stupéfiants étaient imparfaites et la mise en œuvre de ces politiques était aussi défaillante. Cela a valu à la coalition plus d'ennemis que d'amis dans la province d'Helmand. Les insurgés basés au Pakistan et soutenus par ce pays se sont précipités pour soutenir la résistance. À cause de cela, la FO Orion a dû seconder à plusieurs reprises la position britannique dans la province d'Helmand en plus d'avoir à maintenir les positions canadiennes et afghanes dans la province de Kandahar. C'est uniquement grâce à la résilience psychologique et physique des soldats canadiens, qu'ils soient du groupement tactique de la FO Orion, du quartier général de Brigade de la FOM Aegis ou de l'Élément de soutien national, qu'on a pu éviter la catastrophe.

Les effets combinés de l'assassinat de Glyn Berry en janvier 2006 et de la recrudescence de l'insurrection ont freiné les projets de développement et de reconstruction de l'ERP au Kandahar, ce qui a ralenti d'autant les ambitions globales de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan dans la province de Kandahar. Les forces de l'Armée canadienne en Afghanistan devaient maintenant trouver le moyen d'accommoder des opérations de combat et de développement dans un même espace de bataille, ce qui a mené aux premières itérations d'opérations de contre-insurrection et à leurs conséquences sur la planification de campagne. La FO Orion et l'ERP ont tenté d'atteindre cet objectif, mais n'ont pu y parvenir avant la fin de leur rotation, en août 2006.

La FO Orion a pu, cependant, cerner progressivement les nouvelles dimensions du problème au Kandahar en se mesurant coup sur coup à l'insurrection croissante du printemps à l'été 2006. Les moments décisifs ont été la bataille de Pashmul en juillet et l'opération qui en a découlé dans le même secteur en août. Ces opérations ont démontré que l'ennemi était mieux organisé, équipé et motivé que certaines personnes à Kaboul et Ottawa voulussent le croire, et que les chefs insurgés commençaient à adopter une posture plus conventionnelle. Les pertes de vie canadiennes du 3 août 2006 ont forcé les observateurs les plus sceptiques à accepter que ce soit dans la ville de Kandahar et ses districts de l'Ouest qu'il fallait se concentrer, et non dans les champs de pavot de la vallée de Sangin dans la province d'Helmand. L'ennemi était aux portes, pour ainsi dire. En même temps, ces batailles ont convaincu les détenteurs de pouvoir indécis de la province de soit rester entre deux chaises

ou de se ranger du côté du gouvernement – du moins pour le moment. Entre-temps, plus personne ne doutait que la situation dans le Sud de l'Afghanistan était très différente de ce qu'avaient vécu les participants des opérations APOLLO et ATHENA de 2002 à 2005. Ce n'était pas du contre-terrorisme et ce n'était plus de la stabilisation. C'était un environnement létal, politiquement complexe qui exigeait une réaction musclée à ce moment-là.

La situation a forcé le groupement tactique suivant, la FO 3-06, à laisser tomber les fragiles mesures de contre-insurrection et à mener des opérations de style plus conventionnel à l'encontre d'un ennemi qui s'était retranché dans le district de Zharey, à l'ouest de la ville, pour en faire un tremplin offensif vers la ville. Soudainement, l'Armée canadienne en Afghanistan devait se recentrer sur l'atténuation de sa défense ferme sans négliger de faire une place au développement, à la reconstruction ou à l'amélioration de la gouvernance. Le renforcement des capacités de la force de sécurité afghane s'ajoutait à cette charge déjà lourde. Dans les faits, l'Armée canadienne a continué de se concentrer sur des opérations presque classiques avec l'ERP, dans un rôle de soutien, et n'a guère fait de renforcement des capacités. Elle ne pouvait pas faire grand-chose ailleurs dans la province, étant donné que ses opérations étaient circonscrites à un seul district et à la zone voisine, qui servait de plaque tournante logistique pour l'ennemi.

En fin de compte, les forces canadiennes, en compagnie de leurs alliés afghans et étasuniens, ont asséné une série de coups durs à l'insurrection au cours de l'été et de l'automne 2006. Il y a d'abord eu l'Op ZAHAR, puis le contact accidentel avec la Compagnie A du 2 PPCLI à Ma'Sum Ghar, en août, et ensuite le groupement tactique du 1 RCR et l'Op MEDUSA en septembre et octobre. Les tentatives des insurgés pour isoler Kandahar et convaincre les détenteurs de pouvoir indécis à changer de camp ont été mises à mal. L'incapacité du Commandement régional (Sud), dirigé par les Pays-Bas, à se consolider correctement pendant l'Op BAAZ TSUKA, et le fait qu'on a attribué des ressources à l'Op ACHILLES, dans la province d'Helmand, plutôt qu'à Kandahar, au début 2007, ont forcé l'Armée canadienne à reprendre une position de défense dans la province de Kandahar. Le Canada pouvait perturber, mais pas consolider. La FO 3-06 a terminé ses opérations avec de multiples pertes, des véhicules endommagés et des effectifs souffrant de fatigue extrême après six mois de combat épuisant.

Au début 2007, la situation était la suivante : l'insurrection posait une menace grave et à long terme au système politique afghan et aux activités de reconstruction que les soldats canadiens avaient encadrées, secondées et protégées. Kandahar est la deuxième ville d'Afghanistan. Elle chevauche un itinéraire commercial historique entre l'Asie et le Moyen-Orient. C'est le centre religieux du Sud. Les insurgés avaient besoin de cette ville pour atteindre leurs objectifs. Le Canada et ses alliés afghans et américains étaient en

mesure de les empêcher d'atteindre ces objectifs. Rien ne viendrait renforcer la position du Canada à brève échéance. Les Européens n'étaient pas intéressés et les Étasuniens se concentraient sur leurs opérations en Iraq. Les Afghans en étaient encore à se remettre de toutes leurs émotions.

Qui plus est, des groupes d'opposition au Canada réclamaient que le pays se retire de la guerre. Chaque victime, chaque erreur, perçue ou réelle, donnaient des munitions à ces opposants lorsqu'ils en prenaient connaissance à travers le prisme exagéré, mais simpliste, des médias et de leurs commentateurs. Cette pression sur les soldats canadiens était aussi forte que celle de l'insurrection. Si les soldats canadiens n'avaient pas réussi à traverser ce terrain complexe, ils auraient été forcés de se retirer de l'Afghanistan, ce qui aurait eu des effets catastrophiques sur les opérations de la coalition dans le Sud.

Ceux qui commandaient les forces canadiennes en Afghanistan n'avaient pas grand choix. Ils devaient composer avec l'insurrection à l'aide des ressources dont ils disposaient ou qu'ils pouvaient obtenir pour contribuer au combat. S'ils perdaient la province de Kandahar, tout ce que le Canada avait investi depuis cinq ans dans l'avenir de l'Afghanistan serait compromis par le renouvellement de combats généralisés dans le Sud, avec une partition possible des provinces du Nord et un retour aux années sombres et moyenâgeuses de 1993 à 2001. On ne pouvait envisager pareil scénario. Une fois encore, les Canadiens ont entrepris de stabiliser la situation pour que le développement, la reconstruction et la gouvernance puissent aller de l'avant, cette fois sous des tirs ennemis. Cette histoire est le sujet du volume II.

BIBLIOGRAPHIE CHOISIE

Les sources primaires et les entrevues forment la base de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, volume I. Voici les sources secondaires consultées pour ce volume :

Anonyme. *Hunting Al Qaeda: A Take-No-Prisoners Account of Terror, Adventure, and Disillusionment*, St Paul, Zenith Press, 2005.

Bamforth, Thomas. « Political Complexities of Humanitarian Intervention in the Pakistan Earthquake », *Journal of Humanitarian Assistance*, 16 janvier 2007.

Berntsen, Gary. *Jawbreaker: The Attack on Bin Laden and Al-Qaeda*, New York, Crown Publishers, 2005.

Bradley, Rusty et Kevin Maurer. *Lions of Kandahar: The Story of a Fight against All Odds*, New York, Bantam Books, 2011.

Byman, Daniel L. *Deadly Connections: States that Sponsor Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Chivers, C.J. « Dutch Soldiers Stress Restraint in Afghanistan », *New York Times*, 6 avril 2007.

Conrad, John, *Ce que dit le tonnerre : réflexions d'un officier canadien à Kandahar*, Kingston (Ont.), Presse de l'Académie de la défense, 2007.

Corera, Gordon. *Shopping for Bombs: Nuclear Proliferation, Global Insecurity, and the Rise and Fall of the A.Q. Khan Network*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

Cowper-Coles, Sherard. *Cables From Kaboul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Londres, Harper Press, 2012.

Day, Adam. « Opération Méduse : La bataille du Panjwai – Partie 1 », *Légion – Revue d'histoire militaire du Canada*, 1er septembre 2007.

DeFede, Jim. *The Day the World Came to Town: 9/11 in Gander, Newfoundland*, New York, Harper Collins Publishers, 2002.

DeLong, Michael. *Inside CENTCOM: The Unvarnished Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq*, Washington D.C., Regnery Publishing, 2004.

Farah, Douglas et Stephen Braun. *Merchant of Death: Money, Guns, Planes, and the Man Who Makes War Possible*, New York, John Wiley and Sons, 2007.

Feith, Douglas J. *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper Collins, 2008.

Franks, Tommy et Malcolm McConnell. *American Soldier*, New York, Harper Collins, 2004.

Friscolanti, Michael. *Friendly Fire: The Untold Story of the U.S. Bombing that Killed Four Canadian Soldiers in Afghanistan*, Toronto, John Wiley and Sons, 2005.

Fury, Dalton. *Kill Bin Laden: A Delta Force Commander's Account of the Hunt for the World's Most Wanted Man*, New York, St Martin's Press, 2011.

Graham, Bradley. *By His Own Rules: The Ambitions, Successes, and Ultimate Failures of Donald Rumsfeld*, New York, Public Affairs Books, 2009.

Grau, Lester W. et Dodge Billingsley. *Operation Anaconda: America's First Major Battle in Afghanistan*, Lawrence, University Press of Kansas, 2011.

Gutman, Roy. *How We Missed the Story: Osama Bin Laden, the Taliban, and the Hijacking of Afghanistan*, Washington D.C., U.S. Institute for Peace, 2008.

Hafvenstein, Joel. *Opium Season: A Year on the Afghan Frontier*, New York, Lyons Press, 2007.

Hillier, Rick. *A Soldier First: Bullets, Bureaucrats and the Politics of War*, Toronto, Harper Collins, 2009.

Horn, Bernd. *No Lack of Courage: Operation Medusa, Afghanistan*, Toronto, Dundurn Press, 2010.

Hussain, Zahid. *Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam*, New York, Columbia University Press, 2007

Human Rights Watch. *Blood-Stained Hands: Past Atrocities in Kaboul and Afghanistan's Legacy of Impunity*, Londres, Human Rights Watch, 2005.

Isby, David C. *Afghanistan: Graveyard of Empires,* New York, Pegasus Books, 2011.

Kohlmann, Evan F. « The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing », Document de travail nº 2006/7, Danish Institute for International Studies, 2006

Mackey, Chris et Greg Miller. *The Interrogators: Inside the Secret War Against Al Qaeda*, New York, Little Brown and Co, 2004.

Maloney, Sean M. *Confronting the Chaos: A Rogue Historian Returns to Afghanistan*, Annapolis, Naval Institute Press, 2009.

Maloney, Sean M. *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Washington D.C., Potomac Books, 2005.

Maloney, Sean M. *Fighting for Afghanistan: A Rogue Historian at War*, Annapolis, Naval Institute Press, 2011.

Maloney, Sean M. « La Force internationale d'assistance à la sécurité : Les origines d'une force de stabilisation », *Revue militaire canadienne*, vol. 4, nº 2, été 2003, p. 3 à 12.

Schroen, Gary. *First In: An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan*, New York, Ballantine Books, 2005.

Shaffer, Anthony. *Operation Dark Heart: Spycraft and Special Ops on the Frontlines of Afghanistan – and the Path to Victory*, New York, St Martin's Press, 2010.

Schneider, Cornelia. « Striking a Balance in Post-Conflict Constitution-Making: Lessons from Afghanistan for the International Community », *Peace, Conflict and Development* 7, juillet 2005, p. 174-215.

Smucker, Philip. *Al Qaeda's Great Escape*, Washington D.C., Potomac Books, 2004.

Sood, V.K. et Pravin Sawhney. *Operation Parakram: The War Unfinished*, New Delhi, Sage Publications, 2003.

Stapleton, Barbara « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », Afghanistan Analysts Network, 2013.

Tenet, George. *At The Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York, Harper Collins, 2007.

Tootal, Stuart. *Danger Close: Commanding 3 PARA in Afghanistan*, Londres, John Murray Publishers, 2009.

Waldman, Matt. « The Sun in the Sky: The Relationship between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents », Document de discussion n° 18, Crisis States Research Centre, London School of Economics and Political Science, 2010.

APPENDICE A :

LE PAKISTAN ET L'INSURRECTION EN AFGHANISTAN JUSQU'EN 2006

Pendant la guerre en Afghanistan, le rôle joué par le gouvernement du Pakistan et ses forces de sécurité, qui ont appuyé l'insurrection, était un sujet extrêmement délicat. D'une part, le Pakistan a aidé dans une certaine mesure la coalition en capturant de manière sélective certains dirigeants bien en vue d'Al-Qaïda, notamment Abu Zubaydah (en 2002) et Khalid Sheikh Mohammad (en 2003); par ricochet, les captures ont eu une incidence sur Al-Qaïda à l'échelle mondiale[1]. D'autre part, le Pakistan a contribué à la création du mouvement taliban et lui a offert, de façon continue, un soutien important. Nous savons sans conteste que le Pakistan et ses forces de sécurité ont joué un rôle dans la fondation du mouvement taliban et qu'ils l'ont appuyé.

En 1994, les interruptions du commerce le long de l'indispensable autoroute 4, qui va de Quetta à Kandahar (et plus loin), étaient fréquentes en raison de la concurrence entre les diverses factions à Kandahar et à proximité. Une initiative stratégique secrète concertée menée par le Pakistan, à laquelle participaient les services secrets de ce pays (ISI) et une milice religieuse financée par des marchands de Quetta, leur a permis de reprendre Spin Boldak, qui était aux mains de l'organisation de Hekmatyar (le Hezbe Islami Gulbuddin [HiG)]); cette dernière organisation avait des liens avec les producteurs de stupéfiants de la province d'Helmand. Des étudiants des madrasas du Pakistan répandaient le wahhabisme auprès des membres de la milice du mollah Omar et, au fil du temps, ce courant religieux a fini par prendre de l'essor dans le Sud de l'Afghanistan, région à dominance pachtoune où régnait le chaos. Le Pakistan croyait que les talibans pouvaient restaurer la stabilité en Afghanistan, et c'est pourquoi l'armée pakistanaise leur a offert une aide technique et un soutien en matière de renseignement pendant qu'ils combattaient les groupes qui allaient devenir l'Alliance du Nord[2].

De 2001 à 2006, le Pakistan a mis en œuvre de nombreuses politiques concurrentes et même conflictuelles. Le fait que les dirigeants du Pakistan aient été incapables de régler cette situation, en faisant délibérément fi du problème ou en se dégageant de la responsabilité, qui alors était reprise par d'autres de façon malsaine, a eu de graves répercussions sur la suite des choses en Afghanistan et a donné lieu à une augmentation progressive de la violence contre les soldats canadiens dans l'exercice de leurs fonctions. Cette interprétation est à peu près reconnue par tous, car effectivement, elle est corroborée par les sources préliminaires canadiennes et les analyses internes, mais surtout, par la majorité des sources secondaires de

documentation produite depuis 2001 sur les enjeux concernant le Pakistan et les talibans. Les sensibilités internes de la coalition quant à une discussion où l'on aborderait abondamment la question et où l'on accepterait les faits ont été grandement dépassées par ce corpus de plus en plus crédible de travaux.

Au début de l'Op ENDURING FREEDOM, vers la fin de 2002, il n'y avait pratiquement pas d'insurrection organisée en Afghanistan. Bien entendu, on y trouvait encore des talibans peu enthousiastes et des formateurs d'Al-Qaïda perdus ainsi que des membres subalternes affiliés à ces deux organisations; par contre, il y avait peu d'armes, aucune direction centralisée et aucun renfort.

En janvier 2002, le président du Pakistan, M. Pervez Musharraf a déclaré que son pays n'accorderait plus de soutien aux groupes extrémistes[3]. La crise qui dominait la région, au moment où les participants de l'Op ENDURING FREEDOM exploitaient les sites sensibles, était une impasse militaire entre l'Inde et le Pakistan qui comportait des enjeux nucléaires. La crise a commencé lorsqu'un groupe terroriste appuyé par le Pakistan, le Jaish-e-Mohammed (JeM), a lancé une attaque contre l'Assemblée législative du Cachemire à Srinagar, le 1er octobre 2001, tuant ainsi 35 personnes. Le 13 décembre 2001, le JeM a attaqué le Parlement même de l'Inde. L'Inde a procédé à une mobilisation générale de ses troupes, dans le cadre de l'Op PARAKRAM, laquelle s'est poursuivie jusqu'en octobre 2002. Le Pakistan a répliqué en mobilisant à son tour ses troupes et en déplaçant deux corps de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan à l'est, vers la frontière entre le Cachemire et le Pakistan[4]. Il est possible qu'Al-Qaïda ait favorisé ou autrement encouragé cette attaque pour que les forces de sécurité du Pakistan quittent la ligne Durand et qu'Oussama ben Laden puisse s'enfuir de Tora Bora.

Le Canada suivait de très près les événements de juin 2002, car il craignait que la situation ne s'aggrave au point de voir l'emploi d'armes nucléaires, ce qui, pendant quelques jours, avait semblé probable. Le Groupe interarmées des opérations a préparé des plans d'évacuation des ressortissants canadiens, et les forces navales de l'Op APOLLO présentes dans l'océan Indien ont quitté la côte du Pakistan[5]. À Kandahar, le lieutenant-colonel (Lcol) Pat Stogran a demandé et obtenu de l'équipement de protection NBCD pour le contingent canadien en quelques jours seulement[6]. Après un moment, la crise s'est estompée, et à l'automne 2002, elle était bel et bien terminée.

La mobilisation entreprise pendant l'Op PARAKRAM a poussé le Pakistan à garder à sa disposition, en quelque sorte, le plus grand nombre possible de talibans et autres jihadistes qu'il soutenait, afin de les faire participer à d'éventuelles opérations irrégulières contre l'Inde pour le cas où la crise irait en s'aggravant[7]. Dès le début de 2003, les talibans défaits se réorganisaient dans des camps que leur avaient fournis les services de sécurité pakistanais; aussi, la choura de Quetta devenait l'entité dirigeante dans le Sud[8], et peu

après, la choura de Peshawar se formait. Le HiG de Hekmatyar était déjà actif à Kaboul, et des opérations terroristes limitées menées par Al-Qaïda battaient déjà leur plein dans la capitale de l'Afghanistan. À Kandahar, des membres de la population qui n'étaient pas de véritables insurgés ont installé des mines contre rémunération. C'est ainsi qu'en mars 2003[9], les premiers engins explosifs improvisés (EEI) sévissaient contre une patrouille étasunienne. Entre juillet et décembre 2003, des forces des États-Unis affrontaient de petits groupes d'insurgés armés dans les provinces du Nouristan, de Paktika et de Spin Boldak, tandis que d'importantes fusillades faisaient régulièrement rage à Shakin. Un raid mené par Al-Qaïda et des talibans a causé la mort de deux employés paramilitaires de l'Agence centrale du renseignement (CIA) dans la province de Paktia. Qui plus est, des forces de la Roumanie sont tombées dans une embuscade au sud de l'aérodrome de Kandahar (KAF), alors que les installations de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à Kandahar étaient la cible d'un attentat à la voiture piégée[10]. Mais qu'est-ce qui avait changé?

Selon David C. Isby « les talibans de l'Afghanistan et leurs alliés insurgés qui ont émergé du vortex ne sont pas les mêmes qu'avant 2001. […] les talibans de l'Afghanistan se trouvant au Pakistan ont semé le germe de la terreur dans d'autres organisations et leur genre a proliféré […] ils ont notamment joué un rôle dans la montée des talibans pakistanais[11] » [Traduction]. Cette montée a été facilitée lorsque le président Musharraf a annoncé publiquement qu'il cesserait d'avoir recours, au Cachemire, à des groupes terroristes appuyés par le Pakistan. Il désirait favoriser la désescalade du conflit. Ces groupes, presque trop nombreux pour qu'on en dresse la liste, ont donc quitté le Cachemire et sont rentrés « à la maison »; puisqu'ils avaient la même idéologie que celle des talibans et qu'ils avaient les mêmes réseaux de soutien et de formation que les services secrets du Pakistan (ISI), ils ont mise en commun leurs idées et leurs tactiques[12]. De toute évidence, cette masse critique représentait une menace potentielle pour le système pakistanais existant.

L'une des premières mesures prises alors par les talibans a été d'annoncer au monde entier, par télécopieur et courriel, qu'ils existaient encore. À la fin de 2003[13], une série d'attaques terroristes visant les chiites de Quetta ont été perpétrées afin d'intimider et de défier la gouvernance du Pakistan au Baluchistan. En juin, des formateurs policiers du groupe ethnique hazara ont été assassinés. En juillet, une mosquée chiite a été prise d'assaut, et 55 personnes ont été tuées. Le 2 mars 2004, 44 chiites ont été assassinés dans une mosquée de Quetta dans le cadre d'une autre attaque, qui coïncidait avec les attaques terroristes menées contre des cibles chiites à Karbala et à Bagdad, en Irak, le même jour. Ces attaques étaient un message au gouvernement du Pakistan : les talibans wahhabites sunnites et leurs alliés étaient capables de coordonner des représailles internationales contre tout groupe si le groupe en question refusait d'acquiescer à leur demande[14].

Parallèlement, les services de sécurité du Pakistan se devaient de répondre aux demandes des groupes terroristes qu'ils avaient créés, tout en essayant de plaire aux États-Unis dans le cadre de la traque des responsables des attentats du 11 septembre. Un troisième élément entrait aussi en ligne de compte, c'est-à-dire l'équation stratégique de longue date selon laquelle le Pakistan ne pourrait pas lutter en même temps contre un Afghanistan fort et une Inde forte dans le cadre d'un éventuel conflit. Selon les responsables de la sécurité au Pakistan, en appuyant ces groupes de combattants et en les incitant à axer leurs efforts sur l'Afghanistan, alors en situation de faiblesse, on levait une partie de la pression théorique exercée sur le Pakistan. L'idée voulant que le Pakistan garde les talibans sur respirateurs artificiels à titre de mesure de protection advenant le retrait des États-Unis de l'Afghanistan a pris naissance en 2004, mais lorsque les États-Unis et l'OTAN ont discuté du transfert des opérations de sécurité à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), de plus en plus, on a constaté que le retrait était l'orientation stratégique devant être adoptée en 2005. Les autorités du Pakistan croyaient que les États-Unis allaient se retirer et elles étaient plus que jamais préoccupées par le fait qu'un vide politique apparaîtrait en Afghanistan, qui aurait pu faire en sorte que l'Iran ou, pis encore, l'Inde y exerce une influence prédominante[15]. C'est cette situation qui, en partie, a donné lieu à un relâchement encore plus important des pressions exercées sur les talibans.

Le territoire du Waziristan du Sud était important, lui aussi, dans ce contexte. Une partie des régions de l'Agence tribale administrée par le fédéral (FATA) et des zones comme le Waziristan se gouvernaient elles-mêmes aux termes d'accords conclus lors de la création du Pakistan dans les années 1940. Les seules forces armées techniquement autorisées selon la FATA étaient le Corps frontalier, une gendarmerie frontalière dont les membres sont recrutés localement, dans les régions tribales. L'idéologie des talibans et des forces d'Al-Qaïda qui se retiraient correspondait à celles des habitants conservateurs de ces régions, et de toute façon, ces groupes étaient plus puissants que le Corps frontalier.

Motivée par les États-Unis, tout au long de 2004, l'armée du Pakistan a orchestré des incursions au Waziristan du Sud afin d'expulser les membres d'Al-Qaïda de l'endroit où ils avaient trouvé refuge dans cette région. Cette situation a donc rompu un accord de longue date, aux termes duquel le Waziristan du Sud assurait sa propre surveillance, et a provoqué une réaction négative chez le mouvement taliban du Pakistan, qui prenait sans cesse de l'ampleur. Le Pakistan, qui était de plus en plus embourbé dans une insurrection qui risquait de s'aggraver et de menacer la pérennité de l'État, a donc négocié un accord de paix avec la coalition d'insurgés en 2004. Une partie de l'accord était susceptible d'atténuer les pressions devant être exercées sur les talibans de Quetta.

À l'automne 2005, le gouvernement du Pakistan a commencé à réprimer publiquement les activités des insurgés dans la région de Gilgit (située dans le Nord du Cachemire), a éliminé trois partis religieux extrémistes locaux et a mis en œuvre des politiques pour réduire les flux d'argent venant de l'extérieur et empêcher les étrangers de fréquenter des écoles religieuses non réglementées (madrasas)[16]. Ces mesures étaient surtout de nature tape l'œil puisque la région de Gilgit est située au Nord du pays, loin des FATA situées en bordure de l'Afghanistan où s'étaient réfugiés Al-Qaïda et les talibans.

Tous ces facteurs ont offert à la choura de Quetta une marge de manœuvre, mais aussi la possibilité de prendre de l'expansion en 2004 et en 2005. Des mollahs « itinérants » se sont rendus dans les régions rurales du Sud de l'Afghanistan pour promouvoir leur religion et jouer sur les doléances des gens de l'endroit, tandis que des réseaux semblables à des cellules ont graduellement été constitués à Kandahar. Un arsenal a été constitué dans les districts au Nord de Kandahar et dans la province d'Orozgan une fois que la construction des routes traversant Zabol, qui reliaient les dépôts d'armes au Pakistan, a été terminée. Les « transmissions de nuit » se sont multipliées; elles avaient pour objectif d'intimider certains groupes et de donner l'impression que les talibans étaient tout-puissants[17]. Des fonds ont également été demandés à des marchands de Quetta, mais pour les talibans et les autres groupes extrémistes, la véritable manne financière est arrivée en 2005, à la suite du tremblement de terre au Pakistan. Des sommes d'argent venant de l'étranger sont ainsi entrées au Pakistan, sous la forme d'« aide humanitaire » non surveillée, par l'entremise de fausses organisations non gouvernementales et d'autres entités. Les talibans ont également été en mesure de soutirer des « taxes » aux travailleurs humanitaires qui voulaient se rendre dans les régions affligées, ou d'offrir de la « sécurité » pour les transports. Le chaos qui régnait a également donné lieu à un accroissement important du nombre de jihadistes et d'étudiants internationaux dans les madrasas, qu'ils soient de l'école de pensée deobandi ou wahhabite, au Pakistan. D'ailleurs, l'Arabie saoudite a exercé des pressions sur le Pakistan afin qu'il permette à ces « étudiants » de se rendre au pays pour « apporter leur aide[18] ».

Par conséquent, vers la fin de 2005 et au début de 2006, suffisamment d'éléments étaient déjà en place, et comme cela a été mentionné aux chapitres 9 et 10, le niveau de violence dans le Sud de l'Afghanistan a grandement augmenté tout au long du printemps et de l'été 2006. Cette augmentation a coïncidé avec la détérioration de la situation de la sécurité au Waziristan du Nord et du Sud, au Pakistan. Divers groupes, y compris Al-Qaïda, le HiG et le réseau Haqqani, ont utilisé le terrain accidenté et la population récalcitrante, qui s'opposait au gouvernement du Pakistan, pour se dissimuler. Les forces du gouvernement dirigé par le président Musharraf sont entrées en conflit avec les décideurs locaux, créant ainsi encore plus d'animosité. Une analyse effectuée par les États-Unis indiquait que les « ressources limitées, le terrain accidenté ainsi que les capacités et le soutien irréguliers au

sein du Corps frontalier pakistanais et des services secrets du Pakistan ont eu une incidence sur la capacité du Pakistan d'obtenir rapidement des résultats[19] » [Traduction]. Parallèlement, le Pakistan était depuis longtemps confronté à une insurrection dans le Balouchistan et des analystes externes se sont demandé si les ressources de l'armée du Pakistan étaient déjà exploitées à outrance le long de la frontière ouest du pays[20].

L'idée voulant que les FATA et la province frontalière du Nord-Ouest s'unissent pour former ce que l'historien David C. Isby a appelé « le vortex » a commencé à s'imposer dans les cercles d'analystes des États-Unis dès 2006. Les FATA et la province frontalière du Nord-Ouest étaient des régions qui se gouvernaient elles-mêmes depuis les années 1800 et qui avaient soigneusement établi des relations politiques avec le gouvernement central du Pakistan. Ces communautés des montagnes, extrêmement conservatrices, ont été à l'avant-plan de la structure de soutien logistique dans la guerre menée en Afghanistan par les services secrets du Pakistan contre l'Union soviétique, pendant les années 1980. Ces régions ont également joué un rôle crucial dans la fabrication de stupéfiants à partir de la matière brute obtenue en Afghanistan, et le produit final était envoyé au sud, à Karachi, ou vers l'est, en l'Iran. En fait, les relations entre les groupes de résistance et les narcotrafiquants dans cette région remontent à plusieurs décennies. Maintenant, puisque certains membres d'Al-Qaïda et des talibans étaient encore actifs dans ces endroits, il était difficile de déterminer précisément comment aborder ce problème de manière systématique[21]. En réponse à tout cela, les États-Unis ont accru le financement indépendant consenti au Corps frontalier et à la sécurité aux frontières[22].

Les progrès marqués par l'armée du Pakistan dans ces régions, et plus particulièrement au Waziristan du Nord et du Sud, n'étaient pas encourageants. On a attribué le tout à des problèmes tactiques et techniques[23], mais certains se sont demandé si l'armée du Pakistan était véritablement déterminée à mener de telles opérations dans des endroits où elle n'avait pas l'habitude d'être présente, et dont les services secrets du Pakistan étaient responsables. En fait, l'armée du Pakistan avait généralement recours au Corps frontalier local, qui était mal outillé et qui se montrait bien peu enthousiaste à l'idée de livrer bataille à des compatriotes pachtounes[24].

Selon les renseignements obtenus dans les FATA pendant l'été 2006, qui étaient peu clairs, il semblait que de nouveaux acteurs étaient apparus, en l'occurrence les talibans du Pakistan. À un certain moment, divers groupes pachtounes pakistanais des FATA se sont regroupés, probablement avec les encouragements d'Al-Qaïda[25], et ils ont commencé à s'imposer auprès des partis religieux conservateurs locaux, qui entretenaient des relations inconfortables avec les talibans de l'Afghanistan et exerçaient leurs activités à partir de Quetta,

au Baluchistan. On ne savait pas si Al-Qaïda établissait alors une nouvelle « franchise » ou si les talibans se servaient d'Al-Qaïda pour diminuer l'influence exercée par ces partis locaux. Des mises en garde ont été faites, soulignant que tous ces éléments se regrouperaient et prendraient la relève de toutes les organisations des FATA[26].

Pendant ce temps, les combats au Waziristan du Nord se sont poursuivis jusqu'à ce que le gouvernement du Pakistan décide qu'il en avait assez. Un cessez-le-feu a été décrété en juin 2006, ce qui n'était pas de bon augure pour la situation en Afghanistan. En effet, l'acceptation des conditions fixées par les militants minerait les efforts du gouvernement du Pakistan, qui souhaitait fermer la frontière et rétablir la loi et l'ordre, mais le fait de refuser de négocier quoi que ce soit pourrait soutenir la cause des militants[27] et, par conséquent, les pousser vers le nouveau camp taliban du Pakistan qui était en train de s'établir. Soit le gouvernement du Pakistan se retirerait du Waziristan du Nord et acquiescerait aux demandes des Waziris, soit les Waziris se joindraient à d'autres groupes, ce qui mettrait en péril les FATA et probablement le Pakistan en tant qu'État. Un observateur a signalé que sans les troupes du gouvernement du Pakistan, le Waziristan du Nord serait de plus en plus susceptible d'être dominé par les talibans[28].

En septembre 2006, le Pakistan a signé un accord de paix définitif pour le Waziristan, à Miranshah. Les forces de sécurité du Pakistan ayant quitté le Waziristan du Sud, les talibans et d'autres combattants venant tout juste de participer aux combats se sont rendus dans le Sud de l'Afghanistan pour se joindre à leurs homologues à Kandahar et dans la province d'Helmand, avec l'aide de l'armée pakistanaise et de ses services secrets (les forces d'opérations spéciales des États-Unis ont trouvé des preuves indiquant qu'un soutien logistique direct avait été offert en septembre et en octobre 2006, pendant les opérations dans le reg, au début de l'Op MEDUSA[29]). De toute évidence, la majorité des forces insurgées en cause visées par l'Op MEDUSA n'étaient pas originaires des districts de Panjwai et de Zhari, et la plupart d'entre elles n'étaient même pas de nationalité afghane, même s'il était et demeure difficile de faire la distinction entre les Pachtounes de l'Afghanistan et les Pachtounes du Pakistan dans un tel environnement. Nous pouvons uniquement émettre des hypothèses sur ce qui aurait pu se passer après 2006, si ces forces n'avaient pas été en mesure de renforcer les efforts des insurgés à Kandahar, qui s'essoufflaient.

À la fin de 2006, l'influence exercée par les talibans au Pakistan s'étendait à de nouveaux secteurs des FATA[30]. Qui plus est, à ce moment, le nombre d'attaques visant les forces de la coalition dans le commandement régional Est en Afghanistan était sensiblement plus élevé.

NOTES

1. Comme l'a expliqué George Tenet dans *At The Center of the Storm*.
2. Neamatollah Nojumi, *The Rise of the Taliban in Afghanistan: Mass Mobilization, Civil War, and the Future of the Region*, Londres, Palgrave Books, 2002, chap. 11.
3. Zahid Hussain, *Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam*, New York, Columbia University Press, 2007), p. 67.
4. V.K. Sood et Pravin Sawhney, *Operation PARAKRAM: The War Unfinished*, New Delhi, Sage Publications, 2003, p. 10-12.
5. Groupe interarmées des opérations J-2, discussions avec l'auteur, février 2003.
6. Entrevue avec le Lcol Pat Stogras, Kingston, 9 décembre 2002.
7. Sood et Sawhney, *Operation PARAKRAM*, p. 12.
8. Matt Waldman, *The Sun in the Sky: The Relationship between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Centre, juin 2010.
9. Sean M. Maloney, *Enduring the Freedom*, Washington, Photomac Books, 2005.
10. Intelligence Corps de l'Armée américaine, note d'information, « The Afghanistan Threat », Combined Arms Center de l'Armée américaine.
11. David C. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2011, p. 87.
12. *Ibid*., p. 101.
13. BBC, Rahimullah Yusufzai, « Taleban aims to regain power », 28 mars 2003.
14. Hussain, *Frontline Pakistan*, chap. 5.
15. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, p. 97-99.
16. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Limited Progress on Domestic Extremism », 25 mai 2006.
17. Sean M. Maloney, « A Violent Impediment: The Evolution of Insurgent Operations in Kandahar Province, 2003- 2007 », *Small Wars and Insurgencies*, juin 2008.
18. Voir : département d'État des États-Unis, « Nature of the Threat of Terrorist Abuse and Exploitation of Non-Profit Organizations (NPOs) »; Thomas Bamforth, « Political Complexities of Humanitarian Intervention in the Pakistan Earthquake », *Journal of Humanitarian Assistance*, 16 janvier 2007; Evan F. Kohlmann, « The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing », document de travail n° 2006/7, Danish Institute for International Studies, 2006. Voir aussi WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Limited Progress on Domestic Extremism », 25 mai 2006.
19. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Political Scene setter for General Pace », 17 mars 2006.
20. *Ibid*.
21. Comme l'a expliqué Isby dans *Afghanistan: Graveyard of Empires*.
22. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA: Strategies and Redlines », 25 mai 2006.
23. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA Operations Since July 7th: A Mixed Bag », 25 mai 2006.

24. John R. Schmidt, *The Unraveling: Pakistan in the Age of Jihad*, New York, Farrar, Straus, and Giroux, 2011, chap. 6.
25. Syed Saleem Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban: Beyond Bin Laden and 9/11*, Londres, Pluto Press, 2011, chap. 2.
26. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA: Pakistani Taliban Threaten JUI-F Interests », 30 juin 2006.
27. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « FATA: Talks and Truces on the Table in North Waziristan », 30 juin 2006.
28. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Northern Waziristan Update », 8 septembre 2006.
29. Voir Rusty Bradley et Kevin Maurer, *Lions of Kandahar: The Story of a Fight against All Odds*, New York, Bantam Books, 2011, chap. 8 et 9.
30. WikiLeaks, message, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Tribal Areas: Talibanization Threat Persists despite North Waziristan Jirga Agreement », 14 décembre 2006.

GLOSSAIRE

3eR22eR	3e Bataillon du Royal 22e Régiment
9/11	Attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New York, aux États-Unis
GAAC	Groupe armé anti-coalition
CAE	Commandement allié en Europe
SMA(Mat)	Sous-ministre adjoint (Matériels)
ZDA	Zone de développement en Afghanistan
FEA	Force d'éradication en Afghanistan
EBG	Engin (ou véhicule) blindé du génie
AFNORTH	Forces alliées Nord Europe
AIA	Autorité intérimaire afghane – Gouvernement temporaire afghan établi dans le cadre de l'Accord de Bonn.
Commandements étasuniens (FOIM-180, CJSOTF, CJCMOTF, CFC-A)	Ces commandements étaient regroupés en Afghanistan dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM. Il s'agit respectivement des forces classiques, des forces spéciales, du commandement responsable de la formation et de l'assistance en Afghanistan et du quartier général d'ensemble de l'effort étasunien en Afghanistan.
AMF	Forces de milices afghanes – Forces indigènes afghanes anti-talibanes dont la loyauté est restée aux chefs de tribus.
ANA	Armée nationale afghane
PANA	Police auxiliaire nationale afghane
SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
PNA	Police nationale afghane
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes

CENA	Centre d'entraînement national afghan
ZO	Zone d'opérations
Zresp	Zone de responsabilité
TTB	Transport de troupes blindé
AQ	Al-Qaïda
CRRC	Corps de réaction rapide du Commandement allié en Europe de l'OTAN
ARTHUR	Radar de détection de tir d'artillerie
CRTS	Centre du renseignement toutes sources
ATA	Administration transitoire afghane – Gouvernement de remplacement de l'AIA avant les élections. L'ATA a pris le relais de l'AIA en 2003. Le président Hamid Karzai a dirigé les deux organisations, et celles-ci représentaient le gouvernement reconnu en 2003-2004.
AWACS	Système aéroporté d'alerte et de contrôle
AWK	Ahmad Wali Karzai
BAF	Aérodrome de Bagram
ECB	Équipe de combat de brigade
BMP	Boyevaya Mashina Pekhoty – Véhicule de combat d'infanterie mécanisée soviétique.
CE	Commission d'enquête
BSB	Bataillon de soutien de brigade
AC	Affaires civiles – Équivalent étasunien de la COCIM (coopération civilo-militaire)
DcamC	Dessin de camouflage canadien
FAC	Forces armées canadiennes
CANBAT	Bataillon canadien

CANCAP	Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes
FOSCAN	Forces d'opérations spéciales du Canada
CARE	Cooperative for American Relief Everywhere
CASEVAC	Évacuation des pertes
FCC	Fonds de contingence du commandant – Financement canadien des activités de coopération civilo-militaire
ACD	Académie canadienne de la Défense
CDC	Conseil de développement communautaire
CEMD, SCEMD, et VCEMD	Chef d'état-major de la Défense, Sous-chef d'état-major de la Défense et Vice-chef d'état-major de la Défense – Avant la création du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada en 2006, le SCEMD était responsable des opérations à l'étranger.
COMFEC	Commandement de la Force expéditionnaire du Canada
CENTCOM	Commandement central – Commandement étasunien pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Ouest.
RGC	Régiment du Génie de combat
CERP	Programme d'aide urgente des commandants – Financement étasunien des activités liées aux affaires civiles.
CEXC	Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs – Organisation étasunienne de lutte contre les EEI.
FC	Forces canadiennes (le terme FAC a commencé à être utilisé en 2013)
CFC-A	Commandement des forces multinationales – Afghanistan – Commandement étasunien en Afghanistan.
RTIFC	Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes
ASPFC	Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes
CIA	Agence centrale du renseignement
ACDI	Agence canadienne de développement international

CG	Confiance envers le gouvernement
COCIM	Coopération civilo-militaire – Assure la liaison avec les responsables civils et la population dans une zone donnée.
CEC	Commandant en chef
CINCNORTH	Commandant en chef des Forces alliées Nord-Europe
CIVPOL	Police civile – Police civile canadienne faisant partie de l'équipe de reconstruction provinciale (ERP).
CJCMOTF	Groupe interarmées de la coalition pour les opérations civilo-militaires
CJSOTF	Force interarmées multinationale d'opérations spéciales
FOIM-76	Force opérationnelle interarmées multinationale 76 – Quartier général divisionnaire américain en Afghanistan.
LJC	Loya Jirga constitutionnelle
PLC	Patrouille logistique de combat
SMC	Secteur militaire du Centre
CNS	Camp Nathan Smith – Site de l'Équipe de reconstruction provinciale.
Cmdt FIAS	Commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité
OPCON	Opération de contingence
CONPLAN	Plan de circonstance
PC	Poste de commandement
FCEP	Force centrale d'éradication du pavot
PCEP	Programme central d'éradication du pavot
RESCO	Recherche et sauvetage de combat
CFP	Commission de la fonction publique
FOM	Force opérationnelle multinationale
OSCT	Opérations spéciales contre terroristes – prédécesseur du Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada.

AD	Aire de diffusion
EICC	Équipe d'intervention en cas de catastrophe
SCEMD	Sous-chef d'état-major de la Défense, responsable des opérations à l'étranger avant la création du COMFEC en 2006
CmdtA	Commandant adjoint
ADD	Assemblées de développement des districts
DDR	Démobilisation, démilitarisation et réintégration. La DDR est le processus de retour des soldats à la vie civile et l'entreposage de leurs armes. L'entreposage des armes lourdes est un sous-ensemble de la DDR, mais il s'agit d'un programme distinct.
CD	Conseiller en développement
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (le nom du ministère était celui utilisé pendant la période visée)
DFID	Department for International Development – Équivalent de l'ACDI en Grande-Bretagne.
DGAI	Démantèlement des groupes armés illégaux
MDN	Ministère de la Défense nationale
DOCEX	Exploitation des documents
ITD	Installation de transfert des détenus
GCE	Groupe consultatif externe
CME	Contre-mesures électroniques
NEM	Neutralisation des explosifs et munitions
OEF	Opération (Op) ENDURING FREEDOM
FSE	Force de soutien des élections de l'OTAN
ETT	Équipe d'entraînement intégrée – Mentors canadiens et alliés de l'Armée nationale afghane travaillant pour la Force opérationnelle Phoenix.

CRRE	Corps de réaction rapide européen – Corps d'armée intergouvernemental, qui comprend des militaires provenant de neuf pays. Il s'agit d'une force de l'Union européenne et de l'OTAN, dont le quartier général se trouve à Strasbourg, en France.
GE	Guerre électronique
FATA	Agences tribales administrées par le fédéral
FBI	Federal Bureau of Investigation
IIVA	Imagerie infrarouge à vision vers l'avant
FOB	Base d'opérations avancée
OOA/CAA	Officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé
FOSAF	Force de remplacement pour l'assistance à la sécurité
BSA	Bataillon de soutien avancé – Organisation logistique américaine à l'aérodrome de Kandahar.
GSA	Groupe de soutien avancé – Organisation logistique canadienne en Afghanistan.
ESC	Équipe de soutien en campagne – Équipe canadienne du renseignement humain.
GIRoA	Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan
HEAT	Explosif brisant antichar (charge militaire)
HiG	Hezbe Islami Gulbuddin (parti politique)
HIMARS	Système de roquettes d'artillerie à grande mobilité
VLLR	Véhicule logistique lourd à roues
CE	Chef d'État
QG	Quartier général
ROHUM	Renseignement humain
OGI	Objectif de grande importance
EAL	Entreposage d'armes lourdes

SIDNA	Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan
CI	Communauté internationale
CICR	Comité international de la Croix-Rouge/Croissant Rouge
PDIP	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (camp)
EEI	Engin explosif improvisé
NEEI	Neutralisation d'engins explosifs improvisés
IFOR	Force de mise en œuvre
LCI	Lignes de communication intégrées – Entente logistique entre le Canada et les États-Unis.
CGI/FMI	Cadre de gestion des investissements (ancienne stratégie de l'OTAN) ou Fonds monétaire international (organisation)
RIC	Repas individuel de combat
OI	Organisation internationale
FRI(T)	Force de réaction immédiate (Terre) – Bataillon en attente d'un déploiement mondial dans un nombre de jours donné.
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
BEI	Base d'étape intermédiaire – Élément logistique canadien en Turquie.
ISI	Direction pour le renseignement interservices
RSR	Renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance
CCI	Centre de coordination interarmées
JDAM	Munition interarmes d'attaque directe
CODI	Centre d'opérations de défense interarmées – Quartier général de l'aérodrome de Kandahar qui coordonne la défense de la base.
JeM	Jaish-e-Mohammed (Groupe armé islamiste)
JEMB	Organe mixte d'administration des élections

JICA	Agence japonaise de coopération internationale
COI	Centre d'opérations interarmées
GIO	Groupe interarmées des opérations
CICP	Centre interarmées de coordination provincial – Situé au palais du gouverneur.
CCCS	Centre de coordination conjointe de la sécurité
JSOC	Commandement des opérations spéciales interarmées
FOI-ASO	Force opérationnelle interarmées de l'Asie du Sud-Ouest
ERI	Équipe régionale interarmées – Prédécesseur du concept d'équipe de reconstruction provinciale.
CIFA	Contrôleur interarmées de la finale de l'attaque – Personnel, généralement de l'artillerie, qui manipule les systèmes de guidage laser et satellite pour cibler les munitions de précision.
FOI-A	Force opérationnelle interarmées en Afghanistan
K2	Karshi-Khanabad – L'une des bases aériennes principales de l'Op ENDURING FREEDOM
KAF	Aérodrome de Kandahar – BAF, KAF et K2 étaient les principales bases aériennes de l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan.
KAIA	Aéroport international de Kaboul, en Afghanistan
KBR	Kellogg, Brown & Root – Société américaine d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction.
SPK	Service de police de Kaboul
PEC	Point d'entrée clé
KFOR	Force pour le Kosovo
KLE	Engagement des relais d'influence
KMNB	Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul
CIMK	Centre d'instruction militaire de Kaboul

KSK	Kommando Spezialkräfte (Commandement des Forces d'opérations spéciales de l'Allemagne)
KUS	Choura des oulémas de Kandahar
VBL	Véhicule blindé léger
SOFT, SCFT	Secteur de l'Ouest de la Force terrestre, Secteur du Centre de la Force terrestre (Quartier général de l'Armée canadienne au Canada)
ZA	Zone d'atterrissage
MACTP	Programme de sensibilisation aux mines et de formation au déminage
Maz	Mazâr-é-Charîf
FCP	Force de contingence principale
MEDEVAC	Évacuation médicale
EGEM	Équipe de guerre électronique mobile
VLMR	Véhicule logistique moyen à roues
UMM	Unité médicale multinationale
Min DN	Ministre de la Défense nationale
Min Def	Ministère de la défense
MoI	Ministre de l'Intérieur
MQ-1	Le MQ-1 Predator est un véhicule aérien sans pilote (UAV)
MQ-9	Le MQ-9 Reaper est un véhicule aérien sans pilote (UAV)
RIC	Repas individuel de combat
MRRD	Ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan
MSG	Ma'Sum Ghar
AMT	Accord militaire technique
PAIM	Programme d'aide à l'instruction militaire

OMI	Objectif de moyenne importance
MML	Moral, mieux-être et loisirs
MYRM	Tableau de bord pluriannuel de la SFOR de l'OTAN
N2K	Provinces de Nangarhar, de Kunar et de Khost
EANCP	Élections à l'Assemblée nationale et aux conseils provinciaux
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ECN	Élément de commandement national
S/off	Sous-officier
QGDN	Quartier général de la Défense nationale
DNS	Direction nationale de la sécurité
ONG	Organisation non gouvernementale
FOSNOR	Forces d'opérations spéciales norvégiennes
ESN	Élément de soutien national
PRONASOL	Programme national de solidarité
AFC	Autres forces de la coalition – Type de forces d'opérations spéciales américaines
ODA	Détachement opérationnel Alpha – Équipe de 12 soldats des forces spéciales étasuniennes
ODB	Détachement opérationnel Bravo
OEF	Opération ENDURING FREEDOM – Coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan
AAG	L'Autre agence gouvernementale
AM	Autres ministères – Terme canadien désignant les personnes qui ne font pas partie des FC ou du MDN
BHR	Bureau du Haut-Représentant
ELMO	Équipe de liaison et de mentorat opérationnel – Version de l'Équipe d'entraînement intégrée de l'OTAN

Op	Opération
PO	Poste d'observation
OPLAN	Plan d'opération
OPSEC	Sécurité des opérations
ORM	Feuille de route opérationnelle – MYRM du CGI
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OSGAP	Bureau du Secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan
BPSG	Base de patrouille Sperwan Ghar
BPW	Base de patrouille Wilson
DP	District de police – Organisation administrative-géographique de base de la ville de Kaboul en 2003-2004.
CDP	Comité de développement provincial
COP	Centre d'opérations de la province
POLAD	Conseiller politique
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
PPIED	Dispositif explosif de circonstance déclenché par plateau de pression
ERP	Équipe de reconstruction provinciale
OPPSY	Opérations psychologiques – L'une des nombreuses opérations d'information ou activités des OI destinées à influencer les amis et les ennemis par le biais de messages.
PTS	Programme Takhim-e Sohl – Programme d'amnistie « Strengthening Through Peace »
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
PIR	Projet à impact rapide
FRR	Force de réaction rapide
RAF	Royal Air Force
RALC	Régiment d'artillerie légère du Canada

RBC	Régiment blindé du Canada
CR (S)	Commandement régional (Sud)
RCD	The Royal Canadian Dragoons
RCHA	Royal Canadian Horse Artillery
RCIED	Engin explosif improvisé radiocommandé
GRC	Gendarmerie royale du Canada
DDI	Détachement de dégagement d'itinéraire
RCR	The Royal Canadian Regiment
RDZ	Zone de développement régional
REMBASS	Système de surveillance à distance de capteurs sur le champ de bataille
RGC	Régiment du génie de combat
RP	Relève sur position
CMR	Collège militaire royal
RE	Règle d'engagement
Roto	Rotation
SPEOI	Système de purification d'eau par osmose inverse
ZOR	Zone d'opérations réglementée – Zone où les aéronefs ne sont pas autorisés à survoler.
GPF	Grenade propulsée par fusée
SAT	Système d'arme télécommandé
CS	Connaissance de la situation
SACEUR	Commandant suprême des Forces alliées en Europe de l'OTAN
SAGEM	Société d'applications générales d'électricité et de mécanique
SAS	Special Air Service

ECS-A	Équipe consultative stratégique en Afghanistan
SBS	Special Boat Service
SEAL	Équipe mer-air-terre – Principale force d'opérations spéciales de la Marine américaine et une partie du Naval Special Warfare Command et du United States Special Operations Command.
SFOR	Force de stabilisation – Force dirigée par l'OTAN en Bosnie
SFGA	Special Forces Group (aéroporté)
BIRFA	Brigade d'intervention rapide des forces en attente (de l'ONU)
SIGINT	Renseignement d'origine électromagnétique
LCS	Lignes de communication stratégiques – Voie logistique de retour au Canada
SNC	Surveyer Nenniger & Chênevert, Inc. (aujourd'hui SNC-Lavalin, une société d'ingénierie canadienne)
SOAR	Special Operations Aviation Regiment
FS	Forces spéciales
FOS	Force opérationnelle spéciale
SQFT	Secteur du Québec de la Force terrestre
ERS	Équipe de reconnaissance (reco) stratégique
ESS	Exploitation de sites sensibles
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SST	« Shit Sucker Trucks »
SVBIED	Engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide
TAA	Zone de rassemblement tactique
CAT	Contrôle aérien tactique
SSC	Secourisme en situation de combat
TEODor	Robot téléguidé de neutralisation des explosifs et munitions et d'observation (de Telerob)

EET	Équipe d'exploitation tactique
FO	Force opérationnelle
FOA	Force opérationnelle en Afghanistan
FO Kaboul/ FO Kand	Force opérationnelle à Kaboul/Force opérationnelle à Kandahar
TEC	Troupes en contact
Route TK	Route Tarin Kot
TOW	Filoguidé à poursuite optique, lancé par tube (lanceurs)
TUAV	Véhicule aérien sans pilote tactique
EAU	Émirats arabes unis
UAV	Véhicule aérien sans pilote
OBL	Oussama ben Laden
R.-U.	Royaume-Uni
PSU	Poste sanitaire d'unité
UN	Nations Unies
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
UNGOMAP	Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan
UNMACA	Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
UNSC	Conseil de sécurité des Nations Unies
E.-U.	États-Unis
USAID	Agence américaine pour le développement international
USMC	Corps des Marines des États-Unis

USNORTHCOM	Commandement de l'Amérique du Nord
UTN	Ummah Tameer-e-Nau – Organisation non gouvernementale « humanitaire » pakistanaise
UXO	Munition explosive non explosée
VIP	Personne de marque
VHU	Véhicule hors d'usage
IEE	Inscription électorale et élections – Opérations de soutien aux élections, y compris les inscriptions, le vote, le décompte des bulletins de vote et la protection pour garantir la transparence, l'impartialité et la légitimité.
ADM	Armes de destruction massive

À PROPOS DE L'AUTEUR

M. Sean M. Maloney, Ph. D. est professeur d'histoire au Collège militaire royal et il a été conseiller en histoire auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre pendant la guerre en Afghanistan. Auparavant, il avait été historien pour la 4e Brigade mécanisée du Canada, dont la mise à contribution a été le principal appui de l'Armée canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. M. Maloney a une vaste expérience sur le terrain dans les Balkans, plus particulièrement en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, de 1995 à 2001. Son travail sur les Balkans a été interrompu par les attentats du 11 septembre. Depuis 2001, M. Maloney se consacre exclusivement à la guerre contre le mouvement al-Qaïda et ses alliés, plus particulièrement celle menée en Afghanistan. Il s'est rendu à maintes reprises en Afghanistan de 2003 à 2014 pour observer les opérations de la coalition et du Canada dans ce pays et prendre des notes à ce sujet. En plus d'être l'auteur de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, il est l'auteur de 14 autres ouvrages, dont quatre qui portent sur la guerre en Afghanistan.

Photo : Auteur

Sean M. Maloney, Ph. D.

INDEX

A

Abbott, Ashley (USAID) : 375, 376, 378, 379, 576

Abdullah (Ph. D.), Abdullah : 142, 294

Abizaid, général John : 327

Abthorpe, major Geoff (Armée canadienne) : 494, 504, 515, 528, 534, 549, 573

Accord de Bonn : 27, 28, 110, 112, 120, 122, 134, 141, 142, 148, 173, 187, 189, 192, 206, 301, 304, 305, 313, 315, 372, 374, 391, 429

Accord de paix de Waziristan : 607

Accords de Genève : 1, 2

Achakzai (groupe ethnique) : 384, 385

Adair, capitaine Jay (Armée canadienne) : 61, 468

Administration transitoire afghane (ATA) : 27, 55, 64, 87, 88, 97, 111, 113, 114, 117, 120—122, 141, 142, 148, 150—153, 161, 166, 170, 172—174, 180, 182, 183, 186, 187, 189, 191, 193, 198, 203, 205, 206, 208, 210, 217—219, 243—246, 248, 251, 264, 277, 301, 303, 305, 324, 327, 328

Aérodrome Chapman : 87—90, 100

Aérodrome de Bagram : 5, 24—26, 42, 62, 74, 75, 77, 82, 83, 86, 123, 135, 144, 146, 199, 223, 430

Aérodrome de Kandahar (KAF) : xiii, 23, 33, 34, 40—47, 53—61, 63, 66, 68—72, 75, 78, 79, 82, 89, 91—93, 98, 99, 109, 154, 194, 343, 345, 352, 353, 355, 356, 360—364, 366, 371, 372, 386—390, 397, 399, 400, 405, 406, 408—410, 415, 421, 423, 440, 441, 446, 463—466, 478, 492, 496, 504, 507, 508, 512, 516, 518, 527, 528, 530, 534, 550, 557—562, 571, 577, 591, 603

Aéronefs

A-10 Thunderbolt : 82, 453, 462, 467, 474, 511, 517, 519, 521, 523, 531, 541, 542, 563
Aéronef de surveillance Nimrod MR2 : 509, 513
Aéronef Harrier : 440, 441, 505
AH-64 Apache : 41, 61, 65, 82, 83, 89, 95, 98, 170, 232, 259, 266, 280, 430, 436, 439, 448, 453, 462, 472, 473, 499, 518, 521, 524, 528, 546
AN-124 Antonov : 89, 154
B-1B Lancer : 439, 462, 474, 510, 554
B-52 Stratofortress : 96
C-5B Galaxy : 39, 40
C-17 Globemaster III : 21, 39, 40, 45, 65, 66, 69, 79, 557
C-130 Hercules, AC-130, CC-130 : 25, 31, 67, 68, 75, 82, 86, 95, 96, 154, 223, 264, 265, 496, 508, 523, 525, 554
CC-150 Polaris : 68, 154
CF-18 Hornet : 17, 24, 114, 116, 343, 344
CH-47 Chinook, MH-47D : 41, 44, 61, 65, 72, 75, 76, 78, 82, 83, 85, 89, 92, 95, 98, 126, 343, 398, 419, 448, 458, 462, 518, 535
CH-124 Sea King : 343
CH-146 Griffon : 126, 343, 344
CH-149 Cormorant : 327, 343
F-16 Falcon : 78, 80, 82, 292
HH-60 (Pave Hawks) : 345, 509
MC-130 Combat Talon : 61, 508
MH-60 Black Hawk : 44, 95
OH-58D Warrior : 343
UH-1N Twin Huey : 343, 418

Aéroport international de Kaboul, en Afghanistan : 27, 121, 127, 135—137, 139, 143—146, 150, 154, 164, 165, 168—171, 178, 180, 181, 220, 225, 239, 247, 254, 265, 292, 308, 326

Afrique : 1, 15, 52, 115, 118, 128, 226, 244, 302, 331, 346, 380

Agence de coopération internationale du Japon : 354

Agences tribales administrées par le fédéral (FATA) : 604—607

Agent neurotoxique Sarin : 71

Ahmadzai (Ph. D.), Ashraf Ghani : 166, 303, 305, 310

Aide humanitaire : 50, 63, 92, 119, 121, 122, 125, 165, 375, 378, 381, 540, 549, 565, 570, 575, 605

Akka, colonel : 540, 578

Alefkehl : 84, 85

Alexander, Chris (ambassadeur canadien) : vi, 174, 246, 260, 264, 295, 305, 310, 316, 334

Al Ghuraba : 48, 49

Ali, général Bari : 170

Alikozai (tribu) : 382—385, 434, 475

Alikozai, mollah Naqibullah (mollah Naqib) : 9, 383, 384, 439, 475, 476, 580

Alizai, général Asmatullah : 578

Allemagne/Allemand : xxv, 26, 30, 39, 44, 45, 47, 60, 63, 79, 93, 110—113, 115, 118, 125, 128, 141, 144, 149, 156, 164, 165, 167, 170, 172, 180—182, 192, 193, 197, 199, 209, 223, 231, 235, 239—241, 258, 269, 278, 283, 297, 302, 309, 325, 326, 328, 372, 377, 378, 385, 426, 429, 430, 445, 490, 493, 538, 548, 566, 577

Alliance de l'Est : 86

Alliance du Nord : 15, 18, 19, 22—24, 26, 27, 32, 49, 50, 86, 87, 122, 143, 161, 166, 173, 176, 182, 210, 238, 244, 256, 260, 601

al-Masri, Abd al Aziz : 54

Al-Qaïda : xiii, xxi, xxiii, 1, 10, 13—18, ,20—23, 25—34, 42—55, 64, 69—72, 75, 81, 82, 84, 86, 88, 90, 91, 97, 100, 103, 109, 110, 112, 114, 115, 117, 122, 124, 126, 134, 141—143, 150, 161, 173, 179, 205, 206, 208, 223, 233, 235, 244, 266, 292, 294, 311, 323, 327, 347, 348, 395, 401, 402, 422, 443, 444, 505, 508, 591, 592, 601—607, 612, 627

al-Suri, Abu Musab : 49

al-Zarquoui, Abu Musab : 52

al-Zawahiri, Ayman : xxi, 32, 70, 88

American Drug Enforcement Administration : 417

Anderson, Lcol David (Armée canadienne) : 351

Arabie saoudite, Moyen-Orient : 2, 6, 9, 10, 15, 47, 142, 161, 293, 605

Arbour, Louise (Canada) : 246

Arghandab, Afghanistan : iii, xiv, 356, 362—364, 369, 384, 387—389, 475—477, 489, 495, 508, 574, 580

Arghistan, Afghanistan : 61, 356, 363, 364, 387—389, 489, 495

Armes de destruction massive (ADM) : 110

Arndt, caporal-chef Raymond (Armée canadienne) : 478

Arnold, caporal Glen (Armée canadienne) : 535

Asheque, Afghanistan : 434, 476, 501

Assassinat de Glyn Berry : 390, 391, 422, 594

Assemblée de la justice de Kandahar : 305

Atwell, Capt Hugh (Armée canadienne) : 473

Australie/Australien : 33, 44, 60, 78, 93, 353, 398, 492, 518, 555

Autorité intérimaire afghane (AIA) : 27, 29, 34, 64, 120, 134

Azerbaïdjan : 52

Azzam, Abdullah Yusuf : 10

B

Baba, Haji : 348

Back, général Gerhard : 309

Badghis (province) : 48, 397

Badvan Ghar : 500

Bagdad, Iraq : 330, 603

Bagrami, Afghanistan : 135, 136, 139, 145, 157, 160, 165, 169, 178, 200, 220

Bahram Chah : 443

Bakr, Abu : 186, 187

Baleine (La) : 72—76, 78

Balkans : i, 8—10, 13, 17, 21, 66, 121, 134, 154, 173, 283, 342, 380, 496, 497, 592, 627

Balkh (province) : 48, 252, 263, 264, 397

Baluchistan (province du Pakistan) : 603, 607

Bamiyan, Afghanistan : 48, 124, 326

Banda Daud : 250

Band-e Timor : 569

Bannerjee, Nipa (Canada) : 196, 256, 310, 312, 316

Baqi, Maulvi mollah Abdul : 335, 357, 368, 432, 436

Barab Chah : 443

Baradar, mollah Abdul Ghani : 55, 91, 93, 422, 442, 444

Barakzai (tribu) : 92, 381—385, 433, 434

Barno, Lgén David (Armée des É.-U.) : 204, 248, 285

Barrage de Dahla : 420, 447, 476

Barry, Capt Kevin (Armée canadienne) : 440, 473

Bascon, Sgt Nicky (Armée canadienne) : 539

Base aérienne Al Jaber, Koweït : 78

Base aérienne Minhad (Émirats) : 68, 431

Base de patrouille Sperwan Ghar : 551, 552, 554, 567, 568

Base de patrouille Wilson : 406, 432, 433, 434, 451, 470, 472, 477, 494, 495, 497, 499, 501, 509, 513, 528, 537, 538, 544, 545, 547, 548, 552, 559—561, 567, 568, 570, 572

Base de soutien du théâtre : 68

Base d'opérations avancée (FOB)

FOB Ghecko : 92, 362

FOB Martello : 406, 414, 415, 420, 421, 447, 448, 468, 470, 494, 495, 504, 508, 509, 518, 545, 548-550, 555, 559

FOB Ma'Sum Ghar : 537, 538, 544, 552, 567, 568, 571, 572

FOB Robinson : 418—421, 447, 459, 461, 462

FOB Wilson : 406, 433

FOB Wolf : 418
FOB Zettelmeyer : 537, 544, 547, 552, 568, 572, 578

Bataille de Pashmul : xiv, 450, 452, 468, 471, 488, 594

Bataille du 3 août : xiv, 466, 470, 471, 474—476, 491, 514, 515, 580, 594

Bâtiment de l'ECS : 312, 315

Bazar-e Panjwai, Afghanistan : 355, 432, 434, 451, 470, 473, 474, 477, 498, 503, 533, 534, 536, 537, 539, 544, 546, 552, 567, 568, 572

Beerenfenger, Cpl Robbie (Armée canadienne) : 183—185, 195, 198, 221, 223

Belanday, Afghanistan : 386

ben Laden, Oussama : xxi, 10, 14, 16, 19, 25, 32, 34, 49, 52, 53, 55, 69, 81, 82, 84—86, 112, 141, 259, 602

Berry, Glyn (Canada) : 15, 375—378, 390, 391, 422, 423, 430, 575, 594

Bihac, Bosnie : 99

Blackburn, Maj Mike (Armée canadienne) : 57, 88—90

Blair, Tony (Royaume-Uni) : 270

Blair, Maj Colin (Armée canadienne) : 64

Bolduc, Lcol Don (Armée des É.-U.) : 357, 358, 492, 504, 520

Bolen, adjudant Billy (Armée canadienne) : 80

Bombardement de la Ferme Tarnak : 69, 78—81, 88, 99, 557

Boneca, caporal Anthony (Armée canadienne) : 453, 457

Bonn, Allemagne : 141

Bosnie, Bosniaque : 9, 10, 19, 21, 52, 66, 99, 114, 121, 127, 128, 134, 141, 154, 172, 179, 226, 228, 230, 246, 270, 302, 306, 319, 320, 340, 344—346, 400, 406, 478, 496, 627

Bout, Viktor : 17

Bowes, Col Steve (Armée canadienne)/Lgen Steve Bowes : viii, 358, 358, 374—376, 380, 386, 391

Bradley, Lcol Tom (Armée canadienne)/Maj Tom Bradley : 57, 96, 556

Bradley, Maj Rusty (Armée des É.-U.) : 508

Brahimi, Lakhdar : 26, 166, 179, 204, 218, 325

Braun, Cpl David (Armée canadienne) : 505

Brewer, Lcol Mark (Armée des É.-U.) : 463

Brindisi, Italie : 66

Brink, Sgt Joe (Armée canadienne) : 390

Brown, Capt Steve (Armée canadienne) : 519

Brown, Sgt 1re William (Armée des É.-U.) : 553

Bruxelles, Belgique : xxv, 311

Buchan, Gavin (Canada) : vi, 125, 539, 575

Bureau de coopération militaire – Afghanistan : 190, 288, 335

Bureau du secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan (OSGAP) : 1, 2, 5—8

Burton, Lcol Paul (Armée des É.-U.) : 357

Bush, George (États-Unis) : 31, 110

Byers, soldat David (Armée canadienne) : 535

C

Cachemire : 50, 602, 603, 605

Cadieu, major Trevor (Armée canadienne) : 557, 558, 571, 573

Cadre de gestion des investissements : xiii, 306, 307, 309, 310

Callan, Michael (Canada) : vi, 375, 415, 427, 539

Cambodge : 10, 346

Camp

Camp Abu Ubaydah : 53
Camp Assadalah Abdul Rahman : 50
Camp Badr : 48, 52
Camp Bastion : 462—464
Camp David : 15, 16
Camp d'entraînement Al Farouq : 48, 49, 53, 62
Camp Derunta : 48—50, 52, 62
Camp Hizbi Islami : 50
Camp Julien : 135, 136, 139, 143, 145, 146, 148, 154, 155, 157, 158, 160, 161, 168, 169, 171, 178, 183, 184, 190, 196, 200, 201, 210, 220, 221, 223—225, 232, 241, 242, 256, 279—283, 285, 287, 288, 291, 292, 294—296, 329, 345, 351
Camp Mirage : 67, 68, 149, 154, 155, 264, 409
Camp Nathan Smith : 351, 359, 360, 362, 363, 381, 406, 422, 427, 495, 505, 560
Camp Nine : 48, 49
Camp Sherzai : 371
Camp Warehouse : 135, 136, 139, 143, 145, 146, 148, 154—156, 165, 167—169, 171, 178, 183, 220, 254, 255, 257
Camp Zhawar Kili : 48, 52, 62, 78
Camp Ziarat Jah : 52

Campbell, major Mark (Armée canadienne) : 60

Canada/unités canadiennes

Agence canadienne de développement international (ACDI) : vi, 4, 63, 119, 192, 194—197, 241—244, 256, 268, 269, 281, 301, 302, 310, 312, 314, 326, 327, 331, 333, 336, 346, 359—361, 363, 375, 378, 423, 424, 426, 427, 493, 538, 539, 574

Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) : 154—156

Centre de coordination de l'appui du Génie : 60

Centre du renseignement toutes sources (CRTS) : 149, 186, 199, 202, 231, 232, 233, 235, 236, 246, 259, 268, 278, 283, 284, 288, 292—294, 296, 351, 399, 408—411, 474, 491, 577

Collège militaire royal (CMR) : v, vi, 119, 627

Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) : vii, 339, 400, 425, 508, 541, 558, 570

Commission de la fonction publique (CFP) : 314

Compagnie Para (Régiment de parachutistes) : 156, 163, 185, 187, 340, 490

Équipe de soutien en campagne (ESC)/L'équipe canadienne chargée de la sécurité sur le terrain : 234, 294

Escadron de reco (escadron de surveillance) : 19, 21, 39, 57, 60, 61, 75, 79, 98, 99, 167, 229, 230, 232, 255, 257, 266, 268, 270, 278, 281—285, 288, 292, 294—297, 333, 351

Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) : 170, 187, 197, 284, 517, 518, 522

Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 5, 310, 330, 333, 359, 361, 371, 373, 374, 381, 391, 423

Groupe des opérations d'information des Forces canadiennes : 59

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) : vi, 125, 126, 128, 196, 244, 267—269, 305, 311, 326, 333, 337, 346, 361, 375, 377, 378, 423, 424, 539, 548, 575

Navire canadien de Sa Majesté Montréal : 323

Organisation canadienne du renseignement d'origine humaine : 278

Programme d'aide à l'instruction militaire (PAIM) : 190

Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes : 154, 280, 405, 561

Quartier général de la Défense nationale (QGDN) : 187, 195, 196, 230, 243, 264, 288, 326, 339, 490

Régiment aéroporté du Canada : 22, 42

Régiment des transmissions interarmées des Forces canadiennes (RTIFC) : 409

Royal Air Force (RAF) : 25, 440, 441, 462, 505

Royal Canadian Horse Artillery (RCHA) : 39,148, 399, 439

Secteur du Québec de la Force terrestre (SQFT) : 21

The Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) : 13, 39, 58

The Royal Canadian Dragoons (RCD) : 148, 225, 352, 493, 494, 518, 545, 551

1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR) : 8, 455, 457, 468, 469, 474, 478, 490, 493, 494, 520, 527, 542, 546, 547, 563, 570, 595
1er Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) : 278, 399, 455, 457
1re Division du Canada : 117
1er Régiment du Génie de combat (CER) : 39, 279, 399
2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : 21, 352
2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) : 478, 494, 500, 501, 505, 535, 595
2e Escadron de guerre électronique (GE) : 39, 59, 9, 148, 399, 408, 410
3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3 R22eR) : 229, 235—239, 241—243, 246, 255—259, 279, 559, 575
3e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) : 144, 155, 156, 158, 159, 161, 163, 217—219, 221, 225, 226, 229, 236, 241, 242
3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) : 13,14, 22, 33, 34, 39, 41, 42, 44, 55, 57, 59, 60, 72, 74, 75, 78, 82, 84, 86—88, 91—93, 95—97, 109, 194, 278, 360, 591
5e Régiment d'artillerie légère du Canada (RALC) (Batterie R) : 229, 231
12e Régiment blindé du Canada (12 RBC) : 229, 231, 399, 423
52e Escadron, 5e Régiment du Génie de combat (RGC) : 229, 236

Capstick, Col Mike (Armée canadienne) : viii, 310, 312, 313, 315

Carignan, Lcol Serge (Armée canadienne) : 229

Carr, Maj Steve (Armée canadienne) : 400

Carrefour giratoire « Massoud » : 137, 168

Ceinture verte : 459, 461, 464, 466, 467, 476, 477

Centre de coordination conjointe de la sécurité (CCCS) : 188

Centre de coordination interarmées (CCI) : 369, 410, 425

Centre de dépouillement du scrutin de la région centrale de la MANUA : 292, 294

Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan : 279

Centre d'entraînement militaire de Kaboul : 558

Centre d'entraînement national afghan (CENA) : 136, 169, 171, 287—289, 297, 345

Centre d'entraînement régional : 354, 372, 373

Centre d'opérations de la province (COP) : 556—558

Centre d'opérations tactiques : 201, 399, 465, 557, 573

Centre interarmées de coordination provincial (CICP) : 404, 424, 431, 557

Chaghcharan, Afghanistan : 330

Chagnon, Capt Michael (Armée canadienne) : 191

Chahar Asiab, Afghanistan : 136, 137, 139, 145, 156, 157, 159, 160, 161, 169, 171, 177, 178, 182, 200, 209, 220, 221

Chalghowr, Afghanistan : 386, 509

Chaman : 94, 338

Charikar, Afghanistan : 254, 256

Chenar, Afghanistan : 443

Chevrefils, Cpl Chad (Armée canadienne) : 499

Chine : 47

Choura des oulémas : 348, 427

Choura des oulémas de Kandahar : 348, 427

Choura de Peshawar : 182, 183, 603

Choura de Quetta : 323, 357, 370, 380, 422, 436, 442, 468, 526, 602, 605

Chrétien, Jean (Canada) : 117, 329

Chypre : 2, 99

Coakwell, Capt Marjorie (Armée canadienne) : 67

Col de Khyber : 135, 256

Colline de Gundy Ghar : 491, 492, 534

Comité de ciblage des projets : 539

Comité de développement provincial (CDP) : 303, 361, 362, 375—378, 381, 424, 439, 507, 537, 540, 574

Comité de gestion des catastrophes : 507, 535, 537, 539, 540

Comité du Cabinet chargé des affaires internationales : 269

Comité international de la Croix-Rouge : 8, 426

Commission d'enquête : 79, 80, 422

Commission électorale indépendante de l'Afghanistan (CEIA) : 318

Conférence de Bonn II : 401

Confiance envers le gouvernement (CG) : 370, 376—378, 391, 415, 427, 550

Congo : 128

Connolly, Lcol Peter (Armée de l'Australie) : 492

Conrad, Lcol John (Armée canadienne) : 399, 405—408, 466, 473, 494, 496, 559

Conseil de l'Atlantique Nord : 120, 328

Conseil de développement communautaire (CDC) : 303, 375, 507, 536, 574

Conseil de sécurité des Nations Unies (UNSC) : 31, 113, 120, 150, 180, 181

Contre-insurrection : vi, xxi, xxiv, xxvi, 64, 179, 186, 303, 334, 335, 337, 344, 358, 476, 542, 549, 557, 594, 595

Contre-mesures : 412, 496, 562

Contre-mesures électroniques (CME) : 226, 228, 412, 448, 496, 499, 514, 516, 562

Contre-terroriste : 29, 100, 304, 318, 366, 398, 566

Coombs, Maj Howard (Armée canadienne) : 305

Coopération civilo-militaire (COCIM) : xxvi, 59, 61, 66, 125, 144, 158, 163, 184, 192—197, 219, 221, 223, 225, 236, 237, 239, 241—243, 255, 255, 256, 258, 279, 281, 295, 296, 305, 327, 333, 345, 352, 354, 358, 360, 361, 370, 371, 374, 376, 378, 380, 385, 396, 593, 412, 416, 425, 426, 430, 431, 451, 453, 538, 539, 541, 549, 557, 567, 569, 574, 575, 578, 593

Cooperative for American Relief Everywhere (CARE) : 247

Costall, soldat Robert (Armée canadienne) : 419

Coup d'État : 5, 8, 137, 166—168, 170, 172, 184, 264, 266, 428

Cowan, lieutenant (Armée canadienne) : 71

Croatie/Croate : 8—10, 60, 99, 141, 144 346, 627

Croix-Rouge (La) : 8, 204, 426

Crop Circle : 361, 362

Cross, Maj Dyrald (Armée canadienne) : 148, 167, 229

Cushley, soldat William (Armée canadienne) : 515

D

Dallaire, soldat Kevin (Armée canadienne) : 473

Dallaire, Lgén Roméo (Armée canadienne) : 346

Dand, Afghanistan : 362, 363, 477, 574

Dangar, Anwar : 182, 186, 234

Darfour : 128, 346, 347

Dasht : 560

Dastagiri, Haji Agha Lalai : 439, 507, 537, 539, 540, 578

Daud Daud, major-général Mohammed : 251

Davis, caporal Paul (Armée canadienne) : 416

de Hoop Scheffer, Jaap (Armée des Pays-Bas) : 248

de la Bourdonnaye, Cpl Jean (Armée canadienne) : 79

Deh Rawod, Afghanistan : 64, 93—96, 569

DeLong, Lgén Michael (Armée des É.-U.) : 117, 123

Delvoie, Louis (ambassadeur canadien) : 2, 7

Demiray, capitaine Suleyman (Armée canadienne) : 427

Démobilisation, démilitarisation et réintégration (DDR) : 30, 122, 152, 154 172—174, 177, 179, 187, 188, 191, 203, 204, 207, 210, 230, 244, 249—253, 255, 260, 261, 266, 278, 281, 287, 291, 295, 304, 306, 308, 371, 372

Denne, Lcol Don (Armée canadienne) : 144, 156, 158, 185, 186, 192, 193, 201, 207, 209, 223, 225, 229

Deobandiste : 605

Département de la défense américain : 418

Département d'État américain : viii, 179, 245, 261, 321, 372, 374, 418

Désarmement/démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) : 251, 317, 319, 371, 372, 380, 384, 428

Désert du Registan (Reg) : 54, 353, 363, 364, 489, 492, 493, 503, 504, 521, 522, 552, 567—569

Détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) : 411, 543, 545

Détroit de Gibraltar : 54

Devlin, Maj/Bgén/Mgén/Lgén Peter (Armée canadienne) : 144, 149, 152, 153, 164, 166—168, 187, 188, 207, 210, 229, 232, 234, 244, 246

Deykandi (province) : 396

DHL (courrier) : 68

Dinning, Cpl Matthew (Armée canadienne) : 415

Djalalabad, Afghanistan : 24, 43, 48—50, 52, 62, 81, 82, 139, 145, 178, 220, 326, 327

Dorgan, Erin (Canada) : 378

Dostum, Abdul Rashid : 6—8, 23—25, 202, 203, 207, 208, 245, 246, 249, 251, 252, 265, 294, 305, 306

Doucette, Lcol Tom (Armée canadienne) : 423, 425

Dr. Evil : 69, 70

Dubaï, AE : 63, 149, 154, 431

Durrani (tribu) : 32, 33, 363, 381, 382

Dyer, caporal Ainsworth (Armée canadienne) : 79

DynCorp : 354, 372—374, 396, 536

E

Eason, caporal Dennis (Armée canadienne) : 72

Echo (Point d'entrée clé) : 219, 220

École blanche : 452, 470—473, 511, 514, 534

Écrasement du vol 737 de la Kam Air : 296

Égypte : 52

Eikenberry, Lgén Karl (Armée des É.-U.) : 358, 405, 512

El Bak, Afghanistan : 549

Élections à l'Assemblée nationale et aux conseils provinciaux (EANCP) : 355, 368

Élections de 2004 : xiii, 199, 204, 254, 270, 277, 285, 290, 291, 293, 294, 302, 305, 334, 370

Élections de 2005 : 277, 368, 429

Electronic Square : 361

Élément de soutien du théâtre : 68

Ellis, Col Jim (Armée canadienne) : 278, 283, 284

Embuscade de 1982 : 361

Embuscade du 24 au 28 mai 2006 : 432, 439

Émirat islamique : 402

Émirats arabes unis (EA) : 67, 68, 293, 430

Engagement des relais d'influence (KLE) : 555, 565, 570

Entreposage d'armes lourdes (EAL) : xiii, 172, 174, 176—179, 203, 207, 217, 221, 223, 244, 249, 255, 278, 281, 304, 306, 371

Équipe canadienne de liaison avec l'Iraq : 119

Équipe chirurgicale avancée : 45

Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan (ECS-A)/Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) : viii, xi, xxvi, 189, 301, 310—316, 321, 345, 353, 425, 486, 540, 592

Équipe d'activation dans le théâtre : 143

Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) : 265, 555, 558, 559, 573

Équipe d'entraînement mobile de police militaire OU équipe d'entraînement et d'assistance de la force policière : 354, 372

Équipe de reconstruction provinciale (ERP) : viii, xi, xiv, xxvi, 21, 99, 116—118, 123—126, 128, 144, 180, 194, 228, 231, 241, 243, 247, 248, 251, 256, 260, 264—270, 286, 287, 301, 303, 304, 306, 309, 311, 318, 321, 324—328, 330, 331, 333—337, 339—342, 344, 347, 348, 351, 353, 354, 357—361, 363, 365—378, 380, 382, 385, 386, 390, 391, 395—397, 399, 404, 406, 410—413, 415, 417, 420, 422—431, 441, 445, 447, 458, 465, 468, 478, 485, 486, 488, 491, 493—495, 507, 535—541, 548—550, 555, 556, 560, 563, 564, 569, 574—579, 592—595

Équipe de réponse immédiate (IRT) : 279

Équipe d'exploitation tactique (EET) : 412

Équipe régionale interarmées (ERI) : 125

Équipement

Agent moutarde : 71
Agent neurotoxique VX : 71
Anthrax : 46, 53, 54, 69, 71
ARTHUR : 148, 165, 209
AWACS : 80, 292
Bastion HESCO : 143, 280, 551, 578, 143, 280
Borne d'aide à la chasse et à la navigation inukshuk : 99, 101
Brouilleurs ACORN : 228
Canon antichar de 100 mm : 89
Canon automoteur Panzerkanone : 518
Canon de 20 mm : 78, 279
Canon de 25 mm : 96, 143, 148, 167, 421, 462, 474, 514, 515, 528, 545
Canon de 40 mm : 96
Canon de 122 mm : 89
Canon de 152 mm : 89
Canon de 155 mm : 496, 573
Canon LG-1 de 105 mm : 151
Canon M-777 : xxvii, 398, 399, 415, 421, 439, 451, 453, 462, 466, 470, 472, 473, 493, 494, 505, 510, 516, 518, 542, 551, 560
Détecteur magnétique : 226
Dispositif de dégagement de munitions dispersables Pearson : 226
Dispositif de dispersion radiologique : 54, 71
Dispositif explosif de circonstance déclenché par plateau de pression (PPIED) : 446, 472, 534, 563
Engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide (SVBIED) : 411, 423, 534
Engin explosif improvisé radiocommandé (RCIED) : 226, 366, 411
Explosif brisant antichar (charge militaire) (HEAT) : 573
Fléau de déminage Marion : 226
GBU-12 (bombes de 500 lb) : 78, 79

Grenade propulsée par fusée (GPF) : 439, 453, 462, 497, 499, 500, 501, 514, 518, 524, 530, 543, 545, 546, 551, 560, 571
Lanceur de grenades M-19 : 89, 90
Missile AGM-114 Hellfire : 266, 453, 457, 500
Missiles antichars TOW : 39, 57, 151, 158, 167, 236, 238
Mitrailleuse C-6 : 474
Mitrailleuse Pulemet Kalashnikova modifiée (PKM) : 499
Munition interarmes d'attaque directe (JDAM) : 31, 96, 439, 462, 467, 510, 523, 551
Munitions thermobares de type RPO A : 60, 413
Projectile de 76 mm : 222
Repérage – Force Bleue : 466
Roquette de 107 mm : 201, 282
Roquette de 122 mm : 258, 282
SA-13 Gopher : 164, 258
Système à micro-ondes Ericsson : 148
Système d'arme télécommandé (SAT) : 413
Système de contre-bombardement à repérage d'artillerie hostile (HALO) : 543, 571
Système de conversation par relais Internet (IRC) : 466
Système de missiles Milan : 168
Système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) : 517, 527
Système de surveillance à distance de capteurs sur le champ de bataille (REMBAS) : 60
Telerob, TEODor ou robot téléguidé neutralisation des explosifs et munitions et d'observation : 149, 227
Tente Weatherhaven : 143, 409

Espagne/Espagnol : 47, 118, 144, 266, 292, 337, 566

Évacuation médicale (MEDEVAC) : 150, 308, 345, 443, 474

Exploitation des documents (DOCEX) : 46, 50

Exploitation de sites sensibles (ESS) : 23, 32, 34, 45, 46, 71, 91, 100, 234, 235, 239, 258, 293, 358, 574, 602

Eykelenboom, caporal Andrew (Armée canadienne) : 478

F

Fahim Kahn, Mohammad Qasim : 19, 24, 25, 122, 139, 141, 166—168, 170, 182, 188, 189, 203, 208, 249

FalconView : 466

Famille Sherzai : 92, 305, 306, 381, 383, 384

Farah, Afghanistan : 48, 333, 397

Fawcett, Sgt Scott (Armée canadienne) : 515, 519

Fayaz, mollah Mawlavi Abdullah : 348

Feuille de route opérationnelle (ORM) : 306, 308

Flemming, capitaine Brian (Armée canadienne) : 399, 423

Fletcher, major Bill (Armée canadienne) : 399, 421, 439, 451

Fondation pour l'intégrité des élections en Afghanistan : 290

Fonds de contingence du commandant (FCC) : 360, 374, 425, 535, 539

Ford, Maj Bob (Armée canadienne) : 84

Ford, Sgt Lorne (Armée canadienne) : 79

Force centrale d'éradication du pavot (FCEP) : 201

Force d'éradication en Afghanistan (FEA) : 419, 420

Force de contingence principale (FCP) : 19, 21

Force de mise en œuvre (IFOR) : 19, 172

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) : 81, 181

Force de réaction provinciale : 369

Force de réaction rapide (FRR) : 57, 60, 61, 92, 93, 100, 170, 222, 223, 280, 292, 333, 357, 497, 60, 61, 92, 93, 100, 170, 222, 223, 280, 292, 357, 370, 418, 431, 440, 441, 473, 497, 513, 563

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement : 127, 128

Force de stabilisation en Bosnie/la Force de stabilisation de l'OTAN : 21, 114, 121, 127, 154, 172, 230, 270, 302, 340, 345, 400, 478

Force en attente : 19, 21, 347

Force pour le Kosovo (KFOR) : 181, 344, 430

Forces de la coalition : 18, 33, 43, 45, 61, 71, 81, 93, 96, 97, 100, 218, 337, 355, 363, 365, 370, 400, 401, 429, 442, 444, 448, 463, 468, 470, 475, 478, 485, 488, 504, 521, 524, 533, 550, 554, 581, 591, 607, 620

Forces opérationnelles

CJCMOTF : 190
FO Afghanistan : 297, 345, 351, 352, 399
FO Apache : 280, 292
FO Bronco : 335, 357, 360
FO Bushmaster : 444, 449, 458—460, 462, 463, 465
FO Coyote : 528
FO Grizzly : 528, 529, 531—534, 536, 551
FO Gun Devils : 354, 355, 357, 368—371, 374, 386, 404, 411, 413, 442, 448, 493, 550
FO IED Defeat : 412
FO Kaboul : 149, 155, 191, 194, 222, 229—231, 236, 241, 242, 264, 277—281, 287, 288, 294, 296, 351, 352
FO Kandahar : 502, 550, 555—558, 570, 579
FO K-Bar : 22, 33, 44, 93, 109
FO Knighthawks : 446
FO Longhorn : 335
FO Mercury : 399, 409

FO Orion : xi, xiv, 386, 391, 395, 396, 399, 404—406, 409—418, 421, 422—424, 428, 430—433, 436, 439—442, 444—446, 448—451, 454, 458, 460, 461, 463, 465—470, 472—476, 478, 485, 488, 493, 494, 496, 502, 504, 507, 514, 515, 541, 550, 557, 560, 561, 580, 581, 593, 594
FO Paladin : 562
FO Phoenix : 120, 141, 189—192, 231, 256, 262, 265, 280, 288, 303, 330, 345, 419
FO Rakkasan : 41, 64, 65, 75, 86, 88, 89, 109
FO Saber 7 : 259
FO Warrior : 458, 461, 463, 466
FO 1-07 : 581
FO 3-06 : xiv, xv, 425, 478, 493—496, 502, 504—509, 512—514, 520, 526—528, 537, 543, 545, 547, 548, 550, 554, 555, 557, 559, 560, 562, 566, 567, 569, 570, 573, 580, 581, 595
FO 11 : 22, 45
FO 31 : 353, 357, 358, 398, 492, 493, 503, 504, 508, 513, 520—525, 529, 532—534, 550—552, 563, 566—570
FO 42 : 398, 493, 509, 567, 569
FO 64 : 33, 44, 78
FO 71 : 353, 357, 358
FOI Afghanistan : 556
FOIM-180 : 150, 166, 167, 170, 173, 179, 180, 191, 204, 205, 246, 248, 267, 325, 326, 335
FOIM-76 : 248, 266, 267, 331, 335, 396, 401, 415, 418, 440, 442, 444—446, 450, 462, 463, 468, 492, 580
FOM Aegis : 386, 395, 396, 398—402, 404, 405, 409—411, 416—419, 421—423, 426, 428—430, 440, 442—446, 450, 458, 460—463, 465, 466, 468, 470, 472, 473, 475, 476, 478, 486, 492, 493, 554, 556, 557, 594
FOM Bayonet : 353—355, 357, 360, 369, 372, 404, 409, 418, 423, 442

Forces spéciales (FS) : i, 18, 23, 31—33, 43, 44, 63, 81, 86—90, 92, 93, 95—98, 191, 197, 259, 266, 328, 335, 396, 418, 419, 421, 431, 446, 462, 492, 493, 505, 508, 515, 517, 533

Forteresse Bala Hissar : 136, 168, 169, 171

France/Français : 24, 118, 125, 141, 144, 164, 167, 170, 179, 187, 189, 198, 199, 218, 231, 232, 234, 235, 258, 269, 278, 283, 285, 309, 325, 326, 337, 339, 353, 386, 400, 419, 428, 430, 431, 458, 468, 490, 566

Francesc, Vendrell (Espagne) : 218

Franklin, Cplc Paul (Armée canadienne) : 390

Franks, Gén Tommy (Armée des É.-U.) : 24, 27

Fraser, Bgén David (Armée canadienne)/Mgén David Fraser : vii, 396, 399, 400, 410, 411, 415, 419, 422, 428, 439, 461, 463, 470, 479, 488, 490, 492, 493, 496, 504, 508, 510, 512, 513, 517, 519, 526—528, 532, 541, 542, 554, 556, 559, 565

Fraser, Maj James A. (Armée canadienne) : 562

Freakley, MGen Ben (Armée des É.-U.) : 405, 411, 419, 449, 490, 492, 508, 512, 517, 524, 528, 532

Funnell, caporal Jason (Armée canadienne) : 515

Furlong, caporal Robert (Armée canadienne) : 74

Fusils de tireur d'élite McMillan Brothers TAC-50 : 74

G

Gallagher, Maj Steve (Armée canadienne) : 399, 466, 473, 494

Gallinger, major Kirk (Armée canadienne) : 399, 415, 451, 466, 467

Gander, Terre-Neuve-et-Labrador (Canada) : 17

Gardez, Afghanistan : 31, 62, 64, 72, 86—88, 124, 288, 326, 352

Garmsir, Afghanistan : xiv, 461, 463—467, 526

Gasparotto, Maj Mark (Armée canadienne) : 494, 430, 537, 545, 548

Gauthier, Lgén Mike (Armée canadienne) : vii, 508, 541, 543, 555, 556, 558, 579

Groupe consultatif externe (GCE) : 312, 313, 316

Ges, Lcol Bert (Armée des É.-U.) : 354

Ghazni, Afghanistan : 33, 48, 351, 381, 397, 421

Ghilzai (tribu) : 32, 363, 381, 382, 565

Ghor (province) : 48, 397

Ghorak, Afghanistan : 356, 363, 364, 367, 384, 387—389, 445, 446, 489, 495

Gillam, Sgt Craig (Armée canadienne) : 545

Girouard, Adjuc Bobby (Armée canadienne) : 563

Gjos, Lcol Erik (Armée canadienne) : 513

Gliemeroth, Lgén Göetz (Armée allemande) : 153, 228, 239

Goddard, Capt Nichola (Armée canadienne) : 439

Godefroy, Maj Mark (Armée canadienne) : 409

Gomez, Cpl Francisco (Armée canadienne) : 467

Goulet, major Dominic (Armée canadienne) : 491

Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan (GIRoA) : 277, 290, 294

Graham, soldat Mark (Armée canadienne) : 517

Grant, Bgén Tim (Armée canadienne)/Mgén Tim Grant : vii, 556, 557

Grèce : 118, 144

Green, Christina (Canada) : vi, 312, 396

Green, Sdt Richard (Armée canadienne) : 79

Greene, Capt Trevor (Armée canadienne) : 416

Gregg, Cpl Nigel (Armée canadienne) : 499

Grimshaw, Maj Nick (Armée canadienne) : 399, 431, 436, 450, 451, 468, 473, 491, 497

Groupe de coordination stratégique : 267

Groupe de soutien avancé (GSA) : 13, 39, 64—68, 70, 75, 98, 154

Groupe interarmées des opérations (GIO) : 143, 358, 359, 602

Guerre électronique (GE) : 39, 59, 60, 99, 148, 228, 269, 284, 345, 398, 399, 408—410, 472, 494, 513, 543, 545, 549

Gulalai, commandant Haji : 60

Gurkha (soldats) : viii, 187, 199

Gul, Hamid : 50

H

Habibi (Maj/Bgén) : 428

Habitat des Nations Unies (UN ou ONU) : 539, 574

Hackett, Maj Sean (Armée canadienne) : 57, 79, 88

Hagar, Capt Gordon (Armée canadienne) : 68

Hainse, Bgén Marquis (Armée canadienne)/Lgén Marquis Hainse : vii, 127

Haïti : 128, 270, 346, 347

Haji Musa, Afghanistan : 432, 452—454, 457

Hamilton, Capt Jon (Armée canadienne) : 417, 466, 473

Hanan, mollah : 443

Haqqani, Jalaluddin : 55, 88

Harkat ul-Ansar (parti politique) : 47

Harkat-i Islami (parti politique) : 142

Harder, Peter (Canada) : 310

Harvey, Maj Jay (Armée canadienne) : 502, 512, 573

Hazara (groupe ethnique) : 7, 91, 142, 166, 603

Hekmatyar, Gulbuddin : 3, 4, 6—10, 47, 64, 97, 182, 183, 199, 323, 601, 603

Helmand (province d') : xxiv, xxiv, 32, 33, 48, 64, 93, 286, 305, 339—341, 348, 353, 354, 363, 364, 370, 383, 395—398, 404—406, 415, 417—421, 423, 426, 428, 429, 431, 436, 442—444, 447—450, 454, 458—461, 463—470, 475, 489, 490, 507, 514, 526, 527, 559, 564, 580, 581, 594, 595, 601, 607

Henault, général Ray (Armée canadienne) : 229, 267, 333, 339

Henley, adjudant Dean (Armée canadienne) : 539

Hérat, Afghanistan : 8, 23, 24, 48, 52, 125, 251, 252, 263—265, 287, 288, 296, 326, 333—335, 344, 397

Hetherington, Lcol Simon (Armée canadienne) : vi, 493, 507, 535—540, 569, 576, 577

Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) (parti politique) : 64, 143, 163, 182—184, 186—188, 199, 206, 221, 223, 233, 235—237, 244, 258, 266, 288, 292—294, 323, 328, 348, 370, 401, 422, 505, 574, 601, 603, 605

Hezb-e-Wahdat (parti politique) : 142

Hilal, lieutenant-général : 204

Hillier, Lgén Rick (Armée canadienne) : 9, 228, 229, 231, 232, 237, 246, 247, 249, 251, 252, 256, 264, 267, 285, 286, 302, 305, 309, 310, 339, 340, 342—344, 359, 400, 430, 562

Hodgson, Col Mark (Armée canadienne) : 149, 190, 229

Holley, Sgt Dan (Armée canadienne) : 499

Hollister, Cplc Curtis (Armée canadienne) : 79

Hope, Lcol Ian (Armée canadienne) : vi, 305, 399, 410—412, 418, 423, 424, 426, 431, 440, 445, 460, 461, 466, 468, 469, 472—474, 494, 497

Hôpital de Mirwais : 362

Howz-e Madad, Afghanistan : 434, 503, 506, 522, 529, 552, 566—570, 573, 578

Hurlbut, Lcol Daniel (Armée des É.-U.) : viii

Hussein, Saddam : 16, 69, 110, 113, 179

Hynes, Maj Brian (Armée canadienne) : vi, 280, 292, 293

I

Ibrahimi, Sher Alam : 170

Idema, Keith « Jack » : 259

Inde : 34, 142, 602, ,604

Indonésie : 47

Inscription électorale et élections (IEE) : xiii, 152, 204, 217, 248, 250, 253, 254, 256, 257, 261, 262, 278, 285, 286, 355

Installation de transfert des détenus : 562

Iran/Iranien : 1, 2, 142, 208, 293, 440, 604, 606

Iraq/Iraquien : 35, 69, 109—111, 113—117, 119, 126, 129, 130, 235, 236, 267, 285, 349, 365, 407, 596, 598

Isfeld, Pam (Canada) : vi, 398, 460

Ishaqzai, Lal Jan Haji : 382, 385, 434

Islamabad, Pakistan : 1, 2

Israël/Israélien : 53, 99, 331, 346, 541

Italie/Italien : 30, 66, 118, 144, 189, 292, 302, 309, 326, 337, 339, 374, 534, 566

Ittihad (parti politique) : 141, 142

Ivey, Maj Greg (Armée canadienne) : 494, 505

J

Jackson, adjudant Mike (Armée canadienne) : 498, 499

Jaish-e-Mohammed (JeM) (groupe extrémiste) : 602

Jalali, Ali Ahmed : 166, 170, 188

Jamiat-e Islami (parti politique) : 141, 142

Jan, colonel Tor : 360

Jan, Habibullah : 381, 383, 540, 563, 564, 578

Jan, Haji Lala : 384, 472

Jan, mollah Sher : 570

Jan, mollah Toor : 360

Jan, Qadr : 436

Japon/Japonais : 30, 173, 187, 354

Jawahar al-Islam (groupe extrémiste) : 206

Jeffrey, lieutenant-colonel Mike (Armée canadienne) : 18

Jensen, Lcol Robert (Armée canadienne) : 154, 340

Jones, général James (Armée des É.-U.) : 267, 309, 327

Jones, adjudant Keith (Armée canadienne) : 80

Jordanie/Jordanien : 24, 52, 330

Jull, Capt Walter (Armée canadienne) : 468

Junbish (parti politique) : 141

K

Kajaki, Afghanistan : 420, 447, 450, 458

Kala Puti : 443

Kamiya, Mgén Jason (Armée des É.-U.) : 358

Kandak : 141, 191, 207, 208, 231, 262—265, 288, 292, 293, 354, 419, 428, 445, 492, 493, 507, 526, 533, 536, 551, 558, 559

Kapisa (province) : 48, 253

Karachi, Pakistan : 442, 606

Karimi, Abdul : 189

Karshi-Khanabad (K2), Afghanistan : 32, 43

Karzai, Ahmad Wali (AWK) : 381, 383, 422, 439, 476, 485, 540, 564

Karzai, président Hamid : 7, 32, 55, 87, 110, 111, 113, 141—143, 153, 166, 167, 170, 172, 173, 177, 179, 180, 183, 188, 189, 202, 205, 209, 224, 246, 247, 249, 251, 252, 261, 263, 265, 266, 294, 295, 303, 305, 315, 323—325, 328, 381, 384, 424, 463, 468, 486, 487, 491, 554

Keating, caporal Shane (Armée canadienne) : 535

Keller, caporal Bryce (Armée canadienne) : 473

Keller, major Rod (Armée canadienne) : 57, 60, 85

Kellogg, Brown & Root (KBR) : 441

Kenya : 69

Khairuddin : 540

Khairullah : 436

Khakrez : 355, 363, 369, 384, 443, 444—446, 475, 550

Khalid, Asadullah : 375, 381, 383, 421, 422, 425, 430, 439, 469, 476, 485, 488, 509, 536, 540, 586

Khalid, Sheikh Mohammed : 53, 54, 141, 601

Khalili, Mohammad Karim : 142, 208, 305

Khaliq, Abdul : 569

Khalis, Mawlawi Mohammad Yunus : 3

Khalq (parti politique) : 8

Khan, Abdul Qadeer « AQ » : 16, 17

Khan, Jan Mohammad : 421

Khan, Mohammad Ismael : 8, 23, 208, 251, 252, 264, 265, 294, 305, 306, 335

Khan, Niaz Mohammad : 373, 439, 478

Khan, Sher : 142

Khost, Afghanistan : 31, 33, 42, 43, 48, 52, 55, 62, 64,79, 86—91, 203, 261, 286, 323, 397, 444, 591

King, major Sanchez (Armée canadienne) : 376, 380

Kirghizistan : 43

Klukie, soldat Josh (Armée canadienne) : 538

Kohbandi, Lcol Shereen Shah : 559

Koh-e Safi, Afghanistan : 253, 254, 256, 281

Kondoz, Afghanistan : 24, 144, 180, 181, 231, 246—248, 251, 252, 255, 261, 263, 309, 326, 328, 377, 397

Korando, Maj Deitra (Armée des É.-U.) : 290

Kosovo : 9, 66, 118, 121, 134,143, 172, 181, 193, 226, 251, 320, 344, 378, 400, 406, 430, 496, 627

Koweït : 67, 75, 78, 346, 517

Krulak, Gén Charles (Armée des É.-U.) : 359

Kulyab, Tajikistan : 24

Kunar (province) : 48, 444

Kutchi (nomades) : 54, 363

L

LaBrie, Lcol Doug (Armée canadienne) : 559—561

Lacroix, Bgén Jocelyn (Armée canadienne) : 223, 229, 232, 234, 245, 253, 256, 266

La chute du faucon noir : 91

Laghman (province) : 163, 397

Lalojan, mollah : 348

Lamarre, lieutenant-colonel Charles (Armée canadienne) : 280

Landstuhl, Allemagne : 79

Lang, mollah Dadullah : 357, 436, 442, 443, 523, 526

Lanthier, Lcol Jean Marc (Armée canadienne) : 559

La région de Gilgit : 605

La sécurité interne et le maintien de l'ordre : 319

Lashkar Gah, Afghanistan : 420, 444, 450, 464, 466, 467, 502

Lashkar-e Taiba (groupe extrémiste) : 47, 49

Lavoie, Lcol Omer (Armée canadienne) : 493, 494, 496, 497, 499, 501, 502, 505, 508, 512, 517, 526—528, 530, 532, 537, 542, 543, 546, 557, 563, 570, 573

Leblanc, Cplc Jeremy (Armée canadienne) : 546, 547

Léger, sergent Marc (Armée canadienne) : 79

Leith, maître de 2e classe James (Armée canadienne) : 538

Les attentats/attaques du 11 septembre : xxi, 9, 10, 14—17, 22, 23, 46, 55, 69, 100, 127, 347, 591, 604

Les hauteurs du Golan : 99, 127, 128

Leslie, Mgén Andrew (Armée canadienne) : v, vii, 9, 119, 144, 147, 149, 152, 153, 166—168, 170, 173, 174, 177, 184, 187, 188, 190, 194, 195, 203, 204, 207, 228—230, 232, 243, 244, 246, 249, 285, 302, 324, 326, 327, 330, 343, 542, 558

Liban/Libanais : 52, 141

Library Tower : 54

Liebert, Maj Erik (Armée canadienne) : 424—426, 468

Ligne Durand : 86, 124, 261, 353, 443, 468, 524, 602

Lignes de communication intégrées (LCI) : 67

Lignes de communication stratégiques (LCS) : 67

Lipcsey, Maj Martin (Armée canadienne) : 512, 525

Logar (province) : 48, 137, 145, 161, 178, 182, 183, 186, 220, 253, 256, 258, 281, 327, 397

Loy Wala : 361, 367, 427, 577, 579

Loya Jirga constitutionnelle (LJC) : 3, 7, 120, 122, 152, 172, 174, 179, 186, 188, 189, 191, 192, 199, 201, 202, 204, 206—210, 217—219, 223, 239, 246, 247, 261, 277, 291, 293

Lussier, major Andrew (Armée canadienne) : 494, 509, 531, 545, 551, 553, 563

Lutte contre les engins explosifs improvisés (C-IED) : xxvi, 226—228, 279, 360, 411, 412, 541, 561, 562

Lutte contre les stupéfiants : 30, 302, 319, 320, 335, 340, 341, 417, 418, 421, 594

M

Macaulay, Maj Derek (Armée canadienne) : v, 278, 283, 292

Macbeth, Capt Steve (Armée canadienne) : 509, 525

Macédoine : 181, 346, 627

Maddison, vice-amiral Gregory Ralph (Armée canadienne) : 41

Madrasa : 52, 323, 540, 601, 605

Maghreb, Afrique du Nord : 52

Mahmood, Bashiruddin : 50

Maidan Shar, Afghanistan : 182, 237

Maison al-Ansar : 53

Maison de l'aéroport (maison de ben Laden) : 48, 52

Maison de peloton de Gumbad : 387, 406, 413—415, 420, 421, 447—449

Maison Khana Gulam Bacha : 49

Majid, Hafiz Abdul : 355, 436, 442, 508

Maku : 578

Malang, Mamor : 182, 199

Malaisie : 52, 54, 486

Maliks : 161

Mansell, Bombadier Myles : 415

Mansour, mollah : 357

Maroc : 47

Martin, Paul (Canada) : 270, 329, 336, 346, 347

Martyr's Circle : 361

Maruf, Abdul : 221

Maruf, Afghanistan : 353, 356, 363, 364, 376, 386—389, 489, 495

Massoud, Ahmed Shah : 5—8, 10, 137, 141, 182

Massoud, capitaine Zia : 497, 499

Ma'Sum Ghar : xiv, 432, 469, 492, 497—501, 504, 510, 513—518, 523, 525, 527, 537, 538, 544, 552, 559, 567—573, 595

Mathé, Lcol Chuck (Armée canadienne) : 560

Maywand, Afghanistan : iii, 93, 356, 357, 363, 364, 385, 387—389, 436, 447, 476, 489, 495, 569, 574

Mazâr-é-Charîf (Maz), Afghanistan : 23—25, 125, 202, 207, 246, 252, 263, 264, 287, 288, 292, 326, 358

McFee, capitaine Eric (Armée canadienne) : 83

McMeekin, caporal-chef Tim (Armée canadienne) : 74

Mellish, adjudant Frank (Armée canadienne) : 515

Merkhan, Afghanistan : 84, 85

Mexique/mexicain(e) : 25, 47

Mianishin, Afghanistan : 355—357, 363, 364, 386—389, 413, 415, 489, 495, 549

Michaud-Shields, Capt Max (Armée canadienne) : 528

Milice de Gulalai : 61, 64

Mine antichar soviétique TM-57 : 184

Ministère de la Défense : C, 2, 114, 139, 152, 172—174, 177, 187—189, 243, 249, 263, 266, 295, 310, 428, 490, 491

Ministère de la Défense nationale (MDN), Défense nationale : C, 25, 113, 114, 116, 117, 119, 126, 129, 172, 174, 196, 243, 267—269, 301, 310, 311, 319, 328, 330, 331, 333, 336, 346, 374, 423, 490

Ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan (MRRD) : 303, 305, 314, 375, 507, 535

Ministre de l'Intérieur (MoI) en Afghanistan : 163, 166, 168, 188, 247, 258, 261, 264, 266, 427, 429

Miranshah, Pakistan : 607

Missile sol-air Blowpipe : 282

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 2, 9, 115, 124, 125, 151—154, 173, 189, 204, 205, 208, 247, 257, 267, 286, 292, 294, 303, 315, 324, 375, 441, 539, 577, 603

Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP) : 1

Mitchell, caporal Robert (Armée canadienne) : 545

Mogadiscio, Somalie : 10, 92, 579

Moghole-safavide : 142

Mohammad, Akhtar : 436

Mohammad, Sardar : 93

Mohammadi, général Bismillah Khan : 91, 141, 168, 188, 189, 252, 493

Mohammed, Niaz « Junior » : 373, 439, 478

Mohaqqeq, Haji Mohammad : 142, 294

Mohr, Lcol Harry (Armée canadienne) : 2

Mojadedi (Ph. D.), Sibghatullah : 6, 7, 211, 217, 460, 462

Moore, Lcol Kevin (Armée canadienne) : 305

Morley, Cpl Keith (Armée canadienne) : 535

Mort de Beerenfenger et de Short : 183—185, 195, 198, 221, 223

Mouvement islamique d'Ouzbékistan : 49

Mouvement jihadiste (groupe extrémiste) : xxiii, 45, 47—49, 51—54, 133, 161, 182, 353, 380, 402, 443, 592, 602, 605

Moyen-Orient : 13, 15, 16, 127, 331, 346, 347, 380, 595

Mumtaz, Abdul : 142

Munroe, Cplc Paul (Armée canadienne) : 499

Murphy, Cpl Jamie (Armée canadienne) : 221—223, 226, 288

Musa Khan, Afghanistan : 575

Musa Qala, Afghanistan : 450, 526, 564

Mushan, Afghanistan : 355, 434, 492, 503, 552, 553, 567—570

Musharraf, Pervez : 205, 328, 602, 603, 605

Musulman chiite (religion) : 142, 603

Musulman sunnite (religion) : 142, 603

N

Nadiri (Ph. D.), Ishaq : 312, 313

Nahlgam : 434, 503, 506, 529, 552, 567—570

Najibullah, Mohammad : 1, 4, 5, 10, 182

N2K Provinces de Nangarhar, de Kunar et de Khost, Afghanistan : 444

Nakhonay, Afghanistan : 386

Nangarhar (province) : 64, 81, 257, 286, 397, 444

Naquib, Toor : 443

Nations Unies (UN) : 1, 2, 4, 5, 7, 9, 27, 52, 81, 92, 111—115, 120, 122, 127, 128, 134, 150—152, 166, 173, 193, 204, 207, 218, 245, 247, 249—252, 267, 279, 286, 303, 324, 347, 375, 539, 577, 603

Nawa, Afghanistan : xiv, 461, 463—467

Nesh, Afghanistan : 363

Neutralisation d'engins explosifs improvisés (NEEI) : 237, 238, 279, 293, 561, 562

New York, États-Unis : 10, 13, 46, 311, 422, 554

Nimruz (province) : 353

Nolan, adjudant Richard (Armée canadienne) : 514, 515

Noonan, Col Steve (Armée canadienne) : 351, 418

Noor, Atta Mohammad : 141, 202, 203

Noorzai (groupe ethnique) : 204, 382—385, 421, 422, 434

Noorzai, Arif : 204, 421, 422

Noorzai, Haji Bashir : 421, 422

Noorzai, Haji Mohammed Issa : 421

Norvège, Norvégien : 44, 60, 93, 95, 144, 192, 208, 232, 235, 241, 279, 293

Nouvelle-Zélande : 40, 44, 60, 93, 95, 326

Nuristan (province) : 48

O

Obas, Sgt Reg (Armée canadienne) : 369

Objectifs

Objectif ALPHA PUMA : 453, 455
Objectif BILLIARDS : 503, 520, 522, 524, 526, 532, 533
Objectif BRAVO PUMA : 453
Objectif CAMINO : 83
Objectif CHARLIE PUMA : 453
Objectif CRICKET : 503, 507, 532
Objectif CROSSBOW : 531
Objectif DIFENSA : 83
Objectif FREDERICK : 83
Objectif LACROSSE : 503, 507, 531, 532, 534
Objectif LION : 452, 453
Objectif RUGBY : 503, 507, 514, 517, 522, 531—534
Objectif STURGEON : 459, 462

Objectif TEMPLER/TEMPLAR : 531, 543
Objectif TENNIS : 503, 522—525, 532—534
Objectif VIMY : 83

Objectif de grande importance : 45, 87, 505

Olexiuk, Eileen (Canada) : 305

Opérations

Opération ACCIUS : 154, 267, 340
Opération ACHILLES : 581, 595
Opération AEGIS (FOM AEGIS) : xi, 183, 386, 395, 397—402, 404, 405, 408—411, 416—419, 421—423, 426, 428—430, 440—446, 450, 458—463, 465, 466, 468, 470, 472, 473, 475, 476, 478, 486, 492, 493, 501, 517, 554, 556, 557, 593, 594
Opération ALEXANDER : 526
Opération ALLIED FORCE (1999) : 179
Opération AMNESTY : 296
Opération ANACONDA : 62, 72, 74, 76, 78, 88, 91, 96
Opération APOLLO : xi, xiii, 22, 25, 39, 40, 62—64, 68, 94, 100, 113, 114, 127, 133, 148, 149, 154, 158, 193, 194, 203, 230, 556, 591—593, 595, 602
Opération ARCHER : xi, xiv, 192, 287, 330, 331, 351, 358, 387—389, 592, 593
Opération ARGUS : xi, 301, 310, 312, 592, 593
Opération ARGUS RESOLVE : 486
Opération ARTEMIS : 197
Opération ATHENA : xi, 42, 109, 118, 129, 133, 152—156, 177, 194, 197, 217, 228, 267, 270, 277, 278, 283, 287, 288, 296, 297, 324, 331, 592, 593, 595
Opération ATLAS : 352
Opération AUGUSTUS : xiv, 450, 458—460, 462, 465
Opération BAAZ TSUKA : xv, 539, 555, 564—567, 569, 570, 575, 579, 580, 595
Opération BAFFIN : 253
Opération BASEBALL : 183, 200, 231, 503
Opération BLACKDEVIL : 84
Opération BRAVO CORRIDOR : 468, 469
Opération BRAVO GUARDIAN : 432, 439
Opération CARTIER : 352
Opération CAUCHEMAR : xiv, 463—466, 468
Opération CHEROKEE SKY : 94, 97—99

Opération CITADEL : 160, 161
Opération CLEAN SWEEP : 61, 94
Opération COBRA : 237
Opération CUTAWAY : 187
Opération DAMOCLES I : 258
Opération DAMOCLES II : 258
Opération DECIMAL : 1
Opération DIABLO REACH : 357
Opération DIABLO REACHBACK : 357
Opération DIANA : 262—264, 287
Opération DRUMHELLER : 292
Opération ENDURING FREEDOM (OEF) : xxiii, 19, 20, 26, 27, 31, 33, 42, 45, 47, 49, 52, 54, 59, 78, 81, 82, 88, 97, 99, 100, 110—112, 114, 115, 118, 119, 122—126, 133—135, 142, 143, 146, 149, 150, 161, 179, 180, 190—192, 246—248, 253, 254, 259, 262, 267, 285—288, 301, 303, 309, 311, 312, 317, 318, 324, 326—328, 330, 331, 337, 339, 341, 345, 348, 353, 365, 395, 400—402, 410, 442, 468, 470, 472, 476, 551, 558, 559, 602
Opération FALLEX : 193
Opération FOX : 293
Opération FOXHOUND : 160, 166, 186, 199, 200
Opération FULL THROTTLE (nom de code FO TYCZ) : 93—96
Opération GONDOLA : xiii, 178, 221, 249, 250, 258, 266
Opération GRANITE : 281
Opération GREEN GOPHER : 69—71
Opération GREY HUSKY : 61, 94
Opération GRIZZLY : 184, 199, 551
Opération HALLE : 259
Opération HAMMER : 236
Opération HARPOON : xiii, 62, 72—74, 75, 76—78, 82, 83, 87
Opération HERMES : xiii, 253—257, 259, 281
Opération HEWAD : 450, 458, 460
Opération HORSESHOE : 282, 292
Opération HUNTER : 282
Opération HYDRA : 225
Opération JAGRA : 432, 439, 445
Opération KADU : 526
Opération KATERA : xiv, 417, 420, 421
Opération KHUKURI : 199

Opération KINETIC : 143, 400
Opération KUKRI : 526
Opération LOUP GAROU : 237
Opération LURKER : 201, 217
Opération MAELSTROM : 234
Opération MAVERICK : 217, 218
Opération MEDUSA (ou CANACONDA) : xi, xiv, xv, 422, 478, 483, 488, 491, 493, 502, 503, 505—512, 518—520, 525, 526, 529, 532—537, 539—543, 549, 554, 559, 564, 565, 576, 579, 580, 595, 607
Opération MELA : 526
Opération MOUNTAIN FURY : 580
Opération MOUNTAIN LION : 78, 445
Opération MOUNTAIN THRUST : 444—446, 449, 450, 458
Opération OCTOPUS : 282
Opération OLYMPUS : 231, 258
Opération OQAB (mot en dari signifiant EAGLE - ou aigle) : 486
Opération OVERTHROW : 185, 186, 199, 200
Opération PALLADIUM : 114, 148, 478
Opération PARAKRAM : 602
Opération PENELOPE : 258
Opération PHASE IV : 26, 31, 109—111, 116, 119
Opération PLATEAU : 352
Opération PORTCULLIS : 577, 578
Opération POWER PLAY : xiii, 160, 166—169, 171, 172, 184, 186, 187, 190
Opération PRONGHORN : 292
Opération RACCOON : 293
Opération RAPTOR : 163
Opération RATTLESNAKE : 282
Opération RAVEN : 288
Opération ROME : xiii, 219, 220
Opération SABRE : 18, 19
Opération SATYR PYRRHA : 488, 555, 579
Opération SCHILLER : 258
Opération SCORPION : 238
Opération SILVERBACK : 200, 209, 218
Opération SIN NASTA : 459, 461
Opération SMOKEY : 219

Opération SOLA KOWEL dans le « Nombril » : 414, 415
Opération SPEED : 235, 236
Opération SUA : 160, 165
Opération SWIFT : 236
Opération TABER POLAD : 414, 446, 448
Opération TIMBERWOLF : 281
Opération TORII : 62, 81, 84—88, 96
Opération TSUNAMI : 221
Opération ULYSSES : 258
Opération VALKYRIE : 200, 210, 217
Opération VENDANGE : 239, 241
Opération VICTOR : 187
Opération WHIRLWIND : 221, 223
Opération WHISTLER : 281
Opération WHITE FOX : 62, 79, 86, 89, 91
Opération WOLVERINE : 161, 184, 199, 200
Opération YADGAR : 432, 439
Opération ZAHAR : xiv, 450, 451, 452, 454, 455, 457, 458, 595

Opérations psychologiques (OPPSY) : xxvi, 95, 125, 144, 197, 255, 360, 369, 370, 385, 396, 515, 517, 528, 531, 565, 576

Organe mixte d'administration des élections (JEMB) : 247, 253, 255—257, 292, 294, 357, 368

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : i, iii, xiii, xix, xxiii, xxiv, xxv, 14, 17, 19, 28, 30, 44, 52, 113, 115, 117, 118, 120—122, 124, 126—128, 134, 144, 148—150, 152, 154, 156, 172, 179—181, 192, 194, 197, 201, 203, 204, 231, 246—249, 260, 265, 267—270, 278, 283, 286—288, 290, 292, 301, 302, 305, 309—311, 317, 320, 324—328, 330, 332—334, 336, 337, 339, 341, 342, 344, 345, 347, 348, 358, 370, 377, 385, 395, 396, 398, 400—402, 430, 444, 468, 475, 486, 488, 490—492, 508, 512, 519, 556, 559, 566, 579, 593, 594, 604

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe : 290

O'Rourke, Sdt Michael (Armée canadienne) : 515

Orr, Cpl Clinton (Armée canadienne) : 516

Oruzgan (province) : 32—34, 48, 64, 93, 97, 261, 341, 353, 355, 357, 363, 364, 370, 413—416, 421, 423, 426, 428, 429, 443, 444, 446, 450, 458, 463, 470, 489, 526, 527, 550, 555, 569

Osmani, mollah Akhtar : 19, 55, 91, 93, 355, 357

Ottawa, Ontario (Canada) : v, xxii, xxv, 2, 15, 22—25, 31, 39, 41, 42, 63, 66, 67, 72, 100, 112, 125,128, 149, 154, 158, 159, 190, 191, 195, 196, 198, 204, 226, 230—232, 235, 237, 238, 244, 264, 265, 278, 281, 287, 288, 310, 312, 326, 327, 329, 339, 351, 360, 375, 378, 390, 400, 410, 423, 428, 449, 478, 490, 496, 534, 542, 548, 556, 560, 566, 593, 594

Ouléma nationale : 261

Ouzbékistan : 22, 32, 43, 49

Ouzbeks (groupe ethnique) : 6, 86, 141, 203

P

Pachtoune (groupe ethnique) : 24, 32, 86, 87, 122, 141, 142, 161, 166, 170, 182, 189, 203, 205, 206, 210, 217, 260, 261, 264, 329, 363, 381, 601, 606, 607

Paghman, Afghanistan : 136—139, 145, 156, 157, 159—161, 166, 177, 178, 200, 219, 220, 258, 295

Paktia (province) : 48, 87, 203, 323, 603

Paktika (province) : 33, 48, 49, 87, 286, 323, 397, 603

Palais de Darulaman : 135—138, 169, 171, 291

Palais Ledra/l'hôtel Ledra Palace : 99

Palais présidentiel : 136, 166, 169—171, 266

Palestine/Palestinien : 331, 346

Panjpai (tribu) : 382, 433

Panjshir (province) : 48, 139, 145, 168, 178, 203, 207, 220, 252, 253

Panjwayi, Afghanistan : xiv, xv, 348, 354—357, 363, 364, 366, 368, 379, 385—389, 431—434, 438, 439, 442, 445, 451, 470, 473, 474, 477, 485, 488—492, 494, 495, 497, 498, 500, 501, 503, 504, 506—509, 520—522, 525, 526, 529, 533—537, 539, 540, 544, 546, 549, 551—555, 557, 559, 561, 563—572, 574—576, 578, 579, 581

Parachinar, Pakistan : 62, 81

Parsons, Cplc Matthew (Kiwi) (Armée canadienne) : 473, 474

Parwan (province) : 48, 124, 188, 252, 253, 326, 327, 397

Pashmul, Afghanistan : xiv, 368, 432, 434, 439, 450—454, 463, 468—477, 488, 491, 494, 497, 502, 505, 507, 509—513, 515, 517, 520, 525, 527, 538, 544, 547, 572, 573, 594

Payne, Cpl Randy (Armée canadienne) : 415

Pays-Bas/Néerlandais : 113, 115, 118, 232, 235, 259, 266, 292, 339—341, 343, 353, 396, 400, 415, 416, 423, 426, 440, 449, 464, 470, 472, 473, 508, 518, 521, 526, 528, 533, 546, 549, 550, 554—556, 566, 570, 576, 577, 595

Pennie, Sgt Mark (Armée canadienne) : 66

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) (camp) : 578

Personnes inculpées de crimes de guerre : 121

Perry, Cplc Aaron (Armée canadienne) : 72

Perry, Cplc Tony (Armée canadienne) : 473

Peshawar, Afghanistan : 1, 4, 5, 7, 182, 183, 603

Petersen, adjudant Shaun (Armée canadienne) : 470

Petrolekas, Lcol George (Armée canadienne) : 290

Philippines : xxii, 47, 52

Pirozzi, Lcol Tom (Armée canadienne) : 64

Plaine de Shomali : 24, 135, 139, 145, 220

Police militaire : 46, 89, 144, 183, 235, 269, 354, 372, 562

Pologne : 566

Pol-e Charkhi : 143, 177, 239

Popalzais (tribu) : 381, 383—385, 433

Portugal/Portugais : 337

Primosten, Croatie : 99

Pristina, Kosovo : 134

Production de cipro : 69

Programme à impact rapide : 425

Programme alimentaire mondial : 539

Programme central d'éradication du pavot (PCEP) : 419

Programme d'aide urgente des commandants (CERP) : 256, 354, 374, 375, 378, 423, 493, 507

Programme d'amélioration des communautés : 241, 242

Programme de contrôle des armes : 111

Programme de déminage : 319

Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afghanistan (PNUD) : 173

Programme de sensibilisation aux mines et de formation au déminage (MACTP) : 1

Programme de stabilisation de l'Afghanistan : 306

Programme national de certification du « nettoyage » des districts : 306

Programme national de solidarité (PRONASOL) : 303, 354, 424, 574

Programme national d'urgence pour l'emploi : 306

Programme prioritaire national : 303, 306, 314, 333, 334, 390

Province frontalière du Nord-Ouest : 606

Programme Takhim-e Sohl : 404, 564, 565

Prohar, Capt Derek (Armée canadienne) : 504, 520, 524

Punjabi : 357

Punjabis (combattants) : 357

Purdy, Capt Chris (Armée canadienne) : 512

Putt, Col Tom (Armée canadienne) : 399, 430

Py, Lgén Jean Louis (Gen) (Armée française) : 284, 309

Q

Qala-I-Naw, Afghanistan : 333

Qalamuddin, Mohammad Mawlawi (mollah) : 182

Qalat, Afghanistan : 86, 94, 97, 98, 444, 502

Qanuni, Mohammad Yunis : 188, 294

Qatar : 67

Quetta, Pakistan : 1, 9, 19, 182, 323, 356, 357, 370, 380, 422, 430, 436, 442, 468, 523, 524, 526, 601—606

R

Rabbani (Ph. D), Burhanuddin : 7, 8, 87, 141, 188, 208, 217, 305

Rafiq, mollah : 91

Ragsdale, Cplc Graham (Armée canadienne) : 72

Rahman, Omar Abdel : 50

Raufi, Rahmatullah : 493

Reconnaissance (reco) stratégique : 119, 122, 123, 333—335

Reekie, Capt Mike (Armée canadienne) : 497—499

Réforme du secteur de la sécurité : 30, 248, 287, 317, 318, 358, 401

Règles d'engagement : 235, 342, 463, 472, 473, 550, 554—556, 573

Régime de Najibullah : 1, 4, 182

Reid, Cpl Chris (Armée canadienne) : 470

Relève sur position : 348, 404, 468, 469, 474, 478

Renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) : 44, 59, 60, 89, 93, 95, 96, 269, 283, 427, 492, 508, 513, 549

Renseignement humain (ROHUM) : 125, 144, 149, 161, 164, 186, 236, 411, 430, 440

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) : 60, 95, 100, 148, 149, 155, 156, 163—165, 167, 171, 172, 174, 179, 182, 183, 186, 199, 201, 202, 208, 210, 217—219, 221, 225, 229, 231—233, 235, 246, 258, 259, 266, 268, 278, 327, 329, 355, 385, 409, 441, 444, 445, 450, 453, 462, 467, 474, 492, 494, 509, 513, 518, 526—528, 534, 535, 538, 543, 545, 551, 553, 554, 563, 570

Réseau de Baqi : 356, 368, 433, 436, 454

Réseau de Haqqani : 52, 55, 88, 605

Résolution no 1386 du Conseil de sécurité de l'ONU : 150

Résolution no 1444 du Conseil de sécurité de l'ONU : 120

Richard, Col Jacques (Armée canadienne) : 409

Richard, Lt Ben (Armée canadienne) : 473

Richards, Lgén David (Armée du R.-U.) : 486, 487, 490, 493, 508, 534, 535, 556, 579

Rish Khvor, Afghanistan : 201, 250

Rivière Arghandab : 363, 420, 432, 434, 437, 439, 447, 451, 452, 464, 470, 471, 474, 477, 501, 503, 506, 510, 511, 517, 520, 522, 529, 531, 533, 534, 537, 544, 548, 552, 567, 568, 572

Ross, Mgén Cam (Armée canadienne) : 118

Rotation (ROTO) : iii, vi, viii, 1, 7, 22, 41, 152, 154, 177, 180, 192, 217, 225, 226, 228—232, 234—236, 239, 242—244, 249, 266, 269, 270, 277—279, 281—283, 288, 292, 294, 296, 297, 351, 354, 360, 363, 365, 366, 386, 400, 404, 405, 409, 418, 440, 478, 496, 497, 536, 545, 551, 556, 557, 560, 561, 565, 579, 594

Roumanie/Roumain : 109, 144, 293, 345, 354, 396, 440, 449, 464, 526, 603

Route/Itinéraire

Route Autoroute 1 : 33, 86, 97, 98, 351, 352, 354—357, 361—364, 366, 372, 386—389, 404, 420, 421, 431—433, 439, 447, 450, 451, 458, 459, 464, 466—471, 475, 477, 489, 491, 495, 497, 502—506, 510, 511, 513, 514, 518, 522, 525, 527—529, 534, 535, 537, 540, 544, 546, 552, 563, 566, 567—569, 572, 574, 577—580

Route Autoroute 4 : 33, 56, 71, 354—356, 361—364, 366, 368, 373, 386—388, 420, 423, 447, 477, 489, 495, 560, 561, 563, 577, 578, 601

Route Autoroute 611 : 419—421, 447, 463, 464, 467

Route Comox : 471, 507, 530, 534, 535, 537, 544, 546

Route (itinéraire) Fosters : 497, 499—502, 509, 510, 553, 560, 563, 569

Route Golden Arches/« Arches dorées » : 361, 362, 366, 373, 563

Route Green : 136, 138, 221, 225

Route (itinéraire) Indigo : 136, 231, 292

Route (l'itinéraire) Ottawa : 534

Route Red : 138, 292

Route Summit : xv, 531, 537, 538, 543, 534, 544—548, 552, 555, 565, 568—574, 578, 581

Route Tarinkot (TK) : 504, 549

Route Victoria : 477

Route Violet : 136, 222

Roy, Lcol Stephane (Armée canadienne) : 229, 236, 258

Royaume-Uni/Grande-Bretagne/Britannique : ii, xviii, 24—26, 30, 31, 33, 34, 44, 88, 96,110, 111, 113, 115, 120, 125, 141, 144, 170, 173, 183, 185—187, 189, 191, 198, 199, 208, 222, 226, 232, 235, 245, 261, 264, 266, 269, 270, 283, 290, 293, 302, 326, 330, 333—335, 337, 339—341, 343, 358, 359, 375, 376, 391, 395, 396, 398, 400, 401, 417, 418, 421, 423, 426, 430, 431, 440, 442, 444, 449, 450, 458, 461, 462, 465, 469, 486, 490, 493, 496, 505, 509, 526, 556, 562, 564, 566, 569, 574, 580, 594

Rumsfeld, Donald (États-Unis) : 111, 179—181, 203, 372

Russell, cavalier Andrew (Armée canadienne) : 68

Rwanda : 10, 346, 347

S

Sahib, Haji Mollah : 570

Saifullah, Haji : 87

Sajjan, Maj Harjit (Armée canadienne) : vii, 411, 468, 491, 497, 513, 576

Salangi, Abdul Basir : 141

Salavat : 509

Saleh, Amrullah : 234

Sangin, Afghanistan : 418—421, 447, 450, 458—464, 466, 468, 594

Sangsar, Afghanistan : 91, 434, 436, 503, 506, 529, 552, 567—570

Sarajevo, Bosnie : 9, 10, 133, 134, 141, 165, 172

Sarwari, Muhammad Arif : 224

Sayyaf, Abdul Rab Rassoul : 3, 139, 141, 142, 161, 165, 186, 188, 208—210, 217, 218, 245, 246, 251, 252, 259, 295, 305, 306

Schmidt, Maj Harry (Armée canadienne) : 78—80, 519

Schreiber, Lcol Shane (Armée canadienne) : vii, 463, 488

Secourisme en situation de combat : 518

Semianiw, Col Walter (Armée canadienne) : 296, 351

Senjaray, Afghanistan : 381, 476, 477, 501, 540, 578

Serbie, Serbe : 141, 430

Serkhankhel, Afghanistan : 72

Service de police de Port Authority (PAPD) : 69, 70

Sevan, Benon (Chypre) : 2—4, 7

Shah Kalay : 61

Shah Wali Kot, Afghanistan : 354—357, 363, 364, 367—370, 385—389, 406, 413, 415—417, 427, 431, 436, 443, 445, 446, 449, 450, 475, 489, 494, 504, 507, 518, 548—550, 579

Shakai, Pakistan : 54

Shakin, Afghanistan : 603

Shakur, mollah : 443

Sharif, Nawaz : 3

Sherzai, Gul Agha : 9, 60, 92, 381, 384, 422, 570

Sherzai, Mgén Abdul Raziq : 360, 372, 384, 428, 430, 488

Shindand, Afghanistan : 8, 265, 287

Shinkay, Afghanistan : 97, 98

Shorabak, Afghanistan : 353, 363, 364, 443, 489

Siah Choy, Afghanistan : 434, 454, 506, 492, 527, 529, 552, 567—569, 574

Sierra Leone : 128

Sirois, Lcol Sylvain (Armée canadienne) : 229, 230

Site de cantonnement Rash Lahore : 221

Skidmore, Lcol Mark (Armée canadienne) : 2, 7—9

Slovénie/Slovène : 232, 258, 279, 280, 296

Smith, Sdt Nathan (Armée canadienne) : 79

SNC Lavalin Inc. : 155, 156

Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (SAGEM) (nom de marque) : 201

Somalie : xxii, 10, 15, 22, 26, 42, 66, 92, 109, 306, 346

Sommet d'Istanbul : 333

Soudan/Soudanais : 6, 15, 69, 331, 346, 347

Spin Boldak, Afghanistan : iii, 33, 94, 353, 356, 363—365, 383, 384, 387—389, 404, 406, 428, 430, 431, 443, 458, 468, 470, 478, 488, 489, 494, 495, 507, 555, 601, 603

Sprague, Maj Matthew (Armée canadienne) : 494, 510, 512, 515, 517

Srinagar, Inde : 602

Stachnik, Sgt Shane (Armée canadienne) : 515

Stogran, Lcol Pat (Armée canadienne) : 9, 40—41, 63, 74, 75, 83, 84, 93, 96, 98, 602

Storm, caporal Albert (Armée canadienne) : 563

Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) : 312, 313, 315, 316, 375, 401, 402, 486, 594

Stratégie de réforme de l'administration publique : 314

Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan (SIDNA) : xiii, 312, 313, 315, 316, 319, 320

Surobi, Afghanistan : 254

Système de missiles antichars : 167, 151, 221

Système national d'information, de commandement et de contrôle (SNICC) : 39

T

Tableau de bord pluriannuel (MYRM) : 302, 306, 319

Tableau d'effectifs et de dotation (TED) : 541

Tadjikistan : 22, 24

Tadjiks (groupe ethnique) : 86, 122, 141, 166, 168, 170, 172, 188, 203, 207, 249

Taktah Pol, Afghanistan : 33

Talukan, Afghanistan : 354, 434, 442, 491, 492, 503, 552, 567—570

Tambil, Afghanistan : 443

Tani, Afghanistan : 52

Tanji Sidan, Afghanistan : 288

Tarakhel, Afghanistan : 160, 164

Tarinkot, Afghanistan : 355, 502, 504, 549, 555

Teal, caporal Sean (Armée canadienne) : 515

Tedford, sergent Darcy (Armée canadienne) : 546

Tchétchénie/Tchétchène : 47, 49, 52, 357, 358

Thorlakson, lieutenant Doug (Armée canadienne) : 474

Thurrott, Lcol Chris (Armée canadienne) : 149, 155

Toit craquelé/Cracked Roof : 511, 513, 528, 530

Tootal, Lcol Stuart (Armée du R.-U.) : 340

Tora Bora : 31—33, 48, 81, 82, 86, 591, 602

Tower, sergent Patrick (Armée canadienne) : 474

Towr Ghar (« poussière noire ») : 62, 81, 82, 84, 85

Travers, major Dave (Armée canadienne) : 278, 292

Tremblay, Col Alain (Armée canadienne) : 229—231, 236, 241, 262, 263

Troupes en contact (TEC) : 362, 387—389, 550, 552, 554, 563, 572, 573

Turquie/Turque : 52, 111, 113, 144, 154, 231, 257, 295, 560, 566

Turner, lieutenant Bill (William) (Armée canadienne) : 415

Tut, Mathias (Canada) : 376

TV Hill : 135, 136, 138, 145, 231

U

Umbach, major William (Armée des É.-U.) : 78—80

Ummah Tameer-e-Nau (UTN) (organisation d'aide humanitaire) : 50

Union européenne (UE) : 218, 245, 247, 566

Unités étrangères

Agence américaine pour le développement international (USAID) : 124, 125, 314, 359, 361, 375, 378, 379, 391, 423, 548, 576
Agence centrale du renseignement (CIA) : 18, 22, 23, 31, 32, 43, 44, 46, 69—71, 88, 87, 603
Armée de la Hongrie : 279, 280, 294
Armée nationale afghane (ANA) : 30, 110—112, 115, 116, 119, 141, 150, 170, 179, 187, 189, 190, 192, 204, 207, 208, 231, 234, 245, 249—251, 256, 262—265, 280, 286—289, 291, 306, 319, 330, 345, 354, 369, 371, 403, 410, 417—419, 425, 428, 445, 448, 451, 460, 463, 466, 467, 470, 474, 491, 493, 497, 500, 502, 504, 507, 509, 517, 520, 524, 526, 536, 537, 553, 558, 559, 566, 569—571, 593
Bataillon d'infanterie de la Roumanie/Peloton mécanisé de la Roumanie : 109, 354, 440
Brigade Char et Artillerie : 90
Brigade de la Garde nationale : 164, 168, 250
Brigade de soutien de la paix : 19
Brigade du Diable : xxvii, 14
Brigade franco-allemande : 269, 278, 283
Brigade multinationale de la FIAS à Kaboul (KMNB) : xiii, 9, 139, 143—146, 148, 149, 152, 153, 155—157, 160, 163, 165, 167, 168, 170, 174, 177, 178, 181, 183, 186, 192, 208, 217, 219, 220, 223, 224, 229—236, 239, 241, 253—259, 266, 269, 278, 279, 281—283, 285, 288, 295, 296, 333, 351, 409
Centre des opérations interarmées de défense (JDOC) : 440
Centre d'opérations interarmées : 396, 399, 556, 557
COCIM de la Norvège : 144, 192, 279
Collecte de données PROPHET : 60
Commandement central (CENTCOM) des États-Unis : 15, 22—26, 29—31, 33, 34, 87, 109—111, 114, 117, 124, 125, 133, 150, 325, 327, 396, 463, 512
Commandement de l'Amérique du Nord (USNORTHCOM) : 400
Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFC-A) : 204, 205, 246—248, 251, 257, 260, 262, 281, 282, 285—287, 290, 296, 303—305, 308—310, 315, 330, 331, 334, 335, 358, 396, 401
Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC) : 23, 33, 43, 44, 81, 84, 92
Commandement régional (CR) (Est) : 253, 286, 337, 341, 370, 444, 445, 458, 463, 465, 470, 528, 580, 607
Commandement régional (CR) (Nord) : 538
Commandement régional (CR) (Ouest) : 334, 335, 337
Commandement régional (CR) (Sud) : vii, xiv, 288, 335, 339—342, 344, 345, 348, 370, 396, 397, 486, 488, 490—492, 502, 505, 507, 508, 510, 512, 513, 517, 525—527, 534, 537, 538, 543, 550, 554—558, 562—565, 569, 570, 577, 580, 581, 595

Compagnie de guerre nucléaire, biologique et chimique : 116
Compagnie de soutien des services de santé : 156
Compagnie ISTAR : 148, 149, 155, 156, 163—165, 172, 174, 179, 182, 183, 186, 199, 201, 208, 210, 217—219, 221, 225, 229, 231, 232, 235, 246, 258, 259, 278, 409
Compagnie Québec : 185, 201
Compagnie de patrouille du Royaume-Uni : 199, 293
Contingent de Slovénie : 279
Corps Kaboul/Corps de Kaboul : 139, 170
Corps de réaction rapide européen/le Corps européen (CRRE) : 269, 283, 285, 295, 309
Corps de Turquie (Compagnie) : 295
Corps des Marines des États-Unis (USMC) : 33, 40, 45, 60, 117
Department for International Development (DFID) : 361, 375, 376, 423
Détachement de médecine préventive : 45
Détachement opérationnel Alpha (ODA) – Forces spéciales étasuniennes : 32, 44, 73, 88, 95—97, 124, 421, 517, 520, 521, 523—525, 534, 550, 551, 567, 569, 570
Détachement opérationnel Bravo (ODB) – Forces spéciales étasuniennes : 86, 88, 89
Direction nationale de la sécurité (DNS) : 164, 170, 183, 188, 198, 207, 208, 210, 221, 224, 234—236, 258, 264, 265, 369, 436, 442
Direction pour le renseignement interservices (ISI) : 2—5, 14, 50, 422, 601, 603
Division des activités spéciales ou Jawbreaker : 22, 43, 44
Division multinationale du Sud-Ouest : 340, 344
Élément de commandement national (ECN) : 149, 158, 219, 221, 231, 234, 256, 264, 399, 409, 418, 430, 492, 493, 528, 556, 563
Élément de soutien national (ESN) : 67, 149, 154—156, 158, 177, 224, 225, 229, 231, 258, 280, 326, 352, 399, 405—408, 411, 417, 459, 466—468, 474, 478, 494, 496, 543, 559—562, 571, 575, 594
Équipe de guerre électronique mobile (EGEM) : 409, 410
Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) : 116, 119, 352
Escadron des transmissions : 144, 155, 228, 399, 408
Federal Bureau of Investigation (FBI) : 69, 70
Forces alliées Nord Europe : 149, 151
Forces de milices afghanes (AMF) : xiii, 56, 60, 61, 72, 73, 86, 88, 89, 92, 95, 96, 98, 138, 139, 158,161, 164—166, 168, 172, 176, 177, 184, 190, 204, 207, 209, 250, 257, 308, 536
Forces de sécurité afghanes : 120, 124, 182, 188, 198, 204, 348, 357, 402, 403, 433, 449, 458, 460, 485, 486, 488, 555, 557, 595
Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) : 234, 395, 396, 427, 428, 487, 489
Force de réaction immédiate (Terre) (FRI[T]) : 18, 208

Force de remplacement pour l'assistance à la sécurité (FOSAF) : 110
Forces d'opérations spéciales norvégiennes (FOSNOR) : 44, 95
Force mobile (Terre) : 19
Force mobile (Terre) du Commandement allié en Europe (CAE) : 19, 339
Force opérationnelle spéciale (FOS) (Armée des É.-U.) : 60, 72, 76, 357, 358, 374, 378, 381, 391, 423, 428, 510, 551, 553, 555, 558, 565
Forces spéciales des États-Unis : 23, 31, 32, 43, 81, 87—90, 95—97, 197, 259, 266, 517
FOS de la Nouvelle-Zélande : 44, 93, 95
Groupe aéronaval des Forces navales des États-Unis : 267
Groupe du Génie multinational : 144, 296
Groupement tactique de la Norvège : 293
KSK (Forces spéciales de l'Allemagne) : 63
Marine des États-Unis (SEAL) : 44, 95, 96
Mobile Drug Detection Team (MDDT) : 208
Parachutistes – secouristes : 45, 68
Police auxiliaire nationale afghane (PANA) : 536, 564, 565, 567, 569, 570, 578
Police civile (CIVPOL) : 125, 381, 423, 425, 426, 428, 429, 445
Police des frontières afghane : 428
Police des routes afghane : 428
Police nationale afghane (PNA) : 234, 401, 403, 404, 418, 428, 440, 446, 470, 472, 536, 570, 577, 578
Rangers : 32, 44, 61, 551
Recherche et sauvetage de combat (RESCO) : 45
Service de police de Kaboul (SPK) : 172, 186, 188, 192, 198, 199, 201, 207, 208, 219, 221, 222, 234, 236—238, 259, 265, 290, 293, 294
Special Air Service (SAS) – Armée australienne : 33, 44, 78, 353
Special Air Service (SAS) – Armée belge : 279
Special Air Services (SAS) – Nouvelle-Zélande : 40
Special Boat Services (SBS) : 25, 44
Special Forces Group (aéroporté) (SFGA) : 44, 93, 96
Special Operations Aviation Regiment (SOAR) : 44, 95
U.S. Army Technical Escort Unit (Service d'escorte technique de l'armée américaine) : 70, 71
3e Unité médicale multinationale (UMM) : 345, 409, 410
4e Bataillon, 31e Infanterie : 75
10th Mountain Division Battalion : 32, 75, 76, 191, 396
11e Division aérienne : 250
12e Escadron de campagne : 39, 57, 65, 66, 75, 82—85, 89

101e Division aéroportée (aéromobile) : 41, 45, 517
4-101st Aviation Regiment : viii, 82

Unité tactique : xxv

V

Vallée de Chenartu : 414, 417, 446, 448

Vallée de Chora : 414, 526

Vallée de Chumara : 72

Vallée de Jowz : 157, 160, 184, 185, 196, 199, 200, 223

Vallée de Kurram : 81

Vallée de Naka, Afghanistan : 72, 75, 78

Vallée de Panjshir : 139, 145, 178, 203, 220

van Griensven, Col Hans (Armée des Pays-Bas) : 554

Vance, Maj Jonathan (Armée canadienne)/général Jonathan Vance : v, vii, xxvii, 9

Vanguard Mk : 226

Varsovie : 115, 385

Vaughan, Sgt Ingram (Armée canadienne) : 473

Véhicules
APC M-113 : 149, 226, 292
Bison TTB : 63, 79, 92, 156, 184, 185, 222, 223, 226, 227, 239, 280, 360, 408, 409, 467, 473, 474, 494, 516, 546, 547, 560, 563
BM-21 : 61, 80

BTR-80 soviétique : 279, 280
Camion Steyr : 406
Char de combat principal T-55 : 89, 167, 168, 371
Char Leopard : 542, 547, 553, 557, 560, 571, 573
Coyote APC (TTB) : 39, 56—59, 68, 74, 79, 92, 98, 143, 148, 163—165, 167, 170, 208, 223, 225, 231, 235, 278, 282, 283, 293, 296, 327, 345, 352, 399, 415, 421, 494, 509, 513, 528, 231, 235, 278, 282, 283, 293, 296, 327, 345, 352, 399, 415, 421, 494, 509, 513, 538, 543, 545, 551, 553, 554, 563, 570
G-Wagon : 225, 238, 278, 360, 361, 363, 368, 390, 399, 412, 413, 446, 448, 451, 472, 478, 496, 499, 514—516
Humvee (Hummer) : 57, 59, 70, 71, 232, 292, 458, 466, 524, 528, 545
MH-53 : 95
MQ-1 Predator (véhicule aérien sans pilote [UAV]) : 441, 453, 457, 462, 466, 470, 504, 512, 523, 524, 573
Panzerhaubitze (PzH) 2000 : 508
Remorques Arnes : 408
« Shit Sucker Trucks » (SST) « pompes à merde » : 66
Système de purification d'eau par osmose inverse (SPEOI) : 65, 66
TUAV CU-161 : 153, 201
UAV LUNA : 149, 163, 165, 172, 210, 235
Véhicule aérien sans pilote tactique Sperwer : 149, 153, 201, 234, 421, 441, 448, 470, 504
Véhicule blindé VBL III : i, iii, 170, 223, 236, 281, 345, 352, 399, 423, 446, 448, 451, 462, 465, 467, 470, 472—474, 493, 494, 497, 498, 500, 501, 514—517, 528, 538, 542, 543, 545—547, 554, 560, 573—575
Véhicule de combat BMP : 161, 167, 168, 179, 371
Véhicule de transport chenillé BV 206 : 148
Véhicule militaire Iltis : 156, 158, 159, 184, 185, 221, 223—225, 236—238, 327, 413
Véhicule Nyala RG-31 : 92, 226, 228, 399, 412, 413, 417, 448, 496, 545, 561, 575
Véhicule spécial de combat Hilux : 89, 97
Véhicule Wiesel TOW : 167
Véhicule Zettelmeyer : 185, 199, 509, 515, 516, 537

Village de Chaki Wardak, Afghanistan : 186

Vietnam : vi, 378

W

Wahhabisme (religion) : 9, 141, 161, 601, 603, 605

Walsh, Cplc Jeffrey (Armée canadienne) : 478

Wardak (province) : 48, 137, 139, 145, 163, 178, 182, 183, 219, 220, 237, 253, 258, 261, 293, 327, 351, 397, 419

Wardak, général Abdul Rahim : 189, 204, 249, 250, 261, 294, 295, 428, 562

Wardak, Taj Mohammad : 188

Warren, caporal Jason (Armée canadienne) : 467

Washington, États-Unis : xxv, 10, 13, 19, 21, 285, 311

Watson, Capt/Maj Alex (Armée canadienne) : 61, 63, 66, 556

Wazir Akbar Khan, Afghanistan : 49

Waziris : 382, 607

Waziristan : 52, 444, 604—607

Webb, Maj Trevor (Armée canadienne) : 399, 453, 467

Wessan, Capt Derek (Armée canadienne) : 514

Wiercinski, Col Frank (Armée des É.-U.) : 75

Wilkerson, Col Kevin (Armée des É.-U.) : 75

Wilkins, Sdt Tim (Armée canadienne) : 499

Williams, Col Steve (Armée canadienne) : 492, 493, 528, 531, 532

Williamson, Sdt Blake (Armée canadienne) : 546

Wilson, Cpl Tim (Armée canadienne) : 416

Wilson, Sdt Mark (Armée canadienne) : 545

Wolesi Jirga : 255

Wolfowitz, Paul (États-Unis) : 27

Woodfield, Sdt Scott (Armée canadienne) : 352

Wright, David (ambassadeur canadien) : 117

Wright, Maj Mike (Armée canadienne) : 494, 497, 499—501, 535

X

Y

Yémen : 15, 109

Yougoslavie : 10

Z

Zabul (province) : 261, 328, 351, 353, 357, 362—364, 370, 508, 527, 577, 578, 591

Zadran, Amanullah Khan : 264

Zadran, Kamal Khan : 87, 88

Zadran, Pacha Khan : 87, 88, 305

Zadran, Zakim Khan : 87, 88

Zagreb, Croatie : 9

Zangabad Ghar : 566, 569

Zangabad, Afghanistan : 434, 491, 503, 520, 523, 551—553, 566—570, 575

Zdunich, major Andrew « Z » : 229, 231, 266

Zemeray, général : 170

Zharey, Afghanistan : xiv, xv, 91, 348, 355—357, 363, 364, 368, 381, 386—389, 431—434, 436, 439, 440, 445, 446, 450, 452, 463, 464, 468—472, 474—478, 485, 488—492, 495, 497, 500, 502, 503, 505—509, 511—516, 522, 523, 525—530, 533, 535—537, 539, 540, 544, 549, 555, 557, 559, 561, 563—572, 574, 575, 578, 579, 581, 595

Zones d'atterrissage

Zone d'atterrissage Eagle : 83, 85
Zone d'atterrissage Frezenberg : 83
Zone d'atterrissage Kapyong : 83, 84
Zone d'atterrissage Loon : 83, 85
Zone d'atterrissage Somme : 83

Zone de développement en Afghanistan (ZDA) : xiv, 485—491, 502, 505, 533, 535, 550, 558, 565, 571, 574, 576, 579

Zone de développement régional (ZDR/RDZ) : 204, 286, 287, 304—306, 485, 486, 622

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 1 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 1 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

ARMÉE CANADIENNE / CANADIAN ARMY

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2022. Tous droits réservés.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou transmise ou archivée sous quelque forme que ce soit, par quelque mode graphique, électronique ou mécanique que ce soit, ou par photocopie, enregistrement (dont sur bande) ou stockage dans un système d'extraction électronique, sans la permission écrite préalable du détenteur du droit d'auteur.

DONNÉES AU SUJET DE LA PUBLICATION

L'Armée Canadienne en Afghanistan, Volume II, partie 1 : La contre-insurrection à Kandahar

Publication
IDDN – R-GJ-007-000/JD-004
ISSN – 978-0-660-41167-5

En-ligne
IDDN – R-GJ-007-000/JD-004
ISSN – 978-0-660-41166-8

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

CONCEPTION DE LA COUVERTURE
Silvia Pecota

TRADUCTION
Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada

CONCEPTION DE LA PUBLICATION
Bureau d'édition de l'Armée de terre

DES REMERCIEMENTS TOUT PARTICULIERS
À ceux qui ont contribué à cet ouvrage en participant au travail d'édition, de correction d'épreuves et d'indexation.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, politiques ou positions de la maison d'édition, de l'éditeur, du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces armées canadiennes ou de toute unité ou organisation leur étant subordonnée. La maison d'édition, l'éditeur, le gouvernement du Canada, le ministère de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes ou toute unité ou organisation leur étant subordonnée ne font aucune déclaration, n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité du contenu de cette publication. Ils se dégagent également de la responsabilité envers quelconque personne ou entité à l'égard de toute perte, ou de tout dommage incident ou consécutif ayant été causé, ou qui auraient selon allégations été causés, de manière directe ou indirecte, par les renseignements contenus dans cette publication.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures iii

Mot de l'auteur vii

Introduction xi

Chapitre 1 – La mise en place : de février à juillet 2007 1

Chapitre 2 – Jeu d'équilibre dans l'Arghandab, d'août 2007 à février 2008 127

Chapitre 3 – « Pris au piège dans l'IT » de février à août 2008 229

Chapitre 4 – L'équilibre, de septembre 2008 à février 2009 411

Appendice A : Convergence des intérêts lors de l'évasion de la prison de Sarposa et pendant Arghandab II, juin 2008 551

Glossaire 555

À propos de l'auteur 569

Index 571

LISTE DES FIGURES

Figure 1-1 : Dispositifs des forces coalisées dans les districts de Zharey et de Panjwayi, en février 2007 25

Figure 1-2 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre février et août 2007. 29

Figure 1-3 : Opérations du Groupe-compagnie H dans le district de Maywand, en mars 2007 37

Figure 1-4 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Définir le problème, en mars et avril 2007 41

Figure 1-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 2007 53

Figure 1-6 : Op SATYR NYX, district de Spin Boldak 2007 59

Figure 1-7 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Opérations perturbatrices, en mai et juin 2007 79

Figure 1-8 : Municipalités du district de Panjwayi et aperçu des itinéraires, en 2007 89

Figure 1-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2007 91

Figure 1-10 : Opérations dans le nord de la province de Kandahar, juin et juillet 2007 97

Figure 1-11 : Opérations préalables à la relève sur position, en juillet et août 2007 109

Figure 2-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, d'août à décembre 2007 136

Figure 2-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à décembre 2007 140

Figure 2-3 : Opération GARRANDY ZMARAY, de septembre à décembre 2007 146

Figure 2-4 : Le combat pour l'itinéraire Fosters (1), de septembre à décembre 2007 154

Figure 2-5 : Opération INITZAAR ZMAREY – La bataille de l'Arghandab, du 31 octobre au 2 novembre 2007 178

Figure 2-6 : Le combat de l'itinéraire FOSTERS (2), de décembre 2007 à janvier 2008 201

Figure 3-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, du début à la moitié de 2008 248

Figure 3-2 : Dispositifs de la Force opérationnelle Zharey, en 2008. 257

Figure 3-3 : Appui-feu indirect, districts de Zharey et de Panjwayi, en 2008. 261

Figure 3-4 : Districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en 2008 267

Figure 3-5 : Opérations dans le district de Zharey, en mars 2008 270

Figure 3-6 : Opération TOORA AZADI – District de Panjwayi, mars-avril 2008 278

Figure 3-7 : Discordance entre les niveaux de planification opérationnelle – Structure pangouvernementale canadienne en Afghanistan, en 2008 293

Figure 3-8 : Opérations dans le district de Maywand, d'avril à juin 2008 298

Figure 3-9 : Infiltration ennemie dans la ville de Kandahar, en 2008 305

Figure 3-10 : Opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi, de mai à juin 2008. 310

Figure 3-11 : L'approche « par gros morceaux » du QG FOI-A dans le district de Zharey, mettant à profit les quadrilatères de stabilité (planifiés), de mai à juin 2008. 324

Figure 3-12 : Opération NOLAI – Dans le district de Zharey, du 14 au 17 juin 2008. 326

Figure 3-13 : Opération DAOR BUKHOU – La seconde bataille de l'Arghandab, du 18 au 20 juin 2008 335

Figure 3-14 : Opération LUMBAR, district de Zharey en juillet 2008 354

Figure 3-15 : Opération LUMBAR, district de Zharey, en août 2008. 355

Figure 3-16 : La bataille du poste fortifié de Mushan, juillet et août 2008. 361

Figure 3-17 : Opération ASP-E JANUBI, en août 2008 372

Figure 3-18 : Opération TIMUS PREEM – Centre de district de Zharey, du 21 au 23 août 2008 374

Figure 4-1 : Opération TOLO – Secteurs d'intérêt visés par l'opération relativement à la FO Kandahar 416

Figure 4-2 : Pressions, demandes et rapports – Quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, 2008. 420

Figure 4-3 : Dispositifs et activités de l'ennemi, à la fin de 2008. 424

Figure 4-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, en septembre 2008 426

Figure 4-5a : Les opérations dans le district de Zharey, en septembre 2008 433

Figure 4-5b : Le Zharey oriental, en septembre 2008. 434

Figure 4-6 : Flux des fonds affectés au développement, province de Kandahar, de 2007 à 2009 449

Figure 4-7 : Op BIA ITNAMAAN, province d'Helmand, du 18 au 21 octobre 2008. 457

Figure 4-8 : Op BIA ITNAMAAN, jour un des opérations de l'ELMO 458

Figure 4-9 : Op BIA ITNAMAAN, jour deux des opérations de l'ELMO 459

Figure 4-10a : Opérations dans le district de Zharey, en octobre 2008. 464

Figure 4-10b : Partie est du district de Zharey, en octobre 2008. 465

Figure 4-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre 2008 470

Figure 4-12 : Les districts d'Arghandab et de Bas Shah Wali Kot, en octobre 2008 476

Figure 4-13 : Opérations dans le district de Panjwayi, en novembre 2008 483

Figure 4-14 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2008 484

Figure 4-15a : Opérations dans le district de Zharey, en novembre et décembre 2008 491

Figure 4-15b : Partie orientale du district de Zharey, en novembre 2008 492

Figure 4-16 : Op KASSAT, en décembre 2008 500

Figure 4-17 : Districts d'Arghandab et du Bas Shah Wali Kot, en novembre et décembre 2008 505

Figure 4-18 : Combat à Spin Masjid, en janvier 2009 516

Figure 4-19 : Opérations dans le district de Zharey, en janvier 2009 523

Figure 4-20 : Opérations dans le district de Panjwayi, en janvier 2009 526

MOT DE L'AUTEUR

Pendant l'examen du volume I, des préoccupations ont été soulevées au sujet du nombre de pages accordées dans le récit à une rotation ou à une autre, et il a été dit que le nombre de pages consacrées aux rotations ou aux activités devait refléter une certaine « mesure de leur importance relative ». Ce raisonnement ne doit s'appliquer à aucun des trois volumes.

Comme vous le verrez, le volume II diffère du volume I, en ce sens qu'au cours de ses opérations de 2007 à 2009, l'Armée canadienne mettait l'accent presque exclusivement sur la province de Kandahar, hormis ses incursions occasionnelles dans la province d'Helmand. Entre 2001 et 2006, l'Armée canadienne a opéré à Kandahar, puis à Kaboul, puis aux deux endroits, et finalement dans les provinces de Kandahar et d'Helmand. Après 2009, elle a concentré ses efforts encore plus sur deux districts de la province de Kandahar et, en 2011, sur un seul district. Il n'a pas été facile de décrire le déclin l'ayant amenée en cinq ans à passer des opérations stratégiques et opérationnelles aux engagements tactiques. À certains stades de l'histoire, il y a plus de « pièces mobiles » qu'à d'autres moments.

Par exemple, les opérations concourantes d'un quartier général du Commandement régional (Sud) dirigé par le Canada et de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan en 2008 ont produit plus d'activité de la part des forces canadiennes que, par exemple, une Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A) ne s'occupant que des districts de Panjwayi et de Dand en 2011. De même, les problèmes d'ordre opérationnel qui se sont posés à l'Armée canadienne entre 2007 et 2009 ont cessé en 2010 avec l'arrivée massive de plusieurs brigades étasuniennes dans la province. Cela explique l'attention disproportionnée accordée dans l'ouvrage à certaines périodes. Cette disproportion ne doit aucunement être perçue comme un affront fait à une organisation ou à une unité et elle résulte uniquement des réalités de l'histoire racontée.

L'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan diffère beaucoup de la description traditionnelle de la Seconde Guerre mondiale, qui tend à mettre l'accent sur les batailles et à être linéaire. Une histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan qui serait axée sur les batailles tendrait fortement à décrire les interventions de certains groupements tactiques et, dans une certaine mesure, celles de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO). Ce genre de récit produirait une représentation déformée de ce que l'Armée canadienne a accompli en Afghanistan. Comme l'Armée canadienne prenait part à une contre-insurrection comportant, entre autres tâches, toute une gamme d'activités de renforcement des capacités, cette histoire ne peut pas être axée sur les batailles. À mesure que la FOI-A a évolué, elle a

fini par englober le GT, l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP), l'ELMO, l'ELMO de la police, l'Escadre aérienne et l'Élément de soutien national (ESN). L'ELMO a grandi au point d'encadrer une brigade de l'Armée afghane, tandis que la compagnie d'infanterie de l'ERP et les équipes de la coopération civilo-militaire et des opérations psychologiques ont fusionné pour former, par exemple, des compagnies de stabilisation spécialisées déployables. Les unités d'hélicoptères tactiques et de véhicules aériens sans pilote (UAV) de l'Escadre aérienne ont participé étroitement et inextricablement aux opérations de l'Armée de terre dans les districts. Par conséquent, l'examen des années 2007 à 2009 présenté dans le volume II doit maintenir un équilibre entre les éléments constituants de la FO Kandahar.

Une autre différence entre le conflit afghan et la participation de l'Armée canadienne aux guerres antérieures a résidé dans l'importante implication des formations et des unités de l'Armée canadienne et de leurs chefs dans la politique intérieure de la province de Kandahar et de ses districts et au niveau national. Cela n'avait aucun précédent dans l'histoire, mais étant donné qu'il s'agissait d'une guerre anti-insurrectionnelle, c'est là une réalité tout à fait compréhensible. Le jeu des personnes d'influence dans les milieux politiques de Kandahar était complexe, et l'Armée canadienne n'en savait pas grand-chose au début. Avec le temps, ses connaissances à cet égard ont évolué au maximum, dans les circonstances. Les recoupements entre ces réalités politiques et leurs effets sur les opérations et les activités de l'Armée canadienne ont été profonds. En avançant dans l'histoire, il est essentiel de comprendre qu'à mesure que la guerre progressait, les Canadiens se mesuraient aux intervenants politiques presque autant qu'aux insurgés. En fin de compte, le constat selon lequel il existait des problèmes graves et des points de vue irréconciliables avec ceux du gouvernement provincial à Kandahar a entraîné le retrait des forces canadiennes de ce lieu. Par conséquent, afin de comprendre à fond la stratégie finale de l'Armée canadienne dans le sud, en 2011, il faut discerner la nature de cet environnement. Ici encore, cet état de choses n'a rien à voir avec l'histoire de l'Armée canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée. Le lectorat doit donc faire preuve d'une certaine patience pour arriver à mesurer pleinement la complexité de ce qui se passait là-bas pendant cette période.

Il est tentant — et ce serait plus facile à faire — de raconter l'histoire des batailles, de faire l'éloge de notre bravoure et de nos succès tactiques sur le champ de bataille, de chercher et de désigner une nouvelle bataille de Vimy ou une nouvelle campagne de Normandie, de tirer des conclusions définitives et d'aller de l'avant après avoir drapé nos institutions dans une nouvelle gloire. Ce serait travestir l'expérience vécue par l'Armée canadienne en Afghanistan et desservir le gros des effectifs de l'Armée canadienne qui ont pris part aux activités à l'écart de ces batailles dans les districts à l'ouest de la ville de Kandahar.

Oui, il y a eu des actes de bravoure. Oui, les combats faisaient partie de la vie quotidienne, surtout pour les militaires canadiens, hommes et femmes, affectés dans les avant-postes de combat isolés, manœuvrant dans les champs de raisins, ou travaillant avec la police et l'Armée afghanes. Un équilibre est nécessaire, et c'est vers cet idéal que le volume II tend.

Quelques mots sur les FOS

Au départ, il devait y avoir sur les FOS du Canada en Afghanistan un volume distinct qui aurait été rédigé par un membre du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada. Dans de nombreux cas, l'histoire des FOS du Canada est indépendante de celle de l'Armée canadienne et, dans certains autres, elle ne l'est pas. À ce stade-ci, il appert que l'Armée canadienne en Afghanistan (en l'occurrence, la FO Kandahar et ses unités subalternes) ait eu des rapports plus étroits et plus fréquents avec les FOS alliées à Kandahar. Dans la majorité des cas, ces alliés ont accueilli plus favorablement que nos FOS l'idée de voir leurs actions décrites dans un livre d'histoire. Ainsi, les activités de nos FOS semblent être passées sous silence dans les premiers chapitres du présent volume. Je peux pourtant vous assurer que les opérations des FOS du Canada dans le Sud de l'Afghanistan et ailleurs ont constitué un volet essentiel et fascinant de la guerre, mais leurs premières interventions ne peuvent malheureusement pas être racontées ici de façon suffisamment détaillée. L'ironie, c'est que les chefs et le personnel de certaines organisations alliées de FOS se sont confiés à l'auteur pour que le contexte de leurs activités puisse être compris relativement aux opérations canadiennes, et qu'ils n'ont eu aucune objection à ce que j'expose leurs activités, dans les limites imposées par la sécurité opérationnelle. L'exception a été certains aspects des opérations de la Force opérationnelle 58 du Canada, que l'auteur a été autorisé à décrire.

INTRODUCTION

La décision d'engager l'Armée canadienne dans le Sud de l'Afghanistan et dans la série ultérieure de batailles à l'ouest de la ville de Kandahar, au cours de l'été et de l'automne de 2006, a donné lieu à une situation par laquelle l'élan de l'insurrection a été brisé au début de 2007. À ce moment-là, les chefs qui dirigeaient l'insurrection dans le Sud, depuis Quetta, ont confirmé qu'il y avait là deux fronts principaux, soit celui de la province d'Helmand et celui de Kandahar, des éléments d'appui se trouvant par ailleurs dans les provinces d'Oruzgan et de Zabol. Les opérations britanniques dans l'Helmand ont exaspéré la population et ses personnes d'influence au point que la province a affiché des niveaux de violence anti-gouvernementale quasi équivalents à ceux observés à Kandahar. Cela dit, la chute de Kandahar aurait entraîné l'effondrement de l'effort de la coalition dans le Sud de l'Afghanistan. Les opérations dans les provinces plus montagneuses de l'Oruzgan et de Zabol servaient à appuyer celles menées ailleurs. Elles offraient par les itinéraires au nord des passages pour le transport de ressources destinées aux provinces d'Helmand et de Kandahar, ou encore les chefs ennemis y recouraient pour déplacer les forces insurgées en fonction des besoins. En effet, les chefs à Quetta pouvaient exécuter des poussées dans l'Helmand ou Kandahar, ou aux deux endroits, pour susciter une réaction de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). De toute façon, celle-ci se devait absolument de maintenir son élan acquis au cours des événements de la fin de 2006.

Lors de conflits antérieurs, la ville de Kandahar avait été conquise par ce que les théoriciens occidentaux appelaient le mouvement *focoïste*, terme apparu dans la pensée révolutionnaire latino-américaine au cours des années 1960. Selon le focoïsme, un groupe relativement petit de révolutionnaires mobiles, agiles, bien armés, bien organisés (et parfois bien financés) acquiert un élan physique et psychologique grandissant à mesure qu'ils avancent victorieusement vers la capitale :

> Une petite force révolutionnaire recourant à la violence peut mobiliser le soutien populaire beaucoup plus rapidement; au lieu de recourir à une mobilisation politique menant ultérieurement à de la violence, on utilise une violence qui transforme la situation politique. Réveillée et stimulée par les attaques des focoïstes, mise en colère et encouragée par la brutalité et l'inaptitude de la riposte gouvernementale et aliénée si le gouvernement sollicite l'aide d'une puissance étrangère, la population sera mobilisée en faveur de la révolution dans un processus au sein duquel la violence en soi est un catalyseur[1].

Cet élan psychologique engendre un mouvement social à mesure que de plus en plus de personnes sortent de l'indécision, ou changent de camp pour appuyer la cause apparemment victorieuse et les chefs du mouvement. La combinaison des mouvements social et physique entraîne la chute de la capitale depuis l'intérieur, peut-être sans l'intervention directe des forces de sécurité, dans une bataille décisive rappelant le Crépuscule des dieux de Wagner. Il est peu probable que ceux qui ont pris la ville de Kandahar dans le passé se soient servis de cette terminologie, ou d'une théorie particulière pour décrire leurs actions. Ils savaient vraisemblablement ce qui fonctionnait bien dans la structure culturelle des milieux politiques influents de Kandahar et ils ont appliqué les ressources voulues pour atteindre leurs buts.

On ne sait pas tout ce qui s'est passé à Kandahar lors du renversement du régime de Najibullah, en 1992. Selon une hypothèse, les forces communistes qui contrôlaient la ville se sont en fait désintégrées et ont été remplacées par de multiples petits groupes d'insurgés qui n'ont pas été capables d'exercer une forme quelconque de contrôle unifié, ou qui ne souhaitaient pas le faire[2]. D'après une autre hypothèse, le mollah Naqib et les alakozais se sont assuré l'appui des dirigeants communistes à Kandahar après 1989 et ont travaillé avec eux pour évincer plusieurs groupes de moudjahidines indésirables. Au cours de ce processus, un chef moudjahidine barakzai clé a été assassiné. Cela a incité un groupe barakzai de type focoïste, dirigé par Gul Agha Sherzai, à avancer vers la ville et à organiser une campagne axée sur les pressions psychologiques et la déception en 1992 et 1993. Cette campagne visait à convaincre l'ancien gouverneur communiste (qui était barakzai) de changer de camp et de travailler avec ce groupe afin d'évincer les alakozais et d'autres groupes de moudjahidines pour en tirer des gains commerciaux[3].

Le mouvement taliban s'apparentait lui-même au focoïsme. Ce groupe initialement petit d'étudiants religieux appuyés par des marchands de Quetta et par des éléments des services de sécurité pakistanais a acquis une vigueur suffisante, en se déplaçant le long de la Route nº 4 depuis Spin Boldak, pour convaincre le chef alikozai, le mollah Naqib de l'Arghandab, de les aider à renverser les Barakzais de Gul Agha Sherzai en 1994. À partir de la ville de Kandahar, les talibans sont allés de victoire en victoire dans tout l'Afghanistan, comme des focoïstes, et ils se sont même associés à l'organisation Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) d'Hekmatyar, qui s'était opposée à eux au début. Avec le temps, le mouvement a perdu son élan, et les lignes se sont stabilisées dans le cadre d'une guerre civile plus classique dans le nord de l'Afghanistan contre l'Alliance du Nord[4].

De même, en 2001, les chefs de l'opération (Op) ENDURING FREEDOM ont déposé des forces d'opérations spéciales (FOS) étasuniennes en Afghanistan pour qu'elles collaborent avec des personnes d'influence popalzaies et barakzaies afin de faire la même chose; les opérations ont alors convaincu le chef alikozai, le mollah Naqib, de changer de camp

et d'aider à reprendre la ville de Kandahar qui était aux mains des talibans[5]. Il convient de souligner ici que, dans tous ces cas, la ville de Kandahar n'a jamais été véritablement pillée ou assujettie au même genre de bombardements destructeurs qui avaient dévasté Kaboul. Il importait, pour tous les joueurs, que les affaires puissent continuer comme d'habitude dans de telles circonstances.

Il n'est pas surprenant que les insurgés talibans aient poursuivi leurs efforts pour prendre la ville de Kandahar de la même façon. À cette fin, ils ont construit un cercle de réseaux d'appui dans les districts éloignés et s'en sont servi pour se rendre maîtres de districts « fortifiés » le long des itinéraires clés menant à la ville et en revenant, puis pour déstabiliser les districts immédiatement adjacents à cette dernière de manière à provoquer la chute du gouvernement central. Ensuite, quand les opérations de la coalition et l'intransigeance de Naqib ont entravé leurs plans, les insurgés ont dû adapter leurs méthodes. À la fin de 2007, les tentatives qu'ils ont faites pour reprendre l'initiative ont échoué de nouveau, en particulier dans le district d'Arghandab. De 2007 à 2009, les insurgés se sont adaptés autant qu'ils l'ont pu, mais la perturbation causée par la coalition les a presque forcés à abandonner la partie au début de 2010.

L'enlisement de la guerre sur le « second front » a malheureusement revigoré les insurgés qui ont alors adopté une méthodologie particulièrement abominable à laquelle il était difficile de riposter. Par « second front », on entend les efforts de développement et de renforcement des capacités, déployés par la FIAS et le reste de ce que l'on appelle « collectivité internationale ». L'opportunisme des personnes d'influence afghanes et les liens négatifs établis entre cet opportunisme et la légitimité du gouvernement ont fortement affaibli les efforts de la contre-insurrection dans son ensemble. Vu la faiblesse des tentatives prévues dans l'Accord de Bonn pour stabiliser l'Afghanistan, les structures nécessaires afin de mettre sur pied un solide régime de gouvernance ne se sont pas matérialisées dans le Sud de l'Afghanistan. L'opportunisme des personnes d'influence au niveau provincial et même au niveau des districts a aussi torpillé la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) proposée par le Canada.

Par conséquent, en 2007, le Canada repartait presque à zéro à Kandahar, cinq ans après la signature de l'Accord de Bonn. Pire encore, le Canada revenait à la case départ avec une structure civile moins qu'optimale quant à l'effectif, l'organisation ou la mission pour faire face aux immenses défis inhérents à la situation. Résultat : l'Armée canadienne, c'est-à-dire la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, a été obligée de prendre les choses en main au chapitre de la sécurité, de la gouvernance, du développement et de la reconstruction. En outre, dans de nombreux cas, cette intervention était improvisée et comportait la création de structures, d'organisations et d'approches opérationnelles

qui n'avaient aucun fondement dans la doctrine que l'Armée canadienne avait appliquée au cours des 50 années précédentes, ou dans l'expérience qu'elle avait alors acquise. Plusieurs bureaucrates canadiens influents ont alors été offensés par l'approche de la FO Kandahar, ce qui a diminué l'unité de l'effort canadien dans le Sud de l'Afghanistan.

Une approche stratégique canadienne de plus en plus incohérente à Kaboul nuisait également à l'action des chefs militaires canadiens dans le Sud de l'Afghanistan. Cela a provoqué l'élimination de mécanismes d'influence clés et réduit l'influence des Canadiens à tel point qu'il leur a été difficile de continuer à travailler en partenariat avec le gouvernement afghan. Le Canada a été obligé de miser sur son influence au niveau provincial, ce qui est devenu de plus en plus problématique en soi.

Le fait que l'Armée canadienne ait réussi à s'adapter à toutes ces circonstances dans un environnement opérationnel et politique aussi pénible, puis à bloquer les plans ennemis dans le Sud de l'Afghanistan, est ahurissant.

Les choses n'ont jamais été très jolies, et elles n'ont certainement jamais au grand jamais paru exactes. Entre 2007 et 2009, l'effort de l'Armée canadienne à Kandahar devait en définitive être une action de fixation au niveau opérationnel, jusqu'à ce que les gouvernements américains puissent réorganiser leurs priorités stratégiques afin de mettre l'accent sur l'Afghanistan et le Pakistan. Quand cela s'est produit en 2009 et 2010, la pression sur les forces canadiennes s'est progressivement atténuée, et cela a préparé le terrain au retrait de nos forces du Sud de l'Afghanistan, après six ans de guerre. Il importe cependant de souligner que cette situation ne correspondait d'aucune façon à un plan intentionnel du Canada en 2007. La conjoncture a évolué à partir de l'approche progressive de la coalition face à la situation en Afghanistan entre 2007 et 2009. Les Canadiens ont fait ce qui convenait le mieux, selon eux, pour maintenir l'ennemi dans un état de désarroi pendant que les efforts se poursuivaient sur les plans de la gouvernance et du développement. Il n'y a eu aucun véritable espoir de voir arriver des renforts étasuniens décisifs avant le milieu et la fin de 2009.

Le volume II de *L'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan* raconte tous ces efforts. La Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A) et ses diverses unités et sous-unités ont constitué le mécanisme central. En vérité, l'expansion de la FOI-A est une histoire en soi. Ce qui a commencé avec un GT, une ERP, une petite ELMO et un ESN en 2007 s'est transformé en une organisation qui a finalement englobé un GT, une ELMO encadrant une brigade de l'Armée afghane et ses unités, une ERP profondément active sur les plans de la gouvernance et des services de police, un ESN et une Escadre aérienne complète munie d'hélicoptères et d'UAV. En outre, cette formation exerçait le contrôle tactique sur des bataillons étasuniens et faisait appel à la puissance aérienne des É.-U., au besoin. Parallèlement, le Canada était à la tête du quartier général supérieur de

la FIAS de l'OTAN et du Commandement régional (Sud) en 2008, et ce fait a importé lui aussi. Les ressources d'une division multinationale dirigée par des Canadiens étaient à la disposition de la FOI-A, et c'était là un atout dont nos forces n'avaient pas bénéficié depuis 2001 en Bosnie, à l'époque de la Force de stabilisation de l'OTAN.

La FO Kandahar et le quartier général du Commandement régional (Sud) exécutaient leurs rotations tous les neuf mois, mais les unités subalternes le faisaient tous les six mois. Par conséquent, le volume II, partie 1 est structuré chronologiquement pour représenter les interventions et les activités de la FO Kandahar et du Commandement régional (Sud) sous la direction du Canada, entre 2007 et 2009. Chaque chapitre couvre à peu près six mois d'activité et il essaie en général de suivre la cadence des rotations des unités des forces opérationnelles canadiennes, étant donné qu'elles se sont chargées de la plupart des activités opérationnelles et tactiques sur le terrain. L'auteur a tout fait pour décrire de façon homogène et succincte la situation politique dans les hautes sphères de l'État afghan et le contexte militaire supérieur.

NOTES

1. John Shy et Thomas W. Collier, « Revolutionary War », *The Makers of Modern Strategy: From Machiavelli to the Nuclear Age*, sous la dir. de Peter Paret, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 850.
2. Ahmed Rashid a visité la région en 1993, et c'est ce qu'il raconte dans son livre *L'ombre des talibans*, Paris : Autrement, 2001, chap. 1.
3. Voir Peter Tomsen, *The Wars of Afghanistan*, New York, Public Affairs, 2013, p. 330–334.
4. Kamal Matinuddin, *The Taliban Phenomenon, Afghanistan 1994–1997*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 68-69; Neamatollah Nojumi, *The Rise of the Taliban in Afghanistan*, Londres, Palgrave Macmillan, 2002, chap. 13; Roy Gutman, *How We Missed the Story*, Dulles (VA), Potomac Books, 2008, chap. 4.
5. Entrevue avec le colonel Don Bolduc, Carlisle, 26 mai 2009. Gul Agha Sherzai, alors gouverneur de Kandahar, et son frère Raziq ont donné leur version des événements de 2001 et de 2002 à l'auteur en mars 2003.

CHAPITRE UN

LA MISE EN PLACE :

DE FÉVRIER À JUILLET 2007

Les opérations de l'Armée canadienne dans le Sud de l'Afghanistan, au cours de la première moitié de 2007, ont fini par s'inscrire dans un scénario qui différait remarquablement de celui de 2006, mais qui annonçait la nature des activités des cinq années à venir. Par ses efforts de l'été et de l'automne de 2006, la coalition avait malmené l'insurrection, dont les chefs avaient alors été forcés de modifier leur approche du conflit. Dans le contexte politique, social et économique de Kandahar, qui était toujours en mutation, on a alors assisté à un appétit sans précédent pour les projets de développement et les fonds soudainement disponibles. La structure de la FOI A s'est élargie pour intégrer de nouvelles capacités; elle a évolué à mesure que l'Armée de terre s'adaptait au nouvel environnement. En outre, la FO Kandahar, ses chefs et ses unités ont été assujettis à cinq forces pendant qu'ils se démenaient pour saisir les problèmes propres à la province de Kandahar : le quartier général de la FIAS; le quartier général du Commandement régional (Sud); le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC); le gouvernement du Canada; l'insurrection. C'est pendant 2007 que ces cinq forces ont commencé à solliciter le commandement dans de multiples directions qui, dans bien des cas, s'opposaient l'une à l'autre. Cet état de choses s'est aggravé pendant le reste du temps que l'Armée de terre a passé en Afghanistan, mais dans l'immédiat, le Canada devait trouver les moyens de mettre en œuvre les plans de développement et de reconstruction dans la province de Kandahar, tout en étant sous le feu ennemi. Il était vital que les réussites de 2006 ne soient pas effacées, et les nouvelles unités canadiennes arrivant dans le théâtre y ont veillé. D'autres ont tenté de formuler et d'adopter une approche stratégique nouvelle et meilleure du problème. La Force opérationnelle multinationale Aegis, la FO Orion et le GT du 1 Royal Canadian Regiment (RCR) ont cerné et perturbé les plans ennemis dans la province de Kandahar. La nouvelle FOI A a dû maintenir cet effet perturbateur, tout en travaillant à définir la Zone de développement en Afghanistan (ZDA) dans la province en renforçant les capacités et en aidant au développement — et réagir aux pressions que Kaboul exerçait pour agrandir la zone même.

L'orientation supérieure de la guerre à l'arrivée de 2007

Il y a eu un répit en décembre 2006 et janvier 2007, pendant que les planificateurs de la coalition, à divers niveaux, cherchaient à prédire les effets des opérations (Op) MEDUSA et BAAZ TSUKA sur la situation dans la province de Kandahar. Le principal problème qui ennuyait les Canadiens de la FO Kandahar était les bouleversements qui secouaient le commandement de la FIAS. Le Lgén David Richards transmettait les rênes au Lgén Dan McNeill (États-Unis) en février 2007, tandis que le Mgén Ton van Loon (Pays-Bas) cédait en mai la direction du Commandement régional (Sud) aux Britanniques commandés par le Mgén Jacko Page. Deux quartiers généraux supérieurs commandés par des hommes aux personnalités résolues provenant de trois pays différents en quatre mois, voilà qui ne favorisait pas vraiment la planification à long terme, encore moins la mise en œuvre à moyen terme de plans au niveau provincial! La continuité relative à la tête de la FO Kandahar a été ce qui a permis au Canada de tirer son épingle du jeu. Il n'y avait qu'un seul commandant canadien en Afghanistan pendant toute cette période, soit le Bgén Tim Grant. Le GT montant, à savoir le 2 RCR, commandé par le Lcol Rob Walker, devait arriver en février pendant que l'ERP passait sous le commandement du Lcol Bob Chamberlain, installé au Camp Nathan Smith pour un an. Il convient de souligner ici qu'à la fin de 2006, le COMFEC à Ottawa était dirigé par le Lgén Mike Gauthier, et qu'il lui incombait d'élaborer un plan de campagne canadien à long terme pour remplacer celui de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis. Les planificateurs du COMFEC essayaient sans cesse d'adapter leurs plans à ce que le QG FIAS et le Commandement régional (Sud) pensaient qu'ils étaient en train de faire, mais il allait falloir du temps afin de dresser un plan complet pour remplacer le plan de campagne de la FOM Aegis[1]. Qu'est-ce que cela signifiait pour les commandants canadiens sur le terrain? La Stratégie sur la ZDA, dont le Lgén Richards s'était fait le champion et qui avait été suivie si assidûment pendant l'été et l'automne de 2006, a soudainement été mise sur les tablettes en février 2007 quand le Lgén McNeill a pris ses fonctions. Entre cette date et le mois de juin, aucune directive précise sur la poursuite de la stratégie susmentionnée n'est venue du QG FIAS, mais, le Commandement régional (Sud) a continué à la mettre en œuvre sous la direction du Mgén van Loon, au moins jusqu'au départ de ce dernier au printemps. En général, les Canadiens en Afghanistan ont travaillé en se fondant sur le plan de campagne de la FOM Aegis, faute d'une orientation claire fournie par le QG FIAS ou par le Commandement régional (Sud)[2].

En fait, l'été venu, la FO Kandahar semblait recevoir plus de directives verbales du Commandement régional (Sud) que de directives écrites. Ce dernier travaillait à un plan opérationnel de base appelé SATYR PERSUS, et le quartier général de l'OTAN à Brunssum révisait son plan opérationnel 30302, mais rien de cohérent n'a existé entre

janvier et août 2007. Le quartier général du Lgén McNeill a diffusé une seule page décrivant son intention, mais c'est à peu près tout. En mars, le quartier général de la FIAS a semblé s'éloigner de la Stratégie sur la ZDA dans un document intitulé NOW RUZ (« Nouvel An »), mais même cela n'était pas une directive efficace au niveau provincial[3].

N'ayant reçu rien de précis du QG FIAS et au vue de la transformation de la situation à Kandahar relativement au plan de campagne de 2006 de la FOM Aegis, le Bgén Grant a diffusé sa « Directive du commandant : Plan opérationnel pour l'hiver 2007 » en janvier 2007. Les planificateurs ont convenu que l'ennemi conserverait l'orientation qu'il avait adoptée en 2006, mais qu'il y aurait « une intensification de ses activités à mesure que les insurgés exploiteraient leurs gains opérationnels perçus » [Traduction]. Ils « continueraient à accroître leur influence aux niveaux des districts et des provinces » et « à miner l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan et de la FIAS en recourant à l'intimidation, à la violence et à des opérations d'information (OI) efficaces au niveau local[4] » [Traduction].

Afin de contrer ces méthodes, la FO Kandahar a voulu « consolider ses gains, en faisant fond sur la réussite des opérations antérieures, et continuer obligatoirement à encourager la population afghane à appuyer son gouvernement ». Aspect clé, « l'importance de la ville de Kandahar était évidente depuis la nuit des temps et, plus récemment, en tant que fertile bassin de talibans » [Traduction]. Les opérations canadiennes devaient mettre l'accent sur l'acquisition « d'une meilleure compréhension de la province de Kandahar, en particulier de la ville de Kandahar et des mécanismes à employer pour exercer une influence positive sur le gouvernement de l'Afghanistan, tel qu'il était représenté par le gouverneur de la province de Kandahar, et pour le promouvoir » [Traduction].

Le principal mécanisme pour ce faire reposait sur l'approche des ZDA, détaillée dans le volume précédent. Les planificateurs de la FO Kandahar croyaient que cette approche représentait le meilleur moyen « d'améliorer de façon tangible le bien-être de la population » [Traduction]. L'approche resterait axée sur la ville de Kandahar, et il fallait faire l'impossible pour « établir la liberté de mouvement sur la Route nº 1 et la Route nº 4 dans les limites » [Traduction].

En outre, le commandant du COMFEC a ordonné à la FO Kandahar de renforcer les liens entre plusieurs composantes essentielles dans le contexte de cet effort. Tout d'abord, il fallait mieux coordonner les opérations du GT, de l'ERP et de l'ELMO. En deuxième lieu, l'amélioration des liens avec les Afghans aux niveaux provincial et national s'imposait dans tous les domaines. Troisièmement, des pressions s'exerçaient sur le commandant du COMFEC pour qu'il libère la puissance de l'approche « pangouvernementale » du Canada afin de faciliter l'établissement de ces liens; par conséquent, une meilleure coopération intergouvernementale était escomptée.

Au début de 2007, donc, la perception de la FO Kandahar au sujet du plan de campagne variait légèrement de celle qu'avait eue la FOM Aegis, et contrairement au plan de campagne de cette dernière, celui de la FO Kandahar avait une échéance : 2009. Les trois lignes d'opération sont demeurées les mêmes : la sécurité; la gouvernance; le développement et l'infrastructure. Au lieu de les faire progresser toutes en même temps, toutefois, les planificateurs estimaient que l'effort devait tendre vers le « façonnage » par le biais de la sécurité, le facteur décisif étant la gouvernance, et que le développement viendrait soutenir l'effort avec le temps. La ZDA a été intégrée dans ce concept, et ce qui y avait lieu est devenu une sorte de critère de mesure de son efficacité :

Objectifs des opérations de sécurité

Garder des forces suffisantes dans les districts de Zharey et de Panjwayi tout en établissant fermement une présence de l'Armée nationale afghane (ANA) jumelée à l'ELMO pour conserver le terrain clé dans le secteur de Pashmul (Itinéraire Summit) et sécuriser le corridor clé menant à la ville de Kandahar, le long de la Route nº 1 […] nous renforcerons les capacités de la Police nationale auxiliaire afghane dans les villages, et nous chargerons les aînés de maintenir la sécurité dans leurs propres villages.

Objectifs au chapitre de la gouvernance

Nous renforcerons le mentorat fourni au gouvernement de Kandahar par l'intermédiaire de l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar (ERPK) […] Nous devons isoler la population des autorités illicites nous faisant concurrence […] Il est essentiel de mener des OI dynamiques pour ébranler et discréditer ces concurrents, tout en renforçant l'autorité du gouvernement légitime de Kandahar, de manière qu'il soit perçu comme offrant un régime de gouvernance plus attrayant que celui des talibans ou d'autres groupes illicites.

Objectifs du développement

Des efforts immédiats s'imposent en matière de développement pour promouvoir la notion que les autorités [gouvernementales afghanes] peuvent offrir un meilleur avenir et des progrès que la population de la province de Kandahar peut constater […] Cependant, les projets à long terme visant à assurer la stabilité à long terme ne seront pas compromis aux fins du succès à court terme d'opérations d'OI, au moyen d'opérations à impact immédiat.

Une différence clé dans le plan de campagne de 2007 a résidé dans l'ajout de la « crédibilité de la mission » en tant que facteur :

> Le talon d'Achille de la FOI A est ce que la population canadienne veut […] Les pertes humaines subies par les FAC constituent un paramètre clé qui suffit à lui seul pour mesurer la valeur nette de la mission aux yeux de la population. Les pertes chez la population civile afghane et chez les forces de l'OTAN ont elles aussi un effet. La perception que les détenus sont peut-être maltraités risque d'avoir des effets négatifs et constitue aussi un facteur à prendre en compte[5].

Pendant que la FO Kandahar lançait sa campagne d'hiver en février et mars 2007, le Commandement régional (Sud) mettait l'accent sur deux éléments. Il lui fallait tout d'abord trouver un moyen de s'extirper psychologiquement du district de Zharey et d'envisager une perspective plus large pour lui. La FOI A et le Commandement régional (Sud) ont décidé que les activités menées dans le Zharey et le Panjwayi porteraient le nom d'« Op BAAZ TSUKA – Stade 3 Charlie », un renvoi étant ainsi fait à la partie concernant la stabilité dans le plan BAAZ TSUKA. Cet encombrant sobriquet était donné à tout ce qui se passait dans ces districts. Le Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén van Loon, a été séduit par l'Op ACHILLES dans la province d'Helmand. Pourquoi? Car il était nécessaire que les OI obtiennent un succès incontesté, ou que soient atténuées les conséquences d'un désastre stratégique britannique éventuel dans l'Helmand. Ou encore, le CR (Sud) croyait peut-être qu'il existait un lien entre ce que les chefs talibans faisaient dans la province de Kandahar, ce qu'ils faisaient maintenant dans la province d'Helmand et la possibilité qu'un ciblage perfectionné des dirigeants ait des effets dans les deux provinces. Nous examinerons plus loin les détails de la participation du Canada à l'Op ACHILLES, qui revêtait plutôt un caractère périphérique et axé sur le soutien. Ce qui importe au sujet de cette opération, à un égard, c'est l'intégration du ciblage des chefs dans l'ensemble de la campagne. Le Mgén van Loon et son état-major pouvaient maintenant accomplir avec l'Op ACHILLES ce qu'ils avaient voulu faire dans le cadre de l'Op BAAZ TSUKA en décembre 2006. Van Loon voulait, encore une fois, creuser un fossé entre ce que le Commandement régional (Sud) croyait être les deux paliers de la structure talibane : le premier regroupait les djihadistes endurcis et convaincus, et le second, des combattants à gages locaux n'adhérant à aucune idéologie ou presque. La FIAS cherchait aussi à exécuter une opération décisive quelconque pour mettre ses succès en évidence auprès des populations des pays membres. Selon certains planificateurs, l'Op ACHILLES a été trop vantée, de sorte que les attentes ont augmenté à son égard; elle a donc absorbé plus de ressources rares qui auraient été utiles aux efforts dans la province de Kandahar[6].

Les manœuvres au sol pendant l'Op ACHILLES ont essentiellement comporté des activités de façonnage menées par les FOS à l'échelle régionale pour le ciblage des chefs ennemis. Le mollah Dadullah Lang, commandant principal de la choura de Quetta pour le Sud de l'Afghanistan, est devenu une tête d'affiche dans les médias djihadistes, puis dans les médias occidentaux, à la fin de 2006, comme étant l'équivalent d'Erwin Rommel chez les talibans, si l'on peut imaginer Erwin Rommel égorgeant des informateurs capturés et filmant la scène en couleurs sur des DVD à distribuer dans la ville de Kandahar. Avec des manœuvres exécutées par des forces conventionnelles dans la province d'Helmand, l'Op ACHILLES a assujetti les dirigeants talibans à de fortes pressions. Ces efforts ont fini par obliger le mollah Dadullah Lang à s'exposer au grand jour, et il a alors dû danser au son des attaques répétées avec missiles HIMARS; il a ensuite été poussé dans une impasse et tué par des opérateurs du Special Boat Squadron de la FO 42 au cours de la nuit du 12 mai 2007[7].

L'Op ACHILLES a suscité divers problèmes qui ont influé sur la position du Canada dans le sud. Tout d'abord, le débat s'est accéléré sur la question de savoir quelle province importait le plus pour l'effort de la coalition et laquelle devait bénéficier des ressources limitées et dans quel ordre. En deuxième lieu, les responsables de l'Op ACHILLES ont fait de la revitalisation du barrage de Kajaki un objectif clé du programme de développement dans leurs documents de planification. Cela a contribué, dans une certaine mesure, à susciter un intérêt parallèle pour le barrage de Dahla, une installation qui datait des années 1950 et qui était située dans la partie inférieure du district de Shah Wali Kot, dans la province de Kandahar. Les équipes qui, au Canada, élaboraient les politiques se sont de plus en plus intéressées au barrage de Dahla au printemps de 2007. Troisièmement, l'élimination du mollah Dadullah Lang a eu des répercussions sur la situation de la sécurité à Kandahar, ce qui a ensuite eu des effets négatifs inattendus sur les travaux de reconstruction et de développement dans les deux régions. La décision que le gouverneur Asadullah Khalid a prise d'exposer publiquement le cadavre du commandant ennemi abattu a déclenché une campagne d'enlèvements contre les travailleurs humanitaires. Cela a entraîné une détérioration prononcée des opérations de développement. L'élimination du mollah Dadullah Lang a aussi supprimé le membre le plus écouté de la choura de Quetta dans le contexte des opérations quasi conventionnelles du genre de celles menées en 2006 et a ouvert la porte à ceux qui étaient enclins à favoriser des solutions asymétriques plus complexes aux problèmes opérationnels et tactiques de l'insurrection.

Par ailleurs, la situation a évolué considérablement à Kaboul. Le Col Mike Capstick et l'état-major de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) pouvaient être fiers que leurs efforts déployés parallèlement à ceux de leurs homologues afghans avaient produit pour le pays une stratégie de reconstruction cohérente que tous acceptaient, sauf

les insurgés. En janvier 2007, la version finale du plan de travail stratégique énoncé dans la SDNA a été présentée[8]. La Stratégie a influé directement sur les opérations canadiennes dans la province de Kandahar. Rappelons qu'en gros, les liens entre le gouvernement fédéral à Kaboul et les provinces, en ce qui concernait la reconstruction et le développement, ont en général et temporairement mis l'accent sur le rôle de l'ERP quant à l'aide fournie au ministère du Développement rural et aux gouverneurs des provinces. Comme nous l'avons vu dans le volume I, les combats tout au long de 2006 ont perturbé les moyens mêmes qui devaient servir à répartir l'aide humanitaire dans la population, et la Stratégie des ZDA de la FIAS était structurée de manière à fournir un cadre de sécurité pour faciliter cela.

La SDNA, désormais sous sa forme de 2007, offrait un modèle un peu plus cohérent pour relier tous les éléments entre eux. Le gouverneur, appuyé par un Secrétariat du Comité de développement provincial et par le ministère du Relèvement rural et du Développement, aurait un Comité de développement provincial avec plusieurs groupes de travail, qui ferait ensuite appel à l'ERP, aux assemblées de développement des districts et aux conseils de développement communautaire et aux organisations non gouvernementales donatrices. C'était le nouveau « dégorgeoir » qui était censé répartir une partie du montant estimatif de 11 milliards de dollars (et des onze autres milliards qui suivraient) devant être versé dans la « trémie » à Kaboul au cours de 10 à 15 années[9]. La création et la mise en œuvre de ce « dégorgeoir » sont devenues les tâches primordiales de l'ERP pendant toute l'année 2007, et nous en parlerons plus en détail plus loin.

Maintenant que la SDNA était terminée et que l'approbation du cabinet afghan était attendue en mars 2007, l'ECS-A elle-même devait évoluer. Celle-ci possédait une influence stratégique et une crédibilité et elle avait produit des effets dignes de mention, mais elle pouvait servir à influer sur l'évolution de la situation à Kaboul, dans la mesure où celle-ci se rapportait aux objectifs du Canada dans la province de Kandahar en particulier. C'est là un des points de vue qui dessinait au COMFEC au début de 2007. Le Col Mike Capstick et son ECS-A allaient être remplacés après plus d'un temps de travail assidu, et le moment était venu de changer de cap. Le Col Don Dixon a pris les rênes au début de 2007 en ayant pour mandat de « façonner et de favoriser la production d'effets afghans/canadiens dans la province de Kandahar et de tout faire pour communiquer tout renseignement pertinent sur les initiatives du gouvernement afghan susceptibles d'influer sur les efforts du Canada en Afghanistan » [Traduction]. Parmi les entités clés avec lesquelles l'ECS-A devait entretenir des liens officieux figuraient le bureau du conseiller économique spécial auprès du président et celui du chef de cabinet du président; le ministère du Relèvement rural et du Développement; les ministères de la Justice, de l'Éducation, des Transports, de l'Aviation et des Communications et la Commission indépendante de réforme de la fonction publique.

Un des éléments clés dont l'ECS-A devait suivre l'évolution était la « probabilité que s'opère une transition à la démocratie en 2009 »[10] [Traduction].

Du moins, telle était l'intention couchée sur papier. Les problèmes liés à l'exécution des activités de l'ECS-A tout au long de l'année 2007 se rapportaient au nouvel intérêt que le gouvernement du Canada manifestait dans le sillage de l'Op MEDUSA. Cela était en partie attribuable aux critiques véhémentes exprimées au pays sur la question de savoir pourquoi le Canada prenait part aux combats au lieu de reconstruire et de développer le pays et pourquoi les efforts des divers ministères canadiens n'étaient pas coordonnés comme ils devaient l'être[11].

L'accord triministériel conclu entre le ministère de la Défense nationale (MDN), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui avait produit le concept original de l'ERP, était à l'agonie à la fin de 2006. Il y avait certes des membres dévoués du personnel de l'ACDI, du MAECI et de la Police civile (CIVPOL) sur le terrain à Kandahar, mais l'assassinat de Glyn Berry a eu des effets durables sur leur capacité d'exécuter des tâches en dehors du Camp Nathan Smith, car leurs ministères respectifs appliquaient de rigoureuses mesures de sécurité qui rendaient leurs déplacements difficiles, voire impossibles dans certains cas. Avant l'arrivée de la Compagnie de protection de la force en novembre et décembre 2006, le personnel de l'ERP ne pouvait tout simplement pas sortir et circuler pour s'adonner à des activités de l'ampleur que nécessitait la conjoncture en constante évolution. Quand les moyens voulus ont été présents, la situation s'est améliorée, mais la relation entre l'ECS-A et l'ambassade s'est considérablement détériorée.

L'ambassadeur du Canada, David Sproule, a contribué à la mise sur pied du Groupe d'action stratégique à Kaboul en 2006; c'était un mécanisme consultatif vital pour coordonner les façons dont le gouvernement afghan abordait la guerre et le développement avec ses partenaires internationaux. Cette entité de haut niveau au sein du gouvernement afghan a résulté d'un processus dont l'ECS-A a subtilement encouragé l'adoption pour répondre à la préoccupation du Président Karzai au sujet du partage de l'information sur l'état de l'insurrection. Karzai avait besoin de réponses rapides à trois questions : « Qui nous fait la guerre et pourquoi? Pourquoi existe-t-il une telle déconnexion entre Kaboul et la population? Comment devons-nous procéder pour accroître le développement et la sécurité dans le Sud de l'Afghanistan? » Le Groupe d'action stratégique comprenait des représentants de la FIAS, du Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFCA), le représentant spécial des Nations Unies, les représentants de trois ministères afghans (Intérieur, Éducation et Relèvement rural) et certains ambassadeurs choisis. « La principale carte, comme un membre de l'ECS-A l'a expliqué, était le contingent de 2 300 soldats que le [Canada]

avait au sein du Commandement régional (Sud). » [Traduction] En théorie, le MAECI aurait dû chercher des occasions d'affirmer l'influence du Canada, mais après que Chris Alexander a cessé d'être ambassadeur, le MAECI « ne s'est pas branché » aux milieux politiques de Kaboul et, selon l'ECS-A, des occasions ont été perdues de faire valoir l'apport du Canada[12].

Les membres de l'ECS-A avaient l'impression qu'il y avait un conflit de personnalités entre Sproule et le commandant de la FIAS, le Lgén Richards, et que, par conséquent, l'ambassadeur du Canada n'était plus le bienvenu au quartier général de la FIAS et dans les autres cercles. Cependant, le Col Dixon de l'ECS-A a été bien accueilli dans ces cercles. Ce fait, combiné au coup de maître de l'ECS-A, qui avait réussi à obtenir une place pour le Canada dans le Groupe d'action stratégique, a suscité une certaine angoisse au MAECI à Ottawa, tout comme l'élévatio de l'ancien ambassadeur du Canada, Chris Alexander, au poste de représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général des Nations Unies dans la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), après son départ du MAECI. Alexander a entretenu une relation solide et positive avec l'ECS-A. En fait, quand le Lgén McNeill a pris la relève du Lgén Richards en février 2007, une de ses premières décisions a été de convoquer l'ECS-A à un breffage, lequel a eu lieu directement et non par l'intermédiaire de l'ambassade du Canada. Il y a eu d'autres signes d'incompétence, y compris un comportement enfantin dirigé contre le personnel de l'ECS-A par des éléments de l'ambassade quant à savoir qui pouvait se servir des commodités de l'ambassade. Sproule a été de plus en plus perçu comme étant inefficace par des éléments à Ottawa qui cherchaient à améliorer la coopération interministérielle[13]. Le Col Dixon et l'ECS-A ont discrètement maintenu la tradition établie par celle-ci à l'époque du Col Capstick.

Les problèmes qui existaient entre Sproule et Richards ont confirmé ce que Kevin Lynch, greffier du Conseil privé, avait soupçonné dès novembre 2006 : la relation civilo-militaire ne fonctionnait pas bien en Afghanistan. Il existait aussi des problèmes internes au MAECI : le Bureau des relations internationales et le Bureau des affaires bilatérales ne s'entendaient pas quant à savoir lequel s'occupait du dossier afghan. Cette concurrence a gêné le classement des questions de sécurité par ordre de priorité. Par conséquent, l'idée de créer le poste de sous-ministre délégué pour l'Afghanistan au MAECI s'est fait jour. Lynch a chargé David Mulroney de tirer au clair ce problème interne au ministère[14]. Mulroney détenait un baccalauréat en littérature anglaise. Il n'avait jamais fait partie des forces armées ou d'une organisation non gouvernementale. Il possédait une expérience professionnelle des dossiers commerciaux complexes intéressant l'Asie-Pacifique, mais il n'avait aucune expérience pertinente des affaires concernant le Moyen-Orient ou l'Asie du Sud-ouest, et il n'avait jamais mis les pieds dans une zone de conflit[15]. Cependant, il avait visité l'Afghanistan au cours des années 1970.

Mulroney a été nommé pour diriger le Groupe de travail sur l'Afghanistan au MAECI en avril 2007; cet organe interministériel devait coordonner l'action des ministères fédéraux canadiens qui intervenaient en Afghanistan[16]. Ce groupe de travail s'est heurté à une solide opposition bureaucratique de la part d'autres entités au sein du MAECI, en particulier le Bureau de l'administration de la sécurité internationale. Mulroney a insisté et, au début de 2007, il a commencé à coordonner les choses avec le Lgén Mike Gauthier, au COMFEC, et avec Stephen Wallace, à l'ACDI. Selon lui, l'objectif consistait à définir « une position commune » et à parvenir à une entente sur les questions interministérielles. L'ACDI était « l'entité qui rédigeait les chèques », tandis que les forces armées « voyaient l'Afghanistan comme étant le théâtre d'une contre-insurrection habilitée par l'intermédiaire d'outils civils » [Traduction]. Mulroney estimait qu'en Afghanistan, les entités civiles n'avaient pas tout le personnel et tous les pouvoirs voulus, ce qui était attribuable en partie au fait que le gouvernement Martin concentrait son attention sur Haïti et le Soudan. Mulroney s'est efforcé de faire de l'Afghanistan la priorité de la bureaucratie au MAECI et à protéger ce pays[17].

Le premier plan sur lequel Mulroney a pu exercer une influence a concerné la désignation de l'ambassadeur à Kaboul. Il a choisi Arif Lalani, qui a pris ses fonctions en avril et mai 2007. Lalani avait été ambassadeur en Jordanie et il avait une certaine expérience de la bureaucratie à Ottawa, mais il ne possédait aucune expérience militaire et il n'avait pas beaucoup travaillé dans les zones de conflit; il n'avait par ailleurs aucune autre qualification liée aux opérations dans de telles zones. Même les dirigeants afghans à Kandahar doutaient de sa crédibilité. Après une réunion à laquelle prenaient part

Qayyum Karzai, Ahmad Wali Karzai, Asadullah Khalid et le Conseil provincial de Kandahar, une personne d'influence supérieure a fait l'observation suivante à un Canadien qui était présent : « Celui-ci a beaucoup à apprendre[18]. » [Traduction]

La relation de travail entre Lalani et l'ECS-A n'a pas été bonne, c'est le moins que l'on puisse dire. Certains croyaient que l'ECS-A était un affront fait au MAECI, et les membres de l'ECS-A estimaient que c'était aussi l'avis de Lalani. Cela a suscité une friction continue et donné lieu parfois à des comportements enfantins. L'ECS-A a essayé de conserver son niveau d'influence dans les cercles afghans après 2007, mais elle a de moins en moins réussi à unifier les interventions canadiennes à Kaboul. Lalani et Mulroney voulaient se débarrasser de l'ECS-A, ou la remplacer par une entité contrôlée par le MAECI. Cette lutte s'est poursuivie au cours des deux années suivantes[19].

Le Canada semblait avoir tous les outils voulus pour exercer son influence à Kaboul afin d'appuyer l'effort déployé dans le sud, mais on n'a pas eu l'impression de les utiliser pour produire les effets maximums. Cela a eu des conséquences négatives pendant toute

la période où le Canada a été présent à Kandahar, car il a été forcé de se concentrer sur le niveau opérationnel aux dépens de l'influence stratégique qu'il avait acquise d'arrache-pied dans les cercles de Kaboul.

Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et Force opérationnelle Kandahar

Les changements apportés à la structure de commandement à la fin de 2006 ont engendré une situation où le même personnel a constitué l'effectif de deux organisations : la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et la Force opérationnelle Kandahar. Le QG FOI-A était le quartier général national du Canada, tandis que le nom « FO Kandahar » désignait les unités et les capacités affectées au quartier général du Commandement régional (Sud) de la FIAS de l'OTAN, mais celles-ci étaient tout de même commandées par l'état-major du quartier général de la FOI-A. (Aux fins du style et de la clarté, nous utiliserons le nom « FO Kandahar » à partir de maintenant pour désigner à la fois le QG FOI-A et la Force opérationnelle Kandahar. Voir aussi l'annexe A.)

À toutes fins utiles, la FO Kandahar commandait une brigade. Ce n'était aucunement une brigade typique de l'époque de la Seconde Guerre mondiale ou de la guerre froide. En 2002 et 2006, presque toute l'attention était concentrée sur le GT comme étant la source centrale de toute activité canadienne, tous les autres éléments étant destinés à le soutenir. En 2007, cela n'a plus été le cas. L'ERP avait été renforcée à ce moment-là, et l'ELMO était sur le point de l'être; les deux entités étaient commandées par des lieutenants-colonels, et leur taille équivalait presque à celle d'un bataillon ou d'une unité semblable. Il fallait coordonner de plus en plus d'éléments habilitants : opérations psychologiques (OPPSY), coopération civilo-militaire (COCIM), UAV, guerre électronique et opérations anti-EEI. L'Élément de soutien national (ESN) (le bataillon de logistique, pour employer la terminologie de la guerre froide) était sur le point de s'agrandir. Il y avait dans le théâtre une capacité de transport aérien sous la forme de quelques avions CC-130 Hercules, et aussi l'Élément de soutien de théâtre à Dubai. La nécessité de créer des effets synergiques à partir de tous ces éléments est devenue plus importante dans les milieux canadiens.

À la fin de 2006, la FO Kandahar s'est démenée pour décider où ces synergies pourraient s'exprimer. Comme nous l'avons vu dans le volume précédent, la FO Kandahar n'avait pas l'effectif voulu pour se charger de ces activités; par conséquent, il fallait la renforcer et en modifier la structure. En février 2007, toutefois, elle a été mieux à même d'exécuter ses tâches. Le Centre d'opérations de la province avait été constitué et fonctionnait sous le commandement du Lcol Tom Bradley, qui avait commandé l'Escadron de reco en 2002 et qui connaissait l'environnement. Toutes les unités canadiennes affectées au

Commandement régional (Sud) figuraient sur l'organigramme de l'OTAN comme faisant partie de la FO Kandahar, mais en réalité, les noms « FOI-A » et « FO Kandahar » étaient devenus interchangeables.

Vu les unités plus nombreuses et plus variées qui arrivaient et qui repartaient, il était difficile de procéder en même temps à la relève sur position de chacune. Le GT de la FO 1-07 est arrivé en février 2007. Cette dernière était axée sur le 2 RCR et commandée par le Lcol Walker; sa structure s'apparentait à celle des FO précédentes et comportait trois compagnies d'infanterie, un escadron de chars, un escadron de reco, un escadron du Génie de combat et une batterie d'artillerie. La FO 1-07 comptait deux compagnies du RCR, soit les Compagnies I et H commandées respectivement par les Maj David Quick et Alex Ruff; la Compagnie C du 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI), commandée par le Maj Chris Henderson, et la Batterie D, munie d'obusiers M-777 et commandée par le Maj Dan Bobbitt. Le 42e Escadron d'artillerie de campagne avait à sa tête le Maj Jake Galuga. L'Escadron de reconnaissance était commandé par le Maj Steve Graham, membre du Royal Canadian Dragoons, et a remplacé l'escadron ISTAR du 1 RCR. L'escadron de chars Leopard, qui s'est amené à l'automne de 2006, a effectué son déploiement à part avec les compagnies d'infanterie et a vu son arrivée s'opérer dans le contexte du nouveau système de rotation. Le Maj Dave Broomfield et l'Escadron C ont remplacé le Maj Trevor Cadieu et l'Escadron A. L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) montante a aussi opéré sa rotation à la fin de février. Sous le commandement du Lcol Wayne Eyre, l'ELMO a été agrandie pour qu'elle puisse se charger de ses nouvelles tâches (voir plus bas).

La décision a été prise dans les cercles supérieurs de fixer à un an la durée de la période de service du commandant de l'ERP à Kandahar, afin de créer un certain degré de continuité dans les domaines de la reconstruction, du développement et de la gouvernance. Le Lcol Chamberlain a emménagé au Camp Nathan Smith en février. L'ERP a conservé sa propre compagnie d'infanterie mécanisée et ses éléments « habilitants ». Tout le personnel de la COCIM membre de la force opérationnelle était désormais réuni dans l'ERP.

Que dire des éléments « habilitants »? La plupart remplissaient des fonctions ISTAR. Le Centre du renseignement toutes sources était commandé par le major Steve Desjardins. Il y avait l'organisation des véhicules aériens tactiques sans pilote (TUAV) et les équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) fournies par le 2e Escadron de guerre électronique (GE) : les TUAV étaient utilisés par le Centre des opérations tactiques du GT et par le Centre d'opérations de la province de la FO Kandahar, tandis que les EGEM se déployaient en détachements avec l'escadron de reco ou avec le reste du GT, selon les besoins. Avec le temps, une batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs a été formée et chargée de voir à la protection de la force, à la base d'opérations avancée de Ma'Sum Ghar.

Une autre organisation nouvelle a été la Compagnie de la police militaire, commandée par le Maj Bernard Hudson qui a pris la relève du Maj Jeff Harvey. Lors des rotations précédentes, un peloton de la police militaire faisait la navette entre le GT et l'ERP. Vu les nouvelles exigences liées à l'expansion de l'entraînement de la police et au problème des détenus en 2007, la décision a été prise de constituer deux pelotons de la police militaire, soit un au sein de l'ERP et l'autre à l'aérodrome de Kandahar (KAF). Il a aussi fallu aussi accroître les éléments de protection, car le Service national des enquêtes des Forces canadiennes (SNEFC) était désormais chargé de mener une enquête détaillée chaque fois qu'un Canadien décédait. Cela visait en partie à réduire le passif politique au Canada. Chaque fois qu'un Canadien était tué au combat, le décès était désormais traité comme un meurtre au Canada, de sorte qu'il fallait escorter le détachement du Service national des enquêtes des Forces canadiennes quand il était en déploiement[20].

La FO Kandahar elle-même subissait des changements. Le quartier général devait désormais suivre de plus près l'évolution des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) et les problèmes liés à la reconstruction, puis servir de conseiller ou faire le lien entre les décideurs d'Ottawa et les Opérations sur le terrain. La FOM Aegis avait assumé les mêmes fonctions dans le passé, car c'était un quartier général constitué aux fins de l'Op ENDURING FREEDOM et dirigé par un Canadien. Quand il a été remplacé par un quartier général de l'OTAN commandé par un Hollandais, le Canada a dû se doter d'un dépôt des évaluations et des contributions nationales. Où se trouvait la ligne de démarcation entre ce que l'ERP faisait et ce que la FO Kandahar était censée accomplir? Par ailleurs, comment cela se rapportait-il aux priorités nationales ou aux priorités de la coalition? Ce drame se jouait constamment en 2007 et 2008.

La relation entre la FO Kandahar et les FOS du Canada dans le sud constituait un élément nouveau. Jusqu'alors, les unités des FOS canadiennes s'étaient plus ou moins tenues à l'écart de la structure de commandement canadienne en Afghanistan et elles avaient préféré travailler au sein de la Force multinationale interarmées d'opérations spéciales dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM. Vu l'encombrement progressif de l'espace de bataille, une coordination meilleure et plus approfondie s'imposait. Après des discussions entre les chefs des FOS canadiennes et les généraux Hillier, Leslie, Gauthier et Grant, une nouvelle ligne a été tracée sur l'organigramme, et les documents ont été réécrits de manière que la FO Kandahar ait manifestement et davantage son mot à dire sur les activités des FOS canadiennes dans son espace de bataille. La relation entre les FOS canadiennes et la FO Kandahar se sont légèrement améliorées au cours de la première moitié de 2007[21].

La structure de la FO Kandahar en 2007 ressemblait extérieurement à celles qui allaient être adoptées dans les années ultérieures. Cependant, il faut voir chaque rotation du quartier général comme une situation particulière, notamment en raison des personnalités concernées

et des pressions différentes qui s'exercent sur chaque quartier général dans le contexte opérationnel existant au moment de son arrivée. Il y avait une courbe d'apprentissage dans tous les domaines d'intérêt, chaque fois qu'un nouveau quartier général prenait la relève, et les rotations duraient moins de neuf mois avant 2007-2008. Par conséquent, il était difficile de parvenir à un état stable même dans les circonstances les plus favorables — et en l'occurrence, elles n'étaient pas idéales. L'intention était d'en arriver à une coordination profonde des efforts canadiens, mais elle ne s'est pas concrétisée pendant la première moitié de 2007.

Les questions de développement et l'Équipe de reconstruction provinciale, de février à avril 2007

L'ERP de Kandahar et ses opérations ont acquis une grande visibilité en 2007. À Ottawa, Washington, Bruxelles et Kaboul, ceux qui voulaient donner à la mission une image publique davantage axée sur le développement travaillaient pour rendre les ERP capables de montrer aux critiques qu'il se passait autre chose que des combats en Afghanistan. Par nécessité, l'ERP du Lcol Simon Hetherington s'était concentrée sur le soutien des efforts liés à l'Op MEDUSA, mais ils avaient, grâce à l'amélioration de leur mobilité et à la réduction de l'activité ennemie, commencé à se diversifier en janvier 2007. Le Lcol Chamberlain et la nouvelle ERP ont dressé le bilan à leur arrivée, en fonction des nouvelles pressions qu'Ottawa et l'OTAN exerçaient pour faire démarrer des programmes visibles de reconstruction et de développement. Parallèlement, la nouvelle structure de la FO Kandahar comportait une cellule J5 consacrée aux questions de reconstruction, de développement et de gouvernance, tandis que le Commandement régional (Sud) poursuivait ses efforts pour justifier les activités à ces égards dans toutes les provinces du Sud. L'ERP n'était désormais plus le seul bureau central de la province, mais il allait falloir un certain temps pour dessiner les lignes de démarcation. Il a été comparativement facile d'amener la cellule du J5 et l'ERP à communiquer ensemble, mais il n'en a pas été ainsi des rapports avec le Commandement régional (Sud). À mesure que le temps passait, la FO Kandahar et l'ERP manifestaient plus ou moins un intérêt de pure forme pour ce que le Commandement régional (Sud) croyait accomplir sous la direction du Mgén van Loon. En gros, le J5 se tenait au courant de l'axe Kaboul-aérodrome de Kandahar relativement aux questions militaires, aux services de police et aux OI, tandis que l'ERP s'occupait des questions de développement et des rapports entre la ville de Kandahar et les districts. La FO Kandahar gardait un conseiller en développement fourni par l'ACDI et un conseiller politique du MAECI, mais ils étaient là pour donner des avis au commandant et non pour diriger des programmes au sein de l'ERP, ou pour servir de canal de communication entre lui et Ottawa en matière de commandement et contrôle par l'intermédiaire de l'ambassadeur à Kaboul[22].

La mise en œuvre de la SDNA se poursuivait encore au printemps de 2007, de sorte qu'au cours de ses premières semaines, la nouvelle ERP a examiné la stratégie précédente et ce qu'elle avait donné dans la province de Kandahar. Les piliers de l'Accord de Bonn original datant de 2001, qui avaient servi à élaborer le cadre stratégique de développement, étaient tous plus ou moins en train de s'effondrer. Il n'y avait à Kandahar ni représentant de l'Italie offrant une formation en matière juridique ni instructeur de la police allemande : aucun représentant de ces deux pays n'était venu dans la province depuis que les Canadiens s'y étaient déployés en 2005, soit quatre ans après la signature de l'Accord de Bonn. Le processus de Démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) avait complètement avorté l'année précédente. Qu'en était-il du pilier anti-drogue dont le Royaume-Uni était chargé? Il n'y avait aucun programme visible, et encore moins viable, offrant des gagne-pain de rechange aux agriculteurs pour les éloigner de la culture du pavot dans la province de Kandahar; la lutte anti-drogue reposait entièrement sur la destruction des cultures. Il n'y avait ni enchaînement des efforts ni coordination. Il existait peut-être une stratégie anti-drogue, mais personne ne semblait savoir ce qu'elle était[23].

Résultat : le Lcol Chamberlain, son adjoint le Maj Chip Madic et leur personnel cherchaient à découvrir autant de liens que possible en espérant trouver une correspondance avec ce que Kaboul pensait vouloir accomplir en fonction de ce qui se passait effectivement à Kandahar. Il n'existait pas beaucoup de liens. Le domaine où l'ERP pouvait être efficace était celui de la coordination des unités de police. Il y avait des éléments disparates qui y travaillaient : les agents de police civils canadiens au sein de l'ERP, sous la direction du surintendant David Fudge; les instructeurs contractuels de DynCorp, au Centre d'entraînement régional, et la Compagnie de la police militaire de la FO Kandahar. Le Maj Hudson a élaboré un concept des équipes mobiles de mentors en se fondant sur l'expérience qu'il avait acquise à titre d'officier d'échange avec la Police militaire royale en Iraq. L'état-major du Lcol Hetherington avait déjà formulé des idées sur la nécessité de renforcer les mesures de sécurité à Kandahar quand le Commandement régional (Sud) cherchait des solutions de rechange aux opérations dans le Zharey. Ces idées ont finalement donné lieu à l'Op PORTCULLIS[24].

L'Op PORTCULLIS correspondait au plan de sécurité pour la ville de Kandahar, et elle avait donc de nombreux objectifs se faisant mutuellement complément. Le premier consistait à créer une grille des points de contrôle des mouvements afin d'observer et de surveiller les itinéraires vitaux et d'en assurer la sécurité. En deuxième lieu, l'Op PORTCULLIS viserait à transformer ces points de contrôle temporaires en des postes permanents. Troisièmement, certains postes de contrôle deviendraient des postes de police secondaires permanents. En dehors de tout cela, l'aspect primordial de l'Op PORTCULLIS consistait à habiliter le chef de police, le général Alizai, et son organisation, telle qu'elle existait. Dans le cadre

de cette opération, il fallait aussi trouver des effectifs suffisants pour mettre le plan en œuvre et les garder dans un seul endroit pour les entraîner, car les districts réclamaient constamment des agents partiellement entraînés, « fraîchement émoulus » de l'école, pour constituer des milices[25].

L'Op PORTCULLIS permettait à la nouvelle ERP de « se secouer » et de faire bouger l'engrenage. Il fallait choisir et acquérir des terrains, ou conclure des marchés, enlever toutes les munitions non explosées. Les architectes et ingénieurs devaient aménager chaque emplacement. Il fallait adjuger des contrats et mobiliser les dirigeants de la ville et de la province, et aussi entraîner et encadrer la police. Pour cette raison, la Compagnie de la police militaire veillait à envoyer des membres de l'ERP à des réunions convoquées un peu partout dans la ville. En d'autres mots, tout le monde, depuis l'équipe spécialisée du Génie jusqu'au représentant du MAECI, Gavin Buchan, participait à l'Op PORTCULLIS. Pourquoi le MAECI? En tant qu'institution, l'ACDI n'aimait pas se salir les mains en appuyant des entités coercitives telles que la police, et le MAECI possédait un Fonds pour la paix et la sécurité mondiales qui pouvait être mis à contribution. L'Op PORTCULLIS s'est déroulée cahin-caha tout au long de 2007 et elle a fini par assurer une sécurité d'un niveau nettement supérieur, en particulier le long de la Route nº 4 vitale et exposée – surnommée « Allée des EEI » – au sud-est de la ville[26]. Au cours de l'année, l'activité ennemie s'est éteinte complètement dans ce secteur, et il en a été ainsi jusqu'en 2010.

L'ERP continuait d'être le sanctuaire des opérations de la COCIM comme dans le passé et, comme auparavant, la tension a persisté en 2007 entre les travaux de reconstruction à court terme et les projets de développement à long terme. Sous le Lcol Hetherington, les équipes de la COCIM intégrées dans l'ERP relevaient du contrôle tactique des compagnies d'infanterie du GT dans lequel elles étaient affectées, mais elles comptaient encore sur les fonds et les projets de l'ERP. Dans l'organisation de Chamberlain, sept équipes se spécialisaient dans les districts où les Canadiens travaillaient. Comme auparavant, les équipes de la COCIM étaient les « yeux et les oreilles » des responsables de la reconstruction et du développement dans la province[27].

Les équipes étaient plus opérationnelles que tactiques, car l'ERP essayait de ne plus avoir à verser des dédommagements pour dommages causés par les combats à l'infrastructure et elle tendait plutôt à favoriser les projets qui avaient un impact plus grand sur les districts dans leur ensemble. Cela n'était pas toujours possible, comme l'ERP l'a constaté dans le contexte des problèmes liés à l'irrigation le long de l'itinéraire Summit. Cet imbroglio bureaucratique a compris un dédommagement pour les dommages qui avaient été causés au fragile réseau d'approvisionnement en eau dans le Zharey oriental lors de la construction de la route à l'origine. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a annoncé dès le début d'octobre 2006 qu'« aucun dédommagement ne serait accordé à l'égard des terres perdues par suite de la construction

de l'itinéraire Summit tant que la sécurité n'aurait pas été établie[28] » [Traduction], c'est-à-dire tant que les aînés ne confirmeraient pas à Khalid qu'ils assumeraient la responsabilité de la sécurité dans le secteur de Pashmul. Cela n'a jamais eu lieu, et l'ERP est intervenue afin d'essayer de trouver une solution à ce problème s'apparentant au paradoxe de l'œuf et de la poule. Un autre facteur sous-tendait ce différend : le bazar de Pashmul appartenait à Habibullah Jan, à Senjaray, et il ne s'entendait pas avec le chef du district, Khairuddin, qui avait par ailleurs été nommé par l'adversaire de Jan, le gouverneur Asadullah Khalid. Comme en toute chose à Kandahar, il existait à divers niveaux des différends locaux que les talibans pouvaient exploiter n'importe quand — et cela a été le cas[29]. L'initiative des Émirats arabes unis concernant les contributions relatives à l'ERP et le déploiement d'un éventuel GT à Spin Boldak a été abandonnée au cours de la première moitié de 2007. Les motifs expliquant cet abandon demeurent obscurs, mais les Émirats n'ont envoyé aucune force militaire susceptible de réduire la pression qui s'exerçait sur la FO Kandahar[30].

Les efforts initiaux que cette ERP déployaient pour exploiter l'engagement des autorités religieuses l'ont caractérisée en particulier. L'aumônier Suleyman Demiray est arrivé encore une fois à Kandahar pour aider à définir la conjoncture religieuse sur le terrain. Il y avait deux organisations d'intérêt : la choura des oulémas de Kandahar et l'Hadj/Awqaf (aussi appelé « ministère du Hadj et des Affaires islamiques »). Cette choura était l'organe central des savants religieux dans le Sud de l'Afghanistan, tandis que le ministère susmentionné était, techniquement parlant, l'entité gouvernementale chargée d'organiser le transport des fidèles faisant le pèlerinage à La Mecque. Les deux organisations voulaient une aide pour accroître leur influence et faire échec à l'idéologie talibane, mais elles se heurtaient à des problèmes dans leurs rapports avec le gouvernement de Kandahar. Le gouverneur refusait d'attribuer des forces de protection à la choura des oulémas, et le ministère du Hadj/Awqaf ne pouvait puiser dans les fonds réservés au développement parce que le Comité de développement provincial ne fonctionnait pas. La situation a été aggravée par le fait que les talibans ont poursuivi leur campagne d'assassinats contre les membres modérés de la choura des oulémas en janvier et février 2007. Les deux organisations ont exprimé leurs besoins à l'ERP par l'intermédiaire de l'aumônier Demiray, qui les a dûment communiqués à qui de droit. Cependant, l'ERP ne pouvait exécuter que des travaux limités de remise en état dans les mosquées. L'ACDI n'était pas structurée pour gérer des programmes qui équivalaient à des OI religieuses; Gavin Buchan a transmis les demandes à l'ambassade par la voie hiérarchique du MAECI, mais il a reçu une réponse négative[31].

C'était exaspérant, surtout pour le personnel canadien de l'ERP et du J5 qui savait que les insurgés se servaient des mosquées pour diffuser leur message auprès de la population et que les « mollahs itinérants » se déplaçaient sans encombre en répandant leurs messages dans toute la province. L'aumônier Demiray a lui-même été assujetti à de mesquines intrigues

politiques au sein de sa branche, car certains aumôniers n'aimaient pas « servir d'armes à effets ». Après 2007, l'aumônier Demiray s'est dit peu disposé à continuer de chercher à solliciter l'engagement des chefs religieux à Kandahar. Avec une certaine exaspération, le Canada a tacitement transmis tout le dossier de l'engagement religieux aux organisations des OPPSY des Forces spéciales étasuniennes. Le gouvernement du Canada a cédé le contrôle de ce volet clé de la guerre à d'autres et il a essentiellement refusé de combattre les talibans sur ce plan[32]. L'incapacité de gérer l'engagement des religieux d'une façon coordonnée et significative à ce stade crucial et plus tard doit compter parmi les grands échecs du Canada dans la campagne de Kandahar, et le blâme en échoit de façon égale et proportionnée à tous les ministères concernés. Cet échec a permis à l'ennemi d'acquérir sans encombre un niveau de crédibilité auprès de la population et de la faire croître au cours des quatre années suivantes, en particulier dans les districts ruraux.

La « mise en œuvre » de la SDNA s'est embourbée dans les événements survenus dans les premiers mois du printemps. Les fonds affectés aux projets de développement définis au niveau communautaire (Conseil de développement communautaire), classés par ordre de priorité au niveau des districts (Assemblée de développement des districts), puis approuvés et priorisés au niveau provincial (Comité de développement provincial), n'ont pas été accordés comme prévu. Les conseils de développement communautaire étaient censés être créés et encadrés par ONU Habitat, tandis que les assemblées de développement des districts devaient être mises sur pied par le Programme national de développement des secteurs. Il n'y avait aucun mentor officiel pour le Comité de développement provincial, qui était à toutes fins utiles moribond dans le sillage de l'opération MEDUSA[33].

L'ensemble du système ne fonctionnait pas. Tout d'abord, le gouverneur ne s'intéressait pas au conseil de développement : il n'avait aucun personnel, les questions de développement ne captaient pas son attention, et il se concentrait surtout sur l'état de la sécurité. En second lieu, il n'y avait à ce stade-là aucun dirigeant de l'ONU dans le sud. Cela a ralenti les programmes du Conseil de développement communautaire d'ONU Habitat, car il n'y avait personne pour épauler ce dernier organisme après qu'il eut mis sur pied chaque conseil communautaire pour le relier à l'assemblée du district pertinent. Quant au Programme national de développement des secteurs, il était dysfonctionnel également, de sorte que toutes les assemblées de district n'étaient pas dûment constituées et à l'œuvre. Aucune des entités n'aimait établir des conseils de développement communautaire et des assemblées de développement de district là où la sécurité était incertaine, voire empreinte de violence[34].

C'est à l'ERP qu'est revenue la tâche de relancer tout le système et d'essayer d'en intégrer tous les rouages. Tout d'abord, il fallait « renseigner » le gouverneur sur le Comité de développement provincial : l'ACDI a financé deux personnes qui ont constitué le Secrétariat du Comité de développement provincial avec un conseiller supérieur de l'ERP.

Selon des données peu fiables, 532 localités dans neuf des districts de la province avaient un conseil de développement communautaire, mais les districts clés à l'ouest étaient sous-représentés. ONU Habitat ne recevait pas de fonds de la province pour ses contrats, de sorte que l'ACDI a financé 40 projets de ces conseils communautaires. La province n'a accordé aucune subvention globale aux localités. Cependant, des projets se poursuivaient activement dans le Dand, le Khakrez et le Spin Boldak, et l'ERP a eu l'impression que les liens entre les conseils de développement communautaire et leurs assemblées de développement de district respectives étaient fructueux[35]. L'équipe de la COCIM a joué un rôle en collaborant avec le Conseil de développement communautaire et l'Assemblée de développement de district dans le Zharey, pour les aider à démolir les postes fortifiés le long de l'itinéraire Summit, comme essai type. Le départ a été lent, et les travaux allaient prendre du temps.

Un projet qui allait acquérir une grande importance dans l'effort canadien en Afghanistan concernait la modernisation du barrage de Dahla et la remise en état du réseau d'irrigation connexe. L'importance de la rivière Arghandab dans la vie économique de Kandahar est évidente en soi, mais les retombées d'un projet d'une telle envergure sur l'économie et le marché de l'emploi ont attiré l'attention du Président Hamid Karzai et du ministre du Relèvement rural et du Développement, Ehsan Zia, pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques. Ils ont officiellement demandé au Canada qu'il aide leur pays à réaliser le projet, et l'ACDI a rapidement adjugé un contrat à une équipe d'experts évaluateurs en février 2007. En avril, et cela ne coïncidait ni avec la tentative d'assassinat contre le mollah Naqib ni avec l'Op ADALAT, le gouverneur Asadullah Khalid a suivi le mouvement et, avec une campagne de publicité d'un million de dollars, il a vanté dans les médias la modernisation du barrage de Dahla comme étant le plus vaste projet « qui allait bientôt se réaliser ». Dès le départ, le projet a suscité de grandes attentes chez le public. Il importe de comprendre cet état de choses, étant donné ce qui s'est passé plus tard dans la campagne. Le projet du barrage de Dahla était un enjeu bien avant que le Canada s'engage sérieusement à contribuer à sa remise en état, et cette décision était considérablement liée au contexte politique afghan[36].

À l'époque, une réalité n'était pas comprise dans les cercles canadiens : la structure d'influence des Popalzais dominait le projet du barrage de Dahla, ce qui allait assujettir tout le district d'Arghandab, pays des alakozais, à la suprématie des Popalzais. Le district d'Arghandab contrôlait l'alimentation en eau de la ville et de tous les autres districts en aval baignés par la rivière. L'eau était essentielle à l'activité économique. Quiconque contrôlait l'Arghandab contrôlait l'eau et exerçait donc une influence sur l'activité agricole (licite et illégale)[37]. Il y avait fort à parier que les alakozais n'accepteraient pas la domination des Popalzais, d'une façon ou d'une autre. En général, les représentants canadiens sur le terrain et à Ottawa, à ce moment-là, ne se doutaient aucunement dans quoi ils se lançait et, en particulier, de ce que

risquaient d'être les grandes conséquences pour la sécurité. Le Canada visait d'une façon simpliste à soutenir « le gouvernement » et à aider « la population », ce qu'il allait continuer à faire pendant de nombreuses années ensuite. En appuyant le projet du barrage de Dahla, le Canada était perçu comme prenant le parti de la structure d'influence popalzaie, ou comme étant naïf par d'autres acteurs des milieux politiques de Kandahar. Les deux perceptions le rendaient vulnérable sur plusieurs fronts.

Cependant, les médias canadiens concentraient maintenant leur attention sur d'autres questions importantes. En mars 2007, un article paru dans le *Globe and Mail* soutenait que des personnes détenues par les forces canadiennes sur le terrain, puis remises aux mains des forces de sécurité afghanes, avaient ensuite fait l'objet de mauvais traitements dans diverses installations de détention. L'opposition s'est plus tard servie de cet article à ses fins à la Chambre des communes. L'organisation talibane chargée des OI s'est ensuite emparée de la controverse et l'a déformée en fonction de son optique idéologique pour la diffuser ainsi auprès des Afghans et des partisans djihadistes partout dans le monde. Le gouvernement canadien a dû réagir à ces allégations, et cela a eu de graves conséquences pour la FO Kandahar et ses unités, surtout l'ERP qui aidait les Afghans à améliorer les conditions à la prison de Sarposa et à encadrer la police.

L'aspect primordial de la controverse relative aux détenus ne résidait pas uniquement dans les mauvais traitements particuliers prétendument infligés aux soi-disant victimes ni dans le degré de culpabilité du Canada aux yeux des défenseurs des droits de la personne, ni même dans la déstabilisation éventuelle d'un gouvernement minoritaire au Canada. La controverse a été importante parce qu'elle a mis au jour l'absence totale d'un appareil judiciaire fonctionnel dans la province de Kandahar. Ultérieurement, l'ERP a déployé d'énormes efforts pour évaluer la nature de cet appareil, l'ACDI a mis l'accent ailleurs, le MAECI a accordé un certain financement à la police, le Service correctionnel du Canada s'est intéressé à la remise en état des prisons, et ce fut à peu près tout. Le Lcol Chamberlain a chargé sa conseillère juridique, le Capc Gina Connor, de définir la façon dont l'appareil judiciaire était censé fonctionner, tandis que le personnel de Corrections Canada au sein de l'ERP se renseignait parallèlement sur le système carcéral. L'agitation publique au Canada au sujet des questions liées à l'emprisonnement a certainement contribué à inverser l'enchaînement logique des mesures à prendre : sans une force policière fonctionnelle, et encore plus sans appareil judiciaire, il était tout simplement impossible d'assurer le maintien de la loi à l'occidentale à Kandahar.

Cette situation a privé d'autres activités d'importantes ressources, mais elle a sûrement mis au jour le fait que l'Italie avait totalement manqué à ses engagements pris six ans plus tôt, en 2001. Chose certaine, pendant la Seconde Guerre mondiale, la façon dont le Canada a traité ses prisonniers de guerre n'aurait pas fait les manchettes et n'aurait certes pas

entraîné la remise en question de l'effort de guerre. Toutefois, après l'enquête sur l'affaire somalienne, le moindre soupçon de comportement inapproprié à l'endroit des prisonniers risquait de mettre le feu aux poudres dans les milieux politiques au Canada. Tout insurgé se spécialisant dans les OI pouvait facilement percevoir cette vulnérabilité en faisant des recherches en ligne et l'exploiter au maximum. Quand l'installation de détention canadienne a été mise sur pied et a commencé à fonctionner en 2008, le comportement de certains prisonniers a révélé qu'ils avaient reçu une formation particulière sur la façon de mettre cette vulnérabilité à profit[38].

Renforcer l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel

Le travail accompli par le Lcol Lanthier et son ELMO originale à la fin de 2006 a porté fruit quand le Lcol Eyre et son équipe sont arrivés en février 2007. À ce moment-là, ils ont appris que chaque corps afghan comptait plusieurs brigades, et non des divisions. Chaque brigade se composait d'entités de la taille d'un bataillon appelées *kandaks*. D'habitude, une brigade comprenait trois kandaks de « fusiliers », qui portaient des numéros allant de 1 à 3; un kandak d'appui tactique (le 4e Kandak), qui regroupait les compagnies d'artillerie, du Génie et de reconnaissance, et un kandak de soutien logistique au combat (le 5e Kandak). Dans le cas de la 1-205 Brigade à Kandahar, ces kandaks se sont appelés, dans l'ordre, 1er Kandak, 2e Kandak, etc., de la 1re Brigade du 205e Corps, et ce sont là les désignations que les Canadiens ont employées pour les décrire[39].

À ce stade, suivant l'organisation de l'Armée nationale afghane pour la 1-205 Brigade, les 1er et 3e Kandaks de la Brigade étaient encadrés par les mentors hollandais, et le 2e Kandak continuait de l'être par les Canadiens. Un des deux kandaks encadrés par les Hollandais était déployé dans la province d'Oruzgan. Les mentors étasuniens encadraient le quartier général de la Brigade et aussi les kandaks d'appui tactique et de soutien logistique au combat. Le 2e Kandak de la 1-209 Brigade était lui aussi dans le secteur, mais ses mentors provenaient des Forces spéciales étasuniennes. Tous les kandaks en déploiement n'avaient pas nécessairement un effectif complet[40].

Le 2e Kandak du Lcol Sherin Shah avait déployé certains de ses éléments dans le cadre d'opérations canadiennes aux côtés du GT du 2 RCR, mais il n'avait pas vraiment pris part au processus de planification canadien. En général, les kandaks pouvaient fonctionner au niveau des pelotons, mais ils n'avaient pas encore eu l'occasion de planifier et de travailler avec cohésion au niveau des compagnies et à celui des kandaks. Cela s'expliquait notamment par le fait que les forces spéciales étasuniennes détachaient régulièrement des compagnies « pour qu'elles donnent un " visage afghan " à leurs opérations »[41]. En ce sens-là, c'était des levées en quelque sorte, mais avec leur approche, les Canadiens ont visé à changer cette perception.

Le Bgén Tim Grant souscrivait à l'idée que l'encadrement de l'Armée nationale afghane faisait partie de la stratégie à long terme de l'OTAN menant à la fin de la mission, et il était prêt à affecter des ressources pour favoriser presque n'importe quelle tâche qui aidait la 1-205 Brigade et le 205e Corps. La FIAS et l'Op ENDURING FREEDOM protégeaient l'effort de reconstruction afghan — ce qui comprenait les forces de sécurité. Encore une fois, cependant, la tension entre l'emploi des ressources à court terme à des fins tactiques ou opérationnelles, par opposition au renforcement des capacités créant l'autosuffisance à long terme, a refait surface, surtout quand le Commandement régional (Sud), sous la direction de van Loon et de ses successeurs, a détourné régulièrement des forces vers la province d'Helmand aux dépens des opérations à Kandahar[42].

La 1-205 Brigade était une brigade de nom seulement. Pour que la brigade dépasse le stade de la « levée » des troupes, il était essentiel de renforcer considérablement sa capacité de planifier indépendamment des opérations, puis de les maintenir en puissance. Cela signifiait qu'il fallait vigoureusement et systématiquement encadrer le quartier général de la brigade, et en particulier le kandak de soutien logistique au combat, pour aller bien au-delà du soutien au coup par coup fourni par l'ESN en 2006. La rivalité qui existait entre l'OTAN, les FOS étasuniennes et la Brigade de la Garde nationale au Centre d'entraînement national à Kaboul quant à savoir qui allait obtenir des kandaks a été exploitée ultérieurement par la FO Kandahar. Quand l'Équipe de formation intégrée (ETT) étasunienne, au quartier général de la 1-205 Brigade, a été prête à retourner aux É.-U., la FO Kandahar a offert de se charger du mentorat. De même, quand le moment est venu pour les mentors du kandak de soutien logistique au combat de rentrer au pays, la FO Kandahar a prélevé des troupes auprès de l'ESN, de l'ERP et du GT pour les affecter à l'ELMO, de manière que celle-ci puisse encadrer ce kandak. Cela a engendré une certaine tension au COMFEC, car le Lgén Gauthier estimait que le jumelage de kandaks avec les groupements tactiques canadiens et avec les ESN représentait la voie à suivre plutôt que l'encadrement de sous-unités plus petites. La FO Kandahar n'a pas reçu d'effectifs supplémentaires pour le travail de partenariat, et elle a donc renforcé l'ELMO à même les forces présentes en Afghanistan. Le contingent canadien au Centre d'entraînement national afghan à Kaboul a été retiré par suite de ces changements, ce qui a réduit la visibilité canadienne à Kaboul[43].

L'Armée nationale afghane (ANA) a aussi modifié son plan de déploiement dans le sud en retirant l'Oruzgan à la 1-205 Brigade et en donnant de nouveaux numéros à certains kandaks. Dans son état relativement stable, l'ANA pouvait déployer deux kandaks d'infanterie (qui se relevait l'un l'autre) et un kandak de soutien logistique au combat encadrés par le Canada et un kandak d'appui tactique encadré par les Américains. Les trois kandaks de combat étaient « approvisionnés » par les équipes étasuniennes de soutien logistique reliées au kandak de soutien logistique au combat, tandis que le quartier général de la 1-205 Brigade avait l'appui de mentors canadiens.

Tout compte fait, vu la nouvelle structure de l'ELMO, il y avait des mentors au niveau du corps, des brigades et des kandaks. L'équipe des mentors des kandaks était dirigée par le Maj James Price. Chaque compagnie afghane d'un kandak était accompagnée par une équipe de six mentors canadiens commandée par un capitaine et munie de véhicules RG-31 Nyala. Une Force de sécurité (FORSEC) de l'ELMO et une petite entité de logistique constituaient l'élément de soutien de l'ELMO. La FORSEC comprenait un peloton doté de véhicules RG-31 et les membres d'équipage ainsi qu'un officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé qui s'occupait de l'appui-feu, du ravitaillement, de l'extraction et de la protection des mentors. La FORSEC procurait aux kandaks afghans un accès à l'appui aérien rapproché et à l'artillerie de la FIAS[44].

Le mentorat au niveau des sous-officiers, niveau auquel l'Armée nationale afghane était faible, correspondait bien aux atouts de l'Armée canadienne. Le corps canadien de sous-officiers très expérimentés et aguerris a constitué un élément clé dans le processus d'instruction et d'établissement des relations qui a formidablement contribué à la réussite de l'ELMO en 2007 et dans les années ultérieures.

Le développement de l'Armée nationale afghane représentait un processus lent et ardu. Le Lcol Eyre et ses hommes devaient composer avec une nouvelle armée dont la dynamique interne changeait constamment :

> Les chefs de l'ANA proviennent de divers milieux — anciens membres de l'Armée nationale, anciens membres de factions moudjahidines, ou les deux — et de divers groupes tribaux et ethniques. Bien que leur loyauté envers le gouvernement de l'Afghanistan soit considérée comme étant primordiale, les bouleversements politiques risquent de faire resurgir les anciennes allégeances[45].

Afin de bien décrire la situation, disons que les mentors canadiens devaient aider une armée dont les membres n'étaient pas payés régulièrement, qui ne versait aucune prestation de décès et d'invalidité et dont la politique sur les congés était souple. Cela engendrait un taux d'absentéisme d'au moins 10 à 20 p. 100. C'était une tâche ardue que d'aider les Afghans à construire une armée professionnelle, mais l'ELMO s'est retroussé les manches et est allée de l'avant[46]. L'ELMO devait donner aux Afghans une occasion d'apprendre à la faveur de leurs erreurs, même quand cela influait sur les opérations canadiennes. Les soldats afghans n'étaient pas des recrues canadiennes; c'était des partenaires qui combattaient pour et dans leur propre pays. Malheureusement, il y a eu dans les années ultérieures des Canadiens qui ont oublié ces points importants, mais en 2007, l'esprit de partenariat et de mentorat se portait fort bien, surtout après que les Lcol Walker et Eyre eurent trouvé un solide terrain d'entente et que la relation entre le Maj Price et le Lcol Shirin Shah eut été forgée dans le creuset des premières opérations.

Dispositifs et actions des groupements tactiques, février 2007

Au début, le GT du 2 RCR occupait les positions du GT 1 RCR dans le Zharey et le Panjwayi. La Base de patrouille Wilson (BPW) et la FOB Ma'Sum Ghar étaient les principaux « points d'ancrage » des postes fortifiés disséminés le long de l'itinéraire Summit. À ce moment-là, la FO 31 du Lcol Don Bolduc et les compagnies connexes provenant du 2e Kandak et de la 1-205 Brigade de l'Armée nationale afghane étaient installées dans les bases de patrouille à Mushan, Talukan et Zangabad et avec les Forces canadiennes, à la FOB Sperwan Ghar (voir la figure 1-1.)

À leur arrivée, le Lcol Walker et sa force opérationnelle ont constaté que la rivière Arghandab était en pleine période de crue et qu'il n'y avait aucun moyen de la franchir à la FOB Zettelmeyer. Par conséquent, le GT a dû revenir le long de l'itinéraire Fosters jusqu'à la Route no 1, puis jusqu'à la Base de patrouille Wilson pendant quelques semaines. Ce n'était pas tout : le GT du 2 RCR a été la cible de deux attentats-suicides commis avec des EEI placés dans des véhicules; les engins n'ont heureusement causé aucune perte, sauf les conducteurs des véhicules. De façon plus insidieuse, toutefois, l'ennemi a eu recours à un homme ayant une déficience intellectuelle pour en faire une bombe humaine factice. Le malheureux homme, muni de fils à l'intérieur d'un gilet sans explosifs, a été abattu par le Lcol Walker quand il s'est approché du convoi de son quartier général tactique et qu'il est passé outre aux ordres lui demandant de ne pas s'approcher. Le lendemain, un convoi canadien qui circulait sur la Route no 4 pour entrer dans la ville a été pris à partie par des tirs d'armes légères, puis par des tirs de GPF à deux endroits distincts. Passant en trombe à travers les lieux des embuscades, le convoi s'est rendu au Palais du gouverneur, où il a fait feu par erreur sur un policier afghan qui montait la garde au Centre interarmées de coordination provincial (CICP). Pendant que le GT du 2 RCR s'extirpait de tous ces incidents, l'ennemi a déclenché une attaque contre les positions de la police afghane à Kolk, dans le district de Zharey, et le Maj Ruff et la Compagnie H sont entrés en contact avec les insurgés près de Howz-e Madad. Tout cela s'est passé dans la semaine qui a suivi le transfert du pouvoir de commandement[47].

Le Lcol Walker et son état-major avaient des doutes au sujet du dispositif existant qu'avait adopté le GT 1 RCR. Ils estimaient que ce dernier s'était cantonné dans une « mentalité de casemate » qu'avaient aggravée ses pertes, en particulier le décès de son sergent-major régimentaire. Qui plus est, on avait l'impression que le GT s'était attaché psychologiquement à l'itinéraire Summit et à ses postes fortifiés et qu'il ne menait pas d'opérations anti-insurrectionnelles. Le plan existant, appelé BAAZ TSUKA – Étape 3C, n'était pas un élément précis du dispositif; par conséquent, les planificateurs du GT 2 RCR ont rapidement entrepris une réévaluation de la situation. Il a fallu environ un mois avant

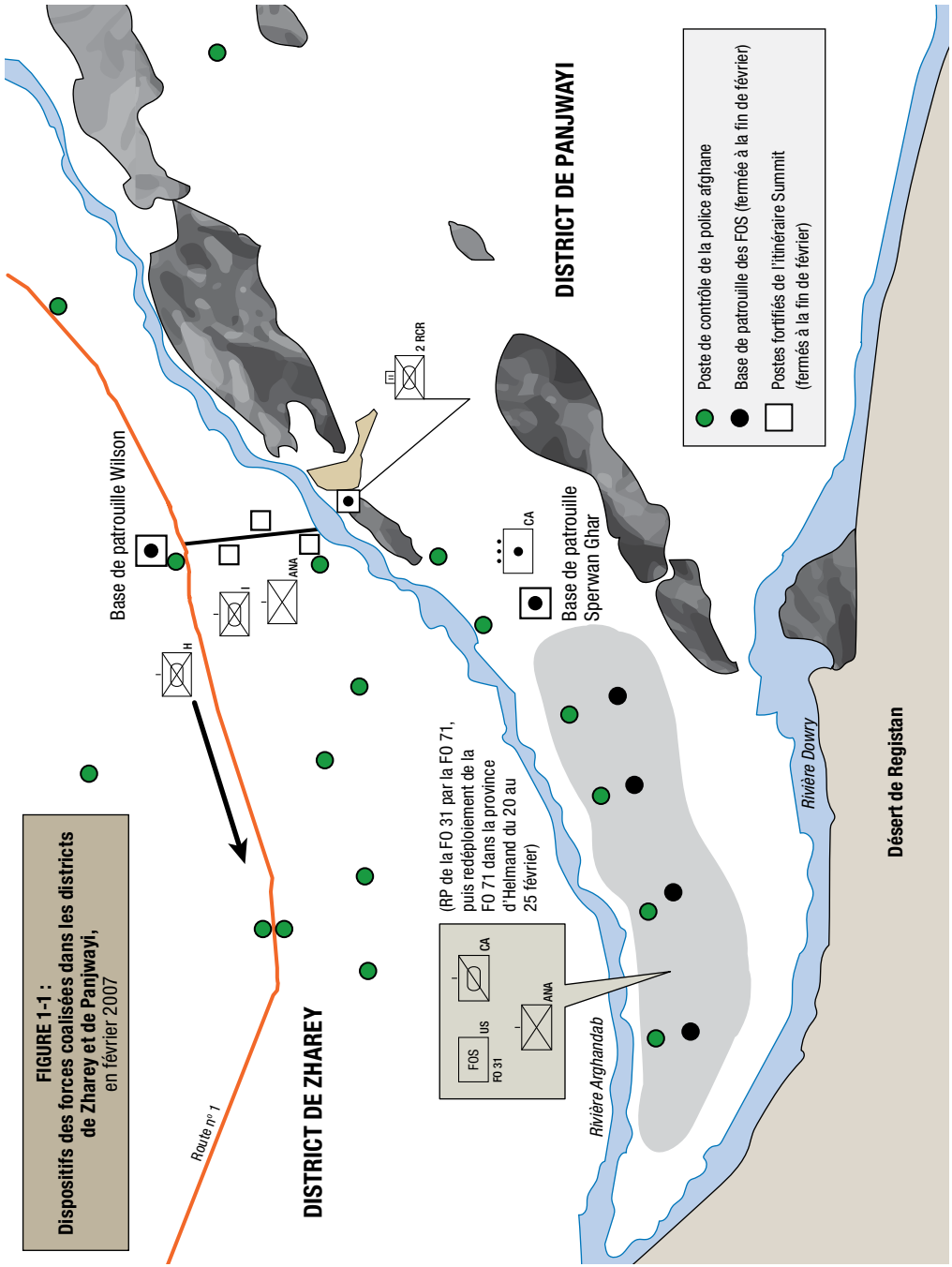


Figure 1-1 : Dispositifs des forces coalisées dans les districts de Zharey et de Panjwayi, en février 2007

d'en mettre en œuvre tous les résultats, mais le GT s'est d'emblée empressé de démanteler les postes fortifiés de l'itinéraire Summit et de mettre à exécution un vigoureux plan de patrouille dans le district de Zharey[48].

Le Maj Graham et son escadron de reco ont d'abord été basés à Sperwan Ghar où ils ont travaillé avec la FO 31 et ses éléments encadrés de l'Armée nationale afghane. Il a fallu un certain temps à cet escadron pour arriver et s'installer et, de toute façon, il comprenait maintenant deux troupes de huit véhicules Coyote au lieu d'une, ce qui a modifié les procédures opérationnelles établies au cours des rotations précédentes. L'escadron de reco a fait des sorties depuis Sperwan Ghar et a soutenu les efforts de la FO 31 dans les localités à l'ouest : Zangabad, Talukan et Mushan. Le détachement opérationnel Alpha des Forces spéciales étasuniennes collaborait avec les habitants pour améliorer le réseau routier et il embauchait des entrepreneurs pour relier ainsi les trois localités. Avec le temps, le Lcol Walker a attaché le peloton de reco à l'escadron de reco, mais pendant qu'il était en déploiement dans la ville de Kandahar, le peloton a pris part à un échange de feux qui a endommagé presque tous ses véhicules RG-31[49].

Dans les trois semaines suivantes, la FO 31 a été relevée par la FO 71 du Lcol Pat Mahaney (É.-U.) et par une partie d'un kandak de la 1-209 Brigade. La FO 71 et ce kandak ont ultérieurement été retirés de l'endroit et envoyés dans l'Helmand dans le cadre de l'Op ACHILLES. Cela a créé un immense vide dans le Panjwayi occidental, et tous les projets ont été arrêtés. Quand le Bgén Grant s'est plaint au Mgén van Loon, il s'est fait dire d'envoyer ses commis et cuisiniers occuper les postes de contrôle vacants. Inutile de dire que le Bgén Grant n'a pas été impressionné[50]!

Le Commandement régional (Sud) a encore changé d'avis sur cette question : son objectif était maintenant de « priver les talibans de toute efficacité » dans la ZDA et de maintenir ouvertes les lignes de communication, tout en permettant à la collectivité internationale et aux organisations non gouvernementales d'envoyer des ressources qui favoriseraient la reconstruction et le développement. La FO Kandahar a interprété l'intention du Commandement régional (Sud) comme étant la suivante : « Soustraire la ZDA, à Kandahar, à l'influence des insurgés » et mettre l'accent sur « la ZDA à Kandahar » afin d'y « promouvoir le gouvernement de l'Afghanistan et l'autorité du gouvernement de Kandahar ». Fait intéressant, et vu le climat politique qui régnait au Canada, la FO Kandahar a rappelé à ses unités qu'il était essentiel de « faire valoir l'appui accordé par notre pays à cette mission vitale[51] ».

Au début, la Compagnie I s'occupait du secteur de l'itinéraire Summit, puis se rendait dans le Zharey occidental et le Maywand pendant que les forces de sécurité afghanes sécurisaient le Zharey central et oriental. La Compagnie C opérait depuis la FOB Ma'Sum Ghar et dans le Zharey occidental également. La Compagnie H était désignée pour projeter de la

puissance, mais le retrait de la FO 71 a entraîné la modification du plan original. Généralement parlant, la Compagnie I s'est concentrée sur le Zharey, tandis que la Compagnie C s'est tournée vers les secteurs de Bazaar-e Panjwayi et de Sperwan Ghar, en espérant que les forces afghanes continueraient à s'occuper du Panjwayi occidental[52].

Le Lcol Walker et l'état-major du GT 2 RCR étaient d'avis que les opérations menées en partenariat avec l'Armée nationale afghane devaient constituer un volet central des opérations de toute force opérationnelle et ils voulaient immédiatement montrer de quoi ils étaient capables tant aux Afghans qu'à l'ennemi. Au cours du mois suivant, les Lcol Walker et Eyre (et son ELMO) ont collaboré avec la 1-205 Brigade pour ce faire. Une des premières opérations a été MINOTAUR, montée le 13 février. La Compagnie I et une compagnie de l'Armée nationale afghane ont reçu des renseignements sur l'emplacement d'une cache d'armes à l'est de l'itinéraire Summit. L'opération a produit de bons résultats, sans contact avec l'ennemi. L'exploitation de la cache a révélé que les insurgés entreposaient les carcasses et rebuts canadiens en vue de s'en servir plus tard; une douille d'obus de 155 mm a ainsi été découverte et elle aurait été modifiée ultérieurement pour fabriquer un EEI. Des renseignements sur le système médical de l'ennemi se sont fait jour. Les insurgés faisaient de l'hôpital Mirwais une de leurs principales infirmeries et ils recouraient en particulier à son département de radiographie[53].

La Compagnie H ainsi que des éléments d'une compagnie de l'Armée nationale afghane avec des mentors canadiens fournis par l'ELMO se sont déployés le long de la Route nº 1 jusqu'à Howz-e Madad pour y exécuter une patrouille perturbatrice au cours de la relève sur position, le 23 février. L'Armée nationale afghane a appris que le commandant taliban pour le district de Zharey, le mollah Manan, possédait une enceinte au sud du bazar. En exécutant des fouilles au sud de la Route nº 1, la force s'est heurtée à des tirs nourris d'armes légères et de GPF qui provenaient de trois positions et elle a riposté de la même façon. Elle a fait appel aux obusiers M-777 de la Batterie D et à l'appui aérien rapproché fourni par un bombardier B-1B et deux avions F-16. Environ neuf insurgés, dont beaucoup étaient connus, ont été tués par l'Armée nationale afghane. Les chars de l'Escadron B ont opéré leur jonction, et la force s'est formée en laager pour la nuit; elle est ensuite rentrée à sa base[54].

Le caractère de l'insurrection en 2007

À mesure que les opérations progressaient pendant la première moitié de 2007, il est devenu évident que le caractère de l'insurrection avait changé, bien que les dirigeants de la choura de Quetta fussent restés les mêmes. Les services de sécurité afghans ont dit aux Canadiens que, selon eux, l'insurrection était désormais plus faible, car les talibans résistaient rarement aux forces coalisées comme ils le faisaient en 2006 et ils recouraient

plutôt aux attentats-suicides et au minage des routes. Partout où la FIAS et l'Armée nationale afghane étaient présentes, l'ennemi se faisait en général discret. Par conséquent, il n'était pas nécessairement clair sur qui telle ou telle entité exerçait le contrôle[55].

Dans une autre analyse des opinions locales, on a correctement fait observer que, « même si les insurgés étaient responsables de nombreuses attaques contre les travailleurs humanitaires, d'aucuns estimaient que des intérêts commerciaux, politiques, factionnels et personnels y étaient aussi sans doute pour quelque chose[56] » [Traduction]. En effet, il semblait que les insurgés cessaient de cibler les véhicules lourdement blindés avec leurs EEI pour s'en prendre plutôt aux camionnettes Ford Ranger non protégées de l'Armée nationale et de la police afghanes et aux véhicules logistiques commerciaux non blindés des équipes apportant une aide humanitaire. Les insurgés assassinaient des mollahs modérés pour renforcer leur message dans les mosquées. En fait, tout le système afghan vulnérable de reconstruction et de gouvernance était attaqué, et non seulement les forces de sécurité. On a entendu des combattants étrangers expérimentés dire en se plaignant, dans des communications interceptées, que « ce djihad était dur » [Traduction], après avoir passé du temps dans la zone d'opérations des Canadiens à lutter contre le GT 2 RCR[57].

En mars 2007, la FO Kandahar a appris qu'il existait un plan de campagne taliban appelé « Akhund », soit le nom d'un de ses auteurs, le mollah Obaidullah Akhund. Du point de vue stratégique, ce plan avait pour objectif de « fixer la FIAS dans ses bases et de briser les principales lignes de communication avec la ville de Kandahar » [Traduction], afin d'isoler de Kaboul le sud du pays, tant physiquement que psychologiquement; de forcer les troupes de la FIAS et celles participant à l'Op ENDURING FREEDOM à s'en aller; puis de créer un État taliban à l'échelle de tout le pays. Du point de vue opérationnel, cela équivalait à limiter l'expansion des forces de sécurité afghanes et du gouvernement; à restreindre la liberté de mouvement de la coalition et à lui infliger des pertes qui susciteraient dans les pays de l'OTAN des pressions politiques qui inciteraient les gouvernements respectifs à retirer leurs troupes de la FIAS[58] (voir la figure 1-2).

Pendant l'Op ACHILLES, les forces de la FIAS ont saisi des documents qui décrivaient les fondements du changement de doctrine chez l'ennemi dans le sud. Selon ces documents, « un insurgé a besoin de cinq éléments »[59] [Traduction] :

1. un but principal : libérer les musulmans des infidèles au nom d'Allah;

2. un soutien mondial : l'appui des pays musulmans. Il nous faut [des disques compacts] illustrant [le combat contre les infidèles] pour informer la population sur la lutte que nous menons;

FIGURE 1-2 :
Dispositifs et activités de l'ennemi,
entre février et août 2007

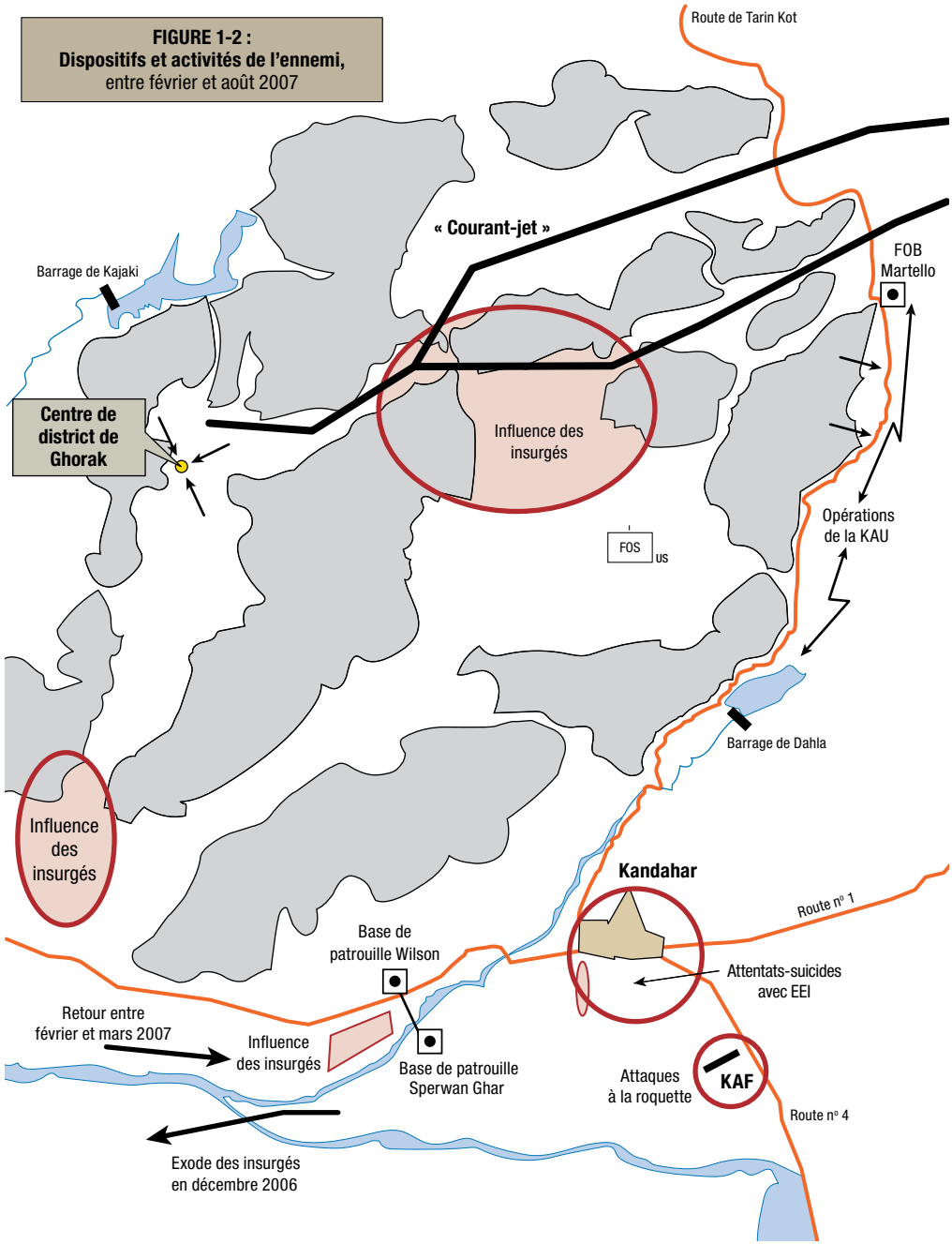


Figure 1-2 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre février et août 2007

3. un soutien régional : traiter la population dans le respect de la morale, avec honnêteté et avec amitié, afin d'obtenir l'aide qui nous est nécessaire;

4. un terrain accidenté et difficile d'accès [pour y combattre/d'où lancer nos attaques];

5. un soutien national : des liens avec un pays, opérer en secret afin de nous faire accepter.

D'autres documents portaient à croire que la doctrine des talibans acceptait l'existence de plusieurs types de guerres :

1. la guerre militaire : une guerre conventionnelle et bien organisée;

2. la guerre non militaire : une guerre éclair s'apparentant à la guérilla et affaiblissant de l'ennemi;

3. une guerre avec *Rawayat Prasti* (traditionalisme), c'est-à-dire avec des armes lourdes pour détruire l'ennemi;

4. une guerre sans *Rawayat Prasti* : utiliser des bombes pour affaiblir l'ennemi.

De toute évidence, le nombre de mines posées et d'attaques à l'EEI dans la province de Kandahar a augmenté de façon spectaculaire pendant la première moitié de 2007. Cependant, il y avait « le chien qui n'aboie pas » [Traduction]. Les armes employées par les insurgés demeuraient les mêmes que celles qu'ils utilisaient depuis des années : des mitrailleuses PK, fusils d'assaut AK, lance-GPF, canons sans recul de 82 mm et mortiers de 82 mm. Il n'y avait pas de munitions thermobariques, pas de missiles anti-chars guidés et pas de systèmes de missiles portables antiaériens. Il existait un terrorisme spécialisé axé sur les attentats-suicides avec EEI, mais il y avait aussi des mines anti-chars d'origine pakistanaise. Les lance-GPF projetaient des grenades chinoises à fragmentation et des roquettes anti-chars pakistanaises à tête explosive. Les obus lancés par les canons sans recul de 82 mm étaient d'origine chinoise. Les roquettes à vol libre de 107 mm, lancées une à une ou par deux, étaient iraniennes, chinoises et pakistanaises, et aucun insurgé n'a jamais pensé à constituer des lance-roquettes multitubes à même les centaines d'engins du genre encore présents et datant des années 1980 et 1990 pour effectuer « un bombardement concentré » du KAF. C'était comme si une entité quelconque maintenait le niveau technologique des insurgés

Source : Auteur

Source : Auteur

De plus en plus de combattants ennemis sont arrivés dans la zone d'opérations du Canada avec des canons sans recul de 82 mm et des munitions anti-chars chinoises de 82 mm pour tenter de neutraliser les véhicules blindés canadiens.

délibérément bas et relativement niable. Plus tard, on a appris que le principal contact taliban pour la chaîne d'approvisionnement en armes iraniennes, le mollah Osmani, avait été tué au cours d'une attaque aérienne en décembre 2006, et cela avait perturbé l'acheminement logistique pendant quelques mois[60].

Parallèlement, il y avait de nombreux chefs insurgés de l'Afghanistan aux niveaux régional et local, et des combattants étrangers arrivaient dans le sud depuis les diverses parties du monde musulman. La théorie du Commandement régional (Sud), selon laquelle il y avait deux catégories distinctes de talibans, se tenait-elle? Y avait-il effectivement une deuxième catégorie de combattants talibans, moins soucieux de l'idéologie et susceptibles d'être « séparés » des combattants endurcis de la première catégorie? Cela n'était pas clair. Cependant, il était de plus en plus évident que le Directeur des affaires tribales dans la province de Kandahar croyait que « de nombreux problèmes se manifestant dans cette dernière [étaient] imputables aux tribus panjpaies et que la pratique d'Ahmad Wali [Karzai] consistant à offrir une majorité des postes politiques à des [chefs tribaux] popalzais [créait] un fossé entre le gouvernement et la population[61] » [Traduction].

Certes, cela n'expliquait en rien l'existence de la choura de Quetta, ni les raisons pour lesquelles Al-Qaïda soutenait l'organe de commandement de l'insurrection. En général, les analystes canadiens en Afghanistan s'en tenaient au « théâtre » afghan et n'intégraient pas dans la discussion les aspects plus stratégiques liés aux conflits mondiaux ou régionaux. Au sein de la FO Kandahar et du Commandement régional (Sud), cependant, on s'entendait pour dire que la choura de Quetta voulait couper les quatre routes principales menant à la ville de Kandahar, tenir la FIAS occupée à la périphérie, infiltrer la ville et la déstabiliser ensuite afin de s'acquérir le soutien de la population, ou de l'intimider en sa faveur, partout dans le sud. La choura de Quetta et ses alliés de l'extérieur étaient disposés à exploiter tous ces différends tribaux et ces griefs locaux aux fins de cet assaut[62].

On peut dire qu'en 2007, les griefs communautaires s'accumulaient de plus en plus contre les gouvernements des districts et provinces et, en particulier, contre leurs forces de sécurité. Il existait aussi une concurrence entre les personnes d'influence dans la province, certaines étant des chefs tribaux et d'autres, non. Cette concurrence économique avait parfois pour objet le trafic de stupéfiants, et parfois, d'autres activités, mais dans tous les cas, le prestige et la fierté comptaient pour quelque chose. Tous ces problèmes se recoupaient. En même temps, des entités au Pakistan étaient disposées à procurer aux parties mécontentes en Afghanistan des armes, un entraînement et d'autres formes de soutien et à faciliter l'intervention d'alliés de l'extérieur qui les aideraient à régler leurs griefs. Un soupçon de religiosité a été ajouté à cette soupe au niveau communautaire pour légitimer les mesures prises. Cette concoction était sur le point d'exploser à la figure de tout le monde dans un district jusque-là paisible appelé Arghandab.

De nouveaux fronts : les origines de l'Op ADALAT, en mars 2007

En janvier 2007, le mollah Naqib du district d'Arghandab a examiné l'Op MEDUSA et, après certaines délibérations, il a décidé de se ranger ouvertement du côté du gouvernement afghan. À tous les égards, les Canadiens avaient fait preuve de vigueur, et il existait, d'après les sources de Naqib, de graves divisions au sein de l'insurrection, ce qui était un important signe de faiblesse. Jusqu'alors, Naqib et sa milice avaient permis aux insurgés de traverser le district dans une certaine limite, mais ils ne les autorisaient pas à y entreposer des armes, à faire du recrutement ou à y établir des bases ouvertement[63]. Désormais, Naqib encourageait publiquement les jeunes hommes du district à se joindre aux forces de sécurité afghanes, ou à résister autrement aux efforts de recrutement des talibans[64]. Naqib a aussi accepté, très publiquement encore une fois, l'aide à la reconstruction offerte facilitée par l'ERP, surtout en ce qui concernait la modernisation de l'infrastructure.

L'Arghandab constituait un terrain vital. Ce district fertile, prospère et chevauchant la rivière Arghandab était la porte nord-ouest donnant accès à la ville de Kandahar. La verdure de l'Arghandab faisait contraste avec les ternes étendues désertiques du district de Khadrez et avec les collines rocheuses du Shah Wali Kot, au nord. Le district était le « coussin de liaison » avec le district de Zharey en passant par Senjaray. Au cours de l'histoire, quiconque contrôlait l'Arghandab devenait l'autorité qui sanctionnait les nominations politiques à Kandahar. Les Afghans étaient bien au courant de ces faits, mais pas nécessairement tous les « acteurs » occidentaux.

À la fin de février, les crues anormalement fortes de la rivière Arghandab causaient des inondations et nuisaient aux cultures le long de son cours. Grâce à ses sources et à ses ressources, l'ERP a conclu que le barrage de Dahla, au nord de l'Arghandab, était à l'origine du phénomène. Dès que l'ERP s'est intéressée au barrage, on a appris au début de mars que les insurgés allaient s'amener dans la région en croyant que les forces de la coalition ne les y attaqueraient pas de peur d'endommager ou de détruire le barrage. La nouvelle a aussi circulé selon laquelle les insurgés envisageaient de contrôler les réseaux d'irrigation à leurs propres fins[65].

Du 8 et 10 mars, de multiples rapports signalaient que les talibans bloquaient la route de Tarinkot et qu'ils allaient s'emparer de l'ancienne FOB Marello. Le CICP a appris que la police afghane avait fui le secteur après divers affrontements avec l'ennemi qui avaient fait de cinq à dix morts de part et d'autre[66].

Le 9e Peloton de la Compagnie C a été chargé d'escorter une équipe multinationale du renseignement et du Génie à travers l'Arghandab jusqu'au barrage de Dahla. Il s'agissait là de « manifester la présence de la coalition dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot » [Traduction] et d'évaluer le barrage du point de vue de la sécurité. L'équipe a conclu que les insurgés ne pouvaient pas endommager le barrage, car il était très solide[67].

Le 10 mars 2007, le mollah Naqib et sa famille assistaient à l'inauguration du projet de construction d'un pont. Pendant que le convoi de trois véhicules Corolla et Land Cruiser quittait l'endroit, il a été attaqué par des EEI : quatre occupants ont été tués et dix ont été blessés. Deux des fils du mollah Naqib sont morts sur le coup, et les autres ont été blessés. Naqib lui-même a été grièvement blessé; il a été amené à l'hôpital Mirwais, puis évacué en Inde par la voie aérienne[68].

Tous les observateurs n'étaient pas convaincus qu'il exista un lien entre les mouvements des talibans dans le Shah Wali Kot et « l'attentat » commis contre Naqib. La population de l'Arghandab n'était pas entièrement alikozaie, et il y avait des factions anti-Naqib dans certains milieux. Des sources de l'ERP ont suggéré que l'attaque était liée à l'éradication sélective des cultures de pavot. Presque toutes les organisations de sécurité afghanes croyaient chacune que Naqib avait été ciblé à cause de sa personnalité et de ce qu'il représentait désormais[69]. Plus tard, des preuves indirectes se sont fait jour qui laissaient croire à l'exécution d'une opération liée à Al-Qaïda, facilitée par ce groupe au nom des membres de la choura de Quetta qui percevaient Naqib comme un traître[70]. La quasi-élimination de la famille de Naqib d'un seul coup faisait entrevoir la possibilité d'un énorme vide dans la structure du pouvoir, et les conséquences pourraient se faire sentir à l'échelle de la province et peut-être même de la région si l'insurrection pénétrait dans l'Arghandab et s'y enracinait. Pendant que la vie de Naqib ne tenait qu›à un fil, il en était de même de celle de Kandahar.

Dans un premier temps, il semblait que les Afghans eux-mêmes s'occupaient du problème de la FOB Martello et de la route de Tarinkot. La police afghane de la ville de Kandahar, la police de Mianishin et même des mercenaires de l'Oruzgan appelés « Kandak Amniante Uruzgan » (ou bataillon de sécurité KAU) se rapprochaient de la FOB Martello et l'ont reprise le 14 mars. Ensuite, la route a été coupée de nouveau par des insurgés venant du district de Mianishin. Cela ressemblait à un combat où chaque adversaire prenait le dessus à tour de rôle, mais on a alors appris que la Police routière de l'Oruzgan suscitait délibérément cette situation dramatique car cette police rivalisait avec une organisation de protection des convois financée par les É.-U. Les cellules d'insurgés présentes dans le secteur exploitaient tout cela à leurs fins. Comme la police de Shah Wali Kot ne voulait pas être entraînée dans ce qui lui semblait être un combat tridimensionnel, elle s'est cantonnée dans la partie sud du district. Le représentant du CICP canadien, le Maj Craig Gardner, a affirmé ce qui suit, à bon droit : « On ne sait pas exactement qui est à la solde de quelqu'un d'autre et pourquoi. La seule façon de tirer au clair l'épisode Martello pourrait bien être de se rendre sur le terrain[71]. »

La FO Kandahar a pris des précautions et a envoyé régulièrement des TUAV Sperwer dans le secteur après le 20 mars[72]. Entre-temps, le Commandement régional (Sud) préparait l'Op ADALAT qui fut lancée le 25 mars. Les orchestrateurs de l'opération comprenaient

le rôle clé de Naqib et de l'Arghandab, mais ils étaient obligés de justifier le plan dans le contexte des plans plus généraux du QG FIAS, soit NOW RUZ et OQAB, puis de vanter le succès des Op ACHILLES et BAAZ TSUKA, afin de montrer qu'ils étaient satisfaits des résultats qu'ils avaient récoltés eux-mêmes. Le Commandement régional (Sud) semblait croire que la situation dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot était attribuable à l'incapacité de l'ennemi de faire quoi que ce soit d'autre ailleurs[73]. Les planificateurs canadiens de la FO Kandahar étaient plus circonspects : ils voulaient en savoir plus sur la situation avant de s'engager dans une quelconque entreprise.

L'Op ADALAT, montée à la hâte, ne brillait pas par sa cohérence. En effet, l'étape I comportait au moins huit stades dont l'enchaînement demeurait incertain. En gros, il devait y avoir une campagne d'OI pendant que la FIAS se ferait une meilleure idée de ce qui se passait dans le secteur. Il y aurait ensuite une série d'opérations de reconstruction et de développement dans le Shah Wali Kot et dans l'Arghandab avec le soutien de la FIAS et de la collectivité internationale : un des projets serait celui du barrage de Dahla. La FO 71 (opérations spéciales des É.-U.) perturberait l'activité des forces ennemies en dehors de ces deux districts, pendant que la FO 42 (opérations spéciales britanniques) pourchasserait les chefs ennemis à mesure qu'ils se manifesteraient[74].

À ce stade-là, l'intervention canadienne se limitait aux efforts de l'ERP. Techniquement, l'Arghandab et le Shah Wali Kot se situaient en dehors de la ZDA de Kandahar. Pourtant, on ne savait pas au juste si la stratégie axée sur la ZDA était encore au goût du jour. À mesure que la situation se détériorait, au printemps de 2007, l'Op ADALAT a absorbé une partie encore plus grande des ressources canadiennes déjà rares, pendant que nos forces faisaient face à des opérations de plus en plus complexes dans les districts de Zharey, de Panjwayi et de Maywand. Quand le Mgén Jacko Page a pris la direction du Commandement régional (Sud) en mai, il a essentiellement cédé l'Op ADALAT à la FO Kandahar[75], qui a alors dû l'examiner en fonction de ses ressources appauvries.

Heureusement, une relation professionnelle entre le Lcol Eyre et le Lcol (É.-U.) Pat Mahaney, qui remontait à de nombreuses années antérieures où ils avaient suivi ensemble un cours commun des Forces spéciales « Q », a favorisé la coopération entre les FO 71 et Kandahar en vue de l'Op ADALAT. Le Bgén Grant a donné son approbation, et la planification a commencé « par mesure de précaution »[76].

Participation du Canada à l'Op ACHILLES, en mars et avril 2007

Parallèlement, le GT 2 RCR était averti qu'il allait devoir fournir des forces aux fins de l'Op ACHILLES. Le Bgén Grant s'est vigoureusement et à bon droit opposé au déploiement d'une équipe de combat composée de VBL III et de chars Leopard dans la vallée de Sangin, car cela aurait ouvert la porte de nouveau à l'ennemi dans le Zharey et

le Panjwayi si la pression y étant exercée par les Canadiens y était diminuée[77]. Le rôle des Canadiens dans le cadre de l'Op ACHILLES était donc de se rendre dans le district de Maywand et de manœuvrer dans ses contours. Les manœuvres avaient deux objectifs : déstabiliser les chefs ennemis pour les forcer à se déplacer, de manière que les FOS puissent les cibler en marge de l'opération menée à l'échelle de la province d'Helmand, et établir des rapports avec la population rurale et les chefs de district en vue d'y mener des opérations dans l'avenir. Le Lcol Walker, mécontent à l'idée d'une réduction possible de la puissance de combat, a constitué une équipe de combat à même la Compagnie A et l'Escadron A à cette fin – puis on lui a ordonné de prendre une paire d'obusiers M-777 de 155 mm faisant partie de la Batterie D, afin de les envoyer jusqu'à la FOB Robinson, dans le Sangin. Le Canada avait six obusiers M-777 de 155 mm en Afghanistan, et deux d'entre eux lui ont été enlevés pour être envoyés dans l'Hellmand et y appuyer les opérations britanniques. À ce moment-là, l'Armée britannique avait sept régiments d'artillerie. La question de savoir pourquoi la Royal Air Force n'a pas pu transporter en Afghanistan une batterie d'artillerie, sans parler de quelques canons, défie l'imagination. Par ailleurs, on ignore aussi pourquoi la FO Kandahar a accepté de déployer ainsi de rares ressources canadiennes, vu la situation tendue où les Canadiens se trouvaient à Kandahar, mais il valait sans doute mieux fournir une paire de canons que toute une équipe de combat.

L'approche divergente adoptée par le Commandement régional (Sud) demeure troublante. D'une part, il incombait au Canada de s'occuper de la ZDA Kandahar. D'autre part, il a reçu l'ordre d'envoyer deux forces dans le Maywand et le Sangin, soit une dans un secteur adjacent à la ZDA Kandahar, mais non dans cette dernière, et l'autre dans une province différente. Le déploiement de patrouilles de logistique de combat pour appuyer des opérations dans des régions éloignées soumis à un stress accru un ESN ployant déjà sous le fardeau et, comme l'accès à des hélicoptères n'était pas possible, chacune de ces patrouilles risquait d'être attaquée avec des EEI chaque fois qu'elle se rendait dans l'Helmand, ou qu'elle en revenait. L'ESN a fait observer ceci : « La succession et le rythme des opérations nous mettent à l'épreuve. Le moral est élevé, mais les soldats commencent à donner des signes de fatigue[78]. » Avec le temps, la FO Kandahar a pu obtenir de l'espace à bord d'un avion CC-130 Hercules pour transporter des ravitaillements à la FOB Bastion dans l'Helmand, où les logisticiens britanniques veillaient à réapprovisionner les artilleurs canadiens[79].

Cela dit, le Lcol Walker a déménagé l'équipe de combat des « Hotel Desert Rats », commandée par les Maj Ruff et Cadieu, hors du district de Maywand, le 6 mars, et elle y a opéré sa jonction avec les forces de l'Armée nationale afghane (voir la figure 1-3.)

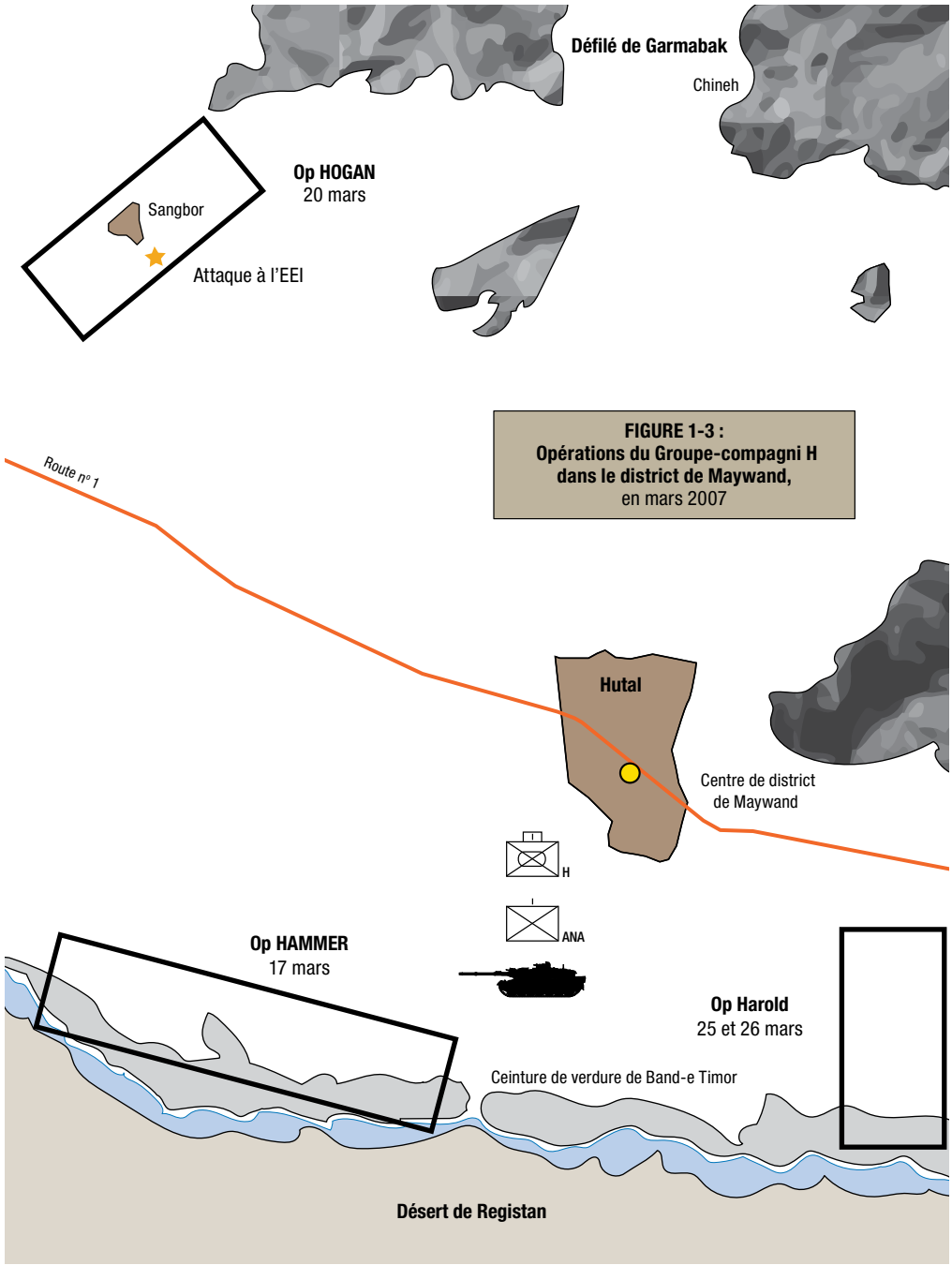


FIGURE 1-3 :
Opérations du Groupe-compagni H dans le district de Maywand,
en mars 2007

Figure 1-3 : Opérations du Groupe-compagnie H dans le district de Maywand, en mars 2007

Les deux groupes allaient déplacer leurs quadrilatères d'opérations en vue du mois suivant. Le district de Maywand se caractérise le mieux comme étant un territoire de transit sillonné par trois axes. La Route nº 1 traverse le district d'est en ouest en passant par la ville d'Hutal. La rivière Arghandab définit la limite sud du district, et le désert du Reg s'étend au sud de cette dernière. Une série de localités fertiles appelée « Band-e Timor » longe la rivière au nord. Au nord d'Hutal se trouve une route allant du sud au nord et passant par le défilé de Garmabak, lieu de la bataille de Maywand en 1880. Le défilé débouche sur le district de Ghorak, qui est la « porte arrière » de la région de Kajaki/Sangin dans la province d'Helmand. Des mouvements perturbateurs dans le « quadrilatère » auraient suscité, dit-on, des mouvements ennemis ailleurs, étant donné que le Maywand fait la « jonction » entre les provinces d'Helmand et de Kandahar.

L'équipe de combat a d'abord tenu une réunion avec les chefs clés au centre du district de Maywand. Avec le temps, le Maj Ruff a appris que la principale personne d'influence avec laquelle il essayait de collaborer, à savoir Haji Saifullah, incarnait les complexités du contexte socio-politique afghan. En effet, Saifullah percevait de l'argent auprès des producteurs de pavot pour les protéger contre les opérations d'éradication menées par le gouverneur. Certains de ces producteurs étaient affiliés aux talibans, et d'autres, non. Le chef du district renseignait les talibans sur les mouvements de son chef de police dans l'espoir qu'il serait assassiné; effectivement, chaque fois que l'équipe de combat arrivait pour exécuter une opération de bouclage et de ratissage et des fouilles, les insurgés avaient été alertés d'avance… par le chef du district[80].

Le Maj Ruff apprenait plus tard que la choura du district de Maywand était en fait une mise en scène et qu'elle ne se composait que de sympathisants talibans ou même des chefs talibans. Quand l'équipe de combat est arrivée, les talibans ont établi des postes de contrôle et vérifié les téléphones cellulaires des habitants de l'endroit pour s'assurer qu'ils ne communiquaient aucun renseignement à la police[81]. Résultat : l'Op HAMMER, dans le secteur de Band-e Timor (17 mars) et l'Op HOGAN (20 mars), dans le secteur de Sangbor, n'ont pas donné grand-chose. Quand l'équipe de combat s'est amenée soudainement dans un « quadrilatère d'opérations » près de la frontière entre le Maywand et le Zharey, pendant l'Op HAROLD, toutefois, le lagger composé de chars et de VBL III a essuyé des tirs de roquettes cinq nuits d'affilée; c'était là un signe évident que l'équipe de combat n'était pas loin d'un objectif d'intérêt[82].

Le GT a été mêlé à d'autres intrigues politiques locales quand la police afghane a été prise à partie pendant une opération d'éradication du pavot, près de Sangbor; un agent a été tué et cinq autres ont été blessés. Le chef de police de la province a demandé l'aide de la FO Kandahar, laquelle a ensuite ordonné au GT d'intervenir. Deux groupes de personnes ont dirigé des tirs d'armes légères sur la police, mais ils ont été dispersés par une

démonstration de force de l'artillerie. Entrant dans le village de Baba, la police a détenu deux personnes[83]. Comme l'envoi de troupes canadiennes dans l'Helmand pour y soutenir les intérêts britanniques, la décision prise par la FO Kandahar d'aider à éradiquer les cultures de pavot, même dans une mesure limitée, risquait d'engendrer des problèmes entre la population locale et la FIAS. Même s'il s'agissait d'un soutien fourni *in extremis*, il pouvait donner aux habitants de l'endroit l'impression que les chars et VBL canadiens prenaient part à l'effort d'éradication et qu'ils privaient ainsi les producteurs de pavot de leur gagne-pain. Les subtiles distinctions faites par les Occidentaux à ces égards ne valaient pas dans cet environnement. Qu'en serait-il si ces agents de police étaient corrompus, qu'ils s'adonnaient à une éradication sélective au nom d'Haji Saifullah et que les personnes qui ripostaient avec leurs tirs refusaient de payer les pots-de-vin et n'étaient pas en fait des talibans?

Pendant que le Premier ministre Steven Harper assistait à des cérémonies en France pour commémorer la bataille de la crête de Vimy, le dimanche de Pâques, le 8 avril 2007, un VBL III du 5e Peloton est tombé sur un EEI à plaque de pression, au sud-est de Sangbor. L'engin avait été réglé pour exploser sous le compartiment des soldats ayant pris place à bord du véhicule, après que les roues avant eurent appuyé sur la plaque. La détonation a tué le Sgt Donald Lucas, les Cpl Aaron Williams et Brent Poland, les Sdt David Greenslade et Kevin Kennedy, tous membres du 2 RCR, et le Cplc Chris Stannix, membre du Princess Louise's Fusiliers. Quatre autres soldats ont été blessés. Ce fut l'attaque à l'EEI la plus meurtrière jamais subie par les Canadiens jusque-là au cours de la guerre. Le caractère expert de l'attaque et la synchronisation de celle-ci montraient que les auteurs n'étaient probablement pas des narcotrafiquants protégeant leur culture de pavot.

Les résultats importants de la présence de l'équipe de combat dans le Maywand ne se traduisaient pas dans le nombre d'armes saisies ou de talibans pris à partie. On savait que l'ennemi se servait du Maywand comme zone de rassemblement et à des fins logistiques. Plus les forces coalisées auraient d'entretiens avec les chefs clés et assisteraient à des chouras dans les régions éloignées, plus cela ferait parler la population; fort probablement, les échelons supérieurs du système « tuer-capturer » de la coalition réuniraient les morceaux du casse-tête et arriveraient ainsi à construire l'ensemble du tableau[84]. Le fait de savoir qu'une cible donnée n'était pas dans un endroit en particulier permettait de concentrer les ressources ailleurs. Il est possible que, dans une petite mesure, les manœuvres exécutées par la Compagnie H et l'Escadron A dans les villages situés dans le Dasht ressemblant à une prairie dans le district de Maywand, aient contribué à causer la mort du mollah Dadullah Lang et d'autres principaux commandants ennemis. À tout le moins, les interventions dans le Maywand ont perturbé le système logistique ennemi qui approvisionnait le district de Zharey et elles ont aussi renseigné sur la dynamique politique liée à la Route no 1, dynamique qui influait sur les événements dans ce district.

Les opérations dans le district de Zharey, en mars et avril 2007

Dans ses plans concernant le district de Zharey, le Lcol Walker se concentrait sur trois aspects. D'abord, il y aurait l'élimination des postes fortifiés le long de l'itinéraire Summit. Ensuite, les analyses géographiques du district révélaient que Gundy Ghar, à l'ouest, était essentiel à la surveillance. Troisièmement, il fallait trouver un moyen de doter le district d'une garnison de police afin de garantir la sécurité de l'effort de développement. Le Lcol Walker s'est attaqué aux deux premiers aspects à la fin de février, puis il a appris qu'une compagnie d'infanterie hollandaise se joindrait au GT pendant un certain temps. Il a décidé de l'installer temporairement dans le poste fortifié West, afin de faire échec aux mouvements ennemis dans le secteur de Sia Choy. L'escadron de reco et le 42e Escadron d'artillerie de campagne sont allés examiner Gundy Ghar dans l'intention d'y établir une base de patrouille[85] (voir la figure 1-4.).

L'idée selon laquelle la Police nationale afghane irait occuper des postes de contrôle préparés dans le district semblait provenir du chef de la police du district, le Col Akka, et des dirigeants du Zharey. Comme ils l'ont expliqué aux commandants canadiens, une suite de postes de contrôle dont les champs d'action se recoupaient, aux intersections clés, constituait un moyen d'économiser les efforts, car, prétendaient-ils, ils n'avaient pas assez d'agents de police pour les patrouilles de présence. Le plan concernant les postes de contrôle, aux yeux des dirigeants du district, démontrait force et détermination[86]. La mise en place d'un réseau de postes de contrôle perturberait les mouvements ennemis et faciliterait ceux de la coalition. Aspect primordial du point de vue canadien, ce plan mettait les Afghans à la pointe de l'effort de la contre-insurrection.

Le premier essai a eu lieu à Gundy Ghar en mars. Après que l'endroit eût été dégagé par le 42e Escadron de campagne, la police afghane a établi là une enceinte avec un détachement de 20 hommes. Des véhicules Coyote et des tireurs d'élite de l'escadron de reco du Maj Graham, partis pour aller s'y installer, sont tombés dans une embuscade complexe à l'est de Howz-e Madad : des tirs d'armes légères et de GPF provenant de positions au sud de la route ont été renforcés par une mitrailleuse montée dans la benne d'une camionnette Toyota (« Somali technical »). De vieux camions à clochettes ont été utilisés pour canaliser le mouvement du convoi vers une zone d'abattage. Les Dragoons se sont extirpés de l'embuscade avec leurs canons de 25 mm et ont poursuivi leur route vers Gundy Ghar[87].

Une fois établis à Gundy Ghar, le Maj Graham et ses hommes ont collaboré avec la police afghane pour affirmer leur présence dans le secteur. Deux postes de contrôle ont été montés : le premier à l'intersection des itinéraires Ottawa et Langley, et l'autre à celle de la Route no 1 et de l'itinéraire Edmonton. Environ 50 policiers ont occupé ces trois postes et amorcé des opérations de patrouille. Plus tard, un détachement de la Police militaire canadienne est arrivé et a travaillé avec la police afghane pendant environ un mois et lui

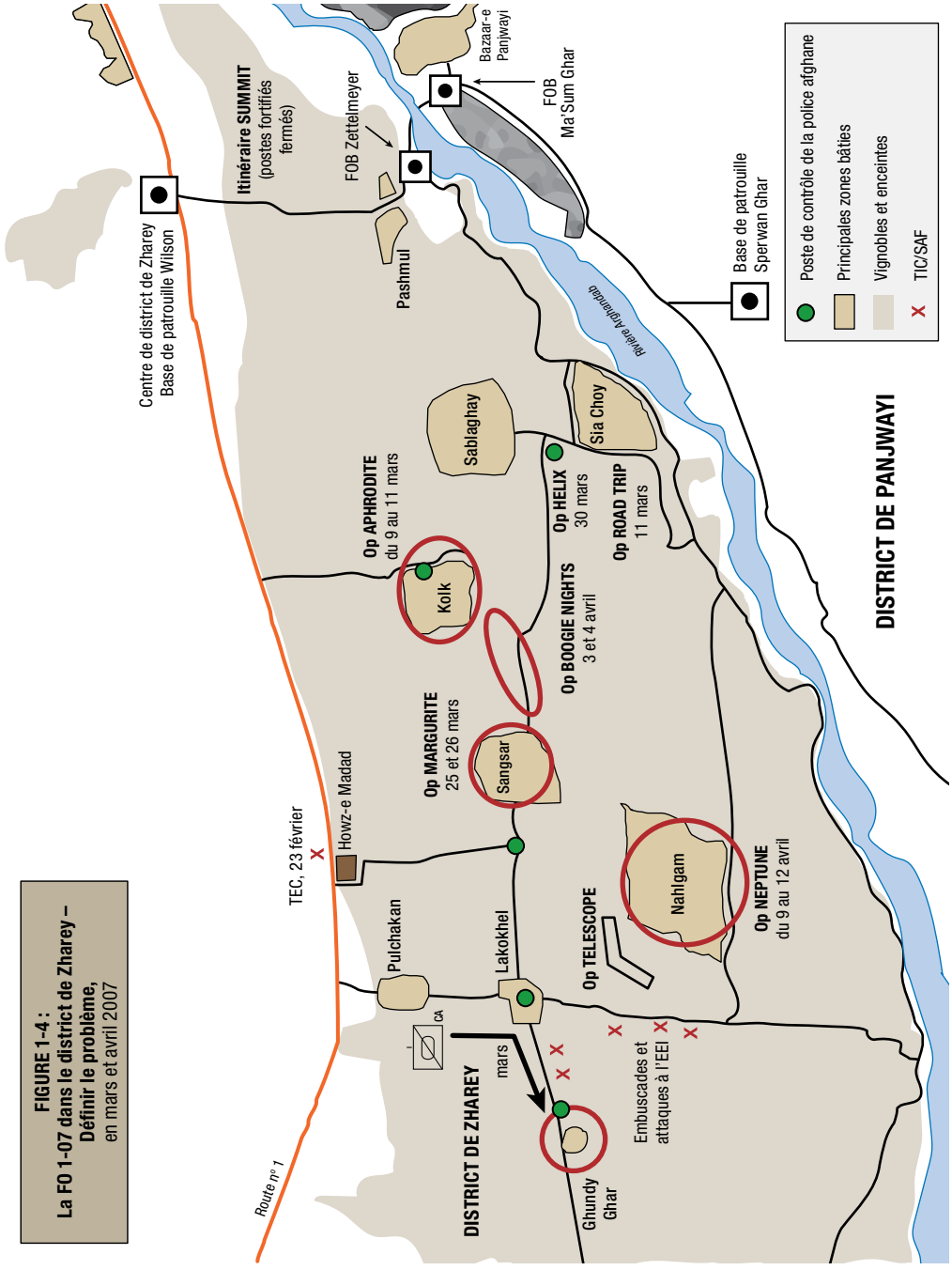


FIGURE 1-4 :
La FO 1-07 dans le district de Zharey – Définir le problème,
en mars et avril 2007

Figure 1-4 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Définir le problème, en mars et avril 2007

a enseigné comment fouiller les véhicules et gérer les postes de contrôle. En un mois, les rapports avec la population à la faveur d'engagements des relais d'influence dirigés par la police ont amené cette dernière à fournir une multitude de renseignements sur l'emplacement des EEI ennemis[88].

La Compagnie I du Maj Quick a lancé le programme de patrouille en travaillant avec l'Armée nationale afghane et l'ELMO, tout en aidant à démanteler les postes fortifiés. Pendant qu'un véhicule de l'Armée nationale afghane patrouillait dans les environs de Musa Khan, il a heurté un engin explosif qui a coupé les jambes à un jeune lieutenant afghan. Cette nuit-là, un énorme échange de feux a éclaté près d'Howz-e Madad; au moins une centaine de policiers afghans sont intervenus. Le Maj Quick, qui apprenait vite comment les affaires se déroulaient dans le district de Zharey, a fait savoir que les personnes qui tiraient sur les polices d'Akka, étaient « en fait des civils qui avaient pris les armes pour s'opposer à l'éradication des cultures de pavot » [Traduction]. Le Maj Quick a recommandé au GT de ne pas intervenir[89].

Source : Auteur

Ce véhicule de reco Coyote qui appartenait à l'escadron de reco a heurté une gerbe de mines anti-chars TC-6 (ce n'était pas un engin explosif improvisé), au cours d'une patrouille dans le district de Zharey. Le véhicule a capoté, la tourelle a été arrachée, et deux soldats canadiens ont été tués. Les ambulanciers paramédicaux et les sapeurs qui ont travaillé sur le véhicule en flammes et autour de lui ont pris des mesures héroïques pour extirper de l'épave les membres de l'équipage.

Le prochain poste de contrôle à aménager était à Kolk. Dans le cadre d'une opération délibérée, la Compagnie I, le 42e Escadron d'artillerie de campagne, l'Armée nationale afghane et ses mentors, puis la police afghane et la police civile fournie par l'ERP s'y amèneraient, dégageraient le terrain, mettraient le poste de contrôle sur pied, feraient venir la police et se retireraient. L'Op APHRODITE a duré du 9 au 11 mars, sans aucun incident, ou presque : immédiatement après le départ des Canadiens et de l'Armée nationale afghane, la police a été prise à partie à l'ouest du poste de contrôle de Kolk. Quand la police est venue retirer ses blessés, elle a été prise en embuscade. Un VBL III du quartier général tactique du Maj Quick a riposté avec son canon de 25 mm, puis l'ennemi a provoqué une escalade et a manœuvré pour déborder le flanc de la position. Le reste du peloton est arrivé et s'est déployé pendant que la population de Kolk fuyait vers l'est. L'ennemi s'est replié[90]. De toute évidence, les insurgés avaient conclu que le concept des postes de contrôle gênait leurs plans et leurs activités.

L'Op ROAD TRIP visait à établir une présence de la police à Sia Choy et elle était structurée comme l'Op APHRODITE : elle faisait appel à l'infanterie de la Compagnie I canadienne, à une compagnie afghane du 2e Kandak et à ses mentors canadiens, et à la police du district de Zharey. Les Afghans ont dégagé l'objectif, l'infanterie canadienne a installé un cordon de sécurité, et la police afghane, aidée de la CIVPOL canadienne fournie par l'ERP et accompagnée par une équipe des opérations psychologiques, s'est entretenue avec les chefs locaux. Le 42e Escadron d'artillerie de campagne a dégagé le terrain et mis le poste de contrôle sur pied. Au milieu de l'Op ROAD TRIP, cependant, Akka a redéployé ses effectifs ailleurs pour des opérations d'éradication des cultures de pavot, ce qui a bouleversé la suite des activités[91].

En travaillant de concert avec Akka et ses lieutenants, les Canadiens ont mieux compris ce qui se passait dans le district. En fait, Akka ne s'entendait pas avec le chef de district, Haji Khairuddin. Ce dernier semblait être parent avec tout le monde dans le district, et cela comprenait plusieurs commandants talibans. Akka craignait Khairuddin[92]. Akka se disait ouvertement en faveur de l'établissement de points de contrôle à l'intérieur du district, mais il continuait à se concentrer sur ceux de la Route no 1, où le gros de ses effectifs se tenait. Il ne s'agissait aucunement là d'un geste altruiste, même si, collatéralement, cela appuyait les efforts que la FIAS déployait pour maintenir la route ouverte : Akka, comme Haji Saifullah et d'autres, tirait des revenus de la Route no 1. La police loyale aux personnes d'influence locales percevait régulièrement un « droit de passage » auprès des civils empruntant la route avec leur véhicule et elle partageait les sommes ainsi recueillies avec quiconque lui était allié.

Le député Habibullah Jan, qui était la personne d'influence à Senjaray située juste un peu plus loin sur la route, faisait la même chose. Cependant, Jan et Akka n'étaient pas en bons termes, parce que le protecteur d'Akka, Ahmad Wali Karzai, ne s'entendait pas bien

avec Habilluah Jan. Le protecteur de Jan était Yunis Qanuni, un rival d'Hamid Karzai dans les milieux de Kaboul (voir le volume I). Quand les insurgés sont arrivés à Senjaray et y ont amorcé leurs activités plus tard au cours de la période de service du GT et qu'ils ont failli fermer la Route nº 1, il n'a pas été clair s'ils l'avaient fait avec l'approbation d'Habibullah Jan ou non.

Ensuite, Akka est disparu pendant un certain temps et a laissé un adjoint prendre la direction de la police. En fait, avec bon nombre de ses hommes, il était parti prendre part à la récolte du pavot ailleurs. Cela a entraîné un jeu de puissance de la part de Khairuddin qui s'est essentiellement approprié la police afghane pour en faire sa garde du corps personnelle et s'en servir comme d'un outil pour acquérir la supériorité sur les anciens de la région. Khairuddin s'est ensuite mis à diriger des missions d'éradication des récoltes de pavot avec « sa » police. Il « extorquait sans doute de l'argent aux cultivateurs de pavot qui voulaient que leurs récoltes restent intactes[93] » [Traduction].

Ce n'était pas tout. Le Lcol Chamberlain envoyait des équipes de la COCIM fournies par l'ERP en patrouille pour qu'elles réparent les dommages de combat causés pendant l'Op MEDUSA. Le plan consistait à poursuivre les projets à impact rapide et le programme de travail contre rémunération en vertu duquel les habitants de l'endroit seraient payés pour réparer leurs propres habitations et installations, tandis que les grands projets d'infrastructure seraient gérés par l'intermédiaire de l'Assemblée de développement des districts dans le cadre de contrats adjugés à des entrepreneurs locaux. Au cours d'une choura dirigée par le gouverneur Asadullah Khalid, la population s'est plainte en disant que Khairuddin était « corrompu et partial au moment de distribuer l'aide alimentaire et d'épauler le rétablissement, et que des entreprises de l'extérieur recevaient certains des contrats ou des travaux contre rémunération pourtant destinés à la population du Zharey[94] » [Traduction]. Khalid a ouvertement pris le parti de la population, mais il n'a pas limogé Khairuddin.

Immédiatement après avoir terminé les mesures relatives à la réparation des dommages causés aux terres et bâtiments, l'ERP a été submergée par des réclamations pour dommages causés au réseau d'irrigation local par la construction de l'itinéraire Summit en 2006[95]. Le Lcol Chamberlain et les équipes de la COCIM au sein de l'ERP ont travaillé sans relâche pour régler le problème et ils ont fini par convaincre/forcer la choura du district de formuler une solution avec la population locale. Tout le monde n'était pas satisfait, mais il devenait difficile de savoir qui s'adonnait à de la fraude et présentait des réclamations en double et qui ne le faisait pas. L'équipe de la COCIM est retournée plusieurs fois pour vérifier qui recevait les fonds, qui n'en obtenait pas, quels travaux avaient été accomplis, et ainsi de suite, mais en fin de compte, les griefs, légitimes ou non, continuaient de s'accumuler au sujet de l'itinéraire Summit — et la corruption de Khairuddin et les « services de police » d'Akka sur la Route nº 1 ont aggravé la situation[96]. Quand des explosifs ont créé des cratères

dans l'itinéraire Summit, plus tard au cours de la saison, on n'a pas su au juste qui les avait causés, mais beaucoup ont soupçonné que c'était une façon pour les personnes d'influence d'emplir leur poche en amenant les équipes de la COCIM à payer des ouvriers locaux pour réparer les trous, puis en ponctionnant le salaire de ces ouvriers[97].

Parallèlement, la sécurité sur la Route nº 1 se détériorait de façon alarmante dans les environs du district de Zharey, jusqu'aux banlieues ouest de la ville de Kandahar. Deux embuscades ont été tendues à des convois sur la Route nº 1, soit respectivement les 6 et 17 mars, sans compter qu'au cours d'une semaine, cinq autres attaques à l'EEI ont visé des patrouilles de logistique de combat, des convois britanniques et même le quartier général tactique du Lcol Walker. L'une des attaques a entraîné la perte d'une remorque d'équipement lourd qui transportait un VBL III endommagé. Un attentat-suicide contre le véhicule Bison de l'équipe anti-EEI, le 17, a causé la mort de deux fillettes afghanes[98]. Une équipe de neutralisation d'explosifs canadienne a aussi découvert un EEI factice sur l'itinéraire Summit, ce qui était probablement un avertissement donné par la population locale, plutôt que le résultat d'une intervention talibane[99].

Pendant ce temps, l'escadron de reco travaillait depuis le mont Gundy Ghar avec la police afghane. Aspect troublant, la police découvrait sans cesse des EEI radiocommandés sur l'itinéraire Langley. Ensuite, l'escadron a été touché : un véhicule Coyote qui circulait sur l'itinéraire a heurté un EEI, et les roues du véhicule ont été arrachées. Le VBL du Génie qui s'était amené pour fournir son aide a capoté pendant qu'il manœuvrait : les membres du 42e Escadron ont donc débarqué de leur véhicule avec une section canine pour dégager l'endroit. Le chien a fait sauter une mine anti-personnel et il est mort; le maître-chien et un sapeur de combat ont été blessés et ont dû être évacués par hélicoptère[100].

Le Maj Graham et ses hommes essayaient d'appliquer leurs connaissances du mode de vie des habitants de l'endroit afin de voir quels chemins ils évitaient, mais de toute évidence, « la mort d'enfants attribuables à de tels engins n'avait pas le même effet qu'il y aurait eu au Canada[101] » [Traduction]. En dépit de la menace des mines, l'escadron de reco continuait d'exécuter des sorties et d'établir des postes de contrôle de véhicules, avec l'aide de la police afghane, à Gundy Ghar et ses environs de même que sur la Route nº 1. Des tireurs d'élite ont pris position la nuit pour essayer de surprendre les poseurs de mines, mais un autre véhicule Coyote a heurté un EEI sur l'itinéraire Langley, le 20. Cette gigantesque explosion a renversé le véhicule sur le côté, et l'équipage en entier a perdu connaissance[102].

Des données du renseignement ont informé le Maj Graham et le Lcol Walker que le problème se situait à Nahlgam, à l'est de Gundy Ghar, mais que cet endroit était niché au milieu de fossés d'irrigation, de routes bordées de murs, de tranchées de champs de vignes et d'enceintes complexes. Au lieu de se frayer un chemin à coups de canon, le GT a orchestré l'Op TELESCOPE pour s'en prendre aux fabricants d'EEI et dégager l'itinéraire Langley.

Le GT a demandé qu'on lui fournisse des moyens additionnels : UAV Predator, TUAV et systèmes ISTAR. L'escadron de reco a établi quatre postes d'observation, puis le lendemain, un détachement de dégagement d'itinéraires s'est amené sur l'itinéraire Langley. Pendant ces événements, la Compagnie I concentrait ses efforts sur des insertions débarquées, des feintes et le recours à des patrouilles dépassées à Sia Choy, Pashmul, Kolk et Sablaghay[103]. La Compagnie C est intervenue elle aussi : elle menait une opération distincte mais complémentaire, appelée MARGURITE, qui consistait à travailler avec l'Armée nationale afghane pour établir un poste de contrôle de la police à Sangsar, un peu comme pendant les opérations précédentes[104]. En favorisant le mouvement simultané des trois organisations dans le district de Zharey, la coalition ne menait pas uniquement une grande opération de manœuvre de collecte de renseignements, mais elle exécutait aussi un déploiement assez vaste susceptible de forcer la main des insurgés.

Cependant, même après que la Compagnie C et l'Armée nationale afghane eurent dégagé le secteur, la police afghane refusait de rester à Sangsar. Pourtant, la couverture supplémentaire fournie par les UAV permettait de repérer les emplacements de mines et d'EEI sur l'itinéraire Edmonton — y compris celui d'un amas de mines anti-chars[105]. À la faveur de l'exploitation, les sapeurs de combat ont découvert qu'il s'agissait de mines [anti-chars] d'origine pakistanaise[106]. Ce n'était pas des « engins explosifs improvisés », mais bien des armes spéciales employées d'une façon conventionnelle et posées par un personnel dûment entraîné.

Dans la nuit du 28 mars, dans le cadre de l'Op TELESCOPE, les tireurs d'élite et les canons de 25 mm des postes d'observation prenaient à partie un guetteur ennemi chargé de donner l'alerte et une équipe de quatre hommes armés de GPF; pour sa part, la Batterie D lançait des obus éclairants. Le lendemain, le détachement étasunien de dégagement d'itinéraires empruntait l'itinéraire Langley, mais tombait dans une embuscade complexe et était la cible de six GPF et d'autres mines anti-chars pakistanaises. Le détachement a fait appel à l'artillerie. Les VBL et véhicules Coyote ont riposté avec leurs canons de 25 mm, et les tireurs d'élite installés sur le mont Ghundy Ghar se sont mis à neutraliser des cibles avec leurs fusils Timberwolf. Selon certaines sources, environ 25 ennemis auraient été tués au cours de cet engagement, mais selon certaines autres, il n'y aurait eu que 11[107].

Les TUAV Sperwer observaient maintenant une activité considérable dans la zone d'opérations de l'escadron de reco, et les autres systèmes recueillaient de plus en plus de données. À Diwar, la Compagnie I découvrait que le poste de contrôle de la police afghane était abandonné et qu'il avait été détruit par les talibans. Selon le Maj Quick, c'était là un grave problème auquel il fallait remédier. La Compagnie I a conçu un plan pour reprendre le contrôle du secteur de Kolk[108].

L'escadron de reco poursuivait avec l'Op TELESCOPE II. Une autre embuscade qui visait le poste d'observation de l'escadron de reco, près de Nahlgam, a coûté la vie à quatre autres ennemis, sans que l'escadron subisse de pertes. Moins de 24 heures plus tard, une autre embuscade tendue sur l'itinéraire Langley faisait sept morts chez l'ennemi, et l'escadron de reco s'en tirait encore une fois sans pertes ni dommages. Le Maj Graham est entré dans Nahlgam avec la police afghane et a détenu deux hommes. Des rapports ISTAR ont confirmé que l'un d'eux était un commandant taliban nommé Abdullah Akim, et que l'autre était un fabricant de bombes connu. Dans les jours ayant suivi leur capture, les chefs de Nalhgam se sont rendus à Gundy Ghar pour demander des forces de sécurité gouvernementales accrues dans leur collectivité. La situation s'est calmée pendant un certain temps dans le secteur de Gundy Ghar/Nalhgam[109].

Le 30 mars, la Compagnie H a été ramenée du Maywand dans l'action du Zharey. L'objectif de l'Op HELIX était un ensemble d'enceintes au nord de Sia Choy. L'escadron de chars Leopard s'étant déployé en périphérie, la Compagnie H est entrée dans le secteur avec une compagnie de l'Armée nationale afghane et un détachement non coordonné de la police afghane équivalant à un peloton. Les Afghans ont heurté un EEI à plaque de pression quand ils sont ressortis. Malgré tout, une analyse des résidus de tir prélevés sur deux suspects a donné des résultats positifs. Les Afghans ont identifié un des deux hommes comme étant un chef taliban et ils l'ont envoyé à la Direction nationale de la sécurité[110].

L'opération que la Compagnie I a menée pour retourner dans le secteur de Kolk-Sangsar a été appelée BOOGIE NIGHTS et a eu lieu les 3 et 4 avril. Cependant, après une planification exhaustive, aucun contact avec l'ennemi n'a eu lieu, de sorte que le Maj Quick a organisé plusieurs patrouilles de présence et de dégagement qui ont été exécutées par des pelotons dans le secteur[111].

L'état-major du GT 2 RCR a alors monté l'Op NEPTUNE. Cette fois, l'objectif était Nahlgam, où la police afghane devait établir un poste de contrôle. Il y a eu notamment le dégagement de l'itinéraire Ottawa, puis le déploiement de l'escadron de reco à l'est, pendant que l'effort principal axé sur la Compagnie I commençait à partir du nord. Cette fois, cependant, l'escadron de reco a dû améliorer les itinéraires à partir d'autres points à la périphérie de Nahlgam avant que les forces puissent se déployer pour entrer dans le secteur. La construction de ponts et l'amélioration des ponceaux, grâce à une main-d'œuvre locale et à un programme de travail contre rémunération, ont facilité le chemin jusqu'à la localité. L'escadron de reco a laissé une patrouille derrière en la chargeant de surveiller l'itinéraire Langley. Ensuite, la Compagnie I a mené des patrouilles nocturnes, ce qui s'est avéré dangereux, car il y avait des puits non couverts dans le secteur. Un soldat est tombé dans un de ces derniers, et il a fallu l'en extirper. Les patrouilles ont eu un effet psychologique

visible sur la population. Au cours de ses rapports avec les chefs locaux, la Compagnie I a découvert l'existence de liens économiques et politiques entre Nahlgam et Sangsar et elle a appris que, d'après la population de Nahlgam, son représentant à la choura vivait à Kandahar. Il existait dans ce dernier village toute une structure d'influence parallèle n'ayant aucun lien avec les structures du district. Contrairement à d'autres régions du district, le village de Nahlgam était d'une propreté impeccable et puissamment fortifié. Une excavatrice avait été utilisée pour aménager des positions et créer des obstacles destinés à entraver le déplacement des véhicules[112].

La police afghane ayant été retardée, la décision a été prise d'envoyer la patrouille de l'escadron de reco le long de l'itinéraire Langley le 10 avril. Pendant qu'elle se déployait, la patrouille de remplacement a heurté des mines anti-chars superposées sur l'itinéraire Ottawa. Une force de réaction rapide (FRR) composée de sapeurs et d'assistants médicaux s'est déployée. Ensuite, le véhicule Coyote de tête de la patrouille qui rentrait à la base a heurté un autre ensemble de mines superposées. Le véhicule a capoté, et la tourelle en a été arrachée alors que l'équipage était à l'intérieur. Le moteur a atterri sur l'écoutille du conducteur, et l'épave a pris feu. Les sapeurs, dirigés par l'Adjum Richards, ont amené un engin blindé du Génie Badger pour retirer le moteur et d'autres débris empilés sur le véhicule, pendant que le Cpl Dave Gionet et les Sdt Shane Dolmovic et James Renaud faisaient de leur mieux pour sauver la vie des membres d'équipage grièvement blessés. Le Cpl Gionet a failli mourir après avoir inhalé les émanations à l'intérieur du véhicule en feu. Malheureusement, le Cplc Allan Stewart et le Cvr Patrick Pentland ont succombé à leurs blessures[113]. Il a plus tard été établi par l'équipe anti-EEI que les insurgés avaient employé des mines TC-6 non métalliques doubles. Un engin conventionnel spécial quasi indétectable fourni aux insurgés par un intervenant de l'extérieur a tué ces soldats, et non un EEI[114].

Au cours des opérations de ce soir-là, l'escadron de reco apprenait que le poste de contrôle de la police afghane, établi à l'intersection des itinéraires Ottawa et Banff, près de Sangsar, avait été détruit après que sa patrouille eût été touchée par les mines. La police avait fui. Qui pis est, le quartier général tactique du Lcol Walker a été la cible d'un EEI placé dans un véhicule pour attentat-suicide presque au même endroit, à l'ouest de la ville de Kandahar, où le quartier général tactique de la FO Orion avait été attaqué en juillet 2006.

La Compagnie I préparait une autre opération axée sur Nahlgam, appelée MULLAROUGE. La procédure de combat a été enclenchée le 15 avril. Or, l'exécution de l'opération a été reportée. Les FOS canadiennes ont développé une cible, et la Compagnie I a changé de cap pour aller soutenir l'Op GRIZZLY, près de l'itinéraire Saskatoon. Un VBL III a heurté une mine et a été mis hors de combat pendant qu'il retournait à la base de patrouille Wilson[115].

L'Op MULLAROUGE est devenue l'Op HURRICANE. Le Lcol Walker voulait désespérément retourner à Nahlgam et y secouer les insurgés, après les attaques contre l'escadron de reco. À ce moment-là, ce dernier avait été relevé de sa tâche au mont Gundy Ghar, et il se préparait à son redéploiement dans le cadre de nouvelles missions. Le 30 avril, l'opération de contingence HURRICANE a été reportée, parce qu'il n'y avait pour elle aucun détachement de dégagement d'itinéraire — et le Canada n'en possédait encore aucun[116]. Cependant, le GT 2 RCR s'est réarmé pour saisir l'initiative au début de mai.

Que signifiait tout cela dans un contexte plus large? Le GT du Lcol Walker travaillait aux côtés de l'Armée nationale et de la police afghanes pour établir une présence durable à des endroits clés au cœur du district de Zharey et pour cesser d'être confiné aux fortifications dans la partie orientale du district. Cela était fort positif. Idéalement, chacun de ces « noyaux » de présence aurait dû se transformer en petites zones de sécurité qui, une fois reliées, auraient permis d'amorcer des projets de l'ERP dans les localités et de raccorder les localités au système de gouvernance du Zharey. Comme le GT l'apprenait progressivement, néanmoins, la police était incapable de faire plus que tenir certains de ses postes de contrôle. Le système de gouvernance du Zharey était totalement inefficace et il suscitait en fait plus de griefs qu'il n'en réglait. Le GT 2 RCR réussissait malgré tout à maintenir une présence perturbatrice dans le district du Zharey, mais tant que la population ne serait pas à l'unisson avec un gouvernement travaillant pour elle, rien n'allait changer. Au début de 2007, le Zharey était en fait un microcosme de l'ensemble des efforts de la coalition dans le Sud de l'Afghanistan.

Op ROCKETEER

L'escadron de reco a été ciblé par une attaque à la roquette de 107 mm au mont Gundy Ghar, en mars, et au début d'avril, trois attaques de ce genre avaient eu lieu contre la FOB Ma'Sum Ghar. Le problème des roquettes dans le district de Zharey ressemblait à celui qui se présentait autour du KAF. Essentiellement, les insurgés installaient un système d'attaque portable autonome qui lançait automatiquement les engins vers ses cibles, puis ils s'éloignaient de l'endroit. Sauf s'ils étaient interrompus pendant qu'ils transportaient ou installaient le système, ils ne risquaient pas d'être appréhendés ou neutralisés d'autre façon. Il y avait aussi une équipe insurgée munie de mortiers qui opérait sporadiquement dans le district : elle avait lancé en chandelle des obus sur la FOB Ma'Sum Ghar à la fin de mars. À moins d'avoir des données de vol exactes, il était quasi impossible pour la Batterie D de cibler la plaque de base avec ses obusiers M-777.

Prenant des mesures provisoires, le 42e Escadron d'artillerie de campagne du Maj Jake Galuga a décidé de renforcer les installations de logement dans les bases d'opérations avancées et de consolider les défenses de celles-ci. Le 17 avril, une batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs (STA) a été composée pour enrayer systématiquement la menace.

Sous la direction du Maj Kyle Little, la batterie regroupait plusieurs détachements équipés d'un radar anti-mortier léger, d'un système acoustique de repérage d'artillerie hostile (HALO) et enfin de petits systèmes UAV dont l'escadron de reco s'était départi.

En fait, la batterie de STA essayait de créer une toile de capteurs au-dessus du district de Zharey de manière que les unités ennemies recourant à des tirs indirects puissent être ciblées par des systèmes qui en confirmeraient la position afin de réduire ainsi les dommages collatéraux causés par les pièces de 155 mm. Ce système composé de systèmes luttait activement contre les mortiers et passivement contre les roquettes, en ce sens que les données pouvaient être réunies sur les coordonnées des points de lancement; ensuite, celles-ci étaient surveillées par les patrouilles, tireurs d'élite, véhicules Coyote et chars Leopard[117].

Ces systèmes avaient leurs limites, cependant, car les microphones de repérage de l'artillerie ennemie étaient sensibles. Le terrain était montagneux, ce qui réduisait le nombre de capteurs pouvant être installés; chacun d'eux était muni d'une pile risquant de servir à un fabricant d'EEI qui s'en serait emparé. Le système était tellement sensible qu'il pouvait enregistrer chaque explosion, y compris celles des EEI et des obus d'artillerie.

Source : Auteur

Le système HALO, déployé à la FOB Ma'Sum Ghar, faisait partie d'une toile de capteurs. Il se composait de postes de capteur et d'un appareil de traitement monté sur véhicule blindé de poste de commandement; il s'avérait tellement sensible qu'il pouvait confirmer les emplacements des détonations d'engins explosifs improvisés. On aperçoit ici un véhicule de transport d'équipement lourd loué à l'Armée hollandaise.

Deux jours après l'arrivée de la Batterie de STA, le GT a mis sur pied l'Op ROCKETEER, qui allait durer quatre jours. Cette opération rassemblait la Batterie de STA, une partie de l'escadron de reco et l'unité des TUAV et consistait à surveiller les positions probables des lance-roquettes. Elle n'a pas permis la capture d'insurgés, mais elle a vraisemblablement eu un effet dissuasif, car aucune roquette n'a été lancée sur Ma'Sum Ghar pendant cette période. La seule perte a été celle d'un TUAV dont la population locale s'est emparée quand il s'est posé par inadvertance. Tout a été calme jusqu'au 14 mai, jour où une roquette de 107 mm a touché l'aire des douches à Ma'Sum Ghar et tué un interprète qui faisait ses ablutions. Après l'exécution d'une série de patrouilles, aucune roquette n'a été lancée par l'ennemi jusqu'au mois de juin, quand une grappe de trois engins a frappé le camp, sans toutefois causer de dommages[118].

Comme au KAF, les roquettes étaient un fléau qui risquait d'être mortel. Malgré ses limites, la Batterie de STA a été le prototype d'un système de surveillance plus évolué et plus efficace qui allait venir plus tard au cours de la guerre.

Le district de Panjwayi, en mars et avril 2007

La situation dans le district de Panjwayi demeurait relativement stable, comparativement à celle du Zharey. La Compagnie C du Maj Henderson patrouillait la plupart du temps dans Bazaar-e Panjwayi et les environs quand elle n'était pas déployée dans le Zharey pour y appuyer une des opérations de contingence dont il a été question et dont le rôle consistait à installer des postes de contrôle de la police afghane[119]. À la fin de mars, les forces spéciales étasuniennes et les unités afghanes leur étant jumelées se sont redéployées en dehors du district de Panjwayi, ce qui a modifié profondément les opérations de la coalition. La Compagnie C s'est installée à la FOB Sperwan Ghar, qui logeait déjà deux M-777 de la Batterie D, pour assurer la relève des FOS étasuniennes, le 28 mars. Le problème principal concernait maintenant les postes de contrôle des forces de sécurité déjà établis le long de l'itinéraire Fosters entre Bazaar-e Panjwayi et Mushan plus à l'ouest. La police ne voulait pas occuper ces postes parce qu'elle ne disposait pas d'armes lourdes en nombre suffisant. Les soldats d'une partie d'un kandak de l'Armée nationale afghane, qui occupaient certaines des positions, en avaient assez d'assurer la sécurité aux postes de contrôle et ils avaient très hâte de travailler avec le GT canadien, comme le faisaient les autres forces de l'Armée nationale afghane. C'est ainsi que la Compagnie C s'est établie dans certains des postes de contrôle au début d'avril[120]. À partir de ce moment-là, les Canadiens ont consacré beaucoup d'énergie à essayer de trouver des forces afghanes pour occuper et maintenir la ligne des postes de contrôle sur l'itinéraire Fosters. Vers le milieu du mois, un peloton canadien occupait les postes de contrôle 5 et 10, l'Armée nationale afghane se chargeait des postes 1, 1A, 3 et 3A,

et la Police nationale afghane, des postes 6, 7 et 8 (voir la figure 1-5). Les compagnies du 1-209 Kandak tendaient à ce moment-là à constituer la principale force de l'Armée nationale afghane dans le district de Panjwayi, avec une compagnie dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi, une à Ma'Sum Ghar et une autre répartie le long de l'itinéraire Fosters.

Source : Auteur

Au fil du temps, la Base de patrouille Sperwan Ghar a abrité une compagnie d'infanterie canadienne, une compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens, des éléments d'une batterie d'artillerie canadienne, un détachement de l'artillerie de l'Armée nationale afghane et des éléments de l'escadron de reco.

La Compagnie C avait d'autres problèmes. En effet, chaque fois que les FOS canadiennes venaient à Sperwan Ghar pour y mener une opération, la Compagnie C se voyait obligée de retirer des forces affectées à la sécurité des FOB et agir comme FRR si les opérateurs des forces spéciales n'étaient pas disponibles[121]. Comme une forte proportion de ses véhicules RG-31 était hors d'usage, la compagnie se retrouvait de plus en plus à pied, ce qui limitait la portée de ses déploiements le long de l'itinéraire Fosters et encore plus dans le reste des régions éloignées du district. Ensuite, une certaine « force de police » s'était mise à éradiquer les cultures de pavot dans le district. Le Centre interarmées de coordination provincial (CICP) ne savait pas de qui cette force relevait ni qui avait lancé l'opération. Les patrouilles déployées dans le secteur de Talukan ont confirmé que le phénomène était bien réel — et aussi que les habitants de l'endroit n'étaient pas contents[122]. Pendant la même période, le commandant de l'Armée nationale afghane dans le district de Panjwayi informait le Lcol Eyre de l'ELMO

Figure 1-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 2007

que les habitants de l'endroit craignaient les des soldats canadiens occupant les postes de contrôle et qu'ils allaient quitter le district et retourner à Kandahar. En outre, les habitants faisaient apparemment plus confiance à l'ANA, car ils pouvaient s'adresser à elle directement et ils craignaient d'être pris entre deux feux quand les talibans attaquaient les Canadiens. Ils ont dit se rappeler des cas récents où la puissance de feu excessive des FC avait causé des dommages collatéraux. Ils étaient mécontents par ailleurs du fait que la PNA les volait[123].

Malgré tout, le Maj Henderson et ses soldats avaient pu établir quelques contacts et ils avaient mobilisé des leaders importants dans les localités à proximité de Sperwan Ghar, ce qui avait eu pour effet d'accroître la présence de l'équipe de la COCIM de l'ERP. Les améliorations apportées à l'intersection des itinéraires Brown et Fosters causaient des ennuis à la population locale. Dans la période préalable à la saison du pavot, les habitants de Zangabad croyaient que la construction de la route détournait l'eau de leurs champs, et que cela réduisait leurs revenus. Ils voulaient un dédommagement semblable à celui accordé antérieurement aux habitants touchés par la construction de l'itinéraire Summit. Un homme appelé Haji Baran s'est alors adressé à l'ERP pour demander le même traitement pour la population de Sperwan, en faisant valoir qu'il représentait les Noorzais déplacés qui voulaient revenir chez eux. Il a judicieusement précisé qu'il fallait aussi asphalter l'itinéraire Brown dès que possible pour y empêcher la pose d'EEI. Selon lui, les talibans étaient en train de revenir à Talukan et à Mushan[124].

Les défis qui se posaient à la Compagnie C dans le district engendraient des idées novatrices, mais, malheureusement, ces idées n'étaient pas vraiment concrétisées. Le Maj Henderson a proposé d'envoyer des policiers militaires de l'ERP travailler avec la police afghane aux postes de contrôle de l'itinéraire Fosters, ou, à tout le moins, à la Garnison Sperwan Ghar, de manière que ses hommes pussent patrouiller dans les deux postes de contrôle et les tenir. Il a même essayé d'établir un certain programme d'instruction entre la Compagnie C et la police. Comme les soldats du Maj Henderson s'en rendaient de plus en plus compte, la « police » intimidait la population locale lorsqu'elle empruntant les routes; si un quelconque programme d'instruction interarmées pouvait être mis sur pied, il contribuerait sans doute à réduire les pratiques peu éthiques et indésirables de plus en plus répandues chez la PNA dans la Péninsule[125] . On se préparait donc à agir ainsi, mais quand quelqu'un a dit craindre que la Compagnie C ne soit pas autorisée à ce faire, le programme naissant a été aboli[126]. Il n'y avait toujours pas de véhicules pour remplacer les RG-31 hors d'usage, et les équipes qui se servaient des systèmes d'observation ont vu, la nuit, des personnes en train de creuser des trous dans les routes[127]. Les talibans faisaient maintenant du recrutement dans Zangabad même, disait-on, et parallèlement, des lettres nocturnes sont apparues à Nakhonay, dans la partie est du district de Panjwayi, et personne n'y pouvait quoi que ce soit, car la Compagnie C était occupée à l'extrême dans la partie ouest[128].

Source : Auteur

La localité de Bazaar-e Panjwayi vue en direction est depuis la FOB Ma'Sum Ghar. Après que l'Op MEDUSA eut repoussé les insurgés et perturbé leurs activités, les efforts de développement déployés par l'ERP ont pris racine dans le principal centre commercial du district de Panjwayi. La construction de l'école, à droite, a été un projet particulièrement fructueux.

La FO Kandahar tentait d'obtenir plus de policiers dans le Panjwayi. Après s'être fait fortement prier, les autorités à Kaboul se sont engagées à fournir au maximum 400 agents de police spéciaux pour doter les postes de contrôle expressément, « de manière à libérer [le GT] et des éléments des kandaks aux fins des opérations[129] » [Traduction]. Cependant, des sources de l'ELMO ont fait savoir que ces policiers allaient être envoyés par Kaboul à Lashkar Gah dans l'Helmand[130]. Une fois de plus, une décision prise à Kaboul avait pour effet de détourner des ressources de Kandahar pendant que les forces canadiennes et afghanes arrivaient tout juste à protéger la deuxième ville d'Afghanistan en importance. Un effort diplomatique et militaire concerté de la part du Canada aurait sans doute pu influer sur cette décision si les entités canadiennes à Kaboul avaient été plus disposées à travailler ensemble et plus efficacement en tant qu'équipe[131].

L'Op SATYR NYX : le point de vue depuis Spin Boldak

Le problème de Spin Boldak, quasiment relégué aux oubliettes au cours de l'automne de 2006, a refait surface au printemps de 2007. La Route nº 4 est demeurée un axe vital du commerce régional, des milliers de camions l'empruntant tous les jours, malgré sa surface en majeure partie non asphaltée et truffée d'ornières, pour rallier la Route nº 1 à Kandahar, puis pour se diriger vers le nord-est vers Kaboul ou vers l'ouest, à destination d'Hérat et d'autres points au-delà de cette ville. Rappelons que des désaccords au sujet des postes de péage le long de la Route nº 4, dans les années 1990, ont engendré la milice talibane, à l'époque où elle était financée par les marchands de Quetta, fatigués de voir les Afghans gêner leur commerce.

De la façon la plus générale, trois éléments ont ravivé l'intérêt pour la présence de forces de la FIAS dans la ville frontière. Tout d'abord, il fallait intercepter les approvisionnements destinés aux talibans, ou en entraver autrement l'acheminement sur les routes qui partaient de Quetta. Ensuite, le gouvernement de l'Afghanistan souhaitait tirer parti des revenus douaniers issus du poste frontalier de la Route nº 4 et, enfin, le Canada poursuivait l'idée du déploiement d'un éventuel contingent des Émirats arabes unis (EAU) dans le Spin Boldak, sous la houlette de la FIAS. Ensuite, cela réduirait en théorie la pression sur les forces de la FO Kandahar, déjà étirées à la limite.

L'initiative concernant un contingent des EAU faisait son chemin depuis l'été de 2006, mais en avril 2007, son avenir était devenu incertain. Le Commandement régional (Sud) voulait que des forces soient stationnées à Spin Boldak, mais il ne savait à peu près rien sur ce qui s'y passait. L'Op SATYR NYX a été le résultat de tout cela. C'était comme si les missions canadiennes antérieures à cet endroit n'avaient jamais eu lieu : nous nous rappellerons que l'ERP avait établi une relation avec Spin Boldak en 2005 et que la FO Orion y avait temporairement installé un peloton en juillet 2006. L'équipe de la COCIM y était sporadiquement active pendant cette période. Le GT 1 RCR a aussi envoyé une petite équipe de reco avec une patrouille de la COCIM de l'ERP. Cependant, la FO Kandahar en 2007 a essentiellement commencé à zéro.

Le Maj Graham a reçu l'ordre de redéployer son escadron à Spin Boldak après l'Op TELESCOPE et, le 4 mai, l'unité s'est mise à transmettre des comptes rendus de reco. Le Spin Boldak ne ressemblait à aucun autre district de la province de Kandahar. Certains soldats l'appelaient « Mos Eisely », nom qui évoquait l'astroport désertique et inhospitalier de la série de films sur la *Guerre des étoiles*[132].

À son arrivée, l'escadron de reco a constaté que les forces de sécurité étaient organisées comme une « tour de Babel ». Il y avait la compagnie de reco du 4e Kandak qui fonctionnait sans soutien logistique de la part de son organisation parente. La Police nationale afghane

parcourait plus ou moins au hasard la ville de Spin Boldak, mais elle ne s'aventurait pas dans les localités du district. Là, un commandant de la Direction nationale de la sécurité, semblable à un chat de Cheshire, a déclaré ce qui suit au Maj Graham : « Je suis le chef du renseignement; je sais tout! » [Traduction], Mais il ne coopérait avec aucune autre force de sécurité afghane. Il y avait aussi deux milices qui, au cours du processus de DGAI, s'étaient transformées en Police frontalière afghane (4e Brigade frontalière) et en Police routière afghane, respectivement. La première était dirigée par le légendaire — certains disent « tristement célèbre » — colonel Abdul Raziq, un homme d'influence achakzai, tandis que la seconde était constituée de Noorzais sous la direction de Lal Jan. Raziq et Lal Jan nourrissaient une haine insondable à l'égard l'un de l'autre. En gros, une ETT des Forces terrestres des É.-U., un détachement Alpha opérationnel des Forces spéciales des É.-U. et des policiers moniteurs de la DynCorp ont essayé de travailler avec tous ces éléments, mais il n'existait aucune coordination[133].

Source : Auteur

L'escadron de reco est allé établir une présence à Spin Boldak et le long de la Route nº 4 vitale, en 2007. Les plans qui visaient à remplacer l'escadron de reco par un contingent de la taille d'un bataillon, fourni par les EAU, ne se sont pas concrétisés, et les forces canadiennes sont restées étirées à l'extrême dans la province de Kandahar.

L'explication que le Maj Graham a laissée à ses successeurs constitue une analyse convaincante : « Avant de quitter le Canada, nous avons essayé d'apprendre les listes des tribus et de nous renseigner dans une certaine mesure sur les antécédents historiques de Kandahar, mais cela ne m'a pas préparé à ce que j'ai découvert en fait. La trame des personnalités dans le district où j'ai travaillé faisait penser à un mauvais téléfeuilleton. » [Traduction] Chaque force de sécurité afghane avait des commandants officiels, mais ils n'étaient que des pantins, car Raziq et Lal Jan dirigeaient en fait la Police frontalière et la Police routière, respectivement. La rivalité entre les deux hommes était de nature familiale, et l'origine en remontait à un passé lointain. Le Capt Azera représentait l'Armée nationale afghane. Il parlait le dari et venait du nord de l'Afghanistan et il détestait toute la police dont il décrivait les membres comme étant des sympathisants corrompus des talibans. Toutes les forces de police haïssaient autant Azera que l'Armée nationale afghane et les dénonçaient comme étant des intervenants de l'extérieur qui ne comprenaient pas la région. Le commandant de la Direction nationale de la sécurité, Gulam Rabbani, était un opportuniste qui jouait sur tous les plans. Un Hazara de la province de Logar, il se tenait à l'écart des délibérations[134].

Sur le front politique, le Maj Graham et ses hommes traitaient avec Obaidullah, qui était un Achakzai, et avec Haji Fida Mohammad, qui était un Noorzai. Haji Khaliq était un Popalzai que l'on avait chargé de servir d'intermédiaire entre les deux à titre de chef du district, mais en fin de compte, Khaliq et Fida étaient deux amis qui détestaient Obaidullah. Ce dernier les haïssait et, comme c'était un Achakzai, il s'alignait sur la position de son ami Raziq. En un certain sens, le volet de la sécurité et le volet politique de Spin Boldak s'équilibraient — jusqu'à ce que des entités introduisent des éléments déstabilisateurs dans l'équation. Par exemple, un baron de la drogue appelé Lalai commençait à se tailler une place dans le commerce de la drogue dans le nord du Spin Boldak, ce qui a provoqué une intervention de la Police routière, car Lalai empiétait sur le territoire de celle-ci. Le chef de district Khaliq fournissait à Lalai et à ses forces des permis grâce auxquels ils pouvaient s'armer, de sorte que la Police routière a dû faire marche arrière[135].

Et il y avait l'ennemi, pour que les choses conservent leur intérêt, quand la Police frontalière afghane et la Police routière ne se faisaient pas obstacle mutuellement. En fin de compte, les Noorzais tendaient à se fermer les yeux quand les talibans traversaient le secteur. Les enlèvements, les lettres nocturnes et les raclées se produisaient la nuit dans les localités frontalières éloignées, mais il était extrêmement difficile de savoir exactement quels actes étaient imputables aux talibans et lesquels l'étaient aux rivalités tribales entre les Achakzais et les Noorzais. Les ressources ISTAR permettaient de repérer d'authentiques activités des insurgés dans les secteurs de Lowy Kariz et de Robat (voir la figure 1-6), pendant qu'une cellule d'attentats-suicides à l'EEI continuait d'envoyer des bommes humaines dans la ville afin de supprimer Abdul Raziq, qui avait cessé de compter les fois où il avait failli être tué[136]. Selon les rapports du Maj Graham, l'ISI pakistanais « attisait toutes ces rivalités »[137].

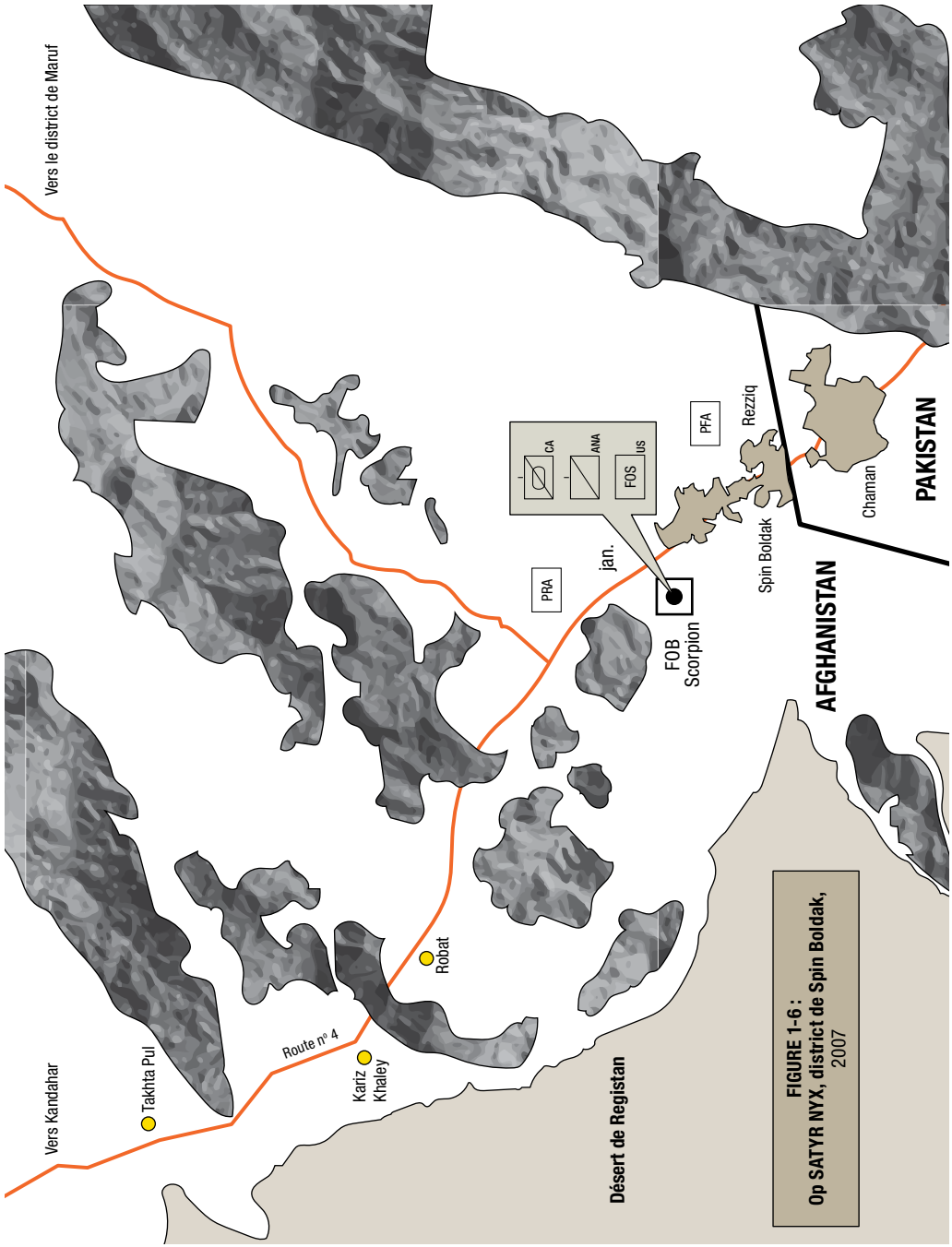


Figure 1-6 : Op SATYR NYX, district de Spin Boldak 2007

Le Maj Graham et ses troupes blindées ne se faisaient pas d'illusions quant à la complexité de la situation : ils se sont donné plus d'un mois pour discerner les différents acteurs. L'escadron de reco a divisé le district en six quadrilatères opérationnels et il s'est amené avec un agent de la COCIM, le Capt Geoff Marshall de l'ERP, et une équipe des OPPSY pour évaluer la situation, recueillir des renseignements et établir des rapports avec les dirigeants clés pendant des périodes de cinq jours. Le Maj Graham voulait recourir plutôt à des postes de contrôle des véhicules et à des patrouilles de présence dans les secteurs non couverts par la Police frontalière, mais il a dû réduire l'étendue de cette mesure quand une troupe de Coyote complète a été retirée de son secteur et envoyée dans le Zharey[138]. Le Détachement opérationnel Alpha des Forces spéciales avait tendance à travailler dans le district de Maruf, mais il ne voulait pas que l'escadron de reco opère depuis sa FOB : après quelques encouragements, le détachement a changé d'avis. Comme la compagnie de reconnaissance de l'Armée nationale afghane avait beaucoup de mal à faire quoi que ce soit, l'escadron de reco l'a habilitée en lui fournissant autant de nourriture et de carburant que possible. Le principal problème était qu'il était difficile d'amener deux entités à travailler ensemble. Le Canada avait concentré ses ressources ISTAR dans le secteur, en sorte qu'il y avait des renseignements exploitables auxquels une suite a été donnée dans certains cas. L'escadron de reco a aussi appris que la Police frontalière exécutait effectivement des opérations indépendantes qui étaient couronnées de succès. Après un certain temps, les Canadiens et l'Armée nationale afghane ont bel et bien mené des opérations ensemble dans le district de Shorabak[139].

Dans l'ensemble, le Spin Boldak était un district prospère qui n'avait pas vraiment besoin de programmes d'aide. Il existait cependant une tension entre Raziq et le chef de district : « J'estime que chacun d'eux ne se soucie que de lui-même et que chaque intervenant, exception faite de l'ANA, s'opposera à tout changement apporté au statu quo, lequel les a tous enrichis[140]. » Or, vu le niveau de violence relativement faible dans le district, ce n'était pas nécessairement là quelque chose de mauvais, dans un sens plus large.

En effet, les talibans ne voulaient pas causer trop de remous dans le Spin Boldak parce que cela aurait attiré l'attention sur leurs itinéraires logistiques et leur méthodologie. En général, les insurgés pouvaient entrer dans l'Afghanistan individuellement ou même en petits groupes mêlés au flot de réfugiés, aux travailleurs saisonniers ou aux camionneurs. Les armes entraient en contrebande dans le pays séparément, puis elles étaient livrées plus tard à leurs utilisateurs. Des milliers de camions traversaient le Spin Boldak tous les jours, et il n'y avait tout simplement pas assez de ressources pour les fouiller tous; quand la pression se faisait sentir dans le Spin Boldak, les insurgés empruntaient des itinéraires passant par les districts de Maruf, Registan et Shorabak. Pour ceux qui étaient plus familiers avec la

guerre traditionnelle, l'idée qu'un itinéraire de service principal puisse simultanément servir au gouvernement et à l'insurrection pouvait être assez extraordinaire, mais c'était là le caractère particulier du Spin Boldak[141].

Du point de vue de la FO Kandahar, toutefois, le Spin Boldak constituait un problème logistique. Le ravitaillement de l'escadron de reco étirait à l'extrême les ressources de l'ESN, vu surtout les opérations menées concurremment dans l'Helmand, le Ghorak, le Zharey, l'Arghandab et le Panjwayi. La Route nº 4 faisait problème, car elle n'était asphaltée qu'en partie. Cela réduisait grandement la vitesse des patrouilles logistiques de combat, ce qui exposait davantage les véhicules à des dangers plus grands, car il était plus facile de disséminer des EEI dans une route non asphaltée que dans une autre qui l'était[142]. Ici encore, le manque d'hélicoptères canadiens obligeait la FO Kandahar à recourir davantage à la mobilité terrestre, ce qui accroissait les risques. L'escadron de reco commençait à tenir des statistiques sur les EEI posés dans la Route nº 4.

À cette date-là, pourquoi l'asphaltage de la Route nº 4 n'était-il pas terminé? Après tout, c'était un itinéraire de service principal et une route qu'empruntait le commerce régional. L'Agence américaine pour le développement international (USAID) finançait les projets d'asphaltage des routes dans tout l'Afghanistan à ce moment-là. Cependant, l'ACDI et USAID débattaient la question de savoir qui financerait les travaux sur la Route nº 4. En fin de compte, l'ACDI voulait le faire et, quand le représentant de l'USAID a quitté l'ERP, l'Agence canadienne a eu gain de cause. Celle-ci a choisi la Banque asiatique de développement comme partenaire de mise à exécution et elle a affecté près de 15 millions de dollars au projet. Le 22 avril, une choura et une cérémonie ont eu lieu à Spin Boldak « pour souligner le début de la construction des 42 derniers kilomètres » [Traduction] de la Route nº 4[143]. Le Spin Boldak donnait l'impression d'être le théâtre d'une réussite, sans que la coalition y ait vraiment contribué. Alors, un insurgé à la poitrine duquel des explosifs avaient été attachés est entré dans le quartier général de la Police routière et a fait détoner l'engin. Lal Jan, commandant de la Police routière et personne d'influence noorzaie, a été tué avec son fils et 15 autres employés du gouvernement et membres des services de sécurité. Le déploiement prévu de troupes fournies par les EAU ne s'est finalement pas concrétisé.

Il restait donc l'escadron de reco pour travailler dans le Spin Boldak avec les mentors polyglottes des Forces terrestres étasuniennes et de la police de DynCorp, tous les quatre segments de la police afghane et la Compagnie de reco de l'Armée nationale afghane avec les instructeurs américains intégrés qui étaient en poste à cet endroit. Une seule des quatre étapes de l'Op SATYR NYX, soit l'étape « Façonner », pouvait être mise en œuvre avec ces ressources, et il n'y avait pas un commandant distinct pour les forces de sécurité à Spin Boldak. Le mieux que l'on pouvait faire alors consistait à organiser des opérations ponctuelles sur la base des relations personnelles. Le Maj Graham jouait un rôle

catalyseur et, une fois que l'on eut établi que le Col Raziq était l'acteur clé dans le district, les opérations combinées s'axèrent sur la collaboration avec la Police frontalière. De même, la Compagnie de reco de l'Armée afghane entretenait une bonne relation avec l'escadron de reco; il a donc été possible de faire travailler les trois éléments ensemble, pendant que les autres organisations de police exécutaient leurs opérations-cadres à motif financier sur la Route nº 4. De nombreuses « manœuvres de collecte de renseignements » ont permis de dresser la carte des activités illicites dans le district[144]. L'ennemi et ses alliés dans le Spin Boldak n'ont jamais essayé de se mesurer à l'escadron de reco et à la Compagnie de reco de l'ANA. Essentiellement, ils ne voulaient pas attirer l'attention sur les itinéraires empruntés par les insurgés qui contournaient les postes d'observation frontaliers. Ils posaient plutôt des EEI pour tuer des Afghans employés à la FOB. Un garçon de 15 ans qui se rendait à bicyclette à son travail de nettoyage a ainsi été coupé en deux par un de ces engins : l'ennemi visait par là à décourager les habitants de travailler là[145].

La dimension stratégique canadienne

Comme nous nous le rappellerons, le gouvernement canadien et les partis d'opposition ont voté en mai 2006 en faveur du maintien des troupes canadiennes à Kandahar jusqu'en 2009. En avril 2007, cependant, le paysage politique avait changé au Canada. Le Nouveau Parti démocratique, dirigé par Jack Layton, s'était dit contre la campagne d'Afghanistan dès le début. Il avait plutôt milité en faveur de pourparlers de paix avec les talibans. L'éloignement présumé du Canada de sa vocation prétendument historique axée sur « le maintien de la paix » a manifestement incité Layton à exiger le 16 avril le retrait immédiat des Forces canadiennes de l'Afghanistan. Il a de nouveau exigé que le gouvernement Karzai amorce des pourparlers de paix avec les talibans. Comme le Canada avait alors un gouvernement minoritaire, Layton avait de fortes chances d'avoir alors gain de cause. Parallèlement, le parlement hollandais hésitait de nouveau et risquait de flancher si le Canada se retirait de la guerre. Le 19 avril, une motion était déposée à la Chambre des communes demandant au gouvernement Harper de confirmer que la date du retrait serait bien en février 2009. Cette motion a été rejetée par un vote de 150 voix contre 134. Layton a été incapable de forcer un retrait précoce, encore moins de confirmer que le Canada se retirerait en 2009. Le 30 avril, il a essayé d'inciter la Chambre des communes à « faire savoir immédiatement à l'OTAN que le Canada se retirerait de la guerre en Afghanistan » [Traduction]. Cette motion a elle aussi été rejetée de justesse[146].

Il faut examiner la chronologie de ce débat à la lumière de l'activité ennemie concomitante. Pendant près de deux semaines (du 16 au 30 avril), le Canada a tenu ouvertement un débat sur la poursuite de sa participation à la guerre en Afghanistan. Les délibérations de ce débat étaient accessibles sur Internet et aussi dans les médias plus traditionnels. Pendant ce temps,

il n'y avait eu aucune action ennemie digne de mention qui aurait montré une volonté d'exploiter les aspects délicats de ce débat; en fait, l'ennemi avait réduit ses activités[147]. Cependant, huit Canadiens ayant été tués et dix autres blessés plus tôt dans le mois (les 8 et 11 avril), ces pertes ont semblé avoir un certain effet cumulatif sur la décision de Layton, quand elles ont été combinées aux allégations concernant les détenus, à la fin de mars. Il demeure possible que les pertes massives subies le dimanche de Pâques, en 2007, aient été délibérément causées pour influer à ce moment précis sur la politique canadienne relative à l'Afghanistan. Il est clair également que le journalisme à sensation sur la question des détenus, fondé sur ce qui a peut-être été des renseignements manipulés ou fournis par des sympathisants des talibans, a aussi joué un rôle dans une situation qui a failli mettre fin à l'intervention du Canada dans la guerre. Il se peut aussi que les deux événements aient fait partie d'opérations d'information plus vastes que les talibans ou Al-Qaïda auraient orchestrées pour faire sortir le Canada de l'Afghanistan, à bien des égards comme l'Espagne avait été convaincue de retirer ses forces de l'Iraq[148].

Les propos du porte-parole des talibans, Qari Yousuf Ahmadi, sont dignes d'intérêt ici, car il a fait coïncider son entrevue avec le débat parlementaire canadien sur la poursuite de la mission en 2006 :

> Les talibans pensent bien que la population canadienne n'est pas résolue à mener cette mission à bien. À mesure que la campagne d'attentats-suicides et d'explosions fatales en bordure des routes s'intensifiera, la population se lassera de la guerre […] Nous pensons que, quand nous aurons tué assez de Canadiens, leurs troupes cesseront de combattre et rentreront chez elles[149].

Rien ne porte à supposer ou à croire que la politique des talibans ait changé dans cet intervalle de 12 mois.

Une analyse non canadienne de la situation expose bien les dimensions du soutien en faveur de la guerre au Canada à ce moment-là :

> La volatilité de l'opinion publique semble attribuable aux images positives et négatives provenant chaque jour de l'Afghanistan. Beaucoup de Canadiens sont au courant de certaines bonnes nouvelles issues de ce pays ces temps-ci : le taux de scolarisation (surtout celui des filles) est à la hausse; les réfugiés rentrent chez eux par millions; les soins médicaux sont meilleurs et plus accessibles; le PIB a doublé, et la mortalité infantile a diminué du quart, tout cela avec toile de fond le spectre angoissant du renforcement des talibans. La population est fière que le Canada ait contribué à ces réussites. Dans de nombreux milieux, il semble aussi exister une prise de conscience grandissante du fait que les missions de ce genre sont de nature pénible et qu'elles nécessitent de la patience […] la population est heureuse également que le Canada

> assume un rôle vigoureux en Afghanistan, rôle qui confirme la notion que « le Canada est de retour » sur la scène mondiale. Cependant, les aspects négatifs sont désolants. Le pire et le plus persistant de ces aspects réside dans les pertes humaines subies […] chaque décès saisit les Canadiens trois fois : quand un soldat est tué, quand sa dépouille arrive au Canada, et quand ses funérailles ont lieu […] Beaucoup de Canadiens profondément attachés à la mythologie populaire ont exprimé la notion que la mission actuelle en Afghanistan est tout simplement contraire à la nature du Canada et qu'elle l'éloigne de sa mission classique axée sur le maintien de la paix après les conflits […] Par ailleurs, de nombreux Canadiens estiment que la part du fardeau portée par leur pays est trop grande et qu'il n'y aurait aucun déshonneur à presser d'autres membres de l'OTAN de prendre le relais[150]. [Traduction]

Les opérations anti-EEI

Les opérations anti-EEI canadiennes ont beaucoup évolué tout au long de 2007, à mesure que se réglaient les problèmes rencontrés pendant les opérations MEDUSA et BAAZ TSUKA. De prime abord, les activités anti-EEI n'étaient pas toujours synchronisées. Il y a eu une visite d'assistance technique « à long terme » exécutée par six hommes qui sont essentiellement intervenus comme une équipe d'exploitation technique appelée « FO IED Defeat ». Quelques Canadiens travaillaient avec l'organisation du renseignement anti-EEI de la FO Paladin étasunienne et avec la Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs, deux entités qui opéraient leur transition entre l'Op ENDURING FREEDOM et la FIAS. Il y avait trois équipes de NEM et leurs techniciens en robotique transportés par des véhicules Bison; ces techniciens appartenaient au GT et étaient mêlés à des questions « territoriales » se posant entre l'ESN, l'ERP et le GT quant à savoir de qui ils relevaient et qui pouvaient leur confier des missions[151].

En d'autres mots, il y avait plusieurs pièces mobiles qui tardaient à se fixer. La FO IED Defeat était une entité qui servait à recueillir des « leçons à retenir » et qui appuyait les unités canadiennes dans le théâtre en réunissant des données issues des analyses postérieures aux explosions et en recommandant au besoin des changements aux tactiques, techniques et procédures. Les équipes de NEM pouvaient « sécuriser » les engins. Les « rats de laboratoire » étaient une contribution du Canada à une organisation étasunienne. À ce stade, la lutte contre les EEI était perçue comme un ensemble de moyens tactiques et techniques adoptés pour faire échec à une technique ennemie.

Quand le quartier général de la FO Kandahar a été mis sur pied sous le commandement du Bgén Grant et qu'il a commencé à fonctionner, la décision a été prise de regrouper la plupart des ressources anti-EEI sous la direction du chef des opérations (en l'occurrence, le Lcol Tom Bradley) : la nouvelle entité a tout simplement été appelée « Unité anti-EEI ». L'ancienne visite d'assistance technique a engendré plusieurs équipes d'exploitation technique,

et les équipes NEM ont été enlevées au GT et réparties sous le commandement de la brigade. Deux Canadiens travaillant avec la Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs et avec le laboratoire anti-EEI étasunien à l'aérodrome de Bagram sont restés dans leurs postes respectifs, mais cela a eu pour effet qu'en 2007, il y a eu une entité spécialisée des opérations anti-EEI au quartier général canadien à Kandahar : ce n'était désormais plus une équipe utilisée au coup par coup. Au Canada, une structure parallèle s'est chargée d'intégrer l'expertise sur la lutte contre les EEI pour que les unités allant se déployer possèdent des connaissances aussi à jour que possible en la matière.

Et cela était impératif. La guerre anti-EEI équivalait à une course aux armements, à « une guerre au sein d'une guerre », caractérisée par l'adaptation constante d'un ennemi extrêmement agile et créatif. En 2007, l'ennemi employait une multitude de types d'EEI : des engins radiocommandés, qu'un insurgé faisait exploser en appuyant sur un bouton; des engins à plaque de pression ou d'écrasement, qui étaient essentiellement des mines qu'une victime faisait sauter en marchant dessus; des engins à fil-piège, que déclenchaient les victimes; les engins filocommandés, déclenchés à distance par un insurgé. Il y avait deux catégories de bombes humaines : celles qui se déplaçaient à pied, et les EEI placés dans un véhicule pour attentat-suicide. Cela s'ajoutait aux mines anti-personnel PMN spécialisées et aux mines anti-chars TC-6[152].

Source : Auteur

L'ennemi continuait d'utiliser des EEI contre les véhicules et le personnel canadiens. La photo montre l'épave d'un VBL III, lequel avait été détruit par un de ces engins : il a été renvoyé au Canada aux fins d'analyse.

Le débat sur la meilleure façon de s'en prendre aux organisations ennemies utilisant des EEI battait son plein en 2007, mais il n'y a eu aucun consensus sur l'approche à adopter. Par exemple, tous les EEI n'étaient pas identiques. L'emploi des bombes humaines était quelque chose de très spécialisé, surtout à cause de son caractère axé sur la religion. Il nécessitait un réseau particulier qui transformait essentiellement un être humain en un missile de croisière. Le recrutement se faisait dans les madrasas au Pakistan, où des fidèles fervents étaient repérés et endoctrinés. Après avoir été formés, les hommes ainsi sélectionnés se rendaient à Kandahar, où ils faisaient la connaissance d'un facilitateur – dans certains cas, c'était un personnage religieux – qui veillait à ce que « l'arme » soit prête spirituellement et mentalement, tandis qu'un autre facilitateur s'assurait qu'un gilet muni d'explosifs ou qu'un véhicule soit préparé par un ingénieur. L'homme et la bombe étaient jumelés, puis dépêchés, selon les besoins. C'était l'équivalent ennemi d'une attaque avec guidage de précision[153].

D'autres EEI étaient de nature plus tactique. Les bombes placées en bordure de route, employées dans les districts de Zharey et de Panjwayi, servaient à harceler et à interdire l'accès aux routes. Dans certains cas, elles étaient disposées comme dans un champ de mines classique pour canaliser les forces ou les dissuader d'entrer dans des secteurs clés. L'ennemi employait parfois délibérément ces bombes pour causer des pertes massives quand il voulait exercer des effets psychologiques sur le Canada et ses alliés au cours de périodes vitales d'instabilité politique. Un fabricant de bombes spécialisé construisait ces engins et allait les placer; il lui fallait une « fabrique » sécurisée pour faire son travail et des ravitailleurs qui lui apportaient le matériel voulu. Dans de nombreux cas, des insurgés ratissaient le champ de bataille pour y trouver les bombes et les obus non explosés. Les douilles d'obus éclairants étaient converties en EEI destinés à attaquer leurs propriétaires précédents. Les forces ennemies infiltraient énormément les équipes de déminage des organisations non gouvernementales afin d'obtenir des explosifs de qualité militaire; par ailleurs, des éléments ennemis fouillaient les dépotoirs de la FIAS pour y trouver des piles et des composants électroniques. À une certaine époque, les clés électroniques de porte de voiture étaient des détonateurs de prédilection, mais ils ont plus tard été remplacés par les téléphones cellulaires[154].

Afin de mieux comprendre le problème, il fallait renforcer les liens entre la structure anti-EEI et les milieux du renseignement. À l'été de 2007, des liens améliorés étaient établis entre l'équipe anti-EEI de la FOI-A, le Centre du renseignement toutes sources et la FO Paladin pour acheminer les informations. Les équipes de NEM rendaient inoffensifs les engins non explosés, tandis que les équipes d'exploitation tactique réunissaient les morceaux d'armes explosées, les analysaient et rédigeaient des leçons retenues à l'intention des unités dans le théâtre et au Canada. Les membres des équipes de NEM et d'exploitation tactique ont ensuite fusionné, de sorte qu'à la fin de 2007, cinq équipes anti-EEI avaient été formées[155]. La guerre contre les EEI se poursuivait.

L'Équipe de reconstruction provinciale et le développement, d'avril à juillet 2007

L'ERP poursuivait ses diverses activités de développement en mettant surtout l'accent sur l'amélioration des organisations du Programme national de solidarité dans les localités et districts. Les agents de la COCIM continuaient avec ardeur à essayer de découvrir ce qui se passait dans chaque district et ils facilitaient l'exécution de programmes de développement en fonction des nouveaux renseignements recueillis.

Enfin, le 6 mai 2007, le quartier général de la FIAS ordonnait à ses commandements subalternes d'aider le gouvernement de l'Afghanistan à mettre en œuvre la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). C'était là une importante volte-face, étant donné l'opposition antérieure de la FIAS de l'OTAN à la création de la Stratégie au tout début en 2004. Ce fut sans doute la plus importante décision prise par le Lgén McNeill comme commandant de la FIAS. Le gouffre qui existait entre les travaux de développement et les efforts en matière de sécurité en Afghanistan n'a été amoindri que légèrement, mais suffisamment pour qu'un semblant de coordination puisse se produire au niveau du Commandement régional (Sud) [CR (Sud)]. Un Groupe de direction régional de la reconstruction et du développement a été mis sur pied au CR (Sud); il comprenait le conseiller de la FO Kandahar en matière de développement, le commandant de l'ERP, l'officier responsable de la COCIM de la FO Kandahar et la Cellule du Génie de la FO Kandahar. L'USAID a fait à ces personnes un exposé détaillé et les a informées que l'effort devait être non cinétique dans une proportion de 95 p. 100 et cinétique à 5 p. 100. L'amélioration des messages était importante pour que les auditoires visés sachent ce qui s'accomplissait, surtout une activité était coordonnée avec les Afghans. La discussion a été moins qu'utile, et l'amorce d'un développement coordonné au CR (Sud) a semblé n'être qu'un autre volet de la bureaucratie auquel il fallait fournir des données sans que la moindre ressource soit procurée aux exécutants aux niveaux inférieurs de la hiérarchie[156].

On a demandé au Comité de développement provincial, encadré par l'ACDI, de dresser un plan de développement provincial de manière que les fonds puissent aller de Kaboul aux organes de développement des districts et des localités. Après quelques mois, l'ERP a examiné le plan en question et a reconnu que c'était sans doute le premier du genre en Afghanistan, mais elle a conclu que cela demeurait « une liste de projets souhaités insuffisamment élaborée et non accompagnée des détails sur les coûts, dont les chances de favoriser la coordination ou la mise à profit des investissements des donateurs étaient minimes » [Traduction]. Il n'existait aucun plan de mise en œuvre, et ce n'était en fait qu'une « liste pomponnée de projets »[157] [Traduction]. C'était toutefois un début, même si les auteurs du plan misaient sur d'autres organisations pour aider les Afghans au niveau des districts et à celui des localités. Ces organisations ont été elles-mêmes en désarroi pendant tout l'été de 2007.

Le rôle de l'ERP dans « l'atténuation des effets » des décès, blessures et dommages causés par inadvertance parmi les membres de la population civile s'est accru en 2007. Certes, ce rôle avait fait partie des fonctions traditionnelles des agents de la COCIM au cours de conflits antérieurs, mais il a pris de nouvelles dimensions à Kandahar. Toute mort accidentelle risquait de susciter des griefs importants dans la population contre les forces coalisées et le gouvernement afghan, griefs que l'insurrection exploiterait ensuite pour recruter des combattants dans l'environnement tribal où le pachtounwali était fondamental. Il fallait gérer chaque incident rapidement et promptement pour éviter des répercussions plus profondes, et cela a mis à contribution tous les moyens d'influence : les Affaires publiques, la COCIM et les OPPSY. À titre d'exemple, citons un incident survenu au début de mai quand des opérateurs de la FO 71 ont pris à partie ce qu'ils croyaient être une bombe humaine tentant d'attaquer leur convoi dans le district de Maruf. Treize Aghans ont alors été tués. Avec l'appui de la FO Kandahar, l'ERP est entrée en action et a organisé des chouras avec le gouverneur, les familles et les chefs locaux, sous la protection de la FO 71. Un esprit de réconciliation a été suscité avec succès, ce qui a totalement désamorcé la situation[158].

Trois jours plus tard, malheureusement, un convoi étasunien traversant la ville a engagé l'ennemi et ce faisant a blessé six civils. Ensuite, il y a eu l'incident du « convoi fantôme » au cours duquel un convoi que personne n'a pu identifier et qui n'appartenait ni aux plus obscures des forces d'opérations spéciales ni à une société militaire privée, a abattu cinq personnes, une nuit. Personne ne savait qui était l'auteur de cet acte. Par ailleurs, le 16 juin, une opération des forces d'opérations spéciales s'est soldée par la mort de neuf détenus et d'un civil. Cette action particulière a finalement exaspéré la population quand la famille du civil a organisé une vaste manifestation, de sorte que l'ERP, travaillant de concert avec le gouverneur, a dû intervenir et accorder la priorité à un certain nombre de projets dans le quartier touché. La situation s'est dégradée de nouveau le 3 juillet quand des éléments d'un convoi britannique dirigé par des militaires sans expérience et craignant une embuscade ont abattu 15 personnes. Les chefs religieux de la ville ayant mobilisé toute la population, la FO Kandahar et le 205e Corps ont déployé 250 soldats et policiers afghans dans la ville et fait venir des hélicoptères d'attaque qui ont surveillé du haut des airs; tout cela a détourné des troupes qui prenaient alors part à des opérations en cours ailleurs. De toute évidence, « l'escalade de la force » risquait d'avoir des effets disproportionnés si la situation n'était pas réglée; l'ERP a donc été sur la ligne de front lorsqu'il s'est agi des mesures de compensation[159].

Une autre opération importante mettant en jeu l'ERP était l'Op BISSEL. Dans un secteur éloigné au nord-est de la ville se trouvait un dépôt de munitions de l'ancienne 15e Division de l'Armée afghane de l'époque soviétique. Cette énorme installation, constituée de nombreux casemates, était entourée d'environ 10 000 mines anti-chars. Comme les

démineurs contractuels n'avaient pas fait leur travail convenablement, la décision a été prise en 2004 de bombarder l'installation, avec pour seul résultat d'éparpiller les engins ou de les enterrer dans les casemates. Le Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan (UNMACA) voulait dépenser des fonds et employer des démineurs locaux pour accomplir la tâche; l'ERP s'est donc intéressée au projet. Les organisations locales comprenaient l'Agence de déminage d'Afghanistan et le Centre de détection des mines[160].

L'ERP a appris que les talibans étaient en train d'infiltrer l'emplacement du dépôt de munitions de l'ancienne 15e Division pour en retirer des explosifs enfouis, ou qu'ils incitaient les démineurs à leur remettre les mines désamorcées. Cela a donné lieu à une opération plus vaste qui a comporté l'emploi de ressources canadiennes, y compris des véhicules TUAV Sperwer, pour surveiller l'emplacement. Comme il fallait le prévoir, des personnes ont été aperçues dans les champs de mines, mais on ne savait pas au juste ce qu'elles y faisaient. En même temps, les bureaux de l'Agence de déminage et du Centre de détection des mines ont été mis sous surveillance. Les ingénieurs de l'ERP et les forces d'opérations spéciales se sont rendus à l'emplacement de la 15e Division pour en évaluer l'état, pendant qu'une descente avait lieu dans les bureaux de l'Agence de déminage et du Centre de détection. Neuf employés de l'Agence et deux autres du Centre de détection étaient impliqués dans la vente de munitions aux insurgés : l'un d'eux avait des liens avec un commandant taliban important de la ville, qui fréquentait le district de Loy Wala et prenait part à des actes de terrorisme avec des EEI[161].

Parallèlement, l'UNMACA se chargeait des activités de déminage au nom de l'ACDI dans le district de Zharey et il impartissait des contrats de déminage en sous-traitance à d'autres organisations. Quand les ingénieurs canadiens ont essayé d'établir une relation et un échange de renseignements avec l'UNMACA, celui-ci s'est plaint à l'ACDI qui, elle, s'est plainte à la FO Kandahar. Le personnel de l'UNMACA estimait que le contact avec les Canadiens compromettait ce qu'il croyait être une forme quelconque de neutralité, et il a refusé de coordonner ses mouvements avec le GT 2 RCR. Le concept selon lequel le Centre menait ses activités à l'appui du gouvernement de l'Afghanistan, mais qu'elles étaient payées par le gouvernement du Canada lui échappait. Ce n'est là qu'un exemple parmi bien d'autres d'une organisation non gouvernementale minant l'autorité du gouvernement en se comportant comme si elle était neutre[162]. La conclusion la plus sinistre de cet épisode est que l'Agence de déminage de l'Afghanistan et le Centre de détection des mines faisaient le travail pour l'UNMACA et que cela avait pour effet de mettre entre les mains des insurgés des munitions et mines non explosées que ces derniers employaient contre les soldats canadiens, tandis que l'ACDI payait une partie de la facture. Une fois que l'enquête a été terminée et que cette filière a été démantelée, les talibans ont enlevé trois démineurs du

Centre de détection des mines en guise de représailles; ces trois hommes ont été retrouvés, assassinés, au début d'août[163]. Ces meurtres ont eu pour effet de mettre fin aux opérations de l'UNMACA dans le Zharey et le Panjwayi.

L'ERP a aussi soutenu des forces d'opérations spéciales. Ainsi, elle a pris part à l'Op AQUA ORANGE, qui englobait une coopération avec les FOS du GROM polonais [Groupe de réaction opérationnelle est de manœuvre de la Pologne] qui travaillaient dans les districts d'Arghistan et de Maruf. L'ERP a déployé une « équipe de sensibilisation » composée d'agents de la COCIM et des OPPSY et des éléments de protection des forces pour évaluer les régions où les FOS polonaises étaient déployées, à bien des égards comme cela avait été le cas en 2005 quand l'ERP avait collaboré avec les FOS françaises dans la même région. Des efforts ont été faits pour lancer quelques programmes de développement dans le Maruf afin de soutenir la population aux abois[164].

La hausse du nombre d'enlèvements en 2007, comparativement aux années précédentes, était un autre aspect de la guerre à Kandahar. En mars, trois Italiens furent enlevés à Kandahar. À l'issue d'une opération de récupération, des forces d'opérations spéciales ont confié les otages à la Police de l'ERP, dirigée par le Col Tor Jan, et à une équipe de soutien de l'ERP qui a fourni des soins médicaux[165]. Les talibans ont ensuite enlevé des membres du personnel médical dans le district de Zharey et ils les ont transportés jusqu'à Sangin dans l'Helmand pour les « traduire en justice » devant un « juge » taliban. Un des otages, un citoyen français, a fini par être libéré dans le Maywand et confié à la Croix-Rouge. Le gouverneur Asadullah Khalid a dénoncé la politique d'échange en affirmant que les mesures d'apaisement de ce genre entraîneraient d'autres enlèvements[166].

Quand des forces d'opérations spéciales dans l'Helmand ont tué le mollah Dadullah Lang en mai, Asadullah Khalid a pris l'inhabituelle décision d'exposer le cadavre de ce dernier en public à la vue des médias, à Kandahar. Cela a suscité une profonde indignation chez la population. Les talibans ont alors enlevé quatre employés du ministère de la Santé, le 4 juin, en exigeant que le corps de Lang soit remis à sa famille. Khalid est parti en « congé médical » et a laissé le soin de régler cet épineux problème à son adjoint, qui a refusé de prendre une décision, ce qui a entraîné la décapitation d'un des otages. L'adjoint a alors conclu un échange[167].

La question du corps du mollah Dadullah Lang mise à part, cela faisait partie d'une stratégie plus vaste des talibans qui visaient à paralyser le système médical du gouvernement afghan. Au cours des deux semaines ayant suivi le lancement du programme d'éradication de la polio financé par l'ACDI, en juillet, 39 membres du personnel médical ont été tués par les talibans, et il y a ensuite eu une autre vague d'enlèvements[168]. Signalons qu'aucun média canadien ou critique de l'opposition n'a fait la moindre mention des meurtres systématiques de médecins, d'infirmiers, d'infirmières et d'autres fournisseurs de soins de santé non armés :

dans les journaux canadiens, plus d'espace a été consacré à la question des détenus plutôt qu'à ces crimes odieux. Les FOS canadiennes, leurs homologues britanniques et étasuniens et les services du renseignement ont fait des pieds et des mains pendant cette période pour exploiter les occasions de recouvrer des otages, ce qui a eu pour effet de réduire l'intensité des opérations de lutte contre les chefs de l'insurrection.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a elle aussi été la cible d'attaques. Un véhicule de l'ONU a été touché par un EEI radiocommandé, à un kilomètre au sud du bureau de l'ERP; cinq personnes ont été tuées[169]. La force de réaction rapide de l'ERP est intervenue dans ce cas; au cours de l'été, les véhicules de l'ERP ont été ciblés à trois reprises, y compris le RG-31 du Lcol Chamberlain. Une attaque a été menée par un insurgé porteur d'un EEI rempli de billes de métal qui a déchiqueté un RG-31 en explosant[170].

L'ONU a fait savoir que, si la violence contre son personnel s'intensifiait, elle réduirait ses opérations à Kandahar. Soulignons que le quartier général de toutes les opérations onusiennes dans le sud de l'Afghanistan était à Kandahar; par conséquent, sa neutralisation par l'ennemi avait des effets considérables dans la région. Rappelons que l'ONU avait facilité la mise en place des conseils de développement communautaire vitaux dans les districts, de manière que les fonds affectés à la reconstruction et au développement puissent être mis à la disposition des localités. En juillet, l'ONU a envoyé Guang Cong pour combler le vide à la tête de son personnel. La première intervention de Cong a été de sermonner les Canadiens membres de l'ERP au sujet de la nécessité d'éviter de causer des pertes humaines chez les civils pendant les opérations de la FIAS et d'amorcer un « dialogue » avec tous les membres de la coalition à cet égard[171]. Voilà qui n'a pas été utile du tout, vu la situation qui existait alors. La Croix-Rouge annonçait à la mi-juillet qu'elle allait se retirer de Kandahar à cause de l'état de la sécurité. Une semaine plus tard, Oxfam, une des cinq principales organisations internationales de développement, quittait aussi l'endroit[172].

Appuyer les opérations de la Force opérationnelle Kandahar

Le Lcol Chuck Mathé, nouveau commandant de l'ESN, supervisait une transformation profonde de la prestation du soutien logistique à Kandahar. L'ESN du Lcol Mathé était chargé de l'entretien de beaucoup plus de canons, de chars et d'autres véhicules, de sorte qu'au cours des préparatifs en vue de son départ pour l'Afghanistan, en novembre 2006, le nombre de postes au sein de l'ESN est subitement passé de 269 à 481. En raison de cette hausse rapide, des membres du personnel de soutien de toutes les unités de logistique de l'ensemble des forces armées, et non pas seulement de l'Armée de terre, ont été intégrés dans l'ESN. Le noyau de ce dernier était fourni par le 2e Bataillon des services à Petawawa; les techniciens de la maintenance des chars venaient d'Edmonton, et les pourvoyeurs de

munitions, de Valcartier, et ainsi de suite. Ils étaient tous entraînés à fonctionner dans un environnement de combat terrestre. L'ESN s'efforçait enfin de se rattraper dans l'esprit de la tentative de 2005-2006 de se servir de Kaboul comme d'un modèle pour Kandahar, mais bon nombre des renforts fournis par d'autres armes que la force terrestre ont eu besoin d'acquérir des compétences élémentaires de soldat, ce qui a ralenti le déploiement de près de 40 p. 100 de l'ESN, au printemps de 2007[173].

Pendant les préparatifs, il y avait dans des domaines clés des lacunes auxquelles il a fallu remédier rapidement. Le Canada avait maintenant besoin de véhicules spécialisés porte-chars pour déplacer les chars Leopard dans un environnement hostile. Il n'y en avait aucun dans le système. Le Lgén Leslie a réussi à convaincre les Hollandais de louer au Canada un certain nombre de véhicules de transport d'équipement lourd; il a donc fallu envoyer 13 conducteurs aux Pays-Bas pour qu'ils y apprennent à la dernière minute à manier de tels véhicules[174].

Sous le Lcol Mathé, la structure de l'ESN est passée de trois pelotons avec une compagnie de soutien logistique au combat à trois compagnies complètes plus ou moins conformes à la doctrine canadienne traditionnelle : une compagnie d'approvisionnement et de transport; une compagnie de maintenance et une compagnie de protection de la force. L'ESN assumait aussi la responsabilité de 200 entrepreneurs et de 60 membres de l'agence de soutien du personnel basés au KAF[175].

La façon dont l'ESN appuyait le GT changeait également. Sous la direction de John Conrad et de Dan Labrie, l'ESN comptait une grappe de pelotons constitués en une compagnie de soutien logistique au combat qui était essentiellement affectée au GT et dirigée par un major de l'infanterie. Sous le Lcol Mathé, le système était différent. La nature des opérations du Lcol Rob Walker portait à croire que l'acheminement des ravitaillements depuis l'aérodrome jusqu'à ses quatre bases (base de patrouille Wilson, FOB Ma'Sum Ghar et bases de patrouille Sperwan Ghar et Spin Boldak), puis la distribution depuis ces bases, constituaient les volets de la meilleure solution. Le Lcol Mathé et son état-major ont décidé que la base de patrouille Wilson occupait une position centrale, géographiquement parlant, pour les opérations en cours et projetées; par conséquent, un solide détachement de soutien logistique au combat y a été affecté. Ce détachement avait à sa disposition des camions de transport d'équipement lourd, des dépanneuses et des véhicules de dépannage Bison ainsi que leurs moyens de protection, des camions de ravitaillement en carburant et un poste de commandement. C'était là un dispositif prudent, vu le nombre accru d'attaques sur la Route nº 1 et, plus tard, sur l'itinéraire Summit. Ce dispositif permettait aussi aux équipes de dépannage de se déployer dans le Maywand, le Ghorak, le Khakrez et à des points au nord, au besoin[176]. L'ERP au Camp Nathan Smith constituait un autre noyau. Cela signifiait qu'il fallait organiser les patrouilles logistiques de combat depuis le KAF

à destination de ces quatre points et installer un petit détachement à chacun d'eux pour qu'il s'occupe de l'entreposage et de la distribution. À n'importe quel moment, l'ESN avait 140 soldats qui exécutaient des patrouilles logistiques de combat, ou étaient en poste dans les bases d'opérations avancées. Ces militaires effectuaient une rotation dans les diverses bases pour que chacun « sorte du périmètre ». La compagnie de protection de la force assumait aussi la responsabilité d'une des entrées du KAF, de sorte qu'elle opérait une rotation entre la gestion de l'entrée et une patrouille logistique de combat, et ainsi de suite[177]. Quand la Batterie D a déployé ses canons dans l'Helmand, des patrouilles multinationales de logistique de combat ont été formées pour approvisionner les forces participant à l'Op ACHILLES, et l'ESN a contribué à ces patrouilles[178].

Dans l'ensemble, cependant :

> Des hélicoptères réservés nous auraient permis de maintenir facilement cette opération en puissance […] L'absence de tels appareils rendait extrêmement difficile l'exécution des opérations de ravitaillement dans les endroits éloignés […] il a été de plus en plus difficile d'obtenir des hélicoptères pendant toute la période de service pour les opérations de maintien en puissance, en raison d'autres priorités et, par conséquent, ils n'étaient rendus disponibles que pour le ravitaillement d'urgence[179].

L'ESN du Lcol Mathé donnait le ton en obtenant que des éléments afghans se chargent du transport local de fournitures et d'équipement non vitaux. Les propriétaires des camions à clochettes aux couleurs criardes aidaient l'ESN, moyennant dédommagement, à maximiser ses capacités de livraison. Le Lcol Mathé et son état-major voyaient là un moyen d'autonomiser l'économie locale et d'accroître la capacité afghane d'adjuger des contrats. Un camion à clochettes civil risquait beaucoup moins qu'une patrouille logistique de combat canadienne d'être ciblé par un EEI, mais on ne discutait pas de cela. Diverses mesures étaient adoptées pour que le carburant ne soit pas détourné avant l'arrivée des véhicules aux FOB. Avec le temps, l'ESN a établi des relations avec les conducteurs, qui sont devenus des sources d'information « sur le contexte ambiant » [Traduction]. Les informations ainsi recueillies ont été transmises au Centre du renseignement toutes sources (CRTS)[180].

Les patrouilles de logistique de combat continuaient de courir des risques élevés dans l'environnement où des EEI étaient posés. Le Canada utilisait encore le véhicule logistique lourd à roues non blindé, bien que la Compagnie de protection de la force eût des véhicules RG-31 et des véhicules blindés de transport de troupes Bison. Les membres de chaque patrouille logistique de combat risquaient la mort à cause des règles d'engagement dans une ville achalandée comme Kandahar. À l'issue d'une analyse, les tactiques ont

changé un mois après le début des opérations. Au départ, les patrouilles de l'ESN et du GT dominaient les routes et obligeaient les véhicules locaux à s'écarter de leur chemin, ce qui a engendré toutes sortes de bouleversements et de plaintes. Le Bgén Grant a ordonné de mettre fin à cette pratique. Existait-il une autre façon de régler le problème? Y avait-il un moyen quelconque d'éviter d'attirer l'attention? Naturellement, cela était difficile à faire avec des véhicules blindés, mais quand les Canadiens ont renoncé à la conduite agressive, le nombre d'incidents a diminué considérablement dans la ville. Il n'y a eu aucune attaque-suicide par bombe humaine ou par EEI placé dans un véhicule contre les patrouilles logistiques de combat dans la ville quand les tactiques ont changé, mais on n'a pas pu établir une corrélation totale entre ces événements[181].

La situation sur la Route nº 4 s'est améliorée tout au long de 2007; néanmoins, le segment reliant la ville de Kandahar et Ma'Sum Ghar sur l'itinéraire Fosters devenait un véritable stand de tir. Les soldats de la Compagnie de protection de la force étaient tous de jeunes réservistes âgés de 18 ou 19 ans. Leur maturité impressionnait le Lcol Mathé. À son avis, il n'était pas facile dans cet environnement de demander à des adolescents de comprendre, d'évaluer et d'interpréter les subtilités juridiques relatives à l'escalade de la force[182]. Les patrouilles logistiques de combat étaient attaquées régulièrement. Un technicien de véhicules a même été ciblé par un EEI au cours de trois patrouilles successives de ce genre. Signalons que le premier soldat canadien tué en 2007 appartenait à l'ESN. Le Cpl Kevin Megeney est mort par suite de la décharge accidentelle de l'arme d'un autre soldat, le 6 mars 2007.

En ce qui concerne les transmissions, le passage d'un quartier général coalisé (FOM AEGIS) à l'Élément de commandement national provoquait des changements à la FO Kandahar. En général, les communications tactiques sont restées stables, mais c'est dans le domaine des systèmes d'information que d'importants changements se sont produits tout au long de 2007. Par exemple, en 2006, plusieurs systèmes étaient en jeu : SPARTAN (Canada); TITAN (Canada/É.-U.); COINS (système de renseignement de l'OTAN); SIPR (système des É.-U.); NATO SECRET (lien entre le quartier général de brigade canadien et le QG de la FIAS). CENTRIX était le principal moyen de commandement et de contrôle au niveau de la brigade. Cependant, une fois qu'un nouveau palier national a été ajouté à la chaîne de commandement, ce réseau de réseaux a été incapable de répondre aux besoins de la FO Kandahar. Il fallait à l'ERP et au GT un meilleur acheminement de l'information, de sorte que le système TACNET a été ajouté en 2007, et il a été suivi du système ISAF SECRET, qui a remplacé CENTRIX. Par suite de ces changements, il a fallu renforcer le bureau du J6 de la FO Kandahar et refaire le câblage de l'infrastructure canadienne dans le théâtre. Les rotations ultérieures de la FO Kandahar ont profité de la toile des communications établie en 2007[183].

Il faut aussi mentionner le système de soutien des services de santé. L'Unité médicale multinationale (UMM) de rôle 3 est restée sous commandement canadien, sous les ordres du Lcol M.D. Deilgat jusqu'en février 2007, puis sous ceux du Lcol M.C. Mackay. Son personnel multinational continuait de travailler depuis une installation constituée de bâtiments en contreplaqué et de tentes Weatherhaven et placée à proximité de la piste du KAF. Comme auparavant, l'UMM de rôle 3 jouait un rôle clé au chapitre des soins d'urgence fournis aux forces coalisées et aux blessés de la Police et de l'Armée afghanes. À mesure que le nombre de blessés augmentait, le travail accompli par l'UMM de rôle 3 devenait malheureusement devenu trop routinier. Cela dit, si les hélicoptères étasuniens d'évacuation sanitaire pouvaient amener les blessés à l'UMM de rôle 3 en moins d'une heure, les chances de survie de ces derniers augmentaient de façon exponentielle. Le Canada possédait aussi une unité de rôle 2 qui offrait diverses ressources, y compris le peloton d'évacuation et ses ambulances Bison. Le déploiement quotidien typique du peloton d'évacuation faisait intervenir un détachement d'ambulances dans chacune des compagnies d'infanterie, dans l'escadron de char et dans l'escadron de reco, et des techniciens médicaux dans chaque peloton d'infanterie. Chaque FOB disposait sur place d'un adjoint médical, tandis que les convois avaient des techniciens médicaux avec eux. Neuf de ces derniers étaient en poste au Camp Nathan Smith : l'ERP était essentiellement une mini-station auxiliaire de l'UMM de rôle 2.

Les ingénieurs électriciens et mécaniciens de l'ESN continuaient d'entretenir les chars Leopard C-2 modernisés et leurs modèles vieillissants, soit les engins blindés du Génie (EBG) Badger et les véhicules de dépannage blindés Taurus. Cela signifiait notamment la réparation du matériel connexe aux chars Leopard, à savoir les rouleaux et charrues, quand ils étaient endommagés par des mines et EEI. Pendant cette période, on a aussi renforcé le blindage des Badger et Taurus pour en améliorer la surviabilité. Le principal problème lié à l'emploi des vieux véhicules Leopard concernait la chaleur dans l'habitacle, l'été. Ces véhicules n'étaient pas équipés pour fonctionner dans les conditions afghanes. La meilleure modification locale possible consistait à souder une boucle à la face intérieure du toit de la tourelle, pour permettre aux équipages d'y accrocher leur propre goutte-à-goutte intraveineux quand ils souffraient d'épuisement par la chaleur. Les membres de l'escadron de chars ont convenu qu'il leur fallait une ambulance chenillée pour pouvoir extraire les blessés des véhicules, car les ambulances existantes Bison à roues ne pouvaient pas toujours se rendre jusqu'aux mêmes endroits que les chars, surtout dans le district de Zharey.

Deux enjeux ont commandé le déploiement d'un nouveau véhicule en Afghanistan. Tout d'abord, il n'y avait pas assez de châssis de VBL III convertis en véhicules spécialisés avant la guerre. Le second comportait deux volets : le grand nombre de VBL III mis hors de combat par des EEI et le temps qu'il fallait pour les reconstruire. Dans les années 1990,

l'Armée de terre n'avait pas à se choisir un seul parc de véhicules de combat d'infanterie et, par conséquent, elle a entretenu par la suite un parc de véhicules M-113 chenillés modernisés datant des années 1960, en même temps que la nouvelle série de VBL à roues. La décision a donc été prise de reconstruire les M-113 modernisés afin d'en faire des véhicules spécialisés pour l'Afghanistan. Munis d'un nouveau système de chenilles, d'un nouveau moteur et d'une protection renforcée, les M-113 ont été remis en service en tant que véhicules blindés légers chenillés (VBLC). En 2007, l'ESN a géré le déploiement des VBLC « Fitter" (surnommés « El Camino ») et des VBLC munis d'une tourelle d'un mètre enlevée aux VBP Grizzly désormais au rancart. Ces véhicules possédaient dans leur tourelle des mitrailleuses de calibre .50 et de 7,62 mm. Il importait d'avoir des VBLC, car il permettait aux techniciens du Génie électrique et mécanique de se déployer dans des véhicules blindés et de réparer les chars et les VBL sur place, au lieu de devoir les ramener à Ma'Sum Ghar ou au KAF; ainsi, on réduisait l'exposition de ces convois aux EEI et aux embuscades.

Source : Auteur

Les techniciens de l'ESN ont équipé les véhicules canadiens d'un grillage anti-projectiles afin de faire échec aux roquettes anti-chars à tête explosive. Ce véhicule blindé léger chenillé, en déploiement avec la batterie d'artillerie, fait voir ce type de protection.

Pour les ingénieurs électriciens et mécaniciens de l'ESN, cela signifiait qu'ils étaient maintenant responsables d'un troisième type de véhicules de combat blindés. Les sous-officiers plus âgés avaient déjà travaillé sur les véhicules M-113 au cours de leur carrière et ils ont donc pu transmettre leur savoir aux plus jeunes, mais le système d'approvisionnement de l'ESN a lui aussi dû prendre une certaine expansion pour trouver les pièces de rechange nécessaires à ce nouveau parc de véhicules.

Enfin, de nouvelles modalités ont été appliquées relativement à la prise en charge des détenus. Un nouvel accord entre l'ambassadeur du Canada et le ministre afghan de la Défense a été signé en mai 2007 et a confié un rôle accru à la Compagnie de police militaire. L'installation existante de prise en charge des détenus a été considérablement améliorée, et des structures permanentes ont été érigées. De meilleures procédures concernant la surveillance des détenus et leur transfert à Direction nationale de la sécurité afghane ont aussi été instituées[184].

Les opérations dans le district de Zharey, en mai et juin 2007

La situation dans le district de Zharey se détériorait à l'approche de l'été. Les renseignements afghans transmis à la Compagnie I laissaient entendre que, dans leur campagne, les talibans continueraient à « poser beaucoup de mines et d'EEI le long des itinéraires afin d'enrayer l'influence de la FIAS dans la région » [Traduction]. En particulier, le Maj Quick a fait savoir ce qui suit : « Ils recourent à cette tactique pour gagner du temps et prêcher le djihad aux habitants de la région, les convertir et les employer comme combattants de deuxième palier contre la FIAS et les FSNA. » [Traduction] Sous la direction du mollah Manan, les talibans de la région ont été renforcés par des combattants venus de l'Ouzbékistan, du Pakistan et peut-être même de la Tchétchénie, ce qui déplaisait à de nombreux habitants. Ainsi « tous les enfants que nous rencontrions [et qui] nous révélaient une présence talibane et nous exhortaient à agir[185] » [Traduction].

Le GT 2 RCR attendait l'arrivée annoncée de la Police spéciale afghane et il espérait qu'elle serait affectée dans le Zharey, mais elle n'est jamais venue. Dans ce district, la police continuait de servir plusieurs maîtres. Quand le Col Akka était absent, le chef du district Khairuddin s'esquivait avec certains des officiers d'Akka pour aller mener ses propres « opérations ». Selon les Canadiens, « il était clair que les talibans agissaient au sein de la PNA et dans la choura du district »[186].

Au début de la période de service, aucun membre du GT 2 RCR ne savait ce qu'étaient l'Assemblée de développement des districts, les conseils de développement communautaire, ou le Programme national de solidarité. À ce moment-là, les activités de la COCIM étaient mieux intégrées aux opérations, bien que les programmes de développement mêmes fussent à l'agonie à cause du tribalisme dans les districts. En mai et juin, aucune opération

ne pouvait être amorcée sans une représentation sur carte des tribus et une analyse des relations, et, une fois lancée, aucune opération ne pouvait se poursuivre sans un engagement préalable des relais d'influence. Les commandants de compagnie à l'œuvre dans le district, par exemple, croyaient que 90 p. 100 de leurs renseignements provenaient des patrouilles à pied, des chouras, de l'Armée nationale afghane, de la police afghane et de l'ERP — et que le suivi des projets fait par la COCIM déterminait intégralement la crédibilité auprès de la population et qu'il était lié à la qualité des renseignements. Beaucoup estimaient que le CRTS et son bassin de connaissances comparativement limité étaient inutiles. Les cartes étaient elles aussi considérées comme n'ayant à peu près aucune valeur, et les commandants de compagnie se fiaient de plus en plus aux images du terrain inaccessible et accidenté pour faire leur planification. Par ailleurs, on attribuait des niveaux de classification trop élevés aux renseignements, ce qui posait constamment problème[187].

Avec le temps, les équipes de la COCIM dirigées par l'Adj Jim Hunter ont réussi à mieux cerner certains des problèmes sous-jacents qui se posaient dans le district de Zharey. Ce dernier avait été créé artificiellement en 2003 à même des parties du Panjwayi, du Maywand et du Khakrez. Il y existait une crise d'identité aggravée par la dispersion de la population qui s'était produite pendant l'Op MEDUSA – et tous ses occupants n'y étaient pas revenus. Cela suscitait des différends fonciers entre les squatters et fermiers locataires; par ailleurs, certains propriétaires terriens ne vivaient pas seulement à Kandahar et à Kaboul, mais aussi en des lieux aussi lointains que l'Allemagne. Puis, il y avait le dossier des droits relatifs à l'eau créé par la construction de l'itinéraire Summit. Il y avait des représentants de la collectivité, mais qui représentaient-ils au juste? Il n'existait aucun système juridique dans le district : ce vide encourageait les talibans à agir comme s'ils constituaient le gouvernement. La seule solution résidait dans l'établissement d'un régime de gouvernance suivie d'un règlement des griefs, mais la sécurité s'imposait d'abord; or, l'absence de la police rendait cela difficile. Ici encore, le Zharey était un microcosme de l'ensemble du conflit[188]. Le fait que le district de Zharey était une région problématique n'était pas nouveau pour les Canadiens : l'ERP en 2005 et la FO Orion en 2006 avaient bien cerné les problèmes du Zharey, mais en 2007, c'était comme si le GT 2 RCR recommençait à zéro.

Par conséquent, le GT poursuivait ses opérations (voir la figure 1-7). L'absence de la police spéciale, combinée à d'autres opérations menées par la FO Kandahar dans d'autres districts, incitait les Canadiens à réclamer d'autres troupes à la FIAS. Le seul pays européen qui répondant à l'appel a été le Portugal, qui avait un contingent relevant du Commandement régional (Ouest). La FO Lisbon, axée sur une compagnie de commandos munie de véhicules Hummer blindés, a été affectée à la FO Kandahar en mai.

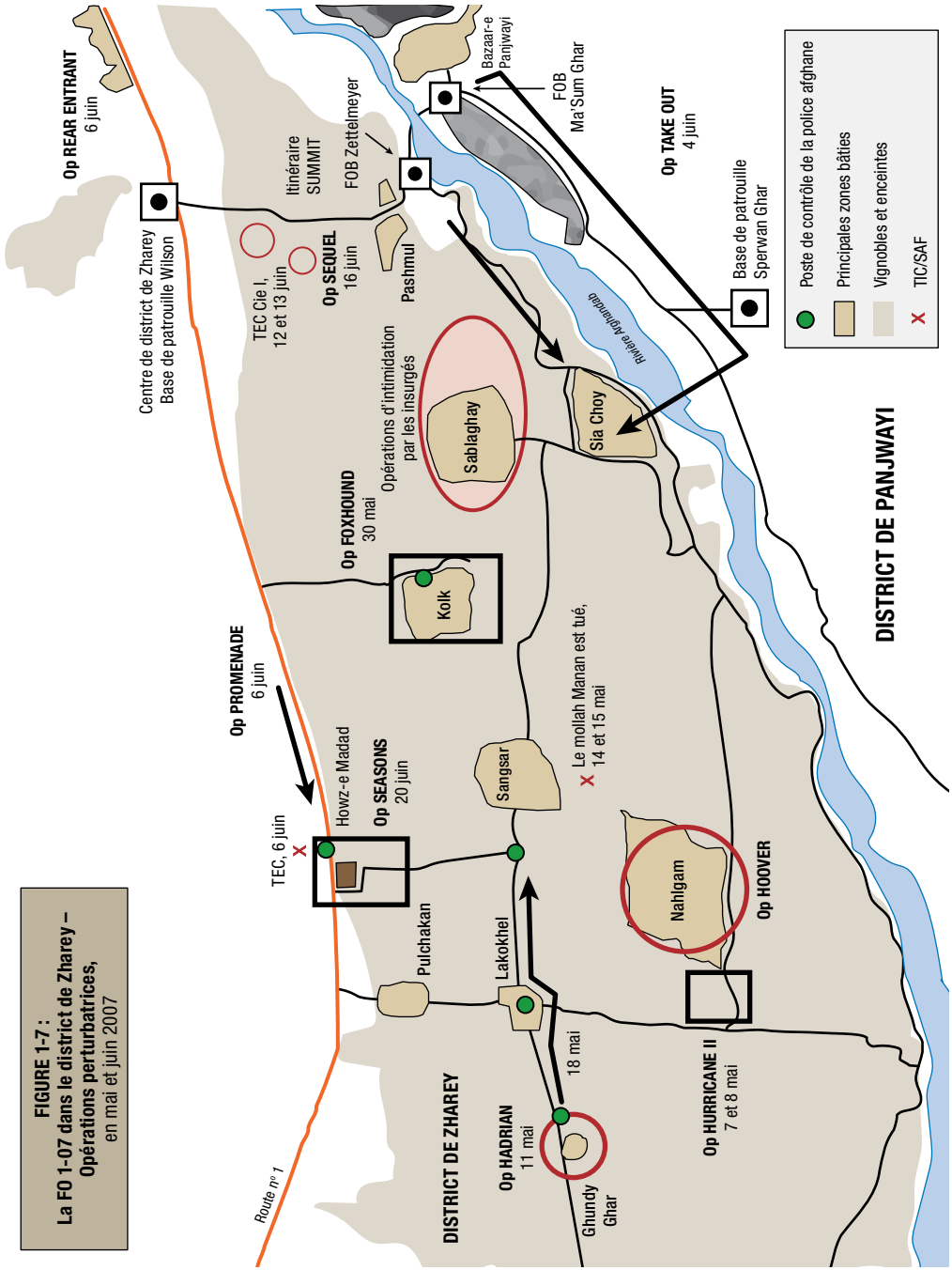


FIGURE 1-7 :
La FO 1-07 dans le district de Zharey – Opérations perturbatrices,
en mai et juin 2007

Figure 1-7 : La FO 1-07 dans le district de Zharey – Opérations perturbatrices, en mai et juin 2007

Source : Auteur

L'itinéraire Summit continuait d'attirer des parties souhaitant faire sauter la route nouvellement asphaltée. Toutes les perturbations n'étaient pas le fait des talibans, car il existait des rivalités locales au sujet des droits relatifs à l'eau. Ici, un véhicule blindé Badger du Génie aide à la réparation du système d'irrigation après une attaque à l'EEI.

Pendant que l'entente logistique officieuse était négociée (la FO Lisbon avait besoin d'un lieu d'entreposage spécial pour ses véhicules Port), la Compagnie H et une troupe de chars lançaient le 7 mai contre Nahlgam l'Op HURRICANE II, attendue depuis longtemps. À ce stade, les chars Leopard étaient équipés de charrues spécialisées et de rouleaux antimines, qui ressemblaient à ceux qui avaient été employés pendant la Seconde Guerre mondiale. En fait, l'escadron de chars est devenu, selon un officier, « le détachement de dégagement d'itinéraires du pauvre » [Traduction] qui pouvait tomber sur les mines et les EEI, mais non les détecter. Le plan consistait à « passer le rouleau sur les routes » [Traduction] vers le sud depuis Howz-e Madad jusqu'au carrefour de Diwar, à l'est de Sangsar, au sud de Seyaddin, puis à l'ouest dans Nahlgam.

L'action a commencé quand un convoi de camions à clochettes étasunien s'est fait attaquer par des GPF sur la Route nº 1, près de Howz-e Madad. Les forces se déployaient dans le cadre de l'Op HURRICANE. Le char Leopard de tête, muni de rouleaux antimines, a essuyé des tirs d'armes légères et a été touché par de multiples GPF tandis qu'il dirigeait la colonne vers le sud sur l'itinéraire Banff. Entre 0611 et 1200, l'équipe de combat a été en contact avec l'ennemi sept fois sur une distance d'un kilomètre, et de nombreuses GPF ont été tirées sur elle chaque fois. Lors de chaque contact, les chars ont fait feu avec leur armement principal et leurs mitrailleuses coaxiales. L'équipe de combat a tué environ 10 insurgés et en a capturé quatre, tout en recueillant des renseignements qui ont permis d'identifier trois chefs insurgés et de repérer leur emplacement. La chaleur commençait alors à affliger les tankistes; comme le terrain gênait l'équipe, elle a décidé de se replier dans la Base de patrouille Wilson et de reprendre la suite le lendemain matin[189].

Le 8 mai, l'équipe de combat de la Compagnie H, accompagnée de l'Armée nationale afghane et de l'ELMO canadienne, a emprunté l'itinéraire Langley et traversé Lakokhel, puis elle a viré à l'est pour entrer dans Nahlgam. Après avoir établi un laager à la jonction des itinéraires Montréal et Langley à 0900, l'équipe a été attaquée par des GPF. Six ennemis ont été tués par les tirs d'armes de 25 mm et de 105 mm. Avançant vers l'est sur l'itinéraire Montréal, les troupes de l'Armée nationale afghane et l'ELMO sont descendus de leurs véhicules et ont progressé à pied; les chars les ont suivis, et la Compagnie H leur a emboîté le pas. Il y a eu quatre autres engagements avec les talibans (environ 15 ont été tués), avant que la chaleur ne devienne trop intense, vers midi. Les Afghans et l'ELMO ont pu dégager certaines enceintes, mais des civils obstruaient constamment leurs mouvements. La Maj Ruff et son homologue afghan ont décidé de ne pas aller plus loin. L'équipe de combat s'est retirée[190].

Les mouvements et engagements de l'Op HURRICANE façonnaient la situation dans les environs de Nahlgam et de Sangsar de telle manière que les FOS canadiennes ont pu pister et cibler les chefs ennemis qui révélaient leur position quand ils luttaient contre les attaques dirigées par les chars. La Compagnie I a alors été chargée de constituer la FRR au cas où des opérations des FOS tourneraient mal. Le Lcol Walker a aussi décidé de retourner à Gundy Ghar, et les planificateurs ont organisé l'Op HADRIAN pour ce faire. Le 11 mai, la Compagnie H récupérait Gundy Ghar sans incident[191].

Dans la nuit du 14 au 15 mai, les FOS et le GT canadiens déclenchaient une opération contre les chefs ennemis. Avec l'appui d'attaques aériennes, les FOS canadiennes ont supprimé le mollah Manan, son commandant adjoint et environ 12 de ses combattants entre Sangsar et Nahlgam[192]. Le Lcol Walker et son état-major ont alors eu l'occasion d'exploiter ce vide à la tête des talibans et ils ont voulu entrer dans Sangsar et Nahlgam. Le plan prévoyait que la compagnie portugaise exécuterait une feinte vers Howz-e Madad.

La Compagnie I, qui avait par inadvertance eu un contact avec l'ennemi à Kolk pendant l'après-midi du 16 mai, a ainsi ajouté à la manœuvre de déception. La Compagnie H et les chars sont partis de Gundy Ghar à 3 h 30 du matin le 18 mai et ont suivi deux axes vers l'est sur l'itinéraire Ottawa. Les habitants de l'endroit ont indiqué au Maj Ruff les dispositifs ennemis et l'emplacement des mines. Pendant ses déplacements sur ces itinéraires, l'équipe de combat est entrée quatre fois en contact avec l'ennemi et, dans tous les cas, ce fut comme au cours de l'Op HURRICANE : les ennemis ont eu recours à des tirs d'armes légères et à une volée de GPF, puis ils ont battu en retraite ou ont choisi de mourir sur place. L'équipe de combat a riposté et elle a pris à partie au moins une section d'insurgés. Puis, un des chars Leopard a heurté une mine avec ses rouleaux, et un VBL III a fait sauter une mine, mais il n'y a eu que des blessures mineures. Encore une fois, le terrain difficile et la chaleur ont obligé l'équipe à mettre fin à l'opération, et les forces sont rentrées à Gundy Ghar[193].

Les Portugais n'ont pas fourni le rendement escompté. La FO Lisbon devait être constituée de commandos, mais c'était en fait des troupes d'infanterie légère, et non des membres de forces spéciales. Les Canadiens étonnés ont fait savoir que les Portugais étaient « très mal préparés au combat » [Traduction] : ils n'avaient pas de piles pour leurs radios, ils ne connaissaient pas la situation et ils étaient tout à fait incapables de fournir des rapports de situation au GT canadien. Ils n'observaient aucune consigne de silence et chantaient le long de leur itinéraire non tactique, en s'avançant au pas de marche vers leur objectif[194]. La FO Lisbon semblait être ce que la FIAS de l'OTAN avait de mieux à offrir pour épauler le contingent canadien assujetti à d'énormes pressions. Or, les officiers canadiens ont été avertis de ne pas se montrer ouvertement trop critiques à leur égard juger trop sévèrement les lacunes de leurs alliés d'autrefois, car ceux-ci « avaient au moins eu la décence de se présenter » [Traduction] pour combattre et ils avaient été sévèrement jugés par leurs propres médias pour avoir accepté de se redéployer sous les ordres du Commandement régional (Sud). Malgré tout, tous les membres du GT estimaient que la FO Lisbon « constituait une menace dans l'espace de bataille » et ils ont essayé de trouver aux Portugais des tâches qu'ils seraient aptes à remplir compte tenu de leurs limites. Aucun autre pays européen membre de l'OTAN n'a déployé de forces pour épauler les Canadiens[195].

L'étape 4 de l'Op HOOVER s'est poursuivie. L'ERP a déployé une équipe de la COCIM dans chaque compagnie aux fins de cette étape. Par ailleurs, la participation de l'Armée nationale afghane s'est intensifiée, une fois surmontée la réticence polie du commandant du kandak à apporter sa contribution[196], grâce à des discussions organisées par l'intermédiaire de l'ELMO au sein du GT. Pour la tentative suivante, la Compagnie I, la FO Lisbon, l'Armée nationale afghane et l'ELMO allaient traverser la rivière Arghandab de nuit et entrer dans Nahlgam, pendant que la Batterie D tirerait des obus éclairants au nord de la Route nº 1 pour tromper l'ennemi. Les forces coalisées de trois pays allaient converger vers Nahlgam

en suivant trois axes. Afin d'améliorer la mobilité dans le terrain très irrigué, les sapeurs du 42e Escadron de campagne ont revitalisé une autre technique datant de la Seconde Guerre mondiale : l'emploi de fascines. Dans leur version du XXIe siècle, il s'agissait de longs tubes de métal réunis en fagots. Quand ces derniers étaient déposés dans un fossé d'irrigation, l'eau continuait à couler dans les tubes pendant que les véhicules blindés franchissaient l'obstacle. Un EBG Badger pouvait ensuite, avec sa flèche de grue retirer les fascines et poursuivre la mission.

Quand l'opération a commencé tôt, le 25 mai, un engin anti-personnel a explosé et tué le Cpl Matthew McCully, un signaleur qui servait au sein de l'ELMO. Un autre Canadien et un interprète ont été blessés[197]. Ensuite, un char Leopard a heurté une mine. Quand la ville de Nahlgam a été fouillée, toutefois, les insurgés ont caché leurs armes et prétendu être des cultivateurs, ou ils se sont dispersés vers Sia Choy. Un policier sympathisant des insurgés a aidé un commandant ennemi à quitter le secteur[198].

Le GT 2 RCR est revenu à Kolk. L'Op FOXHOUND avait des ramifications plus vastes, et l'Op ADALAT absorbait des troupes canadiennes de plus en plus nombreuses; l'effort amorcé visait à établir un semblant de sécurité dans le Zharey afin de libérer ces troupes. Le rétablissement du contrôle par la police dans Kolk était considéré comme essentiel. La Compagnie I et les chars, les Afghans et l'ELMO sont entrés en jeu le 30 mai et se sont heurtés aux habituels tirs d'armes légères et de GPF; l'ennemi exécutait des tirs à la dérobée, puis fuyait loin de la force pour gagner du temps. Cette fois-ci, la force a bénéficié d'un appui aérien accru. Un char Leopard a tiré un obus fumigène de 105 mm, de manière que les avions A-10 des Forces aériennes des É.-U. puissent faire des passages en mitraillant l'ennemi qui se repliait devant la force qui avançait. Au moins 30 ennemis ont été pris à partie, et les Afghans ont fait six prisonniers[199].

À ce stade, les chars Leopard remis à neuf, mais vieillissants de l'Escadron A étaient en très mauvais état. Presque tous avaient besoin de gros travaux, ne serait-ce que pour maintenir une troupe en activité de service, et ce, à condition que l'équipe de maintenance Tango travaille avec acharnement à longueur de journée. Cette équipe a découvert que les coques des chars étaient en train de craquer en raison de l'usure; par conséquent, chacun des chars a dû passer à son tour par les installations de l'ESN au KAF pour que des travaux de soudure de la coque soient exécutés[200].

La Compagnie I a maintenu la pression en lançant l'Op TAKE OUT le 4 juin. Cette fois, ce fut au tour de Sia Choy. La Compagnie I est partie de nuit, et les troupes sont descendues de leurs VBL III à l'est du village. Ensuite, l'Escadron A et une compagnie afghane ont dégagé l'itinéraire Fosters ouest, ont franchi la rivière Arghandab depuis le sud et se sont emparés de l'objectif CHICKEN BALL, l'Armée nationale afghane se chargeant alors du dégagement. Au lieu de se diriger vers l'objectif EGG ROLL, toute la force l'a contourné

en se dirigeant vers l'objectif SUSHI; encore une fois, l'ANA a vu au dégagement, et les Canadiens ont sécurisé le secteur autour de la localité visée. Au moment où les Afghans et l'ELMO se préparaient à s'extraire de là en traversant les positions des chars et où la Compagnie I se disposait à se retirer, une équipe de neuf insurgés les a attaqués en recourant à une embuscade classique en forme de « L ». Des chasseurs-bombardiers Harrier de la RAF ont été appelés et ont tiré des roquettes, dangereusement près des troupes amies, pour aider les pelotons de la Compagnie I à rompre le contact. Les insurgés se sont enfuis vers le nord et l'est en petits groupes, mais un peloton de la Compagnie I, le 7e, les a poursuivis jusqu'à sa limite d'exploitation. Toute la force s'est repliée vers l'objectif CHICKEN BALL, puis a regagné Ma'Sum Ghar[201].

Une fois encore, des EEI dans Howz-e Madad et les environs causaient des difficultés sur l'axe vital qu'était la Route no 1. Parallèlement, les insurgés suscitaient l'agitation dans le secteur d'Asheque, à l'est. Habibullah Jan, principale personne d'influence à cet endroit, était en train de perdre le contrôle qu'il y exerçait, dans la foulée des contrecoups dus à la tentative d'assassiner Naqib. Le GT 2 RCR a lancé l'Op PROMENADE dans le secteur d'Howz-e Madad avec les chars qui se déplaçaient sous la couverture d'un TUAV Sperwer, alors que l'artillerie se tenait en état d'alerte. Quand l'Op PROMENADE a distrait les insurgés, la Compagnie I lançait l'Op REAR ENTRANT dans le secteur d'Asheque, à l'est de la Base de patrouille Wilson. Dès que les chars sont partis en direction ouest sur la route, le 6 juin, le TUAV Sperwer repérait un groupe nombreux de talibans se rendant à des lieux d'embuscade à l'ouest sur l'itinéraire Ottawa et plaçant des EEI aux passages obligés. La Compagnie I a mis ses VBL III en laager et a exécuté une opération nocturne débarquée dans Asheque. Elle n'a rien découvert, et tout ennemi qui s'y trouvait s'était éclipsé. Cependant, les Portugais ont essuyé des tirs nourris d'armes légères et de GPF, ce qui a obligé les chars à faire demi-tour pour aller les secourir[202]. Pendant que les Op PROMENADE et REAR ENTRANT progressaient, les insurgés ont surgi de nouveau dans le secteur de Kolk, ils ont isolé le poste de contrôle de la police et égorgé les partisans du gouvernement dans la localité. Le poste de contrôle de la police à Howz-e-Madad a ensuite été attaqué à deux reprises en 72 heures par 30 insurgés. L'Op REAR ENTRANT reposait sur des renseignements communiqués par la police. En fin de compte, il a été établi que « la PNA était de connivence avec les talibans […] afin d'observer nos TTP et la façon dont nous installions nos cordons de sécurité extérieurs et intérieurs. J'estime que, si nous continuons à déployer nos forces à la lumière des renseignements limités fournis par la PNA, nous risquons d'exposer inutilement les soldats du GT au danger[203] » [Traduction]. Une analyse du Renseignement concluait que la mort de Manan avait forcé les talibans à faire venir de la province d'Helmand de nouveaux commandants pour renforcer les combattants dans le Zharey.

Source : Auteur

L'Op SEASONS comptait parmi les incursions perturbatrices exécutées dans le district de Zharey par la Compagnie I, l'escadron de chars, l'Armée nationale afghane et ses mentors canadiens, en juin 2007. Après une attaque de l'artillerie contre les positions des insurgés, un hélicoptère UH-60 d'évacuation sanitaire se tient prêt à évacuer les blessés de l'Armée nationale afghane.

Jusqu'alors, peu d'activité avait été observée sur l'itinéraire Summit. La Compagnie I, avec ses éléments de reco, a exécuté une série de patrouilles à l'ouest de la route et elle est ainsi entrée en contact avec l'ennemi, les 12 et 13 juin, quand deux groupes de talibans dissimulés dans des huttes à raisin ont ouvert le feu sur le 7e Peloton. Comme il était trop proche de l'ennemi pour demander le soutien de l'artillerie ou un appui aérien, le peloton a ouvert le feu avec des armes anti-chars légères M-72, pendant que les chars Leopard opéraient une brèche au sud pour appuyer le peloton avec leurs canons de 105 mm. Dix autres ennemis ont été repérés dans une enceinte. Au cours d'un combat acharné auquel prenaient part deux pelotons canadiens et une troupe de chars appuyés par un avion Harrier, l'ennemi a décidé de défendre sa position, ce qui a permis au Maj Quick de recourir à une base de feu classique avec des chars, puis à une attaque sur le flanc droit jusqu'à une position ennemie. Quatre équipes munies de GPF ont été neutralisées par les tirs des chars et des armes légères, et cela a incité les survivants ennemis à se diriger vers l'ouest dans un oued.

Un autre engagement, déclenché cette fois avec des GPF et une mitrailleuse PK, a cloué sur place une section canadienne, qui a bénéficié d'un appui aérien rapproché pendant que d'autres chars arrivaient de Ma'Sum Ghar. Des tireurs d'élite se sont mis à cibler les équipes ennemies munies de GPF à mesure qu'elles se manifestaient, tandis qu'un avion Harrier supprimait une section ennemie qui avait fui dans une hutte à raisin. Finalement, la plupart des ennemis ont été coincés dans un réseau d'oueds, mais les chars se sont embourbés. Pendant que les talibans cherchaient à fuir, ils ont été anéantis par les obusiers M-777 de l'artillerie et par une bombe de 1 000 livres larguée par un avion Harrier. Une fois le combat terminé, la Compagnie I a estimé que 18 ennemis avaient été tués et qu'autant avaient été blessés[204].

Comme les forces insurgées se trouvaient plus près de l'itinéraire Summit, l'Op SEQUEL a été lancée le 16 juin. Encore une fois, la Compagnie I s'est infiltrée à pied de nuit dans la zone visée appelée Burmohammad, et une attaque embarquée dirigée par un EBG Badger s'est ensuivie le long de l'itinéraire St. John's. On espérait produire ainsi deux résultats : l'attaque éloignerait l'ennemi de la Route nº 1 et de l'itinéraire Summit dans ce secteur. À diverses reprises, la Compagnie I est de nouveau entrée en contact avec l'ennemi, et elle a ainsi éliminé une équipe munie de canons sans recul de 82 mm et dix insurgés lourdement armés. Un peloton est tombé sur une autre équipe ennemie dotée de canons de 82 mm et s'est trouvé mêlé à un engagement distinct. Environ huit ennemis ont été tués, dont un commandant taliban de niveau intermédiaire[205].

Afin de maintenir l'ennemi dans un état de déséquilibre le long de la Route nº 1, le Lcol Walker a envoyé de nouveau la Compagnie I, des chars Leopard de l'Escadron A, une compagnie de l'Armée nationale afghane et l'ELMO à Howz-e Madad. L'Op SEASONS, amorcée le 20 juin, était presque devenue la norme à ce moment-là : elle comportait une infiltration par des troupes débarquées, une attaque menée par des chars et par l'Armée afghane et un appui aérien rapproché pour tuer tout ennemi qui renforçait le combat. Alors que la force exécutant l'Op SEASONS s'avançait au sud d'Howz-e Madad, elle s'est heurtée à une résistance farouche — et même à un tireur d'élite ennemi. Un obus de 82 mm lancé par un canon sans recul a frappé le blindage incliné d'un char Leopard. L'engin a pénétré la coque et a failli atteindre les munitions stockées à l'intérieur, ce qui aurait eu manifestement des conséquences catastrophiques pour l'équipage. Cette fois encore, l'ennemi a lancé dans la bataille des combattants et des ressources pour enrayer l'Op SEASONS, mais ces derniers ont été rapidement fauchés par l'artillerie, l'appui aérien rapproché et les tirs d'armes légères et de chars[206].

De l'autre côté de la rivière, dans le Panjwayi, pendant que l'Op SEASONS progressait, un véhicule Gator utilisé pour ravitailler les postes de contrôle canadiens le long des itinéraires Brown et Fosters, a heurté un énorme EEI qui a tué le Sgt Christos Karigiannis,

le Cpl Stephen Bouzane et le Sdt Joel Wiebe de la Compagnie C. Avec la diminution de l'activité ennemie dans le Panjwayi et les pressions constantes exercées dans le Zharey, cette attaque visait peut-être à détourner l'attention de la FIAS du Zharey pendant un certain temps pour permettre aux talibans de ce dernier de se redresser. En effet, trois roquettes ont été lancées contre Ma'Sum Ghar cette nuit-là, probablement pour la même raison.

Le 24 juin, le Lcol Walker a fait savoir à la FO Kandahar que « nos ressources sont trop étirées; nous ne pouvons pas réagir efficacement aux incidents dans le Zharey et le Panjwayi à cause des nombreux engagements et de la disposition de nos forces. Il est extrêmement difficile de réunir la puissance de combat nécessaire. » [Traduction] Échos du 42e Escadron de campagne : « Je crois que nous en sommes à un pont de trop, mais comme d'habitude, nous soutenons le GT avec des moyens extrêmement précaires […] les soldats sont fatigués, et le maintien prolongé d'une telle cadence opérationnelle finira par paralyser l'escadron […].[207] » [Traduction] Le GT 2 RCR ne pouvait pas poursuivre les opérations perturbatrices indéfiniment dans le district de Zharey. Il fallait faire un choix : le Zharey ou le Panjwayi?

Source : MDN IS2007-7265

La Compagnie I du 2 RCR dégage un groupe d'enceintes pendant l'Op SEASONS. Ces opérations d'incursion faisaient pression sur les insurgés qui, dans le Zharey, subissaient de lourdes pertes et ne pouvaient acquérir l'élan qui leur avait servi en 2006.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2007

La Compagnie C du Maj Henderson et les mentors de l'ELMO du Lcol Eyre travaillant avec les kandaks afghans faisaient face à une gamme radicalement différente de problèmes dans le district de Panjwayi. Tout d'abord, les déplacements étaient pénibles en raison de la taille du district comparativement à celle du Zharey. Deuxièmement, le Panjwayi était loin de la Route nº 1, ce qui signifiait que le quartier général de formation supérieur ne percevait pas le district comme une priorité. En troisième lieu, d'importantes forces de sécurité afghanes étaient présentes dans le district, mais les apparences étaient trompeuses, car il existait entre les organisations de sécurité afghanes de profonds désaccords qui réduisaient l'efficacité des opérations. La Compagnie C ne comprenait sans doute pas aussi bien les rouages internes du Panajwayi, comparativement à ses entités homologues du Zharey, ce qui compliquait la tâche à ceux qui devaient cerner la véritable nature des problèmes.

Au début de mai, la localité de Mushan a attiré l'attention de la Compagnie C. Située à la pointe ouest de la « corne du Panjwayi » et donnant accès au Zharey occidental, au désert du Reg et à Band-e Timor dans le Maywand, la localité revêtait une importance géographique pour quiconque espérait exercer son influence dans la région. En fait, elle était connue comme étant un paradis de contrebandiers, car elle servait d'étape parfaite au sortir du désert sur la route menant à l'Helmand ou au Pakistan, ou si l'on voulait éviter la « police » et ses « postes de péage » sur la Route nº 1. L'itinéraire Fosters, un chemin de terre réduit parfois à une simple piste noire, allait vers l'est à partir de Mushan, longeait la rivière Arghandab jusqu'à Bazaar-e Panjwayi, puis se transformait en une route asphaltée jusqu'aux abords de la ville de Kandahar et à la Route nº 1. Un autre itinéraire appelé Lake Effect suivait un parcours parallèle à l'itinéraire Fosters vers le sud et donnait accès aux banlieues sud de Kandahar en traversant le district de Dand. La principale localité dans ce secteur était Nakhonay (voir la figure 1-8).

En général, personne ne comprenait vraiment ce qui se passait à Mushan. La Compagnie C a donc organisé une patrouille pour aller y évaluer la situation. Il n'y eut aucun problème particulier. Il y avait divers services de police dans la localité, et il y était facile de communiquer avec les habitants qui étaient ouvertement amicaux. Une source a fait savoir à la patrouille que les insurgés avaient des caches d'armes dans le secteur de Mushan. Après le départ des patrouilles canadiennes, un agent de police a été décapité. Les apparences étaient trompeuses à Mushan[208].

Le Renseignement de l'Armée afghane a appris que les talibans amenaient d'autres forces dans Nakhonay et les faisaient passer par là. Un groupe de 40 talibans natifs de l'endroit a accueilli une partie de ce qui était, selon les rapports, un contingent de 350 Pakistanais et Baloutches qui traversaient le secteur. L'Armée afghane avait aussi eu vent que les talibans

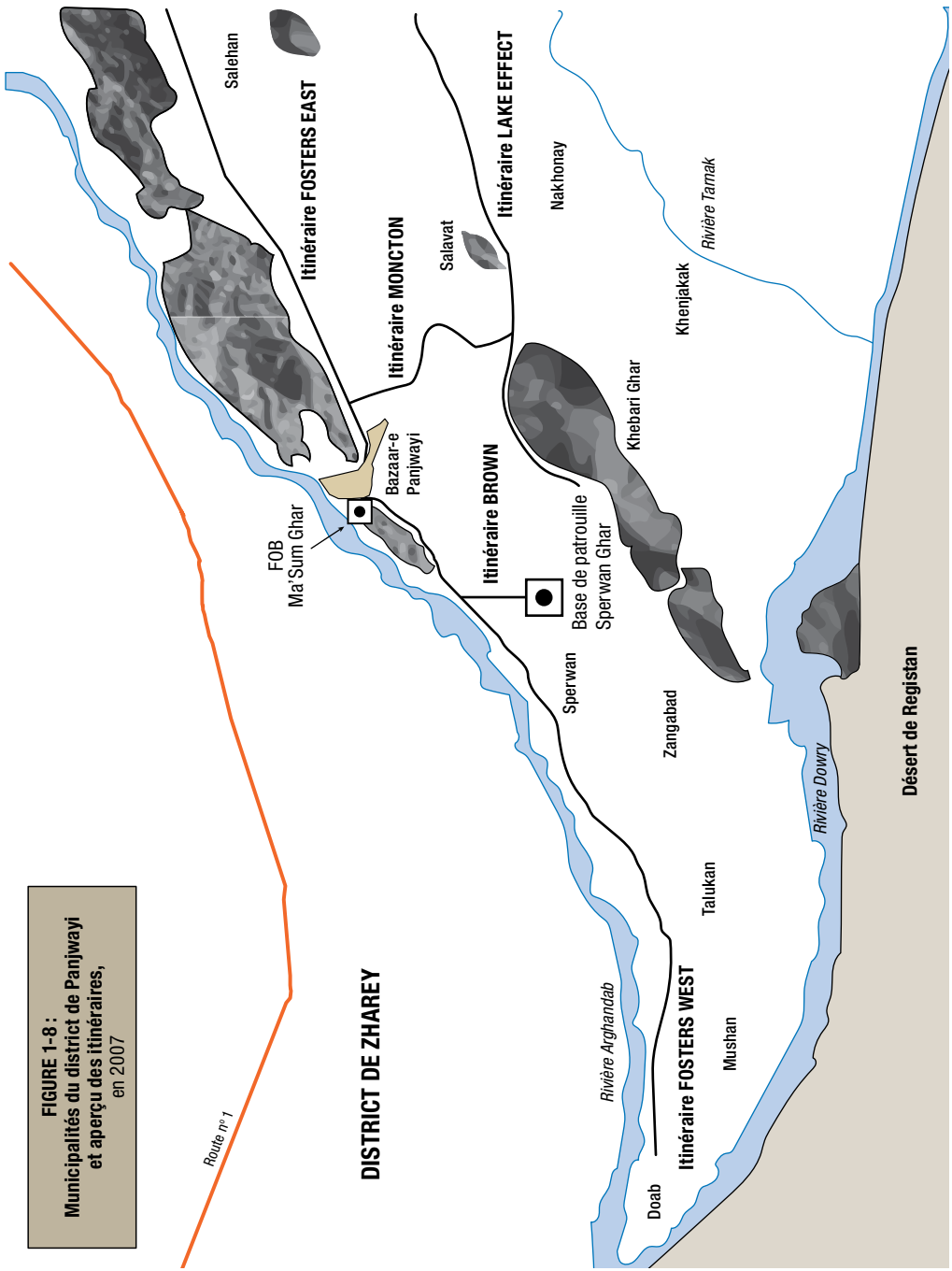


Figure 1-8 : Municipalités du district de Panjwayi et aperçu des itinéraires, en 2007

recrutaient vigoureusement dans Nakhonay et Salavat. La police afghane discutait de la possibilité d'établir un poste de contrôle à Nakhonay et a demandé à la Compagnie C si elle accepterait de patrouiller jusqu'à l'itinéraire Lake Effect[209].

L'évolution de la situation entraînait une réorganisation des forces de sécurité dans le district. Cela a entraîné des répercussions à long terme; par conséquent, les commandants du GT, de l'ELMO et du 2e Kandak se sont réunis pour tirer les choses au clair. Le programme consistait à confier à la police la gestion de tous les postes de contrôle sur l'itinéraire Fosters, ce qui libérerait des troupes pour d'autres tâches, et le Lcol Sherin Shah a accepté de faire pression sur ses homologues de la police. Le problème grandissant que représentait Nakhonay était préoccupant. Le Renseignement de l'Armée afghane a lentement établi des liens entre les attaques survenues au nord sur la Route no 1, près de Senjaray, et le « hérisson » qui prenait forme dans le Panjwayi oriental. Leurs forces étant absorbées par les tâches aux postes de contrôle dans le Panjwayi occidental, il était difficile de déplacer des éléments pour affronter les deux problèmes. Les commandants ont convenu d'exécuter une opération dans Nakhonay dès que possible[210] (voir la figure 1-9).

L'Op MIDAS se voulait comme une grande patrouille de présence dans Nakhonay et Salavat. Le Lcol Shah y a affecté sa 3e Compagnie, et un peloton canadien de la Compagnie C s'est joint à cette dernière. Pendant la planification de l'Op MIDAS, toutefois, on a appris que les talibans se préparaient à tuer le Lcol Shah au moyen d'une bombe humaine. En même temps, 60 familles ont fui Mushan après avoir été averties par les talibans que des combats étaient imminents. De toute évidence, Nakhonay était une localité importante, car l'insurrection était mise au courant de toute opération à proximité de Nakhonay et elle cherchait à éloigner les forces de la coalition de ce village et de ses environs[211].

Le Lcol Shah a persuadé le chef local, Haji Fazil Mohammad, et les commandants de la police d'accepter l'occupation par la police de tous les postes de contrôle de l'itinéraire Fosters avant la fin de mai. En échange, le GT et l'ERP aideraient à construire des postes de contrôle plus nombreux et meilleurs non seulement sur l'itinéraire Fosters, mais aussi partout où ils seraient nécessaires dans le district de Panjwayi[212].

L'Op MIDAS est passée par Nakhonay et Salavat le 19 mai. Elle a effectivement renforcé les liens entre le GT 2 RCR et le 2e Kandak, et elle a permis aux troupes de bien s'exercer à appliquer les procédures, mais il n'y a alors eu aucun contact avec l'ennemi. Le renseignement limité reçu à son sujet a confirmé que Nakhonay était essentiellement un « carrefour G4 » des insurgés; en d'autres mots, un secteur de ravitaillement et de transfert[213].

L'ennemi a alors intensifié ses activités dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters. Des postes de contrôle de la police ont été attaqués les 21 et 22 mai et, ce qui était nouveau, les talibans ont dressé des barrages routiers sur cet itinéraire, au nord de Talukan. La police a sollicité l'aide du Lcol Shah, puis celle de l'ELMO et du GT. Un peloton de la Compagnie C,

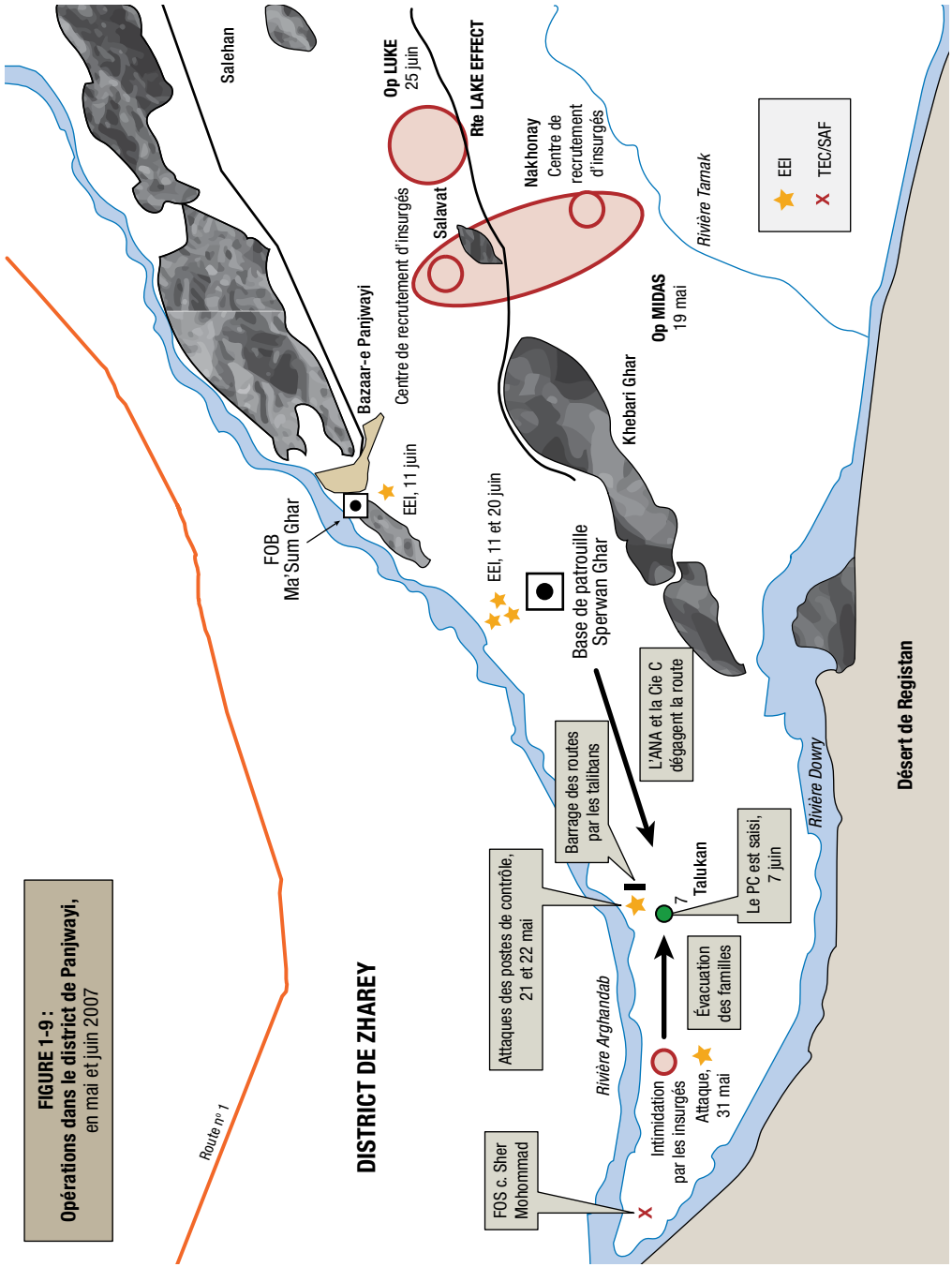


Figure 1-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2007

un peloton de la 1re Compagnie du 2e Kandak de l'Armée nationale afghane et des sapeurs du 42e Escadron de campagne ont entrepris de dégager l'itinéraire Fosters. Il n'y a eu aucun contact. L'attaque dans Mushan promise par les talibans a eu lieu le 31 mai, mais il n'y a eu aucun rapport sur ce qui se passait ou sur qui contrôlait le secteur[214].

La mini-crise au sujet de Mushan a entraîné plusieurs interventions simultanées, mais semi-coordonnées. Le gouverneur, Asadullah Khalid, a décidé que la 5e Unité de la Police en attente renforcerait, puis occuperait Mushan. La Compagnie C a monté l'opération de contingence OMERTA, afin de pallier au problème des EEI posés sur l'itinéraire Fosters, au nord de Talukan, et afin de mener des patrouilles dans Mushan. Une autre mission a rendu les choses encore plus intéressantes : les FOS canadiennes ont lancé une opération contre un chef ennemi près de Mushan, le 1er juin : elles ont ainsi capturé le notoire Sher Mohammad près de Doab[215]. Quand la Compagnie C est entrée dans la localité, elle n'y a trouvé qu'une poignée des 30 agents de police qui étaient là au préalable, et le commandant était mort. La nuit, les talibans menaient une campagne d'OPPSY et laissaient des lettres nocturnes dans les enceintes de tous les habitants clés[216]. La police afghane est revenue en masse dans les postes de contrôle de l'itinéraire Fosters, et la Batterie D a mis à exécution un programme d'éclairage le long de cet itinéraire pour perturber les mouvements ennemis[217].

L'activité ennemie n'a fait qu'augmenter. Des mines ont été posées près de Talukan dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters, et l'une d'elles a blessé six agents de police afghans. La population de Talukan s'est mise à ignorer les patrouilles de la Compagnie C et de l'Armée afghane, ce qui n'a fait que confirmer que cet endroit était un point névralgique[218]. Mais ce n'est pas tout. Le 11 juin, trois EEI ont fait exploser des véhicules canadiens dans le district de Panjwayi. L'un d'eux a explosé sous un véhicule blindé de dépannage, qui a brûlé dans un incendie spectaculaire à moins de 100 mètres de la FOB Ma'Sum Ghar (il n'y a eu ni morts ni blessés). Le lendemain, un convoi de la Compagnie C a heurté un EEI à l'intersection des itinéraires Fosters et Brown. Quand les chars et l'équipe de dépannage sont arrivés, ils ont heurté un autre EEI qui a détruit un VLLR. Vingt-quatre heures plus tard, la Compagnie C a fait irruption dans le secteur entre Talukan et la rivière Arghandab, pendant que les TUAV étaient redirigés au-dessus de l'itinéraire Fosters. Les opérateurs de ces derniers ont réussi à détecter ce qui leur a semblé être deux emplacements d'EEI, qui ont ensuite été exploités, puis démantelés[219].

Le quartier général du GT a détecté ce qui lui semblait un lien entre les opérations ennemies dans le Zharey et celles dans le Panjwayi. Cette vague d'attentats à l'EEI coïncidait avec le mouvement des insurgés vers l'itinéraire Summit à l'est et avec l'engagement ultérieur auquel la Compagnie I a été mêlée les 12 et 13 juin[220]. En effet, trois Canadiens ayant été tués par un EEI sur l'itinéraire Brown, le 20 juin, l'ennemi a semblé là faire une tentative pour détourner des ressources au moment où l'Op SEASONS battait son plein.

Les attaques à l'EEI n'ont pas cessé : la police afghane a été frappée tant et plus. Le 14 juin, les talibans ont envahi le poste de contrôle nº 7 et ont tendu une embuscade aux renforts qui allaient arriver. Le Maj Henderson a convoqué des chouras dans le district pour savoir ce qui motivait cette nouvelle campagne. Les membres de la choura lui répétaient que la violence tribale était à l'origine des attentats, mais le Maj Henderson n'acceptait pas cet argument, vu le recours accru aux EEI. Haji Baran, toujours utile, a déclaré que, « récemment, il avait du mal à convaincre les habitants de ne pas laisser les talibans détruire les nouvelles routes [les itinéraires Fosters et Brown]. […] Comme ils accusent le gouvernement de détruire leurs récoltes par le biais du manque d'eau, ils ne voient aucune raison de résister aux talibans[221]. » Le Maj Henderson et ses hommes ont aussi appris auprès de sources locales que les insurgés se servaient des mosquées, car ils savaient très bien que les forces coalisées faisaient preuve de réserve quand ils fouillaient ces dernières. La Compagnie C voulait se servir de projets de remise à neuf des mosquées pour nouer des relations avec les mollahs, mais il n'y avait aucun moyen évident d'obtenir des ressources à cette fin auprès des responsables des programmes de développement[222].

Une grande choura qui a réuni le chef du district, Haji Fazil Mohammad, Haji Baran, Mohammad Sarwar de Talukan et les commandants des forces de sécurité a abouti au consensus suivant : « La situation de la sécurité était stable dans le Panjwayi occidental jusqu'à il y a environ deux semaines, quand [la 5e Unité de la Police en attente] s'est installée à Mushan. » [Traduction] Les chefs de district afghans ont fait valoir l'idée que la police de cette unité « était surtout composée de Noorzais, que la population de Mushan était en majorité ishaqzaie » [Traduction], et que des rivalités tribales étaient en jeu. Le Maj Henderson a confirmé le tout quand il s'est réuni avec les chefs locaux de Talukan, Zangabad et Sperwan[223].

Cette idée ne correspondait cependant pas totalement à la réalité, car les actes de violence à Mushan avaient commencé avant l'arrivée de la 5e Unité de la Police en attente. L'emploi d'EEI contre les Canadiens qui opéraient plus à l'est et qui ne prenaient pas ouvertement part aux activités de cette unité ne cadrait pas non plus avec cette idée. La 5e Unité était connue comme étant à toutes fins utiles une milice privée appartenant au gouverneur, et on la disait corrompue. Des éléments de la structure d'influence voulaient probablement s'acquérir le contrôle de Mushan, un nœud vital de transbordement, et ils voyaient là une occasion de faire concurrence à la Route nº 1, ou d'en contourner les « postes de péage » en empruntant un autre itinéraire depuis les cultures de pavot jusqu'à la ville de Kandahar. Le tribalisme existant semble avoir été superposé rétroactivement à ce tableau pour camoufler les aspects commerciaux et territoriaux du différend. En effet, les talibans exploitaient de toute évidence ces rivalités à leurs propres fins sur plusieurs fronts.

Source : Auteur

L'itinéraire Brown, que l'on voit ici tel qu'il était en 2011, faisait face à la Base de patrouille Sperwan Ghar et la reliait à la principale voie de desserte est-ouest dans le district de Panjwayi. C'était au départ une piste de terre battue, que la coalition a ensuite élargie et asphaltée pour décourager les attaques aux engins explosifs improvisés, après que plusieurs Canadiens eurent été tués en 2007. L'ennemi a tenté de tendre des embuscades aux véhicules à maintes reprises le long de ce corridor, d'habitude en arrivant de l'ouest (à droite).

Mais alors, l'affaire s'est corsée. La présence de membres d'Al-Qaïda a été signalée à Mushan[224]. Ce qui est pire les officiers de la 5e Unité de la Police en attente en garnison ont eu un échange de feux avec des agents de la Direction nationale de la sécurité au bazar de Mushan : quatre agents ont été tués, et trois autres ont été grièvement blessés. Le CICP a fait enquête sur ces événements, tout comme l'ELMO, et les homologues de ces deux entités leur ont assuré que l'incident était d'origine tribale[225]. Tout portait à croire que la localité de Mushan était maintenant impliquée dans une sanglante vendetta[226].

Les attentats à l'EEI nuisaient au réapprovisionnement des ressources par l'ESN à Sperwan Ghar. Par exemple, le réapprovisionnement civil en eau a diminué, de sorte que l'ESN a dû utiliser ses ressources et accroître la taille ou le nombre de patrouilles logistiques de combat[227]. Quand le Maj Henderson et ses hommes sont sortis pour se rendre dans les collectivités, ils ont appris que les « talibans pakistanais » payaient les habitants de Zangabad et de Sperwan Ghar pour poser des mines et des EEI. Ce qui se passait dans ces secteurs semblait différent de ce qui avait cours à Mushan[228].

Ce qui intéressait particulièrement la Compagnie C, cependant, c'était la sensibilité apparente des talibans chaque fois que des forces coalisées ou les FSNA s'approchaient de Nakhonay. Située au sud de l'itinéraire Lake Effect, cette localité était un regroupement d'ensembles d'enceintes ne comportant qu'un chemin pour y entrer et en sortir. Le village était totalement entouré par des champs de raisins, des huttes de séchage et un terrain complexe : du haut des airs, le village ressemblait à une forteresse.

L'Op LUKE était conçue pour affirmer la présence de la coalition à Zalakhan et à Salavat, deux localités progouvernementales au nord de Nakhonay, puis pour filtrer la population de Nakhonay. Les talibans de Nakhonay avaient infiltré ce secteur et assassiné un aîné qui leur avait dit de quitter les lieux. L'opération était essentiellement une manœuvre pour recueillir des renseignements; y prenaient part la police afghane, une partie du 2e Kandak et un peloton de la Compagnie C, commandé par le Capt Matt Dawe. Les résultats ont été intéressants : les bavardages provenant de Nakhonay étaient aussi volumineux que variés : des propos formulés en anglais, en persan, en tadjik et même en tchétchène ont été entendus[229].

Des tentatives répétées qui visaient à cerner la meilleure façon de progresser dans le district de Panjwayi ont débouché sur une choura animée par les équipes de la COCIM de l'ERP, de manière que les chefs locaux puissent exprimer leurs griefs. La choura a éclairé davantage la dynamique du district. En deux mots, les villages ne pensaient pas que les Canadiens savaient ce qui se passait quand ils détenaient des personnes, et ils voulaient avoir leur mot à dire quand il s'agissait d'expliquer qui était coupable et qui ne l'était pas – au niveau communautaire. Les gens ne faisaient pas confiance à la police, sous quelque forme que ce soit, à cause des rivalités tribales. Beaucoup croyaient que les talibans « réformés », qui avaient été traités par les responsables du programme d'amnistie provincial de Kandahar – le PTS –, étaient mécontents parce qu'ils n'avaient pas reçu ce que le gouvernement Karzai leur avait promis : une terre et un emploi dans l'appareil gouvernemental. Un chef est allé jusqu'à recommander que « le pouvoir du gouvernement soit partagé entre les talibans et les autres partis » [Traduction], de manière à instaurer la sécurité[230]. De toute évidence, quelque chose n'allait pas dans le Panjwayi occidental. Malheureusement, ce dernier n'était pas une priorité. Le gouvernement provincial était de plus en plus obsédé par les districts du nord.

Les opérations dans le nord de la province de Kandahar, en juin et juillet 2007

En mars, le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar ont travaillé à l'opération ADALAT pour le cas où l'ennemi s'installerait dans le district d'Arghandab au lendemain de la tentative d'assassinat contre Naqib. Le plan prévoyait des efforts de sécurité et de développement dans les districts de Shah Wali Kot et d'Arghandab, ainsi qu'une opération perturbatrice dans le Khakrez et la partie nord du Shah Wali Kot. L'annonce publique

faite par le gouvernement de l'Afghanistan et le gouvernement provincial, selon laquelle le barrage de Dahla constituerait un élément central des travaux de développement, a été intégrée dans le plan, tout comme les mécanismes des districts et des localités relatifs au Programme national de solidarité[231].

Au début d'avril, les chefs de police des districts de Khakrez et de Shah Wali Kot se sont plaints au CICP que l'ennemi était en train de s'établir dans leurs districts. Ces préoccupations ont été formulées presque deux semaines avant l'annonce sur le barrage de Dahla. À la fin d'avril, les deux chefs de police ont eu l'appui de leur collègue du district de Neish, et les trois hommes ont demandé qu'une opération ait lieu pour chasser les talibans de ces régions avant qu'ils arrivent à s'y installer[232] (voir la figure 1-10). Le 27 mai, la police afghane dans le Shal Wali Kot est tombée dans une embuscade pendant qu'elle protégeait une équipe de réparation des routes près du barrage. Avec deux morts et trois blessés, la police afghane a réussi à repousser l'ennemi. Des TUAV Sperwer canadiens ont traqué deux groupes ennemis distincts pendant qu'ils se repliaient[233]. La FO Kandahar a décidé de lancer l'Op ADALAT. Il a fallu un certain temps pour faire la lumière sur les relations de commandement, car la FO 71 était une force étasunienne d'opérations spéciales qui participait à l'Op ENDURING FREEDOM et ne relevait donc pas de la FIAS de l'OTAN. Les Américains ont accepté de redéployer une partie de la FO 71 depuis Spin Boldak et de rassembler leurs alliés afghans, et le Canada a convenu de déployer deux obusiers M-777 de la Batterie D et des chars de l'Escadron A ainsi qu'un peloton d'infanterie de la Compagnie H. La FO 71 a établi une FOB à Khakrez, et des CH-47 de l'Armée des É.-U. ont transporté les canons canadiens jusqu'à des positions, à cet endroit, le 29 mai[234].

Le 30 mai, le Lcol Chamberlain a coordonné une réunion sur la sécurité entre les commandants canadiens et afghans et les chefs de district; plusieurs points importants ont alors été soulevés. Pour les Afghans, le problème en devenir était lié à un itinéraire de transit que les insurgés employaient traditionnellement pour aller du nord de l'Helmand jusqu'à Zabul en passant par le Khakrez et le Shah Wali Kot supérieur : « Ces districts servent d'étapes temporaires d'où sont lancées des opérations mineures dans l'Arghandab et des attaques-suicides dans la ville de Kandahar. Les habitants étaient manifestement exaspérés par le fait que [les forces coalisées] n'intervenaient pas rapidement. […] Dans l'ensemble, ils avaient l'impression que la situation s'apparentait à l'accroissement des éléments talibans dans le Panjwayi et le Zharey et que les pressions s'exerçant sur le Khakrez risquaient d'entraîner des ennuis dans le Shah Wali Kot, puis de menacer l'Arghandab et la ville de Kandahar[235]. »

Le Lcol Chamberlain a observé ce qui suit : « Tous les représentants afghans ne sont manifestement pas en faveur d'une approche semblable à celle de l'Op MEDUSA et préconisaient plutôt l'approche plus nuancée adoptée pour l'Op ADALAT. » [Traduction]

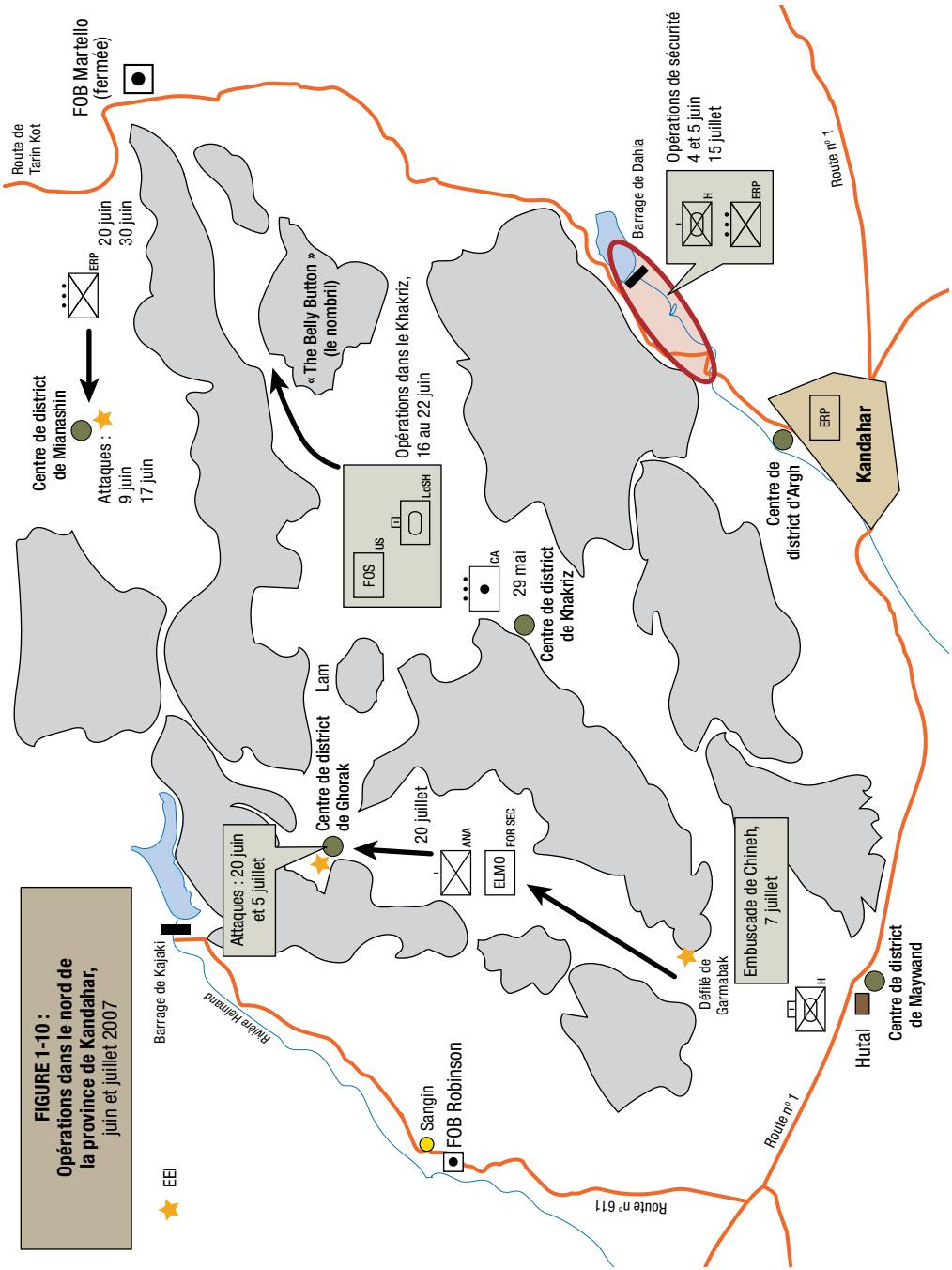


Figure 1-10 : Opérations dans le nord de la province de Kandahar, juin et juillet 2007

La tendance a été de confier aux forces de police afghanes les tâches liées à la sécurité dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot inférieur, pendant que l'ERP s'occuperait du développement. Une force coalisée se chargerait d'opérations perturbatrices dans le Khakrez et le Shah Wali Kot supérieur[236].

Le 4 juin, l'équipe de combat de l'Escadron A a emprunté l'itinéraire Oregon dans le district d'Arghandab en direction du Shah Wali Kot. Des rapports affluaient au CICP selon lesquels l'ennemi allait attaquer le barrage de Dahla[237]. À son arrivée, l'équipe de combat n'a rencontré aucun ennemi — ce qui n'a surpris personne —, mais le chef de district a dit croire qu'il y avait des centaines d'insurgés dans les collines. À l'issue de plusieurs réunions avec les relais d'influence, les Canadiens ont appris que la population souhaitait voir la FIAS assurer une présence dans le Shah Wali Kot inférieur et que l'ennemi n'attaquerait pas si cette présence était durable. La FIAS avait fait des promesses dans le passé, mais elle ne les avait pas respectées, de sorte que la population avait besoin d'être rassurée[238].

Pendant que l'Op ADALAT se poursuivait, les insurgés attaquaient le centre de district de Ghorak. Le chef de police de ce dernier a communiqué avec le chef de police de la province de Kandahar, le Bgén Esmatullah Alizai, pour obtenir de l'aide; ce dernier s'est mis en rapport avec le CICP pour demander l'aide des Canadiens. N'ayant reçu aucune réponse, Alizai a envoyé 15 agents, qui se sont apparemment rendus à pied jusqu'au centre depuis le Maywand. Sept d'entre eux ayant été blessés et l'ennemi se préparant à attaquer de nouveau, une vive conversation a eu lieu entre le chef de police de la province et la FO Kandahar. Vingt-quatre heures plus tard, les insurgés attaquaient une patrouille de la police dans le district de Mianishin; cinq agents ont été tués et trois autres ont été blessés. Esmatullah a exigé l'aide des Canadiens pour extraire les dépouilles des agents tués, mais la FO Kandahar a rejeté la demande. La pression, déjà énorme, qui s'exerçait sur les dirigeants de la police s'est accentuée dans la nuit du 9 juin quand des assaillants en motocyclette ont assassiné le général Dawood de la Police afghane. Le système de police, tel qu'il existait à Kandahar, donnait l'impression d'être sur le point de s'écrouler au niveau supérieur[239].

De multiples contacts avec l'ennemi ont été signalés dans le Shah Wali Kot, les 9 et 10 juin. Parallèlement à ces incidents, une patrouille canadienne, envoyée sans doute par l'ERP, est arrivée au centre de district de Shah Wali Kot dans le cadre d'une tâche de reconstruction. Le chef de district pensait que c'était des renforts et il a été dégoûté d'apprendre que la patrouille ne faisait là que ce qu'il a appelé une « visite de courtoisie […] La patrouille a refusé d'aider et a tout simplement quitté les lieux! » Le CICP a pu obtenir de la FO Kandahar qu'elle demande aux Américains des hélicoptères d'attaque pour fournir une couverture à la police[240].

Quand la police afghane a cheminé vers le sud avec les morts et les blessés dus aux embuscades, l'Escadron A et une partie de la Compagnie H se sont rendus dans le district de Khakrez afin d'opérer leur jonction avec la FO 71 en vue de mener des opérations. La Batterie D a continué à fournir un appui-feu depuis la FOB Khakrez, et des plans ont été élaborés avec la FO 71 pour exécuter des opérations dans le Shah Wali Kot supérieur, de manière à réduire la pression que la police subissait dans le sud. La force a fini par avoir les effectifs de trois détachements opérationnels Alpha des Forces spéciales avec les éléments afghans connexes, le tout équivalant à une petite compagnie pour chaque détachement opérationnel Alpha, sans compter une ETT étasunienne, une partie du 2e Kandak du 209e Corps et l'artillerie et les forces mécanisées canadiennes. Un détachement opérationnel Alpha des Forces spéciales a été chargé d'encadrer une milice privée de 100 hommes qui se désignait comme étant la patrouille routière de l'Oruzgan[241]. Dans un sens général, les forces spéciales canadiennes et étasuniennes allaient travailler dans le secteur du « Belly Button » et de Gumbad et dans les environs, pendant que la « police » et ses mentors rendraient sûre la route de Tarinkot et l'ouvrirait au commerce. La FO Kandahar ne se faisait pas d'illusion. C'était là une mission axée sur l'économie d'efforts, car aucun soutien n'était prévu pour le développement ou la reconstruction.

Les talibans ont placé la barre plus haut les 16 et 17 juin : trois instructeurs étasuniens intégrés ont été tués lors d'une attaque avec un EEI massif à Khakrez. Le même jour, les insurgés se sont lancés à l'assaut du centre de district de Mianishin. Tandis que les pertes s'accumulaient et que les munitions s'épuisaient, le chef de police de Mianishin a imploré l'aide d'urgence des forces coalisées. Deux avions F-18 ont été dépêchés là pour intimider l'adversaire, mais comme il n'y avait sur place aucun contrôleur interarmées de la finale de l'attaque certifié par la coalition, les avions ont refusé de larguer leurs bombes. Le gouverneur adjoint (Asadullah Khalid était en « congé pour raisons médicales » après l'affaire du mollah Dadullah Lang) et le chef de police Esmatullah ont adopté un ton « assez agressif » en exigeant l'aide canadienne.

La FO Kandahar a pu, encore une fois, obtenir l'appui d'hélicoptères d'attaque étasuniens pour qu'ils veillent du haut des airs sur un convoi de relève afghan si les Afghans réussissaient à en former un, mais Esmatullah a exigé un soutien immédiat. Les chefs plus impassibles tels que le Col Mohammad Abdul Hakim, chef de la sécurité de la province, ont dressé un plan avec la police et l'armée afghanes et l'Armée canadienne. Le CICP a eu la collaboration de l'Armée nationale afghane et a aussi réussi à obtenir des troupes[242]. Le gouverneur, maintenant revenu de son congé pour raisons médicales, a plongé dans le fouillis de plus en plus indescriptible. Après avoir tenu discrètement une réunion tard en soirée, les autorités ont relevé le Bgén Alizai de ses fonctions. Le gouverneur a bien précisé au Lcol Chamberlain

que, selon lui, le chef du district de Mianishin « avait tendance à crier au loup » et que la menace « n'était pas aussi grave qu'on l'avait décrite à l'origine » [Traduction]. Il s'est ensuite tourné vers ce qui l'intéressait en priorité : l'amélioration de la route entre Mushan et Bazaar-e Panjwayi[243].

Cependant, quand Khalid a vu que la situation à Mianishin risquait de nuire à son image publique, il a décidé d'organiser un événement médiatique au centre de district. La FO Kandahar a alors chargé le Lcol Chamberlain de rassembler sa compagnie de protection de la force et de la déployer à l'appui de l'opération à Mianishin, désormais appelée « Op COLLABORATION ». Le moral de la police était tellement bas que Khalid a décidé que cet événement ferait publiquement l'éloge des « héros de la Police nationale afghane » [Traduction]. Le commandant de l'ERP n'était pas content : « [Pareil déploiement] établit un précédent qui pourrait limiter d'autres résultats opérationnels de l'ERP dans les domaines de la gouvernance, de la reconstruction et du développement[244]. » [Traduction] Cette fois encore, l'ERP risquait de perdre sa capacité de déployer indépendamment son personnel d'autres ministères gouvernementaux et de la COCIM, tout comme l'ERP de la FO Orion avait été paralysée par le retrait de la Compagnie B en 2006.

Comme pour agacer le gouverneur, les talibans ont attaqué le centre de district de Ghorak encore une fois dans la nuit du 19 juin. Selon de nombreux rapports, la population locale avait averti la garnison déjà affaiblie de la police que les talibans étaient sur le point d'attaquer; par conséquent, la police s'est déplacée vers le sud, tout en continuant d'observer la situation. Le chef de police de Ghorak a même demandé à la FIAS de larguer une bombe sur le centre, maintenant que les insurgés l'occupaient[245]. La FO Kandahar a ensuite ordonné au Lcol Eyre de l'ELMO de déployer son peloton de la force de sécurité pour qu'il se joigne à un groupe d'instructeurs américains intégrés afin de reprendre le centre de district de Ghorak. Le retrait de la FORSEC de l'ELMO a eu à peu près le même effet sur cette dernière que celui qu'avait eu sur l'ERP le retrait de la Compagnie de protection de la force[246].

La FORSEC de l'ELMO et les instructeurs américains intégrés se sont joints à la police du Maywand (d'une fiabilité douteuse dans le meilleur des cas, car elle travaillait pour Haji Saifullah à qui l'on ne pouvait pas faire confiance) et ils se sont préparés à se diriger vers le nord en passant par le défilé de Garmabak. Un véhicule afghan a heurté un EEI, ce qui a mis fin à la mission temporairement. Une troupe de chars de l'Escadron A s'est jointe à la force en même temps qu'une compagnie du 2e Kandak de l'Armée nationale afghane. Prenant un second départ, la force mixte est arrivée au centre de district de Ghorak le 25 juin sans avoir rencontré d'opposition. Le gouverneur a décidé d'organiser une opération de relations avec les médias et il s'est rendu au centre de district par la voie des airs avec des représentants de l'ERP; une grande choura a alors eu lieu avec la population locale. Opportuniste par excellence, Khalid a promis que la 5e Unité de la Police en attente

se redéploierait de Mushan à Ghorak pour s'occuper de la sécurité. La force mixte a quitté Ghorak le 27 juin, et la majorité des membres de la police lui a emboîté le pas, car ces derniers ne voulaient pas attendre l'arrivée de la 5e Unité[247].

Entre-temps, dans le district de Khakrez, l'équipe de combat de la Compagnie H et la FO 71 sont sorties pour exécuter des opérations dans les environs du « Belly Button ». À l'arrivée au lagger CANNISTER au nord, toutefois, plusieurs pannes ont frappé les vieux chars Leopard usés dont le nombre en état de marche est tombé à deux. Par ailleurs, le groupe moteur d'un véhicule de dépannage blindé a cessé de fonctionner. L'équipe de combat n'avait désormais plus aucun moyen de récupérer ses véhicules s'ils tombaient en panne ou s'enlisaient. L'ESN avait du mal à ravitailler les forces dans le Ghorak par voie de terre, vu que ses ressources étaient étirées à l'extrême, et cela retardait les opérations canadiennes. La Batterie D a continué d'appuyer les opérations de la FO 71 et a ainsi tué plusieurs insurgés avec des obus de 155 mm et de 81 mm[248].

L'intention était de balayer les villages de Padah et de Mian en vue de préparer l'infiltration du secteur de Gumbad par la FO 71. Une fois que l'Escadron A et la Compagnie H furent arrivés à Padah, une violente et chaotique opération de dégagement, qui a duré deux heures, a commencé : l'ennemi se servait du village déserté comme d'un cantonnement. Quand les chars Leopard et les VBL III sont entrés dans le secteur, des équipes de deux hommes munis de GPF et des grappes d'insurgés surpris, qui circulaient dans les complexes d'enceintes irréguliers, les ont attaqués. Avançant sans hésitation dans le secteur, les chars ont supprimé les équipes munies de GPF avec des obus de 105 mm, pendant que les obusiers M-777 entrés en action à la demande des observateurs avancés éliminaient chaque poste d'observation repérable des insurgés sur les hauteurs. Avec leur canon de 25 mm, les VBL 111 de l'infanterie ont même pris à partie des insurgés éparpillés qui essayaient d'organiser une défense. Environ 18 insurgés ont été tués au cours du combat, sans que la coalition subisse la moindre perte. D'importantes caches d'armes ont été découvertes, et une installation de communications ennemie a été détruite par les chars[249]. La capture de Padah et de Mian a préparé le terrain à la FO 71 en vue de son assaut contre Gumbad, qui a lieu le lendemain.

L'engagement de Padah a été couronné de succès, et la FO 71 a perturbé l'activité des insurgés dans le Shah Wali Kot supérieur, mais ces opérations ont grandement préoccupé les commandants des sous-unités canadiennes. Certains planificateurs dans un quartier général supérieur voulaient que l'Escadron A se sépare de deux chars, d'un peloton d'infanterie, d'une section du Génie et d'un véhicule de dépannage blindé pour que ces éléments aillent exécuter une opération tout à fait distincte dans le Shah Wali Kot. Cela « deviendra très difficile si des problèmes surgissent […] un tel déploiement de chars risque d'avoir de graves conséquences » [Traduction]. De même, le 42e Escadron de campagne a froidement

souligné que « les opérations dans le district de Ghorak étirent nos forces au-delà de leurs limites[250] » [Traduction]. Le moment était venu pour le GT de mettre fin à son rôle dans le cadre de l'Op ADALAT. Un hélicoptère Chinook a ramené la troupe d'obusiers M-777 de la Batterie D au KAF, et l'équipe de combat de l'Escadron A est revenue à Ma'Sum Ghar.

Puis l'attention s'est de nouveau tournée vers Mianishin. Les insurgés y sont retournés et ont usé de tirs de harcèlement contre la police. Quand cette dernière a demandé de l'aide et qu'elle ne l'a pas obtenue promptement, la plupart des agents ont quitté leur poste et sont rentrés chez eux le 30 juin. L'Op COLLABORATION II, c'est-à-dire un autre groupement *ad hoc* de policiers afghans, de membres de l'Armée afghane et de Canadiens, a été organisée. Le gouverneur en a eu assez et il a tempêté contre les chefs de la police en disant que « la police manquait de détermination ». Khalid a garanti à tout le monde que le nouveau chef de la police provinciale, le général Sayed Agha Saqib, tirerait les choses au clair[251].

Malheureusement, le drame ne s'est pas arrêté là. Une attaque insurgée à deux volets judicieusement préparée et lancée contre la 5e Unité de la police permanente, retranchée dans le centre de district et dans un poste d'observation, a fait sept blessés dans les rangs de la police et, comme auparavant, les munitions des défenseurs se sont épuisées. La FO Kandahar a tout d'abord rejeté les demandes de la police qui réclamait le déploiement d'une compagnie d'infanterie, mais elle a réussi à obtenir plusieurs sorties d'aéronefs alliés qui ont manifesté leur puissance au-dessus du centre de district. Encore une fois, le concept du contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a été expliqué aux chefs de la police. Une colonne de ravitaillement de la police s'est dirigée vers le nord à destination du centre de district de Ghorak, par suite de l'attaque talibane, mais elle est tombée dans une embuscade près de Chineh, le 7 juillet. Six véhicules de la police et 60 agents ont été touchés, et douze ont été tués[252]. Après l'embuscade, des insurgés locaux ont fait feu sur le centre de district du Maywand.

La Compagnie H et l'Escadron A se sont déployés dans leurs VBL et leurs chars sur la Route no 1 à destination du Maywand; ils ont opéré leur jonction avec l'ELMO et une compagnie d'armement de l'Armée afghane, puis ils ont foncé vers le lieu de l'embuscade avant de prendre la direction du centre de district de Ghorak. La décision a été prise de laisser une compagnie de l'Armée nationale afghane et des mentors de l'ELMO à Ghorak cette fois, pour le reste de la rotation[253]. Un char Leopard de l'Escadron A a heurté une mine dans le défilé de Garmabak. Signalons que ces opérations, y compris la récupération du char Leopard, ont retardé une opération canadienne dans le district de Zharey.

Ces attaques du centre de district ont rappelé celles lancées contre Garmsir et Nawa en 2006. À en juger par la tendance de l'activité ennemie dans le nord de la province de Kandahar, il est probable que les dirigeants insurgés aient appris une importante leçon à la faveur des opérations de la coalition dans l'Helmand. Les insurgés savaient très bien

que les centres de district étaient des symboles de gouvernance et que le gouvernement chercherait à les reprendre. En l'occurrence, les attaques quasi simultanées déclenchées contre Ghorak et Mianishin et les menaces que les insurgés ont dirigées contre le Shah Wali Kot ont fait intervenir la police afghane à un moment où la police était en proie à de graves problèmes du point de vue institutionnel. La FO Kandahar était constamment attirée dans ces combats, en partie pour manifester sa solidarité, mais aussi parce qu'une accumulation de forces ennemies risquait de menacer l'Arghandab, lequel était lui-même aux prises avec des problèmes de leadership.

Il faut situer tout cela dans le contexte de ce qui se passait dans le Zharey et le Panjwayi. De toute évidence, la coalition accomplissait des progrès dans ces districts. En exerçant des pressions sur les districts plus faibles plus au nord, près de leurs itinéraires d'approvisionnement, les chefs insurgés savaient que la coalition devrait desserrer son emprise sur le Zharey et le Panjwayi afin d'enrayer ces nouvelles menaces, et toute cette activité avait lieu en pleine canicule afghane et à la veille d'une autre rotation des troupes canadiennes.

À la mi-juillet, les talibans sont revenus dans le Shah Wali Kot, en se servant de haut-parleurs pour ordonner aux habitants de quitter le secteur. Une fois de plus, l'ennemi semblait planifier une attaque contre le secteur du barrage de Dahla; le 14 juillet, la Compagnie I et la police de la ville de Kandahar se sont déployées dans une démonstration de force. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi[254].

Pendant toute cette période, la FO Kandahar a été en désaccord avec le Commandement régional (Sud) quant à savoir quel devait être le centre de gravité régional : la province d'Helmand ou la province de Kandahar? Naturellement, les dirigeants britanniques favorisaient l'Helmand et son insatiable besoin de forces terrestres pour combattre la coalition de plus en plus forte engendrée, dans une large mesure par d'imparfaites politiques anti-drogue, entre les clans et les insurgés. Le Canada estimait que la crédibilité de la police et le renforcement des capacités dans la province de Kandahar étaient menacés à ce stade clé et qu'ils auraient dû être une priorité afin d'améliorer l'état de la sécurité dans son ensemble. Les Américains avaient leurs propres priorités dans le territoire géré par le Commandement régional (Est) et ils ne s'intéressaient à rien d'autre. Cependant, l'influence canadienne coordonnée n'était pas assez grande à Kaboul pour « faire valoir » la position de notre pays dans les cercles supérieurs et forcer une réaffectation des ressources[255].

Le mollah Naqib est retourné dans l'Arghandab le 23 juillet et il s'est réuni avec le Maj Chip Madic, commandant adjoint de l'ERP. Pendant qu'ils discutaient de l'évolution récente de la situation dans l'Arghandab et les environs, Naqib a déclaré ce qui suit : « Si la FIAS ne réagit pas immédiatement à l'accumulation des insurgés, il faudra dans l'avenir mener une opération de grande envergure qui coûtera la vie à des soldats canadiens. » [Traduction] Naqib a poursuivi en ces termes : « La menace pesant sur Kandahar a ses racines

au Pakistan, et le gouvernement pakistanais appuie l'insurrection talibane de toutes sortes de façons. L'ISI pourrait éliminer tous les dirigeants talibans s'il le voulait, car il sait où ces derniers vivent […] Si quelqu'un supprimait le Pakistan, il serait ensuite possible de mettre l'accent sans encombre sur le développement dans la province de Kandahar. » [Traduction] Naqib a dit qu'il priait Allah pour qu'il favorise cette solution[256]. Selon Naqib, « la PNA avait besoin d'un soutien plus grand et plus rapide que celui fourni actuellement par la FIAS […] la PNA constitue la première ligne de défense dans la lutte contre les insurgés[257] » [Traduction].

Les services de police continuent à faire problème

Les complexités du « triangle » créé par l'appareil judiciaire, la police et les prisons — ou l'absence de ces éléments dans le cas de Kandahar — ont attisé l'insurrection dans certaines localités et expliqué pourquoi les habitants ont toléré l'aide de djihadistes étrangers venus du Pakistan. Des structures injustes engendrent des décisions injustes. De telles décisions donnent lieu à des griefs. Les griefs non réglés réduisent la légitimité du gouvernement et suscitent l'opposition; avec le temps, l'opposition récalcitrante passe à la violence extrémiste. Les rapports entre l'Armée canadienne et la police afghane en 2007 ont ouvert une fenêtre sur les limites clés avec lesquelles les forces coalisées ont dû composer dans leur lutte contre l'insurrection.

En rétrospective, beaucoup trop d'organisations mettaient la main à la pâte, et leurs interventions n'étaient pas coordonnées. L'incapacité des Allemands de gérer le « pilier » de la police a provoqué beaucoup d'improvisation. Par conséquent, il y a eu de multiples opinions, parfois contradictoires, sur ce qu'il fallait faire dans le domaine de la police, sans que les Afghans soient consultés, ou presque. Dans son expression la plus large, ce problème a été décrit comme étant « l'opposition entre le bleu et le vert » [Traduction]. La police était-elle censée fournir des services de police? Était-elle une gendarmerie, ou encore une milice? Aucune réponse définitive qui aurait satisfait les entités aidant la police à Kandahar, encore moins à Kaboul, n'a jamais été donnée à cette question. Faute de réponse, les solutions tactiques à court terme, qui consistaient à donner à un homme un uniforme et un fusil d'assaut et à l'affecter dans un poste de contrôle, après lui avoir fourni un entraînement minimum, sont devenues la réponse par défaut. Pour aller au-delà de ce stade, il fallait des réponses à plusieurs questions impossibles : quelle loi cet homme quasi analphabète était-il censé appliquer? La Constitution? La Charia? Le pachtounwali? Et si ce policier arrêtait un suspect, quel tribunal était-il censé le juger? Tous les juges formés par les Italiens et devant siéger à Kandahar ont demandé l'asile à l'Italie et ne sont jamais revenus en Afghanistan. À supposer que le suspect fût reconnu coupable, dans quel établissement fallait-il l'incarcérer et pour combien de temps[258]?

Des pressions fortes et incessantes se sont exercées une fois que la situation des détenus est devenue un enjeu politique au Canada, et elles visaient à réparer d'une façon ou d'une autre les trois « piliers » du système pour les harmoniser avec les valeurs et les normes canadiennes. Les critiques au Canada refusaient d'accepter qu'un système juridique occidental n'existait tout simplement pas en Afghanistan en 2007, et qu'il n'en existerait aucun dans le proche avenir. Ces exigences étaient carrément en conflit avec la réalité présente à Kandahar. La FO Kandahar et ses unités ont dû s'adapter aux circonstances, peu importait à quel point cela produirait un résultat déformé.

Les organisations canadiennes comprenaient la Compagnie de PM, la police civile (CIVPOL) de l'ERP, et le MAECI. La Police militaire était elle-même divisée sur le plan culturel. Pendant les années 1990, axées sur le maintien de la paix, une culture qui favorisait les méthodes des forces de police civiles a dominé : la Police militaire a cessé de porter le même uniforme que les soldats, par exemple, et elle a adopté un uniforme noir. Beaucoup, croyait-on, s'enrôlaient dans la Police militaire dans l'espoir de se préparer à une carrière dans la police civile, et non dans les forces armées. De nombreuses compétences de la Police militaire du temps de la guerre froide ont été perdues : mentionnons ici celles concernant la prise en charge de nombreux prisonniers de guerre et les opérations de combat dans la zone arrière. D'un autre côté, la perspective de la CIVPOL de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) s'apparentait à celle d'une gendarmerie. Quant à lui, le MAECI suivait une seule approche : ses représentants avaient des fonds pour financer toutes sortes de programmes visant à renforcer les capacités de la police et des systèmes juridiques.

Le Maj Bernard Hudson à la FO Kandahar et le surintendant Dave Fudge à l'ERP ont lentement délimité les responsabilités de la police, pendant que Gavin Buchan et Jon Davison fournissaient tous les fonds du MAECI qu'ils pouvaient obtenir. Tout comme l'ELMO et l'Armée nationale afghane, la CIVPOL était préoccupée par le fait que la police n'avait ni système logistique ni processus de planification en haut lieu. Cet état de choses était aggravé par les mauvais systèmes de communication et, quand la paie du personnel se faisait attendre, ce dernier recourait à la corruption locale pour compenser le manque à gagner. En effet, de nombreux agents de police prenaient congé pour aller aider à récolter le pavot de manière à pouvoir joindre les deux bouts. La professionnalisation de la police correspondait à l'approche de la CIVPOL. Au départ, la Police militaire souhaitait contribuer à l'Op PORTCULLIS, mais celle-ci est devenue une responsabilité de la CIVPOL. Par conséquent, la Police militaire a contribué à l'instruction militaire au centre d'entraînement régional, en sus de ses autres fonctions. L'idée d'une « ELMO pour la police » a été soulevée dans de nombreux milieux canadiens; selon cette idée, la Police militaire aurait pu contribuer à l'encadrement des agents sur le terrain, mais il a fallu du temps pour développer le concept[259].

Une forte pression s'exerçait pour que le centre d'entraînement régional dirigé par DynCorp produise des agents partiellement entraînés, mais les acteurs canadiens comprenaient tous qu'il leur incombait moralement d'inculquer aux agents de police afghans au moins des notions militaires élémentaires de survie et plus qu'un semblant de connaissances propres à la police. En général, c'était ce qui s'était produit pendant tout le début de 2007. Les districts avaient besoin de policiers pour occuper les postes de contrôle et exécuter des fouilles dans le « quadrilatère bleu », pendant qu'ils seraient entourés par le « quadrilatère vert », composé du GT et de l'Armée nationale afghane. Les menus détails de la loi n'étaient pas aussi pertinents dans ces situations. Cependant, la ville de Kandahar avait besoin de policiers pour patrouiller dans les quartiers, comme le faisaient les agents de police au Canada, par exemple pour servir de médiateurs dans des différends locaux et maintenir la paix dans les rues. Dans cet environnement, la loi devenait plus importante.

À tous ces égards, le travail progressait, mais les critiques estimaient constamment que les choses n'avançaient pas assez vite. La police afghane elle-même était divisée, parfois de façon délibérée. Le programme de DGAI (voir le volume I) a converti les membres de certaines milices tribales en « agents de police », mais même si le centre d'entraînement régional les avait filtrés et acceptés, tous les Afghans savaient envers qui ils étaient loyaux. Les policiers professionnels de plus en plus nombreux non issus d'une milice ne s'harmonisaient pas avec ces groupes, même si tous portaient le même uniforme de serge bleu-gris, la même carte d'identité et les mêmes armes. Chaque chef de police de district devait composer avec la dynamique tribale – et commerciale – de son district. Certains chefs étaient nommés par la voie du népotisme, de sorte que le chef de police provinciale ne contrôlait pas tout son personnel. À cet égard, il existait une autre dynamique, soit celle qui opposait Kaboul et Kandahar. Les personnes d'influence provinciales, publiques ou non, ne voulaient pas que Kaboul se mêle de leurs activités commerciales, facilitées par « leur » police, laquelle « comprenait » les rouages des affaires. C'est ainsi que le général Esmatullah Alizai s'est mis à dos la structure d'influence informelle de Kandahar et qu'il a été remplacé par le général Saqib. En juillet, il a été évident qu'une campagne d'assassinats était menée contre la police dans la ville de Kandahar. Mais par qui? À cause des bouleversements constants, le système de police de Kandahar n'a pas pu se stabiliser en 2007. Certains ne voulaient pas que cela se produise, et ce n'était pas exclusivement les talibans.

Si on considère les gains, l'Op PORTCULLIS a eu un effet important sur la sécurité dans la ville. Les postes de contrôle, qui étaient à la veille de devenir des postes de police auxiliaires, n'ont pas assuré une sécurité totale, mais le semblant de contrôle du périmètre a constitué un début. Cela a été une grande réussite pour l'ERP. Il faut aussi mentionner que les réunions de coordination sur la sécurité que la FO Kandahar a organisées et auxquelles ont assisté les représentants de celle-ci, des forces de police et de l'Armée nationale afghane ont

été une autre réussite clé, tout comme les opérations du CICP, malgré le caractère houleux occasionnel de cette relation. Les mécanismes étaient en place, et tous les intervenants s'en sont servi, même s'ils étaient imparfaits. Ces mécanismes reposaient sur des bases établies en 2005 et 2006, mais la FO Kandahar a pu les faire passer au prochain niveau.

Toutefois, il était difficile de ne pas éprouver le sentiment qu'au milieu de 2007, de profonds problèmes systémiques existaient au sein de la police. Le Maj Gardner, qui dirigeait le CICP, a exprimé ce sentiment on ne peut mieux :

> Il ne se passe pas une journée sans que je ne sois déçu par [la police afghane]. Les agents ont plusieurs longueurs de retard, ils subissent d'horribles pertes et ils sont mal payés. Cependant, ils font des efforts, mais ils manquent de mentors et, à mon avis, d'une relation de confiance bilatérale entre le district et le QG[260].

Malgré tous les efforts canadiens, certaines choses n'étaient pas destinées à changer. Dans un rapport du CICP, on lit ce qui suit :

> Le J5 m'a demandé d'interroger la PNA au sujet d'une émission diffusée à la radio afghane concernant un droit de passage prélevé auprès des conducteurs de taxi et d'autocar sur la Route nº 1 à l'OUEST de la ville de Kandahar. Il aurait alors été dit que le droit perçu était de 500 afghanis et que les conducteurs étaient menacés de mort s'ils ne payaient pas. Tout le personnel présent a déclaré que c'était évidemment le cas; c'était normal, et cette pratique n'allait jamais cesser. Tous les agents dans tous les districts font cela et ils ont en général des liens avec des personnes d'influence telles qu'Ahmed Wali Karzai et le mollah Naqib. L'objectif est toujours de s'emplir les poches d'argent comptant, et l'instabilité de la sécurité facilite cet état de choses [...] c'est pourquoi bon nombre de ces personnes ne voudront jamais que l'état de la sécurité s'améliore. *J'étais abasourdi par la franchise des commentaires des personnes présentes*[261]. [Traduction]

Il y avait cependant une fugitive lueur d'espoir. À la fin de 2006, les Allemands ont finalement admis leur échec à l'occasion de la Réunion de coordination internationale de la Police afghane, tenue à Dubai. L'Union européenne a accepté de tendre la main aux Allemands et d'établir une mission d'entraînement de la police sous son égide. Les Américains, ne voulant pas être déboussolés par un changement de nom et toutes sortes de pourparlers, ont ordonné à l'Équipe conjointe d'assistance à la sécurité en Afghanistan (ECAS-A) de renforcer sa structure d'entraînement de la police et d'amorcer la réforme de la police au ministère de l'Intérieur. Des intervenants puissants à Kandahar ont essayé d'entraver la réforme de la police à chaque stade, mais les Américains ont proposé de

déployer des équipes de mentorat de la police qui seraient dirigées par un Commandement régional consultatif (Sud) de la police (CRCP). Les équipes étasuniennes de mentorat de la police (EMP), constituées à la hâte au cours de l'été 2007, se composaient de membres de la Garde nationale et de la Police militaire. Les trois premières équipes, chacune composée de 11 personnes, sont arrivées chez l'ERP à la fin de juillet 2007. Cependant, le Commandement régional (Sud) d'aide à la police n'était pas une organisation de la FIAS (il faisait partie de l'Op ENDURING FREEDOM) et il ne relevait d'aucune structure de commandement reliée de près ou de loin à la FO Kandahar. Les complexités de l'Afghanistan étaient quasi étrangères au Commandement en question[262].

Opérations préalables à la relève sur position, en juillet et août 2007

Le Lcol Walker était de plus en plus préoccupé par la situation à l'ouest de la ville. Le GT 2 RCR a averti la FO Kandahar que, si plus d'agents de police n'étaient pas rendus disponibles, et vite, le contrôle du district de Zharey échapperait à la coalition. Les insurgés intensifiaient leurs opérations d'information contre la population dans tout le district et, faute d'une présence gouvernementale, aucun message ne contrait celui des talibans[263]. Le GT ne pouvait que poursuivre son programme de perturbations (voir la figure 1-11).

L'Op DRAGON a amené la Compagnie I au village de Tajmohammad, situé entre Howz-e Madad et Lakokhel. Recourant à ses techniques d'infiltration de nuit désormais caractéristiques, le Maj Quick a dirigé trois pelotons débarqués à travers un terrain extrêmement dense jusqu'à des positions défensives désignées qui se trouvaient sur le chemin de repli prévu des talibans. Ses VBL III, qui étaient dans un refuge Zulu, la 1re Compagnie et le 2e Kandak et ses mentors canadiens de l'ELMO ont établi une ligne de tir le long d'une ligne d'oueds au nord. Depuis sa position, la Compagnie I a vu des insurgés qui préparaient des armes et s'apprêtaient à se déplacer vers le nord quand le contact a été établi : le combat venait de commencer. « Il était clair que les talibans n'avaient aucune idée de la façon dont la Compagnie était orientée sur le terrain », selon le rapport post-opération. [Traduction] Les talibans se sont alors repliés vers l'est et ils ont été poursuivis par la Compagnie I à laquelle s'est jointe la 1re Compagnie. Cela a entraîné de multiples contacts, et de nombreux ennemis ont été tués. Un contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a pu diriger un avion A-10 qui s'en est pris à l'ennemi en fuite, et les canons de la Batterie D sont eux aussi intervenus. L'Escadron A s'est rendu à Howz-e Madad au cas où la Compagnie I et la 1re Compagnie auraient besoin d'une extraction, mais en cette occasion, le travail des blindés s'est limité à l'emploi d'un véhicule Badger pour enterrer tous les ennemis tués[264]. La Compagnie H s'est ensuite embarquée en vue de l'Op MARS, pendant que la Compagnie I se réarmait en vue de l'Op PLUTO destinée à maintenir la pression sur le secteur d'Howz-e Madad-Sangsar.

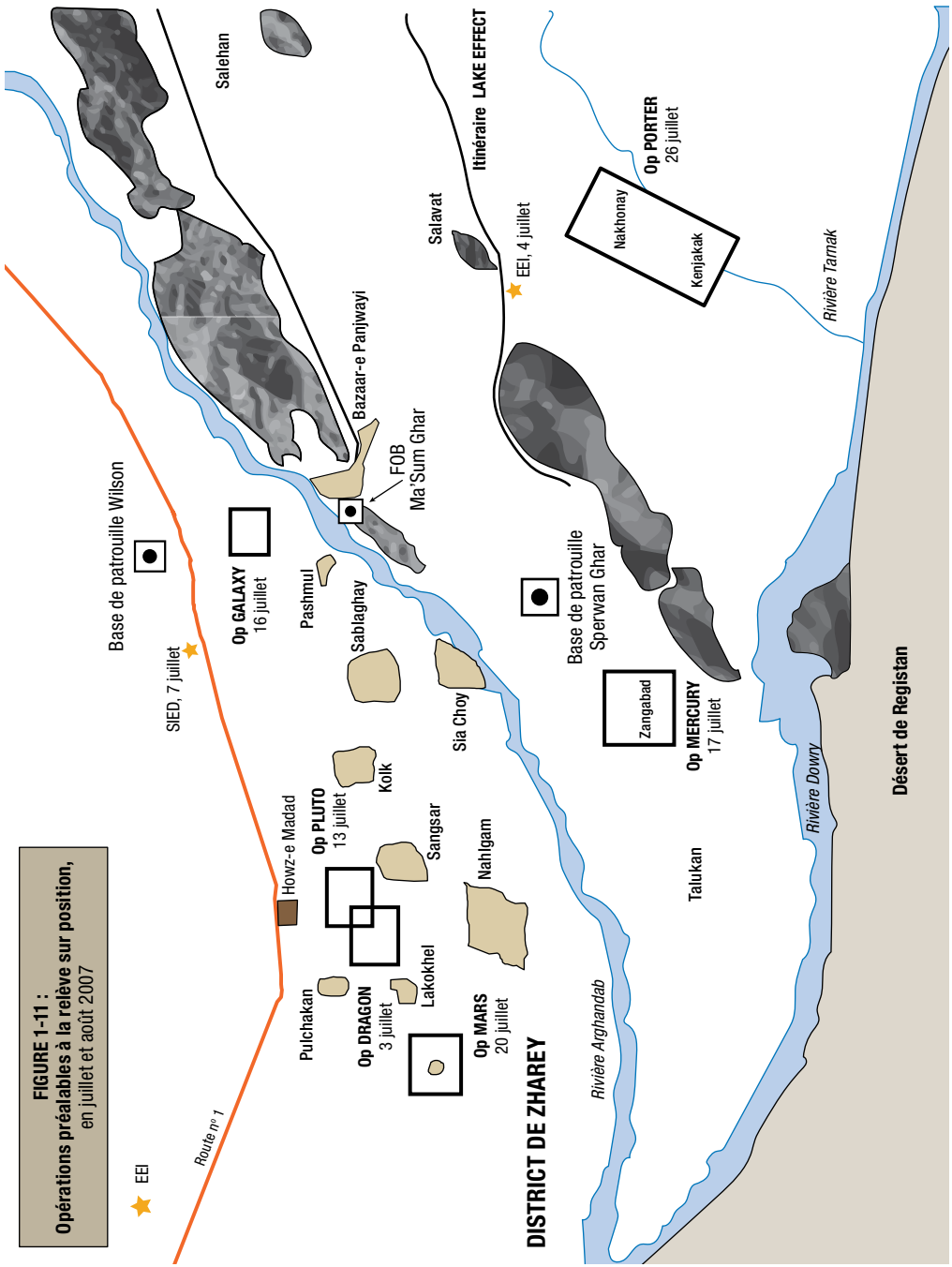


Figure 1-11 : Opérations préalables à la relève sur position, en juillet et août 2007

Dans le Panjwayi, le Maj Henderson et la Compagnie C se démenaient pour travailler dans la Corne du Panjwayi à l'ouest et lutter en même temps contre le problème en évolution dans la partie orientale du district dans les environs de Nakhonay. Le 4 juillet, l'ennemi a exprimé concrètement son mécontentement à l'endroit des Canadiens qui continuaient de s'intéresser à Nakhonay. Un convoi canadien de la Compagnie C, dirigé par un char Leopard muni d'un rouleau, a avancé lentement vers l'est sur l'itinéraire Lake Effect. Sur l'intercom, on a entendu : « Ils arrivent. » À une légère dépression dans la route, près de la pointe d'un accident du relief à Salavat Ghar, un insurgé caché à 120 m au nord a fait sauter une mine anti-chars TM attachée à un obus de 152 mm. L'explosion a touché un camion RG-31 et tué six Canadiens et un interprète afghan[265]. Ont ainsi perdu la vie le Capt Matt Dawe, les Cpl Jordan Anderson et Cole Bartsch et le Sdt Lane Watkins, membres du 3 PPLCI, le Capt Jeff Francis, membre du 1 RCHA, et le Cplc Colin Bason, membre du Royal Westminster Regiment. La déflagration a été inhabituellement énorme, à tel point qu'il a fallu faire venir un véhicule Badger pour redresser la coque fracassée et permettre la récupération des membres d'équipage. L'équipe anti-EEI et les enquêteurs du Service national des enquêtes des Forces canadiennes sont arrivés nombreux pour examiner l'emplacement avant que tous les éléments soient enlevés[266].

Trois jours plus tard, un attentat-suicide avec véhicule a ciblé un VBL III de la Compagnie H qui se déployait sur la Route nº 1 aux fins de l'Op MARS. Cette attaque a blessé quatre Canadiens et a eu lieu au même endroit que de nombreux autres attentats-suicides à l'EEI au cours de cet été. La présence d'un certain nombre d'EEI a aussi été signalée dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters en même temps, ce qui a entraîné la fermeture complète de la route. Le Lcol Walker a rédigé ce qui suit dans un rapport : « Les EEI employés contre nous sont assez puissants pour causer d'importants dommages aux véhicules blindés. De nombreux appareils de contre-mesures électroniques (CME) sont inutilisables à bord des véhicules. » [Traduction] D'autres roquettes ont été lancées contre Ma'Sum Ghar. On a conclu que le tir indirect visait à « immobiliser des forces à Ma'Sum Ghar afin de faciliter une attaque à l'EEI contre un convoi du GT sur [la Route nº 1] » [Traduction]. Les Op MARS et PLUTO ont été retardées d'une semaine[267].

L'Op PLUTO visait à perturber l'activité ennemie et, en particulier, un centre ennemi de commandement et de contrôle entre Howz-e-Madad et Sangsar. D'après les ressources ISTAR, deux groupes de 30 hommes étaient à l'œuvre dans ce secteur, dont certains avaient été repoussés par l'Op DRAGON. Une infiltration nocturne exécutée par la Compagnie I avec le peloton de reco et des tireurs d'élite a été couronnée de succès, tandis que les VBL III, la 1re Compagnie et l'ELMO du 2e Kandak formaient encore une fois une ligne d'interdiction le long de la première ligne d'oueds au sud de la Route nº 1. L'infiltration

n'a aucunement été détectée, et les Canadiens pouvaient voir à 200 m d'eux les talibans en train de prier et de faire leurs ablutions matinales. Aucun civil n'était présent, les champs n'étaient pas cultivés, et l'endroit avait l'air négligé. Les tireurs d'élite ont repéré deux insurgés, dont l'un a été identifié comme étant un commandant taliban connu. Les tireurs d'élite ont été autorisés à faire feu, et Abdul Baqi et son partenaire ont été supprimés. Cela a déclenché un combat; deux groupes d'insurgés ont attaqué les positions canadiennes depuis deux directions. L'intervention de l'artillerie et d'un appui aérien rapproché a été demandée : une bombe a raté sa cible, mais elle a touché l'autre par inadvertance[268].

Le Maj Quick s'est préparé à déplacer sa force vers le sud et l'objectif BUGS, où le commandant taliban a trouvé la mort. Un TUAV Sperwer a alors repéré une équipe munie d'un canon sans recul de 82 mm et un groupe de 12 hommes armés de GPF : un passage de bombardement les a supprimés. Quand la force a progressé, elle a été prise à partie par un autre groupe de la taille d'une section qui a fait feu depuis une hutte de séchage du raisin. Cette fois encore, l'appui aérien rapproché a fait mouche. En fin de compte, l'objectif BUGS était une position de combat bien préparée dotée d'équipements personnels, d'armes, de munitions, d'approvisionnements et de téléphones cellulaires. Les Canadiens ont trouvé des restes humains. Pendant l'étape d'exploitation, après la jonction entre l'Armée nationale afghane et l'ELMO, la force a été la cible de tirs de mortier venant du nord. La Batterie D a créé un écran de fumée pour gêner le travail de tout observateur. Trois obus sur 20 tirés sur la force canado-afghane ont explosé, mais n'ont causé aucun dommage[269].

Le report de l'Op PLUTO a eu des conséquences. De nombreux rapports ISTAR provenaient d'Asheque, le long de la Route n° 1. Par conséquent, une opération appelée GALAXY a été préparée; elle avait pour objectif d'infiltrer la localité de Makuan où environ 70 insurgés s'étaient installés pour interdire l'utilisation de la route. Cependant, quand le barrage de Dahla a été menacé, les 14 et 15 juillet, la Compagnie H a dû se retirer pour se rendre plutôt dans le Shah Wali Kot[270].

Quand elle est revenue, la Compagnie H a mené une opération de déception avec ses véhicules pour attirer l'attention du réseau de préalerte de l'ennemi. Contrairement à ce qui s'était passé au cours d'opérations précédentes, la compagnie de l'Armée nationale afghane qui accompagnait les Canadiens a exécuté une insertion nocturne elle aussi. Il n'y a eu aucun contact. Les tireurs d'élite ont repéré un « Groupe O » d'insurgés qui se préparaient à réagir aux mouvements des Canadiens et des Afghans. Les tireurs d'élite ont supprimé tous les six chefs. Un échange de feux a éclaté, mais quand l'artillerie a été appelée à intervenir, l'obus a raté sa cible de 700 mètres, est tombé sur les positions amies et « a supprimé la Compagnie India, ce qui a retardé l'avance » [Traduction]. Comme auparavant, les TUAV Sperwer ont facilité l'appui aérien rapproché contre plusieurs groupes

d'insurgés envoyés en renfort, et deux bombes de 500 livres ont éliminé dix ennemis. Six autres insurgés ont alors été capturés. La police afghane est alors entrée en jeu pour s'occuper des détenus et des fouilles et permettre aux troupes ainsi libérées de combattre. Les Afghans ont trouvé un téléphone cellulaire sur un détenu : son commandant était en train de l'appeler pour obtenir des rapports de situation. Cela a entraîné le dégagement de cet endroit, mais l'ennemi avait alors déjà quitté les lieux[271]. Un des prisonniers ennemis était un chef de valeur moyenne. Les autorités ont conclu que l'Op GALAXY avait perturbé de façon décisive l'ennemi dans les environs d'Asheque[272].

Les Compagnies I et H ont alors recommencé à faire des patrouilles dépassées dans les environs de l'itinéraire Summit, dans lequel les habitants de l'endroit faisaient des trous, car ils étaient mécontents des résultats des discussions sur l'irrigation et les droits d'accès à l'eau. L'Op MARS, longtemps retardée, a été exécutée le 20 juillet, et la Compagnie H a rétabli les positions canadiennes à Gundy Ghar. La nuit suivante, les positions ont essuyé des tirs de mortier. La police afghane n'était pas « impressionnée par la FIAS qui refusait de tirer sans discernement sur les emplacements talibans éventuels, sans avoir pu établir catégoriquement que l'ennemi y était présent. Le manque d'armes de soutien lourdes en bon état aux postes de contrôle de la PNA réduit considérablement la protection des forces de cette dernière[273]. » [Traduction] La police afghane était-elle une milice ou une force de police?

La situation dans le Zharey demeurait critique, toutefois. Le Col Akka a annoncé soudainement que ses agents à Gundy Ghar, Lakokhel et au poste de contrôle Langley seraient retirés, faute d'armes et de munitions. Aux yeux du GT, cette décision s'apparentait à un chantage dirigé contre la FIAS et le gouverneur et visant à obtenir plus d'armes[274]. Quatre jours plus tard, les talibans ont assailli les postes de contrôle de la police afghane à Sablaghay et Kolk. Les Canadiens ont conclu ce qui suit :

> Relativement parlant, la PNA risque fort de perdre d'autres postes de contrôle dans le district de Zharey au cours des prochaines semaines; cela portera un dur coup à l'étape 3C de l'Op BAAZ TSUKA. Parmi les facteurs importants qui aggravent la situation, citons les suivants : il y a très peu de rapports entre la population civile et la PNA, les postes de contrôle sont difficiles à soutenir, et la PNA a subi d'importantes pertes réemment (sic)[275].

Le Maj Henderson et la Compagnie C préparaient alors deux opérations dans le Panjwayi : les Op VENUS et MERCURY. La 2e compagnie du 2e Kandak ainsi que les mentors de l'ELMO ont été chargés de perturber les activités des forces ennemies de plus en plus nombreuses dans les localités de Zangabad et de Talukan. L'Op GALAXY devait

coïncider avec la relève sur place du 2e Kandak, de sorte que celui-ci a limité son travail à une seule opération. L'Op VENUS a été annulée, et l'Op MERCURY a mis l'accent sur Zangabad. La Compagnie C a fait irruption dans la localité et a eu deux courts engagements avec des insurgés; elle en a tué deux et blessé quatre autres. Parmi les détenus, il y avait un spécialiste des EEI qui avait pris part aux attaques sur l'itinéraire Fosters[276].

Les forces de sécurité n'ont pas complètement négligé le Panjwayi oriental. Le nouveau chef de police de la province de Kandahar, le général Saqib, voulait montrer à l'ennemi et à la FIAS de quoi la police afghane était capable, après un été très sanglant pour ses forces. Avec la FO Kandahar, il a élaboré une ambitieuse opération de bouclage et de fouille qui visait Nakhonay et une localité adjacente appelée Khenjakak. Après des négociations et un réglage minutieux, l'Op PORTER a vu le jour et elle a fini par faire intervenir à peu près tout le GT.

À partir de données du renseignement plutôt vagues, le général Saqib a dressé le plan de la partie de l'Op PORTER réservée à la police afghane. L'idée globale consistait à confier à la police l'installation de barrages sur les principales routes du Dand et au sud de Khenjarak et le soin de fouiller à fond les enceintes dans les secteurs visés, tandis que les forces militaires s'occuperaient de boucler ces derniers. Saqib a remué ciel et terre, mais il n'a pu rassembler que 85 agents de police à bref préavis, y compris des procureurs et des membres de la Direction nationale de la sécurité dans la ville et des agents provenant du district voisin, le Dand. Au début, Saqib voulait fouiller Salavat, Nakhonay et Khenjakak en une seule journée, mais la FO Kandahar l'a convaincu que c'était là un plan trop ambitieux. Le village de Khenjakak est devenu le principal secteur cible[277].

Les Compagnies C et I et l'Escadron A se sont rendus à l'itinéraire Lake Effect dans la nuit du 25 juillet et ils ont établi des laggers. Les chars Leopard et Badger ont créé une brèche en direction d'un secteur situé au nord-ouest de Khenjakak et ils ont attendu la police afghane, qui est arrivée vers 5 h le lendemain matin. Les chars ont mené la police jusqu'à une zone de rassemblement. La Compagnie I, la Compagnie C et l'Escadron A ont essentiellement formé un anneau d'acier autour de Khenjakak, tandis que la police de Saqib exécutait les fouilles. Parmi les sept insurgés capturés, il y avait deux chefs talibans. La police a découvert dix GPF, des mines anti-personnel bondissantes, des fusées de mortier, des engins de type « araignée » (utilisés pour faire sauter des EEI en dehors de la bulle protectrice des CME), des explosifs plastiques et des munitions de tous genres. La force canado-afghane s'est retirée, mais en quittant les lieux, elle a essuyé des tirs de mortier inefficaces[278].

Les organisateurs de l'Op PORTER ont cependant raté un élément important. Des renseignements obtenus le lendemain ont confirmé que les talibans avaient un tribunal à Nakhonay et qu'ils avaient aussi conclu avec les populations de Nakhonay et de Khenjakak une

entente selon laquelle les insurgés ne poseraient aucun EEI dans le secteur et n'attireraient pas l'attention sur leurs activités en exécutant des opérations dans les deux localités et leurs environs. Environ 200 talibans ont, semble-t-il, quitté les secteurs non bouclés pour aller tendre des embuscades, mais leurs activités ont été limitées par cette entente[279].

Le problème des EEI et les difficultés de maintenance ont finalement paralysé les opérations du GT 2 RCR : « Comme nous n'avons aucun détachement de dégagement des itinéraires, il nous est maintenant quasi impossible de garantir la sécurité des itinéraires. » [Traduction] Seulement deux des trois véhicules Badger étaient opérationnels, et chez les sapeurs, les pertes dues au stress au combat étaient très élevées, à ce stade de la période de service[280].

Les sous-unités du GT 2 RCR sont retournées à leurs bases et y ont attendu d'être relevées sur position par le GT montant. En soi, la relève sur position ne s'est pas bien passée. Les sous-unités du nouveau GT n'étaient pas complètes, de sorte que celles de la FO 1-07 ont eu du mal à les renseigner sur la situation et le terrain. Parallèlement, une bonne partie des armes de combat du GT faisaient l'objet de gros travaux de maintenance et, comme cela avait été le cas au cours de l'été précédent, la chaleur était mortelle. Trois opérations de perturbation interarmées étaient prévues : les opérations CASTOR, CARNIVAL et BAPTISTE. Deux d'entre elles n'ont pu être organisées à cause de la relève chaotique sur position. L'Op CASTOR a été lancée dans le Shah Wali Kot pour que la Compagnie B du 3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3 R22eR) se familiarise avec le district. Il manquait de temps pour procéder à des préparatifs en règle; par conséquent, les soldats du Royal 22e se sont déployés dans leurs VBL III sans avoir fait feu avec l'arme de ces derniers. Des contacts avec l'ennemi ont eu lieu immédiatement, car ce dernier revenait en force dans Zangabad et Gundy Ghar[281].

Conclusions

La nature de la guerre menée par le Canada a considérablement changé au cours de la première moitié de 2007, alors qu'un état comparatif stable prenait forme au sein du déploiement de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar. L'amélioration des moyens de la FO Kandahar (proportionnellement au renforcement des capacités et aux efforts de développement dans le pays) préparait le terrain pour que le Canada poursuive sa mission à ces deux égards, parallèlement à ses opérations axées sur la sécurité. L'ERP construisait quelque chose de solide sur les fondements établis par l'entité qui l'avait précédée et elle a lancé de nombreuses initiatives audacieuses qui ont finalement été intégrées dans une stratégie de développement national. Cette fois, la priorité consistait à relier tous les paliers du gouvernement afghan pour faciliter la prestation des services. Cependant, une fois que les Canadiens sont sortis du périmètre pour se rendre dans les localités, « les choses les plus simples sont devenues difficiles » [Traduction], car l'ERP s'est heurtée, tête baissée, aux

réalités des rouages politiques locaux, ce qui a engendré assez de friction pour empêcher les projets afghans de respecter les échéances canadiennes.

Le succès des opérations perturbatrices orchestrées par le GT 2 RCR pendant le printemps et l'été de 2007 dans le district de Zharey a malheureusement été gâché par l'incapacité de la police de tenir le terrain. Ce n'était pas là un problème nouveau, mais c'en était un pour lequel on a cherché une meilleure solution vers la fin de la période de service, à un niveau beaucoup plus élevé. Chose certaine, le bouleversement de la stratégie adoptée par la FIAS de l'OTAN à l'égard du pays n'a pas aidé à régler le problème. Sans ces opérations perturbatrices, cependant, l'ennemi aurait repris l'initiative dans le Zharey et il aurait menacé la ville de Kandahar comme il l'avait fait en 2006. Il faut reconnaître que le GT 2 RCR a su « faire plus avec moins », pendant que les entités supérieures essayaient de faire face à l'insurrection dans toutes les directions. L'expansion de l'ELMO au niveau de la brigade et deux kandaks de la 1-205 Brigade accompagnés du GT 2 RCR constituent à coup sûr un des grands succès du Canada pendant cette période, l'Armée nationale afghane ayant pu mener des opérations au niveau des compagnies et à celui des bataillons, au lieu de déployer des groupes de la taille d'un peloton dans d'autres contextes. Le constat et l'acceptation du fait que l'édification d'une Armée nationale afghane indépendante et fonctionnelle faisait partie de la stratégie de sortie du Canada pour l'Afghanistan ont finalement pris fermement racine à presque tous les niveaux. Cette évolution a aussi réduit la pression qui s'exerçait sur le seul GT canadien travaillant dans toute la province.

Comme c'est le cas de nombreuses entreprises, des imprévus ont modifié la trajectoire qui avait été tracée avec acharnement. La déstabilisation du district d'Arghandab, puis l'expansion des activités ennemies dans les provinces du nord et les priorités du Commandement régional (Sud) dans la province d'Helmand ont considérablement entravé l'effort canadien, et ce, en même temps et dans des directions géographiques opposées. Le déploiement initial dans le Panjwayi et le Zharey était suffisant pour le GT 2 RCR : l'envoi de forces dans le Maywand, le Khakrez, le Shah Wali Kot et le Ghorak, sans parler du Spin Boldak, a étiré les ressources de l'ESN à la limite (outre qu'il a mis en lumière la folie des politiques adoptées dans les années 1990 par les Forces canadiennes en matière d'aviation). La FO Kandahar essayait d'en faire trop avec trop peu, mais le Bgén Grant et son état-major ont su employer des mesures ingénieuses et mettre à profit au maximum leurs relations personnelles avec les alliés. Quand l'ennemi est entré dans Nakhonay et a menacé le district de Dand, les Canadiens ont failli être débordés. Combinées aux attaques à l'EEI déclenchées par les insurgés et produisant de nombreuses pertes, les pressions exercées par les milieux politiques canadiens qui réclamaient des succès concrets et par le gouvernement afghan qui souhaitait conserver sa crédibilité ont donné une nouvelle définition au mot « intense ».

À franchement parler, la relève sur position ne s'est pas bien passée. Encore une fois, elle a eu lieu dans des conditions environnementales extrêmes, en pleine canicule du mois d'août. L'équipement du GT était usé, et chaque mouvement exigeait d'intensifs travaux de maintenance. L'ennemi recourait davantage aux EEI, le GT n'avait pas de ressources appropriées pour dégager les itinéraires, et les unités devaient se déplacer entre les positions canadiennes désormais statiques dans le Zharey et le Panjwayi : c'était là autant d'éléments qui rendaient les dangers beaucoup plus grands que lors des relèves sur position précédentes. Sur le plan opérationnel, cependant, la FO Kandahar et ses unités ont continué d'empêcher les chefs ennemis à Quetta d'atteindre leurs objectifs dans la ville de Kandahar et dans ses environs. Les opérations perturbatrices se poursuivaient.

NOTES

1. Le COMFEC a consulté l'auteur pendant ces discussions, au cours de cette période.
2. Entrevue avec le Bgén Tim Grant, Kandahar, 3 juin 2007.
3. Entrevue avec le Lcol Charlie Herbert, Armée du R.U., Kandahar, 5 juin 2007.
4. « Directive du commandant : Plan opérationnel pour l'hiver 2007 », janvier 2007.
5. *Ibid.*; annexe A, « Plan de campagne ».
6. Entrevue avec le Lcol Glenn Stockton, Armée australienne, Kandahar, 7 juin 2007.
7. *Ibid.*; entrevue avec le Lcol Charlie Herbert, Armée du R.U., Kandahar, 8 juin 2007.
8. « Developing the Afghanistan National Development Strategy: Strategic Workplan Final Draft, janvier 2007 ».
9. *Ibid.*
10. « Commander's Direction and Guidance: Commanding Officer Strategic Advisory Team Afghanistan », 5 mars 2007.
11. Voir Gavin Buchan, « Canada's Whole of Government Approach: Pursuit of Civil-Military Coherence in Afghanistan, 2005–2009 », projet de recherche pour la maîtrise, Département des études politiques, Université Queen's, Kingston, 2010.
12. Discussion avec le personnel de l'ECS-A, Kaboul, 23 juillet 2006.
13. Discussion avec le personnel de l'ECS-A, Kaboul, le 26 juin 2007. Observations de l'auteur, ECS-A, Kabul, juin 2007.
14. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, 9 octobre 2014 et 13 octobre 2014.
15. En fait, le Bgén Jon Vance a fait savoir à l'auteur que, quand M. Mulroney a été relevé de ses fonctions et envoyé en Chine comme ambassadeur en 2009, le climat inter-agences est devenu beaucoup plus collégial.
16. Pour lire un examen utile des organisations interministérielles qui s'occupaient du dossier de l'Afghanistan, voir Nicholas Gammer, « The Afghanistan Task Force and Prime Ministerial Leadership », mémoire présenté en 2011 dans le cadre de la Conférence annuelle de l'Association canadienne de science politique (https://cpsa-acsp.ca/?lang=fr). Les limites du document résident dans le fait qu'il est axé sur la bureaucratie centrique d'Ottawa et qu'il n'est donc aucunement éclairé par les réalités complexes des opérations en Afghanistan.

17. *Ibid.*
18. Pour connaître les postes que Lalani a occupés auparavant, voir : Notice biographique du MAECI, 27 avril 2007; Annonce diplomatique du MAECI, 28 août 2012; « Arif Lalani: A Key Player in Canada's Middle East Police », Embassy Magazine, 3 juillet 2013. L'auteur s'est entretenu avec une personne d'influence supérieure de Kandahar au cours de la réunion entre Lalani et la structure d'influence de la ville de Kandahar, le 10 juin 2007.
19. L'auteur a tenté à plusieurs reprises de communiquer avec l'ambassadeur Lalani et de l'interviewer, mais il n'a obtenu aucune réponse.
20. Entrevue avec le major Bernard Hudson, Kingston, 3 juillet 2008.
21. Discussions avec le Lcol Tom Bradley, Kandahar, les 6 et 7 juin 2007.
22. Entretiens dans le théâtre entre l'auteur et les membres du J5 et de l'ERP, juin 2007.
23. Réunion préparatoire fait à l'auteur par le Lcol Bob Chamberlain, 10 juin 2007.
24. Le nom de code de cette opération a été épelé de trois façons différentes dans presque chaque document officiel de l'époque. L'orthographe habituelle était « PORTCULUS » ou « PORTCULLIS ».
25. Briefing du Lcol Chamberlain fait à l'auteur.
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. Rapport de l'ERP sur les opérations de COCIM, 8 octobre 2006.
29. Rapport de l'ERP sur la COCIM, 28 octobre 2006.
30. Parmi les raisons possibles figuraient les suivantes : la diminution de l'intérêt aux paliers supérieurs du gouvernement du Canada; le mécontentement du MAECI face aux tentatives de diplomatie militaire faites par le CEMD; la politique instable des EAU à l'égard de l'Iran; le refus de partager les renseignements avec les EAU; les problèmes existant entre le détachement de liaison des EAU et le harcèlement des Canadiennes membres des forces armées.
31. Compte rendu de situation quotidien (CRSQ) ERP, 26 et 27 février 2007.
32. Discussions entre l'auteur et le personnel du J5 FOI-A, Kandahar, 4 juin 2007. Voir aussi les notes sur une vilaine rencontre avec un aumônier des FC, Kandahar, 4 juin 2007.
33. Entrevues avec Helena Kadi, Camp Nathan Smith, 15 juin 2007; entrevues avec le Lcol Bob Chamberlain, Camp Nathan Smith, 10 et 15 juin 2007; discussions avec le Maj Chip Madic, Camp Nathan Smith, 15 juin 2007; discussions avec Andrew Scyner, 1er novembre 2011. L'auteur a aussi observé les processus du Conseil de ciblage de l'ERP en 2007.
34. *Ibid.*
35. Comptes rendus hebdomadaires du SCEM R & D, 28 mars, 4, 11 et 18 avril 2007; CRSQ ERP, 4 mars 2007.
36. Courriels de Michael Callan à D.L., 8 février 2007; comptes rendus hebdomadaires du SCEM R & D, 18 avril 2007.
37. Message de l'ambassade des É.-U. à l'État, « Kandahar Politics Complicate US Objectives in Afghanistan », 6 décembre 2020.
38. Briefing fait à l'auteur, installation de détention au KAF, 2011.

39. Un système de désignation complexe et officiel existait : par exemple, « 1/1/205 Brigade » équivalait à 1er Kandak de la 1re Brigade du 205e Corps, mais pour des raisons stylistiques, la brigade en question a été appelée « 1-205 Brigade », et les kandaks ont été appelés 1er, 2e ou 3e Kandak, et ainsi de suite. L'auteur reconnaît que différentes ELMO ont employé différentes terminologies au cours des années pour désigner la même chose.
40. Entrevue téléphonique avec le Lcol Wayne Eyre, 11 novembre 2011; « Briefing de fin de période de service de l'ELMO », juillet 2007.
41. Entrevue avec le Lcol Eyre. Entrevue avec le Lcol Bradley.
42. *Ibid.*
43. *Ibid.*
44. « JTF-A R3 OMLT Structure », février 2007.
45. « JTF-A End Tour Report-OMLT: Commanding Officer's Assessment ».
46. *Ibid.*
47. CRSQ FO 1-07, 4, 10, 15, 16, 17, 18 et 23 février 2007. Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Rob Walker, Ma'Sum Ghar, 16 juin 2007.
48. Briefing fait à l'auteur par l'état-major supérieur de la FO 1-07, Kandahar, 16 juin 2007.
49. Entrevue téléphonique avec le Lcol Steve Graham, 11 mars 2013.
50. Entrevue avec le Lcol Eyre.
51. FO 1-07, « Op Order 01 Op ATHENA R3 », 14 février 2007.
52. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Eyre.
53. « Op MINOTAUR POR », 13 février 2007.
54. « H Cbt Tm CONOP: Howz-e Madad Post-Op report-Troops in Contact, 23 Feb 2007 », 25 février 2007.
55. Notes issues d'une réunion avec la Direction nationale de la sécurité, 16 juillet 2007.
56. Analyse de l'USPI transmise au GT.
57. Briefing de l'équipe des OI fait à l'auteur, KAF, 7 juin 2007.
58. FOI-A, « R3 End Tour Report ».
59. Ces documents ont été saisis, traduits et disséminés au printemps de 2007.
60. FOI-A, « R3 End Tour Report ».
61. CRSQ ERP, 26 mars 2007.
62. Briefing de la FOI-A, « Current Threat Picture », 15 juillet 2007.
63. Briefing du J2 FOI-A fait à l'auteur, 6 juin 2007.
64. Presse canadienne, « Afghan Warlord Urges Youngsters to Lay Down Arms », 24 janvier 2007.
65. CRSQ ERP, 17 février 2007; CRSQ CICP, 8 mars 2007.
66. CRSQ CICP, 10 et 11 mars 2007.
67. CRSQ FO 1-07, 12 mars 2007. Voir aussi la présentation PowerPoint non datée du Dénie, intitulée « Barrage de Dahla » (Dahla Dam).
68. CRSQ CICP, 10 mars 2007. Entrevue avec Helene Kadi, Camp Nathan Smith, 15 juin 2007.

69.

70. CRSQ ERP, 15 mars 2007.

71. J2 QG FOI-A, « Tentative d'assassinat de Naqibullah », 22 mars 2007.

72. CRSQ CICP, les 11, 13, 14, 16 et 25 mars 2007.

73. CRSQ FO 1-07, 20 mars 2007.

74. CR (Sud), O Op, Op ADALAT, 25 mars 2007.

75. *Ibid.*

76. FOI-A, « Briefing sur l'Op ADALAT », 12 juillet 2007.

77. Entrevue avec le Lcol Eyre.

78. Entrevue avec le Lcol Bradley.

79. CRSQ ESN, 19 avril 2007.

80. CRSQ ESN, 4 mai 2007.

81. CRSQ, Compagnie H, 20 avril 2007.

82. CRSQ FO 1-07, 9 mars 2007.

83. CRSQ FO 1-07, les 17, 20, 25 et 26 mars 2007.

84. CRSQ FO 1-07, 5 mars 2007.

85. Briefing de la FOI-A fait au R3 sur l'Op ACHILLES, 13 juillet 2007.

86. CRSQ FO 1-07, 30 février 2007; 3 et 4 mars 2007.

87. CRSQ FO 1-07, 18 mai 2007.

88. CRSQ FO 1-07, 6 mars 2007.

89. Entrevue avec le Maj Graham. Soulignons que le recours à la PM canadienne a été institué en bonne et due forme dans l'ELMOP, plus tard en 2007, pendant la rotation suivante.

90. CRSQ FO 1-07, 6 et 7 mars 2007.

91. CRSQ FO 1-07, 9, 10 et 11 mars 2007.

92. « Op ROAD TRIP Post-Op Report », 11 mars 2007.

93. CRSQ FO 1-07, 12 mars 2007.

94. CRSQ FO 1-07, 5 et 6 avril 2007.

95. Rapport de l'engagement des relais d'influence (KLE), lors de la réunion de la choura du district de Zharey, à Pasab, 20 mars 2007.

96. CRSQ ERP, 15 février 2007.

97. Engagement des relais d'influence à l'ERP, avec le chef du district et les réclamants, 31 mars 2007. CRSQ ERP, 31 mars 2007.

98. Réunion préparatoire fait par l'Équipe de la COCIM à l'auteur, Camp Nathan Smith, 9 juin 2007.

99. CRSQ FO 1-07, mars 2007.

100. CRSQ FO 1-07, 16 mars 2007.

101. CRSQ FO 1-07, 20 mars 2007.

102. CRSQ FO 1-07, 22 mars 2007.

103. « TF 1-07 B Squadron Royal Canadian Dragoons », rapport établi par le Lt Ben Gould à même le CRSQ de l'escadron de reco. Voir aussi l'entrevue avec le Maj Graham.

104. CRSQ FO 1-07, les 25 et 26 mars 2007.

105. *Ibid.*

106. CRSQ FO 1-07, 26 mars 2007.

107. « TF 1-07 B Squadron Royal Canadian Dragoons », rapport établi par le Lt Ben Gould à même le CRSQ de l'escadron de reco.

108. *Ibid.*

109. CRSQ FO 1-07, les 30 et 31 mars 2007.

110. *Ibid.*; entrevue avec le Maj Graham.

111. OPCON HELIX, 5 mars 2007; CRSQ FO 1-07, les 29 et 30 mars 2007.

112. CRSQ FO 1-07, les 3 et 4 avril 2007.

113. « Post Operations Report Op NEPTUNE », 12 avril 2007.

114. « TF 1-07 B Squadron Royal Canadian Dragoons », rapport établi par le Lt Ben Gould à même le CRSQ de l'escadron de reco. Le Sdt Dolmovic, le Sdt Renauld et le Cpl Gionet ont reçu la Médaille de la vaillance militaire pour leurs actions.

115. CRSQ FO 1-07, 11 avril 2007. Soulignons que les mines anti-chars TC-6 étaient fournies en quantité aux moudjahidines par l'ISI, qui les obtenait de l'Égypte; ce dernier pays les avait fabriquées pendant les années 1980 en vertu d'une licence accordée par l'Italie.

116. CRSQ FO 1-07, 24 avril 2007.

117. CRSQ FO 1-07, 30 avril 2007.

118. Briefing fait à l'auteur par la Batterie de surveillance et d'acquisition d'objectifs (STA), Ma'Sum Ghar, 19 juin 2007.

119. CRSQ FO 1-07, les 19, 21, 24 et 25 avril, et les 14 et 17 mai et le 20 juin 2007.

120. CRSQ FO 1-07, les 17 et 22 mars 2007.

121. CRSQ FO 1-07, le 5 avril 2007.

122. CRSQ FO 1-07, le 8 avril 2007.

123. CRSQ FO 1-07, les 5 et 6 avril 2007.

124. CRSQ ELMO, 1er avril 2007.

125. CRSQ ERP, 4 mars 2007; engagement des relais d'influence (KLE) avec Haji Baran, 31 mars 2007.

126. CRSQ FO 1-07.

127. Rapport de la FO 1-07, intitulé « B Squadron Royal Canadian Dragoons » et rédigé à partir du CRSQ de l'escadron de reco par le Lt Ben Gould, 18 avril 2007.

128. CRSQ FO 1-07, 16 avril 2007.

129. CRSQ FO 1-07, 29 avril 2007.

130. CRSQ ELMO, 8 avril 2007.

131. CRSQ ELMO, 11 avril 2007.

132. Entrevue téléphonique avec Gavin Buchan, 24 octobre 2011.

133. L'auteur s'est rendu à Spin Boldak à maintes reprises entre 2003 et 2011. Voir aussi l'entrevue avec le Maj Graham.

134. Escadron de reco, « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

135. Briefing fait par le major Steve Graham au 2 GBMC, Cours de perfectionnement professionnel, 9 novembre 2007.

136. *Ibid.*; entrevue avec le Maj Graham.

137. Observations de l'auteur.

138. Escadron de reco, « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

139. *Ibid.*

140. CRSQ ELMO, 3 mai 2007; « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

141. « Op SATYR NYX Phase I: Spin Boldak District Assessment », 15 juin 2007.

142. Ce constat repose sur les expériences vécues par l'auteur à Spin Boldak, au cours de la guerre.

143. CRSQ ESN, 8 mai 2007.

144. Rapports hebdomadaires, sous-chef d'état-major (SCEM) R-D, 2 mai 2007.

145. Entrevue avec le Maj Graham.

146. *Ibid.*

147. Bibliothèque du Parlement, « Afghanistan : chronologie des faits marquants au Parlement canadien », 20 novembre 2007; CBC News, « The Afghan Debate: Where the Parties Stand on the Deployment of Troops »; Hansard, 16 avril 2007, Février 2008; www.ndp.ca « Debate Fact Check: Duceppe Wrong on NDP Afghan Vote ».

148. D'après une analyse de la chronologie des événements relatifs à la FO 1-07, faite par l'auteur, de février à août 2007.

149. Voir Bruce Riedel, « Unraveling Al Qaeda's Plot Against Spain », Brookings Institution, 7 août 2012. Voir le site http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/08/07-al-qaeda-spain-riedel.

150. CTV News, « MPs Set to Debate Canada's Role in Afghanistan », 10 avril 2006.

151. WikiLeaks, America Embassy Ottawa to State, « Canada: Making the Case for the Afghan Mission », 17 octobre 1997.

152. Entrevue avec le major David Warnke, KAF, 8 février 2009; briefing de l'unité anti-EEI, KAF, 8 août 2008.

153. Briefing fait par l'unité anti-EEI à l'auteur, janvier 2008.

154. La « chaîne de production » des bombes humaines m'a été décrite par des Canadiens qui étaient présents quand le colonel Raziq en a capturé une qui avait essayé de le tuer à Spin Boldak. L'homme qui avait échoué dans sa mission a été fêté au cours d'un dîner et il a alors révélé comment le réseau fonctionnait.

155. Briefing de l'unité anti-EEI fait à l'auteur.

156. Entrevue avec le major Warnke.

157. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 17 mai et 13 juin 2007.

158. Entrevue avec Kadi; Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 2 mai 2007.

159. Entrevue avec le Lcol Tom Bradley, Edmonton, 10 février 2010.

160. CRSQ ERP, les 2 et 18 mai 2007; le 16 juin 2007; le 3 juillet 2007; CRSQ CICP, des 4, 15 et 30 mai 2007; 20 juin 2007 et 5 juillet 2007.

161. QF FOI-A, « Op BISSEL ».

162. *Ibid.*

163. Observations de l'auteur sur une discussion intense tenue lors d'une réunion du Conseil de ciblage des projets de l'ERP, le 15 juin 2007.

164. CRSQ J2, 6 août 2007.

165. Entrevue téléphonique avec le colonel Bob Chamberlain, 16 novembre 2011.

166. *Ibid.*

167. CRSQ ERP et CICP, le 19 mars 2007 et les 17 et 28 avril 2007.

168. CRSQ ERP et CICP, le 17 mai 2007, les 4 et 18 juin 2007 et le 1er août 2007; Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 13 juin 2007.

169. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 12 juillet 2007.

170. On ne savait pas au juste qui était à l'origine de cet attentat. Amnistie Internationale a affirmé avoir des renseignements crédibles selon lesquels le gouverneur Asadullah Khalid avait trempé dans cette affaire, mais l'organisation n'a jusqu'ici pas expliqué pourquoi. Voir « Afghanistan: Defer Vote to Appoint Intelligence Director Accused of Torture », nouvelles d'Amnistie Internationale, 13 septembre 2012.

171. CRSQ ERP.

172. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 12 juillet 2007.

173. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 19 juillet 2007.

174. Entrevue téléphonique avec le colonel Chuck Mathé, 28 février 2012.

175. *Ibid.*

176. *Ibid.*

177. « National Support Element R3 End Tour Report, 2007 ». Voir aussi le graphique intitulé « Concept of Support ».

178. Entrevue avec le Lcol Mathé.

179. *Ibid.*

180. « National Support Element R3 End Tour Report, 2007 ».

181. Entrevue avec le Lcol Mathé.

182. *Ibid.*

183. *Ibid.*

184. « J6 Brief on Comms for Theatre », 24 janvier 2007.

185. Commission d'examen des plaintes concernant la Police militaire, « Rapport final de la Commission – CPPM 2008-042 – Concernant une plainte d'Amnistie Internationale (section canadienne) et l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique soumise en juin 2008 ».

186. CRSQ de la Compagnie I, 13 avril 2007.
187. FO 1-07, « Zharey District ANP », 10 juin 2007.
188. Briefing de la FO 1-07 fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 19 juin 2007.
189. Briefing des agents de la COCIM fait à l'auteur, base de patrouille Wilson, 20 juin 2007.
190. Scénarimage, « Hotel Company TIC 07 May 2007 ». CRSQ FO 1-07, 7 mai 2007.
191. Scénarimage, « Hotel Company TIC 08 May 2007 ». CRSQ FO 1-07, 8 mai 2007; CRSQ ELMO, 9 mai 2007.
192. CRSQ FO 1-07, les 10, 11 et 12 mai 2007.
193. Briefing fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 21 juin 2007.
194. RAPSIT regroupés de l'étape 3 de l'Op HOOVER, Dégagement de Sangsar ouest, 18 mai 2007
195. CRSQ FO 1-07, 19 mai 2007.
196. Briefing de la FO 1-07 fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 16 juin 2007.
197. CRSQ ELMO, 20 mai 2007.
198. CRSQ ELMO, 25 mai 2007.
199. CRSQ FO 1-07, 25 mai 2007.
200. CRSQ FO 1-07, 31 mai 2007; CRSQ ELMO, les 10 et 31 mai 2007.
201. CRSQ FO 1-07, les 1er et 2 juin 2007.
202. « RAPSIT regroupés de l'Op TAKE OUT », 4 juin 2007.
203. CRSQ FO 1-07, les 5, 6 et 7 juin 2007.
204. CRSQ FO 1-07, 7 juin 2007.
205. « C/S 3 TIC Consolidated SITREP », les 12 et 13 juin.
206. « I Company Post-Op Report – Op SEQUEL ».
207. L'auteur a observé l'Op SEASONS depuis le QG tactique du Lcol Walker.
208. CRSQ FO 1-07, 24 et 25 avril 2007.
209. CRSQ FO 1-07, 5 et 7 mai 2007.
210. CRSQ FO 1-07, 9 et 13 mai 2007.
211. CRSQ ELMO, 12 et 14 mai 2007.
212. CRSQ ELMO, 15 et 16 mai 2007
213. CRSQ ELMO, 16 mai 2007.
214. CRSQ FO 1-07, 18 mai 2007; CRSQ ELMO, 18 mai 2007.
215. CRSQ ELMO, 23 mai 2007; CRSQ FO 1-07, 31 mai 2007; CRSQ FO 1-07, 1er juin 2007.
216. Briefing fait à l'auteur, Sperwan Ghar, 19 juin 2007.
217. CRSQ FO 1-07, les 1er et 2 juin 2007.
218. CRSQ FO 1-07, 2 juin 2007.
219. CRSQ FO 1-07, 9 juin 2007.

220. CRSQ FO 1-07, les 10, 11 et 12 juin 2007.
221. CRSQ FO 1-07, 16 juin 2007.
222. Entretiens avec Haji Baran, 1er juin 2007.
223. Briefing fait à l'auteur, Sperwan Ghar, 19 juin 2007.
224. CRSQ FO 1-07, les 4 et 6 juin 2007.
225. CRSQ FO 1-07, 25 juin 2007.
226. CRSQ CICP, les 12 et 13 juin 2007; CRSQ ELMO, 13 juin 2007.
227. Le Badal est le volet juridique du code tribal pachtounwali; quand il est mal appliqué, il risque d'engendrer des querelles sanglantes.
228. CRSQ FO 1-07, 25 juin 2007.
229. CRSQ FO 1-07, 19 juin 2007.
230. CRSQ FO 1-07, 25 juin 2007.
231. CRSQ FO 1-07, 23 juin 2007.
232. Rapport hebdomadaire du SCEM R-D, du 23 au 30 mai 2007.
233. CRSQ CICP, les 3, 5 et 13 avril 2007; Rapport hebdomadaire du SCEM R-D, 25 avril 2007
234. CRSQ FO 1-07, 27 mai 2007; CRSQ CICP, 27 mai 2007.
235. CRSQ FO 1-07, 29 mai 2007.
236. Compte rendu de KLE, « Security of SWK, Arghandab, Khakrez », 30 mai 2007.
237. *Ibid.*
238. CRSQ FO 1-07, les 2, 3 et 4 juin 2007; CRSQ ERP, 5 juin 2007.
239. CRSQ FO 1-07, 6 juin mai 2007; « KLE- Shah Wali Kot District Centre », 6 juin 2007.
240. CRSQ CICP, les 8, 9, 10 et 11 juin 2007.
241. CRSQ CICP, 10 juin 2007.
242. FOI-A, « Op ADALAT Briefing », 12 juillet 2007.
243. CRSQ CICP, 17 et 18 juin 2007.
244. Engagement avec le gouverneur Asadullah Khalid, 18 juin 2007.
245. CRSQ ERP, 19 juin 2007.
246. CRSQ CICP, 20 juin 2007.
247. CRSQ ELMO, 20 juin 2007.
248. CRSQ ELMO, du 20 au 27 juin 2007.
249. RAPSIT de la FOB Khakrez, 17 et 19 juin 2007.
250. RPO FO 1-07, « Padah Engagement, 22 Jun 2007 ».
251. CRSQ FO 1-07, 24 juin 2007.

252. Rapports hebdomadaires du SCEM R-D, 5 juillet 2007; CRSQ CICP, du 28 au 30 juin 2007.
253. CRSQ CICP, les 6, 7 et 12 juillet 2007.
254. CRSQ ELMO, du 17 au 27 juillet 2007.
255. CRSQ FO 1-07, 13 juillet 2007.
256. Entrevue avec le Lcol Chamberlain, Camp Nathan Smith, 9 juin 2007.
257. ERP, « KLE Report: Mullah Naquib », 23 juillet 2007.
258. *Ibid.*
259. Entrevue avec le surintendant David Fudge, Camp Nathan Smith, 12 juin 2007.
260. Entrevue avec le major Bernard Hudson, Kingston, 3 juillet 2008.
261. CRSQ CICP, 16 juin 2007.
262. CRSQ CICP, 20 février 2007.
263. Entrevue avec le surintendant Fudge; Briefing fait à l'auteur par le CRCP, février 2008. Ces propos sont aussi fondés sur les expériences vécues par l'auteur avec l'EMP dont l'indicatif d'appel était « MISFIT ».
264. CRSQ FO-1-07, 2 juillet 2007.
265. « Op DRAGON Post Op Report », 3 juillet 2007.
266. CRSQ FO-1-07, 4 juillet 2007.
267. Dossier de la FO 1-07, « Statement of Events 4th July 2007 ».
268. CRSQ FO 1-07, du 10 au 15 juillet 2007.
269. « Op PLUTO Post Op Report », 14 juillet 2007.
270. *Ibid.*
271. CRSQ FO 1-07, 14 juillet 2007.
272. « Op GALAXY Post Op Report », 17 juillet 2007.
273. CRSQ FO 1-07, 17 juillet 2007.
274. « Op MARS », 21 juillet 2007.
275. CRSQ FO 1-07, 22 juillet 2007.
276. CRSQ FO 1-07, 26 juillet 2007.
277. « Op MERCURY OC's Assessment », 18 juillet 2007. CRSQ ELMO, 20 juillet 2007.
278. « AAR Op PORTER », 26 juillet 2007. CRSQ FO 1-07, 26 juillet 2007.
279. « AAR Op PORTER », 26 juillet 2007.
280. « AAR Op PORTER », 26 juillet 2007. CRSQ ELMO, 26 juillet 2007.
281. CRSQ FO 1-07, 21 juillet 2007.
282. CRSQ FO 1-07, les 1er et 2 août 2007.

JEU D'ÉQUILIBRE DANS L'ARGHANDAB,

D'AOÛT 2007 À FÉVRIER 2008

La version suivante de la FO Kandahar, contrairement à la rotation précédente, n'a pas été menée par un quartier général de formation constitué ponctuellement. En effet, le Bgén Guy Laroche et son équipe ont eu le temps de structurer leur quartier général à la lumière d'un flot constant de renseignements reçus jusqu'au moment de leur déploiement, en août 2007. Ils pouvaient donc ajuster constamment l'approche de la Rotation 4 à la situation de Kandahar en plus d'intégrer des changements organisationnels critiques dans le nouvel environnement. Une fois arrivés sur le terrain, cependant, les participants à la Roto 4 ont constaté que le schéma des activités était très différent de celui que les deux rotations antérieures avaient connu. Comme nous nous le rappellerons, la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis avait circonscrit le problème dans Kandahar et les environs en plaçant la FO Orion en tête, puis en établissant les conditions pour que l'opération(Op) MEDUSA porte un dur coup aux forces insurgées. Au début et au milieu de 2007, la FO Kandahar a exploité cet effet de choc pour se donner l'espace et le temps voulus afin de définir le « contexte » du développement et de la gouvernance, mais elle s'est ensuite retrouvée engagée contre un ennemi en train de s'adapter aux dommages infligés par l'Op MEDUSA. L'un après l'autre, le général Fraser, à la tête de la FOM Aegis, et le Bgén Grant, qui commandait la FO Kandahar, ont forcé l'ennemi à adopter un plan d'action qu'il n'avait pas choisi. Ce scénario a fait dévier les chefs insurgés de la trajectoire qu'ils avaient tracée au début de 2006. La FO Kandahar du Bgén Laroche est donc entrée dans le jeu face à un ennemi quelque peu perturbé et en train de se redresser, mais cet ennemi demeurait mortel et agile.

La décision d'axer la Roto 4 de la FO Kandahar sur le 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada, basé au Québec, s'accompagnait d'importants risques politiques au pays. Historiquement, la population québécoise n'était pas en faveur de la participation canadienne aux conflits d'outre-mer. On avait généralement la conviction que si cette rotation subissait de trop nombreuses pertes, la situation était susceptible d'engendrer au Québec des appels en faveur du retrait du Canada de l'Afghanistan, en plus d'appels semblables formulés par les partis d'opposition à la Chambre des communes[1]. De gros enjeux dépendaient de cette rotation, et la pression se faisait sentir. Les « Tabarnacs » (comme les Afghans les appelaient dans l'Équipe de reconstruction provinciale [ERP]) arriveraient-ils à mener leur mission à bien?[2]

Une nouvelle perspective

La FO Kandahar du Bgén Laroche conservait une structure semblable à celle de la rotation précédente : elle se formait d'un groupement tactique (GT), d'une ERP, d'une équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), d'un élément de soutien national (ESN) et d'acteurs habilitants de la sphère du renseignement, y compris le Centre du renseignement toutes sources (CRTS). Le GT FO 3-07 était constitué à partir d'effectifs provenant du 3 R22eR, lequel était dirigé par le Lcol Alain Gauthier. Contrairement aux groupements tactiques antérieurs, celui-ci comportait deux compagnies d'infanterie de quatre pelotons chacune : il s'agissait des Compagnies B et C, commandées respectivement par les majors Dave Abboud et Patrick Robichaud. Il y avait aussi un quartier général de compagnie et l'équivalent d'un peloton de soldats qui sont venus renforcer l'ELMO. L'escadron de reco est provenu du 12e Régiment blindé du Canada (12 RBC) et il avait à sa tête le Maj Pierre Huet. L'Escadron C, commandé par le Maj Trevor Gosselin, comprenait trois troupes de chars puisées dans les trois régiments blindés. La Batterie X, dirigée par le Maj D.W. Smith, regroupait l'ancienne Batterie de STA et ses ressources (système HALO et radar anti-mortier léger) avec trois troupes d'obusiers M-777. Le 53e Escadron du 5e Régiment du Génie de combat (53 RGC), commandé par le Maj Walter Taylor, constituait l'escadron du Génie de combat. Les organisations anti-EEI se superposaient au 53e Escadron, et une certaine évolution de ces relations s'est produite vers la fin de 2007.

L'ELMO a changé de mains, et le Lcol Stéphane Lafaut a pris la relève du Lcol Wayne Eyre. La configuration de l'Équipe est demeurée la même, les mentors canadiens travaillant avec quatre des cinq kandaks de la 1-205 Brigade, et il y a eu des mentors au niveau de la brigade et à celui du corps. Pendant la Roto 4, le 2e Kandak a procédé pendant trois mois aux cycles rouge (congé et réarmement) et jaune (instruction), et le 3e Kandak a amorcé le cycle vert (exécution d'opérations).

L'ERP restait sous le commandement du Lcol Bob Chamberlain, mais sa compagnie de protection de la force et son organisation de la COCIM opéraient aussi une rotation avec 5 sous-unités axées sur la brigade. L'ESN, dont l'effectif atteignait maintenant 430 soldats, était commandé par le Lcol Nick Eldaoud. Pendant la rotation, chaque entité mettait en service une quantité et une gamme considérables de nouveaux équipements, de sorte que les capacités qui existaient au début de 2007 avaient été grandement renforcées une fois l'automne venu. Le Canada commandait toujours l'Unité médicale multinationale de rôle 3 à laquelle il fournissait 90 membres du personnel et son commandant, le Lcol Pierre Charpentier. Le CRTS était commandé par le Maj Steve Desjardins.

Cependant, la Rotation 4 de la FO Kandahar différait des rotations antérieures dans des domaines névralgiques. Il y avait eu dans le passé des conseillers politiques et des conseillers en développement auprès des commandants supérieurs canadiens.

Comme le gouvernement canadien exigeait maintenant plus de résultats visibles et mesurables au chapitre du développement, les conseillers susmentionnés sont également devenus des agents de liaison auprès de leurs organisations d'appartenance au Canada, ou des représentants de ces dernières. Quand cela s'est avéré problématique ou compliqué au niveau de la FO Kandahar, à cause des relations ambiguës entre l'ambassade à Kaboul, l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) et l'ERP, un diplomate à la retraite en la personne de Michel de Salaberry est entré en scène à la fin de 2007 pour servir de point de contact relativement aux activités du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à Kandahar. Cela devait en fin de compte aboutir à une rationalisation accrue de la relation entre l'Armée de terre et les autres ministères (AM) au stade de la prochaine rotation de la FO Kandahar, qui serait dirigée par le Bgén Denis Thompson, mais pour le moment, au milieu de 2007, la situation était aussi ambiguë qu'elle était ambivalente.

De même, Ottawa a communiqué des attentes implicites à la FO Kandahar par l'intermédiaire du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC). Le Canada avait 18 mois pour créer une véritable différence, vu la date de retrait fixée à 2009. Il fallait réduire au minimum le nombre des pertes et mettre davantage l'accent sur l'entraînement des forces de sécurité afghanes. Le Canada devait être perçu comme favorisant de plus en plus le développement[3].

Cet accent accru sur le développement, en particulier sur le rôle central de la reconstruction de l'infrastructure et du développement dans les districts, a entraîné une certaine réorganisation du Génie au niveau de la FO Kandahar. La FO Kandahar précédente avait minimisé l'importance des structures centralisées du Génie. On ne sait toujours pas au juste si cela avait été attribuable aux intrigues politiques interarmes, ou au plafond fixé pour l'effectif et à la concurrence entre officiers pour l'obtention de certains postes, mais l'opinion du quartier général dirigé par le Bgén Laroche a évolué à mesure que la période de service avançait. Tout d'abord, une unité d'appui du Génie (UAG) a été mise sur pied sous la direction de la FO Kandahar pour alléger la tâche du 53e Escadron lorsqu'il s'agissait d'accomplir dans les bases d'opérations avancées (FOB) des travaux d'infrastructure non liés au combat. En second lieu, à la fin de 2007, à mesure que les opérations progressaient, le besoin d'une entité de protection du Génie construction s'est manifesté : c'est ce qui a donné lieu à l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC). Avec le temps, la gamme des fonctions du conseiller en Génie de la force opérationnelle s'est élargie et a compris la gestion de l'OTC et l'expansion de la capacité anti-EEI. C'est ainsi qu'a été créé le Bureau du Génie de la Force (BGF)[4].

Le domaine qui évoluait beaucoup par l'entremise de ce quartier général était celui de la coordination des effets. Les concepts effets cinétiques et effets non cinétiques et l'idée qu'ils pouvaient et devaient être coordonnés n'étaient pas nouveaux pour les Canadiens en Afghanistan, comme nous l'avons vu dans le contexte de l'Op APOLLO. La plupart du temps, la coordination des effets était quelque chose de tout à fait nouveau dont on ne parlait pas, mais que l'on comprenait. En 2007, plus les Canadiens en apprenaient sur les mécanismes politiques des districts, plus la complexité de ceux-ci se faisait jour. Il a donc fallu raffiner l'approche. La FO Kandahar du Bgén Grant avait le bonheur d'avoir dans ses rangs des officiers expérimentés dans l'art de suivre le jeu de ces mécanismes à Kandahar et elle a pu faire fond sur les données produites par la FOM Aegis, la FO Orion, le GT 1 RCR et les ERP. Quand ces officiers sont retournés au Canada, toutefois, la continuité a fait problème relativement à ce que l'on commençait à appeler la « connaissance de la situation – blanc » (CS blanc), par opposition à la CS rouge (les activités ennemies). Les unités montantes ont dû partir de zéro et élaborer leurs propres relations avec les Afghans.

Les efforts qu'a déployés le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén van Loon, pour comprendre la dynamique politique et tribale afghane ont débouché sur la mise sur pied de l'Op SATYR DEUCALION en décembre 2006, juste avant le déclenchement de l'Op BAAZ TSUKA. L'idée que des contacts systématiques avec les personnes d'influence afghanes favoriseraient une meilleure compréhension et, partant, la possibilité d'influer davantage sur la situation plaisait à la FO Kandahar du Bgén Laroche pendant qu'elle s'entraînait au début de 2007. La FO Kandahar s'est donc souciée davantage d'intégrer la CS – blanc dans le processus de planification officiel.

La FO Kandahar a tenu une réunion du Conseil interarmées de coordination fondée sur les effets (CICE) et une réunion de synchronisation des effets. L'objectif des organisations concernées, selon une réunion préparatoire exempt de jargon, était d'indiquer au commandant de la FO Kandahar[5] la réponse aux questions suivantes :

- Sur quoi devons-nous donner un grand coup, ou exercer une influence?
- Qu'arriverait-il si nous donnions un grand coup sur ceci?
- Avec quoi devrions-nous donner le grand coup?
- Allons-y et donnons un grand coup!

- Notre grand coup a-t-il été fructueux?

- Avons-nous obtenu de bons résultants en donnant le grand coup?

En l'occurrence, il fallait « donner un grand coup » ou apporter une influence notamment sur les insurgés et les intervenants de la structure d'influence de Kandahar. Le quartier général de Laroche comprenait que ces deux groupes-cibles se recoupaient à certains égards et que seul un ciblage judicieux pourrait produire les effets nécessaires pour favoriser l'atteinte des objectifs du Canada sans compromettre la réussite dans d'autres domaines. Le CICE a cerné ces priorités, mais les participants à la réunion de synchronisation des effets se sont intéressés à la façon dont ces priorités seraient mises en œuvre. Quatre verbes étaient associés à ce processus : définir, convaincre, influencer et neutraliser. Les outils employés pourraient comprendre l'engagement d'un leader clé, des réunions ou des efforts de liaison au niveau du Centre de coordination conjointe de la sécurité (CICP), ou encore des forces d'opérations spéciales qui exécuteraient des opérations dans l'ensemble du spectre visant à capturer ou à tuer des insurgés. La démarche donnait au commandant de la FO Kandahar la possibilité d'utiliser un scalpel au lieu d'une épée quand celle-ci n'était pas nécessaire[6].

Fait déterminant, le Canada voulait continuer de comprendre ce qui se passait dans la province de Kandahar et y conserver une influence, dans l'ombre du quartier général du Commandement régional (Sud) [CR (Sud)], désormais dirigé par le Mgén David « Jacko » Page. Il était nécessaire que le Canada maintienne sa pertinence dans les opérations de ces types non seulement pour préserver son prestige national au sein de la coalition et quand il traitait avec les Afghans, mais aussi pour des considérations politiques pratiques chez lui. Cet impératif mettait en exergue la question de l'influence dans des cercles ésotériques tels que le monde « noir » des forces d'opérations spéciales, où l'objectif consistait à réduire la probabilité que le Canada soit blâmé si les mauvaises personnes étaient tuées au cours d'opérations non coordonnées. Dans le climat qui existait alors au Canada, ces organisations et processus revêtaient une importance stratégique déterminante.

L'augmentation du nombre de forces d'opérations spéciales dans le sud de l'Afghanistan, dont certaines avaient des mandats qui se contredisaient ou se chevauchaient, signifiait qu'il y avait beaucoup d'« hommes en noir » de différents pays en train de s'équiper pour capturer ou tuer des chefs ennemis ciblés. Le quartier général du CR (Sud) abritait le Centre de fusion de Kandahar (CFK); il était dirigé par les chefs de l'Op ENDURING FREEDOM, mais il s'y trouvait aussi des officiers de liaison de la FIAS. Le Canada était représenté au CFK, et le fait que le commandant adjoint du CR (Sud) fût un Canadien en la personne du Mgén Marquis Hainse constituait certes un atout[7].

On ne sait pas au juste si la FO Kandahar du Bgén Laroche avait avec les FOS canadiennes une relation meilleure ou pire que celle du Bgén Grant. Ce dernier s'entendait mieux avec les forces spéciales étasuniennes qu'avec les FOS canadiennes, mais c'était un fait expliqué davantage par des relations personnelles antérieures que par quoi que ce soit d'autre. En général, les FOS canadiennes en Afghanistan à ce moment-là souffraient d'un manque de mobilité interne — en particulier, elles n'avaient pas assez d'hélicoptères —, ce qui réduisait leur capacité d'intervenir rapidement contre une cible en cours de définition. Cela a obligé les FOS canadiennes à se concentrer sur la ville de Kandahar dans une certaine mesure. Entre août et décembre 2007, il y a eu au moins cinq attaques fructueuses contre des chefs ennemis de la part des forces d'opérations spéciales dans la zone d'opération canadienne à l'extérieur de la ville : l'une d'elles a été exécutée par l'Armée nationale afghane et l'ELMO, une autre, par des forces spéciales étasuniennes, et trois par une organisation non canadienne non identifiée[8].

Les changements apportés au CRTS pendant cette rotation ont grandement amélioré la maintenance des « systèmes » de la FO Kandahar et leur alimentation en renseignements. Le CRTS a même mis davantage l'accent sur les opérations et la tactique que les trois CRTS précédents basés à Kandahar, lesquels, comme nous l'avons vu, ont été gênés par l'obligation d'accorder la priorité à l'information d'Ottawa, plutôt qu'à l'appui du GT et de l'ERP. Le nouveau CRTS voulait devenir un « ESN spécialiste du renseignement » et s'axer sur l'intention du commandant au lieu de servir d'étape aux informations destinées aux autorités au Canada. Le CRTS a par ailleurs été réorganisé pendant sa période de service. Le Groupe de soutien de la mission et le Groupe de la sécurité sur le terrain ont été réunis sous un même toit. Résultat? Le volume de renseignements d'origine humaine traités a quadruplé par rapport à celui de la rotation précédente. Le CRTS a aussi établi des liens plus solides avec les diverses organisations canadiennes et alliées de lutte contre les EEI, ce qui, avec le temps, a eu un effet important sur le ciblage des fabricants de bombes insurgés et sur leurs réseaux[9].

De nouveaux plans : de l'Op SATYR PERSEUS à l'Op SHA AYENDA

En ce qui concerne la version Laroche de la FO Kandahar, le cadre de planification supérieur ressemblait, extérieurement, au précédent. La Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) demeurait primordiale, tandis que l'Op ARGUS RESOLVE–Op OQAB, qui correspondait à la stratégie sur la zone de développement en Afghanistan (ZDA), restait en vigueur. Dans le Commandement régional (Sud), l'Op SATYR PERSEUS constituait le plan principal. Toutefois, quand le Mgén « Jacko » Page et son quartier général dirigé par des Britanniques ont succédé au quartier général van Loon en mai 2007, ce qui était fait en faveur de la planification, la façon dont cela se rapportait à l'effort canadien a changé profondément.

Les officiers canadiens affectés au Commandement régional (Sud) ont observé, avec inquiétude, de nombreux problèmes et lacunes au sein du nouveau commandement. Un officier supérieur canadien a signalé que Page était offensant, que le quartier général avait une structure dysfonctionnelle et qu'il était trop compartimenté. Selon un certain nombre d'officiers, le Canada était « marginalisé » par Page et les officiers supérieurs britanniques qui l'accompagnaient. Le CR (Sud) se préoccupait exclusivement de la province d'Helmand et, selon un officier, Page est devenu obsédé par Musa Qala dans l'Helmand. En fait, les officiers canadiens ne comprenaient pas clairement les motifs de cette obsession, et ils ont résisté aux efforts de Page qui cherchait à attirer toujours plus de ressources canadiennes dans l'Helmand. Laroche a refusé de déployer ses unités dans cette province, à moins qu'on lui explique mieux pourquoi Musa Qala avait la préséance sur Kandahar. Les réponses qui lui ont été fournies ne l'ont pas satisfait[10].

Les conséquences de cette situation ainsi que d'autres facteurs extérieurs ont conduit la FO Kandahar à formuler son propre plan opérationnel de base pendant son déploiement entre le milieu et la fin d'août 2007. Le Bgén Laroche misait considérablement sur ses planificateurs, en particulier sur le Lcol Claude Fournier et le Maj Éric Landry, pour qu'ils réagissent rapidement à la situation tumultueuse[11]. Ils n'ont pas pu se fonder entièrement sur le plan du quartier général du Bgén Grant. Après d'intensives discussions avec ses homologues civils siégeant au Comité directeur exécutif, le commandant du COMFEC, le Lgén Mike Gauthier, a ordonné à la FO Kandahar de collaborer de plus près avec les AM afin de synchroniser les effets pangouvernementaux en Afghanistan. Parallèlement, la FO Kandahar a reçu l'ordre de cesser de mener des opérations avec les forces de sécurité afghanes et de se mettre plutôt à soutenir ces dernières. L'ECS-A était censée arriver à mieux réagir aux ordres à caractère pangouvernemental[12] ».

Ces changements étaient extrêmement importants. Rappelons les difficultés éprouvées en 2002 pour obtenir l'assistance de l'ACDI et la coordination de ses efforts avec ceux de l'Armée de terre et avec l'Op APOLLO, puis en 2003-2004, au cours de l'Op ATHENA à Kaboul. Rappelons aussi les pressions qui s'exerçaient sur le gouvernement du Canada relativement aux critiques selon lesquelles il y avait trop de combats en Afghanistan et pas assez de projets de développement. Le commandant du COMFEC a insisté pour que la FO Kandahar soit perçue par Ottawa et l'ensemble de la population canadienne comme influant positivement sur le cours des choses en Afghanistan[13].

Ainsi, le nouveau plan s'appelait « Op SHA AYENDA » [Avenir meilleur]. Ce plan décrivait mieux les objectifs de l'ennemi que les plans de base antérieurs. Les planificateurs y déclaraient clairement que l'intention des talibans était « de rétablir un gouvernement taliban légitime dans la ceinture pachtoune en Afghanistan » [Traduction]. Précédemment,

les objectifs de l'ennemi énoncés dans les plans de base reposaient sur le vague concept selon lequel les talibans étaient simplement contre quelque chose plutôt que pour quelque chose. Selon le plan SHA AYENDA, les efforts de l'ennemi suivaient quatre axes :

1. amener les forces coalisées à quitter l'Afghanistan;

2. inciter la population afghane à appuyer les talibans, ou à se conformer à leurs plans, ou les deux;

3. amener la population à s'opposer au gouvernement de l'Afghanistan;

4. conserver un refuge et un soutien extérieurs.

La méthodologie des talibans, toujours selon les planificateurs de l'Op SHA AYENDA, consistait à imposer des « coûts inacceptables aux pays [de la coalition] au chapitre des pertes et à celui des ressources », tout en « faisant douter notre population nationale de notre capacité de gagner » et à « convaincre la population afghane que les talibans représentaient son seul choix viable » [Traduction]. Éroder la confiance de la population canadienne et des Afghans envers le gouvernement de l'Afghanistan constituait un volet déterminant du programme ennemi. Disposer de refuges sûrs à Quetta, dans le Waziristan, dans les secteurs des agences tribales administrées par le fédéral (FATA) et dans la province-frontière du Nord-Ouest était tout aussi indispensable à l'insurrection que maintenir des voies de ravitaillement extérieures recourant aux pachtounes pakistanais, aux éléments pakistanais hors-la-loi, au gouvernement iranien, au soutien financier de pays du Golfe et au réseau extrémiste mondial d'Al-Qaïda[14].

Aux fins de la planification, les auteurs du plan SHA AYENDA acceptaient que la stratégie sur la ZDA soit encore en vigueur à Kandahar, même si le terme était de moins en moins utilisé au sein de la FO Kandahar à mesure que le temps passait et que le Commandement régional (Sud) du Mgén Page semblait avoir abandonné le concept complètement. Cependant, au début de janvier 2008, on utilisait encore l'expression « expansion de la ZDA » pour justifier sur le plan opérationnel des activités dans les documents de planification de la FO Kandahar. Le plan SHA AYENDA mettait exclusivement l'accent sur cinq districts, soit le Zharey, le Panjwayi, le Shah Wali Kot, l'Arghandab et Spin Boldak, et il visait à y atteindre plusieurs objectifs avant la fin de mai 2008[15].

Dans le Zharey et le Panjwayi, la FO Kandahar voulait maintenir un environnement sûr et stable. Les forces de sécurité afghanes devaient fonctionner en autonomie, le régime de gouvernance local était relié au gouvernement de Kandahar, et les organisations

non gouvernementales pouvaient mener des opérations humanitaires dans les districts. Dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot, des efforts devaient être faits pour remettre en état le barrage de Dahla dans un environnement sûr. Les personnes déplacées devaient pouvoir revenir chez elles, et les économies locales, profiter du barrage. Une FOB où résiderait une force afghane assurerait alors la sécurité. Quant à Spin Boldak, le Canada était censé y encourager l'économie licite[16].

Les auteurs du plan SHA AYENDA ont gardé les mêmes lignes d'opérations axées sur la sécurité, la gouvernance et le développement, que ceux ayant signé les plans antérieurs dans les quartiers généraux des Bgén Grant et Fraser. Les plans et programmes existants de l'ERP devaient demeurer, mais il fallait désormais « les harmoniser avec l'intention de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A), et leurs priorités devaient correspondre à celles de cette dernière[17] » [Traduction]. Le quartier général Laroche a appelé le schème de manœuvre que la FO Kandahar comptait employer pour atteindre les objectifs dans le contexte de ces lignes d'opérations « Dégager-Tenir-Développer » ou « Dégager-Tenir-Stabiliser »[18]. Fondée sur le concept « Dégager-Tenir-Construire », exprimé plus tôt en 2006, et plus tard par les planificateurs du COMFEC en 2007, quand les plans de campagne de l'OTAN et du Canada étaient en cours de révision, l'idée générale était que les tâches décrites comme équivalant à rien de plus que des tâches courantes face aux forces ennemies dans les districts étaient répétitives et ne débouchaient que sur des opérations perturbatrices et non sur la reconstruction et le développement. La seule façon d'amener les ressources et les fonds voulus pour le développement aux niveaux des districts et des localités consistait à confier la sécurité des secteurs à la police, à établir des rapports avec la population, à créer un climat de sécurité, puis à rendre les chefs de district capables de tenir des chouras et des assemblées pour le développement et d'activer les comités communautaires[19].

Les grands plans SHA AYENDA taisaient plus ou moins un élément important : le Bgén Laroche voulait faire sortir les forces canadiennes du Zharey et du Panjwayi en décembre et les envoyer dans le Shah Wali Kot après avoir confié ces deux districts aux forces de sécurité afghanes. Le Canada pourrait alors être perçu comme accomplissant des progrès[20].

La nature de l'insurrection dans la province de Kandahar, de juin à décembre 2007

L'analyse canadienne de la menace que présentait l'insurrection dans la province de Kandahar, dans la deuxième moitié de 2007, reposait sur la conviction que des groupes d'insurgés différents agissaient dans chaque district touché par le conflit. Ces groupes étaient appuyés de l'extérieur par des combattants et des chefs de la province d'Helmand et du Pakistan, selon la période de l'année, et ils recevaient des armes et des approvisionnements apportés depuis des sources extérieures (voir la figure 2-1). Sur le plan structurel,

FIGURE 2-1 :
Dispositifs et activités de l'ennemi,
d'août à décembre 2007

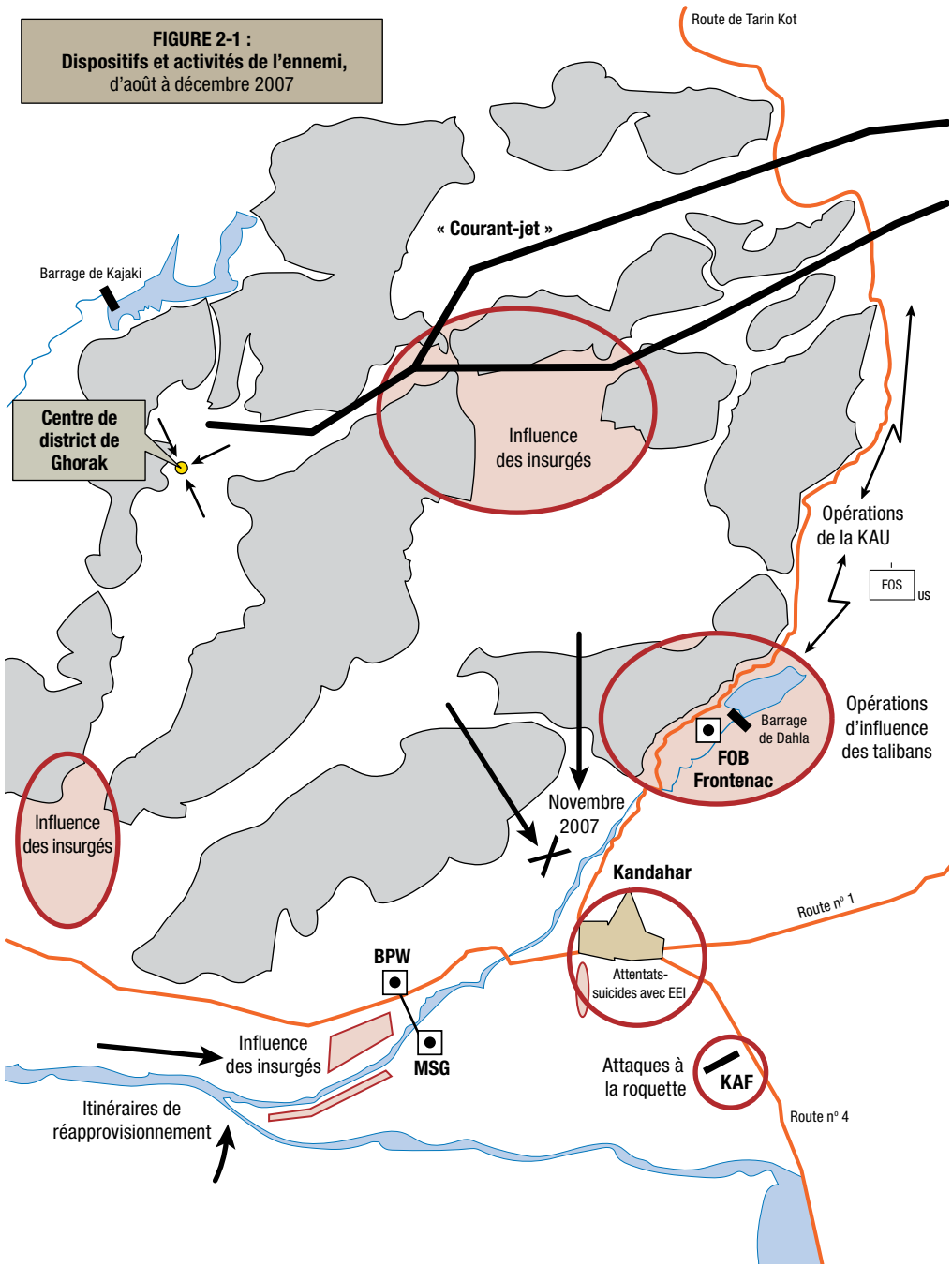


Figure 2-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, d'août à décembre 2007

des habitants des localités ayant des qualités de chef et un certain magnétisme dirigeaient les groupes de leur district, lesquels pouvaient tendre des embuscades et exécuter des tirs indirects, mais ils comptaient sur l'expertise de spécialistes de l'extérieur relativement aux EEI. Dans une large mesure, l'insurrection exploitait les mécontentements opposant la population locale au gouvernement provincial. Des groupes semblaient essayer de mener des opérations mutuellement avantageuses pour les uns et les autres. Les groupes de district communiquaient entre eux, mais ils coordonnaient rarement leurs actions[21].

Dans le Ghorak et le Maywand, les insurgés cherchaient surtout à harceler les centres de district, tandis que ceux du Khakrez faisaient preuve de tolérance envers ce qui équivalait au gouvernement du district[22]. Dans le Shah Wali Kot supérieur, les groupes d'insurgés entretenaient une relation économique avec Matiullah Khan, l'homme fort de l'Oruzgan qui s'occupait du chemin de Tarinkot avec sa propre force de mercenaires appelée « Kandak Amniante Oruzgan ». Les Hollandais et les Australiens maintenaient une relation avec Matiullah, qui veillait à ce que les groupes talibans locaux ne gênent pas les convois logistiques de la FIAS[23]. Le Shah Wali Kot inférieur était assujetti à de la propagande radiodiffusée, à des enlèvements et à d'autres formes d'intimidation localisées.

L'Arghandab résistait durement aux insurgés. Vu la présence de la milice alikozaie et de la Police auxiliaire nationale afghane (PANA) et le solide leadership manifesté par les associés du mollah Naqib, les insurgés n'opéraient pas depuis ce district, même s'ils le traversaient probablement de temps en temps moyennant redevances[24].

La ville de Kandahar était spéciale en soi; c'était essentiellement une zone d'opérations urbaine des terroristes, où l'accent était mis sur les bombes humaines et les EEI. Le labyrinthe de rues et de ruelles du district nº 9 et ses mosquées hostiles en faisaient un cantonnement idéal pour les commandants et les combattants qui passaient par là en provenance de Spin Boldak avec des moyens de transport commerciaux. Dans le sud-ouest, le district nº 6 était un carrefour de transfert logistique relié à un itinéraire emprunté par les insurgés qui traversaient le Panjwayi jusqu'au Maywand et qui se rendaient ensuite dans l'Helmand, ou dans le désert du Reg depuis le Panjwayi, où des contrebandiers sans conviction idéologique particulière aidaient quiconque les payait[25].

Par les districts de Maruf et d'Arghistan passaient les itinéraires de réapprovisionnement en direction de la ville de Kandahar et du « quadrilatère des roquettes » au nord-est, qui accueillait périodiquement « des insurgés n'appartenant pas à l'insurrection » qui étaient payés par les talibans et peut-être d'autres entités pour lancer des roquettes de 107 mm contre le KAF. Les deux districts servaient de cantonnement aux combattants étrangers arrivant du Pakistan. Des opérations perturbatrices exécutées par des forces d'opérations spéciales donnaient lieu à un jeu du chat et de la souris dans ces districts, car l'ennemi essayait d'éviter la guerre privée du Col Abdul Raziq à Spin Boldak[26].

Pour ce qui est du Zharey et du Panjwayi occidental, l'insurrection y subissait la pression des nouveaux postes fortifiés et postes de police secondaires (PPS). Ces installations réduisaient la liberté de mouvement, mais les insurgés ont continué, comme des animaux en cage, à s'en prendre violemment aux nouvelles installations et à des cibles sur la Route nº 1. Au sud de l'itinéraire Fosters dans le Panjwayi occidental, les groupes d'insurgés commençaient à réagir à la présence des forces de sécurité en tendant des embuscades et en posant des EEI, afin de briser la chaîne. Nahlgam était le centre de l'effort que l'ennemi déployait pour conserver une présence dans la partie ouest des deux districts[27].

Jouer dur dans le district de Zharey : août 2007

Parallèlement à l'Op SHA AYENDA, un autre cycle de planification commençait à se poindre en août. Pendant que la FO Kandahar mettait de l'ordre dans son cadre conceptuel, le Lcol Gauthier et le GT 3 R22eR se remettaient d'une difficile relève sur position. Bien que le transfert des pouvoirs entre les Bgén Grant et Laroche ait eu lieu le 2 août, le Lcol Rob Walker n'a pu procéder au transfert d'autorité sur le GT au Lcol Gauthier que le 11 août. La Compagnie C du Maj Robichaud s'est jumelée avec la Compagnie I du Maj David Quick et avec l'Armée nationale afghane pour exécuter des opérations de familiarisation dans le Zharey à partir du 1er août. Comme les autres unités qui arrivaient n'étaient pas complètes, il n'a pas été possible d'apparier les sous-unités montantes avec les unités qu'elles devaient remplacer. Des opérations planifiées ont été annulées ou reportées. Le 3 août, la FO Kandahar acceptait que « l'état de la sécurité dans le district de Zharey était préoccupant, car [la relève sur position] risquait de fournir à l'ennemi une occasion d'intensifier ses activités[28] » [Traduction]. Cette difficulté était en partie attribuable aux problèmes d'acclimatation qu'éprouvaient les Canadiens arrivant dans le théâtre, ce qui a obligé la FO Kandahar à réduire le nombre de ses opérations prévues de présence et de perturbation. Comme l'organisation anti-EEI devait elle aussi opérer une rotation, l'instruction sur les EEI dans le théâtre a ralenti[29]. Il y eut donc une pause dans les patrouilles menées dans les districts de Zharey et de Panjwayi[30].

Selon le commandant de la FO Kandahar, celle-ci devait alléger la pression qui s'exerçait sur le Zharey et reprendre l'initiative. Parallèlement, une réunion sur la sécurité tenue avec Asadullah Khalid et le général Saqib révélait que, d'après eux, « le contrôle de la sécurité était en train de leur échapper dans le Zharey » [Traduction]. Ils voulaient redistribuer les postes de contrôle dans le Zharey et le Panjwayi et réaffirmer leur contrôle par l'intermédiaire de ces postes[31]. La nécessité de relever ces défis a donné lieu aux opérations MALDAR et GARRANDAY ZMARAY.

Le nouveau Commandement régional (Sud), sous la direction du Mgén « Jacko » Page, a désigné un bataillon d'infanterie légère britannique pour constituer sa réserve. Sous le nom de groupement tactique régional (Sud), diverses unités d'infanterie légère britanniques ont assumé le rôle par rotation. Le Bgén Laroche a demandé à ce GT de se déployer dans le district de Maywand pour appuyer l'Op MALDAR, l'objectif étant de perturber l'activité ennemie. Un peloton de la Compagnie B du Maj Abboud, le 3 R22eR et une troupe de chars de l'Escadron A du Maj Dave Broomfield, ainsi que des obusiers M-777 de la Batterie X, devaient prêter main-forte au 1er Bataillon, The Royal Welsh Fusiliers, dans cet effort à partir du 14 août. Les TUAV couvraient aussi le district de Maywand. Au cours de l'Op MALDAR, il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, mais elle a permis aux Canadiens nouvellement arrivés de se familiariser avec le Maywand.

Les plans dressés par le gouvernement afghan pour réexaminer la sécurité dans le district de Zharey influaient sur l'Op SHA AYENDA pendant son élaboration par l'état-major de la FO Kandahar, mais il était clair qu'un plan de mise en œuvre distinct s'imposait, car il s'agissait d'un volet particulier d'un plan pan-provincial plus vaste. Il en est résulté l'Op GARRANDAY ZMARAY. Les entretiens tenus avec les Afghans le 4 août ont abouti à un processus de planification en bonne et due forme du 6 au 10 août, la date planifiée du début de l'opération ayant été fixée au 1er septembre[32].

Sur le terrain, toutefois, la situation dans le Zharey se détériorait de façon alarmante (voir la figure 2-2). Dans les nuits des 6 et 7 août, presque tous les postes de contrôle existants de la police afghane dans le Zharey ont essuyé des tirs d'armes légères. Le Lcol Walker a dépêché la Compagnie B le long de la Route no 1 pour qu'elle se rende à Howz-e Madad pour y renforcer la position et pour établir le contact avec les autres postes de contrôle de la police afghane dans le secteur (Op CARIBOU). Quand la Compagnie B a déplacé ses VBL III au sud de Howz-e Madad, les VBL III se sont heurtés à des tirs directs et indirects nourris provenant du plateau de Ghundy Ghar. Ils ont dû se replier. Somme toute, la police avait quitté l'endroit, et l'ennemi contrôlait désormais Ghundy Ghar[33]. Cet endroit est le principal plateau du Zharey occidental, un peu comme Sperwan Ghar l'est dans le Panjwayi. Il n'était tout simplement pas possible de mener avec succès une opération de sécurité dans le district si l'ennemi contrôlait Ghundy Ghar.

Et, pour comble, les tirs de harcèlement de l'ennemi contre le nouveau poste de contrôle de la police de Lakokhel se sont intensifiés, et les insurgés ont envahi la position le 14 août. Trois jours plus tard, un EEI d'une taille inhabituellement forte a fait exploser un véhicule blindé léger chenillé (VBLC) de l'Escadron A et l'a renversé sur le côté. Dans le Panjwayi, les postes de contrôle nos 5 et 10, près de Sperwan Ghar, ont essuyé des tirs directs. Une patrouille logistique de combat est tombée dans une embuscade prolongée dans la partie est de l'itinéraire Fosters. Diverses attaques ont montré que les lignes d'approvisionnement

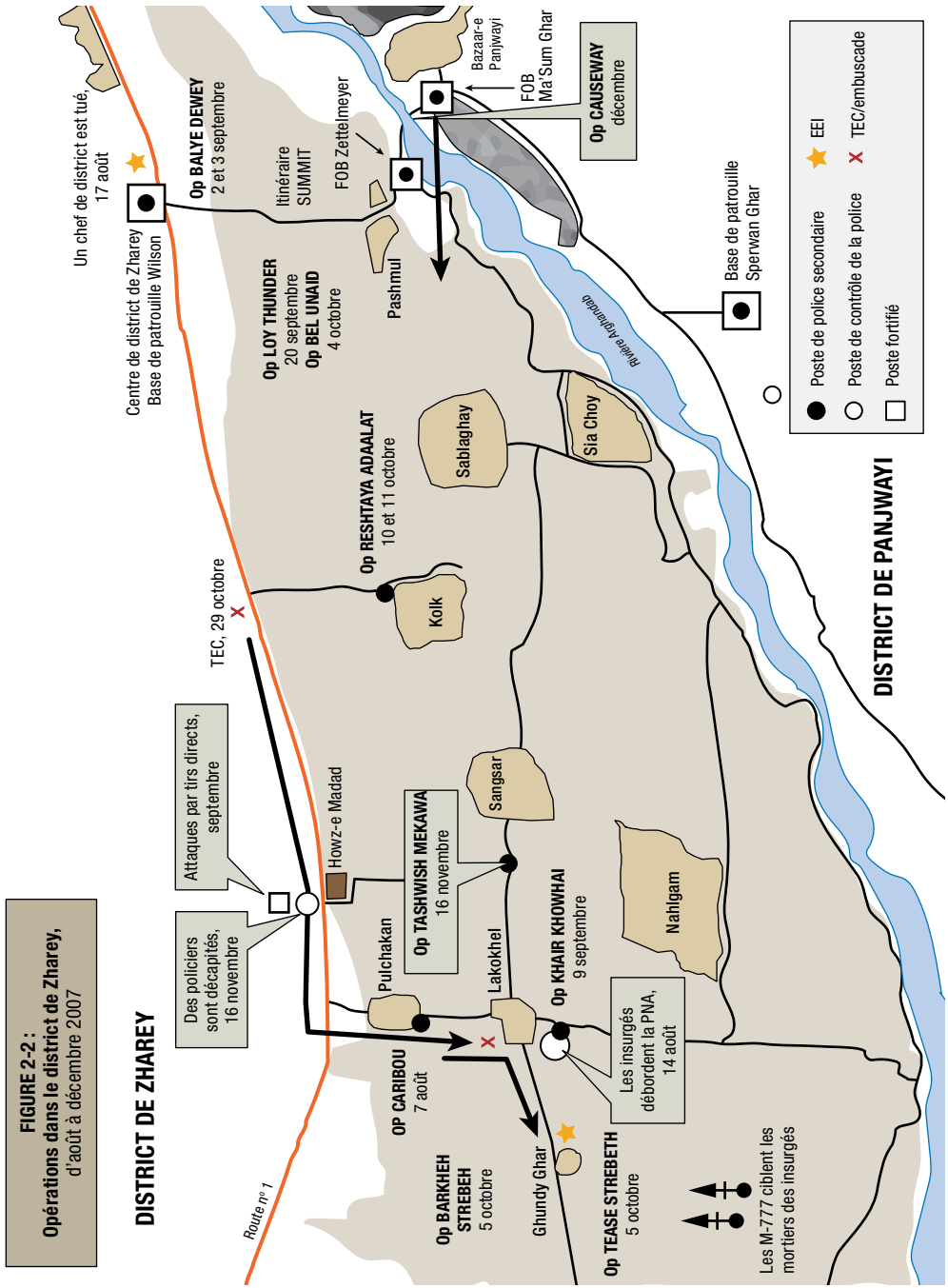


Figure 2-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à décembre 2007

étaient vulnérables : cinq camions munis d'un système de chargement palettisé et escortés par trois RG-31 et un véhicule Bison doté d'équipements CME, se sont dirigés vers l'Est vers Kandahar. Le RG-31 de tête a été ciblé par un EEI, mais il n'a subi aucun dommage. Le convoi a poursuivi sa route et, 12 kilomètres plus loin, une autre attaque à l'EEI s'est produite et a détruit le même véhicule RG-31 et blessé cinq soldats[34]. Une attaque distincte à l'EEI, dans la partie est de l'itinéraire Fosters, cette fois perpétrée contre la Compagnie C, a fait exploser un VBL III et tué le Sdt Simon Longtin, le 19 août.

Le notoirement corrompu leader du district de Zharey, Haji Khairuddin, a été supprimé le 17 août quand un attentat-suicide a été exécuté à son encontre par un insurgé au volant d'une Corolla blanche. Ses trois enfants sont également morts pendant l'attentat. Une autre attaque, précédée par un appel sarcastique fait par téléphone cellulaire, a failli tuer le Col Akka, chef de la police du Zharey[35]. Trois agents de police afghans ont été enlevés du poste de contrôle de Howz-e Madad et décapités. Le Col Akka a riposté en lançant sa propre opération et a capturé un commandant taliban de la région[36].

Pendant cette période, il semblait y avoir une recrudescence de la violence insurgée dans le district, mais en rétrospective, on croit plutôt que c'est le chef rival Habibullah Jan qui a joué un certain rôle dans ces événements. Plus tôt dans la journée de l'attentat, le gouverneur Asadullah Khalid avait décidé d'enlever tous les postes de contrôle établis par Habibullah Jan dans le Senjaray voisin, en prévision de l'Op GARRANDAY ZMARAY, mais il a laissé le Col Akka dans son poste : il se peut donc que l'entrée des insurgés dans le secteur ait été « facilitée » par une intervention des membres de la structure d'influence de Senjary. Qui plus est, Habibullah Jan détestait Khairuddin en raison de ses liens avec Ahmad Wali Karzai, et l'élimination de Khairuddin ne l'aurait pas attristé outre mesure. Quoi qu'il en soit, le district de Zharey était dès lors totalement déstabilisé.

L'Op BARKHEH STERBEH [œil d'aigle] était la réponse temporaire. À ce stade-là, le Lcol Gauthier avait pris la relève du Lcol Walker. Afin de détourner l'attention de l'ennemi, le Lcol Gauthier a envoyé le Maj Robichaud et la Compagnie C avec une troupe de chars Leopard de l'Escadron A dans la partie ouest de l'itinéraire Fosters, le 22 août. Ils ont manœuvré pour occuper trois positions de l'autre côté de la rivière par rapport à Sia Choy, les ressources ISTAR mettant l'accent sur le secteur. En même temps, il a envoyé une équipe de combat commandée par le Maj Abboud appuyé par un échelon de l'ESN au sud de Howz-e Madad, puis sur les itinéraires Edmonton et Ottawa. Cette équipe de combat comprenait aussi des éléments de l'Armée nationale afghane et de l'ELMO ainsi que des agents de police accompagnés de mentors de la police étasunienne. L'ELMO était en train de former le 3e Kandak, une unité qui, aux yeux des mentors, « avait été nourrie à la cuiller par les forces étasuniennes et [hollandaises], qui lui avait fourni presque tout

l'équipement et les fonds qu'elle avait demandés pour exécuter ses projets. Il faut du temps pour les amener […] à comprendre que nous sommes ici pour les encadrer et les aider à mettre sur pied une infrastructure durable qui servira le pays une fois que les forces coalisées auront quitté l'Afghanistan[37]. » [Traduction]

L'équipe de combat B s'est heurtée à des tirs soutenus de GPF et de mortier pendant qu'elle circulait sur les itinéraires Edmonton et Ottawa. Les VBL de la Compagnie B ont ouvert le feu avec leurs canons de 25 mm tandis que le TUAV Sperwer et un SUAV, lancés par la Batterie X, essayaient de repérer les positions de mortier. L'appui aérien rapproché fourni par des avions F-15 et A-10 a supprimé les insurgés qui manœuvraient en direction de la force d'incursion. La Batterie X a pris à partie les mortiers ennemis avec des obus de 155 mm. De l'autre côté de la rivière, l'équipe de combat de la Compagnie C a été attaquée par des équipes munies de GPF et de canons de 82 mm, mais elle a réussi à repérer et à détruire tous les insurgés avec des tirs de 105 mm provenant des chars Leopard et avec les canons de 25 mm des VBL III. Ces trois engagements ont fait environ 30 morts chez l'ennemi. Le même scénario s'est répété dans les trois positions de manœuvre de la Compagnie C, et à peu près 20 autres ennemis ont été tués : en tout, approximativement 50 insurgés ont ainsi été éliminés[38].

Les combats ont duré toute la journée du 22 août. À la fin de l'après-midi, l'équipe de combat de la Compagnie B est arrivée à Ghundy Ghar, et les chars Leopard ont pris position sur les hauteurs. Les soldats expérimentés des blindés, qui avaient survécu pendant près de six mois d'opérations difficiles en Afghanistan, étaient assez futés pour savoir qu'il ne fallait pas trop circuler, car l'endroit risquait d'être truffé d'EEI. Les chars munis de rouleaux et de charrues ont taillé des corridors de manœuvre jusqu'à ce que les sapeurs de combat du 53e Escadron aient dégagé tout le secteur. Quand les VBL III de la Compagnie B sont arrivés à la position, toutefois, leurs équipages ne savaient pas qu'ils devaient s'en tenir aux corridors nettoyés : un VBL III a heurté un EEI qui l'a mis hors de combat. Un deuxième VBL III a fait éclater un EEI tandis qu'il gravissait la colline en suivant un chemin en lacets. L'engin a tué l'Adjum Mario Mercier, le Cplc Christian Duchesne et un interprète afghan, qui a succombé à ses blessures à l'hôpital de rôle 3[39]. Des hélicoptères UH-60 d'évacuation sanitaire sont arrivés pour extraire les morts et les blessés.

Le lendemain, une troupe de surveillance de l'escadron de reco du Maj Huet est arrivée à bord de véhicules Coyote pour relever l'équipe de combat du Maj Abboud à Ghundy Ghar, et cette dernière s'est retirée. Les équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) et diverses autres ressources étaient occupées à recueillir du renseignement sur les mouvements de l'ennemi provoqués par l'Op BARKHEH STERBEH. Par suite d'une action directe exécutée par des forces d'opérations spéciales, celles-ci ont capturé une

Source : Auteur

Le secteur du mont Ghundy Ghar, dans le Zharey occidental, a été la scène de tragédies pendant la relève sur position exécutée entre les GT du 2e Bataillon du Royal Canadian Regiment et le 1er Bataillon du Royal 22e Régiment, en août 2007. La photo fait voir le Ghundy Ghar depuis l'ouest.

cellule de sept facilitateurs en matière d'EEI[40]. Le Maj Taylor du 53e Escadron a examiné l'itinéraire de réapprovisionnement qui allait de Ghundy Ghar à la Route no 1 et, après une discussion avec l'équipe de la COCIM de l'ERP, il en est venu à la conclusion suivante :

> La FOI-A devrait acheter un épandeur-régleur d'asphalte d'occasion pour construire des routes rapidement [là où elles sont] nécessaires pour protéger les forces dans les endroits où les entrepreneurs ne peuvent pas ou ne veulent pas travailler […] Les forces de sécurité doivent rendre l'endroit sûr avant que la reconstruction puisse avoir lieu, et la FIAS ne peut établir la sécurité à moins de créer une présence (d'où la nécessité de routes asphaltées). Si la FIAS avait les moyens d'asphalter les routes pour des raisons de sécurité, la reconstruction se concrétiserait plus vite, car la sécurité serait établie plus rapidement[41]. [Traduction]

Source : Auteur

Les radars anti-mortier légers (RAML), comme celui aperçu ici en 2010 dans le cadre de l'Op CLIFF, dans le Panjwayi oriental, ont aidé la batterie d'obusiers M-777 à exécuter des missions de tir contre les positions des mortiers et des lance-roquettes des insurgés. Des RAML factices ont été déployés par les Canadiens pour tromper les équipes de conduite du tir insurgées qui avaient reçu une formation de l'Armée pakistanaise et comprenaient les capacités des systèmes de détection.

Quatre jours après l'opération, les talibans commençaient à bombarder la FOB Ghundy Ghar avec leurs mortiers de 82 mm. Le même jour, des équipes d'insurgés munies de GPF attaquaient Ma'Sum Ghar. Au cours de la nuit, il y eut une attaque de roquettes de 107 mm. La Batterie X a détruit les mortiers avec des obus de 155 mm guidés par le système HALO de repérage par le son, tandis que les chars Leopard, occupant des positions d'attente, employaient des munitions HESH pour tuer les équipes d'insurgés munies de GPF[42]. Ces attaques ont été répétées les 1er et 2 septembre, mais l'intensité des tirs ennemis contre Ghundy Ghar a été beaucoup plus forte. Les patrouilles de l'escadron de reco, à l'extérieur de la Base, dérangeaient manifestement l'ennemi, et c'était sa façon de réagir. Le système HALO et le radar anti-mortier léger ont servi à repérer les positions des mortiers ennemis, qui ont ensuite été prises à partie et détruites avec des tirs de 155 mm et un appui aérien rapproché dirigé par les contrôleurs interarmées de la finale de l'attaque accompagnant l'escadron de reco[43].

Les premières semaines étaient pénibles pour le GT 3 R22eR. Trois de ses membres ayant été tués et plus d'une dizaine d'autres, blessés, en si peu de temps, on s'attendait à des manifestations massives dans les rues de Québec de la part de protestataires qui auraient exigé le retrait du Canada de l'Afghanistan. Cela ne s'est pas produit, et les experts avaient

eu tort. Les Québécois n'étaient pas le maillon faible, contrairement à ce que certains pensaient. Ce maillon faible se trouvait ailleurs. Les combats avaient repris dans le Zharey, mais sans agents de police pour tenir les positions dans le district, on n'avait l'impression de s'adonner simplement à des tâches courantes, sans véritables résultats.

L'Op GARRANDAY ZMARAY, en août et septembre 2007

Afin de déplacer le GT canadien ailleurs, il fallait que les Afghans se rendent maîtres du district de Zharey. Pour cela, il fallait coordonner les actions de l'Armée et de la police afghanes et mettre à contribution le gouverneur et la structure d'influence de Kandahar, ce qui nécessitait du temps, évidemment. Le concept d'opération initial de GARRANDAY ZMARAY consistait à recouvrer la maîtrise du district grâce à un réseau de postes fortifiés d'où émanerait un état de sécurité. Soulignons qu'il ne s'agissait pas là d'une approche nouvelle, car la force opérationnelle précédente avait commencé à l'appliquer, mais elle avait été entravée par le manque d'agents de police efficaces et dûment formés, et les acteurs de la gouvernance au niveau du district avaient gêné ses efforts.

Le plan GARRANDAY ZMARAY n'était pas entièrement canadien. En août, le gouverneur Asadullah Khalid a dessiné sur une serviette de table un réseau de 16 postes de contrôle de la police, au cours d'une réunion sur la sécurité. Le croquis a circulé d'un participant à l'autre et il a été raffiné par la police. Quand il a été remis à l'Armée afghane, le Lcol Sherin Shah a ajouté 15 autres postes de contrôle possibles au diagramme, le long de l'itinéraire LANGLEY. Le général Saqib, chef de la police provinciale, estimait qu'il fallait isoler Nahlgam, et cet élément a lui aussi été ajouté au plan. Les planificateurs de la FO Kandahar ont étudié les fruits de cette réunion, ils les ont rationalisés et ils ont présenté le résultat final aux Afghans, le 22 août[44].

L'idée consistait dès lors à établir progressivement six postes fortifiés (voir la figure 2-3), en commençant par Ghundy Ghar, récemment repris à l'ennemi, puis à alterner entre la Route nº 1 et l'intérieur du district[45]. En théorie, ces mesures devaient éloigner l'ennemi de la Route nº 1, réduire la corruption au sein de la police le long de cette route et établir des liens de confiance avec la population. Plus tard, on a étendu la portée de l'Op GARRANDAY ZMARAY pour inclure une série progressive de postes fortifiés qui devait relier Bazaar-e Panjawi à Mushan. À mesure que le plan a évolué jusqu'au début de l'automne encore une fois, l'idée de construire une route asphaltée qui relierait Bazaar-e Panjwayi à Mushan, puis qui franchirait la rivière Arghandab et virerait vers le nord jusqu'à la Route nº 1 près de Ghundy Ghar a pris forme dans l'état-major de planification. Le concept qui visait à isoler le bastion insurgé de Nahlgam en l'encerclant était un des fondements de la planification, mais un autre résidait dans la possibilité de stimuler l'économie en améliorant l'accès aux marchés en dehors du district[46].

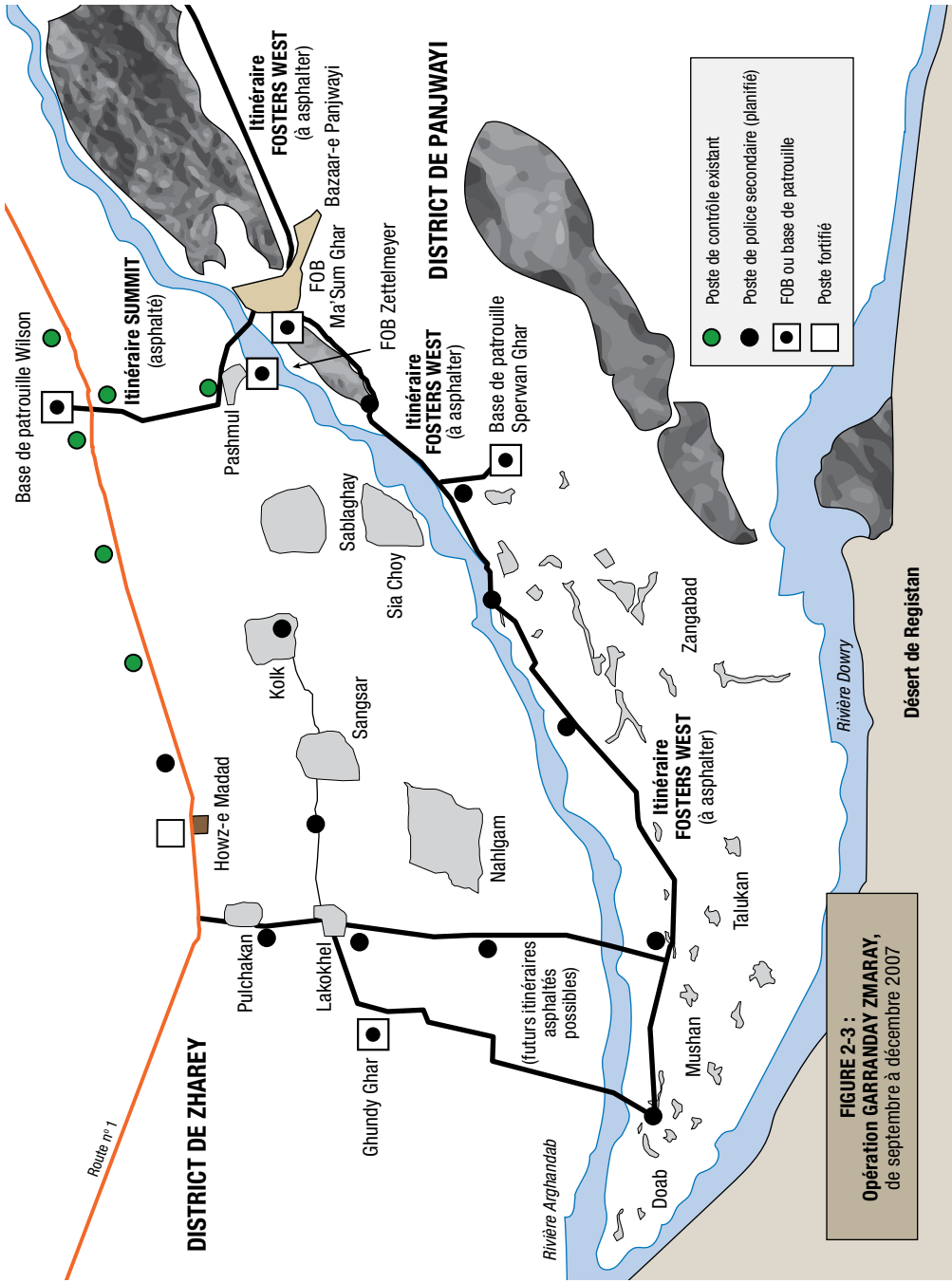


FIGURE 2-3 :
Opération GARRANDAY ZMARAY,
de septembre à décembre 2007

Figure 2-3 : Opération GARRANDY ZMARAY, de septembre à décembre 2007

Il s'agissait maintenant de savoir qui, exactement, occuperait ces postes fortifiés. Quand l'ELMO a posé la question au 3e Kandak, les Afghans n'ont pas aimé l'idée d'occuper une infrastructure défensive avec un seul kandak dans deux districts. Il a fallu travailler fort pour persuader les chefs de l'Armée afghane d'envoyer une compagnie à Howz-e Madad[47]. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, la situation de la police afghane était chaotique. Les États-Unis sont finalement intervenus et ont élaboré une réponse par suite de l'échec des Allemands, après les réunions tenues à Dubai pendant l'été. Le soutien fourni à la police de Kandahar était en quelque sorte une « tour de Babel » que la FO Kandahar devait manœuvrer. Afin d'obtenir le personnel formé nécessaire à l'Op GARRANDAY ZMARAY, la FO Kandahar a dû traiter avec une gamme enchevêtrée d'organismes de soutien de la police appartenant aux forces coalisées : la Police européenne, le Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A) des É.-U., DynCorp et plusieurs forces de police afghanes. Il fallait donc rassembler puis coordonner un éventail de ressources de la FO Kandahar : la police civile canadienne et l'équipe spécialisée du Génie (ESG) au sein de l'ERP, le CICP au Palais, la Compagnie de police militaire du Maj Michel Zybala, et Jon Davison du MAECI.

Les principaux acteurs qui compliquaient les choses? Les équipes de mentorat de la police (EMP) et les mentors provinciaux. Les premiers se composaient de membres de l'infanterie de la Garde nationale de l'Armée des É.-U. et de policiers militaires devenus mentors de la police. C'était une tentative improvisée faite par le CTCS-A pour créer une entité s'apparentant à une équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP). Les agents de DynCorp, par exemple, ne pouvaient pas quitter leur base d'entraînement à cause des restrictions imposées par leur police d'assurance-vie, et les É.-U. n'arrivaient pas à régler une multitude de questions complexes de financement. La police civile canadienne, relevant de l'ERP, voulait encadrer les Afghans sur le terrain, mais Ottawa limitait leurs activités « en dehors du périmètre » pour réduire les risques. Les EMP devaient se charger de cette activité, mais elles étaient mobiles et rentraient à leur base le soir venu, et elles ne vivaient pas avec les Afghans comme le faisaient les membres des ELMO. En outre, les mentors étasuniens de la police ne constituaient pas une ressource de la FIAS : ils relevaient de l'Op ENDURING FREEDOM. Les EMP à Kandahar, en 2007, n'hésitaient pas à jeter ce fait à la figure des commandants canadiens quand des questions de coordination se posaient. Dans certains cas, des mentors sont allés en mission avec des forces spéciales étasuniennes, à la recherche d'« action », en se faisant accompagner de leur police afghane pour donner un « visage afghan » à leur intervention. Le mentor provincial en chef ne pensait pas que le mentorat statique de la police à l'appui du réseau statique des PPS représentait la solution à adopter, car à son avis c'était ainsi que les Français avaient perdu l'Indochine. La question de savoir si la police afghane devait prendre la forme d'une gendarmerie, d'une milice ou d'un service de policiers de quartier n'avait pas encore été tirée au clair[48].

Source : Auteur

L'Op GARRANDAY ZMARAY [Avenir meilleur] a permis d'établir une chaîne de PPS dans le district de Zharey. En raison de la situation instable, ces postes étaient en fait des petits forts dotés par des agents de police afghans et soldats canadiens fragilement reliés entre eux par un réseau routier vulnérable. La photo montre le poste de Kolk, où de nombreux engagements avec armes légères ont eu lieu en 2007 et 2008.

En gros, tout agent de police afghan affecté à un poste fortifié dans le Zharey et le Panjwayi devait être encadré sur place. Les EMP suivaient leur propre programme ailleurs. Le centre d'instruction régional n'amenait les agents de police afghans que jusqu'à un certain point de leur entraînement. Il leur fallait aussi un entraînement à la survie de combat. Personne ne semblait avoir les ressources voulues pour le leur fournir. La solution résidait dans l'ELMOP. La FO Kandahar a examiné ses ressources internes. Il y avait un peloton de la police militaire au niveau de l'ERP, mais à la lumière de la rotation précédente, il était clair que la police civile canadienne voulait gérer ses propres activités dans la ville et, de toute façon, les planificateurs de la FO Kandahar pensaient que ce peloton servait uniquement à fournir une escorte armée à la police civile canadienne. Il y avait même une section de la police militaire du GT. Selon le Bgén Laroche, il y avait beaucoup trop de policiers militaires occupés à donner des contraventions pour vitesse excessive à l'aérodrome de Kandahar (KAF). À la fin d'août, six équipes mobiles de sept mentors chacune ont été formées à même ces ressources et elles ont été confiées à l'ELMO pour ce qui était de

l'administration et du commandement, étant entendu qu'elles travailleraient aux côtés de la police afghane dans les bases de police nouvellement créées. Le Maj Louis Lapointe a finalement été chargé de commander la première ELMOP, mise sur pied le 6 septembre[49].

Le financement pour la construction de ces postes posait des problèmes. La FO Kandahar pouvait puiser dans les ressources des sapeurs de combat et du Génie construction pour les ériger, mais il y avait des coûts matériels, car les bases devaient être défendables et non de simples « kiosques de police », comme en 2007. L'ACDI était incapable de fournir des fonds; il a donc incombé à Jon Davison de puiser dans le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales du MAECI. Ce ministère s'abstenait d'affecter des fonds à la création de postes militaires fortifiés, mais il acceptait de financer des postes de police. À partir de ce moment-là, les postes fortifiés sont devenus des « postes de police secondaires ». Ces derniers étaient en fait des mini-forts entourés de murs et comportant des fils barbelés en abondance et des positions d'attente pour des véhicules blindés[50].

Les planificateurs de l'Op GARRANDAY ZMARAY en examinaient les étapes pendant que tous les acteurs fournissant un appui étaient rassemblés. La première étape visait à acquérir le contrôle de la Route n° 1 et à montrer à la population que la corruption au sein de la police ne serait plus tolérée. Par exemple, des rapports se sont fait jour selon lesquels la police du Col Akka qui travaillait de concert avec les troupes canadiennes aux postes de contrôle routiers disait régulièrement aux citoyens que les Canadiens les abattraient s'ils ne donnaient pas de l'argent à la police. Les Afghans étaient perplexes : comment ces Canadiens souriants pouvaient-ils être aussi cruels et méchants? Bien sûr, l'extorsion se faisait en pachto, de sorte que les Canadiens en ignoraient même l'existence[51]. De toute évidence, il fallait mettre fin à cette pratique, car elle réduisait encore plus le peu de légitimité que le gouvernement avait encore.

Un poste fortifié, et non un PPS, serait construit à Howz-e Madad et doté en personnel par l'Armée nationale afghane et l'ELMO. Il fallait convaincre Habibullah Jan de retirer ses postes de contrôle à Senjaray et, finalement, le Col Akka devait être démis de ses fonctions de chef de police du district. C'était là les conditions préalables à remplir pour que l'opération soit exécutée à l'intérieur du district de Zharey.

Le GT 3 R22eR a monté une opération préparatoire appelée BALYE DEWEY [Bougie allumée], le 23 septembre. Le but sous-jacent de l'opération consistait à montrer que les armées et la police canadiennes et afghanes pouvaient fonctionner dans le secteur de Senjaray, exécuter un bouclage et des fouilles et y établir un poste de contrôle légitime de la police pour remplacer les postes d'Habibullah Jan. Aux petites heures, le 3 septembre, la Compagnie B, commandée par le Maj Abboud et accompagnée par la 3e Compagnie du 3e Kandak et de ses mentors de l'ELMO, exécutait une insertion nocturne débarquée. Appliquant un plan de déception en vertu duquel la Batterie X a lancé des obus éclairants

au nord-ouest des enceintes visées, pendant que les Afghans et l'ELMO entraient dans Makuan, un village adjacent au secteur visé, la Compagnie B s'est infiltrée pour établir le cordon de bouclage; ensuite, la 3e Compagnie a subitement viré vers l'est pour entrer dans Makuan et y procéder à des fouilles; la police qui accompagnait l'Armée afghane s'est chargée de ces dernières. L'Op BALYE DEWEY n'a révélé la présence d'aucune activité ennemie, mais le message était envoyé à Habibullah Jan, qui l'a bien reçu[52].

Les deux premières nouvelles positions ont été aménagées le 9 septembre. L'Op KHAIR KHOWHAI [Maintenir la bonne volonté] faisait intervenir un détachement spécial de dégagement des itinéraires composé d'un char Leopard muni de rouleaux et du seul EBG Badger opérationnel, qui précédait deux pelotons d'infanterie de l'Escadron B, un peloton de chars, deux pelotons afghans et des mentors de l'ELMO au sud de la Route no 1 en direction de Lakokhel. La première position a été établie sans grand contact avec l'ennemi. Le TUAV Sperwer et la Batterie X, travaillant de concert, ont activement cherché des cibles, dont l'une a été prise à partie avec dix obus brisants. L'ennemi a tiré des GPF et des obus de mortier de 82 mm contre le second poste de contrôle à Lakokhel. Les chars Leopard ont tiré des obus HESH, et un avion A-10 a survolé la région à la recherche de cibles. Parallèlement, la Compagnie C envoyait un peloton dans un VBL III avec deux troupes de chars provenant de l'Escadron C du Maj Trevor Gosselin, au sud de la Route no 1, mais plus à l'ouest afin de réapprovisionner Ghundy Ghar. Ce mouvement a eu lieu sans incident. La police afghane et son ELMOP attitrée n'était pas censées arriver avant le 13 septembre, date où les sapeurs du 53e Escadron devaient avoir terminé la construction des PPS[53].

L'ennemi n'aimait pas ces incursions sur son territoire; pendant plusieurs jours, il y a eu de nombreux contacts provoqués par des « tirs à la dérobée » dans le district de Zharey. En une seule journée, diverses installations de la coalition et des forces afghanes ont subi trois attaques avec armes légères, une attaque au mortier et des tirs de GPF. Le poste fortifié de Howz-e Madad a essuyé des tirs nourris. La plupart de ces attaques se sont produites au nord des nouveaux PPS, le long de leurs itinéraires de ravitaillement menant à la Route no 1. En même temps, une pluie de roquettes était lancée contre la FOB Ma'Sum Ghar[54].

La riposte a pris le nom d'Op LOY THUNDER, menée par l'Armée nationale afghane. De nuit, la 3e Compagnie du 3e Kandak, bénéficiant d'un écran créé par un peloton de la Compagnie Weapons et appuyée par un peloton canadien de la Compagnie C, a balayé le secteur entre la FOB Ma'Sum Ghar et Pashmul. Aspect important, un TUAV Sperwer est venu appuyer l'opération et il était contrôlé par l'ELMO, à son poste de commandement, par l'intermédiaire d'un officier de liaison avec la cellule des TUAV. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, mais l'opération a montré que le 3e Kandak avait ce qu'il fallait pour fonctionner en autonomie au niveau des compagnies. La 1re Compagnie du même kandak, qui occupait le poste fortifié à Howz-e Madad, a repoussé une autre tentative d'attaque ennemie et tué deux insurgés[55].

L'affaire concernant le Col Akka a abouti à la fin de septembre, mais il a fallu une réunion avec le gouverneur pour que les choses se mettent à bouger dans ce dossier. Khalid s'est fait dire qu'il « existe un manque de coopération et de confiance entre la police afghane et les FC dans le Zharey. Cette situation est directement liée au manque de volonté perçu de la part du Col Akka d'appuyer nos opérations […] et parce qu'il profite manifestement de son poste au détriment de ses forces[56] » [Traduction]. Il semble que le Conseil provincial « se soit occupé du problème » [Traduction], et Khalid a confirmé qu'Akka serait démis de ses fonctions[57]. Cependant, le général Saqib s'est opposé au renvoi d'Akka en déclarant que ce dernier avait tout simplement été mal compris, qu'il ne serait pas congédié et qu'il serait muté dans un poste administratif tranquille au quartier général de la Police nationale afghane. Les signataires de la lettre de renvoi d'Akka ont blâmé les Canadiens pour ce résultat, et il y a été précisé que le renvoi avait été ordonné en dépit des protestations de la police afghane et du gouverneur lui-même[58]. Avec le temps, Akka a cultivé une relation avec les mentors de la police étasuniens. Il s'est ensuite servi de cette relation pour creuser un fossé entre les équipes étasuniennes de mentorat de la police et les forces canadiennes[59]. Tandis que le processus de renvoi d'Akka se poursuivait, les EMP « ont fait une descente » dans le Zharey, dans le camp des personnes déplacées « qui avait le soutien » [Traduction] du Col Akka, et elles ont confisqué les uniformes et les armes des agents légitimes de la police afghane qui protégeaient le camp. Ces équipes ont publiquement humilié la police devant la population du camp[60]. Il n'a fallu que quelques heures aux chefs de la police à Kandahar pour exprimer de vives protestations, et le CICP a blâmé les Canadiens d'avoir harcelé la police du Zharey. Il était évident, aux yeux des observateurs de l'extérieur, que l'Équipe étasunienne de mentorat de la police avait été manipulée dans ce contexte, et l'incident a gravement mis en lumière les dangers inhérents, à tous les niveaux, à la présence non coordonnée de forces dénuée de conscience politique dans l'espace de bataille du Canada[61].

Sous la surface, toutefois, se trouvaient trois éléments intéressants. Tout d'abord, le commandant de la police du camp de personnes déplacées avait, dans le passé, arrêté un parent d'Akka qui avait posé des EEI. Les actions d'Akka lui ont servi de revanche. En deuxième lieu, il était évident que la relation d'Akka avec Ahmad Wali Karzai a incité la structure d'influence de Kandahar à adoucir le coup, si l'on peut dire, en blâmant le Canada pour son renvoi. Encore une fois, les problèmes et les incidents de ce genre ont eu un effet cumulatif sur le district de Zharey au cours des années et ont attisé la méfiance à tel point qu'aucun projet administré par l'ERP n'aurait pu la dissiper. Troisièmement, le Col Akka a finalement été muté dans le district de Dand dans le poste de chef de la police, et non dans un poste administratif, juste au moment où les insurgés ont commencé à faire problème dans ce district, au début de 2008. Soulignons que le Dand était une région où

s'étendaient des terres par où la route de contournement de la ville de Kandahar devait passer. Des personnes nourrissant certains intérêts voulaient de toute évidence avoir leur homme sur le terrain quand il allait falloir s'approprier les bons terrains aux fins du projet[62].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en août et septembre 2007

L'Op GARRANDAY ZMARAY s'est déroulée dans le district de Panjwayi parallèlement aux opérations menées dans le Zharey. À leur arrivée dans le district en août, la Compagnie C du Maj Robichaud et les équipes de la COCIM de l'ERP se sont heurtées à des problèmes de crédibilité auprès des personnes d'influence dans le district. Le chef de police du district, Bismillah Jan, s'est dit outré par la riposte du Canada – ou l'absence de celle-ci – quand les postes de contrôle n^{os} 5 et 10 ont été attaqués le 7 août. Jan avait été « très fâché quand il a vu que les Canadiens n'avaient envoyé leur aide que pour évacuer les policiers afghans blessés et non pour prendre part au combat » [Traduction]. Il a fait état de neuf morts et de trois blessés, sans compter un certain nombre d'agents manquant à l'appel[63].

L'autre problème concernait l'absence continue d'un dédommagement pour les terres expropriées et le détournement de l'eau dû à la construction des itinéraires Brown et Dwyer, près de la base de patrouille de Sperwan Ghar. Les habitants de l'endroit ont vu qu'un dédommagement avait été accordé dans le Zharey par suite de la construction de l'itinéraire Summit et ils voulaient la même chose dans le Panjwayi. La choura a fait pression sur l'ERP pour qu'elle amène le gouverneur à interrompre la construction jusqu'à ce qu'un dédommagement acceptable aux yeux de toutes les parties puisse être négocié. Quand les membres de la choura se sont réunis avec le gouverneur, « il leur a dit qu'ils n'obtiendraient pas d'argent de sa part et il leur a ordonné de sortir " leurs sales visages " de son bureau immédiatement » [Traduction]. Les membres de la choura ont dit aux équipes canadiennes de la COCIM que le gouverneur « avait violé la règle d'or exigeant, selon leur culture, le respect des anciens [et qu']ils voulaient le voir démis de ses fonctions et remplacé[64] » [Traduction]. Haji Agha Lalai Dastagiri a appuyé les anciens du district tant publiquement qu'en privé dans cette affaire.

Le manque de leadership dans le district et la piètre qualité des chefs provinciaux faisaient problème. Comme l'assassinat de Khairuddin avait créé un vide dans le Zharey, Asadullah Khalid y a muté Niaz Mohammed Sarhadi depuis le Panjwayi et il a planifié de faire de même avec le chef de police, Bismillah Khan[65]. À ce moment-là, trois agents de police afghans ont été enlevés dans le Panjwayi oriental; les talibans les ont ensuite emmenés à Nakhonay, ils les ont exécutés publiquement et ont ensuite jeté les corps à Chalghowr. Quand les habitants de l'endroit ont appelé la police du district, l'unité qui a répondu est tombée dans une embuscade, et plusieurs agents ont alors été blessés[66].

En fait, les habitants étaient en colère contre le gouvernement provincial qui ne se comportait pas convenablement sur les plans social et financier; ils croyaient que les Canadiens étaient incapables ou qu'ils refusaient de négocier des solutions en leur nom, et la police était fâchée contre les Canadiens, car ils ne lui prêtaient pas main-forte quand elle était en détresse.

Entre-temps, le GT et l'ESN étaient préoccupés par la partie est de l'itinéraire Fosters. Afin de perturber l'activité ennemie au sud de la route et de préserver la liberté de mouvement, le GT 3 R22eR a lancé l'Op SAMANDARY TOOFAN [Ouragan de paix] dans le secteur de Salehan-Mohajerin, le 4 septembre. Trois groupes d'enceintes communautaires ont été choisis et isolés par la Compagnie C et l'Escadron C, puis deux pelotons de l'Armée afghane non encadrés et un peloton de la police du Panjwayi les ont fouillés. Avec l'appui des équipes de la COCIM de l'ERP, des engagements des relais d'influence ont eu lieu pour recueillir des renseignements sur le secteur. Les unités canadiennes et afghanes ne se sont heurtées à aucun ennemi, et aucune arme n'a été trouvée[67].

Le manque d'information sur l'ennemi dans le Panjwayi et sur ses liens avec l'insurrection dans le Zharey, en particulier sur son système de commandement et de contrôle, était préoccupant; par conséquent, le GT et le CRTS ont conçu une opération de collecte du renseignement qui a été appelée SOLAH ARAME. En définitive, cette opération s'est transformée en un combat mobile qui a duré toute la journée le long de la partie ouest de l'itinéraire Fosters jusqu'à Zangabad. La Compagnie C, l'Escadron C et une troupe du Génie du 53e Escadron se sont déplacés vers l'ouest en suivant le lit de la rivière Arghandab et ont opéré une brèche près de Talukan. Les chenilles de deux chars se sont brisées, et ces derniers ont dû être récupérés, ce qui a retardé l'opération de trois heures. À 11 h 33, un VBL III a heurté un EEI, mais l'équipage s'en est sorti sain et sauf. Des obus de 82 mm ont commencé à tomber, mais les chars ont réussi à en neutraliser les sources avec des obus HESH de 105 mm. La force s'est dirigée vers l'est sur la route et, entre 11 h 35 et 18 h 30, elle a essuyé des tirs d'armes légères, de GPF et de mortier 18 fois sur une distance de trois kilomètres (voir la figure 2-4). Les Canadiens n'ont subi aucune perte, mais dans six cas, la force SOLAH ARAME a pu prendre à partie et détruire les ennemis embusqués. La force est rentrée sans autre incident à Ma'Sum Ghar à 19 h 30[68]. Les chefs ennemis dans le Panjwayi ne savaient pas au juste ce qui se passait. L'un d'eux, Haji Agha Lalik, a été repéré par des ressources ISTAR tandis qu'il circulait dans le secteur de Sperwan Ghar. La Compagnie C a voulu sortir pour le capturer, mais ses effectifs étaient déjà étirés à l'extrême, et elle n'a donc pas pu se faire[69].

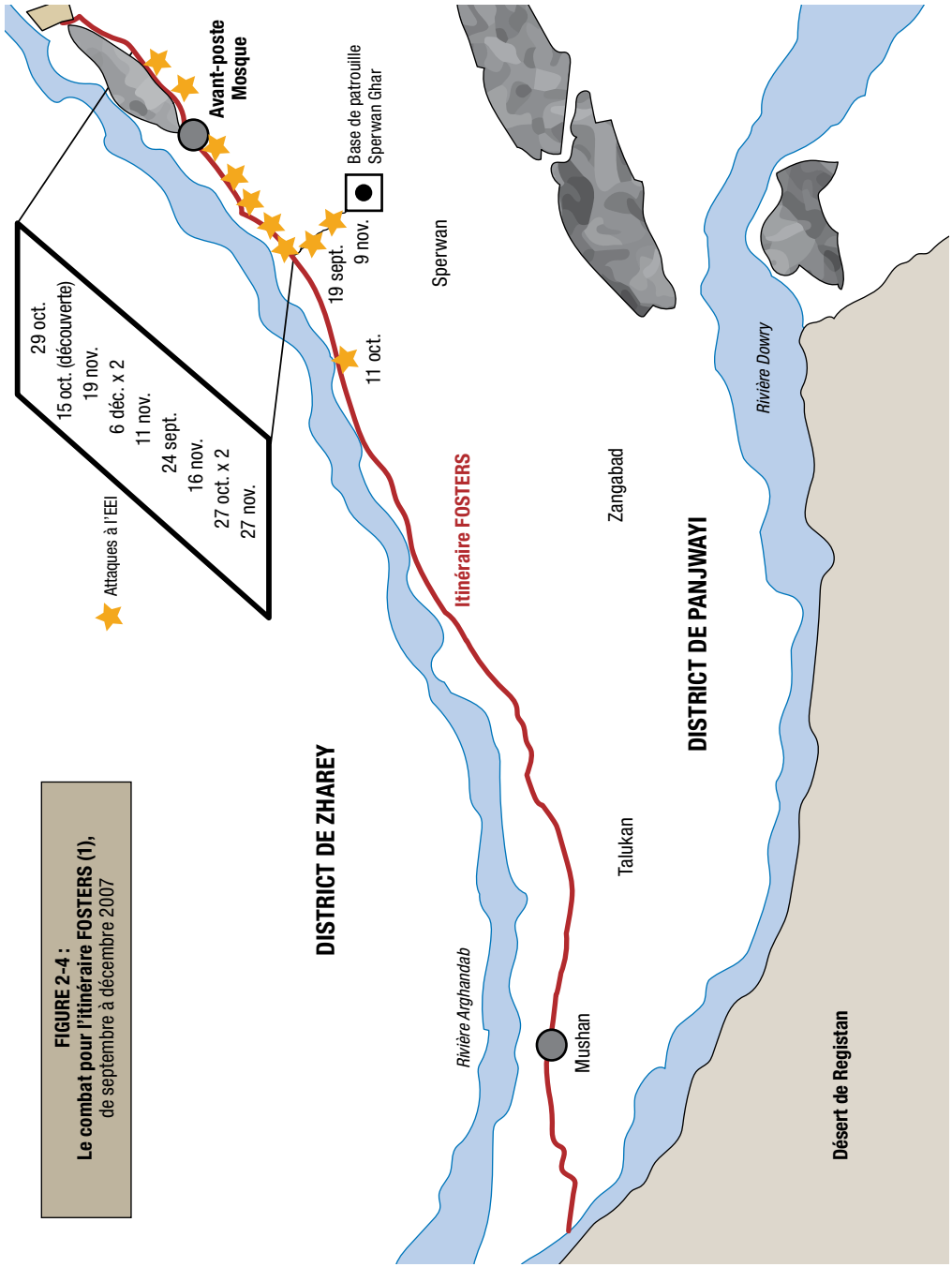


FIGURE 2-4 :
Le combat pour l'itinéraire FOSTERS (1),
de septembre à décembre 2007

Figure 2-4 : Le combat pour l'itinéraire Fosters (1), de septembre à décembre 2007

L'Op SOLAH ARAME a recueilli assez de données du renseignement pour permettre à l'Op SADIQ SARBAAZ [Soldat honnête] d'aller de l'avant le 24 septembre. Cette dernière visait l'aménagement d'un PPS sur un terrain déterminant le long du segment ouest de l'itinéraire Fosters, à huit kilomètres de la FOB Ma'Sum Ghar. Quand l'itinéraire a contourné le mont Ma'Sum Ghar, la route a décrit un coude, puis s'est rétrécie considérablement à proximité d'un lieu saint qui comprenait une mosquée établie sur des hauteurs. La brèche de trois kilomètres entre ce point de jonction et Zangabad franchissait aussi la rivière Arghandab : la localité de Sia Choy dans le district de Zharey se trouvait au nord. Il était essentiel d'établir là une présence de la coalition non seulement pour gêner les mouvements de l'ennemi cherchant à franchir la rivière, mais aussi pour que l'itinéraire reste ouvert jusqu'à l'itinéraire Brown et à la base de patrouille de Sperwan Ghar, puis vers l'ouest le long de l'itinéraire Fosters en direction de Zangabad, de Talukan et de Mushan. La Compagnie C et l'Escadron C, appuyés par une troupe de sapeurs et par deux pelotons de la Compagnie Weapons du 3e Kandak, se sont dirigés vers l'objectif JESTER en suivant deux axes : une partie de la force a suivi le lit de la rivière Arghandab, tandis que l'autre s'est déplacée sur le segment ouest de l'itinéraire Fosters. Les chars ont établi un obstacle sur la rivière, pendant que l'Armée afghane et les sapeurs dégageaient l'emplacement du PPS. Malheureusement, le véhicule du Maj Robichaud a heurté un EEI, et deux soldats ont été blessés. Plus loin le long du lit de la rivière, un char Leopard C2 s'est enlisé. Un véhicule blindé de dépannage de l'équipe de maintenance TANGO est venu pour l'en sortir. Pendant que l'équipe mobile faisait son travail, elle a été prise à partie par des GPF et des canons de 82 mm sans recul (mais des tirs de mortier ont aussi été signalés). Un obus de 82 mm a touché le véhicule blindé de dépannage, pénétré le blindage et tué le Cpl Nathan Hornburg du King's Own Calgary Regiment. Des GPF ont frappé le secteur et blessé cinq Canadiens en tout. Un des chars Leopard a repéré l'endroit d'où les tirs provenaient et a supprimé les équipes anti-chars ennemies avec des obus de 105 mm[70].

Après l'évacuation des morts et des blessés, l'aménagement de ce qui était désormais appelé « PPS Haji » s'est poursuivi, et le Maj Robichaud a tenu un engagement des relais d'influence avec les anciens et les mollahs de l'endroit. L'occupation du secteur par un PPS a provoqué les insurgés qui ont donc tendu une embuscade à une patrouille de la Compagnie C et blessé ainsi deux Canadiens. Les obusiers M-777 de la Batterie C ont exécuté des tirs d'appui pour aider le peloton à rompre le contact. Cette nuit-là, une équipe ennemie a essayé de poser des EEI dans le segment ouest de l'itinéraire Fosters, mais elle a accidentellement fait sauter un de ses propres engins : quatre des insurgés ont été blessés. Le PPS Haji a dès lors essuyé des tirs de mortier inefficaces, mais persistants. Occupant les hauteurs, la Compagnie C a demandé l'intervention de la Batterie X, et 12 obus de 155 mm

ont détruit les mortiers ennemis. L'ELMOP est arrivée avec la police afghane et elle a occupé ses positions : elles ont essuyé des tirs d'armes légères pendant leur déploiement. La police a riposté avec ses armes à son poste de contrôle et repoussé les ennemis embusqués[71]. De toute évidence, le PPS Haji constituait un endroit convoité, et il allait continuer d'en être ainsi.

Le Spin Boldak et l'escadron de reco

Le Spin Boldak est demeuré le « commandement perdu » pendant le reste de 2007 et jusqu'en 2008. Séparée géographiquement et psychologiquement de la ville de Kandahar, la FO Kandahar du Bgén Laroche avait encore la tâche de poursuivre l'Op SATYR NYX. Une fois de plus, des éléments de l'escadron de reco ont été chargés de cette mission. Bien que la FO 1-07 eût défini ce qui se passait dans le Spin Boldak en envisageant d'aider la force opérationnelle des Émirats arabes unis à s'y déployer, l'escadron de reco, dirigé par le Maj Pierre « Pete » Huet, a été obligé par l'évolution des circonstances politiques au Canada d'aller plus loin dans sa démarche.

Tout d'abord, le MAECI s'intéressait davantage au Spin Boldak, de sorte qu'il a exercé des pressions accrues sur le GT pour que celui-ci accroisse ses interventions à cet endroit. Cela se rapportait à divers programmes d'application de la loi visant à améliorer la sécurité à la frontière, des deux côtés de la ligne Durand. Deuxièmement, sur un plan connexe, il y avait le besoin stratégique de produire des taxes et, partant, des revenus pour le gouvernement afghan au moyen des postes frontaliers. En troisième lieu, l'ACDI avait de haute lutte enlevé à USAID le projet d'asphaltage de la Route n° 4 et s'était engagée à ce que cet itinéraire commercial régional vital demeure accessible et ouvert. Par conséquent, il était essentiel de pouvoir influer sensiblement sur l'état de la sécurité pour favoriser la réalisation de ces objectifs[72].

Le Maj Huet et ses troupes ont constaté qu'il y avait trop d'entités non coordonnées dans le Spin Boldak et que, dans bien des cas, elles travaillaient sans le vouloir les unes contre les autres. Il y avait la police frontalière afghane du Col Raziq (le Col Hakim Jan de Kandahar était chargé de la Police nationale afghane régulière); une compagnie de reconnaissance de l'Armée nationale afghane; les vestiges de l'ancienne Police routière nationale afghane, et la Direction nationale de la sécurité. Une équipe de formation intégrée (ETT) des É.-U. travaillait avec la Police frontalière, tandis que DynCorp encadrait le quartier général de la Police frontalière[73]. En fait, la simple obtention de l'espace nécessaire à une FOB était problématique, car le mentor étasunien de la police provinciale revendiquait le terrain de la FOB comme appartenant aux États-Unis, ce qui a mené à des querelles juvéniles quant à savoir qui pouvait s'établir à tel ou tel endroit.

Source : Auteur

L'escadron de reco dans le Spin Boldak a conçu et mis en œuvre un important outil de développement organisationnel : le Centre interarmées de coordination du district. Ce Centre a réuni toutes les diverses entités qui s'occupaient de la sécurité dans le district, de manière qu'elles pussent se partager les renseignements. Cette idée a été adoptée ailleurs dans la zone d'opérations du Canada. La photo montre le Col Abdul Raziq, principale personne d'influence dans le Spin Boldak, en seconde place à partir de la droite.

Le Maj Huet et son état-major ont examiné la situation. Ils connaissaient le CICP à Kandahar et le Centre interarmées de coordination régional pour le Sud de l'Afghanistan. Pourquoi une organisation semblable ne pouvait-elle pas fonctionner au niveau du district dans le Spin Boldak? Il en est résulté le Centre interarmées de coordination du district (CICD). Le Maj Huet et son équipe ont approfondi l'idée : pourquoi ne pas créer un poste d'officier de service muni d'un téléphone, faire venir des équipes des OPPSY pour distribuer des feuillets, et établir une ligne téléphonique d'urgence s'apparentant au service 911? Parallèlement, pourquoi ne pas mettre sur pied une FRR interarmées, une équipe mixte de l'Armée et de la Police? C'est exactement ce que l'escadron de reco a fait entre août et octobre 2007. Il n'a pas été facile de réunir dans une seule pièce toutes les entités s'occupant de la sécurité dans le Spin Boldak, mais cela a été fait grâce au jeu des personnalités plus qu'au moyen de n'importe quel autre facteur. Les équipes d'OPPSY canadiennes sont venues et ont distribué des fiches et des feuillets sur lesquels figurait le numéro de la ligne d'urgence, laquelle a immédiatement été utilisée par les citoyens qui avaient de multiples renseignements à verser dans le système au sujet d'activités suspectes[74].

L'escadron de reco essayait en outre d'établir des relations avec les forces de sécurité à la frontière pakistanaise. Il y avait de grandes attentes à l'égard des réunions dites « des drapeaux frontaliers », mais ces attentes devaient être gérées, surtout après que les commandants pakistanais eurent insulté leurs homologues afghans. Peu a été accompli. Cela dit, quand une patrouille de véhicules Coyote de l'escadron de reco a franchi la ligne Durand par suite d'une erreur de navigation, les intervenants ont réglé la question sur place en prenant le thé au lieu de créer un incident international d'envergure[75].

L'ERP a aussi dépêché un agent de la COCIM, en la personne du Capt Steve Winter, pour maintenir la connaissance de la situation en matière de développement. À Spin Boldak, les accusations habituelles de corruption fusaient de part et d'autre entre les Achakzais et les Noorzais. Il s'avéra que la majorité des membres de l'Assemblée de développement du district et même des membres de la choura du district vivaient de l'autre côté de la frontière, au Pakistan; cet état de choses minait totalement la légitimité du chef de district et du « gouvernement » aux yeux de la population. Beaucoup percevaient le Col Raziq comme étant plus légitime que les représentants élus ou nommés[76].

Les problèmes constants liés à la contrebande à Spin Boldak et dans ses environs ont tourmenté les forces de sécurité pendant toute cette rotation. En gros, la police frontalière de Raziq a déployé à la frontière une longue ligne de postes d'observation qui s'étirait à l'est et à l'ouest de Spin Boldak jusque dans les régions rurales. Le principal poste frontalier, appelé « Porte de l'amitié », était situé en plein milieu de tous ces postes, dans le secteur construit du Spin Boldak. L'ennemi disposait de trois moyens de déjouer les mesures de sécurité : il pouvait contourner le flanc du réseau et passer par le district montagneux de Maruf ou par les étendues arides du désert du Reg, ou encore se cacher dans certains des milliers de camions qui franchissaient la Porte de l'amitié. Il pouvait même combiner ces moyens en acheminant les armes d'une façon et en faisant passer ses effectifs par une autre. Ces derniers allaient ensuite récupérer les armes dans les districts entourant la ville de Kandahar[77].

En général, les meilleures interventions que l'escadron de reco pouvait exécuter consistaient à aider les forces de sécurité à gêner au maximum l'acheminement de la contrebande des insurgés et les déplacements de ces derniers. Les forces d'opérations spéciales tendaient à opérer dans le Maruf et le désert du Reg, mais elles le faisaient d'une façon relativement peu coordonnée avec les forces de Spin Boldak. L'escadron de reco concentrait donc ses efforts sur la Route nº 4, sur Spin Boldak et sur les postes d'observation des flancs.

La principale menace pesant sur les Canadiens œuvrant à Spin Boldak provenait de deux sources. D'abord, la Route nº 4 n'était pas encore asphaltée, six mois après le début du projet, même si des dignitaires provinciaux avaient lancé ce dernier publiquement en avril 2007 et l'avaient financé avec des fonds canadiens. Une route non asphaltée était plus vulnérable aux EEI. En second lieu, de fréquents attentats étaient perpétrés

par des bombes humaines contre le Col Raziq, ce qui était dangereux pour quiconque l'entourait. Entre septembre et novembre 2007, quatre attentats-suicides ont eu lieu à son encontre, et il a même capturé un cinquième assassin avant qu'il fasse exploser son engin. Le 13 octobre, une attaque a causé de graves pertes. L'escadron de reco s'est amené sur les lieux, les a sécurisés et a organisé l'évacuation sanitaire. L'hôpital de rôle 3 de l'UMM au KAF faisait face à des pertes massives. Une équipe de deux médecins et de six assistants médicaux se sont rendus sur les lieux de la tragédie à bord d'hélicoptères CH-47 pour prendre 21 blessés. Quand les hélicoptères retournaient et se posaient près de l'hôpital, les blessés faisaient l'objet d'un triage et ils étaient ensuite amenés dans une salle d'opération presque comme s'il s'était agi d'une chaîne de montage. Heureusement, la vie de tous les blessés a été sauvée. Comme d'habitude, personne n'a su exactement si l'attentat avait été le fait des talibans cherchant à tuer Raziq, ou si cela avait été l'œuvre de rivaux tribaux se servant de contacts talibans pour accomplir leurs méfaits incognito[78].

L'escadron de reco a continué d'ajouter aux connaissances que la FO Kandahar possédait sur la région, en exécutant des patrouilles fréquentes et en dressant des cartes plus précises de la région frontalière. En fin de compte, une décision a été prise par des commandements autres que la FO Kandahar d'installer des détecteurs autonomes au sol à des endroits choisis. Dans certains cas, l'escadron de reco a escorté ceux qui étaient chargés de ce travail. Le « commandement perdu » a poursuivi ses opérations pendant tout l'automne et tout l'hiver de 2007.

Le Ghorak encore une fois

Le maintien du poste de police du quartier général du district de Ghorak, pendant la deuxième moitié de 2007, était problématique. Personne ne voulait vraiment garder des forces dans le Ghorak supérieur, sauf le gouverneur. La police prétendait ne pas disposer des ressources requises, et l'Armée afghane qu'elle ne pouvait pas ravitailler ce poste éloigné. Naturellement, l'une et l'autre se tournaient vers la FO Kandahar pour régler le problème. Étant donné les circonstances, la 1re Brigade de l'Armée afghane a été obligée de garder une compagnie dans le Ghorak, et la FO Kandahar a ordonné à l'ELMO de maintenir une équipe au centre de district de Ghorak et de la munir d'un véhicule RG-31, d'un VBL III et d'un contrôleur avancé d'attaques interarmées.

Le Ghorak était le théâtre d'un autre « commandement perdu ». Il y avait là une compagnie d'infanterie afghane comptant 65 hommes et un détachement canadien d'une dizaine de soldats qui n'avaient pas grand-chose à faire. Les contacts avec l'ennemi étaient rarissimes, sauf qu'une roquette était parfois lancée sur le centre de district. On ne savait même pas précisément si ces engins étaient lancés par des combattants talibans ou par des contrebandiers contrariés par la présence gouvernementale. Selon la qualité des troupes

afghanes, des patrouilles embarquées et débarquées étaient exécutées, et des postes de contrôle étaient établis. L'influence canadienne a aussi aidé les commandants de la compagnie afghane à participer à une activité de COCIM de bas niveau. Dans un cas, les troupes afghanes ont travaillé avec les habitants de l'endroit pour réparer un ouvrage d'irrigation. Cette situation a continué d'août à novembre. Les commandants afghans n'aimaient pas que toute une compagnie perde son temps à faire ce qui incombait à la police selon eux, et ils voulaient que la compagnie soit redéployée dans le Zharey ou le Panjwayi. En effet, les troupes qui s'ennuyaient s'attiraient des ennuis dans le Ghorak et commençaient à avoir des rapports avec les trafiquants de drogue locaux, mais le gouverneur insistait pour qu'elles restent dans le désolé Ghorak supérieur, ce qu'elles ont fait jusqu'à une date avancée au début de 2008[79].

Nouveaux équipements, nouvelles capacités

En 2006, le déploiement de chars Leopard C-2 remis en état et datant des années 1970 a été une mesure provisoire perçue comme telle au Quartier général de l'Armée canadienne à Ottawa, jusqu'à ce que des véhicules plus convenables puissent être achetés. Heureusement, la guerre froide ayant pris fin depuis longtemps, il y avait de grandes quantités de véhicules de combat blindés qui appartenaient à divers pays de l'OTAN et qui étaient entreposés un peu partout en Europe. Malheureusement, aucun de ces pays n'a pu être convaincu de les donner au Canada, pas même le petit nombre nécessaire. C'était là quelque chose de particulièrement exaspérant. Dans les années 1950, certains de ces pays avaient reçu gratuitement du Canada des stocks de matériels pouvant équiper toute une division, quand ils reconstruisaient leurs armées et leurs forces aériennes après la Seconde Guerre mondiale. Des forces canadiennes les avaient défendus pendant la guerre froide et maintenant, aucun d'eux n'était disposé à céder 20 chars sans des négociations prolongées, sans contrat et sans d'autres entraves bureaucratiques. Certains de ces pays n'avaient aucune force armée en déploiement près de Kandahar, encore moins dans le district de Zharey.

L'Armée de terre poursuivait des débats doctrinaux sur l'acquisition du système blindé Stryker avec canon mobile et elle menait des expériences avec un système de missile ADATS monté sur le châssis d'un VBL pour faire de ce dernier un véhicule anti-char. Le chef d'état-major de l'Armée de terre croyait qu'aucun de ces systèmes ne répondait aux exigences de l'environnement afghan, où il fallait mettre l'accent sur la protection et les tirs directs. Le Canada a envoyé des demandes d'intérêt aux États-Unis, à la France, au Royaume-Uni et à l'Allemagne en vue de se procurer des chars pour remplacer ses vieux chars Leopard. Aucune réponse n'a été reçue des Britanniques ou des Français. Quand l'Armée canadienne s'est intéressée à l'acquisition de chars M1-A2 Abrams, les États-Unis ont refusé de lui en vendre[80].

Des communications personnelles directes entre le Lgén Leslie et le Lgén Hans-Otto Budde de l'Armée allemande ont ouvert la porte à l'attaché militaire canadien à Berlin, le Col Tony Battista, qui a joué un rôle important dans les négociations[81]. En fin de compte, le constructeur Krauss-Maffei Wegmann a accepté de louer 20 chars Leopard 2A6M et quelques véhicules blindés de dépannage Leopard 2 au Canada pour qu'il s'en serve en Afghanistan. L'A6M était un char Leopard 2 spécialement modifié pour résister aux mines. Dix-neuf de ces véhicules ont été envoyés en Afghanistan en 2007. Avec son canon de 120 mm, son viseur de poursuite et de destruction panoramique, sa capacité de combat nocturne et sa vitesse, ce char de 70 tonnes apportait une puissance de feu de précision comme il en fallait dans les districts. Des obus à mitraille de 120 mm ont aussi été acquis pour les combats rapprochés. Pendant un certain temps, les chars ont été munis de mitrailleuses MG-3 allemandes (surnommées « dépouilleuses d'os » par les cavaliers, à cause de leur cadence de tir élevée), mais celles-ci ont plus tard été remplacées par des armes C-6 et C-9 canadiennes. Les quartiers de l'escadron de chars à Ma'Sum Ghar affichaient maintenant fièrement un nouvel écriteau disant : « Réservé aux panzers : Tout violateur sera anéanti. » [Traduction]

Source : Auteur

Le char Leopard 2 A6M perfectionné, rapide et meurtrier, avec son canon précis de 120 mm, son viseur de poursuite et de destruction et ses obus à mitraille, a été spécialement modifié pour fonctionner dans un environnement truffé d'EEI. Ces véhicules se sont avérés des multiplicateurs de force essentiels au cours des opérations embarquées dans les districts de Panjwayi et de Zharey.

Développement et reconstruction avec l'Équipe de reconstruction provinciale, d'août à octobre 2007

L'ERP, dirigée par le Lcol Chamberlain, poursuivait ses efforts de reconstruction et de développement, mais avec une nouvelle organisation de la COCIM, une équipe renforcée du MAECI et une équipe spécialisée du Génie plus solide. Cependant, le principal effort afghan en matière de développement était en difficulté. Le Programme national de solidarité a fait l'objet d'une présentation PowerPoint fructueuse devant les assemblées de district et les conseils communautaires. En novembre 2007, il y avait censément 529 conseils de développement communautaires dans la province de Kandahar. L'ACDI prétendait qu'il y en avait 20 chacun dans les districts de Spin Boldak et de Khakrez et qu'il existait désormais des conseils de développement financés par l'ACDI dans la ville de Kandahar. Une carte présentée lors d'un briefing a fait voir l'emplacement de ces conseils dans tout le Zharey, avec une exception notoire illustrée par un cercle vide autour de Nahlgam[82]. Cependant, le fait était que l'effort dans son ensemble s'était arrêté en septembre 2007. Le programme ONU Habitat était censé fournir des données de confirmation sur les conseils de développement, mais il refusait d'aller « hors du périmètre » à cause de l'état de la sécurité. À cause de cela et d'autres facteurs, les fonds destinés aux projets n'étaient distribués que dans quelques-unes des localités de la liste par l'intermédiaire des assemblées et des chouras de district, lesquelles étaient facilitées en cela par les équipes de la COCIM de l'ERP[83].

En fait, l'ACDI a découvert que des insurgés avaient infiltré certains des conseils de développement communautaires dans les régions où les forces afghanes et la FIAS ne se rendaient que sporadiquement[84]. Cette situation était dangereuse pour l'ensemble de l'effort des Afghans et de la coalition. Les insurgés s'appropriaient en fait des fonds de la collectivité internationale (et du Canada) et travaillaient avec les populations locales comme s'ils constituaient le gouvernement. Cela représentait une menace directe pour la légitimité du gouvernement afghan au niveau communautaire, et c'était un autre exemple de la façon dont les insurgés réussissaient à utiliser les ressources gouvernementales à leurs propres fins.

Le parasitisme des insurgés se manifestait aussi dans le système des soins de santé. Les assassinats de membres du personnel médical pendant la première moitié de l'année ont efficacement intimidé la collectivité médicale de Kandahar. La Croix-Rouge a dit à la FIAS et aux forces de sécurité afghanes que les véhicules et le personnel militaires ainsi que les armes ne seraient plus accueillis à l'hôpital Mirwais, mais que les insurgés talibans et les terroristes d'Al-Qaïda blessés seraient les bienvenus. En fait, l'hôpital est devenu une zone neutre dans la ville de Kandahar, c'est-à-dire une zone non alignée avec le gouvernement ou son plan de développement. Or, dans cet environnement, tout ce qui était neutre profitait à l'insurrection et non au gouvernement. Cette réalité minait encore plus la légitimité du gouvernement aux yeux de la population. Une organisation internationale qui soignait

des insurgés qui retournaient ensuite combattre contre le gouvernement en se servant des ressources de ce dernier? Voilà qui était trop hallucinant pour l'Afghan moyen et qui suscitait toute une gamme de thèses de complot défavorables à la FIAS[85].

Kai Eide, un diplomate norvégien devenu plus tard représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, a déclaré qu'à la fin de 2007, les organismes de l'ONU ne voulaient plus voulu participer à l'effort de reconstruction en Afghanistan :

> Le mandat n'était pas seulement exigeant, mais, comme j'allais bientôt le constater, il était aussi controversé, notamment au sein de la famille onusienne. Il nécessitait une coopération plus étroite de l'ONU avec le gouvernement afghan et les forces militaires internationales, mais un certain nombre d'organismes de l'ONU percevaient une telle coopération comme une menace pour l'indépendance de l'ONU. Elle risquait de brouiller la démarcation entre les activités militaires et civiles, d'accroître la vulnérabilité du personnel de l'ONU et de nuire aux efforts humanitaires de celle-ci dans les régions où les talibans étaient présents. Une telle coopération pouvait à coup sûr influer négativement sur les tentatives faites pour jouer un rôle dans la réconciliation, car les talibans estimeraient que l'ONU entretenait des liens trop étroits avec leur ennemi, à savoir les forces militaires internationales. Ces points de vue étaient largement répandus parmi les organisations non gouvernementales en Afghanistan[86]. [Traduction]

Cette attitude ralentissait grandement la reconstruction dans la province de Kandahar. Incapable d'établir des liens avec les organismes de l'ONU, l'ERP se concentrait de plus en plus sur les plans de construction des routes. USAID et l'ACDI se sont réparti les tâches dans ce domaine jusqu'à l'automne 2007, mais en l'occurrence, les représentants de l'ACDI dans l'ERP n'ont pas pu sortir du Camp Nathan Smith à cause des paramètres de sécurité et ils ont prétendu qu'ils ne pouvaient pas réunir de données de confirmation. La nouvelle Équipe spécialisée du Génie (ESG) de l'ERP a bien essayé d'exploiter ses contacts autant que possible, et l'escadron de reco a transmis des données sur l'absence de mouvements là où était exécuté le projet d'asphaltage de la Route n° 4, mais la synergie interministérielle faisait défaut à cet égard, entre autres. Le prototype de l'ESG avait été créé plus tôt en 2007, et une petite équipe dirigée par le Maj Tanya Concannon, un officier d'échange britannique, avait alors exécuté un travail préliminaire considérable. Lors de la rotation ultérieure de 2007, la 1re Unité d'appui du Génie, basée à Moncton, a fourni l'ESG placée sous le commandement du Capt Barbara Honig. L'ESG élargie a procuré à l'ERP la capacité de se charger des tâches de conception et de gestion des projets. Pourquoi cela importait-il? L'ERP intervenait de plus en plus dans l'infrastructure militaire et dans celle de la reconstruction, et ce travail d'évaluation devait avoir lieu dans un environnement non permissif. L'équipe de la COCIM avait-elle aussi besoin d'un soutien dans les domaines techniques, tout comme l'ELMOP.

Dans une certaine mesure, l'ESG compensait certaines des lacunes de l'ACDI. Par exemple, celle-ci refusait de financer la construction de toilettes dans les postes secondaires de la Police nationale afghane, parce que ce travail était lié à la sécurité. Or, l'ESG pouvait sortir et travailler avec la police afghane, concevoir et construire les installations appropriées, ou, au besoin, encadrer un entrepreneur et contrôler la qualité de son travail en utilisant le Fonds du MAECI pour la paix et la sécurité mondiales. L'ESG soutenait aussi le « Cercle des ingénieurs » : les ingénieurs de toutes les organisations internationales et, aspect primordial, les ingénieurs afghans qui avaient survécu à l'ère des talibans se réunissaient avec l'ESG à l'occasion de déjeuners réguliers pour avoir des entretiens professionnels sur le développement et partager des renseignements. Les quartiers généraux supérieurs canadiens ou Ottawa n'ont pas mesuré la valeur de ce mode officieux de renforcement des capacités, mais il a eu un effet important sur l'effort global des collectivités et de la coalition.

En comblant ainsi les lacunes, l'ERP devenait une organisation efficace et unique en son genre. Au milieu de 2007, les Italiens n'avaient toujours pas rempli leur rôle dans le domaine juridique. Le MAECI ne pouvait pas démêler le système de justice afghan, ou s'y intéresser vraiment, car il préférait mettre l'accent sur la police; cela a incité la juge-avocate générale de l'ERP, le Capc April Inglis, à élargir le mandat de l'ERP pour qu'elle comble ce vide également. Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, le Capc Gina Connor avait compris que la police, la justice et le système carcéral constituaient trois volets de la gouvernance reliés entre eux et qu'en n'abordant que l'un d'eux, on risquait de créer des problèmes. Cela a aussi eu un effet direct sur le dossier canadien des détenus, en ce sens que l'opposition a critiqué l'Armée canadienne qui avait remis des détenus aux mains de la Police afghane sans ensuite se tenir au courant de leur sort[88].

Bien qu'il lui ait fallu plusieurs mois, l'ERP a enfin réussi à recueillir assez de renseignements sur le système de justice de Kandahar pour arriver à comprendre le problème; ces renseignements auraient dû cependant lui être promptement fournis par les Italiens qui étaient censés s'occuper du « pilier » judiciaire. Les conclusions étaient tout bonnement décourageantes. Peu importe comment la situation était présentée, le fait est qu'il n'existait tout simplement aucun système de justice fonctionnel contrôlé par le gouvernement dans la province de Kandahar. Par conséquent, « les acteurs clés (depuis les juges jusqu'aux citoyens) croient que le problème de la corruption mine profondément le peu de confiance que la population nourrit à l'égard du système judiciaire officiel[89] » [Traduction]. L'infrastructure était minimale. Seulement 7 p. 100 des postes de juge étaient remplis, 45 p. 100 des procureurs se présentaient au travail, et les avocats de la défense représentaient environ 12 p. 100 des affaires. Il a fallu des mois à la juge-avocate générale pour savoir quels documents juridiques entraient en ligne de compte. En outre, après un examen plus approfondi, elle a constaté

qu'il y avait trois jeux de lois distincts qui se contredisaient entre eux : la Constitution, la Charia et le Pachtounwali (code d'honneur coutumier). Il n'existait aucun consensus quant à savoir quelle forme de la Charia s'appliquait dans la province[90]. L'ACDI et le MAECI se sont tous deux opposés à une tentative d'établissement d'une « ELMO juridique » avec des avocats militaires des Forces canadiennes[91].

L'absence de connaissances juridiques de base a eu d'importantes ramifications pour l'effort anti-insurrectionnel dans les districts. Dans les régions rurales, les chefs religieux illettrés et limités à leurs propres instruments croyaient que la loi islamique (Charia) et le Pachtounwali étaient la même chose. Comme l'ACDI et le MAECI répugnaient à se mêler des activités à dimension religieuse, les Canadiens ne pouvaient gérer qu'une partie du système juridique, et non son ensemble. Si des habitants de l'endroit se rendaient chez un mollah local pour obtenir une décision sur un grief relatif à l'utilisation d'une terre ou de l'eau, par exemple, cette démarche contournait totalement la structure juridique du gouvernement afghan, qui aurait pu exister idéalement, et elle rendait le processus susceptible à la concurrence que les talibans faisaient au gouvernement pour acquérir la légitimité. En d'autres mots, un mollah influencé par les talibans pouvait rendre la justice localement, et le gouvernement afghan ne pouvait rien faire pour lui faire concurrence.

En ce qui concerne le système carcéral, les Canadiens consacraient beaucoup d'énergie à faire de la prison de Sarposa un modèle en son genre, surtout en ce qui avait trait à la section réservée aux femmes. La prison de Sarposa semblait être l'objet d'un projet parfait, car c'était une structure visible, et des personnes y travaillaient. Il était plus facile de mesurer la progression de ce projet en fonction des chiffres, du nombre de briques et de la quantité de mortier que par rapport à des éléments éphémères tels que des mots, des idées ou des convictions.

Les équipes de la COCIM constituaient les éléments les plus robustes au sein des opérations de l'ERP. Faisant fond sur les résultats des rotations antérieures et sur les relations que celles-ci avaient établies, les agents de la COCIM solidifiaient les rapports avec les chefs de district et leurs assemblées de développement. Quand les conseils de développement communautaires se sont progressivement heurtés à des problèmes au cours de l'automne et qu'il y a eu de moins en moins de fonds à répartir entre les assemblées de développement, les représentants de la COCIM ont pu travailler au niveau du district pour étayer le système en recourant aux fonds de l'ERP quand c'était possible. L'ERP et les équipes de la COCIM ont envoyé les nombreux entrepreneurs présents au Camp Nathan Smith dans les districts pour qu'ils négocient avec les assemblées de développement, entre Afghans. Pendant tout ce temps, ces équipes se sont tenues au courant de la situation et ont communiqué des renseignements à l'ERP, puis à la FO Kandahar[92].

Source : Auteur

L'Op CAUSEWAY était un grand projet de construction qui reliait le centre économique de Bazaar-e Panjwayi à l'itinéraire Summit, puis à la principale route commerciale, la Route nº 1. Il a fallu de nombreux mois de négociations entre chaque entité de gouvernance imaginable avant que la route soit ouverte à la circulation. La photo montre la route sur digue vue depuis une position d'attente de chars à Ma'Sum Ghar.

Citons l'Op CAUSEWAY à titre d'exemple. Le plan GARRANDAY ZMARAY a finalement été la réponse à la demande portant sur la construction d'un pont qui enjamberait la rivière Arghandab entre Bazaar-e Panjwayi et Pashmul. Les équipes de la COCIM, l'Équipe spécialisée du Génie et d'autres ressources de l'ERP ont été employées pour régler les questions concernant l'utilisation des terres et les questions liées au Génie, les enjeux liés aux opérations d'information et à l'acceptation du projet par la population locale. L'Op CAUSEWAY était un projet laborieux à l'automne de 2007, vu surtout les complexités de la situation socio-politique dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Même s'il lui a fallu des mois, l'ERP a réussi à atténuer au moins une partie du ressentiment et des effets négatifs engendrés par le projet. De bien des façons, l'Op CAUSEWAY a été un cas type qui a illustré comment employer tous les outils de l'ERP ensemble afin de gérer de grands projets au niveau du district sans l'aide d'organisations non gouvernementales et sans d'autres appuis gouvernementaux.

Les opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi, en octobre 2007

Le principal effort dans les districts de Zharey et de Panjwayi demeurait l'aménagement des PPS, en particulier celui de Kolk, qui était le prochain dans la série. Parallèlement, le concept des CICD a été appliqué dans les deux districts à la lumière des résultats positifs obtenus par l'escadron de reco dans le Spin Boldak. Après le remplacement du Col Akka par Bismillah Jan, au début d'octobre, la FO Kandahar et le GT estimaient que le moment était venu d'opérer des changements. Afin d'établir les conditions voulues, toutefois, le Lcol Gauthier voulait déstabiliser l'insurrection à l'ouest de l'itinéraire Summit, en y menant l'Op BEL UNIAD. La Compagnie B, appuyée par des chars Leopard, a inséré des patrouilles à pied dans le secteur de Pashmul. Les chars ont attiré des équipes anti-chars ennemies et deux commandants subalternes ennemis; tous ces insurgés ont été tués quand ils ont tenté d'attaquer les véhicules canadiens. Les comptes rendus ISTAR ont révélé que l'Op BEL UNIAD avait eu un effet perturbateur temporaire[93]. Afin de tenir l'ennemi dans l'incertitude, les Canadiens ont exécuté pendant 48 heures à l'ouest de Ghundy Ghar une opération de collecte de renseignements appelée TEASE STREBEH, des ressources ISTAR de niveau supérieur ayant été déployées pour l'appuyer. L'Op TEASE STREBEH a permis de définir la présence ennemie dans la région du Maywand et du Zharey occidental, en vue d'opérations futures[94].

L'ELMO a aidé le 3e Kandak à planifier l'Op AWAL MOSHTEREK, qui a fait intervenir la police, l'armée, et la police pour l'ordre civil. Cette opération dans Nakhonay aurait eu des résultats importants, non seulement par sa taille, mais aussi par la coordination d'envergure entre les trois organisations afghanes. Pour une raison quelconque, le gouverneur ne l'a pas approuvée, et l'opération a été annulée[95].

La police afghane avait gravement besoin d'être renforcée. Par suite du départ d'Akka, les agents qui lui étaient loyaux avaient quitté leur poste de contrôle et leur poste secondaire. Le PPS Haji essuyait des tirs d'armes légères tous les jours et, à mesure qu'octobre avançait, presque chaque PPS dans le Zharey a vu ses agents canadiens de l'ELMOP pris à partie soit sur place, soit au cours des patrouilles ou quand les convois des FORSEC les réapprovisionnaient. Trois de ces agents canadiens ont été blessés lors de diverses attaques à la bombe[96].

Au cours d'octobre, toutefois, des progrès notables ont été accomplis. Le fait que l'ennemi ciblait la police et ses mentors montrait que les patrouilles de la police locale ou, à tout le moins, une présence de la police gênaient la liberté de mouvement des insurgés et leur capacité d'influer sur la population. Le système établi, tout imparfait qu'il fût, empêchait l'ennemi de renforcer considérablement ses effectifs. Des opérations plus complexes ont aussi eu lieu. La police afghane qui travaillait avec une ELMOP canadienne a été appuyée par un TUAV Sperwer, dont l'équipage l'a dirigée vers une position propice

à une embuscade pour intercepter d'éventuels insurgés. Dans le cadre des opérations plus ordinaires, des postes de contrôle ont intercepté des insurgés circulant seuls, y compris au moins un commandant local[97].

Une fois que le CICD a commencé à fonctionner dans le Zharey, toutefois, la situation a changé radicalement. Presque du jour au lendemain, la quantité des informations sur toutes les formes d'activités dans le district, puis leur qualité ont augmenté. Les agents de la police afghane, installés dans les postes secondaires et exécutant des patrouilles, tout en emportant leur poste récepteur Icom, ont eu plus de contacts avec la population et ont étendu le réseau de collecte de renseignements à un niveau plus bas. L'Armée afghane a fait de même. Plus tard, des équipes canadiennes des OPPSY sont arrivées et ont informé les habitants qu'un réseau téléphonique de type 911 avait été installé et qu'ils pouvaient s'en servir pour signaler n'importe quel ennui au CICD. Grâce à ce dernier, il a été possible de réunir tous ces renseignements en un seul endroit pour les évaluer et leur donner une suite, le cas échéant. Un processus canadien parallèle et semblable existait également. Bien sûr, la principale question consistait alors à savoir quoi faire des informations, et il a donc fallu établir un mode de gestion au niveau du district. Quoi qu'il en soit, il s'est agi là de résultats positifs sur lesquels il fallait faire fond, car c'était les premiers véritables moyens dont les habitants disposaient pour appeler leur gouvernement et lui demander son aide quand ils étaient intimidés par les insurgés[98]. À la fin d'octobre, l'ELMOP a signalé ceci : « Nous observons une amélioration considérable du rendement de la police afghane dans les différents PPS. Cela est encourageant pour tout le monde […][99] ». [Traduction]

Les 10 et 11 octobre, un GT multinational composé de membres de l'Armée et de la Police afghanes a mené l'Op RESHTEYA ADAALAT. Comme lors d'opérations antérieures de mise en place de PPS, celle-ci avait pour but d'installer à Kolk un poste fonctionnel de ce genre. Le Lcol Gauthier est arrivé avec les Compagnies B et C. Le 3e Kandak n'était disposé à fournir qu'une compagnie d'infanterie réduite qui a fini par être dirigée par ses mentors par suite d'une querelle entre les chefs du kandak. L'Op RESHTEYA ADAALAT a suivi deux axes en direction sud depuis la Route no 1; dans les deux cas, les troupes ont été précédées par des véhicules de déminage et d'élimination des EEI, en l'occurrence des véhicules télécommandés équipés du système amélioré de détection des mines terrestres (SADMT) M-113. Les troupes qui ont emprunté le premier axe ont exécuté une feinte le long de l'itinéraire Chilliwack sous la direction d'un peloton d'infanterie débarquée de la Compagnie C, suivi par le véhicule de déminage et un peloton embarqué à bord d'un VBL III, puis par un peloton afghan et des agents de police. L'intention était de distraire l'ennemi et de l'attirer vers l'est loin de l'autre axe que la Compagnie B a suivi la première, appuyée par des chars Leopard; ces éléments ont ensuite emprunté l'itinéraire Victoria. Le poste secondaire devait être érigé à l'intersection des itinéraires Halifax et Victoria[100].

Le mouvement sur la route jusqu'à la ligne de départ s'est passé sans incident, tout comme l'insertion de la Compagnie B. Celle-ci a eu peu de contacts avec l'ennemi : cinq insurgés et un lance-GPF. En revanche, la Compagnie B a heurté un EEI avec le véhicule télécommandé et a été prise à partie par 30 insurgés munis d'armes anti-chars. La Batterie X et un avion A-10 ont été appelés pour l'aider à exécuter son mouvement vers le sud. Elle a heurté deux autres EEI avant de parvenir à l'emplacement du poste de police secondaire. À 2000, les insurgés ont déclenché deux attaques distinctes contre les troupes en laager. Des tirs d'obus de 25 mm provenant des VBL III les ont fait fuir, et la construction a commencé[101].

Parallèlement à cela, l'Armée afghane menait son Op LUMARRAY BAADWEN [Premier coup]. La 1re Compagnie et la Compagnie Weapons du 3e Kandak et ses mentors canadiens ainsi que les sapeurs du 53e Escadron ont exécuté une suite-surprise d'opérations de bouclage et de fouille dans Howz-e Madad et les environs. Les fouilles ont mis au jour des composantes électroniques et des munitions, mais aucun insurgé n'a été trouvé[102].

Au cours des deux opérations, la Police afghane des postes secondaires du Zharey a renforcé les postes de contrôle de ses secteurs pour intercepter tout insurgé qui battait en retraite ou venait renforcer les forces ennemies. Parmi les six hommes détenus, trois étaient des commandants insurgés de la localité de Sablaghay située dans le district de Zharey[103]. Les insurgés ont riposté avec des tirs d'armes légères de harcèlement contre la FOB Ma'Sum Ghar et contre les positions de l'Armée afghane dans le Panjwayi et avec des tirs indirects qui ciblaient la base de patrouille Sperwan Ghar; ils ont aussi mené une attaque à l'EEI sur l'itinéraire Fosters contre une patrouille logistique de combat de l'ESN. Les chars Leopard ont supprimé de nombreux attaquants et ont fait fuir les autres, pendant que la Batterie X lançait des obus de 155 mm sur les positions des mortiers des insurgés, qui procédaient alors à un réglage percutant par encadrement sur la ligne d'observation en vue de frapper la FOB. Environ sept ennemis ont été tués[104].

Le GT a déclenché l'Op YAZ AWAZ; c'était une opération de nettoyage d'itinéraire au cours de laquelle les équipes munies de la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC), désormais opérationnelles, ont acquis de l'expérience en ratissant l'itinéraire Fosters. Pendant son premier ratissage, une équipe de COIC circulant dans ses véhicules Husky et Buffalo a découvert et exploité ce qu'elle a décrit comme étant un EEI « massif » déclenché par plateau de pression près de l'itinéraire Brown[105].

Des rapports ont été reçus selon lesquels la police afghane avait abandonné le PPS Haji : ce fut la panique pour recruter d'autres agents de police. Le moment était venu pour mettre en marche le CICD dans le Panjwayi. Les commandants canadiens ont appris qu'un homme nommé Haji Baran du secteur de Sperwan était maintenant chef du district. Il incombait au Maj Robichaud et à la Compagnie C de rétablir un semblant d'ordre.

Ce dernier a conclu que la police était « très inefficace […] [L'EMP étasunienne] a essayé de faire fonctionner un poste de contrôle des véhicules ce matin, mais le tiers des hommes ne se sont pas présentés au travail. Quant aux autres, la plupart avaient les facultés tellement affaiblies que leur état était dangereux pour les FC; l'opération a pris fin. » [Traduction] La Compagnie C a immédiatement occupé le PPS Haji et a lancé des patrouilles dans le secteur entourant Sperwan Ghar. Une opération décidée à l'improviste dans Zangabad et visant à perturber l'activité ennemie en était aux stades de la planification, pendant que la Compagnie C demandait d'autres ressources ISTAR. L'ERP envisageait d'amorcer l'Op CAUSEWAY. Le moment était-il venu de prendre au sérieux la situation du Panjwayi[106]? La réponse était non.

La mort du mollah Naqib et ses effets sur le district d'Arghandab

Le Bgén Laroche continuait de se concentrer sur le redéploiement du GT dans le Shah Wali Kot méridional en laissant aux forces de sécurité afghanes le soin d'assurer la sécurité dans le Zharey et le Panjwayi, mais la mort du mollah Naqib survenue par suite des blessures qu'il avait subies lors de la tentative d'assassinat plus tôt en 2007 a modifié l'orientation des opérations canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

La mort de Naqib a profondément ébranlé la structure d'influence de Kandahar. Elle a ajouté aux tensions déjà grandissantes entre les dirigeants alikozais et les représentants popalzais. Le 6 octobre, le général Saqib, chef de la police de la province de Kandahar, a arrêté son adjoint, le Col Mohammad Abdul Hakim, pour présomption de corruption. En fait, Saqib n'acceptait pas qu'Hakim fût loyal envers Naqib d'abord, et non envers lui. Hakim, un alikozai, entretenait des liens étroits avec le mollah Naqib. Ce dernier a convoqué une choura des alakozais qui a ensuite envoyé une lettre au président Hamid Karzai, au gouverneur Asadullah Khalid et au président du conseil, Ahmad Wali Karzai, pour les informer que les alakozais se retireraient du gouvernement à tous les niveaux si ce genre de harcèlement ne prenait pas fin[107].

La mort de Naqib a déséquilibré complètement le régime de gouvernance dans l'Arghandab, ce qui a eu des effets sur la stabilité à deux niveaux. D'abord, la confusion s'est installée dans les rapports de pouvoir entre les alakozais dirigés par Naqib, les Barakzais dirigés par Sherzai et les représentants popalzais. Ensuite, et cela constituait le problème plus immédiat, il s'agissait de savoir comment l'insurrection chercherait à exploiter le vide créé dans l'organisation du pouvoir dans l'Arghandab. Le fils de Naqib, Haji Kalimullah Naqibi, a reçu des appels téléphoniques de chefs talibans lui demandant le droit de s'installer et de fonctionner dans le district. Les Canadiens et le CICP ont appris, grâce à leurs sources, que l'attitude afghane dominante était « qu'aucun fils ne pouvait vraiment remplacer son père »[108] [Traduction].

Sous la direction du mollah Nazar, les talibans ont infiltré deux petites localités dans le nord de l'Arghandab, le 20 octobre. On ne savait pas au juste à ce moment-là pourquoi cela s'était produit presque en même temps que les autres problèmes inter-tribaux[109]. Des rapports ISTAR portaient à croire que 150 talibans étaient en marche pour aller se joindre à lui en vue de mener une attaque contre le centre de district de l'Arghandab à l'est de la rivière, d'où l'on avait une vue imprenable de tout le district. Comme c'était là un point d'entrée dans les collines séparant l'Arghandab de la ville de Kandahar, le chef de police du district, le Col Zmaray, collaborait avec Kalimullah pour déployer les ressources policières dont tous deux disposaient afin de protéger le centre de district et de découvrir quelles étaient les intentions de la bande de Nazar. Le Lcol Chamberlain a mis la FRR de l'ERP sur un pied d'alerte[110].

Afin de se renseigner sur ce qui se passait dans le district d'Arghandab, la FO Kandahar a ordonné à l'ERP de se mettre en rapport avec la structure d'influence du district (Op REACH OUT). En même temps, l'escadron de reco s'est préparé à exécuter une reconnaissance des itinéraires depuis la ville jusqu'au district d'Arghandab, puis jusqu'au secteur du barrage de Dahla (Op GAUNTLET), manifestement pour examiner l'emplacement futur d'une FOB dans le Shah Wali Kot inférieur (Op NORTHERN RECCE). Ces opérations visaient à envoyer un message à la population afghane et aux insurgés[111].

Source : Auteur

Par suite des tentatives d'assassinat qui visaient les dirigeants afghans du district d'Arghandab, à l'automne de 2007, les Canadiens se sont intéressés davantage à cette importante porte d'entrée dans la ville de Kandahar. Ici, l'Adjum Michel Pelletier, officier de la coopération civilo-militaire de l'ERP, discute de la situation avec des notables locaux.

Le lendemain, l'ERP a envoyé une équipe de la COCIM et un peloton d'infanterie à la rencontre du Col Zmaray. Ce dernier a fait savoir que la population était inquiète et que beaucoup de citoyens lui avaient dit qu'ils quitteraient le district si rien n'était fait pour remédier à la situation. La possibilité que se produise un exode massif de l'Arghandab était désormais très réelle. La FO Kandahar a discrètement dressé un plan de contingence appelé INITZAAR ZMAREY, en cas d'invasion de l'Arghandab par l'ennemi. L'Op GAUNTLET n'a permis de repérer aucun ennemi dans l'Arghandab pendant que l'escadron de reco traversait le district, mais les ressources ISTAR ont révélé que l'ennemi accumulait des effectifs dans le Shah Wali Kot. Si l'escadron de reco du Maj Huet, qui menait l'Op GAUNTLET, s'était avancé plus loin dans ce district, l'ennemi avait prévu de lui tendre une embuscade[112]. Le lendemain, l'opération de collecte de renseignements a suscité une grande quantité de communications ennemies qui ont clairement indiqué que l'Op GAUNTLET avait effectivement perturbé le calendrier des insurgés[113].

La dimension militaire du problème s'est manifestée au cours d'une réunion entre l'ERP et le beau-frère et commandant adjoint de Naqib, Khan Mohammad. Ce dernier, qui avait été chef moudjahidine anti-soviétique et commandant de corps d'armée, a rappelé à tous que l'Arghandab était la porte donnant accès à Kandahar et il a proposé de déployer des postes de contrôle des forces de sécurité afghanes et une FRR afghane afin d'empêcher l'ennemi d'entrer dans le district et encore plus de s'approcher du centre de district. Il a pensé que les unités de la FIAS, munies d'équipements nocturnes de qualité supérieure, devaient se charger des patrouilles nocturnes de concert avec la police de l'Arghandab. Sur le plan politique, la tribu des alakozais était encore unifiée contre les talibans, et il a cherché à s'en allier les anciens qui les avaient auparavant appuyés. Le chef de police du district, le Col Zmaray, était fiable et il estimait que « l'Arghandab serait sûrement tombé aux mains de l'ennemi s'il n'avait pas été là pour défendre le district » [Traduction]. En effet, d'autres membres de la structure d'influence avaient continuellement essayé de se débarrasser du Col Zmaray parce qu'il était solide, mais Naqib avait bloqué ces tentatives[114]. Khan Mohammad croyait que la crise de l'Arghandab était gérable, et personne n'était en faveur d'une opération semblable à l'Op MEDUSA dans le district.

Le plan d'urgence INITZAAR ZMAREY a été mis en œuvre. Si les insurgés étaient aperçus en train de masser des effectifs à l'extérieur de l'Arghandab, la FO 32 et des UAV et des forces aériennes interviendraient pour perturber leurs plans avant qu'ils n'entrent dans le Shah Wali Kot ou le Khakrez. Si de petits groupes ennemis s'infiltraient dans le district, les forces de sécurité canadiennes et afghanes s'y opposeraient. Le principal élément déclencheur serait un mouvement ennemi exécuté en direction du centre de district[115].

Le 23 octobre, les Canadiens et le CICP ont fait savoir que « c'était un peu comme attendre que quelque chose se produise. De nombreux mouvements talibans ont été signalés, mais jusqu'ici, rien de sérieux n'a eu lieu[116]. » [Traduction]

Parallèlement, le Bgén Laroche a diffusé sa directive de planification concernant l'Op SORR ZMARAY [Lion froid]. Il voulait un plan pangouvernemental pour réorienter les efforts du Canada dans la province de Kandahar, efforts qui mettraient désormais l'accent sur l'Arghandab et le Shah Wali Kot inférieur plutôt que sur le Zharey et le Panjwayi. Étant donné la situation dans l'Arghandab, le Bgén Laroche estimé que le moment opportun était venu. Essentiellement, la directive sur l'Op SORR ZMARAY fixait des objectifs en fonction des trois lignes d'opération. En matière de sécurité, les objectifs comprenaient ce qui suit : observer les mouvements ennemis dans les districts du nord et les perturber; anticiper l'influence des insurgés sur la tribu des alakozais; coordonner les activités de la FO 32 et les contrôler; établir un CICD. En ce qui concernait la gouvernance, le Bgén Laroche voulait « définir la CS blanc »; entretenir les rapports avec les personnes d'influence dans les tribus, et « surveiller le vide laissé à la direction du district par la mort du mollah Naqib » [Traduction]. Au chapitre du développement, il fallait appuyer les assemblées de développement et les conseils de développement des districts, et l'opération devait « renforcer le projet de la rivière Arghandab, car c'était un centre de gravité économique régional éventuel » [Traduction]. Autrement dit, il devait y avoir une synergie des efforts canadiens axés sur le barrage de Dahla et les environs[117].

Idéalement, le Bgén Laroche voulait que l'Op SORR ZMARAY devienne « le principal effort de la FO Kandahar en janvier 2008, une fois que l'Op GARRANDAY ZMARAY sera devenue secondaire » [Traduction]. La directive a été formulée avec la terminologie propre à la ZDA, en ce sens que, dans ce contexte, l'Op SORR ZMARAY était une expansion vers le nord de la ZDA à Kandahar. Dressant des plans en vue de février 2008, le Bgén Laroche a voulu mettre en place une infrastructure tactique pour envoyer le GT 3 R22eR dans une FOB qui s'appellerait Frontenac, puis faire en sorte que le GT montant du 2 PPCLI procède à une relève sur position dans la vallée du Shah Wali Kot inférieur. À ce moment-là, les Afghans auraient acquis la maîtrise des districts de Zharey et de Panjwayi[118]. Cependant, l'ennemi ne se souciait guère de respecter l'échéancier des Canadiens, non plus que les Afghans, sans doute.

L'Op INITZAAR ZMAREY : reprendre le district d'Arghandab, du 31 octobre au 2 novembre 2007[119]

Il y a eu un certain débat sur la question de savoir quels étaient les motifs exacts de la décision prise par les talibans d'entrer dans l'Arghandab. Selon le point de vue « limité », un commandant taliban régional voulait saisir et s'emparer du contenu des trois dépôts d'armes du mollah Naqib et il a donc organisé l'opération seul. D'après l'opinion « opérationnelle », les leaders insurgés à Quetta voulaient exploiter le vide à la direction du district afin de prendre pied dans l'Arghandab, ce qui aurait en définitive fait partie de leur grand plan qui visait à interdire l'accès à la ville de Kandahar et à s'en rendre maître. Il est possible que ces deux objectifs aient existé en même temps[120].

L'infiltration des insurgés a été précédée d'une campagne d'intimidation menée par téléphone cellulaire et dirigée contre les personnes d'influence du district. Cet effort a été inefficace, car le chef de police du district, le Col Zmaray, a accablé les insurgés en recourant au même moyen. Cependant, le 28 octobre, l'ERP apprenait que l'ennemi était présent dans le village de Chalgoa dans le nord et que la population fuyait l'endroit. Des rapports ISTAR ont révélé qu'une équipe de talibans s'était emparée de l'enceinte de la famille du mollah Naqib. Ensuite, des tirs d'armes légères dirigés contre un poste de contrôle de la police de l'Arghandab à Jelawur ont commencé. Toute cette activité a eu des effets imprévus, selon l'évaluation de Karen Foss, représentante des Affaires étrangères à l'ERP. Depuis 2003, le réseau de téléphonie cellulaire s'était considérablement étendu dans la province, et l'on pouvait facilement se procurer des appareils bon marché. La nouvelle s'est répandue selon laquelle de nombreux talibans entraient dans l'Arghandab, et que les habitants de Kandahar avaient commencé à quitter la ville. À ce stade-là, le nombre exact d'insurgés présents dans le district était inconnu, mais on a estimé plus tard qu'il se situait entre 150 et 200. L'idée que ce petit nombre d'insurgés puisse semer la panique dans une ville de près d'un million d'habitants était quasi incompréhensible, mais le gouverneur Asadullah Khalid et le Bgén Laroche l'ont prise au sérieux.

L'attaque s'est produite à un mauvais moment. Hakim Jan, chef de la Police auxiliaire nationale afghane (c'est-à-dire la milice alikozaie du district), était à Kaboul avec l'adjoint militaire du mollah Naqib, Khan Mohammad. Ils ont appelé la milice depuis Kaboul au moyen de leur téléphone cellulaire. La FO Kandahar a pu obtenir que deux avions GR-7 Harrier de la Royal Air Force assurent une présence aérienne dans le ciel du district. Il est possible que ces interventions aient dissuadé les insurgés d'attaquer immédiatement le centre de district. Cela a donné aux responsables de l'Op INITZAAR ZMAREY le temps de la mettre en branle.

Source : MDN AR2008-K031-32

L'Op INITZAAR ZMAREY entre le 31 octobre et le 2 novembre : une entreprise d'envergure destinée à reprendre le district d'Arghandab après la mort du mollah Naqib. La photo prise en 2008 en direction ouest montre le panorama aperçu depuis le centre de district et le lieu saint adjacent et ses jardins. En 2007, la route sur digue n'existait pas encore. Le district de Khakrez est la région montagneuse située derrière la « bande verte » du district.

Tôt le matin du 29 octobre, les anciens du district sont arrivés au QG FO Kandahar et ont officiellement demandé au Bgén Laroche d'intervenir. Le Bgén Laroche est retourné avec eux au centre de district avec une petite équipe de planification de la FO Kandahar. Il a communiqué avec le Lcol Gauthier et lui a ordonné d'amorcer la procédure de combat. Entre-temps, le Lcol Chamberlain a déployé un peloton de VBL III de l'ERP dans le centre de district, et le Maj Huet a envoyé une troupe de véhicules Coyote avec le peloton. Une autre troupe de Coyote s'est rendue au carrefour clé près du pont où la Route nº 1 traverse l'itinéraire Red Dog, principal chemin menant dans le district d'Arghandab. Le personnel du CICD a établi la liaison avec le général Saqib, chef de la police provinciale. Il a pu rassembler une force de 120 hommes appuyée par l'Équipe de mentorat de la police du Lcol Tom Ritz. Cette force a aussi agi pour faire écran au centre de district. Une compagnie du 2e Kandak est arrivée plus tard pour l'aider. La FO Kandahar a par ailleurs communiqué avec la FO 32, qui était une force d'opérations spéciales étasunienne. Ces entités ont convenu d'envoyer les détachements opérationnels Alpha (DOA) avec leurs troupes afghanes à la limite nord du district, au sud du barrage de Dahla.

Le plan général consistait à contenir les insurgés dans le district, puis à envoyer une force pour dégager systématiquement l'endroit. Pour le GT du Lcol Gauthier, il s'agissait principalement de savoir comment tenir le Zharey et le Panjwayi, tout en nettoyant l'Arghandab. Le terrain de ce dernier était complexe. Il se caractérisait par une bande verte comme dans le Zharey, par des groupes irréguliers d'enceintes et par des fossés d'irrigation et des champs. L'Arghandab se glorifiait aussi d'avoir des corridors de vergers qui dissimulaient le sol aux systèmes de surveillance. La rivière divisait le district en deux, et le centre de district dominait toute la vallée. Heureusement, ce terrain vital était entre les mains de forces amies.

Après les attaques du 11 octobre contre Ma'Sum Ghar, tout était calme dans le Zharey. Le 26 octobre, les insurgés ont déclenché un assaut coordonné contre les PPS de Lakokhel et de Pulchakan et contre une patrouille de la police afghane. Dans le Panjwayi, une équipe étasunienne de mentors de la police a été prise dans une embuscade; un Américain a été tué et deux autres ont été blessés. La Compagnie C a alors découvert des EEI près du PPS Haji. L'exploitation faite par l'équipe anti-EEI a révélé l'existence d'un nouveau type d'EEI composé d'un bidon de plastique jaune de 20 litres rempli d'un nouveau genre d'explosif dont le détonateur était une mine anti-personnel[121].

Le 29 octobre, neuf camions livreurs de carburant se dirigeant vers l'ouest sur la Route n° 1 sont tombés dans une embuscade. Un peloton du 2e Kandak et l'ELMO en poste à Howz-e Madad ont réagi et ont fini par échanger des coups de feu avec 20 insurgés. L'ennemi s'est replié vers le sud sous une pluie de tirs d'armes légères et d'obus d'artillerie de 155 mm[122]. Aucune de ces attaques ne semblait reliée à ce qui se passait dans l'Arghandab, mais il était possible, étant donné le moment où elles ont eu lieu, que celle dirigée contre la Route n° 1 visait à immobiliser des ressources de la coalition et à les cantonner dans le Zharey. Les ELMOP et leurs homologues de la police semblaient être en contact d'une façon ou d'une autre avec des forces ennemies tous les jours.

Conscient de ces facteurs, le Lcol Gauthier a décidé de redéployer la Compagnie B du Maj Abboud et une partie de l'Escadron C aux fins de l'Op INITZAAR ZMAREY, tout en gardant sur place la Compagnie C du Maj Robichaud. Le Lcol Sherin Shah s'est réuni à la hâte avec le Lcol Gauthier à la Base de patrouille Wilson, pendant que la Compagnie B se rassemblait. Le 2e Kandak et ses ELMO allaient aussi être de la partie. Le Lcol Gauthier a ordonné au 52e Escadron de fournir une troupe de sapeurs embarqués dans un VBL III : ces éléments se sont déployés avec le 2e Kandak pour offrir un appui-feu. La Batterie X a déplacé quelques canons jusqu'à une position avancée pour qu'ils puissent couvrir le district d'Arghandab. Le 2e Kandak et la Compagnie B ont formé un « piston » qui avancerait du sud-ouest vers le nord-est à travers le district. Le « cylindre » serait constitué par des forces

coalisées et afghanes réparties à la périphérie du district : les chars Leopard de l'Escadron C et les véhicules Coyote de l'escadron de reco ont couvert le flanc gauche, tandis que la FO 32 couvrait le nord. La police afghane et ses équipes de mentors accompagnées d'un peloton d'infanterie de l'ERP se sont chargées du flanc droit du côté sud de la rivière, à proximité du centre de district. Des rapports ISTAR ont révélé que trois commandants talibans et de 150 à 200 insurgés étaient encore présents. Ils essayaient de convaincre d'autres commandants insurgés de venir les renforcer, mais ils n'ont pas eu de succès auprès de leurs alliés d'autrefois. La nouvelle a circulé selon laquelle les commandants talibans tenaient des chouras dans certaines des localités. Le moment était venu d'intervenir et de neutraliser l'infection avant qu'elle ne s'aggrave et se propage (voir la figure 2-5).

À 0200 heures le 30 octobre, le 2e Kandak, l'ELMO et les sapeurs ont traversé les lignes des véhicules Coyote de l'escadron de reco et se sont rassemblés sur l'itinéraire Red Dog. Le Maj Abboud a dirigé la Compagnie B à travers la ville de Kandahar, puis dans les collines et vers le sud au-delà du centre de district et dans le lit de la rivière Arghandab jusqu'à un passage à gué désigné par l'ERP et tenu par la police. Les forces allaient suivre deux axes : le plan consistait à envoyer le 2e Kandak et ses éléments d'appui dégager la gauche, pendant que les chars Leopard de l'Escadron C et les véhicules Coyote de l'escadron de reco se déplaceraient en parallèle sur les petites collines dénudées à l'ouest, pour assurer la sécurité du flanc et protéger l'opération contre toute interférence éventuelle de la part de l'ennemi présent dans le district de Khakrez. Ces forces ont démarré à 0530 heures et se sont mises à nettoyer les enceintes à l'objectif H. En même temps, la Compagnie B franchissait la rivière, et ses troupes débarquaient. Les VBL III « Zulu » ont avancé en suivant le bord de la rivière et en couvrant les pelotons d'infanterie à mesure qu'ils entraient dans les enceintes à l'objectif A et les nettoyaient. La Compagnie B a immédiatement rencontré des civils qui fuyaient les talibans installés dans les enceintes à l'objectif C : un citoyen de l'Arghandab a même indiqué à la Compagnie B l'endroit exact où l'ennemi se trouvait. Une fois l'objectif A dégagé, vers 1100 heures, la Compagnie B s'est rendue à l'objectif B, où elle a surpris un insurgé taliban dans un poste d'observation. Une fusillade a éclaté tandis que la Compagnie B entrait dans les objectifs B1 et B2 et prenait l'ennemi à partie à l'objectif C avec des tirs de mitrailleuse. Les talibans ont riposté avec des mitrailleuses PK et des GPF. Les VBL III dans le lit de la rivière ont pu manœuvrer pour diriger les tirs de leurs canons de 25 mm sur les objectifs C2 et C3 et tuer une section ennemie qui essayait de déborder le flanc des positions canadiennes à l'objectif B2. Cet échange de feux a duré deux heures. En fin de compte, les obusiers M-777 ont fait pleuvoir des obus de 155 mm sur les positions ennemies. Une autre section ennemie a tenté de déborder l'objectif B1, mais elle a été prise à découvert et ses membres ont tous été tués.

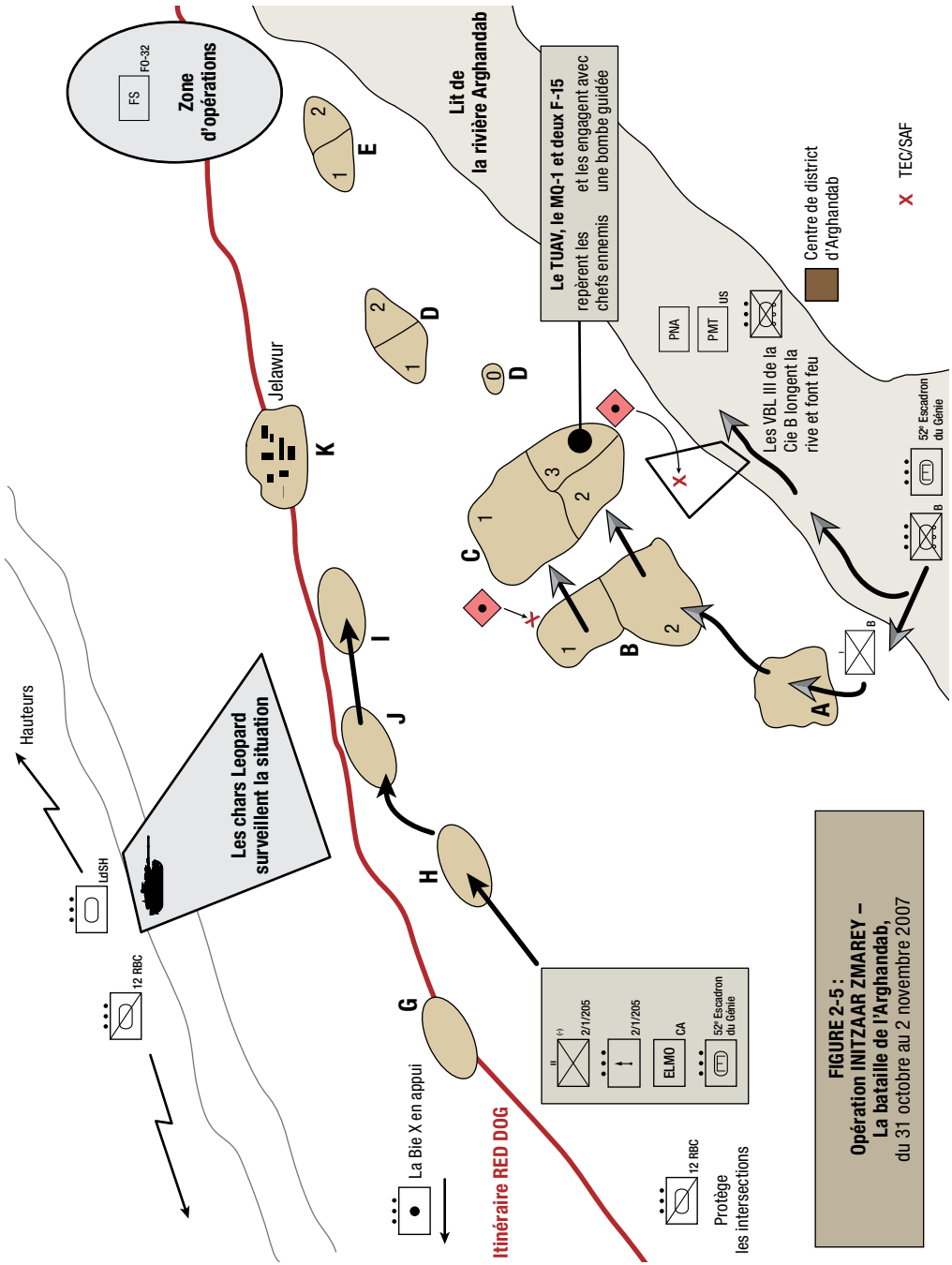


FIGURE 2-5 :
Opération INITZAAR ZMAREY – La bataille de l'Arghandab,
du 31 octobre au 2 novembre 2007

Figure 2-5 : Opération INITZAAR ZMAREY – La bataille de l'Arghandab, du 31 octobre au 2 novembre 2007

Le fait que l'ennemi restait en place à l'objectif C et continuait à combattre était intrigant. Par conséquent, l'état-major de combat, au Centre d'opérations de la province, a envoyé un TUAV Sperwer au-dessus de cet objectif pour voir ce qui s'y passait. Les observateurs-contrôleurs ont aperçu ce qui semblait être un groupe ennemi de combattants armés réunis autour d'un chef qui leur donnait des ordres. Deux avions F-15 Eagle des Forces aériennes étasuniennes circulaient à la verticale du district en attendant qu'on leur donne des cibles. L'équipe canadienne, au Centre des opérations tactiques du GT a dirigé un de ces avions vers la cible. Une bombe guidée de 500 livres a fait mouche et tué 15 insurgés, y compris le commandant ennemi.

La Compagnie B a poursuivi son combat, pendant que les Afghans se rendaient à l'objectif J, où ils se sont heurtés à des tirs ennemis nourris. Un des chefs de peloton afghans a été tué, ce qui a arrêté l'avance et embourbé le peloton dans un échange de feux. Le 2e Kandak a eu recours à ses mortiers et a pris part à un duel avec les équipes talibanes munies de GPF. Un officier d'artillerie canadien a repéré une équipe anti-char talibane, qui a été supprimée par des tirs d'obus de 155 mm.

En fin d'après-midi, le Lcol Gauthier craignait que l'adresse tactique de l'ennemi et l'espace séparant les deux principaux axes de son avance n'engendrent des problèmes; il a donc ordonné une halte. Le Lcol Sherin Shah voulait quant à lui faire venir ses deux autres compagnies d'infanterie. L'eau commençait à manquer, et il y avait plusieurs Canadiens de la Compagnie B qui s'étaient tordu le genou ou blessés à la cheville et qui avaient besoin d'aide.

Source : MDN IS2007-0587

Source : MDN IS2007-0588

Des membres du GT 3 R22eR tirent sur l'ennemi pendant l'Op INITZAAR ZMAREY dans le district d'Arghandab au début de novembre 2007.

Source : MDN AR2007-Z049-02

Outre le GT canadien, l'Op INITZAAR ZMAREY a fait intervenir l'Équipe canadienne de liaison et de mentorat opérationnel et des éléments du 2e Kandak, dirigés par le Lcol Sherin Shah. Les Afghans manquaient de véhicules blindés et misaient sur des camions Ford Ranger.

Les ressources ISTAR ont alors établi que les chefs ennemis étaient divisés et qu'ils réclamaient des renforts du Zharey et même de la province d'Helmand. La force talibane avait perdu au moins 50 hommes, sans compter les nombreux blessés. Ils ont communiqué avec le Pakistan pour demander de l'aide, mais aucune ne leur a été envoyée.

Le matin du 31 octobre, le Maj Abboud a fait avancer l'ensemble de ses forces sur l'objectif C1 pour obliger l'ennemi à se replier vers le sud-est, à portée des canons de 25 mm du peloton de VBL III. Le 2e Kandak et l'ELMO ont rapidement occupé l'objectif J. Aucune résistance ne leur a été opposée. Les opérateurs du Sperwer ont aperçu deux groupes de talibans en train de s'enfuir vers le nord jusqu'à Jelawur, puis se disperser chacun de leur côté. Un autre groupe de talibans se repliant vers le nord depuis l'objectif D a été pris à partie par les obusiers de 155 mm de la Batterie X, et sept d'entre eux ont été tués.

Les Afghans et les chars se sont dirigés vers l'objectif I. Des hélicoptères AH-64 Apache ont repéré un autre groupe ennemi, mais comme cet objectif comprenait une zone bâtie, ils ont eu du mal à attaquer les insurgés. Cependant, quand ils se sont trouvés à découvert, au sud de Jelawur, les hélicoptères d'attaque n'ont fait qu'une bouchée d'eux.

La Compagnie B a méthodiquement nettoyé l'objectif C. Ce travail a pris toute la journée, mais il n'a produit aucun contact. Cependant, la Compagnie a découvert une série d'EEI posés entre l'objectif C et la rivière, jusqu'à un point où existait une ouverture dans la rive. Le 52e Escadron a dégagé ce secteur. Après une autre nuit, les forces coalisées et afghanes ont encore avancé, le 1er novembre, mais l'ennemi avait quitté le secteur.

Les ressources ISTAR ont permis de savoir que les survivants ennemis s'étaient donné rendez-vous à Jelawur, puis qu'ils avaient évacué le secteur en direction de Chalgoa au nord, après avoir enterré leurs armes. Quand la police afghane a envahi le district d'Arghandab dans le sillage des forces coalisées, elle a capturé un djihadiste pakistanais portant une veste munie d'explosifs. À la faveur de discussions avec des habitants de l'endroit, la police afghane a appris que le chef taliban tué au cours de l'attaque aérienne était un commandant pakistanais appelé Ahmadullah. Son corps avait été exfiltré par les talibans battant en retraite, puis transporté à Chaman et enterré. Les combattants talibans avaient même dit aux citoyens de l'Arghandab qu'ils avaient été déconcertés par la rapidité avec laquelle les Canadiens avaient réagi et par le grand nombre de combattants qu'ils avaient perdus en si peu de temps. Ils avaient cru avoir le temps de renforcer leur position et qu'une aide leur serait venue d'ailleurs[123].

Le GT et les Afghans du 2e Kandak ont eu droit à ce qui a équivalait à un défilé de la victoire quand ils sont rentrés à Kandahar. Il n'y avait pas à douter que l'Op INITZAAR ZMAREY avait été une victoire non seulement pour les Canadiens, mais aussi pour les Afghans. L'Arghandab n'avait pas été transformé en un autre Zharey, et il n'y avait à peu près eu aucun dommage collatéral. La menace psychologique qui pesait sur la ville et ses habitants

avait été dissipée, et il était clair que le gros de la population du district appuyait encore le gouvernement et la coalition. Cependant, il y avait un prix à payer : une équipe de poseurs d'EEI talibans s'est infiltrée dans le district et a neutralisé un des chars Leopard 2 de l'Escadron C le 4 novembre, au moment où le GT se préparait, dans le cadre de l'Op GAUNTLET, à accompagner un convoi de ravitaillement qui allait traverser le district d'Arghandab et emprunter la route de Tarinkot.

Consolidation après la bataille d'Arghandab : problèmes liés à la police

L'Arghandab avait été dégagé, et il fallait maintenant le tenir. Il y avait à peu près consensus chez les Canadiens sur la question, et les Afghans avaient convaincu le CICP à l'aide du général Saqib : la police afghane emboîterait le pas à l'Armée afghane et à l'Armée canadienne pour sécuriser les zones dégagées et y rétablir le régime de gouvernance. Cependant, aucun plan n'avait véritablement été fixé, de sorte que la police afghane répondait de façon improvisée. Les agents de la GRC, membres de l'ERP, ont confirmé que les postes de contrôle, établis avant l'opération, étaient dotés en personnel et qu'ils étaient encore en place; par ailleurs, l'ERP était disposée à fournir du matériel pour en établir d'autres, au besoin[124]. Toutefois, le général Saqib a rappelé à tout le monde que la sécurité de l'Arghandab dépendait de l'état de la sécurité dans le Shah Wali Kot, où il voulait plus d'agents de police et de ressources. Il était d'avis qu'il importait pour la coalition de maintenir une solide présence dans l'Arghandab, pour ne pas que la même situation se répète[125]. Bien sûr, les problèmes habituels liés aux communications et aux effectifs persistaient. Une compagnie du 2e Kandak a été chargée d'aider à tenir le district; elle y est arrivée le 3 novembre et a occupé les postes de contrôle à la frontière entre l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Prenant une décision inattendue, la compagnie a coordonné ses actions au niveau local avec la police de l'Arghandab, laquelle a ensuite établi une série de postes de contrôle sur la principale route traversant le district[126].

Deux semaines plus tard, quantité de rapports faisaient savoir que l'Armée afghane allait abandonner ses positions dans l'Arghandab, ce qui a suscité une certaine angoisse chez la FO Kandahar et au CICP. En fait, la compagnie d'infanterie afghane allait se retirer à cause des combats dans le Zharey, sur la Route no 1 (voir plus bas), et son départ n'a pas été bien coordonné avec la police qui s'est trouvée ennuyée, car elle a dû se précipiter pour combler le vide. Les chefs de la police de l'Arghandab ont fait appel à 50 agents de la Police auxiliaire nationale afghane d'Hakim Jan, la pseudo-milice semi-approuvée du district. Des membres de l'Unité 005 hors-la-loi de la police en attente, sous le contrôle apparent du gouverneur Asadullah Khalid, ont aussi été appelés en renfort[127]. Une patrouille canadienne de l'escadron de reco s'est aussi rendue dans le secteur pour fournir une présence et un appui, mais elle a heurté un EEI télécommandé qui a neutralisé un véhicule Coyote. Il n'y a pas eu de blessés[128].

Source : Auteur

Leur établissement ayant commencé dans le contexte de l'Op PORTCULLIS, la plupart des PPS dans la ville de Kandahar fonctionnaient au cours de l'été et de l'automne 2007. Le caractère rudimentaire du PPS moyen est évident ici.

Il a fallu un certain temps aux Canadiens pour comprendre ce qui se passait, mais, quand la violence a éclaté au sein des forces de police dans la ville de Kandahar, le 20 novembre, les ressources ISTAR ont conclu que la nature de ces problèmes entre Afghans était d'une certaine façon liée à l'Arghandab. Le quartier général de la Police nationale afghane à Kandahar a essuyé des tirs, puis des tirs soutenus ont été dirigés contre trois postes de contrôle de la police. L'état-major du CICP s'est tenu en état d'alerte quand des tirs d'armes légères ont été échangés à moins de 300 mètres de ses bâtiments. Personne ne parlait aux représentants canadiens, mais l'ERP et le centre de coordination ont appris que le fils de Naqib, Kalimullah, était à Kaboul en réunion d'urgence avec le président Karzai. Cette réunion avait apparemment quelque chose à voir avec des questions tribales[129].

Ces questions étaient liées à toute une série de problèmes qui s'étaient manifestés au début d'octobre. Tout d'abord, la consécration de Kalimullah à titre de chef de la tribu des alakozais, sans la tenue d'une choura officielle de la tribu, avait causé un schisme au sein de celle-ci, bien qu'en surface, il semblait y avoir un consensus en faveur de Kalimullah chez les alakozais[130]. En second lieu, après la mort de Naqib, il n'y a plus eu personne pour protéger le Col Hakim, chef adjoint de la police, contre le général Saqib et le gouverneur.

Le Col Hakim a été congédié le 20 novembre, ce qui a probablement provoqué les attaques au sein de la police. La police auxiliaire alikozaie, dirigée par Hakim Jan, a sans doute exécuté ces attaques. Selon des observateurs, les éléments violents appliquaient une bonne discipline de tir, contrairement aux insurgés ou à la police afghane[131]. Le gouverneur a essayé de convaincre les Canadiens que tout cela était l'œuvre d'Hakim Jan et que celui-ci était de connivence avec les talibans, lesquels auraient prétendument communiqué avec lui avant l'opération dans l'Arghandab. Hakim Jan était peut-être un mystique et un homme bizarre par rapport aux normes afghanes, mais il n'y avait vraiment pas à douter qu'il n'aimait ni les talibans ni Asadullah Khalid d'ailleurs[132].

Source : MDN ISX2009-0039

À la fin de 2007, un accent plus fort était mis sur le soutien de la Police nationale afghane. La Force opérationnelle Kandahar a réorganisé sa police militaire en équipes de liaison et de mentorat opérationnel de la police. Au lieu de se familiariser avec les fonctions des policiers de quartier, les Afghans ont d'abord appris les techniques fondamentales de survie au combat telles que l'art d'utiliser une arme à feu.

Que signifiait tout cela pour les Canadiens et la FO Kandahar? Les alakozais dans l'Arghandab étaient de plus en plus mécontents des personnes d'influence popalzaies et de leurs représentants dans la province de Kandahar. Le principal chef alikozai était mort, et le principal représentant de la tribu auprès des responsables de la sécurité avait été démis

de ses fonctions. Peu importe combien d'agents de police ou de militaires étaient envoyés dans l'Arghandab pour le tenir, une solide vague de mécontentement s'y préparait et elle était directement attribuable aux aléas des rapports de pouvoir dans l'appareil politique de Kandahar. Quant à l'institution déjà fragile que composait la police contrôlée par la province, elle était maintenant menacée de l'intérieur par le schisme provoqué par les tentatives maladroites faites par le général Saqib pour éliminer le rival tribal de quelqu'un d'autre. La nouvelle s'est répandue, et les agents de police à la Base de patrouille Wilson, qui appartenaient à la tribu des alakozais, ont déserté et créé ainsi un vide dans le district de Zharey postérieur au Col Akka. Des intervenants détestaient les alakozais en plus des talibans, et ils étaient progressivement en train de miner l'effort de la coalition à Kandahar.

Les points de vue canadiens tendaient à être influencés par le gouverneur. Asadullah Khalid a brossé un portrait négatif des trois principaux candidats alikozais, pour favoriser ainsi le jeune et impressionnable (voire manipulable) Kalimullah. Selon Khalid, Hakim Jan avait des liens avec les talibans, et Khan Mohammad, chef adjoint de Naqib pour la sécurité, « n'était pas respecté » et avait « mauvaise réputation » [Traduction]. Quant à Haji Agha Lalai Dastagiri, il « n'était pas fiable » et « venait de la mauvaise branche de la tribu[133] » [Traduction]. Rien de tout cela n'était nécessairement exact, mais sans un bon cadre où situer ces renseignements, les Canadiens au QG FO Kandahar n'avaient aucun moyen de réfuter le message de Khalid avec d'autres données, et le CRTS n'était pas structuré pour en recueillir. L'ERP et, dans une certaine mesure, le CICP constituaient des mécanismes clés à cet égard, mais une attention plus ciblée s'imposait pour protéger les intérêts canadiens[134].

Les questions plus générales qui se posaient étaient les suivantes : comment cette situation qui se détériorait gravement avait-elle échappé à l'observation des responsables du portefeuille de la gouvernance à Kandahr et, ensuite, à celle des responsables de ce portefeuille à Kaboul? Vu l'importance du district d'Arghandab pour l'effort déployé à Kandahar, les ressources combinées de ces deux groupes de personnes auraient dû servir à cerner ce qui se passait et aider à affermir la situation dès que possible. Tel n'a pas été le cas, et la route menant à d'autres tragédies dans l'Arghandab a dès lors été tracée. Peu importe ce qui était fait, ce n'était pas suffisant. De toute évidence, l'étape « Tenir » avait été amorcée, mais rien n'avait été fait au chapitre « Construire ».

La convergence de la situation dans l'Arghandab avec l'Op SORR ZMARAY prévue s'est produite en novembre. Les Canadiens ont convoqué une choura de district avec les anciens de l'Arghandab et du Shah Wali Kot, le 9 novembre, afin de recueillir leurs points de vue avant de tenir une réunion de coordination pangouvernementale canadienne sur l'orientation future de la mission. Voici ce qui a transpiré de ces réunions : les habitants de l'Arghandab ne voulaient ni infrastructure tactique des forces coalisées dans le district ni PPS doté d'Afghans « de l'extérieur ». Cependant, s'ils avaient leur propre milice et leur propre

police, ils accueilleraient favorablement la police civile canadienne et un certain mentorat de sa part. Les dirigeants du Shah Wali Kot, toutefois, voulaient la présence de la coalition et d'une police avec une infrastructure. Par conséquent, « tous les membres civils et militaires de l'ERP ont convenu avec les chefs de district afghans que les opérations et la circulation de forces coalisées doivent être réduites le plus possible dans l'Arghandab[135]. » Ils ont conclu qu'un plan s'apparentant à celui de l'Op GARRANDAY ZMARAY n'était pas réalisable dans l'Arghandab et qu'il valait mieux combattre les talibans dans le Shah Wali Kot, étant donné les différences relatives au terrain et à la densité de la population[136].

Les missions de reconnaissance exécutées en novembre ont permis de repérer l'emplacement d'une future FOB appelée « Frontenac », près du barrage de Dahla. La construction était censée commencer le 15 décembre[137]. Cependant, les planificateurs de la FO Kandahar ont fait une mise en garde : tout mouvement vers le nord dépendrait de la situation dans le Zharey et le Panjwayi. En effet, USAID était sur le point de suspendre le financement de projets dans ces districts à cause de l'état de la sécurité[138].

La situation sur la Route nº 1, en novembre 2007

Tenir la Route nº 1 demeurait une priorité pour le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar. La combinaison des activités de l'ELMOP et de la police et le travail du nouveau CICD avaient ensemble un effet, surtout dans le secteur de Kolk, où des arrestations avaient régulièrement lieu. L'équipe de la COCIM collaborait avec l'ELMOP pour distribuer des fournitures scolaires pendant les patrouilles. Une FRR de district a aussi été mise sur pied sous la direction du chef de police du Zharey; elle se composait de membres de la police afghane, de mentors canadiens (ELMOP) et d'équipes étasuniennes de mentorat de la police. Des renseignements sont parvenus au CICD, selon lesquels une embuscade était en cours à Asheque et qu'elle visait un peloton canadien. Un véhicule RG-31 a été endommagé, mais les ennemis embusqués, y compris une équipe munie de canons sans recul de 82 mm, ont été supprimés[139].

Face aux activités de la coalition dans le Zharey et l'Arghandab, l'ennemi a décidé d'exercer des pressions sur le poste fortifié de Howz-e Madad et sur la route. À la fin d'octobre et jusqu'à une date avancée de novembre, le poste fortifié a subi des attaques quotidiennes. La compagnie afghane et l'ELMO canadienne se sont déployées à maintes reprises pour riposter à une activité apparente des insurgés, mais elles ont été attirées dans des zones d'abattage et des embuscades par un élément insurgé mobile. C'était là quelque chose de nouveau. Quand les Canadiens et les Afghans ont compris le stratagème, ils ont inversé les rôles et ont demandé à la Batterie X de diriger des obus de 155 mm sur les itinéraires et les endroits que les éléments de manœuvre ennemis étaient susceptibles d'utiliser; c'est ainsi que ces derniers ont été détruits. Désormais, c'était les Canadiens et les Afghans qui

tendaient les pièges. Au cours d'un engagement, un commandant taliban local, Nazar Gul, a été grièvement blessé et évacué au Pakistan. Les chefs insurgés, alarmés par la riposte, ont fait venir les commandants talibans Sadiq Agha et Haji Lala dans la région de Sangsar pour placer la barre plus haut, pendant que le commandant de district, Jabar Agha, se rendait à Quetta pour y recevoir des ordres[140].

Pendant que le ministre de la Défense nationale était en visite à Kandahar, le quartier général tactique du Bgén Guy Laroche est tombé dans une embuscade à l'est de la Base de patrouille Wilson et a été visé par une volée de GPF et des tirs d'armes légères. L'EEI qui devait déclencher l'embuscade a raté sa cible et a plutôt touché un camion à clochettes, mais une GPF a frappé un VBL III et l'a mis hors de combat. Le convoi s'est avancé jusqu'à la Base de patrouille Wilson. Heureusement, le Bgén Laroche et le ministre n'étaient pas dans le convoi à ce moment-là; en effet, le brigadier-général était à la Base de patrouille et y attendait le véhicule du 99 TAC. On n'a pas su au juste si l'ennemi avait eu vent de la visite du ministre pour organiser cette embuscade complexe, mais l'attentat avait bien failli être catastrophique[141]. Kolk a continué d'être une source d'irritation pour l'ennemi, de sorte qu'il a décidé d'essayer de bloquer les routes d'accès au village avec des EEI. La patrouille de dégagement de la COIC est entrée en jeu avec ses véhicules Husky et Buffalo spécialisés pour nettoyer l'itinéraire Victoria. Il a fallu deux heures pour franchir moins de deux kilomètres, en raison du grand nombre d'EEI. Pendant que les sapeurs étaient en laager, les insurgés les ont pris à partie. Les sapeurs ont répliqué avec leurs VBL III et ont tué cinq ennemis. Des patrouilles à pied ont nettoyé le secteur[142]. Du côté du PPS de Lakokhel, l'ELMOP, munie de son lanceur Carl Gustav d'obus de 84 mm, est devenue efficace contre les insurgés qui essayaient de gêner les activités de la police[143].

Le 14 novembre, les insurgés ont tendu des embuscades complexes à trois endroits différents contre un convoi de Compass Logistics sur la Route nº 1. Trois groupes de cinq insurgés ont attaqué ce convoi : ils ont tué six membres du personnel de sécurité et incendié un camion-citerne. La 1re Compagnie du 1er Kandak a réussi à prendre à partie deux des lieux d'embuscade en enfilade depuis le poste fortifié de Howz-e Madad, pendant que les mentors canadiens faisaient appel à l'artillerie composée alors de mortiers afghans de 82 mm et d'obusiers canadiens M-777. Les ennemis embusqués ont été tués sur place[144].

Le 16 novembre, le Lcol Gauthier a décidé de lancer l'Op TASHWISH MEKAWA, dont l'objectif était, comme cela avait le cas d'opérations précédentes, de dégager le terrain, puis de construire et de doter en personnel un PPS à l'ouest de Sangsar, à l'intersection des itinéraires Ottawa et Banff. L'objectif global, comme nous nous le rappellerons, consistait à isoler Nahlgam et à faire reculer vers le sud et loin de la Route nº 1 les équipes d'insurgés qui tendaient des embuscades. Il s'agissait d'une opération canado-afghane. Le déploiement de l'ELMO à Howz-e Madad constituait une feinte : elle est sortie la première et s'est

dirigée vers le sud pour établir un poste de contrôle des véhicules sur l'itinéraire Langley. Parallèlement, le Maj Abboud a envoyé deux de ses pelotons en véhicules jusqu'au PPS de Lakokhel, où les a rejoints une partie d'une compagnie afghane du 1er Kandak. Le peloton de reco et des tireurs d'élite se sont ajoutés à eux. La Compagnie B débarquée s'est approchée de nuit de l'objectif RAFTMAN depuis l'ouest et le sud. Des TUAV Sperwer surveillaient le territoire à l'est des objectifs, pendant que les obusiers M-777 de la Batterie X se préparaient à supprimer les forces ennemies qui s'amenaient pour renforcer les insurgés ou pour attaquer[145].

Pendant que la Compagnie B et les troupes afghanes se déplaçaient vers l'est, elles ont appréhendé deux insurgés. Au cours des combats qui ont suivi, la Compagnie B a dépassé le secteur de l'objectif, tandis que le TUAV et l'artillerie s'en prenaient ensemble aux renforts des insurgés, puis aux insurgés battant en retraite vers l'est. Un avion F-15 et un MQ-1 équipés de missiles Hellfire se sont joints au combat. D'après les premières estimations, 15 ennemis avaient été tués le 17 novembre. Cependant, selon les évaluations des dommages de combat, les renseignements recueillis par la police dans les PPS environnants et les informations locales transmises au CICD (et relayées à la FO Kandahar par les équipes de l'ELMOP), environ 30 ennemis avaient été tués au cours de l'Op TASHWISH MEKAWA, un commandant taliban avait été gravement blessé et huit autres insurgés avaient été capturés. Fait intéressant, la police a intercepté des conversations radio de bas niveau au PPS Haji pendant que l'opération était en cours et elle avait appris que l'ennemi « avait retenu les services d'un ingénieur pour fabriquer un nouveau type d'EEI dont il allait se servir bientôt[146] »

Au cours de l'étape IV de l'Op TASHWISH MEKAWA, un véhicule-robot terrestre M-113 SADMT de déminage et une troupe de chars Leopard de l'Escadron C ont escorté une compagnie afghane du 2e Kandak et des sapeurs du 53e Escadron le long de l'itinéraire Banff jusqu'au secteur de l'objectif, où a été construit un PPS. Les travaux ont été achevés vers le 24 novembre. De multiples contacts ont eu lieu avec les forces ennemies, qui cherchaient à savoir comment le nouveau PPS gênerait leurs activités : la Compagnie B a été prise à partie à trois reprises au cours de la même journée (le 20 novembre). Une des premières patrouilles exécutées depuis cet endroit a révélé la présence d'une importante cache d'armes dont la destruction a considérablement perturbé les insurgés locaux[147].

Les embuscades constantes tendues sur la Route no 1 ont conduit à l'Op RING ROAD SURGE à la fin de novembre. Les chars ont appuyé l'Armée afghane et l'ELMO au cours d'une série de patrouilles et de ratissages. En fin de compte, toutefois, les Canadiens ont conclu dans leur analyse : « Les contacts survenus au cours des derniers jours montrent que le PPS est bien situé et qu'il perturbe les activités des insurgés dans le secteur; ceux-ci attaquent le PPS plutôt que les convois [circulant sur la Route no 1], ce qui est préférable[148]. » [Traduction]

Soutenir la Roto 4 de la FO Kandahar

L'ESN de la Roto 4 était commandé par le Lcol Nick Eldaoud : « J'ai eu de la chance. J'ai hérité de la structure de Chuck Mathé. Il avait eu du mal à s'adapter à tous les changements apportés au tableau d'effectifs et de dotation (TED), de sorte que j'ai eu assez de ressources pour fonctionner. » [Traduction] Cela s'est avéré accidentel. Il y avait eu une centralisation de plus en plus grande du soutien logistique au combat en 2006 et 2007, mais avec le virage opéré par le quartier général Laroche en faveur d'une infrastructure tactique décentralisée, l'ESN a désormais dû, ironiquement, trouver une façon de se décentraliser pour répondre aux besoins du GT, de l'ELMO, de l'ELMOP et de l'ERP en matière de soutien[149]. En général, le système logistique réparti, dans les FOB du Panjwayi et du Zharey, a été conservé.

Le Lcol Eldaoud a relevé un problème qui résidait dans une séparation psychologique malsaine entre la compagnie de ravitaillement et la compagnie de protection de la force (Cie PF) : il y avait les patrouilles logistiques de combat (PLC) et la protection de la force [Traduction]. Les PLC avaient tendance à avoir lieu au cas par cas, et il croyait qu'il importait de fusionner l'unité de protection de la force et les camionneurs/fournisseurs pour renforcer l'esprit d'équipe. Il a innové en retirant aux soldats canadiens membres de la Cie FP leurs fonctions de garde des entrées de l'aérodrome. Avec l'accroissement des troupes bulgares et hongroises à l'aérodrome de Kandahar, qui aspiraient à remplir ce rôle, ce fut une transition relativement facile. En fin de compte, les éléments chargés de la protection de la force et des PLC ont fusionné et sont devenus tout simplement « les PLC ». C'était des équipes de combat, pas nécessairement au sens doctrinal du terme, mais au sens psychologique. Le Lcol Eldaoud a maintenu la politique consistant à faire en sorte que chaque membre de l'ESN ait l'occasion de servir de co-conducteur au cours des PLC, y compris les cuisiniers. Il y a eu des ronchonnements dans certains milieux, mais en définitive, cela a accru la cadence opérationnelle de l'ESN en réduisant la fatigue des conducteurs. Le Lcol Eldaoud et son SMR, comme leurs homologues de la police militaire, ont dû faire preuve de leadership pour remédier à l'inertie des attitudes liée à la vie en garnison et présente chez certains membres du personnel canadien[150].

Cet ESN a aussi fait fond sur l'idée que chaque soldat est apte à recueillir des renseignements. Les patrouilles logistiques de combat franchissaient des distances considérables et passaient souvent par des points vitaux. Chaque véhicule était muni d'une caméra numérique, tandis qu'un technicien de l'ESN essayait de trouver un moyen d'en installer une sur la tourelle du poste de tir télécommandé des véhicules RG-31. Les PLC ont pu ajouter à la base de données liée à la « CS brun » sur l'état des routes, les emplacements probables des EEI, les lieux propices aux embuscades, et ainsi de suite. À l'ESN, l'effectif de la cellule du renseignement s'est accru pour traiter et diffuser ces renseignements, ce qui a soulagé le CRTS de cette tâche spécialisée[151].

Le Lcol Eldaoud et ses hommes se préoccupaient beaucoup de la vulnérabilité du parc de véhicules de l'ESN, surtout après les grosses attaques à l'EEI ayant eu lieu au cours de leur période de service. Les véhicules logistiques lourds à roues (VLLR), munis d'un blindage renforcé de circonstance, étaient alors encore utilisés. Au cours d'une des premières patrouilles logistiques de combat de la période de service, une colonne de VLLR est tombée dans une embuscade amorcée par un EEI. Le convoi a traversé le point « X » et s'est reconstitué. On a constaté que des balles avaient pénétré le toit de la cabine et contourné ainsi le blindage. Le Lcol Eldaoud a appelé Ottawa pour dire que, dès lors, aucun autre VLLR ne serait utilisé en Afghanistan. Les camions de 15 tonnes de Western Star, qui possédaient un blindage intégrant, ont pris la relève, mais comme ils n'étaient pas aussi nombreux que les VLLR, la cadence du ravitaillement a été ralentie pendant un certain temps. Comme il n'y avait pas de camion-citerne blindé, il a été décidé de transporter le véhicule au moyen d'une remorque à plate-forme surbaissée en situant le réservoir de carburant aussi loin que possible de la cabine du camion[152].

Par suite de cette situation, l'acquisition accélérée de véhicules de soutien blindés lourds, à savoir les camions logistiques Mercedes-Benz Actros, a été autorisée, mais ils n'allaient pas être livrés avant la prochaine rotation[153]. Quant aux autres véhicules, les VULR qui avaient servi jusque-là aux forces canadiennes en Afghanistan depuis 2004 n'étaient désormais plus employés. Leur châssis était fissuré à cause de la tension attribuable au surblindage et à un emploi continuel[154].

L'ESN a réexaminé ses tactiques et procédures. Selon la doctrine en vigueur, les patrouilles logistiques de combat devaient avoir lieu de nuit : les routes étaient dégagées, et l'obscurité servait de couverture. Pourquoi ne pas se déplacer le jour plutôt? D'après le renseignement, l'ennemi se préoccupait de plus en plus de la mauvaise presse que lui valait auprès de la population la mort de civils tués au cours des attaques contre les patrouilles canadiennes : dans leurs opérations d'information, les Canadiens ont mis l'accent sur l'insensibilité dont les talibans avaient fait preuve à cet égard depuis 2006. L'ESN a exploité la situation après avoir débattu des aspects éthiques connexes. Certains craignaient que l'ESN ne soit accusée d'utiliser la population comme un bouclier contre les attaques talibanes à l'EEI dans la ville de Kandahar, mais en réalité, comme c'était les insurgés qui choisissaient d'attaquer les convois canadiens, la responsabilité leur en incombait. Aucune embuscade ou attaque n'a ensuite eu lieu de jour le long de la Route nº 4 entre l'aérodrome de Kandahar et la ville même[155].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en novembre 2007

La situation dans le district de Panjwayi était dominée par les problèmes axés sur le PPS Haji et l'itinéraire Fosters. Un peloton de la Compagnie C du Maj Robichaud était censé renforcer le poste fortifié de Howz-e Madad en prévision de l'Op TASHWISH MEKAWA, puis aider à assurer la sécurité pendant l'étape de la construction. Malheureusement, un VBL III, le dernier véhicule d'un convoi qui en comptait six, a heurté un EEI sur l'itinéraire Fosters au sud-ouest de Ma'Sum Ghar; le Cpl Raymond Beauchamp, membre de la 5e Ambulance de campagne, et le Sdt Michel Lévesque, membre du 3 R22eR, ont alors été tués. Un interprète afghan a aussi été tué, et tous les autres occupants du véhicule ont subi un choc ou ont été blessés. Le conducteur qui s'efforçait d'extraire les morts et les blessés a dû abandonner ses efforts, car les flammes avaient atteint les munitions et commençaient à envelopper tout le véhicule[156]. Le commandant de la Compagnie C a signalé que « l'itinéraire Fosters constitue encore un corridor truffé d'EEI[157] ».

Des éléments de la Compagnie C et de l'ELMOP occupaient le PPS Haji depuis sa construction en octobre et ils attendaient l'arrivée de la police afghane qui devait les relever. Deux raisons ont expliqué pourquoi cela ne s'est pas produit. D'abord, les agents de police des postes secondaires éloignés n'étaient pas payés. Quand le chef de police du district a tenu un rassemblement pour la solde, il l'a fait à Ma'Sum Ghar. Par conséquent, les agents ont menacé d'abandonner les PPS le long de l'itinéraire Fosters. Quand les Canadiens ont essayé de convaincre l'Armée afghane d'occuper le PPS Haji, ils se sont heurtés à des problèmes encore pires. Les commandants de kandak craignaient que leur piètre système logistique ne puisse s'occuper de la longue série de postes fortifiés et de positions répartis le long de l'itinéraire Fosters jusqu'à Mushan. Or, vu la menace accrue constituée par les EEI sur l'itinéraire Fosters, cette crainte semblait raisonnable. Des EEI ont retardé le déplacement de la 1re Compagnie et de l'ELMO du 3e Kandak jusqu'à la base de patrouille de Sperwan Ghar[158]. Le 23 novembre, l'ELMOP a fait savoir ce qui suit : « Il n'y a toujours pas de police afghane à Haji et nous attendons encore de voir comment les choses évolueront à cet égard, mais nous avons peu d'influence sur le [chef de police] de Panjwayi. Le [commandant] de l'ELMOP craint une perte de mouvement sur l'itinéraire Fosters quand les éléments du GT partiront du PPS Haji[159]. » [Traduction]

Le 25 novembre, la Compagnie C a dirigé l'Op COUNTER IED afin de neutraliser la menace constituée par les EEI le long de l'itinéraire Fosters. Les véhicules de la COIC de dégagement d'itinéraires ont ausculté l'itinéraire depuis Ma'Sum Ghar jusqu'au PPS Haji et à des points situés à l'ouest. Un certain nombre de postes d'observation temporaires ont été établis ainsi qu'une position d'embuscade nocturne. Il n'y a eu aucune activité

jusqu'au 27 novembre, quand un VBL III de la Compagnie C a heurté un EEI au nord de Zangabad Ghar; trois Canadiens ont alors été blessés. « À partir de maintenant, tout mouvement entre le PPS Haji et la Base de patrouille de Sperwan Ghar se fera avec un véhicule de la COIC ou un [détachement de dégagement d'itinéraire] » [Traduction], a déclaré le Maj Robichaud. L'Op COUNTER IED a pris fin le lendemain[160].

L'ennemi a manifestement compris que quelque chose clochait et il a intensifié la pression sur le PPS Haji. La position a fait l'objet d'une attaque meurtrière au mortier le 22 novembre; six Canadiens et un interprète afghan ont été blessés. La Compagnie C a rassemblé de peine et de misère cinq de ses membres pour les envoyer remplacer les blessés. Deux jours plus tard, toutefois, le PPS Haji était la cible d'un assaut terrestre coordonné déclenché depuis trois positions. Les défenseurs canadiens d'un peloton réduit de la Compagnie C et quelques mentors de l'ELMOP ont refoulé les assaillants et en ont tué huit[161]. Quarante-huit heures plus tard, le processus s'est répété, avec une autre attaque ennemie complexe que l'ELMOP et la Compagnie C ont repoussée également. Un TUAV Sperwer a suivi l'ennemi en retraite qui a ensuite été pris à partie par l'artillerie et les forces aériennes en appui. Des signes indiquaient que « le commandant taliban local était très bouleversé par les résultats de l'attaque et qu'il comptait en déclencher une autre […] La volonté des talibans de sacrifier autant d'hommes afin d'attaquer le PPS Haji est digne d'intérêt[162]. » [Traduction]

Finalement, de légers progrès ont été faits pour obtenir d'autres forces de sécurité afghanes dans le secteur, mais c'était la croix et la bannière pour y arriver. La 1re Compagnie du 3e Kandak allait déployer un élément de 20 hommes à la jonction des itinéraires Fosters et Brown, et 40 autres hommes à la Base de patrouille Sperwan Ghar. Une patrouille à pied de 20 Afghans aurait lieu entre Sperwan Ghar et le PPS Haji tous les deux jours. Si les sapeurs canadiens acceptaient de construire les installations voulues, 20 autres membres de l'Armée nationale afghane devaient occuper en permanence deux positions sur l'itinéraire Fosters[163].

Les rapports établis avec les Afghans permettaient de mieux comprendre les problèmes de la police qui influaient sur la situation dans le secteur. D'abord, il y avait la lutte pour le pouvoir parmi les alakozais, lutte qui servait de toile de fond à toute la situation. Ensuite, Bismillah Jan, chef de la police du Zharey, n'était pas payé, et « le général Saqib ne l'appuie pas et ne se soucie guère de son sort[164] » [Traduction]. Troisièmement, il y a eu des problèmes entre Haji Baran, chef du district de Panjwayi, et le chef de police du district : Baran voulait que ses amis non qualifiés de Bazaar-e Panjwayi soient engagés comme « agents de police », mais que leur salaire lui soit remis. Quand un mentor étasunien de la police est intervenu en faveur du chef de police, Baran « s'est fâché, et un de ses hommes a dit au [chef de police] qu' il viendrait pendant la nuit pour le tuer et qu'il tuerait aussi tout agent de police qui tenterait de l'arrêter. [Baran] a fait savoir à l'officier étasunien de l'EMP qu'il était menacé également[165]. » [Traduction]

Entre-temps, les mortiers talibans ont continué à bombarder le PPS Haji avec une précision accrue. Cela a porté à croire qu'un contrôleur qualifié des tirs de mortier était arrivé dans le secteur[166]. Le combat s'est poursuivi.

Développement, reconstruction et sécurité, de novembre 2007 à janvier 2008

Après avoir déployé ses ressources dans la foulée de l'opération dans l'Arghandab, l'ERP a tourné son attention vers l'Op CAUSEWAY. Le projet s'est heurté à plusieurs obstacles : les anciens du district s'inquiétaient de l'installation planifiée d'environ 80 blocs de béton dans la rivière pour former une route sur digue. Il fallait aussi dissiper les craintes au sujet du détournement de l'eau. Haji Baran et Abdul Khaliq militaient contre le projet, sans doute parce qu'ils se faisaient concurrence pour obtenir les fonds de développement. Quand Khaliq a été abordé, il a réclamé un plan de rechange comportant l'installation de murs de retenue et il a déclaré que « cette situation risquait de dégénérer en un désaccord violent si la FIAS ne se préoccupait pas des inquiétudes des citoyens » [Traduction]. Dans son analyse, l'ERP a conclu que Khaliq voulait des contrats pour construire des murs de retenue dont les habitants de l'endroit avaient prétendument besoin[167]. Les agents de la COCIM ont fait savoir que « les talibans risquaient de présenter sous un jour leur étant favorable l'Op CAUSEWAY, qui était censée avoir un effet positif destiné à renforcer la gouvernance et l'état du développement […] si la situation n'était pas bien gérée » [Traduction]. La population de Pashmul n'avait aucun conseil de développement communautaire (en partie parce qu'ONU Habitat refusait d'aller là pour des raisons de sécurité) et elle était obligée de traiter avec les anciens et les organisations du Panjwayi. Cet état de choses suscitait la concurrence et l'escalade des tensions[168].

Des ressources canadiennes concertées sont intervenues pour ouvrir un dialogue avec les autorités afghanes, mais les progrès ont été lents tout au long de novembre et de décembre. Le peu d'attention accordé par le gouverneur à cette question pressante a ajouté au problème, ce qui a ensuite suscité de la mauvaise volonté et des griefs. Comme l'équipe de la COCIM l'a constaté, « on ne croit à peu près pas que le gouverneur de Kandahar veuille résoudre le problème et solliciter l'aide de la FIAS » [Traduction]. Ce qui est pire ONU Habitat a reproché à l'ERP d'être intervenue dans un domaine dont elle pensait qu'il relevait d'elle[169]. Cependant, cet effort concerté à été fructueux, et la route sur digue a été ouverte à la population avec beaucoup d'éclat, le 8 janvier 2008, et, fait digne de mention, l'Armée et la Police afghanes se sont entièrement chargées de la sécurité. Enfin, après un effort pluriannuel, il y avait maintenant un axe commercial reliant le district de Panjwayi et la Route nº 1, axe qui ne nécessitait pas un détour par la ville de Kandahar.

L'ERP a été mêlée à une autre situation délicate dans le Panjwayi à ce moment-là. Haji Baran et le chef de police ont dit à 9 000 Kuchis, installés dans un grand camp pour personnes déplacées, à l'est de Bazaar-e Panjwayi, qu'ils devaient quitter l'endroit, car l'hiver approchait. Le détachement de la COCIM a appris cela et a signalé qu'une crise humanitaire se préparait. Un représentant de l'ACDI au sein de l'ERP n'a pas cru les rapports à cet effet, mais il n'a pas enquêté davantage sur la question. L'équipe de la COCIM s'est rendue au camp et a fait savoir qu'il fallait évacuer l'endroit, mais que de graves problèmes d'approvisionnement en eau et d'hygiène se posaient. Un représentant de l'ONU et le représentant d'USAID au sein de l'ERP ont confirmé ce constat au cours d'une autre visite. Ensemble, l'équipe de la COCIM et USAID ont affronté Haji Baran, qui a nié l'existence de tout problème. Les représentants de l'ACDI ont communiqué avec Baran par le biais d'un intermédiaire (car le personnel de l'ACDI n'était pas autorisé à sortir du Camp Nathan Smith par les dirigeants de l'Agence, à Ottawa, pour des raisons de sécurité) qui les a convaincus que tout allait bien. En fin de compte, l'ACDI et le MAECI ont obtenu la permission d'envoyer leurs représentants avec l'équipe de la COCIM au camp, pendant que cette équipe prenait des mesures pour faire creuser un puits. Entre-temps, un certain nombre d'enfants kuchis sont morts de froid, et plusieurs aînés ont été enlevés par des éléments inconnus; par ailleurs, les équipes de forage étaient harcelées et obligées de payer une « taxe » à un représentant taliban de Khenjakak dans le sud-est du Panjwayi[170].

Un représentant des Kuchis a abordé l'ERP et a demandé des couvertures et des tentes. Il a été dirigé vers le représentant de la MANUA à Kandahar. Ce dernier a refusé son aide, en disant qu'il ne ferait rien à moins que le gouvernement de Kandahar lui fasse une demande. Finalement, les représentants de l'ACDI ont reconnu l'existence d'un problème; ils ont fait pression sur le gouverneur pour qu'il intervienne et demande à l'ONU d'aider les personnes déplacées vivant dans le camp; ils ont dressé un plan pour s'adresser au Programme alimentaire mondial (PAM) et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), si le gouverneur donnait son assentiment. Ni le PAM ni l'UNICEF n'étaient disposés à faire quoi que ce soit sans une demande du gouverneur. Le Lcol Chamberlain, désormais au courant de ce qui se passait, a intercédé auprès d'Asadullah Khalid et lui a demandé s'il avait ou non le pouvoir de prendre une décision et, dans l'affirmative, il lui a dit de recourir au Comité de développement provincial comme mécanisme pour faire face à la crise. Parallèlement, les représentants de l'ACDI et du MAECI ont cherché à gagner l'appui du gouverneur adjoint[171]. Dans l'intervalle, d'autres Kuchis ont succombé aux éléments. Des hommes prétendant être des talibans sont arrivés de nuit et ont harcelé la population du camp. Les insurgés ont confisqué le peu de matériel que les agents de la COCIM avaient pu apporter là. Finalement, le PAM a envoyé une personne au camp qui a fait savoir à l'ACDI que la situation des Kuchis était désastreuse. Quand l'aide du PAM

est arrivée, les anciens des Kuchis l'ont refusée, car ils craignaient les intimidateurs. Près de deux semaines après le début de ce drame, le Lcol Chamberlain et l'ERP ont réussi à réunir tous les intervenants autour d'une seule table pour régler la question. Avec la participation du conseiller en développement de la FO Kandahar, la pression a été appliquée sur la MANUA, qui a finalement accepté de réinstaller les Kuchis dans un camp plus vaste et protégé pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays : l'endroit s'appelait Zharey-Dasht[172].

Rien de tout cela n'a jeté une lumière favorable sur le Canada, mais le comportement de la collectivité internationale et du gouverneur était tout simplement épouvantable. Les motifs de Baran et de son chef de police de district étaient ignobles, en ce sens qu'ils voulaient que les Kuchis quittent l'endroit pour pouvoir ensuite y construire des immeubles et installations. Les nomades kuchis vivaient en général dans le district de Registan au sud du Panjwayi. Plusieurs « itinéraires » que l'ennemi empruntait pour se rendre à Quetta au Pakistan passaient par le Registan. Les Kuchis avaient maintenant contre le gouvernement afghan toute une série de nouveaux griefs que les talibans pouvaient exploiter; par ailleurs, l'absence d'une réaction judicieuse du Canada empirait la situation. Les Kuchis étaient par conséquent moins susceptibles d'aider la coalition en lui fournissant des renseignements sur les mouvements ennemis dans les terres qu'ils habitaient.

Le seul élément positif était la volonté accrue du gouverneur d'utiliser enfin le comité de développement provincial comme outil de gouvernance. Il est possible que la tragédie des Kuchis ait servi à favoriser la tenue de discussions systémiques et plus nombreuses entre le gouvernement provincial, l'ERP, l'ONU et les organisations non gouvernementales relativement à des projets tels que la construction proposée d'une route contournant la ville au sud, l'aménagement du barrage de Dahla et la construction d'écoles[173].

Les assemblées de développement de district et les conseils de développement communautaires, qui relevaient du Programme national de solidarité et qui étaient censés être les principaux artisans de la reconstruction et du développement dans la province, étaient dans un état inégal en décembre 2007 et en janvier 2008. Des différends persistaient entre ONU Habitat et l'ERP quant à savoir qui gérerait les demandes provenant de ces entités. La plupart du temps, les Afghans se tournaient d'emblée vers l'ERP parce qu'ils ne pouvaient obtenir aucune intervention rapide de la part d'ONU Habitat. Il était plus facile pour un membre d'une choura de district chargée de la reconstruction de communiquer avec une patrouille des équipes canadiennes de la COCIM, par exemple, qu'avec un représentant de l'ONU qui ne venait à peu près jamais dans les districts[174].

Les organisations de développement du district d'Arghandab fonctionnaient, juste avant la mort du mollah Naqib. Celui-ci avait essayé de démettre de ses fonctions le chef de l'assemblée de développement du district (ADD), dont il ne pensait pas qu'il avait les intérêts du district à cœur. Un chef parallèle de l'ADD avait de la crédibilité, mais les diverses

personnalités n'étaient pas compatibles. L'équipe de la COCIM et l'ERP ont passé beaucoup de temps à travailler avec toutes les parties pour rétablir le fonctionnement de l'assemblée. En janvier 2008, l'ERP a estimé que l'ADD d'Arghandab constituait un modèle à suivre[175].

Quant au Shah Wali Kot, l'environnement y était jugé défavorable. Il y existait une assemblée de développement officieuse, mais il n'y avait aucun conseil communautaire. Les fonds pouvaient arriver jusqu'au Shah Wali Kot inférieur par le système de l'ERP, mais les effets en étaient ambigus. La FO 32 étasunienne a pu, en collaborant avec USAID, se servir de ses capacités en matière d'affaires civiles pour réaliser des projets locaux dans le Shah Wali Kot supérieur et dans le Khakrez, mais les programmes d'envergure n'y étaient pas encore possibles. Ces relations se sont renforcées avec le temps, de sorte que l'on a pu séparer rapidement les activités de la COCIM de celles des Affaires civiles étasuniennes[176].

La situation dans le Panjwayi était variée, et les équipes de la COCIM y ont constaté que chaque localité constituait en quelque sorte un district distinct. Ces équipes ne commençaient qu'à entrer dans les secteurs de Mushan et de Talukan. Sperwan était sur le point d'accepter l'établissement d'une certaine forme de lien avec l'Assemblée de développement du district de Panjwayi, parce qu'Haji Baran venait de là et que Bazaar-e Panjwayi était un village prospère. Cependant, il ne se passait rien à Nakhonay ni à Zangabad[177].

En janvier 2008, toutefois, il y avait dans le district de Dand une ADD et des conseils de développement communautaires fonctionnels, tout comme dans le Spin Boldak. La situation était inégale aussi dans le Zharey. Il y avait une ADD et quelques conseils de développement communautaires, mais l'environnement postérieur à Khairuddin ne s'était pas encore tout à fait stabilisé. La plupart des travaux de développement ont eu lieu le long de la Route nº 1 ou de l'itinéraire Summit. Les équipes de la COCIM et les ELMOP faisaient des expériences visant à établir des rapports avec la population autour des PPS, mais ces efforts n'en étaient encore qu'à leur tout début. Le Comité de développement provincial a continué lentement mais sûrement à améliorer la qualité de son travail jusqu'au début de 2008[178].

Malheureusement, au milieu de janvier 2008, le représentant d'ONU Habitat dans l'ERP a annoncé que Kaboul n'avait plus de fonds pour établir et soutenir de nouveaux conseils de développement communautaires dans la province à cause de l'état de la sécurité. L'ERP a conclu comme suit : « Cela est très alarmant. Si le Programme national de solidarité n'enregistre pas de nouveaux CDC, l'écart s'élargira encore plus entre les sous-districts du Zharey. » [Traduction] Cela allait creuser un fossé entre les nantis et les démunis dans les localités qui commençaient alors tout juste à bénéficier de la sécurité fournie par la police afghane et les ELMOP. Il y aurait un semblant de sécurité, mais aucun lien entre la population et les gouvernements du district et de la province. On ne répondrait pas aux besoins de la population qui serait dès lors de nouveau assujettie à l'influence des talibans[179].

Un autre chapitre s'est ajouté à la litanie des malheurs de Kandahar, le 12 janvier 2007, quand la turbine nº 3 du barrage de Kajaki, dans la province d'Helmand, a cessé de fonctionner. La ville de Kandahar a été plongée dans une série de pannes d'électricité périodiques, car la centrale municipale ne pouvait desservir que quelques districts à la fois[180]. Vu la nature régionale du problème, le Canada ne pouvait pas faire grand-chose dans l'immédiat, de sorte que le dossier a été confié au Commandement régional (Sud). Diverses options ont été envisagées, y compris le transport de grosses génératrices qui avaient servi à pomper l'eau à la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina, mais il n'y avait aucune solution rapide[181].

Par ailleurs, les opérations terroristes des talibans entravaient l'effort de développement dans la province. En août 2007, la prise de travailleurs humanitaires sud-coréens en otage et la conclusion insatisfaisante de cet épisode, la Corée du Sud ayant accepté de quitter l'Afghanistan, ont encouragé les talibans à recourir à des moyens semblables par la suite. À Kandahar, la décision que le gouvernement afghan a prise de libérer un commandant taliban, le mollah Mansour, en échange d'un journaliste italien, et l'échange du corps du frère de Mansour contre cinq travailleurs de la santé enlevés dans le Maywand n'ont fait qu'accroître l'audace de l'ennemi. Le 18 décembre, six membres du personnel médical afghan ont été enlevés près de Salehan dans le district de Panjwayi. Deux jours plus tard, le secrétaire du gouverneur était assassiné. Cependant, l'enlèvement de la travailleuse humanitaire étasunienne Cyd Mizell a eu un effet direct sur l'ERP. Cette femme, enlevée le 26 janvier, travaillait pour l'Asian Rural Life Development Foundation et est disparue d'un bazar dans le 6e district de la police de la ville de Kandahar[182].

Les forces d'opérations spéciales étasuniennes ont mis les bouchées doubles pour essayer de la retrouver et elles ont fait irruption dans Nakhonay et y ont supprimé trois commandants talibans. D'autres commandants insurgés étaient extrêmement contrariés par la « pression » ainsi exercée sur tout le mouvement, surtout dans ce qui semblait être un quartier tranquille du district de Panjwayi, aux yeux des gens de l'extérieur[183]. Malheureusement, Cyd Mizell a mystérieusement été emmenée dans l'Helmand, où elle est disparue. Des rapports ont dit plus tard qu'elle avait été assassinée. Cependant, l'enlèvement de Mizell a eu un effet disproportionné sur certains éléments civils, car il les a effrayés, et certains en ont fait une raison pour réduire le nombre de leurs sorties en dehors de leurs bases respectives. En effet, l'hystérie s'est propagée de façon disproportionnée dans toute la collectivité des travailleurs humanitaires et des agents de développement à Kandahar et elle a bien failli faire tout arrêter pendant un certain temps[184]. Fait surprenant, plus de 500 femmes portant la burka ont défilé dans les rues de Kandahar pour protester contre cet enlèvement.

Les progrès lents, mais discernables de la police dans le Zharey ont alors été catastrophiquement freinés quand quatre agents sont disparus de leur poste près de Howz-e Madad entre les 25 et 27 décembre. Le 29 décembre, une équipe nombreuse d'insurgés habillés comme la police afghane et conduisant trois véhicules Ford Ranger verts de celle-ci s'est infiltrée dans un poste de contrôle du Maywand et a enlevé 16 agents de police. Ces agents ont été emmenés à Nahlgam et dans la région de Band-e Timor où ils ont été traduits devant des juges talibans et condamnés à mort. Les talibans ont ensuite transporté trois des malheureux agents de police à Kolk, trois autres à Sia Choy et trois autres dans la région de Band-e Timor, où ils les ont exécutés publiquement pour intimider la population. On a confirmé que 13 des 22 agents manquant à l'appel avaient été tués. Le CICP a noté que « les corps recouvrés seront difficiles à identifier [car] ils ont été mutilés assez brutalement[185] » [Traduction].

Cet « engouement » s'est répandu, et trois policiers ont été kidnappés par des insurgés dans le Shah Wali Kot et décapités. Les talibans du Panjwayi ont aussi enlevé Karim Khan, un chef de tribu achakzai et, soit dit en passant, un ami personnel d'Ahmad Wali Karzai. Ils se sont aussi emparés de son fils et ont exigé une rançon. À cause des sensibilités politiques liées à une certaine dynamique inter-tribale que l'analyse canadienne n'a pas pu éclaircir, des négociations menées en dehors des structures canadiennes ont abouti à la libération négociée des deux hommes[186]. Néanmoins, les meurtres se sont poursuivis. Le 13 janvier, des insurgés portant des uniformes de la police et arrivés dans des camions Ford Ranger sont entrés dans le casernement d'un poste de police dans le Maywand oriental et y ont tué neuf agents de police qui dormaient. Un autre a été retrouvé ligoté avec des colliers de serrage, bâillonné et abattu d'une balle dans la tête[187].

C'était une chose que de combattre des insurgés dans les collines et les champs de vigne, mais c'en était une tout autre que de lutter contre des activités terroristes aussi insidieuses. Or, pendant tout ce temps, aucun média canadien (ou international) n'a couvert les atrocités commises à l'endroit du personnel médical ni les « verdicts » sauvages rendus à l'égard de la police par ce qui équivalait à un pouvoir parallèle. Cependant, les médias s'intéressaient abondamment à la question des détenus, ce qui a obligé l'ERP à augmenter le nombre de patrouilles à la prison de Sarposa[188].

Les opérations dans le district de Zharey, en décembre 2007 et janvier 2008

La décision de concentrer les ressources de développement et de reconstruction dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi et de Pashmul se rapportait à une série d'opérations dirigées par le GT du milieu à la fin de décembre, mais elle n'y était pas directement reliée.

Deux des principaux facteurs ont été la poursuite des attaques à la roquette contre la BOA Ma'Sum Ghar et les liens entre les actions des insurgés à Sia Choy et la violence dans les environs de Kolk. L'opération menée à Sia Choy, appelée TEREH TOORA, a eu lieu le 16 décembre. C'était une intervention d'envergure qui visait particulièrement les caches d'armes et les nœuds de commandement probables repérés et évalués antérieurement par le CRTS. Des ressources spéciales ont été affectées à l'emplacement surnommé « Rock School » (l'école du rock) et situé à l'intersection des itinéraires Victoria et Cornerbrook, qui avait été un point de ralliement de l'ennemi lors d'opérations antérieures dans le Zharey.

L'Op TEREH TOORA a duré 24 heures. Des TUAV Sperwer surveillaient l'intersection des itinéraires Brown et Fosters pour confirmer que personne n'y posait des EEI. La Compagnie C a quitté Sperwan Ghar, franchi la rivière Arghandab et occupé des positions d'arrêt à l'ouest de Sia Choy. L'Escadron C, accompagné d'éléments d'infanterie, s'est déplacé vers l'ouest le long du lit de la rivière pour bloquer la route depuis le sud. Une compagnie de gurkhas et un peloton afghan avec l'ELMO canadienne se sont introduits au nord de Sia Choy, pendant que des éléments de reco et des tireurs d'élite surveillaient le secteur à l'est de la localité, depuis leurs positions à Ma'Sum Ghar. L'avance a commencé à 0500 depuis le nord. À 0630, des insurgés armés portant des tubes quelconques étaient aperçus : ils ont été pris à partie par des forces aériennes assurant un appui rapproché. Ensuite, on a appris qu'un commandant ennemi était dans le secteur et qu'il allait tenter de s'enfuir avec son détachement de protection dont les membres portaient l'uniforme de la police afghane. Les Afghans et les gurkhas ont trouvé de petites caches d'armes pendant qu'ils ratissaient les enceintes. Cependant, des ressources ISTAR ont fait savoir que, chaque fois que les gurkhas avançaient d'un bond, l'ennemi appelait à l'aide pour évacuer des blessés. Manifestement, Sia Choy servait aussi de point de rassemblement des pertes et d'installation médicale. Finalement, les combattants ennemis qui manœuvraient ont été attaqués par des forces aériennes qui en ont tué ou blessé 20. Un chef insurgé a demandé des renforts depuis « l'école du rock ». Une attaque aérienne contre cet endroit a entraîné de multiples détonations et des explosions secondaires. L'ennemi, dont les munitions s'épuisaient, s'est enfui en laissant là environ 47 morts et quatre combattants qui ont été capturés par l'Armée afghane[189].

Le Lcol Gauthier a porté son attention sur le secteur de Senjaray. D'après les rapports ISTAR, les roquettes lancées contre Ma'Sum Ghar étaient livrées par des camions qui passaient par Senjaray. Il semblait y avoir une cache d'armes à Makuan, qui était une base de fauteurs de troubles connue. L'Escadron C a pris les devants et a lancé l'Op METAWARKAWEL SHEPPA le 21 décembre. Un détachement semblable, composé d'une compagnie de gurkhas, d'une compagnie afghane, de mentors canadiens et de sapeurs de combat, a ratissé Makuan, mais il n'a trouvé que peu de caches d'armes et

aucune roquette[190]. L'ennemi ne s'attendait pas à la même chose deux jours plus tard, quand l'Op KHWASHA SEMA s'est répétée au même endroit avec le même détachement venant de directions différentes. Les forces coalisées n'ont pas découvert grand-chose, tandis que l'ennemi fuyait à l'est dans les secteurs bâtis des quartiers ouest de la ville de Kandahar[191].

Les résultats matériels de ces trois opérations étaient ambigus. La « cage » de Senjaray a été « secouée » deux fois encore, et des effets perturbateurs ont été causés à Sia Choy, mais sans renseignements locaux détaillés, il était difficile d'enrayer les activités ennemies. L'ennemi n'avait sans doute que peu ou pas de moyens de mener des opérations, car il manquait de munitions et de chefs dans le secteur. Après tout, c'était l'hiver et le terrain était dénudé, de sorte que sa capacité d'exécuter des mouvements sans être vu était limitée de toute façon.

La lutte pour la maîtrise de l'itinéraire Fosters, de décembre 2007 à janvier 2008

La conclusion de l'Op COUNTER IED à la fin de novembre ne garantissait aucunement que l'ennemi cesserait d'essayer d'isoler Karim Khan, un chef tribal achakzai à Haji. Le 6 décembre, au cours d'une opération de dégagement de l'itinéraire Fosters, des véhicules de détection de mines et de déminage Husky ont fait sauter deux EEI. Le Lcol Gauthier et ses planificateurs ont décidé de dégager la région de Zangabad en poursuivant deux objectifs : réduire la pression qui s'exerçait sur le PPS Haji et, collatéralement, stimuler des négociations avec les forces de sécurité afghanes pour qu'elles s'intéressent davantage à la sécurité et qu'elles éliminent les fabricants d'EEI (voir la figure 2-6)[192].

Dans la préparation étoffée du renseignement en vue de l'Op DADA SHAY, trois groupes d'insurgés ont été identifiés. Deux commandants et leurs combattants se trouvaient dans le secteur de Zandabad, et un troisième était installé avec ses forces juste au nord de la rivière Arghandab. Le principal commandant taliban à Zangabad, dont le nom de guerre était « Zia Al Haq », avait aussi une cellule de poseurs d'EEI sous ses ordres. Zangabad était un parfait repaire pour insurgés, ainsi que les autres localités de la « corne du Panjwayi ». L'itinéraire Fosters, qui n'était en fait qu'un chemin de terre rudimentaire, longeait la partie nord de la « corne », et des pistes menaient vers le sud aux diverses localités qui se trouvaient elles-mêmes nichées dans un terrain au relief complexe composé du mélange habituel de champs de raisins, de huttes de séchage et d'enceintes entourées de murs. Au sud de ce territoire coulait la rivière Dori d'où s'étendait le désert du Reg. Des collines du Panjwayi central faisaient saillie au sud-ouest juste à la hauteur de la rivière Dori[193].

Le quadrilatère tracé pour l'Op DADA SHAY faisait des collines la limite sud, tandis que la rivière Arghandab définissait la limite nord. Les forces participantes comprenaient la Compagnie C et l'Escadron C ainsi que deux compagnies de l'Armée afghane et les ELMO canadiennes du 3e Kandak. L'opération pouvait aussi compter sur la présence d'une

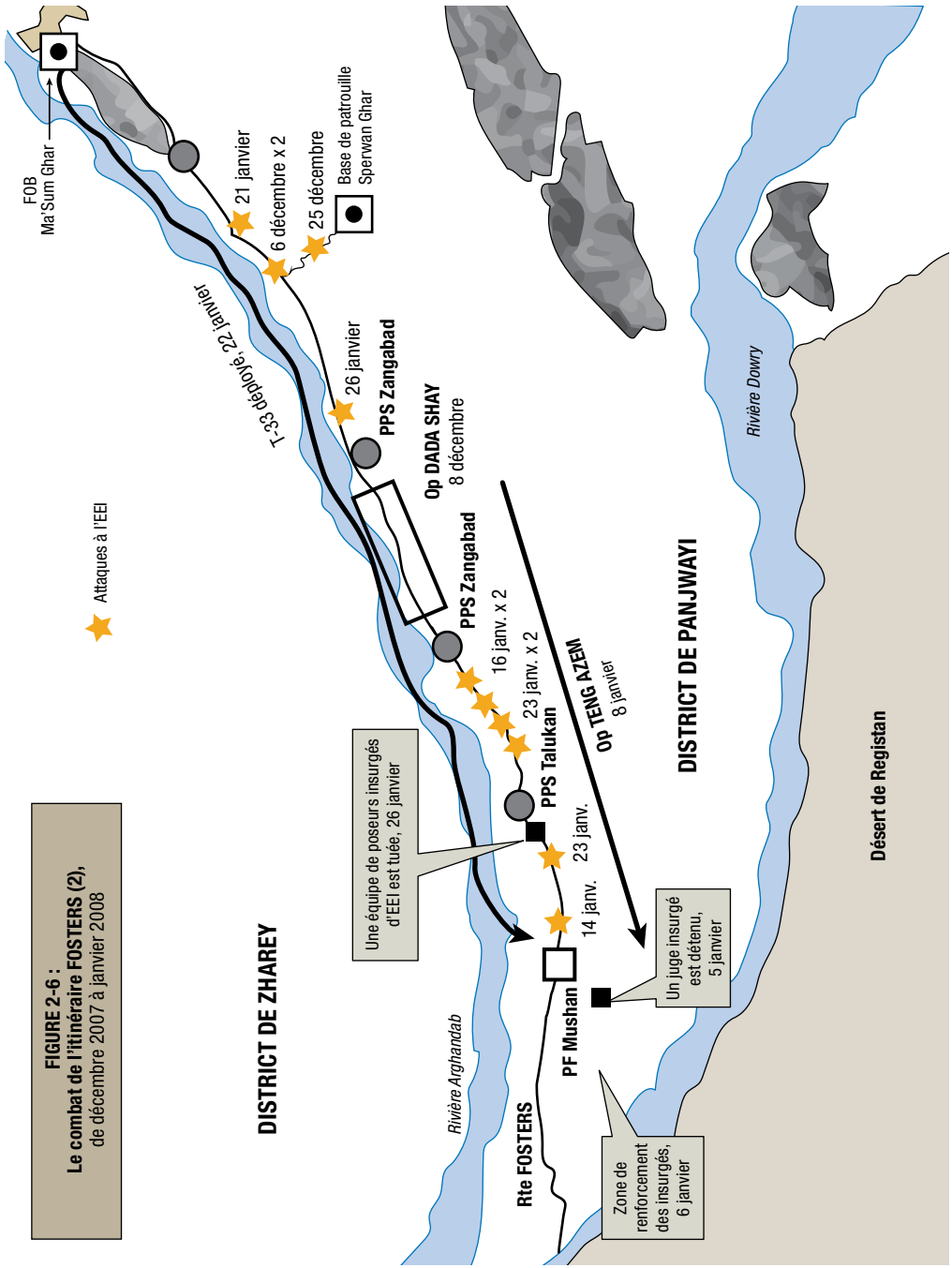


FIGURE 2-6 :
Le combat de l'itinéraire FOSTERS (2),
de décembre 2007 à janvier 2008

Figure 2-6 : Le combat de l'itinéraire FOSTERS (2), de décembre 2007 à janvier 2008

compagnie de gurkhas du 1er Bataillon du Royal Gurkha Rifles. Tous les éléments de soutien habituels étaient présents : la Batterie X, le 53e Escadron et les TUAV Sperwer. Les tireurs d'élite canadiens et gurkhas ont été insérés dans leurs positions dans les collines du sud, la nuit du 7 décembre[194].

Le concept d'opérations était simple : une insertion nocturne de l'infanterie le long de deux axes, suivie par l'intervention des compagnies de l'Armée afghane à l'aube. Cela se produirait en même temps que les chars Leopard de l'Escadron C et le quartier général tactique du GT s'avanceraient le long du flanc gauche en terrain dégagé, entre les collines au sud de Zangabad, jusqu'à l'objectif GUINNESS, d'abord pour exécuter une feinte, puis pour créer une position d'arrêt. Ensuite, le détachement de dégagement d'itinéraire emprunterait l'itinéraire Fosters et se dirigerait vers le PPS Haji. L'infanterie nettoierait finalement tous les objectifs, et la force retournerait à la BOA Ma'Sum Ghar[195].

La Compagnie C a amorcé à 0245, le 8 décembre, ses mouvements à pied pour entrer dans l'objectif MOLSON. Les Aghans ont mis un peu plus de temps et sont arrivés à cet objectif une heure plus tard. Le détachement de dégagement d'itinéraire est parti à 0515, et la feinte mécanisée a été effectuée le long du flanc gauche à 0530. L'ennemi a réagi de façon léthargique vers 0700 : les tireurs d'élite dans les collines ont repéré un mouvement d'ennemis près de l'objectif SLEEMAN et ont dirigé un MQ-9 Reaper vers eux : cinq insurgés ont été tués. Les unités mécanisées exécutant la feinte ont alors repéré plus de 20 ennemis qui se rendaient vers leurs positions de combat à l'ouest du quadrilatère d'opérations LABATT : un TUAV Sperwer est arrivé à la verticale de cet endroit, il a identifié l'ennemi pour le distinguer des civils et il a guidé deux bombes de 500 livres sur lui; au moins dix insurgés ont été abattus[196].

À ce moment-là, les gurkhas ont traversé l'objectif MOLSON jusqu'à l'objectif MILLER, et les sapeurs ont bien progressé sur l'itinéraire Fosters et ont fait sauter les EEI à mesure qu'ils les trouvaient. À 0930, les objectifs MOLSON et SLEEMAN ont été dégagés, et les gurkhas se sont attaqués à l'objectif MILLER. Le quartier général tactique du GT, qui faisait partie des unités exécutant la feinte, a alors été attaqué par des mortiers, des canons sans recul et des tirs de GPF. Certains des véhicules ont été endommagés, mais ils ont pu continuer d'avancer, de sorte qu'ils ont reçu l'ordre de s'éloigner hors de la portée des armes ennemies. Un des chars Leopard 2 a riposté et tué quatre combattants ennemis. Un autre a supprimé une équipe munie de GPF. À 1115, les sapeurs sont parvenus au PPS Haji, et l'ennemi s'est replié à l'ouest de la zone d'opérations. La Compagnie C s'est alors heurtée à une résistance à l'objectif GUINNESS, et un échange de feux a commencé avec 18 insurgés. Utilisant les renseignements relayés par un TUAV Sperwer, l'infanterie canadienne a traqué puis abattu tous les combattants qui s'étaient réfugiés dans les enceintes et les huttes à raisin.

Source : MDN

L'infanterie afghane, les gurkhas et les chars canadiens marchent à l'ennemi pendant l'Op DADA SHAY.

Un mortier taliban est entré en action, mais les tireurs d'élite en ont aussitôt supprimé les servants. Les tireurs d'élite ont alors repéré un autre mouvement ennemi et ont demandé une attaque aérienne qui a anéanti huit combattants ennemis[197].

Le TUAV Sperwer et l'artillerie ont ensemble continué à traquer puis à abattre les ennemis qui fuyaient la zone. La Batterie X a exécuté dix missions de tir pendant cette période. Le poste de commandement du GT, à l'aérodrome de Kandahar, s'est mis de la partie : en se servant d'un relais du TUAV Sperwer, le contrôleur aérien tactique a pu diriger une attaque aérienne qui a tué sept autres insurgés. L'opération a été entachée par un incident fratricide quand des unités canadiennes se sont prises à partie par accident; deux des leurs ont été blessés. Au moins cinq soldats afghans ont été blessés au cours de la journée, mais aucun membre des forces coalisées n'a été tué. La force DADA SHAY s'est retirée tard en après-midi[198].

L'activité ennemie a diminué. Les équipes anti-EEI munies de la COIC ont dégagé l'itinéraire Fosters le 17 décembre et une deuxième fois le 24 décembre pour qu'une patrouille logistique de combat puisse ravitailler le PPS Haji. Le problème persistait : l'itinéraire Fosters était une route de terre qui n'était rien de plus qu'une piste à certains endroits où elle serpentait dans un terrain complexe qui canalisait les mouvements considérablement.

Le jour de Noël, un EEI a été découvert sur l'itinéraire Brown, et on l'a fait sauter sur place. L'ennemi était de retour. Il était gratifiant de se colleter enfin avec l'ennemi dans un combat violent, mais encore une fois, les opérations telles que DADA SHAY avaient eu des effets peu durables, car aucun effort qui aurait permis de « tenir » l'itinéraire n'avait suivi l'effort de « dégagement ».

La grande question de savoir quoi faire au sujet de la « corne du Panjwayi » se rapportait à la façon de procéder à l'étape « tenir », et cela était lié à de graves problèmes concernant la gouvernance dans le Panjwayi et aussi à des questions internes au sein des forces de sécurité afghanes. La chaîne existante d'avant-postes de la police et de l'Armée le long de l'itinéraire Fosters se détériorait beaucoup, et la situation à Mushan continuait d'empirer. Selon le grand plan SHA AYENDA de la FO Kandahar, les forces canadiennes devaient quitter le Panjwayi et le Zharey avant la relève sur position par le GT 2 PPCLI en février, de manière que la relève puisse avoir lieu dans le Shah Wali Kot. Cela signifiait que les forces de sécurité afghanes devaient avoir pris leurs positions et être à pied d'œuvre dans des installations convenables dans le Panjwayi bien avant cela.

Le concept selon lequel les Afghans occuperaient les PPS et postes fortifiés le long de l'itinéraire Fosters semblait reposer sur la notion que la police et l'Armée patrouilleraient dans les localités situées au sud de ces installations. En fait, la « corne » ressemblait au Zharey, en ce sens qu'une grille de PPS et de postes fortifiés était nécessaire, vu la profondeur d'endroits comme Zangabad depuis la route et la piètre possibilité de connexion entre eux. Toutefois, à cause du nombre instable de soldats ou de policiers afghans affectés là, il semblait à peine possible de veiller sur l'itinéraire Fosters en tant que tel.

Pour l'Armée afghane, le point de friction était Mushan. Même si l'ennemi était extrêmement sensibilisé à toute présence de la coalition dans Mushan, vu le caractère central du village, le commandant et l'état-major du 3e Kandak soutenaient qu'ils ne pouvaient pas ravitailler une compagnie qui occuperait un poste fortifié à cet endroit. Ils se sont ensuite plaints d'avoir à doter en personnel le PO Mosque. Fondamentalement, l'Armée nationale afghane ne voulait occuper aucun ouvrage de l'infrastructure tactique et elle ne voulait certes pas collaborer avec la police du Panjwayi. Il y a eu plusieurs désaccords entre l'Armée nationale afghane, de plus en plus professionnelle, et ce qui équivalait à des fiers-à-bras partiellement entraînés dirigés par des fonctionnaires corrompus : du moins, c'était ainsi que les dirigeants de l'Armée décrivaient la situation. Du côté de la police, l'ELMOP a fait savoir que le chef de police du Panjwayi prétendait avoir des hommes prêts à aller occuper les postes secondaires, mais en réalité, il n'en avait pas. Le différend sur la dotation du PPS Haji en personnel s'est poursuivi. Les chefs de la police du Panjwayi ont refusé d'occuper ce poste vital, en affirmant qu'ils ne pouvaient pas le ravitailler[199]. Le lien entre les patrouilles de présence et la nécessité d'apprendre à connaître la population

locale et d'arrêter ainsi la pose d'EEI, de manière qu'un ravitaillement puisse avoir lieu en toute sécurité, était un concept que les dirigeants de la police du Panjwayi avaient du mal à comprendre. Parallèlement, les griefs formulés par le chef de district au sein de la population locale n'aidaient les choses en rien.

Les mentors de l'ELMO et de l'ELMOP ont réuni tous les intervenants pour susciter un compromis. L'Armée afghane a accepté de déployer un peloton à Mushan avec des mentors canadiens. Des entretiens ont eu lieu avec des fonctionnaires de niveau supérieur pour les amener à fournir plus d'agents de police, même si l'on ne savait pas au juste d'où ceux-ci proviendraient. Avec tous ces éléments comme toile de fond, le GT a lancé l'Op TENG AZEM le 1er janvier 2008.

L'opération avait pour objectif déclaré d'isoler Nahlgam et de créer les conditions voulues pour établir une présence durable des Forces de sécurité nationale afghane (FSNA) dans les districts de Zharey et de Panjwayi. La méthode consistait à mettre sur pied quatre postes fortifiés et postes de police secondaires, soit un sur l'itinéraire Langley et trois sur l'itinéraire Fosters[200]. Dans le cadre des mouvements préliminaires, exécutés le 13 janvier, l'escadron de reco a envoyé une troupe de véhicules Coyote jusqu'à la zone frontalière entre le Maywand et le Zharey pour y établir une position d'arrêt à l'ouest; une EGEM, un officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé et des blindés se sont rendus au poste fortifié de Ghundy Ghar, et des tireurs d'élite ont été insérés dans le désert du Reg au sud de Mushan. Les gurkhas ont envoyé leur élément logistique avancé de pointe à Ghundy Ghar, puis ils ont fourni une compagnie transportée par hélicoptères CH-47. Le 3 janvier, les gurkhas sont entrés dans Nahlgam pour créer une diversion, tandis qu'une équipe de combat de l'Escadron C quittait Ma'Sum Ghar. L'Escadron C a emprunté un chemin très différent, en contournant le trait caractéristique de terrain Kabari Ghar à l'est, avant de se diriger vers le sud jusqu'à la rivière Dori, puis vers l'ouest où il s'est joint aux tireurs d'élite le lendemain[201]. Le 5 janvier, deux insurgés ont été pris à partie depuis Ghundy Ghar, tandis qu'une équipe de dégagement de la COIC se déplaçait vers le sud sur l'itinéraire Langley. La Compagnie B a subi un accident de la route qui a tué l'Adj Hani Massouh et le Cpl Éric Labbé[202].

La compagnie de gurkhas s'est retirée le 7 janvier sans avoir établi de contact avec l'ennemi. Les forces coalisées n'ont eu aucun autre contact avec les insurgés. Vu les piètres conditions environnementales causées par la nappe phréatique élevée au bas de l'itinéraire Langley, la décision a été prise de ne pas ériger le PPS Montréal, mais la construction du poste fortifié a commencé à Mushan. Les insurgés ont attaqué l'endroit à l'aide de mortiers, mais la Batterie X a dirigé 16 obus brisants sur eux. Des équipes de construction se sont ensuite rendues à des emplacements au nord de Talukan et de Zangabad où elles ont aménagé des PPS. L'ennemi s'est infiltré dans le secteur de Mushan et y a posé des mines; le véhicule

de la COIC en a fait exploser certaines qui ont fait quatre blessés; par ailleurs, un EEI filocommandé a touché un char Leopard de l'Escadron C, le 14 janvier. Le lendemain, un autre EEI a mis un véhicule Coyote hors de combat et tué le cavalier Richard Renaud. Comme une évacuation sanitaire aérienne était impossible à cause du mauvais temps, la décision a été prise de s'extraire par la voie terrestre. Le 16 janvier, une autre attaque à l'EEI s'est produite à un kilomètre à l'est de Mushan sur l'itinéraire Fosters, et sept Canadiens ont alors été blessés. Les chars ont quant à eux été attaqués par des équipes munies de GPF et ont été forcés de faire feu de leurs armes tout en se sortant de là[203].

L'ELMO et la compagnie afghane étaient alors bien installées au poste fortifié de Mushan et elles ont commencé à exécuter des patrouilles de présence dans le bazar voisin. Cette activité leur a permis de recueillir un flot de renseignements locaux sur les mouvements de l'ennemi auprès de la population. De nombreux rapports ISTAR sont arrivés, révélant que l'ennemi envisageait d'éparpiller des EEI sur tous les chemins menant à Mushan ou en sortant[204]. Toutefois, l'anneau autour de Nahlgam n'était toujours pas achevé, et l'on ne savait toujours pas clairement qui allait occuper les PPS le long de l'itinéraire Fosters, au nord de Talukan et de Zangabad. En outre, l'analyse des diverses attaques perpétrées avec des explosifs a montré que les engins n'étaient pas tous improvisés. Certains étaient des mines anti-chars en plastique, et le véhicule de la COIC n'était pas capable de les détecter toutes[205].

L'itinéraire Fosters attirait maintenant tous les fabricants d'EEI et tous les poseurs de mines que les insurgés pouvaient trouver. Cinq civils afghans ont été tués le 21 janvier quand leur véhicule a heurté un engin. Quand l'Escadron C a monté une opération de ravitaillement à Mushan, un de ses véhicules blindés de dépannage a été touché par un EEI qui l'a mis hors de combat. Le 23 janvier, un VBL III du 52e Escadron a été touché; le Cpl Étienne Gonthier a été tué, et deux autres soldats ont été blessés. Un char Leopard de la FRR a heurté un autre engin avec ses rouleaux et a lui aussi été mis hors de combat. En l'espace d'une semaine, il y avait eu neuf attentats perpétrés avec des EEI ou des mines : trois soldats canadiens et cinq civils afghans avaient été tués, et environ 15 autres Canadiens avaient été blessés.

D'importantes ressources ISTAR ont été affectées au secteur de l'itinéraire Fosters le 25 janvier. Le lendemain soir, pendant le barbecue de la FO Kandahar dans l'enceinte de commandement, les systèmes ISTAR ont « eu du succès » : un TUAV Sperwer a été lancé et dirigé vers les coordonnées où l'équipage avait discerné une équipe ennemie en train de poser un EEI sur l'itinéraire Fosters. Le personnel du quartier général s'est entassé dans le Centre d'opérations de la province pour regarder un chasseur-bombardier Mirage français larguer une bombe guidée sur les ennemis, qui ont été tués. Un insurgé blessé s'est éloigné en titubant, et un MQ-1 Predator s'est amené pour remplacer le TUAV. L'équipage qui téléguidait l'UAV Predator a suivi l'insurgé blessé jusqu'à une enceinte où dix autres insurgés

ont été repérés. Cette information a été transmise à l'ELMO, qui a communiqué avec les mentors sur le terrain, et une patrouille de l'Armée afghane a été envoyée exploiter le lieu d'enfouissement de l'EEI et attaquer l'enceinte. La patrouille a capturé une demi-dizaine d'insurgés sans incident[206]. Se servant des renseignements acquis grâce à l'exploitation, le Maj Robichaud a exécuté un raid dans Zangabad, le 30 janvier, avec la Compagnie C qui a alors découvert des matériaux entrant dans la fabrication d'EEI[207].

La relation officieuse, mais étroite entre la FO Kandahar et l'escadron étasunien de MQ-9 Reaper a mené à une expérience consistant à utiliser les capteurs d'un Reaper pour balayer et cartographier l'itinéraire Fosters, puis à comparer les résultats de deux vols de balayage successifs, afin de voir si la terre de la plate-forme routière avait été déplacée entre les deux vols. Comme ces expériences ont été jugées fructueuses, les équipages guidant les TUAV et les MQ-9 Reaper ont ensemble mis l'accent sur le repérage de lieux d'enfouissement possibles afin de diriger ensuite les patrouilles vers ces lieux pour les évaluer[208].

La situation le long de l'itinéraire Fosters dans le Panjwayi occidental avait acquis des dimensions imprévues. Le poste fortifié à Mushan, les PPS jalonnant la route au nord de Talukan et de Zangabad et le PPS Haji devaient tous être occupés et ravitaillés. Il semblait y avoir un manque de concept sur le plan des opérations locales, un manque d'adhésion au niveau de la police de district, et l'Armée afghane n'était pas convaincue de l'utilité de maintenir le poste de Mushan en puissance. Sans le PPS Montréal, qui n'avait pas été construit, il n'y avait pas moyen d'isoler Nahlgam. L'itinéraire Fosters n'était pas asphalté, ce qui le rendait favorable à la pose d'EEI; or, il allait falloir des mois pour terminer ce projet routier, vu la technologie imposée. Cet état de choses ne présageait rien de bon pour l'effort de la coalition dans les districts de Panjwayi ou de Zharey.

Les services de police et les étapes « dégager », « tenir » et « construire », en janvier et février 2008

Nous nous rappelons que la FO Kandahar a épousé le concept d'opérations « dégager-tenir-construire » : où en était donc l'état de l'effort canado-afghan à cet égard dans les districts de Zharey et de Panjwayi en février 2008? La coalition était présente dans les deux districts, mais il y avait lieu de se demander si le « dégagement » avait été suffisant pour qu'il soit possible de le « tenir ». Certes, il existait dans le Zharey un réseau de postes de PPS qui était couvert par le poste fortifié de Ghundy Ghar à l'ouest et dont la Base de patrouille Wilson et la BOA de Ma'Sum Ghar constituaient le point d'ancrage. Certes, il y avait le long de la partie ouest de l'itinéraire Fosters une chaîne de PPS à laquelle le poste fortifié de Mushan et la BOA Ma'Sum Ghar servaient d'ancrage. Certes, il y avait diverses activités de développement et de reconstruction et un semblant de gouvernance dans les deux districts, mais ceux-ci n'étaient ni « dégagés » ni « tenus ». Par exemple, sur la carte

figuraient des PPS à Talukan et Zangabad. Lors des briefings, on avait l'impression, à cause des noms, qu'il y avait des PPS dans chaque localité. C'était inexact. Les PPS étaient de petits forts situés le long de l'itinéraire Fosters qui s'étirait parallèlement à la rivière Arghandab. Ce n'était pas des postes de police installés au centre des localités de Talukan et de Zangabad, lesquelles étaient situées à au moins un kilomètre au sud de la route. De même, sur la carte, une grille de PPS dans le Zharey faisait croire à l'accomplissement de progrès. Cependant, d'un point de vue qualitatif, jusqu'où les agents de police se rendaient-ils en sortant de leurs fortifications? Dans quelle mesure étaient-ils vigilants? Y avait-il en fait assez d'agents pour occuper les PPS et, en même temps, exécuter des patrouilles de présence? Tenaient-ils le terrain, ou entretenaient-ils des rapports avec la population de manière à faciliter la gouvernance et le développement?

Le plus gros du problème incombait aux mentors canadiens de l'ELMOP qui travaillaient avec la police afghane dans les PPS ou qui, dans certains cas, agissaient seuls, comme au PPS Haji et ailleurs par la suite. Le PPS de Kolk en était un où le système fonctionnait bien. La police et ses mentors patrouillaient effectivement en dehors, s'entretenaient avec la population et élaboraient un réseau d'informateurs qui transmettaient des renseignements au Centre interarmées de coordination du district ou à la Direction nationale de la sécurité de l'Afghanistan. Le PPS Pashmul commençait lui aussi à avoir un effet semblable. Il était clair, à la lumière des rapports ISTAR, que l'ennemi détestait la police installée à Kolk et au PPS Haji. Ce dernier a été attaqué régulièrement, comme nous l'avons vu, et l'ELMOP faisait partie intégrante de sa défense[209].

La situation dans d'autres PPS était plus problématique. Un problème d'ordre culturel s'est manifesté dans la police militaire canadienne à cause de la pression inhérente aux opérations de l'ELMOP. Les tâches qui incombaient à la police militaire pendant la guerre froide, par exemple les contrôles routiers et les opérations de combat dans la zone arrière, avaient plus ou moins disparu pendant la période de « maintien de la paix » des années 1990. Les efforts que les chefs de la police militaire de cette dernière décennie à Ottawa ont déployés pour transformer les policiers militaires plus ou moins en des policiers de quartier dans les secteurs des logements familiaux des bases avaient été couronnés de succès, mais cela a été nuisible en fin de compte. Quand certains policiers militaires, qui s'étaient enrôlés après la guerre froide, sont arrivés en Afghanistan et qu'ils ont reçu l'ordre d'aller dans un PPS afin de travailler avec la police afghane, ils ont regimbé. Le Maj Michel Zybala, commandant de la Compagnie de police militaire, a dû réorganiser soigneusement les ELMOP pour qu'elles comprennent, outre des agents civilarisés, des policiers militaires des anciennes armes de combat qui savaient manier les armes et possédaient des compétences tactiques dont ces agents étaient dépourvus. Des problèmes liés aux genres se sont aussi manifestés quand la police afghane a soudainement dû travailler et vivre avec des policières militaires.

Certains agents afghans ont carrément refusé de ce faire, ce qui a nui aux opérations à certains endroits. D'autres n'ont pas été gênés vraiment par le caractère mixte de la police et ont conclu que la présence de femmes au sein de celle-ci était utile lorsqu'il s'agissait de fouiller des Afghanes[210].

Les ELMOP et leurs homologues afghans ne pouvaient cependant tenir la ligne à eux seules pour toujours. Par exemple, il n'y avait dans le district de Panjwayi qu'à peu près 240 agents de police, dont beaucoup n'avaient reçu qu'une formation partielle. Ce n'était pas suffisant, vu les tâches propres à la milice et aussi à la police qu'on leur demandait d'assumer. Les districts de Panjwayi et de Zharey avaient besoin d'une injection de policiers formés, motivés et loyaux pour que la coalition puisse espérer tenir les parties des districts où elle était présente.

Comme nous en avons déjà parlé, l'admission par l'Allemagne qu'elle ne pouvait plus gérer le portefeuille des services de police a entraîné en 2007 les réunions de Dubai au cours desquelles les États-Unis ont accepté de réorganiser et de financer les programmes des services de police afghans. L'arrivée des équipes étasuniennes de mentorat de la police à l'automne de 2007 était une mesure provisoire. Au début de 2008, une solution était à l'étude : il s'agissait du plan de perfectionnement ciblé par district (PCD), qui correspondait à la prochaine étape d'un plan de professionnalisation de la police amorcé par les Américains pendant l'été de 2007. Le plan prévoyait une réforme de la paie et des grades, la transparence du service de paie pour réduire la corruption et l'adoption de cartes d'identité. Ce plan était lancé en novembre 2007. L'objectif du PCD consistait à renforcer les liens entre la Police afghane en uniforme et les chefs provinciaux, régionaux et nationaux et leur personnel, afin de les éloigner des intrigues tribales locales. Dans un district ciblé donné, tous les agents de police seraient retirés du service et envoyés dans un centre de formation régional où ils feraient l'objet d'une sélection et recevraient une nouvelle formation de huit semaines liée à la chaîne de commandement et au système judiciaire; ils seraient ensuite placés sous les ordres de nouveaux chefs, puis réintégrés dans leur district. La Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) serait appelée à remplacer les policiers du district pendant que ceux-ci seraient au centre de formation[211].

Le plan de PCD n'était pas issu de la FIAS : c'était le fruit du Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A), une entité installée à Kaboul et relevant des chefs responsables de l'Op ENDURING FREEDOM. Par conséquent, ses ressources, y compris les mentors étasuniens, ne relevaient pas de la FIAS. Le problème immédiat résidait dans le fait que le Canada dirigeait l'effort de la FIAS dans la province de Kandahar, mais qu'il n'avait aucune influence évidente sur le CTCS-A et sur le plan de PCD, tout comme il n'influait aucunement sur les activités des FOS étasuniennes. En d'autres mots, il n'y avait pas d'unité d'effort, bien qu'il y eût parallèlement un

chevauchement important. L'ERP a appris que l'ambassade du Canada ne voulait, semblait-il, rien entendre sur le plan de PCD, parce qu'il s'agissait d'un projet américain et qu'elle ne voulait pas être mêlée au problème à Kaboul[212].

Le plan de perfectionnement ciblé par district devait être mis en œuvre en février 2008 dans le Zharey et le Panjwayi : à exactement au même moment, le GT du 3 R22eR devait exécuter une relève sur position avec le GT montant du 2 PPCLI, et les kandaks afghans devaient aussi opérer leur rotation dans le cadre de leur cycle. En outre, personne ne pouvait prédire ce que le général Saqib, chef de la police provinciale afghane, aurait à dire sur le fait que « sa » police serait assujettie au plan de PCD, encore moins ce qu'Haji Baran penserait à ce sujet dans le Panjwayi[213]. Trop de cuisiniers gâtent la sauce, et c'était tout simplement le cas lorsqu'il s'agissait des services de police dans la province de Kandahar.

Les structures d'influence à la Kandahar

Le 17 février 2008, plusieurs centaines de spectateurs afghans se sont massés dans un champ près de la rivière dans le district d'Arghandab pour regarder un combat régional de chiens. Au milieu du spectacle, une bombe a explosé, et des hommes portant des uniformes de la police ont fait feu sur la foule avec des armes automatiques. À l'aérodrome de Kandahar, la sirène annonçant des pertes massives s'est fait entendre par le biais des gros haut-parleurs (*Giant Voice*), et le personnel s'est précipité à l'hôpital de rôle 3 dirigé par les Canadiens pour y attendre les blessés. Comme l'hôpital Mirwais et les installations de l'Armée nationale afghane au Camp Hero étaient débordés, les personnes souffrant de blessures complexes, telles que les blessures à la tête, ont été confiées à l'hôpital de rôle 3 de l'aérodrome de Kandahar, aux fins du triage et des soins. En fin de compte, 100 Afghans ont été blessés et 80 ont été tués. Jamais l'Afghanistan n'avait vu autant de civils tués en même temps depuis 2001[214].

Chose étrange, les talibans n'ont pas revendiqué la responsabilité de l'attaque, comme ils l'avaient fait lors d'autres attentats qui avaient fait des pertes massives dans des endroits tels que le Spin Boldak, où des centaines de personnes avaient été tuées au cours des années, alors que des bombes humaines essayaient continuellement d'assassiner le colonel Raziq. En fait, le lendemain, un attentat-suicide a fait environ 30 morts et 30 blessés dans le Spin Boldak. Les talibans ont revendiqué la responsabilité de cet attentat. Par ailleurs, le 19 février, un autre attentat-suicide s'est produit à l'ouest de la ville de Kandahar, mais il a été loin de se comparer aux deux autres attaques : deux civils ont alors été tués et quatre autres ont été blessés. Des engins différents ont été utilisés au cours des trois attaques, et il n'a semblé y avoir aucun lien entre elles.

En définitive, la FO Kandahar a appris qu'Hakim Jan et le gros de sa Police auxiliaire nationale afghane avaient été tués lors de l'incident. Ce fut un autre dur coup porté aux alakozais et au district d'Arghandab. Au fil du temps, il a semblé qu'Hakim Jan avait été la principale cible de l'assassin, un homme vêtu comme un agent de police.

Les implications n'ont pas été apparentes aux yeux de la FO Kandahar dans l'immédiat. Les médias ont supposé qu'il s'était agi d'une attaque talibane et ont traité la tragédie en conséquence. Les analystes ont beaucoup essayé d'établir si les trois attaques étaient reliées ou non. En fait, le « massacre du combat de chiens » a fini par déstabiliser le district d'Arghandab presque autant que la mort du mollah Naqib, mais ce n'était pas tout. La mort d'Hakim Jan, placée dans le contexte d'autres incidents, révélait qu'un effort concerté était déployé pour écarter les alakozais de la scène politique de Kandahar : la marginalisation des alliés des alakozais tels qu'Habibullah Jan dans Senjaray; le congédiement du Col Hakim et de ses hommes de la police provinciale; la violence intestine au sein de la police en novembre 2007 et, maintenant, la mort d'Hakim Jan en même temps que celle de la plupart de ses hommes. À ce moment-là, cependant, la FO Kandahar ne faisait pas encore le lien entre ces divers éléments, et ceux qui géraient le portefeuille de la gouvernance au sein de l'ERP ne produisaient pas beaucoup d'analyses. Cependant, les conséquences se sont manifestées à long terme et elles ont influé grandement sur la version suivante de la FO Kandahar sous le commandement du Bgén Denis Thompson, plus tard en 2008.

De l'orage dans l'air, dans le district de Dand, en janvier 2008

À toutes fins utiles, le district de Dand était une banlieue tranquille et prospère de la ville de Kandahar comportant un mélange d'activités urbaines et rurales sous l'habile direction du jeune, mais exceptionnellement capable Ahmadullah Nazak. Le Dand s'alignait sur les Barakzais, notamment sur l'ancien gouverneur Gul Agha Sherzai, dont les représentants restaient dans la province pour protéger leurs intérêts face à la domination que les Popalzais exerçaient sur les processus politiques et la sécurité. L'ERP a déployé des patrouilles de la COCIM dans le Dand en septembre et elle a pu rapidement établir des rapports avec l'Assemblée de développement du district. Des liens ont ensuite été établis entre les conseils de développement communautaires, dont certains existaient déjà, et l'Assemblée de développement. Des fonds ont commencé à affluer peu après pour réaliser des projets et, à la fin de 2007, le Dand a pu envisager un meilleur avenir. Sur le plan géographique, le Dand se situait à une sorte de carrefour entre le Panjwayi oriental, les districts du sud-ouest de la ville de Kandahar et l'aérodrome de Kandahar, qui se trouvait au sud-est si l'on empruntait une brèche dans la chaîne montagneuse. En fait, le projet de construction d'une route destinée à contourner la ville de Kandahar était censé lui faire traverser le Dand à partir de la Route nº 4, mais on ne s'entendait pas encore sur son tracé exact[215].

Plus le Dand prospérait, plus les actes d'intimidation des insurgés se multipliaient. L'ELMO dans le Panywayi a fait savoir que les insurgés avaient établi un tribunal à Nakhonay pour contester ainsi la légitimité du gouvernement à cet endroit[216]. Les équipes de la COCIM ont signalé des vols commis par les insurgés et des menaces d'enlèvement proférées par eux; ensuite, il y a eu quelques attaques avec des GPF contre la police qui essayait d'assurer la sécurité dans le secteur bordant le Panjwayi. Nazak n'avait que 45 agents de police pour tout le district, et ils étaient désormais dirigés par l'infâme colonel Akka, autrefois en poste dans le Zharey (en fait, l'arrivée d'Akka a semblé coïncider avec l'accroissement des actes d'intimidation des insurgés contre la population civile du Dand). Akka a déployé ses ressources dans une série de postes de contrôle le long de la limite entre les districts, mais cela a suscité des attaques plus nombreuses contre la police. Toutefois, la violence n'avait pas son origine dans le Dand. La structure de gouvernance du Dand intégrait les mollahs au niveau communautaire, lesquels collaboraient avec les maliks, et ils ont ainsi pu susciter une meilleure synergie pour régler les problèmes locaux, ce qui a accru la capacité de nombreuses localités de résister au message des talibans et favorisé la transmission de plus de renseignements à la police.

En fait, dans la plupart des cas, la violence avait son origine à Nakhonay dans le Panjwayi. Nazak et son équipe le savaient, mais ils comprenaient aussi — et ils ont fait valoir ce fait à l'équipe de la COCIM — que les ressources de la FIAS n'étaient pas suffisantes pour lui permettre d'accorder la priorité au Dand. Par conséquent, ce dernier devait être autosuffisant autant que possible. Nazak et ses chefs communautaires disposaient d'un réseau de téléphonie cellulaire et venaient d'activer leur propre CICD. Ils savaient qu'ils ne pourraient pas résister à un assaut délibéré des insurgés, mais ils pouvaient au moins faire échec aux actes d'intimidation de ces derniers, et ils le faisaient effectivement. Le Dand était stable, mais vu qu'il bravait les talibans et vu son importance géographique, on ne savait pas au juste pendant combien de temps il pourrait continuer à prospérer sans défier les insurgés à Nakhonay. Or, cela dépendait de l'évolution de la situation dans le Panjwayi occidental.

Le Maywand au bord de l'abîme, en février 2008

Le massacre subi par la police à la mi-janvier montrait vigoureusement que la situation se détériorait dans le Maywand et que les insurgés risquaient de s'en prendre à la Route nº 1, principale voie de desserte vers l'Helmand. Cependant, l'état des choses n'était pas clair. La majeure partie du Maywand était une terre inconnue, sauf le long de la Route nº 1. La bande de localités appelée Band-e Timor, qui longeait la rivière Arghandab au nord, était un itinéraire dont on savait que les insurgés l'empruntaient pour se rendre dans l'Helmand

et en revenir. On croyait que c'était une zone de soutien logistique pour le Zharey et le Panjwayi. Cela expliquait pourquoi la localité de Mushan était si importante, car la pointe de la « corne du Panjwayi » constituait un carrefour entre les trois districts. Au nord de la ville d'Hutal se trouvait le défilé de Garmabak qui menait au Bas-Ghorak.

Haji Saifullah, un homme dont la loyauté avait de multiples volets, gouvernait le district de Maywand. Comme la police d'Habibullah Jan et d'autres à l'est de la Route nº 1, celle de Saifullah percevait des droits de passage. Cependant, tandis que l'influence de Saqib se répandait à l'ouest et qu'Habibullah Jan et le Col Akka étaient marginalisés, un conflit risquait inévitablement de surgir entre ces hommes et leurs partisans. Et, comme tout le reste, il y avait des répercussions sur les opérations canadiennes.

Le 13 février, un convoi du Programme alimentaire mondial a été attaqué au moment où il franchissait la frontière entre les districts de Zharey et de Maywand. Un TUAV Sperwer observait alors le secteur par hasard, et il a été dirigé à la verticale du lieu de l'attaque pendant que l'ELMO à Howz-e Madad y envoyait une patrouille avec des camions RG-31. L'équipage du TUAV a observé les auteurs de l'attentat alors qu'ils s'enfuyaient avec un camion et son contenu. Ces derniers portaient des uniformes de la police afghane et ils ont été aperçus en train de s'entretenir avec des personnes ayant des liens avec le chef du district. Le général Saqib s'est servi de cet incident comme d'une excuse pour remplacer tous les agents de police du Maywand par des agents de Kandahar. Haji Saifullah, dès lors privé de ses « fiers-à-bras », a été plutôt contrarié[217].

Parallèlement, la FO Kandahar planifiait la relève sur position du GT et de l'ELMO, qui devait commencer à la fin de février. Le GT régional (Sud) s'est alors tenu à la disposition de la FO Kandahar, mais la question s'est posée de savoir si oui ou non il y aurait un effet durable quelconque si un GT était brièvement envoyé dans le Maywand. Il existait une occasion de perturber le système logistique des insurgés dans le Zharey et le Panjwayi, et le CRTS estimait que les insurgés n'avaient plus beaucoup de munitions. Une opération dans le Maywand pourrait y attirer des ressources ennemies pendant qu'aurait lieu une relève sur position, inévitablement chaotique. Collaborant avec le 1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles, du Lcol Johnny Bourne, la FO Kandahar a conçu l'Op SOHIL LARAM II. Les gurkhas, appuyés par l'artillerie, l'Équipe de la COCIM et celles des OPPSY du Canada, ratisseraient Band-e-Timor pendant que le 2e Kandak de l'Armée afghane et les mentors canadiens investiraient Hutal, y installeraient la nouvelle police et reconstruiraient le réseau de postes de contrôle le long de la Route nº 1.

Source : Auteur

L'Op SOHIL LARAM II mettait l'accent sur les « itinéraires empruntés par les insurgés » dans la région de Band-e Timor et la ville d'Hutal, qui était le chef-lieu du district et une importante étape sur le principal itinéraire de desserte menant à la province d'Helmand. Hutal était aussi un centre économique vital. L'Armée canadienne et ses mentors de la police accompagnés de leurs homologues afghans ont opéré depuis cet endroit, qu'un soldat afghan muni d'un canon de 23 mm regarde.

L'Op SOHIL LARAM II a été lancée aux petites heures du 21 février. Les gurkhas ont déployé leurs véhicules terrestres Viking et Vector depuis l'aérodrome de Kandahar jusqu'à des positions d'arrêt situées entre la Route nº 1 et la région de Band-e Timor. Ce mouvement de déception a coïncidé avec un assaut aérien nocturne exécuté par des appareils Chinook et Lynx de la RAF qui ont déposé les fantassins gurkhas à chaque extrémité de la région de Band-e Timor. Les positions d'arrêt ayant été établies et la pression s'exerçant sur les éléments ennemis depuis l'est et l'ouest, ceux-ci ont essayé de fuir au sud dans le désert du Reg, où une quinzaine a été tuée par un MQ-1 Predator, un MQ-9 Reaper et un bombardier B-1B qui ont largué des munitions guidées. Un détachement canadien d'obusiers M-777, posté dans le Dasht, a fourni un appui d'artillerie quand il le fallait.

Source : Auteur

L'Op SOHIL LARAM II a fait intervenir des éléments canadiens à l'appui du 1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles, déployé dans le district de Maywand sous commandement canadien. Ces éléments comprenaient un détachement d'obusiers M-777 et des équipes de la COCIM et des OPPSY.

La police afghane et des troupes de l'Armée nationale afghane sont arrivées dans Hutal le lendemain et ont immédiatement exécuté des patrouilles conjointes au grand chagrin d'Haji Saifullah, consterné de voir des forces gouvernementales dans la ville. Les équipes canadiennes de la COCIM et des OPPSY se sont jointes aux patrouilles des Afghans et des gurkhas. L'opération a été entachée par l'explosion accidentelle d'une GPF qui a tué sept soldats afghans, mais les rapports ISTAR ont révélé que plusieurs commandants insurgés qui traversaient alors le secteur ont été pris au piège. L'un d'eux s'est servi d'une organisation non gouvernementale, dans laquelle les talibans s'étaient infiltrés, pour s'enfuir au moyen de ses véhicules et de ses papiers d'identité.

En l'espace d'une semaine, les gurkhas s'étaient retirés, comme le gros du 2e Kandak. Un peloton du 2e Kandak et les équipes canadiennes de la COCIM et des OPPSY sont restées sur place, tout comme un détachement du 53e Escadron, et ils ont reconstruit les postes de contrôle de la police afghane le long de la route. Les nouveaux agents de police se sont installés et ont immédiatement trouvé dans le bazar des sources de renseignements qui les ont amenés à réprimer les activités des insurgés dans la ville. Cependant, la région

Source : Auteur

L'explosion accidentelle d'une grenade propulsée par a tué sept soldats afghans du 2e Kandak, commandé par le Lcol Sherin Shah, que l'on aperçoit ici à l'arrière en train d'examiner les lieux de l'accident et d'encourager le personnel médical. Le personnel de l'ELMO canadienne, dirigée par le Capt William Cooper (à genoux), a travaillé nuit et jour pour sauver la vie des blessés et les évacuer.

de Band-e Timor est retombée sous l'influence des talibans, mais pas assez vite pour que l'ennemi reconstitue ses stocks d'armes et de munitions à temps pour influer d'une façon ou d'une autre sur la relève sur position, qui se poursuivait à la fin de février. Aspect primordial, en outre, la coalition avait maintenant pris pied dans le Maywand… mais arriverait-elle à maintenir cette position?

Conclusions

Après quelques faux pas faits pendant la relève sur place en août 2007, le quartier général montant de la FOI-A a retrouvé son aplomb en dressant son plan à long terme et en établissant plusieurs nouveaux mécanismes pour le mettre en œuvre. Le plan afghano-canadien appelé GARRANDAY ZMARAY avait un but louable : rendre les Afghans responsables de la sécurité (Tenir) dans les districts de Zharey et de Panjwayi et faire sortir de là le GT canadien pour l'amener au sud, dans le district de Shah Wali Kot, où les gouvernements afghan et canadien souhaitaient mettre l'accent sur la remise en état du barrage de Dahla et de ses réseaux d'irrigation connexes.

Une synergie vitale et importante a pris forme avec la création de centres interarmées de coordination de district (CICD), tout d'abord dans le Spin Boldak, puis dans le Zharey et le Panjwayi, et ensuite avec l'établissement de rapports entre eux et le CICP existant à Kandahar. Les CICD fournissaient des éléments clés à la campagne anti-insurrectionnelle : des relations avec la population; l'apport de la structure d'influence locale; un degré de coordination plus grand que celui atteint jusque-là entre les forces de sécurité, en particulier la police et l'Armée afghanes. L'ajout de la COCIM aux opérations menées au niveau des districts constituait un puissant atout dynamisant quand il a pu être judicieusement employé. Les CICD n'étaient pas des instruments parfaits, mais ils aidaient grandement à améliorer les opérations canado-afghanes dans les districts clés.

De même, le déploiement des ELMOP pour qu'elles travaillent avec la police afghane dans ces districts et qu'elles l'aident à « s'aboucher » avec les CICD et avec les entités supérieures à Kandahar a constitué une réussite digne de mention avec le temps (une fois réglées les questions de personnel canadiennes). Les ELMOP ont continué d'être les cousins pauvres de l'ELMO à bien des égards, mais elles ont joué un rôle clé dans les collectivités et les districts.

Des progrès dignes de mention ont eu lieu sur un autre plan, soit celui de la relation entre l'Armée canadienne et l'Armée nationale afghane (ANA). Faisant fond sur la base solide établie par la rotation précédente, l'ELMO facilitait de plus en plus d'opérations de l'ANA et, par conséquent, elle est passée du stade où elle « donnait un visage afghan » aux opérations à celui où elle encourageait, puis dirigeait, des opérations afghanes avec mentors au niveau des kandaks. L'ELMO s'est pleinement accomplie tout au long de 2007, et ce furent-là d'importantes améliorations par rapport à la situation qui existait en 2006.

Malheureusement, bien des éléments ont retardé ce progrès. Tout d'abord, il y avait la « tour de Babel » dans le domaine de la police : l'aide à la police fournie par trois coalitions internationales, deux pays, une société commerciale et quatre organisations de police l'a été sans coordination auprès de trois forces de police afghanes distinctes pendant toute l'année 2007. Naturellement, ces tentatives qui visaient à remédier à une lacune de longue date et qui émanaient de Kaboul ont été incohérentes au début. Il faut ajouter à cela qu'à la fin de 2007, l'ERP a reconnu que le système judiciaire, qui était censé appuyer la police, se trouvait dans un état encore pire que celui que l'on avait imaginé. Les trois volets traditionnels du régime d'application de la loi étaient dans un désarroi total, mais les premières mesures prises pour redresser la barre allaient être timides, vu l'ampleur du problème : le sud de l'Afghanistan était un environnement presque postapocalyptique, et il n'existait aucune solution rapide, peu importait le nombre de personnes qui, à Ottawa, en exigeaient une.

En deuxième lieu, les problèmes de coordination inter-organismes, aggravés par un recul manifeste des fournisseurs de l'aide humanitaire dans le sillage des enlèvements commis par les talibans et de leur campagne d'intimidation, ont retardé ces efforts, en particulier dans les organisations clés qui étaient censées appuyer les conseils de développement communautaires et les assemblées de développement de district. Ces entités étaient essentielles à l'exécution des projets et des programmes dans les districts et les localités. Troisièmement, le parasitisme des insurgés et la corruption qui l'accompagnait ont aussi nui aux efforts de développement dans les domaines du déminage et de la prestation des soins de santé.

Compte tenu de tous les éléments composant cette toile de fond, il faut voir dans l'Op INITIZAAR ZMAREY une grande réussite des Canadiens et des Afghans. L'anticipation des incursions des insurgés dans le district d'Arghandab, après la mort du mollah Naqib, et les opérations ultérieures menées pour chasser l'ennemi avant qu'il ne prît pied dans ce district clé, constituaient une grande victoire pour les Canadiens et les Afghans. En revanche, l'incapacité d'affermir ce succès représentait un échec de taille, qui a eu des effets à long terme. La dynamique de la structure d'influence à Kandahar et les priorités que celle-ci a choisies à tort dans la foulée de l'opération ont entravé cette consolidation, et cela s'est ajouté aux grands problèmes qui existaient au sein des services de police.

À cela est liée l'incapacité des personnes chargées des questions de gouvernance de bien comprendre ce que représentaient la marginalisation et, en fin de compte, l'élimination pure et simple de la structure d'influence alikozaie dans la province de Kandahar, puis de réagir à ces réalités. Cet état de choses a également eu des effets à long terme sur la mission canadienne après 2007. Avec le temps, la population est devenue de moins en moins portée à faire confiance au gouvernement de l'Afghanistan et à ses représentants à Kandahar. Cette situation a grandement contribué à la crise de légitimité, mais nous reviendrons là-dessus dans les chapitres à venir.

Une autre conséquence imprévue du plan opérationnel adopté en août et septembre 2007 était la lutte pour la maîtrise de l'itinéraire Fosters au début de 2008. Ce fut presque une bataille en soi. Les Canadiens avaient alors appris à dure école à quel point il était coûteux de maintenir l'infrastructure nécessaire pour encercler le nœud des insurgés axé sur Nahlgam et pour établir des liens entre la région rurale du Panjwayi occidental et le centre gouvernemental de Bazaar-e Panjwayi. Le contingent canadien ne l'avait pas compris alors, mais avec l'absence d'agents de police pour doter ces positions et avec la résurgence de l'ennemi après la récolte du pavot, les soldats canadiens allaient se retrouver « coincés dans l'IT » (sigle employé pour désigner l'infrastructure tactique). Cette tragédie est au cœur des événements qui feront l'objet du prochain chapitre.

NOTES

1. Selon l'explication fournie à l'auteur par le Bgén Guy Laroche, KAF, 5 mars 2008.
2. Les interprètes membres de l'ERP ont été entendus appeler les soldats québécois « les Tabarnacs », quand la première compagnie du Royal 22e s'est déployée pour faire partie de la force de protection au Camp Nathan Smith, à la fin de 2006.
3. Entrevue avec le Lcol Bob Chamberlain, Camp Nathan Smith, 27 janvier 2008.
4. Réunion préparatoire fait par le Bureau du Génie de la FO Kandahar, Kandahar, 4 février 2008. Le Bgén Grant aurait alors déclaré : « Je ne vais pas transformer le Zharey et le Panjwayi en un terrain de jeux pour les sapeurs. »
5. Présentation du QG FOI-A, « Joint Effects Coordinating Board », 16 août 2007.
6. Renseignements fondés sur ce que l'auteur a observé lors de la réunion sur la synchronisation des effets, au QG FOI-A au début de 2008, et sur des discussions avec les participants à cette réunion.
7. Entrevue avec le Mgén Marquis Hainse, Kandahar, 24 janvier 2008.
8. Discussion avec des membres des FOS; briefing sur le rapport de fin de période de service, 23 mai 2008; entrevue avec le major Mathieu Boutin, Kandahar, 5 février 2008. Entrevue avec le Lcol Bob Chamberlain, Camp Nathan Smith, 27 janvier 2008.
9. Entrevue avec le Maj Boutin.
10. Réunion avec le Bgén Guy Laroche, Kandahar, 23 janvier 2008; discussions avec le Col « Spike » Hazleton, Kandahar, 2 mars 2008; discussions avec le Bgén Marquis Haines, Kandahar, 24 janvier 2008; discussions avec le Maj Randy Graddic, Kandahar, 13 février 2008; entrevue avec le Lcol Chamberlain.
11. Discussion avec le major Éric Landry, Mushan, 24 avril 2011. Le Maj Landry m'a raconté comment le Bgén Laroche s'est détaché du processus de planification et comment il a laissé le Lcol Fournier et lui s'en occuper.
12. QG FOI-A, « Commander's Planning Guidance: Op SHA AYENDA Commander's Action Plan », 12 août 2007.
13. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
14. QG FOI-A, « Operation SHA AYENDA: Commander's Action Plan Information Brief », 27 août 2007.
15. *Ibid.*
16. QG FOI-A, « Commander's Action Plan Orientation Brief », 11 août 2007.

17. *Ibid.*
18. Briefing avec diapositives, « TFK ROTO 4 End-Tour Report », 23 mai 2008.
19. Sean M. Maloney, « Towards Clear-Hold-Build », document inédit.
20. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
21. Briefings faits à l'auteur, KAF, 23 et 25 janvier 2008.
22. *Ibid.*
23. La relation controversée des Hollandais et des Australiens avec Matiullah Khan est examinée dans « *Warlord, Inc.: Extortion and Corruption Along the U.S. Supply Chain in Afghanistan* », Report of the Majority Staff of the Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, Committee on Oversight and Government Reform U.S. House of Representatives, juin 2010, p. 25-26.
24. Briefings faits à l'auteur, KAF, les 23 et 25 janvier 2008.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. CRSQ FO Kandahar, du 1er au 3 août 2007.
29. CRSQ FO Kandahar, 4 août 2007.
30. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
31. CRSQ FO Kandahar, 4 août 2007.
32. CRSQ FO Kandahar, les 6 et 10 août 2007.
33. CRSQ FO 3-07, les 10 et 11 août 2007; CRSQ FO Kandahar, 10 août 2007.
34. CRSQ ESN, 11 août 2007.
35. CRSQ CICP, 17 août 2007.
36. CRSQ CICP, 23 août 2007.
37. CRSQ ELMO, 22 août 2007.
38. FO 3-07, « Rapport post-opération (RPO) – Op BERKHEH STERBEH, du 21 au 23 août », 26 août 2007. Il y a deux RPO, soit un pour chaque compagnie d'infanterie. Voir aussi le CRSQ FO 3-07, les 22 et 23 août 2007, et mon entrevue non transcrite avec les tankistes qui ont été témoins des attaques à l'EEI.
39. *Ibid.*
40. CRSQ FO 3-07, CRSQ J2, 23 août 2007.
41. CRSQ COCIM, district de Zharey, 22 août 2007.
42. CRSQ FO 3-07, 28 août 2007.
43. CRSQ FO 3-07, les 1er et 2 septembre 2007.
44. Entrevue avec le major Éric Sauvé, Kandahar, 25 janvier 2008.
45. QG FOI-A, « Operation GARRANDAY ZMARAY Concept of Operations », 27 août 2007.
46. Entrevue avec le major Sauvé.

47. CRSQ ELMO, les 23, 24 et 28 août 2007.

48. Discussions avec les instructeurs de DynCorp et la police civile de la GRC, FOB SCORPION, 26 janvier 2008; briefing sur la police fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 janvier 2008; entrevue avec le major Michel Zybala, Kandahar, 4 février 2008. L'auteur a observé les opérations des EMP étasuniennes sur le terrain en janvier et février 2008, au cours desquelles le Lcol Ritz a exprimé ses points de vue sur l'Afghanistan et l'Indochine.

49. Entrevue avec le Maj Zybala.

50. Breffage sur les services de police fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 26 janvier 2008.

51. Cette anecdote m'a été racontée par des membres de l'ELMOP et de la CIVPL, au QG ERP, en février 2008.

52. FO 3-07, « Rapport post-opération sur l'Op BALYE DEWEY du 2 au 3 septembre 2007 », 3 septembre 2007; CRSQ ELMO, 3 septembre 2007.

53. « Rapport post-opération – Op KHAIR KHOWHAI, période couvrant les 8 et 9 septembre 2007, 9 septembre 2007; CRSQ FO 3-07, du 9 au 11 septembre 2007.

54. CRSQ FO 3-07, les 10 et 11 septembre 2007.

55. CRSQ ELMO, 19 septembre 2007.

56. CRSQ CICP, 7 septembre 2007.

57. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 9 au 15 septembre 2007.

58. CRSQ J2, 1er octobre 2007.

59. Beaucoup estimaient que le Lcol Ritz ne faisait absolument rien pour appuyer les efforts canadiens dans la province de Kandahar, et que c'était personnel. Cette attitude était apparemment liée à un incident survenu plus tôt au cours de sa période de service, quand il avait demandé par radio l'aide du GT, mais l'unité qu'il appelait a refusé de lui parler en anglais et a insisté pour qu'il s'adresse à elle en français. Selon lui, l'EMP a été abandonnée par la FO 3-07 pendant trois jours sans ravitaillement. Quand j'ai demandé pourquoi il n'avait pas signalé cet incident au QG FOI-A, on m'a répondu que le Lcol Ritz « n'était pas homme à se plaindre » [Traduction]. Discussions avec les instructeurs de DynCorp et la police civile de la GRC, FOB SCORPION, 26 janvier 2008; autres discussions entre l'auteur et le Lcol Ritz, au début de février 2008.

60. *Ibid.*

61. CRSQ CICP, 25 septembre 2007.

62. Entrevue confidentielle.

63. CRSQ ERP, 7 août 2007.

64. CRSQ ERP, 10 août 2007.

65. CRSQ ERP, 10 août et 6 septembre 2007.

66. CRSQ CICP, 6 septembre 2007.

67. Briefing de l'Esc C, « Op SAMANDARY TOOFAN », 4 septembre 2007; FO 3-07, « Rapport post-opération sur l'Op SIERA (SAMANDARY TOOFAN) », 6 septembre 2007.

68. CRSQ FO 3-07, 15 septembre 2007. Voir aussi le RPO de la Compagnie C intitulé « Op SOLAH ARAME ».

69. CRSQ FO 3-07, 17 septembre 2007.

70. « Rapport post-opération, Op SADIQ SARBAAZ », 26 septembre 2007; diapositive de briefing, « C/S T3 TIC operation SADIQ SARBAAZ 241204Z Final ». Il y a eu un débat sur la question de savoir quel engin avait touché le VBD et tué le Cpl Hornburg. Il se peut que l'obus de mortier de 82 mm ait été balancé indirectement par un lance-grenade, mais dans l'escadron, on a cru qu'un obus tiré par un canon sans recul de 82 mm avait frappé le véhicule et que ce renseignement n'a pas été dévoilé pour empêcher l'ennemi d'acquérir des données sur l'EDC et l'efficacité de ses armes. Signalons qu'en juin 2007, on avait aussi tu l'efficacité des canons sans recul de 82 mm quand un Leopard a été atteint par un explosif brisant anti-char de 82 mm pendant l'Op SEASONS, mais la gravité de la pénétration n'avait pas été mentionnée même dans les rapports écrits. À ce moment-là, on m'a demandé de ne pas photographier le trou percé dans le véhicule.
71. CRSQ FO 3-07, du 27 au 30 septembre 2007; CRSQ ELMO, 1er octobre 2007.
72. ERP, « Border Assessment in Spin Boldak », 21 octobre 2007. Briefing fait par l'ERP à l'auteur, février 2008. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
73. Briefing fait par l'escadron de reco à l'auteur, Spin Boldak, 10 février 2008.
74. Discussions avec le Capt Carl Chevalier, Spin Boldak, entre les 9 et 11 février 2008.
75. CRSQ FO 3-07, 28 septembre 2007.
76. Observations faites par l'auteur pendant qu'il assistait à une réunion de la choura de Spin Boldak, 12 février 2008.
77. Briefing fait par l'escadron de reco à l'auteur, Spin Boldak, 10 février 2008.
78. CRSQ FO 3-07, les 24 et 25 septembre, les 13 et 14 octobre et le 4 décembre 2007; CRSQ J2, 7 janvier 2008; briefings faits à l'auteur, Spin Boldak, février 2008. Entrevue avec le Lcol Heather Coombs, KAF, 6 février 2008.
79. CRSQ ELMO, d'août 2007 à janvier 2008.
80. Entrevue téléphonique avec le Lgén Andrew Leslie, 26 octobre 2014.
81. *Ibid.*
82. Briefing de l'ERP, « National Solidarity Programme (NSP) Community Development Councils (CDCs) », 3 novembre 2007.
83. Entrevue avec le Lcol Chamberlain.
84. Discussion avec Ron Schatz, Camp Nathan Smith, 27 janvier 2008.
85. CRSQ ERP, 29 septembre 2007; entrevue avec le Lcol Chamberlain; discussions avec les interprètes de l'ERP au sujet des thèses de complot et des opérations d'information. Discussions de l'auteur avec le personnel médical des FC, entre 2008 et 2010.
86. Kai Eide, *Power Struggle Over Afghanistan: An Inside Look at What Went Wrong and What We Can Do To Repair the Damage*, New York, Sky Horse Publishing, 2012, p. 10.
87. Entrevue avec le Capt Barbara Honig, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.
88. Entrevue avec le Capc April Inglis, Camp Nathan Smith, 26 janvier 2008.
89. « PRT Assessment: Kandahar Province Judicial System », 24 décembre 2007.
90. *Ibid.*
91. Entrevue avec le Capc Inglis.
92. Entrevue avec le major Luc St-Jean, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.
93. CRSQ FO 3-07, les 1er et 2 octobre 2007.

94. CRSQ FO 3-07, du 4 au 6 octobre 2007.

95. CRSQ ELMO, 2 octobre 2007.

96. CRSQ ELMO, du 1er au 5 octobre 2007.

97. CRSQ ELMO, du 4 au 6 octobre 2007.

98. Cette évaluation repose sur mon examen des CRSQ de l'ELMO et de l'ERP et sur les RAPPSY pour la période allant d'octobre 2007 à janvier 2008.

99. CRSQ ELMO, 19 octobre 2007.

100. GT 3 R22eR, Rapport post-opération sur l'Op RESHTEYA ADALAAT, 10 octobre 2007 », 11 octobre 2007.

101. *Ibid.*

102. CRSQ ELMO, 11 octobre 2007.

103. CRSQ ELMO, 12 octobre 2007.

104. CRSQ FO 3-07, 11 octobre 2007.

105. CRSQ FO 3-07, 18 octobre 2007.

106. CRSQ FO 3-07, 13 octobre 2007. CRSQ ELMO, 13 octobre 2007.

107. Évaluation du J2 QG FOI-A sur les questions relatives à la police, 24 novembre 2007.

108. CRSQ CICP, 17 octobre 2007.

109. Autrement dit, dans quelle mesure y avait-il (ou non) collusion entre la structure d'influence popalzaie et les talibans pour exploiter le vide à la tête du district, après la mort de Naqib?

110. Liste des incidents significatifs (SIGACT) du QG FOI-A, 20 octobre 2007; CRSQ CICP, 20 octobre 2007.

111. CRSQ ERP, 16 octobre 2007; CRSQ FO 3-07, les 18 et 19 octobre 2007.

112. CRSQ J2, 24 octobre 2007; CRSQ J2, 22 octobre 2007.

113. Observation du J2 faite dans le CRSQ QG FOI-A, 23 octobre 2007.

114. KLE de l'ERP avec Khan Mohammad, 23 octobre 2007.

115. Discussion avec le major Mathieu Boutin, Kandahar, 5 février 2008.

116. CRSQ CICP, 23 octobre 2007.

117. QG FOI-A, « Commander's Planning Guidance – Arghandab/Lower Shah Wali Kot – Op SORR ZMARAY », 31 octobre 2007.

118. *Ibid.*

119. Ce segment repose sur les entrevues et les discussions que j'ai eues en janvier 2008 avec le Bgén Guy Laroche, le Lcol Alain Gauthier, les majors Dave Abboud, Éric Landry et Mathieu Boutin, le Lcol Bob Chamberlain, Karen Foss et le Lcol Tom Ritz. Voir aussi ma description de l'opération dans Sean M. Maloney, *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Kingston, Presses de l'ACD, 2012.

120. L'auteur a participé à une discussion au bureau du J2, au QG FOI-A, en janvier 2008, où les deux points de vue ont été exposés.

121. CRSQ ELMO, 26 octobre 2007; CRSQ FO 3-07, 27 octobre 2007.

122. CRSQ ELMO, 29 octobre 2007.

123. CRSQ CICP, les 2 et 3 novembre 2007.

124. KLE avec l'ERP, district d'Arghandab, 1er novembre 2007; CRSQ CICP, 31 octobre 2007.

125. KLE avec le Gén Saqib, 2 novembre 2007.

126. CRSQ ELMO, 3 novembre 2007; CRSQ CICP, 4 novembre 2007. Il s'agissait sans doute de la Police auxiliaire nationale afghane (PANA) d'Hakim Jan plutôt que de la Police nationale afghane (PNA) d'en dehors du district.

127. CRSQ CICP, les 17 et 18 novembre 2007.

128. CRSQ FO 3-07, 17 novembre 2007.

129. CRSQ CICP, les 20 et 22 novembre 2007. Les questions fondamentales étaient les suivantes : 1) Comment cette situation a-t-elle pu échapper aux membres de l'ERP chargés du portefeuille de la gouvernance à Kandahar? 2) Comment la situation a-t-elle pu échapper aux responsables du portefeuille de la gouvernance à Kaboul? Vu l'importance du district d'Arghandab, des ressources auraient dû être employées pour affermir la situation dès que possible.

130. Entrevue avec le Capt Bruno Talbot, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.

131. Évaluation du J2 QG FOI-A concernant les questions liées à la police, 24 novembre 2007.

132. KLE au Camp Nathan Smith : gouverneur de Kandahar, 2 novembre 2007.

133. *Ibid.*

134. Voir l'entrevue avec le Capt Talbot. Soulignons que les données sur les diverses tribus fournies à l'ERP à la fin de 2005 n'offraient pas les connaissances et la définition approfondies sur les problèmes tribunaux tels que celui-ci. Il a fallu du temps et de l'expérience pour épurer les renseignements et mettre au jour ce qui se passait, mais étant donné que les rotations duraient six ou neuf mois, il a été difficile pour le QG FOI-A de bien comprendre la situation sans une structure exclusive de CS blanc.

135. Briefing au QG FOI-A, « Operation SORR ZMARAY Whole of Government Planning Session », 25 novembre 2007.

136. *Ibid.*

137. Briefing du QG FOI-A, « Decision Date: FOB construction » (sans date).

138. Briefing du QG FOI-A, « Operation SORR ZMARAY Whole of Government Planning Session », 25 novembre 2007.

139. CRSQ ELMO, 1er novembre 2007.

140. RAPSIT hebdomadaire de l'ELMO, du 28 octobre au 2 novembre 2007; analyse du J2 et CRSQ FO 3-07, 3 novembre 2007 et 5 novembre 2007.

141. CRSQ FO 3-07, 6 novembre 2007. Voir aussi le scénarimage du contact avec l'ennemi pour cette date.

142. CRSQ FO 3-07, 15 novembre 2007.

143. CRSQ ELMO, 12 novembre 2007.

144. CRSQ ELMO, 14 novembre 2007.

145. CRSQ ELMO, les 17 et 18 novembre 2007; « Cie B GT 3 R22eR, Rapport post-op sur l'Op TASHWISH MEKAWA, du 16 au 23 novembre 2007 », 24 novembre 2007.

146. *Ibid.*

147. « Cie B GT 3 R22eR, Rapport post-op sur l'Op TASHWISH MEKAWA, du 16 au 23 novembre 2007 », 24 novembre 2007;CRSQ FO 3-07, les 19 et 20 novembre 2007.

148. CRSQ ELMO, 13 décembre 2007.
149. Entrevue téléphonique avec le Col Nick Eldaoud, 16 mars 2012.
150. *Ibid.*
151. *Ibid.*
152. Briefing fait à l'auteur par l'ESN, aérodrome de Kandahar, 19 février 2008.
153. *Ibid.*
154. *Ibid.*
155. *Ibid.*
156. CRSQ FO 3-06, 16 novembre 2007; scénarimage de l'attaque à l'EEI.
157. CRSQ FO 3-07, 17 novembre 2007.
158. CRSQ ELMO, du 15 au 21 novembre 2007.
159. CRSQ ELMO, 23 novembre 2007.
160. CRSQ FO 3-07, du 24 au 29 novembre 2007.
161. CRSQ ELMO, les 22 et 24 novembre 2007.
162. CRSQ ELMO, 27 novembre 2007.
163. CRSQ ELMO, 29 novembre 2007.
164. CRSQ ELMO, 30 novembre 2007.
165. CRSQ ELMO, 5 décembre 2007.
166. CRSQ ELMO, 6 décembre 2007.
167. CRSQ ERP, les 8 et 9 novembre 2007.
168. CRSQ ERP, 3 novembre 2007.
169. DET 51 ERP, rapport de l'équipe de la COCIM sur le KLE, 17 novembre 2007.
170. Entrevue avec le Capt Michel « Bunny » Larocque, Camp Nathan Smith, 1er février 2008; CRSQ ERP, 10 décembre 2007. Voir aussi le rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP dans le CRSQ, 3 décembre 2007.
171. CRSQ ERP, du 11 au 15 novembre et le 9 décembre 2007.
172. CRSQ ERP, du 15 au 21 novembre 2007.
173. CRSQ ERP, 3 décembre 2007.
174. Cela a été le consensus des Capt Michel « Bunny » Larocque et Bruno Talbot, de l'Adjum Michel Pelletier et du Maj Luc St-Jean, qui ont tous été interviewés par l'auteur en janvier et en février 2008 au Camp Nathan Smith et sur le terrain.
175. Entrevue avec l'Adjum Pelletier.
176. *Ibid.* Entrevue avec le Maj St-Jean. CRSQ ERP, 10 janvier 2007.
177. Entrevue avec le Maj St-Jean.
178. CRSQ ERP, 2 janvier 2008.

179. CRSQ ERP, 11 novembre 2007 et 14 janvier 2008.

180. CRSQ ERP, les 12 et 13 janvier 2008.

181. CR (Sud), « Record of Discussions on the Kajaki Dam Project Held at KAF on 27–28 November 2007 », 28 novembre 2007.

182. Évaluation du J2 QG FOI-A, 3 octobre 2007; CRSQ CICP, 18 décembre 2007; CRSQ ERP, 20 décembre 2007; CRSQ CICP, 26 janvier 2008.

183. CRSQ QG FOI-A, les 18 et 30 janvier 2007.

184. Conversation avec Ron Schatz, représentant de l'ACDI, Camp Nathan Smith (CNS), 27 janvier 2008. Mes entretiens avec le personnel militaire au CNS pendant cette période m'ont révélé un certain dégoût à l'égard du comportement peureux dans lequel se sont cantonnés certains membres du personnel des AM après l'enlèvement de M^me^ Mizell. Le personnel canadien ne courait aucun risque d'être kidnappé, car il était toujours accompagné d'un peloton de protection chaque fois qu'il se déployait.

185. CRSQ CICP, les 29 et 31 décembre 2007.

186. CRSQ CICP, du 11 au 13 janvier 2008.

187. CRSQ ELMO, 13 janvier 2008.

188. CRSQ ERP, 7 novembre 2007.

189. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-opération sur l'Op TEREH TOORA, 16 décembre 2007 », 16 décembre 2007.

190. Escadron C, « RPO sur l'Op METAWARKAWAL SHEPPA, 21 décembre 2007 », 25 décembre 2007.

191. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-opération sur l'Op KHWASHA SEMA, 23 décembre 2007 », 23 décembre 2007.

192. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-opération sur l'Op DADA SHAY, 8 décembre 2007 », 13 décembre 2007.

193. *Ibid.*

194. *Ibid.*

195. *Ibid.*

196. *Ibid.*

197. *Ibid.*

198. *Ibid.*

199. CRSQ ELMO, les 2, 8, 9 et 10 janvier 2008.

200. GT 3 R22^e^R, « Rapport post-op sur l'Op TENG AZEM, du 1^er^ au 17 janvier 2008 », janvier 2008.

201. *Ibid.*

202. *Ibid.*

203. *Ibid.*

204. CRSQ ELMO, 14 janvier 2008.

205. CRSQ FO 3-07, du 14 au 16 janvier 2008.

206. Le personnel du COP a raconté l'engagement à l'auteur, peu après qu'il se fut produit. (Je suis entré dans le COP au milieu du processus.)

207. CRSQ FO 3-07, 30 janvier 2008.

208. Visite de l'auteur chez l'Escadron des MQ-9, aérodrome de Kandahar, 18 février 2008.

209. Entrevue avec le major Zybala.

210. *Ibid.*

211. Briefing fait à l'auteur par l'ARSIC, « Afghan National Police Programmes ».

212. Entrevue confidentielle.

213. Briefing sur le programme de PCD au QG FOI-A, aérodrome de Kandahar, 13 février 2008.

214. L'auteur était présent à l'UMM de rôle 3 quand a eu lieu l'attaque qui a causé des pertes massives; il a pris part à l'analyse ultérieure de l'attaque, au QG FOI-A et au CR (Sud).

215. L'auteur a accompagné une patrouille de l'Équipe de la COCIM de l'ERP dans le Dand en janvier 2008.

216. CRSQ ELMO, 28 décembre 2007.

217. L'auteur a été présent au cours de tout le processus de planification de l'Op SOHIL LARAM II et il a accompagné les gurkhas sur le terrain pendant toute l'opération.

« PRIS AU PIÈGE DANS L'IT »

DE FÉVRIER À AOÛT 2008

La première moitié de 2008 s'est caractérisée par plusieurs transitions. Le gouvernement, l'opposition et la bureaucratie au Canada se sont entendus sur une nouvelle orientation pour le Canada en Afghanistan, orientation qui allait comporter l'apport d'une multitude de changements structurels à la mission. Un changement important s'est opéré au Commandement régional (Sud) [CR (Sud)] de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) quand le major-général (Mgén) canadien Marc Lessard a remplacé le major-général britannique « Jacko » Page : ce changement a transformé le mandat opérationnel de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A). C'est aussi à ce moment que trois relèves sur position ont eu lieu simultanément, quand la Force opérationnelle (FO) 1-08, axée sur le 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI), a relevé le groupement tactique (GT) du 3e Bataillon, Royal 22e Regiment (3 R22eR); les kandaks de l'Armée nationale afghane (ANA) ont opéré leur rotation, et celle de la police afghane a été exécutée dans le cadre du plan de perfectionnement ciblé par district. Quand tout cela a été accompli, le brigadier-général (Bgén) Denis Thompson et son quartier général ont relevé le Bgén Guy Laroche et son état-major, au début d'avril. Ensuite, il y a eu la transition saisonnière de l'hiver au printemps, avec sa période de récolte du pavot. Beaucoup d'engrenages étaient en marche, peut-être trop. Or, comme c'est le cas de tout mécanisme, la probabilité d'une panne augmente en fonction de la complexité de l'instrument. Au printemps de 2008, selon l'impression générale, le Canada était immobilisé sur place tant par les circonstances que par l'ennemi, ou, si l'on reprend l'expression de l'époque, il était « pris au piège dans l'IT » (infrastructure tactique). Au chapitre des activités de reconstruction et de développement, il y avait de moins en moins d'espace de manœuvre, au dam des membres du gouvernement, de l'opposition, de la bureaucratie et des médias qui exigeaient de plus en plus des progrès mesurables de la part des représentants du Canada à Kandahar.

La nouvelle orientation stratégique du Canada, en 2008

La mission du Canada en Afghanistan devait prendre fin en 2009. Or, vu l'intensité et la publicité du débat parlementaire attisé par une vigoureuse opposition qui voulait la clôture de la mission, le gouvernement minoritaire a déclaré, le 22 juin 2007, que la mission ne serait pas prolongée au-delà de 2009 sans le consentement du Parlement[1]. Le 12 octobre 2007, toutefois, le premier ministre a annoncé la mise sur pied d'un « Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan ».

Peu après, le greffier du Bureau du Conseil privé, Kevin Lynch, a demandé à David Mulroney de mettre sur pied un Secrétariat pour ce groupe d'experts. D'une manière prêtant à confusion, Mulroney a aussi conservé son poste de chef du groupe interministériel de coordination naissant qui s'occupait du dossier afghan. Il a choisi Elissa Golberg du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) pour travailler sur la recommandation concernant le Secrétariat[2].

John Manley, un ancien ministre du Cabinet, a été choisi pour diriger le « Groupe d'experts » qui a porté son nom, tout comme le rapport du Groupe. On peut adopter deux points de vue à ces égards. Tout d'abord, des observateurs politiques canadiens chevronnés à Ottawa ont perçu le rapport comme « étant un document soigneusement rédigé visant à unifier un parlement canadien fortement divisé[3] » [Traduction], et les pontifes en ont dit que c'était « un coup de génie qui a désamorcé un dossier explosif[4] » [Traduction]. Selon d'autres observateurs, il s'agissait là d'un scénario politique prédéterminé à l'intention des critiques et des masses[5].

Le but du Groupe d'experts, comme le précise l'avant-propos du président, consistait à définir pour le Canada en Afghanistan une orientation future sur laquelle tous les intervenants à Ottawa s'entendraient : le gouvernement, l'opposition, la bureaucratie et les médias. Le passage clé du préambule se lisait comme suit : « [N]ous avons accepté la responsabilité de combattre une insurrection dans une province dangereuse de l'Afghanistan sans véritablement tenir de débat politique et public. Or, l'insurrection n'a pas été matée, tant s'en faut. » Le Groupe d'experts devait en fait répondre à la question suivante : « [C]omment passer d'un rôle militaire à un rôle civil, et comment superviser le transfert des responsabilités relatives à la sécurité de l'Afghanistan de la communauté internationale aux Afghans eux-mêmes?[6] »

Cela dit, « le Groupe ne voit aucun argument logique qui puisse justifier le choix de la date de février 2009 pour mettre fin à la mission militaire du Canada à Kandahar, ou qui permette de décréter que, à cette date, la mission sera achevée ». Il y avait plusieurs options :

1. retirer les troupes en février 2009 et laisser derrière une mission axée sur l'entraînement de la police et de l'armée;

2. concentrer l'effort du Canada uniquement sur la gouvernance et le développement et laisser à d'autres le soin de relever les défis axés sur la sécurité dans la province de Kandahar;

3. déployer les efforts canadiens dans une autre région du pays;

4. se retirer complètement.

Le Groupe d'experts a convenu que « mettre fin à la mission de combat du Canada est un objectif que nous visons tous, mais c'est le choix du moment qui importe ici ». Il voulait dire par là qu'il comprenait que le prestige international du Canada et sa crédibilité au sein de l'alliance importaient autant que tout autre motif. Les membres ont déclaré ce qui suit :

> Un départ hâtif des forces militaires, même s'il était partiel, mettrait en péril les intérêts et les valeurs du Canada. Une telle mesure aurait pour effet d'amoindrir l'efficacité de l'aide canadienne en Afghanistan, étant donné que les travailleurs humanitaires canadiens seraient encore moins capables de collaborer directement avec les Afghans. Cela pourrait donner lieu à un regain d'activité de la part des insurgés. Cela pourrait aussi ébranler la confiance de certains Afghans de Kandahar à propos de leur avenir et de leur propre gouvernement, et les rendre plus vulnérables à la sédition talibane. L'influence du Canada fléchirait dans les pays et les capitales des membres des Nations Unies et de l'OTAN, dont Washington[7].

Le rapport a tu les détails suivants, mais tous savaient de quoi il s'agissait : comment le gouvernement canadien, l'opposition et la bureaucratie pouvaient-ils s'extraire de l'Afghanistan, sans trop nuire aux autres intérêts du pays? Étant donné que ces opérations de combat suscitaient malencontreusement des divisions au Parlement, cette décision risquait d'entraîner la chute d'un gouvernement minoritaire qui voulait désespérément rester au pouvoir.

Le Rapport Manley contenait d'importantes recommandations :

1. Le premier ministre devait prendre la tête des efforts diplomatiques et faire pression au besoin sur l'OTAN, l'ONU et les tribunes afghanes pour permettre au Canada d'atteindre ses objectifs;

2. Des forces plus nombreuses étaient nécessaires à Kandahar : un autre groupement tactique de 1 000 hommes, fourni de préférence par un autre pays de l'OTAN; des hélicoptères moyens-porteurs; des UAV. Le Groupe d'experts a reconnu que le Canada dépendait trop de ses alliés pour l'obtention de ces ressources, ce qui limitait sa souplesse et, aspect important, « [s]i aucun des

pays partenaires de la FIAS ne prend d'engagements concernant le groupement tactique d'ici février 2009 ou si l'équipement requis n'est pas fourni, le Canada devrait informer le gouvernement afghan et les pays alliés de son intention de transférer ses responsabilités relatives à la sécurité de Kandahar[8]»;

3. Dans le domaine du développement, le Canada « [doit] se concentrer dans une plus grande mesure sur la réalisation de projets, dont au moins un projet de premier plan […], qu'on lui associera et qui sera dirigé par des Canadiens […] Cette aide à la réalisation de projets prendrait de l'ampleur en parallèle avec des projets à plus long terme visant à accroître les capacités dont disposent les collectivités et les institutions afghanes. Il faudrait apporter des modifications aux procédures de l'ACDI au besoin afin de faciliter cette nouvelle orientation[9] » ;

4. Le Groupe d'experts a accepté que la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA), telle qu'elle était appliquée par l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A), fixe « des objectifs et des échéanciers pour les programmes internationaux et les programmes du gouvernement afghan », mais il fallait désormais « des normes plus pragmatiques pour évaluer le rendement et les résultats obtenus ». Cependant, « il faut [assujettir les progrès militaires et l'avancement des travaux de développement] [à] un suivi et [à] une évaluation plus approfondis et plus systématiques[10] »;

5. Enfin, « le gouvernement doit constamment maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les Canadiens en ce qui concerne les conditions qui existent en Afghanistan et la mesure dans laquelle les objectifs canadiens sont atteints ».

Soulignons que le Rapport Manley n'a pas examiné sérieusement le fondement de l'insurrection en Afghanistan, qu'il n'a ni situé le conflit dans les contextes régional ou mondial ni établi de liens cohérents entre ses diverses composantes. Les auteurs du rapport ont supposé qu'il était possible d'enrayer le moteur de l'insurrection d'une quelconque façon en organisant mieux la mission et en en coordonnant les éléments constituants. Ils se sont complètement abstenus de parler du Pakistan et du « Pachtounistan », ou de fournir des explications détaillées sur le type de conflit dans lequel le Canada s'était engagé. Le Groupe d'experts a présenté l'enjeu comme étant un problème provincial afghan attribuable en partie à un faible régime de gouvernance, et il a soutenu que le problème pouvait être résolu si seulement la bonne quantité de ressources équilibrées était envoyée et utilisée à Kandahar.

Ce point de vue comportait de graves failles qui se sont fait jour quand les conséquences stratégiques et opérationnelles se sont manifestées tout au long de 2008.

La seule véritable voix dissidente dans les médias a été celle d'Arthur Kent, qui a attiré l'attention sur les lacunes du Rapport Manley, car c'était un reporter qui savait à quel point on commettait une erreur meurtrière en fermant les yeux sur le rôle du Pakistan dans le conflit :

> [Traduction]
>
> [L]e gouvernement Harper ne prend absolument aucune mesure pour s'attaquer aux véritables faiblesses : l'effort peu judicieux des États-Unis axé sur le commandement et contrôle; le chaos et la corruption dans le régime Karzai parrainé par l'Occident; les congés que les chefs talibans s'accordent dans les régions frontalières du Pakistan d'où ils planifient à l'aise et efficacement l'assassinat de civils afghans et de soldats canadiens. Le débat qui se tient à Ottawa sur la mission en Afghanistan distrait le pays avec ses parades et ses attaques typiques de la politique partisane grossière et mal informée, on ne peut plus vile […] Les principaux journaux, agences de presse et réseaux du Canada ajoutent à la confusion, eux dont la haute direction refuse obstinément de se renseigner sur le régime de Kaboul ou les sanctuaires des insurgés au Pakistan et de les mettre au jour […] Par conséquent, la population canadienne n'entend parler et n'est témoin de ce qui se passe en Afghanistan que dans le contexte des débats parlementaires, ce fouillis indescriptible d'hyperboles qui a tellement fait pour empêcher le pays de comprendre sa mission en Afghanistan […][11]

Deux semaines après la publication du Rapport Manley, le gouvernement a déposé une motion à la Chambre des communes pour donner suite aux recommandations du Groupe d'experts. Le même jour, le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan a été mis sur pied, puis ont suivi un comité parlementaire et un Groupe de travail du Bureau du Conseil privé sur l'Afghanistan pour coordonner les tâches de la bureaucratie à Ottawa. Le 13 mars 2008, la Chambre des communes a accepté les recommandations militaires (autre groupement tactique allié, acquisition d'hélicoptères moyens-porteurs et nouveaux UAV), mais la date de la fin de la mission a été repoussée à 2011.

Pendant ce temps, un des principaux points de friction consistait à amener les pays de l'OTAN à s'engager à fournir un groupement tactique qui épaulerait les forces canadiennes à Kandahar. Des tentatives en ce sens ont été faites en vain à la réunion de l'OTAN à Bruxelles, en février 2008. Entre février et avril, quand s'est tenue une autre réunion de l'OTAN à Bucarest, le Canada a déployé sans succès des efforts diplomatiques intenses pour faire valoir cette question dans les capitales européennes. Les États-Unis surveillaient

la situation de très près, mais ils hésitaient à s'engager à quoi que ce soit pendant leur propre campagne électorale nationale qui était alors en cours[12]. De toute façon, ils n'étaient eux-mêmes pas sûrs de leurs objectifs et s'apprêtaient à amorcer un long examen stratégique qui allait durer jusqu'à la fin de 2009[13].

Pendant que le nouveau Comité du Cabinet définissait son mode de fonctionnement, des progrès discrets ont été accomplis auprès des États-Unis au niveau militaire et dans les milieux de la défense nationale relativement à la participation éventuelle d'un bataillon et d'autres ressources des États-Unis qui serviraient sous commandement canadien à Kandahar[14]. Les démarches ont officiellement commencé pour acquérir des hélicoptères CH-47 et un nouvel UAV afin de remplacer le TUAV Sperwer. Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le lieutenant-général (Lgén) Leslie, a abordé le général George Casey, chef d'état-major des Forces terrestres des États-Unis, en ce qui concernait les hélicoptères. Leurs conversations ont abouti à une entente selon laquelle le Canada recevrait six hélicoptères CH-47 Chinook provenant des stocks des États-Unis en Afghanistan, jusqu'à ce que le Canada puisse acquérir de nouveaux appareils chez Sikorsky[15].

Le Mgén Lessard prend la direction du Commandement régional (Sud)

Une autre évolution importante a résidé dans le fait que le Canada a repris la direction du CR (Sud) de la FIAS, le 2 février 2008. Le Mgén Marc Lessard a relevé le Mgén « Jacko » Page et a instauré une nouvelle attitude et une approche moins tendue. Il croyait que les divers pays se faisaient trop concurrence pour l'obtention des ressources et il a déclaré avec insistance qu'il était un commandant de l'OTAN, et non un commandant canadien, ce qui a fait contraste avec l'approche de son prédécesseur. Par ailleurs, contrairement à van Loon, qui voulait des mouvements intégrés des forces de la FIAS d'une province à l'autre, le Mgén Lessard et son état-major « ont accepté le modèle des fiefs provinciaux nationaux [et ne s'est jamais] mêlé de nos affaires tactiques[16] » [Traduction], selon le Bgén Thompson. Le nouveau CR (Sud) croyait que son rôle consistait à gérer les ressources (réserves et éléments habilitants) au niveau de la division et à établir l'interface avec le quartier général de la FIAS.

Le quartier général de la FIAS a finalement publié son plan sous le nom d'opération (Op) SHAMSHIR, à la mi-janvier 2008. Cette opération a prétendument remplacé l'Op ARGUS RESOLVE, qui correspondait à la stratégie sur la zone de développement en Afghanistan (ZDA) de 2006, mais en fait, le nouveau plan représentait une clarification minimaliste plus qu'autre chose. Le plan SHAMSHIR a fait savoir aux commandements subalternes que les districts allaient être les points de mire des lignes d'opération axées sur la gouvernance, la sécurité et le développement. Tous les programmes de sécurité existants, le DGAI, le PTS et la lutte anti-drogue, conjugués au plan de perfectionnement ciblé par district, devaient être insérés dans le cadre des opérations existantes de la FIAS, et il

fallait renforcer les Centres interarmées de coordination provinciale (CICP) pour qu'ils deviennent le fondement des interventions coordonnées. La mission consistait à « sécuriser les secteurs clés » et à « étendre » l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan en créant une capacité institutionnelle et en recourant à la reconstruction « ciblée » [Traduction]. Rien n'a annulé les ZDA, mais rien dans le plan SHAMSHIR ne mentionnait qu'elles existaient encore. Le ton du plan était simple et presque pessimiste : un des objectifs opérationnels consistait à acquérir un niveau de sécurité et de gouvernance « suffisant » dans les secteurs clés pour rendre la liberté d'action possible. Il fallait « contenir » l'insurrection, mais il n'était jamais fait mention qu'il fallait la vaincre[17]. Le plan SHAMSHIR n'exposait pas les moyens complexes que les organisations de la FIAS et les autres devraient prendre pour accomplir tout cela aux niveaux des provinces et des districts.

Source : Auteur

Le major-général Marc Lessard a pris la direction du CR (Sud) de la FIAS de l'OTAN en 2008. Pendant toute l'année, il a instauré une approche moins tendue et plus réaliste des opérations du CR (Sud).

Le plan SHAMSHIR constituant sa directive globale, le CR (Sud) a mis en œuvre son plan opérationnel de base dont l'objet était de « nier toute influence aux insurgés et d'assurer la sécurité des secteurs et des itinéraires clés afin de favoriser, sous la direction [du gouvernement de l'Afghanistan], l'expansion de la gouvernance et du développement dans les provinces, les districts et les localités » [Traduction]. Le CR (Sud) a planifié d'« intégrer

nos trois lignes d'opération [sécurité, gouvernance et développement] en un tout exhaustif pour parvenir à l'unité d'action dans la poursuite d'un but unique. Nous dégagerons les secteurs, nous les tiendrons et nous les construirons quand nous le pourrons et où nous choisirons de le faire. Dans les lieux où nous ne pourrons pas étendre notre influence, nous perturberons l'activité de l'ennemi, nous lui en interdirons l'accès et nous vaincrons ses forces pour le maintenir dans un état de déséquilivre[18] » [Traduction].

En donnant le feu vert à l'Op GARRANDAY ZMARAY de la FO Kandahar, le CR (Sud) voulait remplacer les forces de la FIAS par les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) et mener des opérations « Tenir » et « Construire » dans les secteurs visés par elle, ce qui libérerait des éléments de la FIAS pour qu'ils procèdent ensuite au « dégagement » d'autres endroits. Le CR (Sud) voyait un outil clé dans le plan de perfectionnement ciblé par district (PCD), mais il n'avait aucun contrôle sur lui, car ce plan appartenait au Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCSA), le commandement étasunien ne faisant pas partie de la FIAS. De même, les forces « perturbatrices » en dehors des zones de sécurité réunissaient des éléments de la FIAS et d'autres qui n'en relevaient pas : le CR (Sud) a vu alors qu'il jouerait un rôle dans la coordination des opérations également. Les opérations dites de « décapitation », dont l'objet était de supprimer des chefs ennemis, allaient être réexaminées, de manière que de meilleurs effets opérationnels et stratégiques puissent être exercés sur l'ennemi, au lieu d'une simple mort « tactique »[19].

Comme le nouveau plan du CR (Sud) touchait la FO Kandahar et les opérations canadiennes dans la province de Kandahar, ce dernier a désigné la ville de Kandahar, le Spin Boldak, le Zharey et le Panjwayi comme étant les principales régions où il mènerait des opérations « Tenir » et « Construire ». Il fallait assurer la sécurité de l'Autoroute 1, de l'Autoroute 4 et de la route de Tarinkot afin de relier les provinces d'Helmand, d'Oruzgan et de Zabul à Kandahar et à l'aérodrome. Pour ce qui était d'utiliser ses ressources au lieu de celles de la FO Kandahar, le principal effort du CR (Sud) dans la province de Kandahar a visé le district de Maywand, car il faisait le pont entre sa province et celle d'Helmand.

En fait, le Mgén Lessard et son état-major répartissaient désormais les forces en deux échelons. Celles du 1er échelon étaient les forces opérationnelles provinciales dirigées par une autorité nationale, par exemple la FO Kandahar à Kandahar : elles « exécutaient principalement des opérations durables produisant des avantages avec le temps » et elles « se déployaient dans les secteurs plus densément peuplés, ou leurs environs, qui revêtaient une importance économique et politique et où une présence persistante rassurait la population et dissuadait l'action des insurgés » [Traduction]. D'un autre côté, les forces du 2e échelon étaient les autres forces commandées ou dirigées par le CR (Sud) qui jouaient un rôle perturbateur et n'avaient pas nécessairement pour fonction d'assurer une présence durable[20].

En 2008, le CR (Sud) avait accès à un certain nombre de forces différentes, ou devait coordonner ses activités avec elles : le Groupement tactique régional (Sud) [GTR(S)], d'habitude un bataillon britannique d'infanterie légère; la force de réaction rapide (FRR) du commandant de la FIAS, formée d'une compagnie portugaise d'infanterie légère; la Theater Task Force (Force opérationnelle de théâtre), qui relevait elle aussi du commandant de la FIAS et qui était axée sur le 2e Bataillon du 506e Régiment d'infanterie [2nd Battalion 506th Infantry Regiment], et l'unité de 19 éclaireurs de la FO Eagle Assault. Les unités de la Force opérationnelle multinationale d'opérations spéciales interarmées et du Commandement des opérations spéciales – Europe centrale ne relevaient pas du CR (Sud), mais des relations plus ou moins fortes existaient entre les FO 32 et 71, d'une part, et le CR (Sud), d'autre part. D'autres forces d'opérations spéciales étaient à l'œuvre dans la province de Kandahar, y compris la GROM (FO 49) polonaise, qui relevait de l'OTAN et non des chefs de l'Op ENDURING FREEDOM. La FO Kandahar devait pouvoir entretenir des liens avec toutes ces entités pendant qu'elles séjournaient ou opéraient temporairement dans son environnement opérationnel. Dans certains cas, des unités ou des sous unités ont relevé temporairement de la FO Kandahar, de sorte que la relation entre celle-ci et le CR (Sud) devait être solide de manières qui n'avaient pas existé sous les quartiers généraux antérieurs[21].

En fin de compte, plus de ressources de la FIAS et de l'Op ENDURING FREEDOM étaient en théorie disponibles qu'auparavant aux fins des opérations dans la province de Kandahar, mais aucune ne s'y trouvait pour longtemps et elles ne relevaient pas toutes du commandement canadien ou même de la FIAS. Par exemple, les États-Unis ont fourni la 24e Unité expéditionnaire de la Marine [24th Marine Expeditionary Unit (24 MEU)] d'avril à novembre 2008. Il n'était tout simplement pas possible de garantir la continuité nécessaire aux opérations de 1er échelon. Aspect tout aussi important, le CR (Sud) n'exerçait aucun contrôle sur les services de police : ceux-ci sont demeurés la responsabilité du Commandement afghan d'intégration de la sécurité régionale (Sud), qui rendait compte au CTCSA à Kaboul. Il y avait tout simplement trop d'entités et d'organismes qui ne poursuivaient pas officiellement le même but ou, dans certains cas, dont les actions n'étaient même pas coordonnées aux mêmes fins. Il existait de nombreuses chaînes hiérarchiques en ce qui concernait les programmes de reconstruction et de développement, et de multiples structures de responsabilité financière appliquant des critères différents lorsqu'il s'agissait de libérer des fonds. Comparons cela à la situation qui existait en 2006, quand la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis / FO Orion fonctionnait dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM, avec des équipes de formation intégrée (ETT), des mentors de la police et des forces d'opérations spéciales des États-Unis qui relevaient tous des commandants de l'Op ENDURING FREEDOM (du moins, la plupart d'entre eux). Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que, sous la direction du Mgén Lessard, le quartier général du CR (Sud)

a compris cette « tour de Babel », a pris en compte ses limites dans sa planification et a eu recours à la diplomatie personnelle pour la faire fonctionner le mieux possible malgré la quasi-absence d'orientation stratégique de la part de la FIAS de l'OTAN, voire d'une unité d'effort en bonne et due forme. L'effort tout entier donnait l'impression d'être le fait d'une entité temporaire, et non celui d'un appareil bien rodé. Cela dit, le Mgén Lessard et son état-major se sont employés à calmer les vents du chaos autant que possible. Le CR (Sud) dirigé par le Mgén Lessard a équivalu à la première division commandée par un Canadien depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale[22].

La guerre du Commandement régional (Sud) en 2008

Le Canada n'avait assumé aucun commandement supérieur de forces coalisées en Afghanistan depuis celui de la FOM Aegis en 2006. En général, le quartier général du CR (Sud), sous la direction de van Loon et de Page, avait de bien des façons entravé les efforts du Canada à Kandahar, de sorte que les quartiers généraux des forces opérationnelles au niveau de la brigade s'apparentaient alors à des fiefs nationaux dans les diverses provinces. Le quartier général du CR (Sud) ressemblait à un quartier général de division d'une époque antérieure. Or, comme ses prédécesseurs historiques, son travail consistait à planifier des campagnes et à répartir les ressources des formations entre leurs commandements subalternes (brigades), tout dépendant de ce sur quoi l'effort principal devait porter, selon le commandant de division. En Afghanistan, sous les ordres du quartier général Page, les brigades fonctionnaient pour elles-mêmes, et elles se livraient une concurrence darwinienne pour obtenir les ressources de la formation : aviation, renseignement et plates-formes de surveillance, forces d'opérations spéciales, et ainsi de suite. Quand le Mgén Lessard est arrivé en février 2008, il a décidé, avec le concours d'autres Canadiens au nouveau quartier général, d'améliorer la situation[23].

Un des premiers problèmes à régler concernait l'état de la planification des campagnes. Selon le chef d'état-major du CR (Sud), le colonel (Col) Spike Hazleton, qui était arrivé plusieurs mois avant le transfert officiel des pouvoirs entre le Mgén Page et le Mgén Lessard, « quand nous avons pris la relève du Mgén Page, il n'y avait ni plan de campagne ni ordre d'opération […] il n'existait aucun plan cohérent. Ils avaient dressé dans une présentation PowerPoint des plans qu'ils allaient mettre en œuvre. Il y avait la version provisoire d'un plan de campagne que le général Page n'avait pas voulu signer […] il n'existait aucun effort coordonné, aucune synergie[24] » [Traduction]. Le nouveau commandant de la FIAS a diffusé des instructions demandant que des plans de campagne soient établis dès que possible.

Le Centre d'opérations interarmées (COI) faisait aussi problème. Comme nous l'avons vu dans le volume I, le COI représentait une entité clé pour coordonner les activités des diverses forces alliées et maintenir la connaissance de la situation de manière que le commandant

puisse planifier et, au besoin, réagir efficacement. Cela avait un lien direct avec les processus d'harmonisation et la prévention de pertes civiles et militaires amies accidentelles. À son arrivée, le lieutenant-colonel (Lcol) René Melançon, le nouveau commandant du COI, a appris que le quartier général du Mgén Page fonctionnait par la « peur. [Le quartier général] ne recevait pas les bons renseignements parce que personne n'allait voir le [commandant du COI] […] les officiers en avaient ras le bol, puis ils se faisaient rabrouer. Par conséquent, à ce stade-là, ils recevaient les renseignements qu'ils voulaient entendre[25] » [Traduction].

Le COI du CR (Sud) est demeuré, comme au cours des rotations antérieures, l'entité chargée d'harmoniser les attaques aériennes, les bombardements exécutés par l'artillerie et les attaques avec missiles. Par exemple, le système de missile HIMARS nécessitait le dégagement de l'espace aérien, car il suivait une trajectoire balistique. Il aurait été dangereux de laisser des hélicoptères voler dans le ciel d'une zone ciblée par des missiles[26].

Dans une guerre menée par une coalition, comme en Afghanistan, chaque pays a fait de son mieux pour rester maître de ses propres « éléments habilitants ». S'il manquait certains de ces éléments à un pays, il devait les emprunter à d'autres. Le Canada s'est trouvé dans cette situation, en particulier quand il s'est agi de plates-formes de renseignement, d'hélicoptères et, dans une moindre mesure, de forces d'opérations spéciales[27]. En fait, une économie d'échange est née entre les pays qui fournissaient des troupes, et le « Wall Street » de cette économie a été le CR (Sud). Comme le Canada contrôlait alors le CR (Sud), il était en théorie à même d'influer sur cette économie d'échange au profit de ses opérations à Kandahar. Cependant, sous la direction du Mgén Lessard, cela n'a pas eu lieu. Le Mgén Lessard et son état-major ont plutôt estimé que leur rôle consistait à rééquilibrer la situation créée par le quartier général de Page, et non à la faire basculer en faveur de la FO Kandahar[28].

Le CR (Sud) a eu recours à la mise en commun de systèmes de renseignement et d'hélicoptères. Il exerçait aussi un contrôle sur le GTR(S) et pouvait accéder aux autres unités mises à la disposition de la formation, par exemple la Force opérationnelle de théâtre, en faisant du troc avec le quartier général de la FIAS et les autres commandements régionaux. Toutefois, le CR (Sud) prenait part aux processus de coordination, qui revêtaient une énorme importance[29].

D'abord, le CR (Sud) avait la capacité d'accélérer les autorisations des règles d'engagement. Tous les pays disposaient de rigoureux contrôles au sujet du largage de munitions par leurs véhicules aériens, et il existait des procédures détaillées, y compris des consignes juridiques, qu'il fallait respecter. Cela risquait de ralentir les engagements, ce qui s'est effectivement produit. Décrit comme « raccourcissant la chaîne de destruction » [Traduction], le processus adopté par le CR (Sud) était consciencieux, respectueux de l'éthique, moral et rapide et il a amélioré le ciblage et accru le taux de succès des engagements. Tout au long de l'année 2008, les pays présents dans le sud de l'Afghanistan ont fait de plus en plus confiance au CR (Sud). Le risque qu'aient lieu des pertes civiles accidentelles a diminué[30].

En second lieu, il fallait harmoniser les activités des forces d'opérations spéciales (FOS) et celles des forces conventionnelles. Dans la province de Kandahar, par exemple, il y avait des FOS qui appartenaient à la FIAS; des FOS qui n'appartenaient pas à la FIAS, mais qui relevaient des commandants de l'Op ENDURING FREEDOM; des FOS qui rendaient compte à des organismes du gouvernement des États-Unis autres que le département de la Défense, et des FOS afghanes qui travaillaient avec toutes les forces susmentionnées. Toutes ces entités fonctionnaient simultanément dans l'environnement opérationnel du Canada. Sous le Mgén Page, il n'y avait eu à peu près aucune coordination entre la plupart d'entre elles et le quartier général du Bgén Laroche, par exemple, et le CR (Sud) ne semblait faire aucun effort pour aider à remédier à la situation. L'état-major du Mgén Lessard, en l'occurrence le Col Hazleton et le Lcol Melançon, a noué des liens avec les entités qui contrôlaient ces divers éléments, tout en faisant preuve de respect à leur égard. Une organisation existante, à savoir la Cellule de fusion de Kandahar (CFK), a été réactivée en 2008, et les autorités supérieures ont donné instruction aux diverses FOS d'harmoniser leurs activités par le biais du CR (Sud). Ce système n'a pas toujours fonctionné à la perfection. Dans un cas, la FO 373, qui s'adonnait à la chasse de chefs ennemis, a acquis la réputation de se prendre pour *Team America*, ce qui a suscité des craintes de temps en temps[31]. En général, toutefois, les relations ont été excellentes avec la FO 71, une force opérationnelle des forces spéciales étasuniennes, ainsi qu'avec la FO 49 et la GROM polonaise qui travaillaient toutes deux dans des districts provinciaux où la FO Kandahar n'était pas présente[32]. Selon le Lcol Melançon, « nous ne les contrôlions pas, mais nous avions une entente à l'amiable avec elles, car elles étaient constamment dans notre environnement opérationnel[33] » [Traduction]. Comme tout bon quartier général de formation, le CR (Sud) du Mgén Lessard « a exploité les zones tampons » [Traduction] entre ses unités constituantes et toutes les forces qu'il pouvait aligner. Citons à titre d'exemple, le district du Maywand, ou les montagnes entre la province de Zabul et celle de Kandahar au nord de l'Autoroute 1. Cela s'est avéré essentiel pendant la période où la Stratégie du développement en Afghanistan a été en vigueur et où les forces opérationnelles provinciales ont mis l'accent sur les districts de la ZDA.

Le Mgén Lessard se souciait tout particulièrement de bien se tenir au courant de toutes les activités ayant cours dans les endroits « reculés » de la région :

> [Traduction]
>
> Il y avait tellement de mouvement […] Il y avait les « types bizarres » dont on ignorait tout. Il y avait les mouvements des ONG, des équipes japonaises de construction routière et tout cela. On ne savait jamais à quoi s'attendre. Mais nous avons commencé à coordonner tout cela également. Il y avait les Britanniques qui apportaient leurs propres outils clandestins.

> Les Canadiens faisaient la même chose, et les Néerlandais aussi, nous le savions. Chacun faisait sa petite affaire. Il y avait tellement d'engrenages en marge. Il y avait les trafiquants de drogue […][34]

À tout cela se rapportaient la réorganisation et la revitalisation du service de traitement du renseignement au CR (Sud) au cours de 2008. En gros, deux organisations géraient ces processus : la CFK et le Centre de fusion du renseignement de Kandahar (CFRK). Ce dernier faisait partie du CR (Sud), tandis que la CFK était une entité étasunienne qui ne relevait pas de l'OTAN. La CFK n'avait pas nécessairement de rapports avec le CR (Sud), mais quand le Mgén Lessard a pris la direction de ce dernier, des relations personnelles ont entraîné une amélioration de la coordination dans plusieurs domaines importants relatifs au ciblage.

Un rôle clé dans lequel le CR (Sud) dirigé par le Mgén Lessard a excellé a été celui consistant à tuer ou à capturer les chefs ennemis. La Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI) n'était pas un nouvel outil : les Canadiens travaillaient avec elle depuis au moins 2006. En 2008, la LEPI n'était plus un mécanisme exotique. Le CR (Sud) était le « courtier » de la LEPI pour la province de Kandahar et il répartissait les ressources réservées au renseignement, à la surveillance et aux attaques pour chasser les cibles figurant sur la liste de la même façon que le GT du 2 PPCLI élaborait son système d'« attaques en profondeur » dans son environnement opérationnel. La lutte pour tuer ou capturer les chefs ennemis se superposait aux autres interventions qui avaient lieu dans chaque province. Pendant tout ce temps, le CR (Sud) du Mgén Lessard pistait, tuait ou capturait des chefs insurgés « en très grand nombre[35] ».

Le CR (Sud) contrôlait aussi le GTR(S) d'habitude composé d'un bataillon britannique d'infanterie légère fourni à tour de rôle par les Gurkhas et les Royal Marines. Le Mgén Lessard se servait de ce groupement tactique dans les « zones tampons » pour perturber les forces ennemies, à savoir les districts de Maywand, de Khakrez et de Zharey dans la province de Kandahar, et dans des endroits de la province de Zabul, au besoin. Les opérations de ce groupement tactique étaient d'habitude synchronisées avec celles de forces opérationnelles de niveau provincial pour accroître les effets de chacune d'elles. Par exemple, l'unité a été employée pour balayer les localités de Salavat et de Nakhonay, dans le Panjwayi oriental, afin de réduire la pression qui s'exerçait sur le Dand et le Panjwayi centrooccidental[36].

Il incombait aussi au CR (Sud) de coordonner l'emploi des ressources médicales. Chaque force opérationnelle et chaque province disposaient de capacités médicales limitées mesurées habituellement en fonction du nombre de « lits » libres ou occupés. Par exemple, l'Unité médicale multinationale (UMM) de rôle 3 dirigée par le Canada à l'aérodrome de Kandahar possédait une capacité particulière, l'unité britannique de rôle 2+ dans l'Helmand en avait une autre, et ainsi de suite. Si le système de soins médicaux dans son ensemble

atteignait sa capacité maximale, qu'il n'y avait pas assez d'hélicoptères d'évacuation sanitaire, ou que les conditions météorologiques étaient trop mauvaises pour que ceux-ci puissent décoller, le commandant du CR (Sud) avait le pouvoir de suspendre les opérations, pour réduire ainsi, en théorie, le nombre de blessés amenés aux hôpitaux jusqu'à l'amélioration de la situation. De même, il était possible au besoin de transférer ailleurs des blessés, afin d'accroître la capacité d'une province donnée. Parfois, il fallait pour cela accéder à des aéronefs stratégiques d'évacuation sanitaire d'un pays ou d'un autre, ce qui nécessitait l'intervention « vigoureuse » du commandant et l'exercice de son influence en haut lieu[37].

Le contrôle des routes relevait aussi du CR (Sud). En l'occurrence, le corridor de l'Autoroute 1 et celui de l'Autoroute 4 constituaient des axes principaux de desserte utilisés pour ravitailler la FIAS; par conséquent, le CR (Sud) déployait de grands efforts pour maintenir ces itinéraires ouverts. Sans l'Autoroute 1 praticable et ouverte, la capacité des forces opérationnelles dans les provinces d'Helmand et de Zabul serait considérablement réduite. Par ailleurs, la liaison entre Kaboul et Kandahar était symbolique mais vitale : l'Autoroute 1 rappelait concrètement que le sud de l'Afghanistan était relié au nord et au siège du gouvernement[38].

Enfin, il y avait la question du soutien au programme anti-drogue. La politique du Canada et celle du CR (Sud) consistaient alors à dire que l'éradication des récoltes de pavot nuisait à l'effort anti-insurrectionnel. Toutefois, la force opérationnelle de lutte contre la drogue dirigée et parrainée par les États-Unis travaillait dans l'environnement opérationnel du CR (Sud), et il a fallu harmoniser ses interventions avec celles de l'OTAN. Il y avait aussi une entente selon laquelle un appui « in extremis » pourrait être exigé si les forces opérationnelles anti-drogue étaient attaquées massivement par l'ennemi. Là encore, il s'agissait d'une tâche du CR (Sud)[39].

La revitalisation du quartier général du CR (Sud) sous la gouverne du Mgén Lessard, au printemps de 2008, a grandement aidé à maintenir la position de la coalition, puis à faire en sorte que celle-ci passe à l'offensive contre la multitude de menaces tout au long d'une année 2008 très active et violente. Par ailleurs, cela a établi un environnement plus favorable pour que les mesures que la FO Kandahar allait prendre en 2009 puissent porter fruit. Quoi qu'il en soit, les actions accomplies en 2008 par un CR (Sud) amélioré ont constitué un coup de semonce à l'intention des sceptiques à Washington et ailleurs qui dénigraient les efforts de l'OTAN en Afghanistan.

Le Bgén Laroche rajuste le tir

Maintenant qu'avaient été absorbés le contexte du Rapport Manley et la nouvelle directive de planification de la FIAS, la FO Kandahar dirigée par le Bgén Laroche a dressé le bilan de ses opérations en cours. Un groupement tactique de relève allait arriver en mars,

ainsi qu'une équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) entièrement nouvelle. Comme l'OTAN et le Canada exigeaient un renforcement des capacités afghanes et des progrès mesurables allant dans le même sens, la FO Kandahar a défini une orientation à l'intention des forces montantes. Tout ce qui pourrait être fait pour dynamiser les trois lignes d'opération ensemble le serait en vue d'établir les conditions pour que les « autorités afghanes locales et nationales prennent le contrôle complet et maintiennent l'ordre » [Traduction]. L'Op GARRANDAY ZMARAY s'intégrait déjà fort bien dans cette vision, mais certains changements ont été envisagés en matière de commandement et contrôle. La FO Kandahar estimait qu'il fallait « transférer le pouvoir aux zones d'opérations dirigées par l'ELMO dans la ZDA » [Traduction]. Le groupement tactique allait désormais travailler à l'expansion de la ZDA vers le nord. Le « cœur » de la ZDA, c'est-à-dire la ville de Kandahar, le Dand et le Daman, serait confié à l'équipe de reconstruction provinciale (ERP). La priorité consistait à consolider les gains dans le Zharey et le Panjwayi, puis à céder la place aux FSNA. La seconde priorité serait l'Op SORR ZMARAY, qui « établirait les conditions » pour élargir la ZDA dans le nord de la province de Kandahar. L'Op TTING ZMARAY englobait les opérations en cours dans le Spin Boldak.

Les nouveaux centres interarmées de coordination de district, qui travailleraient avec les intervenants pangouvernementaux (nouveau terme remplaçant « AM »), et l'ELMO, l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) canadienne et les équipes de mentorat de la police étasuniennes veilleraient à la coordination avec les autorités afghanes au niveau des districts[40].

Deux concepts qu'étudiait déjà la FO Kandahar du Bgén Laroche ont été intégrés dans la nouvelle approche. Le premier a été exprimé dans l'Op RAHAWANA ZMARAY [Lion constructeur], qui est exposée en détail plus bas et il a porté sur des projets d'asphaltage dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Le deuxième s'est concrétisé dans l'Op SHNA DARA [Vallée verte], également connue sous le nom de « Bulle de développement du secteur de Pahsmul » [Traduction]. Le morceau manquant dans le plan de l'Op GARRANDAY ZMARAY résidait dans l'absence de liens avec le développement et la reconstruction. L'idée a désormais consisté à « synchroniser les trois lignes d'opération dans le secteur de Pashmul afin d'établir les conditions pour que les organismes de développement poursuivent leurs travaux » [Traduction]. Les opérations Box AMANDA ont défini la zone d'opérations désignée : celle-ci ressemblait à l'ancienne zone d'opérations MEDUSA dans le district de Zharey. L'état-major de la FO Kandahar a établi des « quadrilatères de patrouille de sécurité de zone » [Traduction] et a réfléchi à des idées sur la façon de synchroniser l'emploi des ressources de la coopération civilo-militaire (COCIM), entre autres. La prochaine FO Kandahar, commandée par le Bgén Denis Thompson, a approfondi l'idée et a donné au résultat le nom de « quadrilatère de stabilisation[41] ».

La FO Kandahar n'a pas perdu de vue un autre projet important, soit la remise à neuf du barrage de Dahla. Le chef des programmes d'aide humanitaire à Kaboul a présenté au président Karzai les constats techniques du Canada sur l'état du barrage et les avantages éventuels qu'il y aurait à le remettre à neuf. Comme nous en avons déjà parlé, cela reposait sur l'enthousiasme existant suscité par Asadullah Khalid et la structure d'influence à Kandahar au début de 2007. Par la suite, le président Karzai « a donné des directives claires à ses ministres en précisant que la remise en état du barrage de Dahla dans l'Arghandab constituait un des plus importants projets du pays » [Traduction]. Par conséquent, la FO Kandahar a conclu qu'il lui « faudrait bien se concentrer sur le renforcement des capacités en matière de sécurité dans l'Arghandab supérieur et le Bas-Shah Wali Kot. Cela est resté un plan à long terme, car il y avait beaucoup à faire pour que l'intention du gouvernement débouche sur un projet totalement financé[42] » [Traduction].

En fait, l'état-major du Bgén Laroche au quartier général a pu faire concorder ce qu'il avait déjà amorcé avec les changements qui allaient venir d'Ottawa, de Kaboul et du CR (Sud). En effet, les rapports de la FO Kandahar ont changé et ont compris d'importants détails sur le développement et le renforcement des capacités. Un accent moindre a été mis dans une certaine mesure sur les opérations du groupement tactique.

Au cours des premiers mois de 2008, l'élaboration de l'Op RAHAWANA ZMARAY, connue aussi sous le nom de l'organisation chargée des travaux de construction (OTC), a constitué un autre changement important. Après les problèmes qui avaient été liés à l'Op CAUSEWAY, le Bgén Laroche voulait voir les autres ministères (AM) participer davantage aux opérations de développement, en particulier aux projets d'asphaltage, dans les régions « avancées » du Zharey et du Panjwayi, afin de réduire l'exposition des forces de ravitaillement aux engins explosifs improvisés (EEI). Les AM n'ont pas offert leur participation lors de la session de planification en décembre 2007 : « [Le] groupement tactique, d'une part, et divers organismes de développement, par l'intermédiaire de l'ERP, d'autre part, ne sont pas assujettis aux mêmes échéances, ou ils n'évaluent pas de la même façon le caractère permissif de l'environnement » [Traduction]. C'est ainsi que le problème a été décrit dans une note de service[43].

Une structure spéciale et mixte a été mise sur pied pour gérer les projets d'asphaltage. L'idée sous-jacente était qu'un projet d'asphaltage géré et financé par le Canada serait exécuté concrètement par les Afghans et emploierait environ 400 hommes en âge de combattre; cela priverait les talibans d'effectifs du « 2e palier » et aurait des retombées économiques sur les localités pendant longtemps. La nouvelle organisation devait communiquer avec les centres interarmées de coordination de district et faire intervenir les chefs afghans « légitimes ». C'était là le genre de synergie créatrice exigée par les opérations anti-insurrectionnelles, synergie qui pouvait, en théorie, résoudre une multitude de problèmes[44].

Source : Auteur

Voici, vu depuis une position surélevée à Ma'Sum Ghar faisant face au sud et dominant le district de Panjwayi, l'endroit où le projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS avait lieu. L'Équipe de gestion de la construction (EGC) 1 a pu embaucher 400 hommes de l'endroit, mais la corruption a finalement compromis l'exécution du projet.

Comme l'ELMOP, l'OTC a été formée à même des ressources internes. Il y avait 19 sapeurs de la 4e Unité d'appui du génie basée à Moncton faisant une « visite d'aide technique » de six mois, ainsi que 30 militaires détachés du groupement tactique, de l'ELMO et de l'élément de soutien national (ESN). Plus tard en 2008, des plombiers de la Marine, des pompiers et des sapeurs de la Force aérienne et de l'aérodrome se sont aussi joints à l'OTC. Sous la direction du major (Maj) Geoff McCarthy, venu du Centre de recherches pour la défense Suffield, l'OTC a formé deux équipes : l'EGC 1 et l'EGC 2. La première s'est concentrée sur l'itinéraire FOSTERS, et la deuxième a travaillé sur l'itinéraire LANGLEY. À cause de problèmes liés à l'équipement et à l'instruction, l'OTC a dû attendre avril 2008 avant de se déployer à l'avant, mais l'idée qu'une si petite organisation produise autant d'effets positifs était séduisante pour la FO Kandahar que l'on pressait de montrer des résultats mesurables dans les domaines de la reconstruction et du développement avant le retrait du Canada en 2009[45].

Il convient ici de mentionner la FO Eagle Assault. En février 2008, les forces étasuniennes ont remplacé le bataillon d'aviation basé à l'aérodrome de Kandahar, qui appuyait l'Op ENDURING FREEDOM, par le 5e Bataillon de la 101e Brigade d'aviation de combat [5th Battalion, 101st Combat Aviation Brigade] et par le 17e Régiment de cavalerie [17th Cavalry Regiment], mieux connu sous le nom de « Banshees ». Les Banshees employaient un type d'hélicoptère semblable aux appareils Kiowa auxquels le Canada avait renoncé près de 20 ans plus tôt et qu'il avait remplacés par le CH-146 Griffon, qui n'était pas encore arrivé en Afghanistan[46]. Or, comme nous en reparlerons plus loin, cette unité a entretenu une relation étroite avec la FO Kandahar pendant toute l'année 2008[47].

Source : Auteur

L'élimination de l'hélicoptère d'observation léger Kiowa de l'ordre de bataille au cours des années 1990 a causé une lacune dans les capacités de reco du Canada. Une relation officieuse a été établie avec la Troupe B du 2e Escadron du 17e Régiment de cavalerie (B troop, 2/17th Cavalry Regiment) qui a aidé à fournir la surveillance aérienne des convois et à lutter contre les EEI, à l'ouest de la ville, jusqu'à l'arrivée des appareils Griffon canadiens.

La nature de l'insurrection dans la province de Kandahar, du début au milieu de 2008

Au cours de la première moitié de 2008, l'insurrection a fait preuve sur plusieurs plans d'un perfectionnement accru qui a servi à renforcer les capacités des forces géographiques existantes dans les districts. Parallèlement, l'incapacité de l'ennemi de prendre pied dans le Zharey et le Panjwayi a entraîné un changement du point de mire en juin. (Voir la figure 3-1)

Dans les régions que les talibans croyaient contrôler, ils ont mis en application de rudimentaires mesures fantômes de gouvernance. Au début, celles-ci ont pris la forme de postes de contrôle des véhicules dans le Zharey : ils y interrogeaient les habitants de l'endroit et confisquaient la nourriture, les armes et les téléphones cellulaires. Quatre écoles avaient, disait-on, été incendiées à la fin de mars dans le Zharey, et la présence de filles n'était pas permise dans les madrasas. En juin, on a appris que la « Commission » du nord de Kandahar avait autorisé les talibans à « régler les différends civils » [Traduction] dans le Khakrez et le Shah Wali Kot. D'autres juges talibans sont arrivés dans le district de Zharey. Enfin, et c'est un fait important, les chefs talibans ont mis en œuvre une politique en vertu de laquelle « les véhicules, les médicaments et d'autres matériels confisqués aux organisations non gouvernementales et au secteur privé [appartenaient] à la population » [Traduction]. En fournissant la sécurité, les jugements et les nécessités de base à la population, les talibans, en exerçant ainsi un pouvoir parallèle, défiaient directement le gouvernement afghan. L'ennemi a continué à délaisser un régime de gouvernance négatif en faveur d'un régime concurrentiel pendant toute l'année 2008[48].

L'ennemi a aussi continué à mettre l'accent sur l'engagement religieux. Deux madrasas de la ville de Kandahar, connues pour leurs enseignements extrémistes, avaient un processus de sélection d'auteurs d'attentat-suicide à la bombe, qui étaient ensuite envoyés dans une madrasa spéciale à Chaman, au Pakistan, pour y recevoir un endoctrinement et une formation plus approfondis. D'autres « anciens » de cet établissement, soit quatre citoyens pakistanais – deux de Peshawar et deux du Punjab – ont été capturés par les forces de sécurité, alors qu'ils se rendaient à la ville de Kandahar[49].

Les insurgés toujours ingénieux ont élaboré des contre-mesures pour faire échec aux forces coalisées, et ils les ont distribuées à leurs divers groupes. Lors d'un engagement avec des troupes canadiennes en mai 2008, l'ennemi a fait feu depuis plusieurs enceintes contre les soldats menant une opération nocturne de bouclage et de fouille. Avant l'embuscade, l'ennemi avait allumé « des fagots de bâtons bien placés d'avance et imprégnés d'un liquide accélérateur. Ces incendies instantanés ont ébloui les soldats portant des [lunettes de vision nocturne] et éclairé le secteur pendant plusieurs minutes[50] » [Traduction].

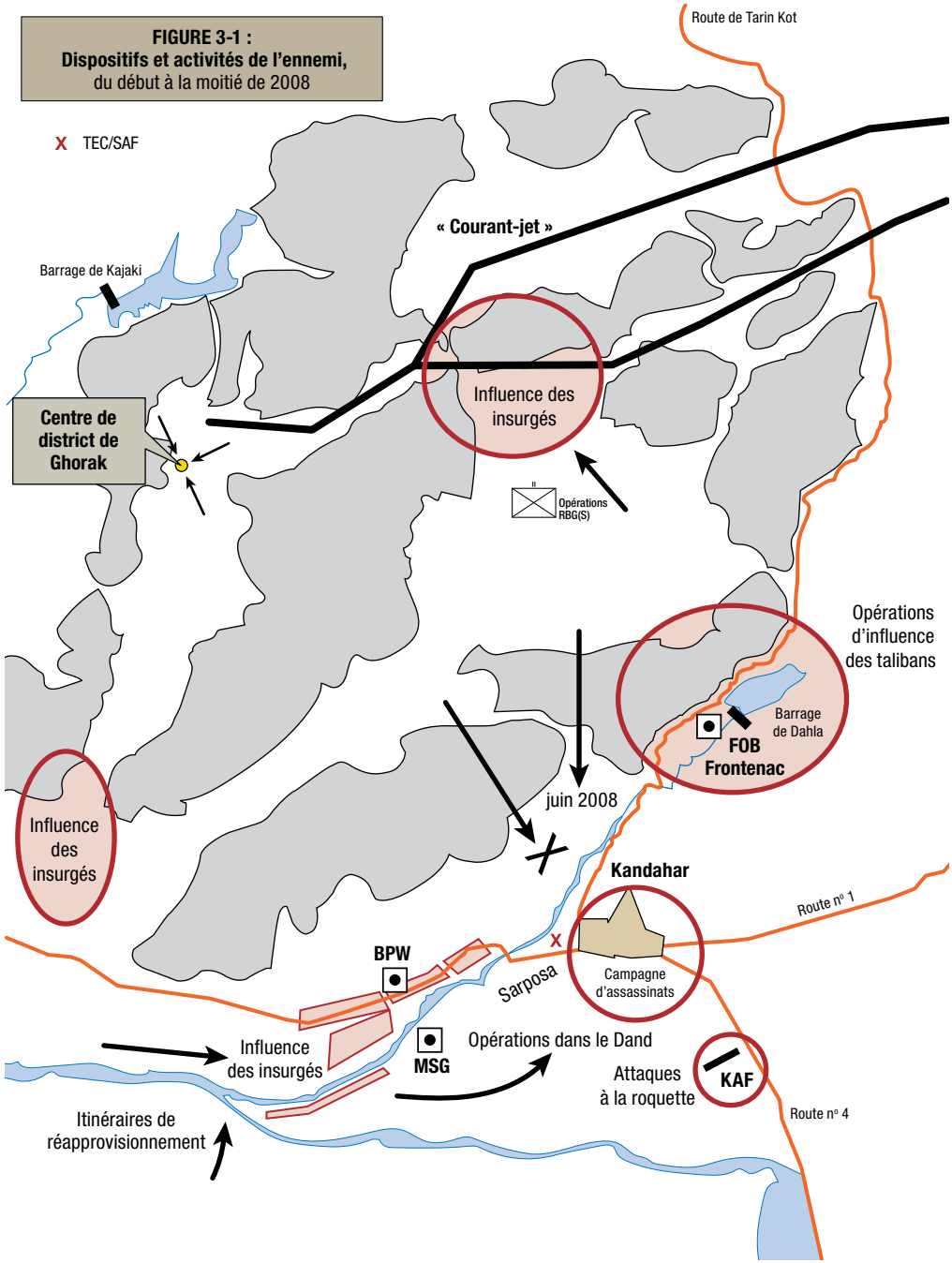


Figure 3-1 : Dispositifs et activités de l'ennemi, du début à la moitié de 2008

À ce stade-là de la guerre, l'ennemi connaissait à fond les règles d'engagement de la FIAS et il en exploitait les limites. Les Canadiens ont ainsi observé des combattants ennemis qui partaient sans arme d'un refuge pour aller à l'emplacement d'une cache d'armes où ils en prenaient, puis se rendaient à une position de combat, tiraient sur les forces coalisées, puis ramenaient les armes à la cache; ils faisaient tout cela pour éviter d'être ciblés par des UAV armés. Dans un autre cas, des combattants transitant par tel ou tel district savaient que, s'ils ne pouvaient être identifiés catégoriquement, aucun UAV en vol ne pouvait les prendre à partie; ils dissimulaient donc des armes lourdes dans des couvertures. Dans d'autres cas, des insurgés se sont servi d'enfants comme de boucliers humains pour éviter d'être ciblés par la coalition[51].

Pour les analystes canadiens, il était évident que les insurgés :

[Traduction]

> en sont venus à craindre particulièrement les ressources aériennes de la FIAS. S'il y a des hélicoptères dans le secteur, les talibans se résignent au fait que leur capacité de se déplacer est considérablement réduite. Quand ils entendent ou voient des hélicoptères, les talibans se cachent au lieu d'être surpris en train de mener une attaque […] Dans le Zharey et le Panjwayi, les talibans ont peur des UAV également. Le bruit que fait le moteur d'un UAV leur révèle la présence de ce dernier. Ils […] prennent alors la fuite[52].

La création des centres interarmées de coordination de district et des lignes téléphoniques connexes de dénonciation a grandement perturbé les insurgés dans la province de Kandahar. Sous la direction centrale de la choura de Quetta, les groupes d'insurgés agissant dans la province ont commencé à s'attaquer à l'infrastructure de téléphonie cellulaire en février 2008. Les insurgés ont alors communiqué avec les fournisseurs de services de téléphonie cellulaire en leur disant de désactiver le service la nuit, sinon ils continueraient à détruire leurs pylônes de transmission. L'ennemi est passé à une autre forme de communications la nuit, quand les pylônes étaient hors ligne[53]. Là encore, cette action a représenté un grand défi pour le gouvernement afghan et les forces canadiennes à Kandahar. La situation a été reconnue comme constituant un problème par le quartier général de la FO Kandahar et par ceux qui lui ont succédé, mais aucune mesure efficace ou concrète n'a été prise avant un bon moment, car le problème est devenu la norme au fil des rotations. On ne savait pas au juste s'il relevait de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du MAECI ou des forces armées.

Source : Auteur

Comme l'ennemi avait interdit l'emploi du réseau de téléphonie cellulaire afghan, les efforts déployés pour assurer la sécurité dans le Panjwayi et le Zharey s'en sont trouvés gênés. Des plans ont été dressés pour déplacer l'équipement de desserte à des endroits plus sûrs tels que la « colline des trois chars », que l'on aperçoit ici derrière une patrouille de l'ELMO canadienne et des forces afghanes.

Une opération « stratégique » menée par les talibans et d'autres groupes a influé sur les opérations de la coalition dans la province de Kandahar, car elle a gêné les convois d'approvisionnement en carburant de la FIAS. Le besoin insatiable de la FIAS en carburant et la décision qu'elle a prise de faire débarquer son matériel au port de Karachi, au Pakistan, puis de le transporter de là à Kandahar, ont entraîné les pays de l'OTAN dans le monde trouble du secteur du camionnage pakistanais. Oubliant que c'était les « mafias » pakistanaises du camionnage et les intérêts commerciaux de Quetta qui avaient créé et soutenu les talibans en 1994 pour dégager l'itinéraire commercial de l'Autoroute 1 et de l'Autoroute 4, la FIAS de l'OTAN est devenue de plus en plus dépendante des mêmes institutions dans un environnement qu'elle ne pouvait influencer, contrairement à l'ennemi. Autre réalité qui compliquait les choses davantage, l'Armée pakistanaise contrôlait le port de Karachi et une entreprise de camionnage, par l'intermédiaire d'une entité commerciale appelée National Logistics Cell. Il existait aussi un différend persistant entre l'Afghanistan et le Pakistan concernant l'Accord de transit commercial de l'Afghanistan de 1965 et le document qui devait lui succéder, l'Accord de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan[54].

Les Canadiens à Kandahar ne voyaient pas clairement comment tout cela fonctionnait, mais ils comprenaient que d'énormes sommes d'argent étaient en jeu, dont la majeure partie provenait des pays occidentaux, et que diverses parties voulaient leur part du gâteau. Un des intervenants dans cet effort de réapprovisionnement a fourni l'explication suivante :

> [Traduction]
>
> Karachi est le port maritime de débarquement pour l'opération ENDURING FREEDOM…. [Le principal itinéraire d'approvisionnement] à partir de Karachi s'étire sur 759 kilomètres, c'est-à-dire 472 milles de route cahoteuse où se succèdent fouilles, extorsions, pannes et retards. Les chauffeurs sont bousculés par la Douane pakistanaise, par la version pakistanaise des Teamsters, par l'entreprise de camionnage qui les a embauchés, et toute une gamme de trolls établissant des barrages routiers pour percevoir leur paiement de protection; ensuite, ils attendent dans le terrain de stationnement de Chaman pour entrer dans le Spin Boldak. Des explosions se produisent pendant la nuit dans ce terrain de stationnement […][55]

En août 2008, les attaques contre les convois de carburant étaient « endémiques », au point que les forces britanniques dans l'Helmand allaient bientôt manquer de carburant. En une occasion, quatre « camions à clochettes » transportant du carburant ont disparu dans la partie centrale du Zharey, après avoir été détournés. Les observateurs canadiens ont estimé qu'il y avait une convergence d'intérêts, sans doute d'origine tribale dans certains cas, entre les « mafias du camionnage » et les talibans[56]. Ces problèmes ont perduré pendant toute l'année 2008 à divers degrés.

Dans l'ensemble, cependant, les chefs ennemis jugeaient leurs efforts infructueux dans les districts. Ils avaient considérablement réduit la liberté de mouvement des Canadiens dans le Panjwayi occidental et ils profitaient du désordre créé à Senjaray, mais ils avaient de nouveau dû reculer dans l'Arghandab. En juin, le mollah Omar a envoyé son beau-frère se réunir personnellement avec les commandants insurgés de Kandahar. La situation n'était pas bonne, a-t-il dit, et la choura de Quetta « a décidé d'aller combattre dans la ville de Kandahar, car elle n'arrive pas à lutter avec succès contre les forces coalisées dans les régions rurales » [Traduction]. En fait, les dirigeants insurgés croyaient que les Canadiens ne combattraient pas dans la ville, pour éviter de causer des dommages collatéraux. Les insurgés ont maintenu des organisations dans le Zharey et le Panjwayi pour y entretenir la flamme, mais ils voulaient se tourner vers la ville dès que possible. Afin d'aider à opérer ce virage, le conseiller supérieur d'Al-Qaïda auprès des talibans y a envoyé deux de ses hommes pour coordonner une campagne terroriste urbaine à grande visibilité[57].

Les opérations anti-EEI

Les opérations anti-EEI ont continué à se multiplier et à évoluer sous la direction du quartier général Laroche au sein duquel la composante anti-EEI et ses entités constituantes ont désormais porté le nom d'« Escadron anti-EEI[58] ». Cependant, la quantité grandissante des pertes humaines et matérielles a suscité de fortes pressions à Ottawa pour que soient adoptées de nouvelles approches. Essentiellement, la perpétration constante d'attaques tactiques à l'EEI avait un effet stratégique sur un gouvernement minoritaire rendu conscient des pertes humaines par les médias et l'opposition.

Un des moyens adoptés a été l'acquisition de la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance, ou COIC, qui équivalait au détachement étasunien de dégagement d'itinéraire. La COIC se composait de trois véhicules : le véhicule Husky de détection et sa remorque, le véhicule d'enlèvement Buffalo avec son bras télécommandé, et un véhicule semblable au camion RG-31, mais muni d'un robot. Quatre groupes de trois véhicules étaient ainsi déployés à l'été 2007, mais ils ne faisaient pas partie de l'Escadron anti-EEI; la COIC appartenait à l'escadron déployé des sapeurs de combat commandé par le groupement tactique. Comme cela avait été le cas quand les Canadiens recouraient au détachement étasunien de dégagement d'itinéraire, la COIC précédait chaque colonne de véhicules sur les routes des territoires contestés tels que le Zharey et le Panjwayi. Dès lors, le Canada ne dépendait enfin plus de cette capacité étasunienne rare[59].

Et puis, il y a eu les contre-mesures électroniques (CME). Comme nous l'avons vu dans le volume I, les difficultés initiales que la mise en service d'une capacité canadienne de CME a comportées ont été réduites dans une certaine mesure en 2007. Presque chaque véhicule a alors été équipé de systèmes de CME, et une version portative d'un tel système a désormais accompagné les patrouilles à pied. Les CME faisaient partie du domaine des transmissions, et non de celui de l'Escadron anti-EEI, car il était essentiel de séparer les fréquences de brouillage des fréquences utilisées pour les communications. Cela a nécessité du temps et des efforts.

Entre-temps, l'Escadron anti-EEI a examiné les méthodologies et la relation avec le renseignement. La question était de savoir qui ciblerait tel ou tel objectif. Les forces existantes et leurs moyens de renseignement allaient-ils s'attaquer d'office aux fabricants d'EEI pendant le cours des opérations, ou fallait-il mettre sur pied des entités spécialisées qui s'en prendraient expressément à la chaîne de production et d'utilisation des EEI? La tendance étant de favoriser les aspects « stratégiques » (c.-à-d. les volets politiques et les opérations d'information), le système canadien a mis l'accent sur le ciblage spécialisé à la fin de 2007 et surtout au début de 2008. Cela a signifié que l'Escadron anti-EEI a dû évoluer pour répondre à cette exigence.

Du point de vue conceptuel, l'Escadron anti-EEI comprenait qu'il y avait des cellules spécialisées dans le contexte des EEI et, faute d'un meilleur terme, des cellules « multidisciplinaires », c'est-à-dire des unités d'insurgés qui faisaient tout, y compris la pose d'EEI et de mines. Pour reprendre une analogie canadienne, disons qu'il y avait des fabricants, des membres du Génie et des pionniers. Le degré des connaissances sur les bombes diminuait à mesure que l'on allait de gauche à droite dans cette trilogie : les pionniers se limitaient à poser ces engins de harcèlement et ils ignoraient comment ils étaient fabriqués, tandis que les membres du Génie savaient comment les armes s'intégraient dans des plans de défense plus perfectionnés. Il y avait aussi des « facilitateurs », qui étaient essentiellement des logisticiens.

Les techniques d'atténuation telles que les CME, la COIC et les fouilles à pied pouvaient remédier à certains des effets des attaques à l'EEI. Le ciblage des pionniers avec des attaques aériennes nocturnes en était une autre. Cependant, il s'agissait uniquement de moyens tactiques utilisés en fonction des besoins. Comment la FO Kandahar pouvait-elle supprimer toute la chaîne? Fallait-il attaquer aussi les facilitateurs et les fabricants? Et avec quoi? Des FOS? Des forces conventionnelles? Des UAV armés? Enfin, comment pouvait-on trouver ces insurgés et leurs fabriques? Comment la FO Kandahar pouvait-elle synchroniser tout cela avec les interventions d'autres forces dans la province?

La première mesure a consisté à approfondir l'analyse. À cette fin, il était essentiel de recueillir des connaissances détaillées sur l'identité des insurgés, sur la façon dont ils étaient reliés les uns aux autres et sur les liens entre tel ou tel fabricant de bombes et un engin ou une attaque en particulier. Ces analyses des liens entre les divers acteurs n'étaient pas nouvelles en 2007, et elles avaient lieu depuis plusieurs années, mais on avait du mal à leur donner un point de mire. L'analyse de niveau I correspondait au travail que l'équipe d'exploitation tactique faisait sur les lieux d'une explosion. Au niveau II, l'analyse s'apparentait à une « enquête sur les lieux d'un crime » [Traduction] et elle avait lieu au laboratoire étasunien, à l'aérodrome de Bagram : elle portait sur l'ADN de la bombe humaine, sur la comparaison entre l'engin et les fabricants de bombes connus et sur leur « signature ». Au niveau III, il s'agissait d'établir des liens entre ces données biométriques et techniques, d'une part, et les diverses cellules et personnalités des intervenants, d'autre part. Cela était habituellement fait aux États-Unis par des organismes spécialisés. Le problème résidait dans le fait que les forces canadiennes pouvaient mener les opérations des niveaux I et II en Afghanistan, mais que les données issues des analyses de niveau III ne leur revenaient pas dans le théâtre sous une forme qui pouvait être employée utilement[60]. En fin de compte, cela a mené à la création d'une capacité canadienne de niveau III, qui a été exploitée pour accéder aux données étasuniennes de niveau III parce que le Canada a dès lors eu une contribution à apporter. Plus tard, en outre, un poste spécialisé dans le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) a été ajouté pour gérer les opérations anti-EEI.

Qu'est-ce que cela signifiait? L'Escadron anti-EEI pouvait savoir qui avait construit un engin donné et dans quelle région les fabricants se trouvaient probablement. Cela a permis aux unités en déploiement d'adapter leurs tactiques, techniques et procédures dans leur propre zone d'opérations afin de neutraliser les capacités des EEI que l'ennemi employait dans la région en question. Il a aussi été possible de verser des données dans les systèmes de ciblage des Canadiens et de la coalition, de manière que les FOS ou les UAV puissent s'attaquer à ces fabricants d'EEI si les ressources ISTAR les repéraient. Ce travail a permis au Canada de mettre ses données à profit pour accéder à celles des alliés. En fin de compte, ces efforts ont sauvé des vies canadiennes et afghanes.

Par exemple, les médias ont révélé que des véhicules étaient munis de systèmes de CME[61]. Jusqu'alors, l'ennemi avait été contrarié à maintes reprises parce que ses EEI radiocommandés ne fonctionnaient pas[62]. Dans une autre partie de l'Afghanistan, des équipes alliées d'exploitation anti-EEI ont découvert que des fils de diverses longueurs partis des lieux de l'explosion n'aboutissaient nulle part. La longueur des fils trouvés à plusieurs endroits a augmenté de plus en plus grande, au fil du temps. L'analyse a conclu que l'ennemi employait un récepteur fixé au fil, qui était attaché à l'explosif. Il cherchait ainsi à évaluer la taille de la « bulle » des CME invisibles entourant le véhicule et il modifiait ensuite le fil de manière à pouvoir envoyer le signal déclencheur à la bombe. C'est ce que l'on appelait un « engin-araignée ». Il a plus tard été établi que certains de ces engins avaient été construits dans des fabriques en Iran, qui avait aussi acquis des systèmes étasuniens de CME en Afghanistan auprès des talibans et les avait ensuite exploités du point de vue technique[63].

Le recours à la méthode dite des « CME proactives » a constitué une autre façon d'éliminer les engins-araignées et les bombes semblables. L'idée était de balayer les routes suspectes du haut des airs avec l'aéronef de guerre électronique EA-6B Prowler des Forces navales des États-Unis [U.S. Navy]. Les systèmes de bord balayaient la route avec tout le spectre de fréquences pendant que le drone la survolait pour faire ainsi exploser les engins posés là. Cette approche posait un problème évident : les conséquences involontaires produites si un engin explosait près de civils sur la route, ou encore, par exemple, dans une fabrique située dans une zone bâtie. Les CME proactives ne pouvaient être utilisées que dans certains secteurs, et l'emploi devait en être soigneusement coordonné[64].

Quand les forces sur le terrain ont été informées de la nature de la menace que constituaient les engins-araignées, des techniques ont été adoptées pour lutter contre eux. Quand l'ennemi a observé et analysé ces contre-mesures, il a réagi en construisant des engins « commandés par fil-piège » qui ne nécessitaient aucun dispositif électronique. Cela a entraîné une autre gamme de contre-mesures techniques. Quand l'ennemi a constaté que des patrouilles à pied cherchant à repérer les fils de commande avaient lieu le matin, il a posé des mines anti-personnel près des lieux d'embuscade, et ainsi de suite.

Pendant la seconde moitié de 2007 et au début de 2008, l'ennemi a évalué la COIC et a modifié son comportement en fonction des capacités du système. À peine quelques semaines après l'entrée en service de la COIC, l'Escadron anti-EEI a observé que l'ennemi retirait le matériel explosif des mines et des munitions non explosées et qu'il le versait dans des bidons d'eau en plastique pour réduire ainsi la signature du métal des engins. Une autre méthode a consisté à creuser des trous dans les routes et à les remplir avec un explosif revêtu d'aluminium en poudre. Le véhicule Husky a été incapable de détecter un tel engin. Déjà au courant des capacités des CME, les fabricants insurgés ont construit toujours plus d'EEI déclenchés par plateau de pression. L'ennemi a déplacé dans les zones où les FSNA étaient à l'œuvre les EEI radiocommandés qu'il avait encore, car l'armée et la police afghanes ne disposaient pas de CME. Que ce fût à cause des pertes de personnel, de la cupidité locale, ou d'un désir accru de faire participer la population locale, de plus en plus de poseurs d'engins sans idéologie particulière ont été embauchés; ils étaient payés à l'acte[65]. L'ennemi ayant appris que le Canada employait des spécialistes de la lutte contre les EEI, il a fixé des dispositifs anti-manipulation sur les EEI et sur des engins secondaires dès le début de 2009, ce qui a rendu le travail de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) encore plus difficile[66].

L'ennemi s'est servi d'EEI de plus en plus puissants afin de causer des dommages catastrophiques aux véhicules blindés. Par conséquent, de plus en plus de robots Telerob de neutralisation et d'observation de munitions explosives, appelés « Johnny 5 », ont été « tués » pendant qu'ils essayaient de désamorcer les engins. C'est la vigilance inlassable de l'Escadron anti-EEI qui a réduit considérablement la capacité de l'ennemi de causer des pertes plus grandes.

La relève sur position, en février et mars 2008

Il y a eu plus d'éléments en mouvement simultanément pendant cette rotation qu'au cours de toutes les rotations précédentes. La relève du groupement tactique sur position a été relativement simple. La FO 1-08 était axée sur le 2 PPCLI et dirigée par le Lcol David Corbould. Ce groupement tactique était structuré de la même façon que celui du Lcol Alain Gauthier; il comportait deux compagnies d'infanterie de quatre pelotons chacune au lieu de trois compagnies d'infanterie. En l'occurrence, la Compagnie B relevait du Maj Mike Lane, et la Compagnie C était commandée par le Maj Stacey Grubb. Le Maj Trevor Gosselin a cédé l'escadron de chars Leopard à l'Escadron B dirigé par le Maj Chris Adams. Le Maj Jamie Vieveen commandait la batterie d'artillerie montante, soit la Batterie B du 1er Régiment, Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA), et le 12e Escadron de campagne commandé par le Maj Nathan Packer a assumé les tâches propres au génie de combat. L'escadron de reco est provenu de l'Escadron D, 12e Régiment blindé du Canada (12 RBC), et il était commandé par le Maj Stéphane Boivin.

Une fois sur le terrain, le Lcol Corbould a constaté que la situation était désastreuse. La FO Kandahar avait construit toute une « infrastructure tactique » dans les districts de Zharey et de Panjwayi, mais il existait un grave problème au chapitre des effectifs. Il y avait deux compagnies de quatre pelotons. L'une d'elles patrouillait dans le Shah Wali Kot, tandis que l'autre devait occuper les postes de police secondaires et les avant-postes de combat le long de la partie ouest de l'itinéraire FOSTERS. Dans une base de la taille d'un peloton, il fallait laisser derrière au moins une section pour la protéger pendant que les autres étaient en patrouille. Dans les positions occupées par une seule section, aucune patrouille n'était possible. L'ELMOP occupait certaines positions à elle seule avec des équipes de cinq à sept soldats. La réserve du groupement tactique se composait uniquement de l'escadron de chars, qui ne pouvait fonctionner seul, vu que l'environnement exigeait des éléments interarmes.

La situation de l'ELMO était différente. L'ELMO montante, axée sur le 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) et grandement renforcée, a dû s'adapter aux changements en cours à la FO Kandahar sur les plans du commandement et contrôle. Le Lcol Dan Drew a dû céder le commandement de l'ELMO au Col François Riffou, en partie pour refléter un accent accru mis sur le mentorat au niveau de la brigade et l'expansion de l'ELMO dans toute la 1-205 Brigade de l'Armée nationale afghane.

Le concept de la « FO Zharey », en vertu duquel l'ELMO est devenue un « propriétaire foncier » semblable à un groupement tactique dans ce district, avec un kandak lui étant jumelé, le Centre interarmées de coordination de district (CICD) et la police afghane, s'est défini davantage entre le moment où le 3 PPCLI a commencé à s'entraîner en vue du rôle propre à l'ELMO et celui du déploiement en Afghanistan. Vu la nécessité politique de maintenir une compagnie d'infanterie canadienne à la base d'opérations avancées (FOB) Frontenac, il fallait que quelqu'un d'autre assure le commandement et contrôle dans le Zharey[67]. Essentiellement, le besoin de coordonner les opérations de la police afghane, de l'ELMOP, de l'Armée nationale afghane et de l'ELMO a débouché sur quelque chose qui s'apparentait à un centre interarmées renforcé de coordination de district qui a ensuite évolué en mars et avril 2008. L'ELMO a établi la FO Zharey, et un poste de commandement a été construit dans les bâtiments de l'ELMO de la FO Kandahar. Cela a aussi signifié qu'il fallait obtenir un soutien imprévu de la part des Transmissions pour que la FO Zharey pût communiquer avec les systèmes de l'Armée nationale afghane et les systèmes canadiens[68]. (Voir la figure 3-2)

La situation a remis en question le rôle de l'ELMO : était-ce d'encadrer les Afghans ou de tenir du terrain? En outre, de qui relevait-elle? En principe, le Canada avait placé l'ELMO sous la coupe de la FIAS de l'OTAN et du CR (Sud). Cependant, était-elle sous le commandement ou contrôle opérationnel de ces entités? La FO Kandahar se comportait comme si l'ELMO relevait d'elle et elle l'incluait dans sa planification et ses

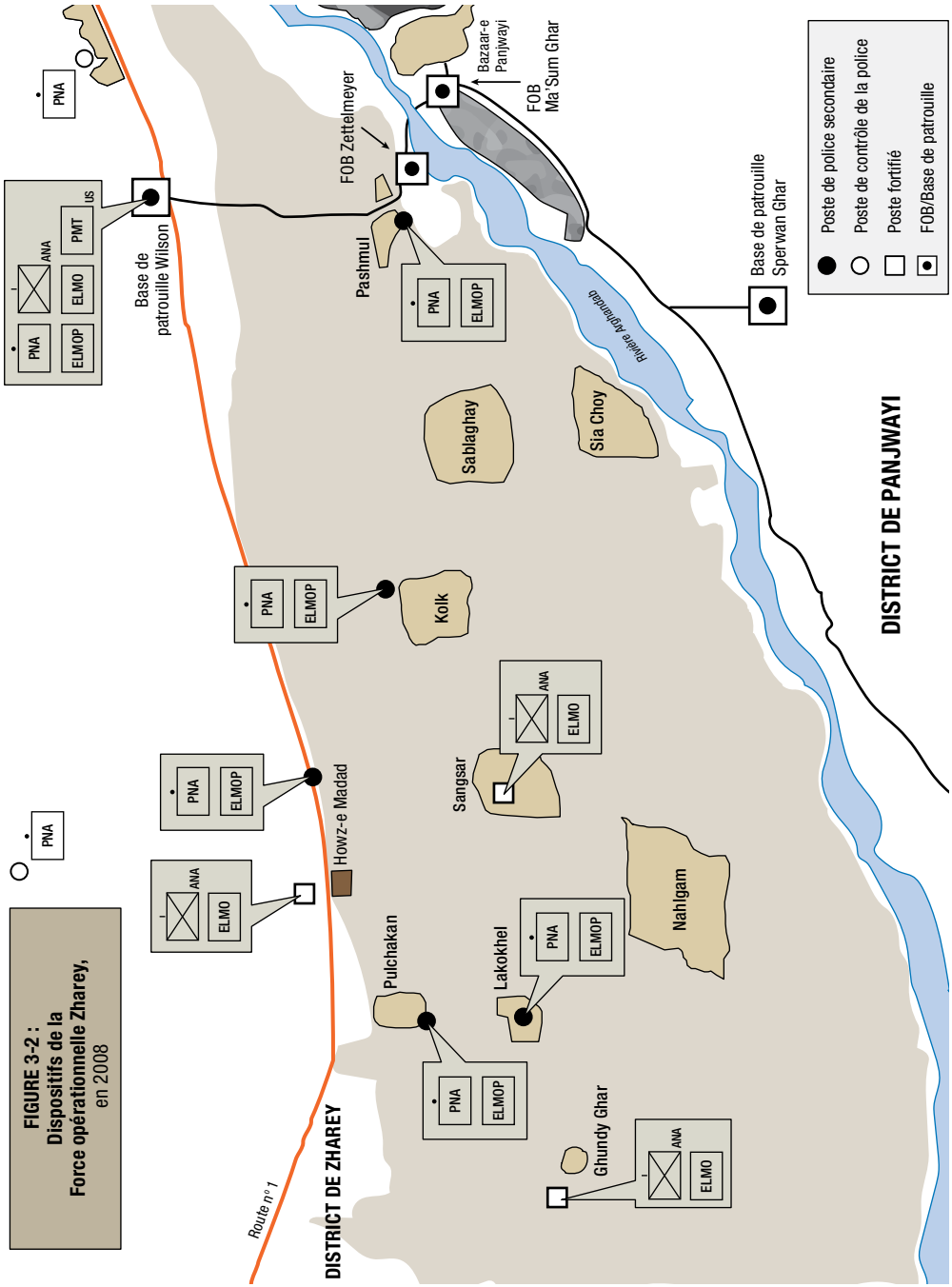


Figure 3-2 : Dispositifs de la Force opérationnelle Zharey, en 2008

ordres d'opération. Cela allait à l'encontre de l'entraînement préparatoire de l'ELMO et a suscité deux camps au sein de l'ELMO. Le Col Riffou a réglé la situation en acceptant le point de vue de la FO Kandahar. L'ELMO est devenue une entité de coordination de l'environnement opérationnel en plus d'assumer ses autres tâches, et les kandaks ont été traités dans une certaine mesure comme des unités de manœuvre au sein de la FO Kandahar, mais avec un lien avec la 1-205 Brigade et le général Bashir, auprès de qui le Col Riffou servait d'intermédiaire[69].

À la mi-mars 2008, le 1er Kandak et ses mentors travaillaient dans le district de Panjwayi, tandis que le 2e Kandak et ses mentors occupaient des positions dans le district de Zharey. Le 3e Kandak a déployé certains éléments encadrés à la FOB Nevermind dans le Ghorak. Le concept d'une « FO Panjwayi » n'a pas été approfondi à ce moment-là, mais l'intention du Bgén Laroche était encore de déplacer tout le groupement tactique à la FOB Frontenac dans le Shah Wali Kot.

L'ELMOP a continué à encadrer de près la police dans le Zharey et le Panjwayi. Cependant, pendant la relève sur position des forces canadiennes, le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud), dirigé par les États-Unis, et le ministère de l'Intérieur afghan ont inscrit au calendrier un programme de perfectionnement ciblé par district pour la police du Zharey et du Panjwayi. La Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) est arrivée pendant la nuit, et la police des districts est montée à bord d'autocars et a été envoyée au Centre d'instruction régional à Herat pour y subir un test de dépistage des drogues et recevoir une nouvelle formation. Un agent sur cinq a échoué au test de dépistage et a été libéré. Autre ennui, il n'y avait pas assez d'agents de la PNAOC pour remplacer ceux de la police du Zharey, de sorte que les effectifs de l'ELMOP ont été étirés à la limite, et la cadence des patrouilles a diminué. Celle-ci a fléchi encore plus quand la PNAOC a déclaré qu'elle n'avait pas été payée depuis quatre mois et qu'elle envisageait de démissionner[70].

De nouvelles capacités sont entrées en service pendant cette rotation. Mentionnons d'abord l'UAV Boeing ScanEagle, que l'on a appelé SUAV pour le distinguer du TUAV Sperwer. Le ScanEagle était plus petit et moins bruyant que le TUAV et il était doté d'une caméra couleur. Le Maj Gilbert McCauley, un pilote d'hélicoptère, a été chargé de fusionner les troupes de TUAV, qui appartenaient à l'artillerie, et les équipages de la force aérienne qui étaient maintenant intégrés dans les opérations des UAV, en raison de changements canadiens de niveau supérieur exigés par des circonstances juridiques. Seuls les pilotes formés étaient autorisés à faire voler les UAV. Par conséquent, les drapeaux du Commandement aérien et de l'Artillerie royale canadienne ont désormais flotté sur l'emplacement élargi de lancement des UAV à l'aérodrome de Kandahar. Le ScanEagle a permis au contingent canadien de connaître considérablement mieux la situation sur le champ de bataille en 2008[71].

Source : Auteur

Le véhicule aérien sans pilote BoeingInsitu ScanEagle est arrivé en 2009. Il était plus petit que le TUAV Sperwer et doté de meilleurs capteurs, et son autonomie était plus grande. Le ScanEagle a grandement contribué à la surveillance du champ de bataille à l'ouest de la ville de Kandahar.

Maintenant qu'il y avait plus de capteurs, il fallait plus de téléviseurs à écran plat au Centre d'opérations de la province et au Centre des opérations tactiques, ce qui a nécessité une augmentation de la capacité des Transmissions pour faire circuler les données dans tout le quartier général. En outre, comme les activités du MAECI et de l'ACDI augmentaient, il a aussi fallu répondre aux besoins de leurs systèmes d'information. De même, il existait plusieurs systèmes temporaires ou même spéciaux au sein du groupement tactique et ailleurs, ce qui a compliqué le commandement et contrôle au niveau de la FO Kandahar. L'expansion de l'ELMO a suscité d'autres complications, car les forces afghanes employaient des radios différentes et elles n'avaient aucune capacité de traitement des données. Par conséquent, les systèmes canadiens d'information et de communications ont été complètement réorganisés en 2008, et un escadron des transmissions a été mis sur pied pour remplir cette tâche[72].

La réorganisation des ressources de l'artillerie a constitué un autre changement. Le système acoustique de repérage d'artillerie hostile (HALO) a pris plus d'ampleur : d'autres postes de détection et plus de radars anti-mortiers légers s'y sont ajoutés, y compris l'un d'eux au poste fortifié de Mushan. Les données recueillies par ces systèmes et les

UAV ont été fusionnées par le Centre de coordination des feux d'appui et transmises aux détachements d'obusiers M-777 de la Batterie B pendant qu'ils se déplaçaient entre la base de patrouille (BP) de Sperwan Ghar, la BP Wilson, la base d'opérations avancée près de Hutal, ou toute autre position de pièces temporaire (voir la figure 3-3). La Batterie B a aussi apporté les nouveaux obus brisants et à fragmentation Excalibur guidés par système GPS pour les obusiers M-77773, aux fins des tirs de précision[73].

Cette relève sur position s'est effectuée plus vite et mieux que la précédente, et le GT du 2 PPCLI a pris le contrôle tactique des opérations dans le district de Panjwayi, le 16 mars 2008. Le Lcol Corbould a déployé la Compagnie B dans le Panjwayi, et la Compagnie C à la FOB Frontenac, dans le Bas-Shah Wali Kot. Le Maj Grubb n'a pas perdu une minute et est allé assister à la choura du Shah Wali Kot avec une équipe de la COCIM fournie par l'ERP afin de se rendre compte de la situation, pendant que le Maj Lane établissait son quartier général à la BP de Sperwan Ghar et déployait ses pelotons aux postes de police secondaires (PPS) de Talukan et de Zangabad et au poste fortifié à Mushan le long de l'itinéraire FOSTERS[74]. Cependant, alors que progressait la relève sur position, le Sgt Jason Boyes de la Compagnie B a été tué tragiquement par un EEI, au cours d'une patrouille débarquée de familiarisation près de Zangabad[75].

Dans le cadre de la relève sur position, l'escadron de chars a dû entreprendre l'Op RIP MUSHAN pour installer la nouvelle compagnie de l'Armée nationale afghane et ses mentors canadiens dans le poste éloigné. La menace que présentaient les EEI sur l'itinéraire FOSTERS était telle que l'Escadron C a recouru à toutes les sortes de déception possibles pour dissimuler ses véritables objectifs et ses axes de déplacement chaque fois qu'il faisait sortir ses véhicules de 70 tonnes de la FOB Ma'Sum Ghar. Maintenant que le poste fortifié de Mushan était opérationnel, il fallait le ravitailler, tout comme les PPS le long de l'itinéraire FOSTERS à Talukan, à Zangabad et à Haji. Comme il n'y avait pas d'hélicoptères canadiens, le ravitaillement a dû se faire par voie terrestre. L'ennemi savait cela. Les équipes de l'ELMO et de l'ELMOP ont appris que l'ennemi avait du mal à poser un « melon d'eau » devant un convoi de chars parce que les UAV qui survolaient la zone d'opérations le dérangeaient constamment[76].

La force de ravitaillement escortée par l'Escadron C a eu de graves ennuis, le 2 mars. Après avoir viré vers le sud depuis l'Autoroute 1 et être entré dans le lit de la rivière Arghandab, à l'ouest de Mushan, un char Leopard C2 muni d'un rouleau a heurté et fait sauter un engin explosif. Ensuite, tandis qu'un Leopard 2A6M manœuvrait, il a lui aussi heurté un engin explosif qui l'a mis hors de combat. Puis, un Leopard C2 doté d'une charrue a fait exploser deux engins ou peut-être même trois, et le conducteur, le cavalier Mike Hayakaze, a été tué. Après avoir heurté cinq mines et subi deux destructions mobilité et un décès, le Maj Gosselin a établi trois laagers défensifs dans le lit de la rivière pour la nuit, jusqu'à ce

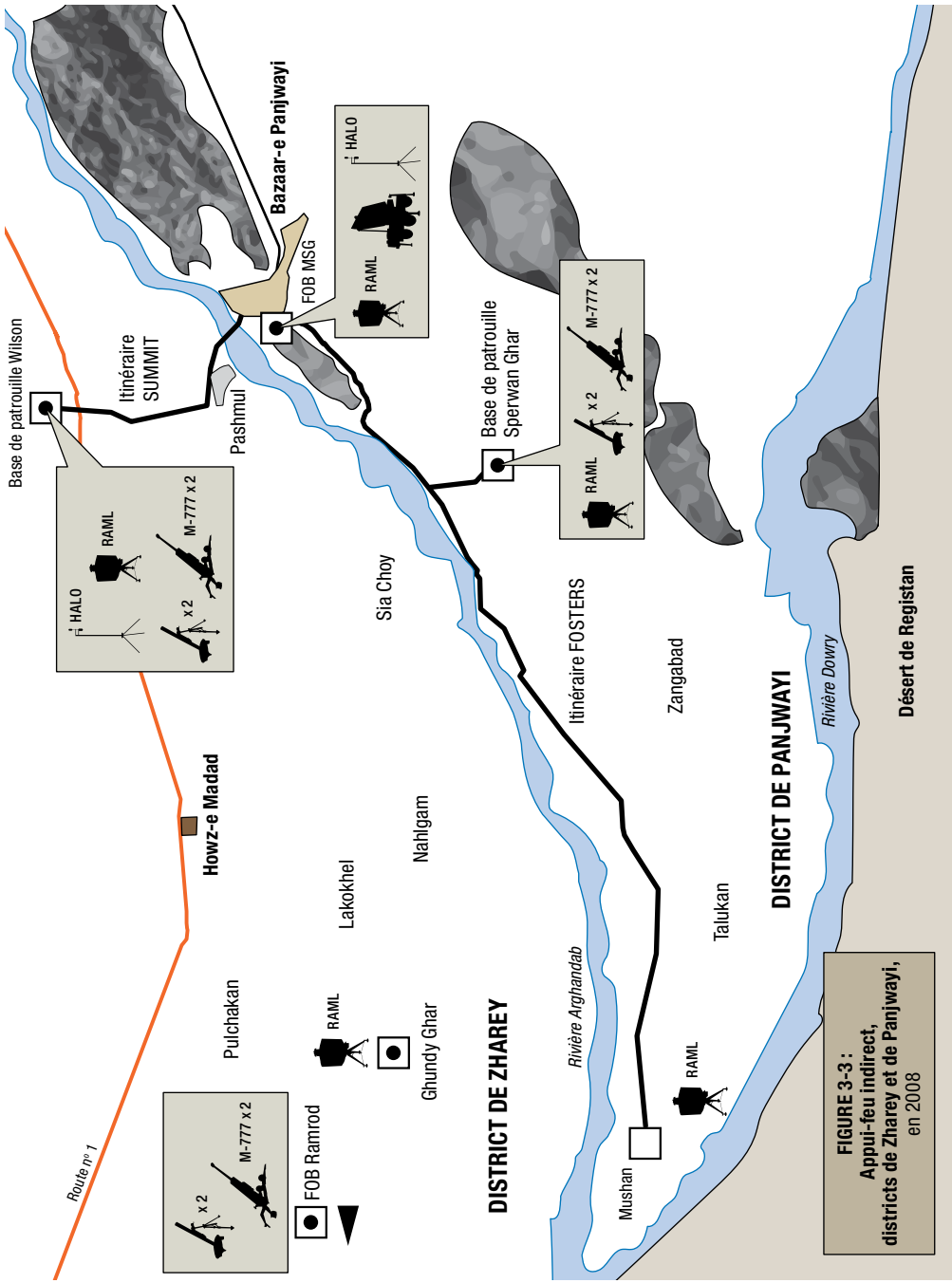


FIGURE 3-3 : Appui-feu indirect, districts de Zharey et de Panjwayi, en 2008

Figure 3-3 : Appui-feu indirect, districts de Zharey et de Panjwayi, en 2008

que les sapeurs munis d'une COIC puissent venir sur les lieux et les dégager, de manière à favoriser la récupération des véhicules endommagés. Les UAV ont volé en rond pendant toute la nuit, en attendant l'attaque ennemie. Les ressources ISTAR ont fait savoir que les insurgés « voyaient » les Canadiens, mais qu'ils n'avaient pas assez de grenades propulsées par fusée (GPF) pour s'en prendre aux laagers, ce qui les a exaspérés grandement. Sachant que les systèmes ISTAR le surveillaient, un commandant insurgé a dit ce qui suit d'une voix forte dans sa radio : « Hommes de la FIAS, vous êtes trop braves, et il faudra vous remettre à votre place! » [Traduction] Le Maj Gosselin a recouvré ses véhicules, il a livré les ravitaillements et emmené le personnel au poste fortifié de Mushan et il est rentré à la FOB Ma'Sum Ghar par l'Autoroute 1 et le lit de la rivière Dori sans autre incident. Le lendemain, il a transmis le relais au Maj Chris Adam et à l'Escadron B[77].

À la mi-mars 2008, les troupes canadiennes étaient réparties dans plusieurs districts, mais elles avaient des mandats distincts qui ne se chevauchaient pas nécessairement. Les compagnies d'infanterie du groupement tactique étaient dans le Shah Wali Kot et le Panjwayi, tandis que l'escadron de reco se trouvait dans le Spin Boldak. L'ELMO travaillait dans le Ghorak, le Zharey et le Panjwayi, pendant que l'ELMOP agissait surtout dans le Zharey. L'équipe de la COCIM de l'ERP était déployée dans l'Arghandab, le Dand, le Zharey et le Panjwayi. Les équipes de la nouvelle OTC devaient se rendre dans le Zharey et le Panjwayi. Il y avait des centres interarmées de coordination de district dans le Spin Boldak, le Zharey et le Panjwayi, mais non dans le Shah Wali Kot, l'Arghandab ou le Ghorak. Le Bgén Laroche progressait vers une intégration accrue de la vaste gamme de forces dont il disposait, mais l'état final qu'il souhaitait n'était pas en vue vers la fin de sa rotation, ce qui a créé une certaine incohérence à laquelle son successeur, le Bgén Thompson, a cherché à remédier à son arrivée, au début de mai. Les éléments de la FO Kandahar ont dû composer avec cette incohérence en mars et avril, en combattant sur plusieurs fronts en apparence non reliés, aux côtés d'un allié afghan quelque peu dérouté; ces éléments ont de temps à autre été renforcés par une multitude d'alliés de l'OTAN qui allaient et venaient dans la province, et ils n'étaient pas appuyés par des projets coordonnés de reconstruction et de développement comme il le fallait.

La distraction du Ghorak, en mars 2008

Le Haut-Ghorak est demeuré un « abcès » jusqu'à une date avancée de mars 2008. Un « commandement perdu » de 50 hommes appartenant à la Compagnie Weapons du 1er Kandak et une ELMO composée de cinq Canadiens, dirigée par le capitaine (Capt) Slade Lerch, étaient bien installés dans la FOB Nevermind, chaude et éloignée. L'équipe canadienne y aiguillonnait les Afghans, quand elle le pouvait, pour qu'ils organisent des postes de contrôle des véhicules

au défilé du Ghorak, et elle essayait de les inciter à patrouiller à plus de cinq kilomètres de la base d'opérations avancée. Le moral était bas. Le 6 mars, par exemple, six Aghans seulement se sont dits disposés à partir en patrouille. Les autres ont exigé du carburant et de l'eau avant de sortir de la base. Un ravitaillement aérien a été bâclé, et seulement la moitié de ce qui avait été demandé a été livrée. La compagnie a alors menacé de s'absenter sans permission et de retourner à Kandahar par ses propres moyens. Les mentors canadiens ont établi que la moitié de la compagnie était en fait en rotation « rouge », c'est-à-dire qu'elle était censée être en congé. Comme il n'y avait aucune activité ennemie dans le secteur, la décision a finalement été prise de remplacer la Compagnie Weapons par la police afghane (Op TEEZ SPAAR). Sous la direction d'une troupe de l'escadron de reco et de sapeurs canadiens montés à bord des véhicules d'une suite COIC, la police est arrivée à bon port, et les hommes de la 71C sont rentrés à l'aérodrome avec la Compagnie Weapons, les 19 et 20 mars[78]. Pendant que ceux-ci cheminaient, un MQ-9 Reaper, qui survolait l'itinéraire, a repéré un véhicule utilitaire sport transportant des hommes armés qui faisaient signe à d'autres insurgés. Le Reaper a suivi ce véhicule jusqu'à un lieu de rendez-vous avec deux autres véhicules chargés d'insurgés. Une bombe de 500 livres a touché sa cible et tué 12 ennemis : « Immédiatement après l'attaque, de nombreux habitants de l'endroit ont envahi l'endroit et ont rapidement retiré les corps[79]. » [Traduction] Quand la force d'extraction a fait halte pour la nuit, un MQ-1 Predator a repéré une « équipe de poseurs d'EEI » sur l'itinéraire d'extraction. Un avion A-10 est arrivé sur les lieux pour mitrailler l'ennemi au sol, mais celui-ci avait fui[80].

Le Spin Boldak : retour du « commandement perdu », en mars et avril 2008

L'autre « commandement perdu » de la FO Kandahar était dans le Spin Boldak. Le Maj Stéphane Boivin a remplacé le Maj Pete Huet à la fin de février. Avec deux troupes de huit véhicules de surveillance Coyote et appuyés par de petits détachements du génie et de l'artillerie, le Maj Boivin et ses hommes ont poursuivi l'effort qui visait à définir ce qui se passait dans le district. Dans l'ensemble, le statu quo dans le Spin Boldak reposait sur ce qui suit : les patrouilles de véhicules Coyote le long des séries de postes frontaliers qui s'étiraient comme des ailes vers le nord-est et le sud-ouest à partir du poste frontalier de Spin Boldak; les engagements des relais d'influence avec le chef de district exaspéré; les efforts faits pour arbitrer la querelle perpétuelle entre les Noorzais et les Achakzais; l'observation, par l'équipe de la COCIM de l'ERP, de la corruption habituelle au sein de l'assemblée de développement du district (ADD) de Spin Boldak, et les tentatives d'assassinat multiples exécutées par des bombes humaines contre le Col Abdul Raziq.

L'Escadron D a aussi fourni une FRR lorsque des incidents se produisaient et il appuyait l'équipe d'instruction étasunienne intégrée dans la Police frontalière afghane, équipe qui résidait avec les mentors de la police de DynCorp. De temps à autre, la FO 49, c'est-à-dire les forces d'opérations spéciales polonaises qui opéraient dans le Maruf, venait refaire le plein en eau et en ravitaillements[81].

À ce stade de la guerre, le Spin Boldak servait de voie de communication principale aux forces talibanes qui opéraient à l'ouest de la ville de Kandahar. Comme 5 000 personnes franchissaient la frontière sur l'Autoroute 4 tous les jours, la possibilité d'intercepter de petits nombres de combattants non armés tentant de s'infiltrer était minime. De même, comme c'était une des principales villes frontalières, toutes les formes imaginables d'activités criminelles y avaient cours, et, dans de nombreux cas, des recoupements considérables avaient lieu dans toutes les directions. Le développement et la gouvernance dans le Spin Boldak étaient gênés par la succession continue de chefs de district. Il n'y avait qu'un petit détachement du Programme alimentaire mondial, les visites périodiques d'un représentant du MAECI membre de l'ERP, et un seul agent de la COCIM affecté auprès de l'escadron par l'ERP. Il s'agissait vraiment d'une mission axée sur l'économie d'effort. Le Maj Boivin et ses hommes ont appris que les chefs qui dirigeaient la choura de la reconstruction de Spin Boldak ne vivaient même pas là : ils habitaient à Chaman. Quand le Maj Boivin a réussi à mettre fin au financement de la problématique choura de la reconstruction, le gouverneur Asadullah Khalid est intervenu et a ramené dans le processus les anciens vivant à Chaman. Il a semblé que les aumônes versées par le Col Raziq à la population, lesquelles équivalaient au tiers de ses gains illicites, avaient plus d'effets sur le bien-être de la collectivité que le chef de district et l'assemblée de développement[82].

Des manœuvres continues de collecte de renseignements menées par l'escadron de reco ont reconfirmé que le secteur de Lowy Kariz était un élément important de la chaîne logistique de l'ennemi qui allait de Chaman, au Pakistan, jusqu'au Spin Boldak, puis dans l'Arghistan et enfin dans la ville de Kandahar. Répétons que l'Arghistan était connu pour avoir des liens historiques avec les tout premiers groupes talibans qui se sont emparés de la ville de Kandahar dans les années 1990. Les patrouilles de l'escadron de reco et sa présence active dans le secteur susmentionné y ont influé de façon mesurable sur les mouvements ennemis.

Cependant, quand le Col Raziq a organisé des opérations anti-drogues pour montrer aux forces coalisées qu'il était « sérieux » à cet égard, il y a eu de la résistance. Les producteurs de drogue au Pakistan ont surveillé les cultivateurs de pavot dans le secteur et, quand Raziq a nettoyé les champs, ces cultivateurs ont accumulé d'énormes dettes qu'ils n'étaient pas à même de payer. Des hommes à l'allure douteuse sont arrivés pendant la nuit avec des mines et des EEI et ils ont expliqué aux cultivateurs que leurs dettes seraient acquittées s'ils posaient ces engins pour gêner les activités des forces coalisées. Les cultivateurs ont

profité de la sécurité supplémentaire offerte par les troupes coalisées en se tenant loin des zones minées et ils ont ainsi pu réduire leurs dettes. Par conséquent, il y a eu une vague d'attaques à l'EEI[83].

Le véritable signe annonciateur a été l'éclatement d'une bombe sur l'Autoroute 4, le 15 avril. Quatre agents de la police afghane passaient à proximité d'un chantier de construction et ils ont alors aperçu un véhicule suspect, qui était en fait un véhicule pour attentat-suicide à la bombe. Le conducteur a fait exploser l'engin et a blessé les policiers. Deux jours plus tard, un véhicule Coyote de l'Escadron D a heurté un EEI qui a blessé le conducteur; celui-ci a été évacué à l'hôpital de rôle 3 à l'aérodrome de Kandahar. Quand l'équipe d'exploitation des EEI est arrivée sur les lieux, un deuxième engin a explosé, mais heureusement, personne n'a été blessé ou tué[84].

Le district voisin de Shorabak a été menacé en mars 2008 quand 150 insurgés et huit véhicules ont franchi la frontière à un endroit éloigné pour contourner la chaîne de postes d'observation. Comme aucune force coalisée n'était présente dans la région, il n'y avait pas moyen de faire grand-chose. Le Col Raziq a bien envoyé une FRR, mais l'ennemi s'est dispersé dans le désert de Registan. En même temps, une fusillade a éclaté entre la police frontalière afghane et des forces pakistanaises, ce qui a nécessité l'intervention d'autorités supérieures pour réduire les tensions. Un policier afghan a été tué et deux autres ont été blessés. Cet incident visait peut-être à détourner l'attention de l'infiltration des insurgés venus du Shorabak, mais il est tout aussi possible que des raisons moins malveillantes en aient été la cause[85].

Les insurgés ont augmenté la mise le 22 avril en attaquant deux postes d'observation frontaliers afghans avec 50 combattants venus du côté pakistanais de la ligne Durand. La police frontalière afghane a combattu vaillamment; six agents ont été tués, deux autres ont été blessés et deux autres ont été portés disparus. Une patrouille de cette police, qui répondait aux attaques, a heurté un EEI qui a blessé deux autres agents. Une patrouille de la FO 49 était dans le secteur et elle est intervenue. Un contrôleur interarmées polonais de la finale de l'attaque a pu faire venir un bombardier B-1B qui a fourni un soutien en larguant des bombes JDAM (munition interarme d'attaque directe) qui ont supprimé dix insurgés; les autres ont battu en retraite. L'Escadron D a aidé à évacuer les blessés. Le lendemain, le Maj Boivin, qui assistait à une choura, a failli être tué quand un individu armé d'explosifs s'est approché de la choura et s'est fait exploser. La situation s'envenimait dans le Spin Boldak, mais personne ne savait au juste pourquoi ou ce qui avait changé depuis 2007[86].

Dans le cadre de l'Op AGILE SCORPION, exécutée entre les 27 et 30 avril, des patrouilles de l'Escadron D ont fait irruption dans les localités du Lowy Kariz. Après un certain nombre d'engagements des relais d'influence, le Maj Boivin et ses hommes ont pu établir qu'un nouveau groupe d'insurgés ayant aussi de nouveaux chefs était présent

dans la région et intimidait la population locale, puis s'enfuyait dans les collines quand une patrouille s'approchait. « Malheureusement, a écrit l'Escadron D, notre capacité d'exercer une influence directe à cet endroit demeure limitée[87]. » [Traduction]

Par ailleurs, une patrouille de l'escadron de reco a découvert une localité de 30 personnes dans un secteur reculé du district. Ce village ne figurait sur aucune carte. Quand elle s'en est approchée, elle s'est fait dire de partir; les habitants ont déclaré qu'ils étaient des Barakzais du Pakistan et qu'ils voulaient s'éloigner de toute la violence. On ne savait pas au juste depuis combien de décennies ils étaient là, mais il y avait des signes d'unions consanguines. Les conditions de vie y étaient si horribles que le contact avec cette collectivité a eu un profond effet psychologique sur certains soldats canadiens. C'était comme si ces Barakzais étaient les descendants d'une diaspora de plusieurs centaines d'années[88].

Le Shah Wali Kot et l'Arghandab, en février et mars 2008

La Compagnie C, commandée par le Maj Stacey Grubb, s'est établie à la FOB Frontenac en février, avant l'arrivée du gros du GT du 2 PPCLI. À ce moment-là, elle relevait du GT du 3 R22eR, mais elle ne recevait aucune directive. « J'avais lu pas mal de textes sur la contre-insurrection [et] j'ai rédigé ma propre directive. Vingt-quatre heures s'étaient alors passées depuis notre arrivée sur le terrain. J'ai déclaré ceci à mes troupes : "Voici ce que nous allons faire. Voici mon intention!" Tout avait pour objet de ne pas nous assujettir à l'infrastructure; il s'agissait d'aller parmi la population et de faire des efforts pour connaître nos voisins d'abord[89]. » [Traduction] Cependant, le Maj Grubb, a dû composer avec l'énorme taille de la FOB Frontenac. Celle-ci était conçue pour accueillir tout un groupement tactique, mais il n'y avait alors que la Compagnie C et ses attachements, qui comprenaient une équipe de guerre électronique mobile (EGEM). La FOB Frontenac rendait l'ennemi perplexe : « Il ne comprenait pas, quand nous sommes arrivés, ce que diable nous faisions là […] Il ne pouvait comprendre pourquoi nous avions construit cette base massive à cet endroit […] [La FOB Frontenac] n'était reliée à rien d'autre. » [Traduction] La Compagnie C s'en est servie comme d'une installation de rééquipement et de réorganisation entre les patrouilles : « Nous n'avons séjourné là que le temps nécessaire pour nous préparer à la prochaine patrouille. » [Traduction] Le Maj Grubb a défini quatre quadrilatères de patrouille dans la région du Bas-Shah Wali Kot et de l'Arghandab supérieur. Chacun des quatre pelotons patrouillait pendant 72 heures, et les soldats « vivaient avec ce qu'ils avaient sur le dos » [Traduction]. Si une quantité suffisante de renseignements était recueillie sur une cible, le Maj Brubb envoyait la compagnie exécuter une opération de 96 heures[90]. (Voir la figure 3-4)

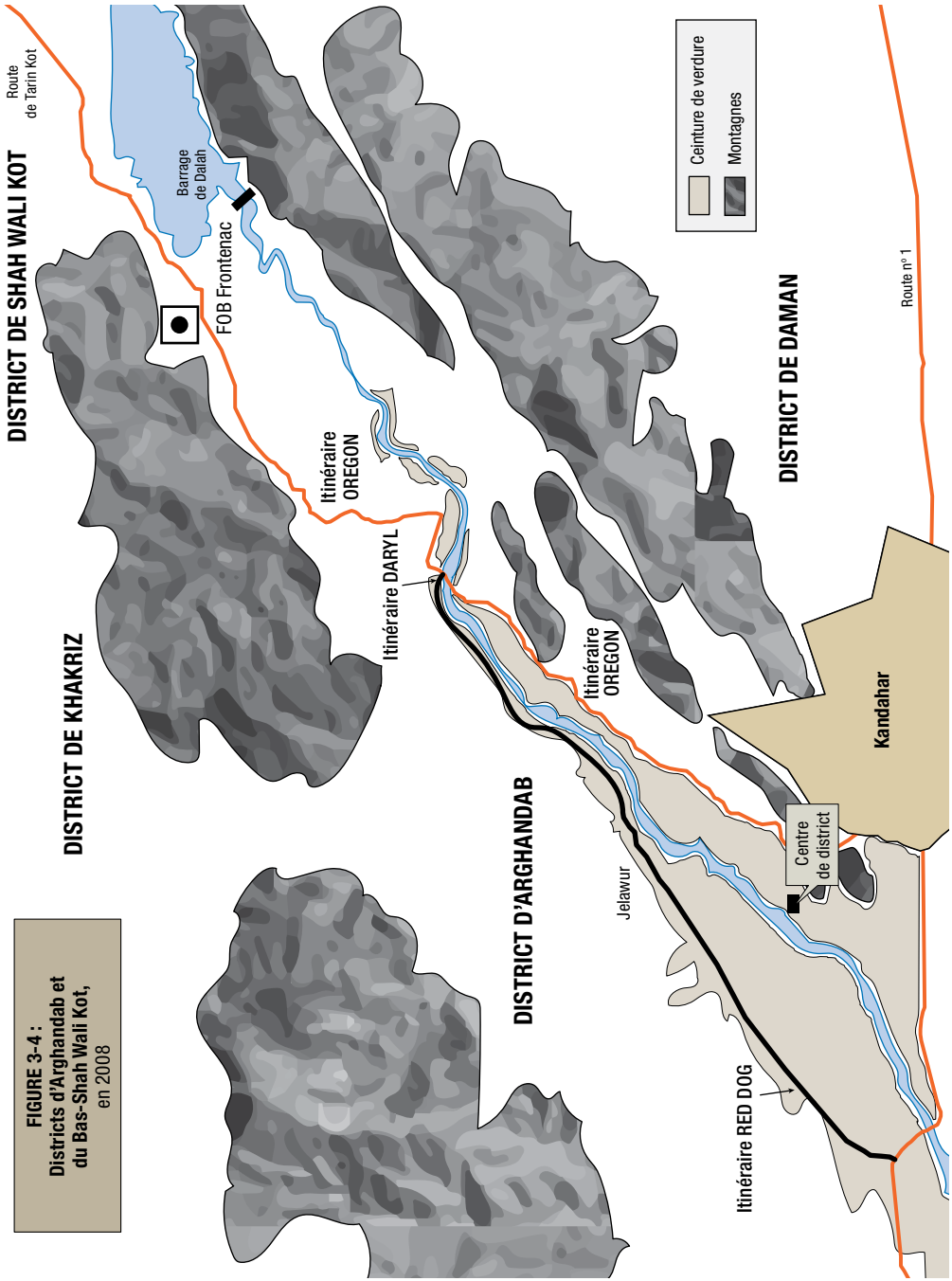


FIGURE 3-4 :
Districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en 2008

Figure 3-4 : Districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en 2008

Les patrouilles recueillaient des renseignements importants, mais il leur fallait de meilleurs moyens pour établir des liens avec la population. Les relations avec la police étaient minimales : sur la route de Tarinkot, la force de patrouille de la Kandak Amniante Uruzgan (KAU) travaillait pour une personne d'influence dans l'Oruzgan et avec les forces spéciales étasuniennes. L'Armée nationale afghane n'était aucunement présente là. Après un certain temps, une équipe de la COCIM est arrivée, et le Maj Grubb a réussi à établir un contact avec les centres de district du Shah Wali Kot et de l'Arghandab. Quand ce lien a été créé, « les centres de district nous ont fourni beaucoup d'informations […] nous leur avons donné des radios BP pour qu'ils puissent communiquer avec nous. La CIVPOL a créé une sorte de ligne 911 pour les téléphones cellulaires. Nous avons recueilli beaucoup de renseignements auprès des centres de district, et nos patrouilles ont pu en corroborer certains[91]. » [Traduction]

À ce moment-là, les forces des États-Unis, en l'occurrence la FO 32, travaillaient avec les forces de sécurité de la KAU sur la route de Tarinkot et dans un arc allant du Haut-Shah Wali Kot jusque dans le nord du district de Khakrez, où elles s'adonnaient à des activités perturbatrices. Lors d'un engagement, elles ont perdu un camion RG-31 dans un endroit reculé et elles ont eu besoin d'une dépanneuse. Le GT du 2 PPCLI a lancé l'Op SHAMSHIR TEZ [Sabre aiguisé] pour leur venir en aide. Un détachement de dégagement d'itinéraire du génie, une troupe de chars Leopard de l'Escadron B, un engin blindé du génie (EBG) et un peloton d'infanterie de la Compagnie C se sont frayé un chemin dans le terrain accidenté de la région de Gumbad pour se rendre jusqu'à la FO 32. Un UAV Predator a repéré des emplacements possibles d'EEI, et ces endroits ont été nettoyés au moyen de vitales fouilles débarquées ponctuelles. C'était un travail exténuant, mais le véhicule a finalement été recouvré, et les forces sont rentrées à leur base d'opérations avancées respective[92].

Les informations obtenues grâce aux patrouilles constantes et aux rapports avec la population ont abouti à une opération de bouclage et de fouille appelée CHATAK KOCHNIE KULE dans le village d'Acakzo Soznay. Il y avait là une fabrique d'EEI, mais elle était abandonnée. En avril, la Compagnie C a pu étendre sa zone de patrouille au sud, dans la partie supérieure du district d'Arghandab, et elle a reçu l'ordre de définir le secteur aux fins de la connaissance de la situation blanche et de réunir des renseignements sur les approches que l'ennemi était susceptible de suivre pour entrer dans l'Arghandab supérieur. Maintenant que la Compagnie C concentrait 80 p. 100 de ses efforts sur l'Arghandab, elle devait modifier ses méthodes opérationnelles. En effet, le Shah Wali Kot était aride et vallonné, mais l'Arghandab se caractérisait par une zone verte fertile avec des collines désertiques au nord-ouest. Au lieu d'emprunter les itinéraires OREGON ou RED DOG,

qui risquaient d'être parsemés d'EEI, la Compagnie C est passée par des zones de manœuvre désertiques, puis elle s'est insérée dans les secteurs de la « bande verte ». « L'ennemi ne savait pas où nous allions nous pointer. Comme les VBL peuvent aller n'importe où, nous pouvions nous manifester à n'importe quel endroit. [L'ennemi] peut apercevoir la plume de poussière montant du désert, mais il ignore ce qui s'y passe et il ne connaît pas la taille de notre force. Tout était perturbé[93]. » [Traduction]

Le Maj Grubb a pu faire savoir au début de mai que la présence des insurgés grandissait dans l'Arghandab et que le village hostile de Jelawur, dont certains avaient entendu dire que c'était la ville natale de la femme du mollah Omar, constituait un des noyaux de cette activité[94].

Les opérations dans le district de Zharey, en mars et avril 2008

La situation dans le Zharey était très différente quant à la qualité, à l'envergure et à la quantité de ses composantes. La structure de la FO Zharey, nouvellement constituée, s'apparentait à une courtepointe bigarrée comprenant des éléments de l'armée et de la police afghanes, de la PNAOC, de l'ELMOP, de l'ELMO et de nombreuses autres entités. Les Afghans ont déployé le 2e Kandak et ont occupé des postes fortifiés abritant des unités de la taille d'une compagnie à Howz-e Madad, à Ghundy Ghar, à Sangsar et à la BP Wilson. C'était toutes des entités encadrées par l'ELMO. Les forces de police occupaient deux séries de postes secondaires. La première série s'étirait le long de l'Autoroute 1, désormais appelée « Route périphérique sud » (en anglais « Ring Road South ») : les postes étaient installés à Spin Pir, à la BP Wilson, à Asheque et à Senjaray, et un autre se situait au camp de réfugiés dans le nord du Zharey. La seconde série se trouvait au sud de la Route périphérique sud, à Pulchakan, à Lakokhel, à Kolk et à Pashmul. En général, les PPS de l'intérieur étaient encadrés par l'ELMOP canadienne, tandis que ceux échelonnés le long de l'Autoroute 1 étaient soutenus par des mentors étasuniens. En raison du programme de perfectionnement ciblé par district, il y avait moins de membres de la Police nationale afghane, et les autres étaient remplacés par des agents de la PNAOC de Kaboul, eux aussi encadrés par des mentors de la police étasunienne. (Voir la figure 3-5)

Les hommes qui ont démêlé et coordonné les divers éléments de cette « tour de Babel », du mieux qu'ils ont pu le faire, étaient le Maj Bob Ritchie et le Capt Jon Snyder, tous deux membres de l'ELMO. En mars et avril 2008, ils ont eu recours au CICD et à leur personnalité pour faire fonctionner le mieux possible ce système de systèmes. Les mentors de l'ELMO et de l'ELMOP ont accumulé de longues journées de travail dans des environnements isolés et aliénants, aux côtés d'hommes dont la loyauté paraissait incertaine à n'importe quel moment. C'était un travail épuisant qui risquait de démoraliser les mentors et de saper, sous le feu ennemi, jusqu'à la dernière once de leur énergie.

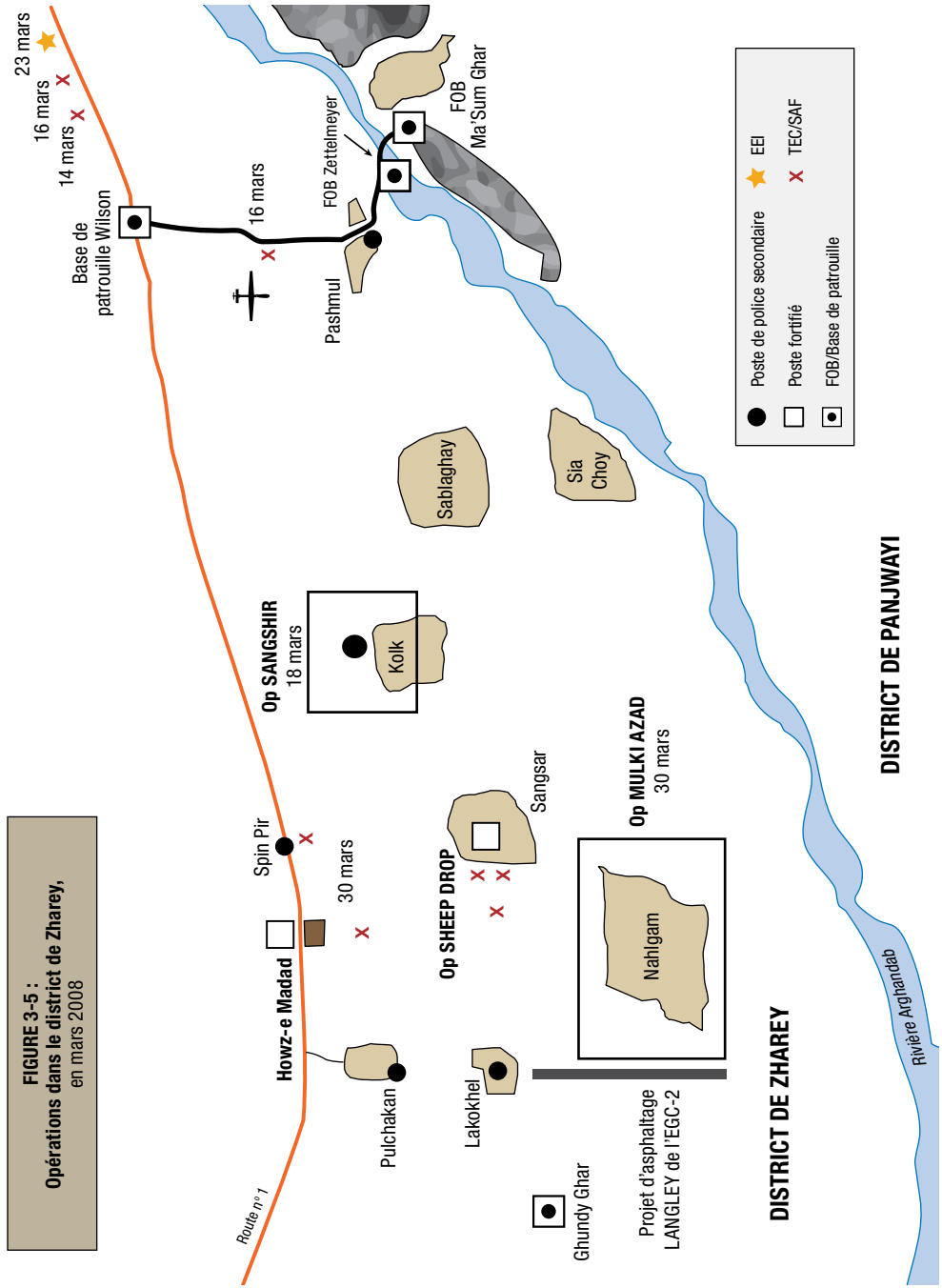


Figure 3-5 : Opérations dans le district de Zharey, en mars 2008

Les équipes de la COCIM de l'ERP ont elles aussi participé aux opérations dans le Zharey. À la fin de mars, elles ont coordonné leurs activités avec le Centre de coordination du district de Zharey. Le Maj Ritchie, qui avait été officier des opérations de l'ERP en 2005, connaissait le chef de district, qui avait été le chef du district de Panjwayi en 2005, et il a collaboré de près avec l'Assemblée de développement de district, dans l'état où elle était alors[95].

Pendant tout le mois de mars, les équipes de la COCIM ont appris que les questions pressantes dans le Zharey se rapportaient aux expropriations foncières nécessitées pour créer « l'infrastructure tactique », aux dommages causés en 2006 pendant l'Op MEDUSA et aux problèmes d'irrigation causés par la construction de l'itinéraire Summit. Dans bien des cas, il s'agissait d'un différend circulaire : « C'est là un thème qui revient constamment dans la bouche des requérants : la FIAS se décharge de toute responsabilité à l'égard des terres privées occupées par les FSNA et elle transmet les demandes d'aide au gouvernement de l'Afghanistan. Cette mesure ne fait qu'accroître le mécontentement et le manque de confiance de la population envers ce gouvernement, et elle fait voir les FSNA et la FIAS sous le même jour[96]. » [Traduction]

Pour ce qui est des processus du district, les habitants du Zharey « n'ont pas vu leur représentant à la choura depuis plus d'un an […] Les cultivateurs ont déclaré qu'ils ne font aucunement confiance à la choura ou au chef du district. Ils ont déclaré que le représentant à la choura garderait pour lui toute somme qui [lui] serait confiée pour le développement et la reconstruction et qu'il ne la répartirait pas entre les habitants qui étaient dans le besoin[97] » [Traduction]. L'itinéraire SUMMIT suscitait encore des protestations : « L'absence de consultations avec la population au sujet de l'asphaltage de l'itinéraire SUMMIT a suscité la colère de nombreux cultivateurs du secteur de Pashmul à l'endroit des CANADIENS en particulier. Cette colère a entraîné une réduction profonde de la coopération et elle risque de provoquer la pose d'EEI et des actions de la part des insurgés qui ne seront pas signalées, ou, pire encore, d'inciter des cultivateurs à aider ces derniers[98]. » [Traduction].

Dans un autre cas, au cours d'une opération menée par des FOS près de Ghundy Ghar, celles-ci ont détenu un habitant de l'endroit. Comme il n'est pas revenu promptement dans sa famille, celle-ci a essayé de passer par les voies habituelles pour obtenir sa libération. Elle a cessé de fournir de l'eau à l'Armée nationale afghane et à l'ELMO canadienne parce qu'elle était exaspérée de n'avoir reçu aucune réponse après une longue période : « La famille […] a essentiellement tourné le dos à l'ANA et à l'ELMO, après avoir entretenu avec celles-ci une remarquable relation de travail antérieurement[99]. » [Traduction] Comprenant l'importance de l'engagement religieux dans le contexte local, toutefois, l'ELMO a élaboré des relations avec un certain nombre de mollahs dans le Zharey. Ces hommes ont signalé aux forces coalisées l'emplacement des EEI et les ont renseignées sur la façon dont les talibans intimidaient la population pour qu'elle les aide. Ils ont aussi signalé la présence d'un nœud de commandement insurgé clé[100].

Pendant le mois de mars, l'insurrection dans le Zharey a tout d'abord semblé inactive. Au début de mars, toutefois, les talibans ont amorcé dans la province de Kandahar ce qui a équivalu à « une guerre contre les téléphones cellulaires » [Traduction]. Ayant conclu correctement que les téléphones cellulaires étaient le principal moyen que la population employait pour communiquer avec la police dans le Zharey et le Panjwayi et ailleurs, par l'intermédiaire des centres interarmées de coordination de district ou du CICP, les talibans ont ordonné aux entreprises de téléphonie cellulaire Roshan et AWCC (Compagnie afghane des communications sans fil) de suspendre le service pendant la nuit. Les deux entreprises ont obéi, après que des insurgés dans la ville de Kandahar ont incendié une tour de Roshan et que deux autres tours dans la ville ont été détruites par d'autres moyens. En une semaine, cinq tours ont été neutralisées. La FO Kandahar a été informée que, « plus les services cellulaires se détérioreraient, plus on craindrait également pour la sécurité dans l'ensemble du district[101] » [Traduction]. À la mi-mars, les services ont été rétablis dans toute la ville, mais les entreprises ont continué de les suspendre la nuit à l'ouest de la ville, en particulier dans le Maywand, le Zharey et le Panjwayi[102].

Une autre activité par laquelle l'ennemi a voulu manifester sa puissance à la population a consisté à établir de nombreux postes temporaires de contrôle des véhicules. Cela a non seulement servi à intimider la population, mais aussi à renforcer la notion qu'il existait des secteurs, réels ou virtuels, qui étaient « interdits » et contrôlés par les talibans. Plus ils se multipliaient, moins ils étaient virtuels. Il était difficile de faire échec à cette tactique s'il n'existait aucune présence durable des forces de sécurité. Combinée à la « guerre contre les téléphones cellulaires » [Traduction], cette mesure a servi à creuser un fossé entre la population et le gouvernement.

Il y avait aussi de nouveaux ennemis dans le tableau. Trois chefs liés à Quetta et accompagnés d'une équipe de formateurs spécialistes des EEI ont été repérés dans le district de Zharey. Certains d'entre eux semblaient comprendre les limites inhérentes aux règles d'engagement de la FIAS :

> [Traduction]
>
> Après l'attaque exécutée par un UAV Reaper, le 22 mars 2008, un insurgé a été vu en train de se servir d'un enfant ou d'un adolescent comme d'un bouclier contre une autre attaque de la FIAS […] Il s'est alors chargé de l'insurgé blessé et a semblé obliger l'enfant à marcher devant lui. On l'a vu pousser l'enfant à plusieurs reprises en avant de lui. Il a ainsi parcouru 400 m […] L'enfant n'a jamais aidé à porter l'insurgé blessé[103].

L'ELMO et le 2e Kandak ont mis l'accent sur l'entraînement en vue de l'exécution de patrouilles de nuit, et il a fallu la majeure partie du mois pour préparer la première. L'opération de bouclage et de fouille MAAR PUTH [Serpent qui se cache] n'a produit aucun contact avec l'ennemi. Un jour, le commandant est parti en congé et a ordonné de ne lancer aucune opération au niveau du kandak en son absence. Quand les ravitaillements ont continué à s'épuiser au poste fortifié de Sangsar, les chefs du kandak ont planifié l'Op SHEEP DROP et ont organisé leur propre mission armée de ravitaillement. Il y a alors eu deux contacts avec six insurgés qui ont employé la tactique des « tirs à la dérobée ». L'ELMO avait avec elle un contrôleur aérien de la finale de l'attaque qui a appelé deux chasseurs-bombardiers français, mais ceux-ci n'ont pu acquérir leur objectif, à savoir les insurgés. Ce fut une mission fructueuse qui a démontré l'existence chez les troupes afghanes d'une capacité d'un niveau qui aurait été impensable en 2006. Il s'est produit plusieurs contacts avec l'ennemi au cours des jours suivants, ce qui a amené l'ELMO à faire savoir que « les problèmes accrus dans les environs du poste fortifié de Sangsar mettent en lumière la menace pesant sur la Route périphérique sud […] cet endroit et le secteur à l'est de la FOB Wilson nécessiteront une opération de dégagement délibérée pour garantir la sécurité[104] » [Traduction]. Un attentat-suicide a ensuite eu lieu contre le convoi 99 TAC du Bgén Laroche, le 12 mars : un Canadien a été blessé, un Afghan a été tué, et un camion RG-31 a été mis hors de combat[105].

À ce moment-là, l'ELMO a mis au point un système grâce auquel l'équipe des forces de sécurité (FORSEC) dans ses camions RG-31 (employés pour ravitailler les Canadiens dans les divers postes secondaires et postes fortifiés) avait avec elle un contrôleur aérien de la finale de l'attaque. Si les FORSEC entraient en contact avec l'ennemi, elles se déployaient et demandaient un appui aérien rapproché, car l'armée et la police afghanes n'avaient pas les moyens de ce faire. L'escadron de chars à Ma'Sum Ghar a contribué à la sécurité dans le Zharey en servant de « cuirassé ». Les chars Leopard 2, dans leurs positions d'attente, ont surveillé la partie sud de l'itinéraire SUMMIT. Avec leurs systèmes optiques, les équipages des chars ont repéré une équipe ennemie de poseurs d'EEI; le Centre des opérations tactiques du groupement tactique a pu envoyer un MQ-1 Predator au-dessus de la route, et cet UAV a ensuite pris à partie et tué les deux hommes en train de poser des EEI[106].

L'ennemi a exercé des pressions sous diverses formes sur le PPS de Kolk, et ses OPPSY ont semblé porter fruit, et la police a donné l'impression qu'elle allait abandonner l'endroit. Les renseignements recueillis par les mentors étasuniens de la police au sujet d'une cache et la nécessité d'une démonstration de force ont donné lieu à l'Op SANGSHIR, le 18 mars. La 2e Compagnie de Howz-e Madad et la Compagnie Weapons de la BP Wilson ont manœuvré autour de Kolk pour créer une position d'arrêt, pendant que la PNAOC et les équipes de mentors étasuniens de la police fouillaient la cache. La police afghane et

les mentors de l'ELMOP ont établi des postes de contrôle des véhicules pour intercepter quiconque tenterait de quitter les lieux. Aucune cache n'a été trouvée, mais par sa taille, cette opération multiorganismes a représenté un grand pas en avant en ce sens qu'elle avait été planifiée et exécutée par les Afghans (bien qu'avec un solide encadrement fourni par le Maj Ritchie et l'ELMO)[107].

La cadence opérationnelle des insurgés s'est considérablement accentuée pendant la dernière semaine de mars. La police et l'ELMOP qui patrouillaient à partir du PPS de Kolk ont été attaquées et ont fait appel à une FRR composée des FORSEC de l'ELMO et d'un contrôleur aérien qui a obtenu l'appui d'un chasseur F-15. Un convoi de ravitaillement se rendant au poste fortifié de Sangsar a été attaqué le lendemain. Dans les deux cas, l'ennemi a appliqué la tactique des « tirs à la dérobée », et il n'y a eu aucune perte chez les forces coalisées. L'ennemi a alors porté son attention sur l'Autoroute 1. Deux convois de ravitaillement civils ont essuyé des tirs, l'un après l'autre. Un énorme EEI a touché un convoi de la FO 32 : deux Étasuniens ont été tués, trois autres ont été blessés, et un camion de transport lourd a été soufflé à une distance de 50 pieds, puis il a capoté, et des cratères ont été causés partout dans la route[108]. Les patrouilles de l'armée et de la police afghanes ne cessaient de découvrir des engins sur la route. Encore une fois, l'ELMO a fait le rapport suivant : « Il y a trop d'EEI à l'est de la FOB Wilson, sur la Route périphérique sud. Les communications avec les postes de contrôle de la PNAOC [à Asheque et Senjaray] sont inexistantes. Quand des renseignements nationaux locaux sont recueillis et transmis, il faut y donner suite plus rapidement[109]. » [Traduction]

Une autre grande opération appelée MULKI AZAD a été planifiée pour le 30 mars avec un kandak et la police. L'ELMO s'est mise en rapport avec l'Escadron B et elle a pu obtenir son appui pour établir une position d'arrêt sur l'itinéraire LANGLEY pendant que l'armée et la police afghanes s'avanceraient dans le secteur de Nahlgam. Pendant cette opération, un char Leopard 2A6M a heurté un EEI et a dû être récupéré par le véhicule blindé de dépannage. Le 2e Peloton de la Compagnie C a couvert l'extraction, mais à cause de l'endommagement de la route et de la hauteur de la nappe phréatique, toute la colonne s'est enlisée. En effet, la boue a atteint les anneaux de la tourelle de certains chars quand la route s'est effondrée. Il a fallu déployer un effort d'envergure qui s'est prolongé jusque dans la première semaine d'avril pour recouvrer les huit véhicules, les sapeurs de combat ayant dû tout d'abord répandre du gravier sur l'itinéraire LANGLEY, avant que l'extraction des véhicules puisse commencer[110]. Tout cet incident par ailleurs gênant a eu un bon côté, en ce sens qu'il a montré qu'il fallait peut-être envisager d'asphalter l'itinéraire LANGLEY en priorité.

Le signe le plus clair confirmant le retour de l'ennemi s'est produit le 30 mars. Le PPS de Spin Pir et le poste fortifié à Howz-e Madad ont été attaqués simultanément. À ce dernier endroit, l'ennemi a eu recours à des « tirs à la dérobée » pour immobiliser les défenseurs, mais à Spin Pir, l'attaque s'est prolongée : l'ennemi « a dirigé des tirs nourris » [Traduction] sur la police afghane et sur l'ELMOP. Une GPF a touché la tour de guet du PPS et a blessé trois Canadiens. L'Adj Milton Verge a été gravement blessé, mais il a assujetti l'ennemi à des tirs de suppression et réussi à diriger la police pour effectuer une défense ponctuelle efficace du poste, ce qui a paralysé l'attaque ennemie. Ses actes lui ont plus tard valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire. Le peloton de la Compagnie C sur l'itinéraire LANGLEY a riposté, tout comme la compagnie afghane et les mentors canadiens basés à Howz-e Madad. Depuis la FOB Wilson, le peloton de protection de la force de l'ERP et une équipe de la COCIM se sont déployés, et toutes les forces ont convergé vers le PPS de Spin Pir. Voyant les forces écrasantes qui arrivaient, l'ennemi a rompu le contact et a fui vers le sud. La compagnie afghane et l'équipe de la COCIM ont poursuivi des groupes d'insurgés et ont pris à partie huit ennemis : elles en ont tué ou blessé cinq. Les insurgés se sont repliés de nouveau, cette fois vers le sud-est, où un TUAV Sperwer les a vus en train de se disperser. Des aéronefs étaient sur les lieux pour fournir un appui aérien rapproché, mais il n'a pas été possible de faire une identification catégorique de l'adversaire[111].

À ce moment-là, l'OTC a envoyé l'EGC 2 dans le district de Zharey en la chargeant d'embaucher des habitants de l'endroit pour exécuter un projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY, un peu comme on l'avait fait pour asphalter l'itinéraire FOSTERS dans le Panjwayi. L'EGC 2, qui comprenait 23 personnes, des VBLC et des camions, s'est rendue à un avantposte de combat au sud d'Howz-e Madad et s'est mise au travail. La réaction initiale a été encourageante : 120 personnes sont arrivées pour se faire embaucher, et les travaux ont commencé. Cependant, l'EGC 2 a très vite appris que ces ouvriers venaient de la ville de Kandahar en VUS escortés par des agents de sécurité privés. Ce n'était de toute évidence pas des habitants de l'endroit. En outre, quand un officier subalterne peu au courant de « l'horaire afghan » a empêché certains ouvriers de travailler parce qu'ils étaient en retard, des tirs de GPF ont été dirigés contre l'avantposte de combat de l'EGC 2. Au cours du mois qui a suivi, l'EGC 2 a régulièrement essuyé des tirs de harcèlement, ce qui a suscité l'adoption de mesures défensives, à tel point que l'Adjum Alison Clark, commis à la solde affectée auprès de l'EGC 2, s'est armée d'un canon Carl Gustav. Malgré ces difficultés, l'équipe a réussi à établir des liens limités avec la population locale et même à recueillir des renseignements sur l'activité ennemie. Par exemple, elle a appris qu'une équipe d'insurgés comprenait quatre Afghans dirigés par un Tchétchène. Les Afghans de ces équipes d'insurgés étaient soit des combattants de l'extérieur, soit des habitants de l'endroit, soit les deux[112].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 008

Le 16 mars, le GT du 2 PPCLI a pris le contrôle opérationnel du district de Panjwayi. Il n'y avait pas d'équivalent de la « FO Panjwayi » pour les FSNA, et la relation de commandement ou de coordination entre celles-ci et le groupement tactique a été source de confusion. Deux des quatre pelotons du Maj Lane ont été déployés à Ma'Sum Ghar en tant que FRR avec l'escadron de chars et pour assurer la défense et la sécurité de la BP de Sperwan Ghar. Un autre peloton a réparti ses troupes entre les PPS de Mushan, de Talukan, de Zangabad et d'Haji le long de la partie ouest de l'itinéraire FOSTERS, avec la police afghane et les mentors de l'ELMOP. Le quatrième peloton a assuré la sécurité du projet d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS, qui venait de commencer. En raison du programme de perfectionnement ciblé par district, la police a été remplacée en temps et lieu par l'Armée afghane et l'ELMO canadienne[113].

Le problème inhérent à ce déploiement résidait dans la petite taille de l'effectif de chaque PPS. Habituellement, il comprenait huit fantassins canadiens, deux policiers militaires canadiens, un interprète et huit policiers afghans ou, plus tard, 14 fantassins canadiens, de six à huit soldats afghans et un interprète. Cela signifiait que les patrouilles étaient petites et qu'elles avaient en fait la taille d'une section, car les autres soldats devaient défendre le PPS. Ces patrouilles étaient extrêmement vulnérables, et les insurgés pouvaient les écraser s'il n'y avait pas assez d'« atouts habilitants » prêts à intervenir. L'intervention de la FRR était problématique à cause des EEI disséminés dans la partie ouest de l'itinéraire FOSTERS. Par conséquent, ces quatre postes secondaires constituaient de très petites « bulles de sécurité » le long de la route et ils ne pouvaient pas garantir de façon durable la sécurité des localités situées au sud de la route[114].

Cela dit, toutefois, les chefs subalternes canadiens dans les PPS ont adopté un modèle de patrouille aussi affirmé que possible dans les circonstances. Ils ont pu s'avancer jusqu'à environ 1,5 kilomètre de leur base pour réunir des renseignements sur les habitudes de vie de la population et pour étoffer leur connaissance de la situation blanche. Ils ont mis au jour une vaste campagne d'intimidation à Zangabad et ont fait tout ce qu'ils ont pu pour exploiter le psychisme local[115]. Mais alors, l'ennemi s'est rendu compte de cela et a tendu une embuscade à une patrouille à l'extérieur de Talukan. Débordés, les Canadiens et les Afghans se sont repliés dans le poste secondaire et ont demandé un appui aérien rapproché, mais quand le chasseur F-15 est arrivé, l'ennemi s'était enfui. Les patrouilles dynamiques ont repris, dans les limites des capacités[116].

La situation était différente au poste fortifié de Mushan où étaient intallés une compagnie de l'Armée afghane et des mentors canadiens. Les effectifs étaient suffisants pour tenir le poste fortifié et envoyer des patrouilles jusqu'à cinq kilomètres de là. Cela permettait d'inclure dans la « bulle » le centre de la localité et le bazar de Mushan. Lentement, la confiance et

une relation économique se sont établies entre les occupants du poste fortifié et les habitants et, grâce à ce fondement, les renseignements ont commencé à abonder sur les intentions de l'ennemi. Les talibans avaient une nouvelle cellule de poseurs d'EEI en activité, et elle mettait l'accent sur la Corne du Panjwayi[117].

La FO Kandahar a décidé d'organiser une autre opération de dégagement du tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS dans l'intention déclarée d'acquérir la liberté de mouvement dans les « lignes de communication vitales » du district de Panjwayi afin de faciliter « l'expansion de la ZDA » [Traduction]. L'Op TOORA AZADI (voir la figure 3-6) a fait intervenir la Compagnie B, des chars de l'Escadron B, les véhicules Husky et Buffalo de la COIC du 23e Régiment de campagne et une compagnie mixte de l'Armée afghane appuyée par l'ELMO. Cette opération a duré près de trois semaines, et elle a été coûteuse à peu près sur tous les plans. Elle a été lancée le 26 mars, et la force a dégagé l'itinéraire jusqu'au PPS de Zangabad sans trouver le moindre EEI. Quelques roquettes de 107 mm ont frappé la FOB Ma'Sum Ghar alors que les troupes étaient en laager pour la nuit. Le matin du 27 mars, un véhicule Coyote de l'Escadron D a fait sauter un EEI fabriqué à même un obus d'artillerie de 155 mm pendant qu'il patrouillait dans le tronçon dégagé de l'itinéraire, à l'est de Zangabad. Trois Canadiens ont été gravement blessés. Cette nuit-là, un MQ-1 Predator « a repéré » une équipe de trois poseurs d'EEI accompagnée de deux sentinelles. Un avion F-16 s'est amené, a fait feu sur eux avec ses mitrailleuses et a ainsi mis fin à leurs activités. La force est sortie le 28 mars et a dégagé l'itinéraire vers l'ouest, jusqu'à un kilomètre du PPS de Talukan. Un VBL III a heurté une mine anti-personnel. Soulignons qu'il s'agissait d'une mine anti-personnel PMN de conception soviétique, et non d'un EEI. La force a dressé un autre laager pour la nuit et s'est préparée à dégager le lendemain le tronçon qui menait à l'itinéraire BROWN près de Sperwan Ghar. Cette opération s'est passée sans incident. Les rapports ISTAR ont révélé que l'ennemi se dépêchait désespérément de déterrer des mines posées ailleurs pour essayer d'aller les placer en avant de la colonne[118]. Après une journée passée à patrouiller activement autour du PPS d'Haji, la colonne s'est de nouveau dirigée à l'ouest le 31 mars en direction de Zangabad où un véhicule Husky a heurté un EEI et a été mis hors de combat. À ce moment-là, la FO Kandahar a décidé de poursuivre l'opération en avril après avoir réparé l'équipement endommagé de la COIC. Reprenant la route le 2 avril, la force s'est dirigée à l'ouest vers Talukan; le véhicule Buffalo de la COIC a été mis hors de combat, et un sapeur canadien a été blessé. Ensuite, un autre EEI ou une autre mine a explosé. La FO Kandahar a ordonné à la force TOORA AZADI de s'arrêter. Les rapports ISTAR ont fait savoir que « la zone où les EEI avaient causé des dommages mouche avait été nettoyée quelques heures auparavant par le [détachement de dégagement d'itinéraire]. Cela montrait que les insurgés avaient les moyens d'installer et d'armer rapidement des EEI sur l'itinéraire FOSTERS pendant que les FAC opéraient à proximité[119] » [Traduction].

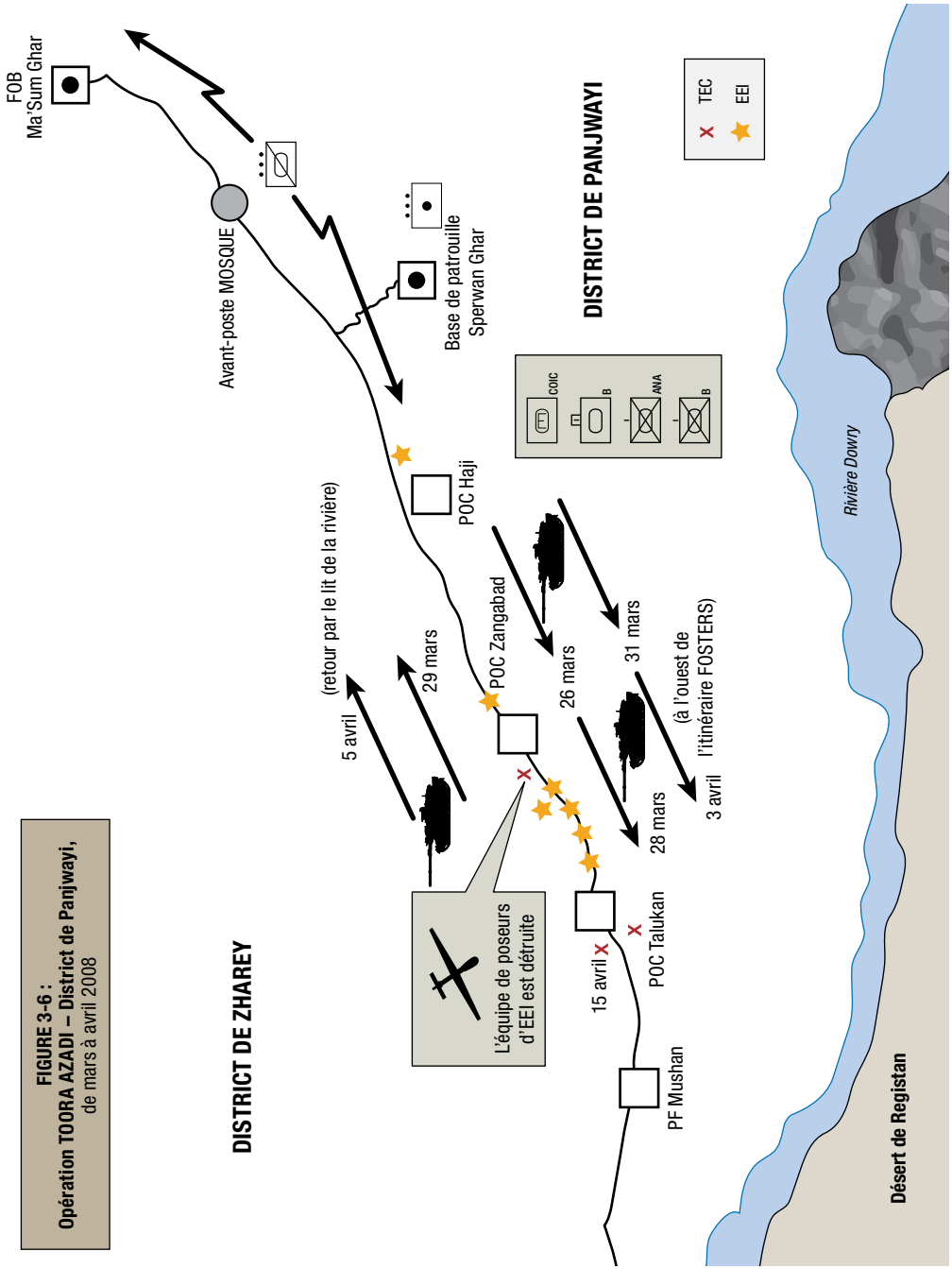


FIGURE 3-6 :
Opération TOORA AZADI – District de Panjwayi,
de mars à avril 2008

Figure 3-6 : Opération TOORA AZADI – District de Panjwayi, mars-avril 2008

La colonne a alors reçu l'ordre de se rendre au PPS de Talukan, d'exécuter des patrouilles débarquées, de reconstruire le poste secondaire et de ravitailler les forces. Dans le cours de ces activités, un véhicule Nyala RG-31 de l'ELMOP a heurté un EEI à l'ouest de Zangabad; trois Canadiens ont été blessés, et le RG-31 a été détruit. Par la suite, un VBL III de la Compagnie B a lui aussi été touché par un EEI dans le même secteur, et le Sdt Terry John Street a été tué. Le 5 avril, la colonne est retournée à BP de Sperwan Ghar. Pour couronner le tout, l'ennemi a attaqué le PPS de Talukan le 14 avril, en menant un assaut coordonné depuis l'est et le sud-ouest. Des tirs de canon sans recul de 82 mm ont été dirigés contre le PPS. Faisant feu de toutes les armes dont ils disposaient, les Canadiens et les Afghans ont réussi à faire intervenir les obusiers M777. Malgré la violence de l'attaque, les Canadiens n'ont alors subi aucune perte[120]. L'Op TOORA AZADI a confirmé qu'il n'était vraiment pas facile, voire possible, de maintenir l'itinéraire FOSTERS ouvert. Faute d'hélicoptères canadiens ou afghans affectés exclusivement à la tâche, le poste fortifié de Mushan a été abandonné pour le moment. L'ennemi gagnait maintenant du terrain dans la Corne du Panjwayi.

Dans le reste du district de Panjwayi, l'équipe canadienne de la COCIM poursuit sa relation avec le chef de district, Haji Baran. Dans un rapport, l'équipe a décrit en quoi cette relation consistait :

> [Traduction]
>
> [Haji Baran] semble penser que la raison d'être de l'ERP est de lui donner de l'argent et de lui rendre des services personnels. La plupart de ses demandes semblent concerner ses besoins personnels, et il n'a pas vraiment idée de ce qu'est le concept de la responsabilité communautaire. Cela constituera un énorme obstacle à surmonter. Recommandation : Continuer à travailler avec le CD. Continuer à faire valoir l'idée qu'une charge publique ne se résume pas à s'emplir les poches d'argent et à faire sortir ses amis de prison. Cette tâche nécessitera du temps et des efforts […][121]

Cela dit, toutefois, Haji Baran a fourni de précieux points de vue aux Canadiens. Ainsi, il a souligné que « beaucoup de réfugiés afghans revenant [de l'Iran et du Pakistan] ont subi l'influence de la propagande et sont devenus des insurgés ou ont décidé de les appuyer[122] » [Traduction]. L'Équipe étasunienne de mentorat de la police travaillant avec la PNAOC pendant le programme de perfectionnement ciblé par district a construit un poste de contrôle à proximité d'une mosquée sur le tronçon est de l'itinéraire FOSTERS, près du village de Salehan. La PNAOC a pris le contrôle de la mosquée, ce qui a agité la population locale et suscité « [des opérations d'information] négatives[123] » [Traduction]

> Baran a mentionné que les Afghans avaient résisté à l'invasion des forces soviétiques parce qu'elles se sont ingérées dans les affaires gouvernementales sans respecter l'islam. Il a déclaré que, si la FIAS ne respectait pas l'islam, il refuserait toujours de s'asseoir à la même table que les représentants de celle-ci. Il a déclaré que les insurgés répandaient des mensonges en disant qu'Haji Baran était le « fils des Canadiens », qui sont les ennemis de l'islam et de l'Afghanistan. Les insurgés font des gains importants avec leurs OI en décrivant la FIAS comme étant l'ennemie de l'islam, et le gouvernement de l'Afghanistan, comme le fantoche de la FIAS[124].

C'est à cet égard que les politiques de non-engagement religieux de l'ACDI et du MAECI ont été grandement imparfaites. L'officier des opérations de la COCIM, le Capt Michel « Bunny » Larocque, après avoir passé des mois à traiter avec les autorités et la population du district de Panjwayi, a compris que le projet d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS, que l'on envisageait d'exécuter prochainement, offrait une occasion idéale de cimenter les relations canado-panjwayiennes. La mosquée Sheikh Qalandar Baba et le sanctuaire Haji Goloon Baba étaient situés de chaque côté du tracé projeté de la route. Le contournement de ces lieux risquait de faire problème si la question n'était pas gérée judicieusement. Le Capt Larocque voulait des fonds pour remettre les deux endroits en état. Avec l'approbation de la population et de ses mollahs, il serait beaucoup plus facile de faire avancer les travaux dans ce secteur, tout en déjouant les opérations d'information ennemies[125]. L'ACDI et le MAECI n'étaient pas disposés à collaborer, de sorte que les fonds pour la remise en état des lieux sont provenus des coffres de l'Armée de terre.

Un autre point de vue a été exprimé par un ancien de Sperwan, qui s'inquiétait du fait que ses concitoyens appuyaient de moins en moins le gouvernement :

> [Traduction]
>
> Le gouvernement de l'Afghanistan (GdA) n'a de pire ennemi que lui-même. À cause de la subornation et de la corruption omniprésentes, les services ne se sont jamais matérialisés. Le GdA a perdu la confiance et la bonne volonté de vastes segments de la population du Panjwayi, ce qui, bien sûr, favorise la prospérité des insurgés. […] C'est l'élément clé de cette guerre. Si la population en vient à croire que le GdA ne mérite pas qu'elle se batte pour lui, les insurgés gagneront inévitablement du terrain. Cela explique peut-être l'absence de progrès dans le Panjwayi[126].

Les équipes de la COCIM ont fait savoir que l'indemnisation foncière liée à l'itinéraire BROWN constituait un important motif de mécontentement :

[Traduction]

> Plus ce dossier traînera (parmi d'autres), plus la population se détournera du gouvernement. Le manque de dédommagement pour les terres expropriées constitue un énorme obstacle au renforcement de la confiance envers le gouvernement dans le Panjwayi. Comme il s'agit d'un district instable porté à appuyer les insurgés, un sentiment d'urgence devrait stimuler les efforts pour calmer la population[127].

Le travail par le biais des organisations internationales pour obtenir des résultats a continué de faire problème. Par exemple, les dirigeants d'un camp de réfugiés ont demandé encore une fois l'aide de l'ERP afin de recevoir un soutien humanitaire et ils ont été informés que « l'organisme compétent de l'ONU » s'occuperait d'eux. Ces dirigeants ont déclaré aux équipes de la COCIM que le camp avait d'urgence besoin d'aide et qu'ils « ne croyaient pas vraiment que l'ONU viendrait à leur aide[128] » [Traduction].

Plus les équipes de la COCIM ont approfondi leur enquête, plus elles ont découvert de manœuvres douteuses. En avril, le scepticisme a atteint un niveau vertigineux quand l'OTC est arrivée dans le district afin de collaborer avec les équipes de la COCIM et de voir avec le gouvernement du district comment le processus d'embauche pour le projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS devait fonctionner. L'OTC a appris qu'Haji Niamatullah Halimi, chef de l'ADD, avait été assassiné. Baran a dédramatisé cet attentat en disant à tout le monde que les talibans avaient ordonné de cibler les membres de la choura en permanence[129]. D'autres ont douté de cette explication. Toutefois, avant qu'un examen sérieux puisse commencer, une attaque aérienne exécutée dans la nuit du 2 avril a tué trois insurgés qui posaient des EEI sur l'itinéraire FOSTERS. De multiples rumeurs ont circulé dans le district selon lesquelles ces hommes étaient simplement des cultivateurs tués sans distinction par la FIAS, et d'aucuns ont voulu déclencher des émeutes et incendier les immeubles du gouvernement. Haji Baran a déclaré aux Canadiens qu'il était intervenu personnellement pour mettre fin à tout cela afin de protéger ses amis canadiens[130]. En fait, des séquences prises par un TUAV faisaient clairement voir, cependant, ce que les insurgés complotaient, mais elles ne pouvaient pas être montrées à la population.

Quand les équipes de la COCIM et de l'OTC sont revenues sur la question du projet d'asphaltage, il semblait un peu trop commode que le chef de l'ADD soit décédé peu de temps auparavant. Quand elles ont communiqué avec les représentants de l'ONU qui étaient censés gérer l'ADD, elles se sont fait dire que « l'ADD avait bien fonctionné environ deux ans

plus tôt ». Cependant, « après avoir été une entité qui élaborait des stratégies économiques à long terme, elle s'était transformée en une machine qui concevait des projets […] le rôle de l'ADD consistait à définir les priorités du district en matière de développement, et celui du chef du district, à prendre du recul et à fournir un leadership politique[131] » [Traduction].

Et ce n'était pas tout. USAID a approuvé l'affectation de fonds à la réparation de l'itinéraire BROWN, et elle a confié l'exécution du projet en sous-traitance à la Wara Construction Company. Un des ouvriers a été assassiné, et Wara a dit aux anciens de Sperwan qu'elle ne poursuivrait pas les travaux. Cependant, l'entreprise de construction Dastagiri s'est constituée et a fait savoir aux anciens qu'elle se chargerait du projet, car elle disposait de sa propre force de sécurité. Quand les équipes de la COCIM ont fait enquête, elles ont appris que cette force de sécurité était entièrement constituée d'agents de police afghans qui n'étaient pas de service et qui touchaient alors près de dix fois plus que ce qu'ils recevaient du gouvernement[132]. Il y a fort à douter que ces arrangements aient été examinés et approuvés par l'ADD de Panjwayi.

C'est à ce moment-là que l'ERP a été autorisée par Ottawa à envoyer un représentant du MAECI dans le Panjwayi, pour y renforcer les activités du CICD, et les chefs de l'escadron de chars, qui étaient sur le point d'assumer un rôle accru en matière de développement, de gouvernance et de reconstruction. Ensemble, le Maj Chris Adams, le Capt Tory White et Karen Foss ont examiné la structure et ont conclu que les conseils de développement communautaires (CDC) devaient poursuivre leur relation avec le ministère du Relèvement rural et du Développement. L'ONU était nulle lorsqu'il s'agissait de traiter avec l'ADD; par conséquent, le ministère des Affaires étrangères allait essayer d'encadrer ce processus avec Haji Baran, vu que l'ADD n'avait pas de chef, jusqu'à ce qu'ONU Habitat mette de l'ordre dans ses affaires. En ce qui concernait tout autre projet appuyé par l'ERP, les trois personnes susmentionnées ont convenu de travailler ensemble au niveau du district pour les réaliser. C'est précisément ce genre d'entente spéciale qui a permis au Canada d'accomplir des progrès dans les endroits comme le Panjwayi[133].

Le rôle de l'équipe de la COCIM dans tout cela consistait à surveiller ce qui se passait vraiment en dehors du centre du district. Au cours d'une série d'entrevues à Bazaar-e Panjwayi, elle s'est fait dire que « la choura et le chef du district étaient corrompus et que toute aide qui passerait par eux ne parviendrait pas aux pauvres du Panjwayi. Elle a recommandé de faire des visites directement dans les villages pour parler aux chefs des mosquées, qui pourraient ensuite choisir dans chaque village quatre représentants qui en cerneraient les besoins[134] » [Traduction]. Cela s'harmonisait essentiellement avec le concept des CDC, mais ce dernier ne semblait pas fonctionner. Après une analyse plus approfondie, l'équipe de la COCIM a écrit ce qui suit :

[Traduction]

> L'ADD semble désorganisée et inefficace et agir de façon évasive. Le Dét 52 de l'ERPK estime qu'il n'existe probablement aucun CDC et que l'ADD a attribué les projets qu'elle choisissait aux destinataires de son choix[135].

En outre, l'équipe de la COCIM a conclu ce qui suit :

[Traduction]

> Haji Baran comprend peut-être qu'il détiendra moins de pouvoirs dans le Panjwayi, si la dynamique du pouvoir change, et qu'il serait incommodé si les dissensions tribales ou politiques étaient réglées. C'est simplement là une des théories susceptibles d'expliquer ses motifs, mais elle pourrait bien expliquer certains de ses comportements[136].

Haji Baran n'a pas amélioré la situation quand il a mené des opérations d'éradication du pavot dans le district en s'appropriant les tracteurs, revolver au poing, en se servant de la police[137]. Le Panjwayi était en difficulté, et la situation n'allait qu'empirer.

Développement et reconstruction : l'Équipe de reconstruction provinciale, de mars à avril 2008

En février 2008, le Lcol Dana Woodworth a succédé au Lcol Bob Chamberlain à la tête de l'ERP et il a connu un bon départ avec son commandant adjoint, le Maj Eric Perey. Comme il avait étudié le travail de l'ERP pendant un certain temps avant de partir en déploiement, la Lcol Woodworth a institué plusieurs changements dès son arrivée. Il a demandé et obtenu un accroissement du nombre et de la capacité des équipes de la COCIM. Il a conservé la structure existante, en vertu de laquelle une équipe était chargée d'un district donné, mais comme le nombre de districts où l'ERP espérait agir allait augmenter, il lui a fallu plus d'équipes. L'Équipe spécialisée du génie a évolué elle aussi : elle avait été jusque-là une autorité contractante et un mentor des gens d'affaires, mais elle a désormais été dotée du pouvoir de valider la dépense de fonds canadiens affectés à la reconstruction dans la province de Kandahar. Ce changement a accru la responsabilisation et fourni plus de « données » sur l'ensemble des activités de reconstruction. Le processus propre au conseil de ciblage et de synchronisation des projets a été simplifié pour accélérer la capacité de dépenser les fonds réservés à la reconstruction. Tous ces changements visaient à accroître la capacité du gouvernement canadien de mesurer ce qui se passait au chapitre du développement et à démontrer le déploiement d'un effort accru dans ce domaine[138].

Au cours des premiers mois du mandat de la nouvelle ERP, il y a aussi eu dans celle-ci un accroissement du nombre de civils fournis par les autres ministères. Comme très peu d'entre eux avaient déjà mis les pieds dans un endroit tel que l'Afghanistan, il a fallu un certain temps pour intégrer le volet militaire de l'ERP et son volet civil. Des changements à la FO Kandahar et la création du poste de représentant(e) du Canada à Kandahar (RCK) en avril 2008 ont influé sur cette situation, mais nous reviendrons plus loin sur ce dernier élément.

Sur le plan opérationnel, l'ERP a choisi de mettre l'accent sur les districts. En mars, par exemple, elle a affecté des équipes de la COCIM dans le Zharey, le Panjwayi, le Spin Boldak, l'Arghandab et le Dand. Vu les problèmes liés à l'alimentation en électricité et à la réduction de la capacité du barrage de Kajaki, l'ERP a commencé à s'intéresser de plus en plus à la ville de Kandahar également. Elle a décidé de se concentrer sur l'ADD et d'en faire son point de mire principal dans chacun de ceux-ci. Idéalement, le Lcol Woodworth voulait accroître la participation du ministère du Relèvement rural et du Développement dans la province. Cela était lié en partie à la conviction grandissante chez la population et les personnes d'influence que l'ERP était en train de devenir la « Banque de la COCIM » [Traduction] :

> [Traduction]
>
> Le Dét 52 de l'ERPK a décidé de recadrer ses efforts en délaissant les projets à impact rapide (PIR) et de se concentrer davantage sur le renforcement de la gouvernance et la collecte de données pour enrichir la [connaissance de la situation blanche]. Le détachement veut tendre vers des objectifs stratégiques durables. Cela risque de déplaire aux quelques habitants qui ont profité financièrement des PIR […] Ces derniers contribuent de moins en moins à la création d'une bonne volonté et d'effets durables dans la région, et un changement de stratégie se fait attendre depuis longtemps[139].

Certes, le fait de se trouver sur le chemin de personnes d'influence locales allait causer des problèmes plus tard, en particulier dans le tronçon ouest de l'itinéraire FOSTERS, mais c'était indubitablement l'orientation à suivre à ce moment-là. L'ERP n'était pas le gouvernement provincial. Elle prenait aussi des mesures pour regagner du terrain au niveau provincial en essayant de nouveau de collaborer avec l'équipe d'Asadullah Khalid afin de dresser un plan de développement provincial. Cet exercice empreint d'exaspération a duré pendant des mois jusqu'à ce que des changements s'opèrent dans le régime de gouvernance provincial[140]. Au début de 2008, les districts dotés d'une assemblée de développement qui fonctionnait dans une certaine mesure étaient le Dand, le Spin Boldak et l'Arghandab. Ce serait une grossière exagération que de donner à entendre qu'il y avait un transfert harmonieux des fonds réservés à la reconstruction et au développement entre Kaboul et

Kandahar, puis à ces districts et enfin aux CDC. L'Arghandab possédait une assemblée de développement de district opérationnelle, mais il n'y avait apparemment qu'un seul conseil de développement[141]. Dans le Dand, selon le chef du district, la situation n'avait « jamais été aussi bonne en dix ans[142] » [Traduction]. On y trouvait 56 CDC confirmés et l'on a appris que le ministère du Relèvement rural était actif également dans le district de Daman. Les convois de la COCIM ont fait savoir que les membres de l'Assemblée de développement du Dand « se réjouissaient d'avoir l'ERPK dans leur district[143] » [Traduction]. En outre, la présence d'un nouveau chef de police dans le district, qui remplaçait le tristement célèbre Col Akka, a favorisé l'amélioration de la sécurité. Quant au Spin Boldak, l'univers mouvementé habituel des querelles politiques entre les Achakzais et les Noorzais a persisté, mais en avril, les équipes de la COCIM ont signalé ce qui suit : « L'ADD fonctionne maintenant dans un esprit de coopération pour le bien de la population et ce fait marque le franchissement d'un virage clé pour un groupe dont la réputation s'est caractérisée par la gabegie et la dysfonction générale[144]. » [Traduction] En revanche, l'ERP n'a pas réussi à élaborer une stratégie convenable sur l'engagement religieux. Certaines des équipes de la COCIM ont manifesté un dédain pour ce volet du marchandage d'influence local :

> [Traduction]
>
> La choura des autorités religieuses du district y constitue une autre entité d'influence. Comme toutes les autres, elle racole la population et réclame une attention spéciale afin d'obtenir des dollars pour le développement. Elle constitue une source d'influence concurrentielle qui en est venue à associer FIAS et fonds de développement. Malgré les efforts faits pour promouvoir l'unité et la coopération, elle ne semble se préoccuper que de son propre programme d'action[145].

Seulement deux équipes de la COCIM ont fait rapport sur l'engagement religieux pendant cette période. Certains agents comprenaient le rôle que les chefs religieux jouaient au niveau communautaire, mais les efforts déployés pour amener l'ERP à comprendre l'importance d'un tel engagement ont échoué.

Un autre changement d'orientation s'est produit dans la ville de Kandahar. Antérieurement, l'ERP s'était concentrée sur le soutien à fournir à la police (songeons, par exemple, à l'Op PORTCULLIS), mais ce soutien étant devenu l'objet d'une ligne d'opération entièrement nouvelle, l'ERP y a joué un rôle décroissant. Elle a continué à soutenir les instructeurs civils canadiens de la police qui avaient affaire au Centre d'instruction régional et à l'installation interne d'instruction de la police, et à loger les équipes étasuniennes de mentorat de la police au Camp Nathan Smith. L'ERP a aussi amélioré ses relations avec le maire afin de cerner les meilleurs moyens d'appuyer ses efforts. L'ERP a établi des liens

avec divers commandements et organisations pour essayer de trancher la question du réseau électrique reliant le barrage de Kajaki à la ville de Kandahar. Les détails dépassent la portée de la présente étude, mais en fait, il s'agissait d'un problème qui relevait du MAECI, de l'ACDI et d'USAID et qui comportait l'acquisition de génératrices se trouvant à La Nouvelle-Orléans comme mesure temporaire jusqu'à ce qu'une turbine puisse être livrée et installée au barrage de Kajaki plus tard en 2008[146]. Tant que le problème n'a pas été réglé, les pannes d'électricité tournantes ont fait partie de la vie quotidienne, ce qui a suscité toutes sortes de sinistres thèses de complot dans la population et miné l'appui accordé au gouvernement.

Le projet du barrage de Dahla était essentiellement une entreprise pangouvernementale gérée par le représentant du Canada à Kandahar, l'ERP fournissant alors la protection, le soutien et les coordonnées de contacts locaux, au besoin. Outre l'influence des diplomates de l'ambassade, celle de l'ECS-A a été mise à profit à Kaboul, au besoin, surtout les contacts qu'elle avait au ministère de l'Énergie et de l'Eau. En avril, les autres ministères examinaient des plans ambitieux concernant la remise en état du barrage. La FO Kandahar continuait d'avoir des préoccupations qu'elle a exprimées à Ottawa en ces termes :

> [Traduction]
>
> Il faudra beaucoup de coordination et de coopération avec les forces de sécurité coalisées et afghanes afin d'établir les conditions nécessaires à la réalisation du projet, et des compromis s'imposeront en matière d'efficience et d'enchaînement des travaux pour que le fardeau de la sécurité demeure gérable pendant l'exécution du projet […] De nombreux donateurs internationaux ont dit hésiter à apporter leur contribution dans ce qui est perçu comme étant un environnement à risque élevé, et il faudra probablement achever les travaux de pointe pour démontrer que le développement est possible, avant que tous les fonds voulus puissent être réunis. À l'appui de tout cela, l'amorce de programmes de communications sera essentielle pour faire savoir à la population à quel point il importera que les travaux se fassent sans entraves, et il faudra envoyer aux talibans un télégramme précisant qu'en attaquant le projet, ils nuiraient aussi à leur propre réseau de soutien local[147].

Les questions de gouvernance, en mars et avril 2008

Le gouvernement canadien était de plus en plus conscient du fait que le gouverneur Asadullah Khalid entravait l'effort de la coalition dans la province de Kandahar. Des médias ont donné à entendre que Khalid avait une prison privée à son palais, où des détenus étaient maltraités. Il a fréquemment été soupçonné de tremper dans le trafic des drogues. Cela dit, cependant, le chef du conseil provincial, Ahmad Wali Karzai,

sapait subtilement la réputation de Khalid. Karzai a donné à entendre aux représentants canadiens que le comportement de Khalid faisait de plus en plus problème à cause de la piètre façon dont il traitait les anciens des tribus et que cela affaiblissait la légitimité du gouvernement[148]. En effet, « le récent attentat-suicide contre un chef de police alikozai dans le district d'Arghandab a éloigné les alakozais encore plus de Khalid […] Le renvoi du chef de police adjoint, lui aussi un alikozai, et le "couronnement" présidentiel de Karimullah comme chef de la tribu des alakozais, sans qu'ait eu lieu une consultation préalable, a réduit davantage l'appui que ces derniers accordaient au gouvernement[149] » [Traduction]. Chose certaine, la FO Kandahar a bien vu que Khalid s'intéressait peu aux volets de la gouvernance concernant la reconstruction et le développement[150], et qu'il nommait des chefs de district et des chefs de police de district de douteuse réputation. Les efforts faits pour dresser un plan de développement provincial ont été arrêtés, et l'ACDI a vu là une des clés pour briser l'impasse et faire intervenir davantage le ministère du Relèvement rural et du Développement et obtenir plus d'argent de Kaboul.

Au CR (Sud), le Mgén Lessard et son état-major ont conclu ce qui suit :

> [Traduction]
>
> L'influence des intermédiaires locaux du pouvoir, qui a crû au cours des dernières semaines, constitue un des facteurs qui déstabilisent le plus la gouvernance dans le Sud. L'ingérence de certaines personnes, dont beaucoup ont été en situation d'autorité dans le passé, nuit aux gouverneurs et aux chefs nommés officiellement. La situation est aggravée par l'apparente hésitation du [gouvernement de l'Afghanistan] à appuyer publiquement les personnes dûment nommées, ce qui favorise les intermédiaires susmentionnés[151].

Les Canadiens ont cessé de tolérer le comportement d'Asadullah Khalid au début de 2008. La politique selon laquelle « mieux vaut le démon que l'on connaît que celui que l'on ne connaît pas » avait cours depuis 2006[152], mais avec de plus en plus de renseignements négatifs en circulation, dans les milieux tant publics qu'internes, et le fait que Khalid semblait avoir le « feu vert » de la part d'Ahmad Wali Karzai, c'en était sans doute assez. Khalid faisait obstacle à la stratégie de développement du Canada dans la province de Kandahar. Le 14 avril 2008, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a posé rhétoriquement la question suivante aux médias, au cours d'une visite à Kandahar : « Est-ce la bonne personne, dans le bon poste, au bon moment? » [Traduction] Les médias ont déduit que c'était là une critique directe dirigée contre Asadullah Khalid et ils ont conclu que Bernier allait demander à Hamid Karzai de remplacer Khalid[153].

Kaboul a estimé que les Canadiens avaient critiqué des privilèges afghans souverains, ce qui a refroidi la relation canado-afghane. Le gouvernement afghan a alors maintenu Klalid dans son poste, pour ne pas perdre la face. De toute façon, toute l'affaire Khalid a été mal gérée et, parce qu'elle était survenue presque en même temps que le dossier des détenus, elle a causé une impasse à Ottawa. Les médias canadiens ont cité un haut fonctionnaire disant qu'« il n'y avait aucune politique pour gérer une situation semblable, une situation délicate. Personne ne savait au juste quoi faire[154] » [Traduction]. Une fois de plus, les attentes démesurées d'une culture canadienne imprégnée d'idéalisme ont été incompatibles avec le réalisme afghan et ont suscité des obstacles à la réalisation des grands objectifs stratégiques du Canada.

Le lendemain du jour où les propos du ministre Bernier ont été cités par les médias canadiens et afghans, des membres d'une équipe de la COCIM et de l'Équipe spécialisée du génie qui travaillaient à la prison de Sarposa ont été abordés par des insurgés incarcérés qui leur ont dit qu'ils abondaient dans le sens du ministre :

> [Traduction]
>
> Une autre réaction a été une joie extrême à l'idée que le gouvernement canadien voulait que le gouverneur de Kandahar soit remplacé. On ne sait trop comment, les prisonniers avaient été mis au courant de l'incident et ont déclaré qu'il leur avait procuré une grande joie, car « tant que [le gouverneur de Kandahar] et [Ahmad Wali Karzai] seront au pouvoir, ils feront le djihad, parce que ces deux hommes "abusent de leurs pouvoirs, se désintéressent des droits de la personne et influent sur les querelles tribales" ». Les prisonniers ont fait savoir que, tant que les Canadiens militeraient pour le retrait de [Khalid], "pas une seule balle ne serait tirée sur eux par les insurgés". En outre, comme les prisonniers politiques "aiment" maintenant les soldats canadiens, ils voudraient que ceux-ci se convertissent tous à l'islam pour ne pas être condamnés à l'enfer au moment de leur mort […] Le thème de la haine à l'endroit de [Khalid] correspond au sentiment exprimé par une grande partie de la population de la province[155].

La relève sur place : le Bgén Thompson remplace le Bgén Laroche, en mai 2008

Le moment était venu pour le Bgén Guy Laroche et son quartier général de partir et, le 2 mai, le Bgén Denis Thompson a pris le commandement de la FO Kandahar. Les principales unités qui ont relevé de lui sont restées les mêmes; le CRTS était nouveau et était dirigé par le Maj Paul Chura, tandis que le Lcol Dwayne Hobbs se chargeait du CICP pour devenir en fait le représentant personnel du Bgén Thompson auprès du gouverneur. D'importants changements ont été apportés à la FO Kandahar dans la foulée du rapport Manley. Le premier a été l'ajout du poste de RCK.

La question se posait de savoir si le commandant de la FO Kandahar relevait de la RCK. Était-elle co-commandant? Et si tel était le cas, quel effet cela aurait-il sur les Afghans? Y avait-il « deux solitudes », les forces armées d'un côté et les AM de l'autre, sous la coupe de la FO Kandahar et de la RCK? Le conseiller pour le développement auprès du commandant de la FO Kandahar était-il maintenant chef de l'aide pour la province de Kandahar ou non? Où se situait l'ERP dans cette structure? Et que dire de l'ECS-A? Rien de tout cela n'était clair quand le nouveau quartier général a pris les rênes du commandement.

La campagne que David Mulroney a menée pour assujettir au leadership civil les opérations du Canada en Afghanistan a mené à l'imposition de ce que l'on a appelé l'approche pangouvernementale à la FO Kandahar. Insatisfait des efforts précédents faits pour synergiser le travail des Canadiens au sein de la force opérationnelle en Afghanistan, et désormais dans un poste lui permettant d'exercer un contrôle accru en raison de sa relation avec le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan[156], David Mulroney a continué d'établir son contrôle sur les postes des Affaires étrangères en Afghanistan. Malheureusement, les titulaires de ces postes reflétaient le manque d'expérience et de qualifications de Mulroney dans les domaines de l'élaboration des politiques, de la planification opérationnelle, des opérations militaires et des opérations interministérielles dans des zones de conflit.

Arif Lalani est resté ambassadeur, et la RCK a relevé de lui. La représentante de 34 ans, Elissa Golberg, n'avait aucune expérience sur le terrain ni dans les zones de conflit ni dans le contexte des opérations d'aide humanitaire, sans compter que son expertise ou son expérience de la planification opérationnelle était inexistante[157]. Comme Lalani, Golberg bénéficiait d'une crédibilité auprès de Mulroney et des bureaucrates d'Ottawa, mais elle n'en avait aucune aux yeux des intermédiaires du pouvoir à Kandahar. Selon le personnel du quartier général de la FOI-A, les dirigeants afghans à Kandahar s'adressaient fréquemment au Bgén Thompson plutôt qu'à Elissa Golberg au cours des réunions[158]. Le Bgén Thompson et M^me^ Golberg ont convenu d'un *modus operandi* de manière que les affaires puissent aller de l'avant entre les ministères du gouvernement canadien à Kandahar.

Mulroney, Lalani et Golberg ont été dépassés par l'ampleur du défi présenté par l'environnement afghan bien avant leur arrivée même sur le terrain. Pourquoi des personnes plus expérimentées et peut-être plus sensibles à la culture locale n'ont-elles pas été choisies pour occuper ces postes à ce moment-là? C'est là une question légitime à poser à ceux qui sont chargés de sélectionner les cadres supérieurs civils canadiens destinés à travailler en Afghanistan. Les qualités qui pouvaient sans doute convenir dans les milieux bureaucratiques à Ottawa ont été moins qu'utiles dans l'environnement de Kandahar, où le respect et la crédibilité étaient évalués différemment. Les commandants militaires avaient plus de prestige auprès de la structure d'influence de Kandahar, et c'est un aspect que les Afghans ont souligné à maintes reprises, doucement et discrètement, à ceux qui étaient disposés à les écouter.

Il est essentiel de comprendre, à ce stade-ci, que ces observations ne sont pas des attaques personnelles visant les chefs supérieurs de la diplomatie canadienne en Afghanistan. Elles ont pour objet de mettre en lumière l'insensibilité inhérente à la culture bureaucratique d'Ottawa[159] qui a suscité des frictions interministérielles inutiles et formulé des objectifs nationaux discutables à un moment où des soldats canadiens étaient tués et blessés. En Afghanistan, les hommes âgés, et surtout ceux qui portent des armes et ont démontré qu'ils avaient accès à des armes plus nombreuses et puissantes, ont tout simplement plus de crédibilité dans la culture pachtoune que les personnes n'étant ni des hommes ni des anciens et ne sachant pas comment recourir à la force. C'est sans doute là un fait difficile à accepter par certains, vu la culture et les valeurs canadiennes, mais c'est la réalité brutale et dure en Afghanistan.

À Ottawa, le premier ministre Harper a favorablement accueilli les recommandations du Groupe de travail Manley. Le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan devait mettre les recommandations en œuvre, définir les priorités et administrer toutes les activités connexes. C'est ce qui a été appelé ROLLING START. Selon David Mulroney, Derek Burney, un membre du Groupe de travail Manley a demandé que soient fixés des objectifs mesurables et une date où la mission prendrait fin. Le premier ministre a souscrit à cette dernière exigence, en faisant valoir qu'il fallait une telle date pour pouvoir mesurer le degré de réalisation de ces objectifs et, par conséquent, en cerner l'efficacité et l'expliquer à Ottawa[160].

Le processus par lequel les priorités du Cabinet ont été définies a comporté un dialogue entre le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan et le Secrétariat et l'apport des ministères et organismes concernés. Les Forces canadiennes, le MDN, l'ACDI et le MAECI ont renseigné David Mulroney, car il s'entretenait souvent avec David Emerson, et les AM ont renseigné le Secrétariat. L'objectif de l'exercice était de « convaincre » les bureaucrates à Ottawa, « pour les amener à souscrire au projet et à collaborer » [Traduction], de produire l'ébauche d'un mémoire au Cabinet et de le faire approuver par ce dernier. Ce processus a nécessité plusieurs mois[161].

Pendant le processus, le ministre Emerson a poursuivi sa carrière ailleurs, et le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan « est devenu moins uni » [Traduction]. Mulroney a estimé que Peter Van Loan, Bev Oda et Lawrence Cannon n'étaient pas « aussi engagés dans leur travail » [Traduction] qu'ils le pouvaient ou auraient dû l'être. Par exemple, M^{me} Oda microgérait les fonds de l'ACDI en Afghanistan : toute dépense de plus de 10 000 $ devait être approuvée par elle personnellement. Dans un autre cas, la GRC a exigé que sa chaîne de commandement approuve le déploiement d'agents de la CIVPOL en dehors du périmètre de l'ERP[162].

De mars à mai 2008, le Comité du Cabinet et le Secrétariat ont travaillé ensemble pour produire le premier rapport public destiné au Parlement. Dans ce document, le gouvernement canadien a bel et bien remplacé les objectifs stratégiques qui orientaient la mission canadienne depuis novembre 2001. Au lieu d'éliminer l'organisation Al-Qaïda en tant que menace terroriste persistante, d'empêcher Al-Qaïda de se servir de l'Afghanistan comme d'une base pour ses opérations terroristes mondiales et d'aider à reconstruire l'Afghanistan, qui étaient les objectifs jusque-là, l'objectif stratégique est devenu le suivant :

> [L]e grand objectif de l'engagement du Canada en Afghanistan consiste à y réaliser des progrès mesurables d'ici 2011 de manière à ce que la province de Kandahar soit plus sûre et mieux dirigée et puisse offrir des services essentiels à ses citoyens, grâce à l'appui d'un gouvernement national qui possède les moyens de mieux assurer sa sécurité, de gérer les frontières de l'Afghanistan et de préserver à long terme les gains réalisés en matière de stabilité et de reconstruction[163].

Outre que ce seul paragraphe n'énonce clairement aucune raison pour tout cela, un certain nombre de points s'en dégagent. La province de Kandahar constituait un problème opérationnel et tactique, et non un enjeu stratégique. L'objectif décrit ci-dessus a ouvert la porte à l'exercice d'un contrôle beaucoup trop grand sur les questions opérationnelles et tactiques par des éléments éloignés des réalités de Kandahar. En second lieu, en mettant l'accent exclusivement sur Kandahar, le gouvernement n'a pas tenu compte d'aspects clés de l'engagement canadien qui concernaient, par exemple, Kaboul et le Pakistan. Cette approche a grandement limité – voire délaissé – le système canadien verticalement intégré déjà en place pour établir le dialogue avec l'Afghanistan, depuis Kandahar jusqu'à Kaboul. En effet, selon certains observateurs, divers éléments voulaient démanteler ce système parce qu'à leurs yeux, il existait prétendument une influence militaire canadienne trop grande. Par ailleurs, le rapport de juin 2008 a fait état de l'adoption de six priorités du Cabinet et, plus tard, de paramètres mesurables qui permettraient à la population canadienne de voir les progrès accomplis[164] :

1. Permettre aux FSNA dans la province de Kandahar de renforcer la sécurité et de promouvoir la loi et l'ordre;

2. Renforcer la capacité institutionnelle de l'Afghanistan d'offrir des services essentiels, de promouvoir la croissance économique et d'améliorer le niveau de confiance des Kandaharis en leur gouvernement;

3. Offrir une aide humanitaire aux populations extrêmement vulnérables, y compris les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur du territoire;

4. Accroître le dialogue bilatéral entre le Pakistan et l'Afghanistan et renforcer la sécurité transfrontalière.

Au niveau national, le Canada aidera à :

1. renforcer la gouvernance démocratique de l'Afghanistan, grâce à la mise en place d'institutions publiques et de processus électoraux responsables et efficaces;

2. faciliter les efforts dirigés par les Afghans en vue d'une réconciliation politique.

Aucune mention n'était faite de l'insurrection, des motifs de son existence, de ce qui la soutenait, de ses auteurs, ou des moyens à prendre pour lui faire obstacle et la vaincre. En fait, la défaite de l'insurrection ne semblait pas constituer une priorité stratégique du Canada. C'était comme si le gouvernement canadien ne croyait pas que l'insurrection pouvait être vaincue : le Canada se retirerait côté cour, de bonne grâce, trois ans plus tard! Ou, sous une autre perspective, ceux qui formulaient les priorités croyaient, semblait-il, qu'il suffisait de renforcer le gouvernement afghan pour que les insurgés s'épuisent et disparaissent.

Il a fallu de juin à décembre 2008 pour expliquer pleinement ces paramètres, entre autres. Pendant ce temps, la FOI-A a dû s'adapter aux directives des FSNA, du CR (Sud) et du COMFEC. Toutes ces entités réorganisaient leurs approches, mais seul le COMFEC a réussi à réunir des détails sur les travaux internes du Comité du Cabinet et sur ce que ce dernier souhaitait voir se produire à Kandahar. Tout cela pour dire qu'au cours de la première moitié de 2008, il y avait de multiples processus concomitants, qui ne concordaient pas nécessairement, mais que les soldats canadiens continuaient à mener des opérations dans une province de Kandahar de plus en plus en proie à la violence.

Après la parution du Rapport Manley, Ottawa a exigé des « paramètres d'évaluation » [Traduction], ce qui a influé beaucoup sur le mode de fonctionnement de la FO Kandahar. Maintenant que le gouvernement canadien avait promis des progrès mesurables, il fallait un libellé commun pour expliquer aux médias, au gouvernement et à la population canadienne ce que le pays accomplissait en Afghanistan. Par ailleurs, cela a eu des incidences profondes sur le quartier général du Bgén Thompson.

L'ACDI et le MAECI – encore moins la GRC et Service correctionnel Canada – n'avaient aucun processus de planification comparable à celui des Forces canadiennes. Ces dernières situaient les choses dans un cadre tactique, opérationnel, ou stratégique, mais cette terminologie n'existait pas dans les cultures des AM. Les mémoires au Cabinet exprimaient le volet « stratégique » de l'ACDI et du MAECI. L'ACDI n'avait aucune dimension « tactique » : cela explique pourquoi les équipes de la COCIM et l'OTC semblaient faire tout le travail de développement dans les districts, par exemple. Il n'existait aucun niveau « opérationnel » (voir la figure 3-7) chez l'ACDI ou au MAECI, mais la GRC, qui prenait part à l'instruction et au mentorat, avait une fonction de niveau pseudo-opérationnel[165]. Sans l'harmonisation de ces éléments de base, il n'était pas possible de définir des paramètres communs pour mesurer l'efficacité et présenter les résultats à Ottawa en fonction de ses « paramètres de référence » – quels qu'ils fussent – qui ont été publiés au cours de l'été ou de l'automne 2008. Le plan de la FO Kandahar, conçu par l'équipe du Bgén Laroche et appelé SHA AYENDA, avait maintenant été abandonné, huit mois après son élaboration. Le plan de campagne du COMFEC est presque devenu caduc, car il ne comportait aucun apport des AM. Il fallait maintenant formuler un nouveau plan canadien qui prendrait en compte les AM. Cela allait prendre du temps. Un plan « de transition » était nécessaire pour faire passer le Canada du plan SHA AYENDA au Plan d'action provinciale pangouvernemental projeté. Cette « transition » a été appelée « Plan d'action provinciale provisoire » (PAPP)[166]. Parallèlement, le quartier général du CR (Sud) du Mgén Lessard était en train de changer de cap et de mettre fin à l'Op SHAM SHIR pour amorcer un nouveau plan de la FIAS appelé TOLO. L'importance de ce changement résidait dans le fait que la politique de la FIAS de l'OTAN sur la lutte anti-drogue contredisait la politique canadienne à cet égard; il risquait donc d'avoir un conflit entre un commandement de l'OTAN (qui était alors dirigé par un Canadien) et un commandement national canadien[167]. Cela signifiait que tout le plan de référence exposant ce que la FO Kandahar faisait en Afghanistan devait changer. Cela n'allait pas arriver du jour au lendemain.

FC	MAECI	ACDI	GRC	SERVICE CORRECTIONNEL
STRATÉGIQUE	oui	oui	non	non
OPÉRATIONNEL	RCK	non	oui (trg)	non
TACTIQUE →	non	non COCIM OTC	oui ELMOP	oui

Figure 3-7 : Discordance entre les niveaux de planification opérationnelle – Structure pangouvernementale canadienne en Afghanistan, en 2008

Le processus a commencé à la mi-mai 2008, quand le Bgén Thompson a mis sur pied le groupe d'élaboration du Plan d'action provinciale provisoire (PAPP)[168]. Cependant, les points de vue du Bgén Thompson sur ce qui se passait sur le terrain à Kandahar sont entrés dans le processus également, et cela a entraîné à mi-parcours l'apport de quelques changements importants à l'orientation de la FO Kandahar. Le Bgén Thompson a exposé ses réflexions préliminaires et a sollicité la contribution des unités et de son état-major. Il aimait le concept « Dégager-Tenir-Construire » et il y a ajouté « Définir » et « Habiliter » pour prendre en compte les efforts de collecte de renseignements et de renforcement des capacités. La ville de Kandahar était le terrain vital et assurait elle-même sa sécurité en grande partie, car « la population, pour diverses raisons, ne souscrit pas aux idées des talibans et n'est donc vulnérable qu'aux tactiques d'intimidation » [Traduction]. Par conséquent, cette ville se trouvait aux stades « Construire-Habiliter ». Comme l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot « sont à peu près mono-ethniques (alakozais), ils ont la possibilité d'assurer leur propre sécurité, car ils sont loyaux envers le gouvernement actuel » [Traduction]. L'Arghandab en était lui aussi aux stades « Construire-Habiliter ». Le Zharey et le Panjwayi étaient des « districts à risque élevé » et, « d'après notre propre évaluation, nous n'y assurons pas une présence durable » [Traduction]. Le Zharey et le Panjwayi avaient atteint le stade « Construire » et, dans une certaine mesure, les stades « Construire-Habiliter ». Le Maywand allait demeurer « le point de mire de nombreuses opérations perturbatrices de la FIAS » [Traduction]. Il se trouvait dans une bande d'activité couvrant les stades « Définir-Façonner-Dégager ». D'un autre côté, le Spin Boldak était « en général satisfait du statu quo » et il en était aux stades « Construire-Habiliter ». Enfin, « le reste de la province de Kandahar ne bénéficie d'aucune présence durable » [Traduction]. Le Ghorak, le Khakrez, le Mianishin, le Haut-Shah Wali Kot, l'Arghistan, le Maruf, le Shorabak et le Registan se trouvaient tous aux niveaux « Définir-Façonner »[169].

Ce plan a donné lieu à un certain nombre de déductions[170] :

1. Ville de Kandahar : renforcer toutes les institutions, pour donner un exemple aux districts;

2. Arghandab : dialoguer avec les chefs locaux pour faire en sorte que les structures tribales fragiles ne s'effondrent pas;

3. Zharey et Panjwayi : diviser les territoires en petits secteurs gérables qu'il sera possible de tenir avec une présence durable, un soutien accru de la FIAS et un déploiement accru de l'Armée nationale afghane et de la Police afghane en uniforme parmi la population;

4. Maywand : élargir la portée de l'objectif;

5. Spin Boldak : aucun changement;

6. Reste de la province : définir et façonner.

Le Bgén Thompson a cerné plusieurs aspects clés sur lesquels il voulait que la FO Kandahar se concentre. Le premier consistait à « tenir » effectivement un district et, vu que chaque district était particulier, il fallait une analyse détaillée pour décortiquer le problème en des composantes gérables. Il se pourrait que les États-Unis déploient des forces en réponse au Rapport Manley. Où seraient-elles les plus efficaces? En deuxième lieu figurait le renforcement des capacités de la police : « Cela correspond à l'approche véritablement inter-agences et multinationale qu'il faut pour installer les éléments qui TIENDRONT le terrain en fin de compte, c'est-à-dire la Police afghane en uniforme. Comme il ne manque pas de participants dans ce contexte, il faudra procéder judicieusement pour répartir une police efficace dans toute la province. » [Traduction] Troisièmement, il y a la géographie humaine, ou ce qu'on en est venu à appeler la « connaissance de la situation blanche ». Il fallait plus de ressources pour soutenir l'approche dans les districts, mais il manquait de participants dans ce domaine.

Les CICD constituaient le quatrième aspect clé, et le Bgén Thompson y voyait un moyen « de concrétiser les trois lignes d'opération au niveau des districts » [Traduction]. Il estimait que le travail de définition n'était pas assez marqué au niveau des CICD et il voulait améliorer la coordination entre l'ELMO, l'Armée afghane et le GT, la police, les équipes de la COCIM et l'ELMOP. Du côté du développement, la FO Kandahar ne voyait pas clairement ce que l'ACDI faisait au sujet du barrage de Dahla et comment cela allait toucher la FOB Frontenac. Il fallait absolument faire la lumière là-dessus. L'idée que des entreprises de services de sécurité puissent être embauchées pour libérer des troupes de combat canadiennes a été suggérée. Enfin, Il fallait préciser où le Maywand se situait dans l'ensemble du tableau[171].

Le Bgén Thompson a aussi établi sa « Philosophie opérationnelle ». Il s'agissait d'une expansion du « concept d'opération » du quartier général Laroche. Précisant le concept « Dégager-Tenir-Construire », le Bgén Thompson s'est exprimé en ces termes : « Malgré le service individuel et la responsabilisation interministérielle ou inter-organismes, les membres de l'équipe civilo-militaire multinationale de la FO Kandahar travailleront ensemble et assumeront tous la responsabilité de faire fond sur les succès remportés jusqu'ici. Conscients du fait que l'acquisition du soutien de la population constitue l'objectif principal et que nous sommes engagés dans un concours d'idées (« vendues » par le raisonnement, les mesures incitatives ou l'intimidation), nous devons[172] :

1. comprendre à fond la géographie humaine pour cerner la structure des groupes constitutifs de la population [DÉFINIR];

2. cerner les leviers qui convaincront chaque groupe constitutif d'épouser les idées que le GIRoA et la CI proposent pour garantir l'avenir de l'Afghanistan [FAÇONNER];

3. éliminer l'influence que les insurgés exercent sur la population [DÉGAGER];

4. fournir une présence durable pour rassurer la population et isoler les insurgés [TENIR];

5. exécuter des projets ciblés et valables de reconstruction et de développement qui répondent aux besoins de la population et améliorent sa qualité de vie [CONSTRUIRE et HABILITER];

6. renforcer la capacité des institutions dans tous les secteurs gouvernementaux pour faire en sorte que les services fondamentaux, y compris le maintien de l'ordre, soient fournis à la population [CONSTRUIRE et HABILITER]. » [Traduction]

La répartition existante des forces canadiennes et afghanes dans la province ne répondait pas aux besoins de la nouvelle orientation que suivait maintenant la FO Kandahar dans le district de Zharey qu'il fallait, selon le Bgén Thompson, « réoccuper, car nous l'avions abandonné à l'ELMO et à un kandak » [Traduction]. Le Canada devait « sortir du Spin Boldak et confier à l'escadron de reco des tâches plus appropriées » [Traduction]. Le niveau de la menace ne justifiait pas la présence d'une compagnie d'infanterie à la FOB Frontenac, par conséquent, il fallait l'envoyer dans le Zharey. L'escadron de reco s'est rendu plus utile en aidant le Shah Wali Kot et l'Arghandab à assurer leur propre sécurité, grâce à des engagements des relais d'influence et à des projets de développement[173]. C'était un début. Le Bgén Thompson voulait qu'Elissa Golberg signe le Plan d'action provinciale provisoire pour garantir un front unifié. Cependant, cela s'est avéré difficile à réaliser, en partie parce que le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan était encore en train de formuler des « paramètres de référence » et de concevoir des « projets de prestige » à l'intention du grand public. Trois mois plus tard, en août 2008, le plan de la FO Kandahar n'avait toujours pas été signé[174].

Opération SOHIL LARAM : Interventions dans le Maywand, d'avril à juin 2008

Dans le Maywand, le bataillon des Gurkhas, épaulé par les équipes de la COCIM et des OPPSY, les sapeurs et l'artillerie des forces canadiennes, a balayé le secteur de Band-e Timor et soutenu toute une nouvelle force de police en construisant plusieurs postes de contrôle sur l'Autoroute 1; il a aussi remis en état des installations à un endroit que l'on a ensuite appelé FOB Hutal. La compagnie de reco du 4e Kandak, c'est-à-dire le kandak de soutien au combat, s'est déployée avec les mentors de l'ELMO et une équipe des OPPSY du Canada à Hutal, où les mentors ont travaillé avec l'armée et la police dans le cadre de patrouilles interarmées et de mesures de lutte contre les EEI[175]. (Voir la figure 3-8)

Le Maywand avait toujours pour chef de district Haji Saifullah, qui avait des liens avec Ahmad Wali Karzai et avait été nommé par le gouverneur Asadullah Khalid. L'ennemi s'est lentement réinfiltré dans la région de Band-e Timor et a discrètement rétabli son réseau logistique et ses « itinéraires empruntés à des fins médicales par les insurgés » pour entrer dans le Zharey occidental et la Corne du Panjwayi. Tout est demeuré tranquille jusqu'au début d'avril, quand Saifullah s'est mis à exécuter une razzia unilatérale et sélective d'éradication du pavot avec « sa » police, dont les membres venaient d'aussi loin que Djalalabad. Les habitants de l'endroit ont promptement riposté avec des tirs d'armes légères. Au cours d'une opération, sept agents de police ont été capturés, mutilés et tués[176].

La FO Kandahar ne voyait pas beaucoup ce qui se passait dans le Maywand, et il incombait en général au CR (Sud) de s'en occuper, car le problème se situait au niveau opérationnel. Le CR (Sud) a fini par déployer la Compagnie de commandos portugaise dans le Maywand, en mars. Cette force, composée d'agents de police locaux, d'une ELMO canadienne, d'une compagnie de reco afghane, de la compagnie portugaise (et, plus tard, d'une équipe étasunienne de mentorat de la police et de deux détachements opérationnels Alpha [DOA] des forces spéciales des États-Unis) et appelée « opération SOHIL LARAM », a dominé la situation d'avril à mai. L'idée consistait à patrouiller sur l'Autoroute 1 pour la maintenir ouverte et à effectuer des raids dans le secteur de Band-e Timor et la région de Garmabak afin de déséquilibrer les insurgés. Les Portugais ne voulaient pas s'éloigner de l'autoroute et ont posé des problèmes d'autres façons. L'équipe canadienne d'OPPSY a constaté que les « indécis » afghans favorisaient maintenant les talibans à ses dépens; cela a retardé les efforts dans le district[177], tout comme la compagnie de reco afghane qui s'est mise en grève et a refusé de partir en patrouille jusqu'à ce qu'elle reçoive des ravitaillements provenant du Camp Hero, ce qui n'était pas possible à cause d'un système logistique de qualité douteuse[178].

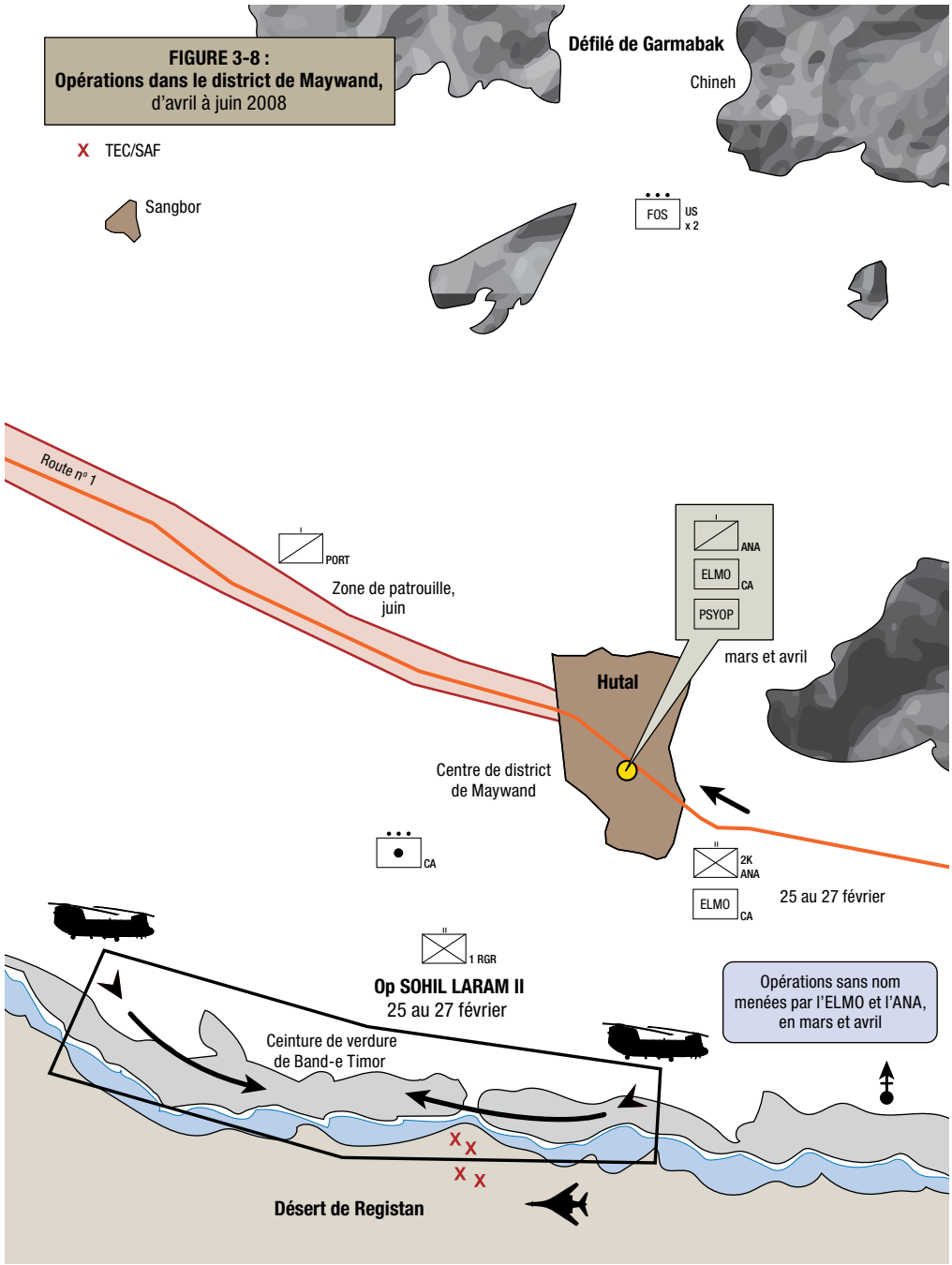


Figure 3-8 : Opérations dans le district de Maywand, d'avril à juin 2008

Pendant le mois de mai, le gouverneur a démis de leurs fonctions Haji Saifullah et le chef de police, après que le quartier général du CR (Sud) eut exercé de fortes pressions en ce sens. Quand les Portugais se sont redéployés à la fin de mai, le degré de violence dans le district a augmenté considérablement. Les rapports ISTAR ont révélé que le réseau Multan, nouvellement activé, en était la cause. Les talibans ont mené une campagne d'intimidation d'envergure qui a été suivie d'une série intensifiée d'embuscades le long de l'Autoroute 1. La situation a été aggravée par le programme de perfectionnement ciblé par district, qui a retiré 200 agents de police et les a remplacés par moins de 100 agents de la PNAOC, ce qui a par voie de conséquence réduit la cadence des patrouilles.

Source : Auteur

Les équipes de la coopération civilo-militaire et des OPPSY ont pris part à presque toutes les opérations du Canada dans le sud de l'Afghanistan en 2008. Ici, une équipe canadienne appuyant le 1er Bataillon, Royal Ghurka Rifles, fournit des fonds pour réparer les dommages subis par la population pendant un raid.

Afin de reprendre l'initiative et de piquer l'amour-propre de la police et des soldats afghans pour les inciter à passer à l'action, le Capt Tyler Wentzell a dirigé une équipe constituée pour la circonstance et comprenant trois mentors de l'ELMO canadienne, un agent de la COCIM, quatre agents des OPPSY, 14 mentors étasuniens de la police et deux interprètes afghans afin d'exécuter un « raid psychologique » dans les localités situées au

sud-est d'Hutal, le 5 juin. S'abstenant d'emprunter les routes, la force est arrivée inopinément dans plusieurs villages, elle a transmis son message aux habitants et, 20 minutes plus tard, elle était en route vers sa prochaine destination. De cette façon, la force a donné à l'ennemi l'impression que la FIAS couvrait la région entre Hutal, le secteur de Band-e Timor et la partie ouest du district de Zharey[179].

Au cours de ces visites, la force s'est renseignée sur les efforts que les talibans faisaient pour instaurer un régime de gouvernance parallèle. Son programme étant à moitié réalisé, la force a été prise à partie près de la localité de Zarzadeh par une arme quelconque avec servants. Les Canadiens, les Étasuniens et les Afghans se sont mis en laager et ont aperçu plusieurs VUS qui transportaient de nombreux hommes armés en âge de combattre et qui convergeaient vers eux. Ensuite, il y a eu une autre explosion : comme le laager était attaqué par des mortiers, le Capt Wentzell a changé de position, mais sa force a alors essuyé des tirs de mortier pour une troisième fois. Les équipages du VBL III et du camion RG-31 ont fait feu sur les véhicules des insurgés et, après des observations minutieuses, ils ont repéré les positions des mortiers, dissimulées sous une couverture. Des tirs directs ont ciblé ces dernières et les ont détruites. De nombreux insurgés sortaient des immeubles, et un tireur d'élite, muni d'un fusil de précision à chargement automatique (SVD), a été repéré et pris à partie. Incapable de recourir à l'appui aérien ou à l'artillerie, la force s'est repliée vers Hutal, mais le combat n'était pas encore terminé. Elle est entrée sept autres fois en contact avec une équipe munie de mitrailleuses PK, et des GPF ont été dirigées vers ses véhicules jusqu'à leur arrivée à Hutal. L'ennemi s'est plaint à son commandement d'avoir perdu beaucoup d'hommes et d'avoir utilisé de précieuses munitions et il a demandé des renforts sans tarder. La compagnie de reco afghane a par la suite été réactivée pour patrouiller de nouveau dans le Maywand[180].

À l'aide de la 24 MEU

Les opérations menées dans le Maywand importaient pour des raisons stratégiques et opérationnelles. Dans le Rapport Manley, le Canada s'était plaint du manque de participation des membres de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan; les États-Unis ont répondu en partie à ces propos en envoyant les 2 200 membres de la 24 MEU en Afghanistan pour une période de six à huit mois. Cette unité comprenait un bataillon d'infanterie des Marines et un bataillon d'aviation composé d'hélicoptères d'attaque, d'hélicoptères de transport moyens et de chasseurs-bombardiers Harrier, ce qui en faisait une unité mobile et puissante. En d'autres mots, elle n'était pas conçue pour exécuter des opérations « Tenir » ou « Construire » de longue durée. Cependant, le quartier général de la FIAS a décidé d'affecter la 24 MEU dans la province d'Helmand[181].

Un officier qui avait pris part à l'évaluation de la planification ayant mené à cette décision a déclaré ce qui suit :

> [Traduction]
>
> […] au début, il a été établi que la province de Kandahar était un terrain vital dans le territoire relevant du Commandement régional (Sud), et le CTCS-A a recommandé d'y déployer la MEU dans son rôle mobile, puis de la faire avancer vers l'ouest dans l'Helmand si le temps et les circonstances le permettaient. Cependant, des manœuvres politiques agressives au niveau diplomatique et de la part des chefs militaires supérieurs [britanniques] ont abouti à la décision des instances supérieures de déployer la MEU dans l'Helmand[182].

La 24 MEU est arrivée à l'aérodrome de Kandahar en février et elle a été opérationnelle en avril. Passant outre à l'expertise des Canadiens en matière d'opérations anti-EEI dans la province, la 24 MEU a décidé de se rendre par la route dans l'Helmand depuis Kandahar et elle a aussitôt perdu deux marines le 15 avril par suite d'une attaque avec un gros EEI sur l'Autoroute 1. Après cela, la 24 MEU s'est tenue en rapport avec la FO Kandahar. Tous les premiers mouvements de la 24 MEU depuis l'aérodrome de Kandahar jusqu'à l'Helmand ont été escortés ou guidés par des unités canadiennes passant par la ville de Kandahar et un « tunnel » sur l'Autoroute 1. Forts de l'expérience acquise pendant les opérations des Banshees avec les hélicoptères OH-58D, les pilotes des hélicoptères d'attaque Sea Cobra du Corps des Marines des États-Unis (USMC) ont assuré la couverture aérienne. Les Marines se sont aussi servis d'UAV Boeing ScanEagle, de sorte qu'une relation s'est établie entre l'unité des UAV du Maj McCauley et la 24 MEU : elles ont partagé des lanceurs et pouvaient acheminer les aéronefs par étape, à cause de la distance entre l'Helmand et l'aérodrome de Kandahar. Les munitions et les pièces détachées étaient interchangeables également, car les VBL 25 des Marines « s'apparentaient » aux véhicules VBL III et Coyote. La relation s'est renforcée tout au long de 2008[183].

La 24 MEU est arrivée sans incident dans l'Helmand et a commencé ses opérations dans la région de Garmsir, en mai et juin. Bien qu'elles aient eu lieu dans une autre province, les opérations à Garmsir ont eu un effet délétère sur « l'itinéraire logistique » que les insurgés empruntaient pour entrer dans le secteur de Band-e Timor dans le district de Maywand, puis dans le Zharey et le Panjwayi. Quand, cet été-là, les forces ennemies se sont plaintes à leurs supérieurs des pénuries d'armes et de munitions, cela a été dû aux effets combinés des interventions de la 24 MEU à Garmsir et de celles des forces canado-afghanes dans le Maywand, le Zharey et le Panjwayi[184].

Réorganisation des faits sur le terrain, mai 2008

Comme nous l'avons vu, le concept d'opérations du Bgén Thompson différait de celui de la rotation précédente. Tout d'abord, le Spin Boldak allait être confié à diverses organisations étasuniennes de mentorat de la police travaillant avec le Col Raziq[185]. L'escadron de reco pouvait être employé plus judicieusement ailleurs. L'équipe de la COCIM de l'ERP pouvait gérer les projets de développement dans le Spin Boldak. La Compagnie C était installée dans la FOB Frontenac. Cet endroit était perçu comme étant trop loin du combat principal qui se livrait dans le Zharey et le Panjwayi. Le Bgén Thompson et le Lcol Corbould voulaient une compagnie mobile qui pourrait fonctionner depuis n'importe quelle infrastructure dans le Zharey et qui ne serait pas immobilisée dans un seul endroit. L'Arghandab était considéré comme « assurant sa propre sécurité », et l'escadron de reco et l'équipe de la COCIM de l'ERP pouvaient travailler ensemble avec les forces afghanes à cet endroit.

Diverses forces opérationnelles des forces spéciales des États-Unis collaboraient avec la Police afghane en uniforme (PAU) de Kandahar sur le chemin de Tarinkot, et d'autres forces fidèles à Asadullah Khalid exécutaient des opérations perturbatrices dans le Khakrez et le Haut-Shah Wali Kot. Cela était généralement perçu par la FO Kandahar comme étant en quelque sorte une « force qui couvrait » le front de l'Arghandab. Ces unités ne relevaient pas de son contrôle, mais la FO Kandahar entretenait de bonnes relations avec le CR (Sud) du Mgén Lessard, qui avait de solides liens avec la FO 71.

Quant au district de Panjwayi, il posait plusieurs problèmes. La diversité du terrain et la dispersion géographique du district qui s'étendait de Mushan à Nakhonay rendaient difficile au commandant d'une seule compagnie, en l'occurrence le Maj Mike Lane, la tâche consistant à concentrer ses ressources. Là encore, ce n'était pas un nouveau problème, car le Maj Pat Robichaud et le Maj Chris Henderson l'avaient tous deux affronté dans le passé. Le Lcol Corbould a décidé de séparer le district en deux parties qu'il a appelées Panjwayi oriental et Panjwayi occidental. La Compagnie B se chargerait de la partie ouest, et l'Escadron B, de la partie est. Au début, on ne savait pas au juste quels rapports les forces redéployées auraient avec les kandaks afghans et la FO Zharey de l'ELMO, sans parler de l'ERP. Plus tard, l'infrastructure tactique le long de l'itinéraire FOSTERS est passée de la dotation par des sections à la dotation par des pelotons à chaque avant-poste. À Mushan se trouvaient une compagnie afghane et des mentors canadiens, tandis qu'à Talukan et à Zangabad étaient déployés un peloton canadien et un peloton afghan à chacun des deux endroits. Une section canadienne et une section afghane sont allées à Haji. Tous les postes de police secondaires ont désormais été appelés « avant-postes de combat ».

Pour ajouter à la confusion, une entité supérieure, à Kaboul, a modifié en juin le nom du CICP dans la ville de Kandahar qui s'est désormais appelé « Centre de coordination des opérations de la province », ou « CCO–P ». Les centres interarmées de coordination de

district ont conservé leur nom, mais on ne savait pas au juste à ce moment-là quelle était leur relation avec le CCO-P et l'ERP, car ils tendaient à être dotés en personnel par des mentors canadiens de l'ELMO et de l'ELMOP. Par ailleurs, la décision a été prise d'embaucher des agents de sécurité privés pour qu'ils se chargent de la sécurité des bases d'opérations avancées. La création d'un processus du gouvernement afghan pour délivrer des permis à des entreprises de sécurité et les équiper, au début de 2008, a entraîné l'accroissement des forces de sécurité dans le sud de l'Afghanistan. Le Canada a adopté un processus complexe de sélection de ces entreprises afin qu'elles puissent remplacer les troupes canadiennes et afghanes assurant la sécurité dans les grandes bases d'opérations avancées et libérer ainsi plus de forces de manœuvre. La FO Kandahar a embauché 200 agents de sécurité pour qu'ils voient à la sécurité au CICP, à la FOB Frontenac, à l'ERP, à la BP Wilson et à la FOB Hutal dans le Maywand. La FOB Ma'Sum Ghar a été la suivante sur la liste[186].

Les sommes d'argent injectées dans l'économie afghane par suite du processus d'équipement et de délivrance de permis (sans parler du stimulus ayant profité au secteur de l'assurance-vie en Afghanistan) ont été considérables. Par conséquent, de nombreuses entités de la structure d'influence de Kandahar ont voulu leur part du gâteau. Elles comprenaient certains chefs de l'appareil gouvernemental, des commandants de la police et les hommes leur étant loyaux. La ligne de démarcation entre la police, les milices et les entreprises de sécurité est devenue de plus en plus floue dans certains secteurs. Si un fonctionnaire ou un chef de forces de sécurité possédait une telle entreprise qui employait des agents de police n'étant pas de service et appartenant à un seul groupe tribal, s'agissait-il d'une milice ou non? Par ailleurs, vu la propension des Afghans à recourir à la violence commerciale pour régler leurs différends, comment les Canadiens allaient-ils faire la distinction entre cette forme de violence, la violence attribuable aux insurgés et la violence inter-tribale?

Ce changement a simplifié les opérations du Canada dans certaines régions, mais il les a compliquées dans d'autres. Par exemple, la structure d'influence de Kandahar a cherché à regrouper toutes les entités de sécurité privées non seulement pour s'emplir les poches, mais aussi pour damer le pion à ses concurrents tribaux et créer une force de sécurité parallèle de rechange qui relèverait d'intérêts tribaux et non des dirigeants nationaux. La FO Kandahar ne savait pas précisément si tout cela aurait ou non des incidences à long terme sur les intérêts canadiens à Kandahar[187]. Ces derniers mettaient l'accent sur l'accroissement des effectifs disponibles et n'envisageaient pas le problème plus vaste lié à la mise sur pied d'une armée privée ne relevant pas d'une autorité légitime. C'était l'envers *de facto* de l'intention originale du programme de DGAI (voir le volume I), mais comme les analystes se concentraient sur l'insurrection, peu d'attention a alors été accordée à ce problème grandissant.

Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali, en mai et juin 2008

Le Lcol Corbould se préoccupait de la situation dans le Zharey et le Panjwayi. La Compagnie B avait souvent été la cible des insurgés et avait besoin d'être relevée, mais la Compagnie C subissait à ce moment-là des pressions moindres dans le Bas-Shah Wali Kot et l'Arghandab. Par conséquent, la décision a été prise de retirer l'escadron de reco du Spin Boldak et de l'envoyer plutôt à la FOB Frontenac, aux fins de l'économie d'efforts[188].

Le Maj Boivin et l'escadron de reco se sont rendus à la FOB Frontenac, où ils se sont mis à définir la situation le mieux possible. Leur travail a été entravé par le fait qu'il n'y avait là ni équivalent du Col Raziq au niveau du district ni force de police organisée comparable à la Police frontalière afghane présente dans le Spin Boldak. Quand l'escadron de reco a pu circuler, il a vite conclu que le Bas-Shah Wali Kot était une cause perdue : seuls les mercenaires de la PAU pouvaient gérer le chemin de Tarinkot, car ils tiraient sur tout ce qui s'approchait d'eux pendant qu'ils escortaient les convois à destination et en provenance de l'Oruzgan. Le Khakrez représentait une autre cause perdue : les insurgés l'utilisaient comme un lieu de cantonnement et de transit pour relier les opérations dans le Zharey et le Panjwayi à celles de l'Oruzgan et de l'Helmand, et comme structure de soutien des opérations dans l'Arghandab. Ce dernier faisait lui-même de plus en plus problème, à cause des divisions au sein des alakozais au sujet du remplacement de Naqib[189].

Les opérations de l'escadron de reco ont elles aussi représenté une économie d'efforts. Les Canadiens pouvaient définir la zone d'opérations et, peut-être, stabiliser certaines localités, mais les effectifs des FSNA travaillant ensemble dans le secteur n'étaient pas assez nombreux pour avoir un effet digne de mention sur la sécurité de tout le district. Par conséquent, tout travail de développement risquait d'être difficile. Le Maj Boivin s'est concentré sur les collines à l'ouest de la FOB Frontenac, sur la limite entre l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Un itinéraire emprunté par les insurgés reliait tous les trois districts, puis menait dans le district n° 9 de mauvaise réputation dans le « cône » de la ville de Kandahar (voir la figure 3-9). Dès que l'escadron de reco et la police afghane se sont mis à patrouiller dans cette région limitrophe, ils ont été ciblés par de multiples attaques à l'EEI. Manquant de forces pour susciter une présence perturbatrice d'envergure, l'escadron de reco a fait ce qu'il a pu pour maintenir les lignes de communication ouvertes entre la FOB Frontenac, le Haut-Arghandab et la ville de Kandahar[190].

Les questions concernant la centralité de la ville de Kandahar

L'existence de cellules terroristes ennemies dans la ville était bien connue : elles opéraient d'habitude depuis les districts du nord et du sud-ouest. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà vu dans les chapitres précédents, la ville possédait un plan de sécurité qui était axé sur la police et avait l'appui de l'ERP (Op PORTCULLIS), et il y avait des opérations

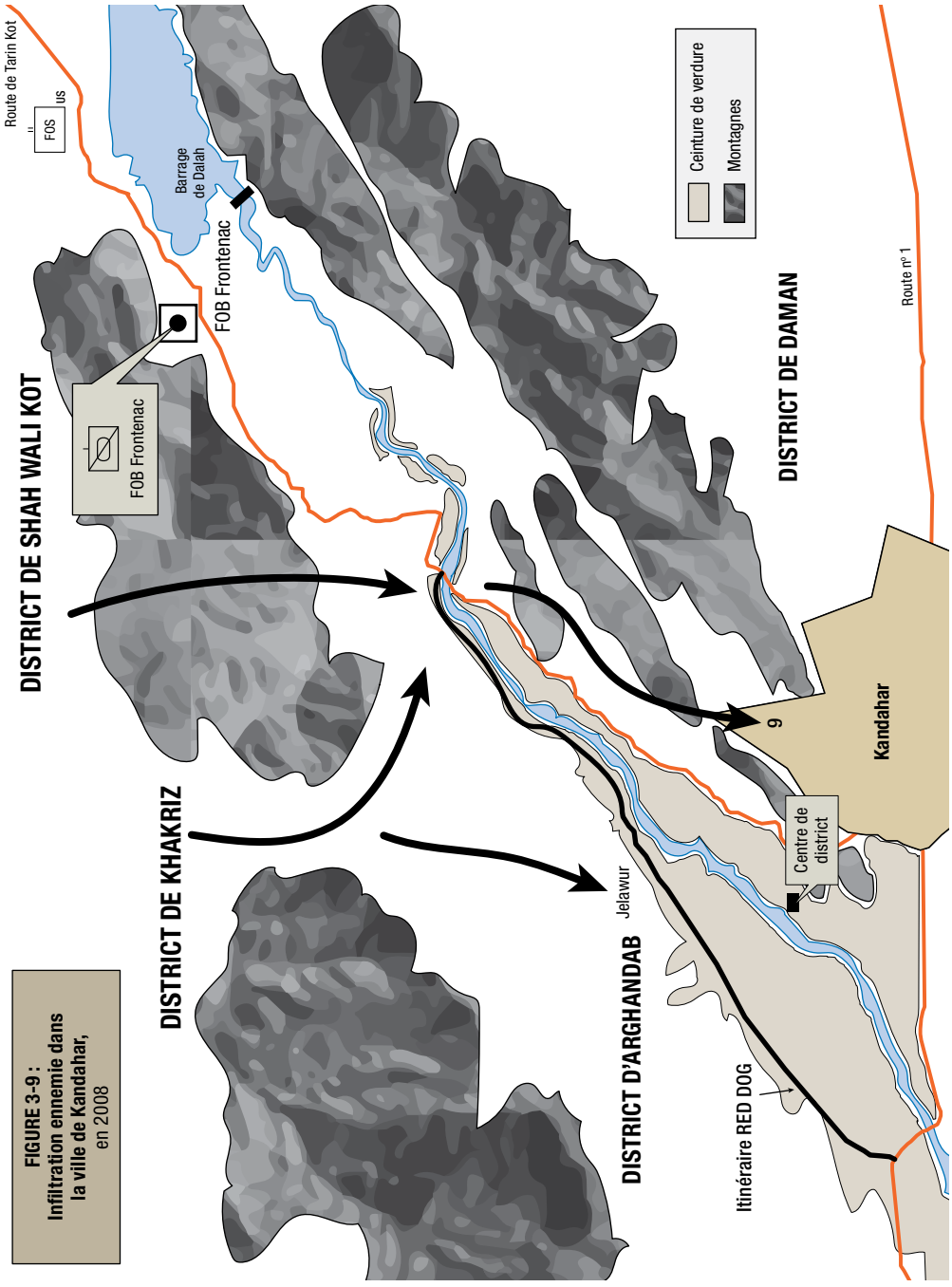


Figure 3-9 : Infiltration ennemie dans la ville de Kandahar, en 2008

occasionnelles de la coalition qui visaient ces cellules, opérations qui étaient aussi assujetties à la primauté de la police. La situation plaisait au quartier général du Bgén Thompson. Pendant que l'état-major menait son étude, le quartier général du CR (Sud) dirigé par le Mgén Lessard se disait préoccupé à l'interne par le fait que tout n'allait pas bien dans la ville de Kandahar. L'état-major du CR (Sud) s'inquiétait de plus en plus de la déstabilisation du district d'Arghandab. Il a été souligné que, « selon certains signes, les dirigeants à Kaboul [voyaient] une menace dans la cohésion et la force des alakozais et [essayaient] de saper la domination de ces derniers […] car, si une faille devait se produire au sein des alakozais, ou si les alakozais se révoltaient contre le gouvernement actuel, l'intention des talibans de dominer la ville de Kandahar risquerait beaucoup plus de se concrétiser[191] » [Traduction]. Citant des données qui révélaient un fléchissement marqué du soutien en faveur du gouvernement dans la ville même, l'étude a souligné que « le gouverneur de la province fait l'objet d'une haine manifeste et que, d'après certains rapports, des familles quittent déjà la ville, et les alakozais se disent mécontents de la façon dont le gouvernement Karzai les traite, en particulier la famille immédiate du président[192] » [Traduction], c'est-à-dire Ahmad Wali Karzai.

Le CR (Sud) voulait de meilleurs renseignements, un tableau à jour des tendances, un accroissement et une amélioration des services de police en tant que priorité, et une étude complète sur la structure d'influence. Ces efforts devaient être liés au quartier général de la FIAS et à sa capacité d'exercer des pressions sur Kaboul : « [Nous devons] passer à l'action maintenant […] nous devons appliquer un mentorat solide […] afin de mettre fin à la corruption qui se propage sans entraves. Cela nécessitera le congédiement sélectif de certaines personnes et des mesures pour bloquer l'influence d'autres intervenants, y compris les intermédiaires locaux du pouvoir. » [Traduction] Le CR (Sud) a conclu que cet effort risquait d'entraîner la perte d'une province telle que l'Helmand, mais que, « si nous et le GIRoA perdons Kandahar, nous aurons alors perdu la guerre[193] » [Traduction].

Le Bgén Thompson n'était pas d'accord. Les principales sources de renseignements suscitaient des doutes sur la question des alakozais. Le Bgén Thompson estimait qu'il n'était pas possible de faire plus pour le moment en ce qui concernait les services de police. Pour ce qui était de la structure d'influence de Kandahar, il a posé pour la forme la question suivante : « Sommes-nous maintenant des faiseurs et défaiseurs de rois? » [Traduction] Par ailleurs, pour ce qui concernait les priorités de l'Helmand par rapport à celles de la province de Kandahar, le commandant de la FO Kandahar a formulé un contre-argument en disant : « Pourquoi toutes les ressources sont-elles dans l'Helmand ou le Zabul? » [Traduction] Enfin, il s'est dit en désaccord avec les planificateurs du CR (Sud) selon qui « nos connaissances et la façon dont nous comprenons [la ville de Kandahar] sont pitoyables » [Traduction]. En effet, le quartier général du Bgén Thompson croyait que la ville de Kandahar

demeurait « en mesure de veiller à sa propre sécurité » [Traduction] et il a concentré ses ressources limitées ailleurs dans les districts. Le quartier général a conservé une approche non interventionniste lorsqu'il s'est agi des jeux de pouvoir dans les milieux politiques de Kandahar[194]. « Mieux vaut le diable que l'on connaît que celui que l'on ne connaît pas! » Cette politique, adoptée en 2006 par le Bgén David Fraser, est demeurée la même.

Le Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est et le PPRAP : le district de Panjwayi en mai et juin 2008

Le Lcol David Corbould et son état-major ont compris, après deux mois d'opérations, que le district de Panjwayi était tout simplement trop grand pour qu'une seule compagnie d'infanterie puisse le couvrir, surtout si celle-ci était coincée dans une infrastructure tactique. La décision a été prise de créer des sous-zones d'opérations : la Compagnie B et l'Escadron B se chargeraient du Panjwayi occidental et du Panjwayi oriental, respectivement. Encore une fois, avec le temps, les deux entités ont compris qu'il fallait accroître la synergie pour affronter la multitude de problèmes dans le Panjwayi. Le Centre interarmées de coordination de district s'est installé à la FOB Ma'Sum Ghar : il appartenait à l'ELMO, et l'ELMOP lui communiquait les renseignements. Il existait des possibilités illimitées de s'affirmer au niveau du district, mais le principal obstacle résidait dans le refus de l'ERP d'envoyer des représentants du MAECI et de l'ACDI à temps plein dans le Panjwayi. Des visites mensuelles sporadiques ne suffisaient pas. Une autre vérité dérangeante s'est manifestée : qu'est-ce qu'un diplomate sait sur la politique municipale et la prestation des services? L'idée du Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée au Panjwayi (PPRAP) [en anglais, WHOPPER] a vu le jour. C'était le nom ironique adopté pour désigner les moyens officieux pris pour coordonner toutes les activités canadiennes et afghanes dans le district, l'Escadron B dirigeant la dotation en personnel du Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est[195]. Les éléments constitutifs du PPRAP comprenaient toutes les entités canadiennes travaillant dans le district, mais surtout, le Centre interarmées de coordination de district, l'ELMOP, l'Escadron B et l'équipe de la COCIM.

Le PPRAP était nécessaire à cause de la détérioration de la relation entre les forces déployées dans le Panjwayi, d'une part, et entre les AM représentés dans l'ERP et la représentante du Canada à Kandahar, d'autre part. La choura du Panjwayi était active, mais elle était divisée en deux factions dirigées par deux hommes, nommément Haji Baran et Haji Agha Lalai Datagiri. Les conseils communautaires ne fonctionnaient pas. L'Assemblée de développement du district faisait des efforts, mais la faction Dastagiri y semait la corruption. Les plans de l'ACDI, qui tentait d'amener le Central Asian Development Group à agir

comme « partenaire indépendant de la mise en œuvre », n'aboutissaient pas. Par conséquent, le Programme national de solidarité était en train d'échouer dans le district. L'ERP a alors interrompu le financement de tous les projets pendant trois mois jusqu'à ce qu'elle repère et jugule les sources de corruption. Le PPRAP a pu obtenir l'aide de l'équipe de la COCIM pour réaliser quelques projets à impact rapide, mais le reste des projets planifiés ne se sont pas concrétisés. Il existait une « liste de projets envisagés » dont la mise en œuvre avait commencé en partie au moment où le financement a été interrompu : une infirmerie, une coopérative vinicole, un service de nettoiement et des travaux d'électrification. Les membres du PPRAP ont été « snobés », pour reprendre leurs paroles, par les AM de l'ERP, et on leur a dit que la représentante du Canada avait décrété que la ville de Kandahar et le barrage de Dahla constituaient les priorités, et non le Panjwayi[196].

En effet, les rapports de l'équipe de la COCIM adressés à l'ERP ont confirmé que le développement faisait problème dans le district :

> [Traduction]
>
> L'ampleur du manque de coordination entre l'ADD et la choura du district est maintenant évidente [aux yeux de l'équipe de la COCIM]. Au cours des trois derniers mois, l'état des relations entre l'ADD, la choura de district et la population du Panjwayi a été manifeste. [L'équipe de la COCIM] n'a encore vu aucun signe attestant qu'un CDC existe […] Le chef de district, Haji Baran, et le secrétaire de la choura, Haji Fazil Mohammad, ne savent pas comment l'ADD et les CDC fonctionnent, quand et où ils se réunissent, à quelles activités ils prennent part et quels projets ils entreprennent[197].

De la sorte, les membres du PPRAP ont été privés de tout levier, et la situation a considérablement réduit la crédibilité du programme auprès de la population et de ses dirigeants capricieux. L'ONU a refusé de traiter avec Baran parce qu'il n'était chef du district qu'à titre intérimaire en raison du fait qu'il ne répondait pas aux critères d'alphabétisme fixés par le gouvernement. Baran et sa clique faisaient constamment l'objet de griefs, les habitants de l'endroit les accusant de détourner l'aide humanitaire destinée à autrui[198]. En juin, le système de gouvernance s'est complètement effondré : « L'assemblée de développement du district, le secrétaire de la choura et deux autres membres de la choura sont en grève et refusent de remplir leurs fonctions tant que la question du choix du chef ne sera pas réglée[199]. » [Traduction] Où était le gouverneur? Où étaient les experts de l'ERP en matière de gouvernance? Pourquoi la tâche de dénouer cet imbroglio complexe a-t-elle incombé au commandant d'un escadron de chars, à un capitaine de l'ELMOP et à un major au Centre interarmées de coordination de district?

Cependant, l'Escadron B n'a pas abandonné ses autres responsabilités. Le « cuirassé » de la FOB, le NCSM *Ma'Sum Ghar* » a continué de prendre à partie les lanceurs ennemis de roquettes et d'obus de mortier dans le quadrilatère opérationnel ELTON[200] avec les chars Leopard depuis leurs positions d'attente, et il a aussi déployé des FRR et protégé des équipes de sapeurs de combat envoyées réparer les routes truffées de cratères causés par des EEI. Ensuite, il y a eu les « Raids sur la rivière », mieux connus sous le nom d'Op ROOM SERVICE et, plus tard, sous celui d'Op MUTAFIQ TANDER, quand des ressources ISTAR lui ont été superposées pour surveiller des objectifs ennemis (voir plus bas). (Voir la figure 3-10)

À ce stade-là, la question dominante consistait à définir la meilleure façon d'organiser le groupement tactique canadien, l'Armée afghane et les mentors canadiens, ainsi que la police afghane et ses mentors canadiens et étasuniens, afin d'améliorer l'état de la sécurité dans le district de Panjwayi. L'inertie engendrée par le nombre mêlant d'organisations a mené à l'impasse chaque fois que la question a été soulevée. Le PPRAP est devenu un mécanisme, mais en général, les progrès ont été lents pendant tout le mois de mai. Tout compte fait, l'Armée afghane ne voulait pas occuper les postes de contrôle de sécurité : elle voulait exécuter des patrouilles et des opérations mobiles contre l'ennemi. Le programme de « perfectionnement ciblé par district » continuait de s'appliquer à la police, et la PNAOC ne voulait pas jouer le rôle d'une infanterie légère.

L'Op TOORA AZADI II, exécutée le 13 mai, a constitué une solution partielle. La compagnie qui occupait le poste fortifié de Mushan devait le quitter et y être remplacée par la 1re Compagnie du 1er Kandak. Deux pelotons de la Compagnie Weapons du 1er Kandak relèveraient la police des PPS d'Haji et de Talukan. La police resterait à Zangabad pour le moment. L'Escadron B a dirigé l'opération avec une équipe de déminage comprenant deux chars Leopard C2 munis de rouleaux, un EBG Badger et une section de sapeurs en tête d'une colonne avançant dans le lit de la rivière Arghandab. Derrière eux venaient quatre « équipes de RP », soit une pour chaque poste fortifié ou PPS. L'équipe de déminage s'avancerait pendant que l'équipe de RP relèverait les forces d'un poste, et ainsi de suite. L'équipe de combat de l'Escadron B s'est mise en laager près de Mushan, a ravitaillé la position, réparé un VBL et un char Leopard, puis elle s'est dirigée vers le sud jusqu'au lit de la rivière Dori, à l'ouest de la jonction du Maywand, du Zharey et du Panjwayi, puis vers le nord à travers Dasht jusqu'à l'Autoroute 1, et elle est finalement rentrée à Ma'Sum Ghar. Au cours de ce mouvement, deux attaques à l'EEI se sont produites, et quelques sapeurs de la COIC ont été blessés, mais il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi[201].

Cependant, la police afghane a refusé d'occuper Zangabad en déclarant que son équipement était défectueux. En même temps, le 1er Kandak n'a pas voulu occuper la position de la « colline des trois chars », au sud de Bazaar-e Panjwayi. Comme le programme de

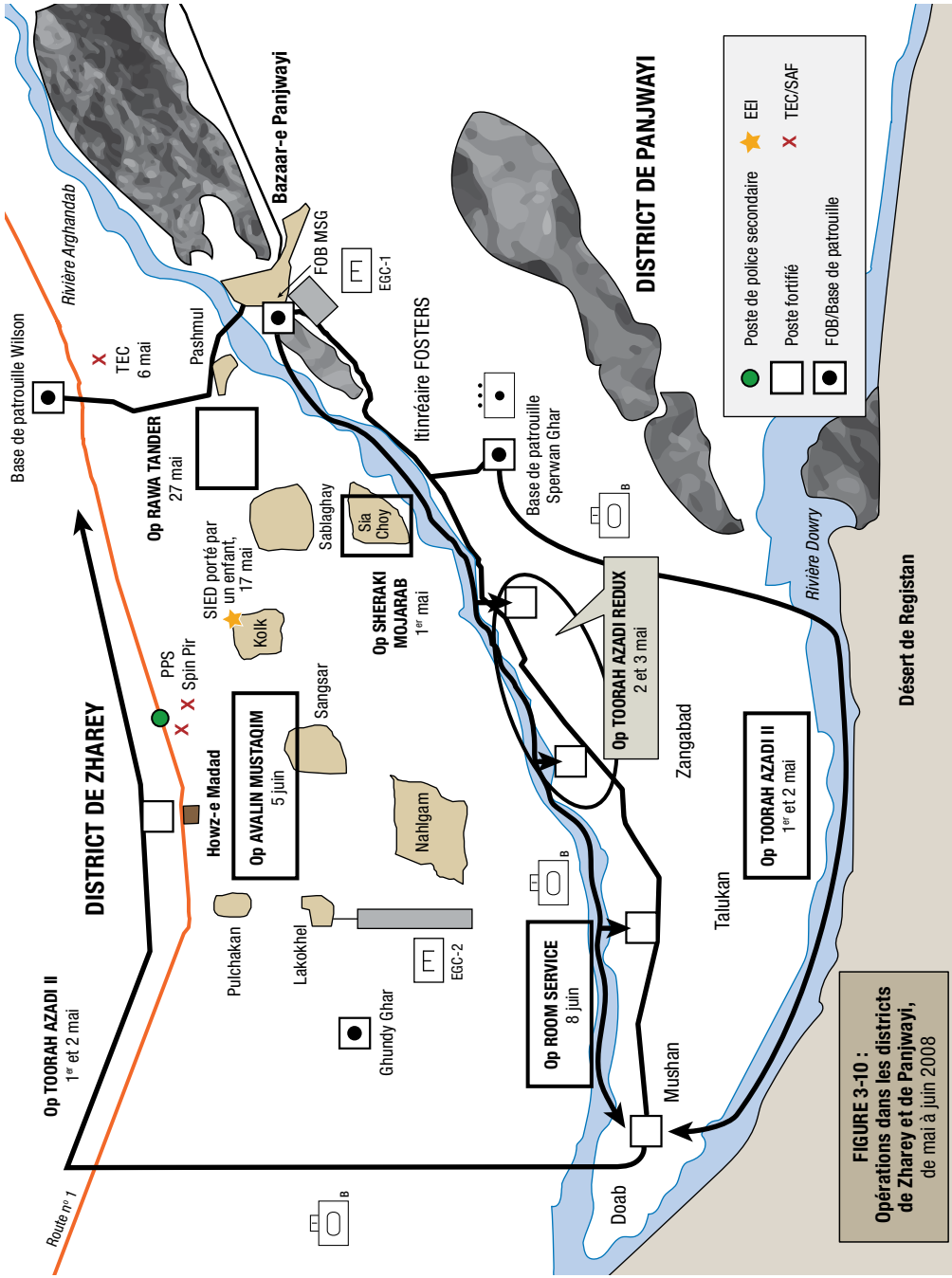


FIGURE 3-10 :
Opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi,
de mai à juin 2008

Figure 3-10 : Opérations dans les districts de Zharey et de Panjwayi, de mai à juin 2008

perfectionnement ciblé par district se poursuivait et vu les problèmes antérieurs liés au chef de district et au chef de police, il n'y avait tout simplement pas assez d'agents de police pour gérer quoi que ce soit à l'ouest de Sperwan Ghar. Le 1er Kandak a abandonné la « colline des trois chars » et a été remplacé par six policiers. En outre, comme l'ennemi exerçait des pressions sur la population de Talukan, les troupes afghanes ne pouvaient pas acheter de pain au bazar. Étant donné le piètre état du système logistique afghan, les mentors canadiens ont dû prendre les choses en main et payer eux-mêmes la nourriture[202].

Afin de s'attaquer à tous ces problèmes, le groupement tactique et l'ELMO ont planifié l'Op TOORAH AZADI REDUX. Cette opération visait à retirer tous les agents de police encore présents dans le Panjwayi occidental et à transformer les postes de police secondaires en avant-postes de combat qui seraient occupés par l'Armée afghane et des mentors canadiens, comme c'était le cas du poste fortifié de Mushan. L'équipe de combat de l'Escadron B a pris la route le 23 mai et s'est rendue aux PPS d'Haji et de Zangabad, a procédé au déminage, remplacé la police à Haji avec une section canadienne et installé un peloton afghan à Zangabad. Toutes les positions ont été ravitaillées en nourriture. Au cours de cette opération, des hélicoptères OH-58D Warrior fournis par les Banshees ont protégé l'Escadron B. Quand la force terrestre est entrée en contact avec l'ennemi, les hélicoptères ont pu repérer des cibles pour les chars Leopard qui ont alors fait feu sur les insurgés munis de GPF et de mitrailleuses PK avec des tirs d'obus de 105 mm. Le convoi terrestre est rentré à Ma'Sum Ghar sans autre incident[203].

À la mi-mai, des anciens de l'endroit ont fait savoir à la choura sur la sécurité du Panjwayi que les nouvelles activités de l'ennemi dans le secteur entre Bazaar-e Panjwayi et Nakhonay les préoccupaient. Les anciens voulaient plus de postes de contrôle le long du tronçon est de l'itinéraire FOSTERS et le long de l'itinéraire LAKE EFFECT et peut-être aussi un poste renforcé de l'Armée afghane près de Nakhonay. Haji Baran a convenu que quelque chose se passait dans ce secteur, mais il a estimé qu'il fallait plus de détails[204]. Le Capt Sheldon Maerz, membre de l'ELMOP, et la police ont donc accru le nombre de patrouilles dans le bazar et dans la partie est de l'itinéraire FOSTERS. Au début de juin, ils ont découvert des EEI posés au nord de Salavat, près du poste de contrôle de Salehan. À ce stade-là, d'autres policiers qui avaient suivi le programme de perfectionnement ciblé par district étaient revenus du Centre d'instruction régional à Herat et, désormais mieux entraînés, ils ont été plus disposés à faire des patrouilles avec l'Armée afghane. Le Centre interarmées de coordination de district a dès lors été mieux à même de gérer les renseignements reçus de la population. Il en a résulté une amélioration des patrouilles dans le Panjwayi oriental, ce qui a permis de recueillir de meilleurs renseignements. En fin de compte, il y avait dans le secteur un accroissement important de l'activité ennemie qui n'avait pas été détecté[205].

Après l'évasion de détenus de la prison de Sarposa en juin, Haji Baran et d'autres chefs membres de la choura sur la sécurité « ont dit éprouver beaucoup d'appréhension au sujet de l'état de la sécurité dans le Panjwayi […] selon les commentaires des habitants de l'endroit, il fallait faire quelque chose au sujet de Nakhonay[206] » [Traduction]. Haji Baran a supplié les équipes canadiennes de la COCIM en ces termes : « S'il vous plaît, faites quelque chose. Il nous faut une opération dans le secteur de Nakhonay[207]. » [Traduction] La situation s'envenimait dans le Panjwayi oriental, et cela touchait aussi le district de Dand, où le calme régnait par ailleurs.

Le Panjwayi occidental a présenté une situation tout autre, presque une guerre différente. Dans le cadre de l'Op ROOM SERVICE/MUTAFIQ TANDAR, l'équipe de combat de l'Escadron B a ravitaillé le poste fortifié de Mushan et les avant-postes de combat le long du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, le 8 juin. L'opération s'apparentait à l'Op TOORA AZADI II quant à son exécution, sauf que, cette fois, un char Leopard a heurté un EEI près de Talukan, et les rouleaux d'un autre char ont fait exploser une mine. Des fouilles ont révélé la présence d'autres EEI dans les zones de déminage éventuelles, pendant que des hélicoptères OH-58D Warrior prenaient à partie un ennemi en train de fuir[208].

Selon le Maj Lane, commandant de la Compagnie B, « à la fin du printemps, c'était comme si quelqu'un avait actionné l'interrupteur. Nous sommes passés d'un petit nombre de contacts avec l'ennemi à une flambée d'attaques! Boum! Il y a la guerre[209]! » [Traduction] Dans le Panjwayi, l'état des effectifs était si mauvais, et la situation était tellement irrationnelle que la décision a été prise de déployer la Compagnie B à Talukan, à Zangabad et à Haji. L'été venu, les pelotons canadiens qui occupaient les anciens postes de police secondaires (désormais appelés « avant-postes de combat ») le long de l'itinéraire FOSTERS ont dû être ravitaillés régulièrement; or, sans hélicoptères canadiens, cela s'est avéré problématique. Chaque peloton s'est trouvé à faire ce qui équivalait à une mini-guerre distincte qui lui paraissait non reliée à l'ensemble du combat. Il faisait chaud, et c'était un travail dangereux qui consistait à exécuter des patrouilles à pied et à établir des rapports avec la population.

Par exemple, le peloton de l'avant-poste de combat de Zangabad, commandé par le Lt Reg McMichael, a appris que des éléments criminels lourdement armés faisaient complément à des combattants talibans locaux, ou leur facilitaient la tâche, et que d'autres combattants étaient venus de l'extérieur. Ces derniers avaient parfois leur propre « ELMO » composée de combattants afghans ou non afghans expérimentés. En une occasion, deux chefs ennemis ont été entendus en train de converser en russe, ce qui a porté à croire à la présence de Tchétchènes, tandis que d'autres combattants étrangers s'exprimaient en anglais avec un accent pakistanais. Les chefs ennemis dans le secteur veillaient à se déplacer sans arme et à se faire accompagner d'enfants partout où ils allaient[210].

La population dans les environs de Zangabad a été effrayée par la présence des quatre types d'ennemis, mais elle s'est rappelé les jours où, en 2006, les talibans et leurs alliés « avaient été fauchés à Sperwan Ghar » [Traduction]. Après que le peloton canadien eut affirmé sa présence, réduite il est vrai, et démontré publiquement que les dirigeants locaux ne l'intimidaient pas psychologiquement, d'abondants renseignements lui ont été communiqués sur les mouvements et les activités de l'ennemi. En effet, un facilitateur à tendance criminelle a changé de camp après avoir constaté que les Canadiens ne partaient pas, et il est devenu informateur[211].

Le Maj Lane a fait valoir après coup que c'était une guerre de guérilla et non une lutte anti-insurrectionnelle : « Il n'y avait AUCUN projet de développement ou de reconstruction. Le contexte ne s'y prêtait pas. Nous n'arrivions pas à autonomiser la population locale [à l'ouest de Sperwan Ghar][212]. » [Traduction] La Compagnie B a occasionnellement reçu l'ordre d'effectuer des patrouilles de l'autre côté de la rivière dans Sia Choy avec la 2e Compagnie du 1er Kandak et des mentors canadiens afin d'inciter les ennemis à « bavarder » et d'arriver ainsi à les repérer. Le 2 juin, cette force a franchi la rivière Arghandab et est immédiatement entrée en contact avec une force d'insurgés faisant feu depuis quatre positions différentes. Comme l'appui-feu était limité et que le soutien des UAV diminuait à mesure que l'heure avançait, la force a fini par subir des pertes causées par une mine ou un EEI : quatre Canadiens et deux Afghans ont été touchés. Le Sgt Martin Côté, bien que souffrant d'une commotion, a tout de même réussi à trier les blessés et à ordonner un retrait, tout en combattant. L'ennemi a reçu des renforts de Burmohammad sans avoir eu recours aux communications radio, ce qui a rendu la situation encore plus ambiguë[213]. Le Capt Richard Leary de la Compagnie B faisait partie des blessés. Le Cpl Brent Gallant, un assistant médical, a couvert le Capt Leary de son corps tout en s'efforçant de le maintenir en vie, mais le Capt Leary est mort de ses blessures. Les interventions du Cpl Gallant et du Sgt Côté leur ont valu d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

Les opérations dans le district de Zharey, en mai et juin 2008

La FO Zharey, avec son assortiment éclectique de kandaks, de membres de l'ELMO et de l'ELMOP et d'autres éléments d'appui, a poursuivi ses opérations jusqu'en mai. Le matin du 1er mai, les troupes exécutant l'Op SHERAKI MOJARAB ont envahi Sia Choy. L'Armée afghane et les mentors de l'ELMO ont bouclé la localité, pendant que la Police afghane en uniforme (nouveau nom de la Police nationale afghane), les membres de son ELMOP, ses mentors étasuniens et la Direction nationale de la sécurité traitaient 160 citoyens. Cinq d'entre eux ont été identifiés comme étant des insurgés et ont été détenus. Aucun coup de feu n'a été tiré, et l'artillerie, mise en état d'alerte, n'a pas eu à intervenir[214]. (Voir la figure 3-10)

Les patrouilles ont continué d'aller plus loin à partir de Pulchakan, et certains projets de l'équipe de la COCIM ont été menés dans le bazar d'Howz-e Madad. Une grande choura convoquée avec le chef de district a abouti à un accord portant sur l'établissement de deux postes de police, soit un à Senjaray et l'autre à Makuan. Les équipes de la COCIM de l'ERP ont poursuivi leurs évaluations, mais le 6 mai, une de ces équipes a été ciblée par des tirs d'armes légères et une GPF. Elle a riposté, et l'ennemi a semblé quitter le secteur, mais quand la FRR est arrivée de la BP Wilson, elle a essuyé des tirs nourris provenant de trois côtés, soit du sud, du sud-ouest et du sud-est. La patrouille de l'ERP, commandée par l'Adj David Schultz, a manœuvré et s'est sortie de cette embuscade en ripostant, pendant que le Cplc Paul Rachynski et le Cpl Anthony Rotondi fournissaient des tirs de couverture et des soins médicaux aux blessés. Leurs actions leur ont valu d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire, et l'Adj Shultz a reçu l'Étoile de la vaillance militaire. Les forces ont rompu le contact et sont retournées à la BP Wilson. Le Cpl Michael Starker, un assistant médical de l'ERP, a succombé à ses blessures[215].

L'équipe de la COCIM avait du mal à progresser dans le Zharey. Quand l'EGC 2 a cherché à embaucher des habitants de l'endroit pour travailler à la construction de l'itinéraire LANGLEY, les chefs locaux n'ont pas réussi à intéresser un nombre suffisant de personnes au projet. Comme le chef de district partait en congé pour la majeure partie de mai et que son adjoint était nul ou presque, la FO Zharey a affirmé que « l'absence des représentants pangouvernementaux à la FOB Wilson limite sensiblement la mise en œuvre d'une stratégie multidimensionnelle " Sécuriser-Tenir-Construire " pour stabiliser le Zharey[216] » [Traduction]. Pure coïncidence, le greffier du Conseil privé, Kevin Lynch, est venu en visite deux jours plus tard à la FOB Wilson, où l'équipe s'est plainte du fait que les représentants des AM refusaient d'aller là où leur présence était nécessaire : « Les lacunes actuelles relativement aux effets pangouvernementaux tangibles dans le Zharey ont été définies en détail. » [Traduction] Trois jours après cela, des représentants de la MANUA, du MAECI et de l'ACDI provenant de l'ERP sont arrivés à la FOB Wilson pour tenir des discussions préliminaires sur l'élaboration d'un plan de développement pour le district[217].

Le Maj Bob Ritchie voulait ce qui suit :

[Traduction]

> créer une ligne de pointillés nette entre les personnes avec qui vous travaillez autour des postes de police secondaires, parce qu'elles profitent d'une sécurité plus grande et qu'elles ont par conséquent des possibilités de mener des projets de développement et de gouvernance.

> Ainsi, vous renforcez progressivement la bonne volonté et vous intégrez des acteurs fiables dans votre cercle; quand ils commencent à façonner vos opérations de sécurité par le biais du renseignement, les points noirs s'agrandissent progressivement là où l'autonomie s'affirme dans les grands secteurs. Le problème a résidé dans le fait que, quand les insurgés sont intervenus, nous n'avons pas pu atteindre bon nombre de ces objectifs ambitieux parce que nous tentions de poursuivre les opérations[218].

Le secteur de Kolk a suscité des problèmes, surtout après que la police a abandonné le PPS de l'endroit. Le 17 mai, 17 Canadiens (des membres de l'ELMO et de l'équipe des OPPSY et une équipe de CIFA), 16 soldats de l'Armée afghane et trois interprètes sont entrés dans le secteur de Kolk pour y exécuter une série de patrouilles afin de réaffirmer la présence de la coalition. Un garçon de 12 ans, conduit par un homme âgé, s'est avancé jusqu'à la patrouille. L'homme âgé est parti, et le garçon a fait exploser la bombe qu'il portait sur lui. Un soldat afghan a été tué sur-le-champ, et deux Canadiens et un autre soldat afghan ont été blessés[219]. Les critiques canadiens de la mission en Afghanistan n'ont prêté aucune attention à cet incident atroce, mais ils ont continué à mettre l'accent sur le dossier des détenus.

La FO Kandahar a essayé de se concentrer sur le projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY. L'idée de relier l'Autoroute 1 à Mushan dans le district de Panjwayi s'est heurtée aux réalités géographiques. Le 2e Kandak a exécuté l'Op ARAM OKAB [Aigle silencieux] pour dégager un secteur près d'Abdullahkhan et y établir un nouveau poste fortifié. Quand les sapeurs canadiens sont arrivés, ils ont constaté qu'ils ne pouvaient pas y construire une base à cause de la nappe phréatique élevée. En outre, il a été établi que l'itinéraire LANGLEY « ne pouvait pas » supporter le matériel lourd. Dix véhicules se sont enlisés pendant l'Op ARAM OKAB[220]. Compte tenu en outre de l'incapacité d'intéresser la population locale au projet, ce qui était en revanche lié aux problèmes de sécurité et à l'intimidation, l'EGC 2 a été obligée d'abandonner la partie, et le projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY a été mis en suspens[221].

L'ennemi était de plus en plus attiré à Spin Pir, localité désormais surnommée « Spin TEC », où il a tendu de plus en plus d'embuscades aux véhicules circulant sur l'Autoroute 1. L'ennemi a eu droit à une réaction forte et inattendue! Le 28 mai, les mentors de l'ELMO sont tombés dans une embuscade et ont essuyé des tirs d'armes légères et de GPF. Deux équipes de la COCIM et deux pelotons d'infanterie embarqués dans des VBL III ont riposté vigoureusement et dirigé des tirs nourris vers les positions des insurgés au sud de la route. Un hélicoptère OH-58D des Banshees s'est amené sur les lieux et a vidé sa nacelle de roquettes et sa mitrailleuse de calibre .50 en direction de l'ennemi. Des obusiers M-777 ont lancé des projectiles fumigènes qui ont permis aux Canadiens de s'extraire de l'endroit[222].

Les préoccupations continues du CR (Sud) concernant l'Autoroute 1 et les EEI ont entraîné la mise à exécution de l'Op ARAM TANDER [Tonnerre d'argent] à la mi-mai. Des ressources affectées aux entités ISTAR supérieures et aux opérations spéciales ont été cédées au CR (Sud) pour qu'il cible les réseaux de poseurs d'EEI agissant dans le Zharey et le Panjwayi. Avec le CRTS, le CR (Sud) a adopté un concept d'opérations qui ajoutait ces forces à celles déjà affectées à des opérations existantes, de manière à repérer les poseurs d'EEI et, s'il était possible de le faire, à frapper les fabricants de ces engins avec des forces d'opérations spéciales. Parallèlement, la FO Kandahar et le groupement tactique ont employé des données collatérales sur les commandants ennemis pour les cibler avec leurs ressources[223]. L'imminente Op RAWA TANDER a été menée dans le cadre de l'Op ARAM TANDER.

Un nouveau kandak est arrivé à la fin du mois : le 3e Kandak a remplacé le 2e Kandak. La nouvelle unité a conservé l'organisation existante : des compagnies ont été postées à Howz-e Madad, à la FOB Wilson et à Pulchakan, et un peloton a été installé à Ghundy Ghar. La relève sur position s'est achevée juste à temps pour l'Op RAWA TANDER.

À ce stade-là, le Bgén Thompson voulait sortir ses forces de la FOB Frontenac et accroître les opérations du groupement tactique dans le district de Zharey (voir plus bas). Afin de définir la présence ennemie susceptible de menacer les objectifs planifiés en matière de développement dans le secteur de Pashmul, la Compagnie C et une compagnie afghane du 1er Kandak ont lancé une opération d'une journée appelée RAWA TANDER [Tonnerre constant] dans le secteur de Burmohammad[224]. Au cours du regroupement ayant mené à l'Op RAWA TANDER, toutefois, le véhicule du Maj Grubb a été la cible d'un EEI placé dans un véhicule pour attentat-suicide tandis qu'il traversait la ville de Kandahar. Quatre Canadiens ont alors été blessés, y compris le Maj Grubb[225].

Un des pelotons de la Compagnie C et la 3e Compagnie avec ses mentors sont allés vers l'ouest en direction de Burmohammad à partir de l'itinéraire SUMMIT, après 6 h, le 27 mai. Une section d'insurgés a fait feu depuis une position dissimulée, mais elle a été supprimée par des tirs d'armes de 25 mm quand des missiles montés sur un UAV et un véhicule aérien Reaper ont été lancés. La situation s'est répétée deux autres fois au cours du trajet. Les unités ont dégagé deux enceintes, appelées « objectifs MEADOWS et LARKHILL ». Le lendemain, un autre peloton de la Compagnie C, accompagné cette fois par la 2e Compagnie et ses mentors, s'est déployé à pied depuis la FOB Wilson et est entré dans l'objectif WAVERLY. Là, ils ont essuyé des tirs sporadiques d'armes légères suivis de GPF au cours de cinq contacts distincts. L'ennemi recourait à des « tirs à la dérobée », puis il disparaissait, pendant qu'en même temps, les ressources ISTAR observaient l'ennemi en train de se renforcer. Un hélicoptère OH-58D Warrior couvrant le flanc ouest a surpris à découvert une équipe d'insurgés à motocyclette armés de mitrailleuses PK qui s'amenait en renfort. Environ sept ennemis ont été tués[226].

Le lendemain, les compagnies canadiennes et afghanes se sont regroupées à la FOB Ma'Sum Ghar. Le peloton de reco a dirigé les forces débarquées qui sont entrées dans les objectifs WESTMAN et PARKDALE, après avoir franchi la rivière Arghandab depuis les lieux de l'Op MOSQUE, vers 0400 du matin. Une équipe de quatre hommes munis de canons sans recul de 82 mm a ouvert le feu depuis l'objectif PARKDALE, mais des éléments d'appui aérien rapproché l'ont éliminée. De nouveau, deux autres groupes de combattants ennemis munis d'armes légères et de GPF ont ouvert le feu sur les pelotons de la Compagnie C, ce qui a entraîné une riposte sous la forme de tirs d'obusiers M-777 et de missiles Hellfire lancés par des UAV volant dans les environs. Ces combats ont fait environ 18 blessés chez les insurgés, et 18 autres ont été tués, dont un commandant taliban. À 1430, les affrontements étaient terminés et l'ennemi avait fui le secteur. Le manque d'eau et la chaleur intense ont rendu toute poursuite impossible, mais des fabriques d'EEI ont été découvertes à l'objectif WESTMAN. Les forces sont rentrées à leurs bases respectives[227]. Les rapports ISTAR ont précisé ce qui suit : « La détermination des insurgés à tenir le secteur défensif de Pashmul [près de] Mollyan Burmohammad est évidente. Malgré les pertes subies au cours des combats de ce matin avec le groupement tactique, l'appareil de commandement et contrôle des insurgés demeure robuste, et les insurgés ont hâte d'aller au combat[228]. » [Traduction]

Le CRTS a établi que le commandant taliban Kaka Abdul Khaliq était revenu à Pashmul et qu'un de ses acolytes, le mollah Abdul Razzaq, avait amené avec lui des combattants du Waziristan. Ces combattants de l'extérieur avaient du mal à naviguer dans le Zharey, ce qui a accru leur vulnérabilité aux éléments d'appui aérien rapproché de la coalition[229]. À la lumière des renseignements issus de l'Op ARAM TANDER par le biais de l'Op RAWA TANDER, le CRTS a pu circonscrire le territoire du réseau Razzaq dans le secteur de Pashmul et voir comment il était relié aux autres cellules dans le Zharey et le Panjwayi. Haji Salim, commandant des talibans dans le district de Panjwayi, a été identifié et tué le 3 juin, par exemple, à cause de ses liens avec le réseau Razzaq, tandis que d'autres tels que Sadiq Agha (commandant opérationnel suprême de tout le Zharey et le Panjwayi), Khan Agha (facilitateur du système de production et d'emploi des EEI dans ces deux districts) et Jabar Agha (commandant des équipes de poseurs et de fabricants d'EEI dans la ville de Kandahar et les environs) ont été repérés et pistés[230].

Les événements survenus les 3 et 4 juin ont fait réfléchir toutes les personnes qui travaillaient dans le Zharey. Le 3 juin, une petite force ennemie a tendu une embuscade à une patrouille afghane et à ses mentors canadiens. Quand les membres de la patrouille ont débarqué, ils ont constaté que la surface du terrain était piégée avec des EEI. Un engin a explosé et a gravement blessé quatre soldats afghans. Le Sgt Joe Côté, qui avait subi une commotion grave, a prodigué les premiers soins aux blessés. La patrouille n'a pas pu se replier;

par conséquent, le Sgt Côté a continué de s'occuper des blessés pendant que la fusillade faisait rage autour de lui. Finalement, les chefs de la patrouille ont organisé un retrait au combat, et le Sgt Côté a continué à soigner les blessés pendant que la patrouille se repliait sous le feu ennemi. Ses efforts lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Le 3e Kandak a décidé de lancer avec la 3e Compagnie et ses mentors canadiens l'Op AVALIN MUSTAQIM [Première frappe], qui équivalait à une patrouille de dégagement allant d'Howz-e Madad jusqu'au secteur de Sangsar. Dès que la force a franchi sa ligne de départ, elle est immédiatement entrée en contact avec l'ennemi au sud-est du poste fortifié alors qu'elle était plus ou moins en terrain découvert. L'officier commandant le kandak n'a pas été capable de réagir ou de diriger la force avec efficacité, et la compagnie a commencé à essuyer des tirs exécutés depuis les quadrants nord-est, est, sud et sud-est et provenant de tous les systèmes d'armes dont l'ennemi disposait, aussi bien les mortiers que les canons sans recul. Les mentors canadiens ont constaté que les ennemis utilisaient des tirs simples et qu'ils produisaient « un feu discipliné, intense et efficace ». Les pertes ont commencé à s'accumuler chez les Afghans. Le Capt Jon Snyder a pris le commandement, a ordonné aux troupes afghanes de récupérer les blessés, a demandé une évacuation sanitaire et a planifié une extraction. Le Cpl J.D. Ball a pris deux hommes avec lui pour trouver un chemin par lequel la force pourrait s'extraire de là, pendant que le Capt Robert Peel, le Cpl Carey Baker et le Cpl Steven Bancarz dirigeaient le retrait au combat sur le chemin tracé par le Cpl Ball. Tous ces hommes ont plus tard été décorés de la Médaille de la vaillance militaire pour avoir sauvé la 3e Compagnie. Cette manœuvre a été appuyée par la Compagnie Weapons au poste fortifié, et des hélicoptères OH-58D sont arrivés sur les lieux et ont couvert l'évacuation sanitaire avec leurs mitrailleuses de calibre .50. En définitive, « [les] insurgés ont pris le contrôle d'un important morceau de terrain depuis [la fermeture du poste fortifié de Sangsar et du PPS de Kolk]. Ils disposent d'une immense liberté de mouvement, et leur degré de coordination est fort inquiétant, tout comme l'habile emploi de leurs armes[231]. » [Traduction]

Les Canadiens et les Afghans ont continué à patrouiller dans le Zharey, mais ils ont dû avoir l'appui d'une puissance de feu « sur commande » de plus en plus grande. Le nombre des patrouilles nocturnes a été augmenté pour déséquilibrer l'ennemi autant que possible. Malheureusement, le Capt Jon Snyder, qui avait si vaillamment inspiré les soldats afghans et dirigé l'extraction de la 3e Compagnie afghane pendant l'Op AVALIN MUSTAQIM, est tombé dans un puits [*karez*] profond au cours d'une patrouille de nuit; après que des mesures héroïques eurent été prises pour le sortir du puits, il est décédé le 7 juin.

Le combat tactique en profondeur et le Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar

Comme nous l'avons déjà vu, des relations officieuses entre les unités d'UAV étasuniennes et les unités canadiennes existaient depuis l'époque de la FO Orion en 2006, quand des moyens improvisés avaient été utilisés pour permettre à des officiers observateurs avancés canadiens de guider des « tirs » de missiles Hellfire sur des objectifs de précision particuliers. En 2007, les UAV canadiens et étasuniens étaient employés de façon interchangeable aux fins de la surveillance dans la province de Kandahar. À la fin de 2007, des opérateurs d'UAV étasuniens armés ont travaillé de concert avec la FO Kandahar pour observer et supprimer les « équipes ennemies de poseurs d'EEI ». Une relation officieuse entre le 451e Groupe expéditionnaire aérien (AEG) des Forces aériennes des États-Unis [U.S. Air Force] et le quartier général du Bgén Laroche a été renforcée en janvier avec l'arrivée du Col Trey Turner des Forces aériennes des États-Unis. Collaborant avec le groupement tactique canadien, le 451e Groupe a facilité le contrôle de 33 attaques avec des UAV MQ-9 Reaper et de cinq attaques avec des MQ-1 Predator exécutées par le Centre d'opérations tactiques du groupement tactique, entre janvier et juin 2008. Cela a équivalu à la moitié des attaques effectuées avec des appareils MQ-1 et MQ-9 dans tout l'Afghanistan au cours de cette période[232].

Le Col Turner a ordonné que tout « temps résiduel d'utilisation des véhicules Predator » [Traduction] soit cédé au groupement tactique pour qu'il s'en serve dans la zone d'opérations des Canadiens. Plusieurs raisons expliquaient cet ordre. D'abord, le Col Turner voulait prendre part au combat, et le combat se trouvait dans la province de Kandahar. Ensuite, en raison des contraintes techniques, de nombreuses opérations des UAV étaient limitées aux missions à observation directe, contrôlées depuis Kandahar. La zone d'opérations canadienne se situait à l'intérieur de la portée ainsi définie. Troisièmement, jusqu'à ce que le Bgén Thompson arrive en mai et qu'il réorganise les choses, le GT du 2 PPCLI a été « pris au piège dans l'IT » et il ne disposait alors d'aucune capacité pour manœuvrer au-delà de ses positions[233].

C'est ce dernier point qui a capté l'attention du Lcol Corbould et de son officier des opérations, le Maj Jay Adair. Le GT du 2 PPCLI devait avoir les moyens d'observer subrepticement les secteurs où il ne pouvait être présent, et d'y exécuter des frappes. Le TUAV Sperwer pouvait observer le terrain, mais les ressources d'attaque, c'est-à-dire les vecteurs de l'appui aérien rapproché « rapide » ou l'aviation (les hélicoptères), n'étaient pas nécessairement libres quand il le fallait. Ces considérations ont débouché sur la notion de « combat tactique en profondeur » [Traduction] (ce que la rotation précédente avait appelé « combat en profondeur »)[234]. Le Col Turner a fait installer un câble à fibres optiques

relié au Centre d'opérations tactiques du GT du 2 PPCLI afin de « le tenir au courant de la situation » [Traduction], pendant que le Maj Adair collaborait avec le Maj Louis Hamel, un pilote de CF-18 du Commandement aérien devenu contrôleur interarmées de la finale de l'attaque, pour établir des tactiques, techniques et procédures[235].

Pillant la méthodologie des forces d'opérations spéciales, le groupement tactique a élaboré des tactiques qui ont comporté, par exemple, l'envoi d'avions à réaction ou d'hélicoptères pour faire beaucoup de bruit, dans l'espoir d'inciter l'ennemi à se cacher. Ensuite, un véhicule MQ-9 Reaper s'est amené et a décrit sans bruit des cercles dans le ciel à la verticale des lieux, tout en « surveillant impassiblement » les endroits où l'ennemi s'était sans doute réfugié. Après le départ des avions et des hélicoptères, l'ennemi est sorti de sa cachette. Une fois faite l'identification catégorique, ces ennemis ont été pris à partie avec les armes du véhicule MQ-9. Dans le cadre d'autres opérations, les UAV ont observé et « supprimé » les sentinelles ennemies d'alerte avancée, avant l'exécution des opérations terrestres, pour procurer au groupement tactique un élément de surprise supplémentaire. De telles opérations pouvaient être menées de jour ou de nuit, et elles avaient lieu d'habitude dans le Zharey et le Panjwayi, dans des zones que les forces coalisées terrestres ne pouvaient occuper et où elles ne pouvaient patrouiller. Des procédures rigoureuses ont été adoptées, en consultation avec le conseiller juridique du groupement tactique, pour éviter que des civils soient tués. Le commandant, le Lcol Corbould, ou son adjoint, le Maj Stephen Joudrey, avaient le pouvoir de donner l'ordre de « faire feu ». La devise de l'équipe des combats tactiques en profondeur, au Centre d'opérations, est devenue : « L'erreur nous est interdite[236]. » [Traduction]

Il est impossible de décrire ici chaque combat tactique en profondeur. De mars à septembre 2008, le GT du 2 PPCLI a exécuté 93 attaques qui ont tué des insurgés dont le nombre confirmé s'est établi à 400, sans qu'il y ait de pertes chez les civils[237]. La majorité de ces attaques ont eu lieu dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Les combats tactiques en profondeur ont eu plusieurs effets. Tout d'abord, ils ont donné un élan au groupement tactique pendant qu'il était « pris au piège dans l'IT » [Traduction]. Ce dernier a pu infliger de lourdes pertes aux insurgés dans un contexte à faible risque, tout en obtenant un haut rendement; ce résultat a nui à la capacité de l'ennemi d'exécuter de grandes opérations telles que celles de 2006. L'automne 2008 venu, les insurgés étaient suffisamment intimidés pour ne pas se déplacer en groupe de plus de cinq personnes, et ils prenaient soin de dissimuler leurs armes dans des couvertures et d'autres enveloppes afin de ne pas se faire identifier catégoriquement et de ne pas être supprimés. L'usure des effectifs insurgés a en général réduit leur capacité d'intervenir de façon soutenue dans les deux districts, et cela a sans doute atténué une pression qui se serait autrement exercée sur l'infrastructure tactique vulnérable.

Source : Auteur

L'absence de véhicules aériens armés canadiens sans pilote a obligé la Force opérationnelle Kandahar à établir des relations officieuses avec les unités d'UAV étasuniennes. Dans de nombreux cas, les véhicules Predator MQ-1 qui rentraient de mission encore chargés de leurs armes ont été cédés au groupement tactique ou aux contrôleurs aériens avancés de la Force opérationnelle Kandahar pour qu'ils s'en servent contre des objectifs inopinés.

Le torpillage de la structure de commandement ennemie, au moyen du ciblage concentré de ses chefs, a revêtu une importance déterminante. C'était normalement là un domaine propre aux forces d'opérations spéciales. La stratégie consistant à tuer les chefs ennemis les plus expérimentés, de manière qu'une génération de chefs moins compétents et portés à commettre des erreurs leur succède et qu'ils soient ensuite plus faciles à éliminer, n'était pas nouvelle en Afghanistan. Cependant, la FO Kandahar avait maintenant la possibilité d'adopter un processus semblable dans sa zone d'opérations, sans être gênée par les problèmes de coordination qui avaient existé entre les forces d'opérations spéciales et de la FIAS et les autres FOS. Avec le temps, le CRTS a voulu se servir du nouveau processus pour cibler des chefs insurgés extrêmement pénibles. La question qui se posait était celle de savoir dans quelle mesure cela différait de la suppression d'insurgés ordinaires dans l'environnement opérationnel où le groupement tactique ne pouvait pas se rendre. Ensuite, le Centre d'opérations de la province, au sein de la FO Kandahar, a voulu contrôler le processus et le relier à l'Op ARAM TANDER – la lutte contre les EEI fondée sur le renseignement. À l'été de 2008, de nombreuses questions demeuraient sans réponse en matière de contrôle et de coordination.

Source : Auteur

La fructueuse relation officieuse entre les unités canadiennes et étasuniennes de véhicules aériens sans pilote, à l'aérodrome de Kandahar, a entraîné une coopération plus structurée. Les UAS MQ-9 Reaper comme celui-ci, équipés de bombes de 500 livres et de missiles Hellfire, ont régulièrement appuyé des opérations terrestres canadiennes. Le véhicule Warrior Alpha des Forces terrestres étasuniennes — leur version du véhicule Reaper — a été employé pour identifier et supprimer les équipes ennemies de poseurs d'engins explosifs improvisés qui ciblaient les forces canadiennes.

Le système de combat tactique en profondeur, tel qu'il avait été créé au début de 2008, reposait cependant sur les personnalités, et c'était un outil officieux. Avec le temps, il a attiré l'attention du secrétaire d'État à la Défense des États-Unis, M. Robert Gates, qui a envoyé une équipe examiner les activités du GT du 2 PPCLI et celles du 451e Groupe expéditionnaire aérien. En fin de compte, il a approuvé rétroactivement l'ensemble du système adopté. Entre-temps, toutefois, la relation officieuse avait été entretenue en partie par l'intermédiaire du Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar, un groupe d'aficionados canadiens et étasuniens amateurs de cigares qui se réunissait toutes les semaines. Le successeur du Col Turner, le Col Ted « Oz » Ozowski, en était membre, tout comme le commandant adjoint de la FO Kandahar, le Col Jamie Cade, entre autres dignitaires. Outre le combat tactique en profondeur, toute une gamme d'autres questions canadiennes et étasuniennes qui nécessitaient une harmonisation ont fait l'objet de discussions à l'amiable dans ce contexte, ce qui a profité à tout le monde[238].

Les quadrilatères de stabilisation

En perte de vitesse dans d'autres secteurs à la fin de mai, le Bgén Thompson a cherché des moyens de rester engagés dans le combat et de reprendre l'initiative sur les fronts de la reconstruction et du développement, qui étaient dans l'impasse[239]. Rappelons que le quartier général Laroche avait cerné des « bulles de stabilité » [Traduction] et cherché des façons de les sécuriser tard au cours de sa rotation (Op SHNA DARA). Ce concept n'a pas été adopté totalement, en partie faute d'une contribution des AM et en partie à cause du moment de la relève sur position au sein de l'ERP, quand le Lcol Chamberlain a transmis le relais au Lcol Woodworth. Le plan SHNA DARA original comportait l'établissement de trois quadrilatères opérationnels non reliés entre eux dans le Zharey. En examinant la situation, le Lcol Fraser Auld et les autres planificateurs de la FO Kandahar ont estimé que, s'ils concentraient les ressources dans un seul quadrilatère et qu'il superposait ce dernier dans une zone clé sur les plans géographique et social, ils pourraient susciter des effets positifs dans les trois domaines d'activité (lignes d'opération) : sécurité, gouvernance et développement.

Les décideurs ont choisi de mener l'Op SHNA DARA II dans le secteur de Pashmul dans le district de Zharey. Senjaray représentait une autre possibilité, mais sous Habibullah Jan, cet endroit était considéré comme étant capable d'assurer sa propre sécurité. « Nous étions en partie responsables de son état (Op MEDUSA); nous pouvions y venir facilement (Itinéraire SUMMIT); l'endroit avait l'appui de deux de nos postes clés (Wilson et Ma'Sum Ghar); c'était un nœud et un chemin de transit clés pour les insurgés. En outre, les équipes de la COCIM pouvaient s'y amener, les entrepreneurs locaux étaient disposés à y travailler (avec le soutien de forces de sécurité militaires), tout comme le Central Asian Development Group, selon les rapports[240]. » [Traduction]

L'Op SHNA DARA II a été perçue au début comme une action qui « intensifiait l'effort TENIR » [Traduction] dans le district de Zharey, mais à mesure que le temps passait, il est devenu clair que les Canadiens et les Afghans ne tenaient pas le district. Pendant la planification de l'opération, l'expression « par gros morceaux » a commencé à être utilisée dans les cellules de planification. S'inspirant de la stratégie originale sur la ZDA, selon laquelle chaque district était assujetti au concept « Dégager-Tenir-Construire », les planificateurs ont envisagé d'appliquer ce dernier au niveau des sous-districts. En d'autres mots, il s'agissait de « dégager, tenir et construire » le district par secteurs gérables en y appliquant les ressources « par gros morceaux » au lieu, disons, de reproduire l'Op BAAZ TSUKA qui, en 2006, avait été exécutée à l'échelle de tout le district et mis l'accent sur le dégagement, tout en favorisant des projets de COCIM (voir le volume I). (Voir la figure 3-11) L'approche des quadrilatères de stabilisation était conçue pour les zones contestées. Le premier test allait avoir lieu dans le cadre des opérations NOLAI et ISTINGA SANGA.

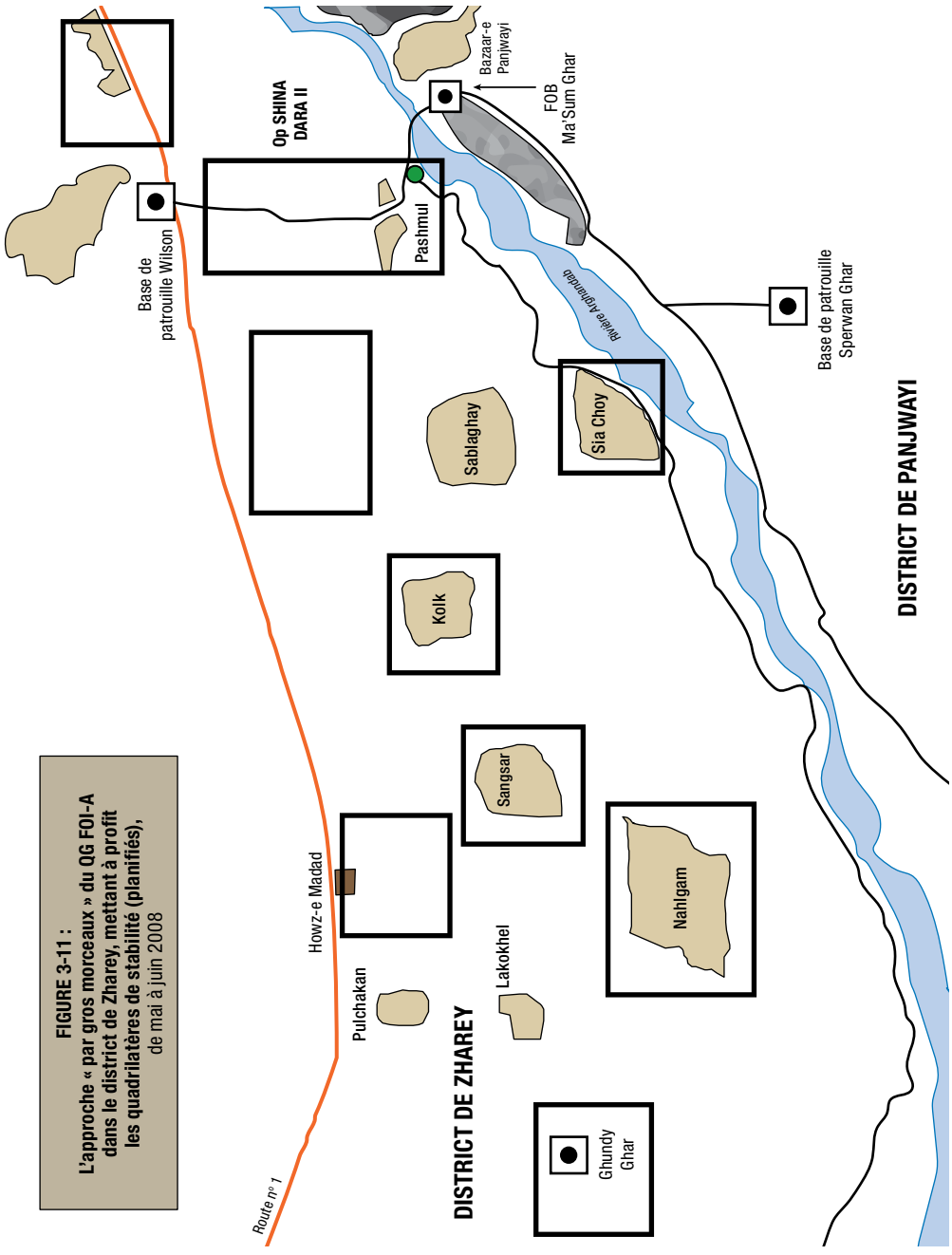


FIGURE 3-11 :
L'approche « par gros morceaux » du QG FOI-A dans le district de Zharey, mettant à profit les quadrilatères de stabilité (planifiés),
de mai à juin 2008

Figure 3-11 : L'approche « par gros morceaux » du QG FOI-A dans le district de Zharey, mettant à profit les quadrilatères de stabilité (planifiés), de mai à juin 2008

L'opération NOLAI, du 14 au 17 juin 2008

Les planificateurs de la FO Kandahar ont compris que, s'ils voulaient voir l'Op SHNA DARA II décoller et mettre sur pied le nouveau poste de police et le quadrilatère de stabilisation JUNO, ils allaient devoir donner matière à réflexion à l'ennemi à l'ouest de Pashmul. C'est ainsi que le déclenchement de l'Op NOLAI [Mangouste] a été prévu pour le 14 juin. D'après le plan général de cette opération, l'escadron de reco du Maj Boivin devait établir des postes d'observation le long de l'Autoroute 1, et des systèmes ISTAR allaient couvrir Ghundy Ghar pour commencer. Le quadrilatère opérationnel KAPYONG, comprenant les localités disséminées entre l'itinéraire SUMMIT et SABLAGHAY et désignées comme étant les objectifs B-1 à B-4, a constitué l'objectif principal de cette opération perturbatrice (voir la figure 3-12). Il a incombé à la Compagnie C, fer de lance de l'effort, d'atteindre ces objectifs. Trois feintes étaient prévues : l'ELMO et la 1re Compagnie du 1er Kandak à Mushan feraient une sortie au nord de la rivière Arghandab, tout comme le peloton affecté au PPS de Zangabad. Les chars Leopard de l'Escadron B, un peloton de la Compagnie B et la 3e Compagnie du 1er Kandak créeraient une autre diversion. L'intention était de déborder complètement le système d'alerte avancée de l'ennemi avec une surabondance de renseignements. Cela amènerait les chefs ennemis à se démasquer et à déplacer leurs réserves, espérait-on, et il serait dès lors possible de les identifier et de les prendre à partie. Le nouveau poste de police serait discrètement construit pendant que tout cela aurait lieu[241].

Après avoir laissé ses VBL III au PPS de Pashmul, la Compagnie C du Maj Stacey Grubb a patrouillé dans l'obscurité pour opérer sa jonction avec le Capt Steve Davies et son peloton de reco, qui observaient les enceintes constituant l'objectif. À l'aube, au moment où le Lt Alex Duncan dirigeait son peloton dans le village enveloppé de verdure, quelques combattants ennemis ont ouvert le feu avec des mitrailleuses PK, puis ils se sont enfuis et ont ainsi attiré les Canadiens dans une embuscade en forme de « L » tendue par 30 hommes, à une intersection en « T » dans le village. Le Sgt Russell Grégoire (peloton de reco) s'est porté au secours d'un Canadien blessé, pendant que le Sgt Jayson Kapitaniuk, sa section étant divisée en deux par la route, ralliait ses hommes et les installait dans des positions d'où ils ont pu riposter aux tirs ennemis. Les deux hommes ont plus tard été décorés de la Médaille de la vaillance militaire pour leurs actions.

Le quartier général du Maj Grubb a lui aussi été attaqué par des insurgés sortant des huttes à raisin en hordes et montant sur les toits pour tirer sur les pelotons canadiens qui s'étaient mis à l'abri. Selon le Lt Duncan, « nous avons tenté pendant une demi-heure de nous sortir de là. Nous ne pouvions pas avancer, nous ne pouvions pas reculer. Nous étions tout simplement immobilisés derrière ce mur. Presque tous mes hommes avaient épuisé leurs munitions[242]. » [Traduction] L'officier observateur de l'artillerie, le Capt Tom Hicks, ne pouvait faire feu sur les

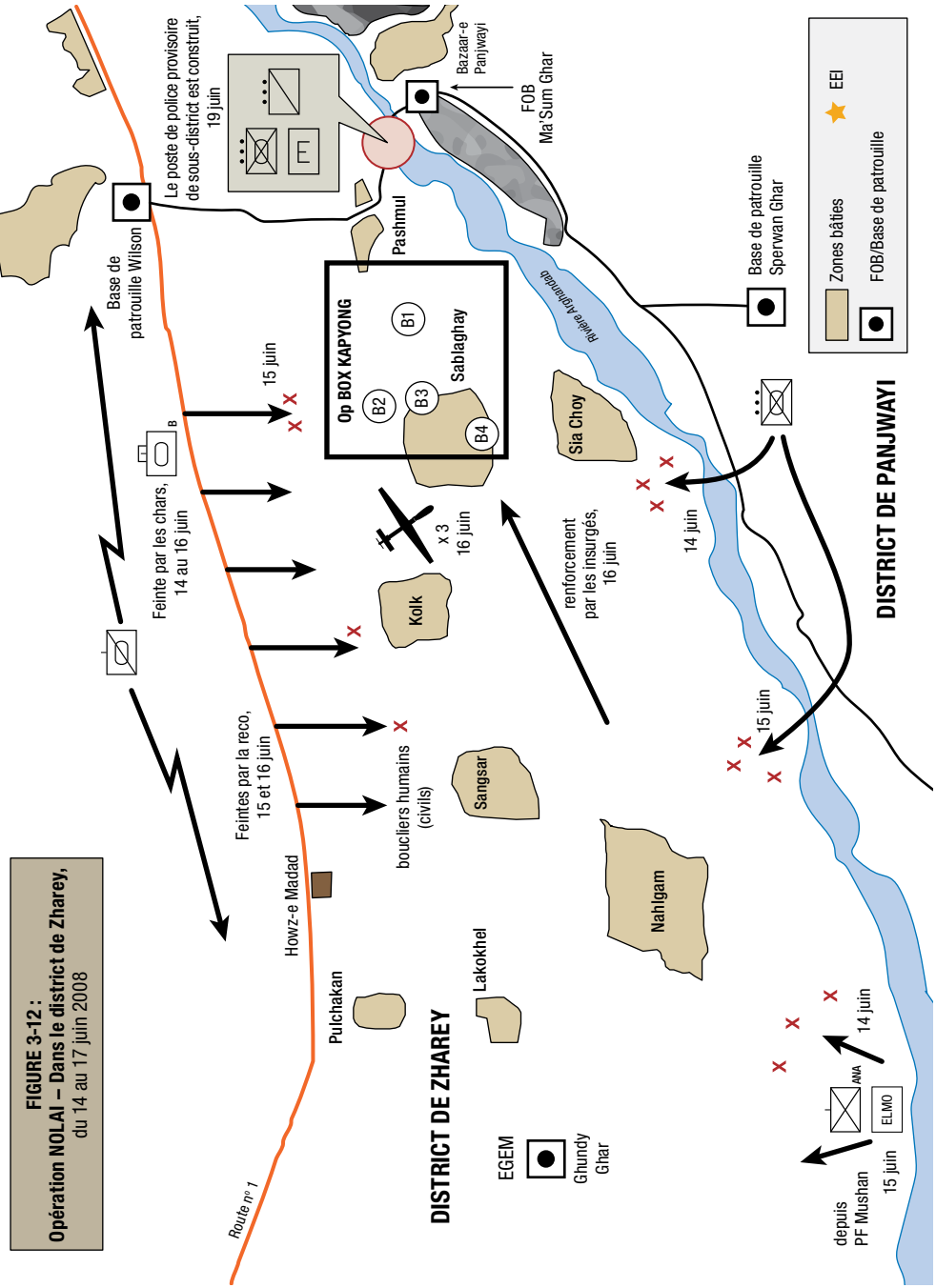


Figure 3-12 : Opération NOLAI – Dans le district de Zharey, du 14 au 17 juin 2008

objectifs, car les sections de tête étaient trop proches de ces derniers. Une mitrailleuse C-6 a été apportée à l'avant pour fournir un tir de couverture alors que les GPF commençaient à exploser autour d'eux. Le peloton du Lt Duncan est sorti de là sous les tirs ennemis pour se rendre à un meilleur endroit, dans un complexe d'enceintes, tandis que les obus de 155 mm explosaient à moins de 40 mètres d'eux. Des éclats étaient incrustés dans le gilet de protection balistique des Canadiens parce que les obus tombaient très près d'eux. Une bombe guidée a frappé une enceinte et l'a complètement démolie; les tirs ont diminué d'intensité. La Compagnie C « s'est raffermie » et a organisé un périmètre de défense et posé des mines Claymore[243].

Les deux forces qui exécutaient les feintes de l'autre côté de la rivière Arghandab sont entrées en contact avec l'ennemi immédiatement, le matin du 14 juin. Au nord de Mushan, un peloton de l'Armée afghane encadré par trois Canadiens est tombé sur une quinzaine de combattants ennemis, et une fusillade s'en est suivie dans un verger muré. Un hélicoptère OH-58D des Banshees s'est joint à eux, mais faute d'appareils de communications interopérables, il a incombé au Cpl Tyler Latta de marquer l'objectif avec une grenade de 203 mm. L'hélicoptère a vidé sa nacelle de roquettes et sa mitrailleuse de .50 mm sur les insurgés. Un TUAV Sperwer a alors repéré une équipe ennemie munie d'un canon sans recul de 82 mm et d'autres renforts qui arrivaient. Un UAV MQ-9 Reaper a largué une bombe de 500 livres sur eux. Comme son carburant s'épuisait, l'hélicoptère OH-58D a quitté les lieux, ce qui a incité d'autres ennemis à se manifester, et un autre engagement a commencé. Environ 12 ennemis ont été tués au cours de ces escarmouches. L'ELMO et les Afghans se sont repliés vers le poste fortifié de Mushan, où ils ont été accueillis par trois obus de mortier au moment de leur arrivée[244]. Le peloton de la Compagnie B du Maj Mike Lane a vécu une situation semblable au nord du PPS de Zangabad. Il a franchi la rivière et a feint de se diriger vers deux objectifs; il a essuyé des tirs sporadiques, mais comme les ordres lui intimaient de ne pas s'engager de façon décisive dans un combat, il s'est replié de l'autre côté de la rivière tard dans la matinée. Le Maj Chris Adams et l'équipe de combat de l'Escadron B ont exécuté quelques brèches au sud de l'Autoroute 1 également. Tout comme les mouvements de la Compagnie B, ces manœuvres étaient des diversions et n'ont provoqué aucun contact avec l'ennemi[245].

Le lendemain matin, le 15 juin, la Compagnie C a réuni trois pelotons et a attaqué les enceintes occupées par l'ennemi de l'autre côté de la route. Pendant toute la journée, il y a eu des combats d'une pièce à l'autre, pendant que l'ennemi recevait des renforts venant de Ghariban au nord. « Nous avons lancé une grenade dans chaque pièce et fait feu dans chaque porte, et nous avons compté les traînées de sang; ensuite, nous sommes montés sur le toit de l'hôtel et nous y avons fait la même chose, a rappelé le Lt Duncan. Nous avons été en contact avec l'ennemi pendant toute la journée, car les insurgés ont commencé à sonder nos positions depuis Ghariban. Je me suis tout simplement assis sur ce toit et j'ai chargé un tireur d'élite de surveiller la région […] C'était magnifique.

Sur les ondes des appareils de communication, quelqu'un a dit, à un moment donné, que nous avions abattu 90 ennemis, ou un nombre ridicule de ce genre, et nous sommes restés là pendant trois jours au cours desquels nous avons largué des bombes constamment. Mon corps était tout simplement en compote à cause de la chaleur, et mes hommes prenaient des IV tous les soirs, car ils étaient complètement déshydratés. Les garde-main de toutes les armes ont fondu, et un hélicoptère a dû nous en apporter d'autres en remplacement[246]. » [Traduction]

Ces combattants insurgés arrivant en renfort ont été supprimés par des tirs d'artillerie et un tireur d'élite muni d'un fusil AR-10. Pendant toute l'Op NOLAI, les tireurs d'élite ont pu guider les tirs des canons de 155 mm à plusieurs reprises contre les renforts insurgés qui approchaient de la zone de bataille en petits nombres.

L'ELMO et le peloton afghan ont alors retraversé l'Arghandab, à l'ouest de leur point de franchissement original. Ce fut là une erreur de navigation, mais les systèmes ISTAR ont alors observé la situation tandis que les commandants ennemis « perdaient tout simplement la boule » [Traduction] face à cette incursion et envoyaient des renforts abondants dans le secteur. L'artillerie a été appelée à intervenir contre eux, et le peloton afghan, privé de couverture dans le lit de la rivière, s'est retiré au sud où il a été pris à partie depuis le côté de la rivière situé dans le Panjwayi. Les mentors canadiens ont alors « pointé » [Traduction] l'artillerie en direction de la position des insurgés et ils se sont encore une fois repliés jusqu'au poste fortifié. Un véhicule MQ-1 Predator a ensuite attaqué d'autres ennemis qui circulaient du côté du Zharey[247].

Le peloton de la Compagnie B venu du PPS de Zangabad a franchi la rivière de nouveau, cette fois en direction de l'ouest, où les insurgés occupant une hutte à raisin l'ont attaqué. Les obusiers M-777 de l'artillerie sont entrés en action et ont anéanti la structure; le peloton canadien est revenu sur l'autre rive de l'Arghandab. L'escadron de reco du Maj Boivin a lui aussi exécuté une série de feintes avec ses véhicules Coyote, au sud, depuis ses positions le long de l'Autoroute 1. Dans un cas, l'ennemi s'est servi d'enfants comme d'un bouclier, ce qui a empêché un engagement, et les éléments qui exécutaient l'autre feinte ont été la cible de tirs de mortiers et d'armes légères[248].

Le Maj Adams a alors dirigé une équipe de combat de l'Escadron B vers le sud et a opéré une brèche en direction de l'objectif B-2. Cela visait à réduire la pression qui s'exerçait sur la Compagnie C du côté de l'objectif B-1. Après avoir pris l'objectif B-2, les Leopard et la compagnie afghane se sont mis en laager pour la nuit, mais ils ont été attaqués une fois la nuit tombée. Douze ennemis ont été tués par des tirs de 105 mm et de 120 mm[249].

L'ennemi a renforcé ses positions aux objectifs B-4 et B-3, le 16 juin. Les ressources ISTAR ont surveillé soigneusement le déroulement du combat et repéré un certain nombre de véhicules transportant des chefs ennemis et contournant les objectifs B-3 et B-2.

Un MQ-9 Reaper était maintenant en position, et ses opérateurs ont été autorisés à attaquer l'ennemi. Trois missiles Hellfire ont eu tôt fait de supprimer les véhicules. L'évaluation postérieure à la bataille a révélé qu'un chef taliban important à Kandahar, le commandant Kako [Oncle], avait été tué au cours du combat en même temps qu'un certain nombre de ses hommes[250].

Après s'être réarmée, l'équipe de combat B a de nouveau exécuté une feinte vers le sud depuis l'Autoroute 1, à l'ouest de l'objectif B-2, tandis que l'escadron de reco en effectuait deux autres de nouveau en direction des objectifs C et D. À ce moment-là, l'ennemi continuait à envoyer des renforts à l'objectif B-1, où la Compagnie C continuait à les contenir et à faire intervenir pendant une longue période l'artillerie et des éléments d'appui aérien rapproché. L'ennemi n'a pas remarqué qu'une compagnie de l'Armée afghane, accompagnée d'un peloton de la Compagnie B, d'un peloton de reco et de sapeurs de combat, s'était discrètement insérée dans le quadrilatère de stabilisation JUNO. L'Op ISTINGA SANGA venait de commencer. Le 19 juin, le poste de police provisoire de sous-district a été construit et a attendu d'être occupé par la coalition. Toutefois, trois jours après le début des opérations dans le district de Zharey, des forces ennemies ont été aperçues en train de se rendre dans le district d'Arghandab, et l'Op NOLAI a été mise en attente[251]. La manœuvre qui visait à « Tenir » le quadrilatère de stabilisation JUNO a elle-même été suspendue, car les forces étaient nécessaires ailleurs.

L'évasion de détenus de la prison de Sarposa, le 13 juin 2008

Le 8 juin, plus de 30 membres (la moitié) du personnel de la prison de Sarposa ont été atteints d'une maladie d'origine alimentaire[252]. Dans un rapport antérieur daté du 8 mars, la Direction nationale de la sécurité avait cependant signalé que « [l]es talibans avaient reçu des matières toxiques d'un pays " étranger ". Ils comptent répandre ces matières dans l'approvisionnement en eau et la nourriture des organisations militaires et gouvernementales[253]. » [Traduction] Personne n'a établi le lien entre ces deux renseignements à ce moment-là.

À un moment donné après 1030, le 13 juin, un gros camion de carburant s'est approché de la barrière frontale de la prison, située dans le secteur ouest de la ville de Kandahar. Un homme est descendu de la cabine du camion et a été abattu par un des gardiens afghans présents dans les tours de guet. Un insurgé s'est alors avancé et a tiré une GPF dans le camion et fait ainsi sauter 1 800 kilogrammes d'explosifs. La détonation a anéanti les deux tours de guet et la barrière. Une autre équipe d'insurgés est intervenue et a abattu quiconque portait un uniforme, puis elle a ouvert les blocs cellulaires. Des mini-fourgonnettes et des taxis, qui s'étaient placés d'avance dans les quartiers adjacents, sont arrivés en vagues successives au

lieu de la brèche pour prendre à leur bord les prisonniers qui s'évadaient. La police afghane locale qui s'amenait s'est heurtée à des obstacles et à des EEI posés sur la route menant à la prison[254]. L'équipe de NEM de l'ERP a été alertée quand elle a appris que les routes de la FRR menant à la prison avaient été minées[255].

La nouvelle a été annoncée au CICP, qui a alerté la FO Kandahar. Les opérations du CICP ont été gênées quand deux des trois interprètes afghans, contrairement à leurs habitudes, ne se sont pas présentés au travail ce jour-là[256]. Des véhicules MQ-1 Predator qui appuyaient l'Op NOLAI ont été envoyés à la verticale de la prison. Le Lcol Woodworth, à l'ERP, a déployé sa FRR qui comprenait un peloton d'infanterie embarqué dans des VBL III et une équipe de NEM munie de véhicules Bison. À leur arrivée, ils ont trouvé le Gén Saqib, chef de la police provinciale, en train de boucler la prison avec la police en vue de reprendre l'immeuble. Quand les FSNA sont entrées, elles ont constaté que l'arsenal et la pharmacie étaient vides et que 800 des 1 100 détenus avaient fui : 385 des 800 évadés étaient des insurgés qui avaient été capturés et incarcérés à Sarposa. Six gardiens ont été tués et quatre autres ont été blessés, tandis que, chez la police qui était intervenue, un agent a été abattu et deux ont été blessés[257]. Les insurgés évadés ont été transportés en petits groupes à Asheque et à Nakhonay et dans l'Arghandab. À peine quelques heures plus tard, le chef du Conseil provincial, Ahmad Wali Karzai « a fait des déclarations […] empreintes d'exagérations. Au cours des jours suivants, ses commentaires sur la situation dans l'Arghandab ont envenimé encore plus la situation[258]. » [Traduction] Au cours de la semaine précédente, Malam Akbar, aîné respecté et frère de l'ancien chef de la police de l'Arghandab, avait été assassiné, et ce n'était pas un hasard[259].

L'évasion « spectaculaire » de Sarposa a stupéfié toute la coalition et fait les manchettes internationales. Ce fut un énorme échec sur le plan des opérations d'information, échec dont le Canada, en tant que pays, a dû assumer la responsabilité. Parmi les 385 insurgés évadés, beaucoup étaient des poseurs et des fabricants d'EEI et d'autres étaient des facilitateurs de ce domaine. Les autres étaient des combattants bien entraînés et aguerris. Or, comme nous l'avons vu, les talibans manquaient de combattants entraînés. D'un seul coup, l'évasion a regarni les rangs de l'ennemi au milieu de l'été.

Cependant, l'évasion de Sarposa a profité à toute une gamme d'intérêts. Des acteurs de l'extérieur l'ont soigneusement planifiée avec l'assistance active et passive de ces mêmes intérêts et, par conséquent, l'opération ne peut être expliquée comme étant une attaque purement exécutée par des insurgés, car elle était typique de l'environnement avec lequel le Canada devait composer (voir l'annexe B).

D'aucuns ont dit que l'évasion de Sarposa avait été le fait d'agents de l'extérieur, en ce sens qu'elle avait été planifiée en dehors de l'Afghanistan et qu'elle avait bénéficié des conseils et de l'appui d'Al-Qaïda. Le « visage afghan » de l'opération était le commandant Mahmood,

un ancien détenu de Sarposa libéré « par accident » (c'est-à-dire par corruption), mais les personnes qui ont exécuté l'attaque appartenaient à une équipe spéciale embauchée au Pakistan pour faire le travail[260]. L'ignoble Jabar Agha a aussi offert l'appui de son réseau dans la ville. Les officiers canadiens et étasuniens qui se trouvaient ce jour-là avec divers éléments des FSNA ont tous constaté que les agents de police afghans qui relevaient de Saqib n'ont aucunement réagi avec promptitude : en d'autres mots, la police n'a pas bloqué les sorties de la ville en dressant des postes de contrôle comme elle l'avait fait dans le passé, et les évadés n'ont aucunement été pourchassés. Il a fallu que les équipes étasuniennes de mentorat de la police « montrent les dents » pour que les agents de police sortent de leurs casernes et prennent leurs postes dans la rue. Cependant, l'Armée afghane a été capable de réagir et a déployé le 5e Kandak de la 1-205 Brigade dans la ville dès que cela a été possible, pour établir des postes de contrôle, mais cela a pris des heures. Divers observateurs canadiens soupçonnaient énormément que la police afghane dans la ville se traînait délibérément les pieds, et plusieurs Canadiens se sont dits convaincus que Saqib et les agents travaillant pour lui avaient été soudoyés, ou qu'on leur avait intimé l'ordre de ne rien faire[261]. Le Lcol Woodworth a ordonné que la compagnie de protection de la force relevant de l'ERP patrouille avec la police et l'Armée afghanes dans toute la ville pour reprendre le haut du pavé sur le plan psychologique. L'attaque de Sarposa a exploité cinq points faibles de la coalition en même temps : les relations canado-étasuniennes ont été touchées, tout comme les relations canado-afghanes. Les Afghans, il ne faut pas s'en surprendre, ont pointé un doigt accusateur dans toutes les directions possible à l'interne, et le blâme a été jeté sur les Canadiens, car la prison de Sarposa était le fruit d'un projet canadien. De toute évidence, l'attaque a miné l'état de la sécurité et le régime de gouvernance.

Les enquêteurs afghans de bas niveau qui ont ultérieurement fait l'autopsie de l'incident ont passé la responsabilité du Canada sous silence[262]. En fait, la prison de Sarposa était un modèle canadien relativement au respect des droits de la personne, à l'égalité des genres et à la primauté du droit. L'équipe d'évaluation de Service correctionnel Canada (SCC) qui était arrivée plus tôt dans l'année ne savait rien du contexte afghan pour faire son analyse. Par conséquent, elle a formulé des recommandations fondées sur les normes culturelles canadiennes et mettant l'accent sur le manque de lits et sur le câblage électrique qui ne respectait pas le code canadien. (Les Afghans ordinaires n'utilisent pas de lit, et l'idée que n'importe quelle structure en Afghanistan respecterait les normes canadiennes en matière d'électricité était, disons-le franchement, irréaliste; une prison canadienne serait un paradis pour l'Afghan moyen, encore plus pour un insurgé.) SCC n'avait tout simplement pas prévu qu'un assaut de l'extérieur puisse avoir lieu[263].

Source : Auteur

De nombreux insurgés se sont échappés de la prison de Sarposa, le 13 juin 2008. L'ennemi se servait de la prison comme d'un nœud de commandement et contrôle et aussi comme d'un établissement d'endoctrinement et d'instruction, un peu comme l'Armée républicaine irlandaise s'était servie des prisons britanniques pendant le conflit nord-irlandais (les Troubles).

Cette façade voilait ce qui se passait vraiment dans la prison de Sarposa : la présence de l'ennemi dans ses murs. Au cours d'une insurrection, les prisons ne sont pas des installations qui détiennent des insurgés tout simplement. Ce sont des endroits où les insurgés sont endoctrinés et formés. Au Canada, les détenus sont des criminels que le système judiciaire a envoyés là pour qu'ils y purgent leur peine, et non des prisonniers de guerre capturés sur le champ de bataille. SCC n'a aucunement su comment traiter avec des terroristes endurcis guidés par leur idéologie, tant que l'établissement de détention de Millhaven n'a pas ouvert ses portes en 2006-2007. SCC n'était pas prêt, des points de vue philosophique et doctrinal, à gérer une poignée de terroristes qui suivaient dans cet établissement le « manuel des règles de conduite à suivre après la capture » [Traduction] rédigé par Al-Qaïda. Quand le ministère a essayé de durcir sa position à l'égard des détenus, il a aussi reculé sous la pression exercée par quelques avocats défenseurs des droits de la personne[264].

Au cours de l'histoire, les insurgés incarcérés ont souvent exploité leur prison pour enseigner leur doctrine et durcir leur idéologie : le cas de Nelson Mandela n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, tout comme ceux de Sayyid Qutb, de Michael Collins et de Gerry Adams. L'Armée républicaine irlandaise a réussi à se revitaliser en 1917-1918 et dans les années 1970, parce que ses chefs ont tous été emprisonnés ensemble et n'avaient rien d'autre à faire que de dresser des plans. Les jeunes diplomates du MAECI et les agents plus âgés de l'ACDI spécialistes du développement social n'avaient aucune expérience de tout cela. La même observation vaut pour SCC, qui avait une expérience des gangs dans les prisons, mais non de la façon de traiter avec des adeptes de l'islam politisé sous ses formes violentes. La prison de Sarposa a concrétisé un grand manque d'imagination chez les AM et aussi chez ceux qui les dirigeaient à Ottawa et ceux qui mettaient à exécution des programmes axés sur les droits de la personne depuis leurs bureaux confortables dans les capitales occidentales.

Tandis que l'équipe spécialisée du génie de l'ERP travaillait avec les Afghans pour reconstruire la prison, les agents canadiens de la COCIM ont décrit dans leurs rapports l'état d'esprit de la population. Après l'attaque de Sarposa, dans plusieurs districts, « les gens voient dans cet épisode une démonstration de la force des talibans et des insurgés dans la province, tout en constatant l'incapacité du gouvernement de Kandahar de contrôler l'état de la sécurité […] la confiance dans le gouvernement de Kandahar est aujourd'hui à son niveau le plus bas jamais vu […][265]. » [Traduction]

L'opération DAOR BUKHOU : seconde incursion talibane dans l'Arghandab

Les événements qui ont abouti à la seconde incursion des talibans dans le district d'Arghandab ont eu lieu parallèlement à l'évasion de la prison de Sarposa. Le 7 juin, la veille du jour où le personnel de la prison a été empoisonné, Malim Akbar Khakrezwal, frère de l'ancien chef de police de l'Arghandab et chef alikozai clé, a été assassiné. Le gouverneur adjoint (Asadullah Khalid n'était pas dans la province à ce moment-là) a appelé le CICP et a fait savoir au personnel que le centre de district de l'Arghandab allait être attaqué. Il a ordonné au Gén Saqib d'accroître le nombre de patrouilles dans le district. Ces patrouilles ont signalé le 9 juin qu'entre 40 et 50 combattants se dirigeaient tous vers Jelawur pour s'y réunir. On ne savait pas au juste qu'elles étaient leurs intentions. Des insurgés ont aussi attaqué deux postes de contrôle dans le sud du Shah Wali Kot. Selon les évaluations canadiennes, c'était là « un prélude à de futures opérations des insurgés dans l'Arghandab[266] » [Traduction].

L'attaque de la prison de Sarposa a eu lieu le 13 juin. Moins de deux heures après l'évasion, le chef de police de l'Arghandab, Haji Rahmatullah, a été touché par un EEI. Il a survécu, mais l'attentat l'a ébranlé dans une certaine mesure[267]. Malgré cette tentative

de décapitation, la police de l'Arghandab a transmis des renseignements selon lesquels deux entités insurgées distinctes opéraient désormais dans le district « afin de déstabiliser le secteur pour préparer une grande attaque à venir » [Traduction]. Le lendemain de l'évasion de Sarposa, les rapports ont continué d'affluer. Un groupe d'insurgés devait entrer en partant de Senjaray, et le second, du Shah Wali Kot. Un autre groupe allait se rendre dans le Khakrez en passant par le Ghorak. D'après l'évaluation afghane, « trop d'activités insurgées avaient lieu pour que l'on n'en tienne pas compte » [Traduction]. Trois caches d'armes, une à Jelawur et deux autres dans des villages de l'Arghandab, étaient en train d'être vidées. Des petits groupes de talibans circulaient dans les villages pour ordonner aux habitants de ne pas coopérer avec le gouvernement, pendant que la police découvrait des mines sur les routes[268].

La réaction du Canada face à la situation qui se détériorait dans l'Arghandab et à l'attaque de Sarposa a d'abord été alambiquée : qui exerçait le contrôle? Les Afghans, la FO Kandahar ou le CR (Sud)? Ce dernier a assumé le commandement de la riposte, le 16 juin, car il fallait une étroite coordination entre Kaboul et Kandahar, entre le CR (Sud) et le 205e Corps, et entre la FIAS et les commandants de l'Op ENDURING FREEDOM. Le Mgén Lessard a rencontré le gouverneur adjoint et le commandant du 205e Corps. Par la suite, un autre kandak a été demandé à Kaboul, et l'ordre d'opérations relatif à l'Op DAOR BUKHOU [Volte-face] a été diffusé[269] [Traduction]. (Voir la figure 3-13)

L'Op DAOR BUKHOU est devenue une grande entreprise multinationale. Le CR (Sud) a déplacé une compagnie d'infanterie britannique qui faisait partie du Groupement tactique régional (Sud) et l'a envoyée à Kandahar, où elle a amorcé des patrouilles dans le secteur sud-ouest de la ville. Le 205e Corps a envoyé le 5e Kandak dans la ville de Kandahar pour y établir une ceinture de postes de contrôle qui allaient compléter celle des postes de contrôle de la police installés à la périphérie de la ville. La FO 71 des États-Unis a immédiatement envoyé un détachement vers le sud depuis le Shah Wali Kot. La FO Kandahar a ordonné au Lcol Woodworth de déployer la compagnie de protection de la force de l'ERP depuis le Camp Nathan Smith pour qu'elle patrouille dans la ville[270].

Comme le Col Riffou était en congé, le Lcol Drew de l'ELMO a reçu du Bgén Thompson, le 17 juin, l'ordre verbal « de se rendre au centre de district de l'Arghandab et de l'occuper dès que possible » [Traduction]. Des sapeurs de combat canadiens se sont déployés avec l'ELMO, en partie parce qu'elle était à bord de VBL III et qu'elle pourrait donc ajouter à la puissance de feu du kandak au besoin. Le Lcol Drew n'avait aucun renseignement sur les dispositifs ennemis. La 1-205 Brigade a aussi ordonné au 1er Kandak de mettre sur pied une série de postes de contrôle à l'ouest de la ville. Le Lcol Drew a veillé à ce que cela soit fait[271]. Ce soir-là, le détachement de 12 hommes de la FO 71 s'est joint à ses forces.

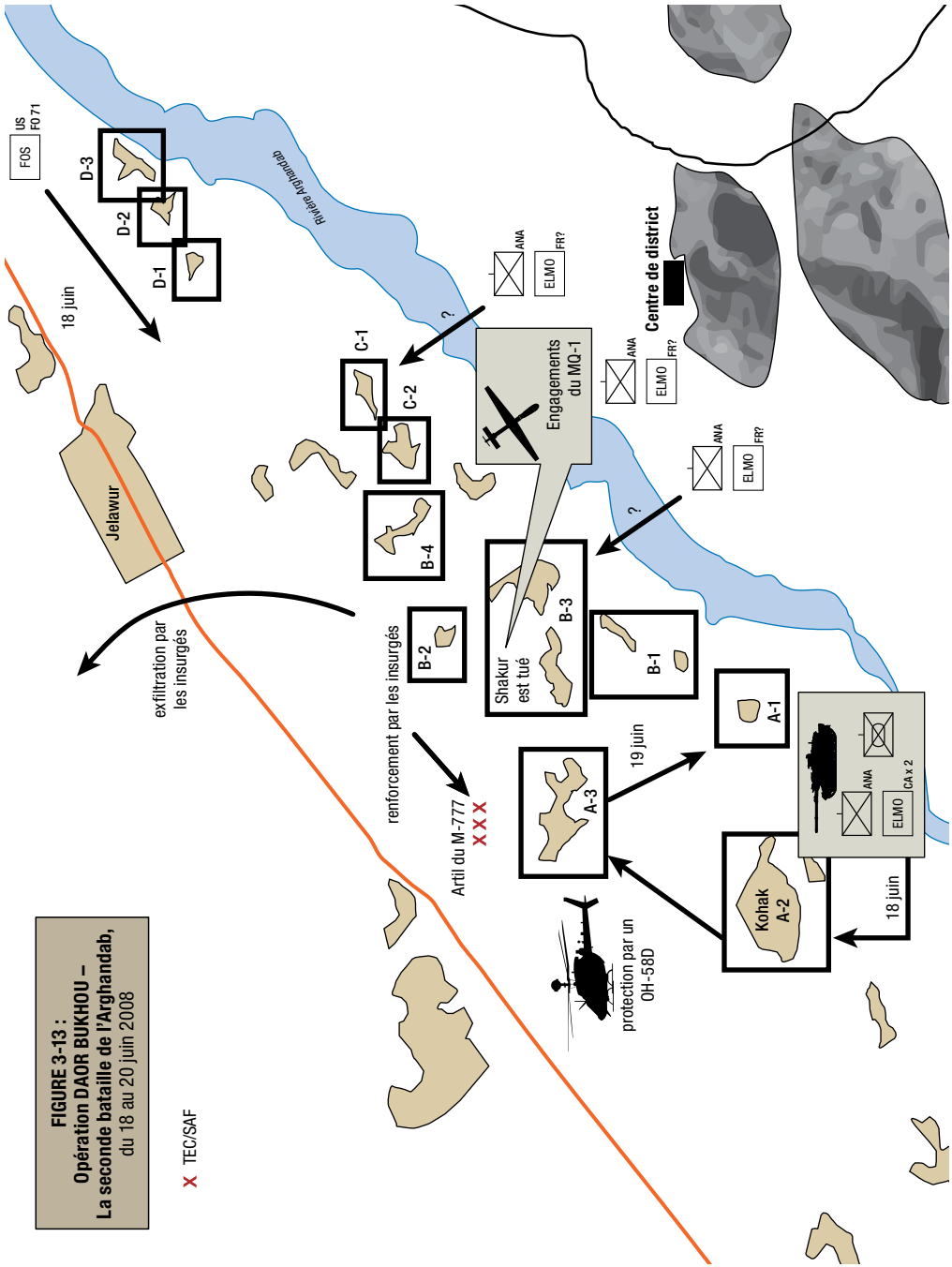


Figure 3-13 : Opération DAOR BUKHOU – La seconde bataille de l'Arghandab, du 18 au 20 juin 2008

Source : MDN AR2008-K031-43

L'ennemi a de nouveau tenté d'investir et de prendre le district d'Arghandab en juin 2008. L'opération DAOR BUKHOU, dirigée par le Bgén Denis Thompson de concert avec ses homologues de l'armée et de la police afghanes, a permis de reprendre le district rapidement. Cette conférence de presse s'est tenue au centre de district. Au-delà de la rivière Arghandab s'étend la bande de verdure, qui est occupée par les forces ennemies.

Le Lcol Corbould était lui aussi en congé, de sorte que le commandant adjoint, le Maj Stephen Joudrey, a géré la riposte du groupement tactique. Le Maj Grubb, le Maj Adams et le Maj Vieveen ont reçu l'ordre de préparer une équipe de combat, pendant que l'escadron de reco du Maj Boivin devait se préparer à mener des opérations dans l'Arghandab[272].

Avec plus de ressources ISTAR tournées vers l'Arghandab et les rapports provenant des équipes de la COCIM au sein de l'ERP, lesquelles conservaient des liens avec la population dans le district[273], il a été possible de définir la situation de l'ennemi. Les forces talibanes contrôlaient Jelawur et Kuhak, et chacune de ces localités semblait abriter 50 combattants. L'ennemi encerclait deux positions de la police de l'Arghandab au sud-ouest de Jelawur, mais la police n'avait pas capitulé et tenait bon. Des insurgés déguisés en agents de police ont occupé des postes de contrôle le long de l'Autoroute 1 : ils ont fait sauter des ponceaux et essayé d'endommager des ponts. Dans le nord-est, une autre force ennemie a détruit des ponceaux le long des routes. Le mollah Mahmood semblait commander ces forces et transmettre ses ordres à quatre commandants subalternes. Des équipes d'insurgés ont dit

aux habitants qu'ils avaient sept jours pour quitter le district[274]. Cela a donné à penser que les forces ennemies présentes dans l'Arghandab étaient les éléments précurseurs de gros renforts qui étaient en route et qui comptaient combattre dans le district, comme l'ennemi l'avait fait dans le Zharey en 2006.

À Kaboul, le Mgén Al Howard, au Commandement multinational d'assistance à la sécurité en Afghanistan, a observé le ministère afghan de la Défense faire face à la situation dans le sud :

> [Traduction]
>
> Bismillah Khan monte à bord de son véhicule, prend un certain nombre de soldats dans le 201e Corps et arrive à Kandahar avec eux. Selon nos calculs, il lui a fallu 36 heures pour réagir. Nous, à l'OTAN, avons fourni les éléments aériens. Nous avons été étonnés. La procédure de combat a été minime. Les troupes afghanes ont tout simplement fait leur travail. Elles ont rigoureusement suivi les ordres. Quand les Afghans veulent faire quelque chose, ils agissent promptement. Pas de bureaucratie, pas de long processus lié aux ordres. Chacun semble tout simplement posséder un sens inné de ce qu'il doit faire. Nous avons été absolument sidérés[275].

Plusieurs compagnies du 1er Kandak du 201e Corps sont arrivées de Kaboul par la voie des airs en même temps que des chefs supérieurs de l'Armée nationale afghane et du ministère de la Défense. L'équipe de mentors de ce kandak était française, mais elle a refusé de se déployer au sud avec les troupes qu'elle encadrait. Les compagnies de ce kandak se sont rendues sur la rive est de l'Arghandab et ont établi des positions sous le centre de district, tandis que d'autres arrivaient au Camp Hero. Un peloton d'Afghans non encadrés du 201e Corps a été cédé à la FO 71, qui est partie établir des positions d'arrêt au nord. À ce stade-là, le centre de district ressemblait à un « zoo », selon le Maj Joudrey, avec la police et l'armée afghanes, des membres des forces canadiennes, étasuniennes, britanniques et françaises et des hordes de journalistes de la presse internationale qui voulaient être aux premiers rangs pour assister à une autre Op MEDUSA et filmaient l'exode des habitants de l'Arghandab qui fuyaient le district en voiture, en charrette tirée par un âne et à bicyclette[276]. Incroyablement, comme les équipes de la COCIM l'ont décrit en se fondant sur leurs contacts, « à Nagahan, les partisans d'Abdul Hakim Jan, récemment assassiné, se sont mis à combattre les talibans. [Jan] est considéré comme un martyr […] Ce matin, bon nombre de ses partisans ont pris les armes et ont fait savoir aux talibans qu'ils se battraient jusqu'à la mort […] Ces mêmes personnes sont exaspérées et ne font pas confiance au gouvernement, mais elles continuent de se défendre contre les talibans[277]. » [Traduction]

Source : MDN AR2008-K079-02

Les relations personnelles établies entre les Canadiens et les Afghans ont porté fruit au fil du temps. Le Lcol Dan Drew, membre de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, et le Lcol Habibi se préparent en vue des opérations dans l'Arghandab. En 2011, Habibi a été promu commandant de la 1-205 Brigade, qui a collaboré de près avec la FO Kandahar.

L'heure « H » a été fixée à 0400 du matin, le 18 juin. Il y a eu des retards, car un certain nombre de camions afghans se sont enlisés tandis qu'ils manœuvraient entre les positions d'arrêt au nord. La Compagnie C, dirigée par le Capt Scott McGregor (le Maj Grubb était en congé), et la compagnie afghane fournie par le 1er Kandak se sont rendues à leurs positions dans le lit de la rivière, afin de se déplacer ensuite au nord pour servir de « piston ». La FO 71 et un peloton afghan ont pris position au nord-est, tandis que les troupes non encadrées du 201e Corps protégeaient la rive est.

La FO 71 a établi le premier contact à 0800 avec un poste d'observation ennemi sur la frontière entre l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Pendant que la Compagnie C manœuvrait, un VSBL a heurté un EEI qui l'a mis hors de combat. Une heure plus tard, l'ELMO canadienne et le 1er Kandak ont signalé des tirs sporadiques dirigés vers les Afghans depuis un complexe d'enceintes. Deux hélicoptères d'attaque AH-64 Apache de la FO Eagle Assault sont arrivés sur les lieux, guidés par la cellule aérienne du CR (Sud), et ils ont anéanti le bâtiment d'où l'ennemi faisait feu. Les hélicoptères AH-64 ayant épuisé leurs munitions,

ils ont été remplacés par des appareils OH-58D Warrior qui ont couvert les angles morts autour des Canadiens et des Afghans tandis que ceux-ci approchaient des objectifs A-2 et A-3. Les chars Leopard de l'Escadron B ont appuyé les deux axes de l'attaque. À l'ouest se trouvait le 1er Kandak avec une compagnie et deux ELMO (71B et 71D), et la Compagnie C travaillait à l'est. La force a progressé vers les objectifs A-2 et A-3 et, vers 0740, elle a déclaré que l'objectif A-2 avait été dégagé. Les complexes d'enceintes de l'objectif A-3 ont été déclarés dégagés à 1040, et les forces se sont préparées à s'emparer de l'objectif B-2. Un hélicoptère OH-58D a repéré des insurgés qui renforçaient le secteur de l'objectif, et il a pu demander l'intervention des obusiers M-777 de la Batterie B, tandis qu'un autre hélicoptère décochait ses roquettes sur un autre groupe d'insurgés[278].

Vers 15 h, la Compagnie C est entrée en contact avec l'ennemi, mais celui-ci a cessé de tirer à cause de la présence des hélicoptères. Après 18 h, les deux ELMO et les Afghans qu'elles encadraient ont pris part à deux échanges de feux et ont rompu le contact après que deux soldats afghans ont été blessés. Un tireur d'élite ennemi a même fait feu sur un char Leopard, mais en vain.

Dans une sinistre reprise des événements de novembre 2007, des UAV MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper ont repéré ce qui s'apparentait à un groupe d'ordres ennemi, vers 1942, et ils l'ont pris à partie avec des missiles Hellfire. L'équipe du Centre d'opérations tactiques du groupement tactique a pu exécuter six attaques distinctes contre des grappes d'ennemis : elle en a tué huit en un premier temps, puis douze en second lieu. Quatre autres engagements ont ajouté à ces résultats, de sorte qu'en tout, l'ennemi a perdu environ 70 hommes. Selon le Maj Joudrey, la consigne était « tuez, tuez, tuez[279] » [Traduction]. Les commandants ennemis ont en vain demandé des renforts aux cellules et aux réseaux environnants[280].

Le 19 juin, le 1er Kandak et ses mentors, la Compagnie C et l'Escadron B ont tourné leur attention vers l'objectif A-1. Les chars ont atteint la ligne de départ à 0523 du matin. À 0735, l'assaut a commencé, les chars Leopard ouvrant la voie. À 1215, les enceintes avaient été dégagées. Les chefs ennemis ont décidé de se replier, après « avoir conclu que leurs pertes des 24 heures précédentes avaient été trop lourdes pour leur permettre de poursuivre l'opération » [Traduction]. Une des frappes exécutées par les UAV Predator avait apparemment tué le mollah Shakur, un commandant taliban en vue, et blessé plusieurs autres commandants subalternes[281].

Des problèmes internationaux se posaient maintenant. Les Afghans voulaient que les compagnies du 201e Corps prennent part à l'action et s'emparent de l'objectif B-3, mais leurs mentors français n'ont pas accepté pas de se déployer depuis Kaboul (il était essentiel que des mentors de la FIAS accompagnent les Afghans, de manière qu'ils figurent dans les systèmes de commandement de cette dernière et qu'ils ne soient pas pris à partie par les forces

aériennes et l'artillerie de la coalition). Il a fallu l'intervention du président Sarkozy pour les obliger à se déployer, mais ils n'allaient pas arriver à temps. Dans l'intervalle, une ETT du Corps des Marines des États-Unis est arrivée, mais l'harmonisation entre elle et le personnel du 201e Corps a fait problème. Ensuite, il y a eu des problèmes de communications. Tous les systèmes n'étaient pas interopérables et, à un moment donné au cours de l'opération, le quartier général tactique du groupement tactique est devenu le seul moyen d'acheminer l'information entre l'ELMO et le quartier général supérieur. La FO 71 et sa compagnie afghane se sont rendues à l'objectif D, l'ont dégagé, puis se sont retirées. Il y a eu de la confusion, car elles étaient censées progresser jusqu'à l'objectif B-4, mais ce mouvement est alors devenu une tâche afghano-française. Ensuite, les Français ont refusé de se joindre au kandak du 201e Corps. La localité de Jelawur n'a donc pas été saturée par la coalition, ce qui a probablement facilité l'exfiltration de l'ennemi vers le nord. Les efforts qui visaient à insérer le kandak de commandos nouvellement arrivé, pour qu'il exécute une opération d'arrêt, ont eu lieu trop tard[282].

Le 20 juin, la décision a été prise de transférer la responsabilité des opérations dans l'Arghandab de la FO Kandahar à la 1-201 Brigade et à ses mentors français, de sorte que, le 21 juin, les forces canadiennes se sont retirées du district. Ainsi, il est resté trois compagnies du 201e Corps et elles étaient toutes encadrées par l'ELMO française : deux compagnies étaient situées à l'ouest de la rivière, et la troisième, au centre de district. Il n'y en avait aucune à Jelawur. À ces forces s'ajoutaient : une compagnie non encadrée du 4e Kandak; le Maj Boivin et son escadron de reco, qui se sont installés dans la FOB Frontenac; la FO 77, constituée d'un peloton des Forces spéciales lituaniennes. Il n'a semblé exister au départ aucun plan de regroupement de l'ERP et des équipes de la COCIM. Certains éléments de la police afghane sont revenus, mais sans organisation particulière. Ceux qui ont patrouillé dans leurs localités d'affectation ont trouvé des fosses communes contenant les dépouilles des combattants insurgés tués pendant l'Op DAOR BUKHOU[283].

Les autorités se sont attaquées tardivement aux lacunes d'un plan sur la fonction « Tenir », près d'une semaine plus tard. Dans le cadre de l'Op PARDA, lancée le 2 juillet, l'escadron de reco a établi des positions d'observation avec ses véhicules Coyote et l'appui d'un peloton d'infanterie, dans le défilé situé entre l'Arghandab et le Khakrez. L'Op PARDA a permis de rationaliser l'emploi des forces affectées à la fonction « Tenir » dans l'Arghandab. Ce moment venu, cinq postes de contrôle de la police, deux autres de l'Armée afghane et quatre « zones d'embuscade » définies par celle-ci avaient été établis dans le centre du district[284]. L'Op DAOR BUKHOU a eu un effet psychologique positif sur la population de Kandahar. « Dans l'ensemble, l'humeur des gens a changé encore une fois du tout au tout depuis l'attaque de Sarposa, et le soutien accordé aux insurgés semble diminuer rapidement[285]. » [Traduction]

Toutefois, le regroupement irrégulier des positions qui a eu lieu après l'Op DAOR BUKHOU, conjugué à la quasi-décapitation des dirigeants alikozais, a entraîné des problèmes à long terme dans le district d'Arghandab. D'après les estimations initiales du CRTS, l'ennemi avait perdu entre 70 et 100 hommes, dont 25 à 40 avaient été tués au combat. S'il s'agissait là d'une force d'avant-garde ennemie qui était en train de s'établir en attendant des renforts, sa défaite et sa mise en déroute étaient aussi importantes que les résultats de l'Op INTIZAAR ZMAREY, l'automne précédent. Cependant, les insurgés ont laissé derrière des forces qui se sont manifestées le 23 juin pour détruire deux postes de contrôle de la police et la clinique de Jelawur. Un échange de feux avec la police, les 25 et 26 juin, s'est soldé par la capture de 12 combattants. Selon le J2 canadien, « la plupart des insurgés avaient quitté l'Arghandab où il ne restait plus que des insurgés locaux, ou ceux qui n'avaient pas pu partir promptement pour se rendre ailleurs. Les insurgés ne mèneront probablement pas d'autres attaques à ce stade-ci, sauf pour se défendre[286]. » [Traduction]

Les Afghans ont continué de signaler au CICP et à d'autres entités canadiennes qu'il y avait encore des ennemis dans l'Arghandab. Le J2 de la FO Kandahar a modifié son point de vue légèrement : « Il existe des signes que des insurgés de la base, contrairement à certains commandants des niveaux supérieurs, n'ont pas été découragés par la retraite de leurs troupes de l'Arghandab. Il est donc possible que, n'ayant pas l'impression d'avoir été vaincus, ils aient l'intention de poursuivre leurs activités normales [...][287]. » [Traduction] L'Op DAOR BUKHOU était terminée, mais la bataille de l'Arghandab continuait.

Le rôle du Canada dans le Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan

Dans le dernier chapitre, nous avons vu comment les équipes étasuniennes de mentors de la police du CTCS-A ne relevaient pas de la chaîne de commandement de la FIAS, même si elles fonctionnaient dans l'environnement opérationnel canadien dans la province de Kandahar. En mai 2002, le Bureau de la coopération militaire des États-Unis en Afghanistan (USOMC-A) est devenu le Bureau de la coopération en matière de sécurité en Afghanistanan. Le 4 avril 2006, il a pris le nom de CTCS-A et a relevé du CENTCOM des États-Unis. Le CTCS-A est devenu une organisation multinationale interarmées et inter-agences et s'est installé à Kaboul. Son état-major supérieur a compris des officiers des Forces terrestres des États-Unis [U.S. Army] et des officiers canadiens, polonais et britanniques. Les Canadiens ont fait partie de cette organisation sous le nom collectif d'Op ARCHER.

La mission du CTCS-A a consisté à planifier et à mettre à exécution une réforme structurelle, organisationnelle, institutionnelle et administrative des FSNA, qui comprennent l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane, afin de construire un Afghanistan stable, de renforcer la primauté du droit et de décourager et de supprimer le terrorisme

à l'intérieur de ses frontières. Le CTCS-A a fourni des conseillers, des mentors et des instructeurs pour aider les ministères de la Défense et de l'Intérieur à organiser, entraîner, équiper, employer et soutenir les FSNA de manière qu'elles puissent tout faire, aussi bien anéantir l'insurrection et assurer la sécurité intérieure qu'établir les conditions du développement économique et gagner la confiance des citoyens de l'Afghanistan.

Au début de 2008, le Canada a conclu qu'il fallait accroître le nombre existant de ses officiers d'état-major au sein du CTCS-A, en partie pour renforcer la connaissance des activités dans ce commandement. Le Bgén Al Howard et le Bgén Larry O'Brien ont finalement remplacé le Bgén Dennis Tabbernor, qui représentait les intérêts canadiens en 2007. Le Bgén Howard et le Bgén O'Brien ont respectivement travaillé dans les volets de ce commandement étasunien s'intéressant à l'armée et à la police, tandis que le Col Jay Milne était le mentor supérieur auprès de l'Armée nationale afghane. Dans l'ensemble, les tâches consistaient à encadrer l'équivalent afghan du Quartier général de la Défense nationale et à exploiter l'état-major du CTCS-A pour enrichir le perfectionnement de l'Armée nationale afghane et de la police afghane[288].

Au sein du CTCS-A, les Canadiens ont été à même de voir l'ampleur du défi qui consistait à mettre les FSNA sur pied; ils ont fait ce qu'ils ont pu pour influer sur la situation et améliorer la position des FSNA dans le sud de l'Afghanistan et dans la province de Kandahar. Les problèmes foisonnaient, et ils étaient presque trop nombreux pour que l'on puisse en dresser la liste. La nouvelle Armée nationale afghane était un amalgame de chefs qui avaient fait partie des moudjahidines et d'autres qui avaient été formés par les Soviétiques. Les niveaux d'analphabétisme étaient ahurissants.

Le pire problème résidait dans le modèle que cette nouvelle armée apprenait à produire avec ses mentors. Pressé par les intervenants étasuniens qui voulaient voir des progrès s'accomplir, le CTCS-A a essayé de produire de nombreux soldats entraînés pour les FSNA. Ces pressions ont donné lieu, faute d'une meilleure expression, à des problèmes de contrôle de la qualité dans des organisations qui faisaient déjà problème. En outre, comme un observateur l'a décrit, l'Armée nationale afghane n'avait pas la structure optimale pour exécuter des opérations de contre-insurrection : « Nous leur avons construit de nombreuses garnisons, comme nous l'aurions fait en Amérique du Nord et en Europe, et nous nous sommes demandé ensuite pourquoi les soldats ne vivaient pas parmi la population […] Ils vivent comme nous le faisons chez nous, isolés de leurs collectivités, et ils bénéficient d'une qualité de vie bien meilleure que celle de la population[289]. » [Traduction]

La technologie occidentale a été transmise aux Afghans, mais ils ne pouvaient pas entretenir les systèmes leur étant fournis; ils sont donc devenus dépendants d'entrepreneurs occidentaux. Nous ne leur avons pas fourni de structure militaire viable, et la liste a continué de s'allonger[290]. Cependant, comme le système avait été mis en marche dès 2003, il était

difficile d'en modifier la trajectoire. En effet, l'environnement quasi post-apocalyptique où se trouvait l'Afghanistan avait justifié la mise en place d'une structure quelconque, peu importe à quel point elle était imparfaite.

Le CTCS-A était divisé également quant au type de services de police dans lesquels il fallait encadrer les Afghans. Les agents de police étaient-ils des « policiers de quartier », ou constituaient-ils des milices?

[Traduction]

> Les Européens voulaient une approche des services de police beaucoup plus délibérée, axée sur des agents de quartier : la distribution de contraventions […] Mais cela ne convient pas dans un contexte de guerre. Par conséquent, [les Européens] n'ont pas voulu envoyer leurs mentors à l'avant. Ils se hérissaient à l'idée d'inculquer aux agents des compétences de base de l'infanterie. Interrogé sur la question « Quel entraînement fallait-il à la police dans l'immédiat? », le commandant général du CTCS-A a répondu : « L'entraînement de base des fantassins. », ce qui faisait piquer une crise à ses collègues européens[291].

Quand les Allemands ont abandonné la partie et cédé la responsabilité des services de police à autrui, celle-ci a été confiée au CTCS-A. Il ne faut donc pas se surprendre que l'approche plus militaire ait dominé. Cela a fait présager un affrontement entre le CTCS-A et le ministère de l'Intérieur. La corruption dans ce dernier atteignait des niveaux nettement plus élevés qu'au ministère de la Défense, et l'incapacité de concilier cette corruption au niveau supérieur avec des programmes efficaces de la police dans les provinces a été un problème qui a tourmenté toutes les parties concernées. Il n'existait aucune solution apparente : les gouverneurs provinciaux nommaient des chefs de district dotés de leur propre police, ce qui minait tout effort déployé pour installer une autorité gouvernementale centrale en bonne et due forme.

C'est à ce stade que sont entrés en scène les commandements de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes, qui relevaient du CTCS-A. Ils existaient depuis 2006, et comme ils s'étaient impliqués de plus en plus dans le rôle des services de police, ils avaient mis au point une fonction de collecte de renseignements sur l'état de la police afghane dans leurs zones d'opérations. Les données ainsi recueillies étaient transmises par le biais du CTCS-A, puis employées par les commandants à Kaboul comme moyen de pression chaque fois qu'ils le pouvaient auprès de leurs homologues afghans. La principale faille résidait dans le fait que ces commandements n'avaient aucun rapport formel avec les commandements régionaux de la FIAS et qu'ils avaient du mal à partager des renseignements liés à cause de cela. En ayant des officiers canadiens supérieurs au CTCS-A, le Canada a pu se tenir au courant de ce qui se passait à un niveau supérieur, puis en informer la FO Kandahar au besoin[292].

Ce système imparfait s'est maintenu lourdement en 2008 et 2009. Comme l'a expliqué un observateur, il y avait « plusieurs entités qui n'étaient pas amalgamées » [Traduction], mais l'Armée canadienne a joué un grand rôle lorsqu'il s'est agi de faire bouger les choses à Kaboul et à Kandahar, en réunissant tous les acteurs dans une seule pièce. La capacité qu'avaient les officiers canadiens au CTCS-A et à la FO Kandahar de communiquer sur la voie d'arrière-plan a constitué un facteur important pour maintenir une connaissance nationale de la situation dans l'environnement de plus en plus embrouillé où agissaient de multiples coalitions poursuivant divers programmes d'action.

Les services de police dans la province de Kandahar

Comme nous en avons parlé dans le chapitre précédent, une friction importante existait entre les dirigeants des équipes de mentorat étasuniennes de la police et le quartier général du Bgén Laroche, et l'absence d'intégration des efforts dans ce domaine a nui aux services de police dans les districts. Le ministère de l'Intérieur a imposé le programme de perfectionnement ciblé par district (PCD) afin de faire le ménage dans les forces de police des districts, au printemps de 2008. Le Gén Saqib et le mentor supérieur étasunien de la police se sont ouvertement dits en désaccord avec le gouvernement de Kaboul et avec la décision prise par le CTCS-A de faire venir une police « de l'extérieur » pour mener le programme de PCD. Les Canadiens à la FO Kandahar se sont fait dire par le mentor susmentionné que cette question ne concernait pas le Canada parce que ce qu'il faisait ne relevait pas de la chaîne de commandement de la FIAS. Ce mentor a par ailleurs donné ordre à son personnel « de rompre le contact avec le QG FO Kandahar[293] ».

Le Gén Saqib a alors réorganisé la police de fond en comble en nommant Essa Khan chef de la police du Panjwayi et en lui donnant pour adjoint l'ancien chef du district, Bismillah. Bismillah Khan du Panjwayi est alors allé dans le district de Zharey, et Fida Mohammad a remplacé le Col Akka dans le Dand[294]. Ces changements n'ont fait qu'aggraver la situation déjà mauvaise dans le Zharey et le Panjwayi et ils ont aliéné presque toutes les factions dans les deux districts et semé la confusion dans les milieux de la police (vu la loyauté envers un commandant, le personnel de ce dernier l'a suivi avec ses armes et ses véhicules). Pendant cette période, le gouverneur Asadullah Khalid a cessé de communiquer avec le CICP, de sorte qu'il n'y a plus eu de directives supérieures provenant du gouverneur ou de liaison avec lui en ce qui concernait la police[295].

Même pendant que le programme de PCD fonctionnait dans le Zharey et le Panjwayi, d'autres facteurs nuisaient aux services de police dans la province. Tout d'abord, il y avait l'existence de la milice privée du gouverneur. Cette milice succédait à l'Unité 005 de la Police permanente, désormais appelée Bataillon 02, et elle était renforcée par des agents qui semblaient appartenir au groupe ethnique des Hazaras[296]. Le Bataillon 02 recevait

apparemment ses ordres tactiques du chef de police provincial, mais il appartenait en fait à Asadullah Khalid. Deuxièmement, la décision prise par la FO Kandahar d'embaucher des entreprises privées de services de sécurité pour garder la base et libérer des soldats canadiens a donné aux membres des FSNA la possibilité de vendre ou de revendre leurs services à ces entreprises. Certaines d'entre elles sont apparues du jour au lendemain et avaient des liens avec diverses factions ou divers éléments de la structure d'influence de Kandahar. Dans certains cas, par exemple, un membre de la police provinciale pouvait travailler au noir pour une entreprise de services de sécurité dans une base d'opérations avancées, ou pour la MANUA, mais conserver son arme et son uniforme. Un membre du Bataillon 02 pouvait faire la même chose. D'autres hommes armés venus d'ailleurs se présentaient chez des entreprises de ce genre pour se faire embaucher. Là encore, il n'existait aucune unité entre les services de police, et chaque entité de la structure d'influence conservait une milice officieuse sous le nom d'une autre organisation ou d'autres organisations.

Plusieurs Canadiens estimaient que le mentor supérieur étasunien de la police avait des liens trop étroits avec le Gén Saqib et qu'il entravait les efforts qu'ils faisaient pour établir des services de police efficaces dans des districts clés. Le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud) a été sensibilisé à ce problème, mais il a décidé d'attendre la fin de la période de service de ce mentor pour le renvoyer aux États-Unis[297]. Son remplaçant a été le Col James Walton, qui est arrivé à la fin de mai 2008. Le Col Walton et son équipe ont immédiatement entrepris une enquête sur ce qui se passait, et l'on a pensé qu'ils avaient mis au jour des renseignements sur l'implication du Gén Saqib dans les activités des entreprises privées de services de sécurité. Walton et son équipe ont aussi cherché à savoir pourquoi la police de Saqib avait mis tant de temps à réagir lors de l'évasion de Sarposa. Le 21 juin 2008, le véhicule MRAP du Col Walton a été détruit par un énorme EEI sur l'Autoroute 1, à Senjaray. Il a été tué en même temps que trois autres mentors étasuniens de la police dans ce qui a finalement été décrit comme étant une embuscade avec EEI[298].

Le Lt Reg McMichael a dirigé la FRR qui s'est rendue sur le lieu de l'attentat et qui comprenait un peloton d'infanterie et une troupe de chars Leopard. L'explosion a créé un cratère de quatre à cinq mètres de diamètre et de six mètres de profondeur dans l'Autoroute 1. Le véhicule MRAP du Col Walton a été le seul du convoi à être détruit entièrement. Un autre véhicule avait été atteint par des tirs d'armes lourdes, et il y avait des blessés et des morts partout à l'endroit de l'attaque. Le Lt McMichael et la FRR ont compris que les survivants étasuniens « n'étaient pas aptes à combattre » [Traduction] et sous le choc; le peloton canadien a donc prodigué des soins aux blessés et sécurisé les lieux aux fins de l'enquête[299].

Les enquêteurs ont établi que l'EEI était un engin tout à fait unique axé sur des méthodologies que l'on n'avait jamais vues auparavant et qui ne l'ont jamais été par la suite. Plusieurs officiers canadiens et étasuniens qui s'intéressaient aux questions de police dans la province de Kandahar ont cru que le Gén Saqib ou d'autres membres de la structure d'influence de Kandahar avaient trempé d'une façon ou d'une autre dans l'assassinat du Col Walton, mais ils ne pouvaient le prouver catégoriquement. Saqib a été congédié le 26 juin pour des raisons liées à l'évasion de Sarposa et à son incapacité à réagir promptement[300]. Après avoir été congédié, il a affirmé qu'un marché avait été conclu entre la structure d'influence de Kandahar et les talibans pour permettre le raid de Sarposa et que l'on faisait de lui le bouc émissaire de l'échec de la riposte[301]. Le désarroi continuait de régner dans les services de police de la province de Kandahar, élément clé de tout plan axé sur les fonctions « Tenir » et « Construire ».

L'Équipe de reconstruction provinciale et le développement, de mai à août 2008

Après la parution du Rapport Manley, le rôle du conseiller en développement de la FO Kandahar était censé avoir été amélioré, mais les questions de savoir quels liens existaient entre ce conseiller et la représentante du Canada, quels rapports il y avait entre ces deux personnes et l'ERP et comment tout cela se rapportait à l'ambassade à Kaboul sont demeurées une source de tension pendant toute la première moitié de 2008. Les AM ne disposaient pas des niveaux de commandement qu'avait l'Armée, ce qui signifiait qu'il n'existait chez eux aucune culture axée sur une chaîne de commandement. Le MAECI et l'ACDI communiquaient par le biais de réseaux officiels et officieux, et, en général, la hiérarchie qui caractérisait l'Armée était absente chez eux. Selon le Bgén Thompson, Elissa Golberg passait la majeure partie de son temps à essayer d'opérer un rapprochement entre les divers ministères à Ottawa afin de créer un consensus sur des décisions, puis elle devait refaire le même travail dans le théâtre[302].

Encore une fois, le problème résidait dans ce qui était connu et ce qui ne l'était pas dans la province. En général, l'ERP devait rétablir ses lignes de référence pour savoir quelles assemblées de développement des districts et quels conseils de développement communautaires étaient actifs dans la province. L'ACDI a décidé de travailler avec des personnes embauchées sur place pour communiquer avec ONU Habitat, et c'était là un processus laborieux[303]. Par exemple, le conseiller en développement de la FO Kandahar, qui relevait de l'ACDI, affirmait mordicus que des projets de l'ACDI de niveau opérationnel étaient en cours dans le Maywand. L'équipe tactique canadienne des OPPSY affectée dans le Maywand s'y est rendue et a examiné la situation. Elle n'a vu aucun signe qui aurait montré que des projets financés par l'ACDI en étaient au stade de l'exécution, même si des fonds canadiens considérables avaient été dépensés à ce titre[304].

Les équipes de la COCIM de l'ERP, dirigées par le Maj Jim Allen, ont fait de leur mieux pour mettre en lumière ce qui se passait dans les districts, tandis que les divers dirigeants de l'ERP essayaient de comprendre la façon d'aborder le développement dans la province. Les notions de plan de développement de district et de plan de développement provincial ont refait surface, mais il restait à savoir comment ces plans se rapportaient à ce que les assemblées et les conseils de collectivité et de district voulaient. Le Comité de développement provincial était de nouveau moribond sous la gouverne d'Asadullah Khalid, et le Plan de développement provincial n'était encore qu'un « exercice sur papier ». Le Programme national de solidarité s'était arrêté, et les conseils de développement communautaires ne fonctionnaient pas dans les zones dangereuses. L'existence des assemblées de développement des districts était incertaine et menacée aussi dans certains districts. Par conséquent, les Canadiens devaient se concentrer sur les districts et s'attaquer au problème, un district à la fois[305].

Le ministère du Relèvement rural et du Développement suscitait des préoccupations grandissantes, tout comme l'argent que le Canada y avait investi au niveau de Kaboul. Il n'y avait aucun moyen d'en rendre compte ou de savoir où il avait été utilisé, ou s'il avait été utilisé. En outre, dans l'environnement postérieur au Rapport Manley, il fallait maintenant s'en servir et produire des statistiques à cet effet afin de démontrer que des progrès s'accomplissaient. L'ERP a décidé que, si le Programme national de solidarité n'était pas opérationnel et qu'aucune somme ne lui était affectée, ou si les assemblées de district étaient autrement corrompues, l'ERP recourrait à la meilleure enveloppe de financement possible pour gérer les projets. C'était entièrement au coup par coup : l'ACDI avait les fonds de son Programme d'initiatives locales à Kandahar (PILK), l'Armée avait le Fonds de contingence du commandant, et il y avait le fonds pour les « opérations d'information », les fonds pour les projets à impact rapide, le Fonds du MAECI pour la paix et la sécurité mondiales, et l'argent dont USAID disposait. On n'a ménagé aucun effort pour céder la responsabilité aux chefs de district, mais il était clair que l'ERP et les équipes de la COCIM agissaient encore une fois, malgré les meilleurs efforts du Lcol Dana Woodworth et de l'ERP, comme un gouvernement de fait à Kandahar parce qu'Asadullah Khalid et Ahmad Wali Karzai ne voulaient pas ou étaient incapables de faire le travail eux-mêmes[306].

L'établissement de rapports avec des organisations non gouvernementales fournissant une aide humanitaire dans la province était extrêmement problématique, car elles se percevaient comme étant neutres et pouvaient donc travailler dans les zones contrôlées ou influencées par les talibans. Il se peut que leurs activités aient profité dans une certaine mesure aux habitants des collectivités visées, mais en fin de compte, elles ont entravé les efforts faits pour établir la gouvernance et la primauté du droit, ce qui bénéficiait en revanche aux insurgés. En fait, ces organisations fournissaient les services qu'un gouvernement aurait dû pouvoir offrir. Cela a fini par permettre aux talibans de s'attribuer le mérite des activités

d'aide, aux dépens du gouvernement, aux yeux de la population. Pire encore, « [les insurgés] perçoivent typiquement de 10 à 20 p. 100 de la valeur de tout projet comme dédommagement pour en protéger l'exécution. Les États-Unis et la collectivité internationale entretiennent involontairement une vaste économie politique reposant sur la corruption du régime de sécurité en Afghanistan[307] » [Traduction].

Au chapitre de la primauté du droit, la lenteur désespérante des progrès a persisté. Les efforts déployés dans la ville de Kandahar n'avaient à peu près aucun effet en dehors de celle-ci. Deux chefs tribaux supérieurs appartenant à une tribu marginalisée se sont adressés à l'ERP et en sont venus directement au fait :

> [Traduction]
>
> Ils s'estiment écartés du processus décisionnel gouvernemental et veulent y prendre part; ils croient que le gouvernement de l'Afghanistan ment. Ils ont déclaré qu'ils sont mécontents du système judiciaire et croient que les prisonniers sont maltraités par la DNS […] Ils estiment que la choura tribale gère les criminels et le crime beaucoup mieux que le système judiciaire de l'État. « Nous pouvons régler en quelques jours des problèmes que le gouvernement met des années à résoudre[308]. »

Quand l'ERP a examiné le projet d'éradication de la poliomyélite que le Canada finançait déjà, l'équipe de la COCIM a fait savoir qu'un chef d'équipe dans le Panjwayi gardait pour lui l'argent dont il était censé se servir pour payer les travailleurs sur le terrain[309]. Sans savoir, ou presque, ce qui se passait en dehors de la ville de Kandahar, il était quasi impossible d'évaluer l'efficacité du soutien fourni à cet égard. Les patrouilles de la COCIM rencontraient parfois des adolescents que l'hôpital Mirwais avait embauchés pour vacciner la population de la ville de Kandahar[310]. En août, les équipes de la COCIM ont fait savoir que les talibans enlevaient et intimidaient les vaccinateurs[311].

Après l'évasion de Sarposa, c'est à la ville de Kandahar que la priorité a été accordée en matière de développement et de reconstruction. De plus, Ottawa ne permettait pas au personnel des AM de se rendre dans les districts pendant de longues périodes. Par conséquent, l'ACDI a attribué un contrat au Central Asian Development Group (CADG) pour qu'il lui serve de « partenaire d'exécution » relativement aux projets dans le district de Panjwayi[312]. Ce groupe préférait travailler au niveau communautaire et a commencé son travail pendant l'été de 2008. Apparemment, personne ne l'avait dit au groupe chargé du PPRAP qui coordonnait les activités canadiennes et afghanes dans le Panjwayi; par conséquent, ce que le CADG faisait ou ne faisait pas ne pouvait pas être mesuré ou même vérifié.

Comme la ville de Kandahar a eu la priorité, après l'évasion de Sarposa en juin, la relation avec le maire, Ghulam Haider Hamidi, a pris une importance accrue. Comme c'était « un patriote afghan instruit, expérimenté, honnête et apolitique dont le seul but était d'améliorer la qualité de vie » [Traduction] dans la ville, le Canada a pu travailler avec lui. Cependant, tout comme le bureau du gouverneur provincial, celui du maire manquait d'outils : « [L]e principal problème de la municipalité est de nature administrative; or, le bureau du maire n'a pas les systèmes et les procédures ni le personnel dûment formé pour gérer les affaires de la ville. Cette lacune est confirmée par l'incapacité de la ville à dépenser toutes les sommes perçues, en dépit de l'existence de nombreux besoins pressants[313]. » [Traduction] Avec une population estimative de 800 000 habitants, la ville demeurait le centre de gravité de l'effort de la coalition, et il fallait donc se préoccuper davantage de remédier à ses difficultés.

L'idée selon laquelle la ville de Kandahar devrait avoir des assemblées et des conseils de développement comme les districts ruraux n'était pas nouvelle, mais le processus bureaucratique afghan compliquait les choses. Le Programme national de solidarité travaillait avec le ministère du Relèvement rural et du Développement, lequel ne s'occupait pas des villes, du fait que son mandat se rapportait à la reconstruction rurale. Quand une expérience a été tentée avec ONU Habitat, le maire Hamidi a dit à l'ERP qu'il « avait demandé à cet organisme de partir et de ne pas traiter avec les fonctionnaires de la ville […] il croit que le personnel d'ONU Habitat installé dans son bureau à lui est corrompu (ce personnel accepte des pots-de-vin pour adjuger des contrats à certaines personnes). Il n'aimait pas le fait que l'ONU faisait grandement connaître sa collaboration avec la ville et s'attribuait le mérite de toutes les réalisations. » [Traduction] De même, l'ingénieur-conseil du maire a souligné que son bureau était « constamment exaspéré par le manque d'intérêt d'ONU Habitat lorsqu'il s'agissait de coordonner ses projets avec la municipalité ou d'aider à dresser des plans pour la ville[314] » [Traduction].

L'été venu, la ville de Kandahar était de plus en plus perçue par la FO Kandahar comme une zone d'opérations en soi, de sorte qu'il y avait au sein de l'ERP de plus en plus de capacités canadiennes de lutte contre les EEI et de transmissions. Cet intérêt accru a attiré l'attention des insurgés. À la fin d'août, une équipe de deux hommes en motocyclette a assassiné le juge en chef adjoint de la Cour supérieure, Hazarat Abdullah Mujahadi. Il ne restait donc « plus que sept juges pour toute la province de Kandahar » [Traduction]. Cinq attaques à l'EEI en trois jours, après ce meurtre, ont montré que la ville était encore une fois en train de devenir un « front » dans la guerre[315].

Les opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2008

Dans la foulée de l'évasion de Sarposa, et l'accent étant mis sur l'Arghandab, le Zharey a semblé devenir une zone d'opérations tranquille. En réalité, les forces canadiennes et afghanes y exécutaient des patrouilles quotidiennes constantes. La coalition a continué à y mener de grandes opérations, mais en moins grand nombre. Les sapeurs ont essayé de régler le problème du projet d'asphaltage de l'itinéraire LANGLEY, mais l'EGC-2 a eu du mal à recruter des ouvriers à cause de l'intimidation pratiquée par les insurgés. La décision a été prise de construire plutôt une route de combat.

L'ennemi, immobilisé dans le district de Garmsir dans l'Helmand, a essayé d'amener des ressources dans le Zharey pour soutenir son combat sur ce front. Le nombre d'insurgés et de leurs chefs basés dans l'Helmand y a augmenté[316]. Des patrouilles constantes menées par les FSNA et leurs mentors canadiens ont aidé à cerner les zones où les insurgés exerçaient une influence accrue. Cela a donné lieu à de nombreux contacts avec « tirs à la dérobée », chacun des deux camps subissant alors peu de pertes. La police afghane et ses mentors canadiens ont pu conclure que l'ennemi se servait des anciens PPS de Kolk et de Sangsar et qu'il avait établi une importante présence avancée à Burmohammad, au nord de Pashmul. D'après les renseignements émanant de la police, les insurgés avaient préparé des positions défensives qu'ils n'avaient cependant pas occupées et qui encerclaient les zones d'influence qu'ils voulaient protéger. Aspect primordial, des renseignements recueillis auprès des Afghans ont révélé que la population en avait assez de voir les talibans « de l'extérieur » agir dans leurs domaines à eux : ils fermaient les marchés, par exemple, et nuisaient au commerce[317]. Puis, il y a eu l'Op KHAMOSH TEARANDAZ [Archer silencieux] le 26 juin.

Comme il y avait beaucoup trop d'activités dans le « polygone de tir » de Spin Pir, les Afghans ont décidé de dégager les enceintes au sud du poste fortifié. Les patrouilles se sont heurtées à de petites équipes d'insurgés au cours de quatre contacts; l'ennemi a employé la tactique des « tirs à la dérobée » rapides pour rompre le contact. Par conséquent, une seule équipe ennemie a pu être prise à partie par l'artillerie, et même alors, il n'a pas été possible de savoir combien d'ennemis avaient été blessés ou tués[318].

La Batterie B a finalement pu exploiter sa nouvelle capacité. Le 4 juillet, l'ELMOP basée à Spin Pir, le long de l'Autoroute 1, a été attaquée par une force insurgée qui avait aménagé une base de feu dans une hutte à raisin et manœuvré pour se rendre au poste de police secondaire. L'ELMOP et la police afghane ont riposté et appelé à l'aide. Elles n'avaient ni contrôleur aérien de la finale de l'attaque ni officier observateur avancé dûment formé. On leur a demandé des coordonnées à 12 chiffres. Quelques minutes plus tard, un obus Excalibur M-982 a démoli la hutte à raisin, et le reste des insurgés a fui[319].

Quant aux projets de gouvernance et de développement dans le Zharey, il y en avait très peu au cours de l'été 2008, même s'il y a eu de grands plans pour le quadrilatère de stabilisation JUNO. Les gens qui voulaient travailler pour l'EGC-2 étaient soit abattus, soit intimidés d'autres façons. Ailleurs, un membre de la choura a dit ce qui suit à l'équipe de la COCIM : « Si l'ERP ne veut pas mener de projets dans le secteur de Pashmul, à quoi cela sert-il d'assister à la choura[320]? » [Traduction] La police du district de Zharey continuait d'« extorquer de l'argent aux habitants » : beaucoup se méfiaient de la Police nationale afghane et appuyaient plutôt les insurgés[321]. L'EGC-2 a confirmé cela : elle a réuni des éléments prouvant que la police soutirait un droit de passage aux conducteurs de camion de gravier qui appuyaient le projet d'asphaltage, et elle a appris que des agents de police habillés comme des insurgés tuaient les ouvriers qui ne les payaient pas[322].

Les troupes canadiennes de l'ELMO et de l'ELMOP et les FSNA, qui allaient de l'infrastructure tactique du Zharey vers l'intérieur du district, se sont heurtées tous les jours à des forces ennemies pendant tout le mois de juillet. La liste est aussi longue que répétitive. Des patrouilles-cadres menées par l'ELMOP et la police, ou par l'ELMO et l'Armée afghane, entraient en contact avec l'ennemi et réclamaient un appui-feu de la part des forces aériennes ou de l'artillerie; l'ennemi perdait quelques combattants, et la patrouille se poursuivait. Le poste de Spin Pir a été attaqué par des GPF et des mortiers à maintes reprises, tandis que la FOB Ma'Sum Ghar et la BP Wilson subissaient régulièrement des attaques exécutées avec des mortiers ou des lance-roquettes. En rétrospective, on ne sait pas au juste si c'était les forces de la coalition dont les opérations étaient perturbées, ou celles des insurgés. La coalition n'arrivait pas à dégager le district, elle ne pouvait pas le tenir parce qu'elle n'avait pas assez d'agents de police, et l'étape de la construction était complètement arrêtée, faute des moyens voulus pour établir la gouvernance et travailler au développement. De leur côté, les insurgés n'avaient pu jusque-là reproduire les conditions de 2006 à l'intérieur du district, et ils ennuyaient la population locale dans certains secteurs. Les efforts qu'ils faisaient « pour poursuivre la lutte » [Traduction] dans le Zharey étaient fructueux, mais les gains qu'ils cherchaient à obtenir leur échappaient encore[323].

En général, les activités canadiennes n'avaient pas lieu dans l'intérieur du Zharey et elles étaient de plus en plus orientées vers l'Autoroute 1 à mesure que l'ennemi y exécutait maintenant ses opérations. Un nœud clé était la localité de Senjaray. Le Bgén Thompson a ordonné que les efforts portent sur la création d'un avant-poste de combat à cet endroit, surtout parce que les talibans semblaient y intimider la population de plus en plus et que les alizais étaient isolés politiquement à Kandahar[324]. L'intérêt du Canada s'est accru après l'assassinat d'un homme qui semblait avoir été une constante dans la structure d'influence de Kandahar.

L'assassinat d'Habibullah Jan

Le député Habibullah Jan, chef *de facto* des alizais, a été abattu et tué dans la nuit du 4 juillet pendant qu'il rendait secrètement visite à la famille de sa nouvelle épouse dans le district de Zharey. Il a plus tard été établi que l'assassin était un criminel qui s'était échappé de la prison de Sarposa, lors de la grande évasion; c'était un Alizai qui avait des liens de parenté avec la victime[325]. Des talibans évadés de la prison opéraient à Senjaray; ils étaient connus de la police, mais le centre de coordination de la province a fait savoir que des « problèmes de communication » avaient empêché les Afghans d'alerter Jan pour l'informer qu'il était ciblé[326]. Le personnel du CCO-P canadien, par ailleurs, était convaincu que l'assassinat avait été préparé du dedans et que la police de la province de Kandahar y était pour quelque chose[327]. Au cours des jours suivants, ni le gouverneur Asadullah Khalid ni le chef du conseil provincial Ahmad Wali Karzai n'ont fait de déclaration publique sur l'assassinat; ils ont évité les caméras et ont laissé le chef du district et son chef de police le soin de faire le travail[328].

La FO Kandahar a conclu ce qui suit : « La mort d'Habibullah Jan crée un énorme vide dans la structure du pouvoir du Zharey oriental, car ce chef tribal alizai exerçait un pouvoir et une influence considérables. Son assassinat ajoute à la série des chefs tribaux influents tués au cours des derniers mois, ce qui a modifié la dynamique du pouvoir dans le centre de la province de Kandahar[329]. » [Traduction] En outre, le consensus au quartier général de la FO Kandahar était que l'assassinat de Jan n'était pas le fait des talibans[330]. Le Lcol Woodworth à l'ERP a cru qu'Habibullah Jan avait été tué parce qu'il commençait à appuyer les efforts canadiens dans le district[331].

La mort d'Habibullah Jan a été presque aussi déstabilisante que celle du mollah Naqib. En effet, la mort des deux hommes, qui s'opposaient tous deux à la domination des représentants popalzais dans l'appareil politique de Kandahar, a supprimé le troisième « pilier » de la structure d'influence provinciale. Il importe de souligner que pas un seul intermédiaire du pouvoir barakzai ou popalzai n'a été assassiné entre 2006 et 2008. Comme dans le contexte de l'attaque de Sarposa et de l'Arghandab, il existait une convergence suspecte des intérêts des insurgés et d'éléments de la structure d'influence provinciale, mais il n'y avait aucune preuve solide pour établir la présence d'un lien direct entre eux[332].

Le lendemain de l'assassinat de Jan, le gouverneur a envoyé 50 de ses « agents de police » dans Senjaray[333]. Le gouverneur a en fait occupé l'endroit avec ses propres forces et s'est défait des derniers éléments du pouvoir alizai. Le principal rival d'Ahmad Wali Karzai n'était plus. Une équipe de la COCIM a déclaré qu'elle « ne croyait pas en la possibilité de confirmer que bon nombre des crimes actuellement imputés aux insurgés soient effectivement le fait de ces derniers, et que, selon elle, des organisations criminelles locales complexes en étaient sans doute l'origine[334] » [Traduction]. Les alizais ne faisaient pas confiance au gouvernement

provincial, et cela a été confirmé quand ils ont envoyé une délégation de 40 hommes à Kaboul pour faire valoir leurs préoccupations auprès du Cabinet du président, au lieu de négocier avec Asadullah Khalid[335].

L'opération LUMBAR : Début du combat pour la maîtrise de l'Autoroute 1, en juillet et août 2008

Les insurgés, qui s'étaient regroupés après l'opération de l'Arghandab, ont cherché partout des occasions de faire pression sur les forces coalisées. Les opérations dans l'intérieur du Zharey étaient dans l'impasse, mais l'Autoroute 1 dans ce dernier constituait une cible évidente et vulnérable; par conséquent, les spécialistes des EEI évadés de Sarposa ont été mis à contribution aux côtés des réseaux existants opérant dans le Zharey[336]. Du 4 au 21 juillet, il y a eu 18 embuscades, attaques avec armes légères et EEI entre Asheque et le Maywand, y compris six attaques contre des convois de ravitaillement en cinq jours (voir la figure 3-14). L'Autoroute 1 a commencé à ressembler à l'itinéraire FOSTERS. La situation « a entravé la liberté de mouvement des véhicules commerciaux et [des forces coalisées], en particulier le réapprovisionnement des éléments [de la coalition] » [Traduction]. En l'occurrence, cela a donc touché tout endroit situé à l'ouest de Senjaray qui avait besoin d'être ravitaillé par voie de terre, y compris la province d'Helmand[337]. En outre, comme le 2-2 Infanterie allait bientôt se déployer dans le district de Maywand, il important de réduire le nombre d'attaques à l'EEI le long de cette route.

L'Op LUMBAR a été conçue pour remédier au problème de l'Autoroute 1. Du 21 au 24 juillet, la FO Kandahar a réévalué la situation et, en travaillant par l'intermédiaire de l'ELMO, elle a essayé d'élaborer une solution canado-afghane. Des ratissages réguliers de l'Autoroute 1 et des fouilles irrégulières de points vitaux et de ponceaux pour y découvrir des EEI éventuels ont exigé une forte intensité de main-d'œuvre, et il n'a pas été clair s'il y avait assez d'agents de police dans le Zharey pour exécuter la tâche. Tout comme l'Armée afghane, ils n'avaient pas de véhicules blindés. Il fallait trouver un moyen d'établir un plan de patrouille pour la police et l'Armée par l'intermédiaire du Centre interarmées de coordination de district, si possible.

En fin de compte, l'Op LUMBAR a comporté plusieurs éléments. La PNAOC et la Police afghane en uniforme se sont occupées des points de contrôle clés. Les sapeurs de combat canadiens ont aussi effectué des patrouilles sur la route. Des hélicoptères OH-58D des Banshees ont fourni une couverture aérienne à toutes ces forces et aux convois qui passaient par le secteur. Parallèlement, les sapeurs canadiens ont amélioré les positions de la PNAOC sur l'Autoroute 1, à Asheque. Enfin, la Compagnie C a élaboré un plan de patrouille pour le secteur situé au sud de la BP Wilson, tandis que des éléments des forces d'opérations spéciales sont arrivés de nuit pour assurer une surveillance secrète. (Voir la figure 3-15)

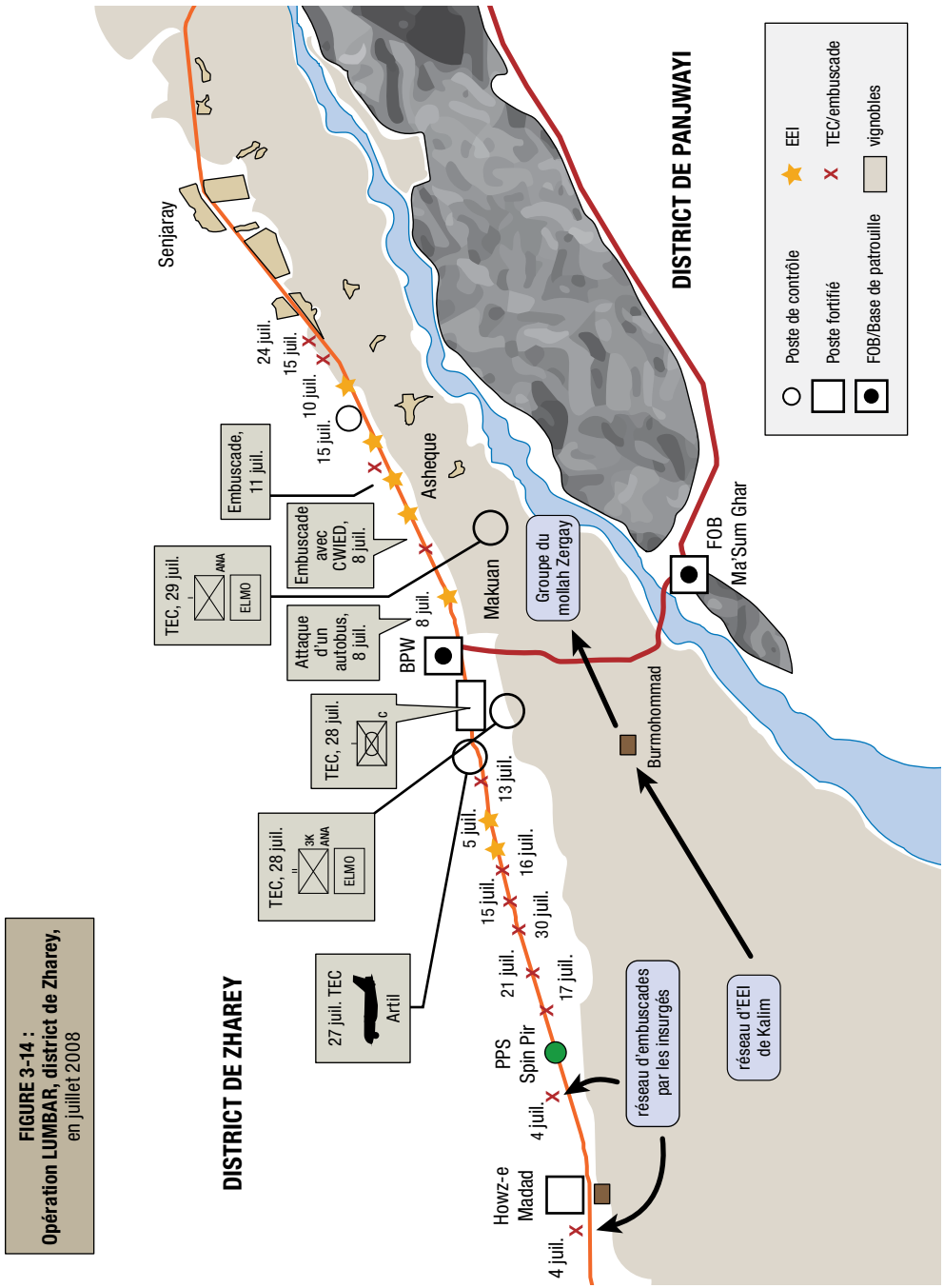


Figure 3-14 : Opération LUMBAR, district de Zharey en juillet 2008

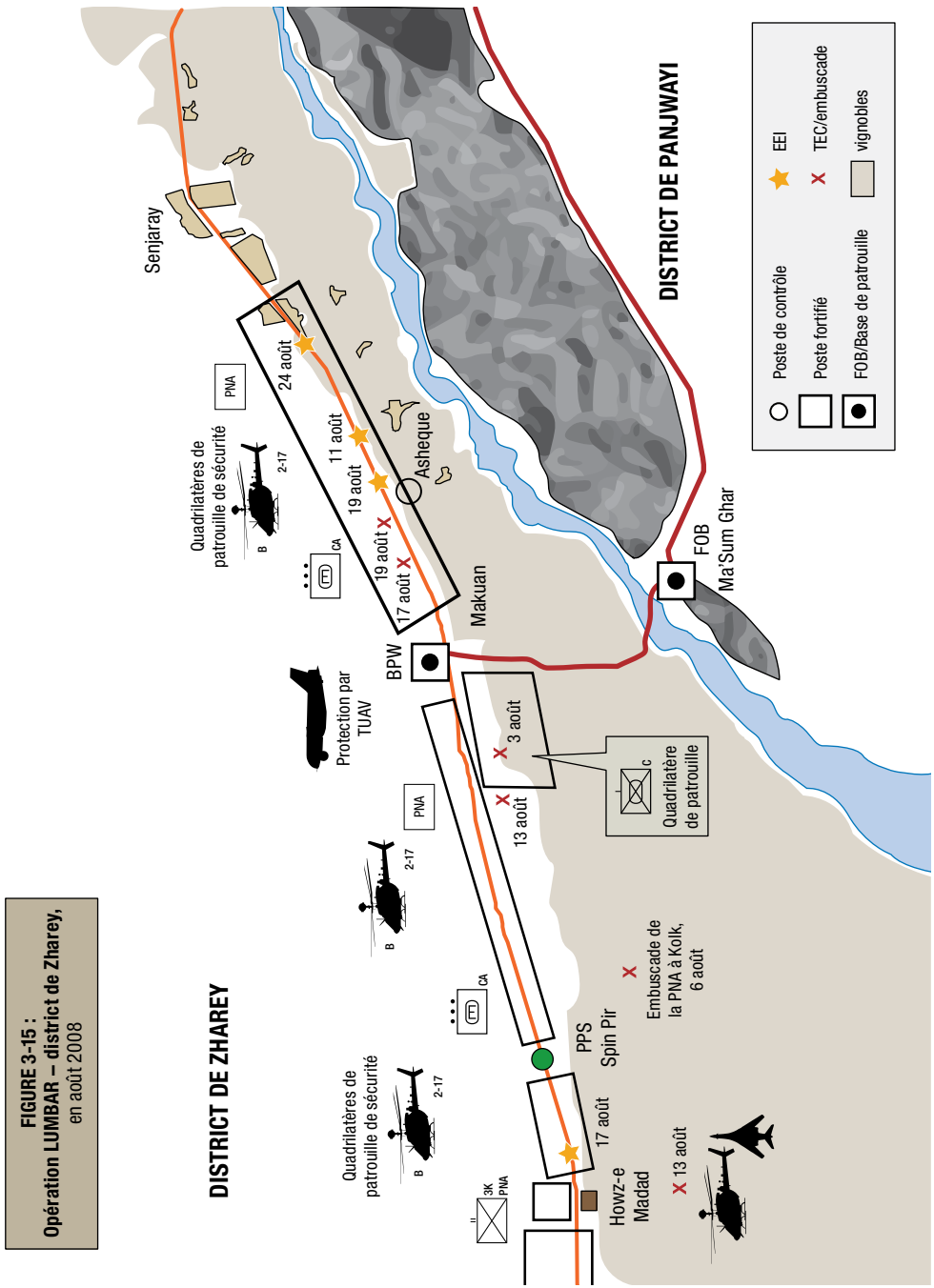


Figure 3-15 : Opération LUMBAR, district de Zharey, en août 2008

Entre le 27 juillet et le 24 août, il n'y a eu que quatre attaques à l'EEI contre la circulation des véhicules sur l'Autoroute 1 dans la zone où avait lieu l'Op LUMBAR et il n'y a eu aucune embuscade. Aucune de ces attaques n'a visé les convois de ravitaillement[338]. Cependant, l'ennemi s'est manifesté plusieurs fois. Tout d'abord, le 27 juillet, un TUAV Sperwer a repéré une équipe embusquée qui a ensuite été prise à partie par les obusiers M-777 de l'artillerie. Le lendemain, des troupes afghanes et l'ELMO ont attaqué l'ennemi au sud de l'Autoroute 1, pendant que la Compagnie C faisait de même. Les canons de 25 mm des VBL III, l'artillerie et des éléments d'appui aérien rapproché ont tué environ huit insurgés. Deux compagnies afghanes et leurs mentors de l'ELMO ont exécuté une opération improvisée de bouclage et de fouille dans Asheque après que deux agents de police ont été enlevés et emmenés à Makuan. À cet endroit, une force ennemie armée de mortiers a déclenché contre eux une escarmouche et une fusillade qui a duré près de deux heures. Les contrôleurs aériens avancés ont pu diriger des éléments d'appui aérien rapproché et des tirs d'artillerie sur l'ennemi, et les Canadiens et les Afghans se sont repliés. Le village de Makuan est resté un point chaud, et l'on a craint que les habitants de l'endroit aient des griefs contre la police et qu'ils se soient adressés aux talibans pour obtenir un jugement[339].

Les mesures prises pendant l'Op LUMBAR ont continué de produire des contacts avec l'ennemi, et elle a donc été prolongée jusqu'à la mi-août. Les patrouilles de la Compagnie C, au sud de la BP Wilson ont suscité deux contacts d'envergure qui ont nécessité l'intervention de l'artillerie et d'éléments d'appui aérien rapproché, tandis que la police et l'Armée afghanes ont pris part à deux grands contacts à l'est de la base de patrouille susmentionnée, le long de l'Autoroute 1. Dans tous les cas, l'ennemi a subi des pertes, mais non la coalition. Les talibans, qui cherchaient délibérément à abattre un hélicoptère de la coalition avec une équipe spécialisée, ont tendu une embuscade aux appareils OH-58D des Banshees. Il y a eu deux attaques de ce genre. Les Banshees ont donc attiré l'ennemi dans un piège et ont ensuite largué des bombes d'un avion B-1B sur la force talibane embusquée, au sud d'Howz-e Madad, le 13 août : toutes les équipes ennemies munies de mitrailleuses lourdes ont été supprimées. Six jours plus tard, une équipe de poseurs d'EEI a été repérée de nuit par la Compagnie C et par des forces d'opérations spéciales. Cette équipe a été prise à partie avec des bombes et des missiles jusqu'à son anéantissement[340].

L'Op LUMBAR a été fructueuse en ce sens qu'elle a aidé la FO Kandahar et le CR (Sud) à reprendre l'initiative et à regagner leur liberté de mouvement sur l'Autoroute 1. Cependant, ce n'était là qu'un état temporaire, et il a fallu d'autres opérations pour renforcer ces gains.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet et août 2008

À la fin de juin, Haji Baran avait réclamé une aide dans le Panjwayi oriental, et sa demande a été exaucée au début de juillet. L'analyse a révélé que la localité de Salavat était un nœud qui, s'il était agité, était susceptible de stimuler l'activité ennemie et d'aider à définir la menace. Le CR (Sud) a fait venir une compagnie de parachutistes britanniques du Groupement tactique régional (Sud) pour exécuter l'Op SOTAK [Marteau de forgeron]. Ce fut une opération simple : un quadrilatère opérationnel a été dressé autour de Salavat. Pour cela, la Compagnie C a établi une position d'arrêt le long du tronçon est de l'itinéraire FOSTERS, des TUAV ont couvert l'itinéraire LAKE EFFECT, et une compagnie de l'Armée afghane, des agents de police et un peloton de reco fourni par le groupement tactique se sont déployés à l'ouest. Le matin du 1er juillet, des hélicoptères (datant de la même époque que les Sea King canadiens) ont exécuté un assaut aérien en déposant la 3e Compagnie de parachutistes accompagnée par la police afghane, l'ELMOP canadienne et du personnel de la Direction nationale de la sécurité dans les zones d'atterrissage au sud-est de la localité. Au Centre des opérations tactiques du groupement tactique, l'état-major a ordonné au pilote d'un MQ-1 Predator de suivre un groupe de quatre insurgés qui cherchaient à fuir. Un missile Hellfire a fondu sur eux, et un hélicoptère OH-58D arrivé sur les lieux s'est occupé des survivants. Des tirs sporadiques ont ciblé une équipe du renseignement, mais il n'y a pas eu d'autres contacts avec l'ennemi. L'exploitation des enceintes dans Salavat a mis au jour la présence d'une fabrique d'EEI et d'une infirmerie, mais il ne s'y trouvait aucun insurgé[341].

Le Bgén Thompson a décidé au début de juillet que le moment était venu d'amorcer l'Op HUNDA [Loup], c'est-à-dire la mise en place du quadrilatère de stabilisation de Sperwan. Des patrouilles préliminaires exécutées par la Compagnie B, l'Armée afghane et les mentors pendant la première semaine du mois ont aidé à mieux définir le secteur. L'Op LEWE a interrompu ce processus. À la fin de juillet, plusieurs habitants de Sperwan connus comme étant des combattants talibans se sont présentés au chef de district en demandant de réintégrer la société afghane. C'était là un signe positif[342]. D'un autre côté, les équipes de la COCIM ont conclu qu'il « était troublant de voir que les villageois se percevaient comme de simples spectateurs et non comme étant concernés par le conflit. Ils semblent surtout se préoccuper de rester neutres et de ne pas attirer les tirs des talibans ou ceux de la FIAS et des FSNA[343] » [Traduction]. La FO Kandahar et le groupement tactique se sont alors intéressés à l'établissement d'un poste de police à Sperwan. Le problème, c'était le manque chronique d'agents de police. La priorité ayant été accordée à la ville de Kandahar après l'évasion de Sarposa, 30 policiers formés ont été retirés du Panjwayi et envoyés dans la capitale provinciale. Cela a considérablement réduit le nombre de patrouilles dans le

Panjwayi oriental. L'ELMOP et la CIVPOL faisaient tout ce qu'elles pouvaient, mais les chiffres ne mentaient tout simplement pas. Quand les insurgés ont organisé une attaque depuis Salavat contre le poste de contrôle de Salehan, les autres agents de police du district ont refusé de quitter leurs postes. Les autorités supérieures de Kandahar ont dit au chef de police qu'il était autorisé à recruter 75 agents locaux, mais que ceux-ci n'auraient aucune formation. Malgré toutes les tentatives de perfectionnement ciblé par district, le Panjwayi était maintenant revenu à la case départ en ce qui concernait les services de police[344].

Du côté de l'EGC-1, le projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS s'est arrêté. Le matériel nécessaire à la construction de la route avec une main-d'œuvre manuelle n'était pas arrivé, et beaucoup d'actes d'intimidation ciblaient les ouvriers. Haji Baran « maintenait catégoriquement qu'il fallait poursuivre les travaux avec des équipements lourds et les terminer aussi vite que possible pour empêcher que les EEI ne fassent d'autres blessés ou morts […] De nombreux habitants de l'endroit déclaraient ouvertement que, comme des fonds considérables avaient été affectés au projet sans produire grands résultats, les chefs locaux et les représentants de la choura volaient sûrement l'argent et que, pour les mêmes raisons, les Canadiens étaient corrompus […][345] » [Traduction].

Parallèlement, l'Op KORBA a été organisée pour conjuguer les opérations locales des avant-postes de combat; cette opération a été répétée trois fois en juillet et août. Le combat tactique en profondeur a aussi été superposé à l'opération[346]. La Compagnie B n'avait aucune capacité de manœuvre. Des pelotons dont l'effectif était incomplet occupaient les avant-postes de combat : le nombre de soldats était réduit à cause du plan de congé. Le Maj Mike Lane pouvait faire appel au Maj Chris Adams et à l'Escadron B pour constituer une FRR au besoin, mais en raison de la menace des EEI, il fallait mener alors de grandes opérations délibérées[347].

Les patrouilles d'infanterie sont sorties des avant-postes de combat de Talukan, de Zangabad et d'Haji dans la chaleur estivale. Les pelotons ont eu des contacts avec l'ennemi tous les jours pendant tout un mois dans les secteurs des avant-postes et dans les environs, le long de l'itinéraire FOSTERS; les contacts ont été tellement nombreux qu'il n'est pas possible de les décrire tous ici[348]. Dans un cas, un hélicoptère Mi-17 d'appui contractuel au transport aérien de la FIAS a essuyé des tirs et a largué sa charge de ravitaillements sous élingue, au sud de l'avant-poste de combat de Zangabad. Une section canadienne s'est chargée d'assurer la surveillance supérieure, tandis qu'une autre manœuvrait pour se rendre jusqu'à la charge. L'ennemi a mis fin à son embuscade et est parti à la poursuite de la section de surveillance. Dans sa course, il a traversé devant la section en train de manœuvrer, et une fusillade a éclaté. Tout le village a semblé faire feu sur le peloton canadien, et d'autres combattants sont arrivés nombreux pour attaquer le flanc des Canadiens et leur couper la route. L'appui de l'artillerie leur ayant été refusé et alors qu'ils essuyaient des tirs provenant

de six directions différentes et que le chemin menant à l'avant-poste était sur le point de leur être interdit, les membres du peloton ont exécuté un repli au combat sur une distance de presque deux kilomètres. Pendant qu'ils étaient poursuivis, l'ennemi a intensifié le combat avec encore plus de combattants et il s'est déplacé pour bloquer la route au peloton qui se retirait vers l'avant-poste; cela a obligé le peloton du Lt McMichael à se retrancher à l'intersection. Deux hélicoptères OH-58D Warrior sont arrivés sur les lieux et ont commencé à vider leurs mitrailleuses de calibre .50 et leurs nacelles de roquettes sur l'ennemi, qui s'est dispersé. Le Lcol Corbould a appelé le Lt McMichael pour lui ordonner de ne pas retourner dans la mêlée[349]. C'est là un exemple d'un échange de feux parmi plusieurs qui ont eu lieu dans la Corne du Panjwayi pendant cette période.

Les populations locales continuaient d'être intimidées, et la coalition disposait de peu d'incitatifs pour influer sur elles dans le sens contraire. L'ennemi s'est mis à poser des mines anti-personnel et des EEI afin de limiter les zones d'influence des patrouilles et il a à l'occasion tendu des embuscades. Au cours de ces opérations en juillet, le Sdt Colin Wilmott, un assistant médical de la 1re Ambulance de campagne, et le Cpl James Arnal, un membre de la Compagnie B, ont été tués lors de l'explosion de deux mines distinctes.

Au cours d'un autre contact avec l'ennemi, le Cpl Tyler Myroniuk et l'Adj Robin Crane étaient en patrouille avec des troupes afghanes opérant au sud-est de l'avant-poste de combat d'Haji, le 4 août, quand ils sont tombés dans une embuscade. Quatre des leurs étant blessés, les Afghans et les Canadiens ont adopté un dispositif défensif tous azimuts et ont demandé un appui aérien rapproché. Bien qu'ayant marqué la cible avec un hélicoptère M-72, ce dernier n'a pas pu identifier catégoriquement l'ennemi qu'il n'a donc pas pu attaquer. Les forces ennemies, qui comprenaient alors 30 insurgés, ont intensifié leur attaque. Myroniuk et Crane, dont les munitions s'épuisaient et qui en étaient réduits à lancer des grenades, ont finalement pu demander l'intervention des obusiers M-777, rompre le contact et se replier avec les blessés jusqu'à la BP de Sperwan Ghar. Leurs actions ont valu aux deux hommes d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

Le 12 août, l'ennemi a déclenché une attaque coordonnée contre l'avant-poste de combat d'Haji. Une volée de GPF a détruit la tour d'observation, et des tirs nourris ont été dirigés contre la position. Comme une tempête de poussière approchait, un TUAV Sperwer a été lancé pour permettre à l'équipe du Centre des opérations tactiques du groupement tactique d'« observer » la situation. Un avion B-1B survolait le secteur et attendait les « signaux » du Maj Hamel. Deux paires de bombes guidées ont été larguées sur des groupes distincts d'insurgés qui faisaient feu sur l'avant-poste d'Haji. Après l'explosion de la deuxième paire, les tirs ennemis ont cessé. L'évaluation des dommages de combat a révélé que dix ennemis avaient été tués. Malheureusement, le Cplc Erin Doyle a été tué au cours de l'assaut initial contre la position[350].

Dans l'ensemble, les Canadiens avaient beaucoup de mal dans le Panjwayi à progresser en ce qui concernait la police, la gouvernance, le développement et la reconstruction. Tout le processus était embourbé dans la concurrence que se livraient le groupe Dastagiri, d'une part, et Haji Baran et ses partisans, d'autre part, pour contrôler l'adjudication des contrats et la distribution de l'aide humanitaire dans le district. Baran prétendait que le système des assemblées de développement et des conseils de développement communautaires du district était totalement sous la férule du groupe Dastagiri, tandis que d'autres affirmaient que Baran profitait financièrement du projet d'asphaltage de l'itinéraire FOSTERS en percevant des droits auprès des ouvriers. Selon certains, les deux entités vendaient dans les bazars l'aide humanitaire fournie par l'ONU. Baran prétendait que le groupe Dastagiri attendait tout simplement la fin de la rotation en cours pour permettre aux membres de la choura qu'il contrôlait de revenir assister aux réunions dans le district. Le groupe en question soutenait plutôt qu'il boycottait les réunions à cause de la corruption de Baran. Quand l'équipe de la COCIM parlait aux gens ordinaires, elle se faisait dire « que les membres de la choura étaient tous corrompus et qu'il ne servait à rien de s'adresser à eux pour régler les problèmes » [Traduction]. Cela avait pour effet d'ouvrir la porte aux talibans et à son tribunal naissant qui, dans le secteur de Zangabad, promettait de régler les différends promptement[351].

En deux mots, la légitimité du gouvernement dans le Panjwayi était tellement compromise que le développement y était impossible. Sans développement concret, l'étape « Construire » était exclue et, de toute façon, le district n'était pas « dégagé ». Les troupes canadiennes et afghanes et la police tenaient essentiellement la ligne dans des endroits isolés un peu partout dans le district et elles attendaient que les instances chargées du portefeuille de la gouvernance prennent la situation en main et la tirent au clair. Malheureusement pour ceux qui combattaient dans le Panjwayi, les instances en question étaient préoccupées par des projets tels que celui du barrage de Dahla et la nouvelle priorité qu'était la ville de Kandahar.

La bataille du poste fortifié de Mushan, de juin à août 2008

Une fois prise la décision d'abandonner l'avant-poste de combat de Talukan, le poste fortifié de Mushan s'est trouvé plus ou moins encerclé. Le seul moyen de le ravitailler était d'y envoyer un convoi terrestre, dirigé par les chars Leopard de l'Escadron B, ou par largage de conteneurs depuis un avion de transport C-130 Hercules. Le service d'appui contractuel par hélicoptère a refusé d'aller n'importe où à proximité des positions situées sur l'itinéraire FOSTERS. Parallèlement, des comptes rendus du renseignement précisaient que la présence du poste fortifié de Mushan nuisait à la liberté de mouvement de l'ennemi non seulement dans le bazar et ses environs, mais aussi dans toute la Corne du Panjwayi et dans le Zharey[352]. (Voir la figure 3-16)

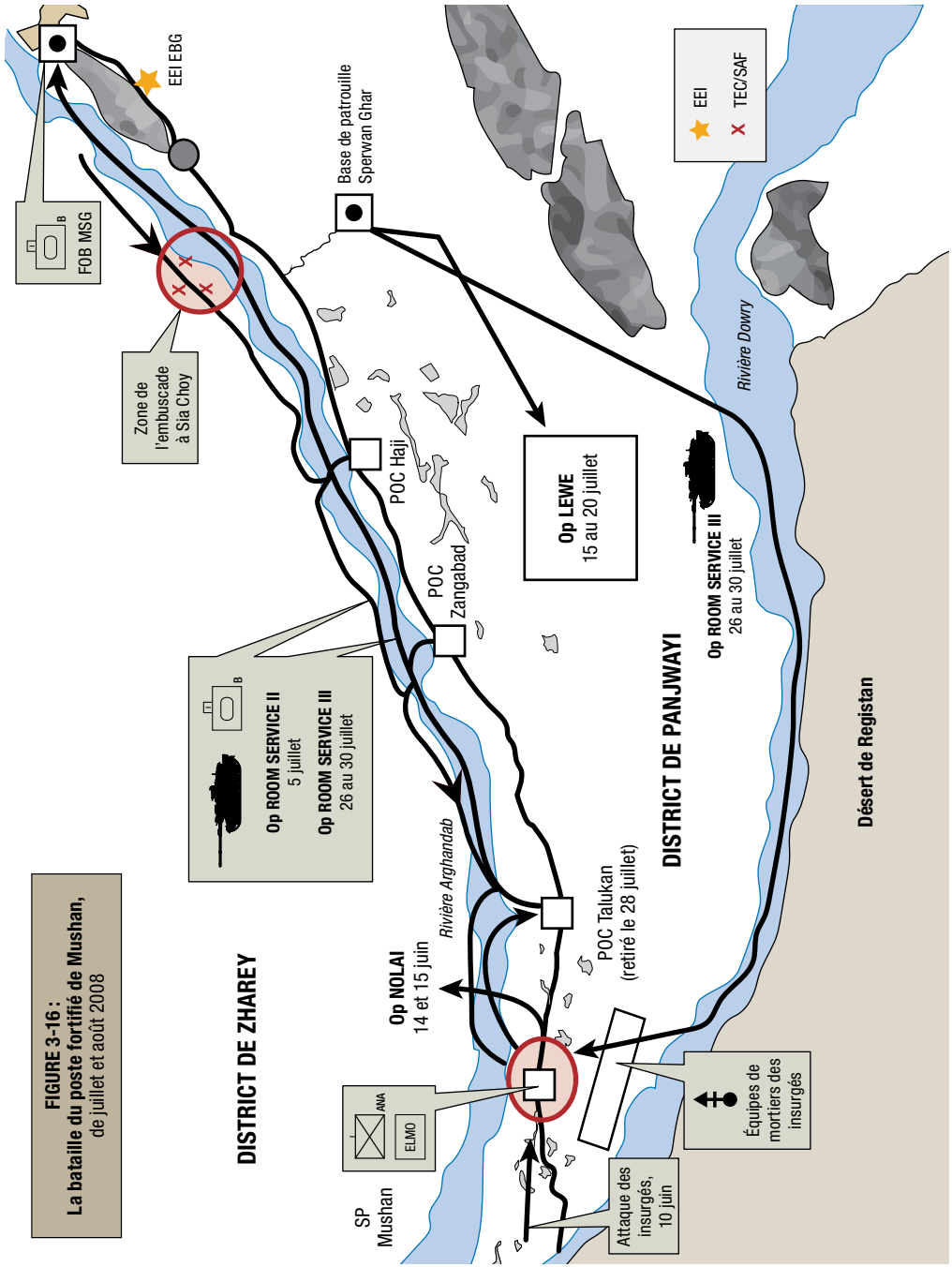


Figure 3-16 : La bataille du poste fortifié de Mushan, juillet et août 2008

Dans le cadre de l'Op TOORAH AZADI II, d'autres forces coalisées sont intervenues à Mushan. Les patrouilles se sont déployées et sont tombées dans des embuscades complexes, y compris une embuscade à trois volets de laquelle l'ELMO et l'infanterie afghane se sont extirpées, le 31 mai, avec l'aide des obusiers M-777 de la Batterie B, à Sperwan Ghar. Au début de juin, presque chaque patrouille qui partait du poste fortifié de Mushan était prise à partie par l'ennemi. Des mortiers ont aussi été utilisés contre la position, à l'occasion. En revanche, ces patrouilles ont établi des rapports avec les habitants de Mushan et y ont suscité beaucoup de bonne volonté, à telle enseigne que les ressources ISTAR ont intercepté des messages de l'ennemi qui disait craindre que la population ne soit en train de se ranger du côté du gouvernement.

Le 10 juin, les insurgés ont attaqué vigoureusement la 1re Compagnie afghane et les mentors canadiens tandis qu'ils sortaient pour aller protéger le bazar. Trois groupes ennemis ont convergé sur le bazar de Mushan et le poste fortifié et ont pris à partie deux patrouilles de la taille d'un peloton avec des tirs d'armes légères, et le poste fortifié, avec des tirs de canons de 82 mm. Les troupes afghanes et les mentors canadiens ont riposté, demandé l'intervention de deux avions F-15 et communiqué avec la Batterie B. Un TUAV Sperwer s'est joint à ces ressources et a pisté les mouvements ennemis. L'Adj John McNabb, qui n'avait aucune formation à titre de contrôleur aérien avancé, a pu communiquer avec les F-15 qui ont ensuite bombardé les positions des insurgés. Pendant que l'ennemi battait en retraite, il a été pris à partie par des tirs d'artillerie de 155 mm en terrain ouvert. Les patrouilles afghanes ont plus tard découvert des restes humains de 15 insurgés qui s'étaient cachés dans des ponceaux.

Le poste fortifié de Mushan a joué un rôle dans l'Op NOLAI (voir ci-dessus), les 14 et 15 juin, en envoyant des pelotons au nord de la rivière Arghandab et en prenant part à plusieurs fusillades. Les talibans ont riposté le 27 juin. Au cours des trois jours suivants, le poste fortifié de Mushan et ses défenseurs ont essuyé des tirs nourris d'armes légères et subi des bombardements au mortier. Les troupes afghanes ont déplacé leurs véhicules Ford Ranger munis de mitrailleuses jusqu'aux positions d'attente et ont fait feu sur l'ennemi jusqu'à ce que les tubes de leurs armes soient près de surchauffer. Les mentors canadiens ont mis en batterie leurs canons Carl Gustav de 84 mm et dirigé vers l'ennemi des projectiles à propulsion assistée. Un mortier taliban a finalement atteint le mortier afghan de 60 mm et en a blessé gravement le servant.

L'Escadron B est arrivé le 5 juillet pendant l'Op ROOM SERVICE II. L'équipe de combat a quitté Ma'Sum Ghar le 5 juillet et a immédiatement été prise à partie depuis la rive nord de l'Arghandab, près de Sia Choy. La Compagnie B s'est servi des canons de 25 mm de ses VBL III pour supprimer trois insurgés. Une chenille d'un char Leopard s'est brisée, ce qui a nécessité une longue halte pour la réparer. Une force ennemie a attaqué

Source : MDN AR2009-Z051-06

Des troupes afghanes et un convoi de ravitaillement canadien en contact avec l'ennemi pendant l'opération ROOM SERVICE menée dans le lit de la rivière Arghandab en direction des postes fortifiés de Talukan et de Mushan, qu'occupaient les troupes afghanes et des membres de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel canadienne.

la colonne et s'est repliée en recourant à des « tirs à la dérobée », mais un TUAV Sperwer l'a pistée, et des obusiers M-777 ont fait feu sur elle. À 0914, l'équipe de combat a pénétré dans Zangabad pendant qu'elle luttait contre des équipes ennemies qui faisaient feu avec des GPF et des armes légères depuis une enceinte fortifiée. Pendant que des hélicoptères OH-58D cherchaient à repérer les fuyards tentant de s'échapper, un EBG Badger et un char Leopard 2A6M ont enfoncé le mur du complexe, et un peloton de la Compagnie B a dégagé l'enceinte[353]. Il n'y a eu aucun contact à l'avant-poste de combat de Talukan et, après s'être ravitaillée, l'équipe de combat s'est dirigée vers Mushan, où un hélicoptère OH-58D a attaqué et tué quatre insurgés pendant que la colonne se mettait en laager. Alors que la 2e Compagnie et l'Escadron B faisaient une percée depuis la rivière, ils ont été accueillis par des tirs de mortier de 82 mm. La relève sur position et le ravitaillement se sont faits sous le feu ennemi. La compagnie afghane et les mentors canadiens ont effectué une série de patrouilles dans le bazar et ont pris un certain nombre d'insurgés. Il s'est avéré que l'un d'eux était un spécialiste des mortiers. Les deux EBG Badger ont dû être réparés avant que la colonne quitte Mushan le 7 juillet et retourne vers l'avant-poste de combat de

Zangabad. L'Escadron B et la 1re Compagnie sont retournés à Ma'Sum Ghar, mais ils ont été attaqués par des insurgés pendant tout le trajet parcouru dans le Zharey. Les canons de 120 mm des chars Leopard 2A6M n'ont fait qu'une bouchée des équipes munies de GPF, pendant que les Afghans débarquaient et combattaient le long du lit de la rivière. Finalement, les tirs ont diminué, et l'équipe de combat est arrivée à la FOB Ma'Sum Ghar[354].

Les nouveaux occupants du poste fortifié de Mushan ont fait des patrouilles jusque dans le bazar, mais ils se sont heurtés à des insurgés chaque fois qu'ils se sont manifestés. Pendant le mois de juillet, il y a eu 14 contacts différents avec l'ennemi qui se servaient alors d'armes légères, de GPF et de mortiers, surtout dirigés vers le poste fortifié et ses défenseurs. Lors d'un de ces engagements, le Capt Slade Lerch a dirigé les tirs de mitrailleuses de calibre .50 et fourni des données de tir rectifiées à l'Adjum Rod Dearing et aux servants de ses mortiers de 60 mm, pendant que le Cplc John Prior faisait feu des canons de 25 mm de son VBL II et utilisait les données de tir que lui communiquait le Cplc Todd Woods depuis une tour. Au cours de ce combat, un autre spécialiste taliban des mortiers a été tué. De multiples soldats afghans ont été blessés, et ils ont été évacués par des hélicoptères UH-60 protégés par des OH-58D des Banshees.

Le poste fortifié de Mushan a continué de tenir. L'Escadron B et la Compagnie B ont exécuté l'Op LEWE [Gros chien] du 15 au 20 juillet dans les localités du secteur de Zangabad, au sud de l'avant-poste de combat. Il y avait de multiples objectifs. La stratégie consistait à faire entrer en action le système de pré-alerte ennemi et à l'amener à se concentrer sur les mouvements de l'Op LEWE, de manière que les ressources ISTAR pussent recueillir des renseignements pour aider les forces à se préparer en vue des opérations ultérieures qui concerneraient la fermeture de l'avant-poste de Talukan et le ravitaillement de Mushan. Parallèlement, il fallait réduire la pression que l'ennemi exerçait sur le poste fortifié de Mushan. Les forces sont sorties avec l'intention d'être visibles; les chars ont circulé sur le terrain au-delà de Sperwan Ghar et ont effectué des tirs d'évaluation, pendant que la Compagnie B exécutait des patrouilles soudaines dans les localités susmentionnées. Les pelotons de la Compagnie B ont essuyé des « tirs à la dérobée » sporadiques, mais personne n'a été blessé. Les UAV MQ-1 Predator n'ont pas pu faire feu sur l'ennemi à cause du terrain fermé et de la proximité des forces amies au sol[355].

À la fin de juillet, l'équipe de combat de l'Escadron B a repris l'Op ROOM SERVICE III[356], et la 1re Compagnie est venue remplacer la 2e Compagnie. Un EBG Badger a heurté un EEI à moins de 500 mètres de la FOB Ma'Sum Ghar. Quand la colonne s'est dirigée au sud de Sperwan Ghar vers la rivière Dori, le VSBL et les véhicules RG-31 se sont enlisés dans les rivages sablonneux, et les chars Leopard ont dû les remorquer. Le moteur d'un char, poussé à l'extrême, a pris feu, ce qui a mis le véhicule hors combat. Il a fallu presque toute la journée pour parvenir à Mushan[357].

La force s'est mise en laager et a ravitaillé le poste fortifié pendant que les sapeurs de combat y apportaient des améliorations défensives et y ajoutaient une hélisurface. Alors que les chars Leopard étaient en laager, ils ont été atteints par des tirs de mortier. Des UAV ont repéré les positions des mortiers : l'équipage d'un UAV a réussi à supprimer une équipe ennemie avec des tirs de 120 mm exécutés par les chars, pendant que des avions F-18 du Corps des Marines des États-Unis prenaient à partie et détruisaient les groupes ennemis que les tirs directs ne pouvaient pas atteindre. L'Escadron B s'est retiré le 28 juillet et s'est dirigé vers Talukan. À son arrivée, les forces présentes dans la brèche ont été attaquées par des tirs nourris d'armes légères et de GPF, et les chars Leopard ont fait feu sur les positions ennemies avec leurs canons de 120 mm. À 13 h, les véhicules Badger ont eu vite fait de niveler l'avant-poste de Talukan, et la force s'est alors dirigée vers les avant-postes de combat de Zangabad et d'Haji, où elle a de nouveau essuyé des tirs de mortier. Une fois le ravitaillement terminé, l'Escadron B est tombé dans une embuscade à Sia Choy, et les insurgés ont fait feu de toutes les armes à leur disposition. Ils se sont concentrés sur les véhicules Ford Ranger des Afghans et sur les véhicules de la COIC avec des canons sans recul de 82 mm, et ils ont mis un véhicule Husky anti-EEI hors de combat. Des tirs de canons de 120 mm et de 105 mm ont fait fuir l'ennemi, et la force est arrivée à la FOB Ma'Sum Ghar plus tard ce jour-là[358].

Les patrouilles menées depuis le poste fortifié de Mushan ont continué, car les troupes afghanes et les mentors canadiens protégeaient le bazar et sa population. Il était clair que les insurgés étaient de plus en plus dérangés par la présence de ce poste fortifié. Ils l'ont attaqué avec leurs maigres ressources, telles que des équipes armées de mortiers, mais ils ont perdu beaucoup de combattants, ce faisant. L'Escadron B ne perdait plus de véhicules à cause des EEI, car il évitait l'itinéraire FOSTERS pour ravitailler Mushan. La population commençait à favoriser le gouvernement. Par conséquent, l'ennemi a envoyé une délégation d'« anciens » à Bazaar-e Panjwayi pour convaincre Haji Baran de faire enlever le poste fortifié. Cette ruse a échoué, et les tirs de mortier ont recommencé.

Cependant, le poste fortifié a reçu un radar anti-mortier léger au cours de l'Op ROOM SERVICE III. Il a été utilisé avantageusement. Les données recueillies avec ce système ont été transmises à la Batterie B, à la FOB Sperwan Ghar, et l'ennemi a commencé à perdre ses mortiers sous les tirs d'artillerie. La situation est devenue si désastreuse que les insurgés ont chargé de jeunes non-combattants de déposer les obus dans les tubes des mortiers après que le spécialiste de ces armes les ont installées et orientées, avant de quitter le secteur. Après un certain temps, les talibans ont cessé de déployer des équipes avec mortiers au sud de la rivière Arghandab.

La fin de l'été venue, le poste fortifié de Mushan était toujours solidement entre les mains des forces afghanes et canadiennes, qui ont continué d'approfondir leur relation avec la population de la localité. Les tentatives que l'ennemi a faites pour obliger les forces coalisées à abandonner cette position complètement ont échoué, et il a dépensé des ressources considérables pour ce faire. Ces ressources n'ont pas pu être appliquées contre les quadrilatères de stabilisation JUNO et de Sperwan. La question qui se posait alors à la FO Kandahar était celle de savoir quoi faire de Mushan. L'opération de perturbation avait été fructueuse, mais l'attention des équipes de COCIM était maintenant nécessaire, et il fallait y consacrer des ressources de développement. Ces ressources pouvaient-elles être fournies sans l'existence d'une route de ravitaillement défendable? En outre, maintenant que l'ERP mettait l'accent sur la ville de Kandahar et le barrage de Dahla, était-il vraiment possible de renforcer le succès remporté à Mushan? Il n'a été possible de répondre à ces questions qu'à l'automne de 2008, quand la FO Kandahar a fait une pause pour réévaluer l'ensemble de la situation.

Les « Ramrods » en renfort : le 2-2 Infanterie, en août 2008

Les délibérations des autorités étasuniennes dans la foulée des sommets de l'OTAN et de la parution du Rapport Manley ont abouti à la décision de déployer un bataillon d'infanterie sous le commandement de la FOI Afghanistan. L'unité choisie a été le 2e Bataillon du 2e Régiment d'infanterie (le 2-2 Infanterie), commandé par le Lcol Dan Hurlbut (É.-U.). Les « Ramrods » – un bataillon d'infanterie légère – sont arrivés à l'aérodrome de Kandahar à la fin de juillet avec un minimum d'équipement. La brigade d'appartenance du bataillon travaillait dans le territoire du CR (Sud), mais, comme le disait un officier du 2-2 Infanterie « [mon] bataillon est rendu orphelin par son propre système » [Traduction]. Le bataillon n'a eu droit à aucune réunion préparatoire de la part des bureaux du renseignement et des opérations du quartier général parent. Il n'avait reçu aucune formation sur la façon de conduire les véhicules MRAP et RG-31 ou RG-33 qu'on lui avait donnés et d'utiliser les armes connexes. Il n'avait aucun élément dynamisant : pas de sapeurs, de moyens anti-EEI, d'UAV ou de véhicules logistiques intégrés. En fait, 1 000 soldats étasuniens sont arrivés à l'aérodrome de Kandahar et ont annoncé qu'ils étaient là pour combattre dans la province de Kandahar[359].

Le Lcol Hurlbut et son état-major ont collaboré de près avec la FO Kandahar pour définir une zone d'opérations et préparer leurs troupes. La décision a été prise d'envoyer le 2-2 Infanterie dans le district de Maywand dès que possible. Des cours intensifs de conduite et de tir ont eu lieu au cours des deux premières semaines d'août avec l'aide des Canadiens, pendant que le bataillon s'habituait à la chaleur et à la poussière. Comme ce dernier n'avait pas de munitions défensives, elles lui ont été fournies à même les stocks canadiens.

Source : Auteur

Après la publication du Rapport Manley, qui recommandait le déploiement d'une autre unité de la taille d'un bataillon dans la province de Kandahar, les États-Unis ont accepté d'y envoyer le 2-2 Infanterie sous commandement canadien. Ici, la photo montre les membres de ce bataillon qui se familiarisent avec leurs véhicules RG-33, avant de se rendre dans le district de Maywand.

Les sapeurs de combat étasuniens et canadiens ont préparé le terrain à l'ouest de Hutal pour le principal campement du 2-2 Infanterie. Le 16 août, trois compagnies d'infanterie et la compagnie de commandement se sont déployées dans un terrain dénudé qui allait plus tard être appelé FOB Ramrod. Cette nuit-là, les troupes étasuniennes ont été accueillies par une pluie de roquettes ennemies[360].

Le déploiement du 2-2 Infanterie dans le Maywand a réglé divers problèmes de la FO Kandahar et du CR (Sud). Ils allaient pouvoir mettre fin à l'interminable nécessité de prendre des « mesures temporaires de nettoyage » dans ce secteur et, avec une présence renforcée durable, l'itinéraire de Band-e-Timor emprunté par les insurgés allait être plus facile à perturber, avec des répercussions dans les districts de Zharey et de Panjwayi. Tout ce qui pouvait enrayer le dispositif ennemi dans ces districts était utile. Parallèlement, de multiples attaques à l'EEI avaient lieu le long de l'Autoroute 1, voie commerciale primordiale menant à Herat et principal axe de desserte de l'Helmand. Était-ce dû à la présence accrue du 2-2 Infanterie, ou à la résurgence de l'ennemi dans le district? Seul le temps permettrait de le savoir. Par ailleurs, le 2-2 Infanterie n'était pas encore tout à fait opérationnel dans le Maywand.

L'opération TARGAK : la situation se détériore dans l'Arghandab, en juillet et août 2008

Les commandants talibans dans l'Arghandab et le Khakrez, nommément le mollah Mahmood et le mollah Shakur respectivement, avaient un problème. Mahmood se remettait des échecs subis pendant l'Op DAOR BUKHOU quand il a décidé d'infiltrer l'Arghandab, en prévision d'une autre incursion. Il voulait l'appui de Shakur, mais celui-ci hésitait. À ce stade-là, les troupes de l'escadron de reco du Maj Boivin opéraient depuis la FOB Frontenac et avaient un poste de commandement au centre de district. Il y avait plusieurs pelotons de l'Armée nationale afghane sans mentors dans les trois positions du district, et la police de l'Arghandab avait recommencé à patrouiller. Par l'intermédiaire des équipes de la COCIM et de la police, on a appris que Shakur avait conclu un marché avec les autorités du district de Khakrez, qui avaient convenu de fermer les yeux sur ses activités. Par la suite, la population du Bas-Shah Wali Kot a été assujettie à des opérations d'information dont le message était le suivant : « Nous nous en venons! » [Traduction] Une patrouille de la police a découvert la première mine anti-char jumelée à un EEI, puis la FOB Frontenac a fait l'objet de deux attaques au mortier. Le CRTS ne savait pas au juste s'il s'agissait d'erreurs de tir ou non, mais il a conclu que l'Arghandab allait être infiltré pendant que l'ennemi essayait de concentrer l'attention des forces coalisées sur le Bas-Shah Wali Kot[361].

Le mollah Mahmood a été identifié catégoriquement par les systèmes ISTAR canadiens et par le CRTS pendant qu'il se rendait du Shah Wali Kot au Khakrez. Comme un UAV MQ-9 Reaper était en poste dans le secteur et qu'aucun civil n'y était présent, le Bgén Thompson a autorisé une frappe de précision avec des missiles Hellfire, et le Mgén Lessard, au CR (Sud), a appuyé sa décision. Cependant, le commandant adjoint de la FIAS a annulé l'attaque et il n'a autorisé que des tirs directs. Après une attente qui a paru interminable, deux avions A-10 sont arrivés et se sont dirigés vers le secteur visé en effectuant des passes de tir contre l'enceinte qui abritait Mahmood et son état-major. Quatre insurgés ont été tués, y compris Mahmood[362].

L'élimination de Mahmood a mis un terme à ce qui aurait sans doute été une reprise des opérations INTIZAAR ZMAREY et DAOR BUKHOU. Les talibans ont dû faire venir de nouveaux chefs du Pakistan, qui ont élaboré une nouvelle approche. Au début d'août, les insurgés ont concocté un plan d'intimidation destiné à cibler des partisans du gouvernement dans l'Arghandab. Les premiers enlèvements ont eu lieu, et sept otages ont été emmenés dans une prison secrète dans le Khakrez et ils y ont été torturés[363]. Les prisonniers ont été libérés et renvoyés dans l'Arghandab pour effrayer la population. Des lettres de nuit sont apparues sur les portes de chaque mosquée du district. Un habitant de l'Arghandab a dit aux Canadiens que « la sécurité dans le district ne pouvait pas s'améliorer désormais parce que de très nombreux dirigeants clés [du district] avaient été tués[364] » [Traduction].

Les talibans se sont concentrés sur les localités du secteur vallonné qui chevauchait trois districts au nord de Jelawur. De très nombreux membres de la confédération des Ghilzais vivaient dans cette localité même, où le soutien pour les insurgés avait des racines de plus en plus profondes. La campagne d'intimidation a facilité l'infiltration des insurgés dans ces endroits.

La situation des FSNA dans l'Arghandab était alarmante. Aucune des sous-unités de l'Armée afghane n'était encadrée, et il semblait exister peu de coordination avec la police de l'Arghandab. La police en tant que telle était assez efficace : elle a intercepté une colonne d'insurgés, a abattu ces derniers et a capturé les survivants en une occasion. L'Armée afghane n'a pas vraiment cherché à établir de postes fortifiés. La réaction apathique des Afghans face à la situation a comporté plusieurs volets : l'élimination progressive du pouvoir alikozai, le congédiement du général Saqib, le bouleversement de la police au niveau provincial et le renvoi imminent du gouverneur Asadullah Khalid.

La FO Kandahar a organisé à la hâte l'Op TARGAK [Tempête]. Elle a duré quatre jours et elle avait pour but d'« amener les FSNA à jouer un rôle plus actif dans la création d'un environnement sûr dans le district d'Arghandab » [Traduction]. Trois entités ont été chargées de la tâche, sans avoir de renseignements sur ce qui se passait dans le district. L'ELMO canadienne a envoyé le Maj Chris Comeau dans un véhicule Bison à Tabin pour qu'il travaille avec la compagnie d'infanterie afghane installée là. L'escadron de reco a accru le nombre de ses patrouilles dans l'Arghandab supérieur et escorté la FO 77 – le peloton des forces d'opérations spéciales lituaniennes – dans le secteur de Tabin. De là, la FO 77 et la compagnie d'Armée afghane ont dressé un rigoureux calendrier de patrouilles nocturnes pour déconcerter les insurgés. L'activité ennemie s'est arrêtée complètement quand la force TARGAK est arrivée[365].

Cependant, après le départ des forces coalisées, les insurgés ont incendié une école à Babur, puis est venue une grande vague de lettres nocturnes. D'autres chefs locaux ont été enlevés, torturés et libérés dans leurs localités respectives. Le 23 août, les postes de contrôle de la police ont subi une attaque directe au cours de laquelle six insurgés et un agent de police ont été tués. À la fin du mois, les premiers EEI ont été découverts sur l'itinéraire OREGON. L'Op TARGAK n'était pas suffisante. Les habitants de l'Arghandab craignaient maintenant pour leur vie la nuit, et le district n'avait pour ainsi dire pas de chefs[366]. La situation dans l'Arghandab nécessitait une approche plus systématique, mais d'où les forces voulues proviendraient-elles?

L'opération ASP-E JANUBI, en août 2008

Les composants mécaniques se détérioraient au barrage vieillissant de Kajaki dans la province d'Helmand, et le lien entre lui et les pannes d'électricité sporadiques dans la ville de Kandahar ont fini par devenir un problème de premier plan pendant toute l'année 2008. L'incapacité du gouvernement afghan de fournir un service de base a eu d'évidents effets psychologiques négatifs, mais la réparation d'un énorme système tel que le barrage de Kajaki au milieu d'une guerre constituait une tâche titanesque. À proprement parler, ce problème ne relevait pas du Canada. Cela dit, l'aérodrome de Kandahar était le principal carrefour logistique pour le CR (Sud), et les lignes de communication entre l'aérodrome et Kajaki passaient par la zone d'opérations de la FO Kandahar. En outre, le CR (Sud) était commandé par un général canadien.

Il a incombé au Mgén Lessard et à son état-major de gérer la sécurité de ce qui a été appelé « opération ASP-E JANUBI ». Officieusement surnommé « Ass Pain Janubi[367] », le plan du CR (Sud) a comporté le transport sûr d'énormes composants d'une turbine de puissance hydraulique depuis l'aérodrome de Kandahar jusqu'à Kajaki, à travers un territoire contesté chevauchant deux provinces différentes et contrôlé par deux forces opérationnelles différentes.

L'ampleur de l'opération correspondait à la taille des composants. Quand ceux-ci sont arrivés de la Chine à l'aérodrome de Kandahar à bord d'un avion de transport AN-124 d'un entrepreneur, ils étaient trop énormes pour être déplacés par hélicoptère lourd jusque dans l'Helmand. Les pièces les plus grosses et les plus lourdes ont été placées dans un camion gros porteur à remorque surbaissée. On a supposé que l'ennemi était au courant de l'importance de la turbine et de son arrivée à l'aérodrome. Il s'agissait maintenant de faire en sorte que le convoi parvienne à Kajaki en toute sécurité. Aux fins de l'opération, il était même interdit de photographie les composants en tant que tels.

Comme nous l'avons mentionné dans le volume I, l'Autoroute 611 menant à Sangin depuis l'Autoroute 1 était un piège mortel à cause des EEI, et il en était ainsi depuis l'époque où les Britanniques s'efforçaient de ravitailler la base d'opérations avancée qui se trouvait là. Des tirs étaient dirigés régulièrement sur le barrage même. Mais alors, dans le district de Zharey, l'Autoroute 1 risquait d'être un véritable stand de tir quand le convoi y passerait. Les planificateurs du CR (Sud) ont finalement coordonné, au niveau des forces opérationnelles, une série d'opérations conçues pour attirer l'ennemi le long des itinéraires avant le passage du convoi qui transporterait la turbine. Une de ces opérations faisant intervenir la FO Kandahar avait pour nom TIMUS PREEM (voir les détails plus loin).

D'autres activités étaient synchronisées avec l'Op ASP-E JANUBI. Les planificateurs savaient en outre que l'ennemi recourrait à ses propres méthodes de coordination en prévision du mouvement du convoi. Par ailleurs, les forces d'opérations spéciales étaient capables de

s'en prendre aux chefs des cellules et groupes ennemis et de les supprimer, après avoir reçu des informations à cet égard. D'autres forces insurgées à même d'attaquer le convoi auraient aussi pu être prises à partie avec divers moyens[368].

C'est essentiellement ce qui s'est passé. Le convoi transportant la turbine a quitté l'aérodrome et emprunté l'Autoroute 1 dans le Zharey sans incident. Les sapeurs ont réparé la route immédiatement après. La ligne de recueil était située dans le district de Maywand. Au lieu d'emprunter l'Autoroute 611 vers l'ouest dans l'Helmand, toutefois, le convoi et ses escortes ont viré vers le nord et sont entrés dans le district de Ghorak en passant par le défilé de Garmabak, au nord-ouest pour pénétrer dans l'Helmand, puis ils se sont rendus jusqu'au secteur du barrage. (Voir la figure 3-17)

Il y a eu tellement d'interventions aériennes contre les forces insurgées le long de l'itinéraire que le Centre d'opérations interarmées du CR (Sud) a été débordé. La FO 71, qui travaillait dans la région de Ghorak, a pris part à de nombreuses attaques, tandis que les insurgés, surpris, essayaient de réagir au passage du convoi. Au retour, le convoi d'escorte a essuyé des tirs nourris à la ligne de recueil, ce qui a produit encore plus de cibles pour toute une gamme de forces et de systèmes. On a estimé que plusieurs centaines d'ennemis ont été supprimés pendant l'Op ASP-E JANUBI, et beaucoup d'informations précieuses ont par ailleurs été recueillies sur les réseaux insurgés dans les deux provinces[369]. L'analyse officielle du CR (Sud), en novembre 2008, a minimisé l'importance de l'opération : « Depuis août 2008, le niveau de violence, qui était à la hausse auparavant, s'est stabilisé. L'opération ASP-E JANUBI (le transport de la turbine) a permis de réduire les effectifs globaux de l'ennemi et a révélé l'incapacité manifeste de ce dernier d'affronter les forces supérieures de la FIAS[370]. » [Traduction]

L'opération TIMUS PREEM et les opérations dans le district de Zharey, en août 2008

Pendant que le convoi cheminait vers sa destination avec la turbine, le point de mire opérationnel est redevenu le district de Zharey. Dans le cadre de l'Op JANGISIOUX, le Maj Stacey Grubb et la Compagnie C ont exécuté une série d'incursions de perturbation et des manœuvres de collecte de renseignements. Ces incursions ont eu lieu du 5 au 8 août, et la première s'est produite près d'Abdullahkhan, où une base de patrouille a été établie le 6 août. Les patrouilles sont sorties de la base de patrouille et ont mené des engagements des relais d'influence afin de définir ce qui se passait dans le secteur. La nuit venue, des pelotons canadiens sont sortis pour inciter le réseau de préalerte ennemi à se manifester, de manière que les ressources ISTAR puissent se renseigner sur les positions de ses éléments. Une seule source a indiqué qu'un expert ennemi des EEI était dans le secteur et qu'il se préparait à en poser. Des équipes débarquées ont ratissé la route menant au poste fortifié

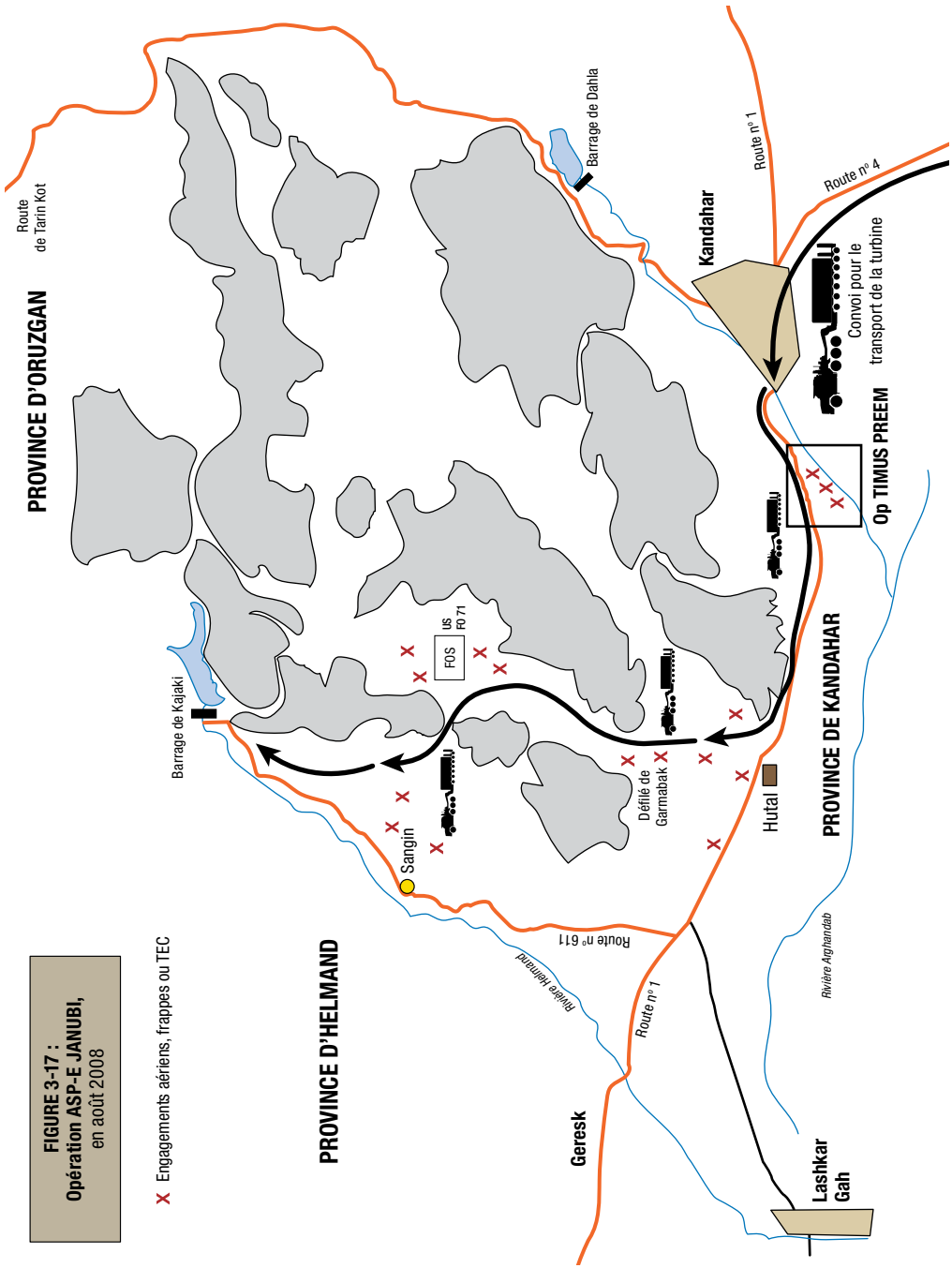


FIGURE 3-17 :
Opération ASP-E JANUBI,
en août 2008

Figure 3-17 : Opération ASP-E JANUBI, en août 2008

de Lakokhel, mais tandis que les VBL III manœuvraient, le véhicule du Maj Grubb a heurté un EEI qui l'a mis hors de combat; le Maj Grubb a alors été blessé une troisième fois au cours de la rotation [par la suite, il a porté le surnom de « Three Time Charlie » (Trois fois Charlie)]. Le déclenchement de l'EEI a été suivi d'une embuscade, ce qui a incité la FRR à se déployer, tandis qu'un char Leopard C2 faisait sauter un autre engin avec ses rouleaux. Des fusillades ont éclaté; il a fallu 44 obus de 155 mm lancés par la Batterie B et un appui aérien rapproché de la part d'avions AV-8B Harrier du Corps des Marines des États-Unis pour rompre le contact. Six Canadiens ont été blessés au cours de cet épisode, mais la Compagnie C a pu s'extraire et rétablir une autre base de patrouille. Aux yeux du CRTS, la vigoureuse défense du secteur à l'ouest de Nahlgam a fortement montré qu'un ennemi meilleur et plus capable était revenu dans le Zharey[371].

La Compagnie C s'est réapprovisionnée le 8 août, puis elle s'est rendue juste au sud de Spin Pir, jusqu'à la première ligne d'oueds. L'ELMO et une patrouille afghane se sont dirigées vers l'ouest. À ce moment-là, l'équipe du Centre des opérations tactiques du groupement tactique pistait avec un UAV une équipe armée de canons sans recul de 82 mm, au sud de la Compagnie C quand cette dernière a été prise à partie depuis l'est et le sud par des forces ennemies. L'ELMO et les Afghans ont eux aussi essuyé des tirs. En même temps, un convoi de ravitaillement escorté par une entreprise privée de services de sécurité se dirigeait vers l'ouest sur l'Autoroute 1. Pensant être la cible de tirs d'insurgés, la force de sécurité a fait feu vers le sud. Pendant cette série confuse d'engagements, le Cpl Josh Roberts a été tué[372]. L'Op JANGISIOUX s'est poursuivie jusqu'au 10 août; il y a eu un autre contact avec des ennemis qui ont été supprimés avec 12 obus de 155 mm[373].

L'Op JANGISIOUX a eu deux résultats. D'abord, elle a considérablement perturbé l'activité ennemie au sud de l'Autoroute 1 et elle a favorisé l'atteinte des objectifs de l'Op LUMBAR. Les manœuvres de la Compagnie C ont par ailleurs suscité des renseignements qui ont été utiles aux fins de l'Op TIMUS PREEM, ce qui a appuyé l'Op ASP-E JANUBI.

L'Op TIMUS PREEM a commencé en tant qu'opération de contingence, le 8 août, mais cela a changé à mesure que le début de l'Op ASP-E JANUBI approchait. Le groupement tactique avait à l'œil un complexe d'enceintes appelé Objectif WEASEL dans le Zharey. L'endroit semblait abriter un nœud de commandement et contrôle, un lieu d'étape et une fabrique d'EEI. Depuis ce complexe, les insurgés allaient attaquer des cibles dans le Pashmul, sur l'Autoroute 1 au nord, à Senjaray et le long de cette dernière à partir de cette localité (voir la figure 3-18). Une opération dirigée contre ce secteur, qui était essentiellement le même que celui où l'Op NOLAI avait eu lieu en juin, réduirait en théorie la capacité des insurgés de gêner le transport de la turbine et perturberait leurs opérations dans Senjaray et, soit dit en passant, elle permettrait de gagner du temps pour favoriser la croissance du quadrilatère de stabilisation JUNO[374].

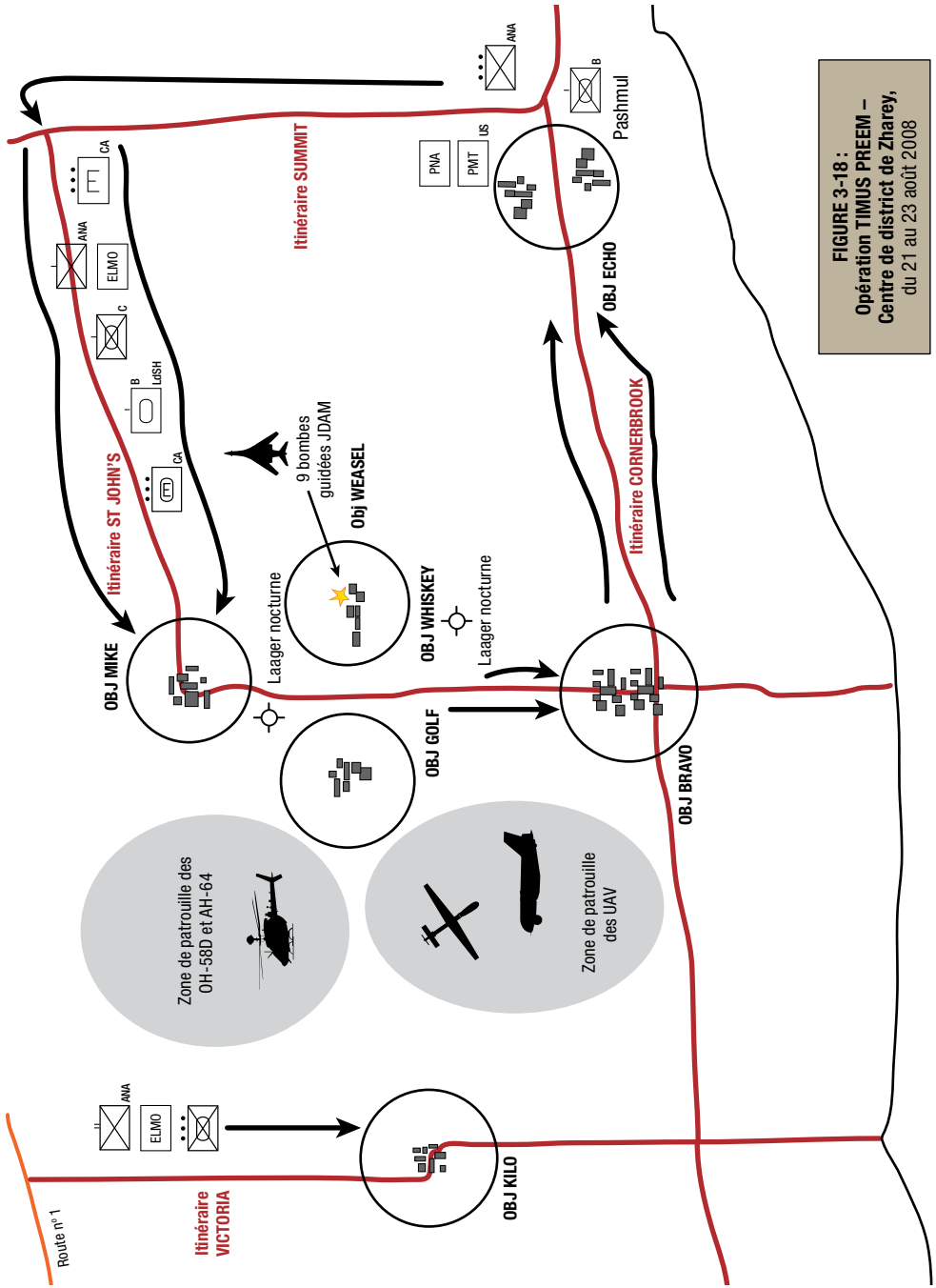


Figure 3-18 : Opération TIMUS PREEM – Centre de district de Zharey, du 21 au 23 août 2008

Des rapports ISTAR, selon lesquels le commandant taliban et expert des EEI, Jabar Agha, et deux autres commandants se trouvaient dans l'objectif WEASEL, ont été un motif clé pour déclencher l'Op TIMUS PREEM, le 20 août. À ce moment-là, les forces devant participer à l'opération avaient été désignées : une compagnie du 3e Kandak et ses mentors; deux compagnies du 1er Kandak et leurs mentors; la police afghane et ses mentors; la Compagnie B; la Compagnie C, et l'Escadron B. Aux fins de comparaison, disons que l'Op TIMUS PREEM était plus vaste que l'Op MEDUSA et qu'elle avait lieu à peu près dans la même région, mais aucun intérêt politique n'influait sur elle, et les médias ne la couvraient à peu près pas. En 2008, l'ennemi fonctionnait différemment par rapport aux insurgés qui affrontaient la coalition en 2006.

L'Op TIMUS PREEM devait commencer par une attaque aérienne contre l'objectif WEASEL. Le 3e Kandak et ses mentors attaqueraient depuis le sud à partir de l'Autoroute 1, pendant que le 1er Kandak et ses mentors feraient de même à l'ouest, depuis l'itinéraire SUMMIT menant au Pashmul. Ainsi, le système de commandement et contrôle de l'ennemi et son réseau de préalerte seraient débordés. L'Escadron B et la Compagnie C ainsi qu'une compagnie afghane et ses mentors ont constitué deux équipes d'ouverture de brèches avec des EBG Badger en tête. Elles se déplaceraient vers le nord le long de l'itinéraire SUMMIT, vireraient à l'ouest au sud de la ligne d'oueds, et encercleraient et fouilleraient les grappes de complexes d'enceintes au cours des trois jours suivants.

La veille du début de l'Op TIMUS PREEM, toutefois, l'escadron de génie de combat a subi une perte catastrophique. Une équipe de reco du génie circulant sur l'Autoroute 1 dans le cadre de l'Op LUMBAR a heurté un énorme EEI. L'explosion a fait capoter le véhicule et en a arraché la tourelle. Le Sgt Shawn Eades, le Cpl Dustin Wasden et le Sap Stephan Stock ont tous été tués, et un autre soldat a été gravement blessé. Le peloton de reco s'est rendu sur les lieux pour le sécuriser, pendant que le Maj Steve Davies de l'ELMO dirigeait une équipe de pompiers non blindée jusqu'au lieu de l'attaque. Des efforts de récupération ont suivi, mais on a alors appris qu'un chef ennemi avait été attiré dans l'endroit. Un UAV MQ-1 Predator l'a pisté, mais le centre des opérations n'a pas pu l'identifier catégoriquement, de sorte que l'artillerie n'a pas pu entrer en jeu à cause des règles d'engagement. Le commandant ennemi avait échappé à la mort cette fois-là.

À 0445 le lendemain matin, les deux équipes d'ouverture de brèches ont quitté la FOB Ma'Sum Ghar. Chacune comprenait un EBG Badger, une troupe de six chars (six chars Leopard C2 et 2A6M par troupe), un peloton d'infanterie à bord d'un VBL III, un véhicule blindé de dépannage Taurus et un véhicule de soutien blindé lourd transportant des fascines pour le franchissement des fossés. Une compagnie d'infanterie afghane embarquée dans des camions Ford Ranger et ses mentors à bord de véhicules RG-31 fermaient la marche. Deux hélicoptères d'attaque AH-64 et deux hélicoptères de reco OH-58D fournis par la

FO Eagle Assault couvraient tous ces éléments. Le plan consistait à éviter le réseau routier, car il était truffé d'EEI. Chaque équipe d'ouverture de brèches devait se frayer un chemin dans les vignobles et à travers les murs de boue séchée jusqu'au secteur de l'objectif.

À 0605, les équipes d'ouverture de brèches étaient en position et elles sont entrées en action, les véhicules Badger ayant abaissé leur lame. Les chars Leopard C2 munis d'une charrue de déblaiement ont créé des positions d'attente en forme de chevrons derrière les véhicules Badger; les chars Leopard A26M et les VBL III, qui suivaient, ont occupé ces positions à mesure que la brèche s'étirait. À 0634, l'ennemi a réagi, et le Lcol Corbould a autorisé le bombardier B-1B qui décrivait des cercles en altitude à attaquer l'objectif WEASEL. Neuf bombes guidées JDAM ont été larguées et ont anéanti les enceintes visées. L'Escadron B a été le premier à entrer en contact avec l'ennemi à 0637 et, 20 minutes plus tard, chaque sous-unité désignée pour participer à l'Op TIMUS PREEM était en action. Les chars ont éliminé avec des obus HEAT les observateurs-guetteurs ennemis et ceux qui s'occupaient du système de préalerte. Des tirs d'obus de 155 mm ont ciblé tout mouvement ennemi détecté par les TUAV Sperwer ou MQ-1 Predator qui surveillaient le champ de bataille. La première équipe d'ouverture de brèches s'est dirigée vers l'objectif MIKE. Le véhicule BADGER a dégagé un corridor de 360 degrés autour de la localité : les chars Leopard et les VBL III l'ont emprunté pour créer un « anneau d'acier » et bloquer ainsi toute sortie ou l'arrivée de tout renfort éventuel. Les sapeurs canadiens ont collaboré avec l'infanterie afghane et les mentors canadiens pour fouiller chaque enceinte, pendant que l'équipe des OPPSY menait des engagements des relais d'influence. L'ennemi a réagi à l'incursion près de l'objectif ECHO, et une fusillade a éclaté. Elle a été courte : les hélicoptères d'attaque AH-64 se sont amenés et ont supprimé l'opposition. À l'objectif MIKE, le contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a réussi à diriger un avion AV-8B Harrier vers des ennemis qui essayaient de renforcer les insurgés; tous ces nouveaux venus ont été tués. Quand les sapeurs se sont retirés vers l'est en longeant les routes, ils ont découvert des chambres prépositionnées remplies d'EEI ainsi que des positions de combat inoccupées, mais aménagées en profondeur le long de chaque itinéraire. L'Op TIMUS PREEM a empêché l'ennemi de se rendre à ces positions bien dissimulées et situées et de combattre à partir d'elles.

Des tirs abondants ont eu lieu du côté de l'objectif KILO. L'infanterie afghane et les mentors canadiens ont intercepté des insurgés qui essayaient de renforcer latéralement les défenseurs dans le secteur de l'objectif MIKE. Au moins deux petites contre-attaques contre cet objectif ont été repoussées, dont une par le véhicule TAC 9r du Lcol Corbould[375]. Des hélicoptères AH-64 et OH-58D ont repéré et attaqué d'autres ennemis. La deuxième équipe d'ouverture de brèches a dépassé l'objectif MIKE, après que la première équipe s'y est établie, et elle est allée aménager une position de laager au sud de l'objectif MIKE, pour que les deux équipes d'ouverture de brèches y passent la nuit.

Tandis que le Capt Tom Neil et son équipe des OPPSY faisaient entendre avec ses haut-parleurs l'air « Don't Fear the Reaper » du groupe Blue Oyster Cult, l'ennemi a attaqué le laager nocturne deux fois, mais il a été anéanti par des obus à mitraille de 120 mm lancés par les chars. Des SUAV ScanEagle ont veillé sur le laager pendant la nuit. Le Lcol Corbould a dû prendre une décision : la force devait-elle s'en prendre à l'objectif GOLF ou à l'objectif WHISKY, où se trouvaient les ruines des enceintes qui avaient constitué l'objectif WEASEL?

Il a décidé de faire les deux. À 0840, le matin du 22 août, les deux équipes d'ouverture de brèches se sont frayé un chemin vers le sud, elles ont isolé les objectifs avec les chars et ont amorcé des opérations de bouclage et de fouille. La puanteur qui se dégageait des enceintes ayant constitué l'objectif WEASEL était insupportable, et de trop nombreux restes humains gisaient là écrasés sous les grandes quantités de décombres pour qu'il fût possible de faire une évaluation utile des dommages de combat. Cette attaque aérienne avait sans doute tué entre 30 et 50 insurgés. Plusieurs fabriques de bombes ont été découvertes, y compris une où des cartouches d'obus éclairants canadiens de 150 mm étaient transformées en EEI. Du côté de l'objectif KILO, les Canadiens et les Afghans ont été attaqués par des mortiers. Les Afghans ont repéré les guetteurs ennemis et les ont pris à partie, pendant que le contrôleur interarmées canadien de la finale de l'attaque faisait venir un chasseur-bombardier AV-8B Harrier qui a détruit l'équipe utilisant les mortiers. Une exploitation plus approfondie des objectifs GOLF et WHISKY a permis de découvrir de grosses caches de mortiers, de GPF et d'EEI. Certaines munitions étaient neuves et provenaient de la République populaire de Chine. Plusieurs radios et téléphones cellulaires ont aussi été trouvés et ont fait l'objet d'une exploitation.

Les véhicules Badger ont raclé le sol au sud de l'objectif WEASEL pour aménager un laager nocturne, et les véhicules des deux équipes d'ouverture de brèches s'y sont installés pour la nuit. Au crépuscule, des guetteurs ennemis ont été aperçus et pris à partie. L'ennemi a ensuite attaqué le laager avec des tirs de mortier et des GPF, une fois la nuit tombée. C'était là une action suicide. Avec les appareils d'optique à imagerie thermique et les obus à mitraille de 120 mm des chars Leopard 2A6M, il n'est pas resté grand-chose de l'ennemi, sauf de petits morceaux émettant une faible lueur dans les viseurs de ces appareils. La mélodie « Don't Fear the Reaper » a continué à jouer pendant toute la nuit. Il y a eu deux autres contacts avec l'ennemi qui se sont soldés par les mêmes résultats.

Le troisième jour, soit le 23 août, le Lcol Corbould a décidé d'attaquer l'objectif BRAVO. Des TUAV et SUAV qui couvraient le secteur ont repéré des femmes et des enfants qui quittaient les enceintes en se dirigeant vers le nord. Parmi eux, il y avait un commandant insurgé muni d'une radio et entouré d'enfants. L'équipage d'un char Leopard 2A6M s'est abstenu d'ouvrir le feu, et ce commandant a pu fuir. Les deux équipes d'ouverture de

brèches se sont séparées des autres forces et se sont dirigées vers le sud-ouest. Comme un cours d'eau leur bloquait la route, l'équipage d'un véhicule Badger a soulevé des fascines empilées à l'arrière d'un VSBL et les a posées dans le ruisseau pour que les colonnes puissent le franchir. Ensuite, il a retiré les fascines, de manière à ne causer que des dommages écologiques minimums au bassin versant. L'objectif BRAVO était encerclé, et le processus a recommencé.

À midi, les forces coalisées n'ont rien trouvé dans les enceintes de l'objectif BRAVO. En effet, la majeure partie de la population n'aimait pas les talibans. L'Op TIMUS PREEM tirait à sa fin. Le Lcol Corbould a ordonné aux équipes de se diriger à l'est vers l'itinéraire SUMMIT. L'ennemi observait ces mouvements, et il a commis l'erreur d'attaquer la deuxième équipe d'ouverture de brèches qui se retirait. Des chars et des TUAV Predator ont fait feu sur les insurgés et ont détruit les deux embuscades que ceux-ci avaient tendues. Les Afghans et les Canadiens se sont retirés des objectifs KILO et ECHO, et les forces sont retournées à leurs unités antérieures. L'Op TIMUS PREEM était terminée. Les Canadiens et les Afghans n'ont subi aucune perte humaine pendant les trois jours de l'opération, mais plus de 100 insurgés avaient été tués; par ailleurs, les systèmes de commandement et une partie du système de production d'EEI de l'ennemi avaient été amoindris. Les convois transportant la turbine au barrage de Kajaki a poursuivi son chemin vers l'ouest sur l'Autoroute 1.

Appuyer les opérations de la FO Kandahar

Le Lcol Casey Horlock a pris le commandement de l'ESN au printemps de 2008. Au cours de cette rotation, le personnel du Lcol Eldaoud a été remplacé au niveau individuel, et la rotation a reposé sur les besoins et le concept d'opérations de l'ESN précédent. Cependant, pendant le mandat du Lcol Horlock, l'ESN a dû soutenir une infrastructure tactique qui a grandi considérablement. Il y avait les ELMOP dans les PPS dans le Zharey et les équipes de mentors canadiens dans les postes fortifiés afghans. Le groupement tactique était au départ installé à la FOB Frontenac, à la BP Wilson, à la FOB Ma'Sum Ghar, à la BP de Sperwan Ghar et à Spin Boldak. Ensuite, le groupement tactique s'est chargé des PPS dans le Panjwayi occidental et leur a donné le nom d'avant-postes de combat. L'escadron de reco était partout. L'Arghandab était un front, tout comme le Maywand[376].

Source : Auteur

Source : Auteur

Source : Auteur

Source : Auteur

Source : Auteur

L'opération TIMUS PREEM a été une importante opération canado-afghane lancée dans la partie ouest du district de Zharey, en août 2008. L'escadron de chars et les sapeurs à bord de véhicules blindés ont opéré des brèches et encerclé les localités-forteresses, pour que les forces canadiennes et afghanes puissent ensuite les ratisser et en éliminer les insurgés et leurs équipements.

Essentiellement, l'ESN a dû utiliser une structure fondée sur un nouveau modèle opérationnel. Le Lcol Horlock et son état-major l'ont compris clairement quand ils sont arrivés sur le terrain et qu'ils ont commencé à travailler avec le quartier général du Bgén Laroche. Qui était « responsable » des bases d'opérations avancées? Le groupement tactique? L'ELMO? L'ESN? Qui devait voir à la sécurité? Y avait-il un personnel suffisant et, si tel n'était pas le cas, d'où le personnel supplémentaire proviendrait-il[377]? En fin de compte, le concept du soutien a été axé sur deux catégories d'opérations. Il y avait les opérations de soutien logistique du combat exécutées à l'aérodrome de Kandahar : les gros éléments, l'adjudication des contrats et les projets nationaux. La tâche consistant à garder les entrées est demeurée et a continué d'absorber des effectifs canadiens malgré la présence de nombreux soldats bulgares et hongrois[378]. En second lieu, il y avait les opérations de soutien logistique du combat exécutées depuis l'aérodrome : les patrouilles logistiques de combat, les opérations de ravitaillement par la voie aérienne, et les fonctions du groupe logistique avancé. Le troisième groupement comprenait les opérations de soutien logistique du combat à l'avant, ce qui correspondait en fait à un échelon, et le soutien logistique du combat (SLC) assuré depuis des emplacements avancés par des groupements adaptés aux besoins des FOB,

ces emplacements étant aussi appelés « détachements de SLC » [Traduction] installés à Ma'Sum Ghar, Frontenac, Wilson, Sperwan Ghar et Spin Boldak. Dans le passé, il y aurait eu deux unités distinctes pour s'occuper des bases d'opérations avancées et des fonctions basées à l'aérodrome de Kandahar, respectivement. Cela n'était plus possible, vu les effectifs limités; par conséquent, l'ESN s'est chargé des deux rôles[379].

L'ESN a continué de miser sur les entrepreneurs possédant des « camions à clochettes » pour acheminer certains articles non militaires. Cela nécessitait d'habitude de 20 à 50 camions par semaine. Cependant, avec la présence de troupes étasuniennes plus nombreuses à l'aérodrome de Kandahar, les clients se sont livré une concurrence plus vive pour l'utilisation de cette capacité, et cela a eu des effets secondaires[380]. D'abord, le coût a augmenté pour l'ESN. Ensuite, des sommes accrues ont censément été investies dans l'économie locale, mais l'expansion du travail a suscité un intérêt plus grand de la part de la structure d'influence de Kandahar souhaitant en profiter elle aussi. Par exemple, Ahmad Wali Karzai et ses acolytes avaient des intérêts dans plusieurs entreprises de camionnage. L'art de composer avec les dimensions politiques comme celles-là n'était pas enseigné à l'école de logistique à la BFC Borden.

À ce moment-là, l'ESN est passé du VLLR au VSBL Mercedes. Les équipages exécutant les patrouilles logistiques de combat avec les camions Mercedes lui faisaient grandement confiance. C'était un véhicule blindé et climatisé. La cabine constituait une nacelle protégée distincte. Avec huit roues, le camion était surviable et très manœuvrable. Il en existait diverses versions (dépannage, transport de fret et système de chargement palettisé, plate-forme surbaissée pour la récupération). L'ESN a finalement acheté 80 de ces véhicules. La fatigue des équipages a diminué considérablement, ce qui a accru l'endurance et le taux des sorties. Deux VSBL ont heurté des EEI pendant cette rotation, mais il n'y a alors eu aucune perte humaine. Un seul a été une perte totale[381].

Le Génie électrique et mécanique (GEM) s'est procuré des véhicules d'ajustage axés sur un VBL III et munis d'une grue, des véhicules blindés de dépannage (VBD 3), basés sur le châssis du Leopard 2, et des dépanneuses « BATTY » [*Big Ass Tan Truck, Yo*] basées sur le VSBL[382]. Ces véhicules ont grandement accru les capacités du génie électrique et mécanique sur le terrain et prolongé l'endurance du groupement tactique. L'atelier de « maintenance Tango » à Ma'Sum Ghar et au dépôt de chars de l'ESN à l'aérodrome de Kandahar était par ailleurs occupé par la mise à niveau de toute une gamme de véhicules. Tout d'abord, il a ajouté un poste de tir télécommandé à certains VBLC. Ensuite, il a installé des « grillages anti-projectiles » sur tous les véhicules blindés canadiens. Ces grillages, mis au point dans les années 1960 à l'intention des forces fluviales des États-Unis qui combattaient au Vietnam, constituaient une sorte de blindage éloigné qui faisait dévier ou exploser les obus lancés par les canons sans recul de 82 mm et les GPF avant qu'ils entrent en contact avec le blindage intégral des véhicules[383].

Source : Auteur

Source : Auteur

Le terrain complexe des districts du Zharey et du Panjwayi a réduit la mobilité des VBL III, surtout dans les vignobles à tranchées et les petits cours d'eau. L'engin blindé du génie Badger, basé sur le châssis du Leopard 1, a constamment fait ses preuves lorsqu'il s'agissait d'accroître la mobilité du groupement tactique, tandis que les sapeurs faisaient appel à une capacité de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire les fascines, aperçues ici à l'arrière d'un EBG et d'un VSBL.

Source : Auteur

Source : Auteur

La nécessité d'un véhicule logistique protégé dans l'environnement truffé d'engins explosifs improvisés de Kandahar a entraîné l'acquisition et la mise en service de véhicules blindés de soutien logistique Mercedes en 2007. Il y en avait plusieurs versions, dont la version fret et la version à système de chargement palettisé.

Source : Auteur

Comme le Canada avait décidé au début des années 1990 de vendre ses appareils CH-47 Chinook, des hélicoptères Mi-17 comme celui-ci, obtenus par contrat et fournis avec d'anciens pilotes soviétiques imprévisibles, ont ravitaillé les bases canadiennes avancées dans des environnements permissifs.

Les chars Leopard ont eux aussi subi plusieurs modifications. Ils étaient désormais tous munis de contre-mesures électroniques. Les équipages portaient maintenant des « combinaisons de refroidissement » s'apparentant à celles des conducteurs de la NASCAR. Il y a aussi eu l'ajout des ensembles « Barracuda » qui ressemblaient à un tissu à maille et qui réduisaient la signature thermique des chars, mais aussi la chaleur présente à l'intérieur de ces derniers. Un soldat canadien a eu l'idée d'installer un pare-soleil fait du même tissu sur la tourelle. Ces modifications ont fait baisser la température intérieure de 10 à 15 degrés, ce qui est énorme quand le mercure grimpe jusqu'à 50 degrés Celsius en été en Afghanistan[384]. Enfin, on a appliqué une peinture de couleur havane sur tous les chars Leopard 2, qui avaient été verts jusque-là. Comme ils l'avaient fait dans le passé, les soldats du GEM ont apporté toutes ces modifications et d'autres encore pour garantir l'habitabilité et la survivabilité des véhicules canadiens utilisés dans la province de Kandahar.

Pendant cette rotation, le Canada n'a remédié qu'en partie au manque de soutien logistique par hélicoptère, souligné dans le Rapport Manley[385]. Les premiers pas vers l'acquisition d'un soutien civil auprès d'entrepreneurs ont été franchis avec la création du bureau de l'ACTA (appui contractuel au transport aérien) de la FIAS. Les membres européens de l'OTAN refusaient de fournir des hélicoptères de soutien depuis 2003

(voir le volume I). Une solution a consisté à recourir à un appui contractuel. En 2008, la FIAS a fait appel à l'entreprise SkyLink pour obtenir six hélicoptères de transport Mi-8 / Mi-17 Hip et leurs équipages pour renforcer les opérations de transport de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan[386]. Comme les camions à clochettes, les hélicoptères d'ACTA de la FIAS ont servi à transporter des équipements et des approvisionnements non militaires dans les zones permissives. Ils étaient pilotés par une pittoresque gamme d'expatriés, autrefois citoyens soviétiques, dont certains avaient volé dans le ciel afghan au cours des années 1980; inévitablement donc, ces appareils ont été surnommés « hélicos à clochettes » (*jingle air*). Ils ont commencé à appuyer les avant-postes de combat dans le Panjwayi occidental en mai 2008. Le 1er juin, un appareil Mi-17 qui livrait une charge sur élingue à l'avant-poste de combat de Zangabad a été atteint par une GPF et des tirs de mitrailleuse, et le pilote a été blessé[387]. Cela a entraîné une interruption des vols de ravitaillement exécutés par les appareils de l'ACTA de la FIAS tant que les questions juridiques complexes liées à l'emploi d'hélicoptères militaires pour escorter ces appareils civils n'ont pas été réglées[388].

Fin ignominieuse de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan et remplacement d'Asadullah Khalid

Le Col Don Dixon a cédé l'ECS-A au Col Serge Labbé en août 2007. À ce moment-là, l'ECS-A comprenait vingt personnes réparties dans huit ministères du gouvernement afghan. Le Col Labbé, qui avait été officier d'état-major du Gén Hillier, était au courant du besoin original d'une ECS-A, besoin qui avait été exprimé en 2004, et il avait suivi les activités des équipes dirigées par le Col Capstick et le Col Dixon. Faisant fond sur les relations existantes, la nouvelle ECS-A a mis l'accent sur le renforcement « des ministères dont la sécurité ne relevait pas », afin de renforcer les capacités humaines et de fournir des services à la population afghane, l'objectif étant de favoriser à long terme une transition à un gouvernement fonctionnel.

Les ministères clés, selon le Col Labbé, comprenaient le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Énergie et de l'Eau, le ministère de l'Éducation, le ministère du Relèvement rural et du Développement, le ministère de la Justice et le ministère des Transports et de l'Aviation civile. L'ECS-A a déployé des conseillers auprès de ces entités pour les aider à concevoir les processus et à planifier. Un autre conseiller s'occupait du financement interministériel et enseignait aux Afghans comment faire des audits. C'était particulièrement important, car les organisations internationales et les organisations non gouvernementales fournissant une aide exigeaient des comptes rendus sur l'emploi des fonds fournis à l'Afghanistan par l'intermédiaire du gouvernement du pays. Si ces organisations n'étaient pas satisfaites, le financement international risquait véritablement de cesser, ce qui finirait par menacer l'effort anti-insurrectionnel dans les provinces et les districts.

L'ECS-A a continué de s'intéresser à la SDNA. Plusieurs réunions internationales devaient avoir lieu à Paris en juin 2008 pour examiner les progrès accomplis dans le cadre de la SDNA en vue de l'avenir. Le Lcol Nick Martin a dirigé l'effort qui visait à conseiller le gouvernement afghan sur la formulation des réponses à donner au cours de ce dialogue primordial. Ici encore, faute de bonnes réponses, le soutien risquait de cesser.

Au cours des rotations précédentes, l'ECS-A avait conseillé le gouvernement afghan sur les « communications stratégiques », ce qui a débouché sur la création du Centre de l'information et des médias du gouvernement (CIMG), un processus appuyé par le Capc John Williston qui a travaillé avec le porte-parole du président Karzai, Humayun Hamidzada. Le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ont assumé ensemble le coût du fonctionnement du CIMG à l'issue d'une entente négociée par l'ECS-A. Celle-ci a aussi retenu les services d'un représentant de l'ACDI et de M^me^ Elizabeth Speed, Ph. D., scientifique et analyste de la défense.

Le Col Labbé a constaté ce qui suit : « Le problème ne résidait pas dans le manque de capacités humaines au niveau central, mais bien dans le manque de ces capacités à chaque niveau. » [Traduction] En voyageant dans tout l'Afghanistan, le Col Labbé et son équipe ont confirmé qu'il y avait « des jeunes très capables à Kaboul. Cependant, quand on passe au niveau provincial, les capacités diminuent considérablement, surtout dans les provinces d'Oruzgan, de Zabul, d'Helmand et de Kandahar. Au niveau des districts, les capacités sont quasi inexistantes[389]. » [Traduction] L'effort principal a finalement porté sur le ministère du Relèvement rural et du Développement, parce qu'il lui incombait de travailler aux trois niveaux, ce qui n'était pas le cas des autres ministères. Ici encore, cela faisait intervenir le Programme national de solidarité ainsi que les comités de développement provinciaux, les assemblées de développement des districts et les conseils de développement communautaires qui relevaient du Programme national axé sur les régions. Aucun des autres ministères n'avait une intégration verticale de ce genre, pas même la police[390].

Idéalement, il aurait dû y avoir une organisation semblable à l'ELMO pour la fonction publique afghane, de manière à pouvoir améliorer les capacités et la prestation des services. Les premiers efforts que les Canadiens ont faits pour conseiller la Commission de la fonction publique, afin d'améliorer la sélection des fonctionnaires, n'ont en fin de compte pas abouti, et les conseillers ont été retirés. La commission elle-même comprenait deux organismes différents, et il s'est avéré impossible de coordonner convenablement leurs ordres du jour. Les tentatives que les conseillers canadiens ont faites pour encourager la tenue de réunions d'harmonisation ont échoué. Une des raisons qui a expliqué l'absence de progrès a résidé dans la présence d'entrepreneurs de l'extérieur. Il existait « beaucoup de jalousie d'ordre professionnel entre les divers donateurs […] tous les experts-conseils et les entrepreneurs étaient jaloux de [l'ECS-A] et la détestaient parce que nous travaillions gratuitement.

Nous offrions des services gratuits au gouvernement afghan parce que nous étions payés par le gouvernement canadien, tandis que ces personnes s'amenaient, exigeaient des honoraires énormes et ne fournissaient très souvent pas grand-chose en retour. » [Traduction] En fin de compte, les conseillers techniques abondaient à Kaboul, mais ceux-ci n'étaient pas des adeptes de la réflexion stratégique. Beaucoup de ces technocrates n'étaient capables de conceptualiser ni des plans de haut niveau ni des fonctions stratégiques[391].

La solution clé pour faire progresser les choses résidait encore dans l'approche de l'ECS-A : « Nous n'avons jamais imposé quoi que ce soit à quiconque. » [Traduction] Les conseillers aidaient les Afghans pour des aspects de base, par exemple comment mener une réunion ou établir des procédures. La culture militaire canadienne se prêtait davantage à cela que celle, disons, du MAECI ou de l'ACDI. Le Col Labbé a observé que « les fonctionnaires du MAECI ne peuvent pas planifier une réception, même si leur vie en dépend. Comment peuvent-ils alors aider un ministère à dresser des plans? Comment peuvent-ils élaborer un plan quinquennal? Définir l'intention stratégique du ministère du Relèvement rural et du Développement, ou du ministère de l'Énergie et de l'Eau, au cours des cinq prochaines années? Ils ne peuvent pas le faire, bien sûr, parce qu'ils n'ont jamais appris à planifier. » [Traduction] (L'Armée canadienne possède une culture de la planification qui est inculquée à chaque officier dès le début de sa carrière.)

En effet, un observateur connaissant bien la culture afghane appliquée à Kaboul a déclaré qu'il « y existait un respect inhérent pour les guerriers, car la majorité des acteurs clés dans le gouvernement afghan se considéraient comme étant des guerriers et ils prêtaient une oreille beaucoup plus attentive aux conseils d'un soldat qu'à ceux d'un bureaucrate. C'était là un fait qui était loin de plaire à bien des membres de la collectivité diplomatique et des organisations non gouvernementales[392]. » [Traduction]

Selon le Col Labbé, les principaux adversaires de l'ECS-A n'étaient pas les talibans, Hezb-e Islami Gulbuddin ou Al-Qaïda : c'était l'ambassadeur Arif Lalani et David Mulroney. À Ottawa, David Mulroney estimait que « l'ECS-A n'était plus utile et qu'il fallait mieux en coordonner les interventions avec l'effort global » [Traduction]. Selon Mulroney, l'ECS-A n'allait pas dans le sens des priorités que le Secrétariat et le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan étaient en train de définir. En outre, il croyait que l'ECS-A était « une ambassade des Forces canadiennes en Afghanistan, parce qu'elle n'avait pas foi en l'ambassade [existante du Canada] » [Traduction]. Pourquoi en était-il ainsi? La période où David Sproule avait été ambassadeur a eu des effets négatifs durables sur les relations entre les Canadiens et la FIAS, et le « MAECI ne faisait rien à cet égard » [Traduction]. Mulroney comprenait la situation, même s'il ne voyait pas les choses du même œil que les autorités militaires, mais pour ce qui était de donner des conseils au gouvernement afghan,

« il ne fallait pas en avoir deux versions » [Traduction]. Essentiellement, Mulroney a bien précisé que Lalani devait être tenace face à l'ECS-A : « J'assume l'entière responsabilité à cet égard[393]. » [Traduction]

Au cours de la première réunion entre le Col Labbé et Arif Lalani, ce dernier lui a dit, « en une langue polie, qu'il ferait tout en son pouvoir pour neutraliser le plus possible les effets de l'ECS en Afghanistan. [Il a dit cela] à un moment où il nous fallait plus de capacités que jamais[394] » [Traduction]. Le Col Labbé croyait que l'animosité de Lalani à l'endroit de l'Équipe était quasi personnelle :

> [Traduction]
>
> Il ne pouvait accepter le fait qu'un groupe d'officiers [accomplissait ces tâches] parce qu'il détestait les forces armées. Il croit que nous sommes tous des idiots […] En définitive, nous exercions une influence au niveau stratégique. Il n'était pas capable de ce faire, personnellement, et aucun membre de son équipe ne le pouvait non plus tout simplement parce qu'aucun ne possédait les antécédents, l'expérience et l'intuition voulus, le genre d'atouts qu'un soldat acquiert après de très nombreuses années de carrière en tant qu'officier des Forces canadiennes. Le manque d'expérience vous empêche de comprendre certaines questions fondamentales que vous n'arriverez à saisir qu'avec le temps et l'expérience, en étant sur le terrain et en enrichissant votre savoir[395].

La relation entre le Col Labbé et l'ambassadeur Lalani s'est détériorée : « Il se mettait à crier; je sortais de son bureau. Deux secondes plus tard, il était au téléphone avec Mulroney. Ensuite, Mulroney téléphonait au MDN, plus précisément au sous-ministre Robert Fonberg[396], et ce dernier s'adressait au Gén Hillier, qui répondait : "Ouais, ouais, ouais!" Le Gén Hillier a souffert terriblement. Le MAECI communiquait en catimini des informations aux médias pour essayer de le dénigrer et de l'épuiser[397]. » [Traduction] Dans certains milieux, la rumeur circulait que, puisque l'ECS-A était considérée comme une création du Gén Hillier, il fallait l'éliminer pour « rétablir l'équilibre » entre le pouvoir relatif de ce dernier et le MAECI dans les milieux bureaucratiques d'Ottawa[398].

Or, c'est en fin de compte ce qui s'est passé. Le chef d'état-major de la Défense, ayant décidé qu'il y avait des priorités plus grandes pour lesquelles il valait mieux se battre dans le contexte d'Ottawa, a dissous l'ECS-A. En fin de compte, Mulroney et Lalani ont obtenu gain de cause, et le Bureau canadien d'appui à la gouvernance (BCAG) a été créé. Cependant, quand le MAECI et l'ACDI n'ont pas pu trouver assez de personnes expérimentées pour constituer l'effectif de la nouvelle entité, ils ont abordé le ministère de la Défense nationale

pour lui demander du personnel. Cet effort a échoué, et le BCAG a finalement été formé de conseillers techniques, et non de conseillers stratégiques, et de « coopérants » de l'ACDI[399]. Le BCAG n'est jamais venu près d'avoir l'influence ou le prestige dont l'ECS-A avait bénéficié au cours de son existence, et il n'a pas semblé avoir produit d'effets durables, comparativement à ce que l'ECS-A avait accompli.

En 2009, le Gén Stanley McChrystal, commandant de la FIAS, a aidé à reconstituer certaines des fonctions de l'ECS-A au sein du Bureau du représentant civil principal de l'OTAN, et le Col Serge Labbé, désormais à la retraite, a été invité à le diriger. L'entité a survécu à la transition entre les généraux McChrystal et Petraeus en 2010, et ce dernier a rendu officielles les relations de la FIAS avec les quatre principaux ministères afghans chargés du développement. Le Bureau, appelé « équipe du partenariat stratégique » [Traduction], poursuit son travail vital qui vise à renforcer les capacités du gouvernement afghan à partir de la base[400].

Enfin, la relation relativement longue entre le Canada et le gouverneur Asadullah Khalid a pris fin au cours de l'été de 2008. Comme ce dernier n'arrivait pas à dissiper les allégations graves formulées contre lui dans les médias canadiens en avril, au sujet de ce qui était euphémiquement appelé « violations des droits de la personne » [Traduction], non plus que les révélations contenues dans des documents selon lesquelles Khalid aurait été impliqué dans le meurtre de travailleurs de l'ONU, sa position est devenue intenable[401]. Pour ne pas perdre la face, le gouvernement afghan a probablement retardé son remplacement jusqu'en août. Le moment était venu de nommer un nouveau gouverneur et de raviver chez le gouvernement afghan un certain espoir de retrouver sa légitimité.

Conclusions

Au cours de la première moitié de 2008, de nombreux changements concomitants ont été apportés à l'approche canadienne de la guerre dans la province de Kandahar. La publication du Rapport Manley et ses conséquences, l'accession du Canada à la tête du CR (Sud) et la relève sur position du quartier général Laroche de la FO Kandahar par le quartier général Thompson ont toutes eu lieu à un moment où les éléments clés de la structure d'influence de la province ont compris qu'ils ne faisaient pas face à la menace existentielle qui avait existé en 2006.

Le plan Laroche comportait de nombreux aspects positifs. Plus précisément, il convient de qualifier de succès la coordination des entités de sécurité au niveau des districts, par l'intermédiaire des centres interarmées de coordination de district, et les premières tentatives faites pour harmoniser les efforts de développement ou, à tout le moins, ceux des équipes de la COCIM de l'ERP, avec ceux de ces centres. Au début de 2008, toutefois, les lacunes du plan se sont manifestées.

D'abord, l'infrastructure tactique comprenait de nombreux éléments, mais il n'était pas possible de les doter tous en personnel. Il n'y avait pas assez d'agents de police, et il y en a eu encore moins après la mise en œuvre du programme de perfectionnement ciblé par district. Il n'a vraiment pas été facile de garder les agents dans les districts clés. Les personnalités des intervenants ont joué un rôle, tout comme la tour de Babel multinationale : le mentor étasunien principal de la police faisait obstacle aux Canadiens quand ceux-ci essayaient de doter en personnel les éléments de l'infrastructure. Quel était le bon équilibre entre les opérations statiques et mobiles? À qui incombait-il d'établir le plan unique pour la province?

En deuxième lieu, il y a eu la réaction imprévue de l'ennemi contre le plan, surtout dans le Panjwayi occidental le long de l'itinéraire FOSTERS. L'idée que les éléments de l'infrastructure tactique reliés par une route périphérique isoleraient le « bastion traditionnel » de l'ennemi à Nahlgam était louable, mais elle ne prenait en compte ni présence de l'ennemi au sud de cette structure ni le fait que l'ennemi renforçait sa légitimité à la faveur des griefs que les dirigeants du district de Panjwayi refusaient d'examiner et qu'ils envenimaient en fait. La décision d'exclure des projets de développement des éléments clés de la structure d'influence du Panjwayi a aggravé encore plus la situation, ce qui a donné lieu à d'autres griefs et accru la violence de la part des insurgés. Enfin, les difficultés qu'il y a eu à amener les FSNA à coopérer avec les éléments de l'infrastructure tactique ont engendré la question de la « FO Zharey » et suscité l'impression que les forces afghanes n'étaient que des troupes enrôlées par les Canadiens pour appuyer des chefs d'une réputation douteuse. Le plan de la FO Kandahar a été attaqué depuis plusieurs directions et sous divers angles, dont presque aucun n'avait été prévu par les planificateurs, ce qui a rendu les enjeux encore plus difficiles à gérer. Troisièmement, et c'est l'aspect primordial, il y a eu la consolidation incomplète du district d'Arghandab dans la foulée de la première incursion talibane. Cela a résulté en partie de l'élimination systématique des alakozais de la structure d'influence de Kandahar par les tribus rivales qui ont profité de la confusion et de l'incertitude pour acquérir l'avantage en prévoyant correctement que les forces canadiennes viendraient à leur aide si les talibans revenaient dans le district. Encore une fois, les Canadiens s'occupant de la gouvernance n'ont pas su gérer sérieusement cette « épuration tribale » qui a eu des ramifications jusqu'à la fin de la mission de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar.

Pendant tout ce temps, le gouvernement du Canada a modifié son approche en profondeur. À des fins politiques intérieures, il a de nouveau essayé de concentrer les efforts du pays sur le développement. Ceux-ci étaient irréalistes, car ils étaient déphasés par rapport à l'état réel de la sécurité dans la province de Kandahar.

Quand le quartier général du Bgén Thompson a pris la relève en mai 2008, il a d'abord voulu se débarrasser du plan Laroche, mais il n'a pas pu le faire et a dû s'accommoder de l'infrastructure tactique pendant tout l'été et tout l'automne de 2008. Tous les problèmes liés à la dotation en personnel, à la coordination et à la police ont incombé à ce quartier général, qui s'est démené pour s'extraire de ce bourbier et de l'infrastructure tactique elle-même.

De même, le Bgén Thompson et sa rotation ont dû composer avec la consolidation incomplète du district d'Arghandab. L'ennemi a exploité ce manque de dirigeants dans l'Arghandab, ce qui a nécessité une réaction de la part de la FO Kandahar et l'a détournée de l'application du processus « Dégager-Tenir-Construire » dans le Zharey et le Panjwayi sur lequel elle voulait concentrer ses efforts. Les talibans ont été vaincus encore une fois dans l'Arghandab, mais l'ennemi est ensuite revenu avec de nouvelles méthodes opérationnelles qui nécessitaient une occupation résolue du district si la coalition voulait affronter convenablement la nouvelle menace. Ces forces ennemies n'existaient tout simplement pas en 2008, et l'Arghandab est ainsi devenu un nouveau front défendu à temps plein par l'ennemi dans la province.

Malgré tout cela, ce quartier général a pris des mesures pour amorcer des travaux de développement. C'est ainsi qu'ont été créés le quadrilatère de stabilisation JUNO et celui de Sperwan. Les efforts de développement ont dès lors porté surtout sur la ville de Kandahar, et ce fut là un autre moyen de démontrer à la population que des progrès s'accomplissaient.

La situation dans le Zharey et le Panjwayi continuait de s'envenimer. Les deux districts étaient paralysés par le manque d'agents de police et de soldats de l'Armée pour occuper les postes de l'infrastructure tactique, puis voir à la sécurité depuis ces endroits. Quand les FSNA ont refusé d'agir, il a fallu faire quelque chose, et il a alors incombé à l'Armée canadienne d'intervenir. Cela a donné lieu à des missions menées dans le lit de la rivière jusqu'à Mushan et à des opérations exécutées à l'appui de l'infrastructure tactique, le long de l'itinéraire FOSTERS, dans le Panjwayi oriental. L'obligation de tenir et de soutenir l'infrastructure tactique a distrait les forces canadiennes, et l'ennemi a intensifié ses opérations depuis ses bases situées dans le Panjwayi oriental et surtout le long de l'axe vital qu'était l'Autoroute 1.

Les efforts déployés pour susciter une forme quelconque de développement dans le Zharey et le Panjwayi ont été bloqués par l'incapacité du système, composé du Programme national de solidarité, des assemblées de développement de district et des conseils de développement communautaires, de travailler tout en faisant face à l'insurrection. De toute façon, les intermédiaires locaux du pouvoir, qui suscitaient des griefs empreints de népotisme que l'ennemi exploitait, ont torpillé le processus. En même temps, comme le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, ne s'intéressait pas sérieusement aux affaires provinciales et que l'ERP avait réorienté ses opérations en faveur d'autres projets tels que celui du barrage de Dahla, il n'y a pas eu suffisamment de projets de développement pour appuyer les efforts dans le Zharey et le Panjwayi.

Il y a eu quelques grandes réussites. L'Op LUMBAR, déclenchée par suite des attaques contre l'Autoroute 1, en a été une : elle a contribué au succès opérationnel du transport d'une turbine jusqu'à Kajaki à travers la province de Kandahar. L'Op TIMUS PREEM a repoussé l'ennemi et l'a ainsi empêché d'entraver la livraison de la turbine, mais, aspect primordial, elle a aussi éloigné l'ennemi du quadrilatère de stabilisation JUNO, ce qui a donné à ce dernier le temps voulu pour prendre racine. De même, grâce aux efforts de couverture faits par l'ELMO canadienne et les Afghans, au poste fortifié de Mushan, et à ceux de la Compagnie B, dans ses positions fragmentées du Panjwayi occidental, le quadrilatère de stabilisation de Sperwan a pu bien s'établir. Cependant, comme l'ERP concentrait son attention ailleurs, la possibilité de développer ces quadrilatères a été remise en question au cours de l'automne de 2008.

Sur le plan positif, les efforts de reconstruction et de développement ont effectivement pris racine dans le Spin Boldak, et le Centre interarmées de coordination du district, mis sur pied par le Canada, a contribué fondamentalement à l'harmonisation des forces de sécurité (ou, à tout le moins, à fournir un prétexte aux efforts que le Col Raziq déployait pour maintenir la stabilité). Des menaces commençaient à peser sur le Dand, mais les structures de gouvernance et de développement y étaient bien développées au milieu de 2008. Les processus de développement de l'Arghandab ont fonctionné dans une certaine mesure après la seconde incursion talibane, mais ils ont commencé à s'éroder à l'automne 2008 sous l'effet des nouvelles méthodes de l'ennemi. L'intérêt et l'action du CR (Sud) dans le Maywand, conjugués à l'arrivée de forces étasuniennes, étaient prometteurs.

Élément clé, l'Armée nationale afghane s'était grandement améliorée au milieu de 2008, quand elle était encadrée de près, et il y avait beaucoup plus de forces afghanes dans la province que jamais auparavant. L'absence d'un concept d'opération canado-afghan intégré pour la FO Kandahar et la 1-205 Brigade dans la province a constitué un obstacle à ce moment-là et a causé certains problèmes en matière de commandement et contrôle.

Sous la direction du Canada, le CR (Sud) a aussi accru la fidélité et la coordination des opérations dans tout le sud de l'Afghanistan, ce qui a produit d'importants effets positifs dans la province de Kandahar. Mentionnons une réaction afghano-canadienne coordonnée lors de l'évasion de Sarposa et de la seconde incursion talibane dans l'Arghandab, la facilitation des opérations dans le Garmsir, les opérations dans le Maywand, la coordination des forces d'opérations spéciales et le ciblage des dirigeants ennemis.

Le projet d'installation de la turbine au barrage de Kajaki a échoué en fin de compte. L'entreprise chinoise qui devait couler les fondations de béton a refusé de travailler, car « elle craignait pour la sécurité de son personnel » qu'elle a donc retiré un mois après la livraison de la turbine. Les 500 tonnes de ciment ne sont jamais arrivées parce que

l'utilisation des routes était toujours interdite. Au moment de la rédaction de la présente histoire, en 2013, l'équipement continue de se délabrer à proximité du barrage[402]. Toutefois, l'Op ASP-E JANUBI a fait 400 morts chez les insurgés dans le contexte de ce projet[403].

Au milieu de 2008, l'insurrection dans la province de Kandahar avait du plomb dans l'aile, mais elle poursuivait tout de même la lutte. Les districts clés qu'elle menaçait étaient le Panjwayi et le Zharey, dans le secteur traversé par l'Autoroute 1 (Senjaray et Asheque) et elle progressait à un bas niveau dans l'Arghandab à la fin de l'été. Dans les districts ruraux secondaires (Khakrez, Shah Wali Kot supérieur, Ghorak, Maruf et Arghistan), les opérations de perturbation des forces d'opérations spéciales empêchaient les insurgés d'exercer un contrôle total.

Au milieu de 2008, la FO Kandahar a essentiellement confirmé la possibilité que la structure d'influence de Kandahar était au cœur du problème presque autant que l'insurrection, mais on ne semblait pas savoir quoi y faire dans le camp canadien. Les efforts faits pour éliminer un élément clé de l'équation, à savoir Asadullah Khalid, n'ont été que partiellement fructueux. Le refus du gouvernement Karzai de reconnaître le problème et de s'y attaquer, ou même sa complicité dans la création ou le maintien de ce dernier, ont toujours constitué des obstacles insurmontables pour l'Armée canadienne. Cette question relevait des autres ministères; par conséquent, il incombait à d'autres de s'en occuper.

Au cours de la première moitié de 2008, et surtout pendant l'été, les événements ont montré qu'il existait une divergence profonde entre ce que le gouvernement canadien voulait accomplir au chapitre du développement dans la province de Kandahar, d'une part, et ce qui était nécessaire pour que la FIAS demeure viable dans tout le sud de l'Afghanistan, d'autre part. Vu que les ressources dont disposaient la FO Kandahar et le quartier général du CR (Sud) étaient limitées, comment devaient-ils les déployer? Si le barrage de Dahla était primordial, il fallait voir à la sécurité du Bas-Shah Wali Kot et de l'Arghandab. Pour protéger la ville de Kandahar, il fallait s'opposer aux opérations ennemies dans le Panjwayi et les supprimer. Afin que l'Autoroute 1 le long du Zharey reste ouverte pour assurer le ravitaillement des forces britanniques et étasuniennes dans l'Helmand, les opérations de sécurité dans le Zharey constituaient aussi une priorité. Ce problème s'est posé aux commandants canadiens pendant la seconde moitié de 2008.

Tout compte fait, un petit nombre de Canadiens ont fourni l'effort global déployé dans la province de Kandahar en 2008. Les mentors opérationnels de la police et ceux de l'Armée et les équipes de la COCIM et des OPPSY ont habituellement travaillé côte à côte avec les FSNA dans les postes de police secondaires, les postes fortifiés et les avant-postes de combat isolés, chauds et inhospitaliers des districts du Zharey, du Panjwayi et du Maywand. Entre-temps, le groupement tactique a rempli un précieux rôle perturbateur

en menant des opérations telles que NOLAI et TIMUS PREEM afin de gagner du temps pour que le Canada et l'Afghanistan puissent réorganiser leurs efforts respectifs en matière de développement et de gouvernance.

NOTES

1. « CBC News in Review March 2008: The Manley Report on Afghanistan ».
2. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, les 9 et 13 octobre 2014.
3. « Manley report demands effort from Government and NATO to maintain Afghan mission », www.canada.com, 22 janvier 2008.
4. « Manley report puts equal pressure on Liberals, Conservatives », www.canada.com, 22 janvier 2008.
5. John Manley, « Afghanistan: Meeting the Development Challenge », *Options politiques*, octobre 2007, p. 6-12. Les commentaires ont abondé sur ce supposé « auto-plagiat » (quel que soit le sens de ce mot) dans la blogosphère, mais ils ont amené l'opinion à se douter que le contenu du Rapport Manley avait été prédéfini avant d'être déposé et publié. Voir la discussion sur « On John Manley, Self-Plagiarism, and Credibility », dans le site http://phantomobserver.com, 23 janvier 2008.
6. « Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan » [ci-après appelé « Rapport Manley »], p. 3-4.
7. Rapport Manley, p. 38.
8. *Ibid.*, p. 40.
9. *Ibid.*, p. 41.
10. *Ibid.*, p. 42.
11. Peter Kent, « Ottawa Misses Manley's Best Points », *Options politiques*, mars 2008, p. 50-53.
12. Jim Cox, « Afghanistan : Le Canada et le dialogue au sein de l'OTAN », PRB 08-2F, Chambre des communes, Division des affaires politiques et sociales, 22 avril 2008.
13. Voir Bob Woodward, Les guerres d'Obama, Paris, Denoël, 2011.
14. L'auteur a joué un rôle discret dans le processus à l'issue duquel les États-Unis ont choisi de déployer « le Bataillon Manley » (le 2-2 Infanterie, Armée des É.-U.) à Kandahar.
15. Entrevue téléphonique avec le Lgén Andrew Leslie, 26 octobre 2014.
16. Entrevue avec le Bgén Denis Thompson, Ottawa, 14 février 2012.
17. Réunion préparatoire sur l'opération SHAMSHIR.
18. Briefing fait par le Commandement régional (Sud) à l'auteur, août 2008.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*
22. Le général Rick Hillier a dirigé la Division multinationale (Sud-Ouest) au sein de la Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie, mais cette entité était engagée dans une opération de stabilisation bien définie, et non dans une guerre anti-insurrectionnelle.

23. Entrevue avec le Col Spike Hazleton, Kingston, 19 avril 2012.
24. *Ibid.*
25. Entrevue avec le Col René Melançon, Kingston, 3 mai 2012.
26. *Ibid.*
27. À ce moment-là, les FOSCAN n'avaient pas leurs propres hélicoptères et elles dépendaient donc des hélicoptères de quelqu'un d'autre ou des véhicules terrestres. Cela a réduit leur capacité d'intervenir dans certaines circonstances, dans certains secteurs.
28. Entrevue avec le Col Hazleton; entrevue avec le Lcol Melançon.
29. *Ibid.*
30. *Ibid.*
31. Entrevues confidentielles. *Escouade américaine : police du monde* [*Team America*] était un film dans lequel les acteurs sont des marionnettes; ils formaient une unité secrète des États-Unis qui, dans son exubérance, a détruit la tour Eiffel pendant qu'elle pourchassait des terroristes. Voir aussi Nick Davies, « Afghanistan War Logs: Task Force 373-special forces hunting top Taliban », *The Guardian*, 25 juillet 2010; Robert Winnett, « WikiLeaks Afghanistan: black operations unit carries out "kill or capture" mission », *The Telegraph*, 27 juillet 2010. D'autres sites Web, versant dans des critiques hystériques, décrivent la FO 373 comme étant une « escouade de la mort » « sans supervision judiciaire ». Quand les SAS ont pourchassé Erwin Rommel en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, ils n'ont pas eu besoin d'une « supervision judiciaire » pour l'assassiner, non plus que le LRDG, quand il attaquait et perturbait les colonnes de ravitaillement de l'Afrika Korps. La FO 373 fonctionnait en se servant de la Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI), dont la constitution était assujettie à une telle supervision.
32. Entrevue avec le Col Hazleton.
33. Entrevue avec le Lcol Melançon.
34. Entrevue avec le Col Hazleton.
35. *Ibid.*
36. Observations de l'auteur pendant qu'il accompagnait le 1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles, et discussions avec le Lcol Johnny Bourne et son état-major, février et mars 2008.
37. Entrevue avec le Lcol Melançon.
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. « Commander TFK Initial Direction to R5 Commanding Officers », 3 mars 2008.
41. O frag ajouté à l'Op GARRANDAY ZMARAY. Voir les diapositives « Pashmul Development Bubble », 12 janvier 2008.
42. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 22 au 28 février 2008.
43. QG FOI-A, « Op RAHAWANA ZMARAY », 12 décembre 2007.
44. Entrevue avec le Maj Geoff McCarthy, aérodrome de Kandahar, août 2008.
45. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Al Mulawyshyn, aérodrome de Kandahar, 12 août 2008.

46. Les hélicoptères CH-136 Kiowa, dont 74 équipaient dix escadrons de la Force régulière et de la Réserve, ont été mis au rancart à la SFC Mountainview en 1995 et vendus à la République dominicaine et à des utilisateurs civils. Le CH-136 était muni d'un mini-canon Gatling MINI-TAT GAU-2A/B de 7,62 mm. Voir le site http://www.helis.com/database/model/713/.

47. Entrevue avec le Capt Joe Corsentino, Armée des É.-U., et avec des membres clés des Banshees, aérodrome de Kandahar, 9 août 2008.

48. CRSQ QG FOI-A, 13 mars 2008; CRSQ J2, 31 mars 2009; CRSQ QG FOI, 10 avril 2008; CRSQ J2, 2 juin 2008; CRSQ QG FOI, 2 juillet 2008; CRSQ QG FOI, 15 août 2008; entrevue avec le Col Jamie Cade, Kandahar, 2 février 2009.

49. CRSQ CICP, 16 mars 2008; CRSQ CICP, 5 mai 2008; CRSQ QG FOI, 9 mai 2008; CRSQ QG FOI, 13 mai 2008.

50. CRSQ J2, 23 mai 2008.

51. CRSQ GT, 4 juillet 2008; CRSQ QG FOI, 16 juillet 2008; CRSQ J2, 25 mars 2008.

52. CRSQ J2, 29 mars 2008.

53. CRSQ J2, 2 mars 2008; CRSQ J2, 4mars 2008 CRSQ J2, 5 mars 2008; CRSQ J2, 10 mars 2008; CRSQ QG FOI, 20 mars 2008; Afghan News, « Taliban cellular antenna vandals killed, arrested », www.afgha.com, 18 mars 2008.

54. Ayesha Siddiqa, *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007; Adam Pappas, « Trade Promotion in Afghanistan: Roles for Infrastructure and Institutes », *Police Options for State-Building in Afghanistan*, School for Advances International Studies, 24 avril 2009.

55. « Red Ball Express Rides Again? », *WordPress*, 29 juillet 2008.

56. Briefing fait à l'auteur, CCO-P, Kandahar, 3 août 2008.

57. CRSQ QG FOI, 6 juin 2008; CRSQ QG FOI, 27 juillet 2008.

58. Entrevue avec le Maj David Warnke, aérodrome de Kandahar, 8 février 2009.

59. Briefings faits à l'auteur par l'Escadron anti-EEI.

60. *Ibid.*

61. Voir « Army Counterintelligence Center Counterintelligence Analysis Report », « Wikileaks.org-An Online Reference to Foreign Intelligence Services, Insurgents, or Terror Groups? », 18 mars 2008, et Tiffany Strother, « Cell Phone Use by Insurgents in Iraq », Urban Warfare Analysis Center, Wave Technologies, 14 mai 2007. L'équivalent historique serait le suivant : « Et si la CBC annonçait sur les ondes de Radio-Canada International que nos bombardiers Lancaster brouillaient les radars nazis de défense aérienne pendant la Seconde Guerre mondiale? »

62. L'auteur était présent quand les ressources ISTAR ont révélé l'exaspération de l'ennemi qui essayait de cibler une colonne de la FO Orion avec des RCIED, en juillet 2006.

63. Briefings faits à l'auteur, janvier 2008. L'auteur était présent au cours de l'opération JALEY, quand une équipe d'exploitation a découvert des engins-araignées fabriqués en Iran dans une cache et d'autres matériels servant à construire des EEI. Voir aussi « WikiLeaks.org An Online Reference to Foreign Intelligence Services, Insurgents, or Terror Groups? »

64. Jerome Starkey, « Prowlers Detonate Roadside Bombs », *The Scotsman*, le 26 mars 2009.

65. Entrevue avec le Sgt David Tofts, Camp Nathan Smith, 28 janvier 2008.

66. Briefings faits à l'auteur par l'Escadron anti-EEI.

67. Entrevue avec le Lcol Chris Comeau, Kingston, 15 mai 2012.

68. Entrevue avec le Lcol Bob Ritchie, Ottawa, 24 octobre 2012.
69. Entrevue avec le Lcol Comeau.
70. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 22 au 28 février 2008; CRSQ ELMO, 4 mars 2008.
71. Entrevue avec le Maj Gilbert McCauley, aérodrome de Kandahar, 11 août 2008.
72. Lors des rotations antérieures, le J6 s'est occupé de ces questions en partie parce que l'effectif était plafonné. Par suite de tous ces changements, le J6 n'était plus à même de tout contrôler. Entrevue avec le Capt James Lindsay, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.
73. Entrevue avec le Maj Jamie Vieveen, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.
74. CRSQ FO 1-08, 4 mars 2008.
75. CRSQ FO 1-08, 17 mars 2008.
76. CRSQ ELMO, 1er mars 2008.
77. L'auteur a observé l'opération depuis le COP, au QG FOI-A, puis au COT du GT.
78. CRSQ ELMO, du 1er au 20 mars 2008; CRSQ FO 1-08, 20 mars 2008.
79. CRSQ QG FOI-A, 18 mars 2008.
80. CRSQ QG FOI-A, 19 mars 2008.
81. Entrevue téléphonique avec le Lcol Stéphane Boivin, 1er mars 2013. Voir aussi les CRSQ QG FOI-A, de mars à mai 2008.
82. Entrevue avec le Maj Boivin.
83. *Ibid.*
84. CRSQ FOI-A, les 16 et 17 avril 2008.
85. CRSQ J2, 12 mars 2008; CRSQ FOI-A, 14 avril 2008.
86. CRSQ FOI-A, du 17 au 25 avril 2008.
87. CRSQ FO 1-08, 1er mai 2008.
88. Entrevue avec le Maj Boivin.
89. Entrevue avec le Lcol Stacey Grubb, Ottawa, 4 juillet 2012.
90. Entrevue avec le Maj Grubb.
91. *Ibid.*
92. CRSQ FO 1-08, du 7 au 9 mars 2008.
93. Entrevue avec le Maj Grubb.
94. CRSQ FO 1-08, les 24, 27 et 29 mars et le 3 mai 2008; entrevue avec le Maj Grubb.
95. CRSQ ERP, 18 mars 2008.
96. CRSQ ERP, 3 mars 2008.
97. CRSQ ERP, 6 mars 2008.
98. Rapport de la COCIM de l'ERP, i/a 51, 11 mars 2008.
99. CRSQ ELMO, 24 mars 2008.

100. CRSQ ELMO, 23 mars 2008.
101. CRSQ J2, 5 mars 2008.
102. CRSQ J2, 10 mars 2008.
103. CRSQ J2, 25 mars 2008.
104. CRSQ ELMO, 13 mars 2008.
105. Incident significatif, QG FOI-A, 13 mars 2008.
106. CRSQ QG FOI-A, 16 mars 2008.
107. CRSQ ELMO, du 16 au 19 mars 2008.
108. Incidents significatifs, QG FOI-A, les 14, 16 et 23 mars 2008.
109. CRSQ ELMO, 24 mars 2008.
110. CRSQ FO 1-08, 31 mars 2008.
111. Incident significatif, QG FOI-A, 30 mars 2008.
112. Entrevue avec l'Adjum Alison Clark, Kingston, 4 mai 2012.
113. Entrevue avec le Maj Mike Lane, Ottawa, 8 mars 2012.
114. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Capt Reg McMichael, Edmonton, 12 juillet 2012.
115. CRSQ FO 1-08, les 8, 9, 14 et 15 mars 2008.
116. CRSQ FO 1-08, 24 mars 2008; entrevue avec le Capt McMichael.
117. CRSQ ELMO, les 3, 6 et 7 mars 2008.
118. CRSQ FO 1-08, du 26 au 29 mars 2008; CRSQ J2, 29 mars 2008.
119. CRSQ FO 1-08, du 30 mars au 2 avril 2008.
120. CRSQ FO 1-08, du 2 au 5 avril 2008; CRSQ FO 1-08, 15 avril 2008.
121. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 51 de la COCIM, 3 mars 2008.
122. CRSQ ERP, 17 mars 2008.
123. CRSQ ERP, 5 mars 2008.
124. CRSQ ERP, 17 mars 2008.
125. Discussions avec le Capt Larocque, district de Panjwayi, 1er février 2008.
126. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52 de la COCIM, Panjwayi, 18 mars 2008.
127. *Ibid.*
128. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52 de la COCIM, Panjwayi, 8 mars 2008.
129. CRSQ ERP, 2 avril 2008.
130. *Ibid.*
131. Rapport d'un KLE ERP, 4 avril 2008.
132. CRSQ ERP, Suivi détaillé de la COCIM, indicatif d'appel 52, Panjwayi, 14 avril 2008.
133. CRSQ ERP, 15 avril 2008.

134. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52, Panjwayi, 22 avril 2008.

135. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52, Panjwayi, 23 avril 2008.

136. CRSQ ERP, rapport de l'indicatif d'appel 52, Panjwayi, 24 avril 2008.

137. CRSQ ELMO, 12 mars 2008.

138. Entrevue avec le Lcol Woodworth, Camp Nathan Smith, 27 août 2008.

139. CRSQ ERP, 16 mars 2008.

140. Entrevue avec le Lcol Woodworth. Entrevue avec le Maj Eric Perey, Camp Nathan Smith, 28 août 2008.

141. CRSQ ERP, 3 mars 2008.

142. CRSQ ERP, 10 mars 2008.

143. CRSQ ERP, 9 avril 2008.

144. CRSQ ERP, 16 avril 2008.

145. CRSQ ERP, 18 mars 2008.

146. CRSQ ERP, 4 mars 2008.

147. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 mars au 3 avril 2008.

148. KLE avec Ahmad Wali Karzai, 11 septembre 2007.

149. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 22 au 28 février 2008.

150. *Ibid.*

151. « Post Operation Report Headquarters Regional Command South-Rotation 4 », 24 octobre 2008.

152. C'est l'expression (dans sa version anglaise) que le Bgén David Fraser a employée quand l'auteur lui a demandé en juillet 2006 pourquoi il n'était pas possible de remplacer le gouverneur Asadullah Khalid. Elle a été reprise en plusieurs occasions par d'autres cadres supérieurs canadiens au cours des rotations successives.

153. CTV News, « Karzai Should Replace Kandahar Governor », 14 avril 2008.

154. Sauf ceux qui cherchaient à blâmer les Forces canadiennes de ne pas avoir recommandé le renvoi de Khalid dans le passé et à détourner ainsi l'attention de leur propre incapacité de gérer le portefeuille de la gouvernance dont ils voulaient s'occuper avec tant d'ardeur. Voir Murray Brewster, « Canada defended torturer », *Toronto Star*, 14 décembre 2009.

155. CRSQ ERP, rapport du détachement de la COCIM à l'ERP, 18 avril 2008.

156. Voir l'analyse dans Nicholas Grammer, « The Afghanistan Task Force and Prime Ministerial Leadership ».

157. À preuve : M^{me} Golberg « est entrée au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en 1996, où elle a ensuite travaillé pendant une décennie à plusieurs dossiers liés à la paix et à la sécurité internationales, notamment à la gestion des interventions du Canada à la suite d'importantes catastrophes naturelles, aux insurrections politiques et aux conflits armés. En 2005, elle accède au poste de directrice, Groupe des affaires humanitaires et des interventions d'urgence, puis à celui de directrice principale et de chef adjointe du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction. En 2007, M^{me} Golberg est nommée directrice exécutive du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, au Bureau du Conseil privé ».

158. Pour ce qui est de l'efficacité de la RCK, l'auteur a été abordé par des intermédiaires du pouvoir de Kandahar qui lui ont demandé si le Canada cherchait délibérément à les insulter, ou s'il s'agissait d'une sorte de blague qu'ils ne comprenaient pas. Au cours d'une discussion avec l'auteur par le biais de son interprète, les membres du

Conseil provincial ont décrit la RCK en pachto comme étant « la petite fille », avec tous les sous-entendus que cela comportait. Soulignons qu'en vertu des codes d'hospitalité des tribus pachtounes, il est déplacé d'insulter les invités; par conséquent, ces conversations étaient extraordinaires, de toute évidence, étant donné les circonstances. Au cours de discussions avec les officiers supérieurs du QG FOI-A, ceux-ci ont expliqué à l'auteur que les dirigeants afghans du niveau provincial s'adressaient souvent directement au Bgén Denis Thompson, et non à Elissa Golberg pendant les chouras. Le choix d'une jeune agente des affaires étrangères pour représenter le Canada dans le cœur islamique incroyablement conservateur et homosocial pachtoune du sud de l'Afghanistan a constitué une décision très contestable, vu la gravité de la situation. Malheureusement, l'auteur n'a pu obtenir du gouvernement canadien la permission d'interviewer l'ambassadrice Golberg pour recueillir son point de vue sur la question.

159. Insensibilité qui a eu d'autres aspects plus pernicieux, comme Ruth Hubbard et Gilles Paquet le soulignent dans leur livre intitulé *Probing the Bureaucratic Mind: About Canadian Federal Executives*, Ottawa, Commoners Publishing, 2014. « À notre avis, l'état d'esprit des cadres supérieurs est devenu souillé par une multitude de mauvaises habitudes : dissonance cognitive rampante et rectitude politique, érosion de la pensée critique. Ces mauvaises habitudes mentales ont involontairement mené à des comportements répréhensibles : récompense de l'échec, punition du succès, refus d'interpeller, manque de loyauté. »

160. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, les 9 et 13 octobre 2014.

161. *Ibid.*

162. *Ibid.*

163. Bureau du Conseil privé du Canada, « L'engagement du Canada en Afghanistan : Tracer la voie vers 2011 », juin 2008, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2008, p. 6-7.

164. *Ibid.*

165. Discussion avec le Lcol Tim Young, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008; entretiens avec le Maj Jeff Davis et le Lcol Fraser Auld, aérodrome de Kandahar, 8 août 2008.

166. Note de service adressée par le cmdt FOI-A à D.L., « Of Interest to the Commander », 16 mai 2008.

167. Discussion avec le Lcol Tim Young, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008; discussions avec le Capc Elizabeth Woodcliffe et le Maj Mario Beauchesne, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

168. Journal quotidien du Bgén Denis Thompson, les 16 et 19 mai 2008.

169. Documents du Bgén Thompson, « Current Situation/Major Deduction Notes », mai 2008. Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Denis Thompson, Ottawa, 14 février 2012.

170. *Ibid.*

171. Note de service adressée par le cmdt FOI-A à D.L., « Of Interest to the Commander », 16 mai 2008.

172. Documents du Bgén Thompson, « Operational Philosophy V.1 ».

173. Entrevue avec le Bgén Thompson.

174. Journal quotidien du Bgén Denis Thompson, les 16, 19, 21, 23 et 31 mai et le 29 juin 2008.

175. CRSQ ELMO, 3 mars 2008.

176. Incidents significatifs, QG FOI-A, les 7 et 12 avril 2008. Voir l'entrevue avec le Capt Tyler Wentzell, Kingston, 26 mars 2011.

177. Discussions avec l'équipe des OPPSY, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

178. Entrevue avec le Capt Wentzell.

179. *Ibid.*

180. *Ibid.*, rapport de patrouille signé par le Capt Wentzell.

181. Lolita C. Baldor, « 24th MEU Singled Out for Afghan Duty », The Associated Press, 14 janvier 2008; OAP 24 MEU, « Operation AZADA WOSA: Recounting the 24th MEU's Progress in Garmsir ».

182. Correspondance avec l'auteur.

183. Briefing à l'auteur par la 24 MEU, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

184. Entrevue avec le Col Hazleton.

185. Ou était-ce l'inverse? On ne pouvait jamais le savoir au juste.

186. Briefing fait à l'auteur sur les questions relatives aux entrepreneurs, QG FOI-A, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

187. Voir « Private Security Contracting and the Counter-insurgency Mission in Afghanistan: United States House of Representatives Committee on Oversight and Government Reform Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, Testimony by Carl Forsberg, Institute for the Study of War, 22 June 2010 ». Voir aussi Carl Forsberg et Kimberly Kagan, étude intitulée « Consolidating Private Security Companies in Southern Afghanistan ».

188. Courriel du Maj Boivin à l'auteur, 11 mars 2013.

189. Entrevue avec le Maj Boivin.

190. *Ibid.*

191. Documents Thompson, « Chief J2 Occasional Paper 3-The importance of Kandahar City », mai 2008,

192. *Ibid.*

193. *Ibid.*

194. Notes marginales du Bgén Thompson sur le document hors-série intitulé « Importance of Kandahar City ».

195. Entrevue avec le Maj Chris Adams, FOB Ma'Sum Ghar, les 17 et 18 août 2008.

196. *Ibid.*

197. CRSQ ERP, 31 mai 2008.

198. CRSQ ERP, 10 juin 2008.

199. CRSQ ERP, 3 juin 2008.

200. C'est-à-dire l'Homme-fusée.

201. CRSQ FO 1-08, du 1er au 3 mai 2008); O frag de la FO 1-08, Op TOORAH AZADI II.

202. CRSQ ELMO, du 1er au 24 mai 2008.

203. CRSQ FO 1-08, 24 mai 2008; rapport post-opération de la FO 1-08, Op TOORAH AZADI REDUX.

204. CRSQ ELMO, 12 mai 2008.

205. CRSQ ELMO, du 1er au 13 juin 2008.

206. CRSQ ELMO, 16 juin 2008.

207. CRSQ ERP, 30 juin 2008.

208. CRSQ FO 1-08, 9 juin 2008.
209. Entrevue avec le Maj Lane.
210. Entrevue avec le Lt McMichael.
211. *Ibid.*
212. Entrevue avec le Maj Lane.
213. CRSQ FO 1-08. CRSQ ELMO, 3 juin 2008.
214. CRSQ ELMO, 1er mai 2008.
215. CRSQ ELMO, 7 mai 2008.
216. CRSQ ELMO, 9 mai 2008.
217. CRSQ ELMO, les 10 et 14 mai 2008.
218. Entrevue avec le Maj Ritchie.
219. CRSQ ELMO, 17 mai 2008.
220. CRSQ ELMO, les 20 et 22 mai 2008. Entrevue avec le Lcol Al Mulawyshyn.
221. Entrevue avec le Lcol Mulawyshyn.
222. CRSQ ELMO, 28 mai 2008.
223. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2008.
224. Rapport d'évaluation hebdomadaire de la FOI Kandahar, 30 mai 2008.
225. Incident significatif, QG FOI-A, 25 mai 2008.
226. CRSQ FO 1-08, du 28 au 30 mai 2008; incident significatif, QG FOI-A, 28 mai 2008.
227. *Ibid.*
228. Évaluation faite par le CRTS sur l'Op RAWA TANDER, 31 mai 2008.
229. CRSQ J2, 1er juin 2008.
230. FOI Kandahar / GT 2 PPCLI, Op LEWE [Loup], Briefing sur le CONOP de NIVEAU 2, du 14 au 22 juillet 2008.
231. CRSQ FOI-A, 5 juin 2008.
232. « 2 PPCLI BG Use of UAV in the Hunter-Killer Role », juillet 2008.
233. Entrevue avec le Maj Jay Adair, Ottawa, 9 mars 2012.
234. L'expression « Combat en profondeur » était trompeuse parce qu'elle avait des connotations opérationnelles issues des concepts et de la terminologie de l'OTAN datant de l'époque de la Guerre froide [par exemple, FOFA (attaque des forces de deuxième échelon) et complexe de reconnaissance / frappe].
235. Entrevue avec le Maj Adair.
236. L'auteur a passé de nombreuses nuits sans dormir dans le COT du groupement tactique avec le Maj Louis Hamel à regarder la « télé d'abattage », en août 2008.
237. Entrevue avec le Maj Adair. Un compte hâtif et un examen des incidents significatifs du QG FOI-A fournissent des chiffres approximatifs; il existe une vidéo de presque chacune de ces attaques. Certaines séquences ont été prises par un TUAV, et les autres par les UAV MQ-1 ou MQ-9.

238. L'auteur faisait partie du Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar et il était présent en 2008 et 2009 à certaines de ces réunions.

239. Documents Thompson, journal, les 22 et 26 mai et 4 juin 2008.

240. Courriel du Lcol Fraser Auld adressé à l'auteur, 5 novembre 2009.

241. CRSQ FO 1-08, les 13 et 14 juin 2008; CRSQ ELMO, 15 juin 2008; notes de l'auteur sur l'Op NOLAI, aérodrome de Kandahar, 6 août 2008.

242. Entrevue avec le Capt Alex Duncan, Kingston, 26 mars 2011.

243. Entrevue avec le Capt Duncan.

244. Sean M. Maloney, « Panjwayi Alamo: The Defence of Strongpoint Mushan », *Canadian Military History*, vol. 18, nº 3, p. 47-63.

245. Chronologie de l'Op NOLAI.

246. Entrevue avec le Capt Duncan.

247. Maloney, « Panjwayi Alamo ».

248. Chronologie de l'Op NOLAI.

249. *Ibid.*

250. *Ibid.*

251. *Ibid.*

252. CRSQ QG FOI-A, 8 juin 2008.

253. CRSQ CICP, les 7 et 8 mars 2008.

254. Discussions de l'auteur avec un haut fonctionnaire du ministère afghan de l'Intérieur, août 2008.

255. Entrevue avec le Lcol Woodworth.

256. CRSQ CIPC, 14 juin 2008.

257. Incident significatif, QG FOI-A, 13 juin 2008; rapport du CICP au QG FOI-A, 15 juin 2008.

258. Rapport d'évaluation (ASSESSREP) de la FO Kandahar, 20 juin 2008.

259. Rapport d'évaluation mensuel du QG FOI-A, juin 2008.

260. Discussions avec des membres du Renseignement canadiens et afghans, Kandahar, août 2008. Certains croient aussi que Lashkar e Taiba a fourni l'équipe.

261. *Ibid.*

262. CRSQ CICP, 29 juin 2008.

263. Discussions avec des représentants de Service correctionnel Canada, Kingston, septembre 2008. L'auteur a visité la prison de Sarposa en 2007 et 2008 et s'est entretenu avec des membres afghans et canadiens du personnel sur place.

264. *Ibid.*

265. CRSQ ERP, 18 juin 2008.

266. CRSQ CICP, les 7 et 8 juin 2008; CRSQ FOI-A, du 9 au 11 juin 2008.

267. Rapport d'incidents significatifs du QG FOI-A, 13 juin 2008.

268. CRSQ J2, 14 juin 2008. CRSQ CICP, 15 juin 2008.
269. « Operation DAOR BUKHOU Post Operation Report », 1er juillet 2008. Entrevue avec le Col Hazleton; entrevue avec le Lcol Melançon.
270. O frag 01, Op DAOR BUKHOU; entrevues avec le Lcol Melançon et le Col Hazleton.
271. Entrevue avec le Lcol Dan Drew, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.
272. Entrevue avec le Maj Steve Joudrey, aérodrome de Kandahar, 10 août 2008.
273. ERSQ ERP, 18 juin 2008.
274. O frag 01, Op DAOR BUKHOU; CRSQ CICP, 17 juin 2008.
275. Entrevue avec le Mgén Al Howard, Kingston, 20 juillet 2012.
276. Entrevues avec le Maj Joudrey et le Lcol Drew.
277. CRSQ ERP, 19 juin 2008.
278. Chronologie de l'Op DAOR BUKHOU.
279. *Ibid.*; entrevues avec le Maj Joudrey et le Lcol Drew.
280. CRSQ QG FOI-A, 19 juin 2008.
281. CRSQ QG FOI-A, 20 juin 2008.
282. Chronologie de l'Op DAOR BUKHOU; entrevues avec le Maj Joudrey et le Lcol Drew.
283. Entrevue avec le Lcol Drew.
284. Mise à jour du matin du commandant de la FOI-A, 3 juillet 2008.
285. CRSQ ERP, 20 juin 2008.
286. CRSQ QG FOI-A, 28 juin 2008.
287. CRSQ QG FOI-A, 30 juin 2008.
288. Entrevue avec le Mgén Al Howard, Kingston, 20 juillet 2012.
289. Entrevue avec le Mgén Howard.
290. Discussion avec le Col Jay Milne, aérodrome de Kandahar, 30 janvier 2009.
291. Entrevue avec le Mgén Howard
292. *Ibid.*
293. Lettre au commandant, Commandement régional (Sud) envoyée par le QG FOI-A et intitulée « Concerns–Comd Joint Task Force Kandahar–Cycle 2 of the Focused District Development », s.d.
294. CRSQ CICP, 1er mai 2008.
295. CRSQ CICP, 21 mai 2008.
296. CRSQ CCO-P, les 19 juillet et 1er août 2008.
297. Discussions de l'auteur avec des membres supérieurs du personnel du QG FOI-A et de l'ARSIC, août 2008.
298. Entrevue avec le Lcol Dwayne Hobbs, Kandahar, 3 août 2008; entrevue avec le Lcol Doug Poitras, aérodrome de Kandahar, 7 août 2008. Discussions avec le Lcol Dana Woodworth, Camp Nathan Smith, 27 août 2008; discussions avec le Col Jamie Cade, aérodrome de Kandahar, 4 août 2008; discussions avec le Lcol Marc Gendron, 3 août 2008.

299. Entrevue avec le Lt McMichael.

300. *Ibid.*

301. Grahame Smith, « Fired Kandahar police chief says Canadian let him down », *Globe and Mail*, 3 juillet 2008. Voir http://afghanistan-the-true-story.blogspot.ca/2008/07/fired-kandahar-police-chief-says.html.

302. Entrevue avec le Bgén Thompson.

303. CRSQ ERP, 5 mai 2008.

304. Discussions avec l'Équipe tactique des OPPSY, aérodrome de Kandahar, 15 août 2008.

305. Entrevue avec le Maj Jim Allen, Camp Nathan Smith, 28 août 2008. Entrevue avec le Maj Eric Perey, Camp Nathan Smith, 28 août 2008.

306. *Ibid.*

307. « Warlord, Inc: Extortion and Corruption Along the U.S. Supply Chain in Afghanistan », Sous-comité de la sécurité nationale et des affaires étrangères, Comité de la supervision et de la réforme gouvernementale, Chambre des représentants des É.-U., juin 2010, p. 38.

308. CRSQ ERP, 8 mai 2008.

309. CRSQ ERP, 17 mai 2008.

310. CRSQ ERP, 4 août 2008

311. CRSQ ERP, 6 août 2008.

312. CRSQ ERP, 16 août 2008.

313. CRSQ ERP, 30 juin 2008.

314. CRSQ ERP, 1er août 2008. L'auteur de cette section du CRSQ a écrit que le maire était tout simplement jaloux du grand nombre de projets de l'ONU, et il a minimisé l'importance des préoccupations du maire. Ce point de vue reflète le préjugé pro-onusien de certains membres du personnel canadien. Qui était censé diriger la ville de Kandahar? L'ONU ou le maire?

315. CRSQ QG FOI-A, les 24 et 28 août 2008.

316. CRSQ FOI-A, 6 juin 2008; CRSQ CICP, 6 juin 2008.

317. CRSQ QG FOI-A, du 8 au 14 juin 2008.

318. CRSQ FOI-A, 26 juillet 2008.

319. Entrevue avec le Maj Vieveen.

320. CRSQ ERP, 3 juin 2008.

321. CRSQ ERP, 22 juillet 2008.

322. Entrevue avec l'Adjum Clark.

323. CRSQ FOI-A, du 3 au 29 juillet 2008.

324. Entrevue avec le Bgén Thompson.

325. Sources afghanes de l'auteur.

326. CRSQ QG FOI-A, les 6 et 7 juillet 2008.

327. Entrevue avec le Lcol Hobbs.

328. *Ibid.*

329. CRSQ QG FOI-A, 6 juillet 2008.

330. Entrevue avec le Col Cade.

331. Discussions de l'auteur avec le Lcol Dana Woodworth, Camp Nathan Smith, 27 août 2008.

332. La meilleure approximation des événements possible à ce moment-là, hormis l'existence de nouveaux renseignements, a été qu'Habibullah Jan et Ahmad Wali Karzai ont conclu un marché en prenant un dîner tranquille pour délimiter leurs activités paraprofessionnelles, l'objectif de Karzai ayant été de mettre l'autre à l'aise. Mais alors, un intermédiaire du pouvoir, associé d'Ahmad Wali Karzai, a parallèlement organisé l'assassinat d'Habibullah Jan pendant que ce dernier n'était pas sur ses gardes. Un autre « acteur » s'est assuré qu'il n'y aurait aucune protection ni intervention de la police. L'animosité d'Asadullah Khalid et d'Ahmad Wali Karzai à l'endroit d'Habibullah Jan était bien connue des analystes canadiens, tout comme les tentatives qu'ils avaient faites pour façonner l'opinion des Canadiens sur Habibullah Jan. Il n'existe toujours aucun lien solide entre l'assassin d'Habibullah Jan et les éléments de la structure politique de la province de Kandahar.

333. CRSQ CCO-P, 4 juillet 2008.

334. CRSQ ERP, 30 juin 2008.

335. *Ibid.*

336. CRSQ FOI-A, 28 juillet 2008.

337. QG FOI-A, « Opération LUMBAR », 22 juillet 2008.

338. Chronologie de l'Op LUMBAR.

339. *Ibid.*

340. *Ibid.* Briefing fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 8 août 2008.

341. Briefing du QG FOI-A, « Operation SOTAK », 2 juillet 2008; CRSQ QG FOI-A, 2 juillet 2008; CRSQ QG FOI-A, 8 juillet 2008.

342. CRSQ FOI 1-08, 23 juillet 2008.

343. CRSQ ERP, 5 juillet 2008.

344. CRSQ FO 1-08, le 26 juillet et les 2, 4 et 11 août 2008.

345. CRSQ ERP, 27 juillet 2008.

346. CRSQ FO 1-08, du 26 au 30 juillet 2008.

347. Entrevue avec le Maj Lane.

348. CRSQ FOI-A, du 4 au 29 juillet 2008.

349. Entrevue avec le Lt McMichael.

350. L'auteur était en train de recevoir un briefing de l'unité des TUAV, dans son emplacement, quand l'avant-poste d'Haji a été attaqué, il a observé la réaction en temps réel.

351. Cette partie est fondée sur des rapports de l'équipe de la COCIM adressés à l'ERP au cours de tout le mois d'août 2008 et sur les recherches menées par l'auteur cet été-là dans le district de Panjwayi.

352. Cette partie repose sur l'article intitulé « Panjwayi Alamo: The Defence of Strongpoint Mushan », *Revue militaire canadienne*, été 2009, p. 47-63. Cet article était fondé sur des entrevues avec le personnel de l'ELMO basé au poste fortifié de Mushan au cours de cette période; ces entrevues ont eu lieu sur le terrain pendant l'été de 2008.

353. Rapport post-opération de l'Escadron B, Op ROOM SERVICE, les 2, 5, 6 et 7 juillet 2008.

354. *Ibid.*

355. Ordre d'opérations de l'Escadron B, « Opération LEWE », 15 juillet 2008; CRSQ FO 1-08, 18 juillet 2008.

356. Également appelée, « opération MUTAFIQ TANDAR 3 ».

357. Rapport post-opération de l'Escadron B, Op MUTAFIQ TANDAR 3, du 26 au 30 juillet 2008.

358. *Ibid.*

359. Briefings faits par le 2-2 Infanterie à l'auteur, FOB RAMROD, district de Maywand, 13 mars 2009. Soulignons que la FO Kandahar a demandé à l'auteur d'aider le 2-2 Infanterie à se familiariser avec le district de Maywand et avec les opérations antérieures y ayant eu lieu, car à son arrivée, elle disposait de peu de renseignements à cet égard.

360. *Ibid.*

361. CRSQ QG FOI-A, du 11 au 22 juillet 2008.

362. Briefing fait par le CRTS à l'auteur, 15 août 2008.

363. Soulignons qu'au Canada, les partis d'opposition, les médias et les groupes de défense des droits de la personne n'ont pas exigé d'enquêtes, n'ont pas posé de questions ou demandé l'intervention du Croissant-Rouge relativement aux prisons secrètes et aux chambres de torture des talibans.

364. CRSQ J2, 2 août 2008.

365. CRSQ FOI-A, du 15 au 20 août 2008; entrevue avec le Maj Chris Comeau, Kingston, 16 mai 2012.

366. CRSQ FOI-A, du 20 au 31 août 2008.

367. Le nom de code de l'opération a été produit par un planificateur australien qui a employé le terme australien pour un animal non existant, expressément pour que le Lcol René Melançon, commandant du COI, ait du mal à le prononcer. Cela était lié à un incident au cours duquel le Lcol Melançon avait publiquement été réprimandé d'une façon humiliante par le Mgén Jacko Page; Melançon avait riposté en utilisant l'expression canadienne-française la plus complexe qu'il pouvait trouver pour désigner une opération, de manière que Page n'arrive pas à la dire. Voir l'entrevue avec le Lcol Melançon. Voir aussi le courriel adressé par le Col Spike Hazleton à l'auteur (12 mars 2013).

368. Entrevues avec le Col Hazleton et le Col Melançon.

369. *Ibid.*

370. « Post Operation Report Headquarters Regional Command South-Rotation 4 », 24 octobre 2008.

371. L'auteur observait les événements dans le COT pendant que la Compagnie C était en contact avec l'ennemi. CRSQ FO 1-08, les 6 et 7 août.

372. L'auteur observait les événements dans le COT pendant que la Compagnie C était en contact avec l'ennemi.

373. CRSQ FO 1-08, 11 août 2008.

374. Ce segment repose sur l'article de Sean M. Maloney intitulé « The Mechs: Operation TIMUS PREEM », paru dans *Canadian Military History*, été 2010, p. 57-72.

375. *Remarque* : L'auteur a accompagné le Lcol David Corbould et son QG TAC au cours de cette opération.

376. Entrevue avec le Lcol Casey Horlock, aérodrome de Kandahar, 10 août 2008.

377. *Ibid.*

378. Observation de l'auteur.

379. Entrevue avec le Lcol Horlock.

380. *Ibid.*

381. Entrevue avec le Lcol Horlock.

382. L'acronyme BATTY signifie « Big Ass Tan Truck, Yo! ». Briefing du SLC fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 19 août 2008.

383. Briefing du SLC fait à l'auteur, Ma'Sum Ghar, 19 août 2008; briefing fait à l'auteur par le Cplc Stan Goodyear et le Cvr James Jacobs, Ma'Sum Ghar, 4 mars 2008.

384. Briefing fait à l'auteur par le Cplc Stan Goodyear et le Cvr James Jacobs, Ma'Sum Ghar, 4 mars 2008.

385. La Force aérienne travaillait sans arrêt pour obtenir des hélicoptères CH-47 Chinook en remplacement de ceux que le Canada avait vendus aux Néerlandais à la fin de la Guerre froide, et elle avait maintenant le feu vert après la parution du Rapport Manley.

386. « SkyLink USA Corporate Presentation and Capabilities Briefing », s.d.

387. QG FOI-A, rapport sur les incidents significatifs, 1er juin 2008.

388. Discussions avec le Lcol Ed Haskins, aérodrome de Kandahar, 2 février 2009.

389. Entrevue téléphonique avec le Col Serge Labbé, 10 octobre 2012.

390. Entrevue avec le Col Labbé.

391. *Ibid.*

392. Correspondance entre le Maj Sean Wyatt et l'auteur.

393. Entrevues téléphoniques avec David Mulroney, les 9 et 13 octobre 2014.

394. Entrevue avec le Col Labbé. L'auteur a essayé de communiquer avec l'ambassadeur Lalani pour obtenir ses observations, mais il n'a reçu aucune réponse à ses demandes d'entrevue.

395. Entrevue avec le Col Labbé. Dans le passé, Lalani avait occupé « divers postes à l'administration centrale et à l'étranger; il avait notamment brièvement travaillé à Copenhague et auprès du coordonnateur principal pour le processus de paix au Moyen-Orient, les enjeux liés à l'Union européenne et les affaires intéressant le Commonwealth et les Nations Unies. En 1994, il a été affecté à l'ambassade du Canada en Turquie. M. Lalani a aussi servi à l'étranger à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York pendant que le Canada siégeait au Conseil de sécurité et il a été conseiller à Washington. En 2006, il a été nommé ambassadeur du Canada en Jordanie, avec accréditation auprès de l'Iraq. » [Traduction] En d'autres mots, il n'avait aucune expérience digne de mention des zones de conflit et, apparemment, peu d'expérience interministérielle concrète des relations avec les FC ou le MDN. Voir aussi le site Web d'Affaires mondiales Canada, Nouvelles : Nominations diplomatiques, 28 août 2012.

396. Fonberg était arrivé en 2007 au MDN depuis le MAECI où il avait été sous-ministre du Commerce international. Comme ses anciens collègues du MAECI, il n'avait aucune expérience des zones où sévissaient des conflits internationaux, encore moins des opérations militaires.

397. Entrevue avec le Col Labbé.

398. Nicholas Grammer, « The Afghanistan Task Force and Prime Ministerial Leadership ». Voir www.cpsa acsp.ca.

399. Voir le site Web « Bureau d'appui à la gouvernance », L'engagement du Canada en Afghanistan.

400. Entrevue avec le Col Labbé.

401. CBC News, « Afghan Governor's Rights Abuses known in 07 », 12 avril 2010. Voir aussi Graeme Smith, « House of Pain: Canada's Connection with Kandahar's Ruthless Palace Guard », *Globe and Mail*, 10 avril 2010, et la version mise à jour du 23 août 2010, dans laquelle le journal retire les allégations selon lesquelles le Lgén Gauthier et le Bgén Fraser auraient été au courant de ces événements.

402. Mark Urban, « What went wrong with Afghanistan Kajaki power project? », BBC, 27 juin 2011; Glenn Zorpette, « Re-engineering Afghanistan », *IEEE SPECTRUM*, octobre 2011.

403. Entrevue avec le Col Hazleton.

L'ÉQUILIBRE,

DE SEPTEMBRE 2008 À FÉVRIER 2009

Introduction

Les turbulences engendrées par l'évolution rapide du paysage stratégique canadien, combinées aux durs coups psychologiques encaissés par suite de l'évasion de Sarposa, à l'opération (Op) Arghandab II et à une campagne d'assassinats accélérée dirigée contre des cibles afghanes « non protégées » dans la ville de Kandahar, ont amené la FO Kandahar et ses unités à la seconde moitié de 2008. Le remplacement du gouverneur Asadullah Khalid s'est accompagné d'une incertitude accrue au niveau provincial. Cependant, les dommages infligés aux forces ennemies dans le sud de l'Afghanistan ont temporairement calmé le jeu : mentionnons le ciblage des chefs ennemis; la traque et l'élimination des insurgés qui s'étaient évadés de la prison de Sarposa; le piégeage et l'abattage de plusieurs centaines d'insurgés qui attaquaient la turbine de remplacement alors qu'elle approchait lentement du barrage de Kajaki; la réduction accélérée de la capacité de l'ennemi de ravitailler et de renforcer ses éléments dans les districts de Zharey et de Panjwayi, tandis que la coalition intensifiait ses activités dans le Maywand et l'Helmand.

Alors que la campagne se poursuivait au début de l'automne de 2008, un certain équilibre s'est établi entre les insurgés et les forces coalisées dans la province de Kandahar. Cet état de choses s'est accompagné de la possibilité d'accroître les activités de développement, de reconstruction et de renforcement des capacités sur le front défendu par les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA), dans les zones où le contrôle exercé par les insurgés était moindre. Résultat : les Canadiens ont intensifié leurs efforts dans la ville de Kandahar. Ottawa faisait pression pour que le projet du barrage de Dahla avance. Certaines organisations non gouvernementales d'aide humanitaire voulaient accroître leurs activités dans la province. Le problème était le suivant : l'ennemi avait changé de cap encore une fois et faisait preuve d'agilité face à une force écrasante quand celle-ci se concentrait dans un secteur donné.

Parallèlement, la structure d'influence dans la province accédait de plus en plus aux ressources de la coalition, mais elle ne suscitait pas la synergie nécessaire pour produire un effet digne de mention sur le terrain, dans les districts adjacents et éloignés. La légitimité devenait de plus en plus un enjeu public alors que le gouvernement afghan se préparait aux élections nationales en 2009. L'ennemi avait désormais une latitude accrue pour mener des opérations et entraver le processus électoral et, peut-être, effacer les conséquences des erreurs

importantes qu'il avait commises en 2004 et 2005. L'Armée canadienne n'a pas combattu dans le sud de l'Afghanistan dans un vide politique; pendant tous les derniers mois de 2008, elle a dû répondre aux impératifs politiques imposés par le Canada et l'Afghanistan.

La dimension stratégique canadienne

À la fin d'août 2008, le gouvernement minoritaire au Canada décidait de déclencher une élection, et le Parlement était dissous le 7 septembre. Cette fois encore, l'ennemi surveillait la situation attentivement, tentant d'obtenir un avantage stratégique. Le leader des opérations médiatiques talibanes, Qari Mohammed Yousef, s'est servi du réseau de la CBC pour diffuser son message :

> « Voici le message que nous adressons aux leaders canadiens, au gouvernement du Canada et à toute la population de ce pays : n'envoyez pas vos fils en Afghanistan, car ils mourront pour la cause des Américains. L'Afghanistan sera leur tombeau[1]. » [Traduction]

Quand Yousef a été interviewé par la Presse canadienne, il a tenu les propos suivants : « Oui, je sais qu'une élection a lieu au Canada. C'est pourquoi nous intensifions nos attaques contre les troupes canadiennes […] Je suggère au prochain premier ministre de retirer les troupes canadiennes de l'Afghanistan[2] » [Traduction]. La permission accordée aux chefs ennemis d'accéder à la population canadienne par le biais des médias du pays, sans que le gouvernement réplique vigoureusement, constituait une réaction discutable qui a eu pour effet de céder du terrain psychologique à l'ennemi. Pareil comportement aurait été considéré comme étant aberrant pendant la Seconde Guerre mondiale. Techniquement, c'était l'équivalent de faire une entrevue avec Joseph Goebbels.

En fin de compte, des questions nationales plus pressantes au Canada l'emportaient sur le dossier afghan pendant cette campagne électorale et, cette fois, aucun des partis d'opposition n'a insisté sur la guerre en tant qu'enjeu électoral. En outre, à son honneur, le gouvernement n'a pas ordonné aux forces déployées de limiter leurs opérations au cours de la période électorale, contrairement à ce que le gouvernement précédent avait fait, en 2004.

David Mulroney était cette fois encore chargé d'élaborer un semblant de stratégie pour le gouvernement. Au cours de la période post-rapport Manley, le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan a été créé et on s'est engagé à rendre compte sur les progrès du Canada. Mulroney et son équipe ont défini « une vaste série de repères qui permettront aux Canadiens et au Parlement d'évaluer si la mission progresse ou piétine d'ici 2011[3] ». Ils ont ajouté que « [l]e Canada est un intervenant influent et son ambassade continue de prendre de l'ampleur à Kaboul, mais il concentre dans la province de Kandahar son effectif civil et

militaire déployé en Afghanistan ». Le nouvel objectif stratégique, distinct de ceux adoptés en novembre 2001, consistait à « réaliser des progrès mesurables d'ici 2011 pour ce qui est d'améliorer la sécurité et la gouvernance de la province de Kandahar et [à] faire en sorte que celle-ci soit appuyée par un gouvernement national qui peut mieux faire avancer la sécurité et le développement[4] ».

Ces objectifs ont ensuite été désignés comme étant les « six priorités », à savoir :

1. permettre aux Forces nationales de sécurité de l'Afghanistan dans la province de Kandahar de renforcer la sécurité et de promouvoir la loi et l'ordre;

2. renforcer la capacité institutionnelle afghane afin d'offrir des services essentiels et de promouvoir la croissance économique et, du même coup, améliorer le niveau de confiance des Kandaharis en leur gouvernement;

3. offrir une aide humanitaire aux populations extrêmement vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes rapatriées et déplacées à l'intérieur du territoire;

4. renforcer la sécurité frontalière et faciliter le dialogue bilatéral entre les autorités afghanes et pakistanaises;

5. contribuer à renforcer la capacité de l'Afghanistan à se gouverner de façon démocratique par la mise en place d'institutions publiques et de processus électoraux efficaces et responsables;

6. faciliter les efforts dirigés par les Afghans en vue d'une réconciliation politique.

À un moment donné au cours du processus, la décision a été prise d'annexer à cette stratégie ce qu'on appelait des « projets de premier plan ». L'objet de ces derniers n'était pas clair au début, mais ils englobaient la remise en état du barrage de Dahla, la construction de 50 écoles et un programme d'éradication de la poliomyélite dans la province.

Comme nous l'avons vu dans le volume I, le premier de ces projets avait été proposé et encouragé par les Afghans, tandis que le troisième (sur la poliomyélite), avait commencé grâce à la contribution de multiples organismes, et ce, bien avant que le Canada ne décide de l'adopter et de le faire sien. Les projets de premier plan entraient dans les « indicateurs de progrès » devant faire l'objet de rapports à présenter tous les trimestres au gouvernement canadien.

La décision d'adopter ces six éléments pour définir la stratégie canadienne était d'une étroitesse d'esprit stupéfiante, vu les circonstances des années antérieures au sud de l'Afghanistan. C'était presque comme si l'insurrection n'existait pas aux yeux des auteurs de la stratégie. On retrouvait bien dans celle-ci les mots « insurrection farouche » [Traduction], mais les objectifs et les projets de premier plan du Canada donnaient à penser que « la prestation de services de base » [Traduction] accroîtrait la légitimité du gouvernement et que ceux-ci gagneraient la population à la cause de l'État, une fois protégés par des forces de sécurité afghanes plus efficaces. Cette approche omettait complètement la façon dont la légitimité était définie dans la culture politique de la province de Kandahar. Les auteurs ne comprenaient aucunement le rôle de la religion dans la vie sociale et politique des habitants de la province, encore moins la relation entre la religion, les écoles et l'éducation.

En outre, les auteurs de la stratégie ne reconnaissaient aucunement qu'Al-Qaïda avait suscité à l'origine l'intervention du Canada en Afghanistan, et ils ne mentionnaient pas non plus que le groupe Al-Qaïda avait été refoulé en 2001 et 2002 et rendu fondamentalement quasi impuissant en partie parce que le pays avait désormais un nouveau gouvernement. En fait, il existait dans la province de Kandahar une série de problèmes opérationnels qui y étaient aggravés par la résurgence d'Al-Qaïda ou de ses affiliés, appuyés par des entités au Pakistan. D'un autre côté, les problèmes caractérisant la structure d'influence de Kandahar étaient liés à Kaboul et aux entités criminelles qui franchissaient les frontières internationales. Les fabricants de la nouvelle stratégie canadienne séparaient maintenant artificiellement ces enjeux stratégiques de ce que le Canada voulait accomplir à Kandahar. De plus, les moyens de mesurer l'efficacité de l'effort canadien dans la province de Kandahar produisaient des résultats destinés à un auditoire canadien et se rapportaient à certains des problèmes opérationnels, mais non à tous.

Op TOLO : Nouveau cadre opérationnel du Commandement régional (Sud)

Le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Lessard, a réévalué la situation en profondeur en septembre, à la lumière des événements de l'été. Le nouveau plan-cadre, soit l'Op TOLO, était moins alambiqué que les plans antérieurs pour ce qui était de cerner la menace. Certes, les ennemis (le groupe Al-Qaïda, les talibans, le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan et le HiG) étaient les mêmes. Cependant, l'Iran était désormais désigné comme un fournisseur d'armes et le Pakistan, comme un sanctuaire taliban, et la choura de Quetta se voyait explicitement décrite comme une entité fournissant une orientation stratégique à l'insurrection en Afghanistan. Encore plus énergiquement, les auteurs du plan TOLO reconnaissaient que des éléments hors-la-loi des services secrets pakistanais (ISI), de même que des insurgés recrutés dans les régions pachtounes du Pakistan

et dans les madrasas et camps de réfugiés afghans étaient venus massivement combattre dans les provinces de Kandahar et d'Helmand. En effet, le Commandement régional (Sud) a confirmé que ces deux provinces étaient celles que visaient principalement les efforts de l'ennemi en Afghanistan[5].

L'Op TOLO était clairement issue de la stratégie sur la zone de développement (ZDA) de 2007 (voir la figure 4-1). Le Commandement régional (Sud) avait cerné dans la région plusieurs zones d'intérêt prioritaires qui devaient être visées par le processus « Façonner-Dégager-Tenir-Construire ». La différence, cette fois, était que les activités liées aux quatre lignes d'opération — ou secteurs d'activité — (sécurité, gouvernance, renforcement des capacités des forces de sécurité, reconstruction et développement) allaient être mieux coordonnées et synchronisées et que les effectifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) allaient s'associer à la Police et à l'Armée afghanes, au lieu de les encadrer tout simplement. L'objectif de l'Op TOLO consistait à réduire l'influence ennemie au cours des six mois suivants, jusqu'à l'arrivée massive des forces étasuniennes, peu importe la forme que cela prendrait.

Les zones d'intérêt qui concernaient les Canadiens dans la province de Kandahar étaient les districts de Zharey, de Panjwayi, d'Arghandab et de Maywand. Il fallait dégager ces districts et renforcer le volet « Tenir » dans le Spin Boldak et la ville de Kandahar. Le district de Maywand, en particulier, devait être le théâtre d'un projet pilote pour l'effort « Façonner-Dégager-Tenir-Construire ». Il était prioritaire que la Route nº 1 demeure ouverte. Les planificateurs du Commandement régional (Sud) ont clairement souligné que la FIAS n'avait pas les ressources voulues pour faire autre chose en dehors de ce plan et que les quartiers généraux supérieurs (et, d'ailleurs, les critiques de l'effort déployé en Afghanistan) allaient devoir gérer leurs attentes.

Contrairement aux auteurs des plans antérieurs, ceux de l'Op TOLO reconnaissaient les graves problèmes de gouvernance qu'il y avait dans la région du sud, surtout au niveau provincial. Les Canadiens travaillant au quartier général du Commandement régional (Sud) [CR (S)] ont observé qu'Ahmad Wali Karzai dans Kandahar, Sher Mohammad Akhundzada dans l'Helmand et Jan Mohammad Khan dans l'Oruzgan avaient tous la bénédiction du président Karzai et qu'ils constituaient la structure d'influence popalzaie dans le sud. Il était de plus en plus difficile pour le CR (S) de faire la distinction entre les activités inter-tribales, familiales, criminelles et insurgées. L'Op TOLO constituait une évaluation sobre et réaliste et confirmait que les règles du jeu étaient encore une fois en train d'évoluer. Les auteurs du plan reconnaissaient aussi que les forces sur le terrain tenaient bon, qu'elles attendaient les renforts et qu'il y avait des limites à ce qui pouvait être accompli tant que ceux-ci n'arriveraient pas.

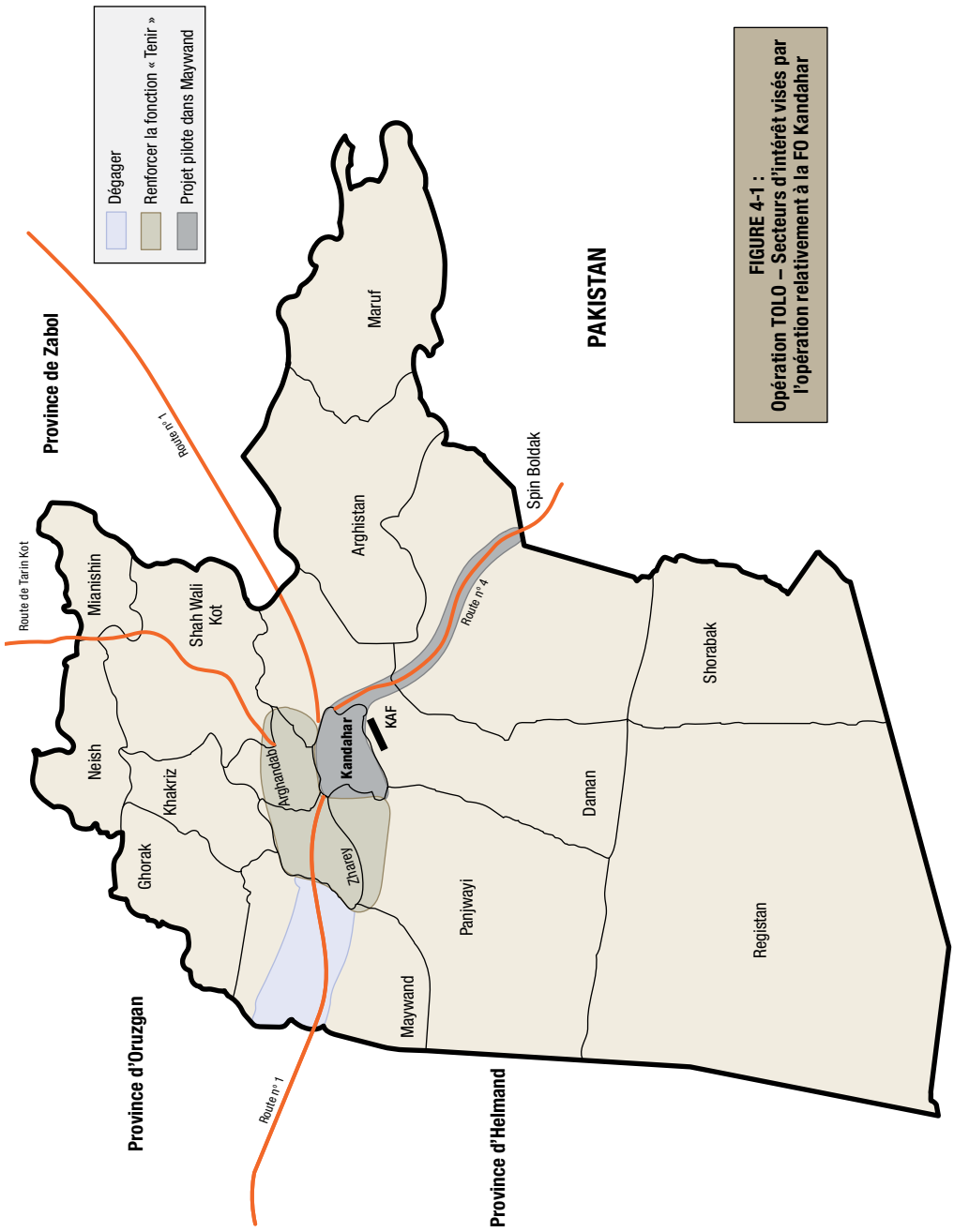


Figure 4-1 : Opération TOLO – Secteurs d'intérêt visés par l'opération relativement à la FO Kandahar

La Force opérationnelle en Afghanistan : le point de vue du Bgén Thompson

La FO Afghanistan devait maintenant concilier la dimension stratégique canadienne et l'Op TOLO avec le Plan d'action provincial provisoire, désormais appelé Plan d'action Kandahar. Exaspéré par le processus, le Bgén Denis Thompson déclarera plus tard que « David Mulroney et " ses " programmes axés sur les six priorités » [Traduction] étaient « sans rapport » avec l'effort déployé à Kandahar. « J'ai regardé la mise en œuvre de ces programmes, et je n'en avais que faire. Pourquoi n'avions-nous pas établi que " gagner la guerre " était une priorité? » [Traduction] Le Bgén Thompson a dit à Mulroney qu'il y avait 30 choses à faire à Kandahar. Le Canada allait se charger de six d'entre elles, mais ces six éléments n'importaient pas aux Afghans. Qui allait s'occuper des 24 autres? Pour le Canada, l'alimentation en électricité n'était pas une priorité, par exemple; ainsi, quand le commandant de l'ERP, le Lcol Dana Woodworth a tenu des réunions et demandé qui allait gérer cette question, les représentants civils canadiens avaient les mains liées par les « six priorités ». Les Américains sont entrés dans le jeu au sujet du dossier de l'électricité : « Ils comprennent ce qu'est l'influence; ce n'est pas notre cas[6]. » [Traduction]

Le Bgén Thompson a plutôt choisi de faire porter les efforts de la FO Kandahar sur les objets de sa philosophie opérationnelle et de ne pas trop se soucier de ce qu'il percevait comme étant une autre « distraction ». À ce moment-là, le Bgén Thompson tendait à croire [avec l'encouragement du Commandement régional (Sud)] que les forces coalisées ne contrôlaient pas nécessairement la ville de Kandahar. Il fallait remédier à cet état de choses. La question qui se posait ici au quartier général Thompson — et au Bgén Jon Vance, qui dressait des plans avec son état-major pour se préparer à remplacer le Bgén Thompson au début de 2009 — résidait dans le fait que combattre à l'intérieur de la ville de Kandahar avec des troupes coalisées conventionnelles n'était tout simplement pas une solution acceptable. L'expérience vécue par les É.-U. à Fallujah en Iraq en 2004 était encore présente à l'esprit de tous[7]. Fallujah, une ville de 250 000 habitants couvrant une zone géographique plus petite que la moitié de la superficie de la ville de Kandahar, était devenue une zone de résistance interdite, puis un sanctuaire de terroristes. Le premier assaut dans Fallujah exécuté par quatre bataillons étasuniens a été repoussé en avril 2004. En décembre de la même année, il a fallu deux brigades pour dégager et tenir la ville. Les dommages avaient été considérables, et de nombreux civils avaient été tués[8]. La FIAS, et encore moins le Canada, n'avait ni les forces voulues ni la volonté de mener des opérations semblables. Il devait bien y avoir d'autres solutions, mais elles tendaient à disparaître sous la pile des autres enjeux à prendre en compte.

En second lieu, le Bgén Thompson passait plus de temps à examiner les dimensions de l'insurrection et ce que la FO Kandahar pouvait y faire. Il estimait que les quatre points de pression de l'insurrection étaient ceux-ci :

1. un sanctuaire : recrues, instruction et argent;

2. des voies d'infiltration : des passages sûrs à destination et en provenance des zones d'opérations;

3. des nœuds de ravitaillement : chefs, armes, munitions et fournitures médicales;

4. le soutien de la population : renseignement et nourriture.

La philosophie opérationnelle — le concept « Définir-Façonner-Dégager-Tenir Construire-Habiliter » — demeurait viable pour attaquer certains de ces points[9]. Cependant, il fallait accentuer l'effort au niveau des sous-districts, et non pas seulement à celui des districts, afin d'établir une présence durable.

Pour le Bgén Thompson et son état-major, les moyens à prendre pour renforcer la fonction « Tenir » et en protéger les résultats étaient essentiels. Il fallait donc[10] :

1. des patrouilles interarmées de jour et de nuit;

2. une réaction rapide aux incidents de même qu'aux avertissements et signes fournis par le renseignement au sujet des menaces;

3. l'appui des efforts initiaux CONSTRUIRE/HABILITER;

4. la protection des lignes de communication;

5. les interventions directes contre les nœuds d'insurgés, à la lumière des renseignements reçus;

6. le ciblage actif des chefs insurgés;

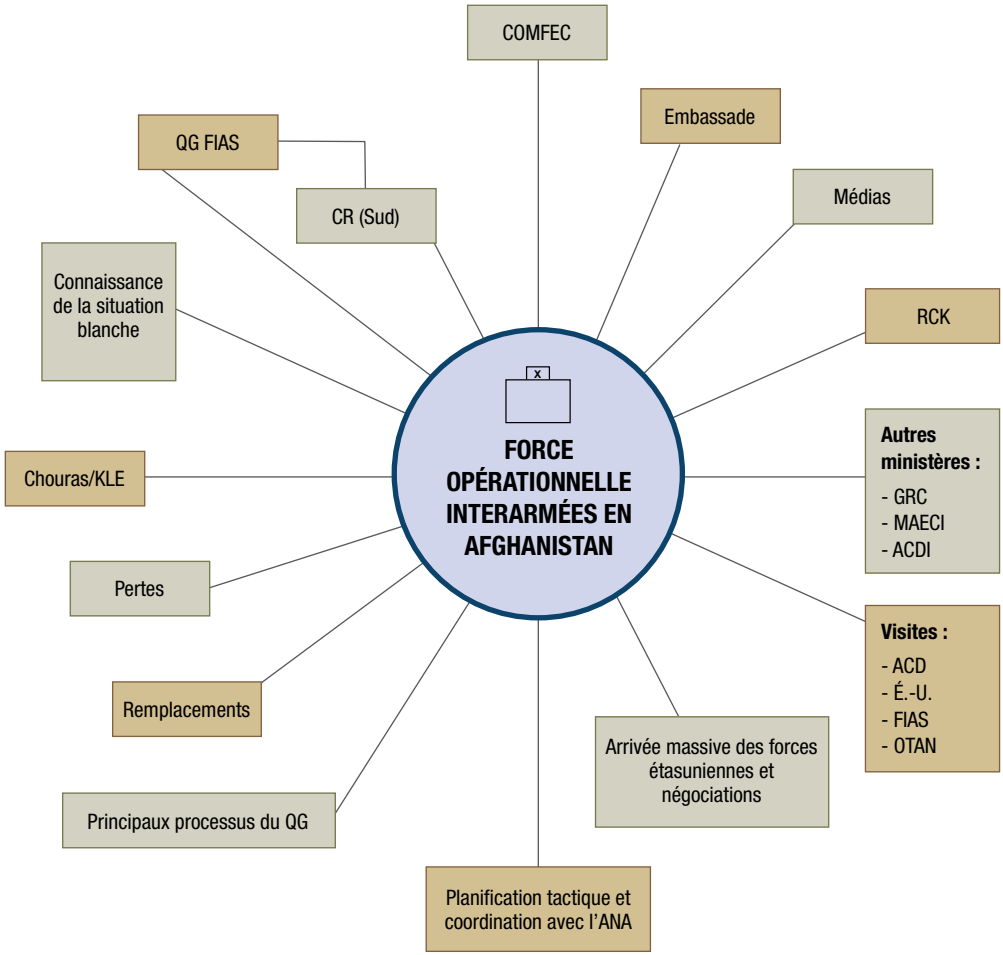
7. des opérations perturbatrices soutenues aux fins des efforts DÉFINIR et FAÇONNER;

8. la surveillance des attitudes de la population.

Un « indicateur de progrès » clé, selon le Bgén Thompson, consistait à « établir dans les sous-districts des postes de police pouvant abriter un peloton, avec des agents de police professionnels qui patrouilleraient énergiquement dans leur territoire en se faisant voir par la population et en lui témoignant du respect » [Traduction]. Le barrage de Dahla, l'éradication de la polio et la construction d'écoles n'avaient rien à voir, ou très peu, avec cela. En fait, la tension existant depuis longtemps entre la « sécurité » et le « développement » persistait encore. La professionnalisation de la police constituait maintenant « la grande priorité ». La seconde était l'acquisition d'un autre kandak de l'Armée nationale afghane pour libérer la police. Le groupement tactique (GT) montant, la FO 3-08, axé sur le 3e Bataillon du Royal Canadian Regiment (3 RCR), devait renforcer la fonction « Tenir » dans le Pashmul, à Asheque et dans les districts de Panjwayi, de Sperwan et d'Arghandab et en protéger les résultats dans tout le Zharey, le Panjwayi, l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot et, conformément aux ordres, appuyer le projet du barrage de Dahla. Le 2-2 Infanterie dans le Maywand verrait à renforcer la fonction « Tenir » et à en protéger les résultats à Hutal, à dégager Band-e Timor, à définir et à façonner la situation dans le défilé de Garmabak et à sécuriser le centre de district du Ghorak. Il incombait désormais à l'ERP de coordonner les efforts « Construire-Habiliter » par l'intermédiaire des centres interarmées de coordination de district, ce qui constituait un changement important. La CIVPOL continuerait de former la police et d'appliquer le Plan de sécurité de la ville de Kandahar. L'ELMO céderait son rôle à la FO Zharey et se concentrerait sur la professionnalisation de la police et le perfectionnement des capacités des kandaks de fusiliers[11].

La FO Kandahar aurait dû se concentrer uniquement sur ces activités. Cependant, le fait était que le potentiel humain était limité au quartier général de la FOI-A et que les activités opérationnelles n'étaient qu'une partie de ce que le quartier général faisait. Essentiellement, la FO Kandahar croulait sous de trop nombreuses demandes, et il lui fallait répondre à toutes (voir la figure 4-2). Les demandes de visites comptaient parmi les plus problématiques, car il était difficile de préserver l'équilibre entre, d'une part, le maintien du soutien provenant des parties intéressées au Canada et, d'autre part, la capacité d'absorption d'un quartier général et de ses unités devant leur montrer que la guerre n'évolue pas toujours dans le même sens. Par ailleurs, la FO Kandahar devait produire de nombreux rapports :

FIGURE 4-2 :
Pressions, demandes et rapports – Quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, 2008



*Fondé sur une discussion entre l'auteur et le Col Jamie Cade, cmdtA, QG FOI-A, juillet 2008

Figure 4-2 : Pressions, demandes et rapports – Quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, 2008

elle devait rendre compte au Commandement régional (Sud), au QG FIAS, au COMFEC, aux AM, au Comité du Cabinet sur l'Afghanistan, et ainsi de suite. Les rapports sur les pertes (humaines et matérielles) et les enquêtes sur les « incidents significatifs » revêtaient un caractère primordial plus qu'au cours de n'importe quelle autre guerre antérieure, à cause de leurs conséquences possibles pour les opérations d'information[12]. La planification tactique faite avec la 1-205 Brigade de l'Armée nationale afghane représentait un processus fastidieux à cause, notamment, des problèmes de langue et des différences existant entre le système d'état-major canadien et son équivalent quasi soviétique[13].

Il n'y avait qu'un conseiller de l'ACI en matière de développement (Jean McCardle). La représentante du Canada à Kandahar (Elissa Golberg) a essentiellement assumé les fonctions de conseillère politique. Ils ne disposaient pas d'un personnel nombreux et, de certaines façons, ils ont tous deux essayé d'utiliser l'ERP comme une administration centrale substitut, parce qu'ils ne pouvaient obtenir d'autres ressources humaines d'Ottawa. Cela gênait les opérations de l'ERP, de sorte que le Lcol Woodworth se trouvait entre le marteau et l'enclume. Il y a eu d'inévitables frictions interministérielles, ce qui a réduit l'efficacité du mécanisme. Parallèlement, la FIAS croyait que l'ERP et l'ELMO auraient dû relever de l'OTAN et non d'une chaîne de commandement nationale; la FIAS a été déconcertée quand le Canada est effectivement passé outre aux efforts que le QG FIAS faisait pour dire que l'ERP devait lui rendre compte directement à elle[14]. Tous ces facteurs ont remis en question le désir du Bgén Thompson de « renforcer la fonction Tenir ». En rétrospective, il a estimé que le poste civil supérieur à Kandahar aurait dû être un poste de l'OTAN, plutôt que canadien[15].

La relève sur position à l'automne de 2008

En 2008, les planificateurs de l'Armée de terre ont cessé d'exécuter la relève sur position pendant l'été et ils l'ont reportée à la fin de septembre. Il faisait encore une chaleur étouffante, mais les conditions climatiques étaient alors loin d'être aussi extrêmes qu'elles l'étaient en juillet et août. La méthodologie employée pour exécuter la relève sur position a été améliorée également; avec l'entrée en service du nouvel avion de transport C-17 Globemaster III muni de systèmes de défense et doté d'une énorme capacité d'emport, les opérations de relève sur position sont devenues beaucoup plus efficientes. Grâce à tout cela, les soldats canadiens se sont mieux acclimatés qu'auparavant à leur arrivée, ce qui a évidemment eu des effets favorables sur le terrain.

La relève sur place a été effectuée pendant tout le mois de septembre et s'est terminée le 26 de ce mois. Le transfert d'autorité entre, d'une part, le Lcol Dave Corbould et le GT axé sur le 2 PPCLI et, d'autre part, le Lcol Roger Barrett et le GT axé sur le 3 RCR, a eu lieu le 21 septembre. Le nouveau GT comprenait les Compagnies M et N, commandées respectivement par les majors Cayle Oberwarth et Rob McBride; l'Escadron A du LdSH, dirigé par le Maj Ian McDonnell; un escadron de reco du RCD, commandé par le Maj Dean Tremblay; la Batterie F, dirigée par le Maj Stu Taylor, et le 24e Escadron de campagne, commandé par le Maj Matt Sandy. L'ELMO a elle aussi changé de mains, le personnel du 1 RCR commandé par le Col Joe Shipely prenant la relève de l'ELMO dirigée par le 3 PPCLI. L'ESN a opéré une rotation également, le Lcol Steve Blair et son équipe ayant succédé au Lcol Casey Horlock et à son état-major.

Par conséquent, les opérations dans les districts ont été menées dans le cadre des rotations des deux groupements tactiques pendant un certain temps en septembre. Le 2-2 Infanterie des Forces terrestres des É.-U., commandé par le Lcol Hurlbut, a suivi un calendrier de rotations différent et est resté en place pendant presque un an. Comme auparavant, les opérations du GT et de l'ELMO ont principalement eu lieu dans quatre districts, soit ceux de Panjwayi, de Zharey, d'Arghandab et de Maywand.

Le caractère de l'insurrection à la fin de 2008

L'insurrection dans la province de Kandahar a éprouvé de graves problèmes au chapitre du ravitaillement et du commandement pendant l'été de 2008. Détail parallèle intéressant, les commandants talibans du Panjwayi se sont plaints à la choura de Quetta que trop de ressources étaient attribuées à leurs homologues de l'Helmand et que la ville de Kandahar devait être le point de mire de leurs opérations. La choura de Quetta a informé certains des commandants de Kandahar qu'elle récompensait le succès : l'énergique programme anti-drogue mené par la coalition dans l'Helmand stimulait l'insurrection à cause des griefs qu'il suscitait, et les commandants dans l'Helmand étaient plus disposés à participer au combat que leurs collègues de Kandahar; par conséquent, c'est à eux que les ressources ont été attribuées. Cela a suscité des luttes chez les insurgés pendant tout l'été[16].

Par suite de ces querelles et parce que le congé du Ramadan approchait, de nombreux commandants talibans sont rentrés dans leur refuge au Pakistan plus tôt que d'habitude. Cependant, les dirigeants de la choura de Quetta leur ont ordonné de retourner dans leur district et leur ont permis de faire la guerre pendant le Ramadan. En septembre, les chefs ennemis avaient repris leur place dans le Zharey et le Panjwayi. Dans le Zharey, les insurgés, dirigés par Sadiq Agha, ont réinfiltré Senjaray. Dans le Panjwayi, le village de Nakhonay a été renforcé lentement pour devenir un nœud de la logistique et du commandement sous la direction du mollah Qasim. Les itinéraires de ravitaillement empruntés par les insurgés de

l'Helmand au Maywand, puis jusqu'à la corne du Panjwayi, ont été revitalisés et renforcés par d'autres venant du désert du Reg. La consolidation de leurs bases à Zangabad et Nahlgam s'est produite en même temps[17] (voir la figure 4-3).

Le renforcement de Nakhonay a débouché sur des actes d'intimidation accrus de la part des insurgés dans le Dand, mais il a aussi servi à rétablir des liens avec le district nº 6 de la ville de Kandahar. La voie fut donc pavée en vue d'une campagne massive d'assassinats et d'actes d'intimidation déclenchée à la fin d'octobre et poursuivie jusqu'à une date avancée de la nouvelle année. Parallèlement, les groupes talibans du nord de la province de Kandahar modifiaient leur approche dans l'Arghandab, en partie parce qu'ils avaient de nouveaux chefs. Au lieu d'y entrer, d'établir une « zone libérée », puis d'être chassés de là par les forces coalisées, ces groupes ont lancé leur propre campagne de « façonnage », principalement axée sur l'intimidation, puis suivie par des assassinats sélectifs. Dans l'Arghandab et la ville de Kandahar, les talibans ont commencé par commettre des actes au hasard : par exemple, ils ont attaqué des cibles inopinées telles qu'un agent de police en patrouille dans son quartier. En novembre, la campagne s'est intensifiée et est passée à des assassinats saisissants de personnalités en vue du gouvernement et des forces de sécurité[18].

Comme les insurgés axaient dès lors leurs efforts sur le Panjwayi oriental, ils ont lancé un plus grand nombre de roquettes contre l'aérodrome de Kandahar (KAF) à partir du quadrilatère des lance-roquettes du nord-ouest. L'itinéraire de ravitaillement passant par le Pakistan, le Maruf, l'Arghistan et le Daman a continué d'être utilisé, des roquettes étant fournies à des « insurgés non reconnus comme tels » [Traduction] dans le Daman[19].

Vers le milieu de l'automne, les analystes canadiens ont observé une multiplication des liens entre différents groupes d'insurgés dans la province et entre eux et des groupes opérant dans l'Helmand. Par exemple, un groupe dans l'Helmand a demandé l'aide d'autres groupes et a organisé l'incursion de juin 2008 dans l'Arghandab, laquelle s'apparentait à celle qui avait eu lieu en novembre 2007. D'autres groupes d'insurgés n'étaient pas convaincus de l'efficacité des mesures prises, ou de la probabilité de réussite; par conséquent, ils ont stocké des équipements et des approvisionnements et réuni des combattants et n'ont pas appuyé les opérations dans l'Helmand. Après réception de nouvelles lettres reçues du mollah Omar et de la choura de Quetta et l'entrée en scène de nouveaux chefs, ces liens ont semblé se renforcer à la fin de 2008. Les groupes de l'Helmand, du Maywand, du Zharey et du Panjwayi étaient plus forts que ceux du Ghorak, du Khakrez et du Shah Wali Kot, mais cela était en train de changer, et le nouvel accent mis par les insurgés sur Senjaray, qui reliait géographiquement le Zharey au Khakrez et à l'Arghandab, en était un signe[20]. La choura de Quetta était de plus en plus préoccupée, alors que sa campagne d'assassinats dans la ville gagnait en intensité, par le fait que « des éléments dissidents » agissaient comme ils l'entendaient et tuaient des gens à des fins étrangères aux buts du mouvement.

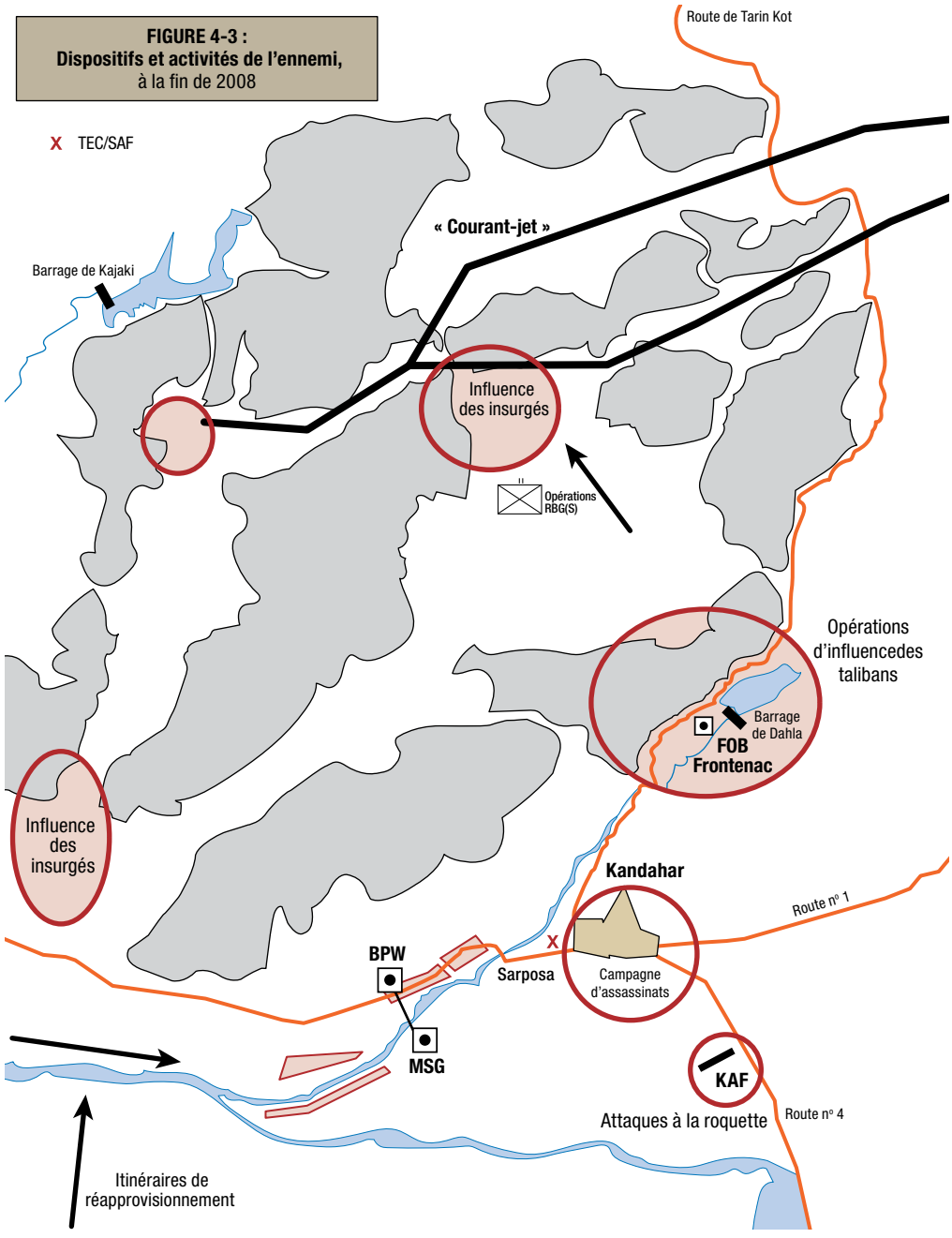


Figure 4-3 : Dispositifs et activités de l'ennemi, à la fin de 2008

La solution de la choura a consisté à rédiger « une lettre nocturne type » pour garantir la véracité de la menace et confirmer que l'assassinat envisagé était « légitime »[21]. L'insurrection a aussi semblé renforcer son régime de gouvernance parallèle pendant l'automne de 2008. Les analystes canadiens ont eu vent de la nomination de « gouverneurs de district parallèles » [Traduction] de plus en plus nombreux. Par exemple, il y avait désormais dans l'Arghandab un gouverneur taliban et un juge taliban parallèles aux titulaires gouvernementaux[22].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en septembre 2008

En septembre 2008, les forces pro-gouvernementales étaient les suivantes :

1. le poste fortifié de Mushan, occupé par des troupes du 2e Kandak et l'Armée nationale afghane et par ses mentors canadiens;

2. la base de patrouille de Sperwan Ghar, qui abritait le quartier général de la compagnie d'infanterie, une troupe d'artillerie et des sapeurs canadiens;

3. les avant-postes de combat de Zangabad et d'Haji, occupés par l'infanterie canadienne;

4. la FOB Ma'Sum Ghar, avec l'escadron de chars, le QG ELMO et l'EGC-1;

5. de multiples postes de contrôle de la police et de l'armée dans Bazaar-e Panjwayi et ses environs, y compris la colline des trois chars légèrement au sud du village;

6. le nouveau centre de district, à l'est du village.

Un poste de contrôle de la police, sur l'itinéraire Fosters, était aussi situé à Salehan. Une ELMOP canadienne, des mentors étasuniens de la police et un expert en logistique de DynCorp encadraient les forces de police du Panjwayi autant que c'était possible de le faire (voir la figure 4-4).

Malgré la fermeture de l'avant-poste de combat de Talukan, au cours de l'Op MUTAFIQ TANDAR, les forces canadiennes sont restées « coincées dans l'IT » [Traduction] et entourées par une bande où étaient enfouis de très nombreux EEI et mines anti-chars. L'ennemi employait désormais de plus en plus de mines anti-personnel PMN. Cette situation obligeait les Canadiens à poursuivre les opérations de ravitaillement lourdement armées à Mushan, Zangabad et Haji. Le GT a dû trouver un équilibre entre les activités suivantes :

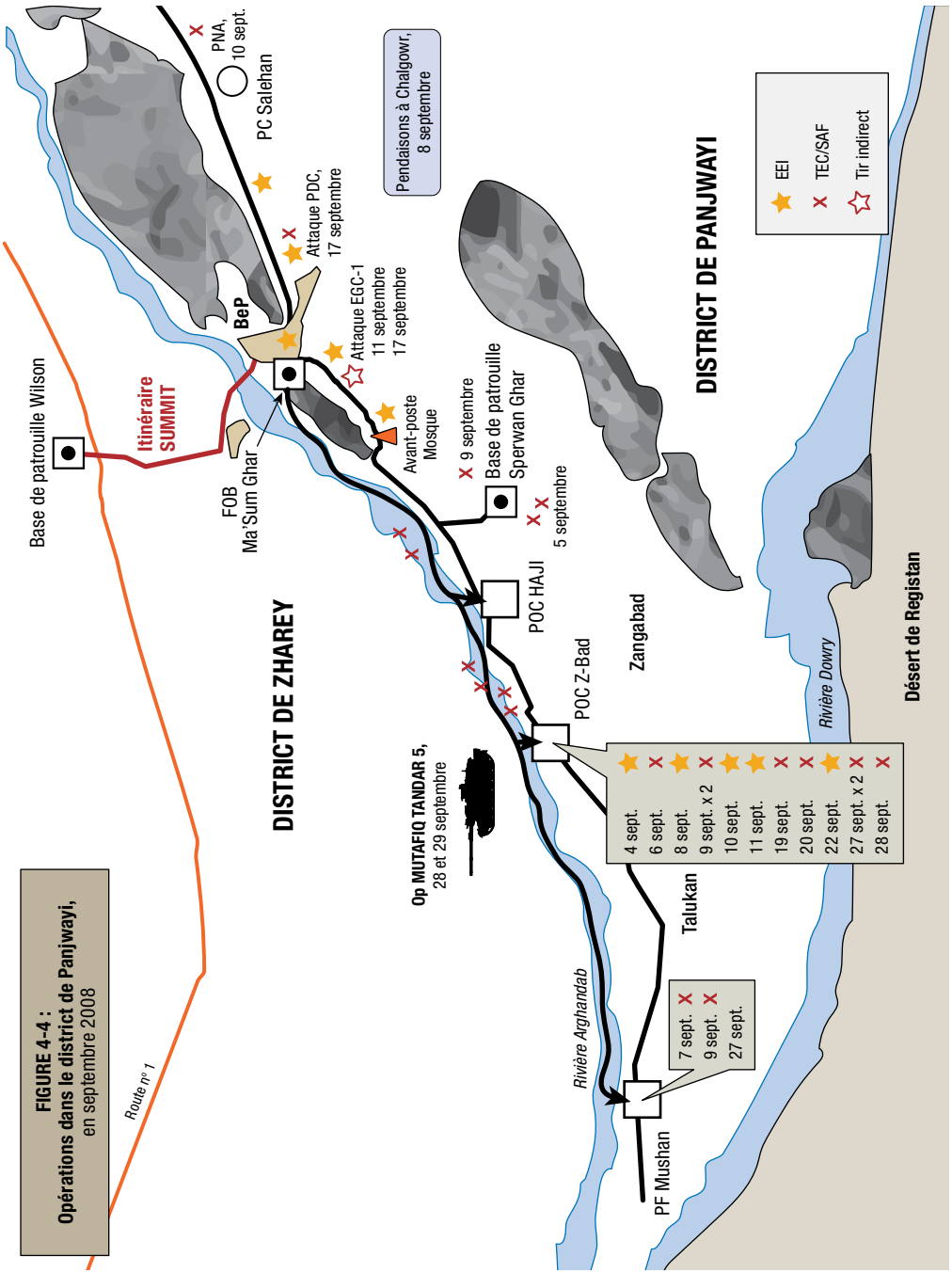


Figure 4-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, en septembre 2008

1. les « trajets de rivière », dans le cadre de l'Op MUTAFIQ TANDAR;

2. les « ratissages matinaux » faits le long des routes pour y repérer les EEI posés pendant la nuit;

3. un calendrier de patrouilles irrégulier en fonction duquel des forces étaient envoyées dans les collectivités de Zangabad;

4. la protection, ou l'aide d'une FRR, à fournir à l'EGC-1 travaillant au projet du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters;

5. la patrouille dans le quadrilatère de stabilisation de SPERWAN, pour y appuyer la police et les efforts de la COCIM.

Essentiellement, ce programme s'appliquait aux compagnies du 2e Kandak déployées dans le Panjwayi également. Si le commandant du GT voulait mener une opération plus grande ailleurs, il devait réduire l'accent mis sur une ou même plusieurs de ces activités, ce qui avait des conséquences pour la stabilité du district.

L'ennemi comprenait probablement le dilemme. Par conséquent, environ le quart des activités ennemies du mois a été dirigé contre l'avant-poste de combat de Zangabad. Ironiquement, la fermeture de l'avant-poste de combat de Talukan a permis aux insurgés d'utiliser plus de ressources contre les avant-postes de Zangabad et de Mushan et elle a créé une brèche grâce à laquelle le réseau des insurgés de la partie sud de la corne du Panjwayi a pu améliorer les communications avec le réseau Nahlgam dans le Zharey. Entre le 4 et le 28 septembre, l'avant-poste de combat de Zangabad subissait 14 attaques. Cinq d'entre elles se sont résumées à un harcèlement avec tirs de mortier : un ou deux obus ont été lancés sur le poste. D'autres ont comporté des tirs d'armes légères coordonnés qui provenaient de multiples directions et visaient le petit fort et sa tour de guet. Le 4 septembre, par exemple, le 3e Peloton a riposté à des tirs qui venaient du sud et de l'ouest de l'avant-poste de combat, en envoyant un VBL III en dehors de la position avec l'appui de deux hélicoptères de reco OH-58D pour prendre les tireurs à partie[23]. Trois jours plus tard, les insurgés ont déclenché une opération identique : cette fois, les occupants de l'avant-poste ont répliqué avec des tirs d'obus de 155 mm[24]. L'agaçant mortier ennemi a finalement été repéré et attaqué à l'aide de systèmes de détection anti-mortier et de l'artillerie, mais un autre est vite entré en action. Fait intéressant, un informateur dans le village où le mortier était dissimulé en a signalé la présence à la police du Panjwayi et à la Direction nationale de la sécurité et il s'est porté volontaire pour le marquer et appeler le Centre interarmées de coordination de district la

prochaine fois que l'arme serait utilisée[25]. Encore une fois, le 9 septembre, deux éléments ennemis de la taille d'une section ont dirigé des tirs nourris sur l'avant-poste de combat, ce qui a entraîné une riposte avec les canons de 25 mm des VBL III et des tirs d'artillerie de 155 mm. La fréquence des opérations ennemies a diminué pendant près d'une semaine[26].

D'un autre côté, le poste fortifié de Mushan n'a été la cible que de trois attaques pendant tout le mois de septembre. L'Armée nationale afghane et les mentors canadiens ont réussi à patrouiller dans le bazar et à protéger la « bulle de sécurité »[27]. Quant au quadrilatère de stabilisation de SPERWAN, les insurgés s'y sont heurtés à une patrouille perturbatrice du peloton de reco, ils ont sondé le secteur de la barrière pour essayer de repérer l'emplacement du détachement de tireurs d'élite, puis ils se sont repliés et ont eu recours à l'intimidation avec des « lettres nocturnes » dans le quadrilatère[28]. Les ouvriers civils qui travaillaient au projet d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters sont tombés dans une embuscade le 4 septembre; les insurgés ont fait feu sur eux depuis des véhicules en marche, le 11 septembre, puis ils ont lancé des obus de mortier contre eux le 27 septembre, mais les travaux ont continué. Deux vilaines attaques à l'EEI ont eu lieu dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters : la police afghane en était la cible[29].

Source : Auteur

La nécessité de synchroniser le développement et les opérations de contre-insurrection a engendré la venue de forces particulières telles que l'Organisation chargée des travaux de construction et ses équipes de gestion de la construction. Comme l'ACDI était incapable de fournir des ressources dans le Zharey et le Panjwayi, la 1re Équipe de gestion de la construction, que l'on aperçoit ici sur l'itinéraire Fosters, s'est efforcée d'employer une main-d'œuvre locale pour exécuter les projets d'amélioration de l'infrastructure.

Dans le Panjwayi oriental, l'action s'est concentrée dans la zone à l'est de Bazaar-e Panjwayi. Au cours d'un mouvement routier ordinaire exécuté par les troupes canadiennes le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters, un VBL III a été renversé par un EEI qui a ainsi tué le Sgt Scott Shipway et blessé sept autres soldats canadiens. Une patrouille de la police afghane qui travaillait sur la route à l'est du poste de contrôle de Salehan est tombée dans une embuscade. Fait horrible : les insurgés ont recouru, le 8 septembre, à l'intimidation à Chalghowr où ils ont pendu quatre civils afghans accusés de travailler pour le gouvernement. Un certain nombre d'ouvriers prenant part au projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters ont été enlevés, amenés à Salavat, battus, puis libérés. Les insurgés ont intensifié leur campagne d'intimidation le 17 septembre, quand ils ont envoyé une bombe humaine dans Bazaar-e Panjwayi. Une patrouille de la police afghane accompagnée de mentors de l'ELMOP canadienne a rencontré cet homme, qui a levé les bras, s'est mis à psalmodier et a du même coup fait voir la bombe lui étant attachée. Les Canadiens l'ont tué avant qu'il fasse exploser l'engin. Ce jour-là, les insurgés ont attaqué le nouveau centre de district et ils y ont employé un autre EEI[30].

La tâche consistant à établir qui était chargé de chacun des volets des services de sécurité demeurait la prérogative du chef de district, de la choura sur la sécurité et du Centre interarmées de coordination de district. La principale préoccupation se rapportait à l'intensification considérable de l'activité ennemie à Bazaar-e Panjwayi, dans ses environs et à certains endroits plus à l'est. La situation des services de police constituait le plus gros problème. Incroyablement, l'ELMOP a établi que seulement un tiers de la police du Panjwayi avait suivi le programme de perfectionnement ciblé par district. Les agents qualifiés avaient été envoyés dans la ville de Kandahar et ailleurs par le chef de police de la province, ce qui a laissé encore une fois le Panjwayi entre les mains d'une police incompétente qui se mettait la population civile à dos, surtout dans les environs de la colline des trois chars[31].

Finalement, le Bgén Matiullah a congédié le chef de police du district, Essa Khan; ensuite, Bismillah Khan, que le prédécesseur de Matiullah avait précédemment démis de ses fonctions, a été rétabli dans son poste. Cela n'augurait rien de bon : Khan était un ami d'Haji Baran et avait des liens avec le groupe Dastagiri. L'ELMOP a prédit que cela serait une source d'ennuis plus tard[32]. L'ELMOP, l'Équipe étasunienne de mentorat de la police et DynCorp ont ensemble exercé des pressions sur Khan au cours d'une réunion au Centre interarmées de coordination de district (CICD) où il s'est fait dire que ses manigances ne seraient pas tolérées. Bismillah Khan a surpris tout le monde en exécutant un ratissage énergique des lieux d'embuscade utilisés par les insurgés dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters. En revanche, le commandant du 2e Kandak avait eu des ennuis avec Khan dans le passé et il a refusé de coopérer dans le cadre des patrouilles interarmées. Les Canadiens membres de l'ELMO, de l'ELMOP et du CICD ont travaillé pour améliorer les relations de manière à produire la synergie recherchée, mais les progrès ont été d'une lenteur exaspérante[33].

Source : Auteur

Un accroissement de la violence dans Bazaar-e Panjwayi a entraîné la multiplication des patrouilles de l'Armée nationale afghane et de la police dans le village. Ici, le Capt Chuck Pitkin et ses homologues afghans procèdent à l'arrestation de membres d'un groupe armé illégal sur la route principale.

Les mentors de la police ont cependant été agréablement surpris de voir arriver Mohammad Nabi de la ville de Kandahar. Le Bgén Matiullah n'était pas stupide et il voulait son homme de confiance pour appuyer Bismillah Jan. Nabi était un officier professionnel et expérimenté et il s'est attaché à construire une structure de soutien solide afin de faciliter les opérations de Khan. Toutefois, le 16 septembre, le nouveau centre de district a essuyé des tirs d'armes légères. Pendant que l'artillerie canadienne exécutait des tirs éclairants, la FRR de la police, dirigée par Nabi, est tombée dans une embuscade tendue par un élément insurgé distinct, alors qu'elle se rendait sur les lieux de la fusillade. Nabi a alors été gravement blessé et il a plus tard succombé à ses blessures. Cela a porté un autre coup dur à l'appareil de sécurité du district[34]. La police a plus tard arrêté neuf insurgés qui ont admis avoir assassiné Nabi. Dans une séquence alambiquée d'événements, les assassins ont échappé à la garde de la Direction nationale de la sécurité, dans le Panjwayi, après y avoir été rapatriés inexplicablement depuis le lieu de détention de Kandahar! Haji Baran s'est servi de cet incident pour semer le doute dans l'esprit des Canadiens au sujet de la fiabilité de la police[35].

Les révélations du Centre interarmées de coordination de district au sujet d'Haji Baran ont été plus problématiques :

> Le [chef de district] a mentionné pour la première fois qu'il entretenait ce qu'il appelait des « relations légitimes » avec des insurgés. Il nous a dit que le chef de la DNS à Kandahar l'avait présenté à plusieurs personnes qui travaillaient pour le gouvernement et qu'on lui a dit de les appuyer autant que possible. Un des insurgés lui a parlé au téléphone depuis Band-e Timor devant nous. Le CD s'attend à recevoir de précieux renseignements de cet homme dans l'avenir, et il a exigé que cette question ne soit pas ébruitée[36].

Ironiquement, toutefois, Baran a été officiellement accrédité à titre de chef de district; cela signifiait que les représentants du MAECI au sein de l'ERP traiteraient désormais avec lui. Lara Romaniuk est ultérieurement venue s'entretenir avec Baran à la mi-septembre[37].

Cependant, la principale activité du GT montant était l'Op MUTAFIQ TANDAR 5. Les avant-postes de Mushan, de Zangabad et d'Haji avaient besoin d'être ravitaillés, et c'était maintenant au tour de l'Escadron A d'y voir. L'équipe de combat, dirigée par le Maj McDonnell, s'est amenée en suivant le cours de la rivière Arghandab, le 28 septembre. Le premier contact a mis l'escadron en présence de cinq insurgés présumés qui semblaient être en train d'installer un mortier : fait gênant, il s'agissait en fait d'une pompe à eau! Il n'y a eu aucune perte chez les civils. Pendant qu'elle se rendait à Zangabad, la colonne a été prise à partie trois fois par des tirs d'armes légères, de GPF et de canons sans recul de 82 mm, appuyés par des mortiers. Les chars ont fait feu avec des munitions à mitraille et des projectiles HEAT, pendant que les VBL III utilisaient leur canon de 25 mm pour abattre les ennemis qui cherchaient à déplacer leurs lieux d'embuscade. Le contrôleur interarmées avancé de l'attaque a pu diriger vers la position de mortier un avion F-18 du Corps des marines des É.-U. qui l'a détruite avec des bombes guidées GBU-38. Pendant que la colonne blindée cherchait à entrer dans l'avant-poste de combat, elle a été la cible de cinq obus de mortier. Les obusiers M-777 de l'artillerie ont eu raison de cette position ennemie.

Les sapeurs de combat ont utilisé leurs EBG Badger pour améliorer les positions de Zangabad, pendant que le laager blindé ravitaillait les forces. Le Lcol Barrett a cru que « la forte puissance de combat qui s'était amenée en empruntant le cours de la rivière Arghandab attirerait à coup sûr l'attention des insurgés dans toute la [région du Zharey et du Panjwayi], et [il a dit] s'attendre à ce que les insurgés attaquent l'équipe de combat quand elle rentrerait à la FOB Ma'Sum Ghar[38] » [Traduction]. L'ennemi a modestement tenté à deux reprises de gêner le mouvement de la colonne quand elle a emprunté le cours de la rivière, mais le GT a signalé que l'ennemi avait rompu le contact dans les deux cas.

En fait, l'Op MUTAFIQ TANDAR n'a pas détourné du Panjwayi oriental les ressources ou l'attention de l'ennemi et elle n'a pas semblé non plus influer sensiblement sur les opérations ennemies dans le Panjwayi occidental. L'ennemi menait une guerre différente dans l'est du district, tandis que, dans l'ouest, on ne savait pas au juste lequel des deux adversaires paralysait les interventions de l'autre.

Les opérations dans le district de Zharey, en septembre 2008

La structure des forces de sécurité dans le district de Zharey en septembre comprenait des mentors canadiens et leurs homologues de la police et de l'armée, en sept endroits : les postes fortifiés de Ghundy Ghar, Lakokhel et Pulchakan, situés à deux kilomètres au sud de la Route nº 1, et quatre autres à Howz-e Madad et Spin Pir, à la FOB Wilson et à Asheque le long de la Route nº 1 également. Dans le quadrilatère de stabilisation JUNO se trouvaient un poste de police de sous-district et l'ancienne FOB Zettelmeyer, alors occupée par la force de sécurité privée Blue Hackle. Les PPS de Sangsar et de Kolk étaient maintenant fermés, et les efforts déployés pour en construire un autre le long de l'itinéraire Langley avaient abouti à l'effondrement du projet de construction routière de l'EGC-2. À ce stade-là, il a été admis que le plan du Bgén Laroche, qui visait à encercler les insurgés dans le Zharey central avec une grille de postes de police secondaires reliés par des routes asphaltées, était irréalisable. Or, comme les événements de septembre le montraient une fois de plus, c'était les Canadiens et les Afghans qui se trouvaient forcés de défendre l'infrastructure tactique, ce qui limitait leur capacité de patrouiller et de projeter une présence durable dans le district (voir les figures 4-5a et 4-5b).

En revanche, l'ennemi était incapable d'organiser de grandes embuscades le long de la Route nº 1 à cause des effets combinés de l'Op LUMBAR et des pertes qu'il avait subies au cours des Op TIMUS PREEM et ASP-E JANUBI. Les seules embuscades à l'ouest de la FOB Wilson ont eu lieu le long de la route, et il n'y en a eu que deux en septembre : elles se sont produites à l'est de Spin Pir, dans le secteur situé au nord de l'endroit où les anciens PPS de Sangsar et de Kolk auraient entravé les mouvements nord-sud de l'ennemi.

Au début, les opérations canadiennes mettaient l'accent sur l'Op JANGISIOUX, qui consistait à exécuter des patrouilles dans les environs de la Base de patrouille Wilson et dans les localités à l'ouest de l'itinéraire Summit dans le quadrilatère de stabilisation JUNO. Il s'agissait habituellement de patrouilles de présence et de perturbation menées avec des forces de la taille d'un peloton. Au début, la plupart des patrouilles étaient axées sur la protection de la Route nº 1 : l'ELMO, les Afghans du 3e Kandak et les agents de police qui pouvaient être rassemblés exécutaient des ratissages de la route, le matin, et essayaient d'exécuter des patrouilles nocturnes dans les environs des postes fortifiés quand ils le pouvaient.

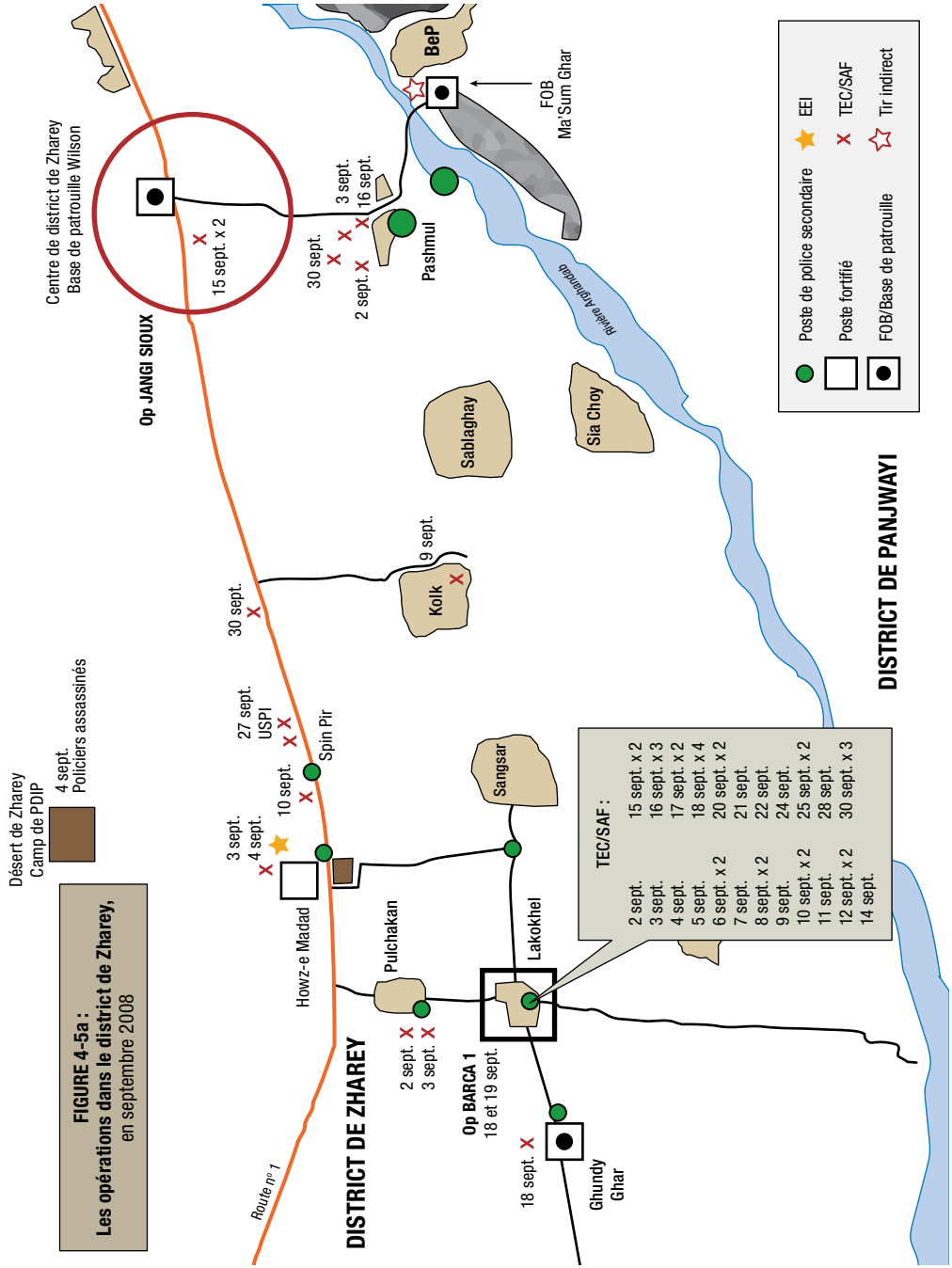


FIGURE 4-5a :
Les opérations dans le district de Zharey,
en septembre 2008

Figure 4-5a : Les opérations dans le district de Zharey, en septembre 2008

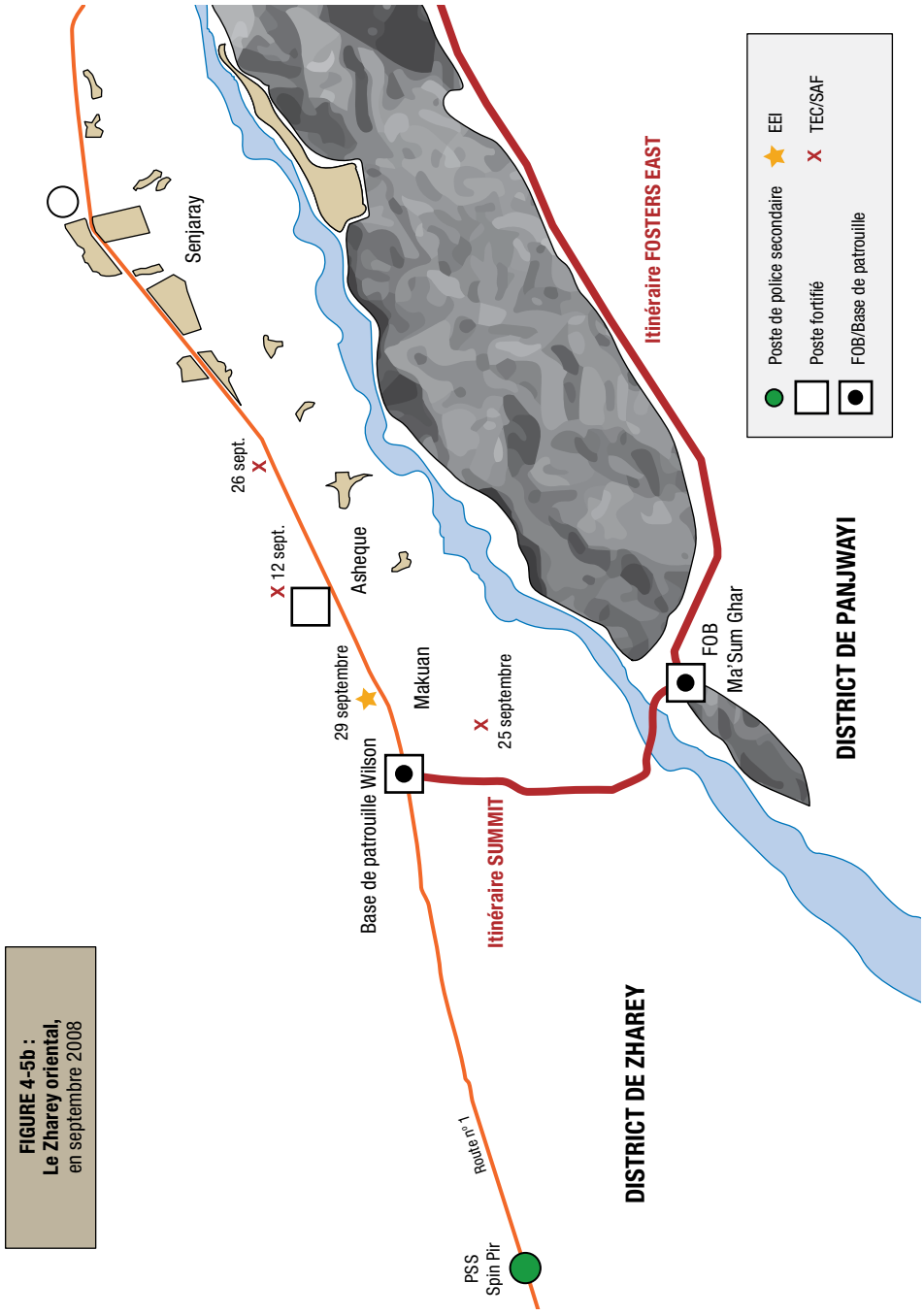


FIGURE 4-5b :
Le Zharey oriental,
en septembre 2008

Figure 4-5b : Le Zharey oriental, en septembre 2008

Une autre zone de patrouille était dans la partie nord de Pashmul, en direction de l'ouest, où le nouveau poste de police était en construction. En septembre, il y a eu peu de contacts avec l'ennemi dans la zone de patrouille JANGISIOUX et le long de la Route nº 1. La partie nord de Pashmul était plus active. L'EGC-2 a été retirée de l'itinéraire Langley, où le projet d'asphaltage avait été annulé, et elle travaillait alors à un projet avec des habitants de l'endroit pour dégager le système d'irrigation le long de l'itinéraire Summit quand elle est tombée dans une embuscade le 2 septembre. Les sapeurs ont riposté, et l'ennemi a rompu le contact. Le lendemain, une patrouille embarquée de la Compagnie C a essuyé des tirs de canons sans recul de 82 mm. Un obus brisant anti-char a pénétré le blindage du véhicule et a fait exploser les munitions : les Cpl Andrew Grenon et Michael Seggie et le Sdt Chad Horn ont été tués. Cinq autres Canadiens ont été blessés au cours de l'attaque[39]. Pendant qu'ils étaient sous le feu ennemi, les Cpl Michael Bursey et Mark Ejdrygiewicz sont retournés plusieurs fois dans le VBL III, dont les munitions commençaient à fuser sous l'effet de la chaleur, et ils en ont dégagé les morts et les blessés. Le Sdt Jordan Kochan s'est efforcé de les maintenir en vie sous des feux ennemis nourris jusqu'à l'arrivée de la FRR. Leurs actions ont valu aux trois hommes d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

La Compagnie C a eu l'avantage sur les insurgés au cours d'une patrouille, le 15 septembre : un EEI a explosé prématurément et a du coup alerté le peloton canadien à la possibilité imminente d'une embuscade; il a alors été pris à partie depuis trois positions différentes par des armes légères et des GPF. Les Canadiens ont recouru à des tirs de suppression et ont demandé aux obusiers M-777 d'intervenir. Soixante-deux obus brisants de 155 mm ont taillé l'ennemi en pièces dans ses positions[40]. Inexplicablement, il n'y a eu aucune autre activité ennemie dans le quadrilatère JUNO jusqu'au 30 septembre, date où une patrouille de la police afghane est entrée en contact avec l'ennemi et a exécuté un retrait au combat jusqu'au PPS de Pashmul-Nord.

En septembre, les combats ont surtout eu lieu au poste fortifié de Lakokhel. Pendant 23 jours, faut-il le croire, les occupants de Lakokhel, à savoir la 2e Compagnie du 3e Kandak et ses mentors canadiens de l'équipe 73B, ont été la cible de tous les types d'armes que les insurgés avaient alors dans leur arsenal. La plupart du temps, les insurgés ont mené des attaques en « tirant à la dérobée » : un petit nombre de coups de feu étaient tirés en direction du poste fortifié par une petite force qui se dispersait immédiatement ensuite et disparaissait dans les champs luxuriants et les complexes d'enceintes délabrées non loin de là. Après les cinq premiers jours, le GT a planifié l'Op BARCA pour dégager les enceintes voisines et les démolir avec l'aide d'entrepreneurs. Ceux-ci ont refusé de se présenter, de sorte que l'Op BARCA a été reportée. Les mentors canadiens étaient prêts quand ils sont sortis en patrouille le 6 septembre. L'ennemi a fait feu sur la première patrouille, mais les mentors ont pu demander une frappe avec un obus Excalibur qui a mis fin au combat. Une deuxième

patrouille a été prise à partie plus tard ce jour-là : une bombe GBU-31 de 2 000 livres et 12 obus de 155 mm ont réduit l'ennemi au silence. Ce soir-là, un tireur d'élite ennemi a tiré une balle sur le poste de commandement afghan[41].

Source : capitaine Sheldon Maerz

Le 3 septembre 2008, l'ennemi a attaqué un VBL III avec un canon sans recul de 82 mm qui a tué trois Canadiens et en a blessé cinq autres. Trois Canadiens ont mérité la Médaille de la vaillance militaire pour le sauvetage qu'ils ont alors exécuté. Cette photo, prise depuis la colline des trois chars, fait voir le voile de fumée produit par le VBL III en flammes et les frappes des obusiers M-777 exécutées contre les ennemis qui avaient tendu l'embuscade.

Après quatre autres jours de « tirs à la dérobée », un convoi de ravitaillement de l'Armée afghane est tombé dans une embuscade alors qu'il se dirigeait vers Lakokhel; il n'y a eu aucune perte, mais le 10 septembre, un EEI a blessé des membres d'une patrouille. Trois autres contacts avec des insurgés recourant aux « tirs à la dérobée » ont été suivis d'attaques à la GPF contre un autre convoi de ravitaillement; des obus de 155 mm ont encore une fois été tirés sur des ennemis difficiles à repérer. Les agents du renseignement de la FO Kandahar ont conclu que l'ennemi voulait faire pression sur les Afghans pour qu'ils ferment le PPS de Lakokhel, car ce dernier gênait leur liberté de mouvement dans le Zharey occidental. Les mentors ont demandé une couverture plus soutenue de la part des UAV pour arriver à mieux définir la nature de l'ennemi, mais après un certain nombre d'embuscades

contre des patrouilles protégées par des UAV, il a été évident que les caractéristiques du terrain et la dispersion des ennemis limitaient l'efficacité et la promptitude des ripostes[42].

Le 18 septembre, l'Op BARCA a finalement commencé. Y ont pris part la 3e Compagnie et ses mentors canadiens ainsi qu'un peloton canadien de VBL III et des sapeurs de combat munis d'EBG Badger. Les Afghans et leurs mentors ont établi le cordon de bouclage pendant que les sapeurs ratissaient les enceintes avant de les niveler avec des bulldozers de manière à dégager des champs de tir. Malheureusement, une fois la tâche à moitié terminée, les deux véhicules Badger sont tombés en panne à cause de fuites de réfrigérant et de la rupture de joints d'étanchéité. L'ennemi s'est attaqué au cordon de bouclage, mais encore une fois, il n'a pas été possible de le définir ou de faire feu sur lui. Le lendemain, trois contacts avec « tirs à la dérobée » ont eu lieu, puis l'ennemi a attaqué un VBL III avec une GPF. Onze obus brisants de 155 mm ont plu sur l'ennemi, et un hélicoptère OH-58D a supprimé les « survivants » tentant de s'échapper[43]. Le véhicule du Cplc Michael Trauner a été touché par la GPF qui a mis son canon de 25 mm hors combat. La volée de tirs ennemis d'armes légères a cloué au sol les troupes débarquées. Le Cplc Trauner a saisi la mitrailleuse montée sur pivot, a déclenché un tir de couverture et a ainsi enrayé efficacement l'attaque ennemie, ce qui a permis aux troupes de se réorganiser et de vaincre l'ennemi de manière que l'équipe pût poursuivre sa mission. Les actions du Cplc Traumer lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Cinq autres jours de « tirs à la dérobée », suivis de bombardements d'artillerie contre une position ennemie, et l'incapacité d'identifier catégoriquement l'ennemi avec l'aide d'un UAV MQ-9 Reaper, ont suffi. Les Afghans ont apporté sur place des mortiers pour riposter aux attaques des insurgés, pendant que des plans étaient dressés afin de déployer des tireurs d'élite canadiens. L'opération, qui durait depuis près d'un mois, a pris fin avec un appel au djihad diffusé contre les Canadiens au moyen des haut-parleurs des mosquées dans le secteur de Lakokhel[44].

À la fin de septembre, la localité de Senjaray a constitué un autre problème pour la FO Kandahar. La déstabilisation de cet important sous-district provoquée par l'assassinat d'Habibullah Jan et le retrait de la milice d'Asadullah Khalid après le départ de ce dernier ont avantagé les insurgés. La choura sur la sécurité du Zharey a appris que la population civile de Senjaray menait des pourparlers de paix avec les talibans. Le chef du district de Zharey, Sahardi, a déclaré aux Canadiens qu'il « y était fortement opposé, mais que son influence était limitée, car [la population] a besoin d'un environnement sûr pour l'hiver » [Traduction]. Selon d'autres rapports, la population versait maintenant le Zakat (une dîme religieuse) aux talibans[45], ce qui signifiait que les chefs religieux de Senjaray étaient compromis eux aussi. Le Lcol était énormément préoccupé : il estimait que, si rien n'était bientôt fait, « les opérations au cours de l'hiver seraient compromises[46] » [Traduction].

En outre, en raison du statut spécial que Senjaray avait auprès des Afghans depuis l'époque d'Habibullah Jan, le chef de police du district de Zharey « n'a pas le pouvoir d'influer sur Senjaray et qu'il n'y exerce aucun contrôle sur [la police afghane][47] » [Traduction]. Dans le Zharey, peu d'agents de police étaient dûment formés, et ils n'avaient pas encore suivi le programme de perfectionnement ciblé par district. Une querelle opposait la police à la Direction nationale de la sécurité (DNS) : la police du Zharey empêchait physiquement la DNS de fournir des renseignements à l'ELMOP et au détachement de l'ERP[48]. Des insurgés ont infiltré les rangs de la police au camp de réfugiés du Zharey, et quatre agents ont été assassinés pendant leur sommeil[49]. Les entrepreneurs ont fait savoir à l'ERP qu'ils craignaient d'être tués par la police s'ils se plaignaient aux équipes de la COCIM[50]. Les interminables efforts de l'ELMOP se sont poursuivis.

Les opérations dans le district d'Arghandab, en septembre 2008

Les forces de sécurité dans l'Arghandab comprenaient l'escadron de reco, installé à la FOB Frontenac, une compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens basés temporairement dans une école à Hasan Tabin, et un réseau de postes de contrôle de la police afghane le long des routes principales du district. Un résumé renseignement canadien donne une idée générale de la situation en septembre :

> Selon le renseignement humain (ROHUM), les insurgés ont mis fin à leurs opérations d'information dans l'Arghandab. Le nombre d'actes d'intimidation, d'enlèvements et d'assassinats a atteint son paroxysme au début d'août, mais il a diminué au cours des deux dernières semaines. [Les insurgés] estiment avoir atteint leur but. Ce ROHUM porte à croire que les insurgés ont acquis la liberté de mouvement dans tout le district, qu'ils ont obtenu de force le soutien de la population et que la PNA n'exécute aucune patrouille en dehors de ses postes de contrôle […] les insurgés ne constituent peut-être pas une menace immédiate pour le district, mais ce renseignement nous apprend probablement que les habitants de l'endroit sont d'avis contraire. La menace perçue a peut-être l'effet recherché par les insurgés et elle risque de supprimer le soutien que les habitants de l'endroit [accordent au gouvernement et à la FIAS] s'ils estiment qu'ils ne reçoivent pas la protection dont ils ont besoin[51]. [Traduction]

Cette analyse pertinente n'a eu aucun suivi concret pendant le reste de 2008. La FO Kandahar a confirmé que la police faisait des patrouilles en dehors de ses postes de contrôle. L'escadron de reco a accompli de nombreuses patrouilles de présence et a surveillé de près ce qui se passait dans le district, autant qu'il le pouvait. La compagnie de l'Armée afghane a effectivement mené des patrouilles depuis sa base. Les équipes de la COCIM ont surveillé l'assemblée de développement de district pendant qu'elle faisait son travail. Toutefois, rien de tout

Source : MDN AR2008-J011-032

Source : MDN AR2008-J011-043

Source : MDN AR2008-J011-116

Des raids exécutés par le 3e Bataillon du Royal Canadian Regiment ont eu lieu dans le district de Zharey pendant l'automne de 2008, des efforts continus étant alors déployés pour solidifier les PPS. La photo fait voir un de ces raids dans le secteur de Kolk.

cela n'a influé sur les perceptions de la population. Par exemple, des anciens ont dit aux soldats canadiens de l'escadron de reco que « quiconque [contrôlait] Jelawur [contrôlait] l'Arghandab[52] » [Traduction]. Or, que signifiait le mot « contrôle »? L'occupation physique du village? La domination psychologique des éléments tribaux antigouvernementaux?

Le chef du district, Karimullah, n'était pas d'un grand secours : il avait pris un congé prolongé à Dubai pendant la campagne d'intimidation[53]. Les soldats canadiens dans leurs véhicules blindés Coyote et la police afghane dans ses camions Ranger ne pouvaient pas combler le vide à la direction du district. Cependant, les insurgés — ce que les aînés afghans appelaient maintenant « la Commission » — le pouvaient. Cette entité comprenait apparemment tous les chefs insurgés supérieurs des districts du nord.

Comme pour contrarier le CRTS, « la Commission » a multiplié les actes d'intimidation en septembre avec une nouvelle série d'enlèvements — 14 chefs de village en quatre semaines — et une avalanche de lettres nocturnes. Les familles des personnes enlevées ont été forcées d'acheter des armes sur le marché noir, puis de les remettre aux insurgés afin d'obtenir la libération de leurs êtres chers. D'autres personnes ont été kidnappées, battues, puis libérées. L'escadron de reco a été la cible de trois attaques à l'EEI les 4, 12 et 21 septembre. Aucune n'a été mortelle, mais trois véhicules Coyote ont été mis hors combat, ce qui a réduit la fréquence des sorties de l'escadron. Les camions de ravitaillement en eau se dirigeant vers la

FOB Frontenac ont eux aussi été attaqués. À la fin du mois, l'escadron de reco a signalé la présence d'un nombre accru d'hommes en âge de combattre dans le nord de l'Arghandab, ce qui était anormal[54].

Les opérations dans le district de Maywand, en septembre 2008

Dans le district de Maywand, les Canadiens appuyaient le 2-2 Infanterie pendant l'expansion de ses opérations en septembre. La FOB Ramrod, base de cette unité, était presque terminée à l'ouest de Hutal. Il y avait aussi la FOB Hutal, qui englobait une installation près du centre de district de Maywand. On retrouvait dans cette installation une compagnie d'infanterie étasunienne, une compagnie de reco du 4e Kandak et ses mentors canadiens, une équipe de l'ELMOP et un détachement canadien de la COCIM relevant de l'ERP. Deux obusiers M-777 et leurs servants de la Batterie F ont fini par s'installer à la FOB Ramrod pour y améliorer l'appui-feu de couverture. Il y avait de nombreux échanges de ressources entre les forces canadiennes, étasuniennes et afghanes. Par exemple, des tireurs d'élite américains sortaient avec les mentors canadiens et les troupes de reconnaissance afghanes, et des équipes canadiennes de la COCIM collaboraient avec tous, y compris un représentant d'USAID.

Le 2-2 Infanterie a appris à connaître son environnement par le biais de l'Op MAWREGA, un ratissage du secteur de Band-e Timor. Le Renseignement du 2-2 Infanterie a établi que la plupart des activités ennemies visibles avaient cours dans la région de Garmabak et que les insurgés essayaient de se faire discrets dans la partie sud du district, parce que ce dernier était essentiel au ravitaillement de leurs troupes dans le Zharey[55]. Malheureusement, le 2-2 Infanterie a perdu le Sdt Vincent C. Winston, fils, lors d'une attaque catastrophique à l'EEI qui a aussi blessé quatre autres soldats pendant l'opération.

Il se passait de nombreuses activités positives dans le Maywand. En septembre, les agents de police suivaient le programme de perfectionnement ciblé par district, et 125 agents nouvellement formés devaient bientôt revenir du Centre d'instruction régional. Un nouveau centre de district était en construction. La Police nationale afghane pour l'ordre civil fournissait une sécurité efficace, et les équipes de la COCIM ont conclu que le Programme national de solidarité avait, en fait, permis de construire un nombre important de puits. Les équipes canadiennes de la COCIM aidaient USAID à exécuter ses évaluations dans les régions où cela était relativement possible[56]. Le chef de district était nettement meilleur que le tristement célèbre Haji Saifullah. C'était un chef dynamique qui voulait adopter une approche coalisée standardisée en vertu de laquelle la FIAS formerait un « anneau d'acier » autour des villages; ensuite, la police y entrerait et y convoquerait les chefs du village à une choura impromptu. Son principal problème en septembre était que son personnel de cinq employés refusait de se rendre à Hutal depuis la ville de Kandahar, ce qui limitait sa

capacité d'administrer le district. Dans leurs rapports, les équipes de la COCIM ont à ce moment-là exprimé des impressions positives sur les localités entourant Hutal. L'Équipe spécialisée du Génie a envoyé un entrepreneur pour évaluer la possibilité d'y améliorer le bazar : il a été enlevé, mais cela ne l'a pas intimidé, et il est revenu à Hutal pour y terminer son étude[57].

Ailleurs, toutefois, les talibans recouraient sans cesse à l'intimidation; ils effrayaient les habitants pour les éloigner des infirmeries dirigées par le gouvernement en leur faisant croire qu'ils y seraient maltraités. Il était établi que le système de préalerte des insurgés était très efficace et adapté aux circonstances dans le district. Les actes d'intimidation visaient certains des projets entrepris par des habitants de l'endroit par le biais de l'assemblée de développement du district et du conseil de développement communautaire : une route faisant l'objet d'un projet d'asphaltage géré par la population locale a été truffée d'EEI qui ont été découverts pendant une patrouille afghano-canadienne et, comme on pouvait s'y attendre, les insurgés n'ont pas hésité à tirer à la dérobée sur la FOB Hutal. Des roquettes ont aussi été lancées en vain sur le centre de district[58].

À ce stade, toutefois, la synergie laissait à désirer au sein de la coalition dans le Maywand. À plusieurs égards, la situation s'apparentait à celle du Panjwayi en 2007. En l'occurrence, il n'y avait aucun centre interarmées de coordination de district. Les efforts de reconstruction et de développement étaient disparates et mal coordonnés, et l'ERP s'y intéressait peu. Bon nombre des engrenages existaient, mais il fallait les harmoniser afin de stabiliser le district de Maywand.

Les opérations dans la ville de Kandahar, en septembre et octobre 2008

Après l'évasion de Sarposa, l'attention s'est tournée vers les soucis et difficultés de la ville de Kandahar, notamment le 8 septembre, quand deux bombes humaines portant l'uniforme de la police ont fait détoner leur veste remplie d'explosifs, à l'intérieur du quartier général de la police provinciale : 38 personnes ont été blessées, et deux autres ont été tuées. La police afghane a par la suite trouvé trois EEI dissimulés sur les itinéraires empruntés par les premiers intervenants qui se rendaient à l'immeuble du quartier général[59]. Une opération de sécurité déjà planifiée, appelée « MARKAZ AMALIAT », avait pour objet de garantir la sécurité de la ville après le Ramadan. Les autorités en ont accéléré la préparation et l'exécution. Entre-temps, il y a eu cinq autres attaques à l'EEI et une attaque avec tirs directs, qui visaient toutes la police afghane[60]. La 1-205 Brigade a ordonné à son 5e Kandak, soit le kandak de soutien logistique au combat, d'envoyer 80 spécialistes de l'entretien et de la logistique dans la ville. Ces hommes relevaient du commandant de la compagnie des transmissions, mais l'ELMO s'en est trouvée grandement préoccupée, car elle a craint que le soutien fourni aux kandaks de la brigade déployés dans le Zharey et le Panjwayi en souffre[61].

L'Op MARKAZ AMALIAT a été modifiée pour qu'en fasse partie la Compagnie L du 42e Commando des Royal Marines, soit le nouveau GT régional (Sud). La Compagnie L a été placée sous les ordres du Lcol Woodworth, commandant de l'ERP. Cela procurait à la ville de Kandahar trois compagnies pour exécuter des patrouilles de présence. L'opération a été reportée de 24 heures, parce que l'ONU a exigé que la FO Kandahar observe la Journée internationale de la paix en s'abstenant de mener des opérations[62].

Avec l'appui d'une équipe canadienne de la COCIM, la Compagnie L a établi une base de patrouille à la « jonction » du Dand et des districts du sud-ouest de la ville. Les Canadiens et la Compagnie L ont trouvé là une population craignant à l'excès que les talibans s'en prennent à elle si elle offrait la moindre forme d'aide aux forces de la FIAS[63]. Ce n'était pas surprenant, car des ERP canadiennes antérieures avaient conclu dès 2005 que le district no 6 faisait problème. La Compagnie L a dressé au hasard une série de postes de contrôle des véhicules sur l'itinéraire Lake Effect, perturbant sans doute temporairement l'itinéraire que les insurgés empruntaient pour entrer dans la ville[64]. La force de protection de l'ERP a exécuté des patrouilles dans divers districts de la ville afin d'y assurer une présence manifeste.

Malheureusement, l'ennemi avait changé de tactique. Le 28 septembre, deux assassins ont abattu le Lcol Malalai Kakar de la police de la ville de Kandahar. Ce meurtre a fait les manchettes internationales, en partie parce que les médias occidentaux l'avaient transformée en une championne de l'égalité des genres dans le sud de l'Afghanistan, ce qui avait eu pour effet de renforcer son image publique et d'en faire une cible de choix aux fins des opérations d'information. Par ailleurs, l'assassinat de deux membres de la choura provinciale de Zabul, à Kandahar, et de leurs gardes du corps pendant qu'ils étaient en compagnie d'amis, n'a pas été signalé dans les médias. Ce furent là les premiers coups de feu de ce qui équivalait à une campagne d'assassinats à l'échelle de la ville et qui a duré de septembre 2008 à janvier 2009[65].

La détérioration de l'état de la sécurité dans la ville entravait les plans dont l'objet était de créer 25 autres conseils de développement communautaires et des installations pour les gestionnaires de district, en plus de construire des puits et un meilleur système d'approvisionnement en eau. ONU Habitat était le « partenaire » de l'ACDI quant à l'exécution de ces projets, dont les budgets s'établissaient à 22 millions et à sept millions de dollars, respectivement. Par contre, le personnel d'ONU Habitat n'avait pas confiance en l'appareil de sécurité et a déménagé son directeur dans un endroit secret pour garantir sa sécurité[66]. Ce fut une décision judicieuse. Le lendemain, le directeur des travaux et des affaires sociales a été assassiné pendant qu'il se rendait au travail en voiture. Trois jours plus tard, un ancien haut placé des Barakzais, Ali Ahmad Khan, et son fils, qui était garde du corps du président Karzai, ont été tués dans une mosquée par un tireur qui passait en voiture. Un autre chef supérieur barakzai, Haji Ali Mohammad, a lui aussi été abattu[67].

Les ressources ISTAR canadiennes ont confirmé qu'une unité de 30 hommes était arrivée dans la ville et qu'elle s'était divisée en équipes d'assassins qui avaient pour ordre de s'attaquer à des fonctionnaires du gouvernement et à des anciens des tribus[68]. Ces équipes ont aussi perpétré des enlèvements. Le 23 octobre, elles ont kidnappé le fils d'un travailleur de la MANUA, qui avait huit ans, pour obliger ce dernier à cesser de travailler aux projets de reconstruction[69].

À son honneur, le maire de la ville de Kandahar, Ghulam Haider Hamidi, a refusé de se laisser intimider et a continué de travailler avec l'ERP et ONU Habitat pendant cette période dangereuse, afin d'améliorer la ville et ses services au profit des citoyens.

La réorganisation de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel et les relations avec les Forces de sécurité nationale afghanes

L'occasion de réorganiser les opérations de l'ELMO s'est présentée en septembre avec l'arrivée de la rotation montante, commandée par le Col Joe Shipley et axée surtout sur les officiers et les membres du 1 RCR. Or, la réorganisation de l'ELMO devenait un gros problème politique. La structure actuelle de la FO Zharey, établie par le Bgén Laroche et utilisée pendant la première moitié de 2008, était considérée comme ayant des lacunes à de nombreux égards. Tous reconnaissaient les efforts que le Maj Bob Ritchie déployait pour faire fonctionner la FO Zharey. Cependant, la FO Kandahar devait accepter la réalité : l'ELMO dirigeait le district de Zharey comme l'aurait fait un GT, au lieu d'encadrer les Afghans autant qu'elle aurait dû. L'ELMO n'était pas structurée, au chapitre de l'équipement, pour accomplir les tâches qu'elle remplissait. Elle disposait de véhicules RG-31, mais elle n'avait aucun système de maintenance ou d'approvisionnement semblable à ce que possédait le GT, et elle n'avait pas non plus les effectifs voulus pour gérer un centre d'opérations tactiques, comparativement à ceux du GT[70]. Bref, l'Armée afghane n'était pas un élément de manœuvre de la FO Kandahar de la même façon que l'étaient le 3 RCR et le 2-2 Infanterie. Le 13 septembre, la FO Kandahar a décidé de dissoudre la FO Zharey et de confier la gestion de l'environnement opérationnel au Maj Rob McBride, commandant de la Compagnie N. Des éléments à Ottawa ont vu là une décision rétrograde qui faisait fi des progrès que le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan voulait voir s'accomplir et sur lesquels il voulait faire rapport au moyen de son système de paramètres de référence pour satisfaire les médias et les critiques de la mission au sein de l'opposition. La résistance était solide, mais, tout à leur honneur, le Bgén Thompson et son état-major ont tenu bon[71].

Ce n'était pas tout. L'idée d'un kandak « d'attaque » s'est fait jour pendant l'été de 2008. Le besoin de forces afghanes plus nombreuses sur le terrain a mené à une réorganisation du cycle « vert-jaune-rouge » qui existait pour les trois kandaks de la 1-205 Brigade depuis 2007.

Le Col François Riffou a donné à entendre qu'un kandak partiellement entraîné devrait occuper les postes fortifiés de la Route nº 1 et y remplir des tâches statiques et faire des patrouilles de dégagement d'itinéraire, pendant qu'un autre s'installerait dans les postes fortifiés du Zharey et du Panjwayi. Le troisième kandak d'infanterie deviendrait une force mobile à utiliser au besoin[72]. Il y avait deux points de vue sur la façon dont ce kandak « d'attaque » pourrait servir : le point de vue limité prévoyait que le kandak opérerait dans les zones situées entre les deux autres kandaks dans le Zharey et le Panjwayi, tandis que, selon le point de vue plus large, ce kandak pourrait fonctionner comme le GT régional (Sud), possiblement pour le 205e Corps[73].

Malheureusement pour la FO Kandahar, le 2e Kandak de la 1-205 Brigade, encadré par les Canadiens, était le kandak d'attaque désigné depuis septembre 2008. Les conséquences de ce changement étaient considérables. Selon la structure existante de la 1-205 Brigade, un kandak était déployé dans le Zharey, un autre dans le Panjwayi et des éléments du troisième dans l'Arghandab et le Maywand. Tous étaient liés à l'infrastructure tactique : ils exécutaient des patrouilles de sécurité locales et essayaient de travailler avec la police afghane. Le retrait du kandak d'attaque pour l'envoyer ailleurs aurait un effet nuisible sur cette structure, s'il n'y avait pas d'unité de remplacement. Or, c'est exactement ce qui s'est passé plus tard en octobre, décembre et janvier.

La question se posait toujours : il fallait plus de forces afghanes pour la province de Kandahar, et le Canada ne pouvait les obtenir. Selon toute probabilité, l'effondrement de l'influence stratégique du Canada à Kaboul a contribué à affaiblir toute tentative que notre pays faisait pour exercer un pouvoir relatif au ministère afghan de la Défense ou dans les cercles présidentiels (comme nous le verrons plus loin). Selon un autre point de vue, le centre du pouvoir relativement au déploiement des kandaks résidait dans le CTCS-A et au QG FIAS, et c'était l'influence britannique dans ces entités qui était décisive. L'incapacité du Canada d'obtenir plus de troupes de l'Armée afghane pour la province resultait vraisemblablement d'une certaine combinaison de ces deux points de vue.

Peu importe le point de vue adopté, la situation a permis aux Britanniques de « soutirer » aux forces canadiennes un kandak afghan qui aidait celles-ci à sécuriser la ville de Kandahar et qui a été envoyé à maintes reprises dans la province d'Helmand pour renforcer la situation des Britanniques. On pourrait faire valoir que ceux-ci rendaient service aux Canadiens en retour en employant les compagnies du GT régional (Sud) dans la province de Kandahar. Or, l'accablant besoin d'obtenir des soldats afghans pour aider la police afghane et protéger la population du pays importait sans doute plus que de retirer un kandak afghan qui était de plus en train d'établir des relations avec la population. Tous comptes faits, ce n'était pas une bonne affaire que d'avoir quelques compagnies britanniques qui venaient mener quelques opérations, puis partaient pour une autre province.

Il y avait d'autres mauvaises nouvelles. Les relations entre les chefs de l'Armée afghane dans la province de Kandahar et le nouveau gouverneur étaient houleuses. En effet, le gouverneur Raufi continuait de se comporter comme il le faisait quand il était major-général, et c'était une attitude que l'actuel commandant du 205e Corps, le Mgén Sher Mohammad Zazai, détestait. Une conséquence a été le retrait des représentants de l'Armée afghane du Centre de coordination des opérations de province au Palais, ce qui réduisait le niveau de coordination des mesures de sécurité[74]. Dans l'ensemble, l'automne de 2008 a été une période de transitions profondes à tous les niveaux de l'appareil de sécurité afghan dans la province.

Le développement : l'Équipe de reconstruction provinciale et la FO Kandahar, en septembre et octobre 2008

Les modifications apportées par la nouvelle stratégie canadienne avaient des conséquences pour l'ERP, elle-même sujette à des fluctuations pendant l'automne de 2008. En résumé, on peut dire qu'il existait une lutte quant à savoir qui contrôlerait l'ERP : les autres ministères (AM) ou l'Armée canadienne? Les arguments en faveur des AM comprenaient notamment l'idée que, pour donner suite aux nouveaux impératifs formulés par le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan, plus de fonctionnaires fédéraux étaient nécessaires en Afghanistan et qu'il leur fallait une voie hiérarchique plus claire pour faire rapport à ce Comité. Les arguments contraires reposaient sur le refus des militaires de laisser des civils inexpérimentés et n'ayant aucune responsabilité en matière de commandement contrôler des opérations militaires (en particulier, celles se rapportant à la protection de la force et à la COCIM). Cette impasse a persisté pendant l'automne de 2008. Puis il y a eu une entente au sujet d'une nouvelle structure en janvier 2009. Mais la relation demeurait fragile. Pendant ce temps, l'ERP perdait son conseiller juridique militaire; ce dernier, rappelé à Ottawa par le Juge-avocat général, n'a pas été remplacé. Cela mettait fin au rôle des militaires dans les initiatives concernant la primauté du droit en Afghanistan[75].

Les plus importants changements apportés aux opérations de l'ERP se sont produits pendant l'automne 2008. Le Lcol Woodworth, en examinant le Plan d'action provinciale provisoire et le Plan d'action Kandahar, s'est senti inquiet par le manque de coordination dans les districts de Zharey et de Panjwayi. De toute évidence, les AM mettraient davantage l'accent sur la ville de Kandahar, surtout après l'évasion de Sarposa, et si des mesures institutionnalisées n'étaient pas adoptées, les ressources affectées à la reconstruction et au développement s'épuiseraient dans les districts. Cela aurait pour effet d'influer sur la capacité des GT d'exécuter la fonction « Tenir ». Les GT s'occuperaient du « dégagement », mais ils avaient besoin des équipes de la COCIM pour la fonction « Tenir », car les GT passeraient à autre chose. L'idée de créer une compagnie de stabilisation réunissant un

peloton d'infanterie puisé dans les effectifs de la compagnie de protection de la force et de plusieurs détachements de COCIM était une possibilité. Des problèmes liés à la mise sur pied des forces en ont entravé la mise en œuvre à l'automne de 2008, mais au moins, l'idée demeurait[76].

L'autre composante était le rôle des centres interarmées de coordination de district (CICD). L'idée que les CICD puissent avoir des fonctions élargies a aussi pris forme au début de 2008. Le Lcol Woodworth voulait que les AM soient plus présents dans les districts par le biais des CICD, qui deviendraient en quelque sorte des « ERP avancées ». Cependant, les autorités à Ottawa limitaient le déploiement « avancé » des employés de l'ACDI et du MAECI (même si certains auraient voulu sortir du périmètre). Ainsi, les équipes de la COCIM allaient devoir conserver un rôle important dans la mise à exécution et la vérification des projets et programmes. L'idée selon laquelle une compagnie de stabilisation et un CICD existeraient dans chaque district contesté pour gérer les trois lignes d'opération (sécurité, développement, gouvernance), puis qu'ils seraient à même de cerner les problèmes dans les sous-districts et de s'y attaquer, a pris racine tout au long de l'automne de 2008[77], mais diverses parties s'y opposaient vigoureusement. Certains éléments ne voyaient pas comment les opérations de la compagnie de stabilisation/des CICD se rapportaient à la nouvelle stratégie du gouvernement canadien et étaient obsédés par l'interprétation dogmatique des paramètres de référence et des priorités. D'autres voulaient « combattre les icônes rouges » et se tenir loin de tout ce qui s'apparentait au développement. D'autres encore voulaient que les rares ressources humaines soient affectées à leurs projets. À l'hiver 2008, le Lcol Woodworth et son état-major n'avaient pas réussi à mettre en œuvre tout ce qu'ils estimaient nécessaire. Dans un sens général, deux solitudes s'étaient formées à la fin d'octobre : l'Armée de terre préoccupée principalement par les districts, et les AM mettant l'accent sur la ville de Kandahar[78].

Cela dit, une évolution considérable s'est produite pendant ce temps dans le système de reconstruction et de développement de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) axé sur les mécanismes qu'étaient le comité de développement provincial, l'assemblée de développement des districts et le conseil de développement communautaire. Une augmentation du nombre des employés civils au sein de l'ERP, en particulier celui des employés de l'ACDI, et un accent accru mis sur la mission ont favorisé les progrès sur ce plan. Au niveau de l'ambassade, l'ACDI s'est délestée de presque toute autre initiative dans le pays afin de se concentrer sur Kandahar, la part des fonds de l'ACDI affectés au sud passant alors de 17 p. 100 à 50 p. 100. Le plus important changement a été la revitalisation du Comité de développement provincial. Le remplacement d'Asadullah Khalid par le général Raufi, conjugué aux efforts de Rhonda Gossen de l'ACDI (et d'Andrew Scyner, qui avait fait partie de rotations antérieures de l'ERP et qui a garanti la continuité du

soutien), a été déterminant dans ce contexte. Des groupes de travail sectoriels ont aussi été mis sur pied, ce qui a aidé le gouvernement provincial à établir des liens avec les ministères responsables du gouvernement national tels que le ministère du Relèvement rural et du Développement. Tout le système est revenu à la case départ : de nombreux membres du personnel d'Asadullah Khalid l'ont accompagné au moment de son départ, et il n'y a eu aucun transfert des pouvoirs. En août 2008, le gouvernement provincial a dû se reconstruire encore une fois, six ans après la défaite des talibans en 2002, et trois ans après le déploiement de la première ERP canadienne[79].

Le système n'était pas parfait, mais les Afghans et les Canadiens avaient récolté les fruits de trois ans d'efforts acharnés. Les fonds pouvaient parvenir beaucoup plus facilement à Kaboul et à Kandahar depuis le Canada (voir la figure 4-6). La « porte d'écluse » au niveau provincial était désormais ouverte, sous la direction de Raufi, et il était clair aux yeux de tous que le véritable obstacle avait été Asadullah Khalid pendant tout ce temps. Le problème résidait désormais dans l'insurrection au niveau des districts. En théorie, c'était sur ce plan que les compagnies de stabilisation de l'ERP et les centres interarmées de coordination de district devaient entrer en jeu, de concert avec les forces de sécurité canadiennes et afghanes.

Malheureusement, les conflits de personnalités gênaient l'effort de développement au niveau de la FO Kandahar, et ils étaient intensifiés par les différences culturelles entre l'ACDI, le MAECI et l'Armée canadienne. Sur le plan culturel, l'ACDI était habituée à traiter avec des « partenaires d'exécution » qui étaient en général des systèmes neutres chargés de fournir l'aide humanitaire. Certains employés de l'ACDI avaient du mal à percevoir les unités de l'Armée canadienne comme étant des « partenaires d'exécution »; d'autres jugeaient cela impossible, en raison de convictions idéologiques personnelles, et d'autres encore exprimaient ouvertement du mépris à l'endroit des militaires au cours de ce qui était censé être des réunions inter-organismes cordiales. Certains officiers canadiens croyaient que l'ACDI se comportait comme n'importe quelle autre organisation non gouvernementale l'aurait fait, plutôt que comme un organisme du gouvernement canadien. Ils croyaient que certains membres du personnel de l'ACDI désapprouvaient les opérations que la FO Kandahar menait au niveau des districts.[80]

Certains employés de l'ACDI avaient du mal à s'adapter aux opérations d'information et à la mesure des effets. Par conséquent, ils donnaient l'impression aux militaires d'être naïfs et idéalistes. Un représentant de l'ACDI a déclaré avec arrogance que l'Armée nationale afghane ne devait pas intervenir dans la prestation de l'aide humanitaire. Ce point de vue n'aurait pas dû être. Selon eux, les Afghans ne devaient pas s'attribuer le mérite d'avoir fourni l'aide canadienne. Le Bgén Thompson a rappelé à cette personne que l'Afghanistan était le pays des Afghans et qu'ils pouvaient y faire ce qu'ils voulaient; le Canada était là pour les soutenir. Il était quasi impossible pour les planificateurs d'effets d'obtenir des

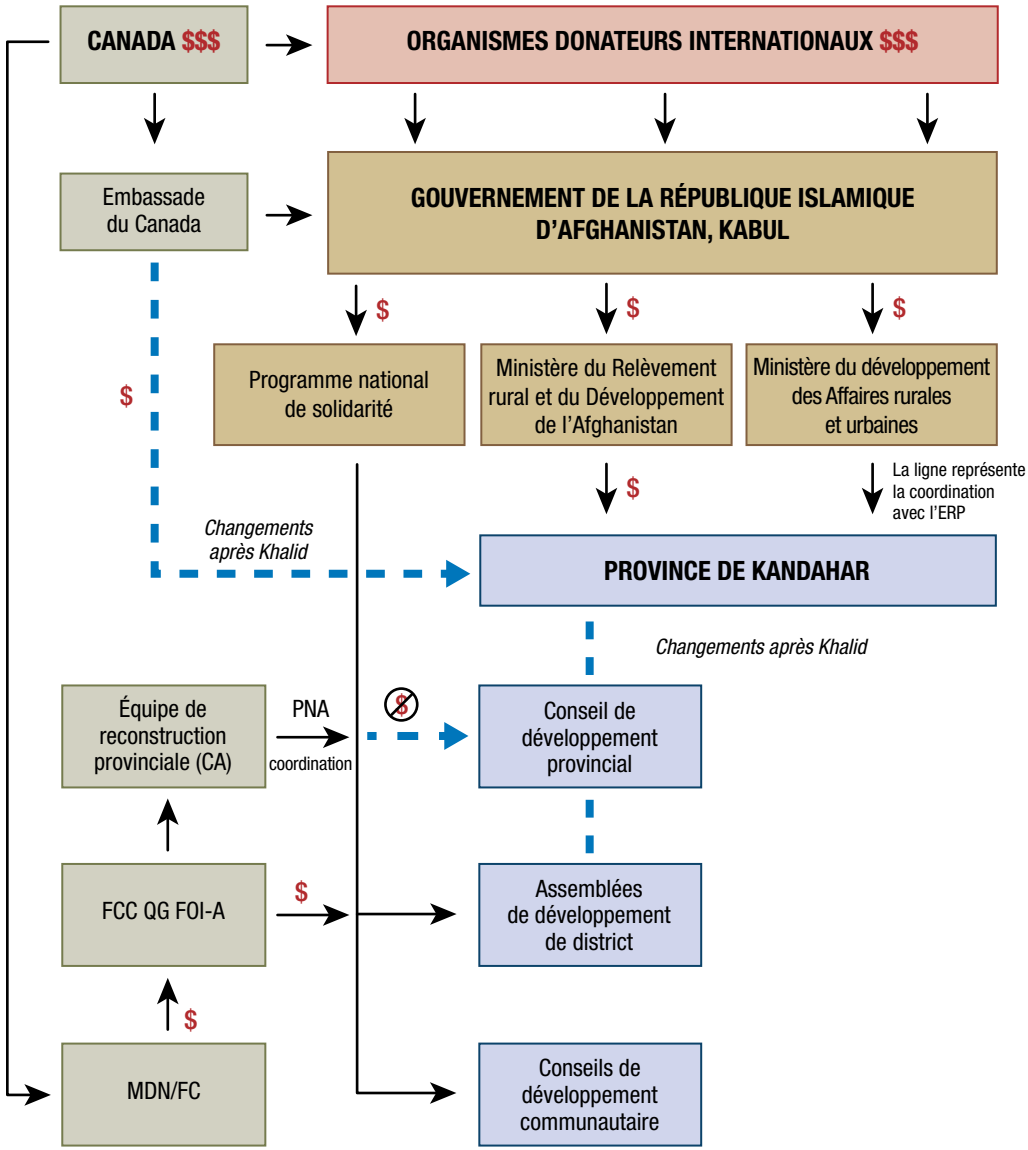


Figure 4-6 : Flux des fonds affectés au développement, province de Kandahar, de 2007 à 2009. *Fondé sur un briefing de l'ERP à l'auteur, Kandahar, février 2009

renseignements de la part de certains représentants de l'ACDI, mais des membres plus jeunes du même personnel apprenaient comment la « tribu de l'Armée » fonctionnait et tentaient d'établir des ponts personnels et conceptuels avec elle. Certains plans de développement de l'ACDI axés sur l'emploi de partenaires d'exécution autres que l'Armée canadienne n'ont pas abouti, de sorte que les représentants de l'ACDI ont finalement dû demander l'aide de la FO Kandahar, ce qui les a humiliés. La FO Kandahar s'est fait un plaisir de leur prêter main-forte[81].

De nouvelles initiatives de la part de Kaboul

Les problèmes persistants liés aux forces de police afghanes, au système juridique et à leur relation avec la primauté du droit au niveau le plus bas de l'appareil gouvernemental a incité le commandant de la FIAS, le général David McKiernan, à prendre les rênes, remanier l'approche existante et en systématiser une version cohérente. Le général McKiernan comprenait que l'approche descendante adoptée par les pays signataires de l'Accord de Bonn et leurs piliers en 2002 ne fonctionnait pas. Pendant toute l'année 2008, le commandant de la FIAS a collaboré avec le gouvernement afghan, le ministre de l'Intérieur, le CTCS-A, la MANUA et divers pays donateurs, y compris le Canada. Leurs discussions ont abouti à une série de programmes qui ont influé sur les opérations du Canada dans la province de Kandahar.

Faisant fond sur les programmes existants de la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) et du Programme de perfectionnement ciblé par district conçus pour professionnaliser la police au niveau des districts, les autorités ont reconnu que les services de police avaient besoin de l'appui d'un bon régime de gouvernance et qu'il devait exister entre ce dernier et eux une collaboration réelle. Le gouvernement Karzai a créé la Direction indépendante pour la gouvernance locale (DIGL), dont le rôle consistait à surveiller les gouverneurs des provinces et la relation qu'ils entretenaient avec les chefs de district qu'ils nommaient. En 2008, la DIGL a mis en œuvre le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan (PSSA), qui était censé travailler avec les collectivités locales dans le contexte de la gouvernance des districts pour régler les différends en combinant les pratiques locales et celles du gouvernement afghan. Comme nous l'avons vu, les assemblées de développement et les conseils de développement qui existaient déjà s'occupaient des questions de développement, mais non du règlement des différends ou des conflits juridiques. Le PSSA devait faire contrepoids aux assemblées de développement des districts et aux conseils de développement communautaires[82].

Dans un contexte idéal, la PNAOC arriverait dans un district, et la police de ce dernier serait emmenée suivre le programme de perfectionnement ciblé par district (PCD). Ensuite, les partenaires d'exécution de la DIGL viendraient mettre sur pied les conseils

communautaires et de district et travailleraient avec le gouverneur et le chef de district pour s'assurer de l'efficacité de ces liens. Le financement affecté au PSSA servirait aussi à fournir des programmes élargis de formation de la police; à « aligner les salaires et les avantages de la PNA sur ceux de l'ANA afin de combattre la corruption et la désertion; renforcer l'intégration totale de la PNA dans les institutions locales […][83] » [Traduction]

Le Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA) constituait une autre initiative. Il visait à créer des milices communautaires formées par les Forces spéciales étasuniennes, mais administrées par la police de district, une fois qu'elles auraient suivi le programme de PCD. Le PPPA suscitait de vives controverses, et sa mise en œuvre posait problème. Comme nous l'avons vu, les programmes de désarmement établis en 2003 et celui qui leur a succédé, à savoir le programme de Démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI), étaient conçus pour éliminer les fusils AK-47 de la rue et réduire le pouvoir coercitif des milices tribales et ethniques. Certains ont vu là un retour en arrière dans le PPPA en disant qu'il était fondé sur un modèle vietnamien utilisé en Iraq, mais ne s'appliquant pas nécessairement à l'Afghanistan, et ils se sont opposés à sa mise en œuvre. D'autres ont fait valoir que le programme reposait sur l'arbaki historique (la police tribale) et que la présence d'une force de police communautaire permettrait à la population de se défendre contre les insurgés. Des variantes du programme ont été adoptées pour calmer les critiques, et le Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA) a finalement été mis en œuvre et à l'essai dans la province de Wardak. Il a fallu un certain temps avant qu'il soit établi dans la province de Kandahar[84].

Le général McKiernan a eu du mérite pour avoir cherché à s'attaquer au niveau local aux écrasants problèmes de sécurité qui se posaient au gouvernement et à ses alliés. Il restait à voir si les unités de la police afghane et les localités de la province de Kandahar profiteraient de ces programmes.

Gouvernance et légitimité

Une menace grandissante pesait sur l'effort canadien et elle avait un nom : Ahmad Wali Karzai. La FO Kandahar et la population en général savaient fort bien qu'il était la principale personne d'influence popalzaie et qu'il collaborait avec l'ancien gouverneur Asadullah Khalid pour préserver discrètement la domination des Popalzais. Les problèmes concernant le chef élu du conseil provincial n'étaient pas nouveaux, comme nous l'avons vu. Ils étaient sur le point d'empirer, ce qui a eu un effet durable sur les opérations du Canada et de la FIAS.

Au milieu de 2008, l'administration Bush, pour diverses raisons, s'est détournée de l'Iraq pour s'intéresser de nouveau à l'Afghanistan. Par suite de ce changement, la possibilité d'un « accroissement » à l'irakienne des forces étasuniennes en Afghanistan

prenait de l'élan. Les mesures préparatoires à une arrivée massive éventuelle de telles forces comprenaient l'investissement d'un milliard de dollars US par le gouvernement des É.-U. dans le sud de l'Afghanistan pour y construire une infrastructure à l'intention des forces qui devaient s'y installer. Ahmad Wali Karzai a voulu s'assurer la participation des entreprises de construction de la province de Kandahar et diriger un consortium pour absorber la plus grande partie possible de cet argent[85]. Le concept canadien des conflits d'intérêts ne s'appliquait pas dans ces circonstances, et il était probable que le gros de ce consortium se composait d'entreprises appartenant à des copains d'Ahmad Wali Karzai.

L'idée d'un monopole exercé par Ahmad Wali Karzai et, partant, par les Popalzais à l'égard de marchés d'une valeur d'un milliard de dollars était trop effarante à envisager pour certains officiers de la FO Kandahar. Tout d'abord, cela renforcerait la conviction grandissante que seuls les Popalzais profitaient des projets, ce qui ajouterait aux mécontentements tribaux existants que les talibans et autres entités pourraient exploiter. En deuxième lieu, pareil monopole absorberait la capacité existante limitée des industries locales de la construction et des services de sécurité dans la province de Kandahar, ce qui réduirait la capacité de l'ERP d'atteindre ses objectifs au chapitre du développement. Troisièmement, le monopole risquerait d'accabler et de déformer les mécanismes sur lesquels l'ERP travaillait, par exemple le Comité de développement provincial.

Le Lcol Woodworth s'inquiétait particulièrement de l'émergence grandissante d'Ahmad Wali Karzai en tant que personne d'influence manifestement malveillante. Cela s'est produit après le renvoi d'Asadullah Khalid en août 2008, et l'ERP a bien vu les liens que ce dernier établissait avec les nouveaux dirigeants de la police locale et sa participation à d'autres activités « en dehors des heures normales ». Le Col Jamie Cade, au QG FO Kandahar, comparait la situation à celle des *Sopranos*, exposée dans une série télévisée populaire de l'époque portant sur le crime organisé dans le New Jersey. Il n'existait aucun consensus sur les mesures à prendre face au problème, et aucune directive stratégique bien réfléchie n'était fournie par l'ambassade ou Ottawa[86].

À première vue, le remplaçant d'Asadullah Khalid était un personnage impressionnant. Le général Rahmatullah Raufi commandait le 205e Corps en 2006 et il avait eu d'étroites relations de travail avec des commandants canadiens précédents. C'était aussi un homme religieux qui comprenait le rôle clé de la choura Oulema de Kandahar, une organisation qu'Asadullah Khalid avait complètement marginalisée[87]. Une des premières interventions du Gén Raufi a été de faire le point sur le Comité de développement provincial. Le personnel de l'ERP espérait établir avec lui une relation mutuellement avantageuse. À ce moment-là, toutefois, on ne savait pas au juste si cet homme de principe arriverait à tenir tête à Ahmad Wali Karzai, ou s'il pourrait traiter avec les intermédiaires du pouvoir de Kandahar et renverser l'érosion de la légitimité du gouvernement, une somme d'un milliard

de dollars US étant en jeu. Le Lcol Woodworth a constaté à l'époque que « le contrat social dans la province de Kandahar était en pièces et qu'il fallait le reconstruire[88] » [Traduction].

L'ERP continuait d'envoyer des équipes de la COCIM dans les divers districts comme auparavant, en accordant la priorité au Zharey, au Panjwayi, au Dand et à l'Arghandab. L'équipe de la COCIM avait un avant-poste avec le 2-2 Infanterie à la FOB Hutal dans le Maywand, mais ce détachement n'avait pas de moyen de transport. L'équipe de la COCIM a maintenu une présence dans le Spin Boldak après le départ de l'escadron de reco en septembre. En général, cette équipe se tenait au courant de ce que le Centre interarmées de coordination de district faisait et rendait compte des détails des multiples tentatives faites par des bombes humaines pour assassiner le Col Abdul Raziq. Elle a aussi pu faire exécuter une évacuation sanitaire quand un véhicule de la MANUA fourni par l'Organisation mondiale de la santé a été touché par une bombe humaine qui a tué une personne et en a blessé 15 autres[89].

À l'automne de 2008, l'ERP observait aussi davantage le district de Daman, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, le Daman reliait la ville et l'aérodrome de Kandahar. L'accent accru mis sur la capitale provinciale a mené à une surveillance minutieuse du Daman. Ensuite, l'activité ennemie avait augmenté sur la Route nº 4, et il y avait plus d'attaques à la roquette que d'habitude contre l'aérodrome. Il y a même eu une tentative d'enlèvement d'ouvriers de l'Agence de déminage de l'Afghanistan[90]. Des efforts avaient été faits en 2007 pour établir un lien entre l'équipe de la COCIM et l'escadron du Régiment de la RAF qui protégeait l'aérodrome, mais l'insuffisance des ressources de l'ERP avait limité la capacité du Lcol Bob Chamberlain d'avoir un effet dans le Daman[91].

Quand l'équipe de la COCIM est arrivée dans le Daman et qu'elle s'est mise en rapport avec le chef et la police du district, elle a constaté que le district était stable et calme. La Direction nationale de la sécurité (DNS) surveillait de près les localités favorables aux talibans et où la principale arme des insurgés consistait à distribuer des lettres nocturnes et à recourir à d'autres formes d'intimidation de bas niveau. La DNS savait qui était le chef parallèle taliban du district et où il vivait à Quetta. La police a exécuté des raids et tué des talibans en petit nombre. Elle se préoccupait moins des initiatives lancées par la ville de Kandahar pour affirmer la primauté du droit, et elle tuait tout insurgé récidiviste. Il y avait aussi dans le Daman une assemblée de développement du district qui fonctionnait[92].

L'équipe de la COCIM a appris que le principal facteur déstabilisant n'était pas les talibans, mais bien Ahmad Wali Karzai. Les anciens de trois villages « ont affirmé qu'Ahmad Wali Karzai avait menacé les habitants de Nakline en les sommant de quitter le village parce que le terrain appartenait au gouvernement. Ils vivaient là depuis dix ans et ne voulaient pas partir. [Un aîné] a déclaré que Karzai voulait les terrains pour pouvoir ensuite les vendre et réaliser un profit personnel[93]. » [Traduction] En fait, le Daman était principalement popalzai, et les alakozais y

étaient en minorité. Les membres de la choura de Duman ont informé l'équipe de la COCIM qu'Ahmad Wali Karzai installait des Popalzais sur les terres d'alakozais. Les alakozais ont alors boycotté la choura de Daman pour protester. Ils ont protesté auprès d'Haji Agha Lalai Dastagiri et de Karimullah, les deux seules personnes d'influence alikozaies qui restaient, mais en vain : « Les Popalzais sont mieux représentés dans l'appareil gouvernemental et ont des liens avec la FIAS et les talibans […] [Haji Agha Lalai Dastagiri] est un subalterne d'Ahmad Wali Karzai et craint de perdre son poste[94]. » [Traduction]

Les talibans exploitaient les situations telles que celles du Daman pour profiter de la légitimité fléchissante du gouvernement. Les nouvelles circulaient vite dans la province de Kandahar, trop vite pour que les opérations d'information canadiennes y ripostent promptement. En l'occurrence, une réplique était impossible. La FIAS et, partant, le Canada étaient perçus comme faisant partie du problème à cause de leur relation avec Ahmad Wali Karzai — peu importait qu'il fût élu ou non. Dans leur nouvelle stratégie, les Canadiens faisaient de grandes déclarations sur la primauté du droit, sur l'amélioration concrète de la gouvernance fondamentale, et ainsi de suite, mais les obstacles précis tels que la présence d'Ahmad Wali Karzai étaient apparemment inexistants dans ce cadre théorique. Si le Canada appuyait le gouvernement afghan et qu'Ahmad Wali Karzai en faisait partie, le Canada se trouvait-il à appuyer ses activités illicites? C'était le raisonnement qui alimentait les discussions dans les maisons de thé et les bazars des districts provinciaux et de la ville[95]. Dans leurs opérations d'information, les Canadiens n'ont aucunement répliqué à ce message d'une façon catégorique ou systématique.

Fin des opérations dans le district de Ghorak

Les opérations dans le district de Ghorak, que les quartiers généraux successifs de la FO Kandahar considéraient comme un irritant, ont finalement pris fin au cours de cette rotation. Le catalyseur a été une attaque au mortier exécutée contre le centre de district les 3 et 4 octobre. La police afghane en occupait l'installation. Des demandes adressées au Commandement régional (Sud) par l'intermédiaire du CCO-P pour obtenir l'aide d'une plate-forme de reco et une démonstration de force aérienne ont été rejetées. La FO Eagle Assault refusait d'exécuter une mission d'évacuation sanitaire aérienne à cause de l'incapacité des forces présentes dans le Ghorak de la convaincre qu'il y avait là des forces terrestres compétentes capables de contrôler la zone d'atterrissage. Un hélicoptère militaire afghan Mi-17 a exécuté l'évacuation, mais quand les « blessés » ont été amenés à l'hôpital de rôle 3, il s'est avéré que c'était des parents du chef de police du district. Après deux autres jours d'attaques au mortier signalées, la FO Kandahar a ordonné au 2-2 Infanterie d'envoyer une compagnie d'infanterie au centre de district (Op SUK JANUBI). Des hélicoptères CH-47 de la FO Eagle Assault ont amené la compagnie sur les lieux au moyen de deux vols.

Les équipages y ont trouvé cinq policiers blessés, mais la situation était loin d'être aussi désespérée que les rapports l'avaient fait croire. Le Lcol Hurlbut et son état-major étaient quelque peu contrariés : « Une fois arrivées sur les lieux, les troupes ont constaté que la situation n'était pas aussi précaire que le prétendait le chef du district de Ghorak. En fait, la Police nationale afghane présente a déclaré que son dernier contact avec les insurgés datait déjà de six jours. » [Traduction] D'autres engagements avec les relais d'influence le confirmèrent[96].

Selon la FO Kandahar, toute la situation dans le Ghorak était axée sur la drogue. La police était là pour protéger un itinéraire d'acheminement de la drogue qui faisait concurrence à un itinéraire semblable de quelqu'un d'autre. Ces concurrents avaient des liens avec les talibans, de sorte qu'il était dans l'intérêt de tous ces acteurs de supprimer le contrôle de « la police » dans la région. La FO Kandahar a finalement déclaré aux Afghans qu'elle ne pouvait plus appuyer le ravitaillement du centre de district de Ghorak et que, comme ils avaient montré qu'ils pouvaient organiser une évacuation sanitaire avec leurs propres hélicoptères, ils étaient à même de gérer la situation eux-mêmes. Le ministère de la Défense n'a voulu rien à voir avec le Ghorak non plus; Bismillah Khan, ministre de la Défense, ne voulait pas que ses appareils soient employés à cette fin. Hamid Karzai a exercé personnellement de solides pressions sur le Commandement régional (Sud), le 205e Corps et la FO Kandahar, mais toutes ces entités lui ont tenu tête. La solution de compromis a été la suivante : le 205e Corps transporterait les participants aux rotations de la police à bord d'hélicoptères Mi-17, mais personne d'autre n'interviendrait. Cela s'est produit à la fin de novembre, et les Afghans ont alors montré avec succès leur sens de l'initiative et de la planification[97].

En définitive, l'effort était intenable. À la mi-janvier 2009, des rapports sont parvenus au centre de coordination provincial selon lesquels le centre de district avait été abandonné et que les agents de police avaient déserté. Le chef de district et le chef de police du district ont été aperçus à Kandahar en train de dépenser la paie des agents. Quand on l'a confronté sur la situation, le gouverneur a dit ne pas blâmer les agents d'avoir déserté, puisqu'ils n'avaient pas été payés. Le personnel du centre de coordination provincial a conclu que le gouverneur « ne [semblait] pas se sentir suffisamment sûr de lui pour faire des démarches auprès de Kaboul et régler la querelle[98] » [Traduction].

Le 13 janvier, les insurgés sont arrivés et se sont rendus maîtres du district. Ils « se sont félicités mutuellement d'avoir capturé le centre de district et ont confirmé que les véhicules, armes et munitions y avaient été laissés » [Traduction]. Quand la population a protesté auprès du Bgén Matiullah, il a refusé d'envoyer d'autres agents de police à moins que l'Armée nationale afghane ne soit présente en permanence dans le Ghorak. C'est ainsi qu'a pris définitivement fin le rôle des forces canadiennes dans ce district.

L'ELMO et les opérations dans l'Helmand, en octobre 2008

Les mentors canadiens de l'ELMO et leurs homologues sont devenus les éléments de deux opérations d'envergure exécutées tard en 2008 dans la province d'Helmand, en raison du fait que le 2e Kandak de la 1-205 Brigade était désormais un kandak « d'attaque » et, partant, une entité déployable. D'août à octobre, les insurgés ont lentement accru leurs effectifs dans l'Helmand, puis ils ont saisi trois localités à l'ouest de la capitale, Lashkar Gah. Entre les 8 et 10 octobre, ils ont dirigé des tirs indirects sur la ville et exécuté des attentats suicides dans celle-ci. Le 11 octobre, des hélicoptères d'attaque AH-64 Apache britanniques ont perturbé un assaut terrestre mené dans les banlieues de la ville, pendant que les mortiers insurgés faisaient pleuvoir leurs obus sur le Palais provincial. Cette attaque s'est produite pendant la relève sur place des Britanniques et elle visait des troupes non acclimatées. La FO Helmand croyait que l'ennemi avait infiltré et compromis le gros des forces de police, et il lui semblait que la capitale provinciale avait peut-être été perdue[99].

La situation de Lashkar Gah se transformait en une crise nationale et nécessitait la mobilisation et le redéploiement du 2e Kandad (d'attaque), qui se fit le 14 octobre. À 1800, le mentor canadien en chef, le Maj Steve Nolan, a reçu du Col Joe Shipley l'ordre d'être dans l'Helmand à 0600 le lendemain matin. L'ELMO de 36 hommes a dû partir avec six véhicules RG-31, des moyens de communication peu fiables et sans plan de soutien logistique. Les Afghans sont montés à bord de leurs camionnettes « techniques » Ford Ranger, leurs Hummer et leurs camions « International » de 10 tonnes, puis ils se sont dirigés vers l'ouest en empruntant la Route no 1 (voir les figures 4-7 à 4-9).

Les unités convergeaient vers Lashkar Gah sans aucune coordination, y compris trois kandaks qui arrivaient de Kaboul. Le 2e Kandak (d'attaque) a reçu l'ordre d'entrer dans la ville sans disposer de renseignements sur ce qui s'y passait. Les mentors canadiens ont circulé dans leurs camions RG-31 en essayant de voir où l'ennemi se trouvait, pendant que les civils essayaient précipitamment de fuir. L'équipe est allée d'une organisation britannique à l'autre pour tenter de savoir où était sa place, et personne ne s'occupait d'elle, jusqu'à ce qu'elle trouve le général Mohajum, du 3-205 Corps. Son état-major travaillait à un plan pour repousser l'ennemi, ratisser la bande verte à l'ouest de la ville, puis aller vers le sud jusqu'à Garmsir et Nawa, l'endroit où la FO Orion avait livré bataille en 2006.

Aux fins de l'Op BIA ITNAMAAN (appelée aussi ATAL-28), le 2e Kandak (d'attaque) a constitué le bataillon central parmi trois bataillons qui s'avançaient de front vers le sud en ratissant le terrain. Ce dernier était complexe : il consistait en un nombre incroyable de fossés remplis d'eau, de canaux d'irrigation de diverses tailles, de ponts et de ponceaux. Les complexes d'enceintes étaient groupés pour former des mini-forts improvisés. Le désordre des systèmes de communications compliquait toute la situation : des mentors militaires étasuniens, des mentors militaires britanniques, des mentors étasuniens de

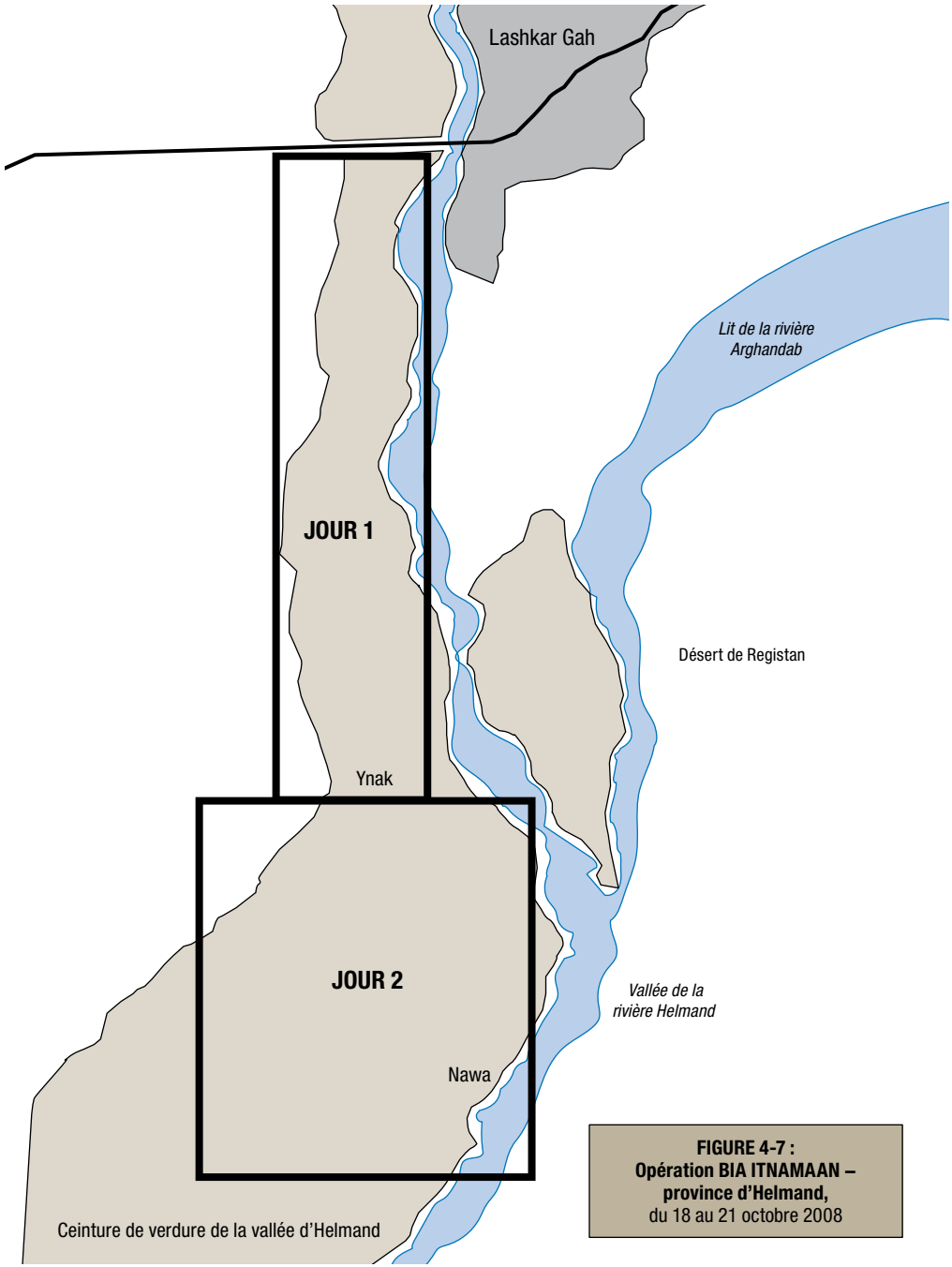


FIGURE 4-7 :
Opération BIA ITNAMAAN – province d'Helmand,
du 18 au 21 octobre 2008

Figure 4-7 : Op BIA ITNAMAAN, province d'Helmand, du 18 au 21 octobre 2008

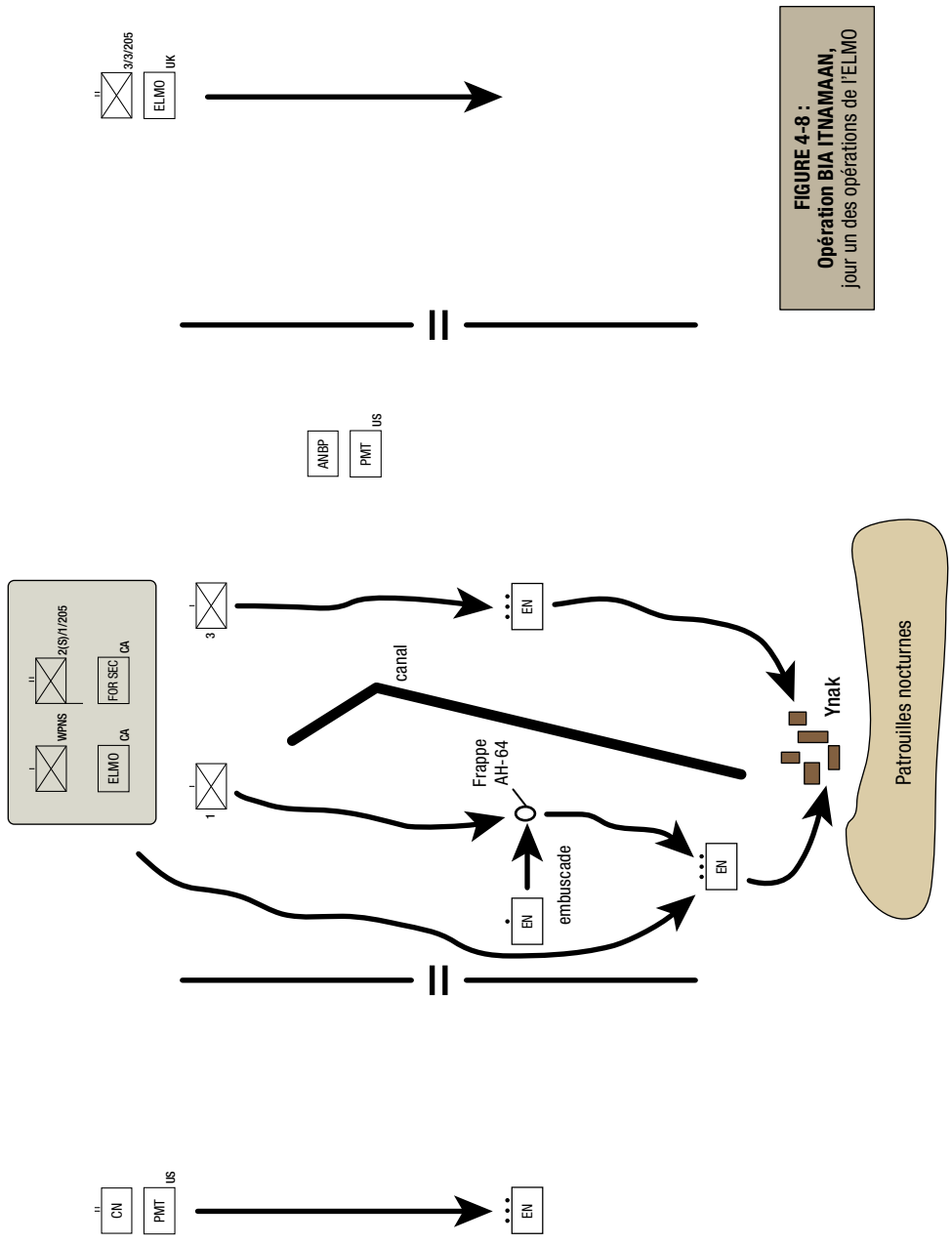


Figure 4-8 : Op BIA ITNAMAAN, jour un des opérations de l'ELMO

FIGURE 4-9 :
Opération BIA ITNAMAAN,
jour deux des opérations de l'ELMO

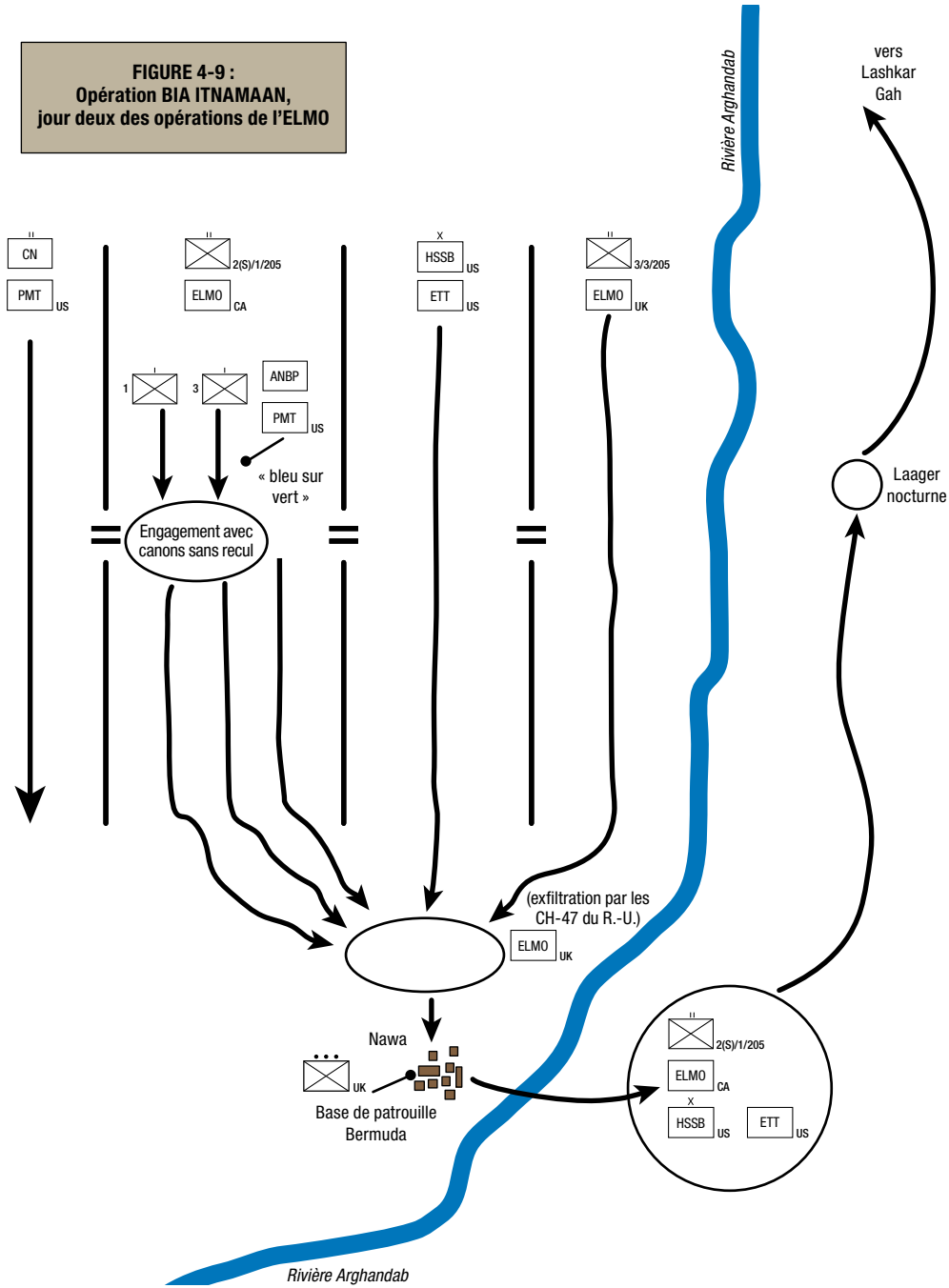


Figure 4-9 : Op BIA ITNAMAAN, jour deux des opérations de l'ELMO

la police, des services de police afghans de divers types, et ainsi de suite, chaque entité ayant ses propres appareils radio qui différaient de ceux des autres. Cela n'augurait rien de bon pour les mentors canadiens.

Le 19 octobre, les Canadiens et les Afghans franchissaient la ligne de départ à 0500 à peu près. Les bataillons de flanc (un kandak anti-drogue et un kandak de la police frontalière afghane) ont commencé à subir des pertes et se sont arrêtés. Deux avions A-10 Warthog et deux hélicoptères AH-65 Apache sont arrivés sur les lieux, mais les communications britanniques avec des aéronefs ont été rompues. L'ELMO canadienne a réussi à communiquer avec eux, et la coalition a pu mettre à profit sa puissance de feu aérienne. Une embuscade a été tendue à la 1re Compagnie et à ses Canadiens depuis un verger; il y eut une fusillade d'envergure et au moins 20 ennemis ont été tués. Les insurgés avaient une force de couverture qui a entrepris une manœuvre de retardement et qui subissait des pertes pendant que ses poseurs d'EEI et de petites équipes chargées de tendre des embuscades se dispersaient dans les petites localités. Le 2e Kandak (d'attaque) a avancé, puis a affronté et vaincu bon nombre de ces équipes tout au long de la journée. Alors qu'il progressait plus tard, il s'est heurté à un poste fortifié ennemi, bien retranché, doté d'une couverture de dissimulation et sur le point d'être occupé par des insurgés armés de canons SPG-9 sans recul. Après une autre fusillade, qui a supprimé les systèmes ennemis, le kandak s'est rendu jusqu'au village de Ynak, où il s'est mis en laager et d'où il a exécuté des patrouilles nocturnes. Les unités afghanes adjacentes ouvraient le feu sur tout ce qui bougeait avec des tirs spécifiques, de sorte que le 2e Kandak et ses mentors ont dû faire preuve de vigilance. Quand le Maj Nolan a reçu un briefing de retour à Lashkar Gah, il a appris que le 2e Kandak (d'attaque) et les mentors avaient abattu environ 60 ennemis et en avaient blessé plus de 100 autres.

Le plan a changé le lendemain. La nature du terrain favorisait l'inclusion d'un quatrième axe d'avance entre Ynak et Nawa, mais ce jour-là, les commandants de l'Op BIA ITNAMAAN ont pensé qu'ils pouvaient exécuter une poussée de 25 kilomètres jusqu'à leurs objectifs, et ce, après avoir combattu avec ardeur pendant toute une journée et franchi cinq kilomètres. Cependant, il y avait désormais l'équivalent de six bataillons dans l'ordre de bataille, ce qui faisait de cette opération la plus grande menée jusque-là par les forces afghanes — et la coalition — dans le sud de l'Afghanistan.

Le matin du 20 octobre s'est caractérisé par une série de contacts distincts avec de petits groupes d'insurgés qui utilisaient les armes dont ils disposaient et qui essayaient ensuite de disparaître. À 1300, toutefois, le kandak s'est heurté à une ligne de défense qui employait des GPF à éclatement aérien et des tirs de mitrailleuses PK dans l'espoir de briser l'attaque afghano-canadienne. Le 2e Kandak (d'attaque) a subi quelques pertes. Cette tentative ne leur ayant pas permis d'enrayer l'avance de la coalition, les insurgés se sont dispersés sous le feu de leur adversaire et ont encaissé des pertes pendant tout ce temps.

Source : Auteur

Source : Auteur

Les opérations de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel ont amené les troupes canadiennes dans la province d'Helmand aux côtés du 2e Kandak d'attaque à deux reprises, l'objectif ayant alors été d'y soutenir les forces gouvernementales et britanniques.

La chaleur et le manque d'eau ont vite obligé les Afghans et les Canadiens à faire halte vers 1500 et à refaire le plein d'eau à même les puits et les canaux, en utilisant des systèmes de purification. Les appréciations du renseignement ont révélé que le 2e Kandak d'attaque avait affronté une force ennemie de 150 hommes, mais on ne savait pas au juste quels avaient été les dommages de combat.

Les forces coalisées ont atteint Nawa. Or, l'ennemi s'est manifesté derrière les colonnes et a posé des EEI dans les routes, sans doute jusqu'à Lashkar Gah, ce qui a fait problème. L'équipe canadienne s'est immobilisée dans un bâtiment détruit portant le nom peu pertinent de Base de patrouille Bermuda, et les commandants ont alors dressé des plans pour franchir la rivière, entrer dans le désert du Reg et suivre le cours de la rivière Arghandab à l'est de celle-ci, jusqu'à Lashkar Gah au nord. Les forces sont parties le lendemain, mais elles se sont enlisées dans le désert et ont dû se mettre en laager pour la nuit. Le Maj Nolan, ses hommes et le 2e Kandak d'attaque se sont rendus dans la capitale provinciale, où ils ont été célébrés avant d'opérer un rendez-vous avec un convoi canadien envoyé pour les réapprovisionner et de retourner à Kandahar.

L'Op BIA ITNAMAAN a été essentielle pour sauver la capitale de la province d'Helmand et a montré que l'Armée nationale afghane avait grandement progressé depuis l'année 2006 où ses pelotons étaient attachés à des compagnies d'infanterie canadiennes. L'ELMO a joué un énorme rôle dans cette progression, et l'Op BIA ITNAMAAN illustrait ce qui pouvait être fait quand il le fallait.

Les opérations dans le district de Zharey, en octobre 2008

L'enchaînement des activités dans le Zharey ressemblait à celui du mois précédent. Le poste fortifié de Lakokhel a été en contact avec l'ennemi pendant 14 jours en octobre, et il est arrivé que de multiples attaques aient lieu le même jour.

La plupart du temps, les insurgés recouraient à la tactique des « tirs à la dérobée », et les Canadiens ripostaient alors avec des tirs d'artillerie. Au cours d'un contact, une patrouille canado-afghane partie de Lakokhel a été prise à partie et s'est repliée vers le poste fortifié. L'équipage d'un VBL III canadien a commencé à lui fournir un tir de couverture, mais son canon de 25 mm s'est enrayé. Le chef d'équipage, le Cplc David Tedford, s'est servi de la mitrailleuse pivotante pendant que le canonnier tentait de débloquer le canon. Ces efforts ayant échoué, le Cplc Tedford est sorti de la tourelle pour réparer le canon sous le feu ennemi. Une fois l'arme débloquée, le canonnier du VBL III a réussi à fournir un tir de suppression en attendant l'intervention de l'artillerie. La patrouille mixte est rentrée à bon port. Ses actions ont valu au Cplc Tedford d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

L'ennemi exerçait de plus en plus de pression sur le poste fortifié de Howz-e Madad à mesure que le mois avançait (huit contacts), et celui de Spin Pir a été attaqué deux fois. Vu la longueur de la Route nº 1 entre Spin Pir et la base de patrouille Wilson, trois EEI y ont été posés, et de nombreuses embuscades y ont été tendues, sans doute sous la direction des commandants insurgés Mullahim Sahib et Mullah Zergay, qui connaissaient très bien le secteur. Les patrouilles JANGISIOUX exécutées dans la région de Pashmul se sont heurtées à l'ennemi au moins quatre fois. Des roquettes ont continué de tomber sur Ma'Sum Ghar, et les chars ont continué à riposter sur les points d'origine désignés par le système HALO et d'autres aussi. Le secteur sud de Pashmul a été sondé à deux reprises au cours du mois, et il y a eu une seule embuscade sur l'itinéraire Summit (voir la figures 4-10a et 4-10b).

Le plus grand changement observé par le J2 FO Kandahar était l'accroissement marqué de la présence ennemie à Asheque, ce qu'il attribuait « en partie à l'assassinat d'Habibullah Jan » [Traduction]. Aspect important, « le commandant insurgé dont on [pensait alors] qu'il [était] responsable de Senjaray [était] Haji Adbullah, le frère aîné d'Habibullah Jan »[100] [Traduction]. Tous les habitants de l'endroit n'adhéraient pas au programme, et certains ont tué le commandant insurgé Nasrullah, un soir, alors qu'il harcelait la population. L'ennemi a déployé une équipe pour s'occuper des anciens du village à la mi-octobre en prévision de « l'éventuelle occupation » [Traduction] de Senjaray[101]. L'école a été fermée, puis vandalisée, et les actes d'intimidation à l'endroit de la population se sont multipliés. La police du Zharey hésitait généralement à aller dans les localités au sud de la Route nº 1[102].

Au chapitre du développement, il ne se passait pas grand-chose dans le district de Zharey. Quand les équipes de la COCIM abordaient la population locale, elles se faisaient dire que « la FIAS vient nous parler, mais elle ne fait rien[103] » [Traduction]. Elles ont fait savoir que Pasab, un bastion du soutien favorable au gouvernement, était en train de passer dans le camp des talibans à cause des larcins commis par la police afghane[104]. En effet, les habitants de diverses localités disaient des agents de police qu'ils étaient des « drogués » et s'abstenaient d'avoir des contacts avec eux de plus en plus[105]. La force de police du Zharey avait désespérément besoin du programme de perfectionnement ciblé par district qui, heureusement, a commencé le 8 octobre quand 40 agents de police du district sont montés à bord d'autocars à destination du Centre d'instruction régional de Herat[106].

Avec le temps, les représentants de la COCIM, du MAECI et de l'ACDI se sont réunis avec M. Sahardi, le chef de district, afin de s'entendre avec lui sur les conditions de la distribution des semences de blé[107]. L'EGC-2 a progressé en construisant 40 des 1 350 mètres que devait mesurer le canal Haji Baran. Cependant, les équipes de la COCIM ont appris qu'aucun des ouvriers, ou presque, ne vivait dans la région et que beaucoup venaient d'autres provinces[108].

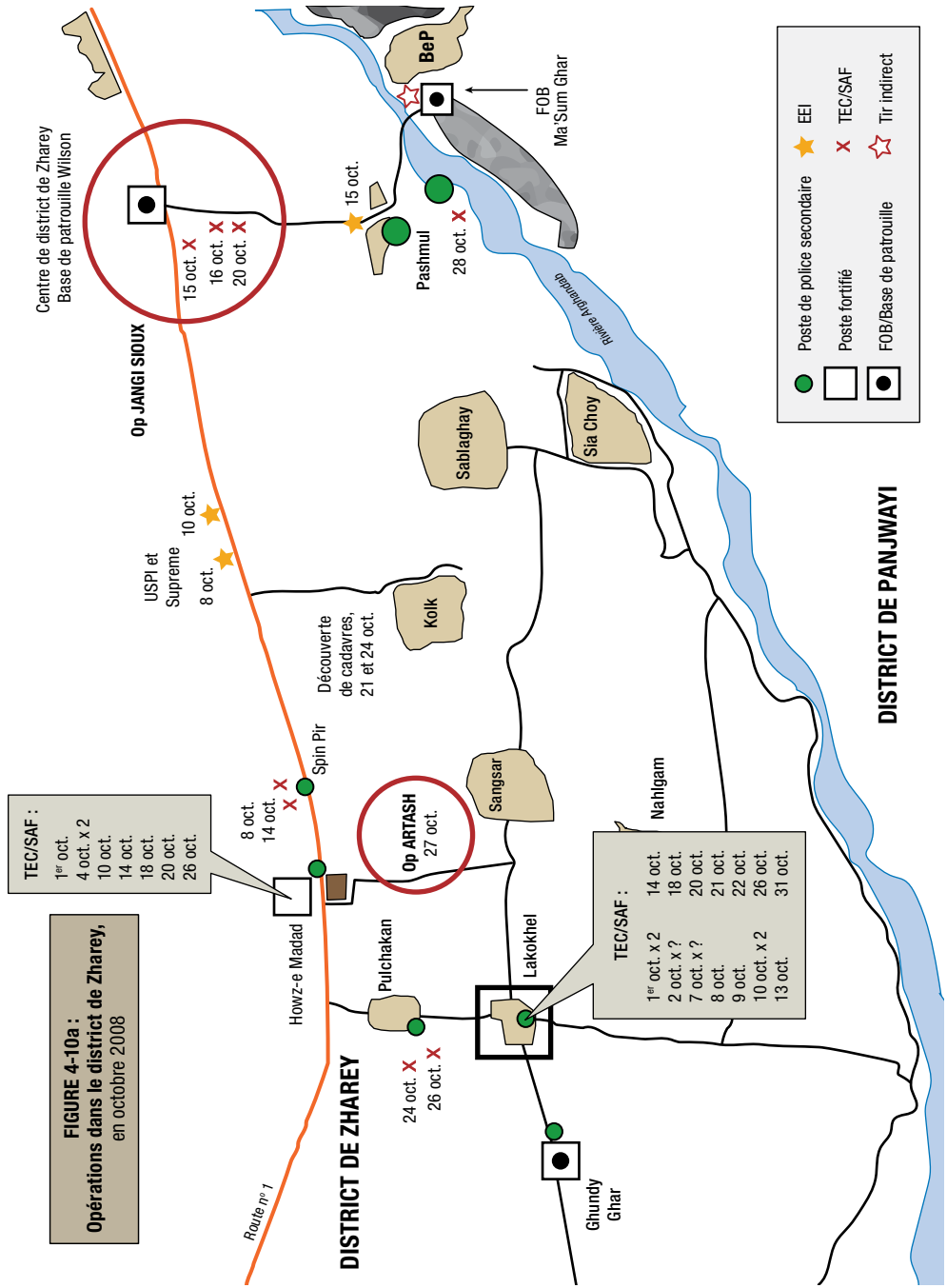


Figure 4-10a : Opérations dans le district de Zharey, en octobre 2008

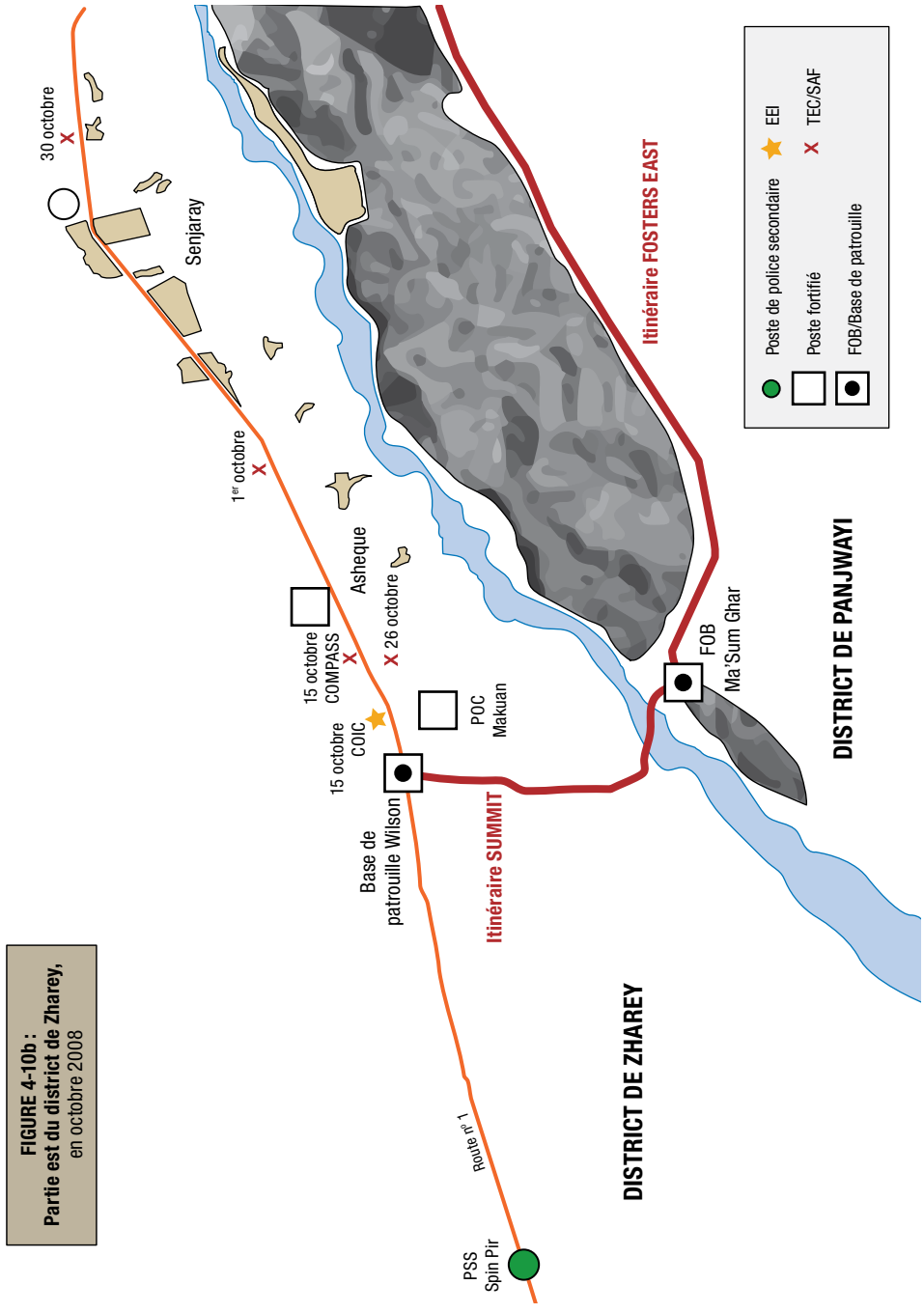


FIGURE 4-10b :
Partie est du district de Zharey,
en octobre 2008

Figure 4-10b : Partie est du district de Zharey, en octobre 2008

Le Lcol Barrett a décidé de lancer une opération au sud-est d'Howz-e Madad et au sud du secteur de Spin Pir, dans l'intention de saisir et d'exploiter l'enceinte d'un facilitateur d'EEI afin de réduire l'emploi de ces engins sur la Route nº 1. Le plan de l'Op ARTASH [Mastodonte] faisait intervenir la Compagnie N avec une compagnie de l'Armée afghane et ses mentors; la Direction nationale de la sécurité; un peloton de VBL III de la Compagnie M, un peloton de reco et un peloton de chars Leopard de l'Escadron A. La Compagnie M se dirigerait vers le sud depuis Spin Pir, s'emparerait d'une série d'enceintes et ouvrirait la route, pendant que la Compagnie N et les Afghans se déploieraient à partir d'Howz-e Madad, exécuterait un ratissage depuis l'ouest et fouillerait un deuxième ensemble d'enceintes[109].

L'Op ARTASH a commencé le matin du 27 octobre. L'ennemi a eu quelque peu recours à la tactique des « tirs à la dérobée » contre la Compagnie N : il lançait une volée de GPF et faisait feu avec des armes légères. Une casemate qui contenait une cache d'armes a été découverte, et deux hélicoptères OH-58D Warrior qui survolaient le secteur ont pris à partie une cible terrestre furtive. L'Op ARTASH n'a pas produit grand-chose en dehors de ces résultats, et les forces sont rentrées à leurs bases respectives en fin d'après-midi. L'emploi du GT contre une seule cible, sans que cela donne grand-chose, constituait une utilisation contestable des ressources[110]. En octobre, la situation dans le Zharey restait essentiellement dans l'impasse. Certains planificateurs de la FO Kandahar appliquaient au district le nom de « Colisée ».

Les opérations dans le district de Panjwayi, en octobre 2008

À bien des égards, la situation était la même dans le Panjwayi. En octobre, le programme des activités fut le suivant : attaque-sonde contre le poste fortifié de Mushan, six jours d'attaques au mortier contre le poste fortifié de Zangabad précédées par un long contact avec l'ennemi le 3 octobre, et brève attaque avec « tirs à la dérobée » à l'avant-poste de combat d'Haji. Entremêlés avec ces incidents, il y eut un certain nombre d'attaques à l'EEI le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters. Dans les environs de cet avant-poste de combat, les attaques du 3 octobre ont commencé par des tirs d'armes légères dirigées contre une patrouille débarquée de la taille d'un peloton. Un avion B-1B a largué une bombe GBU-32 sur l'ennemi, ce qui a temporairement perturbé l'embuscade. Ensuite, un mortier ennemi s'est mis à lancer des obus. Un UAV MQ-1 Predator a lancé un missile Hellfire sur la position ennemie et tué ainsi cinq insurgés. Toujours vigilant, le Predator a aperçu des insurgés qui récupéraient les corps et les armes et il les a suivis jusqu'à un cimetière où ils ont rencontré une personne qui a semblé être un commandant à bord d'un véhicule utilitaire sport blanc. Comme aucun des ennemis ne portait d'arme visible, l'UAV n'a pas pu prendre l'ennemi à partie. La FO Kandahar a conclu ce qui suit : « Cette attaque montre l'existence d'une coordination tactique ayant nécessité la présence de chefs subalternes dans le secteur. Elle confirme l'évaluation selon laquelle il y a, au fond, une ligne avancée de troupes ennemies, du moins dans le Panjwayi, non loin de l'abscisse 28-29[111]. » [Traduction]

Source : Auteur

Source : Auteur

Le poste fortifié de Lakokhel et ses occupants canadiens et afghans ont été sous le feu ennemi pendant 23 jours en septembre 2008 et pendant 14 jours en octobre.

Cependant, le poste fortifié de Mushan continuait à inquiéter. La population se montrait de plus en plus favorable à la présence de l'Armée afghane et transmettait de plus en plus de renseignements aux Afghans et aux Canadiens présents dans le secteur. Le corps assassiné d'un interprète de vingt-cinq ans a été découvert par une patrouille : la population locale a expliqué que les insurgés avaient près de Mushan une prison où un soldat de l'Armée afghane avait été incarcéré, puis pendu au cours du mois de septembre[112].

Cet incident, ajouté aux rapports selon lesquels un tribunal insurgé fonctionnait dans le secteur de Zangabad, était préoccupant. Les insurgés étaient en train d'établir un régime de gouvernance parallèle dans un secteur dont ils se pensaient les maîtres. Des rapports sur cette situation et sur d'autres régimes de gouvernance concurrentiels étaient sporadiquement mentionnés dans les comptes rendus fournis à la FO Kandahar, mais celle-ci n'en a pas reconnu l'importance à ce moment-là. C'était une chose que l'ennemi mette le gouvernement au défi en commettant des actes de violence, mais c'en était une tout autre quand il passait à la prochaine étape d'un programme révolutionnaire.

La Compagnie M du Maj Cayle Oberwarth a commencé à exécuter des patrouilles régulières dans le quadrilatère de Sperwan afin d'y maintenir la sécurité, mais elle est tombée dans une embuscade le 4 octobre. Des mortiers faisant feu depuis la base de patrouille de Sperwan Ghar, un UAV MQ-9 Reaper et un bombardier B-1B larguant des bombes GBU-38 ont alors tué cinq ennemis[113].

Afin d'accroître l'espace dont le quadrilatère de stabilisation de Sperwan disposait, la Compagnie M s'est déployée à l'ouest de Sperwan Ghar avec tous ses effectifs et un peloton de l'Armée afghane, les 19 et 20 octobre. L'Op SIKHAL comportait un ratissage jusqu'au secteur de Zangabad, mais ce dernier n'a rien donné; il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, sauf qu'un obus de mortier a été lancé en direction de la force : « Des conversations avec des habitants de l'endroit ont permis de conclure que les villageois étaient au courant de l'opération de la FIAS 48 heures avant notre arrivée[114]. » [Traduction]

Au chapitre du développement, l'EGC-1 continuait de travailler sur la route et à se tenir en rapport avec Blue Hackle, la nouvelle entreprise privée de services de sécurité basée à la FOB Zettelmeyer et appuyant l'effort de la coalition. Blue Hackle avait ses propres agents de sécurité, et l'EGC-1 s'est préparée à accélérer les travaux d'asphaltage du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters. Hormis ce projet, peu d'activités de développement étaient signalées dans le Panjwayi.

Dans le Panjwayi oriental, les mentors canadiens de la police près de Salehan rencontraient constamment une milice qui semblait composée d'un certain nombre d'agents de police de Ghorak. Interrogé à cet égard, le chef de police Bismillah Jan a dit aux Canadiens qu'il s'agissait « d'un groupe de villageois qui se dressaient contre les insurgés quand il le fallait[115] »

[Traducteurs]. Les mentors de la police ont fait savoir que de plus en plus de gens appelaient le Centre interarmées de coordination de district pour signaler la présence d'EEI : c'était là un signe important et positif[116].

L'Op ARAY, du 5 au 10 octobre 2008

L'Op ARAY [Faucille] constituait la principale activité de la coalition dans le Panjwayi en octobre (voir la figure 4-11). Un déploiement antérieur du 42e Commando de la Compagnie L des Royal Marines, dans les districts du sud-ouest de la ville de Kandahar, a confirmé des renseignements selon lesquels un corridor de ravitaillement entrait dans la ville par l'itinéraire Lake Effect dans le Panjwayi[117]. Ce n'était pas nouveau, bien sûr : l'ERP canadienne avait appris de la FOM Bayonet en 2005 l'existence de cet itinéraire emprunté par les insurgés. Cependant, l'accent mis sur les opérations dans le Zharey et le Panjwayi occidental au cours de l'année écoulée avait accordé un certain répit à l'ennemi dans le Panjwayi oriental, malgré les exhortations d'Haji Baran adressées aux forces de sécurité relativement à l'état de la sécurité. L'Op ARAY, qui a fait intervenir le groupement tactique et le GT régional (Sud), visait à perturber l'activité ennemie et à rappeler aux insurgés que Nakhonay n'était pas un refuge pour eux.

La zone d'opérations était divisée en fonction de plusieurs objectifs : DARTMOOR (Salavat); PAARDEBERG (Nakhonay); WOODBURY (Zalakhan) et TARZAN (Belanday). Les sous-unités canadiennes étaient les suivantes : un escadron de reco avec deux troupes de reco, un peloton de reco et deux troupes de sapeurs, et une équipe de combat composée de deux troupes de chars, de deux pelotons d'infanterie et d'une compagnie d'infanterie afghane avec des mentors canadiens. Les agents canadiens de la COCIM, des OPPSY et du renseignement étaient attachés aux trois compagnies des marines britanniques, qui disposaient aussi d'un peloton afghan et de plusieurs agents de la Direction nationale de la sécurité pour exécuter l'exploitation des emplacements sensibles. Selon le schème de manœuvre, l'escadron de reco canadien ferait écran à l'ouest de Salavat, et l'équipe de combat de la Compagnie N arriverait du sud-ouest dans le secteur de Nakhonay. Deux pelotons britanniques entreraient dans Salavat pendant qu'une compagnie des marines perturberait les insurgés à l'est. La troisième compagnie britannique ferait tout d'abord écran à l'est, s'avancerait ensuite dans le secteur de Belanday, opérerait sa jonction avec l'autre compagnie, puis les deux compagnies se rendraient dans Salavat depuis l'est[118].

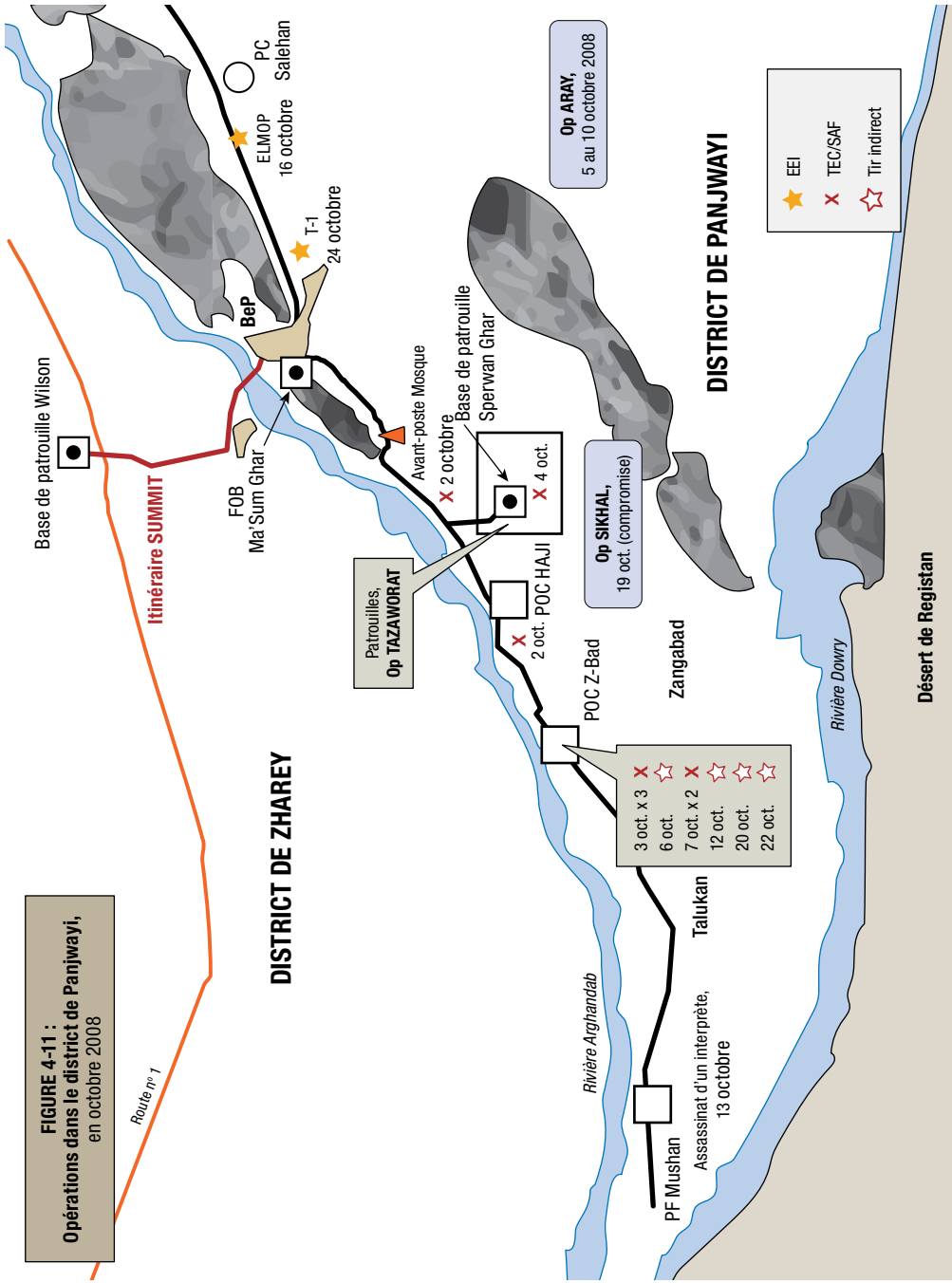


Figure 4-11 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre 2008

Source : MND AR2008-K124-117

Source : MND AR2008-K128-019

L'Op ARAY, conduite dans le Panjwayi oriental, a permis de découvrir d'importantes caches d'armes à Salavat et Nakhonay. Celles-ci comprenaient des mines anti-personnel de plastique fabriquées en usine et des grenades propulsées par fusée : la photo (voir la page présente) montre des sapeurs du Génie en train d'en préparer la démolition.

Le premier jour, le 5 octobre, la Compagnie K a essuyé quelques tirs d'armes légères « exécutés à la dérobée », mais la Compagnie L est tombée dans une embuscade, par suite du déclenchement d'un EEI, mais elle a réussi à se tirer de là avec l'aide d'un hélicoptère d'attaque AH-64 Apache. Cinq blessés nécessitaient une évacuation sanitaire. La Compagnie N a été gênée par des pannes de véhicule pendant qu'elle manœuvrait pour se rendre à la ligne de départ[119]. Le système d'alerte avancée de l'ennemi est entré en action moins d'une minute après le départ des forces canadiennes de la FOB Ma'Sum Ghar et de la base de patrouille Wilson : des drapeaux blancs et des fusées éclairantes ont été aperçus aux moments correspondant à ceux des mouvements canadiens. Le réseau insurgé de Khenjakak, au sud-ouest de Nakhonay, a demandé des renforts, ce qui constituait un élément nouveau troublant étant donné que la Compagnie N n'avait pas pu se rendre dans cette localité lors de ses premiers mouvements[120].

Le deuxième jour, la Compagnie N entrait dans la localité et menait des fouilles. Les troupes afghanes et les mentors canadiens ont découvert quatre mortiers, d'énormes quantités de fournitures médicales et des vêtements ensanglantés (signalons que toutes ces

fournitures provenaient du Comité international de la Croix-Rouge)[121]. Des engagements des relais d'influence ont eu lieu, et il semblait que l'ennemi s'était terré. Les équipes britanniques et afghanes de fouille ont trouvé une fabrique d'EEI à Salavat, mais ce fut à peu près tout[122]. Les Canadiens ont conclu ce qui suit : « [L]'absence d'attaques à l'EEI dans la zone d'opérations porte à croire que les insurgés ont peut-être été surpris[123] […] » [Traduction] Les patrouilles débarquées ont continué dans les secteurs de tous les objectifs.

Une source a appelé le Centre interarmées de coordination du district de Panjwayi et a dit au personnel que les commandants insurgés de l'endroit s'étaient réunis secrètement à Nakhonay et qu'ils avaient convenu de cacher leurs armes et de quitter l'endroit ou de se fondre dans la population. L'un des commandants avait refusé de ce faire et avait planifié de déplacer sa force à Malajat pour s'y cacher. Les fouilles se sont poursuivies le 9 octobre. La Compagnie N a découvert une grosse cache d'armes et d'EEI : « La quantité trouvée est tellement importante qu'une seconde patrouille pourrait être annulée pour qu'il soit possible de transporter tout ce matériel jusqu'au laager de la Compagnie N. Le seul contact a été le fait de deux insurgés à motocyclette recourant à des " tirs à la dérobée "[124]. »

L'ennemi a réagi par la pose d'EEI. En une occasion, une patrouille des Royal Marines a pris à partie l'insurgé chargé de faire détoner l'engin, et de nombreux EEI ont été découverts. Le 11 octobre, l'Op ARAY fut abandonnée. La décision a été prise de retirer le 42e Commando de la région par hélicoptère. Pendant que l'équipe de combat de la Compagnie N exécutait son repli le 10 octobre, le véhicule Husky de tête porteur de la COIC a fait sauter un EEI qui l'a mis hors de combat. Un char Leopard C2 de l'Escadron A a lui aussi fait détoner un EEI : l'équipage a repéré l'insurgé à l'origine de l'attaque, a fait feu sur lui avec son canon de 105 mm et l'a tué[125].

En définitive, quels ont été les effets de l'Op ARAY? L'équipe de la COCIM a fait savoir que, selon Haji Baran, l'opération avait été couronnée de succès, parce qu'il avait entendu la population de Nakhonay dire « qu'elle était très heureuse des résultats de l'Op ARAY et surtout du fait qu'il n'y avait eu aucune perte civile. Selon les rapports également, pendant les fouilles, les gens sortaient de leur enceinte et demandaient [aux forces coalisées] s'ils pouvaient leur être utiles[126]. » [Traduction] L'exploitation des emplacements sensibles a permis de recueillir de nombreux documents, y compris des instructions sur la façon de fabriquer des explosifs artisanaux, de construire des EEI radiocommandés et de se servir d'un mortier, de roquettes et d'un canon sans recul. En fin de compte, la situation « [a montré] encore plus l'importance du rôle de facilitation que Nakhonay [a joué] dans l'insurrection dans le centre de la province de Kandahar[127] » [Traduction].

Source : Auteur

À cause de l'inquiétude grandissante suscitée par l'activité des insurgés dans le Panjwayi oriental, il y a eu un gonflement irrégulier des forces — GT canadien, Équipe de liaison et de mentorat opérationnel, forces afghanes et GT régional (Sud) — dans le secteur de Salavat pendant l'automne. La petite colline au centre de la photo est Salavat Ghar, la localité de Salavat se trouvant à sa base et à la droite. Chalghowr est au premier plan.

Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot, en octobre 2008

Le Maj Dean Tremblay et l'escadron de reco ont pris la relève au début d'octobre. Une fois sur le terrain, le major et ses soldats ont découvert que les deux districts étaient très distincts. Le secteur agricole prospère de l'Arghandab faisait de ce district le plus avancé des deux sur le plan économique, tandis que les soldats des blindés ont utilisé le mot « bad-lands » (terres pauvres) pour désigner le Shal Wali Kot accidenté et rocheux. L'escadron de reco était censé mettre en œuvre les lignes d'opération habituelles dans la région, mais il y avait beaucoup à faire avec des effectifs limités : la force était organisée en deux troupes de huit véhicules Coyote chacune, et un peloton de reco du 3 RCR et une section du Génie lui étaient ajoutés; elle était donc très dispersée sur le terrain. L'escadron de reco était basé à la FOB Frontenac près du barrage de Dahla, et il devait s'occuper à la fois du Shah Wali Kot et de l'Arghandab. Ses forces alliées se résumaient à 30 agents de police inefficaces installés au centre de district du Shah Wali Kot. L'ACDI avait engagé une force de sécurité pour veiller sur le projet de remise en état du barrage, mais elle faisait problème. Une autre force de sécurité privée était dans la région pour protéger un projet de construction de routes, mais ses efforts n'étaient pas coordonnés du tout avec ceux de l'escadron de reco[128] (voir la figure 4-12).

Dans l'Arghandab, il y avait une compagnie d'infanterie afghane accompagnée par des mentors canadiens, la police du district ainsi qu'une équipe étasunienne de 20 mentors de la police. Un détachement opérationnel Alpha (DOA) des forces spéciales étasuniennes était actif également, avec son peloton afghan qui l'accompagnait. Là encore, ces trois entités n'avaient aucune relation entre elles ou avec l'escadron de reco au chapitre du commandement. Des relations à l'amiable ont été établies autant que possible entre les acteurs pour faire circuler l'information entre eux et riposter face à l'ennemi en cas d'urgence[129].

L'escadron de reco a mené des patrouilles dans les deux districts afin de mieux définir la situation. Avec un petit détachement de la COCIM de deux personnes fourni par l'ERP, sa capacité d'influer sur le développement était limitée. Bien qu'il y eût un projet de prestige de plusieurs millions de dollars en cours au milieu du district, la population locale ne bénéficiait d'aucune retombée économique. En fait, quand le Maj Tremblay a interrogé un haut fonctionnaire de l'ACDI à cet égard, il a reçu la réponse suivante : « Je n'ai rien à foutre du district de Shal Wali Kot[130]! » [Traduction]

Chaque fois que les véhicules Coyote prenaient la route, ils engendraient un important volume de communications entre les éléments ennemis. Par conséquent, l'escadron de reco a pu cerner les endroits où l'ennemi se trouvait à l'ouest du chemin de Tarinkot et il a appris qu'il avait des établissements dans le Khakrez; ce n'était pas nouveau, et les forces coalisées

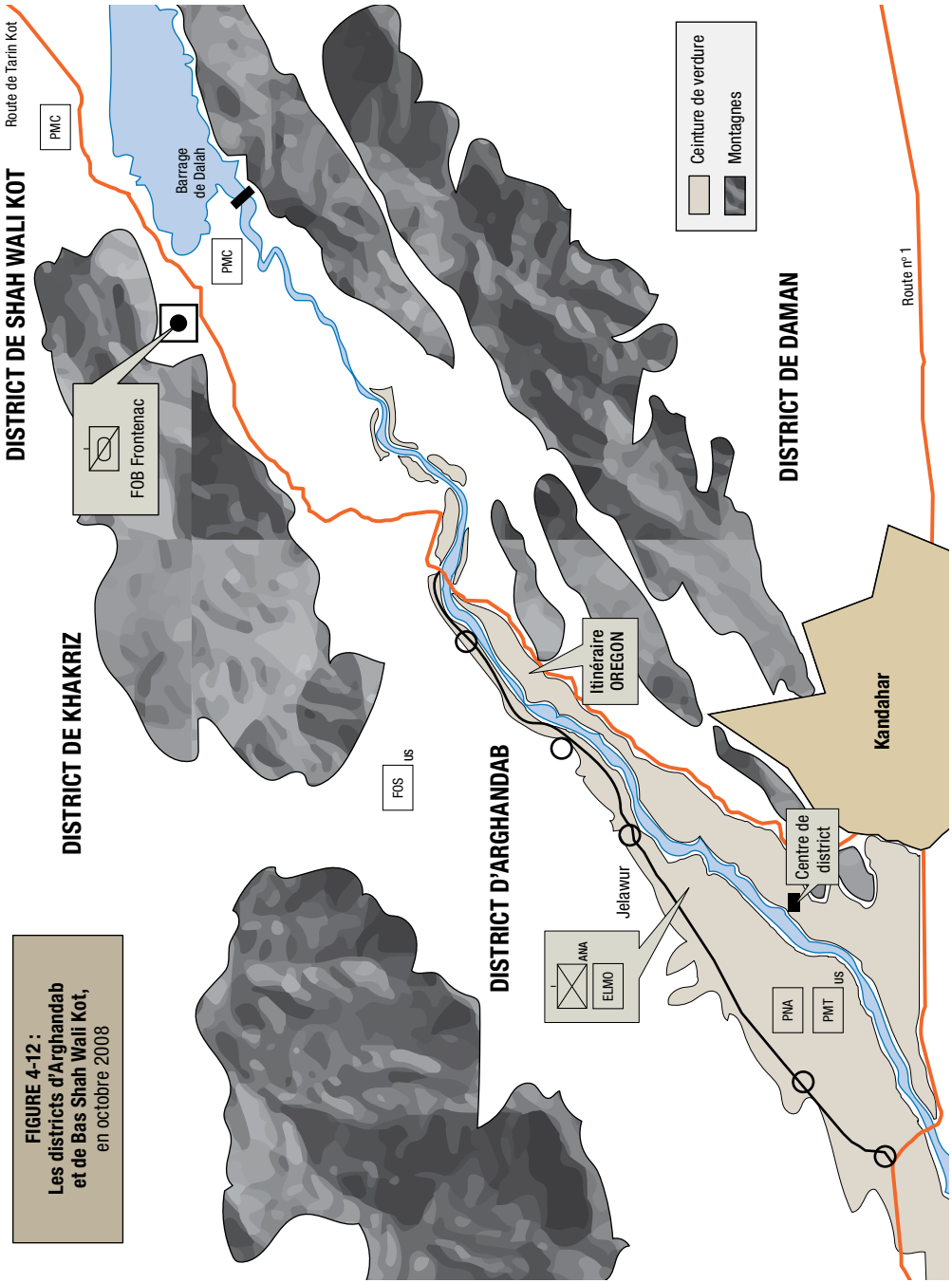


FIGURE 4-12 :
Les districts d'Arghandab et de Bas Shah Wali Kot, en octobre 2008

Figure 4-12 : Les districts d'Arghandab et de Bas Shah Wali Kot, en octobre 2008

n'y pouvaient pas grand-chose. Les chefs afghans dans le Shah Wali Kot « ont déclaré que l'emplacement actuel (le village de Tabin) de la FOB Frontenac la rendait inefficace, parce que peu d'habitants [vivaient] dans le voisinage de celle-ci et qu'elle ne [bloquait] aucun itinéraire emprunté par les insurgés sortant du Khakrez et se rendant dans le Shah Wali Kot » [Traduction]. Les commandants locaux ont donné à entendre aux Canadiens que la position de l'Armée afghane « contribuerait mieux à décourager les mouvements des insurgés si elle était déménagée dans le Khakrez[131] » [Traduction].

Pendant quelques semaines, les patrouilles de l'escadron de reco ont exécuté des manœuvres de collecte du renseignement et fait ce qu'elles ont pu pour maintenir ouvert l'itinéraire Oregon. Faute d'une capacité exclusive de collecte, les spécialistes des transmissions de l'escadron ont improvisé. En une occasion, une entité alliée est tombée en panne et, pendant que ses véhicules étaient réparés à la FOB Frontenac, elle a aidé l'escadron à cerner l'activité ennemie. Essentiellement, le secteur repéré plus tôt par le Maj Boivin et son escadron entre le Khakrez et la ville de Kandahar, était très actif, et de nombreux ennemis passaient là pour aller vers le sud-est. Il existait une cellule ennemie spéciale installée à Mansurabad, un emplacement défendu qui ne pouvait être attaqué qu'au moyen d'une opération délibérée. Une autre grappe d'ennemis actifs a été repérée dans le secteur de Jelawur, dans l'Arghandab.

Cependant, l'Op ARAY réduisait la capacité des troupes de reco de mener des patrouilles le long de l'itinéraire Oregon aussi souvent qu'elles le souhaitaient, et le Maj Tremblay disait craindre que cette situation permette à l'ennemi de revenir et d'y poser des EEI. Autre source de préoccupations, la FRR devait surveiller le barrage de Dahla, ce qui a obligé une partie de la petite force à rester sur le qui-vive à la FOB Frontenac : du coup, cela réduisait le nombre de sorties des patrouilles[132].

Cependant, le plan était de déménager le poste fortifié afghan à Jelawur, qui était un foyer d'activités des insurgées. Les sapeurs canadiens étaient prêts à s'amener et à construire la position, mais il y avait d'inexplicables retards. Dans l'intervalle, la présence d'une cache d'armes était signalée près du centre de district d'Arghandab. L'escadron de reco et la police afghane ont mené l'Op SPARAL le 22 octobre, mais ils n'ont rien trouvé. Quatre jours plus tard, une patrouille de véhicules Coyote a heurté un EEI : deux soldats ont été blessés, et un Coyote a été immobilisé[133], une fois de plus. Des rapports locaux ont fait savoir que les chefs ennemis se réunissaient dans les districts du nord pour préparer d'autres opérations dans l'Arghandab, mais il n'y avait aucun moyen de corroborer ces rapports. Il ne se passait pas grand-chose dans l'Arghandab, mais des habitants de l'endroit se plaignaient que le chef du district ne distribuait pas les semences de blé aux cultivateurs, comme il avait promis de le faire s'ils renonçaient à faire pousser le pavot[134].

Les opérations dans le Maywand, en octobre 2008

La situation dans le district de Maywand demeurait stable. La construction de la FOB Ramrod se poursuivait, tandis que la FOB Hutal assurait une présence essentielle et servait de point de départ aux patrouilles se rendant dans la ville. En général, la police afghane et les troupes de l'Armée afghane, encadrées par les mentors de la police étasunienne et l'ELMO canadienne, se concentraient sur le ratissage de la Route nº 1 dans leur zone d'opérations. Le petit détachement canadien de la COCIM et des OPPSY participait aussi à ces efforts. Des EEI ont explosé occasionnellement et touché des véhicules canadiens et étasuniens, sans causer de pertes mortelles, mais elles n'étaient pas systématiques, comparativement à ce qui se passait dans le Zharey ou le Panjwayi. Pendant cette période, il y avait peu d'embuscades sur la Route nº 1. Cependant, le 2-2 Infanterie éprouvait des problèmes de mobilité[135]. Le manque de services de maintenance continus pour les véhicules RG-31, RG-33 et MRAP et les multiples véhicules mis hors de combat par des EEI avaient un effet cumulatif (rappelons que le 2-2 Infanterie s'était servi de ces véhicules pour la première fois en arrivant à l'aérodrome de Kandahar [KAF], en juillet et août).

Le détachement de la COCIM dépendait de l'ELMO pour le transport et la protection; par conséquent, quand la compagnie d'infanterie afghane a été retirée de la FOB Hutal, il s'est trouvé immobilisé, ce qui limitait ses déplacements et ses accomplissements. La police afghane manquait de moyens de transport et devait essentiellement limiter ses déplacements à Hutal. Malgré tout, les Canadiens dans le Maywand ont observé les activités ennemies qui visaient à exploiter le nombre réduit de patrouilles : « Les talibans envisagent d'arrêter les gens qui volent, troublent la paix publique et commettent des meurtres. La [police] du Maywand n'a ni véhicule ni radio, ce qui crée un vide que les talibans sont tout à fait prêts à combler[136]. » [Traduction]

L'équipe de la COCIM a aussi appris que les insurgés avaient établi des postes illicites de contrôle des véhicules dans diverses parties du district[137]. La combinaison de ces deux activités représentait une menace directe pour la légitimité du gouvernement provincial et du gouvernement afghan en ce sens qu'il existait maintenant un pouvoir parallèle établi dans le district. Ce dernier n'était désormais plus uniquement une étape sur l'itinéraire de ravitaillement des forces ennemies dans le Zharey et le Panjwayi.

Afin d'affirmer qu'ils étaient en train de reprendre la maîtrise du Maywand, les insurgés ont perpétré un crime horrible. À un moment donné le 15 octobre, les insurgés ont arrêté un autocar sur la Route nº 1. Prétendant que les passagers étaient des soldats portant des vêtements civils, ils ont emmené les hommes en groupes de six ou sept, leur ont lié les mains et les ont exécutés en leur tirant une seule balle dans la tête, sauf dans le cas d'un groupe dont les membres ont été décapités. La police du Maywand et ses mentors,

appuyés par des hélicoptères de reco OH-58D, ont découvert les lieux des meurtres, et la police afghane de la province de Kandahar s'est chargée de l'enquête. En fin de compte, entre 27 et 30 cadavres ont été découverts[138].

En octobre, le principal effort du 2-2 Infanterie était l'Op HAWALEA, exécutée à la fin du mois. Celle-ci avait pour objet de définir la situation de l'ennemi dans le secteur du défilé de Garmabak, entre le Ghorak et le Maywand. Le Lcol Hurlbut est entré dans le secteur avec ses forces, le 29 octobre, mais il n'y a eu presque aucune résistance, hormis une GPF et une roquette lancées en direction des compagnies de manœuvre. Fait surprenant, le 2-2 Infanterie a découvert qu'il y avait des localités progouvernementales et que la police du Ghorak exécutait régulièrement des raids dans les collectivités suspectes. Plus le bataillon se rapprochait de Hutal, plus il lui semblait que la population était contre le gouvernement. Malheureusement, le Lcol Hurlbut a été forcé de mettre fin à l'opération parce qu'un nombre excessif de véhicules tombaient en panne[139].

Les opérations dans la ville de Kandahar, en novembre et décembre 2008

La campagne d'assassinats déclenchée par les insurgés a pris de l'ampleur pendant tout le mois de novembre, tandis que l'ERP concentrait ses efforts sur la reconstruction et le développement. En octobre, un lieutenant-colonel de la police afghane a été abattu au moyen d'un fusil AK-47 dans un marché, puis le Capt Ahman Shad, du 5e Kandak, a été tué dans des circonstances semblables. Un colonel de la Direction nationale de la sécurité a aussi été assassiné, ce qui a temporairement ralenti les opérations de renseignement dans toute la ville[140]. Des informations ont mené à un raid de la FIAS et de forces afghanes dans une enceinte de Loy Wala, le 8 novembre. Mir Ahmad, qui avait des liens avec le chef taliban supérieur Hafiz Majid, a été appréhendé en même temps que l'imam Qari Saf, dont la spécialité consistait à « endoctriner de jeunes hommes aux fins de la cause des insurgés[141] » [Traduction], présumément dans les madrasas et les mosquées du district.

Pendant cette période, les forces de sécurité afghanes ont manifesté un sens de l'initiative et de la sécurité opérationnelle jamais vu auparavant. Le 10 novembre, des mentors canadiens du 2e Kandak d'attaque ont accompagné leurs homologues au moment où ils se rendaient à un endroit de la ville pour y attendre les ordres concernant une opération de cinq jours non annoncée et sans nom (plus tard appelée « Op ATAL 32 »). Le quartier général de la 1-205 Brigade est arrivé, et des éléments de tous les cinq kandaks ont convergé vers la ville. Les forces afghanes ont alors amorcé une série d'opérations de bouclage et de fouille dans la ville, un district à la fois, en collaborant de près avec la Direction nationale de la sécurité (DNS) et la police. Au cours des 24 premières heures, la DNS a détenu 28 insurgés éventuels, des criminels, ou les deux, y compris un chef taliban; des armes et de l'opium

ont aussi été confisqués. Après 72 heures, une « manifestation imprévue [s'est tenue] dans [la ville de Kandahar]; elle était organisée par le Conseil national afghan de réconciliation (ANRC) » [Traduction] qui avait décidé, semblait-il, de dénoncer les attaques aériennes de la FIAS dans le Shah Wali Kot. L'Armée afghane a suspendu l'Op ATAL 32 pendant 24 heures. Durant cet intervalle, les insurgés ont fait sauter un énorme EEI transporté dans un véhicule pour attentat suicide, tout près du siège de la Direction nationale de la sécurité et de l'immeuble de la choura provinciale : huit civils ont été tués, et 50 autres blessés. La situation aurait pu être pire : un brave policier afghan avait eu des soupçons et avait arrêté le camion avant qu'il ne s'approche davantage de l'immeuble. Malheureusement, ce policier a été tué dans l'explosion[142]. L'hôpital de rôle 3 au KAF a donc été alerté. Le message des insurgés était clair : « Mettez fin à l'Op ATAL 32, sinon gare à vous[143]! » [Traduction] Le CCO-P aidait à coordonner la riposte, pendant que l'ERP recevait des renseignements selon lesquels le Camp Nathan Smith allait être la prochaine cible; des mesures de sécurité ont été prises en conséquence le même soir. Les Canadiens ont été impressionnés en voyant à la télévision la police afghane « en train de gérer l'incident sans aucune aide de la coalition[144] » [Traduction].

Pendant que ce drame arrivait à son terme, un autre se jouait. Douze enseignantes et élèves qui quittaient une école pour filles dans le district nº 6 ont fait l'objet d'une attaque à l'acide exécutée par deux hommes en motocyclette. Elles ont toutes été soignées à l'hôpital Mirwais. Le tollé des médias internationaux a été aussi instantané que gigantesque. Le gouverneur Raufi et, d'ailleurs, les spécialistes des opérations d'information de la FO Kandahar disposaient désormais d'une rare plate-forme pour dénoncer les talibans et leurs alliés partout dans le monde[145].

Les Afghans avaient décidé de faire une pause de 48 heures, et pas uniquement à cause de l'intimidation. Par suite de l'attaque contre la Direction nationale de la sécurité, « cet organisme n'était désormais plus à même de participer à l'opération ou de lui fournir du renseignement, ce qui mettait temporairement fin aux fouilles ciblant les insurgés[146] » [Traduction]. Le commandant de la 1-205 Brigade voulait exécuter une série d'opérations rapides régulières dans la ville afin de conserver l'avantage, mais les fouilles suivantes n'ont produit aucun résultat. De son côté, la police a arrêté trois personnes liées à l'attaque à l'acide. Le gouverneur Raufi a ordonné la reprise de l'Op ATAL 32.

D'autres activités de bouclage et de fouille ont été fructueuses, mais le commandant de la police afghane du district nº 3, où elles avaient été exécutées, a été assassiné le 19 novembre en guise de représailles. La Compagnie de protection de la force de l'ERP continuait de mener des patrouilles. Elle a vu que des Afghans armés protégeaient leur maison et leur entreprise. La plupart semblaient amicaux et favorables à la présence des Canadiens.

Selon les rapports, le gouverneur taliban parallèle de Kandahar, Ayub Akhundzada, était résolu à attaquer le Camp Nathan Smith dès que possible afin que la campagne insurgée puisse conserver son élan. Apparemment, il voulait détruire une cible militaire parce que ses supérieurs et partisans faisaient pression sur lui au sujet des nombreuses pertes subies par la population afghane[147].

L'Op ATAL 32 a de nouveau été suspendue le 27 novembre, pour des raisons inconnues de l'ELMO. Les assassinats et attentats à la bombe avaient repris. Cette fois, la police installée près de l'hôpital Mirwais a été la cible d'une bombe qui a tué six agents et blessé six autres; ensuite un entrepreneur afghan a été abattu, les talibans faisant savoir par-là aux autres de ne pas soumissionner pour obtenir des marchés de la FIAS. Un EEI fixé à une bicyclette et réglé pour tuer des écolières fréquentant leur école a été découvert : les experts en EEI de l'ERP l'ont démantelé et exploité. Ailleurs, une bombe au propane avait été posée pour tuer le ministre provincial de l'Éducation. Encore une fois, les sapeurs de l'ERP ont démantelé l'engin. Plusieurs autres tentatives d'assassinats qui visaient des commandants de poste de police secondaire de la ville de Kandahar ont été enregistrées : trois agents ont failli être tués au cours de diverses attaques à la fin de décembre. Un autre commandant supérieur de la Direction nationale de la sécurité n'a pas eu autant de chance et a été tué[148].

Presque que comme si c'était une pensée après coup, la FO Kandahar a signalé les assassinats de trois personnalités religieuses de la ville de Kandahar. Le plus en vue était Abdul Qayum, mollah de la Mosque rouge. Il a été assassiné pendant qu'il récitait le Coran. Deux autres membres de la choura des oulémas de Kandahar ont été abattus en décembre[149].

Tous ces assassinats et toute cette destruction avaient un objectif. La variété et le choix des cibles empêchaient de conclure d'une façon ou d'une autre qu'il s'agissait d'actes perpétrés au hasard. Les insurgés s'en prenaient expressément aux chefs locaux et aux agents de la sécurité communautaire aussi bien qu'à des organismes de sécurité plus grands tels que la Direction nationale de la sécurité. De septembre à décembre 2008, il y a eu 20 assassinats, deux enlèvements et 15 attaques à l'EEI, sans compter plusieurs tentatives qui ont échoué. En janvier, il y a eu cinq autres attaques à l'EEI, quatre autres assassinats et un autre enlèvement.

Quel effet tout cela a-t-il eu sur l'effort global du Canada? D'abord, selon les rapports de l'ERP, il n'y a pas eu beaucoup de projets de développement appuyés par les Canadiens et visibles pendant cette période. Cependant, les efforts visant en arrière-scène à renforcer les capacités au niveau provincial se sont poursuivis. Des rapports ont été établis avec les autorités municipales. Les équipes de la COCIM ont continué à patrouiller dans leurs districts respectifs et à y travailler. Les mentors de la police ont continué à encadrer cette dernière. L'effet principal a touché les relations avec les « partenaires d'exécution », surtout ceux de l'ONU. Une fois que l'état de la sécurité s'est détérioré, ceux-ci n'ont eu qu'un souci : se mettre à l'abri. Cela a nui à des programmes essentiels tels que celui des conseils

de développement communautaire. Le fossé culturel entre l'ACDI et les équipes de la COCIM, tout comme un écart sur le plan des capacités, a empêché le recours à la COCIM pour exécuter les programmes d'ONU Habitat, par exemple. Tout cela rendait très difficiles à mesurer les progrès accomplis dans la ville de Kandahar; par conséquent, la capacité de faire rapport à Ottawa et de faire avancer les mécanismes prévus dans la nouvelle stratégie canadienne devenait problématique.

Il y a eu un aspect positif : les Canadiens ont vu les Afghans — l'Armée, la police et la police en attente — travailler ensemble dans le cadre de l'Op ATAL 32 à peu près sans encadrement. Ils ont réussi à exécuter des opérations fructueuses quand ils ont jugé essentiel de le faire. Avec la Compagnie de protection de la force, l'Armée canadienne a aidé les premiers intervenants s'étant occupés de la NEM et des patrouilles de présence, mais dans l'ensemble, ce sont les Afghans qui sont passés à l'action. Ce fut là un progrès mesurable.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en novembre et décembre 2008

L'Op MUTAFIQ TANDAR 6 marquait le début des opérations canadiennes dans le district. Contrairement aux « avancées précédentes le long de la rivière », celle-ci suscitait de la controverse. Le Bgén Thomson et le Lcol Barrett ont convenu qu'il fallait évacuer et détruire les postes fortifiés de Zangabad et d'Haji au cours d'une opération délibérée, pendant que le poste de Mushan serait ravitaillé. Le Groupement tactique (GT) justifiait cette option selon cette explication : « [C]e réalignement permettra au GT de projeter sa force en accroissant la densité de ses troupes dans tout le Panjwayi et de montrer à la population sa volonté de renforcer la sécurité[150]. » [Traduction] Cet objectif a été modifié légèrement plus tard afin de regrouper les forces dans le quadrilatère de stabilisation de Sperwan[151]. Selon un autre point de vue, soit celui du commandant du COMFEC, le Lgén Mike Gauthier, les médias canadiens et les talibans risquaient de voir dans ce repli une retraite. Le GT a répliqué en affirmant que, selon lui, cette mesure pourrait atténuer les effets de toute « mauvaise OI » aux yeux de la population par l'intermédiaire du chef de district Haji Baran. Le Lcol Barrett a dit au Lgén Gauthier, au cours de la visite de ce dernier, que même les Afghans ne voulaient pas occuper les postes de Zangabad ou d'Haji. Le Lcol Jocelyn Paul, commandant du prochain GT qui effectuait sa reco, ne voulait pas les occuper non plus et il a déclaré que ses hommes « saigneraient » s'ils allaient là-bas. Le Lgén Gauthier a finalement changé d'avis et accepté le retrait de ces deux postes fortifiés[152] (voir les figures 4-13 et 4-14).

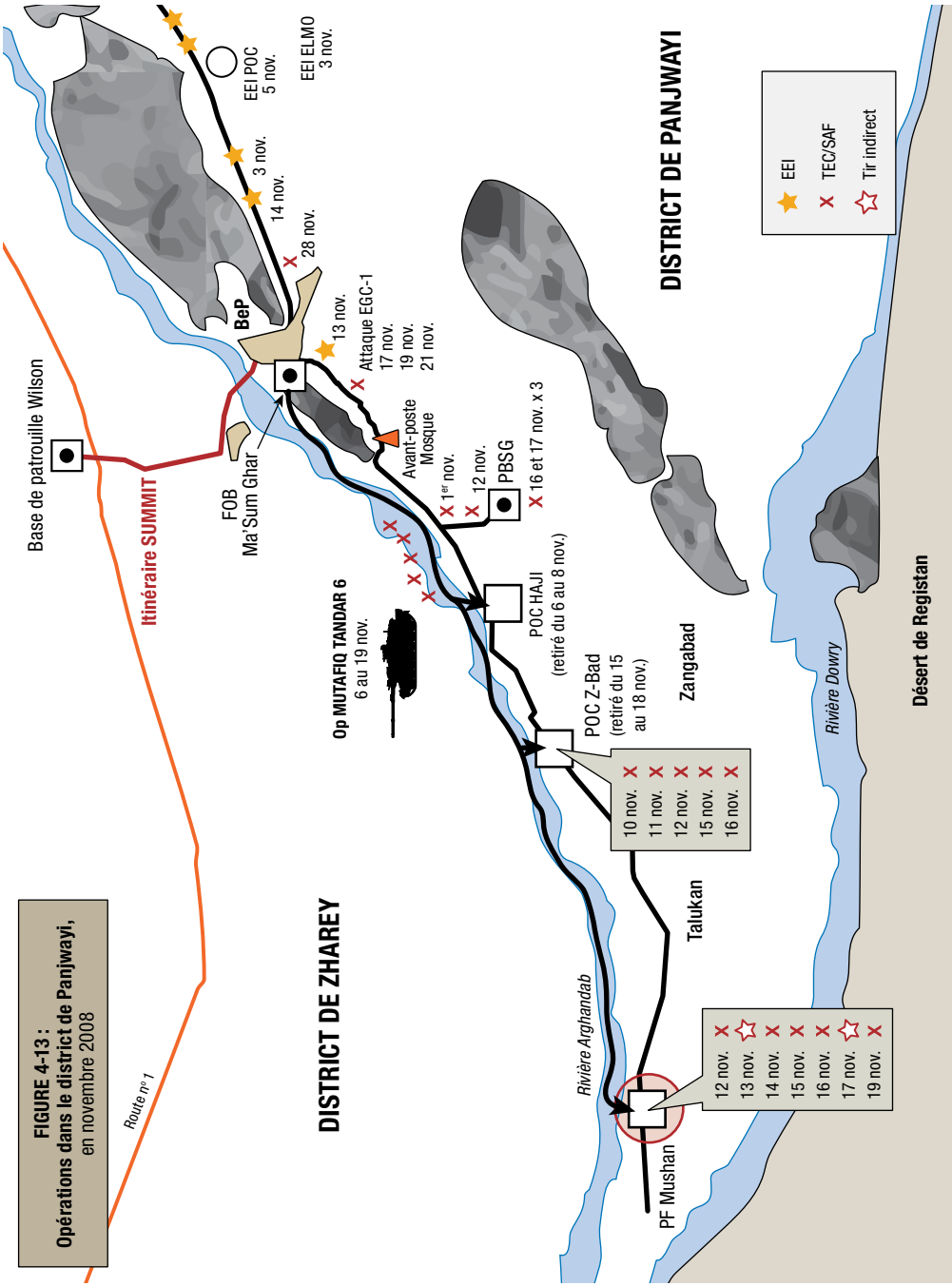


Figure 4-13 : Opérations dans le district de Panjwayi, en novembre 2008

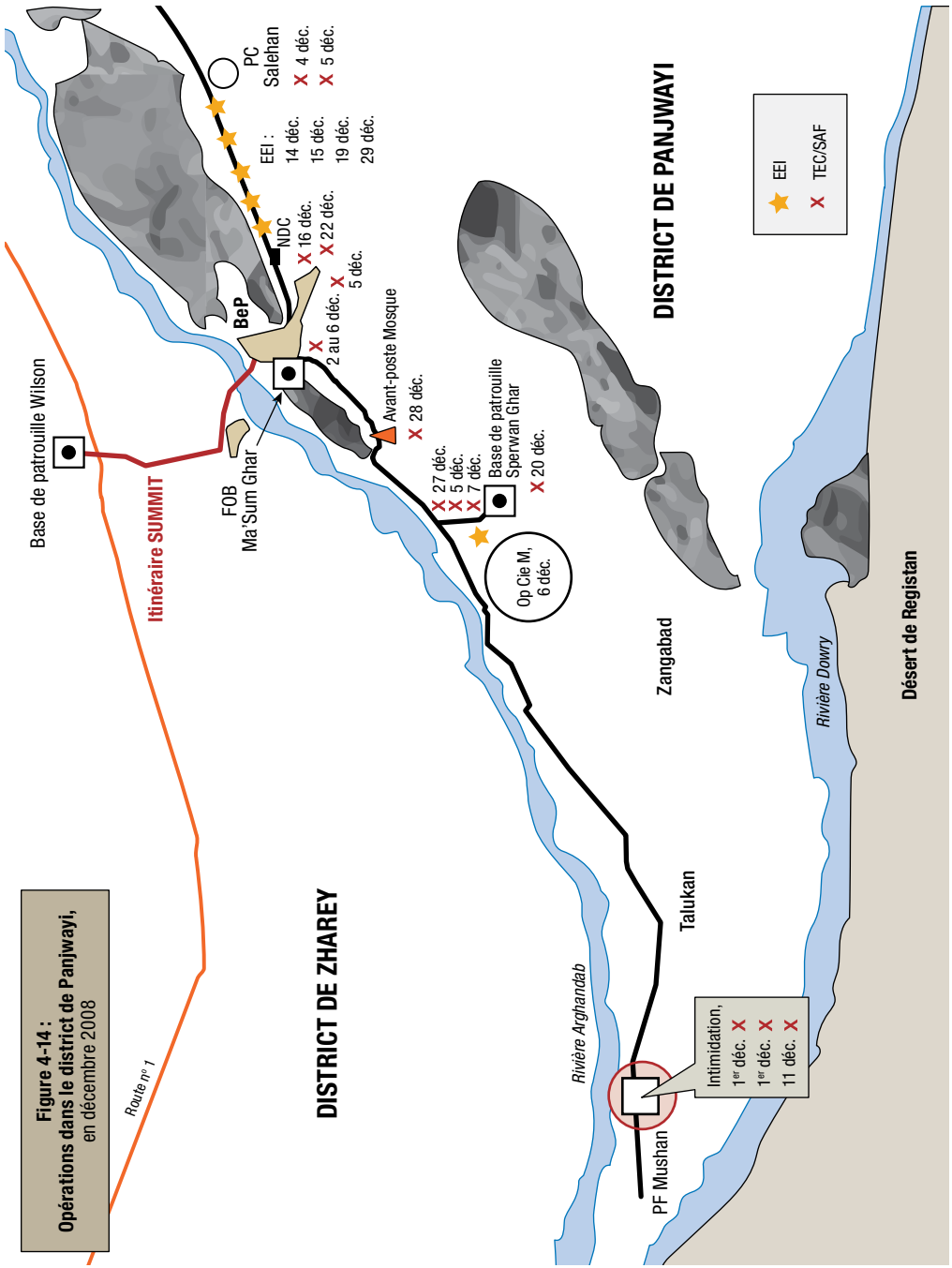


Figure 4-14 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2008

L'Op MUTAFIQ TANDAR 6 comportait deux étapes. La première s'est entamée le 6 novembre : l'Escadron A a montré la voie en suivant le lit de la rivière Arghandab jusqu'au poste fortifié d'Haji. L'ennemi a essayé d'attaquer avec des armes anti-chars à quatre reprises : dans tous les cas, les UAV MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper ont lancé des missiles Hellfire, et les obusiers M-777 de la Batterie F ont fait eu sur l'ennemi, tout comme les hélicoptères OH-58D Warrior. Huit ennemis ont été tués au cours de ces engagements[153]. La Compagnie M a exécuté une série dynamique de patrouilles afin de tromper l'ennemi au sujet de ce qui était en train de se produire.

Le poste fortifié d'Haji était démantelé, et pendant ce temps, l'ennemi dirigeait des tirs de mortier nourris vers l'endroit. Un char Leopard 2A6M de l'Escadron A a finalement réussi à repérer l'observateur ennemi qui guidait les tirs de mortier : il a fait feu en sa direction à l'aide d'obus de 120 mm. Les forces au poste fortifié de Zangabad ont aussi repéré cet observateur et l'ont pris à partie avec leurs propres mortiers. Un autre mortier ennemi a ouvert le feu, mais il n'a pas pu être localisé ou pris à partie[154].

Pendant que la force canadienne se mettait en laager et se préparait à exécuter le prochain mouvement vers l'ouest, le commandant afghan à Mushan convoquait une choura avec les anciens de l'endroit. Ils lui ont dit qu'ils étaient sur le point d'envoyer un émissaire aux talibans et de leur donner un ultimatum : « Le village ne les appuie pas, et les talibans ne sont plus autorisés à acheter des articles au bazar. » [Traduction] C'était une victoire importante. Après des mois sous les tirs ennemis à exécuter des patrouilles dynamiques et à établir des liens avec la population, le poste fortifié de Mushan récoltait enfin les fruits de ses efforts, et la population se rangeait du côté de la coalition et du gouvernement. Nulle part ailleurs dans le district la population n'avait protesté de cette façon contre les talibans. Quand les talibans ont menacé les marchands le lendemain, ceux-ci ont répliqué en laissant leurs boutiques ouvertes toute la nuit. Une patrouille afghano-canadienne a reçu des renseignements sur une cache d'armes et elle a découvert 32 mines anti-personnel d'origine chinoise, 15 briques d'explosifs plastiques russes et des fournitures médicales[155].

Cet acte de défi à l'endroit des talibans a conduit à sept jours de violence qui ont eu pour cibles le poste fortifié et ses patrouilles. En général, il s'agissait de tirs d'armes légères exécutés à la dérobée et de l'emploi de quelques obus de mortier[156]. Le poste fortifié de Zangabad a lui aussi essuyé des tirs de mortier pendant quatre jours, et les Canadiens ont alors riposté avec des pièces d'artillerie de 155 mm. L'équipe de combat de l'Escadron A est entrée en action de nouveau le 17 novembre, tandis que les véhicules de la COIC dégageaient le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters jusqu'à l'itinéraire Brown, puis vers le nord jusqu'à une brèche dans le lit de la rivière Arghandab. De là, la colonne s'est dirigée vers l'ouest jusqu'au poste fortifié de Zangabad dont elle a amorcé le démantèlement.

Une fois encore, la Compagnie M a mené des patrouilles dynamiques et provoqué ainsi des ripostes ennemies limitées qui ont été matées avec divers systèmes d'armes. Les véhicules Husky et Buffalo constituant la COIC ont heurté des EEI, ce qui a ralenti les choses, mais l'ennemi a continué de harceler la colonne avec des mortiers. Ceux-ci et leurs servants ont fini par être supprimés avec des tirs directs, quand c'était possible, ou avec des projectiles de 155 mm tirés par les obusiers M-777, au besoin. Le 16 novembre, l'Escadron A s'est rendu à Mushan pour en faire le ravitaillement, et les compagnies d'infanterie afghanes se sont relevées mutuellement : la 3e Compagnie du 2e Kandak a remplacé la 2e Compagnie, et les mentors canadiens ont opéré une rotation. Les sapeurs canadiens ont construit une nouvelle hélisurface en se servant d'une structure appelée « Rhino Snot », et ils ont apporté plusieurs autres améliorations au poste fortifié. La Batterie F a tiré 44 obus brisants pour neutraliser des mortiers ennemis qui avaient lancé une volée d'obus. Quand l'ennemi a continué à utiliser un mortier le lendemain, il a tué un soldat afghan et en a blessé cinq autres; une troupe de chars Leopard et un peloton d'infanterie ont alors exécuté une attaque improvisée depuis le poste fortifié : ils ont tué les servants du mortier et se sont emparés de cette arme. Le 19 novembre, l'Escadron A a quitté Mushan et s'est dirigé vers le sud en direction de la rivière Dori, puis vers l'ouest et ensuite vers le nord à travers le Maywand Dasht en terrain découvert, et enfin jusqu'à Ma'Sum Ghar. L'Op MUTAFIQ TANDAR 6 a ainsi pris fin[157].

La Compagnie M lançait ensuite l'Op TAZAWORAT pour tenter d'établir parallèlement la sécurité dans le quadrilatère de stabilisation Sperwan. Les sapeurs canadiens et des habitants de l'endroit, qui travaillaient ensemble afin d'améliorer les routes dans le secteur, ont essuyé les tirs de harcèlement de deux insurgés. Un VBL du Génie a fait feu sur les insurgés avec son canon de 25 mm et les a tués. L'attaque a pris fin[158].

Au moment de la finale de l'Op MUTAFIQ TANDAR 6, à la fin de novembre, l'ennemi exécutait une série d'attaques dans le secteur situé entre Sperwan Ghar et Ma'Sum Ghar. L'avant-poste Mosque a été pris à partie pour la première fois en plusieurs fois, et deux attaques à l'EEI se sont produites dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters. L'équipe de gestion de la construction (EGC-1) a été touchée trois fois par des tirs d'armes légères et des obus de mortier entre les 17 et 21 novembre. Ces événements ont été éclipsés par l'Op MUTAFIQ TANDAR 6. Quand ces derniers ont été combinés aux cinq attaques à l'EEI ayant eu lieu dans le tronçon est de l'itinéraire Fosters pendant le mois, dont une contre une patrouille logistique de combat de l'ESN canadien, on n'a pas pu savoir au juste s'il existait un lien entre les activités ennemies menées dans les deux parties du district.

Source : Auteur

Les attaques avec engins explosifs improvisés ont continué à immobiliser les véhicules canadiens sur l'itinéraire Fosters et dans le lit de la rivière Arghandab. Ici, un véhicule blindé de dépannage Taurus remorque un char Leopard 2A6M jusqu'au poste de maintenance « Tango », à Ma'Sum Ghar, pour qu'il y soit réparé.

Cette perception a changé en décembre. Après la fermeture des postes fortifiés de Zangabad et d'Haji, le nombre d'incidents entre Sperwan Ghar, à l'est, le long du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, et le tronçon est de ce dernier a monté en flèche. Les troupes afghanes à la base de patrouille de Sperwan Ghar ont fait l'objet d'une attaque directe. Il y a eu trois contacts soutenus avec l'ennemi sur l'itinéraire Brown, et une grappe d'EEI a été découverte entre l'intersection de l'itinéraire Brown et du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, d'une part, et l'avant-poste Mosque, d'autre part. Des tirs d'armes légères ont alors été dirigés contre la FOB Ma'Sum Ghar depuis le sud. La colline des trois chars a même été prise à partie le 5 décembre[159]. La nouvelle compagnie d'infanterie afghane à Mushan n'avait pas la confiance de la population, qui s'est de nouveau cantonnée dans l'incertitude. Cela n'augurait rien de bon, mais il n'y a eu qu'un contact avec l'ennemi en décembre[160].

Le pire était à venir. Le nouveau centre de district a été attaqué trois fois en décembre; c'était un défi direct lancé par les insurgés au siège de la gouvernance. Ceux-ci ont envahi un poste de contrôle de la police à Bazaar-e Panjwayi, tout près de la FOB Ma'Sum Ghar; ils ont tué trois agents de police et en ont enlevé deux autres. Ils ont laissé derrière eux ce qui semblait être un piège, mais la FRR canadienne est arrivée et a conclu qu'il s'agissait d'un engin factice. Tandis que les membres de la FRR montaient à bord de leur VBL du Génie pour partir, ils ont fait sauter un autre engin qui a tué l'Adj Gaétan Roberge, du 2 R22e R, et le Sgt Gregory Kruse, du 2e Régiment du Génie de combat. Deux agents de police afghans ont aussi trouvé la mort, tandis que quatre autres Canadiens et un interprète ont été blessés[161].

Plus à l'est, quatre attaques à l'EEI ont été perpétrées contre les Afghans et les Canadiens le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters. Le point de contrôle de Salehan a été pris à partie deux fois et, en une occasion, des mentors canadiens de la police et une poignée d'agents de police afghans ont repoussé les assaillants. La combinaison de ces incidents montrait que l'insurrection était en train de modifier profondément son approche dans le district de Panjwayi, et ce, pas uniquement en raison du changement de saison.

L'intensification de la violence dans le Panjwayi oriental était-elle liée au renforcement nord-sud des insurgés entre les réseaux de Nakhonay et ceux du Panjwayi occidental? À un débordement des opérations de la coalition dans le secteur d'Asheque-Senjary dans le Zharey? À une présence agressive accrue des insurgés dans le secteur de Salavat-Nakhonay? Les habitudes de l'ennemi favorisaient l'idée que son renforcement à Nakhonay et dans le Panjwayi occidental stimulait l'exécution d'attaques contre le secteur de Sperwan Ghar–Ma'Sum Ghar et qu'il appuyait les efforts faits dans celui de Salavat–Nakhonay le long du tronçon est de l'itinéraire Fosters. Les montagnes situées entre le secteur d'Asheque–Senjaray dans le Zharey et le tronçon est de l'itinéraire Fosters sont arides; tout ce qui y bouge est facilement repérable, à supposer qu'il y ait une plate-forme pour exécuter l'observation. Cependant, on ne pouvait passer outre au risque que les cellules du secteur d'Asheque–Senjaray mènent des opérations dans Bazaar-e Panjwayi en se déplaçant le long de la rivière à l'est de l'itinéraire Summit, mais vu la surveillance plus rigoureuse dont Senjaray faisait l'objet, c'était là quelque chose de moins probable.

Que pouvait faire le Canada en matière de gouvernance et de développement dans le Panjwayi pendant ce temps? Les équipes canadiennes de la COCIM ont faire ressortir plusieurs grandes questions. Des projets de développement étaient en cours dans le district, et l'exécution en était facilitée par la choura du développement. Les équipes de la COCIM adressaient à la FO Kandahar peu de rapports qui employaient la terminologie propre au Programme national de solidarité, à l'Assemblée de développement des districts et au Conseil de développement communautaire : les rapports abordaient la distribution de nourriture et les grands projets

de construction, plus précisément ceux concernant les routes et l'approvisionnement en eau dans Bazaar-e Panjwayi. Cependant, chacun de ces grands projets était marqué par la corruption à divers degrés et chacun donnait lieu à des luttes entre les factions cherchant à établir laquelle le contrôlerait ou en bénéficierait financièrement par ailleurs. Comme nous l'avons vu, Haji Baran et Haji Agha Lalai Dastagiri se faisaient concurrence. Les équipes de la COCIM ont découvert des liens entre Baran et Haji Agha Lalai de Sperwan (surnommé « Haji Dollars » pour le distinguer de Dastagiri), et entre Baran et l'ancien chef du district de Maywand, Haji Saifullah. Quelqu'un s'adonnait à de l'extorsion et à de la fraude en se servant de la « police » contre les camions des entrepreneurs civils appuyant l'EGC-1, tandis qu'une autre entité présumément liée à Dastagiri retenait une partie des stocks de nourriture fournis par le Programme alimentaire mondial et destinés au district et l'expédiait en cachette dans un entrepôt de la ville de Kandahar pour la revendre sur le marché[162].

Par ailleurs, les travaux de l'EGC-1 et le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters semblaient bien aller. Certes, les progrès étaient lents et, bien sûr, l'ennemi et peut-être aussi d'autres entités attaquaient le projet assez régulièrement, mais des retombées économiques dans le district, surtout à Bazaar-e Panjwayi, étaient manifestes. La qualité de vie des quelque 400 ouvriers et de leur famille s'est améliorée considérablement pendant l'exécution du projet, et cela était mesurable. Une « micro-économie », pour reprendre les mots de l'EGC-1, a grandi autour du projet pour répondre aux besoins des ouvriers; cela a par conséquent amélioré les moyens d'existence de la population le long du tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, à mesure que le projet avançait peu à peu. L'entreprise de sécurité Blue Hackle n'extorquait pas d'argent à la population locale, contrairement à ce que la police avait fait dans le passé. Naturellement, le chef de district Baran a menacé de faire pression pour priver les ouvriers de leur argent parce que, selon lui, ils ne travaillaient pas assez vite. D'autres ont cru que Baran était fâché parce qu'il ne mettait pas la main sur une part assez grande des fonds[163].

Le colonel Faiz, commandant de la Direction nationale de la sécurité dans le district, était plutôt futé : il comprenait bien ce qui se passait. Toutefois, Haji Baran, futé également, a exigé que Faiz soit exclu de la choura sur la sécurité du district, puis, adoptant un ton mélodramatique, il a dénoncé la « corruption » entachant le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters et a menacé d'aller voir les médias à cause de « l'inaction » des Canadiens. L'équipe de la COCIM a été étonnée quand Baran a menacé de démissionner parce que les gens le « dénigraient » auprès du gouverneur[164].

Le colonel Faiz mis à part, les services de police demeuraient problématiques. L'ELMOP s'est réunie officieusement avec ses homologues des États-Unis et de la CIVPOL pour répartir les tâches : les mentors étasuniens de la police travailleraient avec Bismillah Khan, le chef, tandis que l'ELMOP et la CIVPOL s'occuperaient respectivement des opérations sur le terrain et de l'instruction. Puis, tout d'un coup, le chef a disparu en prétendant qu'il

devait assister à des chouras dans la ville. La police a essentiellement déserté pour la fête de l'Aïd, ce qui a obligé l'ELMOP à voir à toutes les tâches. Le Bgén Matiullah a finalement remplacé Khan par Mohammad Naeem, qui s'est consacré à la reprofessionnalisation des éléments dont ils disposaient encore pour travailler[165].

Chaque entité possible s'est manifestée pour obtenir une partie des fonds affectés au projet du PPS de Sperwan, à tel point que les Canadiens ont été les seuls à se rappeler que l'objectif était en fait de construire un poste de police. Les négociations byzantines quant à savoir qui construirait les installations, qui protégerait les ouvriers et qui s'occuperait des convois ne relèvent pas de la présente étude, mais il était évident que chaque faction présente dans le Panjwayi voulait sa part du magot – faute de quoi, il y aurait de la casse. Par exemple, un ouvrier a été enlevé, emmené à Nakhonay, battu, menacé, puis libéré. Était-ce un acte des talibans ou non? Un informateur qui travaillait pour la Compagnie M à Sperwan et qui fournissait des renseignements sur toute une gamme de sujets a été retrouvé, battu à mort. Était-ce le fait des talibans ou non[166]? Une fois de plus, la violence commerciale s'est glissée dans les projets quand beaucoup d'argent canadien ou allié est entré en jeu, puis elle a recoupé la violence attribuable aux insurgés qui percevaient les projets comme étant à la fois des sources de financement de leurs opérations et des éléments à attaquer pour montrer quels effets ils pouvaient produire. La nouvelle stratégie du Canada ne pouvait d'aucune façon bien expliquer ces comportements, d'une manière mesurable, à un vaste auditoire au Canada. En effet, la capacité de la FO Kandahar de suivre l'évolution de cette situation et d'y réagir promptement était en fait assez limitée. Le Panjwayi n'était pas un colisée du même genre que celui du Zharey, mais c'était un colisée, malgré tout.

Les opérations dans le district du Zharey, en novembre et décembre 2008

Ceux qui pensaient que la prétendue saison des combats était terminée ont été consternés par le niveau des activités ennemies dans le district de Zharey en novembre. La cadence opérationnelle ennemie contre les postes fortifiés de Lakokhel, Pulchakan et Spin Pir a été aussi vive qu'en octobre : il y a eu 14 attaques contre le seul poste de Lakokhel (voir les figures 4-15a et 4-15b). La différence résidait dans la coordination accrue des attaques ennemies contre les postes de Lakokhel et de Pulchakan et, dans un cas, dans une attaque coordonnée contre les deux positions. L'intensification considérable de l'activité ennemie dirigée contre le quadrilatère de stabilisation JUNO était plus alarmante : le nombre d'incidents a doublé par rapport à celui d'octobre, et ces derniers ont coïncidé avec de nombreuses attaques à la roquette contre la FOB Ma'Sum Ghar[167]. La situation a été aggravée davantage par ce qui a semblé être l'existence d'un front ennemi complètement distinct, mais connexe, à Senjaray.

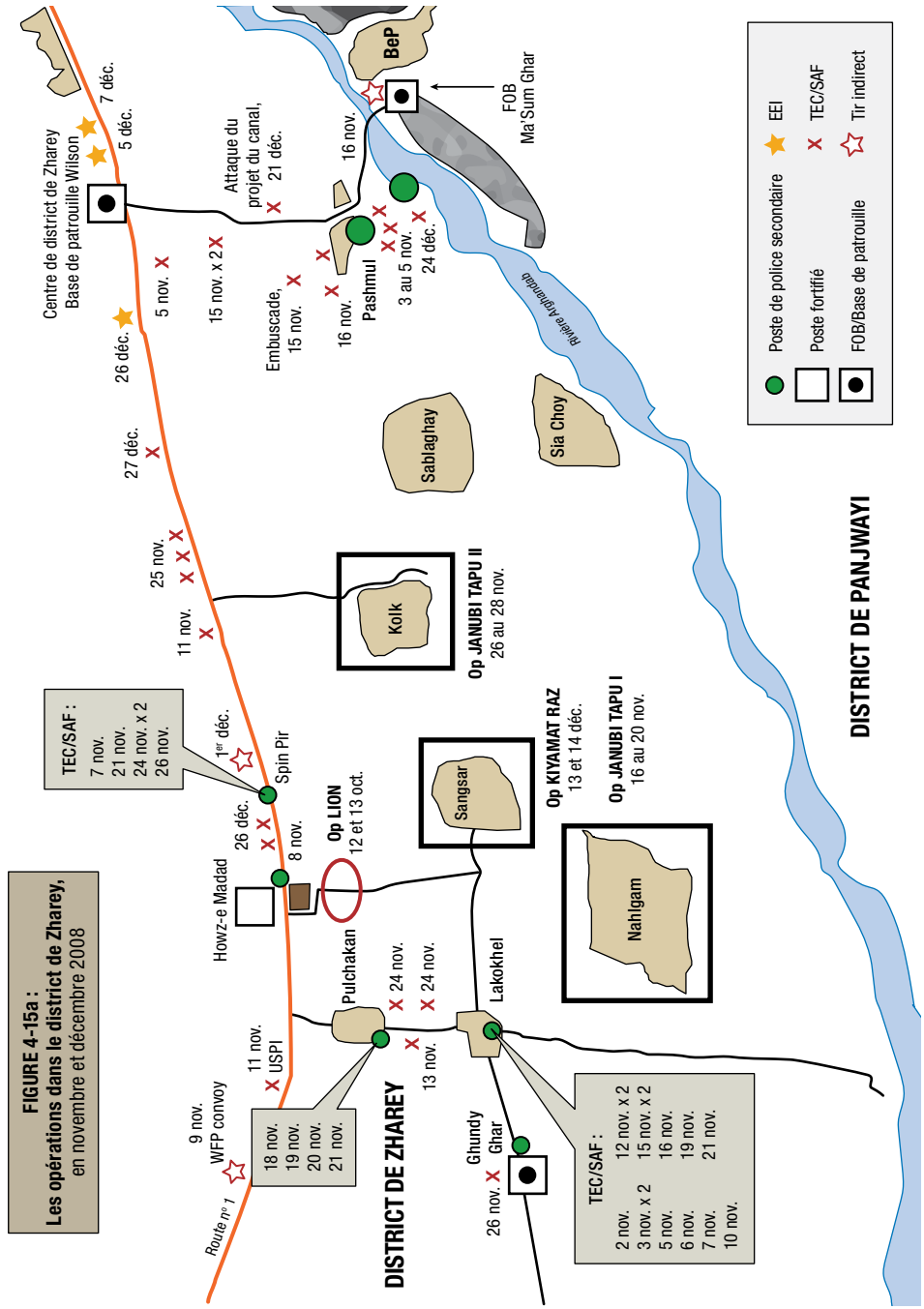


Figure 4-15a : Opérations dans le district de Zharey, en novembre et décembre 2008

Figure 4-15b : Partie orientale du district de Zharey, en novembre 2008

Les patrouilles menées dans le cadre de l'Op JANGISIOUX se sont poursuivies pendant tout le mois, mais très peu de contacts ont été signalés. Le 6 novembre, une patrouille afghano-canadienne partie du poste fortifié de Lakokhel a essuyé des tirs d'armes légères et de GPF. L'interprète a été blessé et est resté paralysé. Le Cpl Mark McLaren a rampé jusqu'à lui et l'a sorti de là sous le feu ennemi. Des obus fumigènes et brisants ont été lancés sur l'ennemi pour que la patrouille rompe le contact et revienne au poste fortifié. Les actions du Cpl McLaren lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire, mais il a été tué par un EEI plus tard au cours de sa période de service.

Les grandes opérations montées dans le district ont fait intervenir le 3e Kandak et ses mentors qui ont exécuté une sortie de bouclage et de fouille à Makuan les 5 et 6 novembre, et elles ont compris les opérations JANUBI TAPU au cours de la seconde moitié du mois. Le Groupement tactique régional (Sud) — en l'occurrence, le 42e Commando des Royal Marines — est revenu dans la zone d'opérations canadienne pendant un certain temps. Les Op JANUBI TAPU I et II avaient pour objectif d'exécuter des raids dans les sanctuaires insurgés de Nahlgam et de Kolk, en partie pour détourner des ressources ennemies susceptibles de perturber l'imminent processus d'inscription des électeurs.

L'Op JANUBI TAPU I a commencé le 14 novembre avec le déploiement discret des mortiers du 42e Commando à Ghundy Ghar et le lancement simultané de la Compagnie N dans le secteur de Pashmul qui a exécuté deux grandes patrouilles pour créer une diversion pendant que le 42e Commando préparait et exécutait un assaut aérien contre Nahlgam. La Compagnie N et la police afghane accompagnée de mentors étasuniens ont été prises à partie le 15 novembre par des tirs nourris provenant de multiples endroits, après être entrées dans un terrain extrêmement fermé autour de Pashmul. La Compagnie N a riposté avec des tirs de suppression et a demandé à l'artillerie de tirer 16 obus brisants de 155 mm sur les positions ennemies. Une partie d'un peloton canadien a été clouée sur place et ne pouvait s'extraire de l'endroit. Le contrôleur interarmées de la finale de l'attaque a pu diriger vers cet emplacement des éléments d'appui aérien rapproché qui ont largué une bombe GBU-12 sur une enceinte d'où les tirs provenaient, et le peloton a pu se replier. Une autre salve de six obus a supprimé l'équipe ennemie qui attaquait la police[168]. Le lendemain, une autre patrouille délibérée dans le secteur de Pashmul s'est heurtée à des tirs de mortiers et à des tirs directs ennemis. Avec leurs armes légères et l'artillerie, les Canadiens ont écrasé l'ennemi, pendant qu'un UAV MQ-9 Reaper repérait une autre équipe de quatre hommes sur lesquels il a décoché des missiles Hellfire[169]. Quinze minutes plus tard, les hélicoptères Sea King des Royal Marines se sont posés dans une zone d'atterrissage à Nahlgam et ils y ont débarqué leurs troupes. Celles-ci ont eu trois contacts importants avec l'ennemi au cours de la matinée, tandis qu'elles traversaient la ville fortifiée où elles ont découvert une grosse fabrique d'EEI et fait venir une équipe d'exploitation[170].

Au cours des opérations, une équipe de deux tireurs d'élite installée sur le toit d'un immeuble et couvrant une patrouille afghano-canadienne a été repérée par l'ennemi et a été prise à partie. Un des deux hommes a été gravement blessé, et son partenaire, le Cplc Jeremy Pinchin l'a protégé de son corps, tout en lui prodiguant les premiers soins. De nombreuses balles ennemies ont touché le gilet de protection balistique du Cplc Pinchin pendant qu'il portait secours à son compagnon. Les deux hommes ont réussi à s'extraire de cet endroit et à rejoindre des forces amies. Ses actions ont valu au Cplc Pinchin d'être décoré de l'Étoile de la vaillance militaire. Les fouilles se sont poursuivi le lendemain, ce qui a provoqué trois autres contacts avec l'ennemi, mais il n'y a eu rien d'important à signaler. Les Royal Marines ont évité de justesse une attaque suicide avec EEI transportés sur une motocyclette. Comme les opérations produisaient de moins en moins de résultats, la décision a été prise d'extraire les Compagnies K et L par hélicoptères, le 20 novembre. L'Op JANUBI TAPU a eu un effet important, car elle a délogé un important commandant taliban que le CRTS pistait. Un UAV MQ-9 Reaper s'est amené sur les lieux pour l'identifier catégoriquement, mais l'équipe de ciblage n'a pas pu satisfaire à tous les critères d'engagement. Cependant, d'utiles renseignements ont été recueillis en vue de l'avenir.[171]

Dans le cadre d'un fait nouveau important, les chefs du 2e Kandak ont décidé d'exécuter unilatéralement un ratissage des secteurs du Zharey d'où des roquettes avaient été lancées et de se faire accompagner par la police afghane pour exécuter une opération conjointe. Ils voulaient par là riposter à une attaque à la roquette qui avait tué deux soldats afghans et en avaient blessé quatre autres. À la dernière minute, la police sans mentors a remplacé l'ELMOP sur l'ordre du chef de police adjoint. Les opérations de bouclage et de fouille menées par les deux compagnies d'infanterie n'ont produit aucun résultat, ce qui a semé le doute entre les deux entités[172].

L'Op JANUBI TAPU II a été exécutée par le GT et une compagnie du 42e Commando. L'objectif consistait à affaiblir l'activité ennemie le long de la Route no 1 et dans le quadrilatère de stabilisation JUNO qui s'étendait depuis le secteur de Kolk. Deux équipes de combat ont opéré une brèche au sol pendant que les Royal Marines exécutaient un assaut aérien avec une compagnie près de Kolk. Les résultats ont été mixtes. Les forces afghanes ont fait 30 prisonniers, mais on ne savait pas au juste, au moment de l'opération, s'il s'y trouvait des personnes importantes. Une petite cache d'armes a été découverte, et à peu près aucun contact n'a été signalé. Comme dans le cas de l'opération précédente, les chefs ennemis ont été obligés de déménager ailleurs, ce qui a donné lieu à une attaque productive des FOS plus tard[173].

Exception faite de la Route no 1 à l'est de la Base de patrouille Wilson, seulement quelques contacts ont été enregistrés en décembre 2008 dans le district de Zharey, et aucun n'a eu lieu pendant la première moitié du mois. Il est probable que les Op JANUBI TAPU

aient forcé les insurgés qui restaient encore dans le district à se terrer, car leurs combattants venus de l'extérieur sont rentrés chez eux, à la fin de la saison des combats. Le 2e Kandak a quitté le secteur et il y a été remplacé par le 1er Kandak. Les patrouilles canadiennes et afghanes se sont poursuivies dans le secteur de Pashmul, et les EEI ont fait des pertes dans leurs rangs. Au cours de ses patrouilles, la Compagnie N découvrait sans cesse des manuels sur les EEI et des engins partiellement construits. Le 14 décembre 2008, la Compagnie N a lancé l'Op KIYAMAT RAZ : il s'agissait d'une infiltration nocturne dans le secteur de Sangsar. La mission a permis de saisir quelques armes : « Les insurgés n'étaient pas présents pour défendre les lieux » [Traduction], et il a été établi que l'ennemi avait quitté le secteur[174]. Le poste de Spin Pir a essuyé des tirs à quelques reprises, et l'EGC-2 a été attaquée sur l'itinéraire Summit, mais en vain.

Qu'en était-il du développement dans le district de Zharey? Un projet de construction de canal dans le village de Zehdanan a été présenté comme étant un succès, mais l'équipe de la COCIM a fait savoir ce qui suit :

> À l'heure actuelle, il n'existe aucun leadership véritable dans le village […] Aucune réponse claire n'a été donnée quant à savoir qui est l'actuel chef du village. [ANCIEN] a été l'ancien du village jusqu'à ce qu'il soit enlevé par les insurgés en janvier 2008. Il a été libéré huit jours plus tard. Après son enlèvement, il a décidé de ne plus entretenir de relations avec la FIAS relativement aux efforts de construction. Cela est peut-être un signe d'un manque d'organisation, ce qui semble confirmer que les insurgés jouent un rôle influent dans le village, contrairement à ce que les habitants de l'endroit ont dit[175]. [Traduction]

En fait, le piètre comportement de la police continuait de favoriser cette tendance :

> Le village appuie le gouvernement, mais il commence à en avoir assez de la PNA, à cause des ordres verbaux qu'elle donne, quand elle fait une fouille, et qui sont déplacés et rabaissent la culture pachtoune[176].

Les initiatives de développement dans le district ont été entravées par le manque de coordination canadienne à temps plein. Les représentants de l'Équipe de la COCIM, de l'ACDI et de l'EGC ont encore une fois essayé de se réunir pour coordonner les projets, mais il a semblé que les organisations du district telles que l'assemblée de développement du district ne fonctionnaient pas. Il était évident que les insurgés nuisaient aux efforts des conseils de développement communautaires. Des idées telles que celle concernant la construction d'un marché fermier près de la FOB Wilson ont été suggérées. Le fait que l'Équipe de la COCIM, l'ACDI et les EGC collaboraient était encourageant en soi, mais il

ne suffisait pas pour exploiter l'accalmie dans l'activité ennemie dans le Zharey occidental, en décembre[177]. En effet, le chef de district a déclaré aux Canadiens à la mi-décembre que, « pour le district, la priorité était alors de voir à la sécurité et que, tant que celle-ci ne serait pas assurée, les autres projets ne progresseraient sans doute pas[178] » [Traduction]. Cependant, l'EGC-2 a signalé que ses activités relatives à l'approvisionnement en eau étaient couronnées de succès le long de l'itinéraire Summit. La population « a constitué une main-d'œuvre valable » et « la capacité des ouvriers est telle qu'ils peuvent assumer certaines des responsabilités liées à la gestion des projets, en mettant l'accent sur les chefs d'équipe[179] » [Traduction]. Malheureusement, ces gains n'étaient pas directement liés à une gouvernance positive. Certes, ils ont amélioré la qualité de vie de la population, mais ces progrès n'ont pas profité énormément au camp gouvernemental aux niveaux des districts et de la province. L'ennemi en a tiré parti en ce sens qu'il pouvait dire à la population qu'il faisait en fait preuve de tolérance en permettant aux Canadiens et au gouvernement d'exécuter ces projets.

Au chapitre de la sécurité, Sahardi n'était pas sans savoir ce qui se passait. Selon lui, « la police a essentiellement divisé le district de Zharey en trois zones pour y exercer son contrôle, ce qui contribu[ait] à accroître la liberté de mouvement des insurgés » [Traduction] : il y avait la zone de Senjarey, contrôlée « par décret présidentiel »; la police relevant d'Haji Lala; le camp de réfugiés du Zharey Dasht, confié à Tooryalai; le reste du Zharey, sous la coupe de Bismillah Khan. Haji Lala « veillait à sa sécurité et à celle de ses hommes, et non à celle de l'ensemble de la collectivité » [Traduction]. Makuan et Senjaray faisaient problème, parce que « la plupart des habitants y appartenaient à la tribu des alizais et fournissaient nourriture et gîte aux insurgés[180] » [Traduction]. Voilà qui rendait difficiles aux Canadiens l'élaboration, puis la mise en œuvre d'un plan de district! Toutes les entités canadiennes (COCIM, MAECI, ELMO et ELMOP) ont convenu que « le principal problème semblait résider dans un manque d'effectifs entraînés pour garantir convenablement la sécurité du district[181] » [Traduction]

La mort en décembre : l'Op KASSAT dans le Senjaray

Le secteur de Senjaray le long de l'autoroute nº 1, à l'est de la FOB Wilson avait été un véritable stand de tir pendant la majeure partie de novembre. La mort d'Habibullah Jan et l'imposition de la police contrôlée par Karzai, qui ne coordonnait rien avec le district ou n'importe quelle autre force de police, ont profondément affaibli la position du gouvernement dans ce secteur[182]. L'Armée nationale afghane (ANA) a lancé une opération d'une journée dans le secteur de Makuan (Op COBRA), mais en général, les convois qui empruntaient la route ont continué d'essuyer de plus en plus de tirs d'armes légères vers la fin du mois. L'ANA a effectué des ratissages le matin le long de la route, tandis que la Compagnie N

a préparé des embuscades nocturnes le long de la rivière. Des comptes rendus du renseignement disaient que des EEI entraient dans le secteur, gracieuseté du commandant Zergay, mais ils n'étaient pas assez précis pour qu'une suite puisse leur être donnée[183]. Le 13 novembre, la police afghane a découvert un EEI factice dans un ponceau. Pendant qu'elle évaluait l'engin, un deuxième EEI fabriqué avec une mine anti-personnel PMN filocommandée et reliée à un bidon d'explosif de confection artisanale a tué ou blessé quatre agents de police[184]. Le 24 novembre, le CRTS a fait savoir que l'ennemi cherchait de plus en plus à cibler les équipes ratissant la route le matin[185]. Au cours des jours suivants, des patrouilles de la police et de l'Armée ont découvert plusieurs EEI filocommandés avant que l'ennemi réussisse à les faire sauter[186].

Vers 0800 du matin, le 5 décembre 2008, la Compagnie N était en train d'exécuter une patrouille de présence à pied dans le secteur de Pashmul quand un soldat a fait détoner une mine ou un EEI. L'explosion a gravement blessé deux Canadiens, qui ont ensuite été évacués par hélicoptère[187]. Une heure plus tard, travaillant avec un peloton du 1er Kandak, l'équipe de mentorat 71D exécutait son ratissage matinal de la Route nº 1 pour y repérer les EEI, dans le secteur de Senjaray, quand l'ennemi a fait sauter un EEI et les a pris en embuscade. Cet EEI n'a eu aucun effet. Cependant, tandis que les deux camions RG-31 de l'équipe 71D ripostaient et s'extirpaient de l'embuscade, un énorme EEI a explosé sous l'un d'eux et l'a projeté à une distance de 25 mètres hors de la route, dans un champ de raisins. Le cratère a été tellement grand qu'il a détruit la Route nº 1. L'Adj Robert Wilson, le Cpl Mark McLaren et le Sdt Demetrios Diplaros, tous membres du 1 RCR, ont été tués au cours de l'attaque[188].

Une attaque coordonnée contre le poste fortifié d'Asheque a eu lieu dans la nuit du 7 décembre et a confirmé que les insurgés intensifiaient leurs opérations à Senjaray. Dans la nuit du 12 décembre, un TUAV Sperwer en mission a observé quatre personnes qui travaillaient sur un ponceau de la Route nº 1, à l'ouest de Senjaray, près du lieu de l'attaque du 5 décembre. Elles ont été aperçues en train de « se déplacer tactiquement » et de poser ce qui a semblé être un fil de télécommande. L'équipe s'est plus tard rendue dans une mosquée du secteur. La FO Kandahar a ordonné à l'ERP d'envoyer là sa FRR dès l'aube pour faire enquête. À l'arrivée de la FRR, l'ennemi a fait sauter un gros EEI sous un des VBL III qui a été détruit de fond en comble et tué le Cpl Thomas Hamilton et les Sdt Justin Jones et John Curwin. Un quatrième Canadien a été gravement blessé[189]. Normalement, l'ennemi posait le fil de télécommande perpendiculairement à la route jusqu'au point de mise à feu. Dans ce cas, il l'a enfoui près de la route et parallèlement à elle sur une certaine distance, et les techniciens qui ratissaient la route ne l'ont pas décelé. Cela a montré que les insurgés observaient de près les méthodes des Canadiens et des Afghans et qu'ils s'y adaptaient[190]. Le 26 décembre, une autre attaque à l'EEI a tué le Sdt Michael Freeman du 3 RCR.

Source : Auteur

Vue aérienne en direction nord de la collectivité de Senjaray, dans le district de Zharey. Celle-ci a été le théâtre de l'Op KASSAT, qui a eu lieu après que de multiples soldats canadiens et alliés eurent été tués le long du tronçon de la Route nº 1 aperçu ici allant d'est en ouest le long de la bordure nord de la bande verte et de la ville.

Par suite de la mort de sept Canadiens en une si courte période, diverses pressions se sont exercées sur la FO Kandahar. La première réaction a été l'exaspération et la tendance à blâmer l'Armée nationale afghane. Puis, l'état-major s'est mis à faire une rétrospective des événements pour voir si des éléments lui avaient échappé. Ensuite, le Lgén Gauthier a « piqué une crise », selon un planificateur, et il a exigé de la FO Kandahar qu'elle produise un ordre et un plan d'opérations détaillés dont l'objet serait de partir à la recherche de la cellule de poseurs d'EEI responsable des attaques. En second lieu, le Bgén Thompson, « furieux », a voulu que les commandants talibans identifiés et impliqués dans les attentats soient tués. Une équipe spéciale, dirigée par le Lcol Al Mulawyshyn, a été mise sur pied : elle comprenait les officiers des opérations du GT et de l'ELMO et le chef des opérations. Ils ont reçu l'ordre de dresser des plans à court, moyen et long terme pour régler la situation à Senjaray. Cette collection de plans a reçu le nom d'Op KASSAT [Revanche][191] (voir la figure 4-16).

Une des premières mesures a été d'éliminer Haji Lala du processus suivi par la coalition. Il craignait les talibans et limitait considérablement les patrouilles de sa police. En effet, la Direction nationale de la sécurité a fait savoir aux Canadiens qu'il existait une trêve de fait dans la région entre la population locale et les talibans et qu'apparemment, les dirigeants locaux avaient antérieurement demandé au gouverneur Raufi d'approuver cette trêve. Le Lcol Woodworth, commandant de l'ERP, a été chargé d'avoir l'œil sur lui à la faveur d'engagements des relais d'influence. En deuxième lieu, le nombre des patrouilles du GT, de l'ELMO et de l'Armée nationale afghane a été augmenté dans le secteur, l'objectif ayant été de regagner la « CS blanc ». En troisième lieu, la couverture ISTAR a été intensifiée dans le ciel de la région, notamment avec les nouveaux UAV ScanEagle. Une autre mesure a consisté à recourir davantage aux véhicules de la COIC dans le secteur. Toutes ces interventions ont constitué la première étape de l'opération.

En même temps, le Lcol Mulawyshyn et l'équipe spéciale ont cherché à cibler la cellule ou le réseau de fabricants et de poseurs d'EEI qui avait exécuté les attaques. Cela nécessitait une analyse circonscrite et détaillée des méthodes ennemies par les sapeurs anti-EEI et une analyse spécialisée du renseignement. L'organisation anti-EEI canadienne possédait déjà une vaste expérience en la matière et elle l'a mise à profit. Le Bgén Thompson avait la capacité de donner rapidement suite au renseignement; par conséquent, il a autorisé la simplification de la bureaucratie relative à la Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI) et l'amélioration de la liaison entre le CRTS et le Centre du renseignement pour les opérations spéciales (CROS), pour que les FOS canadiennes puissent partir, libres de toute entrave, à la recherche des auteurs des attaques. De même, les processus de ciblage des UAV armés affectés aux quadrilatères opérationnels dans le secteur de Senjaray ont eux aussi été simplifiés[193].

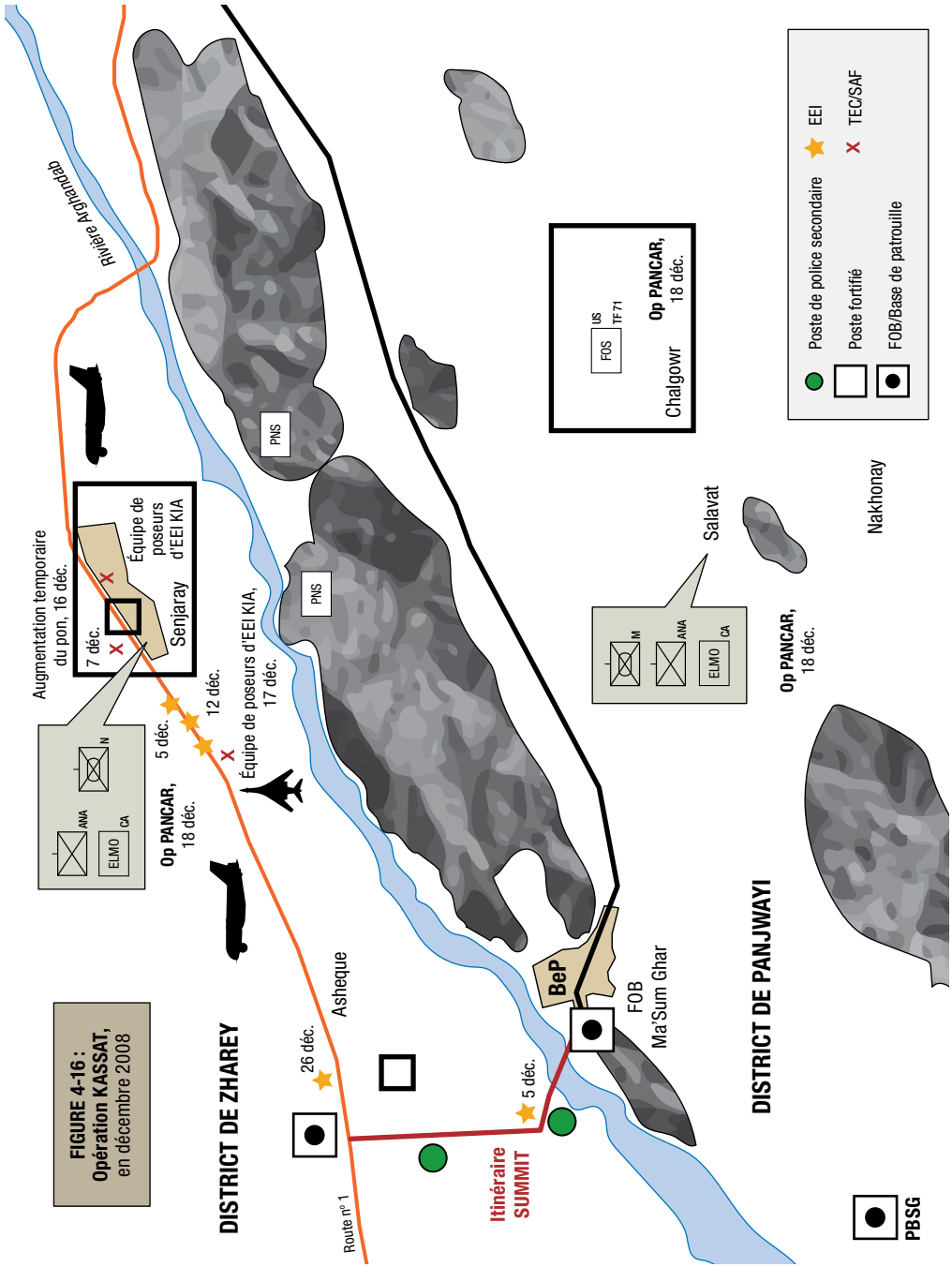


Figure 4-16 : Op KASSAT, en décembre 2008

Quant aux aspects à long terme, l'équipe spéciale du Lcol Mulawyshyn a recommandé d'installer plusieurs « caméras sur bâton » dans tout le secteur pour le surveiller. Elle a aussi envisagé d'installer des caméras sur des aérostats pour assurer une « surveillance permanente ». En outre, comme il était ingénieur, le Lcol Mulawyshyn a examiné la situation de la Route nº 1 même. Il y avait beaucoup trop de ponceaux le long de ce segment. Comme des grilles anti-EEI avaient été utilisées sur l'itinéraire Fosters, leur emploi a été recommandé à Senjaray. Toutefois, l'objectif définitif a été de réorganiser le système d'irrigation le long de la route pour enlever le plus de ponceaux possible. Cela a été intégré dans les plans de 2009 et a fait intervenir grandement l'ERP et les équipes de la COCIM[194].

Afin de démontrer que les Canadiens conservaient la liberté de mouvement à Senjaray et pour se réserver l'ascendant psychologique, le Bgén Thompson a ordonné au GT de mener une opération terrestre dans le secteur immédiatement. Des patrouilles insérées le 16 décembre ont suscité l'intervention des systèmes ennemis de pré-alerte, et les systèmes aériens ont observé les mouvements de l'ennemi, sans le prendre à partie, de manière à pouvoir les cartographier et les évaluer. Une patrouille a tendu une embuscade à une équipe ennemie de poseurs d'EEI et l'a supprimée complètement[195]. La nuit suivante, un bombardier B-1B a repéré avec ses systèmes de surveillance une autre équipe du même genre sur la Route nº 1 et, coordonnant son intervention avec le poste de commandement du GT au moyen du système Rover, il a attaqué et tué les insurgés[196]. La FRR du GT a exploité l'emplacement et, pendant qu'elle ramassait les morceaux de l'équipe de poseurs d'EEI et ses équipements, elle a constaté que la grille anti-EEI du ponceau avait été enlevée, puis remise en place et cimentée[197].

En travaillant jour et nuit, les spécialistes du renseignement ont conclu le 16 décembre que le commandant Shair Sahib et son réseau de poseurs d'EEI avaient perpétré les attaques des 5 et 13 décembre[198]. Dans certains cas, les habitants de l'endroit s'étaient manifestés et avaient dénoncé le réseau parce qu'ils comprenaient la colère des Canadiens et craignaient de leur part des représailles qui endommageraient l'infrastructure, y compris leurs champs[199].

L'Op PANCAR [griffe] a fait l'objet d'un rapide jeu de guerre, puis elle a été lancée. La Compagnie N et une compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens se sont concentrés sur trois objectifs dans Senjaray, pendant que la Compagnie M, accompagnée d'une compagnie afghane et de ses mentors canadiens, se rendait dans le secteur de Salavat. La FO 71 (Opérations spéciales) et les commandos de l'Armée nationale afghane qui l'accompagnaient sont entrés dans un quadrilatère opérationnel qui comprenait Chalghowr et Zalakan (des TUAV Sperwer ont assuré une couverture pendant toute l'Op PANCAR : de piètres conditions météorologiques ont limité l'emploi du SUAV ScanEagle, mais le TUAV Sperwer, plus robuste, a pu s'accommoder des conditions qui se dégradaient)[200].

Les quatre compagnies se sont déployées sans incident le matin du 18 décembre. La Compagnie N a dégagé un certain nombre d'« enceintes d'intérêt », où elle a trouvé un homme qui prétendait être un agent de la Direction nationale de la sécurité venu du Dand et ayant été enchaîné et emprisonné. Elle a aussi trouvé dix uniformes ensanglantés de la police afghane. Elle a en outre découvert plusieurs piles de munitions non explosées sur le point d'être réutilisées sous forme d'EEI. La Compagnie M a de son côté trouvé un petit nombre d'armes, mais la principale saisie a été 10 millions d'afghanis (monnaie) de l'époque des talibans et des fournitures médicales. Elle a aussi déniché des lettres nocturnes, des cartes SIM pour téléphone cellulaire et des confessions de « complicité » avec les forces gouvernementales, rédigées par des habitants de l'endroit. Des radiographies de combattants talibans blessés ont également été trouvées avec les fournitures médicales (évidemment, les seuls appareils de radiographie dans la région étaient ceux de l'hôpital de rôle 3 au KAF et ceux de l'hôpital Mirwais contrôlé par la Croix-Rouge dans la ville). La FO 71 a découvert 2,5 tonnes de hachisch stockées dans les salles de classe de l'école de Chalghowr[201].

Les équipes ISTAR qui couvraient l'Op PANCAR ont constaté que l'ennemi savait d'avance que la Compagnie N était en route à destination du secteur de Salavat. L'ennemi essayait aussi d'enfouir des EEI devant la Compagnie N pendant qu'elle manœuvrait, mais il était déçu dans ses efforts par l'imprévisibilité des mouvements de la compagnie. Le CRTS a observé que l'ennemi faisait preuve de discipline et qu'il se fondait, puis disparaissait dans la population civile. Les équipes ISTAR ont repéré ce que le CRTS a cru être une chaîne de commandement bien définie — dont l'opération a elle aussi révélé l'existence —, et une analyse des liaisons a montré que le commandant Shair Sahib figurait bien en évidence dans toutes ces interactions, tout comme le commandant supérieur du Zharey, Sadiq Agha. La chasse s'est intensifiée à mesure que d'autres ressources entraient en jeu pour les traquer. Sahib essayait de préserver autant que possible sa capacité d'utiliser des EEI. Cela l'obligeait à déplacer les composantes pour les soustraire aux fouilles et à mettre en service des poseurs d'EEI nouvellement entraînés. Par ailleurs, des matériaux lui manquaient, et il essayait de les obtenir auprès d'une source dans le Maywand. Chaque fois qu'il communiquait avec de telles entités et personnes, il ajoutait aux connaissances du CRTS[202].

Le premier véritable contact, au cours de l'Op PANCAR, a eu lieu le 20 décembre, près de deux jours après son lancement. La Compagnie M a essuyé des tirs d'armes légères et elle a donc demandé la création d'un écran de fumée qui lui a permis de se replier. Ensuite, les tireurs d'élite, qui avaient pris position au sommet du Nowruz Ghar, ont été pris à partie pendant leur exfiltration. Une FRR est arrivée et les a tirés de là[203].

La FO Kandahar estimait que l'Op PANCAR lui avait permis de perturber temporairement les opérations de Sahib axées sur les EEI. Les rapports ISTAR donnaient à penser que les chefs ennemis avaient quitté Senjaray en y laissant le commandant Toor Jan pour diriger leurs forces. La conviction tenace que l'ennemi avait eu vent de l'Op PANCAR persistait au sein de la FO Kandahar. Puis, celle-ci a appris que des chefs talibans basés à Quetta avaient dit à Sahib qu'il devait revenir au Waziristan. Ce fait nouveau a rendu perplexes les analystes canadiens qui y ont vu l'ajout d'un autre niveau de complexité au rôle de ce commandant[204] ». Le commandant Agha a lui aussi reçu l'ordre de quitter le secteur et de se présenter à Quetta. Par ailleurs, un commandant subalterne à Senjaray a reçu une liste de 12 personnes qui avaient informé les forces coalisées sur les forces talibanes pendant l'Op PANCAR, et l'ordre lui a été donné de s'occuper d'elles[205].

Les insurgés croyaient — et se le racontaient — que la toute dernière opération n'était qu'un ratissage, comme d'autres auparavant. Ils n'avaient pas vu venir l'Op JAKAR, dans la foulée de l'Op PANCAR. L'Op JAKAR allait établir une présence permanente de l'Armée afghane à Senjaray, et un poste fortifié serait occupé par un peloton. Sous la protection de la Compagnie N, les sapeurs sont venus examiner les lieux près de l'enceinte de la police inefficace d'Haji Lala. Les insurgés ont répliqué en appelant le commandant Khan Aka, facilitateur d'EEI, qui était à Nahlgam, et en lui demandant de transporter en secret des composantes d'EEI à Senjaray[206].

La veille de Noël, des ressources ISTAR canadiennes ont repéré Sahib pendant qu'il circulait dans le Maywand. L'exécution d'une attaque aérienne a été ordonnée, mais à la dernière minute, le contrôleur des armes a annulé la mission, et le véhicule visé a pu s'échapper. Les occupants, y compris Sahib, « ont fui en trombe » les lieux de l'attaque. Une équipe des FOS britanniques qui était dans le secteur a réussi à capturer sept insurgés, mais Sahib n'en faisait pas partie. Sa piste a été retracée le jour de Noël. Il se trouvait dans une enceinte dans le village d'Hasanabad, dans le Maywand. Les FOS canadiennes poursuivaient alors une autre cible et ont confié la mission à la FO 373 des FOS; celle-ci a promptement fait une descente dans cette enceinte et tué Sahib et neuf autres insurgés. Il a été établi que ces derniers étaient des chefs ennemis en devenir dans le Maywand; par conséquent, cette attaque a eu des effets importants dans toute la structure de commandement ennemie dans la zone d'opérations de la FO Kandahar. Le CRTS a mis au jour l'existence et l'emplacement d'autres chefs ennemis liés à Sahib, et la chasse s'est poursuivie[207].

Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot, en novembre et décembre 2008

La possibilité que d'autres forces étasuniennes soient envoyées dans la province de Kandahar après l'élection de novembre 2008 aux É.-U. a entraîné une réévaluation de la situation dans le district d'Arghandab, au quartier général de la FO Kandahar. Les équipes étasuniennes de mentorat de la police ont reçu l'ordre, par l'intermédiaire de leur chaîne de commandement, d'entrer dans le district et d'y évaluer indépendamment l'état des choses, parfois même sans coordonner leurs actions avec les forces canadiennes. Par conséquent, la décision a été prise de laisser l'escadron de reco du Maj Tremblay remplir son rôle axé sur l'économie de forces dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot, et de n'engager aucune autre ressource canadienne dans le district, en dehors des activités de développement menées par les équipes de la COCIM et l'ERP[208].

La guerre menée par l'escadron de reco dans le district d'Arghandab s'est considérablement intensifiée en novembre. Une force de 50 insurgés est entrée dans le district au cours de la première semaine du mois et elle a amorcé une campagne aux multiples facettes conçue de toute évidence pour perturber les travaux de construction de la coalition et réduire la sécurité, et non pour occuper du terrain. Trois civils ont été enlevés, quelques attaques à l'EEI ont visé la police de l'Arghandab, et une multitude de lettres nocturnes ont été distribuées. Des roquettes et un canon sans recul monté sur un camion ont été employés à deux reprises pour tenir la FOB Frontenac en alerte et immobilisée, et, en une occasion, les insurgés ont tendu une embuscade à une patrouille logistique de combat canadienne. Les hélicoptères OH-58D qui escortaient la patrouille ont supprimé la force ennemie, et les Canadiens n'ont subi aucune perte[209] (voir la figure 4-17).

L'escadron de reco a riposté en exécutant une série de patrouilles dynamiques conçues pour raffermir la sécurité et rassurer la population hésitante dans la partie touchée du district. Une opération délibérée appelée CANCA a permis de découvrir deux importantes caches d'armes, dont une qui contenait des pièces d'EEI, et cela a temporairement perturbé les opérations de l'ennemi. En même temps, le 4e Kandak a essayé d'établir une base de patrouille dans l'Arghandab, près de Jelawur, pour y installer une batterie de canons de 122 mm et sa compagnie de reco. Encouragée par les mentors canadiens, la 1-205 Brigade a déployé ses propres ressources du Génie et retenu les services d'une entreprise civile pour construire le poste fortifié. Le lendemain du début des travaux, ceux-ci ont été arrêtés par une revendication liée à l'occupation du terrain. La question n'a pas été réglée en novembre, et l'équipement est resté là, à l'arrêt. Le 4e Kandak a dû fonctionner depuis une base temporaire située au sud de Jelawur, ce qui limitait sa capacité de surveiller la population de la ville bien disposée envers les talibans[210].

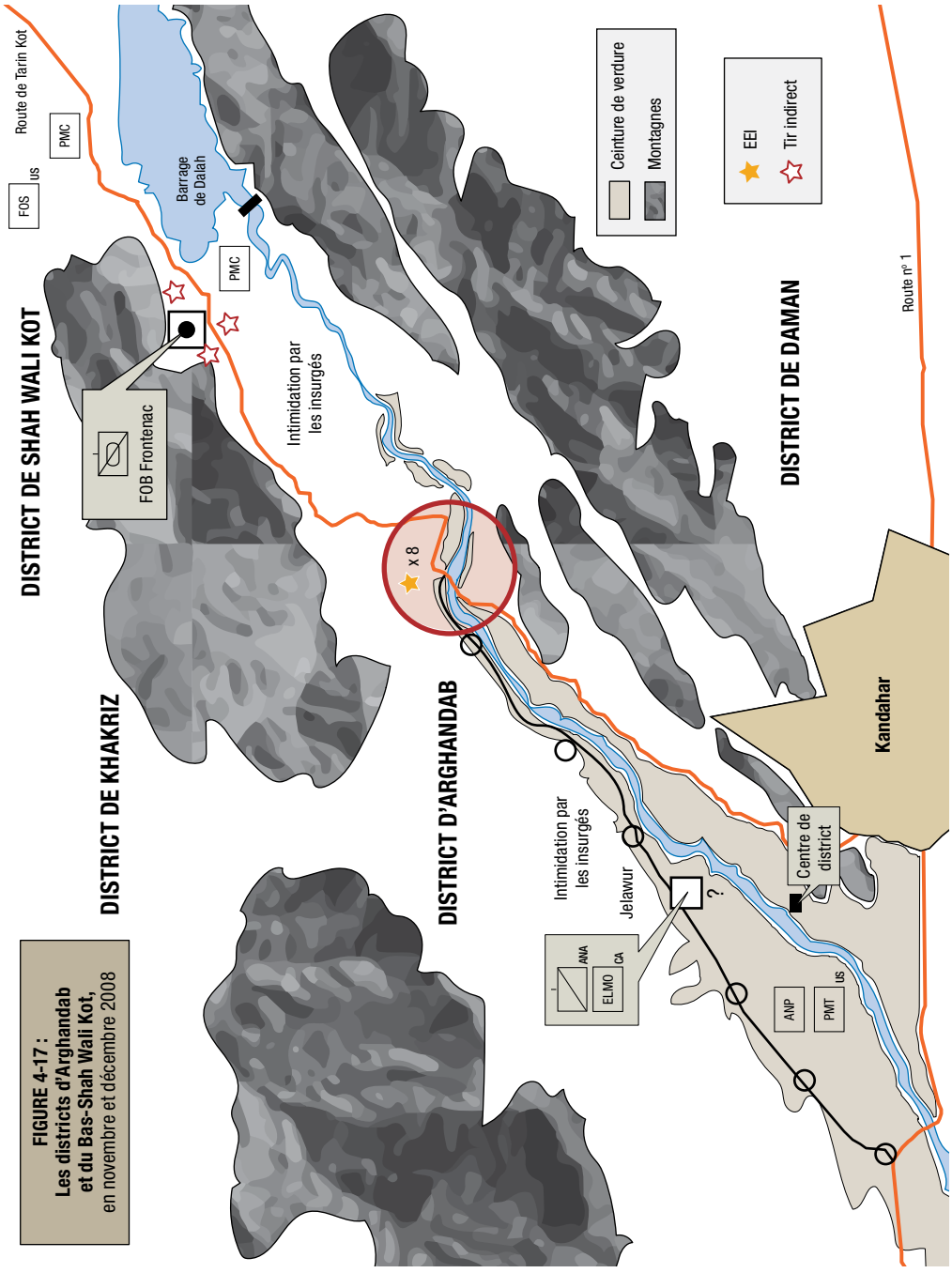


FIGURE 4-17 :
Les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot,
en novembre et décembre 2008

Figure 4-17 : Districts d'Arghandab et du Bas Shah Wali Kot, en novembre et décembre 2008

Les réussites de l'escadron de reco conduisaient à une solide résistance de la part de la force insurgée, à mesure que novembre avançait. La fin du mois venue, l'escadron avait subi sept attaques à l'EEI contre ses véhicules, ce qui a fait 22 blessés chez les Canadiens et détruit plusieurs véhicules, dont certains ont été des pertes totales. Les demandes de déploiement de l'équipe de la COIC ont été rejetées : l'escadron de reco fonctionnait en un mode d'économie d'efforts, et le principal effort était déployé ailleurs[211].

Isolés sur tous les fronts, le Maj Tremblay et l'escadron de reco, aidés par une petite section de sapeurs de combat dirigée par le Sgt Darrell Spence, ont exécuté leur propre analyse postérieure aux attaques. En examinant les éléments de preuve plus en profondeur, ils ont conclu que les explosions étaient aussi fortes parce que les fabricants d'EEI insurgés avaient un accès quasi illimité à un type particulier d'engrais chimiques. En fin de compte, ils ont découvert que ces engrais étaient payés avec des fonds de l'ACDI et distribués par ses entrepreneurs indépendants dans le cadre du programme de culture du blé comme gagne-pain de remplacement. Sachant quoi chercher, l'escadron de reco a découvert et confisqué ces stocks d'engrais quand ils en trouvaient[212].

En décembre, l'activité ennemie s'est atténuée : quelques lettres nocturnes ont été distribuées, il y a eu un bombardement à la roquette contre la FOB Frontenac et l'enlèvement d'un ouvrier qui travaillait à la construction du barrage de Dahla. L'escadron de reco a modifié ses opérations et s'est mis à exécuter une série de patrouilles perturbatrices au nord de l'emplacement du barrage[213].

L'avenir de l'Arghandab était encore incertain. La sécurité n'y régnait certes pas. Le chef du district, Ghulam Faruq, a déclaré à l'ERP qu'il était fatigué parce qu'il devait se déplacer dans le district pour éviter un groupe de 50 à 60 insurgés, tout en vaquant à ses occupations. S'adressant aux représentants de la COCIM et de l'ACDI, il s'est dit préoccupé par les failles dans le programme de distribution de semences de blé à l'échelle de la province, du fait qu'une grande quantité de semence était donnée à des districts où le gouvernement afghan exerçait un contrôle minime ou inexistant. Faruq a expliqué aux Canadiens que les organisations non gouvernementales minaient l'autorité du gouvernement en agissant de cette façon. En outre, pourquoi les Canadiens n'examinaient-ils pas ce qui se passait dans les mosquées? Selon Faruq, « les talibans s'emparent des dons faits aux mosquées et les gardent pour eux[214] » [Traduction]. Quant à la police, seulement 15 agents sont arrivés pour remplacer la police de Zmaray Khan partie suivre le programme de « perfectionnement ciblé par district » au Centre d'instruction régional[215]. Dans le meilleur des cas, la capacité de l'escadron de reco et des sous-unités du 4e Kandak de perturber les activités ennemies était limitée, à mesure qu'ils en prenaient connaissance. Le Shah Wali Kot était en fait une cause perdue, et l'Arghandab demeurait un district au bord du précipice, tandis que

les Canadiens concentraient de plus en plus leurs activités sur le district de Zharey pour y pourchasser le commandant Sahib et ses associés. L'escadron de reco a continué seul ses opérations dangereuses axées sur l'économie d'efforts.

Les opérations dans le district de Dand, de septembre à décembre 2008

S'il existait un district qui assurait sa propre sécurité, c'était bien le Dand, dirigé par Ahmadullah Nazak. Ce district, dominé par les Barakzais, était productif et, à ce moment-là, il n'avait besoin que d'une présence minimale de l'équipe de la COCIM de l'ERP[216]. L'activité ennemie se limitait à la partie sud-ouest du district, laquelle confinait au Panjwayi, et à la « couture » de Belanday, entre la ville de Kandahar, le Panjwayi et le Dand. Ce dernier était protégé par sa propre police, renforcée par le Bataillon 02, une milice qui était en fait contrôlée par le gouverneur et dont l'avenir était incertain depuis le départ d'Asadullah Khalid. De septembre à décembre 2008, il n'y a eu que cinq attentats, dont trois ont été des tentatives d'assassinat contre Nazak; un autre a été une attaque à l'EEI qui a tué quatre agents de police en octobre, et il y a aussi eu l'enlèvement d'un membre de la choura[217]. En fait, la troisième tentative qui visait à tuer le chef du district a entraîné une opération de la police du Dand qui, sans une grande participation de la coalition, a pisté tout le réseau des bombes humaines utilisant des EEI et qui a abouti à l'arrestation de neuf adolescents devenus bombes humaines. Les analystes canadiens ont conclu que « la riposte rapide et professionnelle des FSNA après cet incident […] atteste les progrès accomplis […][218] ». [Traduction]

Les opérations dans le district de Maywand, en novembre et décembre 2008

Le 2-2 Infanterie et l'équipe canadienne de la COCIM ont grandement accru leurs opérations dans le Maywand pendant novembre et décembre. Le cadre des opérations dans le district comprenait ce qui suit : le Poste fortifié Pegasus, sur la Route nº 1, qui abritait une compagnie de l'Armée afghane; la FOB Ramrod, principale base du quartier général du 2-2 Infanterie et de deux compagnies d'infanterie; la FOB Hutal, où étaient installées deux compagnies d'infanterie, l'Équipe de mentorat de la police et l'équipe de la COCIM. Le 2-2 Infanterie a aussi accueilli deux nouvelles entités : un centre interarmées de coordination de district, dont les structures ressemblaient à celles des CICD du Zharey, du Panjwayi et du Spin Boldak, et l'Équipe d'analyse du contexte humain (EACH). Celle-ci comprenait cinq civils, et sa tâche consistait à recueillir des données sociales pour appuyer le bataillon. Elle équivalait sur le terrain à l'équipe canadienne de la « connaissance de la situation – blanc » au QG de la FO Kandahar[219].

Le Lcol Hurlbut a dressé un audacieux calendrier de patrouilles avec ses compagnies. Il s'est agi presque toujours de patrouilles débarquées qui étaient menées dans les localités longeant la Route nº 1 et qui s'accompagnaient d'une équipe canadienne de la COCIM quand c'était possible. De temps à autre, le 2-2 Infanterie arrivait soudainement dans Band-e Timor (Op JOSH KARAY) dans le cadre d'une manœuvre perturbatrice de collecte de renseignements. Des UAV MQ-11 Raven portables servaient à surveiller les équipes de poseurs d'EEI sur la route et, dans bien des cas, les patrouilles ultérieures découvraient des EEI le lendemain matin. Dans l'ensemble, le Maywand a été relativement calme en novembre, et très peu d'incidents ont été signalés à la FO Kandahar. Le système de préalerte ennemi s'est nettement amélioré à un moment donné au cours du mois, et l'exactitude et la portée de ses rapports ont beaucoup augmenté, ce qui a suscité des préoccupations[220]. Tragiquement, un Afghan a mis le feu à la personne de l'anthropologue Paula Lloyd, membre de l'Équipe d'analyse du contexte humain, au cours d'une patrouille d'évaluation dans le secteur de Band-e Timor. Le garde du corps de Mme Lloyd a abattu l'individu, mais Paula Lloyd a plus tard succombé à ses blessures[221].

L'équipe canadienne de la COCIM a mis l'accent sur la collaboration avec le chef de district, Haji Mullah Mohammad Massoud, pour régler la question des semences de blé. L'ACDI, USAID et le ministère afghan de l'Agriculture étaient en train d'organiser un programme pan-provincial de distribution des semences pour que le blé serve de culture de remplacement dans les districts où le pavot poussait en abondance. Le programme a accusé de nombreux retards, ce qui a réduit la crédibilité du gouvernement aux yeux de la population à qui l'on avait promis les semences publiquement. Le temps commençait à manquer, et la pression montait. L'équipe de la COCIM a repéré les vestiges de la structure du Programme national de solidarité dans le Maywand et elle a appris qu'il y avait aussi un coordonnateur du Conseil de développement communautaire. Le chef de district a proposé que les anciens des villages s'occupent de la distribution : il ne voulait rien à voir avec le programme, et pour cause. La police anti-drogue afghane est arrivée dans le district et a informé les Canadiens que les distributeurs de drogue au bazar de Hutal payaient le chef de district pour ne pas être harcelés par la police. Il aurait mis sa santé en danger s'il avait eu des liens manifestes avec tout effort anti-drogue, y compris la mise en place de moyens de subsistance agricoles de remplacement.

> En effet, l'arrivée de cette unité a été perçue comme un pas très positif franchi dans la bonne direction et vers la stabilisation de la région. Toutefois, comme le trafic de drogue est fortement intégré dans l'économie de cette région, on pense que le degré d'activités cinétiques hostiles augmentera considérablement. En outre, vu l'omniprésence et la nature manifestement corrompue du chef de district à bien des égards, il est passablement difficile de promouvoir l'idée que la FIAS travaille pour le gouvernement « légitime » de l'Afghanistan dans la région[222].

Bref, tel était le problème dans la province de Kandahar. Le fils du chef de district a disparu, une fois autorisée la distribution des semences de blé[223].

Le statu quo qui existait en novembre s'est maintenu en décembre. Après quelques délibérations entre le 2-2 Infanterie et la FO Kandahar, la décision a été prise d'établir un avant-poste de combat pour une compagnie à la frontière du Zharey et du Maywand, au sud de la Route nº 1. L'idée était que l'avant-poste de combat Terminator, combiné aux effets des postes fortifiés de Ghundy Ghar et Mushan, réduirait la capacité de l'ennemi de ravitailler le Zharey et le Panjwayi en passant par Band-e Timor et l'Helmand. L'Op KIYAMAT RAZ a été lancée le 14 décembre pour perturber le secteur de Band-e Timor, pendant que la construction de l'avant-poste commençait. Il y a eu une certaine résistance, mais aspect plus important, le 2-2 Infanterie a fait sortir de leur cachette un commandant taliban et son état-major. Un UAV MQ-1 Predator a décoché un missile Hellfire sur cette équipe de commandement, dont tous les membres ont été tués ou blessés; le chef taliban a succombé à ses blessures plus tard[224].

Bien qu'il fût impliqué dans des activités illicites, Haji Massoud appuyait l'effort de la coalition dans d'autres domaines. Quand la FO 373 a tué le commandant Sahib à la fin de décembre, à Hasanabad, un autre chef taliban est arrivé pour agiter la population. Des émeutes ont commencé et ont menacé d'enflammer d'autres parties du district. L'équipe des OPPSY a réussi à convaincre le chef du district de prendre la parole à la radio et calmer ainsi la situation. Son effort a été fructueux, et l'offensive ennemie en matière d'information s'est évanouie et a échoué du jour au lendemain[225].

Introduction de l'Escadre aérienne

L'idée d'avoir une contribution de la force aérienne du Canada à la mission en Afghanistan a refait surface après la parution du Rapport Manley. Les détails de la façon dont les Forces canadiennes ont pris ce rapport en compte pour finalement déployer une escadre aérienne à Kandahar se situent en dehors des paramètres du présent ouvrage, tout comme les détails de l'acquisition d'aéronefs, mais la nécessité d'avoir un conseiller (Air) au QG FO Kandahar et un coordonnateur pour la gestion de l'espace aérien a été admise dès 2007. À la fin de cette année-là, il y avait une équipe de quatre hommes au Centre d'opérations de la province. Après la publication du Rapport Manley, le gouvernement du Canada a décidé d'acquérir des SUAV ScanEagle, un UAV de taille moyenne pour remplacer les TUAV Sperwer, et des hélicoptères de transport. Des avions de transport CC-130 s'occupaient déjà des mouvements au sein du théâtre, et le Canada envisageait d'obtenir des hélicoptères de transport fournis par un entrepreneur. Les éléments de commandement et de soutien d'une telle force risquaient de faire problème à la FO Kandahar; par conséquent, le chef d'état-major de la Force aérienne,

Source : Auteur

Après un certain retard, la décision a été prise de déployer des hélicoptères CH-146 Griffon en Afghanistan. Ces appareils polyvalents sont arrivés munis de capteurs, de systèmes de défense et de mitrailleuses.

Source : MND AR2008-A036-03

Le CU-170 Heron, loué d'Israël, a remplacé le TUAV CU-161 en 2009. Outre ses systèmes électro-optiques, le Heron avait à bord une solide gamme d'appareils de guerre électronique et de collecte de renseignements qui ont considérablement accru les capacités canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

le Lgén Watt, le Lgén Andy Leslie et le commandant du COMFEC, le Lgén Mike Gauthier, ont convenu de créer une escadre aérienne qui regrouperait toutes les ressources aériennes du Canada[226]. Le Col Chris Coates a été choisi pour diriger l'Escadre aérienne et il a en assumé le commandement le 6 décembre 2008.

Le Canada n'avait pas d'hélicoptères d'escorte armés, et cela constituait un problème embarrassant. Comme les avions de transport n'étaient pas autorisés à voler sans escorte en Afghanistan, le Canada a demandé à divers alliés membres de l'OTAN en Europe s'ils seraient disposés à fournir des hélicoptères armés dans un tel rôle. Les pays de l'Europe continentale membres de l'OTAN possédaient ensemble environ 250 hélicoptères d'attaque et ils n'étaient en guerre nulle part ailleurs, mais aucun d'eux n'a voulu fournir de six à huit appareils pour aider le Canada. Cela a amené notre pays à épousseter les plans existants pour équiper les appareils CH-146 Griffon avec une arme plus grosse et plus puissante qu'une mitrailleuse de 5,56 mm ou de 7,62 mm montée sur un affût à piédestal[227]. Les CH-146 Griffon étaient connus pour avoir « une puissance limitée », mais les ingénieurs de la 1re Division aérienne du Canada ont trouvé un moyen d'ajuster le logiciel des moteurs de ces hélicoptères pour en améliorer le rendement dans le rigoureux environnement afghan[228].

Les hélicoptères et le personnel sont arrivés à la fin de novembre et à la mi-décembre 2008. Six CH-146 Griffon sont arrivés le 22 décembre et ils ont été suivis de deux CH-147D Chinook le 25 décembre. Deux autres hélicoptères Chinook ont été livrés le 29 décembre. Les appareils Chinook provenaient de sources américaines en Afghanistan, et les équipages canadiens s'entraînaient avec des équipages étasuniens dans le théâtre[229].

À ce moment-là, six hélicoptères de transport Mi-8 HIP appuyaient déjà les opérations canadiennes en Afghanistan. L'entreprise SkyLink a obtenu le contrat pour fournir ces appareils qui ont eu des pilotes moldaves et kirghizes; les premières missions de ravitaillement des FOB canadiennes ont été accomplies en novembre. La vue de marques canadiennes apposées sur d'anciens aéronefs soviétiques a été quelque peu troublante au départ pour certains[230].

Pour diverses raisons contestables, le gouvernement canadien a décidé de n'acquérir aucun UAV armé comme le MQ-1 ou le MQ-9. Il a plutôt opté pour la location de trois UAV Heron non armés fournis par Israël. Les Heron ont été appelés CU-170 et ils étaient munis de divers capteurs électro-optiques et systèmes de guerre électronique. Ils sont arrivés en décembre, et le premier vol d'essai a eu lieu le 2 janvier 2009. Les TUAV Sperwer sont restés en service aux côtés d'une flotte de dix appareils ScanEagle[231]. L'Escadre aérienne était bien partie pour parvenir au stade opérationnel alors que l'année 2009 commençait.

Source : Auteur

Finalement, les CH-146 Griffon ont été équipés de mitrailleuses Dillon Gatling dont les tireurs ont été des fantassins de la Réserve. Ces armes redoutables ont reçu les noms de soldates canadiennes tuées au combat en Afghanistan.

Gouvernance

Les questions de gouvernance qui influaient sur les opérations canadiennes à Kandahar à la fin de 2008 se divisaient en trois catégories : les services de police, l'inscription des électeurs en vue de l'élection de 2009, et les relations entre le gouverneur et la FO Kandahar. En ce qui avait trait à la police, le Bgén Thompson et le Lcol Woodworth ont grandement accru la coordination afin d'harmoniser les multiples entités composant la « tour de Babel » qu'étaient les services de police. Ainsi, ils ont convoqué des réunions régulières de tous les acteurs autour d'une seule table en même temps. Ils ont constitué un comité directeur du programme de perfectionnement ciblé par district, comité auquel ont siégé tous les acteurs canadiens, étasuniens et afghans concernés : la FO Kandahar, le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud) (ARSIC-S), le Commandement régional (Sud), l'Équipe étasunienne de mentorat de la police et le Commandement régional d'aide au maintien de l'ordre. L'ERP a formé une cellule de coordination de la police, qui comprenait des représentants de la CIVPOL, des équipes de mentorat de la police, de l'ELMOP et du ministère afghan de l'Intérieur. En général, ces mécanismes visaient à harmoniser les positions de toutes les entités de police occidentales, avant qu'elles se mettent à travailler avec leurs homologues afghanes[232].

L'actuel chef de police de la province de Kandahar, le brigadier-général Matiullah Qati, avait le colonel américain Peter Savage pour mentor. Dans le contexte de la structure d'influence de Kandahar, le Bgén Matiullah était vu comme un homme nommé dans son poste pour apaiser les Barakzais, qui se sentaient marginalisés, et les alakozais, qui étaient en fait déjà marginalisés. Matiullah était un Achakzai et il avait des liens avec les Sherzais[233]. Cependant, la structure d'influence popalzaie tenait les rênes de la police régionale, par le biais d'Abdullah Khan, commandant adjoint du quartier général de la Police régionale du Maywand, qui avait des liens directs avec Ahmad Wali Karzai. Le tandem Raufi-Matiullah était donc contrebalancé par le tandem Karzai-Abdullah Khan. Les alakozais étaient dès lors subordonnés aux Popalzais, de sorte qu'à la fin de 2008, il existait deux concentrations tribales du pouvoir dans la province, et non pas trois. Ce n'était donc qu'une question de temps avant qu'une lutte n'éclate entre elles.

Ces réalités propres aux structures du pouvoir n'arrêtaient pas la planification du processus d'inscription des électeurs. Les élections de 2009 étaient vitales : c'était les premières à se tenir depuis 2004 et elles allaient servir à mesurer le degré de légitimité que la population accordait au gouvernement Karzai, ce qui était sous-jacent à l'effort anti-insurrectionnel dans tout le pays, et pas seulement dans la province de Kandahar. Un processus déficient d'inscription des électeurs, ou une ingérence ennemie dans ce dernier et dans les élections mêmes risquaient de fausser gravement les résultats. Le Bgén Thompson était parfaitement conscient des enjeux et il se préoccupait des effets de l'ingérence de la structure d'influence popalzaie dans le processus ou les résultats, ce qui donnerait à l'ennemi ce dont il avait besoin sur un plateau d'argent[234].

Le rôle des Canadiens dans le plan de sécurité lié à l'inscription des électeurs était délibérément joué en sourdine pour amener les forces afghanes à travailler ensemble. Le Bgén Thompson, son état-major et le personnel canadien au centre de coordination provincial facilitaient les réunions entre les représentants de la police, de la Direction nationale de la sécurité, de l'Armée, du gouverneur et de la Commission électorale indépendante (l'ACDI finançait aussi la Commission par le biais des programmes de Kaboul). Le Maj Fraser Auld, un planificateur de la FO Kandahar, avait acquis une expérience pertinente lors des élections de 2005 et il a pu s'en servir pour éclairer les problèmes. Il y aurait 40 centres d'inscription des électeurs et trois paliers de sécurité : la police, l'Armée, puis la FIAS. Chaque district formerait une FRR pour riposter aux attaques contre les centres d'inscription des électeurs dans sa zone d'opérations. Les kandaks de l'Armée nationale afghane se tiendraient eux aussi prêts à fournir leur appui. La FO Kandahar était disposée à permettre à ses hélicoptères Mi-8, obtenus en vertu d'un contrat, de transporter des forces partout où elles seraient nécessaires. Les équipes canadiennes des OPPSY et de la COCIM et l'ERP ont aidé à diffuser dans les districts et les collectivités le message suivant : « Voter, c'est une arme contre les talibans. » [Traduction] La FO Kandahar a aussi préparé la série des Op SHAHI TANDAR pour perturber précisément les activités ennemies dans toute région donnée, avant que l'inscription des électeurs commence. Les plans établis à cet effet ont été confiés au GT[235].

Malheureusement, le gouverneur Raufi a publiquement embarrassé son ancien subalterne, le général Bashir, lors d'une réunion provinciale sur la sécurité, ce qui a probablement amené l'Armée afghane à se retirer du centre de coordination provincial vital, au Palais du gouverneur. Cette situation a ralenti la planification concernant la sécurité du processus d'inscription des électeurs pendant un certain temps[236].

La situation a empiré. L'idée de tenir une vaste jirga tribale de 600 à 1 000 hommes dans la province de Kandahar a été proposée, en partie pour séduire les anciens des sous-districts et des tribus. Ahmad Wali Karzai épousait l'idée et voulait diriger l'assemblée avec 50 de ses gens, triés sur le volet. Raufi s'est prononcé contre cette solution en disant que c'était un moyen de contourner le conseil provincial. Par conséquent, les deux hommes ont cessé de se parler. Le Bgén Denis Thompson et la représentante du Canada à Kandahar, Elissa Golberg, ont réuni les deux hommes le 4 décembre; le Bgén Thompson a alors écrit qu'il « avait l'impression de jouer le rôle d'un conseiller matrimonial » [Traduction]. Raufi et Karzai se sont mis à s'engueuler, et Raufi a crié : « Qui est le gouverneur? » [Traduction] en s'adressant à Karzai. Celui-ci est sorti en claquant la porte. Trente minutes plus tard, le Bgén Thompson recevait un appel téléphonique l'informant que le président Karzai avait congédié le gouverneur Raufi. Le général Thompson avait été informé du congédiement

avant l'ambassadeur du Canada ou la représentante du Canada à Kandahar, ce qui, encore une fois, provoquait de l'animosité entre l'Armée canadienne et les AM[237]. Raufi avait été congédié, mais qui allait le remplacer?

L'affaire Raufi-Karzai a eu pour conséquence de révéler un des principaux motifs de ceux qui entravaient le développement à Kandahar. Un membre très haut placé du gouvernement, qui avait des liens avec Ahmad Wali Karzai, ne voulait pas du tout que le système des comités, assemblées et conseils de développement fonctionne dans le cadre du Programme national de solidarité. En fait, l'autonomisation des collectivités locales avait des effets négatifs : les chefs tribaux dans la province estimaient qu'ils n'étaient plus maîtres de la situation et, par conséquent, ceux qui avaient le pouvoir ne pouvaient plus directement bénéficier financièrement du processus[238]. Quand Raufi avait les rênes du pouvoir, il était encore possible pour le système de fonctionner. Maintenant qu'il n'était plus là, il y avait lieu de craindre fortement un retour de la province aux méthodologies d'Asadullah Khalid. Un Afghan haut placé a dit au personnel du centre de coordination provincial que « Kalimullah, chef de la tribu des alakozais, et toute cette tribu étaient censément très déçus de la décision que le président avait prise de congédier Raufi qui, selon eux, était " un bon gars " qui " voulait accomplir des choses "[239] » [Traduction].

Le nouveau gouverneur était Tooryalai Wessa; il est arrivé à Kandahar dans un costume froissé, avec des vêtements pour trois jours et un air complètement perdu. Le Bgén Thompson a dit croire que Wessa, un ami d'enfance d'Hamid et de Qayyum Karzai, était le candidat parfait : « Quand il se goure, il est canadien et quand il fait un bon coup, il est afghan[240]. » Quant aux affiliations et loyautés tribales de Wessa, la FO Kandahar a fait savoir que « Wessa est carrément dans le camp des Karzais et qu'il ne défiera pas AWK[241] » [Traduction].

Les opérations de l'ELMO dans l'Helmand : en décembre 2008 et janvier 2009

Une fois de plus, le 2e Kandak d'attaque a été appelé dans la province d'Helmand par le 205e Corps pour participer à des opérations en cours. Cela a entravé la protection du processus d'inscription des électeurs dans la zone d'opérations du kandak, dans la province de Kandahar[242]. Le Capt Sean French a dirigé les équipes de mentors canadiennes quand elles ont opéré leur jonction avec 200 soldats de l'Armée nationale afghane et qu'elles se sont déployées à l'ouest, le 9 janvier. À leur arrivée aux installations britanniques, près de Gereshk, elles ont appris qu'elles allaient participer à une opération dirigée par la 3-205 Brigade et visant à dégager le terrain à l'ouest, en descendant le canal de Nahr-e Bughra jusqu'à la localité de Spin Masjid, afin « de réduire l'influence des insurgés le long de la Route no 1, de détourner l'attention des insurgés de Lashkar Gah et de renforcer la Police nationale afghane dans toute la zone d'opérations[243] » [Traduction] (voir la figure 4-18).

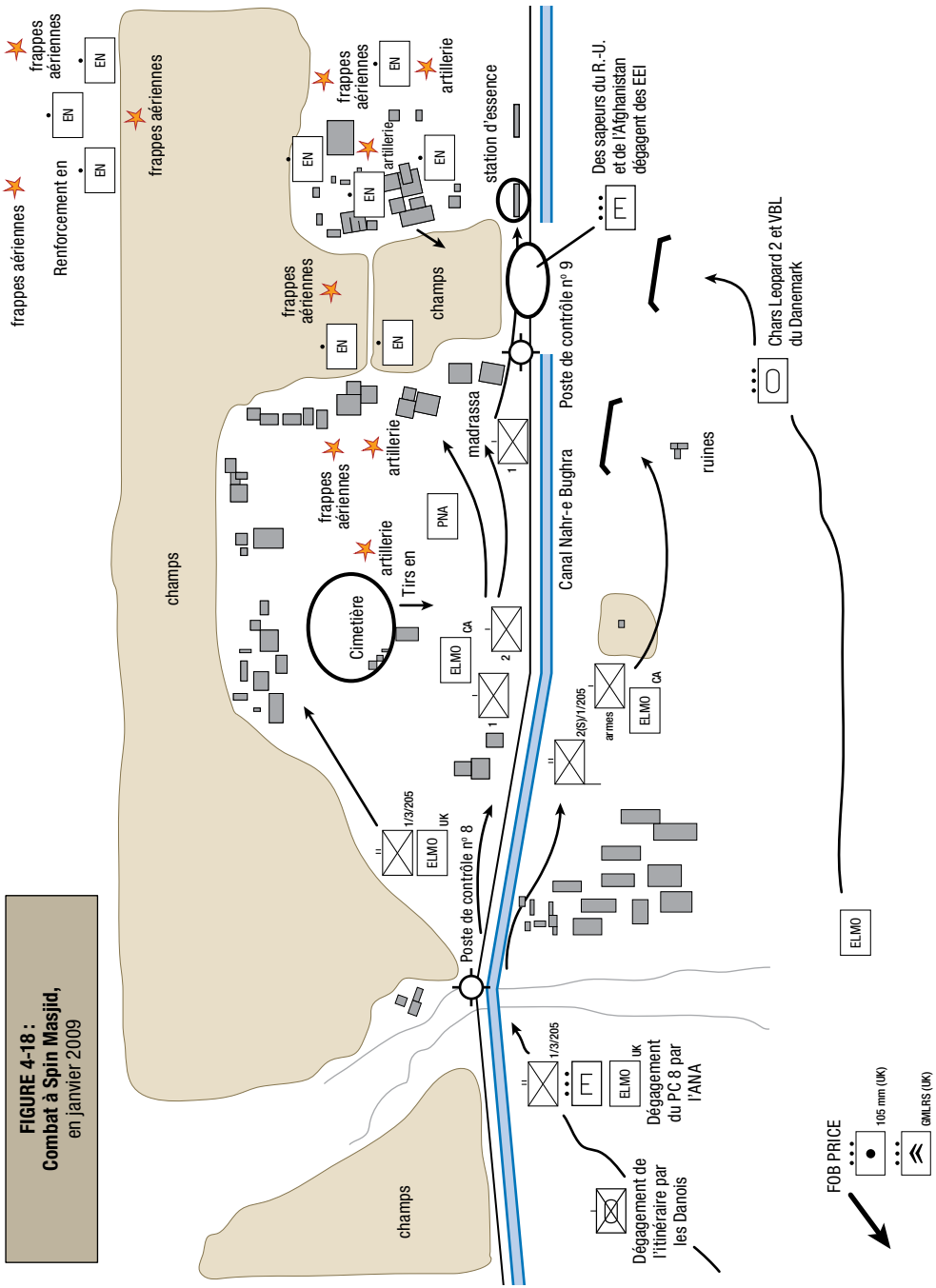


Figure 4-18 : Combat à Spin Masjid, en janvier 2009

Les mentors canadiens ne voyaient pas clairement quels étaient les aspects plus vastes de l'opération : ils mettaient plutôt l'accent sur les problèmes tactiques qui se posaient à eux et au 2e Kandak d'attaque. Il s'agissait d'une opération destinée à une brigade et faisant intervenir un autre kandak de la 3-205 Brigade, des mentors britanniques, le soutien de chars danois et l'artillerie britannique. L'objectif immédiat consistait à reprendre plusieurs postes de contrôle de la police entre Gereshk et Spin Masjid et un des deux principaux points de franchissement du canal entre la capitale et Gereshk et à les réoccuper une fois que les sapeurs afghans auraient dégagé les lieux et reconstruit les postes. De toute évidence, l'ennemi avait exercé sa domination dans le secteur et fait fuir la police.

Selon le schème de manœuvre, l'unité blindée danoise devait dégager l'itinéraire entre la FOB Price et le pont. Le 1er Kandak de la 3-205 Brigade s'emparerait alors du pont et poursuivrait sa route vers le sud. Le 2e Kandak d'attaque devait se rendre jusqu'au pont, envoyer une compagnie du côté sud du canal et, tandis que l'autre compagnie avancerait parallèlement vers le nord, exécuter un ratissage vers l'ouest. Les chars Leopard 2 danois feraient écran au nord et fourniraient un soutien au besoin. C'est en gros ce qui s'est passé le premier jour de l'opération. Cependant, alors que le 2e Kandak d'attaque se déplaçait vers l'ouest, il a été attaqué en cours de route depuis des groupes d'enceintes et il a dû demander l'aide de l'artillerie. Il s'est finalement rendu à Spin Masjid où il a été pris à partie par d'importantes forces ennemies retranchées dans des enceintes au sud et à l'ouest. La compagnie qui avançait au nord du canal a heurté des EEI, dont un a gravement blessé un officier afghan alors qu'il s'adonnait à ses ablutions pour la prière, tard dans la journée. Les assistants médicaux de l'ELMO ont fait de leur mieux pour lui sauver la vie, mais il a succombé à de multiples amputations traumatiques.

La capacité de l'ELMO d'agir comme facilitatrice pour assurer aux forces coalisées un appui aérien rapproché et le soutien de l'artillerie et pour diriger des frappes de précision a produit de bons résultats, tandis que l'échange de feux s'intensifiait. De nombreux coups ont été portés aux renforts ennemis qui se déplaçaient au nord pour s'en prendre aux forces de l'Armée afghane et de la police. De même, les postes de tir télécommandé avec systèmes de vision nocturne, dont les camions RG-31 étaient équipés, ont été un multiplicateur de force au cours de ce combat, car les Afghans n'avaient alors aucune capacité de vision nocturne.

Les EEI découverts aux emplacements des postes de contrôle anéantis posaient grandement problème. Une excavatrice avait été détruite, de sorte que les sapeurs afghans n'avaient pas pu finir de dégager les emplacements. L'ennemi continuait de se renforcer; par conséquent, le commandant du kandak a décidé de traverser l'oued pour se rendre à un poste d'essence et procurer à ses forces plus d'espace pour tirer sur l'ennemi. Il s'est avéré que l'oued était truffé d'EEI. Sans subir de pertes, les Afghans, les Canadiens et, finalement, une équipe britannique de conduite des tirs ont atteint le poste d'essence, mais

ils s'y sont trouvés en rade tant que les sapeurs n'ont pas pu s'avancer pour dégager l'oued. La « défense du poste d'essence » a duré deux jours et deux nuits. Six mentors canadiens, quelques officiers observateurs avancés britanniques et un peloton afghan ont dirigé des tirs nourris sur un ennemi qui s'agitait énormément, résolu qu'il était à anéantir la petite force. Des tirs de roquettes guidées effectués par des lanceurs multitubes britanniques, des canons de 105 mm et des bombardiers B-1B étasuniens ont tous pris à partie les sections ennemies que des tirs précis des mitrailleuses canadiennes, des postes de tir télécommandés des RG-31 et de l'infanterie afghane avaient fait sortir de leurs cachettes. Les sapeurs afghans, utilisant un matériel primitif et des méthodes datant de la Seconde Guerre mondiale, ont finalement réussi à dégager des corridors jusqu'aux positions du poste d'essence, ce qui a permis leur réapprovisionnement.

Comme les forces de la 3-205 Brigade n'étaient pas capables de reconstruire et d'occuper les postes de contrôle et que l'ennemi avait décidé de quitter le champ et de se disperser au sud, le 2e Kandak d'attaque et ses mentors se sont repliés jusqu'à la FOB Price, puis dans la province de Kandahar. L'ELMO et ses homologues ont combattu bravement à Spin Masjid et infligé de lourdes pertes à l'ennemi, mais à une échelle plus grande, les effets opérationnels de cet épisode étaient douteux. Les Canadiens s'étaient écartés de leurs priorités dans la province de Kandahar, mais ils avaient démontré à tous à quel point leur relation avec les forces afghanes était fructueuse au sein du 2e Kandak d'attaque.

Les opérations dans la ville de Kandahar, en janvier 2009

La campagne d'intimidation des insurgés dans la ville de Kandahar a diminué d'intensité vers la fin de janvier, et l'ennemi s'est plutôt tourné vers le processus d'inscription des électeurs au lieu de cibler la police et la bureaucratie gouvernementale. Cela permettait à l'ERP de se concentrer sur les questions municipales. Les équipes de la COCIM et de l'ACDI collaboraient pour établir des relations avec la MANUA, ONU Habitat, USAID et le maire Hamidi. En général, le consensus était qu'il y avait une capacité de coordination insuffisante pour le maire, qui était aussi « débordé » que les gouverneurs provinciaux l'avaient été dans le passé. Hamidi faisait des progrès quant à la collecte des ordures, ce qui n'était pas négligeable, vu la prévalence des maladies et la contamination des approvisionnements en eau. Pour sa part l'ingénieur municipal, qui était son bras droit, savait ce qu'il fallait faire, mais il n'avait pas le personnel pour l'accomplir. La collecte des taxes se poursuivait. Il s'agissait d'une autre initiative d'Hamidi qui était essentielle à toute amélioration de l'infrastructure et de la bureaucratie. Les équipes de la COCIM continuaient de fournir leur appui là où elles le pouvaient[244].

Un relâchement de la poigne sur les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en janvier 2009

Le Maj Tremblay et l'escadron de reco ont poursuivi leurs opérations axées sur l'économie d'efforts dans l'Arghandab jusque dans la nouvelle année. Plus de cellules de poseurs d'EEI étaient alors attirées dans l'Arghandab, et certaines migraient vers le nord depuis Senjaray. Cela comprenait des bombes humaines. Le Jour de l'An, une patrouille embarquée canadienne qui circulait sur l'itinéraire Oregon a abordé un véhicule dont le conducteur ne voulait pas se conformer aux directives; elle a abattu ce dernier et a trouvé trois bombes de 250 livres dans le véhicule. La grande taille de cet engin en particulier était préoccupante[245].

La poigne des Afghans sur le district se relâchait. Le chef du district avait démissionné, mais en fin de compte, sans le dire à personne. Qui pis est, un éminent artisan de la stabilisation dans le district, en la personne d'un ancien moudjahidine membre aîné de la choura, est décédé de causes naturelles. De nouveau, un vide important s'est produit à la tête du district d'Arghandab. Kalimullah était totalement absent. La choura du district a plus ou moins été dissoute. Zmaray Khan était parti avec sa police, pendant qu'une centaine de membres de la PNAOC et 80 autres agents venus en renfort occupaient les postes de contrôle de la police. Soudainement, les Afghans ont cessé de réclamer la construction d'un poste fortifié à Jelawur, poste qu'il demandait pourtant depuis longtemps. Bien que perplexes, l'escadron de reco et la police ont continué de fournir la meilleure présence possible dans les circonstances, aux fins de la sécurité. Puis, ils ont été attaqués encore une fois. Un gros EEI a frappé une patrouille de la police, le 6 janvier : deux agents ont été tués et cinq autres ont été blessés. Le 7 janvier, ce fut au tour de l'escadron de reco à être ciblé par un EEI qui a mis un véhicule Coyote hors de combat, blessé trois Canadiens et tué le Cvr Brian Good. Un autre Coyote a heurté un EEI deux jours plus tard : personne n'a été tué ou blessé, mais le véhicule a été détruit. Le 17 janvier, quelques attaques à l'EEI ont visé la police, mais le pire était encore à venir. Le 24 janvier, 50 insurgés portant des uniformes de l'Armée afghane et conduisant des camions Ranger de celle-ci se sont approchés du poste de contrôle de la police près de Jelawur et en ont « arrêté » les agents. Ils en ont exécuté trois et en ont enlevé trois autres. Une équipe canadienne de mentors de la police, escortée par une patrouille de reco, a été envoyée là pour faire enquête. Un autre véhicule Coyote a alors été touché par un EEI, et trois autres Canadiens ont été blessés.

Il y a eu deux faits nouveaux positifs : tout d'abord, un raid exécuté par l'escadron de reco et la police. Donnant suite à un tuyau, ils ont mené une opération de bouclage et de fouille et ont saisi une importante cache de nitrate d'ammoniaque. Par ailleurs, une FOS étasunienne a effectué une descente et poursuivi un chef ennemi à trois kilomètres au nord du centre du district[246].

La FO Kandahar a produit une évaluation pessimiste. La police se retirait des petites localités et se réinstallait dans les agglomérations plus grandes dans les parties du district dominées par les alakozais :

> Les insurgés avaient essayé de façonner l'environnement opérationnel de l'Arghandab au cours des deux dernières années, au moyen d'une campagne d'intimidation qui visait à assujettir la population locale à leur contrôle, au lieu d'essayer de gagner son appui pur et simple […] comme le chef de police intérimaire de l'Arghandab a accepté de céder une partie du district aux insurgés, ils pourront accroître leur influence dans le nord de l'Arghandab[247]. [Traduction]

Faute d'agents de police ou de forces de l'Armée pour « tenir » le district, et vu la diminution du nombre de véhicules opérationnels et l'augmentation constante des pertes humaines, l'escadron de reco ne pouvait pas faire grand-chose pour influer sur les événements. L'Arghandab était sur le point de tomber aux mains de l'insurrection pendant que les forces afghanes et coalisées s'accroissaient dans la province d'Helmand et que les forces canadiennes se démenaient dans le district de Zharey afin de maintenir la Route nº 1 ouverte pour elles.

Les opérations dans le district de Maywand, en janvier 2009

Pour une raison quelconque, l'attaque réussie des forces d'opérations spéciales à Hasanabad contre le commandant Sahib a eu d'importantes retombées sur l'insurrection dans le Maywand. Immédiatement après l'attaque et pendant tout le mois de janvier, le niveau de la violence a crû énormément. Au cours de la première semaine, trois enlèvements ont visé des ouvriers de la construction et des experts-conseils agricoles. Un autre travailleur de la construction a été tué aux commandes de son bulldozer. Parallèlement, une série d'attaques coordonnées a eu lieu dans le périmètre de la FOB Hutal. Une équipe d'intimidation rôdait le long des lignes électriques reliant Kajaki à la ville de Kandahar, dans le Maywand; elle battait des équipes d'ouvriers électriciens et s'en prenait aux villageois qui avaient accepté des semences de blé. Puis, le 8 janvier, un EEI placé dans un véhicule pour attentat suicide a explosé dans le bazar de Hutal. La déflagration a tué le Sgt Joshua Rath et le spécialiste Keith Essary et blessé neuf autres Américains de la Compagnie C; elle a aussi tué trois Afghans et en a blessé 11 autres. Ailleurs, l'ennemi a réagi à la construction de l'Avant-poste de combat Terminator. De toute évidence, l'installation de forces étasuniennes à cet endroit irritait considérablement les insurgés, de la même façon que l'établissement du poste fortifié de Mushan l'avait fait dans le Panjwayi. L'équipe de construction essuyait des tirs ennemis de toutes sortes. À trois reprises, les pelotons étasuniens travaillant depuis l'emplacement ont été visés par des attaques à l'EEI. La situation s'envenimait progressivement dans le

Maywand, et il fallait faire quelque chose. Le Lcol Hurlbut et le Lcol Barrett ont donc examiné les options qui s'offraient à eux.

D'autres ressources du secteur de la COCIM sont entrées en action dans le Maywand en janvier; à ce moment-là, l'Équipe d'analyse du contexte humain avait eu plusieurs mois pour faire des évaluations provisoires sur la situation. Dans l'ensemble, les équipes de la COCIM ont fait savoir ce qui suit :

> Dans le Maywand, l'insurrection n'était pas seulement stimulée par la ferveur religieuse, mais aussi par la lutte politique de la population privée de ses droits de représentation. Deux des principaux commandants talibans auraient été des commandants militaires haut placés pendant le régime des talibans. Ni l'un ni l'autre n'avaient été inclus dans la structure [du gouvernement de l'Afghanistan], de sorte qu'ils ne se sentent pas représentés par le gouvernement Karzai […] Selon l'évaluation, l'ensemble de la population du Maywand n'aime pas les talibans parce qu'ils détruisent le pays, mais les habitants ont très peur d'eux. Les talibans ont, dans presque chaque village, des espions qui dénoncent les habitants qui coopèrent avec la FIAS […] des habitants qui sont allés au centre de district pour obtenir des semences de blé ont été suivis jusqu'à leur domicile et ont été tués par les talibans[248]. [Traduction]

La population voulait des services de police accrus, mais elle ne voulait pas s'adresser au gouvernement existant à ce sujet :

> Selon les équipes de la COCIM, la population du Maywand fait plus confiance aux talibans qu'au chef de district et à la PNA parce que ces derniers sont perçus comme étant corrompus et qu'ils ont souvent abusé de leurs pouvoirs[249]. [Traduction]

Les opérations dans le district de Zharey, en janvier 2009

Contrairement à ce que l'ennemi avait fait au cours des mois précédents, il a concentré ses efforts dans le secteur de Kolk-Spin Pir en janvier, et il y a eu des incidents isolés à Ghundy Ghar et à Lakokhel et des efforts continus pour gêner la circulation sur la Route nº 1. Le système des engagements, contrôlé par le GT, et les patrouilles de la Compagnie N et du 1er Kandak ont produit des résultats. Un engagement survenu le 3 janvier illustre cette situation. Un TUAV Sperwer qui surveillait la Route nº 1 a repéré une équipe de poseurs d'EEI. Le Maj Marc St-Yves, qui observait la scène depuis le Centre des opérations tactiques, a autorisé l'intervention d'un bombardier B-1B. La première explosion aérienne d'une bombe JDAM n'a pas tué toute l'équipe ennemie, et certains de ses membres se sont enfuis en direction de Kolk. Un UAV MQ-1 Predator qui était dans le secteur a été dirigé vers

l'endroit et a supprimé un insurgé avec un missile Hellfire. Le bombardier B-1B a largué une autre bombe GBU-12 sur un autre insurgé, mais il a raté sa cible. Un avion A-10 est intervenu et a supprimé cet ennemi et un troisième poseur d'EEI en exécutant quatre mitraillages au sol. Le lendemain, les rapports ISTAR confirmaient que sept ennemis avaient été tués[250] (voir la figure 4-19). Un engagement semblable mené avec un TUAV Sperwer, des hélicoptères OH-58D et un chasseur-bombardier F-15 a eu lieu le 11 janvier.

Le lendemain, la police et les mentors canadiens ont trouvé sous l'asphalte un EEI composé de deux bidons remplis d'explosifs artisanaux et un fil de commande menant à une enceinte abandonnée mise en place comme point de mise à feu. Un autre engin-araignée a été découvert sur une voie de sortie. Il était relié à un autre bidon d'explosifs artisanaux. Des EBG Badger sont venus démolir l'enceinte[251].

Afin de prouver qu'ils étaient encore dans la course, les insurgés ont essayé d'attaquer Ma'Sum Ghar avec des roquettes, la nuit suivante. L'équipage d'un char de l'Escadron A a repéré une équipe qui enfouissait des roquettes dans le sol à un point d'origine connu. Les insurgés ont allumé un feu de 400 mètres de longueur afin d'aveugler les systèmes de vision nocturne des chars, mais deux obus de 120 mm ont fait mouche et les ont tués. Il y a eu des explosions secondaires quand les roquettes ont sauté à leur tour[252].

Le 1er Kandak a surpris ses mentors en exécutant une patrouille de combat bien structurée au sud d'Howz-e Madad avec le soutien de la Compagnie N et d'un hélicoptère OH-58D fourni par la FO Wings, qui avait remplacé la FO Eagle Assault. Il n'y a eu aucun contact, mais il était évident que le 1er Kandak avait amélioré sa capacité de planifier et d'exécuter des opérations indépendantes[253].

Le piètre leadership de la police à Spin Pir posait des problèmes. Cela entraînait à la fois une réduction du nombre de patrouilles et de l'influence dans le secteur et un accroissement de l'activité ennemie. Le 11 janvier, les insurgés ont enlevé quatre habitants de l'endroit, les ont emmenés à Kolk et les ont pendus en public. Deux autres habitants ont été pendus dans un autre village. Les insurgés auraient trouvé sur eux des téléphones satellitaires et des balises à infrarouge, et ils avaient conclu que c'était des espions de la FIAS. Selon l'analyse canadienne « ces agressions récentes constituent sans doute une réaction aux dernières interventions directes et fructueuses des Forces canadiennes contre les commandants insurgés et aux problèmes que l'ennemi perçoit relativement à sa sécurité opérationnelle[254] » [Traduction].

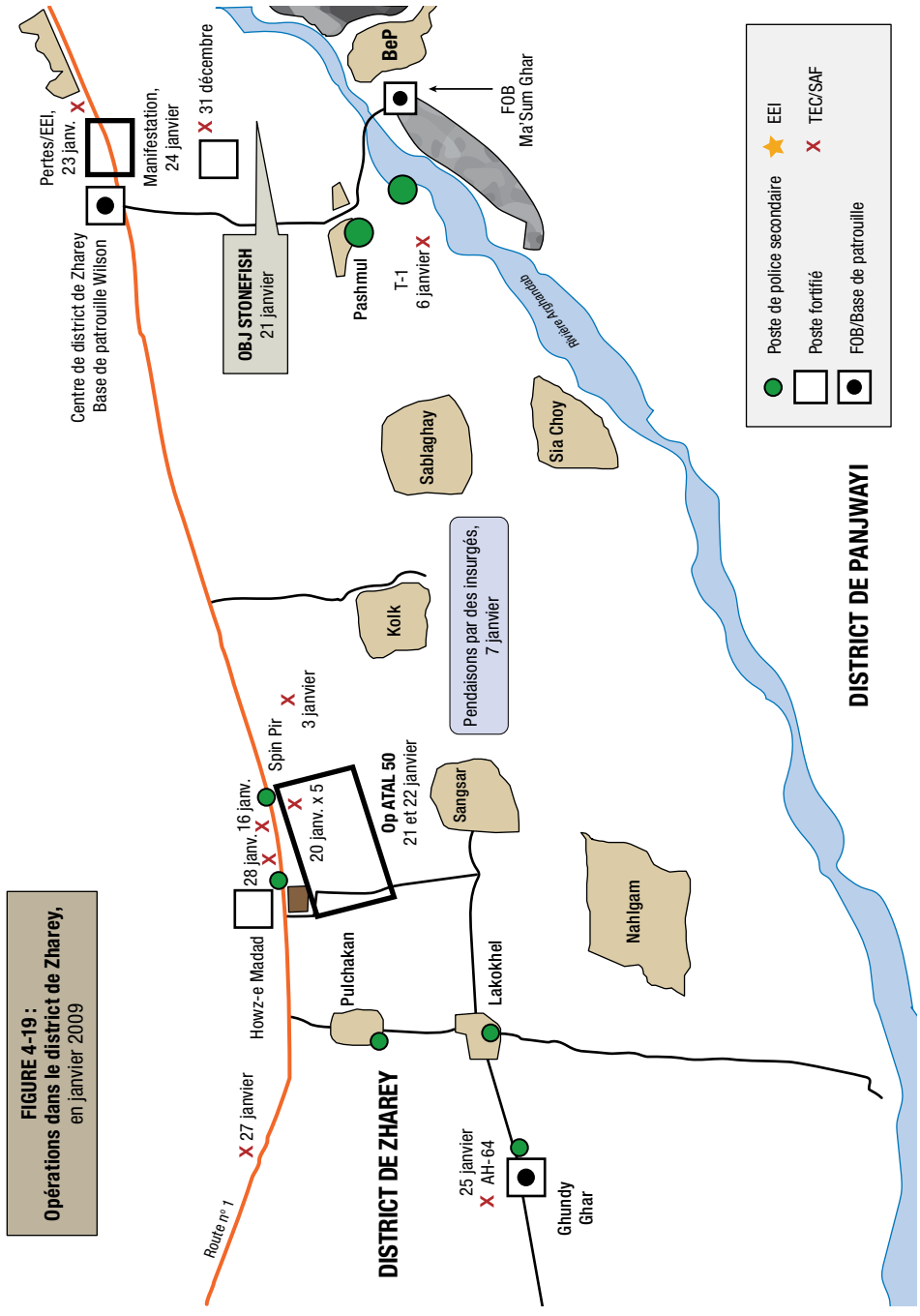


FIGURE 4-19 :
Opérations dans le district de Zharey,
en janvier 2009

Figure 4-19 : Opérations dans le district de Zharey, en janvier 2009

L'absence d'activités ennemies importantes a amené le GT à apprécier la situation plus tard dans le mois. Il a été établi que les attaques exécutées par les unités d'appui aérien rapproché avaient gravement blessé un des rares facilitateurs d'EEI encore présents dans le district et qu'il avait été rapatrié au Pakistan par le réseau médical des insurgés. Le nouveau poste fortifié de Senjaray incitait le nœud de commandement ennemi à se réinstaller ailleurs que dans cette partie du district. Les anciens des tribus du secteur revenaient dans le camp du gouvernement. Par conséquent, les habitants de l'endroit indiquaient de plus en plus à coalition où se trouvaient les caches d'armes et les EEI. Par contre, la police dirigée par Bismillah Khan continuait d'être problématique[255].

Afin de renforcer la présence afghane, le 1er Kandak a lancé l'Op ATAL 50, le 20 janvier. Ils s'agissait de bouclage et de fouille dans le triangle délimité par Spin Pir, Lakokhel et Howz-e Madad. Un peloton canadien de VBL III et une section de sapeurs de combat ont été attachés au kandak, et non l'inverse. Les forces menant l'Op ATAL 50 ont été attaquées six fois pendant leurs manœuvres, mais ce fut toujours par des « tirs à la dérobée », à telle enseigne qu'il a été difficile de faire intervenir les unités d'appui aérien rapproché et l'artillerie contre l'ennemi. Du mieux qu'elle le pouvait, l'ELMO a dirigé deux avions F-18 du Corps des marines des É.-U. sur un contact pendant que les canons canadiens tiraient 12 obus brisants. Au cours de la fouille d'une enceinte, on a constaté que l'ennemi en retraite l'avait piégée. Les forces exécutant l'Op ATAL 50 ont passé la nuit à Spin Pir avant de reprendre leurs activités[256].

Cette nuit-là, les commandants ennemis agités, qui ne savaient pas au juste quelle était la portée de l'Op ATAL 50, se sont déplacés et ont communiqué entre eux. Dans une enceinte du district de Zharey, les forces d'opérations spéciales ont supprimé le mollah Abdul Rahim Akhund, qui avait remplacé le mollah Sahib et joué un rôle clé dans les attaques meurtrières de décembre. Là, elles ont découvert un réseau de tunnels, qu'elles ont dégagés. La Compagnie N s'est rendu à l'emplacement le lendemain et y a trouvé des fournitures médicales éparpillées et des tunnels inondés. Ce ne fut pas tout : une autre équipe des FOS a pris à partie et tué un autre commandant ennemi important de l'Helmand qui se servait du Maywand comme lieu de repos et de ravitaillement[257].

L'Op ATAL 50 prenait fin tandis que les manœuvres de harcèlement de l'ennemi étaient limités. L'intervention d'unités d'appui aérien rapproché a permis de supprimer une autre équipe de poseurs d'EEI sur la route. Cela a entraîné des protestations de la part des anciens de l'endroit qui affirmaient que les hommes tués n'étaient pas des insurgés; une enquête plus poussée a révélé que ces hommes avaient soulevé une grille de ponceau anti-EEI la nuit et qu'ils s'étaient adonnés à certaines activités sous la route. Cette explication n'a pas suffi; la police du Zharey, l'Armée afghane et les Canadiens ont bientôt fait face à une manifestation d'envergure de la part de 300 personnes à Makuan et au centre de district du Zharey.

Les membres du Centre interarmées de coordination de district ont abordé les dirigeants et ont réussi à les convaincre de disperser la foule. Des sources au sein de l'ELMOP ont souligné qu'un mollah du groupe HiG opérant dans le secteur de Senjaray était le principal organisateur de la manifestation et qu'il y avait dans la foule un certain nombre d'insurgés armés et une bombe humaine. La foule fut incapable d'entrer dans la FOB Wilson ou de s'en approcher à cause de la police et du bouclage militaire; par conséquent, la foule a reculé[258]. Le Bgén Thompson, préoccupé par ces développements, a convoqué une choura dans le Zharey avec les intermédiaires locaux du pouvoir. Il leur a transmis le message suivant : il vous incombe d'aider la FIAS à garantir votre sécurité. La meilleure façon de ce faire consistait à communiquer avec les forces coalisées et le Centre interarmées de coordination de district. Exaspérés par le revirement de la population du Zharey oriental en faveur du gouvernement, les insurgés ont recouru à une menaçante campagne de distribution de « lettres nocturnes » dans le secteur allant de la FOB Wilson à Senjaray[259].

Il y a eu très peu d'activités de développement, mais les équipes de la COCIM ont continué de patrouiller là où elles le pouvaient et d'ajouter aux connaissances que l'ERP possédait sur le district. Essentiellement, la situation dans le Zharey semblait meilleure pour les Canadiens et les Afghans : la Route nº 1 n'était pas menacée autant qu'elle l'avait été en novembre et décembre. Le leadership ennemi était en grave désarroi. La population penchait en faveur du gouvernement. Cependant, la police était encore dans un piteux état. L'équilibre risquait de basculer dans le sens inverse pour un oui ou pour un non. Les kandaks et les mentors ont continué à exécuter des patrouilles et, le 31 janvier, l'une d'elles est tombée dans une embuscade au cours de laquelle un soldat afghan a été gravement blessé parce qu'il n'avait pas pu se mettre à l'abri. Le Cpl Richard Anderson et l'assistant médical de la patrouille ont essayé de déplacer le blessé, mais ils n'ont pas pu le faire; ils ont donc commencé à lui prodiguer des soins, sous le feu ennemi. La patrouille a fourni des tirs de couverture, a réussi à récupérer les trois hommes et a exécuté un repli au combat. Les actions du Cpl Anderson lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier 2009

Une fois prise la décision de céder à l'ennemi le contrôle du secteur ouest du Panjwayi entre Sperwan Ghar et Mushan, en supprimant les postes fortifiés installés dans le tronçon ouest de l'itinéraire Fosters, l'ennemi a concentré ses activités dans Bazaar-e Panjwayi et dans les environs, tout en faisant pression sur Mushan et en protégeant ses bases au sud du tronçon est de l'itinéraire Fosters, près de Nakhonay (voir la figure 4-20). En effet, l'analyse canadienne de janvier précisait ceci :

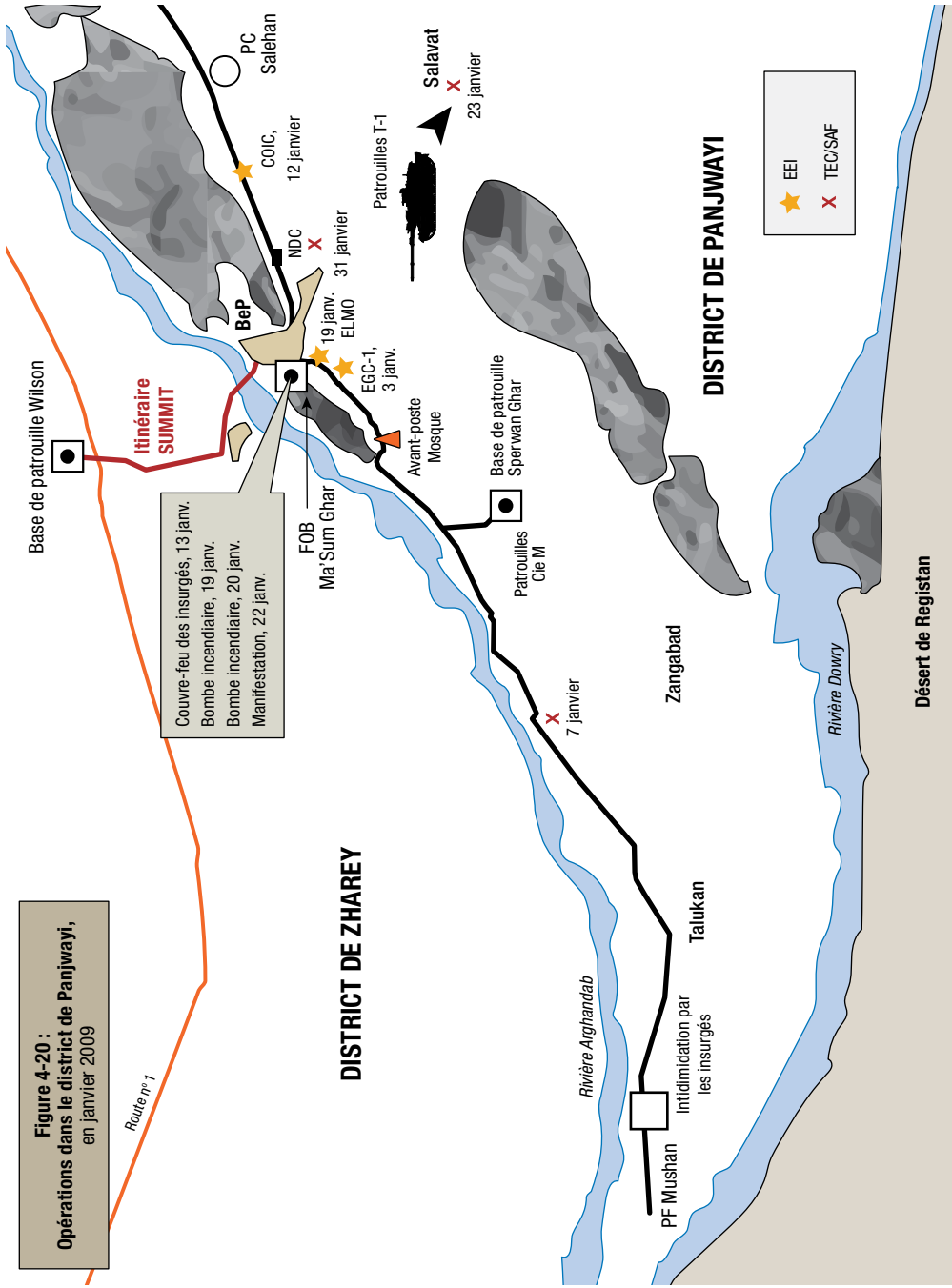


Figure 4-20 :
Opérations dans le district de Panjwayi,
en janvier 2009

Figure 4-20 : Opérations dans le district de Panjwayi, en janvier 2009

> À la conclusion des opérations des FC dans le secteur, les insurgés sont revenus exercer des représailles contre les habitants de l'endroit […] les insurgés ont une liberté de mouvement quasi totale dans les villages longeant le sud de l'itinéraire Fosters […] les FSNA ne peuvent exercer leur influence que jusqu'à un kilomètre au sud de cet itinéraire […] les insurgés sont en mesure de continuer à exercer leur influence et leur contrôle sur les villages à l'est de la FOB Ma'Sum Ghar[260]. [Traduction]

La Compagnie M, travaillant depuis Sperwan Ghar, a exécuté une série de grandes patrouilles dans le secteur de Zangabad et a poursuivi ses activités de sécurité sur les itinéraires Brown et Fosters-est, à l'appui de l'EGC-1. Ces patrouilles n'ont rien donné, hormis des stocks de drogues, et elles avaient probablement été compromises avant même leur exécution.

L'EGC-1, désormais renforcée par les agents de sécurité privés de Blue Hackle, poursuivait le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters. Une combinaison d'épandeuses d'asphalte et d'ouvriers manuels a alors remplacé le plan d'asphaltage initial à forte intensité de main-d'œuvre. Malgré tout, plusieurs centaines d'habitants de l'endroit étaient employés, et la microéconomie prenait de l'ampleur à mesure que les travaux progressaient lentement vers l'ouest. L'équipe de la COCIM collaborait avec l'EGC-1 afin de remettre en état certaines des mosquées, le long de l'itinéraire, mais ce furent vraiment les relations personnelles entre les membres de l'EGC-1 et leurs propres collectivités au Canada qui ont permis de recueillir les dons de la région de Toronto pour régler le problème. La synergie engendrée dans les localités par les activités de l'EGC-1 a été diminuée légèrement par les tentatives accrues de harcèlement contre les ouvriers. Un EEI a tué l'un d'eux pendant qu'il prenait son diner — l'engin avait été placé dans un secteur ombragé où les ouvriers allaient manger. En une autre occasion, quatre ouvriers ont été enlevés, emmenés dans ce que les insurgés appelaient une « prison », battus, volés, puis libérés en recevant pour instructions de ne pas travailler au projet. De temps en temps, des tirs d'armes légères inefficaces étaient dirigés vers le secteur du projet, mais avec ses VBLC, l'EGC-1 protégeait les épandeuses d'asphalte afghanes pendant la pose d'asphalte et la vérification de la qualité[261].

Par ailleurs, la police afghane dans Bazaar-e Panjwayi a été assujettie à deux attaques avec bombes incendiaires, et il y a eu trois blessés. Immédiatement après ces attaques, les insurgés ont déclaré qu'un couvre-feu était imposé à Bazaar-e Panjwayi et que quiconque le violerait serait battu, ou pire encore. C'était là un défi audacieux lancé aux autorités civiles, en plein cœur du centre administratif du district, et à quelques mètres seulement de la FOB Ma'Sum Ghar et de ses chars en attente. Le chef de district, Haji Baran a riposté en imposant son propre couvre-feu et en déclarant que quiconque serait aperçu après la tombée de la nuit serait considéré comme étant un insurgé et traité en conséquence.

Les insurgés dans le village ont continué à se concentrer sur la police : un membre canadien de l'ELMOP a été gravement blessé lors d'un incident. Au cours d'une autre attaque, une bombe humaine a tenté futilement d'affronter un groupe de véhicules COIC pendant qu'ils ratissaient l'itinéraire Fosters à l'est du village[262].

Cependant, il y avait là plus que ce que les rapports sommaires portaient à croire. Les observateurs canadiens au Panjwayi avaient l'impression que la relation entre Baran et le chef de police, Mohammad Naeem, faisait problème et qu'il y avait des liens entre la violence de plus en plus grande dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi, d'une part, et les relations entre Baran, Naeem et les talibans, d'autre part.

Les deux hommes entravaient la construction du poste de contrôle de Salehan, selon les Canadiens membres de l'Équipe spécialisée du Génie (ESG)[263]. L'équipe de la COCIM faisait constamment des rapports comme quoi les habitants du Panjwayi se méfiaient de la police parce qu'elle leur extorquait de l'argent[264]. Naeem a même essayé d'« intimider » une entreprise étasunienne privée de services de sécurité[265]. Cependant, le 22 janvier, environ 150 personnes ont déclenché une manifestation violente à Bazaar-e Panjwayi : elles ont brûlé des pneus et bloqué la route. Il s'agissait manifestement d'une manifestation contre la police qui était accusée de battre des marchands locaux. Haji Baran et son équipe d'agents de sécurité sont intervenus quand ils ont vu un agent de police en train de battre une personne dans le bazar, et cette équipe a publiquement battu l'agent en question. La manifestation avait été spontanée, semblait-il, et la population a exigé que l'Armée nationale afghane se charge de la sécurité et que Naeem soit congédié en sa qualité de chef de police. Cependant, quand Naeem a donné sa version des faits, il a déclaré à l'ELMOP que la manifestation n'avait eu lieu qu'après qu'il eût appelé la Direction nationale de la sécurité pour lui dire qu'« Haji Baran était en fait favorable aux talibans et qu'il avait orchestré la manifestation[266] » [Traduction]. Ensuite, des renseignements ont été reçus selon lesquels Haji « Dollars » Agha Lalai, qui avait des liens avec Baran, voulait le congédiement de Naeem. Une autre source a déclaré que la manifestation avait été une réaction à la mort de trois habitants de l'endroit qui n'étaient pas des insurgés, mais qui avaient été tués au cours d'une attaque aérienne[267]. Pour compliquer encore les choses, les médias prétendaient que Naeem était corrompu et qu'il volait les innocents dans le cadre d'une campagne orchestrée par Baran. En d'autres mots, il était impossible de comprendre exactement ce qui se passait, hormis le fait que quelqu'un fomentait le désordre à Bazaar-e Panjwayi, perturbait la gouvernance et suscitait le doute, pendant que d'autres profitaient du chaos.

Par coïncidence, le lendemain, des marchands de Mushan ont dit que les talibans cherchaient à les intimider et que des commandants locaux tentaient de percevoir des taxes auprès d'eux. Au lieu de s'adresser aux troupes afghanes situées au poste fortifié :

> […] les habitants de l'endroit auraient demandé l'intervention de la Commission des insurgés basée au Pakistan, et non celle du gouvernement de l'Afghanistan, ou encore des FC ou des FSNA présentes au poste fortifié de Mushan. Ce fait montre qu'ils font davantage confiance aux insurgés pour régler leurs problèmes locaux[268]. [Traduction]

La nouvelle tactique des insurgés les a aussi amenés à s'en prendre au système d'éducation. Les talibans se sont emparés d'une école située au sud de la colline des trois chars; ils l'ont saccagée et pillée et ils ont empoisonné l'eau du puits[269]. Ils en ont forcé une autre ailleurs à se transformer en madrasa : « Quand les insurgés ont appris l'existence de l'école, ils ont battu les enseignants et menacé de détruire l'immeuble à moins que l'enseignement ne cesse. L'école a ensuite déménagé dans une des mosquées et est par conséquent devenue une " madrasa "[270]. » [Traduction]

Ensemble, toutes ces actions ont torpillé toute tentative visant à établir l'autorité gouvernementale dans le Panjwayi. Haji Baran était à peine le chef du nouveau centre de district, encore moins de Bazaar-e Panjwayi, ou de toute autre localité du district. Sans projets créant des liens, comme le projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters, les projets sont devenus en eux-mêmes des fins locales menant à la gouvernance.

Cela dit, le poste fortifié de Mushan a continué de tenir et de faire obstacle aux activités ennemies, malgré des problèmes de ravitaillement; l'insurrection n'a pas semblé accomplir des progrès dignes de mention dans le secteur de Sperwan Ghar, et il n'y a pas eu d'attentats graves à l'EEI sur les tronçons est ou ouest de l'itinéraire Fosters. Les sous-unités du GT et de l'Armée nationale afghane ont en général bénéficié de la liberté de mouvement entre Sperwan Ghar et Bazaar-e Panjwayi. Cependant, cela ne suffisait pas. Dans le meilleur des cas, l'impasse existait dans certains secteurs, et l'ennemi exerçait son contrôle et son influence sur la majeure partie du district.

Points de vue divergents sur le développement : l'ERP, d'octobre 2008 à janvier 2009

À l'automne de 2008, les changements organisationnels apportés pour faire une place à la représentante du Canada à Kandahar, d'une part, et l'arrivée de nombreux employés civils d'AM concernés par les opérations à Kandahar, d'autre part, ont créé un contexte radicalement différent par rapport à ce qui avait existé au cours des trois années antérieures en ce qui concernait le développement et la reconstruction. Cela résultait directement de l'orientation stratégique adoptée dans la foulée du Rapport Manley; par conséquent, il ne s'agissait pas d'une énorme surprise. C'est à ce stade-ci que le message en matière de développement que le message de l'Armée canadienne ont divergé. À la fin de 2008, la centralité des composantes militaires de l'ERP et du rôle de son commandant dans les

efforts de reconstruction et de développement au niveau provincial avait été progressivement réduite. Le personnel de la représentante du Canada à Kandahar, au QG de la FO Kandahar, et les civils plus nombreux au sein de l'ERP se sont partiellement substitués aux militaires dans ce domaine. Les aspects militaires des opérations de l'ERP ont de plus en plus été intégrés dans les opérations des équipes de la COCIM et de l'Équipe spécialisée du Génie, en plus de la protection habituelle des mouvements des civils de l'ERP. Par exemple, le travail de pionnier accompli à l'égard du système de justice de Kandahar par les conseillers juridiques militaires canadiens a cessé. Il était confié le plus possible au Programme de développement de l'ONU[271]. Cette tendance s'est propagée à d'autres domaines. Ainsi, l'ACDI s'est mise à la recherche de « partenaires d'exécution » toujours plus nombreux, de manière à pouvoir atteindre les objectifs énoncés dans la nouvelle stratégie. La distribution des semences de blé a été gérée de concert avec le Mercy Corps, et l'ACDI a fait la cour au Programme alimentaire mondial pour qu'il s'occupe de « l'hivérisation » (veiller à ce que la population de Kutch ne meure pas de froid), pendant qu'elle cherchait à obtenir l'aide du Programme de développement de l'ONU pour appuyer le gouvernement municipal de la ville de Kandahar. Ces relations s'étendaient dans diverses directions et, dans certains cas, on ne savait pas au juste si les fonds canadiens étaient dépensés directement, par leur intermédiaire; par conséquent, selon les rapports, il était difficile de mesurer les effets créés précisément par le Canada[272]. Cette approche avait aussi pour effet d'imputer la responsabilité de la validation des projets et, aspect primordial, de leur achèvement, à d'autres intervenants que le Canada et ses représentants. D'autres organisations internationales, dont certaines avaient des bureaucraties notoirement lourdes, pourraient être blâmées si les objectifs fixés par le nouveau processus défini par Ottawa n'étaient pas atteints à temps.

En général, le personnel canadien chargé du développement mettant l'accent sur le projet du barrage de Dahla, soit le projet de réhabilitation du réseau d'irrigation de l'Arghandab ». Les détails très complexes de ce projet et de l'adjudication des contrats connexes ne relèvent pas de notre étude ici. La participation militaire au projet même, à des fins pratiques, a cessé à la fin de 2008. Toutefois, il restait la question de la sécurité dans le district d'Arghandab et celle des pertes que l'escadron de reco avait subies pour garantir l'accès au secteur du barrage de Dahla en passant par l'Arghandab, et les discussions continues sur la possibilité que les forces étasuniennes assument le commandement du district dans l'avenir.

Tandis que les intervenants du volet civil de l'ERP élargissaient leur gamme de partenaires d'exécution au niveau provincial, ils effectuaient très peu au niveau des districts. En fait, l'ACDI et le MAECI étaient dans leur zone de confort à Kandahar, à traiter des dossiers aux niveaux provincial et national. Ils se désintéressaient progressivement de ce qui se passait dans les districts, et leurs rapports étaient de plus en plus teintés de mépris.

Ils se vantaient d'avoir déployé quelques personnes pendant deux semaines dans le Panjwayi et parlaient « d'un niveau de planification dynamique » [Traduction], mais ils étaient bien loin d'y avoir établi une présence permanente et efficace[273]. En outre, à mesure que le temps passait, le Bgén Thompson s'intéressait de moins en moins aux grands objectifs du Canada en matière de développement, car ces objectifs n'avaient à peu près rien à voir avec le système de sécurité qui se détériorait, et encore moins avec les véritables problèmes qui continuaient d'attiser l'insurrection[274].

Le renforcement d'un système, de plus en plus perçu comme non crédible par la population, en utilisant tous ces outils au sein de l'ERP, constituait une erreur grave de la part du Canada. Le gouverneur Raufi bénéficiait d'un degré de crédibilité plus élevé, ce qui a fait gagner du temps au Canada et aidé vraisemblablement à susciter un équilibre à l'automne de 2008, mais les machinations d'Ahmad Wali Karzai ont en fait annulé ces mesures positives et entraîné la nomination de Wessa en janvier 2009. Ces facteurs ont persisté jusqu'à une date avancée en 2009.

Soutenir la FO Kandahar

L'ESN, dirigé par le Lcol Steven Blair, a subi plusieurs changements structuraux pendant cette rotation. Il consistait en 455 soldats, mais il était chargé de 72 employés civils de l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes et de 288 entrepreneurs civils. Après un long débat, la Compagnie R, c'est-à-dire la compagnie d'administration du GT, a été formée. Elle était composée approximativement de 86 conducteurs et préposés à l'entretien puisés dans l'ESN et elle concrétisait un retour aux structures doctrinales dont les spécialistes de la logistique discutaient depuis 2006[275]. Au début, il y avait deux pelotons de protection de la force au sein de l'ESN. La responsabilité de protéger les barrières et postes de contrôle à l'entrée du KAF a cessé d'incomber au Canada quand une unité slovaque est arrivée et, comme l'ELMO avait subi des pertes en décembre, la décision a été prise de répartir un peloton entre sa FORSEC et l'Organisation chargée des travaux de construction. Ce peloton a été doté de VBLC obtenu du Commandement régional (Sud) quand celui-ci a changé[276], ce qui a amélioré les capacités des deux organisations sur le terrain et aidé à libérer des forces en protégeant les EGEM quand elles se déployaient dans des endroits vulnérables.

En ce qui concernait l'équipement, les VSBL Mercedes (véhicules de soutien blindés lourds) avaient maintenant tous été livrés aux unités canadiennes. Aspect plus important, l'équipage se sentait en sécurité à bord de ces véhicules. Au début de la période de service, un VSBL a heurté un EEI composé de 10 kilogrammes d'un explosif artisanal. Un des huit pneus a été détruit, mais l'équipage n'a rien senti. En une autre occasion pendant une « sortie dans le lit de la rivière », le système hydraulique d'un camion a été

endommagé, mais il a tout de même pu franchir 300 mètres pour sortir de la zone d'abattage. Un nouveau système appelé « nacelle du personnel » a été mis en service, surtout à cause des préoccupations grandissantes au sujet de la vulnérabilité des véhicules Bison aux EEI. La nacelle était un conteneur blindé et climatisé installé sur un VSBL et employé pour transporter de nombreuses personnes entre le KAF et Ma'Sum Ghar.

À l'été de 2008, les modifications apportées aux véhicules par les ingénieurs en électricité et en mécanique comprenaient l'ajout d'ensembles de protection aux VBL III. Les commandants d'équipage exposés et les guetteurs aériens avaient dans le passé subi les conséquences des effets de souffle dus aux EEI. Les analystes ont conclu que l'ajout de plaques obliques autour de l'équipage dévierait avec succès le souffle engendré à un point situé plus bas que la tourelle, par exemple, par un EEI dans le sol ou par des explosifs placés dans un véhicule en vue d'un attentat suicide. Tous les VBL III ont été munis de ces ensembles; ils ont tous été ramenés tour à tour de Ma'Sum Ghar au KAF aux fins de l'installation de ces derniers.

Le manque d'équipement approprié de franchissement d'obstacles dans le Zharey et le Panjwayi gênait les troupes canadiennes qui y menaient des opérations. Le char Beaver poseur de ponts, qui utilisait le châssis d'un char Leopard, a été jugé trop vulnérable pour que l'on s'en servît. Par conséquent, les sapeurs et soldats des blindés se sont rappelé une méthode employée pendant la Seconde Guerre mondiale : l'emploi de fascines. Soixante ans plus tôt, les véhicules blindés du Génie transportaient des faisceaux de troncs d'arbre attachés ensemble; ces faisceaux étaient ensuite déposés dans le plan d'eau à franchir ou contre un mur pour que les véhicules puissent passer. En Afghanistan, les fascines se composaient de tuyaux de PVC lourds d'un diamètre moyen attachés ensemble; un VSBL ou un EBG Badger déposait ensuite les faisceaux dans de nombreux petits canaux des districts au moyen de sa flèche. Les tuyaux de PVC étant creux, l'eau servant à l'irrigation pouvait continuer à couler malgré tout[277].

L'ESN continuait à encadrer l'Armée afghane et à l'aider d'autres façons. Le Lcol Blair entretenait notamment une relation avec le commandant du 5e Kandak. Les mentors de l'ESN mettaient l'accent sur des aspects pratiques des opérations, en particulier la récupération des véhicules et les travaux d'entretien de base, au Camp Hero. Quand le 5e Kandak n'a pas su comment souder les nouveaux affûts des lance-grenades sur les véhicules de la 1-205 Brigade, l'ESN a donné un cours de soudure aux Afghans pour qu'ils exécutent le travail eux-mêmes par la suite.

Le concept de soutien appliqué par l'ESN au cours de la rotation changeait considérablement. Auparavant, l'ESN appuyait l'ERP en déplaçant ses cuisiniers et ses spécialistes du transport, du ravitaillement et de l'entretien d'un endroit à l'autre, par roulement, mais il disposait désormais d'un détachement laissé au Camp Nathan Smith

sous le commandement de l'ERP. Quatre autres détachements composaient la Compagnie R et l'ESN : ils étaient situés aux FOB/BP Sperwan Ghar, Wilson, Frontenac et Ma'Sum Ghar. Ces détachements pouvaient former des échelons pour les sous-unités du GT et s'occuper ainsi du dépannage ou de la récupération, du ravitaillement et des réparations.

Avec tous les changements qui se produisaient à Kaboul après la suppression de l'ECS-A et l'arrivée du personnel d'instruction militaire, l'ESN a aussi dû repenser l'appui et la protection de ce dernier. Avec le temps, un détachement de l'ESN, comprenant 20 membres (soins médicaux, transmissions, administration, équipe de protection rapprochée), a été mis sur pied au Camp Souter, c'est-à-dire à la base britannique à Kaboul.

La FO Kandahar et l'ESN cherchaient des moyens novateurs de faciliter le soutien logistique dans l'environnement afghan. L'un d'eux a pris la forme du détachement logistique léger. Pendant les opérations de l'été, on avait constaté que le ravitaillement en eau des troupes débarquées dans l'environnement intérieur complexe du Zharey, en particulier celui des troupes afghanes travaillant de concert avec les troupes canadiennes, posait problème. Il n'y avait aucun hélicoptère canadien pour accomplir cette tâche, et les équipages des Mi-8 assurant l'ACTA FIAS n'étaient pas disposés à faire ce travail. Les systèmes Camelbak (transporteur d'eau potable) (certains soldats en apportaient deux) ne suffisaient pas. Certains soldats apportaient avec eux des nécessaires commerciaux portatifs de décontamination et se servaient de l'eau des puits quand ils le pouvaient, malgré la désapprobation du personnel de la médecine préventive. Cela a donné lieu à une expérience avec des bêtes de somme. Se servant comme point de départ de données historiques sur la campagne d'Italie au cours de la Seconde Guerre mondiale, le Maj Charles Jansen a formulé l'idée du détachement logistique léger et l'a promptement présentée aux autorités par le biais de la bureaucratie canadienne. Après un certain temps, un détachement-pilote a été formé, mais des problèmes culturels liés aux troupes afghanes et aux ânes n'ont pas pu être résolus. Avec le temps, le projet s'est évanoui à cause d'un manque de soutien. Quoi qu'il en soit, des hélicoptères canadiens ont été déployés au début de 2009, ce qui a facilité les opérations de ravitaillement sur le terrain[278].

Réduction de l'influence canadienne à Kaboul

En deux mots, les forces canadiennes en Afghanistan avaient exercé au départ une influence sur le contexte stratégique de Kaboul par l'intermédiaire de six entités : la FIAS, dirigée par l'OTAN en Afghanistan et le CTCS-A, dirigé par les É.-U., deux entités où le Canada avait des officiers occupant des postes d'état-major et de commandement; l'ECS-A; le Groupe d'action stratégique; la MANUA auprès de laquelle les FC avaient un officier d'état-major; l'ambassade du Canada. En outre, comme nous l'avons déjà mentionné, l'objectif global de l'exercice d'une telle influence résidait dans le besoin permanent pour

le Canada de participer à la planification et d'être tenu au courant de la situation, afin de protéger ses intérêts et de prévenir l'emploi des troupes canadiennes par d'autres entités à mauvais escient.

À la fin de 2008 et au début de 2009, le système s'était effondré presque totalement. L'ECS-A avait disparu, à cause surtout d'une rivalité bureaucratique. Les Américains ont rapidement comblé le vide. Les conflits de personnalités au sein de la MANUA ont entraîné le retrait provisoire du représentant militaire canadien affecté auprès d'elle. Le Groupe d'action stratégique, qui comprenait un représentant de l'ECS-A, avait lui aussi cessé d'exister. Le Canada n'avait plus que des postes dans les deux commandements militaires, soit la FIAS et le CTCS-A[279].

Par ailleurs, il y avait de plus en plus de brouille entre l'ERP à Kandahar et la FIAS de l'OTAN. En 2009, les officiers canadiens affectés auprès de la FIAS et chargés de faire rapport sur les résultats de l'ERP se sont fait dire par d'autres Canadiens qu'ils ne seraient plus les bienvenus aux bureaux de l'ERP à Kandahar. Ce n'était là que les symptômes d'un problème plus vaste. En effet, le gouvernement du Canada avait décidé de se distancier des intrigues politiques de Kaboul et de se concentrer uniquement sur la province de Kandahar. Cela coïncidait avec la détérioration de la scène politique à Kaboul, ce qui était par ailleurs lié au maintien d'Hamid Karzai à la présidence et aux élections imminentes. À la fin de 2008, tandis que la date des élections approchait, toute cohérence dans le processus politique de Kaboul a disparu, et tout programme national dont on pouvait retracer l'origine aux jours grisants de la Loya Jirga constitutionnelle de 2003-3004 a été mis de côté. En effet, les officiers canadiens qui suivaient la situation ont conclu que trois éléments incontrôlables influaient sur la scène politique afghane : la drogue; le Pakistan; Hamid Karzai.

Des effets positifs pouvaient encore être produits à Kaboul, en particulier dans le domaine de l'instruction, effets qui faisaient fond sur les relations datant de celles établies par l'Équipe de formation intégrée (ETT) en 2003. Neuf postes de l'ECS-A ont été transférés au CTCS-A et, travaillant avec les Américains, les Canadiens se sont concentrés sur l'élaboration et l'amélioration du Cours des officiers d'état-major subalternes dans l'espoir d'influer sur une génération à venir d'officiers afghans. En outre, l'Armée canadienne appuyait le Centre de formation linguistique et d'état-major en Afghanistan. Étant donné le taux d'analphabétisme alarmant, tout ce qui pouvait être fait pour améliorer les FSNA sur ce plan était utile. Dans ces deux structures, un autre point du programme consistait à dépolitiser l'Armée nationale afghane autant que possible en encourageant une socialisation qui transcendait les groupes tribaux et ethniques. Il s'agissait là de projets à long terme. Il était entendu qu'il n'y aurait aucun effet immédiat sur la campagne dans la province de Kandahar, mais un investissement de ce genre allait peut-être avoir une incidence sur la stabilité future du pays.

Cependant, les composantes de l'effort international à Kaboul ne s'harmonisaient tout simplement pas en 2008 et 2009, et il est possible que cela en ait amené certains à Ottawa à se concentrer sur la province de Kandahar et à se détourner de la dimension stratégique. Le Mgén Al Howard a souligné ce qui suit :

> Au quartier général de la FIAS, il y a deux équipes : l'équipe de la FIAS et le cercle fermé étasunien. Ce dernier chasse l'ennemi avec des UAV Reaper et toutes sortes d'autres moyens, et il applique la méthode forte partout. Personne n'essaie de se mettre en rapport avec l'ONU pour lui dire : « Monsieur ONU, pourriez-vous venir ici et nous aider à créer et à encadrer un régime de gouvernance avec les Afghans? » Le dernier homme qui a véritablement essayé de reconstruire le pays, c'est [le général] David Richards quand il a mis sur pied le Groupe d'action stratégique […] J'ai eu l'impression que les représentants de l'ONU et de l'OTAN ne s'entendaient pas [en 2008] et qu'ils ont raté une occasion d'influer positivement sur le cours des choses. [Traduction]

Le représentant de l'Armée canadienne auprès de la MANUA était le Col Mark Skidmore qui, nous nous le rappellerons (voir le volume I), avait servi auprès de l'ONU à Kaboul dans les années 1990. Le Col Skidmore estimait que la situation concernant l'ONU en Afghanistan était intenable. Le Mgén Howard a déclaré ce qui suit : « Selon moi, tout ce que l'ONU faisait était tellement inefficace, tellement insignifiant et tellement ridicule qu'il [Skidmore] a tout simplement levé les mains en disant : « Vous pouvez me sortir d'ici. » Selon le Mgén Howard, les commandants de la FIAS ne s'entendaient pas du tout avec les dirigeants de la MANUA, « mais la personnalité du chef de mission [de l'ONU] y a peut-être été pour quelque chose également[280] » [Traduction]. En effet, la dissolution de l'ECS-A n'a fait que compliquer la situation : c'était la seule entité qui fournissait une aide exclusive au plus haut niveau du gouvernement en Afghanistan :

> Le Canada décide donc de déployer d'autres efforts dans le sud. C'est alors que la RCK intervient. L'accent est maintenant mis sur la province de Kandahar et non sur le niveau supérieur. Sans doute à l'insistance des militaires, nous avons le [Lgén] Mike Gauthier [au COMFEC] et tous les autres qui réclament à grands cris : « Une concentration plus grande des efforts, une concentration plus grande des efforts! » Le MAECI et l'ACDI répondent donc en obtempérant et en déployant une équipe aussi nombreuse que l'on n'en verra jamais une dans le sud. Mais cela réduit ce qui se passe à Kaboul […] il y a donc là un certain drainage de puissance. Le Canada a de l'influence. Si vous avez des troupes dans la province de Kandahar, vous exercez une influence […] Nous n'utilisons pas l'influence[281].

C'est à peu près à ce moment-là qu'un certain nombre d'officiers supérieurs canadiens ont cru que le gouvernement canadien avait effectivement un point de vue ambivalent sur la guerre en Afghanistan :

> Je pense que le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il s'agit là d'une cause perdue. Lors des premiers jours grisants, le Canada formulait ses exigences en disant « Réparez ceci, réparez cela! ». Or, rien de tout cela n'arrive. Rien d'efficace ne se passe à Kaboul. Il n'y a donc rien sur quoi une influence puisse être exercée de toute façon […] Vous avez donc le commandant de la FIAS, des troupes qui s'occupent des questions tactiques, et c'est là-dessus qu'il met l'accent […] Nous avons un gouvernement inefficace et nous n'essayons pas de l'améliorer. Et [il y avait] des refuges pour les talibans [au Pakistan][282]. [Traduction]

Il existait en fait un vide stratégique à Kaboul :

> Les Canadiens sont là à faire le travail et à gagner sur le plan tactique; ils font tout ce qu'il faut faire, mais leurs efforts n'ont pas d'écho au niveau supérieur; le gouvernement canadien n'intervient pas avec une vigueur suffisante […] et les Américains ne savent pas comment le faire. Ils ne s'adonnent pas à la reconstruction du pays[283]. [Traduction]

Départ du brigadier-général Thompson

Le Bgén Thompson a distribué ses « Parting Thoughts" (Dernières pensées) à l'état-major du QG FOI-A, le 7 février 2009[284]. Elles méritent d'être citées en détail, car elles décrivent de la façon la plus claire et la plus pertinente la situation des Canadiens en Afghanistan jusqu'à ce stade-là de la guerre. Il a d'emblée affirmé ceci : « Ce sont là mes pensées, et elles risquent de ne pas correspondre précisément à celles d'autres parties concernées. » [Traduction] Le Bgén Thompson a caractérisé le Pakistan comme étant le problème « prépondérant » :

> À la base, il existe un bassin inépuisable de recrues volontaires produites dans les madrasas non réglementées juste de l'autre côté de la frontière. Ces « usines » de djihadistes volontaires ne donnent aucun signe de ralentissement. J'irais jusqu'à dire que, si nous réglions ce problème particulier, nous franchirions une énorme étape sur le chemin menant à la solution du problème global, ce qui permettrait à la ceinture pachtoune de retourner à son état stable (un état qui, malgré tout, paraîtrait étrange à nous tous) […] Je crois que nous devons chercher des stratégies d'atténuation à court terme et pendant que le nouveau gouvernement des États-Unis élabore sa stratégie à appliquer de ce côté-ci de la ligne Durand. [Traduction]

Le Bgén Thompson se préoccupait de plus en plus de la légitimité continue du gouvernement de Kaboul :

> La date déclarée de l'élection ayant été fixée au 20 août 2009, il y a maintenant une importante balise. À n'en pas douter, la suspension éventuelle du pouvoir exécutif du gouvernement au-delà du 25 mai est troublante. Cela pourrait signifier que le gouvernement serait interrompu en tant que tel jusqu'en novembre 2009, compte tenu du temps nécessaire à un deuxième tour de scrutin et à la préparation de l'investiture. Autant de raisons pour faire preuve de détermination dans la conduite de l'élection. [Traduction]

L'inscription des électeurs s'était bien passée dans la province de Kandahar, et l'électorat n'aurait aucune excuse comme il en avait eu en 2004 : « Je dirais que, si les Pachtounes se disent privés de leur droit de représentation, ils n'auront qu'eux à blâmer. » [Traduction]

Aux yeux du Bgén Thompson, le prochain grand problème en importance était :

> […] la sottise de notre structure de commandement actuelle. La FIAS de l'OTAN, le CENTCOM, le CTCS-A, les SOCOM SOF, les programmes nationaux, etc. À franchement parler, c'est un fouillis indescriptible. Sans unité de commandement, l'unité d'efforts est quasi impossible […] Il ne sert à rien aux pays de dresser des plans compliqués, sans se reporter aux documents propres aux théâtres de guerre, pour protéger leurs intérêts étroits, depuis les bureaux de leurs capitales respectives. Nous devons créer un nouveau concept […] [Traduction]

Au niveau opérationnel :

> À mon arrivée, je croyais qu'une compréhension approfondie de la dynamique tribale était essentielle à la réussite […] Néanmoins, nous sommes encore des Ferengis et nous avons été surpris, par exemple, par le congédiement abrupt du gouverneur Raufi et la nomination ultérieure du gouverneur Wessa. Le mot « surpris » est peut-être trop dramatique, et le mot « stupéfiés » conviendrait sans doute mieux — stupéfiés par le fonctionnement mafieux des rouages politiques afghans. Bref, nous devons continuer à fouiller plus à fond dans les détails de la dynamique tribale si nous voulons découvrir vraiment les leviers qui font effectivement bouger la population dans le sud de l'Afghanistan. [Traduction]

En ce qui concerne les questions de développement, le Bgén Thompson favorisait la production de « résultats concrets » dans les domaines de l'irrigation, de l'électricité, des routes et du chômage, et il citait le travail de l'Organisation des travaux de construction en exemple pour indiquer la voie à suivre. « Et puis, il y a ma marotte, dont j'ai parlé sans merci depuis mon arrivée : accroître la densité des troupes. » [Traduction] Le 2-2 Infanterie et l'expansion de la 1-205 Brigade ont beaucoup aidé, mais « il faudrait songer à déployer des forces de l'Armée nationale afghane vers le sud, à partir des secteurs plus tranquilles du nord » [Traduction]. Il faut doubler les forces de police et laisser leurs mentors avec elles dans les districts pour que le programme de perfectionnement ciblé par district fonctionne.

Le Bgén Thompson a salué les réussites tactiques :

> Mis à part nos soldats sur le terrain qui font face à l'ennemi jour et nuit, nos services du renseignement tactique sont ce qui m'a le plus impressionné. Nous connaissons les secteurs peuplés de la province de Kandahar. Nous connaissons le terrain à un degré merveilleux qui nous permet d'exécuter de véritables opérations en partenariat, éclairées par le renseignement et menées contre des objectifs connus (des personnes ou des enceintes d'intérêt). Les marches à l'ennemi de grande envergure ne sont plus nécessaires, à cause de la qualité du renseignement que nous recevons et qui oriente des opérations de précision visant à approfondir et à protéger le terrain gagné (la fonction « tenir »). Tout le processus est un joyau précieux qu'il nous faut saisir et préserver pour les opérations à venir.

Enfin,

> La volonté des gens constitue pour moi une caractéristique changeante. Quand je suis le débat qui se poursuit au Canada au sujet de la mission en Afghanistan, je ne peux m'empêcher de me demander comment nos compatriotes d'autrefois ont supporté les pertes subies au cours des guerres de leur époque. Notre nation est-elle la même qu'à ce moment-là? Chose certaine, nous sommes servis par les meilleurs soldats du monde. Ils ont tenu cette province pendant une saison de combats difficiles sans se plaindre, que dis-je, avec un enthousiasme sans borne. Je pars avec un respect renouvelé pour nos soldats. Nous devons nous estimer privilégiés d'avoir marché en leur compagnie.

Conclusion

Au début de 2009, la situation dans la province de Kandahar était toujours dans l'impasse. Le contrôle complet des districts échappait encore aux forces canadiennes et afghanes à l'ouest de la ville de Kandahar, et une série d'attaques terroristes mettait en doute la notion selon laquelle la coalition contrôlait la ville de Kandahar, sous une forme ou sous une autre. Dans ces districts existaient des îlots de stabilité qui, combinés aux forces coalisées de manœuvre, servaient à perturber les activités ennemies dont l'objet était de prendre le contrôle de ces districts au complet, ou qui visaient la ville. Plusieurs facteurs ont contribué à cet équilibre. D'abord, les ressources rares étaient utilisées pour garder la Route nº 1 ouverte à l'ouest de la ville, de manière à rendre possibles le ravitaillement des Britanniques et le soutien de leurs opérations dans la province d'Helmand. En deuxième lieu, l'ennemi exploitait l'incapacité des Afghans de progresser sur le plan de la gouvernance, les rivalités inter-tribales et la concurrence entre les intermédiaires du pouvoir, afin de prendre pied dans l'Arghandab et à Senjaray. En troisième lieu, le retrait des forces protégeant l'infrastructure tactique, lequel était logique sur le plan économique, a en fait empiré les choses dans le Zharey et le Panjwayi.

À la fin de 2008, le renforcement des capacités de la police progressait lentement, et il y avait encore de trop nombreuses entités cherchant à régler le problème. La situation était attribuable en grande partie à l'approche incohérente que les É.-U. avaient adoptée pour remettre les services de police sur pied, après que les Allemands leur eussent transmis le dossier et aussi, dans une certaine mesure, aux conflits de personnalités dans la province de Kandahar. Les Canadiens ne pouvaient pas maîtriser ces problèmes. Ces derniers découlaient en fait des conséquences à long terme de l'inefficace politique allemande au chapitre des services de police, et ce, sept ans après l'Accord de Bonn. Toutefois, l'ELMOP canadienne, la CIVPOL canadienne et les mentors étasuniens de la police réussissaient bien à soutenir la police des districts malgré les risques, les pertes et la rareté de leurs ressources.

Le renforcement des capacités de l'Armée nationale afghane était une réussite incontestable pour le Canada. Avec le déploiement, dans les districts, d'une brigade afghane complète appuyée par les ELMO canadiennes, les niveaux de densité des troupes étaient prometteurs — si seulement l'ordre avait pu être mis dans les services de police et la gouvernance. Le principal problème pour l'Armée afghane et les ELMO résidait dans le redéploiement continuel du 2e Kandak pour étayer l'effort britannique vacillant dans la province d'Helmand. Cela absorbait des forces et réduisait la densité des troupes dans les districts du front, juste au moment où elles étaient nécessaires pour remplir les rôles « Tenir » et « Construire ».

Les « opérations d'attrition » — c'est la meilleure façon de les décrire — produisaient des résultats étonnants. Le ciblage des chefs ennemis par les forces d'opérations spéciales et la puissance aérienne; les très nombreux insurgés qui se sont exposés et ont été tués pendant l'Op ASP-E JANUBI, et le combat avec les ressources ISTAR armées, mené au niveau de la FOI en Afghanistan et à celui du GT, voilà autant d'éléments qui ont réduit considérablement les capacités ennemies dans la province de Kandahar en 2008.

Quant à la question vitale de la gouvernance, les turbulences extrêmes engendrées par le remplacement de Khalid par Raufi, puis par Wessa ont profondément miné la légitimité du gouvernement. Le général Raufi offrait au gouvernement son meilleur espoir d'améliorer sa crédibilité et sa légitimité. Ahmad Wali Karzai et les intermédiaires popalzais du pouvoir, qui se sentaient menacés par la présence d'un non-popalzai qui, dans un poste de commandement, bénéficiait d'un soutien public intertribal grandissant, ont étouffé cette vacillante lueur d'espoir. Plus que toute autre réalité, cela torpillait les efforts canadiens sur tous les plans et fait en sorte que la population reste dans l'indécision. De même, les mécanismes établis dans les districts, par exemple les centres interarmées de coordination de district, ont continué à prendre de la maturité, mais ils ont été eux-mêmes fatalement paralysés par la combinaison de la dynamique tribale et d'un manque de vision au niveau individuel et par une association avec un gouvernement provincial dont la légitimité était de plus en plus douteuse.

Aucun degré de développement n'allait régler ces problèmes systémiques. En effet, la nouvelle stratégie canadienne passait presque complètement sous silence ces questions essentielles : les écoles, l'éradication de la poliomyélite et le projet du barrage de Dahla n'avaient rien à voir avec quoi que ce soit d'autre qu'une tentative d'améliorer la vie des Afghans. Cela semble sans doute constituer un but louable, mais il était contre-productif dans une guerre anti-insurrectionnelle. Les projets d'aide humanitaire non reliés au gouvernement deviennent manifestement neutres, ce qui signifie que l'insurrection peut revendiquer un certain mérite pour en avoir permis la réalisation. La nouvelle stratégie a remarquablement stimulé le renforcement des capacités en matière de sécurité, mais cet aspect a été éclipsé par les projets « de prestige ». En fait, ceux qui ont élaboré la nouvelle stratégie ont mis sur pied divers projets, ils ont défini un moyen d'en mesurer la progression et ils ont créé une méthode pour faire rapport sur cette progression. Cependant, comme nous l'avons vu, aucun d'eux ne s'est attaqué aux questions fondamentales qui attisaient l'insurrection dans la province de Kandahar.

L'approche dysfonctionnelle du développement dans les districts prenait la forme d'une multitude de projets conçus pour améliorer le gagne-pain de la population, mais encore une fois, ces projets n'avaient pas de liens avec la gouvernance. Et, comme dans le cas des grands projets, l'ennemi pouvait faire valoir qu'il avait « permis » de poursuivre l'exécution

des projets locaux, en l'absence de chefs à la tête de la province ou des districts. Les forces canadiennes ont fait ce qu'elles ont pu pour intégrer le développement au niveau des districts, mais leurs efforts étaient entravés par l'incapacité des AM d'assurer la continuité à ce niveau. C'est donc aux équipes de la COCIM, à l'Organisation chargée des travaux de construction et à l'Équipe spécialisée du Génie qu'il a incombé d'assurer la continuité. Sans la présence des AM canadiens dans les districts, il n'était pas possible de synchroniser les trois secteurs d'activité ou lignes d'opération qu'étaient la gouvernance, le développement et la sécurité.

En mettant les choses au mieux, les Canadiens et les Afghans pouvaient continuer de perturber les activités de l'ennemi et de lui faire obstacle là où il opérait. Le renforcement des capacités de la police et de l'Armée se faisait à bonne allure, pendant que la mise en place de mesures au coup par coup visant à établir des capacités dans les districts progressait lentement. La Route nº 1, principale route de desserte, restait ouverte au profit des Britanniques dans la province d'Helmand, pendant que la FO Kandahar attendait des renforts.

NOTES

1. CBC, « Party leaders blast Taliban remarks on Canadian election », 10 septembre 2008.
2. La Presse canadienne, « Taliban urges Canada's next PM to pull troops », 9 septembre 2008.
3. Cabinet sur l'Afghanistan (CCA), « L'engagement du Canada en Afghanistan », septembre 2008, p. 1.
4. *Ibid.*
5. Entrevues avec le Col Spike Hazleton et le Col René Melançon [Op TOLO].
6. Entrevue avec le Bgén Denis Thompson, Ottawa, 14 février 2012.
7. Entrevue téléphonique avec le Lcol Lee Hammond, 13 juillet 2012.
8. Voir Bing West, *No True Glory: A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New York, Bantam Books, 2005.
9. Documents Thompson, « Operational Philosophy V2 », 4 octobre 2008.
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. Les rapports sur les pertes humaines étaient liés au maintien du soutien en faveur de la mission. Les membres des familles en deuil avaient désormais un accès immédiat aux médias, ou pouvaient être interviewés par eux, ce qui risquait d'entraîner une publicité négative pour les Forces canadiennes, le MDN et le gouvernement en général.
13. Entrevue avec le colonel Jamie Cade, Kandahar, le 2 février 2009.
14. Discussions entre l'auteur et des représentants supérieurs du Canada au QG FIAS, Kaboul, les 6 et 7 mars 2009.
15. Entrevue avec le Bgén Thompson.
16. Entrevues avec le Lcol Hugh Ferguson, aérodrome de Kandahar (KAF), les 1er et 2 février 2009.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*

19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. Compte rendu de situation quotidien (CRSQ) QG FOI-A, 17 novembre 2008.
22. CRSQ QG FOI-A, 6 décembre 2008.
23. CRSQ FO 3-08, 4 septembre 2008.
24. CRSQ FO 3-08, 7 septembre 2008.
25. JDCC DSR (22 septembre 2008).
26. CRSQ FO 3-08, les 9 et 10 septembre 2008.
27. CRSQ FO 3-08, les 7, 9 et 27 septembre 2008.
28. CRSQ FO 3-08, les 5 et 9 septembre 2008.
29. CRSQ FO 3-08, les 4, 9, 11, 24 et 27 septembre 2008.
30. CRSQ FO 3-08, les 7, 8, 9, 10 et 17 septembre 2008; CRSQ ELMO.
31. CRSQ ELMO, 3 septembre 2008.
32. CRSQ ELMO, 4 septembre 2008.
33. CRSQ ELMO, les 4, 5, 6 et 7 septembre 2008.
34. CRSQ ELMO, 17 septembre 2008.
35. CRSQ ERP, 25 septembre 2008. Nabi a probablement été tué parce qu'il représentait un obstacle éventuel à la réalisation des objectifs des éléments de la structure d'influence du Panjwayi.
36. CRSQ CICD, 5 septembre 2008.
37. CRSQ ERP, 17 septembre 2008.
38. CRSQ du groupement tactique, 28 septembre 2008.
39. CRSQ QG FOI-A, les 2 et 3 septembre 2008.
40. CRSQ du groupement tactique, 16 septembre 2008.
41. CRSQ ELMO, du 2 au 6 septembre 2008.
42. CRSQ ELMO, du 7 au 13 septembre 2008.
43. CRSQ QG FOI-A, 18 septembre 2008.
44. CRSQ ELMO, 28 septembre 2008.
45. CRSQ ELMO, 23 septembre 2008.
46. CRSQ du groupement tactique, 16 septembre 2008.
47. CRSQ CICD, 16 septembre 2008.
48. CRSQ ERP, 21 septembre 2008.
49. CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2008.
50. CRSQ ERP, 20 septembre 2008.
51. CRSQ QG FOI-A, 3 septembre 2008.

52. CRSQ du groupement tactique, 5 septembre 2008.
53. CRSQ ERP, 8 septembre 2008.
54. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 30 septembre 2008.
55. CRSQ QG FOI-A, 5 septembre 2008.
56. CRSQ ERP, 1er septembre 2008.
57. CRSQ ERP, du 1er au 5 septembre 2008.
58. CRSQ ERP, du 6 au 15 septembre 2008.
59. CRSQ QG FOI-A, les 8 et 9 septembre 2008.
60. CRSQ QG FOI-A, du 10 au 15 septembre 2008.
61. CRSQ ELMO, 17 septembre 2008.
62. CRSQ QG FOI-A, 22 septembre 2008.
63. *Ibid.*
64. CRSQ QG FOI-A, 28 septembre 2008.
65. CRSQ QG FOI-A, 29 septembre 2008.
66. CRSQ ERP, les 9 et 14 octobre 2008.
67. CRSQ QG FOI-A, 19 octobre 2008.
68. CRSQ J2, 21 octobre 2008.
69. CRSQ J2, 23 octobre 2008.
70. « OMLT Rotation 5-End of Tour Report » (Rapport de fin de la rotation 5, ELMO), 13 septembre 2008.
71. Entrevue avec le Col Jamie Cade, KAF, 4 février 2009. Entrevue avec le major Chris Comeau, Kingston, 15 mai 2012.
72. Entrevue avec le Maj Comeau.
73. Le Maj Comeau affirme que, quand sa rotation a pris fin, le point de vue limité avait la préséance : « À mon arrivée au début de 2009, il m'a semblé que le point de vue élargi avait la priorité. » [Traduction] Voir l'entrevue avec le Maj Steve Nolan, Ma'Sum Ghar, 11 février 2009.
74. CRSQ CCO-P, 28 septembre 2008 ; entrevue avec le Col Cade.
75. Entrevue avec le Lcol Dana Woodworth, Camp Nathan Smith, 10 février 2009.
76. *Ibid.*
77. *Ibid.*
78. Entrevue confidentielle.
79. Entrevue avec Andrew Scyner, Camp Nathan Smith, 6 février 2009.
80. D'après de nombreuses discussions empreintes d'exaspération et de véhémence entre l'auteur et le personnel civil et militaire du QG FOI-A, pendant l'été de 2008 et le printemps de 2009.
81. *Ibid.*
82. OTAN, *Rapport sur l'Afghanistan 2009*, p. 24-25.
83. *Ibid.*, p. 16.

84. WikiLeaks, message American embassy Kabul to State, « General McKiernan's January 4, 2009 Briefing on The Afghan Public Protection Force (APPF) », 8 janvier 2009; WikiLeaks, message American embassy Kabul to State, « Informing NATO Allies of Potential Changes to US SOF Posture in Afghanistan », 27 février 2009; OTAN, *Rapport sur l'Afghanistan 2009*, p. 16.

85. Entrevue avec Andrew Scyner.

86. Discussions entre l'auteur, le Bgén Thompson, le Lcol Woodworth et le Col Cade, KAF, 2009.

87. Entrevue avec le Col Cade.

88. Entrevue avec le Lcol Woodworth.

89. CRSQ ERP, du 15 au 25 septembre 2008.

90. CRSQ QG FOI-A, les 30 et 31 octobre; les 2, 3, 8, 28 et 29 novembre, et les 1er, 2 et 16 décembre 2008.

91. Discussions avec le Lcol Bob Chamberlain, KAF, janvier 2008.

92. CRSQ QG FOI-A, du 31 octobre 2008 au 1er janvier 2009.

93. CRSQ ERP, 13 novembre 2008.

94. CRSQ ERP, 14 janvier 2009; entrevue confidentielle. Les équipes de la COCIM ne savaient pas au juste pourquoi tout cela avait cours, du moins d'après leurs comptes rendus quotidiens, mais en rétrospective, ces activités avaient peut-être quelque chose à voir avec le projet de la route de contournement de la ville de Kandahar auquel Ahmad Wali Karzai s'intéressait tant. L'achat de terres, puis leur revente au gouvernement pour que la route puisse être construite, pouvaient être rentables, encore plus si le consortium de construction de ce même acheteur construisait la route.

95. L'auteur a été mis en présence de ce raisonnement par de nombreux Afghans, dans les cercles sociaux, pendant plusieurs années dans divers districts de la province de Kandahar.

96. CRSQ QG FOI-A, du 5 au 10 octobre 2008.

97. Entrevue avec le Col Cade, 2 février 2009.

98. CRSQ CCO-P, 10 janvier 2009. Si nous lisons entre les lignes, c'est comme si Ahmad Wali Karzai faisait pression sur Hamid Karzai pour qu'il fasse quelque chose au sujet du Ghorak. L'implication ici est qu'Ahmad Wali Karzai s'adonnait à des activités illicites dans ce district, ou qu'il agissait au nom de quelqu'un d'autre qui l'était au sein des structures d'influence de Kandahar ou de l'Helmand.

99. Cette partie est fondée sur le chap. 11 de l'ouvrage de Sean M. Maloney intitulé *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Kingston, Presses de l'ACD, 2012.

100. CRSQ QG FOI-A, 2 octobre 2008.

101. CRSQ QG FOI-A, 16 octobre 2008.

102. CRSQ QG FOI-A, 24 octobre 2008.

103. CRSQ ERP, 5 octobre 2008.

104. CRSQ ERP, 9 octobre 2008.

105. CRSQ ELMO, 5 octobre 2008.

106. CRSQ ELMO, 8 octobre 2008.

107. CRSQ ERP, 15 octobre 2008.

108. CRSQ ERP, 30 octobre 2008.

109. « Operation ARTASH CONOP Level 1 Briefing », 24 octobre 2008.

110. CRSQ QG FOI-A, 28 octobre 2008; soulignons que la diapo du briefing du QG FOI-A relative aux contacts ayant fait partie de l'Op ARTASH porte le titre « Today's nonsense » (L'absurdité d'aujourd'hui), au lieu de son titre habituel.

111. CRSQ QG FOI-A, 4 octobre 2008. Ce fut le début d'un piège psychologique dans lequel les rotations ultérieures se sont trouvées coincées. Le tracé de l'abscisse 28-29 sur la carte du district de Panjwayi a restreint la perception du district et équivalait à l'acceptation, du point de vue psychologique, que l'ennemi contrôlait la région située à l'ouest de cette abscisse, ce qui a eu des effets à long terme sur les opérations des forces canadiennes.

112. CRSQ ELMO, 13 octobre 2008.

113. CRSQ GT, 4 octobre 2008.

114. CRSQ GT, 20 octobre 2008.

115. CRSQ ELMO, 5 octobre 2008.

116. CRSQ ELMO, 13 octobre 2008.

117. Entrevue avec le Lcol Hugh Ferguson, KAF, 2 février 2008.

118. « Op SHNA DARA 2 Frag O Op ARAY Lvl 2 CONOP Brief », 2 octobre 2008.

119. CRSQ GT, 6 octobre 2008.

120. CRSQ QG FOI-A, 7 octobre 2008. Voir aussi « Op ARAY SIGACT Slide, 5 octobre 2008 » (Op ARAY, diapo sur l'incident significatif du 5 octobre 2008).

121. Entrevue avec le major Fraser Auld, KAF, 3 février 2009. La mesure dans laquelle le CICR fournissait un soutien médical aux talibans et nuisait ainsi aux efforts que le gouvernement afghan faisait pour établir un régime de soins de santé à Kandahar constitue une question qu'il faut examiner plus en détail ailleurs.

122. CRSQ GT; Op ARAY, diapositive sur l'incident significatif du 6 octobre 2008, 7 octobre 2008.

123. CRSQ QG FOI-A, 8 octobre 2008.

124. Op ARAY, diapo sur l'incident significatif du 8 octobre 2008.

125. CRSQ GT, 10 octobre 2008.

126. CRSQ ERP, 17 octobre 2008.

127. CRSQ QG FOI-A, 23 octobre 2008.

128. Entrevue avec le major Dean Tremblay, Harrowsmith, 4 mars 2013.

129. *Ibid.*

130. *Ibid.*

131. *Ibid.*

132. CRSQ GT, du 1er au 10 octobre 2008.

133. CRSQ GT, les 23 et 24 octobre 2008.

134. CRSQ ERP, 24 octobre 2008.

135. CRSQ QG FOI-A, 7 octobre 2008.

136. CRSQ ERP, 3 octobre 2008.

137. CRSQ QG FOI-A, 17 octobre 2008.

138. CRSQ QG FOI-A, 20 octobre 2008.
139. CRSQ QG FOI-A, du 29 au 31 octobre 2008.
140. CRSQ ERP, les 1er, 5 et 6 novembre 2008.
141. CRSQ J2, 8 novembre 2008.
142. Entrevue avec le Lcol Hugh Ferguson, KAF, 1er février 2009.
143. CRSQ ELMO, du 10 au 12 novembre 2008.
144. CRSQ QG FOI-A, 13 novembre 2008.
145. *Ibid.*
146. CRSQ ELMO, 13 novembre 2008.
147. CRSQ QG FOI-A, du 20 au 24 novembre 2008.
148. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 30 décembre 2008.
149. CRSQ QG FOI-A, les 29 et 31 décembre 2008.
150. CRSQ GT, 6 novembre 2008.
151. CRSQ QG FOI-A, 9 novembre 2008.
152. Entrevue avec le Lcol Roger Barrett, KAF, 5 février 2009.
153. CRSQ GT, 6 novembre 2008.
154. CRSQ GT, 7 novembre 2008.
155. CRSQ ELMO, du 8 au 11 novembre 2008.
156. CRSQ ELMO, du 12 au 19 novembre 2008.
157. CRSQ QG FOI-A, du 17 au 19 novembre 2008.
158. CRSQ QG FOI-A, 2 novembre 2008.
159. Renseignements tirés des rapports du QG FOI-A sur les incidents significatifs du mois de décembre 2008.
160. CRSQ QG FOI-A, 1er décembre 2008.
161. Diapo du QG FOI-A, incidents significatifs, 27 décembre 2008.
162. Renseignements trouvés dans les rapports de la COCIM envoyés au QG FOI-A par l'intermédiaire de l'ERP, pour novembre 2008.
163. Observations de l'auteur après qu'il eût passé du temps avec l'EGC-1 en février 2009.
164. Renseignements trouvés dans les rapports de la COCIM envoyés au QG FOI-A par l'intermédiaire de l'ERP, pour décembre 2008.
165. *Ibid.*
166. *Ibid.*
167. Renseignements tirés des rapports du QG FOI-A sur les incidents significatifs du mois de novembre 2008.
168. CRSQ GT, 16 novembre 2008.
169. CRSQ GT, 17 novembre 2008.

170. CRSQ QG FOI-A, 17 novembre 2008.
171. CRSQ QG FOI-A, 20 novembre 2008.
172. CRSQ ELMO, 24 novembre 2008.
173. CRSQ QG FOI-A, du 25 au 29 novembre 2008.
174. CRSQ GT, 14 décembre 2008.
175. Rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP, 10 novembre 2008. J'ai tu le nom de l'ancien pour le protéger.
176. *Ibid.*
177. CRSQ ERP, les 17, 19 et 28 novembre 2008.
178. CRSQ ERP, 16 décembre 2008.
179. CRSQ QG FOI-A, 23 décembre 2008.
180. Rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP, 18 décembre 2008.
181. CRSQ QG FOI-A, 19 décembre 2008.
182. Entrevue avec le Lcol Ferguson.
183. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de novembre 2008.
184. CRSQ J2, 13 novembre 2008.
185. CRSQ QG FOI-A, 24 novembre 2008.
186. CRSQ QG FOI-A, 27 novembre 2008.
187. Diapo sur les incidents significatifs, « BG C/S 22 IED Strike », 5 décembre 2008.
188. Diapo sur les incidents significatifs, « OMLT C/S 71D IED Strike IVO Senjaray », 5 décembre 2008.
189. Diapo sur les incidents significatifs, « KPRT QRF IED Attack IVO Senjaray », 13 décembre 2008.
190. Entrevue avec le Lcol Ferguson.
191. Entrevue avec le Lcol Mulawyshyn; entrevues avec le Bgén Thompson.
192. CRSQ QG FOI-A, 11 septembre 2008.
193. Entrevue avec le Lcol Mulawyshyn. Voir aussi « Op KASSAT Action Plan RRS-East of Senjaray IEDs as at 201200D Dec. 2008 ».
194. *Ibid.*
195. CRSQ QG FOI-A, 16 décembre 2008.
196. CRSQ du groupement tactique, 17 décembre 2008.
197. *Ibid.*
198. CRSQ J2, 16 décembre 2008.
199. CRSQ QG FOI-A, 18 décembre 2008.
200. FO Kandahar, « Operation PANCAR CONOP Level 1 Briefing », 19 décembre 2008; CRSQ QG FOI-A, 16 décembre 2008.
201. CRSQ GT, 19 décembre 2008.

202. CRSQ QG FOI-A, du 18 au 20 décembre 2008.

203. CRSQ GT, 20 décembre 2008.

204. CRSQ QG FOI-A, 22 décembre 2008.

205. CRSQ J2, 23 décembre 2008.

206. QG FOI-A, « Op JAKAR », 18 décembre 2008.

207. CRSQ QG FOI-A, du 24 au 29 décembre 2008; entrevue avec le Lcol Ferguson; WikiLeaks : dans l'article « Afghanistan War Log: 2008 », la FO 373 est identifiée comme étant l'unité des FOS qui est alors intervenue.

208. Correspondance par courriel avec le Lcol Marc St-Yves, les 23 et 25 juin 2012.

209. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de novembre 2008.

210. *Ibid.*

211. *Ibid.* Entrevue avec le major Tremblay.

212. Entrevue avec le major Tremblay.

213. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de décembre 2008.

214. CRSQ ERP/Rapport de l'équipe de la COCIM, 2 novembre 2008.

215. CRSQ ERP, 20 décembre 2008.

216. Un des rapports les plus surréalistes de l'équipe de la COCIM concernait une visite faite dans le village de Munara Sharifa : « Quand l'équipe a demandé s'il y avait des insurgés dans le village ou le secteur, l'interprète a entendu un homme dire : " Je suis un insurgé. " C'était un grand gaillard costaud mesurant six pieds et âgé de 30 à 34 ans; il portait des vêtements noirs et arborant une barbe noire épaisse. Il est parti immédiatement en direction nord, après que la question eut été posée. » Rapport de l'équipe de la COCIM de l'ERP, 5 novembre 2008.

217. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des rapports sur les incidents significatifs de septembre à décembre 2008.

218. CRSQ QG FOI-A, 18 novembre 2008.

219. Renseignements tirés des rapports quotidiens faits par le 2-2 Infanterie au QG FOI-A au cours du mois de novembre, tels qu'ils ont été exprimés dans les CRSQ.

220. *Ibid.*

221. On n'a jamais su vraiment si cet acte avait été le fait d'un homme troublé, ou une action pilotée par un commandant taliban local. L'auteur a collaboré avec l'EACH du 2-2 Infanterie, pendant l'Op JALEY, et a parlé du meurtre de Lloyd avec l'équipe. Selon une théorie, un certain commandant insurgé avait peut-être orchestré l'incident, mais il n'y avait aucun moyen de le prouver.

222. CRSQ QG FOI-A, 12 novembre 2008.

223. CRSQ ERP, 17 décembre 2008.

224. CRSQ QG FOI-A, du 14 au 16 décembre 2008.

225. CRSQ QG FOI-A, 30 décembre 2008.

226. Briefing de l'Escadre aérienne du QG FOI-A fait à l'auteur, KAF, 8 mars 2009.

227. Discussion avec le colonel Chris Coates, KAF, 8 mars 2009. Soulignons que la Turquie avait environ 30 appareils AH-1F Cobra modernisés, dont beaucoup étaient entreposés après avoir été retirés du service pendant que le pays opérait la transition à un nouvel hélicoptère de modèle italien.

228. Briefing de l'Escadre aérienne fait à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.
229. CRSQ de l'Escadre aérienne, QG FOI-A, les 22, 25, 29 et 30 décembre 2009.
230. Briefing fait par SkyLink à l'auteur, KAF, le 2 février 2009.
231. Briefing fait à l'auteur par l'Escadre aérienne, QG FOI-A, KAF, 8 mars 2009.
232. Voir les documents Thompson, journal quotidien d'octobre à décembre 2008; entrevue avec le Lcol Woodworth, 10 février 2009. Soulignons que l'environnement, après le Ritz, était beaucoup plus collégial et favorable à la coopération entre les diverses entités.
233. Entrevue avec le Lcol Woodworth.
234. Entrevue avec le Bgén Thompson, KAF, 31 janvier 2009.
235. Entrevue avec le major Auld; entrevue avec Jennie Chen, KAF, 7 février 2009.
236. Entrevue avec le colonel Cade.
237. Entrevue avec le Bgén Thompson.
238. Discussion avec le major Orest Babij, KAF, 4 février 2009.
239. CRSQ CCO-P, 6 décembre 2008.
240. Entrevue avec le Bgén Thompson.
241. Rapport d'évaluation du QG FOI-A pour le mois de décembre 2008, janvier 2009.
242. Cette partie est fondée sur le chap. 12 de l'ouvrage de Sean M. Maloney intitulé *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Kingston, Presses de l'ACD, 2012.
243. CRSQ ELMO, 17 janvier 2008.
244. CRSQ ERP, du 1er au 30 janvier 2008.
245. CRSQ QG FOI-A, 2 janvier 2008.
246. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des comptes rendus sur les incidents significatifs de janvier 2008.
247. CRSQ J2, 18 janvier 2008.
248. CRSQ ERP, 22 janvier 2008.
249. CRSQ ERP, 20 janvier 2009.
250. CRSQ QG FOI-A, 5 janvier 2008.
251. *Ibid.*
252. CRSQ du groupement tactique, 7 janvier 2008.
253. CRSQ ELMO, 9 janvier 2008.
254. CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2008.
255. CRSQ GT, les 16 et 17 janvier 2008.
256. CRSQ de l'ELMO et du groupement tactique, les 20 et 21 janvier 2008.
257. CRSQ QG FOI-A, les 22 et 24 janvier 2008.
258. CRSQ ELMO, 24 janvier 2008.
259. CRSQ ELMO et GT, du 24 au 26 janvier 2008.

260. CRSQ J2, 6 janvier 2008.

261. L'auteur a passé plusieurs jours avec l'EGC-1 pour observer ses opérations en février 2009.

262. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de janvier 2009, et notes de l'auteur rédigées sur le terrain.

263. CRSQ ERP, 13 janvier 2009.

264. CRSQ ERP, 12, 14 et 18 janvier 2009.

265. CRSQ ERP, 18 janvier 2009.

266. CRSQ ERP, 22 janvier 2009.

267. CRSQ QG FOI-A, 24 janvier 2009.

268. CRSQ QG FOI-A, 23 janvier 2009.

269. Ironiquement, cela s'est passé dans le village d'Haji Agha Lalai Dastagiri.

270. CRSQ ERP, 19 janvier 2009.

271. QG FOI-A, « Task Force Kandahar Monthly Assessment Report for October 2008 », novembre 2008.

272. QG FOI-A, « Monthly Assessment Report for December 2008 », janvier 2009.

273. J'ai formulé mon opinion à cet égard en lisant les MAR de septembre, d'octobre, de novembre et de décembre 2008.

274. Entrevue avec le Bgén Thompson.

275. Ce passage repose sur une entrevue avec le Lcol S.T. Blair, KAF, 10 février 2009, et sur un briefing fait par l'ESN à l'auteur.

276. Le Commandement régional (Sud) s'est approprié un peloton de VBLC aux fins de protection de la force et de la FRR, ce qui réduisait la capacité de l'Organisation des travaux de construction de se déplacer; cela a suscité une certaine friction entre les deux quartiers généraux à ce moment-là.

277. Chose certaine, si les unités des Lcol Hope et Lavoie avaient disposé d'équipement approprié de franchissement d'obstacles les 3 août et 3 septembre, ils n'auraient pas été gênés par les canaux sur leur flanc gauche, lors de l'approche de l'École blanche.

278. « Light Logistics Det (LLD) Proposal by Maj C. Jansen, TFK G4 », s.d.

279. Cette partie repose sur de nombreuses discussions que l'auteur a tenues avec des officiers canadiens à Kaboul, en mars 2009.

280. Entrevue avec le Mgén Howard.

281. *Ibid.*

282. *Ibid.*

283. *Ibid.*

284. Bgén Denis Thompson, « Parting Thoughts », 7 février 2009.

APPENDICE A :

CONVERGENCE DES INTÉRÊTS LORS DE L'ÉVASION DE LA PRISON DE SARPOSA ET PENDANT ARGHANDAB II, JUIN 2008

Les effets qu'ont eus l'évasion de la prison de Sarposa en juin 2008 et ses lendemains malheureux ont montré toute la complexité des politiques provinciales de Kandahar et de l'insurrection. Ils ont aussi prouvé que le Canada a été incapable de réagir efficacement à la dynamique pendant le déroulement de la guerre. Dans le cadre des événements de Sarposa, il est possible que de nombreux intérêts divergents se soient temporairement alignés, laissant le Canada porter le blâme, comme une blessure après un abus de confiance. La présente appendice est l'une des façons de dépeindre cette complexité, mais ce n'est pas la seule. Il ne s'agit pas d'une théorie définitive; celle-là pourrait venir plus tard, à la lumière d'informations additionnelles ou plus précises.

Les parties intéressées par les événements étaient les suivantes : représentants des Popalzais dans la structure de pouvoir de Kandahar; talibans basés au nord de la province de Kandahar; talibans basés à Quetta. Les cibles dans ce schème étaient les suivantes : derniers éléments de la base de pouvoir des alakozais dans l'Arghandab; leurs alliés à Asheque et à Senjaray, menés par Habibullah Jan; certains nouveaux concurrents ou concurrents éventuels sans affiliation tribale dans la lutte pour le pouvoir.

L'opération talibane orchestrée dans l'Arghandab immédiatement après Sarposa a mis hors de combat les derniers éléments de la tribu des alakozais, lesquels étaient fidèles au feu mollah Naqib. Karimullah était considéré par plusieurs comme étant une extension du pouvoir détenu par Asadullah Khalid et on le voyait de moins en moins comme le descendant légitime de la base de pouvoir de son père. Cette situation divisait les alakozais et les rendait vulnérables aux activités des talibans. Ainsi, le chef de police de l'Arghandab a été ciblé le jour-même de l'attaque sur Sarposa. Résultat : la réponse rapide du district n'a servi à rien devant la recrudescence des activités talibanes. Cette situation a été à l'avantage des talibans comme à celle des représentants des Popalzais. Les alakozais étaient les perdants.

Les talibans à Quetta ont tiré profit de la spectaculaire opération d'information générée par l'évasion de Sarposa. Pour les talibans, l'opération avait probablement été plus fructueuse à long terme que l'opération ratée qu'ils avaient par la suite entreprise dans l'Arghandab.

Dans les six semaines, leurs combattants de Shah Wali Kot et de Khakrez avaient repris leurs activités : ils perpétraient des assassinats et menaient une campagne d'intimidation contre la structure de pouvoir alikozaie, qui dut se soumettre. Pour équilibrer tout gain géographique fait par les insurgés dans le district, les représentants des Popalzais comptaient probablement sur une réponse rapide de la part de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) après l'incursion dans l'Arghandab. De plus, les représentants des Popalzais croyaient sans doute que ces deux forces seraient en mesure de garder les talibans à distance. Encore une fois, cela plaçait les talibans de même que les représentants des Popalzais dans une position avantageuse. Les alakozais, qui entravaient les activités des talibans et refusaient de se soumettre aux Popalzais, voyaient constamment leur influence réduite par ces deux groupes. Encore une fois, les alakozais perdaient au change.

Les talibans évadés de Sarposa se sont dispersés en partie dans l'Arghandab, à Senjaray et à Nakhonay. D'autres ont continué jusqu'à Bande Timor en passant par Mushan, mais la majorité est demeurée dans la province de Kandahar. Les leaders alizais à Senjaray et à Asheque, pour leur part, jouaient dans le camp des alakozais et entretenaient des relations antagonistes avec la structure de pouvoir popalzaie. Nombre de ces évadés ont mis le cap sur Senjaray, où ils sont venus renforcer une insurrection qui battait de l'aile dans ce secteur crucial de l'autoroute 1. La situation était problématique pour Habibullah Jan et ses partisans. Habibullah Jan serait plus tard assassiné, mais non par les talibans. Tout cela, et le fait que l'influence alikozaie diminuait à Kandahar, ont donné lieu à une perte catastrophique de l'influence alizaie. De nouveau, les talibans et la structure de pouvoir des popalzaie étaient avantagés. De nouveau, la structure de pouvoir popalzaie savait que la FIAS allait employer la force pour mettre les talibans à Senjaray hors de combat, et que la route allait demeurer ouverte. Finalement, les forces de sécurité contrôlées par la structure de pouvoir popalzaie se sont déployées à Senjaray afin d'« aider » le frère de Habibullah Jan à défendre le district. Les perdants? Les alizais, de même que les alakozais.

Par la suite, le général Saqib a joué un rôle intéressant. Il s'est fait renvoyer de son poste par Asadullah Khalid pour inaction, mais cette inaction avait peut-être été achetée, soit par un taliban ou par la structure de pouvoir popalzaie. Un pot-de-vin avait peut-être été versé à un simple policier contre son inaction. Saqib enquêtait prétendument sur des cas de corruption dans la structure de pouvoir popalzaie, soit parce qu'il entendait profiter de l'occasion pour en devenir un joueur (c'était un point de vue), soit parce qu'il voulait réellement s'attaquer à la corruption à Kandahar (c'était un autre point de vue). Ce dernier point de vue n'allait pourtant pas dans le sens des mesures qu'il avait prises pour déplacer « sa » police dans le Maywand afin de remplacer la « police » contrôlée par Haji Saifullah

(un allié de la structure de pouvoir popalzaie), sans compter qu'il s'était servi de cette police pour mener des opérations sélectives d'éradication du pavot. De toute évidence, Saqib n'aimait pas les organisations policières concurrentes qui ne tombaient pas sous son contrôle. En outre, il a pu profiter de la manne qu'offrait la nouvelle compagnie de sécurité en expansion au moment où la FIAS a eu besoin d'une couverture de sécurité pour sa base d'opérations avancées (FOB), cette FOB étant nécessaire pour le déploiement de ses forces en opérations. Comme on a pu le voir avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) qui tentait, en 2006, d'attirer des policiers en leur offrant des salaires plus élevés, il y avait beaucoup d'argent à gagner grâce au travail au noir de la police. Qui plus est, la milice privée d'Asadullah Khalid occupait maintenant une place importante et risquait moins d'être démantelée en raison de l'« échec » de la police provinciale de Saqib. Encore une fois, les talibans et la structure de pouvoir popalzaie se retrouvaient dans une situation qui les avantageait : les talibans profitaient du retrait d'un chef de police efficace et la structure de pouvoir popalzaie profitait du retrait d'une menace éventuelle ou d'un possible rival. Le perdant? Saqib.

Les évadés qui atteignirent Nakhonay menèrent plus tard des opérations contre le Dand, un district relativement tranquille dominé par les Barakzais. La milice privée du gouverneur renforça ensuite considérablement les effectifs de la police de ce district, juste après les événements de Sarposa. Il s'agissait probablement d'une mesure visant à rassurer la structure de pouvoir barakzaie et à protéger ses intérêts contre toute retombée éventuelle d'opérations talibanes renforcées après Sarposa. La situation était avantageuse tant pour la structure de pouvoir popalzaie que pour la structure de pouvoir barakzaie. Dand se voyait protégée contre les dommages collatéraux et la structure de pouvoir popalzaie n'avait pas à s'inquiéter d'une guerre sur deux fronts contre les Barakzais et les talibans. Les seuls perdants en l'espèce étaient les évadés talibans à Nakhonay qui se sont retrouvés à devoir combattre la milice de Khalid.

Finalement, il y avait le gouverneur, Asadullah Khalid. Le gouvernement canadien voulait que Khalid soit retiré de son poste pour cause de corruption et les désirs du Canada ont été rendus publics en avril lorsque Maxime Bernier a été cité dans les médias. C'était un affront personnel majeur devant lequel Khalid ne pouvait rester muet. L'inaction des forces de sécurité afghanes face à l'attaque de Sarposa, qui a obligé l'Armée canadienne à abandonner momentanément ses efforts à Zharey et dans le Panjwayi afin de composer avec l'Arghandab, a miné le programme stratégique du Canada à Kandahar. Ahmad Wali Karzai a accusé publiquement le Canada d'avoir trop tardé à intervenir à la suite de l'évasion de Sarposa. Personne ne sait si Asadullah Khalid a influé ou non sur cette inaction.

Si on arrivait un jour à prouver que c'était le cas, cela mettrait encore une fois les talibans et les représentants des Popalzais dans une position avantageuse. Les pressions de sécurité sur les talibans dans le Zharey et le Panjwayi ont cessé, et le Canada a été publiquement humilié. Les perdants? Le Canada, et ultimement, la population afghane de Kandahar. Fait à souligner : le gouverneur Asadullah Khalid avait quitté la province de Kandahar avant l'évasion de Sarposa et avant le début de l'Op DOUR BURKHOU. Il n'y était revenu qu'après un certain temps, laissant son gouverneur adjoint pour maîtriser la situation.

D'aucuns feront valoir que ces événements étaient calculés, qu'ils étaient le fruit de l'opportunisme ou du hasard, et la marge de manœuvre est grande quand on se penche sur les éventuelles motivations personnelles en cause. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que l'affaire Sarposa et que la deuxième opération dans l'Arghandab ont gravement miné la position du Canada en Afghanistan et qu'ils ont sonné le glas du pouvoir des alakozais à Kandahar.

GLOSSAIRE

PCA	point de contrôle d'accès
ADATS	système de défense anti-char et antiaérienne
ZDA	zone de développement en Afghanistan
EBG	engin (ou véhicule) blindé du Génie
SPSSA	Services de prestation de soins de santé afghans
PRA	Police routière afghane
PLA	Police locale afghane
ANA	Armée nationale afghane
PNAOC	Police nationale afghane pour l'ordre civil
SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
PNA	Police nationale afghane
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes; FIAS : Force internationale d'assistance à la sécurité, renvoie au groupe formé par l'Armée nationale afghane (ANA) et la Police nationale afghane (PNA).
TTB	transport de troupes blindé
PPPA	Programme de protection publique de l'Afghanistan
PPRA	Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan
ARSIC	Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes
VBD	véhicule blindé de dépannage
CRTS	Centre du renseignement toutes sources
PSSA	Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan

PAU	Police afghane en uniforme
VDIVA	Vision du développement intégré de la vallée de l'Arghandab
VBPP	véhicule blindé poseur de ponts
AWK	Ahmad Wali Karzai
Bdr	bombardier
BIP	blow in place (destruction/détruire sur place)
cmdt EO	commandant de l'environnement d'opérations
I/A	indicatif d'appel
CADG	Central Asian Development Group
COMFOSCAN	Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada
CDCR	Conseil de développement communautaire regroupé
CDC	Conseil de développement communautaire
COMFEC	Commandement de la Force expéditionnaire du Canada
RGC	Régiment du Génie de combat
CEXC	Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs
FC	Forces canadiennes
CFC-A	Commandement des forces multinationales en Afghanistan
SNEFC	Service national des enquêtes des Forces canadiennes
BCAG	Bureau canadien d'appui à la gouvernance
FHC	Force d'hélicoptères du Canada
CIA	Agence centrale du renseignement
ACDI	Agence canadienne de développement international
Anti-EEI	anti-engins explosifs improvisés
COCIM	coopération civilo-militaire

CIVPOL	police civile, ou le contingent de 30 membres de la GRC affecté à la composante de la police civile de la Force de protection des Nations Unies
CJSOTF	Force interarmées multinationale d'opérations spéciales
FOIM	Force opérationnelle interarmées multinationale
LJC	Loya Jirga constitutionnelle
PLC	patrouille logistique de combat
OTC	organisation chargée des travaux de construction
EGC	équipe de gestion de construction
CNN	Cable News Network
Cmdt	commandant
COIN	contre-insurrection
COMISAF	commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité
COP	Combat Outpost (avant-poste de combat)
PCEP	Programme central d'éradication du pavot
ROSC	Régiment d'opérations spéciales du Canada
CTCS-A	Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan
PCSEJ	Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes
FOM	Force opérationnelle multinationale
ECK	Équipe combinée de Kandahar
DAFA	Agence de déminage d'Afghanistan
RGED	récepteur GPS évolué pour la défense, un système GPS du Canada
CCD	Conseil communautaire de district
CmdtA	commandant adjoint

CmdtA	Commandant adjoint
ADD	Assemblée de développement des districts
ECDD	Équipe de combat du district de Dand
PAD	Programme d'application des projets au niveau des districts
DDR	démobilisation, démilitarisation et réintégration
DEVAD	conseiller en matière de développement
MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
CFD	charge à fragmentation directionnelle
MDN	ministère de la Défense nationale
ESD	équipe de stabilisation du district
OBE	opérations basées sur les effets
CME	contre-mesures électroniques
PCE	point de contrôle d'entrée
Esc CG	Escadron de construction du Génie
ECG	Équipe de construction du Génie
ECDE	Équipe canine de détection d'explosifs
NEM	neutralisation de explosifs et munitions
COIC	capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstances
UAG	Unité d'appui du Génie
ETT	Équipe de formation intégrée
CRRE	Corps de réaction rapide européen
GE	guerre électronique
FATA	Agence tribale administrée par le fédéral
PCD	perfectionnement ciblé par district

FOB	base d'opérations avancée
OOA/CAA	officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé
GBU	bombe guidée
GIRoA	gouvernement de la République islamique d'Afghanistan
CIMG	Centre de l'information et des médias du gouvernement
LRMG	lance-roquettes multiple à guidage
HALO	système de repérage d'artillerie hostile
DHELI	demande d'hélicoptère
HESH	explosif brisant à ogive plastique (munition)
HFA	Haji Fazluddin Agha
HiG	Hezbe Islami Gulbuddin
EFA	explosif de fabrication artisanale
QG	quartier général
USS	Unité des services de santé
EACH	Équipe d'analyse du contexte humain
CI	communauté internationale
ID	identification
ACTA FIAS	appui contractuel au transport aérien de la FIAS
ICEPAK	Élément de coordination de la FIAS au Pakistan
DIGL	Direction indépendante pour la gouvernance locale
PDIP	personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
CEI	Commission électorale indépendante
EEI	engin explosif improvisé
IFF	identification ami ou ennemi
IFOR	Force de mise en œuvre

CIFIAS	Commandement interarmées de la Force internationale d'assistance à la sécurité
SADMT	système amélioré de détection des mines terrestres
Rens	renseignement
OI	organisation internationale
PAPP	Plan d'action provinciale provisoire
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
ISI	renseignement interservices (services secrets du Pakistan)
ISID	Direction pour le renseignement interservices
RSR	renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance
JAG	juge-avocat général
JDAM	munition interarmes d'attaque directe
CICD	Centre interarmées de coordination de district
CICE	Conseil interarmées de coordination fondée sur les effets
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
ZOI	zone d'opérations interarmées (FIAS)
COI	Centre d'opérations interarmées
GIO	groupe interarmées des opérations
PI	patrouilles interarmées
CICP	Centre interarmées de coordination provincial
LEPI	liste des effets prioritaires interarmées
CIFA	contrôleur interarmées de la finale de l'attaque
FOI	Force opérationnelle interarmées

FOI-A	Force opérationnelle interarmées en Afghanistan
K-9	dog team (section canine)
KAF	aérodrome de Kandahar
PAK	Plan d'action Kandahar
Kand	Kandahar
GTSK	Groupe de travail sur la sécurité de Kandahar
CFK	Centre de fusion de Kandahar
CFRK	Centre de fusion du renseignement de Kandahar
KLE	engagement des relais d'influence
PILK	Programme d'initiatives locales de Kandahar
CIMK	Centre d'instruction militaire de Kaboul
ERPK	Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar
DPC	district en position clé
KUS	choura des oulémas de Kandahar
AVC	approche des villages clés
IVC	insurgés des villages clés
VBL	véhicule blindé léger
AACL	arme anti-char légère
DAML	détecteur antimines léger
RAML	radar anti-mortier léger
LeT	Lashkar-e-Taiba
DLL	détachement logistique léger
LORIT	tâche d'intégration des exigences opérationnelles du véhicule blindé léger
MASCAL	pertes massives

MASINT	renseignement mesures et signature
VTT-M	véhicule tout terrain résistant aux mines et protégés contre les embuscades
CLD	charge linéaire de déminage (MICLICMC)
CDM	Centre de détection des mines
MEDEVAC	évacuation médicale
MEU	Marine Expeditionary Unit (Unité du corps expéditionnaire des marines)
EGEM	équipe de guerre électronique mobile
MILAD	conseiller militaire
UMM	Unité médicale multinationale
PM	police militaire
MTTPM	équipe mobile d'entraînement de la police militaire
MRAP	(véhicule) résistant aux mines et protégés contre les embuscades
MRRD	ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan
BSM	Bureau de soutien municipal
FOTM	Force opérationnelle de transition de la mission
MML	moral, mieux-être et loisirs
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
SNICC	système national d'information, de commandement et de contrôle
NCD	nouveau centre de district
DNS	Direction nationale de la sécurité
ONG	organisation non gouvernementale
SNE	Service national des enquêtes

FOSNOR	Forces d'opérations spéciales norvégiennes
ESN	élément de soutien national
MFO-A	Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan
CCO-D (D)	Centre de coordination des opérations du district de Dand
CCO-D (P)	Centre de coordination des opérations du district de Panjwayi
CCO-D	Centre de coordination des opérations de district
CCO (K)	Centre de coordination des opérations de Kandahar
CCO-P	Centre de coordination des opérations de province (a remplacé le CICP)
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
DOA	détachement opérationnel Alpha
BRDP	Bureau du représentant de la défense du Pakistan
OEF	opération ENDURING FREEDOM
AM	autres ministères
ELMO	Équipe de liaison et de mentorat opérationnel
PO	poste d'observation
Op	opération
OPLAN	plan d'opération
O op	ordre d'opération
PPO	processus de planification d'opérations
Op tempo	operational tempo (rythme des opérations)
VPO	véhicule à pilotage optionnel
BCS-A	Bureau de la coopération en matière de sécurité en Afghanistan
GAS	Groupe d'action stratégique
PAKMIL	forces militaires du Pakistan

BP	base de patrouille
DP	district de police
CDP	Comité de développement provincial
COMPE	Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est
Sdt 1	soldat de première classe
PMN	type de mine soviétique anti-personnel à déclenchement par pression
EMP	équipe de mentorat de la police
COP	Centre d'opérations de la province
POLAD	conseiller politique
ELMOP	équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
ERP	équipe de reconstruction provinciale
SSC	système de surveillance continue
PPS	poste de police secondaire
OPPSY	opérations psychologiques
SIMP	système d'interdiction de menaces persistantes
PTS	Programme Takhim-e Sohl
PIR	projet à impact rapide
FRR	force de réaction rapide
CSA	Cours de sécurité accéléré
GTR(S)	Groupement tactique régional (Sud)
CR	commandement régional
CR (Sud), CR (S)	Commandement régional (Sud) de la FIAS dirigé par l'OTAN
RCIED	engin explosif improvisé radiocommandé

DDI	détachement de dégagement d'itinéraire
RP	relève sur position
RCK	représentant du Canada à Kandahar
CRAMO	Commandement régional d'aide au maintien de l'ordre
GPF	grenade propulsée par fusée
SAT	système d'arme télécommandé
CS	connaissance de la situation
ECS-A	Équipe consultative stratégique en Afghanistan
FPZS	Force de protection de la zone de sécurité
SBS	Special Boat Squadron
SEAL	Équipe mer-air-terre, c.-à-d. les forces spéciales de la Marine des États-Unis (U.S. Navy)
FORCEC	Force de sécurité de l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel
ESG	équipe spécialisée du Génie
ECFS	équipe consultative de la force de sécurité
SIGACT	incident significatif
CFLEM-A	Centre de formation linguistique et d'état-major en Afghanistan
SMA	Sher Mohammad Akhundzada
SNC	Groupe SNC-Lavalin Inc.
FOS	Forces d'opérations spéciales
CROS	Centre du renseignement pour les opérations spéciales
FOS	Force opérationnelle spéciale
FPPS	Force de protection du périmètre de sécurité
STA	surveillance et acquisition d'objectifs

Stab	stabilisation
SUAV	petit véhicule aérien sans pilote
SVBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide
TAA	zone de rassemblement tactique
TACNET	réseau de contrôle aérien tactique
TACSAT	satellite tactique, c-à-d. ; type de radio de cryptographie
VAT	visite d'aide tactique
EET	équipe d'exploitation tactique
FO	force opérationnelle
FO Kand	Force opérationnelle Kandahar
GT FO Kand	groupement tactique de la Force opérationnelle Kandahar
ZDS FO Kand	zone de défense au sol de la Force opérationnelle Kandahar
FOM FO Stryker	liberté de circulation (corridor) de la Force opérationnelle Stryker
DM	détection de la menace
IT	infrastructure tactique
TEC	troupes en contact
VBLC	véhicule blindé léger chenillé
TMJ	(réseau) Taj Mir Jawad
COT	Centre des opérations tactiques
BST	base de soutien du théâtre
EST	élément de soutien du théâtre
TTP	Tehrik-e-Taliban Pakistan
TTP	tactiques, techniques et procédures

TUAV	véhicule aérien sans pilote tactique
UAV	véhicule aérien sans pilote
DAS	détecteur autonome au sol
PMOU	Plan de mise en œuvre unifiée
UN	Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
PNUD-ELECT	projet du Programme des Nations Unies pour le développement ayant pour but d'améliorer la capacité juridique et électorale en Afghanistan
CDHNU	Commission des droits de l'homme des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMACA	Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZPNU	zone protégée par les Nations Unies
USAID	Agence américaine pour le développement international
USG	United States Government (gouvernement des États-Unis)
USPI	Service de protection et d'enquête des États-Unis
UTAMS	(système MASINT non surveillé détecteur de signaux acoustiques transitoires)
UXO	munition explosive non explosée
VBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule
VHF	très haute fréquence
PMV	patrouille médicale dans les villages
IE	inscription électorale

OSV	opérations de stabilisation des villages
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PPRAP	Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée à Panjwayi
ADM	armes de destruction massive
XO	Executive Officer

À PROPOS DE L'AUTEUR

M. Sean M. Maloney, Ph. D. est professeur d'histoire au Collège militaire royal et il a été conseiller en histoire auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre pendant la guerre en Afghanistan. Auparavant, il avait été historien pour la 4e Brigade mécanisée du Canada, dont la mise à contribution a été le principal appui de l'Armée canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. M. Maloney a une vaste expérience sur le terrain dans les Balkans, plus particulièrement en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, de 1995 à 2001. Son travail sur les Balkans a été interrompu par les attentats du 11 septembre. Depuis 2001, M. Maloney se consacre exclusivement à la guerre contre le mouvement al-Qaïda et ses alliés, plus particulièrement celle menée en Afghanistan. Il s'est rendu à maintes reprises en Afghanistan de 2003 à 2014 pour observer les opérations de la coalition et du Canada dans ce pays et prendre des notes à ce sujet. En plus d'être l'auteur de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, il est l'auteur de 14 autres ouvrages, dont quatre qui portent sur la guerre en Afghanistan.

Photo : Auteur

Sean M. Maloney, Ph. D.

INDEX

A

Abboud, major Dave (Armée canadienne) : 128, 139, 141, 142, 149, 176, 177, 181, 188

Accord de Bonn : xiii, 15, 450, 539

Achakzai (groupe ethnique) : 57, 58, 158, 198, 200, 263, 285, 513

Adair, major Jay (Armée canadienne) : 319, 320

Adams, major Chris (Armée canadienne) : 255, 282, 327, 328, 336, 358

Aérodrome de Bagram : 65, 253

Aérodrome de Kandahar (KAF) : 13, 14, 29, 30, 49, 51, 72, 73, 75, 76, 83, 102, 136, 137, 148, 159, 189, 190, 203, 210, 211, 214, 246, 248, 258, 265, 301, 319, 322, 366, 370, 381, 382, 423, 453, 478

Aéronefs

A-10 Thunderbolt (Warthog) : 83, 108, 142, 150, 169, 263, 368, 460, 522
AH-1 Sea Cobra : 301
AH-64 Apache : 181, 338, 374—376, 456, 458, 472, 524
AN-124 Antonov : 370
AV-8B Harrier, GR-7 : 84—86, 174, 300, 373, 376, 377
B-1B Lancer : 27, 214, 265, 356, 359, 376, 466, 468, 501, 518, 522
C-17 Globemaster III : 421
C-130 Hercules, CC-130 : 11, 36, 360, 509
CH-47 Chinook, CH-147D : 96, 102, 159, 205, 214, 234, 385, 454, 459
CH-124 Sea King : 357, 493
CH-146 Griffon : 246, 510—512
EA-6B Prowler : 254
F-16 Falcon : 27, 277
F-18 Hornet : 99, 365, 431, 524
Hélicoptère de transport Mi-8 : 386, 511, 514, 533
Hélicoptère de transport Mi-17 : 358, 385, 386, 454, 455

Lynx : 214
Mirage : 206
OH-58D Warrior/OH-58D Kiowa Warrior : 301, 311, 312, 315, 316, 318, 327, 335, 339, 353, 356, 357, 359, 363, 364, 374—376, 427, 437, 466, 479, 485, 504, 522
UH-60 Black Hawk : 85, 142, 364

Agences tribales administrées par le fédéral (FATA) : 134

Aide humanitaire : 7, 28, 218, 244, 289, 292, 308, 347, 360, 411, 413, 448, 540

Akhund, mollah Abdul Rahim : 524

Akhund, mollah Obaidullah : 28

Akhundzada, Sheer Mohammad : 415

Akhundzada, Ayub : 481

Akka, colonel (Armée de l'Afghanistan) : 40, 42—44, 77, 112, 141, 149, 151, 167, 185, 212, 213, 285, 344

Allemagne/Allemand : 15, 78, 104, 107, 147, 160, 161, 209, 343, 539

Alexander, Chris (Canada) : 9

Alizai, brigadier-général Esmatullah (Armée de l'Afghanistan) : 15, 98, 99, 106

Alizai (tribu) : 351, 352, 496, 552

Alikozai (tribu) : 34, 137, 170, 174, 184, 185, 218, 287, 333, 341, 369, 454, 552

Alikozai, mollah Naqibullah (mollah Naqib) : xii, xiii, 19, 33—35, 84, 95, 103, 104, 107, 137, 170, 172—175, 183, 185, 195, 211, 218, 304, 352, 551

Allen, major Jim (Armée canadienne) : 347

Alliance du Nord : xii

Al-Qaïda : 32, 34, 63, 94, 134, 162, 251, 291, 330, 332, 388, 414, 569

Anderson, caporal Jordan (Armée canadienne) : 110

Anderson, caporal Richard (Armée canadienne) : 463

Anti-drogue : 15, 103, 234, 242, 264, 293, 422, 460, 508

Anti-EEI : 11, 45, 48, 64-66, 110, 128, 129, 138, 176, 203, 252-255, 301, 365, 366, 499, 501, 524

Arghistan, Afghanistan : 70, 137, 264, 294, 394, 416, 423

Arnal, caporal James (Armée canadienne) : 359

Asheque, Afghanistan : 84, 111, 112, 186, 269, 274, 330, 353—356, 394, 419, 432, 434, 463, 465, 488, 492, 497, 500, 551, 552

Assemblée de développement des districts : 18, 19, 44, 77, 158, 195, 196, 211, 263, 264, 271, 284, 285, 308, 438, 442, 447, 453, 488, 495

Auld, lieutenant-colonel Fraser (Armée canadienne) : 323, 514

Australie, Australien : 137

B

Baker, caporal Carey (Armée canadienne) : 318

Ball, caporal J.D. (Armée canadienne) : 318

Bancarz, caporal Steven (Armée canadienne) : 318

Band-e Timor : 37, 38, 88, 198, 212—214, 217, 297, 298, 300, 301, 367, 419, 431, 441, 508, 509

Baqi, Abdul : 111

Barakzai (tribu) : xii, 170, 211, 266, 352, 443, 507, 513, 553

Barrage de Kajaki/Turbine au Barrage de Kajaki : 6, 29, 97, 136, 197, 248, 284, 286, 370, 372, 378, 393, 411, 424

Barrett, lieutenant-colonel Roger (Armée canadienne) : 422, 431, 466, 482, 521

Bartsch, caporal Cole (Armée canadienne) : 110

Base de patrouille Sperwan Ghar : 25, 29, 41, 52, 53, 72, 79, 89, 91, 94, 109, 140, 146, 152, 154, 155, 169, 191, 192, 201, 257, 260, 261, 276, 278, 279, 310, 324, 326, 359, 361, 378, 425, 426, 468, 470, 484, 487, 526

Base de patrouille Wilson : 24, 25, 29, 41, 48, 72, 79, 81, 84, 109, 123, 136, 140, 146, 176, 185, 187, 207, 248, 257, 260, 261, 269, 270, 273, 303, 310, 314, 326, 354, 351, 353, 355, 356, 378, 424, 426, 432—434, 463—465, 470, 472, 483, 484, 491, 492, 494, 523, 526

Base d'opérations avancée (FOB)

FOB Bastion : 36
FOB Frontenac : 136, 173, 186, 248, 256, 258, 260, 266, 267, 295, 296, 302—305, 316, 340, 368, 378, 382, 424, 438, 441, 475—477, 477, 504—506, 533
FOB Ghundy Ghar : 144
FOB Hutal : 297, 303, 441, 442, 453, 478, 507, 520
FOB Khakrez : 96, 99
FOB Martello : 29, 34, 97
FOB Ma'Sum Ghar : 12, 24, 26, 41, 49, 50, 53, 55, 72, 79, 89, 91, 92, 109, 140, 146, 150, 155, 169, 199, 201, 202, 207, 257, 260, 262, 270, 277, 278, 303, 307, 317, 324, 326, 351, 354, 355, 364, 365, 375, 378, 402, 425, 426, 431, 433, 434, 464, 465, 470, 472, 483, 484, 487, 488, 490, 492, 492, 500, 523, 526, 527, 533
FOB Nevermind : 258, 262
FOB Price : 516—518
FOB Ramrod : 261, 367, 441, 478, 507
FOB Robinson : 36, 97
FOB Scorpion : 59
FOB Sperwan Ghar : 24, 51, 365
FOB Wilson : 273—275, 314, 316, 432, 495, 496, 525
FOB Zettelmeyer : 24, 41, 79, 140, 146, 432, 468

Bashir, général (Armée de l'Afghanistan) : 258, 514

Bason, caporal-chef Colin (Armée canadienne) : 110

Battista, colonel Tony (Armée canadienne) : 161

Bazaar-e Panjwayi, Afghanistan : 27, 41, 51, 52, 55, 79, 88, 89, 91, 100, 109, 140, 145, 146, 166, 192, 194, 196, 198,219, 257, 261, 284, 309—311, 324, 326, 365, 425, 429, 430, 488, 489, 525, 527—529

Beauchamp, caporal Raymond (Armée canadienne) : 191

Belanday, Afghanistan : 469, 507

Berry, Glyn (Canada) : 8

Blair, lieutenant-colonel Steven (Armée canadienne) : 422, 531, 532

Boivin, major Stéphane (Armée canadienne) : 255, 263—265, 304, 325, 328, 336, 340, 368, 477

Bolduc, lieutenant-colonel Don (Armée des É.-U.) : 24

Bosnie, Bosniaque : xv, 569

Bourne, lieutenant-colonel Johnny (Armée du R.-U.) : 213

Bouzane, caporal Stephen (Armée canadienne) : 87

Boyes, sergent Jason (Armée canadienne) : 260

Bradley, lieutenant-colonel Tom (Armée canadienne) : 11, 64

Broomfield, maj Dave (Armée canadienne) : 12, 139

Bruxelles, Belgique : 14, 233

Buchan, Gavin (Canada) : 16, 17, 105

Budde, lieutenant-général Hans-Otto (Armée de l'Allemagne) : 161

Bureau du Conseil privé – Groupe de travail sur l'Afghanistan : 233

Burney, David (Canada) : 290

Bursey, caporal-chef Michael (Armée canadienne) : 435

C

Cade, colonel Jamie (Armée canadienne) : 322, 420, 452

Cadieu, major Trevor (Armée canadienne) : 12, 36

Camps

Camp Hero : 210, 297, 337, 532
Camp Nathan Smith (Base des É.-U.) : 2, 8, 12, 72, 75, 163, 165, 194, 285, 334, 480, 481, 532
Camp Souter (Base du R.-U.) : 533

Cannon, Lawrence (Canada) : 290

Capstick, colonel Mike (Armée canadienne) : 6, 7, 9, 386

Casey, général George (Armée des É.-U.) : 234

Ceinture de verdure : 37, 267, 298, 305, 457, 476, 505

Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) : 302, 303, 352, 454, 455, 480, 514, 515

Centre de détection des mines : 69, 70

Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan (UNMACA) : 69, 70

Centre d'entraînement national afghan (CENA) : 22

Centre d'entraînement régional : 15, 105, 106

Centre des opérations tactiques : 12, 179, 259, 273, 319, 320, 339, 357, 359, 373, 444, 521

Centre interarmées de coordination provincial (CICP) : 24, 33, 34, 52, 94, 96, 98, 99, 107, 131, 147, 151, 157, 170, 173, 182, 183, 185, 198, 217, 235, 272, 288, 302, 303, 330, 333, 341, 344

Centre d'opérations de la province (COP) : 11, 12, 179, 206, 259, 321, 509

Chalghowr, Afghanistan : 152, 429, 474, 501, 502

Chaman, Afghanistan : 59, 181, 247, 251, 264

Chamberlain, lieutenant-colonel Bob (Armée canadienne) : 2, 12, 14—16, 20, 44, 71, 96, 99, 100, 128, 162, 171, 175, 194, 195, 283, 323, 453

Charpentier, lieutenant-colonel Pierre (Armée canadienne) : 128

Chine/chinois : 30, 31, 370, 377, 393, 485

Choura de Quetta : 6, 27, 32, 34, 249, 251, 414, 422, 423

Choura des oulémas : 17, 481

Choura des oulémas de Kandahar : 17, 481

Chura, major Paul (Armée canadienne) : 288

Clark, adjudant-maître Alison (Armée canadienne) : 275

Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar : 319, 322

Coates, colonel Chris (Armée canadienne) : 511

Comeau, major Chris (Armée canadienne) : 369

Comité de développement provincial (CDP) : 7, 17, 18, 67, 194—196, 347, 447, 452

Comité du Cabinet sur l'Afghanistan : 233, 234, 289—292, 296, 388, 412, 421, 444, 446

Comité international de la Croix-Rouge : 473

Comité parlementaire : 233

Conseil de développement communautaire (CDC) : 18, 19, 193, 196, 282, 283, 285, 308, 442, 447, 488, 508

Concannon, major Tanya (Armée du R.-U.) : 163

Confiance envers le gouvernement (CG) : 218, 271, 281, 291, 333, 337, 352, 413

Conrad, lieutenant-colonel John (Armée canadienne) : 72

Contre-insurrection : vii, xiii, 10, 40, 266, 342, 428

Contre-mesures : 110, 247, 252, 254, 385

Contre-mesures électroniques (CME) : 110, 113, 141, 385

Coopération civilo-militaire (COCIM) : viii, 11, 12, 16, 19, 44, 45, 54, 56, 60, 67, 68, 77, 78, 82, 95, 100, 128, 143, 152, 153, 158, 160, 162, 163, 165, 166, 171, 172, 186, 193—196, 211—213, 215, 217, 243, 260, 262—264, 268, 271, 275, 278—285, 288, 293, 295, 297, 299, 302, 307, 308, 312, 314, 315, 323, 333, 336, 337, 340, 347, 348, 351, 352, 357, 360, 366, 368, 390, 394, 427, 438, 441—443, 446, 447, 453, 454, 463, 469, 473, 475, 478, 481, 482, 488, 489, 495, 496, 501, 504, 506—508, 514, 518, 521, 525, 527, 528, 530, 541

Corbould, lieutenant-colonel David (Armée canadienne) : 255, 256, 260, 302, 304, 307, 319, 320, 336, 359, 376-378, 408, 422

Côté, sergent Joe (Armée canadienne) : 317

Côté, sergent Martin (Armée canadienne) : 313

Crane, adjudant Robin (Armée canadienne) : 359

Croatie/Croate : 569

Croix-Rouge (La) : 70, 71, 162, 473, 502

Curwin, soldat John : 497

D

Dahla Dam, Afghanistan (Barrage de Dahla) : 6, 19, 20, 29, 33, 35, 96—98, 103, 111, 135, 136, 171, 173, 175, 186, 195, 217, 244, 248, 286, 295, 308, 360 366, 372, 392, 394, 411, 413, 419, 424, 475, 477, 506, 530, 540

Dand, Afghanistan : vii, 19, 88, 113, 115, 151, 196, 211, 212, 241, 243, 248, 262, 284, 285, 312, 344, 393, 423, 443, 453, 502, 507, 553

Dasht : 39, 195, 214, 309, 486, 496

Dastagiri, Haji Agha Lalai : 152, 185, 282, 307, 360, 429, 454, 489

Davies, capitaine Steve (Armée canadienne)/major Steve Davies : 325, 375

Dawe, capitaine Matt (Armée canadienne) : 95, 110

Dawood, général (Armée de l'Afghanistan) : 98

Dearing, adjudant-maître Rod (Armée canadienne) : 364

Deilgat, Lcol M.D. (Armée canadienne) : 75

Demiray, capitaine Suleyman (Armée canadienne) : 17, 18

Désarmement des groupes armés illégaux (DGAI) : 15, 57, 106, 234, 303, 451

Desjardins, major Steve (Armée canadienne) : 12, 128

Détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) : 46, 49, 80, 114, 191, 192, 202, 268, 277

Diplaros, soldat Demetrios (Armée canadienne) : 497

Dixon, colonel Don (Armée canadienne) : 7, 9, 386

Dolmovic, soldat Shane (Armée canadienne) : 48

Doyle, caporal-chef Erin (Armée canadienne) : 359

Drew, lieutenant-colonel Dan (Armée canadienne) : 334, 256, 338

Dubaï, AE : 11, 107, 147, 209, 440

Duchesne, caporal-chef Christian (Armée canadienne) : 142

Duncan, lieutenant Alex (Armée canadienne) : 325, 327

DynCorp : 15, 57, 61, 106, 147, 156, 264, 425, 429

E

Eades, sergent Shawn (Armée canadienne) : 375

Ejdrygiewicz, caporal Mark (Armée canadienne) : 435

Eldaoud, lieutenant-colonel Nick (Armée canadienne) : 128, 189, 190, 378

Élections de 2005 : 514

Élections de 2009 : 411, 513, 537

Embuscade classique en forme de « L » : 84, 325

Emerson, David (Canada) : 290

Émirats arabes unis (EA) : 17, 56, 156

Engagement des relais d'influence (KLE) : 42, 78, 98, 153, 155, 263, 265, 296, 371, 376, 455, 473, 499

Espagne/Espagnol : 63

Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan (ECS-A) : 6—10, 129, 133, 286, 289, 386—390, 533—535

Équipe d'exploitation tactique (EET) : 64, 66, 253

Équipement

Arme anti-char légère M-72 : 85
Canon Carl Gustav de 84 mm : 187, 275, 362
Canon de 23 mm : 214
Canon de 25 mm : 40, 43, 46, 101, 142, 177, 181, 356, 362, 364, 428, 431, 437, 462, 486
Canon de 120 mm : 161, 364, 365
Canon sans recul de 82 mm : 40, 46, 111, 142, 177, 181, 222, 279, 327, 356, 362, 364, 428, 436
Engin explosif improvisé à plaque de pression (PPIED) : 39, 47, 65, 169, 255
Explosif brisant antichar (charge militaire) (HEAT) : 376, 431, 731
Explosif brisant à ogive plastique (HESH) : 144, 150, 153
Fusil AR-10 : 328
GBU-12 (bombes de 500 lb) : 493, 522
GBU-31 (bombes de 2 000 lb) : 436
Grenade de 203 mm : 327
Grenade propulsée par fusée (GPF) : 24, 27, 30, 40, 45, 46, 65, 71, 81—86, 101, 111, 113, 142, 144, 150, 153, 155, 169, 177, 179, 187, 202, 206, 212, 215, 262, 275, 300, 311, 314—317, 327, 329, 351, 359, 363—365, 377, 382, 386, 431, 435—437, 460, 466, 472, 479, 493
Missile AGM-114 Hellfire : 188, 317, 319, 322, 329, 339, 357, 368, 466, 485, 493, 509, 522
Mitrailleuse C-6 : 161, 327
Mitrailleuse de calibre .50 : 76, 315, 318, 327, 359, 364
Mitrailleuse de 5,56 mm : 511
Mitrailleuse de 7,62 mm : 76, 511
Mitrailleuse Kalashnikova (PK) : 30, 86, 177, 300, 311, 316, 325, 460
Mitrailleuse MG-3 : 161
Mortier de 60 mm : 362, 364
Mortier de 82 mm : 30, 144, 150, 187, 363
Munition interarmes d'attaque directe (JDAM) : 265, 374, 376, 521
Obus à mitraille de 120 mm : 161, 377
Obus Excalibur M-982 : 350

Obusier M-777 : 12, 27, 36, 49, 51, 86, 96, 101, 102, 128, 139, 140, 144, 155, 177, 187, 188, 214, 215, 260, 261, 315, 317, 328, 335, 339, 339, 356, 359, 362, 363, 431, 435, 436, 441, 485, 486
Radar anti-mortier léger (RAML) : 50, 128, 144, 259, 261, 365
Roquette de 107 mm : 49, 51
Rouleaux antimines : 80, 81
Système de contre-bombardement à repérage d'artillerie hostile (HALO) : 50, 128, 144, 259, 261, 463
Système de missiles ADATS : 160
Système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) : 6, 239
Telerob, TEODor (robot téléguidé de neutralisation des explosifs et munitions et d'observation) : 255
Tentes Weatherhaven : 75

Essary, spécialiste Keith (Armée des É.-U.) : 520

Évacuation sanitaire : 75, 85, 142, 159, 206, 242, 318, 453—455, 472

Eyre, lieutenant-colonel Wayne (Armée canadienne) : 12, 21, 23, 27, 35, 52, 89, 100, 128

F

Fonds de contingence du commandant (FCC) : 347, 449

Force de réaction rapide (FRR) : 48, 52, 71, 81, 157, 171, 172, 186, 206, 237, 264, 265, 274, 276, 309, 314, 330, 345, 358, 373, 427, 430, 435, 477, 488, 497, 501, 502, 514

Forces opérationnelles
FO 1-07 : iii, 12, 41, 79, 114, 121, 123—125, 156
FO 3-08 : 419
FO 31 (É.-U.) : 24-26
FO 32 (É.-U.) : 172, 173, 175, 177, 196, 237, 268, 274
FO 42 : 6, 35
FO 49 (GROM de la Pologne) : 237, 240, 264, 265
FO 71 : 24, 26, 27, 35, 68, 96, 99, 101, 240, 302, 334, 335, 337, 338, 340, 371, 372, 501, 502
FO 77 (Forces spéciales lituaniennes) : 340, 369
FO 373 (É.-U.) : 240, 503, 509
FO Eagle Assault : 237, 246, 338, 376, 454, 522

FO Helmand : 456
FO IED Defeat : 64
FO Orion : 1, 48, 56, 78, 100, 127, 130, 237, 319, 456
FO Paladin (É.-U.) : 64, 66
FO Panjwayi : 258, 276
FO Wings : 522
FO Zharey : 256, 269, 302, 313, 314, 391, 419, 444
FOM Aegis : 1—4, 13, 74, 127, 130, 237, 238
FOM Bayonet : 469
Force opérationnelle de théâtre : 237, 239

Forces spéciales (FOS) : ix, xii, 6, 13, 18, 21, 22, 25, 26, 29, 35, 36, 48, 51, 52, 57, 59, 60, 70, 71, 81, 82, 91, 92, 97, 99, 132, 136, 147, 209, 240, 253, 254, 268, 271, 297, 298, 302, 305, 321, 335, 340, 372, 451, 475, 476, 494, 499, 500, 503, 505, 519, 524

Fournier, lieutenant-colonel Claude (Armée canadienne) : 133

France/Français : 39, 70, 147, 160, 206, 273, 337, 339, 340

Francis, capitaine Jeff (Armée canadienne) : 110

Fraser, brigadier-général David (Armée canadienne) : 127, 135, 307, 400

Freeman, soldat Michael (Armée canadienne) : 497

French, capitaine Sean (Armée canadienne) : 515

G

Gallant, caporal Brent (Armée canadienne) : 313

Galuga, major Jake (Armée canadienne) : 12, 49

Garmsir, Afghanistan : 102, 301, 350, 393, 456

Gates, Robert (É.-U.) : 322

Gauthier, lieutenant-colonel Alain (Armée canadienne) : 128, 138, 141, 167, 168, 175, 176, 179, 187, 199, 200, 255

Gauthier, lieutenant-général Mike (Armée canadienne) : 2, 10, 13, 22, 133, 282, 499, 511, 535

Ghilzai (tribu) : 369

Ghorak, Afghanistan : 29, 38, 61, 72, 97, 100—103, 115, 136, 137, 159, 160, 213, 248, 258, 262, 263, 294, 334, 371, 394, 416, 419, 423, 454, 455, 468, 479

Gionet, caporal Dave (Armée canadienne) : 48

Glyn Berry, assassinat : 8

Golberg, Elissa (Canada) : 230, 289, 296, 346, 421, 514

Gonthier, caporal Étienne (Armée canadienne) : 206

Good, parachutiste Brian (Armée canadienne) : 519

Gosselin, major Trevor (Armée canadienne) : 128, 150, 255, 260, 262

Gossen, Rhonda (ACDI) : 447

Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan (GIRoA) : 296, 306, 499

Graham, major/lieutenant-colonel Steve (Armée canadienne) : 12, 26, 40, 45, 47, 56—58, 60, 61

Grant, brigadier-général Tim (Armée canadienne) : 2, 3, 13, 22, 26, 35, 64, 74, 115, 127, 130, 132, 133, 135, 138

Greenslade, soldat David (Armée canadienne) : 39

Gregoire, sergent Russell (Armée canadienne) : 325

Grenon, caporal Andrew (Armée canadienne) : 435

GROM (FO 49) de la Pologne : 70, 237, 240

Grubb, major Stacey (Armée canadienne) : 260, 266, 268, 269, 316, 325, 336, 338, 371, 373

Guerre électronique (GE) : 11, 12, 142, 254, 266, 510, 511

Gurkha (soldats) : 199, 202, 203, 205, 213—215, 241, 297

Gumbad, Afghanistan : 99, 101, 268

Gundy Ghar : 40, 45, 47, 49, 81, 82, 112, 114

H

Habibi, lieutenant-colonel (Armée de l'Afghanistan) : 338

Hainse, brigadier-général Marquis (Armée canadienne) : 131

Haïti : 10

Hakim, colonel Mohammad Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 99, 156, 170, 174, 182—185, 184, 211

Hamel, major Louis (Armée canadienne) : 320, 359

Hamilton, caporal Thomas (Armée canadienne) : 497

Harvey, major Jeff (Armée canadienne) : 13

Hayakaze, cavalier Mike (Armée canadienne) : 260

Hazara (groupe ethnique) : 58, 344, 349

Hazleton, colonel Spike (Armée canadienne) : 238, 240

Helmand (province) : vii, xi, 5, 6, 22, 25, 26, 36, 38, 39, 55, 61, 70, 73, 84, 88, 96, 97, 102, 103, 115, 133, 135, 137, 181, 197, 212, 214, 236, 241, 242, 251, 300, 301, 304, 306, 350, 353, 367, 370—372, 387, 394, 411, 415, 416, 422, 423, 445, 456, 457, 461, 462, 509, 515, 520, 524, 539, 541

Hérat, Afghanistan : 56, 258, 311, 367, 463

Hezbe Islami Gulbuddin (HiG) (parti politique) : xii, 414, 525

Hicks, capitaine Tom (Armée canadienne) : 325

Hillier, lieutenant-général Rick (Armée canadienne) : 13, 386, 389

Hobbs, lieutenant-colonel Dwayne (Armée canadienne) : 288

Horlock, lieutenant-colonel Casey (Armée canadienne) : 378, 381, 422

Horn, soldat Chad (Armée canadienne) : 435

Hornburg, caporal Nathan (Armée canadienne) : 155

Hôpital Mirwais : 27, 34, 162, 210, 348, 480, 481, 502

Howard, major-général Al (Armée canadienne) : 337, 342, 535

Howz-e Madad, Afghanistan : 24, 27, 40—42, 79—81, 84, 86, 108—110, 139—141, 146, 147, 149, 150, 169, 176, 186, 187, 191, 198, 213, 257, 261, 270, 310, 314, 316, 318, 324, 326, 354—356, 432, 433, 463, 464, 466, 491, 522—524

Huet, major Pierre « Pete » (Armée canadienne) : 128, 142, 156, 157, 172, 175, 263

Hunter, adjudant Jim (Armée canadienne) : 78

Hurlbut, lieutenant-colonel Daniel (Armée des É.-U.) : 366, 422, 455, 479, 508, 521

Hutal : 38, 97, 213—215, 260, 297, 298, 300, 303, 367, 372, 419, 441, 442, 453, 478, 479, 507, 508, 520

I

Inde : 34

Iran/Iranien : 30, 32, 134, 254, 279, 414

Iraq/Iraquien : 15, 63, 417, 451

Israël/Israélien : 510, 511

Italie/Italien : 15, 20, 70, 104, 164, 197, 533

J

Jalalabad (J-bad)/Djalalabad : 297

Jan, colonel Tor (Armée de l'Afghanistan)/mollah Toor : 70, 503

Jan, Habibullah : 17, 43, 44, 84, 141, 149, 150, 211, 213, 323, 352, 437, 438, 463, 496, 551, 552

Jansen, major Charles (Armée canadienne) : 533

Japon/Japonais : 240

Jones, soldat Justin (Armée canadienne) : 497

Jordanie/Jordanien : 10

Joudrey, major Stephen (Armée canadienne) : 320, 336, 337, 339

K

Kaboul, Afghanistan : vii, xiii, xiv, 1, 6—11, 14, 15, 22, 28, 44, ,55, 56, 67, 72, 78, 103, 104, 106, 129, 133, 174, 183, 185, 196, 209, 210, 218, 233, 237, 242, 244, 269, 284, 286—288, 291, 302, 306, 334, 337, 339, 341, 343, 344, 346, 347, 353, 387, 388, 412, 414, 445, 448, 450, 455, 456, 514, 533—537

Kajaki, Afghanistan : 38, 370, 372, 393, 520

Kakar, lieutenant-colonel Malalai (Armée de l'Afghanistan) : 443

Kandahari : 291, 413

Kandak : 21—24, 26, 34, 43, 51, 52, 55, 56, 82, 88, 90, 92, 95, 99, 100, 108, 110, 112, 113, 115, 128, 137, 141, 147, 149, 150, 155, 167—169, 175—177, 179—182, 187, 188, 191, 192, 200, 204, 210, 213, 215—217, 229, 256, 258, 262, 268, 269, 273, 274, 296, 297, 302, 309, 311, 313, 315, 316, 318, 325, 331, 334, 337—340, 375, 419, 425, 427, 429, 432, 435, 441, 442, 444, 445, 456, 460—462, 479, 486, 493—495, 497, 504, 506, 514, 515, 517, 518, 521, 522, 524, 525, 532, 539

Kapitaniuk, sergent Jayson (Armée canadienne) : 325

Karachi, Pakistan : 250, 251

Karigiannis, sergent Christos (Armée canadienne) : 86

Karzai, Ahmad Wali (AWK) : 10, 32, 43, 107, 141, 151, 170, 198, 286—288, 297, 306, 330, 347, 352, 382, 415, 451—454, 513—515, 531, 540, 553

Karzai, président Hamid : 8, 19, 44, 170, 183, 244, 287, 387, 415, 443, 455, 514, 534, 544

Karzai, Qayyum : 10, 515

Kennedy, soldat Kevin (Armée canadienne) : 39

Khairuddin, Haji : 17, 43, 44, 77, 141, 152

Khakrez : 19, 72, 78, 95, 96, 98, 99, 101, 115, 137, 162, 172, 175, 177, 196, 241, 247, 268, 294, 302, 304, 334, 340, 368, 394, 423, 475, 477, 552

Khalid, Asadullah : 6, 10, 16, 17, 19, 44, 70, 92, 99, 100, 102, 138, 141, 145, 152, 170, 174, 182, 184, 185, 194, 244, 264, 284, 286—288, 297, 302, 333, 344, 345, 347, 352, 353, 369, 386, 390, 392, 394, 411, 437, 447—449, 451, 452, 507, 515, 540, 551—554

Khaliq, Abdul : 193, 317

Khaliq, Haji : 58

Khan, Abdullah : 513

Khan, Ali Ahmad : 443

Khan, Bismillah (Armée de l'Afghanistan) : 152, 337, 344, 429, 455, 489, 496, 524

Khan, Essa (Armée de l'Afghanistan) : 344, 429

Khan, Karim : 198, 200

Khan, Matiullah : 137

Khan, Zmaray (Armée de l'Afghanistan) : 506, 519

Kirghizistan/Kirghize : 511

Kochan, soldat Jordan (Armée canadienne) : 435

Kruse, sergent Gregory (Armée canadienne) : 488

Kuchis (nomades) : 194, 195

L

Labbé, caporal Eric (Armée canadienne) : 205

Labbé, colonel Serge (Armée canadienne) : 386—390

LaBrie, lieutenant-colonel Dan (Armée canadienne) : 72

L'Agence de déminage d'Afghanistan : 69, 453

Lafaut, lieutenant-colonel Stéphane (Armée canadienne) : 128

Lala, Haji : 187, 496, 499, 503

Lalani, Arif (Canada) : 10, 289, 388, 389

Landry, major Eric (Armée canadienne) : 133

Lane, major Mike (Armée canadienne) : 255, 260, 276, 302, 312, 313, 327, 358, 399

Lang, mollah Dadullah : 6, 39, 70, 99

Lanthier, lieutenant-colonel Jean-Marc (Armée canadienne) : 21

Lapointe, major Louis (Armée canadienne) : 149

Laroche, brigadier-général Guy (Armée canadienne) : 127—133, 135, 138, 139, 148, 156, 170, 173—175, 187, 189, 229, 240, 242—244, 252, 258, 262, 273, 288, 293, 295, 319, 323, 344, 381, 390, 392, 432, 444

Larocque, capitaine Michel « Bunny » (Armée canadienne) : 280

Lashkar Gah, Afghanistan : 55, 372, 456, 457, 459, 460, 462, 515

Latta, caporal Tyler (Armée canadienne) : 327

Leary, capitaine Richard (Armée canadienne) : 313

Lerch, capitaine Slade (Armée canadienne) : 62, 364

Leslie, lieutenant-général Andrew (Armée canadienne) : 13, 72, 161, 234, 511

Lessard, major-général Marc (Armée canadienne) : 229, 234—242, 287, 293, 302, 306, 334, 368, 370, 414

Levesque, soldat Michel (Armée canadienne) : 191

Ligne Durand : 156, 158, 265, 536

Liste des effets prioritaires interarmées (LEPI) : 241, 499

Little, major Kyle (Armée canadienne) : 50

Lloyd, Paula (É.-U.) : 508

Logar (province) : 58

Longtin, soldat Simon (Armée canadienne) : 141

Loy Wala : 69, 479

Lucas, sergent Donald (Armée canadienne) : 39

Lynch, Kevin (Canada) : 9, 230, 314

M

MacKay, lieutenant-colonel M.C. (Armée canadienne) : 75

Madrasa : 66, 247, 415, 479, 516, 529, 536

Maerz, capitaine Sheldon (Armée canadienne) : 311

Mahaney, lieutenant-colonel Pat (Armée canadienne) : 26, 35

Mahmood, commandant : 330

Mahmood, mollah : 336,368

Maliks : 212

Mansour, mollah : 197

Martin, lieutenant-colonel Nick (Armée canadienne) : 387

Maruf, Afghanistan : 59, 60, 68, 70, 137, 158, 264, 294, 394, 416, 423

Massoud, Haji mollah Mohammad : 508, 509

Massouh, adjudant Hani (Armée canadienne) : 205

Mathé, lieutenant-colonel Chuck (Armée canadienne) : 71—74, 189

McCarthy, major Geoff (Armée canadienne) : 245

McCauley, major Gilbert (Armée canadienne) : 258, 301

McChrystal, général Stanley (Armée des É.-U.) : 390

McCully, caporal Matthew (Armée canadienne) : 83

McGregor, capitaine Scott (Armée canadienne) : 338

McKiernan, général David (Armée des É.-U.) : 450, 451

McLaren, caporal Mark (Armée canadienne) : 493, 497

McMichael, lieutenant Reg (Armée canadienne) : 312, 345, 359

McNabb, adjudant John (Armée canadienne) : 362

McNeill, lieutenant-général Dan (Armée des É.-U.) : 2, 3, 9, 67

Megeney, caporal Kevin (Armée canadienne) : 74

Melançon, lieutenant-colonel René (Armée canadienne) : 239, 240

Mercier, adjudant-maître Mario (Armée canadienne) : 142

Milne, colonel (Armée canadienne) : 342

Ministère de la Défense : 337, 343, 445, 455

Ministère de l'Éducation : 7, 8, 386

Ministère de l'Énergie et de l'Eau : 286, 386, 388

Ministère du Hadj et des Affaires islamiques : 17

Ministère de l'Intérieur : 258, 342—344, 386, 513

Ministère de la Justice : 7, 386

Ministère de la Santé : 70

Ministère des Transports et de l'Aviation : 386

Ministère du Développement des Affaires rurales et urbaines : 449

Ministère du Relèvement rural et du Développement : 7, 8, 282, 284, 287, 347, 349, 386, 387, 388, 448, 449

Ministre de l'Intérieur (MoI) en Afghanistan : 450

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 9, 71, 194, 195, 314, 345, 444, 450, 453, 518, 533—535, 553

Mohammad, Haji Ali : 446

Mohammad, Haji Fazil : 90, 93, 308

Mohammad, Haji Fida : 58, 344

Mohammad, Khan : 172, 174, 185

Mohammad, Sher : 92, 415

Mohajum, général (Armée de l'Afghanistan) : 456

Mouvement islamique de l'Ouzbékistan : 414

Moyen-Orient : 9

Mujahadi, Hazarat Abdullah : 349

Mulawyshyn, lieutenant-colonel Al (Armée canadienne) : 499, 501

Mulroney, David (Canada) : 9, 10, 230, 289, 290, 388, 389, 412, 417

Musa Khan, Afghanistan : 42

Musa Qala, Afghanistan : 133

Myroniuk, caporal Tyler (Armée canadienne) : 359

N

Nabi, Mohammed (Armée de l'Afghanistan) : 430

Naeem, Mohammed (Armée de l'Afghanistan) : 490, 528

Nahlgam : 41, 45, 47—49, 79—83, 109, 138, 140, 145, 146, 162, 187, 198, 205—207, 219, 257, 261, 270, 274, 310, 324, 326, 373, 391, 423, 427, 464, 491, 493, 503, 523

Nakhonay : 53, 54, 88—91, 95, 109, 110, 113, 115, 152, 167, 196, 197, 212, 241, 302, 311, 312, 330, 422, 423, 469, 472, 473, 488, 490, 500, 525, 552, 553

Naqibi, Haji Kalimullah : 170

Naquib, mollah : voir Alikozai, mollah Naqibullah

Nations Unies (UN) : 8, 9, 69, 71, 194, 231, 553

Nawa, Afghanistan : 102, 456, 457, 459, 460, 462

Neil, capitaine Tom (Armée canadienne) : 377

Nolan, major Steve (Armée canadienne) : 456, 460, 462

Noorzai (groupe ethnique) : 54, 57, 58, 61, 93, 158, 263, 285

Norvège/Norvégien : 163

O

Objectifs

Objectif A : 177
Objectif A-1 : 335, 339
Objectifs A-2 et A-3 : 339
Objectif B (B1 et B2) (Opération INITZAAR ZMAREY) : 177
Objectifs B-1 à B-4 (Opération Box KAPYONG) : 325, 328, 329, 335
Objectif BRAVO : 377, 378
Objectif BUGS : 111
Objectif C : 177, 179, 181
Objectif C1 : 181
Objectif CHICKEN BALL : 83, 84
Objectif D : 181, 340
Objectif DARTMOOR : 469
Objectif ECHO : 374, 376, 378
Objectif EGG ROLL : 83
Objectif GOLF : 374, 377
Objectif GUINNESS : 202
Objectif H : 177
Objectif I : 181
Objectif J : 179, 181
Objectif JESTER : 155
Objectif KILO : 376, 377
Objectif LARKHILL : 316
Objectif MEADOWS : 316
Objectif MIKE : 376
Objectif MILLER : 202
Objectif MOLSON : 202
Objectif PAARDEBERG : 469

Objectif PARKDALE : 317
Objectif RAFTMAN : 188
Objectif SLEEMAN : 202
Objectif STONEFISH : 523
Objectif SUSHI : 84
Objectif TARZAN : 469
Objectif WAVERLY : 316
Objectif WEASEL : 373—377
Objectifs WESTMAN : 317
Objectif WHISKY : 377
Objectif WOODBURY : 469

O'Brien, brigadier-général Larry (Armée canadienne) : 342

Oda, Bev (Canada) : 290

ONU Habitat : 18, 19, 162, 193, 195, 196, 282, 346, 349, 443, 444, 482, 518

Opérations
Opération ACHILLES : 5, 6, 26, 28, 35, 36, 73
Opération ADALAT : 19, 33—35, 83, 95, 96, 98, 102
Opération AGILE SCORPION : 265
Opération APHRODITE : 41, 43
Opération APOLLO : 130, 133
Opération AQUA ORANGE : 70
Opération ARAM OKAB [Aigle silencieux] : 315
Opération ARAM TANDER [Tonnerre d'argent] : 316, 317, 321
Opération ARAY [Faucille] : 469, 470, 472, 473, 477
Opération ARCHER : 341
Opération ARGUS RESOLVE : 132, 234
Opération ASP-E JANUBI : iv, 370—373, 394, 432, 540
Opération ATAL 32 : 479—482
Opération ATHENA : 133
Opération AVALIN MUSTAQIM [Première frappe] : 310, 318
Opération AWAL MOSHTEREK : 167
Opération BAAZ TSUKA : 2, 5, 24, 35, 64, 112, 130, 323
Opération BALYE DEWEY [Bougie allumée] : 140, 149, 150

Opération BAPTISTE : 114
Opération BARKHEH STERBEH [Œil d'aigle] : 140—142
Opération BEL UNAID : 140
Opération BIA ITNAMAAN [ATAL 28] : iv, 456—460, 462
Opération BISSEL : 68
Opération BOOGIE NIGHTS : 41, 47
Opération Box KAPYONG : 325, 326
Opération CANCA : 504
Opération CARIBOU : 139, 140
Opération CARNIVAL : 114
Opération CASTOR : 114
Opération CAUSEWAY : 140, 166, 170, 193, 244
Opération CLIFF : 144
Opération COBRA : 496
Opération COLLABORATION : 100, 102
Opération COUNTER IED : 191, 192, 200
Opération DADA SHAY : 200, 201, 203, 204
Opération DAOR BUKHOU [Volte-face] : iv, 333—336, 340, 341, 368, 405
Opération DRAGON : 108-110
Opération ENDURING FREEDOM (OEF) : xii, 13, 22, 28, 64, 96, 108, 131, 147, 209, 237, 240, 246, 251, 334
Opération FOXHOUND : 79, 83
Opération GALAXY : 109, 111, 112
Opération GARRANDAY ZMARAY : iii, 138, 139, 141, 146—149, 152, 166, 173, 186, 217, 220, 236, 243
Opération GAUNTLET : 171, 172, 182
Opération GRIZZLY : 48
Opération HADRIAN : 79, 81
Opération HAMMER : 37, 38
Opération HAROLD : 37, 38
Opération HAWALEA : 479
Opération HELIX : 41, 47
Opération HOGAN : 37, 38
Opération HOOVER : 79, 82
Opération HUNDA [Loup] : 357
Opération HURRICANE : 49, 81, 82
Opération HURRICANE II : 79, 80

Opération INITZAAR ZMAREY : iii, 174—176, 178, 180, 181
Opération ISTINGA SANGA : 323, 329
Opération JAKAR : 503
Opération JANGISIOUX : 371, 373, 432, 433, 435, 463, 464, 493
Opération JANUBI TAPU I et II : 491, 493, 494
Opération JOSH KARAY : 508
Opération KASSAT [Revanche] : 498—500
Opération KHAIR KHOWHAI [Maintenir la bonne volonté] : 140, 150
Opération KHAMOSH TEARANDAZ [Archer silencieux] : 350
Opération KHWASHA SEMA : 200
Opération KIYAMAT RAZ : 491, 495, 509
Opération LEWE [Gros chien ou Loup] : 357, 361, 364
Opération LION : 491
Opération LOY THUNDER : 140, 150
Opération LUKE : 91, 95
Opération LUMBAR : iv, 353, 356, 373, 375, 393, 432
Opération MAAR PUTH [Serpent qui se cache] : 273
Opération MALDAR : 138, 139
Opération MARGURITE : 41, 46
Opération MARS : 108-110, 112
Opération MEDUSA : 2, 8, 14, 18, 33, 44, 55, 64, 78, 96, 127, 172, 243, 271, 323, 337, 375
Opération MERCURY : 109, 112, 113
Opération METAWARKAWEL SHEPPA : 199
Opération MIDAS : 90, 91
Opération MINOTAUR : 29
Opération MOSQUE : 317
Opération MULKI AZAD : 270, 274
Opération MULLAROUGE : 48, 49
Opération MUTAFIQ TANDER : 309, 312, 425, 427, 432
Opération MUTAFIQ TANDER 5 : 426, 431
Opération MUTAFIQ TANDER 6 : 482, 483, 485, 486
Opération NEPTUNE : 41, 47
Opération NOLAI [Mangouste] : iv, 323, 326, 328—330, 361, 362, 373
Opération NORTHERN RECCE : 171
Opération OQAB (mot en dari signifiant « aigle ») : 35, 132
Opération PANCAR [Griffe] : 500—503
Opération PARDA : 340

Opération PLAN 30302 : 2
Opération PLUTO : 108—111
Opération PORTCULLIS : 15, 16, 105, 106, 183, 285, 304
Opération PORTER : 109, 113
Opération PROMENADE : 79, 84
Opération RAHAWANA ZMARAY [Lion Constructeur] : 243, 244
Opération RAWA TANDER : 310, 316, 317
Opération REACH OUT : 171
Opération REAR ENTRANT : 79, 84
Opération RESHTAYA ADAALAT : 140
Opération RING ROAD SURGE : 188
Opération RIP MUSHAN : 260
Opération ROAD TRIP : 41, 43
Opération ROCKETEER : 49, 51
Opération ROOM SERVICE I-III/OP MUTAFIQ TANDER : 309, 310, 312, 361—365
Opération SADIQ SARBAAZ [Soldat honnête] : 155
Opération SAMANDARY TOOFAN [Ouragan de paix] : 153
Opération SANGSHIR : 270, 273
Opération SATYR DEUCALION : 130
Opération SATYR NYX : iii, 56, 59, 61, 156
Opération SATYR PERSEUS : 132
Opération SEASONS : 79, 85—87, 92
Opération SEQUEL : 79, 86
Opération SHA AYENDA [Avenir meilleur] : 132—135, 138, 139, 204, 293
Opération SHAMSHIR : 234, 235
Opération SHAMSHIR TEZ [Sabre aiguisé] : 268
Opération SHEEP DROP : 270, 273
Opération SHERAKI MOJARAB : 310, 313
Opération SHNA DARA [Vallée verte] : 243, 323
Opération SHNA DARA II : 323, 325
Opération SOHIL LARAM II : 213—215, 297, 298
Opération SORR ZMARAY [Lion froid] : 173, 185, 243
Opération SOTAK [Marteau de forgeron] : 357
Opération SPARAL : 477
Opération TAKE OUT : 79, 83
Opération TARGAK [Tempête] : 368, 369
Opération TASHWISH MEKAWA : 140, 187, 188, 191

Opération TAZAWORAT : 470, 486
Opération TEASE STREBEH : 140, 167
Opération TEEZ SPAAR : 263
Opération TELESCOPE : 41, 45, 46, 56
Opération TELESCOPE II : 47
Opération TENG AZEM : 201, 205
Opération TEREH TOORA : 199
Opération TIMUS PREEM : iv, 370—376, 378. 381, 393, 395, 432
Opération TOLO : iv, 293, 414—417
Opération TOORA AZADI : iv, 277—279, 312
Opération TOORA AZADI II : 309, 310, 312
Opération TOORAH AZADI REDUX : 310, 311
Opération TTING ZMARAY : 243
Opération YAZ AWAZ : 169

Opérations psychologiques (OPPSY) : viii, 11, 43, 18, 60, 68, 70, 92, 157, 168, 213, 215, 273, 297, 299, 315, 346, 376, 377, 394, 469, 478, 509, 514

Organisations et unités canadiennes/Canada

Agence canadienne de développement international (ACDI) : 8, 10, 14, 16—20, 61, 67, 69, 70, 129, 133, 149, 156, 162—165, 194, 232, 249, 259, 280, 286, 287, 290, 293, 295, 307, 314, 333, 346—348, 387-390, 420, 428, 443, 447, 448, 450, 463, 475, 482, 495, 506, 508, 514, 518, 530, 535
Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) : 72, 531
Batterie B, 1 Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) : 255, 260, 339, 350, 362, 365, 373
Collège militaire royal (CMR) : 569
Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) : 1—3, 7, 10, 22, 129, 133, 135, 292, 293, 420, 421, 482, 511, 535
Compagnie H, 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : iii, 24, 26, 27, 37, 39, 47, 80—82, 96, 99, 101, 102, 108, 110—112
Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) : ix, 13, 48, 52, 71, 81, 92, 132, 499
Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 105, 182, 290, 293, 420
King's Own Calgary Regiment : 155
L'Élement de soutien national (ESN) : viii, xiv, 11, 22, 36, 61, 64, 71—77, 83, 94, 101, 115, 128, 132, 141, 153, 169, 189, 190, 245, 378, 381, 382, 422, 486, 531—533
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) : 8—10, 14, 16, 17, 20, 105, 129, 147, 149, 156, 162, 164, 165, 194, 230, 249, 259, 264, 280, 282, 286, 290, 293, 307, 314, 333, 346, 347, 388, 389, 420, 431, 447, 448, 463, 496, 530, 535

Quartier général de la Défense nationale (QGDN) : 342
Royal Westminster Regiment : 110
The Royal Canadian Dragoons (RCD) : 12, 40, 422
1er Bataillon du 22e Régiment (1 R22eR) : 143
1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR) : 12, 24, 56, 130, 422, 444, 497
1 Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) : 110, 255
2e Bataillon des services : 71
2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) : 12, 173, 204, 210, 229, 241, 255, 260, 266, 268, 276, 319, 320, 322, 422
2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : 2, 12, 21, 24, 25, 27, 28, 35, 39, 47, 49, 69, 77, 78, 83, 84, 87, 90, 108, 114, 115, 143
2e Escadron de guerre électronique (GE) : 12
2e Régiment du Génie de combat : 488
3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3 R22eR) : 114, 128, 138, 139, 144, 149, 153, 173, 180, 191, 210, 229, 266
3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) : 256, 422
3e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) : 419, 422, 440, 444, 475, 497
5e Ambulance de campagne : 191
12e Escadron de campagne : 255
12e Régiment blindé du Canada (12 RBC) : 128, 178, 255
42e Escadron d'artillerie de campagne : 12, 40, 43, 45, 49, 83, 87, 92, 101
52e Escadron, 5e Régiment du Génie de Combat (52 RGC) : 176, 178, 181, 206
53e Escadron, 5e Régiment du Génie de Combat (53 RGC) : 128, 129, 142, 150, 153, 169, 188, 202, 215

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : xv, 2, 5, 11—14, 22, 28, 62, 64, 67, 74, 82, 96, 115, 135, 160, 231, 233—235, 237, 238, 241—243, 250, 256, 262, 293, 300, 337, 366, 385, 386, 390, 420, 421, 462, 511, 533—535, 537, 569

Oruzgan (province) : xi, 21, 22, 34, 99, 137, 236, 268, 304, 372, 387, 415, 416

Osmani, mollah Akhtar : 32

Ottawa, Ontario, Canada : 2, 9, 10, 13, 14, 19, 129, 132, 133, 141, 142, 147, 160, 164, 187, 190, 194, 208, 218, 230, 233, 244, 252, 282, 286, 288—290, 292, 293, 333, 346, 348, 388, 389, 411, 421, 444, 446, 447, 452, 482, 530, 535

Ouzbékistan/Ouzbeks : 77, 414

Ozowski, colonel Ted (Armée australienne) : 322

P

Packer, major Nathan (Armée canadienne) : 255

Page, major-général Jacko (Armée du R.-U.) : 2, 35, 131-134, 139, 229, 234, 238—240

Pakistan/Pakistanais : xii, xiv, 30, 32, 46, 58, 59, 66, 77, 88, 94, 104, 134, 135, 137, 144, 158, 181, 187, 195, 232, 233, 247, 250, 251, 264—266, 279, 291, 292, 312, 331, 362, 368, 413, 414, 416, 422, 423, 524, 529, 534, 536

Panjpai (tribu) : 32

Pashmul, Afghanistan : 4, 17, 41, 46, 79, 109, 140, 146, 150, 166, 167, 193, 198, 208, 243, 257, 261, 269—271, 310, 316, 317, 323, 324—326, 350, 351, 373—375, 419, 433, 435, 463, 464, 491, 493, 495, 497, 523

Paul, lieutenant-colonel Jocelyn (Armée canadienne) : 482

Pays-Bas/Néerlandais : 2, 72, 241

Peel, capitaine Robert (Armée canadienne) : 318

Pelletier, adjudant-maître Michel (Armée canadienne) : 171

Pentland, parachutiste Patrick (Armée canadienne) : 48

Perey, major Eric (Armée canadienne) : 283

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) (camp) : 195, 292, 413, 433

Peshawar, Afghanistan : 247

Pinchin, caporal-chef Jeremy (Armée canadienne) : 494

Pitkin, capitaine Chuck (Armée canadienne) : 430

Poland, caporal Brent (Armée canadienne) : 39

Popalzais (tribu) : xii, 19, 32, 58, 170, 184, 211, 352, 415, 451—454, 513, 540, 551—554

Portugal/Portugais : 78, 81, 82, 84, 237, 297, 299

Prior, caporal-chef John (Armée canadienne) : 364

Projet à impact rapide (PIR) : 44, 284, 308, 347

Programme alimentaire mondial : 194, 213, 264, 489, 530

Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA) : 451

Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan : 450

Programme national de développement des secteurs : 18

Programme national de solidarité (PNS) : 67, 77, 96, 162, 195, 196, 308, 347, 349, 387, 392, 441, 449, 488, 508, 515

Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée au Panjwayi (PPRAP) : 307—309, 348

Programme Takhim-e Sohl (PTS) : 95, 234

Police militaire : 13, 15, 16, 40, 77, 105, 108, 147, 148, 184, 189, 208

Q

Qanuni, Mohammad Yunis : 44

Qati, brigadier-général Matiullah (Armée de l'Afghanistan) : 513

Quetta, Pakistan : xi, xii, 56, 116, 134, 174, 187, 195, 250, 272, 453, 503, 551

Quick, major David (Armée canadienne) : 12, 42, 43, 46, 47, 77, 85, 108, 111, 138

R

Rabbani, Gulam : 58

Rachynski, caporal-chef Paul (Armée canadienne) : 314

Rath, sergent Joshua (Armée des É.-U.) : 520

Raufi, général Rahmatullah (Armée de l'Afghanistan)/Rahmatullah Raufi (gouverneur) : 425, 446—448, 452, 480, 499, 514, 515, 531, 537, 540

Raziq, colonel Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 57, 58, 60, 62, 137, 156—159, 210, 263—265, 302, 304, 393, 463

Règles d'engagement : 73, 239, 249, 272, 375

Régime de Najibullah : xii

Relève sur position : iii, 12, 27, 108, 109, 113—116, 138, 143, 173, 204, 210, 213, 217, 255, 258, 260, 316, 323, 363, 390, 421, 422, 456

Renaud, cavalier Richard (Armée canadienne) : 206

Renaud, soldat James (Armée canadienne) : 48

Renseignement humain (ROHUM) : 438

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) : 12, 46, 47, 58, 60, 110, 111, 141, 153, 167, 170—172, 174, 177, 181, 183, 199, 206, 208, 215, 254, 262, 277, 299, 309, 316, 317, 325, 328, 336, 362, 364, 368, 371, 375, 444, 499, 502, 503, 522, 540

Richards, adjudant-maître (Armée canadienne) : 48

Richards, lieutenant-général David (Armée du R.-U.) : 2, 9, 535

Riffou, colonel François (Armée canadienne) : 256, 258, 455

Ritchie, major Bob (Armée canadienne) : 269, 271, 274, 314, 444

Ritz, lieutenant-colonel Tom (Armée des É.-U.) : 175

Rivière Arghandab : 19, 24, 25, 33, 38, 41, 53, 79, 82, 83, 88, 89, 91, 92, 109, 140, 145, 146, 153—155, 166, 173, 177, 178, 199—201, 208, 212, 257, 261, 270, 309, 310, 313, 317, 324—327, 335, 361—363, 365, 372, 426, 431, 433, 457, 459, 462, 464, 470, 483—485, 487, 491, 500, 523, 526

Roberge, adjudant Gaétan (Armée canadienne) : 488

Roberts, caporal Josh (Armée canadienne) : 373

Robichaud, major Patrick (Armée canadienne) : 128, 138, 141, 152, 155, 169, 176, 191, 192, 207, 302

Rotation (ROTO) : vii, xv, 12—14, 26, 73, 74, 102, 103, 127—129, 132, 138, 139, 148, 158, 163, 165, 189, 190, 210, 217, 229, 239, 249, 255, 258, 262, 263, 302, 319, 323, 360, 373, 378, 382, 385, 387, 392, 422, 444, 447, 454, 486, 531, 532

Rotondi, caporal Anthony (Armée canadienne) : 314

Routes/Itinéraires

Autoroute 1 : 236, 240, 242, 260, 262, 269, 274, 297, 299, 301, 309, 315, 316, 325, 327—329, 336, 345, 350, 351, 353, 356, 367, 370, 371, 373, 375, 378, 392—394, 552

Autoroute 4 : 236, 242, 250, 264, 265

Autoroute 611 : 370, 371

Route Banff : 48, 81, 187, 188

Route Brown : 54, 86, 89, 92-94, 152, 155, 169, 192, 199, 204, 277, 281, 282, 485, 487, 527

Route/Itinéraire Chilliwack : 168

Route Dwyer : 152

Route/Itinéraire Edmonton : 40, 46, 141, 142

Route/Itinéraire Fosters : iii, 24, 51, 52, 54, 74, 83, 86, 88—91, 92, 93, 110, 113, 138, 139, 141, 146, 153—155, 169, 192, 199—208, 219, 245, 256, 260, 261, 275—281, 284, 302, 310—312, 353, 357, 358, 360, 365, 391, 392, 425, 427—429, 434, 465, 466, 468, 485—489, 492, 501, 525, 527—529
Route Halifax : 168
Route/Itinéraire Lake Effect : 88—91, 95, 109, 110, 113, 311, 357, 443, 469
Route Langley : 40, 45—48, 81, 145, 188, 205, 245, 274, 314, 315, 350, 432, 435
Route/Itinéraire Moncton : 89
Route/Itinéraire Montréal : 81
Route Oregon : 98, 267, 268, 369, 476, 477, 519
Route/Itinéraire Ottawa : 40, 47, 48, 82, 84, 187
Route Red Dog : 175, 177, 178, 267, 268, 305
Route Saskatoon : 48
Route St. John's : 86
Route/Itinéraire Summit : 4, 16, 17, 19, 24—27, 40, 41, 44, 45, 54, 72, 78—80, 85, 86, 92, 112, 140, 146, 152, 166, 167, 196, 261, 271, 273, 316, 323, 325, 374, 375, 378, 426, 432, 434, 435, 463, 465, 470, 483, 484, 488, 492, 495, 496, 500, 526
Route Tarinkot : 33, 34, 99, 137, 182, 236, 268, 302, 304, 475
Route Victoria : 168, 187, 199, 374

Royaume-Uni/Grande-Bretagne/Britannique : xi, 2, 5, 15, 35, 36, 39, 45, 68, 71, 103, 132, 133, 139, 160, 163, 229, 237, 240, 241, 251, 301, 332, 334, 337, 341, 357, 370, 387, 394, 445, 456, 460, 461, 469, 473, 503, 515, 517, 518, 533, 539, 541

Ruff, major (Armée canadienne) : 12, 24, 36, 38, 81, 82

S

Sahib, Mullahim : 463

Saifullah, Haji : 38, 39, 43, 100, 213, 215, 297, 299, 441, 489, 552

Salavat : 89—91, 95, 109, 110, 113, 241, 311, 357, 358, 429, 469, 472—474, 488, 500—502, 526

Sangin, Afghanistan : 35, 36, 38, 70, 97, 370, 372

Saqib, général Sayed Agha (Armée de l'Afghanistan) : 102, 106, 113, 138, 145, 151, 170, 175, 182, 183, 185, 192, 210, 213, 330, 331, 333, 344-346, 369, 552, 553

Sarwar, Mohammad : 93

Schultz, adjudant David (Armée canadienne) : 314

Seggie, caporal Michael (Armée canadienne) : 435

Senjaray : 17, 33, 43, 44, 90, 141, 149, 199, 200, 211, 251, 269, 274, 314, 323, 334, 345, 351—354, 373, 394, 422, 423, 434, 437, 438, 463, 465, 488, 490, 492, 496—501, 503, 519, 524, 525, 539, 551, 552

Shad, capitaine Ahmad (Armée de l'Afghanistan) : 479

Shah, lieutenant-colonel Sherin (Armée de l'Afghanistan) : 21, 23, 90, 145, 176, 179, 180, 216

Shakur, mullah : 339, 335, 368

Sherzai, Gul Agha : xii, 170, 211

Shipley, colonel Joe (Armée canadienne) : 444, 456

Shipway, sergent Scott (Armée canadienne) : 429

Shorabak : 60, 265, 294, 416

Sia Choy, Afghanistan : 40, 43, 46, 47, 83, 141, 155, 198, 313, 362

Skidmore, colonel Mark (Armée canadienne) : 535

Smith, major D.W. (Armée canadienne) : 128

Snyder, capitaine Jon (Armée canadienne) : 269, 318

Spence, sergent Darrell (Armée canadienne) : 506

Stannix, caporal-chef Chris (Armée canadienne) : 39

Starker, caporal Michael (Armée canadienne) : 314

Stock, sapeur Stephan (Armée canadienne) : 375

Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) : xiii, 7, 15, 18, 67, 132, 232, 387, 447

Street, soldat Terry John (Armée canadienne) : 279

St-Yves, major Marc (Armée canadienne) : 521

Somalie/Somalien : 21, 40

Soudan : 10

T

Talukan, Afghanistan : 24, 26, 52, 54, 89—93, 109, 112, 146, 153—155, 196, 201, 205—208, 260, 261, 276—279, 302, 309—312, 358, 360, 361, 363—365, 425—427, 470, 483, 484, 526

Taylor, major Stu (Armée canadienne) : 422

Taylor, major Walter (Armée canadienne) : 128, 143

Tchétchénie/Tchétchène : 77, 95, 275, 312

Tedford, caporal-chef David (Armée canadienne) : 462

Thompson, brigadier-général Denis (Armée canadienne) : 129, 211, 229, 234, 243, 262, 288, 289, 292, 294—296, 302, 306, 316, 319, 323, 334, 336, 346, 351, 357, 368, 390, 392, 417—419, 421, 444, 448, 499, 501, 513, 515, 525, 531, 536—538

Trauner, caporal-chef Michael (Armée canadienne) : 437

Tremblay, major Dean (Armée canadienne) : 422, 475, 477, 504, 506, 519

Turner, colonel Trey (Armée des É.-U.) : 319, 322

U

Union européenne (UE) : 107

Unités étrangères

Agence américaine pour le développement international (USAID) : 61, 67, 156, 163, 186, 194, 196, 282, 286, 347, 441, 508, 518

Armée nationale afghane (ANA) : 4, 21—24, 26—28, 36, 42, 43, 46, 47, 49, 51, 52, 58, 60, 61, 78, 81—86, 92, 99, 100, 102, 105, 106, 111, 115, 132, 138, 141, 149, 150, 156, 192, 204, 210, 215, 217, 229, 256, 260, 268, 271, 294, 337, 341, 342, 368, 393, 419, 421, 425, 428, 430, 448, 455, 462, 496, 499, 501, 514, 515, 528, 534, 538, 539

Armée hongroise : 189, 381

Armée portugaise : 81, 82, 237, 297

Brigade de la Garde nationale : 22, 108, 147

Centre d'opérations interarmées : 238, 371

Commandement central étasunien (CENTCOM) : 341, 537

Commandement des forces multinationales en Afghanistan (CFCA) : 8

Commandement régional (CR) (Est) : 103

Commandement régional (CR) (Ouest) : 78

Commandement régional (CR) (Sud) : vii, xv, 1, 2, 5, 9, 11, 12, 14, 15, 22, 26, 32, 34—36, 56, 67, 82, 95, 103, 108, 115, 130—134, 139, 186, 197, 229, 234, 238, 301, 414, 415, 417, 421, 454, 455, 513, 531

Corps des Marines des États-Unis (USMC) : 301, 340, 365, 373, 431, 524

Détachement opérationnel Alpha (DOA) – Forces spéciales étasuniennes : 26, 60, 99, 175, 297, 475

Direction nationale de la sécurité (DNS) : 47, 57, 58, 77, 94, 113, 156, 208, 313, 329, 357, 381, 427, 430, 431, 438, 453, 466, 469, 479—481, 489, 499, 502, 514, 528

Élément de commandement national (ECN) : 74

Élément de soutien national (ESN) : viii, xiv, 11, 22, 36, 61, 64, 71—77, 83, 94, 101, 115, 128, 132, 141, 142, 153, 169, 189, 190, 245, 378, 381, 382, 422, 486, 531—533

Équipe de guerre électronique mobile (EGEM) : 12, 142, 205, 266, 326, 531

Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) : xi, xiii, xv, 1—3, 5, 7—9, 11, 22, 23, 28, 32, 35, 39, 43, 56, 64, 66, 67, 71, 74, 77, 78, 56, 64, 66, 67, 71, 74, 77, 78, 82, 87, 96, 98, 100, 103, 104, 108, 112, 113, 115, 131, 137, 143, 147, 162, 163, 172, 193, 209, 212, 229, 232, 234—240, 242, 249, 250, 256, 262, 271, 272, 280, 281, 285, 293, 294, 300, 306, 321, 334, 339, 341, 343, 344, 357, 358, 368, 371, 385, 386, 388, 390, 394, 415, 417, 420, 421, 438, 441, 443, 445, 450, 451, 454, 463, 468, 479—481, 495, 508, 514, 521, 522, 525, 533—537, 552, 553

Force mobile (Terre) : 445

Force mobile (Terre) du Commandement allié en Europe (CAE) : 445
Force opérationnelle spéciale (FOS) (Armée des É.-U.) : 18, 21, 22, 26, 29, 51, 132, 136, 147, 175, 197, 209, 268, 475, 519
Forces de sécurité afghanes : 20, 26, 28, 33, 88, 129, 133—135, 162, 170, 172, 192, 200, 204, 414, 448, 479, 553
Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) : 113, 77, 95, 205, 236, 243, 255, 271, 276, 291, 292, 304, 330, 331, 341, 342, 345, 350, 351, 357, 369, 391, 392, 394, 411, 444, 507, 527, 529, 534, 552
Forces spéciales des États-Unis : 297, 302
Forces spéciales lituaniennes : 340, 369
Groupe de réaction opérationnelle et de manœuvre (GROM) de la Pologne : 70, 237, 240
Police auxiliaire nationale afghane (PANA) : 137, 174, 182, 211
Police civile (CIVPOL) : 8, 15, 43, 105, 147, 148, 186, 268, 290, 358, 419, 489, 513, 539
Police frontalière afghane : 57, 58, 60, 62, 156, 158, 264, 265, 304, 460
Police nationale afghane (PNA) : 40, 52, 54, 77, 84, 100, 104, 107, 112, 140, 151, 156, 164, 178, 183, 184, 209, 224, 257, 258, 269, 313, 341, 351, 355, 374, 426, 438, 441, 449—451, 455, 476, 495, 515, 516, 521
Police routière afghane : 57, 58, 61, 156
Royal Air Force (RAF) : 36, 84, 174, 214, 453
Royal Marines : 241, 443, 469, 473, 493, 494
1er Bataillon, The Royal Welsh Fusiliers : 138
1er Bataillon, Royal Gurkha Rifles (RGR) : 202, 213, 215, 298, 299
2-2 Infanterie : 353, 366, 367, 419, 422, 441, 444, 453, 454, 478, 479, 507—509, 538
3e Compagnie de parachutistes : 357
3e Unité médicale multinationale (UMM) : 75, 128, 159, 241
17e Régiment de cavalerie (Les Banshees) : 246, 301, 311, 315, 327, 353, 356, 364
24e Unité expéditionnaire de la Marine (24 MEU) : 237, 300, 301
42e Commando, Compagnie L, les Royal Marines : 443, 469, 473, 493, 494
451e Groupe expéditionnaire aérien (AEG) : 319, 322

V

Vance, brigadier-général Jonathan (Armée canadienne) : 417

Van Loan, Peter (Canada) : 290

van Loon, major-général Ton (Armée des Pays-Bas) : 2, 5, 14, 22, 26, 130, 132, 234, 238

Véhicules

Bison : 45, 64, 72, 73, 75, 141, 330, 369, 532
Buffalo : 169, 187, 252, 277, 486
Capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) : 161, 169, 187, 191, 192, 203, 205, 206, 252, 253, 255, 262, 263, 277, 278, 309, 365, 465, 473, 485, 486, 499, 506, 526, 528
Char Leopard : 12, 35, 47, 50, 72, 75, 80—83, 85, 86, 101, 102, 110, 113, 141, 142, 144, 150, 155, 160, 161, 167—169, 177, 178, 182, 188, 202, 206, 255, 260, 268, 273, 274, 309, 311, 312, 325, 328, 339, 345, 360, 362—365, 373, 375—377, 382, 383, 385, 466, 473, 485—487, 516, 517, 532
Char Leopard 2A6M : 161, 260, 274, 363, 377, 485, 487
Char poseur de ponts Beaver : 532
Coyote : 26, 40, 42, 45, 46, 48, 50, 60, 142, 158, 175, 177, 182, 205, 206, 263, 265, 277, 301, 328, 340, 440, 475, 477, 519
EBG Badger : 48, 75, 80, 83, 86, 108, 110, 113, 115, 150, 309, 363—365, 375-378, 383, 431, 437, 522, 532
Humvee (Hummer) : 78, 456
Husky : 169, 187, 200, 252, 255, 277, 365, 473, 486
VBLC M-113 : 76, 77
VBP Grizzly : 76
Véhicule blindé de dépannage Taurus : 75, 375, 487
Véhicule blindé léger chenillé (VBLC) : 76, 139, 275, 382, 527, 531
Véhicule blindé VBL III : 35, 38, 39, 43, 45, 48, 65, 75, 76, 82—84, 101, 108, 110, 114, 139, 141, 142, 150, 153, 159, 168, 169, 175—178, 181, 187, 191, 192, 206, 277, 279, 300, 301, 315, 325, 330, 334, 356, 362, 373, 375, 376, 382, 383, 427—429, 431, 435—437, 462, 466, 497, 524, 532
Véhicule de soutien blindé lourd (VSBL) : 338, 364, 378, 382, 383. 531, 532
Véhicule de transport d'équipement lourd : 45, 50, 72
Véhicule logistique lourd à roues (VLLR) : 73, 92, 190, 392
Véhicule MRAP : 345, 366, 478
Véhicule Nyala RG-31 : 23, 26, 52, 54, 71, 73, 110, 141, 159, 186, 189, 213, 252, 268, 273, 279, 300, 364, 366, 375, 444, 456, 478, 497, 517, 518
Véhicule – Système amélioré de détection des mines terrestres (SADMT) : 168, 188
Véhicule terrestre sans pilote de déminage SADMT M-113 : 168, 188

Véhicules aériens sans pilote

TUAV CU-161 : 510
TUAV Sperwer : 34, 46, 69, 84, 96, 111, 142, 150, 167, 179, 188, 192, 199, 202, 203, 206, 213, 234, 258, 259, 275, 319, 327, 356, 359, 362, 363, 376, 497, 501, 509, 511, 521, 522

UAV CU-170 Heron : 511
UAV MQ-1 Predator : 178, 188, 206, 214, 263, 273, 277, 319, 321, 328, 330, 335 339, 364, 375, 466, 485, 509, 521
UAV MQ-9 Reaper : 202, 207, 214, 263, 319, 320, 322, 327, 329, 339, 368, 437, 468, 485, 493, 494, 511
UAV MQ-11 Raven : 508
UAV ScanEagle : 258, 259, 301, 377, 499, 501, 509

Verge, adjudant Milton (Armée canadienne) : 275

Vietnam/vietnamien : 382

Vieveen, major Jamie (Armée canadienne) : 255, 336

W

Walker, lieutenant-colonel Rob (Armée canadienne) : 2, 12, 23, 24, 26, 27, 36, 40, 45, 48, 49, 72, 81, 86, 87, 108, 110, 138, 139, 141

Walton, colonel James (Armée des É.-U.) : 345, 346

Wardak (province) : 451

Wasden, caporal Dustin (Armée canadienne) : 375

Washington, États-Unis : 14, 231, 242

Watkins, soldat Lane (Armée canadienne) : 110

Watt, lieutenant-général (Armée canadienne) : 511

Waziristan/Waziris : 134, 317, 503

Wentzell, capitaine Tyler (Armée canadienne) : 299, 300

White, capitaine Tory (Armée canadienne) : 282

Wiebe, soldat Joel (Armée canadienne) : 87

Williams, caporal Aaron (Armée canadienne) : 39

Wilmott, soldat Colin (Armée canadienne) : 359

Wilson, adjudant Robert (Armée canadienne) : 497

Winston, soldat Vincent C., Jr. (Armée des É.-U.) : 441

Woods, caporal-chef Todd (Armée canadienne) : 364

Woodworth, lieutenant-colonel Dana (Armée canadienne) : 283, 284, 323, 330, 331, 334, 347, 352, 417, 421, 443, 446, 447, 452, 453, 499, 513

X

Y

Ynak, Afghanistan : 457, 458, 460

Z

Zabul (province) : 96, 236, 240—242, 306, 387, 443

Zangabad Ghar : 155, 192

Zazai, major-général Sher Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 446

Zmaray, colonel (Armée de l'Afghanistan) : 171, 172, 174

Zone de développement en Afghanistan (ZDA) : 1—4, 7, 26, 35, 36, 132, 134, 173, 234, 235, 240, 243, 277, 323, 415

Zybala, major Michel (Armée canadienne) : 147, 208

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 2 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

L'ARMÉE CANADIENNE EN AFGHANISTAN

VOLUME II, PARTIE 2 : LA CONTRE-INSURRECTION À KANDAHAR

Sean M. Maloney, Ph. D.

ARMÉE CANADIENNE
CANADIAN ARMY

ARMÉE CANADIENNE / CANADIAN ARMY

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou transmise ou archivée sous quelque forme que ce soit, par quelque mode graphique, électronique ou mécanique que ce soit, ou par photocopie, enregistrement (dont sur bande) ou stockage dans un système d'extraction électronique, sans la permission écrite préalable du détenteur du droit d'auteur.

DONNÉES AU SUJET DE LA PUBLICATION

L'Armée Canadienne en Afghanistan, Volume II, partie 2 : La contre-insurrection à Kandahar

Publication
IDDN – R-GJ-007-000/JD-006
ISSN – 978-0-660-41167-5

En-ligne
IDDN – R-GJ-007-000/JD-006
ISSN – 978-0-660-41166-8

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

CONCEPTION DE LA COUVERTURE
Silvia Pecota

TRADUCTION
Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada

CONCEPTION DE LA PUBLICATION
Bureau d'édition de l'Armée de terre

DES REMERCIEMENTS TOUT PARTICULIERS
À ceux qui ont contribué à cet ouvrage en participant au travail d'édition, de correction d'épreuves et d'indexation.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, politiques ou positions de la maison d'édition, de l'éditeur, du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces armées canadiennes ou de toute unité ou organisation leur étant subordonnée. La maison d'édition, l'éditeur, le gouvernement du Canada, le ministère de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes ou toute unité ou organisation leur étant subordonnée ne font aucune déclaration, n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilité, quelles qu'elles soient, en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité du contenu de cette publication. Ils se dégagent également de la responsabilité envers quelconque personne ou entité à l'égard de toute perte, ou de tout dommage incident ou consécutif ayant été causé, ou qui auraient selon allégations été causés, de manière directe ou indirecte, par les renseignements contenus dans cette publication.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures iii

Introduction vii

Chapitre 5 – Approche des villages-clés : de février à août 2009 1

Chapitre 6 – Reprendre l'initiative : d'Août 2009 à février 2010 165

Chapitre 7 – Les affaires Kandahar : de mars à août 2010 311

Chapitre 8 – Le dernier match de la Force opérationnelle Kandahar : de septembre 2010 à juin 2011 425

Épilogue 537

Conclusion 547

Bibliographie choisie 563

Appendice A : Nomenclature de la Force opérationnelle 567

Appendice B : Le Pakistan et l'insurrection en Afghanistan, de 2007 à 2011 571

Appendice C : Les Cent de Kaboul et leurs successeurs 587

Appendice D : L'aérodrome de Kandahar 591

Glossaire 599

À propos de l'auteur 613

Index 615

LISTE DES FIGURES

Figure 5-1 : Dispositif de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de l'ANA, en avril 2009 10

Figure 5-2 : Les opérations de façonnage menées par la Force opérationnelle Kandahar à l'appui de l'Op KANTOLO 32

Figure 5-3 : Emplacements et activité de l'ennemi, du début au milieu de 2009 37

Figure 5-4 : Opérations dans le district de Zharey, en février et mars 2009. 40

Figure 5-4a : Est du district de Zharey, en février et mars 2009 41

Figure 5-5 : Opération JALEY – La partie occidentale du district de Zharey, du 18 au 20 mars 2009 45

Figure 5-6 : Opérations dans le district de Panjwayi, en février et mars 2009 49

Figure 5-6a : Opérations dans la partie orientale du district de Panjwayi, en février et mars 2009 50

Figure 5-7 : Districts de l'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en février et mars 2009 56

Figure 5-8 : Marchandage politique à Kandahar, 2009–2010. 63

Figure 5-9 : Opérations dans le district de Zharey, avril et mai 2009 87

Figure 5-9a : Partie orientale du District de Zharey, avril et mai 2009 88

Figure 5-10 : Opérations dans le district de Panjwayi, avril et mai 2009 94

Figure 5-10a : Opérations dans l'est du district de Panjwayi, avril et mai 2009 95

Figure 5-11 : L'importance de Deh-e Bagh et sa relation avec la partie est du district de Panjwayi 106

Figure 5-12 : Op KALAY – District de Dand, mai 2009 109

Figure 5-13 : Opérations dans le district du Panjwayi, juin et juillet 2009 118

Figure 5-14 : Opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2009 131

Figure 5-14a : Partie orientale du district de Zharey, en juin et juillet 2009. 132

Figure 6-1 : Structure des opérations ennemies – Partie orientale du district de Panjwayi, 2009-2010 175

Figure 6-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à novembre 2009 185

Figure 6-2a : Partie orientale du district de Zharey, d'août à novembre 2009 186

Figure 6-3 : Opérations KALAY I et KALAY II, de septembre à novembre 2009 194

Figure 6-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, d'août à octobre 2009 203

Figure 6-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre et novembre 2009 208

Figure 6-6 : Évolution de l'organisation de gouvernance infraprovinciale, de 2007 à 2011 216

Figure 6-7 : Op WADANA WAL – FO Kandahar 231

Figure 6-8 : Les opérations dans le district de Dand – L'escadron de reco, d'octobre à décembre 2009 ... 244

Figure 6-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2009 251

Figure 6-10 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier et février 2010 260

Figure 6-11 : Op MOSHTARAK – Participation du Canada, province d'Helmand, février 2010 289

Figure 7-1 : Estimation de la situation – Partie orientale du district de Panjwayi, décembre 2009 318

Figure 7-2 : Campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar – Structure des insurgés, printemps et été de 2010 320

Figure 7-3 : Les opérations du district de Panjwayi, en mars et avril 2010 327

Figure 7-4 : Réalignement des forces coalisées dans la province de Kandahar, en juillet et août 2010 345

Figure 7-5 : Les opérations dans le district de Panjwayi, mai 2010 358

Figure 7-6 : Les opérations dans le district de Panjwayi en juin 2010 371

Figure 7-7 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet 2010 387

Figure 7-8 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en août 2010 398

Figure 8-1 : Opérations dans le district de Panjwayi, septembre 2010 436

Figure 8-1a : Opérations dans la Corne du Panjwayi Operations, septembre 2010 437

Figure 8-2 : District de Panjwayi – Dispositif de l'Armée nationale afghane, en octobre et novembre 2010 445

Figure 8-3 : Opérations dans le district de Dand, automne 2010 448

Figure 8-4 : Opération BAAWAR – Concept global, septembre 2010 452

Figure 8-5 : District de Panjwayi – Infrastructure tactique des forces afghanes et canadiennes, octobre 2010 453

Figure 8-6 : District de Panjwayi – Dispositif du GT du 1 R22eR, décembre 2010 459

Figure 8-7 : Systèmes de surveillance continue et systèmes d'interdiction de menaces persistantes – Emplacements d'aérostat 464

Figure 8-8 : L'Op PASS RAFTAN dans la Corne du Panjwayi, en décembre 2010 467

Figure 8-9 : Infrastructure tactique de la Corne du Panjwayi, de janvier à avril 2011 483

Figure 8-10 : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en janvier 2011 486

Figure 8-10a : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en janvier 2011 487

Figure 8-11 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en février 2011 495

Figure 8-11a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en février 2011 496

Figure 8-12 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre janvier et avril 2011 497

Figure 8-13 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mars 2011 504

Figure 8-13a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en mars 2011 505

Figure 8-14 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en avril 2011 511

Figure 8-14a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en avril 2011 512

Figure 8-15 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mai 2011 524

Figure 8-15a : Opérations dans la partie est du district du Panjwayi, en mai 2011 525

INTRODUCTION

L'odyssée de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar se poursuit en 2009 alors que le commandement passe du Bgén Denis Thompson au Bgén Jon Vance. Confrontée à des enjeux stratégiques essentiels non résolus au niveau de la coalition et aux objectifs de plus en plus déconnectés du Canada, la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan a pris l'initiative et est allée de l'avant avec une démarche élaborée par l'équipe du quartier général de Vance pendant son instruction préparatoire dans la deuxième moitié de 2008.

L'état-major de ce quartier général comptait des officiers qui avaient acquis de l'expérience dans le cadre de la mission de 2006, des militaires qui avaient conservé un intérêt personnel et professionnel tout au long de l'évolution de la situation en Afghanistan pendant les deux années qui ont suivi. Toute aussi importante était l'aptitude du Bgén Vance et des membres de son équipe à accepter les conseils et commentaires formulés par des sources qui possédaient une expérience pratique (et non uniquement théorique) en Afghanistan, particulièrement dans la province de Kandahar, et qui avaient été témoins du mécontentement qui y régnait. Les séances ont été déterminantes dans la concrétisation des concepts élaborés en juin 2008 en un plan avant décembre 2008. L'observation continue des activités qui se déroulaient sur le terrain en janvier et février 2009 a permis de mieux définir la nouvelle démarche. Essentiellement, le quartier général du Bgén Vance s'est mis immédiatement à la tâche et a vite profité de la période précédant la récolte pour établir les conditions de réussite et générer l'espace nécessaire pour reprendre son élan en 2009.

APPROCHE DES VILLAGES-CLÉS :

DE FÉVRIER À AOÛT 2009

De 2006 à 2008, la Force opérationnelle Kandahar menait une campagne de déstabilisation à l'ouest de la ville de Kandahar, pendant que la collectivité internationale s'efforçait de mettre en œuvre une stratégie viable pour aider l'Afghanistan. Les chefs talibans ne pouvaient atteindre leurs objectifs, car ils étaient constamment harcelés dans les districts clés de la province par les forces canadiennes et afghanes et affaiblis par les forces d'opérations spéciales et la puissance aérienne des États-Unis (É.-U.) intégrées à l'effort canadien. À la fin de 2008, les talibans ont été forcés de s'arrêter momentanément et de repenser leur stratégie; l'impasse qui s'en est suivi s'est prolongée jusqu'au début de 2009.

À l'automne 2008, les responsables à Washington avaient reconnu qu'il fallait augmenter les effectifs étasuniens en place pour venir à bout de l'insurrection; cependant, cette stratégie pouvait seulement s'appliquer plusieurs mois après les élections aux É.-U. Au printemps de 2009, il était évident que les É.-U. allaient déployer des renforts massifs en Afghanistan, mais ils ne savaient pas encore exactement où ni comment ils allaient le faire. Au cours des quatre suivants chapitres, nous verrons comment l'arrivée des renforts étasuniens dans la province de Kandahar a fait en sorte de modifier l'effort canadien dans son orientation.

Malgré la nouvelle stratégie canadienne concernant l'Afghanistan, la mise en œuvre du programme canadien dans la province de Kandahar se fragmentait au point de perdre toute pertinence. Il n'existait à peu près aucune synergie entre la Force opérationnelle interarmées (FOI) Afghanistan et les activités de certains ministères du gouvernement canadien à l'œuvre dans cette province. Si les forces insurrectionnelles s'emparaient de la ville de Kandahar, aucun des aspects du programme canadien liés à la reconstruction et au développement n'importerait. Comme l'a déclaré le brigadier-général (Bgén) Jon Vance : « Même si nous atteignons tous les objectifs repères, nous pourrions quand même perdre la lutte contre l'insurrection[1]. » [Traduction]

En 2009, l'effort canadien en Afghanistan commençait à perdre du galon. Tandis que la zone de responsabilité de la FOI Afghanistan se rétrécissait, que les effectifs et fonds d'aide canadiens s'amenuisaient en rapport avec les effectifs et fonds étasuniens, la capacité du Canada de projeter son influence dans la province de Kandahar suivait la même tangente. L'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A) avait été dissoute en 2008;

ainsi, la perte de prépondérance du Canada dans cette province accentuait le déclin de la capacité canadienne d'engendrer une influence stratégique à Kaboul. Les beaux jours de la participation du Canada à la Stratégie de développement national de l'Afghanistan et au Groupe d'action stratégique, et ceux où il était à la tête du Commandement régional (Sud), étaient bel et bien révolus. Néanmoins, la concentration et l'intégration accrues des ressources canadiennes dans certains districts, commencées en 2009, avaient effectivement produit des effets tactiques et opérationnels. Vu cet état de choses, que pouvaient donc espérer accomplir, avant le retrait annoncé pour juillet 2011, le quartier général canadien montant et les deux autres qui allaient lui succéder?

Dimensions stratégiques

La transition entre la seconde administration Bush et la première administration Obama mettait en lumière les questions non résolues concernant la stratégie étasunienne en Afghanistan : la question de la poursuite de l'effort se posait sans cesse. La première question non résolue consistait à devoir cerner et définir le point de mire le plus judicieux de l'effort étasunien. Les États-Unis devaient-ils chercher à influer sur le cours des événements au Pakistan ou sur le cours des événements en Afghanistan? Devaient-ils le faire dans les deux pays en même temps? L'administration Bush avait déjà décidé d'intensifier l'activité transfrontalière contre certains refuges au Pakistan en menant un modeste programme en vertu duquel le nombre d'attaques par les drones Predator avait quadruplé (pour passer de quatre à 20) et en ajoutant quelques opérations limitées des forces d'opérations spéciales : les interventions ont entraîné la mort d'environ sept des 20 principaux chefs d'Al-Qaïda au cours de 2008[2]. La seconde question qui était à résoudre concernait la demande de 30 000 soldats étasuniens additionnels pour mener des opérations de sécurité à l'appui des élections nationales afghanes de 2009; la demande émanait de deux commandants successifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité, soit les généraux Dan McNeill et David McKiernan[3].

La troisième question résidait dans la détérioration de la relation entre la collectivité internationale et le gouvernement du président Karzai. Les mécanismes établis pour coordonner les actions entre le gouvernement afghan, les divers pays fournisseurs d'aide et les organisations internationales, en particulier le Groupe d'action stratégique et le Comité de gestion et de coordination interarmées, avaient tous été démantelés en 2008 sur l'ordre du président Karzai. Une tentative des Britanniques qui cherchaient à faire sacrer un de leurs diplomates « représentant international » supérieur à Kaboul a échoué lamentablement, ce qui a porté atteinte à la relation de la Grande-Bretagne avec Karzai. Certains croyaient que Karzai était dupé par ses propres conseillers, ou qu'il était autrement manipulé par des entités anti-occidentales. D'autres pensaient qu'il essayait peut-être de prendre ses distances

de manière à adopter une position qui serait à son avantage au cours d'éventuels pourparlers de paix. Quoi qu'il en soit, la situation à Kaboul se détériorait de plus en plus à la fin de 2008 et au début de 2009[4]. Il est intéressant de remarquer que, comme solution de rechange, un groupe officieux composé des ambassadeurs des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada à Kaboul s'est constitué pour entretenir le discours international auprès de Kaboul, mais la dissolution de l'ECS-A en août 2008 a sans doute miné l'influence du Canada auprès du gouvernement Karzai à ce moment critique.

En partie en raison de ces problèmes et en partie en raison des attaques très médiatisées exécutées par des terroristes basés au Pakistan contre des objectifs indiens dans la région, l'administration Bush a amorcé un examen de sa stratégie pendant l'été 2008. Le rapport Lute, paru en novembre 2008 pendant la campagne électorale aux É.-U., précisait que des entités trop nombreuses menaient des guerres non coordonnées en Afghanistan, ce qui avait mené à une impasse totale. Peu importait quelle serait la solution au problème afghan, elle devait tout d'abord prendre en compte le Pakistan (une observation qui n'avait rien de nouveau); le gouvernement afghan était trop corrompu pour être légitime, et il fallait réduire considérablement la production de stupéfiants. Ce truisme a été incarné par le changement de gouvernement. En fin de compte, le Chef de l'état-major interarmées [Chairman of the Joint Chiefs of Staff], l'amiral Michael G. Mullen, a dit au président désigné Obama qu'en fait, il n'y avait aucune stratégie[5]. Cette affirmation était incorrecte. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, il y avait en Afghanistan une stratégie nationale et une stratégie militaire, mais elles n'étaient pas de confection étasunienne, et l'OTAN et la collectivité internationale ne leur affectaient pas de ressources suffisantes.

La nouvelle demande de 30 000 autres soldats pour assurer la sécurité des élections a été noyée dans les efforts plus vastes que le gouvernement Obama déployait pour élaborer une stratégie au problème afghan. Convenait-il de dépêcher 30 000 autres soldats, ne serait-ce que temporairement, à un moment où les États-Unis ne savaient pas encore quelle orientation ils allaient adopter dans la région? Une autre évaluation de la stratégie a été entreprise et devait être déposée en mars 2009. Entre-temps, une réunion empreinte d'acrimonie entre le président Karzai et le vice-président Biden, qui portait entre autres sur les activités illicites d'Ahmad Wali Karzai, chef du Conseil provincial de Kandahar, s'est envenimée et a amené les États-Unis à menacer de n'envoyer aucun soldat de plus[6]. Une autre réunion avec le président Asif Ali Zardari du Pakistan n'a abouti à rien. L'administration Obama était coincée; elle pouvait engager plus de soldats étasuniens sur-le-champ, ou attendre les résultats de l'examen de la stratégie. Craignant que les insurgés ne perturbent les élections afghanes de 2009, le président Obama a annoncé le 17 février 2009 que 17 000 autres soldats étasuniens seraient envoyés en Afghanistan et que le nombre d'attaques avec des engins Predator contre des objectifs au Pakistan augmenterait[7].

Parallèlement, au début de 2009, un grand remaniement s'est produit parmi les hauts dirigeants étasuniens qui s'occupaient du dossier de l'Afghanistan et il a même touché l'ambassadeur étasunien proéradication, William « Chemical Bill » Wood, et le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le général David McKiernan. Entre-temps, les nouveaux membres de l'administration causaient de plus en plus de friction avec le président Karzai en faisant des déclarations publiques et privées remettant en question son aptitude à continuer à diriger l'Afghanistan. Cette discorde a aggravé une situation déjà grave et aliéné un homme déjà isolé; soulignons toutefois que les voix critiques n'étaient pas toutes fausses, surtout celles qui étaient axées sur la carrière d'Ahmad Wali Karzai. À cet égard, la littérature décrit une situation où les conflits de personnalités de tous genres étaient monnaie courante et entravaient les efforts que les Américains faisaient pour se retirer d'Afghanistan, même si une stratégie acceptable pouvait être trouvée[8]. La force opérationnelle du Canada à Kandahar a continué à tenir ses positions et à fournir une marge de manœuvre pendant que la nouvelle administration étasunienne se démenait pour prendre appui.

Le rapport Riedel sur l'examen de la stratégie, publié au début de mars 2009, a rappelé aux lecteurs que le but de l'effort fait en Afghanistan était d'appuyer la lutte contre Al-Qaïda au Pakistan. Dans ce dernier pays, les groupes d'insurgés islamistes, y compris les talibans, protégeaient Al-Qaïda tout comme les talibans avaient accueilli Al-Qaïda en Afghanistan. Cette situation a suscité l'instabilité au Pakistan. Toute mesure prise pour vaincre Al-Qaïda au Pakistan devait aussi l'empêcher de retourner en Afghanistan; par conséquent, outre qu'il fallait aider les forces de sécurité pakistanaises, l'effort allait nécessiter une campagne anti-insurrectionnelle dotée de solides ressources en Afghanistan. Dans son examen, Riedel a aussi reconnu que des éléments des forces de sécurité pakistanaises appuyaient les talibans en Afghanistan et il a proposé d'employer diverses mesures de la carotte et du bâton contre le gouvernement pakistanais et d'autres éléments au besoin. Le 20 mars 2009, le président Obama a accepté les principes fondamentaux de l'examen Riedel et a donné jusqu'à l'année 2011 à ses subalternes pour produire des résultats. Pour cela, il était souhaitable de constituer une nouvelle équipe de commandement. Dans le cadre de ce changement, le commandant de la FIAS, le général David McKiernan, a été remplacé par le général Stanley McChrystal. Afin de ne pas être poussé par l'administration à agir de façon précipitée, ce dernier a pris le temps de produire sa propre évaluation de la situation en Afghanistan[9].

Après avoir miné les tentatives des talibans d'influer sur l'élection nationale au Canada, le gouvernement Harper a été réélu à la mi-octobre 2008, et la motion de mars de la même année qui faisait en sorte de prolonger les opérations militaires du Canada jusqu'en juillet 2011 n'a pas été modifiée[10]. Vu de l'extérieur, on observait peu de changement : les six priorités du Cabinet et trois projets de prestige continuaient de correspondre aux

objectifs du Canada en Afghanistan. En interne, toutefois, la situation était quelque peu tumultueuse. On essayait encore plus qu'auparavant d'élargir le volet civil de la mission canadienne et, en particulier, d'améliorer l'image de la contribution auprès de la population, quelle que fût l'efficacité de la contribution. Ce thème familier allait dominer les événements en 2009, ce qui reflétait l'échec des efforts de coordination à Ottawa, lequel était probablement dû à des conflits de personnalités autant qu'à n'importe quoi d'autre.

Le 1er mars 2009, cependant, le premier ministre Stephen Harper a déclaré ce qui suit à un journaliste étasunien sur le réseau CNN : « Franchement, à mon avis, nous ne vaincrons jamais l'insurrection. L'Afghanistan a probablement toujours été aux prises avec une insurrection, selon ma lecture des événements[11]. » Cette citation a été diffusée dans les médias mondiaux, sans aucun contexte, et d'autres alliés présents en Afghanistan s'en sont servi à leurs propres fins pour remettre en question l'authenticité de l'engagement du Canada. Ces propos, défaitistes et erronés sur le plan historique, ont miné le moral des Canadiens en Afghanistan et fait naître du ressentiment entre certains officiers étasuniens et canadiens travaillant dans des quartiers généraux multinationaux. Les opposants à la participation du Canada ont même utilisé cette citation pour s'interroger sur les sacrifices consentis par le Canada en Afghanistan. Sur le terrain, des soldats se sont demandé pourquoi ils combattaient et s'ils n'étaient pas en train de sacrifier leur vie en vain. Pour certains officiers canadiens, les propos de Harper confirmaient l'existence d'un vide stratégique, dans le pire des cas, ou, dans le meilleur des cas, une incapacité à Ottawa de comprendre les aspects psychologiques de la guerre. Pourquoi les soldats canadiens devaient-ils continuer à combattre si même leurs propres dirigeants ne croyaient pas en la mission[12]?

L'expression de cette position de la part du gouvernement a suscité des problèmes pour le quartier général qui arrivait et pour ses unités. Dans une étude, on lit ce qui suit :

> Elle signifiait aussi que les efforts du QG FO Kandahar, en 2009, n'avaient pas l'appui de l'appareil politique parce que celui-ci n'estimait pas qu'il convenait de modifier l'orientation de la mission si près de sa clôture, en dépit du fait que ladite orientation continuerait à produire des efforts enrayés et à entraîner la mort de Canadiens et d'Afghans […] Les réussites de la mission canadienne en Afghanistan n'ont jamais été efficacement publicisées; par conséquent, l'image typique de la mission a été celle d'une « cérémonie de rapatriement de la dépouille »[13]. [Traduction]

Une fois tous ces facteurs réunis, il est manifeste qu'en 2009, l'effort canadien commençait mal. Existait-il une façon de se rattraper?

Le passage du relais : de Thompson à Vance

Avec à sa tête le Bgén Jonathan Vance, la Force opérationnelle Kandahar montante est arrivée à la fin de février 2009. De l'extérieur, le quartier général du Bgén Vance ressemblait à ceux de ses prédécesseurs, en ce sens qu'il servait à gérer les éléments diversifiés de la contribution du Canada en Afghanistan : le Groupement tactique (GT), l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP), l'Escadre aérienne de la FOI Afghanistan (appelée aussi Force opérationnelle Silver Dart) et l'Élément de soutien national (ESN), ainsi qu'un bataillon d'infanterie des États-Unis. Cependant, le quartier général du Bgén Vance est arrivé déphasé par rapport au reste de la Force opérationnelle 1-09, car la relève sur position ne devait avoir lieu qu'en avril. Le chevauchement de deux mois a donné à l'état-major du nouveau quartier général le temps de se familiariser avec le terrain, d'aider la force opérationnelle sortante épuisée à ralentir peu à peu sa cadence, et de se préparer à ajuster et à mettre en œuvre les concepts qu'il avait élaborés en prévision de son déploiement.

Le quartier général du Bgén Vance comprenait des anciens de la Force opérationnelle multinationale Aegis (les Maj Quentin Innis et Harjit Sajjan et le Capt Darcy Heddon, entre autres) qui avaient à leur actif une vaste expérience de la planification, de l'analyse et des opérations d'influence. Comprenant les contraintes de la collectivité canadienne du renseignement, le Bgén Vance et son état-major ont mis sur pied plusieurs organisations dont le travail était complémentaire à celui du Centre du renseignement toutes sources, ce dernier exerçant une surveillance tactique sur les réseaux des insurgés dans la province. Les nouvelles structures comprenaient une cellule de connaissance de la situation – blanc et un groupe se consacrant à mener des analyses détaillées des liens existant au sein de la structure des pouvoirs en place à Kandahar. Des analystes chargés des recherches opérationnelles ont aussi été amenés et mis à profit pour appuyer l'état-major. Le lourd mécanisme opérationnel axé sur les effets, qui avait caractérisé les rotations antérieures, a été remplacé par un processus simplifié. Les opérations psychologiques et les opérations d'influence ont changé de mains et ont été confiées au J3, sous les ordres du Lcol Michael B. Patrick, lequel les a intégrées dans son équipe des opérations. Enfin, le quartier général du Bgén Vance a profité de la solide structure du J5 placé sous le commandement du Lcol Lee J. Hammond.

Au Camp Nathan Smith, un nouveau représentant du Canada à Kandahar (RCK), M. Ken Lewis, a remplacé Elissa Golberg. Lewis, qui était un homme grand, grisonnant et énergique, a vite constaté l'existence de nombreux conflits de personnalités et problèmes structurels entre les civils de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) (désignés ensemble par l'expression « autres ministères » ou AM) et les chefs militaires du quartier général. Quel était le rôle exact du RCK? En réalité, il ne commandait pas les AM

Photo : Auteur

Le Bgén Vance et son état-major ont adopté une nouvelle approche pour dissiper le mécontentement des districts à l'ouest de la ville de Kandahar, mais leur travail a été gêné presque autant par la bureaucratie politique canadienne que par les insurgés. Ils ont retrouvé leur cadence à la faveur de l'expérience de Deh-e-Bagh.

en parallèle du commandant de la FO Kandahar; c'était plutôt un coordonnateur, comme l'était le directeur de l'ERP. En même temps, l'ERP n'était pas assujettie à l'autorité de commandement de la FO Kandahar; en théorie, l'ERP relevait de la FIAS à Kaboul, mais les civils rendaient en fait compte à leurs ministères respectifs, à Ottawa[14], et l'orientation qu'ils suivaient provenait du Plan d'action de Kandahar et des documents lui ayant succédé. Il n'y avait pas de commandement civil, au sens militaire du terme, et la seule façon de synchroniser les activités des AM avec les opérations militaires consistait à tenir des réunions de coordination et à établir des contacts personnels. Ce travail de liaison et de coordination avait lieu entre le Bureau du J5 du quartier général et les représentants civils des AM, à la FO Kandahar et au sein de l'ERP[15].

La relation entre la FO Kandahar et le Commandement régional (Sud) est demeurée problématique. Ce dernier était commandé par le major-général Mart de Kruif (Pays-Bas), et de nombreux postes clés dans les bureaux des opérations et des plans du quartier général étaient occupés par des officiers britanniques. Le Bgén Vance et son état-major ont vite appris que la ville de Kandahar et la province du même nom étaient peut-être des terrains vitaux, mais que c'était dans la province d'Helmand que le Commandement régional (Sud)

faisait surtout porter ses efforts. Les officiers de Vance, surtout ceux qui avaient fait partie de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis en 2006, critiquaient l'obsession des Britanniques à l'égard des opérations contre les stupéfiants dans la province d'Helmand, notamment parce que les opérations dans Kandahar étaient constamment reportées en fonction de la disponibilité des hélicoptères et des ressources ISTAR, pour lesquels la province d'Helmand avait priorité.

À cet égard, le Commandement régional (Sud) avait l'appui du nouveau commandant de la FIAS, le général Stanley McChrystal. Dans ses mémoires datés de 2013, ce dernier a justifié l'accent mis sur la province d'Helmand en affirmant que « nos forces étaient déjà là » [Traduction] et qu'il souhaitait voir les opérations d'information obtenir un certain succès. En outre, « le gouvernement du président Karzai voulait naturellement permettre à plus de Pachtounes de voter en sécurisant la province d'Helmand », ce qui aurait pour effet de « renforcer la confiance des Afghans dans le régime de gouvernance de leur pays, ou du moins d'accroître leur participation à ce régime » [Traduction]. De plus, le commandant de la FIAS croyait que, « même si la sécurité de Kandahar constituait un problème grave, étant donné que les districts entourant la ville étaient en feu, la ville n'était ni assiégée ni en danger imminent de tomber[16] » [Traduction].

Nonobstant ce compliment équivoque visant trois ans et demi d'efforts déployés sous la direction des Canadiens dans la province de Kandahar, le général McChrystal était convaincu que la situation dans la province d'Helmand était pire. Certains officiers canadiens estimaient que le général McChrystal était trop influencé par ses conseillers britanniques, avec qui il avait plus d'affinités parce qu'il avait servi avec les troupes britanniques en Iraq. Cependant, les Canadiens à Kaboul ne se fatiguaient pas pour présenter un contre-argument en faveur de Kandahar[17].

Le Commandement régional (Sud) a même pris le contrôle d'un bataillon étasunien de dégagement d'itinéraire qui menait des activités à Kandahar et en a réaffecté « temporairement » la majorité des effectifs dans la province d'Helmand. C'était la récente manifestation d'un vieux problème, et le « Club des amateurs de cigares » de l'aérodrome de Kandahar (KAF) était loin de fermer ses portes. La situation s'est améliorée dans une grande mesure quand le Bgén Vance a accepté de faire fond sur les relations établies en matière d'information et, aspect important, de faciliter les rapports officieux entre son état-major et les unités étasuniennes qui arrivaient et qui contrôlaient les éléments habilitants clés. Par exemple, le Lcol Mike Gilmore, ingénieur de la Force opérationnelle, et le commandant de la Force opérationnelle Thor, qui s'occupait du dégagement des itinéraires, étaient des amateurs de cigares, et presque tout le monde dans les deux camps aimait bien le bœuf de l'Alberta. Ainsi, les barbecues menaient à des rencontres informelles entre soldats et alliés, et par le fait même, à une plus grande protection fournie par l'aviation, à un accroissement

des patrouilles quotidiennes de dégagement d'itinéraires dans les zones d'opérations canadiennes et à l'augmentation des ressources ISTAR, au besoin. Les Britanniques pouvaient être aussi futés et concentrés sur leurs buts, mais, une fois que les Canadiens avaient compris les règles du jeu, les stratégies de mitigation devinrent accessibles à ceux qui osaient les employer[18].

L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel : changer de point de mire

L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) qui arrivait sous les ordres du Col Gregory Burt a dû modifier ses plans à la volée pour s'adapter à la situation qui évoluait rapidement à Kandahar. Le Lcol Joe Shipley avait transmis le commandement de l'ELMO en mars 2009 à son successeur en lui remettant le trophée de football signé par les commandants précédents de l'ELMO avec l'avertissement suivant : « N'échappez pas le ballon! » [Traduction] Sous le Lcol Shipley, l'ELMO était parvenu à un état stable avec le Bgén Abdul Basir et les troupes de la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA; les kandaks pouvaient exécuter les opérations-cadres, et leur capacité de maintien en puissance s'était améliorée. Le cycle familier d'entraînement et de disponibilité rouge-jaune-vert a été abandonné, et de plus en plus de soldats afghans étaient affectés dans la province de Kandahar. Chaque kandak a reçu une nouvelle compagnie, pendant que l'on préparait l'arrivée d'un sixième kandak.

En avril 2009, la 1re Brigade du 205e Corps de l'Armée nationale afghane (ANA) avait le 1er Kandak dans le district de Zharey, le 2e Kandak était en permission et sur le point de revenir, et le 3e Kandak s'était dispersé entre Mushan, dans le district de Panjwayi, et Jelawur, dans le district d'Arghandab. L'unité de soutien au combat, soit le 4e Kandak, était au Camp Hero, et sa batterie d'artillerie D-30 était à la Base de patrouille (BP) Sperwan Ghar. Ayant cessé d'être gênée par le système de rotation rouge-jaune-vert à l'été de 2009, la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA a déployé ses trois kandaks de fusiliers : le 1er Kandak au Zhari, le 2e Kandak au Panjwai et le 3e Kandak dans la ville de Kandahar et le district d'Arghandab[19] (voir la figure 5-1).

Au début, l'ELMO pouvait encadrer deux kandaks d'infanterie avec trois équipes au niveau des compagnies par kandak et une équipe au quartier général de chaque kandak, mais en 2009, la portée de cet engagement a augmenté pour inclure les trois kandaks d'infanterie. Comme ses prédécesseurs, le Col Burt a servi de mentor au Bgén Basir. Le Bgén Vance voulait accroître les ressources de la police dans la ville de Kandahar; il s'est donc éloigné du régime précédent en intégrant l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) dans l'ERP. Comme lors des rotations antérieures, le Camp Hero accueillait les activités canadiennes de mentorat axées sur le Génie, la neutralisation des explosifs et munitions (NEM), la logistique et les soins médicaux, d'habitude avec du personnel prélevé

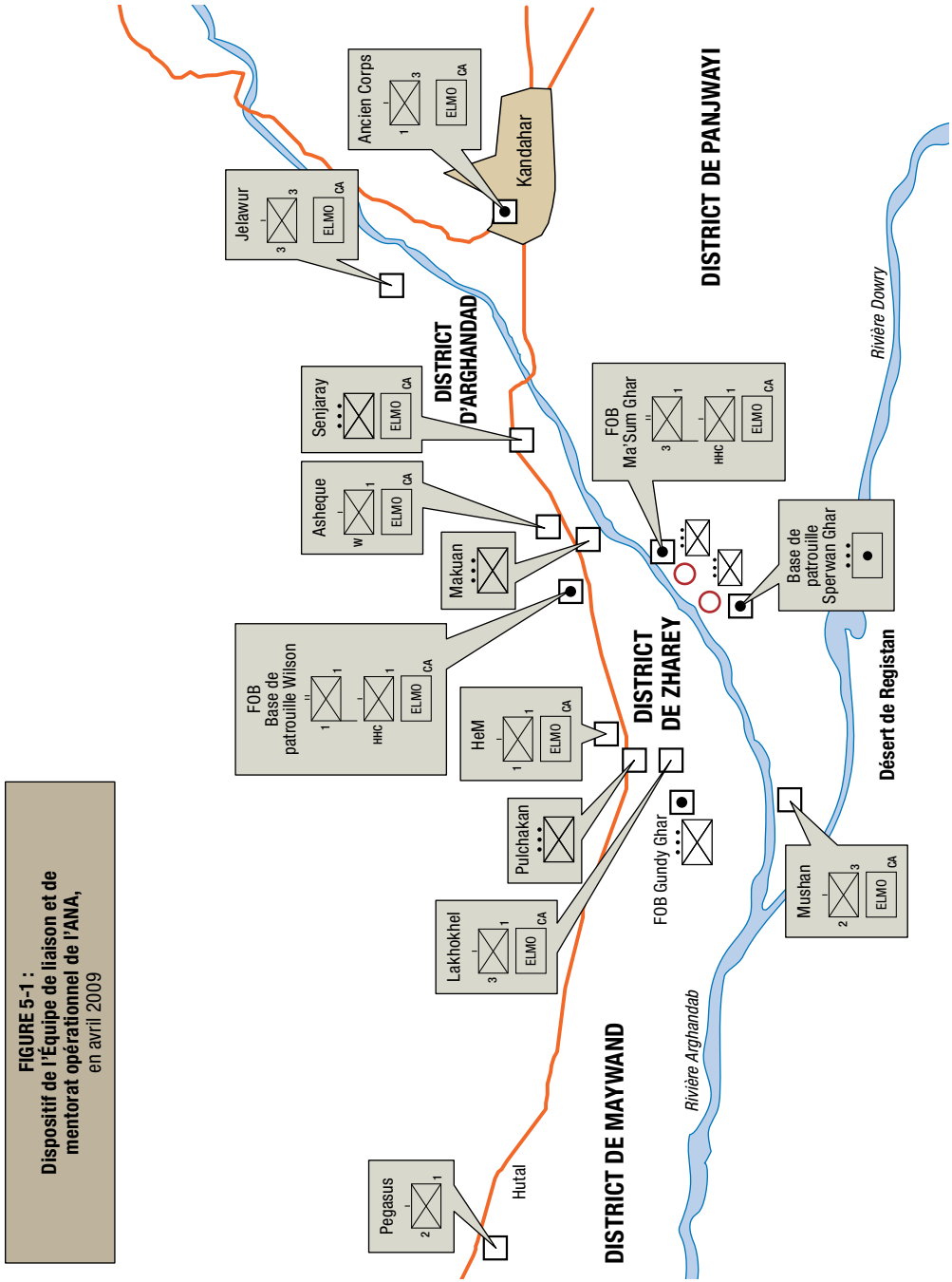


Figure 5-1 : Dispositif de l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de l'ANA, en avril 2009

dans les unités canadiennes basées au KAF et coordonnées par l'ELMO. Sur le plan tactique, les équipes au niveau des compagnies ont été réorganisées par le Col Burt pour pouvoir répondre à une augmentation des demandes de protection de la force; ces ELMO ont dès lors compté huit soldats au lieu de quatre. Le personnel supplémentaire a été soutiré au reste de la force opérationnelle montante par le biais de demandes de volontaires[20].

Photo : Auteur

Comme de plus en plus d'unités de l'ANA arrivaient dans la province de Kandahar, l'ELMO s'est plutôt consacrée à l'amélioration de la planification et des opérations au niveau des unités. La photo montre un croquis illustrant les positions dans le district de Panjwayi.

Avec l'accroissement du nombre d'unités de l'ANA à Kandahar et le caractère rudimentaire de leurs compétences au niveau de la formation, cette nouvelle rotation de l'ELMO a dû mettre l'accent sur la planification au niveau de la brigade et à celui des kandaks, tout en conservant ses capacités de mentorat au niveau des compagnies. Le Col Burt s'est donné la tâche « d'aider à parfaire l'emploi des forces et les capacités de la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA, afin de l'amener à exécuter des opérations indépendantes synchronisées avec celles d'autres partenaires[21] ». Cela signifiait qu'il devait travailler avec le Bgén Basir pour renforcer sa capacité de planification, mais aussi avec la 1re Brigade du 205e Corps de

l'ANA pour améliorer sa capacité d'organiser des opérations complexes, notamment en ce qui concernait le maintien en puissance. Le Col Burt voulait en particulier développer les atouts intellectuels, plutôt que le domaine physique. La responsabilité secondaire de l'ELMO consistait à faire en sorte que les opérations canadiennes et afghanes soient « harmonisées »; par exemple, Basir a été renseigné sur le plan de l'opération (Op) KANTOLO de manière qu'il pût décider de la façon dont ces opérations influeraient sur ses dispositifs et son intention. Burt et Vance voulaient que les forces de l'ANA à Kandahar soient capables d'elles-mêmes de se maintenir en puissance, qu'elles continuent à améliorer leurs capacités et qu'elles conservent la crédibilité qu'elles avaient acquise de haute lutte auprès de la population locale et de la FIAS[22].

Le rôle clé que l'ELMO a joué à titre d'intermédiaire entre le GT et les kandaks dans la zone d'opérations du Canada a grandi en importance quand le GT a adopté un dispositif plus dispersé dans le Panjwayi oriental et le Dand occidental. Auparavant, le GT et le kandak local coordonnaient leurs activités liées aux opérations offensives, puis ils retournaient à leurs états stables respectifs, mais ils vivaient désormais presque côte à côte. Le Col Burt a résumé sa philosophie du mentorat en disant qu'elle réunissait « la sagesse de Salomon, le courage de David et la patience de Job » [Traduction], ce qui se traduisait bien dans la culture religieuse afghane[23].

L'arrivée des Américains a suscité des craintes. L'ELMO assurait déjà la liaison entre la FO Kandahar et la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA; or, l'arrivée de la Brigade Stryker risquait de semer la confusion dans l'appareil de commandement : des mentors canadiens auprès de compagnies afghanes dans un espace de bataille étasunien. L'ELMO canadien a réussi à intégrer doucement la Brigade Stryker, et le Col Burt a collaboré avec le Col Harry Tunnell pour établir une relation personnelle avec le Bgén Basir[24].

Cependant, il y a eu plusieurs problèmes dans la chaîne de commandement afghane. Le premier résidait dans la tendance des Afghans à comprimer en un seul niveau les volets tactique, opérationnel et stratégique, ce qui permettait au ministère de la Défense d'intervenir dans les opérations menées au niveau des compagnies. Par exemple, lors de la première opération ATAL dans la ville de Kandahar, après l'évasion de détenus de la prison de Sarposa, en juin 2008, des troupes sont arrivées de Kaboul sans coordination, et les commandants de corps ont dispersé les compagnies. Dans un autre cas, le commandant du 205e Corps d'armée est intervenu au niveau tactique. En une occasion, un *mujahid* à la retraite qui était parent avec ce même commandant a exigé son aide pour délivrer un membre de leur parenté mutuelle qui avait été enlevé, de sorte que le 205e Corps d'armée a ordonné à sa 1re Brigade de déployer tout un kandak pour cette mission, la veille d'une grande opération dans le district de Panjwayi. Les Canadiens ont travaillé pour séparer les paliers de commandement, de sorte que le 205e Corps s'est abouché avec le Commandement

régional (Sud) et le ministère de la Défense, avec la FIAS; la FO Kandahar s'est chargée de la 1re Brigade du Corps d'armée susmentionné[25].

Aspect primordial, les kandaks afghans et leurs mentors canadiens ne seraient plus déplacés pour aller appuyer des opérations britanniques dans la province d'Helmand. Le Bgén Vance et le Col Burt ont tenu bon sur ce point, mais quand la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA a reçu l'ordre d'établir et de protéger des bureaux de vote à Khakrez en vue des élections prochaines, cette nouvelle politique a posé de graves problèmes à la FO Kandahar qui avait fait échec à de nombreuses tentatives du 205e Corps qui cherchait à déployer des unités de sa 1re Brigade à Ghorak et dans d'autres districts du nord. Cette brigade a eu du mal à exécuter cette tâche, et une compagnie d'infanterie complète a été affectée à la mission pendant des mois avec ses mentors. Pendant toute cette période de service, le 205e Corps de l'ANA a été une importante source d'ingérence[26].

En définitive, toutefois, la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA a organisé six opérations de brigade qu'elle a menées en 2009, y compris trois opérations de sécurité dans la ville de Kandahar et une vaste opération de ratissage à Senjaray. Cette brigade a aussi dirigé la planification de la sécurité des élections en collaborant de près avec l'équipe clé du Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) au Palais du gouverneur. En outre, quand la décision a été prise de mettre fin aux opérations à Mushan, la Brigade a dirigé l'opération qui visait à enlever le poste fortifié (centre de résistance) et à réaffecter ses forces[27].

Les mentors canadiens au niveau des kandaks ont continué à vivre et à travailler avec leurs homologues afghans et ils étaient prêts à faire intervenir un appui-feu, un appui aérien rapproché et des équipes d'évacuation médicale au besoin. Les compagnies afghanes logées dans leurs postes fortifiés partaient en déploiement tous les matins pour aller ratisser les itinéraires et en éliminer les EEI; c'était une tâche rendue encore plus dangereuse par les mines antipersonnel que les insurgés avaient commencé à poser pour protéger leurs EEI plus puissants. Une fois les ratissages terminés, les soldats afghans exécutaient des patrouilles portées et débarquées à proximité de l'infrastructure tactique. Quand une opération de plus grande envergure était au programme, les véhicules RG-31 canadiens et les camionnettes Ford Ranger de l'ANA amenaient les troupes jusqu'à leurs lignes de départ, parfois de concert avec la police, mais d'habitude avec les compagnies du GT canadien. Et la guerre se poursuivait.

Les opérations de l'Escadre aérienne et de l'aviation de la Force opérationnelle interarmées Afghanistan

En février 2009, l'Escadre aérienne de la FOI en Afghanistan, sous le commandement du Col Chris Coates, son état-major et ses équipages étaient parvenus au stade de la « capacité opérationnelle initiale » – c'est-à-dire le stade où les opérations peuvent commencer.

La formation, surnommée Force opérationnelle Silver Dart, comprenait la Force d'hélicoptères du Canada (Afghanistan), composée d'appareils Chinook et Griffon; l'escadron de véhicules aériens sans pilote tactiques Sperwer (TUAV); le Détachement canadien de véhicules aériens sans pilote Heron (UAV), et l'Élément de soutien de théâtre composé d'avions de transport CC-130 Hercules.

L'Unité de soutien du Génie a rendu possibles les opérations des hélicoptères canadiens. L'aire de trafic du KAF était limitée, et la Base gérait déjà 5 000 vols par jour. Si le Canada voulait mener ses propres opérations aériennes, il lui fallait construire une aire de trafic; il n'était pas possible d'en emprunter une à qui que ce soit. Les compétences de l'Unité de soutien du Génie dans ses pourparlers avec les entrepreneurs afghans et d'habiles manœuvres en force de la part d'une glaciale bureaucratie basée à Ottawa ont porté fruit, de sorte que l'aire de trafic X-Ray a été prête à temps. La réalité était simple : pas d'installations au sol, pas d'opérations aériennes[28]!

La récupération de la capacité aéromobile que le Canada avait perdue a été facilitée de diverses façons avec l'aide d'alliés. Les CH-147 Chinook sont provenus d'unités étasuniennes en Afghanistan. Les CH-146 Griffon, désormais équipés de canons M-134D Dillon Gatling, constituaient un nouvel instrument pour le Canada. L'Escadre aérienne du Département d'État, basée au KAF, utilisait aussi des canons M-134D et elle a procuré de précieux conseils aux Canadiens. La Royal Air Force a fourni des renseignements propres au théâtre sur les opérations des appareils Chinook et des conseils sur la doctrine de ses forces aéromobiles[29].

En mars, la FO Silver Dart augmentait sensiblement les capacités du Canada dans la province de Kandahar. Il était désormais possible d'exécuter de petites opérations aéromobiles. Le nombre de patrouilles logistiques de combat au sol depuis le KAF jusqu'aux bases d'opérations avancées a été considérablement réduit. Ces deux types d'opérations ont réduit l'exposition aux EEI. Les moyens de lutte contre les EEI ont été de beaucoup renforcés; les appareils Griffon et Heron ont exécuté des missions nocturnes de surveillance au-dessus des voies principales d'acheminement des services, comme les hélicoptères étasuniens OH-58D Kiowa Warrior l'avaient fait en 2008. Tous les UAV canadiens ont été utilisés pour guider des attaques aériennes et des tirs d'artillerie contre les insurgés surpris en train de poser des EEI. La FO Kandahar pouvait maintenant déployer des équipes d'exploitation relevant de l'Escadron anti-EEI et des officiers du Service national des enquêtes sur les lieux où des EEI avaient été posés, sans passer par le Commandement régional (Sud). Enfin, les Canadiens pouvaient exécuter leurs propres « angel flights » pour récupérer leurs morts, bien que les évaluations médicales fussent encore gérées par les unités de HH-60 et de UH-60 spécialisées et très expérimentées des Forces aériennes [U.S. Air Force] et des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army] basées au KAF.

En avril 2009, après six ans de service ardu en Afghanistan, les TUAV Sperwer ont été mis au rancart, et leurs équipages, composés de membres du Régiment royal de l'Artillerie canadienne et de l'Aviation royale canadienne, ont mis un terme aux opérations sur le site de lancement sud-ouest du KAF. Il y avait maintenant plus de SUAV ScanEagle, soit assez pour trois lignes d'opérations par jour, sans compter la couverture fournie par des véhicules CU-170 Heron, MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper.

Plusieurs fonctions habituellement remplies par les formations aériennes sont restées en dehors du domaine de la FO Silver Dart. Les SUAV ScanEagle étaient encore mis à contribution par le GT, et la FO Kandahar entretenait son étroite relation avec le 451e Groupe aérien expéditionnaire [451st Expeditionary Air Group] des Forces aériennes des É.-U. et avec ses unités d'UAV. Le GT et la FO Kandahar ne s'entendaient pas sur la question de savoir lequel des deux emploierait les engins MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper fournis au Canada par les Forces aériennes des É.-U., mais le processus établi (faisant intervenir un contrôleur aérien avancé, un artilleur, un avocat et le commandant adjoint du groupement tactique [GT], qui travaillaient tous depuis le Centre des opérations tactiques du GT) est demeuré en place.

L'étroite relation entre les Canadiens et la Force opérationnelle Eagle Assault a pris fin en janvier 2009, quand les États-Unis ont réorganisé leurs forces d'aviation en prévision de l'afflux de troupes arrivant de leur pays. La nouvelle force étasunienne d'hélicoptères, soit le 4e Bataillon du 101e Régiment d'aviation [4th Battalion, 101st Aviation Regiment], avait été baptisée « Force opérationnelle (FO) Wings », et elle était dirigée par le lieutenant-colonel James Benson. La FO Wings comptait quatre compagnies dotées de plusieurs hélicoptères : OH-58D Kiowa Warrior, AH-64 Apache, UH-60 Blackhawk et CH-47 Chinook. Elle était une composante de la 159e Brigade d'aviation de combat [159th Combat Aviation Brigade], une formation étasunienne qui se consacrait surtout aux opérations relevant du Commandement régional (Est). La relation officieuse qui s'était établie entre la FO Eagle Assault et la FO Kandahar s'est poursuivie avec le Bgén Vance et le Lcol Benson, de sorte que les équipages d'hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior de la FO Wings ont travaillé côte à côte avec ceux des appareils Griffon canadiens dans la protection des itinéraires contre les EEI.

Il est vrai que la FO Silver Dart a connu des difficultés au tout début. L'érosion des rotors a failli clouer les Griffon au sol, mais le problème a été repéré et réglé. Le personnel du système d'approvisionnement canadien a eu du mal à acquérir les bons lubrifiants pour les Chinook, tandis que les systèmes IFF (Identification Ami ou Ennemi) des nouveaux UAV Heron causaient des ennuis techniques. En travaillant souvent de manière non officielle avec les alliés, les mécaniciens et techniciens ont permis aux aéronefs de continuer à voler et à appuyer les troupes au sol[30].

Le Col Bruce Ploughman, pilote d'hélicoptère maritime expérimenté, a pris la relève du commandement de la FO Silver Dart en mai 2009, au moment où la jeune formation avait pris assez de maturité pour bien fonctionner dans l'environnement afghan. Tous les éléments complexes d'une organisation militaire (procédures, communications, relations avec les unités et formations alliées) ont dû être assimilés et transmis à la prochaine rotation même si la rotation en place n'avait pas pu tout apprendre elle-même. C'est au cours de cette période pleine de défis que la FO Silver Dart a subi ses premières pertes, soit le 6 juillet 2009, quand le Cplc Patrice Audet (430e Escadron) et le Cpl Martin Joannette (3 R22eR) ont été tués dans l'écrasement d'un CH-146 Griffon dans la province de Zabul.

L'un des changements les plus importants de cette période a été l'intégration plus poussée de forces terrestres et aériennes à la FO Kandahar, par le biais de la FO Silver Dart. Contrairement à l'équipe des TUAV Sperwer, dont les membres travaillaient avec des aviateurs de la collectivité des hélicoptères tactiques, les équipages des UAV Heron appartenaient tous à la Force aérienne et provenaient d'escadrons dotés d'avions de patrouille maritime CP-140 Aurora. La plupart de ces équipages n'avaient collaboré avec des forces terrestres que pendant des tests limités qui avaient porté sur l'utilisation de capteurs de l'Aurora dans l'environnement terrestre. Ils n'avaient aucune idée de la façon dont les opérations terrestres étaient contextualisées, structurées ou commandées; par conséquent, ils ont assisté à un cours élémentaire de deux semaines sur l'armée de terre. Un autre changement important se rapportait à un mouvement philosophique contre l'emploi des aéronefs comme s'il s'agissait d'autobus devant respecter un horaire. Tous les intervenants devaient comprendre les concepts qui sous-tendaient les raisons pour lesquelles les aéronefs étaient employés en appui aux combats et la façon dont ces aéronefs étaient employés[31].

Du côté de l'armée de terre, le GT a dû renoncer à deux relations bilatérales : son lien avec le détachement de TUAV (qui avait alors pris fin) et ses rapports avec les contrôleurs aériens avancés, pour former ce que certains appelaient le « triangle d'amour » [Traduction] — composé de l'élément de contrôle aérien tactique, des contrôleurs des Heron et de l'état-major des opérations d'aviation qui coopéraient pour appuyer le commandant du GT et son état-major au Centre des opérations tactiques. Le Col Ploughman et son état-major ont collaboré de près avec le Bgén Vance afin de faire comprendre les capacités des UAV Heron jusqu'au niveau des pelotons et de trouver des façons de faire savoir aux commandants de peloton et de compagnie qu'ils pouvaient demander un soutien quand ils en avaient besoin. Cela faisait grandement contraste avec l'ancien système HELQUEST : dans le cadre de ce système, un commandant de sous-unité terrestre demandait, en espérant malgré tout, s'il était possible de faire transporter ses soldats par aéronef; le commandant essuyait d'habitude un refus et finissait par maudire la Force aérienne[32].

Comme toutes les autres unités et armes de soutien, la FO Silver Dart exécutait tous les jours des opérations-cadres de surveillance. C'était un travail fastidieux, mais il nuisait à la liberté de mouvement de l'ennemi. Les insurgés ont appris très vite que le passage dans le ciel d'à peu près n'importe quel appareil risquait d'être suivi par une attaque aérienne ou des tirs d'artillerie, si l'équipage de l'appareil concluait à une identification positive. Ironiquement, plus l'infrastructure tactique de la FIAS était vaste dans un district, plus son ravitaillement par la voie aérienne était probable. Cela accroissait la présence aérienne dans le secteur en question, ce qui privait les insurgés de leur liberté de mouvement et les obligeait à adapter leurs opérations. Avec le temps, les insurgés se sont mis à se déplacer seuls pendant le jour et, quand ils le faisaient en groupe, ils limitaient le nombre à trois ou quatre combattants. La FO Silver Dart s'est préparée à la réaction ennemie sous la forme d'artillerie antiaérienne, car elle supposait que les talibans exploiteraient la prévisibilité des opérations de ravitaillement. L'ennemi s'est armé de mitrailleuses lourdes dans le district de Zharey pour prendre à partie certains des hélicoptères OH-58D Warrior étasuniens, mais les opérations contre les hélicoptères ont été rares, et personne ne s'est servi de missiles surface-air. Pendant cette période critique, la FO Silver Dart a fini par ajouter ses capacités au réseau de capteurs et de tireurs disséminés dans les districts ruraux de l'ouest.

Finalement, la FO Silver Dart a participé à l'Op APPLANIX, c'est-à-dire le déploiement d'avions de patrouille maritime CP-140 Aurora dans la province de Kandahar pour acquérir les données et images nécessaires à la réalisation de cartes tactiques de haute qualité. Les cartes dont disposaient les troupes terrestres n'étaient pas assez détaillées pour qu'il fût possible de mener des opérations de contre-insurrection. Sur une carte à l'échelle 1 : 50 000, une grappe d'enceintes afghanes ressemble plus ou moins à une tache brune portant un nom d'endroit : la granularité n'est pas suffisante pour identifier, étiqueter et cataloguer des enceintes précises et les surveiller pour y repérer d'éventuelles activités ennemies. Dans le passé, le Service de cartographie des Forces canadiennes avait entretenu une relation avec une équipe des É.-U. qui recueillait des renseignements géologiques au moyen d'un avion NP-3D Orion[33], mais cette équipe avait quitté les lieux longtemps auparavant, ce qui avait engendré une lacune critique.

La première mission canadienne de cartographie exécutée au-dessus de l'Afghanistan a été pilotée par le Lcol James Irvine, le 13 mai 2009; il était alors aux commandes d'un avion CP-140 Aurora qui transportait une équipe de 12 spécialistes du Service de cartographie et leur système mobile de caméras de cartographie et de positionnement Applanix. Durant plusieurs jours, les Aurora ont cartographié les provinces d'Helmand, de Kandahar, d'Oruzgan et de Zabul et certains secteurs de la ville de Kandahar. En se faufilant entre les tempêtes de sable, les avions de ligne civils et les opérations de ravitaillement air-air, les « Démons du désert » ont recueilli des images d'une qualité exceptionnelle et réuni tellement de

données que le Col Ploughman a dû demander une pause opérationnelle pour permettre le traitement intégral de ces données. Aspect primordial, les données ont permis de créer un produit que les forces terrestres de la FO Kandahar ont pu utiliser 11 jours plus tard[34].

Changements apportés à l'Équipe provinciale de reconstruction

Le 9 février 2009, le Lcol Carl Turenne a pris la relève du Lcol Dana Woodworth à la tête de l'ERP, et les activités de cette dernière ont sensiblement changé au cours des mois qui ont suivi. Il incombait encore à l'ERP d'habiliter les ministères civils canadiens (les AM), d'agir à titre de commandant dans l'espace de bataille dans la ville de Kandahar et de réagir aux incidents dans les limites de son territoire. À la fin de l'été, cependant, l'arrivée de renforts étasuniens avait tout changé.

À ce stade, l'ERP souffrait à la fois de la fluctuation organisationnelle et de l'insistance de certains éléments à Ottawa qui voulaient réduire le risque à zéro. Ces deux facteurs ont fait en sorte de creuser un fossé entre la composante militaire et les partenaires « pangouvernementaux » sur plusieurs aspects. Des militaires « étaient d'avis que les représentants des AM étaient des pouilles mouillées qui ne voulaient pas se rendre sur le terrain » [Traduction]. Le Lcol Turenne a dû rappeler les critiques à l'ordre en rappelant à tous que chaque membre de l'ERP voulait s'y rendre, mais que les ministères civils à Ottawa étaient très nerveux à cette idée[35].

Un plan appelé « Rolling Start », dont la mise en œuvre était en cours, visait en partie à accroître le nombre d'intervenants civils constituant l'ERP. En vertu de ce plan, on avait créé le poste de directeur de l'ERP, qui relevait ostensiblement du RCK, mais on ne pouvait trouver personne pour l'occuper. Par conséquent, un jeu de chaise musicale s'est instauré pendant plusieurs mois dans le bureau du directeur, ce qui a entraîné une certaine instabilité. Il a fallu attendre à l'arrivée de Jess Dutton en juillet 2009 pour que l'ERP parvienne à un semblant de continuité[36].

Dans ces conditions, le Lcol Turenne devait donner suite aux plans du Bgén Vance et aussi régler les importantes questions concernant la façon dont les Américains allaient s'intégrer dans le grand programme de reconstruction et de développement dans la province de Kandahar.

Quand le Lcol Turenne a pris le commandement de l'ERP, l'une de ses priorités était de restructurer la composante militaire, qui consistait en une compagnie de protection de la force dotée de trois pelotons, une compagnie de coopération civilo-militaire (COCIM), une équipe spécialisée du Génie et un détachement de NEM et anti-EEI. Appliquant un concept élaboré par le Lcol Woodworth, le Lcol Turenne a réorganisé ses troupes pour former deux compagnies de stabilisation, connues sous les noms de Stab A et Stab B : l'une d'elles pour travailler dans la ville de Kandahar, et l'autre pour appuyer les

unités de la FO Kandahar. Selon le Lcol Turenne, la rotation antérieure avait mis l'accent sur la COCIM tactique, mais il n'y avait pas de liens suffisants entre cette COCIM et les programmes menés au niveau provincial. Comme nous l'avons vu au fil des années, ce n'était pas là un problème nouveau dans l'ERP.

Le Lcol Turenne était extrêmement préoccupé par ces programmes de niveau provincial. Les équipes de l'ACDI, du MAECI et de Service correctionnel Canada, et le contingent de police civile du Canada (CIVPOL) ont poursuivi leur travail, en maintenant leurs niveaux d'effectifs. Heureusement, le Conseil de synchronisation de l'ERP existait encore pour s'occuper de la coordination.

L'ERP a réalisé d'importants succès, mais comme il fallait en rendre compte dans un système contraignant de consignation, ils sont demeurés peu connus. Par exemple, un détachement actif de quatre personnes fourni par Service correctionnel Canada a été à l'origine de changements non négligeables à la prison de Sarposa : son directeur corrompu a été congédié, ses défenses ont été améliorées, le personnel a commencé à recueillir des renseignements sur les prisonniers politiques et auprès d'eux, et la formation du personnel s'est améliorée. Le changement le plus impressionnant accompli par l'ERP, qui s'est opéré au fil du temps, est survenu dans le système d'éducation provincial; il était néanmoins difficile de faire connaître ces réussites auprès d'un auditoire plus vaste :

> Savez-vous combien de personnes vont à l'école dans la ville de Kandahar aujourd'hui? Il y en a 95 000, dont 35 000 sont des filles. Combien de filles allaient à l'école sous le régime taliban? Aucune. Il a fallu un certain nombre d'années pour obtenir ce succès… Cela a-t-il eu un effet stabilisant dans la ville de Kandahar? Oui, de toute évidence. Ce succès est-il mesuré quelque part? Non. En fait-on mention quelque part? Non. La secrétaire d'État Condoleezza Rice dit ceci : « Ne pouvez-vous pas, les amis, me donner une idée précise de ce que vous accomplissez? » [Traduction] Et bien, USAID et l'ACDI ne fonctionnent pas de cette façon. Les programmes que ces organismes mènent font appel à de tierces parties. Ils ont du mal parce qu'ils ne disposent pas des ressources voulues pour bien saisir les effets qu'ils produisent sur le terrain. Allez-vous changer leur culture organisationnelle en un an, un an et demi, uniquement parce que nous voulons produire des effets demain matin[37]? [Traduction]

Le portefeuille de la Justice demeurait le « maillon le plus faible » [Traduction] de l'ERP, parce que le MAECI ne lui fournissait pas les ressources suffisantes. Le Lcol Turenne a fait l'observation suivante : « Ce n'est pas en chargeant une jeune femme de 24 ans du dossier de la justice que vous allez changer quoi que ce soit à la justice à Kandahar! » [Traduction] Il a résumé le problème du développement et de l'ERP en ces termes :

> Les civils n'avaient pas encore atteint leur régime de croisière […] à mon avis, les civils se concentraient énormément sur leurs petits programmes, en ne se souciant aucunement de ce qui se passait dans le contexte global de la contre-insurrection […] le problème fondamental [ne résidait pas] dans l'équipe même, mais dans le fait qu'elle devait rendre compte à Ottawa tous les soirs. Elle n'avait aucune liberté d'action. Les autorités leur avaient ordonné de « s'en tenir aux six priorités canadiennes » [Traduction]. Or, quand vous lisez la description de ces priorités, la contre-insurrection n'y est aucunement mentionnée, non plus que la façon dont celles-ci s'intègrent dans la stratégie globale de la FIAS. Par conséquent, comme les priorités taisent [l'insurrection], elle n'existe pas[38]. [Traduction]

Quand le Bgén Vance a réaffecté l'ELMOP auprès de l'ERP, il lui a ajouté 60 policiers militaires et un effectif des armes de combat; cela a porté la composante militaire de l'Équipe à 450 membres, tous grades confondus, de sorte que les installations du Camp Nathan Smith ont dû être appréciablement agrandies. La « Tour de Babel » de la police se transformait elle aussi au début de 2009. À ce moment-là, les équipes de mentorat de la Police des États-Unis n'avaient à peu près aucune orientation, et il n'existait que peu de coordination entre elles et les éléments canadiens de l'ERP. L'escouade de l'ELMOP dans la ville de Kandahar en est venue à paraître inadéquate et elle a été reléguée aux districts où les forces canadiennes opéraient, tout en restant sous le commandement de l'ERP. Le contingent de la Police civile (CIVPOL) a tenu des cours essentiels d'alphabétisation et de leadership au Camp Nathan Smith, pendant que les activités de DynCorp au Centre d'instruction régional étaient examinées à la loupe par les vérificateurs et enquêteurs étasuniens de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan. À un certain moment, la Police civile a été retirée du Centre d'instruction régional dans le cadre d'une grande réorganisation régionale de la police, mais elle a poursuivi son travail au Camp Nathan Smith, avec la police dans la ville de Kandahar[39].

La présence civile étasunienne dans l'ERP a été renforcée en prévision de l'arrivée de forces des États-Unis. Du jour au lendemain, six autres personnes sont arrivées au Camp Nathan Smith pour y représenter le Département d'État des É.-U., l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le Département de l'Agriculture des É.-U., ce qui a ajouté une nouvelle série de problèmes. Comment les Américains et leurs budgets substantiels s'imbriquaient-ils dans l'ERP? Où se situaient donc les nouveaux venus dans la structure de commandement de l'ERP? Quel lien existait-il entre leurs activités et les opérations de la FO Kandahar? Pendant la première moitié de 2009, il y a eu des frictions, et les réponses n'étaient pas faciles à trouver. En général, les Américains membres de l'ERP percevaient leurs homologues canadiens comme « se concentrant trop étroitement » [Traduction] sur les priorités et les projets de prestige du Cabinet. Vu l'habitude que les

civils canadiens avaient de passer leur soirée au téléphone en conversation avec Ottawa et la quantité de congés qu'ils prenaient toutes les huit semaines, les efforts que les agents de développement étasuniens (qui vivaient et travaillaient en Afghanistan pendant un ou deux ans à la fois) déployaient pour établir des liens avec leurs homologues canadiens étaient de plus en plus contrariés. « Un des plus gros problèmes en ce qui concernait les civils canadiens était qu'ils n'étaient pas là. » [Traduction] Finalement, les Américains se sont mis à mener leurs propres activités parallèlement à celles des Canadiens quand il était possible de le faire[40].

Toutefois, dans l'ensemble, le Lcol Turenne et la composante militaire de l'ERP appuyaient toute une gamme d'activités de développement. Par exemple, un compte rendu de l'ERP de février 2009 montre que les éléments de l'Équipe assistaient à des réunions courantes de coordination et de planification avec leurs homologues afghans au niveau provincial, tandis que l'Équipe spécialisée du Génie (ESG) se rendait régulièrement évaluer la réalisation de contrats visant l'amélioration de l'infrastructure pour la police ou pour l'Université de Kandahar et accompagnait l'équipe de Service correctionnel Canada à la prison de Sarposa[41]. On ne sait pas au juste ce que l'on accomplissait lors de ces réunions, mais au moins l'ESG pouvait produire des résultats mesurables.

En revanche, la tendance des diverses entités civiles canadiennes à compter sur des mécanismes tiers pour atteindre des objectifs, en utilisant des fonds canadiens, comportait des inconvénients. Citons notamment les contrats qu'avait conclus le gouvernement afghan avec l'organisation non gouvernementale des Services de soins de santé afghans. Encouragée par les organismes des Nations Unies en Afghanistan, cette entité travaillait dans des régions qui n'étaient pas nécessairement contrôlées par les forces de sécurité progouvernementales[42]. Les problèmes déjà évoqués résidant dans le fait qu'une entité neutre exécutait des programmes gouvernementaux dans des zones dominées par les insurgés ont persisté; l'ONG en question faisait du travail efficace, mais sa présence minait la confiance de la population à l'endroit du gouvernement.

Gouvernance et développement

La participation de l'Armée canadienne au régime de gouvernance provincial a lentement diminué au cours des premiers mois de 2009. La marge de manœuvre dont bénéficiaient les commandants canadiens en 2005 et 2006 dans les cercles provinciaux était en train de se rétrécir, par suite de plusieurs processus. D'abord et avant tout, l'arrivée de renforts étasuniens signifiait que les effectifs canadiens seraient surpassés en nombre et que la proportion des fonds canadiens consacrés au développement et aux contrats, comparativement à ce que les Américains apporteraient, serait beaucoup plus petite. Au fil du temps, ces changements se sont traduits par une diminution marquée de l'influence canadienne.

En second lieu, depuis 2005, de multiples couches s'étaient ajoutées à la bureaucratie entourant le gouverneur provincial. Cette transformation n'était pas nécessairement négative; elle signifiait entre autres que les Afghans assumaient davantage la responsabilité de leur gouvernance. Cependant, elle signifiait aussi que le Canada avait des rivaux à Kandahar qui cherchaient à retenir l'attention des Afghans. L'ONU et ses divers organismes constituaient de très importants rivaux. Le représentant spécial de l'ONU, Kai Eide, voulait accroître le rôle de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) au niveau infranational de l'appareil gouvernemental et il avait réorienté les ressources pour y arriver (à propos : cela s'est fait avec l'appui du commandant de la FIAS, le Gén McKiernan, et de son successeur, le Gén McChrystal). L'ONU était dès lors représentée au Comité directeur de l'ordre du gouvernement provincial[43].

Une marée de nouvelles entités de l'ONU ou appuyées par elle a envahi la ville de Kandahar; ces entités ont commencé à se réunir avec les chefs afghans et le personnel civil canadien au sein de l'ERP, mais leurs activités semblaient revêtir moins de pertinence pour les opérations canadiennes telles que celles-ci évoluaient en 2009. Le danger persistant était qu'il y aurait désormais trois autres entités internationales qui chercheraient fortement à exercer leur influence à Kandahar : les Américains, les insurgés et l'ONU.

Quant à l'ONU, Kai Eide croyait ce qui suit :

> Il fallait une coopération plus étroite entre l'ONU et le gouvernement afghan et les forces militaires internationales, mais divers organismes de l'ONU percevaient une telle coopération comme une menace pour l'indépendance de cette dernière. Pareille coopération risquait de brouiller les lignes de démarcation entre les activités civiles et militaires, d'accroître la vulnérabilité du personnel de l'ONU et de nuire aux efforts qui visaient à fournir une aide humanitaire dans les régions où les talibans étaient présents. La situation pouvait certainement miner les tentatives de jouer un rôle dans la réconciliation, car les talibans estimeraient que l'ONU se serait trop rapprochée de l'ennemi, l'ennemi était pour eux les forces militaires internationales. Très nombreuses étaient les organisations non gouvernementales en Afghanistan qui partageaient ce point de vue[44]. [Traduction]

La perspective de voir tous ces organismes internationaux agir comme s'ils étaient neutres, tout en appuyant un gouvernement qui était attaqué par des insurgés soutenus par des éléments extérieurs, était véritablement hallucinante, tout comme d'ailleurs celle de voir la FO Kandahar défendre leurs efforts. Cela dit, les chefs canadiens supérieurs ont en général conservé un accès illimité au gouverneur et aux dirigeants des districts.

Faisant fond sur l'expérience acquise par l'état-major en 2006, à l'époque de la FOM Aegis, le Bgén Vance a décidé de créer un poste de liaison et de coordination à la FO Kandahar. L'officier de la reconstruction et du développement était censé se rapprocher du conseiller en matière de développement, du conseiller politique et de leur personnel au quartier général, puis du personnel de la reconstruction et du développement de l'ERP, de manière que tous soient au diapason[45]. Cependant, une fois que le quartier général du Bgén Vance s'est déployé, les rapports entre la FO Kandahar et les équipes de l'ACDI et du MAECI sont devenus extrêmement problématiques. Le bureau des Plans chargé de coordonner l'appui militaire fourni aux opérations de ces équipes « était très motivé. Bon nombre d'entre nous qui étions là voulaient vraiment terminer la tâche laissée incomplète en 2006 » [Traduction]. Cependant, comme le Capt Darcy Heddon le souligne, « quand nos équipes sont arrivées sur place, les membres du personnel de l'ACDI et du MAECI m'ont toisé d'un regard mauvais qui disait : " Mais qui diable êtes-vous donc? " ». [Traduction] L'atmosphère n'avait absolument rien de professionnel :

> En vérité, on aurait dit que [les membres du personnel du MAECI et de l'ACDI] couraient dans tous les sens comme des poulets décapités […] dans de nombreux cas, ces gens-là ne semblaient pas savoir où donner de la tête. Et ce n'était pas la faute des agents de l'ACDI sur le terrain. Ils m'exaspéraient, mais j'en suis venu à comprendre qu'ils recevaient des ordres à la fois de Kaboul et d'Ottawa […] J'ai appris qu'ils se sentaient menacés par le fait que les mots « reconstruction et développement » faisaient partie de mon [titre]. Ce qu'ils pensaient : « Tu portes l'uniforme, donc ces deux mots-là ne peuvent pas figurer dans ton [titre]. » [Traduction] C'est ainsi que dès le début, ils m'ont évité, parce que j'étais une menace pour ce qu'ils étaient censés faire. Ils me disaient : « Ton boulot, c'est de tuer des gens. » De surcroît, le tout était assez cocasse, puisque je n'ai jamais tué quiconque dans ma vie… mais que je peux penser à quelques personnes que j'aimerais bien cibler…[46] [Traduction].

Avec le temps, les employés du MAECI et de l'ACDI au sein de l'ERP en sont venus à accuser leurs homologues du QG FO Kandahar d'être des « sympathisants militaires » parce qu'ils essayaient de faire progresser le régime de gouvernance et le développement. Selon le Capt Heddon, le problème était qu'ils désiraient voir les feux des projecteurs braqués sur eux :

> Je pense vraiment qu'ils voulaient pouvoir dire à tout le monde qu'ils avaient été en Afghanistan et qu'ils avaient résolu le problème. En vérité, la FO Kandahar ne pouvait pas régler le problème, et encore bien moins les AM, avec la bureaucratie qui les paralysait. Nous essayions de créer un effet immédiat, vraiment, parce que des gens mouraient, des gens mouraient en trop grand nombre[47]. [Traduction]

Les origines de l'échec du Plan opérationnel GRIZZLY

Le Bgén Vance a appris au milieu de 2008 qu'il commanderait la FO Kandahar en 2009. Comme ses prédécesseurs, il a profité de toutes les occasions pour évaluer la situation à Kandahar à mesure qu'elle évoluait en 2008 et pour conceptualiser la façon dont il aborderait avec l'état-major de son quartier général pendant l'instruction et une fois en déploiement. Il comprenait que les idées et les plans antérieurs n'étaient pas tous nécessairement périmés; les ressources qui leur avaient été attribuées étaient insuffisantes, et le Bgén Vance allait disposer de plus de ressources que celles dont avaient bénéficié les rotations précédentes[48].

Plusieurs facteurs ont influé sur la réflexion du Bgén Vance au cours de l'été de 2008. Tout d'abord, il y a eu l'évasion de prisonniers à la prison de Sarposa, qui a montré que la ville de Kandahar n'était pas sécurisée. Les leçons retenues au cours des batailles de Fallujah en Iraq étaient claires également : envoyer des forces conventionnelles combattre des insurgés dans la ville même n'est pas une option à envisager. Constatant qu'une proportion importante de la population de la province vivait dans la ville de Kandahar et dans les districts voisins, le Bgén Vance s'est posé la question suivante : au lieu d'essayer de sécuriser les districts, pourquoi ne pas viser à protéger la population même? Il s'est rappelé son expérience des Balkans et le concept des zones protégées de l'ONU appliqué en Bosnie : une force de l'ONU patrouillant dans une zone de protection située en dehors d'une agglomération désignée, et en faisant respecter le territoire. Le concept a échoué en Bosnie parce que l'ONU n'a pas eu la volonté politique de bien défendre ces zones, mais l'idée de protéger la population est logique, même si on la situe dans le contexte plus grand de la province de Kandahar. Le Bgén Vance a donné à ses zones le nom de « quadrilatères de stabilité ». La création de tels quadrilatères et l'annonce publique faite à cet égard pouvaient avoir un effet psychologique important sur l'ensemble de la population. C'était là l'aspect fondamental du concept proposé par le Bgén Vance, à mesure qu'il a évolué[49].

Le Bgén Vance a parfait ce concept en incluant une zone de déstabilisation en dehors du quadrilatère de stabilité, et il a envisagé de déployer une brigade dans chaque zone. Les forces affectées dans un tel quadrilatère comprendraient des agents de police, la compagnie d'infanterie de l'ERP, une autre compagnie d'infanterie canadienne, des unités de l'ANA et des forces d'opérations spéciales. Celles déployées dans la zone de déstabilisation se composeraient du GT canadien, de groupements tactiques alliés et de forces d'opérations spéciales; elles vivraient en campagne, sans infrastructure tactique, et mèneraient des opérations de 30 jours[50].

À mesure que la situation évoluait en Afghanistan, le Bgén Vance a compris que son état-major et lui devraient peut-être examiner le problème plus en profondeur :

> Notre effort pangouvernemental canadien […] n'était vraiment pas fructueux et il n'améliorait pas vraiment la vie de groupes importants d'habitants. Ceux-ci n'avaient aucune preuve manifeste et tangible de la véritable mission de la FIAS […] Aucune collectivité afghane ne bénéficiait des effets globaux de l'effort […] Chaque commandant qui m'avait précédé avait fait des choses semblables, mais ces facteurs n'étaient tout simplement pas en jeu, notamment l'acquisition de forces plus nombreuses[51]. [Traduction]

En septembre 2008, ces idées et d'autres encore mûrissaient tandis que le quartier général du Bgén Vance à la tête de la FO Kandahar prenait forme. Le Bgén Vance, sachant ce qu'il voulait faire, a demandé à son J5, le Lcol Lee Hammond, d'analyser la mission. Comment ses concepts s'intégraient-ils dans les plans existants? Le plan de campagne élaboré au Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) était jugé incompréhensible et trop complexe. Aspect fondamental, « nos partenaires [au sein de l'équipe pangouvernementale] en ont fait fi complètement — seul(s) le(s) mémoire(s) au Cabinet et les six principes gouvernementaux ont guidé leur travail ». [Traduction] Qui plus est, le plan du COMFEC n'énonçait pas les étapes à franchir pour remporter la victoire. La stratégie « Former-Dégager-Tenir-Construire » adoptée pour l'Op TOLO par le Commandement régional (Sud) sous la direction du Mgén Marc Lessard a été jugée importante et elle a été conservée. L'état-major du quartier général hollandais, qui a remplacé l'équipe du Mgén Lessard au Commandement régional (Sud) en novembre 2008, « n'avait rien à offrir […] il n'y avait vraiment aucun plan de campagne pour la FIAS[52] ». [Traduction]

Le Bgén Vance et son état-major percevaient le Plan d'action Kandahar (PAK) comme la première véritable tentative de dresser un plan pangouvernemental et comme un effort délibéré pour amener tous les AM à suivre le même chemin, mais Vance et son équipe n'y croyaient aucunement. Selon eux, le PAK n'était pas un plan, mais un cadre pour créer des plans au niveau des districts. Les ministères ne s'entendaient pas sur une terminologie commune, et le document était truffé d'énormes compromis qui en torpillaient l'intention. De plus, avec l'arrivée massive en cours de forces étasuniennes, le PAK perdait rapidement sa pertinence. En fait, l'état-major de la FO Kandahar faisait circuler un dessin humoristique faisant voir une brochure intitulée « KAP » (PAK) et se faisait engloutir sous la célèbre *Grande Vague de Kanawaga*, estampe d'Hokusai[53]. Au sujet des quadrilatères de stabilité établis dans les districts de Panjwayi et de Zharey, le nouveau quartier général a conclu que « c'était une bonne idée, mais appliquée d'une façon simpliste au mauvais endroit. L'enclave initiale était parfaitement carrée et ne respectait aucunement les frontières tribales, les réalités économiques, etc.[54] » [Traduction]

Photo : Auteur

Tentant d'influer sur la population proche de la ville de Kandahar, l'ennemi s'est concentré de plus en plus sur le district de Dand, autrefois paisible. Dans cette photo prise en direction nord-est, on peut observer la lente progression depuis Dand jusqu'au district 6 de la ville de Kandahar. Voyez les cheminées des fours à briques, élément essentiel de l'économie du district de Dand. [Traduction]

Afin de compliquer les choses encore plus, le commandant du COMFEC, le Lgén Michael Gauthier, a déposé 32 pages de directives détaillées sur les bureaux des planificateurs au début de janvier 2009. Il n'y avait plus de plan de campagne provenant du COMFEC : seulement des « ordres » et des « directives ». Tout comme d'autres documents, la trousse du COMFEC résultait de discussions intensives qui s'étaient tenues en novembre 2008 sur l'avenir de l'Op ATHENA et sur ce qu'elle produirait peut-être entre ce moment-là et l'année 2011.

En novembre 2008, le chef d'état-major a donné les ordres suivants aux forces canadiennes à Kandahar :

1. appuyer la stratégie pangouvernementale et atteindre les objectifs des Forces canadiennes;

2. appuyer la mise sur pied des capacités des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) en menant des opérations avec elles en tant que partenaires, car cela correspond à la seule stratégie de retrait viable;

3. maintenir le rôle de leadership de la FIAS au moins jusqu'à la fin de 2009;

4. accepter qu'après 2009, il y ait une période de transition jusqu'au retrait des forces canadiennes en 2011.

Le COMFEC a cerné plusieurs facteurs sources de malentendus qu'il fallait harmoniser[55]. C'était les suivants :

1. Le gouvernement exigeait des effets mesurables dans la courte période allant de 2009 à 2011.

2. Les outils de mesure de ces effets et les rapports connexes ne faisaient pas l'unanimité chez les entités gouvernementales canadiennes concernées, malgré le projet repère du Cabinet datant de 2008;

3. L'obligation de produire un rapport public sur les progrès issus de ce processus;

4. Ottawa exigeait que le rôle des intervenants pangouvernementaux à Kandahar soit accru et que cela *soit perçu* comme ayant eu lieu;

5. Des forces étasuniennes allaient arriver nombreuses, ce qui réduirait l'influence et la proéminence du Canada;

6. Les projets canadiens de prestige ne seraient pas terminés avant 2011.

Le COMFEC a ordonné que les efforts canadiens portent surtout sur la ville de Kandahar et ses principales approches et sur la liberté de mouvement sur les principaux axes de communication. Si possible, les objectifs devaient être liés à la géographie humaine. Le Plan d'action Kandahar allait rester en vigueur jusqu'en mars 2009[56]. Bref, le QG de la FOI-A devait veiller à la sécurité et favoriser le régime de gouvernance, la reconstruction et le développement.

Selon le COMFEC, l'Armée canadienne devait se préoccuper au premier chef des opérations de sécurité. L'ébauche de la directive disait ce qui suit : « Malgré les priorités stratégiques du gouvernement du Canada, l'existence d'un environnement sécurisé est absolument essentielle à la production d'effets positifs pour la gouvernance, la reconstruction et le développement. Ces opérations auront lieu dans […] les districts clés et elles viseront surtout […] » [Traduction] Après l'arrivée des forces étasuniennes, le renforcement des capacités des FSNA, en particulier celles de l'ANA, allait devenir l'objet principal des efforts canadiens. « [À un moment donné dans l'avenir,] à mesure que la campagne progressera […] les efforts dirigés par les civils deviendront probablement le cœur des travaux accomplis pour produire les résultats visés par l'approche pangouvernementale. » [Traduction] En fait, le COMFEC a subtilement classé les éléments de son programme pour la FO Kandahar en accordant la priorité d'abord « à la sécurité », puis « à l'appui de la gouvernance [ou] de la reconstruction et du développement[57] » [Traduction].

La vision du COMFEC prévoyait que la réussite en 2011 aurait l'aspect suivant : « Les FSNA assureraient la sécurité de la majorité de la population provinciale dans nos trois zones cibles, et les FC les encadreraient dans le foulée d'un partenariat » [Traduction]; il y aurait un Centre fonctionnel interarmées de coordination de district et une force de police encadrée par la CIVPOL dans les divers districts. Il y aurait un plan de sécurité pour la ville de Kandahar, avec toutes les ressources voulues et après des mises à l'essai complètes. Les unités de l'ANA en seraient à la première étape de la mise sur pied de leurs capacités, et les forces canadiennes auraient cédé aux forces étasuniennes la responsabilité des districts stabilisés. Idéalement, les élections nationales et provinciales auraient eu lieu sans interruption de la part des insurgés, et tous les projets prioritaires et de premier plan du Canada auraient été achevés[58].

Les planificateurs de la FO Kandahar ont fait observer que la défaite de l'insurrection ne semblait pas figurer dans cette directive et dans les plans connexes. Pour ce qui était de l'intégration du développement dans la planification, l'ERP refusait de fournir aux planificateurs de la FO Kandahar nouvellement arrivés les renseignements de base sur les endroits où des projets avaient été achevés ou étaient en cours et sur les emplacements des écoles. Les planificateurs du Bgén Vance se sont demandé si l'ERP possédait effectivement ces renseignements. Il faut signaler que le personnel de l'ACDI et du MAECI au FO Kandahar a été consulté pendant que le Plan GRIZZLY prenait forme[59].

Le Plan GRIZZLY reposait sur l'hypothèse que de 75 à 85 p. 100 de la population provinciale vivait dans la ville de Kandahar et dans les districts environnants. L'idée consistait à trouver des collectivités qui pourraient influer sur la population vivant le long des principaux itinéraires menant à la ville ou à des terrains clés adjacents, et à les transformer en « villages stabilisés », au lieu d'établir un grand quadrilatère de stabilité dans un secteur particulier. Le processus « Former-Dégager-Tenir-Construire-Développer » serait appliqué dans chaque localité ainsi repérée, une à la fois, avec l'acceptation et la coopération maximales des Afghans, surtout avec celle de l'ANA, de la Police nationale afghane (PNA) et de la Direction nationale de la sécurité (DNS). Toute la gamme des capacités de l'ERP leur emboîterait ensuite le pas. Le Conseil de développement communautaire local serait revigoré et relié non seulement au chef et au gouvernement de district, mais aussi au ministère de la Reconstruction du gouvernement provincial afghan, puis il pourrait rétablir sa relation avec le Programme national de solidarité. Il était essentiel que chaque collectivité pût avoir un lien avec le gouvernement et en tirer profit. Chaque collectivité serait autorisée à mettre sur pied sa propre force de police et à la former convenablement, afin de remplacer la Police afghane en uniforme (PAU). Ce concept a été appelé « approche des villages clés » ou AVC. En vertu du plan GRIZZLY, une opération de ce genre devait avoir lieu tous les 60 jours jusqu'à ce que les 36 villages clés aient été « autonomisés ».

L'envers de l'AVC était les IVC, c'est-à-dire les insurgés des villages clés. Une aide massive venue de sources multiples allait inciter les indécis à choisir un camp et les amener, en théorie, à révéler l'identité des insurgés locaux. Ceux-ci pourraient ou bien être convaincus de changer d'allégeance, ou être arrêtés par la police ou la DNS, selon les exigences de la situation. Les insurgés venus de l'extérieur fuiraient et s'exposeraient à d'autres interventions de la coalition. Les forces étasuniennes qui allaient arriver trouveraient les concepts de l'AVC et des IVC conformes à leurs concepts d'opérations, et le Plan GRIZZLY pourrait être mis en œuvre par les unités canadiennes et étasuniennes travaillant côte à côte avec les forces afghanes[60].

Le Plan GRIZZLY reposait sur l'expérience acquise par les Canadiens pendant trois ans passés dans l'environnement opérationnel de Kandahar. Ses auteurs avaient pris en compte la situation centrale de la ville de Kandahar, ils avaient adopté un point de vue à la fois rétrospectif et prospectif, ils avaient pris note des lacunes antérieures et ils reconnaissaient que les niveaux des forces changeraient en 2009. Le Plan intégrait les organisations afghanes à chaque étape, et même le gouverneur l'appuyait. Cependant, le 9 mars 2009, ce plan avait cessé d'exister. Pourquoi?

Les quartiers généraux du COMFEC et du Bgén Vance admettaient que le Plan d'action Kandahar serait dépassé par les événements, mais ce n'était pas le cas d'autres organisations. Le quartier général de Thompson s'était servi du PAK pour amener l'ACDI et le MAECI à travailler dans le cadre de ses trois lignes d'opérations, mais d'autres percevaient le PAK comme étant le seul plan, un plan immuable. Quand le Plan GRIZZLY a été expliqué à Ottawa, les chefs militaires l'ont entériné. Quand le Lgén Gauthier l'a présenté au Conseil privé et aux comités du Cabinet, cependant, David Mulroney et d'autres ont été vexés. Ils ont perçu le plan comme introduisant un changement de stratégie qui leur était imposé par « l'appareil militaire » afin de remplacer le Plan d'action Kandahar et comme un plan au sujet duquel les ministères civils n'avaient pas été consultés et qu'ils n'acceptaient pas. Comme le Bgén Vance et son quartier général percevaient le Plan GRIZZLY comme étant un plan tactique appuyé par des ressources de l'ERP, ils ont été carrément surpris d'apprendre qu'il avait été exposé au Cabinet. Mulroney a précisé fermement que la stratégie canadienne consistait à adhérer aux six programmes prioritaires et aux projets de prestige. Rien d'autre. Le Bgén Vance a fait valoir que le Plan pouvait facilement être intégré dans le Plan d'action Kandahar, mais en vain[61].

L'impasse a persisté pendant tout le mois de mars. Le 18 mars, le Bgén Vance a demandé à son état-major de reformuler le Plan GRIZZLY et d'en enlever toute mention des programmes pangouvernementaux et des ministères concernés. Conformément au Plan TOLO du Commandement régional (Sud), datant d'octobre 2008, le plan révisé s'appellerait KANTOLO et serait placé sous l'égide de l'OTAN, et non sous celle du Canada[62].

En rétrospective, le Bgén Vance a fait remarquer :

> Il est très, très clair, selon moi, que l'insuffisance des forces disponibles nous a empêchés de mener la contre-insurrection comme il convenait de le faire. Cependant, il existait un autre facteur auquel je me suis heurté et qui nous a éclaté en pleine figure quand nous étions dans le théâtre, à savoir qu'il n'était pas parfaitement clair aux niveaux les plus élevés de l'ACDI, du MAECI et de la Force opérationnelle Afghanistan que nous étions là pour lutter contre une insurrection,

> en tant que partenaire d'une alliance, pour produire des effets de premier ordre… [nous étions là] pour faire échec à une insurrection à Kandahar. Il faut plus qu'un partenaire pour produire des effets anti-insurrectionnels. Cela n'était pas reconnu uniformément au niveau les plus élevés, et il existait en fait des différences idéologiques entre les ministères quant à la nature de leur rôle et, par conséquent, quant aux techniques qu'ils emploieraient pour appuyer cet objectif à Kandahar[63]. [Traduction]

Le Capt Darcy Heddon a dit la même chose en utilisant des mots différents :

> Selon moi, le gouvernement canadien se foutait pas mal que le problème soit réglé en Afghanistan. Car s'il s'en était soucié, il n'aurait pas imposé un échéancier pour exécuter une tâche qui nécessite 20 ans d'effort [quand il a établi les repères et les priorités]. Tout ce dont il se préoccupait, c'était de ce qu'il était possible de voir — et nous avons observé cela pendant toute la période de service — tout ce qui importait aux intervenants civils, c'était de pouvoir dire à Ottawa qu'ils avaient fait un peu de progrès. L'apparence de progrès était importante pour eux. Je crois vraiment que les agents sur le terrain voulaient faire progresser les choses. Ils étaient exaspérés tout comme nous[64]. [Traduction]

Le Plan KANTOLO allait devoir attendre. Le Bgén Vance et ses planificateurs allaient s'essayer de nouveau.

Les opérations de façonnage menées par la FO Kandahar

Entre-temps, le Lcol Mike Patrick et son état-major du J3 préparaient et exécutaient une série d'opérations de façonnage qui sont en fait devenues un plan de campagne pour appuyer la mise en œuvre du Plan KANTOLO. L'état-major des opérations a défini et priorisé trois approches vers la ville de Kandahar. La première partait de la corne du Panjwahi, passait par Nakhonay, arrivait dans le district de Dand et entrait dans la ville. La deuxième était le « Cœur des ténèbres » [Traduction] dans le district de Zharey; elle traversait ensuite Asheque et Senjaray et pénétrait dans les banlieues ouest de la ville. La troisième était l'approche du nord : elle partait du Ghorak et se rendait jusqu'au Shah Wali Kot et au Khakrez, puis elle entrait dans le district d'Arghandab et ensuite dans la ville. Les forces canadiennes et afghanes occupaient une partie du Panjwayi et du Zharey (voir la figure 5-2), mais elles n'avaient pas les ressources voulues pour gérer les trois approches en même temps, comme les rotations précédentes l'avaient démontré[65].

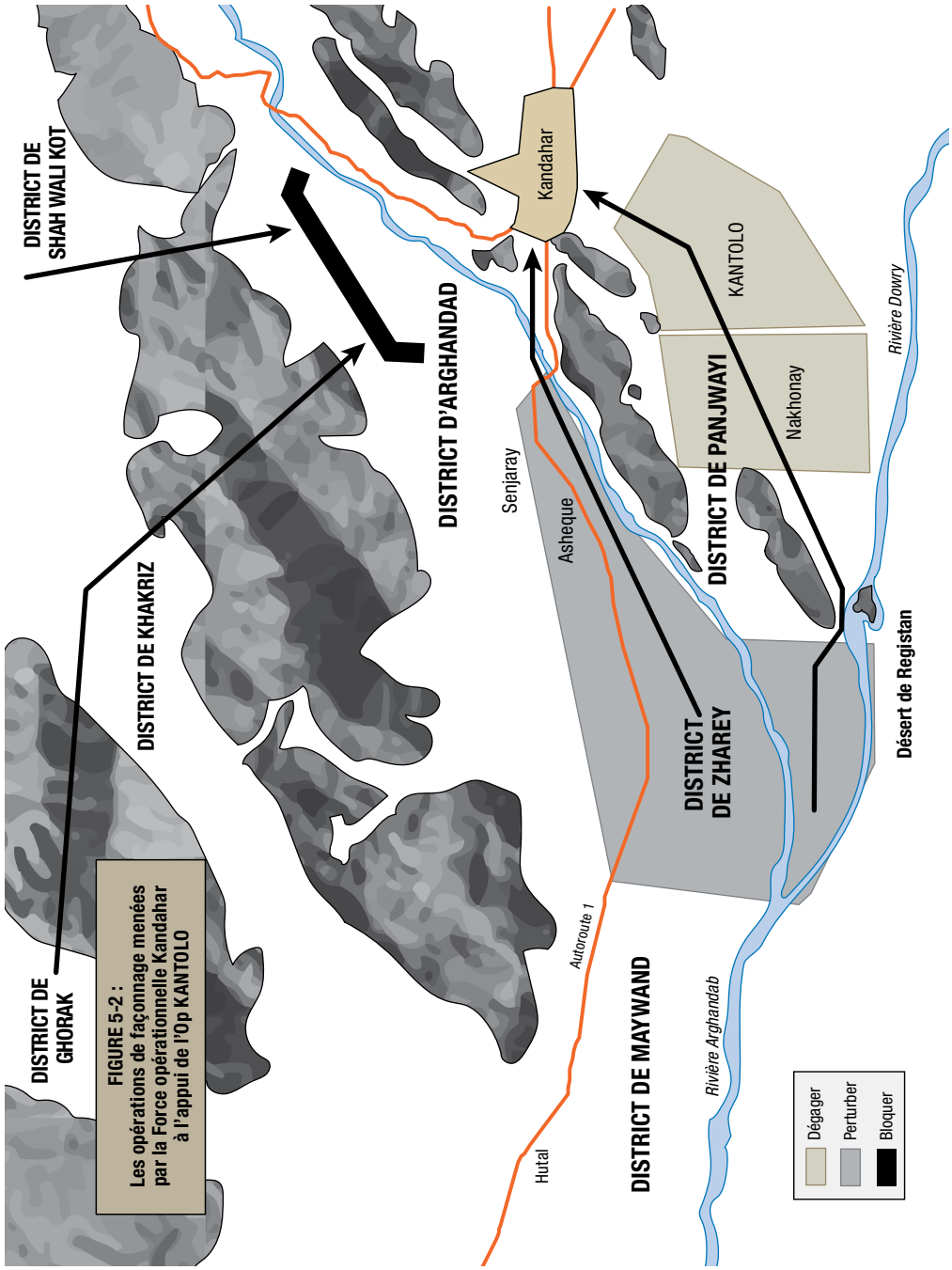


Figure 5-2 : Les opérations de façonnage menées par la Force opérationnelle Kandahar à l'appui de l'Op KANTOLO

La décision a été prise de dégager le Panjwayi oriental afin de réduire la pression qui s'exerçait sur le Dand, pendant que l'Op KANTOLO était exécutée à cet endroit. L'écologie du Zharey était tout simplement trop diversifiée pour qu'il fût possible de l'occuper; ce district a donc fait l'objet d'une série d'opérations de déstabilisation pour sécuriser la Route nº 1 autant que possible. Les planificateurs voulaient exécuter une action de blocage le plus au nord possible dans l'Arghandab pour supprimer la route empruntée par les insurgés allant du Ghorak à l'Arghandab, mais ils ne savaient pas au juste s'ils disposeraient de forces suffisantes. Par conséquent, les opérations de façonnage et de déstabilisation en sont venues à mettre l'accent sur la Corne du Panjwayi et sur le Zharey. Une fois que l'Op KANTOLO a été lancée et qu'elle a commencé à chasser les insurgés du Dand, ceux-ci se sont déplacés vers l'Arghandab et le « Cœur des ténèbres » dans le Zharey, où il était possible de les harceler constamment[66].

Afin d'atteindre tous ces objectifs, les planificateurs de la FO Kandahar devaient obtenir l'aval de la bureaucratie et tirer des ressources du Commandement régional (Sud), ce qui n'était pas là chose facile. Les responsables du Commandement régional (Sud) voulaient avoir leur mot à dire sur toute opération nécessitant plus qu'un peloton, et il pouvait imposer certaines restrictions relativement aux règles d'engagement. Afin de contourner la bureaucratie qui restreignait leur marge de manœuvre, le Lcol Patrick et les planificateurs ont créé des « opérations continuelles », autrement dit, des opérations de déstabilisation continues menées par des effectifs temporaires ou des effectifs au pied levé qui pouvaient réagir plus vite que ne pouvait le faire la bureaucratie approbatrice au sein du Commandement régional (Sud). Résultat : sous l'égide de l'Op SHREDDER, les forces dans le Zharey pouvaient explorer la zone au sud de la Route nº 1 et y déstabiliser l'ennemi activement, sans avoir à formuler sans cesse des noms d'opérations, dont chacune aurait nécessité une approbation particulière avant leur orchestration[67].

Pendant une période donnée, la FO Kandahar a réussi à libérer plus d'hélicoptères de manière à permettre aux forces canadiennes, étasuniennes et britanniques de lancer des opérations aéromobiles dans le Zharey occidental. La même chose s'est produite dans le cas des ressources ISTAR sur l'emploi desquelles le Commandement régional (Sud) a exercé une influence[68].

Le caractère de l'insurrection au début de 2009

Les principales questions auxquelles étaient confrontées la choura de Quetta et les autres chouras insurgées au Pakistan concernaient les élections nationales afghanes et ce qu'il faudrait faire quand les forces étasuniennes arriveraient, le cas échéant. À ce moment précis de la guerre, les chefs talibans au Pakistan étaient d'avis que les opérations de combat étaient dans une impasse et ils sondaient le terrain dans toute l'Arabie saoudite en vue d'une réconciliation éventuelle. Ce développement n'avait rien de nouveau; les talibans et le gouvernement Karzai avaient établi des relations plusieurs fois depuis la fin de 2007 ou le début de 2008, mais la demande simpliste des talibans exigeant que les troupes

étrangères quittent l'Afghanistan n'était pas un motif réaliste pour amorcer les pourparlers[69]. La gamme des écoles de pensée sur la position des talibans concernait le degré où la Direction des renseignements interservices pakistanais contrôlait les talibans ou influait sur eux, et la question de savoir à quel point Al-Qaïda influait sur les talibans et, par conséquent, de quelle autonomie les chefs talibans disposaient vraiment pour négocier[70]. Une analyse déclarait ce qui suit, à tort :

> De puissants intervenants en Afghanistan, en Iran et au Pakistan préféreraient une guerre de durée indéfinie à un accord de paix, notamment en raison des énormes sommes d'argent étasuniennes dépensées des deux côtés de la ligne Durand. En Afghanistan, ces éventuels fauteurs de troubles comprennent les entrepreneurs locaux (en particulier, les entreprises de services de sécurité), les fonctionnaires corrompus et les narcotrafiquants, qui auraient plus de mal à prospérer en temps de paix. Si la guerre prenait fin, le Pakistan perdrait aussi des revenus considérables issus de l'aide étasunienne et du trafic de transit de l'OTAN[71]. [Traduction]

Les analystes canadiens à Kandahar croyaient que les germes d'une réconciliation semés par les talibans visaient simplement à ralentir le cours de la guerre pour donner aux leaders insurgés le temps de se renseigner sur l'ampleur des forces étasuniennes qui allaient arriver et sur les répercussions plus vastes qui allaient s'en suivre. Les membres de la choura de Quetta se demandaient s'ils ne devaient pas eux-mêmes déployer un effort avant l'arrivée prochaine des É.-U. en 2009, ou s'ils devaient simplement tenir bon au regard de l'influx. Les Canadiens ont aussi appris que certains groupes d'insurgés dans les provinces d'Helmand et de Kandahar voulaient mettre fin aux combats, mais qu'ils étaient exaspérés par le sous-financement et le caractère peu fiable du programme de réconciliation lancé par le gouvernement afghan. Quoi qu'il en soit, certains de ces combattants et leurs chefs croyaient que les chefs basés au Pakistan ordonneraient leur assassinat s'ils déposaient les armes et cessaient de combattre. Afin de régler ces questions, entre autres, la choura de Quetta a tenu une série sans précédent de consultations dans les régions faisant face à la zone de responsabilité du Commandement régional (Sud), et non à celle de l'entité homologue du nord[72].

En mai, la choura de Quetta a finalement distribué son plan d'opérations appelé « opération NASRAT ». Dans les mois qui ont précédé les élections de 2009, les unités d'insurgés devaient organiser des attaques « très médiatisées » contre des chefs bien connus des milieux politiques et des services de sécurité en Afghanistan et contre les entreprises afghanes qui travaillaient pour la FIAS et les forces de sécurité afghanes[73]. Plus tard au cours de l'été, la choura de Quetta a diffusé des ordres plus explicites sur la nécessité de perturber les élections en intimidant la Commission électorale indépendante et son personnel, notamment en exécutant des enlèvements et des assassinats dans les districts de Kandahar, d'Helmand, de Zabul et d'Oruzgan[74].

Photo : MDN IS2009-0158

En 2009, les entités orchestrant les activités des talibans ont décidé qu'il fallait accroître les possibilités de démenti plausible. Par conséquent, les talibans ont troqué les mines antichars et antipersonnel fabriquées en usine contre des explosifs et des bidons de plastique artisanaux, qui étaient à peu près indétectables par les systèmes canadiens et pouvaient causer des dommages catastrophiques à n'importe quel véhicule du parc canadien s'ils étaient utilisés en quantité suffisante.

Afin de maintenir une pression de ce genre, l'insurrection devait se rendre maîtresse de certains itinéraires de manière à pouvoir appuyer et faciliter le terrorisme dans la ville de Kandahar (voir la figure 5-3)[75]. Cette nécessité a accru l'importance de la Route nº 6 reliant à l'est les districts de Panjwayi, Dand et Malajat. De même, les insurgés voulaient être mieux placés dans le district d'Arghandab, soit plus près de la ville. Cela signifiait qu'il leur fallait appliquer la pression dans le nord de l'Arghandab, dans le Bas-Shah Wali Kot, dans le Zhary et dans le Panjwayi occidental pour tenir les forces de sécurité occupées. Senjaray était un carrefour géographique clé joignant entre eux les groupes insurgés du nord et du centre.

Ce programme englobait aussi la consolidation du contrôle exercé sur les populations du Zharey et du Panjwayi occidental, consolidation qui prenait plusieurs formes. Tout d'abord, les insurgés imitaient l'approche canado-afghane à l'égard des projets locaux en déployant en fait leur propre version de l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC). En deuxième lieu, des juges talibans tranchaient les griefs locaux. Troisièmement, les insurgés tentaient de tirer vers leur camp la Croix-Rouge, le Croissant-Rouge et d'autres organisations non gouvernementales afin qu'ils fournissent des soins de santé, recueillir du renseignement et de couvrir les activités d'insurrection. Enfin, ceux-ci ont de nouveau exploité les politiques d'élimination du pavot pour s'acquérir le soutien des cultivateurs dont les récoltes devaient être détruites par les chefs de district et la police[76]. Ces efforts étaient toujours protégés grâce à un emploi massif d'EEI, qui visait à entraver le mouvement des forces canadiennes et afghanes, et par des attaques de harcèlement contre l'infrastructure tactique pour distraire ces dernières. La choura de Quetta et ses alliés ont alors fait un pas en arrière pour voir ce qui allait se passer.

Opérations dans le district de Maywand, en février et mars 2009

Le 2e Bataillon du 2e Régiment d'infanterie (2-2 Infanterie) de l'Armée des É.-U. [2nd Battalion, 2nd Infantry Regiment (2-2 Infantry)] est resté déployé à trois endroits dans le district de Maywand : la base d'opérations avancée (FOB) Ramrod, la base d'opérations avancée Hutal et l'Avant-poste de combat Terminator. Dans ce même district, une compagnie afghane encadrée par des mentors canadiens occupait le poste fortifié Pegasus le long de la Route nº 1. Le 2-2 Infanterie était appuyé par les entités suivantes : la Troupe G (détachement canadien d'obusiers M-777 commandé par le Lt Mike Laverty); des UAV en liaison descendante avec des SUAV et d'autres ressources ISTAR; un détachement des opérations psychologiques tactiques (parfois); un groupe de COCIM fourni par l'Équipe provinciale de reconstruction. Par ailleurs, les Canadiens en poste à la FOB Hutal ont collaboré de près avec la Compagnie C, commandée par le Capt Trevor Voelkel, dont les soldats protégeaient l'équipe nº 1 de gestion de la construction dans le Zharey. La coordination du 2-2 Infanterie, de l'Équipe de mentorat de la Police des États-Unis et des

FIGURE 5-3 :
Emplacements et activité de l'ennemi,
du début au milieu de 2009

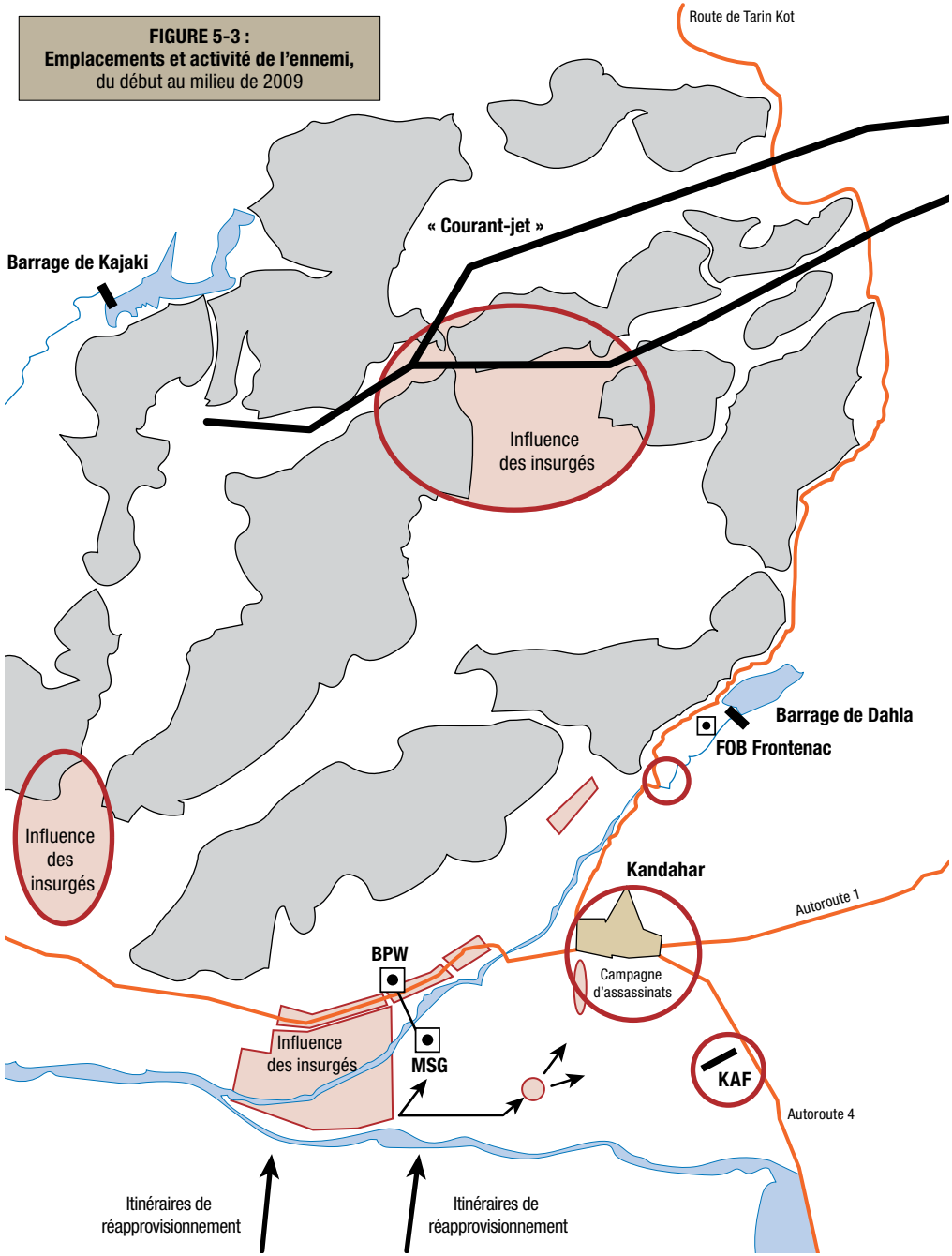


Figure 5-3 : Emplacements et activité de l'ennemi, du début au milieu de 2009

activités de COCIM dans le Maywand risquait d'être problématique, mais la « diplomatie des BBQ » a grandement contribué à améliorer les relations[77].

L'ennemi tendait à concentrer son activité sur la FOB Ramrod et ses environs, à l'ouest, et sur le PAC Terminator, à la frontière du Maywand et du Zharey. La séquence des activités était toujours la même : les insurgés chargés de poser les EEI étaient repérés par un SUAV ScanEagle, puis l'avant-poste faisait feu de ses mortiers de 120 mm (ou encore, la FOB déclenchait des tirs d'artillerie avec ses canons de 155 mm) contre ces insurgés et envoyait une patrouille pour évaluer les dommages de combat. Parfois, des tirs d'armes portatives étaient dirigés vers les avant-postes, mais cela ne se comparait en rien à ce qui se passait dans le Zharey. En une occasion, un UAV Heron canadien a été utilisé pour diriger un bombardier B-1B et deux F-18 vers six insurgés en train de poser des EEI[78].

En gros, néanmoins, l'ennemi voulait que les forces de la coalition s'abstiennent d'intervenir dans le Maywand. Lors des patrouilles de présence dans la région de Band-e Timor, le 2-2 Infanterie a découvert deux infirmeries ou hôpitaux d'insurgés, ce qui montrait que le secteur servait de point de jonction du soutien. Quand les réseaux d'insurgés voulaient distraire le 2-2 Infanterie et les forces de sécurité afghanes dans le Maywand, ils se faisaient les instigateurs de manifestations dans le bazar d'Hutal en évoquant les pertes civiles comme motif de leurs principaux griefs. Les seuls autres cas graves de violence ont concerné deux embuscades consécutives de convois du Service de protection et d'enquête des États-Unis (USPI) sur la Route nº 1, mais on ne savait pas au juste si c'était l'œuvre d'insurgés ou d'intérêts commerciaux[79].

Le processus ciblé de développement des districts a été jugé fructueux, et un excellent commandant de la DNS était désormais affecté dans le district de Maywand. La population locale a pu voir une amélioration du travail de la police, mais la gouvernance du district faisait toujours problème. Le chef du district, Haji Massoud, qui ne s'entendait pas avec la nouvelle force de police, a été dénoncé pour avoir tenté de soudoyer l'équipe canadienne de la COCIM avec des fonds réservés aux projets, et la population l'a accusé d'avoir empoché une partie de l'argent. Par contre, cet homme diffusait constamment des messages antitalibans dans tous les médias, y compris à la radio et à la télévision[80].

Les Américains n'hésitaient pas à établir un dialogue à dimension religieuse; en passant par leur chaîne des affaires civiles, ils distribuaient des trousses de modernisation des mosquées dans les collectivités éloignées tandis qu'ils effectuaient des patrouilles en compagnie de l'ANA[81]. À une occasion, un représentant d'USAID s'est rendu dans le Maywand et s'est efforcé d'établir des programmes d'aide et de faire fructifier les fonds connexes. En collaboration avec l'Équipe de la COCIM, des efforts ont été faits pour confirmer à quel point le système de l'Assemblée de développement des districts (ADD) et du Conseil de développement communautaire donnait de bons résultats. L'ADD fonctionnait mal,

surtout à cause de l'ingérence du chef de district qui exigeait ce qui lui était dû. Il allait falloir du temps pour revigorer cette structure. Debbie McCosham, une spécialiste canadienne de la connaissance de la situation (blanc), est aussi arrivée pour accroître son savoir sur le Maywand et appuyer l'effort parallèlement à l'Équipe d'analyse du contexte humain[82].

Pour ce qui était des opérations, le 2-2 Infanterie a exécuté une mission aéromobile éclair dans le village de Mandowzai en mars, mais cette mission n'a pas donné grand-chose. Une autre opération terrestre a permis de faire sortir des chefs ennemis de leur tanière, lesquels ont plus tard été prestement abattus au cours d'une attaque des FOS. Des compagnies du 2-2 Infanterie ont ensuite découvert à un endroit une petite milice antitalibane qui prétendait avoir été armée par « le frère du président » en 2004 et à qui on avait ordonné d'assurer la sécurité. Dans un autre village, la population avait capturé un groupe de talibans et menaçait de les exécuter, mais des forces de sécurité afghanes étaient intervenues. Des renseignements recueillis sur place dans d'autres régions ont abouti à l'arrestation d'un financier et facilitateur taliban. Enfin, une source afghane à Maywand a fait savoir que le mollah Azim, le chef taliban responsable du massacre des 29 passagers d'un autocar en octobre 2008, avait été assassiné à Quetta. Dans le Maywand, l'ennemi semblait en déroute, mais il allait falloir du temps pour consolider les succès[83].

Opérations dans le district de Zharey, en février et mars 2009

Le district de Zharey est demeuré la chasse gardée de la Compagnie N sous le commandement du Maj Rob McBride, qui travaillait avec le 1er Kandak et ses mentors et, quand c'était possible, avec un détachement de police et ses mentors de l'ELMOP. L'ennemi a été peu actif en février : trois convois de l'USPI ont essuyé des tirs sur la Route no 1 (et, encore une fois, on ne savait pas au juste si c'était le fait des insurgés ou le résultat de la violence commerciale), tout comme les postes fortifiés de Spin Pir et de Lakokhel et le poste de police de Pashmul Sud. Les cellules ennemies du Zharey oriental se plaignaient de manquer de composantes d'EEI, et il n'y a eu qu'une seule attaque contre un véhicule canadien ce mois-là[84].

Afin de paver la voie aux efforts visant à inscrire les électeurs dans le Panjwayi et le Zharey, la FO Kandahar a réuni des forces en vue de mener l'Op SHAHI TANDAR 3 (voir les figures 5-4 et 5-4a). Une fois de plus, le principal endroit visé était Nahlgam et les alentours. La Compagnie L, fournie par le Groupement tactique régional (Sud), était libre, et une force d'attaque aérienne a été constituée avec des hélicoptères CH-47 et des escortes provenant du bassin du Commandement régional (Sud). La Compagnie A du 2-2 Infanterie a été chargée d'établir un blocage à l'ouest du secteur visé. La Compagnie A était l'élément débarqué qui nettoyait sur la voie jusque dans le principal secteur cible, pendant que la Compagnie M effectuait une feinte à l'ouest de Sperwan Ghan jusqu'à Talukan et à Zangabad afin de tromper les insurgés et d'amener les forces ennemies à s'exposer du côté sud[85].

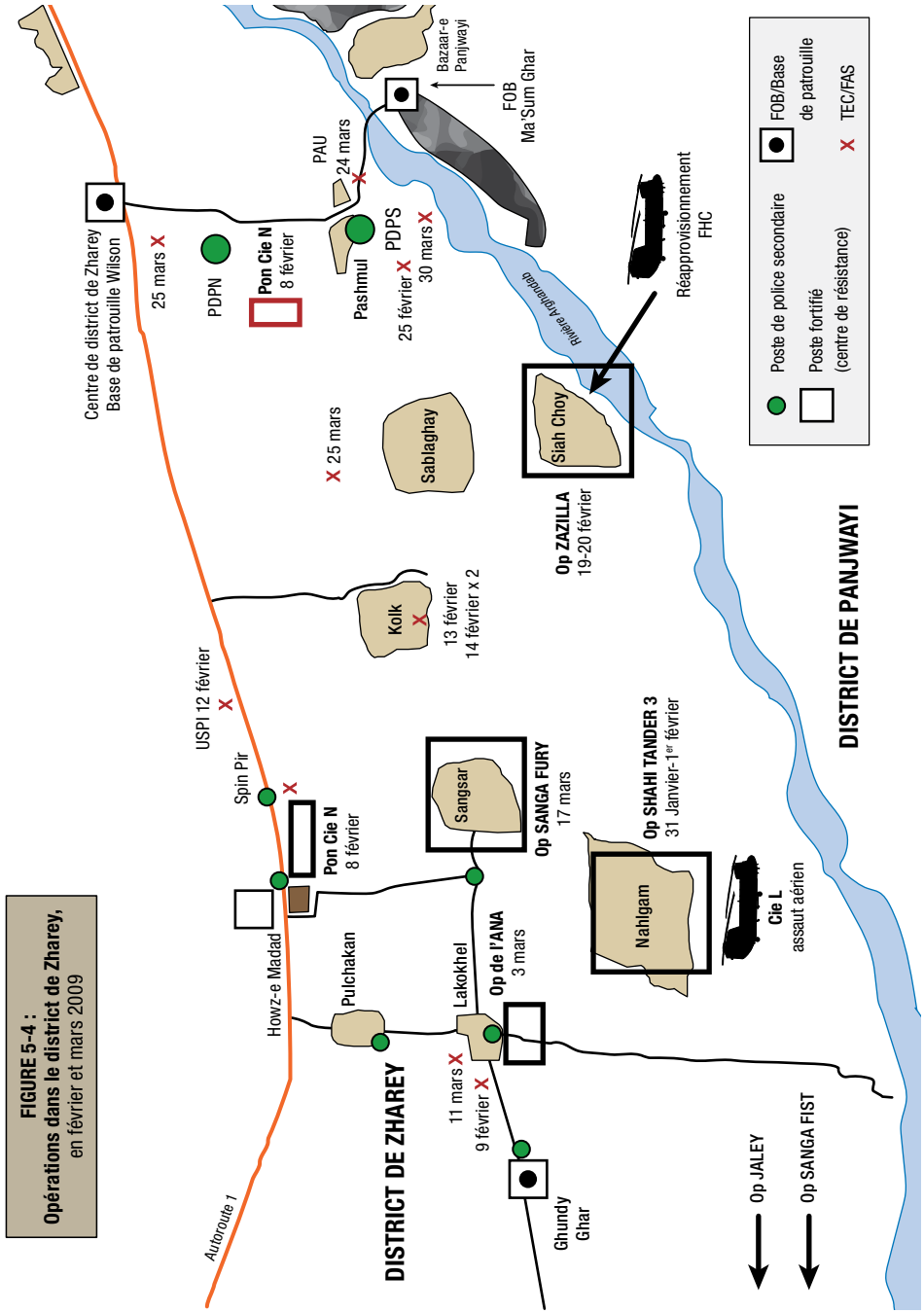


Figure 5-4 : Opérations dans le district de Zharey, en février et mars 2009

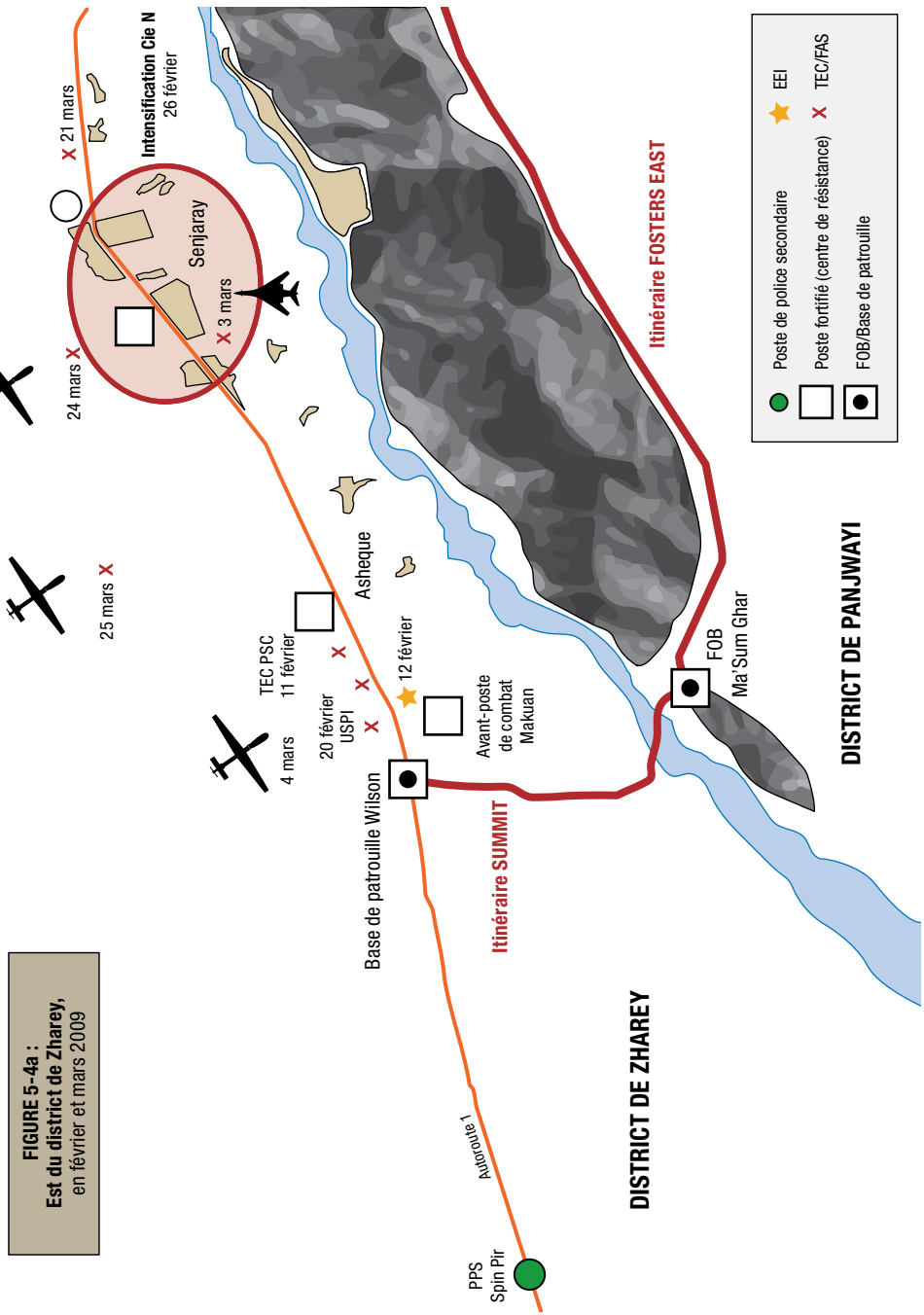


FIGURE 5-4a :
Est du district de Zharey,
en février et mars 2009

Figure 5-4a : Est du district de Zharey, en février et mars 2009

Le 31 janvier, la Compagnie M s'est déployée en direction de ses objectifs, sans avoir eu le moindre contact, et sans avoir rien trouvé, exception faite d'un « épouvantail » muni d'une arme factice qui a incité les tireurs d'élite à faire feu à quelques reprises jusqu'à ce qu'ils se rendent compte de quoi il s'agissait. La Compagnie N a trouvé plusieurs caches de munitions, y compris un fusil de tireur d'élite, des uniformes de police, dix EEI à plateau de pression et un RGED (récepteur GPS évolué pour la défense). Une fabrique d'EEI à placer dans des véhicules a été découverte également et elle a été exploitée. Des Chinook sont arrivés pour extraire la Compagnie L, et la Compagnie N a rejoint les VBL III Zulu. Pendant que la Compagnie N se repliait sur la Route Edmonton, un VBL du Génie a heurté un EEI; six Canadiens ont été blessés, et le sapeur Sean Greenfield, membre du 2e Régiment du Génie de combat, a été tué[86].

Après l'Op SHAHI TANDAR 3, le Maj McBride et la Compagnie N ont effectué deux patrouilles au début de février le long des première et seconde lignes formées par les oueds au sud de la zone, entre Spin Pir et Howz-e Madad, puis une autre à l'ouest de Pashmul. Il n'y a eu pendant ces patrouilles aucun contact avec l'ennemi. À la fin de février, la Compagnie N a intensifié ses activités dans Senjeray, où elle a découvert une madrasa d'insurgés bondée d'armes et de téléphones cellulaires[87].

Pendant ce temps, le 1er Kandak se préparait à subir l'évaluation menée par l'équipe de validation. Sans passer par ses mentors, le 1er Kandak a réussi à obtenir seul l'appui de la police de Zharey, quelle agréable surprise! Après l'amorce d'une patrouille de déstabilisation près de Kolk, avec l'appui d'un peloton de VBL III de la Compagnie N, la météo s'est gâtée, et une tempête de sable était imminente. L'ennemi a essayé de profiter de la situation, en sachant très bien qu'aucune couverture aérienne ne serait possible. Le 1er Kandak et le peloton de VBL III canadien se sont extirpés de l'embuscade en faisant feu de toutes leurs armes, et ils se sont repliés en bon ordre tandis que les obusiers M-777 créaient un écran de fumée pour voiler leur fuite[88].

Quand le temps s'est dégagé le lendemain, les Afghans et les Canadiens sont retournés dans le même secteur et ont eu trois contacts différents avec l'ennemi, y compris une attaque intense contre leurs VBL III. Cette fois, cependant, le GT avait avec lui un MQ-9 Reaper armé; il a tué six insurgés, et l'un d'eux a plus tard été identifié comme étant le mollah Salaam de Band-e Timor, un commandant ennemi du district de Maywand[89].

Le 19 février, la Compagnie N et le 1er Kandak ont lancé l'Op ZILLILA dans Sia Choy pour déstabiliser les insurgés. Les vols de ravitaillement effectués par les hélicoptères canadiens CH-47 Chinook ont procuré à la FO Silver Dart une expérience dont elle avait grand besoin, mais ce jour-là, les opérations n'ont suscité aucune réaction des insurgés[90]. Le deuxième jour, cependant, les unités ont été prises à partie à deux reprises : l'attaque ennemie a été enrayée par deux F-15, dans un cas, et par vingt obus de 155 mm, dans l'autre[91].

Au chapitre du développement et de la gouvernance, la situation dans le Zharey n'était pas très différente de ce qu'elle avait été au cours des six mois antérieurs. Le chef du district, Niaz Mohammad Sahardi, a continué d'assister à toutes les réunions qui pouvaient lui être avantageuses. Les agents de la COCIM et les représentants de l'ERP faisaient de même, mais on ne savait pas au juste ce qui s'accomplissait réellement. Aux Afghans qui avaient des demandes, on a dit que l'ERP attendait l'approbation des ministres canadiens et qu'ils allaient devoir patienter. Le nombre de ses véhicules fonctionnels ayant été réduit à deux, la 1re Équipe de gestion de la construction était incapable d'exécuter des opérations[92].

Le chef de police du district, Bismillah Khan, avait un différend avec les officiers hazaras relevant de lui : les officiers n'avaient pas été payés depuis des mois et menaçaient de démissionner. Selon des propos de la population locale confiés aux agents de la COCIM, la police était efficace, mais elle faisait preuve d'un zèle exagéré pendant ses fouilles; pour sa part, l'ELMOP a souligné que la destruction de chaque once de marijuana, de haschisch et de pavot à Pashmul ne servirait qu'à miner la confiance des simples agriculteurs envers la police : le gagne-pain de ces agriculteurs serait détruit, mais non l'existence des narcotrafiquants qui payaient pour leurs récoltes[93].

Cependant, l'ennemi avait volé aux Canadiens une page de leur carnet de jeux. Se servant des taxes prélevées auprès des collectivités au sud des lignes formées par les oueds et employant de l'équipement de construction confisqué ou loué, les cellules des talibans se sont mises à construire une route et une madrasa dans le secteur situé au sud d'Howz-e-Madad et de Sangsar, et elles ont exhorté la population locale à les aider à épandre le gravier sur deux autres routes[94]. En fait, les talibans disposaient dorénavant de leur propre version de l'Organisation de gestion de la construction et, avec les taxes et l'école, ils étaient bien partis pour établir un régime de gouvernance concurrentiel dans une partie du district de Zharey.

La réaction initiale à ces nouveaux développements a été minime. Le 1er Kandak a exécuté une patrouille au niveau de la compagnie au sud de Lakokhel, la Compagnie N faisant alors écran à l'ouest. Après une brève escarmouche, il s'est replié à la faveur d'un écran de fumée produit par les obusiers M-777. D'autres opérations se poursuivaient.

Le Lcol Dan Hurlbut et le Lcol Roger Barrett avaient discuté de la possibilité de mener une opération conjointe avec le 2-2 Infanterie et le Groupement tactique du 3 RCR dans le Zharey occidental. L'intention était de perturber les liaisons des insurgés entre le Maywand et le Zharey, tout en recueillant des renseignements en vue d'opérations futures qui pourraient avoir lieu dans le secteur, au moment de l'arrivée des renforts étasuniens. Les chefs ennemis étaient quelque peu déconcertés, et s'ils étaient forcés de se déplacer, ils risquaient d'être pris à partie par d'autres éléments. Ces idées ont donné lieu à trois opérations distinctes, mais connexes, une fois que le quartier général du Bgén Vance est arrivé sur le terrain et s'est mis à mener ses activités. L'intention plus vaste était de générer de la perturbation (c'est-à-dire dans le camp ennemi)

en prévision de la prochaine relève sur position de la force opérationnelle canadienne. L'effort, par étapes, englobait l'Op SANGA FIST, une intervention canadienne aéromobile d'exploration dans Nar Karez, au sud-ouest du Ghundy Ghar; l'Op SANGA FURY, une feinte afghane exécutée entre Sangsar et Howz-e-Madad, et l'Op JALEY (« Net »), qui amènerait les deux groupements tactiques pour couvrir tout le secteur, une fois que l'ennemi s'y serait installé[95].

Au cours de l'Op SANGA FIST, la Compagnie N du 3 RCR, renforcée par des éléments de la coalition, s'est avancée dans le sud-ouest du Zharey pour attaquer un éventuel nœud de commandement et de contrôle. Les troupes ont été déposées là le 7 mars par trois appareils CH-47 Chinook, soit un hélicoptère canadien et deux hélicoptères britanniques, escortés par quatre CH-146 Griffon. L'opération a confirmé que les insurgés s'étaient servis des enceintes qui s'y trouvaient pour mener diverses activités, mais tout chef qui y avait peut-être été présent était parti avant l'arrivée des forces coalisées. Celles-ci n'y ont pas trouvé grand-chose. Les insurgés ont essayé de renforcer leurs effectifs avec des combattants de la région de Lakokhel, mais le brouillage des communications de la coalition a découragé toute autre action de l'ennemi[96]. L'Op SANGA FIST a été la première mission aéromobile ayant fait intervenir en Afghanistan des troupes et des hélicoptères canadiens[97].

Les opérations SANGA FURY et JALEY se chevauchaient. Le 17 mars, pendant que les CH-47 canadiens se préparaient à transporter la Compagnie M et le peloton de reco jusqu'au poste fortifié de Mushan, le 1er Kandak et ses mentors de l'ELMO ont amorcé un ratissage au sud de Howz-e-Madad avec le soutien de la Compagnie N. En route vers le sud, des escouades qui changeaient de position immédiatement après le tir les ont pris à partie cinq fois; les SUAV ont essayé de les identifier de façon catégorique pour faire intervenir un MQ-9 Reaper qui décrivait des cercles au-dessus de la zone, mais les résultats ont été limités. Les fouilles faites dans les enceintes n'ont rien donné, et la mission de ratissage est revenue au poste fortifié. La Compagnie N a continué jusqu'au poste fortifié de Lakokhel pour se préparer à l'Op JALEY[98].

Opération JALEY, du 18 au 20 mars 2009

L'Op JALEY est devenue une des plus vastes opérations aéromobiles de la coalition jamais entreprises jusque-là. En plus du transport de troupes effectué par les CH-47 canadiens jusqu'à Mushan, l'opération a fait intervenir le 4e Bataillon du 101e Régiment d'aviation (4th Battalion, 101st Aviation Regiment), sous le commandement du Lcol James Benson, avec ses CH-47 Chinook et ses AH-64 Apaches pour transporter le 2-2 Infanterie, pendant que ses hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior collaboraient avec les CH-146 Griffon dans le rôle de la reconnaissance armée. Les Chinook australiens prenaient eux aussi part à l'action. Le plan consistait à couvrir le Zharey occidental en menant des attaques aériennes et terrestres simultanément avec le gros du 2-2 Infanterie et du 3 RCR. Un volet auxiliaire de l'opération consistait à faire exécuter par l'Escadron de reco et la police afghane, en compagnie des mentors de la police des États-Unis, le bouclage et la fouille de plusieurs collectivités du district d'Arghandab (voir la figure 5-5)[99].

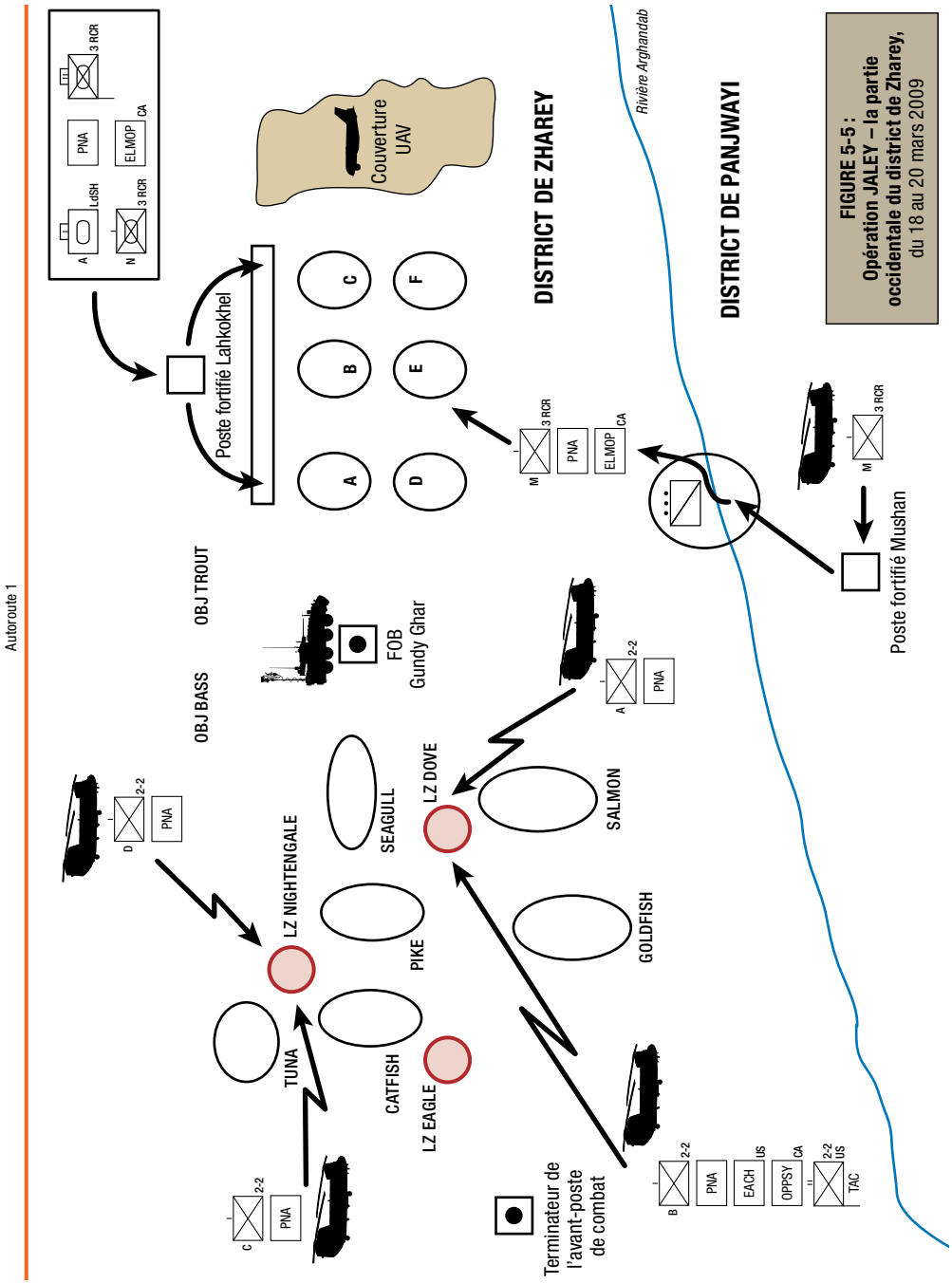


FIGURE 5-5 : Opération JALEY – la partie occidentale du district de Zharey, du 18 au 20 mars 2009

Figure 5-5 : Opération JALEY – la partie occidentale du district de Zharey, du 18 au 20 mars 2009

Photo : Auteur

Photo : Auteur

L'Op JALEY était une ambitieuse manœuvre canado-américano-afghane qui a saturé la partie occidentale du district de Zharey; elle comportait un assaut aérien exécuté par un bataillon et une attaque terrestre menée par un GT. Elle a été abrégée quand l'ONU a exigé que la FIAS respecte la période dite des « Journées de tranquillité ». Quatre Canadiens ont été tués et neuf autres ont été blessés pendant le repli imprévu.

Tôt au début de la matinée du 18 mars, les chars Leopard de l'Escadron A ont opéré leur jonction avec la Compagnie N près de Lakokhel, et une partie de l'Escadron de reco a disposé ses véhicules Coyote sur le mont Ghundy Ghar. Le peloton de reco du 3 RCR a franchi la rivière Arghandab depuis le sud pour sécuriser le point de franchissement pour la Compagnie M. Avec des UAV volant à des niveaux superposés et faisant écran à l'est, la Compagnie N, les chars et la police accompagnée par les mentors de l'ELMOP ont établi un bloc d'ouest en est au nord des six zones visées. La Compagnie M a avancé pour dégager les enceintes sur les lieux de chaque objectif. Il n'y a eu aucune opposition.

Après un retard attribuable aux mauvaises conditions météorologiques, le Lcol Benson a déclenché l'assaut aérien à l'aube. Les Chinook étasuniens et australiens se sont posés en vitesse à l'Avant-poste de combat Terminator et à la FOB Ramrod et ont progressivement transporté les quatre compagnies du 2-2 Infanterie jusqu'à des zones d'atterrissage à l'ouest du Ghundy Ghar. Se répandant comme de l'huile sur l'eau, les compagnies ont envahi les collectivités en exécutant des opérations précises de bouclage et de fouille avec la police et l'appui d'une équipe canadienne des OPPSY. L'Équipe d'analyse du contexte humain (avec un Canadien en renfort) a dressé un profil complet des collectivités à mesure que les recherches progressaient. Dans ce cas également, il n'y a eu aucune opposition.

Dans les zones visées par le 3 RCR et le 2-2 Infanterie, les insurgés ont été surpris : ils se sont terrés, ou bien ils ont essayé de fuir. Ces hommes en âge de combattre ne pouvaient pas être pris à partie parce qu'ils n'étaient pas armés et portaient des vêtements civils. Ils sont montés dans des camions, se sont comportés comme des travailleurs migrants et ont contourné les zones où les forces de la coalition étaient déployées. Les UAV, les Griffon et les OH-58D Kiowa Warriers en ont repéré le plus grand nombre possible, mais ils n'ont pas pu faire feu sur eux. Il y a eu beaucoup de communications entre les éléments ennemis, mais il était évident, aux yeux de la FO Kandahar, que l'envergure même et la dispersion géographique de l'opération avaient complètement désorganisé les insurgés.

Le deuxième jour, les troupes du 3 RCR et du 2-2 Infanterie ont découvert de nombreuses petites caches dispersées, dont certaines contenaient des composantes d'EEI fabriquées dans des ateliers iraniens, des fournitures médicales et quelques tubes de mortier. Deux fabricants d'EEI ont été appréhendés. Ensuite, la Compagnie N a trouvé une fabrique où des insurgés construisaient des EEI à même des douilles d'obus éclairants. L'Équipe d'analyse du contexte humain a conclu, à la faveur de ses rapports avec les membres de la population, que ceux qui habitaient dans la zone étaient des indécis classiques qui se rangeaient du côté de l'adversaire dont la popularité était à la hausse dans leur collectivité; faute d'une présence gouvernementale permanente, ils appuyaient tacitement les insurgés si ceux-ci étaient dans la ville. L'équipe susmentionnée a aussi constaté que les insurgés se servaient de jeunes garçons pour se tenir au courant de ce qui se passait dans ces localités, et que de nombreux anciens craignaient

ces enfants de toute évidence endoctrinés. Plus à l'est, bien des personnes étaient des cultivateurs locataires n'ayant aucun lien avec qui que ce soit, hormis leur propriétaire, et les propriétaires fonciers afghans pouvaient aussi bien vivre en Allemagne qu'à Kandahar. Le fait que ces gens n'aient aucune racine locale faisait problème pour n'importe quel effort de contre-insurrection, car les personnes n'habitant pas en permanence dans le district de Zharey n'avaient aucun lien avec le chef du district, l'ADD ou n'importe quel autre mécanisme de gouvernance[100].

L'Op JALEY se clôtura deux jours plus tôt que prévu. Le conseiller canadien en matière de développement, au QG FO Kandahar, n'en acceptait pas l'échéancier et a demandé de mettre fin à l'opération parce qu'elle empiétait sur les Journées de tranquillité, une trêve préconisée par l'ONU et des organisations connexes devant permettre la vaccination des enfants contre la poliomyélite. Quand le Bgén Vance s'est opposé à cela en faisant valoir que l'effet perturbateur de l'opération, en préparation de la relève sur position, importait davantage, le Commandement régional (Sud) a insisté pour que les Journées de tranquillité soient respectées. Le 20 mars, le Bgén Vance interrompait l'opération et ordonnait aux troupes de se retirer[101].

Pendant que la Compagnie N se repliait en vue de pouvoir embarquer dans des hélicoptères et extrait de la zone, un EEI a tué trois hommes : le Cplc Scott Vernelli et le Cpl Tyler Crooks, membres du 3 RCR, et leur interprète. Cinq autres Canadiens et un autre interprète afghan ont été gravement blessés. Des hélicoptères canadiens ont évacué les soldats tués et les blessés. Quelques heures plus tard, un escadron de reco exécutant des patrouilles dans des véhicules Coyote dans le Shah Wali Kot a heurté un EEI qui a tué les Cvr Jack Bouthillier et Corey Hayes du Royal Canadian Dragoons, et blessé trois autres Canadiens[102]. Le bilan de quatre morts et neuf blessés subis en quelques heures pendant les prétendues Journées de tranquillité mettait la crédibilité de l'ONU en doute aux yeux de nombreux Canadiens et ne contribuait certes pas à rendre le Commandement régional (Sud) populaire au sein de la FO Kandahar.

Opérations dans le district de Panjwayi, en février et mars 2009

De février à mars, la situation dans le district de Panjwayi semblait avoir été mise en sourdine, quoiqu'elle demeurât explosive. Une compagnie afghane accompagnée de mentors canadiens patrouillait dans Mushan, pendant que la Compagnie M effectuait des sorties depuis Sperwan Ghar pour assurer la sécurité dans le quadrilatère de stabilité autour de la base de patrouille. L'Équipe de gestion de la construction qui pavait l'itinéraire Fosters manquait de véhicules, mais elle poursuivait ses travaux malgré tout. L'Escadron A sortait avec ses chars Leopard de Ma'Sum Ghar quand il le fallait, tandis que les mentors de la police étasunienne et canadienne collaboraient avec la police à Bazaar-e Panjwayi et le long des principaux itinéraires. Le Centre interarmées de coordination de district est demeuré le carrefour des activités de sécurité, et les équipes de la COCIM ont continué leur travail, en traitant en particulier avec le chef du district, Haji Baran. Le reste d'un kandak et ses mentors canadiens étaient aussi basés à Ma'Sum Ghar (voir les figures 5-6 et 5-6a).

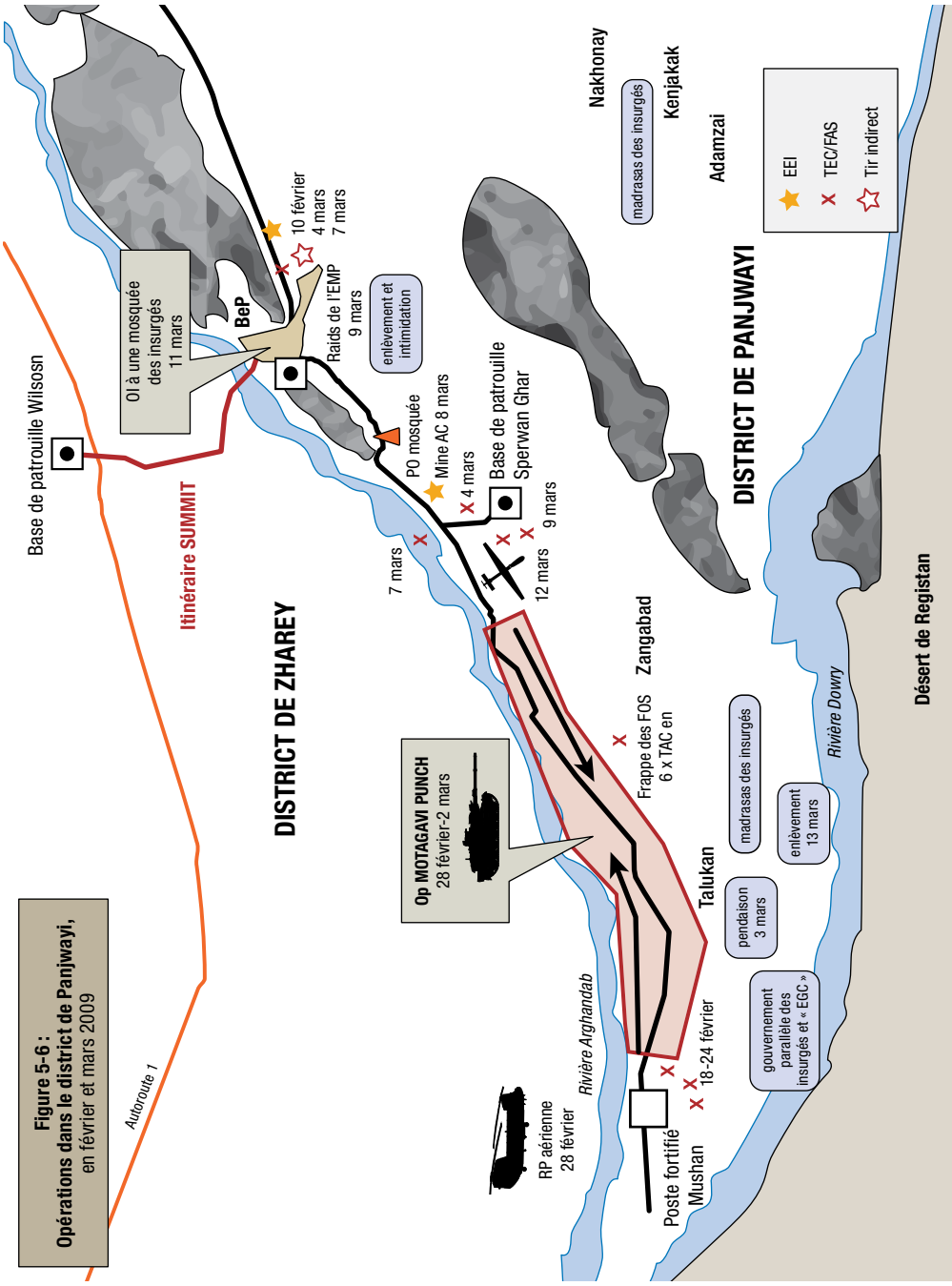


Figure 5-6 : Opérations dans le district de Panjwayi, en février et mars 2009

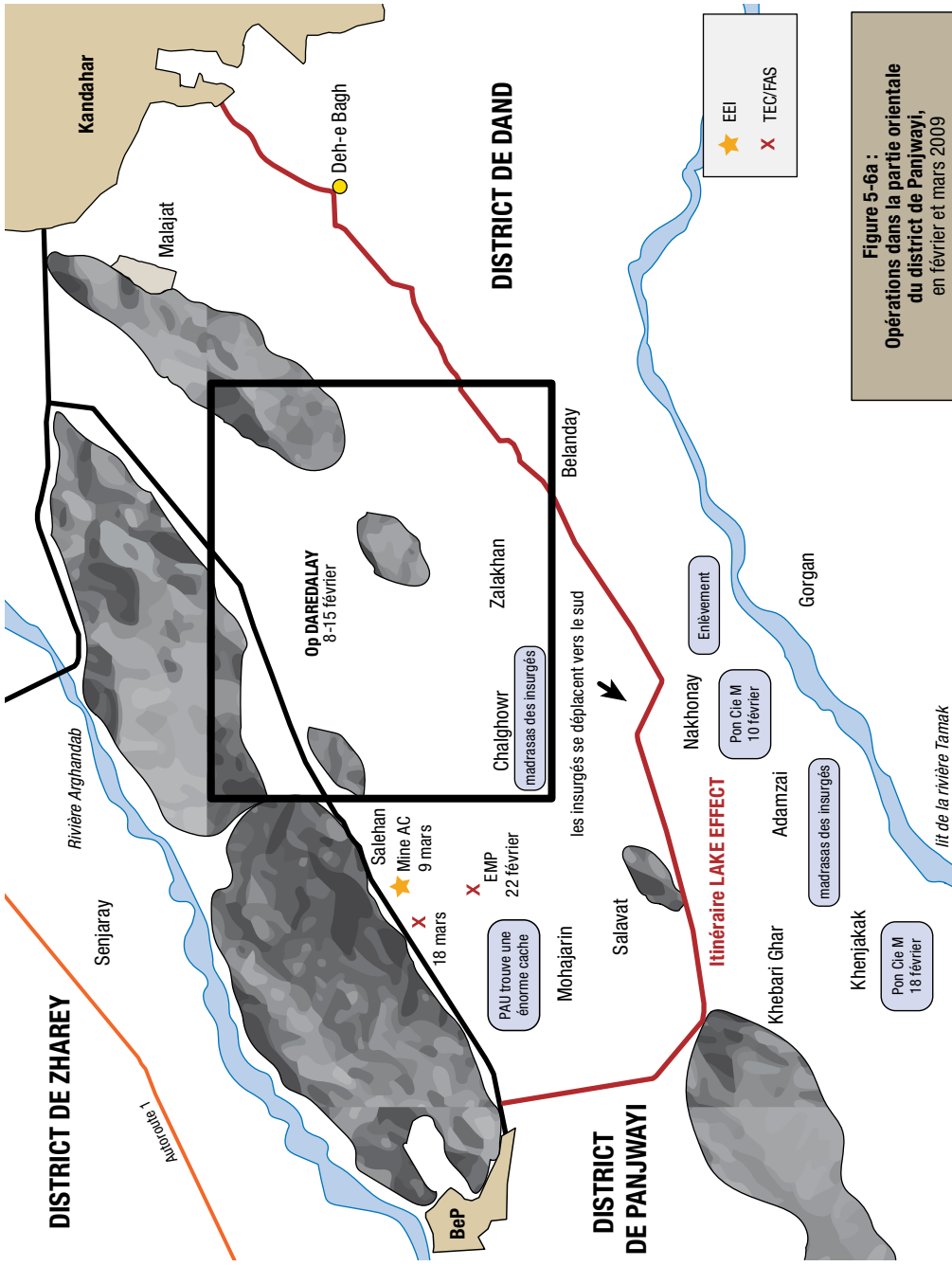


Figure 5-6a : Opérations dans la partie orientale du district de Panjwayi, en février et mars 2009

Photo : Auteur

Le concept du Centre interarmées de coordination de district a gagné en maturité en 2009. La photo montre le CICD de Panjwayi, situé dans le nouveau Centre de district à l'est de Bazaar-e Panjwayi. Une équipe de soutien de district, semblable à une petite équipe de reconstruction provinciale, a fini par s'y établir.

Comme nous l'avons vu, une forte tension régnait dans la ligne d'opérations aux fins de la sécurité au Panjwayi. Mushan était isolée, et l'activité ennemie s'intensifiait au sud de Senjaray en direction de Salavat. Des insurgés basés à Nakhonay harcelaient le district de Dand. Qui pis est, les insurgés intimidaient les entreprises de téléphonie cellulaires en les incitant à fermer leurs réseaux la nuit, de manière que les habitants ne puissent pas communiquer avec le Centre interarmées de coordination de district pour signaler les activités des insurgés ou appeler à l'aide. La police n'était pas présente dans chaque localité.

D'aucuns voulaient qu'un accent plus grand soit mis sur la sécurité de la ville de Kandahar. Cela a donné lieu à l'opération canado-afghane interarmées DAREDELAY (Matraque), qui s'est déroulée pendant la première moitié de février. Dans le contexte de cette opération, la compagnie de protection de la force de l'ERP et la police de la ville ont organisé une gamme d'opérations dans les districts 2 et 6, deux quartiers favorables à l'insurrection dans le quadrant sud-ouest. En même temps, les mentors étasuniens et canadiens menaient des opérations de bouclage et de fouille dans les collectivités du district de Panjwayi situées juste à l'ouest des

districts 2 et 6, et les chars Leopard de l'Escadron A y exécutaient des patrouilles ainsi que dans les environs. Ces opérations n'ont pas donné grand-chose, et les habitants ont informé les mentors de l'ELMOP que tout le monde savait que les forces de la coalition s'en venaient[103].

Selon les évaluations, l'Op DAREDELAY a déplacé des chefs et du personnel ennemis, des véhicules et d'autres ressources qui existaient dans ces collectivités. Ces personnes se sont jointes à leurs confrères à Nakhonay, à Khenjakak et dans d'autres localités groupées le long de la chaîne de collines qui en est venue à être appelée la « chaîne Adamzai »[104]. Le Lcol Barrett a envoyé la Compagnie M faire des patrouilles d'une journée dans Nakhonay, le 10 février, et dans Khenjakak, le 18 février. Encore une fois, la compagnie n'a pas trouvé grand-chose, mais les anciens de Salavat et d'autres villages voisins qui avaient observé l'Op DAREDELAY ont demandé une présence permanente de l'ANA dans leurs collectivités[105]. Un seul incident lié à l'insurrection a eu lieu entre Nakhonay et Bazaar-e Panjwayi en février, et la population a semblé faire davantage confiance aux forces de sécurité. À la lumière de renseignements fournis aux équipes de mentors étasuniens travaillant avec la police afghane, les forces de sécurité se sont rendues dans plusieurs installations importantes des insurgés : refuges, fabriques et caches d'EEI. Dans une cache, douze obus de 155 mm, vingt obus de 82 mm, dix douilles d'obus éclairant et le matériel explosif connexe ont été trouvés et confisqués[106].

L'action s'est déplacée à Mushan vers la fin de février. Des patrouilles afghanes et canadiennes ont été en contact avec des forces ennemies à trois reprises, mais elles ont en général été libres de circuler même si elles n'ont pas pu se faire accompagner par les équipes de la COCIM, les spécialistes des OPPSY ou les agents de développement. Un de ces échanges de feux mérite une mention particulière, car ce fut le premier combat au cours duquel des hélicoptères canadiens ont tiré directement sur l'ennemi en Afghanistan. Quand un peloton afghan en patrouille avec ses mentors a été pris à partie, le Centre des opérations tactiques a fait dévier l'itinéraire d'un SUAV ScanEagle pour qu'il aille retrouver les attaquants. Deux CH-146 Griffon armés de canons Gatling sont rapidement arrivés et ont ouvert le feu sur l'ennemi embusqué; quand les réserves de carburant des Griffon ont diminué, ces derniers ont été remplacés par un appareil OH-58D Kiowa Warrior. Les insurgés se sont repliés pour échapper aux hélicoptères, et la patrouille est rentrée au poste fortifié de Mushan[107]. Signalons que l'ennemi a soudainement délaissé ses radios ICOM pour adopter des téléphones cellulaires au milieu de ce combat, ce qui montrait qu'il était au courant de diverses capacités ISTAR de la coalition.

En ce qui concerne Mushan, le 1er Bataillon de la 205e Brigade (1-205 Brigade) voulait que la compagnie afghane, au poste fortifié, exécute une relève sur position; avec l'aide des hélicoptères, la manœuvre n'a pris que quelques jours et s'est faite entre le 28 février et le 2 mars. Toutefois, le Lcol Barrett a décidé d'exécuter l'Op MOTAGAVI PUNCH

le long du segment ouest de l'itinéraire Fosters, en même temps que les troupes afghanes quittaient les lieux par la voie aérienne. La Compagnie M et l'Escadron A, avec des sapeurs en appui, sont entrés à Talukan et ont livré cinq combats sans subir de perte. Des UAV en vol d'observation circulaire ont repéré de nombreux hommes en âge de combattre, mais il n'a pas été possible de les identifier catégoriquement et, partant, de faire feu sur eux. Il était évident que l'ennemi comprenait les règles d'engagement canadiennes et qu'il ne faisait voir aucune capacité susceptible d'être repérée et ciblée du haut des airs. Le deuxième jour, des petits groupes ont fait feu sur la Compagnie M à trois reprises avec des armes portatives, mais encore une fois, aucun des insurgés n'a pu être clairement identifié et attaqué. Le 2 mars, l'Op MOTAGAVI PUNCH a pris fin, et les forces susmentionnées sont retournées à leur base[108].

L'influence ennemie a continué de croître dans le district, malgré toutes ces interventions. Comme dans le Zharey, les insurgés percevaient des taxes dans le Panjwayi, ils y constituaient leur version de l'OTC et ils se mettaient à construire des routes; cette activité a été découverte à la fin de février, quand des observateurs ont aperçu des équipements de construction réquisitionnés dans un chantier à l'ouest de Mushan, dans la zone du « bazar taliban » [Traduction]. Il y a eu plusieurs enlèvements dans l'ensemble du district, y compris des parents de membres de la choura du district. Deux ont été pendus dans une mosquée près de Zangabad en mars. Des forces de la coalition ont trouvé un mollah protaliban en train de prêcher dans une mosquée en plein Bazaar-e Panjwayi et une cellule insurgée de dix hommes opérant depuis la zone du même nom. Élément encore plus inquiétant, quatre madrasas des insurgés ont été découvertes à Chalghowr, Talukan, Mushan et Khenjakak; les combattants y étaient endoctrinés et y apprenaient à se servir d'explosifs et d'armes. Cette situation était beaucoup plus grave que l'utilisation du district comme zone de manœuvre pour déclencher des attaques contre la FIAS, ou comme lieu de repos pour les combattants agissant dans le Zharey, car les insurgés remettaient ainsi directement en question le contrôle exercé par le gouvernement afghan sur la population de secteurs hors de la portée de l'influence de la coalition. Cependant, il était extrêmement difficile de relever le défi en l'occurrence, étant donné le nom du chef de district, ses relations et ses penchants[109].

Des renseignements utiles ont été recueillis par l'intermédiaire de la police encadrée par le Canada, en particulier par le colonel Faiz Mohammad Khan, représentant local de la DNS. La police qui travaillait avec des équipes de mentors étasuniens a ainsi réussi à démanteler de nombreuses caches d'armes. Encore une fois, le problème résidait dans le chef du district, Haji Baran.

> La gouvernance dans le district de Panjwayi continue à souffrir sous la direction de Haji Baran. Des rumeurs sur son congédiement circulaient dans tout le Panjwayi et, bien qu'elles étaient fausses en fin de compte, il est possible que le gouverneur prenne des mesures à cet égard le mois prochain. Divers anciens de la choura de district continuent d'en boycotter la réunion hebdomadaire, ce qui en fait un organe dysfonctionnel et improductif[110]. [Traduction]

Un ancien chez les Afghans, intimement au courant de la situation au Panjwayi, a fait connaître son opinion aux Canadiens :

> Si Baran perd son poste de chef de district, on croit qu'il se rendra au Pakistan et qu'il deviendra l'un des commandants supérieurs des insurgés. Cependant, [Baran] essaie de conclure des alliances avec d'autres chefs tribaux du Panjwayi pour consolider sa position … [Traduction]

C'est là que la situation a vraiment versé dans la politique provinciale et dépassé les limites de la gouvernance de district. Arif Noorzai (beau-frère d'Ahmad Wali Karzai, le chef du Conseil provincial), principale personne d'influence de la tribu des Noorzai, a intimidé les sept Noorzai qui siégeaient au Conseil pour les amener à encourager Haji Baran à rester chef de district[111]. La conclusion inévitable était que, peu importe ce que Haji Baran ferait ou ne ferait pas, il bénéficiait de la protection d'Ahmad Wali Karzai. La vérité à laquelle personne ne voulait vraiment faire face à ce moment-là était qu'Ahmad Wali Karzai, qui pouvait influer sur la situation au Panjwayi, avait plutôt choisi de ne pas appuyer les efforts que le Canada faisait pour établir dans le district un service de police professionnel, un solide appareil de sécurité et une saine gouvernance.

Le chef de police du district, Essa Khan, tenait à convoquer une réunion de la choura sur la sécurité, sans que Haji Baran soit présent. De surcroît, il rabrouait les membres du personnel de la COCIM et de l'ELMOP quand ces derniers lui posaient des questions sur l'embuscade suspecte qui avait été tendue à la police sur l'itinéraire Fosters et à laquelle la force d'Essa n'avait pas réagi. Baran prétendait contrôler Bazaar-e Panjwayi, mais les opérations des insurgés y étaient étrangement fréquentes, et on posa d'autres questions à ce sujet. À la fin de mars, le commandant de la DNS à Kandahar avait accusé le dévoué et efficace colonel Faiz d'entretenir des liens trop étroits avec ses mentors canadiens et lui avait abruptement dit de prendre sa retraite. Faiz, qui n'avait pas ménagé les efforts pour rétablir la sécurité dans la Panjwayi, a été « profondément troublé » [Traduction], mais il a refusé de quitter son poste[112].

D'autres signes d'une grave corruption se sont faits jour dans les activités liées au projet de pavage de l'itinéraire Fosters, que Haji Baran détestait au point d'avoir fait part de ses sentiments à l'Équipe de la COCIM. Des membres de l'entourage de Baran extorquaient de l'argent aux ouvriers, qui étaient des Panjwayiens de la région payés à même les coffres du

gouvernement canadien. En mars, la violence envers les ouvriers s'est accentuée : certains ont été enlevés ou la cible de tirs d'armes légères, et un EEI a même été posé dans leur aire de repos. Il était facile de supposer que ces actes d'intimidation étaient attribuables aux insurgés et qu'ils visaient à entraver un important projet d'infrastructure, mais le personnel de l'organisation chargée des travaux de construction croyait que Haji Baran avait orchestré tout cela, parce qu'il n'avait pas eu sa part du gâteau à l'époque de Laroche quand le projet avait été mis en œuvre[113].

Comme l'accent était davantage mis sur les opérations à Kandahar et que celles-ci retenaient plus d'attention, qu'allait-il advenir du district troublé de Panjwayi?

Opérations dans les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en février et mars 2009

Au début de 2009, le régime de gouvernance s'était effondré dans le district d'Arghandab. Le chef de ce dernier, Ghulam Farooq, avait démissionné en décembre, et il a fallu attendre à la mi-février pour que son successeur, Haji Abdul Jabar, accepte de lui succéder[114]. L'Équipe de la COCIM, qui avait réduit l'étendue de ses activités dans l'Arghandab, a finalement réussi à faire signer quelques contrats de développement par les vestiges de l'ADD[115]. Cependant, quand les agents de la COCIM ont creusé davantage la situation en Arghandab, ils ont découvert que la majorité des membres de la choura connaissait mal les programmes de développement de l'ERP. En approfondissant encore plus la question, ils en sont venus à croire que « la plupart des anciens du village [vivaient] à Kandahar et qu'ils [s'aventuraient] rarement en dehors des villages qu'ils représentaient parce qu'ils craignaient pour leur sécurité[116]. » [Traduction]

Dans le Shah Wali Kot, le chef de police, Haji Daro Khan, n'aimait que l'ADD ait demandé des soumissions à certaines collectivités qui voulaient accéder aux fonds affectés à la COCIM. Les agents de la COCIM étaient divisés : était-ce parce que les membres de l'ADD n'étaient pas abouchés avec lui et qu'il n'avait donc pas sa part du gâteau, ou l'ADD était-elle corrompue elle-même? La question suscitait une tension constante. À tout le moins, l'inscription électorale dans le Shah Wali Kot progressait mieux que dans l'Arghandab[117].

Le Maj Dean Tremblay et son Escadron de reco éprouvaient de sérieuses difficultés. Il leur incombait encore de voir à ce que l'itinéraire de service principale reste ouverte jusqu'à Tarinkot, d'occuper la FOB Frontenac et d'appuyer les opérations d'arpentage et d'évaluation autour du joyau dans la couronne du développement canadien, le barrage de Dahla, que SNC Lavalin était en train de remettre à neuf dans le cadre de l'Op SAY. À cause des attaques à l'EEI, l'Escadron de reco avait déjà subi des pertes, et il était privé de plusieurs véhicules. Par ailleurs, les stocks de pièces de rechange des véhicules de surveillance Coyote étaient presque épuisés[118] (voir la figure 5-7).

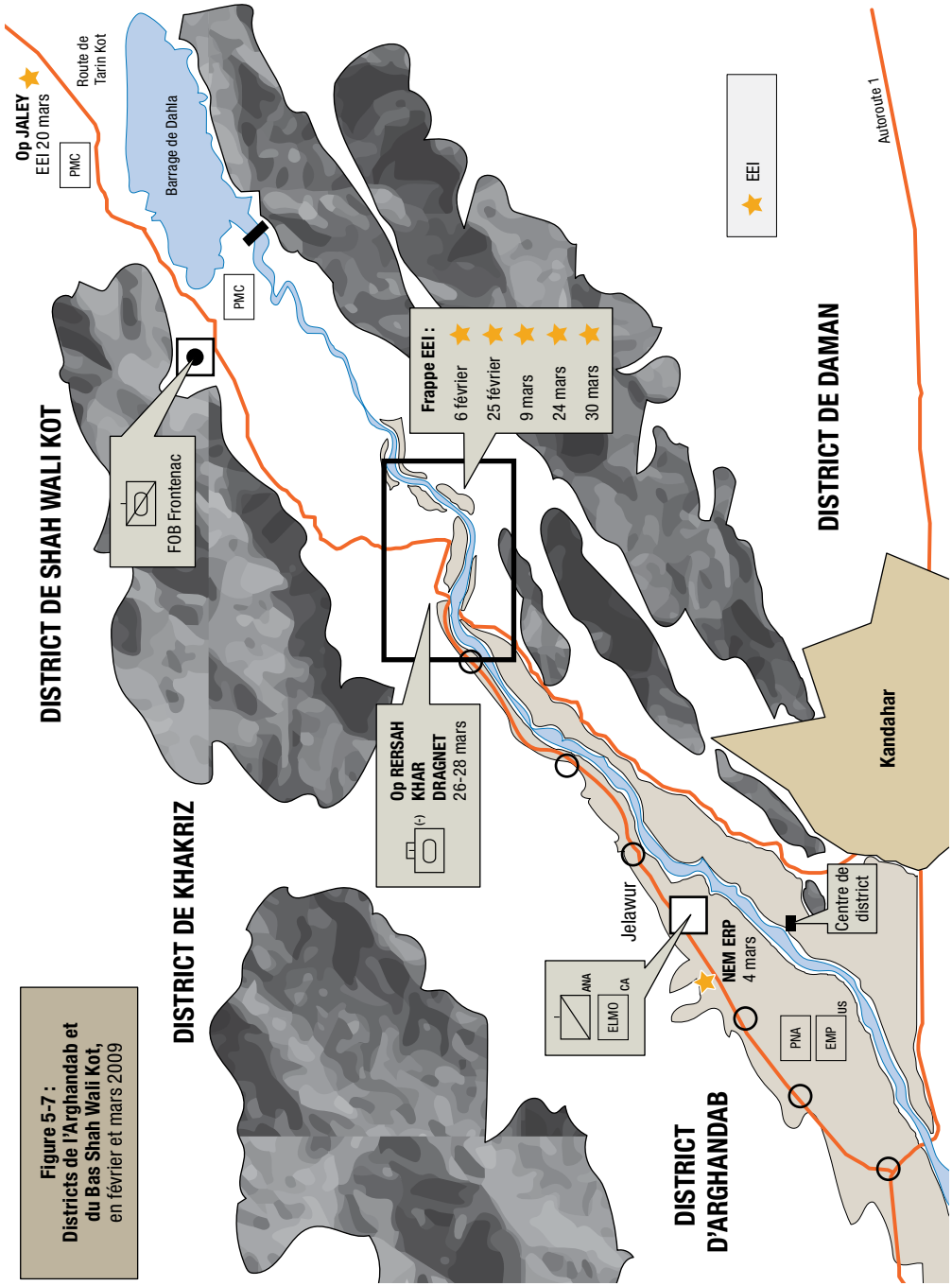


Figure 5-7 :
Districts de l'Arghandab et du Bas Shah Wali Kot,
en février et mars 2009

Figure 5-7 : Districts de l'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en février et mars 2009

Pour ce qui est des alliés afghans de l'Escadron de reco, les questions foncières en suspens concernant le poste fortifié Jelawur n'avaient pas été réglées en mars, ce qui laissait dans l'incertitude cette compagnie de l'Armée afghane désormais sans mentor. L'ELMO a décidé de ne pas insister sur la question auprès de l'ANA et de s'en servir plutôt pour « encourager le 1-205 Brigade à exploiter au maximum ses ressources intégrantes du Génie pour établir un nouveau poste fortifié de l'ANA » [Traduction]. L'ELMO et le Génie de la Force opérationnelle avaient préparé le terrain, mais ils attendaient l'aval des autorités afghanes avant de commencer les travaux[119]. La PNA, commandée par Zmaray Khan, était en période de perfectionnement ciblé par district en février, ce qui a réduit l'ampleur des services de sécurité dans le district[120]. L'Équipe de mentorat de la Police des États-Unis est restée sur place pour renforcer la Police afghane du maintien de l'ordre civil qui remplaçait les hommes de Khan.

Pendant le débordement d'activité au barrage de Dahla et dans les environs, l'Escadron de reco et ses alliés ont subi de lourdes pertes attribuables à des EEI. La plupart des attaques ont eu lieu sur l'itinéraire Oregon juste au-delà du point de contrôle Darryl, où divers itinéraires convergeaient vers les ponts enjambant la rivière Arghandab. Un VBL III servant de poste d'observation a été mis hors de combat le 6 février; l'incident a fait deux blessés. Ensuite, le 8 mars, une troupe de reco de sécurité au barrage a été touchée : le cavalier Marc Diab a été tué, et quatre autres soldats ont été blessés. Le 20 mars, les cavaliers Jack Bouthillier et Corey Hayes sont morts quand leur véhicule Coyote a fait exploser un EEI[121].

Les mentors de la police étasunienne s'étaient trouvés au mauvais endroit, au mauvais moment, quand ils évaluaient la localité près de Mansurabad, le 24 mars. Leur Hummer surblindé a fait exploser un gros EEI qui l'a détruit complètement et tué le Capt Brian Bunting et les Sgt Schuyler Patch, Scott Stream et Daniel Thompson. Les mentors de la police canadienne et un Escadron de reco se sont portés au secours des Américains, mais il était trop tard. Tandis que le conducteur du Maj Tremblay faisait reculer son véhicule, celui-ci a heurté un EEI qui n'a pas explosé complètement, ce qui a obligé les sapeurs à ratisser le secteur[122].

La police afghane a trouvé un EEI sur l'itinéraire Red Dog, le 4 mars. La force de réaction rapide de l'ERP, qui comprenait l'Équipe de NEM, est intervenue et a détruit l'engin. Pendant que l'Équipe de NEM se retirait, son véhicule BISON a fait sauter un autre EEI, qui était énorme et qui a tué l'Adj Dennis Brown (The Lincoln and Welland Regiment), le Cpl Dany Fortin (425e Escadron) et le Cpl Kenneth O'Quinn (Quartier général et Escadron de transmissions du 2 GBMC). À la fin de mars, les forces coalisées avaient perdu 23 soldats : onze avaient été tués (six Canadiens et cinq Américains) et 12 avaient été blessés, dans le cadre des efforts faits pour garder la route ouverte jusqu'au barrage de Dahla.

Photos : gracieuseté du Lcol Dean Tremblay

Photos : gracieuseté du Lcol Dean Tremblay

L'Escadron de reco dans le district d'Arghandab a essuyé le gros des attaques aux engins explosifs improvisés et il a payé un lourd tribut au cours d'une mission dite « d'économie de forces » dont l'objet était de maintenir les itinéraires ouverts jusqu'au barrage de Dahla.

Le Bgén Vance essayait d'amener le gouverneur Wesa, Ahmad Wali Karzai du Conseil provincial et le chef de district Haji Abdul Jabar à assumer la responsabilité de la sécurité dans leurs régions et à rendre des comptes à cet égard[123]. Des avertissements sévères donnés à la population des districts d'Arghandab et de Shah Wali Kot n'ont à peu près eu aucun effet, même après la tenue d'une choura de 60 hommes avec les anciens des deux districts; la pose d'EEI a continué. De toute évidence, ce n'était pas dans l'intérêt d'Ahmad Wali Karzai de faire de grands efforts dans le district d'Arghandab. Ses motifs demeuraient obscurs, mais si on les situait dans le contexte de ce qui s'était passé dans ce district depuis novembre 2006, l'absence d'intervention en mars 2009 n'avait rien de surprenant.

La réponse du Canada a consisté à examiner l'état de la surveillance aérienne dans le ciel de la zone, un peu comme il l'avait fait à la verticale de la Route nº 1. Après analyse, la FO Silver Dart a conclu que « [l]e transfert des ressources de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) de la FO Kandahar à partir du Zharey-Panjwayi jusqu'au district d'Arghandab entraînerait probablement le retour de la menace des EEI dans le Zharey-Panjwayi[124] » [Traduction]. Le Bgén Vance a dit qu'il fallait trouver une solution. Quand des CH-146 Griffon ont vu leur trajectoire dévier vers Arghandab pour surveiller les opérations de la police du haut des airs, l'un deux a essuyé des tirs d'armes légères[125]. Le GT a alors dépêché à l'Escadron de reco une troupe de chars Leopard, un peloton d'infanterie muni de VBL III, une section du Génie et deux véhicules blindés du Génie. Il a alors été proposé de déployer aussi une capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) composée de véhicules anti-EEI, mais aucun véhicule de ce genre n'était disponible à cause de graves problèmes de maintenance.

Avec des ressources minimales, le GT a conçu et organisé l'Op RERSHAH KHAR DRAGNET pour intensifier les opérations dans les localités longeant l'itinéraire Oregon entre les districts d'Arghandab et de Shah Wali Kot afin d'y « empêcher la pose d'EEI et de renforcer la confiance des soldats de l'Esc D[126] » [Traduction]. La force s'est déplacée jusque dans le secteur de Sayeed Alim Kalay/Dameneh. Avec l'appui de la troupe de chars Leopard, le peloton d'infanterie a exécuté une opération de bouclage et de fouille dans les enceintes. Les sapeurs ont trouvé du matériel explosif et l'ont fait sauter sur place, puis ils se sont servis d'un véhicule Badger pour interdire l'utilisation de l'enceinte d'entreposage, c'est-à-dire qu'ils l'ont détruite. L'opération a pris fin le 26 mars[127], mais la question se posait toujours : que fallait-il faire dans l'Arghandab et le Shah Wali Kot?

Opérations dans la ville de Kandahar, en février et mars 2009

Quand nous avons examiné la dernière fois les opérations menées dans la ville de Kandahar, les insurgés étaient passés d'une campagne d'assassinats dirigée contre la police à une campagne qui ciblait l'inscription électorale. Dans leurs évaluations, les Canadiens

ont confirmé que les insurgés avaient lancé une campagne à plusieurs volets pour dissuader les membres de la population locale de s'inscrire comme électeurs. Cette campagne comprenait ce qui suit : la diffusion de rumeurs selon lesquelles les centres d'inscription électorale étaient ciblés par des attaques suicides à l'EEI, une distribution de lettres la nuit, des menaces physiques et la prise à partie du personnel assurant la sécurité de l'inscription des électeurs[128]. Cependant, il était difficile de faire la différence entre une campagne particulière contre l'inscription électorale, d'une part, et, d'autre part, les objectifs d'une campagne plus vaste formulés par le mollah Omar à la choura de Quetta et à ses commandants du réseau de la ville de Kandahar. Le chef taliban a exigé un « accroissement de la cadence opérationnelle » [Traduction] dans la ville; les réseaux devaient « inciter les insurgés à perpétrer plus d'attentats à Kandahar et à accroître le recrutement d'insurgés et les efforts de propagande dans les mosquées de la ville[129] » [Traduction]. Les ressources ISTAR ont été abondamment utilisées pour repérer et prévenir les actions ennemies dans cette zone.

Un attentat à la bombe aurait été perpétré au Centre d'inscription électorale de Kandahar le 3 février. Il n'y aurait eu aucun dommage, mais le prétexte aurait donné à l'agent de sécurité des élections provinciales une excuse pour fermer le centre « temporairement ». En lisant entre les lignes, les Canadiens au Centre provincial de coordination soupçonnaient bien quelque chose, mais ils ne pouvaient aucunement prouver qu'il y avait eu méfaits[130].

Un AVERTISSEMENT DE MENACE diffusé le 2 février a été jugé assez crédible pour que la FO Kandahar évacue subrepticement tous les employés civils canadiens et étasuniens du Camp Nathan Smith vers le KAF[131]. Un CH-47 Chinook canadien et ses CH-146 Griffon d'escorte ont assuré le transport du personnel au cours de ce qui est devenu la première opération de la Force d'hélicoptères du Canada[132]. Pendant que les spécialistes du renseignement cherchaient à exposer la menace de manière plus précise, la FO Kandahar concevait des ripostes avec les organisations alliées. L'une d'elles était l'Op DAREDELAY (Matraque), qui comportait une série de manœuvres de perturbation exécutées par le GT et la PNA dans les localités du district de Panjwayi, au sud-ouest de la ville. La compagnie de protection de la force de l'ERP, qui travaillait avec la police afghane, a produit une grille de patrouille qui l'a amenée dans les districts n^{os} 2 et 6, là aussi pour mener des activités de perturbation. Plus tard, l'Op DAREDELAY a pris de l'ampleur : à la compagnie de protection de la force, qui exécutait des patrouilles à pied et débarquées avec la police, se sont ajoutés des détachements canadiens de la CIVPOL, des opérations psychologiques et de NEM[133]. Avec, en outre, ses effets perturbants et ses patrouilles de sécurisation, l'Op DAREDELAY a de toute évidence épouvanté certaines cellules d'insurgés qui ont plus tard été identifiées comme faisant partie du réseau Jabar Agha. Après cette opération, des forces d'opérations spéciales ont repéré et ciblé deux des chefs du réseau; quand les remplaçants de ces derniers ont été envoyés depuis le Pakistan, les forces coalisées les ont interceptés à Spin Boldak[134].

Battant l'air, le réseau Jabar Agha s'est servi de ce dont il disposait pour attaquer les cibles à sa portée. Des opérations de la coalition ont aussi enrayé une tentative d'assassinat qui visait Ahmad Wali Karzai; le complot avait peut-être inclus l'infiltration de son cénacle intérieur ou de sa force de sécurité personnelle. Le CCO-P a transmis à Karzai un MESSAGE D'ALERTE fondé sur des renseignements canadiens[135]. Le 16 février, une attaque à l'EEI contre le chef de la police provinciale, Matiullah Qati Khan, a failli réussir : un garde du corps a été tué et quatre autres ont été blessés. Le 17 février, une attaque d'envergure s'avérant inefficace a été exécutée près du Palais du gouverneur. Elle visait de toute évidence à éliminer Ghulam Haider Hamidi, maire de la ville de Kandahar. Ensuite, le 24 février, un motocycliste transportant un EEI s'en est pris au Lgén Sardar Mohammad Zazai, commandant du 205e Corps d'armée; l'attentat a échoué, mais quatre personnes ont été blessées. Le maire a été la cible d'une autre attaque le 15 mars, mais les assassins l'ont raté; six autres personnes ont été tuées. L'opposition en étant de toute évidence réduite à son équipe C, les chefs insurgés ont temporairement suspendu les opérations pour panser leurs blessures et réfléchir à leurs échecs.

Les Afghans en avaient eu assez et ils ont dit aux Canadiens qu'ils comptaient exécuter une série d'opérations de bouclage et de fouille dirigées par le Renseignement et faisant intervenir l'ANA, la PNA et la DNS. Les Afghans avaient dressé des plans ambitieux pour mener deux grandes opérations par semaine dans la ville et, sans faire d'éclats et sans planification ni coordination détaillées, ils ont déclenché la première le 29 mars avec 100 policiers, 100 soldats et 20 officiers de la DNS dans le district no 9, dans le quartier nord. Ont été pris 15 individus figurant sur la liste de surveillance de la DNS, trois faux policiers armés de fusils AK-47, mais n'ayant aucune pièce d'identité et un fabricant de bombes se spécialisant dans les vestes munies d'explosifs; en outre, plusieurs caches d'armes ont été découvertes. Bien que n'étant pas coordonnée, l'opération a montré aux Canadiens quelque peu étonnés que les Afghans étaient tout à fait capables de produire des résultats quand ils le voulaient, au moment qui leur était opportun[136].

Pendant tout ce temps, les équipes de la COCIM de l'ERP ont fait des sorties depuis le Camp Nathan Smith. En vertu de la nouvelle orientation adoptée par la FO Kandahar, des évaluations détaillées des services municipaux de base étaient nécessaires; cela supposait des visites de la station de traitement de l'eau et du service des incendies. Leur évaluation de la station de traitement a été particulièrement révélatrice :

> [La station de traitement de l'eau] emploie 63 personnes. Apparemment, aucun employé n'a fait d'études postsecondaires. Beaucoup d'employés possèdent de 20 à 30 années d'expérience sur le terrain. La Banque mondiale a fourni 3 000 compteurs d'eau pour

> permettre la mesure de l'eau consommée par les ménages et d'autres utilisateurs et faciliter la collecte des revenus. Ces compteurs ont été livrés, en même temps que d'autres débitmètres, il y a environ huit mois, et ils sont encore dans des conteneurs maritimes […] Toutes les instructions sont rédigées en anglais[137]. [Traduction]

Pour ce qui est du service des incendies :

> Le commandant du détachement n'était pas très content de voir arriver la patrouille. Il y avait eu de nombreuses visites dans le passé et elles n'avaient rien donné. Le poste de pompiers ne répond qu'aux alertes incendie. Pour ce faire, il dispose de deux véhicules opérationnels qui sont vieux d'environ 40 ans et qui en ont l'air. La formation est donnée sur le tas et de vive voix à partir de ce que les commandants apprennent quand ils vont à Kaboul. Les pompiers ne reçoivent aucune formation professionnelle. Le commandant du poste a déclaré que le service répond à trois ou quatre appels par jour en moyenne, soit 15 ou 16 par semaine[138]. [Traduction]

Les agents de la COCIM et le personnel de l'ACDI ont fait l'impossible pour aider le maire et son personnel novice à se faire une idée de ce qui fonctionnait et ce qui n'allait pas, mais il s'agissait d'une tâche colossale.

Le personnel de la FO Kandahar a amélioré sa connaissance de la situation à Kandahar pendant toute l'année 2009, car plus de ressources étaient affectées à la compréhension de ce qui se passait. Les principales éminences grises de la ville et leurs activités étaient désormais associées en général à des districts particuliers (voir la figure 5-8). Haji Murcha Agha, chef religieux antitaliban, conservait un degré d'influence qui variait beaucoup dans les districts nos 3, 6 et 7. Les collectivités de Popalzai et de Barakzai dominaient le district n° 3, un secteur stable urbano-rural où les insurgés étaient peu nombreux. Le district n° 6 comptait des résidents barakzai, alikozai et popalzai dans sa partie urbaine et des Noorzai dans sa partie rurale, tandis que le district n° 7 était un secteur rural où vivait une population mixte de Noorzai-Alikozai. Les districts n°s 6 et 7 étaient considérés comme étant des points de transit pour les insurgés arrivant des districts d'Arghandab, de Zharey et de Panjwayi[139].

Haji Arif Noorzai, beau-frère du chef du Conseil provincial Ahmad Wali Karzai, avait des liens avec la police de Kandahar par l'intermédiaire de son frère Mirwais. La zone d'influence de Noorzai tendait à se situer dans le secteur de Malajat, au sud des districts nos 6 et 7 qui, il ne faut pas s'en surprendre, étaient dominés par les Noorzai. Malajat, comme nous l'avons vu, était le terminal historique de la route empruntée par les insurgés talibans venant du district de Panjwayi.

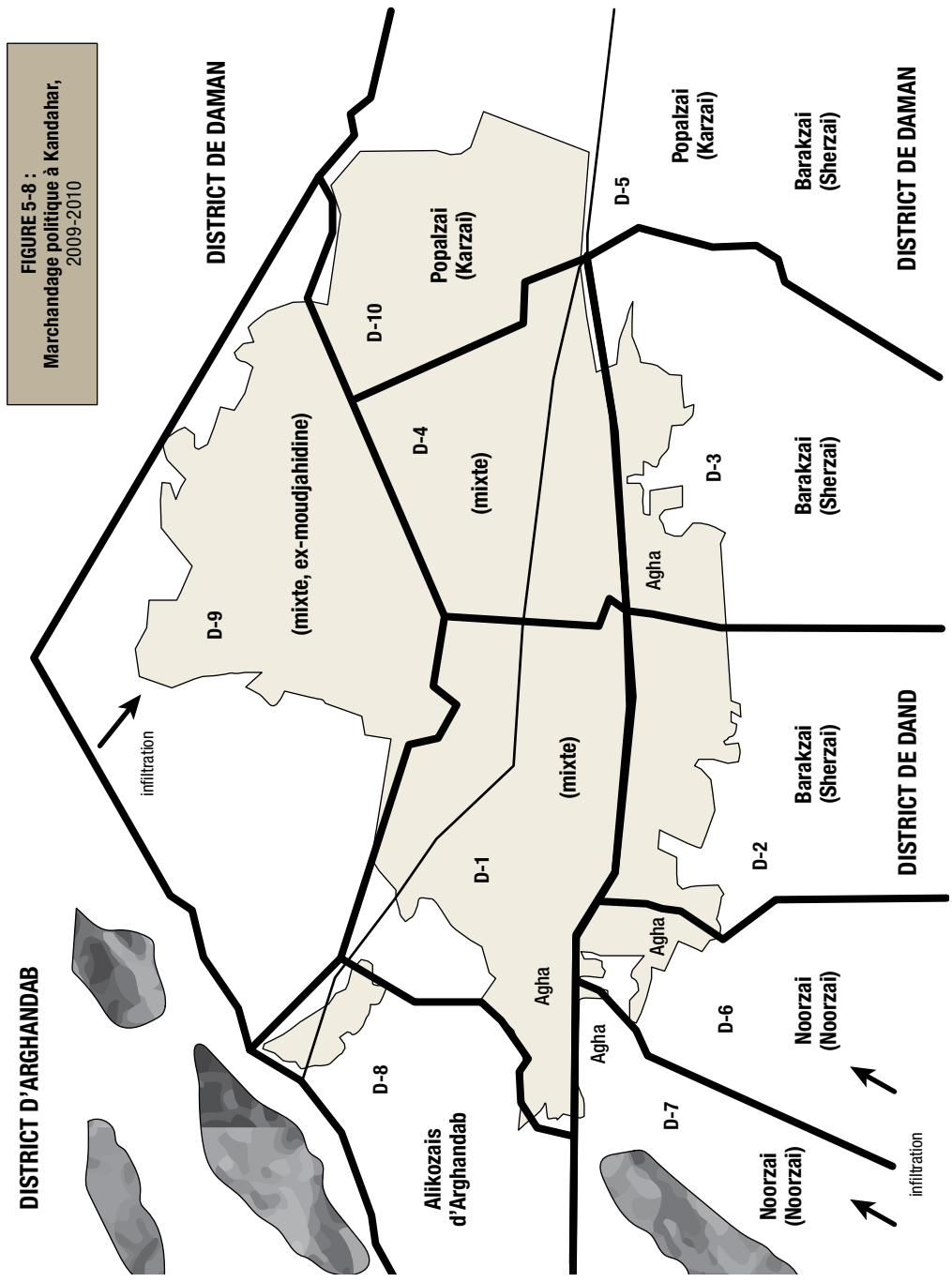


Figure 5-8 : Marchandage politique à Kandahar, 2009-2010

Les Sherzai, qui avaient été exclus de l'appareil de gouvernance par les Karzai, avaient alors regroupé leurs activités commerciales dans plusieurs entreprises de construction très présentes dans le secteur de l'aménagement de terrains, dans les districts nos 2, 3 et 5. Le district no 2 comprenait surtout des Barakzai, et la population du district no 5 était formée d'un mélange de Popalzai et d'Achakzai et de nomades kutchies sédentaires. Les Karzai étaient influents dans les districts nos 5 et 10 composés surtout de Popalzai. Ahmad Wali Karzai avait d'importants intérêts dans des entreprises des secteurs du transport et de la sécurité installées dans le district no 10 et des holdings immobiliers de bonne taille dans les districts nos 2, 3, 5 et 10[140].

Les districts nos 1 et 4 comprenaient la Vieille Ville, et des membres de diverses tribus y vivaient : ils constituaient en fait les centres de la gouvernance et de l'économie de la ville, là où toutes les entités se rencontraient pour faire des affaires. Le district no 8 était à bien des égards un prolongement, dans les régions rurales, du pouvoir qu'exerçaient les Alikozai dans l'Arghandab, mais il était constitué de membres de diverses tribus dans la ville même. Enfin, dans le district no 9, de nombreux *moudjahidines* des années 1980, à la retraite ou au chômage, vivaient aux côtés d'ouvriers des services, de personnes déplacées et de toute une gamme de travailleurs migrants non qualifiés. Aucune des éminences grises de Kandahar ne semblait avoir ou vouloir exercer une influence digne de mention dans ce district[141].

Les insurgés ont infiltré les parties urbaines du district no 9 depuis la campagne de la partie nord du district d'Arghandab et ont reçu un appui pour leurs opérations par la route sud-ouest empruntée par les insurgés venant du Panjwayi et du Dand. De toute évidence, la dynamique du district no 6 intéressait la FO Kandahar, en raison du lien avec le Dand et le Panjwayi, puis vers les districts du Zharey et de Maywand. Si la FO Kandahar voulait défendre la ville de Kandahar à proximité, elle devait comprendre et développer la relation entre le Dand, le Malajat et le district no 6.

Où les Américains iront-ils?

Au début de 2009, les Américains avaient solidifié leurs plans concernant la configuration de leurs forces qui allaient arriver : l'Équipe de combat de la Brigade Stryker et une brigade d'aviation de combat devaient se déployer dans la province de Kandahar immédiatement et, plus tard, un quartier général divisionnaire devait se charger du Commandement régional (Sud). Afin de faire complément à cette présence militaire étasunienne accrue, des représentants du Département d'État, d'USAID et d'autres organismes arriveraient également, notamment des vétérans chevronnés ayant participé à la guerre en Iraq[142]. Ce flot de ressources risquait de déstabiliser complètement la structure, la stratégie, les mesures (efficaces) et les programmes établis par la Force opérationnelle Afghanistan de David Mulroney à Kandahar. Du côté militaire, toutes ces ressources étaient susceptibles

de réduire sensiblement l'importance de la contribution canadienne à l'effort global de la coalition, non seulement dans la province.

Les commandants canadiens avaient été convenablement prévenus à l'automne 2008 de l'arrivée de la Brigade Stryker à Kandahar dans le cadre de la vague McKiernan, mais ils ne savaient pas au juste où la nouvelle formation serait envoyée[143]. La FO Kandahar croyait que Sarah Chayes, qui militait pour les Alikozai, pressait le Gén McKiernan, commandant de la FIAS, de déployer un bataillon de la Brigade Stryker dans le district d'Arghandab. Cette évaluation est devenue un important sujet de discussion dans certains milieux à Ottawa, car elle impliquait que le projet du barrage de Dahla serait protégé par des Américains[144].

Cependant, au sein de l'état-major canadien, on s'interrogeait sur la structure de la Brigade Stryker et on se demandait si elle était adéquate au regard de l'environnement de Kandahar. C'était une brigade d'infanterie dotée de technologies de pointe et munie des moyens pour mener une guerre réseaucentrique contre un adversaire conventionnel. Elle ne possédait ni Équipe de la COCIM ou des OPPSY, ni UAV, ni cellule de connaissance de la situation (blanc), et elle n'avait à peu près aucun élément de Génie construction. En fait, la formation n'avait pas les outils qu'il lui fallait pour mener une lutte anti-insurrectionnelle décentralisée, bien que l'unité de détection des agents nucléaires, biologiques et chimiques eût été restructurée pour remplir certaines de ces tâches. Les unités de la Brigade Stryker tendaient à être liées à leurs véhicules et à leur technologie, contrairement à l'infanterie canadienne qui passait facilement des opérations embarquées exécutées avec des véhicules VBL III à des patrouilles à pied, puis à des assauts aériens avec hélicoptères, puis de nouveau à des opérations embarquées. Certains planificateurs canadiens craignaient que les unités de la Brigade Stryker dans la province de Kandahar ne se limitent à la route et s'exposent ainsi à l'arme préférée des insurgés, les EEI. Or, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, toutes les zones d'opérations ne sont pas accessibles par la route[145].

Pendant que les membres de l'état-major à la FO Kandahar s'occupaient des aspects géographiques liés à l'arrivée des forces étasuniennes avec leurs homologues des Forces terrestres des États-Unis, le MAECI et l'ACDI se démenaient pour définir une stratégie qui permettrait de maintenir l'influence canadienne dans la province. Ils voulaient une équipe canado-étasunienne intégrée qui ferait fond sur les relations existantes établies par l'ERP. Ils ont offert aux É.-U. de cosigner la version révisée du Plan d'action Kandahar, une fois qu'elle serait achevée. Ils ont demandé aux É-U. de désigner un équivalent étasunien du RCK et ils ont exprimé l'idée que le Canada conserve le contrôle des aspects civils de la mission jusqu'en 2011 par l'intermédiaire du RCK et, par extension, celui de la composante civile de l'ERP. Les É.-U. étaient parfaitement conscients des préoccupations du Canada qui étaient axées sur « son désir d'avoir son mot à dire sur la constitution et la définition des tâches des missions civilo-militaires alliées dans le territoire relevant du

[Commandement régional (Sud)][146] », et ils étaient disposés à faire un effort pour « apaiser » [Traduction] le Canada dans l'espoir qu'il prolongerait sa mission de combat au-delà de l'échéance de 2011[147].

Le MAECI et l'ACDI se préoccupaient vraiment de ce qu'il adviendrait des projets de prestige du Canada, en particulier celui du barrage de Dahla, car ils savaient que « l'absence d'une participation canadienne réduirait l'influence de notre pays dans la province de Kandahar » [Traduction]. Par ailleurs, la FO Kandahar s'inquiétait de la façon dont les Américains comptaient gérer les programmes de développement au niveau des districts et de la manière dont cela s'agencerait avec les plans du quartier général du Bgén Vance. L'ACDI ne mettait pas vraiment l'accent sur les districts, a fait observer la FO Kandahar, et il y avait « peu de participation de la part des civils[148] » [Traduction] et la FO Kandahar ne s'intéressait pas vraiment au barrage de Dahla. Tant les civils que les soldats ont admis que les É.-U. comptaient déployer dans le district des équipes de soutien, de petites organisations au niveau des districts, qui ressembleraient à une « version évoluée » [Traduction] du Centre interarmées de coordination de district, créé par les Canadiens, ou à « l'ERP avancée » [Traduction], mais avec un personnel civil permanent. Une pseudo-équipe de stabilité de district comprenant du personnel d'USAID, une équipe de mentorat de la police et des agents de la COCIM travaillait déjà avec le 2-2 Infanterie dans le district de Maywand, mais des équipes étasuniennes de soutien de district plus structurées s'en venaient avec la Brigade Stryker pour se déployer dans les districts où elles fonctionneraient. Le MAECI croyait que le Comité de synchronisation des projets de l'ERP était un outil clé pour conserver au Canada son influence dans le domaine du développement et, quand le ministère a été mis au courant de l'arrivée éventuelle des équipes de soutien de district, il a envisagé de demander aux Américains d'intégrer son personnel dans ces équipes[149].

La discussion a atteint un moment décisif quand il a fallu décider qui commanderait le district d'Arghandab dans la nouvelle structure. Ce dernier était perçu comme une zone de perturbation par la FO Kandahar (comme les districts de Senjaray, de Zharey et de Panjwayi), l'effort principal étant sur le point de porter sur l'Op KALAY dans le district de Dand, puis sur les opérations de suivi du même nom dans le Panjwayi. Une opération de ce genre serait peut-être menée dans l'Arghandab si les conditions s'y prêtaient. Chose certaine, les Afghans n'accordaient pas la priorité au déploiement de leur armée dans l'Arghandab, et les dirigeants politiques de Kandahar ne mettaient pas non plus l'accent sur ce district. L'Arghandab n'était considéré comme une zone prioritaire que dans le Plan d'action Kandahar quasi périmé dont l'ACDI et le MAECI se faisaient les champions[150].

La Force opérationnelle Afghanistan civile insistait depuis très longtemps sur le fait que les six priorités et les trois projets de prestige devaient constituer le seul souci du Canada; cette attitude, combinée aux antagonismes personnels entre le personnel civil et les militaires,

a empoisonné l'atmosphère. Cela a effectivement rendu les chefs militaires canadiens hostiles à la mission afghane; ils étaient désormais tout à fait disposés à laisser la Brigade Stryker se charger de l'Arghandab. En fait, les Afghans n'accordaient pas la priorité à ce district, et c'était leur propre pays. La FO Kandahar estimait qu'elle n'avait tout simplement pas les ressources canadiennes voulues pour protéger l'Arghandab; les Américains allaient arriver, et c'était nos alliés à Kandahar. Qu'importait qui contrôlait l'Arghandab, dans la mesure où ce n'était pas l'ennemi[151]? Dans d'autres milieux canadiens, une attitude exprimée officieusement était que, si l'ACDI et le MAECI tenaient à ce point à se distancier de l'effort militaire canadien, qu'ils le fassent! Il revenait dès lors à l'ACDI et au MAECI de négocier avec les É.-U. la façon dont la sécurité du projet du barrage de Dahla s'intégrerait dans les nombreux autres enjeux et priorités de la nouvelle structure.

Au cours des briefings donnés en mai 2009, les commandants de la force opérationnelle qui arrivait alors ont appris que le bataillon étasunien déployé dans le Maywand resterait sous commandement canadien pour le moment et que la FO Kandahar continuerait à s'occuper du Zharey, du Panjwayi, du Dand et de la ville de Kandahar. La Brigade Stryker se chargerait des districts de Spin Boldak, d'Arghandab, de Shah Wali Kot et de Khakrez et de points situés au nord et à l'est, et un escadron du Royal Air Force Regiment continuerait de veiller sur le KAF et sur ses environs. Il restait encore à savoir quand tous ces mouvements se produiraient[152].

La relève sur position : avril 2009

La relève sur position a donné lieu à plusieurs changements structurels dans la FO Kandahar. Le Centre du renseignement toutes sources, dont le personnel était désormais plus nombreux, était dirigé par le Maj Alain Chabot. L'organisation des transmissions du Quartier général de la Force opérationnelle est devenue un escadron des transmissions commandé par le Lcol Gary Whelan. Le Centre de coordination de l'appui du Génie, l'Unité d'appui du Génie (UAG), l'OTC et l'Escadron anti-EEI ont été placés sous le commandement de l'ingénieur de la Force opérationnelle, le Lcol Mike Gilmore.

Les principales unités de la nouvelle rotation étaient les suivantes :

- le Groupement tactique du 2 R22eR, sous le commandement du Lcol Jocelyn (Jo) Paul;
- l'ERP, sous le commandement du Lcol Carl Turenne;
- l'ELMO, sous le commandement du Col Gregory Burt;

- l'ESN, sous le commandement du Lcol Ann-Marie Tardif;

- la compagnie de police militaire, sous le commandement du Maj Martin Laflamme;

- le soutien des services de santé, sous le commandement du Lcol Danielle Savard.

Le 2-2 Infanterie du Lcol Hurlbut devait aussi être remplacé en juin par le 1er Bataillon du 12e Régiment d'infanterie (1st Battalion, 12th Infantry Regiment) commandé par le Lcol Reik Andersen.

Le GT est revenu à une structure comprenant trois compagnies d'infanterie dotées de VBL III : la Compagnie A (Maj Charles Bolduc); la Compagnie B (Maj Tim Arsenault) et la Compagnie C (Maj Steve Jourdain). Ses éléments blindés étaient l'Escadron C du Lord Strathcona's Horse, commandé par le Maj John Cochrane et doté de chars Leopard, et l'Escadron B du 12e Régiment blindé du Canada, commandé par le Maj Jean-François Cauden et muni de véhicules Coyote. L'artillerie se composait de la Batterie X du 5e Régiment d'artillerie légère du Canada, commandée par le Maj J.P. Duval, et des sapeurs de combat fournis par le 51e Escadron du Génie de combat, sous le commandement du Maj Yannick Pépin[153].

La composante militaire de l'ERP a subi une réorganisation profonde. Les ELMOP sont passées de l'ELMO à l'ERP, et des discussions ont porté sur l'intégration dans cette dernière de l'OTC également. Mettant désormais en œuvre le concept des compagnies de stabilisation formulé par le Lcol Dana Woodworth, le Bgén Vance et le Lcol Turenne ont fusionné le personnel de la Compagnie de protection de la force, de la Compagnie de la COCIM et de l'ELMOP pour former les Compagnies Stab A et Stab B. La Compagnie Stab A, commandée par le Maj Frédéric Jean, était chargée des activités dans la ville de Kandahar, tandis que la Compagnie Stab B, sous les ordres du Maj Marc Verret, a été le fer de lance des opérations dans les districts ruraux[154].

L'intention du Bgén Vance, telle qu'il l'a exprimée à la nouvelle force opérationnelle, est demeurée la suivante[155] :

1. stabiliser la situation dans la ville de Kandahar;

2. stabiliser les approches des villages clés au moyen du plan KANTOLO;

3. continuer à mettre l'accent sur la population;

4. collaborer avec les forces de sécurité afghanes dans le cadre des opérations intérieures, dans la ville;

5. continuer à coordonner de près tous les éléments mobiles;

6. perturber l'action des forces ennemies avec des forces de combat loin de la population.

Ce dernier point est important. Le président Karzai est intervenu de plus en plus dans tous les cas où les forces de la coalition ont tué accidentellement des civils, au début de 2009. Il ne s'agissait pas uniquement d'un souci personnel pour lui, mais aussi d'un enjeu électoral. Si trop d'attention était accordée à cette question, le processus politique risquait d'être compromis[156]. Quoi qu'il en soit, les insurgés ont exploité ces événements tragiques à leurs propres fins. Soulignons aussi que tous ces points visaient à répondre à des besoins immédiats et pressants liés à la sécurité de la ville et de ses habitants, et non à des efforts de développement à long terme.

Renforcer les capacités : les services de police

Le quartier général canadien précédent avait reconnu, en 2008, la nécessité constante de coordonner toutes les activités de mentorat et de formation de la police dans la province; par conséquent, la FO Kandahar a présidé une réunion de coordination à laquelle ont pris part des représentants de toutes les organisations de police étasuniennes et canadiennes, militaires et civiles. L'absence des Afghans résultait d'un choix délibéré : « Il est évident que le désordre règne dans ce domaine; il ne sert à rien d'inviter les Afghans à le voir. Nous devons mettre nos affaires en ordre, puis intégrer les Afghans dans un plan cohérent[157]. » [Traduction]

En travaillant avec le contingent de la Gendarmerie royale du Canada, le Maj Darren McCrank et le Capt Mike Gaber ont aidé à repérer les entités assurant les services de police et à construire une matrice faisant voir leurs divers mandats. Cela a pris un certain temps, mais ils ont appris que le principal problème résidait dans la façon dont les É.-U. financent les activités de police outre-mer. En vertu de la loi étasunienne, les forces armées des É.-U. ne pouvaient pas obtenir de fonds du gouvernement étasunien pour former des forces de police. C'était là une tâche relevant du Département d'État, qui en avait confié l'exécution à l'entreprise DynCorp. Pourtant, des militaires étasuniens encadraient la police afghane. D'où les ressources financières nécessaires à cette activité allaient-elles provenir? Pour le Canada, le problème était que le MAECI ne voulait ou ne pouvait financer que certains aspects de la formation des policiers, tandis que la GRC n'avait pas de fonds lui étant propres à affecter à cela. Cependant, l'Armée canadienne disposait du Fonds de contingence

du commandant et elle avait une police militaire. Les objectifs étaient différents. Certaines organisations accordaient la priorité à « la communication de statistiques au Congrès » [Traduction], plutôt qu'à la production de forces de qualité sur le terrain[158].

Un autre succès canadien dont on a réduit l'importance a consisté à savoir quelle organisation voulait former tel ou tel type de policier (« policier de quartier », milice, ou gendarmerie), puis à lui confier un mandat correspondant à son choix. Par exemple, la FIAS et le Commandement régional (Sud) voulaient former des policiers professionnels, c'est-à-dire des « policiers de quartier ». Or, les spécialistes des deux commandements ont été obligés de reconnaître que les Afghans étaient « illettrés » [Traduction] et « d'admettre qu'ils ne [disposaient] pas des outils abstraits nécessaires pour comprendre ce qu'est une règle juridique constitutionnelle » [Traduction]. Les commandements étasuniens d'intégration des forces de sécurité régionales afghanes voulaient aussi former des policiers de quartier, mais « ils étaient beaucoup moins patients et se limitaient à la réalisation d'effets tactiques en traitant les policiers comme des miliciens, même s'ils savaient que leur mandat et que leur état final étaient de produire des policiers dûment formés » [Traduction]. En revanche, les ELMO de la Police canadienne mettaient en général l'accent sur « la survie de ces membres de la PNA en zone de combat, en veillant à ce qu'ils ne se fassent pas tuer. Parfois, la formation portait sur le soutien logistique, le maintien du bien-être et les habiletés fondamentales » [Traduction]. Les Canadiens offraient une formation tridimensionnelle. La GRC et la CIVPOL mettaient l'accent sur « les enquêtes, la criminalistique et la condamnation même des criminels[159] » [Traduction].

En 2009, les Canadiens travaillant au renforcement des capacités de la police comprenaient qu'il était de plus en plus difficile d'exercer une influence dans les structures de police provinciales. Cela était directement attribuable à l'arrivée des Américains, et « à Ottawa, les autorités avaient du mal à comprendre que nous avions cédé une grande part de nos acquis [...] Il semblait presque arrogant de ne pas admettre que nous jouions un rôle réduit dans la province[160] » [Traduction]. Cela dit, en 2009, le Canada a largement contribué à plusieurs égards à la sphère de la police.

La première a été la réalisation du rêve qu'avait le Surintendant Joe McAllister d'établir une école d'agents de police au Camp Nathan Smith tout près des locaux de l'ERP. Au lieu de se rendre à Kaboul pour y fréquenter l'installation dirigée par les Allemands, les stagiaires pouvaient recevoir leur formation à Kandahar même. Plus tard, le Canada a agrandi cette école en aménageant une installation à l'est de la ville, ce qui mettait en place le contexte en vue d'une autre réalisation importante.

Il fallait plus de policiers pour assurer la sécurité pendant les élections de 2009, et ils ne proviendraient pas de Kaboul. Le Cours de sécurité accéléré, d'une durée de trois mois, a permis de déployer 170 autres agents en août 2009. L'ELMOP et les mentors de la Police

des États-Unis ont collaboré avec les chefs de police des districts dans toute la province pour recruter des candidats valables, et la CIVPOL a formé ces recrues. Les mentors canadiens ont aussi découvert des contenants maritimes perdus ou oubliés remplis d'armes, de véhicules et d'équipement et ils ont pris les mesures voulues pour que ce matériel serve à équiper les nouveaux policiers.

Des questions culturelles fondamentales ont rendu difficile l'établissement d'un lien entre la force de police en devenir et la loi afghane. Le taux d'analphabétisme était astronomique. Il existait un gouffre de différence « entre les diverses perceptions de la valeur de la vie humaine » [Traduction], et toute la population semblait souffrir du trouble de stress post-traumatique. Le désespoir et le fatalisme sociaux constituaient d'autres obstacles auxquels les Canadiens se heurtaient. Il existait un énorme fossé entre la vraie réalité sur le terrain à Kandahar et ce qui avait cours au Canada. Le Capt Mike Gaber a souligné que, pendant que son équipe essayait d'harmoniser les activités de la police et la primauté du droit :

> Nous discutions de la façon de concilier les priorités du gouvernement canadien et ce qui importait vraiment pour les Afghans. Les projets de prestige du Canada étaient magnifiques — bien que brefs. Ils reposaient sur un noble idéal, mais à la question de savoir si une école pour filles était importante aux yeux des Afghans, il faut répondre non. Nous avons même discuté de cela avec le MAECI. Nos interlocuteurs ont admis qu'ils étaient coincés entre le marteau et l'enclume […] il existait des différences culturelles entre le personnel du MAECI en Afghanistan et les fonctionnaires de ce ministère qui prenaient effectivement les décisions à Ottawa. Cela était effrayant […] [il existait un climat de peur], et il faut aussi mentionner les cliques et les groupes d'influence au sein de toute cette organisation et se poser la question de savoir qui ils courtisaient et l'intention de qui ils voulaient concrétiser en Afghanistan[161]. [Traduction]

Appuyer la FO 1-09

L'ESN de la FO 1-09, dirigé par le Lcol Ann-Marie Tardif, ressemblait à ceux des rotations antérieures quant à la structure et à la taille : son effectif comprenait 751 personnes, soit 426 militaires et 325 civils. Les sections de l'approvisionnement et du transport, de la maintenance, du soutien à l'adjudication des contrats et du bien-être, au KAF, n'ont pas changé.

Cependant, par suite de la transformation du concept opérationnel, sous le commandement du Bgén Vance, et de l'accroissement des capacités de transport aérien, il fallait apporter certaines modifications aux détachements de l'ESN dans les zones avancées. La configuration de l'ESN a beaucoup évolué pendant cette période. Quand la nouvelle rotation est arrivée, les éléments canadiens avaient besoin d'un soutien à 14 endroits : le Camp Nathan Smith à Kandahar même et treize bases et avant-postes dans les districts

de Zharey et de Panjwayi. Au milieu de la période de rotation, plusieurs postes de police secondaires dans le Zharey avaient été cédés à la PNA, et une série d'installations — y compris un nouveau centre de district — avait été construite dans le Dand pour appuyer les approches vers les villages clés définies dans le plan de l'Op KANTOLO. Ces changements ont accru la dispersion des forces au niveau des pelotons (plutôt qu'à celui des compagnies). Une étroite coopération avec les sapeurs de la FO était nécessaire pour transférer l'infrastructure existante construite par les Canadiens aux Afghans et aux Américains, et pour construire et équiper les nouvelles installations[162].

En fin de compte, les éléments avancés de l'ESN sont demeurés aux environs du détachement de ce dernier en tant que sous-unité de base. Chaque détachement conservait les fonctions liées à l'approvisionnement, au carburant, à la récupération, à l'alimentation, à la gestion des munitions, au transport et au bien-être. Tous ces services étaient fournis aux FOB Wilson et Ma'Sum Ghar, à la BP Sperwan Ghar et, plus tard dans le Dand. L'ERP avait aussi un détachement qui s'occupait plutôt de la poste et des services de bien-être. L'ESN gardait aussi une force de réaction rapide au Camp Nathan Smith[163].

Les détachements de l'ESN étaient logés avec les détachements de l'UAG qui étaient chargés des services d'utilité publique dans les emplacements : approvisionnement en électricité et en eau et services (p. ex. salle d'eau commune, manutention des eaux usées et distribution de l'électricité). Ces spécialistes, qui faisaient habituellement partie du personnel d'entretien de leur base au Canada, n'étaient pas nombreux et devaient se déplacer entre les divers endroits. Comme le Lcol Mike Gilmore l'a souligné, « en Afghanistan, la distance se mesure en temps. Même si seulement 15 kilomètres séparaient les FOB Wilson et Ma'Sum Ghar, il pouvait s'agir d'une patrouille d'une demi-journée pour un peloton. » [Traduction] Avec le temps, des membres de l'UAG ont acquis diverses compétences dans d'autres spécialités que les leurs[164].

Comme au cours des rotations précédentes, l'ESN organisait des patrouilles de logistique de combat selon les besoins. Des camions à clochettes fournis par un entrepreneur servaient à transporter des biens non essentiels et des matériaux de construction, tandis que les hélicoptères Mi-17 de l'Unité canadienne de transport aérien à contrat (CCAT) remplissaient les tâches de livraison et de transport dans les environnements permissifs, ce qui libérait les appareils CH-47 Chinook pour les missions tactiques. Ces mouvements étaient tous coordonnés au Centre des opérations logistiques du KAF. En général, les mouvements de soutien logistique ont été exécutés sans difficulté pendant cette rotation[165].

L'un des plus grands défis de l'ESN au cours de la première moitié de 2009 était le taux élevé de dommages de combat que subissaient les véhicules de combat, ce qui menaçait de surcharger les installations d'entretien et de réparation du KAF. Quand la FO Kandahar a fait savoir qu'« il n'y avait plus de véhicules dans les stocks opérationnels » [Traduction],

le plan subséquent de redistribution des véhicules de combat fonctionnels a entraîné « une dégradation des capacités opérationnelles globales de la FO Kandahar » [Traduction]. À la lumière de sa modélisation sur les pertes prévues de véhicules, l'état-major a conclu que, « selon une analyse prudente, si les pertes se maintiennent au taux actuel, une sous-unité complète n'aura plus de véhicules [de combat d'ici juillet ou août] » [Traduction]. Les véhicules Coyote de reco et de surveillance, dont le nombre diminuait à un rythme rapide, avaient été durement éprouvés au cours des opérations[166] » [Traduction], ce qui était encore plus inquiétant. Les techniciens et les mécaniciens faisaient ce qu'ils pouvaient pour réparer les nombreux véhicules, par contre, le véhicules jugés NRSP — non réparables sur place — devaient être remplacés sans tarder.

Le soutien au chapitre des transmissions avait beaucoup évolué en 2009. Deux ans auparavant, les éléments des transmissions étaient décentralisés. Il y avait une troupe des transmissions, le Branche du J6 au QG FOI Afghanistan, les équipes mobiles de guerre électronique et autant de visites d'aide technique que possible faites depuis le Canada pour renforcer les effectifs. Il y avait encore des problèmes qui concernaient la budgétisation, la planification de mi-parcours et les opérations (il n'y avait aucune cellule des opérations). Au cours d'une rotation précédente, le J6, un major, avait aussi été désigné pour commander l'Escadron des transmissions, mais c'était plutôt là un changement théorique, car le plafonnement des effectifs restreignait encore la structure. Plus tard cette année-là, le grade requis pour occuper le poste du J6 a été élevé à celui de lieutenant-colonel, et 15 autres militaires ont été ajoutés de façon permanente à l'effectif[167].

En 2009, l'organisation des transmissions de la FOI Afghanistan a cessé d'être axée sur l'état-major et l'infrastructure pour l'être plutôt sur les opérations. Cela s'expliquait en partie par les préparatifs intenses que le personnel des transmissions du 1er Groupe-brigade mécanisé du Canada avait faits avant de partir en déploiement avec la FO 1-09, dont les activités reposaient en fait sur l'expérience acquise au cours des deux années antérieures. La plupart du temps, il existait, d'une part, une tension entre ceux qui mettaient l'accent sur les communications « stratégiques » quotidiennes au niveau de la garnison au Canada, et, d'autre part, le personnel des transmissions assurant les communications au niveau « tactique » et devant composer avec des questions d'ordre « opérationnel » dans l'environnement afghan[168]. À certains égards, cette relation inconfortable reproduisait le problème qui s'était posé au Centre du renseignement toutes sources en 2006. Le système des communications en Afghanistan était-il censé viser de répondre aux besoins d'Ottawa ou à ceux de Kandahar? Comment la structure organisationnelle du KAF devait-elle prendre les besoins des deux en compte?

En 2009, la gamme des instruments des transmissions comprenait des radios à faisceaux hertziens et VHF dans chaque élément de l'infrastructure tactique canadienne. Les signaleurs canadiens ont même réussi à accroître la portée de leurs systèmes VHF et ils l'ont fait passer de 30 à 100 kilomètres en modifiant légèrement l'équipement et en choisissant le site judicieusement. Le système de communication protégé TacNet, entré en service au milieu de 2007, avait été reconstruit complètement en 2008 et il avait été amélioré encore plus en 2009; quand la FO 1-09 s'est déployée, le TacNet était considéré comme étant stable. Il permettait de transmettre les données jusqu'au niveau opérationnel le plus bas possible, ce qui était avantageux, une fois que le GT a commencé à exécuter des opérations dispersées. Les communications des unités et des formations acheminées par un site wiki ont elles aussi été introduites en 2007, et les systèmes connexes étaient également considérés comme étant éprouvés en 2009[169].

La lutte contre les EEI se poursuit

En 2009, les efforts anti-EEI comprenaient ceci : une combinaison de ratissages quotidiens d'itinéraires effectués à pied par les unités de la police et de l'armée afghanes; une surveillance au moyen d'UAV et d'hélicoptères; les équipages de véhicules de COIC dégageant les itinéraires avant les opérations, ou de leur propre initiative; des systèmes de surveillance combinés à des attaques aériennes contre les groupes posant des EEI. Comme auparavant, l'Escadron anti-EEI se chargeait de l'exploitation des emplacements et des dispositifs, ainsi que de l'instruction des troupes et de leur sensibilisation à la menace dans le théâtre. Des UAV armés ou non travaillaient avec des aéronefs emportant des munitions à guidage de précision destinées à des « zones d'abattage » choisies en fonction de la fréquence des attaques à l'EEI. Ce *modus operandi*, baptisé Op KASSAT, a commencé à être utilisé en décembre 2008. Quand les ratissages au sol ont été coordonnés avec l'Op KASSAT, deux nouvelles opérations ont été mises sur pied : l'Op SANGA et l'Op RERSHAH KHAR. Celles-ci étaient mises en œuvre vers janvier 2009 et visaient des itinéraires dans le Zharey, y compris la Route nº 1[170].

En février, tout ce mode de fonctionnement a été remanié, et il a dès lors inclus ce qui suit : des ratissages d'itinéraire, des ratissages avec véhicules de COIC et autres détachements de dégagement d'itinéraires, et de la surveillance de la Route nº 1 et des itinéraires Summit, Fosters et Lake Effect à l'aide d'hélicoptères et d'UAV qui patrouillaient dans le ciel des quadrilatères attribués. Comme des UAV canadiens de plus en plus nombreux arrivaient et que la FO Silver Dart amorçait ses patrouilles aériennes, l'effort anti-EEI combiné se faisait rebaptiser Op DALBOR (Acrobate). Quand les zones d'abattage ont été renommées « quadrilatères de protection », le nom de l'opération est devenu DALBOR SHIELD[171].

Photo : Auteur

Comme le nombre de patrouilles débarquées et d'opérations de bouclage et de fouille augmentait, il était nécessaire de disposer d'une protection tactique contre les engins explosifs improvisés de l'ennemi : c'est ainsi que des équipes de chiens détecteurs d'explosifs, fournis par des entrepreneurs, ont été déployées. On voit ici une de ces équipes se préparant à diriger une patrouille à pied dans le district du Panjwayi.

La FO Kandahar permettait déjà d'assurer une surveillance constante grâce à son système de repérage par le son des pièces d'artillerie hostiles (HALO), de ses radars antimortiers légers (RAML), de ses équipes de guerre électronique mobiles (EGEM) et de ses véhicules Coyote de reconnaissance et de surveillance; néanmoins, et en partie à cause d'obstacles doctrinaux, les commandants canadiens n'avaient jamais fusionné ces capacités en un seul système. Seuls les véhicules Coyote étaient munis de systèmes électro-optiques; or, le GT les avait dépêchés dans le district d'Arghandab pour patrouiller sur les routes, conformément aux méthodes classiques de reconnaissance. En 2008, les responsables de la rotation Thompson, voyant qu'un allié installait des détecteurs autonomes au sol (DAS) dans le Spin Boldak, a voulu acquérir une capacité semblable. Quand le DAS Scorpion a été mis à l'essai sur l'itinéraire Lake Effect, cependant, il s'est avéré « peu satisfaisant dans le meilleur des cas » [Traduction] : les détecteurs ont été pris pour des EEI par erreur et ont été détruits par des forces amies ou volés par la population locale, ou ils ont disparu d'autres façons[172].

Les UAV devaient atterrir, les troupes de patrouille devaient rentrer à leur base, et les équipes chargées des détecteurs avaient besoin de repos. Les systèmes étaient utilisés à l'excès et servaient parfois à des fins de ciblage qui n'avaient rien à voir avec la lutte anti-EEI. Cependant, un système était prometteur. Les ballons sont employés à la guerre depuis plus d'un siècle, mais les ballons équipés de caméras thermiques à haute résolution étaient nouveaux. Les Forces terrestres des É.-U. avaient employé ces « aérostats » en Iraq aux fins de la surveillance en 2006, et l'idée de les utiliser pour ce que l'on a appelé la « surveillance persistante » a fait de plus en plus d'adeptes dans les milieux canadiens tout au long de 2008. La FO Kandahar a demandé un tel système en septembre 2008 pour surveiller l'intersection de la Route nº 1 et de l'itinéraire SUMMIT, mais les acteurs du processus d'acquisition canadien ont été peu réceptifs, tout au mieux[173]. La pression exercée pour déployer des aérostats le plus vite possible a continué de croître à Kandahar.

Le jeu de surenchère meurtrier entre les équipes de neutralisation des explosifs et munitions et les fabricants d'EEI s'est poursuivi. Les insurgés ont finalement réussi à déjouer la COIC et mis au point des moyens d'une faible technicité pour en annuler les effets. Par exemple, les fertilisants distribués dans le cadre du programme des semences de blé de l'ACDI et acquis par les insurgés ont servi à produire un explosif artisanal qui a ensuite été mis dans des bidons de plastique. Les contenants métalliques étaient rares. Les poseurs d'engins retiraient les couvercles anti-EEI des ponceaux en faisant levier, puis ils creusaient un tunnel à angle droit par rapport au ponceau et en remplissaient les cavités avec des bidons pleins d'explosif artisanal. Quiconque jetait un coup d'œil rapide dans le ponceau n'y voyait rien d'anormal, surtout si la grille d'accès avait été remise en place. Quand l'Op DALBOR a causé la mort de poseurs d'EEI près des ponceaux, les insurgés se sont mis à creuser des tunnels sous la Route nº 1 depuis les enceintes voisines; dans un cas, 19 bidons contenant 700 livres d'explosif artisanal — soit assez pour détruire n'importe quel véhicule existant — avaient été enfouis sous la route[174]. Pendant l'année 2009, le personnel anti-EEI a appris que les fabriques d'EEI au Pakistan fournissaient des engins munis de détonateurs télécommandés à l'épreuve du brouillage causés par les systèmes canadiens existants. Ce renseignement a entraîné un effort précipité pour créer de nouvelles contre-mesures[175].

Quand l'Op DALBOR a causé des pertes importantes dans les rangs des équipes ennemies de poseurs d'engins les plus expérimentés, les insurgés ont changé de méthode : ils ont employé des enfants pour faire le travail. Cette stratégie a été repérée la première fois en juin 2009, quand une équipe canadienne horrifiée d'exploitation d'emplacement a trouvé cinq enfants blessés qui avaient accidentellement fait sauter leur propre EEI à plateau de pression; l'équipe canadienne a par la suite fait évacuer les enfants. Les soldats afghans protégeant les sapeurs leur ont dit que le poseur d'engins en chef était un garçon

de 15 ans. De toute évidence, l'ennemi envoyait des enfants sur les routes pour qu'ils soient tués dans le cadre de l'Op DALBOR, ce qui valait une mauvaise presse aux Canadiens, mettait la population locale en colère et suscitait un tollé au Canada[176].

Après avoir soigneusement observé les techniques canadiennes et afghanes, les insurgés ont décidé de poser les EEI après le ratissage matinal des itinéraires. Les forces coalisées ont réagi en modifiant leurs horaires et en ajoutant un deuxième ratissage quotidien. Les insurgés ont alors posé des mines antipersonnel « défensives » près de leurs engins « offensifs », le long des itinéraires. Les équipes anti-EEI ont recommandé de procurer à toutes les sous-unités, jusqu'au plus bas niveau possible, des détecteurs de mines et de métal. En théorie, cela allait réduire le niveau de dépendances de ces sous-unités envers les sapeurs de combat et réduire les pertes chez les soldats débarqués. Encore une fois, le glacial processus d'approvisionnement canadien n'a pas fourni de détecteurs avant 2010[177].

De même, pendant ce temps, le nombre d'équipes canines de détection d'explosifs est passé de 12 à 48. Les rotations antérieures avaient demandé une telle augmentation à cause de la menace des EEI, mais Travaux publics et Services gouvernementaux Canada l'avait refusée parce que ce ministère craignait de traiter avec quelque entité que ce soit s'apparentant à une société de sécurité privée, après les révélations faites sur la société Blackwater en Iraq. Le Lcol Mike Gilmore, l'ingénieur de la Force opérationnelle, a présenté la question directement au sous-ministre délégué de TPSGC, François Guimont, quand ce dernier était à Kandahar. M. Guimont a promis d'examiner le dossier, mais le suivi fait par la FO Kandahar s'est heurté à un mur de silence. Cette impasse a obligé la FO Kandahar à trouver un autre moyen d'acquérir cette capacité; à l'été de 2009, des chiens détecteurs de bombes et leurs maîtres-chiens ont accompagné les patrouilles canadiennes partout où c'était possible, ce qui a permis à d'innombrables Canadiens d'échapper à la mort ou à la mutilation[178].

On ne sait pas au juste si les insurgés s'en sont pris délibérément à des robots de NEM, mais l'un de ces derniers, le vénérable Johnny 5, a fait sauter un EEI à plaque de pression et a « rendu l'âme » pendant qu'il neutralisait un autre engin[179]. D'un autre côté, le laboratoire d'exploitation a été opérationnel en partie dès juillet 2009. La capacité d'exploitation multidisciplinaire a, en fin de compte, procuré une capacité d'analyse locale sensiblement accrue aux entités anti-EEI, de sorte qu'il n'a plus été autant nécessaire de compter sur les alliés à cet égard, une fois les défauts éliminés. En outre, trois groupes complets de véhicules COIC ont été disponibles pour les opérations, juste à temps pour la saison de combat de l'été.

Photo : Auteur

Les robots de neutralisation des explosifs et munitions portaient des surnoms tirés de films de science-fiction (il s'agit peut-être ici d'une représentation du légendaire « Johnny 5 », « tué » par un engin explosif improvisé à plaque de pression); les forces coalisées s'en sont servi tant et plus pour neutraliser des bombes ennemies. En une occasion, un taliban grièvement blessé, qui portait une veste munie d'explosifs, a combattu un robot tandis que l'équipe manœuvrait pour démonter sa veste.

De l'Op GRIZZLY à l'Op KANTOLO, avril et mai 2009

Le Bgén Vance et son état-major ont amélioré le Plan KANTOLO et continué à accumuler les soutiens politiques en faveur de ce plan : « Le plus difficile, ce n'était pas de convaincre les Afghans : la FIAS en raffolait; le hic, c'était de convaincre Ottawa d'y donner son appui[180] » [Traduction]. David Mulroney a continué de faire échec à ce plan jusqu'à une date tardive en avril. Il a fallu le reste du mois, avec les efforts déployés à Ottawa par le RCK, Ken Lewis, pour faire le moindre progrès, mais « certaines personnalités dans ce groupe ont en fait détruit toute possibilité d'avancer[181] » [Traduction]. Un officier a attribué à Ken Lewis le mérite d'avoir « fait bouger Mulroney [...] Il a suggéré à Mulroney de remédier aux pénuries de personnel et de nous laisser faire notre travail[182] » [Traduction]. L'argument évoqué pour sauver la face a été que ce n'était pas le concept qui posait problème, mais bien que des éléments à Ottawa « n'étaient pas sûrs de pouvoir intégrer des fonds et le niveau d'effort voulu dans l'équation de stabilisation proposée par leurs acteurs pangouvernementaux, mais ils ont accepté de le faire[183] » [Traduction]. Selon un autre officier, on pourrait paraphraser comme suit les mots de Vance adressés à Mulroney et aux

autres bureaucrates à Ottawa : « Je ne permettrai pas qu'un autre soldat canadien meure dans la réalisation d'inutiles étapes repères, en vous transportant ici et là, et en combattant pour prendre divers secteurs, sans le faire à KALAY. Je ne permettrai pas que cela continue de se produire[184]. » [Traduction]

L'état-major de la FO Kandahar a rétabli les communications avec les représentants des autres ministères et a cherché des moyens de faire valoir le Plan KANTOLO. Il s'est heurté à une résistance constante :

> [Le Bgén Vance] disait : « Ce plan doit être mis en œuvre pour éviter que nos soldats ne soient tués. » Or, les gens ne voulaient pas adhérer à ce plan parce que, d'une certaine façon, cela aurait soustrait aux feux de la rampe les fonds affectés aux étapes repères et aux projets de prestige. On ne voulait pas que les forces armées prennent la direction des choses. On ne voulait pas qu'elles obtiennent du succès[185]. [Traduction]

Mais une autre forme d'opposition arrivait d'ailleurs :

> C'est une chose que d'obliger l'ACDI au sein de l'ERP à participer à la planification tactique de la ligne d'opérations « développement » (Le quartier général du Bgén Vance […] avait déjà décidé que les civils de l'ERP seraient le fer de lance du plan dans le village, ce qui était une hypothèse ridicule, parce que ces civils ne savaient pas ce qu'était la planification, et encore moins ce qu'était le processus de planification opérationnelle.) L'hypothèse était que le cmdt ERP dirigerait les civils qui contribueraient à la mise en œuvre du plan … [cela n'a pas marché], car la notion supposait que l'ONU et les ONG (et, quant à cela, les ministères afghans, étant donné que le Directeur de la santé publique ne se souciait pas en priorité de fournir les soins de santé au village) s'aligneraient naturellement sur l'Op KALAY de la FO Kandahar[186]. [Traduction]

Par conséquent,

> Quand la MANUA a proposé que les groupes de l'ONU participent à l'Op KALAY, les chefs de bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (CDHNU), du Bureau de coordination des affaires humaines (BCAH) et de l'UNICEF pour le sud se sont dits tout à fait en désaccord, lors de la réunion de l'ONU, relativement à la participation à l'Op KALAY, principalement pour les raisons suivantes : 1) Aucun besoin d'ordre humanitaire ne distinguait ce village des autres, et, comme les organismes de l'ONU et les ONG à vocation humanitaire cherchent à susciter des avantages humanitaires, et non à concrétiser des priorités axées sur la stabilisation, la gouvernance ou

> la COIN, ils se sont d'emblée opposés à cette option. 2) La participation à l'Op KALAY a été perçue comme une violation de la neutralité de l'ONU et des ONG et comme une façon pas très subtile d'accroître la crédibilité du gouvernement afghan[187]. [Traduction]

Le Bgén Vance a vite appris que l'ONU avait élaboré son propre plan des districts critiques et qu'elle tentait, disait-on, de convaincre la FIAS de l'adopter. Le Plan KANTOLO constituait un plan canadien rival; par conséquent, la coexistence était impossible : intransigeante, l'ONU imposait sa solution à tout le monde[188].

Sur le front d'Ottawa, des sources ont dit à l'état-major de la FO Kandahar que certains éléments estimaient que le Plan KANTOLO constituait une nouvelle stratégie et craignaient qu'il s'écarte de nos six priorités[189] [Traduction]. De nouveau, c'était l'impasse.

L'impasse s'est finalement dénouée en mai, quand David Mulroney a été nommé ambassadeur en Chine. Le Bgén Vance a fait remarquer que « Mulroney est parti, et nous nous sommes débarrassés ainsi de tout cet emberlificotage, puis le greffier du Conseil privé [Kevin Lynch] est parti lui aussi, et nous avons été libérés d'une autre source d'encombrement. C'était bien[190]. » [Traduction] L'état-major a aussi déclaré ceci : « Les choses étaient très différentes. Tout a commencé à aller de l'avant[191]. » [Traduction] Le 16 mai, le chef d'état-major de la Défense a finalement approuvé le Plan KANTOLO. À ce stade-là, la situation était devenue de plus en plus orageuse dans les autres districts.

Le district de Dand est menacé

On avait l'impression que le district de Dand était dans l'œil du cyclone de violence près de la ville de Kandahar. Lee chef du district, Abdul Nazek, et sa force de police, subissaient encore la violence des terroristes et, comme aucune force coalisée n'était stationnée dans le Dand, il leur revenait à eux de prendre les coups et de poursuivre les activités de développement dans le district. Le mois de février a été particulièrement sanglant pour cette force de police : 15 agents ont été tués et trois autres ont été blessés au cours de trois attaques contre l'infrastructure de la police. En une autre occasion, quand des mentors de la police étasunienne ont été pris dans une embuscade avec leurs homologues afghans, un hélicoptère OH-58D Kiowa Warrior qui passait par là a touché le véhicule des terroristes : il en a tué quatre et blessé deux autres. Une attaque particulièrement brutale s'est produite le 2 mars, quand un homme prétendant être un habitant de la localité est entré dans un poste de contrôle pour demander de l'aide; ensuite, il a drogué sept agents de police pendant qu'il prenait le thé avec eux, puis une équipe d'insurgés est arrivée, a ligoté les agents, les a assassinés et a volé leurs armes[192].

Photo : Auteur

Un acteur clé dans la lutte menée dans le district était le chef de ce dernier, Abdul Nazek. On le voit ici avec l'auteur, en janvier 2008. Nazek a été un chef capable et respecté qui comprenait le délicat équilibre dynamique qui existait entre les volets économique, laïque et religieux dans son district.

Il y avait même une querelle entre des entités de Nakhonay et du Dand, mais on ne savait pas au juste à quel point elle était attribuable à l'action des insurgés. Quand un groupe de Nakhonay a kidnappé un ancien de Ruhabad, un groupe armé de cet endroit a infiltré Nakhonay et en a pris 24 habitants qu'il a ramenés à son village sous la contrainte. Le chef du district Nazek a négocié un échange des otages[193].

Nazek lui-même a failli être assassiné le 19 mars, quand il s'est porté au secours de son frère qui avait été attaqué. La bombe l'a raté de peu. La police de Dand a continué à maintenir l'ordre, et les agents de la COCIM ont continué à collaborer de près avec l'Assemblée de développement du district de Dand, dont les membres ont refusé d'être intimidés et ont poursuivi leurs travaux. L'intimidation s'est accentuée. Une femme a été trouvée, assassinée et fourrée dans un sac auquel une note avait été attachée : « Quiconque travaille comme espion pour les FSNA et les FC finira comme elle[194]! » [Traduction]

Photo : MDN IS2009-1025-10

Le Centre de district de Dand est devenu un élément important de l'effort principal des forces canadiennes et afghanes; c'était un symbole puissant, car les forces combattaient pour conserver la mainmise sur le district. Après avoir fait l'objet d'une attaque par une bombe humaine, l'immeuble a été reconstruit et renforcé.

Enfin, le 30 mars à 11 h 30, le deuxième étage du Centre de district de Dand a fait l'objet d'une attaque par une bombe humaine. Huit personnes ont été tuées, cinq autres ont été blessées, et l'état de la structure a été gravement compromis. L'attentat visait la réunion de la choura du district à laquelle participaient les agents de la COCIM. Il ne s'agissait plus d'une simple querelle : il s'agissait d'une attaque en règle contre les dirigeants du district et contre des personnes qui ne s'intéressaient aucunement aux talibans ou à leur idéologie. Au cours de ses conversations avec l'Équipe de la COCIM, Abdul Nazek a dit clairement qu'il comprenait ce qui se passait et ce qu'il fallait faire dans ce contexte :

> [Nazek] a dit croire que la sécurité allait s'améliorer s'ils s'occupaient de leurs voisins … si vous prenez soin des gens autour de vous, ils vous protégeront. [Nazek] est persuadé de cela … Le président Hamid Karzai a demandé au chef de district de Dand pourquoi il pensait être si souvent la cible des insurgés. [Nazek] n'a pas pu fournir une explication, mais il a répondu que c'était peut-être à cause de son âge et de ses points de vue sur la politique […] Les entrepreneurs recourent à leurs cousins et à leur parenté et s'emplissent les poches d'argent. [Nazek] a fait valoir qu'il faut gagner le cœur des gens … que les préoccupations nationales locales ne sont pas entendues au KAF, ou que l'on ne s'en soucie pas assez; [il] a recommandé l'embauche de plus de gens venant du Dand et du Daman pour susciter la confiance à l'égard de la FIAS[195]. [Traduction]

Fondamentalement, les analystes canadiens ont conclu que « les insurgés tentaient de répandre leur influence dans le Dand et qu'ils employaient pour cela des tactiques semblables à celles appliquées dans l'Arghandab[196] » [Traduction].

Opérations dans le district de Maywand, avril et mai 2009

Le 2-2 Infanterie a réduit peu à peu le rythme opérationnel en avril et mai en vue de sa relève sur position qu'opérerait le 1er Bataillon du 12e Régiment d'infanterie [1-12 Infanterie] [1st Battalion, 12th Infantry Regiment] des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army]. Ce ralentissement coïncidait avec la récolte du pavot, ce qui, par ricochet, réduisait l'activité ennemie dans le district. L'Équipe de la COCIM et l'USAID en ont profité pour s'ouvrir à leur environnement et continuer à trouver des projets à appuyer et des villages à évaluer. Par exemple, une seule école sur seize était ouverte dans le district et, il ne faut pas s'en surprendre, c'était à Hutal. Il y avait 20 enseignants par le passé, mais ce nombre était maintenant réduit à deux. Par ailleurs, deux entrepreneurs afghans se sont dits intéressés par des projets dans le district, ce qui était de bon augure. L'un d'eux, qui n'avait pu travailler dans le Maywand au cours des 18 mois précédents, a déclaré à l'Équipe de la COCIM que le Maywand « [était] moins dangereux que l'année dernière[197] » [Traduction]. Prenant une décision inexplicable, le chef de la police de Kandahar a soudainement congédié et remplacé le gros de l'effectif de la police du Maywand, ce qui a obligé l'Équipe de mentorat de la Police à recommencer le travail avec un effectif entièrement nouveau.

L'activité ennemie manifeste se limitait au secteur entourant l'Avant-poste de combat Terminator. Une succession de cinq attaques à l'EEI (qui n'ont fait aucun mort) et des tirs sporadiques directs ont été compris comme une tentative de l'ennemi de fixer la compagnie d'infanterie étasunienne dans son infrastructure tactique pendant qu'il circulait autour d'elle. Les patrouilles continuaient malgré tout d'exécuter des sorties depuis l'Avant-poste Terminator. Après l'une des attaques à l'EEI, des UAV et des hélicoptères OH-58D ont traqué les insurgés qui se sont rendus dans une enceinte; une patrouille partie à la poursuite de ces derniers a opéré un raid sur les lieux et y a trouvé du matériel servant à fabriquer des EEI[198]. Des FOS ont capturé des chefs ennemis qui traversaient le district.

Tant que les insurgés n'avaient ni la volonté ni la capacité d'engager avec fermeté les forces coalisées dans le Maywand, le problème majeur restait celui de la gouvernance. Le gouverneur Wesa avait ordonné à Haji Massoud, le chef du district, d'orchestrer une campagne d'éradication des récoltes de pavot, mais Massoud s'était refusé de le faire, faisant valoir que « si la politique d'éradication du pavot était appliquée, la [Police nationale afghane] ne [pourrait pas] garantir la sécurité dans le Mayvand[199] » [Traduction]. Il n'a fallu que quelques jours au président Karzai pour remplacer Massoud par Obaidullah Bawari. Le gouverneur Wesa n'en a été informé qu'ultérieurement. Pris d'une rage folle,

Massoud a prétendu que son remplaçant était un Noorzai ayant des liens avec Ahmad Wali Karzai, qu'il blâmait (plutôt que Wesa) d'avoir causé son congédiement[200]. Quand Obaidullah est arrivé à Hutal pour prendre ses fonctions, il a été accueilli par une foule de partisans; de toute évidence, les Noorzai de Maywand qui appuyaient l'organisation influente des Popalzais avaient des motifs de se réjouir. Obaidullah n'a pas, lui non plus, lancé de campagne d'éradication du pavot.

Ce qu'il fallait comprendre en filigrane de ce « dialogue » entre factions, c'était que des producteurs de narcotiques concurrents voulaient accéder aux récoltes et aux itinéraires de transit du Maywand. Quiconque occupait le poste de chef de district pouvait détruire sélectivement des récoles de pavot pour favoriser ses « protecteurs » au détriment de leurs concurrents, tout en créant une bonne impression auprès des « autorités internationales » [Traduction] qui géraient la lutte contre la drogue en Afghanistan. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le contrôle exercé sur la police de district était un facteur clé dans ce dialogue. La FIAS, coincée dans cette dynamique, essayait de tuer des talibans et de mettre en œuvre des programmes de reconstruction et de développement. Le Maywand, avec sa population noorzai protalibane, était désormais dans le camp de l'influente organisation des Popalzais. Cela ne voulait pas nécessairement dire que le Maywand était dans le camp du gouvernement.

Opérations dans le district de Zharey, avril et mai 2009

En avril, des rapports provenant du district de Zharey révélaient que dans l'ensemble, il n'y avait eu à peu près aucun progrès accompli à cet endroit. Les équipes de la COCIM confirmaient ce que leurs prédécesseurs avaient écrit dans des rapports quasi identiques : « [La source] mentionnait qu'il ne faisait pas confiance aux membres de la choura de Zharey, que ceux-ci sont tous corrompus et que leurs représentants ne peuvent comprendre la situation dans la région parce qu'ils ne viennent jamais dans les villages … [La source] a signalé que les membres de la choura vendaient les semences au bazar au lieu de les donner à la population[201]. » [Traduction] Le chef de la police du district, Bismillah Khan, a déclaré ceci aux mentors de la police canadienne : « [L]es talibans exercent leur influence partout, y compris dans la choura du district, et il a mentionné que [la source], qui est membre de la choura du Zharey, entretient avec son frère des liens avec les talibans[202]. » [Traduction] Il n'y avait qu'une clinique opérationnelle affiliée au gouvernement dans le district. Pour ce qui est de la campagne de vaccination contre la polio appuyée par le Canada « les responsables viennent de la ville de Kandahar [et non du district] et ils ne se rendent pas dans le district de Zharey » [Traduction]. Le chef du district, Sahardi, a aussi déclaré aux Canadiens qu'il s'attendait à ce que moins de 20 p. 100 de la population aille voter au moment des élections[203].

Cependant, certains aspects commençaient à fonctionner : le Centre interarmées de coordination de district, sa ligne téléphonique d'urgence de type 911 et, dans une certaine mesure, la police. Des habitants de l'endroit comprenaient le système, en particulier à Asheque et à Senjaray, et ils s'en servaient pour signaler des activités de l'ennemi et même pour proposer des idées sur les projets d'infrastructure[204]. Des personnes utilisant la ligne ont dénoncé la présence d'insurgés du Waziristan dans le secteur[205]. La police est même intervenue à Senjaray sans l'aide des mentors : un homme de l'endroit, qui avait perdu un frère aux mains des talibans, « aurait, pris de rage, attaqué les insurgés et aidé la police afghane à en tuer trois d'entre eux » [Traduction]. Un des morts était un commandant taliban subalterne de la région[206]. Le personnel de l'Armée afghane, au Centre interarmées de coordination de district, a commencé à recevoir des appels d'informateurs qui avaient déjà établi des contacts avec des patrouilles de l'Armée afghane dans le district[207]. Malheureusement, presque tous ces nouveaux comportements positifs se sont limités à Asheque et Senjaray et ne se sont pas propagés dans le reste du district de Zharey.

Vu le mode de déploiement des forces de sécurité, aucune patrouille n'avait lieu dans la majeure partie du district qui manquait donc d'une présence durable de ces dernières. La moitié de l'infrastructure tactique existante dans le Zharey se trouvait le long de la Route nº 1, l'objectif étant de patrouiller sur celle-ci constamment et de la garder ouverte aux fins du commerce et de la circulation militaire, tandis qu'une proportion importante de l'infrastructure tactique de la police veillait exclusivement sur l'itinéraire Summit pour le maintenir ouvert. Comme des problèmes s'étaient manifestés antérieurement à Senjaray et à Asheque, il y avait là une importante présence militaire afghane : le 1er Kandak avait dépêché deux de ses quatre compagnies dans le secteur, avec leurs mentors canadiens.

En ce qui concerne l'activité ennemie, les ressources ISTAR canadiennes ont établi que, dans le district, l'ennemi consacrait surtout ses efforts sur Asheque et Senjaray et que les chefs insurgés voulaient même construire un centre d'opérations dans ce dernier endroit afin d'appuyer ses opérations terroristes urbaines dans la ville de Kandahar. Une dizaine d'embuscades ont été signalées en avril et mai. Des combattants talibans ont attaqué les convois de l'USPI sur la Route nº 1, mais la pose massive d'EEI sur la route avait cessé pour le moment. On ignorait à peu près tout de ce qui se passait dans le « cœur des ténèbres », soit la région de Sangsar-Nahlgam-Sia Choy, car les ressources ISTAR concentraient leur action ailleurs. Les insurgés conservaient leur habitude d'apporter des approvisionnements dans le Zharey occidental en passant par Band-e-Timor; ils mettaient leurs forces sur pied et se consolidaient dans le centre du Zharey, puis ils se rendaient à des emplacements d'opérations avancés dans le Zharey oriental. La différence résidait dans l'accroissement de l'activité à Sanjaray, laquelle bénéficiait sans doute d'un soutien et des approvisionnements

fournis depuis le réseau ennemi du district de Zharey et depuis celui de l'Arghandab, lequel était à son tour appuyé à partir du Khakrez et du Shah Wali Kot. De nouveaux chefs ennemis commençaient aussi à arriver dans le Zharey[208].

En avril, la Compagnie N du 3 RCR se préparait à céder la place à la Compagnie B du 2 R22eR, mais il fallait mener des opérations pour maintenir les insurgés dans l'instabilité. L'Op SANGA TSUNAMI, la dernière menée par la Compagnie N, avait eu lieu les 9 et 10 avril (voir les figures 5-9 et 5-9a). Exécutée au sud de la Route no 1, près de Kolk, elle avait un but exploratoire et était essentiellement une mission de manœuvre de collecte du renseignement. La Compagnie N et les mentors de la police étasunienne se déplaçaient vers le sud quand ils se sont heurtés à un système d'alerte ennemi qui a déclenché à leur encontre des tirs d'armes légères et des grenades propulsées par fusée (GPF). Au même moment, un EEI faisait exploser un véhicule des mentors de la police. Tout l'appareil de commandement ennemi, jusqu'à Sia Choy, s'est démasqué devant les systèmes ISTAR, y compris certains des nouveaux chefs arrivant dans le district[209].

À Senjaray, le renseignement canadien a confirmé que l'ennemi augmentait ses forces de quatre groupes de plus faisant environ 65 combattants. Le 19 avril, le Lcol Paul a dépêché la Compagnie B dans la région pour qu'elle collabore avec les forces afghanes locales dans le cadre de l'Op SANGA SENJARAY, qui visait non seulement à perturber le mouvement ennemi dans le sud de Senjaray et à dénicher les caches d'armes et de matériaux servant à fabriquer des EEI, mais aussi à manœuvrer pour recueillir du renseignement. La Compagnie B et des sapeurs du 51e Escadron se sont joints à la compagnie d'infanterie afghane basée au Poste fortifié de Senjaray et à son équipe de mentors canadiens et ils ont commencé à dégager les enceintes d'intérêt. Ils ont trouvé de petites quantités de matériaux utilisés pour fabriquer des EEI, et plusieurs membres de la Compagnie B souffrant de déshydratation ont été évacués[210].

L'Op SANGA SENJARAY a eu un effet intrigant sur la population de Senjaray. Le lendemain, 40 chefs communautaires ont déclaré à la choura du district pour la sécurité qu'ils « avaient décidé de s'opposer aux insurgés dans leur village » [Traduction]. Le chef de district Sahardi a dit aux équipes canadiennes de la COCIM que la population locale « se chargerait elle-même de chasser les insurgés du village », mais il a ajouté qu'à son avis, « une présence renforcée des FSNA, ou des FC, ou les deux, serait nécessaire pour que l'influence et la présence des insurgés dans la région ne se remanifestent pas[211] » [Traduction]. Les insurgés ont riposté à cette témérité en tendant une embuscade complexe à une patrouille de l'ANA qui a tué deux soldats afghans et a blessé gravement un soldat canadien et quatre autres Afghans[212].

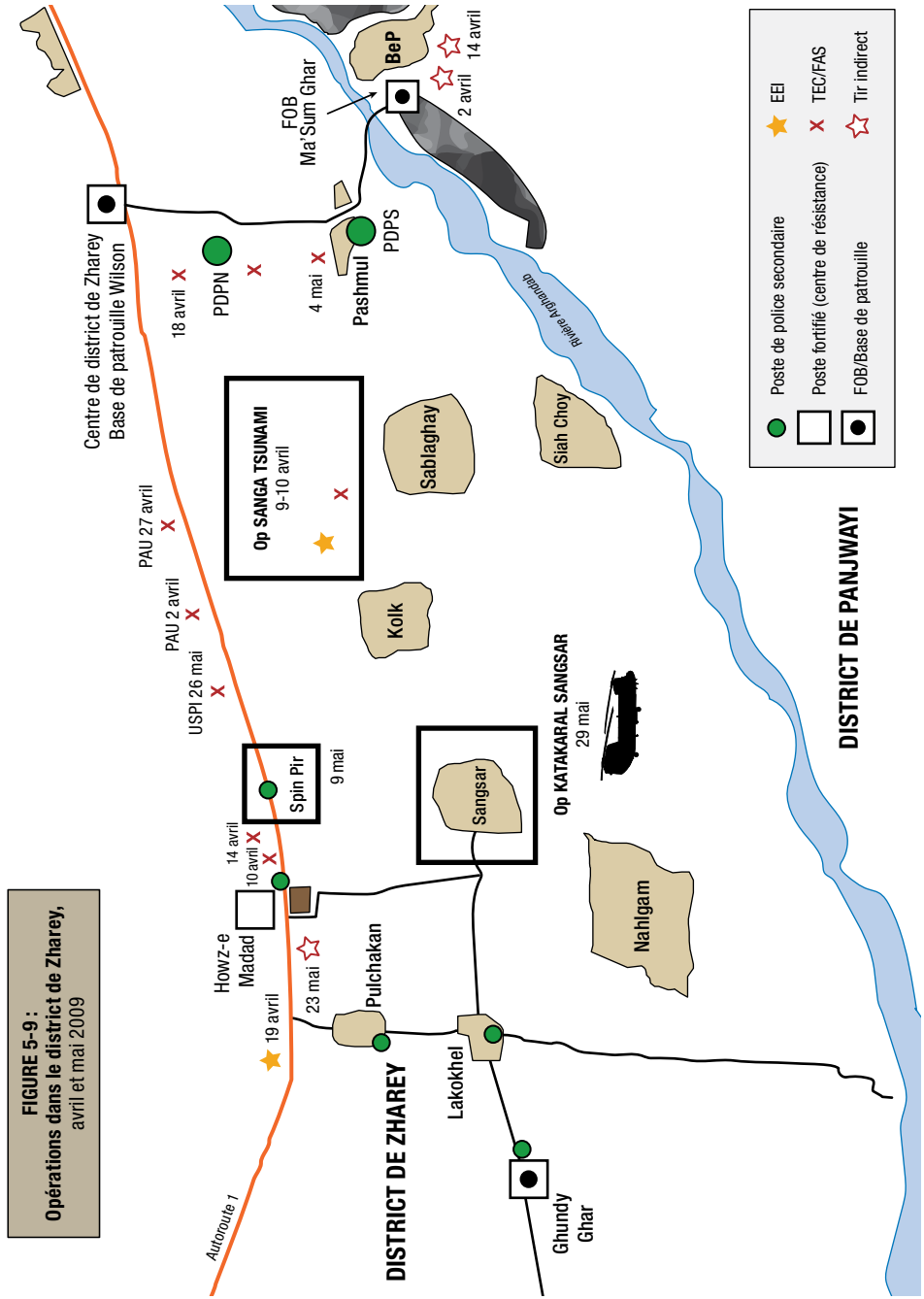


Figure 5-9 : Opérations dans le district de Zharey, avril et mai 2009

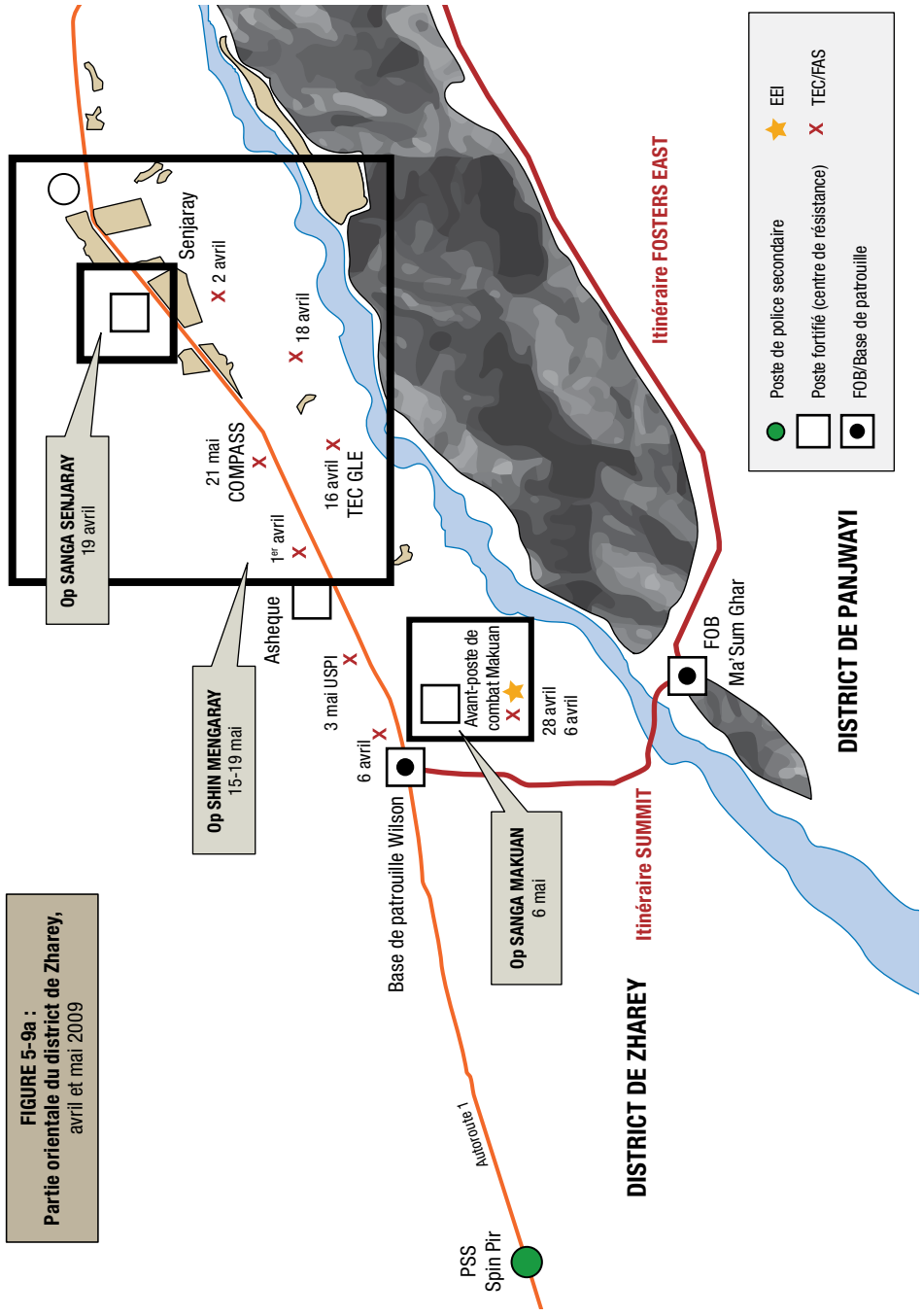


FIGURE 5-9a :
Partie orientale du district de Zharey,
avril et mai 2009

Figure 5-9a : Partie orientale du district de Zharey, avril et mai 2009

Les Canadiens et les Afghans ont multiplié les patrouilles à Senjaray, mais leurs efforts n'ont produit que de petits résultats sans importance. Le 6 mai, la Compagnie B et la force afghane à Makuan ont coopéré pour mener l'Op SANGA MAKUAN, mais celle-ci n'a rien donné. Les insurgés sont allés vers le sud et, depuis les positions qu'ils occupaient à l'est, ils ont fait feu sur les postes de police secondaires de Pashmul-Nord et de Pashmul-Sud, le long de l'itinéraire Summit.

Les insurgés ont de plus en plus paralysé les communications cellulaires dans le district pour empêcher les habitants de l'endroit de transmettre des informations au Centre interarmées de coordination de district. C'était là quelque chose de très préoccupant, car ce système « 911 » portait fruit. Malheureusement, le commandant de la DNS a, du jour au lendemain, perdu le contact avec toutes ses sources. Un projet de construction d'une tour en dehors de la FOB Wilson était supposément en cours, mais personne ne semblait savoir grand-chose à ce sujet, sauf que l'ACDI y participait peut-être. Entre-temps, les trois fournisseurs de services de téléphonie cellulaire du district suspendaient leurs activités[213].

Vu les problèmes de main-d'œuvre au poste de police secondaire de Pashmul-Sud, les autorités à Kandahar étaient exaspérées à l'idée de traiter avec la police de Zharey ailleurs qu'à Senjaray. Comme l'ELMOP canadienne avait été réaffectée à des opérations de soutien à Kandahar, il y avait moins de mentors de la police dans le district de Zharey. Les mentors de la police des États-Unis essayaient encore de définir quel serait leur rôle dans le district. Par conséquent, la décision a été prise de fermer les postes de police secondaires de Spin Pir et de Pashmul-Sud et d'en retirer les mentors canadiens. Dans le cadre de l'Op MIKIERANDAL 2, les sapeurs canadiens ont enlevé les installations pour que les insurgés ne puissent pas s'en servir[214].

Cette évolution des choses a alarmé le chef de district Sahardi :

> Selon le CD, la situation donnait l'impression à la population locale et aux insurgés que la FIAS se retirait des districts de Zharey et de Panjwayi. Les membres de la choura ont fait directement référence aux bases de patrouille et aux postes de police secondaires de Spin Pir, Mushan et Pashmul-Sud et ils ont déclaré que ces mesures portent la population locale à croire que les insurgés ont chassé la FIAS de ces régions. Par ailleurs, de nombreux membres de la choura réclamaient des projets de développement dans leurs sous-districts[215]. [Traduction]

Le district de Zharey à l'ouest de Senjaray faisait désormais partie de la zone de déstabilisation. Sans les forces nécessaires pour le dégager et le tenir et vu que la priorité était accordée maintenant à la ville de Kandahar et à ses approches, la FO Kandahar a fait une croix sur la majeure partie du district de Zharey. Les planificateurs canadiens ont mis l'accent sur le renforcement du succès remporté à Senjaray et ont déclenché des opérations

de déstabilisation au hasard juste au sud de la Route nº 1 pour contenir les insurgés dans la zone de Sangsar-Kolk et les éloigner de la route.

À la mi-mai, la FO Kandahar a décidé de retourner à Senjaray dans le cadre de l'Op SHIN MENGARAY. Ce qui était bon pour l'un l'était aussi pour l'autre : par conséquent, le 2-2 Infanterie s'est déployé aux fins de l'Op BOBCAT pour amener les insurgés du district de Maywand à activer leur système de communications de manière que leurs relais radioélectriques dans les collines au nord de la Route nº 1 — désignés comme étant l'objectif PLAGUE — puissent être repérés et détruits avant que le gros des forces s'avance dans le Zharey. L'objectif PLAGUE a temporairement été réduit au silence, après des tirs d'artillerie et des attaques aériennes multiples exécutés à 3 h à l'aube du 16 mai, puis à 8 h le même jour, et après l'entrée de la Compagnie C du 2 R22eR dans le secteur sud de Senjaray. En même temps, le peloton de reco et l'Escadron C ont adopté des positions d'arrêt au sud de la rivière Arghandab. La Compagnie D du 2-2 Infanterie a dressé une position semblable depuis l'ouest, la Compagnie B a dégagé la Route nº 1 avec les sapeurs, et l'Escadron de reco s'est rendu au nord-est pour établir une telle position également. Les 1er et 4e Kandaks et leurs mentors canadiens se sont rendus au Poste fortifié de Senjaray en prévision de leur mouvement dans la zone bouclée, quand plusieurs de leurs interprètes ont soudainement démissionné en affirmant que les Américains payaient mieux que les Canadiens et qu'ils avaient décidé d'aller à l'enchérisseur le plus offrant. Cette action tout à fait inattendue a paralysé cette partie de l'opération.

L'ennemi s'est immédiatement fait rare et a caché ses armes. Portant des vêtements civils, beaucoup se sont enfuis vers l'ouest en empruntant les réseaux d'oueds et en longeant la rivière : comme ils n'étaient pas armés, les ressources aériennes et l'artillerie ne pouvaient pas les prendre à partie. Du matériel servant à fabriquer des EEI et un canon sans recul de 82 mm ont été trouvés, et les Afghans ont détenu 30 personnes soupçonnées d'être des insurgés. Un insurgé a sorti un fusil AK-47 dissimulé sous ses vêtements et a tiré sur les troupes canadiennes, mais il a été abattu avant de causer des pertes dans nos rangs. Lors d'un autre incident, un EEI a blessé des membres d'une patrouille étasunienne, mais il n'y a alors eu aucun autre engagement[216].

Le lendemain, les relais radioélectriques à l'objectif PLAGUE fonctionnaient de nouveau. Un SUAV ScanEagle a été envoyé dans le secteur, de manière que les tirs des obusiers M-777 puissent les atteindre. Pendant que la Compagnie B se repliait, elle s'est butée à de multiples EEI et a demandé une extraction aéromobile. Des appareils CH-47 en ont ramené les membres à la FOB Wilson, pendant que les unités d'arrêt se repliaient progressivement jusqu'à leurs bases. La FO Kandahar a estimé que l'Op SHIN MENGARAY avait produit un effet perturbateur chez les insurgés à Senjaray.

La Compagnie B du 2 R22eR a exécuté l'Op KATAKAWAL SANGSAR; il s'agissait d'une insertion aéromobile accomplie avec des hélicoptères canadiens dans la région de Sangsar afin de perturber le réseau d'insurgés ciblant la Route no 1. Après un échange de feux de deux heures, le 29 mai, la Compagnie B a effectué un retrait au sol, d'abord jusqu'au poste fortifié de Lakokhel, puis jusqu'à la FOB Wilson[217].

Opérations dans le district de Panjwayi, en avril et mai 2009

Au Panjwayi, Haji Baran est resté chef du district, mais peu de personnes assistaient à la choura bimensuelle du district, et l'Assemblée de développement des districts n'était à peu près pas active. L'équipe montante de la COCIM a eu une rencontre avec Baran et lui a demandé de dresser une liste de projets prioritaires qu'il voulait voir exécuter. Des membres du gouvernement afghan avaient informé Baran qu'un avocat, un procureur et un juge allaient être affectés dans le Panjwayi et qu'il y faudrait donc du matériel de bureau. Baran voulait un entrepôt protégé pour la distribution du blé. Il voulait de surcroît qu'une grande mosquée soit établie près du nouveau Centre du district, et il demandait aussi un terrain de jeu[218]. Il a expliqué que ces éléments seraient entourés par une nouvelle ville qui serait entièrement construite à l'ouest de Bazaar-e Panjwayi et qui s'appellerait Dastagiri. Les agents de la COCIM ne savaient pas trop comment répondre à ces grandioses demandes. Baran a joué la carte des préférences canadiennes à son avantage : il a organisé un groupe témoin de femmes pour exprimer leurs préoccupations sur le sujet, mais l'Équipe de la COCIM a appris que « c'était Baran, le chef de district, qui avait choisi ces femmes […] et que l'on pensait qu'elles étaient parentes avec lui ou avec certains de ses amis intimes[219]. » [Traduction]

Baran a continué de se plaindre du projet de pavage de l'itinéraire Fosters. Les ouvriers étaient encore la cible d'explosions, et les progrès étaient lents; par ailleurs, les Canadiens sont devenus convaincus que, paradoxalement, Baran torpillait le projet d'une façon ou d'une autre. Au début de mai, l'OTC a cessé ses activités sur la route et a confié le projet à la seule entreprise soumissionnaire, à savoir Bennett-Fouch Associates[220]. Quelques semaines plus tard, quand l'Équipe de la COCIM et l'OTC ont fait un contrôle auprès de Bennet-Fouch, rien n'avait été accompli sur l'itinéraire Fosters, et l'entrepreneur leur a fait savoir que Baran lui avait ordonné d'arrêter les travaux[221].

En ce qui concerne la police, les problèmes d'effectifs se sont poursuivis. Les mentors ont appris que 50 agents de police affectés au district de Panjwayi vivaient dans la ville de Kandahar et refusaient de travailler dans ce district parce que c'était trop dangereux[222]. L'Équipe de mentorat de la Police des États-Unis a estimé que les policiers tadjiks étaient fiables, mais non ceux qui étaient pachtounes, et l'équipe convenait que « la PAU à Bazaar-e Panjwayi était en général plus professionnelle que dans certains autres districts[223] » [Traduction]. Le chef de police a réussi à convaincre les mentors de la police

canadiens et étasuniens d'organiser une réunion distincte d'un « sous-comité » du Comité de sécurité, parce qu'il ne faisait pas confiance à Baran. Ce « sous-comité » a permis d'améliorer les rapports entre la Police afghane et l'Armée afghane et de circonscrire leurs champs de compétence respectif, surtout en ce qui avait trait aux opérations à Bazaar-e Panjwayi, lesquelles avaient été une pomme de discorde dans le passé[224]. Quoi qu'il en soit, la police a été assez compétente pour démasquer une équipe de faux agents de police afghans dans le Panjwayi[225]. En fin de compte, cependant, le chef de police était exaspéré et prêt à démissionner :

> Il s'est souvent plaint par le passé en disant qu'il était prêt à mener des opérations et disposé à le faire, mais qu'il avait l'impression de ne pas disposer du soutien requis. Il manque constamment de personnel et il a perdu plus de 20 de ses hommes [dans le cadre de leurs fonctions] depuis son arrivée dans le secteur. Il ne voit pas d'amélioration et, par conséquent, il ne voit aucune raison de rester à Bazaar-e Panjwayi; il voudrait travailler dans un endroit où il pourrait susciter un changement […] Le départ du chef de police risque de nuire grandement à l'amélioration de l'efficacité de la PAU — amélioration qui avait été observée depuis l'arrivée du chef de police de district actuel — et d'avoir un effet sur la stabilité relative créée à Bazaar-e Panjwayi[226]. [Traduction]

Il a été convoqué à Kaboul à une réunion avec le ministre de la Justice qui lui a remis une lettre répondant à ses préoccupations au sujet du soutien accordé à la police dans les districts. À son retour au Panjwayi, il a lu la lettre à ses hommes. Les mentors de la police ont observé ce qui suit : « Cette lettre semble répondre à toutes les plaintes visant la [police] […] C'est là un progrès énorme, à supposer que ces mesures soient appliquées. Étant donné le caractère du chef de police, ces mesures seront rigoureusement mises en œuvre […] elles amélioreront aussi les relations avec la population locale et les FSNA[227]. » [Traduction]

En dépit de son congédiement imminent attribuable à sa trop grande honnêteté, le Col Faiz a continué à fournir au Centre interarmées de coordination de district des renseignements importants et détaillés sur les activités de l'ennemi. Par exemple, l'ennemi se consolidait à Zangabad avec sept groupes différents, dont un qui était complètement constitué d'Arabes et qui encadrait une équipe de sept adolescents. Il y avait des postes de contrôle insurgés tout autour de Zangabad. Un autre nouveau noyau se trouvait à Chowlghor, où une soixantaine de combattants étrangers avait ses quartiers avec ses véhicules de modèle civil. Les sources de Faiz l'ont aussi informé que, pendant une grande réunion tenue à Quetta

sous la présidence du mollah Baradar, ce dernier avait donné ordre aux forces déployées d'organiser une attaque de taille contre certains éléments de l'infrastructure de la FIAS et de les occuper aux fins de la propagande[228]. En fait, les insurgés tenaient des chouras à Chalghowr et s'étaient constitués en tant que puissance parallèle avec vingt combattants locaux qui vivaient là[229].

Le Centre interarmées de coordination de district continuait à recevoir un flux d'informations régulier de la part de la population locale sur les mouvements de l'ennemi dans des secteurs du district que les insurgés ne contrôlaient pas. Les détachements de police afghans, en collaboration avec les mentors de la Police des États-Unis, ont découvert plusieurs caches importantes dans le sud et le sud-est de Bazaar-e-Panjwayi, ce qui a réduit les capacités opérationnelles des insurgés. Une de ces caches, qui comprenait une tenue ensanglantée de médecin, se trouvait dans une mosquée de Bazaar-e-Panjwayi. L'insurgé suspect était un mollah de la collectivité même[230].

En avril et mai 2009, les opérations de sécurité canadiennes et afghanes mettaient l'accent sur trois endroits : Mushan, Sperwan et les localités au sud de l'itinéraire Fosters-Est (ce dernier venant d'être renommé itinéraire Hyena). Une augmentation des signalements de mouvements d'insurgés dans Chalghowr, Salavat, Nakhonay et Khenjakak et leur lien avec les opérations continues dans le Dand et la ville de Kandahar ont obligé les commandants de GT (qui exécutaient la relève sur position) à réviser leurs priorités. L'Équipe de la COCIM a examiné la situation à proximité de Salavat en interrogeant la population pour se faire une idée de ce qui s'y passait, mais l'équipe n'a recueilli que des renseignements contradictoires : certains disaient que les agents du poste de police secondaire de Salehan volaient les gens, mais d'autres étaient satisfaits de leurs services. Personne ne se risquait à parler des insurgés.

Le 4 avril, la Compagnie M et l'escadron de chars ont exécuté l'Op ARGHANWANI PIL II. Pendant que la police patrouillait sur l'itinéraire Hyena et que les chars se rendaient à une position d'appui, une seule GPF a été lancée contre eux, sans faire de dégâts; plus tard, un véhicule de la police a heurté un EEI qui a blessé deux hommes. Il n'existait aucune résistance organisée, mais les progrès étaient lents, en raison de la menace des EEI sur l'itinéraire Lake Effect. La couverture ISTAR a permis de recueillir d'autres données sur les activités ennemies dans l'est du Panjwayi, mais l'ennemi n'a pas réagi aux mouvements de l'équipe de combat[231] (voir les figures 5-10 et 5-10a).

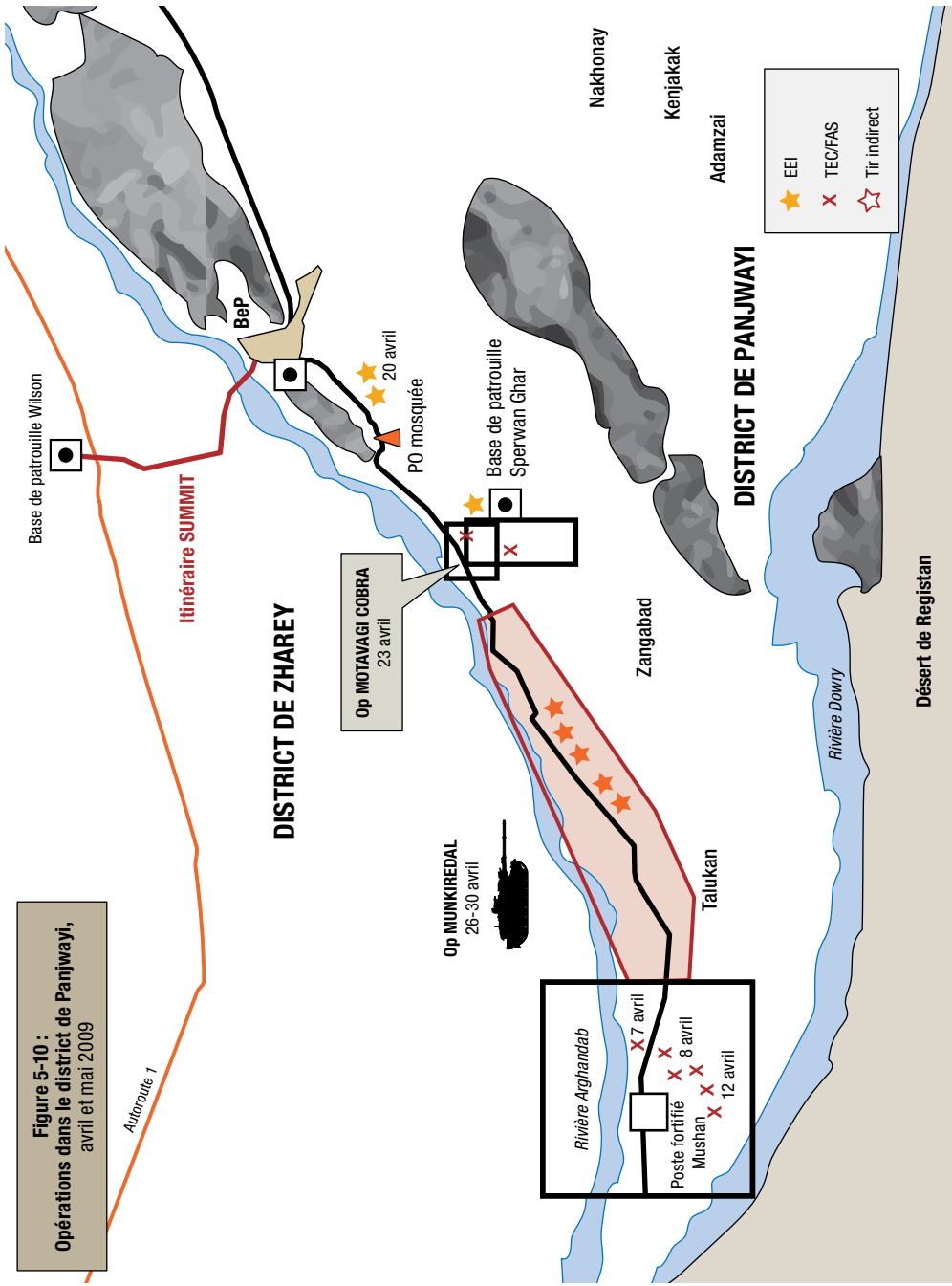


Figure 5-10 : Opérations dans le district de Panjwayi, avril et mai 2009

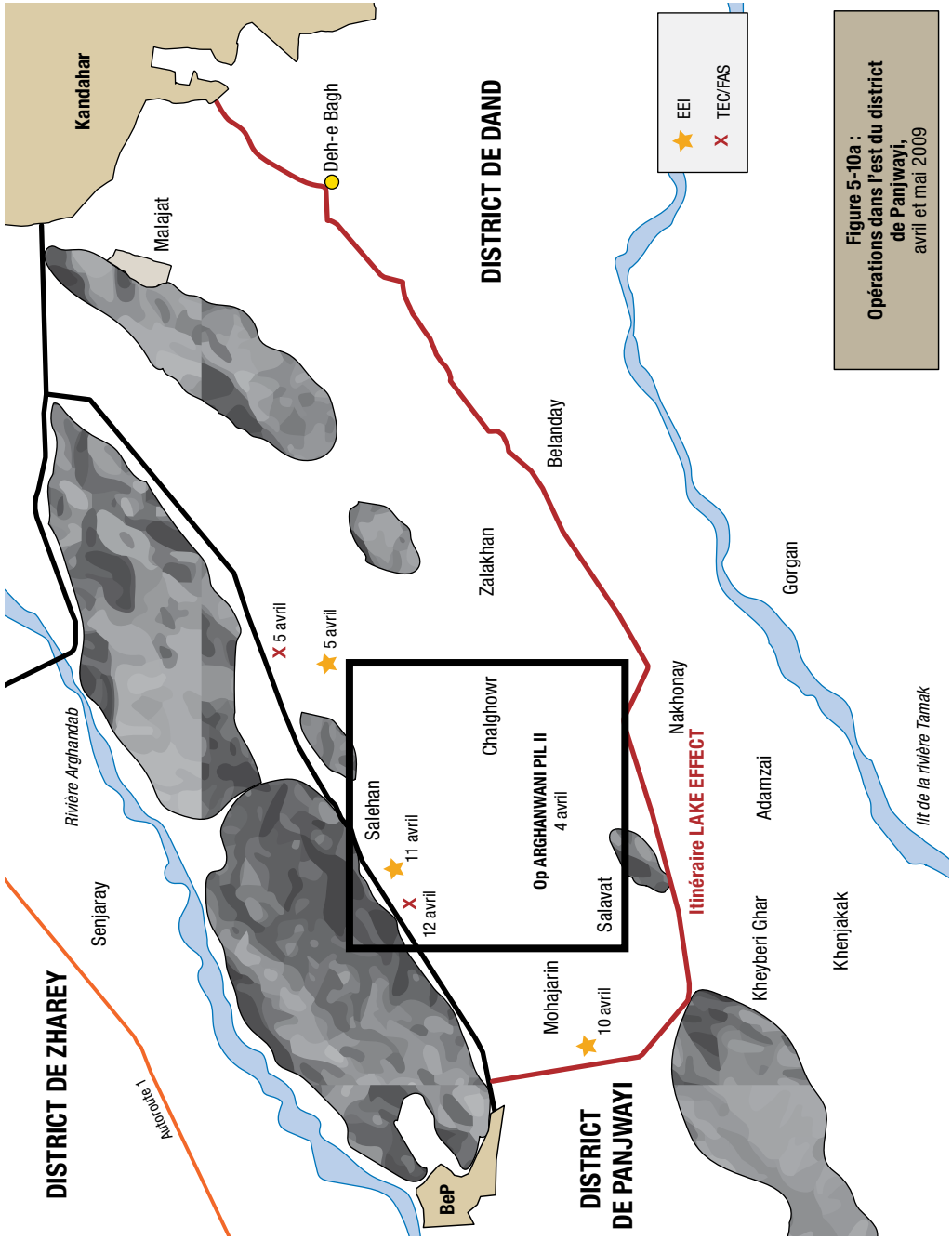


Figure 5-10a : Opérations dans l'est du district de Panjwayi, avril et mai 2009

Photo : Gracieuseté de l'Escadron C, LdSH, FO 1-09

Cette photo, prise près de Talukan dans la corne du Panjwayi, fait voir le terrain rétréci le long de l'itinéraire Fosters qui a fait accroître la vulnérabilité des convois de ravitaillement.

L'action s'est alors transposée à Mushan, là où une compagnie d'infanterie du 3e Kandak et ses mentors canadiens avaient mené d'énergiques patrouilles pour désarçonner constamment l'insurrection. En général, les insurgés s'en tenaient à la région située à l'ouest de Mushan et à l'est de Talukan. Lors d'une poussée vers l'est, le 7 avril, les Afghans et les Canadiens ont surpris un groupe d'insurgés : des tirs ont été échangés. Tandis que la patrouille se retirait, la Batterie X, qui venait d'être déployée à la BP Sperwan Ghar, exécutait sa première mission de tir avec ses obusiers M-777 pour couvrir la patrouille, et des hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior faisaient des passes de tir au canon contre des insurgés que l'on pouvait identifier[232]. Le lendemain, l'infanterie afghane et ses mentors ont fait une nouvelle poussée vers l'est simplement pour savoir ce qu'il adviendrait. Ils ont délogé une patrouille d'insurgés et ont demandé un appui aérien rapproché de la part de deux F-18 du Corps des marines des É.-U. [U.S. Marine Corps]. Tandis que la batterie de M-777 se préparait à faire feu, l'ennemi s'est dispersé. Sur la route de retour au poste fortifié, la patrouille a essuyé les tirs de deux insurgés qui ont pris la fuite quand des tirs nourris les ont pris à partie[233]. La situation s'étant envenimée à un degré extrême, l'infanterie afghane de Mushan est retournée à Talukan, mais elle a dû revenir vers Mushan quand un soldat a été blessé. Les mentors canadiens à Mushan ont conclu qu'ils étaient tombés sur une fabrique d'EEI et une zone d'étape au nord de Talukan[234].

La décision que le Bgén Vance a prise de retirer les troupes du Zharey occidental et du Panjwayi, afin de mettre l'accent sur les approches de la ville de Kandahar, et une réorientation des kandaks de l'Armée afghane au sein de la 1re Brigade du 205e Corps de l'ANA ont donné lieu à l'Op MUNKIREDAL à la fin d'avril. En deux mots, cette opération était le démantèlement du poste fortifié de Mushan. Ce ne fut pas une décision facile à concrétiser, surtout que certains des soldats du GT avaient combattu à cet endroit en 2007 et que beaucoup de sang canadien avait été versé le long de l'itinéraire FOSTERS. Le tout représentait un important enjeu de leadership pour le Lcol Paul, qui se devait de réaliser la mission. En définitive, elle a été accomplie[235].

Dans l'ensemble, l'Op MUNKIREDAL était une version grossie des opérations exécutées depuis 2007 le long de l'itinéraire Fosters ouest (désormais appelé « itinéraire Hyena »). En l'occurrence, une enceinte d'intérêt décrite comme étant un nœud de commandement et contrôle a d'abord été la cible de bombes GBU-38 (comme en août 2008 lors de l'Op TIMUS PREEM). Par la suite, l'escadron de chars Leopard a fait une feinte au sud de Sperwan Ghar, puis il y a eu une poussée dirigée par des véhicules COID directement sur l'itinéraire Hyena jusqu'à Mushan. Comme il fallait s'y attendre, « la progression a été lente pour les Compagnies B et C […] plusieurs petits UXO ou EEI ont été trouvés qui ont ralenti l'avance […] les éléments de tête (des chars avec rouleaux presseurs) ont heurté un EEI […] des problèmes de mobilité ont aussi retardé l'opération. Cet état de choses était attribuable à la largeur de la route. » [Traduction] Il a fallu 28 heures pour franchir environ 20 kilomètres : une situation remarquablement semblable aux opérations antérieures.

Le démantèlement s'est opéré pendant que deux compagnies du 2-2 Infanterie patrouillaient le long du segment ouest de l'itinéraire Hyena, afin de s'assurer que les insurgés n'y posaient aucun EEI. Comme le niveau de la rivière Arghandab s'était considérablement élevé, la force est retournée à Sperwan Ghar en empruntant ce même segment de l'itinéraire. Sur le parcours, la force est tombée à cinq reprises sur des EEI; un char Léopard ayant heurté l'un de ces engins, deux de ses membres d'équipage ont été blessés. Il n'y a eu aucun autre contact avec l'ennemi, car, « selon les rapports, les insurgés ne comprenaient pas encore le but véritable de l'Op MUNKIREDAL, certains d'entre eux pensant que la FIAS allait venir détruire les récoltes de pavot, et d'autres, que les FSNA et les FC agrandissaient le Poste fortifié de Mushan, ou qu'elles construisaient une nouvelle base[236]. » [Traduction] La force a été de retour à ses bases le 30 avril. Désormais, il n'y avait plus aucune présence afghane ou canadienne à l'ouest du 28e degré de longitude est, et la corne du Panjwayi était maintenant entièrement occupée par les insurgés[237].

Photo : MDN AR2009-Z051-01

Quand il a été établi que le poste fortifié de Mushan avait servi ses fins, le Groupement tactique du 2 R22eR a lancé l'Op MUNKREDAL pour le démanteler et redéployer la compagnie d'infanterie afghane et ses mentors canadiens qui y avaient été basés.

Par conséquent, la Compagnie C a lancé l'Op KATAKAWAL STRIKE à l'ouest de Sperwan Ghar, en direction de Zangabad, en s'avançant dans une profondeur de deux kilomètres, et ce, dans le but de générer du renseignement pouvant servir à des frappes éventuelles. L'opération a permis de comprendre que la population s'abstenait en tous points de prendre position, en raison de la présence des talibans. L'opération a aussi fait considérablement accroître les activités de communication ennemies et permis de constater que les insurgés étaient libres de se déplacer où bon leur semblait à l'ouest du 28e degré de longitude est.

Le Maj Jourdain croyait que des mouvements de patrouille, combinés à l'établissement de postes d'observation à l'ouest de Sperwan Ghar, constituaient la meilleure façon d'entraver la liberté de mouvement de l'ennemi et de générer une zone de sécurité depuis la base[238]. Ce plan a donné lieu à des patrouilles constantes. C'est dans ce contexte que le Cplc Simon Frigon a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses actions. Il a dirigé deux retraits au combat au cours de deux patrouilles distinctes, après que sa section fut tombée dans une embuscade et eut failli être coincée par des forces ennemies les 7 et 20 mai. Le 21 mai, un peloton de la Compagnie C a mis au défi le système de préalerte de l'ennemi et tué deux combattants, mais les insurgés prévoyaient les mouvements du peloton et dirigeaient des tirs nourris sur lui chaque fois qu'il changeait de position; trois soldats du peloton ont

été blessés. Le concours de l'artillerie s'en est suivi, pendant que les véhicules VBL III s'avançaient pour procéder à l'extraction[239]. Lors d'un engagement semblable, le 26 mai, des insurgés en motocyclette munis de GPF et bénéficiant du soutien de mortiers ont frappé une patrouille de huit soldats depuis deux endroits. Tandis que les soldats demandaient l'intervention des obusiers M-777 basés à Sperwan Ghar, ils ont constaté que les forces ennemies se déplaçaient sur des itinéraires parallèles dans l'espoir de leur couper la route. Les soldats ont quand même réussi à rentrer, et un seul a été blessé. Plus la Compagnie C envoyait de patrouilles, cependant, plus la population locale était portée à la renseigner sur les activités de l'ennemi[240].

C'est ainsi que les choses ont continué, une ligne ayant été tracée sur la carte au 28e degré de longitude est.

Opérations dans les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, avril et mai 2009

Pendant les mois d'avril et de mai, le thème dominant dans le district d'Arghandab était l'affaiblissement continu de la gouvernance. Haji Karimullah Naqibi, le chef des Alikozais, refusait obstinément de coopérer avec le gouvernement provincial et, en particulier, avec l'ANA et la FO Kandahar. Plus de huit mois auparavant, l'Armée afghane avait planifié d'établir un poste fortifié dans le village de Jelawur, mais Karimullah faisait en sorte de paralyser sa construction parce le poste devait se construire sur ses terres[241]. Dans tout l'Arghandab, tous savaient que les insurgés renforçaient leur emprise sur la population de Jelawur, mais, comme il n'y avait là aucune infrastructure tactique, il était quasi impossible d'y instaurer un régime de gouvernance[242]. Les insurgés ont eu l'audace de tenir une choura dans un village voisin du Centre du district d'Arghandab à la mi-avril, et « la FO Kandahar n'a pas pu amener des éléments suffisants dans la bande verte pour en interdire l'accès à ces insurgés » [Traduction]. « On a communiqué avec le CCO-P pour qu'il obtienne la participation de l'ANA, mais celle-ci n'a envoyé aucune troupe[243]. » [Traduction] Quand les Canadiens se sont adressés au gouverneur Wesa, « ils lui ont dit que la situation en cours ne pouvait être réglée uniquement avec des opérations cinétiques. Il fallait accroître la présence de la police grâce à des postes de contrôle et à des patrouilles, afin de recueillir du renseignement sur le terrain, tout en perturbant la liberté de mouvement des insurgés[244]. » [Traduction] Le gouverneur a déclaré qu'il discuterait de la question avec Matiullah Qati Khan, le chef de la police provinciale. Il a fini par convoquer une choura avec certains anciens de l'Arghandab, mais cela n'a rien donné[245].

Sur le plan positif, les deux spécialistes talibans qui commandaient le réseau des poseurs d'EEI dans l'Arghandab et que l'on jugeait responsables de nombreuses attaques contre l'Escadron de reco ont été tués par « des éléments du Commandement régional (Sud) »

[Traduction] dans la nuit du 4 avril[246]. Au cours des deux mois suivants, les Forces canadiennes n'ont subi que quatre attaques à l'EEI. Une seule a causé des pertes aux Canadiens : le 13 avril, pendant que le Maj Dean Tremblay et le Maj Jean-François Cauden procédaient au transfert du commandement de l'Escadron de reco, le Cvr Karine Blais, membre du 12e Régiment blindé du Canada, a été tuée et quatre autres membres ont été blessés quand un EEI a fait exploser leur véhicule Coyote.

Le Maj Cauden et ses cavaliers ont compris d'emblée que leur tâche dans le Bas-Shah Wali Kot et l'Arghandab en était une d'économie d'effort. Ils ne se faisaient pas d'illusion. Le Bgén Vance a parlé au Maj Cauden directement. Il a limité les tâches de l'escadron à celles-ci : maintenir l'accès à la route de Tarin Kot, perturber les activités ennemies le plus possible et, dans la mesure du faisable, trouver des moyens à l'échelle locale pour que la population continue de se rallier au gouvernement, en prévision des élections du mois d'août. Dès le départ, les troupes savaient pertinemment que des forces viendraient exécuter une relève sur position, mais elles ignoraient quand cela se produirait[247]. Le Lcol Paul a souligné ce qui suit : « L'Escadron de reco se déplaçait partout dans le district. C'était extrêmement difficile, et l'Escadron n'avait pas une forte présence sur le terrain. J'ai donc dit à mes gars de faire de leur mieux pour éviter les pertes et de choisir judicieusement leurs engagements avec l'ennemi. Je savais que les forces étasuniennes allaient arriver. Dans un tel contexte, il devient inévitable de définir un effort principal. Et cet effort principal était Deh-e Bagh[248].

L'état-major de la FO Kandahar a conclu que l'ennemi avait réalisé ce qui suit :

> … un certain succès et qu'il poursuivra ses actions jusqu'à ce que les réseaux opérant dans ce secteur soient pris à partie dans le cadre d'une campagne de ciblage soutenue. On estime que certains réseaux dans la région frontalière séparant le [Shah Wali Kot de l'Arghandab] sont locaux, mais de nombreux talibans se rassemblent à Khakrez et dans d'autres endroits du Shah Wali Kot, ou reçoivent un soutien de là, pour exécuter des opérations dans cette région[249].

Cela étant, le Commandement régional (Sud) était techniquement chargé de ces secteurs et aurait dû recourir à son propre GT ou à des forces d'opérations spéciales pour monter des opérations de déstabilisation efficaces. En effet, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'emploi combiné d'une force opérationnelle étasunienne d'opérations spéciales et du GT du Commandement régional avait bien permis de déséquilibrer l'ennemi. Malgré cela, ces forces n'étaient plus employées de façon cohérente dans le Haut-Ghorak, le Khakrez ou le Haut-Shah Wali Kot, de sorte que les Canadiens et les Afghans dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot faisaient les frais de la recrudescence de l'activité ennemie.

En réalité, quand les ressources ISTAR ont été utilisées à la mi-avril pour examiner le problème, l'évaluation a montré que le réseau d'insurgés dans le district d'Arghandab

comptait tellement de cellules qu'il leur a fallu cerner et nommer les zones d'opérations pour éviter les incidents « fratricides dans leurs rangs ». Il y avait même à ce moment-là un gouverneur taliban fantôme dans le district, et selon des rapports, les insurgés étaient en train de préparer une campagne d'assassinats contre les anciens, les membres de la choura et la police[250].

Du côté gouvernemental, l'Arghandab n'avait pas vu de patrouille axée sur la COCIM en près d'un mois, en dépit du fait que des ressources avaient été trouvées pour rendre possible une visite protégée de dignitaires au barrage de Dahla[251]. Quand les agents de la COCIM se sont effectivement réunis avec le chef de district, celui-ci a annoncé à l'équipe, le visage rayonnant, que toutes les écoles étaient ouvertes, que les enseignants étaient à leur poste et que les garçons et les filles étaient en classe. Des entretiens avec l'Assemblée de développement des districts ont révélé que le gouvernement ne contrôlait que les trois villages situés à proximité du Centre du district de l'Arghandab et qu'il ne pouvait réaliser des projets qu'à ces endroits[252]. Pendant ce temps, le tristement célèbre Jabar Agha était aperçu partout dans le district en train d'organiser des activités et de faire des convertis à Jelawur, Mansurabad, Salam Kalachah et Khvajehmolk[253].

Le 19 mai, le très patient chef de la police du district d'Arghandab, Zmaray Khan, a été grièvement blessé par une attaque suicide à l'EEI contre son quartier général; l'attentat a aussi tué plusieurs de ses agents les plus proches de lui. Il a été transporté à l'hôpital dans un hélicoptère Mi-17 par le Corps de la Force aérienne de l'ANA arrivé de l'aérodrome de Kandahar (KAF)[254]. Immédiatement après l'attaque contre la police, l'ennemi a posé un EEI près de Jelawur afin d'y attirer une force de réaction rapide canadienne, mais l'embuscade des insurgés a été écrasée par une troupe de chars Leopard et une compagnie d'infanterie afghane accompagnée de ses mentors canadiens.

Comme ses prédécesseurs l'avaient fait dans le passé, le gouverneur Wesa et son épouse ont quitté Kandahar précipitamment en confiant la situation peu reluisante en Arghandab au chef de la police provinciale, Matiullah Qati Khan, qui a déclaré à la FO Kandahar que la population de l'Arghandab pensait que le gouvernement « n'avait pas la capacité d'agir » [Traduction] : elle réclamait la présence immédiate d'une force de sécurité. Entre-temps, le système ISTAR recevait constamment des rapports sur des actions ennemies planifiées et envisagées. Quand les insurgés ont détruit les tours du réseau de téléphonie cellulaire, Matiullah Qati a dirigé une force de police accompagnée de mentors étasuniens dans l'Arghandab occidental. Cette force a été frappée par des EEI et prise dans une embuscade, mais le chef a dirigé deux groupes d'agents de police lancés à la poursuite de l'ennemi, et un insurgé a été tué. Une patrouille de reco canadienne qui était intervenue a aussi heurté un EEI, mais elle n'a subi aucune perte humaine. C'était la fin de mai, et l'Arghandab était de nouveau au bord du gouffre.

Opérations dans la ville de Kandahar, en avril et mai 2009

La ville de Kandahar a subi un assaut de terrorisme pendant tout le mois d'avril. Le 1er avril, un attentat exécuté contre l'immeuble de la choura provinciale par quatre bombes humaines portant la tenue des soldats afghans a fait 17 blessés et sept morts, y compris le directeur de l'éducation et le directeur adjoint des services de santé. Les membres de la choura ont pris les armes et se sont défendus sous la direction de l'ancien *moudjahidine* Haji Agha Lalai Dastagiri. Ensuite, la FOB Walton a été frappée par une seule roquette, quelqu'un a lancé une grenade contre une patrouille de la police, et des convois de l'USPI circulant sur la Route nº 4 à l'est de la ville ont heurté deux EEI; c'était le premier attentat à se produire en plusieurs mois, et le mois venait tout juste de commencer[255]!

Quand un entrepreneur de travaux routiers a été enlevé et qu'une bombe humaine à bicyclette a fait sauter l'immeuble du quartier général de l'USPI, cela résultait peut-être de la violence commerciale ou d'une action des insurgés, mais l'EEI qui a frappé les ouvriers de l'entreprise de télécommunications se rendant dans le Zharey afin d'y réparer les tours du réseau de téléphonie cellulaire avait probablement été posé par des talibans cherchant à dégrader la sécurité dans ce district, ce qui montrait l'existence d'un lien entre les opérations des insurgés dans le Zharey et le terrorisme à Kandahar[256]. Cela a été confirmé davantage quand des agents de la PNA et de la DNS ont intercepté un véhicule pour attentat suicide bourré d'EEI qui se rendait à la ville depuis le lieu de construction de l'engin à Senjaray[257].

Le 13 avril, quatre assassins ont abattu Sitara Achakzai, membre du Conseil provincial, au moment où elle quittait son domicile. Cet assassinat d'une personne très en vue a grandement attiré l'attention des médias et renforcé la conviction que la situation dans la province de Kandahar se dégradait au point de devenir complètement chaotique[258]. Seulement sept marchands sont venus au marché des femmes, déclarant à une patrouille de l'Équipe de la COCIM « avoir peur de participer parce qu'une femme membre de la choura avait été tuée au début de la semaine [...] et avoir peur de se déplacer dans la ville de Kandahar[259] ». [Traduction]

La violence ne s'est pas arrêtée là. Une autre bombe humaine à bicyclette s'en est prise à une patrouille de la police à l'extérieur de l'hôpital de Mirwais. Le palais du gouverneur a été ciblé ensuite. Dans l'après-midi du 26 avril, trois bombes humaines portant la tenue des agents de la force de sécurité afghane sont entrées dans la zone de sécurité et se sont fait exploser : cinq personnes ont été tuées et le Centre de coordination provincial a été ébranlé. Un UAV CU-170 Heron a été envoyé sur place, et le Bgén Vance et le Lcol Turenne ont déménagé leur quartier général tactique dans le palais afin d'appuyer le gouverneur Wesa. Ils ont notamment déclaré : « L'endroit a été sécurisé avec efficacité, et les FSNA et les FC

l'ont exploité ensemble. Les efforts combinés des forces de réaction rapide de l'ANA et de la PNA démontraient que des progrès importants avaient été accomplis au chapitre du perfectionnement de leurs soldats et de leurs officiers[260]. » [Traduction]

Le gouverneur et la FO Kandahar ont tout d'abord travaillé dans le contexte de la Réunion sur la sécurité provinciale et avec son groupe de travail pour planifier l'exécution de patrouilles à pied plus fréquentes près des écoles et pour accroître le contrôle aux cinq principaux points d'accès de la ville de Kandahar. C'était comme si l'Op PORTCULLIS, oubliée depuis longtemps, avait été réinstituée. La première opération d'intensification a eu lieu le 29 avril et visait à repérer tout véhicule non autorisé et à détecter l'infiltration ennemie le long des principaux itinéraires. Le plan consistait à affecter un personnel plus nombreux aux cinq portes de la ville. Il s'agissait d'une opération de la police afghane, coordonnée par le Centre de coordination provincial et encadrée par lui[261].

L'étape suivante prenait la forme d'une intensification coordonnée des interventions par la PNA, l'ANA et la DNS dans des districts clés, pour y exécuter des opérations de bouclage et de fouille. Ces actions étaient planifiées par la nouvelle Réunion interarmées de patrouille et de planification de la ville de Kandahar au sein de laquelle l'ANA, la PNA et la DSN étaient représentées; la Compagnie Stab A assistait aux réunions pour représenter la FO Kandahar. Cependant, quand la Compagnie Stab A s'est rendue aux cinq points de contrôle aux portes de la ville, elle n'y a trouvé personne[262]. Il a fallu 48 autres heures pour que la situation change. Le Lcol Turenne a ordonné à l'Équipe spécialisée du Génie de l'ERP d'aider la police à renforcer les postes de contrôle aux cinq portes de la ville. L'ANA et la police avaient alors convenu d'organiser des patrouilles interarmées (PI) jour et nuit. Toutefois, les Canadiens ont constaté que la DSN ne fournissait pas les renseignements détaillés nécessaires aux opérations informées par le renseignement. Puis les généraux sont arrivés de Kaboul.

Prenant le relais des choses, les généraux ont ordonné un ratissage conjoint de toute la ville par les forces de sécurité afghane à partir du 3 mai. La planification a commencé le 2 mai à un centre de coordination aménagé à la hâte dans la ville, sur le site de l'ancien quartier général du Corps. Trois compagnies du 2e Kandak et deux autres du 3e Kandak ont été dépêchées dans la ville depuis le Camp Hero et d'autres positions qu'elles occupaient dans les districts. Les observateurs canadiens étaient extrêmement inquiets : « Après avoir tenu une pseudoconsultation, ils ont donné un briefing général au gouverneur de Kandahar, puis ils ont exécuté leur plan isolément. » [Traduction] L'Op TOLO ATTAL 26 était donc lancée, avec 500 agents de police de la ville de Kandahar, de la police régionale et de la police frontalière, les trois corps de police travaillant indépendamment l'un de l'autre et de la DNS. L'Équipe canadienne de la COCIM, l'ELMOP, la CIVPOL et les mentors de la police des États-Unis ont tous pris part à l'entreprise[263].

L'ensemble de la force s'est concentré sur deux districts à la fois; les districts nos 9 et 8 ont eu la priorité, et le district no 9 était connu comme étant un bastion antigouvernemental. Ensuite, l'effort a porté sur les districts nos 4 et 7. Les Forces canadiennes ont été dépêchées sur place afin de dresser un écran autour de la ville. L'Escadron de reco a déployé des patrouilles depuis Shah Wali Kot jusqu'à des positions au nord-ouest du district no 9, tandis que les UAV canadiens survolaient la ville[264].

Cet effort massif a permis de découvrir quelques petites caches et une cellule de fabrication d'EEI de trois hommes. Les analystes canadiens étaient d'avis que les insurgés avaient déplacé leurs effectifs et leurs caches clés avant le début des fouilles. L'Op TOLO ATTAL 26 a pris fin le 10 mai et a été considérée comme un succès du point de vue du commandement et contrôle interarmées interagences[265]. Quand tout a été terminé, la Compagnie Stab A s'est rendue aux cinq postes de contrôle aux portes de la ville, cinq jours plus tard, et elle a constaté qu'ils n'étaient ni bien dotés en personnel ni opérationnels[266]. En sondant l'atmosphère régnante, cependant, les équipes de la COCIM ont observé qu'il « y avait des effets positifs durables » et que la population disait se sentir « plus en sécurité, surtout parce qu'elle savait que l'ANA et la PNA avaient découvert des munitions et des armes[267] ». [Traduction]

Jusqu'à la fin du mois de mai, le nombre d'actes terroristes très médiatisés avait beaucoup diminué, mais les objectifs vulnérables restaient très prisés chez les insurgés. Deux fusillades depuis un véhicule en marche se sont produites et, dans un autre cas, deux interprètes qui travaillaient pour les forces d'opérations spéciales ont été blessés par balle. Deux attentats suicides et une attaque avec EEI radiocommandé ont visé la police et ont fait deux morts et 13 blessés. À un poste de contrôle routier dans le district n° 9, la police a découvert 193 mines antipersonnel camouflées dans une camionnette Ford Ranger officielle conduite par des agents de police en uniforme possédant des papiers d'identité[268].

Vu la violence et les opérations de sécurité ayant eu cours en avril et mai, l'ERP avait du mal à mettre l'accent sur le développement. Dans un rapport décourageant rédigé après que l'Équipe de la COCIM se fut entretenue avec la population locale, y compris un juge, l'Équipe a donné à entendre que les talibans gagnaient du terrain dans plusieurs secteurs clés :

> Selon les juges des tribunaux, la FIAS a fait de fausses promesses aux ministères de la Justice pendant six ans, pourtant rien n'a changé. Ces propos visaient directement la COCIM. Ce juge affirme avoir siégé au tribunal de la ville de Kandahar au cours des six dernières années. À son avis, les talibans peuvent rendre des décisions judiciaires vite et bien, et les habitants de l'endroit peuvent se tourner vers eux, et ils le font effectivement, car ils ne font pas confiance à leur système de justice actuel. Ce juge estime que le renforcement de la sécurité dans le cercle du gouvernement ne fera qu'inciter les habitants à ne pas recourir au

> système de justice et que ce cercle doit rester accessible, sans que les forces de sécurité y soient très présentes … Les questions posées aux habitants de l'endroit ont mis l'accent sur les élections fédérales imminentes. S'ils savaient que des élections allaient se tenir, ils n'en connaissaient pas la date ou ne savaient aucunement qui avait effectivement posé sa candidature à la présidence[269].

Réorganiser l'Op KALAY

Le district de Dand était l'endroit où serait mis à l'épreuve le concept des principales approches vers les villages. L'analyse de l'ERP, la connaissance de la situation – blanc et toute une gamme d'outils d'analyse ont débouché sur le choix du village de Deh-e Bagh comme point de mire de l'effort, que l'on a appelé « Op KALAY[270] ». Du point de vue géographique, Deh-e Bagh se composait de trois collectivités situées le long de l'itinéraire Lake Effect, entre la partie ouest du district de Panjwayi et la ville de Kandahar. Une force qui contrôlerait Deh-e Bagh pourrait bloquer les itinéraires menant à Malajat (et, de là, à la prison de Sarposa, au nord-ouest, et à la Route nº 1) et au district nº 6 de la ville. Une présence renforcée dans le Dand qui aurait son origine à Deh-e Bagh et dans d'autres localités pourrait aussi influer sur les itinéraires empruntés par les insurgés et menant à l'itinéraire Lake Effect jusqu'aux sites de lancement des fusées aménagés dans le district de Daman et visant le KAF (voir la figure 5-11). Par conséquent, les opérations à Deh-e Bagh pouvaient avoir un effet direct sur la sécurité de la ville de Kandahar, conformément au Plan KANTOLO.

Dans la région, le « terrain humain » comprenait principalement les clans barakzais, mais aussi un petit village peuplé de nomades kutchies. Dans l'ensemble, la population était évaluée comme étant progouvernementale, à la différence des refuges d'insurgés de Nakhonay, Khenjakak et Chalghowr. Très peu d'incidents de sécurité étaient liés à Deh-e-Bagh. De l'autre côté de la route du village, il y avait le complexe d'enceintes désormais lourdement endommagé du Centre de district de Dand[271].

Au chapitre de la gouvernance, le Dand était dans le camp des Sherzais, et les Barakzais avaient été progressivement marginalisés par l'architecture du pouvoir des Popalzais, mais pas de la même façon que les Alikozais l'avaient été dans l'Arghandab[272]. En soutenant les Barakzais dans le Dand, on leur garantissait que ce qu'avaient subi les Alikozais en Arghandab aux mains des insurgés et des opportunistes en quête de pouvoir ne leur arriverait pas dans le Dand tant que le Canada veillerait au grain. En fait, certains policiers dans le Dand étaient fermement liés à l'architecture du pouvoir des Popalzais et ils étaient payés par Ahmad Wali Karzai[273], mais on ne savait pas au juste combien il y avait de policiers barakzais, ou s'ils pouvaient faire contrepoids aux Popalzais en cas d'affrontement. Selon le Bgén Vance, l'Op KALAY était une façon discrète de démontrer que les Barakzais et les Popalzais pouvaient coexister[274]. Quant à la dynamique des districts provinciaux, le Bgén Vance croyait que les Canadiens pouvaient collaborer avec les Afghans pour

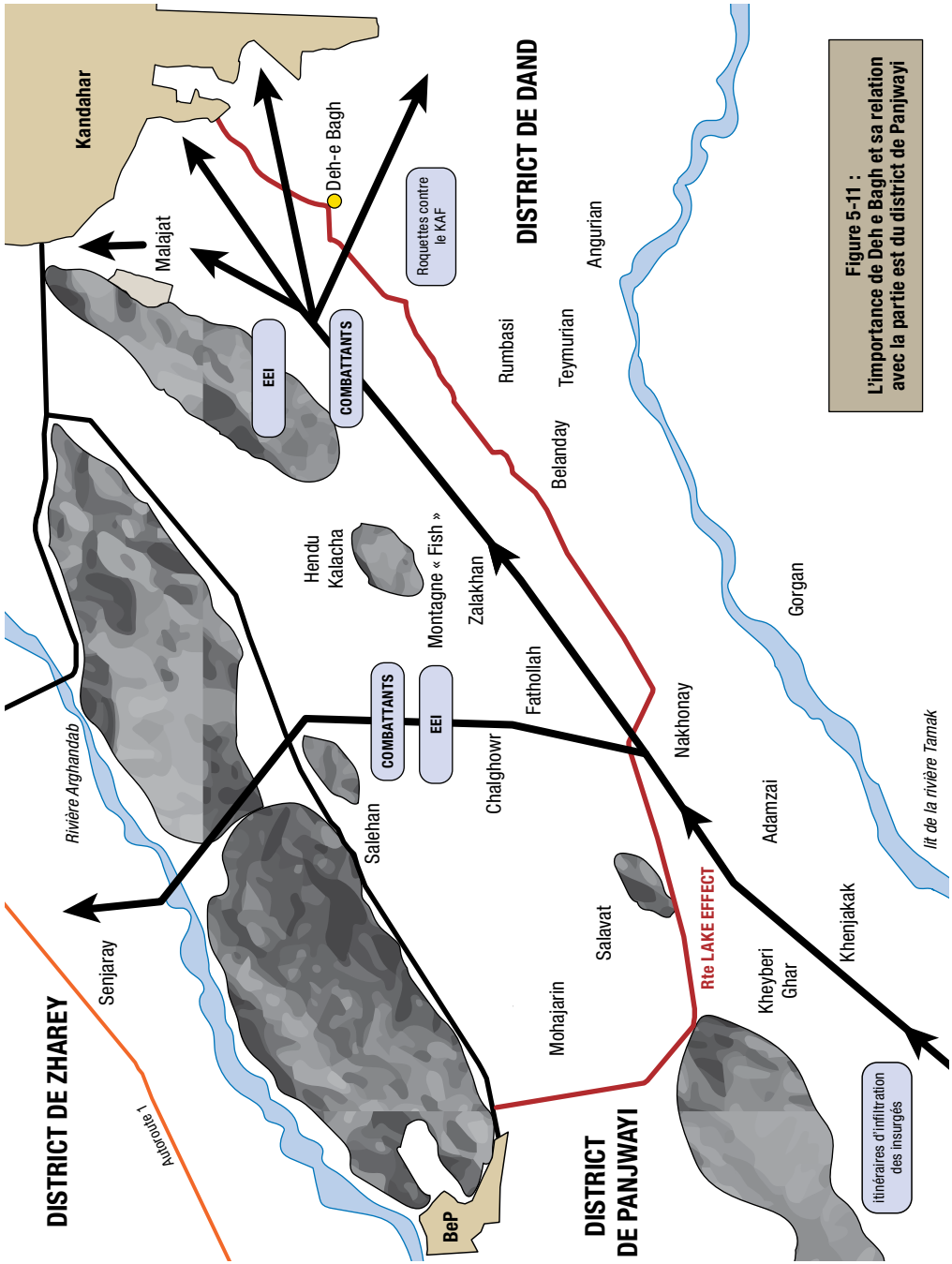


Figure 5-11 : L'importance de Deh-e Bagh et sa relation avec la partie est du district de Panjwayi

« contourner les mauvais acteurs, parce que nous étions au niveau des villages[275] » [Traduction], et cela, un peu comme l'ERP qui travaillait avec les assemblées de développement des districts et les conseils de développement communautaire pour contourner le dysfonctionnel Comité de développement provincial.

Le quartier général du Bgén Vance pouvait maintenant faire fond sur une collectivité relativement permissive, générer des effets négatifs sur l'activité ennemie dans la région et promouvoir des messages positifs aux paliers local et provincial, à celui des districts et peut-être aussi au niveau international. Selon le Bgén Vance, l'image représentant les Canadiens en Afghanistan jusque-là était celle du retour au Canada de cercueils de soldats tombés au combat et ramenés au pays par avion de transport à Trenton. L'Op KALAY, si elle était gérée judicieusement, pourrait donner lieu à de nouveaux messages positifs sur l'action des Canadiens en Afghanistan[276].

En vue de l'exécution de l'Op KALAY, la FO Kandahar a procédé à un remaniement en profondeur de ses forces. Le major Marc Verret, à la tête de l'ELMOP, avait été averti par son prédécesseur, le major Alex Haynes, qu'il y aurait des changements à son arrivée. En effet, l'ELMOP devenait un bassin d'effectif pour la Compagnie de stabilisation B (mieux connue sous le nom de Compagnie Stab B). Aux 60 membres de l'ELMOP se sont joints un peloton d'infanterie fourni par la Compagnie de protection des forces et une équipe de mentorat de la Police des États-Unis. Il y avait aussi la 2 EGC qui relevait de l'OTC et qui était dirigée par le très capable capitaine Gary Silliker (la 2 EGC a finalement été renforcée par le personnel de la 1 EGC). Les deux tiers de la Compagnie de la COCIM ont eux aussi été intégrés à la Cie Stab B, comme le furent trois détachements des OPPSY et une EGEM. Les sapeurs de combat ont fourni un EBG Badger. L'Élément de soutien national a créé un détachement pour appuyer le parc de véhicules de la Cie Stab B, lequel comprenait maintenant une gamme complète de véhicules, sauf des chars Leopard. Le Bgén Vance décrivait les 160 membres de la Cie Stab B comme étant l'« Équipe de combat de l'Amour (Combat Team of Love)[277] ». [Traduction]

Le schème de manœuvre de l'Op KALAY adhérait au processus façonner-dégager-tenir-construire. Au cours du stade de façonnage, le major Verret s'est particulièrement soucié de faire participer les chefs afghans des villages et des districts au le plus tôt possible et de créer une atmosphère d'inclusivité. Comme cela mettait certains éléments mal à l'aise, il a modifié le plan pour que la Cie Stab B, plutôt que le GT, se charge du stade « dégager », et le GT s'est occupé du cordon de sécurité extérieur. Comme la Cie Stab B l'avait fait voir clairement à tous, « dégager » n'était pas synonyme de « détruire ». Le but était de chasser les insurgés de la zone visée et de les empêcher d'y revenir, de manière que le stade « construire » puisse commencer[278]. Pour que tout cela se produise, cependant, le major Verret devait établir une relation personnelle avec le chef de district Nazek et

le convaincre que l'Op KALAY n'était pas une mesure temporaire quelconque. Il a fallu du temps pour établir ces bases, mais Nazek et Verret ont fini par s'entendre, et l'Op KALAY a pu aller de l'avant[279].

Op KALAY, de mai à juillet 2009

L'Op KALAY a ensuite été retardée par l'opération de sécurité TOLO ATAL dans la ville de Kandahar. Parallèlement, les négociations avec le général Matiullah Qati Khan au sujet de la participation de la police afghane à l'Op KALAY ont pris du temps. Comme le manque de consultation l'avait insulté, il avait fallu le calmer. Après avoir écouté le briefing complet du major Verret, Matiullah a offert avec enthousiasme 50 de ses agents de police pour qu'ils reçoivent une instruction renforcée[280]. Le stade « façonnage » a commencé le 5 mai et s'est poursuivi pendant cinq jours. Les équipes de la COCIM ont établi des rapports avec les nomades kutchies et tenu des chouras avec le chef du village de Deh-e Bagh, Haji Asadullah Khan[281] (voir la figure 5-12).

Une des premières affaires inscrites au programme de l'Équipe de la COCIM a consisté à se réunir avec le Conseil de développement communautaire et à se renseigner sur la situation des projets de développement : en fait, le Conseil était moribond. Une autre équipe de la Cie Stab B s'est réunie avec le chef de police du district pour savoir quel rôle serait réservé dans le plan de sécurité de Deh-e Bagh aux trente agents de police qui étaient à l'instruction au Camp Nathan Smith, sous la coupe de la CIVPOL. En définitive, un seul des 30 agents de police s'était qualifié au titre du perfectionnement ciblé par district, ce qui réduisait temporairement les efforts dans cette ligne d'opérations[282].

La Cie Stab B s'est déployée à Deh-e Bagh le 19 mai et a établi le poste de commandement des opérations. Pendant ce temps, des éléments de l'ACDI au sein de l'ERP ont élaboré un plan de développement à long terme avec les fonctionnaires de la province de Kandahar représentant le ministère de la Réhabilitation rurale et du Développement et le ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et du Bétail. Une entité ennemie a riposté en lançant une roquette de 107 mm par-dessus le Centre de district de Dand, mais il n'y a eu aucun dommage. Une patrouille de la Cie Stab B et de la police a exécuté des patrouilles d'évaluation, mais aucun problème n'a été repéré[283].

Le 23 mai, la Compagnie A du 2 R22eR s'est déployée en laagers de la taille d'un peloton à l'ouest et au sud de Deh-e Bagh, pendant que la majeure partie du kandak d'accompagnement et ses mentors canadiens créaient un laager au nord, puis se rendait de l'autre côté du village kutchie. Le peloton de la Police nationale afghane a quitté le Centre de district de Dand. Le lendemain, toute la force a établi un réseau de postes de contrôle des véhicules, de postes d'observation et de postes de contrôle de la circulation autour de Deh-e Bagh, pendant que les sapeurs de combat du 51e Escadron construisaient

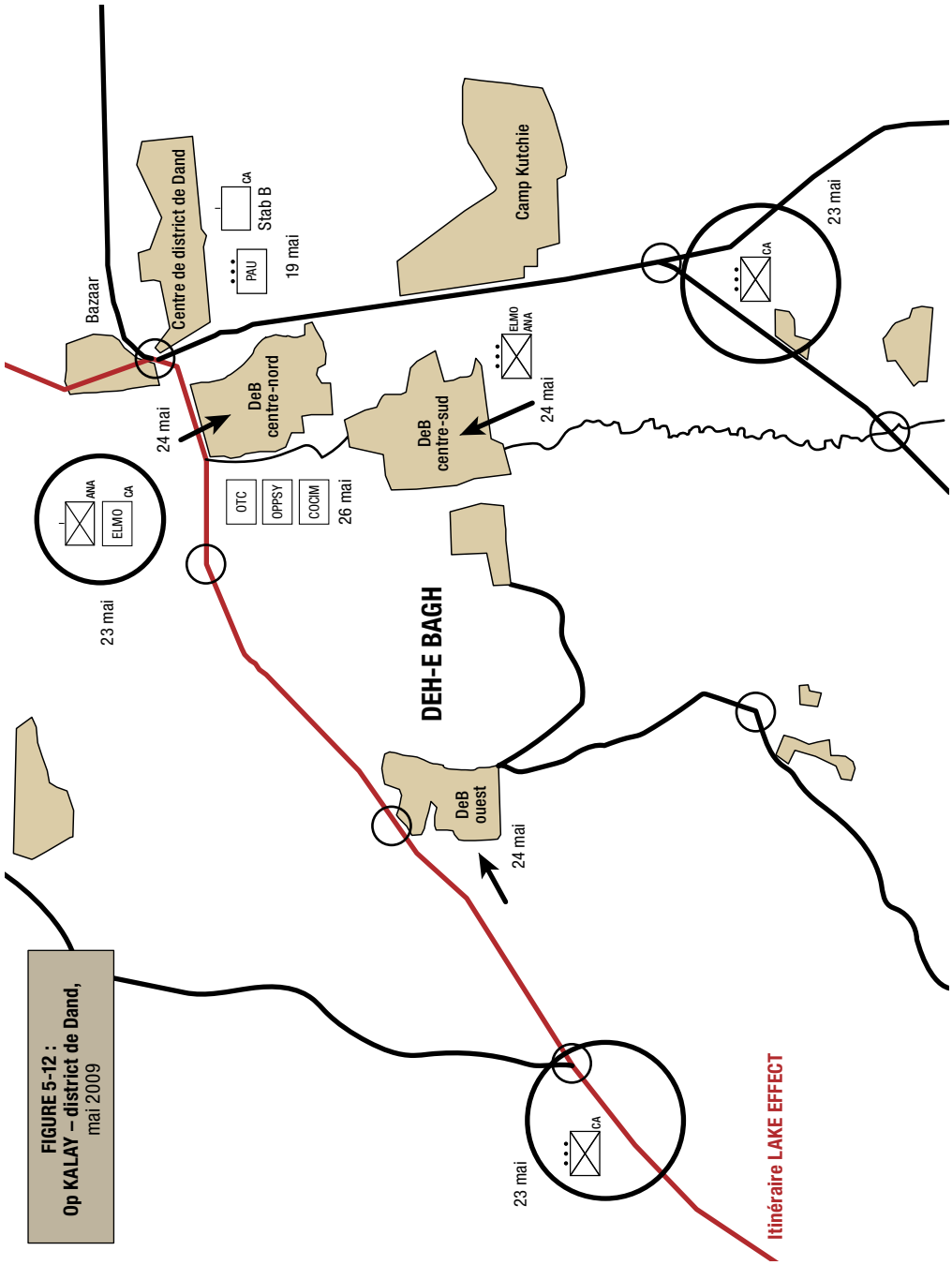


Figure 5-12 : Op KALAY – district de Dand, mai 2009

Photo : MDN AR2011-0200-09

Le 2 R22eR entre dans la partie est du district de Panjwayi en prévision de l'Op KALAY, dont l'objet est de développer et de protéger Deh-e Bagh dans le district voisin de Dand.

un cantonnement et évaluaient le canal. Divisant la collectivité en deux, la Compagnie A a dégagé les secteurs ouest et sud, pendant que l'Armée et la police afghanes dégageaient le secteur nord. Non loin derrière, l'OTC et un entrepreneur de travaux routiers aménageaient déjà des aires de déchargement des matériaux de voirie. Pendant le stade du dégagement, la seule arme trouvée a été une roquette de 107 mm dirigée vers le Centre de district. L'équipe de NEM l'a détruite[284].

Le 26 mai, la Cie Stab B est passée au stade « construire » de l'opération, lequel comportait plusieurs volets. La Compagnie a établi, avec les chefs afghans locaux, que l'effort porterait principalement sur la construction d'un canal, puis que de gros cratères datant de la période soviétique seraient comblés et, enfin, que la route serait améliorée pour assurer la connectivité entre les collectivités de Deh-e-Bagh. La méthode adoptée comprenait le recours à des ouvriers locaux, soit un homme par famille. L'importation d'ouvriers de l'extérieur par l'intermédiaire de courtiers ne serait pas tolérée, car cette façon de faire avait eu des effets négatifs dans le district de Zharey en 2008. L'Organisation chargée des travaux de construction (OTC) a géré tous les projets[285].

Le major Verret était au fait des questions antérieures inhérentes à la politique canadienne concernant les engagements religieux et il concentrait ainsi les projets à effets rapides de l'Équipe de la COCIM sur le soutien des mollahs de Deh-e Bagh. Il y avait dix mosquées dans la région, et deux mollahs circulaient entre elles. Le plus gros problème, ont-ils expliqué, résidait dans le manque de lavabos. Le major Verret a veillé à ce que des ressources soient affectées à leur construction. Il a suscité des « réactions négatives » de presque tout le monde, sauf du Bgén Vance et des membres expérimentés de l'état-major de la FO Kandahar qui comprenaient la nécessité de prendre en compte les besoins religieux des collectivités. Un autre projet de COCIM concernait l'école. L'enseignant gagnait plus d'argent à travailler au projet de construction du canal, comme manœuvre terrassier, qu'il n'en aurait touché en classe; par conséquent, des primes d'encouragement lui ont été offertes pour le convaincre de revenir à l'enseignement, et l'école a été modernisée. Les projets à effets rapides sont allés de l'avant[286].

Sur le front de la sécurité, la Cie Stab B s'est efforcée de mettre sur pied un Centre interarmées de coordination de district purement afghan et de le doter de lignes téléphoniques de dépannage connexes. L'équipe des OPPSY a distribué des cartes portant les numéros à composer. En une occasion, le Centre a reçu un appel d'un groupe de citoyens qui arrêtait sans aide extérieure des talibans dans leur collectivité. En outre, au cours de la première semaine d'activité, seize EEI ont été signalés au Centre de coordination par des habitants de l'endroit[287]. Les EEI avaient été repérés le long de plusieurs itinéraires entrant dans Deh-e Bagh ou en sortant, dans les environs de la ville, et ils ont été détruits par l'équipe de NEM. La Compagnie A a exécuté des patrouilles à la périphérie de la ville, mais elle

n'a eu aucun contact avec des poseurs d'EEI. Une paire de roquettes de 107 mm ont été lancées depuis la localité de Chineh, au sud, mais elles ont raté leurs cibles et n'ont causé aucun dommage[288].

Afin que les Kutchies ne soient pas exclus, une Équipe de la COCIM s'est rendue dans leur village et a fourni une aide à leur chef, Dilawey Khan. La police afghane et des mentors de l'ELMOP ont assuré la sécurité au cours de cette partie de l'opération. Les Kutchies étaient surpris et ils ont bien accueilli l'équipe canado-afghane. Le chef de l'Équipe de la COCIM a demandé à Khan si des membres de sa collectivité aimeraient se joindre à la police afghane, et il s'est trouvé que le chef kutchie a réagi favorablement[289].

Il fallait remettre en état le Centre de district de Dand le plus tôt possible, car c'était un symbole fonctionnel de gouvernance qui devait absolument être rétabli. À cette fin, l'Équipe spécialisée du Génie (ESG) a quitté les locaux de l'ERP pour aller examiner la situation et lancer un appel d'offres en vue de reconstruire le Centre. L'OTC avait déjà adjugé un contrat local pour faire enlever les débris, et les travaux étaient déjà très avancés quand l'ESG est arrivée[290].

Les consultations auprès de la population de Deh-e Bagh, par l'intermédiaire du Conseil de développement communautaire revigoré, ont révélé que sept projets étaient nécessaires : le bazar devait être réparé pour améliorer le commerce; les enfants avaient besoin d'un terrain de jeu; le canal d'irrigation nécessitait des travaux; il fallait une nouvelle route de liaison pour améliorer la circulation et accroître le commerce. Les Kutchies avaient besoin d'une route pour se rendre à leur emplacement et à leurs puits. Leur mosquée locale avait besoin d'être réparée et modernisée. Le plan prévoyait que tous ces travaux seraient exécutés en 60 jours[291]. Le 2 juin, le chef de district Nazek avait reçu plusieurs « appels d'autres villages du district sollicitant une aide », car la bonne nouvelle se répandait dans le reste du district de Dand[292].

Selon des rapports des unités ISTAR, l'Op KALAY alarmait les insurgés et ils préparaient une riposte dans le but d'en affaiblir les effets positifs. Le 29 mai, une patrouille de la police afghane, accompagnée par des mentors canadiens, est tombée dans une embuscade à Belanday. Au milieu des combats rapprochés dans le village, le Mat 1 Pier-Vincent Michaud, technicien médical, a traité les blessés malgré des tirs intenses dirigés vers lui et il a réussi à extraire les blessés de la zone d'abattage. Les interventions du Mat 1 Michaud lui ont valu la Médaille de la vaillance militaire.

L'ennemi a fini par mettre au défi le secteur de Belanday, soit la zone de stabilisation qui avait été établie grâce à l'Op KALAY. Le détachement de la police afghane à Belanday a été attaqué et a appelé le Centre de coordination des opérations provincial par téléphone cellulaire pour obtenir des renforts. À ce centre de coordination, les Canadiens ont appelé la FO Kandahar qui a pu dépêcher deux hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior à Belanday.

Photo : MDN IS2009-1025-04

IL'Op KALAY a permis de fournir des ressources pour renforcer les services de police et la sécurité dans le district de Dand, au sein duquel se trouvaient les approches sud-ouest de la ville de Kandahar.

L'ennemi s'est caché; le CCO-P a donc ordonné aux hélicoptères de se replier et il a dit à la police de faire feu en direction des insurgés quand ils se montreraient de nouveau. Les hélicoptères sont alors revenus sur les lieux et ont détruit l'ennemi avec des roquettes et des tirs de leurs mitrailleuses de calibre .50[293].

L'ennemi n'en avait pas fini avec Deh-e Bagh. La Cie Stab B a facilité la tenue d'une choura sur la sécurité dans le district de Dand; toutes les forces participantes à Deh-e Bagh et dans les environs y ont participé. À la faveur de cette réunion, la Compagnie a appris que la choura de Quetta avait dépêché 250 talibans pakistanais pour éradiquer le projet de l'Op KALAY. Un autre plan taliban prévoyait la rotation de combattants basés dans le Dand avec des combattants basés dans la province d'Helmand, « pour que les insurgés puissent combattre sans remords » [Traduction]. Pour maintenir la distance de sécurité depuis Deh-e Bagh, la choura sur la sécurité a dressé un plan de patrouille interarmées faisant intervenir l'Armée et la police afghanes, un accent particulier étant mis sur le village de Chineh au sud[294]. Une équipe d'insurgés a attaqué un point de contrôle périphérique, situé à six kilomètres des limites du Dand, et il y a eu un échange de feux avec la police : deux agents ont été tués et quatre autres ont été blessés[295].

Pendant la même période, l'OTC et la population locale ont travaillé ensemble pour nettoyer le réseau du canal, et les travaux dans le canal même ont été achevés le 21 juin. Le Conseil de développement communautaire a ajouté des éléments à sa liste : l'aménagement de lavabos communautaires; des lampes alimentées par l'énergie solaire; la réparation de l'immeuble de la choura et d'une mosquée[296]. Cependant, le chef du district, Nazek, « s'inquiétait que les ministères d'exécution à Kandahar ne voulaient pas intervenir activement dans le Dand[297] » [Traduction]. Les agences onusiennes influaient probablement sur eux, parce qu'elles ne voulaient pas s'impliquer dans l'opération de Deh-e Bagh, elles qui étaient censées être « neutres »[298]. Le RCK Ken Lewis a essayé, par la flatterie, d'inciter les ministères concernés à fournir des services[299].

L'ennemi continuait d'essayer de voir jusqu'à quel point il pouvait harceler Deh-e Bagh et il a déclenché une attaque à l'EEI contre un poste de contrôle de la police situé à trois kilomètres à l'ouest du Dand, à Walakan. Cet attentat a fait trois morts et deux blessés dans les rangs de la police[300]. Le 24 juin, l'Op KALAY avait permis d'accomplir des progrès suffisants pour que les trois paliers du gouvernement afghan (les paliers provincial et national et le chef de district) soient disposés à tenir une conférence de presse à Deh-e Bagh pour montrer aux médias nationaux et internationaux les résultats qui avaient été obtenus. Deux jours plus tard, le nouveau commandant de la FIAS, le général Stanley McChrystal, est venu par hélicoptère rendre visite à la collectivité. C'était là un grand pas en avant. Le général McChyrstal était en train d'évaluer son nouveau commandement afin d'ajouter à l'évaluation continue de la stratégie Obama, qui s'est poursuivie pendant toute l'année 2009. En examinant les réalisations canadiennes et afghanes dans le district de Dand, le général a constaté qu'il était possible de briser l'impasse en Afghanistan, du moins au niveau local et à celui des districts, et qu'il existait une nouvelle façon pour ce faire[301].

L'Équipe de la COCIM a élargi son champ d'action depuis Deh-e Bagh pour y inclure les localités voisines. À Teymurian :

> Dans le village, sur le plan de la sécurité, tout paraissait normal; il y avait beaucoup d'enfants. Les personnes que [l'Équipe de la COCIM] a abordées pour leur demander comment se rendre à sa destination l'ont accueillie avec courtoisie. [La source] a précisé que ce n'est pas une bonne chose que la FIAS vienne à son village, car les insurgés le menacent ensuite. Il a dit à l'Équipe de la COCIM que, quand elle voulait se réunir avec lui, il valait mieux qu'elle le fasse au Centre de district de Dand […] la population locale évite d'emprunter l'itinéraire LAKE EFFECT à cause du nombre d'EEI y ayant été posés. Cela nuisait au commerce et à l'acheminement des approvisionnements jusqu'au village […] [L'Équipe de la COCIM] lui a demandé ce qu'il pensait de la présence de la FIAS à Deh-e Bagh. Il a répondu que, depuis l'arrivée des troupes de la FIAS, la présence des insurgés dans la région avait diminuée[302].

Le volet « tenir » de l'Op KALAY s'est heurté à des complications. Les mentors de la police canadienne ont appris qu'en fait, le district de Dand avait quatre groupes de police distincts. Le chef de police du district et ses hommes relevaient du quartier général provincial de la Police nationale afghane à Kandahar. Le chef du district contrôlait des agents de police afghans au nom du gouverneur; d'autres agents de police obéissaient à la famille Sherzai; enfin, la « réserve de la PNA » travaillait sur les lieux de plusieurs postes de contrôle[303]. Pour des raisons inexplicables aux Canadiens, cet équilibre du pouvoir était efficace. Cependant, malgré ce réseau inextricable de relations, les mentors canadiens arrivaient à réunir les représentants des quatre groupes dans une seule pièce avec l'ANA, la DNS, l'ELMOP et l'Équipe de la COCIM pour produire des résultats. Il existait une certaine friction entre l'ANA et la force officielle du Dand, et il fallait régler cette situation avant qu'elle n'échappe à tout contrôle[304].

À Deh-e Bagh, les choses continuaient de s'améliorer. La collectivité a demandé qu'une route de contournement soit construite pour lui permettre d'accéder à l'itinéraire Lake Effect; pour cela, l'intervention du chef de district était nécessaire, car il fallait acquérir des terrains privés. Grâce au recours à la consultation pour prévenir les griefs relatifs à l'utilisation des terres, une source majeure de comportements antigouvernementaux a été tarie[305].

Cependant, d'autres organismes continuaient de refuser de participer au projet de Deh-e Bagh. L'ACDI et le MAECI se réunissaient sans relâche avec ONU-HABITAT pour voir comment le Conseil de développement communautaire de Deh-e Bagh pourrait opérer la transition au nouveau concept de l'ONU, soit celui du Regroupement des conseils de développement communautaire. Un représentant d'ONU-HABITAT a exprimé son opposition :

> Ils ne souscrivaient pas à la stratégie consistant à injecter des fonds dans la choura du district, car cela n'autonomiserait qu'une seule tribu. Selon lui, cette stratégie marginaliserait les autres tribus, car elles ne seraient pas représentées à la choura du district et ne bénéficieraient pas de l'AVC. Il a déclaré que l'AVC était une stratégie qui laissait à désirer et qu'il ne croyait pas qu'elle aiderait à vaincre l'insurrection[306].

Les représentants de l'ACDI et du MAECI ont aussi collaboré avec le chef du district, Nazek, qui faisait alors le pont entre le chef du village de Deh-e Bagh et le représentant du ministère de la Reconstruction rurale et du Développement du district de Dand. Quelle relation existerait-il avec le nouveau Regroupement des conseils de développement communautaire et l'Assemblée de développement des districts et, ensuite, comment cette formule serait-elle appliquée à Deh-e-Bagh, ou pourrait-elle l'être? Nazek voulait se réunir avec ONU-HABITAT et obtenir son apport[307]. C'est là que se trouvait le point de friction, car la question s'était posée à Kandahar en 2002 et à Kaboul en 2003. Comment favoriser le développement pour qu'il s'allie à la stabilisation?

Pendant ce temps, la Compagnie A continuait de mener des patrouilles de présence dans les villages à la périphérie de Deh-e Bagh. La partie ouest de Chineh devait être vide de ses habitants, mais en fait ils s'y trouvaient : les habitants ont fui à l'arrivée de la patrouille canadienne. Les systèmes ISTAR ont repéré une équipe de poseurs d'EEI à l'est de la zone de patrouille. Un CU-170 Heron s'est amené et a suivi une trajectoire circulaire d'observation; d'autres renseignements ISTAR ont révélé qu'un commandant taliban était présent. Le centre des opérations de la FO Kandahar a donc dépêché sur les lieux un bombardier B-1B. La force de réaction rapide de l'ERP s'est déployée pour exécuter une mission d'exploitation et elle a constaté que trois combattants ennemis avaient été tués, dont un commandant connu[308].

L'ennemi essayait constamment d'insérer dans le quadrilatère de stabilité de KALAY des véhicules pour attentat suicide, mais le cordon de sécurité constitué par les postes de contrôle a forcé l'ennemi à les faire exploser plutôt contre la police. Deux attaques à l'EEI ont eu lieu contre le segment nord du cordon. Dans un de ces cas, une nouvelle arme a été employée, soit une charge à fragmentation directionnelle (CFD), qui était en fait une version artisanale d'une grosse mine Claymore. Le véhicule ennemi prévu pour l'attentat devait frapper l'Armée afghane et des mentors canadiens, après le déclenchement de tirs nourris d'armes légères contre la porte nord. Un soldat a été tué et sept autres, blessés[309]. Et les insurgés ont fait une nouvelle tentative. Un autre EEI a explosé et touché la police le long de l'itinéraire Lake Effect : deux agents ont été tués, et cinq autres, blessés. Quelques engins secondaires conçus pour frapper les premiers intervenants ont aussi été découverts. Comme Deh-e Bagh demeurait impénétrable, les talibans ont été les instigateurs d'activités antigouvernementales dans le village voisin de Belanday : ils ont kidnappé le chef du village[310].

Les habitants de Deh-e Bagh ont refusé de se laisser intimider. À la fin de juillet, on estime que 350 personnes employées sur place appuyaient les projets de reconstruction et de développement dans leur village et dans les environs[311]. Aucune attaque ne s'était produite dans le Centre de district de Dand en plus de cinq semaines[312], et la saison estivale des combats atteignait son paroxysme. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Rasmussen, s'est rendu à Deh-e-Bagh avec le commandant de la FIAS, le général McChrystal, et on l'a entendu dire ce qui suit : « J'éprouve la meilleure des impressions. C'est exactement là l'approche que nous suivrons au cours des prochaines années[313]. »

Opérations dans le district de Panjwayi, juin et juillet 2009

En réaction à l'Op KALAY, les chefs des insurgés dans le district de Panjwayi ont agité la population afin de distraire les forces de sécurité pendant qu'ils préparaient activement des mesures d'escalade contre Deh-e Bagh. Ils ont ordonné à leurs commandants locaux d'exiger

que chaque village sous leur contrôle envoie un ancien et un mollah à Zangabad; c'était de toute évidence une mesure d'escalade visant à établir un régime de gouvernance parallèle[314]. Les talibans ont aussi essayé d'influer sur le chef du district, Haji Baran, en employant des lettres provenant d'anciens de Sperwan et des manifestations à Bazaar-e Panjwayi. Les Canadiens voulaient désamorcer les manifestations et contrer les messages des anciens :

> Les anciens ont tous convenu que les insurgés sont à la racine des problèmes; ils se plaignent de la FIAS, de l'ANA et de la PAU, parce qu'ils peuvent le faire. Les anciens ont en fait déclaré qu'ils sont des intermédiaires coincés au milieu d'une lutte pour le pouvoir. Cela montre qu'ils ne se perçoivent pas encore comme bénéficiant des actions [des forces de sécurité]. Ils ont aussi fait état de l'intimidation qui avait cours dans leurs villages[315].

Les équipes de la COCIM à Bazaar-e Panjwayi ont signalé que « la perception selon laquelle la sécurité se détériore nuit aux affaires dans le bazar […] [les insurgés] découragent la population locale de parler aux membres de la FIAS et des FSNA et ils ont diffusé des renseignements qui discréditent les FSNA[316] » [Traduction]. Les équipes de la COCIM et des OPPSY ont collaboré avec Haji Baran pour faire échec aux messages des insurgés.

Parallèlement, Baran coupait l'herbe sous le pied de l'OTC relativement au projet de pavage de l'itinéraire HYENA (autrefois appelé FOSTERS). Blue Hackle, la nouvelle entreprise de sécurité privée qui protégeait l'équipe de pavage de l'entrepreneur Bennett-Fouch, a essuyé des tirs d'armes légères pendant ses activités de dégagement du matin, et l'OTC a dû arrêter les travaux. Baran « n'était pas content que Blue Hackle ait obtenu le contrat pour assurer la sécurité sur le chantier » [Traduction], et d'aucuns pensaient que ce n'était pas nécessairement des insurgés qui avaient attaqué l'équipe de pavage[317].

Pendant la même période, le Groupement tactique du 2 R22eR lançait l'Op CONSTRICTOR pour permettre à ceux qui menaient l'Op KALAY à Deh-e-Bagh de respirer un peu[318] (voir la figure 5-13). Dans l'ensemble, la participation de l'Armée afghane à l'opération était limitée parce qu'il lui fallait continuer de maintenir des forces dans le cadre de l'Op TOLO ATAL; par ailleurs, la police du district de Panjwayi était occupée par des problèmes ayant surgi ailleurs dans le district. Les éléments de reco avançaient sur la caractéristique de terrain Girowal Ghar, tard le 3 juin, mais ils avaient immédiatement été la cible de tirs d'armes légères et de mortiers pendant le mouvement. Des chasseurs-bombardiers Harrier et des MQ-1 Predator ont attaqué les positions ennemies. Le groupe de véhicules COIC a dégagé l'itinéraire Lake Effect le matin du 4 juin, pour que la Compagnie A puisse quitter ses positions et se rendre à l'ouest jusqu'à Belanday, tandis que la Compagnie B arrivait du Zharey et s'installait à l'ouest de cette localité. Pendant que la Compagnie A prenait position,

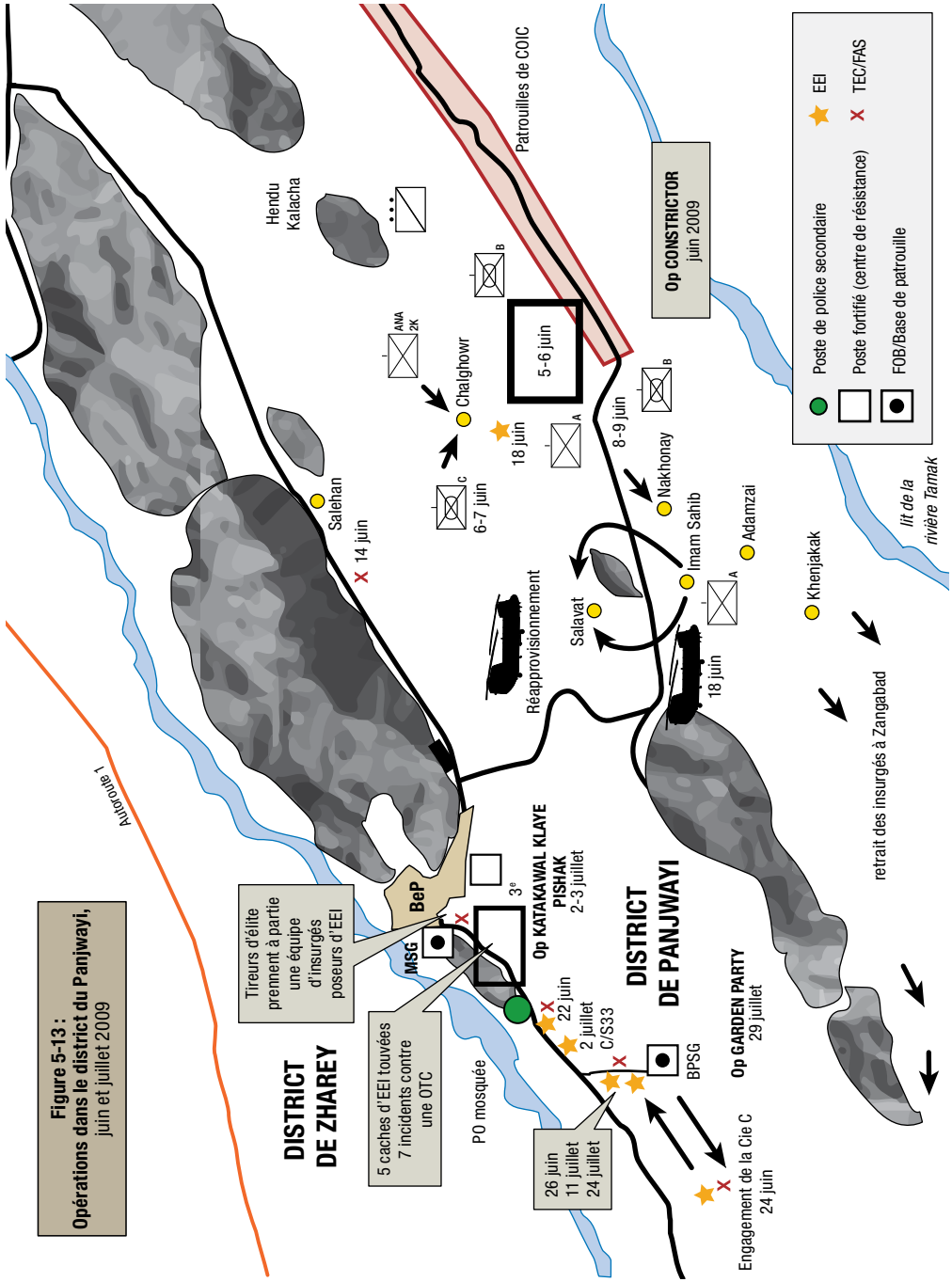


Figure 5-13 : Opérations dans le district du Panjwayi, juin et juillet 2009

elle a été prise à partie par une équipe munie de GPF qui a été supprimée par des tirs d'obusier M-777. Un SUAV MQ-9 qui survolait les lieux a repéré des renforts ennemis et a largué sur eux une bombe GBU-38 et un missile Hellfire; neuf insurgés ont été tués[319].

Le jour suivant, la Compagnie A a occupé des positions de blocage, de manière que la Compagnie B puisse dégager Fatollah. Le Lcol Paul a donné l'ordre à la Compagnie C de se tenir prête à se déployer depuis le Sperwan Ghar pour aller dégager Chalghowr. Quand la Compagnie B est entrée dans Fatollah, elle « a été accueillie par des habitants de l'endroit favorables à la FIAS et au Gouvernement de la République islamiste d'Afghanistan (GIRoA) » [Traduction]. Ensuite, la Compagnie A a procédé au dégagement du secteur entre Belanday et Nakhonay. Elle a trouvé de petites caches d'armes, notamment dans les mosquées[320]. Le troisième jour, la Compagnie B a sécurisé Fatollah, pendant que la Compagnie C achevait de dégager Chalghowr. La Compagnie A a continué son opération de blocage au sud en direction de Nakhonay. Il n'y a eu aucun contact. D'après les rapports ISTAR, les insurgés s'étaient dispersés en direction de Malajat et de Khenjakak[321].

Les Compagnies A et B sont ensuite entrées dans Nakhonay. Pendant que la Compagnie B patrouillait à l'ouest de la localité, le Sdt Alexandre Péloquin du 3 R22eR, qui était à pied, est tombé sur une mine antipersonnel qui a explosé : il a été transporté à un hôpital de rôle 3 au KAF, mais il a fini par succomber à ses blessures. La Compagnie A a trouvé une fabrique d'EEI protégée par des mines antipersonnel et découvert une cache d'armes portatives comprenant trois mitrailleuses et des munitions. Un VBL du Génie du 51e Escadron a été endommagé quand il a heurté un EEI pendant qu'il manœuvrait[322].

Pendant que l'Op CONSTRICTOR continuait de perturber les insurgés dans Nakhonay, le chef de district Haji Baran a appelé le Centre interarmées de coordination de district (CICD) pour informer l'état-major que ses trois frères avaient été enlevés et que les ravisseurs allaient les décapiter l'un après l'autre si un certain insurgé détenu n'était pas libéré. Baran s'est ensuite rendu sur le chantier du projet de pavage de l'itinéraire Hyena et a ordonné aux ouvriers de cesser leurs activités : « Il a dit aux ouvriers que c'était lui qui avait le pouvoir d'embaucher des ouvriers, que ceux-ci n'avaient pas besoin de [l'entreprise de sécurité] Blue Hackle et qu'il pouvait assurer leur sécurité lui-même. » [Traduction] Il y a eu une certaine consternation chez le personnel canadien de l'OTC et de la COCIM. Cependant, le chef de police du district Naeem a vu Baran en compagnie d'insurgés au Sperwan Ghar plus tard ce jour-là et il a transmis ce renseignement au CICD.

Baran s'est rendu en voiture jusqu'à Kandahar, puis il est revenu le 14 juin pour assister à une choura avec le Bgén Vance. Il a déclaré à ce dernier qu'« il estimait que le chef de police ou lui-même devait être congédié » parce qu'ils ne s'entendaient pas. Baran a appelé Naeem et lui a demandé de venir à la réunion tandis que le Bgén Vance s'apprêtait à discuter du projet de pavage. Au milieu de la réunion, la nouvelle leur est parvenue selon laquelle

le chef de police du district, Naeem, était mort, ainsi que le Cpl Martin Dubé, spécialiste en NEM du 5e Régiment du Génie de combat. La police avait repéré un piège à deux engins près d'un ponceau et avait installé un cordon de sécurité autour du site, dans la partie est de l'itinéraire Hyena, et elle avait appelé la force de réaction rapide. Un des engins a explosé pendant que le Cpl Dubé tentait de le désamorcer[323].

Les mentors de la police canadienne ont fait savoir que le décès de Naeem avait déstabilisé les services de police dans le Panjwayi. Dans une forte proportion, les agents de police lui témoignaient une loyauté personnelle et n'étaient pas originaires du district. Certains allaient rester dans leur poste par mesure de loyauté envers le fils de Naeem. Plongé dans le désarroi, l'ELMOP a fait savoir à la FO Kandahar que la police retirait son soutien à l'Op CONSTRICTOR[324]. L'ennemi a ensuite concentré ses opérations dans le secteur du Sperwan Ghar-OP Mosque le long du segment ouest de l'itinéraire Hyena, pendant que l'Op CONSTRICTOR se poursuivait encore. Pendant trois jours, un certain nombre d'EEI ont tué et blessé des agents de police et des soldats de l'armée, et la force de réaction rapide est intervenue. Il s'agissait d'embuscades complexes tendues avec des EEI et des tirs d'armes légères[325].

Entre-temps, la Force d'hélicoptères du Canada a inséré la Compagnie A des deux côtés de Salavat pour exécuter une opération d'arrêt, pendant que le Peloton de reco et les tireurs d'élite se déplaçaient vers le sud. La Compagnie C était censée exécuter le ratissage, mais le véhicule de tête du Génie a heurté un EEI au moment où il parvenait à la ligne de départ, au sud de Chowlghor, et l'équipage a été blessé. Les véhicules COIC ont eux aussi heurté un EEI. Le ratissage a eu lieu malgré tout, et les tireurs d'élite ont signalé plusieurs engagements jusque dans la nuit. Il n'y a eu aucune résistance. D'importants renseignements sur la cellule locale des talibans et sur son réseau parent ont été découverts ainsi qu'un certain nombre de caches d'armes. Ce soir-là, des appareils CH-145 Chinook sont venus ravitailler les forces disposées en laagers près de Salavat. Le lendemain, deux caches d'EEI ont été découvertes. A Bazar-e Panjwayi, la force de réaction rapide s'est déployée à cinq reprises là où des EEI avaient été trouvés dans le secteur[326].

L'Op CONSTRICTOR tirant à sa fin, le projet de pavage de l'itinéraire Hyena a été porté à l'avant-scène. Les activités se sont arrêtées pendant une semaine pendant que l'OTC menait des négociations intensives avec Bennett-Fouch et Blue Hackle. Afin d'apaiser Haji Baran, l'OTC a congédié le sous-traitant chargé du pavage, et Baran et son associé ont pris les choses en main. Tandis que les négociations se poursuivaient, les forces de sécurité afghanes patrouillant dans le segment ouest de l'itinéraire Hyena, entre OP Mosque et l'itinéraire Brown, ont trouvé sept EEI qu'elles ont déclenchés, ou qu'elles ont fait exploser d'une autre façon. Les ouvriers ne se sentaient pas « en sécurité » [Traduction] et ont refusé de continuer. L'OTC et l'Équipe de la COCIM ont été obligées de recourir à Haji Baran pour faire redémarrer le projet[327].

La Compagnie C, qui ne comptait plus que deux pelotons, car le troisième avait été envoyé à Spin Boldak pour protéger la construction d'une grande FOB destinée à la Brigade Stryker, exécutait énergiquement des patrouilles à proximité de Sperwan Ghar, après avoir participé à l'Op CONSTRICTOR. Chaque fois que les patrouilles se déplaçaient, elles étaient suivies par trois équipes distinctes d'hommes en âge de combattre. La Cie C a fait venir des UAV CU-170 Heron sur les lieux pour recueillir des données sur les habitudes de vie, et l'activité ennemie a alors atteint son paroxysme. Après que les patrouilles eurent essuyé des tirs d'armes légères, des obusiers M-777 ont ouvert le feu, une fois confirmée l'identité de l'adversaire. Cependant, les itinéraires de retour étaient truffés de mines antipersonnel, dont une a blessé un soldat canadien. La Compagnie C mentionne ceci dans son rapport : « Le fait que les insurgés aient pu poser des EEI à moins d'un kilomètre de [la BP Sperwan Ghar] montre qu'ils ont une liberté de mouvement complète dans le secteur. Cette réalité nous empêche par ailleurs d'établir une présence parmi la population locale[328]. » [Traduction]

Par conséquent, le Lcol Paul a ordonné au 51e Escadron de prendre un levé et d'élargir l'itinéraire Brown. Les agents de la COCIM sont intervenus pour gérer le processus d'acquisition des terres, et les engins blindés du Génie (EBG) Badger ont abaissé leur lame et dégagé une zone de sécurité. (L'élargissement des routes aux fins de la sécurité a aussi eu lieu dans d'autres régions du district de Panjwayi dans le cadre de l'Op GARDEN PARTY.) Toute force ennemie voulant aller vers l'est allait dès lors devoir sortir à découvert pour traverser l'itinéraire BROWN, ou longer l'itinéraire HYENA OUEST ou le lit de la rivière, ou encore faire un détour jusqu'au sud du Sperwan Ghar[329].

Cependant, tandis que la chaleur de l'été voyait passer la fin de juin puis le début de juillet, il n'y avait tout simplement pas assez de forces pour « surveiller directement » [Traduction] ces régions, de sorte que l'ennemi se faufilait entre les mailles du filet. La Compagnie C fonctionnait avec un peloton en moins, et la police dans le Panjwayi était inefficace maintenant que le fils du chef Naeem ne voulait plus la diriger. Haji Baran a essayé de faire nommer un marchand non qualifié dans le poste de chef de police, et l'Armée afghane se retirait souvent pour aller exécuter d'autres tâches comme l'Op TOLO ATAL dans la ville. Juste au moment où l'OTC, les agents de la COCIM, l'ELMOP et Blue Hackle parvenaient à s'entendre sur la sécurisation du projet de pavage, la police faisait un pas en arrière et demandait plus d'argent. La Compagnie C a été attaquée à l'EEI le long de l'itinéraire Hyena ouest, pendant qu'elle se rendait du Sperwan Ghar au Ma'Sum Ghar. Heureusement, l'une des équipes ennemies de poseurs d'EEI a été anéantie quand un engin a explosé prématurément, de sorte que l'activité de ces équipes a diminué temporairement[330]. La recrudescence dans l'emploi de mines antipersonnel par l'ennemi a coûté la vie à deux personnes. Le Cplc Charles-Philippe Michaud du 2 R22eR a succombé

le 4 juillet aux blessures qu'il avait subies alors qu'il prenait part à une patrouille le 23 juin; le Sdt Sébastien Courcy, membre de la même unité, a été tué le 16 juillet quand il est tombé en bas d'une falaise après avoir fait sauter une mine par inadvertance.

Le 2 et le 3 juillet, quand les compagnies d'infanterie afghanes sont finalement revenues de Kandahar, elles ont orchestré l'Op KATAKAWAL KLAYE PISHAK pour ratisser la région entourant OP Mosque; les travaux sur l'itinéraire Hyena ont cessé pendant ce temps. Cette nuit-là, des tireurs d'élite canadiens ont pris à partie une équipe d'insurgés poseurs d'EEI le long de l'itinéraire Hyena ouest. Le pavage a recommencé le lendemain, et 300 hommes de l'endroit se sont bientôt présentés pour travailler — et pour se faire payer pour le travail des trois semaines précédentes : « Cela devrait aider à maintenir l'économie de Bazaar-e Panjwayi, étant donné que les marchands locaux ne font plus crédit aux ouvriers affectés au projet[331]. » [Traduction]

L'ERP a essayé d'accroître son action dans le Panjwayi à ce moment-là et elle a envoyé un représentant du MAECI auprès de Haji Baran pour travailler avec lui à la création d'une « assemblée administrative de district », destinée plus ou moins à remplacer l'assemblée dysfonctionnelle de développement des districts. La nouvelle assemblée a intégré la principale organisation non gouvernementale travaillant dans la région, nommément le Central Asian Development Group (CADG). Le chef de district Baran a jugé que c'était là une évolution positive[332]. Cependant, aucun de ces changements n'a permis de réduire l'infiltration ennemie dans la région de Bazaar-e Panjwayi. Les forces de sécurité afghanes ont trouvé huit EEI en deux jours, dont un qui a détruit le lieu saint dans un cimetière situé près du nouveau centre du district[333].

Un poème composé par un insurgé a été trouvé là où un EEI avait été posé[334] :

Karzai Sahib
Ici se trouve un champ de bataille de la mort
Tu joues avec le sort du pays
Tu n'es pas le chef du peuple afghan
Et tu n'accomplis pas ce que tu dois faire
Gul Zade (tu as été élevé mieux que cela)
Karzai Sahib
Ici se trouve un champ de bataille de la mort.
—Haji Bakht Mohammed

Opérations dans la ville de Kandahar, en juin et juillet 2009

En juin, le chef de la police provinciale, Matiullah Qati Khan, a approuvé plusieurs nouvelles approches des opérations de sécurité dans Kandahar, y compris des patrouilles

anti-EEI effectuées tôt le matin le long des itinéraires, en s'inspirant d'opérations semblables menées dans le Zharey et le Panjwayi[335]. Pendant la refonte du plan de sécurité de Kandahar, le 205e Corps a accepté de laisser une force de réaction rapide de la taille d'une compagnie à son ancien quartier général. L'idée d'exécuter des patrouilles interarmées avec la police de Kandahar s'est concrétisée; l'Armée avait plus de crédibilité, mais la police avait besoin d'une puissance de feu accrue pour se protéger pendant qu'elle remplissait ses fonctions de police (par opposition à ses fonctions de milice). Pendant tout le mois de juin, les Canadiens au sein de l'ELMOP et au centre de coordination provincial ont collaboré avec l'armée, la police et la DNS pour mener des opérations lancées sur réception de renseignements. La Cie Stab A a elle aussi mis la main à la pâte et elle a fini par accompagner les Afghans pour les aider à établir le cordon de sécurité extérieur, car elle avait accès à des ressources ISTAR.

Une des premières patrouilles interarmées a en fait été appelée à intervenir à la prison de Sarposa, au début de juin, par suite d'une alerte liée à la sécurité. La Cie Stab A s'est rendue à Sarposa pour y déposer des membres de Service correctionnel Canada et du MAECI afin qu'ils évaluent l'installation et ses environs. Des entretiens avec le commandant de la police du district no 2 ont révélé ce qui suit :

> Certains cas où des membres du personnel de la prison auraient des liens avec les talibans ou des insurgés ont été signalés, mais ils n'ont aucunement été confirmés. Les difficultés de ce genre risquent d'avoir des répercussions sur la sécurité, car les jeux de pouvoir à l'intérieur de la prison pourraient compromettre l'unité du commandement et exposer les dirigeants à des méthodes ou à des décisions corrompues. Il semble vraisemblable que, même dans la ville de Kandahar, les talibans contrôlent la couverture cellulaire [et] que la population locale, les forces de sécurité afghanes et le gouvernement le savent parfaitement[336].

Les patrouilles interarmées quotidiennes exécutées et le CCO-P sont de nouveau devenus des points de mire de la coordination afghano-canadienne. Cependant, les renseignements étaient communiqués d'une manière qui permettait aux forces sur le terrain de les compiler et de les utiliser; c'était donc un bon premier pas[337]. Toutefois, les Canadiens ont remarqué que quelque chose n'allait pas. Au cours de trois opérations consécutives dans la région de Malajat, la police a changé d'objectif à la dernière minute en déclarant qu'elle avait reçu de nouveaux renseignements.

> Il est devenu clair que la PNA avait encore une fois demandé à l'ANA et aux FAC d'établir le cordon de sécurité loin de la zone cible désignée… il y a lieu de croire que l'intention de la police était soit d'extorquer quelque chose à quelqu'un et d'exécuter des fouilles abusives, soit de mener des opérations de sécurité sans être associée aux [forces coalisées] ou à [l'ANA][338].

Cela dit, la police a suivi et intercepté par ses propres moyens une bombe humaine qui se dirigeait vers l'immeuble du siège de la DNS.

En plus des patrouilles interarmées, le 205e Corps a lancé l'Op TOLO ATAL II sans l'annoncer beaucoup et sans l'appui de mentors, et le 5e Kandak et une partie du 4e Kandak se sont déployés à des postes de contrôle au sud-est de la ville. L'opération a duré deux jours, mais les mentors canadiens n'ont pas su au juste quels en avaient été les résultats[339].

Le général Matiullah Qati Khan a passé toute la deuxième moitié de juin à faire la lumière sur le dossier de la police du Panjwayi; l'avant-dernier jour du mois, il a décidé qu'Azim Khan serait le nouveau chef de police dans ce district. Haji Baran essayait maintenant de nommer dans ce poste un propriétaire de poste d'essence non qualifié, qui était sans doute sous sa tutelle, mais le général Matiullah n'en avait que faire et il a planifié de se rendre dans le nouveau centre du district pour annoncer son choix. Avant qu'il puisse le faire, un groupe d'agents de la PNA affectés auprès d'une équipe étasunienne d'opérations spéciales a fait irruption dans l'enceinte abritant le bureau du procureur général de la province pour exiger la libération d'un collègue détenu pour avoir fait de faux documents. Matiullah Qati est arrivé pour faire enquête, et un échange de feux a éclaté. Quand les tirs ont cessé, dix hommes étaient morts et huit autres avaient été blessés. Le général Matiullah, son chef des enquêtes criminelles Abdul Khaliq Hamdard et toute leur escorte comptaient parmi les morts. Le Lcol Turenne a déployé la force de réaction rapide de l'ERP, qui a aidé à calmer le jeu pendant que le Bgén Vance ordonnait un renforcement du dispositif des forces coalisées dans la ville[340].

L'attaque a secoué la ville de Kandahar. La mort de Matiullah a profondément déstabilisé l'appareil de sécurité, surtout en ce qui concernait la force de police de Kandahar qui commençait tout juste à reprendre la situation en main dans la ville au chapitre de la sécurité[341]. Cependant, le combat qui avait eu lieu dans l'enceinte abritant le bureau du procureur général n'avait pas été le fait d'insurgés : quand une enquête a été faite, elle a révélé l'existence de problèmes plus profonds dans les rapports entre le système de gouvernance et la police. Les membres de l'organisation afghane qui avaient ourdi l'attaque avaient été personnellement recrutés en 2002 par le président Hamid Karzai pour travailler avec les forces d'opérations spéciales étasuniennes dans la campagne contre Al-Qaïda et les talibans[342]. Plus tard, ils avaient été regroupés avec d'autres organisations pour constituer une force de soutien pour diverses forces d'opérations spéciales, y compris la Force de sécurité d'Ahmad Wali Karzai à Kandahar. En fait, ce dernier a demandé l'amnistie pour ces hommes, après leur arrestation[343]. Quarante et un membres de l'unité ont été arrêtés, envoyés à Kaboul et jugés. À la fin de décembre 2011, quatre d'entre eux ont été condamnés à mort, et les 37 autres ont écopé de peines d'emprisonnement d'un à 20 ans[344].

À Kandahar, le Bgén Mirwais Noorzai de la PNA a pris la relève à titre de chef de police de la province. Les Canadiens qui s'occupaient des services de police dans la ville ont analysé l'attaque perpétrée contre Matiullah et son escorte et ils ont discerné toutes sortes de motifs éventuels liés à la structure du pouvoir dans la province et à ce que Matiullah et Khaliq avaient pu faire, ou ne pas faire, pour provoquer leur assassinat. La vérité est que cette affaire a porté un dur coup aux efforts de sécurité dans la province de Kandahar et dans sa capitale.

Il y a eu peu d'attaques à l'EEI en juin et juillet dans la ville, mais l'une d'elles, particulièrement vilaine, a ciblé une équipe de mentorat des É.-U. et a fait deux morts. Au début de juillet, les Canadiens soulignaient ce qui suit dans leurs évaluations :

> La capacité des FSNA de réagir à des indices fournis par le renseignement et ayant débouché sur des opérations guidées par lui a permis aux FSNA de découvrir de nombreuses caches d'armes et d'EEI, de faire échouer des attentats planifiés par des bombes humaines et de révéler la présence d'un ou deux EEI par jour. Ce sont là des signes prometteurs[345].

Incapable de gagner du terrain dans la ville, les insurgés ont entrepris une autre campagne d'intimidation. Un des négociateurs afghans du MAECI a été enlevé avec sa famille et il a été interrogé en profondeur sur les opérations de l'ERP canadienne. Un agent de police a été enlevé et pendu, et deux femmes ont été trouvées mortes : à leur cadavre avaient été fixées des lettres disant que c'était ce qui arriverait à quiconque parlerait aux membres de la FIAS[346]. Des patrouilles interarmées ont déclaré ce qui suit :

> …les insurgés intimident la majorité de la population locale du secteur. Un citoyen de l'endroit a déclaré que plusieurs lettres avaient été déposées de nuit dans les mosquées locales. Quand on lui a demandé d'indiquer dans quelles mosquées cela s'était produit, il a refusé de répondre en disant que les insurgés ont un solide réseau local de renseignement et qu'ils s'en prendraient à lui s'il parlait[347].

En effet, on craignait que la campagne d'intimidation et de propagande n'influe sur les élections. Les insurgés « se rendaient dans les mosquées pour fournir de fausses informations à la population locale au sujet des élections[348] ».

Le service de téléphonie cellulaire intermittent, qui était le seul lien permettant aux gens de communiquer avec les forces de sécurité la nuit, faisait toujours grandement problème. L'ERP cherchait des moyens d'améliorer les communications de la police, notamment en acquérant et en installant des stations-relais Motorola. Elle voulait aussi coordonner « les efforts entre les FSNA et les sociétés de téléphonie cellulaire afin de renforcer la sécurité des tours de transmission, ce qui améliorerait la couverture du réseau pour la population locale et, partant, sa capacité d'appeler les forces de sécurité jour et nuit si elle était témoin

d'une activité des insurgés, notamment la pose d'EEI[349] » [Traduction]. La Cie Stab A a participé aux efforts visant à coordonner les interventions pour régler ce problème, mais quand le service a été rétabli, « les insurgés ont accentué leur menace auprès de la population locale et lui ont interdit de se servir des téléphones cellulaires. Ils auraient, semble-t-il, concrétisé leur menace en enfonçant un clou dans les oreilles de trois habitants qui avaient transgressé cette directive[350] » [Traduction].

La ville de Kandahar continuait de souffrir sur le plan du développement. Les patrouilles de la Cie Stab A ont fait savoir que le prix de l'électricité était anormalement élevé, à tel point que la plupart des familles ne pouvaient se permettre qu'une heure d'électricité par jour. L'approvisionnement en eau potable demeurait critique. Les agents de la COCIM se sont réunis avec HABITAT-ONU, qui disposait d'un budget de sept millions de dollars pour les projets d'alimentation en eau, mais cet organisme de l'ONU a rejeté l'idée d'un relevé hydrologique qui aurait été fait par le Corps du Génie des Forces terrestres des É.-U. (U.S. Army Corps of Engineers), et il a refusé de « commencer à construire de nouvelles installations tant qu'une étude n'aurait pas été faite par une société d'experts-conseils de l'extérieur[351] » [Traduction]. La Cie Stab A « a rendu possible une téléconférence entre le maire d'Edmonton et le maire Hamidi » pour que celui-ci puisse « se renseigner sur la gestion municipale » [Traduction]. De telles conversations étaient importantes. Le MAECI, qui gérait le portefeuille de la gouvernance, avait une structure culturelle axée sur les relations entre les pays, mais son personnel n'avait aucune compétence en gestion municipale.

L'utilisation des mosquées par l'ennemi était un sujet que les forces opérationnelles canadiennes antérieures avaient hésité à aborder; de toute façon, les autres ministères avaient en horreur tout ce qui avait à voir avec la religion. Dans le quartier général du Bgén Vance, cette politique a changé, cependant, et plus particulièrement dans la ville. Une entité importante, nommément la choura Ulema de Kandahar, avait été dévalorisée sous le gouverneur Assadullah Khalid et elle était en train de se redresser sous le gouverneur Raufi au moment où il a été destitué. À ce stade-là, cette choura se remettait de plusieurs années caractérisées par les assassinats et l'intimidation. Elle avait été laissée sans protection pendant le mandat de Khalid, mais le gouverneur Wesa a modifié cette politique et a déménagé la choura dans l'ancienne enceinte du Corps, où une présence de l'armée garantissait sa sécurité. En particulier, la branche des aumôniers de l'Armée afghane au niveau des unités (les mollahs) a pris de l'ampleur en 2009 et elle a joué un rôle sensiblement plus grand dans les opérations locales. Cette synergie a favorisé l'effort de contre-insurrection à tous les niveaux et à tous les égards[352].

En revigorant les autorités religieuses, la coalition pouvait amener une composante clé de la société, essentielle à la légitimité, à délaisser la neutralité et à prendre position en faveur du gouvernement. Le bureau du J5 à la FO Kandahar a joué un rôle à cet égard, et

le Bgén Vance a rencontré Haji Murcha Agha, qui exerçait une énorme influence dans les milieux religieux :

> Pendant le règne des talibans, Haji Murcha Agha avait rejeté la demande du mollah Omar qui souhaitait se joindre aux talibans parce qu'il voulait rester fidèle à ses disciples. Les talibans ne pouvaient pas faire de mal à Haji Murcha ou à sa famille de peur de susciter une réaction brutale de la population… [le fait qu'il] ait rendu visite au gouverneur et au commandant, au palais du gouverneur, importe grandement, car, normalement, les gens vont voir Haji Murcha Agha, car il ne se rend pas chez eux, peu importe leur poste ou leur grade. Toutefois, Haji Murcha Agha connaissait le père du gouverneur et il a donc fait de sa visite une exception. Au cours de la réunion, Haji Murcha Agha a expliqué son exaspération à l'égard des talibans et des forces de sécurité, car il estimait qu'ils détruisaient les villages dans la province de Kandahar. Cependant, il appuyait avec enthousiasme l'initiative de l'AVC qui visait à aider les habitants de Kandahar, un village à la fois. Au moment de partir, Haji Murcha Agha a honoré le commandant en le bénissant en bonne et due forme[353].

Quand un EEI taliban a endommagé une mosquée à Bazaar-e Panjwayi, un membre du personnel du Bureau des affaires religieuses a accompagné l'Équipe de la COCIM pendant que celle-ci faisait son évaluation. Après un entretien avec le représentant, le mollah a condamné les insurgés et les a blâmés pour le manque de sécurité; les deux hommes ont convenu qu'en réparant de bonne foi la mosquée, les forces de sécurité contribuaient à ranimer la confiance envers le gouvernement[354].

Opérations dans les districts de l'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot, en juin et juillet 2009

Pendant que l'été avançait, l'Escadron de reco du Maj Cauden continuait de se soucier de garder ouvertes pendant cette saison les principales voies de service faisant jonction avec le chemin de Tarinkot. Diverses unités des forces d'opérations spéciales qui traquaient les chefs d'insurgés avaient parfois besoin de l'appui de l'Escadron de reco pendant qu'elles travaillaient à interdire la route aux insurgés qui venaient de Khakrez et passaient par la « ligne de démarcation » entre les districts pour se rendre à la ville[355].

À cause de la détérioration de la sécurité, l'attitude du gouverneur et des forces de sécurité afghanes dans les districts d'Arghandab et du Bas-Shah Wali Kot a changé du jour au lendemain au début de juin. L'Escadron de reco a déployé un poste de commandement auprès du quartier général de la police du district d'Arghandab, en prévision de la création d'un Centre interarmées de coordination de district qui s'apparenterait à ceux qui fonctionnaient dans le Zharey, le Panjwayi et le Spin Boldak[356]. Le gouverneur Wesa a ordonné qu'un

représentant de l'Arghandab assiste aux réunions hebdomadaires régulières sur la sécurité, pendant que des pressions s'exerçaient sur Haji Karimullah Naqibi, chef des Alikozais, pour qu'il trouve une solution aux problèmes liés au poste fortifié de Jelawur[357]. La 1re Brigade du 205 Corps de l'ANA (la 1-205 Brigade) a affecté deux compagnies du 3e Kandak aux postes fortifiés d'Arghandab, et des mesures ont été prises pour que des mentors et sapeurs canadiens les accompagnent. À leur arrivée, les Afghans et les Canadiens ont immédiatement exécuté des patrouilles dans les localités d'Adirah et de Babur. D'autres éléments de la DNS ont été envoyés dans l'Arghandab pour y améliorer la recherche et la circulation du renseignement[358]. Cependant, la police faisait problème, car elle ne voulait pas exécuter de patrouilles avec l'Armée (bien qu'elle eût accepté de mener des opérations interarmées). Après avoir fait enquête, les Canadiens ont appris ce qui suit :

> Les commandants des postes de contrôle de la PNA négligent leurs fonctions depuis l'attaque contre [le chef de police Zmaray Khan], et … les villageois commencent à tolérer ou à appuyer les talibans/insurgés, car ils ont l'impression que le gouvernement ne peut pas bien assurer leur sécurité[359].

Cependant, l'ANA recueillait des informations auprès de ses propres sources locales et par l'intermédiaire du CCO-P. Se fondant sur ces renseignements, le 3e Kandak a exécuté une opération-éclair de bouclage et de fouille et il a pu employer la police, les mentors de celle-ci, des hélicoptères OH-58D et des UAV canadiens et faire dans Jelawur des largages d'aide humanitaire s'apparentant à ceux des équipes de la COCIM. L'Escadron B a soutenu le 3e Kandak en établissant des postes de contrôle routiers et en menant des patrouilles[360].

En élargissant leur zone d'action, les patrouilles ont appris qu'il y avait une base d'insurgés dans le Char Bagh, à seulement trois kilomètres de la prison de Sarposa. Les talibans ont établi une structure de gouvernance parallèle qui percevait des taxes auprès des agriculteurs locaux, et ils ont entouré le lieu d'un corridor d'EEI pour décourager les patrouilles[361]. À d'autres endroits, les habitants ont dit aux patrouilles qu'« aucun représentant du gouvernement n'était venu prendre leur nom aux fins de l'inscription des électeurs, mais qu'ils avaient fermement l'intention de voter aux prochaines élections, même s'ils devaient utiliser leur ancienne carte[362] » [Traduction].

Il y a eu peu de contacts avec l'ennemi en juin, après l'arrivée de ces forces dans le district. Une surintensification des opérations, appelée RAMBAGH, devait avoir lieu à la fin de juin, mais la disponibilité de sous-unités du Groupement tactique du 2 R22eR était très incertaine. Les mentors de la police des États-Unis se sont retrouvés dans un engagement contre l'ennemi, tout comme une patrouille de l'Escadron de reco, mais le combat était loin d'être aussi intense que les affrontements des mois précédents.

Des détachements de dégagement d'itinéraires étaient déjà à l'œuvre dans le district et faisaient ce travail régulièrement sur les routes. Le pire incident s'est produit quand un EEI a ciblé une unité de l'Armée afghane et son ELMO : trois soldats afghans ont alors été tués et sept autres, blessés. Les mentors de la police canadienne ont été informés de « deux incidents distincts… au cours desquels des membres de la population locale ont aidé [l'ANA] à des postes de contrôle attaqués par l'ennemi dans les districts de l'Arghandab et de Khakrez; ces civils s'étaient joints aux soldats pour combattre les insurgés[363]. » [Traduction]

L'Op RAMBAGH a été lancée le 26 juin et elle a presque aussitôt été suivie de deux autres opérations rapides lancées sur réception de renseignements et nommées WARYAZ et SABUN. Les détachements de l'Armée afghane, de la police et des mentors étasuniens et canadiens et les véhicules Coyote de l'Escadron de reco entraient dans les enceintes d'intérêt; s'ils n'y trouvaient rien, ils se dispersaient, faisaient des patrouilles, puis poursuivaient leur route. Le chef de police Zmaray Khan a conclu que ces attaques par à-coups « rendaient les insurgés nerveux; ceux-ci évitaient alors de passer la nuit dans les villages et allaient établir de petits campements dans le désert au nord de Jelawur » [Traduction] — c'est-à-dire loin des agglomérations du district[364].

Entre-temps, le chef du district de l'Arghandab a essayé de rallier sa population, qui était excédée. Il a dressé une liste de projets proposés et il l'a présentée aux agents de la COCIM pendant une choura, mais les Canadiens l'ont refusée en présence des anciens assemblés en déclarant que les projets ne seraient pas approuvés tant que la sécurité ne se serait pas améliorée. Les membres de la choura se sont retirés. Pendant ce temps, les insurgés menaient une campagne d'intimidation systématique. Des villageois ont été menacés de mort après qu'une équipe de mentors des É.-U. eut apporté de la nourriture dans une localité. L'ensemble des menaces s'est avéré avoir « un effet coercitif efficace »[365] [Traduction]. Comme dans d'autres districts, les forces de sécurité ne pouvaient être partout à la fois, et le système du Centre interarmées de coordination de district venait tout juste d'être mis sur pied. C'était presque des mesures insuffisantes prises trop tard, mais l'Escadron de reco et l'ELMO ont continué de tenir leur position avec leurs homologues afghans jusqu'à ce que les forces étasuniennes affectées à l'Arghandab puissent se déployer en août.

Opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2009

L'accent étant mis sur l'Op KALAY et le Panjwayi oriental, le district de Zharey était dorénavant considéré comme une zone de déstabilisation par les planificateurs de la FO Kandahar. L'activité ennemie dans ce district était le prolongement d'actions antérieures : infiltrer le secteur d'Asheque/Senjaray, à l'est de l'itinéraire Summit, avec l'intention de tendre des embuscades aux convois amis empruntant la Route nº 1. Bien qu'affligé par des problèmes de logistique le limitant à une arme pour deux combattants,

l'ennemi s'est lancé à l'attaque de toute façon. Lors d'un engagement à Makuan, la Compagnie B a eu recours aux obusiers M-777 et a signalé que le bombardement avait tué deux commandants talibans locaux et leurs hommes. Pendant que ces combats faisaient rage, une autre cellule ennemie a fait exploser un énorme EEI à l'est de la BP Wilson et elle a ainsi provoqué d'énormes cratères dans la Route nº 1. Le nouvel entrepreneur afghan de travaux routiers est entré en action en vertu de l'entente de service concernant la réparation des ponceaux (négociée par l'équipe spécialisée du Génie de l'ERP et les agents de la COCIM), mais il a fallu au moins dix-huit jours pour réparer la route. Les sapeurs canadiens ont construit un segment de contournement pour favoriser la circulation[366] (voir les figures 5-14 et 5-14a).

Des SUAV CU-170 Heron et MQ-1 Predator ont continué d'observer l'activité ennemie dans le district et, de temps à autre, ils ont pu faire des identifications catégoriques et envoyer des F-15 et des OH-58D prendre à partie des combattants ennemis négligents circulant autour de leurs « refuges » à Nahlgam et Sia Choy. Les insurgés ont continué de poser des EEI le long de la Route nº 1, ce qui a entraîné la perte du robot d'une équipe canadienne de NEM, robot qui avait reculé sur un EEI à plaque de pression[367].

Le Bgén Vance a collaboré avec le Commandement régional (Sud) pour pouvoir se servir du Groupement tactique régional (Sud) et mener l'Op TORA ARWA, à partir du 10 juin. Cette fois, la tâche a été confiée au 3e (Black Watch) Bataillon du Royal Regiment of Scotland (3 Scots). Il s'agissait d'un raid aéromobile d'un type désormais quasi familier : le 3 Scots a été déposé dans des zones d'atterrissage aux environs de Nahlgam avec une compagnie d'infanterie afghane et son équipe de mentors canadiens. Toutes ces unités ont été transportées là par des hélicoptères CH-147 Chinook, une fois que les CU-170 Heron eurent dégagé le secteur. Dès l'atterrissage, la force mixte a été attaquée « de toutes parts » [Traduction]. Des tireurs d'élite et des mortiers, discrètement installés sur le Ghundy Ghar, ont fourni un appui pendant que les trois compagnies d'infanterie ratissaient les enceintes à Nahlgam pour y rechercher des fabriques et des caches d'EEI. Les troupes afghanes et britanniques ont commencé à subir des pertes : elles ont découvert des EEI et des pièges « placés dans les murs … à un endroit [où] elles se seraient normalement groupées avant d'entrer » [Traduction]; c'est ainsi que le Sdt Robert McLean, membre du 3 Scots, a été tué par une mine antichar qu'une mine antipersonnel a fait exploser. Le sergent Joseph Ranger, mentor auprès d'une compagnie de reco afghane, s'est trouvé sous des tirs de mortier nourris après avoir atterri. Les troupes afghanes ont perdu plusieurs hommes, mais le sergent Ranger et les Afghans ont pu exécuter des tirs de suppression intensifs. Les obus de mortier continuant de pleuvoir, il a aménagé et sécurisé un point de rassemblement des blessés pendant que les Afghans et d'autres mentors éloignaient l'ennemi, de manière que les unités d'EVASAN puissent se rendre jusqu'à ce point. Le Sgt Ranger a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses actions dans ces circonstances.

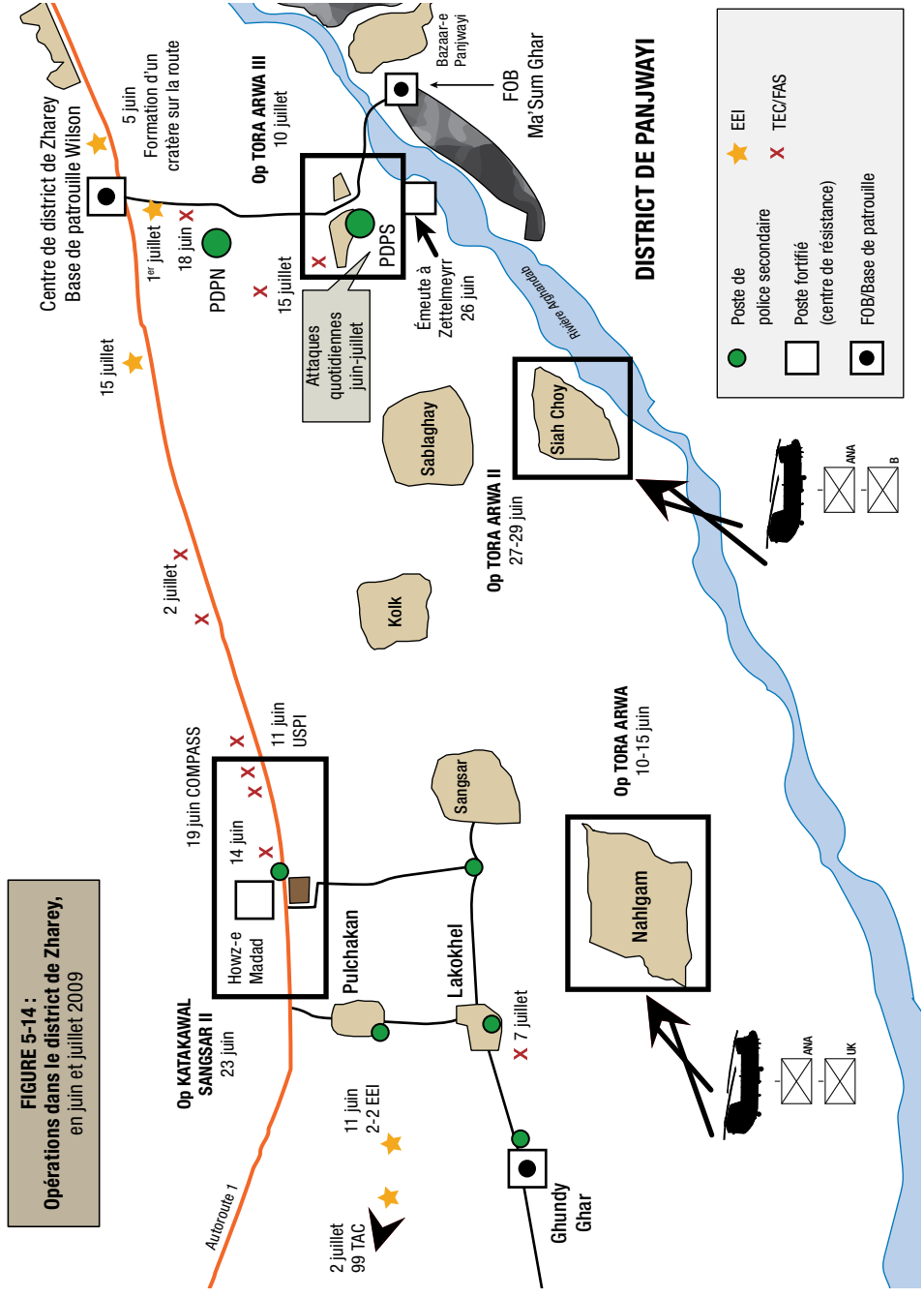


Figure 5-14 : Opérations dans le district de Zharey, en juin et juillet 2009

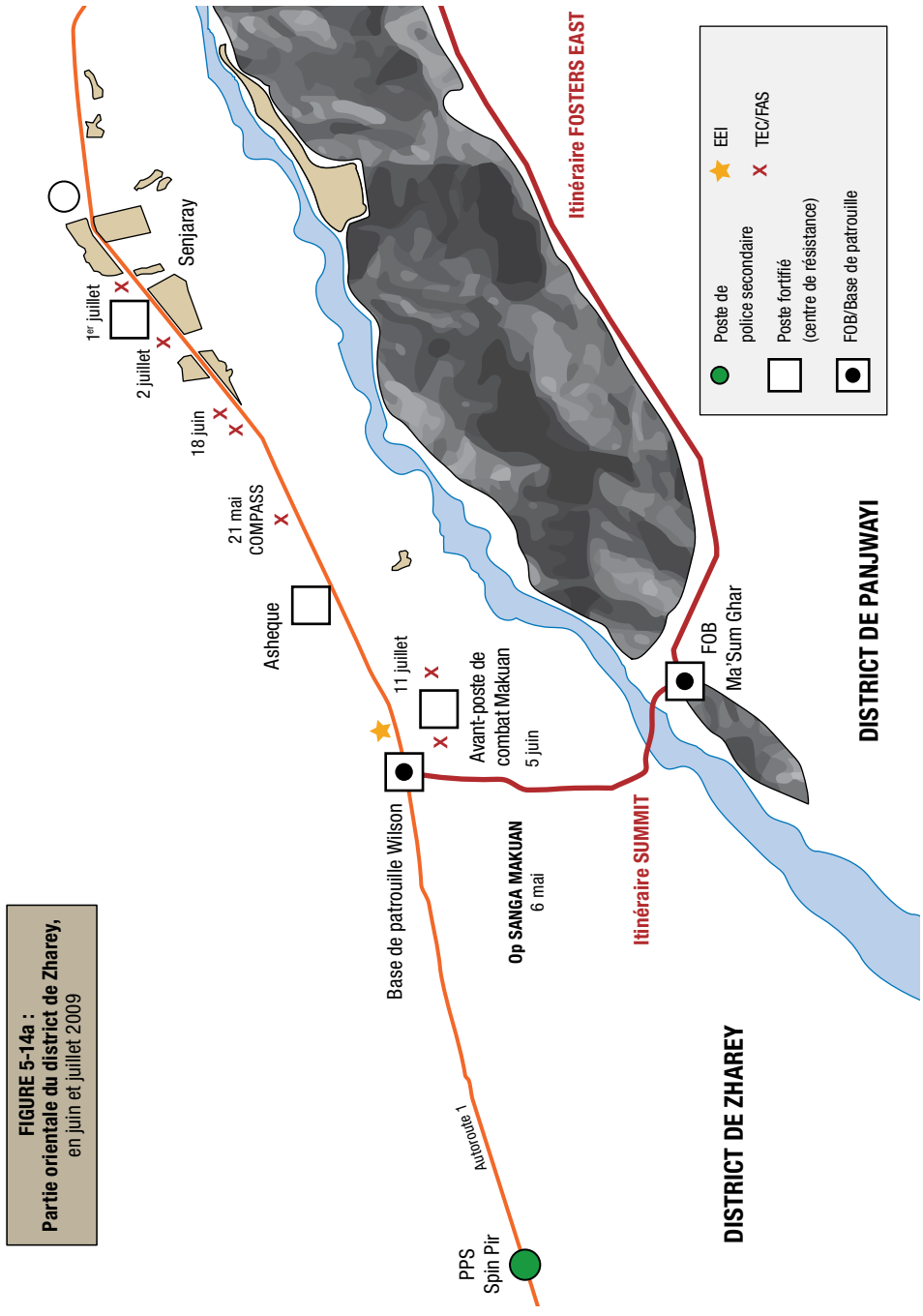


FIGURE 5-14a :
Partie orientale du district de Zharey,
en juin et juillet 2009

Figure 5-14a : Partie orientale du district de Zharey, en juin et juillet 2009

Les hélicoptères canadiens ravitaillaient la force de nuit, pendant que les Écossais menaient des patrouilles énergiques à toute heure du jour et de la nuit. Quand un peloton du 3 Scots est devenu la cible de tireurs d'élite faisant feu depuis une enceinte d'intérêt, une mission de tir avec un obus d'artillerie M982 Excalibur guidé à portée accrue a été autorisée; l'obus a supprimé une équipe de quatre insurgés. À 0200, le 15 juin, l'Op TORA ARWA s'est conclue avec le retrait de la force coalisée à bord d'hélicoptères canadiens. L'évaluation après action a permis de conclure que la force TORA ARWA s'était posée au milieu d'une zone de rassemblement des insurgés[368].

Après l'Op TORA AWRA, il restait encore toute une gamme de problèmes concernant la police du district et son chef. Les rapports sur des cas d'extorsion et d'intimidation contre des entrepreneurs ne se comptaient plus, et, pour empirer les choses, le poste de police du secteur de Pashmul-Sud était pris à partie tous les jours. Comme c'était des unités de police sans mentor, il n'était pas possible de recourir à l'artillerie canadienne pour les appuyer quand elles étaient attaquées. En une occasion, le 2e Kandak a exécuté une opération non coordonnée dans le secteur, ce qui a embrouillé la situation encore plus. Les affrontements dans la zone de Pashmul ont continué à s'intensifier tandis que les attaques à la roquette se multipliaient contre la FOB de Ma'Sum Ghar. Une nuit, un mortier ennemi s'est joint à la partie. La batterie d'obusiers M-777 a été active et, se servant d'un radar anti-mortier et du HALO pour repérer les positions de tir, la Batterie X a lancé près de quarante obus de 155 mm pour supprimer les tirs indirects[369].

Les insurgés faisaient pression sur Howz-e Madad au même moment. Le nombre d'embuscades contre des convois civils s'est de nouveau accru à l'est du poste fortifié, de sorte que le Lcol Paul a ordonné à la Compagnie B d'amorcer l'Op KATAKAWAL SANGSAR II en se dirigeant vers le sud depuis le poste fortifié jusqu'à la première ligne d'oueds, puis en dégageant le terrain d'ouest en est afin de détruire plusieurs structures que l'ennemi utilisait comme bases de tir pour les embuscades. L'Op KATAKAWAL SANGSAR II s'est intensifiée : après avoir été une simple opération de ratissage et de dégagement, elle s'est transformée en une série d'engagements sérieux le 22 juin. La Compagnie B a débarqué et s'est déplacée vers l'est et le sud, pendant que les équipes canadiennes de guerre électronique brouillaient les communications de l'ennemi. Quand le brouillage a pris fin, l'ennemi a réagi en déployant des équipes spécialistes des embuscades. Le peloton de tête de la Compagnie B a essuyé des tirs et il a réagi en faisant appel à l'artillerie. Pendant ce temps, une deuxième force ennemie a attaqué l'arrière de la compagnie : le pointage des canons a été rajusté, et ils ont fait feu sur cette force. Quand une troisième équipe ennemie a ouvert le feu, l'artillerie a de nouveau modifié le pointage de ses pièces et obtenu des résultats semblables. Tandis que la Compagnie B changeait de direction, elle a repéré deux EEI et les a détruits. Des CH-146 Griffon ont eux aussi pu faire feu sur les combattants ennemis

avec leurs mitrailleuses Gatling. Pendant que les Canadiens rentraient à Howz-e Madad, un peloton afghan qui patrouillait au sud du poste fortifié a été frappé par une bombe humaine qui a tué trois hommes et en a blessé sept autres. Tandis que la force de réaction rapide du Canada se déployait depuis la BP Wilson, son véhicule VBL III de tête a été neutralisé par un EEI filocommandé. L'explosion a créé un cratère de 10 mètres de largeur et de trois mètres de profondeur. Une analyse a révélé que les insurgés « ont modifié leur façon de poser les EEI en creusant des tunnels suffisamment profonds pour rendre inefficaces les méthodes de détection actuelles »[370] [Traduction].

L'Op TORA ARWA II visait à dégager Sia Choy et à perturber les tirs indirects qui provenaient de cet endroit. En l'occurrence, la Compagnie B, une compagnie afghane et des mentors canadiens ont été déposés là par la Force d'hélicoptères du Canada à 4 h du matin, le 28 juin. Comme au cours d'opérations antérieures, un nœud de commandement ennemi situé dans une enceinte d'intérêt a été attaqué par un B-1B Lancer qui a largué contre lui six bombes GBU-38 pour perturber les insurgés pendant que le transport aéromobile progressait : deux chefs ennemis ont apparemment été surpris et tués dans l'explosion en même temps que douze autres combattants. Des caches de bonne taille ont été découvertes, y compris un canon antiaérien ZPU-1, mais il n'y a eu à peu près aucun contact avec l'ennemi le premier jour. Le lendemain, plusieurs engagements vifs et courts se sont produits au cours desquels les patrouilles ont fait appel à l'artillerie pour rompre le contact. Plusieurs Canadiens ont été blessés quand une GPF a explosé près de leur position[371].

Ailleurs, dans le district de Zharey, le chaos régnait. Le chef de police du district a menacé d'abandonner les postes secondaires de Pashmul-Nord et de Pashmul-Sud à moins que des forces de la coalition n'y soient affectées en permanence. Les ouvriers de Blue Hackle travaillant à la FOB Zettelmeyer ont déclenché une émeute, ce qui a obligé la force de réaction rapide à se déployer là jusqu'à ce que la police stabilise la situation. Le Bgén Vance observait des manœuvres étasuniennes dans le Zharey occidental quand un VBL III de son convoi a heurté un EEI : le Cpl Nicholas Bulger du 3 PPCLI a perdu la vie et cinq autres soldats ont été blessés. Comme pour marquer les événements, une attaque à l'EEI a failli détruire le véhicule du Lcol Paul pendant qu'il circulait sur l'itinéraire SUMMMIT. L'explosion a gravement endommagé le réseau de ponceaux et menacé de perturber l'agriculture dans le secteur, ce qui a entraîné un affrontement entre la population locale et les forces de sécurité. L'entrepreneur chargé de réparer les ponceaux a refusé de faire le travail, car il prétendait que le chef de police de Zharey voulait la moitié de ses gains. Les agents de la COCIM et l'équipe spécialisée du Génie sont intervenus pour régler la situation[372].

Comme la situation se détériorait le long de l'itinéraire Summit, les deux Op TORA ARWA suivantes ont ratissé Pahsmul et les localités situées le long de cet itinéraire, du 8 au 10 juillet. Il n'y a eu aucun engagement et aucune cache d'armes

n'a été trouvée, ce qui a surpris la Compagnie B. Les relations avec Bismillah Khan étaient devenues impossibles, mais quand il a été demandé au chef du district Sahardi de le remplacer, ce dernier a prétendu que Bismillah était à Kaboul, en formation. Comme si cela ne suffisait pas, le commandant de la police de Pashmul-Nord a été arrêté pour avoir agressé son personnel sexuellement. La réparation des ponceaux de l'itinéraire Summit n'avait aucunement commencé. Dans une déclaration on ne peut plus faible, les agents de la COCIM ont fait savoir que « les membres de la choura ne faisaient plus beaucoup confiance aux forces coalisées » [Traduction]. Prenant conscience du désarroi qui régnait à Pashmul-Nord, l'ennemi a attaqué le poste de police et son personnel jour et nuit pendant 72 heures[373].

Le Lcol Paul a informé la FO Kandahar, le 20 juillet, en disant : « La situation dans le Zharey se détériore. L'USPI et les FSNA sont pris à partie tous les jours par les insurgés sur la route périphérique du sud et le long de l'itinéraire Summit. Les attaques se produisent à moins de deux kilomètres à l'ouest, au sud et à l'est de la FOB Wilson. » [Traduction] À la fin de juillet, il a ajouté ce qui suit : « [L]a situation dans les environs de Pashmul-Nord et de Pahsmul-Sud a empiré progressivement, de sorte que Pashmul-Sud est attaqué tous les deux jours environ. Si les insurgés réussissent à couper l'itinéraire Summit, ils auront en fait isolé la Compagnie B du reste du GT et l'auront privée de son accès à la force de réaction rapide[374]. » [Traduction]

Opérations dans le district de Maywand, en juin et juillet 2009

Le moment était venu pour le 2-2 Infanterie de rentrer au pays; le 9 juin, le Lcol Dan Hurlbut et son état-major ont transmis le commandement des opérations au Lcol Reik Andersen et au 1er Bataillon du 12e Régiment d'infanterie (1-12 Infanterie) [1st Battalion, 12th Infantry Regiment (1-12 Infantry)]. L'équipe canadienne de la COCIM a aidé à opérer la transition grâce à ses contacts dans les milieux de la gouvernance et du développement. Le chef de district, Haji Obaidullah Bawari, était censé être remplacé, mais il est demeuré dans son poste. Bawari avait de graves problèmes dont il devait discuter avec le Lcol Andersen : les puits de Hutal étaient en train de s'assécher, et, parmi les priorités du district, l'approvisionnement en eau ne le cédait qu'à la sécurité. En fait, le Maywand faisait l'objet d'une campagne anti-téléphonie cellulaire très semblable à celle qui était menée dans le Zharey et le Panjwayi, de sorte que la sécurité était compromise davantage parce que les citoyens ne pouvaient appeler le Centre interarmées de coordination de district[375].

Le 1-12 Infanterie a eu du mal à démarrer. Au cours des deux premières semaines, l'état-major du quartier général du bataillon a constaté que l'effectif des pelotons n'était pas complet. Il a fallu nettoyer des munitions rouillées à bord des véhicules et dans les entrepôts, et le manque de pièces de rechange a obligé les équipes de maintenance des véhicules

à s'arrêter. Le peloton de maintenance, surchargé de travail, a fait ce qu'il a pu avec les moyens du bord, mais les véhicules Cougar et MRAP (résistants aux mines et protégés contre les embuscades) — y compris ses ambulances MaxxPro MRAP — ont été immobilisés. Les Canadiens ne pouvaient les aider, car les véhicules MRAP n'étaient pas compatibles avec leur matériel. En fait, la conduite hardie des véhicules avait usé les essieux, et la cadence des patrouilles a dû ralentir pour que les équipes de maintenance puissent reprendre le dessus. Au début de juillet, tout le parc de véhicules du 1-12 Infanterie avait atteint le niveau jaune (Amber). La non-disponibilité des ambulances blindées a forcé le 1-12 Infanterie à limiter le nombre de ses patrouilles embarquées et de ses convois[376].

Le 1-12 Infanterie est passé à des patrouilles à pied dans le voisinage de son infrastructure tactique et il a commencé à connaître un certain succès. L'Op TIGER était une patrouille de déstabilisation exécutée dans la région de Mandowzai. Un SUAV ScanEagle a repéré une équipe dotée de mortiers qui harcelait les FOB du 1-12 Infanterie et a permis à l'artillerie canadienne de supprimer l'équipe d'insurgés. Le bataillon étasunien a établi le contact avec une compagnie d'infanterie afghane encadrée par des Canadiens et travaillant depuis la FOB Pegasus sur la Route nº 1; par conséquent, une série de patrouilles interarmées a été organisée. Cela a été suivi de l'Op LAMRAY ZANG, dans le cadre de laquelle deux compagnies du 1-12 Infanterie et une compagnie afghane se sont rendues à la frontière entre le Maywand et le Zharey pour y établir un bloc aux fins des opérations de la FO Kandahar dans le district de Zharey[377].

Le 1-12 Infanterie et l'Équipe de la COCIM ont travaillé à dissiper l'animosité qui s'était accrue dans le district entre l'Armée et la police afghanes sous Haji Bawari. Les gens ont déclaré aux patrouilles de la COCIM que Bawari était un chef absent : « La population ne voit pas les chefs du district dans ses villages, et la plupart d'entre eux vivent à Kandahar. » [Traduction] En fait, les agents de la COCIM ont fait savoir que « toutes les chouras [avaient] été annulées à cause du manque de participation au niveau du district. » [Traduction] Face au désarroi existant au Centre de coordination de district, l'état-major du 1-12 Infanterie a déclaré ce qui suit : « Nous devrons trouver un moyen de créer un lien entre le poste de combat avancé Rath, la COCIM, USAID, l'ERP, les futurs mentors civils, le QG de la Police nationale afghane, le nouveau centre de district et le futur centre agricole[378]. » [Traduction] Parallèlement, des rapports portaient à croire que la population locale commençait à se distancier des patrouilles, « ce qui [illustrait] une détérioration évidente par rapport à ce qui était le cas deux mois plus tôt » [Traduction]. Comme il n'y a aucun agent des OPPSY dans Maywand, « nous n'avons que les patrouilles à pied comme moyen de transmettre les messages [issus des opérations d'information][379] » [Traduction].

Faute de messages de la coalition susceptibles de contrer ceux de l'ennemi et faute de mesures d'accompagnement, l'ennemi a marqué beaucoup de points au chapitre de la

guerre psychologique dans le Maywand pendant tout le mois de juillet : « Les villageois ont désespérément besoin de carburant diesel pour tirer de l'eau propre de leurs puits, mais ils refusent d'en accepter de notre part, car ils craignent des représailles. » [Traduction] Les insurgés ont assassiné des entrepreneurs en approvisionnement en eau qui avaient fourni des éléments d'infrastructure au 1-12 Infanterie et, dans un cas, des clients et des marchands au bazar de Hutal ont refusé de porter secours à un entrepreneur qui avait été blessé par balle et l'ont laissé mourir là. La plupart des projets appuyés par l'Équipe de la COCIM s'étaient arrêtés. Aucun des projets (gravier pour le bazar, éclairage solaire, écoles et cliniques) n'allait de l'avant. La tour de surveillance à Hutal était hors d'usage, et la population attribuait l'audace des insurgés au manque de couverture[380].

Son équipement étant brisé et aucune relève à l'horizon, le 1-12 Infanterie a continué d'exécuter des patrouilles à pied, et les villages autour de l'avant-poste de combat Terminator ont bien réagi. Bien inspiré, le 1-12 Infanterie a opté pour des solutions de COCIM plus traditionnelles aux problèmes locaux de protection de la force, tout en essayant de stimuler le développement économique — par exemple, « en mettant plus d'argent dans les poches des habitants et en favorisant un système qui permettait à chacun de voir à la plantation de ses champs ou à la récolte 365 jours par année » [Traduction]. Une autre solution éventuelle a consisté à faire contourner aux convois le bazar de Hutal, de manière que les véhicules ne soient pas forcés de passer par la sortie ouest de la ville où ils risquaient de heurter des EEI. Le Lcol Andersen a favorisé l'achèvement du nouveau centre de district pour qu'il y ait au moins un symbole de gouvernance en prévision de l'arrivée d'un nouveau personnel administratif pour le district qui ne s'était pas encore concrétisée. Le chef de district Bawari est finalement rentré d'une réunion avec le président Karzai à Kaboul et il a soudainement accepté « d'établir un conseil de district qui participera au processus décisionnel dans le district[381] » [Traduction]. La date des élections nationales approchant à grands pas, l'apparence de progrès était de toute évidence primordiale, et 300 anciens de la collectivité se sont réunis lors d'une choura dirigée par Bawari et concernant le processus électoral.

L'aube d'une surveillance continue

En juin, les premières étapes de l'acquisition d'un système intégré de surveillance continue ont été franchies, mais « la mise en œuvre s'est heurtée à de graves problèmes » [Traduction]. En mai 2009, Ottawa a décidé de louer un système israélien pendant six mois au lieu d'acheter un système étasunien existant et fonctionnel. Qui pis est, le gouvernement a refusé d'autoriser l'affectation d'un personnel supplémentaire auprès de la FO Kandahar pour qu'il exploite le système. Quand le PSS-112 est arrivé, il comprenait trois éléments : un radar terrestre STS 12000; une caméra Spider; un aérostat SkyStar 300. Le système avait une portée de cinq à 12 kilomètres. Il a été confié à la FOB Wilson dès son arrivée,

mais le personnel nécessaire à son exploitation a dû provenir de la force opérationnelle. En outre, comme il n'existait aucune doctrine sur son utilisation, il a fallu l'intégrer dans le centre des opérations de la FO Kandahar et dans d'autres installations pour rendre possible la circulation des images et des données dans les deux sens. Il a aussi fallu modifier le processus de ciblage au Centre des opérations tactiques de la Force opérationnelle Kandahar. Tout cela a pris du temps[382].

Avec les forces étasuniennes est venue une équipe de reco cherchant un emplacement pour un système d'interdiction de menaces persistantes (SIMP) que le Gén McChrystal avait commandé en vue de le déployer dans le ciel de la ville de Kandahar pour protéger à la fois les élections et les forces des É.-U. qui allaient arriver. Le Bgén Vance a fait pression pour que le système soit installé à la FOB Wilson, mais il n'a pas eu gain de cause; le Camp Nathan Smith a été l'emplacement choisi. Le SIMP, qui était exploité par des entrepreneurs étasuniens, comprenait un gros aérostat muni d'une caméra MX-20 WESCAM stabilisée à haute résolution et d'un système non surveillé capteur de signatures acoustiques transitoires s'apparentant à un système HALO pour repérer les équipes effectuant des tirs indirects. Le SIMP est devenu opérationnel à la mi-juillet[383].

Les aérostats et leurs capteurs ont largement accru la capacité des forces de la coalition de surveiller les réseaux routiers et de faire échec aux poseurs d'EEI — plus il y a d'yeux dans le ciel, mieux cela vaut. Avec l'arrivée de ces ballons, le réseau ISTAR s'est étendu encore plus et a obligé les insurgés à s'adapter constamment. Il est venu un temps où personne ne pouvait imaginer que des insurgés puissent opérer comme ceux qui s'étaient manifestés en 2006 pendant l'Op ZAHAR et l'Op MEDUSA. Tout groupe de combattants insurgés assez nombreux pour être repéré et identifié risquait aussi d'être pris à partie. Par conséquent, le Canada a commandé des systèmes de surveillance continue afin de créer une toile dans toute la zone d'opérations de la FO Kandahar. Cinq systèmes PSS-112 semblables à celui qui avait été loué d'Israël, mais dotés d'une meilleure gamme d'appareils de surveillance, ont été déployés et ils ont été opérationnels dès novembre 2009[384].

Cette amélioration technique importante comportait un inconvénient, cependant. Les propriétaires de maison près du Camp Nathan Smith étaient consternés en apprenant que le ballon était muni d'une caméra pouvant observer leur enceinte, ce qui violait les normes sociales relatives aux femmes sans voile. Les insurgés ont exploité ces craintes et répandu des rumeurs selon lesquelles les infidèles espionnaient la propriété des hommes afghans. Le 28 juillet, une GPF a touché l'aérostat à la verticale du Camp Nathan Smith et en a endommagé l'enveloppe. On n'a jamais su si la grenade avait été lancée par un habitant mécontent ou par un insurgé[385].

Photo : Auteur

La nécessité d'exercer une surveillance permanente dans le contexte d'une contre-insurrection et de la lutte continue contre les EEI a produit au XXIe siècle une version moderne d'une technologie datant du XIXe siècle : le ballon captif. Au lieu de nacelles et d'observateurs, les enveloppes remplies de gaz transportaient des caméras et d'autres capteurs. L'Armée canadienne en a employé deux types en Afghanistan : le système d'interdiction de menaces persistantes et le système de surveillance continue -112.

Photo : Auteur

L'arrivée des forces étasuniennes et le Programme de coordination de Kandahar

Comme nous l'avons vu, le 1-12 Infanterie a remplacé le 2-2 Infanterie dans le Maywand, et ce nouveau bataillon est resté sous le commandement de la Force opérationnelle Kandahar. Cependant, des officiers étasuniens chargés de préparer l'arrivée des forces étasuniennes dans la province de Kandahar ont bientôt commencé à se présenter dans l'espace de combat sans s'y être annoncés, en particulier dans le district d'Arghandab[386]. Leurs activités non coordonnées suscitaient de la confusion. On ne savait plus où les unités devaient aller, à qui passer le commandement ni comment le faire. Au sein de l'ERP, les représentants civils du Canada se heurtaient à des problèmes semblables. Un groupe de dignitaires composé notamment du sous-chef de la mission des É.-U. (de l'ambassade des É.-U.), du nouveau commandant du Commandement régional (Sud), du chef d'USAID en Afghanistan et de trois sénateurs étasuniens sont arrivés sans trop s'annoncer chez les Canadiens pour discuter des liens entre les projets et les programmes canadiens et de ce que les « effectifs civils de renfort » étasuniens voulaient accomplir. D'après la FO Kandahar, les rencontres avaient fait ressortir que les États-Unis « reconnaissaient l'utilité de l'approche pangouvernementale du Canada et des trois lignes d'opérations et qu'ils étaient conscients des sacrifices consentis par les soldats canadiens à l'appui des projets de premier plan tels que celui du barrage de Dahla[387] » [Traduction].

Les opérations de relève sur position ont commencé à la fin de juillet, avec l'arrivée du 8e Escadron du 1er Régiment de cavalerie (le 8-1 Cavalerie) [8th Squadron, 1st Cavalry Regiment (8-1 Cavalry)] appartenant à l'Équipe de combat de la 2e Brigade Stryker. Un peloton du 2 R22eR et une Équipe de la COCIM, qui étaient à Spin Boldak pour soutenir le Bataillon de construction des Forces navales des É.-U. [U.S Navy Construction Battalion] en train d'aménager une FOB pour le 8-1 Cavalerie, sont retournés au sein de leur unité d'appartenance, et c'est ainsi que la FO Kandahar a cessé de s'occuper de Spin Boldak. Il incombait désormais aux É.-U. de gérer le point d'entrée à la frontière pakistano-afghane[388].

Le 1er Bataillon du 17e Régiment d'infanterie (le 1-17 Infanterie) [1st Battalion, 17th Infantry Regiment (1-17 Infantry)], un bataillon d'infanterie mécanisé de la Brigade Stryker, devait prendre la relève dans le district d'Arghandab. Le 1er août, son équipe de commandement est arrivée au Centre du renseignement toutes sources pour assister à « un briefing exhaustif interarmées [du Centre du renseignement toutes sources et du Centre de fusion du renseignement de Kandahar] sur la passation du commandement au cmdt et membres clés de son état-major[389] » [Traduction]. Quand l'équipe canadienne de la COCIM affectée dans le district d'Arghandab a informé le chef de district Haji Abdul Jabar qu'une équipe des Affaires civiles de la Brigade Stryker prendrait la relève, Jabar « n'a pas été content et a semblé hésiter à travailler avec les Forces américaines, car [a-t-il dit à l'Équipe de la COCIM]

ces dernières avaient prétendument fait preuve d'agressivité et d'irrespect à l'endroit de la population d'Arghandab dans le passé[390] » [Traduction]. L'équipe canadienne de la COCIM a aussi commencé à céder la responsabilité du district de Shah Wali Kot aux Affaires civiles au cours de la première semaine d'août[391].

À partir du 8 août, la Brigade Stryker a été chargée des districts de Spin Boldak, de Shorabak, de Maruf, d'Arghistan, d'Arghandab, de Shah Wali Kot, de Neish, de Mianishin et de Khakrez dans la province de Kandahar, et elle a divisé cette responsabilité entre le 8-1 Cavalerie et le 1-17 Infanterie. Le Centre du renseignement toutes sources a signalé ceci : « Toutes les données partageables du CRTS (y compris les renseignements géospatiaux et l'imagerie) ont été fournies au G2 de la FO Stryker, et chaque bataillon a reçu des briefings détaillés et une trousse de passation du commandement en collaboration avec [le Centre de fusion du renseignement de Kandahar], avant qu'il se rende dans sa zone d'opérations[392]. » [Traduction] De même, les sapeurs de la FO Kandahar ont remis à la Brigade Stryker d'abondantes informations géospatiales (de nombreux téraoctets) sur toute la province, tous ces éléments ayant été méticuleusement réunis depuis 2005. Ils ont utilisé des traceurs pendant des heures pour imprimer les cartes, car les unités de la Brigade Stryker étaient arrivées sans aucune capacité de ce genre. Comme les forces des É.-U. avaient rapidement été redéployés en Afghanistan depuis l'Iraq, ils arrivaient quasi démunis de toute connaissance sur le terrain même et ils dépendaient des efforts canadiens dans ce domaine[393].

D'autres unités et formations étasuniennes étaient en route. Le Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes (Sud), qui avait travaillé avec la FO Kandahar sur les questions relatives à l'Armée et à la police afghanes, a été remplacé par toute une brigade de la 82e Division aéroportée [82nd Airborne Division] convertie en une formation de mentors de la police et de l'Armée. L'Équipe de combat de la 4e Brigade de la 82e Division aéroportée [4th Brigade Combat Team] relevait de la Force opérationnelle Phœnix, c'est-à-dire le commandement d'instruction et de mentorat dirigé par les É.-U. à Kaboul. Une de ses unités, soit le 2e Bataillon du 508e Régiment de parachutistes [2nd Battalion, 508th Parachute Infantry Regiment], devait se charger des tâches dans la province de Kandahar. Le personnel a commencé à arriver en août, et tout le commandement a été dûment constitué et opérationnel avant la fin de septembre. Le 4e Bataillon du Génie – Force opérationnelle Thor [4th Engineer Battalion — Task Force Thor], qui comprenait neuf détachements de dégagement d'itinéraires (l'équivalent de neuf groupes complets de véhicules COIC canadiens) était déjà sur le terrain, et des EEI avaient déjà fait des victimes dans ses rangs[394].

En plus de ces entités, une force opérationnelle spécialisée dans la lutte contre les EEI, soit la FO ODIN, se déployait elle aussi dans la province de Kandahar. La FO ODIN

(Observer, détecter, identifier, neutraliser) résultait d'une initiative que les Forces terrestres des É.-U. avaient lancée en Iraq et qui s'apparentait à ce que la FO Kandahar était en train de créer avec l'Op DALBOR. Contrairement à cette dernière, cependant, la FO ODIN disposait de forces spécialisées dans la protection des itinéraires contre les EEI. La Compagnie Alpha possédait des UAV Warrior Alpha, une version améliorée du Predator, appelée MQ-1C Grey Eagle. La Compagnie Bravo était munie de plusieurs avions C-12 Cessna transportant toute une gamme de capteurs, y compris un dispositif qui « détecte les changements survenus au fil du temps dans le terrain, sous une trajectoire de vol donnée » [Traduction]. La FO ODIN accède aussi aux capteurs des avions U-2 qui, « même à 13 milles au-dessus […] peuvent détecter les petites variations dans le sol[395] » [Traduction]. La FO Kandahar a accueilli avec plaisir cette capacité supplémentaire de surveillance aérienne; à la fin d'août, les trois CU-170 Heron étaient immobilisés au sol et attendaient des pièces de rechange du fabricant israélien[396]. Ensemble, les FO Thor et Odin ont grandement amélioré la capacité de la coalition de garder les routes ouvertes à Kandahar et elles ont allégé le fardeau des trois groupes épuisés de véhicules COIC de la FO Kandahar.

Enfin, il y a eu le 97e Bataillon de la Police militaire (97th Military Police Battalion). Le Gén McChrystal en favorisait l'affectation dans la ville de Kandahar, mais il ne savait pas au juste comment l'unité s'intégrerait dans la structure de commandement, ou quel rôle elle assumerait précisément dans le plan de sécurité global de la ville. Une équipe de reco est arrivée au Camp Nathan Smith au début d'août pour examiner les immeubles et le terrain[397].

Tout comme dans le cas du 97e Bataillon de la Police militaire, la relation entre la FO Kandahar et les unités de la Brigade Stryker en matière de commandement n'était pas claire au début, et il en était de même des relations entre les organismes du gouvernement des É.-U. et l'ERP, lesquelles demeuraient vagues. Afin de régler ce problème et d'éliminer d'autres sources éventuelles de malentendus, le Plan de coordination canado-américain pour Kandahar a été signé le 21 août. Le Bgén Vance et le RCK Ken Lewis ont signé le document pour le Canada, tandis que Frank Ruggiero, représentant civil principal pour le Sud de l'Afghanistan, et le Bgén John Nicholson fils, commandant adjoint du Commandement régional (Sud), l'ont signé au nom des États-Unis[398].

Le plan avait pour objet de « renforcer le rôle des Afghans dans la stabilisation de la province de Kandahar », grâce à un partenariat cohérent conçu pour concrétiser « les priorités des Afghans : appliquer les concepts afghans, encourager l'adoption de solutions afghanes et ajouter aux capacités afghanes, voilà qui était essentiel à la réussite de notre plan » [Traduction]. En particulier :

> Le Plan est lié aux priorités des Afghans énoncées entre autres dans le Pacte pour l'Afghanistan et dans la Stratégie de développement national de l'Afghanistan. Il est aussi entièrement intégré dans le document d'orientation et la directive fournis par la FIAS dirigée par l'OTAN dans des plans stratégiques successifs et des documents opérationnels, y compris le plan de campagne régional pour le Commandement régional (Sud) et la stratégie de contre-insurrection de la FIAS[399]. [Traduction]

Sur le plan structurel, le Plan de coordination pour Kandahar a donné lieu à la création d'une équipe principale de coordination pour Kandahar composée de représentants militaires et civils supérieurs, de manière qu'une « complémentarité imprègne leurs programmes nationaux respectifs » [Traduction]. Le RCK a été désigné comme étant le responsable principal pour traiter avec le gouverneur et l'ERP en tant que « personne-ressource centrale pour coordonner tous les programmes canadiens et étasuniens liés à la gouvernance, à la primauté du droit, à la reconstruction et au développement à Kandahar » [Traduction]. Dans le document, les signataires ont reconnu les objectifs stratégiques du Canada et des États-Unis. Ceux du Canada ont continué de correspondre aux six priorités du Cabinet et à ses trois projets de premier plan. L'objectif des É.-U. était de « perturber, de démanteler et de vaincre Al-Qaïda et ses alliés, d'éliminer leurs refuges au Pakistan et d'en prévenir le retour au Pakistan ou en Afghanistan » [Traduction]. De cela ont découlé les objectifs secondaires suivants :

- garantir la sécurité de la population;
- étendre l'autorité du Gouvernement de la République islamiste d'Afghanistan;
- favoriser la transition à une société licite fondée sur l'agriculture;
- améliorer et sécuriser la frontière;
- enrayer le cycle des stupéfiants, de la corruption, de l'insurrection et de la criminalité.

Sur le plan militaire, cela signifiait ceci :

> Mettre davantage l'accent sur la sécurisation des districts entourant la ville de Kandahar, pour procurer à la Police nationale afghane et à la Force opérationnelle Kandahar la liberté de mouvement nécessaire pour assurer efficacement la sécurité dans cette agglomération clé. De concert avec la Force opérationnelle Kandahar, accroître la sécurité sur les Routes n^{os} 1 et 4 afin de favoriser la liberté de mouvement de la population et d'aider à établir les conditions voulues pour prolonger les chaînes de valeur agricoles dans toute la région. Renforcer les capacités de

> la PNA et de la Police frontalière afghane afin d'amener les Afghans à se charger de la sécurité dans le Sud d'ici cinq ans. Mettre davantage l'accent sur la région frontalière entre Chaman et Weish et empêcher le « courant-jet » des insurgés de pénétrer en Afghanistan[400]. [Traduction]

Une nouvelle organisation, la Plate-forme régionale, allait être créée au KAF, près du Commandement régional (Sud). Elle n'était pas prévue dans le Plan, mais c'était, du point de vue conceptuel, une « super-ERP » pour les programmes étasuniens de développement dans le Sud de l'Afghanistan. En outre, le plan établissait que des équipes étasuniennes de soutien du district seraient déployées. Comment tous ces éléments allaient-ils être liés à l'ERP?

> L'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar (ERPK) sera une entité bilatérale intégrée qui comprendra des membres du Canada et des É.-U., coordonnera ses activités en coopération avec la Force opérationnelle Kandahar et la Plate-forme régionale du gouvernement des É.-U. et appuiera les équipes de soutien du district (ESD). Les É.-U. mettront sur pied des ESD dans la province de Kandahar… ces équipes coordonneront les opérations avec l'ERPK. Afin de garantir l'intégration complète, le Canada enverra un conseiller auprès d'au moins certaines ESD… chaque ESD élaborera un plan de soutien du district avec l'ERPK, avec d'autres éléments étasuniens et canadiens opérant dans le district et avec des partenaires multinationaux[401].

La FO Kandahar et la Brigade Stryker « exerceraient le commandement et le contrôle militaires dans leurs zones respectives dans l'intention d'atteindre les objectifs nationaux et ceux de la FIAS » [Traduction]. Les districts prioritaires de la FIAS resteraient les mêmes aux fins des opérations en cours visant à « façonner/dégager/tenir/construire » (voir Op TOLO, chapitre 4) dans la ville de Kandahar et dans les districts d'Arghandab, de Zharey, de Maywand et de Spin Boldak. Le plan KANTOLO a été reconnu comme étant le principal plan opérationnel du Canada, bien qu'il fût possible de discerner dans le nouvel accord des vestiges de l'ancien Plan d'action pour Kandahar.

Le Plan de coordination pour Kandahar était de toute évidence un document de compromis qui affirmait simplement la réalité présente sur le terrain, à savoir ceci : le Canada et les États-Unis avaient des programmes différents; certains de ceux-ci allaient de pair les uns avec les autres; la FO Kandahar et la Brigade Stryker avaient leur propre espace de combat, la reconstruction serait coordonnée par les É.-U. au niveau du district, et par les Canadiens, au niveau provincial. Le MAECI et l'ACDI ont obtenu ce qu'ils voulaient — la lutte anti-insurrectionnelle dans les districts et la lutte contre le terrorisme dans la ville. Les craintes du MAECI et de l'ACDI ont été prises en compte, et ces deux acteurs ont pu travailler à satisfaire aux exigences inhérentes aux priorités et aux projets de premier plan du Cabinet, sans avoir à se préoccuper de la guerre continue ou des vicissitudes de la Force opérationnelle interarmées Afghanistan.

La situation avant les élections : du 1er au 19 août 2009

L'ennemi était peu actif dans les districts à l'ouest de la ville de Kandahar pendant que les Afghans, les Canadiens et les Américains poursuivaient leurs opérations-cadres. Dans le district de Maywand, les patrouilles du 1-12 Infanterie avaient l'impression que « la population locale faisait preuve d'optimisme au sujet des élections à venir. Les habitants disaient qu'ils avaient l'intention de voter. Ils ne pensaient pas que le président Karzai faisait du bon travail pour ce qui était de protéger le pays ou de prévenir la corruption[402]. » [Traduction] Dans le Zharey, des préparatifs ont été faits pour céder la responsabilité du district à la FO 1-12 et reconstituer la Compagnie B avec le reste du GT dans le district de Panjwayi. Le poste fortifié de Lakokhel est demeuré un point de mire des tirs de harcèlement ennemis. En une occasion, les mentors canadiens intégrés dans la compagnie afghane dans le poste ont lancé 24 obus de 155 mm sur une position ennemie, et la situation s'est temporairement calmée. Du côté de Sanjaray, une patrouille afghane a été prise à partie et a subi des pertes, et une équipe de dégagement d'itinéraires fournie par la FO Thor a fait son travail sur la route. Le 1er août, une patrouille de la Compagnie B traversant la zone a heurté un EEI qui a mis un véhicule hors combat. Un ratissage destiné à déceler des engins secondaires a provoqué une autre explosion qui a tué le Cpl Christian Bobbitt et le Sap Matthieu Allard du 5e Régiment du Génie de combat[403].

Afin d'établir les conditions en vue d'opérations futures dans le Zharey, le 1-12 Infanterie appuyé par les chars de l'Escadron C a organisé l'Op TORA ARWA V afin de dégager des enceintes d'intérêt dans la partie occidentale du district. C'était le 4 août, au plus fort de l'été, et la chaleur était intense. Les chars ont fait écran le long de la rivière Arghandab pendant que le 1-12 Infanterie entrait dans les localités plus au nord. Une fois sa tâche achevée, l'Escadron C a pris le chemin du retour vers Ma'Sum Ghar en escortant une unité afghane accompagnée par ses propres mentors canadiens et une escouade de mentors de la police des États-Unis. En chemin, le char Leopard C1 de tête, muni de rouleaux, a heurté une mine ou un EEI. L'explosion a été tellement puissante qu'elle a soulevé le char et percé sa coque; le véhicule est retombé à un angle de 45 degrés par rapport à son axe de progression. L'ennemi a déclenché une embuscade de trois côtés; d'autres véhicules du convoi ont été touchés et endommagés. À ce stade-là de l'engagement, quatre hommes avaient déjà été blessés[404]. L'Adjum Richard Stacey, sergent-major de l'Escadron, a tiré la confusion au clair pendant que les chars et les VBL III s'en prenaient aux positions des insurgés embusqués, et il a fait appel à l'artillerie. Stacey a organisé la récupération et l'extraction des véhicules touchés. Au moment où la colonne quittait les lieux, une camionnette Ford Ranger de l'Armée afghane a heurté un EEI qui a tué ou blessé tous les occupants. L'Adjum Stacey a vu au traitement et à l'évacuation de ces soldats également. L'Escadron C et les Afghans se sont extirpés de ces embuscades et sont finalement rentrés à Ma'Sum Ghar, huit heures plus tard. L'Adjum Stacey a été décoré de la Médaille de la vaillance militaire pour ses actions.

Après l'Op TORA ARWA V, le 1-12 Infanterie a laissé une compagnie à Hutal et à la FOB Ramrod; les trois autres compagnies ont emballé leur matériel et sont parties vers l'est. Il leur a fallu presque tout le mois d'août pour se rendre à la FOB Wilson dans le Zharey, cette base ayant été agrandie pour elles par les sapeurs canadiens. Afin de mettre les insurgés en déroute, deux compagnies de l'infanterie afghane et leurs mentors canadiens se sont joints le 15 août à la Compagnie B pour exécuter l'Op KATAKAWAL LAKOKHEL; il y a d'abord eu un survol de la zone par les systèmes ISTAR, puis l'artillerie a bombardé les enceintes soupçonnées d'abriter l'ennemi. Une énorme cache d'explosifs improvisés de plusieurs centaines de livres a été découverte et détruite au cours de l'opération[405].

Pendant tout le début d'août, la principale question qui persistait dans le Panjwayi concernait le chef de district Haji Baran et sa capacité de gouverner. Le projet de pavage de l'itinéraire Hyena désormais confié à Bennet-Fouch, protégé par Blue Hackle et surveillé par l'OTC, donnait lieu à des « tensions grandissantes » entre ces trois intervenants et Haji Baran. Bennett-Fouch s'est alors soudainement retiré du projet et a refusé d'avoir le moindre rapport avec Baran. L'OTC a décidé de suspendre le projet. Baran « était très affolé » et « il se demandait ce qu'il allait dire à la population du Panjwayi » [Traduction]. L'Équipe de la COCIM était très inquiète : « Le véritable motif de préoccupation, c'était les 300 à 400 personnes embauchées sur place qui étaient désormais au chômage. » En outre, « le retrait de [Bennett-Fouch] avait laissé le projet de pavage Hyena dans une situation précaire. Les 300 à 400 employés du chantier ayant été mis à pied, il y avait lieu de se demander ce qu'ils feraient ensuite. » [Traduction]. Les agents de la COCIM et l'OTC souhaitaient organiser un nouveau projet après le Ramadan, car ils savaient que des centaines d'hommes mécontents et au chômage, en âge de combattre, constituaient une cible rêvée pour n'importe quel recruteur taliban[406]. La gouvernance au Panjwayi était dans un si mauvais état qu'aucun des membres de l'Assemblée de développement des districts ne s'est présenté à la choura du 12 août, de sorte que l'Équipe de la COCIM et le représentant du Central Asian Development Group ont été les seuls à prendre le thé avec Haji Baran[407]. Pendant la même période, la Compagnie C lançait une opération de fouille dans certaines enceintes près de Chalghowr; elle n'a rien trouvé et n'a heurté aucun EEI. Il n'y a eu aucune perte humaine.

À Kandahar, le CCO-P continuait de s'agrandir et demeurait le point central des opérations de sécurité dans la ville. Certains indicateurs laissaient entendre qu'une autre attaque contre la prison de Sarposa était prévue; comme un soir de pleine lune approchait, la Compagnie Stab A a multiplié les patrouilles à cet endroit. Le 2 août, une patrouille interarmées de 30 hommes (accompagnée d'une ELMOP) était prise dans un violent échange de feux dans le district nº 6; la fusillade s'est intensifiée quand les insurgés ont commencé à lancer des obus de mortier, et la Compagnie Stab A a riposté avec un canon de 25 mm

montés sur ses véhicules VBL III. Une patrouille qui rentrait a confirmé que la population locale ne souhaitait aucunement coopérer avec les forces gouvernementales. Une autre patrouille interarmées a rencontré un groupe d'anciens moudjahidines armés antitalibans qui s'occupait de son propre quartier et de ses habitants; l'école du voisinage était ouverte. Cependant, le 12 août, le poste de police secondaire nº 8 a essuyé des tirs de mitrailleuse lourde à grande portée. Un hélicoptère OH-58D Kiowa Warrior a été dirigé vers la position de tir, pendant que la police, accompagnée de mentors étasuniens, manœuvrait pour capturer les insurgés, qui avaient disparu dans la zone bâtie[408].

Le 30 juillet, la Commission électorale indépendante avait ouvert 223 bureaux de vote dans la province de Kandahar, et ce nombre est finalement passé à 262. Il y avait des bureaux de vote dans tous les districts, sauf trois, soit ceux de Khakrez, Mianishin et Ghorak[409]. La MINUA a été « impressionnée par les nombreuses campagnes qui avaient cours à Kandahar; ces dernières prenaient diverses formes allant des conversations personnelles jusqu'aux grands rassemblements publics[410] » [Traduction]. L'Op ENTEXAB (Élections), c'est-à-dire la planification des mesures de sécurité en vue des élections, s'est poursuivie dans les coulisses. Une complication a résidé dans une opération d'information orchestrée par les talibans et autorisée personnellement par le mollah Omar[411] : des affiches de propagande avaient été produites et diffusaient le message de menace suivant : « N'allez pas voter, car vous risquez de mourir le jour des élections! » [Traduction] Les talibans ont confisqué les cartes d'inscription des électeurs dans le district de Zharey, et des lettres ont été livrées de nuit dans les mosquées de la ville[412].

Selon des rapports des agents canadiens de la COCIM :

> [L]es opérations d'information menées par les insurgés ont été efficaces; les habitants disent qu'ils craignent les représailles des insurgés s'ils vont voter. Non seulement ils croient que les FC/la FIAS ne pourront pas les protéger le jour des élections, mais aussi qu'ils seront encore plus vulnérables après les élections, une fois que [les forces de sécurité] auront quitté la région … Nous estimons que les insurgés n'auront pas à recourir à des effets cinétiques directs pour dissuader les habitants de voter[413]. [Traduction]

Il existait des menaces venant de l'intérieur également. Une femme dirigeant un groupe d'anciens de sa tribu est allée au CCO-P, le 19 août, pour se plaindre que les urnes électorales étaient déjà pleines avant le jour du scrutin même. La plainte a été transmise à la Commission électorale indépendante[414].

La veille des élections, les insurgés déclenchaient des attaques simultanées à l'aide de tirs indirects contre les FOB Ma'Sum Ghar et Wilson, Ghundy Ghar, le KAF, le poste fortifié de Howz-e Madad, Pulchakan, Senjaray et Spin Pir. Ensuite, ils dirigeaient des tirs de mortier

et des roquettes sur la ville de Kandahar. Des signes montraient que l'ennemi se rassemblait dans le district d'Arghandab, près de la prison de Sarposa. Sans que les Canadiens lui aient demandé d'agir, le Bgén Basir et ses homologues de la police se sont réunis au CCO-P et ont planifié une opération visant la localité de Char Bagh, d'où les tirs de mortier étaient venus. Une compagnie d'infanterie afghane, accompagnée de 100 agents de police et d'officiers de la DNS sans compter les mentors canadiens, s'est rendue à Char Bagh pendant que la force de réaction rapide de l'ERP surveillait la prison. Des UAV canadiens, l'aérostat du Camp Nathan Smith et des hélicoptères étasuniens OH-58D fournissaient l'appui aérien. La FO 1-17 de la Brigade Stryker se chargeait des manœuvres d'arrêt au nord. Les forces de sécurité afghanes ont capturé 17 insurgés, mais deux de leurs membres ont été blessés au cours de l'opération[415].

Le jour des élections, les Canadiens ont évalué comme suit l'état de la sécurité :

> On pense que les insurgés n'ont pas atteint leur objectif et qu'en fait, leurs opérations d'information (OI) ont échoué lamentablement. Dans les districts de Dand et de Spin Boldak, le succès a été énorme, car, selon les rapports, de nombreux Afghans ont franchi la frontière pakistanaise pour venir voter dans leur pays. Le nombre total d'incidents importants dans la province de Kandahar (FO Kandahar et FO Stryker) représente plus de la moitié de tous les incidents dignes de mention survenus dans l'ensemble du territoire du Commandement régional (Sud) … la plupart de ces derniers ont peu influé sur la population locale, et la situation des insurgés s'est sensiblement dégradée … les FSNA ont été les plus occupées et elles ont très bien su relever le défi[416].

En outre :

> Le 20 août, les élections présidentielles et les élections des membres du Conseil provincial ont eu lieu. Il s'agissait de la deuxième élection nationale à se tenir depuis des décennies; cependant, c'était la première à avoir été organisée et dirigée par les Afghans. Le rendement des FSNA avait dépassé les attentes, et la FIAS n'a pas eu besoin d'appuyer les FSNA dans la zone d'opérations de la FO Kandahar … les FSNA ont pris l'initiative de sécuriser les installations utilisées pour les élections. Le degré de coordination entre les diverses organisations des FSNA et les éléments de la FIAS a été exceptionnel. Dans l'ensemble, les insurgés n'ont pas réussi à beaucoup perturber le processus électoral … aucune bombe humaine n'a explosé dans la ville de Kandahar[417].

Cependant, il y a aussi eu des problèmes :

> Des signes révèlent que moins d'électeurs que prévu ont voté dans le Sud. Si tel est le cas, cela compliquera davantage les calculs politiques au cours des prochaines semaines, notamment si aucun candidat à la présidence ne remporte 50 p. 100 des suffrages exprimés[418].

La légitimité du gouvernement Karzai était sur le point d'être contestée. Sans un gouvernement légitime en place, la réussite d'une campagne anti-insurrectionnelle devenait d'autant plus difficile. Mohammad Hanif Atmar, ministre de l'Intérieur de l'Afghanistan, déclarait au Gén McChrystal : « Si les élections échouent, […] je recommanderais à la collectivité internationale de ne pas gaspiller ici d'autres vies humaines ou d'autres fonds[419]. » [Traduction]

NOTES

1. Entrevue avec le Bgén Jon Vance, Edmonton, 8 février 2010.
2. Bob Woodward, *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011, p. 21–29.
3. David E. Sanger, *L'héritage : les grands défis internationaux*, Paris, Belin, 2009, p. 139–142. Voir aussi Stanley McChrystal, *My Share of the Task: A Memoir*, New York, Penguin Books, 2013, p. 283-287.
4. Cowper-Coles, *Cables from Kabul*, Harper Collins, 2012, chapitres 8 et 10. Voir aussi Kai Eide, *Power Struggle Over Afghanistan*, Skyhorse Publishing, 2012, chapitre 6.
5. Woodward, *Les guerres d'Obama*, p. 61–63, 74–77.
6. *Ibid.*, p. 105–109.
7. *Ibid.*, p. 43-146. Voir aussi Michael Hastings, *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Éditions du sous-sol, 2017.
8. Il suffit de lire attentivement l'ouvrage de Hastings, intitulé *Machine de guerre*, celui de Woodward, *Les guerres d'Obama*, ceux de Sanger, *L'héritage et Obama*, Belin, 2012, celui de Cowper-Coles *(Cables From Kabul)* et celui d'Eides *(Power Struggle Over Afghanistan)*, pour se faire une idée du chaos et de la confusion qui teintaient le processus stratégique.
9. Woodward, *Les guerres d'Obama*, chapitre 10; Sanger, *Obama*, p. 18–24; Hastings, *Machine de guerre*, chapitre 14.
10. Rapport au Parlement, « L'engagement du Canada en Afghanistan : décembre 2008 », p. 3-4.
11. Radio-Canada, « Harper sans illusion sur la victoire », 2 mars 2009.
12. L'auteur se trouvait dans un quartier général étasunien et dans un quartier général de la coalition, dans la région de Kaboul, quand cette citation a été radiodiffusée par plusieurs médias. Un dégoût manifeste se lisait sur le visage du personnel allié. Un officier supérieur canadien que j'ai interviewé a déclaré que, selon lui, le gouvernement Harper avait déjà renoncé à la guerre en 2008, et que sa déclaration était un faux pas, mais qu'elle constituait néanmoins une confirmation de cette attitude. Un membre du personnel du MAECI en Afghanistan a informé l'auteur à ce moment-là que la déclaration du premier ministre était « judicieusement calculée » [Traduction], mais il n'en a pas dit davantage.
13. Darcy Heddon, « Keeping Promises and Fostering Hope for the Future in Kandahar, Afghanistan », thèse de maîtrise, Université Royal Roads, 2011), p. 34.

14. Entrevue téléphonique avec le Lcol Lee Hammond, le 10 juillet 2012.
15. Briefing au QG FOI-A, « Operations in Afghanistan: How We Did It February–November 2009 », voir la diapositive intitulée « Operational Planning Challenge ».
16. McChrystal, *My Share of the Task*, p. 322–326.
17. Discussions avec les officiers d'état-major canadiens membres du quartier général du général McChrystal (FIAS).
18. Entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Gilmore, 15 octobre 2012.
19. Briefing, « ELMO 1–09 Roto 7 ».
20. Entrevue avec le Col Gregory Burt, Kingston, 18 septembre 2012. Voir aussi le briefing intitulé « OMLT 1–09 Roto 7 ».
21. « OMLT Roto 7 briefing », 30 avril 2010.
22. Entrevue avec le Col Burt.
23. *Ibid.*, « OMLT Roto 7 briefing », 30 avril 2010.
24. Entrevue avec le Col Burt.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. « OMLT Roto 7 briefing », 30 avril 2010.
28. Entrevue avec le Lcol Gilmore.
29. Briefing présenté à l'auteur par l'Escadre aérienne du QG FOI-A, KAF, 8 mars 2009).
30. CRSQ de l'Escadre aérienne, février et mars 2009.
31. Briefing donné à l'auteur par l'Escadre aérienne, KAF, 28 juillet 2010.
32. *Ibid.*
33. Voir Maloney, *Confronting the Chaos*, Annapolis, Naval Institute Press, 2009, p. 229-233.
34. Journal de guerre de l'Unité de cartographie aérienne, d'avril à juillet 2009. Je remercie le Capt Dan Arsenault de m'avoir fourni les renseignements sur l'Op APPLANIX.
35. Entrevue avec le Lcol Carl Turenne, Kingston, 15 avril 2010.
36. Entrevue avec le Lcol Turenne.
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. Discussions de l'auteur avec le personnel de l'ERP, juillet 2010.
41. Renseignements tirés des CRSQ ERP, février 2009.
42. CRSQ ERP, 3 avril 2009.
43. CRSQ QG FOI-A, 12 mars 2009.
44. Eide, *Power Struggle for Afghanistan*, p. 10.
45. Briefing fait à l'auteur par la FO Kandahar, Edmonton, décembre 2008.

46. Entrevue avec le Capt Darcy Heddon, Ottawa, 25 octobre 2012.
47. *Ibid.*
48. Entrevue avec le Bgén Jon Vance, Edmonton, 10 février 2010.
49. Discussions entre l'auteur et le Bgén Jon Vance, Edmonton, 23 juin 2008.
50. *Ibid.*
51. Entrevue avec le Bgén Vance.
52. Entrevue avec le Lcol Hammond. Voir aussi les courriels échangés entre cet officier et S. Maloney, 18 juillet 2012.
53. Observations de l'auteur.
54. Entrevue avec le Lcol Hammond. Voir aussi les courriels échangés entre cet officier et S. Maloney.
55. L'auteur a pris part aux délibérations du COMFEC sur ces questions, en novembre 2008.
56. *Ibid.*
57. *Ibid.* Voir aussi CEFCOM J5 Draft, « Commander's Intent for the Comd CEFCOM Directive for Conduct of Military Operations in Afghanistan: 2009–11 », (s.d).
58. *Ibid.*
59. Entrevue confidentielle.
60. Briefing fait à l'auteur par le Bgén Vance, KAF, 8 mars 2009.
61. *Ibid.* L'auteur assistait à des réunions et à des discussions secondaires quand le Plan GRIZZLY a été annulé.
62. L'auteur assistait à des réunions et à des discussions secondaires quand le Plan GRIZZLY a été annulé.
63. Entrevue avec le Bgén Vance, le 10 février 2010.
64. Entrevue avec le Capt Heddon.
65. Entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Patrick, 17 octobre 2012.
66. *Ibid.*
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. Voir la chronologie médiatique de Robert Hossal, « Talking with the Taliban: A Timeline », dans le site www.smartwar.org.
70. Voir James Shinn et James Dobbins, « Afghan Peace Talks: A Primer », RAND Corporation National Security Research Division, 2011.
71. *Ibid.*, page 14.
72. Entrevues avec le Lcol Hugh Ferguson, KAF, les 1er, 2 et 10 février 2009.
73. CRSQ QG FOI-A, 1er mai 2009.
74. CRSQ QG FOI-A, 14 juillet 2009.
75. CRSQ QG FOI-A, 3 mars 2009.
76. CRSQ QG FOI-A, 1er janvier 2009; CRSQ QG FOI-A, 6 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 17 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 20 mai 2009.

77. Briefing fait à l'auteur, FOB Hutal, 14 mars 2009.

78. CRSQ QG FOI-A, les 3, 7, 13 et 17 février 2009, les 12 et 13 et 24 mars 2009.

79. CRSQ QG FOI-A, les 4 au 7 mars 2009 et le 10 mars 2009.

80. CRSQ QG FOI-A, les 10 et 12 février 2009).

81. CRSQ QG FOI-A, les 13 et 14 février 2009.

82. CRSQ QG FOI-A, le 13 février et les 13 et 15 mars 2009.

83. CRSQ QG FOI-A, les 24 au 29 mars 2009.

84. Tiré des CRSQ du Groupement tactique du 3 RCR et de l'ELMO, février 2009.

85. 3 RCR, « Operation SHAHI TANDAR 3 », 31 janvier 2009.

86. Tiré des diapositives sur le SIGACT, pour l'Op SHAHI TANDAR 3 et des CRSQ QG FOI-A, les 1er et 2 février 2009.

87. Tiré des CRSQ du Groupement tactique du 3 RCR, les 8, 10 et 24 février 2009.

88. CRSQ ELMO, les 13 et 14 février.

89. CRSQ ELMO, CRSQ ERP, 14 février 2009.

90. CRSQ du Groupement tactique du 3 RCR, 19 février 2009.

91. CRSQ QG FOI-A, 21 février 2009.

92. CRSQ QG FOI-A, 4 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 16 mars 2009.

93. CRSQ QG FOI-A, 19 février 2009.

94. CRSQ QG FOI-A, les 6, 7 et 12 février 2009).

95. L'auteur était à la FOB Ramrod quand le 2-2 Infanterie a planifié l'Op JALEY (les 13 et 14 mars 2009), et au KAF, pour la partie de la planification faite au QG FOI-A (15 mars 2009).

96. CRSQ QG FOI-A, du 6 au 8 mars et le 15 mars 2009.

97. Exposé fait à l'auteur par l'Escadre aérienne de la FOI-A, 8 mars 2009.

98. CRSQ ELMO, 18 mars 2009.

99. L'auteur a pris part à l'Op JALEY et a raconté ses observations initiales dans « Operatio JALEY: An Air-mechanized Assault on Zharey District », paru dans *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud* (Magic Light Publishing / Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2012), chapitre 13.

100. *Ibid.*

101. L'auteur a discuté des motifs perçus de la clôture de l'opération avec des membres supérieurs de l'état-major du QG FOI-A, 20 mars 2009.

102. Message du QG FOI-A adressé au COMFEC, 30 mars 2009.

103. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 15 février 2009.

104. CRSQ J2, 17 février 2009.

105. CRSQ ELMO, 27 février 2009.

106. CRSQ QG FOI-A, 15 février 2009.

107. CRSQ QG FOI-A, 24 février 2009.

108. CRSQ GT, du 28 février au 2 mars 2009.

109. CRSQ QG FOI-A, 18 février 2009; CRSQ ELMO, 19 février 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 9 mars 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 11 mars 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 13 mars 2009; rapport de l'Équipe de la COCIM et de l'ELMOP à l'ERP, 16 mars 2009.

110. Rapport d'évaluation mensuel du QG FOI-A, février 2009.

111. CRSQ QG FOI-A, 5 mars 2009.

112. CRSQ ERP-COCIM, 11 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 février 2009; CRSQ QG FOI-A, 31 mars 2009.

113. L'auteur a passé plusieurs jours en compagnie de l'OTC et de l'EGC-1 à discuter du projet de pavage de l'itinéraire Fosters, février 2009.

114. QG FOI-A, Rapport d'évaluation mensuel, février 2009.

115. CRSQ ERP, 2 mars 2009.

116. Rapport de l'Équipe de la COCIM, I/A 55, Arghandab, 9 mars 2009.

117. CRSQ ERP, 3 février 2009.

118. CRSQ QG FOI-A, 3 mars 2009.

119. CRSQ QG FOI-A, 1er mars 2009.

120. CRSQ QG FOI-A, 6 mars 2009.

121. CRSQ QG FOI-A, 21 mars 2009.

122. Rapports sur les SIGACT, « USPMT IED Strike IVO FOB Frontenac » et « BG IED Strike », 25 février 2009.

123. CRSQ QG FOI-A, 9 mars 2009.

124. CRSQ QG FOI-A, 11 mars 2009.

125. Rapport de SIGACT, « Griffon Engaged with SAF West of Kandahar City », 17 mars 2009.

126. CRSQ GT, 24 mars 2009.

127. CRSQ GT, du 24 au 26 mars 2009.

128. CRSQ QG FOI-A, 5 février 2009.

129. CRSQ QG FOI-A, 16 février 2009.

130. CRSQ CCO-P. Le CCO-P ne s'est pas aventuré à le dire, mais il a donné à entendre que le Centre d'inscription électorale avait peut-être été fermé par quelqu'un qui avait des liens avec Ahmad Wali Karzai et que cela visait à réduire le nombre d'électeurs inscrits susceptibles de voter contre le président Hamid Karzai au cours des élections imminentes, plutôt que par des insurgés qui cherchaient à entraver l'inscription des électeurs. Comme il n'existait cependant aucune preuve, le CCO-P a décidé de ne pas aller plus loin (4 février 2009).

131. L'auteur venait d'arriver au QG FOI-A et se préparait à se rendre au Camp Nathan Smith quand l'AVERTISSEMENT DE MENACE a été transmis.

132. Exposé fait à l'auteur par l'Escadre aérienne de la FOI-A, KAF, 8 mars 2009.

133. CRSQ QG FOI-A, du 5 au 15 février 2009.

134. CRSQ QG FOI-A, les 6 et 8 février 2009.

135. CRSQ CCO-P, 16 mars 2009.

136. CRSQ ELMO, 30 mars 2009; CRSQ FOI-A, 31 mars 2009.

137. CRSQ ERP, 9 février 2009.

138. CRSQ ERP, 12 février 2009.

139. Exposé fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 17 juillet 2010.

140. *Ibid.*

141. *Ibid.*

142. Cette expérience ne constituait pas toujours un atout. Comme les Britanniques en Irlande du Nord, elle pouvait donner lieu à une mentalité cloisonnée amenant à mal interpréter les besoins des Afghans de la région.

143. Entrevue avec le Bgén Vance.

144. Entrevue confidentielle.

145. Entrevue avec le Lcol Hammond. Correspondance avec le Maj Innis.

146. Message sur WikiLeaks, US Embassy Ottawa to State, « Canadians Prepare for Meetings in Kabul and London », 9 mars 2009.

147. Message sur WikiLeaks – US Embassy Ottawa to State, « Canada Welcomes Additional US Troops in Afghanistan, Expresses Concern About Civ-Mil Coordination », 3 mars 2009.

148. QG FOI-A, « Chief of Plans Update Briefing to Commander TFK », 6 mai 2009.

149. Message WikiLeaks – US Embassy Kabul to State, « Canadian Embassy Seeks Enhanced Civilian Cooperation in Kandahar », 12 mars 2009.

150. QG FOI-A, « CHOPS Presentation to Minister of National Defence: Kandahar City Approaches », mai 2009; diapositive du briefing fait au QG FOI-A, Emplacements de l'ANA/ELMO, 15 mai 2009; QG FOI-A, « TF 3-08–TF 1-09 Relief in Place Briefings », mai 2009.

151. Entrevue avec le Lcol Patrick.

152. QG FOI-A, « TF 3-08–TF 1-09 Relief in Place Briefings », mai 2009.

153. Entrevue avec le Col Jocelyn Paul, Kingston, 20 juillet 2012.

154. Entrevues avec le Lcol Turenne, 15 avril 2010 et 20 août 2012; entrevue avec le Maj Marc Verret, Ottawa, 6 mai 2014.

155. QG FOI-A, « TF 3-08-TF 1-09 Relief in Place Briefings », mai 2009.

156. Eide, Power Struggle over Afghanistan, chapitre 8.

157. Entrevue avec le Capt Mike Gaber, Edmonton, 11 juillet 2012.

158. *Ibid.*

159. *Ibid.*

160. *Ibid.*

161. *Ibid.*

162. Briefing fait par le commandant de l'ESN, le Lcol Ann-Marie Tardif, « ESN, Force opérationnelle Afghanistan, 9 décembre 2009 »; « Préparé pour l'Ex BASTION ERUDIT, 19 novembre 2009 ».

163. *Ibid.*

164. Entrevue avec le Lcol Mike Gilmore, 15 octobre 2012.

165. Briefing fait par le Lcol Tardif, « Préparé pour l'Ex BASTION ERUDIT, 19 novembre 2009 ».

166. TFK MAR Match, 2009.

167. Discussion avec le Maj David Keehn, 8 mars 2009.

168. *Ibid.*

169. *Ibid.*

170. CRSQ FOI-A, 13 mars 2009.

171. Briefing au QG FOI-A, « TFK C-IED Process, November 2009 ».

172. Maj Kevin Barry, Notes sur le SSC adressées à l'auteur.

173. « US Army to Deploy Lockheed Martin Aerostat Surveillance Systems in Iraq », UAV News www.spacedaily.com, 16 février 2004; Christopher Bolkcom, *CRS Report for Congress, Potential Military Use of Airships and Aerostats*, 1er septembre 2006; Briefing au QG FOI-A, « Persistent Surveillance System (PSS) CONOP ».

174. CRSQ QG FOI-A, 3 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 30 mai 2009; CRSQ FOI-A, 23 juin 2009; Briefings sur la lutte contre les EEI faits à l'auteur, 8 février 2009.

175. CRSQ QG FOI-A, 1er avril 2009.

176. CRSQ QG FOI-A, 7 juin 2009.

177. CRSQ QG FOI-A, 25 mars 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 juin 2009; discussion de l'auteur avec le personnel patraouillant à Nejat, dans le district de Panjwayi, mai 2011.

178. Entrevue avec le Lcol Gilmore.

179. CRSQ QG FOI-A, 10 juin 2009.

180. Entrevue avec le Bgén Vance.

181. Entrevue avec le Lcol Turenne.

182. Entrevue confidientielle.

183. Entrevue avec le Bgén Vance.

184. Entreveu avec le Capt Heddon.

185. *Ibid.*

186. Correspondence with Patrick Ulrich (22 August 2012).

187. *Ibid.*

188. Entrevue avec le Bgén Jon Vance, , 8 mars 2009. L'auteur s'est heurté à un problème semblable dans la province de Wardak, à ce moment-là.

189. Entrevue confidentielle.

190. Entrevue avec le Bgén Vance.

191. Entrevue avec le Capt Heddon.

192. Renseignement tiré des CRSQ QG FOI-A, février 2009.

193. CRSQ ERP, 18 février 2009.

194. Rapport d'incident significatif, CCO-P, « Intimidation Killing IVO Karizak », 25 mars 2009.

195. CRSQ ERP, 8 avril 2009.

196. CRSQ QG FOI-A, 10 avril 2009.

197. CRSQ ERP, 2 avril 2009; CRSQ ERP, 6 avril 2009.

198. CRSQ QG FOI-A, 5, 11, 16 et 19 avril 2009.

199. CRSQ ERP, 16 avril 2009.

200. CRSQ QG FOI-A, 2 mai 2009.

201. CRSQ ERP, 1er avril 2009.

202. CRSQ ERP, 7 avril 2009.

203. CRSQ ERP, 24 avril 2009.

204. CRSQ ERP, 6 avril 2009.

205. CRSQ ERP, 17 avril 2009.

206. CRSQ QG FOI-A, 15 avril 2009.

207. CRSQ ELMO, 11 avril 2009.

208. Renseignement tiré des rapports du J2 QG FOI-A, avril et mai 2009.

209. CRSQ du Groupement tactique, 10 avril 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 avril 2009.

210. CRSQ QG FOI-A, 19 et 20 avril 2009.

211. CRSQ ERP, 23 avril 2009.

212. Rapport d'incident important, « OMLT C/S 71D TIC/IED Strike », 29 avril 2009.

213. CRSQ QG FOI-A, 5 et 6 mai 2009.

214. CRSQ QG FOI-A, du 7 au 9 mai 2009.

215. CRSQ ERP, 13 mai 2009.

216. CRSQ du Groupement tactique et de l'ELMO, du 15 au 19 mai 2009.

217. CRSQ du Groupement tactique, 30 mai 2009.

218. CRSQ ERP, 14 avril 2009.

219. CRSQ ERP, 15 avril 2009.

220. CRSQ QG FOI-A, 9 mai 2009.

221. CRSQ QG FOI-A, 30 mai 2009.

222. CRSQ ERP, 14 avril 2009.

223. CRSQ QG FOI-A, 17 avril 2009.

224. CRSQ QG FOI-A, 6 avril 2009.

225. Rapport d'incident important, « AUP Imposters at NDC Bazaar », 17 avril 2009.

226. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2009.

227. CRSQ ERP, 12 mai 2009.

228. Rapport de l'Équipe de la COCIM à l'ERP, 5 avril 2009.

229. CRSQ QG FOI-A, 6 avril 2009.

230. Rapport d'incident important, « COWBOY 5 Cache Find », 31 mars 2009.

231. CRSQ GT; CRSQ QG FOI-A, du 4 au 6 avril 2009.

232. CRSQ GT, 8 avril 2009.

233. Rapport d'incident important, « OMLT C/S 73A TIC IVO Mushan », 8 avril 2009.

234. Rapport d'incident important, « OMLT C/S 73A TIC IVO Mushan », 12 avril 2009.

235. Entrevue avec le Lcol Paul.

236. CRSQ GT, CRSQ QG FOI-A, du 24 au 30 avril 2009.

237. Entrevue avec le Lcol Paul.

238. CRSQ GT, 12 mai 2009.

239. CRSQ GT, 21 mai 2009.

240. Rapport d'incident important, « BG C/S/ 32 TIC IVO Zangabad », 26 mai 2009; CRSQ GT, 27 mai 2009.

241. CRSQ ERP, 3 avril 2008.

242. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2009.

243. CRSQ QG FOI-A, 10 avril 2009.

244. CRSQ CCO-P, 13 avril 2009.

245. CRSQ ERP, 24 avril 2009.

246. CRSQ QG FOI-A, 5 avril 2009.

247. Entrevue téléphonique avec le Lcol Jean-François Cauden, 19 mars 2012. Voir aussi le briefing intitulé « Armoured Recce Operations in Afghanistan April to October 2009 », 30 avril 2010.

248. Entrevue avec le Lcol Paul.

249. CRSQ QG FOI-A, 15 avril 2009.

250. CRSQ J2, 16 et 20 avril 2009.

251. CRSQ QG FOI-A, 17 avril 2009.

252. CRSQ ERP, 8 mai 2009.

253. CRSQ ERP, 10 mai 2009.

254. CRSQ QG FOI-A, 20 mai 2009.

255. CRSQ QG FOI-A, CRSQ CCO-P; Bill Roggio, « Taliban kills 13 in suicide assault on Kandahar Government Center », 1er avril 2009, http://www.longwarjournal.org/archives/2009/04/taliban_kills_13_in.php.

256. CRSQ CCO-P, du 10 au 15 avril 2009.

257. CRSQ QG FOI-A, 24 avril 2009.

258. L'auteur est au courant de plusieurs théories contradictoires concernant l'assassinat de Sitara Achakzai. Au début, le crime avait été attribué aux talibans et exploité comme tel aux fins des opérations d'information, en raison des aspects plus profonds de l'incident liés à l'égalité hommes-femmes. Cependant, l'auteur a été informé par des sources afghanes et canadiennes qu'Achakzai était en train de faire enquête sur des accusations de traite de personnes liées à une école de filles et à un membre supérieur de la choura provinciale.

259. CRSQ ERP, 18 avril 2009.

260. CRSQ QG FOI-A, 26 avril 2009.

261. CRSQ CCO-P, 29 avril 2009.

262. Rapport de la Compagnie STAB A, 30 avril 2009.

263. CRSQ QG FOI-A, CRSQ ELMO, CRSQ CCO-P, du 1er au 6 mai 2009.

264. CRSQ QG FOI-A, 10 mai 2009.

265. CRSQ QG FOI-A, 11 mai 2009.

266. CRSQ ERP, 15 mai 2009.

267. CRSQ ERP, 17 mai 2009.

268. CRSQ QG FOI-A, 23 et 27 mai 2009.

269. CRSQ ERP, 24 mai 2009.

270. Entrevue avec le Lcol Hammond.

271. Darcy Heddon, « Keeping Promises and Fostering Hope for the Future in Kandahar, Afghanistan », Thèse de maîtrise, Université Royal Roads, 2011, p. 28.

272. Soulignons aussi que l'ancien gouverneur barakzai, Gul Agha Sherzai, était un adversaire possible d'Hamid Karzai dans la course à la présidence au cours des élections de 2009. Le renforcement du pouvoir des Barakzais dans le Dand comportait des retombées éventuelles avantageuses pour le Canada si Sherzai briguait la présidence et l'emportait.

273. CRSQ ERP, 4 juin 2009.

274. Entrevue avec le Bgén Vance.

275. *Ibid.*

276. *Ibid.*

277. Entrevue avec le Maj Verret; briefing avec le Maj Verret, « Op KALAY: Application of COIN, Summer 2009 ».

278. Entrevue avec le Maj Verret; briefing avec le Maj Varret, « Op KALAY: Application of COIN, Summer 2009 ».

279. Entrevue avec le Maj Verret.

280. *Ibid.*

281. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 10 mai 2009.

282. CRSQ QG FOI-A, 11 et 12 mai 2009.

283. CRSQ QG FOI-A, Entrevue avec le Maj Verret, du 20 au 22 mai 2009.

284. CRSQ QG FOI-A, du 23 au 25 mai 2009.

285. Entrevue avec le Maj Verret.

286. *Ibid.*

287. *Ibid.*

288. CRSQ QG FOI-A, 26 et 27 mai 2009.

289. CRSQ QG FOI-A, 29 mai 2009.

290. CRSQ QG FOI-A, 30 mai 2009.

291. Briefing du QG FOI-A, « Operations in Afghanistan: How We Did It February –November 2009 ».

292. CRSQ QG FOI-A, 2 juin 2009.

293. CRSQ CCO-P, Rapport d'incident important, « ANP TIC at CP Belanday », 13 juin 2009.

294. CRSQ QG FOI-A, 13 juin 2009.

295. Rapport d'incident important, « Insurgent Attack at Dand ANP CP », 14 juin 2009.

296. CRSQ QG FOI-A, 12 et 13 juin 2009.

297. CRSQ QG FOI-A, 13 juin 2009.

298. Correspondance avec Patrick Ulrich.

299. CRSQ QG FOI-A, 21 juin 2009.

300. Rapport d'incident important, « IED Strike IVO Walakan », 23 juin 2009.

301. Entrevue avec le Bgén Vance.

302. CRSQ ERP, 27 juin 2009.

303. CRSQ ERP, 28 juin 2009.

304. CRSQ ERP, 10 juillet 2009.

305. Entrevue avec le major Verret; CRSQ ERP, 6 juillet 2009.

306. CRSQ QG FOI-A, 9 juillet 2009.

307. CRSQ ERP, 15 juillet 2009.

308. CRSQ QG FOI-A, 11 juillet 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 juillet 2009.

309. Rapport d'incident important, « SVBIED Strike and TIC at Dand ANA CP », 13 juillet 2009.

310. Rapport d'incident important, « IED Strike in Deh-E Bagh », 24 juillet 2009; CRSQ ERP, 25 juillet 2009.

311. CRSQ QG FOI-A, 27 juillet 2009.

312. CRSQ QG FOI-A, 20 juillet 2009.

313. CRSQ QG FOI-A, 7 août 2009.

314. CRSQ QG FOI-A, 1er juin 2009.

315. CRSQ ERP, 2 juin 2009.

316. CRSQ ERP, 4 juin 2009.

317. CRSQ QG FOI-A, 1er juin 2009.

318. Entrevue avec le Lcol Paul.

319. CRSQ QG FOI-A, 5 juin 2009; Rapport d'incident important, « RTY Engagement of INS W/RPG », 4 juin 2009.

320. CRSQ QG FOI-A, 6 et 7 juin 2009.

321. CRSQ QG FOI-A, 8 juin 2009.

322. CRSQ QG FOI-A, 9 juin 2009.

323. CRSQ QG FOI-A, 14 juin 2009; Rapport d'incident important, « BG CS 32 IED Strike », 14 juin 2009.

324. CRSQ QG FOI-A, 16 juin 2009.

325. Rapport d'incident important, « ANA Struck an IED », 16 juin 2009; Rapport d'incident important, « ANP Attack IVO of OP BROWN », 17 juin 2009.

326. CRSQ GT, 19 et 20 juin 2009.

327. CRSQ QG FOI-A, 19 juin 2009; CRSQ QG FOI-A, 18 juin 2009.

328. CRSQ GT, 24 juin 2009.

329. CRSQ QG FOI-A, du 19 au 30 juin 2009.

330. CRSQ QG FOI-A, 2 juillet 2009.

331. CRSQ ERP, 7 juillet 2009.

332. CRSQ ERP, du 3 au 11 juillet 2009.

333. CRSQ QG FOI-A, 19 juillet 2009.

334. Lettre trouvée dans la poche d'un insurgé par le Groupement tactique du 2 PPCLI, 24 juillet 2009.

335. CRSQ ERP, 26 juin 2009.

336. CRSQ ERP, 12 juin 2009.

337. CRSQ ERP, 15 juin 2009.

338. CRSQ ERP, 23 juin 2009.

339. CRSQ ELMO, 28 juin 2009.

340. Rapport d'incident important, « Kandahar City Green on Green », 29 juin 2009. Voir aussi Gould, *Worth Dying For*, p. 69.

341. CRSQ CCO-P, 30 juin 2009.

342. Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Karzai on the State of US-Afghan Relations », 7 juillet 2009.

343. Stephen Grey, « Afghan prosecutor issues arrest warrant for U.S. Army officer over police killing », *The Guardian*, 16 mai 2010.

344. Pajhwok Afghan News, « 4 Sentenced to Death in 2009 Kandahar Shooting Case », 23 décembre 2011.

345. CRSQ QG FOI-A, 7 juillet 2009.

346. CRSQ ERP, 15, 16 et 18 juin 2009.

347. CRSQ ERP, 8 juillet 2009.

348. CRSQ QG FOI-A, 24 juillet 2009.

349. CRSQ ERP, 3 juillet 2009.

350. CRSQ QG FOI-A, 30 juin 2009.

351. CRSQ ERP, 9 juillet 2009.

352. CRSQ QG FOI-A, 13 mars 2009; CRSQ ERP, 1er avril 2009.

353. CRSQ QG FOI-A, 9 April 2009.

354. CRSQ ERP, 13 mai 2009.

355. Entrevue avec le major Cauden.

356. *Ibid.*

357. CRSQ QG FOI-A, 3 juin 2009; CRSQ CCO-P, 5 juin 2009.

358. CRSQ ELMO, 7 juin 2009; CRSQ QG FOI-A.

359. CRSQ ERP, 10 juin 2009.

360. CRSQ ELMO, 9 juin 2009; CRSQ GT et ELMO, 14 juin 2009.

361. CRSQ QG FOI-A, 11 juin 2009.

362. CRSQ ERP, 14 juin 2009.

363. CRSQ QG FOI-A, 21 juin 2009.

364. CRSQ QG FOI-A, 9 juillet 2009.

365. CRSQ QG FOI-A, 23 juillet 2009.

366. CRSQ ERP, 1er juin 2009; CRSQ ERP, 6 juin 2009.

367. CRSQ QG FOI-A, les 9 et 10 juin 2009.

368. CRSQ QG FOI-A, du 10 au 15 juin 2009.

369. CRSQ QG FOI-A, du 15 au 20 juin 2009.

370. CRSQ QG FOI-A, les 22 et 23 juin 2009.

371. CRSQ du Groupement tactique, 28 juin 2009.

372. CRSQ QG FOI-A, du 1er au 7 juillet 2009.

373. CRSQ QG FOI-A, du 16 au 18 juillet 2009; CRSQ ERP, 18 juillet 2009.

374. CRSQ QG FOI-A, 24 juillet 2009.

375. CRSQ ERP, les 7 et 8 juin 2009.

376. CRSQ QG FOI-A, les 24 et 26 juin 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 juillet 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 juillet 2009.

377. CRSQ QG FOI-A, les 26 et 27 juin 2009; CRSQ QG FOI-A, 1er juillet 2009.

378. CRSQ QG FOI-A, les 10 et 11 juillet 2009.

379. CRSQ ERP, 11 juillet 2009.

380. CRSQ QG FOI-A, du 12 au 15 juillet 2009, CRSQ QG FOI-A, 18 juillet 2009; CRSQ QG FOI-A, 22 juillet 2009.

381. CRSQ QG FOI-A, du 24 au 30 juillet 2009.

382. Briefing du QG FOI-A, « Persistent Surveillance System (PSS) CONOP », 6 juin 2009.

383. Briefing de la FO Kandahar, « Persistent Target Detection System (PTDS) TFK CONOP », 3 juillet 2009.

384. Notes fournies par le major Barry à l'auteur sur le SSC / SIMP.

385. CRSQ CCO-P, 2 août 2009.

386. CRSQ QG FOI-A, 12 mai 2009.

387. CRSQ QG FOI-A, 27 mai 2009.

388. CRSQ QG FOI-A, 25 juillet 2009.

389. CRSQ QG FOI-A, 1er août 2009.

390. CRSQ ERP, 3 août 2009.

391. CRSQ ERP, 4 août 2009.

392. CRSQ QG FOI-A, 10 août 2009. Selon moi, les affirmations faites dans le livre de Rajiv Chandrasekaran, intitulé *Little America* (New York, Vintage, 2012, p. 155–157), selon lesquelles le Canada n'a pas fourni de renseignements fondés, suffisants et exacts aux forces étasuniennes montantes sont fausses.

393. Entrevue avec le Lcol Gilmore.

394. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 24 au 30 juillet 2009.

395. « The Dragon Lady Lives On, 23 mars 2010; Nathan Hodge, « Army Killer Drone Takes First Shots in Combat », 5 mars 2009); A.T. Ball et Berrien T. McCutcheon, « Task Force ODIN Using Innovative Technology to Support Ground Forces », www.dvidshub.net/news, 20 septembre 2009.

396. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 21 au 27 août 2009.

397. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 7 au 13 août 2009; SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 14 au 20 août 2009.

398. « A Common Mission: The Canada-US Kandahar Coordination Plan », 21 août 2009.

399. *Ibid.*

400. *Ibid.*

401. *Ibid.*

402. CRSQ QG FOI-A, 16 août 2009.

403. Rapport d'incident important, 1er août 2009; Rapport d'incident important, « C/S 22 IED Strike », 2 août 2009.

404. Rapport d'incident important du QG FOI-A, intitulé « BG C/S T32B Ambush During Op TORA ARWA V », 4 août 2009.

405. CRSQ du Groupement tactique, 17 août 2009.

406. CRSQ ERP, du 2 au 7 août 2009.

407. CRSQ ERP, du 13 août 2009.

408. CRSQ ERP, du 1er au 15 août 2009.

409. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 24 au 30 juillet 2009.

410. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 31 juillet au 6 août 2009.

411. CRSQ QG FOI-A, 19 août 2009.

412. CRSQ QG FOI-A, 18 août 2009.

413. CRSQ QG FOI-A, 16 août 2009.

414. CRSQ CCO-P, 20 août 2009.

415. CRSQ QG FOI-A, du 18 au 20 août 2009.

416. CRSQ QG FOI-A, 21 août 2009.

417. SITREP hebdomadaires, QG FOI-A, du 14 au 20 août 2009.

418. *Ibid.*

419. McChrystal, *My Share of the Task*, p. 330.

REPRENDRE L'INITIATIVE :

D'AOÛT 2009 À FÉVRIER 2010

Dans la foulée des élections de 2009

Au début de septembre 2009, un groupe de coopération civilo-militaire (COCIM) au sein de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) a fait une importante mise en garde dans son rapport au sujet de l'avenir probable de la Force opérationnelle (FO) Kandahar et, en fait, de toute la mission canadienne en Afghanistan.

> Les 2 et 3 septembre 2009, les chauffeurs, dont l'indicatif d'appel était 45 (I/A 45), étaient chargés d'escorter les membres de la [Commission électorale indépendante] jusqu'à l'enceinte de cette dernière logée dans l'ancien quartier général du Corps de l'Armée. L'I/A 45 a été mis au courant de nombreux cas de corruption dans le contexte des élections du 20 août 2009. Il a été signalé qu'à ce stade-là, tous les bulletins de vote de la ville de Kandahar étaient encore dans les locaux de la Commission et qu'ils n'avaient pas encore été envoyés à Kaboul parce qu'ils faisaient l'objet d'un examen par suite d'allégations de corruption […] On rapporte que de nombreux habitants de la ville travaillant pour la Commission étaient eux-mêmes corrompus[1]. [Traduction]

Les élections nationales de 2009 en Afghanistan se sont soldées par un désastre total pour les Afghans et, en fin de compte, par un échec majeur des efforts déployés par la communauté internationale dans leur pays. Le président Karzai avait délibérément retardé le processus complet plus tôt dans l'année pour des raisons douteuses, en recourant à des méthodes suspectes pouvant être perçues carrément comme étant antidémocratiques[2]. La liste électorale exacte n'avait toujours pas été établie, même si l'accord de Bonn de 2001 en exigeait une. Ce manquement a par conséquent nui au processus d'inscription des électeurs. Il manquait de personnel préparé et dûment formé dans les bureaux de scrutin. Vu les problèmes de sécurité qui existaient dans certains districts, l'éducation de l'électorat avant l'élection n'a pas pu avoir lieu[3]. Pire encore, la campagne électorale et la date du scrutin se situaient en plein milieu de la période estivale des combats, ce qui n'est jamais un bon moment en Afghanistan. L'ambassadeur britannique, Sherard Cowper-Coles, a résumé comme suit la situation, en rétrospective :

> En raison des ambiguïtés contenues dans la constitution afghane, personne ne savait exactement quand [les élections] devaient se tenir, ou quand le mandat quinquennal du président Karzai prendrait fin précisément. Aspect plus important, les points de vue étaient très divisés sur la question de savoir si les conditions de sécurité présentes dans le sud et l'est étaient propices à l'organisation d'élections crédibles. Cependant, des fonds avaient été levés, et une équipe électorale de l'ONU avait été constituée. Après tout, faisait-on valoir, la tenue d'élections et le rétablissement de la démocratie étaient les raisons de notre présence en Afghanistan. Si, après sept ans, des élections ne pouvaient pas avoir lieu, qu'avions-nous véritablement accompli? D'une façon ou d'une autre, les élections devaient se tenir[4]. [Traduction]

En outre, le gouvernement canadien avait fourni 35 millions de dollars dans le cadre d'une « initiative multilatérale concertée dirigée par la Mission d'assistance des Nations Unis en Afghanistan », et il menait la charge[5]. On vantait « les premières élections dirigées par les Afghans », mais particulièrement après la détection d'irrégularités, la réalité fut tout autre, comme un groupe indépendant l'a souligné :

> Par l'intermédiaire du projet du Programme des Nations Unies pour le développement ayant pour but d'améliorer la capacité juridique et électorale en Afghanistan (PNUD-ELECT), la MANUA jouait un grand rôle dans la planification, la préparation et l'organisation logistique. Les Afghans estimaient donc que la communauté internationale participait activement au processus défectueux[6]. [Traduction]

Cependant, il y avait en jeu des éléments de plus grande envergure liés aux tentatives que Karzai avait faites pour parvenir à une entente avec les talibans plus tôt au cours de l'année, tentatives qui se rapportaient aux efforts qu'il déployait pour solidifier les assises ethniques de son pouvoir. Rappelons, comme il est mentionné dans le volume 1, que Karzai a été à l'origine un dirigeant nommé, dénué d'à peu près tout pouvoir à Kaboul et assujetti aux caprices des personnes d'influence telles que Fahim Khan, Abdul Rasool Sayyaf et Rashid Dostum, entre autres. Karzai a réussi à prospérer pendant que la communauté internationale, dirigée par le Canada, tenait les personnes d'influence en respect, démantelait leurs armées et contribuait à leur assimilation dans le processus démocratique en 2004. La situation a procuré à Karzai, et surtout aux Pachtounes popalzais, une chance de raffermir les fondements de leur pouvoir partout en Afghanistan, et comme nous l'avons vu, c'est ce qu'ils faisaient dans le sud depuis au moins 2007 et peut-être même avant (voir les chapitres 2 et 3 du volume II).

Quand il a tâté le terrain auprès des talibans en 2009 au sujet de pourparlers de paix, Karzai voulait probablement qu'ils fassent marche arrière et il était peut-être même disposé à accepter des compromis sur des questions telles que le rôle des femmes dans la société afghane.

La perspective a alarmé de nombreux observateurs qui ont véritablement craint que Karzai cède les gains obtenus par la société afghane après la défaite des talibans, afin de conserver le pouvoir. Parmi les autres intervenants que cette perspective alarmait figuraient ceux qui profitaient des contrats de camionnage, de transport et de construction que les organismes de développement attribuaient et qui se termineraient si la guerre prenait fin. Les seuls acteurs dans l'équation du pouvoir qui ne s'inquiétaient pas étaient ceux qui profitaient du trafic des stupéfiants : ils avaient bien démontré leur aptitude à collaborer avec quiconque était au pouvoir, y compris les talibans.

Photo : Auteur

La légitimité politique était l'objectif des forces tant progouvernementales qu'antigouvernementales en Afghanistan. C'était en assurant ou en refusant les services du gouvernement qu'elles pouvaient atteindre cet objectif. Par conséquent, la promotion de l'inscription des électeurs et de la participation aux élections constituait un élément clé de la lutte pour le contrôle de l'Afghanistan.

Parallèlement, Karzai a essayé d'attirer son ancien adversaire, Mohammad Qasim Fahim, en lui offrant la vice-présidence. Sa décision a alarmé ceux qui avaient lutté en 2003 et 2004 pour réduire les tensions entre les personnes d'influence ethniques et empêcher une autre guerre civile. Abdul Rashid Dostum était même revenu de Turquie, où il s'était exilé, sans subir de répercussions, car Karzai s'est servi de lui pour obtenir le vote des Ouzbeks[7].

Les médias occidentaux se sont fortement élevés contre de telles solutions de compromis entre Karzai et ces bandits bien connus[8]. Au Département d'État des États-Unis, des éléments dirigés par Richard Holbrooke, lequel s'inquiétait également des décisions de Karzai, ont travaillé en coulisse pour s'assurer que d'autres candidats se présenteraient aux élections de 2009, en plus de Karzai. Ce dernier a eu vent de ces manœuvres, et sa relation avec les États-Unis s'est détériorée[9], ce qui a contribué à son inflexibilité au sujet des questions électorales.

Pendant plusieurs semaines après la fermeture des bureaux de vote, la Commission électorale indépendante (dont les membres avaient été nommés par Karzai) n'a annoncé aucun résultat clair, mais il semblait que Karzai n'avait pas obtenu la moitié des suffrages, ce dont il avait besoin pour être déclaré victorieux. L'absence de résolution a entraîné une période d'instabilité profonde d'août à novembre. Abdullah, principal adversaire de Karzai, a déclaré les élections frauduleuses, une accusation qui s'est avérée confirmée : 1,3 million de bulletins, soit plus de 25 p. 100 des suffrages exprimés, avaient été rejetés[10]. Il fallait donc un deuxième tour de scrutin, mais les candidats anti-Karzai ont semblé vouloir le boycotter. Ce débat procédural prolongé et très public a gravement miné la légitimité du gouvernement Karzai et la confiance que la communauté internationale avait en lui :

> Le chef de la MANUA [Kai Eide] n'a pas su prendre des mesures correctives décisives quand les preuves de fraude ont fait surface, ce qui a entaché l'image de l'ONU dans le pays […] Le fait que Karzai ait conservé le pouvoir dans les circonstances a renforcé l'impression que la communauté internationale s'était désintéressée de la corruption qui s'est propagée sous son gouvernement ou qu'elle n'arrivait pas à lui faire échec. La fraude électorale résultait directement du fait que le gouvernement n'avait pas réussi à renforcer les capacités des institutions gouvernementales. Depuis l'élection présidentielle de 2004, la communauté internationale – la MANUA en particulier – avait à maintes reprises refusé de voir la crise de crédibilité grandissante ayant ses racines dans un processus peu solide […] les résultats des élections ont profondément miné la capacité de la MANUA de bien fonctionner, ce qui en a affaibli le moral interne et a torpillé la confiance des Afghans dans Kai Eide […] la mission de l'ONU qui devait procurer la stabilité au pays a été gravement compromise[11]. [Traduction]

Pour ce qui est des élections dans la province de Kandahar, les chiffres ont été révélateurs. Il y avait 912 778 électeurs admissibles, mais seulement 252 866 (27 p. 100) ont voté. Parmi ces derniers, 221 436 (24 p. 100) ont voté pour Karzai. Le taux de participation au scrutin a été un des plus faibles de tout le pays[12], bien qu'il se fût établi à 70 p. 100 en 2004. La tendance du vote dans certains districts a elle aussi été révélatrice : dans les districts où les forces de sécurité étaient peu présentes ou carrément absentes, par exemple dans l'Arghistan, le Maruf, le Nesh et le Khakrez, près de 100 p. 100 des votes exprimés ont favorisé Karzai. Dans le district de Zharey dominé par les insurgés, 24 085 personnes ont voté, et 22 196 ont choisi Karzai. Dans le

Panjwayi, 11 130 des 13 905 votes sont allés à Karzai, et dans l'Arghandab, ce fut le cas de 13 615 des 15 669 votes. Dans la ville de Kandahar, qui compte près d'un million d'habitants, seulement 60 204 personnes ont pris part au scrutin, et 50 618 d'entre elles ont favorisé Karzai. Plus de personnes vivant à Spin Boldak ont voté que dans la ville de Kandahar[13]. (De nombreux observateurs, y compris ceux des médias, n'ont pas pris conscience du fait que les forces de sécurité liées aux membres de la famille Karzai s'occupaient de la sécurité pour l'ONU dans Kandahar depuis des années et que des plans étaient en cours pour qu'un autre parent de Karzai fournisse des milices spéciales pour gérer la sécurité électorale dans les districts peu sûrs[14].)

Il n'était carrément pas possible que des résultats de ce genre procurent au président Karzai un mandat de la part de la population de la province de Kandahar, encore moins du pays tout entier. Le bourrage des urnes a été la principale forme de fraude et il révélait qu'il y avait eu à cet égard une planification et une préparation préméditées[15]. D'aucuns pourraient faire valoir que les opinions et les convictions de la population ont été ignorées à Kandahar. Il était cependant évident que la population n'était pas allée aux urnes à cause d'actes d'intimidation et qu'elle avait rejeté le message du gouvernement; 73 p. 100 des électeurs admissibles étaient indécis ou appuyaient l'ennemi.

L'effort canadien dans la province de Kandahar a révélé en fin de compte que la légitimité du gouvernement de l'Afghanistan, à l'échelle nationale ou provinciale, était douteuse. Pour les Afghans qui rencontraient des Canadiens tous les jours, les élections de 2009 ont été la goutte qui a fait déborder le vase. Ils ne faisaient pas confiance au gouvernement Karzai, ils n'avaient surtout pas confiance en l'ONU et ils étaient terrorisés par les insurgés. Il était plus facile pour eux de retourner à un mode de survie que de participer aux processus politiques au niveau du district. Telle était la situation à laquelle la FO Kandahar faisait face à l'automne 2009.

La situation était paradoxale. Pendant le débat sur la tenue d'un second tour de scrutin en novembre, Sibghatullah Mojaddedi, qui était très respecté, « a reçu un appel de quelqu'un qui était proche des talibans et qui lui aurait dit ceci : "Nous serons du côté de Karzai et réduirons les troubles – contentez-vous de ne pas négocier avec Abdullah"[16] » [Traduction]. Ce dernier était l'adversaire tadjik qui avait été candidat à la présidence et avait dénoncé le caractère frauduleux totalement évident du processus électoral et de ses résultats. Par ailleurs, « les propos de plus en plus ethnicisés employés pour inciter les Pachtounes à voter[17] » [Traduction] suscitaient des préoccupations grandissantes. En outre, vu la possibilité que les Tadjiks et d'autres groupes dans le nord soient mécontents de voir les Pachtounes dominer le nouveau gouvernement, le risque d'une guerre interethnique à l'échelle du pays planait dans le contexte des escarmouches pachtounes intertribales que les Canadiens observaient dans le sud. L'éventualité d'un coup d'État, dirigé cette fois par l'Armée nationale afghane (ANA), alimentait la rumeur, et cette situation a persisté jusqu'à un stade avancé de 2010.

Le rapport McChrystal et ses répercussions

Pendant que le gouvernement Karzai se dissipait, le général (Gén) Stanley McChrystal, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), a présenté l'examen stratégique amorcé par les États-Unis et l'OTAN plus tôt au cours de l'été. En termes simples, le Gén McChrystal a déclaré à ses auditoires que, comme les ressources (nombre de soldats et systèmes de surveillance) affectées aux efforts anti-insurrectionnels en cours en Afghanistan « étaient insuffisantes » [Traduction], la FIAS avait adopté des méthodes opérationnelles qui n'étaient pas totalement compatibles avec des opérations optimales de contre-insurrection. Ces méthodes ont isolé les troupes de la FIAS de la population. La situation, jumelée à un régime de gouvernance afghan moins que parfait à l'échelle des provinces et des districts, permettait aux insurgés d'affermir leur contrôle sur la population afghane[18]. Le rapport en disait long sur les moyens à prendre pour régler les questions, si la FIAS disposait des ressources voulues.

Fondamentalement, le rapport McChrystal énonçait une vérité d'évidence; il n'y avait là rien de nouveau pour les Canadiens qui combattaient dans la province de Kandahar depuis 2005. La majorité des points abordés dans le rapport avaient déjà été cernés par Laroche, Thompson, Vance et leurs états-majors au cours de leurs rotations respectives. L'importance du rapport McChrystal résidait dans ses destinataires, plus précisément l'administration Obama et les pays membres de l'OTAN ayant des forces militaires en Afghanistan. L'administration Obama avait accepté d'envoyer des renforts de 17 000 soldats, ce qui avait déjà commencé, mais – parce qu'elle attendait les conclusions d'un autre examen de la stratégie – elle n'avait pas encore autorisé le déploiement des 30 000 autres soldats que le Gén McChrystal et ses prédécesseurs avaient demandés pour pouvoir exécuter une campagne efficace. Au sein de l'OTAN, il existait beaucoup d'hésitation après que les Néerlandais ont annoncé qu'ils se retireraient de la province d'Oruzgan en 2010. Le rapport McChrystal a réuni tous les intervenants à la même table et les a obligés à voir la situation telle qu'elle était.

Afin d'appuyer les arguments du Gén McChrystal et de présenter un front unifié, le ministre de la Défense Abdul Rahim Wardak a écrit aux dirigeants de l'OTAN et a déclaré ce qui suit avec assurance : « Nous sommes dans la situation actuelle à cause des décisions prises dans le passé : nous avons sous-estimé l'ennemi; nous n'avons pas su cerner la véritable source de la menace; nous n'avons pas créé un plan de campagne anti-insurrectionnel civilo-militaire doté de toutes les ressources voulues, de sorte que nous n'avons pas procuré à la population un solide régime de gouvernance et de développement, et nous avons mené la campagne sans lui affecter des ressources suffisantes » [Traduction]. La réussite demeurait possible, mais seulement si l'OTAN passait à l'action sans tarder : « Le leadership des talibans n'est pas solide, les talibans n'ont pas l'appui de la population, et les Afghans refusent d'épouser leur idéologie. Pourtant, la menace grandit grâce aux appuis extérieurs dont bénéficie l'adversaire et à la faiblesse de

nos efforts communs » [Traduction]. Le ministre de la Défense a critiqué les discussions en cours sur le retrait de la FIAS en disant : « Tout fléchissement de notre détermination ou toute mention d'une stratégie de retrait ou d'une date de retrait fixée constituerait, comme l'a précisé le secrétaire Gates, une erreur stratégique qui aurait des conséquences catastrophiques pour nous tous[19] » [Traduction]. Tous les acteurs dans l'épisode dramatique en Afghanistan, c'est-à-dire l'OTAN, les Afghans, l'ONU et les organisations non gouvernementales (ONG), faisaient désormais face à un moment décisif.

Cependant, c'était plus facile à dire qu'à faire, parce que les moyens à prendre pour briser l'impasse étaient un des éléments visés par l'examen de la stratégie des États-Unis qui se poursuivait toujours; les résultats des élections de 2009 et la légitimité douteuse du gouvernement Karzai compliquaient d'autant plus cet examen. On était loin d'avoir « accordé » au Gén McChrystal les ressources qu'il avait demandées pour aller de l'avant. Le débat était de plus en plus axé sur ce qu'il fallait faire au sujet du Pakistan et de l'Afghanistan, en y voyant un seul problème systémique, lequel se situait en dehors du domaine de compétence de la FIAS de l'OTAN. Les diverses écoles de pensée des États-Unis relativement au problème étaient les suivantes en septembre et octobre 2009[20] :

1. Les refuges pakistanais permettent aux insurgés de poursuivre la lutte en Afghanistan. Tant que ce problème ne sera pas réglé, il faut s'abstenir d'envoyer d'autres troupes terrestres. C'est au Pakistan qu'il incombe d'agir.

2. Il n'est pas nécessaire de vaincre les talibans en Afghanistan : il suffit de les affaiblir suffisamment pour que les forces de sécurité afghanes arrivent à les écraser.

3. Les États-Unis doivent-ils vaincre les talibans pour vaincre Al-Qaïda?

4. Si les talibans l'emportent en Afghanistan, se rendront-ils ensuite maîtres du Pakistan et de son arsenal nucléaire?

5. Il faut combattre les talibans et les obliger à signer une entente politique pour mettre fin à la guerre.

Pendant tout le mois de novembre, l'administration Obama a débattu des moyens de concilier ces points de vue avec le rapport McChrystal. Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, est parvenu à une sorte de consensus selon lequel le plan devait comporter six objectifs militaires principaux[21] :

1. renverser la progression des talibans;

2. interdire aux talibans l'accès aux agglomérations, aux centres de production et aux lignes de communications clés et les empêcher de les contrôler;

3. déstabiliser les talibans en dehors des zones sécurisées, et empêcher Al-Qaïda de rétablir des sanctuaires en Afghanistan;

4. affaiblir les talibans au point que les Afghans puissent les tenir en échec;

5. accroître la taille et les capacités des forces de sécurité afghanes;

6. renforcer le gouvernement afghan, en particulier ses ministères clés.

Le président Obama a assimilé le message et a déclaré ce qui suit à son équipe : « Il nous faut un plan sur la façon dont nous allons transmettre la responsabilité aux Afghans et sortir de leur pays […] Nous devons bien préciser aux intervenants que c'est au Pakistan que le cancer se trouve » [Traduction]. Par conséquent, la nouvelle stratégie des États-Unis adoptée en novembre 2009 consistait à déployer 30 000 autres soldats, mais seulement jusqu'en juillet 2011. Une campagne anti-insurrectionnelle à l'échelle nationale, telle que le Gén McChrystal et le ministère de la Défense de l'Afghanistan l'avaient envisagée, n'a pas été approuvée, non plus qu'un programme d'« édification de la nation ». Il fallait dégager et tenir un « espace » suffisant pour permettre l'entraînement des forces de sécurité afghanes qui affronteraient les insurgés à elles seules. La campagne aérienne contre Al-Qaïda au Pakistan s'est intensifiée depuis des bases afghanes, pendant que les Forces d'opérations spéciales (FOS) en Afghanistan accentuaient leurs efforts pour supprimer les chefs des talibans. Le président des États-Unis a conclu que son pays ne pouvait pas se permettre de mener une contre-insurrection et des efforts d'édification de la nation à long terme « qui [seraient ruineux] pour le budget de la nation et accentueraient la dépendance du gouvernement afghan à l'égard des États-Unis » [Traduction]. Il a donné les ordres suivants à ses commandants militaires : « Ne dégagez et ne tenez pas ce que vous ne pourrez pas transférer [aux Afghans]. Ne dépassez pas nos limites[22]. »

Aucun volet de cette stratégie n'était conçu pour régler la troublante question du Pakistan. En fait, comme les dirigeants des États-Unis n'avaient aucune solution viable à cette gamme de problèmes, ils en ont reporté le règlement encore une fois. La nouvelle stratégie des États-Unis, et donc celle de l'OTAN sous la direction du Gén McChrystal, traduisait un compromis entre les positions. Elle visait à désarçonner l'insurrection talibane et à gagner du temps pour que les Afghans arrivent à trouver eux-mêmes des solutions

politiques et militaires avant que les États-Unis et d'autres ne se retirent et quittent le pays. On ne parlait désormais plus de vaincre l'insurrection. Les mots clés demeuraient ceux des trois années antérieures : « perturber » et « renforcer les capacités » [Traduction]. Les Afghans devaient maintenant intensifier leurs efforts, car une échéance avait été fixée : juillet 2011. Il n'y aurait plus de soutien inconditionnel.

À la fin de 2009, la situation des divers contingents de la FIAS partout en l'Afghanistan ressemblait à celle que les Canadiens avaient connue jusque-là à Kandahar : tenir leur position et désorganiser l'insurrection jusqu'à ce que les Afghans puissent accroître leurs forces et que les effectifs des États-Unis soient assez renforcés pour défendre la population. En dépit de toute la publicité qu'elle avait suscitée, la nouvelle stratégie a eu peu d'effets au début sur les activités du contingent canadien dans sa zone d'opérations, dans la province de Kandahar. La date du retrait des Canadiens avait déjà été fixée, et ceux-ci avaient mis en œuvre la majorité des recommandations du Gén McChrystal bien avant qu'il les formule.

Une insurrection chancelante dans la province de Kandahar?

Pendant plusieurs années, les talibans ont adopté un calendrier annuel en vertu duquel leurs forces d'appoint de l'été et leurs commandants supérieurs rentraient au Pakistan au cours de l'automne; par ailleurs, les forces de l'endroit et les terroristes urbains continuaient leurs opérations pour rappeler au gouvernement et à la FIAS que l'insurrection était encore viable. En général, ces mouvements coïncidaient avec la diminution du feuillage qui rendait les combattants plus susceptibles d'être détectés et tués du haut des airs, à mesure que l'automne avançait et que l'hiver s'installait. Les chefs de l'insurrection en profitaient aussi pour rallier psychologiquement leurs combattants, ou, comme l'a décrit un officier canadien, « pour incarner le rôle de djihadiste » [Traduction].

En 2009, les services du renseignement de la FO Kandahar ont eu l'impression que ce calendrier se répétait, mais que, pour une raison quelconque, il commençait plus tôt. Ce changement a d'abord été attribué au début plus hâtif de la période du ramadan. Cependant, les rapports ISTAR ont confirmé que les groupes pakistanais et les groupes afghans à Kandahar s'injuriaient ouvertement les uns les autres, de sorte que les chefs talibans supérieurs à Quetta ont émis des ordres aux insurgés locaux pour intensifier leurs activités pendant le ramadan. Les attaques de la coalition contre les chefs insurgés à l'ouest de Kandahar ont elles aussi contribué à une dégradation du leadership, ce qui a aggravé les problèmes de commandement et contrôle[23]. À la fin de septembre, l'évaluation était la suivante :

> […] l'insurrection continue de paraître désorganisée, et de multiples rapports font état de divisions entre les chefs, de l'absence d'une orientation claire venant de Quetta et d'une pénurie de ressources. Dans la province de Kandahar, les insurgés n'ont pas encore repris le rythme des opérations d'avant le ramadan, et le nombre d'activités importantes est inférieur aux normes saisonnières[24]. [Traduction]

En outre, des combattants de la région quittaient le Dand, le Panjwayi et, dans une moindre mesure, l'Arghandab. Ceux du Dand se rendaient dans la région de Malajat, tandis que d'autres allaient vers l'ouest dans le Maywand, où ils étaient protégés par le chef de district, Haji Bawari. D'autres encore ont déménagé dans le désert de Reg, au sud du Panjwayi[25]. Le terrorisme urbain n'a pas cessé, mais les forces de sécurité afghanes ont fait savoir que « les patrouilles interarmées dans la ville de Kandahar ont désorganisé les insurgés et […] qu'ils n'ont plus la liberté de mouvement[26] » [Traduction]. Le déménagement des camps d'entraînement situés à la frontière pakistano-aghane vers des points plus à l'est, sur l'ordre des services secrets du Pakistan (ISI), constituait un autre signe[27] (voir la figure 6-1).

Dans quelle mesure s'agissait-il d'une activité normale, ou non? Cette question préoccupait le J2 de la FO Kandahar et le Centre du renseignement toutes sources (CRTS). Il y avait les problèmes de logistique habituels – les cellules insurgées se plaignaient de ne pas obtenir tout ce qu'elles voulaient – mais cela n'était pas nouveau. Le premier indice s'est manifesté dans le remplacement forcé des deux commandants talibans chargés du Dand et du Panjwayi, Zia Ul Haq et Janan Agha. Les autorités talibanes ont aussi admonesté d'une certaine façon le tristement célèbre Jabar Agha. Le contre-gouverneur du district de Zharey a lui aussi été remplacé, et le dangereux mollah Zergay a été retiré du Zharey et de Senjaray et envoyé dans le Dand. Il était de plus en plus évident que la choura de Quetta n'aimait pas constater que ses commandants n'arrivaient pas à réduire la progression due à l'opération (Op) KALAY[28].

Les analystes canadiens ont conclu que des fissures profondes étaient en train de se former dans l'insurrection, dans la province de Kandahar. Les insurgés de la région étaient de plus en plus insatisfaits de l'effort déployé et ils ont exprimé leur mécontentement à leurs chefs à Quetta, dès l'été 2009. Leurs problèmes se rapportaient à la propension de l'insurrection à vivre à même les ressources naturelles. Les insurgés recouraient régulièrement au pachtounwali pour obtenir cet appui. Après trois ans d'attrition, cependant, il y avait moins de combattants de l'endroit et un nombre accru de combattants venus de l'extérieur : des Pachtounes pakistanais, des réfugiés afghans, des combattants islamistes, des talibans pakistanais, et ainsi de suite. Ces gens abusaient plus que les combattants de la région de l'hospitalité décrite dans le code tribal du pachtounwali, et la colère grondait (il est difficile d'établir dans quelle mesure la situation était facilitée par les opérations d'information canadiennes)[29].

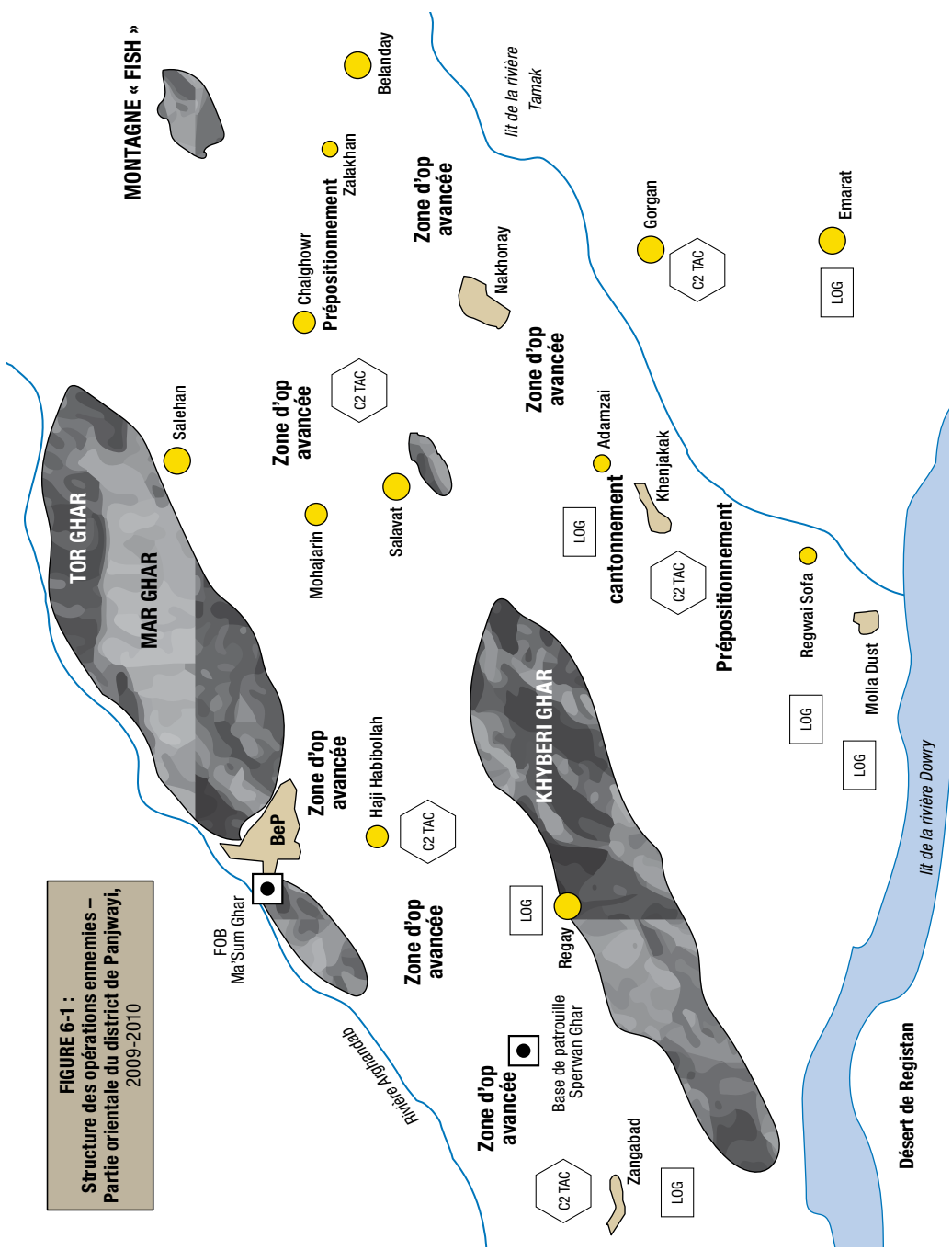


Figure 6-1 : Structure des opérations ennemies – Partie orientale du district de Panjwayi, 2009-2010

Les rapports ISTAR soulignaient que la choura de Quetta s'inquiétait particulièrement de trois éléments bien précis. Tout d'abord, des commandants insurgés se servaient d'enfants pour poser des engins explosifs improvisés (EEI). Au début d'octobre, trois enfants ont été tués, ce faisant. En deuxième lieu, une attaque à l'EEI perpétrée contre un autocar civil dans le Maywand, à la fin de septembre, avait fait de nombreux morts et blessés. Une délégation talibane s'est rendue sur place, en provenance du Pakistan, pour faire enquête et elle a recommandé que les insurgés cessent d'utiliser des EEI à plaque de pression contre des cibles sur l'Autoroute 1. Ils pouvaient continuer à s'en servir dans les villages s'ils faisaient savoir aux habitants où les engins avaient été posés. Troisièmement, une attaque à la roquette contre une enceinte avait tué cinq enfants le 8 octobre. Il s'agissait d'un changement énorme : c'était la première fois que la choura de Quetta semblait se préoccuper de la publicité négative due au meurtre de civils, en particulier d'enfants.

En fait, une choura d'insurgés tenue à Quetta du début à la mi-octobre a réuni, entre autres, des chefs talibans et des représentants de l'ISI et des délégués venus de l'Iran et de l'Arabie saoudite. « Un des sujets abordés pendant la choura concernait les moyens à prendre pour éviter de blesser des habitants de l'endroit pendant que des opérations avaient lieu, afin d'améliorer les relations avec la population afghane[30] » [Traduction]. Pendant des années, les opérations d'information canadiennes ont mis en lumière le caractère aveugle des actes de terrorisme perpétrés dans la province de Kandahar, de sorte que, maintenant, l'ennemi modifiait son comportement en fonction des observations du Canada. Parallèlement, toutefois, la choura a fait le constat que « le mouvement avait perdu le soutien des Afghans de la région, qui considéraient désormais les insurgés comme étant leurs ennemis[31] » [Traduction].

La choura des insurgés aurait, disait-on, évalué les divers membres de la FIAS et leurs capacités. Les analystes canadiens ont été fiers de signaler ce qui suit :

> Le dernier thème abordé se rapportait aux différentes perceptions que les insurgés avaient au sujet des membres de la FIAS et des FC. Plus précisément, les insurgés dans la province de Kandahar devaient éviter d'attaquer les troupes canadiennes et ne les prendre à partie que pour assurer leur propre défense. Il en était ainsi parce que les troupes canadiennes étaient justes et qu'elles ne voulaient qu'établir la stabilité en Afghanistan; il fallait donc les respecter pour leurs efforts et ne pas les considérer comme étant des infidèles semblables à d'autres membres de la FIAS[32]. [Traduction]

Le fait que les chefs ennemis à Quetta ont apporté tous ces changements à leur approche d'un seul coup, tout en rendant hommage aux soldats canadiens nous amène à conclure que les effets cumulatifs de trois ans d'opérations commençaient lentement à donner des résultats[33]. Cette lueur d'espoir persisterait-elle après l'échec des élections nationales en 2009 et dans le contexte de la stratégie confuse des États-Unis? Cela était encore incertain.

La choura de Quetta a réorienté ses opérations : elle a délaissé les opérations dans les districts pour le reste de 2009 et elle a plutôt cherché à saper la sécurité dans la ville de Kandahar. Peut-être y avait-il pour elle une nouvelle façon d'investir la ville et d'atteindre ses objectifs, ou peut-être lui suffisait-il de patienter le temps que les renforts des États-Unis arrivent et se retirent?

Passation des responsabilités dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot, août 2009

Les relations étaient exceptionnellement bonnes entre l'escadron de reconnaissance (reco) du major (Maj) J. F. Cauden, les travailleurs en génie construction de l'entreprise SeaBee des États-Unis qui amélioraient la base d'opérations avancée (FOB) Frontenac et la force de sécurité privée à cette FOB. En effet, les anciens membres des opérations spéciales des États-Unis qui faisaient partie de cette force de sécurité comparaient favorablement les opérations canadiennes dans l'Arghandab aux opérations spéciales des États-Unis « en raison de la façon dont nous fonctionnions et de la taille relativement petite de nos patrouilles[34] » [Traduction]. Cependant, les relations avec la force opérationnelle entrante ont fait problème, et cela s'est manifesté de diverses façons.

Tout d'abord, le détachement avancé du 1-17 Infanterie avait reçu les coordonnées de l'escadron de reco. Toutefois, le gros des troupes n'a pas communiqué avec le Maj Cauden avant son arrivée. En second lieu, le 1-17 Infanterie était un bataillon Stryker axé sur les systèmes numériques. Concrètement, cette unité mécanisée comptait sur des systèmes de gestion de l'information très perfectionnés mais fragiles. Par exemple, le détachement avancé et le gros des troupes ont attendu pendant plusieurs semaines avant de recevoir leurs cartes électroniques. L'escadron de reco et la FO Kandahar, qui avaient entrevu le problème, ont veillé à ce qu'il y ait suffisamment de cartes imprimées pour combler la lacune.

Du point de vue de l'escadron de reco, le déploiement du bataillon des États-Unis a été troublant. En effet, celui-ci s'est déplacé par bonds tactiques de Kandahar à la FOB Frontenac, mais n'a ni informé l'escadron de reco ni tenté de coordonner ses mouvements avec lui. Au cours de ce déploiement, un véhicule du 1-17 Infanterie s'est renversé. À son arrivée à la FOB, le commandant des États-Unis a reçu un briefing de passation des responsabilités de la part de l'escadron de reco, lequel lui a fourni toute l'information dont il disposait sur la situation, à savoir : « Le renseignement récent était quelque peu limité parce que l'Escadron respectait le principe de l'économie d'efforts avec peu de ressources, et qu'en matière de renseignement, la FO Kandahar et le groupement tactique (GT) concentraient leurs ressources sur le sud[35] » [Traduction].

Il y a avait des différences importantes entre l'attitude de l'unité de relève des États-Unis et celle de l'unité du Canada dans l'Arghandab. Selon le Maj Cauden, le nouveau commandant « n'écoutait pas du tout » [Traduction] quand, au cours des briefings, l'escadron de reco

indiquait les zones actives dans le district où l'ennemi posait des EEI : ces zones comprenaient l'itinéraire RED DOG, le passage obligé de l'ancien poste de contrôle DARRYL et le secteur de Mansurabad. Le Maj Cauden a expliqué sa tâche, à savoir tenir ouvert l'accès à la route de Tarin Kot, et il a affirmé qu'il limitait délibérément les activités dans les zones actives et leurs environs. Les chefs du 1-17 Infanterie se sont moqués de ces observations et ont déclaré au Maj Cauden qu'à leurs yeux, le Canada s'apparentait à tous les autres pays qui « ne combattaient pas » [Traduction] et qu'ils allaient passer à l'offensive et affirmer leur présence. Un commandant de compagnie a ordonné à ses hommes d'aller partout où les Canadiens avaient recommandé de ne pas se rendre[36].

Le premier jour des opérations du 1-17 Infanterie, un de ses véhicules s'est renversé. Le lendemain, cela s'est reproduit, et le chauffeur a été blessé. Ensuite, un EEI a explosé au cours d'un mouvement routier sur l'itinéraire RED DOG. Selon ses procédures, le 1-17 Infanterie devait doubler immédiatement l'endroit où un EEI avait explosé et poursuivre sa route, au lieu de se regrouper et d'appuyer les efforts de récupération. Ces procédures ont exposé l'unité à une autre attaque à l'EEI. En une autre occasion, un véhicule du 1-17 Infanterie s'est enlisé près de la rivière et, parce que l'unité ne voulait pas demander l'aide d'unités n'appartenant pas aux États-Unis, le véhicule est resté là pendant près de trois jours avant d'être récupéré. Avant que la semaine s'achève, un soldat du 1-17 Infanterie a été porté disparu au combat; en fait, il avait été pulvérisé par un EEI, et le bataillon a mis du temps à comprendre comment il avait été tué. Après ces fiascos, les chefs subalternes du 1-17 Infanterie ont discrètement communiqué avec l'escadron de reco pour lui demander conseil, mais ils se sont bien assuré que leurs supérieurs n'étaient pas mis au courant de leur démarche[37].

Les Canadiens ont aussi constaté qu'il existait de profondes différences doctrinales au sein du 1 -17 Infanterie. Selon le Maj Cauden, « la doctrine de contre-insurrection ordonnée par le COMISAF n'intéressait aucunement les chefs des États-Unis, qui croyaient fermement à la doctrine antiguérilla[38] » [Traduction]. Le brigadier général (Bgén) Vance a chargé l'escadron de reco de rester dans l'Arghandab et d'appuyer le 1-17 Infanterie à l'approche des élections, mais le Maj Cauden a dit ceci : « J'ai offert nos services, mais le commandant [des États-Unis] n'en a pas voulu » [Traduction]. On a bientôt cessé de parler de la question; le Bgén Vance s'est de plus en plus préoccupé de la situation dans le sud du district de Dand et, au début de septembre, le Maj Cauden a effectué sa mission de reco en vue du mouvement vers le sud.

Les opérations à Kandahar, d'août à octobre 2009

Il y a eu une recrudescence de la violence à Kandahar en août et septembre après les élections, mais la situation s'est calmée considérablement par la suite. Tout compte fait, il y a

eu quatre attaques à l'EEI, cinq assassinats, une attaque au mortier, une attaque à la roquette et une attaque avec tirs directs. Une telle ventilation est nécessaire, car il existe certaines nuances : tous les actes de violence n'ont pas été manifestement le fait des insurgés. Par exemple, les cinq personnes assassinées étaient un procureur militaire adjoint, un employé de la Commission électorale indépendante, une employée du Bureau de la condition féminine, un fournisseur de services de sécurité et un adolescent sur lequel une « lettre de nuit » avait été attachée. Seulement deux de ces crimes ont pu être attribués indubitablement à des insurgés. De même, la plupart des EEI visaient la MANUA, ONU-HABITAT et le siège de la Direction nationale de la sécurité[39]. L'attaque contre ONU-HABITAT a été particulièrement problématique : outre qu'elle a fait trois morts et quatre blessés, l'attaque a réduit la probabilité qu'ONU-HABITAT puisse ou veuille continuer à soutenir les Conseils de développement communautaire, qui étaient essentiels, ou encore participer à d'autres formes de soutien de la gouvernance aux niveaux inférieurs à celui des districts.

Cependant, l'énorme explosion d'un camion piégé qui a eu lieu au milieu de la ville le 25 août et qui a fait 50 morts et 70 blessés a suscité des doutes. Au départ, les analystes canadiens ne savaient que penser, car l'engin n'avait pas explosé près d'un immeuble du gouvernement ou des forces coalisées. Certains ont même émis l'hypothèse que l'explosion avait été prématurée. Deux jours plus tard, dans leur propagande, les talibans se sont distanciés de l'attaque en affirmant qu'ils n'en savaient rien[40]. Il est donc revenu au chef du Conseil provincial, Ahmad Wali Karzai, d'annoncer aux médias que la cible était l'entreprise de construction japonaise Saita, qui employait des ouvriers afghans et pakistanais dans le cadre de projets de construction routière financés par l'Agence japonaise de coopération internationale[41]. Autre détail qui a rendu l'affaire encore plus intéressante, la police afghane a refusé de fouiller les enceintes où l'on pensait que l'attaque avait été préparée[42]. Certains observateurs canadiens ont conclu que l'attaque du 25 août avait résulté de la violence commerciale et non d'une attaque des talibans, l'objet en ayant été l'adjudication des contrats de construction routière[43].

Avec l'arrivée des forces des États-Unis en août, il y avait de plus en plus d'organisations de sécurité dans la ville de Kandahar, et cela risquait d'entraîner de graves problèmes de coordination. Le Bgén Vance a réitéré l'importance du cadre de sécurité de la ville et, en particulier, celle du rôle de ses partenaires afghans, à savoir la police et l'Armée :

> Tout d'abord, les FSNA et les FC doivent pouvoir contrôler l'accès à la ville. Il a déclaré que, pour cela, il fallait inspecter tous les véhicules entrant à Kandahar; le Groupe de travail devait travailler à ce processus, et il fallait élaborer des normes. En deuxième lieu, il a déclaré que les patrouilles interarmées devaient avoir lieu dans la ville même […] ces opérations devaient être exécutées en fonction du renseignement fourni par la Direction nationale de la sécurité.

> Il a précisé que, si ces patrouilles étaient très actives, elles rendraient impossible toute activité de la part des insurgés. Troisièmement, il a déclaré que la Police nationale afghane devait exécuter des opérations courantes et que l'Armée nationale afghane devait disposer d'une force de réaction rapide très solide[44]. [Traduction]

Outre la police afghane, la Direction nationale de la sécurité (DNS) et l'Armée, il y avait maintenant l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) de la police canadienne, les mentors de la police des États-Unis, les conseillers canadiens de la police civile (CIVPOL), la Compagnie de stabilisation A de l'ERP, la nouvelle Police afghane de maintien de l'ordre public (PAMOC) et aussi le 97e Bataillon de la police militaire [97th MP Battalion]. Le personnel du Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) avait les compétences idéales pour s'occuper de ce problème, notamment en enseignant à l'armée, à la police et au personnel de la DNS l'art de la coordination et de la répartition des responsabilités. Il a fait tout ce qu'il a pu pour faire en sorte que les Afghans se chargent de la sécurité dans Kandahar. La Compagnie de stabilisation A était représentée au sein du Groupe de travail sur la sécurité de Kandahar, tandis que l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) et le CCO-P revigoraient les systèmes de liaison entre les organisations afghanes et les forces coalisées. Les forces de sécurité afghanes ont été intriguées par la possibilité de systématiser et de normaliser les opérations TOLO ATAL qu'elles avaient exécutées avec succès plus tôt dans l'année. Par conséquent, ces opérations et le Plan de sécurité pour Kandahar ont été fusionnés et les opérations des patrouilles interarmées y ont aussi été intégrées[45]. Le tournant a été facilité par l'arrivée du nouveau chef de la police provinciale, le major-général (Mgén) Sardar Mohammad Zazai, qui a jeté un regard neuf sur les nouvelles activités.

La CIVPOL canadienne et l'ELMOP ont cherché à améliorer le réseau téléphonique d'urgence rudimentaire de la ville, qui s'apparentait à un système 911. Quand une marée d'appels signalant des activités des insurgés a paralysé le réseau, un agent des communications de la police a ajouté le numéro de son téléphone cellulaire personnel aux annonces diffusées au sujet du réseau de téléphonie d'urgence, de manière à pouvoir absorber une partie des appels. Des ennuis ont pris forme quand les insurgés ont menacé les fournisseurs de services de téléphonie cellulaire. Les observateurs canadiens n'en croyaient pas leurs oreilles quand ils ont appris que le problème avait finalement été résolu à Kaboul parce que les fournisseurs susmentionnés et le gouvernement ont négocié l'emploi du réseau *avec les insurgés*[46]. Et ce n'est pas tout. Le gestionnaire de la Société afghane des communications sans fil pour la région, qui entretenait de bonnes relations avec le CCO-P, a signalé une situation troublante due au fait que son personnel et lui avaient été menacés par des membres de la choura provinciale qui voulaient brancher gratuitement leur résidence personnelle

à la source d'énergie électrique des pylônes du réseau de téléphonie cellulaire. Quand leur demande a été refusée, ils « ont menacé de faire exploser le pylône » [Traduction]. Le personnel de la Société a demandé au gouverneur de régler le problème en précisant qu'il ne voulait pas voir le personnel de la FIAS intervenir, mais que celle-ci devait être mise au courant, « au cas où quelque chose se produirait ultérieurement[47] » [Traduction].

Dans le cadre du regroupement des activités de sécurité dans la ville et du déménagement de l'ELMOP dans les districts ruraux, le 97e Bataillon de la police militaire s'est chargé d'encadrer quatre postes de police secondaires à la fin de septembre 2009 et il a aussi assumé les fonctions de l'Équipe de mentorat de la police des États-Unis au début d'octobre. Ainsi, 300 policiers militaires des États-Unis ont exercé les fonctions de mentors auprès de toute la police afghane de Kandahar, fonctions que remplissaient auparavant 60 Canadiens et 60 Étatsuniens. Le changement a presque triplé la capacité des services de police coalisés et multiplié grandement le nombre de patrouilles interarmées[48].

La Compagnie de stabilisation A continuait de surveiller l'état de l'infrastructure essentielle dans la ville, en particulier celui de la centrale électrique et du réseau d'alimentation en électricité – le barrage de Kajaki ne fournissait que deux heures d'électricité par jour à la ville de Kandahar. Les agents canadiens de la COCIM ont appris que les talibans extorquaient de l'argent à la société d'électricité : celle-ci « les payait pour qu'ils n'attaquent pas les lignes de transport d'énergie » [Traduction], et les talibans « minaient les postes d'entretien le long des lignes de manière à se faire payer pour montrer [aux travailleurs de la société] où les mines se trouvaient[49] » [Traduction]. En octobre, la société d'électricité a reçu des fonds pour agrandir ses installations et elle a ainsi acquis le droit d'avoir une force de sécurité. La société Hart Security est arrivée d'Afrique du Sud pour remplir ce rôle, ce qui a ajouté une autre force de sécurité privée dont le CCO-P a dû suivre les activités[50]. Les équipes de la COCIM ont appris qu'avant l'ingérence des insurgés et les problèmes au barrage de Kajaki, Kandahar consommait d'habitude quarante mégawatts d'électricité. Maintenant, elle survivait avec onze mégawatts, soit quatre fournis par le barrage et sept par la centrale de la ville. L'énergie était distribuée manuellement au moyen de pannes rotatives contrôlées. Ce n'était pas l'idéal, mais la situation était ainsi meilleure que celle de l'année précédente[51].

La force de réaction rapide de l'ERP, munie de capacités de neutralisation d'explosifs et de munitions, était régulièrement déployée. Un cas est ici digne de mention : le 28 septembre, la Police nationale afghane (PNA), au poste secondaire no 9, a signalé la présence d'un EEI et l'a entouré d'un cordon de sécurité. L'engin a explosé, mais personne n'a été blessé; cependant, l'équipe canadienne qui venait d'arriver pour dégager l'endroit a trouvé, non pas un dispositif, mais bien trois charges à fragmentation directionnelle réglées pour tuer les premiers intervenants :

> Pendant qu'elle désarmait la [charge à fragmentation], l'équipe anti-EEI a entendu la tonalité de numérotation déclenchée par l'insurgé qui tentait de faire exploser l'engin; cependant, l'équipe avait enlevé le [récepteur à double tonalité multifréquence]. L'équipe a [détruit sur place] les EEI et a ramené les éléments de preuve au Camp Nathan Smith[52]. [Traduction]

En une autre occasion, la force de réaction rapide de l'ERP a dû s'occuper d'un explosif artisanal de 5 500 livres qui avait été apporté au Camp Nathan Smith pour être neutralisé – au milieu de la nuit.

À la fin de septembre, les enfants et les jeunes hommes de plusieurs districts avaient pris l'habitude de lancer des pierres et des briques vers les patrouilles canadiennes; au début d'octobre, ces actes agressifs étaient très répandus. Quand les patrouilles d'opérations psychologiques (OPPSY) se sont attaquées au problème, elles ont appris que les habitants d'un endroit avaient entendu dire que des innocents mouraient au cours des attaques aériennes de la FIAS; par conséquent, la population « ne savait parfois pas de quel côté se ranger, car la même chose se produisait quand les insurgés arrivaient et que des innocents étaient tués[53] » [Traduction]. Une enquête approfondie a révélé que des membres de la choura dans la ville essayaient :

> […] d'indiquer aux adultes comment apprendre à leurs enfants à faire la différence entre le bien et le mal, et les membres de la choura admettaient qu'il était probable que les parents et les insurgés encourageaient les enfants à se comporter de la sorte. Les mollahs croyaient que les insurgés disaient aux enfants de lancer des pierres et de nuire aux véhicules de la FIAS dans l'espoir que les enfants soient arrêtés ou blessés, ce que les insurgés pourraient exploiter ensuite dans le cadre de leurs opérations d'information [OI] contre la FIAS[54]. [Traduction]

Une fois de plus, les insurgés ont exploité le respect des Canadiens pour les convictions religieuses d'autrui afin de nuire à l'effort de la coalition. Les forces de sécurité afghanes ont décidé de lancer leurs propres patrouilles interarmées pour boucler et fouiller trois mosquées suspectes. L'une d'elles abritait un petit hôpital ou une infirmerie pour insurgés. Dans une autre, les insurgés avaient entreposé des instruments de propagande anti-étasunienne[55].

Finalement, la décision a été prise d'établir une relation plus étroite avec la choura des oulémas de Kandahar, et les équipes de la COCIM et des OPPSY du lieutenant-colonel (Lcol) Carl Turenne ont dirigé l'effort fait en ce sens. Lors d'une réunion avec Sayed Hanifi, directeur de cette choura, la FO Kandahar a réussi à accroître ses connaissances sur la dimension religieuse du conflit :

> La choura entretient de solides liens d'amitié avec différents médias qui lui fournissent un soutien technique relatif à son équipement. [Hanifi] était directeur depuis maintenant quatre ans et il a déclaré qu'il n'existait aucune tension dans la choura. Quand celle-ci a été interrogée au sujet d'une station de radio appelée Talimul Islam, ses membres ont réagi avec crainte, car cette station leur faisait grandement problème à bien des égards. La station […] est dirigée par Mohammad Omar Khitabi […] [qui] a appelé les Canadiens pour contester l'autorité morale de la choura des oulémas. Khitabi a fait valoir que le coran ne dit nulle part que les attentats-suicides à la bombe sont interdits et que le djihad n'est pas justifié contre les étrangers. La choura des oulémas a demandé [à l'équipe canadienne] qui finançait la station de radio; les Canadiens ont répondu que, d'après ce que l'on disait, elle était financée, semblait-il, par des gens d'affaires et des collectivités, mais qu'ils soupçonnaient fortement les insurgés d'être la principale source de fonds. La choura des oulémas encourage fortement la FIAS à enquêter sur les sources de financement de la station[56]. [Traduction]

Avec la bénédiction du Bgén Vance, le Lcol Turenne a établi des relations officielles avec la choura des oulémas, dont les membres « [ont reconnu] le magnifique travail que l'ERP de Kandahar accomplissait pour la population » [Traduction]. Pour répondre aux interventions de la Compagnie de stabilisation A, qui demandait une aide afin de régler le problème des pierres lancées contre elle, la choura des oulémas a publiquement condamné ce comportement et exigé des parents qu'ils ordonnent à leurs enfants d'y mettre fin. Sayed Hanifi a expliqué au Lcol Turenne que « la choura faisait face à des défis de taille, par exemple l'assassinat de 23 de ses membres [au cours des cinq années précédentes] » [Traduction]. Le Lcol Turenne a déclaré à Hanifi que « son équipe ferait de tout projet concernant la choura des oulémas sa priorité absolue[57] » [Traduction]. *Trois ans* auparavant, le capitaine (Capt) Suleyman Demiray, l'imam qui avait été le premier aumônier musulman des FAC, avait fait une mise en garde : le Canada devait se préoccuper systématiquement de la dimension religieuse et, en particulier de la choura des oulémas, s'il veut que ses efforts visant à aider les Afghans à Kandahar soient couronnés de succès[58].

Tout indiquait que les problèmes persistaient dans le district nº 6, ce qui ne surprenait personne, car en prévision du nettoyage de Malajat, le maire Hamidi avait congédié le gestionnaire de ce district. Les 8 et 9 octobre, le 3e Kandak et ses mentors canadiens se sont joints à la police afghane et à ses mentors pour exécuter l'Op KATAKAWAL KALAY PISHAK V, c'est-à-dire le ratissage du district nº 6. La Compagnie de stabilisation A s'est déployée sur des positions situées au sud de Malajat pour y arrêter tout insurgé qui tenterait de fuir dans cette direction pendant l'exécution du ratissage. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, et peu d'éléments hostiles ont été découverts[59].

Pendant cette opération, de l'information a été reçue sur une madrasa suspecte à Malajat. La Compagnie de stabilisation A est retournée à Malajat le 12 octobre, en partie pour façonner l'Op KALAY III et en partie pour étudier la possibilité d'y établir une maison de peloton. Pendant qu'elle se renseignait sur l'école religieuse, l'équipe de la Compagnie de stabilisation A a été la cible de pierres lancées contre elle, pendant que fusaient des cris disant « Allah Akbar! » et que les enfants faisaient des gestes de leur main gauche. De toute évidence, tout n'était pas au beau fixe à Malajat[60].

Opérations dans le district de Zharey, d'août à novembre 2009

La détérioration de la situation dans le district de Zharey, constatée au cours de l'été et à l'approche des élections, a provoqué une réaffectation des forces au sein de la FO Kandahar. Le Bgén Vance a décidé de retirer le gros du 1-12 Infanterie du Maywand et de l'envoyer dans le Zharey : ce mouvement, appelé l'Op LUR SAPA, a commencé le 1er septembre. Parallèlement, des discussions ont eu lieu sur le déploiement d'un sixième kandak auprès de la 1-205 Brigade. Le 6e Kandak était partiellement entraîné et il était donc désigné comme étant un « kandak affecté à la sécurité des routes ». La question se posait de savoir qui allait encadrer le 6e Kandak. Tous les éléments de l'ELMO canadienne étaient déjà occupés. La planification du remplacement du 1er Kandak dans le Zharey par le 6e Kandak a commencé au cours de l'automne 2009.

Comme la situation se présentait dans le Zharey à la fin d'août et au début de septembre, l'ennemi exerçait des pressions sur les postes fortifiés d'Howz-e-Madad, de Lakhokhel et de Pulchakan dans l'ouest, et il organisait une campagne de harcèlement d'envergure le long de l'Autoroute 1, entre la FOB Wilson et le poste fortifié de Senjaray (voir les figures 6-2 et 6-2a). Sur ce tronçon situé entre la FOB Wilson et Senjaray, les forces coalisées avaient subi six attaques majeures à l'EEI et quinze embuscades, et elles avaient tué trois équipes de poseurs d'engins au cours d'attaques aériennes en septembre seulement. Le 1-12 Infanterie a perdu le soldat de première classe (Sdt 1re) Matthew Wildes qui a été tué par un EEI pendant que les unités déménageaient au Zharey. La FO Thor (l'unité des États-Unis chargée de dégager les itinéraires) a subi six attaques qui ont fait au moins douze blessés et qui ont coûté la vie au sergent d'état-major (Sgt é-m) Glen Stivison Jr, au spécialiste (Spéc) Jesús Flores, au Spéc Daniel Lawson, au Sdt 1re Jeremiah Monroe et au Sdt 1re Brandon M. Styer[61].

Une de ces attaques s'est accompagnée d'une embuscade avec tirs directs qui s'est transformée en un échange de feu pendant six heures. Le 24 août, une équipe de dégagement d'itinéraires de la FO Thor a été prise à partie pendant qu'elle neutralisait un emplacement d'EEI sur l'Autoroute 1. Une force de réaction rapide canadienne, composée de chars Leopard 2A6M et d'un peloton de la Compagnie B du 2e Bataillon du Royal 22e Régiment (2 R22eR), est sortie en appui et elle a bientôt essuyé des tirs elle aussi. Les chars ont fait feu

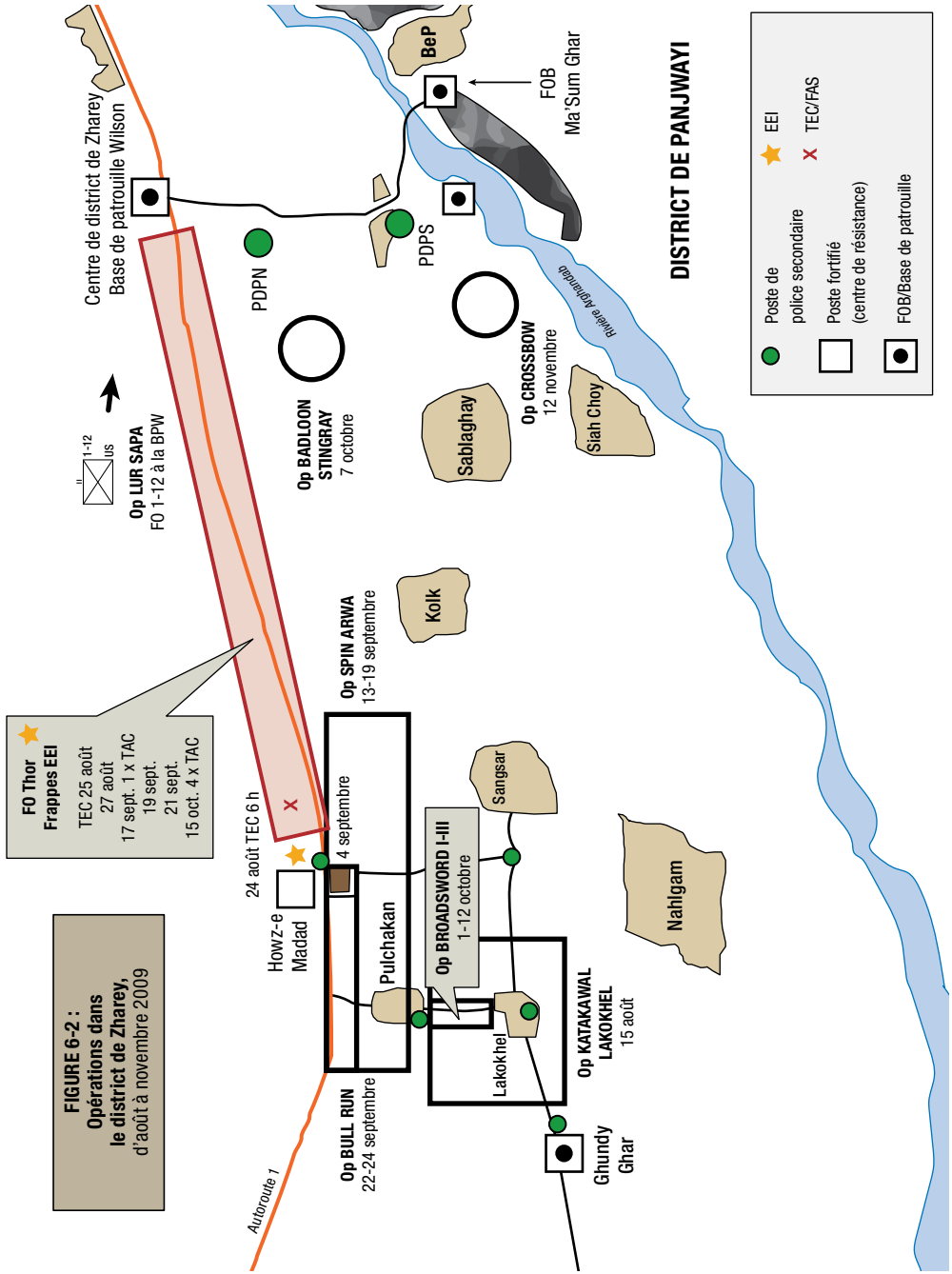


Figure 6-2 : Opérations dans le district de Zharey, d'août à novembre 2009

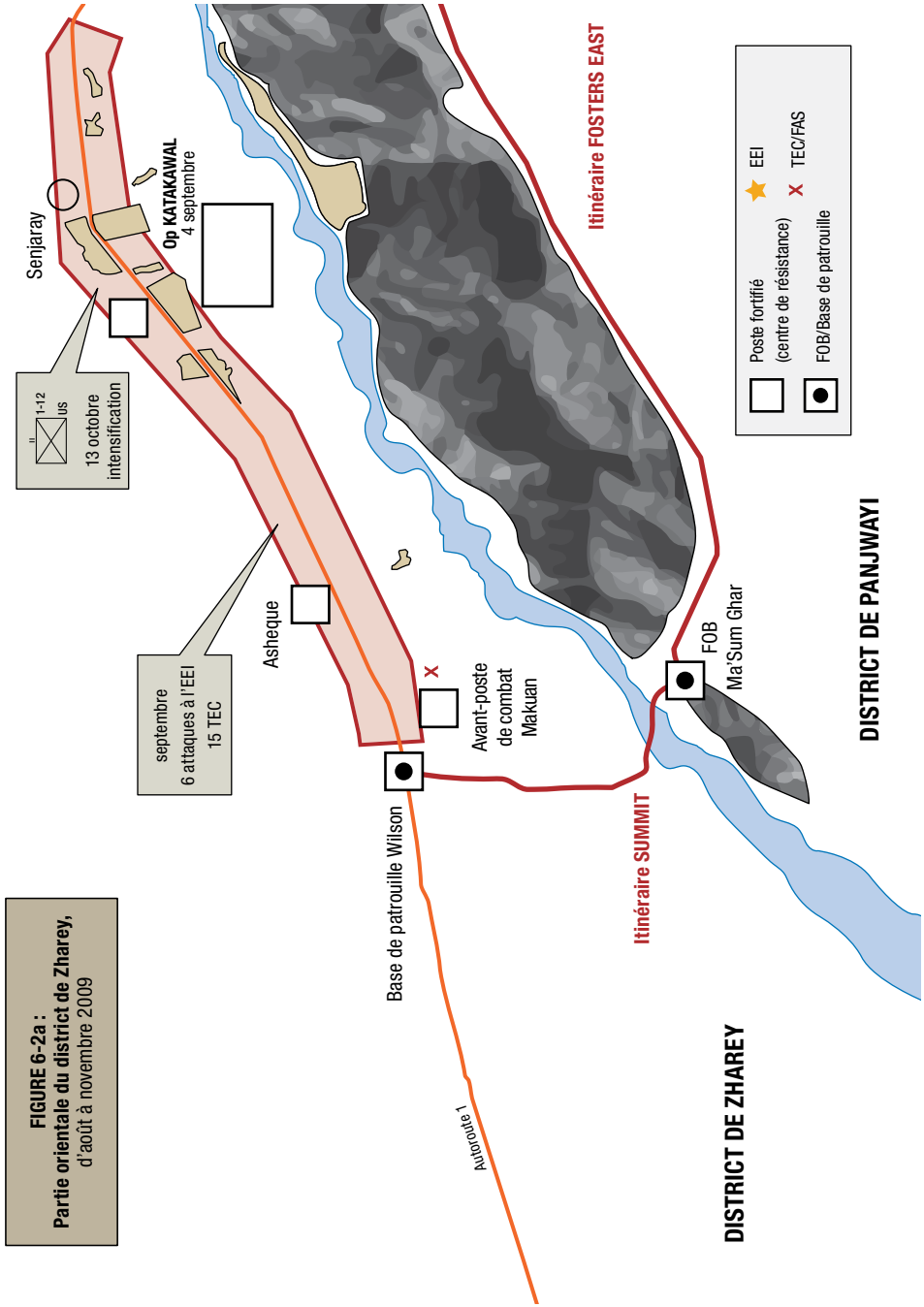


FIGURE 6-2a :
Partie orientale du district de Zharey,
d'août à novembre 2009

Figure 6-2a : Partie orientale du district de Zharey, d'août à novembre 2009

avec leur canon de 120 mm pendant que l'infanterie avançait vers les positions ennemies au sud de la route. Un hélicoptère OH-58D Warrior qui volait en cercle au-dessus des lieux a repéré des renforts ennemis et les a attaqués avec des roquettes et des mitrailleuses de calibre .50. L'équipage de l'hélicoptère a repéré une autre équipe ennemie et en a signalé la position aux chars qui l'ont supprimée avec des obus de 120 mm. L'équipe canado-étatsunienne a gagné la bataille contre les forces embusquées et s'est retirée dans la FOB Wilson[62].

La FO Kandahar était de plus en plus préoccupée :

> La taille des EEI et les cibles qu'ils visaient le long de l'Autoroute 1 sont de plus en plus à même de causer régulièrement des dégâts catastrophiques quand les engins sont destinés à frapper des véhicules blindés des FC; en plusieurs endroits et à trois occasions, de gros EEI (de 350 à 1 000 livres d'explosifs de fabrication artisanale ont explosé[63]). [Traduction]

Ces « charges à enfouissement profond » étaient de plus en plus utilisées par les insurgés, et elles visaient particulièrement la FO Thor, l'objectif étant de réduire sa capacité de dégager l'itinéraire empruntant l'Autoroute 1[64].

Afin d'aider le 1-12 Infanterie à se redéployer, la FO Kandahar, la 1-205 Brigade et le Groupement tactique régional (Sud) se sont tous affairés à réduire la pression que l'ennemi exerçait sur le secteur de Lakokhel-Pulchakhan-Howz-e-Madad. Le 1er Kandak et la Compagnie B du 2 R22eR avaient déjà mené l'Op KATAKAWAL LAKOKHEL, les 16 et 17 août, pour permettre aux forces coalisées de respirer au sud de ce poste fortifié; par ailleurs, l'artillerie et ses obusiers M-777 conjuguant leurs efforts avec les SUAV ScanEagle ont vite mis fin aux efforts des insurgés cherchant à entraver le ratissage effectué par le 1er Kandak[65]. La riposte des insurgés qui ont déclenché des « attaques comportant des tirs puis un changement de position » [Traduction] le 1er septembre, a été supprimée par le 1er Kandak et l'ELMO.

Les éléments de relève du 6e Kandak sont arrivés le 1er septembre, et ils ont lancé le lendemain l'Op KATAKAWA KALAYE PISHAK IV avec le 1er Kandak et l'ELMO canadienne en appui. Cette opération a comporté une poussée au sud d'Howz-e-Madad jusqu'à la première ligne d'oueds, puis une seconde poussée au sud de Senjaray, le 5 septembre. Au cours de la première poussée, il y a eu plusieurs contacts avec l'ennemi, et le 1er Kandak a dû intervenir, avec l'aide d'hélicoptères OH-58D Warrior pour dégager le 6e Kandak. Un EEI, sur l'Autoroute 1, a blessé plusieurs soldats afghans venus en renfort dans ce contexte.

Comme nous l'avons vu, l'activité ennemie dans Howz-e-Madad et les environs était d'habitude appuyée depuis le secteur de Sangsar-Kolk. Le Bgén Vance a obtenu les services du Groupement tactique régional (Sud) pour lancer une opération aéromobile dans cet endroit. Dans la nuit du 13 septembre, l'Op SPIN ARWA a commencé : le Groupement

tactique du 2 R22eR a envoyé une compagnie et des chars sur la route, pour occuper une position d'arrêt, et une partie d'une autre compagnie dans Howz-e-Madad pour remplacer la police et ses mentors qui se déplaçaient vers les lignes d'oueds pour bloquer la route à l'ouest pendant l'insertion aéromobile. Les insurgés ont ouvert le feu sur les hélicoptères de transport qui arrivaient, mais les appareils AH-64 Apache, qui appuyaient l'insertion, ont tué vingt combattants insurgés et en ont blessé dix autres. Lorsque les enceintes d'intérêt ont été fouillées, les forces coalisées y ont trouvé des mortiers, des canons sans recul et des lance-grenades automatiques AGS-17. Tous les éléments coalisés prenant part à l'attaque SPIN ARWA ont été pris à partie à divers moments le lendemain, et au moins seize insurgés ont été tués au cours de ces engagements. Les sapeurs canadiens sont arrivés pour aider à dégager les enceintes, mais une équipe a déclenché une mine antipersonnel qui a blessé deux soldats. L'ennemi en retraite s'est d'abord déplacé vers l'est en direction de Spin Pir, le long des lignes d'oueds, mais il a ensuite changé de direction et a fait route vers le sud en s'éloignant des forces coalisées. Les hélicoptères les ont harcelés pendant qu'ils se dispersaient[66].

Les 23 et 24 septembre, le 1-12 Infanterie a lancé l'Op BULL RUN avec son unité de reco au sud d'Howz-e-Madad pour multiplier les perturbations pendant que le bataillon se redéployait et exécutait une relève sur position à Ghundy Ghar. L'objectif était d'intercepter les insurgés qui revenaient là après l'Op SPIN ARWA, mais il n'y a eu aucun contact digne de mention. Afin d'assurer un suivi et de faire complément à l'action antérieure, les forces afghanes et leurs mentors des postes fortifiés dans le secteur ont exécuté une série de patrouilles nocturnes anti-embuscades du 10 au 12 octobre. Encore une fois, aucun contact important n'a eu lieu[67].

Les mentors canadiens ont écrit ce qui suit :

> L'Op BROADSWORD III a été menée la nuit dernière et tôt ce matin. Elle a comporté trois embuscades tendues par des escouades (toutes accompagnées de mentors) [près des postes fortifiés] de Lakokhel et d'Howz-e-Madad. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi. Cependant, aucun EEI n'a été trouvé dans ces endroits pendant les ratissages de la route ce matin. Le 1er Kandak de la 1-205 Brigade continue de repérer deux ou trois EEI par jour. Ses soldats deviennent nécessairement des détecteurs intelligents et astucieux d'EEI, mais ils ont aussi payé un prix élevé : 19 membres du kandak ont été tués depuis mars 2009, et 40 autres ont été gravement blessés, principalement par des EEI[68]. [Traduction]

Les agents canadiens de la COCIM ont poursuivi leur travail dans le district de Zharey pendant quelque temps tandis que le bataillon des États-Unis arrivait et prenait charge des opérations du Centre des opérations tactiques (COT), les 7 et 8 septembre. Le lendemain,

les mentors de la police des États-Unis se sont occupés de gérer ce qui restait de la Police afghane en uniforme dans le Zharey. Leurs rapports ont été décourageants. Très peu de progrès mesurables avaient été accomplis dans ce district. La population locale abusait des processus de réclamation foncière et de réclamation pour dommages. Le chef de district a précisé qu'« il n'y avait aucun moyen de confirmer que les dommages avaient véritablement été causés » et que, « quand les réclamants recevaient l'argent […] beaucoup quittaient le district et ne reconstruisaient pas ce qui avait été détruit »[69] [Traduction]. Les talibans étaient tellement sûrs d'eux-mêmes qu'ils ont enlevé un médecin et son chauffeur à la clinique du Centre du district de Zharey, juste à côté de la FOB Wilson[70]. Le 1-12 Infanterie a signalé que « les villageois veulent nous aider, mais ils nous ont dit que s'ils le font, les talibans les décapiteront[71] » [Traduction]. Le réseau de téléphonie cellulaire est resté en panne dans tout le district. Les habitants ont dit aux équipes de la CIMIC que l'ennemi contrôlait Pashmul et que des lettres de nuit étaient fréquemment déposées dans chaque mosquée du district[72].

À la mi-octobre, il fallait remettre en marche les nombreux rouages du district de Zharey. Le 1-12 Infanterie devait reprendre le terrain perdu pour qu'un cadre d'aide et de gouvernance puisse être reconstitué et, espérait-on, inclure les endroits essentiels. Ensuite, les attaques sur l'Autoroute 1 se sont de nouveau multipliées. Les surfaces pavées étaient lourdement endommagées à certains endroits, en particulier à Senjaray, et elles avaient besoin d'être réparées. Partout, le terrain était jonché des carcasses détruites de camions tombés dans une embuscade. Les forces coalisées devaient reprendre l'initiative dans le Zharey, mais y avait-il assez de ressources pour régler tous ces problèmes?

Le Commandement régional (Sud) était très inquiet de la perte éventuelle de la liberté de mouvement en direction du district d'Helmand; par conséquent, il a de nouveau réaffecté les ressources ISTAR à la FO Kandahar pour surveiller la route dans le cadre d'une nouvelle opération appelée DALBOR SHIELD. Une autre opération – BAERBADI – a été conçue pour enlever les épaves sur la route avec l'aide des ressources du génie[73]. Des éléments de la FO de théâtre (le 2e Bataillon du 508e Régiment de parachutistes [2nd Batallion 508th Parachute Infantry Regiment], mieux connu sous le nom de FO 2 « Fury ») sont arrivés de l'aérodrome de Bagram pour exécuter l'Op DALBOR SHIELD, et le Commandement régional (Sud) a aussi autorisé l'emploi de FOS et d'une équipe canadienne des OPPSY en appui. Pour faire de la place à l'Op DALBOR SHIELD, la FO Kandahar a reporté l'Op BADLOON – qui avait pour objectif de reprendre du terrain et de rétablir son influence sur la population de la partie orientale du Zharey – et une autre Op SPIN ARWA avec le Groupement tactique régional (Sud).

L'Op DALBOR SHIELD a bénéficié d'une analyse exécutée par le Maj Nils French et par une petite équipe de la FO Kandahar, qui ont transcendé les paradigmes existants pour voir comment et, aspect plus important, quand l'ennemi menait ses opérations

à certains endroits en particulier. Recourant à des renseignements officieux obtenus au cours d'entretiens amicaux avec diverses entités des États-Unis, ils ont pu formuler des recommandations au Lcol Mike Patrick sur la répartition des forces pour protéger l'Autoroute 1. Le Commandement régional (Sud) était trop absorbé par ses opérations dans le district d'Helmand pour s'intéresser à l'Op DALBOR SHIELD, mais la FO ODIN – c'est-à-dire la FO anti-EEI des États-Unis – a été impressionnée par la méthodologie canadienne et a discrètement réaffecté des ressources ISTAR de l'Helmand à Kandahar pour appuyer l'Op DALBOR SHIELD[74].

Hormis les opérations des FO Thor et ODIN, le 1-12 Infanterie a exécuté 12 patrouilles de combat par jour, en moyenne, le long de l'Autoroute 1. Le 6e Kandak s'est finalement déployé au complet, et ses soldats ont agrandi la grille des patrouilles au côté du 1-12 Infanterie. Les mentors des États-Unis sont venus travailler avec le 6e Kandak, mais l'équipe des mentors du Canada est restée dans le secteur pour contribuer à cet effort. Des postes de contrôle routiers ont été mis sur pied, et des inspections surprises ont eu lieu le long de toute la route. Des ressources aériennes ont été réaffectées à l'Op DALBOR SHIELD et ont remporté leurs premières victoires les 22 et 23 octobre. Une équipe d'insurgés poseurs d'EEI qui menaient des opérations près d'Howz-e-Madad a été prise à partie par un hélicoptère OH-58D Kiowa Warrior, dont l'attaque a entraîné une deuxième déflagration d'une grande quantité d'explosifs artisanaux transportés dans des bidons jaunes. Un avion A-10 Warhog a détruit une autre équipe de poseurs d'EEI en tuant de trois à cinq membres et en en blessant d'autres. Cette dernière attaque a aussi blessé un chef ennemi non loin de l'emplacement, et des ressources ISTAR ont cherché à savoir qui il était et quelle incidence l'attaque pourrait avoir sur la structure de commandement des insurgés[75].

Les insurgés ont cessé d'utiliser des EEI sur la route et ont recouru à des embuscades. Après plusieurs affrontements, le 1-12 Infanterie a conclu que ces dernières visaient à attirer les forces coalisées dans des embuscades encore plus grandes sur des itinéraires locaux truffés d'EEI. Des équipes d'hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior et AH-64 Apache ont patrouillé les première et deuxième lignes d'oueds en espérant surprendre des insurgés en train de se rendre de Kolk et de Sangsar jusqu'aux combats ayant lieu sur la route. En une occasion, une patrouille afghane accompagnée de mentors canadiens a fait exploser un EEI qui a grièvement blessé un soldat afghan et déclenché une embuscade. Sous le feu ennemi, le caporal-chef (Cplc) Gilles-Rémi Mikkelson est sorti à découvert pour procurer des premiers soins assurant la survie au blessé pendant que la patrouille le couvrait de ses tirs, de manière que tous puissent se replier en sécurité. Cet acte de courage a valu au Cplc Mikkelson d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Photo : Auteur

Photo : Auteur

Les unités des Forces terrestres des É.-U. [U.S. Army] qui travaillaient dans le district du Zharey avec la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan n'avaient pas accès au début aux ressources des États-Unis au niveau de la brigade. Dans de nombreux cas, elles ont pu profiter de tout le soutien offert par l'Armée canadienne, y compris les équipes d'opérations psychologiques et de coopération civilo-militaire et une troupe d'obusiers M-777 complétée par des mortiers de 81 mm.

Dans un compte rendu quotidien destiné à la FO Kandahar, le 1-12 Infanterie a décrit sa situation :

> Nous sommes maintenant isolés de la population, et les routes secondaires que celle-ci emprunte sont truffées d'EEI […] Les habitants du district de Zharey vivent dans la crainte des talibans et ils sont désormais séparés de la FIAS, de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane, vu le nombre limité de patrouilles faites au sud de l'Autoroute 1. Le bataillon n'a pas réussi à se concentrer sur des projets ou sur le développement économique, car c'est principalement sur la route que sa puissance de combat est utilisée[76]. [Traduction]

Au début de novembre, un compte rendu quotidien du 1-12 Infanterie a révélé que peu avait changé :

> Le maintien en puissance du bataillon aux fins de l'Op DALBOR SHIELD épuise les soldats. Ils veulent aller au-delà de la sécurité de la route et amorcer les étapes « dégager, tenir et construire » dans les secteurs de Senjaray et de Bagh-e Pol[77]. [Traduction]

Le 6e Kandak « souffrait d'un manque d'encadrement » et n'était pas aussi efficace que ce à quoi l'on s'attendait. Les ressources ISTAR ont été affectées ailleurs, loin de la région, quand les insurgés ont réduit le nombre de leurs attaques à l'EEI, mais une fois ces ressources parties, ces attaques ont recommencé. Les obus de mortier ont commencé à pleuvoir sur la FOB Wilson. Le 23 novembre, un bombardement au mortier a gravement blessé plusieurs soldats étatsuniens et déclenché des incendies dans la FOB, y compris dans un conteneur maritime. Après s'être occupé des blessés dans les zones à découvert, le soldat (Sdt) Tony Harris a secouru un soldat coincé dans le conteneur en flammes et, avec l'aide du Sdt Phillip Millar, il a pu lui prodiguer les premiers soins pendant que les obus de mortier continuaient à tomber. Les interventions du Sdt Harris et du Sdt Millar, qui ont sauvé plusieurs vies ce jour-là, leur ont valu d'être décorés de la Médaille de la vaillance militaire.

L'ennemi a ensuite décidé d'attaquer la circulation sur l'itinéraire SUMMIT : de l'équipement de capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstances (COIC) a été pris à partie par un canon sans recul de 82 mm. Une équipe de mentors de la police a ensuite été en contact avec les forces ennemies pendant toute la journée sur l'itinéraire SUMMIT. Des chars Leopard 2 sont sortis pour fournir leur soutien, et des obus de mortier ont été lancés depuis la FOB Wilson. Après avoir vu cinq des leurs être tués, les insurgés ont disparu à l'ouest, et les hélicoptères les ont harcelés pendant qu'ils se dispersaient. La Force d'hélicoptères du Canada a déposé une partie du 1-12 Infanterie au nord de Pashmul, mais il

n'y a alors eu aucun contact avec l'ennemi, tandis que le 1er Kandak et ses mentors canadiens partaient à la recherche des équipes d'insurgés munies de canons sans recul de 82 mm.

À la fin de novembre, les lignes étaient lentement en train d'être redessinées. L'itinéraire SUMMIT a été maintenu ouvert, l'Autoroute 1 demeurait passable, et les patrouilles étatsuniennes et afghanes commençaient à avoir un effet dans les collectivités de la partie orientale du Zharey. Il restait encore à convaincre les sociétés de téléphonie cellulaire de rétablir le service, mais, et c'est un aspect important, plus de renseignements arrivaient au Centre interarmées de coordination du district. Un seul employé d'USAID est arrivé pour se joindre aux agents canadiens de la COCIM pour former une petite équipe de soutien dans le district[78].

Opérations dans le district de Dand, d'août à octobre 2009

La FO Kandahar a continué de mettre l'accent sur les éléments positifs dans le district de Dand pendant l'automne 2009. Comme nous nous le rappellerons, l'Op KALAY I a permis de stabiliser la collectivité de Deh-e Bagh et d'accroître la présence de la coalition vers le sud en direction de Chineh et de Monar. L'organisation chargée des travaux de construction a collaboré avec les chefs locaux pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure, par exemple des routes et des canaux, pendant que l'équipe spécialisée du Génie s'efforçait d'intéresser des entreprises de construction à des projets plus vastes tels que la remise à neuf du Centre du district de Dand, la construction d'un poste de police de district et le pavage des principaux itinéraires de service. La Compagnie de stabilisation B a joué un rôle clé pour faciliter toutes ces activités, en collaborant étroitement avec le chef de district Abdul Nazek, qui impressionnait de plus en plus.

À la fin d'août, le Dand possédait un centre interarmées fonctionnel de coordination de district, mais sa force de police n'était pas suffisante pour remplacer les forces militaires canadiennes quand elles partiraient. L'ELMOP avait ses limites : elle travaillait à Deh-e Bagh, à Chineh et à Monar et elle attendait qu'une solution soit trouvée au problème de recrutement de la police[79].

La FO Kandahar a lancé l'Op KALAY II en même temps que ces mouvements (voir la figure 6-3). Les villages visés par l'opération étaient Belanday, Rumbasi et Teymurian, soit trois localités choisies parce qu'elles étaient proches de l'itinéraire LAKE EFFECT (Belandy et Rumbasi) et qu'elles faisaient écran à la zone de stabilité de Deh-e-Bagh (désormais appelé « quadrilatère de stabilité TONKA »), depuis l'ouest et le sud-ouest (Rumbasi et Teymurian). Deh-e Bagh servait de porte donnant accès à Malajat et à la ville de Kandahar, et Belanday, Rumbasi et Teymurian faisaient de même pour Deh-e Bagh. La menace, nous nous le rappellerons, venait du secteur de Nahkonay, appuyé par les refuges de Talukan et de Zangabad, situés dans la Corne du Panjwayi.

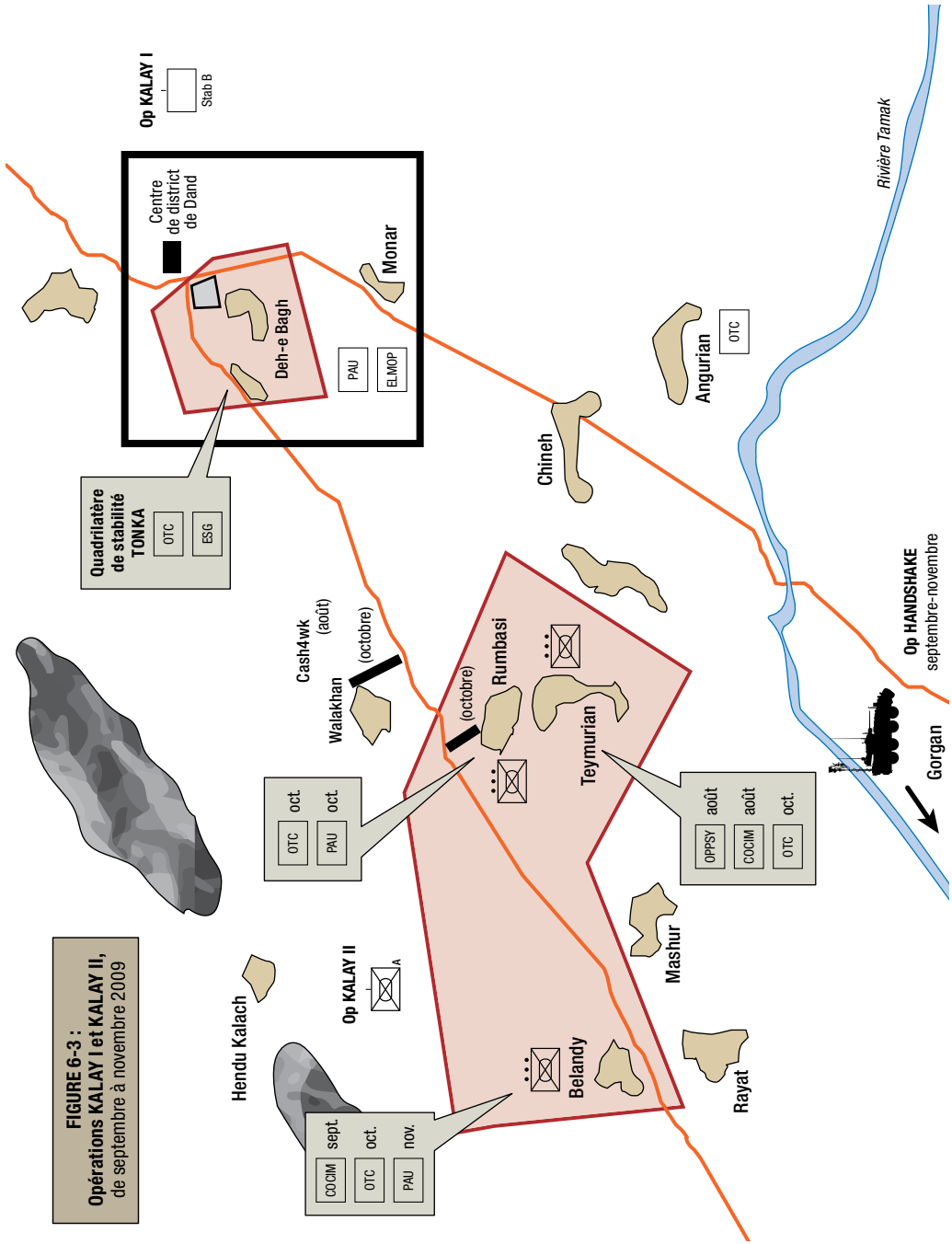


FIGURE 6-3 :
Opérations KALAY I et KALAY II,
de septembre à novembre 2009

Figure 6-3 : Opérations KALAY I et KALAY II, de septembre à novembre 2009

Photo : Auteur

L'amélioration de l'état de la sécurité dans le district de Dand a donné lieu à d'importants progrès économiques. On aperçoit ici deux des fameux fours à briques de Dand et les produits en étant issus, le long d'une route pavée, par opposition aux routes de terre battue et aux activités plutôt agraires dans le district de Panjwayi, plus violent. Ces mêmes fours tombaient en ruines quand l'auteur est passé par là en véhicule en 2005.

Le processus « Façonner-Dégager-Tenir-Construire » a alors été appliqué à Belanday, à Rumbasi et à Teymurian. Les équipes de la COCIM et des OPPSY sont entrées en rapport avec les chefs des villages à la fin d'août et au début de septembre et, quand cela a été possible, elles ont obtenu d'être présentées au chef de district. La Compagnie A du 2 R22eR est arrivée ensuite pour établir une présence de sécurisation immédiate, puis elle a cédé la place à la Compagnie de stabilisation B. Les agents de la COCIM ont évalué l'état du Conseil de développement communautaire (s'il y en avait un), puis ils ont travaillé avec les chefs locaux pour définir des projets. En octobre, les équipes d'évaluation de l'organisation chargée des travaux de construction sont arrivées pour aider les chefs de la région à classer les projets par ordre de priorité, discerner les aspects intéressant le Génie, puis embaucher des ouvriers sur place pour exécuter les projets. En octobre, les projets de construction routière et d'aménagement des canaux allaient bon train à Belanday, à Rumbasi et à Teymurian[80].

Ces projets de développement ont été couronnés de succès au point que la FO Kandahar a décidé d'élargir la portée de l'Op KALAY II pour y inclure la localité d'Angurian, puis d'envisager de la prolonger dans les localités au sud de la rivière Dori. L'Escadron B, désormais libéré du district d'Arghandab, a déplacé son quartier général à Teymurian et

projeté sa présence au sud-ouest vers Gorgan[81]. Jusque-là, toutes les localités choisies avaient bien accueilli l'Op KALAY II. En fait, les habitants de ces endroits en avaient observé les bienfaits, et ils voulaient maintenant prendre part à l'action. Le chef du district s'est rendu à Rembasi pour remédier au piètre leadership[82].

Le principal problème résidait désormais dans la partie « Tenir » du plan. Trente-huit nouveaux agents de police sont arrivés dans le Dand, mais « seulement dix-sept avaient reçu le perfectionnement ciblé par district (PCD) et seulement deux possédaient une arme personnelle » [Traduction]. Certains étaient des « réfugiés » du Zharey et n'avaient « aucune discipline »; pour les garder dans une pièce pendant plus de vingt minutes, il aurait fallu recourir à la force physique » [Traduction]. Quand quinze de ces nouveaux agents ont été affectés à Teymurian, six d'entre eux ont déserté, et les autres sont retournés au poste de police du district. Même les agents de Deh-e Bagh étaient absents[83]. L'ELMOP et le chef de police du district, le colonel (Col) Sher Shah, qui était au désespoir, ont fait ce qu'ils ont pu avec les moyens du bord. À ce moment-là, l'ELMOP a appris par hasard qu'une milice armée de Barakzais appartenant à la famille Sherzai menait des opérations dans la partie orientale du Dand et dans le district voisin de Daman. En communiquant avec leur chef, le Gén Muhammad Dawood, l'ELMOP a appris que « […] huit postes de contrôle sherzais fonctionnaient encore. Quand le mentor de l'ELMOP a demandé pourquoi l'état de la sécurité était si bon […], Dawood a répondu que les familles vivant là appartiennent toutes à la tribu des Barakzais et qu'elles y vivent depuis des centaines d'années; par conséquent, n'importe quel étranger est expulsé très vite[84] » [Traduction]. Des mesures ont été prises pour assimiler les milices barakzaies dans la Police afghane en uniforme dès que possible[85].

Pourquoi le Dand recevait-il la lie de la force de police de Kandahar? La situation était sans doute due à l'accent renouvelé mis sur les opérations dans la ville de Kandahar, lesquelles accaparaient les bons éléments de la police, et la situation n'augurait rien de bon pour les opérations KALAY. Quant à l'Armée afghane, les kandaks de la 1-205 Brigade étaient tous occupés, et seule la compagnie de reco du 4e Kandak pouvait être rendue disponible pour appuyer ces opérations[86]. Finalement, l'organisation de mentorat des États-Unis, la FO 2 « Fury », a pris des mesures pour réaffecter dans le Dand une équipe consultative de la police du district de Daman[87].

En dépit de ces difficultés, l'Op KALAY I est parvenue à un état stable au début d'octobre. Le chef de district Nazek a contribué à ce succès en tendant la main aux collectivités de Deh-e-Bagh et en les encourageant à accroître la fréquentation scolaire, ce qui a été renforcé avec les ressources des équipes de la COCIM[88]. À la mi-octobre, la FO Kandahar s'est sentie suffisamment à l'aise dans la conjoncture d'alors pour recommander que les activités de reconstruction et de développement à Deh-e Bagh, prises en charge par l'organisation chargée des travaux de construction, soient cédées aux partenaires pangouvernementaux au sein de l'ERP[89].

Le niveau de violence dans les secteurs où l'Op KALAY était mise en œuvre a été relativement faible pendant tout l'automne. Les actions ennemies se sont limitées à des opérations d'intimidation dirigées contre Rumbasi et Gorgan, à un incendie suspect à la clinique de Teymurian et à une certaine activité liée aux EEI le long de l'itinéraire LAKE EFFECT. Les forces coalisées ont répliqué en affectant dans le secteur un détachement de dégagement d'itinéraire des États-Unis qui a ratissé régulièrement les routes. Il y a eu une alerte au terroriste suicidaire à Deh-e Bagh, mais un renforcement des forces de sécurité (Op GAME SHOW) a dissuadé l'insurgé de passer à l'action. Les habitants de l'endroit fournissaient régulièrement des renseignements aux forces de sécurité, là où elles étaient à l'œuvre, et des foules d'ouvriers se présentaient pour participer aux projets de construction, mais la population de Rumbasi n'était pas aussi accueillante que celle des autres localités[90].

Le chef de district Nazek comprenait le rôle des mollahs dans la vie des villages et il a pris des mesures spéciales pour rééquilibrer la gouvernance de ces derniers. Dans le passé, les rôles du chef de village (le malik) et du mollah dans chaque collectivité étaient complémentaires, mais pendant l'occupation soviétique, le rôle des mollahs a été réduit, et la primauté a été accordée au malik. Sous le régime des talibans, le mollah a eu préséance sur le malik. Comme les divers organismes de reconstruction et de développement ne voulaient pas traiter avec les mollahs et préféraient que les maliks soient leurs points de contact, certains Afghans ont compris que les organismes d'aide suivaient le modus operandi des Soviétiques, ce qui a accru leur susceptibilité aux « mollahs itinérants » talibans, qui suscitaient des griefs et l'agitation. (Le Conseil de développement communautaire pouvait inclure le mollah de l'endroit et il constituait donc un outil plus utile aux promoteurs et aux sociétés de reconstruction[91].) Nazek a réuni les mollahs pour tenir une choura au Centre de district de Dand :

> Le chef de district était impressionnant par la façon dont il traitait avec les mollahs beaucoup plus âgés et entêtés que lui. En présence de [30 à 40 personnes], il a vigoureusement déclaré qu'il leur incombait d'affronter ceux qui viendraient dans leur village pour poser ou dissimuler des EEI. Il leur a expliqué que leur silence risquait de coûter la vie aux femmes et aux enfants de leur village respectif. Il a en outre souligné l'importance de ce que la FIAS faisait dans la région et affirmé qu'elle n'était pas l'ennemi. La choura a duré deux heures et elle a été assez animée à certains moments[92]. [Traduction]

Quand Malajat a été intégrée dans le district de Dand en novembre, Nazek a convoqué une autre choura; il a réuni tous les mollahs et a fait savoir à ceux venus de Malajat qu'ils devaient s'enregistrer, eux et leur madrasa, sinon ils devraient quitter le district. Il y a eu des récriminations, mais l'approche de Nazek allait peut-être régler le problème des madrasas subversives de Malajat sans le recours à des moyens manifestes[93].

Le Maj Cauden et l'escadron de reco sont arrivés du district d'Arghandab et se sont installés dans la partie sud-est du district de Dand; leur tâche a consisté à se tenir au courant de la situation. Le Maj Cauden a choisi deux anciennes positions opérationnelles surélevées datant de l'époque soviétique, soit une près de Teymurian et l'autre à proximité de Gorgan. Grâce aux véhicules Coyote munis d'un mât, ces positions ont permis de bien observer ce que l'on a appelé la chaîne d'Adamzai, près de Kenjakak, et les localités situées entre les deux positions et le désert de Reg. L'escadron de reco, renforcé par un peloton de reco, a exécuté des patrouilles à pied dans ses secteurs et développé le mode de vie. Finalement, une troupe de chars Leopard est arrivée et elle s'est installée sur les hauteurs d'observation de Gorgan. Elle pouvait observer et interdire avec ses tirs tout mouvement venant de l'ouest. Avec le temps, de petits projets de COCIM ont été mis en œuvre à Gorgan et à Teymurian[94].

Le Maj Cauden devait aussi surveiller le projet d'autoroute PBR pour s'assurer que les poseurs d'EEI n'entravaient pas les efforts de ravitaillement de l'escadron. Les patrouilles de reco ont estimé que les personnes vivant au sud du désert étaient en mode de survie, mais qu'elles semblaient favoriser le gouvernement. En effet, le chef de district Nazek était originaire de Gorgan[95].

Pendant toute cette période, l'organisation chargée des travaux de construction a employé sans arrêt entre 750 et 1 000 ouvriers, qui étaient presque tous des hommes en âge de combattre[96]. Pour que ceux-ci ne retournent pas dans le camp ennemi, il fallait leur procurer un travail viable et durable; par conséquent, le moment était venu de céder ces projets menés par l'organisation aux divers « partenaires de la mise en œuvre », gérés par l'ONU, et aux partenaires pangouvernementaux canadiens. Un ralentissement des activités risquait donc d'être très problématique s'il procurait aux insurgés une occasion de recruter ces hommes. Au début de novembre, les projets de construction routière de l'UNOPS devant avoir lieu dans le Dand n'avaient pas encore commencé. Il était essentiel que ce transfert de responsabilités soit judicieusement géré pendant l'imminente relève sur position entre le quartier général entrant de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et celui qui partait. Arriverait-on à maintenir la continuité et l'élan amorcé dans le Dand pendant toute cette activité[97]?

Opérations dans le district de Panjwayi, en août et septembre 2009

À la fin de l'été, le district de Panjwayi était dans le désarroi sur tous les plans. L'organisation chargée des travaux de construction en avait assez du projet de pavage de l'itinéraire HYENA. L'entrepreneur, Bennett-Fouch, était intransigeant, l'entreprise de sécurité Blue Hackle était exaspérée, et la présence de 300 à 400 hommes en âge de combattre et désœuvrés alarmait la FO Kandahar. Cherchant à gagner la faveur des Canadiens, le chef de district Haji Baran est « obligeamment » intervenu et a dit aux ouvriers que

le projet était suspendu en raison du ramadan. Cela a donné un mois de plus aux autorités pour régler la situation[98]. Cependant, les problèmes liés à Bennett-Fouch étaient insolubles. Accusée d'avoir escroqué des millions de dollars au gouvernement afghan, la propriétaire de cette entreprise a feint de se suicider, de manière à éviter d'être extradée des États-Unis à Kaboul où elle aurait été traduite en justice. L'entreprise a fait l'objet d'examens de plus en plus minutieux de la part des inspecteurs des États-Unis et elle a finalement dû cesser de faire des affaires en Afghanistan[99]. Les équipes de la COCIM ont bien vu l'ironie dans l'aide magnanime qu'Haji Baran a fournie pour mettre fin à un projet qu'il avait tellement entravé auparavant.

Les efforts déployés pour faire fonctionner l'Assemblée de développement des districts (ADD) se sont arrêtés. Lors de la deuxième réunion entre l'ADD et le Central Asian Development Group, personne n'est venu sauf les représentants de la Compagnie de stabilisation B et de l'équipe canadienne de la COCIM. Cette dernière a souligné que Baran s'était conformé à son obligation de tenir une réunion de l'ADD tous les mois, mais cela ne signifiait pas nécessairement qu'il s'y faisait quelque chose de concret[100].

Pour ce qui est de la police, la situation s'était complètement détériorée : les relations entre l'ELMOP et la police « n'ont jamais été aussi mauvaises » [Traduction]. La situation s'expliquait manifestement par les accusations de vol d'une paire de lunettes de vision nocturne, mais la réalité sous-jacente était que la police était dépourvue de leadership.

> Le soutien et les pouvoirs accordés au chef de police du district sont nuls, et il est constamment menacé d'être remplacé, de sorte qu'il n'a à peu près aucune motivation. La Police afghane en uniforme (PAU) ne fait aucune patrouille, ou elle n'affirme pas sa présence dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi; cependant, elle continue à faire les ratissages d'itinéraire le matin et elle a exécuté une opération délibérée avec l'équipe de mentorat de la police (EMP)[101]. [Traduction]

Qui pis est,

> […] la Police nationale afghane a tué par balle un homme qu'elle croyait être un insurgé; ensuite, elle a jeté son corps devant une mosquée dans Bazaar-e Panjwayi et dit aux habitants que c'était un taliban et que c'était le sort réservé aux talibans. L'absence totale de professionnalisme manifestée par la Police nationale afghane dans le Panjwayi est très préoccupante, et c'est un signe de l'existence de problèmes beaucoup plus profonds[102]. [Traduction]

Deux attaques suicides à la bombe exécutées au milieu de Bazaar-e Panjwayi ont fait monter l'angoisse en flèche : une bombe humaine a sauté dans un véhicule Ranger de l'Armée afghane et s'est fait exploser; la déflagration a blessé onze personnes. L'autre s'est

fait exploser, mais l'attentat n'a causé aucun dommage[103]. Ces incidents ont mis en lumière le manque de sécurité dans la ville même, mais le 17 septembre, l'ennemi s'en est pris à un convoi canadien pendant qu'il passait dans Bazaar-e Panjwayi. L'EEI avait été posé pour frapper des forces de sécurité effectuant la fouille d'un point vital : il a blessé onze personnes et tué le Sdt Jonathan Couturier du 2 R22eR[104].

Finalement, par suite de vols d'essence perpétrés par la police à la FOB de Ma'Sum Ghar, elle a été bannie de la base. Le nombre des mentors de la police des États-Unis a fini par passer de 14 à 44, mais leurs interprètes se sont alors mis à se poignarder les uns les autres, ce qui a entraîné une série d'enquêtes. Tout l'effort de la police dans le district avait été considérablement réduit à la fin de septembre[105]. Le Lcol Paul craignait beaucoup que les problèmes paralysant la police de Panjwayi nuisent à l'Op KALAY II et à l'imminente Op BADLOON, qui était censée mettre en lumière la transition entre les « grandes opérations » et les opérations menées par les maisons de peloton dans la partie orientale du district[106].

Photo : Gracieuseté des membres de l'Escadron de chars de la FO 1-09

Par suite du manque d'hélicoptères, les troupes ont dépendu des déplacements par voie terrestre, ce qui était risqué. Les insurgés ont vite pris conscience de ce fait et ont employé des EEI en grande quantité et causé ainsi des résultats ignobles. La photo montre un camion Ranger de la Police nationale afghane qui a été complètement détruit et dont les occupants ont tous été tués, dans le district de Panjwayi.

Par conséquent, le commandant régional adjoint de la PNA, le Bgén Mirwais, est venu de Kandahar pour tirer la situation au clair. Il a convaincu le chef de police du Panjwayi de rester dans son poste, et les Canadiens, d'être plus patients et d'appuyer ce chef de police. Tout compte fait, le principal problème résidait dans la dotation en agents de police au site de la « colline des trois chars ». Les agents ne voulaient pas être utilisés comme fantassins pour défendre cet endroit, mais ils demandaient d'être employés pour assumer des fonctions policières. Des mesures ont été prises pour confier à l'Armée afghane les positions de la colline et relever la police de ce rôle. Ces mesures ont eu un effet apaisant sur la situation[107].

Les questions de gouvernance ont continué d'empoisonner la situation dans le district. Quand la nouvelle équipe de la COCIM est arrivée à la fin de septembre, les « suspects habituels » sont sortis de l'ombre pour chercher à gagner sa faveur : Haji « Dollars » Agha Lalai, Haji Mahmood et le chef de district Haji Baran. Ce dernier a immédiatement demandé des télécartes et des cartes d'approvisionnement en carburant, mais l'équipe de la COCIM lui a répondu qu'une nouvelle organisation, appelée Assemblée d'administration de district, entrerait en service et que toutes les demandes de cette nature devaient lui être adressées, et non à l'équipe de la COCIM[108]. Les agents canadiens de la COCIM n'ont pas été surpris quand ils ont appris que Baran avait dit aux habitants, le lendemain du jour de la confrontation, « qu'ils devaient manifester contre les Canadiens parce qu'ils ne voulaient ni s'occuper de leurs revendications foncières ni donner de l'argent à la population[109] » [Traduction]. Pire encore, quand l'équipe de la COCIM a obtenu qu'un dédommagement soit payé à la famille d'un homme tué accidentellement par les forces de sécurité, Baran a envoyé à la cérémonie des amis qui ont prétendu appartenir à la parenté de cet homme et qui ont pris une partie de l'argent versé à la famille[110].

Pendant l'automne de 2009, les opérations du GT dans le Panjwayi ont mis l'accent sur une transition entre les grandes opérations menées au niveau du district, d'une part, et, d'autre part, des opérations dispersées exécutées au niveau des localités, en préparation de l'Op KALAY III[111]. Comme nous l'avons vu, l'Op KALAY I était parvenue à un état stable au stade « Construire », tandis que l'Op KALAY II était bien partie pour passer du stade « Tenir » au stade « Construire ». Les problèmes liés à la police continuaient à entraver la réalisation du stade « Tenir » de l'Op KALAY II, mais le GT du 2 R22eR a tout de même amorcé les stades « Façonner » et « Dégager » de l'Op KALAY III en septembre. « Le mandat que le Gén Vance a donné au Lcol Paul était très simple : "Jo, vous allez mettre ces maisons de peloton sur pied, et les sections de l'Armée afghane vivront avec vous dans le même élément d'infrastructure. Je veux aussi que ces maisons puissent se déplacer dans un délai de 24 heures"[112] » [Traduction].

Les premiers mouvements ont compris l'Op LEOPARD ASSERTION, une feinte effectuée par les chars de l'Escadron C dans la partie sud du district de Panjwayi,

puis une jonction avec l'escadron de reco à la frontière entre le Dand et le Panjwayi, près de Gorgan, au sud-est de Nakhonay[113]. Cette partie du plan a d'abord été gâchée par la neutralisation d'un char par un EEI, mais plus tard, le même jour, le convoi du quartier général tactique du Lcol Paul a été ciblé par un EEI filocommandé. L'explosion a fait capoter le VBL III des sapeurs, a tué le Maj Yannick Pépin et le Cpl Jean-François Drouin du 5e Régiment du génie de combat et a blessé cinq autres Canadiens. L'insurgé à l'origine de l'attentat a été appréhendé[114].

Le Lcol Paul a alors amorcé une série de trois opérations appelées NAFIZ (voir la figure 6-4) au cours desquelles la Force d'hélicoptères du Canada a inséré le peloton de reco du 2 R22eR dans les villages de Chalghowr, de Fathollah et de Salavat pour qu'ils y exécutent des ratissages surprises avec l'appui de la Compagnie A sur le terrain. À Fathollah, le 2 septembre, le peloton de reco s'est rendu dans le village et en est sorti de nouveau sans entrer en contact avec l'ennemi et sans éprouver de problème. Le 7 septembre, le peloton de reco a été attaqué dans la zone d'atterrissage par un détachement ennemi de dix hommes. Harcelés par des hélicoptères OH-58D Warrior et suivis par des UAV Heron et Reaper, ils ont succombé à une pluie de missiles Hellfire et de roquettes lancées par les hélicoptères. Le peloton de reco ne s'est heurté à aucune autre opposition. Un appareil Chinook canadien a été touché par des tirs ennemis, mais il a pu rentrer à l'aérodrome de Kandahar (KAF) après avoir subi certains dommages. Quand les opérations NAFIZ ont atteint Chalgowr, le 25 septembre, une situation semblable s'est produite : un détachement ennemi de dix hommes a déclenché des tirs de mitrailleuses PK et de grenades propulsées par fusée (GPF) à trois reprises au cours de la journée, ce qui a amené les hélicoptères CH-146 Griffon et OH-58D Warrior à riposter : ils ont tué deux insurgés et dispersé les autres[115]. Le 13 septembre, un VBL III de la Compagnie A qui appuyait les opérations NAFIX a heurté un EEI pendant qu'il faisait écran le long de l'itinéraire LAKE EFFECT. Le Sdt Patrick Lormand du 2 R22eR a été tué et quatre autres soldats ont été blessés[116].

Les opérations NAFIZ ont aidé à définir la limite des activités ennemies à découvert dans la partie orientale du Panjwayi et elles ont été synchronisées avec l'avance de la Compagnie B, le 25 septembre jusqu'au secteur de Mohajerin pour préparer le terrain en vue des opérations des maisons de peloton – le début de l'Op BADLOON. La Compagnie B a essuyé des tirs de harcèlement et découvert une guirlande complexe d'EEI, mais pas grand-chose d'autre. Dans la foulée de la Compagnie B, l'escadron des sapeurs s'est amené et a construit des maisons de peloton, pendant que l'équipe de la COCIM communiquait avec les chefs locaux qui se sont dits heureux de voir les Canadiens arriver, après avoir entendu parler des activités fructueuses qui ont été menées dans le Dand. Les habitants de l'endroit ont eux aussi signalé des activités d'insurgés et, en une occasion, ils ont même mis ces derniers en fuite[117]. Comme le Lcol Paul l'a souligné :

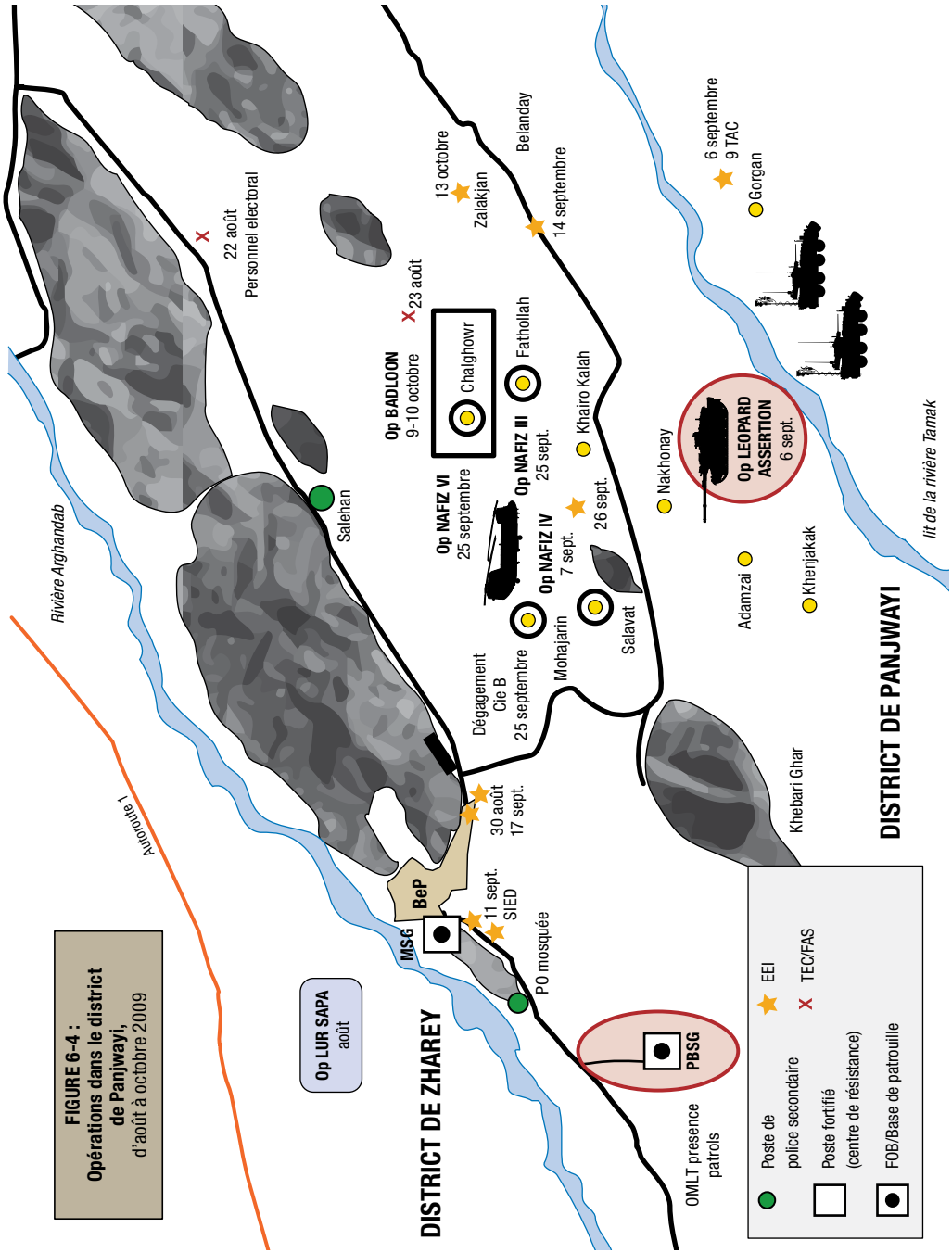


Figure 6-4 : Opérations dans le district de Panjwayi, d'août à octobre 2009

> Il nous a fallu un mois pour nous rendre compte des fondements de cette relation et comprendre ce qui importait pour les habitants. C'est purement et simplement la théorie de la contre-insurrection (COIN) : ces habitants sont pris entre le marteau et l'enclume. Ils sont indécis. Tant que vous n'allez pas vivre parmi eux en permanence et que vous ne les protégez pas, vous n'avez aucune chance de réussir. Ils ne sont pas stupides, et je ne les blâme aucunement. Qui oserait les blâmer? Selon moi, l'établissement des maisons de peloton a clairement marqué un tournant[118]. [Traduction]

Les opérations de petite envergure ont eu des retombées considérables et mesurables : « Mes deux cellules [du renseignement] entretenaient des rapports très étroits avec le CRTS; elles comparaient leurs notes avec celles du CRTS, puis nous fusionnions l'information[119] » [Traduction]. Cependant, la collectivité de Nakhonay a fait remarquablement problème : plus le GT du 2 R22eR se rapprochait d'elle, plus le nombre d'explosions d'EEI augmentait : « Nous avons commencé à contenir Nakhonay; l'ERP fournissait au secteur de grandes quantités d'argent pour l'exécution de projets. Nous savions que les talibans étaient là. Ils n'aimaient pas la situation parce qu'ils étaient en train de perdre leur main-d'œuvre. Les jeunes de l'endroit travaillaient pour nous[120] » [Traduction].

Relève du GT sur position, octobre 2009

Le moment du départ était arrivé pour le GT du 2 R22eR, qui allait être remplacé par le GT du 1er Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) au cours d'octobre. Ce dernier groupement, commandé par le Lcol Jerry Walsh, était structuré comme ses prédécesseurs, avec trois compagnies de fusiliers : la Compagnie A, commandée par le Maj Ryan Jurkowski, la Compagnie C, par le Maj Wade Rutland, et la Compagnie D, par le Maj Wayne Niven; à cela s'ajoutait le peloton de reco commandé par le Capt Mike MacKillop. L'Escadron B du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) fournissait les chars sous le commandement du Maj Rob Hume, et l'Escadron B du Royal Canadian Dragoons assurait la reco blindée avec à sa tête le Maj Mark Popov. L'artillerie était fournie par la Batterie C du 1er Régiment du Royal Canadian Horse Artillery et elle était commandée par le Maj Shawn Fortin, tandis que l'élément du Génie était constitué du 11e Escadron du génie provenant du 1er Régiment du génie de combat, sous le commandement du Maj Trevor Friesen. Contrairement à ses prédécesseurs immédiats, le GT du 1 PPCLI comprenait aussi une compagnie d'administration commandée par le Maj Darcy Wright, un vétéran de la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis de 2006. L'ajout de cette sous-unité confirmait le retour à la normalité doctrinale.

La structure du GT du PPCLI a d'abord ressemblé à celle de ses prédécesseurs, une fois les effectifs installés dans les maisons de peloton. La Compagnie A du 1 PPCLI, travaillant depuis Ma'Sum Ghar, avait des bases de patrouille de la taille d'un peloton à

Mohajerin et à Salavat. La Compagnie A du 2 R22eR est restée à Rumbasi, Zalakhan et Belanday et à une base de patrouille appelée A-10 (plus tard rebaptisée Shoja). Ces deux compagnies étaient ensemble chargées des opérations s'apparentant aux Op KALAY au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT jusqu'à l'itinéraire HYENA. La Compagnie C et le peloton de reco du 1 PPCLI étaient à la base de patrouille de Sherwan Ghar, tandis que les chars avaient toujours Ma'Sum Ghar pour base. L'escadron de reco s'est chargé des opérations dans le Dand, avec les bases de patrouille Echo et Marianne, et un véhicule Coyote a servi de poste d'observation. Les canons ont été répartis entre Sperwan Ghar et la FOB Wilson dans le Zharey, tandis que les éléments du 11e Escadron du génie étaient partagés entre les compagnies d'infanterie. La Compagnie D du 1 PPCLI se préparait à se déployer pour aller remplacer une compagnie du 2 R22eR entre le milieu et la fin d'octobre[121].

Le GT du 1 PPCLI est arrivé en une période de turbulences. Le Bgén Vance et le Mgén de Kruif étaient sur le point d'être remplacés par le Bgén Daniel Ménard et le Mgén Nick Carter, respectivement. L'arrivée des troupes des États-Unis se poursuivait, tout comme d'importants changements dans la façon dont les équipes opérationnelles de mentorat allaient se restructurer. Par conséquent, le Lcol Wash et ses planificateurs ont reporté à la fin d'octobre la diffusion du plan d'action tactique du GT du 1 PPCLI. Ce dernier était jumelé au 2e Kandak de la 1-205 Brigade, placé sous les ordres du Lcol Baris, un chef qui avait beaucoup travaillé avec les Canadiens. Malheureusement, l'effectif de son kandak n'était pas complet[122].

Pendant la relève sur position, le Bgén Vance a défini les objectifs de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan pour le reste d'octobre et le mois de novembre. Les priorités stratégiques étaient les suivantes[123] :

1. convaincre les quartiers généraux supérieurs et le gouvernement afghan qu'en 2010, la province de Kandahar devait constituer l'effort principal;

2. se préparer à l'arrivée du nouveau commandant du Commandement régional (Sud), le Mgén Nick Carter;

3. éliminer les visites de gens venant de l'extérieur pendant la relève sur position.

Les priorités opérationnelles comprenaient ce qui suit :

1. renforcer le dispositif et la structure de l'ANA;

2. se tenir au courant de ce qui se passait dans la ville de Kandahar.

Les priorités tactiques étaient les suivantes :

1. exécuter des opérations contre l'ennemi à Nakhonay;

2. assurer la sécurité de l'Autoroute 1;

3. sécuriser les lignes de communications intérieures;

4. voir à la sécurité et aux opérations dans le district de Dand pour favoriser la gouvernance, la reconstruction et le développement;

5. obtenir des ressources anti-EEI pour protéger les lignes intérieures et l'Autoroute 1.

L'Op BADLOON s'est poursuivie pendant que le nouveau GT collaborait avec le Génie et les Afghans pour solidifier sa présence dans les villages et les villes au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT.

Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre et novembre 2009

La nouvelle structure adoptée dans la partie orientale du Panjwayi a débouché sur des plans de création de routes de combat entre les diverses maisons de peloton et les bases de patrouille, ce qui a donné lieu à une expansion des activités des équipes de la COCIM et de l'organisation chargée des travaux de construction et donc à la possibilité de retombées secondaires au profit de la population locale. Les activités ont été coordonnées à fond avec le Lcol Baris du 2e Kandak, pendant le déploiement de la Compagnie A et de la Compagnie D. La Compagnie A avait un peloton à Salavat, un autre à Mohajerin et un troisième en réserve à Ma'Sum Ghar, tandis que les compagnies du 2e Kandak déployaient des pelotons à Salavat et à Mohajerin de concert avec les Canadiens. Le 2 R22eR s'était installé peu de temps avant la rotation; il était donc essentiel de définir la région en exécutant des patrouilles à pied et embarquées. Ces patrouilles ont eu lieu dans l'intention, au niveau des compagnies et à celui du GT, de tromper l'ennemi au maximum et elles ont été conçues pour convaincre ce dernier que le GT ne se préoccupait pas de Nakhonay dans la période antérieure à l'Op HYDRA[124].

Pendant cette étape, la Compagnie A a pu définir la situation plus clairement. En travaillant avec les anciens du village, le Maj Jurkowski a compris que chaque village avait sa propre dynamique et que c'était en fait une sorte de « village-État » où l'interprétation religieuse, la culture locale ou tribale, ou des vendettas régissaient les comportements. Nakhonay et Chalgowr étaient « rouges »; autrement dit, ces endroits étaient dominés par

les insurgés. Mohajerin était neutre, mais penchait en faveur du gouvernement; Salavat, la plus grande des localités, était dirigée par une population d'indécis indifférents. À Salavat, les habitants échangeaient des renseignements avec l'Armée afghane, mais des patrouilles y ont découvert des EEI complexes par accident. D'un autre côté, le village de Fatollah était indécis, mais semblait favoriser le gouvernement[125].

L'ennemi convoquait des contre-chouras le soir, après que la Compagnie A et ses homologues afghans tenaient des réunions dans les collectivités pendant la journée. Tout ce que les forces coalisées avaient fourni à la population locale était confisqué et détruit, y compris les outils et la nourriture. Quand les Canadiens ont voulu se lancer à la poursuite de ces équipes ennemies, leurs homologues de l'ANA leur ont dit de ne pas le faire et de laisser l'ennemi se discréditer aux yeux de la population. Résultat : les habitants de l'endroit ont commencé à fournir des renseignements plus nombreux et meilleurs[126].

Par exemple, un des tireurs d'élite affectés auprès de la Compagnie A remplissait aussi le rôle d'évaluateur du renseignement. Son analyse a amené la Compagnie A à une cache de composantes d'EEI située entre Mohajerin et Chalghowr. Un peloton a été envoyé sur les lieux où il a trouvé une énorme quantité d'EEI radiocommandés. Au stade de l'exploitation, l'intérêt du CRTS a atteint un tel niveau qu'un hélicoptère a été envoyé depuis le KAF pour récupérer un objet bien précis qui a ensuite été chargé immédiatement à bord d'un avion de transport en partance pour les États-Unis, où il a fait l'objet d'un examen approfondi. Le personnel de la Compagnie A a par la suite appris que cette découverte se comparait au déchiffrage du code Enigma dans le contexte de la lutte contre les EEI[127].

Quand l'organisation chargée des travaux de construction a obtenu des fonds pour embaucher des ouvriers de l'endroit afin de construire des routes, l'ennemi a commencé ses actes d'intimidation à Mohajerin et à Salavat en vue d'entraver les efforts. La Compagnie A et ses partenaires afghans ont organisé des patrouilles nocturnes pour rassurer la population, ce qui leur a également permis de recueillir de nombreux renseignements importants sur les activités des talibans dans la région. L'ennemi a exprimé son mécontentement en lançant quelques obus de mortier dans la base de patrouille de Shojah, puis en en sondant les défenses. Il a été repoussé à deux reprises par des tirs d'obus de 155 mm provenant de la Batterie C. Les patrouilles canadiennes et afghanes ont constaté que les observateurs ennemis se servaient de cerfs-volants pour envoyer des signaux, et des informateurs ont fait savoir que la population de Nakhonay s'affairait à remplir de nombreux sacs de sable[128] (voir la figure 6-5).

Entre-temps, à Sperwan Ghar, le Maj Wade Rutland et la Compagnie C ont exécuté une série de patrouilles musclées dans les localités de Nal Bazaar et de Pay-e Moluk, à l'ouest de l'itinéraire BROWN. Elles ont porté fruit, car, en l'espace de quelques jours, les habitants qui en avaient assez d'être harcelés par les talibans de Zangabad ont commencé

Figure 6-5 : Opérations dans le district de Panjwayi, en octobre et novembre 2009

à transmettre des renseignements. Cette collaboration s'est considérablement intensifiée après qu'un certain nombre d'enfants ont été mis en charpie par un EEI taliban, quelque temps après le 22 octobre. Le Maj Rutland n'avait pas les forces combattantes suffisantes pour s'emparer de ce secteur, mais cela n'a pas empêché la Compagnie C de le dominer autant qu'elle l'a pu[129].

Le Bgén Vance avait Nakhonay dans son collimateur depuis quelque temps. Ce n'était pas un nouveau problème : on savait que le village était situé sur la route que les insurgés empruntaient depuis 2005 pour entrer dans la ville de Kandahar. On savait aussi que les talibans s'étaient réfugiés là après l'évasion des prisonniers de Sarposa en 2008 et que les insurgés partaient vers l'ouest depuis Nakhonay pour aller semer la violence dans le district de Dand. Depuis lors, des priorités contradictoires avaient empêché la FO Kandahar d'établir une présence permanente à cet endroit. Le Groupement tactique régional (Sud) s'était rendu à Nakhonay, et les Afghans avaient exécuté des manœuvres dans le secteur, mais toute cette activité n'avait abouti à rien de plus qu'une « vidange des ordures ». À vrai dire, personne ne savait grand-chose sur les habitants de Nakhonay, mais ces derniers et leurs amis étaient en mesure de gêner l'Op KALAY. Comme l'Op KALAY II et l'Op KALAY III allaient avoir lieu à l'ouest, il fallait faire quelque chose pour régler le problème de Nakhonay.

Des discussions entre le chef de district Haji Baran, le Lcol Baris et le Lcol Walsh se sont soldées par une entente véhémente sur deux problèmes principaux. D'abord, il existait une brèche au sud de Bazaar-e Panjwayi, et la base de patrouille de la police à la « colline des trois chars » – celle où se trouvaient les agents de la PNA qui préféraient ne pas servir comme fantassins – n'occupait pas une position lui permettant de la contrôler. La collectivité d'Haji Habibullah était un lieu de rassemblement pour les mouvements entre Zangabad et Sperwan Ghar, à l'ouest, et le complexe de Nakhonay, à l'est. Elle servait aussi de carrefour de soutien des opérations ennemies dans Bazaar-e Panjwayi, et il fallait faire quelque chose à ce sujet. Le second problème d'envergure résidait dans Nakhonay même; Baran « a mis l'accent sur le contrôle que les talibans exerçaient sur Nakhonay et il a affirmé que, si nous n'installions pas une force permanente dans le secteur, les talibans continueraient de dominer la population locale[130] » [Traduction]. Le Bgén Vance s'est dit d'accord quand il a transmis le commandement au Bgén Ménard, de sorte que la FO Kandahar a accéléré la préparation de ses plans pour régler la situation à Nakhonay.

Le Capt Mike MacKillop et le peloton de reco ont alors été chargés d'exécuter l'Op EAGLE, c'est-à-dire une série de sorties exploratoires conçues pour définir la façon dont le GT et le 2e Kandak entreraient dans Nakhonay. Le 25 octobre, une de ces sorties a entraîné une bataille mobile qui a obligé le peloton de reco à se replier au poste fortifié de Gorgan. (Pour cette action, entre autres, le Capt MacKillop a été décoré de la Médaille de la valeur militaire.) D'autres sorties exploratoires ont aidé à mieux connaître le mode de vie de la population du secteur.

À cela se sont ajoutées des opérations « sauterelles » exécutées par des équipes SEAL des Forces navales des É.-U. [U.S. Navy] au cours d'une période de trois semaines. Une équipe SEAL était déposée par hélicoptère dans une localité, elle y laissait des fournitures utiles, y exécutait une fouille, y tenait une choura, puis elle repartait, mais elle y revenait sept ou huit minutes plus tard pour voir qui était sorti des profondes tranchées de vignoble dans le secteur. Ces opérations ont eu des effets psychologiques et des effets de façonnage profonds sur les cellules ennemies du secteur[131].

La campagne d'intimidation de l'ennemi à Salavat battait maintenant son plein. L'organisation chargée des travaux de construction est venue embaucher des ouvriers de l'endroit pour travailler sur les routes, mais des lettres nocturnes ont été clouées aux portes dans le but de les intimider. Quelques obus de mortier ont été lancés contre les patrouilles, mais ils ont eu peu d'effets. En fin de compte, des renseignements ont été recueillis en quantité suffisante pour permettre la préparation d'une opération spéciale qui a eu lieu le 26 octobre et qui a tué ou blessé gravement un des principaux chefs talibans qui menaient des opérations au sud de Bazaar-e Panjwayi. Le 28 octobre, cependant, un EEI a tué le lieutenant (Lt) Justin Boyes, membre de l'ELMOP du 3 PPCLI, au cours d'une patrouille à pied au sud de ce même endroit. Le 30 octobre, le sapeur (Sap) Steve Marshall du 11e Escadron du génie a fait sauter un EEI qui l'a tué, près de Zalakhan[132].

Pendant que l'Op EAGLE se poursuivait, le GT a exécuté l'Op ROAMING DEVIL dans le secteur de Salavat-Mohajerin. Les chars et la Compagnie A ont démontré leur force pour faire échec à l'intimidation ennemie, de manière que l'organisation chargée des travaux de construction puisse recruter d'autres ouvriers. Soixante-quatorze ont été embauchés. Puis, tout d'un coup, un important revirement de situation s'est produit à Mohajerin :

> Les habitants de Mohajerin ont dit aux [insurgés] de cesser de poser des EEI et de partir. Les [insurgés] les ont informés qu'ils resteraient sur place et qu'ils combattraient [les Afghans et les Canadiens] dans le secteur. Les villageois ont alors rassemblé leurs femmes et leurs enfants et les ont emmenés en dehors du village, une fois la nuit tombée, pour garantir leur sécurité. Les habitants de Mohajerin sont restés dans leur village fort probablement pour le défendre contre les insurgés. [Un peloton d'infanterie canadien] s'est déployé pour appuyer la population locale et il a occupé des positions d'arrêt et de surveillance[133]. [Traduction]

Des patrouilles ont découvert que les habitants de Fathollah étaient gentils et qu'ils détestaient l'instabilité provenant de Chalghowr. Des renseignements sur les EEI ont commencé à parvenir aux forces coalisées depuis toutes les parties de la région[134].

L'Op EAGLE et l'Op ROAMING DEVIL étaient essentielles pour façonner le contexte en prévision de l'Op HYDRA à Nakhonay, mais de graves problèmes n'étaient toujours pas résolus. Le principal consistait à acquérir assez d'agents de police pour exécuter les volets « Tenir » et « Construire » de l'opération. Des engagements ont été pris, mais le réalignement de l'ELMOP et la réduction de l'influence canadienne auprès de l'administration provinciale ont peut-être contribué à réduire l'enthousiasme de la police pour le projet[135].

Les conditions nécessaires à l'exécution de l'Op HYDRA ont finalement été réunies à la mi-novembre. Cependant, l'ennemi avait observé la situation et il attendait depuis longtemps le déclenchement d'une offensive. Le GT ayant finalement été assemblé, des éléments de la Compagnie A et de la Compagnie C, accompagnés par des chars Leopard du Maj Hume, a ouvert une brèche le 14 novembre. Cette force a repéré onze EEI distincts la première journée, avant d'atteindre ses objectifs le long de l'itinéraire LAKE EFFECT. Cette situation a tenu le Maj Trevor Friesen et ses sapeurs de combat occupés. Entre 20 et 30 autres EEI ont été découverts dans les 500 premiers mètres de terrain. L'étape « Dégager » a été lente et un incident de tir fratricide a été évité de justesse. Il a fallu presque quatre jours avant que la Compagnie D puisse aller occuper ses positions à Nakhonay, après avoir emprunté l'itinéraire dégagé par la Compagnie A[136].

La première choura s'est tenue le 21 novembre en présence de Haji Baran. Il s'est avéré que le chef de Nakhonay était un homme appelé Haji Malim. On en savait très peu sur lui ou sur ses liens ou ses rapports avec les anciens de la collectivité. Les équipes de la COCIM et des OPPSY sont arrivées avec d'autres ressources ISTAR pour tirer la situation au clair le plus rapidement possible. Les sapeurs ont commencé à construire les maisons de peloton. La Compagnie D était à Nakhonay pour y rester.

Face à l'Op HYDRA, l'ennemi s'est d'abord replié vers le sud et a posé d'autres EEI. Les rapports ISTAR ont porté à croire qu'en occupant Nakhonay, les Canadiens et les Afghans « avaient réduit la liberté de mouvement des insurgés qui circulaient entre la partie nord du Panjwayi et la ville de Kandahar » [Traduction]. Par ailleurs, la FO Kandahar a conclu que cela « avait créé les conditions propices à l'exécution du stade "Construire" le long de l'itinéraire LAKE EFFECT […] et rendu possible sans entrave les étapes "Construire" et "habiliter" dans le district de Dand » [Traduction]. Un autre effet observé a été l'arrêt complet de la pose d'EEI le long du segment oriental de l'itinéraire HYENA[137]. En outre, ces résultats ont permis au GT et au 2e Kandak de chasser les insurgés de Chalghowr plus tard en décembre, pendant l'Op DEVIL'S STRIKE (des EBG Badger ont alors heurté quelques EEI, mais rien d'autre d'important ne s'est produit). Quand des insurgés ont tenté de poser des EEI sur l'itinéraire LAKE EFFECT en d'autres occasions, ils ont été neutralisés par des UAV armés[138].

À la fin de novembre, l'appareil canadien du renseignement pouvait mieux définir l'activité ennemie dans le Panjwayi à l'aide de toutes ses ressources, qui mettaient désormais l'accent sur un ou deux districts, au lieu de quatre ou cinq. Il existait essentiellement trois problèmes distincts mais connexes. D'abord, et c'était un problème mieux défini après plusieurs années d'opérations, il y avait l'abscisse 28 dans la région de Sperwan Ghar. Zangabad était le carrefour de toutes les formes de l'activité ennemie dans la Corne, y compris un régime de gouvernance parallèle, et la ville était appuyée par le Mushan et de points situés à l'ouest et aussi par des fabricants de bombes dans le Zharey. En fait, l'ennemi disposait d'une bande défensive nord-sud qui allait de la rivière Arghandab jusqu'au désert de Reg. Sa zone d'opérations avancée était celle de Sperwan Ghar. Le deuxième problème était axé sur le réseau Nabi fonctionnant dans la région de Sperwan Ghar-Bazaar-e Panjwayi : il comprenait un nœud de commandement à Haji Habibullah et un nœud de logistique qui était relié à Zangabad par le Regay. Ce réseau se concentrait sur les opérations d'intimidation et sur la facilitation de la pose d'EEI[139].

Le troisième problème était Nakhonay. Les opérations KALAY ont profondément modifié le point de vue de l'ennemi sur la partie orientale du Panjwayi. Nakhonay avait été une étape sur une route empruntée par les insurgés, un endroit où cacher des armes et un refuge pour les cellules d'insurgés projetant leur force et leur influence dans les districts de Dand et de Daman. Désormais, Nakhonay était une zone d'opérations avancée, la ligne de front. L'ennemi disposait de deux moyens distincts d'appuyer les opérations à cet endroit. Le premier consistait à passer par Emierin, qui servait de nœud logistique, le commandement et contrôle étant exercés à Gorgan. Le deuxième, et le plus important, était la chaîne d'Adamzai. Partant de la localité de Molla Dust et passant ensuite par Riglai Sofla, Kenjakak et Adamzai jusqu'à Nakhonay, les armes et les combattants de l'ennemi allaient de Zangabad jusqu'à Nakhonay. Un réseau distinct fonctionnait au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT, avec un nœud de commandement situé à Fathollah et une route qu'empruntaient les insurgés pour appuyer le réseau Nabi à l'ouest[140]. Les chefs insurgés faisaient face à un défi : que pouvaient-ils accomplir maintenant que la situation dans la partie orientale du Panjwayi avait tellement changé?

Cependant, les forces afghanes et canadiennes à Nakhonay travaillaient encore au stade « Tenir » de l'opération, et le mois de décembre était déjà avancé. Les forces de police nécessaires pour aider à réaliser cette étape n'étaient pas arrivées, et, par suite de la réorganisation de l'ELMOP, la Compagnie D devait encadrer le petit nombre de policiers afghans qui arrivaient et dont aucun n'avait suivi le processus ciblé de développement des districts. Il y avait une compagnie d'infanterie afghane à Haji Baba et elle avait des mentors canadiens, mais après la restructuration de l'ELMO, sa participation aux opérations était problématique. La Compagnie D a alors dressé et exécuté un plan de patrouille de jour et de nuit[141].

La localité de Haji Baba, voisine de Nakhonay, a fait preuve d'une coopération extrême et elle a commencé à bénéficier de projets lancés par l'équipe de la COCIM et par l'organisation chargée des travaux de construction. Cependant, tout d'un coup, « comme si quelqu'un avait appuyé sur un commutateur » [Traduction], il y a eu des enlèvements et la distribution de lettres nocturnes. Il s'est avéré qu'Haji Malim, qui avait accueilli la Compagnie D dans Nakhonay pendant l'Op HYDRA, jouait un double jeu, mais il fallait plus de précisions à ce sujet. Les forces coalisées ont concentré leurs ressources ISTAR sur lui et son entourage pour savoir ce qui se passait au juste[142]. Le Maj Niven et la Compagnie D voulaient mener dans Nakhonay des programmes semblables à ceux de l'Op KALAY, une fois que les équipes de la COCIM auraient terminé leur évaluation, mais ils étaient sur le point d'apprendre qu'il existait d'importantes déconnexions dans ce domaine, et cela a influé sur leur capacité d'acquérir le contrôle de Nakhonay.

Changements dans les programmes de développement et de gouvernance dans les districts

Comme nous en avons parlé dans les volumes précédents, la tâche qui consistait à acheminer l'aide et les ressources nécessaires à la reconstruction depuis le gouvernement à Kaboul jusqu'au gouvernement provincial à Kandahar, et ensuite aux districts et aux collectivités, a posé problème. La structure établie en 2009 n'a pas bien fonctionné pour une multitude de raisons.

Nous connaissons déjà le Programme national de solidarité administré par le ministère de la Reconstruction rurale et du Développement et son système composé des comités de développement provinciaux, des assemblées de développement des districts et des conseils de développement communautaire. Nous avons aussi décrit les organisations formées par le contingent canadien pour appuyer ce processus : l'ERP, les équipes de la COCIM, l'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du Génie. Rappelons que les organisations canadiennes aidaient souvent les Afghans à combler les lacunes dans la bureaucratie et le régime de gouvernance afin de favoriser la progression des efforts face à la violence des insurgés et à la corruption.

Le manque de sécurité constituait le principal obstacle à la prestation des services au niveau des districts et des collectivités. Les mécanismes clés que le Canada favorisait pour surmonter ce problème étaient le Centre interarmées de coordination de district (CICD) et l'ELMOP. Le CICD et l'ADD ont fusionné le développement et la sécurité au niveau des districts. Dans presque tous les cas, toutefois, le problème résidait dans la gouvernance au niveau du district et dans l'incapacité des personnalités afghanes de fusionner le CICD et l'ADD de manière que ceux-ci puissent communiquer avec les collectivités et leur fournir des services efficaces. Dans de nombreux cas, le problème se situait dans la relation entre

le gouverneur provincial nommé et ses chefs de district désignés, d'une part, et les parties mécontentes ou laissées pour compte, de l'autre part, qu'elles fussent tribales, ou commerciales, ou les deux. Naturellement, ces fissures dans le système favorisaient l'insurrection locale et les opérations de communication extérieures des insurgés et la diffusion de leurs messages. En fait, il existait une crise de légitimité au niveau des provinces et des districts tout comme au palier national. Les gouvernements de district ne pouvaient pas assurer la sécurité, la justice et le développement au niveau communautaire, ce qui avantageait les structures de gouvernance parallèles de l'ennemi qui, elles, pouvaient fournir les services à ces égards au niveau local sinon à celui des districts.

La situation a mis au jour une importante faille entre les coalitions militaires, d'une part, et les agents de développement civils dans les organisations d'aide non gouvernementales et les organisations internationales, d'autre part. Comme nous l'avons vu dans le volume I, les organisations d'aide voyaient les forces militaires d'un œil suspect, et des questions importantes subsistaient relativement à l'intégration des activités de COCIM et à la transition entre celles-ci et les projets de développement. Il s'agissait là essentiellement d'un problème idéologique : les entités de développement se percevaient comme étant des intervenants neutres chargés d'aider « la population » et, pour elles, les coalitions militaires avaient pour rôle de soutenir le gouvernement. Le problème s'est manifesté au niveau provincial pendant la mise sur pied des équipes de reconstruction provinciale en 2004 et 2005.

Les commandants de la FIAS et les commandants canadiens de la FO Kandahar savaient instinctivement que les fondements de toute campagne anti-insurrectionnelle se trouvent au niveau local, mais que, sans forces de sécurité suffisantes, il n'est pas possible d'instaurer une sécurité durable. Or, avec l'arrivée des troupes étasuniennes, l'accroissement de ces forces est devenu possible. Par conséquent, tout au long de 2009, une réévaluation discrète de la gouvernance et du développement au niveau des districts et des localités a eu lieu, et de nouveaux programmes ont été mis en œuvre, la plupart étaient financés par des sources étatsuniennes et britanniques, mais aussi par des entités canadiennes dans une certaine mesure. Certains des mécanismes ont été mis à l'essai discrètement. D'autres sont devenus publics et ont suscité des protestations de diverses intensités. Quoi qu'il en soit, hormis le Programme national de solidarité et ses mécanismes, un autre système a été mis en place. Tout comme il y avait divers genres d'ERP en 2004-2005, il y aurait dès lors deux structures différentes de gouvernance et de développement, mais elles se chevaucheraient. Ce nouveau système a été mis en œuvre progressivement à Kandahar à partir de la fin de 2009 et tout au long de 2010, et il a eu des répercussions importantes sur les opérations canadiennes au fil du temps.

Le système n'avait pas vraiment de nom et il donnait l'impression d'intégrer des programmes existants et nouveaux. En réalité, c'était un système parallèle conçu pour être appliqué discrètement dans les régions assujetties à des menaces critiques et pour contourner l'attitude scrupuleuse des ONG et faire échec à la corruption au niveau des provinces afghanes. Le système a même mis à profit les succès de l'Op KALAY, que les promoteurs du nouveau système observaient de près.

Un aspect important du nouveau système résidait dans la façon dont il évoluait parallèlement aux mécanismes existants (voir la figure 6-6), mais en en augmentant les capacités. L'équipe de soutien du district constituait un ajout; entre autres tâches, il lui incombait d'encadrer le chef de district et l'ADD. Le Programme d'application des projets au niveau des districts, mis sur pied en mars 2010, a créé des postes de représentants des ministères d'exécution dans les districts, puis il a servi à envoyer de l'argent aux représentants. L'équipe de soutien et le Programme d'application des projets ont en théorie réduit la capacité du chef de district d'influer sur la distribution des fonds et l'ont placé dans une structure où il était surveillé et pouvait être tenu de rendre des comptes[143].

Au niveau des districts, le Conseil communautaire de district (CCD) a constitué un autre ajout qui s'apparentait à une « ADD pour la sécurité », mais il a pris la relève des assemblées de développement dysfonctionnelles dans certains districts. Le CCD a été ajouté en 2009, et trois sous-comités relevaient de lui : les sous-comités de la justice, de la sécurité et des affaires sociales. Le CICD est resté le carrefour de coordination des diverses forces de sécurité dans le contexte de leurs opérations quotidiennes. Ici encore, comme le Programme d'application des projets au niveau des districts, le CCD a réduit le pouvoir absolu du chef de district et a intégré ce dernier dans un cadre organisationnel systématisé. Ses sous-comités étaient censés utiliser des mécanismes traditionnels et locaux de règlement des différends et les harmoniser avec le nouveau système de justice afin de réduire au maximum les motifs de friction[144].

Contrairement à l'ADD, le CCD faisait partie du Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan (PSSA), mis sur pied en 2008. L'ADD était reliée au ministère de la Reconstruction rurale, mais le PSSA relevait de la Direction indépendante pour la gouvernance locale (DIGL), créée en 2007 par le président Karzai; cette entité devait régler le problème de la gouvernance des districts, mais sa crédibilité a été mise en doute dès le départ : en effet, la DIGL à Kaboul s'est chargée de nommer les chefs de district au lieu que les gouverneurs provinciaux le fassent, ce qui a vraisemblablement miné l'autorité des gouverneurs […] or, c'était Karzai qui les avait nommés au départ. Le PSSA avait en partie pour but de revigorer la DIGL et il est devenu le mécanisme de financement des programmes du CCD[145].

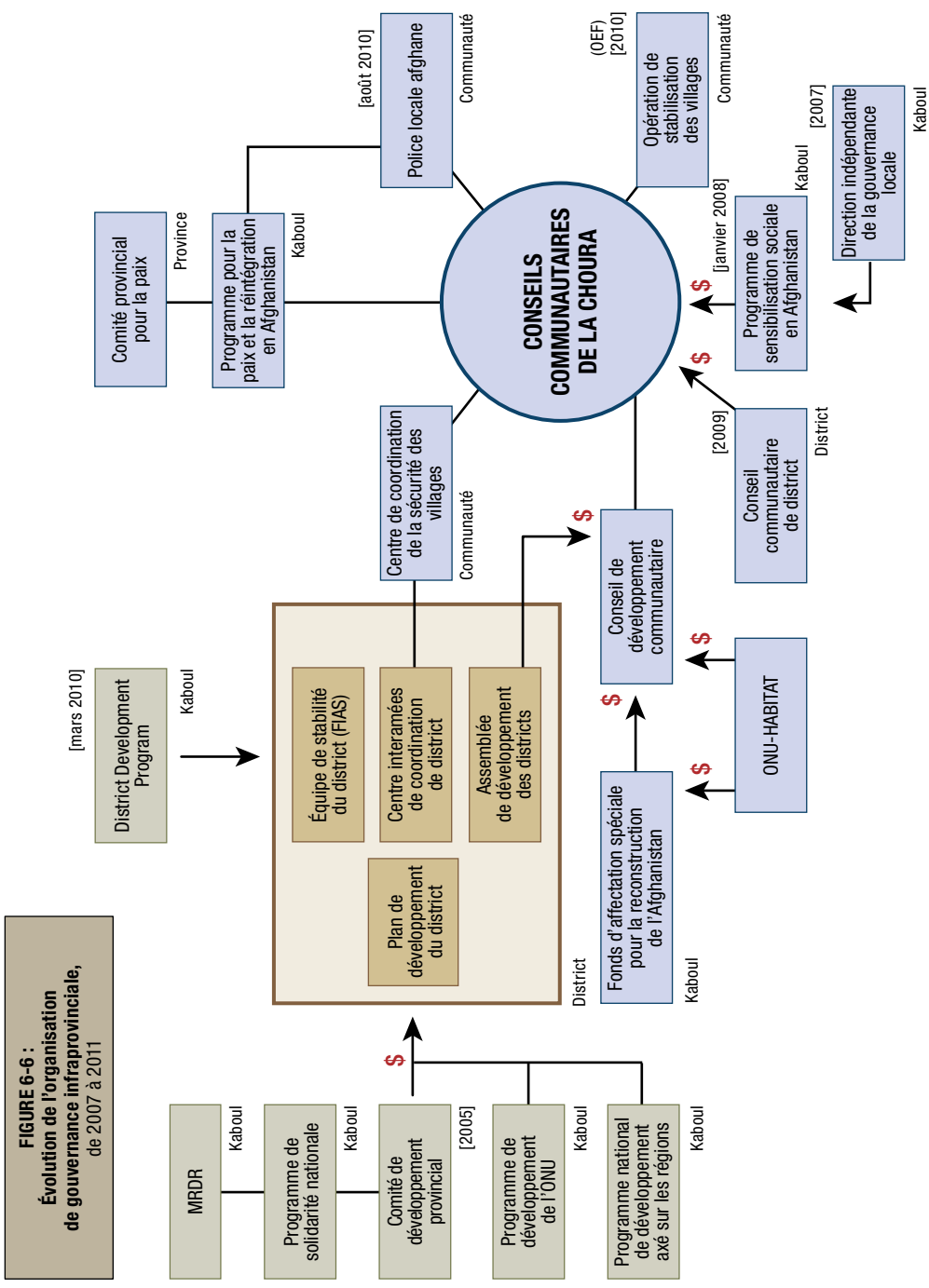


Figure 6-6 : Évolution de l'organisation de gouvernance infraprovinciale, de 2007 à 2011

Un chevauchement existait entre les activités du PSSA et celles d'une autre structure appelée Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan mis sur pied en juin 2010. Rappelons le Programme de désarmement, de démilitarisation et de réintégration et le Programme de désarmement des groupes armés illégaux, tous deux disparus depuis longtemps, ainsi que le programme « Paix par la force » axé sur la réconciliation avec les talibans, qui avait échoué. Le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan devait favoriser la réconciliation avec les combattants talibans locaux et leur réintégration dans les collectivités et les districts. Il était appuyé au niveau provincial par le Conseil provincial pour la paix qui s'occupait de la réconciliation avec les talibans et du déploiement d'équipes de règlement des griefs destinées à travailler dans les districts pour régler les griefs locaux en passant par le CDD et d'autres mécanismes. Le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan faisait partie du mécanisme de contrôle du Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan[146].

Le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan avait aussi un lien avec la nouvelle structure la plus controversée, à savoir la Police locale afghane (PLA), qui était entrée en service officiellement en août 2010, mais qui avait été mise à l'essai sous diverses formes tout au long de 2009. Le concept sous-jacent à la PLA était de créer une milice de village approuvée par les chefs locaux, entraînée par les forces spéciales, mais relevant du chef de police du district. Avec un centre de coordination de la stabilisation des villages, la PLA était censée réussir à résister à l'intimidation des talibans au niveau communautaire, puis faire appel à la Police afghane en uniforme au niveau du district, puis à l'Armée si l'intervention de la force ennemie allait au-delà de l'intimidation. Il y avait un concept en vertu duquel le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan et le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan pouvaient être utilisés pour réintégrer les anciens talibans locaux dans la PLA. Plus tard, on a employé l'expression générique « Opérations de stabilisation des villages » pour décrire toute cette structure; ces opérations devaient être menées dans les districts en position clé (DPC); encore une fois, la démarche s'apparentait beaucoup à celle de l'Op KALAY, sauf qu'un accent plus fort était mis sur la police[147].

Dans le camp canadien, il existait beaucoup de scepticisme chez le MAECI et l'ACDI relativement aux nouveaux programmes et structures pendant leur conception à la fin de 2009 et leur mise en œuvre en 2010. Certains estimaient que le programme de la PLA et le Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan effaçaient le travail accompli par le Programme de désarmement, de démilitarisation et de réintégration et le Programme de désarmement des groupes armés illégaux. Le Programme des opérations de stabilisation des villages a suscité les mêmes objections que les équipes originales de reconstruction provinciale, en ce sens que certains agents de l'ACDI considéraient qu'il « politisait » l'aide et « violait l'espace humanitaire ». Le MAECI préférait renforcer la

Police afghane en uniforme et n'aimait pas les « milices », surtout celles risquant d'être encadrées par les Forces spéciales des États-Unis, qu'il voyait d'un œil suspect. Les critiques n'ont pas compris que le combat dans les districts avait lieu au niveau des collectivités et que les programmes bureaucratiques indépendants et profanes menés aux niveaux national et provincial ne prendraient pas en compte les réalités propres à la sécurité, à la gouvernance et au développement dans les collectivités[148].

L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel à la fin de 2009

En octobre 2009, la 1-205 Brigade du Bgén Basir comptait six kandaks. Le 6e Kandak, qui était désormais une unité spécialiste de la sécurité des routes, occupait des positions le long de l'Autoroute 1, tandis que le 1er Kandak était basé à la FOB Wilson. Le 3e Kandak menait des opérations dans la ville de Kandahar et le district d'Arghandab, et le 2e Kandak travaillait côte à côte avec le GT du 1 PPCLI dans le district de Panjwayi. L'ELMO canadienne, dirigée par le Col Greg Burt, a continué d'encadrer tous les kandaks, sauf le 6e Kandak; les instructeurs étatsuniens sont arrivés au milieu de l'automne et se sont intégrés dans ce bataillon[149].

Comme cela avait été le cas depuis le début de la collaboration entre le Canada et l'Armée afghane, le principal problème était le taux d'absences sans permission toujours élevé dans les unités et les formations. Dans le cas de la 1-205 Brigade, l'état-major du Col Burt a estimé que 50 p. 100 des membres de la Brigade étaient présents et prêts aux opérations, ou que l'on savait où ils étaient, que 25 p. 100 étaient absents et que le dernier quart n'était pas prêt à participer aux opérations, pour une raison ou pour une autre[150]. La situation dans les districts exaspérait les troupes afghanes mêmes, qui étaient dégoûtées par le comportement des autorités de l'endroit et de certains de leurs chefs. Cette animosité amenuisait clairement la sympathie qu'elles éprouvaient pour la population :

> Le cmdA a répondu que les patrouilles menées parmi la population ne faisaient que la mettre en danger. Interrogé sur la livraison de l'aide humanitaire, le cmdt lui-même a déclaré que dans le Zharey, les chefs des villages allaient tout simplement vendre à Kandahar le matériel et la nourriture qu'on avait livrés[151]. [Traduction]

Les interventions des autorités à Kaboul étaient continues. Pendant la fête de l'Aïd en septembre, toutes les unités de l'Armée afghane ont reçu l'ordre de cesser toutes leurs opérations et de ne pas quitter leur base. Cela a ajouté au fardeau des contingents de la FIAS qui ont dû remplacer les Afghans dans le cadre des opérations, ce qui a influé sur leur planification[152].

Pour compliquer la situation encore plus, la 1-205 Brigade était en déploiement dans des districts relevant du commandement du Canada, tandis que d'autres l'étaient dans des districts placés sous le commandement des États-Unis. Des mentors canadiens travaillaient avec des forces de l'Armée afghane dans des zones relevant d'un commandant étatsunien, tandis que des mentors étatsuniens affectés auprès de l'Armée afghane travaillaient côte à côte avec un bataillon des États-Unis qui relevait du commandement du Canada. Ces arrangements n'ont pas toujours fonctionné harmonieusement : par exemple, les règles d'engagement du Canada et des États-Unis ne sont pas les mêmes, ce qui a suscité des frictions au sein du processus d'appui-feu.

Toujours dans l'esprit de la philosophie selon laquelle « un tant soit peu est utile », les Canadiens du FO Kandahar ont travaillé avec leurs homologues de la 1-205 Brigade par l'intermédiaire de l'ELMO. Cela a été particulièrement important dans la lutte contre les EEI et dans le domaine médical. Le médecin de la brigade de la FO Kandahar a créé un cours élémentaire sur les soins médicaux qui a duré huit semaines et a permis de former 60 soldats afghans en tant que techniciens médicaux[153]. Des cours d'hygiène élémentaire ont aussi été donnés, mais à cause de leur faible degré de scolarité, les troupes afghanes ont eu du mal à comprendre les notions biologiques sous-jacentes au rapport entre des conditions insalubres et un bon état de santé.

Une des distractions les plus agaçantes a été due aux tentatives répétées qu'Ahmad Wali Karzai a faites pour inciter les commandants de l'Armée afghane à Kandahar à engager des troupes dans les districts dans le nord. Ses manœuvres ont commencé au début de septembre, et ses demandes étaient acheminées par le comité directeur provincial de la sécurité. Karzai a partiellement réussi à convaincre les dirigeants de la police que la PNA devait recommencer à mener des opérations dans le district de Khakrez, mais le commandant adjoint de la 1-205 Brigade a refusé parce que cette dernière était occupée dans l'Arghandab. Le gouverneur Wesa a alors fait pression pour que des unités de la police et de l'Armée soient déployées en permanence dans le Khakrez. Ahmad Wali Karzai a insisté davantage et a fait valoir que des forces devaient occuper la localité de Lam dans le Khakrez : cela était critique, selon Wesa et Karzai. Ce dernier a soutenu que des forces basées à cet endroit pourraient intercepter les ennemis circulant dans l'axe est-ouest entre les provinces d'Helmand, de Kandahar et d'Oruzgan[154].

La tournure des événements préoccupait le Bgén Vance au plus haut point. La ville de Kandahar et ses approches étaient primordiales, et non Lam et le Khakrez[155]. Étant déjà à la limite de ses capacités, l'ELMO n'était pas en mesure de soutenir des opérations en dehors des zones où elle était déjà engagée. La situation dans le Khakrez reproduisait essentiellement les problèmes qui s'étaient posés aux commandants canadiens précédents de la FO Kandahar au sujet du Ghorak. Les motifs étaient vraisemblablement les mêmes : protéger l'itinéraire des contrebandiers de stupéfiants hors de la province d'Helmand

(ou s'ingérer dans ce trafic, selon les circonstances). Cependant, les commandants de la police afghane ont été amenés à déployer des éléments dans le Khakrez, « aux fins de la sécurité des élections », au cas où un scrutin de ballotage aurait lieu en novembre. Ce déploiement a à son tour provoqué l'intervention d'une partie d'un kandak de l'Armée afghane et de ses mentors. Le Col Burt et le Bgén Vance ont réussi à bloquer ce plan pendant l'automne de 2009, mais en fin de compte, une compagnie afghane et des mentors se sont rendus dans le Khakrez – mais, heureusement, pas à Lam[156].

En octobre 2009, les six unités principales de la 1-205 Brigade du Bgén Basir en étaient à l'étape 1 ou 2 de leur capacité totale : le quartier général de la Brigade, le 2e Kandak et le 5e Kandak (le kandak de soutien logistique au combat) en étaient à l'étape 1, c'est-à-dire qu'ils étaient tout à fait capables d'exécuter les opérations, et les 1er, 3e et 4e Kandaks en étaient à l'étape 2 et pouvaient donc mener des opérations avec le soutien de l'ELMO[157].

En trois ans, la 1-205 Brigade encadrée par les Canadiens a progressé de la capacité de fonctionner au niveau des pelotons avec partenaires, au sein d'un seul bataillon, à l'exécution d'opérations avec mentors et de certaines opérations indépendantes avec trois bataillons d'infanterie renforcés par un bataillon d'appui tactique et par un bataillon de soutien logistique au combat. Ces unités ont orchestré leurs propres opérations de sécurité dans la ville de Kandahar et ont subi de lourdes pertes pour maintenir l'Autoroute 1 ouverte. Une fois de plus, la participation des Canadiens à l'encadrement de l'ANA a bien porté fruit, malgré les inconvénients liés à l'endommagement démographique de la culture afghane et au faible niveau de scolarité de la population. Aspect important, les soldats canadiens membres de l'ELMO ont prouvé jour après jour à leurs homologues afghans à tous les niveaux que le Canada avait à cœur de soutenir le combat qu'ils menaient pour leur pays.

Le Col Greg Burt a terminé sa rotation au cours de l'automne 2009, et une nouvelle ELMO est arrivée à Kandahar sous la direction du Col Shane Brennan, dont l'équipe comprenait des officiers qui avaient accompli de multiples périodes de service en Afghanistan : les majors Derek Prohar, Steve MacBeth, Andrew Vivian et Alex Watson. Prohar est devenu chef d'état-major, tandis que les autres ont servi de mentors aux trois kandaks de fusiliers de la 1-205 Brigade qui étaient déployés dans l'Arghandab, dans la ville de Kandahar et dans le district du Panjwayi (le 6e Kandak – qui veillait à la sécurité de l'Autoroute 1 – n'a eu l'aide de mentors qu'au moment où des instructeurs étasuniens ont pu y être intégrés). Le Col Brennan a travaillé tous les jours avec le Bgén Basir.

À ce moment-là, le cycle de préparation rouge-jaune-vert établi en 2007 était encore officiellement en vigueur, mais, comme le disait le Col Brennan, « il n'avait vraiment aucune importance, car il fallait toujours être au vert[158] » [Traduction]. En effet, l'idée que la FO Kandahar puisse employer l'ELMO d'une certaine façon comme une unité de manœuvre avait été abandonnée depuis longtemps; le Commandement régional (Sud) exerçait le contrôle,

et la FIAS était en train d'aborder différemment son engagement auprès de l'ANA. En vertu de sa nouvelle approche, appelée « partenariat », chaque kandak de l'ANA serait jumelé à un GT ou à un bataillon de la FIAS, et les mentors des compagnies seraient réaffectés :

> Le [Mgén] Nick Carter était à l'origine de ce changement […] Il devait réaffecter impitoyablement les forces de l'OTAN dans son espace de combat et il lui manquait des conseillers et des mentors pour les fonctions de police. Il essayait de nous éloigner du mentorat de l'Armée afghane en disant : « Tout est fait, tout a été réglé; nous voulons que vous deveniez des mentors de la police[159]. » [Traduction]

La politique du « partenariat » risquait de modifier fondamentalement la façon dont l'ELMO canadienne gérait sa tâche. Elle préoccupait énormément le Col Brennan, qui a envoyé le message suivant à la FO Kandahar :

> Pour le Canada, le problème réside dans le fait qu'il s'agit ici, sur le plan tactique, d'un changement ayant des motifs opérationnels et des effets stratégiques importants sur notre contribution. Il importe de se rappeler que ce n'est pas une demande stratégique venant des dirigeants de l'OTAN. C'est l'évaluation du commandant du Commandement régional (Sud), cachée dans les directives des chefs supérieurs de la FIAS. Le partenariat est vanté comme étant la solution pour améliorer l'Armée nationale afghane sous tous les aspects, l'objectif étant de faire valoir que le mentorat est désormais un instrument vétuste. Je n'ai pas donné mon accord au [partenariat] […] le partenariat signifiait que nous remorquerions les Afghans au cours d'une mission dirigée par la FIAS, au lieu de les encadrer pour leur montrer comment exécuter la mission[160]. [Traduction]

Certains pensaient que le partenariat découlait directement des pressions que le président Karzai exerçait sur le Gén McChrystal pour réduire les pertes humaines civiles et le nombre de raids nocturnes unilatéraux exécutés par les FOS. D'autres estimaient que le partenariat exposerait les Afghans « à une partie de la pression » [Traduction] si jamais quelque chose tournait mal pendant une opération de la FIAS[161].

Les intérêts du Canada n'étaient pas protégés, et c'était ce qui préoccupait le plus le Col Brennan. « Le Canada doit tenir bon pour contrôler rigoureusement la façon dont les soldats canadiens sont employés » [Traduction]. Il craignait on ne peut plus que « nos troupes soient affectées au coup par coup auprès de commandants d'autres pays, surtout dans la province d'Helmand » [Traduction]. Ce fut là un thème constant pendant le mandat de l'ELMO du Col Brennan, à mesure que la transition entre le mentorat et le partenariat s'opérait lentement et que des ressources nécessaires à la lutte canado-afghane contre l'insurrection à Kandahar risquaient de plus en plus d'être déployées ailleurs[162].

Le développement et l'ERP à la fin de 2009

Le commandant de l'ERP, le Lcol Carl Turenne, et le directeur de l'ERP, Jess Dutton, ont travaillé sans relâche pour améliorer la coopération entre la FO Kandahar et les autres ministères, tout en favorisant les objectifs du développement là où ils le pouvaient.

Sur le plan structurel, l'ERP a gardé la Compagnie de stabilisation A à Kandahar, et la Compagnie de stabilisation B, dans les districts de Dand et de Panjwayi. Chaque compagnie de stabilisation comprenait désormais un agent civil de la stabilisation fourni par un des autres ministères. L'ELMOP, qui faisait maintenant partie de l'ERP, comptait quatre équipes de mentors déployées dans le Dand et le Panjwayi, où elles étaient intégrées dans la Compagnie de stabilisation B, et dans les districts de Zharey et d'Arghandab, où elles travaillaient indépendamment. L'équipe spécialisée du Génie et l'organisation chargée des travaux de construction relevaient du commandement opérationnel de l'ERP, l'objectif étant ici d'améliorer la coordination dans les districts. Comme nous l'avons vu, leurs pendants tactiques étaient les équipes de gestion de la construction[163].

Dans le Dand et le Panjwayi, la Compagnie de stabilisation B est entrée en contact avec les CICD, qui sont devenus des centres de coordination des opérations de district (CCO-D); c'était en fait la même chose, mais avec un nom étasunien. À Kandahar, chaque district avait maintenant un bureau de soutien municipal qui agissait comme une assemblée de développement des districts, mais dans un contexte urbain. La Compagnie de stabilisation A entretenait des liens avec les bureaux de soutien municipaux, tout comme la Compagnie de stabilisation B travaillait avec les assemblées de développement des districts. Une nouvelle organisation, soit le Centre de coordination des opérations de Kandahar [CCO (K)], était envisagée, mais la façon dont elle entretenait des liens avec le CCO-P a fait l'objet de débats jusqu'en juin 2010, date où les deux entités ont fusionné pour former le CCO (K). Ce qui importe ici, dans cette nouvelle mer d'acronymes, c'est qu'il y avait des organes de coordination de la sécurité, du développement et de la gouvernance à tous les paliers de gouvernement dans la province de Kandahar, y compris dans la ville du même nom. Tous ces organes n'étaient pas fonctionnels et tous n'avaient pas d'agents permanents, mais les compagnies de stabilisation de l'ERP s'efforçaient d'améliorer la situation partout où elles se déployaient, afin que le système fonctionne[164].

Le *modus operandi* dominant de l'ACDI et du MAECI au sein de l'ERP consistait à travailler par l'intermédiaire d'autres organisations et à leur fournir des fonds, puis à s'approprier la réussite dans le contexte des critères de mesures établis par Ottawa. Par exemple, l'ACDI a versé directement des fonds du Programme d'initiatives locales de Kandahar à deux ONG afghanes pour la remise en état d'une garderie et de terrains de jeux, des cultures en serre et des régimes d'auto-assistance des agriculteurs. L'argent de l'ACDI était aussi acheminé par l'intermédiaire du Programme intégré de promotion d'autres modes de

subsistance, qui le distribuait ensuite à des organisations d'aide, y compris celles qui participaient à la lutte antidrogue[165].

Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, des progrès avaient été accomplis avec la FIAS et la MANUA pour renforcer la présence des organismes de l'ONU à Kandahar et coordonner leurs actions avec celles de l'ERP. L'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) exécutaient une « évaluation globale » (redondante) du réseau d'approvisionnement en eau et de services sanitaires dans la ville, pendant que le Commissariat à l'aide humanitaire y établissait un bureau. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés travaillait avec le camp de Zharey Dasht pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays afin de les préparer à se réinstaller. ONU-Habitat s'intéressait aussi au projet d'approvisionnement en eau et de services sanitaires de Kandahar, de sorte qu'en fin de compte, trois organisations internationales évaluaient le même problème en même temps[166].

La question se posait encore de savoir dans quelle mesure les ministères canadiens pouvaient influer sur cette activité, ou en évaluer l'efficacité. Si le Canada donnait de l'argent à l'ONU à New York et que celle-ci en utilisait une partie pour mener des programmes à Kandahar, s'agissait-il d'une réussite canadienne ou non? L'idée que l'affectation de fonds à d'autres organisations non canadiennes constituait un succès en soi ne cadrait pas avec les résultats concrets observés quant à l'amélioration de la vie des Afghans à Kandahar et encore moins pour ce qui était de réduire l'ampleur de l'insurrection.

Le Lcol Turenne estimait que les principales réussites de l'ERP à la fin de 2009 comprenaient le programme d'éradication de la polio, l'intervention de Service correctionnel Canada à la prison de Sarposa et l'amélioration du système d'éducation à Kandahar. Une autre s'est concrétisée dans le retrait de la CIVPOL canadienne du Centre d'instruction régional dirigé par DynCorp et dans l'accent accru mis sur la formation des agents de police au centre d'instruction du Camp Nathan Smith. L'augmentation des fonds investis par le MAECI dans l'infrastructure de la police à Kandahar a constitué une autre réalisation positive et, paradoxalement, le retrait des fonds de ce ministère qui devaient servir à financer l'équipement de la police afghane a forcé celle-ci à utiliser son propre système de logistique. Le portefeuille de la Justice a été le seul à n'avoir pas de quoi se vanter. Le ministère de la Justice du Canada ne voulait pas envoyer de représentants à Kandahar, et peu de progrès ont été accomplis dans ce domaine, hormis ceux qui ont été le fait des conseillers juridiques de l'ERP militaire canadienne en 2007 et 2008[167].

Même les fondements du programme d'éradication de la polio étaient fragiles, l'ACDI, qui voulait recourir à l'OMS à titre de « partenaire de la mise en œuvre » s'est heurtée à un refus catégorique :

> Tout ce que l'[ACDI] a fait a été de donner dix millions de dollars à l'OMS pour que celle-ci l'aide à réaliser son programme. Or, quand l'ACDI a fait pression sur l'OMS en disant : « Venez nous aider dans ces régions, etc. », l'OMS a répondu : « Vous êtes bien gentils et généreux, mais maintenant, allez vous faire foutre parce que nous ne recevons aucun ordre de vous. » Les paroles exactes de Patrick Oliver, représentant de l'OMS, ont été les suivantes : « Nous vous remercions beaucoup d'avoir envoyé cet argent à l'OMS, mais l'ACDI est un partenaire contributeur. Ce n'est pas elle qui fixe les priorités et qui nous dit comment le faire. Nous travaillerons avec vous pour faciliter la vaccination dans cette région, mais il n'appartient pas à l'ACDI de nous dire comment procéder à cet égard[168]. » [Traduction]

Les talibans ont exploité la situation à leurs fins. Ils ont mené « une campagne pour perturber le travail même de l'OMS, parce qu'ils ne voulaient pas qu'elle vaccine la population dans la région. Ils ne voulaient voir aucun résultat positif pour la population » [Traduction]. Afin de s'assurer que son personnel pourrait accéder aux zones contestées ou contrôlées, « l'OMS s'entretenait avec les talibans pour confirmer que, certains jours, ses équipes pourraient se rendre là et y vacciner des gens » [Traduction]. Cependant, voici ce qui s'est vraiment passé : « À de multiples reprises, l'OMS a prétendu avoir vacciné des gens, mais tel n'était pas le cas. Et comment faisait-elle respecter l'entente avec les talibans? Elle n'avait aucun moyen de faire exécuter le [programme] de vaccination. Et c'était le bureau à Kandahar qui parlait à deux ou trois intermédiaires avant d'arriver à parler aux villageois sur le terrain. Et il n'était pas du tout possible de confirmer cela[169] » [Traduction].

En ce qui concerne le projet du barrage de Dahla, SNC Lavalin, le principal entrepreneur canadien chargé de remettre l'ouvrage à neuf, avait besoin d'une force de sécurité, mais on lui avait dit au Canada de ne traiter avec aucune des entreprises de sécurité appartenant à Ahmad Wali Karzai. La FO Kandahar a patiemment expliqué qu'il n'était pas possible de ce faire, car Ahmad Wali Karzai exerçait un monopole sur les contrats adjugés aux entreprises de sécurité à Kandahar[170]. La Force opérationnelle interarmées en Afghanistan a fait savoir à la mi-septembre 2009 que la route menant au barrage était terminée à 90 p. 100, mais le partenaire exécutant canadien, c'est-à-dire le sous-traitant du Central Asian Development Group, avait été congédié, et de nouveaux appels d'offres avaient été lancés. L'ERP a approuvé l'adjudication d'un contrat de plusieurs millions de dollars à la Dastagiri Construction Company pour terminer le travail[171]. Ces faits et d'autres facteurs commerciaux ont ralenti le projet, mais une fois apaisées les factions de Dastagiri et d'Ahmad Wali Karzai, dans les milieux influents de Kandahar, les choses ont semblé s'améliorer.

Cela dit, la décision d'intégrer le projet du barrage et d'autres projets d'irrigation et d'approvisionnement en eau dans la Vision du développement intégré de la vallée de l'Arghandab (VDIVA) a fait des adeptes. L'Arghandab était considéré comme étant le « grenier de l'Afghanistan », et de plus en plus de liens étaient établis entre la stabilisation de la sécurité dans ce district et la VDIVA. Le projet du barrage de Dahla a désormais été appelé « projet de remise en état du réseau d'irrigation de l'Arghandab » et il a été lié à une vision de développement régional. Personne ne le savait avec certitude, mais le Canada avait jusque-là investi 50 millions de dollars dans ce projet et sacrifié plusieurs vies pour le poursuivre, puis il avait accepté de le soutenir pendant trois autres années[172].

L'approvisionnement en eau était essentiel à la sécurité de Kandahar; la maladie risquait de miner tous les aspects de la reconstruction, et l'insurrection pouvait facilement exploiter la situation en sa faveur. L'approvisionnement en eau potable faisait grandement problème à Kandahar, et l'ACDI le savait depuis 2007 : une étude sur l'eau commandée par elle a révélé que, comme le niveau de la rivière était très bas et que les réseaux d'acheminement ne fonctionnaient pas, les aquifères sous la ville étaient soit épuisés, soit contaminés. En septembre 2009, des flambées de choléra ont été signalées dans le Shah Wali Kot et le Maywand et, même si elles avaient été contenues, ce n'était qu'une question de temps avant qu'un fléau semblable ne sévisse à Kandahar[173].

La santé publique ne relevait pas de la FIAS, mais elle avait des conséquences inévitables pour la sécurité. Un problème résidait dans le fait que la Croix-Rouge et certains éléments canadiens croyaient que l'hôpital Mirwais, financé par la Chine, était en quelque sorte une zone neutre où les forces de sécurité ne pouvaient entrer. En fait, l'hôpital était une installation du gouvernement afghan, et non un refuge de la Croix-Rouge, et l'on savait que les insurgés s'en servaient régulièrement à leurs fins. Les Canadiens qui encadraient les forces de sécurité afghanes ont proposé de limiter le droit d'entrer dans ce lieu aux forces de police pour qu'elles y mènent des enquêtes[174].

Dans l'ensemble, le Canada n'avait pas les moyens d'évaluer les problèmes relatifs à l'emploi d'organisations non gouvernementales pour remplir des fonctions gouvernementales, et de s'y attaquer, en particulier la relation parasitaire entre l'insurrection et les diverses agences qui mettaient en œuvre les programmes d'aide et de développement. Cette lacune infirmait fondamentalement la prestation des services et la légitimité et elle se rapportait aux problèmes liés à la nature du conflit. Les Canadiens en Afghanistan n'étaient pas des soldats de la paix, et le Canada n'était pas neutre; cependant, la légitimité du gouvernement afghan était minée de l'intérieur par les querelles intestines, les intervenants cherchant à réaliser des profits excessifs, la corruption et la cession de pouvoirs trop grands à des organisations de l'extérieur. C'est dans ce bourbier de plus en plus profond que les Canadiens membres de l'ERP cherchaient à naviguer en se servant du cadre

stratégique déficient des priorités et des projets. À tout le moins, l'ERP et l'équipe de la COCIM offraient une fenêtre pour observer l'activité parasitaire des insurgés et les rivalités commerciales et pour essayer d'en suivre l'évolution avec les organisations de connaissance de la situation blanche.

En dépit du succès remporté, nous ne pouvons passer outre au fait qu'il y avait de profonds conflits de personnalités et d'importantes divergences idéologiques à tous les niveaux de l'appareil canadien du développement, de la reconstruction et de la gouvernance à Kandahar[175]. Le Lcol Turenne et son équipe étaient de plus en plus perçus comme des victimes du syndrome de Stockholm par des éléments du quartier général de relève de la FO Kandahar; l'établissement consciencieux des relations et les étapes progressives franchies en 2009 ont finalement atteint leur paroxysme au début de 2010.

Les changements dans le commandement, en novembre 2009 : de Vance à Ménard et de De Kruif à Carter

À la mi-novembre, le moment était venu pour l'équipe Vance d'exécuter une relève sur position avec le prochain quartier général dirigé par le Bgén Daniel Ménard. La nouvelle FO Kandahar reposait sur le 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada et elle s'accompagnait d'une nouvelle ELMO commandée par le Col Shane Brennan. Le Lcol Turenne a conservé le commandement de l'ERP, et le GT du 1 PPCLI, dirigé par le Lcol Jerry Walsh, a poursuivi sa période de service au sein de la FO Kandahar en en demeurant le GT. Un nouveau contingent de la Force d'hélicoptères du Canada en Afghanistan, dirigé par le Col Christian Drouin, est lui aussi arrivé à ce moment-là. Le nouvel élément de soutien national, commandé par le Lcol Jim Jensen, est arrivé en octobre, et le Maj Lisa Elliott a dirigé une nouvelle rotation du CRTS à partir de novembre.

Au Commandement régional (Sud), le Mgén Nick Carter de l'Armée britannique et un quartier général dominé par la 6e Division britannique [6(UK) Division] ont pris la relève du quartier général multinational placé sous le commandement du général néerlandais De Kruif. Une des premières décisions du Mgén Carter a consisté à réaligner ses forces dans la province de Kandahar, en particulier la Brigade Stryker en proie à des difficultés. En seulement quatre mois dans le district d'Arghandab, le 1-17 Infanterie avait perdu 22 soldats, et les chefs du bataillon ne pouvaient s'entendre sur la question de savoir s'ils étaient censés mener des opérations de contre-insurrection ou de contre-guérilla. Des critiques décrivaient même la Brigade Stryker comme étant le « régiment de fusiliers motorisés » parce que, selon certains, l'accent y était mis sur des tactiques répressives. Au cours de ce débat, un commandant de compagnie du 1-17 Infanterie a été remplacé, et son commandant de brigade, le Col Harry Tunnell, a eu de fréquentes altercations avec le Mgén Carter au sujet des méthodes opérationnelles de la Brigade Stryker. Le Mgén Carter a retiré cette brigade du sud et du centre du district d'Arghandab et il en a réaffecté les

bataillons au maintien de la liberté de mouvement sur les principaux itinéraires de service. Le diplomate canadien Neil Clegg, qui avait à l'origine été conseiller en politiques auprès de la Brigade Stryker, a été muté dans l'ERP. Le 2-508 Régiment de parachutistes, également appelé FO 2 « Fury », a remplacé la Brigade Stryker dans l'Arghandab[176].

La création à Kaboul d'un nouveau quartier général de l'OTAN, appelé Commandement interarmées de la FIAS (CIFIAS), a entraîné d'autres changements qui ont touché le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar[177]. Le CIFIAS a, en un premier temps, diffusé un ordre opérationnel permanent (IJC OPORD 001-2009 OP OMID) qui a énoncé un concept d'opération commun pour toute la zone des opérations multinationales et interarmées.

Ce concept prévoyait cinq lignes d'opérations pour toute l'étape 3 de la campagne stratégique de l'OTAN qui allait de la fin de 2009 à la fin de 2010. Le but opérationnel était de prendre l'initiative, mais le libellé exact était obscur. Un jeu de concepts secondaires (il y en avait 17 en tout) faisait complément aux cinq lignes d'opérations et il comportait notamment le partenariat, la réintégration et le soutien médical. Les concepts tactiques « façonner, dégager, tenir et construire » y étaient expliqués dans divers paragraphes, tout comme leur enchaînement tactique. Les composantes n'étaient pas résumées dans un concept d'opération à l'échelle du théâtre et elles étaient plus ou moins indépendantes les unes des autres, sans qu'un véritable ordre de priorité ait été établi.

Comme nous l'avons vu, le principal changement consistait à « établir des partenariats » avec les Afghans à tous les niveaux[178]. Il y en avait d'autres. Le CIFIAS a aussi introduit la formule du « plongeon en profondeur » [Traduction], c'est-à-dire une étude ciblée portant sur des districts, des localités ou des groupes de localités en particulier devant servir d'indicateurs des progrès. Par ailleurs, une nouvelle directive sur la surveillance de la corruption a été adoptée. En fin de compte, ces changements ont beaucoup accru la quantité de travail de l'état-major de la FO Kandahar, car il lui fallait dresser des rapports, ce qui a influé sur la capacité limitée qu'il a pu mettre à la disposition du quartier général[179]. L'instruction reçue avant le déploiement n'avait pas préparé l'équipe du quartier général à la réalité à laquelle elle faisait maintenant face.

Le Mgén Carter a aussi modifié le concept de la planification opérationnelle du Commandement régional (Sud). L'Op MOSHTARAK – c'est le nom qui lui a été donné – a découlé au départ des préoccupations britanniques, intensifiées par l'intermédiaire du Commandement régional (Sud) dirigé par De Kruif; les Britanniques craignaient que le district de Marjah fût en train de devenir un nouveau noyau ennemi qui nuisait à la survie du gouvernement de la province d'Helmand à Lashkar Gah. Telle était la situation en juin 2009[180]. L'approche de Carter était régie par un certain nombre de thèmes, dont le plus important concernait la FIAS, qui devait :

> […] favoriser le rétablissement des organes politiques à tous les niveaux et les obliger à rendre des comptes. Et [pour] les responsabiliser ainsi, il fallait voir à ce qu'ils rendent des comptes à eux-mêmes, puis à la population, [de manière à] briser en fin de compte le cycle de corruption qui dépassait le degré normalement accepté par la société en Afghanistan […] briser le cycle axé sur la culture de l'impunité[181]. [Traduction]

D'après ce que le Bgén Ménard comprenait, cependant, la bataille que la FIAS et les forces afghanes livraient dans la province d'Helmand en était une qui visait en fait à protéger cette province et, par conséquent, la ville de Kandahar. Les ressources seraient fournies à la province pour la force de protection, puis elles seraient ramenées à Kandahar. Les deux premières étapes du plan global auraient lieu dans la province, et la troisième et la quatrième étapes, à Kandahar[182].

La planification sous le Bgén Ménard : vers l'Op WADANA WAL

L'intention du quartier général du Bgén Vance était que la FO Kandahar de relève poursuivrait l'Op KANTOLO et la série des Op KALAY sans les modifier. Le GT et l'ELMO du 1 PPCLI occupaient déjà les positions voulues pour ce faire et ils étaient en train d'exécuter l'Op KALAY III. L'Op KALAY I et l'Op KALAY II progressaient bien, avec la Compagnie de stabilisation B, l'ELMOP, l'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du Génie. Les opérations dans la ville de Kandahar avançaient bien également, la Compagnie de stabilisation A, le CCO-P et le 97e Bataillon de la police militaire ayant pris les devants pour veiller à ce que les activités des gouvernements municipaux et provincial étaient bien appuyées. Dans le district d'Arghandab, les EEI donnaient du mal aux forces étasuniennes, en particulier à la Brigade Stryker, mais celles-ci réussissaient tout de même à chasser les insurgés des parties essentielles du district, surtout des zones voisines de la ville. Le Spin Boldak était aussi sécurisé que possible. Par ailleurs, comme cela avait été le cas dans le passé, l'équipe du quartier général du Bgén Ménard ne savait pas au juste, dès le départ, quelle partie des ressources du Commandement régional (Sud) serait transférée dans la province d'Helmand sous le commandement d'un officier britannique.

Cela dit, le Commandement régional (Sud) a ordonné à la FO Kandahar de se préparer à redéfinir les limites des secteurs des unités et d'assumer le contrôle tactique de certaines unités étasuniennes. La nouvelle zone d'opérations de la FO Kandahar comprenait la ville de Kandahar, le district de Dand, la partie orientale du district de Panjwayi, le sud et l'est du Zharey, le sud de l'Arghandab et une partie du Daman. La FO 2 « Fury » remplacerait le 1-17 Infanterie dans le district d'Arghandab et serait sous le contrôle de Kandahar

à la fin de décembre. Pour ce qui était du partenariat, le Commandement régional (Sud) ne savait pas encore précisément comment il gérerait cet aspect et il a décidé tout simplement d'attendre la suite des événements[183].

Étant donné les changements survenus au Commandement régional (Sud) et le caractère des forces étasuniennes qui arrivaient, l'équipe du quartier général du Bgén Ménard faisait face à une réalité opérationnelle pour laquelle son instruction préalable au déploiement ne l'avait pas préparée. Par conséquent, la planification de la FO Kandahar se poursuivait alors que décembre était bien entamé, et l'adjoint du Bgén Ménard, le Col Simon Hetherington, l'a exhorté à diffuser une directive de planification provisoire pour que les unités de la FO puissent au moins poursuivre leurs activités dans l'axe tracé par le Bgén Vance. Refusant d'accepter un tel compromis et mécontent de la situation, le Bgén Ménard a déclaré au Col Hetherington que les plans existants n'étaient désormais plus valides[184]. Au cours de cette période, il a été interdit aux membres de l'état-major d'employer les mots KANTOLO ou KALAY dans l'immeuble du quartier général et de discuter du concept d'opération de l'Op KANTOLO. Parallèlement, toutefois, le Lgén Marc Lessard, au COMFEC, a averti le Bgén Ménard de ne pas modifier l'Op KANTOLO, à cause de la « cicatrice » qu'avait laissée la friction avec les autres ministères au moment de sa création au début de 2009[185].

Dans sa directive de planification publiée le 12 décembre, le Bgén Ménard a « tricoté » autour du problème des autres ministères et affirmé que l'effort principal et le succès de la mission résidaient dans « l'établissement et le maintien réussi de la perception de sécurité » [Traduction] pour la population de Kandahar. Afin d'atteindre cet objectif, la FO Kandahar établirait un « périmètre de stabilité » [Traduction] dans les districts situés à l'ouest de la ville pour faire obstacle aux insurgés. La stabilité a été définie comme suit : « [U]n climat d'ordre […] grâce auquel un gouvernement responsable peut fonctionner efficacement et des progrès mesurables peuvent être accomplis » [Traduction]. Chaque district devait avoir un « commandant de l'espace de combat » qui atteindrait l'objectif en appliquant la formule « définir-façonner-dégager-tenir-construire-habiliter » (la nouvelle version du concept « dégager-tenir-construire ») dans les collectivités de sa zone d'opérations. Au départ, les principales collectivités ont été Nakhonay, Salavat, Asheque et Senjaray[186].

En dehors du périmètre de stabilité, la FO Kandahar et « des ressources d'un niveau supérieur » devaient exécuter des opérations de perturbation et d'interdiction. C'était ce que l'on devait appeler la zone « de combat en profondeur » [Traduction]. Aspect important, le Bgén Ménard a fortement souligné, dans sa directive, que toutes les activités devaient être coordonnées et planifiées au niveau de la FO et il a bien précisé ceci : « C'est moi qui définirai les priorités, et elles se fonderont dans le concept opérationnel du Commandement régional (Sud) […] aucune opération ni initiative ne sera planifiée ou exécutée isolément[187] » [Traduction].

Sous la direction du chef d'état-major, le Lcol Craig Dalton, l'équipe du quartier général a rapidement conçu un plan qu'elle a officieusement appelé « KANTOLO gonflée aux stéroïdes », ou « KANTOLO PLUS », puis WADANA WAL (Progrès) (voir la figure 6-7). Il était entendu que ce n'était pas la période estivale des combats; par conséquent, il n'était pas question de lancer des opérations d'envergure contre les insurgés. Le district de Zharey était un sanctuaire ennemi constamment en proie à la violence. Les opérations dans l'Arghandab et le Bas-Shah Wali Kot étaient considérées comme étant fructueuses. Étant donné la situation, l'idée générale consistait à établir un « périmètre de stabilité » à l'ouest de la ville, dans le Dand, la partie orientale du Panjwayi et l'Arghandab; tout le territoire situé à l'ouest de cette zone serait appelé la zone « de combat en profondeur ». La formule « définir-façonner-dégager-tenir-construire-habiliter » demeurerait la méthodologie opérationnelle employée pour sécuriser les collectivités auxquelles aucune attention n'avait été accordée jusque-là, à l'intérieur du périmètre. Mises à part les localités nommées dans la directive du Bgén Ménard, la liste allongée des endroits visés comprenait les villages du Dand; Belanday, Nakhonay et Bazaar-e Panjwayi dans le Panjwayi; Senjaray dans le Zharey, et Jelawur dans l'Arghandab[188].

Le périmètre de stabilité décrit dans le nouveau plan se fondait essentiellement sur l'Op KALAY III et s'étirait vers le nord dans Senjaray. Il ne restait plus que Jelawur. Or, comme nous l'avons vu, Jelawur est située dans l'Arghandab, qui relevait de la Brigade Stryker, et non de la FO Kandahar. Cependant, les autorités envisageaient alors de retirer de l'Arghandab les unités de la Brigade Stryker et de confier la responsabilité de cette zone au 2e Bataillon (l'équipe d'entraînement intégrée) du 508e Régiment de parachutistes (le 2-508), en le plaçant éventuellement sous commandement canadien[189].

La décision que le Lgén Lessard a prise de soustraire le COMFEC aux complexités de la planification tactique et opérationnelle dans la province de Kandahar a constitué un autre changement très important. Il a cessé de travailler sur tout plan de campagne du COMFEC concernant l'Afghanistan à Ottawa et a dit à la FO Kandahar que le plan de campagne était celui du Commandement régional (Sud)[190]. Comme la dernière main a été apportée à l'Op KANTOLO PLUS à la fin de décembre, le plan devait désormais s'harmoniser avec le nouvel ordre d'opération du Commandement régional (Sud). Cela allait à l'encontre de la directive du Bgén Ménard selon laquelle le nouveau plan canadien devait être le seul en vigueur[191].

Pendant que s'opérait la relève sur position de la FO Kandahar, un processus semblable avait lieu au Commandement régional (Sud). Le Mgén Carter commençait sa deuxième période de service en Afghanistan, après avoir servi au sein de l'état-major étasunien de la FOIM-180 en 2002, et il avait plus récemment commandé le contingent britannique basé à

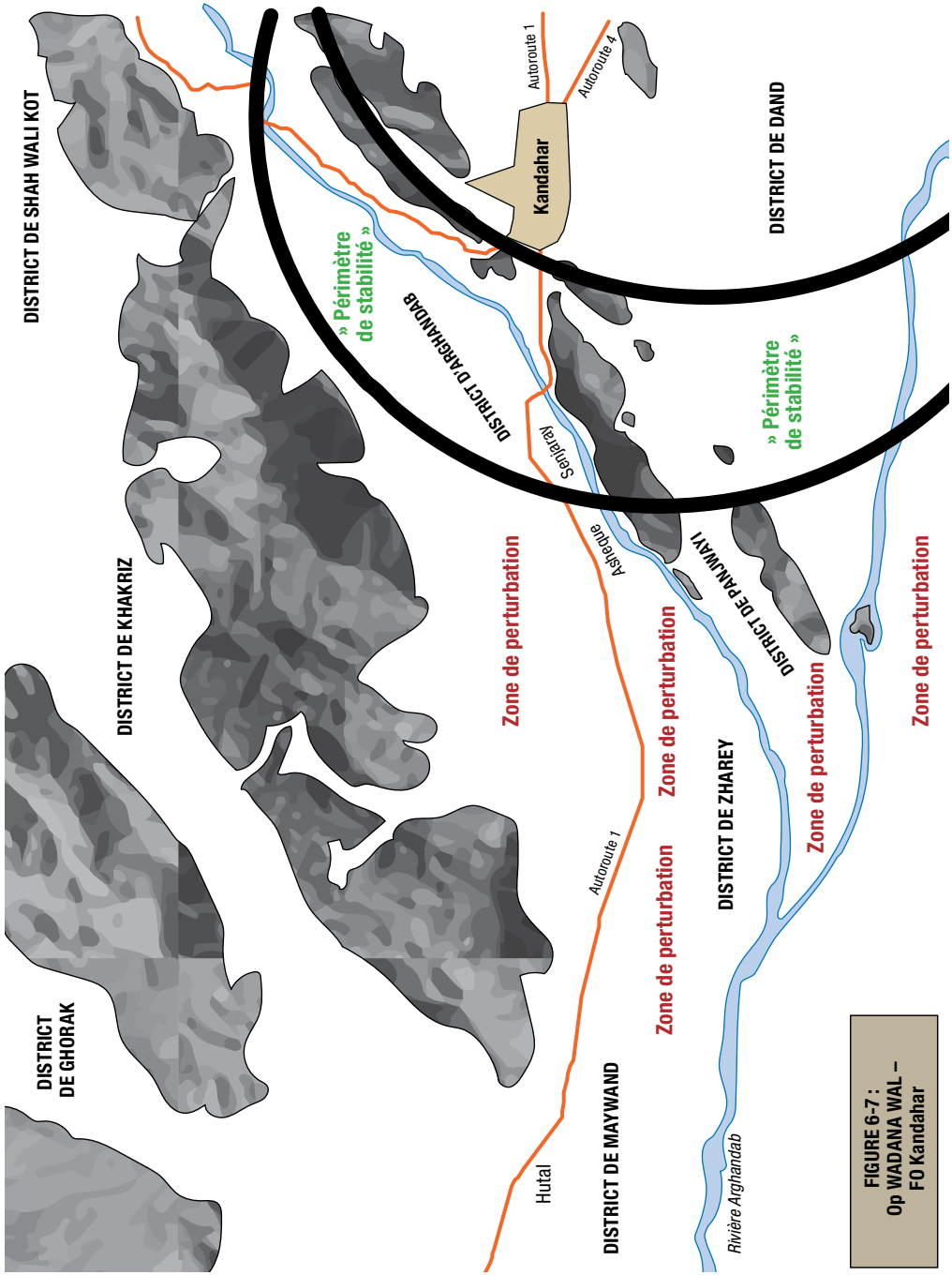


Figure 6-7 : Op WADANA WAL – FO Kandahar

Bassora, en Iraq. Son quartier général, dominé par les Britanniques, comprenait encore un certain nombre de Canadiens, mais « des conflits de personnalités manifestes » ont entraîné la démission et le départ précoces du Bgén Gerry Champagne, commandant adjoint canadien pour les effets stratégiques, et l'arrivée du Bgén Craig King en remplacement.

Toujours en novembre, un autre changement important a eu lieu, à savoir la dissolution du Groupement tactique régional (Sud), qui avait antérieurement servi à exécuter des opérations de perturbation dans la province de Kandahar. Étant donné l'arrivée des troupes étasuniennes et, en particulier, le nombre accru et la variété des FOS, une unité d'infanterie légère n'était plus nécessaire pour remplir la fonction de perturbation dans la province. Le déploiement des divers Groupements tactiques régionaux (Sud) au cours des deux années antérieures à Kandahar a grandement contribué à démontrer qu'un rigoureux professionnalisme persistait au niveau des unités des armées du Canada et du R.-U., peu importe les vues politiques relativement au Commandement régional (Sud) et aux provinces d'Helmand et de Kandahar.

La planification de la FO Kandahar ne correspondait pas à la nouvelle planification du Commandement régional (Sud), en partie à cause des piètres relations personnelles qui s'étaient établies à divers niveaux. Le vif du problème, tel qu'il s'est manifesté, était que la FO Kandahar résistait au Commandement régional (Sud) sur plusieurs questions fondamentales. Comme auparavant, les problèmes étaient liés à la relation entre les provinces d'Helmand et de Kandahar dans le grand contexte de la guerre, au conflit entre les intérêts du R.-U. et ceux du Canada, et à la façon dont ces facteurs avaient quelque chose à voir avec l'affectation des ressources. L'arrivée massive des forces étasuniennes a exacerbé tout cela.

À un autre niveau, il y avait le plan du Mgén Carter, appelé MOSHTARAK, et celui du Bgén Ménard, baptisé WADANA WAL. Le Bgén Ménard a expliqué plus tard la relation entre les deux et il a admis qu'ils pouvaient en fait se compléter : l'Op MOSHTARAK faisait pour le Commandement régional (Sud) ce que l'Op WADANA WAL accomplissait pour la province de Kandahar. Le Bgén Ménard comprenait que son périmètre de stabilité devait être en place avant le début de la période estivale des combats parce qu'il voulait que les hommes en âge de combattre « ne soient pas dans les rues » [Traduction], mais plutôt au travail dans le cadre des projets de développement et à l'abri des recruteurs talibans. Il voulait aussi que les entreprises de la région fonctionnent et répondent aux besoins de base pour qu'existe un climat de stabilité. Par conséquent, son périmètre de stabilité devait être établi à l'avance. Or, le calendrier de l'Op WADANA WAL ne concordait pas avec l'affectation du Renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR), des hélicoptères, des sapeurs, des FOS et d'autres ressources à l'Op MOSHTARAK[192].

En outre, certains planificateurs canadiens croyaient que, sous l'autorité du Commandement régional (Sud), la ville de Kandahar risquait de devenir une « zone verte »,

comme cela avait été le cas de secteurs de Bagdad en Iraq[193]. Quand le Commandement régional (Sud) a ordonné à la FO Kandahar de réviser son Plan de sécurité de la ville de Kandahar, les membres du personnel ont consulté leurs homologues de l'Armée et de la police afghanes qui ont fait savoir qu'ils étaient satisfaits du plan en vigueur, lequel comprenait l'installation aléatoire de postes de contrôle, l'exécution de patrouilles interarmées et l'aménagement de postes de contrôle de l'accès à la périphérie de la ville. Le quartier général du Mgén Carter, se fondant sur ce qui avait été fait à Bassora ou peut-être aussi à Kaboul en 2002 et 2003, voulait établir un réseau de postes de contrôle autour de la ville. Les Afghans préféraient malgré tout le plan qu'ils avaient élaboré eux-mêmes avec l'aide des Canadiens. Le Commandement régional (Sud) a dit à la FO Kandahar « de les obliger » à se conformer à son plan à lui. Éclairés par l'expérience que le Col Hetherington avait acquise relativement aux problèmes de sécurité à Kandahar au cours de l'Op PORTCULLIS, les commandants canadiens ont résisté et porté la question devant le ministère de l'Intérieur, où elle est devenue lettre morte[194].

Il y a eu d'autres exemples du mode de pensée du Commandement régional (Sud) qui « rendaient fous » les planificateurs de la FO Kandahar, parce que les chefs du Commandement régional (Sud) ne comprenaient rien à la réalité que lui avait laissée le quartier général du Bgén Vance. Dans un cas, un officier canadien a vu le commandant du Commandement régional (Sud) choisir personnellement l'emplacement de postes de contrôle sur une carte[195]. Fondamentalement, toutefois, l'équipe de chaque quartier général ne comprenait pas celle de l'autre. Sous le Mgén de Kruif, le Commandement régional (Sud) était « un quartier général multinational sans mordant » [Traduction], ou un « quartier général de coordination » [Traduction], et la FO Kandahar faisait ce qu'elle voulait. Le Mgén Carter percevait le Commandement régional (Sud) comme étant un quartier général « de commandement » [Traduction], et la FO Kandahar, comme une brigade relevant de ce dernier[196]. Ce problème, entre autres, s'est manifesté sous la pression de l'Op MOSHTARAK et pendant la réorganisation de l'ELMO.

La réorganisation du Bgén Ménard

Toute la force opérationnelle interarmées du Canada a été réorganisée en décembre 2009. Le Bgén Ménard a décrit ces changements comme étant essentiels en raison de la transformation du contexte de la reconstruction et du développement, d'une part, et, d'autre part, de l'arrivée des forces étasuniennes[197]. La réorganisation s'expliquait aussi par le penchant du Bgén Ménard pour la cohérence doctrinale et elle a en fin de compte eu des effets positifs et négatifs sur les opérations canadiennes.

Le Centre d'opérations de la province (COP) a été établi dans l'enceinte du Canada au KAF en 2007; en 2008, il est devenu le Centre d'opérations de la province de Kandahar

et il a engendré le Centre interarmées d'opérations de la province en 2009, qui a été renommé le Centre des opérations tactiques de la FO Kandahar. Voilà qui a suscité la confusion parce que le GT a conservé son propre COT dans une autre enceinte. C'était dans le COT de la FO Kandahar qu'avait lieu la planification des frappes aériennes du « combat en profondeur » : cette responsabilité avait été assumée de plus en plus par le Centre des opérations interarmées de la province de Kandahar et de moins en moins par le centre d'opérations du GT pendant le mandat du Bgén Vance, mais le Bgén Ménard l'avait redonnée entièrement au nouveau Centre des opérations tactiques de la FO Kandahar. Ce changement a obligé le GT à « faire une offre » pour obtenir des UAV de la FO Kandahar. La relation spéciale que le Maj Jay Adair avait établie en 2008 avec les unités d'UAV des États-Unis n'existait désormais plus. Le COT de la FO Kandahar a continué à coordonner et à harmoniser les ressources du Génie et les ressources aériennes de niveau supérieur, comme il le faisait depuis le début. Toutes ces fonctions sont devenues encore plus vitales, car d'autres unités entraient dans l'espace de combat, et il fallait donc accroître le personnel. Quand le quartier général du Bgén Ménard a pris les commandes, le GT canadien, le 1-12 Infantery (États-Unis) et les unités canadiennes présentes dans la ville relevaient tous du Centre des opérations de la FO Kandahar. Ce dernier devait aussi entretenir des rapports avec l'unité de la Brigade Stryker dans l'Arghandab, soit le 1-17 Infanterie. Au cours des cinq mois suivants, la FO Kandahar a dû coordonner et parfois commander les opérations de ces deux unités, celles de la FO 2 « Fury » (le 2-508 Régiment de parachutistes relevant de la 82e Division aéroportée), celles du 97e Bataillon de la police militaire et du 1-71 Escadron de cavalerie (une unité de reco des États-Unis affectée à la FO Kandahar en avril 2010) et, plus tard, en juin, celles de la FO 1 « Fury » qui a remplacé le 1-17 Infanterie. La FO Kandahar a aussi dû coordonner les opérations avec les quatre kandaks de fusiliers ou de sécurité de la 1-205 Brigade[198].

Au cours de son instruction préalable au déploiement, le quartier général du Bgén Ménard ne s'attendait pas du tout à hériter d'une telle charge de travail; par conséquent, l'état-major du COT a dû s'adapter sur le terrain. Le Bgén Ménard craignait que les Étatsuniens refusent de placer leurs unités sous commandement canadien si elles ne pouvaient s'accommoder de structures ne leur étant pas familières sur le plan doctrinal; par conséquent, il a ordonné aux branches de son quartier général chargées du génie, des transmissions et de l'aviation de se restructurer et d'adopter un nouveau nom. Par exemple, le Régiment du génie de la FO Kandahar a réuni toutes les ressources canadiennes du Génie sous un seul commandant et est devenu une ressource de la brigade pouvant servir à soutenir les unités étasuniennes sous contrôle canadien. Il était plus facile d'avoir un nouvel état-major visiteur étasunien s'occupant d'un escadron des transmissions que d'avoir uniquement un poste d'état-major au quartier général à cet égard[199].

Le J5 a été sensiblement transformé, en partie pour refléter les exigences nouvelles et accrues en matière de présentation des rapports sous le Gén McChrystal et, parallèlement, pour traiter avec le quartier général du Commandement régional (Sud) dirigé par le Mgén Carter. Le J5 a continué de gérer le perfectionnement des Forces de sécurité nationales afghanes, les opérations d'information, les tâches liées à la connaissance de la situation blanche et l'analyse des opérations. À ces fonctions se sont ajoutés les éléments suivants : une cellule d'évaluation; une capacité accrue d'analyse culturelle; un « tissu conjonctif » renforcé pour le développement et les aspects politiques, dans le sillage de la centralisation progressive des capacités de l'ERP de la FO Kandahar, au KAF.

Le quartier général du Bgén Ménard a aussi mis sur pied une nouvelle entité appelée « Troupes de la brigade ». Les changements apportés à l'ERP ont entraîné le transfert de la Compagnie de stabilisation A, de la COCIM et des OPPSY à ces dernières placées sous le commandement du Lcol Marc Fortier, qui était aussi chef des tirs au COT de la FO Kandahar[200]. Les Troupes de la brigade se sont aussi chargées des opérations des SUAV. La Compagnie de stabilisation A a poursuivi ses opérations, mais le commandant de l'ERP lui a aussi demandé de veiller à la mobilité et à la protection du personnel des autres ministères, rôle que la Compagnie de protection avait assumé dans le passé. Les patrouilles de la Compagnie de stabilisation A dans la ville de Kandahar ont aussi pris fin avec la réorganisation de l'ERP[201].

Un des plus grands changements a été la réorganisation des unités du Génie de la FO Kandahar en un régiment du Génie de cette dernière. Le nouveau chef du Génie de la Force, le Lcol Jennie Carignan, commandait maintenant toutes les entités du Génie, sauf l'escadron de campagne du GT. L'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du Génie ont fusionné pour former l'Escadron de construction du Génie (Esc CG), et les équipes de gestion de la construction n^{os} 1 et 2 ont été transformées, avec l'ajout de personnel, en quatre équipes de construction du génie (ECG). Quand l'ERP a été réorganisée, une troupe de reco du Génie axée sur l'infanterie a aussi été créée pour que la FO Kandahar dispose d'une capacité protégée et mobile de reco du Génie. Cela était nécessaire pour que la FO Kandahar puisse vérifier (et voir au contrôle de la qualité dans ce contexte) la multitude de projets du Génie exécutés en vertu de contrats que les ministères du gouvernement représentés au sein de l'ERP finançaient, mais qu'ils ne pouvaient évaluer, faute des moyens de protection voulus. Les techniciens de l'Équipe de soutien géospatial membres de l'ERP ont eux aussi été ramenés au KAF, et toute la structure des services de cartographie a été simplifiée. À tout le moins, cela a eu pour effet de centraliser la base de données sur les champs de mines, qui était répartie entre trois organisations différentes. En mai 2010, l'équipe consultative du Génie de l'ANA, qui travaillait au Camp Hero, est elle aussi passée sous la coupe du chef du Génie de la Force. Enfin, les équipes canines

de détection des mines, fournies par des entrepreneurs, ont aussi relevé de ce chef, et les opérations anti-EEI ont été réorganisées également[202].

Le Bgén Ménard et son équipe ont aussi regroupé les opérations de la police militaire et placé sous le commandement du Grand Prévôt de la FO Kandahar la Compagnie de police militaire (qui a absorbé l'ELMOP) et le détachement du Service national des enquêtes des Forces canadiennes. Le passage de l'ELMOP sous la coupe du Grand Prévôt a constitué le troisième changement de commandement en moins d'un an; il a eu lieu parce que certains croyaient que les compagnies de stabilisation avaient mal utilisé l'ELMOP en lui confiant des tâches légères d'infanterie au lieu de la limiter au mentorat de la police. Malheureusement, l'ELMOP avait besoin, en matière de transport et de maintenance, d'un soutien que la Compagnie de police militaire ne pouvait fournir, faute de ressources, de sorte que le nombre de sorties de l'ELMOP a diminué considérablement[203].

Le concept de commandant de l'environnement d'opérations (cmdt EO) a été adopté de plus en plus pendant la réorganisation menée par le Bgén Ménard. Dans chaque district où l'Op WADANA-WAL était exécutée, elle l'était généralement dans les limites de la zone d'opérations d'un des bataillons ou des GT. Au fil du temps, le commandant du 1-12 Infanterie a été désigné comme étant le cmdt EO dans le Zharey, celui du GT du 1 PPCLI, l'a été dans le Panjwayi et le Dand, et celui du 97e Bataillon de la police militaire, l'a été dans la ville de Kandahar. L'idée consistait à retirer à la FO Kandahar les ressources de la COCIM, de l'Esc CG et de l'ELMOP pour les affecter directement aux districts. Cela entraînait bien sûr la suppression de l'ERP en faveur du travail direct avec les districts. Certains Canadiens qui collaboraient de près avec l'Armée et les forces de police afghanes ont vu là une décision arrogante, et d'autres ont estimé qu'il s'agissait d'une renonciation à des gains acquis de haute lutte dans le domaine du mentorat. Les Afghans ne devaient-ils pas être les « commandants de l'environnement d'opérations » dans leur propre pays? N'était-ce pas là ce vers quoi le Canada était censé tendre[204]? D'un autre côté, l'appareil afghan de commandement et de contrôle changeait lui aussi constamment, car l'Armée afghane était en train de se restructurer en deux brigades dans la province de Kandahar, et une solide présence sur le terrain était nécessaire pendant ce changement. Par ailleurs, cela se rapportait aux profonds changements qui allaient suivre dans les opérations de l'ELMO[205].

Turbulences dans l'ERP

L'élément central de la réorganisation menée par le Bgén Ménard était l'ERP et la manière dont lui et d'autres percevaient celle-ci dans le grand contexte de l'effort du Canada à Kandahar. Ce problème comportait deux volets clés. Tout d'abord, il y avait le choc de deux philosophies, soit celles de la stabilisation et du développement. D'une certaine façon, c'était une relance du problème dû à la dichotomie projets-programmes dont nous

avons déjà vu la manifestation au cours des rotations antérieures en remontant jusqu'à 2003 à Kaboul. Au cours de leur préparation à leur déploiement en 2009, les membres du quartier général du Bgén Ménard ont pris connaissance des sordides détails de la lutte civilo-militaire telle qu'elle s'était déroulée dans le contexte des Op GRIZZLY-KANTOLO. Certains doutaient de l'efficacité du développement dans un environnement peu sûr. Il existait déjà un parti pris contre le développement dû en partie à la piètre réputation d'autres ministères fédéraux, laquelle s'était répandue jusque chez leurs compagnons d'armes revenus de rotations antérieures[206].

Le deuxième volet clé résidait dans la réduction de la pertinence de la FO Kandahar au début de 2010. Comme nous l'avons vu, l'ERP était une unité subordonnée de la FO Kandahar, et celle-ci était la principale entité militaire de la FIAS dans la province, comme cela avait été le cas depuis 2006. Avec l'arrivée des troupes étasuniennes, la FO Kandahar n'était plus le seul point de mire militaire de la FIAS dans la province. Il y avait la Brigade Stryker, les unités de police du Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes, des FOS plus nombreuses, et ainsi de suite. La FO Kandahar n'était plus présente que dans trois districts, dont un était contrôlé par une unité des États-Unis qui relevait du commandement du Canada. En d'autres mots, la FO Kandahar n'avait plus de pertinence au niveau provincial, mais l'ERP en avait parce qu'elle travaillait au développement à ce même niveau[207].

Par suite de tout cela et d'autres facteurs, le représentant du Canada à Kandahar, Ben Rowswell, a décidé de déménager du KAF au Camp Nathan Smith. Il était de plus en plus évident que les efforts civils canadiens à Kandahar au sein de l'ERP devenaient désormais « le propre de l'ambassade » et qu'ils se distançaient progressivement des opérations de la FO Kandahar. L'attitude du Bgén Ménard, au dire de membres de son état-major, se résumait parfaitement par la phrase suivante : « Je n'ai rien à foutre de ce que font les civils[208]. » [Traduction] Cela a mené à ce qui a été officieusement appelé « le divorce » [Traduction].

Quand la dimension émotive de l'analyse s'est estompée plus tard, il a été clair que les troupes étasuniennes qui arrivaient comprenaient un fort contingent civil davantage tourné vers l'action dans les districts et moins préoccupé par les projets au niveau provincial, bien qu'il ait aussi établi de nombreux programmes à ce niveau également. Le Bgén Ménard estimait que la composante des forces étasuniennes axée sur l'aide s'harmonisait plus avec les opérations de la FO Kandahar visant les districts et les villages que l'action de Ben Rowswell et de ses gens au sein de l'ERP; le quartier général du Bgén Ménard allait donc favoriser, c'était plus probable, ceux qui poursuivaient des objectifs semblables aux siens[209].

Comme nous l'avons vu, la Compagnie de stabilisation A est restée au Camp Nathan Smith à titre de service de taxi blindé pour les autres ministères, mais sous le contrôle de la FO Kandahar. La Compagnie de stabilisation B est devenue la compagnie de COCIM

et n'a plus été sous le contrôle de l'ERP. Le Centre des opérations de COCIM a déménagé au KAF, et les cinq équipes de la Compagnie de COCIM se sont déployées au Panjwayi, au Dand et à Kandahar. Ces équipes ont été chargées des projets à impact rapide et ont été retirées des programmes de développement. Elles ont travaillé avec les collectivités dans les districts pour définir les projets, puis la mise en œuvre de ceux-ci a été confiée à l'Esc CG. L'ERP était dès lors totalement exclue au niveau des districts[210].

En tant qu'ancien commandant de l'ERP, le commandant adjoint de la FO Kandahar, le Col Hetherington, était profondément inquiet à ce stade-ci et il a conclu que le Bgén Ménard était dépassé par la situation. Il lui était de plus en plus évident que ce dernier ne comprenait ni la nature complexe du contexte sociopolitique de Kandahar ni les mécanismes délicats que le Canada avait créés pour y fonctionner. Les structures doctrinales étaient sans doute idéales au collège d'état-major, mais elles n'étaient pas nécessairement utiles à Kandahar, au milieu d'une guerre[211].

Certes, il y avait des problèmes graves dans la relation entre les civils et les militaires, et il faut admettre que la stratégie canadienne était alambiquée et peut-être mal adaptée aux circonstances qui évoluaient rapidement. L'idée que la FO Kandahar puisse travailler seule dans les districts, sans avoir d'appuis au chapitre de la gouvernance et du développement au niveau provincial, était, en deux mots, mal fondée, en dépit des problèmes liés à l'ACDI et au MAECI.

Le Lcol Carl Turenne, qui commandait encore l'ERP, s'est opposé à la réorganisation proposée par le Bgén Ménard et il s'est battu pendant trois longs mois pour préserver les liens précaires tissés en 2009 entre les soldats et leurs homologues civils au Camp Nathan Smith. Cependant, Turenne menait un combat perdu d'avance. Bill Harris, qui arrivait à titre de directeur adjoint étatsunien de l'ERP, était un homme chevronné qui comprenait, après des années passées en Colombie et dans d'autres zones de conflit, comment la puissance brute était utilisée. Il avait accès à des ressources financières qui submergeaient l'ERP et menaçaient sérieusement de réduire la pertinence du Canada dans le contexte du développement. Parallèlement, les chefs du Commandement régional (Sud) et les Étatsuniens ont fait savoir que, sous la direction du Bgén Ménard, la FO Kandahar « a limité le point de mire de l'ERP » [Traduction] et que ce point de mire s'était élargi en préparation de la série imminente des opérations MOSHTARAK[212]. Comme le Lcol Turenne l'a souligné :

> Les États-Unis arrivaient, déterminés à gagner : « Nous produirons les effets voulus pour gagner. » Et Ottawa disait : « Nous retirerons nos forces en 2010; alors, allez-y mollo […] vous ne recevrez pas d'autres fonds. » USAID arrivait avec des enveloppes de financement de 300 millions de dollars […] Entre-temps, nous posions la question suivante : « L'ACDI peut-elle obtenir quinze ou vingt millions de plus pour exécuter le PILK [Programme d'initiatives locales de Kandahar]? » Non. Et que dire de deux ou trois autres personnes avec un peu d'argent pour que nous soyons

> plus proactifs et luttions mieux contre l'insurrection sur le terrain? Oh, Dieu m'en garde, non! Jim Melanson et Jess Dutton [ont exercé] des pressions sur leurs chaînes [de commandement] pour obtenir d'autres fonds et plus d'agents […] [Non], nous avons ce qu'il nous faut : six priorités canadiennes, trois projets de prestige. Nous n'avons pas besoin d'en faire plus[213]. [Traduction]

Le Bgén Ménard croyait que le Lcol Turenne et Ben Rowswell travaillaient en fonction d'hypothèses périmées fondées sur ce qui s'était produit en 2009 et non sur ce qui allait arriver en 2010[214]. Il a remplacé le Lcol Turenne par le Lcol Craig Dalton au début de février 2010. Sous le Lcol Dalton, la composante militaire a été réduite à la Compagnie de stabilisation A, à ce que l'on a appelé le « maintien des fonctions vitales de l'ERP » [Traduction], et à une organisation petite, mais efficace appelée CRTS « avancé ». Maintenant que l'organisation chargée des travaux de construction, l'équipe spécialisée du Génie et l'ELMOP n'étaient plus là, le Bgén Ménard a fait valoir qu'un quartier général militaire n'était plus vraiment nécessaire au sein de l'ERP[215]. En effet, l'attitude dominante était alors que, si les ministères tels que l'ACDI et le MAECI voulaient à ce point exercer le contrôle, ils étaient libres de le faire, mais pas sur les ressources militaires. Ils pourraient s'adresser aux États-Unis pour obtenir des moyens de transport protégés jusqu'au barrage de Dahla s'ils en avaient vraiment besoin.

Le Lcol Joe Pospolita a finalement remplacé le Lcol Dalton et est devenu « conseiller militaire » auprès du représentant du Canada à Kandahar, au sein de l'ERP, et, après presque cinq ans, la fonction de commandement de l'Armée de terre au Camp Nathan Smith a disparu. Dans le message qu'Hetherington, préoccupé par les excès du Bgén Ménard à l'égard de l'ERP, a adressé au Lcol Pospolita, il lui a recommandé « de mettre [l'ERP] en ordre et de veiller à ce qu'elle fonctionne bien » [Traduction] et à ce qu'elle continue d'être le « ciment » entre les autres ministères, qui ne sauraient sûrement pas trop quoi faire par suite de la réorganisation. La Compagnie de stabilisation A est restée sur place pour fournir les moyens de transport protégés[216].

Le CRTS « avancé » n'a d'abord compté que quelques personnes affectées auprès de l'ERP pour tenir à jour les bases de données liées aux activités de recherche d'informations des autres ministères. Après « le divorce », cependant, le J2 de la FO Kandahar a compris qu'il fallait une cellule d'analystes plus solide pour appuyer les autres ministères. Sous la direction du Maj Lisa Elliott, le CRTS comptait déjà des civils du MAECI, du MDN et d'autres ministères qui s'occupaient des bases de données. Le Maj Elliott et son état-major ont donc rapidement converti ce groupe en une équipe d'analyse, ce qu'elle a fait du jour au lendemain. Le Maj John McLearn a alors été chargé de diriger ce qui a ensuite été appelé le CRTS « avancé ». (Cette entité est devenue essentielle au cours de ce qui s'est passé à Kandahar pendant le reste de 2010; nous parlerons de ses opérations dans le prochain chapitre[217].)

La FO Kandahar n'avait pas tout à fait délaissé l'ERP et elle était encore présente au Camp Nathan Smith, mais son rôle pour ce qui concernait le travail de haut niveau en matière de développement et de gouvernance était nettement sur son déclin. En mars 2010, l'ERP dirigée par les civils s'est alignée sur le Commandement régional (Sud) et sur ce qui allait devenir, selon l'espoir de certains, une « super-ERP » régionale, soit la Plate-forme régionale (Sud)[218].

L'ELMO : des changements à l'horizon

Comme nous l'avons vu, le Col Shane Brennan et l'ELMO s'inquiétaient énormément de la transition entre le mentorat et le partenariat. Après avoir fait plusieurs visites pour observer les activités de l'ELMO et du GT canadiens, le Gén McChrystal, commandant de la FIAS, s'est dit satisfait de ce qu'il avait vu et il a envisagé d'aller au-delà des unités spécialisées de mentorat; il a examiné l'idée d'un partenariat global entre les formations, unités et sous-unités de l'Armée afghane et les formations, unités et sous-unités de la FIAS[219]. À la fin d'août, il a diffusé sa directive sur le partenariat :

> La FIAS a régulièrement planifié et exécuté des opérations multinationales avec les [forces de sécurité nationale afghanes] en les décrivant comme étant des opérations en partenariat. Ces « partenariats » étaient temporaires; ils prenaient fin quand la FIAS et les FSNA retournaient à leurs propres FOB après avoir mené une opération[220]. [Traduction]

Le Gén McChrystal voulait voir un changement philosophique en vertu duquel les unités de la FIAS et des FSNA vivraient, travailleraient et planifieraient leurs activités côte à côte à tous les niveaux, même jusqu'au niveau des pelotons. C'est ce qui serait appelé « partenariat intégré ». [Traduction] Les partenaires auraient recours aux atouts les uns des autres. Les forces de sécurité afghanes constitueraient « le commandement appuyé » [Traduction], et la FIAS, « le commandement en appui[221] ». [Traduction]

Le Gén McChrystal répondait à un impératif stratégique. Dans les milieux étatsuniens, des pressions s'exerçaient en faveur de l'intégration du concept de « transfert » dans toute nouvelle stratégie afghane, lequel supposait le passage de la formule « Dégager-Tenir-Construire » au régime « Dégager-Tenir-Construire-Transférer », en vertu duquel la FIAS devait commencer à céder au gouvernement afghan la responsabilité de la sécurité dans certaines parties du pays. Parallèlement, plus le nombre de ces dernières serait grand au cours de l'année suivante, plus cette réussite pourrait servir de critère pour mesurer l'efficacité et démontrer aux critiques que des progrès s'accomplissaient. Cette démarche indiquerait aussi aux autorités afghanes que la FIAS n'allait pas rester là indéfiniment[222]. En novembre 2009, le président Hamid Karzai a ajouté qu'il aspirait à une situation où les Afghans assureraient totalement la sécurité dans leur pays avant la fin de son mandat en 2014[223] ». [Traduction]

À cette fin, l'OTAN a réorganisé sa structure de gestion de l'instruction et du mentorat en Afghanistan. Cette rationalisation a eu lieu à la fin de novembre 2009, quand la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan (MFO-A) a été créée à Kaboul. La mise sur pied de la MFO-A faisait partie d'une politique exhaustive qui prenait en compte le partenariat intégré. De bien des façons, la MFO-A a fait écho au Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A), mais la façon dont les deux se sont harmonisées n'a pas été claire au début. Ce problème de définition a aussi été dû à la création d'un autre quartier général de l'OTAN, à savoir le Commandement interarmées de la FIAS (CIFIAS), qui a constitué un quartier général subalterne du QG de la FIAS. Le CIFIAS a chapeauté les commandements régionaux de la FIAS, mais il a aussi dû servir de « partenaire » au QG de l'ANA.

La nouvelle approche a suscité la confusion et, dans ses déclarations publiques, le QG de la FIAS a affirmé ce qui suit : « Le mentorat traditionnel, rendu possible par les équipes de liaison et de mentorat opérationnel, a aidé et continuera d'aider les commandants à améliorer les compétences et le savoir des FSNA[224]. » [Traduction] La question à laquelle on n'a pas répondu, et elle était fondamentale pour la FO Kandahar, était la suivante : Que fallait-il faire des ELMO? Relevaient-elles de la MFO-A? Ont-elles cessé d'exister? Au sein de la FO Kandahar, personne ne semblait savoir où toute cette évolution allait aboutir. Cette situation a compliqué la planification énormément.

À la directive sur le partenariat formulée par le Gén McChrystal, le Bgén Ménard a répondu que la FO Kandahar agissait déjà en ce sens dans le district de Panjwayi, où les pelotons afghans et canadiens travaillaient ensemble et occupaient la même infrastructure tactique. Si un kandak et un GT jumelaient leurs divers pelotons et les disséminaient dans une zone telle que la partie orientale du Panjwayi, a fait valoir le Bgén Ménard, l'ELMO n'était pas vraiment nécessaire telle qu'elle avait fonctionné à partir de 2007. Si les deux unités n'exécutaient pas d'opérations au niveau de la compagnie, il n'était pas nécessaire d'avoir un mentor canadien distinct dans la compagnie, en sus du commandant de la compagnie canadienne[225].

L'ELMO ne voyait toujours pas cela d'un bon œil. Le Col Shane Brennan et ses équipes de mentorat étaient à l'œuvre depuis plusieurs mois et, comme leur mandat allait prendre fin deux mois plus tard, la capacité du commandant de la FO Kandahar de modifier radicalement les opérations de l'ELMO était limitée. Parallèlement, le Commandement régional (Sud), sous la gouverne du Mgén Carter, a examiné comment il voulait interpréter et appliquer la directive sur le partenariat, mais cela prenait du temps, et l'échéance approchait rapidement. Les soldats du Col Brennan ont continué à remplir leurs tâches de mentor dans les compagnies, aux côtés des kandaks de la 1-205 Brigade dans toute la province[226].

Comment le partenariat a-t-il influé sur les opérations dans les districts? Le Maj Lee Mossop, officier des opérations du GT du 1 PPCLI qui avait fait partie de l'ELMO de 2007, a décrit la différence comme suit :

> Il y avait eu des opérations menées conjointement par la police, l'Armée afghane et les Canadiens, mais les divers éléments n'étaient pas intégrés autant et de façon aussi formelle que dans le cadre d'un partenariat. La formule du partenariat représentait un énorme changement. À telle enseigne que les Canadiens disaient : « Si l'Armée ou la police ne participaient aucunement à une opération donnée, même si ce n'était qu'une patrouille quotidienne – n'exécutez aucune patrouille. » Si, pour quelque raison que ce soit, l'Armée afghane à Sperwan disait : « Nous ne faisons aucune patrouille aujourd'hui; nous prenons un jour de congé », nous n'envoyions aucune patrouille[227]. [Traduction]

Le GT du 1 PPCLI et le 2e Kandak ont formé un poste de commandement conjoint à Ma'Sum Ghar, et les compagnies de fusiliers ont fait de même avec les compagnies afghanes correspondantes. La police afghane était censée prendre la direction des fouilles à partir de ce moment-là. On ne savait pas au juste, cependant, où l'ELMOP se situait dans la nouvelle structure.

Les équipes de mentors canadiennes affectées auprès des kandaks afghans ont alors continué leur travail au niveau des compagnies et elles sont restées dispersées dans l'Arghandab, à Kandahar et dans le Panjwayi avec les kandaks de la 1-205 Brigade. L'arrivée des forces étasuniennes et une expansion possible de l'Armée afghane dans le sud de l'Afghanistan menaçaient à ce moment-là l'organisation et les structures existantes.

Opérations dans le district de Dand, d'octobre à décembre 2009

L'escadron de reco entrant des Dragoons, dirigé par le Maj Mark Popov, a relevé sur position les troupes du Maj J.-F. Cauden en octobre. Il était structuré de la même façon que l'escadron précédent et comprenait seulement deux troupes de huit véhicules Coyote, deux VBL du Génie et leurs sections de sapeurs de combat, un détachement de la COCIM, un véhicule-ambulance Bison et des techniciens médicaux. Pendant le premier mois des opérations, l'escadron de reco a aussi possédé une troupe de chars Leopard appartenant à l'escadron de chars du major Rob Hume[228].

Photo : Auteur

Le débat sur l'efficacité du partenariat en 2009 a soulevé de nombreuses questions, dont les plus importantes étaient les suivantes : Dans quelle mesure les forces de sécurité afghanes étaient-elles encadrées et à quel point servaient-elles à donner une « allure » afghane aux opérations de la coalition?

La tâche existante, établie pendant la rotation précédente, consistait à occuper deux postes d'observation dans le sud du Dand, à Gorgan et à Nakudak (voir la figure 6-8). Comme nous l'avons vu, la plupart des activités de développement étaient exécutées par d'autres unités pendant que l'escadron de reco faisait écran au sud et à l'ouest. C'était des environnements austères qui s'apparentaient à d'autres « postes de commandement perdus » comme celui de Spin Boldak ou la FOB Frontenac. Les patrouilles des détachements de logistique de combat ne se hasardaient pas dans cette région, et l'escadron de reco était obligé d'utiliser son petit échelon pour retourner au KAF et en ramener les ravitaillements. La connectivité aux fins des communications était irrégulière. La seule unité qui venait assez près de l'escadron de reco était un détachement de dégagement d'itinéraires des États-Unis qui passait un rouleau sur les routes depuis le centre du district de Dand[229].

Le Maj Popov n'avait reçu à peu près aucune directive de la part des quartiers généraux supérieurs au sujet de ses tâches initiales, sauf la consigne suivante : « Observer, faire rapport et éviter d'être réduit en pièces par des explosifs. » [Traduction] Le CRTS ne lui avait par

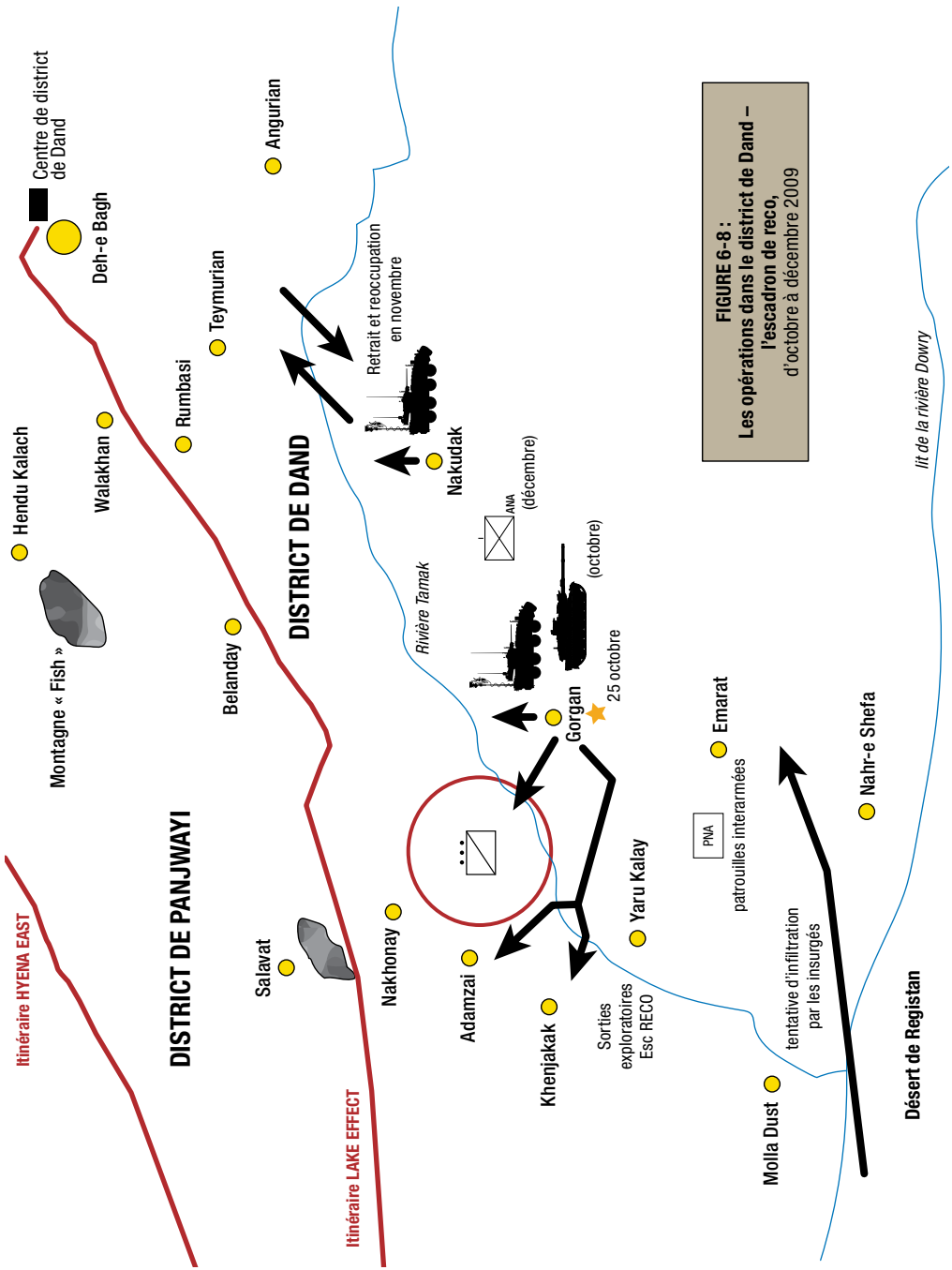


FIGURE 6-8 :
Les opérations dans le district de Dand – l'escadron de reco,
d'octobre à décembre 2009

Figure 6-8 : Les opérations dans le district de Dand – l'escadron de reco, d'octobre à décembre 2009

ailleurs fourni que peu ou pas de renseignements sur ce que l'ennemi était en train de faire. Préoccupé par les effets nuisibles du fait qu'il était rattaché à deux éléments d'infrastructure tactique et qu'il ne savait pas ce qui se passait dans les collectivités au sud de Gorgan et au nord du désert de Reg, le Maj Popov a dressé un solide calendrier de patrouilles avec la police du Dand dans cette région. L'équipe de la COCIM menait un projet à Teymurian, mais elle a été intégrée dans les patrouilles pour évaluer les localités et leurs besoins. L'escadron de reco a découvert des réalités surprenantes : les insurgés empruntaient un itinéraire qui allait d'ouest en est pour entrer dans le Dand et le Daman, et ils essayaient de contourner la zone où avait lieu l'Op KALAY. Par conséquent, l'escadron de reco a exécuté au hasard une série de patrouilles de déstabilisation et débarquées dans ces collectivités pendant tous les mois d'octobre et de novembre[230].

Le peloton de reco du Capt Mike McKillop, membre du 1 PPCLI, a été rattaché à l'escadron du Maj Popov, après le retrait provisoire des chars, et il s'est rendu dans le nord depuis Gorgan pour entrer dans le secteur de Nakhonay et y exécuter des patrouilles. En une occasion, le peloton du Capt McKillop a été repéré par la chaîne de guetteurs de l'ennemi qui assurait l'alerte lointaine. Les chars et les véhicules Coyote à Gorgan ont repéré la position des guetteurs insurgés et les ont pris à partie depuis une distance de 1 500 mètres, à la grande surprise de ces derniers. Quand les insurgés ont tenté de renforcer leurs troupes, deux appareils Griffon sont arrivés sur les lieux, et les ennemis se sont dispersés dans le secteur bâti[231].

Les activités de l'escadron de reco ont de plus en plus attiré l'attention de l'ennemi. L'escadron a heurté son premier EEI le 25 octobre à 600 mètres du poste fortifié de Gorgan. Les patrouilles nocturnes de reco se sont avancées plus loin pour perturber l'activité des poseurs d'EEI ennemis et pour « les importuner ». Une fois les patrouilles terminées, les localités au sud de la rivière ont été évaluées comme étant de plus en plus hostiles à mesure que l'escadron se rendait plus à l'ouest; le village de Gorgan a été jugé comme étant neutre, et ceux d'Angurian et de Teymurian à l'est, comme étant stables et dotés de chefs solides[232].

En novembre, la relève sur position de la FO Kandahar a modifié le dispositif de l'escadron de reco et perturbé temporairement ses opérations. Le Maj Popov a soudainement et sans explication reçu du Lcol Walsh l'ordre d'abandonner le poste fortifié de Gorgan, de se rendre au poste fortifié de Nakudak, puis de se redéployer jusqu'au centre du district de Dand. Après un retrait précipité, au cours duquel le camion des lavabos fourni par un entrepreneur a été abandonné, l'escadron de reco a été rejoint par une partie d'une des compagnies de stabilisation de l'ERP dont les chefs à bout de souffle ont dit au Maj Popov que la FO Kandahar lui ordonnait de « reprendre le poste de Gorgan » [Traduction] parce qu'il était, semblait-il, tombé aux mains de l'ennemi. En même temps, l'entrepreneur qui possédait le camion des lavabos voulait le récupérer et il a adressé des plaintes de plus en plus véhémentes au GT[233].

Malgré cette confusion troublante dans la chaîne de commandement, le Maj Popov a examiné la situation froidement. Un UAV a repéré le camion, car il avait été volé et conduit à Nakhonay, et une patrouille y a été envoyée pour le récupérer. En fin de compte, la FO Kandahar s'était elle-même plongée dans un état de panique. Le chef de district Nazek s'est renseigné pour savoir ce qui se passait dans sa ville natale de Gorgan. Cela a donné lieu à une discussion animée entre le GT et le QG quant à savoir pourquoi l'escadron de reco avait été retiré de Gorgan. Finalement, le Maj Popov a reçu l'ordre de retourner occuper l'endroit[234].

À ce moment-là, le Maj Wayne Niven et la Compagnie D étaient rendus à Nakhonay et ils s'y heurtaient à une activité accrue de la part des insurgés. Tournées vers le nord, les troupes de reco du Maj Popov ont fait écran aux activités du Maj Niven en bloquant la vue aux deux postes d'observation, et elles ont pu aider le Maj Niven à définir la chaîne logistique ennemie venant de Kenjakak et de points situés à l'ouest. Le Maj Popov a lancé une série de missions de recherche depuis Gorgan dans le secteur de Nakhonay-Kenjakak; c'était en gros des manœuvres de collecte de renseignements qui avaient aussi des effets perturbateurs. Les ressources ISTAR rattachées à l'escadron de reco ont pu réunir d'importants renseignements qui ont sensiblement amélioré la façon dont le CRTS comprenait le problème dans ce secteur particulier. De même, la relation entre l'escadron de reco et l'équipe du CRTS du Maj Lisa Elliott a donné lieu à l'Op FLASH LIGHT au cours de laquelle les troupes de l'escadron de reco en congé ont été débreffées en détail au KAF au sujet des expériences qu'elles avaient vécues dans les districts de Dand et de Panjwayi. L'analyse du CRTS a permis de conclure que l'escadron de reco avait eu un profond effet déstabilisant sur les mouvements de l'ennemi dans le secteur, tant à l'est, dans le Daman, qu'au nord-est à Nakhonay. Les insurgés ont été forcés de s'arrêter et de réévaluer comment ils allaient attaquer les Canadiens et les Afghans[235].

Par suite de la réorganisation menée par le Bgén Ménard, l'escadron de reco a été désigné comme étant le cmdt EO du district de Dand. Tous les éléments canadiens présents dans le Dand, tant ceux qui étaient venus à l'origine de l'ERP ou du KAF que ceux déjà basés dans le district, ont été affectés à l'équipe de combat du district. Ces éléments comprenaient un détachement de radars antimortiers légers (RAML), une équipe d'officiers observateurs avancés/de contrôleurs aériens avancés (OOA/CAA), un peloton de la Compagnie C du 1 PPCLI et un détachement de l'Élément de soutien national (ESN)[236].

En outre, le Maj Popov a reçu l'ordre d'établir le Centre de coordination des opérations du district de Dand (CCO-D [D]), qui était essentiellement le centre interarmées de coordination de district sous un nouveau nom. Il ne lui a été accordé aucune ressource pour ce faire; par conséquent, le capitaine de bataille de l'escadron de reco, Enno Kerchkoff, est devenu officier des opérations du CCO-D (D). L'escadron de reco a dès lors dû assimiler rapidement tout ce qui concernait la sécurité, la gouvernance, le développement et les opérations

d'information […] et il y avait de nouvelles tâches : tenir l'itinéraire LAKE EFFECT ouvert et établir une position à Walakan près du sanctuaire, tout en continuant d'occuper les postes d'observation au sud de Nakhonay et en gardant ouverts l'itinéraire reliant Gorgan à Nakudak et le centre du district. Heureusement, une autre compagnie d'infanterie afghane a été envoyée dans le Dand pour aider à remplir toutes ces tâches :

> Quand une unité partenaire de l'Armée nationale afghane a commencé à travailler avec nous […] et à patrouiller dans un village clé, elle a tellement effrayé les insurgés et tellement bien réussi à communiquer avec la population que les insurgés ont été pris de panique. Un insurgé de l'endroit a ordonné à ses combattants d'essayer d'arrêter l'Armée nationale afghane. Peu après, deux équipes de poseurs [d'EEI] sont sorties de nuit et ont tenté effrontément d'enfouir des EEI [filocommandés] reliés à leurs postes d'observation. Nous les avons abattus[237]. [Traduction]

La relation entre l'escadron de reco et la police du Dand était excellente. Un soldat réserviste du Queen's York Rangers était agent de police à Toronto dans le civil et il est devenu l'agent de liaison entre l'escadron et la police du Dand. Plus tard, une équipe de l'ELMOP est arrivée, et les effectifs de l'équipe de la COCIM ont été renforcés et ont dès lors compris une équipe de gestion de la construction fournie par l'Esc CG. Le Maj Popov a décidé d'harmoniser les plans et les priorités du peloton de reco avec les patrouilles et les autres opérations ordonnées par le chef de police du district, le Col Sher Shah, l'escadron de reco appuyant alors la police, et non l'inverse. « J'ai la puissance de feu, et vous avez la police et les connaissances nécessaires », [Traduction] a expliqué le Maj Popov. L'escadron de reco n'a ménagé aucun effort pour faire en sorte que le Col Shah et le chef de district Nazek demeurent au premier plan et soient toujours perçus comme assumant la direction des opérations. L'ELMOP et le CCO-D (D) ont servi d'organisations de liaison, car les soldats du Col Shah n'avaient pas besoin d'un mentorat considérable : il leur fallait surtout des équipements qu'ils ne pouvaient obtenir de la chaîne d'approvisionnement trop bureaucratisée de la Police nationale afghane. Avec l'appui de l'escadron de reco et d'autres ressources ISTAR, la police du Col Shah a lancé une série de raids et de patrouilles. Cette cadence opérationnelle élevée a empêché les insurgés d'amorcer quoi que ce soit dans le Dand[238].

L'escadron de reco n'avait aucune expérience des opérations d'information. Malgré cela, le Maj Popov et ses subalternes ont formulé quatre messages clés : nous sommes ici à la demande de votre chef de district, Haji Nazek; nous avons trouvé de nombreuses bombes sous les routes et près d'elles, et nous les repérerons toutes et protégerons vos enfants; les forces de sécurité afghanes et canadiennes doivent fouiller les enceintes et les véhicules pour garantir votre sécurité et la nôtre, et nous vous respectons[239].

Photo : Auteur

En collaborant de près avec le chef de district Nazek, le Maj Mark Popov et l'escadron de reco ont solidifié les efforts de sécurité canado-afghans dans le district de Dand et fait en sorte que les forces de sécurité afghanes prennent la direction de toutes les opérations.

Tous les messages étaient essentiellement dans ma tête – Je n'avais rien reçu d'officiel à cet égard […] J'ai composé les messages clés et je les ai transmis à mes supérieurs. J'ai reçu de bons commentaires de la part du Rens, des OI, des OPPSY et de l'O Ops, mais rien à ce sujet de la part du cmdt. Je souligne que l'officier des OI n'avait préparé aucun message et qu'aucun ne lui était parvenu des niveaux supérieurs; il n'en avait aucun à me donner quand je lui en ai demandé. Quand il a vu mes quatre messages, il m'a demandé s'il pouvait s'en servir[240]. [Traduction]

Pour ce qui est du développement :

Il m'a semblé que les messages à cet égard relevaient d'un niveau très élevé (p. ex. les messages concernant le barrage de Dahla), mais il me fallait des éléments qui intéresseraient les fermiers dans mon district qui pouvaient être amicaux ou neutres, ou poser des bombes sous les routes; par conséquent, j'avais besoin d'éléments tactiques à utiliser sur-le-champ. Les fermiers du Dand se fichaient éperdument du barrage de Dahla[241]. [Traduction]

Pendant ce temps, le district de Dand alternait entre les stades « Tenir » et « Construire ». Les tâches primordiales de l'escadron de reco ont alors consisté à définir la situation, en particulier dans le sud-ouest du district, et à accroître la coordination au Centre de ce dernier. L'escadron de reco a conçu lui-même l'Op SALADIN pour systématiser davantage ses interventions. Cette opération était essentiellement un effort qui visait à cerner la situation blanche afin d'aider Nazek et Shah en leur procurant un jeu de données constamment mises à jour et fondées sur les résultats des patrouilles régulières et de l'engagement des chefs clés. L'opération a permis de connaître chaque localité, d'établir des liens avec elle et de l'évaluer, puis de transmettre les données obtenues au centre de coordination du district, de renseigner les équipes de la COCIM et les gestionnaires des travaux de construction, et enfin de retourner auprès des chefs locaux pour confirmer que les activités avaient été utiles[242]. Les véritables répercussions de l'Op SALADIN n'allaient être reconnues qu'au printemps 2010, quand le 1-71 Cavalerie commandé par le Lcol John Paganini a relevé l'escadron de reco. La FO axée sur le 1-71 Cavalerie a alors reçu un jeu de données complet sur ce qui se passait dans le district ainsi que sur les personnes et les endroits concernés[243].

La situation en décembre 2009

Les détails des changements importants apportés aux relations, aux plans et à la structure de la FO Kandahar pendant la transition entre le Bgén Vance et le Bgén Ménard ont presque complètement éclipsé le fait que des opérations se poursuivaient alors dans les districts. Essentiellement, les troupes canadiennes se sont adonnées à des patrouilles régulières, difficiles et répétitives, elles ont réalisé des opérations de ratissage le long des routes avec leurs homologues de l'Armée et de la police afghanes, elles ont travaillé avec les villages à la réalisation de projets de développement et elles ont encadré les chefs afghans. Les agents de développement ont persisté dans leurs efforts par l'intermédiaire de leurs partenaires exécutants. Il y a eu quelques attaques à l'EEI qui ont mis des véhicules hors de combat et blessé des soldats, mais de très nombreux engins de ce genre ont aussi été découverts. Des insurgés ont parfois pris à partie, généralement en vain, des hélicoptères des États-Unis et du Canada. Le rythme des opérations a été faible, car l'Armée et les forces de police afghanes travaillaient avec le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar aux fins du réalignement des forces, de la réorganisation et de la planification.

Fait assez étrange, le district de Zharey a été comparativement paisible pendant cette période. Cela a sans doute été dû aux effets de l'Op DALBOR SHIELD et à la réduction de la zone d'opérations du bataillon qui excluait désormais la majorité du Zharey au sud de l'Autoroute 1 et à l'ouest de l'itinéraire SUMMIT. Un autre facteur a résidé dans une opération fructueuse des FOS qui ont alors tué un des principaux commandants talibans dans le Zharey, lequel était resté sur place pendant l'hiver afin d'entretenir la motivation des

combattants locaux. Son successeur a lui aussi été tué quelques jours plus tard. Le problème de leadership ainsi créé a entraîné une profonde discorde parmi les commandants insurgés subalternes locaux qui ont exprimé leur mécontentement en faisant preuve d'insubordination à l'égard des commandants supérieurs vivant à l'extérieur de l'Afghanistan. Les réseaux du Zharey ont alors été évalués comme étant complètement perturbés[244].

En décembre, les opérations dans le district de Panjwayi ont comporté une série de mouvements exécutés par le GT du 1 PPCLI et par le 2e Kandak (voir la figure 6-9). Après l'Op HYDRA, les compagnies canadiennes et afghanes ont dégagé des enceintes à l'ouest et au nord-ouest de Nakhonay et elles ont continué à sécuriser Belanday et Haji Baba, où les opérations de COCIM étaient prédominantes. Un écran établi entre Nakhonay et la rivière Tarnak est resté en place. Pendant que l'ennemi mettait l'accent sur ces activités, le 1 PPCLI et le 2e Kandak sont intervenus à Chalghowr plutôt qu'à Nakhonay pour circonscrire, puis démanteler, un nœud de logistique et de transit dont on soupçonnait l'existence. Des chouras ont été convoquées, et les agents de la COCIM sont venus pour établir des liens avec les chefs locaux. L'occupation de Chalghowr a grandement perturbé un itinéraire emprunté par les insurgés entre Nakhonay et Salehan, puis vers Senjaray au nord dans le district de Zharey[245].

Parallèlement, l'ELMOP a accompli des progrès auprès des agents de police, qui étaient de moins en moins impressionnés par le chef de police en poste et voulaient travailler avec les Canadiens, ce qui a entraîné une augmentation du nombre normal de patrouilles dans Bazaar-e Panjwayi même. Le seul incident digne de mention dans ce secteur s'est produit quand une fusée a été lancée contre le partenaire d'exécution, le Central Asian Development Group. Les habitants de l'endroit ont dit aux Canadiens qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter : quelqu'un n'aimait pas la façon dont l'entreprise menait ses affaires, et c'est ainsi que s'est exprimé le mécontentement de l'intéressé. Vers la fin de décembre, le Lcol Walsh et son homologue du 2e Kandak, le Col Baris, ont organisé l'Op AZH DAHAR, une opération multinationale, dans le secteur de Sperwan Ghar : le secteur a été ratissé avec tambours et trompettes, mais sans grand contact avec les insurgés[246].

Cependant, Nakhonay et ses environs ont continué de faire grandement problème. Le Lt Andrew Nuttall, qui dirigeait le 12e Peloton de la Compagnie D a été tué par un EEI le 23 décembre. Des rapports ISTAR ont porté à croire qu'il y avait peut-être une fabrique d'EEI dans le village de Khenjakak. Le Lcol Walsh a décidé de lancer l'Op TOFFAN pour régler le problème. Le lendemain, l'escadron de chars a feint une opération dans le secteur de Mohajerin pendant que la Compagnie A établissait une présence dans le secteur de Folad, manifestement dans le cadre d'une opération qui visait Chowlghar. Tandis que la Compagnie D et une compagnie du 2e Kandak tenaient leur position à Nakhonay, l'escadron de reco a établi un poste d'observation et un écran le long de la rivière Dowry. Après que le mode de

Figure 6-9 : Opérations dans le district de Panjwayi, en décembre 2009

vie des habitants eut été observé pendant plusieurs jours, des CH-47 canadiens escortés de CH-146 Griffon ont déposé la Compagnie C dans des zones d'atterrissage au nord-ouest et au sud-ouest de Khenjakak dans le cadre d'un assaut aérien. En ratissant toute la localité, les Canadiens ont découvert trois caches distinctes de matériel de construction d'EEI. Il n'y a eu aucun contact avec l'ennemi, et la Compagnie C a quitté les lieux par hélicoptère[247].

Le seul problème signalé relativement à la sécurité dans le Dand en décembre a concerné l'entreprise de sécurité Fatay Khan, et non l'insurrection. Cette entité extorquait de l'argent aux entrepreneurs pendant que ses employés portaient l'uniforme de la police et conduisaient ses véhicules. Quand les membres de la police canadienne ont fait enquête sur la situation, ils ont appris que l'entreprise en question appartenait à Fatay Khan, le frère du chef de district Nazek. Le caractère délicat de cette affaire a donné lieu à une analyse approfondie, ce qui a empêché l'adoption de mesures immédiates. L'équipe de la COCIM qui travaillait avec des éléments de l'ERP a réussi dans une bonne mesure à convaincre Nazek de convoquer une choura de l'ADD. L'assistance n'a pas été nombreuse, mais un premier pas a été franchi. Il fallait maintenant établir des liens entre les Conseils de développement communautaire, désormais connus, et le gouvernement du district. Un partenaire d'exécution des États-Unis, Agriteam, s'est dit intéressé par la réalisation de projets et de programmes dans le district, et les membres du Génie du Canada de l'organisation chargée des travaux de construction ont fait savoir que 920 personnes travaillaient à l'exécution de projets de développement dans les collectivités[248].

Un nouveau programme important a été lancé dans le district de Dand en décembre. Il s'agissait du programme des « Fils de Nakhonay », dont le nom plus officiel était « Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes ». Il visait à créer un « corps des jeunes » semblable à Katimavik au Canada pour accomplir des travaux sociaux utiles dans les localités; le personnel serait approuvé et doté d'un uniforme et d'une carte d'identité[249]. [Traduction]

Le Capt Whit Tyerman a été un pilier des Fils de Nakhonay.

> Deux éléments m'ont amené à rédiger ma proposition sur les Fils de Nakhonay. Nous étions toujours, semblait-il, en train de planifier la prochaine grande opération du GT. Les grandes opérations produisaient peu de résultats concrets, car toute opposition s'évanouissait dans la nature face à la puissance écrasante de nos forces. Notre présence persistante dans les villages avait un effet très différent. J'ai eu l'occasion de travailler dans plusieurs de nos petits emplacements clés avancés pour les aider à mettre sur pied leur programme de soutien. C'était ainsi que des effets concrets durables pouvaient se produire. En second lieu, je me rappelle très nettement qu'au cours d'un groupe d'ordres, le commandant du GT a décrit sa dernière choura dans le voisinage de Nakhonay – car il y avait toujours des chouras – avec les anciens du village.

La situation l'exaspérait, et cela était évident. Les anciens voulaient travailler avec nous, ils nous voulaient parmi eux. Quand la question « Pourquoi donc des EEI continuent-ils d'être posés? » a été posée, un fossé intergénérationnel est devenu manifeste. Les anciens ont déclaré qu'ils nous appuyaient, mais que c'était sur leurs fils que les talibans exerçaient leur influence. Comment y arrivaient-ils? J'ai supposé que les jeunes étaient payés pour poser des EEI, qu'ils avaient l'impression [de combattre] pour leur collectivité et qu'ils croyaient que leurs actions avaient des répercussions. Par conséquent, pouvions-nous infirmer ces arguments en offrant mieux à ces jeunes gens? Je me suis posé la question tant et plus […] comment intéresser les fils à nos plans? Cette nuit-là, je n'ai pas dormi du tout et j'ai formulé ma proposition avec des diapositives PowerPoint – la moitié de mes efforts a servi à décrire les éléments et la synergie des objectifs du programme, et l'autre moitié, à réfléchir à la façon dont je pourrais faire valoir le programme, obtenir des appuis et le faire approuver rapidement. Nous voulions créer des effets sur le terrain, et non de longues discussions. Comme je suis officier du Génie électrique et mécanique, la seule crédibilité que j'avais auprès du PPCLI était issue de ma période de service en Iraq avec les « Desert Rats », dans le cadre d'un échange avec l'Armée britannique. J'ai donc rédigé ma présentation en établissant des parallèles avec un programme semblable nommé que les États-Unis avaient appliqué quand ils avaient été chargés de contrôler des quartiers de villes iraquiennes. Ils avaient eux aussi donné des cartes d'identité aux hommes en âge de combattre dans le cadre du programme d'emploi – et soudainement, non seulement les fauteurs de troubles avaient été identifiables, mais encore ils avaient travaillé pour les États-Unis. Le temps que deux personnes passent ensemble les amène à se comprendre. Le GT a donc épousé l'idée; le Maj Darcy Wright a fait des démarches et a obtenu des fonds, puis un miracle s'est vraiment produit par le biais de nos hommes dans les villages – tout le crédit leur revient relativement au succès remporté par le programme. Belanday a été le premier village à l'adopter. Nakhonay était considéré comme « n'étant pas tout à fait prêt », donc (d'après mes souvenirs), le programme a été mis en œuvre dans trois villages autour de Nakhonay. Il a aidé à mieux structurer et orienter les efforts de nos équipes de la COCIM et à accroître le niveau de mobilisation. Une fois que les jeunes (et certains anciens) se sont mis à travailler à des projets prioritaires dans chaque village, les cas de réussite ont commencé à être signalés. Le dernier stade a vraiment consisté à céder la direction du programme aux États-Unis, à mesure que la responsabilité de la région leur était confiée, village par village. Je crois qu'ils se sont fondés sur notre succès et qu'ils avaient les fonds nécessaires pour donner véritablement de l'ampleur au programme. Autre détail complémentaire de ce récit : à un moment donné, un journaliste a entendu le nom « Fils de Nakhonay » et a pensé que nous financions peut-être des milices de jeunes dans les villages. Nous avons donc utilisé une nouvelle désignation […] mais tout le monde a continué d'employer le nom original du programme[250]. [Traduction]

Il y a eu une activité débordante à Kandahar pendant tout le mois de décembre. Le nouveau Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Nick Carter, et la Plate-forme régionale (Sud), qui allait bientôt entrer en action sous la direction de Frank Ruggiero, se sont affirmés au sein des milieux des forces de sécurité afghanes, dans le sillage des nouvelles directives sur le partenariat. Cette activité a fait intervenir l'ERP de diverses façons, même si le statut du Canada en tant que partenaire dans cet effort avait été réduit.

Le Canada a réussi à conserver une certaine pertinence grâce à la réaffectation du diplomate Neil Clegg, membre du MAECI, qui avait été conseiller politique auprès de la Brigade Stryker avant qu'elle soit réassignée. Le très chevronné Clegg, autrefois officier des Forces canadiennes, est devenu conseiller spécial auprès du gouverneur Wesa. Ce dernier était loin d'être impressionné par le travail des organisations internationales de développement communautaire à Kandahar, surtout par celui des partenaires exécutants qu'employaient les organismes d'aide nationaux des pays occidentaux :

> Lors d'une conférence de presse tenue le 19 décembre pour mettre en lumière les réalisations du gouvernement provincial au cours de l'année écoulée, il a déclaré que la communauté internationale était en partie responsable du degré de corruption, car elle n'accordait aucun rôle au [gouvernement] dans les processus d'adjudication des contrats. Il a souligné trois principaux défis auxquels son bureau faisait face : 1) la présentation d'ateliers inutiles par la communauté internationale; 2) le fait que les organismes de financement mettaient en œuvre leurs propres plans au lieu de prendre les besoins des Afghans en considération; 3) le manque de coordination entre le gouvernement et les ONG[251]. [Traduction]

Il y avait aussi quelques organisations dominées par les Canadiens, par exemple l'Équipe des effets de la ville de Kandahar, et plus tard, le CRTS « avancé ». Le CCO-P au Palais a été renforcé par une présence accrue des forces de sécurité afghanes et par une meilleure connectivité.

En ce qui concerne la police, tout le mécanisme de soutien de la police établi par la coalition était sur le point d'être réorganisé par toutes les entités y contribuant, et c'était là une intervention réclamée plusieurs années auparavant. Avec l'arrivée d'organisations des États-Unis et, par conséquent, l'attention accrue accordée au problème par Kaboul, cette réorganisation pouvait enfin avoir lieu. Les unités des États-Unis ont été réorganisées aux fins du partenariat et elles ont été appelées des équipes consultatives de la force de sécurité (ECFS); elles s'apparentaient davantage aux ELMOP qu'aux anciennes équipes de mentorat de la police des États-Unis.

Comme il fallait s'y attendre, les changements apportés inquiétaient beaucoup les éléments douteux de la Police de Kandahar. Plus l'examen de la structure existante se poursuivait,

plus la corruption était mise au jour. Par exemple, les intérêts commerciaux du commandant du poste de police secondaire nº 11 ont été pointés du doigt : on lui a ordonné de mettre fin à ses pratiques. Il allait être dédommagé, mais l'époque de ses profits excessifs était terminée. Les autorités ont estimé qu'il risquait de « susciter le chaos afin de promouvoir ses propres intérêts et d'accroître ses revenus personnels ». [Traduction] Par conséquent, il a été congédié[252]. Les recoupements entre la police et l'insurrection ont eux aussi été cernés et visés. À un moment donné, toutefois, les chasseurs sont devenus les pourchassés, et un agent de la lutte contre la corruption a été attaqué et tué, tout comme le commandant d'un poste de contrôle. Des policiers véreux ont pris part à un des assassinats, mais les motifs de leurs actions n'ont pas été clairs aux yeux des analystes canadiens[253]. En effet, le CCO-P a fourni à la police des renseignements pour qu'elle appréhende le chef d'une cellule talibane; la police s'est ensuite préparée à faire une descente dans l'enceinte ou le taliban se cachait. La descente était sur le point d'avoir lieu, mais le CCO-P a reçu un appel téléphonique et a été informé que l'enceinte appartenait à l'ancien chef de police Mirwais, qui était le jeune frère du député Mohommad Arif Noorzai et, soit dit en passant, le chef de la tribu des Noorzais. Le raid a été annulé[254].

Le nouveau point de vue sur la corruption a aussi produit des résultats à la prison de Sarposa. Après une grève de la faim des prisonniers en novembre, les Canadiens qui y travaillaient ont reçu des renseignements qui les ont convaincus que quelque chose clochait au sein de la direction de la prison. Quatre membres du personnel étaient soupçonnés d'accepter des pots-de-vin et d'aider des détenus du secteur de la sécurité nationale[255]. Un examen plus approfondi a eu lieu, et assez de renseignements ont été réunis qui ont révélé que l'insurrection avait des partisans dans la prison. Ces révélations ont permis à l'ERP d'aborder les autorités à Kaboul et d'exiger le congédiement du gouverneur de la prison[256]. Son remplaçant, le Gén Ghulam Dastageer Mayar, a découvert toutes sortes d'appareils de communication dans le secteur de la sécurité nationale; il a identifié 14 détenus qui étaient en fait des commandants insurgés de divers grades, et il a recommandé leur transfert immédiat à la prison Pul-e-Charkhi, à Kaboul[257]. En fait, la prison de Sarposa avait été un nœud de commandement et contrôle de l'insurrection dans la province de Kandahar.

Il a été regrettable que décembre se soit terminé, comme l'année précédente, par une attaque catastrophique à l'EEI. Le 30 décembre, des travaux routiers à la frontière entre la ville de Kandahar et le district de Dand ont obligé une patrouille de l'ERP à faire un détour. Trois jours plus tôt, une patrouille de logistique de combat de l'ESN avait heurté un EEI au même endroit. Ce premier engin n'a pas explosé, mais cela n'a pas été le cas du second. L'explosion a détruit le système d'arme télécommandé du VBL et tué cinq personnes : le Sgt Kirk Taylor de la 84e Batterie autonome de campagne de l'Artillerie royale canadienne; le Sgt George Miok du 41e Régiment du génie de combat; le Cpl Zachery McCormack du

Loyal Edmonton Regiment; le Sdt Garrett Chidley du 2e Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, et la journaliste Michelle Lang du *Calgary Herald*. Quatre autres soldats et la représentante du MAECI, Bushra Saeed, ont été gravement blessés.

Outre que l'attaque avait fait des morts et des blessés, elle a comporté d'autres aspects troublants. Elle avait été bien orchestrée, avec des EEI perfectionnés qui n'avaient pas été utilisés auparavant dans le Dand. On a aussi observé un véhicule et un individu qui filmait les résultats de l'attaque. Ce véhicule a été repéré et suivi par un UAV qui a conduit à ce qui semblait être la réunion d'une cellule d'insurgés faisant une analyse après action. Par la suite, les participants à la réunion ont apporté un article à un complice à un poste de contrôle de la police. Il a plus tard été établi que la réunion avait eu lieu dans une enceinte qui appartenait à Gul Agha Sherzai, chef de la tribu des Barakzais et ancien gouverneur de Kandahar[258].

Le 24 janvier, une partie de la cellule qui avait exécuté l'attaque de décembre a été repérée par les ressources ISTAR, puis aperçue par hasard dans le Dand par deux hélicoptères CH-146 Griffon et un CH-147 Chinook transportant un dignitaire qui se rendait visiter la prison de Sarposa. Un des Griffon était muni d'une caméra MX-15 et a repéré la cible à plus de 10 kilomètres de distance. Un UAV MQ-9 Reaper a été envoyé sur les lieux pour confirmer l'identité de la cible, mais il n'était pas armé. Une équipe d'hélicoptères Griffon armés a été dépêchée là depuis le KAF pendant que celui-ci subissait un bombardement à la roquette (qui a blessé huit Roumains). Les Griffon ont acquis l'objectif, ont été autorisés à faire feu avec leurs canons Dillon Gatling et ont ainsi supprimé deux poseurs d'EEI[259].

De retour dans l'Arghandab?

Quand la zone d'opérations de la Brigade Stryker dans le district d'Arghandab a été modifiée, le Lcol Frank Jenio et le 2e Bataillon du 508e Régiment de parachutistes (le 2-508 Infanterie, ou la FO 2 « Fury ») ont déménagé dans une zone d'opérations qui s'étirait du centre du district d'Arghandab vers le nord-ouest jusqu'à Jelawur, vers le sud-ouest jusqu'à un point près de l'Autoroute 1, vers le sud jusqu'au pont enjambant la rivière Arghandab, puis vers le nord-est jusqu'au centre du district. La responsabilité de Senjaray a continué d'incomber au 1-12 Infanterie, tandis que la zone d'opérations du 97e Bataillon de la police militaire s'est étendue à l'est le long de l'Autoroute 1. Le 3e Kandak de la 1-205 Brigade est resté dans l'Arghandab pour travailler en partenariat avec la FO 2 « Fury ».

Cependant, la relation de commandement entre les unités étasuniennes et canadiennes était alambiquée. La FO 2 « Fury » était constituée pour encadrer les forces de sécurité afghanes dans le cadre d'une structure de commandement étatsunienne, mais elle fonctionnait maintenant comme un bataillon régulier d'infanterie légère qui menait des opérations avec des troupes afghanes et leurs mentors canadiens. Comme le 2-2 Infanterie, la FO 2 « Fury » n'était

pas munie de tous les éléments habilitants propres à une brigade et fournis habituellement par un quartier général supérieur. Il lui manquait aussi des liens avec les structures et les programmes provinciaux de gouvernance et de développement. Par conséquent, la FO 2 « Fury » est temporairement passée sous la coupe de la FO Kandahar en décembre 2009, en attendant qu'une réorganisation plus vaste ait lieu en août 2010. Pendant ce temps, il y a eu divers autres problèmes de commandement liés au quartier général supérieur étatsunien de la FO 2 « Fury ». En janvier 2010, juste après l'établissement de la FO 2 « Fury » dans son nouveau rôle, le Lcol Jenio a soudainement été relevé de son commandement par ses supérieurs étatsuniens, et le Lcol Guy Jones l'a remplacé. Le 19 janvier, le commandant de la Compagnie A, le Capt Paul Pena, a été tué par un EEI[260]. Les effets combinés de ces facteurs ont perturbé le commandement pendant tout le mois de janvier.

La FO Kandahar ne s'était essentiellement pas tenue au courant des détails de ce qui se passait dans l'Arghandab depuis qu'elle avait cédé la responsabilité du district au 1-17 Infanterie en août. Il s'y était produit beaucoup de changements. Un ancien moudjahidine devenu taliban, Haji Abdul Jabbar, s'était rangé du côté du gouvernement et avait été nommé chef du district. Karimullah, le fils de Naquib, était toujours chef de la tribu des Alikozais, mais beaucoup le trouvaient faible. Jabbar avait de l'influence dans quelques « zones isolées » dans le voisinage du centre du district, tandis que Karimullah exerçait la sienne dans les secteurs longeant la rive est de la rivière Arghandab. Ni l'un ni l'autre ne dominait les localités de la rive ouest. Les analystes canadiens ont estimé qu'il n'existait aucune unité dans le district et que chaque village était laissé à lui-même. La choura du district se composait d'Alikozais, et les autres tribus n'y étaient pas représentées[261].

Malgré ses difficultés internes et la scène sociale divisée, la FO 2 « Fury » avait, estimait-on, stabilisé la situation au début de janvier. La réussite reposait sur des patrouilles à pied de bas niveau et sur le rétablissement des rapports avec les chefs communautaires de la région. Une opération menée par les compagnies du 2e Kandak et une compagnie de la FO 2 « Fury » a montré à la population locale que les deux entités pouvaient effectivement travailler ensemble. La confiance grandissante des habitants a amené le gouvernement afghan à déployer une équipe du ministère de l'Agriculture et à convoquer une choura sur le développement dans la partie occidentale de l'Arghandab sous la direction de l'Équipe de soutien du district composée de mentors d'USAID et du Département d'État[262].

Après cette choura, les forces coalisées ont exécuté l'Op FAZILAT qui visait à dégager la localité de Jeleran, laquelle avait la réputation d'être un village-dortoir pour les insurgés. Cette fois-là, un peloton canadien de stabilisation et une ELMOP travaillant de concert avec la Police afghane en uniforme ont pris part à l'action avec des éléments du 3e Kandak et la FO 2 « Fury ». L'ELMOP et la police ont exécuté les fouilles dans les enceintes,

et le village a été dégagé sans incident. Les habitants de l'endroit ont dit à l'équipe de la COCIM que « le gouvernement ne fonctionnait plus » [Traduction] et que la population acceptait avec plaisir toutes les formes de développement lui étant offertes[263].

Maintenant que l'équipe de la COCIM et l'ELMOP du Canada étaient de nouveau à l'œuvre dans l'Arghandab, la FO Kandahar a réacquis sa connaissance de la situation. Le chef de district Jadbar était considéré comme étant compétent et, aspect intéressant, il partageait le désir de l'équipe de la COCIM de remplacer la moquette dans les mosquées du district. Jabbar a dit à l'équipe que « c'était une bonne idée et qu'il convenait de faire d'abord le travail dans les mosquées des villages indécis, au lieu de favoriser uniquement celles situées dans les villages qui accueillaient bien les FC » [Traduction]. Dans la plupart des cas, USAID et ses partenaires exécutants se sont occupés du développement dans l'Arghandab. Leur mentor du Département d'État a travaillé avec ardeur pour renforcer le rôle du nouveau chef de la choura, Haji Mohommad, mais ce dernier et Jabbar ne s'entendaient pas bien. Jabbar estimait que Mohammad était corrompu et il voulait qu'il soit démis de ses fonctions[264].

En ce qui concerne la police, l'ELMOP s'est mise en rapport rapidement et facilement avec le chef de police du district et ses détachements. Elle a aussi donné à la police une formation de base sur la lutte contre les EEI. Encore une fois, les agents de police afghans étaient mécontents parce qu'ils n'avaient pas été payés depuis plusieurs mois, et ils menaçaient de démissionner. Les mentors de l'ELMOP ont travaillé avec le quartier général de la police provinciale afin de tirer la situation au clair. Parallèlement, certains soupçonnaient la FO 2 « Fury » d'essayer de séduire les agents de police dans le Panjwayi en leur offrant toutes sortes d'encouragements. Après enquête sur cette plainte, on a eu l'impression que des agents de police mécontents du Panjwayi montaient les États-suniens et les Canadiens les uns contre les autres; cette approche a infecté la structure du pouvoir dans le Panjwayi en 2011[265].

Un développement particulièrement positif a été la reprise du service de téléphonie cellulaire dans le district et la distribution de cartes (facilitée par les efforts du Canada et des États-Unis) portant le numéro du CCO-D à composer en cas d'urgence pour encourager les habitants à appeler les autorités compétentes[266].

Les activités de la FO 2 « Fury » et des unités canadiennes lui étant rattachées ont attiré l'attention des autorités supérieures sur le district d'Arghandab. Le Bgén Basir de la 1-205 Brigade a convoqué une choura sur la sécurité avec les intervenants afghans encore présents dans le district après les opérations de l'automne, ce qui a favorisé un rapprochement opérationnel entre le 3e Kandak (et ses mentors canadiens) et la FO 2 « Fury ». Malheureusement, la participation de la 1-205 Brigade à l'Op MOSHTARAK dans

la province d'Helmand a affaibli l'Op MESMAR que devaient mener en février des forces afghanes, canadiennes et étasuniennes aux stades « dégager et tenir » du processus anti-insurrectionnel[267].

L'équipe canadienne de la COCIM a collaboré avec l'Équipe de soutien du district (ESD) pour définir les paramètres de la nouvelle structure du pouvoir. Le Bgén Basir a averti les intéressés que « les chefs tribaux et les criminels utilisaient les troupes de la FIAS comme des pions dans leurs conflits intestins ». [Traduction] Par ailleurs, l'équipe de la CIMIC a mis au jour d'importants problèmes liés au chef de la choura, Haji Mohommad. Ce dernier usait en fait de son influence pour adjuger des contrats à une entreprise de construction inscrite sur la liste noire de l'ERP. Jabbar a lui aussi été blâmé d'avoir trempé dans la corruption, et il semblait qu'une fois de plus, la confusion régnait à la direction du district. Cela dit, l'équipe spécialisée du Génie s'est occupée d'étudier l'état des itinéraires, de manière à ce que les ponts ayant été endommagés par des EEI puissent être réparés, pendant que l'Équipe des affaires civiles des États-Unis examinait les moyens à prendre pour enlever les ponceaux et dériver les systèmes d'irrigation[268].

À la fin de février, diverses caches d'armes importantes ont été découvertes grâce à des renseignements fournis par la population locale, et le nombre d'EEI trouvés avec l'aide des habitants était à la hausse. Pendant ce temps, les FOS ont activement supprimé des chefs de l'insurrection, et la FO 2 « Fury » a finalement fait savoir que les insurgés capturés dans le district étaient désormais âgés en moyenne de 16 à 19 ans. Ces combattants inexpérimentés n'avaient pas les mêmes compétences que leurs prédécesseurs, de sorte que de nombreuses tentatives de faire exploser des EEI ont échoué. Ces insurgés néophytes pouvaient tirer des armes automatiques de manière indisciplinée sans viser contre l'infrastructure tactique, mais tant que des combattants plus expérimentés n'ont pas été réintroduits dans l'Arghandab, les forces afghanes, canadiennes et étasuniennes ont eu l'avantage[269].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier et février 2010

Au cours des deux premiers mois de 2010, la situation dans le district de Panjwayi a comporté quatre volets géographiques distincts, mais reliés entre eux : Sperwan Ghar, Bazaar-e Panjwayi, le centre-est du Panjwayi (entre Mohajerin et Zalakhan), et Nakhonay. La Compagnie C du 1 PPCLI et une compagnie afghane du 2e Kandak se sont occupées de Sperwan Ghar. Une compagnie du 2e Kandak, la police afghane, l'équipe de la COCIM de la Compagnie de stabilisation B et une partie de la Compagnie A du 1 PPCLI se sont déployées dans Bazaar-e Panjwayi. Une partie du 2e Kandak et des éléments de la Compagnie A du 1 PPCLI ont occupé le centre-est du Panjwayi, tandis que la Compagnie D et une compagnie afghane se sont chargées de Nakhonay et des environs (voir la figure 6-10).

Figure 6-10 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en janvier et février 2010

En général, la Compagnie C a maintenu la pression dans Sperwan avec des patrouilles et des chouras. Cela a amené les anciens de Pay-e Moluk à aborder les Canadiens et les Afghans pour obtenir d'eux une aide plus grande dans leur localité. Cette demande et une attaque à l'EEI contre la Compagnie C sur l'itinéraire BROWN ont donné lieu à l'Op OTASH le 6 janvier. Les localités visées étaient Pay-e Moluk et Nal Bazaar, et l'objectif consistait à y éliminer les fabriques et les caches d'EEI et à susciter la bonne volonté de la population. Il s'agissait d'insérer un peloton de reco et des tireurs d'élite à l'ouest des localités, de sécuriser le poste d'observation de KYBER et la jonction entre les itinéraires BROWN et HYENA avec une troupe de Leopard et un peloton de VBL III, puis de ratisser les deux villages avec la compagnie d'infanterie afghane appuyée par un peloton de la Compagnie C et des sapeurs[270].

Les tireurs d'élite et le peloton de reco ont été pris à partie depuis l'écran ennemi installé à l'abscisse 28. Les Canadiens ont riposté et ont tué leurs adversaires que leurs compatriotes avaient abandonnés sous un soleil brûlant, de façon peu caractéristique. Les équipes de ratissage ont trouvé de nombreux sacs de nitrate d'ammonium et des obus d'artillerie. Sous la direction du Lcol Baris, les chouras ont révélé que les habitants en avaient assez des EEI, que leurs enfants se faisaient tuer et que les talibans les empêchaient de cultiver leurs champs à l'ouest. Ils voulaient aussi une école. L'ennemi a continué de sonder l'écran établi par les unités de reco, ce qui a donné lieu à des escarmouches entre tireurs d'élite, et il a même essayé de s'en prendre aux participants à l'Op KYBER : cela a entraîné un bombardement avec des obus de 25 mm qui ont déchiqueté les insurgés. Un UAV survolant les lieux a plus tard repéré des ennemis qui recueillaient des restes humains avec des brouettes. Le Maj Rutland a compris avec regret que les forces coalisées n'étaient pas en mesure de rester dans les deux localités pour aider au développement et que l'ennemi continuerait donc à entrer dans Nal Bazaar et Pay-e Moluk. Les talibans basés à Zangabad étaient trop nombreux et trop agiles, et l'on ne pouvait que les tenir en échec jusqu'à ce qu'une opération soit organisée pour nettoyer la Corne du Panjwayi […] encore une fois[271].

Par conséquent, le quartier général supérieur a pris la décision de déployer la FO Trident à l'ouest de l'abscisse 28 afin de perturber l'ennemi et de façonner la situation en vue d'une poussée éventuelle dans la Corne du Panjwayi plus tard en 2010. La FO Trident était une entité compacte et agile axée sur l'équipe SEAL des Forces navales des États-Unis; elle avait ses propres hélicoptères Chinook et son soutien intégré. La FO Trident a affecté un officier de liaison dans le GT et a organisé de nombreuses opérations. Le Maj Lee Mossop, officier des opérations du GT, a fait l'observation suivante :

> Nous avons travaillé une dizaine de fois avec la FO Trident, soit nettement plus souvent qu'avec le COMFOSCAN et le ROSC. Nous n'avons rien fait avec [la FOI-2] parce que c'était compliqué, tandis que coopérer avec la FO Trident était simple[272]. [Traduction]

L'équipe SEAL s'en est prise aux chefs insurgés et a mené des opérations d'influence à Zangabad et dans des localités à l'ouest. Une de ces opérations a permis de supprimer Nabi, chef du réseau établi dans Bazaar-e Panjwayi. Il a été tué au cours d'une réunion d'insurgés près de Zangabad. Ces interventions ont atténué la pression dans cette localité, et la multiplication des patrouilles dans Haji Habibullah, au sud, a aussi contribué à améliorer la situation[273].

Les débats au sujet du développement et de la gouvernance se sont poursuivis dans les salles de réunion du nouveau Centre de district, à Bazaar-e Panjwayi. Les quatre enjeux dominants, qui avaient été les mêmes au cours de plusieurs rotations, concernaient les écoles, les routes, la police et la gouvernance, et le problème primordial des Canadiens se rapportait à la façon dont le gouverneur du district, Haji Baran, abordait ces quatre enjeux[274].

Au début de 2010, Kaboul a déployé des efforts soutenus pour faire progresser le dossier de l'éducation, et les effets se sont propagés jusque dans les districts. Dans de nombreux villages, mais surtout à Mohajerin, à Pay-e Moluk et à Sperwan, les habitants ont commencé à interroger les Canadiens de passage au sujet des écoles; par conséquent, les patrouilles canadiennes et afghanes se sont mises à évaluer le degré d'intérêt des gens en leur demandant s'ils pensaient que leur collectivité allait bénéficier de la présence d'écoles. Parallèlement, les agents de la COCIM ont commencé à évaluer l'état de l'éducation dans le district afin d'établir un niveau de référence[275].

Le gouverneur du district, Haji Baran, n'était pas très enthousiasmé par l'idée au début et il a déclaré plus tard à l'équipe de la COCIM que la sécurité des écoles faisait problème et qu'il voulait plutôt utiliser les ressources à d'autres fins. Baran était illettré, ce qui influait probablement sur sa position en la matière, mais il avait raison d'affirmer qu'il fallait d'abord assurer la présence continue de forces de sécurité dans les localités, de manière à ce que les écoles et ceux qui les dirigeaient ne soient pas attaqués par les insurgés. Tristement, l'école de Bazaar-e Panjwayi, autrefois active, avait elle-même été dévalisée pour une raison quelconque en août. Baran ne savait plus où il en était. Une enquête a établi que l'école était fermée parce que le commandant des insurgés l'avait ordonné, mais Baran soutenait auprès des Canadiens qu'elle était ouverte et active. Qui dirigeait Bazaar-e Panjwayi en réalité? Quand le Maj Niven et la Compagnie D ont interrogé la population de Nakhonay, ils ont appris qu'elle voulait elle aussi une école, mais que Baran avait déclaré qu'aucune école n'y était nécessaire[276]. La question en est venue à un point critique quand le gouverneur Wesa est intervenu et a convoqué une choura sur l'éducation à Kandahar. Les Canadiens ont estimé que, « même si Haji Baran savait très habilement faire des discours et dire aux habitants du district quoi faire, il n'était de toute évidence pas au courant de leurs besoins et ne prenait aucune mesure au profit de la population du Panjwayi[277] ». Pire encore, Baran estimait véritablement que les écoles devaient suivre

un programme d'études acceptable aux yeux des talibans, pour que les insurgés les laissent tranquilles[278]. Quand l'école de Bazaar-e Panjwayi a rouvert ses portes à la fin de février, le directeur a déclaré à la patrouille de l'ANA que, même si l'ennemi lui avait ordonné de fermer l'école, les parents et le personnel enseignant « avaient décidé de la garder ouverte, peu importe les menaces ». [Traduction] Les anciens « avaient dit aux chefs talibans qu'il était acceptable que les talibans combattent la FIAS, l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane, mais non qu'ils menacent l'éducation de leurs enfants[279] », [Traduction]

Baran a continué de gêner la construction routière dans tout le district. Dans un cas, il a agressé des ouvriers sur l'itinéraire HYENA, puis il a ordonné à son personnel de détruire le projet en cours. Le projet de construction routière de l'UNOPS/SAITA exécuté sur l'itinéraire LAKE EFFECT l'avait carrément mis hors de lui, et il a fallu toutes les ressources des agents de développement canadiens pour calmer sa colère. Par ailleurs, Baran s'est opposé à l'entreprise de construction NISAY qui était en train de réparer les ponceaux près de Sperwan[280]. Une enquête des agents de la COCIM a porté à croire que le problème était dû purement et simplement au favoritisme tribal, mais que les effets étaient importants :

> Les agents de la [COCIM] se sont entretenus avec un représentant des ouvriers qui leur a dit qu'ils étaient exaspérés parce que ceux qui n'étaient ni alikozais ni noorzais avaient du mal à trouver du travail à Bazaar-e Panjwayi. [Il] a fait écho à des commentaires formulés pendant les patrouilles du 11 janvier, selon lesquels Haji Mahmood (chef du village de Bazaar-e Panjwayi) et Haji Baran (chef du district de Panjwayi) avaient empêché le congédiement d'ouvriers kakars et d'autres pendant le projet routier de Sperwan en 2008-2009 et des projets plus récents dans la région […]. Selon ce représentant, le manque d'emplois acceptables incitait davantage les habitants à aller travailler pour les talibans que les opinions religieuses. Il a affirmé que les gens avaient désespérément besoin de travailler et ils étaient mécontents de voir que les emplois leur étaient refusés à cause de leur tribu d'appartenance […] à [Kandahar], il n'estimait pas qu'il y avait des tensions tribales entre lui et ses voisins, sauf quand le gouvernement attribuait des emplois ou des contrats[281]. [Traduction]

Baran voulait contrôler chaque projet dans le district pour en profiter financièrement et par le biais du favoritisme, mais il percevait les agents de la COCIM et d'autres promoteurs comme étant des concurrents. Tout le monde, sauf Baran, savait très bien qu'il n'avait pas les atouts intellectuels voulus pour s'adapter au nouveau mode de fonctionnement que le gouverneur Wesa et ses partisans étaient en train de mettre en œuvre dans la province. Pourtant Wesa refusait de congédier Baran. Ce dernier avait des relations avec le complexe réseau de personnes d'influence de Kandahar, et il y aurait des répercussions s'il était démis de ses fonctions.

D'après l'évaluation des Canadiens, Wesa avait la réputation d'un faible et, maintenant que les Alikozais dirigés par Naquib avaient été neutralisés, Ahmad Wali Karzai et les Barakzais

dirigés par Sherzai étaient en pleine montée. Baran estimait qu'il était assiégé par les autres détenteurs de pouvoir dans le Panjwayi, nommément Haji Agha Lalai Dastagiri, Haji « Dollars » Agha Lalai et Haji Mahmood (qui cherchait constamment à susciter des différends entre les agents de la COCIM, l'ELMOP et Baran). Tous avaient des relations avec Ahmad Wali Karzai, même s'ils étaient ou alikozais ou noorzais. Baran, qui était noorzai, appartenait aussi à une tribu minoritaire, ce qui contribuait à son isolement et à son insécurité politiques[282]. Cependant, Baran subissait l'influence d'Ahmad Wali Karzai. Ni Karzai ni Wesa n'ont pris des mesures pour remplacer Baran, et ni l'un ni l'autre n'a dissuadé les autres détenteurs de pouvoir qui s'alignaient sur eux de faire marche arrière. En ce sens, la gouvernance du Panjwayi a continué de s'apparenter à une mafia, vu que tous les détenteurs de pouvoir rivaux appartenaient au même gang et se faisaient la lutte pour acquérir le même butin, les caïds trouvant plaisir à observer la lutte entre les concurrents qui s'affrontaient dans l'arène du Panjwayi.

Bien sûr, il était utile de laisser la police dans un état de faiblesse et de la tenir en échec dans un tel contexte, et la restructuration des mentors de la police canadienne n'aidait pas les choses. À ce moment-là, il n'y avait aucun chef de police en poste dans le district, et seulement 50 agents sur les 312 qui étaient nécessaires se présentaient à leur poste régulièrement. Le chef de police dysfonctionnel annulait régulièrement les classes de l'ELMOP. Parallèlement, pourtant, ces cinquante agents de police fournissaient un bon rendement malgré le piètre leadership et leur faible nombre. Le chef de police a été relevé de ses fonctions à la fin de janvier. L'ELMOP couvrait maintenant un territoire plus vaste et, par conséquent, plus de patrouilles de présence et plus d'activités de mentorat avaient lieu, ce qui améliorait la sécurité dans Bazaar-e Panjwayi même. Il n'y avait tout simplement pas assez d'agents de police et pas assez d'équipement pour ceux qui étaient présents et à leur poste dans le district. Kandahar promettait mer et monde, mais aucune mesure n'était prise[283]. L'incapacité de la FO Kandahar d'obtenir des ressources policières auprès du gouvernement provincial pour les zones d'opérations canadiennes a engendré une situation extrêmement problématique dans le Panjwayi.

À la fin de janvier, le déploiement de l'ESD a enfin permis de remédier à l'absence d'une approche coordonnée de la gouvernance et du développement à l'échelle du district. L'ESD comprenait des représentants du Département d'État des États-Unis et d'USAID et un Canadien du MAECI. L'ESD a travaillé avec le Centre de coordination des opérations du district de Panjwayi et avec le Bureau du gouverneur du district, nouvellement formé. Les composantes militaires canadiennes comprenaient un peloton de stabilisation, une équipe de construction du Génie, un détachement de l'équipe spécialisée du Génie pour gérer l'adjudication des contrats, ainsi qu'une cellule du renseignement et des OPPSY[284].

Le rôle de l'ESD consistait à encadrer les responsables de la gouvernance et à financer les projets de développement. Elle n'appartenait pas à l'ERP, même si elle ressemblait à

l'ERP (avancée), telle que les planificateurs canadiens l'avaient envisagée en 2007 et 2008. En général, l'ESD entretenait une relation avec le Commandement régional (Sud) et avec les personnes qui contrôlaient le financement des États-Unis au sein de l'ERP. Idéalement, l'ESD voulait que huit membres afghans fassent partie du bureau du district; ils pourraient accéder aux fonds du ministère du Relèvement rural et du Développement réservés au développement, et ce ministère pourrait à son tour se mettre en rapport avec les entités homologues au niveau provincial et écarter ainsi entièrement l'ERP[285].

Ron Melvin, représentant du Département d'État et chef *de facto* de l'ESD, a vite compris qu'il fallait donner suite aux griefs et rétablir les tours de téléphonie cellulaire. Il fallait étoffer et parfaire le plan provisoire de stabilisation du district. Il a aussi pris des mesures pour renforcer les organisations en train de disparaître, telles que l'ADD, afin d'acculer Haji Baran au mur sur le plan procédural pour l'empêcher d'agir unilatéralement autant que possible[286].

Dans la partie centrale du district, les interventions comprenaient surtout des patrouilles locales, et des chouras étaient convoquées par la Compagnie A du Maj Ryan Jurkowski et par sa compagnie afghane partenaire du 2e Kandak dans le quadrilatère défini par les villages de Mohajerin, de Salavat, de Fatollah et de Chawlgor. En général, l'activité ennemie s'est limitée à des opérations d'intimidation; le mollah d'une mosquée a déblatéré des propos antigouvernementaux, et une équipe d'insurgés de Nakhonay a détruit des téléphones cellulaires et distribué des lettres de menace pendant la nuit. Un groupe de poseurs d'EEI était sporadiquement actif, mais des renseignements fournis par des enfants de la localité ont permis de repérer les engins avant qu'ils n'explosent. La plupart de ces villages étaient prêts à amorcer des programmes de développement; par conséquent, les équipes de la COCIM et de l'organisation chargée des travaux de construction ont travaillé avec eux pour dresser des listes de projets et commencer à exécuter ces derniers[287].

Nakhonay constituait le principal problème pour le GT et surtout pour le Maj Wayne Niven et la Compagnie D. Les patrouilles ont révélé que la population était divisée : la partie est du village était progouvernementale, contrairement à l'ouest. Les insurgés interdisaient les téléphones cellulaires et distribuaient des « permis » d'utilisation en prétendant que leur objectif était d'empêcher les habitants de faire sauter des EEI par accident sur l'itinéraire LAKE EFFECT[288]. Les rapports abondaient sur des talibans armés et masqués qui, avec des haut-parleurs, étaient « actifs dans les villages » à l'est de Nakhonay, avec l'appui du village même[289].

La Compagnie D du 1 PPCLI et la 3e Compagnie du 2e Kandak ont poursuivi leur programme de patrouille, mais ils n'ont eu aucun contact avec l'ennemi jusqu'au 14 janvier, jour où une patrouille débarquée dirigée par le Sgt John Wayne Fraught a fait sauter un EEI à fragmentation et à déclenchement direct dissimulé dans un mur. Le Sgt Fraught a

été tué, mais l'auteur de l'attentat a été capturé[290]. Par coïncidence, le Maj Niven a observé l'attaque depuis un SUAV auquel il était relié :

> J'en avais ras le bol, plus qu'autre chose. Nous faisons du bien ici, nous sommes présents ici, nous commençons à produire un effet positif, mais les insurgés nous harcèlent encore, et j'étais tellement fâché! Nous ne prenons part à aucun échange de feux à ce stade-ci […] Et nous ne réussissons pas à faire démarrer grand-chose. Nous voyons une bouffée de fumée, et merde, John Wayne est tué[291]! [Traduction]

La mort du Sgt Fraught a eu un effet catalytique :

> Je me suis assis avec le [Lcol] Jerry Walsh et je lui ai dit : « Okay, mon Colonel, ce que nous faisons, en jouant le rôle des messieurs très gentils, ne donne rien! Nous devons changer la dynamique des choses. J'ai besoin d'agir comme dur détestable pendant quelque temps. J'ai besoin que vous et le commandant de la brigade me donniez les ressources voulues pour agir comme un dur. » Et il a répondu : « Qu'est-ce qu'il te faut? » J'ai besoin d'une présence plus permanente dans le village, je veux avoir une protection aérienne en tout temps, l'aviation ou des unités d'appui rapproché. Je veux des missions avec obus éclairants le soir dans le ciel du village. Je veux que ça bouge 24 heures par jour, sept jours par semaine […] une présence partout. Car je veux attirer leur attention. J'en ai assez de faire ce que nous faisons maintenant. Trois de mes soldats sont morts maintenant, et hormis les petits résultats obtenus ici, je n'arrive pas à me convaincre que les risques que nous courons ici sont justifiés. » Ils m'ont donné tout ce que je voulais[292]. [Traduction]

La Compagnie D a obtenu sa propre équipe anti-EEI et elle a constitué une force de réaction rapide (FRR) de manière à ne pas dépendre de la FRR composée de chars et basée au loin, à Ma'Sum Ghar; c'était en quelque sorte « une opération délibérée sur [l'itinéraire] LAKE EFFECT ». [Traduction] Les équipes anti-EEI ont trouvé trois engins par jour : des EEI à plaque de pression, des explosifs à fragmentation, des engins de fabrication artisanale et des caches de composantes. Des hélicoptères OH-58D Kiowa Warrior « nous survolaient tous les jours, pendant toute la journée. Je me rappelle avoir été en patrouille, un jour, et avoir vu un bombardier B-1 au-dessus de nous et du village à basse altitude. Mon contrôleur interarmées de la finale de l'attaque (CIFA), Bill Hunt, m'a dit : "Monsieur, je ne pensais jamais voir le jour où nous serions en train de faire cela." Et j'ai répondu : "Ouais, Bill, quand j'étais jeune, le B-1 était un bombardier nucléaire stratégique, et aujourd'hui, il appuie la compagnie"[293]». [Traduction] La Batterie C a continué de lancer des fusées et des obus éclairants, et « elle a suscité l'attention des anciens du village. "Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qui se passe?" J'ai répondu : "Messieurs, dites-moi donc ce qui se passe dans votre village et qui y fait du mal à autrui." J'ai affecté le 12e Peloton à cet endroit ». [Traduction] L'escadron de reco a surveillé les approches sud-est.

La Compagnie de stabilisation B a remplacé le « bâton » par une « carotte ». Que voulaient les chefs de Nakhonay? Malim voulait des routes. On lui a répondu : « Sans sécurité, pas de routes ». [Traduction] Les efforts déployés pour obtenir plus d'agents de police ont échoué. Quand le GT a demandé à Haji Baran de s'adresser aux anciens, il a fait savoir que la population du village souhaitait mettre sur pied une position au sud-ouest du village pour arrêter les insurgés qui venaient de Khenjakak[294]. Baran a été envoyé dans le village de nouveau pour dialoguer avec les anciens de Nakhonay, mais cette fois, il s'est heurté à Haji Malim :

> [Baran] a déclaré que, si les habitants de Nakhonay n'aidaient pas la FIAS et les FSNA, elles construiraient un poste de contrôle au centre du village. [Haji Malim] a affirmé que la FIAS travaillait dans le Dand depuis quelque temps, mais que très peu y avait été accompli. Plus précisément, Malim a souligné que 30 villages du Dand n'avaient pas d'école et que la FIAS payait 400 Afghans par jour depuis deux ans pour construire une route, mais que rien n'avait été construit [il faisait allusion au projet de pavage des itinéraires FOSTERS-HYENA]. Baran a déclaré plus tard que Malim était un taliban et qu'un de ses fils commandait un groupe d'insurgés. Pendant toute la choura, Malim a parlé le premier, et tous les autres anciens le regardaient avant de parler […] Baran a plus tard déclaré que, si [Malim] ne coopérait pas avant la tenue de la prochaine choura, il ferait arrêter et détenir tout le monde par la police[295]. [Traduction]

Les ressources ISTAR et les patrouilles locales ont donné lieu à la théorie selon laquelle le fils de Malim était un chef taliban branché aux autres réseaux d'insurgés dans la province de Kandahar, mais on ne savait pas au juste si Malim était un taliban ou non. Certains pensaient que Malim appuyait les insurgés en passant par son fils, ou que c'était peut-être le contraire. D'autres renseignements ont révélé que Malim avait deux fils et que les trois hommes avaient des rapports avec des commandants talibans dans le Dand et le Panjwayi[296].

Entre-temps, le Lcol Walsh et le Lcol Bahris ont préparé le GT et le 2e Kandak à exécuter l'Op SHER PAKA-WAL. La reco et les UAV ont dressé les écrans habituels dans le village le 1er février; Haji Baran est arrivé pour une choura, tandis que Malim et ses acolytes sont arrivés le lendemain. Au cours de cette choura, ces derniers ont nié catégoriquement qu'ils étaient des insurgés et ils ont affirmé que les insurgés étaient tous des combattants venus de l'extérieur. Malim a peu à peu cédé. Il a accepté une présence des forces coalisées dans le village et s'est engagé à coopérer davantage avec elles[297]. Vingt-quatre heures plus tard, la Compagnie D du 1 PPCLI, la 3e Compagnie du 2e Kandak en tête, a dégagé Nakhonay jusqu'à un endroit situé à la limite sud de la localité et appelé Objectif BALLPEEN; les sapeurs sont arrivés ensuite pour construire une base de patrouille. Les deux compagnies susmentionnées ont réaligné leurs positions de manière que trois postes avancés de combat soient disposés en réseau à travers le centre de la localité : Shkarre à Haji Baba, et Patricia

et BALLPEEN à Nakhonay. Six caches d'EEI ont été découvertes pendant l'Op SHER PAKA-WAL. En fin de compte, cependant, un certain nombre de commandants talibans qui étaient à Nakhonay avaient été mis au courant de l'opération par l'intermédiaire de Malim, qui avait un agent dans l'appareil gouvernemental et lui fournissait des renseignements. Ces commandants ont fui à Kenjakak, où ils se sont joints à un autre commandant et à vingt de ses hommes[298].

L'opération n'a pas décontenancé Malim qui avait déjà préparé des excuses quand les patrouilles de la COCIM de la Compagnie de stabilisation B lui ont demandé des réponses : les caches étaient vieilles; elles appartenaient à quelqu'un d'autre; personne ne pouvait parler, car quiconque parlerait ferait l'objet de représailles de la part des talibans[299]. En fait, Malim influait sur le cours des choses dans la localité voisine d'Haji Baba. Selon les rapports ISTAR, il a intimidé tous les chefs de ce village et y a « permis » que des travaux de développement y aient lieu à condition que Nakhonay y trouve son compte. Ce comportement a nui aux efforts de développement de l'organisation chargée des travaux de construction dans la région voisine. Malim a aussi envoyé ses anciens subalternes chez Haji Baran pour le convaincre que les Nakhoniens avaient révélé l'emplacement de caches d'EEI à la Compagnie D et qu'ils avaient livré des talibans à cette dernière pour que des projets puissent commencer dans la localité[300]. Ces renseignements n'ont pas pu être conciliés avec les faits, de la façon dont la Compagnie D les comprenait.

La conduite de Malim a continué de faire problème pendant tout le mois de février, et le Maj Niven savait très bien que l'autre se payait sa tête. Les chefs d'Haji Baba ont fait l'objet de diverses formes d'intimidation, parce qu'ils acceptaient les projets offerts par les agents de la COCIM. La Compagnie D et les équipes de la COCIM ont conclu que cette intimidation et d'autres mesures « visaient probablement à discréditer les agents de la COCIM et à semer la confusion dans la population locale. Cette estimation correspondait à la situation à Haji Baba/Nakhonay, car le malik de Nakhonay avait constamment perturbé les projets […] Haji Malim appuyait un projet, puis il retirait son soutien à la dernière minute […] [Malim essaie] de discréditer les agents de la COCIM et d'amener ainsi les ouvriers éventuels à refuser de travailler à la réalisation des projets[301] ». [Traduction]

Pendant que Malim se traînait les pieds, la choura de Quetta a réorganisé l'effort des insurgés dans la partie orientale du Panjwayi. Le commandant chevronné et respecté Haji Amir a été chargé d'organiser les cellules de Nakhonay, de Salavat et de Chalghowr pour en faire une entité unifiée destinée à combattre les Canadiens et les Afghans. Il avait des relations personnelles dans la région et a reçu l'ordre de les exploiter[302].

La situation n'était guère mieux au niveau du district. L'ESD a contribué à amener l'ADD à se réunir pour la première fois en deux ans. Cependant, les membres « ont estimé que le gouvernement ne répondait pas à leurs besoins » et ils ont collectivement déclaré qu'ils

ne faisaient pas confiance à Haji Baran. Les membres de l'ADD ont fait savoir à l'équipe de soutien qu'en fait, ils craignaient Baran, mais qu'ils aimaient voir l'ESD s'intéresser à eux et ils ont convenu de travailler avec les nouveaux membres[303].

Les opérations dans la ville de Kandahar, en janvier et en février 2010

Au début de 2010, la structure de commandement ennemie à Kandahar comprenait, pensait-on, le tristement célèbre Jabar Agha, commandant principal taliban dans la province de Kandahar, Hafiz Majid, commandant principal à Kandahar, et deux commandants subalternes, soit le mollah Qasim et Spin Talib. Les forces contrôlées par Haji Amir, commandant ennemi dans le Dand, et le mollah Zergay, son homologue dans l'Arghandab, jouaient un rôle de soutien. La convergence des insurgés et d'éléments de l'appareil gouvernemental était alors mieux définie après des opérations ISTAR intenses. Arif Khan Noorzai, qui était un personnage influent dans le secteur de Malajat et dans les régions rurales du nord du Dand et dont le frère Mirwais était un intervenant dans les rouages politiques de la Police de Kandahar, avait des relations avec Hafiz Majid. On peut conclure que ces relations n'étaient pas entièrement anodines, vu la violence qui se déchaînait contre la police dans les districts occidentaux de la ville[304].

Le maire Gulam Haidar Hamedi était un important allié du Canada et il incarnait mieux que quiconque ce que pouvait être une personne d'influence honnête, d'après les normes occidentales, à Kandahar à ce moment-là. Hamedi, qui avait son franc-parler, mettait constamment au pied du mur les gens d'affaires louches et il est même allé jusqu'à démolir un marché contrôlé par des personnages suspects. Au dire des Canadiens, Hamedi ne pouvait pas être soudoyé, ce qui faisait sourciller des personnes d'influence au niveau provincial. Paralysé par un manque de personnel et par les tentatives suspectes que l'ONU faisait pour lui trouver des adjoints, Hamedi s'occupait de tout, notamment de la distribution de l'électricité, de l'approvisionnement en eau et de l'économie. À ce moment-là, il cherchait à régler les questions liées aux droits d'accès dans le contexte de la construction de l'autoroute devant contourner la ville de Kandahar au sud de la ville. Il savait que ce projet de plusieurs millions de dollars attirait tous les mauvais éléments et qu'il risquait de déstabiliser la situation. De même, Hamedi s'inquiétait on ne peut plus de la pénurie persistante d'eau propre dans Kandahar. Pour une raison quelconque, il préférait traiter avec les agents canadiens de la COCIM, même après que d'autres éléments ont essayé de travailler avec lui. Il se méfiait de la police et a même menacé de remettre aux médias une liste des fonctionnaires corrompus contenant aussi les détails de leurs activités criminelles. Voilà qui rendait instable la dynamique politique[305]!

Hamedi était parent avec le gouverneur Wesa, ce qui s'est avéré un facteur clé quand il a fallu atteindre un certain degré de coordination relativement aux projets de développement dans la ville. Par l'intermédiaire de l'équipe de la COCIM, l'ERP a travaillé avec les deux hommes et elle a aidé à coordonner la mise en œuvre du Programme de développement

dans les districts de la ville, tout comme les ADD avaient travaillé dans les régions rurales. Comme toujours, la question a consisté à trouver des Afghans qualifiés et courageux qui accepteraient de prendre les choses en main[306].

Il y a aussi eu une importante émeute à la prison de Sarposa, et les forces de sécurité de la prison qui étaient encadrées par Service correctionnel Canada ont magnifiquement bien géré la situation. Le gouverneur adjoint a fait pression pour que le personnel intervienne avec violence afin de mettre fin à l'émeute, mais ce dernier a réussi à négocier avec les chefs des émeutiers et à les isoler. Il n'y a eu ni mort ni blessé[307]. Pour ce qui concerne la violence dans la ville pendant cette période, il y a eu quatre attentats graves à l'EEI contre la police en janvier, et des EEI ont été trouvés à divers endroits presque tous les jours par les patrouilles de la police. Après qu'un insurgé au volant d'une voiture bourrée d'explosifs a fait détoner ces derniers prématurément, la police afghane, appuyée par le 97e Bataillon de la police militaire, a réuni des renseignements et exécuté l'Op JANGYALAY dans le district no 6. L'opération n'a pas permis de découvrir grand-chose, mais elle avait été planifiée et dirigée par la Police nationale afghane[308].

Le 18 janvier, les talibans ont déclenché une grande attaque coordonnée contre le Palais présidentiel et d'autres installations clés du gouvernement à Kaboul. L'ennemi a employé des bombes humaines, puis des forces terrestres. Craignant une attaque semblable, tous les commandants des forces de sécurité afghanes à Kandahar ont planifié et exécuté l'Op MAYWAND. Les observateurs canadiens ont été stupéfiés. L'ampleur de cette opération a été spectaculaire : près de 500 membres des forces de sécurité afghanes y ont pris part. Le CCO-P, au Camp Nathan Smith, a assuré la surveillance avec ses caméras montées sur des aérostats, et le 97e Bataillon de la police militaire a encadré certaines des opérations, mais ce fut essentiellement une intervention afghane qui a duré près d'une semaine. Les forces de sécurité afghanes ont été particulièrement séduites par les capacités des aérostats. Il a été établi que l'Op MAYWAND avait complètement perturbé l'activité ennemie dans la ville de Kandahar et qu'elle avait même incité certains chefs ennemis à quitter les zones urbaines pendant un certain temps[309]. Le 97e Bataillon de la police militaire a analysé la situation et il a exprimé à la FO Kandahar ses craintes :

> [V]u nos opérations et la multiplication des opérations de sécurité de la Police nationale afghane, les insurgés changeront probablement de tactique par suite des échecs répétés de leurs attaques avec des VBIED et des EEI. Ils s'adonneront sans doute de nouveau à des assassinats et à des enlèvements et ils recommenceront peut-être à poser des EEI en bordure des routes afin de conserver une certaine influence sur la population locale[310]. [Traduction]

Pendant l'Op MAYWAND, les opérations de sécurité ont prévenu quatre tentatives d'assassinat contre des personnalités en vue. Les forces afghanes ont éprouvé une telle rage qu'elles ont amorcé la planification de l'Op MAYWAND II pendant que l'autre se poursuivait encore. Pendant ce temps, le 97e Bataillon de la police militaire a relevé l'ERP dans sa fonction de commandant de l'environnement d'opérations à Kandahar.

Exaspéré par ses échecs répétés, l'ennemi s'est mis à tuer des personnes qui avaient des liens de bas niveau avec le gouvernement. Le 1er février, Khudi Dad Saha Agha, un travailleur de la construction du Dand, a été trouvé mort. Quelques heures plus tard, dans des incidents distincts, un chef religieux chiite a été abattu, et trois employés d'une entreprise de sécurité ont été tués dans leur véhicule dans le district no 3 alors qu'ils rentraient chez eux : deux d'entre eux étaient parents avec Ahmad Wali Karzai. Cette dernière attaque n'était de toute évidence pas une coïncidence[311]. La police militaire des États-Unis a été ciblée par un EEI le lendemain, et immédiatement après, un EEI a tué quatre policiers afghans.

L'Op MAYWAND II a été suivie des versions III et IV, et les Canadiens ont continué de les appuyer comme auparavant au CCO-P et depuis le Camp Nathan Smith. La pression exercée sur l'ennemi a été telle qu'une personnalité religieuse a abordé les forces coalisées pour leur offrir de négocier la réconciliation avec les commandants des quatre cellules talibanes de la ville[312]. L'équipe canadienne des OPPSY a été chargée de surveiller les attitudes de la population pendant les opérations MAYWAND. La principale question qui s'est posée a été la suivante : Que devait fournir le gouvernement pour amener les habitants de la ville à cesser de soutenir les insurgés?

> La majorité des Afghans de la ville ont évoqué les possibilités d'emploi dans leurs réponses. L'emploi et l'alimentation en électricité sont les deux domaines, hormis la sécurité, où le gouvernement peut intervenir pour améliorer leur vie, selon les habitants. Interrogée sur la question de savoir ce que leur gouvernement devait faire pour développer la ville de Kandahar, la majorité a mis l'accent sur la sécurité. Pour les habitants de l'endroit, la paix et la sécurité reposent sur la *sulha* (politesse et bonté), l'unité et la stabilité. Les habitants de la ville sont en faveur d'établir la paix avec les talibans, mais ils estiment que « la paix avec les insurgés ne se réalisera jamais à cause de l'influence étrangère. Ces derniers posent trop de conditions pour conclure un accord de paix[313] ». [Traduction]

Cependant, aucun accord de paix n'a été conclu. Intimidés par le renforcement de la sécurité, les talibans ont amorcé leur campagne d'assassinats le 24 février en tuant Abdul Majid Babai, ancien directeur de l'information et de la culture de l'Afghanistan et conseiller discret du gouverneur Wesa. Des chauffeurs de camion de chantier de construction vivant dans le district no 10 ont trouvé des EEI attachés à leur porte[314]. La campagne systématique d'assassinats visant des « cibles non protégées » et menée par les

insurgés faisait maintenant rage. Le problème pour les forces coalisées résidait désormais dans le fait que l'Op MOSHTARAK ponctionnait des éléments des unités afghanes dans la province de Kandahar. Il allait peut-être falloir réduire la pression exercée alors sur les insurgés à Kandahar par les opérations MAYWAND, à cause des ressources accrues exigées dans la province d'Helmand[315]. La seule perte de vie subie par les Canadiens à Kandahar pendant cette période a été la mort accidentelle du Cpl Joshua Baker du Loyal Edmonton Regiment au cours de ce que les enquêteurs ont décrit comme ayant été une activité d'entraînement mal dirigée.

Le développement et la gouvernance dans la province au début de 2010

Tandis que le quartier général du Bgén Ménard cherchait à s'extirper de la toile de questions liées au développement et à la gouvernance pour se concentrer sur les districts, l'état-major constatait que ce processus était plus facile à décrire qu'à réaliser. Le Commandement régional (Sud) l'a emporté de plus en plus sur le tandem de la FO Kandahar et du gouvernement provincial, de sorte qu'à la fin de décembre, il a fait savoir que ses priorités en matière de développement seraient dès lors l'éducation, la santé et la gouvernance[316]. Les mécanismes devant permettre d'exprimer concrètement ces priorités n'existaient pas encore, mais dans les milieux du Commandement régional (Sud), on espérait beaucoup qu'une nouvelle organisation, appelée Plate-forme régionale (Sud), pût agir comme une « super-ERP » [Traduction]. Cependant, tant que cette plate-forme n'a pas été mise sur pied, c'est-à-dire jusqu'au début de 2010, les relations entre la FO Kandahar et les diverses entités de gouvernance et de développement sont restées embrouillées.

Au début de 2010, la FO Kandahar ne participait à peu près pas au projet du barrage de Dahla[317]. La manipulation de contrats relatifs à ce projet par de hauts fonctionnaires afghans a été signalée, mais la question a été perçue par la FO Kandahar comme ayant de moins en moins de pertinence[318].

À mesure que l'influence de la FO Kandahar diminuait, il s'est avéré de plus en plus difficile d'exploiter les questions provinciales pour appuyer les opérations canadiennes. Si les relations avec la police par l'intermédiaire de l'ERP n'étaient pas complètement coupées, elles étaient réduites au point que la FO Kandahar passait de plus en plus par le CCO-P au Palais pour influer sur les questions intéressant la police[319]. Cela dit, cependant, le chef de police canadien a plus tard joué un rôle important lorsqu'il s'est agi d'appuyer les efforts de la police dans le Dand. Comme ce dernier n'était pas officiellement un district, il n'avait aucun niveau de dotation approuvé *(Tashkil)* pour la police. Tant que cette anomalie du régime de gouvernance n'a pas été réglée, il n'y a eu aucun financement de la police, ce qui a eu des conséquences négatives pour les opérations de contre-insurrection dans le Dand. Toute une gamme de mécanismes d'influence a été employée pour établir « un *Tashkil* provisoire » dans le Dand[320].

Un nouvel accent mis sur l'éducation dans la province de Kandahar a transcendé la distinction faite par le Canada entre la province et les districts. Encouragées, semblait-il, par les chefs de district faisant valoir les points de vue de leurs collectivités respectives, la construction d'écoles et leur dotation en personnel sont devenues en janvier 2010 un « thème de la stabilisation » au sein du Commandement régional (Sud) et de l'ERP[321]. Comme la construction d'écoles était aussi liée aux priorités du Canada, l'éducation dans les districts constituait un moyen de rapprochement possible entre la FO Kandahar et l'ERP. Cela a fini par être le cas plus tard.

L'éradication de la polio est devenu nettement moins important dans le discours de l'Armée canadienne à Kandahar au début de 2010, hormis le fait que les activités des ONG dans les zones contrôlées par les insurgés entravaient les efforts que le gouvernement faisait pour affirmer son autorité. Plus tard en 2010, un raid mené dans une enceinte dans le district de Daman a permis de découvrir une cache d'armes, mais aussi des flacons contenant une culture vivante du virus de la polio, un microscope et une centrifugeuse. Les Canadiens ont conclu ce qui suit :

> [I]l est possible que les insurgés cherchent à militariser l'agent biologique en versant la culture vivante dans les flacons de vaccin vides, puis à redistribuer les flacons pour infecter la population locale […] un insurgé basé au Pakistan savait qu'un agent chimique était mis à l'essai dans un endroit secret. L'agent avait été administré à des personnes, et des rapports ultérieurs fiables ont révélé que ces essais avaient échoué[322]. [Traduction]

Encore une fois, les défenseurs de l'insurrection, qui la présentait comme une série d'attaques désordonnées exécutées par des habitants de l'endroit mécontents et peu raffinés, ont été confondus.

Au chapitre de la gouvernance, la légitimité du gouvernement continuait d'être mise en doute. Les rapports sur la situation politique révélaient ce qui suit :

> Les médias de Kandahar, les analystes politiques et le public s'entendent de plus en plus pour dire que les membres du nouveau cabinet formé par le président Karzai comprendront un nouveau gouverneur provincial. Les défis qui se poseront au successeur de Wesa sont énormes : il fera face aux pressions intenses que les intervenants internationaux et locaux exerceront pour que des efforts plus grands soient faits afin de juguler la corruption et de réduire les intérêts contradictoires des personnes d'influence ([en] particulier, ceux d'Ahmad Wali Karzai). Bien que le président Karzai a promis de faire plus pour mettre fin à la culture d'impunité perçue, les Kandaharis doutent encore qu'un gouverneur plus fort et plus compétent soit nommé […] La FO Kandahar craint beaucoup que le nouveau gouverneur ne possède pas un appui suffisant de la part de Kaboul pour obtenir véritablement la coopération de la population de la province[323]. [Traduction]

Photo : Auteur

Les talibans et leurs alliés ont cherché à remplir avec un agent chimique ou biologique des flacons vides de vaccin contre la polio comme celui-ci afin de miner le programme de vaccination appuyé par le Canada.

Cependant, aucun remplaçant n'est arrivé, mais la possibilité que Gul Agha Sherzai soit ramené à Kandahar depuis Nangarhar pour devenir le nouveau gouverneur a enthousiasmé les personnes d'influence de Kandahar. Sherzai est effectivement venu à Kandahar et s'est réuni avec Ahmad Wali Karzai qui, méfiant, voulait sonder les intentions de Sherzai. Non par pure coïncidence, le gouverneur Wesa a été convoqué à Kaboul pour parler affaires au cours de cette période[324]. Il est difficile d'exagérer l'importance de ce glissement éventuel des rapports de force pour l'effort canadien. Les Barakzais soutenaient sans doute l'insurrection tacitement (mais cela n'avait pas été prouvé) depuis 2005, année où ils avaient perdu le pouvoir aux mains des Popalzais. En effet, la décapitation des tribus des Alikozais et des Alizais dans le district d'Arghandab et dans la région de Senjaray-Asheque ne laissait plus en lice que les Barakzais, les Popalzais et les Noorzais opprimés, et les Noorzais – qui constituaient l'épine dorsale de l'insurrection dans de nombreuses localités – étaient terriblement affaiblis. Le retour d'un gouverneur barakzai (surtout si c'était le puissant Gul Agha Sherzai) qui pourrait tendre la main aux Noorzais aurait pu affaiblir les insurrections locales, pendant que les éléments basés à l'extérieur et soutenus depuis l'extérieur auraient poursuivi leurs

activités comme auparavant. La violence commerciale entre les factions serait peut-être réduite par un rapprochement négocié par les États-Unis, ou à tout le moins influencée par l'énorme capacité financière inhérente à l'arrivée massive des troupes étasuniennes et par le besoin connexe d'ouvrages d'infrastructure. C'était là un avenir possible, et tout cela est resté à voir jusqu'à une date avancée de 2010.

Les opérations dans le district de Dand, en janvier et février 2010

Au dire de tous, les efforts déployés dans le district de Dand ont continué d'être fructueux au début de 2010; la FO Kandahar entretenait le dialogue avec les collectivités et leurs dirigeants par l'intermédiaire de la Compagnie de stabilisation B, de l'organisation chargée des travaux de construction (OTC), de l'ELMOP et du GT. Certes, l'ennemi n'a pas cessé ses activités, mais les opérations menées dans le Dand ont montré ce qu'il était possible d'accomplir avec une forte participation et un intérêt marqué de la part des intervenants canado-afghans. Les projets locaux dans toutes les collectivités ayant bénéficié des opérations KALAY se sont poursuivis, malgré quelques problèmes liés à l'attribution des contrats, problèmes qui ont été réglés grâce à des négociations orchestrées par l'OTC. Dans la plupart des cas, il s'agissait de connaître les alliances établies dans les diverses localités et de savoir comment elles influaient sur l'embauche; autrement dit, la situation s'apparentait beaucoup au régime d'adjudication des contrats municipaux au Canada. L'équipe de la COCIM a constaté à maintes reprises que les maliks des villages situés à la périphérie des secteurs où les opérations KALAY avaient eu lieu voulaient eux aussi réaliser dans leurs collectivités des projets d'irrigation et de construction de routes semblables à ceux exécutés dans ces villages[325].

Le *modus operandi* canadien dans le Dand consistait à faire en sorte que l'équipe de la COCIM aide l'agent de l'ACDI chargé de stabiliser le district à s'associer aux grands programmes au niveau provincial, pendant qu'elle et l'OTC maintenaient l'essor au niveau du district et des localités avec les autorités afghanes. Par exemple, l'équipe de la COCIM et l'ACDI ont facilité le travail de l'agent des soins de santé du district au cours de ses tournées dans les villages du Dand, puis elles ont veillé à ce qu'il soit appuyé au niveau provincial. L'équipe de la COCIM et l'ACDI ont aussi coopéré pour amener les organismes de l'ONU à fournir leur aide à un camp pour personnes déplacées internes, à la frontière entre le Dand et le district n° 5. Pour une raison quelconque, les autorités supérieures n'avaient pas pris conscience de l'existence de ce camp[326].

Le Dand est devenu le lieu où a été mis en œuvre un nouveau programme appelé « Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes » (PCSEJ), mieux connu sous le nom de « Fils de Kandahar » (auparavant, « Fils de Nakhoney »). En gros, ce programme reproduisait en Afghanistan le programme Katimavik canadien, ou il s'apparentait aux programmes liés aux opérations de stabilisation des villages, ou les deux. Les maliks des villages ont été abordés

par un chef de projet du PCSEJ, qui leur a demandé de fournir dix jeunes hommes et un superviseur. Ceux-ci ont reçu un uniforme de travail et du matériel. Leur rôle consistait à entretenir les routes locales et à remettre les mosquées à neuf. Il leur incombait aussi de repérer les familles dans le besoin et de leur distribuer ensuite des biens achetés localement pour assurer leur subsistance pendant l'hiver. L'OTC a pris note des réactions des habitants de Belanday, de New Mashor et de Zor Mashor : ils étaient « enthousiasmés » par la possibilité d'entreprendre ces travaux dans leurs collectivités respectives[327].

En ce qui concerne la police, des progrès qualitatifs considérables s'accomplissaient malgré l'intransigeance bureaucratique. La Direction indépendante pour la gouvernance locale refusait toujours d'accorder le statut de district au Dand; par conséquent, il n'existait encore aucun niveau de dotation approuvé *(Tashkil)* pour la police[328]. La situation n'a pas empêché les chefs de police du district et de la province d'assurer d'efficaces services de sécurité dans les localités. Le chef de police du district et la Direction nationale de la sécurité ont collaboré pour enrayer un complot visant à assassiner le gouverneur du district Nazek, et le chef provincial a visité les milices des villages pour les encourager à suivre l'entraînement de la police. La police du Dand était dès lors à même de déployer indépendamment sa FRR en cas d'attaques à l'EEI et de le faire efficacement quand ses patrouilles étaient attaquées[329].

Seulement trois attentats à l'EEI ont été perpétrés contre les forces canadiennes en deux mois, et personne n'a été tué au combat. Cependant, les insurgés ont continué d'intimider la collectivité de Gorgan à tel point que les habitants ont demandé des armes pour leur résister. Toutefois, ces derniers ont dû attendre. La FO 72, chargée d'organiser des opérations de stabilisation des villages dans le Dand, menait dans Angurian un projet pilote qui n'en était cependant qu'aux stades préliminaires[330]. Belanday a aussi attiré l'attention des talibans : des lettres de nuit ont été affichées, et le malik Sayed Gul Agha a été enlevé[331].

Le principal problème qui s'est fait jour dans le Dand au début de 2010 concernait la gouvernance. Le gouverneur du district Nazek, qui entretenait une superbe relation avec les Canadiens depuis 2008, s'est soudainement distancié d'eux et a commencé à gêner la coordination des efforts de sécurité dans le Dand, en particulier quand le chef de police de la province a renforcé la présence de la police dans le district. L'obstruction de Nazek a pris plusieurs formes; par exemple, il voulait que le CCO-D (D) soit séparé du Centre de district. Il passait d'un extrême à l'autre relativement au rôle de l'ADD, tout dépendant de la personne présente. Certains ont cru qu'il avait même organisé une manifestation contre le CCO-D (D) en une occasion[332].

Une analyse méticuleuse a pointé du doigt le frère de Nazek, Fatay Khan, qui était à la tête d'une société de sécurité privée et d'une entreprise de construction. On ne savait pas au juste quels liens existaient entre Fatay Khan et les intérêts des Barakzais, ou avec l'organisation popalzaie complexe en matière de construction et de sécurité à Kandahar,

mais les agents de sécurité privés de Khan circulaient dans le Dand dans des véhicules Ranger de la police et se comportaient de plus en plus, aux yeux des observateurs canadiens, comme une milice privée de Nazek. Les interprètes de Khan manipulaient les relations entre l'OTC et les agents de la COCIM, d'une part, et les habitants locaux, d'autre part, au CCO-D (D) et au Centre de district en fournissant des traductions fausses ou trompeuses des plaintes émanant de la population. Les agents de sécurité de Khan étaient, semblait-il, accusés de soutirer de l'argent aux camionneurs sous-traitants travaillant à des projets appuyés par l'OTC. La population locale s'adressait à Fatay Khan au sujet des questions de sécurité au lieu d'aller à la police[333].

Nazek a alors menacé de démissionner et de s'adresser aux médias. Une première analyse a révélé ce qui suit :

> [Nazek a tenté] d'affirmer son autorité devant la population locale […] le fait que [l'agent des opérations] du CCO-D (D) ait géré la question avec calme et courtoisie a probablement rendu [Nazek] encore plus furieux, car il n'obtenait pas les résultats qu'il voulait, et la population se disait d'accord avec [les forces coalisées]. Les bonnes communications entre [le cmdt de l'escadron de reco] et l'ERPK ont permis de déjouer ce qui aurait pu être un stratagème adopté par le chef de district pour mettre deux unités différentes en concurrence l'une contre l'autre pour parvenir à ses propres fins[334]. [Traduction]

L'analyse de la FO Kandahar a établi que :

> Les actions de [Nazek] révèlent que la contestation récente de son autorité lui déplaisait. Mentionnons à cet égard l'autonomie grandissante de la Police afghane en uniforme, l'assurance manifestée par la choura du district et la perte possible des contrats adjugés à la société de sécurité privée de sa famille. C'était là autant de signes que la primauté du droit et la gouvernance prenaient de plus en plus racine dans la région[335]. [Traduction]

Nazek avait sans doute joué un rôle favorable et utile dans le passé, mais son frère et lui poursuivaient désormais des objectifs opposés à ceux de la FO Kandahar dans le Dand.

Tout compte fait, toutefois, la réussite du Canada dans le Dand jusqu'à ce moment-là a été observée par la Compagnie de stabilisation B quand elle s'est rendue à Teymurian à la fin de janvier :

> Pendant les entretiens avec les habitants de l'endroit, ils ont demandé pourquoi nous n'arborions plus le drapeau afghan. Nous leur avons dit que l'ancien drapeau avait été retiré et hissé au CCO-D (D) et que le nouveau drapeau n'était pas encore arrivé. La population locale se disait très intéressée par cette question, car elle « éprouvait de la fierté » en pensant que nos drapeaux flotteraient côte à côte[336]. [Traduction]

Le 19 février, de petits groupes d'agents talibans sont entrés dans les villages de Nakudak et de Molla Kuchi et y ont assassiné les mollahs. Comme la ville de Kandahar, les districts allaient bientôt vivre une sournoise campagne d'assassinats dirigée contre ce que la FO Kandahar appelait des « objectifs vulnérables »[337].

Les opérations dans le district de Zharey, en janvier et février 2010

Au début de janvier, le Zharey a d'abord été déclaré « stable », même si des combattants locaux continuaient à y poser des EEI; de nombreux commandants ennemis avaient été tués ou étaient allés se réfugier en lieu sûr au Pakistan. Le principal problème pour le 1-12 Infanterie était que le 1er Kandak allait bientôt être retiré du Zharey pour être envoyé dans la province d'Helmand, ce qui allait créer une brèche importante dans l'appareil de sécurité. Rappelons que le 6e Kandak était un bataillon de protection des routes non encadré par des mentors et ayant du mal à s'acclimater au district de Zharey. Le commandant de l'ELMO, le Col Shane Brennan, a travaillé avec le Bgén Basir pour colmater la brèche susmentionnée. En définitive, Kaboul a décidé de constituer une quatrième compagnie dans chacun des trois kandaks d'infanterie de la 1-205 Brigade. Cependant, ces compagnies étaient à peine entraînées et n'avaient aucun mentor. Elles ont été affectées dans le Zharey à la fin de janvier, et l'ELMO canadienne s'est précipitée pour envoyer deux équipes de mentors travailler avec elles[338].

L'Op DALBOR SHIELD s'est poursuivie, mais sans les ressources qui lui avaient été affectées en 2009. Malgré tout, un CU-170 Heron a pu repérer une équipe de poseurs d'EEI qui a ensuite été éliminée par un UAV armé. En une autre occasion, un ScanEagle a aperçu une autre équipe de ce genre et en a signalé la présence à un bombardier B-1B qui l'a prise à partie et détruite[339].

Le principal problème dans le Zharey était encore le corridor d'Asheque-Senjaray. Trois attaques à l'EEI, dont l'une exécutée par une bombe humaine, ont coûté la vie à huit soldats des États-Unis en janvier et février 2010. Pendant cette période, il y a eu six autres attentats à l'EEI qui ont fait de nombreuses victimes chez les militaires et civils afghans. Le village de Bag-e Pol était « corrompu », en particulier la police locale, et les propriétaires de boutique y servaient d'informateurs pour les insurgés. Des efforts ont été faits pour lancer des projets de développement dans la région, y compris la construction d'une école, mais c'était chaque fois une tâche pénible pour l'équipe canadienne de la COCIM et l'ESD des États-Unis. Le 1-12 Infanterie a injecté là des fonds du CERP, ce qui a aidé à faire progresser les projets peu à peu, mais les personnes d'influence de la localité, y compris la police, ne s'y intéressaient pas du tout[340].

Une équipe canadienne de mentorat de la police est revenue dans le Zharey, mais elle a constaté que la corruption y sévissait encore sous Bismullah Jan qui avait étonnamment

réussi à s'y maintenir en poste pendant tout ce temps. Comme Jan n'était habituellement pas accessible, les mentors canadiens se sont déployés dans les postes de contrôle de la police pour y donner sur place, dans chaque peloton de la police, une formation sur la lutte contre les EEI, sur la primauté du droit et sur les premiers soins. L'état de la police de Bag-e Pol demeurait fort problématique, et les Canadiens ont pensé qu'elle avait été intégralement infiltrée par les insurgés[341].

La gouvernance dans le Zharey est demeurée quasi inexistante. Environ 200 insurgés de la province d'Helmand passaient l'hiver dans les zones intérieures du district, et les chefs locaux membres des diverses chouras et assemblées ne vivaient pas en fait dans le Zharey; la situation réduisait l'influence de Sahardi, chef du district, auprès de ces collectivités situées le long de l'Autoroute 1. L'ADD poursuivait son travail de façade, et l'équipe canadienne de la COCIM et l'ESD des États-Unis faisaient ce qu'elles pouvaient avec les ressources dont elles disposaient. USAID a lancé quelques projets rémunérés à l'acte, mais le seul projet digne de mention qu'elles ont pu amorcer a été la construction d'une école à Bag-e Pol, et même ce projet a été bloqué par les personnes d'influence de la localité. La nature étrange de la politique de district a persisté quand Essa Khan, originaire de Sangsar, une localité contrôlée par les insurgés, est arrivé pour assister à l'ADD. La raison avouée donnée pour expliquer la présence de Khan a été qu'il était un ami du gouverneur du district. Finalement, une équipe de vérification venue de quelque part, peut-être de Kandahar ou de Kaboul, est arrivée à la fin de janvier. Sahardi était « inquiet », et l'on avait l'impression qu'il serait peut-être démis de ses fonctions. La FO Kandahar a essayé de faire renvoyer le chef de police du district. Les observateurs canadiens ne savaient pas au juste si Sahardi ou Jan était au cœur du problème, mais il fallait que l'un d'eux soit remplacé pour que les choses puissent progresser dans le district de Zharey[342].

Étant donné les restrictions imposées au district par l'Op MOSHTARAK et par l'imbroglio quasi impossible concernant la gouvernance et la police, la FO Kandahar ne pouvait espérer faire mieux que de maintenir l'Autoroute 1 ouverte aussi loin vers le sud que possible.

Opérations de l'Escadre aérienne

L'Escadre aérienne de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, encore appelée FO Silver Dart, a continué à se stabiliser pendant toute l'année 2009. Parce que le Bgén Ménard l'exigeait, le nouveau commandant de l'Escadre, le Col Christian Drouin, a reçu l'ordre de fournir un indicatif à chacun des éléments de l'Escadre aux fins de la Force opérationnelle. La Force d'hélicoptères du Canada en Afghanistan a dès lors été appelée FO Freedom et elle a continué d'être munie de huit CH-46 Griffon et de six CH-147 Chinook. L'ancien détachement canadien d'UAV Heron, constitué d'anciens équipages des avions de patrouille Aurora, est devenu la FO Erebus; par ailleurs, l'élément

de soutien du théâtre, avec ses CC-130 et ses CC-17, et l'Escadron de soutien de mission ont dès lors porté le nom de FO Canuck. À ce moment-là, l'Escadre aérienne comptait 450 membres. Sur l'organigramme, les hélicoptères loués de l'Unité canadienne de transport aérien à contrat (CCAT) étaient reliés en pointillé à la FO Silver Dart : ses ex-pilotes soviétiques non conformistes volaient aux commandes de deux KA-32 HELIX et de quatre appareils de transport Mi-8 HIP. Le mystérieux détachement aérien d'opérations spéciales était aussi de la partie, avec ses appareils spéciaux également. Le Col Drouin et les autres équipages d'hélicoptère tactique décrivaient constamment l'Escadre comme étant le « Bataillon d'aviation », à la grande déception de certains des chefs plus conservateurs de la Force aérienne[343]. Les Forces terrestres des États-Unis et les Forces aériennes des États-Unis [U.S. Air Force], dotées d'appareils UH-160 Black Hawk et HH-60 PAVE et de techniciens paramédicaux basés au KAF, ont continué d'exécuter les évacuations sanitaires[344].

La FO Freedom avait pour principale mission de veiller à ce que les opérations de maintien en puissance des forces combattant dans les districts occidentaux ne dépendent pas des routes, l'objectif étant de réduire le nombre d'attaques à l'EEI et, par conséquent, les pertes humaines. En l'occurrence, le maintien en puissance comprenait la livraison des ravitaillements et la rotation du personnel (renforts, remplacements, ou congé de retour au domicile)[345].

Le nouveau fait primordial pendant cette période a été la mise en service de l'ensemble de capteurs MX-15 pour les hélicoptères CH-146 Griffon. Ce système de caméra sphérique a procuré à ces derniers une capacité de surveillance semblable à celle des UAV. Des mesures ont été prises pour que les images soient acheminées en temps réel aux utilisateurs finaux appropriés de la FO Kandahar, mais cela s'est avéré problématique à ce moment-là. Quatre de ces systèmes ont été mis en service en novembre 2009, et en mars 2010, les huit Griffon en ont été munis[346].

Le concept du tandem de Griffon armé a été formulé parallèlement à la mise en service du système MX-15. Le 408e Escadron, dirigé par le Lcol Jeff « Smytty » Smyth, a jumelé un Griffon doté d'un système MX-15 à un Griffon armé d'un canon M-134D Dillon Gatling. Le premier repérait la cible, et l'autre faisait feu sur elle. Ce tandem s'est avéré inestimable quand il a fallu prendre à partie des cibles fugaces telles que des postes de contrôle illégaux mis sur pied par des insurgés et leurs guetteurs donnant l'alerte tôt. Avec les bonnes règles d'engagement, ces deux catégories inquiétantes d'activités ennemies ont pu être supprimées rapidement. Cependant, la principale mission du Griffon était d'escorter les CH-147 Chinook pendant qu'ils assuraient le ravitaillement aérien et transportaient les troupes d'assaut. Leur mission secondaire était d'appuyer les forces terrestres pendant qu'elles étaient en contact avec l'ennemi (TEC). C'était là des interventions exécutées « au pied levé » au cours desquelles un tandem de Griffon armé interrompait son vol d'escorte quand des troupes terrestres étaient attaquées : le Chinook était escorté jusqu'à la FOB vers laquelle

il se dirigeait, puis les Griffon partaient à la chasse. À mesure que les équipages ont acquis de l'expérience et que les congés de retour au domicile sont devenus moins nombreux plus tard au cours de la période de service, le Col Drouin a mis un tandem de Griffon armé en état d'alerte au sol, pour qu'il puisse intervenir en quelques minutes quand des forces canadiennes entraient en contact avec l'ennemi. Le Commandement régional (Sud) n'a pas été informé de l'existence de cette capacité, qui est demeurée un atout de secours proprement canadien[347].

D'autres tactiques jumelant l'emploi d'UAV, des tandems de Griffon armés et des assauts aériens ont été mises au point pendant cette rotation. Par exemple, un UAV CU-170 Heron était envoyé d'avance pour repérer une zone d'atterrissage. Le tandem de Griffon armé s'amenait pour confirmer le choix de la zone et supprimer toute menace repérée par l'UAV; ensuite, les Chinook déposaient les troupes ou exécutaient une évacuation sanitaire (MEDEVAC)[348]. Le Col Drouin et son état-major ont fait l'évaluation suivante : « Quand nous nous amenons, tout le monde se cache. Est-ce l'effet que nous voulons? Oui. Cela calme les choses et réprime l'activité de l'ennemi. » Les combattants ennemis qui sortaient de la zone à cause de la présence des hélicoptères étaient alors repérés par les CU-170, suivis, puis ciblés par les ressources aériennes disponibles à ce moment-là[349].

La question du regroupement des capacités canadiennes d'assaut aérien avec celles du Commandement régional (Sud) s'est posée en 2009-2010. Un des problèmes qui ont transpiré de l'enquête sur l'écrasement d'un Griffon à Qalat pendant l'été 2009 était que les hélicoptères canadiens n'étaient pas munis d'un système de communication à grande portée; par conséquent, il était difficile d'exercer le commandement et contrôle sur eux une fois qu'ils sortaient de la région de Kandahar. En effet, la Force d'hélicoptères du Canada se déployait en dehors de la province de Kandahar presque autant qu'elle était employée dans les limites de celle-ci, ce qui réduisait la couverture de la zone d'opérations du Canada par les aéronefs de notre pays. Quand le Commandement régional (Sud) s'est scindé en deux commandements et que la zone du Commandement régional (Sud) a été réduite, la décision a été prise de limiter les opérations des hélicoptères canadiens à la province de Kandahar autant que possible. Le Col Drouin estimait que ses équipages étaient pressés de se rendre dans des endroits qui n'étaient pas à même de soutenir les opérations des Griffon, et d'y mener des opérations. Ces appareils n'étaient compatibles ni avec d'autres aéronefs alliés ni avec leurs installations de soutien[350].

Le fait que les CU-70 Heron étaient loués risquait parfois de faire problème. La FO Kandahar voulait accroître la zone couverte par les UAV, car plus de systèmes des États-Unis étaient réservés aux activités nationales des troupes étasuniennes, proportionnellement à leur nombre. Au lieu d'accroître tout simplement le taux de sorties des UAV et de consacrer des ressources supplémentaires au maintien en puissance de ces

engins, on a amorcé un laborieux processus pour amener le gouvernement canadien à accepter de verser plus d'argent à l'entrepreneur pour qu'il soit possible d'accroître le taux de sorties. Il a fallu trois mois pour régler la question dont le dossier s'est rendu jusqu'au Cabinet. Entre-temps, le Bgén Ménard, qui avait été mis au courant de l'Op APPLANIX, a demandé le déploiement d'avions CP-140 Aurora avec leurs caméras MX-20. Cela lui a été refusé parce que, lui a-t-on dit, ces avions n'avaient pas les moyens de défense voulus pour remplir ce rôle. L'Escadre aérienne a plutôt poussé à leurs limites hommes et machines et interprété à l'extrême le verbiage du contrat pour tirer 630 heures de couverture d'un CU-170, ce qui équivalait à 21 heures de couverture par période de 24 heures pendant plusieurs semaines[351].

En 2009 et 2010, les avions de transport CC-130 Hercules de l'Escadre aérienne ont été employés d'une façon plus ingénieuse. Les capacités considérablement accrues de combat de nuit manifestées tout au long de la guerre en Afghanistan ont entraîné d'importantes innovations, dont l'une a été appelée « éclairage noir » [Black Illumination]. Les systèmes de vision nocturne étaient surtout directionnels, c'est-à-dire que les lunettes de vision nocturne ou les capteurs installés sur les véhicules Coyote étaient pointés dans une direction comme une lampe de poche sur une cible donnée. L'éclairage noir comportait le largage de fusées éclairantes à l'infrarouge pour « illuminer » de vastes zones, sauf que seules les personnes utilisant du matériel de vision nocturne pouvaient voir ce qui était illuminé[352].

Les forces du Corps des Marines des États-Unis [U.S. Marine Corps] présentes dans la province d'Helmand utilisaient l'éclairage noir et, avec l'arrivée d'unités des États-Unis à Kandahar, la possibilité que cette capacité soit utile aux forces tant canadiennes qu'étatsuniennes s'est concrétisée. Le Col Drouin a envoyé des membres des équipages d'avions CC-130 recevoir une formation dans l'unité des Marines et, le 19 mars 2010, la première mission canadienne avec éclairage noir a été exécutée. Elle a comporté l'emploi d'un Chinook escorté par des Griffon et transportant des équipes de tireurs d'élite des Forces terrestres des États-Unis qui ont été déposées dans les collines au nord d'Asheque dans le district de Zharey. Un CU-170 Heron a d'abord observé le mode de vie des habitants, puis l'insertion a eu lieu. Toute cette activité s'est déroulée sous un CC-130 canadien qui larguait des fusées à infrarouge. D'autres organisations alliées travaillant dans la province de Kandahar ont trouvé intéressante et utile cette capacité canadienne. Soit dit en passant, les membres de ces dernières ont aussi pu manger et boire dans certains cas parce que les avions de transport CC-130 canadiens pouvaient également se servir d'un système de largage de conteneurs avec des parachutes dirigeables guidés par ordinateur[353].

Appuyer la FO Kandahar

L'ESN composé de 450 personnes et commandé par le Lcol Jim Jensen possédait au départ une structure semblable à celle de ses prédécesseurs : il comprenait une compagnie de maintenance, une compagnie d'approvisionnement et de transport (avec un peloton de protection de la force), une compagnie de services du camp, un centre des opérations de logistique et environ 300 civils en renfort fournis par le Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) et les Services de bien-être et moral des Forces canadiennes (SSPFFC). Le concept du soutien a évolué en même temps que celui des opérations de la FO Kandahar. Au début, l'ESN en dehors du KAF comportait des détachements à la FOB Wilson, à la FOB de Ma'Sum Ghar, à la Base de patrouille Sperwan Ghar et au Centre de district de Dand. Avec l'arrivée des troupes étasuniennes, cependant, des changements importants ont été apportés pendant cette rotation[354].

Le premier changement a concerné la FOB Wilson, où se trouvaient au départ 300 soldats canadiens, mais en décembre 2009, il y avait là 700 soldats des États-Unis membres de la FO du 1-12 Infanterie. Ensuite, des changements se sont opérés au Camp Nathan Smith, qui abritait l'ERP. Quand la décision a été prise, en février, de réduire la présence de l'Armée canadienne à cet endroit et que les troupes étasuniennes du 97e Bataillon de la police militaire sont arrivées, le commandement des dernières unités canadiennes présentes au Camp Nathan Smith a été confié à l'ESN. De même, la taille du détachement de l'ESN qui appuyait l'escadron de reco du Maj Mark Popov dans le district de Dand a été réduite quand la FO du 1-71 Cavalerie a pris la relève en mars. Dans le Panjwayi, cependant, la dispersion du GT du 1 PPCLI conformément à sa nouvelle configuration dans la partie orientale de ce district a nécessité la modification de la façon dont il était ravitaillé[355].

Afin de gérer les nouveaux dispositifs, l'ESN a continué à recourir à des patrouilles logistiques de combat au sol et au soutien d'hélicoptères fournis par des entrepreneurs. Ce soutien a changé dans une certaine mesure pendant cette rotation, car la surveillance exclusive assurée à chaque patrouille logistique de combat a pris fin. Vu l'augmentation importante du nombre d'hélicoptères étasuniens et canadiens dans le ciel de la province de Kandahar, il était de toute façon assez facile d'obtenir rapidement du soutien. Les CH-147 Chinook canadiens tendaient à être employés pour les assauts aériens et le soutien logistique des unités se trouvant temporairement à l'extérieur de la zone de soutien relevant de l'ESN, tandis que les Mi-17 et les Ka-25 de la CCAT s'occupaient de ravitailler les unités canadiennes dans leurs emplacements opérationnels, à condition que le niveau de la menace fût faible[356].

Le niveau de risque a fait problème pendant cette période, car les équipages des hélicoptères de l'entrepreneur ont refusé de se rendre dans les bases d'opérations avancées si elles se situaient dans une zone rouge, où des tirs d'armes légères menaçaient les appareils.

On ne savait pas au juste qui attribuait la cote rouge aux divers endroits; par conséquent, l'ESN a fini par traiter avec les entrepreneurs et le Commandement régional (Sud) afin de préciser les critères liés à la cote rouge. Les parties sont parvenues à une solution satisfaisante, de sorte que les opérations de ravitaillement se sont poursuivies[357].

Outre que l'ESN a appuyé les forces canadiennes en déploiement, il a joué un grand rôle dans le contexte de l'arrivée des unités étasuniennes. Aucune de ces dernières – la FO du 1-12 Infanterie, la FO du 1 71 Cavalerie, la FO 2 « Fury » ou le 97e Bataillon de la police militaire – ne provenait de la même brigade. Les unités des États-Unis tendaient à ne pas fonctionner indépendamment au niveau du bataillon; par conséquent, la structure de soutien de ces quatre unités au KAF travaillait relativement au coup par coup et, en même temps, elle n'offrait pas la possibilité de recourir à des contrats pour assurer « le maintien des fonctions essentielles » dans les emplacements d'opérations avancés. Dans bien des cas, l'ESN canadien est intervenu pour faciliter les choses. Par exemple, les 700 soldats étatsuniens arrivant à la FOB Wilson n'avaient ni cuisine de campagne ni la capacité de produire des rations fraîches; c'était là une situation qui exaspérait énormément l'état-major de la FO du 1-12 Infanterie. Ces soldats auraient été privés de ces nécessités pendant près de trois mois à cause de problèmes liés à l'adjudication des contrats. Par conséquent, les trois cuisiniers de l'ESN à la FOB Wilson ont nourri 700 soldats étatsuniens et 150 soldats canadiens. Si les troupes des États-Unis avaient dû se contenter de conserves pendant trois mois, cela aurait grandement nui au moral; or la FO Kandahar avait besoin que cette unité soit pleinement opérationnelle pour s'occuper du district de Zharey[358].

En deuxième lieu, parlons du déploiement de la FO du 1-71 Cavalerie dans le Dand. Cette unité possédait une capacité de construction sous la forme d'un bataillon de construction des Forces navales des États-Unis, mais l'unité de logistique des États-Unis au KAF n'avait pas les moyens logistiques voulus pour envoyer à la FO du 1-71 Cavalerie les matériaux de base dont elle avait besoin pour son infrastructure dans le Dand. L'ESN canadien a fait en sorte que ces matériaux soient déposés au bon endroit dans le Dand et que des contrats locaux soient attribués pour aider à accomplir les travaux de construction. Soit dit en passant, cela a créé des emplois dans le district, ce qui a occupé des hommes en âge de combattre[359].

Un troisième problème a concerné les équipes mobiles de dépannage de l'ESN. Vu l'accroissement du nombre de véhicules circulant sur les routes dans Kandahar, autour de la ville ou la traversant, il s'est inévitablement produit des pannes et des pertes dues à l'action ennemie. Quand la FO du 1-12 Infanterie et la FO 2 « Fury » se sont déployées dans le Zharey et l'Arghandab, les équipes de dépannage canadiennes ont collaboré de façon interchangeable avec leurs équivalents étasuniens, car elles pouvaient mettre à profit leur vaste connaissance du terrain et leurs nombreuses relations sur place[360].

Les techniciens de la maintenance de l'ESN ont dû réparer de nouveaux équipements pendant cette rotation. Cela a compris les VBL munis d'un système d'arme télécommandé (SAT) et leurs ensembles de capteurs ainsi que les aérostats avec système de surveillance continue (SSC) et les tours RAID avec leurs caméras commandées par ordinateur. Aucun spécialiste de l'entretien des caméras montées sur les aérostats n'accompagnait ces dernières, car c'était des appareils achetés dans le commerce. Le Cpl J.T. Salois, technicien en systèmes de conduite du tir et informaticien autodidacte, a constaté, pendant qu'il assemblait les systèmes, qu'il pouvait en accroître la portée et la capacité de traitement de l'information. Par conséquent, la capacité des SSC dans le district de Panjwayi s'est grandement améliorée, ce qui a influé positivement sur la sécurité[361].

Par ailleurs, l'ESN s'est chargé d'établir une relation de mentorat avec le 5e Kandak de soutien logistique au combat de la 1-205 Brigade. Sur les ordres du Bgén Ménard, l'ESN a fourni divers programmes élémentaires d'aide. Il s'agissait d'éléments très simples, vu le faible niveau de scolarité et d'expertise technique des membres du kandak afghan. L'accent a donc été mis en priorité sur les éléments fondamentaux de l'équipement de manutention du matériel, sur la façon de gérer un entrepôt, sur la manutention sécuritaire de l'équipement et sur la formation des conducteurs de véhicules. Cependant, les Afghans n'avaient ni pièces de rechange ni outils et ils faisaient faire presque toutes les réparations par des entrepreneurs. Les efforts pour exécuter des patrouilles logistiques de combat multinationales se sont heurtés à des problèmes liés aux règles d'engagement et aux procédures tactiques différentes, à cause de l'incompatibilité des véhicules et des systèmes de communications[362].

L'Op MOSHTARAK, en février 2010

Plusieurs aspects de l'Op MOSHTARAK (mot qui signifie « ensemble ») dans la province d'Helmand sont importants pour comprendre l'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan. Tout d'abord, il y a eu la participation d'unités canadiennes à l'opération même et les questions ayant entouré leur déploiement. Ensuite, les répercussions plus vastes de l'opération ont fortement mis en évidence pour la coalition les problèmes fondamentaux auxquels notre pays et la coalition se sont heurtés dans la province de Kandahar. Il n'était plus possible d'y passer outre.

L'Op MOSHTARAK avait de multiples objectifs. Au niveau opérationnel, le district de Nad Ali, à l'ouest de Lashkar Gah, grouillait d'insurgés qui menaient des opérations depuis le réseau de canaux et de villages et en sortaient pour aller harceler la capitale. Dans ce contexte, la ville de Marjah était un de ces foyers de tension. Une opération menée par étape pour dégager cet endroit a été un exercice utile de toute façon, malgré le caractère temporaire de ses effets. Il existait cependant des préoccupations

plus profondes. Le Gén McChrystal, commandant de la FIAS, voulait une opération qui prouverait la validité du concept dégager-tenir-construire à une échelle plus grande, une opération qui amènerait le président Karzai, le gouverneur et les chefs afghans supérieurs à mettre l'accent sur le stade « construire » et qui aurait des effets stratégiques sur les opérations d'information en dehors de l'Afghanistan[363]. Le Commandement régional (Sud) a été chargé de trouver un endroit pour atteindre ces objectifs.

Comme on pouvait s'y attendre, le Commandement régional (Sud), dirigé par les Britanniques, a choisi la province d'Helmand comme théâtre approprié et a fait valoir que l'Op MOSHTARAK « prouverait la valeur du concept » [Traduction] en vue d'une opération semblable future dans la province de Kandahar. Bien sûr, pour exécuter l'opération, il allait falloir dépouiller la province de Kandahar de ses forces et les redéployer dans la province d'Helmand, encore une fois. Les Britanniques et leurs agents de publicité faisaient valoir à en perdre le souffle que le Commandement régional (Sud) se comportait de nouveau comme un commandement et qu'il « remettait au pas » [Traduction] ses forces opérationnelles nationales subalternes indisciplinées[364]. Naturellement, cette attitude a suscité la colère des Canadiens membres de la FO Kandahar.

La FO Kandahar a examiné les plans et constaté qu'elle perdrait accès à un certain nombre d'éléments habilitants quand l'opération serait organisée. D'abord, la capacité d'attaquer avec des UAV lui serait enlevée, car elle serait envoyée à l'ouest (les limites de la décision de louer les UAV Heron non armés et de ne pas acheter des engins Predator ou Reaper ont alors été mises au jour). Le même sort serait réservé à une partie de la FO Thor des États-Unis, dont les détachements s'étaient occupés de dégager l'Autoroute 1. Les unités d'appui aérien rapproché, dont le Canada ne s'était pas muni en Afghanistan, seraient aussi fortement réduites[365].

Or, le pire était encore à venir! Les personnes influentes au sein du Commandement régional (Sud) et à Kaboul ont convaincu le ministère de la Défense de l'Afghanistan qu'un des kandaks de la 1-205 Brigade devait aussi participer à l'opération, avec son ELMO. On ne sait toujours pas au juste pourquoi les autorités diplomatiques supérieures du Canada ne sont pas intervenues pour empêcher cela. Les effets du retrait du 1er Kandak de ses positions où il patrouillait et établissait des liens tous les jours avec la population locale et de son transfert dans une province qui lui était totalement étrangère faisaient de toute évidence problème, surtout le long de l'Autoroute 1; par conséquent, trois compagnies d'infanterie afghanes non entraînées et n'appartenant pas à la 1-205 Brigade ont été envoyées d'ailleurs pour remplacer le 1er Kandak. Parallèlement, les forces spéciales venaient prendre les soldats chevronnés du 1er Kandak, ce qui en réduisait encore plus les capacités[366].

Ensuite, il y a eu l'inexplicable désir du Commandement régional (Sud) d'exécuter la plus vaste opération aéromobile de la guerre. Cela signifiait que la Force d'hélicoptères du Canada serait amoindrie elle aussi, en perdant trois appareils Chinook et quatre Griffon. Par conséquent, la FO Kandahar a dû réduire le rythme des opérations pendant la majeure partie de février. Cela a eu des répercussions jusqu'à une date avancée du mandat du prochain GT[367].

Les communiqués de l'OTAN ont à toutes fins utiles passé sous silence la contribution du Canada et porté aux nues la participation des forces britanniques et étatsuniennes[368]. La FO Kandahar a donc fait monter les journalistes canadiens à bord des hélicoptères pour qu'ils couvrent « la plus vaste opération aéromobile jamais menée par la FIAS en Afghanistan ». [Traduction] Le 1er Kandak et ses mentors canadiens se sont déployés dans la province d'Helmand le 21 janvier dans une zone d'étape pendant que les autres forces se rassemblaient. Puis, l'exécution de toute l'Op MOSHTARAK a été mise en attente parce que le président Karzai n'arrivait pas à décider si elle devait être lancée ou non : son état-major a dit au Gén McChrystal que le président avait un rhume[369].

Photo : Auteur

Le gros de la Force d'hélicoptères du Canada s'est déployé dans la province d'Helmand aux fins de l'Op MOSHTARAK, décrite comme ayant été la plus vaste opération aéromobile de la guerre.

Le Lcol Jeff Smyth et la FO Freedom ont été mis au courant de l'Op MOSHTARAK vers la fin de décembre 2009. La FO Freedom et la FO Jaguar, nom de la force d'hélicoptères britannique, ont reçu un préavis leur annonçant une grande opération aéromobile (le corps aérien de l'Armée afghane devait y prendre part, mais le Gén Rezziq Sherzai, qui commandait la poignée d'appareils Mi-17 au KAF, les avait affectés à d'autres fins). La région où les hélicoptères canadiens allaient se rendre a été appelée TCA (en anglais, CAT) : triangle de Chahar-e Anjin[370] (voir la figure 6-11)

Quatre hélicoptères CH-147D Chinook et quatre CH-146 Griffon se sont rendus au Camp Bastion dans la province d'Helmand, le 8 février. Là, ils ont rejoint leurs unités homologues des forces britanniques, des Marines et des Forces terrestres des États-Unis et ils ont exécuté des exercices de chargement et de déchargement des troupes afghanes, britanniques, néerlandaises et estoniennes qu'ils déposeraient plus tard en territoire ennemi. La sécurité opérationnelle était rigoureuse : un soldat afghan a été surpris en train d'appeler chez lui pendant un exercice de chargement parce qu'il pensait que l'opération avait commencé. On ne pouvait pas vraiment compter sur un effet de surprise stratégique, cependant, étant donné la nature de l'opération. Seule la surprise tactique était possible[371].

Quand la décision a finalement été prise de lancer l'Op MOSHTARAK, des avions C-130 Hercules des Marines des États-Unis ont exécuté une mission d'« éclairage noir » soigneusement coordonnée à la verticale des zones cibles. La FO Freedom a décollé à 3 h 30 du matin le 13 février. Le Lcol Smith l'a dirigée depuis un appareil CH-146 Griffon et il s'est servi d'un capteur MX-15 pour observer les zones d'atterrissage des hélicoptères. Un UAV MQ-9 Reaper britannique les a survolés pendant ce temps. Ces deux systèmes ont fourni des points de vue vertical et oblique de la zone visée. Ils étaient accompagnés d'un Sea King britannique emportant un gros ensemble de capteurs pour observer le mouvement terrestre.

La première mission a consisté à insérer une force opérationnelle d'opérations spéciales à 3 h 34. La zone cible initiale des forces conventionnelles a été, par suite d'une intéressante coïncidence, le secteur de Spin Masjed que le 2e Kandak (d'assaut) et ses mentors canadiens avaient défendu dans le passé. Après que tous les systèmes de surveillance ont eu établi qu'aucun ennemi observable n'était présent, les Chinook canadiens se sont amenés et ont déposé les troupes britanniques pour qu'elles rendent le secteur sûr, à 4 h 13[372]. En second lieu, les hélicoptères canadiens ont transporté les Estoniens jusqu'à une position d'arrêt à l'est, à 4 h 28; en dernier lieu, des troupes britanniques ont été transportées sur les lieux à 4 h 53. Il n'y a eu ni contact avec l'ennemi ni incident. Les hélicoptères sont ensuite restés disponibles pour exécuter des tâches propres à une force de réaction rapide[373].

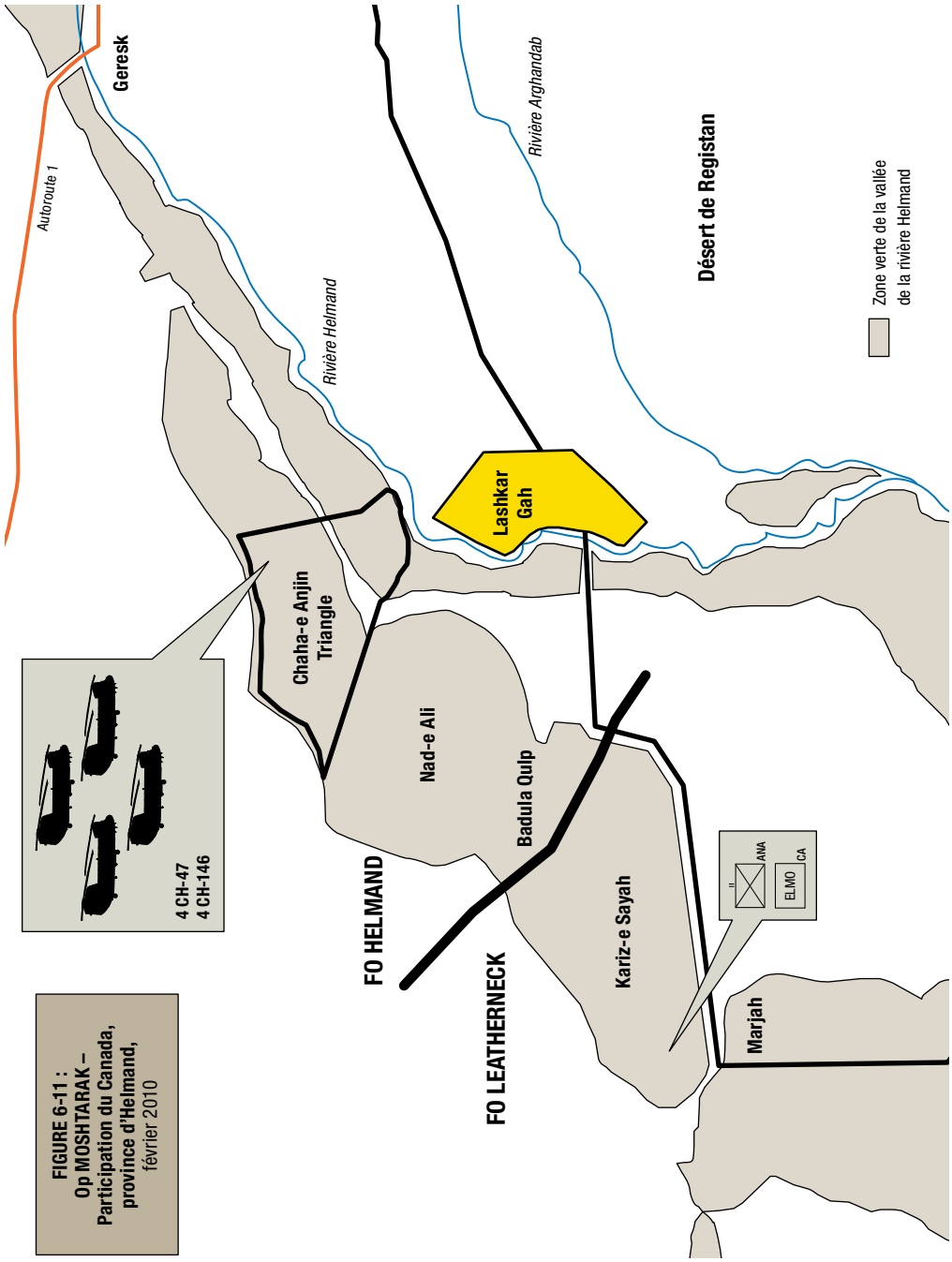


FIGURE 6-11 : Op MOSHTARAK – Participation du Canada, province d'Helmand, février 2010

Figure 6-11 : Op MOSHTARAK – Participation du Canada, province d'Helmand, février 2010

Le Col Shane Brennan, membre de l'ELMO, avait des doutes au sujet de la nouvelle importance accordée à la province d'Helmand. « Tout d'un coup, la priorité du CR (Sud) a été la province d'Helmand, et non Kandahar. […] Pourquoi cette province importait-elle plus que la région de Kandahar? Tout cela sonnait creux, à vrai dire. Rien n'importait plus que la région de Kandahar! Et cette question persiste à ce jour. Ce qui arrive dans la province d'Helmand ne risque pas d'influer sur l'ensemble de l'Afghanistan, mais ce pourrait être le cas de ce qui se passe à Kandahar […][374] » [Traduction] Les Afghans ont décidé de déployer un kandak. Les mentors de l'ELMO partiraient-ils eux aussi? Le Col Brennan et le Bgén Ménard ont dû tirer la question au clair. Le Bgén Ménard a finalement décidé de les envoyer en déploiement parce que, selon le Col Brennan : « Si votre patron vous dit avec force de faire certaines choses, vous allez probablement essayer de les faire assez vigoureusement. Vous allez essayer de travailler en fonction des directives reçues de la FIAS et d'utiliser toutes les ressources et les conseils de votre propre équipe pour tenter de modeler tout cela[375] ». [Traduction]

Cependant, il allait être difficile de soutenir l'ELMO jusque dans la province d'Helmand. Par conséquent, l'ESN a fait en sorte qu'il y ait suffisamment d'hélicoptères britanniques et il a déployé un de ses deux véhicules de soutien blindé lourd de son équipe mobile de dépannage avec l'ELMO[376].

Le 1er Kandak et ses mentors canadiens se sont déployés au nord de Marjah et se sont heurtés à des forces ennemies au cours de plusieurs engagements courts, mais intenses. Le 18 février, une patrouille de l'Armée afghane a été touchée et a subi plusieurs pertes. Le Cpl Bradley Casey, technicien médical, a prodigué, sous le feu ennemi, des soins à des Afghans blessés, et il les a mis à bord d'un hélicoptère MEDEVAC. Ses actions lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Malgré un stade de dégagement rapide et fructueux, le détachement de stabilisation – décrit comme étant « le gouvernement en boîte » [Traduction] – qui a été amené sur les lieux par la suite s'est avéré difficile à établir. L'Op MOSHTARAK est devenue un autre exemple de « mesures temporaires » ou « de nettoyage » [Traduction], sauf qu'il s'agissait cette fois d'une intervention de grande envergure. En fin de compte, les journalistes ont tourné l'Op MOSHTARAK en ridicule, et les analystes ont affirmé qu'elle avait été un échec, après que les insurgés ont réintégré la zone d'opérations où l'Op MOSHTARAK avait eu lieu. La violence a recommencé un mois plus tard[377].

Personne n'a compris à ce moment-là que l'Op MOSHTARAK avait été torpillée avant même le franchissement de la ligne de départ par les premières troupes. Une partie des stades « tenir » et « construire » dépendait de la police, comme auparavant. La décision a été prise de ne pas faire participer les agents de police d'Helmand à l'opération à cause de leurs relations avec « de mauvais acteurs » [Traduction], et de les remplacer par la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) dans les zones dégagées. Ces unités de la

PNAOC étaient dominées par les Tadjiks et perçues comme étant des forces d'occupation par la population pachtoune locale[378]. En outre, ces agents étaient censés être employés pendant six mois, mais le ministère de l'Intérieur de Karzai ne voulait s'engager envers eux que pendant quatre mois et peut-être même pour aussi peu que trois mois. Comme un rapport l'a souligné, « cela n'accordera pas assez de temps à la FO Helmand et à la FO Leatherneck pour entraîner convenablement la force de la PNA devant aller relever les éléments de la PNAOC. Cette situation est empirée par le fait que le ministère de l'Intérieur n'a pas nommé de chef de police dans le Nad Ali […][379] » [Traduction]. Cependant, le ministère de l'Intérieur n'était pas le seul à avoir manqué à ses obligations. Le problème avait des racines plus profondes, à des niveaux plus élevés de la hiérarchie :

> L'ancien gouverneur de la province d'Helmand et actuel sénateur Sher Mohammad [Akhundzada] [SMA] sont arrivés avec le ministre Atmar et le reste de la délégation de Kaboul [à la choura tribale de Nad Ali], et avec lui s'est joint à la choura l'ancien chef de police de la province d'Helmand, Abdul Rahman Jan (ARJ); les deux hommes avaient été chassés de leur poste antérieur par suite de leurs activités corrompues. Tout au long de la journée, ces deux anciens dirigeants de la province ont harangué l'assistance et milité activement contre l'ancien gouverneur adjoint du district à Marjah, Haji Zahir. Ces anciens fonctionnaires exercent encore une grande influence sur la population de Nad Ali et une bonne partie de la province et ils semblaient résolus à jouer un rôle dans la gouvernance future de Nad Ali. (Observation : SMA et ARJ sont à même de rétablir l'ancien régime corrompu qui régissait Marjah auparavant; cela représenterait un recul grave du travail fait pour améliorer la gouvernance dans l'Helmand. SMA a encore un accès direct à Karzai et il pourrait profiter de ses relations commerciales avec ARJ pour empêcher l'amélioration de la gouvernance dans le Nad Ali[380]. [Traduction]

Quand l'Op MOSHTARAK était en cours, ces deux acteurs malveillants des jours sombres de 2006 ont agi pour installer « leur police » dans le Nad Ali et ils ont contribué à nuire aux chouras locales, au point que, « vu la façon dont ARJ dirigeait la choura, la population craignait qu'il fasse partie de la solution politique définitive ». [Traduction] Le Mgén Carter a dû faire appel aux entités de Kaboul pour qu'elles fassent pression sur Karzai « afin d'empêcher une évolution des circonstances qui permettrait aux personnes d'influence d'exercer le contrôle sur la PNA et sur d'autres postes de direction ». [Traduction] Il fallait empêcher cela « car ces personnes expliquent en partie pourquoi nous combattons comme nous le faisons aujourd'hui et elles torpilleraient toute solution politique à long terme, au lieu d'en favoriser l'adoption […][381] » [Traduction]. Tout est revenu à la normale pour Sher Mohammad Akhundzada et Abdul Rahman Jan, gracieuseté du président Karzai, de l'Op MOSHTARAK et du « gouvernement en boîte ». [Traduction] Il ne faut pas

s'étonner que de nombreux habitants de la région aient accueilli favorablement les insurgés dans leurs collectivités et que la violence se soit poursuivie.

L'Op MOSHTARAK a montré que la FIAS et l'Armée afghane pouvaient travailler ensemble et bien faire les choses : elles pouvaient enregistrer des réussites tactiques sur le terrain, avoir des rapports efficaces avec la population et promouvoir les initiatives locales de développement. L'Op MOSHTARAK a aussi montré comment les personnes d'influence nationales et provinciales pouvaient saper gravement les efforts en matière de gouvernance et de stabilisation et, en fin de compte, elle a fait voir aux dirigeants de la FIAS comment le président Hamid Karzai appuyait tacitement cette activité. Une action semblable à l'Op MOSHTARAK devait être organisée ensuite dans la province de Kandahar. Quelle était la nature du contexte politique où la prochaine opération allait devoir se dérouler?

La neutralisation du mollah Baradar

Vers la mi-février, la FO Kandahar a appris que le mollah Baradar, principal chef militaire dans la choura de Quetta dirigée par le mollah Omar, avait été arrêté d'une certaine façon au Pakistan par les autorités pakistanaises[382]. Les circonstances exactes demeurent obscures aux yeux des observateurs publics. Comme il était le principal chef coordonnant l'action des talibans et les activités connexes dans le sud de l'Afghanistan, la neutralisation du mollah Baradar aurait dû avoir un effet mesurable sur la poursuite de la campagne du Canada dans la province de Kandahar. Comme l'arrestation de Baradar s'est produite à la fin de la période hivernale des combats, elle a mis en lumière les volets de l'insurrection que contrôlait directement la choura de Quetta, par opposition à ceux qui lui échappaient.

L'élimination apparente de Baradar de la scène a eu d'autres conséquences importantes. Il y a eu deux théories de base au sujet de sa situation : il était carrément prisonnier des Pakistanais, ou on l'avait mis sous garde pour le protéger contre une autre entité[383]. Il existait aussi plusieurs théories sur la raison de sa détention sous garde. La première supposait qu'une certaine lutte de pouvoir interne sévissait dans la choura de Quetta sur la façon d'établir celle-ci en Afghanistan; cette théorie posait aussi que Baradar avait été ravi aux Pakistanais par une entité rivale jalouse qui voulait l'éliminer. Selon une opinion connexe, Baradar avait essayé de s'emparer de la choura Quetta et il en avait été empêché de la même façon. D'autres disaient par ailleurs que Baradar en avait eu assez, qu'il avait démissionné et qu'il avait été enlevé parce qu'il en savait trop. Il était possible également qu'il se fût querellé avec l'ISI, al-Qaïda ou les représentants du HiG au sujet d'une question quelconque et qu'il eût été appréhendé[384].

Selon une autre hypothèse, qui a fait des adeptes dans certains milieux, Baradar était le représentant du mollah Omar à des pourparlers de paix très secrets avec le gouvernement Karzai en 2009[385]. D'après un rapport, Baradar s'est réuni avec les représentants de Karzai pendant

le Hajj en Arabie saoudite. Comme nous l'avons vu précédemment (dans le prologue du volume I), certains éléments pakistanais ne voulaient pas que les insurgés afghans fassent eux-mêmes des offres de paix au gouvernement afghan[386]. De toute évidence, Baradar en savait beaucoup trop sur l'appui que l'ISI accordait à l'insurrection pour être laissé libre de circuler[387].

On ne sait toujours pas exactement avec quels membres du gouvernement afghan Baradar a pu se réunir. Selon un rapport, l'intermédiaire n'était nul autre qu'Ahmad Wali Karzai, ou peut-être Qayyum Karzai[388]. Cela peut expliquer deux faits : la décision que les dirigeants de la FIAS ont prise de cesser de réclamer le retrait d'Ahmad Wali Karzai à la fin de 2009, et l'arrogant comportement de ce dernier au sujet du franchissement de « la ligne rouge » au début de 2010. Si Karzai était l'intermédiaire consacré, il n'avait rien à perdre. En effet, le Bgén Ménard a observé à son arrivée à la fin de 2009 qu'Ahmad Wali Karzai essayait de se faire discret et qu'il veillait à ce que les liens entre ses activités illicites et lui-même fussent aussi ténus que possible[389].

La disparition de Baradar de la circulation a causé d'importants bouleversements chez les insurgés du sud du pays. Il demeure également possible que des forces antitalibanes ou d'autres éléments se soient servis d'Ahmad Wali Karzai pour repérer Baradar et l'appréhender, ou qu'une combinaison de facteurs ait joué. Il se peut même qu'il se soit agi d'un pur coup de chance. Certains récits attribuent l'enlèvement de Baradar à la CIA, mais le fait a surpris les services du renseignement du Commandement régional (Sud), et il a fallu trois jours à la Maison-Blanche pour confirmer que Baradar avait effectivement été enlevé[390]. Cela dit, la neutralisation de Baradar a constitué un événement particulièrement important dont les effets sur l'insurrection à Kandahar se sont fait sentir jusqu'à la fin de 2010.

Ahmad Wali Karzai et la légitimité du gouvernement dans la province de Kandahar

La situation telle qu'elle se présentait en 2009 et 2010 a entraîné un réexamen du rôle d'Ahmad Wali Karzai dans les rouages politiques de Kandahar et un débat sur la question de savoir au juste dans quelle mesure ses activités malveillantes contribuaient à attiser l'insurrection dans la province. Les discussions sur ce sujet extrêmement délicat avaient essentiellement été reportées pendant des mois, voire des années. L'arrivée des troupes étasuniennes et l'opinion du Gén McChrystal en la matière ont en fait été des déclencheurs clés pour relancer la discussion, en particulier après le fiasco des élections de 2009 et la résurgence de l'intérêt de toutes les parties pour le lien entre la gouvernance et la légitimité.

Les écoles de pensée qui existaient au sujet de Karzai étaient les suivantes. Selon la première, c'était un « gentil entrepreneur voyou » ne voulant que ce qu'il y avait de mieux pour sa tribu, soit celle des Popalzais. C'était un représentant élu; par conséquent, la coalition devait travailler avec et non contre lui. D'après la seconde, Karzai était un narcokhan

impitoyable et malveillant sous ses dehors de gentil voyou; il éliminait ses rivaux tribaux et commerciaux aussi bien que les insurgés, qui étaient essentiellement tous les mêmes à ses yeux. Selon une troisième école, Karzai aurait été à la solde de la CIA; tout ce qu'il faisait était donc sanctionné par le gouvernement des États-Unis. Il ne fallait donc pas le toucher, et l'on devait satisfaire à ses demandes. En quatrième lieu, d'aucuns pensaient que, comme c'était le demi-frère du président, tout ce qu'il faisait était sanctionné par le gouvernement afghan et que, par conséquent, il était intouchable et il ne fallait pas le contrarier[391].

Ce n'était pas seulement une question destinée aux « échelons supérieurs ». Comme nous l'avons vu jusqu'ici dans le présent volume, les soldats canadiens sur le terrain devaient subir les effets des choix d'Ahmad Wali Karzai et de son comportement dans diverses dimensions. Les commandants canadiens devaient travailler avec ses alliés et ses subalternes sur le terrain. Des Canadiens ont probablement été tués ou blessés par suite de ces comportements. À tout le moins, le soldat canadien moyen sur le terrain a dû faire face à la friction engendrée par les machinations de Karzai, et cela a influé sur les opérations. Il a fallu un examen minutieux et sérieux en 2009 et 2010 pour cerner les dimensions du problème. Était-il maintenant possible de s'attaquer à ces questions?

Les commandants canadiens à Kandahar savaient qu'Ahmad Wali Karzai était partie à plusieurs activités illicites et licites qui sapaient toutes la légitimité du gouvernement provincial, en particulier aux yeux de la population non popalzaie. Les tentatives de prendre l'insaisissable Karzai en défaut dans le domaine des stupéfiants étaient vaines, et c'était sur ce plan que la coalition concentrait la majeure partie de ses enquêtes, peut-être délibérément. Cependant, Karzai était soupçonné de tremper dans le commerce de personnes et de profiter en particulier du transport de main-d'œuvre bon marché à destination des Émirats arabes unis. Cela allait de pair avec son rôle dans une fraude du logement qui faisait des emprunteurs des débiteurs esclaves et servait à financer le commerce susmentionné. Il était partie à l'appropriation et à la revente de terrains dans des zones dont il savait qu'elles seraient utiles à la FIAS : l'autoroute contournant la ville de Kandahar au sud, en particulier, traversait ces zones. Karzai orchestrait aussi les efforts déployés pour centraliser toutes les forces de sécurité privées dans la province de Kandahar sous la coupe de la société de sécurité Watan qu'il contrôlait en fait, ce qu'il a cependant nié publiquement. Parallèlement, il militait pour la création de la force de protection publique afghane, une milice qui serait autorisée par le gouvernement afghan à agir comme une organisation-cadre pour les sociétés de sécurité. Par l'intermédiaire de ces dernières, il fournissait des services de camionnage à la FIAS au KAF. On savait qu'il dirigeait une prison privée dans le district de Daman et qu'il utilisait ses forces de sécurité pour appréhender des gens et les envoyer à cette prison où il les exploitait à des fins financières et politiques[392].

Il n'était pas possible de prouver qu'Ahmad Wali Karzai était directement lié à toutes ces activités, mais il agissait, comme un officier canadien bien renseigné l'a précisé, de manière à « créer les conditions qui facilitaient l'exécution de ces activités » [Traduction] par d'autres intervenants de connivence avec lui. Quoi qu'il en soit, peu importe la présence ou l'absence de preuves formelles détaillées, les membres non popalzais de la population de la province et ceux qui subissaient les effets de ces activités croyaient qu'elles avaient lieu et ils n'étaient pas enclins à appuyer un gouvernement popalzai dirigé par Karzai. En 2010, le Col Simon Hetherington, commandant adjoint de la FO Kandahar, a décrit Ahmad Wali Karzai comme étant un « créateur de griefs » qui « attisait l'insurrection »[393] [Traduction].

C'est le Gén Stanley McChrystal, commandant de la FIAS, qui s'est le premier attaqué à la situation. Les instances supérieures ont discuté de la possibilité d'évincer Ahmad Wali Karzai en novembre 2009, mais il a été décidé de réunir des renseignements négatifs sur lui pour prouver le bien-fondé de la mesure envisagée. Certains ont vu dans cette décision un faux-fuyant de la part de ceux qui ne voulaient tout simplement pas faire face au problème. En mars 2010, il y a eu une autre réunion de représentants étatsuniens, britanniques et canadiens supérieurs. Les options étaient les suivantes : exercer des pressions pour faire nommer Ahmad Wali Karzai ambassadeur au Paraguay, par exemple, ou adopter un plan pour « bloquer et contrôler Karzai », plan qui consistait à « assujettir Karzai à des interdictions » et à déclarer qu'il serait chassé s'il les enfreignait. Le Gén McChrystal a semblé favoriser l'éviction de Karzai, tout comme le représentant canadien, mais les autres représentants étatsuniens et britanniques présents se sont cantonnés dans l'indécision[394].

Les trois interdictions étaient les suivantes : Karzai ne devait aucunement chercher à influer sur la grande conférence *(jirga)* de paix qui allait se tenir à Kandahar; il devait s'abstenir d'influer sur le choix des membres du conseil provincial ou de le gêner, et il devait éviter de pratiquer toute forme d'ingérence électorale. Ceux qui favorisaient la solution axée sur les interdictions croyaient que, s'il était fait obstacle à Ahmad Wali Karzai et à ses partisans et alliés, la FIAS éprouverait un énorme problème de réapprovisionnement dans le sud de l'Afghanistan, parce que Karzai contrôlait le camionnage et les forces de sécurité connexes. On craignait une augmentation des pertes de la FIAS par suite de ce comportement[395].

En définitive, Ahmad Wali Karzai a enfreint les trois interdictions, et son attitude belligérante à l'endroit de la FIAS s'est même intensifiée à Kandahar en 2010. Lors de la conférence de paix, un ancien a déclaré à l'assemblée, dont Hamid Karzai faisait partie, qu'il avait peur de prendre la parole, car, s'il le faisait, il serait assassiné. Quand Karzai lui a dit qu'il pouvait parler sans crainte et qu'il serait protégé, l'ancien a dit au président que son beau-frère était au cœur du problème. Quelques jours plus tard, cet ancien a été tué. La nouvelle de ce qui s'était passé s'est répandue dans toute la province. Le message était

clair : quiconque parlerait contre les Popalzais mourrait. On ne sait pas au juste ce qui a enhardi Ahmad Wali Karzai. La rumeur circulait partout selon laquelle une réunion entre le président Karzai et le président Obama à Washington s'était soldée par une politique selon laquelle il fallait « laisser le frère [du président afghan] tranquille ». [Traduction] La question de savoir si cette consigne était liée ou non à des activités que les Karzais avaient menées au nom des États-Unis dans d'autres régions est devenue un élément du débat, même si une distanciation considérable s'était produite entre le gouvernement des États-Unis et Hamid Karzai dans ces régions au cours des deux années antérieures[396]. Comme un observateur l'a souligné :

> Notre réussite dépendra en fin de compte de l'adoption d'une vision semblable par le président Karzai; il sera fortement pressé d'appuyer des acteurs malveillants tels que Sher Mohammad Akhundzada, Abdul Rahman Jan et Ahmad Wali Karzai et d'autres dans les provinces d'Helmand et de Kandahar, acteurs dont les intérêts reposent sur le maintien de structures de gouvernance parallèles et sur des liens tribaux non impartiaux plutôt que sur une présence plus représentative du [gouvernement de l'Afghanistan][397]. [Traduction]

Cependant, avant que quelque mesure que ce soit au sujet d'Ahmad Wali Karzai ne soit prise, et juste au moment où la seconde Op MOSHTARAK à Kandahar commençait à prendre de l'élan, le Gén McChrystal a lui-même été pris dans les rouages de la politique des États-Unis. Sa démission – qui a compté parmi plusieurs autres imposées à des chefs de la FIAS pendant l'été 2010 – a fait planer l'incertitude sur les efforts de la coalition. Parmi les autres chefs concernés de la FIAS figuraient le commandant de la FO Kandahar, le Bgén Daniel Ménard, et le commandant d'un des bataillons des États-Unis de la FO Kandahar. Au milieu de 2010, les effets combinés des tractations politiques intérieures, des intrigues personnelles et de la surveillance minutieuse exercée par les médias ont presque fait avorter les efforts du Canada dans la province de Kandahar.

NOTES

1. CRSQ QG FOI-A, 4 septembre 2009.
2. Voir la description fournie dans le livre de Kai Eide, *Power Struggle Over Afghanistan*, New York, Skyhorse Publishing, 2012, p. 99-102.
3. Voir l'article du National Democratic Institute for International Affairs, « The 2009 Presidential and Provincial Council Elections in Afghanistan », dans le site http://www.ndi.org/files/Elections_in_Afghanistan_2009.pdf.
4. Sherard Cowper-Coles, *Cables From Kabul*, New York, Harper Collins, 2012, p. 202-203.
5. « Élections en Afghanistan 2009 : La contribution du Canada », www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/progress-progres/elections.aspx?lang=fra&view=d.

6. International Crisis Group, « Asia Briefing No 96: Afghanistan: Elections and the Crisis of Governance », 25 novembre 2009.
7. Message sur WikiLeaks, U.S. Embassy Kabul to State, « Karzai on Elections and the Future », 3 septembre 2009.
8. Eide, *Power Struggle Over Afghanistan*, chapitre 20.
9. Cowper-Coles, *Cables from Kabul*, p. 235.
10. International Crisis Group, « Asia Briefing No 117: Afghanistan's Election Stalemate », 23 février 2011.
11. International Crisis Group, « Asia Briefing No 96: Afghanistan: Elections and the Crisis of Governance », 25 novembre 2009.
12. www.afghanistanelection.org/elections/2009/data, directement fondé sur les données de la CEI, du CCE et du PNUD-ELECT.
13. *Ibid.*
14. National Democratic Institute for International Affairs, « The 2009 Presidential and Provincial Council Elections in Afghanistan », 2010.
15. *Ibid.* La fraude a pris d'autres formes plus complexes. Voir Peter W. Galbraith, « How the Afghan Election Was Rigged », *Time*, 19 octobre 2009.
16. Message sur Wikileaks, U.S. Embassy Kabul to State, « Engaging Karzai's Inner Circle on Elections and a Second Term », 26 octobre 2009.
17. Message sur WikiLeaks, U.S. Embassy Kabul to State, « First Reactions to Abdullah's Announcement: Relief », 2 novembre 2009.
18. QG FIAS, « Commander's Initial Assessment (30 août 2009) ».
19. Message sur Wikileaks, US Embassy Kabul to State, « Afghan Minister of Defense: I Support McChrystal's Way Ahead », 8 octobre 2009.
20. Ces diverses opinions exprimées par Eikenberry, Clinton, Biden et d'autres membres de l'administration Obama sont résumées dans l'ouvrage de David E. Sanger intitulé *Obama* [Paris, Belin, 2012, p. 34-41]. Bob Woodward, dans son livre, *Les guerres d'Obama* [Paris, Denoël, 2011, p. 343-351], fait écho à ces opinions.
21. Woodward, *Les guerres d'Obama*, p. 384-385.
22. *Ibid.,* chapitres 27 à 29.
23. CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 11 septembre 2009.
24. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 25 septembre au 1er octobre 2009.
25. CRSQ QG FOI-A, du 11 au 14 septembre 2009.
26. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 25 septembre au 1er octobre 2009.
27. CRSQ QG FOI-A, 6 octobre 2009.
28. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 2 au 8 octobre 2009; SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 9 au 15 octobre 2009.
29. Briefing fait par le J2 à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 11 juillet 2010.
30. CRSQ QG FOI-A, 12 octobre 2009.
31. CRSQ QG FOI-A, 10 octobre 2009.

32. CRSQ QG FOI-A, 18 octobre 2009.

33. C'était l'impression qu'avaient les chefs des opérations, le Lcol Mike Patrick, entre autres, à l'automne de 2009. Voir l'entrevue avec le Lcol Patrick.

34. Courriel envoyé par le Lcol Jean-Francois Cauden à Sean Maloney, 22 avril 2013.

35. *Ibid.*

36. Entrevue téléphonique avec le Lcol Jean-François Cauden, 19 mars 2012. Voir aussi le courriel de suivi entre le Lcol Cauden et Sean Maloney.

37. Entrevue avec le Lcol Cauden.

38. Courriel entre le Lcol Cauden et Sean Maloney.

39. Éléments tirés des CRSQ du CCO-P et de l'ERP, août et septembre 2009.

40. CRSQ QG FOI-A, 26 août 2009; CRSQ QG FOI-A, 27 août 2009.

41. Hameed Zalmal, « Bomb kills 36 in Afghanistan's Kandahar: Officials », Agence France-Presse, 26 août 2009. Voir http://news.smh.com.au/.

42. CRSQ QG FOI-A, 2 septembre 2009.

43. Entretiens confidentiels avec du personnel canadien.

44. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 septembre 2009.

45. CRSQ QG FOI-A, 8 septembre 2009.

46. CRSQ ERP, les 6 et 7 octobre 2009.

47. CRSQ CCO-P, 16 août 2009.

48. SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 18 au 24 septembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 25 septembre au 1er octobre 2009. À titre de comparaison, les États-Unis ont fourni un bataillon de la PM de cinq compagnies (500 militaires, tous grades confondus) pour gérer la sécurité dans la ville de Bagdad en 2003 et 2004. Voir Mark R. Depue, *Patrolling Baghdad: A Military Police Company and the War in Iraq*, University Press of Kansas, 2007.

49. CRSQ ERP, 27 septembre 2009.

50. CRSQ ERP, 11 octobre 2009.

51. CRSQ ERP, 20 octobre 2009.

52. CRSQ QG FOI-A, 29 septembre 2009.

53. CRSQ QG FOI-A, 25 septembre 2009.

54. CRSQ ERP, 29 septembre 2009.

55. CRSQ CCO-P, 30 septembre 2009.

56. CRSQ ERP, 10 octobre 2009.

57. CRSQ ERP, 14 octobre 2009.

58. Certes, des Canadiens avaient établi des liens officieux avec la choura des oulémas de Kandahar dès 2006, mais cela ne constituait pas un engagement religieux systématique.

59. CRSQ QG FOI-A, 9 octobre 2009.

60. CRSQ ERP, 12 octobre 2009.
61. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, d'août, de septembre et d'octobre 2009.
62. CRSQ du Groupement tactique, 26 août 2009.
63. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 25 septembre au 1er octobre 2009.
64. Entrevue téléphonique avec le Lcol Mike Gilmore, 15 octobre 2012.
65. CRSQ ELMO, 17 août 2009.
66. CRSQ QG FOI-A, du 13 au 30 septembre 2009.
67. CRSQ QG FOI-A, des 23, 24, 25 et 30 septembre 2009.
68. CRSQ QG FOI-A, 11 octobre 2009.
69. CRSQ ERP, 8 septembre 2009.
70. CRSQ ERP, 14 septembre 2009.
71. CRSQ QG FOI-A, 12 octobre 2009.
72. CRSQ QG FOI-A, 18 octobre 2009; CRSQ ERP, 22 octobre 2009.
73. CRSQ QG FOI-A, 16 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 18 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 20 octobre 2009.
74. Entrevue avec le Lcol Gilmore.
75. CRSQ QG FOI-A, 23 octobre 2009.
76. CRSQ QG FOI-A, 28 octobre 2009.
77. CRSQ QG FOI-A, 3 novembre 2009.
78. CRSQ QG FOI-A, 4 novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 10 4 novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 12 novembre 2009; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 23 au 29 octobre 2009.
79. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 21 au 27 août 2009; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 28 août au 3 septembre 2009.
80. *Ibid.* SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 25 septembre au 1er octobre 2009.
81. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 25 septembre au 1er octobre 2009.
82. CRSQ QG FOI-A, 4 octobre 2009.
83. CRSQ ERP, 1er octobre 2009.
84. CRSQ ERP, 6 octobre 2009.
85. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 octobre 2009.
86. Briefing, « OMLT 1-09 Roto 7 ».
87. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 9 au 15 octobre 2009.
88. CRSQ QG FOI-A, 2 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 10 octobre 2009.
89. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 16 au 22 octobre 2009; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 23 au 29 octobre 2009.
90. CRSQ QG FOI-A, 3 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 7 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, 8 octobre 2009; CRSQ QG FOI-A, du 10 au 12 octobre 2009.

91. Entretiens entre le chef de District Nazek et l'auteur, 27 janvier 2008.
92. CRSQ ERP, 27 octobre 2009.
93. CRSQ ERP, 1er novembre 2009.
94. Entrevue avec le Maj Cauden.
95. *Ibid.*
96. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, de septembre à novembre 2009.
97. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, de 30 octobre au 5 novembre 2009.
98. CRSQ QG FOI-A, 7 août 2009; CRSQ QG FOI-A, 10 août 2009.
99. Dan McCue, « Cold-Blooded Scam Alleged in Afghanistan », 1er juin 2011; Courthouse News Service, www.courthousenews.com/2011/06/01/36993.html; communiqué du CENTCOM, « CENTCOM Suspends U.S. Contractor Amid Non-Payment Allegation », 5 janvier 2011.
100. CRSQ QG FOI-A, 13 août 2009.
101. CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2009.
102. CRSQ du Groupement tactique, 13 septembre 2009.
103. CRSQ QG FOI-A, 11 septembre 2009.
104. Rapport d'incident important, « BG CS 31 Struck an IED », 16 septembre 2009.
105. CRSQ QG FOI-A, 14 septembre 2009.
106. CRSQ du Groupement tactique, 6 septembre 2009.
107. CRSQ QG FOA-A, 21 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 28 septembre 2009.
108. CRSQ ERP, 30 septembre 2009.
109. CRSQ ERP, 1er octobre 2009.
110. CRSQ ERP, 13 octobre 2009.
111. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 18 septembre 2009.
112. Entrevue avec le Col Jocelyn Paul, Kingston, 20 juillet 2012.
113. CRSQ du Groupement tactique, 6 septembre 2009.
114. Rapport d'incident important, « BG 9TAC Struck an IED », 7 septembre 2009.
115. CRSQ QG FOA-A, 3 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 8 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 26 septembre 2009.
116. Rapport d'incident important, « BGCS 12 Struck and IED », 13 septembre 2009.
117. CRSQ QG FOA-A, 26 septembre 2009; CRSQ QG FOA-A, 4 octobre 2009; CRSQ QG FOA-A, 6 octobre 2009.
118. Entrevue avec le Lcol Paul.
119. *Ibid.*
120. *Ibid.*
121. Journal de guerre du 1 PPCLI, du 15 au 31 octobre 2009.

122. Entrevue avec le Maj Lee Mossop, Edmonton, 9 juillet 2012.

123. SITREP hebdomadaire, QG FOI-A, du 9 au 15 octobre 2009.

124. Entrevue avec le Lcol Ryan Jurkowski, Kingston, 19 juin 2014.

125. *Ibid.*

126. *Ibid.*

127. *Ibid.*

128. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 15 au 25 octobre 2009.

129. *Ibid.*

130. CRSQ QG FOI-A, 5 novembre 2009.

131. Entrevue avec le Lcol Jurkowski.

132. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 25 au 30 octobre 2009.

133. CRSQ QG FOI-A, 5 novembre 2009.

134. Entrevue avec le Lcol Jurkowski.

135. CRSQ QG FOI-A, 1er novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 3 novembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 6 novembre 2009. Entrevue avec le Maj Wayne Niven, Edmonton, 11 juillet 2012.

136. Entrevue avec le Maj Niven. Voir aussi 1 PPCLI, « Operation HYDRA POR ». Voir l'entrevue avec le Lcol Jurkowski.

137. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 novembre au 3 décembre 2009.

138. CRSQ QG FOI-A, 7 décembre 2009.

139. Exposé, GT 1 PPCLI, « Nakhonay Back Brief », 15 janvier 2010.

140. *Ibid.*

141. Entrevue avec le Lcol Niven.

142. *Ibid.*

143. Briefing de la DIGL, « District Delivery Program », 10 mars 2010. Voir aussi Robert Kemp, « The District Delivery Program in Afghanistan: A Case Study in Organizational Challenges », http://smallwarsjournal.com, 26 juin 2012.

144. Robert Kemp, « The District Delivery Program in Afghanistan: A Case Study in Organizational Challenges », http://smallwarsjournal.com, 26 juin 2012. Voir aussi : The Afghanistan Research and Evaluation Unit, « District Councils: The Missing Middle of Local Governance », 27 juin 2011.

145. Programme des Nations Unies pour le développement, « National Area Based Development Programme: First Quarter Progress Reports 2012 », 11 janvier 2011, p. 3 et 7. Le R.-U. en Afghanistan, « Governance and Rule of Law », http://ukinafghanistan.fco.gov.uk; Colin Cookman et Caroline Wadhams, « Governance in Afghanistan: Looking Ahead to What We Leave Behind », Center for American Progress, https://www.americanprogress.org/, mai 2010.

146. QG FIAS – Cellule de réintégration des forces, « A Guide to the Afghanistan Peace and Reintegration Process (APRP) », mars 2010. Voir aussi Fiche documentaire d'USAID, « Afghan Social Outreach Programme », juin 2011.

147. Robert Hulslander et Jake Spivey, « Village Stability Operations and Afghan Local Police », *Prism*, vol. 3, n° 3, p. 125 à 138. Pour lire un résumé sur l'élaboration des programmes de la Police locale afghane, voir le rapport de Human Rights Watch, « Just Don't Call It a Militia: Impunity, Militias, and the Afghan Local Police », 2011.

148. L'auteur s'est rendu dans la province de Wardak pour évaluer le Programme de protection publique de l'Afghanistan (PPPA), en 2009 pour le QG FOI-A, et il a pris part à des discussions sur ces programmes. Le PPPA était essentiellement une version provisoire de ce qui allait devenir la PLA.

149. Briefing, « OMLT 1-09 Roto 7 ».

150. CRSQ ELMO, 17 septembre 2009.

151. CRSQ ELMO, 7 octobre 2009.

152. CRSQ ELMO, 20 septembre 2009.

153. CRSQ ELMO, 28 septembre 2009.

154. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 août au 3 septembre 2009.

155. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 septembre 2009.

156. *Ibid.*

157. Briefing de l'ELMO au QG, du 5 au 10 avril 2010 et le 30 avril 2010.

158. Entrevue avec le Bgén Shane Brennan, à Ottawa, le 23 octobre 2012.

159. Entrevue avec le Bgén Brennan.

160. *Ibid.*

161. Discussions avec des membres de l'ELMO.

162. Entrevue avec le Bgén Brennan.

163. Entrevue avec le Lcol Joe Pospolita, KAF, 12 juillet 2010.

164. Entrevue avec le Lcol Pospolita.

165. CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2009.

166. *Ibid.*; CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2009.

167. Entrevue avec le Lcol Carl Turenne, Kingston, 15 avril 2010.

168. Entrevue avec le Capt Darcy Heddon, Ottawa, 25 octobre 2012.

169. *Ibid.*

170. Entrevue téléphonique avec le Lcol Lee Hammond, 10 juillet 2012.

171. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 18 septembre 2009.

172. Entrevue avec le Lcol Turenne; briefing de l'ERP, « Arghandab Valley Integrated Development Vision July 2009 »; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 septembre 2009.

173. CRSQ, 4 septembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 6 septembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 7 septembre 2009.

174. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 septembre 2009.

175. Un exemple de la nature juvénile de ces conflits de personnalités a été donné par un officier canadien à qui une employée de l'ACDI a déclaré qu'elle n'aimait pas venir à une conférence de l'ERP « parce qu'il y aurait là tout un groupe de gars de l'armée » [Traduction]. Interrogée au sujet de ses craintes, l'employée de l'ACDI a affirmé que la situation la mettait mal à l'aise parce que ces gars « avaient tué des gens ». Entrevue confidentielle.

176. Sean D. Naylor, « Stryker Soldiers Say Commanders Failed Them », *Army Times*, 21 décembre 2009; Adam Ashton, « Stryker Brigade Commander Nearly Lost His Job », *Seattle Times*, 16 octobre 2011.

177. Le CIFIAS était un quartier général opérationnel nécessaire entre le QG FIAS et les commandements régionaux, tels qu'ils avaient été désignés en 2008 et 2009 dans le cadre de la réorganisation des efforts des É.-U. et de l'OTAN en Afghanistan. Cela reflétait une structure semblable appliquée en Iraq. Le CIFIAS est chargé de mener la campagne en Afghanistan, ce qui laisse essentiellement au QG FIAS le soin de gérer les relations internationales et les relations au niveau ministériel. Le CIFIAS s'apparente en gros à un commandement de corps d'armée : son commandant est un général à trois étoiles, et sa structure reprend en partie celle d'un commandement permanent de corps d'armée de l'OTAN ou des É.-U. Cependant, ses responsabilités ne correspondent pas à celle d'un corps d'armée classique.

178. COMISAF Partnering Directive, 29 août 2009.

179. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 novembre 2009.

180. Gén Stanley McChrystal, *My Share of the Task*, New York, Penguin Books, 2013, p. 363-369.

181. Entrevue avec le Mgén Jon Vance, Ottawa, 11 décembre 2012.

182. Entrevue téléphonique avec le Col (ret.) Dan Ménard, 6 novembre 2012.

183. SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 6 au 12 novembre 2009 et du 13 au 19 novembre 2009.

184. Entrevue avec le Col Simon Hetherington à bord d'un CC-130 en transit entre et le KAF, 9 juillet 2010.

185. Briefing fait par le J3 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.

186. Lettre du Bgén Ménard aux personnes figurant sur la liste de distribution, « Concept of Operations for TF Kandahar December 2009-December 2010 », 12 décembre 2009.

187. *Ibid.*

188. Entrevues avec le Lcol Craig Dalton et le Col Simon Hetherington, KAF, 10 juillet 2010.

189. Briefing fait par le J3 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.

190. Briefing fait par le J5 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.

191. Briefing fait par le J3 QG FOI-A à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.

192. Entrevue avec le Bgén Ménard; entrevues avec le Lcol Dalton et le Col Hetherington.

193. La zone verte était le district fortement protégé du commandement des forces étasuniennes et coalisées à Bagdad; ce district est devenu une collectivité occidentale à l'aise, imprégnée d'une pensée groupale et déconnectée de la population iraquienne qu'elle gouvernait ostensiblement.

194. Entrevues avec le Lcol Dalton et le Col Hetherington.

195. Entrevue confidentielle.

196. Entrevues avec le Lcol Dalton et le Col Hetherington.

197. Entrevue avec le Bgén Ménard.

198. Entrevue avec le Maj Josh Major, KAF, 15 juillet 2010.

199. Entrevue avec le Bgén Ménard.

200. Entrevue avec le Maj Josh Major, KAF, 15 juillet 2010.

201. Entrevue avec le Lcol J.S.S.D. Fortier, KAF, 15 juillet 2010.

202. Entrevue avec le Lcol Jennie Carignan, KAF, 12 juillet 2010.

203. Entrevue avec le Maj Michael Wright, KAF, 15 juillet 2010. Voir aussi le briefing fait à l'auteur par le J5 QG FOI-A, KAF, 15 juillet 2010.

204. Entrevues avec le Lcol Turenne.

205. Entrevue avec le Bgén Ménard.

206. Entrevue avec le Col Hetherington. Par ailleurs, l'auteur a été envoyé aider le QG du Bgén Ménard pendant qu'il se préparait à son déploiement en 2009, et il a constaté le climat qui régnait alors.

207. Entrevue avec le Lcol Turenne.

208. Entrevue confidentielle.

209. Entrevue avec le Bgén Ménard.

210. Entrevue avec le Lcol Fortin

211. Entrevue avec le Col Hetherington.

212. Message sur WikiLeaks, Embassy Kabul to State, « Operation MOSHTARAK: Moving to Governance Phase », 25 février 2010.

213. Entrevue avec le Lcol Turenne.

214. Entrevue avec le Bgén Ménard.

215. Entrevue avec le Lcol Pospolita.

216. *Ibid.*

217. Entretiens avec le Maj Lisa Elliott, 15 octobre 2012.

218. Entrevue avec le Lcol Pospolita.

219. Entrevue avec le Col Ian Creighton, Ottawa, 21 novembre 2012.

220. Le QG FIAS aux personnes inscrites sur la liste de distribution, « Partnering Directive ». Voir le site www.publicintelligence.net, 29 août 2009.

221. *Ibid.*

222. Sanger, *Obama*, p. 40-41; Woodward, Les guerres d'Obama, p. 309-311, 385-386, 462-463.

223. Assemblée parlementaire de l'OTAN, session annuelle de 2010, Varsovie, « Preparing the Afghan National Security Forces for Transition ».

224. Document d'information sur la FIAS de l'OTAN, « Transition and ISAF Partnering », décembre 2009.

225. Entrevue avec le Bgén Ménard.

226. Entrevue avec le Bgén Shane Brenan, Ottawa, 23 octobre 2012.

227. Entrevue avec le Maj Mossop.

228. Présentation et briefing, « Road to War 2008-2010 – Recce Squadron Current Ops Lessons Learned », s.d.

229. Entrevue téléphonique avec le Maj Mark Popov, 14 mars 2013.

230. *Ibid.*

231. *Ibid.*

232. *Ibid.*

233. *Ibid.*

234. *Ibid.*

235. *Ibid.*

236. *Ibid.*

237. « OC Recce Sqn Handover Notes-TF 3-09 to TF 1-10 », 6 mai 2010.

238. Entrevue avec le Maj Popov; présentation et briefing, « Road to War 2008-2010 – Recce Squadron Current Ops Lessons Learned », s.d.

239. Diapositive d'une présentation de l'escadron de reco, « Four Key Messages », s.d.

240. Courriel du Maj Popov adressé à l'auteur, 17 mars 2013.

241. *Ibid.*

242. Escadron de reco, « Opération SALADIN », 28 février 2010.

243. Entrevue avec le Major Popov.

244. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 novembre au 3 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.

245. Entrevue avec le Maj Jurkowski.

246. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.

247. Rapport post-opération du 1 PPCLI, « Opération TOFAN – Du 24 au 31 décembre 2009 ».

248. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.

249. CRSQ QG FOI-A, 5 décembre 2009; CRSQ QG FOI-A, 7 décembre 2010.

250. Courriel du Capt Whit Tyerman adressé à l'auteur par l'intermédiaire du Maj Darcy Wright, mai 2013.

251. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.

252. CRSQ QG FOI-A, 16 décembre 2009.

253. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009.

254. CRSQ QG FOI-A, 21 décembre 2009.

255. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 13 au 19 novembre 2009.

256. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 11 au 17 décembre 2009.

257. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 18 au 24 décembre 2009.

258. CRSQ, 31 décembre 2009; INTSUM FO Kandahar, 31 décembre 2010.

259. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.

260. « What the Hell is Going on in the Arghandab River Valley? », Ink Spots, http://tachesdhuile.blogspot.ca, 27 janvier 2010.

261. Groupe d'ordres du commandement de la FO Kandahar, 14 mars 2010.

262. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de janvier 2010.

263. CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010.

264. CRSQ QG FOI-A, 12, 13 et 15 janvier 2010.

265. CRSQ QG FOI-A, 20 et 21 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 16 février 2010.

266. CRSQ QG FOI-A, 28 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 février 2010.

267. CRSQ QG FOI-A, 10 et 11 février 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010.

268. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, février 2010.

269. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 3 au 9 février 2010.

270. Rapport post-opération du 1 PPCLI, « Op OTASH POR 10-14 January 2010 ».

271. *Ibid.*

272. Entrevue avec le Maj Mossop.

273. CRSQ QG FOI-A, 19 janvier 2010.

274. En 2009, le titre de chef de district est devenu « gouverneur de district ».

275. Renseignements tirés des CRSQ et des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A de janvier et février 2010.

276. CRSQ QG FOI-A, 3 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 20 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 21 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 7 février 2010.

277. CRSQ QG FOI-A, 8 février 2010.

278. CRSQ QG FOI-A, 7 janvier 2010.

279. CRSQ QG FOI-A, 23 février 2010.

280. CRSQ QG FOI-A, 7 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010;

281. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010.

282. 1 PPCLI, « Roto 8 End Tour Briefing », 3 mai 2010; voir aussi CRSQ QG FOI-A, 2 janvier 2010.

283. CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 31 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 2 février 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 février 2010; CRSQ QG FOI-A, 17 février 2010.

284. Briefings de l'ESD et du CCO-D (P) faits à l'auteur, nouveau Centre du district, CCO-D(P), 7 août 2010.

285. *Ibid.*

286. *Ibid.*

287. CRSQ QG FOI-A, 5 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010.

288. INTSUM de la FO Kandahar, 9 janvier 2010; INTSUM de la FO Kandahar, 10 janvier 2010.

289. CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010.

290. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010.

291. Entrevue avec le Maj Niven.

292. *Ibid.*

293. *Ibid.*

294. CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 25 janvier 2010.

295. CRSQ QG FOI-A, 27 janvier 2010.

296. INTSUM de la FO Kandahar, 18 janvier 2010 et 31 janvier 2010.

297. CRSQ QG FOI-A, 3 février 2010.

298. 1 PPCLI, « Operation SHER POR, 3-4 February 2010 »; INTSUM de la FO Kandahar, 8 février 2010 et 15 février 2010.

299. CRSQ QG FOI-A, 10 février 2010.

300. CRSQ QG FOI-A, 11 février 2010, 16 février 2010 et CRSQ QG FOI-A, 18 février 2010.

301. CRSQ QG FOI-A, 28 février 2010.

302. INTSUM de la FO Kandahar, 28 février 2010.

303. CRSQ QG FOI-A, 21 février 2010.

304. Briefing fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 17 juillet 2010.

305. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de janvier et février 2010; Briefing fait à l'auteur, Camp Nathan Smith, 17 juillet 2010.

306. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010.

307. CRSQ QG FOI-A, 8 et 9 janvier 2010.

308. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010.

309. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A du 22 au 28 janvier 2010.

310. CRSQ QG FOI-A, 26 janvier 2010.

311. CRSQ QG FOI-A, 2 février 2010. Une discussion ultérieure a porté à croire que l'attentat avait peut-être eu des motifs commerciaux, car un des hommes tués, Haji Mohammad, un garde du corps et « un collègue intime de Karzai », avait été partie à des démêlés fonciers liés au renvoi du gouverneur Raufi en 2008. Voir le SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 3 au 9 février 2010.

312. CRSQ QG FOI-A, 15 février 2010.

313. CRSQ QG FOI-A, 20 février 2010.

314. CRSQ QG FOI-A, 27 et 28 février 2010.

315. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 17 au 23 février 2010.

316. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 novembre au 3 décembre 2009.

317. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, de décembre 2009 à février 2010.

318. CRSQ QG FOI-A, du 10 au 16 février 2010.

319. CRSQ QG FOI-A, 6 janvier 2010.

320. CRSQ QG FOI-A, du 25 décembre 2009 au 5 janvier 2010.

321. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010.

322. INTSUM de la FO Kandahar, 21 mai 2010).

323. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 4 au 10 décembre 2009.

324. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, de janvier et février 2010.

325. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010.

326. CRSQ QG FOI-A, 10 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 janvier 2010.

327. CRSQ QG FOI-A, 17 janvier 2010, CRSQ QG FOI-A, 23 janvier 2010. Voir aussi Tony Foster, « Une nouvelle arme contre l'insurrection », http://www.forces.gc.ca/site/commun/ml-fe/article-eng.asp?id=5991.

328. CRSQ et SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 25 décembre 2009 à janvier 2010.

329. CRSQ QG FOI-A, 4 février 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 27 janvier au 2 février 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 10 au 16 février 2010.

330. CRSQ QG FOI-A, 23 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 27 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 8 janvier 2010.

331. CRSQ QG FOI-A, 25 janvier 2010.

332. CRSQ QG FOI-A, 11 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 15 janvier 2010.

333. CRSQ QG FOI-A, 3 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 5 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 26 janvier 2010.

334. CRSQ QG FOI-A, 18 février 2010.

335. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 17 au 23 février 2010.

336. CRSQ QG FOI-A, 18 janvier 2010.

337. CRSQ QG FOI-A, 19 février 2010.

338. SITREP hebdomadaires du QG FOI-A, du 25 décembre au 5 janvier 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010.

339. CRSQ QG FOI-A, 2 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 14 février 2010.

340. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010.

341. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires de janvier et février 2010. Voir aussi le CRSQ QG FOI-A du 31 janvier 2010.

342. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et des SITREP hebdomadaires, de janvier et février 2010.

343. Entrevue avec le Col Christian Drouin, KAF, 28 juillet 2010.

344. La question de savoir pourquoi le Canada ne pouvait pas ou ne voulait pas envoyer en Afghanistan des techniciens SAR et des hélicoptères CH-149 Cormorant aux fins des évacuations sanitaires fait encore l'objet de débats.

345. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.

346. Entrevue téléphonique avec le Col Christian Drouin, 1er mars 2013; Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur, KAF, 28 juillet 2010.

347. Entrevue téléphonique avec le Col Drouin.

348. *Ibid.*

349. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur.

350. Entrevue téléphonique avec le Col Drouin.

351. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur.

352. Cela n'était pas nécessairement nouveau, car les feux stroboscopiques IR avaient été utilisés par des FOS dès le début des années 1990. Cet emploi est illustré dans le film « Blackhawk Down » (La chute du faucon noir).

353. Briefing fait par l'Escadre aérienne à l'auteur.

354. Entrevue avec le Lcol Jim Jensen, Kingston, 28 février 2013.

355. Entrevue avec le Lcol Jensen.

356. *Ibid.*

357. *Ibid.*

358. *Ibid.*

359. *Ibid.*

360. *Ibid.*

361. *Ibid.*

362. *Ibid.*

363. Michael Hastings, *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Éditions du sous-sol, 2017, chapitre 32. Voir aussi McChrystal, *My Share of the Task*, p. 322-326.

364. Voir Theo Farrell, « Appraising MOSHTARAK: The Campaign in Nad-e Ali District, Helmand », Royal United Services Institute Briefing Note, www.rusi.org.

365. Briefing du groupe d'ordres de la FOI Kandahar, 2 février 2010.

366. CRSQ QG FOI-A, 19 janvier 2010; RSOP QG FOI-A, 7 janvier 2010; SITREP QG FOI-A, du 6 au 12 janvier 2010.

367. Entrevue avec le Maj Mossop.

368. ISAF Joint Command Afghanistan News Release, « Operation MOSHTARAK », 13 février 2010.

369. Michael Hastings, *Machine de guerre*, chapitre 32. McChrystal décrit l'indécision due au fait que Karzai n'avait pas l'habitude d'autoriser des opérations. McChrystal, *My Share of the Task*, chapitre 20.

370. Entrevue avec le Lcol Jeff Smyth, Kingston, 21 mars 2013.

371. Entrevue avec le Lcol Smyth.

372. *Ibid.*

373. *Ibid.*

374. Entrevue avec le Col Brennan.

375. *Ibid.*

376. Entrevue avec le Lcol Jensen.

377. Voir Astri Suhrke, *When More is Less: The International Project in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2011, p. 63-66; Frank Lewidge, *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011, p. 215-217.

378. Suhrke, *When More is Less*, p. 63-66.

379. Message Wikileaks, American Embassy Kabul to State, « Nad Ali/Marjah Operation: Stabilization Planning », 7 février 2010.

380. Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Full Support by Local Shura for Operation MOSHTARAK », 13 février 2010.

381. Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Operation MOSHTARAK Moving to Governance Phase », 25 février 2010.

382. Entrevue confidentielle.

383. Ali K. Chishti, « Mullah Baradar Released? », *Daily Times*, 16 octobre 2010, http://www.dailytimes.com.pk.

384. Voir Waliullah Rahmani, « Mullah Baradar's Capture and the Future of the Afghan Insurgency », Kabul Center for Strategic Studies, http://kabulcenter.org/. Voir aussi Abubakar Siddique, « Mystery of Taliban Leader's Capture Deepens », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 17 février 2010, http://www.rferl.org/content/Mystery_Of_Taliban_Military_Leaders_Capture_Deepens/1961093.html#hash=relatedInfoContainer.

385. Joshua Partlow et Karen De Young, « Afghan Officials say Pakistan's Arrest of Taliban Leader Threatens Peace Talks », *The Washington Post*, 10 avril 2010, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/04/09/AR2010040904807.html.

386. Kamran Yousaf, « Afghan Reconciliation: Pakistan May Release Former Head of Quetta Shura », *The Express Tribune*, 8 août 2012, http://tribune.com.pk/story/419044/afghan-reconciliation-pakistan-may-release-former-chief-of-quetta-shura/; Reuters, « Afghanistan's Peace Hopes May Rest with Mullah Baradar », http://www.nation.com.pk/pakistan-news-newspaper-daily-english-online/national/23-Aug-2012/afghanistan-s-peace-hopes-rest-on-mullah-baradar. Voir aussi J. Tellis, « Baradar, Pakistan, and the Afghan Taliban: What Gives? », Carnegie Endowment for Peace, *Policy Outlook*, mars 2010.

387. Message, American Embassy Islamabad, « GOP denies Agreement to Transfer Baradar to Afghanistan, Lahore High Court Intervenes », 26 février 2010.

388. Dean Nelson et Ben Farmer, « Hamid Karzai Held Secret Talks with Mullah Baradar in Afghanistan », *The Telegraph*, 16 mars 2010.

389. Entrevue téléphonique avec le Bgén Ménard, 6 novembre 2012.

390. Patricia Zengerle, « White House Hails Capture of Taliban Leader », Reuters, http://www.reuters.com/article/2010/02/17/us-afghanistan-obama-idUSTRE61G5DE20100217; entrevue confidentielle.

391. L'auteur a résumé ces opinions en se fondant sur de nombreuses conversations avec des Afghans et des Canadiens ayant pris part aux discussions politiques afghanes entre 2005 et 2011.

392. Entrevues confidentielles. Voir aussi : Message WikiLeaks, American Embassy Kabul to State, « Kandahar Politics Complicate U.S. Objectives in Afghanistan », 6 décembre 2009; American Embassy Kabul to State, « Ahmed Wali Karzai and Governor Wesa on Governance in Kandahar », 3 novembre 2009; American Embassy Kabul to State, « Ahmed Wali Karzai: Seeking to Define Himself as U.S. Partner? », 25 février 2010.

393. Entrevue avec le Col Simon Hetherington, KAF, 9 juillet 2010.

394. Entrevues confidentielles.

395. *Ibid.*

396. *Ibid.*

397. Message WikiLeaks, American Embassy Islamabad, « GOP Demoes Agreement to Transfer Baradar to Afghanistan, Lahore High Court Intervenes », 26 février 2010.

CHAPITRE SEPT

LES AFFAIRES KANDAHAR :

DE MARS À AOÛT 2010

Au cours du reste de son mandat, en 2010, le quartier général du Bgén Ménard a été secoué par une série de scandales qui ont menacé d'assombrir non seulement le travail accompli par l'Armée canadienne jusque-là en Afghanistan, mais aussi la crédibilité des relations canadiennes avec les États-Unis et, en définitive, avec la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Les scandales, qui n'étaient pas tous reliés entre eux nécessairement, ouvraient une brèche que l'ennemi et d'autres parties prenantes ont su exploiter au maximum, ce qui plongea les efforts de la coalition dans le chaos jusqu'à une date avancée de l'été de 2010. La suite de l'opération (Op) MOSHTARAK dans la province de Kandahar a été reportée indéfiniment, de même que la promesse de contester la domination des personnes d'influence dans les structures de gouvernance dans cette province. Les insurgés et d'autres parties ont de toute évidence profité de cette temporisation involontaire, cette dernière ayant d'ailleurs procuré aux talibans la latitude voulue pour qu'ils s'adaptent encore une fois à la méthodologie de la FIAS pour mieux y résister. La pièce maîtresse de la transformation de l'approche talibane a été la campagne d'assassinats à Kandahar en 2010.

Une fois que les médias ont eu vent des scandales, ils n'ont plus lâché le morceau. Les problèmes d'ordre disciplinaire et de moralité prenaient toute la place dans les médias, et les progrès cumulatifs accomplis sur le terrain passaient inaperçus. Dans ce contexte, le gouvernement de Karzai et ses représentants à Kandahar conservaient une légitimité douteuse qui en revanche menaçait la légitimité des élections provinciales imminentes. La population était moins portée à se ranger du côté du gouvernement afghan et, tandis que les médias concentraient de plus en plus leur attention sur les scandales impliquant les commandants de la FIAS, la population en est venue à moins appuyer la FIAS en général. Le comportement personnel de certains commandants aurait peut-être été acceptable dans leur pays d'origine, mais en Afghanistan, l'indignation morale surgissait facilement dans les milieux culturels nourrissant des points de vue différents sur le caractère sacré des rapports conjugaux. À un certain moment, l'Armée canadienne a été obligée de retirer le Bgén Daniel Ménard de son poste de commandement et de ramener le Bgén Jon Vance dans l'arène pour stabiliser la situation. Pendant tout ce temps, bien sûr, les soldats canadiens continuaient à remplir leurs fonctions dangereuses dans les districts et la ville de Kandahar en espérant des jours meilleurs, alors que les combattants talibans léchaient les plaies qui leur avaient été infligées en 2009.

Une confiance réduite envers le Canada?

Comme nous l'avons vu dans le volume I, la Force opérationnelle multinationale AEGIS, commandée par le Bgén David Fraser, a traversé une période pénible dans la foulée de la décision prise en 2003 au sujet de l'invasion de l'Iraq. Le Canada n'avait pris part à aucune guerre depuis le conflit coréen des années 1950; il avait donc peu de crédibilité auprès des forces étasuniennes plus nombreuses qui fournissaient des éléments dynamisants clés. Après les événements de 2006, et malgré les efforts hautement professionnels des soldats canadiens dans les provinces de Kandahar et d'Helmand, le degré de crédibilité était minimal, et pas aussi élevé que certains Canadiens l'auraient voulu ou pensé. Parallèlement, la crédibilité des Forces aériennes des É.-U. était faible auprès des Canadiens, par suite des attaques de 2002 à la Ferme Tarnak et de l'opération (Op) MEDUSA en 2006, mais elle s'était améliorée quelque peu grâce aux relations informelles ayant procuré aux Canadiens l'accès à des UAV armés étasuniens. À mesure que le Canada acquérait le contrôle de la zone des opérations de la province de Kandahar en 2007 et comme la densité de ses troupes par rapport à celle des troupes étasuniennes dans la province était élevée, il pouvait se permettre de ne pas se préoccuper exagérément de ce que les Américains pensaient. Ensuite, après 2008, les États-Unis ont mis un de leurs bataillons sous le commandement du Canada, ce qui a montré que les niveaux de crédibilité étaient en fait plus élevés que prévu. Malgré tout, les Forces terrestres des É.-U., leurs chefs et leurs troupes détestaient l'idée d'avoir à servir sous un commandant non étasunien. Cela ne veut pas dire qu'ils ne l'ont pas fait ou qu'ils n'étaient pas en mesure de le faire. Dans l'ensemble, toutefois, les légions de la superpuissance n'aimaient pas devoir obéir aux ordres d'un commandant d'un autre pays que le leur. Certains analystes hyperpatriotiques de la presse étasunienne éprouvaient des sentiments semblables.

Normalement, les frictions entre les unités subalternes étasuniennes et les commandants des formations canadiennes se réglaient au niveau du commandement. D'habitude, et comme nous l'avons vu dans le cas du 2-2 Infanterie, cela ne posait pas de problème. Le retrait d'un mentor supérieur de la police des É.-U. a constitué un autre exemple. Néanmoins, quand le quartier général du Bgén Ménard a pris la relève en novembre 2009, des éléments du 1-12 Infanterie ont, semble-t-il, été pris à rebrousse-poil après le contact initial. Le quartier général du Bgén Ménard était nouveau et il ne possédait pas le même degré d'expérience dans la zone d'opérations; par ailleurs, certains membres du 1-12 Infanterie s'offusquaient d'être traités avec ce qu'ils percevaient comme du mépris et de l'arrogance. En outre, le quartier général du Bgén Vance avait dû gérer une divergence d'opinions avec le 1-12 Infanterie en ce qui concernait les règles d'engagement et la conduite du tir, avant l'arrivée du quartier général du Bgén Ménard. Le problème avait été réglé avec l'aide de

McChrystal, mais cela avait peut-être contribué à la rupture ultérieure des relations en suscitant une certaine méfiance entre les deux organisations[1].

Selon le Bgén Ménard, le 1-12 Infanterie éprouvait des problèmes semblables à ceux de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP). Les choses avaient changé. Le 1-12 Infanterie était là depuis longtemps et ne voulait pas modifier son modus operandi pour se conformer aux nouvelles façons de faire. Le Bgén Ménard admettait que le Zharey était un district problématique à bien des égards, depuis la gouvernance jusqu'aux services de police, et il croyait que le 1-12 Infanterie était structuré plutôt pour une guerre centralisée – exécuter des sorties depuis la FOB Wilson – que pour des opérations décentralisées dans les collectivités. Le commandant du 1-12 Infanterie avait essayé, mais sans grand succès, d'établir un véritable lien avec Sahardi, le chef de district, ce dernier ne voulant probablement pas nouer de tels liens de toute façon[2].

La prolifération des journalistes qui accompagnaient les troupes étasuniennes arrivant à Kandahar a engendré des conditions à la faveur desquelles le mécontentement des militaires américains a été porté sous une certaine forme à la connaissance du public. À tout le moins, les représentants des médias prenaient note des récriminations, et à un moment donné, la nouvelle est sortie, et a eu l'effet d'une bombe médiatique. Par exemple, le commandant de la Brigade Stryker, le Col Harry Tunnell, se serait plaint en disant que le Canada avait perdu la maîtrise de l'Arghandab et l'avait mal renseigné sur l'effectif ennemi, et qu'à cause de cela, certains de ses soldats avaient été tués ou blessés[3]. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la situation était beaucoup plus compliquée que cela, mais cette vérité importait peu aux yeux des médias.

Pendant cette période, le problème de la Force opérationnelle 2 « Fury » s'ajoutait à la série de situations qui minaient la confiance. De sérieux conflits de personnalités aux États-Unis qui se rapportaient à son commandant, le Lcol Frank Jenio, et au commandant de sa brigade mère, le Col Brian Drinkwine, ont amené l'opinion publique à douter de la fonctionnalité de cette unité. La FO 2 « Fury » relevait du commandement tactique de la FO Kandahar et elle couvrait la jonction vitale entre le Zharey et l'Arghandab. Le commandant de division de Drinkwine a renvoyé Jenio en janvier 2010 en l'accusant d'avoir perdu la maîtrise de ses troupes, mais au début de février, il était devenu clair que cette situation avait bien d'autres dessous, et l'affaire a causé un énorme embarras institutionnel aux Forces terrestres des É.-U. Quasi aucun détail de cet imbroglio n'a fait l'objet de reportages dans les médias étasuniens à Kandahar, qui ont plutôt tourné leur attention vers le quartier général du Bgén Ménard[4].

La FO 2 « Fury » se démenait sous les pressions combinées d'une enquête interne, de l'action ennemie et d'un examen minutieux défavorable de la part des médias. Le 1-12 Infanterie avait des démêlés persistants avec le quartier général du Bgén Ménard, tandis que les unités

de la Brigade Stryker du Col Harry Tunnell subissaient d'importantes pertes dans l'Arghandab. C'est à ce moment-là que s'est produit l'incident du pont de Tarnak.

Dans le district de Daman, la situation s'était détériorée en janvier et février. Plus de roquettes avaient été lancées contre l'aérodrome de Kandahar (le KAF) au début de 2010 que pendant la majeure partie de 2009. Le 14 janvier, un insurgé vêtu d'une veste munie d'explosifs a attaqué le Centre de district de Daman. Par la suite, les soldats du 97e Bataillon de la PM ont accru leurs rapports avec la police du Daman et collaboré avec elle pour améliorer ses capacités, de manière qu'elle puisse faire face à l'intensification de l'activité ennemie. Cela a compris la formation de patrouilles conjointes et la mise sur pied de postes de contrôle routiers, surtout le long de la Route no 4 vitale menant à la ville de Kandahar. Cependant, le degré de violence dans le Daman était très loin d'être aussi grave que celui observé dans les districts situés à l'ouest de la ville, et il n'y avait de toute façon pas d'autres ressources à y déployer[5].

Le 1er mars 2010, un insurgé portant une veste munie d'explosifs s'est fait exploser alors qu'il s'était arrêté sur le pont de Tarnak pour attendre l'inspection de la police afghane. La détonation a détruit un véhicule renforcé contre les mines dans les embuscades (MRAP) des É.-U. et tué deux Afghans, en plus du spécialiste (Spéc) Ian T.D. Gelig du 82e Régiment aéroporté, tout en blessant cinq autres Afghans et Américains. Le Régiment de la Royal Air Force (RAF) a déployé une force de réaction rapide pour évacuer les morts et les blessés, et la FO Kandahar a envoyé un UAV vers l'avant pour surveiller la situation. La FO Kandahar a ensuite chargé une unité de reco du Génie d'évaluer l'état du pont. Ce dernier est resté ouvert, mais à une seule voie. Les industrieux Afghans avaient déjà aménagé leur propre pont provisoire sur le lit de la rivière, et la circulation reprenait pendant que la FIAS amorçait aussitôt ses opérations d'évaluation et de réparation, sous la direction des sapeurs de la FO Kandahar. Quelques heures plus tard, un autre insurgé vêtu d'une veste munie d'explosifs a attaqué le quartier général de la Police à Kandahar; deux personnes ont été tuées, et seize autres blessées. Fort probablement, l'insurgé s'étant fait exploser sur le pont de Tarnak avait été pris de panique pendant la fouille et avait fait sauter son engin avant de parvenir à son objectif dans Kandahar[6].

Bien que l'Australian Broadcasting Corporation ait été la première à faire connaître les détails de l'attaque, les médias étasuniens ont pris la FO Kandahar à partie et blâmé le Canada pour l'incident :

> Nos combattants ne devraient pas être commandés par un pays qui abandonne le combat. Le fiasco survenu lundi sur le pont de Tarnak met cette vérité en lumière. Comme notre prochaine grande offensive doit avoir lieu à Kandahar, le commandement devrait en être confié aux forces britanniques et étasuniennes. Le Canada doit s'ôter du chemin[7]. [Traduction]

Et :

> Une bombe humaine a tué un de nos soldats sur un pont situé non loin [du KAF] … Pendant ce temps, dans cette base grouillante d'activités, des soldats sous-employés de divers pays se rassemblent pour regarder des joutes de hockey et écouter des groupes de musiciens et se détendent dans une caféterie. Le pont endommagé n'est qu'à une courte distance à bicyclette de soldats trop occupés à célébrer l'obtention de médailles olympiques pour protéger ce pont … Le général responsable de la protection de ce pont devrait être démis de ses fonctions[8]. [Traduction]

Photo : Auteur

La photo montre le pont de Tarnak, sur la Route nº 4, où un attentat-suicide à l'EEI a détruit un MRAP étasunien et rendu le pont inutilisable. Les médias des É.-U. ont injustement accusé la FO Kandahar de n'être pas intervenue lors de l'incident. En réalité, l'unité qui était censée couvrir cette zone d'opérations était étasunienne.

Les principaux médias étasuniens, désormais obsédés par l'incident du pont de Tarnak, ont supposé que la FO Kandahar était la formation responsable du secteur, et c'est ainsi qu'ils ont tiré leurs conclusions. Dans cette atmosphère négative, ils ont blâmé le Bgén Ménard pour la « perte de troupes américaines » (il s'agissait d'un seul soldat) parce que les Canadiens n'arrivaient pas, supposément, d'une façon ou d'une autre, à « contrôler » le pont de Tarnak.

En réalité, le pont se trouvait à la frontière de deux zones. Il était à la fois situé dans la zone du 97e Bataillon de la PM à Kandahar, désignée comme étant la « zone de défense au sol de la FO Kandahar » (ZDS FO Kand), et, aspect plus important, dans le corridor clairement marqué « FOM FO Stryker », c'est-à-dire le corridor de liberté de circulation de la Force opérationnelle Stryker, le long de la Route nº 4 allant de Spin Boldak à Kandahar. Les commentateurs ont passé outre au fait que la protection du pont de Tarnak incombait en partie aux forces de sécurité afghanes, qui en avaient assuré la protection en permanence à partir de 2003 au moins[9]. La délimitation de la zone d'opérations de la FO Kandahar et de la zone de défense au sol contrôlée par le Régiment de la RAF autour du KAF était ambiguë depuis 2007, et tel était encore le cas en 2010[10]. La responsabilité de garantir la liberté de mouvement sur la Route nº 4 dans la zone de défense au sol a officiellement été cédée à la FO Kandahar par la FO Stryker, le 1er avril 2010[11].

La vérité et le contexte n'importaient pas, en particulier le fait gênant qu'il s'agissait d'une action ennemie et non pas nécessairement d'une négligence[12]. De la même façon, personne ne s'inquiétait du fait qu'en fixant une date ferme pour le retrait des forces canadiennes d'Afghanistan, le gouvernement du Canada s'était exposé aux critiques de ceux qui venaient tout juste de comprendre qu'une guerre était en cours. La réputation du Canada était désormais gravement endommagée, et l'incident du pont de Tarnak a servi à confirmer les rumeurs selon lesquelles il existait de graves problèmes dans la relation entre les commandants canadien et américain à Kandahar. Tous les éléments étaient dès lors réunis pour l'affaire Ménard plus tard au cours du printemps.

La situation dans la province de Kandahar, en mars 2010

Le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Carter, a continué à consolider sa planification opérationnelle en préparation pour l'été, pendant que les étapes I et II de l'Op MOSHTARAK s'exécutaient dans la province d'Helmand. Selon le J5 de la FO Kandahar, l'étape III allait être une vaste opération qui aurait lieu en juin ou juillet dans les districts de Zharey, de Panjwayi et d'Arghandab. Le Commandement régional (Sud) s'est aussi chargé du Plan de sécurité de la ville de Kandahar et il a remplacé les représentants supérieurs de la coalition au sein du Comité de sécurité de la ville Kandahar[13]. La planification de l'étape III de l'Op MOSHTARAK et la coordination avec la FO Kandahar se sont poursuivies pendant les mois de mars et d'avril[14].

Entre-temps, la FO Kandahar a élaboré un moyen de clarifier l'état de la situation, selon elle, dans sa zone d'influence. En utilisant le concept « Définir-Façonner-Dégager-Tenir-Construire-Habiliter » comme critère pour mesurer les progrès ou l'état de la situation, l'état-major a divisé les districts en secteurs où il pensait que ce critère s'appliquait[15].

L'état-major a procédé d'ouest en est et a établi que la « corne du Panjwayi » en était aux stades « Définir et façonner ». Le Zharey occidental était essentiellement abandonné et n'a même pas été évalué. La FO Kandahar n'a pas suivi l'évolution de la situation dans le district de Maywand parce qu'il était passé sous la coupe de la Brigade Stryker longtemps auparavant. La région située entre les abscisses 28 et 32 dans le Zharey était elle aussi considérée comme en étant aux stades « Définir et façonner ». Sperwan Ghar dans le Panjwayi en était au stade « Façonner », et Bazaar-e Panjwayi, à l'étape « Tenir ». Le secteur situé au sud de ce dernier endroit a été considéré comme se situant aux étapes « Tenir et construire ». Senjaray dans le district de Zharey traversait l'étape « Dégager », tandis que la partie sud de l'Arghandab franchissait les stades « Façonner et dégager ». L'Arghandab central et la région à l'est de la rivière en étaient à l'étape « Tenir », et le nord, aux étapes « Dégager et tenir ». Au sud, le Panjwayi occidental en était au stade « Construire », et le Dand, aux étapes « Construire et habiliter ». Nakhonay et des endroits au sud se situaient aux étapes « Définir et façonner ». La ville de Kandahar était considérée comme ayant atteint le stade « Construire », et le Daman, les étapes « Construire et habiliter ». Certains secteurs au nord-ouest du KAF étaient parvenus au stade « Définir »[16]. (Voir la figure 7-1.)

Bien sûr, il fallait aussi composer avec les insurgés et ce qu'ils voulaient. Les analystes de la FO Kandahar disposaient de données contradictoires sur une série de bouleversements dans la choura de Quetta, dont certains se rapportaient à la capture du mollah Barader. À un certain moment en janvier, le tristement célèbre Jabbar Agha a exprimé ses craintes aux chefs supérieurs de l'insurrection, en disant que les pertes humaines et matérielles subies d'août à janvier étaient grandes et qu'elles risquaient de retarder les opérations offensives de l'été ou même d'obliger leur report. Il a apparemment recommandé qu'afin de conserver l'initiative, les insurgés recourent à l'emploi généralisé et soutenu d'EEI et à la perpétration d'une vague d'assassinats contre les forces coalisées et les Afghans[17].

Pendant que ce débat se poursuivait, les chefs talibans devaient aussi composer avec l'Op MOSHTARAK en février. Encore une fois, les renseignements étaient contradictoires. Certains groupes insurgés ont été redéployés depuis la province de Kandahar pour aller lutter contre cette opération dans l'Helmand, tandis que d'autres groupes ont apparemment été retirés des zones cibles et envoyés dans les districts de Zharey et de Panjwayi dans la province de Kandahar, ou s'y sont rendus pour se rééquiper[18].

À un moment donné après l'enlèvement du mollah Barader, beaucoup de chefs talibans de Kandahar se sont réunis avec de nombreux anciens qui appuyaient l'insurrection. Ils semblaient croire que le mollah Omar était détenu à domicile d'une façon quelconque au Pakistan. Omar aurait, dit-on, fait savoir à ces chefs que les opérations devaient se poursuivre, mais qu'ils ne devaient toucher ni aux écoles ni aux projets de vaccination et de reconstruction.

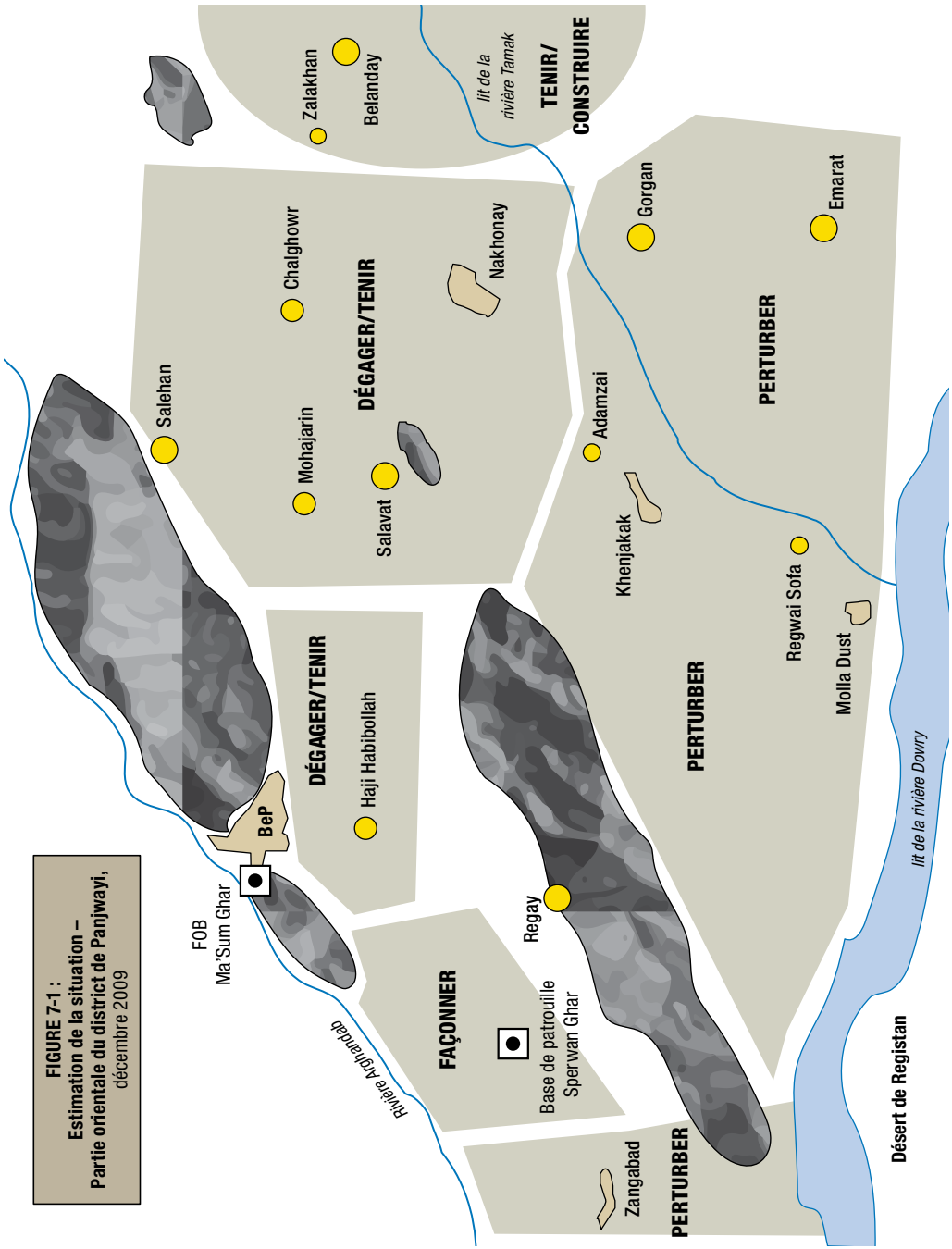


Figure 7-1 : Estimation de la situation – Partie orientale du district de Panjwayi, décembre 2009

Les insurgés commençaient à débattre entre eux et se demandaient si l'insurrection avait encore sa place dans l'avenir. La majorité des combattants talibans endurcis encore vivants après avoir lutté contre les forces canadiennes depuis 2006 – et cela comprenait le détesté Jabbar Agha, le mollah Zergay, Sadiq Agha et « l'oncle » Kaka – commençaient à penser qu'ils seraient obligés de faire la paix. Il y avait deux survivants invétérés qui n'étaient pas d'accord et voulaient continuer à combattre, nommément les mollahs Sartar Akhund et Izzatullah. D'autres ont souligné que Barader était le « financier » et qu'à cause de son enlèvement, l'offensive d'été ne pourrait pas commencer. Les partisans de la poursuite des opérations ont souligné que le renseignement interservices (ISI) financerait la pose d'EEI et la campagne d'assassinats, même si les sources de financement n'étaient pas accessibles. Certains croyaient que l'ISI donnerait des ordres au nom des chefs talibans, de toute façon, si ceux-ci n'amorçaient pas les opérations[19].

La décision a été prise de poursuivre les opérations dans la province de Kandahar, en mettant l'accent sur la ville de Kandahar. La corne du Panjwayi demeurerait une zone défendue et servirait de base d'entraînement d'où partiraient les insurgés pour s'infiltrer dans la ville (voir la figure 7-2). Les cellules installées dans la ville, qui étaient indépendantes des groupes basés dans l'Arghandab et le Panjwayi, accéléreraient leur cadence opérationnelle. Une nouvelle organisation devait être créée pour gérer les assassinats systématiques. En outre, à l'insu de chefs loyaux et efficaces tels qu'Agha et Zergay, d'autres ont discrètement commencé à manœuvrer pour les remplacer par des chefs plus jeunes et plus agressifs. La mise en doute de la mission était plus ou moins considérée comme étant une capitulation[20].

Mieux renseignée sur le monde obscur chamboulé des rouages politiques des insurgés au Pakistan, la FOI Afghanistan a même fait savoir à Ottawa que c'était l'ISI qui pressait les talibans de mettre fin aux opérations parce que l'Op MOSHTARAK entravait le commerce de la drogue dans l'Helmand[21]. En définitive, cependant, on aurait dit que les chefs talibans au Pakistan étaient acculés au pied du mur et qu'ils étaient désormais forcés d'exécuter des actions qui ne leur plaisaient pas nécessairement. Leur rôle central dans le conflit dans le sud de l'Afghanistan semblait diminuer, alors que d'autres entités menaçaient de les contourner pour poursuivre la campagne de violence à d'autres fins.

Au début de l'été, même les combattants locaux remettaient en question les buts et le leadership de la choura de Quetta. Cette situation a empiré considérablement quand la coalition s'est attaquée délibérément aux structures de commandement intermédiaires dans tout le territoire relevant du Commandement régional (Sud), mais surtout à Kandahar. Il y avait un autre facteur exaspérant à mesure que le temps passait, à savoir l'utilisation accrue de combattants waziris et d'autres combattants d'en dehors de la région. Cela a suscité d'autres problèmes pour les cellules locales : ces étrangers étiraient à la limite les règles du pachtounwali concernant l'hospitalité et ils allaient même jusqu'à en abuser. En d'autres mots, il existait des fissures à exploiter dans l'appareil ennemi à Kandahar[22].

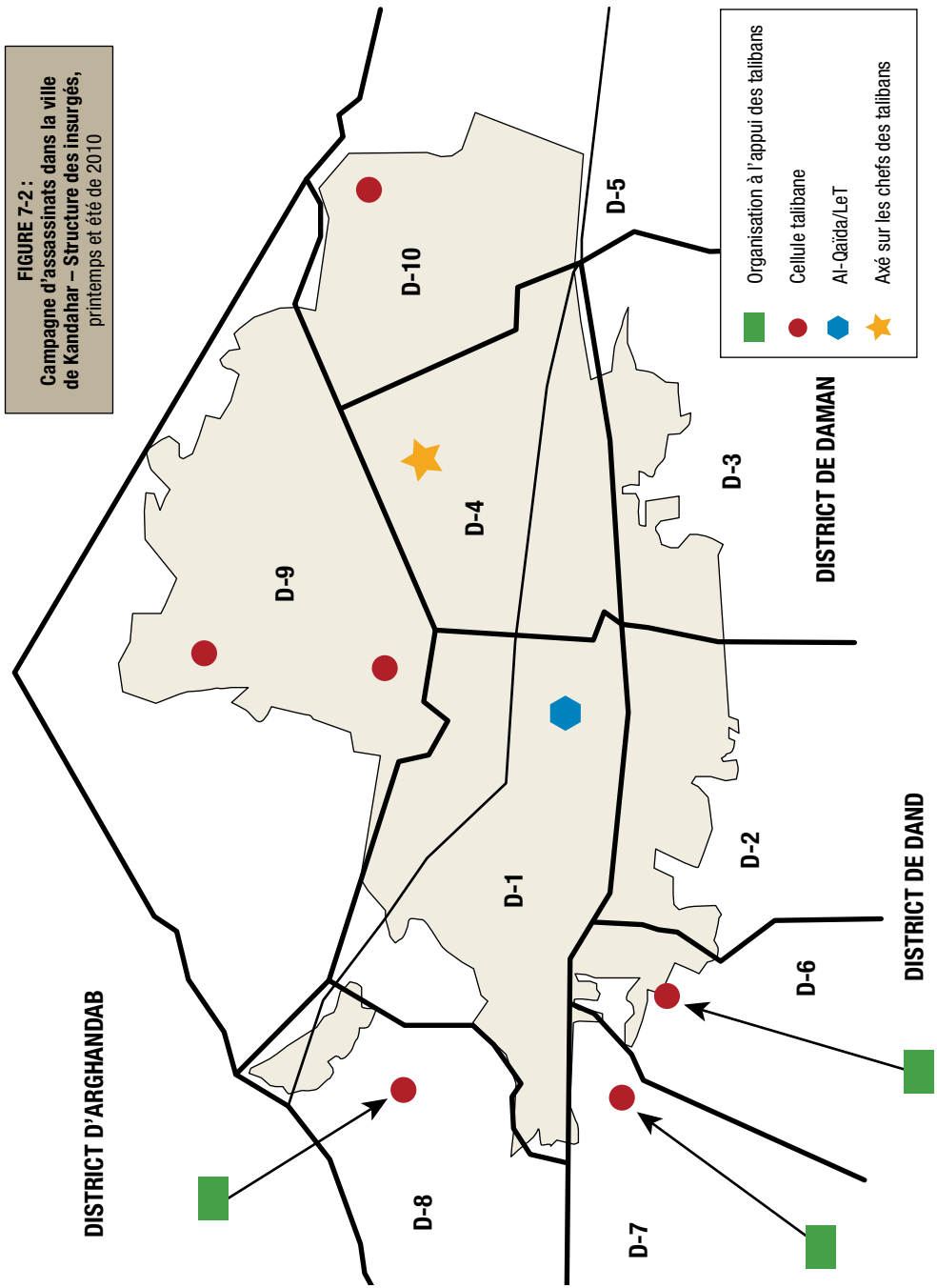


Figure 7-2 : Campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar – Structure des insurgés, printemps et été de 2010

La campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar, en mars et avril 2010

Les opérations terroristes urbaines se sont grandement intensifiées après l'assassinat de Babi à la fin de février. De janvier à février, quatre personnalités en vue ont été assassinées, et il y a eu une tentative d'assassinat. En mars, cependant, une vague d'attentats à l'EEI a été suivie par une série d'assassinats. Le gouverneur Wesa a été informé que le mollah Omar et la choura de Quetta avaient lancé une fatwa contre les employés du gouvernement. Presque toutes les personnes qui travaillaient pour le gouvernement provincial ont reçu une « lettre de nuit » ou ont fait l'objet d'une autre forme d'intimidation explicite. Ces menaces ont été faites au moyen d'appels faits avec les téléphones cellulaires de la parenté des personnes visées et même sous la forme de messages textes. Selon Wesa, « les insurgés n'étaient pas contents de cette initiative, car elle les empêchait d'utiliser librement les madrasas pour diffuser leur message[23] ». [Traduction]

Cependant, les analystes du Centre du renseignement toutes sources (CRTS) n'étaient pas enclins à conclure que toute la violence à Kandahar était attribuable aux insurgés; à leur honneur, ils ont analysé les incidents qui leur semblaient suspects. Par exemple, le 2 mars, un attentat à la bombe perpétré au quartier général de la police afghane à Kandahar a fait deux morts et 16 blessés. D'après les évaluations canadiennes, cela avait été le fait d'agents popalzais de la police qui tentaient alors de discréditer ou même de tuer le Gén Sardai Zazai, chef de la sécurité de la province. Ahmad Wali Karzai voulait écarter Zazai parce qu'il avait récemment entrepris une enquête sur des confiscations foncières exécutées par les associés de Karzai. Ce dernier a demandé au président de congédier Zazai, mais le président a tergiversé. En fin de compte, le commandant de la garde de la Police nationale afghane avait été antérieurement incarcéré à la prison de Sarposa, il avait été gracié par Ahmad Wali Karzai et il avait été rétabli dans un poste d'agent de police[24].

De même, le 5 mars, six autres employés de l'entreprise de construction SAITA ont été tués par un assassin dans des circonstances suspectes. Or, comme dans le cas de toute autre affaire concernant cette entreprise, les pistes dont disposaient les analystes en l'occurrence étaient profondément brouillées. C'était la deuxième fois que SAITA était ciblée à Kandahar. De toute évidence, quelqu'un ne voulait pas que cette entreprise en travaux routiers choisie par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) fasse des affaires dans la province de Kandahar. Il était impossible de savoir s'il s'agissait d'actes de violence commerciale commis par un autre entrepreneur, ou d'actes perpétrés par les talibans pour faire cesser le programme d'aménagement de routes dans le Dand, ou encore si c'était là un message envoyé par une quelconque entité à l'ISI afin qu'il cesse d'utiliser SAITA pour se couvrir, ou si Lashkar-e Taiba était en ville en train de chercher à se mettre encore une fois « en évidence[25] ». [Traduction] Les Canadiens ont conclu que « des éléments de preuve portent à croire que les réseaux d'Ahmad Wali Karzai et de Gul Agha Sherzai

se livrent peut-être une sorte de guerre de gangs pour le contrôle de l'avenir de Kandahar sur les plans politique et financier et au chapitre de la propriété foncière[26] ». [Traduction]

La réponse des Afghans a été de poursuivre les opérations d'intensification PAMIR avec l'appui des unités canadiennes et étasuniennes. Au début de mars, il y a eu trois raids importants qui ont permis de découvrir plusieurs caches d'EEI et même d'appréhender un facilitateur d'activités d'EEI. Quatre autres gros EEI ont été trouvés grâce aux renseignements réunis pendant PAMIR avant que l'ennemi pût s'en servir[27].

Le 13 mars, cependant, il est devenu très clair que les talibans coordonnaient des activités terroristes d'envergure en milieu urbain. Il y a eu un avertissement selon lequel une cellule de facilitation liée à l'ISI amenait des véhicules pour y installer des EEI en vue d'attentats-suicides (SVBIED), et des signalements selon lesquels des commandants ennemis se réunissaient quelque part à Malajat, mais il existait peu de renseignements précis à exploiter[28]. Plus tard dans la journée, en l'espace de 40 minutes, cinq EEI ont détonné : un EEI transporté par un cycliste a explosé dans le marché d'Al-Jidad; un autre placé à bord d'un véhicule a frappé la barrière de la prison de Sarposa; un troisième a explosé au quartier général de la police afghane; une autre bombe a explosé sans qu'ait été visé un objectif précis, et un EEI transporté par un motocycliste a sauté à la mosquée Rouge. Le bilan meurtrier du 13 mars a été d'environ 30 morts et 60 blessés[29].

Les Forces de sécurité afghanes ont malgré tout pu réagir efficacement malgré la perte du système de communications de la police au cours de l'attaque. Des renseignements ont été reçus au sujet d'une cache d'EEI qui a immédiatement fait l'objet d'un raid. La prison a rapidement été sécurisée, et aucun prisonnier n'a pu s'échapper. Une attaque subséquente exécutée par un malfaiteur armé à la mosquée Rouge a été enrayée[30]. Les Canadiens ont jugé que cette attaque coordonnée avait été exécutée par des cellules talibanes, mais que les ordres avaient été donnés par l'ISI, dont des membres s'étaient présentés comme étant des chefs supérieurs talibans. Il était possible que l'objectif des attaques ait été de provoquer le début de la saison estivale des combats, voire de torpiller le processus de paix naissant[31]. En effet, les analystes canadiens ont appris que les commandants talibans sur le terrain avaient en fait cessé toute autre opération le 13 mars, à cause du nombre grandissant de morts chez les civils et des effets négatifs éventuels sur les efforts investis pour obtenir le soutien de la population[32].

Entre le 17 mars et le 5 avril, les forces de sécurité afghanes, canadiennes et étasuniennes travaillant de concert dans la ville ont organisé trois autres versions de l'Op PAMIR. Elles ont ainsi déniché une grosse cache à l'est de la ville, mais il n'y a eu aucun autre résultat digne de mention[33]. Les insurgés se sont terrés, cantonnés dans l'observation. Évidemment, leurs éléments de soutien au Pakistan ont aimé les résultats, de sorte qu'au début d'avril, pas moins de dix nouveaux commandants de cellule, soit un pour chaque district de la

ville, se préparaient à infiltrer cette dernière et à relancer les opérations. D'autres ressources leur ont été accordées; aucun des nouveaux chefs ne semblait avoir de liens avec les cellules existantes ou les commandants déjà en poste dans les districts entourant la ville[34].

Au cours de la première opération des nouveaux commandants, le 12 avril, deux bombes humaines ont attaqué un refuge de la Direction nationale de la sécurité : quatre agents et cinq enfants ont été blessés. Le lendemain, une adolescente de 18 ans employée par un organisme non gouvernemental a été assassinée, et un véhicule-bombe conduit par un insurgé a tué trois personnes et en a blessé 25 autres dans une enceinte occupée par l'organisation d'aide humanitaire Chemonics, un partenaire de mise en œuvre de l'USAID[35].

La semaine du 20 avril a été particulièrement pénible. Un EEI porté par un âne a explosé et tué trois enfants : la cible, qui a survécu, était Haji Fazluddin Agha, gestionnaire de la campagne du président Karzai à Kandahar. Un insurgé a abattu le maire adjoint, Haji Azizullah Yaramal, en lui tirant deux balles dans la tête par-derrière pendant qu'il priait dans une mosquée. Mohammad Hussain, membre de l'ONG Coopératives agricoles, a été abattu, tout comme Haji Abdul Haim, frère du Directeur provincial des droits de la personne. Le lendemain de ce dernier assassinat, un autre véhicule bourré d'explosifs a frappé le quartier général de la police afghane[36].

L'Op PAMIR s'est intensifiée et est devenue l'Op ATAL. Les troupes afghanes ont envahi la ville, pendant que d'autres forces de coalition s'amenaient pour les aider. L'Op PAMIR a permis de découvrir plusieurs grandes caches d'EEI, mais bien d'autres situations allaient suivre. La pression était désormais énorme, et il n'y a eu aucun répit au début de mai. Malheureusement, l'ONU a décidé que la situation était trop tendue et elle a réduit l'ampleur de ses opérations dans la province de Kandahar, par mesure de sécurité. L'ERP était consternée, et elle allait s'exprimer ainsi : « cela nuira au travail d'ONU HABITAT dans la ville de Kandahar et à celui d'autres partenaires tels que l'UNICEF[37] ». [Traduction]

Les activités de l'ennemi suivaient un schéma un peu particulier. D'une part, les insurgés s'en prenaient aux forces de sécurité et au gouvernement en attaquant des lieux symboliques tels que la prison de Sarposa et le quartier général de la police. D'autre part, ils intimidaient de façon insidieuse et délibérée les organisations vulnérables d'aide humanitaire et de développement. Dans les deux cas, l'ennemi recourait aux assassinats et aux EEI, mais l'exécution des attentats semblait être le fait d'entités différentes. Tout cela s'ajoutait à la violence commerciale dans laquelle la structure de pouvoir à Kandahar trempait déjà.

Il est juste de dire que la FO Kandahar ne pouvait pas s'attaquer efficacement à ces cercles de violence qui se recoupaient tout en contrôlant trois bataillons ou groupements tactiques, dont chacun évoluait dans son propre environnement complexe à l'ouest de la ville. En fait, il est assez évident que les ceintures de sécurité envisagées par les organisateurs de l'Op WADANA WAL ont très peu miné la capacité de l'ennemi de planifier et d'exécuter

des opérations urbaines, lesquelles ont été exécutées en mars et avril 2010, et encore moins d'influer sur la structure de pouvoir Kandahari dans la poursuite de ses intérêts. La solution? Il fallait absolument améliorer la capacité des forces de sécurité afghanes de s'attaquer au terrorisme urbain tout en se protégeant contre les prédations de la structure de pouvoir dans Kandahar. Comme nous le verrons, la FO Kandahar pouvait apporter son aide dans la première de ces deux ambitions, mais pas dans la seconde. La décision qu'a prise le commandant de la force opérationnelle de renoncer à des outils vitaux d'influence au niveau provincial a malheureusement contribué à cet état de choses.

Les opérations dans le district de Dand, en mars et avril 2010

En mars et avril, les insurgés menaient peu d'activités évidentes dans le district de Dand, ce qui a permis de faire progresser considérablement les opérations aux stades « Tenir » et « Construire ». Tous les mécanismes requis étaient actifs, y compris le Centre de coordination des opérations du district (CCO-D), l'Assemblée de développement de district et plusieurs conseils de développement communautaires. Le gouverneur du district, Nazek, était parvenu à des ententes relativement à la plupart des questions qui l'avaient gêné plus tôt dans l'année, tandis que l'équipe de la COCIM et l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC) continuaient à soutenir les organisations afghanes[38].

Au chapitre de la sécurité, les questions pratiques liées à l'intégration de la milice barakzaie dans la force de police du Dand se posaient encore. À cet égard, l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) a joué un rôle clé en travaillant avec le chef de police du district. La décision a été prise d'attendre qu'un programme de perfectionnement ciblé par district soit établi plus tard avec la Police nationale afghane pour l'ordre civil afin de réentraîner la milice en bonne et due forme pour qu'elle fasse ensuite partie de la police. La coordination de la police avec les forces coalisées dans le Dand était considérée comme exceptionnelle et, dans de nombreux cas, la police afghane du district menait des opérations en solitaire, mais aussi avec des partenaires en mars et avril[39]. Un autre changement important s'est manifesté dans l'attitude de l'entreprise de sécurité de Fatay Khan. Ce dernier a renommé l'entreprise « Sécurité de Kandahar ». Il s'est activement occupé de l'enregistrement de ses hommes et de leurs armes : il avait en fait opté pour la légitimité, sans protester aucunement. Il a été récompensé quand un contrat de prestation des services de sécurité lui a été accordé à l'égard d'une partie du projet de construction routière mené par l'UNOPS[40].

Au chapitre du développement, l'équipe de la COCIM affectée dans le Dand continuait de surveiller les organes de développement et, autant que possible, de servir d'agent de liaison avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'équipe de

la COCIM se devait encore de surveiller de près les conseils de développement communautaire, mais elle hésitait à se laisser convaincre d'adopter un rôle d'intermédiaire s'il y avait des allégations de corruption. Déjà, un agent de stabilisation membre de l'ERP était revenu sur place, soit au Centre de district de Dand; il travaillait avec Nazek qui, en général, avait réussi à remettre les efforts de développement sur la bonne voie[41]. L'Organisation non gouvernementale (ONG) Agriteam de même que le Central Asian Development Group étaient maintenant en activité tous les deux dans le district avec l'autorisation de Nazek. Ces programmes impliquaient de la distribution de bétail, de la formation professionnelle et de l'entreposage de céréales. AVIPA (Afghanistan Vouchers for Increased Production in Agriculture) distribuait activement les semences, pendant que le Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes continuait à rapporter des dividendes. Ici encore, cela attestait de la stabilité relative de la situation dans le Dand[42].

Le gros projet en cours dans le Dand à ce moment-là était la construction d'une route par l'UNOPS. SAITA demeurait l'entrepreneur principal, malgré les pertes humaines qu'elle avait subies au cours des huit mois antérieurs. Or, les magasins locaux refusaient de servir les ouvriers des équipes de pavage parce que les propriétaires de ces magasins avaient reçu des lettres de nuit qui les menaçaient de représailles s'ils acceptaient de les servir. Ensuite, toute une gamme d'EEI perfectionnés et radiocommandés a été découverte le long de la route à mesure qu'elle se prolongeait dans le Panjwayi. Ces engins ont été repérés avant que l'ennemi ne réussisse à les faire détonner[43].

La campagne contre le projet de construction de la route était-elle menée par les insurgés à Nakhonay, qui savaient que les EEI étaient plus difficiles à poser sur une route pavée et que la route amènerait plus de soldats de la FIAS et plus de troupes afghanes dans la région? Ou s'agissait-il d'actes de sabotage commis par des entrepreneurs en construction ou en services de sécurité qui avaient été exclus du projet? Ou était-ce les deux? Le projet de construction de la route s'est poursuivi.

Le seul acte de violence majeur pendant cette période a été l'embuscade d'une patrouille de police près des limites de la ville de Kandahar; l'attentat a coûté la vie à un policier, et le malik d'Angurian, Fazil Karam, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat. Karam, qui se rendait à son lieu de prière, a été touché deux fois par les balles d'une équipe d'assassins à motocyclette. Il a survécu et est devenu un héros local de la résistance[44]. Cependant, de nombreux rapports ISTAR montraient que le malik de Teymurian était observé par les insurgés et qu'il serait la prochaine victime des assassins. Des mesures de sécurité supplémentaires ont été prises pour le protéger[45].

Heureusement, l'insurrection dans le Dand était alors complètement désorganisée à cause de problèmes de discipline intestins. Des rapports ISTAR donnaient à penser que le gouverneur fantôme taliban de Kandahar était intervenu entre deux commandants. Le mollah Qasim, qui était chargé des opérations dans le Dand, a été relevé de ses fonctions parce qu'il n'avait pas atteint ses objectifs et qu'il avait tué un parent du dynamique commandant taliban, Hafiz Majid. Qasim a protesté, mais il a été désarmé et envoyé au Pakistan avec ses combattants. Un nouveau commandant dans le Dand, en la personne de Haji Amir, l'a remplacé. Ce dernier s'est dès lors lancé dans la reconstruction du réseau du Dand[46].

Pendant tout le mois d'avril, une force opérationnelle étasunienne fondée sur les effectifs du 1er Escadron du 71e Régiment de cavalerie (le 1-71 Cavalerie, ou Escadron fantôme) se préparait à prendre la relève des Canadiens dans le Dand. Le Lcol John Paganini commandait le 1-71 Cavalerie, composé de 450 membres; c'était une unité de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition d'objectifs au sein de la 1re Brigade de la 10e Division de montagne, unité qui avait été entraînée pour servir d'équipe consultative auprès des forces de sécurité, avant son déploiement en Afghanistan[47]. Les membres de l'escadron de cavalerie de Paganini ont déferlé sur le district, et les pouvoirs lui ont été cédés vers la fin d'avril.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mars et avril 2010

Comme par le passé, les opérations canadiennes et afghanes dans le district de Panjwayi étaient réparties entre quatre secteurs : Sperwan Ghar, Bazaar-e Panjwayi, les collectivités du centre-est, et Nakhonay (voir la figure 7-3). De plus, les principales activités comprenaient un engagement complexe contre une équipe de poseurs d'EEI : un avion F-16 a effectué un mitraillage au sol, puis un Heron, un Predator et un bombardier B-1B ont traqué puis tué les insurgés. La nuit suivant cette action, un VBL III prenait à partie une autre équipe de poseurs d'EEI, à l'aide de son canon de 25 mm, pendant qu'un Heron traquait les insurgés blessés. Une patrouille les a capturés le lendemain matin dans une enceinte[48]. L'intérêt que la Compagnie C portait aux dirigeants locaux donnait des résultats; en effet, elle a appris que la population de Pay-e Moluk se cantonnait dans l'indécision parce qu'elle n'avait pas de dirigeants dignes de ce nom et qu'elle ne pouvait donc pas se défendre contre l'intimidation des talibans. La Compagnie a aussi appris que « la majeure partie des poseurs d'EEI et des combattants insurgés des niveaux inférieurs n'étaient motivés que parce qu'il vivait dans la pauvreté ». [Traduction] L'intimidation existait aussi à Sperwan, où les quatre écoles de l'endroit étaient fermées et où le mollah local et sa femme étaient obligés d'enseigner aux enfants dans leur propre maison[49]. Quand les combattants talibans sont arrivés et qu'ils ont décoché leurs tirs en coup de vent contre les positions afghanes, on a fait appel aux tireurs d'élite du 1 PPCLI. En une occasion, ces tireurs ont utilisé un MQ-9 Reaper et tué un détachement embusqué d'insurgés. Les blessés ont été capturés.

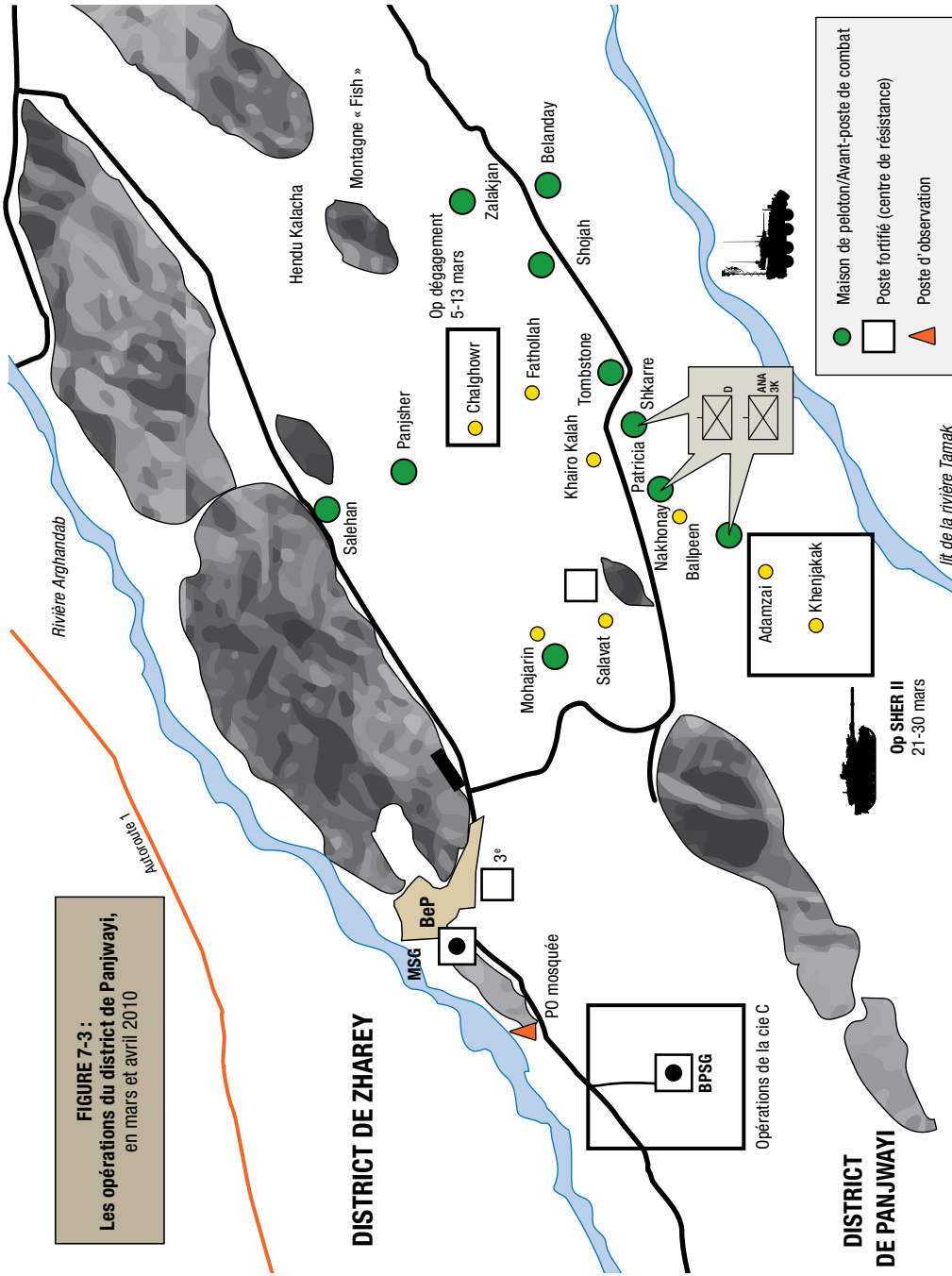


Figure 7-3 : Les opérations du district de Panjwayi, en mars et avril 2010

La situation est demeurée relativement stable dans le secteur de Sperwan au cours du mois de mars. Cet état de choses favorisait la tenue de chouras fructueuses et le retour du personnage d'influence qu'était Haji « Dollars » Agha Lalai de Sperwan, qui s'était fait discret au cours de l'année écoulée. Les travaux routiers sur l'itinéraire BROWN ont commencé en avril, et le gouverneur du district, Haji Baran, s'est de nouveau intéressé à l'amélioration de l'itinéraire HYENA. À mesure que les fonds destinés aux projets ont commencé à arriver, les renseignements sur les EEI se sont mis à affluer. Cela a été suivi d'actes d'intimidation nocturnes commis par des talibans masqués qui ont apporté avec des listes des noms des ouvriers travaillant à la construction des routes. Les chefs des équipes d'ouvriers se sont adressés à l'équipe de la COCIM et ont demandé la protection des troupes canadiennes, « car c'était, de toutes les troupes étrangères, celles qui travaillaient le plus fort »[50]. [Traduction]

Le Sperwan était un bon endroit où les Canadiens pouvaient recueillir des renseignements sur les conditions dans la corne du Panjwayi et dans les régions du Zharey dominées par l'ennemi au nord, là où les habitants étaient assujettis à un contrôle sévère. Ceux-ci n'étaient autorisés à se servir de leur téléphone cellulaire que dans leur résidence et seulement le jour, entre 0530 et 1830. Un couvre-feu était en vigueur après 1600, et les contrevenants étaient battus immédiatement et détenus pendant deux jours. Un tribunal insurgé réglait tous les différends, et les contrevenants étaient battus à l'aide de cannes. Une taxe de 2 p. 100 était imposée sur l'opium brut, et il fallait la payer en nature[51]. La structure de contrôle talibane dans la corne a été renforcée au début d'avril, quand le tristement célèbre Jabbar Agha est arrivé avec 75 combattants venus de l'extérieur et qu'il a mis sur pied un tribunal spécial pour assurer la discipline dans les rangs talibans. Agha s'était apparemment manifesté parce qu'il était en colère contre les insurgés qui ne faisaient pas assez pour le djihad. Deux autres groupes de 20 combattants chacun sont arrivés peu après[52].

Jabbar Agha est arrivé à peu près au moment où une suite d'opérations des Forces opérationnelles spéciales (FOS) et de la police à Nakhonay et à Bazaar-e Panjwayi, dirigées contre les chefs talibans du district de Panjwayi, a réussi à perturber temporairement le cours des événements. Une des cibles était le mollah Izzatullah, commandant expérimenté et invétéré qui avait combattu contre les forces coalisées au cours des trois années précédentes dans le Zharey et le Panjwayi[53].

Les choses ont commencé à chauffer dans le centre-est du Panjwayi pendant cette période. La Compagnie A et une compagnie du 2e Kandak ont dégagé Chalghowr à partir du 5 mars. Leur intervention avait été précédée par une suite d'opérations des FOS qui s'étaient soldées par la capture de trois commandants locaux, ce qui a en fait paralysé le réseau de soutien des insurgés de Chalghowr et perturbé la route qu'empruntaient les insurgés pour s'infiltrer dans Malajat et qui favorisait la campagne d'assassinats dans la ville

de Kandahar. Jabbar Agha est devenu convaincu qu'un insurgé de niveau intermédiaire, spécialiste des EEI et lié à cette cellule, était un informateur; il a donc fait en sorte qu'il soit amené à Zangabad, traduit devant le tribunal taliban et pendu[54].

L'opération de dégagement de Chalghowr a eu un effet positif sur la localité voisine de Salavat, où la Compagnie A a fait savoir que les conditions s'étaient améliorées. L'école de Chalghowr a rouvert ses portes, et les habitants ont commencé à dénoncer des insurgés aux forces de sécurité. Le village de Mohajerin a lui aussi demandé une école, après avoir constaté les progrès accomplis à Chalghowr. Les anciens ont ensuite demandé la présence permanente de forces de sécurité à Chalghowr. L'équipe de la COCIM et l'OTC se sont mises à envisager le lancement de projets à cet endroit, après avoir établi clairement que la collectivité réfléchissait sérieusement à son avenir[55]. L'insurrection, désormais basée à Nakhonay, a riposté en prenant d'assaut l'Avant-poste de Panjsher le 23 mars et en infiltrant une équipe de poseurs d'EEI dans le secteur de Mohajerin, où un véhicule Coyote de l'Escadron de reco a été frappé au début d'avril. L'insurrection dans cette localité était déjà gravement perturbée : au moins deux de ses chefs soupçonnés avaient pris la fuite. Malgré tout, l'ennemi a continué d'y amener des combattants pour démontrer qu'il y conservait son influence[56].

Il était de plus en plus évident que la ville de Nakhonay était devenue un emplacement essentiel avancé d'opérations tant pour les forces de sécurité que pour les insurgés. À l'ouest de Nakhonay s'étendait un terrain découvert jusqu'au Khabari Ghar. Pour emprunter les routes qui les amenaient à Kandahar et dans centre-est du Panjwayi, les insurgés dépendaient des villages qui s'échelonnaient au sud-ouest de Nakhonay et de Khenjakak, le long des collines de la chaîne d'Adamzai. Un terrain découvert s'étirait à l'est jusque dans le Dand; par conséquent, si les insurgés voulaient continuer à opérer dans le Panjwayi oriental, il leur fallait maintenir leur influence dans Nakhonay, sinon contrôler la ville. Cela était de plus en plus clair pour les chefs insurgés à Zangabad, tandis que la Compagnie D et la 3e Compagnie du 2e Kandak collaboraient avec leurs partenaires habilitants pour intensifier leurs efforts qui permettraient de tenir la localité.

Le Maj Wayne Niven, commandant de la Compagnie A, voulait une aide en matière de gouvernance, une clinique et peut-être même une école, mais l'Équipe de soutien de district continuait de mettre l'accent sur l'encadrement du gouverneur de district, Haji Baran, et le membre canadien de l'équipe ne pouvait pas obtenir la permission d'Ottawa pour venir sur place. Il a fallu l'enlèvement du malik d'Haji Baba, qui a été amené à Zangabad et battu, pour que Baran aille participer aux chouras de Nakhonay et d'Haji Baba. Quant à la clinique demandée, la question a été portée à l'attention de Kandahar, au niveau provincial, et personne n'a eu de nouvelles de la part du ministère de la Santé à cet égard.

Photo : Auteur

Décrite comme étant un « abcès », la ville de Nakhonay dans la partie orientale du district de Panjwayi était un carrefour sur la route que les terroristes empruntaient pour entrer dans la ville de Kandahar. En 2010, l'attention accrue accordée par les forces canadiennes et afghanes à cet endroit a incité les insurgés à riposter, ce qui y a entraîné un renforcement de la présence de la coalition.

Le major Niven a décidé de recourir aux assistants médicaux de l'Armée afghane appuyés par les Services de soutien de santé canadiens dans le cadre d'une opération de sensibilisation médicale dans les villages, mais il « s'est aussi heurté à la résistance du personnel médical canadien au KAF, qui encadrait les autorités locales des soins de santé; l'ACDI lui mettait aussi des bâtons dans les roues en disant : « Vous essayez de mettre sur pied un service insoutenable ». [Traduction] Quant à moi, j'ai répondu : " Un instant, un instant! Tout ce que j'essaie de faire, c'est de m'assurer que la maison n'ait pas de trous dans le plafond et qu'elle soit munie de fenêtres ". Je voulais que le médecin du 2e Kandak y vienne deux fois par mois. Eh bien, ce n'était pas une priorité assez grande[57]. »

Le Maj Niven était furieux parce ce qu'il ne réussissait pas à obtenir du soutien de la part de l'ERP. Le chef de l'Équipe de soutien de district lui a dit de ne pas tenir compte de l'ERP : « Venez à moi qui suis le représentant pour la stabilisation du district de Panjwayi; je peux obtenir des fonds des É.-U. pour vous aider ». [Traduction] « Je n'obtenais pas de la part des Canadiens le soutien dont j'avais besoin, disait le Maj Niven [...] nous étions coupés de tout le monde[58] ». [Traduction]

Photo : Gracieuseté du major Wayne Niven

Nakhonay était un nid d'activités insurgées et une étape vitale sur l'itinéraire qu'ils empruntaient pour se rendre à Kandahar. Les troupes de la Compagnie D sont allées dans le centre de la ville afin d'essayer de perturber les activités ennemies.

Le Lcol Baris pensait que l'idée du Maj Niven relative aux soins de santé était bonne et il a envoyé du personnel médical de l'Armée afghane à Nakhonay, en dépit de ce que les services de soutien sanitaire canadiens percevaient comme étant ses priorités, et la clinique a été mise sur pied. La question était la suivante : le système médical de l'Armée canadienne à Kandahar était-il censé donner suite à ce que, selon lui, le ministère civil de la Santé voulait, ou devait-il appuyer l'Armée canadienne pendant qu'elle prenait part à des opérations en partenariat avec les troupes afghanes? Dans quelle mesure les opérations médicales de niveau inférieur relevaient-elles d'un autre ministère ou de l'armée? La question n'a jamais été réglée complètement et elle a mis au jour un autre domaine ambigu où les préoccupations bureaucratiques pouvaient l'emporter sur des effets positifs de faible niveau. Après tout, si les Afghans voulaient faire quelque chose dans leur propre pays, pourquoi le système médical militaire canadien croyait-il avoir le droit d'y mettre son véto au nom d'un ministère gouvernemental naissant à Kandahar?

La soi-disant patrouille médicale dans les villages (PMV) a contribué à produire des changements positifs à Nakhonay. Le Maj Niven a bientôt commencé à recevoir une série de « tuyaux » de la part des habitants de l'endroit au sujet de caches de grenades propulsées par fusée (GPF) et d'EEI, et ces armes ont été récupérées par les patrouilles interarmées canadiennes et afghanes. Le nouveau chef de police du district s'est intéressé activement à ce qui se passait et il a accepté d'envoyer quinze agents de police à Nakhonay. Il s'est dit intéressé par la création d'un poste de police secondaire permanent s'il pouvait obtenir d'autres agents entraînés. Une grande choura avec les autorités du district et de la province a mené à des discussions sur la construction d'une école et sur sa dotation en personnel. Les anciens ont dit à l'équipe de la COCIM que la sécurité s'était améliorée et qu' à la mi-mars, l'avenir s'annonçait prometteur à Nakhonay[59].

L'élément perturbateur était Haji Malim, malik de Nakhonay, qui avait attendu son heure pour voir comment les choses évolueraient. Ayant été réprimandé par un sergent afghan pour lâcheté parce qu'il n'aidait pas sa collectivité, Malim boudait pendant que les projets se poursuivaient. Les rapports canadiens soulignent que « la population locale ne craint plus Malim et elle est disposée à dénoncer les activités des insurgés ». [Traduction] Les villageois qui ont accès au chef taliban, le mollah Qasim, « ont l'intention de lui faire savoir que la population ne veut plus voir d'insurgés dans le secteur et qu'elle cessera totalement de les appuyer[60] ». [Traduction]

Les insurgés ont riposté par l'enlèvement du malik d'Haji Baba. Il l'ont vivement transporté à Zangabad en passant par Kenjakak, ils l'ont battu, puis l'ont ramené dans sa localité pour inciter celle-ci à réduire sa coopération avec l'équipe de la COCIM et l'OTC. Un autre ancien qui s'est rendu auprès des talibans pour demander la libération du malik a été traité de la même façon. Un officier canadien, qui avait l'habitude de traiter avec cet ancien d'Haji Baba, a observé « qu'il n'a plus jamais été le même par la suite[61] ». [Traduction]

Le Groupement tactique (GT) du 1 PPCLI et le 2e Kandak ont lancé l'Op SHER 2 le 25 mars pour dégager toute la chaîne d'Adamzai. L'escadron de chars du Strathcona, commandé par le Maj Rob Hume, est allé couvrir Molla Dust au bas de la chaîne, et les éléments de reco ont appuyé les collectivités intermédiaires. La Compagnie D et la 3e Compagnie du 2e Kandak ont parcouru la chaîne de localités dans les deux sens pendant plusieurs jours avec les chars et les escadrons de reco, en adoptant des positions d'arrêt et de garde, selon les besoins. Des hélicoptères CH-47 et CH-146 canadiens ont exécuté une insertion surprise aéromobile avec une partie de la Compagnie C près de Kenjakak, où les troupes ont établi des postes de contrôle des véhicules. Dans tous les cas, la population de ces secteurs a été catégorisée comme étant neutre et elle a affirmé avec insistance qu'il n'y avait pas d'insurgés chez elle. Aucun contact avec l'ennemi n'a eu lieu ni aucune découverte de cache[62].

La Compagnie D et la 3e Compagnie du 2e Kandak ont repris ensuite leurs patrouilles régulières, et les projets ont repris leur cours. Les forces de sécurité ont capturé un insurgé transportant des radios, des Icom et des antennes. Puis, les explosions d'EEI ont repris. Une patrouille canadienne en a heurté un qui a gravement blessé un militaire. Un gros engin secondaire, composé d'un obus de 105 mm et de deux obus de mortier a aussi été découvert. C'était là quelque chose de nouveau[63]. D'autres EEI ont été trouvés dans l'espace de combat; le 11 avril, le Cpl Tyler Todd de la Compagnie D du 1 PPCLI a été tué par un engin à fragmentation au cours d'une patrouille à pied.

Deux semaines plus tard, une grande cache a été découverte grâce à un « tuyau » obtenu par un habitant de la région. D'autres renseignements ont suivi et, le 20 avril, la Compagnie D a fait savoir que trois caches d'EEI et trois grandes caches d'armes avaient été saisies dans le secteur de Nakhonay-Haji Baba. Haji Amir, commandant insurgé chargé du secteur, était furieux, car c'était là le gros des armes dont il disposait pour la prochaine période estivale des combats. Il s'est réuni avec d'autres chefs et combattants insurgés afin d'identifier la personne qui renseignait les forces coalisées. Ils soupçonnaient que la fuite provenait de leurs propres rangs, et la chasse au délateur a perturbé leurs opérations[64].

À la fin d'avril, les Canadiens et les Afghans patrouillant dans Nakhonay ont été renforcés par quinze agents de police, et les renseignements sur les caches d'armes et les EEI ont continué d'affluer. Les projets et l'aide médicale se sont poursuivis, et le dialogue entre la population et les forces de sécurité s'est amélioré. Cela a permis de mieux comprendre la dynamique sociale de Nakhonay :

> [Les habitants de l'endroit] veulent que les projets de l'OTC se poursuivent [… et] ils ont affirmé que si on retirait Haji Malim, une coopération serait possible avec les forces [canadiennes et afghanes]. Cependant, les insurgés bénéficient d'un appui à Nakhonay; en effet, comme à Haji Baba, la plupart des habitants disent ne pas avoir le choix, car ils craignent des représailles […] Malim adresse de belles paroles aux [forces de sécurité], tout en permettant aux insurgés d'agir en coulisse. En outre, les habitants ont déclaré qu'Haji Malim avait des liens étroits avec le chef du district de Panjwayi, Haji Baran, […] et que ce dernier avait besoin de personnes entretenant des liens avec les insurgés pour mener ses activités[65] … [Traduction]

Ceux qui étudiaient la dynamique politique du district trouvaient intéressant que Malim et Baran étaient tous deux des Noorzais. En effet, Baran se trouvait de plus en plus pris à partie par les nouvelles réalités du régime que l'Équipe de soutien du district avait mis en place. Incapable de gérer le stress, il est tombé malade et a quitté le district pour aller recevoir

des traitements. Les requins rôdaient sous la direction d'Haji Haji Agha Lalai Dastagiri, de son bras droit, Fazil Mohommad, et tous les membres de la choura du Panjwayi qui ont signé une pétition demandant le congédiement de Baran.

De l'étape III de l'Op MOSHTARAK au processus HAMKARI, en avril et mai 2010

Comme nous l'avons vu, le plan préliminaire consistait à transférer l'étape III de l'Op MOSHTARAK dans la province de Kandahar. À mesure que la situation évoluait, les planificateurs du Commandement régional (Sud) et ceux de la FO Kandahar ont entrepris des pourparlers déroutants pour définir comment tout cela aurait lieu. Au début de mars, l'idée était que l'étape III comporterait deux stades : en un premier temps, le Plan de sécurité de la ville de Kandahar serait réévalué, et des pressions seraient exercées sur Kaboul pour que le statut officiel de district soit accordé au Dand. En second lieu, il s'agirait d'affirmer « l'autorité du gouvernement » dans le Zharey et l'Arghandab, parallèlement à l'arrivée d'une brigade étasunienne au cours de l'été[66]. À la fin de mars, cette façon de penser a changé. Le stade I comportait encore l'application du Plan de sécurité de la ville de Kandahar et l'insertion d'un nouveau bataillon de cavalerie des É.-U. dans le Dand, mais le stade II a été sensiblement modifié et a désormais inclus des « opérations axées sur la gouvernance » dans les districts de Zharey, d'Arghandab et de Panjwayi et l'arrivée concomitante de la brigade étasunienne dans le Zharey et l'Arghandab. L'ERP a reçu l'ordre de dresser des plans de stabilisation pour ces districts[67].

L'accélération de la campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar était extrêmement grave : « Les interventions perturbatrices des insurgés dans la province de Kandahar contre le personnel du gouvernement et les ONG constituent une menace grave pour la réalisation des objectifs de la FIAS, car elles creusent davantage le fossé entre la population et [le gouvernement][68]. » [Traduction] À la mi-avril, l'étape III de l'Op MOSHTARAK a été transformée, au sens le plus large du terme, en un processus appelé HAMKARI [« Coopération »][69].

Le statut exact d'HAMKARI au sein de la FO Kandahar faisait l'objet de discussions. Les planificateurs prétendaient que c'était une « non-opération ». À maintes reprises, on répétait qu'il s'agissait d'une « série de briefings » ou d'une « série d'événements », en soulignant que ce n'était pas une opération[70]. Cette situation mettait encore une fois en lumière les sensibilités des autres ministères, qui se rappelaient les problèmes causés en 2009 par l'Op GRIZZLY-KANTOLO. Le « non-plan » HAMKARI relevait du Commandement régional [CR] (Sud), et la vague de proue engendrée par ce « navire » balayait le radeau de caoutchouc qu'étaient les ministères canadiens, tandis que le CR (Sud) poursuivait ses efforts pour garantir la sécurité des leaders et bureaucrates du gouvernement afghan (alors) terrifiés.

Il a fallu du temps aux planificateurs de la FO Kandahar pour confirmer que l'étape III de l'Op MOSHTARAK était bel et bien HAMKARI, tandis que le Commandement régional (Sud) traitait directement avec les autorités afghanes. Les planificateurs du J5 ont dû élaborer des « ordres et une intention par osmose »[71]. La coordination avec le plan opérationnel de base de la FO Kandahar, appelé Op WADANA WAL, a semblé inexistante ou presque. Le Commandement régional (Sud) a essentiellement combiné plusieurs éléments sous la rubrique « non-plan ». Il a fallu examiner et réviser la version existante du Plan de sécurité de la ville de Kandahar. Les fonctionnaires de l'État afghan devaient être protégés quand ils étaient chez eux, quand ils se déplaçaient entre leur résidence et leur lieu de travail et vice-versa, et à leur lieu de travail même. Il a fallu construire et doter en personnel une nouvelle série de postes de contrôle situés en périphérie de la ville. Les soldats de ces postes constituaient l'entité appelée « Force de protection de la zone de sécurité (FPZS) ». Toutes les armes, tous les véhicules et, aspect primordial, toutes les madrasas devaient être enregistrées auprès du gouvernement. La fusion du renseignement était capitale : ce processus requérait une refonte complète[72].

À vrai dire, la mise en œuvre d'un tel plan dépassait la capacité de la FO Kandahar à ce stade-là. Les ressources de celle-ci étaient déjà étirées à leur limite, car elle devait déjà composer avec un GT canadien et deux groupements tactiques étasuniens, travailler avec la 1-205 Brigade afghane et se préparer à exécuter des relèves sur position complexes avec un escadron de cavalerie des É.-U. dans le Dand et une brigade des É.-U. dans le Zharey et l'Arghandab.

Dans sa hâte pour accomplir la tâche, le Commandement régional (Sud) n'a pas été en mesure d'assurer une liaison efficace avec les dirigeants afghans. Beaucoup au sein de la FO Kandahar étaient d'avis que le quartier général du Mgén Carter s'imposait en fait aux forces de sécurité afghanes plutôt que de collaborer avec elles. Par exemple, les dirigeants afghans n'acceptaient pas la FPZS, et ils veillaient à ce que ces préoccupations soient communiquées à l'état-major de la FO Kandahar. Ils ne pensaient pas non plus que le Plan de sécurité de la ville de Kandahar, qu'ils avaient dressé avec des mentors canadiens, nécessitait des changements radicaux. Les commandants de l'Armée afghane se méfiaient de la FPZS : ils savaient que leurs troupes préféraient mener des opérations militaires dans les districts au lieu d'exécuter des missions de police dans la ville. En définitive, le Commandement régional (Sud) a su exploiter avantageusement ses activités d'influence à Kaboul et a lentement amené les Afghans à accepter son approche, mais il lui a fallu du temps pour ce faire[73].

Les répercussions du « non-plan » HAMKARI sur la FO Kandahar étaient considérables, et les contributions canadiennes pouvaient encore être utiles. Vu la nécessité d'améliorer substantiellement l'infrastructure, il fallait accroître les capacités du Génie et recourir davantage à des contrats. Par exemple, tous les postes de police secondaires en place dans la ville avaient

besoin d'être remis à neuf, et il fallait trouver des emplacements pour neuf autres et les construire. Les bureaux de soutien municipaux, qui équivalaient aux centres interarmées de coordination de district, nécessitaient eux aussi quelques améliorations. Tout cela exigeait aussi une solide capacité d'adjudication de contrats. Le régiment du Génie de la Force opérationnelle, commandé par le Lcol Jennie Carignan, était déjà bien placé pour se charger de cette tâche et d'autres encore avec l'Escadron de Génie construction (GC) commandé par le Maj Bryan Mialkowsky, auquel l'ancienne équipe spécialisée du Génie était maintenant intégrée[74].

La décision de créer le régiment a été fructueuse en l'occurrence. La FO Kandahar n'avait pas d'équipe de construction du Génie pour se charger d'HAMKARI, mais elle pouvait commander des unités qui en étaient dotées. À ce moment-là, Le 22e Régiment de construction navale (22nd Naval Construction Regiment) [22 NCR] des Forces navales des É.-U. (appelé « Seebees » depuis toujours), était en train d'aménager les cantonnements des unités américaines qui allaient bientôt arriver. L'ordre a été donné au 22 NCR de fournir une de ses unités à la FO Kandahar, pour que l'infrastructure de sécurité de Kandahar soit construite aussi vite que possible[75].

Les aspects du commandement et du contrôle étaient primordiaux, étant donné les nombreuses activités qui avaient lieu simultanément. Cela a entraîné la création d'un Centre de coordination des opérations de Kandahar, qui s'apparentait au Centre de coordination des opérations de province (CCO-P), au niveau provincial. Cet élément nouveau a en fait ajouté à la confusion, de sorte que les deux organisations ont été fusionnées à toutes fins utiles pour former le Centre de coordination des opérations de Kandahar (CCO [K]) en mai[76]. Finalement, l'Équipe combinée de Kandahar a été mise sur pied en juillet et elle a assumé le contrôle de la majorité des activités d'HAMKARI, à mesure que le printemps et l'été avançaient.

Le CRTS (Avancé), une autre organisation importante participant à HAMKARI, était installé au Camp Nathan Smith. Il s'agissait d'une petite équipe multidisciplinaire, multinationale et multiservices qui pouvait fusionner toute une gamme d'informations reçues sur la situation [CS (blanc)] ainsi que sur les activités ennemies dans la ville de Kandahar et dans les environs immédiats; elle pouvait ensuite acheminer ces données sans tarder à ceux qui en avaient le plus besoin. Le CRTS (Avancé) avait d'abord été mis sur pied pour fournir du renseignement au représentant du Canada à Kandahar, mais Ben Rowswell ne s'est pas montré très intéressé par les capacités ou les produits du Centre. Parallèlement, toutefois, le major Bill Watkins au CRTS a compris qu'il fallait quelqu'un de plus dynamique dans la ville et il a choisi le major Gordon Ohlke, en poste au J2 / J35 du Commandement régional (Sud), pour diriger la nouvelle organisation.

Photo : Auteur

Le Centre de coordination conjointe de la sécurité et ses versions ultérieures étaient essentiels à la lutte pour Kandahar, en particulier lorsqu'il s'est agi de nouer des relations avec les forces de police afghanes et d'échanger des renseignements avec elles. Sous sa forme définitive, l'organisation était presque exclusivement constituée d'un personnel afghan.

Le CRTS (Avancé) était relié à diverses forces de sécurité afghanes par l'intermédiaire du CCO (K), au Palais, du ministère afghan de l'Intérieur, au bureau de l'ERP, et du CRTS canadien, au KAF. Le personnel du CRTS était en contact avec une dizaine d'entités alliées installées au Camp Nathan Smith et avec l'Équipe multinationale de Kandahar, dirigée par les États-Unis, bien que celle-ci eût même essayé de prendre le contrôle du CRTS (Avancé). Le personnel du CRTS avait aussi des liens officieux avec les forces de sécurité de certaines personnes d'influence à Kandahar. Aspect clé, ce centre pouvait mener des opérations à l'intérieur de la prison de Sarposa avec l'aide d'autres organisations canadiennes, ce qui minait la capacité de l'ennemi d'exploiter cet établissement à ses fins[77]. Le CRTS (Avancé) a aussi aidé à améliorer les relations canado-américaines après diverses débâcles : Bill Harris, sous-directeur de l'ERP étasunienne, entretenait une relation exceptionnellement fructueuse avec l'organisation du major Ohlke. Le CRTS (Avancé) contribuait également à guider diverses interventions efficaces pour faire échec aux activités terroristes en milieu urbain[78].

L'ennemi a appris l'existence d'HAMKARI au début de mai. Un ordre initial a été donné aux insurgés de rester où ils étaient et de ne pas trop circuler, étant donné la nature de la toile des postes de contrôle et patrouilles déployées dans le cadre d'HAMKARI. Les chefs insurgés

dans le Dand ont ordonné à leurs combattants de contourner la ville, et d'autres commandants ont été informés qu'ils devaient avoir la permission des chefs talibans de Quetta ne serait-ce que pour circuler dans Kandahar ou traverser la ville[79]. À ce stade-là, l'exécution du plan de « renforcement » était bien lancée et elle s'est poursuivie pendant les mois d'été.

L'ELMO : du mentorat au partenariat?

Le Col Shane Brennan a remis le commandement de l'ELMO au colonel Ian Creighton et à son équipe au début de mai. À son arrivée, le Col Creighton a appris à sa grande surprise que le commandant de la FO Kandahar envisageait de démanteler l'ELMO. Ce fait n'avait pas été communiqué à Creighton et à ses soldats pendant qu'ils se préparaient au déploiement au cours de l'hiver, de sorte qu'ils étaient quelque peu consternés. En fait, la pression ne venait pas du Bgén Ménard, mais plutôt du Commandement régional (Sud). Au sein de cet élément, on avait examiné les directives du Gén McChrystal sur le partenariat, et on en avait déduit que les ELMO n'étaient plus nécessaires et que leur personnel pouvait être réaffecté dans un autre rôle. Selon la nouvelle idée du Commandement régional (Sud), le Canada devait se charger d'encadrer une nouvelle organisation, à savoir le 404e Corps Maywand (404 Maywand Corps), qui était une formation de la Police afghane équivalant au 205e Corps et au CR (Sud). Les É.-U. allaient apparemment céder le mentorat de la police, et l'organisation qui allait se charger du mentorat de cette nouvelle formation manquerait de personnel[80].

La FO Kandahar résistait à cette idée. Ceux qui prenaient part aux opérations de l'ELMO croyaient que l'élimination des équipes de mentorat au niveau des compagnies constituait un énorme pas en arrière. À ce niveau, les kandaks afghans avaient encore besoin de mentors et de l'accès à des « éléments habilitants » : EVASAN, tirs, liaison et communications avec les unités de la FIAS. Aux yeux de certains, des instances au sein de la FIAS voulaient faire paraître l'Armée afghane comme étant plus compétente qu'elle ne l'était en réalité aux fins politiques des autorités supérieures à Kaboul et ailleurs. Certains croyaient aussi que les Britanniques s'adonnaient à une sorte de « maraudage » : le Lcol Sherin Shah, commandant extrêmement capable du 2e Kandak, a été sommé de se rendre dans l'Helmand pour y devenir commandant adjoint d'une brigade autre que la 1-205 Brigade. Le 2e Kandak, qui avait été le kandak d'assaut, a été transformé en ce que les mentors ont appelé une « banque de sang » pour les autres kandaks de la 1-205 Brigade[81].

Pour une raison quelconque, le Bgén Ménard ne voulait pas tenir tête au Commandement régional (Sud) et comprenait que l'ELMO « appartenait » techniquement à ce dernier. Encore une fois, les prérogatives des Canadiens de la FO Kandahar et celles du Commandement régional (Sud) dirigé par les Britanniques s'entrechoquaient, et les officiers d'état-major canadiens en poste au CR (Sud) étaient coincés entre les deux positions. Les Australiens, quand ils s'étaient trouvés dans la même situation dans l'Oruzgan,

« ont dit au CR (Sud) d'aller se faire foutre », [Traduction] et il semble aussi que les ELMO britanniques dans l'Helmand n'aient pas été démantelées non plus. Le Bgén Ménard a cédé, mais il a travaillé avec Creighton pour trouver une solution intermédiaire en vertu de laquelle certaines équipes de mentors des compagnies sont restées en poste pendant la transition avec les forces étasuniennes et un nombre suffisant d'équipes de mentors ont été dissoutes pour répondre aux besoins du 404e Corps Maywand mis sur pied par le Commandement régional (Sud)[82]. Encore une fois, l'incapacité du Canada d'exploiter son influence à Kaboul a empêché des questions légitimes liées au partenariat d'être soulevées d'une manière qui aurait fait une différence.

Dans le contexte canadien de la FO Kandahar, les enjeux inhérents au partenariat versus mentorat étaient légitimes. En théorie, chaque kandak afghan devait désormais être jumelé à un bataillon ou à un GT de la FIAS. Cependant, qu'arrivait-il s'il y avait plus de kandaks que de groupements tactiques ou de bataillons comme, par exemple, dans le district de Panjwayi, qui devait recevoir deux kandaks? Les membres de l'ELMO, au niveau des compagnies, étaient plus que de simples mentors : ils soutenaient ces dernières de manière à rendre possible l'emploi des tirs et ressources ISTAR et autres de la FIAS dans les secteurs où la FIAS n'avait pas de forces de manœuvre. Ces mécanismes de soutien seraient aussi appelés à servir dans le contexte du partenariat, par l'intermédiaire du GT jumelé de la FIAS, mais non dans un kandak non jumelé et non encadré par des mentors. Les membres canadiens des ELMO décrivaient le partenariat comme suit : « Excellent goût! Moins de garniture[83]! ». [Traduction] Des distorsions bizarres se manifestaient : si toutes les opérations devaient être exécutées par des unités partenaires, comment la FO Kandahar associait-elle ses équipes d'ouverture d'itinéraire de circonstance ou ses détachements de dégagement d'itinéraire à des forces afghanes qui, elles, n'avaient aucune capacité comparable[84]?

Le nouveau rôle de mentorat assumé par le quartier général du 404e Corps Maywand allait dans les deux sens. Le Royal Canadian Dragoons, qui s'attendait à son arrivée à encadrer des compagnies de l'Armée afghane, s'est essentiellement retrouvé à encadrer le personnel administratif de la police afghane. D'autres voyaient les possibilités de mentorat canadien avec le 404e Corps Maywand comme une occasion d'exercer une influence sur la police afghane. Or, ceux-là ont dû limiter leurs ambitions, ayant compris que toute tentative de ce genre était incohérente[85] étant donné la connectivité avec la police civile (CIVPOL) au sein de l'ERP et du fait que la FO Kandahar allait céder le contrôle de la ville de Kandahar. Quoi qu'il en soit, les mentors canadiens qui avaient emménagé dans l'installation partiellement construite ont fait savoir qu'ils étaient gênés par des retards constants dans la construction, les communications et l'« assistance vitale ». Il allait falloir pas mal de temps avant que le QG du 404e Corps Maywand soit pleinement opérationnel[86].

Le Col Creighton a réussi à conserver quelques équipes de mentors dans le Zharey et l'Arghandab, où les É.-U. n'avaient pas assez de bataillons pour travailler en partenariat avec les trois kandaks. Quand les représentants du Commandement régional (Sud) sont venus fouiner et qu'ils ont furieusement dénoncé la « mauvaise utilisation » des mentors, ils ont essayé d'amener les chefs des bataillons étasuniens à déposer une plainte, mais ceux-ci ont refusé de le faire. La plupart du temps, les unités étasuniennes à Kandahar n'aimaient pas ou ne voulaient pas s'associer aux unités de l'Armée afghane (bien que certaines l'aient fait, avec efficacité); en vérité, elles préféraient laisser aux Canadiens le soin de faire ce qui leur paraissait être le « sale travail ». Comme les mentors canadiens excellaient dans cette tâche, il s'agissait pour eux d'un travail gratifiant sur le plan professionnel. Pourquoi alors essayer de réparer ce qui n'était pas brisé[87]?

L'ELMO était particulièrement fière des améliorations observées dans les kandaks d'appui tactique et de soutien logistique au combat (SLC). Dans ce contexte aussi, il était facile de mettre l'accent sur les combats, mais le but de l'ELMO était de renforcer les capacités, ce qui comportait l'amélioration des services administratifs et médicaux et aussi celle des fonctions de logistique et de soutien. En août 2010, l'ELMO a signalé que le 5e Kandak (voué au SLC) avait de nombreuses longueurs d'avance sur les unités homologues des autres brigades qui avaient tendance à voler à leur kandak de SLC des « corps chauds » [Traduction] pour renforcer leurs propres kandaks de fusiliers avec des soldats destinés ensuite à s'occuper des postes de contrôle. Le kandak d'appui au combat avait apparemment pris de l'avance sur les unités homologues ailleurs. La compagnie de reco était active dans la province à titre de force de réaction rapide. Les sapeurs de combat donnaient des cours de conducteur d'équipement lourd et ils possédaient désormais des camions à benne, des bulldozers et autres attirails. La compagnie d'artillerie tardait encore à se développer, mais elle pouvait exécuter des tirs d'obus éclairants[88].

Le Col Creighton continuait de travailler avec Basir, mais il était de plus en plus évident que ce dernier avait des problèmes de santé. Il hésitait de plus en plus à se rendre en dehors du Camp Hero et il s'occupait à régler des détails administratifs. Après presque trois ans de guerre sans grande période de répit, cela n'était pas surprenant chez un homme qui avait été entraîné par les Soviétiques, avait combattu pendant les années 1980, dirigé les vestiges de son commandement pour en faire une armée post-apocalyptique contre les talibans, puis aidé à professionnaliser les restes de cette armée pour jeter les bases de l'Armée nationale afghane dans le sud de l'Afghanistan. L'Armée afghane avait subi de profonds changements à Kandahar qui ont failli terrasser Basir.

Le premier de ces changements a résidé dans la croissance remarquable de l'Armée afghane, surtout par suite de l'arrivée massive de troupes étasuniennes et après la diffusion de la directive sur le partenariat, telle que la comprenait le quartier général du Commandement

régional (Sud). Pendant les six premiers mois de 2010, l'organisation de la brigade a été la suivante : le 2e Kandak et le 6e Kandak déployés dans le district de Panjwayi avec le GT canadien; le 1er Kandak envoyé dans le nord de l'Arghandab et travaillant avec un bataillon américain; le 3e Kandak déployé dans la ville de Kandahar et dans l'Arghandab inférieur. Un septième kandak s'est finalement déployé dans le Dand, tandis que le 5e Kandak était basé au Camp Hero avec le quartier général de la 1-205 Brigade[89].

Le district d'Arghandab était désormais hors de la zone de responsabilité de la FO Kandahar, mais les mentors canadiens ont continué à y travailler pendant tout l'été de 2010, souvent en passant inaperçus, car les Canadiens concentraient alors leurs ressources et leur attention dans le Panjwayi et le Dand. À la fin de juillet, au cours d'une opération de dégagement de quatre jours menée par des troupes afghanes dans l'Arghandab, un de ces mentors, le Bdrc Adam Holmes, a demandé à plusieurs reprises le soutien de l'artillerie et un appui aérien rapproché pendant que son équipe était sous le feu ennemi. Les insurgés qui approchaient de sa position n'étaient qu'à 50 mètres de distance quand le Bdrc Holmes les a repoussés à lui seul. Il a été finalement été blessé par un tir de mortier, et ses actions lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Il allait désormais y avoir toute une brigade étasunienne dans les districts de Zharey et d'Arghandab. Cela signifiait qu'il fallait y déployer une brigade afghane partenaire. La formation qui en est résultée a été appelée « 3-205 Brigade » et elle a été constituée pendant l'été de 2010. Plusieurs kandaks ou parties de kandak ont été regroupés tant bien que mal ou cannibalisés autrement et intégrés dans les kandaks de manœuvre de cette nouvelle brigade. Des éléments ont été prélevés dans la 1-205 Brigade pour former la 3-205 Brigade, ce qui a bouleversé les choses pendant des mois. Il n'y avait pas assez de sapeurs pour les deux formations afghanes, ce qui était dangereux de toute évidence dans un environnement truffé d'EEI. La mise sur pied du quartier général de la 3-205 a échoué en juillet. La situation était si mauvaise que le Commandement régional (Sud) a fini par demander à l'ELMO canadienne si elle pouvait envoyer des mentors travailler avec la 3-205 Brigade. L'ironie de la situation n'a pas échappé au Lcol Creighton et à son état-major, qui ont pu répondre favorablement, car ils avaient gardé une telle capacité en réserve au lieu de céder tous leurs mentors au 404e Corps Maywand[90].

Cependant, certains membres de l'ELMO ont été déconcertés en apprenant auprès de leurs contacts afghans que des kandaks expérimentés étaient manifestement gardés en réserve par le ministère de la Défense à Kaboul et que cela visait à décourager dans la ville et ses environs toute action de la part d'éléments possiblement hostiles, en sus des insurgés. Ou alors, le ministère poursuivait peut-être d'autres fins non précisées qui ne pouvaient pas être confirmées « dans le sud[91] ». [Traduction]

Les enjeux stratégiques, en mai et juin 2010

En avril 2010, les spécialistes de la sécurité nationale d'Obama à la Maison-Blanche croyaient, dans le sillage de l'Op MOSHTARAK dans l'Helmand, que la mission de contre-insurrection à Kandahar allait échouer. Par conséquent, le Gén Stanley McChrystal, commandant de la FIAS, et le Gén David Petraeus, commandant du CENTCOM, ont mis le président des États-Unis au courant de la situation, le 6 mai. Le premier mettait l'accent sur les effets nuisibles que les personnes d'influence à Kandahar avaient sur les efforts déployés par la coalition, effets qui étaient presque aussi grands que ceux de l'insurrection talibane. Après avoir regardé trop de diagrammes d'analyse par liens, le président Obama a déclaré : « Ça me rappelle la politique à Chicago… Vous me demandez de comprendre les interrelations et les interconnexions entre les chefs de guerre, les chefs de district et les tribus de Kandahar comme si c'étaient les tribus de Chicago. Il faut que je vous avoue une chose : j'ai longtemps vécu à Chicago et je n'y comprends rien. » McChrystal et Petraeus ont confirmé que « [n]ous n'allons pas transformer Kandahar en une cité radieuse sur la colline[92] ».

Le briefing avait révélé l'existence d'un nouveau pessimisme aux plus hauts niveaux de l'administration étasunienne. Le général McChrystal était sceptique lui aussi, mais il a déclaré aux dirigeants étasuniens supérieurs que Kandahar – il faisait allusion à l'étape III de l'Op MOSTARAK – « marquerait peut-être un tournant ». Cependant, des pressions s'exerçaient maintenant sur lui pour qu'il produise des résultats mesurables; or, cette mesure d'efficacité résidait dans la capacité de transférer sans tarder aux Afghans les parties dégagées et tenues de l'Helmand. Cela ne s'était pas produit six mois après la confirmation par le président que le transfert faisait partie de la nouvelle stratégie. L'absence de transfert ne plaisait pas aux hauts dirigeants des États-Unis[93].

Peu importait les effets opérationnels positifs que l'Op MOSHTARAK avait sur la situation dans le sud de l'Afghanistan, elle était perçue comme un échec stratégique dans les hautes sphères politiques étasuniennes – mais non, soit dit en passant, dans les médias –, car le transfert du contrôle aux Afghans n'avait pas eu lieu aussi efficacement que prévu. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, cette évolution a été torpillée irrémédiablement par la présence des alliés de Karzai dans l'Helmand et par la chute précipitée de la cote de légitimité du président qui s'est ensuivie. Mais plus on remontait dans la chaîne de commandement à Washington, moins ces raisons et ces détails importaient. Combiné à l'échec des élections de 2009 et à l'intransigeance des autorités pakistanaises, cet esprit pessimiste a engendré une autre approche stratégique des É.-U., résumée par la phrase « En Afghanistan, les résultats accomplis sont suffisants ». [Traduction] Cette approche rappelait une idée semblable qui avait transpiré en Iraq vers 2005 ou 2006[94].

La phrase « En Afghanistan, les résultats accomplis sont suffisants » décrivait un courant d'idées selon lequel il fallait se limiter à l'effort minimum en Afghanistan de manière à pouvoir poursuivre des objectifs stratégiques étasuniens plus importants, en particulier le repérage et l'élimination des membres d'Al-Qaïda au Pakistan. Selon ce courant d'idées, il convenait de soutenir le gouvernement Karzai, mais non de façon massive, pendant que des véhicules aériens sans pilote et des FOS étaient employés pour repérer les sanctuaires des insurgés au Pakistan, depuis des bases situées en Afghanistan. Qui plus est, la complexité des questions liées au développement, à la légitimité et à la contre-insurrection n'avait plus qu'une importance secondaire. Il existait un autre courant d'opinions contraire au premier dans les milieux politiques des É.-U., courant qui mettait l'accent sur une doctrine conçue pour « pérenniser tous les progrès accomplis ces dix dernières années en matière de développement et pour obtenir un accord crédible et négocié avec les talibans ». Les tenants de cette approche savaient que cet objectif « serait plus difficile à atteindre avec une présence militaire réduite ». Il fallait forcer les talibans à négocier, à la lumière des résultats obtenus sur le terrain, et cela signifiait que la coalition devait infirmer leur leadership, tenir les régions occupées par la FIAS et continuer à renforcer les capacités afghanes. La tension entre les partisans de l'approche « En Afghanistan, les résultats accomplis sont suffisants » et ce deuxième courant d'opinions a persisté pendant toute l'année 2010, tandis que les généraux McChrystal et Petraeus et la secrétaire d'État Hillary Clinton se prononçaient contre le premier courant[95].

Qu'est-ce que cela signifiait au regard de l'effort canadien? Le Canada avait déjà décidé de se retirer du pays en 2011. Comme nous l'avons déjà vu, le Canada était divisé quant à la démarche à suivre. Les partisans du développement voulaient poursuivre leur version du développement, peu importe l'état de la sécurité, tandis que la FOI-A voulait tenir et construire, puis céder la responsabilité des districts contrôlés par la FO Kandahar aux forces afghanes et étasuniennes dans le cadre de l'effort déployé pour maintenir la pression sur les talibans. Bien sûr, les FOS contribuaient à l'attrition des dirigeants ennemis et, ce faisant, elles exerçaient une pression sur la choura de Quetta et ses partisans. Le manque de confiance manifesté par Washington à l'égard des efforts dirigés ou coordonnés par les Canadiens à Kandahar était déconcertant. Les enjeux étaient grands pour quiconque était concerné, et le Canada ne pouvait se permettre aucun faux pas. L'étape III de l'Op MOSHTARAK allait changer le cours des choses à de nombreux paliers : à Washington, au sein de la FIAS à Kaboul, et à Kandahar. On ne savait pas au juste si la FO Kandahar dirigée par le Bgén Ménard comprenait à fond le caractère vital que revêtait l'imminente opération.

Relève sur position et réalignement, d'avril à juillet 2010

Il ne faut pas sous-estimer la tâche herculéenne qui consistait à coordonner les transferts de responsabilités aux forces étasuniennes qui arrivaient en renfort dans la province de Kandahar. Ces unités provenaient de plusieurs formations différentes et, outre qu'elles étaient américaines, chacune avait sa propre culture organisationnelle. Tout comme les régiments canadiens qui n'étaient pas tous identiques, il n'y avait pas deux formations étasuniennes qui se ressemblaient à tous les égards. Le processus a nécessité une énorme patience à tous les niveaux. De plus, comme auparavant, la FO Kandahar cherchait surtout à éviter une répétition des problèmes qui s'étaient manifestés en 2005, lors du transfert de l'ERP. Tout comme les équipes de géodésie dans le régiment du Génie de la FO Kandahar, le CRTS et le CRTS (Avancé) ont joué un rôle important en veillant à ce que les renseignements circulent aussi harmonieusement que possible.

Au mois de juin, en même temps que la « non-opération » HAMKARI, un quartier général multinational de la taille d'une brigade, appelé « Équipe combinée de Kandahar (ECK) », a été mis sur pied. Plus tard au cours de l'été, il a fini par être absorbé par le quartier général de la 4e Brigade (82e Division aéroportée), avant de devenir une organisation relevant des É.-U. Au début (soit en juin), le 97e Bataillon de la police militaire (PM), tactiquement contrôlé par la FO Kandahar, s'est mis à relever de l'ECK jusqu'à sa relève sur position par le 504e Bataillon de PM. Après ces changements survenus à l'été de 2010, la FO Kandahar n'a plus participé aux fonctions de commandement à Kandahar. La Compagnie Stab A et le CRTS (Avancé) ont poursuivi leurs opérations au Camp Nathan Smith pendant un certain temps dans ce qui était ni plus ni moins qu'un cadre sans commandement. Le CCO-P, désormais appelé [CCO-K], revêtait une extrême importance. Cette entité a continué de mener ses activités sous commandement canadien[96].

Le plus grosse action a été le transfert des districts de Zharey et d'Arghandab aux forces étasuniennes. La FO 1-12 et la FO 2 « Fury », nous nous le rappellerons, provenaient de deux brigades différentes, mais la FO Kandahar exerçait le contrôle tactique sur elles pendant la première moitié de 2010. Ce transfert a été surnommé « la relève sur position (RSP) qui n'en finissait plus » [Traduction] par l'état-major de la FO Kandahar, car il a fallu quatre mois pour coordonner le retrait des deux bataillons étasuniens et leur remplacement par une équipe de combat composée d'une brigade de cinq bataillons et commandée par la 2e Brigade de la 101e Division aéroportée (aéromobile). Cette brigade était organisée pour couvrir le territoire allant du Maywand, à l'ouest, jusqu'au Shah Wali Kot inférieur, à l'est, et depuis le Khakrez jusqu'à la rivière Arghandab, du nord au sud. Une fois que la Force opérationnelle multinationale Strike a été en place, à la fin de juin 2010, les opérations de la FO Kandahar ont cessé au nord de la rivière Arghandab pour la première fois depuis 2005[97] (voir la figure 7-4).

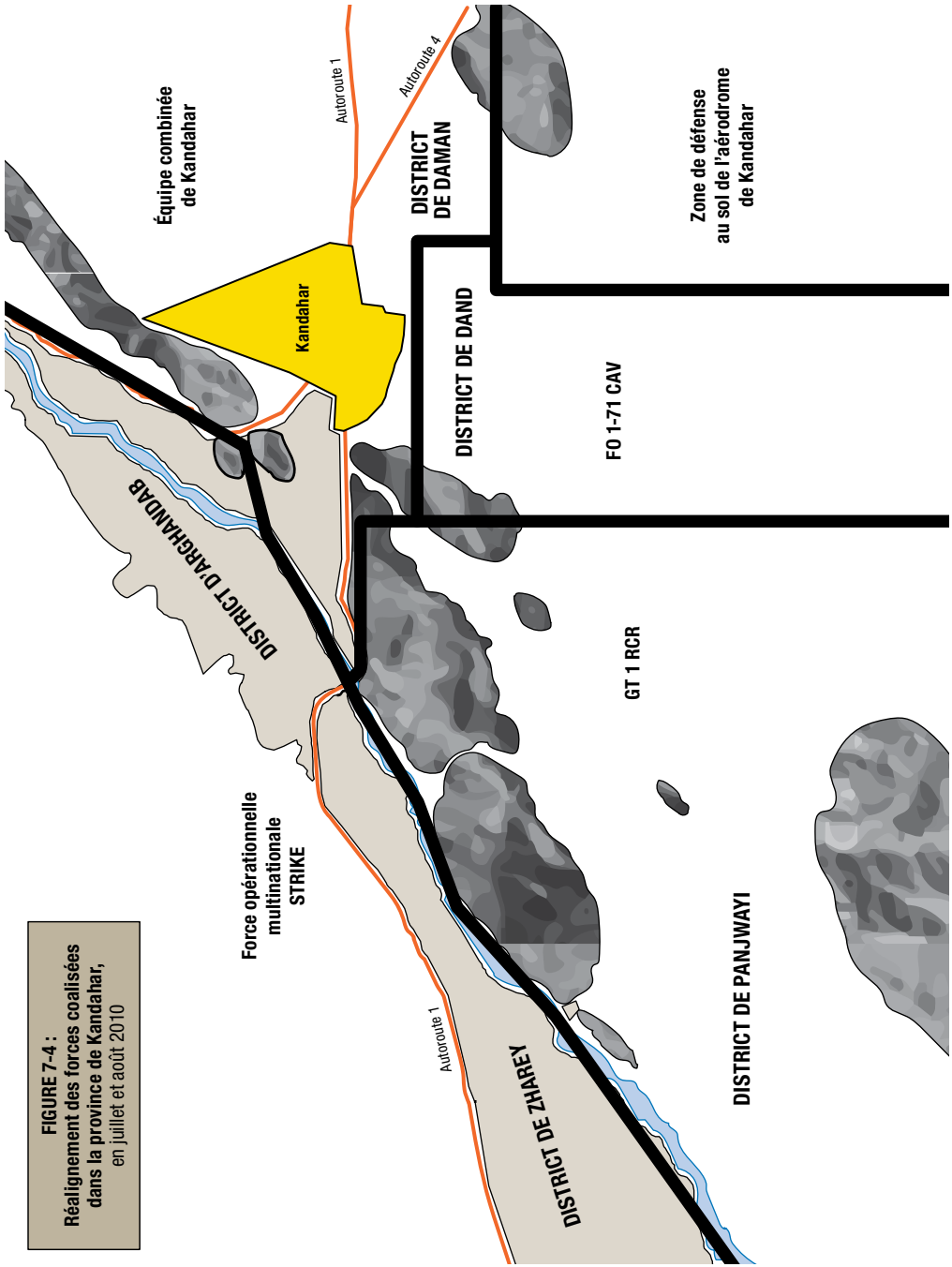


FIGURE 7-4 :
Réalignement des forces coalisées dans la province de Kandahar,
en juillet et août 2010

Figure 7-4 : Réalignement des forces coalisées dans la province de Kandahar, en juillet et août 2010

Il est difficile d'expliquer aujourd'hui à quel point ce changement a été profond pour la coalition à Kandahar et, en particulier, pour le Canada. En 2006, un seul GT canadien, une équipe de reconstruction provinciale de 250 membres, une compagnie d'infanterie de l'Armée nationale afghane et une compagnie de policiers miliciens s'occupaient de toute la province sous la direction d'un quartier général de force opérationnelle coalisée de la taille d'une brigade, lequel était lui-même responsable des opérations dans les cinq provinces du sud de l'Afghanistan. À l'été de 2010, il y avait désormais neuf unités étasuniennes de la taille d'un bataillon et deux quartiers généraux de brigade, ainsi qu'un GT et un quartier général de brigade canadiens qui travaillaient pour ce qui équivalait à un quartier général divisionnaire multinational dans une province. Les Afghans disposaient maintenant de deux brigades complètes dans la province de Kandahar, sous la direction d'un quartier général de corps d'armée, et la police était organisée en une formation de la taille d'une division et avait son propre quartier général.

Cette transformation a eu des effets psychologiques sur les chefs militaires et civils canadiens qui ont dès lors dû s'adapter au fait qu'ils ne dirigeaient plus l'effort de la coalition dans Kandahar après presque cinq ans de guerre. La FO Kandahar s'occupait désormais des districts de Panjwayi et de Dand, et il lui incombait d'appuyer les opérations de l'ERP canadienne, ou de ce qu'il en restait. La FO du 1-71 Cavalerie est restée sous le contrôle tactique canadien dans la zone d'opérations désormais réduite.

Les attentes ont dû changer, comme le style des opérations. Il n'y aurait désormais plus d'opérations telles que ZAHAR ou MEDUSA. En fait, il n'y en avait vraiment eu aucune depuis 2006. Comme nous l'avons vu dans le présent volume, l'Armée canadienne avait déjà pris les devants en organisant des opérations plus décentralisées et en s'associant aux forces de sécurité afghanes. Maintenant, à tout le moins, les ressources canadiennes et afghanes ne seraient plus déplacées pour exécuter des tâches dans l'Helmand : un nouveau commandement régional de FIAS, le Commandement régional (Sud-Ouest), y était maintenant établi, et les jeux de va-et-vient avec les Britanniques au sujet de l'affectation des ressources ont finalement pris fin.

Ces changements ont permis à la FO Kandahar de mettre l'accent sur les réalités complexes de deux districts et de ne plus se préoccuper des questions intéressant plutôt le niveau opérationnel. En revanche, cet état de choses a réduit davantage l'importance du point de vue canadien dans la coalition au niveau stratégique, bien qu'il y eût encore des officiers canadiens dans les divers quartiers généraux de la FIAS pour protéger les intérêts du Canada autant que possible. Le démantèlement de l'ECS-A en 2009 et « le divorce » de 2010 ont eu pour effet d'éliminer toute cohérence nationale dans le contexte de la mission canadienne en Afghanistan. La guerre menée par le Canada s'est ainsi résumée à une mission tactique de contre-insurrection dans deux districts et au maintien d'une présence

opérationnelle en déclin à Kandahar. Sous cette forme, il y avait beaucoup de patrouilles régulières, d'activités de liaison avec l'équipe de la COCIM et de travaux de construction, mais peu d'opérations et de manœuvres dignes d'une force de la taille d'un GT.

Le GT du 1 RCR, commandé par le Lcol Conrad Mialkowski, est arrivé graduellement pour relever le GT du 1 PPCLI, au début de mai. Il était jumelé au 2e Kandak du Lcol Baris et a eu le bonheur d'apprendre que son commandant adjoint, le Maj James Price, avait travaillé avec le 2e Kandak quand il faisait partie de l'ELMO en 2007. Le GT du 1 RCR a repris le dispositif du 1 PPCLI, de sorte que la Compagnie O du Maj Steve Brown s'est chargée du secteur centre-est du district, depuis les avant-postes de combat de Folad et de Chalghowr, tandis que les Afghans se chargeaient de Mohajerin et de Salavat. La Compagnie B du major Austin Douglas a remplacé la Compagnie D dans les positions de Nakhonay et des environs, à savoir les positions Ballpeen, Patricia, Shkarre et Shojah. La Compagnie C (Charles), commandée par le Maj Eleanor Taylor, a été chargée du secteur de Sperwan Ghar et a été renforcée par le peloton de reco du Capt Mike Mendyka. La compagnie afghane a géré les positions le long de l'itinéraire HYENA jusqu'à Ma'Sum Ghar. En fait, chaque compagnie canadienne a travaillé avec une compagnie du 2e Kandak[98].

L'Escadron de reco commandé par le Maj Chris Lillington a été redéployé depuis le district de Dand dans une série de postes d'observation (PO), de manière à pouvoir observer tous les principaux itinéraires entre les diverses positions, surtout pendant les travaux de pavage. Il s'agissait notamment des PO Cliff, Onya et Salavat Ghar. Le quartier général de l'Escadron de reco s'est rendu au nouveau centre de district, où le Maj Lillington assurait aussi la liaison entre le GT et le CCO-D Panjwayi. À ce stade, l'Escadron de reco avait subi de nombreuses pertes et n'avait plus que deux troupes de sept véhicules. Les véhicules Coyote tombaient en panne, et beaucoup avaient été détruits au cours des trois années antérieures. Certains véhicules ont été mis en place. Dans un cas, un véhicule Coyote, qui avait été immobilisé faute de pièces de rechange, a été installé à Sperwan Ghar : sa tourelle, son canon et ses systèmes de surveillance fonctionnaient encore la plupart du temps, et l'escadron s'en est servi pour prendre à partie les poseurs d'EEI le long de l'itinéraire Brown[99].

Les équipages de chars (maintenant faisant partie de l'Escadron A du Lord Strathcona's Horse commandé par le Maj Rob McKenzie) ont continué de mener des activités à partir de Ma'Sum Ghar; puis ils se sont déployés et ont exécuté des missions de perturbation depuis le lieu de leur laager de nuit, dans le désert à l'ouest de Nakhonay. La Batterie D du 2 RCHA, commandée par le Maj Stephen Haire, n'avait que deux paires d'obusiers M-777 respectivement installées à la BP Sperwan Ghar et à l'Avant-poste de combat de Shojah. Les sapeurs de combat du GT appartenaient au 23e Escadron de campagne, commandé par le Maj Jim Smith.

Il a aussi incombé au GT du 1 RCR de gérer un certain nombre d'aérostats, de sorte qu'il a dû former un « peloton des ballons ». [Traduction] Ces derniers ont été utilisés par des soldats canadiens et des entrepreneurs. Il y avait un gros aérostat à la FOB Ma'Sum Ghar, et deux autres, plus petits, à Sperwan Ghar et à Shojah.

Pendant la relève sur position du GT, un débat a eu lieu au sein de la FO Kandahar quant à savoir où les opérations dans le district de Panjwayi se situaient dans le grand plan en devenir. Selon son état-major, le Bgén Ménard voulait passer à l'action et il a choisi la corne du Panjwayi pour ce faire. D'une part, les arguments en faveur du dégagement de l'axe Zangabad-Mushan étaient irréfutables. L'ennemi y appliquait un régime de gouvernance parallèle, et les réseaux alimentaient les cellules agissant au sud et au sein de Bazaar-e Panjwayi et dans Nakhonay. D'autre part, il n'était pas possible de s'occuper de la corne du Panjwayi indépendamment du Zharey occidental et, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les deux zones d'opérations étaient reliées. Cela signifiait qu'il fallait mettre sur pied une grande opération pour intervenir dans les deux zones en même temps, ce qui nécessitait une coordination à un niveau supérieur : en d'autres mots, le Commandement régional (Sud) devait être de la partie.

Le Bgén Ménard a demandé à son état-major de mettre les bouchées doubles pour préparer un dossier convaincant en faveur de la reconquête de la corne du Panjwayi. Afin d'exécuter une telle opération, il fallait toutefois desserrer l'emprise fragile sur Nakhonay et déplacer des forces vers l'ouest. Il fallait aussi trouver des éléments pour occuper cet espace, et l'unité de cavalerie étasunienne n'était pas suffisante. Le Mgén Carter s'est rendu en visite au nouveau centre de district par la voie des airs et il a demandé à plusieurs officiers canadiens, en l'absence du Bgén Ménard, s'ils estimaient que cette opération était réalisable. Au cours d'une réunion teintée de beaucoup d'inconfort, les officiers lui ont dit que non, que le GT ne l'appuyait pas et que l'objectif était essentiellement inatteignable à ce stade. En fait, les événements de mai 2010 ont rendu une telle opération irréalisable. Le Mgén Carter, qui voulait « nettoyer » [Traduction] la corne, a mis le concept en veilleuse, mais il l'envisageait sérieusement[100].

L'insurrection au milieu de 2010

À ce stade de la guerre, un important débat avait cours sur la nature de l'insurrection en Afghanistan et dans la province de Kandahar. Au quartier général du Bgén Ménard, deux théories opposées étaient présentées. La première établissait que l'insurrection était principalement un phénomène autochtone rural. Les partisans de la seconde acceptaient l'existence d'une composante autochtone rurale, mais ils ajoutaient que l'insurrection avait d'autres volets de nature urbaine et d'autres encore qui étaient extérieurs au pays. Le commandant de la FIAS, le Gén McChrystal, tendait à favoriser la première théorie :

selon lui, il existait de multiples insurrections concomitantes dans tout le pays, au niveau local. Ceux qui avaient passé un certain temps en Afghanistan, toutefois, savaient que la seconde théorie correspondait à une évaluation plus réaliste de la situation, surtout en ce qui concernait Kandahar, mais en fait, ceux qui voulaient voir des progrès mesurables s'accomplir tendaient à favoriser la première théorie, parce qu'elle passait outre aux questions gênantes liées au Pakistan et à ses complications[101].

Un autre élément compliquait davantage la donne : les perturbations à Quetta, qui touchaient la choura, le mollah Barader, l'ISI et ainsi de suite renforçaient l'argument selon lequel l'insurrection était effectivement de nature plutôt autochtone. Le contre-argument voulait que la baisse du pouvoir relatif des talibans à la choura de Quetta signifiait que d'autres intervenants, tels que HiG et Al-Qaïda, risquaient de combler le vide apparent au niveau des chefs supérieurs de l'organisation. Cela a été confirmé par la campagne d'assassinats menée à Kandahar et par l'intervention accrue de forces extérieures.

Dans le Panjwayi, l'insurrection est devenue plus dangereuse en 2010 qu'au cours des années antérieures. Pourquoi? À cause du renforcement des régimes de gouvernance parallèles dans les districts qui s'éloignaient de la gouvernance négative au profit de la gouvernance concurrentielle. L'existence continue au Panjwayi d'un régime juridique parallèle qui comprenait les « tribunaux » de Zangabad et la « police », qui « appréhendait » (enlevait) les « criminels » (les citoyens qui transgressaient la loi talibane) et qui leur faisait subir un procès, leur imposait une peine, puis les battait ou les pendait avec une quasi-impunité, constituait la principale menace pour le contrôle gouvernemental dans le district. L'arbitrage des griefs par les « fonctionnaires » talibans constituait de près la deuxième menace en importance. Le contrôle exercé sur les communications de base – en l'occurrence le réseau de téléphonie cellulaire – et par conséquent sur l'accès aux forces de sécurité contribuait grandement au problème. Ensuite, à la fin de 2009 et au début de 2010, il y a eu la campagne contre les écoles qui a en réalité éliminé l'éducation au Panjwayi, sauf dans les madrasas. Des patrouilles canadiennes ont aussi appris que, dans certains secteurs du district, la monnaie pakistanaise était utilisée au lieu de la devise afghane[102].

Les attaques à la roquette se multipliaient au KAF pendant toute l'année 2010. Au cours de l'été, les attaques avaient lieu tous les trois jours, y compris pendant le jour. Les roquettes de 107 mm étaient de fabrication chinoise et iranienne, et non d'origine locale[103].

À l'été de 2010, le personnel ennemi dans la zone d'opérations canadienne se composait à 20 p. 100 de combattants de l'extérieur. Les analystes canadiens estimaient que l'esprit de l'insurrection locale « était brisé » et que celle-ci était de plus en plus dirigée par des combattants venus du Waziristan. Les Canadiens ont détecté une peur plus grande dans la population. Les gens craignaient les combattants basés au Pakistan, et cela a contribué à une augmentation des renseignements communiqués par les Afghans aux Canadiens sur l'activité des insurgés[104].

La population du district de Panjwayi était coincée entre l'arbre et l'écorce. Elle ne faisait généralement pas confiance au gouvernement afghan, et ce, pour de bonnes raisons. Elle acceptait des projets et de l'argent de la part des Canadiens, et elle appuyait l'insurrection au besoin, mais elle succombait lentement aux moyens de contrôle auxquels recouraient des hommes au Pakistan. Or, les Canadiens et les Afghans étaient incapables de faire concurrence à ces moyens dans certaines parties du Panjwayi.

Dans le Dand, il y avait moins d'insatisfaction, le régime de gouvernance était plus fort, et on communiquait avec des personnes d'influence d'un niveau supérieur qui avaient à cœur les intérêts du district. Un programme de dégagement avait donné de bons résultats, et une force de sécurité avait été mise sur pied. Aspect plus important, il y avait dans le Dand un courant psychologique favorable qui n'existait pas dans le Panjwayi. Le Dand donnait l'impression de vouloir aller de l'avant. Le Panjwayi était synonyme de stagnation.

La ville de Kandahar, c'était essentiellement Chicago dans les années 1930. La grande intensité de la violence remettait véritablement en question l'autorité du gouvernement afghan. Cette violence était interne, et elle avait des origines extérieures. Elle était tribale et commerciale, aussi bien que religieuse ou idéologique. Comment l'espoir pouvait-il germer dans un endroit comme le Panjwayi, pendant que le centre spirituel, politique et commercial de la province était bouleversé à ce point… en particulier si les dirigeants du district étaient constamment impliqués dans un tel chambardement?

Les enjeux du développement et de la gouvernance, à l'été de 2010

Au printemps et à l'été de 2010, la campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar a entravé les efforts de développement. En mars, la mission de l'ONU a haussé le niveau de la menace pesant sur son personnel travaillant à Kandahar. Dans l'immédiat, la FO Kandahar craignait les effets que risquaient d'avoir la fermeture d'ONU-HABITAT et des programmes de l'UNOPS par l'ONU dans les districts[105]. En avril, les techniciens de l'Agence de déminage de l'Afghanistan (DAFA) ont été ciblés; quatre ont été tués et 18 autres ont été blessés. La DAFA s'est retirée de Kandahar. Dix jours plus tard, la MANUA a annoncé qu'elle retirait le personnel de l'ONU. Cela ne présageait rien de bon pour l'étape III de l'Op MOSHTARAK :

> Si cette tendance se poursuit, les employés du gouvernement et les partenaires d'exécution essentiels à la mise en œuvre de toute une gamme de projets de gouvernance et de développement à l'appui d'HAMKARI refuseront probablement de travailler, ou seront incapables de le faire. De concert avec le Commandement régional (Sud), [la FO Kandahar] et [l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar] s'efforcent de lancer des projets pour régler ces problèmes promptement …[106].

Le 26 avril 2010, tous les projets de reconstruction et de développement de l'ACDI menés dans la province de Kandahar par des partenaires d'exécution liés à l'ONU se sont arrêtés, ce qui mettait encore une fois au jour une faille importante dans le système des partenariats dans l'environnement hostile de Kandahar.

Cependant, les projets de reconstruction et de développement ne se sont pas complètement arrêtés dans les districts. Les équipes canadiennes de la COCIM pouvaient encore se déplacer et travailler avec les collectivités locales. La Cie Stab A pouvait transporter les agents canadiens de stabilisation jusqu'à leur lieu de travail dans les districts. Les équipes de soutien des districts sont restées en place et ne dépendaient pas entièrement des partenaires d'exécution de l'ONU. Aspect important, le régiment de Génie de la FO Kandahar n'a pas dû réduire ses opérations de façon aussi dramatique ou abrupte. L'Escadron de construction du Génie (Esc GC) a gardé entre 500 et 800 employés locaux pour exécuter divers projets d'infrastructure pendant que la campagne d'assassinats atteignait son paroxysme[107].

La mise en œuvre de la stratégie de construction et d'amélioration des routes, commencée en 2009, se poursuivait dans la zone d'opérations de la FO Kandahar pendant cette période. En juillet, l'itinéraire BROWN avait été pavé entre Sperwan Ghar et l'itinéraire HYENA. Cela a considérablement réduit le nombre d'attaques à l'EEI. À l'été de 2010, plus de 55 p. 100 de l'itinéraire LAKE EFFECT avait été pavé par SAITA qui travaillait avec l'Esc GC. Il y avait quatre routes plus petites qui reliaient Chineh, Haji Baba, Masur Ghar et un certain nombre de petites localités aux routes principales dans le Dand et le Panjwayi occidental. Ces routes permettaient aux forces de sécurité de se rendre dans ces endroits, et aux biens d'être acheminés aux fins du commerce. Tous ces travaux étaient financés à même le Fonds de contingence du commandant, plutôt qu'avec les fonds de développement « blanchis » par l'intermédiaire de divers organismes de l'ONU et diverses ONG. Aspect important, tous les projets avaient « l'aval » des localités, qui aidaient à régler les réclamations liées au tracé des routes et aux terres. Tout aussi important était le fait que le gouverneur Wesa continuait à soutenir fortement ces travaux et d'autres projets de construction routière; il favorisait aussi le pavage du plus grand nombre possible de routes afin d'accroître la sécurité[108].

Pendant qu'il recueillait des renseignements pour aider le représentant du Canada à Kandahar, le CRTS (Avancé) a appris en juillet auprès de l'équipe de gestion des projets de génie, qui relevait de l'Équipe de reconstruction provinciale, qu'en raison des projets de développement non réglementés et de l'arrivée constante de réfugiés, l'infrastructure d'approvisionnement en eau de la ville ne suffisait plus aux besoins. Il y avait quinze puits publics gérés par la ville, dont six ne fonctionnaient pas. Ainsi, plus des deux tiers de la population n'avaient pas accès à des sources d'eau potable. ONU-Habitat avait déjà reçu du Canada en 2008 sept millions de dollars dans le cadre d'un grand projet d'approvisionnement en eau de 24 millions de dollars, mais il n'y avait toujours pas d'énoncé des travaux.

Le Corps du Génie des Forces terrestres des É.-U. a entrepris un vaste projet de relevé hydrogéologique de la ville de Kandahar qui a permis de repérer d'autres puits et de définir les moyens de les entretenir. Les renseignements existaient, mais ONU-Habitat refusait de s'en servir parce qu'ils provenaient d'un combattant. ONU-Habitat n'avait toujours pas commencé à faire sa propre évaluation cartographique de la situation. C'était là de toute évidence une situation fort gênante pour l'ACDI et cela a causé un désaccord entre l'Agence et le CRTS (Avancé). L'information a été transmise à un bataillon des affaires civiles des Forces terrestres des É.-U. qui arrivait dans la région, pour qu'il tire la question au clair. Comme de nombreuses ONG, l'ACDI a carrément rejeté la participation des forces armées aux efforts de développement. Les méthodes choisies par le Canada pour fournir l'aide humanitaire se sont avérées faibles et inefficaces. Si de l'eau propre avait été fournie à la ville de Kandahar, cela aurait constitué une grande victoire politique pour le gouvernement de l'Afghanistan et un noble objectif pour le Canada. Malheureusement, cette question a grandement affaibli la crédibilité du Canada aux yeux des représentants afghans aux niveaux municipal et provincial et elle a suscité beaucoup de mécontentement chez les habitants de Kandahar[109].

Pour ce qui concerne la police, la mobilisation des ressources pour enrayer la menace pesant sur la ville de Kandahar a favorisé la revitalisation de la planification de l'étape III de l'Op MOSHTARAK III dans le Panjwayi, le Zharey et l'Arghandab. Le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar, travaillant de concert avec le ministère de l'Intérieur et les autorités policières provinciales, ont réussi à obtenir des engagements en faveur d'un déploiement axé sur le perfectionnement ciblé de la police dans ces trois districts. Le déploiement prévu dans le Panjwayi des forces de la Police nationale afghane pour l'ordre civil était important pour la FO Kandahar, car ainsi, toutes les forces de police pourraient être restructurées[110].

Cependant, la gouvernance provinciale était paralysée. Comme d'habitude, le problème était attribuable à Ahmad Wali Karzai. Des efforts pour réunir les personnes d'influence des diverses tribus en mars ont été « torpillés par AWK à la dernière minute, de sorte que la réunion s'est transformée en une conférence de presse de deux heures qui a comporté huit discours prononcés par des personnalités de Kandahar et par un ministre en visite »; cela a amené les délégués à quitter les lieux abruptement[111]. C'était là une des « lignes rouges » établies par les chefs de la FIAS à la fin de 2009. La FO Kandahar et le Commandement régional (Sud) ont continué de soutenir la jirga planifiée sur la paix, mais ils ont appris trop tard qu'« une soixantaine d'aînés tribaux bien connus qui avaient des réputations très variées reflétant les intérêts des personnes d'influence et ne représentant pas nécessairement une forte proportion de la collectivité de Kandahar avaient été choisis pour la [jirga] … En raison de l'ingérence du Conseil provincial, la légitimité du processus de sélection était douteuse[112] ». [Traduction] C'était la deuxième ligne rouge.

Les éléments canadiens ont poursuivi leurs efforts au moyen de dialogues polis, mais à la fin d'avril, ils ont conclu ce qui suit :

> L'approche axée sur la diplomatie d'influence n'a permis jusqu'ici de produire aucun résultat concret. L'intention serait peut-être de réduire la participation d'[Ahmad Wali Karzai] dans les affaires de Kandahar ainsi que l'influence qu'il y exerce. Toutefois, la convivialité des réunions et l'âge avancé des fonctionnaires traitant avec lui semblent lui donner l'impression que son influence grandit et que son point de vue sur l'approche de la stabilisation est très apprécié[113]. [Traduction]

Karzai continuait d'essayer d'exploiter encore une fois ses relations pour obtenir que des forces soient déployées dans la partie nord du Khakrez. Les analystes canadiens, qui ne semblaient pas être au courant de la longue histoire des manipulations de Karzai concernant le Ghorak et le Khakrez, croyaient que c'était là un intérêt légitime de sa part en matière de sécurité[114].

Toute la situation a failli échapper à tout contrôle en mai. Le Mgén Sher Mohammad Zazai de l'Armée afghane a ouvertement accusé Ahmad Wali Karzai d'exproprier des terres illégalement. Cela a entraîné la suspension des travaux du Conseil provincial par les membres et le président de ce dernier, Ahmad Wali Karzai. Zazai a formulé ses allégations immédiatement après la communication à un journaliste américain de renseignements selon lesquels Karzai importait présumément des engrais à base de nitrate d'ammonium que l'ennemi utilisait pour fabriquer des EEI. Soudainement, de multiples sources extérieures ont exercé des pressions, car les médias internationaux s'intéressaient à la question[115].

Comme toujours, les rouages de l'affaire n'étaient pas simples, et comme auparavant, cette situation complexe avait des effets sur les opérations canadiennes à Kandahar. Le Mgén Zazai était au milieu d'une manœuvre bureaucratique extrêmement complexe comportant la création d'une deuxième brigade pour Kandahar et le déploiement d'autres kandaks dans la province. Cette évolution était essentielle au plan de la stabilisation des districts de Panjwayi, de Zharey, d'Arghandab et de Dand. Quand Karzai et ses alliés ont contre-attaqué pour discréditer Zazai, les plans ont été ébranlés, et la situation est devenue instable. La rumeur selon laquelle Zazai allait bientôt être réaffecté loin de Kandahar s'est mise à circuler.

Puis, la nouvelle a été annoncée qu'un nouveau général de la police provinciale allait arriver : Khan Mohammed. Ce dernier était le dernier chef alikozai survivant de l'époque du mollah Naqib, les autres ayant été assassinés en 2008. Élément intéressant, Khan Mohammed était loin de parler avec enthousiasme des structures d'influence popalzaies et barakzaies à Kandahar[116].

La pression s'exerçant sur Ahmad Wali Karzai s'est accentuée de nouveau en mai. Une plainte a été déposée par deux personnes qui soutenaient avoir été prisonniers dans une prison illégale dirigée par Karzai dans le district de Daman. Hormis toutes les autres

accusations de corruption habituelles, une de ces personnes a même prétendu qu'une relation criminelle existait entre Ahmad Wali Karzai et le commandant taliban, le mollah Shakur, et que Karzai avait manipulé les forces coalisées pour que le mollah Shakur soit assassiné et qu'« ainsi, sa relation avec ce dernier ne soit jamais rendue publique[117] ». [Traduction] La situation a fait boule de neige, et la saga s'est poursuivie jusqu'à ce que le garde du corps de Karzai l'abatte, le 12 juillet 2011.

Ce qu'il importe ici de comprendre, c'est que la gouvernance à Kandahar a été intégralement compromise pendant l'été de 2010, ce qui a eu des effets négatifs sur le commandement et le contrôle des forces de sécurité afghanes. Dans la foulée de l'échec des élections nationales de 2009 et au beau milieu d'une campagne d'assassinats, il était impossible que la population appuie quelque chef provincial que ce soit alors en poste. La FO Kandahar ne pouvait pas faire grand-chose, sauf appuyer les éléments afghans encore en scène, contre-attaquer judicieusement les insurgés quand et où c'était possible, et faciliter l'arrivée des troupes étasuniennes.

La campagne d'assassinats dans la ville de Kandahar, en mai 2010

Les assassinats de la fin d'avril ont donné lieu à la riposte (dès lors déjà orchestrée) appelée Op ATAL. Au début de mai, plusieurs caches et un local de production de documents de propagande ont été découverts pendant de vastes opérations de bouclage et de fouille. Cependant, la véritable réussite de l'Op ATAL a résidé dans le fait qu'elle a mis au jour « le plan de jeu » des insurgés, au profit des chasseurs spécialisés. Plusieurs raids effectués le 3 et le 4 mai et s'étant ajoutés à l'Op ATAL se sont soldés par la capture de cinq chefs de cellule, et un autre a été abattu. Un autre chef de cellule a été capturé alors qu'il essayait de sortir de la ville[118].

Les renseignements recueillis au cours de cette opération aidaient à comprendre la méthodologie des insurgés dans la ville. En gros, il y avait deux types de cellules « exécutantes ». D'une part, il y avait les cellules existantes dans Kandahar qui étaient reliées aux réseaux établis dans les districts adjacents. Il s'agissait sans doute d'organisations plus anciennes. Par ailleurs, il y avait plusieurs cellules autonomes qui menaient leurs propres opérations dans la ville et qui n'avaient aucun lien avec les cellules et les réseaux existants. Ces organisations étaient plus récentes. Il semblait que les chefs talibans, ou l'ISI, ou les deux pouvaient au besoin diriger les cellules autonomes aux fins d'une opération donnée, et que des spécialistes membres d'Al-Qaïda et de Lashkar-e Taiba pouvaient être envoyés en déploiement pour opérer seuls ou en collaboration avec n'importe laquelle des cellules, s'il le fallait.

L'aspect important de cette mutation structurelle était que les opérations terroristes urbaines dépendaient de moins en moins des forces et des réseaux insurgés dans les districts

occidentaux et que, partant, elles étaient sans doute moins vulnérables aux opérations de la coalition en général. Ce n'était pas une coïncidence qu'ils fussent aussi plus réceptifs aux ordres venant du Pakistan. En effet, il y avait de plus en plus d'informations sur la participation d'ISI aux opérations. Un commandant taliban a prétendu qu'ISI avait rédigé le plan de campagne de la saison[119].

L'accalmie après les raids a duré une semaine environ. Le Lcol Nabi Gul, chef de bureau de la prison de Sarposa, a ensuite été abattu. Gul entretenait des relations exceptionnellement étroites avec le personnel de Service correctionnel Canada et il était considéré comme étant un des « incorruptibles ». Cet assassinat était particulièrement troublant, car il risquait de torpiller les importants progrès qui s'accomplissaient à Sarposa. Par exemple, le Gén McChrystal, commandant de la FIAS, avait mis sur pied une force opérationnelle interarmées spéciale, appelée FOI 435, en la chargeant de surveiller les activités des détenus, après avoir compris que le système carcéral en Afghanistan était devenu une pépinière débridée d'insurgés[120]. La FOI 435 a été impressionnée par les opérations canadiennes après sa première visite à Sarposa et elle a ultérieurement établi des liens étroits avec les Canadiens pour surveiller les détenus insurgés[121]. Plus tard, on a confirmé qu'un commandant taliban capturé et incarcéré à Sarposa, qui était sur le point d'être transféré à la prison de Pul-e-Charkhi près de Kaboul dans le cadre d'un programme qui visait à saper les réseaux insurgés dans les prisons, avait orchestré l'assassinat de Nabi[122]. D'autres opérations menées après cet assassinat ont révélé que ce commandant taliban avait aussi des relations dans la structure d'influence de Kandahar, ce qui a mis ces relations au jour pour ceux qui s'intéressaient à de tels aspects du conflit.

Le 16 mai, le quartier général de la Police frontalière afghane a été le théâtre de trois attaques suicides. Le 20 mai, le nombre de personnes tuées a augmenté considérablement, à telle enseigne que le CRTS et le CRTS (Avancé) ont eu du mal à signaler tous les attentats. Il y a eu douze meurtres en sept jours; là-dessus, on a estimé que quatre n'avaient pas été commis par des insurgés, que cinq l'avaient été, et que les trois autres avaient possiblement été perpétrés par des insurgés ou quelqu'un d'autre. Le 26 mai, un entrepreneur de l'USPI a été abattu. Ensuite, un attentat-suicide commis à l'aide d'EEI placés dans un véhicule se rendant au Camp Nathan Smith a été déjoué, le 27 mai : le véhicule a explosé sans faire de blessés[123].

À peu près à ce moment-là, une suite d'opérations de sécurité menées dans l'Arghandab ont abouti à la neutralisation progressive de chefs ennemis. Les renseignements recueillis pendant ces opérations ont mené les chasseurs à des cellules dans la ville de Kandahar. Un raid exécuté tard au mois de mai a éliminé un des chefs de cellule de la ville qui comptait sur une route empruntée par les insurgés pour se rendre dans l'Arghandab. En outre, lors d'un raid indépendant, la DNS a capturé un autre commandant taliban qui avait organisé l'attaque contre le quartier général régional de la Police frontalière afghane. Une autre opération indépendante a permis de débarrasser la ville d'un chef ennemi : soit il passait par Zangabad (Panjwayi),

ou bien il s'y reposait. Le nombre d'attaques à l'EEI dans la ville de Kandahar a chuté, mais les assassinats du personnel de niveau intermédiaire se sont poursuivis.

Les opérations dans le district de Dand, mai 2010

Au cours des 48 premières heures de mai, l'escadron de cavalerie du Lcol John Paganini lançait l'Op MA SHAM dont l'objectif était de dégager Gorgan et d'y établir un poste fortifié de la FO 1-71. Le tout se fit sans incident. La police afghane et les volets « Tenir » et « Construire » des opérations dans le Dand étaient devenus sources de problèmes, non pas à cause de la police du district, mais plutôt cette fois en raison de la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC). Cette dernière avait été amenée là dans le cadre du Programme de perfectionnement ciblé de la police par district, au moment où la milice barakzaie avait communiqué sa volonté d'être intégrée dans la police. Toutefois, seulement la moitié des effectifs que la PNAOC devait envoyer est arrivée, ce qui ne suffisait pas pour compléter les effectifs de la police du Dand. C'est ainsi que des éléments de la Réserve provinciale de la police ont fait leur entrée dans l'équation. L'ELMOP canadienne dans le Dand a signalé que cette unité de la PNAOC était problématique. En gros, les membres de l'unité étaient extrêmement réticents à coopérer avec la FO 1-71, l'ELMOP ou le CCO-D, et ce, pour des raisons comprises par eux seuls. C'était inhabituel, car généralement, les unités de la PNAOC avaient bonne réputation[124].

Le Lcol Paganini voyait bien que Nazek tenait la barre de la gouvernance dans le Dand. Nazek se rendait régulièrement dans les localités pour régler les différends en matière de gouvernance et il veillait à rester en contact avec la population. À titre d'exemple, citons sa mise en œuvre d'une nouvelle politique gouvernementale mettant l'accent sur les écoles. Il a déclaré aux localités peu nombreuses qui hésitaient à se doter d'une école qu'elles seraient exclues de l'Assemblée de développement des districts et que, si elles voulaient que des projets soient exécutés chez elles, elles devaient y installer des écoles. Selon un rapport de la COCIM à cet égard :

> Il leur a été répété à maintes et maintes reprises que la sécurité et les questions d'éducation dans chaque village relevaient d'abord et avant tout de ses habitants, sous la direction de ses maliks […] Il était largement accepté et convenu que les enfants du Dand incarnaient l'avenir du pays et qu'ils devaient par conséquent recevoir une éducation, mais il était évident que les chefs des villages semblaient se contenter de se plaindre des problèmes et de s'entendre sur des solutions sans toutefois prendre des mesures pour les mettre en œuvre. Le commandant de l'Armée nationale afghane (ANA) a très bien précisé que les villages devaient cesser de dépendre de la FIAS et que les habitants du Dand devaient fièrement se charger de combattre pour la liberté dont ils profitaient alors, au lieu de se quereller au sujet des vieux problèmes et des divergences de vues entre tribus[125].

Parallèlement, Nazek travaillait avec la COCIM, l'ACDI, le MAECI, l'ELMOP, la FO 1-71 et le CCO-D pour mettre en œuvre un plan de stabilisation du district qui mettait en scène l'amélioration des relations entre les 134 conseils de développement communautaire et les instances de gouvernance au niveau du district[126]. Dans certains secteurs, la COCIM canadienne était déjà en train de céder certaines fonctions au Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes dans les collectivités[127].

Sur le front de la sécurité dans le Dand, les choses étaient passablement calmes. Il y a eu trois attaques à l'EEI, qui ont toutes été exécutées avec des méthodes permettant de déjouer les systèmes de contre-mesures installés sur les véhicules amis. Dans deux cas, les véhicules aériens sans pilote survolant le district et autres ressources ISTAR ont traqué les auteurs de ces attentats depuis leurs caches. Deux équipes ont été appréhendées et, dans un autre cas, une équipe a été traquée jusqu'à sa fabrique d'EEI, qui a ensuite fait l'objet d'un raid et puis a été fermée. La police pour l'ordre civil a été engagée dans une escarmouche vers la fin du mois et elle a capturé un membre d'une petite équipe d'insurgés poseurs d'EEI[128].

Dans l'ensemble, l'insurrection dans le Dand battait de l'aile. Un petit nombre d'insurgés passaient par la partie nord du district pour se rendre à Malajat, mais ces itinéraires de contournement étaient difficiles repérer. Quelques localités du Dand occidental étaient témoins d'actes d'intimidation. Le centre du Dand se consolidait déjà sous le contrôle du gouvernement. Néanmoins, le secteur au sud de la rivière Tarnak posait des difficultés, en particulier les villages de Khadan et de Nakudak qui n'avaient envoyé aucun représentant auprès du gouvernement du Dand. Il a été établi que Nakudak était un lieu de rassemblement des insurgés de Nakhonay. Tard en mai, on apprenait qu'un certain mollah Monib allait bientôt arriver dans le district pour revigorer l'insurrection qui était en perte d'aplomb[129].

Les opérations dans le district de Panjwayi, mai 2010

Le 5 mai, le GT du 1 RCR prenait officiellement le contrôle de sa zone d'opérations. Les compagnies d'infanterie et la COCIM continuaient d'exécuter les tâches qui leur avaient été attribuées : assurer la liaison avec les responsables du projet routier de l'UNOPS, discuter de la construction d'écoles à Chalghowr et de l'installation de nouveaux haut-parleurs de mosquée à Loi Kala. En moins d'une semaine, le Lcol Mialkowksi et ses hommes « livraient bataille partout où nous allions. Les contacts se multipliaient. Nos troupes ont été en contact avec l'ennemi aux Avant-postes de combat Panjsher, Ballpeen et Patricia. Chaque fois que nous prenions la route ou que nous nous déplacions, nous nous heurtions à l'ennemi. Sperwan n'était ni plus ni moins qu'un nid de guêpes. La situation commençait à devenir démentielle[130]. [Traduction] (Voir la figure 7-5.)

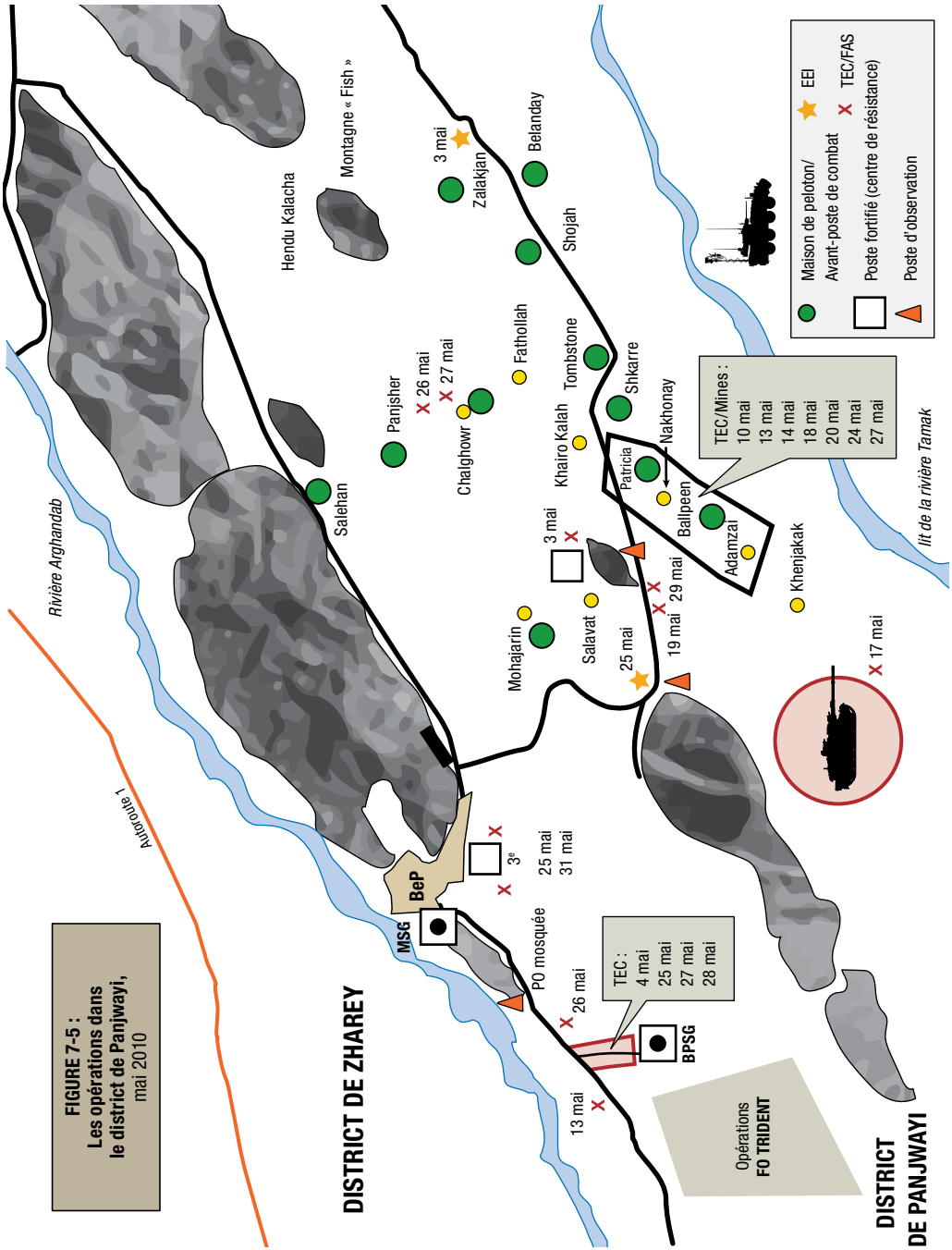


Figure 7-5 : Les opérations dans le district de Panjwayi, mai 2010

Selon l'appréciation des Canadiens, le commandant insurgé Hafiz Majid était de retour, avec ordre direct de la choura de Quetta d'exercer des pressions sur le district de Panjwayi. Le mollah Qasim et Haji Amir, deux survivants expérimentés, l'ont rencontré à Zangabad pour d'autres instructions. Une équipe d'Al Jazeera composée de huit hommes est arrivée à Mushan peu après avec des lettres d'accréditation de la choura de Quetta. Cette équipe s'est réunie avec Majid et d'autres qui ont ensuite communiqué avec les chefs supérieurs des insurgés à Kandahar et leur ont dit d'aider cette équipe de toutes les façons possibles. Les journalistes avaient apparemment laissé derrière eux plusieurs caméras numériques pour que les insurgés s'en servent pendant leur campagne d'été contre les Canadiens et qu'ils transmettent ensuite les images à Al Jazeera en vue de futures radiodiffusions[131].

La période estivale des combats a commencé en trombe, le premier EEI ayant été dirigé contre le détachement de dégagement des itinéraires de la FO Thor pendant qu'il dégageait la route près de Salavat, une région qui avait été relativement tranquille pendant plusieurs mois. Le jour suivant l'explosion, une patrouille de la Compagnie Charles a découvert un EEI de grande puissance sur l'itinéraire BROWN. L'Escadron de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) est entré dans le secteur pour exploiter l'engin. À sa sortie, il a heurté un EEI : le M 2 Craig Blake, membre de l'Unité de plongée de la Flotte (Atlantique), a été tué, et deux soldats ont été blessés. Il a été établi que les chefs à Zangabad avaient prévu qu'une offensive canado-afghane aurait lieu le long de l'itinéraire HYENA en direction de Mushan et qu'ils avaient saturé d'EEI tout le secteur[132].

Le Maj Steve Brown et la Compagnie O étaient confrontés à une nouvelle réalité dans leur secteur. Comme des patrouilles dynamiques étaient menées dans le centre est du Panjwayi, les habitants de l'endroit les ont informées que l'ennemi préparait une campagne d'intimidation contre les populations de Salavat, Mohajerin et Chalghowr. Les chefs de village ont reçu des insurgés l'ordre d'aller rencontrer les chefs talibans et ils ont été avertis qu'ils seraient « sommés » de comparaître devant un tribunal taliban. Un ancien a reçu l'ordre d'aller rencontrer un représentant des talibans à Sperwan – y avait-il pire endroit? – où on lui a dit qu'il serait « accusé » d'avoir coopéré avec les FIAS. Cet ancien avait apparemment tenu tête au représentant insurgé en lui répondant qu'il « coopérait avec la FIAS parce qu'elle veut améliorer son village en aidant la population, en réparant les puits et en remettant l'école en état[133] ». [Traduction] Les habitants de l'endroit continuaient à remettre des munitions non explosées aux Canadiens et à révéler l'emplacement d'EEI aux forces de sécurité. Les actes d'intimidation visaient aussi un projet exécuté par l'OTC à Belanday, et un EEI y avait été posé pour frapper l'équipe canadienne.

La Compagnie B du Maj Austin Douglas, à Nakhonay, était la cible de multiples EEI. En une semaine, quatre attentats distincts ont tué le Sdt Kevin McKay du 1 PPCLI et blessé gravement six autres Canadiens et un maître-chien contractuel. Des patrouilles dynamiques et des renseignements fournis par la population locale ont permis de découvrir une grosse cache d'EEI à fragmentation directe avant qu'ils n'aient pu être utilisés[134].

Photo : Auteur

Plusieurs chouras ont eu lieu avec les anciens de Nakhonay pour les convaincre qu'il était dans l'intérêt de la collectivité de chasser les insurgés. Malheureusement, certains de ces anciens, y compris des personnes prises en photo ici, étaient en fait des chefs insurgés.

Vers la fin de mai, l'ennemi a attaqué la Compagnie B à l'aide de tirs d'armes légères au cours d'engagements directs, et le nouveau chef de police du district a envoyé vingt agents dans Nakhonay. L'escadron de chars du Maj Rob Mackenzie s'est alors déployé dans un laager, à l'ouest de la chaîne d'Adamzai, afin de perturber les mouvements ennemis.

De temps à autre, les chars Leopard manœuvraient pour appuyer la Compagnie B tandis que ses pelotons opéraient à partir de l'Avant-poste de combat Ballpeen. Même en plein jour, les insurgés tiraient des GPF sur les chars dans différents secteurs, mais ces chars n'ont pas été endommagés : dans leur riposte, ils ont supprimé les équipes ennemies[135].

Au début, les conditions étaient bonnes à Bazaar-e Panjwayi. Des patrouilles régulières exécutées par les forces de sécurité afghanes, avec ou sans partenaire, donnaient à penser que « l'absence d'activité de la part des insurgés pouvait être attribuée au solide rendement de l'ANA (2/1/205). Selon la population locale, les insurgés évitent Bazaar-e Panjwayi et les environs parce que l'ANA les y découvrirait […] Par suite de l'arrivée récente d'un nouveau commandant de la PNA à Bazaar-e Panjwayi, le rendement de la police locale s'est amélioré[136]. » [Traduction]

La dynamique des activités de la police dans le district intriguait les observateurs canadiens. Entre mai et septembre 2010, le chef de police du district avait été démis de ses fonctions et remplacé à quatre reprises. Le titulaire resté en poste le plus longtemps s'est immédiatement attaqué à Issa Khan, le policier survivant corrompu qui commandait le poste de contrôle de Salahan, sur l'itinéraire HYENA EST, et qui était le frère du malik de Salehan. Des rapports ont révélé que les talibans étaient invités à Salehan, et les Canadiens ont dit craindre qu'une cellule de poseurs d'EEI fût en route pour venir s'installer dans le village pour en faire leur base. Le nouveau chef n'hésitait aucunement à envoyer des agents à Nakhonay et il l'a effectivement fait, au grand chagrin des agents de police qui devaient s'y rendre et y vivre. L'absence d'Haji Baran, qui était malade, favorisait l'amélioration des services de police dans le district[137].

Finalement, grâce aux renseignements dont disposait la police, on a appris que les derniers membres du réseau Nabi opéraient encore depuis Haji Habibollah, au sud de Bazaar-e Panjwayi, et ils ont été repérés. Le 2e Kandak a orchestré l'Op OBEH SURKH. C'est ainsi que le 21 mai, une compagnie d'infanterie afghane a réussi, avec l'aide d'un peloton de la Compagnie Charles, à dégager Haji Habibollah, y établissant une position de l'Armée afghane afin d'en assurer la sécurité. Après un bref échange de feux, les Afghans ont capturé les tireurs ennemis[138]. Haji Habibollah devenait la « ligne de front » contre laquelle les insurgés s'en prenaient à l'aide d'armes légères. Des pertes humaines ont été recensées dans les deux camps, mais les tireurs ennemis ont encore une fois été arrêtés par les Afghans. L'Op OBEH SURKH a vraisemblablement contribué à améliorer la sécurité à Bazaar-e Panjwayi en interdisant aux insurgés l'accès à leur lieu traditionnel de rassemblement dans le village.

Photo : Auteur

Au cours de l'année 2010, contrairement à Nakhonay, Bazaar-e Panjwayi prospérait. La photo montre une patrouille canadienne se frayant un chemin dans un marché très achalandé.

Un certain nombre de problèmes se posaient au Maj Eleanor Taylor et à la Compagnie Charles. L'abscisse 28 demeurait une ligne de front tant physique que psychologique, et le Maj Taylor devait sécuriser l'itinéraire BROWN et sa jonction avec l'itinéraire HYENA. Des patrouilles et des mesures de sécurité s'imposaient dans trois secteurs : Na'al Bazaar et Pay-e Moluk, à l'ouest de l'itinéraire BROWN; le groupe de localités à l'est de ce dernier et jusqu'à celles de Sperwan, à l'est de la base d'opérations avancée; les localités situées à l'est et au sud-est de la base, collectivement appelées Sketcha (c'était approximativement la région de l'ancien quadrilatère de stabilité de Sperwan décrit dans les chapitres 3 et 4)[139].

Ont été chargées de ces tâches les unités suivantes : la Compagnie Charles; une compagnie afghane d'infanterie du 2e Kandak; trois pelotons de la Compagnie des armes du 2e Kandak dans les trois positions le long de l'itinéraire HYENA; des troupes d'artillerie canadiennes et afghanes. Le peloton de reco du Capt Mike Mendyka a renforcé la Compagnie Charles.

Au cours de ses patrouilles, la Compagnie Charles a appris que les mêmes tactiques d'intimidation employées dans le centre est du Panjwayi l'étaient aussi contre les ouvriers qui travaillaient sur l'itinéraire BROWN. Un individu a appelé un ancien par téléphone cellulaire en prétendant représenter un commandant taliban. L'ancien a demandé les motifs des menaces et la permission de travailler de manière à ce que ses hommes et lui puissent nourrir leur famille. L'ancien a ensuite exigé de son interlocuteur qu'il lui donne le nom de son commandant. L'insurgé s'est mis à rechigner et a raccroché. L'ancien a communiqué avec l'Équipe de la COCIM et lui a dit que ses hommes et lui continueraient à travailler à condition d'être protégés[140].

Cependant, il n'y avait aucun agent de police. La compagnie afghane, désormais dépourvue de mentors, refusait d'exécuter des opérations de plusieurs jours seule ou avec la Compagnie Charles. Des pelotons canadiens ont été affectés à des tâches prioritaires ailleurs, et puis il y avait les congés de retour au domicile qui réduisaient l'effectif réel. Il n'y avait tout simplement pas assez d'effectifs pour poursuivre le principal objectif, c'est-à-dire assurer la protection de la population. La tactique de l'ennemi consistant à « faire feu puis à fuir » mettait de façon disproportionnée les forces coalisées sur le qui-vive[141]. À plusieurs reprises, cependant, des insurgés en train de poser des EEI dans les ponceaux ont été ciblés par les canons de 25 mm et ils ont tous été tués[142]. L'équipe de NEM a été appelée pour désamorcer un autre engin qui a explosé et blessé un de ses membres. L'ennemi a continué à poser des EEI le long de BROWN, et la Compagnie Charles s'est étonnée que cela puisse se produire tandis que l'itinéraire était surveillé. Des habitants de l'endroit ont découvert un EEI dans un des ponceaux, ce qui a entraîné le déploiement d'une patrouille pour évaluer l'engin en attendant l'arrivée de l'équipe de NEM. L'ennemi a attaqué la patrouille avec des armes légères. Pendant le combat, un soldat canadien a buté contre un autre EEI qui a explosé. Ce soldat a été blessé[143]. Le 13 mai, un incident plus choquant a comporté une attaque contre les troupes afghanes au PO Kyber, en même temps qu'une équipe munie de GPF tirait sur un convoi de camions de gravier qui a ensuite accéléré pour sortir de la zone d'abattage. La force qui avait tendu l'embuscade était constituée de combattants disciplinés d'en dehors de la région[144].

Résultat : le Maj Taylor ne pouvait ni assurer une présence suffisante dans les localités autour de Sperwan Ghar ni produire les effets de protection nécessaires aux activités de développement ou à celles de l'équipe de la COCIM, effets qu'aurait garantis l'affectation de pelotons dans des localités précises. Le Maj Tayler a donc modifié la mission de la compagnie : elle lui a demandé de perturber l'ennemi dans la région, cela pour mieux protéger la population. Des patrouilles faites au hasard et d'autres mesures ont été employées, mais il était évident que ni les forces du gouvernement ni les forces coalisées ne pouvaient rassurer convenablement la population, de sorte que celle-ci a essentiellement coupé ses liens avec la Compagnie Charles et a fermé Na'al Bazaar[145].

L'Escadron de reco a poursuivi sa tâche fastidieuse, mais vitale, consistant à observer les itinéraires entre Bazaar-e Panjwayi et les collectivités du centre est du Panjwayi. Le PO Cliff, installé dans un lieu désolé envahi par la poussière d'ange et jonché de gros rochers chauds, contribuait à la surveillance de la jonction routière « à cinq rayons ». Cependant, le 24 mai, un convoi de ravitaillement se dirigeant vers le PO Cliff a été touché par un EEI qui a tué le Cvr Larry Rudd, des Royal Canadian Dragoons (RCD), et qui a blessé cinq autres soldats[146].

La Compagnie A a continué de patrouiller dans les localités du centre est avec ses partenaires afghans du 2e Kandak. Des habitants de Chalghowr et des environs lui ont signalé de multiples cas d'intimidation. L'ennemi s'en est alors pris ouvertement, en plein jour, à une patrouille de la Compagnie A. Au cours d'une fusillade, les Canadiens ont tué un insurgé qui portait une veste tactique et des bottines de randonnée Merrell, ce qui ne correspondait pas à l'équipement employé par les talibans locaux[147]. Le lendemain, l'ennemi attaquait l'Avant-poste de combat Panjsher avec des armes légères. Des discussions avec des habitants de l'endroit ont révélé que l'ennemi avait déjà imposé un couvre-feu à Chalghowr : quiconque serait aperçu dans les rues après le couvre-feu serait abattu, et toutes les antennes devaient être rentrées. Quiconque se servirait d'un téléphone cellulaire recevrait une amende[148]. La Compagnie A a accru le nombre de patrouilles pour protéger la population.

À la fin de mai, des combats avaient constamment lieu sur l'itinéraire BROWN, à Nakhonay, au sud d'Haji Habibollah, et c'était maintenant aussi le cas à Chalghowr. Des EEI étaient maintenant repérés régulièrement le long de l'itinéraire LAKE EFFECT, et l'un d'eux visait le convoi du QG du contrôle aérien tactique (CAT) qui transportait le commandant adjoint du GT du 1 RCR. Les chouras ont été annulées, et aucun progrès n'a été accompli à l'Assemblée de développement des districts. Le gouverneur du district, Haji Baran, était absent pour des raisons médicales, de sorte que le leadership était quasi inexistant. Encore une fois, le Panjwayi était en difficulté. Le seul gain apparent avait été la destitution du commandant insurgé Haji Amir par les forces coalisées, le 30 mai, dans le district. Ce succès a suscité une paranoïa utile importante chez les chefs talibans, car ils se demandaient qui avait livré Haji Amir à leur adversaire, et ils ont impitoyablement fouillé leurs rangs pour y trouver un traître qui n'existait peut-être même pas, ce qui y provoquait une perturbation encore plus grande[149].

Le peloton de reco du Capt Mike Mendyka exécutait des missions de reconnaissance rapprochée des cibles et des tâches secrètes d'observation rapprochée, d'habitude à l'appui d'opérations de dégagement, de 24 à 48 heures avant celles-ci. Cela comprenait l'acquisition de renseignements sur le mode de vie de la population locale. Le long de l'itinéraire HYENA, le peloton de reco a camouflé une caméra infrarouge (IR) télécommandée et a ainsi recueilli des données sur les mouvements pendant plusieurs semaines. Il a aussi utilisé les toits d'enceintes abandonnées et les hauteurs du terrain comme postes d'observation.

Les membres du peloton ont aussi cherché des signes révélant la présence d'EEI, ils ont traqué des personnes d'intérêt, ils ont rassemblé des renseignements sur le « terrain humain » et ils ont fourni au Lcol Mialkowski des données sur la « CS (brun) ». Le peloton de reco opérait dans l'ensemble du district de Panjwayi : il accompagnait les patrouilles ou occupait des « caches » secrètes à Salavat Ghar et à d'autres endroits[150]. Ces capacités ont aidé à décrire avec plus de précision les caractéristiques propres aux zones clés qui n'étaient pas régulièrement observées et elles ont permis de grandement renforcer les opérations du GT.

Les opérations anti-EEI en 2010

En 2010, des changements importants avaient été apportés aux opérations anti-EEI. Le pivot de cet effort était maintenant l'escadron de NEM. Du point de vue philosophique, cet escadron avait cessé d'« attaquer le réseau », comme ses prédécesseurs le faisaient, pour chercher plutôt à « neutraliser le dispositif ». L'« attaque du réseau » faisait désormais fait partie d'un combat de plus haut niveau qui faisait intervenir le Commandement régional (Sud) et les unités étasuniennes spécialisées intégrées qui affluaient dans Kandahar. Le CRTS assumait des responsabilités accrues à l'égard du renseignement anti-EEI, tandis que l'escadron de NEM lui transmettait des données techniques à mesure qu'il les recueillait. Le CRTS se chargeait aussi du laboratoire, et une autre entité s'est occupée d'analyser les composants physiques et les éléments biologiques. L'escadron de NEM continuait de donner l'instruction « préparer la force ». Il a aussi déployé quatre équipes anti-EEI qui pouvaient faire l'exploitation technique, et il assumait la responsabilité de « l'ELMO-B », une équipe qui enseignait les techniques anti-EEI à l'Armée afghane[151].

Le déploiement en plus grand nombre de véhicules Cougar de l'équipe anti-EEI facilitait les opérations de NEM. Chaque équipe pouvait exécuter les opérations pour neutraliser le dispositif tout en l'exploitant techniquement. Le principal robot employé par les équipes demeurait le Telerob EOD, mais le robot léger appelé Dragon Runner a aussi été mis en service à ce moment-là. Le vieux Vanguard avait terminé sa vie utile[152]. La Force opérationnelle étasunienne THOR et les équipes d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) canadiennes, qui participaient à l'effort anti-EEI, mais ne faisaient pas partie de l'escadron de NEM, continuaient sur une base régulière leurs manœuvres de dégagement d'itinéraires dans la zone d'opérations. Si elles trouvaient un engin, une équipe de NEM se rendait sur les lieux et s'en occupait.

Les fabricants d'EEI ont continué d'innover. Ils comprenaient maintenant le fonctionnement des contre-mesures électroniques et leurs limites. Ils n'y étaient pas parvenus uniquement en manœuvrant par essais et erreurs contre les troupes canadiennes. Ils avaient eu accès à une formation continue fournie par des spécialistes qui s'étaient infiltrés dans leurs zones d'opérations, et ils pouvaient compter sur une encyclopédie virtuelle de données constituée notamment grâce à des échanges avec toute une gamme de groupes d'insurgés de l'intérieur et d'en dehors de l'Afghanistan.

Il y avait de plus en plus d'engins déclenchés par la victime, et beaucoup étaient activées par des mines antipersonnel. Ces dernières n'étaient pas des engins de circonstance, en ce sens qu'elles provenaient de l'Iran et du Pakistan. L'utilisation des mines antichars iraniennes s'est accrue progressivement en 2010. Jusque-là, les pénétrateurs formés par explosion fabriqués en Iran et utilisés contre les forces étasuniennes en Iraq n'avaient pas été employés à Kandahar. Le recours aux engins radiocommandés a diminué, mais ils étaient encore présents, et des signes montraient que les insurgés qui les posaient savaient comment déjouer les contre-mesures électroniques[153].

Du point de vue canadien, le changement le plus important était l'utilisation de charges à fragmentation directionnelle (CFD), autrefois appelées « charges à fragmentation directionnelle précise ». La CFD était une arme de circonstance composée d'une douille d'obus, d'un explosif de fabrication artisanale et de roches, d'écrous, de boulons ou de tout autre article pouvant servir de shrapnel. Ces armes étaient enfouies dans les murs de boue à hauteur de la tête et des épaules, ou placées dans les arbres et elles étaient conçues pour décapiter les soldats. Certains étaient activés par un fil de traction et d'autres étaient filocommandés[154].

Selon l'appréciation des Canadiens, ces EEI étaient essentiellement des armes tactiques du niveau d'un peloton, posées par des sapeurs, plutôt que des engins « opérationnels ou stratégiques » conçus pour causer des pertes massives et pour influer sur les opérations d'information nationales. Le terrorisme avec bombes humaines demeurait un jeu très spécialisé qui était joué par des cellules professionnelles s'intéressant aux volets religieux et idéologiques d'un conflit qui allait au-delà de l'Afghanistan. La piste remontant à l'origine de ces opérations amenait les analystes aux madrasas pakistanaises et de plus en plus en dehors de la zone d'opérations de moins en moins grande du Canada dans la province de Kandahar[155].

L'affaire Ménard et le retour du Bgén Vance

Le 25 mars, le Bgén Ménard a déchargé son arme par accident (tir négligent) au KAF : de trois à cinq balles ont été tirées au moment où il montait à bord d'un hélicoptère avec le chef d'état-major de la Défense. Une enquête sur l'incident a commencé le lendemain. Le 16 avril, près de trois semaines plus tard, *The Montreal Gazette* a fait sortir la nouvelle. Des éléments hyperpatriotiques des médias des É.-U., encore vexés par ce qui s'était passé au pont de Tarnak et par le rôle que Ménard avait alors joué selon eux, se sont acharnés de nouveau sur le commandant de la FO Kandahar et se sont mis en quête de renseignements susceptibles de lui être préjudiciables. Finalement, il a été révélé que le Bgén Ménard avait eu une relation inappropriée avec une subalterne pendant qu'il était dans le théâtre d'opérations et qu'en fait, il s'était ingéré dans l'enquête qui avait porté sur cette relation. Ces renseignements ont proliféré rapidement dans les milieux médiatiques, bien qu'ils fussent déjà bien connus dans les cercles de l'Armée canadienne[156].

Photo : Auteur

Quand les troupes canadiennes ont délaissé les opérations embarquées pour mettre l'accent sur les patrouilles locales, les insurgés ont eux aussi modifié leurs tactiques et eu recours à des EEI antipersonnel prenant la forme de charges à fragmentation directionnelle (CFD). Ces engins sont constitués d'une douille d'obus russe de 152 mm remplie d'explosifs artisanaux, de roches et de clous.

À cause de cette affaire, les relations entre l'Armée canadienne et les Forces terrestres des É.-U. à Kandahar se sont détériorées plus que jamais. Le système culturel militaire étasunien voyait d'un mauvais œil les relations extramatrimoniales, et une liaison de ce genre justifiait le renvoi à leurs yeux. La culture militaire canadienne tolérait les relations extramatrimoniales, mais non la fraternisation dans un théâtre d'opérations. Cela n'a fait qu'ajouter aux problèmes existants et perçus entre les divers commandants alliés. Le fait qu'existait une certaine forme de scandale sexuel, même bénin d'après les normes nord-américaines, risquait d'être fort mal perçu dans la culture du sud de l'Afghanistan. Bien sûr, les talibans pouvaient désormais décrire les chefs de la FIAS comme étant adultères (l'adultère est un motif possible d'exécution selon les formes plus strictes de la loi islamique) et sans moralité[157].

À ce moment-là, le Bgén Ménard affichait un comportement qui préoccupait grandement son état-major. L'opposition à sa liaison extrapatrimoniale a amené son aide de camp à demander une réaffectation au Camp Nathan Smith. Le commandant adjoint, le Col Simon Hetherington, en a finalement eu assez de voir la situation se détériorer et il a informé le Lgén Marc Lessard, commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), que la situation était devenue intenable à la tête de la FO Kandahar[158]. Le Bgén Dan Ménard a été relevé de son commandement le 29 mai 2010 et renvoyé au Canada pour être traduit en cour martiale. Les cris de « victoire » de la part des médias américains envenimaient la relation entre les Canadiens et les Américains en Afghanistan, ce qui a rendu les choses encore plus difficiles pour le successeur du Bgén Ménard, le Bgén Jon Vance, lorsqu'il s'est agi pour lui de rétablir l'image du Canada dans la province de Kandahar.

Par ailleurs, la relation entre les Canadiens et les Américains, lourdement endommagée au cours des six mois précédents, nécessitait une gestion spéciale de part et d'autre. Le Col Hetherington a pris les devants en mettant son état-major au pas et en diffusant des instructions précises interdisant à quiconque de dénigrer les Américains. Contrairement à ce qui était le cas en 2006, le Canada ne dirigeait plus les choses, et le plan consistait à transférer les responsabilités aux unités étasuniennes montantes, et non à poursuivre artificiellement des opérations canadiennes indépendantes[159].

Le Bgén Jon Vance se rendait en voiture d'Ottawa à Kingston et il venait tout juste d'emprunter l'autoroute 416 quand son appareil BlackBerry a sonné. « C'était le général Leslie. Il m'a demandé si j'étais au volant. J'ai répondu que oui. Il m'a dit : « Arrêtez-vous en bordure de la route. » Je l'ai fait. Il m'a ensuite expliqué que le général Ménard allait être relevé de son commandement et que les autorités voulaient que je retourne à Kandahar pour reprendre le commandement de la force opérationnelle. J'ai accepté[160]. » [Traduction]

À son arrivée dans le théâtre de la FO Kandahar, le Bgén Vance a appris à quel point la situation s'était détériorée. À ses yeux, le plan existant équivalait essentiellement à « l'Op KALAY gonflée aux stéroïdes ». [Traduction] Ce que le Canada a accompli à Kandahar dans le passé était maintenant fait en grande partie par le Commandement régional (Sud) du Mgén Carter. L'ERP ne se souciait désormais plus d'appuyer la lutte contre l'insurrection, ce qui minait, selon lui, tout ce que son quartier général et lui avaient espéré accomplir en 2009. La relation civilo-militaire en Afghanistan était « complètement foutue », que ce fût entre l'ERP et la FO Kandahar, ou entre la FO Kandahar et le Commandement régional (Sud). Selon le Bgén Vance, la FO Kandahar ne semblait pas faire partie du plan de bataille du Commandement régional (Sud) et, au dire de l'état-major canadien, l'état-major du CR (Sud) n'était qu'un autre commandement à contourner pour arriver à faire le travail. Il semblait même que l'état-major du CR (Sud) supervisait directement l'état-major de la FO Kandahar dans certains domaines. Au fil du temps, cette situation avait engendré une relation de travail extrêmement toxique entre les deux quartiers généraux, le respect en étant absent ou presque. Même l'aumônier était peiné de voir le moral aussi bas à la FO Kandahar. L'Op HAMKARI, a appris le Bgén Vance, était dirigée par l'état-major du CR (Sud) qui avait contourné le Bgén Ménard et attribué des tâches à l'état-major canadien de la FO Kandahar. Le CR (Sud) a prétendu qu'il n'arrivait pas à « intéresser » le Bgén Ménard au Plan de sécurité de la ville de Kandahar et que, par conséquent, il lui avait fallu donner des ordres à ses subalternes. Le Bgén Vance a mis toute une semaine pour arriver à comprendre cette incursion de la part des quartiers généraux supérieurs[161].

En ce qui concernait la relation avec les Américains, le Bgén Vance misait sur les fondements établis par le Col Hetherington et sur ses relations personnelles déjà considérables avec des officiers américains qui étaient restés en Afghanistan depuis l'époque où il commandait la FO Kandahar. Le Bgén Vance a constaté qu'il bénéficiait encore d'une « bonne image de marque » [Traduction] et il a travaillé fort pour réparer les pots cassés[162].

Le Bgén Vance devait en premier lieu se pencher sur la question du transfert des districts de Zharey et d'Arghandab à la 2e Brigade (101e Division aéromobile). Cette transition complexe – faire passer deux bataillons des É.-U. appartenant à deux brigades différentes, mais relevant du contrôle tactique de la FO Kandahar, à une seule brigade étasunienne – devait être exécutée avec soin et de façon délibérée. De même, la 4e Brigade de la 82e Division aéroportée allait arriver pour commander la ville de Kandahar : il y avait donc deux transitions complexes à opérer de façon presque simultanée. Il fallait regrouper les unités canadiennes de ces autres districts dans le Panjwayi et le Dand. Le Bgén Vance s'inquiétait particulièrement de la décision de céder le commandement et le contrôle de la ville de Kandahar; selon lui, les civils de l'ERP « se sentaient abandonnés » dans le processus[163].

Le Bgén Vance souhaitait même transférer le district de Dand aux forces afghanes et déplacer le 1-71 Cavalerie vers l'ouest dans le district de Panjwayi. Il voulait aussi extraire complètement l'Armée canadienne de l'ERP et « réinvestir » les ressources ainsi récupérées dans le combat au Panjwayi et au Dand. Cependant, tout devait se faire délibérément, et il fallait que ce soit un transfert solide, et non une répétition de la situation de 2005, quand l'ERP étasunienne avait exécuté un transfert inadéquat avec l'ERP canadienne qui arrivait. En définitive, le Bgén Vance voulait présenter au Bgén Dean Milner et à son quartier général qui arriveraient en septembre pour le remplacer un concept opérationnel fonctionnel pour le reste du mandat du Canada à Kandahar[164].

Les opérations dans le district de Panjwayi en juin 2010

Pendant la première moitié de juin, le GT et le 2e Kandak ont affronté les insurgés dans trois secteurs : Sperwan Ghar et ses environs; Nakhonay et, maintenant, Chalghwor. La Compagnie Charles du Maj Eleanor Taylor continuait de mener des opérations de perturbation dans les localités du secteur de Sperwan Ghar, bien qu'il ne fût pas possible de faire grand-chose là en matière de développement. Les contacts avec l'ennemi étaient fréquents, d'habitude des escarmouches du type « faire feu et fuir », mais l'ennemi faisait aussi beaucoup d'intimidation. Quand une patrouille est entrée en contact avec l'ennemi, l'engagement s'est envenimé : il a fallu recourir à des tirs de mortiers de 81 mm; une équipe ennemie de quatre hommes a été appréhendée après un échange de feux[165] (voir la figure 7-6).

La couverture végétale, qui avait été réduite plus tôt au cours de l'année, avait repoussé de plus belle et empêchait de bien observer l'itinéraire BROWN sur un certain tronçon. Cependant, il y avait maintenant un aérostat fonctionnel, ce qui améliorait considérablement les capacités de surveillance. Les patrouilles continuaient de se réunir avec les anciens de l'endroit qui leur transmettaient de mauvaises nouvelles : le bazar était presque fermé à cause de la présence des talibans, et les insurgés avaient averti les anciens de ne traiter aucunement avec le gouvernement du district. Il n'y avait tout simplement pas assez de personnel pour conserver le contrôle des deux localités près de l'itinéraire BROWN. Personne ne venait plus à la choura de Sperwan[166].

Il y avait sporadiquement de l'activité dans la région au sud de Bazaar-e Panjwayi. À Sperwan Ghar, l'aérostat a repéré une équipe ennemie de six poseurs d'EEI au sud de l'itinéraire HYENA, le 11 juin. Un UAV Predator se trouvait dans le secteur. Il s'est dirigé vers l'équipe et a lancé sur elle un missile Hellfire. Deux des hommes ont été tués, et les blessés ont battu en retraite vers deux enceintes au sud et à l'est du lieu de l'attaque. La Compagnie Charles a envoyé un peloton exécuter un raid dans les enceintes. Dans l'une d'elles, les Canadiens ont découvert deux grosses maquettes cartographiques faites de roches et illustrant les positions canadiennes et afghanes. Un nombre d'EEI a aussi pu être exploité[167].

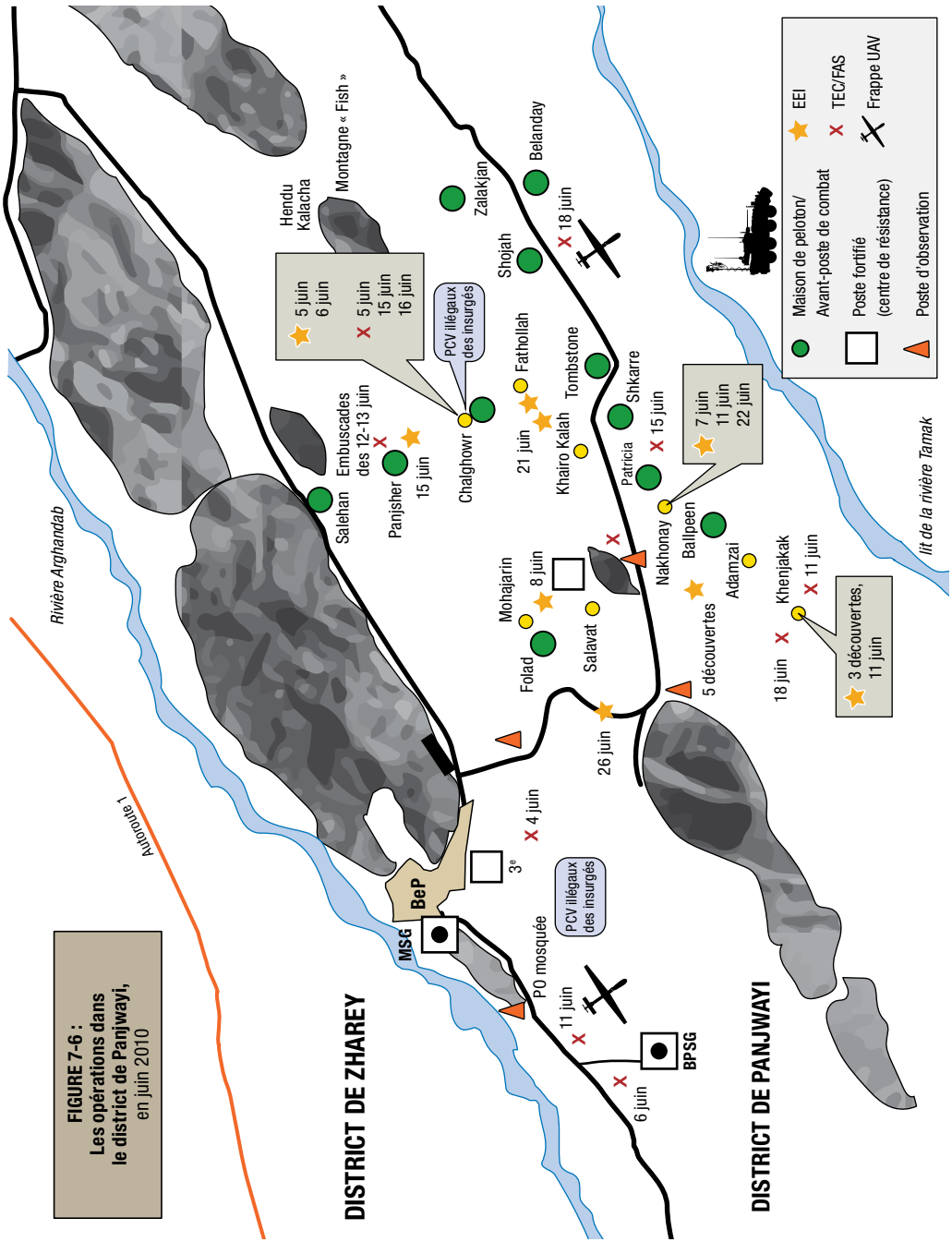


Figure 7-6 : Les opérations dans le district de Panjwayi en juin 2010

À peu près à ce moment-là, la Compagnie Charles apprenait que les insurgés avaient établi des postes de contrôle des véhicules au sud et à l'ouest d'Haji Habibollah. Une fois encore, l'aérostat s'est avéré très utile : les observateurs ont repéré quatre insurgés à motocyclette qui arrêtaient et fouillaient les véhicules. La police refusait d'intervenir, prétextant que la route était probablement truffée d'EEI, c'est pourquoi un peloton canadien a fait mouvement pour frapper le groupe ennemi. Un MQ-1 Predator est entré en jeu, et deux F-16 ont été rendus disponibles. Tandis que le peloton canadien s'avançait, une équipe ennemie armée de GPF occupait ses positions : un F-16 a tenté de l'attaquer, mais le pilote a raté sa cible. L'ennemi s'est enfui[168].

La présence de postes de contrôle illégaux de véhicules était préoccupante. C'était là une autre tactique que l'insurrection employait pour assujettir la population et contester la légitimité du gouvernement. Une fois que les guetteurs ont su quoi rechercher, d'autres postes de contrôle des véhicules ont été identifiés. Il n'y avait néanmoins pas de solution immédiate.

En juin, Nakhonay demeurait un lieu d'affrontements. Le principal signe indiquant que la situation s'était détériorée a été le retour d'Haji Malim et son ingérence fructueuse dans la choura locale. En cela, il avait l'appui d'un commandant taliban secrètement infiltré dans la choura et intimidant le reste des chefs. On savait que ce commandant avait des relations avec les chefs insurgés supérieurs et que sa présence avait pour effet de supprimer tout enthousiasme pour les projets ou les programmes. Enhardi par ce soutien, Malim est devenu encore plus intransigeant. Tous les projets de développement communautaire ont alors cessé, faute de participation de la part des Afghans. En effet, il s'est avéré que les talibans payaient les Nakhoniens pour qu'ils NE travaillent PAS. Cela constituait une source de pouvoir pour Malim, qui était le médiateur[169].

Cette situation a mené directement à une vague d'attaques contre les forces coalisées. Malheureusement, le Sgt Martin Goudreault, un sapeur de combat du 23e Escadron de campagne, a été tué par un EEI le 6 juin. Le 11 juin, quatre attentats à l'EEI ont eu lieu sur les routes entre Nakhonay et Kenjakak et personne n'a été tué ou blessé. La Compagnie B a fait une sortie en force et, donnant suite à des informations fournies par des habitants de l'endroit, elle a découvert une cache d'EEI juste à l'ouest de Nakhonay. Deux attaques ont visé les patrouilles canadiennes les 15 et 18 juin. La pièce de résistance a été un assaut coordonné contre l'Avant-poste de combat Ballpeen; les attaquants ont alors fait feu depuis quatre positions différentes, accompagnés de canons sans recul de 82 mm[170].

Photo : Auteur

L'itinéraire LAKE EFFECT, principale voie de service reliant Bazaar-e Panjwayi au Dand puis à la ville de Kandahar, passait près de la localité problématique de Nakhonay. La route a finalement été asphaltée, ce qui entravait le travail des poseurs d'EEI. La photo montre une patrouille canadienne se déplaçant vers l'est sur l'itinéraire LAKE EFFECT. On aperçoit Khabari Ghar au loin et le poste d'observation CLIFF, à gauche.

Le nouveau « front » ennemi dans le Panjwayi était Chalghowr. D'après les rapports ISTAR, il y avait là quatre commandants talibans subalternes et environ 25 insurgés équipés de nouvelles armes d'origine russe. On ne savait pas au juste quelles étaient leurs intentions[171]. Étaient-ils là pour aider les insurgés qui empruntaient leur itinéraire particulier menant à la ville, ou pour réduire la pression qui s'exerçait sur Nakhonay? Cette localité avait été calme pendant des mois, mais le 5 juin, une patrouille canado-afghane dirigée par la Compagnie O y a essuyé des tirs d'armes légères, et un de ses membres a été touché dans le secteur. Le jour suivant, pendant qu'elle donnait suite à un renseignement d'origine locale au sujet d'EEI, une patrouille canadienne débarquée a fait sauter un engin qui a blessé cinq soldats. Pendant que la patrouille exploitait les lieux, un autre engin a explosé et blessé un sixième soldat. Les techniciens en NEM ont établi que l'EEI était constitué de cinq obus de mortier attachés à une mine antipersonnel PMN employant un cordeau détonant iranien. Le lendemain, une autre patrouille a heurté un EEI. Les rapports ISTAR

ont révélé que les insurgés essayaient de causer des pertes de manière à pouvoir cibler et abattre un hélicoptère d'EVASAN. Le Lcol Mialkowski a fermé tous les itinéraires de patrouille autour de la localité[172].

Une analyse du mode de vie a permis de déterminer qu'il n'y avait pratiquement aucun mouvement dans les rues et que des civils avaient même été vus en train de quitter le secteur. Le GT et ses partenaires afghans ont fait d'autres observations et, pendant qu'ils retournaient à l'Avant-poste de combat Panjsher, ils ont découvert des EEI à deux reprises le long des voies d'exfiltration employées par les patrouilles. Le 12 juin, une patrouille s'est fait prendre dans une embuscade complexe. Les membres de la patrouille ont riposté et livré bataille, mais l'ennemi n'a pas décroché et a semblé travailler avec une autre sous-unité insurgée pendant tout le combat[173].

Les Canadiens se sont servis de leurs ressources aériennes pour circonscrire le problème. Un UAV Heron a repéré des postes de contrôle illégaux établis par les insurgés à Chalghowr, et les analystes ont estimé que c'était un signe que l'ennemi resserrait son emprise sur la localité. Un CH-146 Griffon muni d'une nacelle MX-15 a aussi repéré un emplacement éventuel d'EEI. Une autre patrouille a ausculté le périmètre, mais elle a été ciblée par une autre embuscade complexe. La liaison avec le Heron a permis d'éloigner la patrouille des emplacements possibles d'EEI et des positions des ennemis embusqués. Enhardis, les insurgés ont posé des EEI le long d'itinéraires plus proches de l'Avant-poste de combat Panjsher : une équipe de dégagement d'itinéraire a été touchée pendant qu'elle faisait son travail, et un véhicule Husky et sa remorque ont été mis hors de combat[174].

Tandis que d'autres ressources ISTAR se concentraient sur Chalghowr, la nature du dispositif ennemi est devenue plus précise. Les poseurs d'EEI créaient une ceinture d'engins, puis ils les désactivaient à des moments particuliers pour permettre aux habitants de l'endroit de travailler dans les champs. Il y avait un noyau de dix insurgés pakistanais associés à quinze combattants locaux. Ils comprenaient les règles d'engagement des Canadiens et de la FIAS, de sorte qu'ils se déplaçaient en dissimulant leurs armes. Dans certains cas, ils ne portaient aucune arme. Les motocyclettes étaient le moyen qu'ils privilégiaient pour contrer l'action des patrouilles canadiennes et afghanes : les insurgés disposaient aussi d'un réseau de guetteurs appuyés par des moyens de communication. Ils avaient aussi planifié d'assassiner ou d'enlever autant de représentants du gouvernement qu'ils le pouvaient dans la région environnante[175].

Cependant, l'insurrection à Chalghowr éprouvait des problèmes internes. Le 14 juin, cinq insurgés sans expérience ont fait exploser leur propre EEI : quatre d'entre eux ont été tués, et le cinquième a été gravement blessé. L'explosion a aussi tué cinq enfants qui étaient présents sur les lieux. Comme pour démontrer qu'ils pouvaient encore combattre, les insurgés ont provoqué un contact avec une patrouille canadienne. Un Canadien a été blessé au cours de la volée de GPF et de tirs d'armes légères. Le Sdt John Nelson s'est

précipité sous le feu ennemi pour récupérer le soldat blessé et lui prodiguer les premiers soins. Un CH-146 Griffon s'est amené sur les lieux, et les insurgés ont fui pour s'en éloigner. À ce moment-là, le centre des opérations de la FO Kandahar a repéré un mouvement ennemi près de l'Avant-poste de combat Shojah grâce à une liaison avec un UAV MQ-1 Predator. Un obus éclairant a été tiré pour débusquer cette équipe cachée dans les arbres, mais elle s'est contentée de récupérer la douille de l'obus afin de l'utiliser plus tard pour fabriquer un EEI. Le véhicule MQ-1 a lancé un missile Hellfire, mais a raté sa cible. Pendant le taquage des ennemis en fuite, un autre Hellfire a été lancé et les a finalement neutralisés : quatre insurgés ont été tués et deux autres ont été blessés. Les actions du Sdt John Nelson lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire[176].

Tandis que les équipes de dégagement de la COIC et de la FO Thor continuaient à se heurter à une série d'EEI sur les principaux itinéraires du Panywayi oriental, la procédure de combat en vue de l'Op AZADI progressait. L'objectif était de dégager Chalghowr, mais l'établissement d'une présence permanente posait problème. En effet, la compagnie de l'Armée afghane déployée à Mohajerin et Salavat ne voulait pas prendre part à l'opération parce qu'il n'y avait pas de puits dans son avant-poste de combat. Pendant que ce problème était tiré au clair, la situation s'est envenimée de nouveau à Nakhonay. Le 21 juin, le Sgt James MacNeil, sapeur de combat, a fait sauter un engin secondaire pendant l'exploitation d'un autre EEI, et il a été tué sur le coup. Cela a temporairement retardé l'Op AZADI, mais le 23 juin, le GT, l'Armée afghane et la police ont bouclé le secteur et amorcé le travail de dégagement. De nombreux EEI ont été trouvés sur place et détruits, et une cache d'EEI a été découverte. On a relevé des résidus d'explosif sur dix individus, qui ont été détenus. Pendant l'opération, un MQ-9 Reaper qui rôdait par-là a repéré une équipe de poseurs d'EEI, puis il l'a attaquée et supprimée. Le deuxième jour de l'Op AZADI, de plus en plus de matériel de fabrication d'EEI a été découvert et, le 25 juin, le GT s'est retiré. L'ennemi a aussitôt réintégré l'endroit et a commencé à s'imposer dans Chalghowr le lendemain. Les insurgés ont ordonné à la population locale de brûler toute la nourriture et tout le matériel qui lui avaient été donnés par la FIAS et les forces afghanes[177].

Les EEI ont continué de faire des victimes dans tout le district tandis que les équipes de dégagement en heurtaient constamment le long des itinéraires principaux. Quatre soldats afghans ont été tués au cours d'une attaque. Une mine PMN a été placée de manière à tuer un ancien dans le village normalement tranquille de Salavat. Tandis que le convoi de la force de réaction se rendait à l'endroit pour le dégager, il a été attaqué avec un EEI près du PO Onya. L'explosion a complètement détruit un véhicule Bison portant clairement la désignation des ambulances : l'explosion a tué le Sdt Andrew Miller et le Cplc Kristal Giesebrecht, tous deux membres du personnel médical et appartenant respectivement à la 2e Ambulance de campagne et au 1er Hôpital de campagne du Canada[178].

Photo : Auteur

Photo : Auteur

Les insurgés se servaient parfois de campements de nomades pour dissimuler leurs activités. Après une attaque à l'EEI particulièrement haineuse perpétrée contre une ambulance canadienne et ayant tué deux ambulanciers paramédicaux, la police afghane, accompagnée de l'infanterie canadienne qui a établi le cordon extérieur, s'est déployée dans l'espoir de trouver les coupables dans un de ces campements.

Ni la FO Kandahar ni le gouvernement du Canada n'ont exploité cet épisode judicieusement dans le contexte de leurs opérations d'information. Ni le Canada ni la Croix-Rouge n'ont adressé une protestation publique aux talibans et à leurs partisans par suite du meurtre des soldats Miller et Giesebrecht. Par ailleurs, les médias canadiens et d'autres médias n'ont soulevé aucun tollé au sujet de ces deux décès; chose certaine, ils n'ont rien fait de comparable aux critiques publiques excessives formulées par des groupes canadiens et autres contre le Canada au sujet de ses politiques à l'égard des détenus. Human Rights Watch, par exemple, n'a produit aucune étude détaillée afin de dénoncer les talibans pour le meurtre de deux membres du personnel médical de la FIAS; pourtant, cette organisation et d'autres entités du même genre ont constamment critiqué les prétendues erreurs de la FIAS et des Afghans au cours du conflit. Parallèlement, le personnel des Services d'appui à la santé au KAF se tourmentait à propos des répercussions juridiques de la confiscation, par les patrouilles canadiennes, de fournitures médicales cachées par les talibans[179].

Virement de bord : l'Op GADA HATSA et la saison des combats

À peine 36 heures après son arrivée à Kandahar, le Bgén Vance a rencontré le Lcol Conrad Mialkowski :

> Il nous a tous réunis et a déclaré : « Cessez tous immédiatement de faire ce que vous faites. Vous agissez comme si nous étions en novembre ou en janvier. Vous êtes en pleine saison des combats. Nous changeons les règles dès maintenant. Vous ne menez aucune opération de contre-insurrection (COIN). Vous n'avez pas ce qu'il faut pour le faire à l'heure actuelle. Mettez fin à tout travail de développement. » Il a ajouté : « Nous devons amorcer des opérations très, très délibérées qui vont perturber les activités [ennemies][180] ». [Traduction]

Une semaine plus tard, le Bgén Vance a envoyé le rapport suivant à Ottawa : « Maintenant que la saison des combats est bien entamée, elle qui se caractérise par l'arrivée de combattants étrangers qui renforcent les rangs des insurgés locaux, la FO Kandahar a atteint sa capacité maximale de créer des effets de COIN dans la majeure partie de sa zone d'opérations[181] ». [Traduction] En outre, la situation « nécessite l'élaboration d'un nouveau modèle opérationnel pour la FO Kandahar[182] ». [Traduction] Ce fut là le fondement de l'Op GADA HATSA, c'est-à-dire le plan de campagne d'été de la FO Kandahar. Le Bgén Vance était résolu à améliorer la protection de la force et, aspect plus important, à reprendre l'initiative[183].

L'Op GADA HATSA représentait le concept primordial pour les mois de juillet et d'août. La série d'opérations perturbatrices du GT a été appelée AZADI 1 à 3, et ces dernières mettaient l'accent sur le secteur de Sperwan-Bazaar-e Panjwayi. La partie II comprenait la prestation de tout soutien dont les Afghans et la FO 1-71 auraient besoin

pour opérer dans Malajat et les régions environnantes; la lutte contre les postes de contrôle illégaux établis par les insurgés, et toute aide nécessaire pour appuyer les postes fortifiés de la police, dans le cadre d'HAMKARI, dans le sud-ouest de la ville de Kandahar. La partie III était mal définie. Si des opérations dans le district nº 6 ou à Malajat avaient besoin d'être soutenues, ou si un balayage dans le secteur de Zhalakan s'imposait, la FO Kandahar était prête à intervenir. Ces mouvements étaient provisoires et sujets à changement d'une minute à l'autre. Par exemple, le 3e volet de l'Op AZADI a plus tard été modifié, et celle-ci a plutôt ciblé Kenjakak. Un plan de contingence dérivé appelé NOLAI comportait des opérations spéciales multinationales alliant le GT et le 2e Kandak, dans le contexte d'un balayage exécuté par la FO 58 dans Nakhonay, et l'exécution possible d'une action « Tenir ». La FO 1-71 Cavalerie avait des idées sur les opérations le long de la rivière Dowry. La planification reposait sur des interventions imprévisibles et perturbatrices dans le Panjwayi, qui permettraient malgré tout d'accomplir toutes les tâches exigées par HAMKARI[184].

La campagne d'été reposait fondamentalement sur l'acceptation par toutes les parties que les efforts de développement seraient suspendus temporairement. D'un autre côté, les travaux de construction des routes devaient continuer, notamment parce que la protection des forces contre les EEI en dépendait. La FO Kandahar concentrait les travaux sur les routes de jonction menant aux localités du Panjwayi oriental et en revenant, plutôt que sur les gros projets qui étaient censément gérés par l'entreprise Saita. La rupture avec l'ERP signifiait que ces travaux pouvaient commencer immédiatement grâce au Fonds de contingence du commandant, au lieu que l'on attende des résultats de la part des instances provinciales embourbées dans un processus aussi lent que le déplacement d'un glacier. Les secteurs d'importance sont devenus les suivants : itinéraire BROWN (près de Sperwan Ghar) et zone de Walakan à Chineh; Haji Baba (c'est-à-dire itinéraire LAKE EFFECT). Les meilleures entités pour exécuter ces tâches étaient l'Esc GC et l'Équipe spécialisée du Génie (pour qu'ils exploitent leurs relations avec les entrepreneurs locaux)[185].

Un autre volet essentiel du plan concernait, d'une part, la récupération de l'accès aux hélicoptères de transport canadiens faisant partie des bassins d'aéronefs de la coalition et, d'autre part, la réorientation de cet accès aux objectifs canadiens. Plusieurs itinéraires aériens internes ont été réorganisés, de manière à réduire le recours au transport terrestre, surtout pendant l'été, époque où l'insurrection recourait davantage aux EEI[186].

Les répercussions psychologiques de la présence du Bgén Vance à la tête de la FO Kandahar à ce moment-là ont été considérables. Son expérience était reconnue par les alliés, en particulier par les Afghans et les Américains, et cela a contribué à remédier à la faiblesse persistante du moral au sein de la FIAS pendant l'été de 2010. L'Op GADA HATSA a été l'expression de la confiance retrouvée.

Les opérations dans le district de Dand, en juin 2010

Le Dand a continué d'être une réussite au chapitre du développement et de la sécurité jusqu'à une date avancée de l'été. Des rapports provenant des diverses entités canadiennes travaillant dans le Dand ont confirmé que Nazek, gouverneur du district, était en train d'intégrer toutes les composantes de la gouvernance et du développement. Les conseils communautaires de développement avaient été formés et menaient leurs activités. Ils entretenaient des rapports avec l'Assemblée de développement des districts. Le CCO-D (Dand) était « optimiste » pour ce qui était du développement. Cependant, l'ELMOP a fait savoir que la police du district était gravement sous-équipée. Elle avait cinq véhicules qui fonctionnaient et elle devait quêter des transports auprès des patrouilles étasuniennes de la FO 1-71 Cavalerie pour pouvoir se déplacer. Cependant, elle a fait preuve d'efficacité quand elle a pisté et arrêté un véhicule transportant un EEI destiné à un attentat-suicide, avant que l'engin ne soit employé[187].

En matière de sécurité, le principal problème dans le Dand, comme les troupes de reco du Lcol Paganini l'ont précisé, concernait Gorgan. Les ressources ISTAR y avaient signalé la présence possible de poseurs d'EEI, et les troupes de reco avaient entendu dire qu'il y avait un gouverneur fantôme taliban dans le district. Selon la rumeur, les insurgés avaient établi à Gorgan un poste de contrôle illégal des véhicules[188].

La FO 1-71 Cavalerie a fait savoir que le 24 juin, un EEI avait explosé à Gorgan, mais que c'étaient les insurgés eux-mêmes qui l'avaient fait détonner par erreur, et ce faisant, ils avaient tous été tués. La FO 1-71 Cavalerie avait aussi appris que le malik de Gorgan communiquait avec le gouverneur fantôme taliban et que la situation semblait s'apparenter au problème que Malim avait suscité à Nakhonay. Le malik a déclaré aux anciens de Gorgan que l'explosion de l'EEI avait en fait été causée par un hélicoptère de la FIAS et que les hommes étaient innocents. La FO 1-71 Cavalerie a aussi relevé des signes indiquant que l'ennemi sondait la périphérie du Dand en essayant d'y trouver un logement. Les insurgés s'intéressaient à Gorgan, mais ils tentaient aussi de s'implanter dans Chineh et de mener des opérations de propagande. Des ressources ont été affectées à l'endiguement de cet élément nouveau. Selon la FO 1-71 Cavalerie, la cellule ennemie était inexpérimentée et en était encore à ses tout débuts[189].

Autre turbulence au sein du commandement : le Gén McChrystal démissionne, juin 2010

Le principal promoteur d'une stratégie de contre-insurrection en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, a été démis de ses fonctions par le président Obama, le 22 juin 2010, après que des observations immodérées eurent été faites à un journaliste par son état-major concernant des alliés et des personnalités politiques supérieures des États-Unis. Le congédiement du Gén McChrystal a eu plusieurs effets. Tout d'abord,

il a renforcé le courant de pensée « En Afghanistan, les résultats sont suffisants » dans les milieux stratégiques étasuniens, dont les promoteurs voulaient réduire l'accent mis sur les opérations anti-insurrectionnelles. En second lieu, le départ du Gén McChrystal a torpillé l'étape III de l'Op MOSHTARAK en tant que mécanisme destiné à maintenir l'élan opérationnel engendré par les deux premières étapes de cette opération. À la fin de juin 2010, un journaliste a écrit que, « très discrètement, la très médiatisée offensive de Kandahar sera mise sous le boisseau pour ne plus attirer l'attention du public »[190].

En l'espace de six mois, l'orientation militaire des opérations dans la province de Kandahar a souffert des effets cumulatifs sans précédent du renvoi d'un commandant de bataillon, d'un commandant de groupe-brigade, d'un brigadier-général du Commandement régional (Sud) et, finalement, du commandant de la FIAS. Pendant ce temps, l'efficacité de deux autres commandants de brigade était sérieusement remise en question.

Ironiquement, le pilier de continuité pendant ce temps est devenu le Mgén Nick Carter et son état-major au Commandement régional (Sud). Comme ce dernier avait déjà joué sa dernière carte dans l'Helmand, il pouvait désormais de concentrer sur Kandahar. Avec le retour du Bgén Jon Vance en juin, le Mgén Carter pouvait compter sur un chef expérimenté en Afghanistan et reconstruire les relations entre les deux commandements, en dépit d'un avenir incertain.

Le Gén McChrystal a été remplacé par le Gén David Petraeus, à qui l'on avait publiquement attribué le revirement favorable de la situation en Iraq. Le Gén Petraeus est arrivé en juillet et il a immédiatement concentré son attention sur ce qui se passait à Kandahar. Le président Obama lui a ordonné – et je reprends ici les mots de son biographe – de « créer les conditions pour susciter un état final tolérable : un Afghanistan qui pourrait assurer sa sécurité et se gouverner suffisamment bien afin d'éviter de devenir de nouveau un refuge pour Al-Qaïda[191] ». [Traduction] Le président lui a donné un an pour atteindre cet objectif.

Le Gén Petraeus s'est d'abord rendu à Kandahar :

> En allant sur le champ de bataille pour rendre visite aux Canadiens dans le bastion taliban de Kandahar, le Gén Petraeus visait à diffuser le message suivant : l'alliance tiendra bon … Le Gén Petraeus n'avait pas ménagé les efforts pendant qu'il était au Commandement central pour entretenir le dialogue avec les Canadiens qui avaient annoncé plus tôt cette année-là que leur mission en Afghanistan prendrait fin à l'été de 2011 […] La coalition revêtait une énorme importance aux yeux du Gén Petraeus qui voulait l'appui de tous les pays contribuant à la mission de la coalition aussi longtemps qu'il arriverait à le conserver[192]. [Traduction]

L'effort continu fait pour réparer les relations canado-américaines bénéficiait maintenant de l'appui du commandant de la FIAS lui-même et, avec le Bgén Vance de l'autre côté du gouffre, ce dernier a semblé d'autant plus étroit qu'il ne l'avait été plus tôt en 2010.

La campagne d'assassinats à Kandahar, en juin et juillet 2010

L'ennemi a de nouveau modifié le cours de ses opérations à Kandahar en juin, tandis que les opérations des forces coalisées et afghanes supprimaient des cellules de poseurs d'EEI de plus en plus nombreuses. Une série d'opérations menées en dehors de la ville a permis d'éliminer un nombre grandissant de chefs ennemis, tandis que l'Op ATAL maintenait la pression dans la ville, ce qui limitait la liberté de mouvement de l'ennemi. La situation avait changé du tout au tout en ce sens que les chefs ennemis supérieurs voulaient maintenant que les commandants à Kandahar déménagent leurs ressources et les renouvellent ailleurs pour en empêcher la neutralisation par les forces de sécurité[193].

Cependant, le nombre d'Afghans tués a continué de grimper, car de plus en plus d'insurgés échangeaient leur fusil AK-47 pour des pistolets et des motocyclettes. Un réseau rural d'insurgés dans les districts s'est vu confier un rôle tout à fait nouveau et a été renvoyé dans la mêlée[194]. Deux autres cellules autonomes ont été activées et ont commencé leurs opérations. Leurs cibles étaient variées : un représentant d'une société de téléphonie; un commandant de police dans le district nº 9; un agent de la Direction nationale de la sécurité (DNS) à la retraite; un conducteur de la police; un employé travaillant dans le bureau du procureur; un technicien en armement de la police afghane[195]

L'ennemi a ajouté un autre élément à ses tactiques, techniques et procédures (TTP) à la fin de juin, quand deux présumés informateurs ont été trouvés pendus dans le district nº 8. C'était là quelque chose de nouveau dans la ville; ces exécutions montraient qu'un tribunal taliban traduisait maintenant des gens en justice, les condamnait et les exécutait directement dans la ville. C'était une contestation directe de la légitimité de l'État[196]. La situation était tout simplement trop terrifiante pour le chef du renseignement de la police afghane, de sorte qu'il a plié bagage et quitté Kandahar.

Le nombre des décès attribuables à la campagne d'assassinats a continué d'augmenter. Abdul Jabbar, le chef de district de plus en plus efficace dans l'Arghandab, a été tué avec son fils et son garde du corps lors d'un attentat-suicide soigneusement planifié et commis à l'aide d'un EEI placé dans un véhicule, le 4 juillet. Il y a eu trois autres morts le lendemain, tous dans le district nº 2. C'étaient trois personnes qui travaillaient avec les forces de sécurité, et elles ont toutes été tuées par des équipes de deux hommes munis de pistolets et circulant à motocyclette. La police a capturé une de ces équipes. Un autre agent de police a été abattu

au moment où il quittait une mosquée, et une tentative de meurtre a été commise contre un membre du conseil provincial. Dans un cas bizarre, un âne transportant un EEI a été employé contre la police de la ville, mais c'est un enfant qui a été tué[197].

Autre fait nouveau étrange, les talibans ont créé une ligne de dénonciation que les habitants pouvaient utiliser pour les informer sur les employés du gouvernement. Les insurgés ont aussi ajouté une ligne de dépannage pour que la population puisse se plaindre au sujet du manque de projets de développement dans les divers quartiers. Grâce à son analyse, la police a conclu que les mollahs dans certaines mosquées désignaient des employés de l'État pour que les équipes de tueurs talibans puissent ensuite les attaquer; cela a confirmé encore une fois que l'implication des autorités religieuses constituait un élément clé dont la coalition devait tenir compte dans son combat[198].

La campagne d'assassinats a incité le président Hamid Karzai à se rendre à Kandahar et à tenir une choura avec les chefs et les anciens des districts :

> De nombreux chefs de district de la ville de Kandahar ne croient pas qu'HAMKARI aura un effet considérable, même s'ils appuient cette opération. Ils s'inquiètent du fait que les ressources affectées à l'opération ne sont pas suffisantes et qu'ils n'auront pas le pouvoir de tenir les insurgés en échec, une fois que ceux-ci seront revenus dans leur village si le soutien des FNSA et des FC n'est pas assez fort. L'idée de négocier avec les talibans modérés leur plaît, mais ils aimeraient pouvoir négocier au niveau local. Vu que de nombreux combattants insurgés se situent au bas de l'échelle et qu'ils appartiennent aux mêmes tribus qu'eux, ils sont plus susceptibles de faire confiance aux aînés des villages[199]. [Traduction]

Entre-temps, les FOS avaient très bien entamé leurs opérations. Un raid important a ciblé un spécialiste taliban des EEI. Huit insurgés ont été tués, et l'installation a été exploitée. D'autres renseignements reçus ont mené à la découverte d'une cache contenant dix EEI filocommandés, tous prêts à servir. Selon des informations supplémentaires, une opération majeure était prévue, sans doute contre la prison de Sarposa ou la FOB Ghecko[200].

Les autorités afghanes ont décidé d'intervenir vigoureusement dans Malajat et le district nº 7, adjacent à la prison de Sarposa et lieu où avaient eu lieu de multiples assassinats. Cinq cents membres de l'armée et de la police ont fait irruption dans le district à problèmes, les 8 et 9 juillet, mais l'Op KHAYBER n'a rien donné : aucun détenu, aucune cache découverte ni information recueillie. Elle avait sans doute été compromise avant même de commencer[201].

Il est possible, cependant, que l'Op KHAYBER ait perturbé le plan d'attaque qui visait la prison de Sarposa. L'ennemi a tourné ses collimateurs vers le nouveau quartier général de la Police nationale afghane pour l'ordre civil dans la partie ouest de la ville. À 21 h 20,

le 13 juillet, recourant à un attentat-suicide à l'aide d'un EEI placé dans un véhicule, l'ennemi a créé une brèche dans le mur de la base, et deux insurgés à pied portant une bombe munie d'explosifs se sont infiltrés par là avec des GPF qu'ils ont dirigées vers les forces de sécurité avant de se faire exploser. Des unités afghanes et étasuniennes qui sont intervenues alors ont été touchées par des EEI à leur entrée dans le secteur. Le bilan initial a été lourd : trois soldats américains ont été tués, et quinze autres ont été blessés, il y a eu un mort et huit blessés chez la PNAOC, et cinq morts dans la population locale. La FO Kandahar a considéré comme important le fait que l'ennemi avait été repoussé au mur de la base et qu'il n'avait pas pu pénétrer plus loin dans celle-ci pour tuer d'autres membres de la PNAOC qui devait jour un rôle essentiel dans les opérations futures envisagées dans le Panjwayi[202].

La FO Kandahar a cédé la responsabilité de l'Équipe multinationale de la ville de Kandahar aux unités étasuniennes qui sont arrivées le 15 juillet et elle a alors cessé de mener des opérations dans la ville. Un dernier assassinat a beaucoup touché les Canadiens. Fida Mohammad travaillait au Camp Nathan Smith en tant que jardinier depuis au moins la date où les Canadiens, dirigés par le Col Steve Bowes, avaient pris le commandement de l'ERP en 2005, et peut-être même avant. Fida, surnommé Popeye, entretenait le terrain pendant que son fils s'adonnait à des jeux vidéo avec les troupes canadiennes. Popeye, qui souriait toujours sans mot dire, avait l'habitude d'envoyer la main tandis qu'il conduisait son véhicule Gator et arrosait les arbres. Le soir du 17 juillet, alors qu'il quittait le Camp par la barrière, il a envoyé la main au Maj Steve Knowell et à l'historien de l'Armée de terre, Sean Maloney, Ph. D., qui se tenaient tout près de la salle Berry. Quelques minutes après son départ, une motocyclette s'est avancée, Popeye a été poussé contre un mur par deux hommes. Un pistolet a été placé sous son menton, et le meurtrier a tiré à maintes reprises. On croit que les talibans ont assassiné Fida Mohammad, un doux et inoffensif père de famille et jardinier, pour terroriser le personnel de l'ERP (mais une querelle de famille y est peut-être aussi pour quelque chose). Au moment de ses funérailles, deux jours plus tard, il a été déclaré *shahid*.

L'assassinat a bouleversé le personnel civil de l'ERP qui a été quasi paralysé pendant plusieurs jours, tandis que le major Gordon Ohlke du CRTS (Avancé) et Bill Harris, représentant du département d'État, stabilisaient et soutenaient émotionnellement la direction de l'ERP canadienne. Les hommes du colonel Tor Jan ont fait savoir que les meurtriers de Fida Mohommad avaient été identifiés, mais qu'ils seraient traités conformément à une méthodologie afghane plus étroitement associée à l'époque des talibans. La mort de Fida Mohammad a illustré la brutalité habituelle de la campagne des talibans dans le sud de l'Afghanistan.

Photo : Gracieuseté du Maj Tammy Tremblay

Le jardinier du Camp Nathan Smith, Fida Mohammad, surnommé Popeye par les Canadiens. Les talibans l'ont assassiné pour terroriser le personnel civil, et les autorités religieuses l'ont élevé au rang de shahid, ce qui veut dire « martyr ».

Les opérations dans le district de Dand, en juillet et août 2010

La situation du développement dans le Dand a continué de s'améliorer pendant l'été de 2010, même si la sécurité s'y détériorait. De nombreux travaux routiers avaient lieu, et des murs de soutènement étaient construits alors que l'Équipe de soutien du district se concentrait sur le secteur agricole dans tout le district. On a commencé à évaluer la qualité de l'eau et on a ainsi découvert un taux insalubre d'E. coli et d'arsenic dans les puits, ce qui a incité la population à demander de meilleures capacités de traitement de l'eau. Le 5 juillet, le Dand a été officiellement reconnu comme étant un district par le gouvernement national : c'était là une importante victoire[203].

Cependant, les forces de sécurité ont essuyé chaque jour une série d'attaques à l'EEI pendant la première semaine de juillet. Onze soldats étasuniens et agents de police afghans ont été blessés, et le Sgt é-m Francis Cabacoy et le Sdt 1re Edwin Wood ont été tués quand leur VTT-M a été détruit au cours d'une patrouille. Seule consolation : un malik peu important dans un village voisin de Gorgan, qui avait pris part à une des attaques, a été arrêté.

La FO 1-71, la police afghane et l'ELMOP ont organisé un raid dans la région du « mont du Poisson » (Fish Mountain). L'Op CHANGAK a mis l'accent sur les localités de Walakan, où le VTT-M avait été détruit, et d'Hendu Kalachech : les deux endroits abritaient des fabriques d'EEI. En général, cet axe ne faisait pas souvent l'objet de patrouilles. Il se situait au sud de l'itinéraire HYENA-EST, au nord-est de Chalghowr et à l'ouest de Malajat (un repaire d'insurgés) juste au-delà des montagnes, mais au nord de la majorité des endroits où la coalition menait ses activités dans le Dand. Les forces coalisées ont fait irruption dans ce secteur les 10 et 11 juillet et elles y ont repéré quatre-vingt-sept personnes d'intérêt dont le traitement a été confié à la police afghane et à ses mentors canadiens. Pendant l'opération, toutefois, deux autres attaques à l'EEI ont eu lieu : trois soldats ont été blessés, et le Sgt é-m Jessé Ainsworth et le Sgt Donald Edgerton, membres du 1-71 Cavalerie, ont été tués.

Les EEI continuaient à poser problème, et c'est pourquoi des tours RAID (Déploiement initial rapide d'aérostats) ont été installées aux bases d'opérations avancées étasuniennes. Toujours vigilantes, elles ont permis de repérer deux équipes de poseurs d'EEI : un avion A-10 et des UAV MQ-9 Reaper ont été envoyés dans le Dand, et les deux équipes ont été supprimées avec des bombes ou des missiles Hellfire. La police afghane a donné suite aux renseignements recueillis aux deux endroits et elle a ensuite effectué une descente dans une fabrique d'EEI remplie d'explosifs de fabrication artisanale et d'obus éclairants de 155 mm.

Le gouverneur du district Nazek s'est rendu à Gorgan pour s'entretenir avec les chefs locaux qui se sont dits intéressés par la construction d'une école et ont demandé le renvoi du malik en poste. Ils avaient entendu parler de l'école de Belanday et souhaitaient en avoir une également. Les insurgés n'aimaient pas les interventions diplomatiques de Nazek dans la localité, de sorte qu'ils ont fait venir un insurgé portant une veste munie d'explosifs pour le tuer. L'attaque a échoué, mais cinq habitants de l'endroit ont été tués, ce qui a suscité une vague d'indignation dans la population du Dand à l'endroit des insurgés.

Cependant, la police du Dand a cerné le principal problème en matière de sécurité. Comme Nazek, elle a compris la nécessité de faire intervenir les autorités religieuses :

> … [le chef de district Nazek] a diffusé une lettre demandant à chaque mosquée de faire en sorte que le mollah et deux anciens soient présents. Il a déclaré qu'il fermerait les mosquées dont le mollah ne participerait pas aux entretiens. L'ELMOP et le chef de police du district ont discuté de la valeur de la choura et de l'importance d'y faire participer les mollahs et de ne pas les aliéner. Leur participation revêt une grande importance. Les mollahs ont la capacité d'encourager la population locale à faire le bien ou le mal, en fonction de la façon dont on les aborde et les traite. [Le chef de police du district] a l'intention de faire tout en son pouvoir pour qu'à tout le moins, ils ne soient pas hostiles aux FNSA ou à la FIAS[204]. [Traduction]

Cependant, l'attitude négligente des autorités de Kandahar à l'endroit de la police du Dand usait le chef de police et ses hommes. L'ELMOP canadienne collaborait avec le GT pour que les carabines AK-47 prises à l'ennemi soient données à la police du Dand à titre de mesure provisoire, mais cela n'était pas suffisant. La police s'est mise en grève et a menacé de quitter le Dand à la fin d'août. Les agents voulaient un programme de perfectionnement ciblé dans le district, des armes, des véhicules, du carburant et des vivres. Les mentors canadiens ont signalé ce qui suit : « Ce problème risque maintenant d'avoir des répercussions opérationnelles et de saper d'importants progrès accomplis dans les sphères gouvernementales[205] ». [Traduction]

Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet 2010

Pendant le mois de juillet et au début d'août, le GT du 1 RCR et le 2e Kandak ont ressenti les effets de l'arrivée dans le Panjwayi oriental du commandant taliban Janan Agha, que le tristement célèbre Hafiz Majid avait envoyé là pour stimuler les insurgés de la région[206]. Pendant que les insurgés se réorganisaient, le Lcol Mialkowski lançait l'Op AZADI 2 dans la région de Sperwan, le 1er juillet : c'était la deuxième opération de perturbation (voir la figure 7-7). Au cours de deux jours, la Compagnie Charles, renforcée par des éléments du reste du GT, a découvert un petit nombre d'EEI, mais elle n'a pas été en contact avec l'ennemi. Quand les Canadiens ont tenu une choura avec les dirigeants locaux, Haji Baran en tête, l'assistance a été quasi nulle. Cela a été attribué « aux effets nuisibles de l'influence continue du gouverneur du district, Haji Baran, dans la région[207] ». [Traduction]

Cependant, les insurgés ont audacieusement attaqué le quartier général tactique du Lcol Mialkowski tandis que le convoi se rendait de Sperwan à Ma'Sum Ghar, en suivant l'itinéraire HYENA. Le VBL III du sergent-major régimentaire (SMR) Stu Hartwell a essuyé les tirs d'une mitrailleuse PK, puis il a été touché par une GPF alors qu'il ripostait avec son canon de 25 mm. La GPF a frappé le coffre de stockage des munitions et a explosé. Malgré la fumée qui émanait du véhicule, le SMR Hartwell a réussi à faire sortir son équipage et un ambulancier paramédical du véhicule, pendant que les munitions se faisaient cuisiner208. À des postes de contrôle des véhicules établis à l'improviste, quatre individus ont été pris au moment où ils quittaient le secteur à bord de motocyclettes et dans une fourgonnette, mais les Canadiens n'ont pas estimé qu'il s'agissait là de l'équipe ayant tendu l'embuscade. Le lendemain, une embuscade semblable a été tendue exactement au même endroit, cette fois contre un peloton de la Compagnie Charles qui exécutait une évaluation des dommages de combat. Au cours d'un engagement de quarante minutes, deux Canadiens ont été blessés. Les tirs des canons de 25 mm ont fait fuir les attaquants vers une hutte à raisins qui a ensuite été touchée par des tirs de mortier de 81 mm et une bombe GBU-38 larguée par un avion A-10. Pendant qu'il retournait à Sperwan Ghar, le peloton canadien

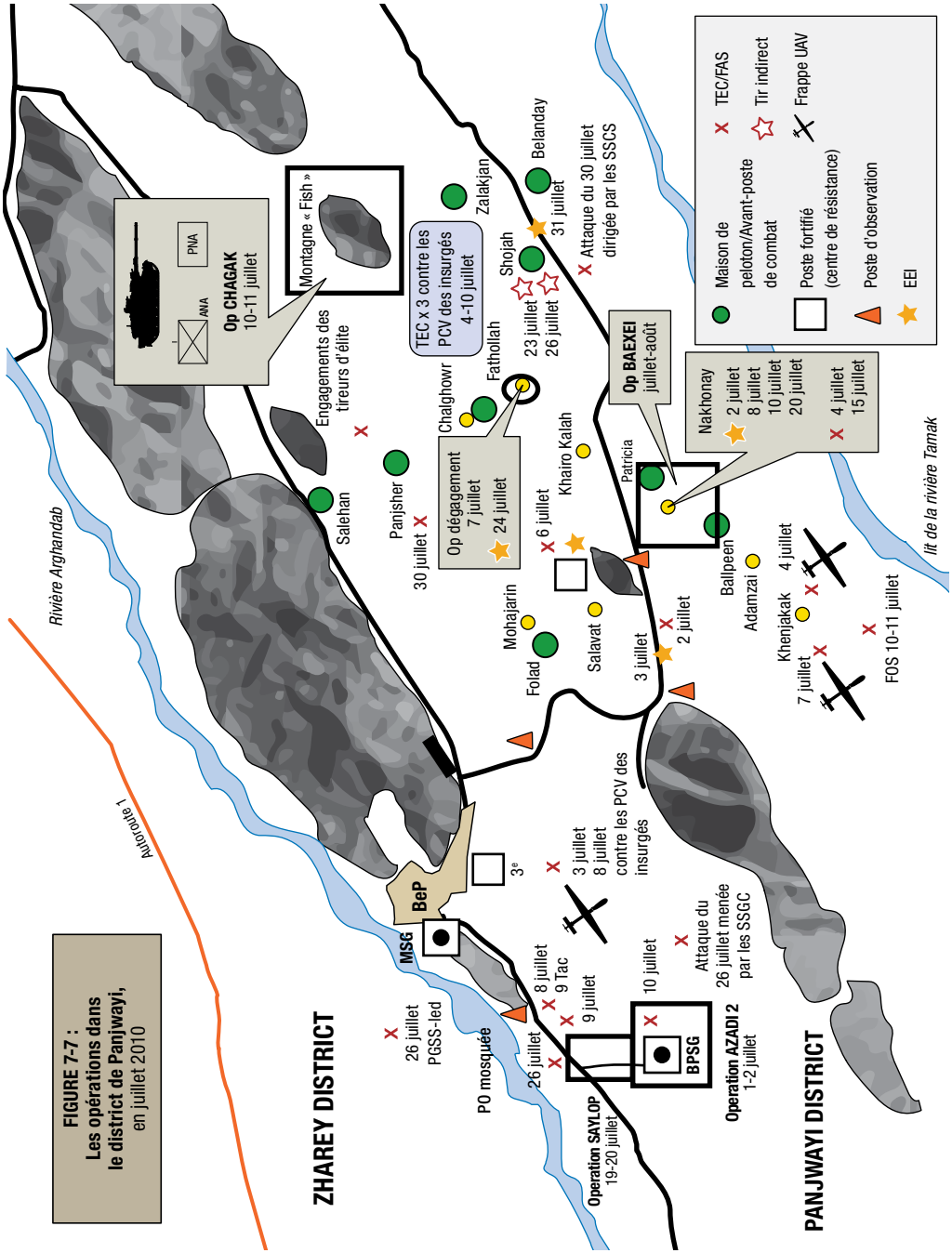


Figure 7-7 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet 2010

a été attaqué par des insurgés munis de GPF et d'armes légères[209]. La présence d'une équipe ennemie de 12 à 20 membres employant une discipline de tir, portant des bottes de combat et assujettissant des forces équipées de VBL III à des tirs nourris pendant plus d'une demi-heure représentait un fait nouveau important[210]. De nouveau, les ressources ISTAR ont scruté le secteur entre Sperwan Ghar, Haji Habibollah et Bazaar-e Panjwayi, et les observateurs ont constaté que les insurgés avaient établi plusieurs postes de contrôle des véhicules. Des hélicoptères Griffon ont survolé les lieux, ce qui a dispersé les insurgés, mais ceux-ci se sont rapidement regroupés. Un MQ-9 Reaper est arrivé sur les lieux et a fait voir que les insurgés chargeaient des armes et un EEI sur une motocyclette. Deux bombes GBU-12 ont été larguées sur les insurgés, qui faisaient partie du groupe Hydari et que les chefs insurgés avaient amenés là pour remplacer le groupe Nabi désormais inexistant. Les dispositifs de surveillance se sont dès lors concentrés sur cette région pendant tout le mois de juillet[211].

Les deux principaux secteurs à problème dans le Panjwayi oriental sont demeurés ceux de Chalghowr et de Nakhonay. Les insurgés partaient de ces deux endroits pour infecter les localités qui les séparaient. La Compagnie O s'est occupée du secteur au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT, tandis que la Compagnie B a continué d'intervenir à Nakhonay et dans les environs.

Le Maj Steve Brown et la Compagnie O ont fait face à deux problèmes. Pendant tout le mois de juillet, les insurgés s'infiltraient dans Salavat et Fatollah et y posaient de multiples EEI, dont un a tué un soldat afghan. En outre, l'ennemi a eu recours à la tactique consistant à « faire feu puis à fuir ». Cependant, après un balayage fait dans Salavat le 7 juillet, la situation s'est calmée. Quand des équipes de CH-146 Griffon armés sont entrées en scène, les poseurs d'EEI et les insurgés qui tendaient des embuscades ont été régulièrement ciblés du haut des airs pendant qu'ils se retiraient après avoir mené leurs attaques[212].

Le second problème a concerné le secteur entre l'Avant-poste de combat Panjsher et Chalghowr. Là, les insurgés ont déclenché une attaque contre l'avant-poste de combat avec « des tirs nourris », le 5 juillet, puis ils ont établi des postes de contrôle des véhicules pour créer ainsi une ligne destinée à faire écran au village depuis l'avant-poste. Ils ont raffermi cette approche avec un tireur d'élite qui a régulièrement fait feu sur l'Avant-poste Panjsher. Une équipe de tireurs d'élite du 1 RCR a infiltré le secteur et s'en est prise au réseau de guetteurs ennemis qui surveillaient l'avant-poste. Un jeu du chat et de la souris a commencé dans les environs de l'Avant-poste Panjsher au cours des semaines suivantes, pendant que le peloton et l'équipe de tireurs d'élite ont essayé d'éliminer le tireur d'élite ennemi. Une impasse étrange s'est créée dans ce secteur tandis que les patrouilles sortaient irrégulièrement, mais n'arrivaient pas à influer sur la situation à Chalghowr[213].

Photo : Auteur

Photo : Auteur

Des projets de développement ont finalement eu lieu tout autour de Nakhonay qui s'est ainsi trouvé au milieu d'une toile de systèmes de surveillance, car l'objectif était d'isoler l'endroit et d'y repérer les éléments insurgés. Il y a donc eu des projets de pavage, des activités de COCIM et des patrouilles exécutées par les véhicules Coyote de l'Escadron de reco.

Une patrouille canado-afghane a heurté un EEI qui a tué un Afghan. Pendant qu'elle bouclait l'endroit, elle a découvert deux autres EEI avant qu'ils explosent. Une équipe de CH-146 Griffon armés qui survolait le secteur a repéré des femmes et des enfants qui quittaient la localité de Folad, puis un homme muni d'un téléphone et de jumelles qui observait la scène. Au moment où les hélicoptères se préparaient à faire feu, le guetteur a couru se réfugier avec un autre homme dans une hutte de séchage du raisin. Un Griffon a tiré sur la hutte, et l'autre a abattu les deux insurgés alors qu'ils sortaient de la hutte à la course, de l'autre côté[214].

Les insurgés ont ensuite concentré leur attention sur l'Avant-poste de combat Shojah qu'ils ont commencé à attaquer régulièrement le 23 juillet avec des équipes munies de mortiers. Les hélicoptères Griffon ont pisté une de ces équipes jusqu'à une fourgonnette blanche qui a quitté l'endroit avant que l'on ne puisse l'engager. Pendant ce temps, le peloton à Shojah concluait qu'il y avait dans les environs de Shojah un réseau de guetteurs ennemis munis d'appareils de communication et pouvant demander à l'équipe munie de mortiers de bombarder l'avant-poste quand elle était en déploiement et à portée de ce dernier. Le système ennemi était perfectionné au point que les guetteurs pouvaient ajuster le tir des mortiers, mais ils manquaient d'expérience de sorte qu'ils ne touchaient pas vraiment l'avant-poste[215]. Des EEI ont été placés autour de Fatollah en même temps : cinq d'entre eux ont touché des patrouilles canadiennes et afghanes et ont blessé plusieurs soldats. Un autre EEI a explosé et a tué un enfant.

Le 30 juillet, la Compagnie O a fait face à un autre problème tactique complexe : un groupe d'insurgés a attaqué l'Avant-poste de combat Panjsher depuis trois endroits différents. Le peloton a ouvert le feu avec ses canons de 25 mm et ses mortiers de 81 mm et il a ainsi immobilisé la force ennemie jusqu'à l'arrivée d'un avion A-10. L'ennemi s'est replié et dispersé avant d'être frappé. Ensuite, un UAV Heron a repéré une équipe de poseurs d'EEI au nord de l'Avant-poste Shojah. Le GT a dirigé là un MQ-9 Reaper et a largué une bombe GBU-12 sur l'ennemi et l'a éliminé. Les combats au nord de l'itinéraire LAKE EFFECT se sont poursuivis en août, mais pour l'essentiel, les lignes avaient été tracées à l'est, de sorte que Mohajerin, Salavat et les localités environnantes ont été relativement épargnées. Au cours d'une patrouille, le 31 juillet, toutefois, l'ennemi a tendu une embuscade à l'élément de tête. Le Sgt Graham Verrier a immédiatement lancé un assaut frontal contre la force ennemie et a fait feu à maintes reprises sur elle jusqu'à ce qu'elle se retire. Les actions du Sgt Verrier lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Le recours à des tirs indirects par l'ennemi contre Shojah préoccupait le Bgén Vance, qui a demandé quelles mesures étaient prises pour remédier au problème; on lui a répondu que les règles et procédures d'engagement prolongeaient les délais d'intervention, de sorte que certains engagements ne pouvaient pas avoir lieu. Le Bgén Vance a modifié cet état de choses : quand on lui a dit qu'il était difficile d'obtenir l'autorisation voulue par

l'intermédiaire du commandant de l'espace de bataille, il a rappelé ceci à tout le monde : « Je suis le commandant de l'espace de bataille, et je vais me fâcher si nous perdons qui que ce soit à cause de tirs indirects[216] ». [Traduction] Une partie de ce changement a compris l'autorisation donnée aux forces canadiennes dans le Panjwayi de recourir davantage aux aérostats de surveillance en même temps qu'aux tirs. Ce changement a sensiblement nui à la liberté de mouvement des insurgés à la fin de juillet, du moins quand les amarres des aérostats n'étaient pas coupées accidentellement par les hélicoptères des É.-U. et ceux des entrepreneurs au cours de leurs vols[217].

Cela dit, un certain nombre d'attaques fructueuses ont été attribuables aux aérostats munis de SSC à Sperwan Ghar et Shojah et aux SSCS à Ma'Sum Ghar, à la fin de juillet. Le 25 de ce mois, l'ennemi a ciblé l'aérostat de Ma'Sum Ghar pendant toute la journée. Deux appareils Griffon munis de canons Dillon Gatling sont arrivés sur les lieux pour repérer les tireurs ennemis, mais ceux-ci ont tiré sur eux. Un des chars Leopard A26M de l'Escadron A du Maj Rob Mackenzie, qui occupait une position d'attente, a communiqué avec le centre des opérations tactiques, où les données transmises par les aérostats étaient affichées à un écran de télévision. Les tireurs ennemis ont été attaqués avec des canons de 120 mm. La Compagnie Charles a envoyé un peloton pour essayer de bloquer l'ennemi quand il se retirerait. La patrouille canadienne s'en est alors prise à l'ennemi, et un échange de feux a eu lieu. Quelques insurgés ont été tués, et les autres se sont dispersés[218].

Des engagements semblables se sont produits à Sperwan Ghar le 27 juillet. L'équipe de surveillance a repéré un groupe de quatre insurgés se rendant à un lieu d'embuscade connu. Soixante obus de mortier de 81 mm ont été tirés sur eux, et ils ont tous été tués. Immédiatement après, une équipe ennemie munie d'un mortier a lancé un seul obus à Sperwan Ghar. Les guetteurs manœuvrant les aérostats ont pu diriger un MQ-9 Reaper jusqu'au lieu de l'attaque, mais l'ennemi s'est défilé avant l'exécution des tirs[219]. À l'Avant-poste de combat Shojah, le lendemain, l'équipe des aérostats a repéré un groupe de poseurs d'EEI, mais il est parti de là avant d'avoir pu être attaqué. Un MQ-9 Reaper qui survolait déjà le secteur a été dirigé vers l'équipe ennemie qui a été supprimée avec une bombe GBU-12[220].

L'Op BAEXEI : la crise de Nakhonay, en juillet et août 2010

En juillet, la localité de Nakhonay constituait sans doute le théâtre de l'effort principal de l'ennemi dans le Panjwayi oriental. Haji Malim avait apparemment conclu un marché avec les chefs insurgés : il refuserait tout projet de l'OTC et des équipes de la COCIM si les insurgés s'abstenaient de poser des EEI à Nakhonay[221]. Cependant, ce « marché » s'est avéré une chimère unilatérale quand un EEI a explosé et blessé deux Canadiens le 2 juillet. L'Escadron de reco a néanmoins supprimé une équipe de poseurs d'EEI avec ses canons de 25 mm en faisant feu depuis son poste d'observation à Salavat Ghar. Naturellement, le « marché »

portait sur les EEI, mais y étaient passées sous silence les attaques directes avec des canons sans recul de 82 mm contre l'avant-poste de combat au milieu du village. Trois soldats afghans ont été gravement blessés, tandis que le peloton canadien ripostait avec des tirs de mortier de 60 mm et appelait un MQ-9 Reaper à la rescousse. Incapable de repérer une cible de façon catégorique, l'UAV a quitté les lieux. Toutefois, un CU-170 Heron a repéré un homme transportant un canon sans recul de 82 mm près d'Adamzai, où il a enfourché une motocyclette avec un autre homme. Le Reaper a été rappelé et a largué une bombe GBU-12 qui a supprimé les deux hommes pendant qu'ils enterraient leur arme[222]. Le major Austin Douglas a fait le bilan et a amorcé l'Op NOLAI, qui a eu pour effet d'accroître le nombre de patrouilles à Nakhonay et dans les environs. L'ennemi a reculé, mais il a continué d'affecter des guetteurs au sud de l'Avant-poste de combat Ballpeen. Des tirs de balles de 25 mm les ont tenus à distance et en ont tué au moins un. Des UAV MQ-1 Predator ont continué d'observer le secteur des avant-postes et des environs à Nakhonay et ont lancé des missiles Hellfire sur les guetteurs ennemis. Le 6 juillet, « trois cadavres et un bras qui n'appartenait à aucun de ces derniers ont été trouvés sur les lieux de l'engagement. Le GT 1 RCR a dit croire que le quatrième insurgé avait été volatilisé par l'explosion ou qu'il s'était échappé à pied et était mort ensuite[223] ». [Traduction]

L'Op NOLAI s'est prolongée dans la localité d'Imam Sahib, où un autre EEI a blessé deux Canadiens le 7 juillet. Cela s'est reproduit deux jours plus tard, et cette fois, un interprète a été blessé. Au cours d'un raid de nuit, une unité dite « de flanc » [Traduction] par euphémisme – c'étaient en fait des FOS – a neutralisé une fabrique d'EEI à Kenjakak et saisi 500 livres d'explosifs artisanaux[224].

Les attaques contre l'Avant-poste de combat Ballpeen se sont poursuivies, mais cette fois, une équipe de Griffon armés décrivait des cercles dans le ciel de la région à ce moment-là. Après l'arrivée des hélicoptères sur les lieux, l'attaque ennemie a cessé, et les insurgés se sont dispersés. Les habitants ne savaient pas au juste ce qui se passait à Nakhonay : certains renseignaient les patrouilles, mais l'absence d'une présence policière efficace réduisait les chances d'obtenir des informations valables auprès de la population. Les habitants ont dit à l'équipe de la COCIM qu'ils voyaient d'autres localités profiter de l'électricité et de l'éclairage et qu'ils voulaient eux aussi bénéficier de ces services, mais qu'Haji Malim leur avait dit qu'ils n'en avaient pas besoin[225]. Il y avait des failles à exploiter, mais la perte de crédibilité d'Haji Baran entravait les efforts faits en ce sens. Selon les habitants de l'endroit, « Baran s'enrichit trop à la faveur des projets, tandis que [nous] recevons très peu […] Pour les gros projets, on se sert de machines pour faire tout le travail, et une seule personne est payée […] si la FIAS embauchait plus de gens au lieu d'utiliser des machines, plus de personnes travailleraient et seraient occupées au lieu d'aller se joindre aux insurgés[226] ». [Traduction]

Quant à la compagnie afghane travaillant avec la Compagnie B à Nakhonay, cette dernière s'est fait dire que les chefs de l'unité afghane étaient corrompus, que les habitants ne lui

fournissaient aucun renseignement et qu'ils n'en donnaient qu'aux Canadiens. Ceux-ci ont ensuite reçu beaucoup d'informations sur un logisticien insurgé présent dans le secteur[227].

Une attaque à l'EEI contre une patrouille canadienne, le 20 juillet, a fait pencher la balance. Une charge à fragmentation directe télécommandée a coûté la vie au Spr Brian Collier du 1er Régiment du Génie de combat. La mort du sapeur (Sap) Collier a été la proverbiale goutte qui a fait déborder le vase : elle a galvanisé le Bgén Vance et a directement entraîné l'Op BAEXEL, dont l'objectif allait être de sécuriser les itinéraires entre les trois avant-postes de combat à Nakhonay et de stabiliser la localité[228].

Le plus grand problème était que la Compagnie B ne comptait plus que deux pelotons, en raison des pertes humaines subies et du plan des congés de retour au domicile; il n'y avait pas d'agents de police, et la compagnie afghane, elle aussi réduite à deux pelotons, était de moins en moins encline à partir en patrouille. Ensemble, les deux compagnies devaient défendre trois avant-postes de combat, mener des patrouilles, établir des contacts avec la population et combattre les insurgés quand elles pouvaient les trouver. Il n'y avait tout simplement pas assez de personnel. L'ennemi était en train d'établir son ascendance psychologique à Nakhonay, avec deux conséquences : cette réalité intimidait la population non seulement dans la collectivité, mais aussi de façon symbiotique, avec celle de Chalghowr qui pouvait voir que Nakhonay était un modèle à suivre. À Mohajerin, Salavat et Fatollah et aussi à Salehan au nord, l'établissement fragile du stade « Tenir » risquait d'avorter. En second lieu, Nakhonay se comparait à une maladie contagieuse menaçant le Dand; en effet, toute réaffirmation du contrôle des insurgés à Nakhonay aurait des incidences à l'est, là où le stade « Construire » s'accomplissait de plus en plus. Il fallait faire quelque chose sans tarder[229].

Le Bgén Vance se demandait quelles ressources il devait placer à Nakhonay. La Compagnie Charles était profondément engagée dans sa lutte dans le secteur de Sperwan. La Compagnie O se trouvait face à face avec l'ennemi à Chalghowr. Les deux avaient besoin de compagnies afghanes partenaires pour fonctionner, ce qui limitait les options : il y avait deux forces de manœuvre, et non quatre. Le 2e Kandak n'avait rien à fournir. La FO 1-71 Cav se consacrait à la protection des efforts liés au stade « Construire » dans le Dand.

Que dire des unités de la 1-205 Brigade, ou du 205e Corps? Elles étaient prises dans une opération interminable appelée AMKA dans le district d'Arghandab. La 1-205 Brigade elle-même éprouvait des difficultés au chapitre du leadership. Comme d'autres entités de la FIAS avaient besoin de « partenaires » pour leurs opérations, les forces disponibles étaient encore plus rares qu'auparavant. Le Canada n'avait plus la capacité d'exploiter les ressources afghanes, maintenant que le gouvernement avait accepté un moindre rôle dans les délibérations. Essentiellement, la perte d'influence du Canada à tous les paliers, depuis Kaboul jusqu'à Kandahar, a contribué à empêcher un déploiement efficace à point nommé de forces afghanes à Nakhonay.

Photo : Auteur

La Compagnie I du 2 RCR, déployée à l'origine avec l'ERP, était équipée de la variante du VBL III munie du système d'arme télécommandé (SAT), qui lui a été très utile quand elle s'est rendue dans le dangereux village de Nakhonay au cours de l'été de 2010.

Il n'y avait que deux solutions viables. La FO spéciale 58 était la première : elle pourrait servir à déstabiliser l'ennemi en attendant qu'une force de renfort plus puissante puisse entrer en action. La FO 58 a lancé une série d'opérations immédiatement après la mort du Sap Collier[230].

La Compagnie I, au Camp Nathan Smith, c'est-à-dire l'actuelle Compagnie Stab A, constituait la seconde solution. Cette compagnie était commandée par le Maj Steve Knowell et elle comprenait trois pelotons comptant 55 fantassins de la Force régulière et 40 autres qui appartenaient à la Réserve; ils disposaient de VBL III, de VBL à SAT et de véhicules Cougar MRAP. La Compagnie I travaillait dans la ville de Kandahar, elle patrouillait avec la police afghane, elle protégeait l'équipe de neutralisation des explosifs et munitions quand celle-ci était déployée, et elle transportait les représentants des autres ministères membres de l'Équipe de reconstruction professionnelle à leur lieu de réunion. La Compagnie I servait aussi de force de réaction rapide aux fins du nombre grandissant d'opérations menées par les FOS présentes dans la ville, en l'occurrence la FO 42, le SBS britannique et, parfois, la FO 310 (les chasseurs américains de dirigeants ennemis)[231].

Cependant, l'utilisation de la Compagnie I pour renforcer la position de la FO Kandahar à Nakhonay est devenue problématique. Le représentant du Canada à Kandahar, Ben Rowswell, s'est opposé au retrait de la Compagnie I en faisant valoir que sa fonction consistait à transporter ses civils membres de l'ERP. La crise a fait escalade jusqu'aux plus hautes

autorités canadiennes à Ottawa. Résultat : le Bgén Vance a été autorisé à prendre deux des trois pelotons de la Compagnie I et à les déployer à Nakhonay. Cette priorité accordée à d'abstraits projets de développement au palier provincial, aux dépens de la sécurité et de la sûreté des troupes canadiennes à Nakhonay, constituait un autre exemple de la dichotomie philosophique qui existait au sein de l'effort canadien en Afghanistan[232].

L'Op BAEXEI était désormais en marche. Le Maj Nowell et ses deux pelotons ont conduit leurs VBL à Nakhonay, ils se sont installés dans l'Avant-poste de combat Ballpeen et, le 22 juillet, ils ont commencé à patrouiller le long de l'itinéraire Chimo, soit l'axe de communication reliant les avant-postes Ballpeen, Patricia et Shkarre. Les postes de contrôle se sont multipliés dans la localité, ce qui a suscité des plaintes de la part des habitants jusqu'à ce que les soldats afghans leur disent qu'ils avaient le choix : ou bien fournir des renseignements sur les insurgés, ou bien se la fermer et rentrer chez eux[233]!

Le climat local a changé considérablement. Les renseignements ont recommencé à abonder, et il n'y a eu aucun incident jusqu'à la fin de juillet. Cela a donné au Bgén Vance du temps pour faire des démarches auprès des Afghans et des alliés afin d'obtenir une présence afghane permanente dans la localité. Cependant, la situation de la police à Nakhonay était compromise, et la compagnie afghane n'était pas encline à se déployer à cet endroit. Il fallait du nouveau personnel.

Photo : Auteur

La détérioration de la situation à Nakhonay a amené la FO Kandahar à redéployer la Compagnie I dans le Panjwayi oriental, elle qui avait jusque-là fait partie de l'ERP. Ces renforts, ajoutés à une activité accrue des FOS dans le secteur, stabilisaient temporairement la situation.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en juillet et août 2010

L'acquisition et le déploiement d'agents de police à Nakhonay sont dès lors devenus des questions mêlées aux intrigues politiques du Panjwayi. Les anciens du district réclamaient de plus en plus le renvoi d'Haji Baran, tandis que d'autres refusaient d'assister aux chouras où il allait être présent. Son incapacité d'établir des relations avec Haji Malim à Nakhonay confirmait que son étoile pâlissait[234].

La relation entre Baran et le chef de police du Panjwayi, Sayed Gulub Shah Agha, s'est détériorée encore plus à cause de l'adjudication de contrats relatifs à la construction du nouveau poste de police. Le chef de police refusait de permettre à l'entrepreneur de poursuivre les travaux parce qu'il n'avait pas eu son mot à dire quand ce dernier avait été choisi et que, par conséquent, il n'avait pas eu sa part du gâteau. L'impasse a entraîné l'abandon du chantier et suscité un problème de sécurité au nouveau centre de district[235].

Même si Shah Agha s'adonnait encore à la corruption de niveaux inférieurs, son rôle de médiateur a été déterminant dans la résolution d'un différend qui opposait deux de ses commandants subalternes, lequel différend menaçait d'engendrer une escalade de violence entre les partisans de chacun de ces deux hommes. Baran voulait que son garde du corps continua de porter l'uniforme de la police afghane, mais Shah Agha lui a dit que cela n'était plus acceptable. La dispute s'est à ce point envenimée que Shah Agha a battu Baran à coups de théière de métal. La tension s'est ensuite tellement envenimée dans cet « incident de la théière » que les forces fidèles à Baran et la police du Panjwayi ont échangé des coups de feu depuis leurs tours de guet respectives. L'impasse mexicaine a persisté, ce qui a incité le GT et le quartier général de la police à Kandahar à intervenir[236].

Après « l'incident de la théière », Shah Agha a été démis de ses fonctions et a été remplacé par un subalterne docile et doux, et trois autres commandants se sont succédé dans le poste au cours des quatre mois suivants. Les hommes loyaux à Shah Agha ont menacé de faire la grève ou de partir avec lui s'il était envoyé ailleurs. L'ELMOP a fait savoir qu'il n'y avait qu'un seul agent de police dûment formé dans tout le district. Le degré de bouleversement a rendu impossible la prestation de services de police efficaces dans le Panjwayi, encore moins à Nakhonay même[237]. Chose certaine, l'influence canadienne dans ces milieux était quasi inexistante, voire nulle[238]. Il ne restait plus que l'Armée afghane. Toutefois, à cause des problèmes liés au partenariat, aux opérations dans l'Arghandab et aux changements de chefs, il n'était pas possible alors d'affecter là des troupes de la 1-205 Brigade.

Entre-temps, à Sperwan Ghar, le Maj Taylor et la Compagnie Charles, appuyés par le peloton de reco, découvraient à maintes reprises des EEI le long de l'itinéraire BROWN. Un peloton s'est avancé pour dégager une enceinte d'intérêt et a alors essuyé des tirs. Le Cplc Paul Mitchell a fourni des tirs de couverture avec une mitrailleuse et a repoussé l'ennemi; après une série d'interventions d'un Griffon armé, les insurgés ont rompu le contact.

Du matériel utilisé pour fabriquer des EEI a été découvert dans l'enceinte, exploité puis enlevé. Les actions du Cplc Mitchell lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire[239]. Une des opérations de perturbation canado-afghanes planifiées, soit l'Op SAYLOP, devait avoir lieu dans le secteur de Na'al Bazaar. Cependant, un informateur local a fait savoir aux autorités compétentes que l'opération avait été compromise; de sorte qu'elle a plutôt eu lieu dans les localités situées à l'est de l'itinéraire BROWN. Les forces effectuant le balayage ont été la cible de tirs sporadiques provenant des deux côtés de la route, mais elles n'ont subi aucune perte. Pendant l'Op SAYLOP, les habitants de l'endroit ont dit aux membres de la Compagnie Charles que le degré d'intimidation de la part des insurgés était tel qu'ils ne pouvaient être vus en compagnie de soldats canadiens et qu'il n'y avait pas assez d'anciens pour tenir une choura. Un des anciens a expliqué que les talibans laissaient des lettres nocturnes, mais qu'ils venaient aussi sur place et leur montraient les photos des anciens qu'ils conservaient dans leurs dossiers au Pakistan. Baran ne pouvait pas les protéger, et il n'y avait toujours pas d'agents de police dans le secteur de Sperwan[240]. La rumeur a aussi circulé selon laquelle les talibans à Zangabad étaient tellement sûrs de leur emprise sur la population qu'ils exécutaient leur propre projet d'éradication de la polio, ce qui constituait une autre façon de défier l'autorité gouvernementale[241] (voir la figure 7-8).

L'ajout de l'aérostat à Sperwan Ghar permettait une meilleure connaissance de la situation, et la Compagnie Charles donnait suite aux renseignements ainsi recueillis quand elle le pouvait. Les systèmes de l'aérostat servaient à diriger des UAV MQ-9 Reaper et MQ-1 Predator contre les insurgés qui s'en prenaient aux postes d'observation de l'Armée afghane dans le secteur. La couverture améliorée permettait également d'utiliser les mortiers de 81 mm quand les UAV n'étaient pas disponibles. Quand des cibles se présentaient, la Compagnie utilisait aussi le canon de 25 mm du véhicule Coyote, qui avait pris position au sommet de la colline.

En août, la situation dans le district de Panjwayi changeait considérablement quant à l'intensité et aux types des activités ennemies. À Sperwan, il n'y a eu presque aucune activité ennemie jusqu'au 12 août, date où une patrouille commandée par des Afghans a été prise à partie. Pendant qu'elle se défendait, la patrouille a découvert qu'elle se trouvait tout près d'un EEI. Après avoir gagné l'échange de feux, elle a fait venir l'équipe de NEM, mais celle-ci est tombée dans une embuscade. L'unité a riposté avec son canon de 25 mm et elle a appelé à l'aide : un appareil AH-64 Apache est arrivé et a lancé sur la position ennemie des missiles Hellfire et des roquettes de 2,5 pouces. Tandis que les Canadiens s'avançaient pour nettoyer la position, ils découvraient des tranchées et des tunnels qui avaient transformé une hutte ordinaire de séchage du raisin en une fortification en bonne et due forme. Ils ont demandé une intervention aérienne pour détruire la position. Hormis un certain nombre d'obus de mortier lancés sur la base et un autre engagement ayant nécessité le recours à un UAV armé près de l'itinéraire BROWN, le secteur des environs de Sperwan demeurait plutôt calme[242].

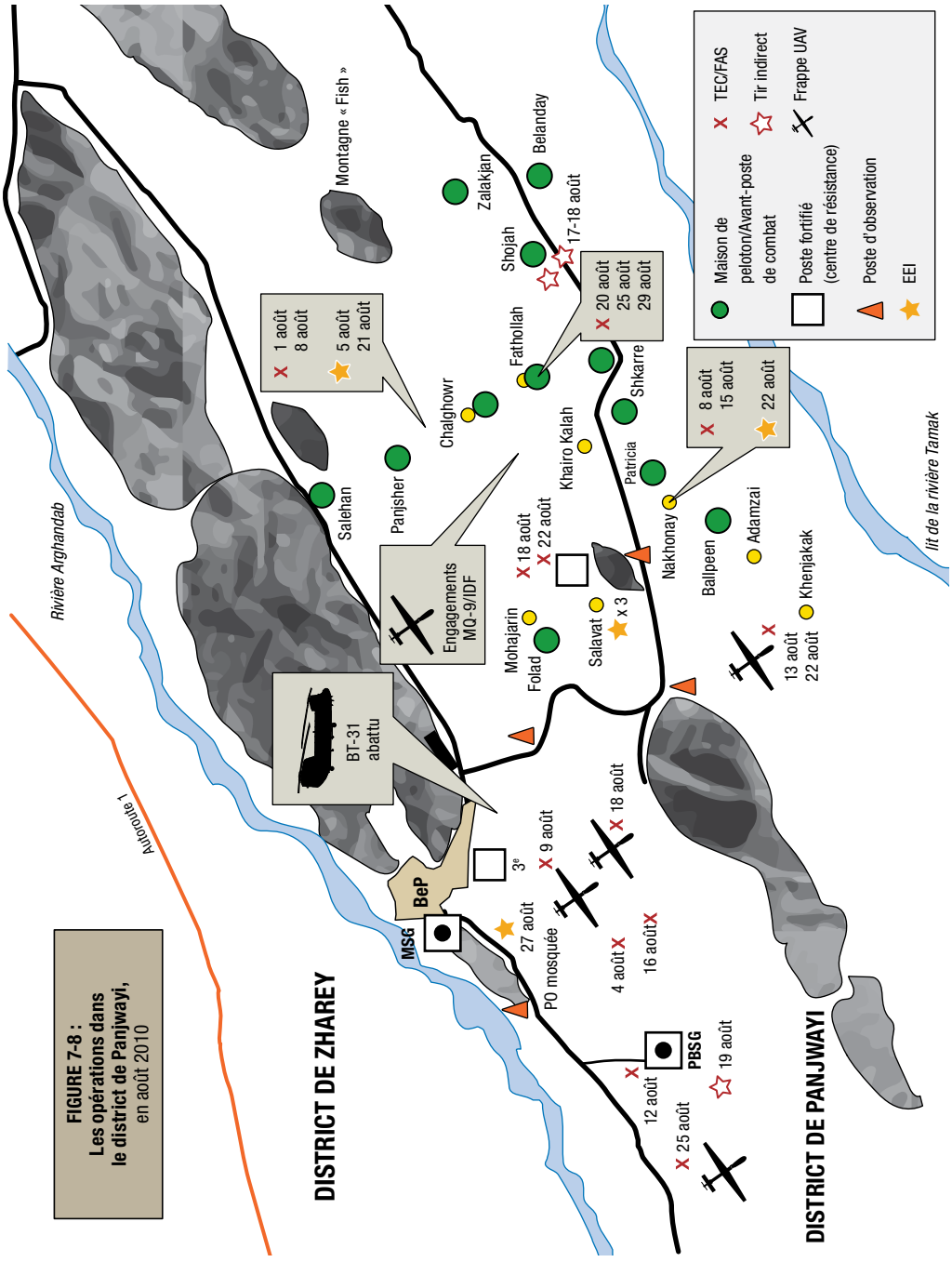


Figure 7-8 : Les opérations dans le district de Panjwayi, en août 2010

Photo : Auteur

Le Canada a récupéré une capacité de transport moyenne sous la forme des hélicoptères CH-27 Chinook, ce qui a considérablement réduit les mouvements routiers dans les secteurs truffés d'EEI. Cette photo de l'I/A Blowtorch 61 a été prise par l'auteur quelques minutes avant que l'appareil ne soit abattu par les forces insurgées.

Cependant, l'activité ennemie prenait de l'ampleur à Bazaar-e Panjwayi. Le groupe Hydari restait actif et sondait le secteur au sud de Bazaar-e Panjwayi, le village d'Haji Habibollah et les environs; il établissait aussi plusieurs postes illégaux de contrôle des véhicules. Par ailleurs, les insurgés se sont affirmés en tendant une audacieuse embuscade près de la FOB Ma'Sum Ghar à des forces de l'Armée afghane, puis en déclenchant une attaque à l'EEI tout près de la base. Le 5 août, un CH-147 Chinook a été abattu, et cela a vraiment obligé la FO Kandahar à porter attention à ce groupe.

L'indicatif d'appel BLOWTORCH 61 transportait à leur destination les commandants de compagnie du GT montant et leurs homologues qui exécutaient les reco en prévision de la relève sur position devant avoir lieu à l'automne. Des civils de l'Équipe de soutien de district étaient aussi à bord. Après avoir laissé à la FOB Ma'Sum Ghar les Maj Rob Mackenzie et Éric Landry (commandant du nouvel escadron de chars) et l'historien de l'Armée canadienne, le Chinook a décollé de cet endroit et a été attaqué par une équipe d'insurgés munis de mitrailleuses lourdes entre la FOB et le centre de district. Le Col Christian Drouin, commandant de l'Escadre aérienne, qui pilotait le CH-146 Griffon d'escorte, a vu que l'hélicoptère de transport avait été touché et qu'il commençait à prendre feu. Il a communiqué par radio avec le pilote, le Capt Bill Fielding, pour lui expliquer le problème. Le groupe ennemi a disparu dans les complexes d'enceintes dissimulés par une végétation dense, près d'Haji Habibollah. Le Capt Fielding a réussi à se poser en catastrophe dans une plantation de raisins. Tous les 24 passagers ont pu sortir vivants de

l'hélicoptère en train de brûler et de fondre, mais ils ont aussitôt été la cible d'armes légères. Les équipages des Griffon qui étaient encore dans le ciel du secteur ont attaqué les ennemis qu'ils pouvaient apercevoir jusqu'à l'arrivée du Maj Taylor sur les lieux; il avait été déposé plus tôt à Sperwan Ghar par le même hélicoptère et il s'amenait alors avec une troupe de chars Leopard en appui venue de Ma'Sum Ghar. Les insurgés ont fait feu sur le site de l'épave, jusqu'à l'arrivée de ces forces[243]. Les actions du Capt Fielding lui ont plus tard valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire.

Quand les ressources ISTAR ont été déployées pour trouver ceux qui avaient détruit l'hélicoptère, les comptes rendus ont compris un élément intéressant : des chefs talibans à Quetta avaient versé une prime au groupe Hydari. Le 8 août, le système de surveillance continue au sol (SSCS) installé à bord de l'aérostat de Ma'Sum Ghar a repéré une équipe d'insurgés munie de mitrailleuses qui faisait feu sur un poste de contrôle de la police depuis une position au sud de Bazaar-e Panjwayi. Les mitrailleurs ont rompu le contact quand la police s'est déployée, et le personnel du Centre des opérations tactiques les a traqués jusqu'à un point de rendez-vous avec deux insurgés qui occupaient un poste de contrôle des véhicules, puis jusqu'à une aire de repos où se trouvaient six autres insurgés. Un avion A-10 Warhog a largué une bombe guidée sur l'aire de repos et a tué tous les insurgés. Cette équipe de mitrailleurs est celle dont on pense qu'elle a abattu l'I/A BLOWTORCH 61[244].

Pendant le reste du mois d'août, des UAV armés étaient employés pour attaquer les postes ennemis de contrôle des véhicules dans le voisinage d'Haji Habibollah. Une attaque menée avec l'aérostat muni d'un SSCS, un UAV Heron et deux avions A-10 a fait chez l'ennemi de multiples morts dont les morceaux déchiquetés ont ensuite été recueillis par d'autres insurgés utilisant une brouette et un taxi. La FO 58 a aussi été mise à contribution pour supprimer ces petits groupes. Ce jeu de « prêté pour un rendu » contre les postes illégaux de contrôle des véhicules a continué jusqu'à une date plus avancée du mois où l'Armée afghane a augmenté ses effectifs dans la région[245]. Les forces coalisées ont mesuré l'importance des pertes qu'elles avaient infligées au groupe Hydari quand un commandant taliban supérieur a été envoyé dans le secteur d'Haji Habibollah-Bazaar-e Panjwayi à la mi-août pour y prendre le commandement des opérations[246].

Le Maj Steve Brown et la Compagnie O ont été défiés par l'ennemi sur trois fronts. Le premier était Salavat. Comme le secteur de Sperwan, cette localité avait été calme jusqu'à la mi-août. Ensuite, un balayage de la COIC a fait sauter un EEI, ce qui a endommagé le véhicule Husky. Parallèlement, les ressources ISTAR avaient pisté un poseur d'EEI pendant plusieurs jours dans le secteur entre Salavat et Folad. Un CU-170 Heron, qui veillait dans le ciel impassiblement, a identifié l'insurgé catégoriquement au moment où ce dernier activait un engin sur la route. Un Griffon armé a ouvert le feu avec son canon Dillon Gatling tandis

Photo : Auteur

Le Centre des opérations tactiques, FOB Ma'Sum Ghar. En 2010, des caméras installées à bord d'un aérostat transmettaient des images au COT, lequel pouvait ensuite communiquer avec les chars Leopard dans leurs positions d'attente. Les chars prenaient ensuite à partie les insurgés dans le district de Zharey, de l'autre côté de la rivière, avec leurs canons de 120 mm. Ici, l'équipe du COT vient d'observer la destruction d'une équipe ennemie munie d'armes lourdes. Les insurgés avaient été repérés par un MQ-9 Reaper envoyé vers leur position par le COT de Ma'Sum Ghar travaillant de concert avec le COT de la FO au KAF; finalement, un avion A-10 Warhog a attaqué les insurgés.

que l'insurgé tentait de fuir sur sa motocyclette. Il n'a pas été assez rapide pour échapper aux balles. Vers la fin du mois, un autre poseur d'EEI est arrivé et s'en est pris aux patrouilles afghanes. Une de ses attaques a mis hors de combat un véhicule Humvee de l'Armée afghane et blessé deux Canadiens. Cet insurgé était jumelé à un guetteur, et l'on craignait qu'il demande des tirs de mortiers. Les tireurs d'élite du 1 RCR les ont supprimés tous les deux avant que cela se produise[247]. Des habitants de Salavat ont dit à l'équipe de la COCIM que « la population locale [de Salavat] [faisait] confiance à la FIAS et aux FNSA et que l'ANA et la PNA [étaient] désormais meilleures que six mois auparavant[248] ». [Traduction]

Ensuite, il y a eu le cas de Chalghowr. L'espace de sécurité entre les occupants de l'Avant-poste de combat Panjsher et les forces insurgées faisant écran devant Chalghowr et tenant le village a donné lieu à une série d'attaques à l'EEI et de contacts pendant tout le mois d'août. Au cours d'une journée particulièrement chaude, un peloton canadien a repéré un guetteur qui l'observait et il l'a pris à partie. Pendant que la patrouille manœuvrait, elle a heurté un EEI qui a blessé un soldat. Ensuite, les insurgés ont ouvert le feu sur la patrouille,

Photo : Auteur

Le poste d'observation Cliff couvrait la partie de la toile de surveillance délimitée par le nouveau centre de district, Khabari Ghar, l'itinéraire LAKE EFFECT et Nakhonay. Ce soldat parcourt du regard la zone au nord; le nouveau centre de district se trouve au pied des lointaines collines.

laquelle a riposté et demandé une ÉVASAN. Un AH-64 Apache et un hélicoptère UH-60 sont arrivés, mais deux signaleurs ennemis ont utilisé des drapeaux pour demander à leurs associés de faire feu sur les hélicoptères. Ces signaleurs ont été supprimés. Les insurgés ayant tendu l'embuscade se sont dispersés pour se soustraire aux tirs des hélicoptères d'attaque. Pendant qu'elle retournait à l'Avant-poste Panjsher, la patrouille a de nouveau été attaquée. Elle a demandé une autre ÉVASAN, une fois rentrée à sa base, après que deux autres soldats eurent été blessés[249].

Cette nuit-là, un tireur d'élite canadien supprimait un poseur d'EEI entre Panjsher et Folad. Un UAV ScanEagle repérait également quatre insurgés dans le voisinage, et un MQ-9 Reaper était envoyé sur place : une bombe GBU-12 a éliminé les quatre hommes. Vingt obus de mortier de 81 mm étaient lancés sur l'endroit, par mesure de précaution[250].

Le 5 août, une patrouille qui contournait Chalghowr heurtait un EEI, et une équipe canine a été blessée. Pendant qu'elle se sortait de là avec ses blessés, la patrouille a repéré des guetteurs ennemis qui observaient son mouvement et elle les a supprimés. Cependant, l'ennemi a rétabli son poste de contrôle et a continué à contrôler les mouvements dans le secteur[251]. La limite d'exploitation des insurgés était Folad, où les tireurs d'élite canadiens

les tenaient à distance. Chaque fois que des guetteurs étaient repérés, ils étaient pris à partie[252]. L'ennemi a aussi été harcelé depuis les airs : dans la brèche située entre l'Avant-poste de combat Panjsher et Chalghowr, un certain nombre de missions étaient exécutées par des UAV et Griffon armés guidés par le SSC de l'aérostat. L'artillerie s'est mise de la partie, elle aussi, par suite des observations faites depuis l'aérostat. Des insurgés qui s'occupaient d'un poste de contrôle illégal et une équipe de poseurs d'EEI, qui opéraient dans la brèche, ont été tués par des tirs d'obus de 155 mm et par des missiles Hellfire lancés par des UAV MQ-9 Reaper[253].

Pendant tout le mois d'août, l'Avant-poste de combat Shojah servait de cible d'entraînement aux insurgés utilisant des mortiers; or, ils apprenaient vite. L'aérostat a repéré une équipe qui a été capturée le 12 août, ce qui a mis fin à leur emploi d'obusiers. Les tireurs d'élite canadiens basés à Folad ont fait mouche à plusieurs reprises pendant le mois, ce qui a découragé l'activité ennemie dans les environs immédiats[254]. Pendant tout ce temps, l'Escadron de reco du Maj Lillingtona a tenu les lignes de communication ouvertes depuis l'itinéraire HYENA jusqu'à l'itinéraire LAKE EFFECT grâce à une série de postes d'observation. Il ne s'est produit aucun incident dans ces postes au mois d'août, et pour cause : les VBL Coyote et SAT disposaient d'excellents appareils d'optique, et le terrain favorisait les tirs de projectiles à trajectoire tendue dans toutes les directions[255].

La Compagnie B du Maj Austin Douglas et la Compagnie I du Maj Steve Noel ont saturé Nakhonay. Malgré l'inefficacité de la police, qui consommait constamment de la drogue, manquait de professionnalisme et de leadership et portait rarement l'uniforme, et en dépit de divers autres problèmes, des postes de contrôle et des fouilles ont permis de découvrir toute une série de caches. Le chef de police intérimaire a dit aux Canadiens que le commandant de la police à Nakhonay entretenait des liens étroits avec le chef du district et que c'était là une question épineuse[256]. Les Canadiens jugeaient que le pouvoir d'Haji Malim reposait sur sa capacité d'assurer la sécurité en exploitant ses rapports avec les insurgés. Maintenant que la présence des forces coalisées marginalisait cette influence, les habitants de l'endroit commençaient à parler plus ouvertement contre lui ». Malim avait dès lors le doigt pris entre le marteau et l'enclume : les insurgés le pressaient de produire des résultats en leur faveur, mais il était évident que la population ne l'appuyait pas[257].

Il n'y a eu presque aucune activité ennemie jusqu'au 7 août, date où un CU-170 Heron a repéré une équipe munie de mitrailleuses PK se déplaçant au sud de Nakhonay. Elle est allée se joindre à six autres combattants. Comme aucun aéronef n'était disponible, les Canadiens ont eu recours à des mortiers de 81 mm et à des pièces d'artillerie de 155 mm pour les marteler. Une patrouille canado-afghane se trouvant à proximité a été touchée par accident par des obus perdus de 155 mm, et ses membres ont été évacués. Le Heron, toujours en vol dans le secteur, a repéré un autre groupe ennemi et, cette fois, des chasseurs-bombardiers

français Mirage étaient disponibles. Malheureusement, les autorités françaises ne leur ont pas permis d'engager le combat. Un Griffon armé est arrivé et a abattu les insurgés. Des tirs de mortier de 81 mm ont été utilisés pour tenter de faire sortir les survivants des boisés, mais aucun ne s'est manifesté[258].

Le premier EEI qui a explosé à Nakhonay en plusieurs semaines était un engin radiocommandé qui a blessé deux Canadiens. Malheureusement, le Cpl Brian Pinksen du 2e Bataillon, Royal Newfoundland Regiment, a plus tard succombé à ses blessures en Allemagne après y avoir été évacué. Des guetteurs et des propagandistes ennemis ont été capturés durant ce temps alors qu'ils tentaient de s'infiltrer à Nakhonay, pendant que des CU-Heron utilisés conjointement avec des MQ-9 Reaper ciblaient continuellement les combattants ennemis entrant dans la chaîne d'Adamzai. Les insurgés ont fait une nouvelle tentative le 14 août et ont attaqué l'Avant-poste de combat SHASSHEN : trois Canadiens et deux enfants de l'endroit ont été blessés. Les troupes de l'Armée afghane nouvellement arrivées ont fait une sortie et ont supprimé quatre guetteurs ennemis qui faisaient écran à 600 m au sud de l'Avant-poste[259].

L'importance des bases talibanes dans la Corne du Panjwayi, en tant que sources d'insurgés, n'échappait pas à la coalition. Les 21 et 22 août, les FOS effectuaient un grand raid dans Zangabad, lequel raid a donné lieu à un échange de feux d'envergure et a entraîné la mort de quinze insurgés, dont un commandant. Une grande cache de mortiers a aussi été découverte et détruite[260].

La notion selon laquelle le développement pouvait se concrétiser dans un endroit tel que le Panjwayi à ce moment-là était difficile à accepter pour les éléments de l'ERP; néanmoins, l'Esc GC employait alors environ 350 personnes pour exécuter divers projets, soit deux fois moins que dans le passé[261]. L'Équipe de soutien du district travaillait à tout projet réalisable à Bazaar-e Panjwayi et elle ne gaspillait aucun effort dans des endroits comme Nakhonay et Chalghowr. Cependant, l'ESD était gênée dans ses entreprises par le gouverneur du district, Haji Baran, qui avait des ennuis de santé. Stéphanie Duhaime, représentante du MAECI au sein de l'ESD, a réussi à convaincre Baran d'utiliser le tapis roulant du CCO-D(P) pour essayer de prévenir d'autres problèmes de santé. Toutefois, à la fin d'août, la rumeur circulait selon laquelle Baran allait être remplacé par Haji Fazluddin Agha, mais la date où ce changement aurait effectivement lieu demeurait vague[262].

Les équipes des OPPSY ont fait savoir que des éléments de la population étaient en accord avec le passage suivant :

> Le Pakistan et les insurgés venant de ce pays sont en train de détruire notre pays. Ils ne tuent pas les membres de la FIAS, mais nos frères musulmans membres de l'ANA et de la PNA […] les Américains traitent avec les talibans et le gouvernement pakistanais […] Le Pakistan abrite

> les insurgés, et les Américains ne font rien pour l'en empêcher […] Les autorités pakistanaises laissent tout l'équipement américain passer par leur pays sans que cet équipement soit attaqué, car elles disposeront ensuite de leur équipement pour tuer des innocents […] Le Pakistan travaille avec les *kafirs* (les infidèles) pour détruire l'Islam […] la population n'appuie pas [Karzai], et si vous voulez vaincre les *kafirs*, il vous faut l'appui de la population[263]. [Traduction]

Il se pouvait très bien que la situation dans le district se fût détériorée au point qu'un dialogue rationnel dans certaines parties du Panjwayi était carrément impossible, vu les courants aux multiples facettes de la propagande talibane, l'accès instantané au déluge d'informations véhiculées par les médias mondiaux, les messages rétrogrades des mollahs illettrés et l'analphabétisme de la population. Les gens continuaient d'être informés par les mollahs et dans les mosquées. Dans de nombreux cas, les insurgés utilisaient les mosquées à leurs propres fins, et il n'y avait toujours pas de plan cohérent de communication avec les autorités religieuses tant de la part de la FO Kandahar, du Commandement régional (Sud) et de la FIAS que du gouvernement de l'Afghanistan.

Attaque du KAF, le 3 août 2010

La fréquence des attaques à la roquette contre le KAF a considérablement augmenté au cours de l'été de 2010. Il y avait des attaques toutes les nuits et, dans certains cas, deux ou trois attaques distinctes en même temps. C'était là en général l'ampleur de l'activité ennemie contre cette installation vitale[264]. Cependant, pour des raisons vagues, l'ennemi a décidé de lancer un assaut terrestre en plein jour contre le KAF, le 3 août. À 11 h 20, deux roquettes frappaient la base. Le système d'alerte du Centre d'opérations de défense interarmées a été déclenché, indiquant qu'une attaque terrestre était en cours. Tous les membres du personnel ont dû rester dans leurs locaux et s'armer. L'état d'alerte est ensuite passé au niveau « Charger les armes ». Le détachement de protection rapprochée et le personnel du CAT 99 ont fermé les entrées du complexe de la FO Kandahar et ont préparé les défenses. Une autre attaque à la roquette a eu lieu à 11 h 40. Une nouvelle a été transmise au Centre d'opérations tactiques selon laquelle les troupes canadiennes à la périphérie de l'aérodrome combattaient des forces terrestres ennemies. Un F-18 qui survolait les lieux, sans pouvoir se poser, a réussi à diriger ses systèmes d'imagerie vers le secteur des combats et a communiqué les images au Centre d'opérations tactiques. Une force de réaction rapide héliportée était dans les airs et se dirigeait vers le point d'où provenaient les roquettes. Ces dernières avaient déjà fait plusieurs victimes que les équipes médicales se sont occupées de transporter à l'hôpital de rôle 3. Le Camp Hero, où l'Armée afghane était basée, a fait savoir que des GPF et des tirs d'armes légères avaient été dirigés contre son périmètre. Un AH-64 Apache et un OH-58D Warrior ont mis le cap vers le Camp pour se porter à la rescousse des Afghans[265].

L'attaque terrestre ennemie a eu lieu à proximité d'un secteur d'entraînement des sapeurs qui s'exerçaient à lutter contre les EEI. Par coïncidence, le véhicule de commandement de l'Esc du Génie du combat, un VBL III (indicatif d'appel ZE9), et son équipage étaient en train de faire une démonstration aux médias sur la lutte anti-EEI. Un Humvee des É.-U. passait aussi dans le secteur au même moment. Un tracteur de ferme modifié aux fins d'une attaque-suicide à l'aide d'un EEI placé dans le véhicule a explosé et ouvert une brèche dans la clôture. Un deuxième attentat du même genre a percé la clôture plus à l'est, tandis qu'un troisième groupe a dirigé une GPF contre une des tours des sentinelles et a blessé trois soldats étasuniens. L'équipage du Humvee a ouvert le feu, mais en fin de compte, plus d'ennemis ont tenté d'exploiter les deux brèches. Le Cplc Marc-André Rousseau et son équipage se sont précipités jusqu'à leur VBL III, sous le feu ennemi, et se sont mis à tirer sur les insurgés à l'aide de leur canon de 25 mm. Des explosions secondaires ont été aperçues quand d'autres kamikazes ont explosé après avoir été touchés par des balles de 25 mm. Tous les insurgés, au nombre de 10 à 12, ont été tués. Les actions du Cplc Rousseau lui ont valu d'être décoré de la Médaille de la vaillance militaire[266].

Les médias essayaient de présenter cet épisode comme une victoire de l'ennemi, sur le plan des opérations d'information, en faisant valoir qu'une attaque de jour représentait un changement énorme dans les tactiques des insurgés et que ce changement comportait d'importantes conséquences. Le Maj Josh Major, commandant du Centre d'opérations tactiques, a riposté en expliquant aux journalistes que dix insurgés s'étaient essentiellement sacrifiés pour 25 mètres de clôture à mailles losangées[267].

À la mi-août, le nombre d'attaques à la roquette contre le KAF avait considérablement diminué. Le Régiment de la RAF repoussait une cellule de huit hommes munis de roquettes, au nord de la base. À l'issue de cette opération, la FO Kandahar apprenait que la cellule avait utilisé ses dernières roquettes lors de l'attaque brusquée du 3 août et qu'elle attendait d'être ravitaillée[268].

Réaligner les forces en vue de futures opérations

À la fin d'août, la situation à Nakhonay s'est stabilisée, et la violence n'y était pas aussi virulente qu'en juillet. Le problème était que les forces afghanes n'étaient pas là pour procéder au volet « Tenir » de la stratégie. Où étaient-elles? La réponse à cette question était liée à des difficultés plus grandes concernant le Commandement régional (Sud), l'Armée afghane et l'ELMO dirigée par le Col Ian Creighton.

Le Mgén Nick Carter savait qu'à un moment donné, les forces étasuniennes seraient assez robustes pour occuper le district de Zharey. Comme nous l'avons vu, l'ensemble d'une brigade, appelée FOM STRIKE, devait se charger de toute la vallée de la rivière Arghandab, au nord de celle-ci. Comme la FO Kandahar occupait le centre et l'est du Panjwayi, il existait encore une brèche, à savoir la Corne du Panjwayi, qui était alors devenu un mini-

État taliban à toutes fins utiles. En 2010, il n'avait pas été possible de réunir les ressources voulues pour donner suite au concept du Bgén Ménard dans la Corne, mais il semblait maintenant qu'une opération pourrait être entreprise sous une forme ou sous une autre[269]. Le principal défi consistait à définir une succession efficace d'opérations à venir. Le Bgén Vance avait étudié le problème du point de vue de la FO Kandahar, mais la confusion au sujet de l'avenir du Bgén Basir et de la 1-205 Brigade, la demande d'opérations avec partenaires et l'effort prioritaire déployé dans l'Arghandab avaient empêché l'adoption d'une solution en juillet et au début d'août[270].

Avant de rencontrer le ministre de la Défense Wardak à la fin de juillet, le Bgén Vance et le Mgén Carter se sont réunis pour discuter de ce qui s'appelait désormais l'étape III de l'Op HAMKARI. Tout portait à croire que cinq kandaks seraient mis à la disposition de la FO Kandahar dans sa zone d'opérations : l'un d'eux serait jumelé à la FO 1-71 Cav dans le Dand; deux autres le seraient au GT canadien, et les deux derniers, aux forces spéciales des États-Unis[271].

En vertu du concept, la FO Kandahar prendrait ces nouvelles forces, s'en servirait pour raffermir l'étape « Tenir » déjà précaire dans le Panjwayi, puis dégagerait le secteur allant de Ma'Sum Ghar à Sperwan Ghar. Cela créerait les conditions voulues afin d'utiliser l'itinéraire BROWN comme ligne de départ pour le dégagement de la Corne. Ces forces seraient appuyées par les sapeurs de combat canadiens et elles projetteraient le soutien de l'Esc GC pour procurer des effets immédiats à la population locale à mesure que les forces avanceraient vers l'ouest. Ces forces prépareraient aussi l'itinéraire HYENA pour le pavage. Des postes de contrôle devaient être établis en chemin, et des opérations de stabilisation des villages seraient exécutées avec la police pour qu'elle ne soit pas « coincée dans l'IT », comme cela avait été le cas en 2007 et 2008[272].

Ce schéma permettait d'injecter des forces de l'Armée afghane dans le Panjwayi oriental avant le début de l'étape III de l'Op HAMKARI. Cela signifiait que, si le Bgén Vance pouvait tirer les arrangements au clair, une compagnie afghane pourrait être envoyée dès que possible à Nakhonay, avec l'assentiment de Wardak. De toute façon, il allait falloir des semaines pour établir les conditions nécessaires à l'exécution de l'étape III d'HAMKARI, et il serait mieux dès lors de raffermir les éléments du stade « Tenir » dans le Panjwayi oriental et le Dand. Pour cela, une réorganisation complète des forces s'imposerait dans la zone de la FO Kandahar : dans la foulée, cela engendrerait beaucoup de travail pour le Génie et des contrats pour aménager l'infrastructure des cantonnements, ce qui créerait des emplois pour les habitants de l'endroit. Cela se traduirait par la dépense de fonds pour réduire le nombre de combattants insurgés locaux. Parallèlement, les opérations de la FOM STRYKE devaient être synchronisées pour qu'elle puisse se rendre jusqu'à la rivière pendant que les forces afghanes se répandraient dans le Panjwayi. L'effort complet aurait pour nom MOSHTARAK II[273].

Le Bgén Vance savait bien qu'en septembre, son quartier général céderait la place à son successeur, le Bgén Dean Milner, et que ce serait l'état-major de ce dernier qui présiderait au dégagement de la Corne. Les choses allaient être d'autant plus compliquées que le quartier général du Commandement régional (Sud) du Mgén Carter allait lui aussi être remplacé, dans ce cas par un Commandement régional (Sud) dirigé par les États-Unis. Par conséquent, il fallait mettre promptement en œuvre les mouvements dont le Bgén Vance, le Mgén Carter et le ministre Wardak avaient discuté et faire l'impossible pour garantir la continuité, avec le concours du prochain quartier général[274].

Le Bgén Vance et le Mgén Carter ont convenu qu'il ne fallait pas cette fois-ci répéter l'Op MOSHTARAK menée dans l'Helmand. Il n'y aurait aucun « gouvernement en boîte ». Cette fois, l'opération ne visait à produire aucun un effet informationnel stratégique, comme cela avait été le cas de l'étape I de l'Op MOSHTARAK. Il n'y aurait pas de séquence « Dégagement – Prise de photos – Retrait ». Une sécurité militaire serait assurée; la PNAOC serait présente, et non la police locale. Les personnes d'influence locales n'auraient aucune occasion d'intervenir. Il y aurait, pour reprendre les mots du Bgén Vance, « un barrage roulant d'amour » [Traduction] de la part des équipes de la COCIM et de l'Esc GC, après le passage de l'infanterie et des blindés. L'influence pernicieuse de Baran serait remplacée par celle, plus bienveillante, du Bgén Basir, au besoin, si un gouverneur militaire était nommé[275].

Les conséquences pour la FO Kandahar étaient énormes, mais le problème clé était attribuable à l'incongruité du fait qu'il y avait deux kandaks afghans jumelés à un seul GT canadien. La solution? À la grande joie du Col Ian Creighton, il a reçu l'ordre de réorganiser l'ELMO et de ramener les équipes de mentors de compagnie.

Une des premières mesures consistait à installer une compagnie d'infanterie afghane à Nakhonay. À cause de la nature alambiquée du système, la FO Kandahar a dû envoyer un peloton à Oruzgan; là, il a opéré sa jonction avec une compagnie du 3e Kandak de la 4e Brigade du 205 Corps, puis il l'a escortée jusqu'à Nakhonay. Le 20 août, cette nouvelle force était en place et menait des patrouilles. L'ELMO s'est reconstituée et a produit une équipe de mentors de compagnie à même ses ressources, et ces derniers se sont joints aux Afghans à peu près au même moment[276].

En deuxième lieu, il fallait déterminer quel kandak serait déployé dans le Panjwayi oriental et quel dans le Dand. Maintenant que le Commandement régional (Sud) était de la partie, il s'occupait des communications avec le ministère afghan de la Défense, par l'intermédiaire de Wardak. Le 6e Kandak de la 1-205 Brigade a été envoyé dans le Panjwayi, et le 7e Kandak de la 1-205 Brigade a été affecté dans le Dand. Une deuxième équipe de mentors canadiens a alors été mise sur pied pour travailler avec le 7e Kandak[277].

Le nouveau nom donné à l'opération dans le Panjwayi était GAD PASOON, ce qui éliminait la confusion existante au sujet des Op HAMKARI et MOSHTARAK (même si l'ancienne terminologie est restée en vigueur pendant quelque temps). Cependant, un nouvel acteur s'est opposé au processus, nommément le gouverneur Wesa. « [Wesa] demandait constamment aux chefs des FSNA de se réunir à très bref préavis, ce qui [perturbait] la planification opérationnelle ». [Traduction] Wesa « a exigé » que la 1-205 Brigade déménage dans la ville et a continué à réclamer le déploiement de kandaks plus nombreux dans la ville pour qu'ils y patrouillent et y empêchent les insurgés d'établir des postes de contrôle des véhicules. Le Bgén Habibi s'est lui-même installé dans la ville, mais il n'a pu confirmer que de tels postes ennemis y existaient. Il a passé beaucoup de temps à convaincre Wesa qu'il y avait d'autres priorités à prendre en compte[278].

À la mi-août, le Bgén Vance et le Mgén Carter continuaient d'encourager le gouverneur Wesa à travailler au remplacement du gouverneur de district, Baran, avant le commencement du volet 3A de l'étape III (Op MOSHTARAK). Wesa hésitait à remplacer Baran, tout comme il hésitait à accepter un autre kandak dans le district de Panjwayi. Pourtant, Haji Agha Lalai Dastegeri répandait déjà la rumeur selon laquelle Haji Faizal Mohommad allait être le prochain gouverneur. Le nouveau directeur de l'ERP, Tim Martin, s'empêtrait de plus en plus dans l'imbroglio de la gouvernance du Panjwayi. Wesa a dit à tout le monde, au cours d'une réunion, que Baran n'avait pas été remplacé. Il a fait valoir qu'il s'agissait d'une question opposant les Alikozais et les Noorzais et que la population locale devait bénéficier des contrats dans le district. Wesa a continué à tergiverser pour des raisons inconnues, probablement liées aux personnes d'influence dans la province et à la façon dont le changement au Panjwayi risquait d'influer sur leurs positions respectives. Baran est resté dans le tableau, et l'impasse s'est poursuivie[279]. Il a indirectement averti que la sécurité se détériorerait sans doute sous la direction de Faizal Mohommad[280]. D'après les comptes rendus ISTAR, des agents d'HiG ont abordé Baran en août pour essayer de gagner sa confiance, maintenant qu'il était sur son départ et qu'il était disposé à s'entretenir avec eux[281].

La relation entre la FO Kandahar et la 1-205 Brigade a changé elle aussi pendant l'été de 2010. Le très patient Bgén Basir s'est fait dire par le commandant du Corps, au milieu des opérations ATAL dans la ville de Kandahar, qu'il allait être remplacé. Insulté, il a quitté son poste pendant que l'opération était en cours. Un commandant adjoint intérimaire a été parachuté dans le poste, mais il n'a pas été à la hauteur, de sorte que le Col Habibi, un ancien commandant adjoint de la 1-205 Brigade qui avait bénéficié du mentorat du Lcol Dan Drew en 2008, a été appelé à commander la 1-205 Brigade. Selon les observateurs, cette nomination a été une bouffée d'air frais. Habibi a immédiatement affirmé son autorité et rapidement

compris qu'en vertu du régime des partenariats, il était le commandant appuyé. Le courant d'énergie circulant dans la 1-205 Brigade a été totalement inversé. Habibi circulait partout, il rendait visite à chaque élément de la brigade et il constituait une source d'inspiration fort nécessaire. Le personnel de l'ELMO a constaté un changement radical. En effet, Habibi n'avait pas peur d'être ouvertement en désaccord avec le Bgén Jon Vance à l'occasion[282].

Appuyer la Force opérationnelle Kandahar

Le Lcol Tim Marcella a pris le commandement de l'ESN en avril 2010. Cette rotation avait un caractère particulier, en ce sens qu'elle a servi trois commandants de la FO Kandahar : les brigadiers-généraux Ménard, Vance et Milner. Un peu plus nombreux que les ESN précédents, celui que dirigeait le Lcol Marcella comptait 554 militaires, 80 représentants des PSP et 300 agents du CANCAP. Du point de vue structurel, il ressemblait aux éléments antérieurs, et il lui incombait d'envoyer des détachements à Ma'Sum Ghar, à Sperwan Ghar, à la FOB Wilson, au Camp Nathan Smith et à Kaboul. Une fois que le Canada a réorganisé ses forces dans la province de Kandahar, l'ESN a créé des détachements à l'Avant-poste de combat Shojah et au nouveau centre de district du Panjwayi. Pendant que l'ERP canadienne réduisait ses effectifs, l'ESN aidait aussi à transférer le Camp Nathan Smith aux Américains. Le soutien logistique fourni à l'ELMO a été réorganisé également pour réduire la perception que les mentors appartenaient à une classe inférieure par rapport aux autres unités de la FO Kandahar[283]. Une transformation profonde de la structure et des processus, par rapport à ceux des rotations antérieures de l'ESN, touchait le GT qui a été modifié pour inclure un échelon et une compagnie d'administration. Ce changement se rapportait plus à la situation sur le terrain – c'est-à-dire le recours à des patrouilles réparties entre deux districts, au lieu de les éparpiller partout dans les provinces de Kandahar et d'Helmand – plutôt qu'à l'adhésion à la doctrine sur la logistique[284].

Le concept du soutien pendant cette période consistait à garder les détachements des FOB aussi à l'avant que possible, en particulier celui des équipes de maintenance. Les mouvements d'équipements lourds jusqu'aux bases d'opérations avancées et vice-versa horrifiaient le Lcol Marcella. Il préférait le recours aux équipes mobiles de réparation. Ensuite, son état-major et lui étaient conscients de la pénurie de véhicules et se souciaient beaucoup de réduire le plus possible les mouvements routiers, tout en favorisant le ravitaillement par hélicoptère. Le soutien des camions à clochettes était maintenant intégré dans le ravitaillement par hélicoptère; par ailleurs, les patrouilles de logistique de combat faites par l'état-major et les barrières artificielles entre ces ressources ont été éliminées autant que possible.

Cela était bien beau en théorie. En juin 2010, toutefois, les hélicoptères de soutien fournis par des entrepreneurs « étaient devenus complètement inutiles » [Traduction],

selon le Lcol Marcella. L'écrasement de l'appareil Blowtorch 61, causé par des tirs ennemis, a effrayé les équipages des Mi-17 présents en vertu d'un contrat; ces équipages ont dès lors refusé de voler à l'ouest du Camp Nathan Smith. L'ESN du Lcol Marcella a donc dû transporter les biens par voie de terre, ce qui augmentait grandement sa dépendance à l'égard des camions à clochettes utilisés en vertu de contrats et, malheureusement, le recours aux patrouilles de logistique de combat du type employé en 2007. Cependant, le Lcol Marcella entretenait une bonne relation avec le Lcol Chris Drouin, commandant de l'Escadre aérienne. Les deux officiers collaboraient pour maximiser les charges en veillant à ce que tous les hélicoptères soient remplis au maximum, à chaque vol. En fin de compte, toutefois, l'ESN a dû utiliser les patrouilles de logistique de combat quatre fois plus qu'au cours des deux rotations précédentes. Cela bien sûr accroissait considérablement les risques d'attaques à l'EEI contre les troupes canadiennes[285].

Le recours accru aux camions à clochettes fournis en vertu d'un contrat procurait un avantage imprévu. Il fallait parfois des jours à ces véhicules pour entrer dans le KAF, en raison de rigoureuses mesures de sécurité. Un membre de l'ESN a été chargé d'accorder un traitement prioritaire aux « camions à clochettes canadiens ». [Traduction] C'est ainsi que du café de chez Tim Horton était servi au poste slovaque de contrôle des entrées. Cet officier canadien a aussi appris le pachtou pour pouvoir s'entretenir avec les conducteurs afghans. Cela lui a permis de recueillir de précieuses données sur les itinéraires et autres renseignements qu'il transmettait ensuite à la cellule du renseignement de l'ESN et au CRTS[286].

La plus vaste tâche qui incombait à l'ESN était de soutenir les troupes étasuniennes qui arrivaient. D'importants travaux d'infrastructure devaient se faire à tous les lieux de cantonnement qu'allaient occuper ces troupes : des logements et des routes devaient être construits, et il fallait inspecter l'infrastructure tactique. En deux mots, le système étasunien d'adjudication des contrats, que l'ESN considérait comme étant « rigide et incapable », [Traduction] a échoué complètement dans sa tâche parce qu'il était beaucoup trop lent dans l'environnement afghan. Le système canadien existant, qui fonctionnait depuis plusieurs années et s'assortissait de nombreuses relations personnelles bien établies, a été mis à la disposition des troupes étasuniennes montantes par le Bgén Vance[287].

Signalons, par exemple, les problèmes liés à la prestation de « services essentiels » au Camp Nathan Smith. L'effectif de l'ERP est rapidement passé à plus de 1 000 personnes, ce qui dépassait la capacité des cuisines. Par conséquent, les frictions entre le personnel militaire étasunien, le personnel civil canadien et le personnel militaire canadien ont atteint des proportions absurdes. Dans un cas, des soldats des É.-U. indisciplinés ont brisé les verrous des congélateurs et s'y sont servis à volonté, mais leurs officiers ne leur ont pas fait payer les conséquences. L'ESN a agrandi les salles à manger, et deux solitudes se sont

finalement dessinées : une salle à manger étasunienne et un mess canadien. Le soutien que l'ESN fournissait aux Forces terrestres des É.-U. en vertu d'un contrat représentait la moitié de tout son effort entre avril et octobre 2010, et ce n'est qu'alors que le système étasunien s'est finalement mis à fonctionner[288].

Par ailleurs, il fallait fournir des détachements d'alimentation avancés dans les zones où les forces étasuniennes se rendaient. Dix-sept cuisiniers supplémentaires étaient nécessaires, dont dix à la FOB Frontenac pour les quelque 300 Américains en poste là. Le soutien fourni par des contracteurs à l'ESN a aidé à répondre à ce besoin fondamental. Le nombre de repas frais canadiens a augmenté aussi, de sorte que moins de 200 personnes ont dépendu des rations individuelles de combat[289].

L'ESN accomplissait également des tâches de mentorat auprès de l'Armée nationale afghane, notamment dans le domaine de la réparation du matériel. Des membres de la Compagnie de maintenance passaient une journée par semaine avec leurs homologues afghans au Camp Hero, et ils estimaient avoir accru de 400 p. 100 la capacité des Afghans sur ce plan. Le concept des convois interarmées a été évoqué, mais les chefs de l'ESN s'y sont opposés à cause de l'existence de trop nombreuses différences quant aux règles d'engagement, aux communications et à la sécurité[290].

L'ESN participait aussi à des tâches de dépannage complexes telles que celles de l'Op QUICK SAND. Une patrouille de trois véhicules appartenant au Régiment de la RAF s'est enlisée dans une sorte de soupe boueuse près d'un des quadrilatères de lancement de roquettes, à l'extérieur du KAF. Les ressources ISTAR ont permis de savoir que l'ennemi savait dans quelle situation fâcheuse se trouvaient les Britanniques et qu'il se préparait à les attaquer. La RAF songeait à abandonner les véhicules et elle a demandé que des munitions interarmées d'attaque directe (JDAM) fassent exploser ces derniers, mais la solution fut rejetée par le Commandement régional (Sud). Un VBLC envoyé sur les lieux pour participer au dépannage s'est enlisé lui aussi, comme un véhicule blindé de dépannage Taurus envoyé pour sortir le VBLC de là. Un VSBL a subi le même sort.

Enfin, un excavateur de l'Armée afghane est arrivé sur les lieux et s'est enlisé également, mais il a réussi à s'extraire de la boue et à dépanner aussi le VSBL canadien. Ce dernier a libéré le véhicule Taurus, et ensemble, ils ont récupéré le VBLC. Les véhicules britanniques ont finalement réussi à se dégager. Ce processus a duré deux jours. En raison de la présence de la coalition dans le secteur, il n'y a eu aucune attaque à la roquette contre l'aérodrome pendant près d'une semaine[291].

L'ESN était obligé de bloquer les tentatives du Commandement régional (Sud) voulant que les mouvements des convois de ravitaillement n'aient lieu que la nuit. Le problème s'amplifiait par l'arrivée des troupes étasuniennes. Ceux qui s'opposaient à cette politique faisaient valoir qu'elle alerterait les insurgés trop longtemps d'avance, que rien ne permettrait

d'étudier le mode de vie de la population, car les rues seraient désertes, et que les véhicules canadiens ne possédaient pas de dispositifs intégrés d'enlèvement d'explosifs. Les véhicules étasuniens étaient munis de petits rouleaux et même de détecteurs, mais pas les VSBL canadiens, et il n'y avait pas assez de systèmes de COIC. En outre, l'emploi d'équipements de vision nocturne accroissait les risques d'accident[292].

Sur le front médical, l'hôpital de l'unité médicale multinationale de rôle 3 dirigé par le Canada passait sous contrôle des É.-U. et déménageait : il laissait derrière des abris Weatherhaven délavés et dégradés par les intempéries et des cabanes en contreplaqué vieilles de huit ans pour emménager dans un hôpital moderne qui aurait pu desservir une localité de taille moyenne au Canada. L'installation canadienne de rôle 2 située près du quartier général du GT canadien est dès lors devenue le centre pour les soins médicaux ne nécessitant pas de chirurgie, mais la FO Kandahar a tout de même fourni du personnel au nouvel hôpital de la coalition[293]. Finalement, la mort des soldats Giesebrecht et Miller a entraîné un réexamen de la viabilité des véhicules-ambulances Bison dans le théâtre afghan. Ils ont été jugés trop vulnérables et ont été retirés du service pour être remplacés en août par des VBLC-ambulances expérimentaux[294].

Conclusion

L'insurrection était en désarroi au début de 2010. Malheureusement, la FIAS ne pouvait pas exploiter la situation à cause de divers problèmes de commandement internes, même si les troupes étasuniennes arrivaient alors en grand nombre à Kandahar. La sempiternelle question de savoir s'il fallait accorder la priorité à l'Helmand ou à Kandahar se posait toujours. Et, à tout moment, l'effort de la coalition était affaibli par le piètre régime de gouvernance afghan, et cette situation était aggravée par la médiocrité du soutien international fourni au gouvernement afghan. En effet, la coalition avait perdu une bonne partie de sa crédibilité aux yeux des Afghans. En outre, l'incapacité totale des principaux acteurs nationaux de trouver des réponses au problème du Pakistan compliquait les choses encore d'avantage.

Forcée par les circonstances d'adopter un rôle moindre dans le contexte des événements, la FO Kandahar avait du mal à réduire ses horizons. Mais en même temps, cet état de choses permettait d'envisager de plus grandes synergies dans le district de Panjwayi. Ces dernières ne s'étaient pas encore concrétisées, mais elles promettaient un avenir meilleur. Les bouleversements extrêmes engendrés au sein de la coalition et par l'insurrection pendant toute l'année 2010 ont commencé à se résorber vers le milieu de l'été, à bien des égards grâce à l'effet positif de l'arrivée du Bgén Jon Vance et à la résilience des soldats canadiens qu'il commandait. La FO Kandahar avait une nouvelle occasion de contribuer utilement avant de se retirer de l'Afghanistan en 2011, sur les ordres du gouvernement canadien. Le Bgén Dean Milner et son équipe de commandement allaient diriger cet effort.

NOTES

1. Entretiens confidentiels de l'auteur dans le théâtre avec des membres canadiens et étasuniens du personnel, juillet 2010.
2. Entrevue téléphonique avec le Col (ret.) Daniel Ménard, 6 novembre 2012.
3. Voir Rajiv Chandrasekaran, *Little America: The War within the War for Afghanistan*, New York, Alfred Knopf, 2012, chapitre 8.
4. Les détails n'ont émergé que plus tard. Voir « Environment in 4th BCT During Deployment was Chaotic », *Army Times*, 18 avril 2012; « Wife of O-6 Told to Stay Away from BCT Families », *Army Times*, 11 juin 2010.
5. Compte rendu de situation quotidien (CRSQ) QG FOI-A, 14 janvier 2010; CRSQ QG FOI-A, 22 février 2010; CRSQ QG FOI-A, 28 février 2010.
6. Briefing de mise à jour sur le combat (BMJC) FO Kandahar, 1er mars 2010, BMJC Cmdt FO Kandahar, 1er mars 2010.
7. Adrian McNair, « Michael Yon Lays Off Canada and Bashes Spain », 8 mars 2010.
8. « The First Scalp of Tarnak? », http://waronterrornews.typepad.com/ps/2011/02/tarnak-bridge-aftermath.html, 2 juillet 2011.
9. Voir la diapo du BMJC QG FOI-A, du 1er février au 1er mars 2010.
10. Briefings faits par le Régiment de la RAF et le Centre d'opérations de défense interarmées (CODI) à l'auteur, 2007, 2008 et 2009.
11. Rencontre de sécurité pour les opérations provinciales (RSOP) FO Kandahar, 1er avril 2010.
12. Pour une analyse équitable et détaillée de l'incident du pont de Tarnak, voir le site http://waronterrornews.typepad.com/ps/2011/02/tarnak-bridge-aftermath.html.
13. RSOP FO Kandahar, 11 mars 2010.
14. RSOP FO Kandahar, 1er avril 2010.
15. Cette méthodologie a commencé à être utilisée au cours des réunions de synchronisation de la FO Kandahar en avril 2010, mais il est probable que la FIAS s'en servait avant cela pour évaluer les progrès. En 2011, le CR (Sud) employait le concept « définir, façonner, dégager, tenir, construire, habiliter » au cours de ses briefings comme méthode standard pour mesurer les progrès.
16. RSOP FO Kandahar, 15 avril 2010.
17. Résumé renseignement (INTSUM) FO Kandahar, 19 janvier 2010.
18. INTSUM FO Kandahar, 15 février 2010; 16 février 2010; 24 février 2010.
19. INTSUM FO Kandahar, 14 mars 2010.
20. INTSUM FO Kandahar, 27 avril 2010; 30 avril 2010, 11 février 2010.
21. Compte rendu de situation (SITREP) hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 mars 2010.
22. Briefing du J2 fait à l'auteur, KAF, le 11 juillet 2010.
23. CRSQ QG FOI-A, 29 mars 2010.
24. INTSUM FO Kandahar, 7 mars 2010.
25. INTSUM FO Kandahar, 5 mars 2010.

26. INTSUM FO Kandahar, 8 mars 2010.
27. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 9 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 mars 2010.
28. INTSUM FO Kandahar, 13 mars 2010.
29. SITREP hebdomadaire QG FOI-A (10–16 mars 2010); INTSUM FO Kandahar (14 mars 2010).
30. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 mars 2010.
31. INTSUM FO Kandahar, 14 mars 2010.
32. INTSUM FO Kandahar, 16 mars 2010.
33. CRSQ QG FOI-A, 17 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 24 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 5 avril 2010.
34. INTSUM FO Kandahar, 11 avril 2010.
35. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 avril 2010; INTSUM FO Kandahar, 12 avril 2010.
36. INTSUM FO Kandahar, 20 avril 2010; 21 avril 2010; 22 avril 2010; 26 avril 2010.
37. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 mars 2010; du 7 au 13 avril 2010.
38. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 février au 2 mars 2010.
39. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 7 au 24 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2010; 4 mars 2010.
40. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 7 au 13 avril 2010.
41. CRSQ QG FOI-A, 5 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 17 mars 2010.
42. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010.
43. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 9 avril 2010; 10 avril 2010.
44. CRSQ QG FOI-A, 21 mars 2010.
45. CRSQ QG FOI-A, 11 avril 2010.
46. INTSUM FO Kandahar, 29 mars 2010.
47. Voir Adam Medina, « Ghost Scouts role play with help from Blackhorse Troopers », http://www.aerotechnews.com.
48. CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2010; 3 mars 2010.
49. CRSQ QG FOI-A, 15 mars 2010.
50. CRSQ QG FOI-A, 18 mars 2010; INTSUM FO Kandahar, 8 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 12 avril 2010.
51. INTSUM FO Kandahar, 28 mars 2010.
52. INTSUM FO Kandahar, 5 avril 2010.
53. INTSUM FO Kandahar, 8 avril 2010; 14 avril 2010.
54. INTSUM FO Kandahar, 10 mars 2010; 16 mars 2010.
55. CRSQ QG FOI-A, les 12, 13, 15 et 20 mars 2010. Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Ryan Jurkowski, Kingston, 19 juin 2014.
56. INTSUM FO Kandahar, 22 mars 2010; CRSQ QG FOI-A, 8 avril 2010.
57. Entrevue avec le Maj Wayne Niven, Edmonton, 11 juillet 2012.

58. *Ibid.*

59. CRSQ QG FOI-A, 8 mars 2010; 10 mars 2010; SITREP Compagnie D 1 PPCLI, 8 mars 2010.

60. INTSUM FO Kandahar, 14 mars 2010.

61. INTSUM FO Kandahar, 17 mars 2010; entrevue avec le Maj Niven.

62. 1 PPCLI « Rapport post-opération (RPO) sur l'Op SHER 2 », du 21 au 30 mars 2010.

63. CRSQ FOI-A, 4 avril 2010.

64. INTSUM FO Kandahar, 20 avril 2010.

65. INTSUM FO Kandahar, 24 avril 2010.

66. SITREP hebdomadaire FOI-A, du 10 au 16 mars 2010; RSOP FO Kandahar, 11 mars 2010.

67. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 17 au 24 mars 2010.

68. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 26 mai au 1er juin 2010.

69. Comme nous le verrons, l'étape III de l'Op MOSHTARAK a été rétablie plus tard, mais à ce stade, les planificateurs canadiens croyaient que le processus HAMKARI constituait le plan ultérieur.

70. Briefing d'ops et de renseignement (ops et rens) FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 10 juillet 2010; briefing du J5 FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 15 juillet 2010.

71. Briefing ops et rens de la FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 10 juillet 2010. RSOP FO Kandahar, 22 avril 2010.

72. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 avril 2010.

73. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 19 au 25 mai 2010; Briefing ops et rens FO Kandahar fait à l'auteur, KAF, 10 juillet 2010.

74. Entrevue avec le Lcol Jennie Carignan, KAF, 12 juillet 2010.

75. *Ibid.* Mentionnons que le 22e Régiment de construction navale (22 NCR) était un quartier général de brigade du Génie qui comportait trois bataillons sous son commandement, soit un bataillon pour les Forces terrestres des É.-U., un deuxième pour les Forces aériennes des É.-U. et un troisième pour les Forces navales des É.-U. Ce dernier en était un de construction navale, aussi appelé « bataillon SeaBee ».

76. RSOP FO Kandahar, 20 mai 2010.

77. L'organisation subalterne s'occupant des ops à la prison de Sarposa s'appelait « Force opérationnelle Cynthia ».

78. Observations de l'auteur, Camp Nathan Smith, du 17 au 24 juillet 2010.

79. INTSUM FO Kandahar, 8 mai 2010.

80. Entrevue avec le Col Ian Creighton, Ottawa, 21 novembre 2012.

81. Entrevues confidentielles avec des membres des ELMO, KAF et Ma'Sum Ghar, été 2010.

82. Entrevue avec le Col Creighton.

83. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010.

84. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 avril 2010.

85. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010.

86. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de mai, juin et juillet 2010.

87. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010. Entrevue avec le Lcol Creighton : le lcol souligne qu'un bataillon d'artillerie des É.-U. travaillant dans un nouveau rôle dans le nord de l'Arghandab a établi un partenariat fructueux avec une unité afghane et une solide relation avec elle. D'autres unités étasuniennes ont eu tendance à se servir des troupes afghanes pour donner « un visage afghan » à leurs opérations en se souciant de la lettre, mais non de l'esprit de la directive. À vrai dire, des unités canadiennes se situaient aux deux extrémités de ce même spectre.

88. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, KAF, 10 août 2010.

89. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Creighton.

90. Entrevue avec le Lcol Creighton. Voir aussi le SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 12 au 18 mai 2010; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 6 au 12 juin 2010.

91. Entrevues confidentielles avec des membres de l'ELMO, KAF et Ma'Sum Ghar, été 2010.

92. Bob Woodward, *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011, p. 459-461.

93. *Ibid.,* p. 459-466. David E. Sanger, *Obama : guerres et secrets*, Paris, Berlin, 2012, p. 37-42. Voir Stanley McChrystal, *My Share of the Task: A Memoir* (New York: Penguin Books, 2013, chapitres 16 et 17.

94. Gordon et Trainor, *The Endgame*, New York, Vintage, 2013, p. 163.

95. Sanger, *Obama*, p. 60–62.

96. Renseignements tirés des RSOP FO Kandahar, de mai à juillet 2010.

97. *Ibid.*

98. Entrevue avec le Col Conrad Mialkowski, Ottawa, 25 octobre 2012.

99. Entrevue avec le Col Mialkowski.

100. Entrevue avec le Col Simon Hetherington, KAF, 9 juillet 2010; entrevue avec le Maj Niven; entrevue avec le Lcol Mialkowski; discussions de l'auteur avec le Mgén Nick Carter, Camp Nathan Smith, 22 juillet 2010.

101. L'état-major du J5 FO Kandahar favorisait la théorie axée sur la nature autochtone de l'insurrection, que le Gén McChrystal semble épouser dans ses mémoires (*My Share of the Task*, p. 308-309), mais l'état-major du J2 et le Bgén Vance croyaient que, dans la province de Kandahar, l'insurrection avait des dimensions rurale, urbaine et extérieure.

102. CRSQ QG FOI-A, 2 février 2010.

103. Briefing J2 FO Kandahar fait à l'auteur, 11 juillet 2010.

104. *Ibid.*

105. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 février au 2 mars 2010.

106. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 21 au 27 avril 2010.

107. Ces chiffres sont tirés des SITREP hebdo QG FOI-A de mars à juillet 2010.

108. Entrevue avec le Lcol Carignan; RSOP FO Kandahar, 15 juillet 2010; CRSQ QG FOI-A, 1er avril 2010.

109. Entrevue avec le Maj Gord Ohlke, Kingston, 22 mars 2013. Voir aussi les notes du journal du commandant du CRTS (Avancé), du 24 au 31 juillet 2010.

110. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 mars 2010.

111. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010.

112. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 24 au 30 mars 2010.

113. INTSUM FO Kandahar, 28 avril 2010.

114. INTSUM FO Kandahar, 8 mai 2010.

115. INTSUM FO Kandahar, 17 mai 2010. En particulier, l'Esc GC a mis au jour un stratagème à Kandahar en vertu duquel des menaces étaient adressées à des propriétaires de terrain dans le district n° 7 pour les inciter à vendre leur terrain. Ahmad Wali Karzai achetait ensuite les terrains et les revendait au gouvernement qui voulait y construire un marché, et Karzai prenait alors part au processus d'approbation. Entrevue avec le Maj Bryan Mialkowsky, KAF, 11 août 2010.

116. INTSUM FO Kandahar, 21 mai 2010.

117. INTSUM FO Kandahar, 28 mai 2010.

118. CRSQ QG FOI-A, 2 mai 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 mai 2010.

119. INTSUM FO Kandahar, 9 mai 2010; 11 mai 2010.

120. Paula Broadwell, *All In: The Education of General David Petraeus*, New York, Penguin Press, 2012, p. 45.

121. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 20 au 26 janvier 2010; du 27 janvier au 2 février 2010.

122. INTSUM FO Kandahar, 15 mai 2010.

123. INTSUM FO Kandahar, 16 mai 2010; 20 mai 2010; 26 mai 2010; CRSQ QG FOI-A, 27 mai 2010.

124. CRSQ QG FOI-A, 3 mai 2010; 4 mai 2010.

125. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2010.

126. CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2010.

127. CRSQ QG FOI-A, 9 mai 2010,

128. CRSQ QG FOI-A, 6 mai 2010; 15 mai 2010; 21 mai 2010; 26 mai 2010.

129. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 19 au 25 mai 2010; INTSUM FO Kandahar, 27 mai 2010.

130. Entrevue avec le Lcol Mialkowski.

131. INTSUM FO Kandahar, 15 mai 2010; 19 mai 2010.

132. CRSQ QG FOI-A, 4 mai 2010.

133. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2010

134. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A des 11, 14 et 18 mai 2010.

135. CRSQ QG FOI-A, 19 mai 2010.

136. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2010.

137. Entrevue avec le Lcol Mialkowski; INTSUM FO Kandahar, 21 mai 2010.

138. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 19 au 24 mai 2010.

139. Entrevue téléphonique avec le Maj Eleanor Taylor, 24 février 2013.

140. CRSQ QG FOI-A, 14 mai 2010.

141. Entrevue avec le Maj Taylor.

142. CRSQ QG FOI-A, 13 mai 2010.

143. CRSQ QG FOI-A, 16 mai 2010.

144. INTSUM FO Kandahar, 13 mai 2010.

145. Entrevue avec le Maj Taylor.

146. CRSQ QG FOI-A, 25 mai 2010.

147. CRSQ QG FOI-A, 26 mai 2010. Voir aussi l'entrevue avec le Lcol Mialkowski.

148. CRSQ QG FOI-A, 28 mai 2010.

149. INTSUM FO Kandahar, 1er juin 2010; 2 juin 2010.

150. « 1 RCR BG Recce Platoon, TF 1-10 Op ATHENA Roto 9 Close Observation Capability — Tactical Employment », 21 avril 2011.

151. Briefing fait par l'Escadron de NEM à l'auteur, KAF, 1er août 2010.

152. *Ibid.*

153. *Ibid.*

154. *Ibid.*

155. *Ibid.*

156. Entrevue avec le Col Hetherington.

157. Entrevue avec le Col Hetherington.

158. *Ibid.*

159. *Ibid.*

160. Entrevue avec le Mgén Jonathan Vance, Ottawa, 11 décembre 2012.

161. *Ibid.* Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Jonathan Vance, KAF, 12 juillet 2010.

162. *Ibid.*

163. *Ibid.*

164. *Ibid.*

165. Entrevue avec le Maj Taylor.

166. CRSQ QG FOI-A, les 6, 8 et 14 juin 2010; INTSUM FO Kandahar, 14 juin 2010.

167. CRSQ QG FOI-A, 11 juin 2010; 12 juin 2010.

168. CRSQ QG FOI-A, 4 juin 2010.

169. INTSUM FO Kandahar, 5 juin 2010; 7 juin 2010.

170. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A de juin 2010.

171. INTSUM FO Kandahar, 5 juin 2010.

172. CRSQ QG FOI-A, 5 juin 2010; 6 juin 2010; 7 juin 2010; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 juin 2010.

173. CRSQ QG FOI-A, 7 juin 2010; 12 juin 2010.

174. CRSQ QG FOI-A, 13 juin 2010; 14 juin 2010; INTSUM FO Kandahar; entrevue avec le Lcol Mialkowski, 15 juin 2010.

175. INTSUM FO Kandahar, 20 juin 2010.

176. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 16 au 20 juin 2010.

177. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, du 20 au 26 juin 2010. Voir aussi le CRSQ QG FOI-A du 1er juillet 2010.

178. CRSQ QG FOI-A, 27 juin 2010. L'auteur est arrivé dans le district de Panjwayi peu après cet épisode; au cours des discussions, le personnel canadien croyait fermement que le véhicule Bison avait été ciblé délibérément parce que celui-ci était une ambulance.

179. Observation de l'auteur sur une discussion pendant un briefing de mise à jour du cmdt, KAF, le 2 août 2010. Un des aspects les plus déconcertants de cet incident était que certains membres du personnel accordaient essentiellement le bénéficie du doute aux talibans et qu'ils soutenaient que les talibans ne savaient pas qu'ils s'attaquaient à une ambulance. Ce genre de déni rappelait le ton de ceux qui avaient fait valoir que les talibans avaient « accidentellement » tué Glyn Berry en 2006.

180. Entrevue avec le Lcol Mialkowski.

181. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 8 au 14 juin 2010.

182. *Ibid.*

183. Entrevue avec le Bgén Vance.

184. RSOP FO Kandahar, 1er juillet 2010.

185. RSOP FO Kandahar, 15 juillet 2010.

186. RSOP FO Kandahar, 22 juillet 2010.

187. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A et SITREP hebdomadaires de juin 2010.

188. *Ibid.*

189. *Ibid.*

190. Michael Hastings, *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Paris, Éditions du sous-sol, 2017, p. 381.

191. Broadwell, *All In*, p. 27.

192. *Ibid.*, p. 49–50.

193. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 juin 2010; du 8 au 14 juin 2010.

194. INTSUM FO Kandahar, 17 juin 2010.

195. Renseignements extraits des CRSQ et INTSUM FO Kandahar, juin 2010.

196. INTSUM FO Kandahar, 20 juin 2010.

197. Renseignements tirés des CRSQ et INTSUM QG FOI-A, juillet 2010.

198. CRSQ QG FOI-A, 26 juin 2010, CRSQ QG FOI-A, 29 juin 2010, INTSUM FO Kandahar, 6 juillet 2010.

199. CRSQ QG FOI-A, 16 juin 2010.

200. INTSUM FO Kandahar, 7 juillet 2010.

201. CRSQ QG FOI-A, 9 juillet 2010.

202. L'auteur était au quartier général de la Force opérationnelle Kandahar quand l'incident a eu lieu.

203. Renseignements tirés des SITREP hebdomadaires et CRSQ QG FOI-A de juillet et août 2010.

204. CRSQ QG FOI-A, 10 août 2010.

205. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 août 2010.

206. INTSUM FO Kandahar, 1er juillet 2010.

207. CRSQ QG FOI-A, 3 juillet 2010. Voir aussi SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 juin au 5 juillet 2010.

208. Propos communiqués à l'auteur par l'Adjum Stu Hartwell, FOB Ma'Sum Ghar, 2 août 2010.

209. CRSQ QG FOI-A, 10 juillet 2010.

210. Entrevue avec le Maj Taylor.

211. CRSQ QG FOI-A, 7 juillet 2010; INTSUM FO Kandahar, 16 juillet 2010.

212. CRSQ QG FOI-A, 6 juillet 2010.

213. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de juillet 2010.

214. Entrevue avec le Maj Smyth.

215. CRSQ QG FOI-A, 26 juillet 2010.

216. Observations de l'auteur faites lors d'un briefing de mise à jour du cmdt, KAF, 26 juillet 2010.

217. CRSQ QG FOI-A, 30 août 2010.

218. Les soldats ayant pris part à cet engagement et à d'autres les ont décrits à l'auteur avec précision, FOB Ma'Sum Ghar, le 6 août 2010.

219. CRSQ QG FOI-A, 27 juillet 2010.

220. CRSQ QG FOI-A, 30 juillet 2010.

221. INTSUM FO Kandahar, 4 juillet 2010.

222. CRSQ QG FOI-A, 4 juillet 2010, 5 juillet 2010.

223. CRSQ QG FOI-A, 7 juillet 2010.

224. CRSQ QG FOI-A, 11 juillet 2010.

225. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 13 au 19 juillet 2010; CRSQ QG FOI-A, 17 juillet 2010.

226. INTSUM FO Kandahar, 18 juillet 2010.

227. Entrevue avec le Bgén Vance.

228. Entrevue avec le Bgén Vance.

229. L'auteur a assisté à plusieurs réunions qui concernaient l'Op BAEXEI (en juillet 2010).

230. Entrevue avec le Bgén Vance.

231. Briefing fait par la Compagnie I à l'auteur, Camp Nathan Smith, 19 juillet 2010.

232. Observations de l'auteur, KAF et Camp Nathan Smith, juillet et août 2010.

233. Entrevue avec le Lcol Mialkowski; CRSQ QG FOI-A, 22 juillet 2010; Briefing de mise à jour du cmdt, KAF, 24 juillet 2010.

234. CRSQ QG FOI-A, 18 juin 2010; 5 juillet 2010.

235. CRSQ QG FOI-A, 5 juillet 2010.

236. L'auteur était dans le théâtre quand cet incident a eu lieu et il a assisté au briefing de mise à jour du cmdt quand les détails ont été exposés, lesquels comprenaient une photo de Baran prise après l'incident de la théière.

237. Entrevue avec le Lcol Mialkowski. Voir aussi l'INTSUM FO Kandahar du 15 juillet 2010; INTSUM FO Kandahar, 26 juillet 2010.

238. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 27 juillet au 2 août 2010.

239. CRSQ QG FOI-A, 18 juillet 2010.

240. CRSQ QG FOI-A, 19 juillet 2010; 20 juillet 2010.

241. INTSUM FO Kandahar, 1er août 2010.

242. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A, août 2010.

243. L'auteur était à bord de l'I/A BLOWTORCH 61, il en est descendu juste avant que l'hélicoptère soit abattu et il a observé la suite des événements dans le poste de commandement à la FOB Ma'Sum Ghar grâce à la liaison avec le SSCS monté sur l'aérostat.

244. L'auteur a observé cet engagement depuis le poste de commandement de Ma'Sum Ghar.

245. Observations de l'auteur depuis la FOB Ma'Sum Ghar, août 2010.

246. INTSUM FO Kandahar, 11 août 2010.

247. Renseignements extraits des CRSQ et incidents significatifs (SIGACT) du QG FOI-A d'août 2010.

248. CRSQ QG FOI-A, 11 août 2010.

249. CRSQ QG FOI-A, 1er août 2010.

250. CRSQ QG FOI-A, 2 août 2010.

251. CRSQ QG FOI-A, 5 août 2010.

252. CRSQ QG FOI-A, 20 août 2010.

253. Renseignements extraits des CRSQ et SIGACT QG FOI-A d'août 2010.

254. *Ibid.*

255. Observations de l'auteur après avoir visité les positions de l'Escadron de reco, district de Panjwayi, août 2010.

256. CRSQ QG FOI-A, 9 août 2010.

257. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 au 9 août 2010.

258. CRSQ QG FOI-A, 8 août 2010.

259. Renseignements extraits des CRSQ et SIGACT QG FOI-A, août 2010.

260. INTSUM FO Kandahar, 22 août 2010.

261. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 27 juillet au 2 août 2010.

262. Entretiens entre l'auteur et des membres de l'Équipe de soutien du district, district de Panjwayi, août 2010.

263. POST SITREP, 1er août 2010.

264. Briefing fait à l'auteur, KAF, 12 août 2010.

265. L'auteur était près du point d'impact de la première roquette; il s'est dirigé ensuite vers le COT FO Kandahar et a observé la suite depuis cet endroit.

266. *Ibid.*

267. *Ibid.*

268. Briefing fait à l'auteur, KAF, 12 août 2010.

269. Le concept n'avait pas non plus été bien examiné relativement aux effets sur les opérations « Tenir » dans le Panjwayi oriental. Voir l'entrevue avec le Bgén Vance.

270. Notes de l'auteur sur un entretien entre le Bgén Vance et le Mgén Carter, 26 juillet 2010.

271. *Ibid.*

272. *Ibid.*

273. *Ibid.*

274. *Ibid.*

275. *Ibid.*

276. Entrevue avec le Col Creighton, entrevue avec le Lcol Mialkowski, CRSQ QG FOI-A, 20 août 2010.

277. CRSQ QG FOI-A, 18 août 2010

278. CRSQ QG FOI-A, 25 août 2010

279. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 10 au 16 août 2010; du 17 au 23 août 2010.

280. INTSUM FO Kandahar, 13 août 2010.

281. INTSUM FO Kandahar, 19 août 2010.

282. Entrevue avec le Col Creighton.

283. Entrevue avec le Lcol Tim Marcella, 12 avril 2013.

284. Briefing fait par l'ESN à l'auteur, KAF, le 15 juillet 2010.

285. Entrevue avec le Lcol Marcella.

286. *Ibid.*

287. *Ibid.*

288. *Ibid.* Voir aussi les observations de l'auteur, Camp Nathan Smith, juillet 2010.

289. « Examen de soutien de la FOI-AFG », 26 mars 2008; « FO 1-10 ESN (R9) Briefing de fin de mission », 19 janvier 2011.

290. Entrevue avec le Lcol Marcella.

291. Briefing de l'ESN fait à l'auteur.

292. Entrevue avec le Lcol Marcella.

293. Observations de l'auteur, KAF, juillet 2010.

294. RSOP FO Kandahar, 29 juillet 2010.

LE DERNIER MATCH DE LA FORCE OPÉRATIONNELLE KANDAHAR :

DE SEPTEMBRE 2010 À JUIN 2011

Introduction

Les dernières rotations de la FO Kandahar ont eu lieu au cours des huit derniers mois du mandat de l'Armée canadienne à Kandahar. C'était une période de changements profonds. Les événements intensément dramatiques de l'été de 2010 cédaient place, au cours de l'automne, à une suite décisive d'opérations, elles-mêmes suivies par une période quasi anti-paroxystique de stabilité relative qui a duré jusqu'à une date avancée de 2011. À première vue, il semblait que le ralentissement de l'activité ennemie à l'automne était cyclique. Les combattants stationnés au Pakistan sont retournés à leurs bases, des activités de réarmement ont eu lieu, des roquettes ont été lancées de temps à autre sur l'aérodrome de Kandahar, et ainsi de suite. Certains ont soutenu que l'ennemi attendait le départ du Canada et qu'il s'était retiré tout simplement pour revenir de plus belle à la charge au printemps. À mesure que les semaines et les mois passaient, toutefois, il est devenu évident que l'ampleur de l'activité ennemie était en train de subir une transformation profonde. L'insurrection a été obligée de réévaluer ses activités en fonction de ce qui s'était passé dans tout le sud de l'Afghanistan en 2010. Des pressions additionnelles, mais difficiles à définir, s'exerçaient de l'autre côté de la ligne Durand. Ces pressions étaient liées à la volonté des chefs insurgés de poursuivre le combat. Dans la zone d'opérations du Canada, l'insurrection était encore moins capable de mener des opérations comme celles qu'elle avait lancées au cours des quatre années antérieures, et ses chefs locaux avaient du mal à s'adapter, encore une fois, aux méthodes et activités de la coalition.

Au début de l'été de 2011, les troupes canadiennes et les civils afghans pouvaient emprunter une route asphaltée pour aller en huit minutes de la Base d'opérations avancée Ma'Sum Ghar jusqu'à une autre base du même genre à Zangabad, tandis qu'auparavant, il n'était possible d'accéder à Zangabad qu'en organisant une opération délibérée le long d'un chemin de terre isolé et tortueux, truffé d'EEI. La nouvelle route a finalement été prolongée jusqu'à Mushan, où les affaires ont repris vigoureusement au bazar. Les troupes canadiennes pouvaient fonctionner dans le cadre d'un partenariat coordonné avec l'Armée afghane, avec la Police nationale afghane pour l'ordre civil et avec les forces

d'opérations spéciales. Elles avaient l'appui de dirigeants de district engagés et comparativement efficaces, et leur présence favorisait le lancement de toute une gamme de programmes axés sur la sécurité et le développement, adaptés aux besoins locaux et destinés à régler les griefs et à aider les autorités religieuses locales. Une brigade afghane, accompagnée de mentors canadiens, a pu mener des opérations comparativement indépendantes. Rien de tout cela n'avait été possible l'été précédent, et encore moins au cours des années antérieures de la campagne de l'Armée canadienne en Afghanistan.

Or, au début de septembre 2010, cette situation souhaitable n'était même pas envisageable. Le Groupement tactique (GT) du 1 RCR s'était heurté à des difficultés dans ses rapports avec Nakhonay et Chalghowr, les deux plaies purulentes du district. On croyait impossible l'exécution d'opérations à l'ouest de l'abscisse 28 dans la Corne du Panjwayi. Ce secteur demeurait un bastion d'insurgés qui envoyaient des ravitaillements et des experts aux fabriques avancées d'EEI, à Kenjakak et ailleurs. Il semblait bien y avoir des EEI partout. Il y avait à tout le moins les opérations de la coalition dans le centre et l'est du Panjwayi qui empêchaient toujours l'ennemi de concentrer ses efforts envers le district de Dand; en dépit de cela, les insurgés s'évertuaient de faire des percées opportunistes au niveau inférieur. À cet égard, ils ont été contrariés par l'action de la FO 1-71 Cavalerie et par les énormes progrès accomplis en matière de gouvernance et de développement qui ont fait du Dand un district modèle.

Transfert des responsabilités entre les Bgén Vance et Milner : la nouvelle Force opérationnelle Afghanistan, en septembre 2010

Le moment du départ du Bgén Jon Vance et de l'ancien quartier général qu'avait dirigé le Bgén Ménard était alors venu. Ainsi, à la mi-septembre 2010, le Bgén Dean Milner et son quartier général ont exécuté une relève sur position et ont entrepris le travail qu'allaient comporter les derniers mois de la mission. Sous la gouverne du Bgén Milner, la FO Kandahar subissait nombre de changements structuraux, vu l'envergure réduite et plus concentrée de la mission. Le groupement tactique et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) qui arrivaient étaient désormais basés uniquement dans le Panjwayi et le Dand. À Kandahar, il y avait encore un peloton de protection et un conseiller militaire au Camp Nathan Smith (le Lcol Louis Cyr), mais à toutes fins utiles, l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) avait cessé d'entretenir une relation digne de mention avec la FO Kandahar. Le Centre du renseignement toutes sources (CRTS) [Avancé] a finalement été retiré. Les compagnies de stabilisation ont été dissoutes.

Photo : MDN AR2010-0306-120

Avec la réduction de l'espace de bataille du Canada dans la province de Kandahar, le Bgén Dean Milner a mis l'accent sur le renforcement des relations avec les chefs de district afghans, en particulier avec le gouverneur du district de Panjwayi, Haji Baran.

Les équipes de la coopération civilo-militaire (COCIM) et des opérations psychologiques (OPPSY) ont cessé de mettre l'accent sur les activités au niveau opérationnel pour se concentrer plutôt sur l'appui des opérations du groupement tactique dans le district de Panjwayi. Les OPPSY « de niveau opérationnel » ont été imbriquées aux activités d'influence, désormais intégrées à un J9 élargi au quartier général dirigé par le Lcol Marcel McNicholl. Ce dernier commandait aussi des troupes de brigade qui consistaient en ceci : un détachement de petits véhicules aériens sans pilote (SUAV) ScanEagle, les restes de la Cie Stab A ne comportant aucun élément d'infanterie, les contrôleurs interarmées de la finale de l'attaque (CIFA), le Centre de coordination des feux d'appui et le Centre de coordination de l'espace aérien au Centre des opérations de la FO Kandahar. Les deux centres de coordination des opérations du district de Dand (CCO-D) se trouvaient également sous la houlette du J9[1].

La branche du J5, sous le commandement du Lcol Roger Cotton, se chargeait des questions liées aux Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) ainsi que de l'analyse des opérations. Il fallait maintenant se pencher résolument sur l'amélioration des critères d'évaluation des

progrès de la police et de l'armée afghanes – ce besoin avait été négligé par les quartiers généraux antérieurs – ainsi que sur le passage au partenariat et sur le déclin de l'ELMO. Les rapports exigés par les quartiers généraux supérieurs de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sur ces questions justifiaient l'accroissement important des capacités du J5. En l'espace de quelques semaines, les comptes rendus quotidiens et hebdomadaires se sont améliorés, et les profanes ont pu beaucoup plus facilement suivre l'évolution des FSNA. Ce nouveau schème consistait en la progression fonctionnelle par les piliers « Planification, Instruction, Capacité, Maintien en puissance » et s'appliquait maintenant à tout ce que les unités de la FO Kandahar faisaient avec les forces de sécurité afghanes[2].

Le J5 fournissait en outre de précieuses analyses des opérations. L'abandon des opérations basées sur les effets par le quartier général Thompson en 2009 ne signifiait pas que la rétroaction statistique était totalement inutile. Le J5 a constaté que le Commandement régional (Sud) déplaçait des symboles des compagnies sur les cartes et qu'il supposait que certaines activités avaient lieu : c'est ce qui a été décrit comme étant « saupoudrer de la poussière KLE (engagement des relais d'influence) » et de la « poussière de stabilisation » sur la carte, mais personne ne savait exactement quels effets cela avait effectivement sous le niveau des sous-unités. « L'argent est un système d'arme » est devenue le mantra dans divers quartiers généraux, mais quand l'idée a été remise en question, il a été difficile d'en prouver le degré d'efficacité. Le J5 a examiné ces aspects de la campagne et a fourni ses opinions au J9[3]. Éventuellement, le J5 s'est tourné vers la transition de la mission, en d'autres mots vers la dissolution de la FO Kandahar et le transfert des responsabilités à la Force opérationnelle de transition de la mission du Bgén Chuck Lamarre.

L'important changement de philosophie pendant cette rotation a résidé dans le fait que les équipes de la COCIM et les autres entités « non cinétiques » de la FO Kandahar se concentraient désormais entièrement sur les activités d'influence, et non sur le développement. Comme l'a formulé le chef de l'Équipe de la COCIM, le major Dan Lemeroux : la COCIM au sein de l'ERP s'axe sur le bien-être de la population, et la FO Kandahar s'axe sur le combat[4]. Il y avait encore une conseillère en matière de développement dans la FO Kandahar, nommément Anne Lavender. Celle-ci avait travaillé à Kandahar pour l'ACDI au sein de l'ERP et avait essayé de rationaliser divers schèmes de redditions de compte en 2010. Cependant, son travail avait été entravé par le fait que les représentants des autres ministères dans l'ERP ne donnaient pas suite à ses communications. Résultat : les équipes de soutien dans les districts de Panjwayi et de Dand rendaient compte à la FO Kandahar, et non à l'ERP, et elles cherchaient encore à ce stade-là à comprendre la nature de leur relation avec la nouvelle super-ERP, à savoir la Plate-forme régionale (Sud) dirigée par les É.-U. Ces équipes de soutien avaient aussi de bonnes relations de travail avec le J9. Le conseiller politique Colin Lake avait un rôle de moins en moins

important à jouer, à mesure que les activités diminuaient, mais il s'est trouvé un créneau qui consistait à faire la lumière sur les relations avec la Plate-forme régionale (Sud). L'étoile du représentant du Canada à Kandahar, le vanté RCK, « était maintenant en déclin », à mesure que « l'influence canadienne s'estompait »[5]. [Traduction]

L'attitude qui a pris forme au cours de la dernière rotation canadienne peut se résumer comme suit : « Il n'est plus question de développement; l'avenir prend fin le 1er juin 2011 ». [Traduction] L'accent était mis sur les effets tactiques, l'objectif étant de réduire l'efficacité de l'ennemi au cours de la saison des combats à venir, à l'été de 2011, de manière à ce qu'une relève sur position efficace puisse avoir lieu avec la brigade étasunienne montante. Les projets n'étaient pas nécessairement conçus pour avoir des effets durables : « [Nous allions] faire tout ce que l'ennemi ne voulait pas nous voir accomplir », [Traduction] par exemple, construire des écoles et les doter en personnel, construire des routes et améliorer les réseaux d'irrigation[6].

Le concept général consistait à exercer une pression avec les projets de COCIM et de développement dans divers secteurs pour inciter l'ennemi à réagir avec ses ressources limitées, puis à accroître de 200 p. 100 l'intervention canado-afghane pour lui faire échec et, ensuite, à passer dans un autre secteur et à répéter le processus. Idéalement, cela allait obliger l'ennemi à étendre à l'excès ses opérations d'information limitées (positives et négatives) et sa capacité de développement chancelante. La FO Kandahar modifierait ensuite l'ordre de ses priorités pour maintenir l'insurrection dans un état de déséquilibre[7].

Le dialogue avec les autorités religieuses faisait partie de ce schème. La radio était un des moyens employés, comme la prestation d'un soutien aux mosquées sous toutes ses formes. La choura des oulémas de Kandahar (KUS) semblait être un endroit propice à une telle démarche, mais en fin de compte, elle ne s'était jamais remise des années 2005 à 2007 où ses membres modérés avaient été sélectivement assassinés. Cela dit, la KUS diffusait maintenant une revue, et il y avait des émissions-débats à la radio portant sur les aspects religieux de la vie, de l'univers et de l'insurrection. D'autres projets, axés par exemple sur la réparation de fauteuils roulants et sur l'enseignement de techniques agricoles de base, comptaient parmi ceux qui avaient des effets que les talibans n'étaient pas à même d'égaler. Sous le commandement du Bgén Milner, la FO Kandahar a retenu les services d'une entité appelée « Maison de la confrérie », [Traduction] dans laquelle les conseillers canadiens et afghans concevaient des activités d'influence. Dans la FO Kandahar du Bgén Milner, la compréhension des activités d'influence et leur intégration aux opérations se sont améliorées de façon spectaculaire, comparativement aux efforts timides et minimalistes qui avaient été faits par le Bgén Ménard[8] et son quartier général.

Le plan et la volonté de disposer d'un nouveau cadre de réintégration des combattants talibans dits « de palier II » [Traduction] au niveau national en Afghanistan avaient engendré, à l'automne de 2010, un tas de programmes inachevés. La situation se voyait comme une faiblesse

importante dans l'effort global de la FIAS, en sorte que le plan n'a pas donné grand-chose pendant le reste du mandat du Canada en Afghanistan. La FO Kandahar n'a quand même pas perdu de vue ce plan. Dans l'ensemble, les programmes de travail rémunéré gérés par les sapeurs canadiens dans les districts sortaient les talibans de palier II potentiels de la rue avec plus d'efficacité que les concepts biscornus formulés par les groupes de réflexion étasuniens cherchant à se faire entendre à Kaboul[9].

Au cours de la dernière rotation de la FO Kandahar, le Régiment du Génie de la Force opérationnelle a joué le rôle de chef de file. Sous le commandement du Lcol Mark Misener, il était constitué de l'Escadron d'appui du Génie (l'ancienne unité d'appui du Génie) dirigé par le Maj Pascal Blanchette; l'Escadron du Génie construction (Esc GC), lui-même comprenant l'Organisation chargée des travaux de construction (OTC) et l'Équipe spécialisée du Génie (ESG), sous la direction du Maj Barbara Honig (une ancienne de 2007); l'Escadron de neutralisation des explosifs et munitions (l'ancien escadron anti-EEI), commandé par le Maj Benjamin Aho, et la Troupe de reconnaissance du Régiment du Génie, une nouvelle sous-unité formée pour mener des opérations d'examen et de vérification des projets. Les soldats de la capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) et les sapeurs de combat de l'Escadron de campagne ont continué à faire partie du groupement tactique[10]. Le Maj Honig et l'Esc GC ont collaboré de près avec le Maj Lemeroux et ses équipes de la COCIM dans les localités du district de Panjwayi, ce que « l'ACDI et le MAECI n'ont pas aimé du tout[11] ». [Traduction]

L'anomalie était que l'équipe spécialisée du Génie (ESG) est restée au Camp Nathan Smith pendant un certain temps, même si elle appartenait à l'Esc GC. L'existence et l'emplacement de l'Esc GC et la question de savoir qui exerçait le contrôle sur elle ont fini par susciter un différend de taille entre la FO Kandahar et les autres ministères canadiens, au point que c'est le Cabinet qui a dû trancher la question. L'ACDI voulait encore jouer un rôle dans le grand dossier du développement de la province avec ses projets, bien que la valeur de beaucoup fût douteuse. L'équivalent étasunien de plus haut niveau de l'ESG faisait partie du 22e Régiment de construction naval (22 Naval Construction Regiment). Comme l'ACDI ne pouvait accéder aux fonds, ressources et capacités d'adjudication des contrats du 22 NCR, elle voulait se servir des fonds et des capacités de la FO Kandahar. À ce stade, la zone d'opérations de l'Armée canadienne se limitait aux districts de Panjwayi et de Dand. Les priorités de la FO Kandahar consistaient à y exécuter des opérations. Aux yeux des éléments du FO Kandahar, l'influence de l'ACDI sur l'ESG créait une situation où « l'ACDI et le MAECI recevaient les accolades si les projets étaient fructueux, et où les Forces armées canadiennes étaient blâmées dans le cas contraire ». [Traduction] Un cas extrême de mesquinerie s'est produit quand l'ACDI a menacé de poursuivre le ministère de la Défense nationale qui avait retiré les extincteurs

d'incendie du Camp Nathan Smith au moment où l'endroit a été cédé aux Américains, ce qui a apparemment compromis la sécurité du personnel de l'ACDI, selon les lignes directrices canadiennes sur la sécurité au travail[12].

Coordination

Comme nous l'avons vu au cours des rotations antérieures, la planification risquait beaucoup de verser dans la confusion pendant les multiples relèves sur position. Cela a été le cas lors de la transition qui s'est opérée entre septembre et novembre 2010, en ce sens qu'il y a alors eu de nombreux éléments qui ne s'imbriquaient pas toujours les uns dans les autres. Le Groupement tactique du 1 RCR, commandé par le Lcol Conrad Mialkowski, a mis en œuvre, à l'automne de 2010, un plan élaboré de concert avec la FO Kandahar, dirigé par le Bgén Vance; or, celle-ci avait été commandé par le Bgén Ménard, qui avait un concept d'opération très différent. Parallèlement, le Bgén Vance a travaillé avec le Mgén Nick Carter, au Commandement régional (Sud), pour stabiliser la situation dans la province de Kandahar après plusieurs changements imprévus au niveau du commandement et après l'arrivée d'importants contingents de troupes étasuniennes dans la province au cours de l'été. La question était la suivante : le Bgén Vance et la FO Kandahar autrefois commandée par le Bgén Ménard devaient opérer leur rotation à la mi-septembre et être remplacés par la FO Kandahar commandé par le Bgén Dean Milner. Le Lcol Mialkowski et le Groupement tactique du 1 RCR devaient être relevés par le Lcol Michel-Henri St-Louis et le Groupement tactique du 1 R22eR à la fin de novembre. Comme nous l'avons vu, l'ELMO était en train de renoncer au partenariat et de revenir au mentorat, pendant qu'elle effectuait sa transition entre une organisation dirigée par le Col Ian Creighton et une autre commandée par le colonel Hercule Gosselin en novembre. Il allait y avoir d'autres forces de sécurité afghanes avec lesquelles il faudrait coordonner les activités, et il y avait maintenant un nouveau commandant à la tête de la 1-205 Brigade en la personne du Bgén Habibi. Ensuite, le quartier général du Commandement régional (Sud), commandé par le Mgén Carter, serait remplacé par un autre dominé par les Américains, en novembre. Ce nouveau QG aurait à sa tête le Mgén James Terry, qui avait été officier des opérations de la 10th Mountain Division (États-Unis) en 2006, quand la FOM AEGIS relevait de cette dernière.

Et ce n'était pas tout : des élections provinciales devaient se tenir en Afghanistan à l'automne de 2010. Les opérations devaient encore être conçues pour appuyer l'inscription des électeurs, protéger les lieux de scrutin et assurer la sécurité le jour de l'élection. Ensuite, les unités allaient devoir élaborer leurs propres plans. Tout cela a eu des répercussions importantes. D'abord, l'ELMO et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police (ELMOP) montantes ont dû adapter sensiblement leurs organisations et leurs concepts

d'opération respectifs pour gérer les nouvelles organisations afghanes qui entraient dans la zone d'opérations du Canada. En deuxième lieu, le Groupement tactique du 1 R22eR allait mettre en œuvre un plan dressé par le Mgén Carter et sanctionné par ce dernier et le Bgén Vance, puis mis à exécution sous le commandement du Bgén Milner, mais coordonné ensuite avec un quartier général dirigé par les É.-U. qui avait son propre plan de campagne. Troisièmement, l'espace de bataille dans les districts de Panjwayi et de Dand allait être encombré par l'équivalent de presque deux brigades : le groupement tactique canadien, l'ELMO et l'ELMOP canadiennes, la FO 1-71 dans le Dand; trois kandaks de l'Armée afghane; un kandak de la Police nationale afghane pour l'ordre civil, et les mentors fournis par les FOS étasuniens au kandak de la Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC). Ces troupes avaient toutes besoin d'une infrastructure avant même de se déployer.

L'immense tâche que représentait l'agencement de tous ces rouages incombait aux états-majors et commandants, mais dans la FO Kandahar, les Lcol Maurice « Moe » Poitras, Doug Claggett et Tod Strickland ont été ceux qui ont relevé ces énormes défis. Ce n'est que grâce à des relations interpersonnelles exceptionnelles et à une confiance totale que tous ces rouages se sont bien imbriqués les uns dans les autres et que ce mécanisme complexe a été enclenché pour aboutir à une fructueuse conclusion.

Le plan que la FO Kandahar a dressé pour stabiliser la situation dans le Panjwayi s'appelait « Op MATIN AZIM ». Le Groupement tactique du 1 RCR a établi les conditions pour permettre aux troupes afghanes d'arriver à l'automne. L'Op MATIN AZIM a été conçue en commun avec la 1-205 Brigade du général Habibi. Le quartier général du Commandement régional (Sud), dirigé par le Mgén Carter, a collaboré avec la FO Kandahar pour élaborer un autre plan appelé « BAAWAR », qui visait à reprendre et à occuper la Corne du Panjwayi. L'opération BAAWAR a fait intervenir la FO Kandahar et la 1-205 Brigade dans le Panjwayi, et la FOM Strike des É.-U. dans le Zharey. Le volet canadien de l'Op BAAWAR a été appelé Op PASS RAFTAN. Cette dernière a été organisée de concert avec la 1-205 Brigade, et les mentors canadiens de l'ELMO ont joué un rôle important dans cet effort de coordination. Les Op BAAWAR et PASS RAFTAN ont été planifiées pendant que le Groupement tactique du 1 RCR était encore dans le théâtre, mais elles allaient être exécutées par le Groupement tactique du 1 R22eR, une fois la relève sur position terminée[13].

Le nouveau quartier général du Commandement régional (Sud), sous la direction du Mgén Terry, suivait d'un œil attentif ces transformations depuis juillet 2010. Ce quartier général était doté d'une importante composante canadienne, parce que le Mgén Terry l'avait demandé expressément. Son commandant adjoint était le brigadier-général canadien André Corbould, qui a choisi une gamme d'anciens de la FO ORION tels que le Lcol Mason Stalker et des officiers d'état-major expérimentés comme les Lcol Acton Kilby et Mike Hewitt pour occuper des postes dans les branches de la stabilisation et du

Génie du quartier général. Ce quartier général travaillait au Plan de mise en œuvre unifiée, c'est-à-dire un plan quinquennal destiné au Commandement régional (Sud). Il n'y avait aucun conflit entre ce travail et ce qui se passait dans le Panjwayi à la fin de 2010, car, grâce aux relations interpersonnelles, tout problème était réglé rapidement. Le quartier général du Commandement régional (Sud) du Mgén Terry ne s'intéressait aucunement à la microgestion des activités dans le Panjwayi à ce moment-là[14], ce qui est tout à son honneur.

Du côté du groupement tactique, le Lcol St-Louis et son état-major entretenaient des relations exceptionnellement bonnes avec le Groupement tactique du 1 RCR du Lcol Mialkowski, et ils étaient à jour eu égard à la multitude de changements qui s'opéraient. Leur plan de reco tactique a été temporairement dérangé par l'écrasement de l'hélicoptère Chinook abattu par l'ennemi en août, mais les commandants des sous-unités montantes comprenaient très bien l'environnement opérationnel de l'heure[15].

La composante afghano-canadienne des plans a été vitale. Du côté de la police, il était encore très difficile de mettre à profit l'influence canadienne auprès des Afghans au niveau provincial. Les problèmes de la police au niveau des districts étaient énormes et liés à la gouvernance. À ces égards, la FO Kandahar n'avait à toutes fins utiles aucune aide un tant soit peu efficace de la part des autres entités canadiennes à Kandahar et elle n'en avait aucune de la part de celles qui étaient à Kaboul.

La relation entre l'Armée canadienne et l'Armée nationale afghane était considérablement meilleure, en particulier après la mi-septembre. À cet égard, le Canada avait la chance d'avoir le Bgén Dean Milner à la tête de la FO Kandahar. Le mandat de ce dernier dans son poste était très différent de celui de ses prédécesseurs. Ses responsabilités étaient les mêmes, mais il devait les exercer dans une zone géographique beaucoup moins grande que dans le passé, et il avait moins d'autonomie que les commandants de la FO au cours des rotations antérieures. Son champ de manœuvre dans les cercles influents provinciaux était beaucoup plus restreint, maintenant que l'Armée canadienne n'y était plus présente; à cet égard, la situation avait été particulièrement transformée après les changements apportés à l'ERP par le Bgén Ménard. Le Bgén Vance avait stabilisé la situation pour placer le Bgén Milner dans une position plus solide dès son arrivée. Au lieu d'essayer de fonctionner comme s'il était en 2006 ou en 2009, ce dernier a compris que son rôle principal n'était pas de lancer des opérations de brigade indépendantes, mais plutôt d'exploiter sa personnalité et son poste de commandement auprès des Afghans pour faire en sorte que tous les autres rouages déjà engagés s'harmonisent aussi bien que possible dans les circonstances. Il n'a pas essayé de réinventer la roue. Ce faisant, il a établi une étroite relation avec le brigadier-général Habibi, il a cultivé ses rapports avec Haji Baran quand c'était possible dans le Panjwayi, et il a aidé Nazek à construire le Dand sur tous les plans, en sachant qu'il fallait maintenir le courant psychologique y ayant été établi[16].

Cependant, la première étape consistait à poursuivre la stabilisation du district de Panjwayi avec le Groupement tactique du 1 RCR et à contribuer à l'organisation des forces afghanes montantes. Tant que le Bgén Milner et son équipe n'étaient pas pleinement en poste, cette tâche incombait au Bgén Vance.

La stabilisation du Panjwayi n'était pas chose facile, mais la situation s'améliorait de semaine en semaine. Les points chauds restaient le secteur de Sperwan Ghar, Nakhonay et Chalghowr. L'abscisse 28 correspondait à peu près à la ligne avant traditionnelle de nos troupes, mais les insurgés s'infiltraient de plus en plus de l'autre côté de l'itinéraire Brown. Les troupes canadiennes et afghanes occupaient Nakhonay, mais il n'y avait là aucune présence efficace de la police, ce qui limitait la circulation de l'information locale. Les insurgés constituaient une source d'irritation à Chalghowr à cause de la position géographique du village entre Malajat, le Dand et le Panjwayi oriental. Un événement important a eu lieu sous la forme d'un grand raid dans Spin Boldak qui a permis de saisir presque tous les composants essentiels d'EEI destinés aux groupes insurgés opérant dans le Panjwayi. Le nombre d'attaques à l'EEI a diminué en septembre[17].

Le Bgén Vance et le Lcol Mialkowski se sont d'abord concentrés sur l'établissement d'un écran à Nakhonay. Voici ce qu'en dit le Lcol Mialkowski :

> Nous allons mettre cet endroit sous clé. Nous allons y installer quatre barrières. Nous allons y faire des patrouilles successives. Moi et, disons, 3,5 tonnes de barbelés! La nouvelle attitude des habitants de Nakhonay se résumait par les mots : « Sayonara, imbéciles! ». [Traduction] Nous avons tout cet argent et nous allons maintenant l'investir dans Salavat. Nous allons investir aussi à Mohajerin, Panjsher et Fathollah, et nous allons le faire assez près pour qu'ils puissent le voir[18]. [Traduction]

L'entrepreneur pakistanais récalcitrant et hésitant qui gérait le projet d'asphaltage de routes de l'UNOPS (l'itinéraire Lake Effect) a dit au groupement tactique qu'il reviendrait maintenant que la période estivale des combats allait prendre fin, et qu'il terminerait l'asphaltage de l'itinéraire. « Et nous avons répondu : " Très bien, et tu vas aussi bitumer les routes ici, ici et là. " – " Pas de problème! Et Nakhonay? " Nous avons répliqué : " Au diable, Nakhonay " […] Dix Canadiens ont été tués à Nakhonay sans que nous y accomplissions quelque progrès que ce soit. Rien, rien d'autre qu'une exaspération complète[19] ». [Traduction]

La Compagnie Charles du major Taylor, à Sperwan Ghar, faisait face à une intense activité ennemie. La rumeur circulait selon laquelle il y aurait une offensive des forces coalisées contre la Corne du Panjwayi, et il semblait, d'après les tendances de l'activité ennemie, que les insurgés tentaient d'empêcher ou de perturber tout mouvement de la part

de la coalition. En effet, la plupart des activités ennemies signalées dans le Panjwayi en septembre avaient lieu dans les localités entourant la Base d'opérations avancée et, comme d'habitude, la jonction entre les itinéraires Brown et Hyena (voir les figures 8-1 et 8-1a).

Il y avait beaucoup d'activités à l'est de l'itinéraire Brown, ce qui était inhabituel et révélait une infiltration importante d'insurgés dans ce secteur. Le 30 août, par exemple, une patrouille de l'Armée afghane a été touchée par un EEI radiocommandé; quand les Afghans ont envoyé là une force de réaction rapide, elle est tombée dans une embuscade. Le peloton canadien de service a aussi essuyé des tirs dans la base. Divers systèmes de surveillance installés sur la colline ont repéré des ennemis qui ont été pris à partie : deux avions F-18 sont intervenus avec leurs canons et des bombes GBU-12, et la batterie de l'artillerie canadienne a aussi tiré 20 obus de mortier de 81 mm sur les insurgés qui tentaient de s'enfuir[20].

La Compagnie Charles exécutait des patrouilles dans les localités et a découvert une série de caches. Pendant l'exfiltration d'une patrouille, un hélicoptère OH-58D Warrior qui observait l'opération a essuyé des tirs antiaériens provenant d'une mitrailleuse lourde. Les convois de ravitaillement de l'Armée afghane et ceux des entrepreneurs ont commencé à être attaqués sur l'itinéraire Brown. Dans tous les cas, la Compagnie Charles a pu demander un appui aérien rapide contre les groupes ennemis embusqués. Dans un cas, un VBL III et un véhicule Coyote ont utilisé leurs canons de 25 mm depuis la base contre de petits groupes d'insurgés contournant des enceintes le long de l'itinéraire Brown. Des tireurs d'élite sont venus pour supprimer les poseurs d'EEI et les prendre à partie quand ils le pouvaient[21].

Comme activité complémentaire de l'imminente Op MATIN AZIM, la Compagnie Charles a fait irruption dans le secteur de Sperwan, les 15 et 16 septembre. Ce mouvement a semblé déplacer les petits groupes ennemis de ce secteur vers la zone située à l'ouest de l'itinéraire Brown. Les tirs d'armes légères des insurgés étaient désormais dirigés contre Sperwan Ghar depuis le sud-ouest et l'ouest, plutôt que depuis le nord. La FO Kandahar n'était pas à même de projeter des forces à l'ouest de l'abscisse 28, mais afin de faire réfléchir l'ennemi, elle a autorisé deux attaques dans le secteur de Zangabad, en se fondant sur des rapports ISTAR. Une enceinte, dont on savait que c'était une fabrique d'explosifs artisanaux a fait l'objet d'une attaque aérienne le 15 septembre. Deux semaines plus tard, les ressources ISTAR ont repéré une fabrique d'EEI dans un champ; les obusiers canadiens M-777 sont entrés en action et ont détruit l'installation, tout en tuant toutes les personnes qui s'y trouvaient[22].

La série d'opérations suivante portait le nom de « MATIN AZIM ». Elle avait plusieurs objectifs. Tout d'abord, il s'agissait de dégager trois secteurs, soit ceux d'Haji Habibollah, de Kenjakak et de Chalghowr. Le deuxième consistait à établir et à occuper une infrastructure tactique, de manière que les unités afghanes et canadiennes montantes puissent se préparer aux opérations dans la Corne du Panjwayi. Le troisième objectif était de créer une ceinture

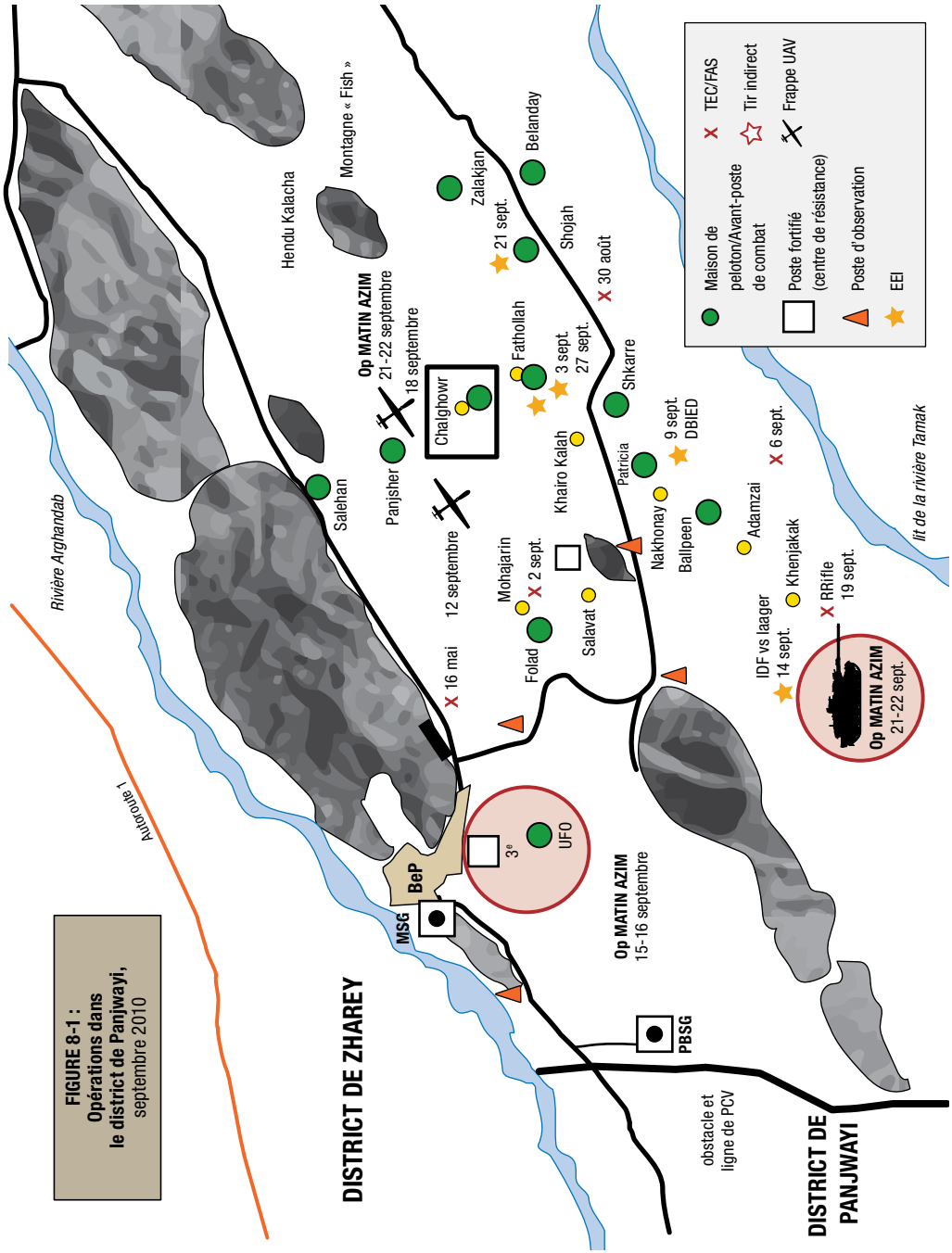


Figure 8-1 : Opérations dans le district de Panjwayi, septembre 2010

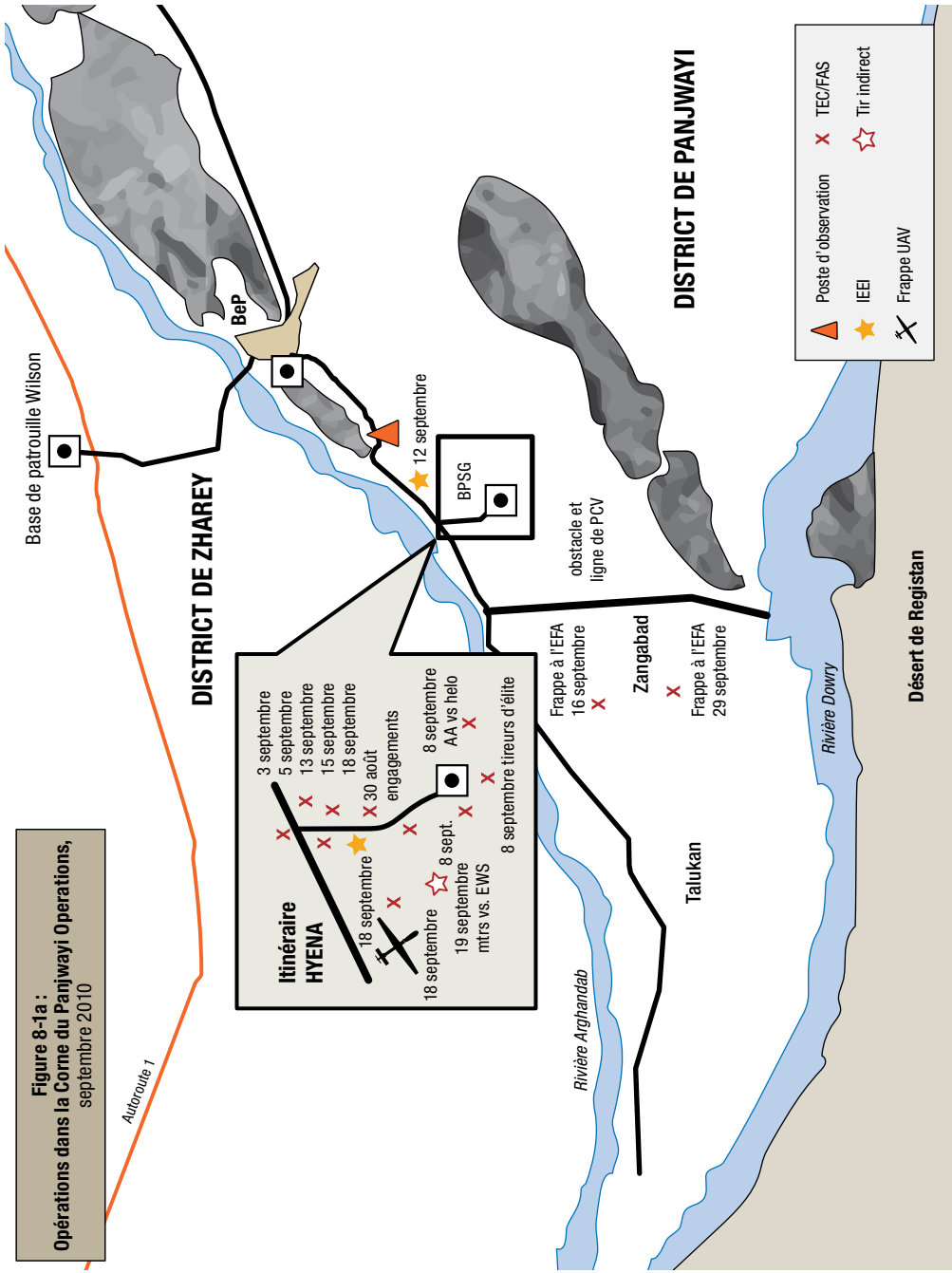


Figure 8-1a : Opérations dans la Corne du Panjwayi Operations, septembre 2010

d'obstacles, composée de fossés et de fils barbelés, ainsi que des postes de contrôle de l'accès dans des endroits choisis, pour gêner les mouvements ennemis et procurer un « moment de répit » aux troupes chargées du stade « Tenir » dans les trois secteurs dégagés[23].

La FO Kandahar voulait produire plusieurs effets par le biais de l'Op MATIN AZIM. Comme le Lcol Mialkowski l'a dit : « Nous allons vous forcer à utiliser ces postes de contrôle, ou à vous retirer dans le désert du Reg. ». [Traduction] Comme la compagnie de reco travaillant pour la 1-205 Brigade était située à la pointe inférieure de Khebari Ghar, que l'escadron de chars allait et venait entre cet endroit et Nakhonay, et que l'Escadron de reco faisait écran sur l'itinéraire Lake Effect, cela était désormais possible. « Maintenant, un motocycliste peut passer, mais cela nous importe peu, car il n'emporte pas 200 livres d'explosifs artisanaux, par exemple. Ce qui nous intéresse, ce sont les fourgonnettes, les autos et les camionnettes. Nous avons donc fermé tous les points de franchissement. Nous y avons placé des barbelés. Nous avons forcé les gens à emprunter les routes légales[24] ». [Traduction]

Pour ce segment de l'Op MATIN AZIM, le travail du Génie a pris un mois environ. La première tâche a consisté à creuser un fossé à l'ouest de l'itinéraire Brown et à établir de meilleurs postes de contrôle de l'accès sur les itinéraires Brown et Hyena. Combinées aux opérations de la Compagnie Charles, ces mesures ont réduit l'activité ennemie à l'est de l'itinéraire BROWN[25].

Dans les milieux de la COCIM et dans la Compagnie Charles, on craignait qu'une ceinture d'obstacles le long de l'itinéraire Brown déplaise à la population, car elle diviserait en deux les localités, comme ce fut le cas à Chypre et à Berlin. Cependant, après le creusage des fossés antichars, la pose des barbelés et l'installation de blocs antimotocyclistes, la population a abordé des membres de la Compagnie Charles et les a remerciés de veiller ainsi à sa sécurité. Certains habitants voulaient même que la ceinture d'obstacles et les postes de contrôle s'étirent vers l'ouest au-delà de l'abscisse 28, et beaucoup se sont demandé pourquoi ces travaux n'avaient pas été accomplis plus tôt. En d'autres mots, l'effet psychologique des obstacles physiques aidait à accroître le sentiment de sécurité. L'ennemi continuait de sonder les ouvrages de défense et d'essayer de poser des EEI, mais il a réduit ses activités juste assez pour donner un moment de répit à la Compagnie Charles et à la population. Pendant ce temps, l'ennemi exécutait d'autres attaques inefficaces du type « faire feu et fuir » avec des armes légères contre les postes de contrôle[26].

L'étape suivante de l'Op MATIN AZIM consistait à faire surgir, le 15 septembre, le major Steve Noel et la Compagnie I dans le secteur d'Haji Habibollah, au sud de Bazaar-e Panjwayi, où ils ont occupé un poste d'observation sur la colline UFO et, temporairement, le complexe scolaire déserté juste à côté, à Nejat. Il y a eu une volée de tirs d'armes légères au début contre la colline des Trois Chars et le PO de l'école,

près du nouveau centre de district, mais une fois que la Compagnie I s'est mise à patrouiller, l'ennemi a cessé ses activités, ou presque. En fait, le problème des postes de contrôle illégaux dans le secteur, qui avait tellement préoccupé la FO Kandahar plus tôt au cours de l'été, avait disparu[27].

Puis, ce fut au tour de la Compagnie O. À ce moment-là, la compagnie du major Steve Brown occupait ses avant-postes de combat à Panjsher, Salavat et Fatollah et elle menait des patrouilles entre les trois endroits. Quelques attaques à l'EEI dans les environs de Fatollah ont entraîné un recours accru aux UAV entre cette localité et Chalghowr, ce qui a donné lieu à des interventions des UAV MQ-1 Reaper contre de petites équipes de poseurs d'EEI. Les troupes qui occupaient l'avant-poste Shojah ont fait venir un détachement de tireurs d'élite pour qu'il règle son compte à une autre équipe de poseurs d'EEI repérée. Les tireurs d'élite ont eu vite fait d'accomplir cette tâche. Les 21 et 22 septembre, la Compagnie O, qui travaillait avec des forces de l'Armée afghane, est entrée dans Chalghowr et l'a balayée. Elle a aussi dirigé une attaque aérienne contre le carrefour de Fatollah, dans le cadre de l'opération. Les sapeurs sont arrivés pour commencer la construction d'un avant-poste de combat destiné à une compagnie de l'Armée afghane qui allait arriver. Il n'y a eu aucune opposition manifeste[28].

En effet, selon des comptes rendus, des habitants de l'endroit, dans le Panjwayi, s'opposaient d'eux-mêmes aux talibans. Le commandant de la police de Salehan a fourni des armes à un groupe civil d'une localité au sud de sa position, sans doute pour se servir de cette localité comme d'un écran contre les insurgés à Chalghowr. Par suite d'une attaque à l'EEI qui a fait plusieurs blessés parmi la population de Fatollah, la collectivité s'en est prise aux insurgés talibans connus et les a battus. En moins d'une semaine, la rumeur a circulé selon laquelle les commandants ennemis dans l'ensemble du secteur de Nakhonay quittaient les lieux. Les insurgés ont même contribué à la cause de la coalition quand un EEI a supprimé un commandant de Nakhonay : ses hommes et lui ont fait sauter avec leur véhicule un engin qui avait été posé là par un autre groupe[29].

La compagnie B et le major Austin Douglas ont continué à occuper Nakhonay. Hormis quelques petites attaques inefficaces avec des armes légères et l'emploi d'un canon sans recul de 82 mm contre l'avant-poste de combat Ballpeen, le seul autre incident d'importance est survenu quand l'ennemi s'est bizarrement servi d'un âne pour exécuter contre une patrouille canadienne une attaque à l'EEI qui a blessé quatre soldats canadiens et deux enfants de l'endroit[30].

La prochaine étape de l'Op MATIN AZIM a eu lieu les 28 et 29 septembre dans le secteur de Kenjakak. Il n'y a eu aucune opposition, et quelques petites caches ont été découvertes. La seule autre activité ennemie digne de mention a visé l'Escadron de chars Leopard. Le major Rob Mackenzie et ses tankistes occupaient un lieu de laager à l'ouest de Nakhonay quand ils ont été attaqués au mortier. Un soldat a été blessé. La Batterie D a alors dirigé

20 obus de mortier de 81 mm vers l'ennemi en se servant du radar antimortier dont l'escadron était équipé; les équipes ennemies ont été détruites. Par la suite, les insurgés ont évité de s'en prendre au laager des chars[31].

L'Op MATIN AZIM a eu plusieurs effets dérivés. Les mouvements perturbateurs dans les trois localités ont amené les FOS à cibler un important commandant ennemi qui a été forcé de partir abruptement et qui a ensuite été capturé[32]. Les groupes ennemis, depuis le secteur à l'est de Sperwan jusqu'à Adamzai, se plaignaient maintenant auprès de leurs chefs du manque d'approvisionnements en matière d'EEI. Par conséquent, il y a eu plus de tentatives de pratiquer des brèches dans la clôture de barbelés à lames tendue à l'ouest de l'itinéraire Brown, ce qui a donné lieu à des engagements plus nombreux le long de cette ligne. Les attaques menées près de Zangabad gênaient également la production d'explosifs artisanaux ennemis[33]. Le Lcol Mialkowski savait bien que les effets étaient temporaires et que l'ennemi s'adapterait aux circonstances. Cependant, l'Op MATIN AZIM a permis aux forces coalisées de gagner un temps précieux pour faire entrer les forces afghanes dans le district de Panjwayi.

Les opérations de l'ELMO, à l'automne de 2010

Plusieurs réalités ont assombri l'exposé de l'ELMO sur certains aspects de la professionnalisation de l'Armée nationale afghane à long terme. D'abord, la nouvelle rotation canadienne n'allait durer que de septembre à la fin de mai 2011, date de la clôture de la mission. Le Col Ian Creighton et son état-major cherchaient encore à renverser les effets du retrait des équipes de mentors des compagnies. Deuxièmement, il y avait dans le Panjwayi des problèmes opérationnels immédiats qu'il fallait résoudre. Enfin, l'ELMO montante commandée par le colonel Hercule Gosselin était en route, mais son arrivée serait déphasée par rapport à celle des autres entités de la rotation; l'ELMO n'aurait donc que cinq mois pour accomplir quoi que ce fût, une fois arrivée à pied d'œuvre en décembre[34].

L'établissement de la coopération entre l'Armée afghane et la FO Kandahar au sujet des opérations dans le district de Panjwayi a été lent, comme nous l'avons vu. Pendant l'été de 2010, les opérations dans l'Arghandab ont constitué la priorité des forces de l'Armée afghane dans la province. Le Bgén Vance et le Col Creighton ont accompli des progrès en obtenant qu'une compagnie afghane soit stationnée à Nakhonay et en réorganisant l'ELMO pour recréer une équipe de mentors des compagnies qui allait gérer la relation connexe. Avec le Bgén Habibi, nouveau commandant expérimenté de la 1-205 Brigade, et grâce à la planification générale faite pour reprendre la Corne du Panjwayi par le quartier général du Mgén Nick Carter, à la tête du CR (Sud), il a semblé que l'ELMO serait à même de mener des opérations plus fructueuses[35].

En septembre 2010, la structure initiale de l'Armée afghane, dans la mesure où elle influait sur les opérations canadiennes, était la suivante : le 1er Kandak était dans le district d'Arghandab, le 3e Kandak, dans la ville de Kandahar et le 2e Kandak dans le Panjwayi, tandis que les kandaks d'appui tactique et de soutien logistique au combat répartissaient leurs unités entre ces trois zones. Une compagnie d'un kandak basé dans l'Oruzgan était en poste à Nakhonay et travaillait avec une équipe spéciale de mentors canadiens. Comme la tâche primordiale de l'Armée afghane consistait à protéger la ville de Kandahar, les opérations canadiennes dans le Panjwayi et le Dand revêtaient une importance secondaire. Sur un plan positif, cependant, le Bgén Habibi envisageait avec enthousiasme les opérations menées au niveau des compagnies, ce que son prédécesseur détestait, et la décentralisation le dérangeait moins lorsqu'il s'agissait de collaborer avec des unités canadiennes[36].

À ce stade de la guerre, le 2e Kandak du Lcol Baris était considéré comme étant épuisé après avoir mené des opérations en partenariat avec les forces coalisées pendant le printemps et l'été. Il a refusé de se rendre à Sperwan Ghar et n'était pas prêt à prendre la tête de l'Armée afghane dans la Corne[37]. Cependant, il y avait deux nouveaux kandaks provenant d'autres brigades et du corps, mais ceux-ci avaient été retranchés de la 1-205 Brigade. Afin d'éviter toute confusion, on les a rebaptisés 6e Kandak et 7e Kandak, et ils ont été envoyés dans les districts de Panjwayi et de Dand, respectivement[38].

Il y avait, cependant, des problèmes de croissance. Les nouveaux kandaks provenaient d'autres brigades, et ils ont donc dû établir d'abord une relation avec la 1-205 Brigade. Cela a mis à l'épreuve un système logistique de brigade déjà surchargé. Il a fallu du temps pour remédier à cette situation ainsi que l'aide de l'ELMO et de l'Élément de soutien national. Par ailleurs, comme les opérations dans l'Arghandab tiraient à leur fin, le quartier général de brigade du Bgén Habibi a commencé à déménager dans le Panjwayi. Pour cela, il fallait une infrastructure, ce qui a nécessité l'affectation de capacités limitées des unités du Génie construction et des entrepreneurs[39]. Les commandants des 6e et 7e Kandaks avaient hâte de se mettre en route, mais l'ELMO devait constamment leur rappeler que l'infrastructure tactique « [devait] d'abord être défendable, puis habitable[40] ». [Traduction]

En définitive, l'ELMO a été prise dans un dilemme. Il lui fallait s'attaquer à des problèmes opérationnels immédiats, tout en fonctionnant dans le cadre du partenariat. Du point de vue du Col Creighton, les opérations de l'été sous la direction du Bgén Vance équivalaient à un combat tactique où l'ELMO travaillait avec les Afghans du 2e Kandak et avec le Groupement tactique du 1 RCR pour stabiliser la situation. Les questions se posant à plus long terme — le mentorat institutionnel et l'organisation de la police du Maywand (404) — figuraient nettement plus bas dans la liste des priorités. En même temps, il fallait restructurer l'ELMO afin de gérer les opérations des compagnies et en garantir la réussite. Maintenant que le Bgén Habibi avait remplacé le Bgén Basir et que le Bgén Milner

Photo : Auteur

Les forces de sécurité afghanes ont joué un rôle beaucoup plus grand dans le district de Panjwayi en 2010 et 2011 et elles ont fini par y compter cinq kandaks, dont deux étaient jumelés avec des forces canadiennes. C'était là une formidable amélioration par rapport aux années 2006 et 2007, laquelle témoignait des efforts cumulatifs déployés par l'Équipe canadienne de liaison et de mentorat opérationnel.

avait succédé au Bgén Vance, l'occasion se présentait de rationaliser les opérations de l'ELMO pour le reste du mandat de l'Armée canadienne dans le sud de l'Afghanistan. Les mentors de l'ELMO, désormais appelés « équipes de mentors des kandaks », [Traduction] se sont déployés avec les 2e et 6e Kandaks au niveau des compagnies. La FO 1-71 Cav continuait de travailler avec le 7e Kandak dans le Dand pour le moment, mais une équipe de mentors de kandak est finalement arrivée à l'automne[41]. Du point de vue du Bgén Milner, les partenariats du groupement tactique avec les kandaks seraient renforcés grâce à l'intégration des mentors dans les compagnies et les kandaks. Au sommet de la chaîne de commandement, le Bgén Milner serait jumelé au Bgén Habibi, et le nouveau commandant de l'ELMO, le Col Gosselin, deviendrait le mentor du Bgén Habibi[42].

Quand le Col Gosselin a pris le commandement de l'ELMO, composée de 281 personnes, en novembre 2010, il a immédiatement perçu les problèmes inhérents au partenariat. Il y avait maintenant deux kandaks dans le Panjwayi et un groupement tactique canadien, de sorte qu'il était tout simplement impossible de maintenir un jumelage selon le ratio compagnie sur compagnie comme on le stipulait. Ce que toutes les personnes concernées devaient accepter était que le Canada n'exerçait plus aucune influence au niveau du ministère de la Défense, non plus qu'à celui du 205e Corps, et que le programme opérationnel canadien à Kandahar importait maintenant plus que le perfectionnement de l'Armée nationale afghane. La triste réalité était que le degré d'efficacité des opérations du Canada dans le district de Panjwayi allait être le critère déterminant des progrès jusqu'à la fin de la mission. Malgré tout, le Col Gosselin a conclu que la meilleure tâche durable qu'il pouvait accomplir avec l'ELMO consistait à renforcer la confiance de l'Armée afghane au chapitre de l'exécution des opérations à tous les niveaux, mais en particulier à celui du commandement au sein de la 1-205 Brigade et de ses kandaks. Rejetant les directives strictes sur le partenariat comme étant un véritable carcan, il a établi que, désormais, la structure hybride alliant partenariat et mentorat serait appliquée de toutes les façons possibles pour accomplir la tâche susmentionnée[43].

En fin de compte, en vertu de la nouvelle structure, l'équipe de mentors était maintenue dans la 1-205 Brigade. Par contre, la tendance consistant à répartir les équipes d'instruction du Maywand (404) et à les réaffecter dans les kandaks se poursuivait. En outre, l'ELMOP était de nouveau revenue sous la coupe de l'ELMO. Une cinquième équipe a été ajoutée, en sorte qu'il y a eu deux équipes de l'ELMOP dans le Dand et trois dans le Panjwayi. Les équipes de mentors des kandaks ont été complètement réorganisées et « adaptées en fonction de la tâche », pour que les unités de la police et de l'Armée afghanes dans le Panjwayi puissent travailler avec les compagnies canadiennes. Par exemple, la 7e équipe de mentors de kandak comprenait deux équipes de mentors de compagnie pour travailler avec deux compagnies du 6e Kandak associées aux Compagnies B et C du groupement

tactique; elle avait aussi deux équipes de l'ELMOP pour travailler avec la police afghane affectée dans les zones d'opérations couvertes par les Compagnies B et C. En ce sens, la configuration finale de l'ELMO différait de celle des entités précédentes et elle convenait aux opérations de niveau inférieur menées dans les localités[44]. En octobre, les unités de l'Armée afghane avec lesquelles le groupement tactique était jumelé dans le Panjwayi étaient les 2e et 6e Kandaks de la 1-205 Brigade (voir la figure 8-2).

Problèmes de gouvernance

Comme nous l'avons vu, la participation de la FO Kandahar dans les affaires provinciales avait beaucoup diminué en 2010. Par exemple, les élections provinciales de l'automne 2010 avaient à peine retenu l'attention du quartier général. Les opérations de sécurité habituelles à mener pendant la campagne électorale ont été orchestrées dans le Panjwayi et le Dand, et l'ennemi ne s'est à peu près pas manifesté, malgré les affirmations exagérées à l'effet contraire de la part de la choura de Quetta[45]. La campagne d'assassinats à Kandahar a effectivement chevauché l'élection, mais elle faisait partie d'une stratégie d'intimidation plus large de la part des insurgés, au lieu de cibler expressément le processus électoral. Cela dit, le directeur de Haj Mohommad Timori a été tué par un EEI placé dans un véhicule, près du Palais du gouverneur. Cet assassinat a été perçu comme étant une attaque qui visait délibérément les autorités religieuses[46].

Une obscure personnalité religieuse américaine a menacé de brûler le Coran publiquement, ce qui a risqué la division et temporairement influé sur les relations entre le gouvernement provincial et la FO Kandahar :

> Le [gouverneur adjoint] a essentiellement déclaré qu'il appuierait un djihad contre les forces coalisées si la menace proférée n'était pas enrayée. Le maire de la ville de Kandahar (un citoyen des É.-U. originaire de la Virginie) a fait savoir qu'il ferait appel à la CIA et au FBI pour empêcher que des exemplaires du Coran soient brûlés. Le gouverneur de Kandahar a écouté ces observations et a déclaré au [personnel du centre de coordination provincial] : « Maintenant, vous connaissez notre position; veuillez la communiquer à vos autorités compétentes. » […] Un élément particulièrement inquiétant réside dans la pression que la population exercera sur les représentants du [gouvernement de l'Afghanistan] pour qu'ils se distancient de la FIAS […][47]. [Traduction]

Les experts talibans des opérations d'information se sont probablement frotté les mains en jubilant, mais cet événement n'a eu aucun effet immédiat.

Cependant, les comptes rendus ISTAR faisaient état d'une situation problématique de l'autre côté de la ligne Durand. Des Afghans – et l'on ne savait pas exactement qui ils

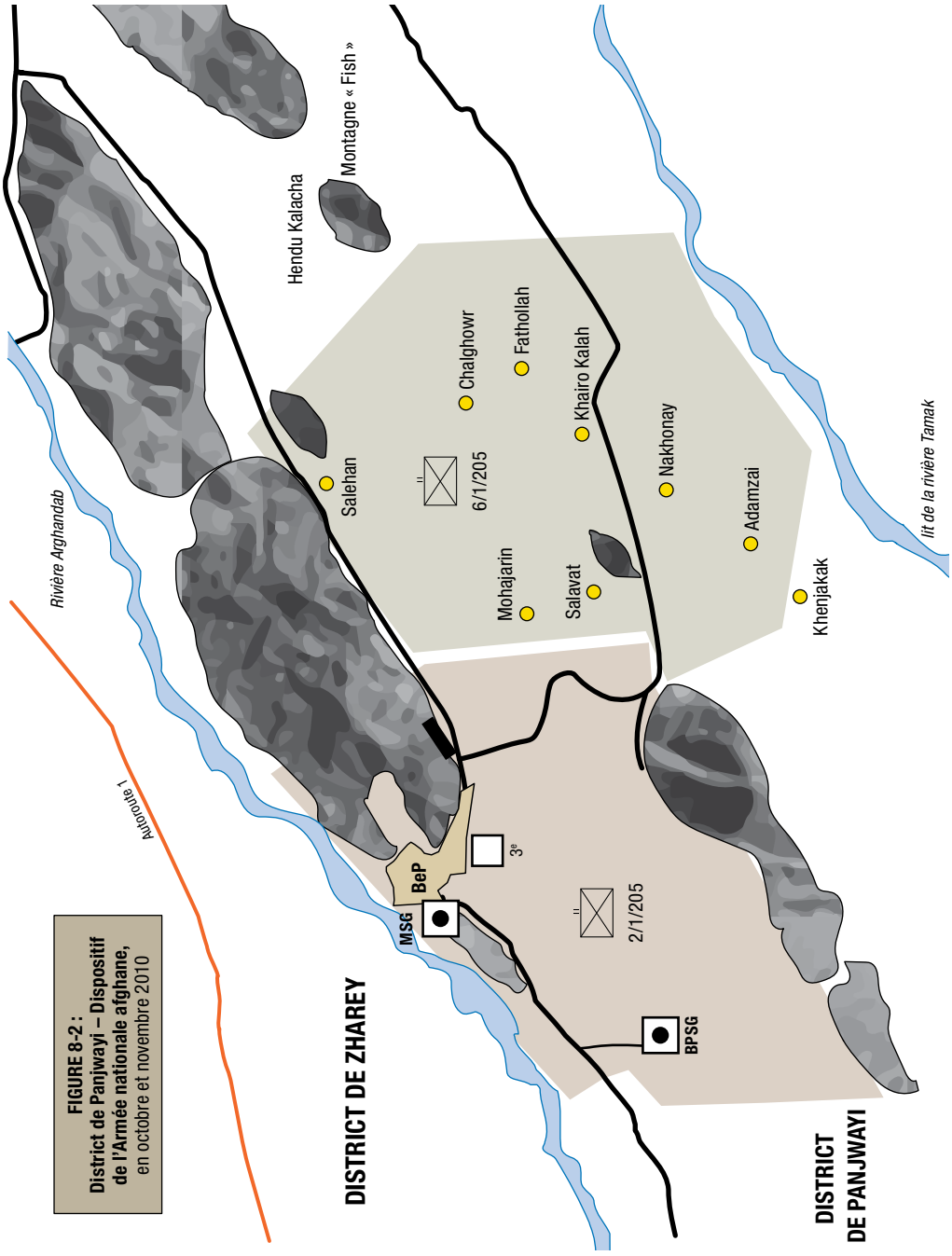


Figure 8-2 : District de Panjwayi – Dispositif de l'Armée nationale afghane, en octobre et novembre 2010

étaient ou qui les appuyait – faisaient imprimer de fausses cartes d'inscription d'électeur dans des imprimeries de Peshawar. Ces cartes étaient ensuite vendues à bas prix à des candidats postulant un siège au parlement à Kandahar. Les reportages à cet égard entachaient cette fois encore la crédibilité du processus électoral[48].

Quand l'élection a enfin eu lieu, à la mi-septembre, les équipes de soutien du district de la FO Kandahar surveillaient la situation dans le Panjwayi et le Dand. Malgré l'amélioration considérable des mécanismes de sécurité, le taux de participation de l'électorat dans la province s'est situé à 20 p. 100 ou moins, selon les estimations, soit moins de la moitié du taux de participation aux élections nationales de 2009[49].

Le CRTS avait de plus en plus délaissé les analyses détaillées du paysage politique de Kandahar pour s'intéresser davantage au renseignement tactique dans le Panjwayi et le Dand, mais il jetait un œil rapide sur les événements de niveau supérieur. La corruption du processus politique n'était pas une surprise pour les analystes. Des reportages continuaient de porter sur le rôle d'Ahmad Wali Karzai (AWK) dans de « viles activités ». [Traduction] Il y a eu la conclusion suivante : « Si AWK a véritablement des liens avec les individus s'adonnant à ces activités, que ce soit sous sa direction ou non, la corruption à Kandahar ne sera probablement jamais maîtrisée complètement[50] ». [Traduction]

Les opérations dans le district de Dand, à l'automne de 2010

La FO 1-71 Cav du Lcol John Paganini et les organisations canadiennes travaillant avec elle se sont constamment efforcées d'aider le gouverneur du district Nazek à progresser de plus en plus dans l'étape « Construire » dans le Dand. Les problèmes de sécurité fondamentaux dans le district ont persisté pendant tout l'automne dans les mêmes endroits qui faisaient problème au cours de l'été. Le premier était le secteur de Walakan-Hendu-Kalache, et le second comprenait les localités situées au sud de la rivière Tarnak. Il faut souligner, toutefois, que l'insurrection dans ces régions était très peu active, comparativement à ce qui était le cas dans le Panjwayi. Dans ces deux régions du Dand, des activités d'intimidation avaient cours, et des EEI étaient posés. Une équipe d'assassins essayait d'intensifier ses opérations dans le sud. Cependant, la chaîne d'approvisionnement ayant été jugulée, le nombre d'attaques à l'EEI diminuait de plus en plus. La toile ISTAR dans le Dand, qui comprenait des tours de détection RAID dans l'infrastructure tactique américaine et divers types d'UAV qui circulaient dans le ciel de la région, permettait de supprimer régulièrement des équipes de poseurs d'EEI[51].

L'Op MAYWAND a influé sur la situation dans le Dand : il s'agissait d'un grand nettoyage exécuté par les forces de sécurité afghanes et la FOM RAIDER des É.-U. au début de septembre pour dégager Malajat. Le chef de police provincial, qui venait d'envoyer de l'équipement et des véhicules à la police du Dand, voulait maintenant que les soldats et le matériel soient redéployés dans le cadre de l'Op MAYWAND.

Cela réduisait considérablement la cadence opérationnelle de la police du Dand, à la grande déception de l'ELMOP canadienne. Par ailleurs, comme les forces afghanes engagées dans l'Op MAYWAND subissaient des pertes, la police du Dand aidait à ramener les policiers blessés dans le district depuis Malajat, ce qui avait pour effet de surcharger les installations de police dans le Dand[52].

L'équipe d'assassins ennemis qui agissait dans la partie sud du Dand s'est avérée difficile à repérer. Il y a eu l'assassinat d'un mollah pro-gouvernemental. La FO 1-71 a orchestré l'Op TORNADO et s'est déployée à bord d'appareils Chinook canadiens pour exécuter trois insertions aéromobiles dans les localités au sud de la rivière Tarnak (voir la figure 8-3). L'équipe ennemie s'est éclipsée puis est réapparue une semaine plus tard pour commettre un autre meurtre. Il n'était possible de faire échec aux activités de ce genre qu'avec une présence accrue de la police, mais celle-ci était principalement affectée à l'Op MAYWAND[53].

La police du Dand s'améliorait. Des patrouilles autonomes découvraient des EEI en grande quantité, elles bouclaient les emplacements et y faisaient venir l'équipe de NEM des Forces aériennes des É.-U. qui travaillait avec la FO 1-71 Cav. L'ELMOP canadienne était gênée par sa mobilité quasi inexistante, attribuable à la réorganisation opérée par le Bgén Ménard. La Compagnie de police militaire (PM) ne disposait tout simplement pas des moyens de maintien en puissance nécessaires pour garder les membres de l'ELMOP sur la route, et il était interdit à ceux-ci de circuler à bord des véhicules Ranger de la police afghane à cause de la menace que représentaient les EEI. Les mentors canadiens ont fait ce qu'ils pouvaient et quand ils le pouvaient, mais leur potentiel n'a pas été pleinement mis à profit à ce stade-là. Cela dit, ils ont joué un précieux rôle dans la coordination des mécanismes de sécurité dans le district[54].

Il fallait se préoccuper de l'axe Walakan-Hendu-Kalache, ne serait-ce que pour y perturber l'activité de l'ennemi et, peut-être aussi, pour dissuader les insurgés d'utiliser la localité comme étape. Une patrouille menée conjointement par des éléments de la FO 1-71 et de la police du Dand a essuyé des tirs à Walakan, le 21 septembre. Elle a riposté et s'est avancée jusqu'à une enceinte où l'ennemi avait pris position pour faire feu sur elle. Or, le bâtiment était piégé : l'engin a explosé et a tué un Américain et blessé deux autres membres de la FO 1-71 et un Afghan. Craignant que cette enceinte serve d'appât, la patrouille a demandé sa destruction par attaque aérienne[55].

La FO 1-71 Cav et les forces afghanes travaillaient ensemble pour préparer l'arrivée du 7e Kandak. Elles exécutaient notamment des activités de dégagement dans Zalakan (Op MADAREE) et dans Hendu-Kalache et menaient des entretiens avec les chefs locaux pour savoir où il convenait d'installer les nouveaux avant-postes de combat selon eux. Les troupes du 7e Kandak sont arrivées en grand nombre à la fin du mois, mais l'ELMO a fait savoir ceci : « En dépit des garanties selon lesquelles [le 7e Kandak] disposerait de

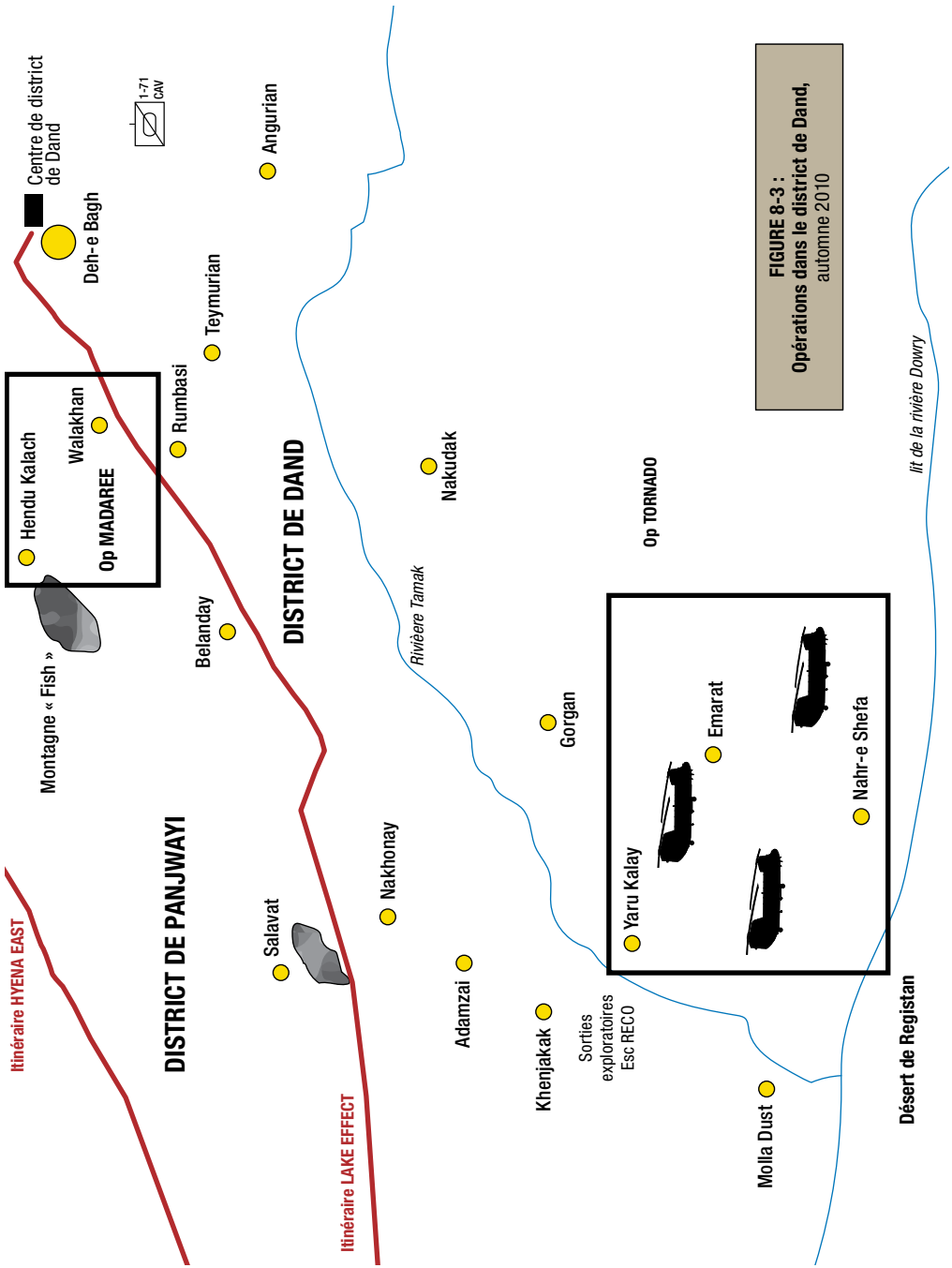


Figure 8-3 : Opérations dans le district de Dand, automne 2010

l'infrastructure dont il aurait besoin au moment de son déploiement dans le district de Dand, les soldats continuent à vivre dans des conditions austères à Zalakan, Walakhan et Tarnak. Le cmdt du [7e Kandak] a bien hâte d'exécuter des opérations, mais il hésite beaucoup à engager d'autres troupes dans le district tant que les compagnies y étant présentes n'auront pas de logements acceptables[56] ». [Traduction]

Parallèlement, l'ennemi construisait un réseau dans tout le sud du Dand jusqu'à Chineh et à des points situés à l'est, puis au nord dans Malajat. Ses activités étaient cependant de plus en plus entravées par le dispositif de sécurité amélioré mis en place à Nakhonay et à Kenjakak. Les opérations menées dans le Panjwayi oriental et dans le Dand engendraient une forte pression sur les groupes d'insurgés qui essayaient d'agir entre Zangabad et la ville de Kandahar[57].

Sur le front du développement, la plupart des rapports provenant de l'Équipe de soutien du district étaient positifs en général pour septembre et octobre. La construction de la route de contournement de la ville de Kandahar, attendue depuis longtemps, était en cours dans le Dand, et l'Assemblée de développement des districts se réunissait régulièrement. Les ministères d'exécution du gouvernement afghan étaient maintenant représentés dans le Dand, et Nazek disposait d'un personnel administratif plus nombreux. Plusieurs infirmeries fonctionnaient. Du côté de la police, la récupération des ressources par le chef provincial minait considérablement le moral, mais en moins d'un mois, la police du Dand reprenait du poil de la bête et assumait la responsabilité du tiers du district. Les dirigeants du district se préoccupaient de moins en moins de la sécurité au quotidien et mettaient de plus en plus l'accent sur la création de marchés, sur l'asphaltage des routes et sur la relance du commerce. Cependant, il fallait surveiller de près Nazek et sa famille pour les décourager de retomber dans leur tendance au népotisme. Le Dand était fermement engagé dans l'étape « Construire » en novembre 2010[58].

L'opération BAAWAR : district de Panjwayi, en octobre et novembre 2010

Les entretiens de juillet entre le Bgén Vance et le Mgén Carter ont débouché sur une série superposée d'opérations dans le Panjwayi tout au long d'octobre et de novembre, opérations qui visaient à reprendre et à occuper la partie occidentale du district, puis à renforcer le volet « Tenir » dans la partie orientale. Les rouages étaient nombreux dans ce qui est devenu une des opérations les plus complexes de la guerre auxquelles les troupes canadiennes ont participé dans la province de Kandahar.

Le Mgén Carter, comme le Mgén Terry au Commandement régional (Sud), était convaincu qu'il fallait dégager complètement la Corne du Panjwayi; néanmoins, il fallait d'abord régler les grandes questions de ressources et d'étapes. Qui plus est, tout effort visant à reprendre la Corne serait vain s'il ne se prolongeait pas dans le district de Zharey,

surtout dans le « Cœur de la noirceur » [Traduction] autour de Nahlgam et de Sia Choy. Cela signifiait qu'il fallait dégager le Zharey. La FOM Strike, c'est-à-dire la brigade étasunienne chargée du Zharey et de l'Arghandab, a été désignée pour s'avancer vers le sud jusqu'à la rivière Arghandab en octobre.

Ce fut une opération exécutée avec une force maximale qui mettait en jeu des attaques aériennes nocturnes pendant plusieurs semaines. Tout mouvement des forces étasuniennes le long d'un itinéraire était précédé par l'emploi de charges linéaires de déminage (MICLIC[MD]), à telle enseigne que les observateurs ont parlé de « l'utilisation de CLD en série ». [Traduction] (Apparemment, les stocks opérationnels de CLD du CENTCOM se sont amenuisés pendant l'opération.) Le nombre et la fréquence des explosions dans le Zharey dépassaient les capacités du système HALO et nuisaient même aux systèmes de radar antimortiers dans le Panjwayi. L'escadron de chars à Ma'Sum Ghar a tiré quelques coups, et les ressources ISTAR canadiennes ont joué un rôle, mais ce fut surtout une opération étasunienne. La FOM Strike est finalement parvenue à la rivière Arghandab en empruntant le vieil itinéraire Langley et elle a construit un mur de béton préfabriqué pour séparer le Zharey du Panjwayi. Elle a laissé ouvert le point de franchissement près de Bazaar-e Panjwayi[59].

Tandis que la FOM STRIKE avançait au sud, le Commandement régional (Sud) mettait en œuvre un autre plan afin de progresser dans la Corne du Panjwayi en se servant d'une partie d'un bataillon étasunien, à savoir le 1-187 Infanterie, pour occuper des positions dans la Corne. Cela a été décrit de diverses façons comme un prolongement des opérations de la FOM STRIKE dans la Corne, ou comme une sorte d'appui fourni aux opérations de cette FOM dans le Zharey, sur la rive sud de l'Arghandab. Certains membres de l'état-major de la FO Kandahar dirigée par le Bgén Milner croyaient que le Mgén Carter n'avait pas confiance en la capacité du Canada d'entreprendre cette tâche, mais, comme nous l'avons vu, des officiers canadiens l'avaient découragé d'utiliser le GT dans ce rôle à l'époque du Bgén Ménard. D'autres encore estimaient que la compétitive FOM STRIKE voulait cette mission et qu'elle avait fait de grands efforts pour l'obtenir. Quoi qu'il en soit, les forces qui sont entrées dans la Corne le 15 octobre n'étaient pas sous le commandement de la FO Kandahar. La chaîne de commandement faisait intervenir les forces d'opérations spéciales, la FOM STRIKE et le Commandement régional (Sud). Néanmoins, quand les compagnies étasuniennes se sont installées à Zangabad et qu'elles ont exprimé le désir de prolonger les opérations jusqu'à Talukan et Mushan, l'état-major expérimenté de la FO Kandahar a vu là une répétition du passé : les compagnies d'infanterie étasuniennes occupaient trois petites bulles de sécurité, tout comme le GT du 2 PPCLI l'avait fait en 2008. Sans moyens protégés garantissant le ravitaillement et la liberté de mouvement, il ne pouvait y avoir aucun progrès durable dans la Corne[60].

Or, le Mgén Carter, au Commandement régional (Sud), était conscient du problème. Il a pris des mesures pour élaborer un plan supplémentaire avec le concours de la FO Kandahar et de la 1-205 Brigade. Il s'agissait de l'Op BAAWAR (« confiance » ou « assurance »). Cette dernière comportait deux étapes principales (voir la figure 8-4). D'abord, il fallait sécuriser le Panjwayi oriental et voir à ce que les forces de sécurité afghanes s'y installent et y agissent. Des ressources seraient ainsi libérées pour la seconde étape, à savoir la réoccupation de la Corne et l'éventuelle relève sur position des unités étasuniennes et afghanes y travaillant avec les Canadiens et les Afghans. Quand le moment serait venu pour le Canada de partir, un transfert à une nouvelle unité étasunienne aurait lieu à un moment donné en 2011. L'Op BAAWAR comportait une sous-opération appelée PASS RAFTAN (le « retour »)[61]. Celle-ci avait pour but de construire la ligne de communication terrestre (LCT), c'est-à-dire la poursuite de l'ancien projet de pavage de l'itinéraire Fosters jusqu'à Ma'Sum Ghar et Mushan[62].

En fin de compte, l'Op BAAWAR a nécessité chaque volet de l'organisation de la FO Kandahar tout au long d'octobre et de novembre. D'abord, il y a eu la participation de l'Esc CG du Maj Barbara Honig, des équipes de la COCIM et de l'ELMO. Il a fallu améliorer l'infrastructure tactique existante dans le Panjwayi et la prolonger pour prendre en compte le GT du 1 RCR, les 2e et 6e Kandaks et le quartier général de la 1-205 Brigade ainsi que toutes les ressources militaires et civiles du Génie construction et leurs forces de protection. Les activités ont alors englobé des travaux de dégagement terrestres, l'attribution de contrats de construction et un engagement des relais d'influence dans toutes les localités où les forces allaient opérer. Ensuite, des routes entre tous les lieux clés devaient être construites, et il fallait améliorer celles qui existaient déjà pour réduire la menace inhérente aux EEI. Cette étape de l'opération a pris tout le mois d'octobre, et la figure 8-5 fait voir la structure des forces qui en est résultée. Ces projets ont procuré un emploi à plusieurs centaines d'hommes de la région. Le Fonds de contingence du commandant a servi à payer la majeure partie des salaires, car la dépense des fonds du CERP étasunien était assujettie à une bureaucratie de plus en plus inextricable suscitée par les vérifications récentes et négatives ayant porté sur ce programme[63].

Pendant que toutes les activités décrites plus haut étaient en cours, la FO Kandahar exécutait une série d'opérations perturbatrices qui prenaient plusieurs formes. Tout d'abord, le Bgén Milner a accepté que le GT du 1 RCR était, à ce stade-là de son déploiement, énormément fatigué. Les pertes humaines, les congés de retour au domicile (HLTA) et l'usure normale du matériel ont réduit le nombre de sorties depuis les bases de patrouille où vivaient les soldats. Les troupes avaient tendance à recourir davantage aux aérostats pour guider les attaques de l'artillerie et diriger les tirs des canons de 25 mm contre les poseurs d'EEI repérés, depuis les positions d'attente. Les UAV en vol, contrôlés par le centre des opérations de la FO Kandahar ou par celui du GT, se sont occupés des endroits intermédiaires. Tous les deux jours en octobre, il y avait des combats de

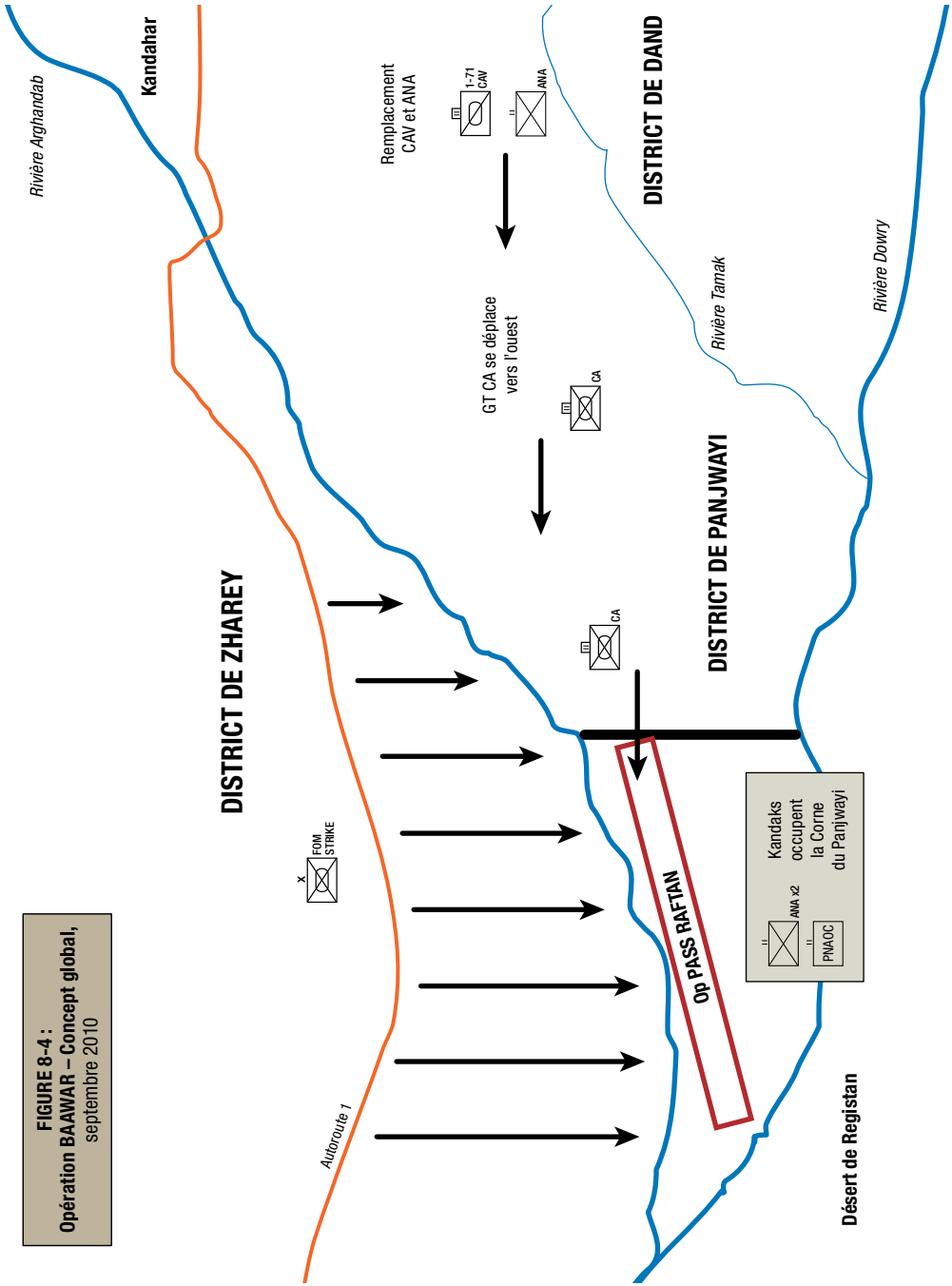


FIGURE 8-4 :
Opération BAAWAR – Concept global,
septembre 2010

Figure 8-4 : Opération BAAWAR – Concept global, septembre 2010

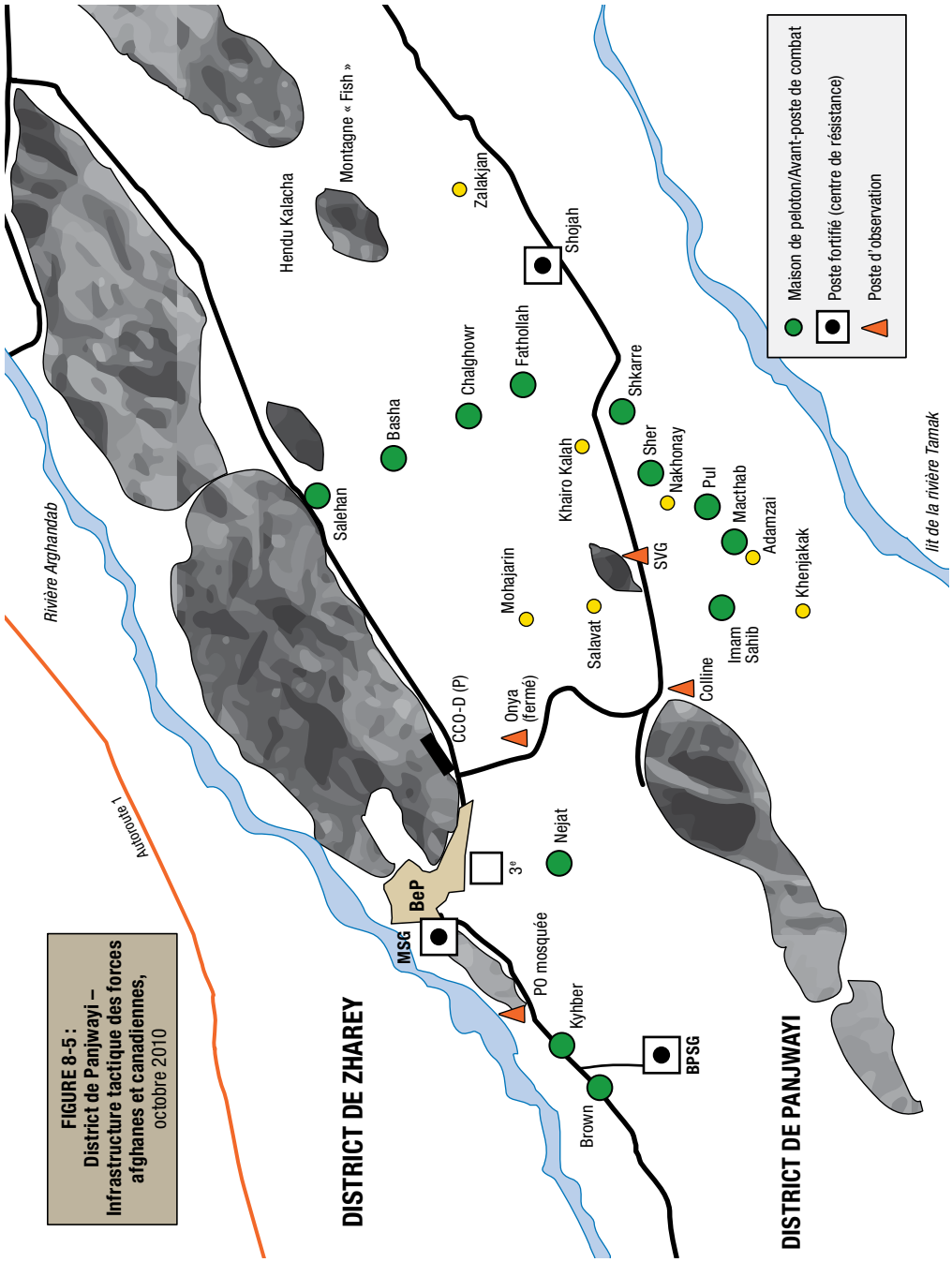


Figure 8-5 : District de Panjwayi – Infrastructure tactique des forces afghanes et canadiennes, octobre 2010

tous genres au cours desquels, dans de nombreux cas, des insurgés étaient tués, parfois deux à la fois. L'effet cumulatif a été de pouvoir conserver la liberté de mouvement de la coalition. Il y a eu une seule attaque d'envergure à l'EEI pendant cette période : le Senior Airman Daniel Johnson, membre de l'unité de NEM des Forces aériennes des É.-U., a été tué et plusieurs autres soldats ont été blessés[64].

En second lieu, les FOS ont ciblé des commandants ennemis de niveau intermédiaire repérés dans le Panjwayi et le Dand. Le Bgén Milner insistait pour que les FOS jouent un rôle : il était convaincu que leur intervention aurait un effet considérable sur les activités ennemies. De même, des FOS et des attaques aériennes étaient utilisées pour détruire des fabriques d'explosifs artisanaux repérées par les ressources ISTAR, l'objectif étant d'épuiser les réserves décroissantes d'EEI. Cette stratégie avait un effet collatéral : la population locale s'est mise à révéler les endroits où se trouvaient de grandes quantités d'EEI et, dans un cas, elle a remis soixante charges à fragmentation directionnelle aux forces coalisées et révélé l'emplacement d'une fabrique de vestes munies d'explosifs[65].

Le Panjwayi oriental, dans la zone où opérait la Compagnie O du Maj Steve Brown, constituait un secteur particulièrement préoccupant. Des ressources additionnelles en matière de COCIM étaient utilisées dans le but de gagner la confiance des habitants de Chalghowr et des environs, et la Compagnie O y menait des patrouilles dynamiques pendant que l'infrastructure tactique de l'Armée afghane s'orchestrait. En fin de compte, la Compagnie B du Maj Austin Douglas montait des opérations semblables dans Nakhonay et à proximité, de même que dans le Panjwayi oriental. Ces efforts ont reçu le nom d'Op ETEBAR (« confiance »).

On ne saurait exagérer l'importance que prenait l'acquisition d'un ascendant sur le Panjwayi oriental, essentiel pour garantir la réussite du plan d'ensemble. Les raisons à long terme se rapportaient aux itinéraires empruntés par les insurgés entre le Dand et la ville de Kandahar, mais à moyen terme, les enjeux concernaient les opérations de dégagement de la Corne et le transfert final imminent du district aux forces afghanes et étasuniennes par le Canada en 2011[66].

Il fallait maintenant résoudre le problème chronique de la police dans le district du Panjwayi. Le problème philosophique que posait dans les localités l'utilisation de l'armée dans un rôle policier était au premier plan, mais il importait d'examiner aussi le problème pratique du moral des troupes dans le 2e Kandak, accablées par l'ennui et évoquant sur un ton moqueur les « fonctions de contrôle de la circulation » aux postes de contrôle de l'itinéraire Hyena. Les membres des kandaks, dont le 6e Kandak, ne voulaient pas être des « policiers de quartier ». La succession alambiquée de quatre chefs de police dans le district en 2010 et la turbulence qu'elle avait engendrée sur le plan de la gouvernance montraient que le Canada avait perdu en partie son influence dans les milieux supérieurs de la police, malgré la participation de

l'ELMO à la formation du 404e Corps du Maywand. La PNAOC relevait des forces spéciales, et il n'était pas facile d'y recourir pour le perfectionnement ciblé par district (PCD). En fait, la PNAOC a carrément refusé d'exécuter toute fonction de police qui ne se rapportait pas à ses opérations planifiées dans la Corne relativement au stade « Tenir ». Par conséquent, le Bgén Milner et le Col Gosselin ont déployé un effort concerté pour améliorer les services de police dans le Panjwayi, dans le cadre même de l'Op BAAWAR[67].

Le Bgén a déclaré ce qui suit : « Je continue d'affirmer que l'absence d'une force de police fonctionnelle afghane constitue le problème le plus pressant en matière de sécurité dans la zone d'opérations. Dans le Panjwayi, la situation est critique[68] ». [Traduction] Le problème se posait au niveau de la province et à celui des districts. Au palier provincial, il fallait avoir accès au gouverneur Wesa, au chef de police provincial et au 404e Corps du Maywand. Dans le district, la FO Kandahar devait faire pression sur le gouverneur Haji Baran et sur la personne qui y serait le prochain chef de police.

Les principaux acteurs pour susciter un soutien accru de la police au niveau provincial étaient le Lcol Louis Cyr, conseiller militaire au Camp Nathan Smith, et Tim Martin, RCK. Aux yeux du Bgén Milner, les autres intervenants au niveau provincial ne seraient pas utiles dans ce contexte, en particulier le MAECI. En fait, le Bgén Milner, le Lcol Cyr et Tim Martin constituait « une ERP virtuelle » lorsqu'il s'agissait de la police[69]. Mobilisant l'appui d'Haji Baran et d'autres personnes d'influence du district, d'une part, et celui du Mgén Carter au Commandement régional (Sud) et du Lgén Khan Mohammed au niveau régional, d'autre part, le Bgén Milner a réussi à trouver un nouveau chef de police pour le Panjwayi en la personne de Mohammad Azim, un Noorzai originaire de Talukan. Il est arrivé à la mi-octobre et, pour reprendre les mots du Lcol Conrad Mialkowski, « il a « effrayé tout le monde à l'extrême ». [Traduction] Pour une raison quelconque, cette nomination a alarmé le gouverneur Wesa et ses alliés politiques[70].

Au niveau du district, les entités clés qui appuyaient le chef de police Azim étaient la Compagnie de la PM, l'ELMOP (que le Bgén Milner a remise sous le commandement de l'ELMO du colonel Hercule Gosselin), le CCO-D(P) et l'Équipe de soutien du district. En temps opportun, la CIVPOL a été disposée à envoyer un mentor dans le Panjwayi. Tout a été mis en œuvre pour aider à organiser la police. À la fin d'octobre, le chef Azim affichait d'impressionnants résultats. La FO Kandahar faisait savoir que 236 policiers étaient inscrits dans le district, la plupart recrutés par Azim. Soixante-six d'entre eux avaient presque terminé la PCD. Azim est ensuite allé recruter personnellement 200 autres agents et il leur a fait suivre le programme de formation au sein duquel ils ont fait l'objet d'un classement par ordre de priorité; c'était là un processus qui résultait de l'influence canadienne. Le principal travail consistait maintenant à assurer le maintien en puissance de la police, et c'est sur ce plan que l'ELMOP a joué un rôle important pour améliorer les choses à cet égard. Le chef Azim a immédiatement affecté les nouveaux agents dans les localités du district[71].

Photo : Auteur

En l'absence de programmes de développement dignes de mention dans les régions contestées, les opérations de COCIM ont été confiées aux localités et coordonnées avec celles de l'Équipe de soutien du district.

La Stratégie de mobilisation des citoyens représentait la pièce finale. Essentiellement, l'Équipe de soutien du district incitait Haji Baran à aller à chaque engagement imaginable des relais d'influence. C'était particulièrement important dans les chouras qui portaient sur la construction de routes et qui se tenaient dans les localités, de manière qu'elles puissent donner des conseils sur le tracé des routes et sur ce qui pouvait être démantelé et sur ce qui ne le pouvait pas. Baran avait sans doute perdu une partie de son influence dans certains milieux, mais sa présence favorisait l'entrée en scène d'autres personnes d'influence du Panjwayi qui voyaient les changements en cours dans le district et qui voulaient devenir partie prenante[72].

Un tel effort concentré et coordonné n'avait tout simplement pas été possible au cours des rotations canadiennes antérieures. Dans le passé, la FO Kandahar avait dû répartir ses ressources dans plusieurs districts et elle n'avait jamais bénéficié d'une concentration aussi forte des forces de sécurité afghanes que celle observée maintenant dans le Panjwayi. Dans ce dernier, il y avait deux kandaks de l'Armée et un kandak de la PNAOC, le GT canadien et la multitude d'éléments habilitants canadiens de la FO Kandahar, tandis qu'en 2007,

le GT du 2 RCR n'avait déployé là qu'une compagnie d'infanterie, un détachement d'artillerie et quelques véhicules de reco Coyote; les éléments habilitants y étaient quasi inexistants. Au niveau provincial, les distractions liées au développement n'influaient plus sur les activités et les ressources, ce qui a libéré un précieux personnel canadien et d'importants éléments de planification.

Une question importante se posait relativement à l'imminente relève sur position prévue pour la fin de novembre. La FO Kandahar dirigée par le Bgén Milner n'allait pas changer, mais toutes ses unités constituantes participeraient à la rotation, tout comme le Commandement régional (Sud) du Mgén Carter. Afin de parer à toute interférence ennemie, la FO Kandahar a planifié une série d'opérations perturbatrices pour le mois de novembre. Celles-ci s'apparentaient essentiellement aux mesures appliquées en octobre et elles produisaient des résultats semblables. Chaque compagnie du GT s'est amenée soudainement dans ses localités respectives, en succession, avec sa compagnie afghane partenaire et ses mentors de l'ELMO. La Compagnie O est allée à Chalghowr, et la Compagnie I a balayé Haji Habbibollah; la Compagnie Charles a traversé Sperwan, et la Compagnie B a fait irruption dans Nakhonay. Ces opérations perturbatrices ont eu lieu au cours des deuxième et troisième semaines de novembre, pendant que le GT du 1 R22eR procédait à la relève sur position[73]. Un nouveau CRTS est arrivé en novembre, sous le commandement du Maj Marco Roy.

Le moment était venu de passer le flambeau.

La relève sur position et l'arrivée d'un nouveau Commandement régional (Sud), en novembre 2010

Le 27 novembre, le Lcol Conrad Mialkowski et le GT du 1 RCR cédaient la place au Lcol Michel-Henri St-Louis et au GT du 1 R22eR, et le 8 décembre, les dernières unités montantes complétaient l'effectif[74]. Sur le plan structurel, le GT du 1 R22eR comptait quatre compagnies d'infanterie au lieu de trois : la Compagnie de stabilisation n'existait plus. Pour cette rotation, les Compagnies A, B et C étaient commandées respectivement par les majors Pierre Leroux, André Girard et Christian Marquis, et la Compagnie de parachutistes avait à sa tête le Maj Frédéric Pruneau. La compagnie étasunienne dans la Corne, à savoir la Compagnie Dog commandée par le Capt Adam Scher, était par ailleurs sous le contrôle tactique du GT, ce qui procurait au Lcol St-Louis une sous-unité supplémentaire. Le GT disposait aussi d'un peloton de reco et d'un peloton renforcé de tireurs d'élite, composé de 18 membres. Toutes les compagnies d'infanterie disposaient de la version LORIT du VBL III et aussi de tireurs de précision désignés munis de fusils C3 pour accroître les capacités sur ce plan[75].

L'escadron de chars, maintenant appelé Escadron C, était dirigé par le Maj Éric Landry du 12 RBC, qui avait participé à l'origine à la planification des opérations dans la Corne du Panjwayi au sein du quartier général du Bgén Laroche en 2007. Cette fois-ci, l'Escadron C comprenait dix chars Leopard 2A6M, cinq Leopard 2A4 et quatre Leopard 1C2. L'Escadron de reco était axé sur l'Escadron A du 12 RBC et il était commandé par le Maj Christian Caron. Vu le nombre élevé des véhicules mis hors de combat au cours des années, l'Escadron A ne comptait plus que deux troupes de huit véhicules comprenant un mélange de véhicules Coyote, VBL LORIT, VBL SAT et VBLC. La batterie d'artillerie, à savoir la Batterie X du 5 RALC, comptait deux troupes de deux obusiers M-777 chacune : elle était commandée par le major Vincent Giroux. Le 52e Escadron du 5 RGC, commandé par le major François Sauvé, constituait l'organisation du Génie de combat. Le GT possédait aussi un peloton des OPPSY et un peloton de la COCIM. La Compagnie d'administration était répartie dans les bases d'opérations avancées et s'occupait du transport et de la maintenance[76]. La première semaine de décembre 2010 venue, le GT du 1 R22eR avait emboîté le pas à son prédécesseur (comme c'est le cas de toute rotation) pour s'adapter aux opérations à venir (voir la figure 8-6).

Le rôle des Canadiens auprès du Commandement régional (Sud) a changé lui aussi en novembre. Contrairement à ce qui avait été le cas sous le Mgén Carter, les Canadiens ont été intégrés d'emblée dans la 10th Mountain Division des É.-U. commandée par le Mgén James Terry qui a décidé, à la lumière de son expérience acquise en 2006, de confier à un Canadien le poste de commandant adjoint de la division et de nommer aussi des officiers canadiens dans son état-major. Le Bgén André Corbould a été choisi pour être commandant adjoint, et d'autres officiers canadiens ont été placés dans des postes clés du quartier général, notamment dans les branches de la planification et des opérations de stabilisation et au Centre des opérations interarmées. Le Mgén Terry a même écarté certains membres de son propre quartier général divisionnaire pour affecter des Canadiens dans les postes ainsi libérés[77].

La formulation du plan de campagne représentait sans doute le volet primordial du rôle canadien au sein du quartier général du nouveau Commandement régional (Sud). Cette question comportait plusieurs éléments importants. Tout d'abord, le quartier général de la FIAS sous le général McChrystal avait dit à la 10th Mountain Division, quand elle avait été désignée pour servir en Afghanistan en 2010, qu'il n'y aurait qu'un seul plan de campagne, soit celui du Gén McChrystal. Quand le général Petraeus a remplacé le Gén McChrystal, tout cela a changé, et le Gén Petraeus a permis aux commandements régionaux de dresser leur propre plan de campagne. En l'occurrence, le document s'est intitulé « Plan de mise en œuvre unifiée » (PMOU). Il s'agissait d'un plan quinquennal dont les auteurs se distanciaient délibérément de la planification à court terme à laquelle

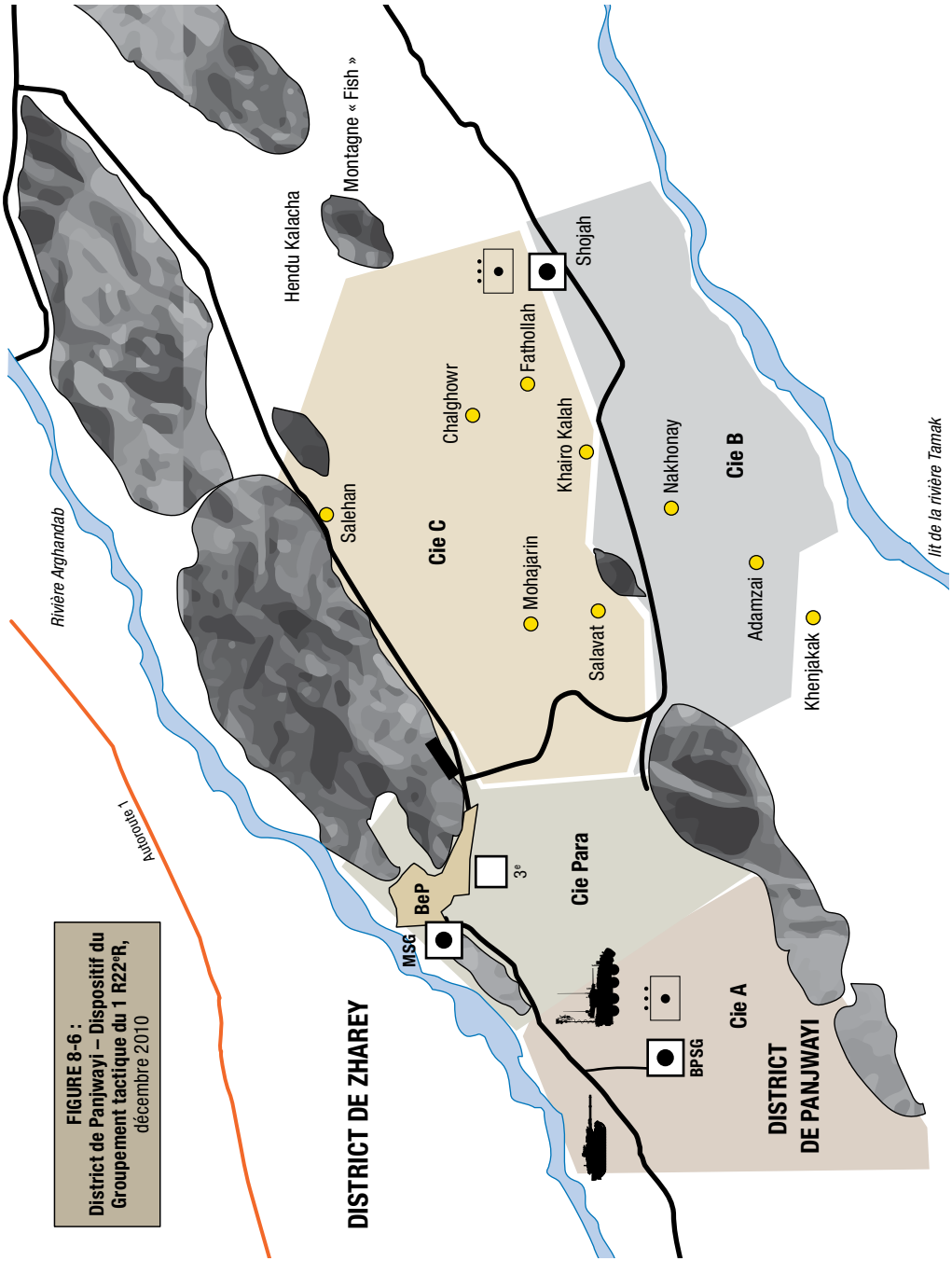


FIGURE 8-6 :
District de Panjwayi – Dispositif du Groupement tactique du 1 R22eR,
décembre 2010

Figure 8-6 : District de Panjwayi – Dispositif du GT du 1 R22eR, décembre 2010

s'étaient adonnés les quartiers généraux antérieurs du CR (Sud). De multiples Canadiens qui avaient déjà servi en Afghanistan, dont les Lcol Mason Stalker, Mike Wright et Darren Hart, ont pris part à l'analyse de la mission, ce qui « a dérangé certaines personnes dans la 10th Mountain Division ». [Traduction] En fait, les lignes d'opération tracées dans le PMOU étaient celles d'une version évoluée du plan de campagne de la FOM AEGIS, à savoir : la protection de la population, l'aide humanitaire et le développement, la stabilisation et la gouvernance. Contrairement à ce que prévoyaient les plans antérieurs, le Commandement régional (Sud) n'était responsable que des provinces de Kandahar, d'Oruzgan, de Zabol et de Daikundi. Les provinces d'Helmand et de Nimroz relevaient du Commandement régional (Sud-Ouest). Le PMOU s'appliquait jusqu'au niveau des districts et harmonisait les lignes d'opération de la sécurité, du développement et de la gouvernance pendant cinq ans. Les progrès étaient évalués toutes les huit semaines. Cela permettait au Commandement régional (Sud) de déplacer des ressources et d'en justifier l'utilisation. Aspect primordial, grâce à ce processus « nous avons pu décider de ce que nous ne ferions pas. Il nous a donné un point de mire ». [Traduction] Il a aussi mis au jour les lacunes, c'est-à-dire les tâches qui n'étaient pas accomplies[78].

Par exemple, deux tâches n'ayant en apparence rien à voir l'une avec l'autre – telles que l'organisation d'un salon de l'emploi pour les jeunes gens au chômage et la découverte de la façon dont les insurgés stockaient le matériel servant à fabriquer des explosifs artisanaux le long de la frontière – pouvaient désormais être synchronisées avec les opérations de sécurité menées, disons, par la FO Kandahar et la FOM Strike dans les districts de Panjwayi et de Zharey. En employant plusieurs centaines ou milliers d'hommes immédiatement après la récolte du pavot et en effectuant en même temps des raids dans les grosses caches d'explosifs établies à la frontière, la CR (Sud) pouvait réduire la capacité des insurgés de recruter et de déployer des combattants et d'accroître la production d'EEI. Cela différait beaucoup de l'approche d'un quartier général divisionnaire qui affecte et réaffecte des hélicoptères, des UAV et des pièces d'artillerie à telle ou telle opération[79].

Le Commandement régional (Sud) évaluait la situation de l'ennemi comme suit :

> Nous avions affaire à une insurrection qui était énormément pressée de reprendre son élan. Selon moi, elle était en panne depuis des années. Nous avions l'impression qu'une pression intense s'exerçait sur les insurgés depuis l'intérieur parce que certains d'entre eux se disaient : « Merde, mon vieux, nous n'avons pas le succès que nous escomptions. » Je pense qu'ils subissaient des pressions de l'ISI au Pakistan qui leur adressait l'avertissement suivant, en quelque sorte : « Si vous n'obtenez pas de bons résultats cette année, nous n'allons pas vous soutenir. Vos appuis s'effritent, et nous avons du mal à vous soutenir. » Je pense que la population faisait fortement pression sur eux[80]. [Traduction]

En général, l'approche du Commandement régional (Sud) comportait ce qui suit :

> Nous avions un atout : trois points de pression concentrés sur l'ennemi. Nous les avons accentués au maximum. Nous avons essayé de créer des brèches et des failles dans la structure de l'ennemi. Nous avons essayé d'isoler délibérément les talibans supérieurs des talibans intermédiaires des talibans de bas niveau. Et nous l'avons fait de toutes sortes de façons, notamment avec des messages. Nous avons tenté de les exaspérer. Nous nous sommes dispersés pendant la saison des combats. Nous employions beaucoup d'hommes[81].

Les frictions antérieures entre le Commandement régional (Sud) et la FO Kandahar ont été atténuées grâce aux relations personnelles. Le Bgén Corbould collaborait de près avec le Col Richard Giguère, commandant adjoint de la FO Kandahar, pour faire en sorte que les problèmes du passé ne se répètent pas. Il était évident pour tous que la position du Canada dans la province de Kandahar était sensiblement amoindrie, et personne n'essayait de dévier de cette trajectoire[82].

Appuyer les opérations de la Force opérationnelle Kandahar

L'Élément de soutien national (ESN) commandé par le Lcol Bouchard de novembre 2010 à juillet 2011 avait une structure semblable à celle de l'ESN des rotations antérieures, et son effectif avait les mêmes niveaux : 400 militaires, 330 employés du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) et 75 membres du programme de soutien du personnel (PSP). L'Équipe de reconstruction provinciale n'étant plus là, les postes d'appui ont été réattribués au sein de l'ESN. L'organisation initiale était semblable elle aussi à celle de la rotation précédente : les principaux détachements avancés de l'ESN se déployaient dans les FOB Ma'Sum Ghar et Shojah et à la Base de patrouille de Sperwan Ghar; le détachement de Kaboul est resté en place. Les cuisiniers étaient aussi répartis entre les maisons de peloton du GT, et les sous-officiers supérieurs de l'ESN se chargeaient des FOB pour libérer l'infanterie. Quand l'Op BAAWAR a commencé et que les installations de Zangabad ont été construites, un autre détachement de l'ESN a été formé et envoyé là[83].

La tâche la plus complexe de l'ESN consistait à assurer le soutien logistique de l'Op BAAWAR. Tant que la construction de la route n'était pas achevée, tout ce soutien devait être fourni par la voie des airs. Les éléments qui recevaient l'appui étaient le GT canadien de même que les éléments étasuniens présents dans le Zharey et les forces spéciales des É.-U. dans la Corne. L'ESN coordonnait les fréquents largages de conteneurs, guidés par GPS et exécutés par des avions C-130, et le ravitaillement par hélicoptère. Quand le système a été débordé, un « convoi de rivière » de type 2008 a été lancé avec des chars et une patrouille de logistique de combat à partir de Ma'Sum Ghar. L'ESN collaborait étroitement

avec l'Escadre aérienne et la 43e Brigade de maintien en puissance des É.-U. pour coordonner toutes les activités logistiques dans le cadre de l'Op BAAWAR. Une quantité de matériel de plus d'un million de livres a été transportée par des hélicoptères Chinook, des camions à clochettes fournis par un entrepreneur et, finalement, des hélicoptères Mi-17 de l'Unité canadienne de transport aérien à contrat (CCAT), une fois que le degré de menace est passé du rouge au vert[84]. L'ESN se concentrait principalement sur les opérations dans la Corne du Panjwayi et dans le Panjwayi oriental, mais il travaillait aussi avec le 5e Kandak de la 1-205 Brigade pour l'instruction technique[85].

La dernière opération de l'ESN commandée par le Lcol Bouchard consistait, en juin et juillet 2011, à retirer tout l'équipement canadien des zones avancées. Il lui fallait exécuter ce travail herculéen tout en procurant un soutien logistique aux forces étasuniennes montantes dans le Panjwayi : cuisines, carburant et soutien fourni par les entrepreneurs. Un délai d'exécution de 90 jours continuait à tenir les procédures américaines dans un carcan, tandis que les contrats canadiens pouvaient être adjugés en aussi peu que 12 à 24 heures. De même, les É.-U. mettaient deux jours à monter un convoi logistique, tandis que la patrouille canadienne de logistique de combat pouvait quitter l'aérodrome en quelques heures. Par ailleurs, l'ESN finissait par aider à transporter l'équipement étasunien à l'avant, puis il ramenait de l'équipement canadien vers l'arrière. Au moment du déploiement de la 43e Brigade de maintien en puissance, un énorme échange de renseignements a eu lieu sur la protection de la force, les itinéraires et le carburant. Un élément logistique avancé avait été mis à la disposition de l'ESN, à même la formation étasunienne, mais il s'est avéré trop complexe pour que l'ESN puisse s'en servir efficacement[86].

Contrairement aux ESN antérieurs, celui que dirigeait le Lcol Bouchard devait aussi gérer la transition entre la FO Kandahar et l'Unité de clôture de la mission sur le plan de la logistique (cette unité a par la suite pris de l'ampleur et a été appelée « Force opérationnelle de transition de la mission », ou FOTM). Cette transition mettait en scène le démantèlement de toute l'infrastructure tactique de la FO Kandahar, ou son transfert aux forces alliées, et l'enlèvement, le nettoyage et l'emballage de l'équipement canadien et son acheminement au Canada. En vertu de la répartition des tâches, il a incombé à l'ESN de démanteler l'infrastructure tactique, et à la FOTM, de voir à tout le reste. De même, l'ESN a dû augmenter la taille de son détachement de Kaboul – auquel il appartenait d'appuyer le Kaboul 100 – pour le rendre capable de soutenir les 350 autres personnes qui allaient participer à l'Op ATTENTION, c'est-à-dire la mission d'entraînement militaire canadienne annoncée. L'année 2011 était donc une période occupée pour l'ESN; à certains égards, la situation rappelait 2005 – mais à rebours – année où l'Op ATHENA devenait l'Op ARCHER[87].

En 2011, le soutien des transmissions se stabilisait, et l'unité qui le fournissait s'appelait désormais « Quartier général et Escadron de transmissions (QGET) de la FO Kandahar ». Comme le QGET avait été constitué à partir du quartier général du 2e Groupe-brigade mécanisé du Canada, d'éléments du Régiment des transmissions interarmées et des services de soutien fournis par le CANCAP, la confusion entre les communications tactiques et stratégiques a finalement cessé. Les Équipes de guerre électronique mobile (EGEM) travaillaient encore pour le CRTS, une troupe des communications VHF a été fournie au GT, et une sous-unité de la liaison stratégique arrière a été constituée. La prolifération des systèmes prenant part à la lutte contre les EEI a entraîné la création d'une section des contre-mesures électroniques : il lui a incombé de mettre à niveau les brouilleurs installés sur les véhicules et d'harmoniser les fréquences. Cette section entretenait aussi une relation étroite avec les unités du Corps des Marines des É.-U. dans l'Helmand, lesquelles partageaient des renseignements sur la menace avec les « jimmies » canadiens[88].

En gros, l'Escadron maintenait un réseau de quatre systèmes de communication dans la province de Kandahar pour appuyer les opérations, à savoir : la radio à portée optique; les communications par satellite; un système satellitaire stratégique; un système satellitaire civil exploité par un entrepreneur. Sur le terrain, les compagnies et pelotons employaient surtout l'appareil AN/PRC 117F, mais les pelotons se servaient aussi des radios TACSAT à chiffrement. Répétons ici que ce changement a été nécessaire par suite du passage aux opérations réparties[89].

Le déploiement de plusieurs types de véhicules aériens sans pilote et d'autres systèmes de surveillance dans l'espace de bataille compliquait la gestion du spectre, ce qui influait sur la structure de l'unité des transmissions et sur l'exécution des opérations. Il y avait maintenant plusieurs aérostats équipés de systèmes de surveillance continue (SSC) et de systèmes d'interdiction de menaces persistantes (SIMP) dans le ciel de la zone d'opérations canadienne (voir la figure 8-7). Cette toile de capteurs de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) était inutile sans la bonne architecture des transmissions pour la soutenir. Il était essentiel, plus que jamais à ce moment-là, de créer l'architecture appropriée. Tout d'abord, la connaissance de la situation fournie au commandant de la force opérationnelle et le processus décisionnel de ce dernier étaient de plus en plus influencés par la toile RSR. En deuxième lieu, la présence de capteurs RSR décourageait l'activité de l'ennemi et l'obligeait à déployer de petites équipes plutôt que des groupes. Les insurgés ne pouvaient pas se rassembler. Troisièmement, la toile RSR et les systèmes de communication facilitaient les engagements de type II au moyen des UAV Predator et Reaper et le recours aux tirs indirects. En restreignant l'architecture des transmissions, on restreignait aussi en théorie toutes ces capacités vitales. Par conséquent, il n'y a plus eu de lésine sur les transmissions en 2011, et la confusion ayant existé en 2006 au sujet de ces dernières et des ressources RSR n'a plus été qu'un lointain souvenir.

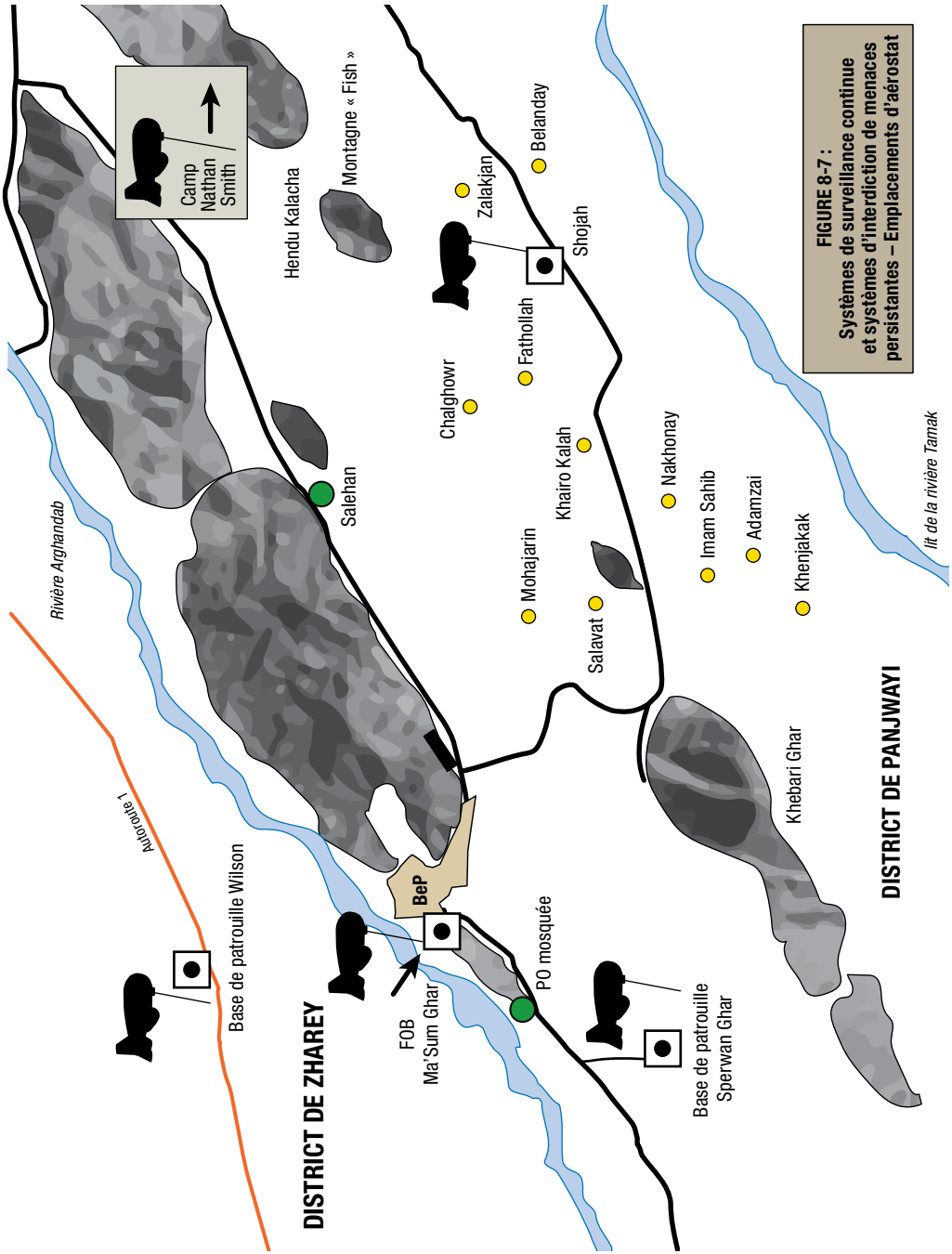


Figure 8-7 : Systèmes de surveillance continue et systèmes d'interdiction de menaces persistantes – Emplacements d'aérostat

La Compagnie de la PM, commandée par le major Steeve Grégoire, poursuivait ses opérations relatives à l'ELMOP, à la sécurité de l'aérodrome de Kandahar et aux détenus. Le Canada a changé de méthode dans le district de Panjwayi, ce qui a eu un effet direct sur l'Installation de transfert des détenus (ITD) pendant cette période : les unités canadiennes faisaient plus de prisonniers que jamais auparavant, de sorte que l'ITD était bondée. Le MAECI, exprimant de l'inquiétude au sujet de certains aspects des opérations de la DNS, a mis fin aux transferts pendant un certain temps, ce qui a grandement contribué à accroître le nombre de détenus. Cette situation faisait en sorte que l'ITD canadienne fonctionnait comme un « front » dans le contexte de la guerre, comme la prison de Sarposa en 2008[90].

Certains détenus affichaient un comportement qui donnait à penser au personnel de l'ITD qu'ils avaient suivi l'instruction sur la conduite après la capture. Qui plus est, il était évident que ces insurgés avaient été renseignés avec précision sur ce qu'il leur fallait faire en cas de capture, en particulier par les forces canadiennes. Ces détenus savaient déjà avant d'arriver comment tirer profit des processus de traitement de plaintes par le Canada et la Croix-Rouge, de manière à pouvoir rester dans l'ITD au lieu d'être transférés dans les établissements afghans de la Direction nationale de la sécurité (DNS). Les enquêtes sur ces plaintes prenaient beaucoup de temps, ce qui permettait aux détenus de faire du recrutement et du prosélytisme dans l'ITD. Pendant le temps que duraient les enquêtes, ils pouvaient aussi se reposer et se détendre d'une certaine façon, car ils échappaient aux rigueurs de la vie sous le feu des forces coalisées dans le Panjwayi ou sur les routes empruntées par les insurgés : la nourriture était meilleure, et ils avaient accès à des soins médicaux. Dans tous les cas ayant fait l'objet d'une enquête, rien n'a été mis au jour qui aurait permis aux détenus de rester plus longtemps sous la garde des forces canadiennes, de sorte qu'ils ont finalement été transférés dans un établissement carcéral afghan[91].

Le transfert de l'Unité médicale multinationale de rôle 3 par le Canada a mené à la création de l'Unité des services de santé (USS) de la FO Kandahar. L'USS comptait 187 personnes, dont la moitié ont été envoyées à l'avant dans le Panjwayi; les autres ont travaillé à l'établissement de rôle 1 à l'intérieur des lignes canadiennes et à ce qui était maintenant l'UMM de rôle 3 dirigée par les Forces navales des É.-U., dont le commandant adjoint était un lieutenant-colonel canadien. En 2011, toutes les relations avaient cessé entre le personnel médical militaire canadien, d'une part, et les organisations non gouvernementales, les organisations du gouvernement afghan ou les hôpitaux de la ville, d'autre part. Le personnel médical canadien ne pouvait pas se rendre en visite à l'Hôpital Mirwais à moins d'être en civil. Les patrouilles médicales dans les villages étaient chose du passé. La décision a ensuite été prise de concentrer les efforts sur le district de Panjwayi et

l'aérodrome de Kandahar. Même le travail de mentorat auprès de l'Armée afghane a diminué, alors que les Canadiens se préparaient à partir. Cela dit, le personnel paramédical dans ses VBLC-ambulances a continué à sauver des vies jusqu'à la toute fin, en juin 2011[92].

L'Op PASS RAFTAN : le district de Panjwayi, novembre et décembre 2010

Pour que l'Op BAAWAR aboutisse à l'élimination du saillant ennemi dans la Corne du Panjwayi, il était essentiel que la population locale, le gouvernement du district et les entités commerciales soient libres de circuler. Comme nous l'avons vu en 2008, il ne suffisait pas d'établir quelques postes fortifiés le long d'un chemin de terre parallèle aux diverses localités. Comme nous l'avons vu également, les efforts faits pour asphalter l'itinéraire Hyena-ouest variaient beaucoup, en fonction des priorités de la FO Kandahar. Maintenant, l'Op BAAWAR ayant été lancée, les deux situations allaient changer. La sécurité assurée dans la zone serait suffisante. Cette fois, la route se rendrait jusqu'au bout depuis Bazaar-e Panjwayi, et sa prolongation et son asphaltage feraient l'objet d'une opération délibérée. Une fois ces deux objectifs atteints, la menace pesant sur le Panjwayi oriental et les effets de débordement dans le district de Dand diminueraient en théorie. Avec le désert du Reg au sud, la FOM Strike au nord et une mince bande de terre à l'ouest, l'ennemi n'avait plus nulle part où se cacher. Il ne pourrait plus faire fonctionner son gouvernement parallèle et produire en masse des explosifs artisanaux en vue de les distribuer[93].

Parmi les nombreux volets de l'Op BAAWAR, le dégagement, la construction, puis la protection du réseau routier constituaient une tâche assez compliquée, au point qu'une opération secondaire appelée PASS RAFTAN a été élaborée (voir la figure 8-8). Il y avait aussi d'autres complications. Des éléments de la force d'occupation de la Corne n'allaient pas relever de la FO Kandahar. Certains des mouvements se devaient d'être exécutés en partenariat avec différentes unités – voire formations – afghanes. Par ailleurs, des frictions politiques inévitables nécessitaient l'intervention des autorités supérieures. La gouvernance dans le Panjwayi était loin d'être optimale. Enfin, la relève sur position exécutée par le GT du 1 R22eR a eu lieu juste au moment où l'Op PASS RAFTAN commençait[94].

Le 20 novembre, la situation était la suivante : le plan de l'Op PASS RAFTAN faisait l'objet d'un briefing à plusieurs endroits. Une compagnie d'infanterie étatsunienne de la FOM Strike était à Zangabad et attendait d'être relevée sur position. L'infrastructure d'appui pour la constitution d'une force devant entrer dans la Corne était complète près de Sperwan Ghar. Une troupe l'Escadron de reco s'est déplacée jusqu'au PO Khyber, tandis qu'une compagnie d'infanterie afghane se mouvait discrètement à destination de Sperwan Ghar. La planification de la coordination avec l'Armée afghane s'est alors arrêtée complètement à cause de la fête de l'Aid[95].

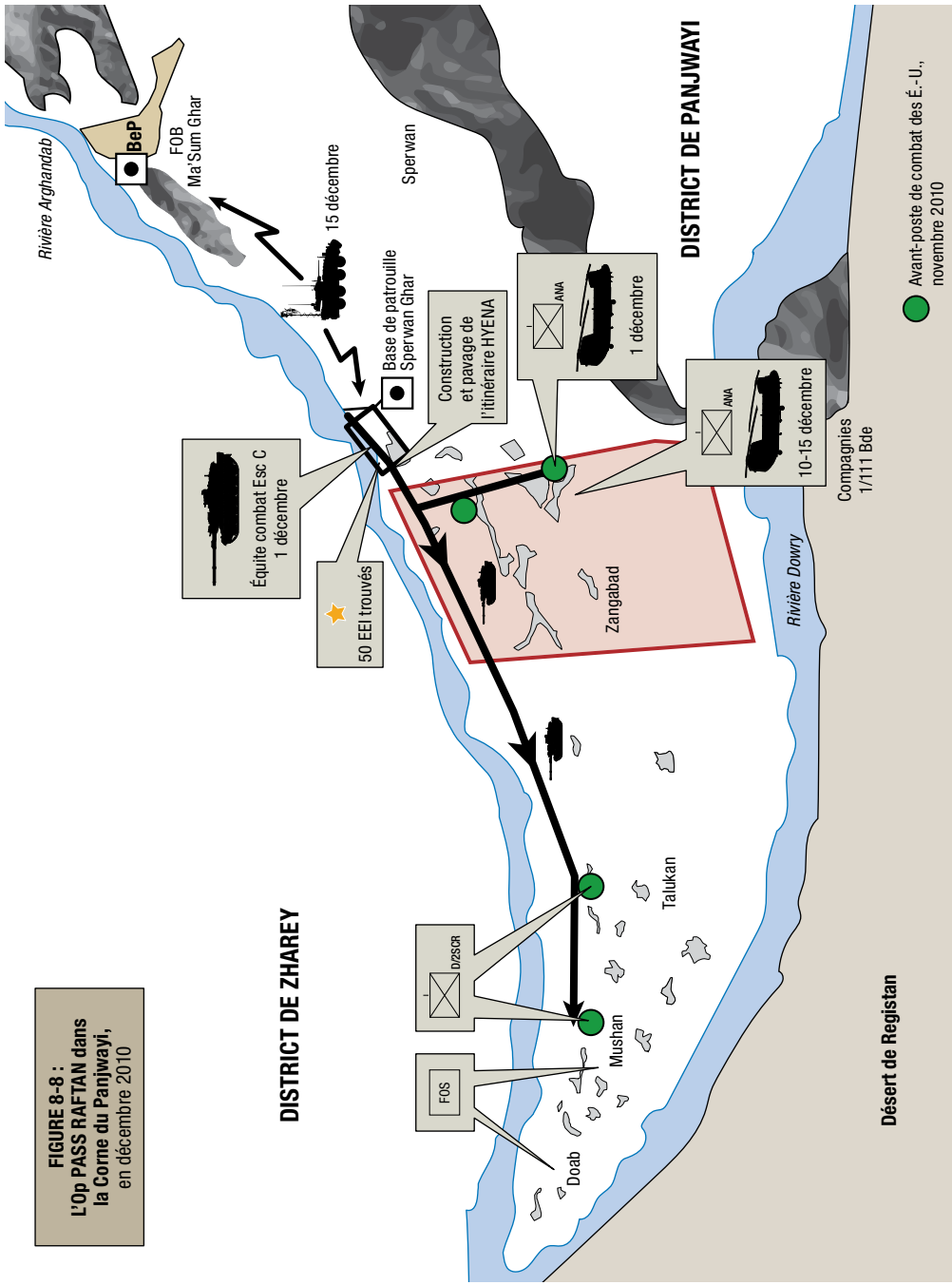


Figure 8-8 : L'Op PASS RAFTAN dans la Corne du Panjwayi, en décembre 2010

L'Escadron C du major Éric Landry, désormais renforcé suffisamment pour devenir l'Équipe de combat de l'Escadron C, avait quitté Ma'Sum Ghar en direction ouest le long de l'itinéraire HYENA, le 28 novembre : le dégagement commençait au poste d'observation (PO) Khyber, tandis qu'une attaque aérienne supprimait une équipe de poseurs d'EEI appartenant au réseau Zarqawi, un peu plus loin sur la route. Outre les trois types de chars Leopard, il y avait trois engins blindés Badger du Génie (EBG) et une troupe de sapeurs de combat fournie par le 52e Escadron, un peloton d'infanterie embarqué dans des véhicules VBL III et une compagnie de l'Armée afghane provenant du 2e Kandak ainsi que des mentors. Un char Leopard 1C2 équipé de rouleaux avançait en tête, et un EBG Badger raclait la route derrière lui avec sa lame. Un peloton d'infanterie débarqué appuyé par des sapeurs de combat dégageait les deux flancs; les manœuvres étaient suivies par le travail d'un véhicule Badger, et le reste de l'équipe de combat emboîtait le pas. Derrière eux venaient une suite de véhicules de COIC, puis des membres du Génie construction fournis par le Régiment du Génie de la FO et par le 22e Régiment de construction navale. Un détachement étasunien de dégagement d'itinéraires s'est joint à la COIC canadienne, et les deux équipes ont ratissé l'itinéraire Hyena deux fois par jour, derrière les ouvriers construisant la route[96].

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, la Compagnie D (Dog) du 2-2 Stryker Régiment de cavalerie se déployait dans Mushan et Talukan avec deux détachements opérationnels Alpha (DOA) des forces spéciales et deux compagnies de la PNAOC, et ce, pour remplacer les unités de la FOM Strike qui tenaient ces villages. Le 30 novembre, le Maj Pierre Leroux et la Compagnie A du 1 R22eR sont montés à bord de CH-47 Chinook, escortés par des hélicoptères Griffon armés, et ils ont été déposés à Zangabad pour y relever la Compagnie Strike. Ils ne se sont heurtés à aucune opposition. En même temps, des équipes de la COCIM et Haji Baran tenaient des chouras dans les localités longeant l'extrémité est de l'itinéraire Hyena ouest afin de renseigner la population sur le plan de construction de la route.

Le 1er décembre, la force a dégagé le tracé sur une distance de 500 mètres et a construit 300 mètres de route. Cinq EEI à plaque de pression ont fait exploser des chars Leopard à rouleau et ont neutralisé deux véhicules : un mécanisme à retardement fixé au détonateur a provoqué l'explosion de la cinquième charge sous le char. Les soldats ont trouvé cinquante EEI dans la première zone dégagée. C'était pour la plupart des engins à plaque de pression, et il y avait aussi des mines antipersonnel éparpillées dans les champs voisins[97].

Photo : Auteur

Photo : Auteur

L'Escadron de chars dirigé par le Maj Éric Landry était le fer de lance de l'Op PASS RAFTAN. Travaillant de concert avec les sapeurs de combat, ses lignes de communication arrière protégées par l'Escadron de reco du Maj Christian Caron, la force est finalement parvenue à Mushan.

Se déplaçant vers l'ouest, l'Escadron C et les équipes de la COCIM ont tenu une choura à Na'al Bazaar afin de voir si des hommes valides voulaient travailler au projet de construction de routes. La réponse a été très positive, et 45 hommes de l'endroit ont été embauchés. Parallèlement, on a appris que l'Armée afghane avait libéré le 1er Kandak de la 1-111 Brigade pour l'envoyer participer aux opérations dans le Panjwayi : ainsi, 450 hommes de cette brigade sont arrivés au Camp Hero, près du KAF, où ils se sont préparés à un déploiement de trois à quatre mois dans la Corne[98].

Le 5 décembre, des hélicoptères Chinook sont arrivés pour extraire la compagnie étasunienne de Zangabad, pendant qu'Haji Baran et les équipes de la COCIM et des OPPSY se présentaient pour assister à une choura avec les chefs de la localité. Après avoir subi l'endoctrinement et l'intimidation des talibans pendant des années, les chefs locaux étaient tout à fait terrifiés à l'idée qu'ils seraient torturés ou tués. Pendant la choura, les anciens ont été informés que les forces afghanes étaient en route et qu'elles resteraient dans la localité. Ces chefs étaient sceptiques, ce qui n'était pas surprenant. Cela dit, l'Escadron C avait dégagé l'itinéraire HYENA sur une distance de 1 400 mètres, et les ouvriers avaient construit 750 mètres de route. Pendant ce travail, la Compagnie Dog, avait travaillé à l'établissement de l'infrastructure tactique de l'itinéraire, à Mushan et à Talukan. Cette compagnie, qui comprenait deux pelotons d'infanterie mécanisée munis de véhicules de combat Stryker et un peloton de systèmes de canon mobiles, a patrouillé avec la PNAOC dans les localités proches et a assuré la surveillance de son segment de l'itinéraire Hyena ouest qui n'avait pas encore été amélioré. Aucun contact avec l'ennemi ne s'est produit[99].

Les opérations délibérées de l'équipe de combat de l'Escadron C avaient tellement semé la panique chez les chefs insurgés dans la Corne que leur comportement les avait rendus plus vulnérables aux opérations des FOS. Dans la nuit du 2 décembre, le commandant insurgé dans la Corne a été capturé, et deux de ses principaux commandants subalternes dans le secteur de Mushan ont été tués. Les Canadiens ont conclu que ces succès avaient grandement affaibli toute riposte à l'Op PASS RAFTAN de la part des forces ennemies locales, et qu'il leur faudrait beaucoup de temps, peut-être même des mois, pour se regrouper. Des attaques exécutées dans les 72 heures suivantes ont permis de supprimer trois autres chefs dans le secteur de Talukan-Zangabad, alors qu'ils essayaient d'organiser la résistance à l'équipe de combat de l'Escadron C[100].

Photo : Auteur

Scène de nombreux affrontements datant de l'époque des combats féroces de 2006, la partie nord désormais abandonnée du village de Pay-e Moluk a finalement été contournée quand le tracé de l'itinéraire Hyena a été modifié.

Photo : Auteur

Des combattants talibans ont transformé cette hutte de séchage du raisin, située entre Zangabad et Talukan, en un poste fortifié qui a été détruit par plusieurs obus de 120 mm tirés par un char Leopard 2, tandis que l'équipe de combat de l'Escadron C progressait sur l'itinéraire Hyena.

Malheureusement, un des raids de la FOS a touché la maison de la grand-mère du chef de police du district, Azim, à Talukan. Cet incident a engendré une crise de crédibilité entre Azim et la population de Talukan et entre lui et les forces coalisées dans le Panjwayi. Qui se servait de l'enceinte de sa grand-mère à des fins viles? Quels étaient les liens avec l'insurrection? Quels liens existaient-ils entre cette situation et Azim? Ces questions sont restées sans réponse à ce moment-là, mais le chevauchement des intérêts économiques et politiques dans la Corne a refait surface, tandis que les forces coalisées les approfondissaient davantage avec des outils tels que l'équipe du terrain humain et d'autres formes de connaissance de la situation (blanc). L'ancienne vendetta entre les Ishaqzais et les Noorzais datant de 2007 risquait d'être réattisée et d'avoir d'éventuelles conséquences négatives pour l'effort de la coalition[101].

Le mouvement aéromobile planifié du kandak de la 1-111 Brigade était alors reporté. Le commandant du 205e Corps n'appuyait plus le plan, ce qui a suscité l'intervention du Bgén Milner, du Col Gosselin et du Mgén Terry, nouveau commandant du Commandement régional (Sud). Par conséquent, l'insertion du kandak a été retardée de plusieurs jours, et cela a constitué un important problème. Le kandak de la 1-111 Brigade était censé relever des éléments du 2e Kandak et occuper Mushan, Talukan et Zangabad. Cela contrariait le Bgén Habibi, qui a fait pression sur le 205e Corps pour que la situation soit tirée au clair. Le Bgén Habibi a été forcé d'ordonner au 2e Kandak épuisé de déployer une de ses compagnies le long de l'itinéraire Hyena ouest, pour remplacer d'autres éléments. Le retard est probablement bien tombé : l'acheminement du gravier par les camionneurs s'est arrêté, en sorte qu'aucune construction n'a été possible tant que les disputes entre les entrepreneurs n'ont pas été réglées. Par conséquent, il a fallu faire intervenir l'Esc CG du Régiment du Génie[102].

Le 8 décembre, on attendait toujours l'arrivée du kandak de la 1-111 Brigade. Toutes les sous-unités canadiennes et étasuniennes exécutaient des patrouilles et organisaient des chouras dans leurs zones de responsabilité respectives. Le lendemain, le transport du gravier ayant repris, 1 800 mètres du tracé de l'itinéraire Hyena ont été dégagés en tout, et les ouvriers ont construit 1 300 mètres de route. En raison du non-déploiement des forces de la 1-111 Brigade, le Lcol St-Louis a dû détacher une partie de la Compagnie de parachutistes du Maj Frédérick Pruneau, qui tenait Bazaar-e Panjwayi, et l'envoyer remplacer des éléments manquants sur l'itinéraire Hyena ouest. À ce moment-là, l'infrastructure tactique construite par l'Escadron de soutien du Génie, était terminée. Quatre nouveaux avant-postes de combat ont été ajoutés : Bennedson à Mushan; Robinson à Talukan; Old School à Zangabad et Palace juste au nord de Zangabad. Les avant-postes Bennedson et Robinson abritaient la Compagnie Dog, deux DOA des forces spéciales et deux compagnies de la Police nationale afghane pour l'ordre civil. Les deux avant-postes ont commencé à exécuter les premiers stades de l'initiative de la police locale afghane. L'avant-poste Palace a accueilli un peloton de la Compagnie A et

une compagnie d'infanterie afghane. L'avant-poste Old School, où étaient auparavant installés la cour talibane et l'appareil de gouvernance parallèle, abritait maintenant deux pelotons de la Compagnie A, une compagnie d'infanterie afghane, des tireurs d'élite, des agents de la COCIM, des membres de l'ELMO et deux DOA des États-Unis[103].

Finalement, après que de fortes pressions se furent exercées sur l'Armée afghane, des appareils Chinook canadiens ont été autorisés à transporter les premières compagnies du kandak de la 1-111 Brigade à Zangabad, le 10 décembre. Les autres compagnies n'ont pas été autorisées à se déployer à Talukan ou à Mushan. Il est donc revenu à la PNAOC et à ses mentors des forces spéciales de sauver l'honneur afghan : ils ont rapidement capturé un commandant taliban près de Mushan[104].

Le Lcol St-Louis a décrit le climat social qui régnait à Zangabad :

> La population semblait penser qu'elle allait revivre l'année 2008. Cela ne durera pas. Oh! Les Américains sont arrivés en novembre et maintenant ils s'en vont, et les Canadiens prennent la relève. Nous avons vu les Canadiens ici dans le passé; ils vont partir encore une fois, vous allez voir! Ils vont partir, et [les insurgés] vont de nouveau nous faire du mal. Autour de nous, à proximité de la cour talibane à Zangabad, tout le monde semble nous dire : « Ce n'est qu'une question de temps avant que vous partiez; vous ne resterez pas ici. » Et les gens sont intimidés, car ils se font dire par les insurgés : « Attendez que deux mois se passent… vous serez de nouveau sous notre contrôle. » Nous avons donc passé la majorité de notre temps dans des chouras et des réunions, et dans chaque cas, nous avons affirmé que nous étions là pour y rester. Nous construisons une route, des FOB et une infrastructure parce que le gouvernement et vous nous avez dit que vous vouliez être reliés à Kandahar; nous venons ici avec des forces de combat suffisantes pour le faire. Conrad Mialkowski, Jerry Walsh et Jo Paul n'avaient qu'un kandak, mais nous en avons trois[105].

Il a fallu plus d'une semaine aux insurgés pour réagir à l'Op PASS RAFTAN. Pendant ce temps, l'Escadron C découvrait de plus en plus d'EEI. Un CU-170 Heron a repéré une équipe ennemie de poseurs d'engins, mais les insurgés se sont dispersés avant que les obusiers M-777 de la Batterie X puissent les prendre à partie. L'équipe ennemie s'est échappée par le nord dans le Zharey, mais la FOM Strike ne l'a pas interceptée. Une autre équipe du même genre a essayé d'installer des EEI sur la route près du PO Khyber, mais elle a été repoussée avec des tirs de canon de 25 mm[106]. Pendant toute cette période, l'Esc CG du Maj Barb Honig et la Troupe de reco du Génie de la FO sont allés et venus le long de l'itinéraire Hyena ouest pour contrôler les progrès et procéder à un contrôle de la qualité du processus de construction. Le 11 décembre, le tracé de la route avait été dégagé sur une distance de 2 500 mètres, et les ouvriers avaient construit 1 650 mètres de route[107].

Photo : Auteur

Une fois la localité de Mushan reprise, au cours de l'Op PASS RAFTAN, la Police nationale afghane pour l'ordre civil y est entrée et y a été suivie par le Capt Ali Raju (à droite), officier canadien de la COCIM, qui a ajouté cette localité vitale à son programme.

Le long du tracé de la route, les ouvriers ne se sont pas limités à aplanir le terrain, puis à le recouvrir d'une couche de gravier. Il fallait prendre en compte les structures existantes et, si elles étaient sur le chemin du tracé, les propriétaires devaient être dédommagés, quand l'enlèvement des structures s'imposait. Ces efforts ont fait intervenir l'Esc CG, les équipes de la COCIM et des OPPSY et le gouvernement du district. Aussi, le Maj Landry et son quartier général assimilaient les comptes rendus ISTAR concernant les enceintes d'intérêt le long du parcours. Où se trouvaient les anciennes fabriques d'EEI? Les postes fortifiés? Les madrasas? Si une enceinte avait un certain passé, elle faisait l'objet d'un examen plus minutieux, ou l'infanterie de l'équipe de combat de l'Escadron C y exécutait un raid avec l'appui de chars Leopard[108].

À mesure que l'Op PASS RAFTAN progressait sur l'itinéraire Hyena, l'Escadron de reco du Maj Christian Caron sortait de ses postes d'observation dans le Panjwayi oriental et effectuait des patrouilles sur le tronçon ouest de l'itinéraire entre les 15 et 18 décembre. Il incombait aux soldats basés à Sperwan Ghar, à bord de leurs véhicules blindés Coyote, VBL et VBLC, d'assurer une présence constante, jour et nuit, et de garantir la liberté de mouvement depuis Bazaar-e Panjwayi jusqu'au point où l'équipe de combat de l'Escadron C

menait ses opérations. La nuit, l'Escadron de reco établissait des postes d'observation avec ses véhicules Coyote, avec l'appui des VBL munis de systèmes d'arme télécommandés (SAT) et de leurs capteurs perfectionnés. Pendant le jour, il escortait les convois de camions de gravier et assurait une présence mobile. Les sapeurs construisaient, le long de la route, des postes de contrôle de l'accès occupés par des troupes afghanes, des agents de police ou des membres de la PNAOC. La Compagnie Dog, avec son peloton équipé de systèmes de canon mobiles, travaillait à l'ouest de l'Équipe de combat de l'Escadron C en se chargeant de la surveillance[109].

Le projet des réparations routières appuyait tous ces efforts. Le Maj Dan Lemeroux a envoyé le capitaine Ali Raju et l'Équipe de la COCIM travailler avec l'Équipe de combat de l'Escadron C pour effectuer des projets à impact rapide le long de la route, dans les deux directions, afin d'établir des relations avec la population et de conserver son appui. L'Équipe de la COCIM s'est aussi efforcée d'accroître la capacité des unités afghanes en matière de COCIM, le long de la route. Ce projet a grandement contribué à réduire l'activité des insurgés à l'arrière, à mesure que les travaux de construction progressaient vers l'ouest[110].

Le 15 décembre, le kandak de la 1-111 Brigade, qui travaillait désormais avec la Compagnie A et l'équipe canadienne de la COCIM, a organisé dans le secteur de Zangabad une grande opération de bouclage et de fouille qui a surpris la population locale. Le lendemain, un ancien Noorzai supérieur membre d'une famille respectée du secteur a « offert de créer une carte à l'intention [du personnel du centre de coordination du district] et d'y indiquer les noms des propriétaires fonciers et des limites de leurs terres, de manière que les requérants ne présentent pas de factures en double à la FIAS, ou qu'ils ne la trompent pas[111] ». [Traduction]

Les progrès réalisés ont été gâchés par plusieurs explosions d'EEI, le 18 décembre. Pendant le dégagement d'une enceinte le long du tronçon ouest de l'itinéraire Hyena, le Cpl Steve Martin de la Compagnie de parachutistes a heurté un EEI qui l'a gravement blessé. Tandis que ses camarades s'efforçaient de l'extraire de l'endroit, un deuxième engin a explosé et blessé un autre soldat. Pendant que le peloton dégageait une zone d'atterrissage pour un hélicoptère, un troisième EEI explosait et a faisait un autre blessé. Le Cpl Martin a succombé à ses blessures[112].

Haji Baran et l'Équipe de la COCIM ont été amenés sur les lieux pour communiquer avec les anciens de l'endroit. Il y a eu un long débat ouvert lors de cette choura, et toutes les parties ont convenu que les bâtiments autour de la mosquée seraient détruits, mais que celle-ci resterait en place et que la route la contournerait. L'Équipe de combat de l'Escadron C et les sapeurs ont isolé et détruit l'enceinte, sans toucher à la mosquée adjacente. La population locale a dit aux soldats qu'elle était heureuse de voir disparaître enfin l'enceinte que les insurgés avaient utilisée[113].

Les compagnies et les pelotons canadiens, afghans et étasuniens ont mené des patrouilles dynamiques dans leurs localités respectives, tout en tenant des chouras chaque fois que l'occasion se présentait. La population de Mushan était divisée : une certaine hostilité y persistait, mais beaucoup de personnes y ont bien accueilli le retour des forces coalisées. Fait surprenant, les collectivités de Zangabad se montraient intéressées par le dialogue. Cela n'a pas été le cas de Talukan dont les chefs sont demeurés intimidés. L'Équipe de combat de l'Escadron C se trouvait à quatre kilomètres de Talukan quand elle s'est heurtée à une autre série d'EEI qui a arrêté le mouvement pendant 24 heures, soit le temps qu'il a fallu aux sapeurs pour dégager le terrain. Les insurgés ont sondé la résistance de la Compagnie Dog, à Mushan, en recourant à quelques reprises à la tactique « des tirs à la dérobée », mais ils n'ont causé aucun dommage[114].

La veille de Noël, la force avait avancé de quatre kilomètres à l'ouest depuis le PO Khyber, et il y avait maintenant là un segment routier de 3 300 mètres recouvert de gravier. Cependant, la pléthore d'EEI ralentissait les efforts de dégagement; des unités de construction ont donc été détournées pour aller améliorer une route d'accès reliant le tronçon ouest de l'itinéraire Hyena à l'Avant-poste de combat Old School à Zangabad. Le 28 décembre, cette route a été dégagée sur une distance de 500 mètres, dont 300 ont été couverts d'une couche de gravier[115]. L'escadron de reco et l'Équipe de la COCIM ont distribué des matériaux de préparation hivernale à la population locale dans le secteur de Sperwan-Pay-e Moluk. Le kandak de la 1-111 Brigade a finalement relevé le 2e Kandak épuisé, qui s'est retiré et regroupé pour aller travailler avec la Compagnie de parachutistes du Maj Pruneau dans le secteur de Bazaar e Panjwayi-Haji Habibollah. Les seuls autres contacts ont consisté à diriger des tirs de dissuasion contre des guetteurs ennemis dans le secteur de Zangabad[116].

Les effets de l'Op PASS RAFTAN étaient visibles. À la fin du mois, les découvertes d'EEI étaient beaucoup plus nombreuses que leurs détonations[117,118]. Haji Baran, les membres de l'Équipe de soutien du district et des équipes de la COCIM et des OPPSY ont tenu une multitude de chouras le long de l'itinéraire afin de mesurer le degré d'acceptation du programme dans les localités. Selon les évaluateurs, la participation à la première choura organisée dans un endroit donné était timide, mais quand une seconde avait lieu, les véritables personnes d'influence du secteur se manifestaient :

> Aujourd'hui, l'[Équipe de soutien du district] a été convoquée par le gouverneur du district et 14 anciens du secteur de Zangabad. Selon les anciens, la construction de la nouvelle route nuit à 50 familles et ne respecte pas le plan convenu. Ils affirment vouloir uniquement que l'ancienne route soit asphaltée, rien de plus. Interrogés quant à savoir pourquoi ils n'avaient pas assisté à la choura convoquée la veille par le GD, ils ont déclaré qu'ils n'en avaient pas été informés. On ne sait pas au juste pourquoi aucun des habitants de l'endroit présents

> à la choura de la veille ne s'est plaint au sujet de la route. Les anciens qui sont venus aujourd'hui sont à n'en point douter les propriétaires fonciers ou les personnes d'influence de l'endroit, mais ils ne vivent pas là, car ce ne sont de toute évidence pas des agriculteurs. Plus tard, le [gouverneur du district] est venu voir l'Équipe de soutien du district (ESD), et il a été convenu qu'une autre choura où seraient grandement représentés la population locale, les anciens de l'endroit, la FIAS et [le gouvernement afghan] serait nécessaire pour régler le différend au sujet de l'itinéraire Hyena[119]. [Traduction]

À mesure que la construction de la route progressait vers l'ouest, elle est devenue de plus en plus une question d'argent, de prestige et d'influence et de moins en moins un moyen d'enrayer l'insurrection. En soi, cela constituait un signe de progrès. À la fin de décembre, les insurgés ont été repoussés dans la localité de Do Ab, dans la pointe la plus occidentale de la Corne. Les chefs ennemis encore vivants se sont regroupés et ils ont communiqué avec leurs associés dans le nord du Zharey. Une opération des FOS dans Do Ab a permis de capturer un autre chef ennemi montant, ce qui a affaibli encore plus la position de l'ennemi[120].

Cependant, des événements survenus dans la Corne ont produit des effets plus marqués sur l'insurrection dans son ensemble. La choura de Quetta s'est réunie et a ordonné à ses commandants de retourner à Kandahar en janvier, au lieu de le faire en mars ou avril. Hafix Majid, chef militaire taliban par défaut à Kandahar à ce moment-là, a joué un rôle clé au cours de ces délibérations. Les progrès accomplis par les forces coalisées le rendaient furieux, et il voulait qu'un effort global soit déployé pour reprendre les zones perdues. Selon lui, « il n'y avait actuellement dans la province de Kandahar aucune base d'opérations sûre d'où les insurgés [pouvaient] organiser des opérations dignes de mention ». [Traduction] Apparemment, Majid :

> a expressément demandé que les forces canadiennes soient ciblées, et ce, pour deux raisons : a) pour essayer de les encourager à abandonner le combat et à partir avant la date prévue de leur retrait en juillet 2011; b) pour ternir la réputation du Canada et des forces canadiennes en montrant qu'elles étaient incapables de réussir en Afghanistan et d'y accroître la sécurité[121]. [Traduction]

Les conséquences ont été spectaculaires. Jamais depuis 2006 l'ennemi n'avait affiché aussi clairement ses intentions au sujet du Canada, lesquelles n'avaient jamais été liées aussi explicitement à une région géographique et aux opérations qui y avaient cours. L'ennemi était résolu à faire tout en son pouvoir au cours des six mois suivants pour bouleverser ce que l'Armée canadienne et ses alliés avaient accompli dans les districts de Panjwayi et de Dand. C'était comme si un défi avait été lancé à la FO Kandahar par Hafiz Majid et la choura de Quetta. L'Armée canadienne était en quelque sorte interpellée. Les points de référence du Cabinet, les projets de prestige et toute forme de développement à long terme ont alors perdu toute pertinence dans cette arène.

Photo : Auteur

Photo : Auteur

Il incombait à l'Esc CG, commandé par le Maj Barbara Honig, de travailler avec les localités afghanes pour réparer et renforcer le système d'irrigation vital et accélérer l'asphaltage des routes. Sur ces deux plans, le travail accompli a grandement amélioré la vie quotidienne des habitants du Dand et du Panjwayi en 2011.

Parvenir à un état stable dans le district de Dand, au printemps de 2011

Le succès remporté à l'égard des trois lignes d'opérations dans le district de Dand était, d'une semaine à l'autre, de plus en plus manifeste. Le Dand n'était pas une utopie : il y a eu quelques enlèvements et attentats à l'EEI au cours d'une période de trois mois, y compris une attaque à l'EEI dirigée contre le gouverneur du district, Nazek. Cependant, les améliorations apportées dans le district ont été telles que le Dand a été de moins en moins mentionné dans les rapports canadiens à partir de février 2011, alors que les Afghans exerçaient de plus en plus le contrôle sur leur propre destinée. Les mécanismes de gouvernance ont été réorganisés grâce aux fonds fournis par le Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan afin d'établir un nouveau Conseil de développement du district et de remplacer l'assemblée de développement. Le Bgén Milner a pu rédiger ce qui suit dans son rapport : « [L]'ampleur des interventions plus directes des acteurs internationaux dans la gouvernance du district a diminué, et maintenant, ce sont les Afghans qui dirigent les réunions […] Dans le district de Dand, la gouvernance n'a pas son égale dans ma zone d'opérations[122] ». [Traduction] De même, « la capacité du [gouvernement de l'Afghanistan] d'assurer les services de base continue de s'améliorer. Le développement est de plus en plus perçu comme étant la suite naturelle des opérations de sécurité fructueuses menées au cours des derniers mois[123] ». [Traduction]

La FO 1-71 Cav et le 7e Kandak semblaient être partout. La localité à problèmes d'Hendu Kalache était maintenant sous surveillance directe et elle ne pouvait plus servir de refuge aux insurgés. L'activité ennemie s'est presque totalement estompée[124]. Cela était en partie attribuable aux opérations efficaces menées dans Malajat sous la direction du nouveau chef de la police provinciale, le Col Abdul Rezziq de Spin Boldak. Les opérations exécutées à Malajat ont réduit, dans une certaine mesure, la pression qui s'exerçait sur le nord du Dand, et la FO 1-71 Cav et le 7e Kandak ont exploité cette situation[125]. En janvier, la représentation des villages a augmenté partout, sauf à Nakudak que les insurgés continuaient d'intimider psychologiquement. Par ailleurs, juste au moment où le Lcol John Paganini et les troupes de la FO 1-71 Cav allaient céder la place au 1-2 Régiment de cavalerie Stryker en février, il a pu écrire ce qui suit dans son rapport : « De nombreux organismes d'aide (des organisations internationales et non gouvernementales) travaillent dans le Dand [à telle enseigne] que les villages bénéficient de multiples programmes d'aide. Voilà qui atteste l'amélioration considérable de la sécurité! Il y a parfois un chevauchement entre les projets, mais nous voyons un signe très positif dans la présence accrue des ONG[126] ». [Traduction]

Au printemps de 2011, tout observateur roulant dans le Dand voyait ce qui suit, après avoir traversé les espaces arides et stériles du district de Daman, au nord de lu KAF : la route contournant la ville de Kandahar, couverte de gravier et nivelée, était maintenant ouverte. En arrivant dans le Dand, l'observateur en question voyait que toutes les routes étaient asphaltées; la transition soudaine était évidente. L'infrastructure électrique – transformateurs

et lignes électriques – était immédiatement visible, tout comme les champs verts labourés. Les mosquées le long de l'itinéraire étaient toutes fraîchement peintes et faisaient voir des minarets très ornés et de nouveaux systèmes de haut-parleurs. De la centaine de fours de brique montait de la fumée, et des entrepreneurs emportaient de multiples charges de briques neuves dans des véhicules relativement récents. Toutes sortes de véhicules circulaient sur les routes du Dand, tant des bicyclettes, touk-touks que des camions. Le long de la route, de multiples petites entreprises s'étaient installées : des ateliers de réparation de bicyclettes ou de motocyclettes et des dépanneurs vendant des denrées alimentaires. La police avait établi quelques postes de contrôle discrets. Les écoles aperçues de la route étaient fréquentées par les enfants alors en récréation. Il existait un sentiment de sécurité, car on ne voyait aucun signe manifeste de la guerre tel que des dommages causés par des EEI ou des véhicules détruits, et les forces de sécurité n'étaient pas omniprésentes. En d'autres mots, la vie s'épanouissait sous toutes ses formes, et l'activité économique avait repris dans le Dand. Si le succès existait dans le sud de l'Afghanistan, le district de Dand en était l'image la plus exacte au printemps de 2011[127]. En revanche, la situation était tout autre dans le Panjwayi.

Parvenir à un état stable dans le district de Dand, en janvier 2011

Il ne faut pas s'étonner de ce que les problèmes de gouvernance aient perduré dans le district de Panjwayi, étant donné les relations qu'Haji Baran entretenait avec les éléments influents des milieux politiques de Kandahar et avec l'insurrection. Les rapports ISTAR mettant l'accent sur Baran et ces relations étaient inquiétants. Par exemple, le nouveau chef de police, Mohammad Azim, était en fait un ami de Baran depuis toujours; la relation qu'ils entretenaient remontait à celle que leurs pères avaient établie. Les deux hommes avaient apparemment une certaine relation personnelle de longue date avec le tristement célèbre commandant taliban Hafiz Majid. Il semble que ce dernier ait parfois communiqué avec les deux hommes pour obtenir la libération de certains de ses commandants incarcérés[128]. Le rôle joué par Baran dans la libération de détenus est finalement devenu notoire dans le district de Panjwayi. Dans une évaluation, les Canadiens soulignaient avec une certaine inquiétude qu'à cause de cela, « les habitants du district croient que les forces coalisées ne veulent pas que la guerre finisse et qu'elles ne détiennent ou ne tuent pas les insurgés à dessein afin de prolonger la guerre »[129]. [Traduction]

Les retombées du fait qu'Haji Baran avait eu des rapports avec Majid et peut-être avec d'autres chefs insurgés pendant un certain nombre d'années étaient trop évidentes pour que toutes les personnes concernées y passent outre. Le Bgén Milner estimait que le remplacement de Baran était essentiel au succès dans le district, et des efforts en ce sens ont été déployés immédiatement en septembre 2010. Handicapé par la perte des mécanismes d'influence du Canada aux niveaux provincial et national, le Bgén Milner s'est attaqué

à la tâche rapidement avec son « ERP » virtuelle (Cyr et Martin) pour examiner les solutions possibles. Le Mgén Nick Carter, au Commandement régional (Sud), s'intéressait lui aussi à la situation et il a promis son soutien au Bgén Milner. Après des consultations approfondies avec l'Équipe de soutien du district et d'autres entités concernées, le Bgén Milner et son état-major se sont particulièrement souciés de recruter Haji Fazluddin Agha (HFA) comme remplaçant éventuel de Baran. « HFA » – c'était son surnom – avait sa propre fortune, il était originaire de Fatollah, il avait des liens avec la famille Karzai et il avait été un des directeurs de la campagne pour elle. Enfin, et c'est un aspect clé, il bénéficiait de l'appui local. Le Bgén Milner a collaboré avec le Mgén Carter pour obtenir l'aide du gouverneur Wesa et d'Ahmad Wali Karzai. Les rapports que le Bgén Milner entretenait avec le Col Serge Labbé à Kaboul lui ont permis d'accéder au président Karzai, qui a finalement accepté de remplacer Baran par HFA[130].

Il a semblé tout d'abord qu'HFA prendrait ses fonctions en octobre, et il a même commencé à assister à diverses chouras à ce moment-là. Il a aussi établi une bonne relation avec Nazek dans le Dand. Cependant, Baran s'est accroché à son poste aussi longtemps qu'il l'a pu. Le mois d'octobre est passé, puis novembre et enfin décembre. Baran tenait encore les rênes du pouvoir, malgré toutes les garanties à l'effet contraire. La possibilité qu'il soit remplacé l'a en fait galvanisé : il est soudainement devenu proactif et s'est mis à coopérer dans le cadre des chouras sur l'amélioration de l'itinéraire Hyena. Le gouverneur Wesa a alors changé d'avis, pour une raison quelconque, et les formalités de remplacement se sont enlisées. Finalement, au début de janvier, le président Karzai a approuvé le changement, et Baran a été démis de ses fonctions[131].

L'accession d'HFA au poste de gouverneur du district de Panjwayi représentait un changement monumental et constituait un atout de taille pour le reste du mandat du Canada en Afghanistan. Le Maj Barbara Honig, commandant de l'Esc CG, qui avait acquis une expérience des questions de développement à Kandahar en 2007, a souligné que, quand HFA a pris ses fonctions, « les choses ont changé en l'espace de *quelques jours*[132] ». [Traduction] Même un homme endurci tel que l'influent Haji Mahmood du Panjwayi s'est « presque mis à pleurer », selon le Maj Dan Lemeroux, chef de l'Équipe de la COCIM, quand le changement a été annoncé, et HFA a insisté pour que les mécanismes végétatifs et atrophiés tels que l'Assemblée de développement des districts et les conseils de développement communautaire soient revigorés[133].

Ces changements coïncidaient avec l'évolution du Centre interarmées de coordination de district, le CCO-D(P). Ce dernier est devenu le « noyau central pour la sécurité, la gouvernance, la reconstruction et le développement ». [Traduction] Il comprenait dorénavant l'Équipe de soutien du district (ESD), la police et les mentors des ministères d'exécution présents dans le Panjwayi. Le Maj Montreuil, chef de l'Équipe de soutien

de la Force opérationnelle Kandahar, collaborait alors étroitement avec Tom Schakow du Département d'État des É.-U.; Andy Golda de l'organisme USAID (et un survivant de l'écrasement de l'hélicoptère BLOWTORCH 61 survenu en 2010, et Joffre Leblanc, du MAECI. L'ESD avait pour mission « d'habiliter le cabinet du gouverneur de district ». [Traduction] Sa mission globale était la suivante : exécuter l'étape « Tenir » dans le district, « tout en renforçant les capacités du pays hôte », l'objectif ultime étant de transmettre les fonctions aux « représentants du pays hôte »[134]. [Traduction]

En janvier, les forces coalisées dans le Panjwayi se sont déployées dans les zones d'opérations qu'elles allaient occuper au cours des mois suivants. Il y avait la Compagnie Dog, deux compagnies de la PNAOC et quatre DOA des forces spéciales à Mushan et Talukan. La Compagnie A, la Batterie C et le kandak de la 1-111 Brigade se sont chargés de Zangabad et de Sperwan Ghar. L'Équipe de combat de l'Escadron C, l'Escadron de reco, une partie du 2e Kandak et toutes les unités du Génie ont vécu dans des bases temporaires le long de l'itinéraire Hyena tandis que sa construction progressait vers l'ouest. La Compagnie de parachutistes et le reste du 2e Kandak ont occupé la zone entourant Bazaar-e Panjwayi et y ont fait des patrouilles. La Compagnie B du Maj André Girard s'est occupée de Nakhonay et de ses environs, tandis que la Compagnie C du Maj Christian Marquis a veillé sur le secteur de Chalghowr-Salavat Mohajerin, également connu comme étant le « Triangle de l'amour ». [Traduction] Les deux compagnies à l'est ont travaillé avec le 6e Kandak (voir la figure 8-9).

Ces dispositifs permettaient au Lcol St-Louis de mettre en œuvre le concept d'opérations du GT du 1 R22eR. Ayant observé le fonctionnement des trois rotations antérieures et bénéficiant désormais d'un rapport de forces très différent, le Lcol St-Louis s'est donné pour objectif d'étayer dès que possible sa nouvelle posture « Tenir » en appliquant les lignes directrices « Combattre-Convaincre-Construire ». Il était essentiel d'acquérir une crédibilité aux yeux de la population, surtout dans la Corne nouvellement occupée. Le Bgén Milner était disposé à ajouter des « éléments unifiants » au régime de gouvernance et des programmes de la COCIM, une fois que le contact aurait été établi avec les collectivités entourant chaque agglomération. Les aspects des opérations axés sur le partenariat sont devenus primordiaux ici[135].

Parallèlement,

> Je devais sécuriser une énorme infrastructure et un très vaste territoire [et cela] m'a convaincu qu'il n'y avait pas de place pour des opérations à l'échelle du GT; il n'y avait pas de place pour des mouvements de tenailles avec une compagnie qui fixerait l'ennemi et une autre qui l'attaquerait. Je ne peux pas abandonner un endroit pour regrouper mes forces et frapper ailleurs. D'abord et avant tout, il n'y a aucun groupe ennemi de 30 membres que j'ai besoin d'attaquer […] Donc, tout doit se faire au niveau des compagnies et, en outre, je suis convaincu qu'il faut même déléguer des tâches aux pelotons […] Donc, dès le départ, l'Équipe de la COCIM doit faire partie du GT,

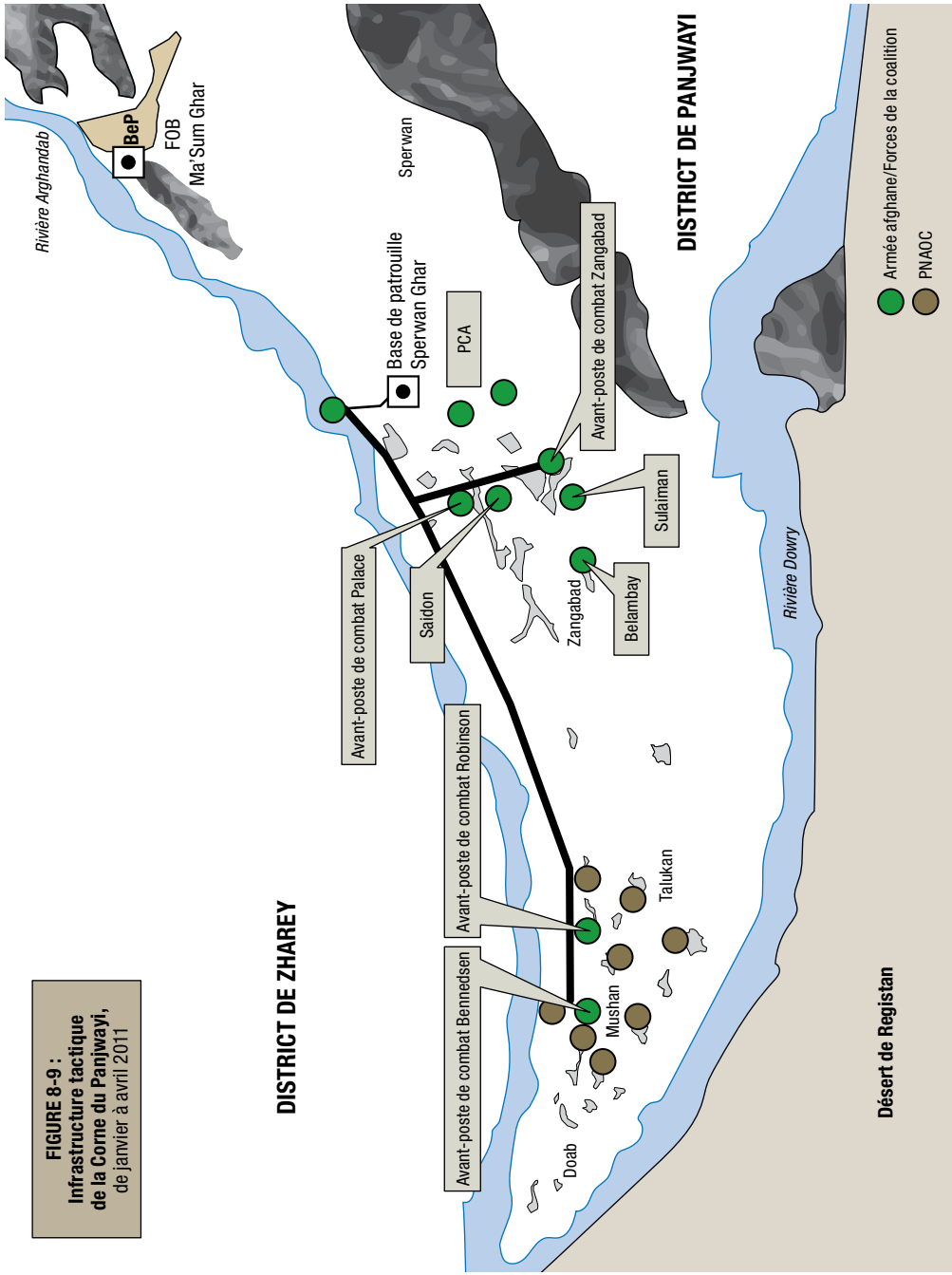


FIGURE 8-9 :
Infrastructure tactique de la Corne du Panjwayi,
de janvier à avril 2011

Figure 8-9 : Infrastructure tactique de la Corne du Panjwayi, de janvier à avril 2011

> comme l'Équipe des OPPSY […] Si j'ai des agents de la COCIM, ils sont confiés aux responsables de l'espace de bataille des compagnies. Si j'ai des tireurs d'élite et que leur intervention est nécessaire, ils sont mis à la disposition du responsable de l'espace de bataille[136].

Une structure entièrement nouvelle s'est dessinée en vertu de laquelle le Centre interarmées de coordination de district, le CCO-D(P), est devenu le lien entre les commandants de compagnie et l'Équipe de soutien du district. Cela s'est aussi appliqué à l'Esc CG du Maj Honig et à la multitude d'autres capacités qui entraient en jeu : l'Escadron comptait désormais quatre équipes de construction du Génie, soit une pour chaque compagnie. L'idée consistait à confier toutes sortes de capacités aux paliers les plus bas possible de la chaîne de commandement et, non par coïncidence, cela a reflété les efforts faits au niveau des conseils de développement communautaire dans les localités[137].

Par exemple, l'Avant-poste de combat Nejat comprenait un peloton d'infanterie canadien de la Compagnie de parachutistes, une compagnie d'infanterie afghane du 2e Kandak et un détachement de la COCIM et des OPPSY. De fréquentes patrouilles faites dans le secteur de Nejat permettaient d'établir des liens avec la population locale, et l'Esc CG avait la possibilité d'exploiter ces liens, et elle pouvait ensuite utiliser des ressources afin d'améliorer l'infrastructure. S'il arrivait à la population locale de s'intéresser à des projets plus vastes menés dans d'autres secteurs, le commandant de la compagnie communiquait avec le CCO-D(P) associé à l'Équipe de soutien; cette dernière était à son tour mise en contact avec les responsables du processus d'harmonisation du développement se trouvant dans l'environnement du gouverneur du district. En ce qui touchait les questions de plus haut niveau concernant les ministères d'exécution provinciaux, par exemple l'éducation et les soins médicaux, le J9 de la FO Kandahar entrait en scène au besoin. Ou encore, si le prestige d'une personnalité était nécessaire, le Bgén Milner intervenait[138]. Le Lcol St-Louis a fait observer ce qui suit :

> Nous étions là pour huit mois, et mon défi n'était pas de réparer le cadre [de gouvernance]. Mon défi consistait à faire en sorte qu'une famille vivant à Salavat se sente en sécurité, et rien d'autre […] si quelque chose ne produit pas de résultat dans un district pour une raison ou pour une autre, on passe à autre chose. Si je ne peux pas construire une route entre Sperwan Ghar et Bazaar-e Panjwayi parce qu'il n'y a pas moyen de s'entendre sur le tracé, très bien! Je change mon fusil d'épaule et je construis une école à Salavat. Si je ne peux pas aménager un nouveau réseau d'irrigation propre parce que nous ne payons pas les bonnes personnes, je ne perds pas de temps à essayer de trouver ces personnes. Je change mon approche et je me concentre plutôt sur l'itinéraire Hyena. Cependant, en conjuguant tous ces efforts, vous renforcez votre présence. Je n'allais pas être là pendant un an et demi à titre de consultant coréen pour apprendre au gouverneur à travailler convenablement. J'avais huit mois pour susciter une impression positive du point de vue politique[139]. [Traduction]

Le Lcol St-Louis ne se laissait pas distraire par les aspects idéalistes de la reconstruction d'un pays. Dès le début de sa carrière dans les années 1990, au cours de ses deux périodes de service avec la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) dans l'ancienne Yougoslavie, il avait dû traiter avec des populations dangereuses et ingrates et composer avec les complexités politiques. Les échecs subis à Srebrenica et l'humiliation vécue par l'Armée canadienne à laquelle on avait ordonné de se rendre aux forces croates en 1995 sans combattre l'ont incité à vouloir éviter les mêmes affronts en Afghanistan[140].

L'activité ennemie et les opérations de la coalition avaient eu lieu dans les quatre mêmes régions générales du Panjwayi qu'auparavant : la Corne, Bazaar-e Panjwayi et des localités au sud, le Triangle de l'amour, et Nakhonay et ses environs. Dans la Corne, les opérations étaient réparties entre la Compagnie Dog; les escadrons blindés et les sapeurs sur l'itinéraire Hyena. À Zangabad, il y avait la Compagnie A. Les FOS étasuniennes menaient des opérations de stabilisation de villages, le travail de la PNAOC et le ciblage des dirigeants, autant d'interventions qui chevauchaient toutes les zones d'opérations dans la Corne. Les quatre groupements étaient jumelés à l'Armée et à la police afghanes. En janvier, l'ennemi n'était pas très actif. L'Avant-poste de Talukan a essuyé des tirs, et le lendemain, il y a eu une tentative d'engagement contre un poste de contrôle insurgé au sud de Talukan. L'ennemi a été repéré par un CU-170 Huron, mais il s'est dispersé avant l'arrivée des forces aériennes. Les activités avaient surtout lieu autour de Zangabad : deux EEI ont été posés dans la zone entre Zangabad et l'itinéraire Hyena, et des tirs d'armes légères ont été dirigés contre les ouvriers travaillant sur la route. La Compagnie A du Maj Leroux et une compagnie afghane de la 1-111 Brigade ont exécuté plusieurs opérations de bouclage et de fouille dans la région en se fondant sur des renseignements locaux, ce qui a permis de découvrir un nombre surprenant de composantes d'EEI. Les UAV ont repéré de petits groupes d'insurgés, mais ceux-ci n'ont pas été attaqués, car on ne pouvait les identifier avec certitude en raison de la forte de densité de la végétation[141] (voir les figures 10 et 10a).

L'intimidation des camionneurs civils transportant du gravier pour la construction de l'itinéraire Hyena est ensuite devenue la prochaine difficulté après qu'ils eurent essuyé des tirs à plusieurs reprises. En outre, deux camionneurs ont été trouvés assassinés dans la cabine de leur véhicule. L'ennemi a aussi sondé les installations de Zangabad depuis le sud, ce qui a provoqué un petit engagement entre les troupes et les insurgés le 12 janvier. Ces attaques venant du sud montraient que les insurgés avaient été repoussés hors de Zangabad et de Talukan, mais qu'ils étaient pris entre les zones peuplées et le désert du Reg et en train de définir de nouvelles zones opérationnelles[142].

La Compagnie de parachutistes n'a signalé aucune activité ennemie en janvier, même si elle s'attendait à des contacts pendant l'opération de dégagement au sud de Nejat. La Compagnie C, dans le Triangle de l'amour, subissait une attaque à l'EEI le 16 janvier et

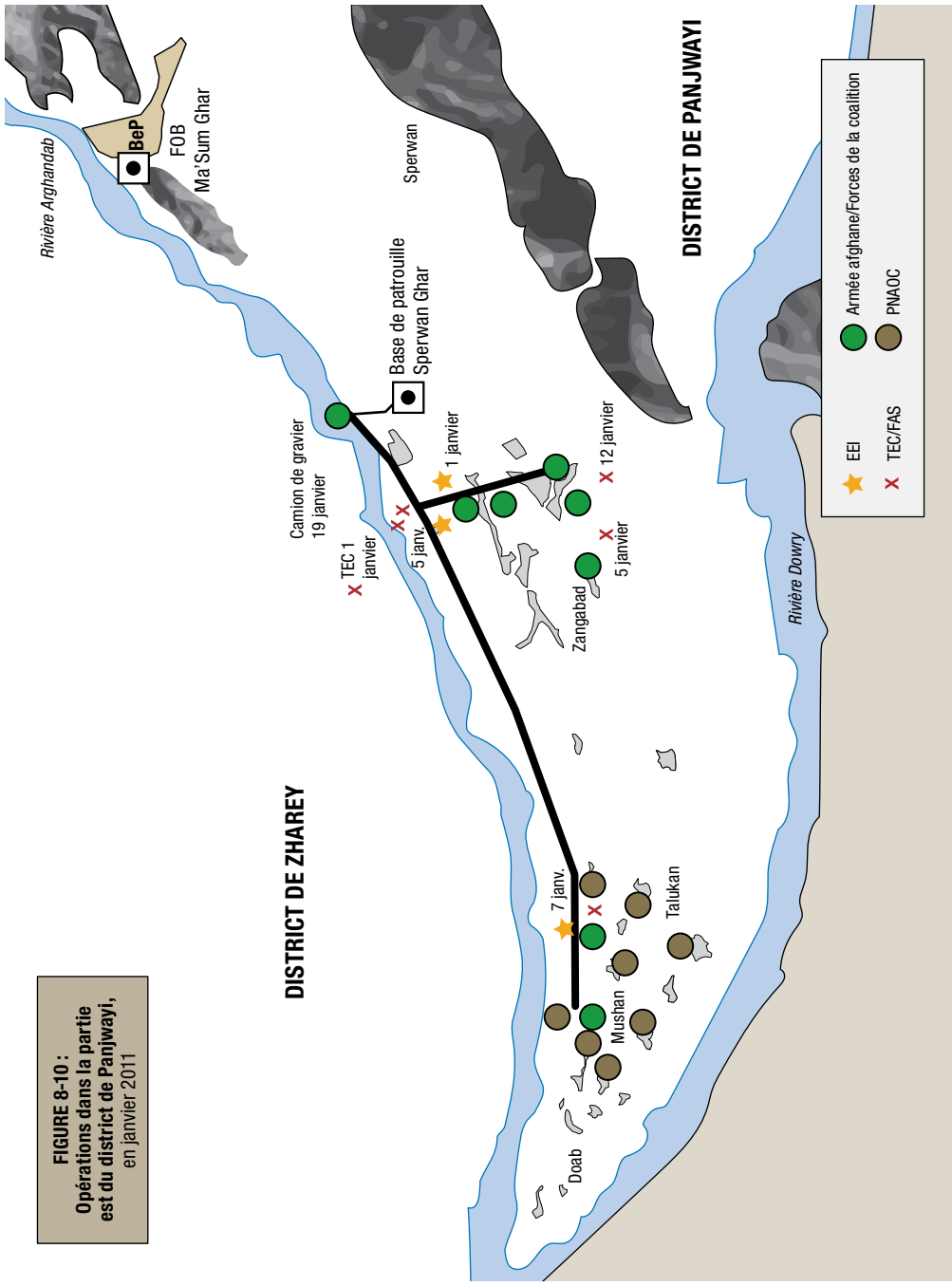


FIGURE 8-10 :
Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en janvier 2011

Figure 8-10 : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en janvier 2011

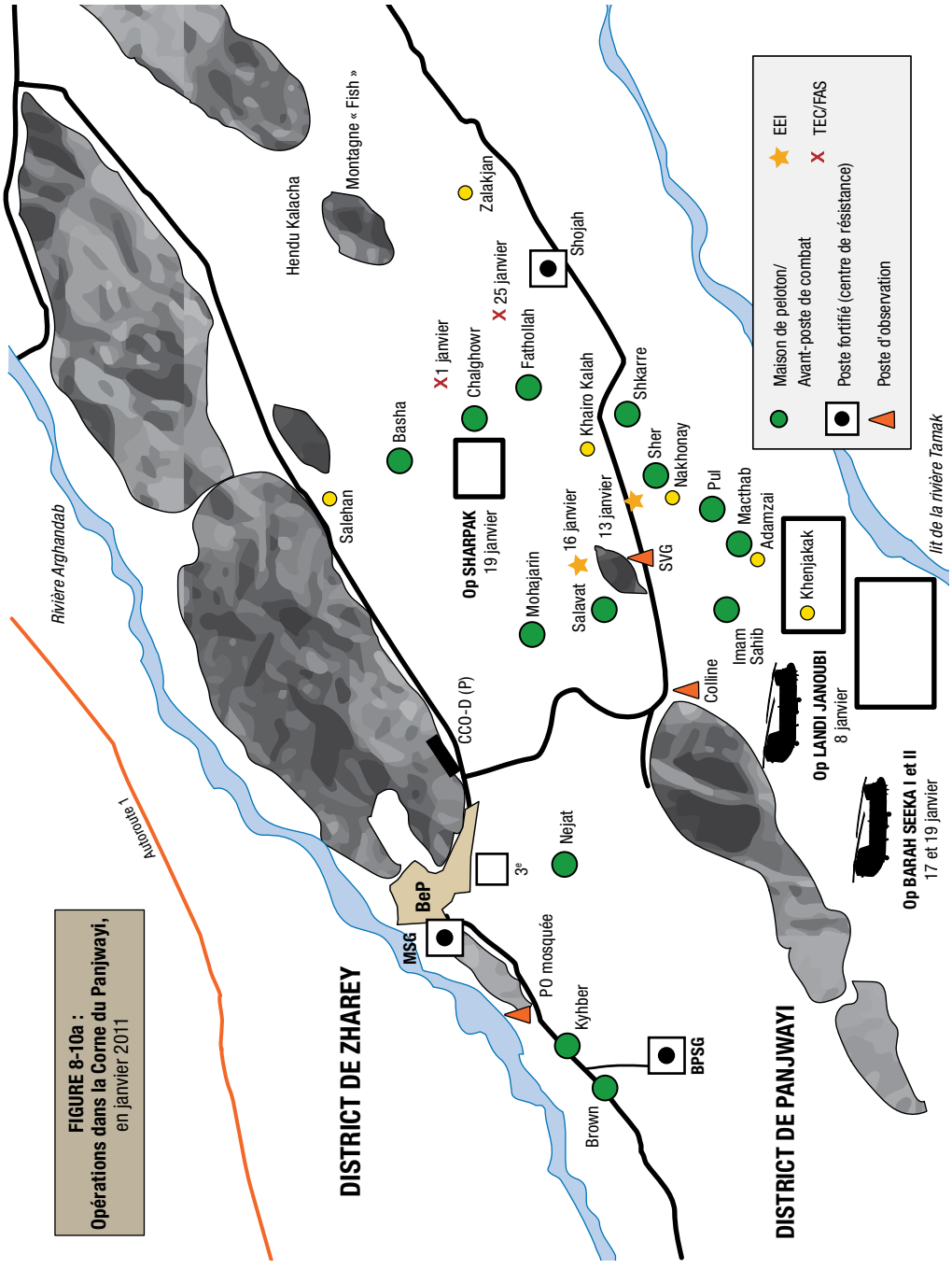


Figure 8-10a : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en janvier 2011

deux engagements avec l'ennemi à l'extérieur de Chalghowr et de Fatollah. L'escarmouche près de Fatollah a duré seulement vingt minutes, mais la force de réaction rapide n'a pas réussi à bloquer la route à l'équipe ennemie qui avait tendu l'embuscade. La Compagnie C et le 6e Kandak ont lancé l'opération SHAR PAK à l'ouest de Chalghowr; ils y ont trouvé une petite cache, mais rien d'autre d›important[143].

La Compagnie B et le 6e Kandak exerçaient de fortes pressions perturbatrices à Nakhonay et dans les environs, à tel point que l'ennemi n'a pu faire exploser qu'un seul EEI à la mi-janvier. Travaillant de concert, les Canadiens et les Afghans ont orchestré la série d'opérations MARD KALA à Kenjakak et les opérations LUNDI JANOUBI et BARAH SEEKA à Rigway. Certaines de ces opérations comportaient des insertions aéromobiles de troupes canadiennes et afghanes avec la force d'hélicoptères du Canada. Dans tous les cas, les troupes coalisées ont fouillé les enceintes pour y découvrir des caches éventuelles, et une infirmerie ennemie a été mise au jour. Cinq raids de compagnies dans toute la localité de Nakhonay ont eu lieu en un mois; ils n'ont produit aucun contact, et l'ennemi n'a pas riposté[144].

Les efforts du Canada en matière de développement dans le Panjwayi, en dehors de la Corne, portaient sur Salavat. Cette localité est devenue une zone d'influence où la coalition et l'insurrection s'affrontaient, mais presque sans qu'il y ait d'activités cinétiques. Quand la construction de l'école de Salavat a été presque terminée, des problèmes se sont manifestés :

> Malgré des gains récents sur le plan de la sécurité, les efforts visant à accroître les services éducationnels fournis par [le gouvernement de l'Afghanistan] étaient entravés par un manque de participation de la part de la collectivité (surtout dans les zones où les habitants étaient sans cesse influencés et intimidés par les insurgés). Par exemple, l'école de Salavat nouvellement remise à neuf était prête à accueillir les élèves, mais sa réouverture a été retardée parce que l'on craignait que les aînés de la collectivité deviennent des cibles. Un manque d'enseignants et les timides interventions du représentant du ministère de l'Éducation dans le district étaient autant de facteurs qui ralentissaient la prestation des [services][145]. [Traduction]

À cause de cette influence persistante des insurgés et du manque de crédibilité du gouvernement afghan, la population de Salavat se cantonnait dans l'indécision. Les aînés de Salavat disaient que leur village devait avoir une école quand il serait possible d'en ouvrir une à Chalghowr; ils signifiaient par là qu'ils voulaient une preuve que les insurgés ne reviendraient pas, même en petit nombre et encore moins comme force d'occupation. Selon l'évaluation canadienne, les localités de Salavat, Nakhonay et Haji Habibollah étaient toutes des zones à risque élevé dans la lutte pour l'acquisition de l'influence. L'ennemi n'avait pas besoin d'une force nombreuse ou d'une présence vigoureuse pour perpétuer l'indécision et le déséquilibre dans ces localités[146].

En effet, les services gouvernementaux dont le Dand avait bénéficié grâce aux opérations KALAY ne semblaient pas fonctionner dans des parties du Panjwayi. Cependant, la FO Kandahar constatait que les ONG ne s'intéressaient pas au Panjwayi, et que celles-ci influaient sur le gouvernement provincial : « Les ONG laissent le [gouvernement de l'Afghanistan] offrir des services qu'elles ne sont pas à même d'offrir, surtout à cause de l'insuffisance de leurs capacités. Très peu de services étaient assurés dans le district de Panjwayi en raison des problèmes de sécurité[147] ». [Traduction] Cependant, le nouveau gouverneur du district, Fazluddin Agha, mettait son expertise à profit. Il voulait en priorité mettre en œuvre un projet de restauration des canaux entre Zalakhan, Salavat, Nakhonay et Chalghowr. Ce projet établirait un lien entre ces localités et le gouvernement du district à un certain nombre de niveaux et, avec un peu de chance, il aurait des effets dans d'autres endroits. L'Esc CG envisageait de lancer un tel projet avec l'aide financière de la FO Kandahar. Du point de vue de cette dernière, plus de 1 500 hommes de l'endroit travaillaient déjà à des projets de travail contre rémunération ailleurs dans le district, et rien n'empêchait d'accroître ce nombre à l'approche de la période estivale des combats[148].

Réorganiser le soutien des forces d'opérations spéciales et les opérations de stabilisation des villages

La plupart des activités des FOS ne relevaient pas de la FO Kandahar, mais plusieurs faits nouveaux concernant divers partenaires influaient sur les opérations canadiennes dans le district de Panjwayi. Le commandant de la FIAS, le Gén McChrystal, avait alors réorganisé, ou à tout le moins rationalisé, l'appareil de commandement et de contrôle des FOS en Afghanistan, de manière à ce qu'il puisse établir des rapports avec les forces menant des opérations conventionnelles et coordonner ses activités avec elles plus efficacement. La FO 373 – l'unité des FOS de premier niveau qui pourchassait des dirigeants ennemis – est devenue la FO 310 et a grandement intensifié ses opérations dans la province de Kandahar et autour d'elle. La Force interarmées multinationale d'opérations spéciales en Afghanistan – l'entité multinationale de FOS ne relevant pas de l'OTAN – a réorienté son rôle en délaissant les opérations perturbatrices exécutées dans les districts plus éloignés pour s'intéresser aux opérations de stabilisation dans des villages précis. Les FOS de la FIAS ont continué à s'en prendre aux chefs de niveau inférieur. La FO 310 et les FOS de la FIAS ont attaqué « la tête », tandis que la CJSOTF a visé « le corps »[149].

La FO 310 a organisé toute une série d'opérations dans le Panjwayi occidental pendant cette période et, contrairement à l'organisation qui l'avait précédée, elle a beaucoup mieux coordonné ses activités avec les unités sur le terrain, en l'occurrence, le GT canadien. Cependant, les opérations de stabilisation des villages sont devenues la chasse gardée de la Force opérationnelle d'opérations spéciales 58 (FOOS 58), axée sur une compagnie du Régiment

d'opérations spéciales du Canada. En mars 2010, la FOOS 58 a évalué la situation dans les districts de Dand et de Panjwayi en vue d'opérations à venir. Au début, il n'y a eu presque aucune coordination avec le GT[150].

Comme nous l'avons vu plus tôt, les forces d'opérations spéciales étasuniennes avaient déjà commencé à mener des opérations de stabilisation des villages (OSV) dans d'autres parties de l'Afghanistan. Les OSV, nous nous en souviendrons, avaient pour but d'introduire un régime de sécurité afghan qui s'autoperpétuerait au niveau local, c'est-à-dire au plus bas niveau de gouvernance possible, puis de relier les localités à cet égard aux paliers de gouvernement provincial et national et à celui des districts. À un moment donné, au milieu de 2010, la décision a été prise d'inclure une contribution canadienne aux OSV dans la province de Kandahar. Le Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) a été chargé de cette tâche[151].

Comme nous l'avons montré dans le volume II, l'un des principaux problèmes qui se posaient aux localités afghanes les plus éloignées résidait dans leur vulnérabilité à l'intimidation des insurgés sous la forme de lettres de nuit, d'enlèvements, ou d'une présence sporadique ou permanente. Même si les talibans ne pouvaient maintenir une présence, ils étaient malgré tout capables de susciter la peur par d'autres moyens. Les processus de Démantèlement des groupes armés illégaux (DGAI) soutenus par l'ONU avaient en fait éliminé en 2005 toute possibilité de conserver des milices locales, tandis que le système allemand d'entraînement de la police n'avait pas réussi à former assez de policiers fonctionnels pour maintenir la loi et l'ordre. La stratégie axée sur les zones de développement en Afghanistan et les stratégies centrées sur la population et liées à la protection de la ville de Kandahar n'ont essentiellement pas tenu compte des localités plus éloignées, ce qui a eu pour effet de forcer les populations encore neutres à se cantonner dans l'indécision ou à embrasser le régime de gouvernance parallèle des insurgés. Alors que les forces de sécurité afghanes et la FIAS prenaient des mesures pour accroître leur influence dans ces régions, ou pour les reprendre, des mesures s'imposaient pour régler ce problème particulier.

Dans les cercles de la coalition, on comprenait qu'il était impossible d'exécuter des OSV partout. On comprenait aussi qu'il y avait des questions de coordination liées aux problèmes de longue date entre la FIAS de l'OTAN et les organisations étasuniennes d'opérations spéciales qui appartenaient à une structure de commandement distincte. Les OSV étaient censées être menées dans les régions où les forces afghanes ou la FIAS ne pouvaient pas opérer ou n'étaient pas présentes[152]. Les expériences menées dans le district de Zharey n'étaient pas très positives, et l'OSV organisée là par les DOA des forces spéciales étasuniennes n'arrivait pas à susciter un intérêt local digne de ce nom. Toutefois, la situation était différente dans l'Arghandab, où des OSV étaient menées de concert avec les forces conventionnelles. De nombreux Alikozais ont pris part à l'initiative de la police locale afghane qui entrait dans le concept des OSV.

Photo : Auteur

La FOOS 58 s'est chargée du volet canadien des OSV, dont l'objet était d'affirmer la maîtrise du gouvernement dans la Corne du Panjwayi.

À l'automne, on a jugé que les résultats étaient suffisamment prometteurs pour tenter d'exécuter des opérations semblables dans le Panjwayi[153].

Soulignons que la relation de commandement a changé elle aussi : la Force interarmées multinationale d'opérations spéciales en Afghanistan a été subordonnée au Commandement des forces multinationales – Afghanistan (Composante des Forces d'opérations spéciales), puis les deux commandements étasuniens ont élaboré une relation avec la FIAS quant au contrôle opérationnel[154]. Ce régime n'a pas réglé tous les problèmes de commandement et de contrôle, mais il a favorisé l'élaboration de relations à l'amiable entre les quartiers généraux des forces tant conventionnelles que non conventionnelles. Le Bgén Milner, à la tête de la FO Kandahar, était d'avis que les OSV pourraient jouer un rôle positif dans le Panjwayi et faciliter les relations entre les diverses entités conventionnelles et non conventionnelles concernées[155].

Les OSV en Afghanistan correspondaient essentiellement à des procédés du passé qui avaient été employés pendant la guerre froide. Les Forces d'opérations spéciales ont

d'abord établi une Base d'opérations avancée du niveau de la compagnie afin d'appuyer les équipes qui allaient travailler dans la zone désignée. Avec le temps, les équipes – d'habitude des détachements de la taille d'une section – ont fait des sorties et établi des rapports avec les collectivités entourant la Base. Il était entendu que les équipes ne seraient pas les bienvenues dans toutes les localités. Celles qui les accueillaient recevaient de l'aide. Au fil du temps, les relations se tissaient entre les équipes et les collectivités, et un jour ces dernières invitaient les équipes à demeurer. À partir là, des mesures progressives étaient prises pour convaincre les autorités locales de se mettre en rapport avec le gouvernement du district et d'accéder à ses programmes, pendant que, parallèlement, des personnes approuvées par la population locale offraient un entraînement intensifié pour lui enseigner des techniques d'autodéfense. L'état idéal était atteint quand il y avait une milice locale capable de protéger les autorités du village contre l'intimidation et que ces dernières conservaient leur statut dans la collectivité en obtenant que des programmes de développement soient exécutés pour faire fond sur les projets d'aide humanitaire. L'objectif ultime consistait à constituer dans le village une milice qui contribue à la mise sur pied d'une force anti-insurrectionnelle offensive au niveau du district ou de la province[156].

Le ROSC suivait une démarche semblable dans le Panjwayi. L'équipe investissait de grands efforts dans le stade « Façonner » de l'opération. Il y avait une différence importante : le ROSC et ses homologues étasuniens travaillaient avec une force partenaire, en l'occurrence les compagnies de la PNAOC affectées au volet « Tenir » dans le plan concernant la Corne du Panjwayi. Travaillant côte à côte avec les DOA étasuniens et harmonisant désormais ses activités avec le GT, le ROSC se concentrait sur un groupe particulier de villages qui chevauchait sa zone d'opérations et celle de la Compagnie A[157].

L'idée globale consistait à renforcer le stade « Tenir » et à faire progresser les localités vers le stade « Construire ». L'équipe du ROSC ne disposait pas de détachement de la COCIM, mais l'un de ses membres avait reçu une formation en la matière. Il s'est abouché avec l'Équipe de la COCIM qui travaillait avec la Compagnie A[158]. La FOOS 58 a aussi puisé dans le Fonds de contingence du commandant réservé aux petits projets de niveau inférieur. Au moment opportun, l'équipe a réussi à communiquer avec une ONG qui se spécialisait dans le soutien des agriculteurs. De bien des façons, l'équipe du ROSC et ses associés afghans équivalaient à un conseil armé de développement communautaire.

Une des plus importantes découvertes de l'équipe du ROSC était qu'il y avait vraiment deux groupes de personnes qui gouvernaient les villages : les aînés « absents », qui vivaient à Kandahar, et les « mandataires » (ainsi appelés par l'équipe), c'est-à-dire les « visages des localités »[159]. Les mollahs et les mirab n'étaient pas des chefs absents, mais sans la présence des aînés, les choses n'étaient tout simplement pas faites aussi efficacement. L'équipe canadienne a déployé d'importants efforts pour savoir qui était les aînés absents et où ils vivaient,

puis, par l'intermédiaire du CCO-D(P), pour contacter le gouverneur du district, HFA, afin de les ramener dans leur localité pour les chouras qui touchaient cette dernière et son développement[160].

La constitution d'un contingent de la Police locale afghane (PLA) dans la collectivité était plus problématique et prenait du temps. En fin de compte, le chef de police du district a distribué des fusils AK-47 aux membres choisis et approuvés de la milice. La PLA s'est chargée de la sécurité ponctuelle, des patrouilles de surveillance et des postes de contrôle locaux. Grâce à ses connaissances des divers endroits, le détachement est essentiellement devenu une source qui a alimenté les ressources ISTAR des Afghans et de la coalition. Une fois que les détachements sont devenus opérationnels et reliés au chef de police, les renseignements ont afflué au CCO-D(P) et au centre de district. La présence de l'équipe du ROSC et ses efforts de collaboration avec la population locale ont aidé à réunir des données qui ont permis de cibler le réseau des chefs insurgés dans la Corne. D'autres forces ont mis efficacement à profit ces renseignements[161].

Cependant, l'élément partenaire de l'équipe du ROSC a changé trois fois pendant le déploiement de celle-ci dans la Corne, ce qui a nui à la continuité. Les unités de la PNAOC ont opéré une rotation, et un peloton de commandos de l'Armée afghane est arrivé. Ce peloton (et les deux qui lui ont succédé par rotation) n'avait pas reçu un entraînement complet, de sorte que les membres de l'équipe du ROSC ont presque fait office d'instructeurs intégrés, ou d'ELMO, pendant un certain temps. Les opérations sont devenues de plus en plus cinétiques à mesure que l'été approchait. Quand la transition entre le GT du 1 R22eR et le bataillon étasunien montant a eu lieu en juin, l'équipe canadienne a été fort surprise d'apprendre que la Compagnie A allait être remplacée par un peloton étasunien et que ce dernier n'avait pas les mêmes capacités habilitantes en ce qui concernait la COCIM, les OPPSY, le Génie et les ressources ISTAR. Le chef de l'équipe canadienne a souligné, en rétrospective, que l'opération s'est cantonnée dans le stade « Tenir », tout en faisant quelques tentatives de « construction »; toutefois, comme la situation devenait de plus en plus cinétique, l'opération est fermement revenue au stade « Tenir ». La transition n'a jamais vraiment été possible, une fois que les grandes forces de protection ont été réduites et que la police locale a dû faire face à un accroissement des activités ennemies. Finalement, l'équipe du ROSC a été la dernière unité de combat canadienne à quitter le Panjwayi en juillet 2011[162].

La meilleure façon de catégoriser les opérations du ROSC, dans le contexte des OSV dans le district de Panjwayi, consiste à dire qu'elles ont été expérimentales. La taille et la portée des opérations étaient relativement limitées, leurs effets n'étaient pas visibles pendant le déploiement de l'équipe canadienne, et tout l'engagement a été écourté à cause du retrait des forces canadiennes en juillet 2011. On ne peut que conjecturer les effets que les OSV auraient eus si plus de ressources leur avaient été affectées plus tôt au cours du conflit et dans les régions clés à l'ouest de la ville de Kandahar.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en février 2011

La cadence des opérations lancées en décembre et janvier s'est accélérée en février. Le degré de violence a augmenté constamment et les types de violence ont changé, mais la coalition a fait de grands progrès mesurables dans l'ensemble du district (voir les figures 8-11 et 8-11a).

L'activité ennemie était extrêmement faible dans le Panjwayi oriental, un seul contact ayant été signalé à la fin du mois, près de Folad. Dans le secteur de Nakhonay, une attaque à l'EEI, qui a blessé un interprète, a eu lieu près de l'Avant-poste de combat Pul, au début de février; ensuite deux escarmouches se sont produites à la fin du mois : dans le premier cas, il s'est agi d'un incident de tirs à la dérobée contre l'Avant-poste de combat susmentionné et dans le second, deux insurgés ont immobilisé une patrouille afghane du 6e Kandak, de sorte qu'il a fallu recourir à l'appui aérien rapproché et à des engins fumigènes pour l'extraire de là. La Compagnie de parachutistes s'est retrouvée dans des circonstances semblables à Bazaar-e Panjwayi et à des endroits au sud. La conjoncture a été tout autre dans la Corne. Une série d'escarmouches et d'attaques à l'EEI s'est produite pendant la première semaine de février, et à la fin du mois, la situation s'est aggravée par suite d'une grande campagne d'enlèvements et d'intimidation. Les points chauds de la Corne comprenaient le secteur entre Talukan et Zangabad, l'Avant-poste de combat à Zangabad, et les environs de Pay-e Moluk près de Sperwan Ghar où des opérations d'intimidation avaient lieu. La situation était assez calme à Mushan et dans les environs (voir la figure 8-12)[163]. Selon l'analyse canadienne, il y avait trois groupes d'insurgés dans la Corne, soit un à l'ouest de Do Ab et deux autres basés à Lakani et à Grandari dans le centre. Il y avait aussi une petite cellule qui opérait au sud de Nejat et une autre à Kenjakak[164].

Au cours du mois, et conformément à la posture répartie du GT du 1 R22eR, les compagnies d'infanterie se sont jumelées à leurs compagnies d'infanterie afghanes partenaires et ont organisé de multiples opérations concomitantes de bouclage, de fouille et de ratissage dans leurs zones d'opérations respectives. Par exemple, la Compagnie Cs'est déplacée de Salehan à Chalghowr et vice-versa. La Compagnie B a parcouru dans les deux sens la chaîne d'Adamzai. La Compagnie de parachutistes a lancé une série d'opérations débarquées dans le secteur d'Haji Habibollah-Nejat et à Bazaar-e Panjwayi. Toutes ces opérations ont fait intervenir la police locale. L'opération a été appelée TAYRA TAYGH (la version du GT a porté le nom de HAMAGHE SHAY), et l'intention globale de la FO Kandahar et de la 1-205 Brigade, telle qu'elle a été exprimée par l'intermédiaire du 6e Kandak et du GT du 1 R22eR, a été de manœuvrer pour recueillir des renseignements locaux au niveau le plus bas possible, puis d'agir à la lumière de ces derniers. Les résultats ont été absolument stupéfiants[165].

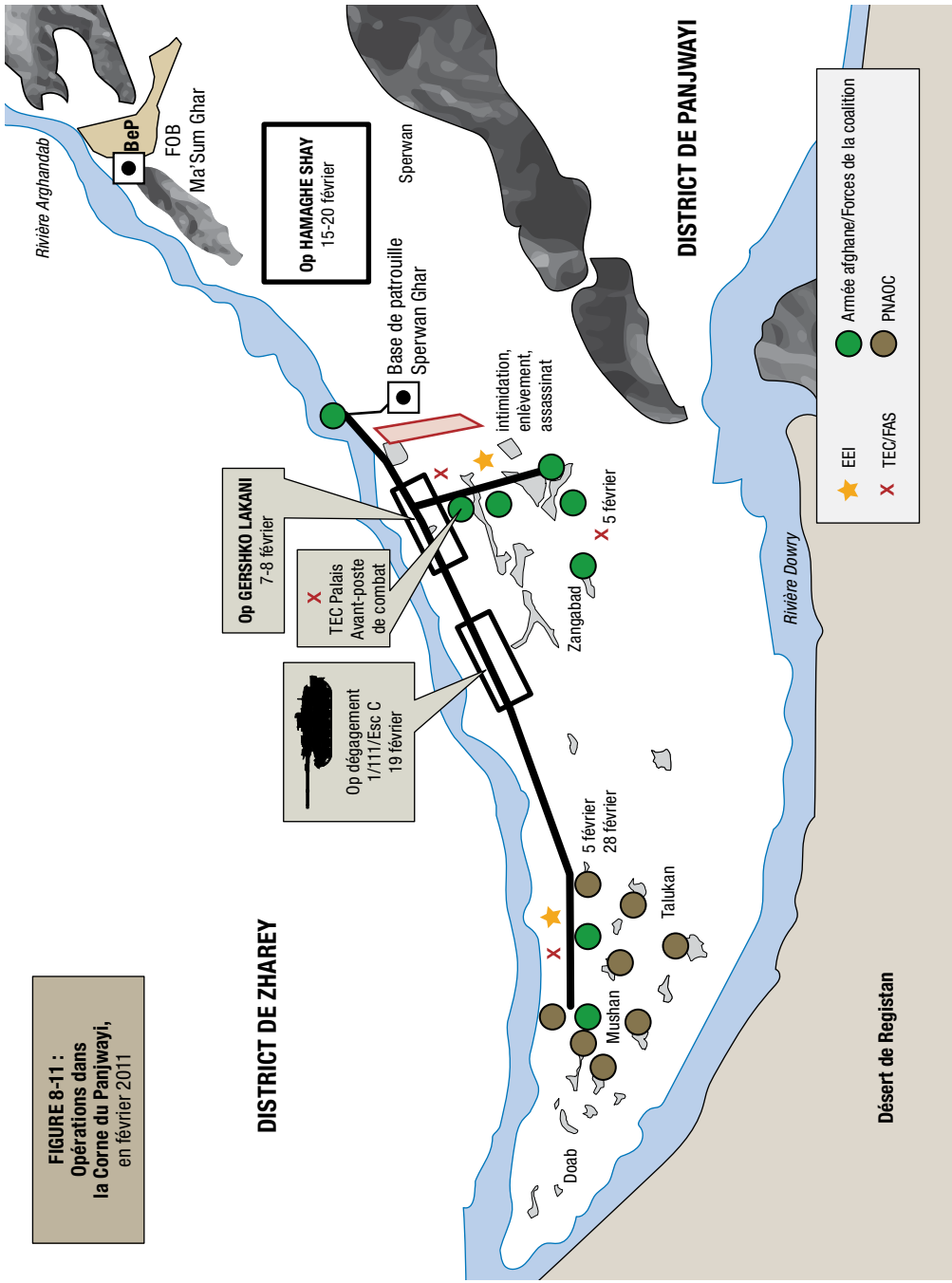


Figure 8-11 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en février 2011

Figure 8-11a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en février 2011

FIGURE 8-12 :
Dispositifs et activités de l'ennemi,
entre janvier et avril 2011

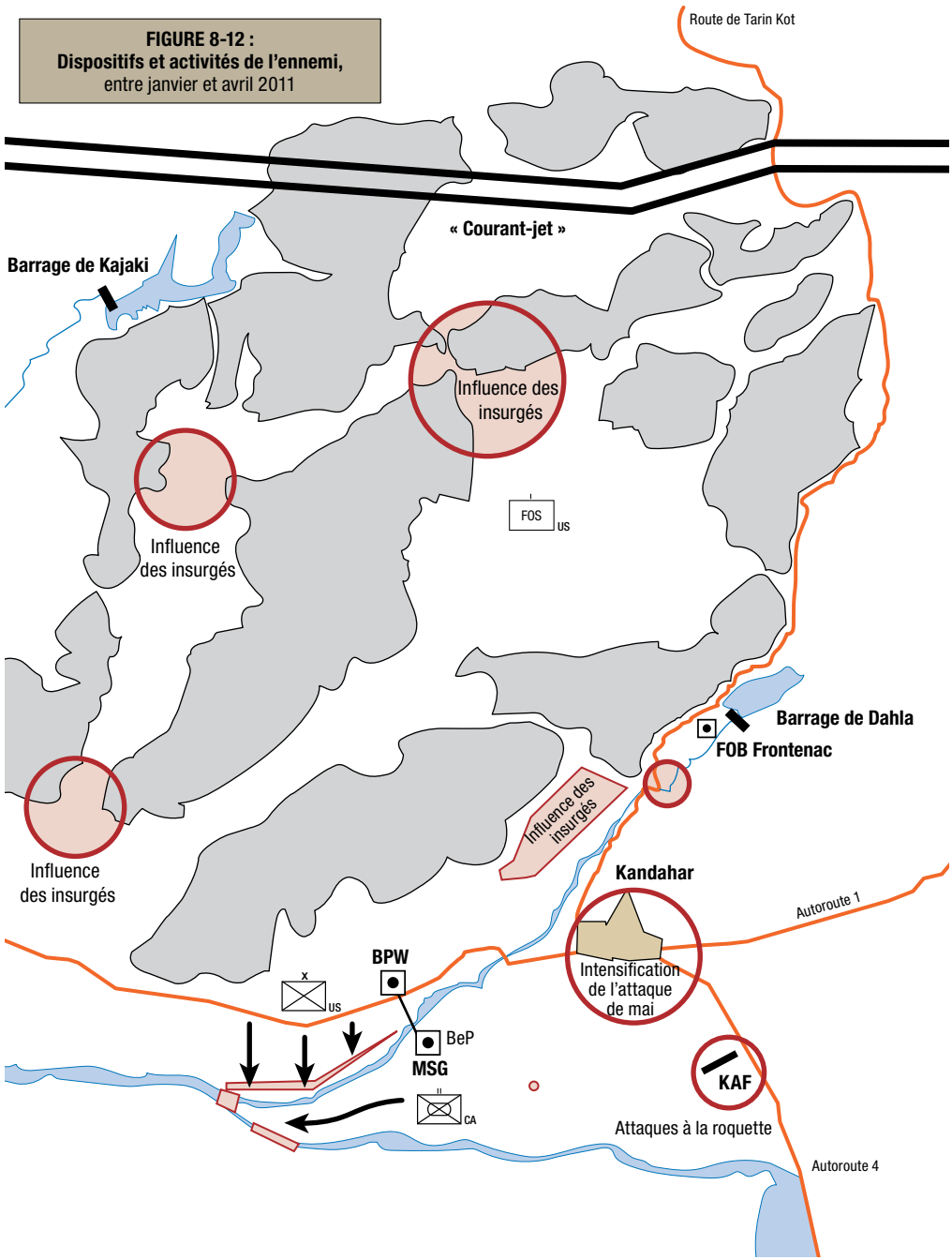


Figure 8-12 : Dispositifs et activités de l'ennemi, entre janvier et avril 2011

L'Op TAYRA TAYGH permettait de découvrir en moyenne huit caches d'armes par jour dans l'ensemble du district de Panjwayi. Il ne s'agissait pas de gros dépôts comme ceux trouvés dans le passé qui contenaient, par exemple, 80 GPF, des roches enfouies dans des bidons de 55 galons scellés, ou des râteliers de fusil d'assaut AK-47. C'était plutôt des caches locales où étaient dissimulées, par exemple, assez de composantes d'EEI pour fabriquer cinq armes, ou quelques obus de mortier, ou plusieurs boîtes de munitions PK pour mitrailleuses. La coalition avait compris le système logistique réparti de l'ennemi et l'avait attaqué au niveau local. Ces petites caches ont été découvertes presque exclusivement grâce aux informations communiquées aux forces de sécurité par la population locale. En outre, ces découvertes se sont poursuivies pendant des semaines[166]. Même à Salavat, les habitants en avaient assez de se faire intimider et ils révélaient l'emplacement des caches ennemies à la Compagnie C[167].

Par ailleurs, des changements dans la façon dont les sapeurs de combat intervenaient quand des EEI étaient découverts contribuaient à réduire le nombre d'attaques à l'EEI au niveau des patrouilles. Il n'y avait tout simplement pas assez de sapeurs pour que chaque patrouille en soit dotée; en outre, dans le passé, les sapeurs de combat, qui connaissaient encore mal les méthodes de lutte contre les EEI, avaient subi des pertes. Pendant cette rotation, chaque patrouille débarquée a été munie de détecteurs antimines légers (DAML) : les fantassins pouvaient apprendre à s'en servir et n'avaient pas besoin d'un sapeur qualifié pour le faire. Si un engin était détecté, l'emplacement était marqué d'un jalon, et des spécialistes étaient appelés sur les lieux pour le neutraliser. De même, les équipes de la section canine ont aussi été réparties au lieu d'être gardées au niveau de l'escadron. La distribution des DAML et la présence d'équipes de la section canine ont aidé également les patrouilles à pied à repérer des caches[168].

Les problèmes d'approvisionnement qu'éprouvaient les insurgés les exaspéraient au plus haut point. Le tristement célèbre Jabbar Agha a ordonné à ses commandants subalternes dans la Corne de trouver des solutions. Ils étaient en outre alarmés par le fait qu'HFA était maintenant gouverneur du district. Le fils de ce dernier avait été tué par un des chefs insurgés, et c'était un des facteurs qui encourageaient le gouverneur à lutter contre eux[169].

HFA était omniprésent, « c'était une force dans tout le district. Il continuait à faire valoir une vision claire et il en poursuivait la concrétisation avec un dynamisme farouche, tant par ses messages que par ses actions[170] ». [Traduction] Le district était beaucoup mieux organisé, comme l'a souligné l'Équipe de soutien du district, et les effets de ce succès étaient palpables dans le Panjwayi oriental. Le lien entre le dégagement des canaux, l'irrigation, la production de blé et la sécurité était évident, de sorte que plus de ressources étaient affectées aux voies d'eau. La population locale a réagi et a fait savoir qu'elle préférait les efforts que la FO Kandahar, USAID et l'ACDI déployaient en matière de développement dans ce secteur au soutien offert par d'autres entités, c'est-à-dire, implicitement, le gouvernement provincial,

Photo : Auteur

La question controversée de l'école de Salavat. Pour des raisons qu'eux seuls connaissent, les chefs talibans déployaient des efforts disproportionnés pour entraver les activités concernant l'école.

les ministères d'exécution ou les ONG. Il était maintenant réellement possible qu'une école ouvre ses portes à Chalghowr, ce qui faisait peut-être entrevoir une solution au problème de l'école de Salavat[171]. Cependant, une rumeur circulait selon laquelle certains des anciens de Salavat avaient des liens avec l'insurrection et qu'ils risquaient de s'opposer au développement. D'autres renseignements portaient à croire qu'un ancien avait une relation directe avec le chef taliban Mollah Omar, mais personne ne semblait savoir comment ou pourquoi il l'avait établie[172].

Dans la Corne, le gouverneur du district collaborait avec l'Équipe de la COCIM, l'Équipe de soutien du district et les autres organisations s'occupant de l'itinéraire Hyena à mesure qu'il se prolongeait vers l'ouest. À cet endroit, les problèmes se rapportaient à la piètre planification du système d'irrigation à mesure que la construction de la route progressait, ce qui agaçait les propriétaires fonciers et les agriculteurs locaux. L'Équipe de la COCIM et le Régiment du Génie de la FO ont communiqué avec les mirab locaux, c'est-à-dire les médiateurs-experts en matière d'irrigation. Le gouverneur du district a facilité ces communications en partie. Il importait au plus haut point de régler cette question, maintenant que la saison des cultures avait commencé, et la FO Kandahar voulait écarter toute possibilité que les insurgés exploitent de nouveaux griefs[173].

Photo : Auteur

L'accent accru mis sur les patrouilles à pied interarmées dans le district de Panjwayi incitait les insurgés à placer de plus en plus de mines antipersonnel sur les pistes. La distribution de détecteurs antimines légers au niveau des sections permettait aux patrouilles de gérer ces engins au cas par cas.

Néanmoins, à mesure que la route progressait, la collectivité de Talukan devenait le point crucial. La Compagnie Dog et l'Équipe de combat de l'Escadron C se sont heurtées à un certain Gullum Mohammad Khan, un aîné de Talukan qui a attisé très publiquement l'opinion de la population locale pour l'inciter à s'opposer au tracé que suivait l'itinéraire Hyena. Khan prétendait que la route n'était destinée qu'à la FIAS et qu'elle n'offrait aucun avantage aux habitants de l'endroit, et que la FIAS forçait le gouvernement afghan à la construire. HFA, le Bgén Milner et le Lcol St-Louis ont convoqué une choura des habitants,

mais en vain. « Certains anciens ne sont pas d'accord avec Khan, mais ils refusent ou ont tout simplement trop peur d'exprimer leur désaccord publiquement. Malheureusement, aucun aîné ne peut parler au nom de tout le village de Talukan, et aucune personne d'influence ne s'est manifestée pour guider l'opinion […][174] ». [Traduction] Le gouverneur du district s'est affirmé et a dit à la FO Kandahar de continuer à construire la route et de contourner le bazar de Talukan. Les équipes canadiennes de la COCIM et des OPPSY et le DOA des forces spéciales étasuniennes se sont efforcés de se rallier l'opinion de la population de Talukan et d'atténuer les effets de la décision de Khan en offrant de remettre la mosquée à neuf et en collaborant avec les marchands du bazar pour faire pression sur Khan au moyen d'une pétition et d'autres mesures. En fait, Khan possédait le terrain où était construit le bazar et il ne voulait pas que la route Hyena le contourne : il voulait être dédommagé pour la destruction du bazar. Le gouverneur du district a approuvé le contournement et proposé de construire un nouveau bazar. Khan a ainsi été écarté, la collectivité a eu un nouveau bazar, et la construction de l'itinéraire Hyena s'est poursuivie[175].

Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait eu quelques escarmouches en février à Talukan et dans les environs. Khan était-il l'équivalent d'Haji Malim à Talukan? Il n'y avait aucune certitude à cet égard. Un groupe ennemi opérait entre Talukan et Zangabad : la Compagnie A et ses entités afghanes partenaires avaient eu des contacts avec l'ennemi et avaient fait l'objet d'une attaque à l'EEI à l'Avant-poste de combat Palace et à proximité; par conséquent, on ne savait pas au juste s'il existait un rapport quelconque entre ces événements. L'équipe de combat de l'Escadron C s'est rendue là et a dégagé un lieu que l'on soupçonnait être un cantonnement ennemi et elle y a détruit toutes les enceintes, hormis la mosquée[176].

Pendant le reste du mois, les découvertes d'EEI et de caches d'armes se sont succédé, à l'instar des chouras : selon l'état-major du GT, la même formule était sans cesse répétée. L'Avant-poste de combat Palace tendait à attirer l'attention de l'ennemi dans une certaine mesure, mais l'ennemi faisait surtout porter ses efforts sur l'intimidation. La rumeur circulait selon laquelle un chauffeur de camion transportant du gravier avait tué un enfant de l'endroit : l'équipe de l'OPPSY a riposté en déclarant que c'était faux. Deux enlèvements, une tentative d'assassinat contre un ancien et l'emploi non autorisé des haut-parleurs d'une mosquée pour diffuser des propos antigouvernementaux ont montré que l'ennemi n'atteignait pas ou n'arrivait pas à atteindre ses objectifs par la force brutale et qu'il devait recourir à cette forme de ciblage pour rester dans la course. Ces activités nuisaient en fait à la cause des insurgés. Dans au moins trois grands villages de la Corne, des anciens ont fourni à la coalition des renseignements sur les insurgés. Aspect plus important, l'Équipe de soutien du district a fait savoir avec enthousiasme que trois nouveaux bazars menaient leurs activités à Zangabad, Talukan et Mushan.

Cela doublait le nombre de bazars actifs dans le Panjwayi occidental. Les affaires reprenaient, et elles étaient florissantes grâce à l'amélioration de la sécurité et de l'accès par la route[177].

À la fin de février, les perspectives des dirigeants de l'insurrection n'étaient pas réjouissantes. La choura de Quetta surveillait de près ce qui se passait dans le Panjwayi et, bien sûr, dans toute la province de Kandahar. Environ la moitié de la choura s'est dite mécontente des plans d'action à venir. Ce sentiment s'exprimait ainsi : « Les talibans combattent les forces coalisées et le gouvernement afghan depuis trop longtemps et ils ont perdu de nombreux combattants de qualité […] ils ne réussiront pas à vaincre l'ennemi cette année[178]. » [Traduction] Il semble cependant que les talibans aient été encadrés par une autre entité qui a bâillonné les mécontents et présenté un plan pour 2011 qu'elle a appelé BLACK STORM. Ce plan mettait l'accent sur la reconquête du terrain perdu à Kandahar et dans les districts de Dand, d'Arghandab, de Zharey et de Panjwayi[179].

Entretemps, la population de Pay-e Moluk, un village voisin de Sperwan Ghar, ou bien succombait à l'intimidation des insurgés, ou bien envoyait son propre message aux forces de sécurité :

> Le mode de vie dans le village différait radicalement de ce que les patrouilles antérieures avaient observé : les villageois toisaient avec dégoût les membres de patrouilles et leur tournaient le dos, et les enfants leur lançaient des cailloux. Cela annonce peut-être des opérations à venir de la part des insurgés dans le secteur. Une autre patrouille a été envoyée à Pay-e Moluk où un projet d'irrigation est en cours. Les villageois ont choisi de travailler sans la protection de forces de sécurité pour montrer qu'ils n'avaient aucun lien avec la FIAS, et ils ont dit à la patrouille de partir[180].

Les forces canadiennes souffraient d'une perte de crédibilité dans le secteur de Sperwan, à cause d'un retard dans l'approbation du financement à Ottawa, et il a fallu presque tout le mois de mars pour tirer cette question au clair[181]. Tant qu'elle n'avait pas été réglée, on peut dire, dans le meilleur des cas, que la situation avait stagné.

Les opérations dans le district de Panjwayi, en mars 2011

Les Compagnies B et C, le 6e Kandak et le personnel de l'ELMO travaillant dans le Panjwayi oriental ont effectué des patrouilles quotidiennes de bas niveau qui ont été suivies par des opérations intensifiées menées par des compagnies dans les localités dont ils étaient chargés. Cette activité était appuyée par des interventions accrues de la police encouragées par le chef de police du district et par l'ELMOP. Ces opérations sont devenues tellement fréquentes au cours du reste de 2011 que, si nous les décrivions toutes en détail, nous verserions dans la répétition. Disons tout simplement qu'elles ont toutes eu des effets semblables : les unités coalisées découvraient constamment de petites caches d'armes et des

EEI, la population locale fournissait plus de renseignements à mesure que les jours passaient, et le niveau de l'activité ennemie dans les localités orientales était énormément plus bas qu'à n'importe quel moment en 2010. Par exemple, pendant tout le mois de mars 2011, seulement quatre attaques à l'EEI et trois contacts avec l'ennemi ont été signalés. Des véhicules de COIC ont fait sauter la plupart des EEI, de sorte que l'on ne savait pas au juste si c'était tout simplement d'anciens engins, ou si de nouveaux acteurs étaient à l'œuvre. Un seul engagement a été exécuté avec des UAV ScanEagle et MQ-1 Predator, mais le missile a raté sa cible, et les ennemis se sont dispersés. Toutefois, le Cpl Yannick Sherrer a été tué par un EEI le 27 mars à Nakhonay; c'était la troisième fois que le GT du 1 R22eR perdait un de ses membres au cours de sa période de déploiement. Un autre EEI a blessé deux autres Canadiens et un interprète à Nakhonay (voir les figurer 8-13 et 8-13a)[182].

Pendant cette période, l'Escadron du Génie construction (Esc GC), commandé par le Maj Honig, travaillait à de nombreux projets dans le Panjwayi oriental. Selon le Maj Honig, le caractère statique de certains projets s'expliquait par les effets persistants consécutifs au départ d'Haji Baran. Les chefs des villages, qui croyaient que les membres de la FIAS étaient des agents d'Haji Baran, refusaient de coopérer. HFA étant désormais aux commandes et le gouvernement du district diffusant mieux l'information, la situation avait changé considérablement. Les conseils de développement communautaire dans le Triangle de l'amour étaient inactifs pendant que Baran était au pouvoir, soit à cause de sa présence à titre de chef du district, soit à cause des fractures locales, ou les deux[183].

Afin de mobiliser la population, l'Esc GC collaborait avec le gouverneur du district sur les systèmes d'irrigation. L'EGC a ordonné aux équipes de cartographie de travailler au niveau local afin de comprendre comment les localités transportaient l'eau d'un point à l'autre. Les renseignements ainsi obtenus ont été transmis à l'Équipe de la COCIM, qui a aussi établi un dialogue avec les conseils de développement communautaire et qui a ensuite montré aux chefs locaux comment se mettre en contact avec les responsables du développement au niveau du district. La structure parallèle, composée de l'Esc GC, de l'Équipe de la COCIM et de l'Équipe de soutien du district, et le CCO-D(P), a facilité ce processus jusqu'à ce qu'ils puissent faire un pas en arrière et que les Afghans communiquent leurs propres demandes de travail contre rémunération ou d'accès à d'autres programmes pouvant servir à nettoyer les canaux. Les travaux de construction et d'asphaltage des routes se faisaient parallèlement aux travaux d'irrigation et recouraient aux mêmes mécanismes, mais avec l'argent du Fonds de contingence du commandant, car les autres entités n'avaient rendu aucune ressource financière accessible à même leurs programmes. Les localités ont bénéficié d'une eau de meilleure qualité, d'un accès plus facile par voie de terre et de meilleures possibilités sur le plan agricole par l'intermédiaire du programme d'USAID au niveau du district; les hommes de l'endroit ont eu des emplois, et l'intensité de la violence s'est estompée[184].

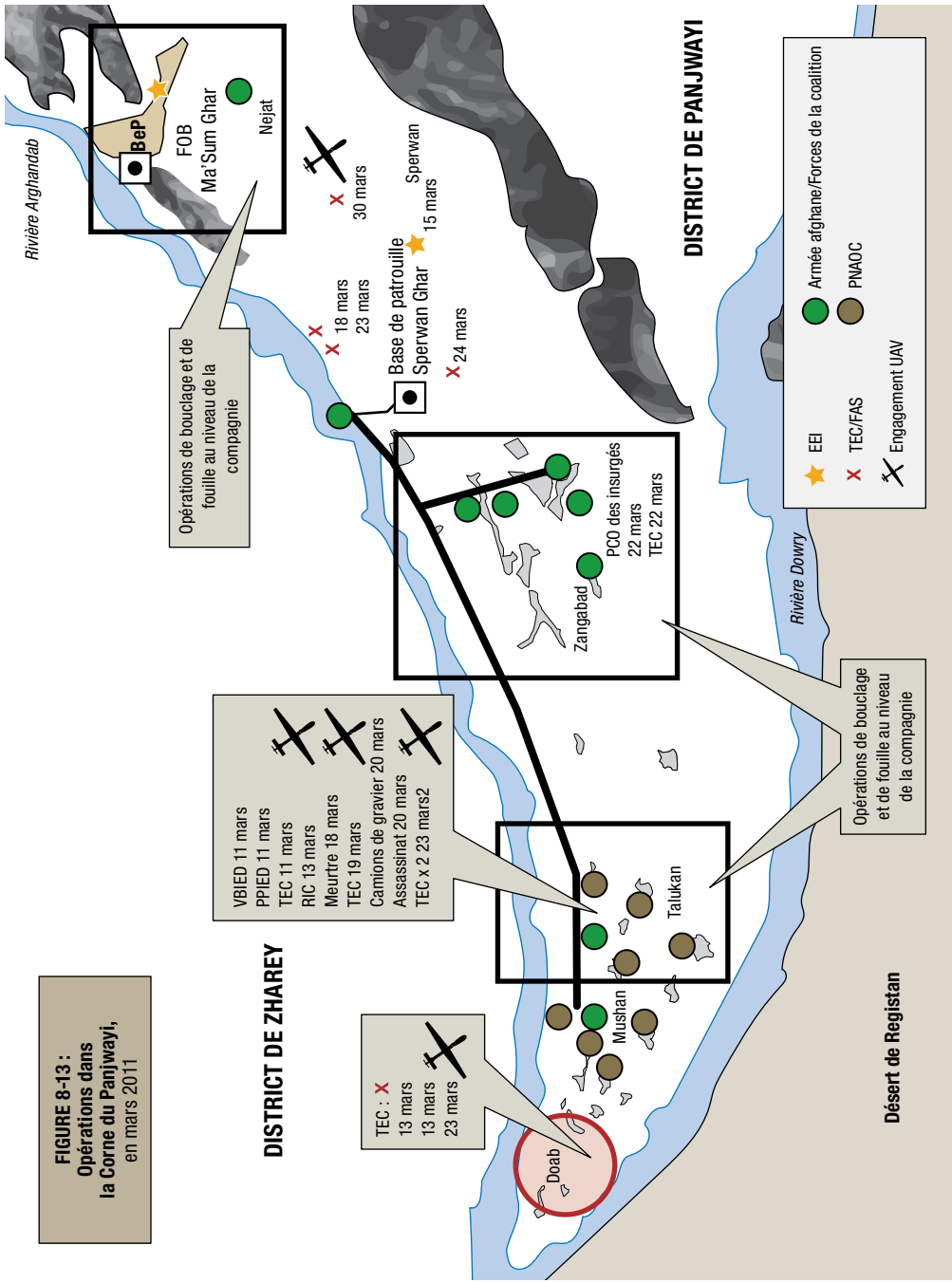


FIGURE 8-13 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mars 2011

Figure 8-13 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mars 2011

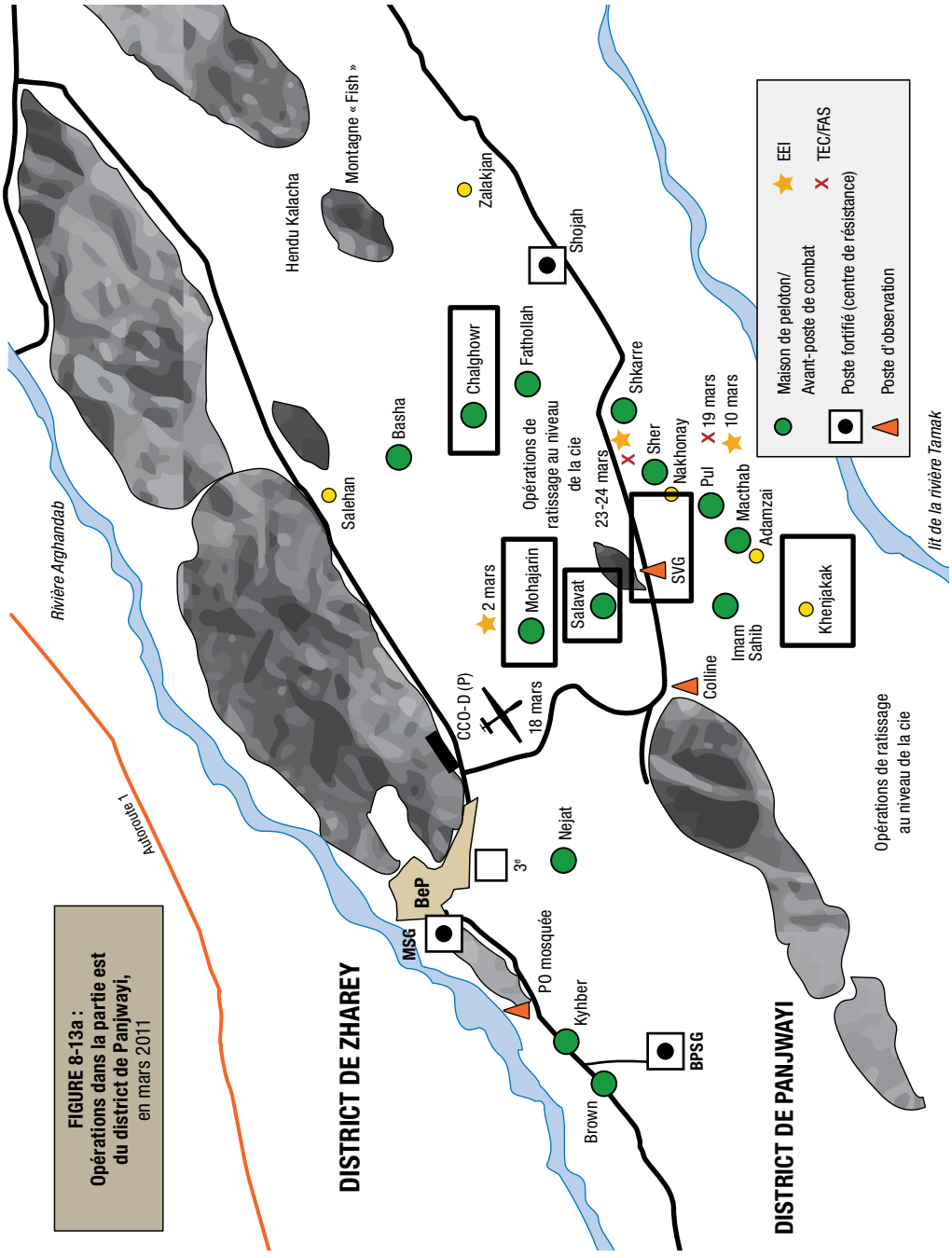


Figure 8-13a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en mars 2011

Photo : Auteur

Base de patrouille occupée par la Compagnie B du Maj André Girard et située entre Salavat et Chalghowr. La répartition des forces de sécurité canadiennes et afghanes dans ce secteur contesté augmentait grandement la stabilité, et les opérations de développement et d'influence portaient fruit.

Au début, Chalghowr continuait à poser problème au chapitre du développement et, comme à Salavat, les chefs locaux faisaient marche arrière au sujet de l'école en soutenant que le niveau de sécurité n'était pas assez élevé. Le gouverneur de district, grâce à l'initiative de la police locale afghane, a réussi à séduire les chefs en renforçant la sécurité, mais il a fallu du temps pour susciter la confiance après tant d'années de problèmes[185]. La Compagnie C, l'Esc GC et l'Équipe de la COCIM ont fait front commun afin de déterminer l'identité du malik. En fin de compte, le malik de Chalghowr vivait à Kandahar. Il n'avait pas mis les pieds dans la localité depuis trois ans. Quand cet homme a entendu dire que la situation avait changé, il est revenu, collaborant avec le conseil de développement et les Canadiens. Avec le temps, les relations sont devenues plus favorables et la situation relative à l'école s'est améliorée. Néanmoins, des insurgés de bas niveau continuaient à intimider la collectivité[186].

La Compagnie de parachutistes dans le secteur de Bazaar-e Panjwayi-Nejat-Haji Habibollah connaissait une expérience semblable à celle vécue par les Compagnies B et C. Une seule attaque à l'EEI a eu lieu dans le bazar même. De multiples patrouilles de la police, soutenues par la Compagnie de parachutistes dans le cadre de l'Op SHOPPING PEGASUS, ont pu supprimer l'activité ennemie. Les insurgés encore présents dans la zone d'opérations de la Compagnie de parachutistes sont passés au mode intimidation, car ils ne pouvaient pas faire autre chose. Selon les renseignements recueillis sur place, deux équipes

Photo : Auteur

Les maisons de peloton du 1 R22eR disséminées et les positions de surveillance occupées par des sections, parallèlement à la présence des forces de sécurité afghanes, perturbaient l'action des cellules d'insurgés au sud de Bazaar-e Panjwayi. La photo montre le point de vue depuis la colline des OVNI jusqu'à la colline des Trois chars; on aperçoit la FOB Ma'Sum Ghar à gauche.

différentes étaient actives : l'une venait du secteur de Sperwan, et l'autre, du district de Zharey. Leur effet était négligeable, et Bazaar-e Panjwayi continuait de prospérer. Or, les activités d'intimidation commençaient à faire leur effet à la limite de la zone d'opérations de la Compagnie de parachutistes, en direction de Sperwan. Une équipe d'insurgés masqués à motocyclette menaçait de couper les oreilles à quiconque travaillerait pour la FIAS. Les activités d'intimidation ennemies dans ce secteur commençaient à chevaucher des interventions semblables dans la Corne, et il n'était pas étonnant que l'ennemi exploitât la jonction entre les unités canadiennes et afghanes travaillant à partir de Sperwan Ghar et celles de Nejat[187].

Sperwan Ghar a essuyé à trois reprises des tirs d'insurgés présents dans ce secteur, et une attaque aérienne a frappé une équipe ennemie tentant de poser des EEI sur l'itinéraire Summerside. La construction d'une route entre Sperwan, le PO Cliff et le nouveau centre de district avait été envisagée, mais le manque de ressources et de détermination ralentissait le projet. Les forces coalisées s'y intéressaient maintenant davantage,

et, par conséquent, l'ennemi portait plus d'attention à ce qu'elles faisaient dans le secteur, car des véhicules de COIC le ratissaient plus souvent. Un EEI a mis un véhicule du Génie hors de combat; cela montrait que l'itinéraire Summerside n'était peut-être pas encore prêt à accueillir la circulation[188].

Comme nous l'avons vu, la campagne d'intimidation se propageait dans Pay-e Moluk et y avait un effet négatif. Le malik de cette localité avait été enlevé par une équipe d'hommes masqués, amené dans une enceinte quelque part près de Zangabad, et menacé. Le malik « a réussi à convaincre les insurgés que le travail était accompli volontairement, sans que les ouvriers soient payés par la FIAS ou qu'ils coopèrent avec elle[189] ». [Traduction] À son retour, il s'est réuni avec l'équipe canadienne de la COCIM et il a demandé que « tous les projets soient arrêtés, en expliquant que la situation de la sécurité était instable et qu'il craignait pour sa vie. Le malik s'est dit favorable à l'idée d'employer des ouvriers de l'extérieur à P-e-M, à la condition de ne pas le faire immédiatement. Il a dit qu'il appuyait les projets de la FIAS et l'a remerciée de tout ce qui avait été fait; il a affirmé qu'il continuerait de fournir des renseignements sur la situation dans le village[190] ». [Traduction]

Après quelques jours, cependant, le malik changeait d'avis et se disait « prêt à continuer […] il comprend maintenant que ces projets auront des retombées positives pour les villageois[191] ». [Traduction] En moins d'une semaine, le chef de police du district a organisé une opération policière dans le secteur de Sperwan Ghar avec 20 agents qui allaient fouiller diverses enceintes. Il a refusé l'aide de la FIAS, qui a vu là le franchissement d'un pas important vers l'exécution d'opérations indépendantes de la part de la police afghane[192].

Les attaques habituelles avec « tirs à la dérobée » se poursuivaient contre le PO Khyber, mais elles n'avaient aucun effet. L'ennemi a légèrement accru ses activités dans les environs de Mushan : ainsi, il dirigeait des tirs vers une patrouille de la Compagnie Dog, et la police afghane a été visée par des tirs provenant d'un véhicule en marche. Le CIFA canadien qui les accompagnait a pu obtenir un appui aérien rapproché : deux bombes GBU-12 ont été larguées sur la position des insurgés. L'équipe de combat de l'Escadron C a envoyé là une force de réaction rapide, mais elle n'a semblé y trouver aucun reste humain. Les forces coalisées ont alors élargi la portée de leurs activités à Mushan et elles ont mis l'accent sur la remise à neuf des mosquées[193].

Pendant tout le mois de mars, le véritable point chaud dans la Corne était cependant Talukan. Tandis que les patrouilles de la Compagnie A, de la Compagnie Dog et du kandak de la 1-111 Brigade avançaient, elles ont rencontré quelques points de contrôle établis par les insurgés au sud de Talukan et de Zangabad. Bien que cela fût difficile à définir, il semblait y avoir une forme quelconque d'insertion entre les zones d'opérations de la coalition et le désert du Reg. L'ennemi harcelait et intimidait les entrepreneurs civils construisant l'itinéraire Hyena. Une équipe ennemie provenant du Zharey semblait participer à ces

attaques; par conséquent, l'équipe de combat de l'Escadron C et la Compagnie A ont organisé l'Op DA PACARAY qui a duré du 5 au 8 mars le long de l'itinéraire Hyena pour dégager les champs adjacents et ratisser les enceintes. Elles ont trouvé de petites caches d'armes, comme d'habitude, mais elles n'ont eu aucun contact avec l'ennemi[194].

À ce stade-là, le kandak de la 1-111 Brigade s'est redéployé, et le 2e Kandak est allé combler les vides. Ensuite, le 11 mars, plusieurs attaques à l'EEI ont eu lieu à Talukan. Une patrouille de la Compagnie Dog a déclenché un EEI à plaque de pression qui a blessé un soldat; en examinant la scène, l'équipe de NEM a trouvé une charge de 40 livres d'explosif artisanal qui n'avait pas explosé. Plus tard ce jour-là, un motocycliste transportant un EEI a attaqué une autre patrouille étasunienne et a blessé un autre soldat. Des insurgés ont aussi recouru à des « tirs à la dérobée » contre la police afghane, mais l'attaque n'a eu aucun effet. Un incident semblable s'est produit à la base de la coalition, à Zangabad. Par ailleurs, pendant qu'un UAV CU-170 Heron était en vol, les observateurs ont repéré une équipe de poseurs d'EEI près de l'Avant-poste de combat à Talukan : la Batterie X a dirigé contre elle des tirs de mortier de 155 mm. Les survivants ont été pistés par un UAV jusque dans le district de Zharey. Une autre équipe de poseurs d'engins a été repérée, puis prise à partie par des mitrailleuses, mais les insurgés se sont dispersés[195].

Des signes montraient que les équipes d'insurgés bénéficiaient d'un appui provenant de plusieurs enceintes dans la localité, près de l'Avant-poste de combat Saidon, entre Talukan et l'itinéraire HYENA. La Compagnie A s'est amené dans le secteur pour le dégager et elle a été prise dans un échange de feux au cours duquel un Canadien a été blessé. Le groupe ennemi s'est disloqué et s'est enfui[196].

Incapables de gagner du terrain à Talukan, les insurgés se sont mis à tuer des chauffeurs civils de camion de gravier non armés qui travaillaient sur l'itinéraire Hyena. Ils posaient aussi des EEI pour s'en prendre aux premiers intervenants qui se porteraient au secours des victimes de leurs attaques[197]. Les insurgés ont ensuite dépassé les bornes, le 20 mars, quand Haji Aya Mohammed, mirab de Talukan et partisan des efforts faits pour réparer les canaux d'irrigation près de l'itinéraire HYENA, a été assassiné. Au début, la population de Talukan était divisée : la moitié était en colère contre les insurgés, et l'autre moitié en voulait à la FIAS en l'accusant de n'avoir pas protégé le mirab. Quand l'auteur de l'attentat, qui avait des liens avec un chef insurgé, a revendiqué la responsabilité de l'assassinat, la population a réagi brutalement contre les insurgés et a accordé son appui aux forces coalisées. En fait, Haji Aya Mohammed avait dirigé le mouvement en faveur d'une pétition pour faire construire une école à Talukan en plus d'assumer ses responsabilités de mirab. Soulignons que le chef de police du district a annoncé qu'il y aurait une enquête criminelle sur la mort de Mohammed. On a estimé que cela attestait un énorme changement dans les attitudes face au maintien de la loi et de l'ordre dans le Panjwayi[198].

À Zangabad, l'ennemi avait encore moins d'attrait aux yeux de la population. Les chefs de la localité appuyaient maintenant les forces coalisées; ils « se disaient satisfaits des améliorations apportées à la mosquée locale et se montraient intéressés par un éventuel projet d'exploitation d'énergie solaire dans le secteur ». [Traduction] Les UAV ont continué à repérer et à pister de petites équipes ennemies et à aider les unités de patrouille à découvrir de petites caches d'armes.

À la fin de mars, presque toutes les principales localités de la Corne collaboraient avec les forces coalisées à la réalisation de divers projets de développement chez elles, et les habitants étaient visiblement moins disposés à tolérer l'insécurité attribuable aux insurgés. Par ailleurs, comme cela avait été le cas à l'époque de l'organisation chargée des travaux de construction et du projet d'asphaltage de l'itinéraire Fosters, l'Op PASS RAFTAN a créé le long de l'itinéraire une micro-économie qui a eu toutes sortes de retombées favorables. Les chauffeurs de camion avaient besoin de nourriture et d'eau. Un homme ayant le sens des affaires a constaté qu'il fallait plus d'essence aux habitants maintenant qu'ils avaient une route pour se déplacer, et il a voulu construire un poste d'essence à cet endroit. Les équipes de la COCIM ont pris note de ces changements, et des mesures ont été prises pour que de tels efforts portent fruit, particulièrement à Talukan et Zangabad[199].

Les opérations dans le district de Panjwayi, en avril 2011

Jusque-là, la réaction de l'ennemi aux Op BAAWAR et PASS RAFTAN avait été très faible. La tirade d'Hafiz Majid qui visait à humilier l'Armée canadienne dans ses efforts ne portait pas fruit, peu importe la norme d'évaluation employée, et Majid se faisait rabrouer par la choura de Quetta. Le tristement célèbre Jabbar Afha, fléau de Kandahar, n'arrivait à rien faire démarrer dans le district de Panjwayi. Pour l'insurrection, il était temps d'agir; par conséquent, plus d'insurgés se sont jetés dans la mêlée en avril, c'est-à-dire quatre mois après le début de l'Op PASS RAFTAN. L'incapacité de l'insurrection d'accomplir de véritables progrès dans le Triangle de l'amour et même dans la vile enclave de Nakhonay attestait probablement ce qui se passait dans la Corne. Encore une fois, la situation n'était pas nouvelle. En 2008, le niveau de la violence dans le Panjwayi oriental était considérablement moindre quand les forces coalisées étaient en action dans la Corne. En 2011, l'ennemi n'arrivait pas à contourner ces forces pour se rendre à l'est. Par conséquent, Jabbar Agha et ses subalternes ont été obligés d'affronter la coalition là où ils le pouvaient : à Mushan, Talukan, Zangabad et Sperwan Ghar (voir les figures 18-14 et 8-14a).

Du début à la fin mars, certains indices donnaient à penser que l'ennemi était en train de déployer quatre équipes de 15 hommes, une unité de 18 combattants venus d'ailleurs, trois bombes humaines et de nouveaux chefs dans le district. À partir de la localité de Do Ab à l'ouest, ces éléments ont infiltré les secteurs de Mushan et de Talukan. Ils se sont aussi mis

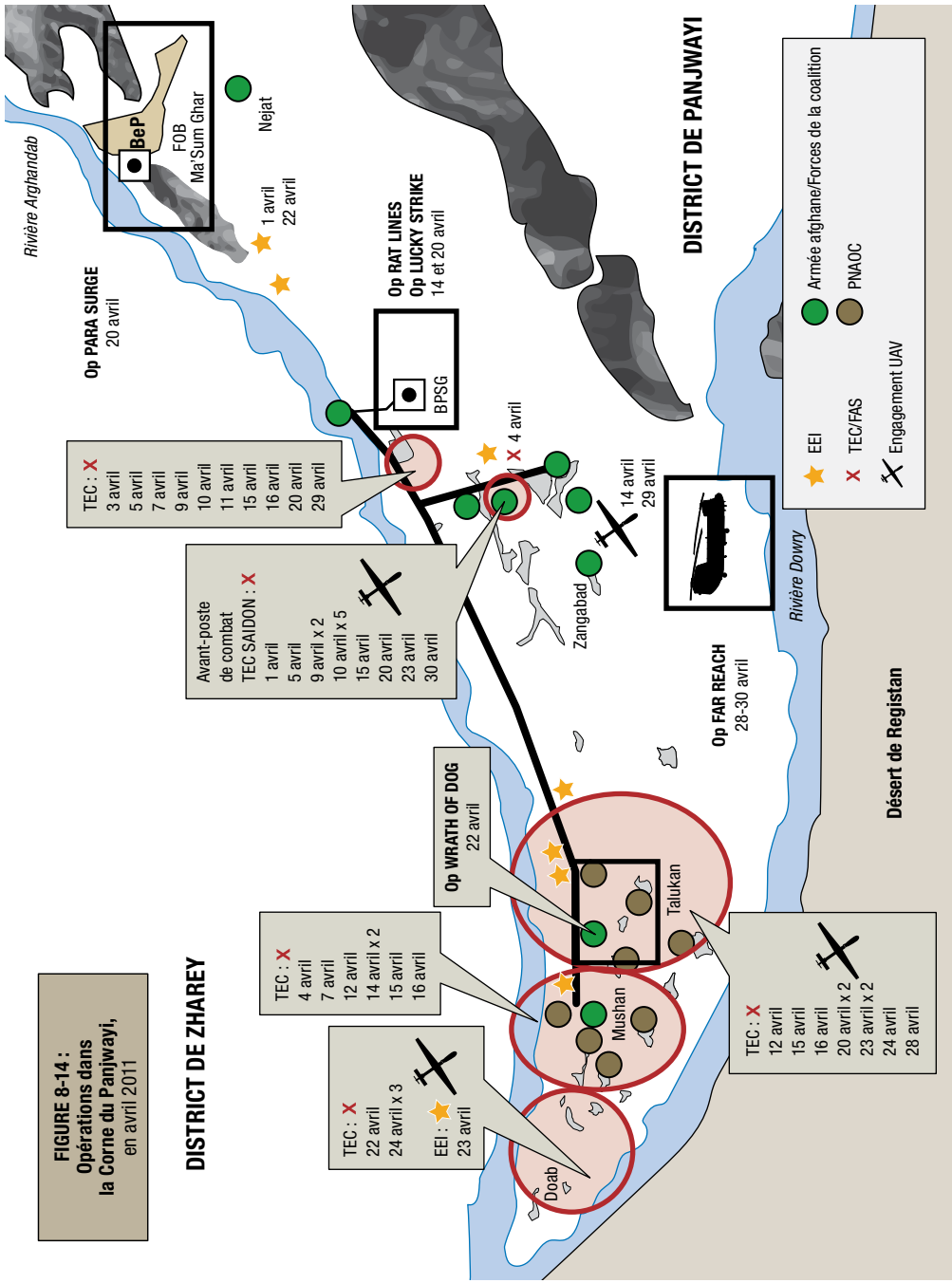


Figure 8-14 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en avril 2011

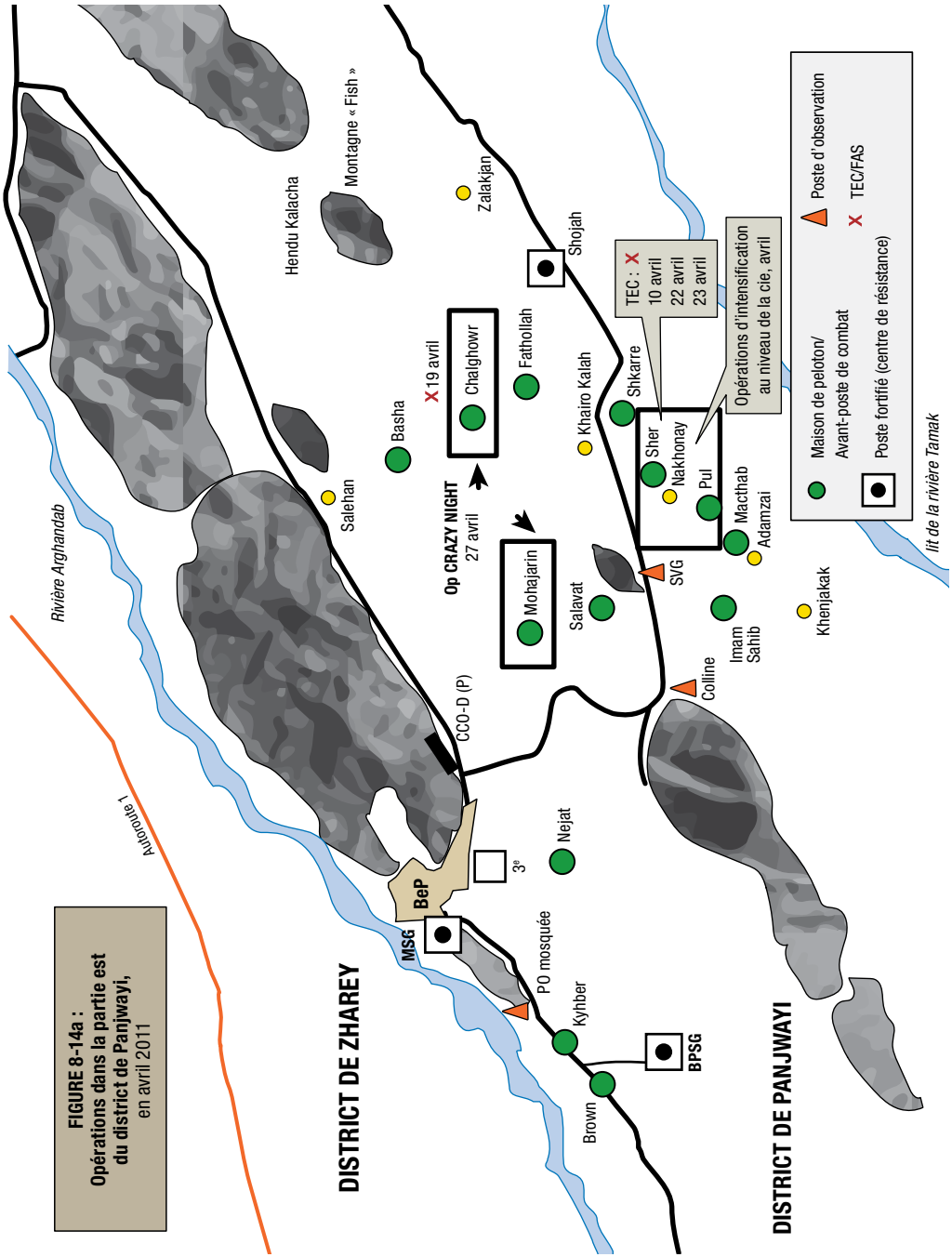


Figure 8-14a : Opérations dans la partie est du district de Panjwayi, en avril 2011

à entrer dans Regay et à s'en servir comme d'un lieu d'étape, sans doute pour renforcer leurs efforts à Haji Habibollah et à des endroits situés à l'est[200].

Comme auparavant, les compagnies du GT, leurs partenaires de l'Armée afghane et les mentors de l'ELMO ont mis sur pied plusieurs opérations de compagnie dans leurs zones d'opérations, sans compter les patrouilles quotidiennes exécutées par les pelotons. En avril, le Lcol St-Louis faisait passer la Compagnie B de Nakhonay à Sperwan Ghar. L'unité de cavalerie étasunienne dans le Dand modifiait les limites de sa zone pour y inclure Nakhonay et elle s'y était bien installée vers le milieu du mois. Cela a permis de saturer davantage les collectivités du secteur de Sperwan, étant donné que le kandak de la 1-111 Brigade s'était redéployé. Au cours du même mois, les insurgés ont eu recours à quatre reprises à la méthode des tirs à la dérobée contre l'infrastructure tactique à Nakhonay, mais ils n'ont causé aucune perte importante et ils n'ont pas dissuadé les pelotons étasuniens et afghans d'affirmer leur présence dans le secteur[201].

La Compagnie C et le 6e Kandak continuaient de patrouiller dans le Triangle de l'amour entre Mohajerin, Fatollah et Chalghowr. Il y a eu quelques cas d'intimidation à Chalghowr, et la présence de chefs ennemis qui s'y cachaient a été signalée : dans un cas, un peloton canadien a pris part à une fusillade et capturé un insurgé. Les équipes de la COCIM continuaient leurs activités, et les travaux de construction se poursuivaient aussi. Dans l'ensemble, le Triangle restait calme, mais Salavat faisait exception.

L'ouverture de l'école de Salavat devenait un enjeu lié aux opérations d'information qui dépassait la question de l'éducation : elle fut un motif clé de l'intervention du Bgén Milner. En mars, des actes d'intimidation posés par des insurgés ont entraîné une interdiction d'utiliser les téléphones cellulaires dans la collectivité, ce qui a fait savoir à la Compagnie C que quelque chose se préparait. Le chef de police Azim Khan lançait une opération indépendante dans Salavat et arrêtait des individus. Certains observateurs canadiens avaient des doutes sur ses véritables motifs, car ils pensaient que Khan faisait des arrestations pour en tirer de l'argent. Cela dit, la police afghane de Salavat avait des liens avec les talibans, et il se peut qu'Azim Khan ait voulu en assainir l'effectif[202].

Le maintien de la présence de la coalition et la continuation de projets positifs à Salavat étaient importants, en ce sens qu'il fallait préserver le Triangle de l'amour pour démontrer à Nakhonay et à sa population que le progrès était possible. L'autre facteur qui sous-tendait la question des écoles était que le Bgén Milner et HFA avaient la conviction qu'il fallait opérer un virage et délaisser les madrasas non surveillées assujetties à l'influence de mollahs douteux et optant plutôt pour un système éducationnel non radicalisé. Or, comme nous le verrons, des questions de plus grande envergure étaient en jeu[203].

Dans un premier temps, les tentatives d'ouvrir l'école de Salavat en avril n'aboutissaient pas. Le jour de l'ouverture, aucun enfant n'est arrivé « même si une majorité de la population

s'était dite intéressée par le projet […] il y avait eu des difficultés à obtenir pour la collectivité une garantie de sécurité, et les aînés, divisés, n'avaient pu s'entendre sur le choix d'un enseignant[204] ». [Traduction] Les habitants de Salavat désirant travailler à l'école recevaient des appels téléphoniques menaçants en provenance du Pakistan. Des enfants qui tentaient de se rendre à l'école ont été assaillis par un groupe d'insurgés qui ont confisqué leurs sacs à dos, les ont menacés de mutilation et leur ont dit de rentrer chez eux. Les observateurs canadiens ont appris que le mollah Omar – nul autre que lui – avait adressé un décret à la population de Salavat. Dans cette « lettre nocturne » suprême, il exigeait qu'aucun habitant de Salavat ne travaille pour la FIAS ou le gouvernement et qu'aucun enfant ne fréquente une école non islamique. Une analyse plus approfondie a révélé que deux des anciens de Salavat avaient des liens personnels avec le mollah Omar et qu'ils avaient eu quelque chose à voir avec la diffusion de ce décret[205].

Les autorités afghanes du district se sont précipitées à Salavat. HFA, le chef Azim Khan et le brigadier-général Habibi ont dit aux parents de Salavat qu'ils enverraient des troupes, de même que la police, et que celles-ci amèneraient les enfants de force à l'école s'il le fallait. La Compagnie C a envahi les rues en même temps qu'une compagnie du 6e Kandak. Moins de 24 heures plus tard, 32 enfants se présentaient à l'école de Salavat. À la fin d'avril, l'établissement en accueillait 350 sans problème[206].

En fait, le mollah Omar a été très surpris le jour de l'ouverture de l'école et, comprenant que les opérations d'information aboutiraient à un fiasco pour les talibans, il a supprimé de son décret toute mention de la fréquentation de l'école par les enfants[207]. Le fait que les talibans ne pouvaient rien faire de plus dans le Panjwayi oriental que de malmener quelques écoliers ne correspondait pas exactement à l'image que la choura de Quetta voulait projeter; ce fut un autre coup dur porté à leur plan qui visait à humilier l'Armée canadienne.

L'infiltration de l'ennemi à Regay et à Skecha restait limitée, tout comme sa capacité de produire quelque effet digne de mention dans le secteur d'Haji Habbibolla-Nejat. Le redéploiement de la Compagnie B et l'intensification des mesures prises autour des localités du secteur de Sperwan ont sans doute nui aux insurgés jusqu'à un certain point. Une équipe ennemie a cependant réussi à placer un EEI radiocommandé sur la route près de Ma'Sum Ghar, et à attaquer un convoi de la Compagnie de parachutistes, mais l'arme n'était pas assez bien alignée pour être efficace, ce qui a montré que les poseurs d'EEI étaient inexpérimentés. Vers la fin du mois, l'Avant-poste de combat à Nejat a de nouveau essuyé des tirs qui, cette fois encore, n'ont pas eu beaucoup d'effets. La Compagnie de parachutistes et ses partenaires afghans ont mis sur pied plusieurs opérations intensifiées à Bazaar-e Panjwayi pour appuyer les opérations de bouclage et de fouille de la police. Il a été établi que l'Op SHOPPING PEGASUS avait supprimé la majorité des activités des insurgés dans ce centre économique et politique vital. Essentiellement, le secteur de Nejat est

devenu une zone d'opérations avancée de l'ennemi, mais celui-ci s'est limité à détruire l'école abandonnée de Dastagiri et à mener des activités d'intimidation dans les petites localités au sud de Nejat. Des patrouilles dynamiques et constantes menées par le Capt Jean-François Legault et le 2e Peloton, conjuguées aux activités des équipes de la COCIM, ont tenu l'ennemi à distance jusqu'à ce que l'école soit reconstruite. Nejat et son installation connexe à la colline OVNI, renforcées par les occupants de la colline des Trois chars, ont suffi pour restreindre les activités des insurgés et éloigner ces derniers de Bazaar-e Panjwayi, mais sans une présence permanente de la police, la coalition a dû continuer d'exécuter une opération de perturbation dans ce secteur[208].

La grande majorité des activités en avril ont eu lieu dans la Corne du Panjwayi. À ce moment-là, l'Équipe de combat de l'Escadron C a travaillé depuis la base de Mushan et l'Avant-poste de combat Bennedson, où un DOA des Forces spéciales et la Police afghane pour l'ordre civil étaient installés. La PNAOC s'est occupée du village même, avec l'appui d'une équipe canadienne de la COCIM dirigée par le Capt Ali Raju. Le DOA avait un champ d'action qui allait de Mushan à Do Ab; il perturbait les mouvements ennemis, effectuait des raids dans les caches d'explosifs artisanaux et ciblait les dirigeants ennemis. Le Maj Landry et ses véhicules blindés soutenaient ces opérations, quand il le fallait et surtout quand les FOS étasuniennes avaient besoin d'une extraction après des attaques à l'EEI, ou quand le poste de contrôle de la PNAOC à l'ouest de Mushan était pris à partie par des tireurs. De nombreux obus de 120 mm ont été lancés pendant ces opérations menées contre une force ennemie, qui comprenait, selon les évaluations, des talibans locaux et des insurgés pakistanais[209].

Les travaux de construction de la route sur l'itinéraire Hyena n'étaient pas encore parvenus tout à fait à Mushan. Les camions de gravier, escortés par les véhicules blindés MAXXpro munis de rouleaux antimines, allaient et venaient constamment le long de l'itinéraire, tandis que l'équipement lourd canadien et étasunien était utilisé à l'avant. Les équipes afghanes d'asphaltage venaient ensuite, protégées par les entreprises de sécurité privées. La police et l'Armée afghanes patrouillaient le long de l'autoroute tout entière, et les équipes de la COCIM travaillant avec les équipes de construction du Génie s'occupaient des problèmes locaux concernant le débit d'eau, à mesure qu'ils se présentaient. Le message diffusé vers l'ouest dans le cadre des opérations d'information se répandait inexorablement : « Le changement est en route. Vous ne pouvez l'arrêter. Faites-en partie ». [Traduction] L'ennemi a réagi en manipulant un journaliste américain bien connu qui a écrit un article sur un habitant de l'endroit qui s'était étendu devant un bulldozer afin d'arrêter la construction de la route et de donner ainsi un visage à la résistance locale au projet. La FO Kandahar a fait enquête à ce sujet et elle a établi que cette histoire était fausse[210].

La Compagnie Dog, qui a finalement relevé du GT à peu près à ce moment-là, a agrandi sa base d'opérations à Talukan où existait alors un bazar grouillant d'activité et plus prospère que celui de Mushan. Les voisins de la Compagnie Dog comprenaient un DOA et une unité de la police afghane qui essayaient de mettre en œuvre le programme d'initiatives locales de la police dans les collectivités environnantes. La Compagnie Dog se rendait dans le sud et effectuait des patrouilles en direction du désert du Reg[211].

La Compagnie A, ses partenaires afghans du 2e Kandak, les forces d'opérations spéciales et une pléthore de sapeurs du 22e Régiment de construction navale et des trois pays occupaient maintenant l'Avant-poste de combat, autrefois nommé « Zangabad ». À partir de là, des équipes de la COCIM et des patrouilles ont sillonné les localités environnantes de Dimari, Gandari et Lakani. Il y avait des forces coalisées dans tous ces endroits : un peloton à l'Avant-poste de combat Palace, une compagnie afghane à l'Avant-poste Saidon, et un peloton à l'Avant-poste Belamby. L'itinéraire Québec, qui était maintenant asphalté, reliait le secteur à l'itinéraire Hyena. L'activité des poseurs d'EEI sur les itinéraires avait cessé complètement. Parmi les projets prioritaires dans le secteur figuraient la remise en état des mosquées, la construction d'infirmeries et, maintenant, l'aménagement de terrains de jeu et de soccer. L'immeuble qui abritait l'école à l'origine et que les talibans avaient transformé en tribunal a été restauré complètement et est redevenu une école. Il y avait là un message délibéré diffusé dans le cadre d'opérations d'information. L'occupation du secteur de Zangabad nuisait particulièrement à l'ennemi, vu son importance géographique en tant que lieu d'étape pour le reste de ses opérations dans le district et à l'est[212].

La Compagnie B, l'Escadron de reco et la Batterie X opéraient à partir de Sperwan Ghar. La Compagnie B et ses partenaires afghans du 2e Kandak ont fait une percée dans Pay-e Moluk, Sperwan et Na'al Bazaar. L'Escadron de reco assurait la sécurité le long de l'itinéraire Hyena, et les patrouilles étaient exécutées par les forces de sécurité afghanes. Comme il y avait de moins en moins de véhicules Coyote, une nouvelle organisation s'imposait : chaque poste d'observation a dès lors compris un véhicule Coyote avec mât, un VBL III SAT et un VBL III LORIT. Chaque fois qu'un poste d'observation était établi aux fins de la reco dans un secteur donné, l'activité ennemie diminuait. Ensemble, les aérostats de Sperwan Ghar et de Zangabad, les véhicules Coyote, les VBL SAT et les UAV en vol ont créé une toile d'observation qui a permis de faire intervenir l'artillerie et des forces aériennes rapides au besoin. Les véhicules de COIC du Génie sont sortis plusieurs fois par jour pour dégager l'itinéraire[213].

Quand les commandants des insurgés du Panjwayi se sont plaints aux chefs talibans de ne pas avoir suffisamment de ressources pour résister à la coalition dans la Corne, on leur a vertement répondu de retourner sur le terrain et de poursuivre le combat[214]. Ils ont donc passé le mois d'avril à reconstruire leurs forces dans la Corne. Leurs appels à

l'aide adressés à leurs confrères du district de Zharey n'ont pas été très fructueux, car les groupes d'insurgés de ce dernier combattaient contre la Brigade Stryker et avaient besoin de presque toutes leurs ressources.

En gros, les insurgés dans la Corne consistaient en un groupe ou des groupes chargés de harceler chaque localité : Mushan, Talukan, Zangabad et le secteur de Sperwan Ghar. Par contre, les opérations d'intimidation avaient considérablement diminué. Le meurtre d'Haji Aya Mohammed, mirab de Talukan, a incité une délégation d'anciens locaux à se rendre au Pakistan pour confronter les chefs talibans de l'endroit; ces derniers se sont engagés à punir les coupables. Or, la justice prit la forme d'un missile Hellfire, une fois que les meurtriers eurent été identifiés par les forces coalisée[215].

C'est pendant cette période que la perte de nombreuses petites caches d'armes et la destruction de fabriques d'explosifs artisanaux au printemps ont eu un effet saisissant sur l'insurrection dans la Corne. Les insurgés n'arrivaient pas à équiper tous les effectifs dont ils disposaient, surtout les combattants qui arrivaient de l'extérieur. Ils ne pouvaient pas organiser autant d'attentats à l'EEI qu'au cours de l'année précédente. En effet, ils ont exécuté deux petites séries d'attaques à l'EEI, soit une à l'ouest de Mushan pour décourager les FOS de poursuivre leurs opérations, et une autre sur l'itinéraire Hyena, près de Talukan. Leur meilleure équipe de poseurs d'EEI, qui appartenait au groupe Zarqawi, a été supprimée à un moment donné, ce qui a réduit leurs capacités encore plus[216].

La seule activité que les insurgés pouvaient vraiment entreprendre à ce moment-là consistait à lancer des attaques de tirs directs contre les patrouilles et l'infrastructure de la coalition. Tentant de faire savoir qu'ils n'étaient pas limités au secteur de Do Ab, les insurgés ont harcelé de façon concertée le PO Khyber pendant la première moitié d'avril. Au cours de six engagements, entre le 1er et le 10 avril, seulement deux civils afghans ont été blessés. Le peloton canadien et le peloton afghan ont continué à mener des patrouilles dynamiques dans le secteur et ils y ont maintenu la liberté de mouvement. Le PO Khyber et l'itinéraire Hyena sont restés ouverts et en activité dans ce secteur[217].

La Compagnie B et le 2e Kandak ont eux aussi continué à exécuter de nombreuses patrouilles, et ils ont mené deux opérations de compagnie à Pay-e Moluk et à Na'al Bazaar, les 14 et 20 avril. Le seul contact a eu lieu le 20 avril quand deux insurgés, sans doute des guetteurs, ont fait feu en vain sur une patrouille canadienne[218].

Dans le secteur de Zangabad, les patrouilles de la Compagnie A, au sud de l'Avant-poste de combat Suleiman, se sont heurtées à quatre reprises à ce qui a été décrit comme étant un système ennemi de préalerte. La population locale du secteur a dit à l'entrepreneur qui apportait des réparations à la mosquée de ne pas revenir parce que le milieu était de plus en plus hostile. La Compagnie A et une compagnie afghane du 2e Kandak sont montées à bord d'hélicoptères Chinook et ont lancé l'Op FAR REACH dans le secteur, le 28 avril.

Les forces ennemies ne se sont pas vraiment manifestées, mais une analyse plus poussée laissait entendre qu'il y avait là une fabrique d'explosifs artisanaux et que les quatre contacts mentionnés plus haut avaient été le fait de petits détachements qui protégeaient la fabrique. D'autres ressources ISTAR ont été déployées pour éclaircir la question plus à fond[219].

À l'Avant-poste de combat Palace, les pelotons canadiens et afghans ont été confrontés à une suite de cinq attaques qui visaient les camionneurs transportant du gravier sur l'itinéraire Hyena. Avec le concours des troupes de reco, les pelotons ont pu assurer une présence suffisante pour que l'itinéraire reste ouvert. Un soldat afghan a déclenché un EEI, mais ce fut là l'étendue de l'activité ennemie[220]. On ne savait pas au juste qui tirait sur les camionneurs, et d'aucuns croyaient qu'il s'agissait d'actes de violence émanant de concurrents commerciaux. Les camions étaient ceux d'une entreprise de construction de Dastagiri, et la carrière de gravier appartenait aux Sherzais. Une certaine résistance était possible de la part des Noorzais, ou même des Popalzais, contre les intérêts alikozais et barakzais, et cette rivalité se superposait peut-être à l'insurrection dans la Corne[221].

Le véritable point chaud dans le secteur de Zangabad se situait à l'Avant-poste de combat Saidon, entre Talukan et Zangabad. Six entrepreneurs construisant un pipeline ont subi une attaque à l'EEI le 4 avril sur l'itinéraire adjacent Québec : à son honneur, et attestant par là qu'il faisait confiance au dispositif de sécurité, l'entrepreneur principal a déclaré à la Compagnie A qu'il était résolu à terminer le projet. Pendant le reste du mois, des tirs d'armes légères ont été dirigés sporadiquement sur l'Avant-poste et ses patrouilles tous les deux jours. À chacune des quinze occasions, les patrouilles afghanes et canadiennes ont riposté, l'ennemi a fui, et la liberté de mouvement a été réaffirmée. Des UAV en vol ont habituellement été incapables d'identifier les tireurs catégoriquement et à temps et ils n'ont pu diriger d'autres tirs vers eux. Un engagement a eu lieu le 21 avril avec un ennemi dont on a pensé qu'il s'agissait peut-être d'un tireur d'élite : l'homme a fait feu sur une patrouille canadienne. La Batterie X a tiré un obus fumigène de 81 mm pour dissimuler la patrouille, dont un membre a été touché pendant la traversée du terrain. Un UAV MQ-9 qui patrouillait dans le secteur a lancé un missile Hellfire qui a tué l'insurgé. Les attaques étaient fort probablement exécutées par de petites équipes, voire des combattants solitaires[222].

La Compagnie Dog à Talukan s'est heurtée à une cellule de poseurs d'EEI opérant le long de l'itinéraire Hyena; en une occasion, cette cellule a collaboré avec une équipe qui tendait des embuscades aux camionneurs transportant du gravier. La situation s'est corsée le 12 avril quand une bombe humaine a explosé dans le bazar de Talukan; deux enfants afghans ainsi que deux Canadiens et cinq Américains qui menaient des activités de COCIM et des OPPSY ont alors été blessés. Cet attentat n'a pas valu aux insurgés l'affection de la population locale, surtout qu'à ce moment-là, le bazar était florissant. Des patrouilles

de l'Armée afghane à Talukan ont été la cible de tireurs à la dérobée à quelques reprises, mais ces derniers n'ont produit aucun effet. Les patrouilles se sont poursuivies. Malheureusement, les UAV en patrouille n'ont pas réussi à identifier catégoriquement les tireurs et n'ont donc pas pu les attaquer. Encore une fois, il a été conclu qu'il s'agissait de petites équipes ou de tireurs solitaires. Le 22 avril, la Compagnie Dog et le 2e Kandak ont lancé l'Op WRATH OF DOG dans le secteur de Talukan pour susciter la confiance chez la population locale[223].

La situation à Mushan, en avril, était quelque peu différente de celle observée dans les autres secteurs. L'ennemi percevait ce secteur comme une ligne de front et il essayait de présenter la fin de l'itinéraire Hyena à Mushan comme une victoire pour lui en prétendant qu'il avait carrément arrêté la progression de la coalition. Bien sûr, la réalité était tout autre et elle se rapportait techniquement aux problèmes de dégagement du terrain et au retard des travaux d'asphaltage. Toutefois, quand les Forces spéciales et la police ont tenté de faire démarrer une initiative locale de la police, les insurgés s'en sont pris aux familles des six hommes qui s'étaient portés volontaires. Les secteurs opérationnels de l'ennemi comprenaient le prétendu « bazar taliban » et Do Ab. Ces endroits étaient truffés d'EEI, car l'ennemi visait à limiter la liberté de mouvement des FOS qui pourchassaient ses chefs l'insurrection. La PNAOC avait un Avant-poste entre Mushan et Do Ab/le bazar taliban, et l'ennemi dirigeait vers lui des tirs d'armes légères de temps en temps. L'Équipe de combat de l'Escadron C déployait parfois une troupe de chars Leopard pour appuyer l'Avant-poste avec des tirs d'obus de 120 mm. Le très petit nombre d'attaques à l'EEI qui ont effectivement été exécutées l'ont été avec des engins « mal construits et de faible puissance ». [Traduction] Les UAV en vol dans le secteur ont aperçu des ennemis à plusieurs reprises, mais ils n'ont en général pas réussi à les identifier catégoriquement et à temps pour lancer leurs armes sur eux. Quand ils ont pu le faire, ils ont tué plusieurs équipes de poseurs d'EEI[224].

À la fin d'avril, l'ennemi semblait très actif dans la Corne, mais cela a été passager. Les forces coalisées avaient suffisamment de troupes sur le terrain pour éviter d'être coincées dans leur infrastructure tactique, comme le GT du 2 PPCLI l'avait été en 2008, ou celui du 1 RCR, en 2010. L'ennemi avait perdu la majeure partie de son équipement et de ses capacités plus tôt par suite de l'engagement suscité par la coalition auprès des collectivités, au niveau le plus bas. Les activités de la COCIM et les travaux de construction se poursuivaient, et il y avait des emplois pour la main-d'œuvre locale. Les activités de commerce fleurissaient en suivant le tracé de la route en construction, et le gouvernement du district de Panjwayi faisait des efforts timides pour communiquer avec une population extrêmement méfiante. Et justement, le mollah le plus ancien et respecté de Talukan s'est prononcé en faveur des efforts de la coalition dans le secteur : il exerçait une influence à Mushan aussi bien qu'à Talukan[225].

Photo : Auteur

Photo : Auteur

Au cours des derniers jours des opérations canadiennes dans la Corne du Panjwayi, l'Escadron de chars a dû extraire une équipe des Forces spéciales étasuniennes qui s'était heurtée à de multiples EEI au cours d'un raid près de Do Ab à l'ouest de Mushan. Un char Leopard « roule la route » pendant que l'équipage d'un VBLT observe le combat.

Les événements défavorables d'avril et de mai 2011

En avril, trois événements ont éclipsé les succès de la coalition dans le Panjwayi. Tout d'abord, les médias accordaient beaucoup d'attention à un personnage religieux étasunien qui menaçait de brûler des exemplaires du Coran en Floride. Il en est résulté dans toute la province une suite d'émeutes qui visaient à dénoncer ce comportement. Dans le Panjwayi, les émeutes ont éclaté à Bazaar-e Panjwayi : la police d'Azim Khan les a endiguées sans l'aide de la coalition. La question de savoir s'il s'agissait d'un cas spécial, ou si cette intervention mettait en lumière une nouvelle indépendance acquise par la police du Panjwayi a fait l'objet de discussions. Quoi qu'il en soit, il n'y a eu aucune répercussion évidente dans les zones d'opérations, et les opérations n'en ont pas vraiment souffert[226].

Certains ont donné au deuxième événement le nom de « Sarposa II : la grande évasion ». Le 25 avril, plus de 400 insurgés incarcérés dans l'aile de la prison réservée aux criminels qui menaçaient la sécurité nationale se sont échappés par un tunnel qui débouchait dans un immeuble voisin. Ils avaient l'aide de parents qui avaient été alertés pour qu'ils se rendent à la prison afin de prendre les insurgés avec eux. Il était évident que le personnel de la prison avait facilité l'évasion. Une soixantaine d'évadés ont été appréhendés, mais plus de 300 sont restés en liberté. Les chefs talibans s'inquiétaient du nombre réduit d'insurgés expérimentés, tout comme ils l'avaient fait en 2008, de sorte qu'une évasion de prisonniers a semblé être la solution à leur problème. Outre que l'évasion entachait la réputation des autres ministères du gouvernement au Camp Nathan Smith, on craignait que certains évadés se rendent à Nakhonay, comme les évadés de 2008 l'avaient fait, et que ce secteur soit du coup renflammé. Pour une raison que l'on ne connaît pas, l'histoire ne s'est pas répétée en l'occurrence[227].

Le troisième événement a été l'assassinat, le 15 avril, du chef de la police provinciale, le Lgén Khan Mohammad Mujahid, par un insurgé portant un gilet muni d'explosifs et habillé comme un capitaine de la police. Cet attentat privait Kandahar d'un chef fort et compétent à un mauvais moment et déstabilisait le pouvoir tribal dans la province. Khan Mohammad était le dernier personnage d'influence alikozai dans le district d'Arghandab qui était associé au mollah Naqib; son décès a désarçonné complètement les Alikozais, ce qui a eu d'importantes conséquences durables pour la paix dans la province de Kandahar. Bien sûr, l'insurrection n'était pas la seule entité qui allait bénéficier de la disparition de Khan Mohammad[228].

Il incombait à l'état-major canadien du Commandement régional (Sud), en particulier au Bgén Corbould, d'atténuer les effets de l'évasion de Sarposa sur les relations canado-américaines :

> Bien des gens n'ont pas été à la hauteur. Une semaine après le transfert [à l'ERP] entre le responsable [civil] canadien et le responsable civil étasunien, l'évasion de Sarposa avait lieu, et les gens ont commencé à s'accuser mutuellement. C'était absolument désolant! Les civils étasuniens disaient :

> « Le transfert n'a pas eu lieu » et les Canadiens affirmaient le contraire. Le Col Richard Giguère et moi avons dû réparer les pots cassés. Les militaires sont intervenus pour mettre les choses au point encore une fois en fin de compte, à cause de l'incapacité complète et totale des civils étasuniens de diriger convenablement cette ERP. Six mois plus tard, nous avons mis un commandant militaire des É.-U. dans le poste, de nouveau […] Je crois que, dans l'avenir, il faudra absolument éviter de placer un civil à la tête d'une entité telle que l'ERP[229]. [Traduction]

Finalement, le 7 mai, les talibans ont lancé une grande opération à Kandahar. De petits groupes de combattants et des bombes humaines ont attaqué quatre endroits principaux, y compris le Palais du gouverneur. Aux quatre endroits, l'ennemi a été anéanti de façon décisive, et les pertes des forces coalisées ont été presque nulles. En fait, ce furent les forces de sécurité afghanes, en particulier la compagnie d'intervention provinciale encadrée par des Canadiens, qui ont contré ces attaques. Les forces ennemies ont complètement échoué, car elles n'ont réussi à pénétrer dans aucun de leurs objectifs[230].

Ces événements, qui se sont produits en avril et mai, ont fait l'objet d'une couverture médiatique exhaustive. Vus collectivement et hors contexte, ils donnaient à penser que la situation était totalement hors de contrôle dans le sud de l'Afghanistan et dans la province de Kandahar. L'ennemi les avait conçus pour créer un effet spectaculaire. Or, la réduction non spectaculaire de l'influence ennemie dans le district de Panjwayi, après plusieurs années de combat, n'a aucunement retenu l'attention de la presse internationale.

Par ailleurs, le 2 mai 2011, les forces coalisées dans tout l'Afghanistan apprenaient qu'une force d'opérations spéciales étasunienne avait attaqué une enceinte fortifiée à Abbottabad (Pakistan) et tué Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaïda. Cela a eu un effet immédiat sur tous les paliers de l'insurrection. L'objectif ultime fixé en 2001-2002 pour l'Op ENDURING FREEDOM en Afghanistan avait enfin été atteint, bien qu'en mai 2011, les liens entre l'insurrection en cours et les grands buts djihadistes d'Al-Qaïda eussent été considérablement édulcorés. Cela dit, toutefois, les talibans étaient ébranlés, surtout les membres de la choura de Quetta qui, ayant supposé qu'ils seraient les prochaines cibles des États-Unis, avaient disparus dans la nature. Pour ce qui est des conséquences dans la zone d'opérations du Canada, il a fallu près de deux semaines à l'insurrection pour reprendre ses opérations dans le district de Panjwayi. La guerre que menait le Canada était loin d'être terminée.

Le dernier match dans le district de Panjwayi, en mai et juin 2011

Au cours des dernières semaines des opérations canadiennes dans le district de Panjwayi, l'état-major du quartier général du 3-21 Infanterie, commandé par le Lcol Stephen Miller, s'est déployé en prévision de la relève sur position prévue pour le début de juin. La Compagnie Apache du 3-21 Infanterie est arrivée également pour relever

la Compagnie Dog. Pendant ce temps, le Lcol Mike St-Louis et le GT n'ont pas ménagé les efforts pour aider les « Gimlets » à s'acclimater au district de Panjwayi.

Dans l'ensemble, la Compagnie C et le 6e Kandak sont parvenus à l'état stable dans le Panjwayi oriental en mai, avec quelques petits épisodes dans leur zone d'opérations et un ratissage fait à Chalghowr. Ils ont progressivement cédé leur place et leur rôle aux unités étasuniennes et afghanes montantes, entre la fin de mai et le début de juin. La Compagnie de parachutistes a eu quelques contacts avec l'ennemi, mais après qu'elle eut exécuté les Op PEGASUS RETURN et PEGASUS CLEAN au sud de Nejat, l'activité ennemie a diminué. Bazaar-e Panjwayi est restée calme jusqu'à la relève sur position (voir les figures 8-15 et 8-15a)[231].

La Compagnie B et le 2e Kandak ont effectué plusieurs ratissages de compagnie à Na'al Bazaar, Pay-e Moluk et Sperwan, et le secteur est resté calme jusqu'à la mi-mai, quand une attaque dévastatrice exécutée avec un gros EEI a tué onze ouvriers contractuels et en a blessé 20 autres sur l'itinéraire Brown. Le PO Khyber a essuyé des tirs à trois reprises, mais il n'y eut aucune perte. De multiples contacts ont eu lieu au sud-est de Sperwan Ghar, puis un UAV a pris à partie un insurgé fugitif. Cela dit, la construction des routes s'est poursuivie, les itinéraires Brown et Hyena sont restés ouverts à la circulation, et les équipes de la COCIM ont continué de travailler dans la zone de la Compagnie B[232].

L'ennemi a été très actif dans le secteur de Zangabad en mai. Après l'Op PUSH BACK le 12 mai, l'Avant-poste de combat et diverses patrouilles canadiennes et afghanes ont été attaqués à huit reprises vers la fin du mois. Cette fois encore, il s'est surtout agi de « tirs à la dérobée », mais il était évident que les insurgés au sud voulaient continuer à jouer un rôle. Des tirs ont été dirigés contre l'Avant-poste de combat en quelques occasions, mais les patrouilles n'ont pas cessé. L'Équipe de combat de l'Escadron C a emprunté l'itinéraire Hyena jusqu'au secteur de Zangabad Ghar pour y exécuter l'Op WE'RE BACK le 7 mai et elle a eu peu de contacts. L'itinéraire Hyena même est resté ouvert, toutes les attaques à l'EEI ayant eu lieu à Mushan et dans les environs. L'Avant-poste de combat Saidon a essuyé des tirs provenant d'un véhicule en marche, mais cela mis à part, le secteur était calme comparativement à ce qui s'était passé en avril[233].

Il a fallu annuler une attaque aérienne planifiée dans les localités au sud de Mushan et de Talukan. Le 16 mai, un hélicoptère Chinook canadien s'est écrasé pendant l'insertion de troupes dans le cadre d'une opération préliminaire. L'Équipe de combat de l'Escadron C a sécurisé l'emplacement, et les cinq Canadiens blessés ont été évacués. Des hélicoptères de transport lourds Mi-26 Halo, basés à l'aérodrome de Kandahar (KAF), ont été loués pour extraire l'épave[234]. Les forces canadiennes, étasuniennes et afghanes à Mushan exerçaient des pressions soutenues sur les insurgés à Do Ab en exécutant des opérations de ratissage et des raids avec les FOS et en renforçant les capacités de la police dans cette localité jusqu'à ce que

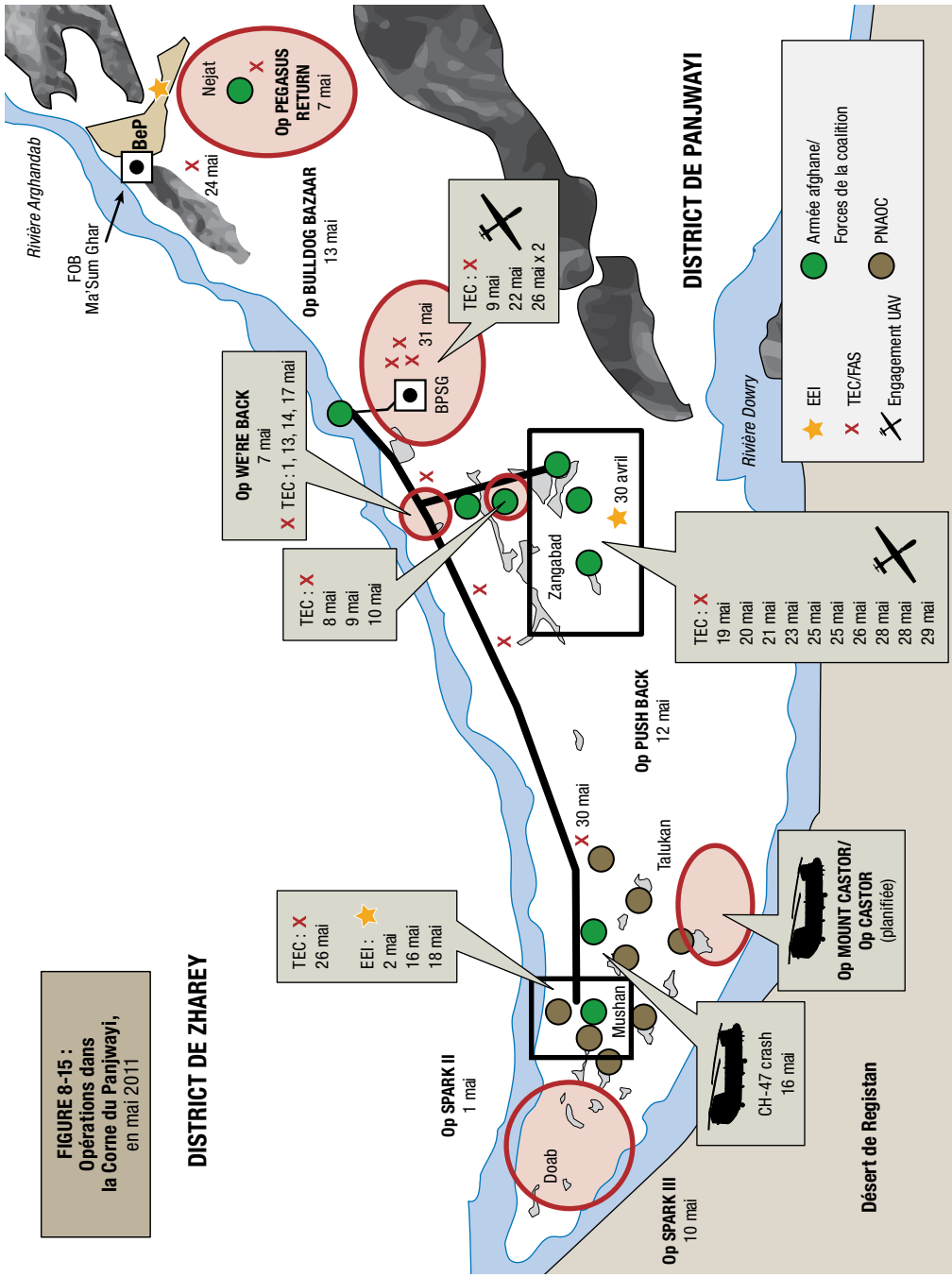


Figure 8-15 : Opérations dans la Corne du Panjwayi, en mai 2011

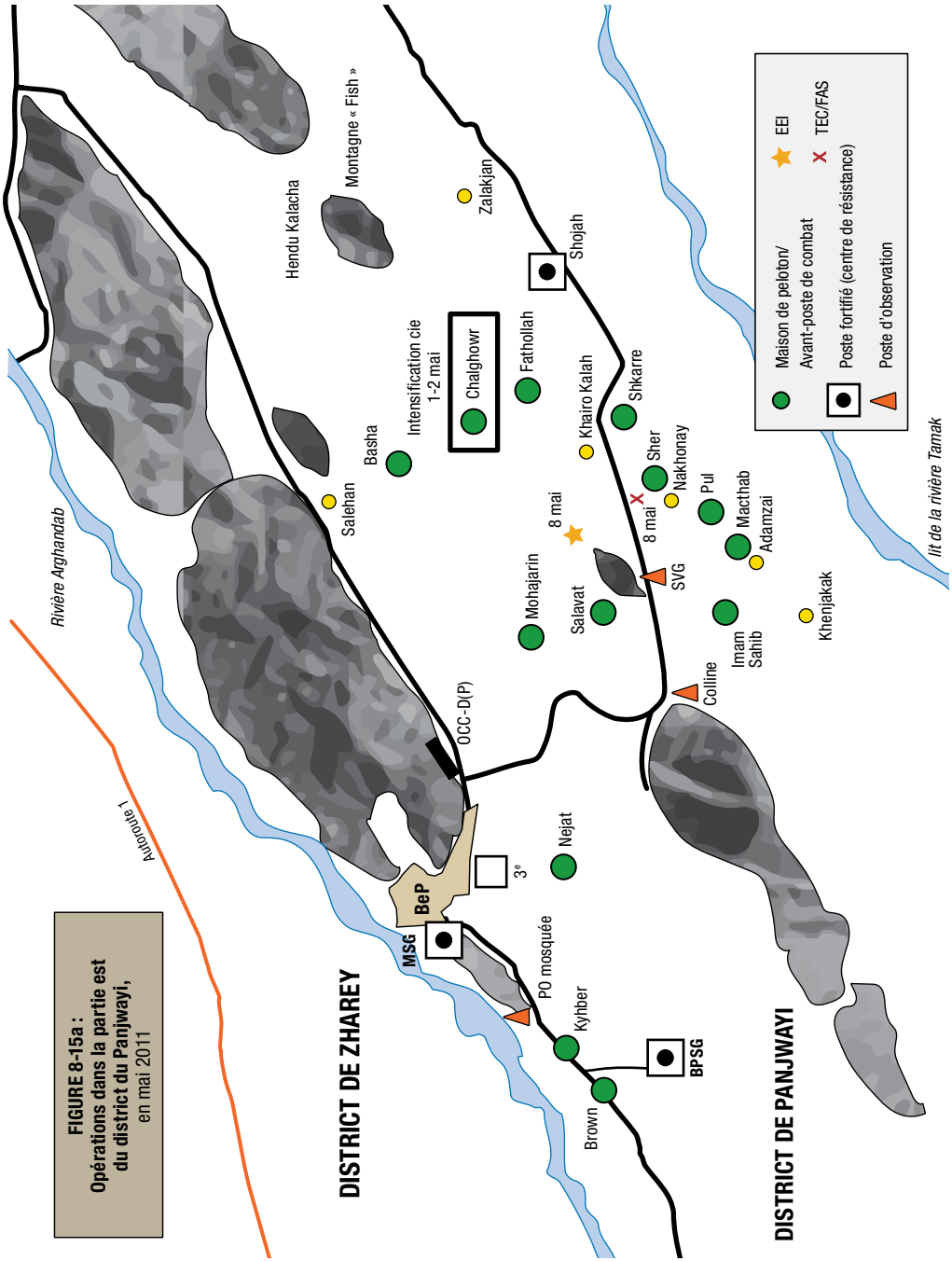


Figure 8-15a : Opérations dans la partie est du district du Panjwayi, en mai 2011

la relève sur position puisse se faire. À ce stade, l'itinéraire Hyena avait été complètement asphalté depuis Bazaar-e Panjwayi jusqu'à Mushan. Le 27 mai, tous les dignitaires de la province et de la FIAS sont venus par hélicoptère assister à une cérémonie d'inauguration. La construction de la longue route menant à Mushan, amorcée en 2008, était maintenant terminée[235]. Trois semaines avant l'échéance fixée, le Bgén Habibi a dit au Bgén Milner : « Je vais maintenant prendre les choses en main[236] ». [Traduction]

Dans l'ensemble, la situation dans le Panjwayi en mai était moins tendue qu'en avril. Il y avait moins d'attaques à l'EEI ou aux armes légères. L'activité ennemie était réduite à Mushan, Talukan, Sperwan Ghar et même au PO Khyber. Elle ne s'est intensifiée considérablement qu'au sud de Zangabad, car l'ennemi, acculé au désert du Reg, s'efforçait de conserver son emprise sur l'itinéraire est-ouest emprunté par les insurgés. Aucun acte d'intimidation d'envergure n'a été signalé dans les localités parcourues par les patrouilles. Par ailleurs, la construction routière n'était nulle part entravée. Malheureusement, le Bdr Karl Manning, membre de la Batterie X, est décédé le 27 mai au cours d'un incident non lié aux combats[237].

Les rapports ISTAR présentaient un ennemi complètement démoralisé dans le district de Panjwayi. Les insurgés se plaignaient du fait qu'ils ne pouvaient plus combattre leurs adversaires face à face et qu'ils étaient limités à employer des EEI. Les patrouilles constantes rendaient leurs opérations exceptionnellement difficiles. Les experts en EEI du groupe Zarqawi étaient tous morts : il était évident que les insurgés souffraient d'une érosion des compétences. Les raids nocturnes affaiblissaient le moral des commandants. L'insurrection avait des problèmes d'approvisionnement. En fait, l'ennemi était décontenancé à l'extrême[238].

L'insurrection avait eu l'intention d'humilier le Canada et son armée, mais elle avait lamentablement échoué au printemps et à l'été de 2011. L'Armée canadienne a joué son dernier match dans le Panjwayi d'une façon ordonnée et professionnelle. La transition entre le GT du 1 R22eR et le 3-21 Infanterie s'est déroulée harmonieusement quand ses sous-unités ont transmis le témoin à leurs homologues étasuniennes à la fin de mai et au début de juin. Une nouvelle équipe de soutien des districts est arrivée, et USAID s'est amenée avec toute une gamme de nouveaux programmes d'aide. Toutes les nouvelles forces ont emprunté les routes asphaltées protégées par les forces de sécurité afghanes. Le district de Panjwayi était luxuriant grâce aux systèmes d'irrigation dégagés et améliorés. L'Armée canadienne laissait aux habitants du district un endroit meilleur que celui où ils vivaient à son arrivée. Le Panjwayi n'avait jamais été aussi verdoyant depuis les jours dangereux de 2006.

NOTES

1. Entrevue avec le Lcol Marcel McNicholl, aérodrome de Kandahar, 14 avril 2011.
2. Entrevue avec le Lcol Roger Cotton, aérodrome de Kandahar, 14 avril 2011. Soulignons qu'une revue des comptes rendus de situation quotidiens (CRSQ) et des SITREP hebdomadaires de cette période montre que ces documents sont beaucoup plus clairs au sujet des critères de perfectionnement des Forces de sécurité nationale afghanes que les CRSQ et les SITREP hebdomadaires des rotations antérieures.
3. Entrevue avec le Lcol Cotton.
4. Briefing par l'Équipe de la COCIM à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 28 avril 2011.
5. Entretiens de l'auteur avec le personnel du QG FO Kandahar, en avril et mai 2011.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. Briefing fait à l'auteur par le Régiment du Génie de la FO Kandahar, aérodrome de Kandahar, 13 mai 2011.
11. Briefing fait à l'auteur par l'Équipe de la COCIM, aérodrome de Kandahar, 28 avril 2011.
12. Briefing fait à l'auteur par le Régiment du Génie de la FO Kandahar, aérodrome de Kandahar, 13 mai 2011.
13. À l'automne de 2010, un important nettoyage terminologique s'imposait, car les divers états-majors utilisaient l'une pour l'autre les noms « non-opération HAMKARI » et « opération MOSHTARAK ». Enfin, la désignation « stade 3A de l'étape III de l'Op MOSHTARAK » est devenue Op GAD PASOON, et le titre « non-opération HAMKARI 3.3B » s'est transformé en Op BAAWAR et Op PASS RAFTAN. Voir les SITREP hebdomadaires du QG FOI-A du 24 au 30 août 2010 et du 14 au 20 septembre 2010.
14. Entrevue avec le Bgén André Corbould, Edmonton, 11 juillet 2012.
15. Entrevue avec le Lcol Mike St-Louis, Winnipeg, 31 janvier 2012.
16. Entrevue avec le Bgén Dean Milner, Ottawa, 20 novembre 2012.
17. Résumé renseignement (INTSUM) FO Kandahar, 3 septembre 2010.
18. Entrevue avec le Lcol Conrad Mialkowski, Ottawa, 25 octobre 2012.
19. *Ibid.*
20. CRSQ QG FOI-A, 1er septembre 2010.
21. Renseignements tirés des CRSQ QG FOI-A, septembre 2010.
22. CRSQ QG FOI-A, 16 septembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 30 septembre 2010.
23. Entrevue avec le Lcol Mialkowski.
24. *Ibid.*
25. *Ibid.*
26. Entrevue téléphonique avec le Maj Eleanor Taylor, 24 février 2013.
27. CRSQ QG FOI-A, 15 septembre 2010; entrevue avec le Lcol Mialkowski.
28. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de septembre 2010; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 14 au 21 septembre 2010.

29. INTSUM FO Kandahar, 9 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 12 septembre 2010.
30. CRSQ QG FOI-A, 10 septembre 2010.
31. CRSQ QG FOI-A, 15 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 16 septembre 2010.
32. INTSUM FO Kandahar, 17 septembre 2010.
33. INTSUM FO Kandahar, 19 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 30 septembre 2010.
34. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 30 avril 2011.
35. Entrevue avec le colonel Ian Creighton, Ottawa, 21 novembre 2012.
36. *Ibid.*
37. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 30 avril 2011. Les membres du personnel du briefing ont accusé le Bgén Ménard d'avoir épuisé le 2e Kandak et ils ont parlé défavorablement des directives sur le partenariat mises en application par la FIAS en 2009 et 2010. Selon eux, ces directives ont contribué à l'épuisement du 2e Kandak.
38. Entrevue avec le Col Creighton.
39. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 24 au 30 août 2010 et du 31 août au 6 septembre 2010.
40. CRSQ QG FOI-A, 21 septembre 2010.
41. Entrevue avec le Col Creighton.
42. Entrevue avec le Bgén Milner; entrevue téléphonique avec le Lcol Doug Claggett, 19 février 2013.
43. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 30 avril 2011.
44. Briefing de l'ELMO fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, le 30 avril 2011.
45. Entrevue avec le Lcol Claggett.
46. INTSUM FO Kandahar, 2 septembre 2010.
47. INTSUM FO Kandahar, 10 septembre 2010
48. INTSUM FO Kandahar, 14 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 17 septembre 2010.
49. INTSUM FO Kandahar, 20 septembre 2010.
50. INTSUM FO Kandahar, 18 septembre 2010.
51. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A, de septembre à novembre 2010. Voir aussi les SITREP hebdomadaires de la FOI-A de la même période.
52. SITREP hebdomadaire de la FOI-A, du 24 au 30 août 2010.
53. *Ibid.*
54. CRSQ QG FOI-A, 17 septembre 2010; entrevue avec le Col Creighton; briefing fait par la Compagnie de la PM à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 15 juillet 2010.
55. CRSQ QG FOI-A, 22 septembre 2010.
56. CRSQ QG FOI-A, 28 septembre 2010.
57. CRSQ QG FOI-A, 24 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 24 septembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 30 septembre 2010.

58. Renseignements extraits des SITREP QG FOI-A, de septembre à novembre 2010.

59. Entrevue avec le Lcol Mialkowski; entrevue avec le Bgén Milner.

60. Briefings faits par la FO Kandahar à l'auteur, aérodrome de Kandahar, du 13 au 15 avril 2011; entretien avec l'état-major de la FO Kandahar, 30 avril 2011; entrevue avec le Lcol Claggett; entrevue avec le Lcol Mialkowski; entrevue avec le Bgén Milner.

61. Apparemment, les mots « PASS RAFTAN » signifient aussi « la retraite », et la FO Kandahar les a utilisés par inadvertance dans les deux sens.

62. Entrevue avec le Lcol Claggett; QG FOI-A, « Op BAAWAR (Assurance) », 20 novembre 2010; briefings faits par la FO Kandahar à l'auteur, aérodrome de Kandahar, du 13 au 15 avril 2011.

63. Entrevue avec le Lcol Claggett; briefing fait par le Régiment du Génie de la FO à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 13 mai 2011; briefing fait à l'auteur par l'Esc GC, aérodrome de Kandahar, 26 avril 2011.

64. Renseignements extraits des SITREP quotidiens de la FO Kandahar, en octobre 2010; entrevue avec le Bgén Milner.

65. *Ibid.;* entrevue avec le Lcol Claggett.

66. Entrevue avec le Lcol Claggett.

67. *Ibid.* Entrevue avec le Bgén Milner; SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 septembre au 4 octobre 2010.

68. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 28 septembre au 4 octobre 2010.

69. Entrevue avec le Bgén Milner.

70. *Ibid.;* SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 12 au 18 octobre 2010; entrevue avec le Lcol Mialkowski.

71. SITREP hebdomadaire du QG FOI-A, du 19 au 25 octobre 2010; entrevue avec le Bgén Milner.

72. Renseignements extraits des SITREP hebdomadaires du QG FOI-A d'octobre et de novembre 2010.

73. Renseignements extraits des SITREP quotidiens de la FO Kandahar de novembre 2010.

74. Rencontre de sécurité pour les opérations provinciales (RSOP) du QG FOI-A, 8 décembre 2010.

75. Les tireurs d'élite et les tireurs de précision reçoivent des entraînements et un équipement différents. La nécessité d'exécuter des tirs à plus longue portée dans le Panjwayi oriental à cause du relief a influé sur la décision de désigner des tireurs de précision dans chaque compagnie et de les munir de fusils de tireur d'élite moins récents. Le peloton de tireurs d'élite constituait une ressource du groupement tactique.

76. Briefing fait par le Groupement tactique du 1 R22e R à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 12 avril 2011.

77. Entrevue avec le Bgén Corbould.

78. Briefing fait par le Commandement régional (Sud) à l'auteur, aérodrome de Kandahar, les 26 avril et 11 mai 2011. Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Corbould.

79. Briefing fait par le Commandement régional (Sud) à l'auteur, aérodrome de Kandahar, les 26 avril et 11 mai 2011. Voir aussi l'entrevue avec le Bgén Corbould.

80. Entrevue avec le Bgén Corbould.

81. *Ibid.*

82. *Ibid.*

83. Briefing, « Défis logistiques de la FO 3-10 – Élément de soutien national (ESN) » [Traduction], 6 décembre 2012.

84. Entrevue avec le Col Sébastien Bouchard, 12 avril 2013.

85. *Ibid.*

86. *Ibid.*

87. Briefing de l'ESN fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 5 mai 2011.

88. Briefing du Quartier général et de l'Escadron de transmissions de la FO Kandahar fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 26 avril 2011.

89. *Ibid.*

90. Briefing de l'Installation de transfert des détenus fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 11 mai 2011.

91. *Ibid.*

92. Briefing de l'Unité des services de santé fait à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 12 mai 2011.

93. Entrevues avec le Bgén Milner et le Lcol Claggett.

94. Entrevue avec le Lcol St-Louis.

95. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 16 au 22 novembre2010. Briefing de mise à jour du Cmdt FO Kandahar, 16 novembre 2010. Entrevue avec le Maj Christian Caron, KAF, 18 avril 2011.

96. Entrevue avec le Maj Éric Landry, Mushan, district de Panjwayi, 22 avril 2011.

97. Entrevue avec le Maj Éric Landry, Mushan, district de Panjwayi, 22 avril 2011.

98. CRSQ QG FOI-A, 3 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 4 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 5 décembre 2010.

99. CRSQ QG FOI-A, du 5 au 7 décembre 2010.

100. INTSUM FO Kandahar, 4 décembre 2010; INTSUM FO Kandahar, 5 décembre 2010.

101. INTSUM FO Kandahar, 9 décembre 2010.

102. CRSQ QG FOI-A, 5 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 8 décembre 2010.

103. Briefing de mise à jour du Cmdt FO Kandahar, 10 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 9 décembre 2010; CRSQ QG FOI-A, 10 décembre 2010.

104. CRSQ QG FOI-A, 11 décembre 2010.

105. Entrevue avec le Lcol Saint-Louis.

106. CRSQ QG FOI-A, 11 décembre 2010.

107. CRSQ QG FOI-A, 12 décembre 2010.

108. Entrevue avec le Maj Landry.

109. Entrevue avec le Maj Caron.

110. Briefing de l'Équipe de la COCIM fait à l'auteur, KAF, 28 avril 2011.

111. CRSQ QG FOI-A, 19 décembre 2010.

112. *Ibid.*

113. Entrevue avec le Maj Landry.

114. CRSQ QG FOI-A, 20 et 21 décembre 2010.
115. CRSQ QG FOI-A, 28 décembre 2010.
116. CRSQ QG FOI-A, 27 décembre 2010.
117. CRSQ QG FOI-A, 30 et 31 décembre 2010.
118. CRSQ QG FOI-A, 30 et 31 décembre 2010.
119. CRSQ QG FOI-A, 31 décembre 2010.
120. INTSUM FO Kandahar, 28 décembre 2010.
121. INTSUM FO Kandahar, 31 décembre 2010.
122. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 3 novembre au 6 décembre 2010.
123. *Ibid.*
124. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 14 au 20 décembre 2010.
125. Entrevue avec le Bgén Milner.
126. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 janvier au 4 février 2011.
127. Observations de l'auteur roulant en voiture dans le district de Dand, avril 2011.
128. INTSUM FO Kandahar, 17 décembre 2010.
129. INTSUM FO Kandahar, 15 janvier 2011.
130. Entrevue avec le Bgén Milner.
131. *Ibid.* SITREP hebdomadaires QG FOI-A, de novembre et décembre 2010.
132. Entrevue avec le Maj Barbara Honig, KAF, 16 avril 2011.
133. Briefing de l'Équipe de la COCIM fait à l'auteur, KAF, 28 avril 2011.
134. « OCC-D(P)/District Stabilization Team Operational Brief », 21 avril 2011.
135. Entrevue avec le Lcol St-Louis.
136. *Ibid.*
137. *Ibid.* Entrevue avec le Maj Honig.
138. Observations de l'auteur dans le secteur de Nejat, en avril et mai 2011; briefings faits à l'auteur au nouveau centre de district par le personnel du CCO-D(P) et de l'ESD, les 21 et 22 avril 2011.
139. Entrevue avec le Lcol St-Louis.
140. Discussions avec le Lcol Mike St-Louis, FOB Ma'Sum Ghar, 4 avril 2011.
141. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de janvier 2011.
142. *Ibid.*
143. *Ibid.*
144. *Ibid.*
145. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 1er au 7 janvier 2011.
146. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 8 au 14 janvier 2011.

147. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 15 au 21 janvier 2011.

148. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 15 au 21 janvier 2011.

149. Donald C. Bolduc, « Forecasting the Future of Afghanistan », *Special Warfare*, numéro d'octobre et de décembre 2011. http://www.soc.mil/SWCS/SWmag/archive/SW2404/SW2404ForecastingTheFutureOfAfghanistan.html.

150. Entrevue avec le Maj Mossop. Notes tirées de la réunion de coordination du CEM FO Kandahar, 12 juillet 2010.

151. Entrevue avec le personnel du ROSC, *Harrowsmith*, 5 avril 2013.

152. Col Donald C. Bolduc, « Forecasting the Future in Afghanistan », *Special Warfare*, numéro d'octobre à décembre 2011.

153. Entrevue avec le ROSC.

154. Bolduc, « Forecasting the Future in Afghanistan ».

155. Entrevue avec le Bgén Milner.

156. Voir Robin Moore, *Les bérets verts*, Paris, Stock, 1965; Shelby L. Stanton, *Green Berets at War*: *U.S. Army Special Forces in Southeast Asia* 1956–1975, Novato : Presidio Books, 1985; Charles M. Simpson III, *Inside the Green Berets: The Story of the U.S. Army Special Forces*, New York, Berkley Books, 1984; Alistair Horn, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1980.

157. Entrevue avec le ROSC.

158. *Ibid.*

159. Ce n'était pas une nouvelle découverte. Pendant que l'auteur accompagnait la FO Orion au cours de l'été de 2006, il a observé l'existence d'un système de mandataires dans les districts éloignés du nord de la province de Kandahar. De même, en 2007, l'Escadron de reco (Maj Peter Huet) constatait l'existence d'un tel système à Spin Boldak, et les équipes de la COCIM travaillant dans le Zharey en 2008 et 2009 croyaient que presque tous les chefs locaux du district étaient des mandataires, mais elles n'ont jamais réussi à identifier et à localiser les aînés mêmes, comme le ROSC l'a fait dans le Panjwayi.

160. Entrevue avec le ROSC.

161. *Ibid.*

162. *Ibid.* L'auteur a été témoin de la transition en juin 2011 et il a lui aussi été préoccupé par la faible densité des troupes et le manque d'éléments habilitants. Les chefs du bataillon étasunien montant ont exprimé les mêmes inquiétudes à l'auteur.

163. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de février 2011.

164. INTSUM FO Kandahar, 6 février 2011.

165. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de février 2011.

166. *Ibid.*

167. CRSQ QG FOI-A, 24 février 2010.

168. Entrevue avec le Maj François Sauvé, FOB Ma'Sum Ghar, 5 mai 2011. Les détecteurs antimines légers (DAML) avaient été mis à l'essai par des rotations antérieures, mais à cause du manque de ces appareils au Canada pour l'instruction et du caractère mobile des opérations exécutées par ces rotations, le dispositif n'est devenu vraiment utile qu'au moment où l'exécution de petites patrouilles régulières à pied dans des régions géographiques précises est devenue la norme.

169. INTSUM FO Kandahar, 6 février 2011; INTSUM FO Kandahar, 7 février 2011.

170. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 5 au 11 février 2011.

171. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 22 au 28 janvier 2011.

172. INTSUM FO Kandahar, 9 février 2011; INTSUM FO Kandahar, 11 février 2011.

173. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 janvier au 4 février 2011; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 5 au 11 février 2011.

174. CRSQ QG FOI-A, 2 février 2011.

175. CRSQ QG FOI-A, 6 février 2011. Entrevue avec le major Honig.

176. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de février 2011.

177. CRSQ QG FOI-A, 29 février 2011; SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 29 janvier au 4 février 2011.

178. INTSUM FO Kandahar, 14 février 2011.

179. INTSUM FO Kandahar, 17 février 2011.

180. CRSQ QG FOI-A, 25 février 2011.

181. Entrevue avec le major Honig.

182. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mars 2011.

183. Entrevue avec le major Honig.

184. *Ibid.*

185. CRSQ QG FOI-A, 18 mars 2011.

186. Entrevue avec le major Honig; INTSUM FO Kandahar, 27 mars 2011.

187. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A, mars 2011.

188. *Ibid.*

189. CRSQ QG FOI-A, 1er mars 2011.

190. CRSQ QG FOI-A, 2 mars 2011.

191. CRSQ QG FOI-A, 7 mars 2011.

192. CRSQ QG FOI-A, 14 mars 2011.

193. *Ibid.*

194. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mars 2011.

195. *Ibid.*

196. *Ibid.*

197. INTSUM FO Kandahar, 19 mars 2011.

198. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mars 2011. Voir aussi le SITREP hebdomadaire QG FOI-A du 19 au 25 mars 2011.

199. Briefing de l'Équipe de la COCIM fait à l'auteur, KAF, 28 avril 2011.

200. INTSUM FO Kandahar, 16 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 19 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 28 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 10 avril 2011.

201. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2011.

202. INTSUM FO Kandahar, 4 mars 2011; INTSUM FO Kandahar, 28 mars 2011. Entrevue avec le Bgén Milner.

203. Entrevue avec le Bgén Milner.

204. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 9 au 15 avril 2011.

205. INTSUM FO Kandahar, 22 avril 2011; INTSUM FO Kandahar, 23 avril 2011; INTSUM FO Kandahar, 26 avril 2011.

206. CRSQ QG FOI-A, 27 avril 2011.

207. INTSUM FO Kandahar, 14 avril 2011.

208. Briefing fait par la Compagnie de parachutistes à l'auteur, FOB Ma'Sum Ghar, 19 avril 2011; visite de l'auteur et patrouille avec la Compagnie de parachutistes, Neja, les 20 et 21 avril 2011.

209. Observations de l'auteur, secteur de Mushan, du 22 au 25 avril 2011.

210. Discussions avec le Maj Éric Landry, Mushan, 24 avril 2011.

211. Observations de l'auteur, Avant-poste de combat Robinson, 24 avril 2011.

212. Briefing fait par la Compagnie A à l'auteur, avant-poste de combat Suleiman, 3 mai 2011.

213. Briefing fait par l'Escadron A à l'auteur, FOB Sperwan Ghar, 3 mai 2011.

214. INTSUM FO Kandahar, 15 avril 2011.

215. Renseignements tirés de reportages et de commentaires faisant partie des INTSUM FO Kandahar, en avril et mai 2011.

216. Renseignements extraits des INTSUM FO Kandahar d'avril 2011.

217. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2001.

218. *Ibid.*

219. *Ibid.* Renseignements extraits des INTSUM FO Kandahar d'avril 2011.

220. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2001.

221. Discussions avec les membres de l'ELMO.

222. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A d'avril 2001.

223. *Ibid.*

224. *Ibid.*

225. SITREP hebdomadaire QG FOI-A, du 2 au 8 avril 2011.

226. *Ibid.*

227. Renseignements extraits des INTSUM FO Kandahar d'avril et de mai 2011.

228. Discussions entre l'auteur et le personnel de l'ELMO, mai 2011.

229. Entrevue avec le Bgén Corbould.

230. L'auteur a observé ces événements depuis le Centre des opérations du Commandement régional (Sud).

231. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mai 2011.

232. *Ibid.*

233. *Ibid.*

234. CRSQ QG FOI-A, 17 mai 2011.

235. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mai 2011.

236. Entrevue avec le Bgén Milner.

237. Renseignements extraits des CRSQ QG FOI-A de mai 2011.

238. INTSUM FO Kandahar, 24 mai 2011.

ÉPILOGUE

La tâche peu enviable et peu prestigieuse consistant à mettre fin à l'opération (Op) ATHENA et à gérer la transition à l'Op ATTENTION, c'est-à-dire la mission d'entraînement à Kaboul, a incombé au Bgén Charles « Chuck » Lamarre et à sa Force opérationnelle de transition de la mission (FOTM). Les 1 600 membres de la FOTM provenaient de 375 unités d'un peu partout au Canada appartenant aux domaines de la logistique, des transmissions, du génie électrique et mécanique et du soutien des services de santé[1]. Ils étaient répartis entre plusieurs unités fonctionnelles chargées de clore la mission et s'étant occupées des munitions, des véhicules, de l'emballage et du transport aérien.

La meilleure façon de décrire les réalisations de la FOTM consiste sans doute à le faire par des nombres, par exemple : la FOTM s'est occupée de 1 035 véhicules, elle a vendu des VUS civils en Afghanistan et ramené au Canada tous les véhicules militaires après les avoir méticuleusement nettoyés en vue de l'inspection d'Agriculture Canada. Certains nombres sont ahurissants : par exemple, la FOTM a redistribué plus de sept kilomètres carrés de terrains assainis, cédé plus de 260 bâtiments, 60 tonnes de papier et 7 000 kilomètres de câbles de transmission aux alliés, et ramené au Canada environ 150 téraoctets de données.

Tout ce qui pouvait être cédé en dons à l'Armée nationale afghane lui a été remis par l'intermédiaire du Bgén Habibi, à la 1-205 Brigade. D'autres matériels ont été donnés aux unités étasuniennes aux fins des opérations d'influence. Il a fallu prendre des mesures particulières pour détruire les composantes électriques, de manière qu'elles ne puissent servir à la fabrication d'EEI. Tous les contrats de dix mille dollars ou moins ont été annulés. L'enceinte de la Force opérationnelle Kandahar a été cédée au commandant de l'aérodrome de Kandahar (KAF), et les secteurs des logements canadiens ont été confiés aux forces étasuniennes.

En octobre 2011, la décision a été prise d'utiliser des moyens de transport terrestre et aérien pour éviter les difficultés liées à l'instabilité au Pakistan. Le matériel cryptologique, les véhicules, les munitions, les armes et les biens de grande valeur ont été renvoyés au Canada par transport aérien. Heureusement, le Canada avait acheté les avions de transport CC-117 Globemaster III et il a ainsi pu réduire son recours aux aéronefs de transport d'entrepreneurs. Néanmoins, les appareils Antonov 225 ont effectué 184 vols, et les CC-117 en ont accompli 245.

Pendant la période de clôture de la mission, des roquettes ont été lancées sur le KAF à 87 reprises et ont fait deux blessés chez le personnel de la FOTM. Le personnel médical canadien à l'Unité médicale multinationale de rôle 3 a continué à traiter des blessés des forces alliées jusqu'en novembre. Les derniers membres de la FOTM ont quitté le KAF le 12 décembre 2011.

En 2011, le gouvernement canadien a décidé d'envoyer des membres de l'Armée canadienne prendre part à la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan (MFO-A). L'Op ATTENTION était à bien des égards une combinaison des fonctions et missions de l'ETT, de l'ELMO, du CIMK/CENA et de l'ECS-A, mais avec une meilleure synergie du point de vue national et de celui de l'OTAN. L'Op ATTENTION, qui a duré de 2011 à 2014, fera l'objet d'un autre volume du présent ouvrage.

Pour les Afghans, la guerre a continué.

Abdul Latif Ashna, le gouverneur adjoint de Kandahar, a été tué par une bombe humaine le 29 janvier 2011.

Ahmad Wali Karzai a été assassiné par Sardar Mohammed, son chef de la sécurité, le 12 juillet 2011. Ce dernier a été abattu immédiatement après. Pendant qu'il se rendait aux funérailles de Karzai, Gulub Mangal, gouverneur de la province d'Helmand, a failli être assassiné. L'auteur d'un attentat-suicide à la bombe a ciblé les funérailles de Karzai et il a tué Hikmatulla Hikmat, chef de la choura des oulémas de Kandahar, qui était favorable à la coalition.

Une bombe humaine a tué le maire de Kandahar, Ghulam Haider Hamedi, le 27 juillet 2011.

Le gouverneur du district de Panjwayi, Haji Fazluddin Agha, a été assassiné par une bombe humaine le 16 janvier 2012, un an après avoir remplacé Haji Baran. Ce dernier a de nouveau assumé la direction du district.

L'ancien gouverneur de Kandahar, Assadullah Khalid, a été promu pour diriger la Direction nationale de la sécurité, mais il a été gravement blessé au cours d'une attaque contre son quartier général à Kaboul, le 6 décembre 2012. Il ne s'est jamais remis totalement de cette expérience et il a finalement été nommé ministre intérimaire de la Défense.

Après avoir survécu à plusieurs attentats-suicides ayant fait de multiples morts et blessés au cours des années, Abdul Rezziq a été promu général et a grandement contribué à maintenir l'ordre dans la province. Le 18 octobre 2018, il a finalement été assassiné au cours d'une attaque ourdie par des insurgés à l'intérieur du palais du gouverneur à Kandahar.

Bien que les motifs sous-jacents liés à l'intervention du Canada en Afghanistan soient semblables à ceux de nos guerres antérieures du XX^e^ siècle, il existe des différences importantes dans la finalité de ce conflit. Dans le passé, les coalitions victorieuses ont été en mesure de refaire l'ordre mondial après les deux guerres. Elles ont pu réformer les sociétés qui avaient déclenché ces conflits et éliminé leur capacité de nuire. La stratégie employée à l'époque consistait à vaincre les forces armées de l'ennemi, à démoraliser la population ennemie et à occuper leur pays. En Afghanistan, l'Armée canadienne n'était pas une force d'occupation et elle appuyait un gouvernement qui lui avait demandé son aide. L'insurrection que le Canada a combattue en Afghanistan faisait partie d'un phénomène politico-religieux mondial dont les chefs souhaitaient la destruction de notre société ainsi que de notre culture et leur remplacement par un régime totalitaire fondé sur une version profondément déformée de l'Islam.

Ce phénomène s'est d'abord manifesté sous la forme d'Al-Qaïda, des talibans et de divers groupes alliés régionaux basés au Pakistan et en Afghanistan. La destruction de leur régime d'occupation dans ce dernier pays par les forces coalisées et afghanes et le remplacement de ce régime par un gouvernement légitime et reconnu par la collectivité internationale ont suscité une insurrection qui n'a prêté allégeance à aucun pays, mais qui a reçu l'appui d'entités installées au Pakistan et ailleurs qui poursuivaient ainsi leurs propres intérêts stratégiques. Parallèlement à cela, le mouvement d'Al-Qaïda s'est propagé en Iraq, en Afrique, en Somalie et ailleurs avec divers degrés de succès. Cependant, il a été incapable d'atteindre ses objectifs stratégiques. Il n'a jamais forcé son prétendu « ennemi lointain » à abandonner de façon décisive ses positions au Moyen-Orient ou dans l'Asie du Sud-Est, et il n'a pas réussi à susciter des attaques plus perturbatrices et meurtrières semblables aux attentats du 11 septembre 2001. On peut soutenir qu'Al-Qaïda n'a rien eu à voir, ou très peu, avec le Printemps arabe très déterminant, mais il a essayé d'exploiter cet esprit du temps (zeitgeist) à divers degrés[2]. Cette période a pris fin en 2011 avec la mort d'Oussama ben Laden, qui a coïncidé avec le retrait des forces de combat canadiennes présentes dans le sud de l'Afghanistan et avec le début de leur rôle de formation qui a duré jusqu'au début de 2014. Que s'est-il passé en Afghanistan depuis le départ de l'Armée canadienne en 2014?

Au moment où le présent ouvrage est mis sous presse, vingt ans se sont écoulés depuis l'intervention des Forces canadiennes en Afghanistan et sept ans depuis leur départ. Les talibans et leurs alliés, soutenus par des intérêts extérieurs, ont convaincu le gouvernement dirigé par Ashraf Ghani de fuir et se sont emparés non seulement de la ville de Kandahar, mais aussi de Kaboul. Les Forces armées canadiennes ont été contraintes de participer à une opération d'évacuation des non-combattants mal coordonnée et mal organisée au moment où les forces talibanes se rapprochaient de Kaboul, laissant derrière elles plus de 2 000 Afghans affiliés au Canada.

Comment cette situation s'est-elle produite? L'insurrection est entrée dans une période de désarroi entre 2011 et 2014. Le nouveau chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, n'a pas pu empêcher les forces centrifuges de fragmenter Al-Qaïda, tant en dehors de la région afghano-pakistanaise qu'ailleurs[3]. Quant aux talibans, le mollah Omar est mort de causes naturelles le 23 avril 2013, ce qui a engendré des problèmes semblables au sein de ce mouvement[4].

Une réorganisation des groupes insurgés en Iraq en 2013, en partie par suite des mesures répressives prises par le gouvernement syrien dans la foulée du Printemps arabe et en partie à cause de l'effondrement des relations de commandement et contrôle avec les chefs d'Al-Qaïda au Pakistan, a produit ce qui a initialement été appelé État islamique en Iraq et en Syrie (EIIS), puis État islamique en Iraq et au Levant (EIIL). Après avoir organisé une guerre-éclair fructueuse qui lui a permis de s'emparer de vastes parties du territoire iraquien, y compris la ville clé de Mossoul, l'EIIS/EIIL a tendu la main à Al-Qaïda, qui a cependant refusé une telle alliance dans une déclaration publique diffusée en février 2014[5].

Le succès international de l'EIIS/EIIL a fait passer Al-Qaïda à l'arrière-plan. Par conséquent, certains éléments d'Al-Qaïda au Pakistan se sont affiliés avec l'EIIS/EIIL en 2014. Des éléments parias des talibans et du groupe Terik-i-Taliban Pakistan (TTP) se sont aussi joints à eux. Cette organisation s'appelait État islamique dans la province du Khorassan (EIPK), mais elle était aussi connue comme étant l'EIIS-K (Province du Khorassan de l'État islamique en Iraq et en Syrie). La constitution officielle de cette entité a été annoncée publiquement en 2015[6]. Faisant des pieds et des mains pour soutenir la concurrence, Al-Qaïda a annoncé la création d'Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQSI) et a pris des mesures pour intégrer autant de ses combattants dans les unités talibanes que possible afin de conserver son influence. Des affrontements sont alors survenus pendant tout le printemps de 2015 entre AQSI et l'EIPK/EIIS-K dans la province de Nangarhar en Afghanistan[7].

La mort du mollah Omar en 2013 avait été gardée secrète. En 2015, Ayman al-Zawahiri a prêté allégeance (bayat) au mollah Omar dans le cadre des manœuvres d'Al-Qaïda contre l'EIIS-K, sans se rendre compte qu'il était mort. Cela a causé à Al-Qaïda une énorme perte de prestige quand cette entité a sombré dans un énorme ridicule au sein de la collectivité djihadiste mondiale. Quand la mort du mollah Omar a finalement été révélée en 2015, cela a engendré une « guerre civile » pour le contrôle de l'organisation talibane; des centaines de combattants se sont alors entretués. L'EIIS-K a même exploité le désordre et a décapité des talibans dans les régions afghanes où il était installé. Les talibans et ses alliés d'Al-Qaïda ont riposté du tac au tac[8]. Al-Qaïda a continué de subir d'énormes pertes. En juillet 2015, les Afghans et la coalition ont découvert une grande installation d'entraînement d'AQSI dans le district de Shorabak, dans la province de Kandahar. Après l'observation et l'analyse des mouvements d'AQSI, l'installation a été prise à partie en octobre, et elle a fait l'objet de

63 attaques aériennes et d'un assaut terrestre mené par 200 hommes. Plus de 160 membres de l'entité ont été tués, ce qui a eu d'importants effets sur les opérations d'Al-Qaïda et des talibans[9].

Par ailleurs, l'insurrection a subi une fragmentation encore plus profonde. Un schisme au sein des talibans a engendré une autre organisation après la violence de 2015 : le Conseil suprême de l'Émirat islamique en Afghanistan (CSEIA). Le gouverneur taliban fantôme de la province de Nimroz, le mollah Mohammad Rasoul, a organisé les pachtounes noorzais d'Hérat, de Nimroz et de certaines parties de l'Helmand. Il ne s'entendait pas avec le successeur du mollah Omar, le mollah Mansoor, un Ishaquazi qui trempait profondément dans le trafic de drogues et qui s'était allié au puissant clan des Akhunds dans l'Helmand. Cette lutte a entraîné la mort de centaines de personnes dans les deux camps en 2016. Mansoor a été tué au cours d'une attaque aérienne lancée par la coalition, ce qui a accentué la discorde et la division dans les rangs talibans, en particulier dans la province d'Helmand où le CSEIA a gagné du terrain aux dépens des Akhunds[10]. La question de savoir dans quelle mesure cela a été motivé par la concurrence dans le narcotrafic, plutôt que par l'idéologie, fait encore l'objet de débats.

Des rapports ont fait surface en 2016 selon lesquels le Réseau tribal Haqqani (RTH) avait perdu de nombreux membres au profit de l'EIPK, après que celui-ci a débordé Al-Qaïda dans les monts Tora Bora (le RTH a plus tard, en 2020, conclu une entente avec l'EIPK)[11]. En 2017, les talibans ont fait face à une campagne sur trois fronts : ils avaient pour adversaires l'EIPK, le CSEIA, ainsi que le gouvernement afghan et la coalition qui appuyait ce dernier[12]. L'état-major du renseignement de la coalition, abasourdi, s'est alors contenté de regarder l'insurrection en train de se détruire. L'affirmation selon laquelle « les talibans » auraient d'une quelconque façon combattu la coalition pour créer à eux seuls une impasse et que cela avait suscité des appels au cessez-le-feu en 2018 est clairement contestable. La décennie précédente d'opérations menées par la coalition a sans doute contribué dans une certaine mesure à empêcher l'insurrection d'atteindre ses objectifs.

Les talibans et Al-Qaïda étant plongés dans le désarroi, le gouvernement afghan et les forces coalisées se sont concentrés sur l'EIPK, en 2019. Une campagne fructueuse a porté de durs coups à cette entité dans les provinces N2P dans l'est de l'Afghanistan et, en novembre 2019, le président Ashraf Ghani a déclaré avoir vaincu l'EIPK. Au début de 2020, le chef de l'EIPK en Afghanistan, Abdullah Orakzai, a été capturé par les forces de sécurité afghanes à Kandahar. Une opération ultérieure menée à Kaboul a permis de capturer Abu Omar Khorasani, commandant régional de l'EIPK[13].

En dépit d'une demi-décennie d'occupation djihadiste et de deux décennies de violence continue de la part des insurgés, une enquête menée en 2019 a révélé que 85,1 p. 100 des Afghans ayant participé à cette dernière n'appuyaient aucunement l'insurrection; 13,4 p. 100

disaient la soutenir, mais ils ne pouvaient expliquer pourquoi. C'est dans les provinces de Zabol et d'Oruzgan que le soutien accordé à l'insurrection est le plus fort, et non dans les provinces clés telles que celles de Kandahar et d'Helmand, ou celles entourant Kaboul[14].

Dans la province de Kandahar, la situation au début de 2020 ressemblait à celle qui existait en 2005. Les insurgés ont tenté de maintenir un gouvernement fantôme et fonctionnaient d'une façon ou d'une autre dans les districts situés en dehors de la ville de Kandahar, mais ils ne semblaient avoir aucune entité directrice centrale dans la province. Ils n'ont pas pu retrouver la force et l'influence qu'ils avaient acquises là entre 2006 et 2009. En fait, des éléments criminels et tribaux ont prétendu être talibans dans les régions rurales pour atteindre leurs objectifs; par conséquent, il est difficile d'évaluer avec exactitude la vigueur réelle de l'insurrection à ce moment-là, vigueur qui pourrait être moindre que celle prétendue par les insurgés[15].

Au début de 2020, le gouvernement Trump a commencé à retirer des troupes de l'Afghanistan, troupes dont le nombre s'est établi à 8 600 en juin. Le TTP, qui ne participait pas aux négociations de Doha entre le gouvernement de l'Afghanistan et les talibans, a été encouragé par ce retrait et il a réunifié un certain nombre d'affiliés talibans antigouvernementaux à l'intérieur de l'Afghanistan, avec l'aide d'Al-Qaïda, pendant les mois de juillet et d'août[16]. Le 8 octobre, l'organisation talibane de l'information a accueilli favorablement un gazouillis du président Trump indiquant que les troupes étasuniennes seraient toutes rentrées aux États-Unis avant Noël. Trois jours plus tard, des groupes insurgés ont exécuté une attaque contre Lashkar Gah dans la province d'Helmand en passant par les districts de Nad Ali et de Nawa et ils ont coupé l'Autoroute 1 menant à Kandahar. Deux jours après cette attaque, les forces de sécurité afghanes ont lancé une opération d'envergure avec l'appui aérien des forces étasuniennes et elles ont réussi à repousser les insurgés le 19 octobre. Après cet échec, ceux-ci ont recouru au terrorisme dans les districts jusqu'en janvier 2021, date où ils ont déclenché, depuis le district de Nawa, une nouvelle attaque qui a échoué également[17].

Parallèlement, les insurgés ont lentement multiplié leurs opérations dans la province de Kandahar, et il y a eu des échauffourées avec les forces de sécurité dans l'Arghandab à la fin d'octobre et au début de novembre. L'annonce du retrait d'autres troupes étasuniennes à la fin de novembre 2020 a semblé enhardir les insurgés dans la province de Kandahar. Parmi les premiers signes annonçant que quelque chose d'important se préparait, citons l'arrestation d'agents pakistanais s'étant infiltrés à Spin Boldak, des rapports selon lesquels des représentants du Pakistan s'étaient réunis en secret avec les chefs tribaux afghans au début de janvier et l'assassinat de religieux modérés dans la ville de Kandahar. À la mi-janvier, les insurgés ont intensifié leurs efforts dans les districts d'Arghandab et de Dand, ce qui a amené les forces de sécurité afghanes a déclenché une opération de grande envergure dans les districts de Zharey, de Panjwayi, de Dand et d'Arghandab. Cependant, en l'occurrence, la riposte afghane couronnée de succès a eu lieu sans un appui important des États-Unis. En fait, la situation

dans le sud de l'Afghanistan, à ce moment-là, ressemblait à celle que la coalition avait connue à la fin de 2006. Il est également clair que des entités extérieures à l'Afghanistan ont encore une fois contribué à revitaliser l'insurrection et à maintenir l'instabilité dans le pays[18].

En juillet 2021, cependant, les forces talibanes se sont frayé un chemin dans l'ouest de la ville de Kandahar et ont fini par vaincre la police, la DNS, les milices tribales Barakzai et une unité de commando de l'Armée nationale afghane (ANA) qui s'est vaillamment battue pour protéger la ville. Au début du mois d'août, les forces talibanes ont pénétré dans les districts clés de Kaboul et ont monté des opérations terroristes urbaines jusqu'à ce qu'elles puissent être renforcées depuis le sud et l'ouest. Le gouvernement Ghani s'est enfui, laissant place à une absence de pouvoir que le triomphant mollah Baradar, arrivé à l'aérodrome de Kandahar à bord d'un C-17 de fabrication américaine de la force aérienne du Qatar, a comblé à la fin du mois d'août.

L'analyse publique immédiate de la situation s'est concentrée de manière acrimonieuse sur les résultats, ou l'absence de résultats, de l'Armée nationale afghane et, par conséquent, sur l'efficacité du rôle de formation du Canada dans la mise sur pied de cette armée. La réalité de la situation est que l'Afghanistan et son armée ont considérablement changé depuis le départ de l'Armée canadienne en 2014. Ce sont ces facteurs qui ont conduit à ce qui semble être, en surface, un effondrement rapide de cette force, mais qui était en fait le résultat d'un plan de campagne complexe et soutenu par des intérêts extérieurs, exécuté de manière supérieure contre un gouvernement qui était incapable de s'y opposer efficacement. Ce que les instructeurs canadiens ont fait ou n'ont pas fait entre 2011 et 2014, il y a près de dix ans, n'aurait pas pu influer sur ce résultat d'une manière ou d'une autre en 2021.

L'un des points de vue est que le gouvernement Ghani a été continuellement bombardé de demandes occidentales pour qu'il s'attaque à la corruption, avec la menace que l'aide soit suspendue si ce problème insoluble n'était pas résolu. En conséquence, le gouvernement Ghani a réagi de manière excessive et a renforcé la centralisation au sein du gouvernement. Cette centralisation et les moyens mis en œuvre pour y parvenir ont non seulement endommagé les mécanismes bureaucratiques durement acquis par le gouvernement, mais ont également suscité l'hostilité au sein des relations fragiles qui existaient entre le président basé à Kaboul et les détenteurs du pouvoir dans les provinces, en particulier ceux des tribus du sud de l'Afghanistan[19].

Au cours de la même période, la campagne de lutte contre la corruption a forcé le départ à la retraite de plus d'un millier d'officiers de l'Armée nationale afghane, dont la plupart étaient des commandants chevronnés qui avaient acquis leur expérience dans les années 1990 au sein de l'Alliance du Nord, puis de l'ANA contre les talibans et leurs alliés pendant les dix-sept années d'existence de l'ANA. Il convient également de noter que l'ANA a mené cette guerre pendant près de deux décennies avec une attrition continue des dirigeants expérimentés et du personnel clé[20]. Il est ironique de constater que les méthodes

de gouvernance soviétiques, notamment la centralisation excessive du pouvoir et la purge des forces armées, ont joué un rôle dans l'effondrement de l'Afghanistan, et pas seulement le retrait de la puissance aérienne américaine et du soutien ISTAR.

Une analyse préliminaire effectuée en 2021 suggère que les faits suivants se sont produits. À un moment donné, à la fin 2020, les différents groupes talibans ont été lentement rassemblés et des alliances ont été rétablies dans le nord et le sud de l'Afghanistan. Au début de l'année 2021, des émissaires ont été envoyés auprès des chefs tribaux pachtounes du sud de l'Afghanistan pour connaître leurs sentiments à l'égard du gouvernement Ghani. Pendant plusieurs mois, des négociations ont été menées avec eux, tandis que des plans étaient élaborés pour doter la nouvelle alliance talibane de technologies et pour recruter et former des renforts à partir du Pakistan. Parallèlement, il semble que des émissaires aient également approché des éléments de l'ANA pour connaître leurs intentions en cas d'avancée des talibans sur la ville de Kandahar. Le message était que la vague à venir était motivée par le nationalisme pachtoune anti-Ghani, et non par le « talibanisme » en soi, et que les tribus devaient s'y rallier et lui donner un élan, et non s'y opposer.

Le plan de campagne des talibans à Kandahar facilité par des intérêts extérieurs était essentiellement le même que celui qui avait été lancé contre les Forces canadiennes en 2006, sauf que cette fois, il a réussi. Après s'être frayés un chemin dans les districts de Zharey et de Panjwayi, soutenus par les gens de la corne de Panjwayi, les talibans ont assailli les forces de l'ANA qui étaient dispersées pour les opérations de contre-insurrection. Certaines unités se sont retrouvées à court de munitions, probablement en raison du système logistique problématique de l'ANA, et se sont rendues. Dans certains cas, ces militaires ont été désarmés et renvoyés chez eux. Ils ont ensuite été tués séparément par des équipes de talibans pendant la nuit. D'autres, en particulier les unités des forces spéciales et des commandos de l'ANA, ont été purement et simplement exécutés. Les membres du personnel associés à Abdul Rezziq, soit environ 300 personnes, ont été assassinés en bloc à Spin Boldak. Par la suite, le district d'Arghandab, où vivent les Alikozais, a changé de camp. Plusieurs chefs tribaux de Kandahar se sont soudainement déclarés neutres, ce qui a entraîné des effets négatifs prévisibles sur la motivation, le moral et la cohésion au sein des forces de sécurité. Renforcés par du personnel parlant l'urdu et équipés de stocks d'armes légères pillés aux FSNA, les groupes talibans ont coupé puis encerclé la ville de Kandahar. L'ANA et la plupart des milices tribales ayant été neutralisées, il ne restait plus qu'à la police, qu'au personnel de la DNS, qu'aux forces spéciales de l'ANA et qu'aux forces policières (lire : la milice Barakzai) du district de Daman à résister. Cette résistance a pris fin le 15 août par le repli des combattants vers l'aérodrome de Kandahar et l'extraction au moyen d'un aéronef C-130 d'une unité des forces spéciales de l'ANA. Cette opération a été facilitée par Ahmad Faizai, qui a servi comme interprète auprès de l'Armée canadienne au

cours de la guerre et qui est devenu directeur de l'aéroport de Kandahar en 2010, puis chef de la division de la sécurité de l'autorité aéronautique. Des centaines de membres du personnel affilié au Canada n'ont pas pu s'échapper de la ville de Kandahar[21].

L'opération chaotique et bâclée d'évacuation des non-combattants canadiens menée à Kaboul en août 2021 dépasse le cadre de ce compte rendu. Ces évènements traumatisants, auxquels s'ajoutent la fin du gouvernement Ghani et l'occupation par les talibans d'une grande partie de l'Afghanistan, ont inévitablement conduit à remettre en question l'intervention du Canada en Afghanistan. Le débat se poursuivra et doit se poursuivre. Cela dit, toute évaluation intellectuellement honnête de cette intervention doit tenir compte de ce que le Canada a entrepris en Afghanistan et le mesurer à ce qui a été accompli et à ce qui pouvait raisonnablement être accompli dans cet environnement. Voilà le but de ce compte rendu.

NOTES

1. Cette partie sur la FOTM est tirée d'un entretien avec le Bgén Chuck Lamarre, à Ottawa, le 10 décembre 2012, et d'un briefing final non daté de la Force opérationnelle de transition de la mission.

2. Voir Nelly LaHoud et coll., *Letters from Abbottabad: Bin Laden Sidelined?*, West Point, Combating Terrorism Center, 2012. Voir le site : https://www.ctc.usma.edu/letters-from-abbottabad-bin-ladin-sidelined/. En effet, selon l'ouvrage de Lin Noueihed et d'Alex Warren, intitulé *The Battle for the Arab Spring: Revolution, Counter-Revolution and the Making of a New Era*, Al-Qaïda semble avoir joué un rôle minime, voire nul.

3. Ali Soufan, « Hamza bin Laden: From Steadfast Son to al-Qa'idas's Leader in Waiting », *CTC Sentinel*, septembre 2017, vol. 10, nº 8, p. 1-7.

4. Amira Jadoon et coll., « Challenging the ISK Brand in Afghanistan-Pakistan: Rivalries and Divided Loyalties », *CTC Sentinel*, avril 2018, vol. 11, nº 4, p. 23-29; Anne Stenersen, « Al Qa'ida's Comeback in Afghanistan and its Implications », *CTC Sentinel*, septembre 2016, vol. 9, nº 9, p. 21-27.

5. Parmi les premières analyses sur le phénomène de l'EIIS/EIIL, les meilleures sont celles de Jessica Stern et de J.M. Berger, *ISIS: The State of Terror*, et de Michael Weiss et Hassan Hassan, *EI, État islamique : au coeur de l'armée de la terreur*. Voir en particulier l'article de Clint Watts, « Deciphering Competition Between Al-Qa'ida and the Islamic State », *CTC Sentinel*, juillet 2016, vol. 9, nº 7, p. 1-6.

6. Voir Watts, « Deciphering Competition Between Al-Qa'ida and the Islamic State »; Matthew DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence », *CTC Sentinel*, janvier 2018, vol. 11, no 1, p. 26-32.

7. Voir DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence »; Stenersen, « Al Qa'ida's Comeback in Afghanistan and its Implications », et *Al Qaeda and Islamic State Affiliates in Afghanistan*, Congressional Research Service, 24 juin 2020. Voir le site http://crsreports.congress.gov.

8. Voir Jadoon et coll., « Challenging the ISK Brand in Afghanistan-Pakistan: Rivalries and Divided Loyalties »; DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence », et Soufan, « Hamza bin Laden: From Steadfast Son to al-Qa'idas's Leader in Waiting ». Les organes du renseignement afghans (et sans doute aussi ceux de la coalition) ont aidé à diffuser en 2015 la nouvelle selon laquelle le mollah Omar était décédé en 2013. Il serait intéressant d'étudier dans quelle mesure cette annonce a été faite à ce moment-là pour semer le désarroi dans les groupes djihadistes.

9. Voir DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence » et Stenersen, « Al Qa'ida's Comeback in Afghanistan and its Implications ».

10. DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence ».

11. Jadoon et coll., « Challenging the ISK Brand in Afghanistan-Pakistan: Rivalries and Divided Loyalties ».

12. DuPée, « Red on Red: Analyzing Afghanistan's Intra-Insurgency Violence ».

13. Voir Amira Jadoon et Andrew Mines, *Broken but Not Defeated: An Examination of State-led Operations Against Islamic State Khorasan in Afghanistan and Pakistan (2015-2018)*, West Point, Combating Terrorism Center, 2020; Frud Bezhan, « The Taliban, The Government, And Islamic State: Who Controls What in Afghanistan? », Radio free Europe/Radio Liberty, 31 mai 2020, https://www.rferl.org/a/taliban-government-islamic-state-who-controls-what-in-afghanistan-/30644646.html.

14. The Asia Foundation, *A Survey of the Afghan People: Afghanistan in 2019*; voir le site https://asiafoundation.org/publication/afghanistan-in-2019-a-survey-of-the-afghan-people/.

15. Entrevue téléphonique avec Ahmad Faizai, le 7 septembre 2020.

16. « Moderated by al-Qaeda, TTP oversaw reunification of splinter groups in Afghanistan: UN », *The Economic Times (India)*, 6 février 2021.

17. « Taliban welcome Trump Tweet promising early troop withdrawal », *The Economic Times (India)*, 8 octobre 2020; « As violence flares in south Afghanistan, key questions answered », *Al Jazeera*, 19 octobre 2020; « Police: 160 Taliban killed in Helmand's Nawa operation », *Pajhwok Afghan News*, 19 janvier 2021.

18. Basher Ahmad Naadim, « Kandahar police arrest suspected Pakistan spies », *Pajhwok Afghan News*, 15 janvier 2021; Yousaf Zarifi, « Ahmad Ali: Pakistan secretly invites Afghan tribal leaders », *Pajhwok Afghan News*, 24 janvier 2021; Basher Ahmad Naadim, « Army chief in Kandahar asks Taliban not to target civilians », *Pajhwok Afghan News*, 27 janvier 2021; « Scores of fighters killed in Kandahar operation: MoD », *Pajhwok Afghan News*, 30 janvier 2021; Basher Ahmad Naadim, « Arghandab district to be purge of Taliban soon: Gen. Tadin », *Pajhwok Afghan News*, 31 janvier 2021; « Religious scholar killed inside Kandahar home », *Pajhwok Afghan News*, 31 janvier 2021; « Prayer leader gunned down in Kandahar », *Pajhwok Afghan News*, 3 février 2021.

19. Discussion entre Nader Yama (ancien sous-ministre de la DIGL au sein du gouvernement Ghani), Quentin Innes et Sean Maloney, le 18 août 2021.

20. *Ibid.*

21. Ce compte rendu préliminaire est fondé sur les communications de l'auteur avec les membres du personnel affilié au Canada qui lui ont envoyé par messages textes les détails de l'effondrement de la ville de Kandahar au moment où celui-ci était en cours, tout au long du mois de juillet 2021.

CONCLUSION

« C'est une société qui a failli mourir! »

-L'ambassadeur Omar Samad
s'adressant à l'auteur

Le thème dominant de la guerre du Canada en Afghanistan de 2007 à 2011 a été la discontinuité des efforts qui visaient à stabiliser ce dernier pays et à aider son gouvernement et sa population à se protéger contre les menaces intérieures et extérieures. Les problèmes de continuité ont imprégné tout le travail fait en Afghanistan, aussi bien les efforts de la communauté internationale, ceux de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN, l'effort étasunien ou, en fin de compte, l'effort canadien. Les problèmes de continuité sur ces quatre plans ont considérablement réduit la capacité de l'Armée canadienne dans sa lutte contre l'insurrection dans la province de Kandahar et ils ont obligé ses formations et ses unités à consacrer autant de temps à combattre les effets de la discontinuité qu'à lutter contre l'insurrection. Examinons ici chacun de ces quatre volets, point par point.

Les alliés et la continuité

Comme nous l'avons vu dans le volume I, l'incapacité de plusieurs pays européens de s'attaquer de façon exhaustive et dynamique aux aspects-problèmes de la réforme du secteur de la sécurité, aux termes de l'Accord de Bonn à la fin de 2001, a eu d'importants effets à long terme sur le sud de l'Afghanistan. En 2006, il n'y avait aucune force de police entraînée par l'Allemagne dans la province de Kandahar. En 2007, aucun système juridique encadré par des mentors italiens ne fonctionnait dans la province de Kandahar. La lutte contre les stupéfiants menée par les Britanniques a aliéné la population de la province d'Helmand en 2006, tandis qu'une application sélective de cette lutte a contribué à réduire la légitimité de l'appareil politique dans la province de Kandahar en 2006 et 2007. Le gros de l'Armée afghane entraînée par les États-Unis était stationné autour de Kaboul et dans la région relevant du Commandement régional (Est) commandé par ces derniers. La décision que la FIAS dirigée par la France a prise en 2004 de ne pas participer à l'élaboration d'une stratégie exhaustive sur la reconstruction nationale a été tout aussi importante. Ce ne fut que grâce aux efforts déployés à Kaboul avec l'aide de l'Armée canadienne, en l'occurrence l'Équipe stratégique consultative en Afghanistan,

qu'une telle stratégie a vu le jour trois ans plus tard : il s'agissait d'une stratégie qui pouvait être jumelée à l'approche communautaire de la reconstruction que les Afghans favorisaient. Afin de réussir dans le contexte d'une contre-insurrection, un pays doit posséder une force de police respectée et un appareil judiciaire qui fonctionne bien, et le gouvernement doit veiller à préserver sa légitimité. Ces trois éléments étaient quasi inexistants dans le sud de l'Afghanistan plus d'une demi-décennie après l'adoption de l'Accord de Bonn.

Il est possible de faire valoir que, sans la sécurité, il est difficile d'établir et d'édifier de telles institutions. Quelles étaient les sources de l'insécurité dans le sud de l'Afghanistan? À ce moment-là, beaucoup ont débattu cette question. Était-ce une insurrection ayant ses assises au Pakistan, où les talibans renaissants étaient des instruments du colonialisme pakistanais, ou des pions exploités par Al-Qaïda aux fins de son programme mondial? Ou encore, était-ce une insurrection née au pays même et suscitée par une spirale descendante de la légitimité gouvernementale accélérée par la corruption? En fin de compte, c'était une combinaison de tous ces éléments. En cela, nous pouvons pointer du doigt l'effort étasunien. Critiquer la concentration rapide de l'attention des É.-U. sur l'Iraq en 2002 et 2003, au détriment de l'Afghanistan, constitue une réponse facile et peut-être simpliste à un problème complexe. Le fait est que ni l'administration Bush ni l'administration Obama n'ont pu concevoir une solution à l'énigme d'un Pakistan instable et doté de l'arme nucléaire, qui accordait un sanctuaire aux entités sapant l'effort de reconstruction en Afghanistan, ni s'attaquer à cette énigme. En cela, les dirigeants étasuniens avaient l'aide de gouvernements pakistanais fourbes et d'autres puissances parallèles qui encourageaient et aidaient des groupes insurgés et terroristes pour empêcher ainsi les forces étasuniennes de se retirer de l'Afghanistan[1]. Nous ne devons pas oublier qu'il y avait une multitude d'intérêts commerciaux pakistanais qui profitaient du rôle continu joué par la communauté internationale dans la reconstruction de l'Afghanistan et que ces intérêts étaient et demeurent inextricablement liés à l'état de la sécurité nationale du Pakistan[2].

Entre 2002 et 2005, les petites forces étasuniennes et afghanes présentes dans la province de Kandahar ont pu y assurer un niveau de sécurité acceptable. Cependant, tout a changé quand les digues ont cédé en 2006 et que les combattants basés au Pakistan ont envahi le sud. Le fait que cette vague se soit heurtée au mur de soutènement canadien, à l'ouest de la ville de Kandahar, a annoncé qu'une nouvelle étape de la guerre venait de commencer. Il est difficile d'imaginer une situation qui, entre 2002 et 2005, aurait justifié un accroissement des troupes étasuniennes dans la province de Kandahar, bien qu'il y eût des signes avant-coureurs entre le milieu et la fin de 2005. On ne peut pas lire l'histoire à rebours pour la faire correspondre à ses propres arguments politiques.

La police allemande et les experts juridiques italiens ne s'étaient pas établis à Kandahar pour évaluer la situation et renforcer les capacités pendant cette période relativement sûre; ce fait constitue un échec grave, tout comme l'application par les Britanniques d'un programme

excessivement agressif de lutte contre les stupéfiants, immédiatement après la démonstration que cette approche avait engendré de gros problèmes dans la province de Wardak en 2004. Dans la province de Kandahar, les États-Unis ont raté le coche en ne favorisant pas la continuité entre les efforts de renforcement des capacités déployés par l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) étasunienne et ceux de l'ERP canadienne, en 2005. Qu'avait fait l'ERP étasunienne avant juillet 2005? Si elle avait accompli quelque chose, elle n'a pas bien expliqué ses réalisations à l'ERP canadienne. C'était presque comme si le renforcement des capacités dans la province n'avait commencé qu'au milieu de 2005 et, même alors, la première ERP canadienne n'a pu qu'essayer de savoir ce qui se passait dans la province et chez sa population. L'ERP n'a pas été à même de mettre en œuvre des programmes exhaustifs parce qu'elle ne disposait pas des renseignements de base nécessaires pour ce faire.

Les batailles livrées à l'ouest et au nord de la ville de Kandahar, au cours de l'été et de l'automne 2006, ont eu pour effet de faire reculer les insurgés basés au Pakistan et renforcés par les djihadistes. Ces efforts combinés du Canada, des États-Unis et des forces afghanes non seulement ont obligé l'ennemi à faire une pause, mais ils ont aussi forcé les chefs insurgés à amorcer un cycle de réaction, puis à adapter leurs efforts à ceux de la contre-insurrection dans la province de Kandahar. C'est à ce stade-ci que la discontinuité s'est immiscée dans le programme de la FIAS de l'OTAN. Elle s'est manifestée surtout au niveau du Commandement régional (Sud). Tous les neuf mois, le quartier général multinational de ce dernier changeait de mains et relevait à tour de rôle du Canada, du Royaume-Uni ou des Pays-Bas, ce qui créait une instabilité. Cette formule avait été utilisée en Bosnie, mais elle a été appliquée à tort dans le sud de l'Afghanistan. Il y avait plusieurs plans d'action, mais le problème primordial ici a résidé dans le débat au sujet de la primauté de la province d'Helmand ou de celle de Kandahar dans l'effort de la FIAS dans le sud.

Dans la situation telle qu'elle se présentait, le problème dans l'Helmand découlait en grande partie de la politique et des activités britanniques et, dans une moindre mesure, de celles des États-Unis. Les Britanniques ont fait de gros efforts pour faire en sorte que l'on remédie à leurs lacunes opérationnelles dans l'Helmand, et cela était en conflit avec la réalité, à savoir que l'ennemi était déterminé à isoler la ville de Kandahar et à s'y infiltrer. Les apologistes britanniques contesteront sans doute cette conclusion. Cependant, il a été évident aux yeux de nombreux officiers canadiens à Kaboul, au Commandement régional (Sud) et au sein de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, que les Britanniques ont exercé beaucoup d'influence pour s'assurer que des ressources soient détournées vers l'ouest afin de leur permettre de régler la situation dans l'Helmand, aux dépens de l'effort canadien à Kandahar. Ces jeux d'influence ont été plus évidents quand un Britannique était à la tête du Commandement régional (Sud), mais ils se sont poursuivis pendant toute la période en question. Le Canada ne s'était pas aidé en se privant de divers outils susceptibles d'accroître son influence (mentionnons,

par exemple, les hélicoptères moyens-porteurs dont il s'est départi au cours des années 1990 et qu'il a mis beaucoup de temps à récupérer après 2001). Par ailleurs, dans certains milieux de l'Armée canadienne, on craignait que les alliés la voient sous le même jour que les Canadiens avaient été perçus (« comme des incapables ») au cours de la guerre du Golfe en 1991, puis en Bosnie, en 1995. Il faut avoir les outils et l'attitude voulus pour exercer une influence quand on traite avec des alliés déployant des capacités supérieures aux siennes.

Une question se pose à laquelle il faudra répondre un jour : pourquoi le Canada n'a-t-il pas pu organiser une campagne diplomatique coordonnée à Kaboul auprès des autorités influentes pour que des ressources soient détournées vers la province de Kandahar quand elles étaient nécessaires plus tôt? Les chefs de l'Armée canadienne ont parfois réussi à définir une activité semblable et à influer sur elle quand il s'est agi d'accroître le nombre de bataillons de l'Armée nationale afghane dans la province de Kandahar, et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a remporté un certain succès dans le domaine de la police. À cet égard, ils ont fait concurrence aux commandants étatsuniens et britanniques de forces tant conventionnelles que spéciales, qui voulaient que les forces afghanes soient envoyées dans l'Helmand, auprès du Commandement régional (Est), et ailleurs.

L'Armée canadienne et la continuité

Toujours dans l'esprit du thème de la discontinuité, nous en arrivons à l'Armée canadienne et à son rôle dans le drame de Kandahar. Y a-t-il eu discontinuité dans l'effort de l'Armée canadienne vu que, comme certains l'affirment, il y a eu six commandants résolus à la tête de la Force opérationnelle (FO) Kandahar et huit commandants tenaces de groupement tactique qui ont essayé indépendamment de mettre en œuvre leurs propres idées au cours des cinq années examinées ici? Ou s'agissait-il simplement d'une situation où chaque commandant était forcé de s'adapter à la situation à mesure qu'elle évoluait?

À l'époque, il semblait à certains que chaque commandant de la FO Kandahar et son état-major adoptaient une nouvelle approche qui contredisait celle de la rotation précédente, et que certains commandants de groupement tactique cherchaient à faire concurrence à leurs prédécesseurs de manière à avoir leur part de l'action « cinétique ». À première vue, cela n'est pas surprenant, étant donné que l'Armée canadienne choisissait des commandants énergiques de « type A » et que le commandement s'accompagne d'un certain degré d'amour-propre. On mentirait en affirmant que l'amour-propre n'a pas joué un certain rôle quand les plans changeaient. Toutefois, l'effet de ces facteurs a sans doute été moindre que prévu à l'origine dans certains cas. Examinons maintenant cette question.

Comme nous l'avons vu dans cette histoire, il y a eu six commandants et états-majors à la tête de la FO Kandahar. Nous pouvons les diviser en deux groupes : ceux qui ont commandé des troupes canadiennes dans toute la province de Kandahar et ceux qui ont

eu un champ d'action plus limité, une fois que l'arrivée massive des troupes étasuniennes a eu lieu. Dans le premier groupe, le quartier général du brigadier-général (Bgén) Grant a établi sa structure sur les fondements mis en place par la Force opérationnelle multinationale (FOM) AEGIS du Bgén Fraser en 2006. Les forces canadiennes et coalisées combattaient en général à l'ouest de la ville, dans des districts choisis pour tenir l'ennemi éloigné de la ville et l'empêcher d'interdire l'emploi de l'Autoroute 1, tout en renforçant les capacités de l'Armée nationale afghane et en exécutant des activités propres à la coopération civilo-militaire (COCIM) pour habiliter d'autres ministères fédéraux. Les quartiers généraux de la FO Kandahar commandés par les Bgén Laroche, Thompson et Vance ont été des variations de ce modèle et ils se sont adaptés au besoin à mesure que les circonstances évoluaient dans les districts et la ville. Les quartiers généraux ultérieurs de la FO Kandahar, soit ceux des Bgén Ménard/Vance et Milner, ont utilisé leurs ressources dans quelques districts, mais avec la même idée clé : combattre les insurgés dans les districts, les tenir loin de la ville de Kandahar et renforcer les capacités quand c'était possible. À ce niveau et pour ce qui est de l'intention, la continuité a existé.

La façon exacte dont ces commandants et leurs états-majors respectifs ont mis ces idées en œuvre pour respecter cette intention a différé principalement en fonction de l'emplacement géographique et des forces dont ils disposaient. Le Bgén Grant a concentré les efforts des forces canadiennes dans les districts de Zharey et de Panjwayi, tout en tenant l'Arghandab à l'œil après la mort de Naqib. Le Bgén Laroche a élaboré un plan pour transférer le contrôle du Zharey et du Panjwayi aux forces afghanes et se concentrer sur l'Arghandab et le Shah Wali Kot. Le Bgén Thompson a voulu cerner des quadrilatères de stabilité dans le Zharey et le Panjwayi et dans l'Arghandab, espérait-il, tandis que le Bgén Vance a appliqué le concept des approches des villages clés pour donner une prépondérance accrue à la sécurité de la ville de Kandahar. Tous ont employé une variation de l'approche opérationnelle « Dégager-Tenir-Construire ». De même, quand les quartiers généraux des Bgén Ménard/Vance et Milner ont pu concentrer des ressources canadiennes dans les districts de Panjwayi et de Dand, ils ont aussi appliqué une variation de cette approche. Quant à la méthode opérationnelle, il y a sans doute eu plus de continuité à cet égard dans les efforts de l'Armée canadienne qu'on ne l'a cru ou compris antérieurement, mais un débat demeure possible sur la question. Fondamentalement, il s'agissait toujours de tenir les insurgés aussi loin de la ville que possible et d'interdire dans la ville, à divers degrés, l'appui de la campagne de terrorisme urbain qui proviendrait de ces districts.

Ce qui est remarquable, cependant, c'est le constant va-et-vient des ressources de l'Armée canadienne entre le Zharey, le Panjwayi est et ouest, le Shah Wali Kot, l'Arghandab et le Dand. Cela a entraîné une discontinuité de l'effort canadien dans certains districts, en particulier dans l'Arghandab et le Panjwayi. Le gouvernement canadien n'a tout simplement pas déployé assez de forces et de ressources pour atteindre tous ses objectifs, à mesure que la situation a

évolué tout au long de 2008. Cela a eu pour effet de forcer les commandants dans le pays à maintenir un dispositif de défense actif à l'ouest de la ville, au lieu de renforcer leur emprise (« Tenir »), pour ainsi dire. En définitive, le district clé a été l'Arghandab. La méthode de combat qui a constamment et progressivement usé la structure d'influence dans ce district a différé de celle utilisée dans le Zharey et le Panjwayi et elle n'a été examinée systématiquement ni par les chefs canadiens ni par leurs homologues afghans. Le choix d'objectifs stratégiques dans les districts tels que le Shah Wali Kot et l'Arghandab, qu'il n'était pas possible de bien défendre à moins d'abandonner la faible emprise sur les districts clés de Zharey, de Panjwayi et de Dand, sans fournir ensuite les ressources nécessaires pour faire les deux, a constitué un échec majeur de l'Armée canadienne dans le cadre de la campagne.

De même, le déplacement constant de ressources vers la province d'Helmand, aux dépens de la campagne menée dans la province de Kandahar, a contribué à ce problème. Les naïves tentatives que le Canada a faites pour acquérir des ressources alliées telles que des kandaks afghans, des hélicoptères et des plates-formes RSR et pour les garder afin d'appuyer ses efforts à Kandahar ont été torpillées par le dur réalisme des rouages de l'appareil politique britannique se rapportant à sa politique sur la lutte contre la drogue et à la relation de cette politique avec la campagne de la Grande-Bretagne dans l'Helmand. Vu l'incohérence de plus en plus grande de l'effort diplomatique à Kaboul, surtout après la perte de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan, le Canada a réduit ses chances d'exploiter un certain pouvoir à l'appui de ses objectifs à Kandahar.

Si nous voulons critiquer d'autres intervenants quant à leur niveau d'engagement – et nous pouvons le faire à bon droit –, nous devons aussi examiner nos attitudes et nos politiques. La question à poser est la suivante : pourquoi un pays de 35 millions d'habitants a-t-il du mal à maintenir en puissance une petite brigade en Afghanistan pendant six ans dans les années 2000, alors qu'un pays de 11 millions de personnes a pu déployer cinq divisions pour combattre en Europe pendant six ans au cours des années 1940[3]?

Des défis insurmontables?

Cela dit, l'Armée canadienne s'est heurtée à des défis de taille que la continuité d'intention et la méthodologie opérationnelle ne permettaient pas de surmonter complètement. Le premier concernait la « chaîne de production » d'insurgés au Pakistan. Il n'y avait aucun moyen d'enrayer l'infiltration d'armes et de combattants venant du Pakistan, et les diplomates canadiens n'ont à peu près appliqué aucune pression sur l'Iran, le Pakistan et d'autres pays pour qu'ils cessent de fournir des armes et des munitions aux insurgés. Des roquettes chinoises de 107 mm, des grenades propulsées par fusée et des composantes iraniennes d'engins explosifs improvisés (EEI) et des mines pakistanaises ont afflué en Afghanistan pendant toute la guerre. Parallèlement, d'autres ministères du gouvernement canadien et leurs associés poursuivaient

des projets de prestige en Afrique pour limiter la propagation des armes légères et le recours à des enfants-soldats. L'importante question se pose de savoir pourquoi un effort canadien concerté semblable n'a pas été déployé dans le contexte de l'Afghanistan et du Pakistan[4].

De même, aucune pression n'a été appliquée de l'autre côté de la ligne Durand pour y fermer les madrasas qui endoctrinaient des jeunes pour qu'ils se transforment en bombes humaines. Sans une véritable campagne que le Pakistan aurait montée chez lui pour réprimer les talibans à Quetta, à Chaman, à Barab Cha et dans leurs environs, les soldats canadiens ont été forcés d'affronter des vagues successives de djihadistes faisant leur pèlerinage annuel pour mourir sous leurs balles et leurs obus. Il s'agissait effectivement d'une guerre que le Pakistan menait par partie interposée en Afghanistan pour garder ce dernier sous sa botte; c'est là une situation que les acteurs politiques circulant dans les couloirs du pouvoir ont refusé d'admettre publiquement ou de reconnaître en leur sein, parce qu'ils craignaient de déstabiliser le Pakistan, qui possédait l'arme nucléaire[5]. Il s'agissait d'une situation sur laquelle l'Armée canadienne ne pouvait exercer aucun contrôle en Afghanistan. Le seul moyen dont elle disposait pour influer sur l'ennemi au Pakistan consistait à l'empêcher d'atteindre ses objectifs en Afghanistan, c'est-à-dire interdire l'accès à la ville de Kandahar et s'en emparer, et à renforcer au maximum les forces de sécurité afghanes. Sur ces plans, l'Armée canadienne a connu le succès.

Le deuxième grand défi s'est matérialisé dans la diminution continue de la légitimité du gouvernement afghan. L'intention de l'Armée canadienne de sécuriser les approches de la ville de Kandahar, pour perturber les plans ennemis, et sa stratégie « Dégager-Tenir-Construire » ne permettait pas nécessairement de régler les questions liées à la légitimité. En deux mots, des éléments de la population n'acceptaient pas les personnes d'influence popalzaies à Kandahar comme constituant un gouvernement provincial légitime. En fait, ces personnes étaient hostiles aux groupes tribaux anti-talibans, même face à la possibilité d'une résurgence des talibans aux portes de la ville. Un minimum de responsabilité revient à certains dirigeants canadiens, qui ont entretenu avec les personnes d'influence susmentionnées une relation du type « mieux vaut un mal connu qu'un bien à connaître », au lieu d'admettre plus tôt que cette approche nuisait à la contre-insurrection et d'affronter le problème systématiquement à Kandahar, à Kaboul, à Washington et à Ottawa. En outre, l'Armée canadienne a manqué à une de ses responsabilités en ne comprenant pas, tôt au cours de la campagne, l'importance primordiale de la religion dans la société et les mécanismes politiques de Kandahar et en n'agissant pas en conséquence en introduisant des programmes appropriés.

Cependant, cette responsabilité incombait aussi à d'autres ministères canadiens dont les portefeuilles comprenaient les aspects de la mission liés à la gouvernance, mais qui se sont avérés incapables de cerner les problèmes et de s'y attaquer systématiquement. En fin de compte, toutefois, ce sont les Afghans eux-mêmes qui n'ont pas su assumer la responsabilité finale de maintenir un gouvernement légitime à Kandahar. Ils ont fait de mauvais choix.

La question de savoir dans quelle mesure l'Armée canadienne, par opposition à d'autres ministères canadiens, aurait pu influer sur ces choix demeure discutable.

Le troisième défi d'envergure a résidé dans l'incapacité de la communauté internationale d'appliquer des ressources dans des domaines clés, ce qui a assujetti l'Armée canadienne à certaines conditions à Kandahar. Mentionnons le fait que la police y était dysfonctionnelle ou inexistante; l'absence d'un système juridique; des opérations antidrogue trop agressives; les capacités minimales de l'Armée afghane, et ainsi de suite. Avant la guerre d'Afghanistan, l'Armée canadienne était structurée pour appliquer la violence au besoin et quand cela s'imposait, mais non pour renforcer les capacités dans aucun de ces domaines. Les soldats canadiens ont surmonté ces conditions en s'y adaptant profondément et parfois d'une façon spectaculaire, tout au long de la guerre. Quand la police dysfonctionnelle a eu besoin de mentors et que le gouvernement canadien a limité les opérations de la police civile « à l'extérieur du périmètre », la police militaire et les soldats des armes de combat ont constitué des équipes de liaison et de mentorat opérationnel de la police pour qu'elles remplissent ces tâches. Quand les forces épuisées et en sous-effectif de l'Armée afghane ont eu besoin de mentors et d'un accès aux éléments habilitants du Canada, le nombre d'équipes de liaison et de mentorat opérationnel a été augmenté. Quand la détérioration et l'endommagement de l'infrastructure ont été énormes et que les Afghans ont eu besoin d'emplois, l'organisation chargée des travaux de construction et l'équipe spécialisée du génie ont été mises sur pied pour répondre à ces besoins. Quand il manquait de renseignements sur les rouages politiques et la société de Kandahar, les équipes de la COCIM et la connaissance de la situation blanche les ont recueillis. Quand l'Armée canadienne n'avait pas les moyens de communiquer avec les Afghans, les équipes des opérations psychologiques (OPPSY) sont intervenues.

Certes, des problèmes affligeaient toutes ces nouvelles entités, et le succès total n'existait pas. En 2011, cependant, elles assumaient toutes des rôles d'envergure et, aspect plus important, leurs efforts étaient coordonnés. Ces éléments provisoires, protégés par le groupement tactique, l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), ses partenaires afghans et l'appui aérien des États-Unis, ont fini par constituer l'effort principal et ont joué un rôle précieux dans la stabilisation des districts. Il est dommage que d'autres entités n'aient pas pu profiter des efforts de ces éléments et faire fond sur eux plus tôt au cours du conflit.

Enfin, l'effort canadien en Afghanistan a été gravement entravé par une équipe de dirigeants civils canadiens dominée par des experts du commerce international, de la diplomatie et des luttes intestines au sein de l'appareil gouvernemental canadien, mais non de la stratégie et des opérations coalisées dans une zone de conflit. L'inexpérience relative de ces personnes a rendu de moins en moins probable, avec le temps, la production d'une stratégie canadienne cohérente ou de l'influence nécessaire pour appuyer l'effort à Kandahar. Des choix ont été faits qui portent fortement à croire que le contexte des jeux de

pouvoir à Ottawa importait plus que des questions telles que la dépense de sang et de fonds canadiens dans une violente épreuve de force contre un ennemi malveillant outre-mer.

La dissonance cognitive manifestée par ceux qui ont pris part au jeu de pouvoir à Ottawa les a peut-être empêchés de comprendre que la population canadienne était plus susceptible d'appuyer la mission si on lui présentait directement la vérité sur la raison de la présence de son pays en Afghanistan, et non des « données » manipulées et alambiquées, expliquées par des médias ne sachant pas plus comment exposer les complexités des zones de conflit. C'était là des obstacles que l'Armée canadienne ne pouvait tout simplement pas surmonter dans le peu de temps qui lui était accordé pour accomplir ses tâches à Kandahar.

La perspective à moyen terme

Au chapitre des résultats positifs, l'Armée canadienne a enregistré des résultats remarquables au cours de la campagne de Kandahar. Elle a tenu ses positions dans la province de Kandahar avec des forces limitées et pendant une longue période, jusqu'au renforcement massif du Commandement régional (Sud) par l'arrivée de nombreuses troupes étasuniennes à partir de 2009. Pendant ce temps, les insurgés ne se sont pas emparés de la ville de Kandahar et ils n'ont pas non plus réussi à en interdire l'accès. Il est entendu qu'ils y ont mené des opérations, mais ils n'y ont jamais pu atteindre pleinement leurs objectifs. De même, l'aérodrome de Kandahar n'a jamais été sérieusement menacé pendant la campagne, non plus que l'Autoroute 4, principal axe du commerce régional.

Les insurgés n'ont jamais réussi à contrôler les districts adjacents à la ville de Kandahar et ils ont été pris à partie par l'Armée canadienne et ses alliés chaque fois qu'ils y ont tenté une action quelconque. La multitude d'opérations exécutées entre 2006 et 2011 et décrites dans le présent volume atteste cette conclusion en détail. La population ne s'est pas rangée du côté des talibans, contrairement à ce qu'elle avait fait dans les années 1990. Il se peut que la population de ces districts se soit cantonnée dans l'indécision, mais elle n'a pas appuyé de tout cœur l'insurrection, et quand elle l'a fait, c'était par peur ou en raison de griefs et non par conviction. L'ennemi n'a jamais réussi à délaisser la gouvernance négative pour passer pleinement à un régime de gouvernance concurrentiel, sauf dans certaines localités sans importance.

Une autre réalisation importante a eu lieu quand la force opérationnelle néerlandaise s'est déployée sans danger dans l'Oruzgan, et la force opérationnelle britannique, dans l'Helmand en 2006. Ces succès ont été rendus possibles par les efforts de la FOM AEGIS et de la FO ORION au cours des batailles de 2006. La troisième étape de l'expansion de la FIAS de l'OTAN s'est accomplie et a permis à la coalition de faire échec aux efforts des insurgés dans des régions autres que la province de Kandahar. En de multiples occasions entre 2006 et 2008, mais plus particulièrement en 2006, les projets de l'ennemi ont été contrecarrés dans l'Helmand avec l'aide de l'Armée canadienne.

La réalisation durable la plus importante de l'Armée canadienne à Kandahar a été le renforcement des capacités de l'Armée nationale afghane; cela a surtout été l'œuvre de l'ELMO qui a bénéficié en cela de l'appui de l'équipe canadienne à Kaboul. En 2006, le seul kandak déployé dans la province de Kandahar était à peine capable d'exécuter des opérations au niveau des pelotons ou des compagnies, tout en étant intégré dans un groupement tactique canadien. En 2010, une brigade afghane complète organisait elle-même des opérations de bataillon parallèlement à la force opérationnelle de la FIAS, qui était de la taille d'une brigade et dirigée par les Canadiens, et en 2011, elle menait seule des opérations de contre-insurrection dans le district de Panjwayi.

Les forces d'opérations spéciales canadiennes ont elles aussi apporté une importante contribution. En ciblant les chefs ennemis et en en éliminant un grand nombre, elles ont à maintes reprises décapité l'insurrection et démoli son efficacité à mesure que la guerre se poursuivait.

En définitive, l'effort de l'Armée canadienne dans la province de Kandahar après 2005 a procuré à la coalition une précieuse ressource, à savoir du temps : du temps pour permettre aux efforts de renforcement des capacités de prendre racine; du temps grâce auquel d'autres entités ont pu réexaminer leur stratégie; du temps pour permettre aux forces alliées de se redéployer et du temps dont les Afghans se sont servis pour réévaluer leur place dans le monde.

La perspective à long terme

En ce qui concerne les enjeux plus vastes, il existe une certaine symétrie entre la participation de l'Armée canadienne en Afghanistan entre 2007 et 2011 et celle de 2002. En 2002, le Groupement tactique du 3 PPCLI a protégé l'aérodrome de Kandahar tandis que les forces d'opérations spéciales et les spécialistes du renseignement des États-Unis basés là partaient à la recherche de renseignements sur les opérations mondiales d'Al-Qaïda, de manière à en réduire le nombre. Certaines de ces opérations planifiées avaient l'ampleur des attaques du 11 septembre 2001. Nous savons aussi que des mesures ultérieures prises contre Al-Qaïda ont empêché la destruction de deux avions de ligne d'Air Canada en 2006; ces attaques auraient probablement causé la mort de 600 passagers, dont la plupart auraient été des Canadiens6. En 2008 et 2009, les forces étasuniennes ont porté leur attention sur les sanctuaires d'Al-Qaïda au Pakistan. Les UAV MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper et les militaires chargés du ciblage qui prenaient part à ces missions travaillaient depuis des installations aménagées en Afghanistan[7]. En 2010, une vaste campagne aérienne menée avec ces forces contre les chefs d'Al-Qaïda battait son plein. L'aérodrome de Kandahar a alors joué un rôle important; il était protégé, au sens large, par les forces canadiennes déployées dans la province de Kandahar. Selon une analyse, la campagne d'élimination des chefs d'Al-Qaïda au Pakistan a obligé cette entité

> à se transformer : elle qui était une organisation dont les chefs exerçaient un contrôle aux niveaux stratégique, opérationnel et, dans une moindre mesure, tactique, est devenue une organisation de plus en plus décentralisée, dont les chefs cherchaient à influer sur la stratégie grâce à des communiqués publics, mais en ayant une très faible capacité opérationnelle et une capacité presque nulle au niveau tactique […] comme l'organisation était affaiblie en son cœur même, [les affiliés d'Al-Qaïda] ont reçu de moins en moins de soutien de la part de l'organisation mère[8]. [Traduction]

Ces opérations ont tué

> trois titulaires successifs du poste de directeur général de l'organisation […] trois membres du conseil consultatif […] un membre de la direction du comité militaire […] un membre du comité religieux […] deux membres du comité des finances […] un membre d'Al Shabab (aile de la propagande) […] 17 membres de l'unité des opérations extérieures, y compris deux de ses chefs […] 25 membres de l'unité chargée des opérations en Afghanistan et au Pakistan, quatre membres de l'unité d'entraînement et un membre de l'unité chargée de la mise au point d'armes de destruction massive (ADM) […][9] [Traduction]

Les chefs de la première génération étant progressivement liquidés, l'organisation est devenue susceptible d'être infiltrée, car elle avait besoin de nouveaux membres pour remplir les postes devenus vacants. Ces nouveaux membres ont ensuite eu l'occasion de gravir les échelons de l'organisation et de fournir des renseignements aux forces spéciales, ce qui a permis à celles-ci de perturber les opérations terroristes avant qu'elles ne puissent avoir lieu[10].

Finalement, le 2 mai 2011, des forces d'opérations spéciales étasuniennes, ayant décollé de bases en Afghanistan et appuyées par elles, ont abattu Oussama ben Laden à Abbottabad (Pakistan)[11]. De telles opérations contre Al-Qaïda auraient été impossibles si les talibans avaient repris le contrôle du sud de l'Afghanistan plus tôt au cours de la décennie, ou si tout le pays avait été plongé dans une autre guerre civile semblable à celle qui avait fait rage en 1992 et 1993. En prenant les talibans à partie et en les empêchant d'atteindre leurs objectifs, l'Armée canadienne a joué, au sens le plus large du terme, un rôle de soutien dans cette entreprise.

Ben Laden lui-même a été forcé de regarder le spectacle du Printemps arabe sur un petit téléviseur dans une pièce qui, dans sa forteresse d'Abbottabad, ressemblait à une cellule. Il a été incapable d'influer sur les événements de ce genre jusqu'au jour de sa mort. Les documents récupérés pendant l'opération (Op) NEPTUNE SPEAR décrivent une organisation acculée au pied du mur et composée d'affiliés régionaux indignes de confiance, indisciplinés et récalcitrants qui perdaient des chefs tous les jours pendant que s'usaient ses

forces de base dans le Waziristan. Ben Laden a essayé de « donner une nouvelle image » à Al-Qaïda et de relancer sa révolution depuis un autre endroit que le Pakistan[12]. Al-Qaïda ne peut d'aucune façon s'attribuer le mérite du Printemps arabe.

Al-Qaïda ne serait pas dans cette position si l'Op ENDURING FREEDOM n'avait pas été organisée en 2001. En outre, si l'Op ENDURING FREEDOM et la Force internationale d'assistance à la sécurité n'avaient pas réussi à établir une certaine stabilité par la suite en Afghanistan, Ben Laden et Al-Qaïda y seraient sûrement revenus sans tarder, ils y auraient rétabli leurs installations et ils auraient poursuivi leur programme mondial. Une nouvelle génération de djihadistes, motivés par un tel retrait de la coalition, aurait constitué une menace encore plus grande pour l'ordre mondial une décennie avant l'émergence du califat de l'État islamique.

Par ailleurs, dans une perspective plus lointaine, la perturbation et l'usure progressive des chefs d'Al-Qaïda au Pakistan par les forces étasuniennes basées en Afghanistan seront vraisemblablement perçues comme étant bénéfiques ailleurs dans le monde. Comme une évaluation du renseignement datée de 2013 le précise, « la perte de chefs supérieurs en 2012, conjuguée aux pertes et aux revers subis depuis 2008, a miné le cœur d'Al-Qaïda au point que le groupe est probablement incapable d'exécuter des attaques d'envergure complexes en Occident[13] » [Traduction].

Il y a un autre aspect clé de l'affrontement entre le Canada et Al-Qaïda et les talibans que l'on oublie facilement dans l'empressement à critiquer la progression du développement dans le sud de l'Afghanistan et les difficultés inhérentes à la lutte contre les forces interposées appuyées par le Pakistan. Il y a eu deux événements qui ont incité Oussama ben Laden et ses partisans à emprunter le chemin d'une violence sans bornes qui a entraîné notre intervention en Afghanistan. Le premier a été l'attaque perpétrée par des fondamentalistes chiites contre la force multinationale de maintien de la paix dirigée par les États-Unis au Liban en 1983 et le retrait ultérieur de cette force après la mort de 241 Étatsuniens et de 58 soldats français. Le second a été la décision que les États-Unis ont prise de se retirer de la mission humanitaire multinationale armée en Somalie en 1993, après avoir perdu 18 hommes, puis de retirer du Yémen leurs forces d'appui en raison d'une menace terroriste annoncée. Voici les paroles prononcées par Oussama ben Laden à cet égard :

> Après avoir résisté légèrement, les troupes des États-Unis sont parties sans avoir accompli quoi que ce soit. Elles sont parties après avoir prétendu que leur pays était la plus grande puissance du monde. Elles sont parties après s'être heurtées à une certaine résistance de la part d'une population impuissante, pauvre et non armée dont la seule arme réside dans sa croyance en Dieu tout-puissant et qui ne croyait pas les mensonges fabriqués de toutes pièces par les médias étasuniens. Nous avons appris de ceux qui ont combattu là qu'ils avaient été surpris de voir

> le faible moral spirituel des combattants étasuniens, comparativement à ce qu'ils avaient observé face aux combattants russes [en Afghanistan]. Les États-Unis ont fui devant les combattants qui luttaient contre eux et les tuaient […] Si les États-Unis pensent encore qu'ils possèdent toujours ce genre de puissance et qu'ils s'en vantent, même après toutes les défaites successives qu'ils ont subies au Vietnam, à Beyrouth, à Aden et en Somalie, alors laissez leurs troupes retourner à ceux qui les attendent[14]. [Traduction]

De même, le retrait des forces de l'ONU de la Somalie a encouragé le ciblage calculé des forces belges de l'ONU au Rwanda en 1994, ce qui a ensuite précipité le massacre rwandais quand les forces internationales ont été perçues comme étant affaiblies. Quand les forces canadiennes de maintien de la paix sont arrivées à Haïti la même année pendant l'Op CAULDRON, elles ont été averties que des éléments haïtiens avaient tiré des leçons des événements survenus en Somalie et au Rwanda et qu'ils avaient publiquement menacé de transformer Port-au-Prince en un autre « Mogadiscio ».

La leçon à retenir ici est que le Canada et son armée ne se sont pas retirés de l'Afghanistan à la hâte et qu'ainsi, ils ont signifié que notre pays ne répéterait pas les erreurs commises en Somalie et au Rwanda (ou, d'ailleurs, celles de la FORPRONU). Cela n'était apparemment pas codifié dans une quelconque doctrine stratégique canadienne officielle, mais le Canada a démontré à ces chefs djihadistes louches et à leurs partisans au Pakistan et ailleurs qu'il n'allait pas reculer devant un terrorisme axé sur l'économie d'efforts. Le Canada a poursuivi le combat pendant que d'autres hésitaient ou étaient distraits par d'autres situations survenant ailleurs. Les soldats canadiens ont tenu le terrain à Kandahar pendant que d'autres décidaient de revenir dans la course, de prendre le relais et de franchir la dernière étape.

Après l'Afghanistan, la population canadienne ne doit pas être perçue comme étant une cible faible et facile par les personnes louches à venir qui, comme Hitler, Staline et ben Laden, croiront posséder une meilleure façon de diriger le monde. Selon la rhétorique culturelle canadienne, au contraire, il importe d'être résolu et d'être perçu comme étant fort. Comme Clausewitz l'a fait observer, « à la guerre, le moral est au physique, comme trois est à un ». Les soldats de l'Armée canadienne en Afghanistan ont redoré le blason du Canada après les désastres subis au cours des années 1990.

Comme nous l'avons vu dans ces volumes, l'Armée canadienne a joué un rôle clé dans la stabilisation de l'Afghanistan et la perturbation des plans d'Al-Qaïda. La population canadienne doit comprendre que la vaillance de ses soldats en Afghanistan cadre bien dans le grand tableau de l'histoire du monde, et non dans la perspective limitée truffée de critiques concernant des enjeux relativement mineurs, ou définie par des personnalités poursuivant des programmes liés au pouvoir relatif existant dans les corridors comparativement étroits d'Ottawa.

Tout compte fait

Les Canadiens sont allés en Afghanistan dans le cadre d'un grand mandat international défini par l'ONU, dont l'objet était d'écraser un mouvement terroriste mondial qui menaçait et attaquait l'Amérique du Nord et planifiait d'autres attaques contre les intérêts et les alliés du Canada. Nous croyions également qu'il nous incombait, une fois l'accomplissement de cette lâche bien amorcé, d'aider le peuple afghan à se redresser après 20 ans de guerre incessante. Le Canada avait des raisons légitimes et acceptables pour envoyer des soldats en Afghanistan. Toutefois, il y avait et il y a encore des entités au Pakistan qui ne voulaient et ne veulent toujours pas que la paix règne dans ce pays, et ce, pour des raisons économiques et stratégiques. Il y avait et il y a encore en Afghanistan des groupes qui s'opposent à la paix pour des motifs économiques et tribaux. Le Canada n'est pas allé combattre là-bas pour lutter contre les forces intermédiaires interposées par une puissance nucléaire financée par un réseau mondial de Wahhabistes, eux-mêmes engagés dans leur propre guerre régionale contre les Sufis, les Chiites ou d'autres sectes islamiques et contre les groupes ethniques en étant les réservoirs. Le Canada ne s'est pas joint à la coalition pour enrichir les personnes d'influence en Afghanistan aux dépens du peuple de ce pays. Quand le Canada a compris que la force militaire ou les pressions économiques ou politiques n'allaient pas changer ces conditions, son gouvernement a pris la bonne décision, soit celle de mettre fin aux opérations de combat dans le sud de l'Afghanistan et de chercher plutôt à influer, là où c'était possible, sur les forces de sécurité en devenir du gouvernement central.

Cette décision n'éclipse pas ce que l'Armée canadienne a accompli en Afghanistan et ne doit jamais le faire. L'effondrement des efforts de la coalition dans la province de Kandahar aurait été désastreux pour le peuple afghan et il aurait détruit tout le travail de reconstruction et de développement péniblement exécuté entre 2002 et 2006. Pareil résultat aurait probablement déchaîné un raz-de-marée de violence semblable à ce que nos soldats ont connu dans les Balkans et en Afrique pendant les années 1990. Le Canada a contribué à un effort qui a permis aux Afghans de se relever et de marcher de nouveau. Il appartient maintenant aux Afghans de décider de leur destinée. L'Armée canadienne peut être fière du fait que ses efforts dans la province de Kandahar ont sauvé la ville de Kandahar et procuré aux Afghans le temps de se réorganiser.

L'époux de Mishelle Brown, l'adjudant Dennis Brown, a été tué au combat le 4 mars 2009. Interrogée sur la question de savoir si elle pensait qu'il était possible de gagner la guerre, elle a répondu ceci : « Nous ne battrons peut-être pas les talibans, mais il y a bien des choses dans la vie que nous ne pouvons pas battre […] Vous ne pouvez pas vaincre la criminalité, mais abandonnez-vous la partie pour autant? Est-ce que vous capitulez? Absolument pas![15] » [Traduction]

NOTES

1. Voir Peter Tomsen, *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs Press, 2011.

2. Voir la description dans Ayesha Siddiqa, *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007. Nous espérons lire un jour une étude plus détaillée des recoupements entre les mafias du camionnage pachtounes, le système de logistique de l'Armée pakistanaise, les insurrections au Pakistan et la FIAS et l'effort de ravitaillement de l'OEF par voie de terre.

3. Il faut cependant reconnaître que le gouvernement a autorisé l'ajout de 3 000 membres à l'effectif des Forces canadiennes après 2008.

4. Par exemple, Bob Fowler, ambassadeur du Canada en Italie et ancien sous-ministre de la Défense nationale, n'appuyait pas les efforts du Canada dans la région de l'Afghanistan et du Pakistan. L'ancien commandant de la MINUAR, le sénateur Roméo Dallaire, ne parlait pas activement contre la mission en Afghanistan, mais il militait plus activement pour une participation accrue de notre pays en Afrique. Voir « Fowler Questions Afghanistan Mission », 9 septembre 2009 http://www.cbc.ca/news/canada/story/2009/09/09/fowler-diplomat-afghanistan-mission381.html; Sarah Hampson, « Romeo Dallaire Rages Against Canada », *Globe and Mail*, 3 novembre 2010, http://www.theglobeandmail.com/life/relationships/romo-dallaire-rages-against-canada/article4107485/; Chris Lambie, « Dallaire Defends Afghan Mission », *Halifax Chronicle Herald*, 5 décembre 2006 http://cnews.canoe.ca/CNEWS/War_Terror/2006/12/05/2637710.html.

5. Le volumineux ouvrage accablant de Peter Tomsen, intitulé *The Wars of Afghanistan*, et le pénétrant livre de David C. Isby, intitulé *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2012, établissent la norme à cet égard.

6. Aki Peritz et Eric Rosenbach, *Find, Fix and Finish: Inside the Counterterrorism Campaigns that Killed Bin Laden and Devasted Al Qaeda*, New York, Public Affairs, 2012, p. 249.

7. Voir Matt J. Martin et Charles W. Sasser, *Predator: The Remote Control Air War Over Iraq and Afghanistan: A Pilots's Story*, Minneapolis, Zenith Press, 2010; Aki Peritz et Eric Rosenbach, *Find, Fix and Finish: Inside the Counterterrorism Camapaigns that Killed Bin Laden and Devasted Al Qaeda*, New York, Public Affairs, 2012; Matthew M. Aid, *Intel Wars: The Secret History of the Fight Against Terror*, New York, Bloomsbury Press, 2012.

8. Javier Jordan, « The Effectiveness of the Drone Campaign against Al Qaeda Central: A Case Study », *Journal of Strategic Studies*, vol. 37, n° 1, p. 4-29.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.* Voir aussi Farhat Taj, « The Year of Drone Misinformation », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 21, n° 3, septembre 2010, p. 529-535.

11. Voir l'ouvrage de Peter Bergen, *Chasse à l'homme : du 11 septembre à Abbottabad, l'incroyable traque de Ben Laden*, Paris, R. Laffont, 2012.

12. Nelly Lahoud et coll., *Letters from Abbottabad: Bin Ladin Sidelined?,* West Point, Combatting Terrorism Center, 3 mai 2012, p. 14-16.

13. « Statement for the Record: Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community Senate Select Committee on Intelligence, 12 mars 2013 », dans le site http://odni.gov/files/documents/Intelligence%20Reports/2013%20ATA%20SFR%20for%20SSCI%2012%20Mar%202013.pdf.

14. Bruce Lawrence (sous la dir. de), *Messages to the World: The Statements of Osama Bin Laden*, Londres, Verso Press, 2005, p. 54-55.

15. « Soldier's widow says she was prepared », CTV News, 4 mars 2009. Voir le site https://www.ctvnews.ca/soldier-s-widow-says-she-was-prepared-for-his-death-1.375889.

BIBLIOGRAPHIE CHOISIE

L'ouvrage *L'Armée canadienne en Afghanistan : La contre-insurrection à Kandahar* est en grande partie fondée sur des sources primaires et des entrevues. Voici quelques-unes des sources secondaires qui ont également été consultées.

AID, Matthew M. *Intel Wars: The Secret History of the Fight Against Terror*, New York, Bloomsbury Press, 2012.

BERGEN, Peter. *Chasse à l'homme : du 11 septembre à Abbottabad, l'incroyable traque de Ben Laden*, Paris, R. Laffont, 2012.

BROADWELL, Paula, et Vernon LOEB. *All In: The Education of General David Petraeus*, New York, The Penguin Press, 2012.

CHANDRASEKARAN, Rajiv. *Little America: The War Within the War for Afghanistan*, New York, Alfred Knopf, 2012.

COWPER-COLES, Sherard. *Cables From Kabul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Londres, Harper Press, 2012.

DEPUE, Mark R. *Patrolling Baghdad: A Military Police Company and the War in Iraq*, University Press of Kansas, 2007.

EIDE, Kai. *Power Struggle Over Afghanistan: An Inside Look at What Went Wrong and What We Can Do To Repair the Damage*, New York, Sky Horse Publishing, 2012.

GORDON, Michael R. et Bernard E. TRAINOR. *The Endgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq*, New York, Vintage, 2013.

HASTINGS, Michael. *Machine de guerre : la véritable et terrifiante histoire de la guerre américaine en Afghanistan*, Paris, Éditions du sous-sol, 2017.

ISBY, David C. *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2012.

KENT, Peter. « Ottawa Misses Manley's Best Points », *Policy Options*, mars 2008, p. 50-53.

LAWRENCE, Bruce (sous la dir. de). *Messages to the World: The Statements of Osama Bin Laden*, Londres, Verso Press, 2005.

LEDWIDGE, Frank. *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011.

MALONEY, Sean M. « Panjwayi Alamo: The Defence of Strongpoint Mushan », *Canadian Military History*, vol. 18, nº 3 (été 2009), p. 47-63.

MALONEY, Sean M. « The Mechs: Operation TIMUS PREEM », *Canadian Military History*, vol. 19, nº 3 (été 2010), p. 57-72.

MALONEY, Sean M. *La guerre en Afghanistan : huit batailles dans le sud*, Ottawa, Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2012.

MARTIN, Matt J. et Charles W. SASSER. *Predator: The Remote Control Air War Over Iraq and Afghanistan: A Pilot's Story*, Minneapolis, Zenith Press, 2010.

MCCHRYSTAL, Stanley. *My Share of the Task: A Memoir*, New York, Penguin Books, 2013.

NOUEIHED, Lin et Alex WARREN. *The Battle for the Arab Spring: Revolution, Counter-revolution, and the Making of a New Era*, New Haven, Yale University Press, 2012.

PERITZ, Aki et Eric ROSENBACH. *Find, Fix, Finish: Inside the Counterterrorism Campaigns that Killed Bin Laden and Devastated Al Qaeda*, New York, Public Affairs Press, 2012.

SANGER, David E. *L'héritage : les grands défis internationaux*, Paris, Belin, 2009.

SANGER, David E. *Obama : guerres et secrets*, Paris, Belin, 2012.

SCHMIDT, John R. *The Unraveling: Pakistan in the Age of Jihad*, New York, Farrar Strauss and Giroux, 2011.

SHAHZAD, Syed Saleem. *Inside Al Qaeda and the Taliban*, Londres, Palgrave Press, 2011.

SIDDIQA, Ayesha. *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy*, Londres, Pluto Press, 2007.

SUHRKE, Astri. *When More is Less: The International Project in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2011.

TOMSEN, Peter. *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs Press, 2011.

WALDMAN, Matt. *The Sun in the Sky: The Relationship Between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Center, Harvard University, juin 2010.

WOODWARD, Bob. *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011.

APPENDICE A :

NOMENCLATURE DE LA FORCE OPÉRATIONNELLE

La terminologie qu'utilisent les organisations à la tête de l'effort du Canada en Afghanistan porte à confusion et doit être expliquée de manière détaillée. Après 2006, le quartier général de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, ou le QG FOI-A, était le principal quartier général de l'effort du Canada en Afghanistan. L'organisation englobait toutes les activités menées par le Canada dans le pays ainsi que le centre logistique situé à la base aérienne Minhad, aux Émirats arabes unis, nommé le Camp Mirage. Dans l'expression « Force opérationnelle interarmées en Afghanistan », le terme « interarmées » renvoie au fait que des composantes tant de l'Armée de terre que de la Force aérienne faisaient partie du commandement. L'emploi répété de l'acronyme QG FOI-A ou de l'expression « Force opérationnelle interarmées en Afghanistan » alourdirait notre récit. Par conséquent, nous utilisons dans le texte l'expression FO Kandahar pour désigner le QG FOI-A et ses activités. Cette expression est toutefois nuancée et doit être expliquée.

La Force opérationnelle (FO) en Afghanistan, mise sur pied en août 2005, est la structure de commandement qui a précédé la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan. Elle était composée :

- de la FO Kaboul,
- de l'élément de soutien du théâtre à Minhad,
- de l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP) de Kandahar.

L'Équipe consultative stratégique en Afghanistan relevait d'une entente bilatérale spéciale qui recevait l'appui de la Force opérationnelle en Afghanistan.

À l'époque, la FO Kaboul était composée :

- des unités canadiennes affectées à la Brigade multinationale de Kaboul,
- de l'Élément de soutien national (ESN),

- de l'Élément de commandement national,

- des Canadiens affectés au quartier général de la FIAS.

La FO Kandahar, sans la participation de l'OTAN, a été formée au début de 2006 sous le nom FO Afghanistan et a essentiellement remplacé la FO Kaboul après le déplacement vers le sud. La FO Afghanistan est ensuite devenue la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan à la fin de 2006.

Le gros des activités de commandement dans le Sud après novembre 2006 était géré par ce qui allait devenir la Force opérationnelle à Kandahar (c.-à-d. la FO Kandahar ou la FO Kand). « FO Kandahar » est devenu le nom donné par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN pour désigner le groupe formé des unités canadiennes et des unités des alliés sous le commandement canadien qui menaient des opérations dans la province de Kandahar et qui avaient été affectées à l'OTAN sous le Commandement régional (Sud), ou tout simplement le CR (Sud). La FOI-A et la FO Kandahar dirigée par l'OTAN étaient toutes deux commandées par la même personne, un Canadien. Certaines unités canadiennes n'étaient pas des ressources de l'OTAN et étaient sous le commandement de la FOI-A, en particulier l'ESN, certaines organisations du renseignement et l'escadre aérienne. L'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) du Canada était une ressource de l'OTAN, mais pour des raisons pratiques, relevait de la FO Kandahar.

Les rotations du QG FOI-A

Contrairement aux autres unités de la FOI-A, en rotation tous les six mois, l'équipe du QG était en déploiement pendant neuf mois et ainsi, les numéros de rotation du QG ne correspondent pas à ceux d'autres unités de la FO déployées au même moment. Ajoutant à cet imbroglio, le Canada a décidé de continuer d'utiliser le nom de code « opération ATHENA » pour désigner les opérations de la FIAS, malgré la transition qui avait été faite de Kaboul à Kandahar dans le cadre de l'opération ARCHER. Après un examen visant à inclure le QG FO Afghanistan (plutôt considéré comme une tentative de rationaliser le passé), les rotations (ROTO) du QG FOI-A ont été numérotées comme suit :

- ROTO 3 (Bgén Timothy Grant) : déploiement de novembre 2006 à septembre 2007

- ROTO 4 (Bgén Guy Laroche) : déploiement de septembre 2007 à mai 2008

- ROTO 5 (Bgén Denis Thompson) : déploiement de mai 2008 à février 2009

- ROTO 6 (Bgén Jonathan Vance) : déploiement de février à novembre 2009

- ROTO 7 (Bgén Daniel Ménard, Bgén Vance) : déploiement de novembre 2009 à septembre 2010

- ROTO 8 (Bgén Dean Milner) : déploiement de septembre 2010 à juin 2011

Les forces opérationnelles formées et déployées par l'Armée canadienne

L'Armée canadienne a assemblé, entraîné et déployé des forces opérationnelles, notamment le groupement tactique, l'ERN, l'ELMO et l'ESN. Un numéro leur a été attribué selon le cycle de planification à long terme des rotations dans l'Armée, par exemple FO 1-07 désignait le personnel qui arrive au cours des quatre premiers mois de 2007 (ou le premier tiers de l'année) et dans la même veine, FO 3-07 désignait les soldats déployés dans le troisième trimestre de cette année. Chaque unité de la FO portait son numéro, c'est-à-dire le groupement tactique de la FO 1-07 et l'ELMO de la FO 1-07. Malheureusement, cette façon de faire n'a pas toujours été constante; l'ajout d'un escadron des transmissions pendant la ROTO 6 du QG FOI-A signifiait que les escadrons des transmissions étaient décalés par rapport aux autres unités de leur FO.

- La FO 1-06, aussi nommée FO Orion, était composée du groupement tactique du 1 PPCLI, de l'ERP et de l'ESN, et a été déployée de février à août 2006.

- La FO 3-06 était composée du groupement tactique du 1 RCR, de la première ELMO, de l'ERP et de l'ESN, et a été déployée d'août 2006 à février 2007.

- La FO 1-07 était composée du groupement tactique du 2 RCR, de l'ERP, de l'ELMO élargie et de l'ESN, et a été déployée de février à août 2007.

- La FO 3-07 était composée du groupement tactique du 1 R22eR, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'août 2007 à février 2008.

- La FO 1-08 était composée du groupement tactique du 2 PPCLI, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée de février à septembre 2008.

- La FO 3-08 était composée du groupement tactique du 3 RCR, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'août 2008 à février 2009.

- La FO 1-09 était composée du groupement tactique du 2 R22eR, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée de février à août 2009.

- La FO 3-09 était composée du groupement tactique du 1 PPCLI, de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'août 2009 à février 2010.

- La FO 1-10 était composée du groupement tactique du 1 RCR, des composantes militaires de l'ERP, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée de février à octobre 2010

- La FO 3-10 était composée du groupement tactique du 1 R22eR, de l'ELMO et de l'ESN, et a été déployée d'octobre 2010 à juillet 2011.

La plupart des groupements tactiques ont été organisés autour des premier et deuxième bataillons des trois régiments d'infanterie et dans certains cas, des compagnies d'autres régiments ont été incluses dans les groupements tactiques pour former une troisième compagnie. Au niveau de la compagnie, l'ELMO et l'ERP provenaient du troisième bataillon des régiments d'infanterie, c'est-à-dire les bataillons d'infanterie légère, et ont reçu des renforts importants des régiments et unités d'artillerie et des blindés de la Première réserve.

APPENDICE B :

LE PAKISTAN ET L'INSURRECTION EN AFGHANISTAN, DE 2007 À 2011

En novembre 2006, l'accord de paix du Waziristan du Nord, signé en septembre de la même année, était en lambeaux : les attaques s'étaient multipliées dans le territoire du Commandement régional (Est) en Afghanistan, et les talibans pakistanais étendaient leur influence dans les agences adjacentes au Pakistan. En janvier 2007, les talibans pakistanais du Waziristan du Sud, encouragés par ce qui se passait au nord de leur territoire, ont rompu leur accord de paix antérieur signé avec leur gouvernement, ce qui a incité ce dernier à intervenir, et les insurgés à riposter avec une campagne d'attaques-suicides à l'EEI qui s'est poursuivie pendant tout le printemps[1]. Les deux Waziristans étaient alors en flammes.

Le rôle de la direction pakistanaise pour le renseignement interservices (ISI) et de ses anciens membres dans les affaires régionales faisait alors l'objet d'un certain examen de la part de la coalition. Des éléments de l'ISI, y compris d'anciens chefs de l'organisme, militaient pour n'importe quel accord de paix qui exclurait l'Armée pakistanaise des Waziristans, et certains ont même fustigé le gouvernement pour être intervenu dans ces territoires. En effet, l'ancien dirigeant de l'ISI, Hamid Gul, a été détenu par le gouvernement pour s'être prononcé vigoureusement en faveur des insurgés[2]. Cela n'est pas surprenant, vu que les relations de l'ISI avec diverses entités de la région remontaient à des décennies. Certaines de ces entités étaient en outre impliquées dans le commerce des stupéfiants. Il est probable que d'anciens membres du personnel de l'ISI aient eux aussi trempé dans ce genre d'activités. Ou, comme on peut le lire dans une étude :

> Cependant, les éléments les plus problématiques au sein de l'État pakistanais sont sans doute les agents de l'ISID sur le terrain qui ont été chargés de gérer la relation avec les talibans au cours des années. Certains ont tout simplement été loyaux envers leurs anciens clients. D'autres se satisfont d'exploiter la propre ambivalence de leurs chefs au sujet des talibans pour des motifs nationalistes, idéologiques ou personnels […][3]. [Traduction]

De toute façon, l'ISI n'a pas semblé militer très fort en faveur du succès des opérations contre les talibans dans le Waziristan, encore moins à Quetta, où les talibans afghans agissaient à leur guise.

Au printemps 2007, plusieurs groupes d'insurgés étaient à l'œuvre dans les agences tribales administrées par le fédéral (FATA) et au Baloutchistan : les talibans afghans; les talibans pakistanais des deux parties du Waziristan; Al-Qaïda; le réseau tribal Haqqani; Lashkar-e Toiba, et le groupe HiG d'Hekmatyar. Les nationalistes baloutches étaient actifs eux aussi, mais ils se tenaient en général à l'écart des groupes fondamentalistes plus radicaux. À un moment donné, il y a eu une fusion des esprits entre eux tous. Ceux qui analysaient la situation ont estimé qu'Al-Qaïda orchestrait la politique dans les coulisses. Afin d'amener le gouvernement pakistanais à réduire la pression qu'il exerçait sur les FATA, un marché a été conclu avec un groupe radical appuyé par l'Arabie saoudite et Islamabad et appelé Lal Masjid (Mosquée rouge). Lal Masjid a lancé une campagne d'agitation dans les rues de la capitale pakistanaise, et les forces de sécurité ont réprimé les émeutes brutalement. Ces événements, aggravés par des opérations d'information extrémistes, ont amené les Pakistanais à remettre en question la légitimité de leur gouvernement dans des secteurs clés et en particulier dans le système juridique[4].

Les effets ont compris la propagation du programme conservateur islamique radical bien au-delà des régions insurgées des FATA. La répression a aussi ravivé les griefs politiques dans d'autres régions devenues latentes au Pakistan bien avant les attentats du 11 septembre 2001. À l'été et à l'automne 2007, le gouvernement Muaharraf au Pakistan a été assailli par des insurrections dans les FATA, en particulier dans les Waziristan du Nord et du Sud et dans trois autres FATA plus petites partageant une frontière avec l'Afghanistan; par une campagne d'attentats-suicides terroristes dirigée contre les chefs du gouvernement et des forces armées, et par une manifestation politique massive dans la capitale. Le principal bénéficiaire de toute cette activité a été Al-Qaïda :

> Il n'y a aucun doute aujourd'hui que la survie du sanctuaire taliban dans les FATA (ce qui inclut la talibanisation de l'ensemble de la région, plus généralement) a expliqué à elle seule la régénération continue d'Al-Qaïda en tant qu'organisation, car elle a permis aux dirigeants et aux agents de ce groupe terroriste, qui sont relativement peu nombreux, de se « fondre » en toute sécurité dans un environnement géosocial plus vaste qui soit les accueille directement, soit les protège en dissimulant leur présence dans un bassin plus grand d'adhérents talibans[5]. [Traduction]

Le gouvernement Musharraf était de plus en plus préoccupé par l'intensification de la violence des insurgés dans la vallée de Swat, au nord-ouest de la capitale. Par conséquent, les forces de sécurité pakistanaises ont lancé l'opération JUST PATH pour déstabiliser ce qui semblait être une poussée des talibans pakistanais vers Islamabad. L'opération a été fructueuse, et les insurgés ont dû se replier dans les montagnes en décembre[6].

La crise politique de 2007 au Pakistan a entraîné le déclenchement d'une élection pour établir la légitimité du gouvernement. Pendant la campagne, Benazir Bhutto, la candidate au poste de premier ministre qui était en tête dans les intentions de vote, a été assassinée le 27 décembre 2007. Le coupable soupçonné était Baitullah Mehsud, chef des talibans pakistanais au Waziristan du Sud. Les groupes talibans pakistanais se sont alors unis publiquement pour former le Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP), et le Pakistan a sombré dans une violence totale[7]. Ces événements ont amené les médias occidentaux à s'interroger sur la sécurité de l'arsenal nucléaire du Pakistan, advenant une prise du pouvoir par des éléments fondamentalistes[8].

Entre-temps, les talibans afghans s'adonnaient sans encombre à leurs activités depuis Quetta. Il a alors semblé que les seules similitudes entre les talibans afghans et les talibans pakistanais résidaient dans le fait que les deux groupes étaient principalement pachtounes et qu'ils employaient tous deux les méthodes des Khmers rouges pour atteindre leurs objectifs[9]. La seule différence était que les talibans afghans étaient plus inextricablement liés à l'ISI que les talibans pakistanais et qu'ils étaient donc plus faciles à contrôler. En outre, en orientant leurs activités vers le sud de l'Afghanistan, les talibans afghans risquaient moins d'être entraînés dans des activités antigouvernementales aux côtés du TTP. En effet, selon une étude, des membres de l'ISI faisaient partie de la choura de Quetta et influaient grandement sur certains de ses principaux membres[10].

L'autre raison expliquant le maintien de cette relation avec l'insurrection se trouvait dans la politique pakistanaise consistant depuis longtemps à conserver un moyen d'influer sur l'Afghanistan pour l'empêcher d'être utilisé par l'Inde comme mandataire dans une guerre sur deux fronts. Diverses analyses convergent vers cette conclusion :

> Les Pakistanais ont laissé les talibans afghans tranquilles, non seulement parce qu'ils entrevoyaient un rôle possible pour eux dans l'avenir en Afghanistan, mais aussi parce qu'ils ne voulaient pas s'exposer aux conséquences éventuelles de leur défaite. Si les talibans afghans disparaissaient soudainement de la scène, les États-Unis se retireraient quasi certainement de l'Afghanistan, de sorte que l'Inde deviendrait alors la puissance extérieure dominante […][11]. [Traduction]

Un autre observateur a abondé dans le même sens :

> Par sa politique, Musharraf visait surtout à maintenir les capacités du Pakistan pour mettre en œuvre ses politiques d'avant 2001 – y compris celle concernant la guerre par partie interposée en Afghanistan –, tout en attendant le départ militaire des É.-U. et de la coalition de la région […] Le Pakistan voulait que l'ISI conserve son influence sur les talibans afghans et d'autres factions afghanes et pakistanaises radicales alors en train de se reconstruire […] l'appareil militaire pakistanais a perçu la décision que les É.-U. ont prise en 2005 de confier la sécurité du sud de l'Afghanistan à l'OTAN comme menant au désengagement imminent des É.-U., ce qui allait créer dans ce pays un vide que les rivaux du Pakistan – l'Inde et l'Iran – combleraient à coup sûr s'il ne le faisait pas lui-même[12]. [Traduction]

Et aussi :

> La relation entre les talibans et l'ISI repose sur un avantage mutuel. Les talibans ont besoin d'un sanctuaire extérieur et aussi d'un appui militaire et logistique pour soutenir l'insurrection; l'ISI croit que le Pakistan a besoin d'une force alliée importante en Afghanistan pour maintenir sa force régionale et une profondeur stratégique dans le contexte de sa rivalité avec l'Inde […][13]. [Traduction]

Les frictions entre l'Inde et le Pakistan découlent principalement de la concurrence au sujet du Cachemire, laquelle date de la partition de 1947, quand le nouvel État du Pakistan a commencé à recourir au terrorisme islamique comme outil stratégique. L'attaque de Mumbai, perpétrée le 26 novembre 2008, par exemple, a eu lieu pendant que la communauté internationale travaillait à l'amélioration des relations entre l'Inde et le Pakistan.

Le rôle d'Al-Qaïda demeure important, mais il tend à être voilé par la *sturm und drang* (tempête et tensions) inhérentes à la violence pakistanaise intestine. La situation ne se résumait pas à la diffusion d'ordres d'Oussama ben Laden à ses alliés subalternes du TTP ou d'HiG. Un mécanisme de consensus quelconque, par exemple une choura des insurgés, a probablement servi à convaincre d'autres groupes de mener des opérations qui soutenaient aussi les objectifs d'Al-Qaïda et de ses alliés. Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri avaient sans doute comme objectifs ultimes la conquête du Pakistan et la saisie de son arsenal nucléaire. En effet, ils croyaient tous deux que les armes pakistanaises « appartenaient » à *l'oumma* (communauté [des musulmans])[14].

Entre-temps, le « gang » des insurgés – c'est ainsi que les décrivaient le Renseignement et les commandants de la FIAS – continuait à planifier la suppression du « bouclier » de la FIAS qui protégeait l'Afghanistan. Tout au long de 2008, un aspect de cette campagne a consisté à accroître la pression sur les voies d'approvisionnement de la coalition passant par

le Pakistan. En janvier de cette année-là, divers groupes d'insurgés se sont mis à intimider les camionneurs civils et les ouvriers des entrepôts et à attaquer des cibles à Peshawar et à Karachi[15].

Ce qui avait peut-être commencé comme une stratégie des insurgés visant à interdire à la FIAS l'accès à l'Afghanistan a suscité des conséquences imprévues pour toutes les parties au conflit. Rappelons que les talibans, en tant que groupe, ont été créés par l'ISI et qu'ils sont appuyés par les mafias pachtounes du camionnage basées à Quetta pour garder l'Autoroute 4 ouverte au commerce régional; c'était donc un outil de la politique d'État du Pakistan. Cela a engendré un antagonisme entre, d'une part, les mafias du camionnage qui cherchaient à profiter du soutien à fournir à la FIAS entre Karachi et Kandahar et, d'autre part, les autres entités insurgées qui voulaient étouffer la FIAS.

Comme c'est le cas de la majorité des situations dans cette région, un marché – ou une gamme de marchés – a été conclu entre les parties intéressées. Voici ce qu'un observateur a écrit à ce sujet :

> Karachi est le port maritime de débarquement pour l'opération ENDURING FREEDOM. L'endroit où les navires sont déchargés […] 472 milles de chemins en mauvais état, exposition à l'escroquerie, à l'extorsion, aux pannes et aux retards. À Karachi, les douanes pakistanaises harcèlent les camionneurs – c'est la version pakistanaise des « Teamsters », l'entreprise de camionnage avec laquelle ils ont signé un contrat – et tous les rustres qui établissent des barrages routiers pour percevoir le paiement de protection. Ensuite, les camionneurs s'arrêtent dans un terrain de stationnement à Chaman en attendant de traverser pour se rendre à Spin Boldak. Puis, une explosion se produit la nuit dans le terrain de stationnement[16]. [Traduction]

Les insurgés basés au Pakistan ont vite compris que la situation pouvait les avantager eux aussi. En 2009, des entreprises de sécurité privées payaient les groupes talibans pour qu'ils n'attaquent pas les convois d'approvisionnement qu'elles escortaient; soit dit en passant, une de ces entreprises, Watan Risk Management, était contrôlée par Ahmad Wali Karzai. Comme une étude l'a souligné, « de nombreux échanges de feux ne sont que des négociations sur les droits de passage à payer ». [Traduction] D'après une estimation, de tels paiements procurent aux insurgés un à deux millions de dollars par semaine. Un observateur a souligné que « les talibans et les seigneurs de guerre locaux prélèvent d'habitude entre 10 et 20 p. 100 de la valeur de n'importe quel projet comme paiement de protection. Les États-Unis et la collectivité internationale alimentent involontairement en Afghanistan une vaste économie politique au sein de laquelle la sécurité est assurée par des acteurs corrompus[17] ». [Traduction].

L'absurde situation où la FIAS finançait en partie l'insurrection qu'elle combattait pendant que le service de renseignement de son allié influait sur cette insurrection à ses propres fins constitue à coup sûr un des aspects les plus bizarres et alambiqués de la guerre en Afghanistan.

Pendant la période de chaos politique du début de 2008, les attaques-suicides déclenchées par le TTP ont causé la mort de plus de 600 personnes. En février de la même année, les analystes du renseignement ont conclu que « les militants continuent de régir l'ordre du jour » [Traduction] et que « la stratégie actuelle [de l'Armée pakistanaise] se limite à contenir l'ennemi au lieu de le prendre à partie de façon proactive […] elle renouvelle les négociations [avec Mehsud] […] nous voyons des signes montrant que les militants reviennent en Afghanistan en prévision de l'offensive annuelle du printemps[18] » [Traduction]. Par ailleurs, le gouvernement du Pakistan a décidé de reporter la réforme des madrasas jusqu'au lendemain des prochaines élections[19]. Cela a signifié qu'il y aurait plus de jeunes gens endoctrinés que les insurgés pourraient exploiter. Ces deux éléments ont eu un effet direct sur les opérations du Canada à Kandahar.

La poursuite des négociations sur le statut du Waziristan constituait un autre problème. Les hommes politiques pakistanais, cherchant une solution, voulaient l'assurance que le Waziristan du Sud ne deviendrait pas une base d'où des opérations seraient lancées contre l'Afghanistan. Les dirigeants de l'ISI sont intervenus directement et ont discuté de la question avec un des hommes politiques. Cet homme a conclu que l'ISI « essaie de conclure un accord de paix pour le Pakistan au détriment des circonstances en Afghanistan[20] » [Traduction].

L'instabilité politique au Pakistan provoquée par l'incertitude au sujet des élections et par l'intensité de la violence a suscité des craintes dans les milieux des États-Unis relativement à la sécurité et à la sûreté des armes nucléaires pakistanaises. Les chefs militaires du Pakistan ont constamment affirmé que cet élément ne faisait pas problème, mais des observateurs étatsuniens ont fait savoir que des dirigeants supérieurs pakistanais leur avaient dit que les membres du personnel résistaient à l'application du programme de fiabilité du personnel, établi seulement deux ans auparavant, car « ils estimaient que leur patriotisme était remis en cause[21] » [Traduction].

Les États-Unis se sont inquiétés davantage quand le TTP a intensifié ses opérations dans le district de Swat, un lieu de villégiature au nord-ouest d'Islamabad. L'opération LION HEART, riposte du Pakistan à l'incursion dans le Swat, a été lancée en août 2008, mais les forces pakistanaises se sont heurtées à une solide opposition. Pendant que cette opération s'éternisait, des forces d'opérations spéciales étasuniennes ont exécuté un raid transfrontalier dans le Waziristan du Sud contre des dirigeants insurgés, en septembre 2008; le raid ne s'est pas déroulé comme prévu, et son succès a été compromis. Il en est résulté une réaction brutale de toutes parts au pays contre le gouvernement pakistanais. Les retombées ont gravement

nui aux relations déjà fragiles entre les États-Unis et le Pakistan et elles ont influé sur le problème de réapprovisionnement de la FIAS[22].

En novembre, la violence dans les FATA et les agences de la NWFP a atteint son paroxysme, et ces secteurs ont dès lors subi la « talibanisation », c'est-à-dire l'imposition violente de la charia, le ciblage et la destruction des institutions laïques et les violations massives des droits de la personne. Les chefs militaires pakistanais ont adressé le message suivant aux États-Unis : « Nous n'avons pas pu déclencher des opérations militaires contre les militants avant d'avoir l'appui des nouveaux dirigeants civils, parce que ceux-ci ont besoin d'assumer la responsabilité civile de la bataille contre l'extrémisme[23]. » Parallèlement, les chefs militaires pakistanais ont apporté de légères modifications à l'ISI, mais ils n'ont pris aucune mesure digne de mention pour influer sur les opérations des talibans afghans dans le sud du pays. C'était comme si les chefs militaires supérieurs du Pakistan avaient décidé de répondre au raid transfrontalier de septembre en faisant un pas en arrière et en se cantonnant dans l'attentisme[24].

Entre-temps, d'importants efforts diplomatiques étaient en cours pour améliorer l'accord de paix entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire. Personne ne pensait que ce problème vieux de 60 ans pouvait être réglé du jour au lendemain, mais certains estimaient que le mouvement visant à réduire la tension entre les deux pays permettrait de déployer des troupes pakistanaises plus nombreuses dans le Pakistan occidental, au lieu de les laisser à l'est à attendre et à décourager une attaque indienne qui n'allait pas venir.

L'attentat terroriste du 26 novembre 2008 à Mumbai, qui a fait plus de 160 morts et plus de 300 blessés, a profondément changé le cours des choses. L'organisation attaquante, Lashkar-e-Toiba, était une entité terroriste par procuration appuyée par l'ISI et employée dans le Cachemire contre les forces de sécurité de l'Inde. Le président Zardari du Pakistan :

> […] est convaincu que les attaques de Mumbai étaient conçues pour miner ses propositions visant à favoriser un rapprochement avec l'Inde et pour convaincre le Pakistan de réduire l'engagement qu'il avait pris de combattre les militants dans les FATA en concentrant plus de troupes pakistanaises sur la frontière avec l'Inde. Le déplacement de 5 000 à 7 000 soldats de l'Armée pakistanaise vers la frontière indienne était principalement symbolique, mais il a montré que l'Armée avait besoin de riposter à son ennemi irréductible[25]. [Traduction]

Dans le volume I, nous avons vu qu'à l'été 2002, des attaques terroristes perpétrées contre le Parlement de l'Inde par des groupes soutenus par le Pakistan et liés à toute une gamme d'entités islamistes radicales ont entraîné une escalade de la tension dont certains ont pensé qu'elle mènerait à une guerre nucléaire. Par suite de cet incident, le Pakistan a

retiré ses troupes stationnées dans sa partie occidentale, ce qui a réduit la protection de cette frontière et a permis à Al-Qaïda, aux talibans et à leurs forces alliées connexes de s'échapper de l'Afghanistan. Les événements de 2008 correspondaient presque à ceux survenus sept ans auparavant. La tension entre l'Inde et le Pakistan a entraîné un assouplissement de la pression exercée par le Pakistan sur les insurgés des FATA. Tous ces événements ont aussi amené les États-Unis à préparer l'évacuation du matériel nucléaire existant au Pakistan[26].

Au début de 2009, le gouvernement pakistanais a admis que des groupes insurgés s'étaient rendus maîtres du Waziristan et du district de Swat[27]. Le Corps frontalier (Frontier Corps) a tenu l'Agence du Khyber ouverte, et les camions de ravitaillement sont entrés dans l'Afghanistan, mais il y a eu un prix à payer : l'argent ainsi perçu a soutenu les insurgés dans les FATA. Les talibans afghans ne pouvaient observer la situation qu'avec un certain amusement et poursuivre leurs opérations contre la FIAS dans le sud de l'Afghanistan en recevant un soutien renouvelé depuis l'intérieur du Pakistan.

Les forces de sécurité pakistanaises ont mis l'accent sur le district de Swat au début de 2009. Ce district étant situé non loin d'Islamabad, capitale du pays, c'était là un choix évident, mais il existait apparemment des signes selon lesquels Baitullah Mehsud et le mollah Omar avaient convenu de déplacer les ressources de leurs deux organisations pour les opposer aux forces de la FIAS en Afghanistan, une fois qu'ils auraient raffermi leur position dans les FATA[28]. En mai, les forces de sécurité pakistanaises, y compris trois divisions et cinq bataillons des forces spéciales, sont allées reprendre le district dans le cadre d'une opération très en vue. Celle-ci a duré deux mois avant que le Swat soit déclaré sûr. Les effets collatéraux ont compris l'attaque réussie contre le chef taliban pakistanais Batiullah Mehsud par un UAV le 4 août. Après l'opération menée dans le Swat, il y a eu l'opération PATH OF SALVATION dans le Waziristan du Sud, en octobre; dans ce cas, trois divisions de l'Armée pakistanaise et plusieurs bataillons des forces spéciales ont été déployés[29].

À première vue, on a eu l'impression que les deux offensives avaient grandement réduit les opérations des insurgés dans les FATA. Cependant, le Waziristan du Nord et les agences adjacentes sont restés « intacts ». Selon une opinion divergente, la situation était beaucoup plus complexe que ce dont on faisait état dans les milieux diplomatiques, et il se peut qu'elle ait eu un effet sur les opérations des talibans afghans dans le sud de l'Afghanistan en 2009.

Dans cette perspective, il y avait essentiellement quatre acteurs dans le drame : Al-Qaïda, le TTP (les talibans pakistanais), les talibans afghans dirigés par le mollah Omar, et les éléments officiels et officieux de l'ISI. L'objectif d'Al-Qaïda était de maintenir l'élan du TTP et de ses alliés à l'intérieur du Pakistan dans l'espoir de déstabiliser le gouvernement Zardari et de susciter une révolte ouverte dans les plus grandes villes du Pakistan (le maire de Karachi a alerté les organismes étasuniens à cet égard en avril 2009)[30]. Le TTP, désormais privé de Mehsud, était maintenant ouvert aux suggestions, et les dirigeants d'Al-Qaïda lui

ont proposé de collaborer de plus près avec les talibans afghans du mollah Omar contre la FIAS en Afghanistan. Les membres des forces de sécurité pakistanaises qui voyaient dans les talibans afghans leur force par procuration envisageaient la situation avec une certaine inquiétude et ils croyaient qu'Al-Qaïda et le TTP se rendraient maîtres des talibans afghans, puis qu'ils s'en serviraient contre le Pakistan[31]. Cette situation extrêmement alambiquée a probablement suscité l'incertitude dans la choura de Quetta et entraîné la détention de certains chefs, y compris le mollah Baradar au début de 2010.

Les observateurs étasuniens ont produit une évaluation pertinente de la situation qui existait au Pakistan à la fin de 2009.

> [L'ambassade] croit qu'il n'est absolument pas possible de faire échec à Al-Qaïda au Pakistan sans une stratégie exhaustive qui : 1) prend en compte la menace talibane combinée présente en Afghanistan et au Pakistan; 2) favorise la présence d'un gouvernement civil stable en Afghanistan; 3) réexamine le rôle plus large de l'Inde dans la région […] L'élément clé du succès réside dans la cessation du soutien accordé par l'establishment pakistanais aux groupes terroristes et extrémistes, certains concentrant leur action sur l'Afghanistan, et certains, sur l'Inde[32]. [Traduction]

Al-Qaïda a pu fonctionner dans les FATA uniquement parce que les talibans y étaient déjà; par conséquent, le ciblage des chefs a été utile, mais ce n'était pas la solution complète. La seule façon de menacer Al-Qaïda consistait à la priver de son bouclier taliban pakistanais, et le seul moyen de ce faire était « d'assujettir les FATA à l'autorité de l'État pakistanais […] Cependant, ne nous faisons pas d'illusions : cet effort nécessitera l'effort de multiples organismes, pendant de nombreuses années » [Traduction]. Aspect primordial :

> [i]l n'est pas possible, cependant, de faire échec efficacement aux groupes talibans au Pakistan et à la menace régionale que présente Al-Qaïda, sans une grande stratégie régionale qui aboutira à la stabilité en Afghanistan. La crainte que la mission de la FIAS en Afghanistan prenne fin sans qu'ait été établi un gouvernement non taliban dirigé par des Pachtounes et favorable au Pakistan renforce la détermination de l'establishment pakistanais à ne pas rompre irrévocablement ses liens avec les talibans afghans. Ce dernier a peur que le retrait des pays de l'OTAN de l'Afghanistan à une date fixée ne soit que la pointe de l'iceberg et que d'autres partenaires de la coalition fassent de même, y compris les États-Unis […] Le général Kayani a été très franc au sujet de la position du Pakistan à cet égard. Dans un tel scénario, l'establishment pakistanais fournira un soutien grandement accru aux groupes talibans du Pakistan et de l'Afghanistan, qu'il percevra comme étant soit susceptibles en fin de compte de supplanter le gouvernement afghan, soit, à tout le moins, de constituer un important contrepoids à une Alliance du Nord contrôlée par l'Inde[33]. [Traduction]

Cette menace formulée par le chef de l'Armée pakistanaise à l'intention de diplomates étasuniens en 2009 est carrément stupéfiante. Si les forces de l'OTAN essayaient de se retirer de l'Afghanistan, l'establishment militaire pakistanais menaçait d'accroître le soutien accordé à l'insurrection qu'elles combattaient, afin de les amener à rester en Afghanistan de manière à empêcher un vide sur le plan de la sécurité, lequel serait rempli, comme le craignait le Pakistan pathologiquement, par son adversaire de longue date, l'Inde, ou par l'Iran chiite. À ce moment-là, le Canada était le seul pays membre de la FIAS qui avait annoncé publiquement son retrait de l'Afghanistan et qui était résolument engagé contre les forces talibanes en Afghanistan.

Le degré de complicité de l'ISI dans les opérations des talibans en Afghanistan a été de plus en plus évident à partir de 2009. Des entrevues sur le terrain accordées par des chefs intermédiaires talibans afghans, anciens et en poste, menées en 2009 et 2010 par un groupe de réflexion spécialiste des droits de la personne, ont révélé les points pertinents suivants[34] :

1. l'ISI était représenté à la choura de Quetta;

2. les chefs intermédiaires « craignaient que, s'ils disaient quelque chose contre les talibans ou l'ISI, les chefs supérieurs n'en fussent informés – ils risqueraient alors d'être démis de leurs fonctions ou assassinés » [Traduction];

3. pour qu'un accord de paix entre l'Afghanistan et les talibans afghans puisse être négocié, il fallait absolument « que l'ISI ait un grand rôle à jouer dans le processus, voire qu'il le contrôle » [Traduction];

4. de nombreux combattants menaient les opérations sous la contrainte de l'ISI;

5. la destruction des écoles et la campagne d'assassinats contre les établissements religieux et les personnages religieux modérés dans le sud de l'Afghanistan étaient des éléments d'une stratégie de l'ISI qui visaient à éliminer la concurrence des courants modérés de l'Islam.

Un commandant taliban interviewé aux fins de notre étude a déclaré manifestement : « Si quelqu'un rejette le fait que l'ISI appuie ou contrôle les talibans, il n'a pas toute sa tête […] tous nos plans et toute notre stratégie sont élaborés au Pakistan et nous sont communiqués étape par étape[35] […] » [Traduction]. L'affirmation la plus bouleversante a été que le président Zardari lui-même fermait les yeux sur l'emploi des talibans afghans aux fins stratégiques du Pakistan et qu'il aurait dit à des chefs talibans afghans supérieurs détenus

que leur incarcération était artificielle et qu'elle visait à faire en sorte que les Américains cessent d'importuner le Pakistan au sujet des talibans[36].

David C. Isby, qui observait la région depuis longtemps, a sans ménagements fait l'observation suivante :

> En fin de compte, les gouvernements militaires et civils du Pakistan ont tous misé sur l'ISI. L'ampleur des opérations menées par l'ISI à l'appui des insurgés afghans demeure incertaine, mais ce ne sont pas des opérations « menées par des hors-la-loi » ou par « un État à l'intérieur d'un État », deux clichés souvent utilisés dans les reportages occidentaux. L'ISI dispose d'une liberté opérationnelle et d'une indépendance suffisantes pour mettre en œuvre des politiques dans le contexte de grandes lignes directrices, mais il demeure sous le contrôle des militaires […] L'ISI n'agira pas contre les intérêts de l'appareil militaire pakistanais[37]. [Traduction]

Parallèlement et paradoxalement, les talibans pakistanais ont déchaîné une vague massive de terrorisme urbain qui a compris le bombardement du siège de l'ISI et, en octobre 2009, une audacieuse attaque du quartier général de l'Armée pakistanaise par des insurgés vêtus comme des soldats. Les observateurs ont constaté l'émergence d'une catégorie totalement nouvelle d'insurgés : les talibans du Punjab. En 2010, certains se demandaient si le Pakistan était en train de devenir une nouvelle Algérie[38].

Le diplomate étatsunien John R. Schmidt a conclu ce qui suit :

> Le fait que les Pakistanais se soient sentis obligés d'agir d'une façon aussi fourbe a révélé l'importance qu'ils accordaient à la composition future de l'Afghanistan. Ils ne voulaient pas renoncer à leur relation avec les États-Unis, mais ils refusaient d'accepter les conséquences d'une défaite des talibans en Afghanistan […] « Chasser avec la meute et courir avec les lièvres », tel est un des aphorismes pakistanais les plus populaires[39]. [Traduction]

La méthode que le Canada a adoptée pour observer la scène pakistanaise a pris plusieurs formes. Tout d'abord, il y a eu un attaché militaire à Islamabad. En 2008, comme l'équipe du quartier général du Mgén Marc Lessard, au Commandement régional (Sud), s'inquiétait des opérations à la frontière et de la menace grandissante pesant sur la ligne de communication et la voie logistique, l'attaché, nommément le Lcol Brian Douglas, a assumé à titre secondaire les fonctions d'officier de liaison du Commandement régional (Sud) auprès des forces armées du Pakistan (PAKMIL)[40].

La nature du problème frontalier existant à Spin Boldak en 2008 a entraîné la nomination officielle du Lcol Ted Middleton comme officier de liaison entre le Commandement régional (Sud) et les PAKMIL, depuis l'aérodrome de Kandahar et Spin Boldak. Il a élaboré un système de conférences frontalières conçu pour que les chefs locaux et régionaux des forces de sécurité afghanes se réunissent régulièrement avec leurs homologues pakistanais[41].

Tandis que la situation au Pakistan se détériorait, la FIAS a essayé de resserrer ses liens avec les Afghans et les Pakistanais en créant une commission tripartite qui a réuni les chefs militaires des trois entités. Avec le temps, les commandements régionaux ont établi des rapports avec deux corps d'armée pakistanais basés dans des provinces du Pakistan bordant l'Afghanistan. La Force opérationnelle Kandahar, commandée par le Bgén Jonathan Vance a quant à elle noué des liens avec le 3rd Pishin Scouts, bataillon du Corps frontalier posté de l'autre côté de la frontière par rapport à Spin Boldak, à Chaman. À la fin de 2009, un centre de coordination frontalier a été ouvert à Spin Boldak[42].

Enfin, l'Armée canadienne a contribué au Bureau du représentant de la défense du Pakistan (BRDP) dirigé par les États-Unis et fondé pendant la guerre froide, sa raison d'être ayant été de fournir une aide matérielle au Pakistan. Il a été grandement renforcé après les attentats du 11 septembre 2001[43]. Le successeur du Lcol Middleton, le Lcol Kevin Ng, a constaté que l'officier de liaison entre la FIAS de l'OTAN et les PAKMIL n'était efficace que par intermittence, car il ne travaillait qu'à un bas niveau et n'avait de liens avec aucun autre mécanisme, tandis que le système pakistanais fonctionnait sans arrêt. Le Lcol Ng a cherché à placer un officier de liaison de la FIAS de l'OTAN au BRDP pour exploiter la relation bilatérale déjà établie là entre les États-Unis et le Pakistan. En 2010, le Lcol Ng a été remplacé par le Lcol Craig Braddon[44].

Sous la direction d'un général étasunien à trois étoiles, le BRDP avait de nombreuses fonctions. Il comportait le Bureau de l'attaché militaire, un bureau de l'assistance à la sécurité et un Commandement des opérations spéciales (Avancé) au Pakistan, sans compter des éléments de protection de la force pour les divers officiers et l'état-major. La plupart des activités de ces entités se rapportaient à l'instruction et à la dotation des forces pakistanaises en équipement de diverses façons. Le BRDP se tenait aussi en rapport avec le 11e Corps et le 12e Corps de l'Armée pakistanaise. Chacun de ces corps était installé en face du Commandement régional (Est) et du Commandement régional (Sud), respectivement. Avec le temps, un élément de coordination de la FIAS au Pakistan (ICEPAK) a été mis sur pied, et il a compris des officiers de liaison auprès de ces organisations, mais il était installé dans le BRDP. L'équipe multinationale était formée d'officiers étasuniens, britanniques et canadiens, et les Canadiens faisaient partie de la cellule du BNL[45].

L'ICEPAK, comme on l'appelait, a officiellement été désigné pour coordonner les activités de la FIAS avec celles du Corps frontalier (NWFP) et du Corps frontalier (Baloutchistan);

du Grand quartier général des APKMIL et, par défaut, des 11e et 12e Corps par l'intermédiaire des États-Unis au BRDP. Ces activités consistaient à représenter les intérêts de la FIAS à plus de six réunions de coordination différentes avec les PAKMIL, à gérer les réunions concernant les drapeaux de frontière entre les forces de sécurité afghanes et pakistanaises dans les régions frontalières, et à renseigner la FIAS et le CENTCOM sur la situation et les événements au Pakistan[46].

La coordination et la coopération étaient inégales. Le Commandement régional (Est) menait plus d'activités avec ses homologues dans la NWFP que le Commandement régional (Sud) ne le faisait avec le Baloutchistan. Dans le Sud, les forces de sécurité pakistanaises voulaient que la FIAS réprime les séparatistes baloutches menant des opérations contre le Pakistan depuis l'Afghanistan. Comme la FIAS ne pouvait détecter d'activités importantes de la part des insurgés baloutches, les autorités pakistanaises se sont servis de cela comme d'une excuse pour ne pas coopérer avec elle contre les talibans afghans agissant à Quetta[47].

La véritable nature de la situation était manifeste au BRDP également. En effet, les officiers canadiens se sont fait dire ceci à maintes reprises : « Nous [le BRDP] sommes ici pour compliquer la tâche à l'ennemi qui essaie de nous tuer en Afghanistan, et non pour nous lier d'amitié avec le Pakistan » [Traduction]. Malheureusement, une série constante d'incidents a miné presque toutes les tentatives de coordination et de liaison en 2009 et 2010. Mentionnons notamment les décès de membres du personnel du Corps frontalier au cours d'une attaque aérienne à la frontière. Puis, il y a eu les indiscrétions de Wikileaks et ses messages crus du Département d'État au sujet du Pakistan. En troisième lieu, le président Obama s'est rendu en Inde, tandis qu'un Étatsunien qui prenait part à une activité secrète au Pakistan a été appréhendé et incarcéré après avoir fait feu sur des hommes qui tentaient de l'enlever. Finalement, en mai 2011, l'opération NEPTUNE SPEAR a effectivement mis fin à presque toutes les activités de liaison jusqu'à ce que le Canada se retire du Sud[48].

Le Lcol Craig Braddon a observé qu'il débattait régulièrement avec ses collègues étatsuniens et britanniques la question de savoir si le Pakistan était « un allié mal compris, mal guidé et incompétent, mais un allié malgré tout » ou « un ennemi rusé et dangereux » [Traduction]. Ils ont conclu que « les Pakistanais sont les deux à la fois […] et qu'ils peuvent changer leur fusil d'épaule dans la même phrase sans que cela ne les dérange aucunement[49] » [Traduction].

L'efficacité de la collaboration de l'Armée canadienne avec les forces de sécurité pakistanaises est discutable. Il n'y avait ni critère de réussite ni paramètre de mesure de l'efficacité, et la collaboration n'avait de liens en bonne et due forme avec aucune autre activité canadienne en cours au Pakistan : le MAECI et l'ACDI affectaient des fonds à divers projets, mais il ne semblait exister aucune approche canadienne coordonnée. On pouvait faire valoir que la connectivité établie aux niveaux stratégique et opérationnel

faisait en elle-même une réussite de cette collaboration. Il valait mieux parler et acquérir des renseignements que de se taire, même si très peu était accompli sur le terrain. Il n'y a eu aucune véritable réussite au niveau tactique[50].

La réalité dure et fondamentale, c'est que des soldats canadiens ont été tués et mutilés par des talibans afghans soutenus par l'establishment pakistanais. Afin d'atteindre ses objectifs stratégiques, ce dernier luttait, sur son territoire, contre au moins trois groupes alliés aux talibans afghans, y compris Al-Qaïda. Il en était ainsi pendant que l'establishment pakistanais perdait du terrain à cause des menaces que représentaient de nouvelles entités fondamentalistes telles que les talibans du Punjab (TTP). La possibilité très réelle que le Pakistan succombe aux multiples menaces internes ne l'a pas empêché de continuer tout autant à soutenir l'insurrection talibane en Afghanistan, pendant que la peur imaginaire d'un Afghanistan contrôlé par l'Inde maintenait son emprise sur lui. La situation, compte tenu surtout de l'existence d'armes nucléaires en arrière-plan, a confiné à des limites absolues même l'influence des superpuissances.

NOTES

1. Syed Saleem Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban*, Londres, Palgrave Macmillan, 2011, p. 45.
2. WikiLeaks, American embassy Islamabad message, « Wali Khan's Strategy for Containing Militancy », 8 juillet 2008.
3. Ashley J. Tellis, *Pakistan and the War on Terror: Conflicted Goals, Compromised Performance*, Carnegie Endowment for International Peace, 2008, p. 18.
4. Shahzad fait valoir ce point, dans *Inside Al Qaeda and the Taliban*, p. 35-47.
5. Tellis, *Pakistan and the War on Terror*, p. 22.
6. John R. Schmidt, *The Unraveling*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011, p. 151.
7. Voir la description de Schmidt et Shahzad.
8. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « USG Media Leaks Have Pakistani Military Reviewing Contingencies », 11 janvier 2008.
9. Observation faite par David C. Isby dans *Afghanistan: Graveyard of Empires*, New York, Pegasus Books, 2011, p. 88.
10. Matt Waldman, *The Sun in the Sky: The Relationship Between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Center, Université Harvard, juin 2010.
11. Schmidt, *The Unraveling*, p. 138.
12. David C. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, p. 98-99.
13. Waldman, *The Sun in the Sky*, p. 4.
14. Voir Bruce Lawrence (sous la dir. de), *Messages to the World: The Statements of Osama bin Laden*, Londres, Verso, 2005; Douglas Frantz et Catherine Collins, *The Man from Pakistan: The True Story of the World's Most Dangerous Nuclear Smuggler*, New York, Twelve Hachette Book Group, 2007, chapitre 24; Sammy Salama et Lydia Hansell, « Does Intent Equal Capability? Al Qaeda and Weapons of Mass Destruction », Non-Proliferation Review, vol. 12, nº 3, novembre 2005, p. 615-652.

15. Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban*, p, 59-61.
16. « Red Ball Express Rides Again? », 29 juillet 2008. https://cannoneerno4.wordpress.com/2008/07/29/red-ball-express-rides-again/
17. Voir Warlord Inc.: Extortion and Corruption Along the US Supply Chain in Afghanistan, Rapport du Majority Staff Subcommittee on National Security and Foreign Affairs Committee on Oversight and Government Reform, Chambre des représentants des É.-U., juin 2010.
18. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Scenesetter for CJCS Admiral Mullen », 5 février 2008.
19. Wikileaks, 13 février 2008, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Pakistan's Madrassas ».
20. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Wali Khan's Strategy for Containing Militancy », 8 juillet 2008.
21. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « CJCS Mullen Meets with General Kidai on Safeguarding Nuclear Assets », 20 février 2008.
22. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Pakistan Military Declares it has orders to Retaliate against Action by Foreign Troops », 3 septembre 2008; Schmidt, *The Unraveling*, p. 159.
23. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « CJCS Majid Hosts CENTCOM CMDR Petraeus », 15 novembre 2008.
24. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « ISI Disbands its Political Wing », 28 novembre 2008; WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Kayani Exercises Influence with New Military Appointments », 8 octobre 2008.
25. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Scenesetter for CENTCOM General Petraeus », 17 janvier 2009.
26. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « US Removal of Pakistani Research Reactor Fuel on Hold », 25 mai 2009.
27. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « CODEL Biden's Meeting with COAS Kayani and ISI Pasha », 6 février 2009.
28. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Baitullah Mehsud Declares War », 13 avril 2009.
29. Voir Schmidt, *The Unraveling*, chapitre 8.
30. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Karachi Mayor Warns of Talibanization, asks for US Presence », 14 avril 2009.
31. Shahzad, *Inside Al Qaeda and the Taliban*, p. 62–63.
32. WikiLeaks, ambassade des États-Unis à Islamabad, « Reviewing our Afghanistan-Pakistan Strategy », 23 septembre 2009.
33. *Ibid.*
34. Ces points sont tous tirés de l'étude de Waldman intitulée *The Sun in the Sky*.
35. *Ibid.,* p. 10.
36. *Ibid.,* p. 7.
37. Isby, *Afghanistan: Graveyard of Empires*, p. 102.
38. Schmidt, *The Unraveling*, chapitre 8.
39. *Ibid.,* p. 161.

40. Courriel du Lcol Craig Braddon adressé à l'auteur, 18 février 2012; entrevue téléphonique avec le Lcol Kevin Ng, 19 mars 2013.

41. *Ibid.*

42. Entrevue avec le Lcol Ng.

43. Voir Donald F. Schlienz, « The Defense of Pakistan Sovereignty », *Defense Institute of Security Assistance Management Journal*, automne 1986. Voir le site http://www.disam.dsca.mil/pages/pubs/journal/index.aspx?id=P.

44. Entrevue avec le Lcol Craig Braddon, Ottawa, 16 février 2012.

45. Briefing, « Office of Defence Representative Pakistan », s.d.; entrevue avec le Lcol Braddon.

46. « ISAF Coordination Element-Pakistan Terms of Reference », 14 décembre 2009.

47. Entrevue avec le Lcol Braddon.

48. *Ibid.*

49. *Ibid.*

50. *Ibid.* et entrevue avec le Lcol Ng.

APPENDICE C :

LES CENT DE KABOUL ET LEURS SUCCESSEURS

En 2005, la Force opérationnelle (FO) en Afghanistan quitte Kaboul pour Kandahar (le sujet est traité dans le premier volume), mais une centaine de Canadiens restent sur place pour occuper des postes d'état-major et de conseillers.

Un aspect important des opérations menées par le Canada en Afghanistan était le maintien en poste des officiers d'état-major dans les différents quartiers généraux (QG) de la coalition dans le but de protéger les intérêts du Canada et d'éviter le mauvais usage des ressources du Canada par des alliés plus puissants. Cette pratique remonte aux premiers déploiements de l'Armée canadienne avec l'OTAN dans les années 1950, alors que les généraux qui se souvenaient de Hong Kong et de Dieppe ont fait en sorte que le Canada demeure sur place pour au moins fournir un aperçu du processus décisionnel de la coalition et influer sur les décisions.

Tout comme les membres de l'Équipe consultative stratégique en Afghanistan (ECS-A), les officiers canadiens affectés au QG de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et aux divers QG des États-Unis qui relevaient du Commandement des forces multinationales en Afghanistan, ou le CFC-A, qui sera remplacé par les Forces des États-Unis en Afghanistan, ont observé et influencé la situation dans la mesure du possible. Bien qu'ils ne soient pas nécessairement quantifiables, les effets des actions qu'ils ont accomplies, des décisions qu'ils ont prises et des activités qu'ils ont menées ont joué un rôle important dans le déroulement global de la guerre à Kaboul, et de manière collatérale, de la guerre à Kandahar selon une perspective du Canada.

Comme c'est le cas dans tout quartier général supérieur, la version de la réalité à Kaboul avait tendance à être différente de ce que l'on pouvait comprendre au niveau tactique dans la province de Kandahar. En effet, le point de vue de certains officiers canadiens basés à Kaboul différait considérablement de celui de l'état-major du quartier général de la FO Kandahar, tout comme il divergeait de celui du Commandement régional (Sud) sur les événements. Les officiers canadiens qui occupaient ces postes pouvaient voir la participation du Canada en Afghanistan dans un contexte national (c.-à-d. afghan) et, dans certains cas, régional (de la coalition ou mondial). Certains étaient dépassés par l'ampleur de l'effort de guerre déployé par les autres pays par rapport à l'effort canadien et ne voyaient pas comment

le Canada pouvait exercer une influence. D'autres n'y voyaient pas d'inconvénient et pouvaient comprendre que le niveau tactique à Kandahar, le niveau opérationnel au Commandement régional (Sud) et le niveau stratégique (à Kaboul) étaient tous liés et que leur rôle était d'essayer de collaborer le plus possible avec les autres organisations à l'appui des objectifs canadiens.

Presque tous les militaires étaient régulièrement confrontés, sous une forme ou une autre, à des dissensions internes et à des conflits au sein des QG nationaux. Un Canadien servant au QG de la FIAS était-il un membre de l'OTAN ou un représentant du Canada? Les exigences de la coalition devaient-elles l'emporter sur les objectifs et les buts du Canada? Que se passait-il si la politique du Canada entrait en conflit avec, disons, la politique des États-Unis dans les coulisses du Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan? Comment un officier d'état-major pouvait-il faire face à une telle ambiguïté, en plus d'être isolé de la FO du Canada et éloigné de son foyer?

Les pressions exercées par ce type d'existence étaient considérables. En fait, les membres du QG du Canada à Kaboul étaient dans de petites prisons confortables d'où ils sortaient périodiquement pour prendre des congés ou participer à des réunions d'état-major dans d'autres QG. Tous n'étaient pas en mesure de faire face aux pressions de la vie de QG dans une ville hostile d'un pays en guerre. Le major (Maj) Ray Ruckpaul s'est suicidé au QG de la FIAS le 29 août 2007, et le Maj Michelle Mendes s'est suicidée à l'aérodrome de Kandahar (KAF) le 23 avril 2009. Ils étaient des victimes de la guerre.

En plus des organisations du QG, les Canadiens ont été déployés dans le cadre de plusieurs initiatives de moindre envergure à Kaboul. Une petite équipe a travaillé à l'Académie des sous-officiers de l'Armée nationale afghane (ANA); le cadre d'instruction du cours d'état-major des officiers subalternes comprenait un seul Canadien; quelques personnes ont travaillé au Centre de formation en langues secondes en Afghanistan; et un officier supérieur canadien a travaillé pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)[1].

Sur le plan structurel, il y avait les officiers d'état-major, les Cent de Kaboul, et l'Élément de commandement national (ECN) de Kaboul, qui était sous le commandement du QG de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOI-A) au KAF. L'ECN de Kaboul était soutenu logistiquement par un détachement de l'élément de soutien national (ESN) et un détachement des transmissions. Dans certains cas, ces militaires ont fait l'objet d'une rotation avec d'autres membres des unités de Kandahar, et dans d'autres cas, ils ont été maintenus en permanence à Kaboul, selon la rotation. La réduction des opérations du Royaume-Uni à Kaboul a permis de libérer de l'espace au Camp Souter, près du KAF, et des dispositions ont été prises pour y baser les éléments canadiens de soutien dans un ensemble d'abris Weatherhavens[2].

La protection de la force de l'ECN de Kaboul consistait en plusieurs groupes de protection rapprochée équipés de VUS blindés. Ces soldats se sont acquittés de la dangereuse tâche de transporter le personnel canadien dans la jungle urbaine du réseau routier de Kaboul. Ils étaient exceptionnellement compétents dans cette tâche et connaissaient très bien la disposition de la ville et la façon de s'y déplacer rapidement et en toute sécurité. L'équipe de protection rapprochée de l'ECN était également connectée aux forces britanniques au Camp Souter, en particulier à leurs homologues de la protection rapprochée et des systèmes de renseignement, et a maintenu une capacité de réaction rapide pour les incidents dans la région qui impliquaient du personnel canadien[3].

Tous les soldats canadiens qui se déplaçaient à Kaboul au cours de ces années, qu'il s'agisse des officiers d'état-major du QG, des signaleurs, des logisticiens ou des responsables de la protection rapprochée, étaient quotidiennement exposés à une attaque potentielle par engin explosif improvisé (EEI). Le niveau de menace était généralement « élevé » et il y a eu de nombreuses occasions où les insurgés ont utilisé Kaboul comme scène de théâtre terroriste avec les médias internationaux comme public. Le QG du Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CTCS-A) a par exemple été attaqué au début de l'année 2009 par un camion-citerne piégé. À bien des égards, Kaboul pouvait être aussi dangereuse que Kandahar et ce n'est que grâce à une combinaison de professionnalisme et de la bonne fortune que les pertes canadiennes sont restées faibles dans la capitale afghane. La malheureuse exception à cette règle a été la mort du colonel (Col) Geoff Parker le 18 mai 2010. Le Col Parker faisait partie d'un QG entrant de commandement régional canado-étatsunien qui effectuait une reconnaissance stratégique et a été tué par un puissant EEI lors d'une attaque contre son convoi.

NOTES

1. Entrevue avec le Mgén Al Howard (Kaboul, 6 mars 2009).
2. Briefing à l'auteur (Kaboul, 6 mars 2009).
3. L'auteur a bénéficié de leurs services à plus d'une occasion.

APPENDICE D :

L'AÉRODROME DE KANDAHAR

Comme nous l'avons vu dans le volume I, l'aérodrome de Kandahar, ou le KAF, constituait un terrain vital; par ailleurs, le déplacement de troupes de la Force opérationnelle Kaboul à destination de l'aérodrome de Kandahar et la mise sur pied ultérieure de la Force opérationnelle (FO) Afghanistan en 2005 a entraîné l'occupation d'espace par les Canadiens au KAF. L'enceinte du quartier général canadien a d'abord compris un ensemble de tentes Weatherhaven placé en face d'un hangar délabré et en diagonale par rapport à une structure baptisée « Zone du baroud d'honneur des talibans » (en anglais, le TLS). Le boisé des lapins de cette zone est finalement devenu l'emplacement du quartier général à l'aérodrome; par ailleurs l'aérogare datant des années 1960, deux kilomètres plus loin sur la route, a été remise à neuf à l'intention des civils. Le quartier général de la FO Kandahar se trouvait aussi de l'autre côté de la route, en face du quartier général du Commandement régional (Sud). Les logements des Canadiens ont tout d'abord été situés dans le secteur ouest de la base et ils étaient aménagés dans d'autres tentes Weatherhaven regroupées autour de la Maison du Canada, c'est-à-dire l'endroit où l'on allait pour se remonter le moral et voir à son bien-être personnel.

Le KAF a été le « second chez-soi » de plus de 1 300 Canadiens et Canadiennes, dont au moins 1 000 militaires et environ 300 civils. En 2007, les logements sont devenus un groupe de structures ISO modulaires superposées dans le secteur est de la base, près de l'enceinte du quartier général du groupement tactique. La construction d'une nouvelle Maison du Canada et d'un gymnase canadien, en 2008, a amorcé l'abandon progressif de l'ancien bâtiment de la Maison du Canada. L'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes a elle aussi été logée dans le nouveau secteur.

L'enceinte du quartier général de la FO Kandahar a pris de l'ampleur au fil des années, et des immeubles ISO ont remplacé les tentes Weatherhaven et les maisons mobiles. Le Centre d'opérations de la province (COP) a été établi au début de 2007 dans l'enceinte du quartier général de la FO Kandahar. L'Élément de soutien national et l'unité des TUAV Sperwer ont été logés dans de grandes enceintes dans le coin sud-ouest de l'aérodrome.

Au début, l'aérodrome était une installation contrôlée par les États-Unis, mais en août 2007, il est devenu un commandement de l'OTAN relevant du « commandant de

l'aérodrome de Kandahar », ou COMKAF. L'importance du KAF, en tant que carrefour de l'OTAN pour la logistique et le commandement dans le sud de l'Afghanistan, se passe d'explications plus détaillées ici. L'aérodrome s'est agrandi de façon géométrique au cours des années : en 2003, c'était une base d'opérations avancée délabrée, mais en 2011, il était devenu une petite ville de près de 20 000 habitants. À bien des égards, l'aérodrome s'apparentait à une ville pionnière du Canada des années 1800 : tout y était temporaire, y compris tous les systèmes de maintien de la vie : l'approvisionnement en eau, le carburant, les égouts et l'électricité. La plupart de ses habitants n'étaient que de passage. Cependant, le KAF est devenu plus qu'un endroit où les aéronefs atterrissaient et étaient déchargés.

Le KAF était le théâtre d'une sorte de jeu d'échecs terrestre auquel s'adonnaient les pays de l'OTAN dont les troupes étaient basées là. L'espace y était limité, et l'on se bousculait beaucoup pour occuper l'espace près du tarmac, choisir les logements et accéder aux commodités. Quand les manœuvres des « joueurs » n'aboutissaient pas à une solution raisonnable sur place, la question était examinée dans les milieux politiques de l'OTAN, ce qui avait des incidences sur les opérations. L'espace en question était limité, et comme c'était le cas autrefois dans les villes pionnières, la possession était le paramètre déterminant de la loi. De même, en ce qui concernait l'espace réservé au logement, comme dans tout marché immobilier, l'emplacement était le critère déterminant. Les Canadiens étaient habiles lorsqu'il s'agissait d'obtenir ce qu'ils voulaient.

La loi afghane ne semblait pas s'appliquer au KAF, sauf que des personnes influentes chez les Barakzais se sont emparées des terres adjacentes, en en dépossédant les propriétaires, pour les louer à l'OTAN, ou au gouvernement afghan, ou aux deux. On ne sait toujours pas dans quelle mesure les griefs de ces propriétaires aigris par ces procédés ont suscité des attaques contre l'aérodrome, mais aux yeux des vieux routiers, il s'agit là d'une éventualité probable.

En fait, l'aérodrome s'est doté de son propre « shérif » sous la forme d'une unité multinationale de police militaire dirigée par les Danois. Le Canada et ses alliés n'ont pas compté sur les forces de police établies dans une ville multinationale dont la population est passée de 10 000 à 20 000 habitants, et ils ne leur ont pas non plus affecté de troupes au début. Le taux de criminalité a augmenté parallèlement à la croissance de l'aérodrome. Y avaient donc cours les activités criminelles qui auraient empoisonné n'importe quelle ville pionnière : trafic de stimulants illicites, prostitution et marché noir. Le KAF n'a pas fait exception. Il y avait des alambics pour fabriquer de la vodka avec des pommes de terre dans le secteur d'un contingent, tandis qu'un autre contingent possédait un spa mal bâti que les techniciens en médecine préventive ont dû fermer. Il faut aussi mentionner l'immigration illégale. En 2010, plusieurs centaines d'ouvriers venus de pays asiatiques ont été abandonnés à l'aérodrome quand leurs employeurs contractuels ont fait faillite et sont partis. Le marché clandestin des cartes repas était particulièrement florissant[1].

L'expansion du KAF a eu des répercussions importantes sur l'économie locale : en effet, des centaines, puis des milliers d'Afghans y ont été employés d'une façon ou d'une autre dans le cadre de ses opérations. On ne sait pas au juste à quel point cela a été intentionnel dans les années ultérieures, mais l'emploi à l'aérodrome pouvait être perçu comme étant un projet de « rémunération contre travail » à grande échelle. L'aérodrome a été le projet de développement suprême. Cette observation s'appliquait particulièrement aux entreprises afghanes qui fournissaient les barrières anti-explosion en béton servant à atténuer les effets des attaques à la roquette contre l'installation et qui connaissait une croissance tentaculaire.

Dès les années 2002 et 2003, les personnes d'influence chez les Barakzais ont compris l'importance du KAF pour l'aviation civile. Le clan des Sherzais a pris possession du terrain en 2002 avec les FOS étasuniennes et il en a conservé le contrôle avec les diverses forces de milice lui étant restées loyales pendant des années par la suite. Le gouverneur Gul Agha Sherzai et son frère Rezik ont été les premiers à inciter les organismes de développement à remettre à neuf l'aérogare civile, de sorte qu'en 2008, on a séparé le secteur du côté militaire de l'aérodrome, pour faciliter les voyages et les vols civils. Cela a eu d'importantes répercussions religieuses, car la population réclamait de plus en plus de vols pour le Hajj. L'aérogare civile était aussi nécessaire aux producteurs de stupéfiants, qui en avaient besoin pour acheminer leurs produits par avion afin d'éviter les coûts supplémentaires dus au transport terrestre à travers le Pakistan ou les « pays » au nord.

L'évolution des mesures de défense au KAF a été considérable et proportionnelle à l'expansion géométrique de la base. Comme nous nous le rappellerons, un bataillon roumain a remplacé en 2002 les éléments du groupement tactique canadien qui protégeaient l'aérodrome; il a continué à jouer ce rôle jusqu'en 2006. Trois principaux mécanismes assuraient la protection de l'aérodrome. Tout d'abord, il y avait le Centre d'opérations de défense interarmées (CODI). C'était le quartier général central aux fins de la défense terrestre, et il était installé dans la zone du TLS. Le CODI contrôlait aussi les sirènes d'alerte et le système de haut-parleurs Big Voice, quasi incompréhensible (avec le temps, le système a été automatisé de sorte que le dispositif d'acquisition radar des lancements de roquettes déclenchait la diffusion du message préenregistré « Attaque à la roquette, Attaque à la roquette » communiqué calmement par une voix féminine ayant un accent britannique). D'habitude, le message était diffusé après l'impact de la roquette!

En deuxième lieu, il y avait les points de contrôle d'entrée (PCE) dotés par des soldats de divers pays qui fouillaient tous les véhicules et le personnel civils entrant dans l'aérodrome. Ces PCE étaient essentiels pour empêcher l'entrée de bombes humaines et d'autres engins ennemis dans l'installation. Au début, le Canada a fourni le personnel nécessaire à un des PCE, ce qui a privé d'un peloton les forces combattant à l'ouest de la ville ou protégeant les convois. Quand plus de pays européens ont été amenés à envoyer des troupes dans le sud de l'Afghanistan, la Hongrie et la Bulgarie ont envoyé de petits contingents qui ont aidé à assurer

la sécurité de l'aérodrome à partir de 2006-2007. Les Bulgares ont remplacé le bataillon roumain, qui est parti pour la province de Zabol en 2007 afin d'y participer aux combats. Les commandants de l'Élément de soutien national canadien ont continué d'exercer des pressions pour libérer leur peloton du rôle de protection de la force dans les PCE, mais il leur a fallu des années pour atteindre cet objectif.

À l'extérieur des PCE se trouvait la zone de défense au sol (ZDS) qui s'étendait sur plusieurs kilomètres et comprenait des parties du district de Daman, au point qu'en fin de compte, il s'est agi d'une superficie totale de 450 kilomètres carrés. À partir de 2006, la responsabilité de la ZDS a été confiée à un escadron de campagne du Régiment de la RAF, qui a été relevé tous les six mois. Un escadron de campagne comprenait une compagnie d'infanterie de trois sections embarquées dans des véhicules Land Rover semi-blindés, des mortiers et des équipes de tireurs d'élite. Des éléments d'une escadre de protection de la force de la RAF ont aussi été déployés : ils comprenaient des policiers militaires, une compagnie des pylônes de communications et une unité de radar. Les unités canadiennes ont appuyé les Britanniques dans cette zone de nombreuses façons, depuis la communication de renseignements jusqu'à l'envoi d'équipes anti-EEI et d'équipes mobiles de dépannage quand les patrouilles de la RAF s'enlisaient ou étaient touchées par des EEI[2].

L'équipe canadienne des OPPSY a parfois collaboré avec son équivalent britannique dans le district de Daman, mais l'escadron de campagne du Régiment de la RAF n'a jamais réussi à coordonner ses activités de COCIM dans la ZDS avec celles de l'Équipe de reconstruction provinciale. (Le Daman était considéré comme relativement sûr et il était officieusement reconnu comme territoire barakzai contrôlé par les Sherzais, dont la milice était basée là.) L'escadron de campagne recevait régulièrement des renseignements des UAV canadiens, et un TUAV Sperwer était affecté à la protection de la force du KAF quand aucun MQ-1 Predator n'était disponible[3].

Cela nous amène à une discussion sur l'activité ennemie contre le KAF. Celle-ci a pris trois formes. Commençons par la plus connue, soit les attaques à la roquette. En deuxième lieu, il y a eu de petites attaques au sol contre l'installation, à mesure que le temps passait. Troisièmement, l'ennemi a mené des activités logistiques parasites dans les limites mêmes de la base.

Des ressources considérables ont été consacrées à la lutte contre les attaques à la roquette. En général, il semblait y avoir deux types d'attaques à la roquette non guidée contre le KAF. Dans le premier cas, on pourrait dire qu'il s'agissait de tirs indirects effectués par les insurgés contre un nœud logistique, tandis que dans le second, les activités avaient les caractéristiques d'opérations à but commercial. Dans certains cas, il est probable que les attaques des deux types se soient chevauchées quand cela était pratique. Le diplomate étasunien Peter Tomsen a fait observer qu'en 1989, Gul Agha Sherzai a collaboré avec un gouverneur communiste corrompu de Kandahar :

> […] pour exécuter des « attaques » factices […] contre l'aéroport de Kandahar construit par les États-Unis au sud-est de la ville. Au moment désigné, au profit des agents de l'ISI qui observaient l'opération, les moudjahidines de Gul Agha ont lancé des roquettes qui n'ont causé aucun dommage et ils ont exécuté des tirs avec des armes légères près de l'aéroport. Le long des pistes, les troupes d'Ulumi ont mis le feu à des barils d'huile et fait beaucoup de bruit. Ensuite, Ulumi a permis à Gul Agha de vendre dans la ville de Kandahar du blé des États-Unis fourni par l'ISI, en échange du maintien de la paix. Gul Agha a empoché les profits. Il a présenté des demandes de coupons pour obtenir plus d'argent et des munitions supplémentaires afin de remplacer celles qu'il avait utilisées au cours des opérations risibles menées à l'aéroport[4]. [Traduction]

Aucune raison ne permet de croire que les choses aient été différentes entre 2006 et 2011.

Il y avait deux « enclaves » d'où les roquettes étaient lancées : Kvosh Ab et Mandi Sar. Les engins mêmes étaient habituellement des roquettes non guidées de 107 mm d'origine chinoise. Certaines venaient de l'Iran et d'autres du Pakistan. Certaines étaient iraniennes, mais arrivaient en Afghanistan via le Pakistan. D'autres étaient chinoises et arrivaient en passant par l'Iran. Toutes étaient lancées avec des dispositifs rudimentaires improvisés utilisant des minuteries artisanales. Le district adjacent d'Arghistan faisait partie d'un itinéraire que les insurgés empruntaient et qui traversait le district de Maruf, puis le Pakistan : les moudjahidines de l'Arghistan avaient dirigé des roquettes vers la ville de Kandahar dès 1989 et possédaient donc une certaine expérience sur la façon de s'en servir[5]. L'équipe des insurgés utilisant les roquettes travaillait dans l'enclave de Mandi Sar, tandis que les entités à but commercial, dont on pensait que c'était des nomades kutchis, tendaient à travailler dans l'enclave de Kvosh Ab. Les équipes qui lançaient les roquettes recevaient, disait-on, 200 $ par roquette dirigée contre le KAF. La motivation des gens de Mandi Sar provenait, croyait-on, du pacthtounwali, code d'honneur que les talibans invoquaient régulièrement à leurs propres fins. En 2001, une attaque aérienne exécutée dans le cadre de l'opération ENDURING FREEDOM a apparemment touché une enceinte et tué des habitants de l'endroit : leur participation au lancement de roquettes a été considérée comme une sorte de vengeance *(badal)*[6]. Il y avait aussi dans le secteur de Mandi Sar des problèmes d'ordre foncier qui se rapportaient aux personnes d'influence chez les Barakzais et les Popalzais et à leurs activités commerciales le long de l'Autoroute 4. Ces dernières impliquaient le colonel Tor Jan, à l'ERP, qui se servait de terres qu'il s'était appropriées dans le secteur pour exploiter sa concession d'automobiles. En d'autres mots, il y avait un enchevêtrement de griefs déposés par les insurgés à leurs propres fins.

Les talibans extorquaient des paiements de protection aux riches marchands de Quetta, sous la forme d'une dîme. Ces derniers finançaient l'achat des roquettes de 107 mm et les transportaient par camion jusque chez les utilisateurs finaux en passant par Spin Boldak et en empruntant l'Autoroute 4. C'était un plan ingénieux de la part des talibans : il impliquait des hommes d'affaires *(bazzaris)* par ailleurs apolitiques de Quetta qui se servaient de leurs propres ressources pour appuyer l'insurrection en Afghanistan, ce qui conférait aux talibans et à leurs partisans une certaine possibilité de démenti. Ce stratagème ajoutait un autre palier d'ambiguïté. Ces marchands étaient-ils des insurgés ou non[7]?

Dans certains cas, les insurgés semblaient lancer des attaques à la roquette contre le KAF pour faire savoir aux dirigeants de la coalition qu'ils étaient encore de la partie. Par exemple, quand les insurgés apprenaient que des dignitaires étaient en visite dans la base, il y avait une attaque dans les 24 heures, et parfois plus tôt. Une de ces attaques a eu lieu le 8 mai 2009 quand de multiples roquettes ont été lancées pendant que le premier ministre, le chef d'état-major de la Défense et le chef d'état-major de l'Armée de terre étaient en visite au KAF. La FO Kandahar a conclu que « ce n'était pas une simple coïncidence »[8] [Traduction]. De même, dans l'espoir de causer des pertes massives parmi les centaines de soldats de la coalition venus assister aux cérémonies d'adieu nocturnes pour rendre un dernier hommage à leurs camarades tombés au champ d'honneur, l'ennemi a tenté de diriger des roquettes dans leurs rangs. Cela engendrait une dynamique surréaliste, en ce sens que les soldats et les civils rassemblés en grand nombre, dans des rangs cérémoniaux, étaient dans certains cas exposés aux tirs ennemis dans un champ découvert qui rappelait de certaines façons les champs de bataille du XIX^{e} siècle plutôt que celui du XXI^{e} siècle situé à vingt kilomètres plus à l'ouest.

Les conséquences des dommages cumulatifs causés par les attaques à la roquette contre le KAF sont discutables. Les attaques ont-elles compliqué les activités de l'aérodrome dans une certaine mesure? Oui. Les roquettes y ont-elles tué et mutilé des personnes et détruit des équipements? Oui : de nombreux Canadiens et Canadiennes ont été blessés par des attaques à la roquette au cours de la guerre. Y a-t-il eu des pertes psychologiques parmi les occupants du KAF? Oui. Certains de ces éléments ont-ils influé grandement sur les opérations de combat et de développement dans la province? Non. Cependant, les attaques à la roquette ont obligé le COMKAF et les diverses forces coalisées au KAF à acheter des quantités considérables de barrières anti-explosion plus grosses et plus épaisses, à telle enseigne qu'en 2009, chaque enceinte de la base ressemblait à une petite forteresse. L'argent ainsi dépensé a été versé aux entreprises de construction de Kandahar, dominées par les entités barakzaies et popalzaies influentes, lesquelles employaient ensuite des centaines de leurs associés. La question de savoir à quel point tout cela a déformé l'économie de la province et suscité de nouveaux griefs ou renforcé ceux qui existaient déjà chez les populations non popalzaies et non barakzaies demeure aussi nébuleuse qu'elle a été négligée par les analystes.

Un aspect de la guerre des roquettes contre le KAF qui rend perplexe a résidé dans le piètre raffinement technologique ou tactique manifesté par ceux qui lançaient les roquettes. Personne ne semble avoir essayé d'acquérir un lance-roquettes multiples : essentiellement, il aurait suffi d'une remorque sur laquelle aurait été installée une rangée de tubes. Or, il en existait des centaines d'exemplaires vétustes datant de conflits antérieurs. Les roquettes étaient d'habitude lancées une à la fois, parfois par paire, mais jamais en une vague massive. Selon un rapport de 2006, certaines roquettes auraient eu des ogives au phosphore blanc, mais aucune n'a jamais été employée contre le KAF. De nombreuses ogives à munition brisante n'ont même pas explosé. C'était presque comme si l'ennemi ne voulait pas que certaines des roquettes causent des dommages graves.

Il y a aussi lieu de se demander pourquoi les insurgés n'ont pu ni acquérir ni utiliser de systèmes de missile antiaériens portables contre les aéronefs de la coalition qui atterrissaient au KAF ou en décollaient. Une paire de SAM HN-5 chinois tirés à l'épaule a été découverte dans une cache d'armes à l'est du KAF, près de Mandi Sar en 2007[9]. Il y a eu au moins une attaque dont on pense qu'elle a eu lieu avec un SAM, mais elle n'a jamais été confirmée à fond parce que l'aéronef en question appartenait à une entité secrète d'un pays membre de l'OTAN. Le nombre d'attaques avec armes légères contre des aéronefs à l'aérodrome a été remarquablement faible, et ces attaques n'ont aucunement empêché l'OTAN de maintenir ses forces en puissance, sur le plan logistique, dans le sud de l'Afghanistan en se servant du KAF.

Les attaques terrestres lancées contre le KAF ont été extrêmement rares. Quand il y en a eu, les attaquants n'ont jamais franchi la première clôture de barbelés dressée le long du périmètre. En 2011, une force plus nombreuse d'insurgés a attaqué de nuit, mais elle a été brutalement arrêtée par un avion armé AC-130 des Forces aériennes des États-Unis avant même qu'ils s'approchent du périmètre[10].

Le parasitisme ennemi a pris plusieurs formes. Dans la forme la plus subtile, les insurgés se procuraient des revenus en taxant les marchands qui vendaient des biens dans le bazar hebdomadaire installé dans une enceinte spécialement protégée du KAF. L'ampleur de cette pratique n'est pas bien documentée. Par ailleurs, l'ennemi introduisait des agents dans la main-d'œuvre pour recueillir des renseignements au sens traditionnel du terme. Sous une forme différente, des agents ennemis s'infiltraient parmi le personnel et agissaient ensuite comme observateurs au cours des attaques à la roquette et ils évaluaient les dommages de combat après coup. En troisième lieu, des ennemis recueillaient dans les ordures au KAF du matériel jeté tel que des piles et des fils afin de s'en servir pour construire des EEI. En effet, une fabrique d'EEI a été découverte dans un bâtiment situé à moins de 50 mètres de l'Installation canadienne de transfert des détenus[11]. En outre, le marché était utilisé pour introduire des cyberarmes dans les systèmes de la coalition au KAF. Par exemple, un appareil MP3 d'origine chinoise vendu au marché comportait d'intéressantes

caractéristiques supplémentaires, y compris des virus et des chevaux de Troie intégrés. Ces éléments permettaient d'accéder à distance aux systèmes informatiques avec lesquels ils pouvaient se brancher[12].

Tout compte fait, le KAF n'était pas une zone de communications de l'arrière du type que connaissent les personnes qui étudient l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, mais une zone d'opérations distinctes tant pour l'insurrection que pour les forces coalisées dans la province de Kandahar.

NOTES

1. Briefing fait par la Compagnie de la PM de la FO Kandahar à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 15 juillet 2010.
2. Briefing fait par le Régiment de la RAF à l'auteur, aérodrome de Kandahar, 6 juin 2007.
3. *Ibid.*
4. Peter Tomsen, *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs, 2011, p. 334.
5. *Ibid.,* p. 333.
6. Briefing fait par le COMKAF à l'auteur, 9 février 2008.
7. Entrevue confidentielle.
8. CRSQ QG FOI-A, 8 mai 2009.
9. Briefing fait par le COMKAF à l'auteur, 9 février 2008.
10. L'auteur était présent lors de ces événements.
11. Entrevue confidentielle.
12. INTSUM FO Kandahar, 5 septembre 2010.

GLOSSAIRE

PCA	point de contrôle d'accès
ADATS	système de défense antichar et antiaérienne
ZDA	zone de développement en Afghanistan
EBG	engin (ou véhicule) blindé du Génie
SPSSA	Services de prestation de soins de santé afghans
PRA	Police routière afghane
PLA	Police locale afghane
ANA	Armée nationale afghane
PNAOC	Police nationale afghane pour l'ordre civil
SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
PNA	Police nationale afghane
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes; FIAS : Force internationale d'assistance à la sécurité, renvoie au groupe formé par l'Armée nationale afghane (ANA) et la Police nationale afghane (PNA).
TTB	transport de troupes blindé
PPPA	Programme de protection publique de l'Afghanistan
PPRA	Programme pour la paix et la réintégration en Afghanistan
ARSIC	Commandement de l'intégration des forces de sécurité régionales afghanes
VBD	véhicule blindé de dépannage
CRTS	Centre du renseignement toutes sources
PSSA	Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan

PAU	Police afghane en uniforme
VDIVA	Vision du développement intégré de la vallée de l'Arghandab
VBPP	véhicule blindé poseur de ponts
AWK	Ahmad Wali Karzai
Bdr	bombardier
GT	groupement tactique
BIP	blow in place (destruction/détruire sur place)
cmdt EO	commandant de l'environnement d'opérations
I/A	indicatif d'appel
CADG	Central Asian Development Group
COMFOSCAN	Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada
CDCR	Conseil de développement communautaire regroupé
CDC	Conseil de développement communautaire
COMFEC	Commandement de la Force expéditionnaire du Canada
RGC	Régiment du Génie de combat
CEXC	Cellule multinationale d'exploitation d'explosifs
FC	Forces canadiennes
CFC-A	Commandement des forces multinationales en Afghanistan
SNEFC	Service national des enquêtes des Forces canadiennes
BCAG	Bureau canadien d'appui à la gouvernance
FHC	Force d'hélicoptères du Canada
CIA A	gence centrale du renseignement
ACDI	Agence canadienne de développement international
Anti-EEI	anti-engins explosifs improvisés

COCIM	coopération civilo-militaire
CIVPOL	police civile, ou le contingent de 30 membres de la GRC affecté à la composante de la police civile de la Force de protection des Nations Unies
CJSOTF	Force interarmées multinationale d'opérations spéciales
FOIM	Force opérationnelle interarmées multinationale
LJC	Loya Jirga constitutionnelle
PLC	patrouille logistique de combat
OTC	organisation chargée des travaux de construction
EGC	équipe de gestion de construction
CNN	Cable News Network
Cmdt	commandant
COIN	contre-insurrection
COMISAF	commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité
COP	Combat Outpost (avant-poste de combat)
PCEP	Programme central d'éradication du pavot
ROSC	Régiment d'opérations spéciales du Canada
CTCS-A	Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan
PCSEJ	Programme culturellement structuré d'emploi des jeunes
FOM	Force opérationnelle multinationale
ECK	Équipe combinée de Kandahar
DAFA	Agence de déminage d'Afghanistan
RGED	récepteur GPS évolué pour la défense, un système GPS du Canada
CCD	Conseil communautaire de district

CmdtA	commandant adjoint
ADD	Assemblée de développement des districts
ECDD	Équipe de combat du district de Dand
PAD	Programme d'application des projets au niveau des districts
DDR	démobilisation, démilitarisation et réintégration
DEVAD	conseiller en matière de développement
MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
CFD	charge à fragmentation directionnelle
MDN	ministère de la Défense nationale
ESD	équipe de soutien du district
OBE	opérations basées sur les effets
CME	contre-mesures électroniques
PCE	point de contrôle d'entrée
Esc CG	Escadron de construction du Génie
ECG	Équipe de construction du Génie
ECDE	Équipe canine de détection d'explosifs
NEM	neutralisation de explosifs et munitions
COIC	capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstances
UAG	Unité d'appui du Génie
ETT	Équipe de formation intégrée
CRRE	Corps de réaction rapide européen
GE	guerre électronique
FATA	Agence tribale administrée par le fédéral
PCD	perfectionnement ciblé par district

FOB	base d'opérations avancée
OOA/CAA	officier observateur avancé/contrôleur aérien avancé
GBU	bombe guidée
GIRoA	gouvernement de la République islamique d'Afghanistan
CIMG	Centre de l'information et des médias du gouvernement
LRMG	lance-roquettes multiple à guidage
HALO	système de repérage d'artillerie hostile
DHELI	demande d'hélicoptère
HESH	explosif brisant à ogive plastique (munition)
HFA	Haji Fazluddin Agha
HiG	Hezbe Islami Gulbuddin
EFA	explosif de fabrication artisanale
QG	quartier général
USS	Unité des services de santé
EACH	Équipe d'analyse du contexte humain
CI	communauté internationale
ID	identification
ACTA FIAS	appui contractuel au transport aérien de la FIAS
ICEPAK	Élément de coordination de la FIAS au Pakistan
DIGL	Direction indépendante pour la gouvernance locale
PDIP	personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
CEI	Commission électorale indépendante
EEI	engin explosif improvisé
IFF	identification ami ou ennemi

IFOR	Force de mise en œuvre
CIFIAS	Commandement interarmées de la Force internationale d'assistance à la sécurité
SADMT	système amélioré de détection des mines terrestres
Rens	renseignement
OI	organisation internationale
PAPP	Plan d'action provinciale provisoire
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
ISI	renseignement interservices (services secrets du Pakistan)
ISID	Direction pour le renseignement interservices
RSR	renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance
JAG	juge-avocat général
JDAM	munition interarmes d'attaque directe
CICD	Centre interarmées de coordination de district
CICE	Conseil interarmées de coordination fondée sur les effets
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
ZOI	zone d'opérations interarmées (FIAS)
COI	Centre d'opérations interarmées
GIO	groupe interarmées des opérations
PI	patrouilles interarmées
CICP	Centre interarmées de coordination provincial
LEPI	liste des effets prioritaires interarmées
CIFA	contrôleur interarmées de la finale de l'attaque

FOI	Force opérationnelle interarmées
FOI-A	Force opérationnelle interarmées en Afghanistan
K-9	dog team (section canine)
KAF	aérodrome de Kandahar
PAK	Plan d'action Kandahar
Kand	Kandahar
GTSK	Groupe de travail sur la sécurité de Kandahar
CFK	Centre de fusion de Kandahar
CFRK	Centre de fusion du renseignement de Kandahar
KLE	engagement des relais d'influence
PILK	Programme d'initiatives locales de Kandahar
CIMK	Centre d'instruction militaire de Kaboul
ERPK	Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar
DPC	district en position clé
KUS	choura des oulémas de Kandahar
AVC	approche des villages clés
IVC	insurgés des villages clés
VBL	véhicule blindé léger
AACL	arme antichar légère
DAML	détecteur antimines léger
RAML	radar antimortier léger
LeT	Lashkar-e-Taiba
DLL	détachement logistique léger
LORIT	tâche d'intégration des exigences opérationnelles du véhicule blindé léger

MASCAL	pertes massives
MASINT	renseignement mesures et signature
VTT-M	véhicule tout terrain résistant aux mines et protégés contre les embuscades
CLD	charge linéaire de déminage (MICLIC[MC])
CDM	Centre de détection des mines
MEDEVAC	évacuation médicale
MEU	Marine Expeditionary Unit (Unité du corps expéditionnaire des marines)
EGEM	équipe de guerre électronique mobile
MILAD	conseiller militaire
UMM	Unité médicale multinationale
PM	police militaire
MTTPM	équipe mobile d'entraînement de la police militaire
MRAP	(véhicule) résistant aux mines et protégés contre les embuscades
MRRD	ministère du Relèvement rural et du Développement de l'Afghanistan
BSM	Bureau de soutien municipal
FOTM	Force opérationnelle de transition de la mission
MML	moral, mieux-être et loisirs
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
SNICC	système national d'information, de commandement et de contrôle
NCD	nouveau centre de district
DNS	Direction nationale de la sécurité
ONG	organisation non gouvernementale

SNE	Service national des enquêtes
FOSNOR	Forces d'opérations spéciales norvégiennes
ESN	élément de soutien national
MFO-A	Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan
CCO-D (D)	Centre de coordination des opérations du district de Dand
CCO-D (P)	Centre de coordination des opérations du district de Panjwayi
CCO-D	Centre de coordination des opérations de district
CCO (K)	Centre de coordination des opérations de Kandahar
CCO-P	Centre de coordination des opérations de province (a remplacé le CICP)
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
DOA	détachement opérationnel Alpha
BRDP	Bureau du représentant de la défense du Pakistan
OEF	opération ENDURING FREEDOM
AM	autres ministères
ELMO	Équipe de liaison et de mentorat opérationnel
PO	poste d'observation
Op	opération
OPLAN	plan d'opération
O op	ordre d'opération
PPO	processus de planification d'opérations
Op tempo	operational tempo (rythme des opérations)
VPO	véhicule à pilotage optionnel
BCS-A	Bureau de la coopération en matière de sécurité en Afghanistan
GAS	Groupe d'action stratégique

PAKMIL	forces militaires du Pakistan
BP	base de patrouille
DP	district de police
CDP	Comité de développement provincial
COMPE	Centre d'opérations multinationales du district de Panjwayi Est
Sdt 1	soldat de première classe
PMN	type de mine soviétique antipersonnel à déclenchement par pression
EMP	équipe de mentorat de la police
COP	Centre d'opérations de la province
POLAD	conseiller politique
ELMOP	équipe de liaison et de mentorat opérationnel de la police
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
ERP	équipe de reconstruction provinciale
SSC	système de surveillance continue
PPS	poste de police secondaire
OPPSY	opérations psychologiques
SIMP	système d'interdiction de menaces persistantes
PTS	Programme Takhim-e Sohl
PIR	projet à impact rapide
FRR	force de réaction rapide
CSA	Cours de sécurité accéléré
GTR(S)	Groupement tactique régional (Sud)
CR	commandement régional
CR (Sud), CR (S)	Commandement régional (Sud) de la FIAS dirigé par l'OTAN

RCIED	engin explosif improvisé radiocommandé
DDI	détachement de dégagement d'itinéraire
RP	relève sur position
RCK	représentant du Canada à Kandahar
CRAMO	Commandement régional d'aide au maintien de l'ordre
GPF	grenade propulsée par fusée
SAT	système d'arme télécommandé
CS	connaissance de la situation
ECS-A	Équipe consultative stratégique en Afghanistan
FPZS	Force de protection de la zone de sécurité
SBS	Special Boat Squadron
SEAL	Équipe mer-air-terre, c.-à-d. les forces spéciales de la Marine des États-Unis (U.S. Navy)
FORCEC	Force de sécurité de l'équipe de liaison et de mentorat opérationnel
ESG	équipe spécialisée du Génie
ECFS	équipe consultative de la force de sécurité
SIGACT	incident significatif
CFLEM-A	Centre de formation linguistique et d'état-major en Afghanistan
SMA	Sher Mohammad Akhundzada
SNC	Groupe SNC-Lavalin Inc.
FOS	Forces d'opérations spéciales
CROS	Centre du renseignement pour les opérations spéciales
FOS	Force opérationnelle spéciale
FPPS	Force de protection du périmètre de sécurité

STA	surveillance et acquisition d'objectifs
Stab	stabilisation
SUAV	petit véhicule aérien sans pilote
SVBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide
TAA	zone de rassemblement tactique
TACNET	réseau de contrôle aérien tactique
TACSAT	satellite tactique, c-à-d. ; type de radio de cryptographie
VAT	visite d'aide tactique
EET	équipe d'exploitation tactique
FO	force opérationnelle
FO Kand	Force opérationnelle Kandahar
GT FO Kand	groupement tactique de la Force opérationnelle Kandahar
ZDS FO Kand	zone de défense au sol de la Force opérationnelle Kandahar
FOM FO Stryker	liberté de circulation (corridor) de la Force opérationnelle Stryker
DM	détection de la menace
IT	infrastructure tactique
TEC	troupes en contact
VBLC	véhicule blindé léger chenillé
TMJ	(réseau) Taj Mir Jawad
COT	Centre des opérations tactiques
BST	base de soutien du théâtre
EST	élément de soutien du théâtre
TTP	élément de soutien du théâtre

TTP	tactiques, techniques et procédures
TUAV	véhicule aérien sans pilote tactique
UAV	véhicule aérien sans pilote
DAS	détecteur autonome au sol
PMOU	Plan de mise en œuvre unifiée
UN	Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
PNUD-ELECT	projet du Programme des Nations Unies pour le développement ayant pour but d'améliorer la capacité juridique et électorale en Afghanistan
CDHNU	Commission des droits de l'homme des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMACA	Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZPNU	zone protégée par les Nations Unies
USAID	Agence américaine pour le développement international
USG	United States Government (gouvernement des États-Unis)
USPI	Service de protection et d'enquête des États-Unis
UTAMS	(système MASINT non surveillé détecteur de signaux acoustiques transitoires)
UXO	munition explosive non explosée
VBIED	engin explosif improvisé placé dans un véhicule
VHF	très haute fréquence
PMV	patrouille médicale dans les villages

IE	inscription électorale
OSV	opérations de stabilisation des villages
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PPRAP	Programme pangouvernemental de revitalisation (ou de reconstruction) améliorée à Panjwayi
ADM	armes de destruction massive
XO	Executive Officer

À PROPOS DE L'AUTEUR

M. Sean M. Maloney, Ph. D., est professeur d'histoire au Collège militaire royal et il a été conseiller en histoire auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre pendant la guerre en Afghanistan. Auparavant, il avait été historien pour la 4e Brigade mécanisée du Canada, dont la mise à contribution a été le principal appui de l'Armée canadienne à l'OTAN à l'époque de la guerre froide. M. Maloney a une vaste expérience sur le terrain dans les Balkans, plus particulièrement en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, au fil des années 1990 jusqu'en 2001. Son travail sur les Balkans a été interrompu par les attentats du 11 septembre. Depuis 2001, M. Maloney se consacre exclusivement à la guerre contre le mouvement al-Qaïda et ses alliés, plus particulièrement celle menée en Afghanistan. Il s'est rendu à maintes reprises en Afghanistan de 2003 à 2014 pour observer les opérations de la coalition et du Canada dans ce pays et prendre des notes à ce sujet. En plus d'être l'auteur de *L'Armée canadienne en Afghanistan*, il est l'auteur de 17 autres ouvrages, dont quatre qui portent sur la guerre en Afghanistan.

Photo : Auteur

Sean M. Maloney, Ph. D.

INDEX

A

Abbottabad, Pakistan : 522, 557

Accord de Bonn : 165, 547, 548

Achakzai (groupe ethnique) : 64

Achakzai, Sitara : 102

Adair, major Jay (Armée canadienne) : 234

Aérodrome de Bagram : 189

Aérodrome de Kandahar (KAF) : i, 8, 11, 14, 15, 60, 67, 71—73, 82, 101, 105, 106, 119, 144, 147, 202, 207, 235, 237, 238, 243, 246, 256, 263, 280, 283, 284, 288, 294, 297, 314—317, 330, 337, 345, 349, 366, 377, 401, 405, 406, 411, 412, 425, 465, 466, 470, 479, 523, 527, 528, 529, 539, 537, 543, 544, 555, 556, 582, 588, 591—598

Aéronefs

A-10 Thunderbolt (Warthog)
AH-64 Apache : 15, 44, 188, 190, 397, 402, 405
AN-124 Antonov : 537
B-1B Lancer : 38, 116, 134, 278, 326
C-12 Cessna : 142
C-130 Hercules, AC-130, CC-130, MC-130 : 14, 282, 288, 597, 14, 280, 282, 303
C-17 Globemaster II, CC-17 : 280, 543
CC-117 Globemaster III : 537
CH-146 Griffon : 14, 16, 44, 52, 59, 60, 133, 202, 252, 256, 280, 288, 374, 375, 388, 390, 399
CH-47 Chinook : 15, 42, 44, 60, 72, 468
CP-140 Aurora : 16, 17, 279, 282
F-15 Eagle : 42, 130
F-16 Falcon : 326, 372
F-18 Hornet : 38, 96, 405, 435

GR-7 Harrier : 11
HH-60 (Pave Hawks) : 14, 280 KA-32 Helix : 280
Mi-8 HIP : 280
Mi-17 : 72, 101, 283, 288, 411, 462
Mi-26 Halo : 523 Mirage : 404
NP-3D Orion : 17
OH-58D Kiowa Warrior : 14, 15, 17, 44, 47, 52, 80, 83, 87, 96, 112, 128, 130, 147, 148, 187, 190, 202, 266, 405, 435
Sea King : 288
U-2 Blackbird : 142
UH-60 Black Hawk, UH-160 : 14, 15, 280, 402

Afrique : 181, 539, 553, 560, 561

Agence de coopération internationale du Japon : 179

Agence de déminage de l'Afghanistan : 350

Agences tribales administrées par le fédéral (FATA) : 572, 577, 578, 579

Agha, Haji Fazluddin (HFA) : 323, 404, 481, 489, 493, 498, 500, 503, 513, 514, 538

Agha, Haji Murcha : 62, 127

Agha, Jabar : 60, 61, 101, 174, 269

Agha, Janan : 174, 386

Agha, Khudi Dad Saha : 271

Agha, Sadiq : 319

Agha, Sayed Gul : 276

Agha, Sayed Gulub Shah : 396

Aho, major Benjamin (Armée canadienne) : 430

Aide humanitaire : 22, 128, 218, 223, 323, 352, 460, 492

Ainsworth, sergent Jesse (Armée des É.-U.) : 385

Akhund (tribu) : 541

Akhund, mollah Abdul Rahim : 319

Akhundzada, Sheer Mohammad : 291, 296

Alikozai (tribu) : 62—65, 99, 105, 128, 257, 263, 264, 274, 353, 409, 490, 518, 521, 544

Alikozai, mollah Naqibullah (mollah Naqib) : 353, 521

Alizai (tribu) : 274

Allard, sapeur Matthieu : 145

Allemagne/Allemand : 48, 70, 404, 490, 547, 548

Alliance du Nord : 543, 579

Al-Qaïda : 2, 4, 34, 124, 143, 171, 172, 292, 320, 343, 349, 354, 380, 522, 539, 540—542, 545, 548, 556—559, 572, 574, 578, 579, 584, 613

Al-Zawahiri, Ayman : 540, 574

Andersen, LTC Reik (Armée des É.-U.) : 68, 135

Arabie saoudite/Arabe : 33, 92, 176, 293, 572

Arghistan, Afghanistan : 141, 168, 595

Arsenault, major Tim (Armée canadienne) : 68

Asheque, Afghanistan : 10, 31, 32, 85, 88, 129, 132, 186, 229, 231, 274, 278, 282

Assemblée de développement des districts : 38, 91, 101, 115, 146, 199, 216, 222, 356, 379, 449, 481

Atmar, Mohammad Hanif : 149, 291

Audet, caporal-chef Patrice (Armée canadienne) : 16

Australie, Australien : 44, 47, 338

Azim, Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 455, 472, 480

Azim, mollah : 39

B

Baba, Haji : 212, 213, 250, 267, 268, 271, 329, 332, 333, 251, 378

Babai, Abdul Majid : 271

Bagdad, Iraq : 233

Bahris, lieutenant-colonel (Armée de l'Afghanistan) : 267

Baker, caporal Joshua (Armée canadienne) : 272

Balkans : 24, 560, 613

Baloutchistan (province du Pakistan) : 572, 582, 583

Band-e Timor : 38, 42, 85 Barab Cha : 553

Baradar, mollah : 93, 292, 293, 543, 579

Barakzai (tribu) : 62—64, 105, 158, 196, 256, 263, 274, 276, 324, 353, 356, 518, 543, 544, 592—596

Baris, lieutenant-colonel (Armée de l'Afghanistan) : 205, 206, 209, 250, 261, 331, 347, 441

Barrage de Kajaki : 37, 181, 497

Barrett, lieutenant-colonel Roger (Armée canadienne) : 43, 52

Base aérienne Minhad : 567

Base de patrouille Sperwan Ghar : 10, 49, 94, 175, 283, 318, 464, 467, 483, 486, 495, 504

Base de patrouille Wilson : 10, 40, 41, 87, 88, 94, 131, 132, 185, 186, 437, 464

Base d'opérations avancée (FOB)
FOB Frontenac : 37, 55, 56, 153, 177, 243, 412, 497
FOB Ghecko : 382
FOB Ghundy Ghar : 10, 45
FOB Hutal : 36, 152
FOB Ma'Sum Ghar : 10, 41, 87, 88, 32, 147, 175, 185, 186, 318, 348, 399, 401, 461, 464, 467, 483, 486, 495, 504, 507, 511, 524,
FOB Pegasus : 136
FOB Ramrod : 36, 38, 47, 146, 152
FOB Shojah : 461
FOB Walton : 102
FOB Wilson : 72, 89, 90, 91, 135, 137, 138, 146, 184, 187, 189, 192, 205, 218, 283, 284
FOB Zettelmeyer : 134

Basir, brigadier-général Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 9, 11, 12, 148, 218, 220, 258, 259, 278, 340, 407—409, 441

Bazaar-e Panjwayi, Afghanistan : 40, 48, 51—54, 91—93, 117, 122, 127, 131, 199, 200, 209, 210, 212, 230, 250, 259, 262—264, 317, 326, 328, 348, 361, 362, 364, 370, 373, 377, 388, 399, 400, 404, 438, 450, 466, 472, 474, 482, 484, 485, 494, 506, 507, 514, 515, 521, 523, 526

Belanday, Afghanistan : 50, 95, 106, 112, 116, 117, 119, 159, 175, 193, 195, 203, 205, 208, 230, 244, 250, 251, 253, 260, 276, 318, 327, 358, 359, 371, 385, 387, 398, 436, 448, 464

ben Laden, Oussama : 522, 539, 557—559, 574

Benson, LTC James (Armée des É.U.) : 15, 44, 47

Blais, cavalier Karine (Armée canadienne) : 100

Blake, maître de 2e classe Craig (Armée canadienne) : 359

Blanchette, major Pascal (Armée canadienne) : 430

Bobbitt, caporal Christian (Armée canadienne) : 145

Bolduc, major Charles (Armée canadienne) : 68

Bosnie, Bosniaque : 24, 549, 550, 613

Bouchard, lieutenant-colonel Sébastien (Armée canadienne) : 461, 462

Bouthillier, cavalier Jack (Armée canadienne) : 57

Bowes, colonel Steve (Armée canadienne) : 383

Boyes, lieutenant Justin (Armée canadienne) : 210

Braddon, lieutenant-colonel Craig (Armée canadienne) : 582, 583

Brennan, colonel Shane (Armée canadienne) : 220, 221, 226, 240, 241, 278, 290, 338

Brown, major Steve (Armée canadienne) : 347, 359, 388, 400, 439, 454

Brown, adjudant Dennis (Armée canadienne) : 57, 560

Bulger, caporal Nicholas (Armée canadienne) : 134

Bunting, capitaine Brian (Armée des É.-U.) : 57

C

Cabacoy, sergent d'état-major Francis (Armée des É.-U.) : 384

Camps

Camp Bastion : 288

Camp Hero : 9, 103, 235, 340, 341, 405, 412, 470

Camp Mirage : 567
Camp Nathan Smith (Base des É.-U.) : 6, 20, 60, 61, 70—72, 108, 138, 142, 148, 182, 223, 237—240, 270, 271, 283, 336, 337, 344, 355, 368, 383, 384, 394, 410, 411, 426, 430, 431, 455, 464, 521
Camp Souter (Base du R.-U.) : 588, 589

Carignan, lieutenant-colonel Jennie (Armée canadienne) : 265, 336

Caron, major Christian (Armée canadienne) : 158, 469, 474

Carter, major-général Nick (Armée du R.-U.) : 205, 221, 226, 227, 230, 232, 233, 235, 241, 254, 291, 316, 335, 348, 369, 380, 406—409, 431, 432, 440, 449—451, 455, 457, 458, 481

Cauden, major Jean-Francois (Armée canadienne) : 68, 100, 127, 177, 178, 198, 242

Casey, caporal Bradley (Armée canadienne) : 290

Centre de coordination des opérations de province (CCO-P) : 13, 180, 336, 61, 99, 113, 123, 128, 146—148, 153, 156, 158—162, 180, 181, 222, 228, 254, 255, 270—272, 298, 338, 344

Centre d'entraînement national afghan (CENA) : 538

Centre d'instruction régional : 20, 223

Centre d'opérations de la province (COP) : 233, 591

Centre d'opérations tactiques : 405, 406

Chabot, major Alain (Armée canadienne) : 67

Chalghowr, Afghanistan : 50, 53, 93, 95, 105, 106, 118, 119, 146, 175, 202, 203, 207, 208, 210, 211, 250, 251, 260, 268, 318, 327—329, 347, 357, 358, 364, 371, 373—375, 385, 387, 388, 393, 398, 401—404, 426, 434—436, 439, 445, 453, 454, 457, 459, 464, 482, 487—489, 494, 496, 499, 505, 506, 512, 513, 523, 525

Chaman, Pakistan : 144, 553, 575, 582

Champagne, brigadier-général Gerry (Armée canadienne) : 232

Chayes, Sarah : 65

Chine/Chinois : 80, 225

Choura des oulémas : 182, 183, 298, 429

Choura des oulémas de Kandahar : 182, 429, 538

Choura de Quetta : 33, 34, 36, 60, 113, 174, 176, 177, 268, 292, 317, 319, 321, 343, 349, 359, 444, 477, 502, 510, 514, 522, 573, 579, 580

Chypre : 438

Clegg, Neil (Canada) : 227, 254

Club des amateurs de cigares de l'aérodrome de Kandahar : 8

Coates, colonel Chris (Armée canadienne) : 13

Cochrane, major John (Armée canadienne) : 68

Collier, sapeur Brian (Armée canadienne) : 393, 394

Comité de développement provincial (CDP) : 107, 216

Conseil de développement communautaire (CDC) : 29, 38, 107, 108, 112, 114, 115, 179, 195, 197, 213, 216, 252, 324, 325, 357, 481, 484, 492, 503

Conseil suprême de l'Émirat islamique en Afghanistan (CSEIA) : 541

Contre-insurrection : C, 17, 20, 30, 48, 126, 139, 143, 170, 172, 178, 204, 226, 272, 342, 343, 346, 377, 379, 544, 548, 549, 553, 556

Contre-mesures électroniques (CME) : 365, 366, 463

Corbould, brigadier-général André (Armée canadienne) : 432, 458, 461, 521

Coup d'État : 169

Cowper-Coles, Sherard (R.-U.) : 165

Creighton, colonel Ian (Armée canadienne) : 338—341, 406, 408, 431, 440, 441

Croatie/Croate : 485, 613

Croix-Rouge (La) : 36, 225, 377, 465

Crooks, caporal Tyler (Armée canadienne) : 48

Cyr, lieutenant-colonel Louis (Armée canadienne) : 426, 455, 480

D

Dahla Dam, Afghanistan (Barrage de Dahla) : 37, 55—58, 65—67, 101, 140, 224, 225, 239, 248, 272, 497

Daikundi (province) : 460

Dalton, lieutenant-colonel Craig (Armée canadienne) : 230, 239

Dastagiri Construction Company : 224

Dastagiri, Haji Agha Lalai : 91, 102, 264, 334, 515

de Kruif, major-général Mart (Armée néerlandaise) : 7, 205, 226, 227

Demiray, capitaine Suleyman (Armée canadienne) : 183

Désarmement des groupes armés illégaux (DGAI) : 217, 490

Désert de Registan (Reg) : 10, 32, 49, 94, 175, 244, 289, 318, 437, 448, 452, 467, 483, 495, 504, 511, 524

Détachement de dégagement d'itinéraire (DDI) : 197, 243

Diab, cavalier Marc (Armée canadienne) : 57

Djihad/Djihadiste : 173, 183, 328, 444, 522, 540, 541, 549, 553, 558, 559

Dostum, Abdul Rashid : 166, 167

Douglas, lieutenant-colonel Brian (Armée canadienne) : 581

Douglas, major Austin (Armée canadienne) : 347, 360, 392, 403, 439, 454

Drew, lieutenant-colonel Dan (Armée canadienne) : 409

Drinkwine, colonel Brian (Armée des É.-U.) : 313

Drouin, colonel Christian (Armée canadienne) : 226, 279—282, 399, 411

Drouin, caporal Jean-François (Armée canadienne) : 202

Dubé, caporal Martin (Armée canadienne) : 120

Duhaime, Stéphanie (Canada) : 404

Dutton, Jess (Canada) : 18, 222, 239

Duval, major JP (Armée canadienne) : 68

DynCorp : 20, 69, 223

E

Edgerton, sergent Donald (Armée des É.-U.) : 385

Eide, Kai : 22, 168

Élections de 2009 : 2, 3, 34, 70, 145—149, 165, 166, 168, 169, 171, 176, 293, 342, 354, 446

Elliott, major Lisa (Armée canadienne) : 226, 239, 246

Émirats arabes unis (EA) : 294, 567

Engagement des relais d'influence (KLE) : 249, 428, 451, 456

Équipe consultative stratégique pour l'Afghanistan (ECS-A) : 1, 3, 346, 538, 587

Équipement

AN/PRC 117F : 463
Canon de 25 mm : 146, 390, 391, 397, 406, 435, 451, 573
Canon de 120 mm : 187, 391, 515
Canon M-134D Dillon Gatling : 14, 256, 280, 391, 400
Canon sans recul de 82 mm : 90, 192, 193, 372, 392, 439
Dragon Runner : 365
Détecteur antimines léger (DAML) : 498, 500
Dispositif explosif de circonstance déclenché par plateau de pression (PPIED) : 42, 76, 504
Engin explosif improvisé placé dans un véhicule pour attentat suicide (SVBIED) : 102, 116, 155, 322, 355, 379, 383, 406
Engin explosif improvisé radiocommandé (RCIED) : 104, 207, 325, 366, 404, 435, 514
GBU-12 (bombes de 500 lb) : 388, 390—392, 402, 435, 508
GBU-38 (bombes de 500 lb) : 97, 119, 134, 386
Grenade propulsée par fusée (GPF) : 86, 93, 99, 119, 134, 138, 202, 332, 361, 363, 372, 374, 383, 386, 388, 405, 406, 498
M982 Excalibur : 133
Mine antipersonnel PMN : 373, 375
Missile AGM-114 Hellfire : 119, 202, 370, 375, 385, 392, 397, 403, 517, 518
Mitrailleuse C3 : 457
Mitrailleuse de 0,50 : 113, 187
Mitrailleuse Kalashnikova modifiée (PK) : 202, 386, 403, 498
Mortier de 60 mm : 392
Mortier de 81 mm : 191, 370, 386, 390, 391, 397, 402—404, 435, 440
Munition interarmes d'attaque directe (JDAM) : 12
MX-20 WESCAM : 138, 282
Obus éclairants de 155 mm : 47, 385
Obus fumigène de 81 mm : 518
Obusier M-777 : 36, 42, 43, 90, 96, 99, 119, 121, 130, 133, 187, 191, 347, 435, 458, 473
PSS-112 (système de surveillance continue) : 137—139
Roquette de 2,75 pouces : 397
Roquette de 107 mm : 108, 111, 112, 349, 552, 595
Rouleaux antimines : 515

SAM HN-5 : 597
Système d'arme télécommandé (SAT) : 255, 285, 394
Système de contre-bombardement à repérage d'artillerie hostile (HALO) : 75, 133, 138, 450, 523
Système MX-15 : 256, 280, 288, 374
TacNet : 74
Telerob,TEODor ou robot téléguidé de neutralisation des explosifs et munitions et d'observation : 365
Tentes Weatherhaven : 413, 588, 591
Tir de char de 120 mm : 187, 401, 471, 519
Vanguard : 365
ZPU-1 : 134

Évacuation médicale (MEDEVAC) : 13, 48, 280, 281, 290

F

Fahim, Mohammad Qasim : 167

Farooq, Ghulam : 55

Fielding, capitaine Bill (Armée canadienne) : 399, 400

Fonds de contingence du commandant (FCC) : 351, 378, 451, 492, 502

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) : 485, 559

Force de réaction rapide (FRR) : 57, 72, 101, 116, 120, 123, 124, 134, 135, 148, 180—182, 184, 266, 288, 340, 394, 405, 435, 488, 508

Forces spéciales (FS) : 217, 218, 286, 407, 455, 461, 468, 472, 473, 482, 490, 501, 515, 519, 520, 544, 557, 578

Forces opérationnelles
FO 1 « Fury » : 234
FO 1-06 (voir FO Orion)
FO 1-07 : 569
FO 1-08 : 569
FO 1-09 : 6, 71, 73, 74, 570
FO 1-10 : 570

FO 1-12 Infanterie : 145, 283, 284, 344
FO 1-17 : 148
FO 1-71 Cavalerie : 249, 283, 284, 346, 356, 357, 377—379, 385, 393, 407, 426, 432, 443, 446—448, 452, 479
FO 2 « Fury » : 189, 196, 227, 228, 234, 256—259, 284, 213, 344
FO 3-06 : 569
FO 3-07 : 569
FO 3-08 : 569
FO 3-09 : 570
FO 42 : 394
FO 58 : 378, 394, 400
FO 310 : 489
FO 373 (É.-U.) : 489
FO Canuck : 280
FO Eagle Assault : 15
FO Erebus : 279
FO Freedom : 279, 280, 288
FO Helmand : 289, 291 FO Jaguar : 288
FO Kaboul (FOK) : 567, 568
FO Leatherneck : 289, 291
FO Odin : 141, 142, 190
FO Orion : 432, 555, 569
FO Silver Dart : 6, 14—17, 42, 59, 74, 279, 280
FO Stryker : 141, 148, 316
FO Thor : 8, 141, 142, 145, 184, 185, 187, 190, 286, 359, 365, 375
FO Trident : 261, 358 FO Wings : 15
FOIM-180 : 230
FOM Aegis : 6, 8, 23, 204, 312, 431, 460, 551, 555
FOM Raider : 446
FOM Strike : 344, 345, 406, 432, 450, 452, 460, 466, 468, 473
Force interarmées multinationale d'opérations spéciales (CJSOFT) : 489, 491
Force opérationnelle de théâtre : 189
Force opérationnelle de transition de la mission (FOTM) : 462, 537

Fortier, lieutenant-colonel Marc (Armée canadienne) : 235

Fortin, caporal Dany (Armée canadienne) : 57

Fortin, major Shawn (Armée canadienne) : 204

France/Français : 298, 547, 558

Fraser, brigadier-général David (Armée canadienne) : 312, 551

French, major Nils (Armée canadienne) : 189

Friesen, major Trevor (Armée canadienne) : 204, 211

Frigon, caporal-chef Simon (Armée canadienne) : 98

G

Gaber, capitaine Mike (Armée canadienne) : 69, 71

Gates, Robert (É.-U.) : 171

Gauthier, lieutenant-général Mike (Armée canadienne) : 27, 30

Gelig, spécialiste Ian T.D. (Armée des É.-U.) : 314

Ghani, président Ashraf : 539, 541

Ghorak, Afghanistan : 13, 31—33, 100, 147, 219, 231, 353

Ghundy Ghar : 40, 44, 47, 87, 130, 131, 147, 185, 188

Giesebrecht, caporal-chef Kristal (Armée canadienne) : 375, 377, 413

Giguère, colonel Richard (Armée canadienne) : 461, 522

Gilmore, lieutenant-colonel Mike (Armée canadienne) : 8, 67, 72, 77

Girard, major André (Armée canadienne) : 57, 482, 506

Giroux, major Vincent (Armée canadienne) : 458

Golberg, Elissa (Canada) : 6

Golda, Andy (É.-U.) : 482

Gosselin, colonel Hercule (Armée canadienne) : 431, 440, 443, 455, 472

Goudreault, sergent Martin (Armée canadienne) : 372

Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan (GIRoA) : 119, 143

Grant, brigadier-général Timothy (Armée canadienne) : 551, 568

Greenfield, sapeur Sean (Armée canadienne) : 42

Gregoire, major Steeve (Armée canadienne) : 465

Guerre électronique (GE) : 73, 75, 133, 463

Guimont, François (Canada) : 77

Gul, Hamid : 571

Gul, lieutenant-colonel Nabi (Armée de l'Afghanistan) : 355

H

Habibi, colonel/brigadier-général Habibi (Armée de l'Afghanistan) : 409, 431—433, 440, 441, 443, 472, 514, 526, 537

Haim, Haji Abdul : 323

Haïti : 559

Hamdard. Abdul Khaliq (Armée de l'Afghanistan) : 124

Hamedi, Ghulam Haider : 61, 126, 183, 269, 538

Hammond, lieutenant-colonel Lee J. (Armée canadienne) : 6, 25

Harris, Bill (É.-U.) : 238, 337, 383

Harris, soldat Tony (Armée canadienne) : 192

Hart, lieutenant-colonel Darren (Armée canadienne) : 460

Hartwell, sergent-major régimentaire (SMR) Stu (Armée canadienne) : 386

Hayes, cavalier Corey (Armée canadienne) : 48, 57

Hazara (groupe ethnique) : 43

Heddon, capitaine Darcy (Armée canadienne) : 6, 23, 31

Hekmatyar, Gulbuddin : 572

Helmand (province) : iv, 7, 8, 13, 17, 34, 113, 189, 190, 219, 221, 227, 228, 232, 259, 272, 278, 279, 282, 285, 286—291, 296, 309, 312, 316, 317, 319, 338, 339, 342, 346, 380, 408, 410, 413, 460, 463, 538, 541, 542, 546, 547, 549, 550, 552

Hérat, Afghanistan : 541

Hetherington, lieutenant-colonel Simon (Armée canadienne) : 229, 233, 238, 239, 295, 368, 369

Hewitt, lieutenant-colonel Mike (Armée canadienne) : 432

Hezb-e Islami Gulbuddin (HiG) (Parti politique) : 292, 349, 409, 572, 574

Holbrooke, Richard (É.-U.) : 168

Holmes, bombardier-chef Adam (Armée canadienne) : 341

Honig, major Barbara (Armée canadienne) : 430, 451, 473, 478, 481, 484, 503

Hôpital de Mirwais : 102, 225, 465

Howz-e Madad, Afghanistan : 40, 42—44, 87, 131, 133, 134, 147, 184, 185, 187, 188, 190

Hurlbut, lieutenant-colonel Daniel (Armée des É.-U.) : 43, 68, 135

Hutal : 36, 83, 84, 135, 137, 146

I

Inde/Indien : 3, 540, 573, 574, 577—580, 583, 584

Innis, major Quentin (Armée canadienne) : 6

Installation de transfert des détenus : 465, 530

Iran/Iranien : 34, 47, 176, 349, 366, 373, 552, 574, 580, 595

Iraq/Iraquien : 8, 24, 64, 76, 77, 141, 142, 232, 233, 253, 313, 342, 366, 380, 539, 540, 548

Irvine, lieutenant-colonel James (Armée canadienne) : 17

Islamabad, Pakistan : 572, 573, 576, 578, 581

Israël/Israélien : 137, 138, 142

Italie/Italien : 567, 548, 561

Izzatullah, mollah : 319, 328

J

Jabar, Haji Abdul : 55, 59, 140, 257, 381

Jan, Abdul Rahman : 291, 296

Jan, Bismullah : 278

Jan, colonel Tor (Armée de l'Afghanistan) : 383, 595

Japon/Japonais : 179

Jean, major Frédéric (Armée canadienne) : 68

Jensen, lieutenant-colonel Jim (Armée canadienne) : 226, 283

Joannette, caporal Martin (Armée canadienne) : 16

Jones, LTC Guy (Armée des É.-U.) : 257

Jourdain, major Steve (Armée canadienne) : 68, 98

Jurkowski, major Ryan (Armée canadienne) : 204, 206, 265

K

Kaboul, Afghanistan : i, 2, 3, 7, 8, 12, 23, 62, 70, 92, 103, 115, 124, 135, 137, 141, 149, 165, 166, 180, 199, 213, 215, 216, 218, 227, 233, 237, 241, 254, 255, 262, 270, 273, 274, 278, 279, 286, 291, 334, 335, 338, 339, 341, 343, 355, 393, 410, 430, 433, 461, 462, 481, 537, 538, 539, 541—543, 545, 547, 549, 550, 552, 553, 556, 567, 568, 587, 588, 589, 591

Kandahari : 273, 324

Karachi, Pakistan : 575, 578

Karzai, Ahmad Wali (AWK) : 3, 4, 54, 59, 61, 62, 64, 84, 105, 124, 179, 219, 224, 263, 264, 271, 273, 274, 293, 295, 296, 321, 352—354, 446, 481, 538, 575

Karzai, président Hamid : 2—4, 8, 69, 82, 83, 124, 153, 137, 145, 158, 165, 166, 169, 215, 240, 286, 287, 291, 292, 295, 296, 310, 311, 323, 382, 481

Karzai, Qayyum : 293

Khakrez : 13, 31, 67, 86, 100, 127, 129, 141, 147, 168, 219, 220, 344, 353

Khalid, Asadullah : 126, 538

Khaliq, Abdul : 124, 125

Khan, Azim (Armée de l'Afghanistan) : 124, 455, 472, 513, 514, 521

Khan, Bismillah (Armée de l'Afghanistan) : 43, 84, 135

Khan, brigadier-général Matiullah Qati (Armée de l'Afghanistan) : 61, 99, 101, 108, 122, 124, 125

Khan, colonel Faiz Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 53, 54, 92

Khan, Dilawey : 112

Khan, Essa (Armée de l'Afghanistan) : 54, 279

Khan, Fahim : 166

Khan, Fatay : 252, 276, 277, 324

Khan, Gullum Mohammad : 500, 501

Khan, Haji Asadullah : 108

Khan, Haji Daro (Armée de l'Afghanistan) : 55

Khan, Issa (Armée de l'Afghanistan) : 361

Khan, Zmaray (Armée de l'Afghanistan) : 57, 101, 128, 129

Khorasani, Abu Omar : 541

Kilby, lieutenant-colonel Acton (Armée canadienne) : 432

King, brigadier-général Craig (Armée canadienne) : 232

Kutchi (nomades) : 64, 105, 108, 109, 112, 595

L

Labbé, colonel Serge (Armée canadienne) : 481

Laflamme, major Martin (Armée canadienne) : 68

Lake, Colin (Canada) : 428

Lalai, Haji « Dollars » Agha : 201, 264, 328

Lamarre, brigadier-général Charles « Chuck » (Armée canadienne) : 428, 537

Lamoureux, major Dan (Armée canadienne)

Landry, major Eric (Armée canadienne) : 399, 458, 468, 469, 474, 515, 530, 534

Lang, Michelle (Armée canadienne) : 256

Laroche, brigadier-général Guy (Armée canadienne) : 55, 170, 458, 551, 568

Lashkar Gah, Afghanistan : 227, 285, 289, 542

Lashkar-e Taiba (groupe extrémiste) : 321, 354, 572, 577

Lavender, Anne (Canada) : 428

Laverty, lieutenant Mike (Armée canadienne) : 36

Liban/Libanais : 558

Ligne Durand : 34, 425, 444, 553

Le 11 septembre 2001 (9/11) : 539, 556, 572, 582, 613

Leblanc, Joffre (Canada) : 482

Leslie, général Andrew (Armée canadienne) : 368

Lessard, lieutenant-/major-général Marc (Armée canadienne) : 25, 229, 230, 368, 581

Lewis, Ken (Canada) : 6, 78, 114, 142

Lillington, major Chris (Armée canadienne) : 347, 403

Lormand, soldat Patrick (Armée canadienne) : 202

Lutte contre les stupéfiants : 8, 143, 547, 549

Lynch, Kevin (Canada) : 80

M

Macbeth, capitaine Steve (Armée canadienne) : 220

MacKenzie, major Rob (Armée canadienne) : 360, 391, 399, 439

MacKillop, capitaine Mike (Armée canadienne) : 204, 209

MacNeil, sergent James (Armée canadienne) : 375

Madrasa : 42, 43, 49, 50, 53, 184, 197, 321, 335, 349, 366, 474, 513, 553, 576

Mahmood, Haji : 201, 263, 264, 481

Majid, Hafiz : 269, 326, 359, 386, 477, 480, 510

Major, major Josh (Armée canadienne) : 406

Makuan : 10, 89, 130

Maliks : 197, 268, 275, 276, 325, 329, 332, 356, 361, 379, 384, 385, 506, 508

Malim, Haji : 211, 213, 267, 268, 332, 333, 372, 379, 391, 392, 396, 403, 501

Mansour, mollah : 541

Marcella, lieutenant-colonel Tim (Armée canadienne) : 410, 411

Marshall, sapeur Steve (Armée canadienne) : 210

Marquis, major Christian (Armée canadienne) : 457, 482

Martin, caporal Steve (Armée canadienne) : 475

Martin, Tim (Canada) : 409, 455, 481

Maruf, Afghanistan : 141, 168, 595

Massoud, Haji mollah Mohammad : 38, 83, 84

Maywand, Afghanistan : 10, 32, 36, 38, 39, 42, 43, 64, 66, 67, 83, 84, 90, 135—137, 140, 144, 145, 174, 176, 184, 225, 231, 317, 344

McAllister, Joe : 70

McBride, major Rob (Armée canadienne) : 39, 42

McChrystal, général Stanley (Armée des É.-U.) : 4, 8, 22, 114, 116, 138, 142, 149, 170—173, 221, 235, 240, 241, 286, 287, 293, 295, 296, 313, 338, 342, 343, 348, 355, 379, 380, 458, 489

McCosham, Debbie (Canada) : 39

McCormack, caporal Zachery (Armée canadienne) : 255

McCrank, major Darren (Armée canadienne) : 69

McKay, soldat Kevin (Armée canadienne) : 360

McKiernan, général David (Armée des É.-U.) : 2, 4, 22, 65

McLean, soldat Robert (Armée du R.-U.) : 130

McNeill, lieutenant-général Dan (Armée des É.-U.) : 2

McNicholl, lieutenant-colonel Marcel (Armée canadienne) : 427

Mehsud, Baitullah : 573, 576, 578

Melvin, Ron (É.-U.) : 265

Ménard, brigadier-général Daniel (Armée canadienne) : 205, 209, 226, 228—230, 232—239, 241, 246, 249, 272, 279, 282, 285, 290, 293, 296, 311—313, 315, 316, 338, 339, 343, 348, 366, 368, 369, 407, 410, 426, 429, 431, 433, 447, 450, 551, 569

Mendes, major Michelle (Armée canadienne) : 588

Mendyka, capitaine Mike : 347, 362, 364

Mialkowski, lieutenant-colonel Conrad (Armée canadienne) : 336, 347, 357, 365, 374, 377, 386, 431, 433, 434, 440, 455, 457, 473

Mialkowsky, major Bryan (Armée canadienne) : 336

Mianishin, Afghanistan : 141, 147

Michaud, caporal-chef Charles-Philippe (Armée canadienne) : 121

Michaud, matelot de première classe Pier-Vincent (Armée canadienne) : 112

Mikkelson, caporal-chef Gilles-Rémi (Armée canadienne) : 190

Millar, soldat Phillip (Armée canadienne) : 192

Miller, LTC Stephen (Armée des É.-U.) : 522

Miller, soldat Andrew (Armée canadienne) : 375, 377, 413

Milner, brigadier-général Dean (Armée canadienne) : 370, 408, 410, 413, 426, 427, 429, 431—434, 441, 443, 450, 451, 454, 455, 457, 472, 479—482, 484, 491, 500, 513, 526, 551, 569

Ministère de la Défense : 12, 13, 172, 286, 341, 430

Ministère de la Justice : 223

Ministère de la Santé : 329

Ministère de l'Éducation : 488

Ministère de l'Intérieur : 233, 291, 352

Ministère du Relèvement rural et du Développement (MRRD) : 108, 265

Ministre de l'Intérieur (MoI) en Afghanistan : 149

Miok, sergent George (Armée canadienne) : 255

Misener, lieutenant-colonel Mark (Armée canadienne) : 430

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : 22, 79, 166, 168, 179, 223, 588

Mitchell, caporal-chef Paul (Armée canadienne) : 396, 397

Mogadiscio, Somalie : 559

Mohammad, Haji Faizal : 409

Mohammad, Fida : 383, 384

Mojaddedi, Sibghatullah : 169

Montreuil, major (Armée canadienne) : 481

Mossop, major Lee (Armée canadienne) : 242, 261

Moyen-Orient : 539

Mujahid, lieutenant-général Khan Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 521

Mulroney, David (Canada) : 30, 64, 78, 80

Mushan, Afghanistan : 9, 10, 13, 44, 48, 51—53, 89, 93, 96, 97, 212, 348, 359, 425, 450, 451, 467—470, 472—474, 476, 482, 483, 486, 494, 495, 501, 504, 508, 510, 511, 515—517, 519, 520, 523, 524, 526

N

Nahlgam, Afghanistan : 39, 40, 85, 87, 130, 131, 185, 450

Nangarhar (province) : 274, 540

Naqib, mollah : 353, 521, 551

Naqibi, Haji Kalimullah : 99, 128

Nations Unies (UN) : 21, 22, 79, 166, 223, 321, 485, 588

Nawa, Afghanistan : 542, 546

Nazek, Haji Abdul : 80—82, 107, 108, 112, 114, 115, 193, 196—198, 246—249, 252, 276, 277, 324, 325, 356, 357, 379, 385, 433, 446, 449, 479, 481

Nelson, soldat John (Armée canadienne) : 374, 375

Nesh, Afghanistan : 168

New York, États-Unis : 223

Ng, lieutenant-colonel Kevin (Armée canadienne) : 582

Niven, major Wayne (Armée canadienne) : 204, 213, 246, 262, 265, 266, 268, 295, 329—332

Noel, major Steve (Armée canadienne) : 403, 438

Noorzai, brigadier-général Mirwais (Armée de l'Afghanistan) : 62, 125, 201, 255, 269

Noorzai (groupe ethnique) : 54, 62, 63, 84, 125, 263, 264, 274, 333, 455, 472, 475, 518, 546

Noorzai, Haji Arif : 54, 62

Nuttall, lieutenant Andrew (Armée canadienne) : 250

O

Obama, président Barack (É.-U.) : 2—4, 114, 170—172, 296, 342, 379, 380, 548, 583

Objectifs
Objectif BALLPEEN : 267
Objectif PLAGUE : 90

Ohlke, major Gordon (Armée canadienne) : 336, 337, 383

Oliver, Patrick (Canada) : 224

Omar, mollah Mohammed : 60, 127, 147, 292, 317, 321, 497, 514, 540, 541, 545, 578

ONU Habitat : 115, 179, 216, 223, 323, 350, 352

Opérations
Opération AMKA : 393
Opération APPLANIX : 17, 282
Opération ARCHER : 462, 568
Opération ARGHANWANI PIL III : 93
Opération ATAL : 12, 323, 354, 381, 409
Opération ATHENA : 27, 462, 537, 568
Opération ATTENTION : 462, 537, 538
Opération AZADI I-III : 375, 377, 378, 386, 387
Opération AZH DAHAR : 250, 251
Opération BAAWAR [Confiance/Assurance] : iv, 432, 449, 451, 452, 455, 461, 462, 466, 510
Opération BADLOON : 189, 200, 202, 203, 206
Opération BADLOON STINGRAY : 185
Opération BAER BADI : 189
Opération BAEXEI : 387, 391, 393, 395
Opération BARAH SEEKA : 487, 488
Opération BOBCAT : 90
Opération BROADSWORD I-III : 185, 188
Opération BULLDOG BAZAAR : 524

Opération BULL RUN : 185, 188
Opération CASTOR/MOUNT CASTOR : 524
Opération CAULDRON : 559
Opération CHANGAK : 385
Opération CLEAR ADAMZAI : 496
Opération CONSTRICTOR : 117—121
Opération CRAZY NIGHT : 512
Opération CROSSBOW : 185
Opération DA PACARAY : 509
Opération DALBOR/DALBOR SHIELD : 74, 76, 77, 142, 189, 190, 192, 249, 278
Opération DAREDELAY [Bludgeon] : 51, 52, 60
Opération DEVIL'S STRIKE : 211
Opération EAGLE : 208—211
Opération ENDURING FREEDOM : 216, 522, 558, 585, 595
Opération ENTEXAB [Élections] : 147
Opération ETEBAR [Confiance] : 454
Opération FAR REACH : 511, 517
Opération FAZILAT : 257
Opération FLASH LIGHT : 246
Opération GAD PASOON : 409
Opération GADA HATSA : 377, 378
Opération GAME SHOW : 197
Opération GARDEN II : 496
Opération GARDEN PARTY : 118, 121
Opération GERSHKO LAKANI : 495
Opération GRIZZLY : 24, 29, 30, 78, 237, 334
Opération HAMAGHA SHAY : 496
Opération HAMKARI I-III : 334—337, 344, 350, 369, 378, 382, 407, 409
Opération HANDSHAKE : 194
Opération HYDRA : 206, 208, 211, 213, 250
Opération JALEY [Net] : iii, 40, 44—46, 48, 56
Opération JANGYALAY : 270
Opération JUST PATH : 573
Opération KALAY I-III : iii, iv, 66, 79, 80, 105, 107—110, 112—117, 129, 174, 184, 193—197, 200, 201, 205, 209, 212, 213, 215, 217, 228—230, 245, 275, 269, 489
Opération KANTOLO : iii, 12, 30—33, 68, 72, 78—80, 105, 144, 228—230
Opération KASSAT : 74

Opération KATAKARAL SANGSAR : 87
Opération KATAKAWAL KLAYE PISHAK : 118, 122
Opération KATAKAWAL KALAYE PISHAK IV : 187
Opération KATAKAWAL KALAY PISHAK V : 183
Opération KATAKAWAL LAKOKHEL : 146, 185, 187
Opération KATAKAWAL SANGSAR : 87, 91
Opération KATAKAWAL SANGSAR II : 131, 133
Opération KATAKAWAL STRIKE : 98
Opération KHAYBER : 382
Opération LAMRAY ZANG : 136
Opération LEOPARD ASSERTION : 201, 203
Opération LION HEART : 576
Opération LUCKY STRIKE : 511
Opération LUNDI JANOUBI : 488
Opération LUR SAPA : 184, 185, 203
Opération MADAREE : 447, 448
Opération MARD KALA : 488, 496
Opération MA SHAM : 356
Opération MATIN AZIM : 432, 435, 436, 438—440
Opération MAYWAND I-IV : 270—272, 446, 447
Opération MEDUSA : 138, 312, 346
Opération MESMAR : 259
Opération MIKIERANDAL II : 89
Opération MOSHTARAK I-III : iv, 227, 232, 233, 238, 258, 272, 279, 285, 285—292, 296, 311, 316, 317, 319, 334, 335, 342, 343, 350, 352, 380, 407—409
Opération MOTOVAGI COBRA : 94
Opération MOTAGAVI PUNCH : 49, 52, 53
Opération MUNKIREDAL : 94, 97
Opération NAFIZ III, IV, VI : 202, 203
Opération NASRAT : 34
Opération NEPTUNE SPEAR : 557, 583
Opération NOLAI : 378, 392
Opération OBEH SURKH : 361
Opération OTASH : 260, 261
Opération PASS RAFTAN [Le retour] : v, 432, 451, 452, 466, 467, 469, 470, 473, 474, 476, 510
Opération PATH OF SALVATION : 578
Opération PAMIR : 322, 323

Opération PARA SURGE : 511
Opération PEGASUS CLEAN : 523
Opération PEGASUS RETURN : 523, 524
Opération PORTCULLIS : 103, 233
Opération PUSH BACK : 523, 524
Opération QUICK SAND : 412
Opération RAMBAGH : 128, 129
Opération RAT LINES : 511
Opération RERSHAH KHAR (Dragnet) : 59, 74
Opération ROAMING DEVIL : 210, 211
Opération SABUN : 129
Opération SALADIN : 249
Opération SANGA : 74
Opération SANGA FIST : 40, 44
Opération SANGA FURY : 40, 44
Opération SANGA MAKUAN : 88, 89, 132
Opération SANGA SENJARAY : 86, 88
Opération SANGA TSUNAMI : 86, 87
Opération SAY : 55
Opération SAYLOP : 387, 397
Opération SHAHI TANDAR III : 39, 40, 42
Opération SHARPAK I-II : 487, 496
Opération SHER : 260
Opération SHER II : 327, 332
Opération SHER PAKA-WAL : 267, 268
Opération SHIN MENGARAY : 88, 90
Opération SHOPPING PEGASUS : 506, 514
Opération SHREDDER : 33
Opération SPARK II-III : 524
Opération SPIN ARWA : 185, 187—189
Opération TAYRA TAYGH : 494, 498
Opération TIGER : 136
Opération TIMUS PREEM : 97
Opération TOFFAN : 250, 251
Opération TOLO : 25, 30, 144
Opération TOLO ATTAL : 108, 117, 121, 180
Opération TOLO ATTAL II : 124

Opération TOLO ATTAL 26 : 103, 104
Opération TORA ARWA I-V : 130, 131, 133, 134, 145, 146
Opération TORNADO : 447, 448
Opération WADANA WAL [Progress] : iv, 228, 230—232, 236, 323, 335
Opération WARYAZ : 129
Opération WE'RE BACK : 523, 524
Opération WRATH OF DOG : 511, 519
Opération ZAHAR : 138, 346
Opération ZAZILLA : 40, 42

Opérations psychologiques (OPPSY) : 6, 36, 45, 47, 52, 60, 65, 107, 109, 111, 117, 136, 182, 189, 191, 194, 195, 211, 235, 248, 264, 271, 404, 427, 458, 470, 474, 476, 484, 493, 501, 518, 554, 594

Organisations et unités canadiennes/Canada

Académie canadienne de la Défense : 152, 564, 583
Agence canadienne de développement international (ACDI) : 6, 19, 23, 29, 30, 62, 65—67, 76, 79, 89, 108, 115, 144, 217, 222—225, 275, 324, 330, 351, 352, 357, 428, 430, 431, 498
Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) : 591
Batterie X, 5e Régiment d'artillerie légère du Canada (5 RALC) : 60, 96, 133, 458, 473, 509, 516, 518, 526
Centre de coordination de l'appui du Génie : 67
Centre du renseignement toutes sources (CRTS) : 6, 67, 73, 140, 141, 174, 204, 207, 226, 239, 243, 246, 254, 321, 336, 337, 344, 351, 352, 355, 365, 383, 411, 426, 446, 457, 458, 463
Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) : 25, 27, 28, 30, 151, 152, 229, 230, 368
Compagnie Para, 1er Bataillon du 22e Régiment : 457, 472, 475, 476, 482, 484, 485, 494, 506, 507, 514, 523
Élément de soutien national (ESN) : 6, 68, 71, 72, 226, 246, 255, 283, 284—286, 290, 410—412, 441, 461, 462, 567—570, 588, 591, 594
Escadron B, 12e Régiment blindé du Canada : 68
Escadron B, Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) : 204
Escadron B, Royal Canadian Dragoons : 204
Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 69, 70
Ministère de la Défense nationale (MDN) : C, 239, 430
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) : 6, 19, 23, 29, 30, 65—67, 69, 71, 115, 122, 123, 125, 126, 144, 217, 222, 223, 238, 239, 254, 256, 264, 357, 404, 430, 455, 465, 482, 550, 583

Police civile du Canada (CIVPOL) : 19, 20, 28, 60, 70, 71, 103, 108, 180, 223, 339, 455
Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) : 261, 490, 492, 493
Service correctionnel Canada : 19, 21, 123, 223, 355
Service de cartographie des Forces canadiennes : 15
The Lincoln and Welland Regiment : 57
The Loyal Edmonton Regiment : 256, 272
The Lord Strathcona's Horse : 68, 204, 332, 347
The Queen's York Rangers : 247
The Royal Canadian Dragoons (RCD) : 48, 204, 242, 339, 364
Unité de plongée de la Flotte (Atlantique) : 359
Unités du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes (CANCAP) : 283, 410, 461, 463
1er Bataillon du 22e Régiment (1 R22eR) : iv, 431, 432, 457—459, 466, 468, 482, 493, 494, 503, 507, 526, 569, 570
1er Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) : 204, 205, 218, 228, 236, 242, 245, 246, 250, 259, 265, 267, 283, 326, 332, 333, 347, 360, 569, 570
1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment (1 RCR) : 345—348, 357, 364, 386, 388, 392, 401, 426, 431—434, 441, 451, 457, 519, 569, 570
1er Hôpital de campagne : 375
1er Régiment du Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) : 204
2e Ambulance de campagne : 375
2e Bataillon du 22e Régiment (2 R22eR) : 67, 86, 90, 91, 98, 108, 110, 117, 121, 128, 140, 184, 187, 188, 195, 200—202, 204—206, 570
2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) : 256, 450, 519, 569
2e Bataillon, Royal Newfoundland Regiment : 404
2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) : 394, 457, 569
2e Groupe-brigade mécanisé du Canada (2 GBMC) : 57, 463
2er Régiment du Génie de combat (2 RGC) : 42
2e Régiment du Royal Canadian Horse Artillery (2 RCHA) : 347
3e Bataillon du Royal 22e Régiment (3 R22eR) : 16, 119
3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) : 134, 210,556
3e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) : 43—45, 47, 48, 86, 569
11e Escadron du génie (1 CER) : 204, 210
12e Régiment blindé du Canada (12 RBC) : 68, 100, 458
23e Escadron de campagne : 347, 372
41e Régiment du génie de combat : 255
51e Escadron, 5e Régiment du Génie de Combat (5 RGC) : 68, 86, 108, 119, 121
52e Escadron, 5e Régiment du Génie de Combat (5 RGC) : 458, 468

84e Batterie autonome de campagne, Artillerie royale canadienne : 255
408e Escadron, ARC : 280
430e Escadron, ARC : 16

O'Quinn, caporal Kenneth (Armée canadienne) : 57

Orakzai, Abdullah : 168, 169, 541

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : 3, 30, 34, 143, 170—172, 221, 227, 241, 287, 393, 304, 489, 490, 538, 547, 549, 555, 568, 574, 579, 580, 582, 587, 588, 591, 592, 597, 613

Oruzgan (province) : 17, 37, 170, 219, 338, 408, 441, 460, 542, 555

Ottawa, Ontario, Canada : 5, 7, 14, 18, 20, 21, 23, 27, 30, 31, 65, 70, 71, 73, 78—80, 137, 222, 230, 238, 319, 329, 368, 377, 395, 502, 553, 555, 559

Ouzbékistan/Ouzbeks : 167

P

Pachtoune (groupe ethnique) : 8, 91, 166, 169, 174, 291, 411, 541, 544, 573, 575, 579

Paganini, LTC John (Armée des É.-U.) : 249, 326, 356, 379, 446, 479

Palais présidentiel : 270

Parker, colonel Geoff (Armée canadienne) : 589

Pashmul, Afghanistan : 39, 42, 43, 87, 89, 133, 135, 189, 192

Patch, sergent Schuler (Armée des É.-U.) : 57

Patrick, lieutenant-colonel Michael B. (Armée canadienne) : 6, 31, 33, 190

Paul, lieutenant-colonel Jocelyn (Armée canadienne) : 67, 86, 97, 100, 119, 121, 133—135, 200—202, 473

Pays Bas/Néerlandais : 7, 170, 226, 288, 549, 555

Péloquin, soldat Alexandre (Armée canadienne) : 119

Pena, capitaine Paul (Armée des É.-U.) : 257

Pépin, major Yannick (Armée canadienne) : 68, 202

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) (camp) : 223, 275

Petraeus, général David (Armée des É.-U.) : 342, 343, 380, 458

Ploughman, colonel Bruce (Armée canadienne) : 16, 18

Pinksen, caporal Brian (Armée canadienne) : 404

Police militaire : 68, 70, 142, 180, 181, 228, 234, 236, 256, 270, 271, 283, 284, 447, 454, 592

Popalzais (tribu) : 62—64, 84, 105, 166, 274, 293, 295, 296, 321, 518, 595

Popov, major Mark (Armée canadienne) : 204, 242, 243, 245—248, 283

Price, major James (Armée canadienne) : 347

Prison de Pul-e-Charkhi : 255, 355

Projet à impact rapide : 111, 238, 475

Programme d'aide urgente des commandants (CERP) : 278, 451

Programme de désarmement, de démilitarisation et de réintégration (DDR) : 217

Programme de protection publique de l'Afghanistan : 302

Programme de sensibilisation sociale en Afghanistan : 215—217, 479

Programme d'initiatives locales : 222, 238

Programme national de solidarité (PNS) : 29, 213, 214

Prohar, major Derek (Armée canadienne) : 220

Pruneau, major Frédéric (Armée canadienne) : 457, 472, 476

Q

Qasim, mollah : 269, 326, 332, 359

Quetta, Pakistan : 33, 34, 36, 39, 60, 92, 113, 173, 174, 176, 177, 268, 292, 310, 317, 319, 321, 338, 342, 359, 400, 444, 477, 514, 522, 553, 572, 573, 575, 579, 580, 583, 595, 596

R

Raju, capitaine Ali (Armée canadienne) : 474, 475, 515

Ranger, sergent Joseph (Armée canadienne) : 130

Rasmussen, Anders : 116

Rasoul, mollah Mohammad : 541

Raufi, gouverneur Rahmatullah (Armée de l'Afghanistan) : 126

Règles d'engagement : 33, 53, 219, 280, 285, 312, 374, 412

Relève sur position : 6, 44, 48, 52, 67, 83, 93, 100, 140, 188, 198, 205, 226, 230, 242, 245, 344, 348, 399, 422, 429, 432, 451, 457, 466, 522, 523, 526

Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) : 8, 9, 33, 36, 52, 60, 85, 86, 93, 100, 101, 112, 116, 119, 123, 138, 146, 173, 176, 189, 190, 192, 211, 213, 246, 247, 250, 256, 267—269, 325, 326, 339, 357, 373, 374, 379, 388, 400, 409, 412, 435, 444, 446, 450, 454, 474, 480, 493, 518, 526, 544

Réseau tribal Haqqani (RTH) : 541, 572

Rezziq, colonel Abdul (Armée de l'Afghanistan) : 479, 538, 544

Rivière Arghandab : 10, 32, 40, 45, 47, 49, 50, 57, 87, 90, 94, 95, 97, 106, 131, 145, 175, 185, 203, 208,

212, 231, 251, 256, 257, 260, 289, 318, 327, 344, 355, 371, 387, 398, 406, 436, 437, 445, 450, 452, 453, 459, 464, 467, 483, 486, 487, 495, 496, 504, 505, 511, 512, 524, 525

Rotation (ROTO) : 150, 302, 419, 568, 569

Roumanie/Roumain : 256, 593, 594

Rousseau, caporal-chef Marc-André (Armée canadienne) : 406

Routes/Itinéraires

Autoroute 1 : 32, 37, 40, 41, 45, 49, 50, 56, 87, 88, 94, 95, 106, 118, 131, 132, 176, 184—187, 189, 190, 192, 193, 203, 206, 208, 220, 231, 249, 251, 256, 260, 279, 286, 289, 327, 345, 358, 371, 387, 398, 436, 437, 445, 452, 453, 459, 264, 487, 496, 497, 505, 512, 525, 542, 551

Autoroute 4 : 37, 231, 345, 368, 497, 555, 575, 595, 596

Autoroute 416 : 368

Route Brown : 120, 121, 207, 261, 328, 347, 351, 359, 362—364, 370, 378, 396, 397, 407, 434, 435, 438, 440, 453, 487, 496, 505, 512, 523, 525

Route Edmonton : 42

Route Fosters : 41, 48, 53, 54, 74, 88, 91, 93, 96, 97, 117, 132, 186, 267, 451, 510

Route Hyena : 93, 97, 117, 119—122, 146, 198, 205, 211, 244, 261, 263, 267, 328, 347, 351, 359, 361, 362, 364, 370, 385, 386, 403, 407, 435, 437, 438, 448, 454, 466—468, 470—477, 481, 482, 484, 485, 499—501, 508, 509, 515—519, 523, 526

Route Lake Effect : 50, 74, 75, 93, 95, 105, 106, 109, 114—117, 193, 202, 205, 206, 211, 212, 244, 247, 263, 265, 351, 364, 373, 378, 388, 390, 402, 403, 434, 438, 448

Route Langley : 450

Route Québec : 516, 518

Route Red Dog : 57, 178

Route Summit : 41, 49, 74, 76, 85, 88, 89, 94, 129, 132, 134, 135, 186, 192, 193, 249

Rowswell, Ben (Canada) : 237, 239, 336, 394

Roy, major Marco (Armée canadienne) : 457

Royaume-Uni/Grande-Bretagne/Britannique : 2, 3, 7—9, 13, 33, 44, 130, 154, 165, 214, 226—228, 230, 232, 253, 286—288, 290, 295, 314, 338, 339, 346, 394, 412, 547—550, 552, 555, 582, 583, 588, 589, 593, 594

Ruckpaul, major Ray (Armée canadienne) : 588

Ruggiero, Frank : 142, 254

Rutland, major Wade (Armée canadienne) : 204, 207, 209, 261

Rwanda : 559

S

Saeed, Bushra (Canada) : 256

Sajjan, major Harjit (Armée canadienne) : 6

Salavat : 50—52, 93, 95, 106, 118, 120, 175, 202, 203, 205—208, 210, 229, 244, 251, 260, 265, 318, 327, 329, 347, 358, 359, 365, 371, 375, 387, 388, 359, 365, 391, 393, 398, 400, 401, 434, 436, 439, 445, 448, 453, 459, 464, 482, 484, 487—489, 496, 498, 499, 505, 506, 512—514, 525

Salehan, Afghanistan : 50, 93, 95, 106, 118, 175, 203, 208, 250, 251, 260, 318, 327, 358, 361, 371, 387, 393, 398, 436, 439, 445, 453, 459, 464, 487, 494, 496, 505, 512, 525

Sauvé, major Francois (Armée canadienne) : 458

Savard, lieutenant-colonel Danielle (Armée canadienne) : 68

Sayyaf, Abdul Rassool : 166

Schakow, Tom (É.-U.) : 482

Scher, capitaine Adam (Armée des É.-U.) : 457

Schmidt. John R. (É.-U.) : 581

Senjaray : 13, 31, 32, 36, 41, 50, 51, 66, 85, 86, 88—90, 95, 102, 106, 129, 132, 147, 174, 184, 186, 187, 189, 192, 229—231, 250, 256, 274, 278, 317

Shah, colonel Sher (Armée de l'Afghanistan) : 196, 247, 249

Shah, lieutenant-colonel Sherin (Armée de l'Afghanistan) : 338

Shakur, mollah : 354

Sherzai, Gul Agha : 158, 256, 274, 321, 593, 594, 595

Shipley, colonel Joe (Armée canadienne) : 9

Shorabak : 141, 540

Smith, major Jim (Armée canadienne) : 288, 347

Smyth, lieutenant-colonel Jeff « Smytty » (Armée canadienne) : 280, 288

Sia Choy, Afghanistan : 40, 42, 85—87, 130, 131, 134, 185, 450

Somalie : 539, 558, 559

Stacey, adjudant-maître Richard (Armée canadienne) : 145

Stalker, lieutenant-colonel Mason (Armée canadienne) : 432, 460

St-Louis, lieutenant-colonel Michel-Henry (Armée canadienne) : 431, 433, 457, 472, 473, 482, 484, 485, 500, 513, 523

Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA) : 2, 143

Stream, sergent Scott (Armée des É.-U.) : 57

T

Taliban du Punjab : 581, 584

Talukan, Afghanistan : 39, 49, 53, 94, 96, 193, 437, 450, 455, 467, 468, 470—473, 476, 482, 483, 485, 486, 494, 495, 500, 501, 504, 508—511, 516—518, 523, 524, 526

Tardif, lieutenant-colonel Ann-Marie (Armée canadienne) : 68, 71

Tarinkot, Afghanistan : 55, 127

Taylor, major Eleanor (Armée canadienne) : 347, 362, 363, 370, 396, 400, 434

Taylor, sergent Kirk (Armée canadienne) : 255

Terry, major-général James (Armée des É.-U.) : 431—433, 449, 458, 472

Thompson, brigadier-général Denis (Armée canadienne) : vii, 6, 30, 75, 170, 428, 551, 568

Thompson, sergent Daniel (Armée des É.-U.) : 57

Timori, Haj Mohammad : 444

Todd, caporal Tyler (Armée canadienne) : 333

Tremblay, major Dean (Armée canadienne) : 55, 100

Tunnell, colonel Harry (Armée des É.-U.) : 12, 226, 313, 314

Turenne, lieutenant-colonel Carl (Armée canadienne) : 18, 19, 21, 67, 68, 102, 103, 124, 182, 183, 222, 223, 226, 238, 239

Tyerman, capitaine Whit (Armée canadienne) : 252

U

Ul Haq, Zia : 174

Unités étrangères

Agence américaine pour le développement international (USAID) : 20, 19, 33, 38, 64, 136, 140, 193, 232, 238, 257, 264, 279, 482, 498, 503, 526

Agence centrale du renseignement (CIA) : 293, 294, 444

Armée nationale afghane (ANA) : iii, iv, 9—13, 24, 28, 29, 38, 40, 52, 57, 61, 86, 97, 99, 101, 103—105, 115, 117, 123, 128, 129, 169, 180, 192, 205, 207, 220, 221, 235, 241, 247, 263, 340, 346, 356, 361, 401, 404, 412, 433, 440, 443, 445, 537, 543, 544, 550, 551, 556, 588

Bataillon roumain : 593

Brigade multinationale de Kaboul : 567
Centre d'opérations de défense interarmées (CODI) : 405, 593
Centre d'opérations interarmées (COI) : 234, 458
Commandement central étasunien (CENTCOM) : 342, 380, 450, 583
Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFC-A) : 491, 587
Commandement régional (CR) (Est) : 15, 547, 550, 571, 582, 583
Commandement régional (CR) (Sud) : 2, 7, 8, 14, 25, 30, 33, 34, 39, 48, 64, 66, 70, 99, 100, 130, 140, 142—144, 148, 189, 190, 205, 220, 221—230, 232, 233, 235, 238, 240, 241, 249, 254, 265, 272, 273, 281, 284, 286, 287, 293, 316, 319, 334—336, 338—341, 348, 350, 352, 365, 369, 380, 405, 406, 408, 412, 428, 431—433, 449—451, 455, 457, 458, 460, 461, 472, 481, 521, 529, 534, 549, 555, 568, 581—583, 587, 588, 591
Commandement régional (CR) (Sud-Ouest) : 346, 460
Détachement opérationnel Alpha (DOA) : 468, 472, 473, 482, 490, 492, 501, 515, 516
Direction nationale de la sécurité (DNS) : 29, 38, 53, 61, 89, 102, 103, 115, 123, 124, 128, 148, 179, 180, 276, 323, 381, 465, 538, 355, 381, 465, 543, 544
Élément de commandement national (ECN) : 568, 588, 589
Équipe de guerre électronique mobile (EGEM) : 75, 107, 463
Équipe SEAL des Forces navales des États-Unis : 210, 261, 262
Escadre de protection de la force de la RAF : 594
Federal Bureau of Investigation (FBI) : 444
Forces de sécurité afghanes : 34, 38, 39, 69, 103, 120, 122, 123, 127, 148, 171, 172, 174, 180, 182, 225, 240, 243, 247, 248, 254, 256, 270, 316, 322, 324, 335, 337, 346, 354, 361, 428, 431, 442, 446, 451, 456, 490, 506, 507, 516, 522, 526, 541, 542, 553, 582, 583
Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) : 27, 28, 81, 86, 92, 97, 102, 117, 125, 135, 148, 179, 240, 241, 267, 409, 427, 428, 544
Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) : 2, 4, 7, 8, 12, 13, 17, 20, 22, 25, 27, 34, 46, 53, 65, 70, 78, 80, 82, 84, 89, 93, 97, 104, 114, 116, 117, 119, 125, 143, 144, 147, 148, 170, 171, 173, 176, 181—183, 192, 197, 214, 216, 218, 221, 223, 225, 227, 228, 237, 240, 241, 259, 263, 267, 286, 287, 290, 292—296, 311, 314, 325, 334, 338, 339, 342, 343, 346, 348, 352, 355, 356, 369, 368, 374, 375, 377—381, 385, 392, 393, 401, 404, 405, 413, 428, 430, 444, 458, 475, 477, 489—491, 500, 502, 503, 507—509, 514, 526, 547, 549, 555, 556, 558, 568, 574—580, 582, 583, 587, 588
Force opérationnelle spéciale (FOS) (Armée des É.-U.) : 39, 83, 172, 189, 208, 221, 232, 237, 249, 259, 308, 328, 343, 382, 387, 392, 395, 404, 432, 440, 454, 467, 470, 472, 477, 485, 489, 497, 515, 517, 519, 523, 593
Police civile (CIVPOL) : 19, 20, 28, 60, 70, 71, 103, 108, 180, 223, 339, 455, 554
Police frontalière afghane : 103, 144, 355

Police nationale afghane (PNA) : 29, 45, 56, 57, 60, 61, 70, 72, 83, 102, 103—105, 108, 115, 123—125, 136, 143, 144, 180, 181, 192, 199, 200, 201, 209, 219, 244, 247, 263, 270, 290, 291, 321, 324, 352, 356, 361, 382, 387, 401, 404, 425, 432, 472, 474
Police nationale afghane pour l'ordre civil (PNAOC) : 57, 290, 291, 324, 356, 357, 382, 383, 408, 425, 432, 452, 455, 456, 468, 470, 472—475, 482, 483, 485, 486, 492, 493, 495, 504, 511, 515, 519, 524
Régiment de la RAF : 67, 314, 316, 406, 412, 594
Renseignement interservices (ISI) : 176, 292, 293, 319, 321, 322, 349, 354, 460, 571—578, 580, 581, 595
Royal Air Force : 14
Special Boat Service (SBS) : 394
Unité médicale multinationale de rôle 3 : 199, 405, 413, 465, 537
1er Bataillon du 12e Régiment d'infanterie (1-12 Infanterie) : 68, 83, 135—137, 140, 145, 146, 184—190, 192, 234, 236, 256, 278, 283, 284, 312, 313
1er Bataillon du 17e Régiment d'infanterie (le 1-17 Infanterie) : 140, 141, 177, 178, 226, 228, 234, 257
1er Bataillon du 187e Régiment d'infanterie (le 1-187 Infanterie) : 450
1er Escadron du 71e Régiment de cavalerie (le 1-71 Cavalerie) : 234, 249, 283, 284, 326, 345, 346, 370, 385, 448, 452
1-2 Régiment de cavalerie Stryker : 479
2e Bataillon du 2e Régiment d'infanterie (le 2-2 Infanterie) : 36, 38, 39, 43—45, 47, 66, 68, 83, 90, 97, 131, 135, 140, 256, 312
2e Bataillon du 508e Régiment de parachutistes (le 2-58) : 141, 189, 227, 230, 234, 256
2e Brigade, 101e Division aéroportée (aéromobile) : 344, 369
22e Régiment de construction navale : 336, 430, 468, 516
2-2 Stryker Régiment de cavalerie : 468
3e (Black Watch) Bataillon du Royal Regiment of Scotland (3 Scots) : 130, 133
3rd Pishin Scouts : 582
4e Bataillon du Génie : 141
4e Bataillon du 101e Régiment d'aviation : 15, 44
6e Division britannique : 226
8e Escadron du 1er Régiment de cavalerie (le 8-1 Cavalerie) : 140, 141
10th Mountain Division Battalion : 326, 431, 458, 460
43e Brigade de maintien en puissance : 462
97e Bataillon de la Police militaire (PM) : 142, 180, 181, 228, 234, 236, 256, 270, 271, 283, 284, 314, 316, 344
159e Brigade d'aviation de combat : 15
451e Groupe aérien expéditionnaire : 15
504e Bataillon de la Police militaire (PM) : 344

V

Vance, brigadier-général Jonathan (Armée canadienne) : vii, 1, 6—9, 12—16, 18, 20, 23—25, 29—31, 43, 48, 59, 66, 68, 71, 78—80, 97, 100, 102, 105, 107, 111, 119, 124, 126, 127, 130, 134, 138, 142, 170, 178, 179, 183, 184, 187, 201, 205, 209, 219, 220, 226, 228, 229, 233, 234, 249, 311, 312, 366, 368—370, 377, 378, 380, 381, 390, 393, 395, 407—411, 413, 426, 431—434, 440, 441, 443, 449, 551, 569, 582

Véhicules

Ambulance MaxxPro MRAP : 136, 515
Bison (toutes les variantes) : 57, 242, 375, 413
Capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance (COIC) : 59, 192, 430, 74, 76, 77, 117, 118, 120, 141, 142, 192, 375, 400, 413, 430, 408, 503, 508, 516
Char Leopard : 47, 48, 52, 59, 68, 97, 101, 107, 145, 184, 192, 198, 211, 242, 261, 361, 391, 400, 401, 439, 457, 468, 471, 474, 519, 520
Cougar : 136, 365, 394
Coyote TTB : 47, 48, 55, 57, 68, 73, 75, 100, 129, 198, 205, 242, 245, 282, 329, 347, 389, 397, 403, 435, 457, 458, 474, 475, 516
EBG Badger : 107, 121, 211, 468
Ford Ranger : 13, 104, 145
Humvee (Hummer) : 57, 401, 406
Husky : 374, 400
Land Rover : 594
RG-31 Nyala : 13
VBL III LORIT : 458, 516
VBL III SAT : 458, 516
Véhicule blindé de dépannage Taurus : 412
Véhicule blindé léger chenillé (VBLC) : 412, 413, 458, 466, 474
Véhicule blindé VBL III : 42, 57, 59, 65, 68, 99, 119, 133, 134, 145, 147, 202, 242, 255, 261, 285, 326, 386, 388, 394, 406, 435, 474, 475
Véhicule de soutien blindé lourd (VSBL) : 290, 412, 413

Véhicules aériens sans pilote

MQ-1C Grey Eagle : 142
UAV CU-170 Heron : 15, 16, 38, 202, 279, 286, 374, 390, 400
UAV MQ-1 Predator : 375, 392, 556
UAV MQ-9 Reaper : 256, 288, 385, 397, 403

UAV ScanEagle : 15, 38, 52, 90, 136, 187, 402, 427, 503
TUAV Sperwer : 15, 16, 591, 594
Warrior Alpha : 142

Vernelli, caporal-chef Scott (Armée canadienne) : 48

Verret, major Marc (Armée canadienne) : 68, 107, 108, 111

Vietnam : 559

Vivian, major Andrew (Armée canadienne) : 220

Voelkel, capitaine Trevor (Armée des É.-U.) : 36

W

Walsh, lieutenant-colonel Jerry (Armée canadienne) : 204, 209, 226, 245, 250, 266, 267, 473

Wardak (province) : 155, 302, 407, 549

Wardak, général Abdul Rahim : 170, 407, 408

Washington, États-Unis : 1, 310, 342, 343, 553

Watkins, major Bill (Armée canadienne) : 336

Watson, major Alex (Armée canadienne) : 220

Waziristan/Waziris : 85, 349, 558, 571—573, 576, 578, 319

Wesa, gouverneur : 59, 83, 84, 99, 101, 102, 126, 127, 219, 254, 262—264, 269, 271, 273, 274, 321, 351, 409, 455, 481

Whelan, lieutenant-colonel Gary (Armée canadienne) : 67

Wood, soldat de 1re classe Edwin (Armée des É.-U.) : 384

Wood, William « Chemical Bill » (É.-U.) : 4

Woodworth, lieutenant-colonel Dana (Armée canadienne) : 18, 68

Wright, lieutenant-colonel Michael (Armée canadienne) : 460

Wright, major Darcy (Armée canadienne) : 204, 253

X

Y

Yaramal, Haji Azizullah : 323

Yougoslavie : 485

Z

Zabul (province) : 16, 17, 34

Zangabad Ghar : 523

Zazai, major-général Sardar Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 61, 180, 538

Zazai, major-général Sher Mohammad (Armée de l'Afghanistan) : 353